

Assemblée nationale

Table nominative

établie par le service des Archives et de la Recherche historique parlementaire
de l'Assemblée nationale

Du 19 juin 2002 au 30 septembre 2003

12^e législature

A

Jean-Pierre ABELIN

Vienne (4^{ème} circonscription)
Union pour la Démocratie Française

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

Membre titulaire du Conseil national de l'habitat [J.O. du 2 août 2002] (p. 13230)

Vice-président de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 6 novembre 2002] (p. 18357)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 224 relative à la répression de la conduite sous l'empire de produits stupéfiants [24 septembre 2002]

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) tome IX : Equipement, transports, logement, tourisme et mer (logement et urbanisme) (n° 258) [10 octobre 2002]

Proposition de loi n° 280 tendant à reconnaître le vote blanc comme suffrage exprimé [15 octobre 2002]

Proposition de loi n° 501 tendant à la reconnaissance du vote blanc aux élections [18 décembre 2002]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur l'adhésion de la Slovaquie à l'Union européenne [8 avril 2003] (n° 780)

Proposition de loi n° 918 instituant une journée de la laïcité dans les établissements publics d'enseignement [13 juin 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1, posée le 14 octobre 2002. Agriculture. champignons (J.O. questions p. 3479). Appelée le 15 octobre 2002. aides de l'Etat (p. 3283)

DÉBATS

Proposition de loi n° 194 relative à la conduite automobile sous l'influence de drogues illicites et psychotropes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 octobre 2002] (p. 3001)

Son intervention (p. 3006)

Thèmes :

Sécurité routière (p. 3006)

Sécurité routière : accidents : drogue (p. 3007)

Sécurité routière : conduite sous l'influence de drogues : dépistage (p. 3007)

Sécurité routière : conduite sous l'influence de drogues : infractions (p. 3007)

Sécurité routière : conduite sous l'influence de drogues : Union européenne (p. 3006)

Discussion des articles [8 octobre 2002] (p. 3019)

Article 1er (art. L. 235-2 à L. 235-4 du code de la route : sanctions encourues en cas de conduite sous l'influence de stupéfiants - organisation de dépistages aléatoires)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Rudy Salles (renforcement des sanctions prévues : 3 ans d'emprisonnement et 7 500 € d'amende) (p. 3024)

Après l'article 2

Son amendement n° 1 deuxième rectification (déchéance de la garantie de l'assuré pour conduite sous l'empire de stupéfiants) (p. 3025)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES SOCIALES, TRAVAIL ET SOLIDARITÉ

VILLE ET RÉNOVATION URBAINE

Examen du fascicule [23 octobre 2002] (p. 3803)

Procédure des questions :

Urbanisme : rénovation urbaine : procédures (p. 3825)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

LOGEMENT

Examen du fascicule [13 novembre 2002] (p. 4969)

Sa présentation de l'avis de la commission des affaires économiques (p. 4971)

Thèmes avant la procédure des questions :

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 4971)

Logement : logement social : HLM (p. 4971)

Logement : aides et prêts : prêts d'accèsion à la propriété (PAP) (p. 4972)

Logement : aides et prêts : primes à l'amélioration des logements à usage locatif et d'occupation sociale (PALULOS) (p. 4972)

Politique économique : conjoncture (p. 4971)

TVA : taux réduit : logement (p. 4971)

Projet de loi n° 402 portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 2003] (p. 591)

Son intervention (p. 592)

Thèmes :

Coopération intercommunale (p. 592)

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 592)

Logement : ascenseurs : sécurité (p. 592)

Logement : aides et prêts : primes à l'amélioration des logements à usage locatif et d'occupation sociale (PALULOS) (p. 592)

Urbanisme : plan d'occupation des sols (POS) (p. 592)

Urbanisme : schémas de cohérence territoriale (p. 592)

Proposition de loi n° 501 tendant à la reconnaissance du vote blanc aux élections

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 janvier 2003] (p. 730)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Hervé Morin (mise à la disposition des électeurs de bulletins blancs) (p. 733)

Article 1er (décompte séparé des bulletins blancs; mention dans les résultats; absence d'effet sur les suffrages exprimés)

Son intervention (p. 735)

Projet de loi n° 606 relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 mars 2003] (p. 1713)

Article 9 (double formation du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) dans les établissements dangereux et création d'un comité interentreprises de santé et de sécurité au travail)

Son amendement n° 82 (p. 1722)

Projet de loi n° 638 renforçant la lutte contre la violence routière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [20 mars 2003] (p. 2257)

Article 8 (permis de conduire probatoire pour les conducteurs novices)

Son amendement n° 135 (p. 2268)

Jean-Claude ABRIOUX

Seine-Saint-Denis (10^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

DÉPÔT

Proposition de résolution n° 397 tendant à créer une commission d'enquête sur les violences et les maltraitances dont font l'objet les enfants [26 novembre 2002]

INTERVENTION EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Politique sociale. personnes sans domicile fixe. abri hivernal [21 janvier 2003] (p. 318)

Bernard ACCOYER

*Haute-Savoie (1^{ère} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11114)

Vice-président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2002] (p. 11184)

Membre titulaire de la Commission des comptes de la sécurité sociale [J.O. du 10 juillet 2002] (p. 11817)

Membre titulaire du comité de surveillance de la Caisse d'amortissement de la dette sociale [J.O. du 2 août 2002] (p. 13231)

Membre titulaire du conseil de surveillance de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14787)

Président du conseil de surveillance de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés [J.O. du 4 octobre 2002] (p. 16456)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2003 [J.O. du 22 novembre 2002] (p. 19330)

Rapporteur du projet de loi portant réforme des retraites (n° 885) [28 mai 2003]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des retraites [J.O. du 22 juillet 2003] (p. 12377)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des retraites [J.O. du 24 juillet 2003] (p. 12514)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 314 tendant à protéger le patrimoine des artisans et commerçants [15 octobre 2002]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 885) portant réforme des retraites [5 juin 2003] (n° 898)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des retraites [23 juillet 2003] (n° 1050)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Emploi. politique de l'emploi. conférence nationale pour l'emploi, objectifs [18 mars 2003] (p. 2127)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Demande que sur chaque article le président de séance n'autorise à s'exprimer qu'un orateur par groupe [3 octobre 2002] (p. 2976)

S'oppose au report de la discussion de l'article 7 - portant sur l'outre-mer - du projet de loi constitutionnelle relatif à l'organisation décentralisée de la République [26 novembre 2002] (p. 5794)

Accuse l'opposition de manœuvres d'obstruction grossière ayant pour effet de rendre impossible l'adoption de la proposition de loi en discussion et réclame la saisine de la conférence des présidents [12 décembre 2002] (p. 6611)

Déplore la violence d'un débat qui porte pourtant sur la démocratie. L'attitude des opposants dégrade l'image de l'Assemblée : rappels au

règlement et suspensions de séances nombreux, dépôt de 12 000 amendements, obstruction à l'expression du rapporteur. Il demande à l'opposition de se ressaisir, pour l'honneur de l'Assemblée [11 février 2003] (p. 1188)

Blâme l'attitude des députés de l'opposition qui quittent l'hémicycle au moment même où ils demandent la vérification du quorum [11 juin 2003] (p. 5024)

Sur le rappel au règlement de M. Alain Bocquet : estime que l'article 40 de la Constitution a été appliqué également aux amendements de tous les groupes [12 juin 2003] (p. 5097)

Sur le rappel au règlement de M. Pascal Terrasse : précise que l'amendement que M. Pascal Terrasse souhaitait défendre pourra être discuté, non pas après l'article 27 mais après l'article 31 [27 juin 2003] (p. 6173)

DÉBATS**Projet de loi n° 190 relatif aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [3 octobre 2002] (p. 2927)**

Son intervention (p. 2928)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi (p. 2928)

Politique économique : croissance (p. 2929)

Sécurité sociale : Fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale (FOREC) (p. 2929)

Travail : durée du travail (p. 2928)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 2929)

Discussion des articles [3 octobre 2002] (p. 2947, 2965)

Article 1er (article 32 de la loi n° 2000-37 du 19 janvier 2000 : harmonisation des salaires minima)

Intervient sur l'amendement n° 151 de M. Nicolas Perruchot (unification des SMIC sur cinq ans et non trois) (p. 2957)

Article 2 (articles L. 212-5, L. 212-5-1, L. 212-6, L. 212-8, L. 212-9, L. 212-15-2, L. 212-15-3 et L. 227-1 du code du travail : assouplissements des trente-cinq heures)

Son intervention (p. 2977)

Projet de loi n° 250 de financement de la sécurité sociale pour 2003**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [28 octobre 2002] (p. 4093, 4123, 4161)**

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4116)

Son intervention (p. 4141)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 4182)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 4116)

Famille : politique familiale (p. 4116)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 4116, 4143)

Sécurité sociale : financement (p. 4116, 4143)

Discussion des articles [28 octobre 2002] (p. 4182) ; [29 octobre 2002] (p. 4260, 4296) ; [30 octobre 2002] (p. 4374)

Article 1er et rapport annexé (approbation du rapport annexé)

Son intervention (p. 4194)

Article 6 (contribution sur les dépenses de promotion des laboratoires pharmaceutiques)

Son sous-amendement n° 255 rectifié à l'amendement n° 39 de la commission (p. 4279)

Son intervention (p. 4281)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 43 de la commission (affiliation à l'assurance maladie des frontaliers français travaillant en Suisse) (p. 4285)

Article 15 (suppression du mécanisme dit des "lettres-clefs flottantes" et des comités médicaux régionaux)

Son intervention (p. 4310 et s.)

Article 43 (revalorisation des pensions de retraite du régime général et des avantages alignés en fonction de l'évolution prévisionnelle des prix)

Son intervention (p. 4399)

Article 41 précédemment réservé (accélération de la prise en charge par la Caisse nationale des allocations familiales des majorations de pension pour enfant)

Son intervention (p. 4412)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 4419)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle (p. 4420)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [27 novembre 2002] (p. 5820)

Son intervention (p. 5830)

Thèmes :

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 5831)
 Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 5832)
 Pharmacie et médicaments : médicaments : remboursement (p. 5831)
 Santé : politique de la santé (p. 5830)
 Sécurité sociale : financement (p. 5830)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire

Ses explications de vote (p. 5843)

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 novembre 2002] (p. 5758)*Article 7 (articles 72-3 et 72-4 de la Constitution - régime des collectivités situées outre-mer)*

Son rappel au règlement (cf supra) [26 novembre 2002] (p. 5794)

Proposition de loi n° 317 visant à protéger les mineurs contre la diffusion de programmes comprenant des scènes de violence gratuite ou de pornographie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 décembre 2002] (p. 6602)*Article 1er (mise en place d'un système de double contrôle d'accès pour les programmes interdits aux mineurs)*

Son rappel au règlement (cf supra) [12 décembre 2002] (p. 6611)

Projet de loi n° 402 portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 janvier 2003] (p. 608)*Après l'article 2*

Intervient sur l'amendement n° 108 de M. François Goulard (restauration, après classement, des anciens bâtiments agricoles) (p. 614)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [3 avril 2003] (p. 2808)*Après l'article 6 bis*

Son amendement n° 75 précédemment réservé (hauteur des arbres et clôtures dans les terrains situés dans le champ de visibilité d'un espace naturel recensé sur l'inventaire départemental du patrimoine naturel) (p. 2848) : retiré (p. 2849)

Projet de loi n° 574 relatif à l'élection des conseillers régionaux et des représentants au Parlement européen ainsi qu'à l'aide publique aux partis politiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 février 2003] (p. 1153)

Son rappel au règlement (cf supra) [11 février 2003] (p. 1188)

Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Jean-Marc Ayrault et 162 membres de l'Assemblée, M. le Premier Ministre ayant engagé la responsabilité du Gouvernement pour l'adoption, en première lecture, après déclaration d'urgence, du projet de loi relatif à l'élection des conseillers régionaux et des représentants au Parlement européen ainsi qu'à l'aide publique aux partis politiques (Elections et référendums 574)**[15 février 2003] (p. 1289)**

Son intervention (p. 1299)

Thèmes :

Assemblée nationale : amendements (p. 1299)
 Constitution : article 49, alinéa 3 (p. 1303)
 Elections et référendums : élections régionales (p. 1301)
 Elections et référendums : élections régionales : pluralisme (p. 1302)
 Elections et référendums : modes de scrutin : réforme (p. 1301)
 Elections et référendums : représentation proportionnelle (p. 1303)
 Politique économique : généralités : Gouvernement précédent (p. 1300)
 Relations internationales : guerre : Irak (p. 1299)

Projet de loi n° 638 renforçant la lutte contre la violence routière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [20 mars 2003] (p. 2286)*Après l'article 24*

Son amendement n° 129 (rapport sur les actions de formation pour les motards) : retiré (p. 2314)

Son amendement n° 130 (rapport sur les mesures pour faciliter le stationnement des professionnels de santé, notamment des infirmières libérales) : retiré (p. 2314)

Projet de loi n° 640 relatif aux assistants d'éducation

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [27 mars 2003] (p. 2592)*Article 2 (régime juridique des assistants d'éducation)*

Son amendement n° 3019 (p. 2617)

Projet de loi n° 678 relatif au mécénat et aux fondations

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er avril 2003] (p. 2713)*Après l'article 1er*

Son amendement n° 34 (fondations reconnues d'utilité publique – exonération de l'impôt sur les sociétés pour les revenus des biens ou droits affectés à leur dotation) (p. 2717) : retiré (p. 2718)

Article 2 (doublement du montant de l'abattement de l'impôt sur les sociétés accordé aux fondations reconnues d'utilité publique)

Son amendement n° 36 rectifié (abattement porté à 40 000 €) (p. 2719)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juin 2003] (p. 4931) ; [11 juin 2003] (p. 5000) ; [12 juin 2003] (p. 5069, 5103)

Son intervention (p. 4950)

Son rappel au règlement (cf supra) [11 juin 2003] (p. 5024)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Alain Bocquet (cf supra) [12 juin 2003] (p. 5097)

Son intervention sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 5138)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : épargne retraite (p. 4954)
 Démographie : vieillissement de la population (p. 4953)
 Politique sociale : généralités (p. 4950, 5138)
 Retraites : généralités : âge de la retraite (p. 4951)
 Retraites : généralités : cotisations (p. 4951, 4955, 5139)
 Retraites : généralités : politique à l'égard des retraités (p. 4950, 5138)
 Retraites : généralités : système par répartition (p. 4951, 4955)
 Retraites : régimes autonomes et spéciaux : harmonisation des régimes (p. 4954)

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)*Avant l'article 1er [séances des 12, 13, 14 juin 2003] (principes)*

Son intervention (p. 5150 et s.)

Article 1er [séances du 16 juin 2003] (système de retraites par répartition)

Son intervention (p. 5352 et s.)

Après l'article 1er [séance du 16 juin 2003] (régime par points)

Son intervention (p. 5385 et s.)

Article 2 [séances des 16 et 17 juin 2003] (contributivité)

Son intervention (p. 5396 et s.)

Après l'article 2 [séance du 17 juin 2003] (sources supplémentaires de financement ; politique salariale)

Son intervention (p. 5452 et s.)

Après l'article 3 [séance du 18 juin 2003] (impôt sur la fortune ; métiers pénibles)

Son intervention (p. 5530 et s.)

Avant l'article 4 [séances des 18 et 19 juin 2003] (contrats à durée déterminée ou à temps partiel)

Son intervention (p. 5541 et s.)

Article 4 [séances du 19 juin 2003] (assurer en 2008, un montant minimal de retraite égal à 85 % du SMIC)

Son intervention (p. 5587 et s.)

Après l'article 4 [séance du 19 juin 2003] (harmonisation des régimes, détermination des durées de cotisation par la négociation)

Son intervention (p. 5623 et s.)

Article 5 [séance 19 juin 2003] (durée d'assurance, pour obtenir une pension à taux plein, portée à 41 ans en 2012)

Son intervention (p. 5645 et s.)

Après l'article 5 [séance du 20 juin 2003] (négociations avec les partenaires sociaux)

Son intervention (p. 5695 et s.)

Avant l'article 6 [séance du 20 juin 2003] (information des assurés sur le montant de leur pension)

Son intervention (p. 5697)

Article 6 [séance du 20 juin 2003] (missions du Conseil d'orientation des retraites (COR))

Son intervention (p. 5704 et s.)

Article 7 [séances du 20 juin 2003] (commission de compensation)

Son intervention (p. 5719 et s.)

Après l'article 7 [séances du 20 juin 2003] (régimes spéciaux)

Son intervention (p. 5727 et s.)

Article 8 [séance du 20 juin 2003] (information des assurés sur leurs droits à la retraite)

Son intervention (p. 5733)

Après l'article 8 [séance du 20 juin 2003] (dispositions relatives aux salariés de plus de cinquante ans)

Son intervention (p. 5742 et s.)

Article 9 [séances du 20 juin 2003] (simplification des règles de limitation du cumul "emploi-retraite")

Son intervention (p. 5753 et s.)

Article 10 [séances des 20 et 23 juin 2003] (limite d'âge pour la mise à la retraite d'office des salariés)

Son intervention (p. 5796 et s.)

Article 11 [séances du 23 juin 2003] (assujettissement des allocations de préretraite d'entreprise à une contribution spécifique affectée au Fonds de réserve pour les retraites)

Son intervention (p. 5809 et s.)

Après l'article 11 [séance du 23 juin 2003] (stock-options)

Son intervention (p. 5833)

Article 12 [séances des 23 et 24 juin 2003] (suppression de la préretraite progressive et limitation du champ du dispositif de la cessation anticipée d'activité)

Son intervention (p. 5836 et s.)

Après l'article 12 [séance du 24 juin 2003] (pénibilité ; rapport sur les négociations interprofessionnelles)

Son intervention (p. 5894)

Avant l'article 13 [séance du 24 juin 2003] (préavis et primes de licenciement)

Son intervention (p. 5895 et s.)

Article 13 [séance du 24 juin 2003] (accès et maintien dans l'emploi des salariés âgés)

Son intervention (p. 5897 et s.)

Après l'article 13 [séance du 24 juin 2003] (refus des discriminations par l'âge)

Son intervention (p. 5900)

Avant l'article 14 [séance du 24 juin 2003] (suppression du titre II ; retraite des religieux)

Son intervention (p. 5901 et s.)

Article 14 [séance du 24 juin 2003] (compétences du conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés)

Son intervention (p. 5905 et s.)

Article 16 [séance du 24 juin 2003] (permettre aux assurés qui sont en activité depuis l'âge de 14, 15 et 16 ans de faire valoir leurs droits à la retraite avant 60 ans)

Son intervention (p. 5923 et s.)

Après l'article 16 [séance du 24 juin 2003] (négociations en matière de retraites complémentaires et de conditions de travail)

Son intervention (p. 5941 et s.)

Article 17 [séance du 24 juin 2003] (majoration de pension de 3 % par année de cotisation au-delà de la durée légale de cotisation)

Son intervention (p. 5948 et s.)

Article 18 [séance du 24 juin 2003] (majoration de la retraite minimum au titre des périodes cotisées)

Son intervention (p. 5955 et s.)

Article 19 [séances des 24 et 25 juin 2003] (indexation des pensions sur les prix)

Son intervention (p. 5984 et s.)

Article 20 [séance du 25 juin 2003] (possibilité de rachat de périodes de cotisation, dans la limite de douze trimestres)

Son intervention (p. 5998 et s.)

Article 21 [séance du 25 juin 2003] (amélioration du régime de la retraite progressive)

Son intervention (p. 6006 et s.)

Article 22 [séances du 25 juin 2003] (amélioration de la pension de réversion et suppression de l'assurance veuvage)

Son intervention (p. 6023 et s.)

Après l'article 22 [séance du 25 juin 2003] (majoration de la durée d'assurance, tierce personne...)

Son intervention (p. 6026 et s.)

Article 23 [séance du 25 juin 2003] (cotisations assises sur les périodes d'emploi à temps partiel)

Son intervention (p. 6029)

Après l'article 23 [séance du 25 juin 2003] (fonds de solidarité vieillesse ; fonds de réserve pour les retraites ; abattement pour les cotisations patronales liées à l'emploi de salariés âgés ; imposition des "stock-options")

Son intervention (p. 6030 et s.)

Avant l'article 24 [séance du 25 juin 2003] (suppression du Titre III)

Son intervention (p. 6035 et s.)

Article 24 [séance du 25 juin 2003] (régime de retraites des fonctionnaires affiliés à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales et régime des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'Etat)

Son intervention (p. 6038 et s.)

Après l'article 24 [séances des 25 et 26 juin 2003] (droits à pension des fonctionnaires ; retraite des fonctionnaires exerçant un mandat parlementaire)

Son intervention (p. 6104 et s.)

Article 25 [séance du 26 juin 2003] (radiation des cadres et liquidation de la pension)

Son intervention (p. 6114)

Après l'article 25 [séance du 26 juin 2003] (demande d'admission d'un fonctionnaire à la retraite librement formulée ; limites d'âge ; indemnités aux pensionnés résidant outre-mer)

Son intervention (p. 6115 et s.)

Article 26 [séance du 26 juin 2003] (éléments constitutifs du droit à pension)

Son intervention (p. 6120 et s.)

Article 27 [séances du 26 juin 2003] (services effectifs et validation des périodes d'interruption ou de réduction d'activité)

Son intervention (p. 6142 et s.)

Article 28 [séance du 27 juin 2003] (rachat des années d'études)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Pascal Terrasse (cf supra)

(p. 6172)

Son intervention (p. 6175)

Avant l'article 29 [séance du 27 juin 2003] (limite d'âge)

Son intervention (p. 6182)

Article 29 [séance du 27 juin 2003] (prise en compte dans la constitution de la pension des services accomplis postérieurement à la limite d'âge)

Son intervention (p. 6183 et s.)

Après l'article 29 [séance du 27 juin 2003] (prolongation de l'activité au-delà de la limite d'âge)

Son intervention (p. 6186)

Article 30 (possibilité de surcotisation pour les fonctionnaires à temps partiel)

Son intervention (p. 6187)

Article 31 [séance du 27 juin 2003] (nouveau régime de bonifications accordées aux fonctionnaires)

Son intervention (p. 6191 et s.)

Après l'article 31 [séance du 27 juin 2003] (majoration de durée d'assurance pour accouchement...)

Son intervention (p. 6212 et s.)

Article 32 [séance du 27 juin 2003] (allongement progressif de la durée d'activité dans la fonction publique pour obtenir une pension complète. Instauration d'un double mécanisme de minoration et majoration)

Son intervention (p. 6222 et s.)

Après l'article 32 [séance du 27 juin 2003] (garantie du pouvoir d'achat)

Son intervention (p. 6257)

Article 33 [séance du 27 juin 2003] (liquidation de la solde de réforme)

Son intervention (p. 6267 et s.)

Article 34 [séance du 27 juin 2003] (conditions de liquidation immédiate des pensions civiles et militaires)

Son intervention (p. 6272 et s.)

Article 35 [séance du 27 juin 2003] (conditions de liquidation différée des pensions civiles et militaires)

Son intervention (p. 6281 et s.)

Article 36 [séance du 27 juin 2003] (modalités de revalorisation de la rente d'invalidité)

Son intervention (p. 6285 et s.)

Article 37 [séance du 27 juin 2003] (droit à pension de réversion - mise en conformité avec le droit communautaire)

Son intervention (p. 6289 et s.)

Article 38 [séance du 27 juin 2003] (pensions de réversion et orphelins - mise en conformité avec le droit communautaire)

Son intervention (p. 6293 et s.)

Article 39 [séance du 27 juin 2003] (droit à pension de réversion et pluralité de conjoints - mise en conformité avec le droit communautaire)

Son intervention (p. 6299 et s.)

Article 40 [séance du 27 juin 2003] (pensions militaires de réversion - mise en conformité avec le droit communautaire)

Son intervention (p. 6302 et s.)

Article 41 [séance du 27 juin 2003] (pension ou rente provisoire d'invalidité au profit de la famille d'un fonctionnaire disparu - mise en conformité avec le droit communautaire)

Son intervention (p. 6304)	Son intervention (p. 6527 et s.)
Article 42 [séance du 27 juin 2003] (pensions de réversion en cas de décès d'un fonctionnaire par suite de circonstances particulières)	Article 66 [séance du 1er juillet 2003] (pensions de réversion servies par le régime de base des professions libérales)
Son intervention (p. 6306 et s.)	Son intervention (p. 6537 et s.)
Après l'article 42 [séance du 30 juin 2003] (saisie sur pensions - financement des charges de l'Etat)	Article 67 [séance du 1er juillet 2003] (périodicité du versement des prestations servies par le régime de base des professions libérales)
Son intervention (p. 6324 et s.)	Son intervention (p. 6538)
Article 43 [séance du 30 juin 2003] (cumul "emploi-retraite" pour les fonctionnaires)	Après l'article 67 [séance du 1er juillet 2003] (coordinations)
Son intervention (p. 6326 et s.)	Son intervention (p. 6539)
Article 44 [séance du 30 juin 2003] (abrogation de dispositions du code des pensions civiles et militaires)	Article 68 [séance du 1er juillet 2003] (possibilité d'extension des régimes complémentaires des professions libérales aux gérants minoritaires et aux dirigeants de sociétés anonymes)
Son intervention (p. 6335 et s.)	Son intervention (p. 6540 et s.)
Article 45 [séance du 30 juin 2003] (dispositions transitoires)	Article 69 [séance du 1er juillet 2003] (coordination)
Son intervention (p. 6341 et s.)	Son intervention (p. 6541)
Après l'article 45 [séance du 30 juin 2003] (promotions de fin de carrière)	Article 70 [séance du 1er juillet 2003] (modalités d'entrée en vigueur des dispositions relatives au régime de base des professions libérales)
Son intervention (p. 6352)	Son intervention (p. 6543)
Article 46 [séance du 30 juin 2003] (maintien en activité au-delà de la limite d'âge)	Après l'article 70 [séance du 1er juillet 2003] (professionnels libéraux)
Son intervention (p. 6363 et s.)	Son intervention (p. 6544 et s.)
Article 47 [séance du 30 juin 2003] (temps partiel de droit pour l'éducation d'un enfant)	Avant l'article 71 [séance du 1er juillet 2003] (suppression du chapitre III, prise en compte de la pénibilité)
Son intervention (p. 6370)	Son intervention (p. 6545)
Article 48 [séance du 30 juin 2003] (abrogation de dispositions législatives)	Article 71 [séance du 1er juillet 2003] (affiliation des aides familiaux dès l'âge de seize ans au régime de base des exploitants agricoles)
Son intervention (p. 6372)	Son intervention (p. 6548 et s.)
Article 49 [séance du 30 juin 2003] (cessation progressive d'activité)	Après l'article 71 [séance du 1er juillet 2003] (retraites des conjoints non-salariés agricoles)
Son intervention (p. 6376 et s.)	Son intervention (p. 6550)
Article 50 [séance du 30 juin 2003] (modalités de liquidation des pensions des agents en congé de fin d'activité)	Article 72 [séance du 1er juillet 2003] (transposition dans le régime de base des exploitants agricoles de nouvelles dispositions applicables dans le régime général)
Son intervention (p. 6403)	Son intervention (p. 6553)
Article 52 [séance du 30 juin 2003] (mise en place d'un régime complémentaire de retraite par répartition pour les fonctionnaires)	Article 73 [séance du 1er juillet 2003] (possibilité de rachat de périodes d'activité en tant qu'aide familial au titre du régime de base des exploitants agricoles)
Son intervention (p. 6435 et s.)	Son intervention (p. 6557)
Article 53 [séances des 30 juin et 1er juillet 2003] (évolution professionnelle des membres des corps enseignants)	Article 74 [séance du 1er juillet 2003] (possibilité de rachat de périodes d'études au titre du régime de base des exploitants agricoles)
Son intervention (p. 6460 et s.)	Son intervention (p. 6560 et s.)
Article 54 [séance du 1er juillet 2003] (majoration de la durée d'assurance des fonctionnaires hospitaliers en catégorie active)	Article 75 [séances des 1er et 2 juillet 2003] (pensions de réversion servies par le régime de base des exploitants agricoles)
Son intervention (p. 6469)	Son intervention (p. 6581 et s.)
Après l'article 54 [séance du 1er juillet 2003] (présentation des charges et ressources du régime des pensions dans le rapport économique et financier annexé à la loi de finances annuelle)	Article 76 [séance du 2 juillet 2003] (conditions de cessation d'activité pour le service d'une pension par le régime de base des exploitants agricoles)
Son intervention (p. 6472)	Son intervention (p. 6594 et s.)
Article 55 [séance du 1er juillet 2003] (entrée en vigueur des dispositions du titre III)	Après l'article 76 [séance du 2 juillet 2003] (conjoints collaborateurs d'exploitants agricoles)
Son intervention (p. 6474 et s.)	Son intervention (p. 6596 et s.)
Avant l'article 56 [séance du 1er juillet 2003] (suppression du titre IV, nouvel intitulé du titre IV, suppression du chapitre 1er, prise en compte de la pénibilité)	Article 77 [séance du 2 juillet 2003] (mensualisation du versement des pensions servies par le régime de base des exploitants agricoles)
Son intervention (p. 6476 et s.)	Son intervention (p. 6602)
Article 56 [séance du 1er juillet 2003] (règles de fonctionnement des régimes complémentaires obligatoires des professions artisanales, industrielles et commerciales)	Après l'article 77 [séance du 2 juillet 2003] (conjoint survivant)
Son intervention (p. 6480 et s.)	Son intervention (p. 6603 et s.)
Article 58 [séance du 1er juillet 2003] (modalités d'entrée en vigueur du nouveau régime complémentaire obligatoire des professions industrielles et commerciales)	Article 78 [séance du 2 juillet 2003] (droit à bénéficier de produits d'épargne retraite)
Son intervention (p. 6490 et s.)	Son intervention (p. 6643 et s.)
Article 59 [séance du 1er juillet 2003] (transformation en mutuelle du régime complémentaire facultatif des professions industrielles et commerciales)	Après l'article 78 [séance du 2 juillet 2003] (rétablissement du dispositif de la loi du 25 mars 1997, dite "loi Thomas", instituant les plans d'épargne retraite)
Son intervention (p. 6494)	Son intervention (p. 6654 et s.)
Avant l'article 60 [séance du 1er juillet 2003] (suppression du chapitre II)	Article 79 [séance du 2 juillet 2003] (création du plan d'épargne pour la retraite (PÉR))
Son intervention (p. 6495)	Son intervention (p. 6667)
Article 60 [séance du 1er juillet 2003] (règles de contrôle budgétaire applicables au régime de base des professions libérales)	Article 80 [séance du 2 juillet 2003] (création du plan partenarial d'épargne salariale volontaire pour la retraite (PPESVR))
Son intervention (p. 6496)	Son intervention (p. 6674 et s.)
Article 61 [séance du 1er juillet 2003] (coordinations)	Après l'article 80 [séance du 2 juillet 2003] (attribution des fonds en déshérence au Fonds de réserve des retraites)
Son intervention (p. 6497 et s.)	Son intervention (p. 6684)
Article 62 [séance du 1er juillet 2003] (règles de fonctionnement du régime de base des professions libérales)	Article 81 [séance du 2 juillet 2003] (déductions fiscales favorisant l'épargne retraite)
Son intervention (p. 6499 et s.)	Son intervention (p. 6688 et s.)
Article 63 [séance du 1er juillet 2003] (cotisations au régime de base des professions libérales)	Après l'article 81 [séance du 2 juillet 2003] (dispositions diverses)
Son intervention (p. 6504 et s.)	Son intervention (p. 6694 et s.)
Article 64 [séance du 1er juillet 2003] (recouvrement des cotisations au régime de base des professions libérales)	
Son intervention (p. 6509)	
Article 65 [séance du 1er juillet 2003] (pensions de retraite servies par le régime de base des professions libérales)	
	Explications de vote et vote [3 juillet 2003] (p. 6707)
	Son intervention (p. 6708)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [24 juillet 2003] (p. 7885)

Son intervention (p. 7885)

Son intervention sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7891)

Thèmes :

Handicapés : âge de la retraite (p. 7886)

Retraites : généralités : âge de la retraite (p. 7896)

Retraites : généralités : cotisations (p. 7886)

Retraites : généralités : politique à l'égard des retraités (p. 7885, 7891)

Retraites : généralités : système par répartition (p. 7885)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [24 juillet 2003] (p. 7909)Intervient sur les amendements n^{os} 4, 1, 6 et 3 du Gouvernement (p. 7939 à 7941)**Patricia ADAM***Finistère (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

Elue le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

Membre de la mission d'information sur la question des signes religieux à l'école [J.O. du 4 juin 2003] (p. 9541)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Personnes âgées, allocation personnalisée d'autonomie, bilan et perspectives [9 avril 2003] (p. 3020)

*DÉBATS***Projet de loi n° 230 de finances pour 2003****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****DÉFENSE ET SGDN****Examen des fascicules [24 octobre 2002] (p. 3907)***Procédure des questions :*

Défense : direction des chantiers navals : Brest (p. 3949)

Défense : porte-avions (p. 3954)

Projet de loi n° 187 relatif à la programmation militaire pour les années 2003 à 2008**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [28 novembre 2002] (p. 5933)**

Son intervention (p. 5965)

Thèmes :

Défense : armements et équipements : coopération économique (p. 5965)

Défense : direction des chantiers navals (p. 5965)

Défense : fonds pour les restructurations de la défense (p. 5966)

Défense : porte-avions (p. 5965)

Manuel AESCHLIMANN*Hauts-de-Seine (2^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation pour la justice [J.O. du 3 août 2002] (p. 13302)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) tome IV : Intérieur et décentralisation (administration générale et collectivités locales) (n° 261) [10 octobre 2002]

Proposition de loi n° 978 modifiant la loi n° 93-915 du 19 juillet 1993 pour étendre le bénéfice de la qualité de pupille de la Nation aux enfants des élus tués ou décédés des suites d'un acte d'agression survenu lors de l'exercice de leur mandat [25 juin 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Politique sociale, personnes sans domicile fixe, abri hivernal [6 novembre 2002] (p. 4590)

Transports ferroviaires, SNCF, fret, politiques communautaires [19 mars 2003] (p. 2182)

*DÉBATS***Projet de loi n° 36 d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [16 juillet 2002] (p. 2009)**

Son intervention (p. 2028)

Thèmes :

Communes : maires : sécurité (p. 2028)

Droit pénal : délinquance et criminalité : prévention (p. 2029)

Droit pénal : délinquance et criminalité : répression (p. 2029)

Ordre public : sécurité (p. 2028)

Ordre public : sécurité : gauche (p. 2028)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER****Discussion des articles [18 octobre 2002] (p. 3593, 3634)***Article 14 (assouplissement de la règle de lien entre les taux des taxes directes locales)*

Son amendement n° 63 rectifié (suppression pendant une année du lien entre les taux des taxes directes locales) (p. 3619)

Son amendement n° 308 (possibilité de faire varier librement le taux de la taxe professionnelle si ceux des autres taxes sont supérieurs aux moyennes nationales) (p. 3619)

Après l'article 14

Son amendement n° 162 (révision des valeurs locatives – suppression du prélèvement de 0,4 % sur le produit de la fiscalité locale) (p. 3636)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**INTÉRIEUR, SÉCURITÉ INTÉRIEURE ET LIBERTÉS LOCALES****Examen du fascicule [23 octobre 2002] (p. 3847)**

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Son intervention (p. 3855)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : décentralisation : réforme (p. 3855)

Collectivités territoriales : dotation globale de fonctionnement (DGF) (p. 3855)

Collectivités territoriales : finances locales (p. 3855)

Collectivités territoriales : fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle (p. 3855)

Départements : préfetures (p. 3856)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'intérieur : crédits (p. 3855)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [15 janvier 2003] (p. 151)**

Son intervention (p. 158)

Thèmes :

Ordre public : sécurité : gauche (p. 159)

Ordre public : vidéosurveillance (p. 158)

Jean-Jacques AILLAGON*Ministre de la culture et de la communication*

Est nommé Ministre de la culture et de la communication. Décret du 17 juin 2002 [J.O. du 18 juin 2002] (p. 10720)

DÉPÔT

Projet de loi n° 678 relatif au mécénat et aux fondations [5 mars 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*En qualité de Membre du Gouvernement***RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE**

M. Axel Poniatowski. Audiovisuel et communication. télévision. télévision numérique terrestre, développement [22 octobre 2002] (p. 3731)

M. Maxime Bono. Chômage : indemnisation. professionnels du spectacle. intermittents [23 octobre 2002] (p. 3845)

M. Michel Françaix. Presse et livres. édition. livres scolaires, livres de poche, perspectives [30 octobre 2002] (p. 4338)

Mme Marie-Jo Zimmermann. Audiovisuel et communication. télévision. chaînes publiques, revendications [19 novembre 2002] (p. 5293)

M. Olivier Dassault. Culture. politique culturelle. mécénat, développement [3 décembre 2002] (p. 6062)

M. Michel Herbillon. Administration. rapports avec les administrés. mécénat, fondations, simplification administrative [18 décembre 2002] (p. 6904)

M. Gérard Grignon. Outre-mer. Radio France outre-mer (RFO). diffusion sur le continent nord-américain [15 janvier 2003] (p. 112)

M. Bernard Depierre. Relations internationales. commerce international. Organisation mondiale du commerce (OMC), diversité culturelle, préservation [11 février 2003] (p. 1147)

M. Jean-Pierre Nicolas. Patrimoine culturel. archéologie. archéologie préventive, loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001, réforme, perspectives [12 mars 2003] (p. 1944)

M. Roger Boullonnois. Archives et bibliothèques. médiathèques. développement, perspectives [25 mars 2003] (p. 2372)

M. Pierre-Christophe Baguet. Relations internationales. commerce international. Organisation mondiale du commerce (OMC), exception culturelle [21 mai 2003] (p. 3919)

M. Patrick Bloche. Chômage : indemnisation. professionnels du spectacle. intermittents [17 juin 2003] (p. 5446)

M. Jean-Yves Hugon. Chômage : indemnisation. professionnels du spectacle. intermittents [25 juin 2003] (p. 5980)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Jean-Yves Le Déaut. Patrimoine culturel. château de Lunéville. reconstruction, perspectives [4 février 2003] (p. 746)

M. Jean-Jack Queyranne. Audiovisuel et communication. télévision. EuroNews, perspectives [25 mars 2003] (p. 2343)

M. Daniel Poulou. Commerce et artisanat. métiers d'art. facteurs d'orgues, emploi et activité [29 avril 2003] (p. 3184)

Mme Jacqueline Fraysse. Patrimoine culturel. monuments historiques. rénovation, lycée Paul-Langevin, Suresnes [29 avril 2003] (p. 3185)

M. Gilbert Gantier. Patrimoine culturel. terrasse du Trocadéro. rénovation, calendrier [3 juin 2003] (p. 4374)

M. Pierre Goldberg. Patrimoine culturel. protection. lieux de culte, aides de l'Etat [3 juin 2003] (p. 4373)

M. Jean Launay. Ministères et secrétariats d'Etat. culture : structures administratives. centre des monuments nationaux, département finances, dysfonctionnements [3 juin 2003] (p. 4371)

M. Jean-Pierre Grand. Cérémonies publiques et fêtes légales. monuments commémoratifs. journalistes morts en mission [3 juin 2003] (p. 4371)

M. Jean Tiberi. Arts et spectacles. orchestre de Paris. salle de concert, perspectives [3 juin 2003] (p. 4372)

M. Gérard Dubrac. Patrimoine culturel. monuments historiques. restauration, aides de l'Etat [10 juin 2003] (p. 4916)

M. Philippe Armand Martin (Marne). Patrimoine culturel. archéologie. archéologie préventive, loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001, réforme, conséquences [10 juin 2003] (p. 4917)

DÉBATS**Projet de loi n° 230 de finances pour 2003****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****CULTURE ET COMMUNICATION**

COMMUNICATION

Examen du fascicule [7 novembre 2002] (p. 4733)

Son intervention (p. 4746)

Ses réponses (p. 4750 à 4755)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication : crédits (p. 4747)
 Audiovisuel et communication : France télévision (p. 4747)
 Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 4747)
 Audiovisuel et communication : programmes (p. 4748)
 Audiovisuel et communication : radio (p. 4747)
 Audiovisuel et communication : secteur public (p. 4748)
 Presse et livres : Agence France Presse (AFP) (p. 4749)
 Presse et livres : périodiques (p. 4749)
 Presse et livres : presse (p. 4749)
 Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 4749)

Réponses aux questions :

Audiovisuel et communication : programmes : contrôle (p. 4752) (M. Christian Kert) (p. 4752)
 Audiovisuel et communication : programmes : football (p. 4751) (M. Édouard Landrain) (p. 4751)
 Audiovisuel et communication : programmes : information (p. 4750) (M. Pierre-Christophe Baguet) (p. 4750)
 Audiovisuel et communication : publicité (p. 4755) (M. Patrick Bloche) (p. 4754)
 Audiovisuel et communication : télévision : associations (p. 4751) (M. Frédéric Dutoit) (p. 4750)
 Audiovisuel et communication : télévision : associations (p. 4756) (M. Patrick Bloche) (p. 4755)
 DOM-TOM : Radio France outre-mer (RFO) : audiovisuel et communication (p. 4753) (M. Victorin Lurel) (p. 4753)
 Presse et livres : Agence France Presse (AFP) (p. 4754) (M. Henri Nayrou) (p. 4754)
 Presse et livres : presse régionale (p. 4752) (M. Édouard Landrain) (p. 4752)
 Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 4751) (M. Christian Kert) (p. 4751)

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2002] (p. 4755)

Après l'article 63 (rapport au Parlement sur les émissions télévisées destinées aux sourds et malentendants)

Intervient sur l'amendement n° 128 rectifié de M. Jean-Christophe Lagarde (p. 4757)

CULTURE

Examen du fascicule [15 novembre 2002] (p. 5129)

Son intervention (p. 5144)

Ses réponses (p. 5149 à 5152)

Thèmes avant la procédure des questions :

Archives et bibliothèques : bibliothèques (p. 5148)
 Arts et spectacles : enseignement (p. 5148)
 Arts et spectacles : musique (p. 5147)
 Arts et spectacles : spectacles (p. 5147)
 Culture : délocalisations (p. 5148)
 Culture : crédits (p. 5144)
 Culture : politique culturelle (p. 5144)
 Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la culture : création d'emplois (p. 5145)
 Patrimoine culturel : conservation (p. 5145)
 Patrimoine culturel : Musée du Louvre (p. 5146)
 Patrimoine culturel : musées (p. 5146)
 Patrimoine culturel : politique du patrimoine (p. 5145, 5147)

Réponses aux questions :

Arts et spectacles : enseignement (p. 5151) (M. Michel Françaix) (p. 5150)
 Arts et spectacles : artistes : cotisations (p. 5151) (M. Michel Françaix) (p. 5151)
 Arts et spectacles : intermittents (p. 5149) (M. Patrick Braouezec) (p. 5149)
 Culture : mécénat (p. 5150) (Mme Muriel Marland-Militello) (p. 5150)
 Culture : crédits : services déconcentrés (p. 5149) (Mme Muriel Marland-Militello) (p. 5149)
 Patrimoine culturel : oeuvres d'art (p. 5150) (M. Emmanuel Hamelin) (p. 5150)

Proposition de loi n° 317 visant à protéger les mineurs contre la diffusion de programmes comprenant des scènes de violence gratuite ou de pornographie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 décembre 2002] (p. 6583)

Son intervention (p. 6584)

Sa réponse (p. 6601)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Canal plus (p. 6585)
 Audiovisuel et communication : cinéma (p. 6585, 6601)
 Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 6585)
 Audiovisuel et communication : images de violence et de pornographie (p. 6584)

Audiovisuel et communication : programmes (p. 6584, 6601)
 Famille : protection de la famille et de l'enfance : mineurs (p. 6585)
 Télécommunications : Internet (p. 6601)

Discussion des articles [12 décembre 2002] (p. 6602)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 21 de Mme Christine Boutin (diffusion de l'avertissement au public pendant toute la durée du programme) (p. 6602)

Article 1er (mise en place d'un système de double contrôle d'accès pour les programmes interdits aux mineurs)

Son intervention (p. 6610)

Projet de loi n° 678 relatif au mécénat et aux fondations

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er avril 2003] (p. 2700)

Son intervention (p. 2700)

Sa réponse (p. 2711)

Thèmes :

Associations : fondations (p. 2700 et s.)

Culture : crédits (p. 2701, 2738)

Culture : mécénat (p. 2712)

Culture : trésors nationaux (p. 2701)

Donations et successions : exonérations : dons (p. 2701, 2712)

Entreprises : mécénat (p. 2700 et s. - 2712)

Etat (p. 2712)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des dons faits par les particuliers (p. 2700 et s. - 2712)

Pays étrangers (p. 2700)

Discussion des articles [1er avril 2003] (p. 2713, 2725)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Frédéric Dutoit (interdiction de la présence des mécènes aux conseils d'administration des personnes morales bénéficiaires des dons) (p. 2713)

Article 1er (augmentation de la réduction d'impôt applicable aux particuliers donateurs)

Son intervention (p. 2714 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (cotisations syndicales - réduction d'impôt portée de 50 % à 60 %) (p. 2717)

Intervient sur l'amendement n° 25 deuxième rectification de M. Louis Guédon (exonération de taxation des dons manuels faits aux associations) (p. 2718)

Intervient sur l'amendement n° 40 de M. Laurent Hénart (obligations informatives des associations - publicité des comptes) (p. 2718)

Article 2 (doublement du montant de l'abattement de l'impôt sur les sociétés accordé aux fondations reconnues d'utilité publique)

Son intervention (p. 2719)

Article 3 (renforcement de l'incitation fiscale au mécénat des entreprises)

Son intervention (p. 2726 et s.)

Article 4 (exonération des droits de succession sur les sommes versées aux fondations reconnues d'utilité publique)

Son intervention (p. 2728)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 28 rectifié de M. Charles de Courson (établissements publics de coopération intercommunale - exonération des droits de succession au titre des dons qui leur sont faits) (p. 2729)

Article 5 (dons des salariés versés à la fondation de leur entreprise)

Son intervention (p. 2729)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 39 du Gouvernement (extension du dispositif de la réduction d'impôt pour l'acquisition de trésors nationaux à l'acquisition d'œuvres se trouvant à l'étranger) (p. 2730)

Intervient sur l'amendement n° 13 rectifié de M. Charles de Courson (organismes recevant des dons ouvrant droit à avantage fiscal - tenue d'un compte d'emploi des dépenses financées par les dons et faculté de contrôle de la Cour des comptes) (p. 2732)

Intervient sur le sous-amendement n° 41 corrigé du Gouvernement (comptes certifiés substitués au compte d'emploi - suppression du contrôle de la Cour des comptes), rectifié (maintien du contrôle de la Cour des comptes) à l'amendement n° 13 rectifié de M. Charles de Courson (p. 2732)

Intervient sur l'amendement n° 23 de M. Laurent Hénart (reconnaissance d'utilité publique limitée à 30 ans) (p. 2733)

Intervient sur l'amendement n° 6 deuxième rectification de la commission (autorisation des donations avec réserve d'usufruit faites aux associations reconnues d'utilité publique) (p. 2734)

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Frédéric Dutoit (création d'une Commission nationale sur le mécénat et les fondations placée auprès du Premier ministre) (p. 2735)

Titre

Intervient sur l'amendement n° 24 de M. Laurent Hénart (nouveau titre : projet de loi relatif au mécénat, aux associations et aux fondations) (p. 2735 et s.)

Son intervention (p. 2738)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2003] (p. 7765)

Son intervention (p. 7765)

Thèmes :

Culture : mécénat (p. 7765 et s.)

Culture : trésors nationaux (p. 7766)

Entreprises : mécénat (p. 7766)

Etat

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des dons faits par les particuliers (p. 7766 et s.)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des dons faits par les particuliers : lutte contre l'exclusion (p. 7766 et s.)

Parlement : Sénat (p. 7766 et s.)

Discussion des articles [16 juillet 2003] (p. 7773)

Article 1er (augmentation de la réduction d'impôt applicable aux particuliers donateurs)

Son intervention (p. 7774 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 21 de M. François Sauvadet (ISF - inclusion des dons dans le calcul du plafonnement) (p. 7780)

Article 2 (abattement de l'impôt sur les sociétés accordé aux fondations reconnues d'utilité publique)

Son intervention (p. 7780 et s.)

Article 3 (renforcement de l'incitation fiscale au mécénat des entreprises)

Son intervention (p. 7782 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 9 rectifié de la commission (taxe professionnelle - exonération des œuvres d'art acquises par les entreprises) (p. 7784)

Intervient sur l'amendement n° 10 rectifié de la commission (abattement sur le produit des jeux des casinos au titre du mécénat) (p. 7784)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 11 de la commission (de coordination - dons des salariés à une fondation d'entreprise du groupe) (p. 7785)

Article 6 (application aux biens culturels d'intérêt majeur situés à l'étranger de la réduction d'impôt sur les sociétés relative aux trésors nationaux)

Son intervention (p. 7785)

Article 7 (contrôle des organismes bénéficiaires de dons ouvrant droit à un avantage fiscal et obligation d'établissement de comptes certifiés)

Son intervention (p. 7786)

Article 11 (opposition de l'autorité administrative contre l'inscription d'une association)

Son intervention (p. 7786)

Après l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 35 rectifié du Gouvernement (fonds de soutien à l'expression radiophonique - mise en conformité avec le droit communautaire de la taxe sur la publicité radiodiffusée) (p. 7788)

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (autorisation du mécénat des entreprises du secteur des boissons alcoolisées) (p. 7788)

Projet de loi n° 960 modifiant la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 juillet 2003] (p. 6819)

Son intervention (p. 6819)

Ses interventions :

- sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6837)

- sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6843)

- sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 6869)

Thèmes :

Arts et spectacles : intermittents (p. 6870)

Constitution : constitutionnalité (p. 6837)

Emploi : Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC) (p. 6870)

Patrimoine culturel : archéologie préventive (p. 6819, 6837, 6869)

Patrimoine culturel : politique du patrimoine (p. 6819, 6837, 6869)

Patrimoine culturel : redevance d'archéologie préventive (p. 6820)

Recherche : Institut national de recherche et d'archéologie préventive (INRAP) (p. 6819, 6843, 6869)

Discussion des articles [4 juillet 2003] (p. 6872)

Article 1er (modalités d'édition des prescriptions archéologiques)

Son intervention (p. 6872 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 120 de M. Michel Herbillon (information de l'Etat sur l'éventualité d'une prescription archéologique) (p. 6874)

Article 1er bis (établissement d'un zonage dans le cadre de la carte archéologique)

Son intervention (p. 6875 et s.)

Article 1er ter (services archéologiques des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 6877 et s.)

Article 2 (réalisation des diagnostics d'archéologie préventive)

Son intervention (p. 6880 et s.)

Article 3 (réalisation des fouilles d'archéologie préventive)

Son intervention (p. 6889 et s.)

Article 4 (modalités d'exploitation scientifique des fouilles d'archéologie préventive)

Son intervention (p. 6897 et s.)

Article 4 bis (régime de propriété du mobilier archéologique issu des opérations d'archéologie préventive)

Son intervention (p. 6899 et s.)

Article 5 (recettes de l'établissement public)

Son intervention (p. 6900)

Article 6 (redevance d'archéologie préventive)

Son intervention (p. 6902 et s.)

Article 6 bis (frais d'assiette et de recouvrement de la redevance d'archéologie préventive)

Son intervention (p. 6911)

Article 7 (exonération du paiement de la redevance et régime de subventionnement des fouilles archéologiques)

Son intervention (p. 6912 et s.)

Article 8 (contentieux de la redevance d'archéologie préventive)

Son intervention (p. 6913 et s.)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 90 de M. Pierre-Christophe Baguet (vestiges immobiliers : critères de propriété au bénéfice de l'Etat) (p. 6914)

Article 9 (modalités d'application de la loi)

Son intervention (p. 6915)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 62 de M. Frédéric Dutoit (attribution de l'objet de la découverte au musée de France le plus proche à l'exception des "trésors" relevant de l'article 716 du code civil) (p. 6916)

Intervient sur l'amendement n° 44 de M. Noël Mamère (rétablissement des redevances d'archéologie préventive au niveau précédant la loi de finances pour 2003) (p. 6916)

Intervient sur l'amendement n° 117 de M. Patrick Bloche (rétablissement des redevances d'archéologie préventive au niveau précédant la loi de finances pour 2003) (p. 6916)

Article 12 (prise en compte du patrimoine archéologique dans les documents d'urbanisme)

Son intervention (p. 6916)

*Seconde délibération**Article 6 (redevance d'archéologie préventive)*

Son intervention (p. 6919)

Explications de vote et vote

Son intervention à l'issue du vote (p. 6921)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [16 juillet 2003] (p.7756)**

Son intervention (p. 7757)

Thèmes :

Patrimoine culturel : archéologie préventive (p. 7757)

Patrimoine culturel : politique du patrimoine (p. 7757)

Damien ALARY

*Gard (5^{ème} circonscription)
Socialiste*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p.11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11116)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Sécurité publique. inondations. aides de l'Etat, Sud-Est [1^{er} octobre 2002] (p. 2749)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 110, posée le 3 février 2003. Sécurité publique. inondations (J.O. questions p. 620). Appelée le 4 février 2003. Gard, lycée Jean-Baptiste Dumas, Alès, reconstruction, aides de l'Etat (p. 773)

Pierre ALBERTINI

*Seine-Maritime (2^{ème} circonscription)
Apparenté au groupe de l'Union pour la Démocratie Française*

Elu le 16 juin 2002

S'apparente au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire [J.O. du 2 août 2002] (p. 13301)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation pour la justice [J.O. du 3 août 2002] (p. 13302)

Membre suppléant de la Commission d'accès aux documents administratifs [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14786)

Membre titulaire de la Commission nationale pour l'autonomie des jeunes [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14787)

Juge titulaire de la Haute Cour de justice [J.O. du 24 octobre 2002] (p. 17629)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) : annexe n° 33 : Justice (n° 256) [10 octobre 2002]

Proposition de loi n° 316 tendant à la suppression du régime d'exception applicable à Paris en matière de pouvoirs de police [15 octobre 2002]

Proposition de loi n° 501 tendant à la reconnaissance du vote blanc aux élections [18 décembre 2002]

Proposition de loi n° 580 relative au mode d'élection des conseillers régionaux [30 janvier 2003]

Proposition de loi n° 581 tendant à introduire une dose de proportionnelle pour l'élection des députés [30 janvier 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Transports par eau. transports maritimes. pétrolier, explosion, conséquences [8 octobre 2002] (p. 3039)

Elections et référendums. modes de scrutin. réforme, calendrier [11 décembre 2002] (p. 6504)

DÉBATS**Projet de loi n° 154 d'orientation et de programmation pour la justice****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [31 juillet 2002] (p. 2455)**

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2477)

Son intervention (p. 2480)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité : traitement (p. 2478)

Droit pénal : mineurs (p. 2481)

Droit pénal : mineurs : délinquance et criminalité (p. 2477, 2481)

Droit pénal : mineurs : détention (p. 2481)

Droit pénal : mineurs : établissements (p. 2478)

Droit pénal : procédure pénale : réforme (p. 2482)

Justice : crédits (p. 2477, 2480)

Justice : juge de proximité (p. 2481)

Justice : réforme (p. 2480)

Justice : victimes (p. 2482)

Système pénitentiaire : établissements (p. 2482)

Discussion des articles [1er août 2002] (p. 2550, 2582) ; [2 août 2002] (p. 2622, 2666)

Article 1er et rapport annexé (approbation du rapport présentant les orientations et les moyens budgétaires pour la justice pour les années 2003 à 2007)

Son amendement n° 21 (moyens humains et matériels des greffes) (p. 2562)

Son amendement n° 41 (création d'une réserve judiciaire) (p. 2562)

Article 2 (programmation des crédits et des emplois sur la période 2003-2007)

Son intervention (p. 2568)

Article 6 (évaluation)

Son intervention (p. 2585)

Son amendement n° 23 (association du Parlement à l'évaluation du service public de la justice) (p. 2585)

Article 7 (institution, compétence et fonctionnement de la juridiction de proximité)

Son intervention (p. 2588)

Son amendement n° 267 (substitution de l'expression "justice de paix" à celle de "justice de proximité") (p. 2593)

Son amendement n° 22 (délai de 2 mois pour statuer) (p. 2594)

Son amendement n° 19 (compétence en matière civile jusqu'à 2500 euros au lieu de 1500) (p. 2594)

Intervient sur l'amendement n° 215 de M. Jérôme Bignon (saisine du juge de proximité) (p. 2596)

Son amendement n° 6 (suppression du renvoi au tribunal d'instance en cas de difficulté juridique) (p. 2596)

Son amendement n° 20 (question préjudicielle au tribunal d'instance en cas de difficulté juridique) (p. 2596)

Son amendement n° 268 (substitution de l'expression "juge de paix" à celle de "juge de proximité") (p. 2596)

Article 17 (procédure de jugement à délai rapproché)

Son intervention (p. 2626)

Son amendement n° 7 (délai de jugement entre 1 et 3 mois plutôt qu'entre 10 jours et 1 mois) (p. 2628)

Article 18 (jugement des contraventions par la juridiction de proximité)

Son intervention (p. 2620)

Son amendement n° 9 (de suppression) (p. 2630)

Article 20 (centres éducatifs fermés)

Intervient sur l'amendement n° 105 de M. Rudy Salles (séparation des mineurs de 13 à 15 ans des plus âgés dans les centres éducatifs fermés) (p. 2640)

Après l'article 20

Son amendement n° 283 (Marseillaise apprise à l'école élémentaire) (p. 2650)

Son amendement n° 284 (enseignement de la loi et de ses fondements au collège) (p. 2651)

Son amendement n° 287 (coresponsabilité pénale des parents d'enfants délinquants ayant permis ou favorisé leurs crimes ou délits) (p. 2651)

Son amendement n° 292 (vérification de l'utilisation des prestations familiales en cas d'actes de délinquance d'un mineur et mise en tutelle des prestations) (p. 2651)

Article 22 (placement et prolongation de la détention provisoire)

Son intervention (p. 2659)

Article 23 (procédure de référé-détention - conditions d'examen des demandes de mise en liberté)

Son intervention (p. 2667)

Article 26 (extension de la compétence du juge unique en matière correctionnelle)

Son amendement n° 10 (de suppression) (p. 2676)

Article 29 (neutralisation des téléphones mobiles dans l'enceinte des établissements pénitentiaires)

Son amendement n° 288 (de suppression) (p. 2684)

Article 30 (hospitalisation des personnes détenues atteintes de troubles mentaux)

Son intervention (p. 2687)

Après l'article 32

Son amendement n° 291 (cellule individuelle dans tous les centres de détention dans un délai de 5 ans) (p. 2695)

Après l'article 32 bis

Son amendement n° 289 (objectifs de la réinsertion des détenus) (p. 2696)

Article 39 (amélioration de l'information des victimes d'infractions)

Son intervention (p. 2701)

Intervient sur l'amendement n° 293 de M. Hervé Morin (enregistrement obligatoire de toutes les plaintes) (p. 2701)

Son amendement n° 290 (assistance d'un médecin ou d'un traducteur lors du dépôt d'une plainte) (p. 2701)

Explications de vote et vote [2 août 2002] (p. 2704)

Ses explications de vote (p. 2706)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 2002] (p. 3447) ; [17 octobre 2002] (p. 3479, 3509, 3550) ; [18 octobre 2002] (p. 3593, 3634, 3680)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Son amendement n° 165 (imposition forfaitaire de 5 à 15 € des revenus compris entre 2 000 et 4 191 € - taux marginal porté de 49,58 % à 50 %) (p. 3451)

Après l'article 2

Son amendement n° 163 (acquisition de la résidence principale - déductibilité des intérêts d'emprunts) (p. 3483)

Son amendement n° 259 (souscription de contrats d'assurance-vie portant au moins à 50 % sur des actions européennes - réduction d'impôt) (p. 3484)

Article 4 (relèvement du plafond des dépenses éligibles à la réduction d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile)

Son amendement n° 166 (relèvement à 8 000 €) (p. 3543)

Article 7 (modification du régime fiscal des distributions)

Son amendement n° 152 (de suppression) (p. 3563)

Article 14 (assouplissement de la règle de lien entre les taux des taxes directes locales)

Son amendement n° 167 (augmentation du taux de la taxe professionnelle plafonnée à celle du PIB - évolution similaire des taux des taxes foncières et de la taxe d'habitation jusqu'à la prochaine révision des bases) (p. 3619)

Son amendement n° 154 (suppression du lien entre les taux des taxes directes locales) (p. 3619) : SCRUTIN PUBLIC (p. 3626)

Son amendement n° 157 (augmentations du taux de la taxe professionnelle en fonction de son niveau par rapport à la moyenne nationale) (p. 3627)

Après l'article 17

Son amendement n° 150 (transmissions d'entreprises - parts faisant l'objet d'un engagement de conservation - assujettissement à l'ISF pour 50 % de leur valeur) (p. 3666)

Article 22 (aménagement de l'assiette des cotisations de solidarité affectées au budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA))

Son amendement n° 306 (taux de la cotisation plafonné à 3,4 % des revenus) : adopté (p. 3683)

Article 34 et état A (équilibre général du budget)

Son amendement n° 159 (traitement comptable de la prime pour l'emploi) (p. 3716)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES SOCIALES, TRAVAIL ET SOLIDARITÉ

VILLE ET RÉNOVATION URBAINE

Examen du fascicule [23 octobre 2002] (p. 3803)

Son intervention (p. 3814)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : élus locaux : rôle et missions (p. 3815)

Logement : offices publics d'HLM (OPHLM) (p. 3815)

Urbanisme : rénovation urbaine : crédits (p. 3814)

JUSTICE

Examen du fascicule [6 novembre 2002] (p. 4595)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 4595)

Thèmes avant la procédure des questions :

Jeunes : protection judiciaire de la jeunesse (p. 4597)

Justice : juge des libertés et de la détention (p. 4595)

Justice : juridictions administratives (p. 4597)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la justice : administrations centrales (p. 4596)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la justice : budget (p. 4595)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la justice : effectifs (p. 4596)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la justice : inspection générale (p. 4596)

Système pénitentiaire : personnel pénitentiaire : recrutement (p. 4596)

Vote des crédits et articles rattachés [6 novembre 2002] (p. 4628)

Etat B, titre III

Intervient sur l'amendement n° 95 de la commission des lois (p. 4628)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[15 novembre 2002] (p. 5197)

Après l'article 56

Son amendement n° 210 (crédit d'impôt recherche - prorogation) : retiré (p. 5204)

Après l'article 59

Son amendement n° 24 (impôt sur le revenu – retenue à la source) (p. 5245) : rejeté (p. 5246)

Son amendement n° 25 (impôts locaux - révision des valeurs locatives par les communes) : rejeté (p. 5246)

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 2002] (p. 5323)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5334)

Son intervention (p. 5347)

Thèmes :

Collectivités territoriales : autonomie financière (p. 5335)

Collectivités territoriales : collectivité "chef de file" (p. 5335)

Collectivités territoriales : expérimentation (p. 5335, 5349)

Collectivités territoriales : péréquation (p. 5335, 5349)

Collectivités territoriales : regroupement (p. 5349)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 5349)

Coopération intercommunale : établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) (p. 5349)

Elections et référendums : élection présidentielle : décentralisation (p. 5335)

Etat : réforme (p. 5348)

Partis et mouvements politiques : gauche : décentralisation (p. 5335)

Régions : Corse (p. 5335, 5348)

Projet de loi de finances rectificative n° 382 pour 2002

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 décembre 2002] (p. 6470)*Après l'article 30*

Son amendement n° 42 (régimes de retraite complémentaire de la fonction publique – taxation au quotient des rachats de contrats) : adopté après rectification (p. 6496)

Proposition de loi n° 501 tendant à la reconnaissance du vote blanc aux élections

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 janvier 2003] (p. 713)

Son intervention (p. 718)

Thèmes :

Elections et référendums : abstentionnisme (p. 719)

Elections et référendums : vote blanc (p. 719)

Déclaration du Gouvernement n° 634 sur la question de l'Irak et débat sur cette déclaration

[26 février 2003] (p. 1417)

Son intervention (p. 1429)

Thèmes :

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : résolution (p. 1430)

Pays étrangers : Etats-Unis : politique extérieure (p. 1429)

Pays étrangers : Irak : armes de destruction massive (p. 1429 et s.)

Pays étrangers : Palestine (p. 1430)

Pays étrangers : Russie : politique extérieure (p. 1430)

Union européenne : construction européenne (p. 1430)

Projet de loi n° 640 relatif aux assistants d'éducation

PREMIÈRE LECTURE

Explications de vote et vote [1er avril 2003] (p. 2695)

Ses explications de vote (p. 2698)

Projet de loi n° 950 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juillet 2003] (p. 7449)

Article 19 (octroi du bénéfice de l'aide juridictionnelle aux syndicats des copropriétaires d'immeuble situé dans un plan de sauvegarde ou une opération programmée d'amélioration de l'habitat)

Son intervention (p. 7450)

Avant l'article 27

Intervient sur l'amendement n° 306 de Mme Janine Jambu (étude du taux d'endettement de l'emprunteur et analyse de sa solvabilité) (p. 7474)

Article 27 (création d'une procédure de rétablissement personnel)

Son intervention (p. 7490)

Michèle ALLIOT-MARIE

*Pyrénées-Atlantiques (6^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
Ministre de la défense*

Élue le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063)

Est nommée Ministre de la défense. Décret du 17 juin 2002 [J.O. du 18 juin 2002] (p. 10720)

Cessation de son mandat de députée le 18 juillet 2002 (voir indications préliminaires)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

DÉPÔT

Projet de loi n° 187 relatif à la programmation militaire pour les années 2003 à 2008 [11 septembre 2002]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*En qualité de Membre du Gouvernement**RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE*

Mme Marie-Hélène des Esgaulx. Défense. armée. loi de programmation militaire, perspectives [3 octobre 2002] (p. 2837)

M. Gilbert Meyer. Défense. armement et équipements. maintenance [20 novembre 2002] (p. 5362)

M. Gérard Charasse. Défense. GIAT-Industries. plan social [29 janvier 2003] (p. 640)

M. François Rochebloine. Défense. GIAT-Industries. emploi et activité [25 février 2003] (p. 1350)

M. Jean Glavany. Défense. GIAT-Industries. emploi et activité [26 mars 2003] (p. 2444)

M. Jean-Claude Sandrier. Défense. GIAT-Industries. plan social [1^{er} avril 2003] (p. 2680)

M. Guy Teissier. Politiques communautaires. politique de la défense. perspectives [2 avril 2003] (p. 2747)

M. Pascal Clément. Défense. GIAT-Industries. emploi et activité [8 avril 2003] (p. 2941)

Mme Chantal Robin-Rodrigo. Défense. GIAT-Industries. emploi et activité [8 avril 2003] (p. 2944)

M. François Rochebloine. Défense. GIAT-Industries. emploi et activité [9 avril 2003] (p. 3014)

M. Axel Poniatowski. Politique extérieure. Côte d'Ivoire. situation politique [9 avril 2003] (p. 3018)

M. Antoine Carré. Politiques communautaires. politique de la défense. perspectives [7 mai 2003] (p. 3512)

M. Camille de Rocca Serra. Défense. politique de la défense. journées Nation-défense, bilan [13 mai 2003] (p. 3589)

M. René Galy-Dejean. Union européenne. perspectives. marchés d'armement militaire [27 mai 2003] (p. 4264)

M. Jacques Godfrain. Politique extérieure. République démocratique du Congo. situation politique, attitude de la France [4 juin 2003] (p. 4481)

M. Michel Voisin. Politique extérieure. Libéria. situation politique [10 juin 2003] (p. 4924)

M. Daniel Mach. Politiques communautaires. politique de la défense. relations avec l'OTAN [17 juin 2003] (p. 5444)

M. Yves Fromion. Défense. armement. drones, bilan et perspectives [18 juin 2003] (p. 5523)

Mme Nadine Morano. Défense. armée. opérations extérieures, troupes engagées, bilan [25 juin 2003] (p. 5982)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Michel Hunault. Gendarmerie. gendarmes. logement, financement, Châteaubriant [15 octobre 2002] (p. 3268)

M. Gérard Charasse. Défense. GIAT-Industries. emploi et activité [3 décembre 2002] (p. 6044)

M. Dominique Paillé. Défense. armée. établissement du matériel de l'armée de terre (ETAMAT) de Thouars, fermeture, conséquence [25 février 2003] (p. 1322)

M. Philippe Pemezec. Défense. armement. Office national d'études et de recherches aérospatiales (ONERA) de Châtillon, délocalisation, perspectives [25 février 2003] (p. 1323)

M. Jacques Le Guen. Déchets, pollutions et nuisances. bruits. aéroports militaires, lutte et prévention [4 mars 2003] (p. 1506)

M. Philippe Martin (Gers). Gendarmerie. écoles de gendarmerie. construction, perspectives, Auch [4 mars 2003] (p. 1505)

Mme Sylvia Bassot. Gendarmerie. gendarmerie mobile. bâtiments, rénovation, Argentan [25 mars 2003] (p. 2349)
 Mme Françoise Imbert. Jeunes. délinquance. brigades de prévention de la délinquance juvénile, développement, perspectives [27 mai 2003] (p. 4229)
 M. Jean-Claude Decagny. Gendarmerie. casernes. construction, Maubeuge [27 mai 2003] (p. 4228)
 M. Thierry Mariani. Retraites : fonctionnaires civils et militaires. réforme. armée, perspectives [3 juin 2003] (p. 4380)
 M. Jean-Pierre Dufau. Défense. armée de l'air. école d'aviation de Dax, perspectives [10 juin 2003] (p. 4894)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

DÉFENSE ET SGDN

Examen des fascicules [24 octobre 2002] (p. 3907)

Ses réponses (p. 3938 à 3957)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : avions (p. 3940)
 Défense : chars de combat (p. 3940)
 Défense : crédits (p. 3938 et s.)
 Défense : direction des chantiers navals (p. 3942)
 Défense : frégates (p. 3940)
 Défense : GIAT-Industries (p. 3942)
 Défense : loi de programmation militaire (p. 3939)
 Défense : médecine militaire (p. 3941)
 Défense : opérations extérieures (p. 3942)
 Défense : personnel civil (p. 3941, 3942)
 Défense : professionnalisation (p. 3941)
 Défense : volontaires du service national actif (VSNA) (p. 3941)
 Gendarmerie (p. 3941)
 Industrie : construction aéronautique et spatiale (p. 3940)
 Ordre public : terrorisme (p. 3938)
 Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 3939)

Réponses aux questions :

Défense : avions : transports (p. 3949) (M. Georges Siffredi) (p. 3948)
 Défense : crédits (p. 3956) (M. Georges Siffredi) (p. 3956)
 Défense : crédits : équipement (p. 3954) (M. François Cornut-Gentille) (p. 3954)
 Défense : défense opérationnelle du territoire (DOT) : défense civile (p. 3953) (M. Jacques Myard) (p. 3953)
 Défense : direction des chantiers navals : Brest (p. 3949) (Mme Patricia Adam) (p. 3949)
 Défense : GIAT-Industries : plan de charges (p. 3952) (M. François Rochebloine) (p. 3952)
 Défense : GIAT-Industries : plan de charges (p. 3954) (M. Étienne Pinte) (p. 3953)
 Défense : hélicoptères : crédits budgétaires (p. 3947) (M. Éric Diard) (p. 3947)
 Défense : loi de programmation militaire (p. 3950) (M. Jean-Claude Viollet) (p. 3949)
 Défense : loi de programmation militaire : application (p. 3951) (M. Jean Michel) (p. 3950)
 Défense : porte-avions (p. 3955) (Mme Patricia Adam) (p. 3954)
 Gendarmerie : gendarmerie maritime (p. 3957) (M. Jean-Louis Léonard) (p. 3957)
 Gendarmerie : gendarmeries : Eure (p. 3951) (M. Hervé Morin) (p. 3951)
 Industrie : restructurations : Angoulême (p. 3955) (M. Jean-Claude Viollet) (p. 3955)
 Ordre public : sécurité : Pyrénées orientales (p. 3948) (M. Daniel Mach) (p. 3947)
 Pays étrangers : Etats-Unis : relations internationales (p. 3956) (M. Georges Siffredi) (p. 3956)
 Politiques communautaires : politique industrielle : défense (p. 3956) (M. Yves Fromion) (p. 3956)

Vote des crédits et articles rattachés [24 octobre 2002] (p. 3957)

DÉFENSE

Article 38 (mesures nouvelles - dépenses ordinaires des services militaires)
 Intervient sur l'amendement n° 49 de la commission (réduction des crédits des services de communication du ministère de la défense) (p. 3958)
Article 39 (mesures nouvelles - dépenses en capital des services militaires)
 Intervient sur l'amendement n° 51 de la commission (réduction des crédits d'acquisition d'actifs immobiliers) (p. 3960)

II - SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE LA DÉFENSE NATIONALE

Après l'article 63

Intervient sur l'amendement n° 80 du Gouvernement (reconduction des mesures d'incitation au départ des officiers et sous-officiers) (p. 3961)

Intervient sur l'amendement n° 52 de la commission (suppression des documents appelés "jaunes") (p. 3961)

Projet de loi n° 187 relatif à la programmation militaire pour les années 2003 à 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 novembre 2002] (p. 5933, 5972)

Son intervention (p. 5933)

Sa réponse (p. 5985)

Thèmes :

Défense : armements et équipements : coopération économique (p. 5936, 5987)
 Défense : armes de destruction massive (p. 5933)
 Défense : armes nucléaires stratégiques (p. 5933 et s.)
 Défense : avions (p. 5934)
 Défense : défense opérationnelle du territoire (DOT) (p. 5986)
 Défense : Délégation générale pour l'armement (DGA) (p. 5989)
 Défense : direction des chantiers navals (p. 5987, 5989)
 Défense : GIAT-Industries (p. 5987, 5989)
 Défense : hélicoptères (p. 5935)
 Défense : loi de programmation militaire (p. 5933 et s., 5985 et s.)
 Défense : médecine militaire (p. 5988)
 Défense : missiles (p. 5934)
 Défense : opérations extérieures (p. 5933 et s.)
 Défense : porte-avions (p. 5935, 5990)
 Défense : professionnalisation (p. 5934 et s., 5988 et s.)
 Défense : renseignement (p. 5985, 5988)
 Défense : réserves (p. 5935, 5988)
 Défense : sous-marins nucléaires (p. 5934)
 Espace : satellites (p. 5934, 5936)
 Gendarmerie (p. 5935)
 Industrie : construction aéronautique et spatiale : exportations (p. 5989)
 Ordre public : terrorisme (p. 5933, 5985)
 Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : résolution (p. 5933)
 Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 5936, 5986)
 Politique extérieure : aide au développement (p. 5985)
 Politique extérieure : relations Est-Ouest (p. 5933)
 Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 5934, 5936, 5989)
 TVA (p. 5987)

Discussion des articles [28 novembre 2002] (p. 5990)

Article 1er (cadre général de la politique de défense, programmation militaire 2003-2008 et approbation du rapport annexé)

Son intervention (p. 6010 et s.)

Article 2 (moyens affectés aux dépenses en capital)

Son intervention (p. 6016)

Article 3 (effectifs prévisionnels du ministère de la défense)

Son intervention (p. 6016)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Jean-Claude Sandrier (création d'un service civil et militaire sur la base du volontariat) (p. 6017)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 20 de la commission (instauration de dispositifs dérogatoires afin de moderniser la gestion immobilière, recours au crédit-bail) (p. 6018)

Article 7 (suivi des orientations et de la mise en œuvre de la politique de défense)

Son intervention (p. 6019)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 16 corrigé de M. Jean-Claude Sandrier (relance par la France de l'ensemble des conférences sur la paix et le désarmement et, en particulier, pour les armes nucléaires et de destruction massive) (p. 6019)

Intervient sur l'amendement n° 13 de la commission des affaires étrangères (rapport annuel au Parlement sur l'exécution de la loi de programmation militaire) (p. 6020)

Intervient sur le sous-amendement n° 21 de la commission (rapport suivi d'un débat) à l'amendement n° 13 de la commission des affaires étrangères (p. 6020)

Explications de vote et vote [4 décembre 2002] (p. 6152)

Son intervention (p. 6153)

Projet de loi n° 607 relatif à la répression de l'activité de mercenaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [3 avril 2003] (p. 2789)

Son intervention (p. 2789)

Thèmes :

Pays étrangers : Côte d'Ivoire (p. 2789)

Politique extérieure : coopération militaire (p. 2789)

Explications de vote et vote

Son intervention à l'issue du vote (p. 2797)

Proposition de loi n° 735 relative à la représentation au sein du conseil d'administration et des instances représentatives des fonctionnaires, des agents sous contrat et des ouvriers de l'Etat mis à la disposition de l'entreprise nationale "Direction des chantiers navals (DCN)" en application de l'article 78 de la loi de finances rectificative pour 2001

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [7 mai 2003] (p. 3516)

Son intervention (p. 3518)

Thèmes :

Défense : direction des chantiers navals (p. 3518)

Défense : GIAT-Industries (p. 3518)

Discussion de l'article unique [7 mai 2003] (p. 3523)

Après l'article unique

Intervient sur l'amendement n° 1 rectifié du Gouvernement (recrutement des ouvriers sous décret de GIAT- Industries en qualité d'agents non titulaires à durée indéterminée) (p. 3524)

Titre

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Philippe Vitel "Proposition de loi portant diverses dispositions relatives à certains personnels de DCN et GIAT- Industries." (p. 3528)

Alfred ALMONT

*Martinique (2^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

Membre titulaire du comité directeur du Fonds d'investissement des départements d'outre-mer [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14786)

Membre de la commission d'enquête sur les causes économiques et financières de la disparition d'Air Lib [J.O. du 26 mars 2003] (p. 5405)

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur l'adhésion de la Lettonie à l'Union européenne [8 avril 2003] (n° 775)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [8 novembre 2002] (p. 4807)

Son intervention (p. 4826)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : fruits et légumes : outre-mer (p. 4827)

Collectivités territoriales : ressources : outre-mer (p. 4827, 4828)

Lois : loi de programmation : outre-mer (p. 4827)

Outre-mer : crédits : transports aériens (p. 4827)

Outre-mer : Martinique : contrats emplois-jeunes (p. 4826)

Outre-mer : Martinique : logement (p. 4826)

Outre-mer : Martinique : sécurité (p. 4827)

Outre-mer : passeport mobilité (p. 4827)

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [27 novembre 2002] (p. 5860)

Article 7 (articles 72-3 et 72-4 de la Constitution - régime des collectivités situées outre-mer)

Son amendement n° 29 (consultation des électeurs sur les compétences de la collectivité territoriale) (p. 5866)

Projet de loi n° 719 de sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 avril 2003] (p. 3311)

Article 59 bis (actions en responsabilité intentées par les fonds de garantie)

Son amendement n° 374 (non-application aux instances en cours - Crédit martiniquais) (p. 3388)

Projet de loi n° 881 de programme pour l'outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 juin 2003] (p. 4715)

Son intervention (p. 4722)

Thèmes :

Assemblée nationale : projets de loi : outre-mer (p. 4724)

Constitution : révision : décentralisation (p. 4724)

Emploi : création d'emplois : jeunes (p. 4724)

Etat : Gouvernement : outre-mer (p. 4722 et s.)

Impôts et taxes : investissements outre-mer : politique économique (p. 4724)

Outre-mer : chômage : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 4723)

Outre-mer : continuité territoriale (p. 4723 et s.)

Outre-mer : crédits : coût (p. 4724)

Outre-mer : développement économique (p. 4723 et s.)

Outre-mer : DOM-TOM : démographie (p. 4723)

Politiques communautaires : territoires d'outre-mer (p. 4723)

Tourisme et loisirs : navigation de plaisance : outre-mer (p. 4723 et s.)

Discussion des articles [6 juin 2003] (p. 4796)

Article 14 (défiscalisation au titre de l'impôt sur le revenu : secteurs éligibles - majoration, imputation et report de la réduction d'impôt)

Son intervention (p. 4827)

Nicole AMELINE

*Calvados (4^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
Ministre déléguée à la parité et à l'égalité professionnelle*

Élue le 9 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063)

Est nommée Ministre déléguée à la parité et à l'égalité professionnelle. Décret du 17 juin 2002 [J.O. du 18 juin 2002] (p. 10720)

Cessation de son mandat de députée le 18 juillet 2002 (voir indications préliminaires)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11114)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

Mme Christine Boutin. Femmes. politique à l'égard des femmes. femmes victimes de violences conjugales [26 novembre 2002] (p. 5718)

M. Daniel Mach. Travail. femmes. qualification, égalité des sexes [10 décembre 2002] (p. 6366)

M. Daniel Paul. Produits dangereux. amiante. victimes, indemnisation [18 décembre 2002] (p. 6898)

M. Georges Mothron. Femmes. politique à l'égard des femmes. femmes victimes de violences machistes, lutte et protection [4 février 2003] (p. 782)

Mme Marie-Jo Zimmermann. Droit pénal. atteintes à l'intégrité de la personne. femmes victimes de violences, lutte et prévention [25 février 2003] (p. 1353)

M. Marc Joulaud. Femmes. égalité professionnelle. perspectives [5 mars 2003] (p. 1605)

M. Lionel Luca. Femmes. politique à l'égard des femmes. femmes victimes de violences machistes, lutte et prévention [11 mars 2003] (p. 1881)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Pierre Forgues. Agroalimentaire. Aliments pour animaux. Farines animales, élimination [17 décembre 2002] (p. 6792)

Mme Cécile Gallez. Enseignement agricole. lycées agricoles. fonctionnement, financement, lycée horticole de Raïsmes [17 décembre 2002] (p. 6793)

M. Frédéric Soulier. Emploi. contrats jeunes. bénéficiaires [17 décembre 2002] (p. 6792)
 M. Rodolphe Thomas. Emploi. emplois jeunes. perspectives [14 janvier 2003] (p. 26)
 M. Gilbert Meyer. Retraites : généralités. politique à l'égard des retraités. représentation dans certains organismes [14 janvier 2003] (p. 25)
 M. Frédéric Reiss. Formation professionnelle. apprentis. boulangerie. conditions de travail, réglementation [14 janvier 2003] (p. 25)
 M. Dino Cinieri. Sports. associations et clubs. bénévoles, statut [4 mars 2003] (p. 1515)
 M. Antoine Herth. Formation professionnelle. apprentissage. indemnité compensatrice forfaitaire, prise en charge par les régions [4 mars 2003] (p. 1513)
 M. Rodolphe Thomas. Emploi. contrats jeunes. contrat d'insertion dans la vie sociale (CIVIS), perspectives [3 juin 2003] (p. 4381)
 Mme Sylvie Andrieux-Bacquet. Retraites : généralités. calcul des pensions. dockers [3 juin 2003] (p. 4383)
 Mme Odile Saugues. Emploi. emplois jeunes. aides-éducateurs, perspectives [3 juin 2003] (p. 4383)
 M. René André. Formation professionnelle. commerce et artisanat. fonds d'assurance formation, réforme [3 juin 2003] (p. 4382)

DÉBATS

Proposition de loi n° 180 relative à la création d'un chèque-emploi associatif

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 octobre 2002] (p. 3199)

Son intervention (p. 3213)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives (p. 3213)
 Emploi : chèque-emploi associatif (p. 3213)
 Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 3213)
 Emploi : création d'emplois (p. 3213)
 Emploi : politique de l'emploi : associations (p. 3213)

Discussion des articles [10 octobre 2002] (p. 3213)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 3213 à 3217)

Explications de vote et vote

Son intervention à l'issue du vote (p. 3218)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [7 mai 2003] (p. 3541)

Son intervention (p. 3541)

Thèmes :

Associations : bénévolat (p. 3541)
 Associations : statuts (p. 3541)
 Emploi : chèque-emploi associatif (p. 3541)
 Emploi : politique de l'emploi : associations (p. 3542)
 Sécurité sociale : Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales (URSSAF) (p. 3542)

Projet de loi n° 250 de financement de la sécurité sociale pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 octobre 2002] (p. 4374)

Article 35 (dotation de financement du Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante)

Son intervention (p. 4388 et s.)

Article 36 (dotation de financement du Fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante)

Son intervention (p. 4390)

Article 37 (montant du versement de la branche accidents du travail à la branche maladie au titre de la sous-déclaration des accidents du travail et des maladies professionnelles)

Son intervention (p. 4391)

Article 38 (autonomisation de la gestion de la branche accidents du travail)

Son intervention (p. 4393 et s.)

Avant l'article 43

Intervient sur l'amendement n° 247 rectifié de M. Jacques Barrot (statut juridique et fiscal des contributions des employeurs destinées à financer des prestations de retraite supplémentaires à leurs employés) (p. 4396 et s.)

Article 43 (revalorisation des pensions de retraite du régime général et des avantages alignés en fonction de l'évolution prévisionnelle des prix)

Son intervention (p. 4401)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

AFFAIRES SOCIALES, TRAVAIL ET SOLIDARITÉ, ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE

Examen du fascicule [14 novembre 2002] (p. 5069)

Sa réponse (p. 5101)

Thèmes avant la procédure des questions :

Femmes : droits (p. 5102)
 Femmes : égalité professionnelle (p. 5101)

Proposition de loi n° 129 tendant à ouvrir le droit à la retraite à taux plein pour les salariés ayant cotisé quarante annuités avant d'atteindre l'âge de 60 ans

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 mars 2003] (p. 1845)

Sa réponse (p. 1866)

Thèmes :

Constitution : article 40 (p. 1869)
 Démographie : vieillissement de la population (p. 1866)
 Emploi : politique de l'emploi (p. 1867)
 Entreprises : bénéfiques (p. 1868)
 Retraites : généralités : pouvoir d'achat (p. 1867)
 Retraites : généralités : âge de la retraite (p. 1866)
 Retraites : généralités : annuités liquidables (p. 1867)
 Retraites : généralités : calcul des pensions (p. 1867)
 Retraites : généralités : cotisations (p. 1867)
 Retraites : généralités : retraites complémentaires (p. 1868)
 Travail : préretraites (p. 1867)

Jean-Paul ANCIAUX

*Saône-et-Loire (3^{ème} circonscription)
 Union pour la Majorité Présidentielle
 puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11114)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'un dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise [J.O. du 1^{er} août 2002] (p. 13132)

Membre suppléant de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14786)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 740 supprimant la prise en compte des salaires perçus par les étudiants pendant les vacances universitaires pour le calcul de l'aide personnalisée au logement et l'attribution des logements en résidence universitaire [26 mars 2003]

Proposition de loi n° 1032 relative au contrat de travail et de formation [16 juillet 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Industrie. sidérurgie. fonderies de fonte, perspectives [17 décembre 2002] (p. 6827)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 386, posée le 2 juin 2003. Hôtellerie et restauration. débits de boissons (J.O. questions p. 4141). Appelée le 3 juin 2003. gérants, accidents de la route, responsabilité (p. 4384)

DÉBATS

Projet de loi n° 107 portant création d'un dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juillet 2002] (p. 2312)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2326)

Son intervention (p. 2342)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 2343)
 Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 2327)
 Emploi : jeunes (p. 2326, 2343)
 Enseignement : diplômés (p. 2342)
 Formation professionnelle : apprentissage (p. 2326)
 Formation professionnelle : formation continue (p. 2344)
 Travail : contrats à durée indéterminée (p. 2343)
 Travail : contrats de travail (p. 2327)

Discussion des articles [30 juillet 2002] (p. 2372)

Article 1er (dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise)
 Son intervention (p. 2380)

Explications de vote et vote [31 juillet 2002] (p. 2432)

Ses explications de vote (p. 2435)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [1^{er} août 2002] (p. 2576)

Son intervention (p. 2576)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 2577)
 Emploi : insertion professionnelle (p. 2577)
 Emploi : jeunes (p. 2577)
 Etat : pouvoirs publics : rôle et missions (p. 2577)
 Travail : contrats à durée indéterminée (p. 2577)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire

Ses explications de vote (p. 2578)

Projet de loi n° 375 relatif à la négociation collective sur les restructurations ayant des incidences sur l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 décembre 2002] (p. 6217)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 6229)

Thèmes :

Entreprises : compétitivité (p. 6229)
 Travail : licenciements (p. 6229)
 Travail : négociations (p. 6229)

Discussion des articles [5 décembre 2002] (p. 6252)

Article 1^{er} (suspension de certains articles de la loi de modernisation sociale du 17 janvier 2002 relatifs à la procédure des licenciements économiques)

Son intervention (p. 6258 et s.)

Projet de loi n° 638 renforçant la lutte contre la violence routière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [20 mars 2003] (p. 2257)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 171 de M. Hervé Mariton (rapport annuel sur l'utilisation du produit des amendes) (p. 2263)

Article 8 (permis de conduire probatoire pour les conducteurs novices)

Son intervention (p. 2269)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 65 de la commission (différentes vitesses maximales autorisées, avec un relèvement à 150 km/h sur les autoroutes) (p. 2278)

Intervient sur l'amendement n° 134 de M. Christian Estrosi (différentes vitesses maximales autorisées, avec un relèvement à 150 km/h sur les autoroutes) (p. 2278)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5069)

Son intervention (p. 5087)

Thèmes :

Retraites : généralités : calcul des pensions (p. 5088)
 Retraites : généralités : politique à l'égard des retraités (p. 5087)
 Retraites : régimes autonomes et spéciaux : harmonisation des régimes (p. 5088)

René ANDRÉ

*Manche (2^{ème} circonscription)
 Union pour la Majorité Présidentielle
 puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 9 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

Vice-président de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 5 juillet 2002] (p. 11611)

Représentant titulaire de la délégation française aux assemblées du Conseil de l'Europe et de l'UEO [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12452)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Fédération de Russie relatif à la responsabilité civile au titre de dommages nucléaires du fait de fournitures en provenance de la République française destinées à des installations nucléaires en Fédération de Russie (n° 273) [6 novembre 2002]

Membre de la mission d'information commune sur la création d'une télévision française d'information à vocation internationale [J.O. du 10 juillet 2003] (p. 11765)

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 27 sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 2003 (document E 2030) [9 juillet 2002]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour 2003 [9 juillet 2002] (n° 26)

Proposition de résolution n° 446 sur la création d'un procureur européen - COM (2001) 715 final / E 1912 et COM (2001) 272 final / E 1758 [28 novembre 2002]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la création d'un procureur européen [28 novembre 2002] (n° 445)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 273), autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Fédération de Russie relatif à la responsabilité civile au titre de dommages nucléaires du fait de fournitures en provenance de la République française destinées à des installations nucléaires en Fédération de Russie [14 janvier 2003] (n° 523)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur l'élargissement de l'Union européenne à dix pays candidats [8 avril 2003] (n° 773)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur l'adhésion de la Lituanie à l'Union européenne [8 avril 2003] (n° 776)

Proposition de résolution n° 1008 sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour 2004 [9 juillet 2003]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour 2004 [9 juillet 2003] (n° 1007)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Agriculture. politique agricole commune (PAC). réforme [29 octobre 2002] (p. 4252)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 25, posée le 14 octobre 2002. Urbanisme. permis de construire (J.O. questions p. 3483). Suppléé par M. Jean-Yves Cousin. Appelée le 15 octobre 2002. extension de réseaux, financement, zones rurales (p. 3272)

n° 144, posée le 24 février 2003. Assurance maladie maternité : généralités. médecins conseils (J.O. questions p. 1273). Appelée le 25 février 2003. décisions, désaccord avec le médecin traitant, conséquences (p. 1324)

n° 234, posée le 24 mars 2003. Politique sociale. handicapés et personnes âgées (J.O. questions p. 2095). Appelée le 25 mars 2003. accueillants familiaux, statut (p. 2358)

n° 311, posée le 5 mai 2003. Politique extérieure. Biélorussie (J.O. questions p. 3388). Appelée le 6 mai 2003. droits de l'homme (p. 3407)

n° 387, posée le 2 juin 2003. Formation professionnelle, commerce et artisanat (J.O. questions p. 4141). Appelée le 3 juin 2003. fonds d'assurance formation, réforme (p. 4382)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [17 octobre 2002] (p. 3509)

Article 33 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)
Son intervention (p. 3523)

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 novembre 2002] (p. 5399)

Son intervention (p. 5418)

Thèmes :

Collectivités territoriales : péréquation (p. 5418)
Collectivités territoriales : projets de loi : Sénat (p. 5419)
Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 5418)
Etat : décentralisation : subsidiarité (p. 5418)
Etat : réforme (p. 5419)
Etat : services de l'Etat (p. 5419)

Discussion des articles [21 novembre 2002] (p. 5473) ; [22 novembre 2002] (p. 5632)

Article 1er (article 1er de la Constitution - organisation de la République)

Son amendement n° 5 (organisation décentralisée et déconcentrée) : retiré ; repris par M. Philippe Vuilque
Son intervention (p. 5482)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 200 de M. Marc Le Fur (langues régionales - respect) (p. 5500)

Article 4 (article 72 de la Constitution - libre administration des collectivités territoriales)

Son amendement n° 7 (représentant de l'Etat ayant autorité sur l'ensemble des services de l'Etat) (p. 5633)

Sylvie ANDRIEUX-BACQUET

Bouches-du-Rhône (7^{ème} circonscription)
Socialiste

Elue le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 785 visant à rendre le port du casque obligatoire pour les cyclistes [10 avril 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité sociale. équilibre financier. perspectives [5 novembre 2002] (p. 4461)

Politique économique. croissance. perspectives [12 février 2003] (p. 1205)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 229, posée le 24 mars 2003. Agroalimentaire. pâtes alimentaires (J.O. questions p. 2094). Appelée le 25 mars 2003. Rivoire et Carré, emploi et activité, Marseille (p. 2359)

n° 381, posée le 2 juin 2003. Retraites : généralités. calcul des pensions (J.O. questions p. 4140). Appelée le 3 juin 2003. dockers (p. 4383)

Gilles ARTIGUES

Loire (1^{ère} circonscription)
Union pour la Démocratie Française

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11114)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 19 mars 2003] (p. 4904)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 19 mars 2003] (p. 4904)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 avril 2003] (p. 5830)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 avril 2003] (p. 5830)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Logement. logement social. construction, loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 [16 octobre 2002] (p. 3408)

Union européenne. élargissement. cohésion européenne, maintien [28 janvier 2003] (p. 554)

Police. commissariats. garde à vue, réglementation [12 mars 2003] (p. 1942)

Aménagement du territoire. comité interministériel d'aménagement et de développement du territoire (CIADT). perspectives [28 mai 2003] (p. 4340)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 32, posée le 2 décembre 2002. Environnement. protection (J.O. questions p. 4502). Appelée le 3 décembre 2002. lignes électriques, enfouissement (p. 6043)

n° 85, posée le 13 janvier 2003. Tourisme et loisirs. centres de vacances et de loisirs (J.O. questions p. 128). Appelée le 14 janvier 2003. encadrement, qualification (p. 12)

n° 103, posée le 3 février 2003. Voirie. A 45 (J.O. questions p. 619). Appelée le 4 février 2003. construction (p. 757)

n° 202, posée le 17 mars 2003. Grandes écoles. Ecole nationale supérieure des mines (J.O. questions p. 1893). Appelée le 18 mars 2003. Saint-Etienne, perspectives (p. 2101)

n° 356, posée le 26 mai 2003. Outre-mer. tourisme et loisirs (J.O. questions p. 3972). Appelée le 27 mai 2003. formation professionnelle, perspectives (p. 4229)

n° 409, posée le 9 juin 2003. Etrangers. Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD) (J.O. questions p. 4336). Appelée le 10 juin 2003. financement (p. 4913)

DÉBATS

Projet de loi n° 6 autorisant la ratification du protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer, additionnel à la convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [24 juillet 2002] (p. 2282)

Son intervention (p. 2288)

Thèmes :

Etrangers : immigration clandestine (p. 2288)

Justice : juridictions pénales : coopération judiciaire (p. 2288)

Politiques communautaires : politiques internes : espace judiciaire européen (p. 2288)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES SOCIALES, TRAVAIL ET SOLIDARITÉ

VILLE ET RÉNOVATION URBAINE

Examen du fascicule [23 octobre 2002] (p. 3803)

Procédure des questions :

Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 3826)

Urbanisme : rénovation urbaine : financement (p. 3826)

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [12 novembre 2002] (p. 4861)

Procédure des questions :

Pensions militaires d'invalidité : accès aux soins (p. 4884)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

LOGEMENT

Examen du fascicule [13 novembre 2002] (p. 4969)

Procédure des questions :

Logement : logement social : réhabilitation (p. 4993)

SANTÉ, FAMILLE ET PERSONNES HANDICAPÉES

Examen du fascicule [12 novembre 2002] (p. 4910)

Son intervention (p. 4927)

Thèmes avant la procédure des questions :

Drogue : toxicomanie (p. 4928)
 Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 4928)
 Santé : politique de la santé (p. 4928)
 Santé : soins palliatifs (p. 4928)
 Sécurité sociale : dépenses (p. 4928)

Vote des crédits et articles rattachés [12 novembre 2002] (p. 4959)*Après l'article 70*

Intervient sur l'amendement n° 176 de M. Pierre-Christophe Baguet (rapport au Parlement sur les conditions d'accès à la télévision en milieu hospitalier) (p. 4961)

SPORTS

Examen du fascicule [6 novembre 2002] (p. 4557)*Procédure des questions :*

Sports : coupe du monde de football

Proposition de loi n° 371 modifiant l'article 43 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [18 décembre 2002] (p. 6978)

Son intervention (p. 6981)

Thèmes :

Sports : diplômés (p. 6981)
 Sports : associations et clubs (p. 6982)
 Sports : politique du sport (p. 6981)
 Sports : sportifs : militaires et assimilés (p. 6982)
 Sports : sportifs professionnels (p. 6982)

Discussion de l'article unique [18 décembre 2002] (p. 6985)

Son intervention (p. 6985)
 Son amendement n° 1 (p. 6985)

Proposition de loi n° 194 relative à la conduite automobile sous l'influence de drogues illicites et psychotropes

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [23 janvier 2003] (p. 435)

Son intervention (p. 440)

Thèmes :

Sécurité routière : conduite sous l'influence de drogues : alcoolémie (p. 441)
 Sécurité routière : conduite sous l'influence de drogues : répression (p. 440)

Explications de vote et vote

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 441)

Proposition de loi n° 129 tendant à ouvrir le droit à la retraite à taux plein pour les salariés ayant cotisé quarante annuités avant d'atteindre l'âge de 60 ans

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 mars 2003] (p. 1845)

Son intervention (p. 1855)

Thèmes :

Démographie : vieillissement de la population (p. 1856)
 Retraites : généralités : âge de la retraite (p. 1856)
 Retraites : généralités : calcul des pensions (p. 1856)
 Retraites : généralités : cotisations (p. 1856)
 Retraites : généralités : système par répartition (p. 1856)
 Travail : conditions de travail (p. 1856)

Projet de loi n° 638 renforçant la lutte contre la violence routière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 mars 2003] (p. 2184)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2195)
 Son intervention (p. 2196)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2221)

Thèmes :

Sécurité routière : code de la route : enseignement (p. 2196)
 Sécurité routière : lutte contre la violence routière (p. 2195)
 Sécurité routière : lutte contre la violence routière : prévention (p. 2196)

Discussion des articles [20 mars 2003] (p. 2257, 2286)*Avant l'article 8*

Son amendement n° 138 rectifié (examen médical périodique selon modalités à fixer par décret) (p. 2264) : retiré (p. 2267)

Article 8 (permis de conduire probatoire pour les conducteurs novices)

Son intervention (p. 2268)

Après l'article 11

Son amendement n° 136 (formation obligatoire à la maîtrise du véhicule en situation d'urgence pour le permis de conduire) : rejeté (p. 2286)

Avant l'article 16

Son amendement n° 137 rectifié (rapport annuel sur l'éducation routière dispensée à l'école) (p. 2303) : retiré (p. 2304)

Projet de loi n° 570 rectifié portant ratification de l'ordonnance n° 2000-549 du 15 juin 2000 relative à la partie législative du code de l'éducation

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [2 avril 2003] (p. 2759)

Son intervention (p. 2762)

Thèmes :

Enseignement : code de l'éducation (p. 2762)
 Enseignement : politique de l'éducation (p. 2762)
 Ordonnances : ratification (p. 2762)
 Sports : métiers du sport : diplômés (p. 2762)

Explications de vote et vote

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 2762)

Proposition de loi n° 583 visant à jumeler chaque école française avec une école de l'Union européenne

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 avril 2003] (p. 2753)

Son intervention (p. 2756)

Thèmes :

Assemblée nationale : Parlement des enfants (p. 2756)
 Enseignement : nouvelles technologies (p. 2756)
 Enseignement : langues étrangères (p. 2756)
 Enseignement maternel et primaire : écoles : jumelages (p. 2756)

Explications de vote et vote

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 2756)

Proposition de loi n° 735 relative à la représentation au sein du conseil d'administration et des instances représentatives des fonctionnaires, des agents sous contrat et des ouvriers de l'Etat mis à la disposition de l'entreprise nationale "Direction des chantiers navals (DCN)" en application de l'article 78 de la loi de finances rectificative pour 2001

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [7 mai 2003] (p. 3516)

Son intervention (p. 3520)

Thèmes :

Défense : direction des chantiers navals (p. 3521)
 Défense : GIAT-Industries (p. 3521)

Discussion de l'article unique [7 mai 2003] (p. 3523)*Après l'article unique*

Intervient sur l'amendement n° 1 rectifié du Gouvernement (recrutement des ouvriers sous décret de GIAT- Industries en qualité d'agents non-titulaires à durée indéterminée) (p. 3525)

Proposition de loi n° 180 relative à la création d'un chèque-emploi associatif

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [7 mai 2003] (p. 3541)

Son intervention (p. 3545)

Thèmes :

Associations : bénévolat (p. 3544)
 Emploi : chèque-emploi associatif (p. 3544)
 Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 3545)
 Sécurité sociale : Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales (URSSAF) (p. 3544)

Explications de vote et vote

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 3545)

Projet de loi n° 950 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juillet 2003] (p. 7362)*Article 1er et annexe 1 (programmes d'action dans les zones urbaines sensibles (ZUS))*

Son intervention (p. 7369)
Article 2 (objectifs de résultats des programmes d'action dans les ZUS)
 Son intervention (p. 7381)
Article 6 (objectifs du programme national de rénovation urbaine)
 Son intervention (p. 7395)
Article 7 (crédits consacrés par l'Etat au programme national de rénovation urbaine)
 Son intervention (p. 7406)
Article 10 (administration et représentation de l'ANRU)
 Son intervention (p. 7425)

Projet de loi organique n° 855 relatif à l'expérimentation par les collectivités territoriales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juillet 2003] (p. 7640)
 Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7647)
 Son intervention (p. 7651)
Thèmes :
 Collectivités territoriales : démocratie locale (p. 7652)
 Constitution : révision (p. 7647)
 Elections et référendums : référendums : Corse (p. 7651)
 Elections et référendums : seuil de participation électorale (p. 7652)
Explications de vote et vote
 Ses explications de vote (p. 7691)
 Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 7691)

Projet de loi organique n° 900 relatif au référendum local

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 juillet 2003] (p. 7640)
 Discussion générale commune des projets de loi organique n° 900 relatif au référendum local et n° 855 relatif à l'expérimentation par les collectivités territoriales (voir Collectivités territoriales 855)
 Son intervention (p. 7651)
Discussion de l'article unique [15 juillet 2003] (p. 7664)
Article unique (participation des électeurs aux décisions locales)
 Son intervention (p. 7675)
Explications de vote et vote
 Ses explications de vote (p. 7682)
 Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 7682)

François ASENSI

*Seine-Saint-Denis (11^{ème} circonscription)
 Député-e-s Communistes et Républicains*

Elu le 16 juin 2002
 Adhère au groupe des Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11065)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 414 tendant à renforcer les compétences de la Commission départementale d'équipement cinématographique [28 novembre 2002]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Transports aériens. politique des transports aériens. perspectives [4 mars 2003] (p. 1527)
 Enseignement. politique de l'éducation. perspectives [6 mai 2003] (p. 3434)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 36, posée le 2 décembre 2002. Etablissements de santé. hôpitaux (J.O. questions p. 4502). Appelée le 3 décembre 2002. effectifs de personnel, praticiens (p. 6039)
 n° 401, posée le 9 juin 2003. Transports urbains. RER (J.O. questions p. 4335). Suppléé par M. Gilbert Biessy. Appelée le 10 juin 2003. ligne B, fonctionnement (p. 4904)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Demande le retrait du projet de loi relatif aux entreprises de transport aérien en raison du risque de guerre en Irak et parce qu'il ouvrirait la voie à la disparition d'Air France [12 mars 2003] (p. 1952)
 Fait état des conséquences d'une guerre en Irak sur les compagnies aériennes et estime que le projet de loi relatif aux entreprises de transport aérien a pour objectif la disparition d'Air France [12 mars 2003] (p. 1952)
 Évoque le conflit résultant de la situation des intermittents du spectacle [30 juin 2003] (p. 6327)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Examen du fascicule [25 octobre 2002] (p. 4017)

Son intervention (p. 4031)

Thèmes avant la procédure des questions :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 4031)
 Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 4032)
 Energie et carburants : Gaz de France (GDF) (p. 4031)

Procédure des questions :

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : EDF et GDF (p. 4041)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 2003] (p. 348) ; [22 janvier 2003] (p. 390)

Avant l'article 18

Son amendement n° 157 (remplacement de la prison pour les mineurs par une mesure d'éloignement) : rejeté (p. 369)

Article 21 (incrimination des attroupements portant atteinte à la libre circulation dans les parties communes d'immeubles)

Son amendement n° 167 (p. 422)

Projet de loi n° 632 relatif aux entreprises de transport aérien et notamment à la société Air France

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 mars 2003] (p. 1884)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 1891)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1908)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence : privatisations (p. 1896)
 Etat (p. 1892, 1894 et s.)
 Etat : souveraineté : entreprises multinationales (p. 1896)
 Industrie : construction aéronautique et spatiale (p. 1893)
 Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 1896)
 Pays étrangers : Etats-Unis : transports aériens (p. 1893)
 Politique générale : libéralisme (p. 1895 et s.)
 Relations internationales : guerre : transports aériens (p. 1892)
 Retraites : généralités (p. 1896)
 Secteur public : privatisations : pays étrangers (p. 1895)
 Secteur public : services publics : privatisations (p. 1894)
 Télécommunications : France Télécom : actionnariat salarié (p. 1894)
 Télécommunications : France Télécom : emploi (p. 1894)
 Transports aériens : Aéroports de Paris (ADP) : privatisations (p. 1893)
 Transports aériens : Air France : actionnaires (p. 1893)
 Transports aériens : Air France : alliances (p. 1891, 1893)
 Transports aériens : Air France : dotations en capital (p. 1892)
 Transports aériens : Air France : histoire (p. 1894)
 Transports aériens : Air France : prix (p. 1892, 1896, 1908)
 Transports aériens : Air France : salariés (p. 1894, 1908)
 Transports aériens : Air France : services publics (p. 1892 et s.)
 Transports aériens : Air France : situation financière (p. 1891)
 Transports aériens : Air Lib (p. 1892 et s.)
 Transports aériens : compagnies à bas prix (p. 1892 et s.)
 Transports aériens : contrôle aérien : privatisations (p. 1894)
 Travail : licenciements (p. 1895)

Discussion des articles [12 mars 2003] (p. 1952)

Ses rappels au règlement (cf supra) [12 mars 2003] (p. 1952)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 49 de Mme Odile Saugues (détention directe par l'Etat de plus de la moitié du capital d'Air France) (p. 1953)

Intervient sur l'amendement n° 50 de M. Jean-Louis Idiart (suppression d'Air France de la liste des sociétés privatisables) (p. 1954)

Article 1er (dispositions relatives au suivi et à la régulation de la nature de l'actionnariat des sociétés cotées de transport aérien)

Son intervention (p. 1956 et s.)

Son amendement n° 20 (de suppression) (p. 1956)

Ses amendements n°s 26 (actionnaires non-résidents – obligation d'élection de domicile auprès d'un intermédiaire financier domicilié en France en cas d'action en nominatif) (p. 1958)

Son amendement n° 27 (non-respect d'obligations déclaratives par les actionnaires – privation automatique des droits de vote attachés aux titres) (p. 1958)

Son amendement n° 28 (non-respect d'obligations déclaratives par les actionnaires – cession des titres) (p. 1959)

Son amendement n° 29 (saisine obligatoire du président du tribunal de grande instance en cas de non-respect de l'injonction de cession des titres) (p. 1963)

Son amendement n° 30 (de conséquence) (p. 1965)

Article 2 (composition du conseil d'administration et du conseil de surveillance de la société Air France)

Son amendement n° 21 (de suppression) (p. 1967)

Son intervention (p. 1968)

Article 3 (dispositions relatives au passage des salariés d'Air France du statut public au droit privé)

Son intervention (p. 1970 et s.)

Son amendement n° 22 (de suppression) (p. 1970)

Son amendement n° 31 (suppression de tout délai pour les négociations) (p. 1974)

Article 4 (dispositions transitoires relatives à la prolongation du conseil d'administration de la société Air France après la privatisation)

Son intervention (p. 1976 et s.)

Son amendement n° 23 (de suppression) (p. 1977)

Article 5 (dispositions relatives à l'actionnariat salarié de la société Air France)

Son intervention (p. 1978)

Son amendement n° 24 (de suppression) (p. 1978)

Article 6 (mise à jour du code de l'aviation civile)

Son intervention (p. 1981)

Son amendement n° 25 (de suppression) (p. 1981)

Explications de vote et vote [18 mars 2003] (p. 2133)

Ses explications de vote (p. 2136)

Proposition de résolution n° 684 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de gestion d'Air Lib et sur l'utilisation des fonds publics par cette compagnie aérienne

Avant la discussion de l'article unique [18 mars 2003] (p. 2142)

Son intervention (p. 2147)

Thème :

Transports aériens : Air Lib (p. 2148)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Avant l'article 1er [séances des 12, 13, 14 juin 2003] (principes)

Son intervention (p. 5316 et s.)

Article 43 [séance du 30 juin 2003] (cumul "emploi-retraite" pour les fonctionnaires)

Son rappel au règlement (cf supra) [30 juin 2003] (p. 6327)

Philippe AUBERGER

*Yonne (3^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations [J.O. du 2 août 2002] (p. 13228)

Membre de la commission d'enquête sur la gestion des entreprises publiques afin d'améliorer le système de prise de décision. [J.O. du 5 février 2003] (p. 2218)

Rapporteur du projet de loi de programme pour l'outre-mer (n° 881) [20 mai 2003]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programme pour l'outre-mer [J.O. du 13 juin 2003] (p. 9985)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programme pour l'outre-mer [J.O. du 20 juin 2003] (p. 10395)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence (n° 881), de programme pour l'outre-mer [28 mai 2003] (n° 891)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programme pour l'outre-mer [19 juin 2003] (n° 962)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Retraites : généralités, financement, fonds de garantie, mise en place [26 novembre 2002] (p. 5714)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 145, posée le 24 février 2003. Justice, tribunaux de grande instance (J.O. questions p. 1273). Appelée le 25 février 2003. poste de juge pour les enfants, création, Sens (p. 1343)

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n° 262 présentée par M. Francis Mer, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur les prélèvements obligatoires et débat sur cette déclaration

[10 octobre 2002] (p. 3223)

Son intervention (p. 3231)

Thèmes :

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 3232)

Emploi : allègement des charges sociales (p. 3232)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 3232)

Finances publiques : déficits publics et sociaux : gauche (p. 3231)

Finances publiques : dépenses (p. 3232)

Finances publiques : prélèvements obligatoires : droite (p. 3231, 3232)

Finances publiques : prélèvements obligatoires : pays étrangers (p. 3231)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 3231)

Politique économique : croissance : conjoncture (p. 3231)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 octobre 2002] (p. 3342)

Son intervention (p. 3360)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi : prime pour l'emploi (p. 3361)

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 3360)

Finances publiques : dépenses (p. 3360)

Finances publiques : recettes fiscales (p. 3360)

Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 3361)

Marchés financiers (p. 3360)

Politique économique : conjoncture : croissance (p. 3360)

Retraites : généralités (p. 3361)

Secteur public : entreprises publiques : situation financière (p. 3361)

Sécurité sociale : financement : transparence (p. 3361)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 2002] (p. 3447) ; [17 octobre 2002] (p. 3479) ; [18 octobre 2002] (p. 3593, 3634, 3680)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 50 rectifié de M. Alain Marleix (régime réel simplifié agricole – plafond porté de 274 400 € à 533 000 €) (p. 3462)

Intervient sur l'amendement n° 51 de M. Alain Marleix (exonération partielle des plus-values agricoles lorsque les recettes sont comprises entre 152 600 € et 305 200 €) (p. 3465)

Article 3 (amélioration de la prime pour l'emploi)

Son intervention (p. 3498)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 53 de M. Alain Marleix (régime simplifié d'imposition agricole – possibilité de déclarer le chiffre d'affaires au titre d'un exercice comptable ne coïncidant pas avec l'année civile) (p. 3595)

Après l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 162 de M. Manuel Aeschlimann (révision des valeurs locatives – suppression du prélèvement de 0,4 % sur le produit de la fiscalité locale) (p. 3637)

Intervient sur l'amendement n° 211 de M. Jean-Louis Dumont (frais de rôle – suppression du prélèvement sur le produit des taxes foncières) (p. 3640)

Article 23 (détermination du montant du prélèvement de solidarité pour l'eau, affecté au compte d'affectation spéciale n° 902-00 "Fonds national de l'eau")

Intervient sur l'amendement n° 313 rectifié de M. Gilles Carrez (réduction de moitié du prélèvement) (p. 3686)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [5 novembre 2002] (p. 4499)

Procédure des questions :

Union européenne : Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) (p. 4513)

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Examen du fascicule [25 octobre 2002] (p. 4017)

Procédure des questions :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 4039)

Postes : La Poste : services financiers (p. 4040)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

LOGEMENT

Examen du fascicule [13 novembre 2002] (p. 4969)

Son intervention (p. 4982)

Thèmes avant la procédure des questions :

Impôt sur le revenu : revenus fonciers (p. 4983)

Urbanisme : rénovation urbaine (p. 4982)

Projet de loi de finances rectificative n° 382 pour 2002

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 2002] (p. 6376)

Son intervention (p. 6388)

Thèmes :

Constitution : article 39 : Assemblée nationale (p. 6388)

Finances publiques : dépenses : exécution du budget (p. 6388)

Finances publiques : procédure budgétaire : transparence (p. 6388)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 6388)

Politique économique : conjoncture : croissance (p. 6388)

Secteur public : entreprises publiques : France Télécom (p. 6389)

Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 6389)

Discussion des articles [10 décembre 2002] (p. 6407)

Article 18 (aménagement du régime fiscal des biocarburants)

Son amendement n° 46 troisième rectification (dérivés de l'alcool éthylique – réduction de la TIPP portée de 34,2 euros/hl à 35,2 euros/hl) (p. 6443)

Son intervention (p. 6447)

Débat sur la maîtrise des finances publiques

[8 avril 2003] (p. 2903)

Son intervention (p. 2925)

Thèmes :

Finances publiques : dépenses : Cour des comptes (p. 2925)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 2925)

Parlement : rôle : finances publiques (p. 2925 et s.)

Projet de loi n° 719 de sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 avril 2003] (p. 3228, 3252)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 3246)

Son intervention (p. 3256)

Thèmes :

Assurances : assurance dommages : fonds de garantie (p. 3256)

Assurances : Commission de contrôle des assurances, des mutuelles et des institutions de prévoyance (p. 3256)

Banques et établissements financiers : conventions de compte (p. 3246)

Banques et établissements financiers : produits financiers : démarchage (p. 3256 et s.)

Entreprises : comptabilité : transparence (p. 3257)

Entreprises : gouvernement d'entreprise (p. 3256)

Lois : fonction (p. 3256 et s.)

Marchés financiers : actionnaires individuels (p. 3258)

Marchés financiers : agences de notation : analystes financiers (p. 3257)

Marchés financiers : Autorité des marchés financiers (p. 3256 et s.)

Pays étrangers : Etats-Unis (p. 3256)

Professions libérales : commissaires aux comptes (p. 3257)

Union européenne (p. 3257)

Discussion des articles [29 avril 2003] (p. 3263) ; [30 avril 2003] (p. 3311) ; [6 mai 2003] (p. 3442, 3471)

Article 7 (fonctionnement et ressources de l'Autorité des marchés financiers)

Son intervention (p. 3276 et s.)

Article 8 (règlement général de l'Autorité des marchés financiers)

Son amendement n° 249 (consultation des organisations professionnelles représentatives) (p. 3279)

Son amendement n° 250 (suppression de la détermination par l'Autorité des conditions d'exercice de l'activité des personnes produisant ou diffusant des analyses financières - 1° du VIII du texte proposé pour l'article L. 621-7 du code monétaire et financier) (p. 3281)

Article 10 (opérations et personnes soumises au contrôle de l'Autorité des marchés financiers)

Son intervention (p. 3283)

Article 11 (conditions de déroulement des enquêtes de l'Autorité des marchés financiers)

Son amendement n° 251 (cumul de sanctions - limitation au maximum de la peine) (p. 3286)

Article 14 (procédure de sanctions devant l'Autorité des marchés financiers)

Son amendement n° 252 (transmission du dossier au procureur – publicité à l'initiative de l'Autorité et non sur autorisation du procureur) (p. 3287)

Son intervention (p. 3288)

Article 31 bis (élargissement du mécanisme de résiliation et de compensation des créances)

Son intervention (p. 3332)

Article 33 bis (obligations des analystes et de leurs employeurs - suivi des agences de notation par l'Autorité des marchés financiers)

Son intervention (p. 3333 et s.)

Son amendement n° 253 (agences de notation – rapport de l'Autorité des marchés financiers) (p. 3334)

Article 39 (harmonisation et simplification des règles relatives à la pratique du démarchage bancaire ou financier)

Son intervention (p. 3348 et s.)

Son sous-amendement n° 485 (prise en compte des recettes des personnes morales) à l'amendement n° 407 du Gouvernement (démarchage vers les personnes morales - allègement des obligations) (p. 3348)

Son amendement n° 464 (de coordination) (p. 3353)

Son amendement n° 254 (démarchage de fonds communs d'intervention sur les marchés à terme) (p. 3356)

Après l'article 46

Intervient sur l'amendement n° 382 de M. François Goulard (dépositaires d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières – siège dans un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen) (p. 3363)

Article 47 quater (élargissement et sécurisation de l'actif des fonds communs de créances)

Son intervention (p. 3367)

Article 47 sexies (obligation pour les sociétés de gestion de portefeuille d'exercer les droits attachés aux titres détenus par les OPCVM qu'elles gèrent)

Son intervention (p. 3369)

Article 50 (élargissement des exceptions au monopole bancaire - application aux émetteurs de moyens de paiement dispensés d'agrément des obligations relatives à la lutte contre le blanchiment)

Son intervention (p. 3371 et s.)

Son amendement n° 255 (exemption d'agrément par décision motivée du comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement – CECEI) (p. 3371)

Article 61 (organisation et contrôle de la profession de commissaire aux comptes)

Son intervention (p. 3445 et s.)

Article 65 (prévention des conflits d'intérêts)

Son amendement n° 256 (assouplissement de la séparation entre les missions de certification et d'audit) (p. 3454)

Son amendement n° 257 (de conséquence) (p. 3455)

Article 66 (désignation des commissaires aux comptes et organisation du co-commissariat)

Son intervention (p. 3458)

Article 76 (transparence du fonctionnement des organes dirigeants des sociétés)

Son intervention (p. 3474)

Son amendement n° 258 (suppression du rapport sur l'organisation des travaux du conseil d'administration et le contrôle interne - reprise de ces informations dans le rapport annuel de gestion) (p. 3474)

Article 77 (aménagement des conditions de préparation des assemblées générales)

Son amendement n° 259 (projets de résolution « mis à la disposition » et non « communiqués » aux actionnaires) (p. 3478)

Article 79 (renforcement des obligations des personnes faisant appel public à l'épargne)

Son amendement n° 260 (informations relatives au gouvernement d'entreprise incluses dans le rapport de gestion et non pas communiquées dans des conditions fixées par l'Autorité des marchés financiers) (p. 3482)

Après l'article 80

Son amendement n° 398 (émission de valeurs mobilières - délégation de l'assemblée générale au conseil d'administration ou au directoire) (p. 3485) : adopté (p. 3486)

Après l'article 83

Son amendement n° 261 (révocation du président - possibilité offerte au conseil d'administration de nommer un administrateur) (p. 3492) : retiré (p. 3493)

Explications de vote et vote

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 3258)

Projet de loi n° 881 de programme pour l'outre-mer

Rapporteur de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE**Avant la discussion des articles [5 juin 2003] (p. 4683)**

Son intervention (p. 4689)

Thèmes :

Emploi : contrat d'accès à l'emploi : outre-mer (p. 4689)

Emploi : création d'emplois : jeunes (p. 4689)

Impôts et taxes : investissements outre-mer : politique économique (p. 4689 et s.)

Logement : logement social : outre-mer (p. 4690)

Outre-mer : continuité territoriale (p. 4690)

Outre-mer : crédits : coût (p. 4690)

Outre-mer : développement économique (p. 4689)

Tourisme et loisirs : navigation de plaisance : outre-mer (p. 4690)

Discussion des articles [6 juin 2003] (p. 4759, 4796)**Avant l'article 1er**

Intervient sur l'amendement n° 156 de M. Victorin Lurel (Wallis-et-Futuna - projet de loi de programme) (p. 4760)

Intervient sur l'amendement n° 158 de M. Victorin Lurel (îles de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy - projet de loi de programme) (p. 4761)

Intervient sur l'amendement n° 157 de M. Victorin Lurel (îles du sud de la Guadeloupe - mesures spécifiques) (p. 4761)

Intervient sur l'amendement n° 226 de M. Victorin Lurel (insertion d'un Titre 1er A : "Promotion de la culture et de la connaissance de l'outre-mer") (p. 4761)

Intervient sur l'amendement n° 154 de M. Victorin Lurel (enseignement au collège de l'histoire et de la géographie de l'outre-mer) (p. 4761)

Intervient sur l'amendement n° 155 de M. Victorin Lurel (écoles d'outre-mer et de métropole - jumelages) (p. 4762)

Intervient sur l'amendement n° 227 de M. Victorin Lurel (institution d'une "fête nationale des outre-mers") (p. 4762)

Intervient sur l'amendement n° 228 de M. Victorin Lurel (programmes audiovisuels relatifs à la diffusion de la culture, en particulier musicale, de l'outre-mer - rôle du Conseil supérieur de l'audiovisuel) (p. 4763)

Intervient sur l'amendement n° 229 de M. Victorin Lurel (pluralisme de l'information outre-mer - rôle du Conseil supérieur de l'audiovisuel) (p. 4764)

Article 1er (exonération de charges sociales en faveur des entreprises des départements d'outre-mer)

Son intervention (p. 4769 et s.)

Son amendement n° 66 (centres d'appels - exclusion des allègements renforcés) (p. 4775)

Son amendement n° 65 (rédactionnel) (p. 4780)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 235 de M. Victorin Lurel (compagnies aériennes - communication de leur comptabilité analytique permettant de distinguer l'activité relative à l'outre-mer) (p. 4782)

Intervient sur l'amendement n° 337 de M. Christophe Payet (bénéfice des exonérations de charges sociales - conventions conclues avec l'Etat) (p. 4783)

Article 2 (exonération de charges sociales en faveur des exploitations agricoles des départements d'outre-mer)

Son intervention (p. 4783 et s.)

Son amendement n° 67 (non-cumul d'exonérations) (p. 4784)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 238 de M. Victorin Lurel (plan pluriannuel de protection du foncier agricole outre-mer) (p. 4785)

Article 3 (exonération de charges sociales en faveur des marins créateurs ou repreneurs d'entreprises dans les départements d'outre-mer)

Son amendement n° 68 (non-cumul d'exonérations) (p. 4785)

Article 4 (non-cumul et évaluation triennale des exonérations de charges sociales des articles 1er à 3)

Son amendement n° 406 troisième rectification (nouvelle rédaction du paragraphe relatif à l'évaluation) (p. 4785)

Son intervention (p. 4796 et s.)

Son amendement n° 269 (références aux articles des codes et non à ceux du projet de loi) (p. 4797)

Article 6 (modification du régime du titre de travail simplifié)

Son amendement n° 270 (de précision - salarié pouvant mettre l'employeur en demeure de conclure un contrat de travail écrit) (p. 4799)

Son intervention (p. 4800)

Article 7 (renforcement de l'attractivité du contrat d'accès à l'emploi)

Son amendement n° 271 (contrat à durée indéterminée pour les allocataires du RMI) (p. 4801)

Son amendement n° 272 (de conséquence) (p. 4801)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 342 de Mme Huguette Bello (La Réunion - "emplois-jeunes") (p. 4802)

Article 8 (institution d'un dispositif de soutien à l'emploi des jeunes qualifiés dans les petites entreprises)

Son amendement n° 69 corrigé (de précision) (p. 4803)

Article 9 bis (extension du titre de travail simplifié à Mayotte)

Son intervention (p. 4805)

Son amendement n° 367 (de précision - salarié pouvant mettre l'employeur en demeure de conclure un contrat de travail écrit) (p. 4805)

Après l'article 9 bis

Intervient sur l'amendement n° 153 deuxième rectification du Gouvernement (Mayotte - Agence nationale pour l'emploi) (p. 4806)

Intervient sur l'amendement n° 395 du Gouvernement (Wallis-et-Futuna - prime au recrutement de jeunes par le secteur privé) (p. 4807)

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Bertho Audifax (congé solidarité dans l'entreprise - extension aux collectivités locales) (p. 4807)

Article 10 (congé-solidarité)

Son intervention (p. 4808)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 347 de Mme Huguette Bello (La Réunion - rapport sur l'éducation) (p. 4809)

Article 11 (dispositifs destinés aux élèves en grande difficulté)

Son intervention (p. 4810)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 253 de M. Mansour Kamardine (Mayotte - planification familiale) (p. 4810)

Intervient sur l'amendement n° 361 de M. Jean-Christophe Lagarde (rapport sur la mise en oeuvre d'une politique d'éducation permettant à l'outre-mer d'obtenir des résultats scolaires équivalents à ceux de la métropole) (p. 4811)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 45 de M. Yves Censi (agriculteurs d'outre-mer - formation professionnelle continue) (p. 4812)

Après l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 241 de M. Victorin Lurel (entreprises d'outre-mer - plan d'apurement des dettes fiscales et sociales) (p. 4813)

Article 13 (défiscalisation au titre de l'impôt sur le revenu : investissement dans le logement et souscription au capital de sociétés agréées - SO.FI.OM)

Son intervention (p. 4814 et s.)

Après l'article 13

Son amendement n° 291 (cumul des réductions d'impôt avec les aides octroyées au titre de leurs compétences fiscales propres par la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française, Wallis-et-Futuna, Saint-Pierre-et-Miquelon et Mayotte) (p. 4817) : adopté (p. 4818)

Article 14 (défiscalisation au titre de l'impôt sur le revenu : secteurs éligibles - majoration, imputation et report de la réduction d'impôt)

Son intervention (p. 4820 et s.)

Son amendement n° 298 (rédactionnel) (p. 4822)

Son amendement n° 297 (rédactionnel) (p. 4831)

Article 23 (modification du régime des agréments)

Son intervention (p. 4833 et s.)

Son amendement n° 292 (information des collectivités substituée à la consultation de leur exécutif) (p. 4833)

Son amendement n° 303 (prorogation des délais pour la délivrance de l'agrément) (p. 4834)

Article 15 (précédemment réservé (dispositif transitoire sur la rénovation et la réhabilitation hôtelière)

Son intervention (p. 4836)

Son amendement n° 299 (suppression d'une virgule) (p. 4836)

Article 16 précédemment réservé (modification du système des agréments)
Son intervention (p. 4836)

Article 17 précédemment réservé (modification du délai de validité du dispositif)
Son amendement n° 300 (rédactionnel) (p. 4837)

Article 19 précédemment réservé (modification du régime applicable à la défiscalisation au titre de l'impôt sur les sociétés)
Son amendement n° 301 (rédactionnel) (p. 4837)
Son intervention (p. 4838)

Article 20 précédemment réservé (défiscalisation au titre de l'impôt sur les sociétés - coordination)
Son intervention (p. 4838)

Article 27 (principe de la double défiscalisation applicable à certains territoires)
Son intervention (p. 4839)

Article 28 (possibilité pour les conseils généraux d'exonérer les contribuables de certaines taxes)
Son amendement n° 302 (rédactionnel) (p. 4839)

Article 29 (durée de validité du dispositif)
Son intervention (p. 4840)

Après l'article 29 ter
Intervient sur l'amendement n° 203 de M. Éric Jalton (continuité territoriale - évaluation annuelle des investissements réalisés) (p. 4841)

Après l'article 32
Intervient sur l'amendement n° 245 de M. Victorin Lurel (dettes fiscales des entreprises - plan d'apurement - prorogation du dispositif de la loi n° 2000-1207 d'orientation pour l'outre-mer) (p. 4841)
Intervient sur l'amendement n° 244 de M. Victorin Lurel (fonds d'investissement de proximité des DOM - réduction d'impôt portée à 50 % pour les contribuables de ces départements) (p. 4841)

Article 33 (taux réduit de TVA applicable aux logements évolutifs sociaux)
Son amendement n° 273 rectifié (application à la date de promulgation et non de publication de la loi) (p. 4842)

Article 34 (abattement de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les logements locatifs sociaux faisant l'objet de certains travaux de réhabilitation)
Son intervention (p. 4843)

Après l'article 34
Intervient sur l'amendement n° 82 corrigé de Mme Juliana Rimane (logements évolutifs sociaux - exonération de taxe foncière pendant quinze ans) (p. 4844)
Intervient sur l'amendement n° 246 de M. Victorin Lurel (logements évolutifs sociaux - exonération de taxe foncière pendant cinq ans) (p. 4844)

Article 35 (fixation des loyers dans les logements locatifs sociaux en cas de travaux d'amélioration)
Son intervention (p. 4844 et s.)

Après l'article 35
Intervient sur l'amendement n° 310 corrigé de Mme Juliana Rimane (logement intermédiaire outre-mer - défiscalisation - intervention des organismes HLM) (p. 4845)
Intervient sur l'amendement n° 290 de M. René-Paul Victoria (logement social dans les DOM - sociétés d'économie mixte - exonération de l'impôt sur les sociétés) (p. 4846)

Article 35 bis (recours facultatif à une institution financière pour la gestion des fonds régionaux d'aménagement foncier et urbain)
Son intervention (p. 4846)

Après l'article 35 bis
Intervient sur l'amendement n° 383 de M. Alfred Marie-Jeanne (normes parasismiques - délivrance du permis de construire subordonnée à leur respect) (p. 4847)

Avant l'article 36
Intervient sur l'amendement n° 175 de M. Victorin Lurel (insertion d'un Titre : "Dispositions permettant de remédier aux handicaps structurels de l'outre-mer") (p. 4847)
Intervient sur l'amendement n° 216 de M. Victorin Lurel (université des Antilles et de la Guyane) (p. 4849)

Article 36 (dotations de l'Etat aux collectivités territoriales)
Son intervention (p. 4849 et s.)

Après l'article 36
Intervient sur l'amendement n° 384 de M. Alfred Marie-Jeanne (prévention des risques sismiques - obligations des collectivités territoriales et de l'Etat) (p. 4851)
Intervient sur l'amendement n° 84 de Mme Juliana Rimane (Guyane - modalités de répartition du produit de l'octroi de mer) (p. 4851)

Article 37 (dotation de l'Etat aux communes pour des opérations de premier numérotage)
Son amendement n° 274 (suppression d'une précision inutile) (p. 4852)

Article 40 (exercice des pouvoirs de police sur la voirie nationale transférée aux régions d'outre-mer)
Son intervention (p. 4853)

Après l'article 40
Intervient sur l'amendement n° 21 de M. Bertho Audifax (droits sur les tabacs dans les DOM - possibilité d'application du minimum de perception) (p. 4853)

Article 40 bis (prolongation de cinq ans des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques)
Son intervention (p. 4854)

Après l'article 40 bis
Intervient sur l'amendement n° 398 de M. Alfred Marie-Jeanne (infrastructures aéroportuaires, hélicoptères et portuaires de l'Etat - transfert à leur demande aux régions d'outre-mer) (p. 4855)
Intervient sur l'amendement n° 109 deuxième rectification de M. André Thien Ah Koon (La Réunion - affectation des ressources du Fonds régional pour le développement et l'emploi) (p. 4855)

Article 41 (offices de l'eau des départements d'outre-mer)
Son intervention (p. 4857 et s.)

Après l'article 41
Intervient sur l'amendement n° 224 de Mme Béatrice Vernaudo (Polynésie française - détachement de fonctionnaires auprès du syndicat de promotion des communes) (p. 4859)

Article 41 bis (réglementation de la création de grandes et moyennes surfaces de vente)
Son intervention (p. 4860)

Après l'article 41 bis
Intervient sur l'amendement n° 275 de M. Victor Brial (mise en œuvre par l'Etat des orientations du document "Stratégie de développement durable du territoire de Wallis-et-Futuna") (p. 4861)

Après l'article 41 ter
Intervient sur l'amendement n° 295 deuxième rectification de M. André Thien Ah Koon (concentrations commerciales - restriction dans les DOM) (p. 4861)

Avant l'article 42
Intervient sur l'amendement n° 206 de M. Victorin Lurel (continuité territoriale - imposition d'obligations de service public aux compagnies aériennes) (p. 4862)

Article 42 (création d'une dotation de continuité territoriale)
Son intervention (p. 4864 et s.)

Après l'article 42
Intervient sur l'amendement n° 399 de M. Jean-Christophe Lagarde (office national de la coopération entre les collectivités territoriales de métropole et d'outre-mer) (p. 4870)
Intervient sur l'amendement n° 378 de M. Jean-Christophe Lagarde (ultramarins résidant en métropole - quotas de logements sociaux) (p. 4870)
Intervient sur l'amendement n° 377 de M. Jean-Christophe Lagarde (apprentis ultramarins travaillant en métropole - exonération de charges sociales et fiscales portée de 11 % à 22 % du SMIC) (p. 4871)
Intervient sur l'amendement n° 209 de M. Louis-Joseph Manscour (liaisons aériennes au titre de la continuité territoriale - obligations de service public) (p. 4871)
Intervient sur l'amendement n° 411 de M. Jean-Christophe Lagarde (liaisons aériennes ou maritimes au titre de la continuité territoriale - obligations de service public définies par les collectivités territoriales - transposition des dispositions applicables à la Corse) (p. 4872)

Article 43 (habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnances)
Son intervention (p. 4874 et s.)

Après l'article 43
Intervient sur l'amendement n° 152 du Gouvernement (Mayotte - composition du conseil d'administration de la caisse de prévoyance sociale) (p. 4876)
Intervient sur l'amendement n° 151 troisième rectification du Gouvernement (Mayotte - fonction publique) (p. 4878)

Article 44 (ratification d'ordonnances)
Son intervention (p. 4880 et s.)

Après l'article 44
Intervient sur l'amendement n° 397 du Gouvernement (Mayotte - carte Vitale) (p. 4882)
Intervient sur l'amendement n° 400 de M. René-Paul Victoria (DOM et Mayotte - aide aux œuvres cinématographiques présentant un intérêt culturel) (p. 4882)
Intervient sur l'amendement n° 334 de M. Mansour Kamardine (Mayotte - Mahorais régis par le statut personnel de droit local - primauté du droit civil commun sur le statut civil de droit local - prohibition de la polygamie et de la répudiation pour les personnes qui atteindront l'âge requis pour se marier après le 1er janvier 2005 - dévolution des successions ne pouvant déroger, pour les enfants à naître, aux dispositions d'ordre public de la loi - compétence du tribunal de première instance ou du cadé selon la volonté des parties) (p. 4883)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juin 2003] (p. 6411)
Son intervention (p. 6411)

Thèmes :

Emploi : création d'emplois : allègement des charges sociales (p. 6411)
 Impôts et taxes : investissements outre-mer (p. 6411)
 Outre-mer : Mayotte : droit local (p. 6411)
 Parlement : commissions mixtes paritaires (p. 6411)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juin 2003] (p. 6417)

Son intervention (p. 6432)

Déclaration du Gouvernement n° 989 d'orientation budgétaire présentée par M. Alain Lambert, ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire et débat sur cette déclaration

[26 juin 2003] (p. 6055)

Son intervention (p. 6089)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi : allègement des charges sociales (p. 6090)
 Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 6090)
 Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 6090)
 Finances publiques : dette publique (p. 6089 et s.)
 Finances publiques : recettes : prévisions (p. 6089)
 Fonctionnaires et agents publics : effectifs : gestion (p. 6090)
 Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 6089)
 Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques (p. 6089)
 Politique économique : croissance : conjoncture (p. 6089)
 Politiques communautaires : pacte de stabilité : euro (p. 6089)

François d'AUBERT

Mayenne (1^{ère} circonscription)
 Union pour la Majorité Présidentielle
 puis Union pour un Mouvement Populaire

Elu le 9 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11116)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 29 juin 2002] (p. 11265)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 29 juin 2002] (p. 11265)

Membre titulaire du Comité des prix de revient des fabrications d'armement [J.O. du 2 août 2002] (p. 13229)

Rapporteur pour avis du projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2003 à 2008 (n° 187) [17 octobre 2002]

Membre de la commission d'enquête sur la gestion des entreprises publiques afin d'améliorer le système de prise de décision. [J.O. du 5 février 2003] (p. 2218)

Rapporteur pour avis du projet de loi portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité (n° 784) [7 mai 2003]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) : annexe n° 40 : Défense (n° 256) [10 octobre 2002]

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi (n° 187) relatif à la programmation militaire pour les années 2003 à 2008 [20 novembre 2002] (n° 385)

Proposition de loi n° 578 visant à instaurer une loi de simplification législative et réglementaire annuelle [30 janvier 2003]

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur l'article 11 du projet de loi (n° 784) portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité [20 mai 2003] (n° 864)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Politique économique, concurrence, contrefaçons, lutte et prévention [17 juin 2003] (p. 5443)

DÉBATS**Projet de loi n° 230 de finances pour 2003****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****DÉFENSE ET SGDN****Examen des fascicules [24 octobre 2002] (p. 3907)**

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 3907)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : armée de terre : professionnalisation (p. 3908)

Défense : avions (p. 3908)

Défense : crédits (p. 3907 et s.)

Défense : direction des chantiers navals (p. 3909)

Défense : hélicoptères (p. 3908)

Défense : loi de programmation militaire (p. 3909)

Espace : satellites (p. 3909)

Gendarmerie (p. 3909)

Industrie : construction aéronautique et spatiale (p. 3907)

Ordre public : terrorisme (p. 3907)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 3907)

Politiques communautaires : politique de la défense : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 3907)

Vote des crédits et articles rattachés [24 octobre 2002] (p. 3957)**DÉFENSE****Article 38 (mesures nouvelles - dépenses ordinaires des services militaires)**

Intervient sur l'amendement n° 49 de la commission (réduction des crédits des services de communication du ministère de la défense) (p. 3957)

Intervient sur l'amendement n° 50 de la commission (réduction des crédits d'alimentation) (p. 3959)

Article 39 (mesures nouvelles - dépenses en capital des services militaires)

Intervient sur l'amendement n° 51 de la commission (réduction des crédits d'acquisition d'actifs immobiliers) (p. 3960)

II - SECRETARIAT GÉNÉRAL DE LA DÉFENSE NATIONALE**Après l'article 63**

Intervient sur l'amendement n° 80 du Gouvernement (reconduction des mesures d'incitation au départ des officiers et sous-officiers) (p. 3961)

Intervient sur l'amendement n° 52 de la commission (suppression des documents appelés "jaunes") (p. 3961)

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [20 novembre 2002] (p. 5367)**

Son intervention (p. 5392)

Thèmes :

Collectivités territoriales : autonomie financière (p. 5392)

Collectivités territoriales : contrôle de légalité : tutelle (p. 5392 et s.)

Collectivités territoriales : libre administration (p. 5392 et s.)

Etat : réforme (p. 5392)

Etat : services de l'Etat (p. 5392)

Discussion des articles [22 novembre 2002] (p. 5632)**Article 4 (article 72 de la Constitution - libre administration des collectivités territoriales)**

Son amendement n° 94 rectifié (nouvelle rédaction du dernier alinéa supprimant l'exercice du contrôle administratif par le représentant de l'Etat) (p. 5632)

Article 5 (article 72-1 de la Constitution - renforcement de la démocratie participative locale)

Son amendement n° 93 (obligation de consultation des électeurs en cas de création d'une collectivité territoriale dotée d'un statut particulier - loi pouvant la prévoir en cas de modification de son organisation) (p. 5645)

Son amendement n° 92 (modification des limites des collectivités territoriales - consultation obligatoire des électeurs) (p. 5646)

Projet de loi n° 187 relatif à la programmation militaire pour les années 2003 à 2008

Rapporteur pour avis de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE**Avant la discussion des articles [28 novembre 2002] (p. 5933)**

Son intervention (p. 5942)

Thèmes :

Défense : armements et équipements : coopération économique (p. 5942)

Défense : armes de destruction massive (p. 5942)
 Défense : avions (p. 5943)
 Défense : GIAT-Industries (p. 5943)
 Défense : hélicoptères (p. 5942 et s.)
 Défense : loi de programmation militaire (p. 5944)
 Défense : marine : crédits budgétaires (p. 5943)
 Défense : opérations extérieures : Côte d'Ivoire (p. 5943)
 Défense : porte-avions (p. 5943)
 Défense : renseignement (p. 5942)
 Défense : sous-marins nucléaires (p. 5943)
 Espace : satellites (p. 5943)
 Ordre public : terrorisme (p. 5942)
 Pays étrangers : Etats-Unis : recherche développement (p. 5943)
 Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 5943)
 TVA (p. 5944)

Discussion des articles [28 novembre 2002] (p. 5990)

Article 1er (cadre général de la politique de défense, programmation militaire 2003-2008 et approbation du rapport annexé)

Son intervention (p. 6011 et s.)

Article 2 (moyens affectés aux dépenses en capital)

Son intervention (p. 6016)

Son amendement n° 23 (p. 6016)

Article 3 (effectifs prévisionnels du ministère de la défense)

Son intervention (p. 6016)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 20 de la commission (instauration de dispositifs dérogatoires afin de moderniser la gestion immobilière, recours au crédit-bail) (p. 6018)

Projet de loi n° 719 de sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 avril 2003] (p. 3311)

Après l'article 59

Son amendement n° 370 (code de la propriété intellectuelle – non-retenue des marchandises de statut communautaire traversant la France en vue de leur mise en vente dans un Etat membre) (p. 3387) : adopté (p. 3388)

Projet de loi n° 784 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité

Rapporteur pour avis de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 mai 2003] (p. 3927)

Son intervention (p. 3935)

Thèmes :

Commerce extérieur : contrefaçon (p. 3936)
 Droit pénal : délinquance et criminalité organisées (p. 3935)
 Jeux et paris (p. 3935)
 Marchés financiers : blanchiment des capitaux (p. 3935)

Discussion des articles [22 mai 2003] (p. 4009, 4049)

Article 1er (de la procédure applicable à la délinquance et à la criminalité organisées)

Article 706-73 du code de procédure pénale (détermination des infractions relevant de la criminalité organisée)

Son amendement n° 612 (p. 4013)

Article 2 (élargissement du champ d'application de la circonstance aggravante de bande organisée et de la peine complémentaire de confiscation des biens - renforcement de la répression du faux monnayage - dispositions diverses)

Ses amendements n°s 687, 688 et 689 (p. 4054)

Article 3 (dispositions relatives au repentir)

Son intervention (p. 4062)

Article 11 (amélioration de l'efficacité de la douane judiciaire et de la douane administrative)

Son intervention (p. 4091 et s.)

Son amendement n° 690 rectifié (p. 4098)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 527 rectifié de la commission des finances (aggravation des peines pour les délits de contrefaçon) (p. 4099)

Intervient sur l'amendement n° 528 de la commission des finances (constitution de partie civile par les associations ayant pour objet de combattre la contrefaçon) (p. 4100)

Projet de loi n° 823 relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 juillet 2003] (p. 7005)

Article 2 (attestation d'accueil)

Son intervention (p. 7051)

Jean-Marie AUBRON

*Moselle (8^{me} circonscription)
Socialiste*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre suppléant du Conseil national du bruit [J.O. du 2 août 2002] (p. 13228)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 404 visant à instaurer des mesures de réparation aux orphelins de déportés, à ceux de fusillés et massacrés pour fait de résistance et à ceux des patriotes résistants à l'occupation, notamment en Alsace et en Moselle [28 novembre 2002]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Avant l'article 1er [séances des 12, 13, 14 juin 2003] (principes)

Son intervention (p. 5171 et s.)

Article 3 [séances du 17 juin 2003] (équité)

Son intervention (p. 5502)

Jean AUCLAIR

*Creuse (2^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 62, posée le 16 décembre 2002. Voirie. routes (J.O. questions p. 4847). Appelée le 17 décembre 2002. route Centre-Europe Atlantique, perspectives (p. 6798)

n° 152, posée le 24 février 2003. Elevage. politique agricole commune (PAC) (J.O. questions p. 1274). Appelée le 25 février 2003. bovins, primes, perspectives (p. 1327)

n° 312, posée le 5 mai 2003. Enseignement. carte scolaire (J.O. questions p. 3389). Appelée le 6 mai 2003. élaboration, zones rurales (p. 3412)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [5 novembre 2002] (p. 4499)

Procédure des questions :

Agriculture : installation (p. 4513)

Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 2003] (p. 821)

Son intervention (p. 852)

Thème :

Agriculture : coopératives : concurrence (p. 852)

Discussion des articles [5 février 2003] (p. 910)*Après l'article 6*

Son amendement n° 129 (attribution, aux commerçants et fournisseurs indépendants, des avantages fiscaux consentis aux coopératives agricoles - exonération de l'impôt sur les sociétés et abattement de 50 % sur la base de la taxe professionnelle) : retiré (p. 936)

Son amendement n° 130 (suppression des avantages fiscaux consentis aux coopératives agricoles - exonération de l'impôt sur les sociétés et abattement de 50 % sur la base de la taxe professionnelle) : retiré (p. 936)

Son amendement n° 131 (bénéfice des services des coopératives ou groupements de producteurs réservé à leurs sociétaires) : retiré (p. 937)

Proposition de loi n° 642 modifiant la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 mars 2003] (p. 2046)

Son intervention (p. 2047)

Thèmes :

Collectivités territoriales : fiscalité (p. 2047)

Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) (p. 2047)

Politique sociale : inégalités (p. 2047)

Projet de loi n° 758 relatif à la chasse

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [14 mai 2003] (p. 3711)*Article 16 (jour de non-chasse)*

Son intervention (p. 3711)

Déclaration du Gouvernement n° 880 sur les infrastructures 2003-2020 et débat sur cette déclaration**[20 mai 2003] (p. 3826)**

Son intervention (p. 3902)

Thèmes :

Transports ferroviaires : TGV (p. 3902 et s.)

Union européenne : fonds structurels : infrastructures (p. 3902)

Voie : autoroutes : Centre (p. 3902)

Bertho AUDIFAX

Réunion (5^{ème} circonscription)
 Union pour la Majorité Présidentielle
 puis Union pour un Mouvement Populaire

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11114)

Membre titulaire du conseil d'administration de la société de radiodiffusion et de télévision pour l'outre-mer [J.O. du 2 août 2002] (p. 13230)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur le dispositif français et la coopération internationale en matière de veille sanitaire et notamment de lutte contre la pneumonie atypique (n° 811) [28 mai 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Enseignement, politique de l'éducation, rapport de la Cour des comptes, conclusions [2 avril 2003] (p. 2749)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 204, posée le 17 mars 2003. Outre-mer. DOM : Réunion (J.O. questions p. 1893). Appelée le 18 mars 2003. assurance maladie maternité : généralités, affiliation, CMU, plafond de ressources (p. 2107)

DÉBATS

Projet de loi n° 107 portant création d'un dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juillet 2002] (p. 2312)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 2370)

Thèmes :

DOM : jeunes (p. 2371)

Entreprises : allègement des charges (p. 2371)

Politique sociale (p. 2370)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****INTÉRIEUR, SÉCURITÉ INTÉRIEURE ET LIBERTÉS LOCALES****Vote des crédits et articles rattachés [23 octobre 2002] (p. 3897)***Après l'article 72*

Son sous-amendement n° 83 (date d'application) à l'amendement n° 48 rectifié de la commission (aide financière aux seuls partis obtenant au moins 1 % des voix) (p. 3899) : devenu sans objet (p. 3900)

Son sous-amendement n° 84 (de précision) à l'amendement n° 48 rectifié de la commission (p. 3899) : devenu sans objet (p. 3900)

OUTRE-MER**Examen du fascicule [8 novembre 2002] (p. 4807)**

Son intervention (p. 4829)

Thèmes avant la procédure des questions :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : outre-mer (p. 4830)

Lois : loi de programmation : outre-mer (p. 4829)

Outre-mer : La Réunion : formation professionnelle (p. 4829)

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 novembre 2002] (p. 5399)

Son intervention (p. 5419)

Thèmes :

Outre-mer (p. 5419)

Outre-mer : La Réunion : institutions (p. 5419 et s.)

Discussion des articles [27 novembre 2002] (p. 5860)

Article 8 (article 73 de la Constitution - régime des départements et régions d'outre-mer)

Son intervention (p. 5869)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 118 de M. Mansour Kamardine (statut personnel) (p. 5886)

Projet de loi n° 881 de programme pour l'outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 juin 2003] (p. 4715)

Son intervention (p. 4726)

Thèmes :

Emploi : création d'emplois : jeunes (p. 4726 et s.)

Lois : évaluation : outre-mer (p. 4727)

Outre-mer : chômage : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 4726 et s.)

Outre-mer : développement économique (p. 4726)

Outre-mer : DOM-TOM : démographie (p. 4726)

Outre-mer : La Réunion : gauche (p. 4726)

Discussion des articles [6 juin 2003] (p. 4759, 4796)

Article 1er (exonération de charges sociales en faveur des entreprises des départements d'outre-mer)

Son amendement n° 4 (extension du dispositif aux entreprises de plus de dix salariés mais sans qu'il puisse s'appliquer à plus de dix d'entre eux) (p. 4769)

Son amendement n° 5 (sociétés d'économie mixte - bénéfice des allègements renforcés) (p. 4775)

Son amendement n° 6 (secteurs contribuant à la diversification des productions et des débouchés des départements d'outre-mer - bénéfice des allègements applicables au tourisme) (p. 4778)

Article 8 (institution d'un dispositif de soutien à l'emploi des jeunes qualifiés dans les petites entreprises)

Son intervention (p. 4803)

Après l'article 9 bis

Son amendement n° 10 (congé solidarité dans l'entreprise - extension aux collectivités locales) : retiré (p. 4807)

Article 10 (congé-solidarité)

Son amendement n° 11 (indemnité de départ en congé de solidarité) (p. 4808) ; repris par M. Victorin Lurel

Article 11 (dispositifs destinés aux élèves en grande difficulté)

Son intervention (p. 4810)

Article 13 (défiscalisation au titre de l'impôt sur le revenu : investissement dans le logement et souscription au capital de sociétés agréées - SO.FI.OM)

Son amendement n° 13 (éligibilité des travaux sur les logements achevés depuis plus de vingt ans au lieu de quarante ans) (p. 4814)

Son amendement n° 14 (éligibilité des travaux de réhabilitation et de rénovation des petits commerces de centres villes) (p. 4816)

Son amendement n° 16 (contribuables faisant leur résidence principale du logement neuf ayant donné lieu à réduction d'impôt - possibilité d'imputation sur dix ans) (p. 4816)

Article 14 (défiscalisation au titre de l'impôt sur le revenu : secteurs éligibles - majoration, imputation et report de la réduction d'impôt)

Son amendement n° 18 (extension au financement de centres de formation au commerce international) (p. 4825)

Après l'article 14

Son amendement n° 17 (sociétés d'économie mixte des DOM intervenant dans le logement social - exonération de l'impôt sur les sociétés) : retiré (p. 4835)

Article 15 (dispositif transitoire sur la rénovation et la réhabilitation hôtelière)

Son amendement n° 110 (extension aux entreprises contribuant à la diversité des productions et des débouchés des DOM) (p. 4836)

Après l'article 36

Son amendement n° 20 (La Réunion - soldes du Fonds régional pour le développement et l'emploi - attribution aux collectivités territoriales) : retiré (p. 4851)

Après l'article 40

Son amendement n° 21 (droits sur les tabacs dans les DOM - possibilité d'application du minimum de perception) : retiré (p. 4853)

Après l'article 41

Son amendement n° 22 (La Réunion - droit de consommation additionnel sur les alcools) : retiré (p. 4859)

Article 42 (création d'une dotation de continuité territoriale)

Son amendement n° 23 (référence aux DOM) (p. 4864)

Article 43 (habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnances)

Son intervention (p. 4873)

Martine AURILLAC

*Paris (3^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elue le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

Membre titulaire de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (ex-délégation de l'Assemblée nationale à l'Assemblée de l'Atlantique Nord) [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12452)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'établissement entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal (n° 44) [25 septembre 2002]

Cesse d'appartenir à la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 25 septembre 2002] (p. 15848)

Membre de la mission d'information commune sur la création d'une télévision française d'information à vocation internationale [J.O. du 19 décembre 2002] (p. 21167)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Sultanat d'Oman en vue d'éviter les doubles impositions (ensemble un protocole), signé à Mascate le 22 octobre 1996 (n° 648) [8 avril 2003]

Membre de la mission d'information sur la question des signes religieux à l'école [J.O. du 13 juin 2003] (p. 9982)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 313 tendant à la modification de l'article 431 du code de procédure pénale pour préserver les moyens d'action de la police judiciaire en matière de sécurité routière [15 octobre 2002]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 44), autorisant l'approbation de la convention d'établissement entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal [4 décembre 2002] (n° 455)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Aménagement du territoire. politiques communautaires. fonds structurels, utilisation [9 octobre 2002] (p. 3122)

Famille. politique familiale. vie familiale, vie professionnelle, conciliation [29 avril 2003] (p. 3216)

Union européenne. conseils européens. Thessalonique, bilan et perspectives [25 juin 2003] (p. 5977)

DÉBATS

Projet de loi n° 6 autorisant la ratification du protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer, additionnel à la convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [24 juillet 2002] (p. 2282)

Son intervention (p. 2286)

Thèmes :

Droit pénal (p. 2286)

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 2286)

Etrangers : immigration clandestine (p. 2286)

Justice : juridictions pénales : coopération judiciaire (p. 2286)

Politique économique : mondialisation (p. 2286)

Projet de loi n° 39 autorisant la ratification de l'accord aux fins de l'application des dispositions de la convention des Nations unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrateurs (ensemble deux annexes)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [24 juillet 2002] (p. 2291)

Son intervention (p. 2294)

Thèmes :

Aquaculture et pêche professionnelle : produits de la mer : ressources (p. 2294)

Mer et littoral : politique de la mer : police (p. 2294)

Outre-mer (p. 2294)

Politiques communautaires : politique d'orientation pour la pêche (p. 2294)

Proposition de loi n° 180 relative à la création d'un chèque-emploi associatif

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 octobre 2002] (p. 3199)

Son intervention (p. 3203)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives (p. 3204)

Associations : bénévolat (p. 3203)

Emploi : chèque-emploi associatif (p. 3203)

Emploi : création d'emplois (p. 3203)

Emploi : politique de l'emploi : associations (p. 3203)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 3218)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**AFFAIRES ÉTRANGÈRES**

Examen du fascicule [13 novembre 2002] (p. 5046)

Procédure des questions :

Langue française : francophonie (p. 5054)

SANTÉ, FAMILLE ET PERSONNES HANDICAPÉES**Examen du fascicule [12 novembre 2002] (p. 4910)**

Son intervention (p. 4935)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enfants : politique de l'enfance (p. 4936)

Famille : politique familiale (p. 4935)

Famille : veufs et veuves (p. 4936)

Professions sociales : aides familiales (p. 4936)

Proposition de loi n° 586 tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des enfants

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 février 2003] (p. 1267)

Son intervention (p. 1278)

Thèmes :

Assemblée nationale : délégation aux droits des enfants : commissions (p. 1279)

Enfants : suicide (p. 1279)

Enfants : convention internationale des droits de l'enfant (p. 1278)

Enfants : mauvais traitements (p. 1279)

Proposition de loi n° 609 visant à restreindre la consommation de tabac chez les jeunes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 juillet 2003] (p. 7257)*Article 1er (interdiction de la vente ou de l'offre à titre gratuit des produits du tabac à des mineurs de moins de seize ans)*

Son intervention (p. 7257)

Jean-Marc AYRAULT*Loire-Atlantique (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

Elu le 9 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

Est élu président du groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 21 décembre 2002] (p. 21390)

Cesse d'appartenir à la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 15 janvier 2003] (p. 883)

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 3 tendant à modifier l'article 19 du règlement de l'Assemblée nationale [26 juin 2002]

Proposition de loi constitutionnelle n° 241 tendant à modifier l'article 34 de la Constitution afin d'élargir les pouvoirs du Parlement [2 octobre 2002]

Proposition de loi constitutionnelle n° 341 visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections locales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [5 novembre 2002]

Proposition de loi n° 380 visant à protéger certaines catégories d'étrangers des mesures d'éloignement du territoire [19 novembre 2002]

Proposition de loi n° 439 portant pénalisation des propos à caractère discriminatoire [28 novembre 2002]

Proposition de loi n° 442 visant à interdire la commercialisation des peaux de chiens et de chats, des produits manufacturés en étant issus ainsi que différentes activités en amont et en aval de celle-ci [28 novembre 2002]

Proposition de résolution n° 449 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'augmentation du nombre de suicides dans les prisons françaises [3 décembre 2002]

Proposition de loi n° 499 relative à la répression de l'activité de mercenaire [18 décembre 2002]

Proposition de résolution n° 511 tendant à la création d'une commission d'enquête visant à analyser la dimension éducative de la télévision et à évaluer les instruments de socialisation que sont les médias, tous supports confondus, et à en tirer les conséquences sur l'éducation des enfants et sur leur appréciation de la société [19 décembre 2002]

Proposition de loi n° 542 relative à la création d'un Observatoire national de la délinquance [16 janvier 2003]

Proposition de loi n° 547 visant à rendre la participation obligatoire au vote et modifiant certaines dispositions du code électoral [16 janvier 2003]

Proposition de résolution n° 558 tendant à créer une commission d'enquête sur l'implication des sectes dans le domaine de la santé et le secteur médico-social [21 janvier 2003]

Proposition de loi n° 583 visant à jumeler chaque école française avec une école de l'Union européenne [30 janvier 2003]

Proposition de résolution n° 613 tendant à compléter le règlement de l'Assemblée nationale et à modifier ses articles 14, 50, 65, 91, 104 et 128 [12 février 2003]

Proposition de résolution n° 811 tendant à créer une commission d'enquête sur le dispositif français et la coopération internationale en matière de veille sanitaire et notamment de lutte contre la pneumonie atypique [15 avril 2003]

Proposition de résolution n° 1056 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les dysfonctionnements du système de santé face à la canicule [20 août 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Politique extérieure. Irak. intervention des Etats-Unis, perspectives [12 novembre 2002] (p. 4901)

Politique extérieure. Irak. intervention des Etats-Unis, attitude de la France [11 décembre 2002] (p. 6504)

Politique extérieure. Irak. intervention des Etats-Unis, perspectives [14 janvier 2003] (p. 33)

Elections et référendums. modes de scrutin. réforme [12 février 2003] (p. 1199)

Politique extérieure. Irak. intervention des Etats-Unis, attitude de la France [18 mars 2003] (p. 2125)

Politique économique. croissance. politique sociale [29 avril 2003] (p. 3212)

Retraites : généralités. réforme. perspectives [13 mai 2003] (p. 3587)

Etat. décentralisation. conséquences, enseignement [28 mai 2003] (p. 4339)

Retraites : généralités. réforme. perspectives [10 juin 2003] (p. 4924)

FAIT PERSONNEL

Estime que M. Nicolas Sarkozy n'a pas agi de façon "républicaine" en faisant état, durant les Questions au Gouvernement, de son accord pour l'intervention à Nantes des groupes d'intervention régionaux (GIR) [22 octobre 2002] (p. 3737)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Regrette qu'un texte aussi important que le projet de loi d'orientation et de programmation sur la justice, qui comporte soixante articles et modifie en profondeur la procédure pénale et le code pénal, soit examiné en deux jours, en fin de session extraordinaire et selon la procédure d'urgence : une adoption à la sauvette empêche toute étude approfondie, donc toute amélioration du texte, et il craint une réforme bâclée [9 juillet 2002] (p. 1867)

S'offusque de la mise en cause de Mme Guigou par M. Salles et demande une suspension de séance [31 juillet 2002] (p. 2467)

Choqué par les propos tenus par le ministre des affaires sociales qu'il qualifie de "dérapages", demande une suspension de séance [2 octobre 2002] (p. 2864)

Regrette que les questions d'actualité se déroulent, depuis le début de la législature, dans un climat d'intolérance croissante, qui empêche les orateurs de l'opposition de s'exprimer ou de finir leurs phrases [9 octobre 2002] (p. 3115)

Regrette que le Premier ministre ne soit pas intervenu sur le projet devant l'Assemblée alors qu'il l'avait fait au Sénat et qu'il a communiqué des informations au groupe UMP [19 novembre 2002] (p. 5301)

Qualifie le discours du Premier ministre de "poncifs et pathos", l'expiation offerte aux collectivités territoriales de "Bazar de l'Hôtel Matignon" et estime que le Gouvernement privilégie le Sénat par rapport à l'Assemblée nationale [20 novembre 2002] (p. 5375)

Critique vivement l'attitude de la majorité et du gouvernement lors du débat sur le droit de vote des non-ressortissants de l'Union européenne aux élections locales et demande si l'opposition a encore le droit de déposer des propositions de loi. N'accepte pas que le secrétaire d'Etat ait indiqué que deux membres du gouvernement étaient musulmans. [26 novembre 2002] (p. 5702)

Condamne les propos tenus par M. François Loos - en réponse à une question au Gouvernement - semblant suggérer "que l'opposition est indifférente à la misère, à la maladie et à la mort des enfants du tiers monde" et dénonce l'intolérance de la majorité [26 novembre 2002] (p. 5722)

Demande la réponse du Gouvernement à sa demande de suspension du débat sur le projet de loi constitutionnelle relatif à l'organisation décentralisée de la République [26 novembre 2002] (p. 5724)

Se réfère à des propos tenus par M. Jean-Louis Debré, Président de l'Assemblée nationale pour demander la suspension du débat sur le projet de loi constitutionnelle relatif à l'organisation décentralisée de la République jusqu'au retour d'Espagne du Premier ministre [26 novembre 2002] (p. 5724)

Regrette que sur des questions au cœur de l'actualité comme la double peine ni le ministre de l'intérieur, ni le ministre de la justice ne soient présents [28 novembre 2002] (p. 5901)

Déplore l'attitude méprisante et brutale de la majorité, les interruptions répétées dont sont victimes les orateurs de l'opposition et une organisation des débats qui, en surchargeant l'ordre du jour, fait obstacle au dépôt des amendements ; la majorité concentre tous les pouvoirs entre ses mains

mais l'Assemblée ne doit pas devenir une "chambre à coucher" [4 décembre 2002] (p. 6145)

Sur le rappel au règlement de M. Maurice Leroy : demande au ministre de l'intérieur de communiquer à l'Assemblée l'avis du Conseil d'Etat [11 février 2003] (p. 1157)

Sur le rappel au règlement de M. René Dosière : en sa qualité de président de groupe, demande la suspension de la séance, pour les mêmes raisons [11 février 2003] (p. 1159)

Sur le rappel au règlement de M. Hervé Morin : reconnaît que les élections régionales de 1998 ont abouti, dans bon nombre de régions, à des situations difficiles et formule quelques observations sur les alliances qui en ont découlé, mais ce mode de scrutin a été réformé en 1999 pour les élections régionales. Il s'opposera à cette nouvelle loi inique, qui vise, avant tout, à imposer le pouvoir absolu de l'UMP [11 février 2003] (p. 1176)

Sur le rappel au règlement de M. Philippe de Villiers : s'associe à l'indignation du président Bocquet et dénonce les membres de l'UMP qui ont fait alliance avec le Front national dans trois régions. Il souligne que le bipartisme n'arrange pas le parti socialiste qui, en vrai démocrate, préfère les alliances politiques [11 février 2003] (p. 1180)

Souligne l'ouverture d'esprit du Président qui a permis un échange entre les différents groupes politiques et le ministre de l'intérieur. Il rappelle que le rapporteur s'exprime au nom de la commission des lois et que son rapport aurait dû refléter les travaux de celle-ci au lieu de constituer une provocation [11 février 2003] (p. 1189)

S'insurge contre la qualification d'obstruction systématique appliquée aux amendements de l'opposition alors qu'il s'agit d'attirer l'attention de l'opinion publique sur la gravité des intentions politiques. Il déplore que le débat sur la chasse diminue le temps consacré à l'examen du projet de loi et demande une suspension de séance [11 février 2003] (p. 1156)

Estime que le Premier ministre piétine le droit d'amendement, droit fondamental du Parlement, et méprise le travail des élus de l'opposition en utilisant l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [12 février 2003] (p. 1208)

Sur le rappel au règlement de M. Guy Geoffroy : considère disproportionnée la colère de ce dernier vis-à-vis de M. Yves Durand et justifie les positions du groupe qu'il préside [25 mars 2003] (p. 2387)

Souhaite un déroulement normal des travaux et dénonce une manœuvre du président de la commission des affaires culturelles [26 mars 2003] (p. 2494)

Déplore que le ministre de l'intérieur ait cru bon de le mettre en cause et à travers lui tout le groupe socialiste. Il lui reproche d'avoir caricaturé et sorti de leur contexte les débats passés et d'avoir eu recours à l'article 49, alinéa 3 pour passer en force sa réforme ; enfin il refuse ses leçons à propos du Front national alors que son propre parti s'en est fait un allié dans trois régions [8 avril 2003] (p. 2953)

Estime que M. Jean-Pierre Delevoye a mis en cause M. Augustin Bonrepaux dans sa réponse à M. Henri Nayrou lors de la séance de questions au Gouvernement du 4 juin 2003 [4 juin 2003] (p. 4483)

Se déclare choqué et indigné que, lors d'une réunion publique, le Premier ministre ait accusé ses adversaires politiques de "préférer leur parti à leur patrie" et souhaite qu'il vienne s'en excuser devant la représentation nationale [10 juin 2003] (p. 4984)

Demande à nouveau au gouvernement de présenter ses excuses aux députés socialistes mis en cause dans leur dignité [10 juin 2003] (p. 4985)

Regrette que le Gouvernement argumente dans un esprit polémique et caricatural, au sujet des positions socialistes en particulier [12 juin 2003] (p. 5120)

Souhaite que le débat sur la réforme des retraites soit un débat politique et non polémique [13 juin 2003] (p. 5247)

Considère que le Gouvernement ne répond à ses questions que de manière simpliste et réitère son souhait d'être mieux informé, en particulier sur le financement de la réforme des retraites [13 juin 2003] (p. 5265)

En appelle à un débat plus serein, reproche au rapporteur sa mise en cause de M. Claude Bartolone et au Premier ministre ses opérations superficielles de communication [13 juin 2003] (p. 5271)

Demande aux députés de la majorité de respecter les propos de l'opposition et les invite, s'ils sont vraiment en accord avec le projet du gouvernement, à argumenter et à être plus nombreux dans l'hémicycle [14 juin 2003] (p. 5284)

Souhaite qu'un débat argumenté sur la réforme des retraites ait lieu sans polémique ni obstruction [14 juin 2003] (p. 5285)

Sur le rappel au règlement de M. Jacques Brunhes : s'étonne du caractère partisan des interventions du rapporteur et accuse les élus de la majorité de faire délibérément monter la tension [14 juin 2003] (p. 5291)

Proteste contre le fait que le Gouvernement considère le groupe socialiste comme pratiquant la désinformation et l'obstruction [17 juin 2003] (p. 5449)

Affirme que si beaucoup d'amendements de la majorité se sont vu opposer l'article 40, cela montre que leur dépôt était une pure opération de communication politique [17 juin 2003] (p. 5496)

Souhaite que la majorité accepte un amendement déposé par son groupe garantissant l'égalité de traitement en matière de retraite, compte tenu de la pénibilité des métiers exercés [17 juin 2003] (p. 5505)

Demande que la majorité, qui a fait des déclarations contradictoires, clarifie ses positions en laissant les moins libéraux s'exprimer à la tribune [18 juin 2003] (p. 5565)

Sur le rappel au règlement de M. Jacques Barrot : souhaite, sans s'immiscer dans les affaires intérieures de l'UMP, que les députés de ce groupe aient la liberté de déposer un amendement au texte gouvernemental pour faire connaître leur position sur le financement des retraites [18 juin 2003] (p. 5566)

Conteste les précédentes assertions prétendant que l'obstruction est le fait de l'opposition et souligne que Mme Zimmermann se livre à des provocations dilatoires en contestant les précédentes actions de la gauche en faveur des femmes [19 juin 2003] (p. 5605)

Précise que les dispositions concernant la durée de cotisation sont d'une importance qui justifie qu'un nombre suffisant d'orateurs puissent s'exprimer, mais que son groupe est prêt, en signe d'apaisement, à limiter le nombre de ses orateurs [19 juin 2003] (p. 5636)

Regrette l'absence de M. Francis Mer, ministre de l'économie et des finances et reproche au Gouvernement de rendre l'ancienne majorité responsable de la situation des finances publiques [26 juin 2003] (p. 6059)

Demande au Gouvernement de ne pas agréer l'accord minoritaire concernant les intermittents du spectacle et de réunir une table ronde [1^{er} juillet 2003] (p. 6521)

Estime tous les socialistes "gravement insultés" par des propos du Premier ministre à Strasbourg : "La France n'est encore, dans son chemin du paradis, qu'au purgatoire puisqu'il reste des socialistes" et demande des excuses publiques ainsi que le désaveu du Premier ministre par le Président de la République [1^{er} juillet 2003] (p. 6571)

DÉBATS

Projet de loi n° 19 portant amnistie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 juillet 2002] (p. 1868)

Son exception d'irrecevabilité (p. 1873) soutenue par M. René Dosière : rejetée (p. 1879)

Sa question préalable (p. 1879) soutenue par M. Arnaud Montebourg : rejetée (p. 1889)

Sa motion de renvoi en commission (p. 1914) soutenue par M. Victorin Lurel : rejetée (p. 1919)

Projet de loi n° 36 d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2002] (p. 1961)

Sa question préalable (p. 1990) soutenue par M. Julien Dray : rejetée (p. 1997)

Projet de loi de finances rectificative n° 29 pour 2002

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 juillet 2002] (p. 2159)

Son exception d'irrecevabilité (p. 2166) soutenue par M. Didier Migaud : rejetée (p. 2180)

Sa question préalable (p. 2180) soutenue par M. Augustin Bonrepaux : rejetée (p. 2186)

Projet de loi n° 107 portant création d'un dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juillet 2002] (p. 2312)

Son exception d'irrecevabilité (p. 2318) soutenue par M. Gaëtan Gorce : rejetée (p. 2329)

Sa question préalable (p. 2329) soutenue par M. Christian Paul : rejetée (p. 2336)

Projet de loi n° 154 d'orientation et de programmation pour la justice

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 juillet 2002] (p. 2455)

Son exception d'irrecevabilité (p. 2455) soutenue par M. André Vallini : rejetée (p. 2467)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2464)

Sa question préalable (p. 2467) soutenue par M. Julien Dray : rejetée (p. 2480)

Son rappel au règlement (cf supra) [31 juillet 2002] (p. 2467)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions : auditions (p. 2464)

Droit pénal : mineurs : délinquance et criminalité (p. 2465)

Droit pénal : présomption d'innocence : lois (p. 2465)

Lois : projet de loi : justice (p. 2465)

Proposition de loi n° 193 modifiant certaines dispositions du code de commerce relatives aux mandats sociaux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er octobre 2002] (p. 2794)

Sa question préalable (p. 2794) soutenue par M. Christian Paul : rejetée (p. 2798)

Projet de loi n° 190 relatif aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 octobre 2002] (p. 2843, 2871) ; [3 octobre 2002] (p. 2897)

Son exception d'irrecevabilité (p. 2854) soutenue par M. Jean Le Garrec : rejetée (p. 2868)

Son rappel au règlement (cf supra) [2 octobre 2002] (p. 2864)

Sa question préalable (p. 2871) soutenue par M. Gaëtan Gorce : rejetée (p. 2897)

Quorum (vérification) : demande la vérification du quorum : non atteint (p. 2889)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [19 décembre 2002] (p. 7004)

Son exception d'irrecevabilité (p. 7007) soutenue par Mme Hélène Mignon : rejetée (p. 7012)

Déclaration du Gouvernement n° 244 présentée par M. Jean-Pierre Raffarin, Premier ministre, sur la question de l'Irak et débat sur cette déclaration**[8 octobre 2002] (p. 3048)**

Son intervention (p. 3051)

Thèmes :

Ordre public : terrorisme : armes chimiques (p. 3051)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : résolution (p. 3051)

Parlement : rôle : politique extérieure (p. 3053)

Pays étrangers : Etats-Unis : attentats (p. 3051)

Pays étrangers : Etats-Unis : politique extérieure (p. 3051)

Pays étrangers : Irak : armes de destruction massive (p. 3052)

Pays étrangers : Turquie : politique extérieure (p. 3052)

Politique économique : conjoncture (p. 3052)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 octobre 2002] (p. 3342)

Sa question préalable (p. 3343) soutenue par M. Augustin Bonrepaux : rejetée (p. 3358)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE****I - JEUNESSE ET ENSEIGNEMENT SCOLAIRE****Vote des crédits et articles rattachés [22 octobre 2002] (p. 3790)****Etat B, titre III**

Intervient sur l'amendement n° 71 de M. Yves Durand (majoration de crédits pour rétablir les postes de surveillants supprimés) (p. 3791)

Intervient sur l'amendement n° 72 de M. Yves Durand (majoration de crédits pour prolonger les contrats des aides-éducateurs) (p. 3794)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [18 décembre 2002] (p. 6907)**

Son exception d'irrecevabilité (p. 6909) soutenue par M. Didier Migaud : rejetée (p. 6916)

Projet de loi n° 250 de financement de la sécurité sociale pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 octobre 2002] (p. 4093, 4161)

Son exception d'irrecevabilité (p. 4109) soutenue par M. Claude Evin : rejetée (p. 4119)

Sa motion de renvoi en commission (p. 4173) soutenue par M. Jean-Marie Le Guen : rejetée (p. 4182)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [27 novembre 2002] (p. 5820)**

Sa question préalable (p. 5828) soutenue par M. Jean-Marie Le Guen : rejetée (p. 5830)

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 2002] (p. 5301, 5323) ; [20 novembre 2002] (p. 5367) ; [21 novembre 2002] (p. 5435)

Son rappel au règlement (cf supra) [19 novembre 2002] (p. 5301)

Son exception d'irrecevabilité (p. 5323) soutenue par Mme Ségolène Royal : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 5338)

Son rappel au règlement (cf supra) [20 novembre 2002] (p. 5375)

Sa motion de renvoi en commission (p. 5436) soutenue par M. Jean-Jack Queyranne : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 5451)

Discussion des articles [21 novembre 2002] (p. 5473)**Article 1er (article 1er de la Constitution - organisation de la République)**

Son intervention (p. 5477)

Article 6 (article 72-2 de la Constitution - autonomie financière des collectivités territoriales)

Son rappel au règlement (cf supra) [26 novembre 2002] (p. 5724)

Proposition de loi constitutionnelle n° 341 visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections locales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 2002] (p. 5673)

Son rappel au règlement (cf supra) [26 novembre 2002] (p. 5702)

Proposition de loi n° 380 visant à protéger certaines catégories d'étrangers des mesures d'éloignement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Explications de vote et vote [28 novembre 2002]

Ses explications de vote (p. 5927)

Projet de loi n° 375 relatif à la négociation collective sur les restructurations ayant des incidences sur l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 décembre 2002] (p. 6101) ; [4 décembre 2002] (p. 6158)

Son exception d'irrecevabilité (p. 6108) soutenue par M. Jean Le Garrec : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 6123)

Sa question préalable (p. 6158) soutenue par M. Gaëtan Gorce : rejetée (p. 6180)

Projet de loi de finances rectificative n° 382 pour 2002

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 2002] (p. 6403)

Sa motion de renvoi en commission (p. 6403) soutenue par M. Augustin Bonrepaux : rejetée (p. 6406)

Projet de loi n° 326 relatif aux marchés énergétiques et au service public de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2002] (p. 6562) ; [12 décembre 2002] (p. 6615)

Son exception d'irrecevabilité (p. 6567) soutenue par M. Christian Bataille : rejetée (p. 6576)

Sa motion de renvoi en commission (p. 6641) soutenue par M. Jean-Yves Le Déaut : rejetée (p. 6649)

Projet de loi organique n° 242 relatif aux juges de proximité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 décembre 2002] (p. 6833)

Son exception d'irrecevabilité (p. 6836) soutenue par M. André Vallini : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 6845)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 janvier 2003] (p. 42, 77) ; [16 janvier 2003] (p. 197)

Son exception d'irrecevabilité (p. 57) soutenue par M. Bruno Le Roux : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 82)

Sa motion de renvoi en commission (p. 197) soutenue par M. Manuel Valls : rejetée (p. 213)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [12 février 2003] (p. 1210)

Son exception d'irrecevabilité (p. 1213) soutenue par M. Bruno Le Roux : rejetée (p. 1219)

Sa question préalable (p. 1219) soutenue par M. Manuel Valls : rejetée (p. 1223)

Projet de loi n° 402 portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 2003] (p. 591)

Sa motion de renvoi en commission (p. 603) soutenue par Mme Odile Saugues : rejetée (p. 608)

Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 2003] (p. 787) ; [5 février 2003] (p. 893)

Son exception d'irrecevabilité (p. 799) soutenue par M. Éric Besson : rejetée (p. 807)

Sa motion de renvoi en commission (p. 894) soutenue par M. Michel Vergnier : rejetée (p. 905)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [3 juin 2003] (p. 4443)

Son exception d'irrecevabilité (p. 4443) soutenue par M. Gérard Bapt : rejetée (p. 4448)

Sa question préalable (p. 4448) soutenue par Mme Marylise Lebranchu : rejetée (p. 4453)

Projet de loi n° 574 relatif à l'élection des conseillers régionaux et des représentants au Parlement européen ainsi qu'à l'aide publique aux partis politiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 février 2003] (p. 1153)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Maurice Leroy (cf supra) [11 février 2003] (p. 1156)

Son rappel au règlement (cf supra) [11 février 2003] (p. 1156)

Intervient sur le rappel au règlement de M. René Dosière (cf supra) [11 février 2003] (p. 1158)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Hervé Morin (cf supra) [11 février 2003] (p. 1173)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Philippe de Villiers (cf supra) [11 février 2003] (p. 1179)

Son rappel au règlement (cf supra) [11 février 2003] (p. 1189)

NOUVELLE DÉLIBÉRATION DE L'ARTICLE 4

Avant la discussion de l'article unique [8 avril 2003] (p. 2949)

Son rappel au règlement (cf supra) [8 avril 2003] (p. 2953)

Son exception d'irrecevabilité (p. 2954) soutenue par M. René Dosière : rejetée (p. 2959)

Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Jean-Marc Ayrault et 162 membres de l'Assemblée, M. le Premier Ministre ayant engagé la responsabilité du Gouvernement pour l'adoption, en première lecture, après déclaration d'urgence, du projet de loi relatif à l'élection des conseillers régionaux et des représentants au Parlement européen ainsi qu'à l'aide publique aux partis politiques (Elections et référendums 574)**[15 février 2003] (p. 1289)**

Son intervention (p. 1289)

Thèmes :

Assemblée nationale : amendements (p. 1291)

Constitution : article 49, alinéa 3 (p. 1291)

Elections et référendums : élections régionales : pluralisme (p. 1291)

Elections et référendums : modes de scrutin : réforme (p. 1290)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 1292)

Partis et mouvements politiques : Front national : alliances (p. 1290)

Politique générale : démocratie (p. 1290)

Relations internationales : guerre : Irak (p. 1289)

Projet de loi n° 528 pour la confiance dans l'économie numérique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 février 2003] (p. 1358)

Sa motion de renvoi en commission (p. 1380) soutenue par M. Christian Paul : rejetée (p. 1382)

Projet de loi n° 632 relatif aux entreprises de transport aérien et notamment à la société Air France

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 mars 2003] (p. 1884, 1917)

Sa question préalable (p. 1900) soutenue par Mme Odile Saugues : rejetée (p. 1910)

Sa motion de renvoi en commission (p. 1928) soutenue par M. Jean-Louis Idiart : rejetée (p. 1934)

Proposition de loi n° 642 modifiant la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mars 2003] (p. 1993)

Son exception d'irrecevabilité (p. 1999) soutenue par M. Jean-Marie Le Guen : rejetée (p. 2009)

Sa question préalable (p. 2009) soutenue par Mme Danièle Hoffman-Rispal : rejetée (p. 2015)

Projet de loi n° 638 renforçant la lutte contre la violence routière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 mars 2003] (p. 2184, 2212)

Son exception d'irrecevabilité (p. 2190) soutenue par M. Jacques Floch : rejetée (p. 2195)

Sa motion de renvoi en commission (p. 2217) soutenue par M. Armand Jung : rejetée (p. 2225)

Projet de loi n° 640 relatif aux assistants d'éducation

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mars 2003] (p. 2373 ; 2405)

Son exception d'irrecevabilité (p. 2376) soutenue par M. Yves Durand : rejetée (p. 2391)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Guy Geoffroy (cf supra) [25 mars 2003] (p. 2387)

Sa question préalable (p. 2391) soutenue par M. Patrick Roy : rejetée (p. 2408)

Discussion des articles [26 mars 2003] (p. 2463 ; 2480) ; [27 mars 2003] (p. 2529, 2554, 2592) ; [28 mars 2003] (p. 2624)

Article 1er (création d'une nouvelle catégorie d'emplois occupés par des agents non titulaires au sein de la fonction publique de l'Etat)

Son amendement n° 1083 (p. 2467)

Avant l'article 2

Son amendement n° 2370 (responsabilités en matière d'orientation scolaire des jeunes) (p. 2338) : rejeté (p. 2339)

Son amendement n° 3 (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre l'accès à la connaissance et à la citoyenneté) (p. 2470) : rejeté (p. 2474)

Son amendement n° 1647 (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre l'apprentissage des nouvelles technologies de l'information et de la communication) (p. 2480) : rejeté (p. 2483)

Son amendement n° 15 (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre aux jeunes de se connaître et de se respecter) (p. 2483) : rejeté (p. 2485)

Son amendement n° 27 (mission des établissements scolaires et universitaires : favoriser l'intégration) (p. 2486) : rejeté (p. 2488)

Intervient sur l'amendement n° 38 de M. Yves Durand (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles de la vie en société) (p. 2490)

Son amendement n° 39 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles de la vie en société) (p. 2488) : rejeté (p. 2491)

Son amendement n° 51 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner le respect d'autrui) : rejeté (p. 2491)

Son amendement n° 63 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles qui fondent la démocratie) : rejeté (p. 2492)

Intervient sur l'amendement n° 74 de M. Yves Durand (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles et les valeurs de la République) (p. 2493)

Intervient sur l'amendement n° 76 de M. Alain Néri (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles et les valeurs de la République) (p. 2493)

Intervient sur l'amendement n° 77 de M. Patrick Roy (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles et les valeurs de la République) (p. 2493)

Intervient sur l'amendement n° 78 de Mme Catherine Génisson (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles et les valeurs de la République) (p. 2493)

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Victorin Lurel (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles et les valeurs de la République) (p. 2493)

Intervient sur l'amendement n° 80 de Mme Hélène Mignon (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles et les valeurs de la République) (p. 2493)

Intervient sur l'amendement n° 81 de M. Simon Renucci (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles et les valeurs de la République) (p. 2493)

Intervient sur l'amendement n° 82 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles et les valeurs de la République) (p. 2493)

Intervient sur l'amendement n° 83 de M. Gaëtan Gorce (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles et les valeurs de la République) (p. 2493)

Intervient sur l'amendement n° 84 de M. Christophe Masse (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles et les valeurs de la République) (p. 2493)

Intervient sur l'amendement n° 85 de M. Jean-Pierre Blazy (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles et les valeurs de la République) (p. 2493)

Son amendement n° 75 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles et les valeurs de la République) (p. 2492) : rejeté (p. 2494)

Son rappel au règlement (cf supra) [26 mars 2003] (p. 2494)

Son amendement n° 87 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à penser, à raisonner, à s'exprimer) : rejeté (p. 2495)

Son amendement n° 99 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à développer une réflexion et un jugement autonome) : rejeté (p. 2495)

Son amendement n° 111 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner l'esprit critique) (p. 2495) : rejeté (p. 2496)

Son amendement n° 123 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les capacités d'analyse) (p. 2496) : rejeté (p. 2497)

Intervient sur l'amendement n° 134 de M. Yves Durand (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à exercer des responsabilités) (p. 2498)

Intervient sur l'amendement n° 136 de M. Alain Néri (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à exercer des responsabilités) (p. 2498)

Intervient sur l'amendement n° 137 de M. Patrick Roy (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à exercer des responsabilités) (p. 2498)

Intervient sur l'amendement n° 138 de Mme Catherine Génisson (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à exercer des responsabilités) (p. 2498)

Intervient sur l'amendement n° 139 de M. Victorin Lurel (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à exercer des responsabilités) (p. 2498)

Intervient sur l'amendement n° 140 de Mme Hélène Mignon (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à exercer des responsabilités) (p. 2498)

Intervient sur l'amendement n° 141 de M. Simon Renucci (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à exercer des responsabilités) (p. 2498)

Intervient sur l'amendement n° 142 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à exercer des responsabilités) (p. 2498)

Intervient sur l'amendement n° 143 de M. Gaëtan Gorce (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à exercer des responsabilités) (p. 2498)

Intervient sur l'amendement n° 144 de M. Christophe Masse (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à exercer des responsabilités) (p. 2498)

Intervient sur l'amendement n° 145 de M. Jean-Pierre Blazy (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à exercer des responsabilités) (p. 2498)

Son amendement n° 135 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à exercer des responsabilités) (p. 2497) : rejeté (p. 2499)

Son amendement n° 147 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à prendre des initiatives) : rejeté (p. 2499)

Son amendement n° 159 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à créer et à innover) : rejeté (p. 2499)

Son amendement n° 171 (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre à tous les jeunes de s'insérer dans la société) (p. 2499) : rejeté (p. 2500)

Son amendement n° 183 (organisation de la journée de l'enfant en cohérence avec les enseignements et les activités périscolaires) (p. 2500) : rejeté (p. 2501)

Son amendement n° 195 (mission d'ouverture vers le monde extérieur des établissements scolaires et universitaires) (p. 2501) : rejeté (p. 2502)

Son amendement n° 207 (référence à la laïcité comme valeur fondamentale de la République) : rejeté (p. 2502)

Son amendement n° 219 (mission des établissements scolaires et universitaires : développer les liens avec les collectivités locales, les parents et les associations) : rejeté (p. 2503)

Son amendement n° 231 (mission des établissements scolaires et universitaires : rassembler l'ensemble des acteurs de l'éducation pour favoriser la réussite des enfants) (p. 2503) : rejeté (p. 2504)

Intervient sur l'amendement n° 242 de M. Yves Durand (mission des établissements scolaires et universitaires : participer à la mise en œuvre du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2504)

Intervient sur l'amendement n° 244 de M. Alain Néri (mission des établissements scolaires et universitaires : participer à la mise en œuvre du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2504)

Intervient sur l'amendement n° 245 de M. Patrick Roy (mission des établissements scolaires et universitaires : participer à la mise en œuvre du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2504)

Intervient sur l'amendement n° 246 de Mme Catherine Génisson (mission des établissements scolaires et universitaires : participer à la mise en œuvre du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2504)

Intervient sur l'amendement n° 247 de M. Victorin Lurel (mission des établissements scolaires et universitaires : participer à la mise en œuvre du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2504)

Intervient sur l'amendement n° 248 de Mme Hélène Mignon (mission des établissements scolaires et universitaires : participer à la mise en œuvre du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2504)

Intervient sur l'amendement n° 249 de M. Simon Renucci (mission des établissements scolaires et universitaires : participer à la mise en œuvre du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2504)

Intervient sur l'amendement n° 250 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (mission des établissements scolaires et universitaires : participer à la mise en œuvre du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2504)

Intervient sur l'amendement n° 251 de M. Gaëtan Gorce (mission des établissements scolaires et universitaires : participer à la mise en œuvre du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2504)

Intervient sur l'amendement n° 252 de M. Christophe Masse (mission des établissements scolaires et universitaires : participer à la mise en œuvre du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2504)

Intervient sur l'amendement n° 253 de M. Jean-Pierre Blazy (mission des établissements scolaires et universitaires : participer à la mise en œuvre du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2504)

Son amendement n° 243 (mission des établissements scolaires et universitaires : participer à la mise en œuvre du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2504) : rejeté (p. 2505)

Intervient sur l'amendement n° 2679 de M. Christophe Masse (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de la lecture) (p. 2505)

Intervient sur l'amendement n° 2669 de M. Yves Durand (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de la lecture) (p. 2506)

Son amendement n° 2670 (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de la lecture) (p. 2505) : rejeté (p. 2506)

Intervient sur l'amendement n° 2671 de M. Alain Néri (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de la lecture) (p. 2506)

Intervient sur l'amendement n° 2672 de M. Patrick Roy (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de la lecture) (p. 2506)

Intervient sur l'amendement n° 2673 de Mme Catherine Génisson (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de la lecture) (p. 2506)

Intervient sur l'amendement n° 2674 de M. Victorin Lurel (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de la lecture) (p. 2506)

Intervient sur l'amendement n° 2675 de Mme Hélène Mignon (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de la lecture) (p. 2506)

Intervient sur l'amendement n° 2676 de M. Simon Renucci (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de la lecture) (p. 2506)

Intervient sur l'amendement n° 2677 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de la lecture) (p. 2506)

Intervient sur l'amendement n° 2678 de M. Gaëtan Gorce (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de la lecture) (p. 2506)

Intervient sur l'amendement n° 2680 de M. Jean-Pierre Blazy (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de la lecture) (p. 2506)

Son amendement n° 2682 (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de l'écriture) (p. 2506) : rejeté (p. 2508)

Son amendement n° 2694 (organisation d'échanges sportifs au niveau scolaire) (p. 2529) : rejeté (p. 2530)

Son amendement n° 1659 (enseignement de l'outil informatique et de ses applications) (p. 2530) : rejeté (p. 2533)

Son amendement n° 1671 (enseignement des technologies de l'information et de la communication) (p. 2533) : rejeté (p. 2534)

Son amendement n° 2334 (responsabilités en matière d'établissement et d'application de la carte scolaire) (p. 2534) : rejeté (p. 2535)

Son amendement n° 2346 (responsabilités en matière de formation professionnelle) : rejeté (p. 2536)

Son amendement n° 2358 (responsabilités en matière de médecine scolaire) (p. 2536) : rejeté (p. 2538)

Son amendement n° 2382 (responsabilités en matière d'orientation professionnelle des jeunes) : rejeté (p. 2539)

Son amendement n° 2394 (responsabilités en matière d'assistance sociale des élèves) (p. 2539) : rejeté (p. 2543)

Son amendement n° 2406 (responsabilités en matière d'information sur les métiers) : rejeté (p. 2544)

Son amendement n° 2418 (responsabilités en matière d'établissement de la carte des formations professionnalisantes) : rejeté (p. 2545)

Son amendement n° 2430 (enseignement de l'histoire de l'esclavage) (p. 2545) : rejeté (p. 2546)

Son amendement n° 2442 (enseignement de l'histoire et de la géographie de l'outre-mer) : rejeté (p. 2546)

Son amendement n° 255 (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) : rejeté (p. 2546)

Son amendement n° 267 (universalité du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) : rejeté (p. 2547)

Son amendement n° 279 (caractère inaliénable du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) : rejeté (p. 2547)

Son amendement n° 291 (garantie de la reprise d'une formation pour toute personne afin de rendre effective l'égalité des chances) : rejeté (p. 2547)

Son amendement n° 303 (garantie à toute personne d'avoir accès à une formation d'autant plus élaborée que la formation initiale aura été courte) (p. 2547) : rejeté (p. 2548)

Son amendement n° 315 (notion et contenu de pacte éducatif de la nation) : rejeté (p. 2548)

Son amendement n° 327 (notion d'accès permanent au savoir et à la culture) : rejeté (p. 2548)

Son amendement n° 339 (objectif éducatif consistant à favoriser la mobilité professionnelle) : rejeté (p. 2548)

Son amendement n° 351 (objectif éducatif consistant à favoriser la qualification professionnelle) (p. 2548) : rejeté (p. 2549)

Son amendement n° 363 (objectif éducatif consistant à favoriser la sécurité des parcours professionnels face aux aléas de la vie et du travail) : rejeté (p. 2549)

Son amendement n° 375 (objectif éducatif consistant à favoriser la promotion sociale) : rejeté (p. 2549)

Son amendement n° 387 (objectif éducatif consistant à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes) (p. 2549) : rejeté (p. 2550)

Son amendement n° 399 (objectif éducatif consistant à favoriser l'adaptation aux évolutions économiques) : rejeté (p. 2550)

Son amendement n° 411 (objectif éducatif consistant à favoriser l'adaptation aux évolutions technologiques) : rejeté (p. 2555)

Son amendement n° 423 (droit à une formation continue) : rejeté (p. 2555)

Son amendement n° 435 (objectif éducatif consistant à favoriser une professionnalisation durable) (p. 2555) : rejeté (p. 2556)

Son amendement n° 447 (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : responsabilité de l'Etat en lien avec les collectivités locales) (p. 2556) : rejeté (p. 2558)

Son amendement n° 459 (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : responsabilité de l'Etat en lien avec les entreprises) : rejeté (p. 2558)

Son amendement n° 471 (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : contribution des entreprises au financement) : rejeté (p. 2558)

Son amendement n° 483 (caractère accessible à tous du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2558) : rejeté (p. 2559)

Son amendement n° 495 (objectif du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : favoriser la mixité sociale) (p. 2559) : rejeté (p. 2560)

Son amendement n° 507 (objectif du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : favoriser l'égalité professionnelle) (p. 2560) : rejeté (p. 2561)

Son amendement n° 519 (objectif du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : favoriser l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes) : rejeté (p. 2561)

Son amendement n° 531 (introduction dans le code de l'éducation d'un chapitre intitulé : "Le droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie") (p. 2561) : rejeté (p. 2563)

Son amendement n° 543 (création au niveau de l'académie de bassins d'éducation et de formation) : rejeté (p. 2563)

Son amendement n° 555 (création au niveau de l'académie de bassins d'éducation et de formation) : rejeté (p. 2563)

Son amendement n° 567 (responsabilité du recteur de favoriser la mixité sociale au sein de l'académie) (p. 2563) : rejeté (p. 2564)

Son amendement n° 579 (carte scolaire élargie au bassin d'éducation) (p. 2563) : rejeté (p. 2564)

Son amendement n° 591 (détermination du bassin d'éducation par le recteur en lien avec les collectivités locales) (p. 2564) : rejeté (p. 2565)

Son amendement n° 603 (détermination du bassin d'éducation par le recteur en lien avec les associations de parents d'élèves) : rejeté (p. 2565)

Son amendement n° 615 (détermination du bassin d'éducation par le recteur en lien avec les représentants syndicaux d'enseignants) : rejeté (p. 2565)

Son amendement n° 627 (responsabilité de favoriser l'intégration pour le recteur au sein du bassin d'éducation) : rejeté (p. 2565)

Son amendement n° 639 (détermination du bassin d'éducation par le recteur en lien avec les associations) (p. 2565) : rejeté (p. 2567)

Son amendement n° 651 (prise en compte des activités périscolaires lors de la détermination du bassin d'éducation) : rejeté (p. 2567)

Son amendement n° 663 (recueil annuel par l'inspecteur d'académie de la liste des enfants soumis à l'obligation scolaire au sein du bassin d'éducation) : rejeté (p. 2567)

Son amendement n° 675 (interdiction à un ministre de l'éducation nationale en exercice de publier un ouvrage) (p. 2567) : retiré (p. 2569)

Son amendement n° 1119 (institution d'une journée nationale du suffrage universel) (p. 2569) : rejeté (p. 2571)

Son amendement n° 687 (droit au conseil en orientation et à l'information pour favoriser la construction des parcours professionnels de chaque jeune) : rejeté (p. 2571)

Son amendement n° 699 (droit au conseil en orientation et à l'information pour favoriser la construction des parcours de formation de chaque jeune) (p. 2571) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 711 (responsabilités ministérielles de la mise en oeuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) (p. 2571) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 723 (objectif du droit au conseil en orientation et à l'information : permettre à chaque jeune un projet personnel) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 735 (droit au conseil en orientation et à l'information pour favoriser le contact avec le monde du travail) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 747 (bilan annuel de la scolarité lié au droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 759 (intégration du droit au conseil en orientation et à l'information dans le cursus normal de la formation) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 771 (objectif du droit au conseil en orientation et à l'information de présenter à chaque jeune les différentes formes d'enseignement) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 783 (objectif du droit au conseil en orientation et à l'information de permettre à chaque jeune de déterminer ses choix ultérieurs) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 795 (objectif du droit au conseil en orientation et à l'information de développer les passerelles entre différentes formes d'enseignement) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 807 (évaluation de chaque jeune réalisée par des examens et la validation des acquis) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 819 (tenue régulière de journées de présentation des enseignements et des filières professionnelles) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 831 (participation des chambres des métiers à la mise en oeuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) (p. 2572) (p. 2573)

Son amendement n° 843 (participation des chambres de commerce et d'industrie à la mise en oeuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2573)

Son amendement n° 855 (participation des chambres d'agriculture à la mise en oeuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2573)

Son amendement n° 867 (mise en oeuvre du droit au conseil en orientation et à l'information au niveau national sous la responsabilité de chaque recteur d'académie) (p. 2573) : rejeté (p. 2574)

Son amendement n° 879 (participation des syndicats à la mise en oeuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2574)

Son amendement n° 891 (participation des organisations professionnelles à la mise en oeuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2574)

Son amendement n° 903 (participation des associations à la mise en oeuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2575)

Son amendement n° 915 (participation des associations non gouvernementales à la mise en oeuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2575)

Son amendement n° 1683 (initiation de tous les élèves aux technologies de l'information et de la communication) : rejeté (p. 2575)

Son amendement n° 1695 (apprentissage de la lecture et de l'écriture : articulation entre l'école maternelle et le cours préparatoire) (p. 2575)

Son amendement n° 2106 (mise en oeuvre de l'articulation entre la grande section de maternelle et le cours préparatoire par l'équipe éducative en lien avec les parents d'élèves) : rejeté (p. 2577)

Son amendement n° 1707 (mise en oeuvre de l'articulation entre la grande section de maternelle et le cours préparatoire par l'équipe éducative en lien avec les activités périscolaires) : rejeté (p. 2577)

Son amendement n° 1719 (objectif de l'articulation entre la grande section de maternelle et le cours préparatoire : lutter contre l'échec scolaire) (p. 2577) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1734 (articulation entre la grande section de maternelle et le cours préparatoire : enseignement spécifique et individualisé) (p. 2577) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1746 (objectif de l'articulation entre la grande section de maternelle et le cours préparatoire : faciliter le passage de l'enseignant unique à plusieurs enseignants) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1758 (apprentissage des langues vivantes au niveau de l'articulation entre le cours moyen 2^e année et la classe de 6^e) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1770 (apprentissage des nouvelles technologies de l'information et de la communication au niveau de l'articulation entre le cours moyen 2^e année et la classe de 6^e) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1782 (enseignement spécifique et individualisé validant l'apprentissage de la lecture et de l'écriture au niveau de l'articulation entre le cours moyen 2^e année et la classe de 6^e) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1794 (au niveau de l'articulation entre le cours moyen 2^e année et la classe de 6^e, mise en œuvre d'un enseignement spécifique et individualisé par l'équipe éducative en lien avec les parents d'élèves) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1806 (mise en œuvre de l'articulation entre le cours moyen 2^e année et la classe de 6^e par l'équipe éducative en lien avec les activités périscolaires) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1818 (but de l'articulation entre le cours moyen 2^e année et la classe de 6^e : lutter contre l'échec scolaire) : rejeté (p. 2579)

Son amendement n° 1830 (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : faciliter le passage du collège au lycée) (p. 2579) : rejeté (p. 2580)

Son amendement n° 1842 (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : faciliter le travail en équipe) : rejeté (p. 2580)

Son amendement n° 1854 (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : apprendre à chaque jeune à travailler individuellement et en équipe) : rejeté (p. 2580)

Son amendement n° 1866 (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : favoriser la maîtrise des nouvelles technologies) : rejeté (p. 2580)

Son amendement n° 1878 (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : lutter contre l'échec scolaire) : rejeté (p. 2580)

Son amendement n° 1890 (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : responsabiliser les futurs lycéens) : rejeté (p. 2580)

Son amendement n° 1902 (équilibre entre enseignement général et enseignement professionnel) : rejeté (p. 2581)

Son amendement n° 1914 (équilibre entre les filières scientifiques et littéraires) : rejeté (p. 2581)

Son amendement n° 1926 (principe stipulant que l'élève quittant la classe de troisième est acteur de sa formation) (p. 2581) : rejeté (p. 2582)

Son amendement n° 1938 (rôle de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde pour favoriser l'orientation des élèves) : rejeté (p. 2582)

Son amendement n° 1950 (mise en œuvre de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde par l'équipe éducative en lien avec les parents d'élèves) : rejeté (p. 2582)

Son amendement n° 1962 (mise en œuvre de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde par l'équipe éducative en lien avec les activités périscolaires) : rejeté (p. 2582)

Son amendement n° 1974 (mise en œuvre d'enseignement spécifique et individuel au niveau de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde) : rejeté (p. 2582)

Son amendement n° 1986 (mise en œuvre de journées d'orientation et d'information dans les collèges au niveau de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde) : rejeté (p. 2582)

Son amendement n° 1998 (préparation des élèves à un enseignement pluridisciplinaire au niveau de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde) : rejeté (p. 2582)

Son amendement n° 2706 (échanges entre élèves de zone rurale et de zone urbaine) : rejeté (p. 2583)

Son amendement n° 2718 (échanges entre élèves de zone de montagne et de zone du littoral) : rejeté (p. 2583)

Son amendement n° 2730 (échanges avec les élèves des zones prioritaires d'éducation) : rejeté (p. 2583)

Son amendement n° 2862 (caractère déterminant de l'organisation du rythme scolaire dans la lutte contre l'échec scolaire) (p. 2584) : rejeté (p. 2586)

Son amendement n° 2874 (organisation du temps scolaire prenant en compte la qualité de vie de l'enfant) : rejeté (p. 2587)

Son amendement n° 2886 (priorité de l'intérêt des élèves au niveau de l'organisation des rythmes scolaire) (p. 2587) : rejeté (p. 2588)

Son amendement n° 2898 (concertation de tous les acteurs concernés, y compris les assistants d'éducation et les élèves, en matière d'organisation du temps à l'école) : rejeté (p. 2588)

Son amendement n° 2910 (définition de la garderie du matin) : rejeté (p. 2592)

Son amendement n° 2922 (organisation d'une pause d'au moins une heure trente à la mi-journée) (p. 2592) : rejeté (p. 2593)

Son amendement n° 2934 (organisation en matière de cantines scolaires) (p. 2593) : rejeté (p. 2594)

Son amendement n° 2946 (durée des récréations) (p. 2594) : rejeté (p. 2595)

Son amendement n° 2010 (accès en dehors des heures scolaires aux nouvelles technologies) : rejeté (p. 2595)

Son amendement n° 2022 (accès en dehors des heures scolaires aux nouvelles technologies par partenariats avec des organismes non scolaires) : rejeté (p. 2595)

Son amendement n° 2034 (initiation de tous les étudiants aux nouvelles technologies) : rejeté (p. 2595)

Son amendement n° 927 (mission d'éducation à la citoyenneté pour les personnels "ATOSS") (p. 2595) : rejeté (p. 2596)

Son amendement n° 939 (mission d'éducation à la santé pour les personnels "ATOSS") (p. 2596) : rejeté (p. 2597)

Son amendement n° 951 (notion de mission favorisant l'intégration pour les personnels "ATOSS") : rejeté (p. 2597)

Son amendement n° 963 (mission d'apprentissage des règles de la vie en société pour les personnels "ATOSS") : rejeté (p. 2597)

Son amendement n° 975 (rôle pédagogique des personnels "ATOSS") (p. 2597) : rejeté (p. 2598)

Son amendement n° 987 (missions des personnels ATOSS sous l'autorité du recteur) : rejeté (p. 2598)

Son amendement n° 999 (statuts des personnels ATOSS mis en œuvre sous l'autorité du recteur) (p. 2598) : rejeté (p. 2598)

Son amendement n° 1011 (participation des personnels ATOSS à la mise en œuvre du droit à l'éducation) : rejeté (p. 2599)

Son amendement n° 1023 (rôle d'assistance à l'équipe éducative des personnels ATOSS) : rejeté (p. 2599)

Son amendement n° 1035 (fonction d'encadrement des élèves des personnels ATOSS) (p. 2599) : rejeté (p. 2600)

Article 2 (régime juridique des assistants d'éducation)

Son amendement n° 1095 (p. 2603)

Son amendement n° 1131 (p. 2605)

Son amendement n° 1143 (p. 2606)

Ses amendements n° 2118 et 2454 (p. 2608)

Son amendement n° 1275 (p. 2609)

Ses amendements n° 2046, 1155, 1167, 1287 et 1263 (p. 2610)

Ses amendements n° 1179, 1191, 1203, 1215, 1227, 1239 et 1251 (p. 2612)

Ses amendements n° 1299, 2742 et 2754 (p. 2614)

Ses amendements n° 2766, 2778 et 2790 (p. 2616)

Son amendement n° 2802 (p. 2617)

Ses amendements n° 2814 et 2826 (p. 2618)

Son amendement n° 2958 (p. 2619)

Son amendement n° 1359 (p. 2624)

Son amendement n° 1311 (p. 2625)

Ses amendements n° 2838 et 2850 (p. 2626)

Ses amendements n° 1047, 1059, 1071 et 1323 (p. 2627)

Ses amendements n° 1335 et 1347 (p. 2628)

Son amendement n° 1371 (p. 2629)

Ses amendements n° 2466, 1383 et 1395 (p. 2630)

Ses amendements n° 2142, 2154 et 2166 (p. 2631)

Ses amendements n° 1443 et 1455 (p. 2632)

Ses amendements n° 1467, 1479, 1491, 1503 et 1515 (p. 2633)

Ses amendements n° 1527, 1539, 1551, 1563, 1575, 1587, 1599, 1611, 1623 et 1635 (p. 2634)

Ses amendements n° 2130, 2058, 2070 et 2082 (p. 2635)

Son amendement n° 2478 (p. 2636)

Ses amendements n° 2490, 2502, 2514, 2526, 2970 et 1407 (p. 2637)

Ses amendements n° 1419 et 1431 (p. 2638)

Après l'article 2

Son amendement n° 2598 (contenu et mise en œuvre des programmes d'enseignement) : rejeté (p. 2639)

Son amendement n° 2610 (objectifs et réalisation des programmes d'enseignement) : rejeté (p. 2640)

Son amendement n° 2622 (établissement de la carte des secteurs des collèges) : rejeté (p. 2640)

Son amendement n° 2634 (établissement de la carte des secteurs des lycées) : rejeté (p. 2640)

Son amendement n° 2646 (établissement de la carte des secteurs des écoles) : rejeté (p. 2640)

Son amendement n° 2094 (activités destinées à se familiariser avec les outils informatiques et les nouvelles technologies) : rejeté (p. 2640)

Son amendement n° 2658 (les programmes scolaires prennent en compte les références communes en Europe) (p. 2640) : rejeté (p. 2641)

Article 3 (affiliation des établissements publics locaux d'éducation à l'assurance-chômage au titre des assistants d'éducation)

Son amendement n° 1107 (p. 2644)

Après l'article 3

Son amendement n° 2178 (égalité entre les hommes et les femmes en matière d'orientation scolaire) : rejeté (p. 2645)

Son amendement n° 2190 (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2645) : retiré (p. 2646)

Son amendement n° 2982 (rapport au Parlement sur l'application de la loi relative aux assistants d'éducation) (p. 2648) : rejeté (p. 2649)

Titre

Son amendement n° 2994 (nouveau titre : "Projet de loi portant réforme du code de l'éducation") (p. 2649) : rejeté (p. 2650)

Projet de loi n° 710 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance des mesures de simplification et de codification du droit

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 avril 2003] (p. 2975) ; [9 avril 2003] (p. 3022)

Son exception d'irrecevabilité (p. 2979) soutenue par M. Jérôme Lambert : rejetée (p. 2989)

Sa motion de renvoi en commission (p. 3029) soutenue par M. André Vallini : rejetée (p. 3033)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [3 juin 2003] (p. 4406)

Son exception d'irrecevabilité (p. 4408) soutenue par M. Jérôme Lambert : rejetée (p. 4411)

Projet de loi n° 758 relatif à la chasse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 mai 2003] (p. 3595, 3629)

Sa question préalable (p. 3612) soutenue par M. Jean-Paul Chanteguet : rejetée (p. 3617)

Sa motion de renvoi en commission (p. 3644) soutenue par M. Christophe Masse : rejetée (p. 3648)

Projet de loi n° 784 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 mai 2003] (p. 3927)

Son exception d'irrecevabilité (p. 3937) soutenue par M. André Vallini : rejetée (p. 3944)

Sa question préalable (p. 3944) soutenue par M. Jean-Yves Le Bouillonnet : rejetée (p. 3950)

Projet de loi n° 861 organisant une consultation des électeurs de Corse sur la modification de l'organisation institutionnelle de la Corse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 mai 2003] (p. 4288)

Sa motion de renvoi en commission (p. 4306) soutenue par M. Bruno Le Roux : rejetée (p. 4312)

Projet de loi n° 810 modifiant la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 relative au droit d'asile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 juin 2003] (p. 4589, 4618)

Son exception d'irrecevabilité (p. 4595) soutenue par M. Serge Blisko : rejetée (p. 4604)

Sa motion de renvoi en commission (p. 4630) soutenue par M. Victorin Lurel : rejetée (p. 4638)

Projet de loi n° 881 de programme pour l'outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 juin 2003] (p. 4683) ; [6 juin 2003] (p. 4744)

Sa question préalable (p. 4695) soutenue par M. Christian Paul : rejetée (p. 4700)

Sa motion de renvoi en commission (p. 4744) soutenue par M. Victorin Lurel : rejetée (p. 4755)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juin 2003] (p. 4969) ; [11 juin 2003] (p. 5000) ; [12 juin 2003] (p. 5103, 5149)

Son exception d'irrecevabilité (p. 4969) soutenue par M. Pascal Terrasse : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 5005)

Ses rappels au règlement (cf supra) [10 juin 2003] (p. 4984 et 4985)

Son rappel au règlement (cf supra) [12 juin 2003] (p. 5120)

Sa motion de renvoi en commission (p. 5122) soutenue par M. Gaëtan Gorce : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 5149)

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Avant l'article 1er [séances des 12, 13, 14 juin 2003] (principes)

Son intervention (p. 5163 et s.)

Ses rappels au règlement (cf supra) [13 juin 2003] (p. 5247, 5265 et 5271)

Ses rappels au règlement (cf supra) [14 juin 2003] (p. 5284 et 5285)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jacques Brunhes (cf supra) (p. 5291)

Article 2 [séances des 16 et 17 juin 2003] (contributivité)

Son rappel au règlement (cf supra) [17 juin 2003] (p. 5449)

Article 3 [séances du 17 juin 2003] (équité)

Ses rappels au règlement (cf supra) [17 juin 2003] (p. 5496 et 5505)

Avant l'article 4 [séances des 18 et 19 juin 2003] (contrats à durée déterminée ou à temps partiel)

Son intervention (p. 5565 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [18 juin 2003] (p. 5565)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jacques Barrot (cf supra) (p. 5566)

Article 4 [séances du 19 juin 2003] (assurer en 2008, un montant minimal de retraite égal à 85 % du SMIC)

Son rappel au règlement (cf supra) [19 juin 2003] (p. 5605)

Article 5 [séance 19 juin 2003] (durée d'assurance, pour obtenir une pension à taux plein, portée à 41 ans en 2012)

Son rappel au règlement (cf supra) [19 juin 2003] (p. 5636)

Article 24 [séance du 25 juin 2003] (régime de retraites des fonctionnaires affiliés à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales et régime des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'Etat)

Son intervention (p. 6040 et s.)

Article 64 [séance du 1er juillet 2003] (recouvrement des cotisations au régime de base des professions libérales)

Son rappel au règlement (cf supra) [1^{er} juillet 2003] (p. 6521)

Article 65 [séance du 1er juillet 2003] (pensions de retraite servies par le régime de base des professions libérales)

Son intervention (p. 6524)

Article 75 [séances des 1er et 2 juillet 2003] (pensions de réversion servies par le régime de base des exploitants agricoles)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Marc Ayrault (cf supra) (p. 6571)

Son rappel au règlement (cf supra) [1^{er} juillet 2003] (p. 6571)

Article 81 [séance du 2 juillet 2003] (déductions fiscales favorisant l'épargne retraite)

Ses observations : observe que sur la réforme des retraites "au-delà de certaines péripéties (...) nous avons connu de grands moments, de vrais débats, de vraies confrontations et c'est l'honneur de notre assemblée que de le permettre" [2 juillet 2003] (p. 6694)

Explications de vote et vote [3 juillet 2003] (p. 6707)

Ses explications de vote (p. 6717)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [24 juillet 2003] (p. 7885)

Son exception d'irrecevabilité (p. 7887) soutenue par M. Pascal Terrasse : rejetée (p. 7894)

Déclaration du Gouvernement n° 989 d'orientation budgétaire présentée par M. Alain Lambert, ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire et débat sur cette déclaration

[26 juin 2003] (p. 6055)

Son rappel au règlement (cf supra) [26 juin 2003] (p. 6059)

Projet de loi n° 823 relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 juillet 2003] (p. 6729) ; [8 juillet 2003] (p. 6995)

Son exception d'irrecevabilité (p. 6740) soutenue par M. Christophe Caresche : rejetée (p. 6754)

Sa question préalable (p. 6754) soutenue par M. Manuel Valls : rejetée (p. 6765)

Sa motion de renvoi en commission (p. 6995) soutenue par M. Serge Blisko : rejetée (p. 7005)

Projet de loi n° 960 modifiant la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 juillet 2003] (p. 6819)

Son exception d'irrecevabilité (p. 6825) soutenue par M. Patrick Bloche : rejetée (p. 6838)

Sa question préalable (p. 6838) soutenue par M. Jean-Jack Queyranne :
rejetée (p. 6845)

Proposition de loi organique n° 936 portant réforme de la durée du mandat et de l'âge d'éligibilité des sénateurs ainsi que de la composition du Sénat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 juillet 2003] (p. 6927, 6954)

Son exception d'irrecevabilité (p. 6931) soutenue par M. Bernard Roman : rejetée (p. 6940)

Sa question préalable (p. 6940) soutenue par M. Jean-Jack Queyranne :
rejetée (p. 6947)

Sa motion de renvoi en commission (p. 6960) soutenue par
Mme Catherine Génisson : rejetée (p. 6964)

Projet de loi n° 950 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2003] (p. 7275)

Son exception d'irrecevabilité (p. 7289) : rejetée (p. 7305)

Sa question préalable (p. 7305) soutenue par M. Pierre Cohen : rejetée
(p. 7316)

Sa motion de renvoi en commission (p. 7350) : rejetée (p. 7356)

Projet de loi organique n° 855 relatif à l'expérimentation par les collectivités territoriales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juillet 2003] (p. 7640)

Son exception d'irrecevabilité (p. 7640) soutenue par M. Bernard Derosier :
rejetée (p. 7647)

Projet de loi n° 939 relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2003] (p. 7697)

Son exception d'irrecevabilité (p. 7700) soutenue par M. Henri Nayrou :
rejetée (p. 7708)

Sa question préalable (p. 7708) soutenue par M. Christophe Masse :
rejetée (p. 7714)

B

Roselyne BACHELOT-NARQUIN

*Maine-et-Loire (1^{ère} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
Ministre de l'écologie et du développement durable*

Élue le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063)

Est nommée Ministre de l'écologie et du développement durable. Décret du 17 juin 2002 [J.O. du 18 juin 2002] (p. 10720)

Cessation de son mandat de députée le 18 juillet 2002 (voir indications préliminaires)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11114)

DÉPÔTS

Projet de loi n° 611 portant transposition de la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau [12 février 2003]

Projet de loi n° 758 relatif à la chasse [26 mars 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*En qualité de Membre du Gouvernement***RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE**

Mme Nathalie Kosciusko-Morizet. Déchets, pollutions et nuisances. air. effet de serre, lutte et prévention [5 novembre 2002] (p. 4458)

M. Éric Diard. Déchets, pollutions et nuisances. cours d'eau, étangs et lacs. étang de Berre, lutte et prévention [6 novembre 2002] (p. 4591)

M. Jean-Pierre Decool. Animaux. rongeurs. prolifération, lutte et prévention [12 novembre 2002] (p. 4909)

M. Bernard Deflesselles. Transports par eau. transports maritimes. navires. sécurité [19 novembre 2002] (p. 5291)

M. Laurent Fabius. Transports par eau. transports maritimes. navires. sécurité, politiques communautaires [20 novembre 2002] (p. 5360)

M. Serge Grouard. Énergie et carburants. énergie nucléaire. institut de radioprotection et de sûreté nucléaire. composition, fonctionnement [20 novembre 2002] (p. 5364)

M. Marc Laffineur. Sécurité publique. inondations. lutte et prévention [27 novembre 2002] (p. 5813)

M. Jean Grenet. Transports par eau. transport de marchandises. navires. sécurité [27 novembre 2002] (p. 5819)

M. Jean Lassalle. Agroalimentaire. aliments pour animaux. farines animales, élimination [4 décembre 2002] (p. 6138)

Mme Marguerite Lamour. Déchets, pollutions et nuisances. mer et littoral. hydrocarbures, naufrage du pétrolier "Erika", indemnisation [4 décembre 2002] (p. 6143)

M. Dominique Caillaud. Transports par eau. transports maritimes. hydrocarbures, navires, sécurité, politiques communautaires [11 décembre 2002] (p. 6509)

M. Claude Gagnol. Consommation. sécurité alimentaire. organismes génétiquement modifiés [17 décembre 2002] (p. 6825)

M. Jean-François Régère. Déchets, pollutions et nuisances. mer et littoral. hydrocarbures, moyens d'intervention, financement [14 janvier 2003] (p. 37)

M. Joël Hart. Chasse et pêche. chasse. oiseaux, réglementation [15 janvier 2003] (p. 113)

M. André Flajolet. Industrie. métallurgie. Metaleurop, emploi et activité, pollution, perspectives [28 janvier 2003] (p. 556)

M. Jean-Louis Léonard. Chasse et pêche. chasse. réglementation [11 février 2003] (p. 1145)

M. Jean-Pierre Dufau. Déchets, pollutions et nuisances. mer et littoral. hydrocarbures, naufrage du pétrolier "Prestige" [11 février 2003] (p. 1145)

M. Roland Chassain. Chasse et pêche. chasse. projet de loi, inscription à l'ordre du jour [26 mars 2003] (p. 2448)

M. Sébastien Huyghe. Industrie, chimie. explosion de l'usine Nitrochimie, Billy-Berclau, aides de l'Etat [1^{er} avril 2003] (p. 2687)

M. Frédéric Reiss. Relations internationales. environnement. forum mondial de l'eau, bilan et perspectives [2 avril 2003] (p. 2750)

M. Claude Girard. Énergie et carburants. énergies renouvelables. développement, politiques communautaires [8 avril 2003] (p. 2945)

M. Jacques Pélissard. Relations internationales. environnement. développement durable, attitude de la France [30 avril 2003] (p. 3306)

M. Daniel Poulou. Déchets, pollutions et nuisances. mer et littoral. hydrocarbures, naufrage du pétrolier "Prestige", indemnisation [13 mai 2003] (p. 3590)

M. Yves Boisseau. Environnement. protection. protocole de Kyoto, mise en œuvre [4 juin 2003] (p. 4479)

M. Pierre-André Périssol. Énergie et carburants. énergie nucléaire. centrales nucléaires, normes de sécurité [10 juin 2003] (p. 4927)

M. Jacques Pélissard. Déchets, pollutions et nuisances. déchets. gestion, perspectives [10 juin 2003] (p. 4929)

Mme Hélène Tanguy. Déchets, pollutions et nuisances. mer et littoral. hydrocarbures, naufrage du pétrolier "Prestige", conséquences, Bretagne [18 juin 2003] (p. 5527)

M. Max Roustan. Sécurité publique. inondations. lutte et prévention [24 juin 2003] (p. 5892)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Daniel Spagnou. Environnement. politiques communautaires. protection de la nature, réseau Natura 2000, mise en œuvre [15 octobre 2002] (p. 3269)

M. Thierry Mariani. Déchets, pollutions et nuisances. déchets ménagers. usine d'incinération, fermeture, Orange [3 décembre 2002] (p. 6048)

Mme Catherine Vautrin. Agriculture. céréales. stockage, sécurité, réglementation, conséquences [3 décembre 2002] (p. 6049)

M. Étienne Mourut. Environnement. politiques communautaires. protection de la nature, réseau Natura 2000, mise en œuvre [14 janvier 2003] (p. 7)

M. Pascal Terrasse. Sécurité publique. inondations. lutte et prévention, Rhône [4 février 2003] (p. 748)

M. Simon Renucci. Déchets, pollutions et nuisances. installations classées. directives Seveso, délocalisation, Ajaccio [4 février 2003] (p. 752)

Mme Arlette Franco. Déchets, pollutions et nuisances. déchets ménagers. incinération, perspectives, Pyrénées-Orientales [4 février 2003] (p. 747)

M. Thierry Mariani. Chasse et pêche. chasse. réglementation [4 février 2003] (p. 750)

M. Jean-Yves Hugon. Déchets, pollutions et nuisances. déchets ménagers. traitement, perspectives [4 février 2003] (p. 750)

M. René Rouquet. Sécurité publique. inondations. lutte et prévention, Seine, financement [25 février 2003] (p. 1328)

M. Jean-Paul Dupré. Retraites : régime agricole. retraites complémentaires. loi n° 2002-308 du 4 mars 2002, application [18 mars 2003] (p. 2095)

M. Émile Zuccarelli. Elevage. ovins. fièvre catarrhale, Corse [18 mars 2003] (p. 2096)

M. Jean-Louis Léonard. Environnement. politiques communautaires. protection de la nature, réseau Natura 2000, mise en œuvre [18 mars 2003] (p. 2093)

M. Pierre Cardo. Sécurité publique. plans de prévention des risques. inondations, mise en place [25 mars 2003] (p. 2350)

M. Daniel Spagnou. Animaux. lynx. présence, Alpes, conséquences [25 mars 2003] (p. 2351)

Mme Geneviève Colot. Déchets, pollutions et nuisances. usines Gerber. dépollution, Essonne [1^{er} avril 2003] (p. 2668)

M. Gilbert Biessy. Sécurité publique. risques naturels majeurs. ruines de Séchillienne, éboulement, sécurisation, calendrier [6 mai 2003] (p. 3417)

M. Jean-Pierre Decool. Déchets, pollutions et nuisances. décharges. fermeture, Sainte-Marie-Kerque [6 mai 2003] (p. 3416)

M. Jean-Paul Bacquet. Déchets, pollutions et nuisances. boues. utilisation, perspectives [10 juin 2003] (p. 4896)

Mme Claude Greff. Déchets, pollutions et nuisances. déchets ménagers. usine d'incinération, perspectives, Tours [10 juin 2003] (p. 4894)

DÉBATS**Projet de loi n° 230 de finances pour 2003****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****ÉCOLOGIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE****Examen du fascicule [25 octobre 2002] (p. 4053)**

Son intervention (p. 4072)

Ses réponses (p. 4078 à 4081)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 4076)

Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 4075)

Aménagement du territoire : zones rurales (p. 4076)

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 4073, 4077)

Eau : assainissement (p. 4077)

Eau : Fonds national de solidarité pour l'eau (FNSE) (p. 4075)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 4073)

Environnement : Agence française de sécurité sanitaire environnementale (p. 4074, 4076)

Environnement : crédits (p. 4072 et s)

Environnement : Institut national de l'environnement industriel et des risques majeurs (INERIS) (p. 4074)
 Environnement : Natura 2000 (p. 4074, 4076)
 Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux (p. 4076)
 Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 4075)
 Sécurité publique : inondations (p. 4074 et s.)
 Sécurité publique : risques technologiques (p. 4074)

Réponses aux questions :

Agriculture : pollution : Nord-Pas-de-Calais (p. 4080) (M. Jean-Pierre Decool) (p. 4080)
 Aquaculture et pêche professionnelle : pêche à pied : Manche (p. 4080) (M. Alain Cousin) (p. 4080)
 Déchets, pollutions et nuisances : bruit (p. 4078) (M. Francis Hillmeyer) (p. 4078)
 Déchets, pollutions et nuisances : déchets ménagers (p. 4080) (Mme Nathalie Kosciusko-Morizet) (p. 4080)
 Environnement : Natura 2000 : Nord (p. 4079) (M. Jean-Pierre Decool) (p. 4079)
 Politiques communautaires : directives : assainissement (p. 4081) (M. Jean-Pierre Decool) (p. 4081)
 Transports aériens : aéroports : bruit (p. 4079) (Mme Nathalie Kosciusko-Morizet) (p. 4078)

Vote des crédits et articles rattachés [25 octobre 2002] (p. 4081)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 4082, 4083)

Etat B, titre IV

Intervient sur l'amendement n° 93 de la commission (réduction des crédits de fonctionnement de l'Agence de l'environnement de la maîtrise des énergies -ADEME) (p. 4083)

Débat sur la chasse

[11 février 2003] (p. 1097)

Son intervention (p. 1100)

Sa réponse (p. 1134)

Thèmes :

Agriculture : terres agricoles : protection (p. 1101)
 Animaux : animaux sauvages : biodiversité (p. 1101, 1134)
 Chasse et pêche : associations communales et intercommunales de chasse agréées (p. 1102)
 Chasse et pêche : chasse de nuit (p. 1105)
 Chasse et pêche : Conseil national de la chasse et de la faune sauvage (p. 1101)
 Chasse et pêche : fédérations départementales des chasseurs (p. 1101)
 Chasse et pêche : jours de chasse (p. 1103)
 Chasse et pêche : Observatoire national de la faune sauvage et de ses habitats (p. 1102, 1134)
 Chasse et pêche : Office national de la chasse et de la faune sauvage (p. 1102 et s.)
 Chasse et pêche : permis de chasser (p. 1103 et s.)
 Politiques communautaires : directives : oiseaux migrateurs (p. 1103, 1134 et s.)
 Union européenne : Cour de justice : jurisprudence (p. 1134)

Projet de loi n° 606 relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mars 2003] (p. 1537, 1565)

Son intervention (p. 1537)

Sa réponse (p. 1581)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 1586)

Thèmes :

Administration : services déconcentrés : directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRE) (p. 1538)
 Agriculture : exploitants : indemnisation (p. 1539)
 Assurances : indemnisation (p. 1541)
 Collectivités territoriales : rapports avec les administrés : information (p. 1540)
 Cours d'eau, étangs et lacs : aménagement et protection (p. 1539)
 Energie et carburants : sécurité nucléaire : projet de loi (p. 1586)
 Entreprises : comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) (p. 1539, 1586)
 Entreprises : délocalisations (p. 1542)
 Entreprises : Metaleurop : insolvabilité (p. 1541 et s.)
 Industrie : chimie (p. 1540)
 Sécurité publique : fonds de prévention des risques naturels majeurs (p. 1537 et s., 1581)
 Sécurité publique : risques technologiques (p. 1537)
 Union européenne : directives : risques technologiques (p. 1538)
 Urbanisme (p. 1540 et s.)

Discussion des articles [5 mars 2003] (p. 1607, 1634) [6 mars 2003] (p. 1678, 1713, 1763)

Avant le chapitre Ier

Intervient sur l'amendement n° 6 corrigé de M. Yves Cochet (insertion d'un chapitre intitulé : Démocratie participative) (p. 1608)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Yves Cochet (organisation d'un référendum d'initiative locale à la suite de l'enquête publique et à la demande des riverains ou des élus locaux) (p. 1608)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 305 de M. Pierre Cohen (critères du développement durable pris en compte lors de l'enquête publique sur une installation classée) (p. 1610)

Article 1er (information du public au cours de l'enquête publique relative à une installation classée "Seveso seuil haut")

Son intervention (p. 1612 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 28 rectifié de M. Yves Cochet (critères du développement durable pris en compte lors de l'enquête publique sur une installation classée : examen des avantages et des inconvénients du projet tout le long de la chaîne d'activité) (p. 1614)

Intervient sur l'amendement n° 306 de M. David Habib (établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière de développement économique informés directement par les services de l'Etat de l'ouverture de l'enquête publique portant demande d'autorisation) (p. 1616)

Intervient sur l'amendement n° 29 rectifié de M. Yves Cochet (information totale du public) (p. 1617)

Intervient sur l'amendement n° 392 de M. Pierre Cohen (information totale du public) (p. 1617)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Yves Cochet (information totale, transparente du public et ne souffrant d'aucune ségrégation sociale ou géographique) (p. 1619)

Article 2 (création du comité local d'information et de concertation sur les risques)

Son intervention (p. 1621 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 455 de M. Stéphane Demilly (le préfet informe les conseils municipaux intéressés de tout projet d'installation nouvelle ou soumise à nouvelle déclaration) (p. 1647)

Intervient sur l'amendement n° 446 de M. Christian Kert (étude épidémiologique chiffrée au regard de la liste des polluants cités dans la directive européenne relative à la qualité de l'air pour tout projet d'installation visée à l'article L. 515-8 du code de l'environnement) (p. 1648)

Intervient sur l'amendement n° 312 de M. David Habib (installation de sirènes adaptées et audibles par toute la population dans les bassins industriels concernés par le risque) (p. 1648)

Article 3 (possibilité d'instituer des servitudes d'utilité publique en cas d'installation nouvelle sur un site existant ou de modification d'une installation existante)

Son intervention (p. 1650 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 260 de M. Daniel Paul (définition des entreprises figurant sur la liste des installations classées) (p. 1652)

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Yves Cochet (modèle de calcul des périmètres pour un produit donné) (p. 1652)

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Yves Cochet (avis conforme des communes dans lesquelles une installation à risque peut être implantée) (p. 1654)

Intervient sur l'amendement n° 20 de M. Yves Cochet (autorisation d'exploitation suspendue jusqu'à la mise en conformité) (p. 1655)

Intervient sur l'amendement n° 193 de M. Jean-Yves Le Déaut (harmonisation : abrogation de l'article L. 421-8 du code de l'urbanisme) (p. 1655)

Article 3 bis (réalisation d'une étude de dangers par le demandeur d'une autorisation d'exploiter une installation classée)

Son intervention (p. 1655 et s.)

Après l'article 3 bis

Intervient sur l'amendement n° 206 rectifié de M. Yves Cochet (prise en compte des extensions d'activité faisant courir des risques à l'environnement urbain immédiat) (p. 1657)

Intervient sur l'amendement n° 382 de M. Yves Cochet (étude de danger présentée par l'exploitant) (p. 1658)

Intervient sur l'amendement n° 394 de M. Pierre Cohen (étude de danger présentée par l'exploitant pour les zones Z 1 et Z 2 incluses dans le périmètre foncier de l'entreprise) (p. 1658)

Intervient sur l'amendement n° 368 de M. François-Michel Gonnou (élargissement des compétences de l'établissement public) (p. 1658)

Article 4 (installations soumises à un plan de prévention des risques technologiques)

Son intervention (p. 1661 et s.)

Avant l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 462 de M. Jean-Yves Le Déaut (prise en compte et communication au comité d'hygiène des contraintes spécifiques imposées au personnel) (p. 1700)

Intervient sur l'amendement n° 72 de la commission (aménagement des horaires pour les représentants du personnel au comité d'hygiène) (p. 1700)

Article 5 (rôle respectif en matière de sécurité du chef de l'entreprise utilisatrice et des chefs des entreprises extérieures intervenant dans les établissements particulièrement dangereux)

Son intervention (p. 1701 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 216 de M. Jean-Yves Le Déaut (élection d'un délégué à la sécurité industrielle) (p. 1706)

Article 6 (formation aux risques des intervenants extérieurs dans les établissements particulièrement dangereux)

Son intervention (p. 1713 et s.)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 215 rectifié de M. Jean-Yves Le Déaut (droit d'alerte donné aux élus du comité d'hygiène) (p. 1714)

Intervient sur l'amendement n° 390 rectifié de M. Jean-Yves Le Déaut (plans d'urgence externes testés, réexaminés et si nécessaire révisés, et populations riveraines associées) (p. 1715)

Article 7 (information des autorités publiques lors de la mise en œuvre du droit d'alerte)

Son intervention (p. 1715 et s.)

Article 8 (moyens de prévention, de lutte contre l'incendie et de secours)

Son intervention (p. 1717 et s.)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 328 rectifié de M. Jean-Yves Le Déaut (abaissement de cinquante à vingt du nombre de salariés rendant obligatoire la création du comité d'hygiène) (p. 1719)

Intervient sur l'amendement n° 466 de M. Jean-Yves Le Déaut (composition du comité d'hygiène) (p. 1720)

Intervient sur l'amendement n° 467 de M. Jean-Yves Le Déaut (composition du comité d'hygiène) (p. 1720)

Intervient sur l'amendement n° 468 de M. Jean-Yves Le Déaut (augmentation par voie de convention collective ou après accord entre le chef d'entreprise et les organisations syndicales représentatives du nombre des membres de la délégation du personnel au comité d'hygiène) (p. 1721)

Intervient sur le sous-amendement n° 523 de M. Alain Venot (de coordination) à l'amendement n° 468 de M. Jean-Yves Le Déaut (p. 1721)

Article 8 bis (information des autorités publiques lors de la mise en œuvre du droit d'alerte)

Son intervention (p. 1721)

Article 9 (double formation du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) dans les établissements dangereux et création d'un comité interentreprises de santé et de sécurité au travail)

Son intervention (p. 1722 et s.)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 470 de M. Jean-Yves Le Déaut (rapprochement des comités d'hygiène dans les zones industrielles à entreprises multiples) (p. 1723)

Intervient sur l'amendement n° 471 de M. Jean-Yves Le Déaut (missions du comité d'hygiène) (p. 1724)

Article 10 (renforcement des prérogatives du CHSCT dans certains établissements)

Son intervention (p. 1726 et s.)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 477 de M. Jean-Yves Le Déaut (contenu du bilan social) (p. 1729)

Article 11 (formation spécifique aux risques des représentants du personnel des CHSCT dans les établissements dangereux)

Son intervention (p. 1730 et s.)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 286 de M. Daniel Paul (contenu du rapport remis au comité d'hygiène : état de la sous-traitance et de son évolution) (p. 1734)

Intervient sur l'amendement n° 480 de M. Jean-Yves Le Déaut (contenu du plan de formation du personnel) (p. 1734)

Article 11 bis (renforcement des relations entre l'inspecteur des installations classées et le CHSCT des établissements dangereux)

Son intervention (p. 1735 et s.)

Après l'article 11 bis

Intervient sur l'amendement n° 510 rectifié de M. Jean-Yves Le Déaut (de précision : référence aux articles L. 236-1 à L. 236-13 du code du travail afin que le comité d'hygiène ne soit pas bloqué dans son fonctionnement) (p. 1736)

Intervient sur l'amendement n° 217 deuxième correction de M. Jean-Yves Le Déaut (désignation d'une équipe pluridisciplinaire d'experts par le juge) (p. 1736)

Avant l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 33 de M. Yves Cochet (mise en place d'unités de soutien permettant à la population sinistrée d'être prise en charge dans les démarches d'indemnisation) (p. 1738)

Intervient sur l'amendement n° 450 de M. Pierre Cohen (réquisition immédiate d'habitations afin de reloger provisoirement les personnes sinistrées) (p. 1738)

Intervient sur l'amendement n° 34 de M. Yves Cochet (réquisition des moyens matériels et humains nécessaires à la remise en état des biens touchés) (p. 1738)

Article 12 (création d'une garantie d'indemnisation pour les dommages matériels des sinistrés couverts par un contrat d'assurance)

Son intervention (p. 1739 et s.)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 157 de M. Jean-Pierre Kucheida (définition du sinistre minier) (p. 1747)

Intervient sur l'amendement n° 407 de M. François Grosdidier (définition du sinistre minier) (p. 1747)

Article 13 (indemnisation plafonnée des sinistrés non couverts par un contrat d'assurance)

Son intervention (p. 1748)

Après l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 534 corrigé du Gouvernement (dispositions particulières applicables aux dommages immobiliers d'origine minière) (p. 1749)

Intervient sur le sous-amendement n° 544 de M. Jean-Yves Le Déaut (extension du champ d'application de l'indemnisation) à l'amendement n° 534 corrigé du Gouvernement (p. 1750)

Intervient sur le sous-amendement n° 536 de M. François Grosdidier (application aux procédures d'indemnisation en cours) à l'amendement n° 534 corrigé du Gouvernement (p. 1751)

Intervient sur le sous-amendement n° 541 de M. Jean-Yves Le Déaut (application aux procédures d'indemnisation en cours) à l'amendement n° 534 corrigé du Gouvernement (p. 1751)

Intervient sur le sous-amendement n° 542 rectifié de M. Jean-Yves Le Déaut (réparation ou valeur de reconstruction à neuf de l'immeuble sinistré) à l'amendement n° 534 corrigé du Gouvernement (p. 1752)

Intervient sur le sous-amendement n° 537 de M. François Grosdidier (indemnisation dans les trois mois suivant la transmission du descriptif des dommages au fonds de garantie) à l'amendement n° 534 corrigé du Gouvernement (p. 1753)

Intervient sur le sous-amendement n° 543 de M. Jean-Yves Le Déaut (indemnisation dans les trois mois suivant la transmission du descriptif des dommages au fonds de garantie) à l'amendement n° 534 corrigé du Gouvernement (p. 1753)

Intervient sur l'amendement n° 508 de M. Serge Poignant (procédure d'urgence pour la réparation des parties communes d'immeubles en copropriété) (p. 1753)

Article 14 supprimé par le Sénat (obligation de réaliser une évaluation de la probabilité d'accident et du coût des dommages éventuels)

Son intervention (p. 1764)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 449 de M. Pierre Cohen (information des autorités publiques et des riverains en cas d'intervention créant un risque, même provisoire) (p. 1764)

Intervient sur l'amendement n° 334 de M. David Habib (titulaires des concessions de stockage soumis à la taxe professionnelle) (p. 1764)

Article 16 (informations devant figurer dans le rapport annuel des sociétés)

Son intervention (p. 1765 et s.)

Après l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 298 rectifié de Mme Nathalie Kosciusko-Morizet (établissement d'un bilan environnemental en cas de redressement judiciaire) (p. 1767)

Intervient sur l'amendement n° 364 de M. Jacques Péliard (information du préfet par l'exploitant) (p. 1767)

Intervient sur l'amendement n° 379 de M. Denis Merville (information du préfet par l'exploitant) (p. 1767)

Intervient sur l'amendement n° 36 de M. Yves Cochet (rapport au Parlement) (p. 1768)

Article 16 quater (remise en état du site après la fermeture d'une installation classée)

Son intervention (p. 1768 et s.)

Après l'article 16 quater

Intervient sur l'amendement n° 387 de M. Jean-Yves Le Déaut (sanctions) (p. 1770)

Après l'article 16 quinquies

Intervient sur l'amendement n° 486 de M. Jean-Yves Le Déaut (diffusion des sanctions par voie audiovisuelle) (p. 1771)

Article 16 sexies (contrôle des capacités techniques et financières au cours de l'exploitation)

Son intervention (p. 1772)

Après l'article 16 sexies

Intervient sur l'amendement n° 294 de Mme Cécile Gallez (aides financières en faveur des bailleurs sociaux) (p. 1772)

Article 16 septies (création d'un crédit d'impôt pour les dépenses résultant des travaux réalisés au titre des prescriptions des PPRT)

Son intervention (p. 1773 et s.)

Après l'article 16 septies

Intervient sur l'amendement n° 297 rectifié de Mme Nathalie Kosciusko-Morizet (protection des acquéreurs d'un terrain ou d'une habitation en raison d'une ancienne pollution) (p. 1775)

Intervient sur l'amendement n° 549 du Gouvernement (de coordination) (p. 1775)

Intervient sur l'amendement n° 492 de M. Alain Venot (crédit d'impôt en faveur des bailleurs sociaux correspondant au coût des travaux prescrits) (p. 1776)

Intervient sur l'amendement n° 389 de M. Jean-Yves Le Déaut (réduction des risques à la source avec aide accordée aux entreprises) (p. 1778)

Intervient sur l'amendement n° 103 de la commission (classification des silos) (p. 1779)

Intervient sur l'amendement n° 5 de Mme Catherine Vautrin (classification des silos) (p. 1779)

Avant l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 219 de Mme Martine Lignières-Cassou (avis du comité local d'information et de concertation lorsque l'enquête publique porte sur les travaux de prévention des inondations) (p. 1781)

Intervient sur l'amendement n° 220 de Mme Martine Lignières-Cassou (avis du comité local d'information et de concertation lorsque l'enquête publique porte sur les travaux de prévention des risques naturels) (p. 1781)

Intervient sur l'amendement n° 374 deuxième rectification de M. François-Michel Gonnot (harmonisation des modalités de concertation entre les PPRN et les PPRT) (p. 1782)

Article 17 (information des populations)

Son intervention (p. 1782 et s.)

Article 18 (surveillance et prévision des crues)

Son intervention (p. 1784 et s.)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 226 de M. Pascal Terrasse (non-application des dispositions du code des assurances sur l'aggravation du risque dès lors que la commune sur laquelle est établi le bien assuré dispose d'un plan de prévention des risques naturels) (p. 1786)

Intervient sur l'amendement n° 505 de M. Pascal Terrasse (renforcement de la sécurité juridique des élus) (p. 1787)

Article 19 (repères de crues)

Son intervention (p. 1788)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 456 de M. Jean Lassalle (maire autorisé à réaliser à titre exceptionnel l'ensemble des travaux pouvant prévenir tous les types de risques naturels) (p. 1789)

Article 19 bis (commission départementale des risques naturels majeurs)

Son intervention (p. 1791 et s.)

Après l'article 19 bis

Intervient sur l'amendement n° 120 rectifié de la commission (schémas de prévention et de gestion des risques naturels établis par le préfet) (p. 1794)

Intervient sur l'amendement n° 495 de M. Pascal Terrasse (création, par le préfet, et rôle d'une commission consultative locale des risques) (p. 1794)

Article 19 ter (établissements publics territoriaux de bassin)

Son intervention (p. 1795)

Après l'article 19 ter

Intervient sur l'amendement n° 243 de M. Pascal Terrasse (établissement dans un délai de cinq ans, par le préfet, de programmes pluriannuels de mesures contribuant à la réduction des risques naturels) (p. 1796)

Intervient sur l'amendement n° 496 de M. Pascal Terrasse (collectivités territoriales associées au sein d'une communauté locale de l'eau) (p. 1797)

Intervient sur l'amendement n° 242 de M. Pascal Terrasse (établissements publics territoriaux de bassin associés à la politique de lutte contre les risques de crues et de prévention des inondations) (p. 1797)

Intervient sur l'amendement n° 244 de M. Pascal Terrasse (missions de la commission locale de l'eau) (p. 1797)

Après l'article 19 quater

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Christian Ménard (article L. 122-3 du code de l'environnement : études d'impact) (p. 1797)

Article 20 (instauration de servitudes dans les zones de rétention temporaire des eaux de crues ou de ruissellement et dans les zones de mobilité d'un cours d'eau)

Son intervention (p. 1799 et s.)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 340 de M. Pascal Terrasse (opérations de dragages prescrites par le préfet) (p. 1805)

Intervient sur l'amendement n° 500 de M. Pascal Terrasse (restauration du régime hydraulique antérieur après aménagement d'un cours d'eau) (p. 1805)

Article 21 (lutte contre l'érosion et bonnes pratiques agricoles)

Son intervention (p. 1806)

Après l'article 21

Intervient sur l'amendement n° 514 de M. Pierre Cardo (possibilités de reconstruction) (p. 1807)

Intervient sur l'amendement n° 515 rectifié de M. Pierre Cardo (statut des constructions existantes) (p. 1808)

Intervient sur l'amendement n° 436 de M. Christian Decocq (remboursement des subventions attribuées en cas de destruction de haies) (p. 1808)

Intervient sur l'amendement n° 133 rectifié de la commission (dérogations pour permettre la reconstruction) (p. 1808)

Intervient sur l'amendement n° 516 de M. Pierre Cardo (reconstructions possibles en zone orange) (p. 1809)

Article 23 (non-application du statut du fermage)

Son intervention (p. 1809 et s.)

Après l'article 23

Intervient sur l'amendement n° 519 du Gouvernement (motifs d'opposition au renouvellement du bail) (p. 1810)

Article 24 (travaux contre les risques naturels entrepris par les collectivités territoriales)

Son intervention (p. 1811 et s.)

Après l'article 24

Intervient sur l'amendement n° 520 rectifié du Gouvernement (création d'un troisième mode optionnel de propriété des cours d'eau : le domaine public fluvial des collectivités territoriales et de leurs groupements) (p. 1814)

Intervient sur l'amendement n° 447 de M. Jean-Pierre Decool (article L. 215-19 du code de l'environnement : limite d'une largeur de six mètres) (p. 1819)

Intervient sur l'amendement n° 513 de M. Pierre Cardo (rapport au Parlement : mesures prises par VNF en matière d'entretien et de curage des cours d'eau relevant de sa compétence) (p. 1819)

Article 24 bis (composition du comité de gestion du Fonds national pour le développement des adductions d'eau)

Son intervention (p. 1819)

Article 25 (mesures de sauvegarde des populations menacées par certains risques naturels majeurs)

Son intervention (p. 1820)

Après l'article 25

Intervient sur l'amendement n° 350 de M. Maxime Gremetz (assureur non autorisé à dénoncer le contrat ou à proposer un nouveau montant de prime en cas d'aggravation du risque suite à des inondations) (p. 1820)

Intervient sur l'amendement n° 349 de M. Maxime Gremetz (exonération de surprime en cas de travaux) (p. 1821)

Article 26 (champ d'intervention du fonds de prévention des risques naturels majeurs)

Son intervention (p. 1823 et s.)

Après l'article 26

Intervient sur l'amendement n° 345 rectifié de Mme Martine Lignières-Cassou (modalités de concertation définies par le préfet) (p. 1826)

Intervient sur l'amendement n° 539 du Gouvernement (saisine du tribunal par la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale en vue de faire ordonner la démolition ou la mise en conformité) (p. 1826)

Intervient sur l'amendement n° 344 de Mme Martine Lignières-Cassou (dégrèvement de la taxe d'habitation et de la taxe foncière à la suite d'une catastrophe naturelle) (p. 1827)

Intervient sur l'amendement n° 356 de M. Maxime Gremetz (stabilisation des loyers en cas de perte de jouissance) (p. 1827)

Intervient sur l'amendement n° 352 de M. Maxime Gremetz (renégociation des conditions d'emprunt à la suite de catastrophes naturelles) (p. 1828)

Article 26 bis (périmètre des plans de prévention des risques - PPR)

Son intervention (p. 1828)

Après l'article 26 bis

Intervient sur l'amendement n° 428 de M. Lionel Luca (dénomination des zones définies dans le code de l'environnement) (p. 1828)

Après l'article 27

Intervient sur l'amendement n° 346 de M. Kléber Mesquida (nouveau montant de prime proposé par l'assureur en cas d'aggravation du risque) (p. 1829)

Article 28 ter (non-responsabilité des collectivités territoriales au titre des dommages provoqués, en situation de catastrophe naturelle, par les conséquences de travaux d'aménagement hydraulique destinés à ralentir les crues)

Son intervention (p. 1830)

Article 29 bis (compétence de l'Office national des forêts pour prévenir les risques naturels en montagne)

Son intervention (p. 1831)

Article 30 (obligation d'information portant sur les risques technologiques et naturels lors des transactions immobilières)

Son intervention (p. 1832 et s.)

Article 30 bis (conditions d'accès aux données élaborées par l'Etat et ses établissements)

Son intervention (p. 1833)

Après l'article 30 bis

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. André Santini (information des futurs acquéreurs d'un bien immobilier) (p. 1834)

Après l'article 31

Intervient sur l'amendement n° 348 de M. Maxime Bono (concertation) (p. 1834)

Intervient sur l'amendement n° 347 de M. Maxime Bono (sanctions pour toute infraction au code de l'urbanisme) (p. 1834)

Article 32 (exonération des travaux de prévention des taxes d'urbanisme)

Son intervention (p. 1835)

Article 33 (dispositions transitoires)

Son intervention (p. 1835)

Article 34 (non-application du code des marchés publics pour les contrats conclus pour faire face à des situations d'urgence relevant d'une catastrophe industrielle ou naturelle)

Son intervention (p. 1836)

Après l'article 34

Intervient sur l'amendement n° 338 de M. David Habib (promulgation de tous les décrets définis dans la présente loi dans un délai de trois ans) (p. 1836)

Seconde délibération

Article 21 bis (possibilités de reconstruction)

Son intervention (p. 1836)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juillet 2003] (p. 7542)

Son intervention (p. 7542)

Sa réponse (p. 7550)

Thèmes :

Administration : enquêtes publiques (p. 7542)

Agroalimentaire : aliments pour animaux : stockage (p. 7543)

Assurances : indemnisation (p. 7542, 7551)

Collectivités territoriales : Commissions départementales des risques naturels (p. 7543)

Collectivités territoriales : rapports avec les administrés : information (p. 7551)

Cours d'eau, étangs et lacs : domaine public (p. 7551)

Déchets, pollutions et nuisances : déchets industriels : métaux (p. 7543)

Eau : assainissement : établissements publics territoriaux de bassin (EPTB) (p. 7551)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) : statut juridique (p. 7551)

Entreprises : chefs d'entreprises : obligations (p. 7542)

Entreprises : délocalisations (p. 7551)

Mines et carrières : dégâts miniers (p. 7542, 7551)

Sécurité publique : fonds de prévention des risques naturels majeurs (p. 7543)

Sécurité publique : inondations (p. 7551)

Sécurité publique : risques naturels majeurs : plan de prévention des risques (p. 7543)

Sécurité publique : risques technologiques (p. 7542, 7551)

Transports routiers : transport de matières dangereuses (p. 7543)

Discussion des articles [15 juillet 2003] (p. 7552, 7577)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 43 de M. Pierre Cohen (prise en compte des critères du développement durable lors de l'enquête publique sur une installation classée) (p. 7552)

Article 1er (information du public au cours de l'enquête publique relative à une installation classée "Seveso seuil haut")

Son intervention (p. 7552 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Pierre Cohen (information complète du public) (p. 7553)

Article 2 (création du comité local d'information et de concertation sur les risques)

Son intervention (p. 7554 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 52 de M. David Habib (installation de sirènes adaptées et audibles par les populations autour des sites SEVESO) (p. 7556)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 53 de M. Jean-Yves Le Déaut (abrogation de l'article L. 421-8 du code de l'urbanisme qui permet de soumettre à des prescriptions particulières la réalisation de travaux à proximité des installations classées) (p. 7556)

Article 3 bis (réalisation d'une étude de dangers par le demandeur d'une autorisation d'exploiter une installation classée)

Son intervention (p. 7557)

Après l'article 3 bis

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Michel Bouvard (conditions de contrôle des installations) (p. 7559)

Intervient sur l'amendement n° 90 de M. David Habib (injection d'effluents industriels dans la région de Lacq) (p. 7560)

Intervient sur l'amendement n° 89 de M. Pierre Cohen (information des riverains lors de toute intervention même transitoire dépassant les limites de l'exploitation) (p. 7560)

Article 4 (plan de prévention des risques technologiques)

Son intervention (p. 7562 et s.)

Article 4 bis (complément au dossier de sécurité des ouvrages de transport ferroviaire et des installations multimodales)

Son intervention (p. 7568 et s.)

Article 4 ter (complément au rapport de sécurité des ouvrages d'infrastructure portuaire)

Son intervention (p. 7577)

Article 4 quater (complément au rapport de sécurité des ouvrages d'infrastructure de navigation intérieure)

Son intervention (p. 7578)

Article 5 A supprimé par le Sénat (majoration de 50 % du temps laissé aux membres du CHSCT pour exercer leurs fonctions dans les installations "Seveso seuil haut" et les installations de stockage souterrain de gaz, d'hydrocarbures et de produits chimiques)

Son intervention (p. 7578)

Après l'article 5 A

Intervient sur l'amendement n° 64 corrigé de M. Jean-Yves Le Déaut (protection des employés) (p. 7578)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 65 de M. Jean-Yves Le Déaut (élection d'un délégué à la sécurité industrielle au sein de l'entreprise) (p. 7578)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 67 de M. Jean-Yves Le Déaut (protection des salariés) (p. 7579)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 94 de M. Daniel Paul (information des collectivités territoriales) (p. 7579)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 95 de M. Daniel Paul (moyens définis par le chef d'entreprise appréciés par l'ingénieur chargé des installations classées et par l'inspecteur du travail) (p. 7579)

Intervient sur l'amendement n° 68 de M. Jean-Yves Le Déaut (abaissement de cinquante à vingt du nombre des salariés rendant obligatoire la création du comité d'hygiène) (p. 7579)

Intervient sur l'amendement n° 96 de M. Daniel Paul (élection d'un délégué du personnel supplémentaire chargé des questions de sûreté industrielle) (p. 7580)

Intervient sur l'amendement n° 69 de M. Jean-Yves Le Déaut (élection d'un délégué du personnel supplémentaire chargé des questions de sûreté industrielle) (p. 7580)

Intervient sur l'amendement n° 70 de M. Jean-Yves Le Déaut (constitution d'un CHSCT de site dans les zones industrielles à entreprises multiples) (p. 7581)

Intervient sur l'amendement n° 71 de M. Jean-Yves Le Déaut (composition du CHSCT) (p. 7581)

Intervient sur l'amendement n° 72 de M. Jean-Yves Le Déaut (composition du CHSCT) (p. 7581)

Intervient sur l'amendement n° 73 de M. Jean-Yves Le Déaut (composition du CHSCT) (p. 7581)

Intervient sur l'amendement n° 66 de M. Pierre Cohen (information du CHSCT lors des visites effectuées par les représentants des autorités publiques) (p. 7581)

Article 8 bis A supprimé par le Sénat (augmentation par voie conventionnelle du nombre de membres de la délégation du personnel du CHSCT)

Son intervention (p. 7582)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 97 de M. Daniel Paul (rapport annuel établi par le chef d'établissement incluant l'évaluation de la sous-traitance) (p. 7582)

Après l'article 11 bis

Intervient sur l'amendement n° 74 de M. Jean-Yves Le Déaut (plan de formation du personnel validé officiellement par le comité d'entreprise) (p. 7583)

Article 12 (création d'une garantie d'indemnisation pour les dommages matériels des sinistrés couverts par un contrat d'assurance)

Son intervention (p. 7583 et s.)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Pierre Cohen (création d'un fonds commun de garantie abondé par les exploitants d'installations classées afin d'assurer le dédommagement de tous les sinistres) (p. 7588)

Intervient sur l'amendement n° 139 de M. Michel Liebgott (égalité de traitement entre les victimes des affaissements lents et celles des affaissements soudains) (p. 7588)

Article 13 bis (indemnisation des victimes de sinistres miniers par le fonds de garantie "automobile")

Son intervention (p. 7590 et s.)

Après l'article 13 bis

Intervient sur l'amendement n° 86 de M. Jean-Yves Le Déaut (conditions de l'arrêt du pompage des eaux d'exhaure) (p. 7592)

Intervient sur l'amendement n° 85 de M. Michel Liebgott (arrêt du pompage des eaux d'exhaure après approbation des plans de prévention des risques miniers) (p. 7592)

Article 14 supprimé par le Sénat (obligation de réaliser une évaluation de la probabilité d'accident et du coût des dommages éventuels)
Son intervention (p. 7594)

Article 16 (informations devant figurer dans le rapport annuel des sociétés)
Son intervention (p. 7595)

Article 16 bis A (réalisation d'un bilan environnemental en cas de redressement judiciaire)
Son intervention (p. 7595)

Article 16 quater (remise en état du site après la fermeture d'une installation classée)
Son intervention (p. 7597)

Après l'article 16 quater
Intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (réalisation périodique par l'exploitant d'un état de la pollution des sols) (p. 7598)
Intervient sur l'amendement n° 26 de la commission (procédure de mise à l'arrêt d'office des installations qui ne sont plus en exploitation) (p. 7598)
Intervient sur l'amendement n° 115 de M. Jean-Yves Le Déaut (sanctions) (p. 7599)
Intervient sur l'amendement n° 116 de M. Jean-Yves Le Déaut (responsabilité de la société et de ses filiales) (p. 7599)

Après l'article 16 septies
Intervient sur l'amendement n° 112 de M. Pierre Cardo (crédit d'impôt pour les riverains exposés à des risques naturels) (p. 7602)

Article 16 octies (information des acquéreurs de terrains sur lesquels une activité ayant entraîné la manipulation ou le stockage de substances chimiques ou radioactives a été réalisée)
Son intervention (p. 7602)

Article 16 decies (réduction de la taxe foncière sur les propriétés bâties afférente aux logements sociaux du coût des travaux réalisés en application des prescriptions des PPR)
Son intervention (p. 7603)

Après l'article 16 decies
Intervient sur l'amendement n° 118 de M. Jean-Yves Le Déaut (dépenses engagées par les propriétaires afin de prendre en compte les prescriptions inscrites aux plans de prévention des risques naturels ou technologiques déductibles de la taxe foncière sur les propriétés bâties) (p. 7605)

Avant l'article 17 A
Intervient sur l'amendement n° 99 de M. Daniel Paul (indemnisation des victimes de catastrophes naturelles lorsque, un an après la demande par le maire, le plan de prévention n'a toujours pas été mis en place) (p. 7605)
Intervient sur l'amendement n° 119 de Mme Martine Lignières-Cassou (avis du comité local d'information et de concertation lorsque l'enquête publique porte sur des travaux de prévention des inondations) (p. 7606)

Après l'article 17 A
Intervient sur l'amendement n° 110 de M. François Brottes (maires entendus au cours de l'enquête préalable à l'élaboration d'un plan de prévention des risques naturels) (p. 7606)

Après l'article 17
Intervient sur l'amendement n° 126 de M. Kléber Mesquida (concertation avec la commune ou la collectivité locale si la surprime fixée par la compagnie d'assurance doit aboutir à la résiliation du contrat) (p. 7607)
Intervient sur l'amendement n° 120 de Mme Martine Lignières-Cassou (compétence du comité local d'information et de concertation sur les risques industriels étendue aux risques naturels) (p. 7607)

Article 18 (surveillance et prévision des crues)
Son intervention (p. 7608)

Article 19 bis A (codification de dispositions relatives aux cavités souterraines et aux marnières susceptibles de provoquer des effondrements)
Son intervention (p. 7608)

Article 19 bis (commission départementale des risques naturels majeurs)
Son intervention (p. 7609 et s.)

Article 19 ter A (schémas de prévention des risques naturels)
Son intervention (p. 7610 et s.)

Article 20 (instauration de servitudes dans les zones de rétention temporaire des eaux de crues ou de ruissellement et dans les zones de mobilité d'un cours d'eau)
Son intervention (p. 7612 et s.)

Après l'article 20
Intervient sur l'amendement n° 106 de M. François Sauvadet (résiliation du bail rural à l'initiative du preneur si les parcelles sont objets de servitude de surinondation) (p. 7613)

Article 24 bis A (création du domaine public fluvial des collectivités territoriales)
Son intervention (p. 7614 et s.)

Après l'article 24 bis A
Intervient sur l'amendement n° 124 de M. Jean-Louis Bianco (modification de l'article L. 436-4 du code de l'environnement :

application aux cours d'eau qui ont fait l'objet d'un transfert à une collectivité territoriale) (p. 7616)

Article 26 (champ d'intervention du fonds de prévention des risques naturels majeurs)

Son intervention (p. 7617)

Après l'article 26

Intervient sur l'amendement n° 114 de M. Michel Sordi (constructions possibles dans les lotissements dont l'arrêt de lotir est antérieur au 30 avril 2002) (p. 7618)

Intervient sur l'amendement n° 125 corrigé de Mme Martine Lignières-Cassou (modalités de concertation pour l'élaboration du projet de plan de prévention des risques naturels prévisibles) (p. 7619)

Intervient sur le sous-amendement n° 140 de la commission (de forme) à l'amendement n° 125 corrigé de Mme Martine Lignières-Cassou (p. 7619)

Intervient sur le sous-amendement n° 144 du Gouvernement (correction d'une erreur de référence) à l'amendement n° 125 corrigé de Mme Martine Lignières-Cassou (p. 7619)

Intervient sur le sous-amendement n° 141 de la commission (de conséquence) à l'amendement n° 125 corrigé de Mme Martine Lignières-Cassou (p. 7619)

Après l'article 26 bis

Intervient sur l'amendement n° 42 de M. Lionnel Luca (possibilités d'extension ou de construction d'équipements publics dans les zones "bleues" dites "zones de précaution") (p. 7620)

Article 27 bis supprimé par le Sénat (conditions de modification de la prime d'assurance ou de dénonciation du contrat d'assurance en cas d'aggravation du risque en cours de contrat)

Son intervention (p. 7620)

Après l'article 28

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Jean-Pierre Grand (assureur tenu de verser des avances dans un délai de deux mois suivant la date de remise de l'estimatif des dommages) (p. 7621)

Article 30 (obligation d'information portant sur les risques technologiques et naturels lors des transactions immobilières)

Son intervention (p. 7622 et s.)

Après l'article 35

Intervient sur l'amendement n° 41 de la commission (juridictions d'instruction et de jugement saisies avant la promulgation de la loi n° 2003-346 du 15 avril 2003 compétentes jusqu'à l'issue de la procédure) (p. 7625)

Explications de vote et vote

Son intervention à l'issue du vote (p. 7627)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [17 juillet 2003] (p. 7828)

Sa réponse (p. 7832)

Thèmes :

Administration : enquêtes publiques : risques technologiques (p. 7833)
Assurances (p. 7833 et s.)
Collectivités territoriales : rapports avec les administrés : information (p. 7834)
Déchets, pollutions et nuisances : déchets industriels : élimination des déchets (p. 7833)
Entreprises : comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) (p. 7834)
Sécurité publique : risques naturels majeurs (p. 7832 et s.)
Sécurité publique : risques technologiques (p. 7833)
Transports routiers : transport de matières dangereuses (p. 7834)
Urbanisme (p. 7833)

Projet de loi n° 611 portant transposition de la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 avril 2003] (p. 3150)

Son intervention (p. 3150)

Sa réponse (p. 3160)

Thèmes :

Eau : agences (p. 3161)
Eau : assainissement (p. 3150 et s.)
Eau : comités de bassin (p. 3152)
Eau : Fonds national de solidarité pour l'eau (FNSE) (p. 3161)
Eau : schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) (p. 3151 et s.)
Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : eau (p. 3151)
Recherche (p. 3151)
Régions : Corse (p. 3151)
Secteur public : services publics : prix (p. 3161)
Sécurité publique : inondations (p. 3151, 3161)
Union européenne : directives : eau (p. 3150 et s.)
Urbanisme : cartes communales (p. 3152)

Urbanisme : plans locaux d'urbanisme (PLU) (p. 3152)
 Urbanisme : schémas de cohérence territoriale (p. 3152)

Discussion des articles [10 avril 2003] (p. 3161)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 44 de Mme Nathalie Gautier (institution d'une journée nationale de l'eau le 22 mars de chaque année) (p. 3161)

Article 1er (récupération des coûts des services liés à l'usage de l'eau)

Son intervention (p. 3162)

Article 2 (champ d'application et contenu des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE))

Son intervention (p. 3163 et s.)

Article 3 (élaboration et mise à jour des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE))

Son intervention (p. 3169 et s.)

Article 4 (programmes de mise en œuvre du SDAGE et de surveillance de l'état des eaux)

Son intervention (p. 3172 et s.)

Article 5 (élaboration par l'autorité administrative du projet de schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) en cas de défaillance de la commission locale de l'eau)

Son intervention (p. 3173)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 54 de Mme Nathalie Gautier (contenu des schémas d'aménagement et de gestion des eaux) (p. 3174)

Article 6 (délais de mise en œuvre)

Son intervention (p. 3174)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 55 de M. Jean Launay (supprime la possibilité de créer une communauté locale de l'eau pour élaborer ou mettre en œuvre les SAGE et réserve ce rôle - par un autre amendement - aux établissements publics territoriaux de bassin) (p. 3174)

Intervient sur l'amendement n° 56 de M. Jean Launay (établissements publics territoriaux de bassin consacrés au niveau législatif) (p. 3175)

Article 8 (application à Mayotte)

Son intervention (p. 3176)

Explications de vote et vote

Son intervention à l'issue du vote (p. 3176)

Projet de loi n° 758 relatif à la chasse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 mai 2003] (p. 3595, 3629)

Son intervention (p. 3595)

Ses interventions :

- sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 3609)

- sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3616)

Sa réponse (p. 3643)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 3646)

Thèmes :

Bois et forêts : Office national des forêts (ONF) (p. 3597)

Chasse et pêche : associations communales et intercommunales de chasse agréées (p. 3596)

Chasse et pêche : Fédération nationale des chasseurs (p. 3596)

Chasse et pêche : fédérations départementales des chasseurs (p. 3547, 3596)

Chasse et pêche : gibier : dégâts des animaux (p. 3596)

Chasse et pêche : jour de non-chasse (p. 3596)

Chasse et pêche : Observatoire national de la faune sauvage et de ses habitats (p. 3595)

Chasse et pêche : Office national de la chasse et de la faune sauvage (p. 3596)

Chasse et pêche : période de chasse (p. 3643)

Chasse et pêche : permis de chasser (p. 3596 et s.)

Environnement : biodiversité (p. 3597)

Environnement : protection : protocole de Kyoto (p. 3595)

Propriété : droit de propriété (p. 3616)

Union européenne : directives : oiseaux migrateurs (p. 3595, 3644)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juillet 2003] (p. 7795)

Son intervention (p. 7795)

Thèmes :

Animaux : animaux sauvages : renard (p. 7795)

Chasse et pêche : chasse : prélèvement maximal autorisé (PMA) (p. 7796 et s.)

Chasse et pêche : chasse de nuit (p. 7796)

Chasse et pêche : fédérations départementales des chasseurs (p. 7795, 7797)

Chasse et pêche : Office national de la chasse et de la faune sauvage (p. 7795)

Chasse et pêche : permis de chasser (p. 7795)

Discussion des articles [17 juillet 2003] (p. 7806)

Après l'article 1er C

Intervient sur l'amendement n° 2 corrigé de M. Maxime Gremetz (rôle et missions de l'Office national de la chasse) (p. 7806)

Après l'article 15 bis

Intervient sur l'amendement n° 3 corrigé de M. Maxime Gremetz (périodes de chasse déterminées par le préfet selon des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat et fixation des jours de chasse par le préfet sur proposition de la fédération départementale des chasseurs) (p. 7810)

Article 16 bis (légalisation de la chasse de nuit dans six départements supplémentaires)

Son intervention (p. 7813)

Explications de vote et vote

Son intervention à l'issue du vote (p. 7814)

Jean-Paul BACQUET

*Puy-de-Dôme (4^{ème} circonscription)
 Socialiste*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Juge titulaire de la Cour de justice de la République [J.O. du 14 novembre 2002] (p. 18756)

Juge titulaire de la Haute Cour de justice [J.O. du 14 novembre 2002] (p. 18756)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Australie sur l'emploi des personnes à charge des membres des missions officielles d'un Etat dans l'autre (n° 403) [5 février 2003]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil relatif à l'emploi salarié des membres des familles des agents des missions officielles de chaque Etat dans l'autre (ensemble un échange de lettres) (n° 551) [5 février 2003]

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) tome VI : Economie, finances et industrie (commerce extérieur) (n° 259) [10 octobre 2002]

Proposition de loi n° 619 relative au renouvellement tous les six ans des conseils généraux [13 février 2003]

Proposition de loi n° 631 relative à la suppression du système de minorações des retraites agricoles instauré par le décret n°97-163 du 24 février 1997 [13 février 2003]

Proposition de loi n° 746 pour une juste reconnaissance du préjudice subi par les harkis [26 mars 2003]

Proposition de loi n° 747 visant à intégrer les sapeurs-pompiers professionnels à la fonction publique d'Etat [26 mars 2003]

Proposition de loi n° 785 visant à rendre le port du casque obligatoire pour les cyclistes [10 avril 2003]

Proposition de loi n° 838 tendant à rendre obligatoire l'enseignement des gestes d'urgence [14 mai 2003]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur :

- le projet de loi (n° 403), autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Australie sur l'emploi des personnes à charge des membres des missions officielles d'un Etat dans l'autre;

- le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 551), autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil relatif à l'emploi salarié des membres des familles des agents des missions officielles de chaque Etat dans l'autre (ensemble un échange de lettres) [21 mai 2003] (n° 874)

Proposition de loi n° 1025 visant à intégrer les sapeurs pompiers professionnels au statut de la fonction publique d'Etat [16 juillet 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité sociale. équilibre financier. perspectives [8 octobre 2002] (p. 3046)

Assurance maladie maternité : généralités. équilibre financier. maîtrise des dépenses de santé [12 mars 2003] (p. 1948)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 8, posée le 14 octobre 2002. Police, restructuration (J.O. questions p. 3480). Appelée le 15 octobre 2002. commissariat, maintien, Issoire (p. 3288)

n° 192, posée le 17 mars 2003. Transports aériens, aéroports (J.O. questions p. 1891). Appelée le 18 mars 2003. Clermont-Auvergne, perspectives (p. 2111)

n° 296, posée le 28 avril 2003. Etablissements de santé, équipements (J.O. questions p. 3248). Appelée le 29 avril 2003. imagerie médicale, Issoire (p. 3202)

n° 404, posée le 9 juin 2003. Déchets, pollutions et nuisances, boues (J.O. questions p. 4335). Suppléé par M. Jean-Pierre Dufau. Appelée le 10 juin 2003. utilisation, perspectives (p. 4896)

DÉBATS**Projet de loi n° 107 portant création d'un dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [30 juillet 2002] (p. 2312)**

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 2371)

Thèmes :

Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 2372)
Politique sociale (p. 2371)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5103)**

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 5143)

Thèmes :

Politique sociale : inégalités (p. 5143)
Retraites : généralités : âge de la retraite (p. 5143)
Retraites : généralités : politique à l'égard des retraités (p. 5143)

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Avant l'article 1er [séances des 12, 13, 14 juin 2003] (principes)

Son intervention (p. 5204 et s.)

Article 3 [séances du 17 juin 2003] (équité)

Son intervention (p. 5501 et s.)

Pierre-Christophe BAGUET

*Hauts-de-Seine (9^{ème} circonscription)
Union pour la Démocratie Française*

Elu le 9 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11114)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11116)

Vice-président de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 29 juin 2002] (p. 11265)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

Membre de la mission d'information commune sur la création d'une télévision française d'information à vocation internationale [J.O. du 19 décembre 2002] (p. 21167)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive [J.O. du 8 juillet 2003] (p. 11582)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 978 modifiant la loi n° 93-915 du 19 juillet 1993 pour étendre le bénéfice de la qualité de pupille de la Nation aux enfants des élus tués ou décédés des suites d'un acte d'agression survenu lors de l'exercice de leur mandat [25 juin 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Politique extérieure. Côte d'Ivoire. situation politique [17 décembre 2002] (p. 6819)

Sécurité publique. sécurité des biens et des personnes. manifestations sportives, Parc des Princes, Paris [21 janvier 2003] (p. 310)

Relations internationales. commerce international. Organisation mondiale du commerce (OMC), exception culturelle [21 mai 2003] (p. 3919)

Enseignement. grèves. conséquences, baccalauréat [10 juin 2003] (p. 4926)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Regrette que le débat au fond n'ait pu avoir lieu du fait d'artifices de procédure, réclame qu'un débat soit très rapidement organisé sur la violence, la pornographie et aussi la télé-réalité [12 décembre 2002] (p. 6612)

Déplore que la commission chargée de désigner le président de la Chaîne parlementaire soit convoquée au moment précis où le Premier ministre s'exprime devant l'Assemblée : le groupe UDF se désolidarise de la procédure en cours [12 février 2003] (p. 1210)

Souhaitait intervenir après les interventions du rapporteur et du ministre mais constate que le président ne l'a pas vu lever la main et ne lui permet pas de "réintervenir" après l'adoption des amendements [27 juin 2003] (p. 6217)

DÉBATS**Projet de loi n° 19 portant amnistie****EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE****Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [3 août 2002] (p. 2713)**

Son intervention (p. 2715)

Thèmes :

Amnistie (p. 2715)
Droit pénal : infractions : amnistie (p. 2715)
Sécurité routière : délinquance et criminalité : amnistie (p. 2715)

Projet de loi n° 154 d'orientation et de programmation pour la justice**EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE****Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [3 août 2002] (p. 2721)**

Son intervention (p. 2722)

Thèmes :

Droit pénal : mineurs : délinquance et criminalité (p. 2722)
Justice : crédits (p. 2722)
Justice : juge de proximité (p. 2722)
Partis et mouvements politiques : UDF (p. 2722)
Système pénitentiaire : établissements (p. 2722)

Projet de loi n° 250 de financement de la sécurité sociale pour 2003**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [28 octobre 2002] (p. 4161)**

Son intervention (p. 4165)

Thèmes :

Famille : politique familiale (p. 4165)
Prestations familiales : allocations familiales (p. 4166)

Discussion des articles [28 octobre 2002] (p. 4182) ; [30 octobre 2002] (p. 4374)

Article 1er et rapport annexé (approbation du rapport annexé)

Son intervention (p. 4190)

Article 40 (création d'une allocation pour les familles perdant une partie de leurs allocations familiales pour des raisons liées à l'âge des enfants)

Son intervention (p. 4402)

Article 41 (accélération de la prise en charge par la Caisse nationale des allocations familiales des majorations de pension pour enfant)

Son intervention (p. 4408 et s.)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****CULTURE ET COMMUNICATION****COMMUNICATION****Examen du fascicule [7 novembre 2002] (p. 4733)**

Son intervention (p. 4737)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication : crédits (p. 4737)
Audiovisuel et communication : programmes (p. 4738)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 4738)
 Audiovisuel et communication : télévision (p. 4737)
 Presse et livres : Agence France Presse (AFP) (p. 4738)
 Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 4737)

Procédure des questions :

Audiovisuel et communication : programmes : information (p. 4750)

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2002] (p. 4755)

Après l'article 63 (rapport au Parlement sur les émissions télévisées destinées aux sourds et malentendants)

Intervient sur l'amendement n° 128 rectifié de M. Jean-Christophe Lagarde (p. 4756)

CULTURE

Examen du fascicule [15 novembre 2002] (p. 5129)

Son intervention (p. 5133)

Thèmes avant la procédure des questions :

Culture : cinéma (p. 5134)
 Culture : nouvelles technologies (p. 5134)
 Culture : crédits (p. 5133)
 Culture : politique culturelle (p. 5134)

SANTÉ, FAMILLE ET PERSONNES HANDICAPÉES

Vote des crédits et articles rattachés [12 novembre 2002] (p. 4959)

Après l'article 70

Son amendement n° 176 (rapport au Parlement sur les conditions d'accès à la télévision en milieu hospitalier) : rejeté (p. 4961)

Proposition de loi n° 317 visant à protéger les mineurs contre la diffusion de programmes comprenant des scènes de violence gratuite ou de pornographie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 décembre 2002] (p. 6583)

Son intervention (p. 6590)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Arte (p. 6591)
 Audiovisuel et communication : cinéma (p. 6590)
 Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 6590)
 Audiovisuel et communication : images de violence et de pornographie (p. 6590)
 Audiovisuel et communication : programmes (p. 6590)
 Famille : protection de la famille et de l'enfance : mineurs (p. 6590)
 Télécommunications : Internet (p. 6590)

Discussion des articles [12 décembre 2002] (p. 6602)

Article 1er (mise en place d'un système de double contrôle d'accès pour les programmes interdits aux mineurs)

Son rappel au règlement (cf supra) [12 décembre 2002] (p. 6612)

Projet de loi n° 190 relatif aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [19 décembre 2002] (p. 7030)

Article 2 (assouplissement du dispositif fixant à trente-cinq heures la durée hebdomadaire du travail)

Son amendement n° 122 (p. 7034)

Son amendement n° 40 (p. 7038)

Article 3 (prolongation jusqu'au 31 décembre 2005 des dispositions spécifiques en matière de majoration des quatre premières heures supplémentaires pour les entreprises de vingt salariés au plus)

Son amendement n° 123 (p. 7040)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 2003] (p. 348)

Article 18 (incrimination du racolage et de la sollicitation de relations sexuelles de la part d'une personne prostituée vulnérable)

Son intervention (p. 373)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 393 de M. Jean de Gaulle (pénalisation de la prostitution à proximité des établissements scolaires) (p. 377)

Intervient sur l'amendement n° 342 de M. Jean-Christophe Lagarde (institution d'un rapport annuel sur la prostitution) (p. 377)

Proposition de loi n° 808 relative à la dévolution du nom de famille

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 mai 2003] (p. 3528)

Son intervention (p. 3533)

Thème :

Famille : filiation : nom (p. 3533)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Après l'article 1er [séance du 16 juin 2003] (régime par points)

Son intervention (p. 5384 et s.)

Article 9 [séances du 20 juin 2003] (simplification des règles de limitation du cumul "emploi-retraite")

Son intervention (p. 5774)

Article 28 [séance du 27 juin 2003] (rachat des années d'études)

Son intervention (p. 6180)

Article 31 [séance du 27 juin 2003] (nouveau régime de bonifications accordées aux fonctionnaires)

Son intervention (p. 6189 et s.)

Après l'article 31 [séance du 27 juin 2003] (majoration de durée d'assurance pour accouchement ...)

Son intervention (p. 6213 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [27 juin 2003] (p. 6217)

Projet de loi n° 960 modifiant la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 juillet 2003] (p. 6819)

Ses explications de vote :

- sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6837)

- sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6844)

Son intervention (p. 6852)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 6871)

Thèmes :

Arts et spectacles : intermittents (p. 6871)

Patrimoine culturel : archéologie préventive (p. 6852)

Patrimoine culturel : politique du patrimoine (p. 6837, 6844, 6852, 6871)

Patrimoine culturel : protection (p. 6852)

Recherche : Institut national de recherche et d'archéologie préventive (INRAP) (p. 6852)

Discussion des articles [4 juillet 2003] (p. 6872)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 120 de M. Michel Herbillon (information de l'Etat sur l'éventualité d'une prescription archéologique) (p. 6874)

Article 2 (réalisation des diagnostics d'archéologie préventive)

Son intervention (p. 6885 et s.)

Son amendement n° 82 (p. 6885)

Article 3 (réalisation des fouilles d'archéologie préventive)

Son intervention (p. 6889 et s.)

Son amendement n° 83 (p. 6889)

Son amendement n° 84 (p. 6891)

Ses amendements n° 89 et 85 (p. 6894)

Son amendement n° 86 corrigé (p. 6895)

Article 4 (modalités d'exploitation scientifique des fouilles d'archéologie préventive)

Son amendement n° 88 (p. 6897)

Son intervention (p. 6898 et s.)

Article 6 (redevance d'archéologie préventive)

Son intervention (p. 6905)

Après l'article 8

Son amendement n° 90 (vestiges immobiliers : critères de propriété au bénéfice de l'Etat) : retiré (p. 6914)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 6920)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [16 juillet 2003] (p. 7756)

Son intervention (p. 7758)

Thèmes :

Patrimoine culturel : archéologie préventive (p. 7758)

Patrimoine culturel : politique du patrimoine (p. 7758)

Patrimoine culturel : redevance d'archéologie préventive (p. 7759)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire

Abstention du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 7759)

Proposition de loi n° 609 visant à restreindre la consommation de tabac chez les jeunes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2003] (p. 7243)

Son intervention (p. 7253)

Thèmes :

Commerce et artisanat : commerce de détail : tabac (p. 7253)

Jeunes : tabagisme (p. 7253)

Politique économique : prix : tabac (p. 7253)

Discussion des articles [10 juillet 2003] (p. 7257)

Article 1er (interdiction de la vente ou de l'offre à titre gratuit des produits du tabac à des mineurs de moins de seize ans)

Son amendement n° 16 (p. 7259)

Son amendement n° 13 (p. 7261)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 14 deuxième correction (interdiction de la vente ou de l'offre de paquets de moins ou de plus de vingt cigarettes) (p. 7262) : devenu sans objet (p. 7264)

Son amendement n° 15 corrigé (écoulement des anciens stocks limité à un an) (p. 7264) : retiré (p. 7264)

Intervient sur l'amendement n° 18 corrigé (écoulement des anciens stocks limité à un an) (p. 7264)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Yves Bur (répression de la publicité indirecte utilisant le cinéma) (p. 7267)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 12 de M. Yves Bur (hausse du minimum de perception) (p. 7270)

Son amendement n° 17 (rapport au Parlement concernant la possibilité pour les buralistes d'un alignement sur le droit commun en matière de taxe professionnelle) (p. 7270) : adopté (p. 7271)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 7271)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 7271)

Patrick BALKANY

*Hauts-de-Seine (5^{ème} circonscription)
Non-inscrit*

Elu le 16 juin 2002

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11065)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 585 relative à l'ouverture dominicale des commerces de détail [30 janvier 2003]

Proposition de loi n° 978 modifiant la loi n° 93-915 du 19 juillet 1993 pour étendre le bénéfice de la qualité de pupille de la Nation aux enfants des élus tués ou décédés des suites d'un acte d'agression survenu lors de l'exercice de leur mandat [25 juin 2003]

Édouard BALLADUR

*Paris (12^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 9 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Président de la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 juin 2002] (p. 11184)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n° 244 présentée par M. Jean-Pierre Raffarin, Premier ministre, sur la question de l'Irak et débat sur cette déclaration

[8 octobre 2002] (p. 3048)

Son intervention en tant que président de la commission des affaires étrangères (p. 3061)

Thèmes :

Ordre public : terrorisme (p. 3062)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : résolution (p. 3062)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 3061)

Pays étrangers : Irak : armes de destruction massive (p. 3062)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 3063)

Union européenne : élargissement (p. 3061)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [17 octobre 2002] (p. 3509)

Article 33 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Son intervention (p. 3515)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen du fascicule [13 novembre 2002] (p. 5009, 5046)

Son intervention en tant que président de la commission des affaires étrangères (p. 5020)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication (p. 5020)

Langue française : francophonie (p. 5020)

Débat sur l'avenir de l'Europe

[3 décembre 2002] (p. 6067)

Son intervention en tant que président de la commission des affaires étrangères (p. 6073)

Thèmes :

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 6074)

Union européenne : Convention sur l'avenir de l'Europe : institutions communautaires (p. 6073 et s.)

Union européenne : élargissement (p. 6073)

Union européenne : euro (p. 6073 et s.)

Déclaration du Gouvernement n° 634 sur la question de l'Irak et débat sur cette déclaration

[26 février 2003] (p. 1417)

Son intervention en tant que président de la commission des affaires étrangères (p. 1432)

Thèmes :

Ordre public : terrorisme (p. 1432)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : résolution (p. 1431)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 1433)

Pays étrangers : Irak : armes de destruction massive (p. 1431)

Pays étrangers : Palestine (p. 1432)

Union européenne : construction européenne (p. 1433)

Proposition de résolution n° 613 tendant à compléter le règlement de l'Assemblée nationale et à modifier ses articles 14, 50, 65, 91, 104 et 128

Discussion des articles [26 mars 2003] (p. 2459)

Article 7 (ratification des traités et approbation des accords internationaux)

Son amendement n° 5 (p. 2461)

Jean-Pierre BALLIGAND

*Aisne (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations [J.O. du 2 août 2002] (p. 13228)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 15 janvier 2003] (p. 883)

Membre de la commission d'enquête sur la gestion des entreprises publiques afin d'améliorer le système de prise de décision. [J.O. du 5 février 2003] (p. 2218)

Vice-président de la commission d'enquête sur la gestion des entreprises publiques afin d'améliorer le système de prise de décision. [J.O. du 13 février 2003] (p. 2679)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Energie et carburants. électricité et gaz. ouverture du marché, politiques communautaires [27 novembre 2002] (p. 5818)

Banques et établissements financiers. Caisse des dépôts et consignations. fonctionnement [17 décembre 2002] (p. 6823)

DÉBATS**Projet de loi n° 230 de finances pour 2003****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [16 octobre 2002] (p. 3385)**

Son intervention (p. 3385)

Thèmes :

Assurances : fonds de pension (p. 3386)

Banques et établissements financiers (p. 3385)

Banques et établissements financiers : Caisse des dépôts et consignations : prélèvement (p. 3386)

Finances publiques : recettes fiscales (p. 3385)

Marchés financiers (p. 3385, 3386)

Politique économique : conjoncture : croissance (p. 3385)

Travail : licenciements (p. 3385)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER**Discussion des articles [17 octobre 2002] (p. 3479)****Après l'article 2**

Intervient sur l'amendement n° 259 de M. Pierre Albertini (souscription de contrats d'assurance-vie portant au moins à 50 % sur des actions européennes - réduction d'impôt) (p. 3485)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE - SERVICES DU PREMIER MINISTRE****Examen du fascicule [7 novembre 2002] (p. 4655)**

Son intervention (p. 4675)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : crédits : rôle (p. 4675)

Aménagement du territoire : zones rurales (p. 4676)

Collectivités territoriales : décentralisation : aménagement du territoire (p. 4675)

INTÉRIEUR, SÉCURITÉ INTÉRIEURE ET LIBERTÉS LOCALES**Examen du fascicule [23 octobre 2002] (p. 3847)**

Son intervention (p. 3870)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : dotation globale de fonctionnement (DGF) (p. 3870)

Coopération intercommunale : communautés de communes : Constitution (p. 3870)

Coopération intercommunale : communautés de communes : finances (p. 3870)

Coopération intercommunale : établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) (p. 3870)

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [19 novembre 2002] (p. 5323) ; [20 novembre 2002] (p. 5367)**

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5336)

Son intervention (p. 5393)

Thèmes :

Collectivités territoriales : autonomie financière (p. 5337)

Collectivités territoriales : décentralisation : histoire (p. 5394)

Collectivités territoriales : décentralisation : projets de loi (p. 5393 et s.)

Collectivités territoriales : expérimentation (p. 5337)

Collectivités territoriales : pouvoir réglementaire (p. 5337)

Collectivités territoriales : projets de loi : Sénat (p. 5337, 5394)

Coopération intercommunale : établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) (p. 5377, 5395)

Etat : décentralisation : subsidiarité (p. 5394)

Partis et mouvements politiques : gauche : décentralisation (p. 5336)

Partis et mouvements politiques : RPR (p. 5336)

Discussion des articles [21 novembre 2002] (p. 5454, 5473, 5512) ; [22 novembre 2002] (p. 5592, 5632) ; [26 novembre 2002] (p. 5725, 5758)**Article 1er (article 1er de la Constitution - organisation de la République)**

Son intervention (p. 5456 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 150 de M. Émile Blessig (pouvoir réglementaire des collectivités territoriales) (p. 5506)

Article 3 (article 39 de la Constitution - priorité d'examen du Sénat sur les projets de loi ayant pour principal objet la libre administration des collectivités territoriales et les instances représentatives des Français établis hors de France)

Son intervention (p. 5534)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 124 de Mme Anne-Marie Comparini (saisine automatique du Conseil constitutionnel sur les lois relatives à la libre administration des collectivités territoriales) (p. 5594)

Article 4 (article 72 de la Constitution - libre administration des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 5598 et s.)

Article 6 (article 72-2 de la Constitution - autonomie financière des collectivités territoriales)

Reprend l'amendement n° 156 rectifié de M. Émile Blessig (transfert de compétences - moyens financiers et en personnel substitués aux ressources attribuées) : rejeté (p. 5748)

Son intervention (p. 5648 et s.)

Son amendement n° 190 (référence à la libre administration des collectivités territoriales) (p. 5659) : SCRUTIN PUBLIC (p. 5660)

Son amendement n° 192 (recettes fiscales et autres ressources propres devant représenter plus de 50 % de l'ensemble des ressources) (p. 5725) : SCRUTIN PUBLIC (p. 5732)

Son amendement n° 191 (recettes fiscales et autres ressources propres devant représenter une part prépondérante - et non déterminante - de l'ensemble des ressources) (p. 5725) : SCRUTIN PUBLIC (p. 5737)

Son amendement n° 194 (évaluation périodique de la part des recettes fiscales et des autres ressources propres dans l'ensemble des ressources des collectivités territoriales) (p. 5737) : SCRUTIN PUBLIC (p. 5738)

Son amendement n° 193 (principe « de la part déterminante des ressources fiscales et des autres ressources propres » - association du Parlement et des collectivités territoriales à sa mise en œuvre) (p. 5738)

Son amendement n° 196 (transfert de fiscalité nationale pour tout transfert de compétences ou pour toute création de compétence) (p. 5743) : SCRUTIN PUBLIC (p. 5746)

Son amendement n° 197 rectifié (transfert de compétences - attribution et indexation des ressources nécessaires à leur exercice) (p. 5758) : SCRUTIN PUBLIC (p. 5761)

Son amendement n° 198 (évaluation des charges nouvelles pour les collectivités territoriales et des ressources nécessaires à leur exercice - association de représentants du Parlement et des collectivités locales) (p. 5771) : SCRUTIN PUBLIC (p. 5773)

Son amendement n° 199 (suppression de la référence à la péréquation) (p. 5774) : SCRUTIN PUBLIC (p. 5775)

Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [4 février 2003] (p. 821)**

Son intervention (p. 840)

Thèmes :

Entreprises : création (p. 840)

Entreprises : entreprises individuelles (p. 840)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 840)

Projet de loi n° 719 de sécurité financière**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [29 avril 2003] (p. 3252)**

Son intervention (p. 3258)

Thèmes :

Entreprises : comptabilité : normes (p. 3259)

Entreprises : comptabilité : transparence (p. 3258)

Entreprises : gouvernement d'entreprise (p. 3259)

Lois : fonction (p. 3258)

Marchés financiers : actionnaires individuels (p. 3259)
 Marchés financiers : agences de notation : analystes financiers (p. 3258 et s.)
 Pays étrangers : Etats-Unis (p. 3258)
 Politique économique : capitalisme (p. 3258 et s.)
 Politique générale : démocratie (p. 3260)
 Professions libérales : commissaires aux comptes (p. 3259)
 Sociétés : dirigeants (p. 3259)

Discussion des articles [29 avril 2003] (p. 3263) ; [30 avril 2003] (p. 3311) ; [6 mai 2003] (p. 3442, 3471)

Article 10 (opérations et personnes soumises au contrôle de l'Autorité des marchés financiers)

Son amendement n° 40 (enquêtes de l'Autorité sur les relations entre agences de notation, entreprises évaluées et établissements de crédit) (p. 3283)

Son amendement n° 37 (enquêtes de l'Autorité sur les agences de notation) (p. 3283)

Son amendement n° 38 (appréciation de l'Autorité sur les préconisations des agences de notation) (p. 3284)

Son amendement n° 39 (intermédiaires financiers – remise à l'Autorité d'un rapport social, sociétal et environnemental) (p. 3284)

Après l'article 10

Son amendement n° 41 (cotation des entreprises par la Banque de France) : rejeté (p. 3285)

Article 14 (procédure de sanctions devant l'Autorité des marchés financiers)

Son amendement n° 33 (ouverture de l'enquête dans le délai de trois ans à compter de la révélation des faits et non de leur commission) (p. 3287)

Article 33 bis (obligations des analystes et de leurs employeurs - suivi des agences de notation par l'Autorité des marchés financiers)

Son intervention (p. 3336)

Article 39 (harmonisation et simplification des règles relatives à la pratique du démarchage bancaire ou financier)

Son amendement n° 34 (constitution d'un fichier centralisé des démarcheurs consultable sur Internet) (p. 3353)

Son amendement n° 35 (fichier recensant les sanctions dont les démarcheurs ont fait l'objet) (p. 3354)

Son amendement n° 36 (informations figurant sur la carte de démarchage) (p. 3354)

Article 47 sexies (obligation pour les sociétés de gestion de portefeuille d'exercer les droits attachés aux titres détenus par les OPCVM qu'elles gèrent)

Son intervention (p. 3369)

Article 56 bis (suspension des dispositions relatives aux conventions de comptes de dépôt)

Son intervention (p. 3374)

Son amendement n° 44 (de suppression) (p. 3374)

Après l'article 56 bis

Son amendement n° 45 corrigé (communication des frais bancaires 30 jours avant leur perception et relevé annuel) : rejeté (p. 3375)

Avant l'article 57

Intervient sur l'amendement n° 1 troisième rectification de M. Michel Hunault (conditions d'application dans le temps des garanties d'assurance de responsabilité) (p. 3377)

Reprend le sous-amendement n° 299 de M. Michel Hunault (conditions d'application dans le temps des garanties d'assurance de responsabilité) à l'amendement n° 1 troisième rectification de M. Michel Hunault (p. 3380) : rejeté (p. 3380)

Son sous-amendement n° 467 (inopposabilité au tiers lésé de la clause instaurant un délai subséquent) à l'amendement n° 1 troisième rectification de M. Michel Hunault : rejeté (p. 3380)

Article 59 bis (actions en responsabilité intentées par les fonds de garantie)

Son intervention (p. 3388)

Article 62 (création d'un nouveau chapitre du code de commerce regroupant les dispositions relatives au statut des commissaires aux comptes)

Son intervention (p. 3447)

Article 64 (inscription et discipline des commissaires aux comptes)

Son intervention (p. 3449)

Son amendement n° 46 (formation continue dispensée par des organismes agréés par le Haut conseil du commissariat aux comptes) (p. 3449)

Article 65 (prévention des conflits d'intérêts)

Son intervention (p. 3451)

Avant l'article 76

Son amendement n° 241 (présence obligatoire de représentants des salariés dans les conseils d'administration) : rejeté (p. 3471)

Son amendement n° 42 (possibilité de création d'un comité des comptes au sein du conseil d'administration) : rejeté (p. 3472)

Son amendement n° 43 (possibilité de création - au sein du conseil d'administration - d'un comité des rémunérations ayant à connaître des «stock-options») (p. 3472) : rejeté (p. 3473)

Article 76 (transparence du fonctionnement des organes dirigeants des sociétés)

Son amendement n° 47 (objet, nombre et résultats des opérations de contrôle interne et mention des administrateurs y ayant participé) (p. 3475)

Son amendement n° 48 (de coordination) (p. 3476)

Après l'article 76

Son amendement n° 59 (administrateurs indépendants) (p. 3476) : rejeté (p. 3477)

Son amendement n° 54 (règle de la dissociation des fonctions de président du conseil d'administration et de directeur général – nomination du président en qualité de directeur général par l'assemblée générale extraordinaire) : rejeté (p. 3477)

Après l'article 77

Ses amendements n°s 49, 50 et 51 (cumul de mandats d'administrateur) : rejeté (p. 3479)

Son amendement n° 52 (critères de calcul de la rémunération des dirigeants – information des actionnaires) (p. 3479) : rejeté (p. 3480)

Après l'article 79

Son amendement n° 53 (« stock-options » - information des actionnaires sur les effets de dilution et sur le bénéfice par action) : rejeté (p. 3482)

Article 80 (assouplissement du régime des conventions libres et des conventions soumises au régime d'autorisation)

Son amendement n° 55 (de suppression) (p. 3483)

Après l'article 81

Son amendement n° 57 (institution d'une responsabilité des administrateurs et du directeur général envers les actionnaires) : rejeté (p. 3486)

Après l'article 82

Son amendement n° 58 (réparation du préjudice propre de l'actionnaire - distinction d'avec le préjudice social) (p. 3488) : rejeté (p. 3491)

Article 87 bis (limitation de la transparence des rémunérations des mandataires sociaux aux sociétés cotées)

Son amendement n° 242 (de suppression) (p. 3500)

Explications de vote et vote

Vote contre du groupe socialiste (p. 3260)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [17 juillet 2003] (p. 7856)

Article 3 (organisation et composition de l'Autorité des marchés financiers)

Son amendement n° 11 (rédactionnel – Président de l'Assemblée nationale cité avant celui du Sénat) (p. 7857)

Article 7 (fonctionnement et ressources de l'Autorité des marchés financiers)

Son amendement n° 12 (contribution des conseillers en investissements financiers - rétablissement de la fourchette de 1 000 € à 2 000 € réduite de moitié par le Sénat) (p. 7859)

Article 10 (opérations et personnes soumises au contrôle de l'Autorité des marchés financiers)

Son amendement n° 13 (ajout des agences de notation) (p. 7861)

Son amendement n° 14 (rapport social, sociétal et environnemental remis à l'Autorité des marchés financiers par les personnes soumises à son contrôle) (p. 7862)

Article 39 (harmonisation et simplification des règles relatives à la pratique du démarchage bancaire ou financier)

Son amendement n° 15 (démarchage pour les produits de couverture - interdiction auprès des petites ou moyennes entreprises) (p. 7870)

Article 57 A (conditions d'application dans le temps des garanties d'assurance de responsabilité civile)

Son amendement n° 1 (de suppression) (p. 7872)

Son amendement n° 2 (tiers lésé - inopposabilité de la clause instaurant un délai subséquent) (p. 7872)

Article 61 (organisation et contrôle de la profession)

Son amendement n° 16 (participation du Haut Conseil du commissariat aux comptes à la définition des règles comptables européennes et internationales) (p. 7875)

Avant l'article 76

Son amendement n° 17 (création d'un comité des comptes par le conseil d'administration) : rejeté (p. 7877)

Son amendement n° 18 (création d'un comité des rémunérations par le conseil d'administration) (p. 7877) : rejeté (p. 7878)

Après l'article 76

Son amendement n° 19 (différenciation des fonctions de président et de directeur général) : rejeté (p. 7878)

Après l'article 77

Son amendement n° 20 (cumul de mandats d'administrateur - limitation) : rejeté (p. 7878)

Son amendement n° 21 (cumul de mandats d'administrateur - limitation) : rejeté (p. 7878)

Son amendement n° 22 (rémunérations des dirigeants - indication des critères retenus pour leur calcul) : rejeté (p. 7878)

Après l'article 80 bis

Son amendement n° 23 (institution d'une responsabilité des administrateurs et du directeur général envers les actionnaires) : rejeté (p. 7879)

Son amendement n° 24 (réparation du préjudice personnel des actionnaires, distinct de celui subi par la société) : rejeté (p. 7879)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5069)

Son intervention (p. 5086)

Thèmes :

Retraites : généralités : cotisations (p. 5086)

Retraites : généralités : système par répartition (p. 5086)

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Article 78 [séance du 2 juillet 2003] (droit à bénéficiaire de produits d'épargne retraite)

Son intervention (p. 6607 et s.)

Article 79 [séance du 2 juillet 2003] (création du plan d'épargne pour la retraite (PER))

Son intervention (p. 6660)

Article 80 [séance du 2 juillet 2003] (création du plan partenarial d'épargne salariale volontaire pour la retraite (PPEsvr))

Son intervention (p. 6673)

Gérard BAPT

Haute-Garonne (2^{ème} circonscription)
Socialiste

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2002 [J.O. du 31 juillet 2002] (p. 13069)

Membre suppléant de la Commission nationale des aides publiques aux entreprises [J.O. du 2 août 2002] (p. 13231)

Membre suppléant de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14786)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 15 janvier 2003] (p. 883)

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé [J.O. du 22 janvier 2003] (p. 1335)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 20 juin 2003] (p. 10395)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) : annexe n° 38 : Santé et personnes handicapées (n° 256) [10 octobre 2002]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique économique. croissance. bilan et perspectives [23 octobre 2002] (p. 3840)

Emploi. politique de l'emploi. conférence nationale [19 mars 2003] (p. 2178)

Politique économique. croissance. perspectives [25 juin 2003] (p. 5979)

QUESTION Orale SANS DÉBAT

n° 328, posée le 19 mai 2003. Transports ferroviaires. TGV (J.O. questions p. 3729). Appelée le 20 mai 2003. ligne Paris-Toulouse, perspectives (p. 3792)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Qualifie de "gilles infligées au Parlement" la présentation par le Gouvernement d'amendements de dernière minute - sans rapport avec les projets examinés - tendant à majorer la fiscalité sur le tabac et à valider le déremboursement ou la diminution du remboursement de médicaments [17 juillet 2003] (p. 7819)

DÉBATS

Projet de loi de finances rectificative n° 29 pour 2002

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 juillet 2002] (p. 2159)

Son intervention (p. 2202)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compensations financières : annulations de crédits (p. 2202)

Finances publiques : exécution du budget : transparence (p. 2202)

Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 2203)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 2203)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 2203)

Politique économique : conjoncture : croissance (p. 2202)

Discussion des articles [18 juillet 2002] (p. 2225)

Article 1er (réduction de 5 % de l'impôt sur le revenu acquitté en 2002)

Intervient sur l'amendement n° 22 de M. Augustin Bonrepaux (possibilité pour les contribuables mensualisés de demander jusqu'au 15 septembre la suspension des prélèvements ou la modification de leur montant) (p. 2244)

Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Augustin Bonrepaux (remboursement dès octobre du trop-perçu aux contribuables mensualisés) (p. 2244)

Projet de loi n° 190 relatif aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 octobre 2002] (p. 2897)

Son intervention (p. 2915)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi (p. 2915)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 2915)

Travail : durée du travail (p. 2915)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 octobre 2002] (p. 3342)

Son intervention (p. 3368)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 3369)

Emploi : politique de l'emploi : prime pour l'emploi (p. 3369)

Famille : politique familiale : fiscalité (p. 3369)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile : rétroactivité des lois (p. 3369)

Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 3368)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 3368)

Politique économique : pouvoir d'achat : consommation (p. 3369)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [17 octobre 2002] (p. 3479, 3509) ; [18 octobre 2002] (p. 3634)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 297 de M. Marc Laffineur (naissances multiples - demi-part supplémentaire) (p. 3482)

Intervient sur l'amendement n° 299 de M. Marc Laffineur (personnes détachées en France par un employeur étranger - exonération de la partie de la rémunération liée à l'expatriation) (p. 3492)

Article 4 (relèvement du plafond des dépenses éligibles à la réduction d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile)

Son intervention (p. 3537)

Après l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 317 rectifié de M. Augustin Bonrepaux (associations - taxe sur les salaires - abattement porté de 5 185 € à 10 000 €) (p. 3659)

Son amendement n° 316 (catastrophes naturelles - aides d'urgence distribuées par les chambres consulaires - exonérations) (p. 3671)

Intervient sur l'amendement n° 252 de M. Jean-Pierre Blazy (création d'une taxe environnementale due par les entreprises aériennes) (p. 3672)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen du fascicule [13 novembre 2002] (p. 5009, 5046)

Procédure des questions :

Pays étrangers : Liban : droits de l'homme et libertés publiques (p. 5051)

Pays étrangers : Russie : opérations extérieures (p. 5050)

SANTÉ, FAMILLE ET PERSONNES HANDICAPÉES

Examen du fascicule [12 novembre 2002] (p. 4910)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan
Son intervention (p. 4917)

Thèmes avant la procédure des questions :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 4918)
Établissements de santé : hôpitaux (p. 4917)
Famille : politique familiale (p. 4919)
Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 4919)
Santé : crédits (p. 4917)
Santé : politique de la santé (p. 4917)

Vote des crédits et articles rattachés [12 novembre 2002] (p. 4959)*Après l'article 70*

Intervient sur l'amendement n° 168 du Gouvernement (revalorisation de la déduction forfaitaire qu'opèrent les organismes d'assurance complémentaire participant à la CMU) (p. 4960)
Intervient sur l'amendement n° 176 de M. Pierre-Christophe Bague (rapport au Parlement sur les conditions d'accès à la télévision en milieu hospitalier) (p. 4961)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [18 décembre 2002] (p. 6907)

Son intervention (p. 6926)

Thème :

Sécurité publique : risques technologiques : Toulouse (p. 6926)

Projet de loi n° 375 relatif à la négociation collective sur les restructurations ayant des incidences sur l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2002] (p. 6252)

Article 1er (articles 97, 98, 99, 101, 104, 106, 109 et 116 de la loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002) : suspension de certains articles de la loi de modernisation sociale du 17 janvier 2002 relatifs à la procédure des licenciements économiques)

Son intervention (p. 6260 et s.)

Son sous-amendement n° 199 à l'amendement n° 78 de M. Gaëtan Gorce (p. 6286)

Projet de loi de finances rectificative n° 382 pour 2002

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 2002] (p. 6376)

Son intervention (p. 6389)

Thèmes :

Défense : crédits (p. 6389)
Emploi : chômage (p. 6389)
Établissements de santé : investissements (p. 6390)
Finances publiques : dépenses : exécution du budget (p. 6389)
Secteur public : entreprises publiques : France Télécom (p. 6389)

Discussion des articles [10 décembre 2002] (p. 6407) ; [11 décembre 2002] (p. 6470, 6512, 6551)*Après l'article 30*

Intervient sur l'amendement n° 43 de M. Yves Censi (dons reçus par les entreprises sinistrées – non-imposition) (p. 6498)

Avant l'article 31

Intervient sur l'amendement n° 77 du Gouvernement (Liban – garantie de l'Etat aux prêts accordés par l'Agence française de développement) (p. 6521)

Après l'article 34

Intervient sur l'amendement n° 100 du Gouvernement (harkis – création d'une allocation de reconnaissance et prorogation de certaines mesures du plan en leur faveur) (p. 6524)

Article 35 (décrystallisation : révision, en droit et en valeur, des pensions des ressortissants des pays anciennement placés sous la souveraineté française)

Son intervention (p. 6526)

Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 2003] (p. 821)

Son intervention (p. 821)

Thèmes :

Entreprises : allègement des charges (p. 822)
Entreprises : création (p. 821 et s.)
Entreprises : entreprises individuelles (p. 821)
Entreprises : entreprises individuelles : aménagement du territoire (p. 822)

Entreprises : financement : avantages fiscaux (p. 822)

Entreprises : formalités administratives (p. 821)

Entreprises : transmission (p. 821 et s.)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 821)

Discussion des articles [5 février 2003] (p. 910) ; [6 février 2003] (p. 964, 996, 1046)

Article 1er (liberté de fixation du capital social d'une SARL)

Son intervention (p. 910)

Article 2 (récépissé de création d'entreprise)

Son intervention (p. 913)

Article 8 (exonération de cotisations sociales et ouverture de droits à prestations des salariés créateurs ou repreneurs d'entreprise durant la première année de cette activité)

Son intervention (p. 965)

Article 9 (congé et période de travail à temps partiel pour la création d'entreprise)

Son intervention (p. 976 et s.)

Article 10 (contrat d'accompagnement à la création d'une activité économique)

Son intervention (p. 981)

Avant l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 318 de M. Gaëtan Gorce (loi de modernisation sociale - obligation de réindustrialiser les bassins d'emploi - extension aux sociétés mères étrangères ayant une entreprise filiale en France) (p. 1006)

Intervient sur l'amendement n° 335 de M. Michel Vergnier (groupements d'intérêt public pour la création ou le développement local des entreprises et pour la formation) (p. 1008)

Article 13 (fonds d'investissement de proximité)

Son intervention (p. 1011 et s.)

Article 14 (réduction d'impôt accordée au titre de la souscription en numéraire de parts de fonds d'investissement de proximité)

Son intervention (p. 1021)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 237 de M. Jean-Louis Dumont (souscription d'obligations associatives - réduction d'impôt) (p. 1024)

Après l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 35 de la commission (provision pour crédit garanti par une société de caution) (p. 1026)

Son amendement n° 300 rectifié (sortie anticipée d'un plan d'épargne en actions - PEA - pour la reprise ou la création d'une entreprise individuelle) (p. 1028) : devenu sans objet (p. 1030)

Son amendement n° 305 (CODEVI - compte pour le développement industriel - plafond relevé de 4 600 à 6 000 €) : rejeté (p. 1030)

Son amendement n° 302 rectifié (livret d'épargne entreprise - financement de la reprise ou de la création d'une entreprise individuelle) (p. 1031) : rejeté (p. 1032)

Avant l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 281 de M. Jean-Louis Dumont (entreprises employant un nombre minimal de personnes handicapées - priorité dans la mise en concurrence pour l'obtention de marchés publics) (p. 1070)

Article 18 (report et étalement des charges sociales de la première année d'activité)

Son intervention (p. 1071)

Article 19 (modification du dispositif d'aide à la création d'entreprise par les populations fragilisées)

Son intervention (p. 1075)

Son amendement n° 283 (extension du dispositif aux demandeurs d'emploi depuis plus d'un an) (p. 1076)

Son amendement n° 324 (suppression de la transformation de la prime en avance remboursable) (p. 1076)

Article 22 (allègement de l'imposition au titre des plus-values professionnelles)

Son intervention (p. 1079 et s.)

Reprend l'amendement n° 238 de M. Denis Merville (amélioration du dispositif - suppression des effets de seuils de recettes) (p. 1079)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [3 juin 2003] (p. 4443)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4443)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 4444 et s.)

Entreprises : chefs d'entreprises : protection (p. 4443)

Entreprises : création : primes (p. 4447)

Entreprises : création : salariés (p. 4443)

Entreprises : entreprises individuelles (p. 4443)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 4444 et s.)

Parlement : Sénat : impôt de solidarité sur la fortune (p. 4444 et s.)

Partis et mouvements politiques : gauche : entreprises (p. 4443)

Partis et mouvements politiques : gauche : impôt de solidarité sur la fortune (p. 4446)

Plus-values : imposition : plus-values professionnelles (p. 4445)
 Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 4444, 4446)

Discussion des articles [4 juin 2003] (p. 4483, 4536)

Article 8 bis supprimé par le Sénat (extension du dispositif d'exonération au créateur bénéficiaire d'un régime de sécurité sociale en tant que conjoint ou concubin d'un salarié)

Son intervention (p. 4494)

Après l'article 13 B

Intervient sur l'amendement n° 69 de M. Gaëtan Gorce (contrôle des fonds publics accordés aux entreprises - rétablissement de la loi n° 2001-7 du 4 janvier 2001) (p. 4510)

Article 13 (fonds d'investissement de proximité)

Son intervention (p. 4513)

Après l'article 16

Son amendement n° 74 (CODEVI - plafond porté de 4 600 € à 6 000 €) (p. 4514) : rejeté (p. 4515)

Article 19 (renforcement du dispositif d'aide à la création d'entreprises en faveur des populations en difficultés)

Son amendement n° 76 (extension du dispositif aux demandeurs d'emploi depuis plus d'un an) (p. 4519)

Son intervention (p. 4520 et s.)

Son amendement n° 77 (suppression de la transformation de la prime en avance remboursable) (p. 4520)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 109 du Gouvernement (aide accordée par l'Etat au titre du dispositif d'encouragement au développement d'entreprises nouvelles - exonération de l'impôt sur le revenu) (p. 4522)

Article 26 bis (exonération partielle d'impôt de solidarité sur la fortune pour les parts ou actions de sociétés que les propriétaires s'engagent à conserver par un accord collectif)

Son intervention (p. 4527 et s.)

Article 26 ter (exonération d'impôt de solidarité sur la fortune pour les souscriptions au capital de PME)

Son intervention (p. 4550 et s.)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 4560)

Vote contre du groupe socialiste (p. 4560)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [17 juillet 2003] (p. 7819)

Son intervention (p. 7823)

Thèmes :

Entreprises : création : Gouvernement (p. 7823)

Entreprises : création : primes (p. 7823)

Entreprises : création : promotion sociale (p. 7823)

Entreprises : entreprises individuelles (p. 7823)

Entreprises : financement (p. 7823)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 7823 et s.)

Parlement : rôle : commissions mixtes paritaires (p. 7824)

Politique économique : pouvoir d'achat : consommation (p. 7824)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire

Vote contre du groupe socialiste (p. 7824)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Article 1er [séances du 16 juin 2003] (système de retraites par répartition)

Son intervention (p. 5349 et s.)

Article 4 [séances du 19 juin 2003] (assurer en 2008, un montant minimal de retraite égal à 85 % du SMIC)

Son intervention (p. 5589 et s.)

Déclaration du Gouvernement n° 989 d'orientation budgétaire présentée par M. Alain Lambert, ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire et débat sur cette déclaration

[26 juin 2003] (p. 6055)

Son intervention (p. 6090)

Thèmes :

Finances publiques : exécution du budget : annulations de crédits (p. 6090 et s.)

Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 6090)

Sécurité sociale (p. 6090 et s.)

Jean BARDET

Val-d'Oise (3^{ème} circonscription)
 Union pour la Majorité Présidentielle
 puis Union pour un Mouvement Populaire

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11114)

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11466)

Rapporteur du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2003 (n° 250) [10 juillet 2002]

Membre titulaire du Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14786)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2003 [J.O. du 22 novembre 2002] (p. 19330)

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé [J.O. du 22 janvier 2003] (p. 1335)

Secrétaire de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé [J.O. du 30 avril 2003] (p. 7622)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2003 (n° 250) :

- Tome II : Assurance maladie et accidents du travail ;

- Tome V, avec M. Yves Bur, Mme Marie-Françoise Clergeau et M. Denis Jacquat : Tableau comparatif et amendements non adoptés par la commission [24 octobre 2002] (n° 330)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique, sécurité des biens et des personnes, transports urbains [2 avril 2003] (p. 2747)

DÉBATS

Projet de loi n° 250 de financement de la sécurité sociale pour 2003

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 octobre 2002] (p. 4093)

Son intervention (p. 4101)

Thèmes :

Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 4102)

Pharmacie et médicaments : médicaments génériques (p. 4102)

Risques professionnels : accidents du travail (p. 4102)

Discussion des articles [28 octobre 2002] (p. 4182) ; [29 octobre 2002] (p. 4208, 4260, 4296) ; [30 octobre 2002] (p. 4341, 4374)

Article 1er et rapport annexé (approbation du rapport annexé)

Son intervention (p. 4192 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (création d'un office parlementaire d'évaluation des politiques de santé) (p. 4229 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 27 de la commission (rôle et composition de la commission des comptes de la santé) (p. 4234)

Intervient sur l'amendement n° 28 de la commission (rapport de la commission d'évaluation des produits et prestations remboursables et de la commission de la transparence) (p. 4236)

Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission (rapport au Parlement sur le codage des actes de médecine de ville) (p. 4236)

Intervient sur l'amendement n° 30 de la commission (rapport au Parlement sur l'évolution des indemnités journalières maladie) (p. 4236)

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission des finances (rapport au Parlement sur l'impact financier de l'indemnisation des victimes de l'amiante) (p. 4237)

Article 4 (montant du droit de consommation sur les tabacs)

Son intervention (p. 4269)

Article 10 (mode de calcul de l'objectif quantifié national des cliniques privées)

Son intervention (p. 4288)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 45 de la commission (validation de la rémunération des gardes effectuées par des médecins faisant fonction d'interne) (p. 4296)

Article 12 (expérimentation du financement des hôpitaux par l'activité)

Son intervention (p. 4298 et s.)

Article 13 (fusion du Fonds pour la modernisation des cliniques privées dans le Fonds pour la modernisation des établissements de santé)

Son intervention (p. 4302)

Article 14 (extension des missions du Fonds pour l'emploi hospitalier)

Son intervention (p. 4306)

Après l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 52 de la commission (conditions d'exercice d'une activité médicale libérale à l'hôpital) (p. 4307)

Intervient sur le sous-amendement n° 283 de M. Paul-Henri Cugnec (communication de l'état des consultations, recettes et actes médicaux effectués à titre privé par un médecin hospitalier) à l'amendement n° 52 de la commission (p. 4308)

Article 15 (suppression du mécanisme dit des "lettres-clefs flottantes" et des comités médicaux régionaux)

Son intervention (p. 4312 et s.)

Article 16 (missions du conseil de surveillance de la Caisse nationale d'assurance maladie)

Son intervention (p. 4314)

Article 18 (dénomination et missions du service médical de l'assurance maladie)

Son intervention (p. 4318 et s.)

Article 19 (mesures et procédures applicables aux médecins en cas de pratiques abusives)

Son intervention (p. 4319)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 126 de Mme Jacqueline Fraysse (dépôt automatique d'une demande d'inscription sur la liste des médicaments remboursables pour toute spécialité ayant obtenu une autorisation de mise sur le marché) (p. 4320)

Intervient sur l'amendement n° 65 de la commission (accord cadre entre le Comité économique des produits de santé et l'industrie pharmaceutique) (p. 4321)

Intervient sur le sous-amendement n° 291 du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 65 de la commission (p. 4321)

Intervient sur l'amendement n° 206 de M. Bruno Gilles (accords cadres entre l'Etat et l'industrie pharmaceutique) (p. 4321)

Article 20 (inscription accélérée sur la liste des médicaments remboursables)

Son intervention (p. 4324)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 67 de la commission (conditions d'agrément tacite en cas de non-respect des délais) (p. 4342)

Article 21 (pénalités financières applicables aux entreprises exploitant des médicaments)

Son intervention (p. 4343 et s.)

Article 22 (transfert à l'assurance maladie du financement des dépenses des centres spécialisés dans la prise en charge des toxicomanes)

Son intervention (p. 4346)

Article 24 (financement du forfait de garde pour les entreprises de transport sanitaire)

Son intervention (p. 4349)

Article 25 (prolongation du délai pour la signature des conventions tripartites par les établissements assurant l'hébergement des personnes âgées dépendantes)

Son intervention (p. 4354 et s.)

Article 26 (réintégration des médicaments remboursables dans les tarifs de soins des établissements assurant l'hébergement des personnes âgées et ne disposant pas de pharmacie à usage intérieur)

Son intervention (p. 4357)

Après l'article 26

Intervient sur l'amendement n° 75 de la commission (relations entre les pharmacies et les établissements assurant l'hébergement des personnes âgées dépendantes) (p. 4358)

Article 27 (tarif forfaitaire de remboursement pour les médicaments)

Son intervention (p. 4365 et s.)

Article 17 précédemment réservé (spécialités délivrées sur présentation d'une prescription rédigée en dénomination commune internationale)

Son intervention (p. 4370)

Article 28 (fin du mécanisme de cessation anticipée d'activité)

Son intervention (p. 4375 et s.)

Article 29 (incitation à la poursuite et à la reprise d'activité pour les médecins et les infirmières)

Son intervention (p. 4378)

Article 30 (dotation de financement de l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux)

Son intervention (p. 4380)

Article 31 (missions et dotation de financement du Fonds d'aide à la qualité des soins de ville)

Son intervention (p. 4381)

Article 35 (dotation de financement du Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante)

Son intervention (p. 4389)

Article 36 (dotation de financement du Fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante)

Son intervention (p. 4390)

Article 37 (montant du versement de la branche accidents du travail à la branche maladie au titre de la sous-déclaration des accidents du travail et des maladies professionnelles)

Son intervention (p. 4390 et s.)

Article 38 (autonomisation de la gestion de la branche accidents du travail)

Son intervention (p. 4394)

Brigitte BARÈGES

Tarn-et-Garonne (1^{ère} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire

Elue le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

Secrétaire de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 11 juillet 2002] (p. 11913)

Rapporteuse du projet de loi réformant le statut de certaines professions judiciaires ou juridiques, des experts judiciaires et des conseils en propriété industrielle et des experts en ventes aux enchères publiques (n° 768) [8 avril 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Personnes âgées, protection, maltraitance, lutte et prévention [20 novembre 2002] (p. 5366)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 336, posée le 19 mai 2003. Fonction publique territoriale, non-titulaires (J.O. questions p. 3730). Appelée le 20 mai 2003. perspectives (p. 3806)

DÉBATS**Projet de loi n° 950 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [10 juillet 2003] (p. 7275)**

Son intervention (p. 7344)

Thèmes :

Administration : déconcentration (p. 7344)

Justice : aide juridictionnelle : copropriété (p. 7345)

Sécurité publique (p. 7344)

Urbanisme : rénovation urbaine (p. 7344)

François BAROIN

Aube (3^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire
Vice-président de l'Assemblée nationale

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Vice-président de l'Assemblée nationale [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11114)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11114)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 23 octobre 2002] (p. 17570)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 23 octobre 2002] (p. 17570)

Membre de la mission d'information sur la question des signes religieux à l'école [J.O. du 4 juin 2003] (p. 9541)

Secrétaire de la mission d'information sur la question des signes religieux à l'école [J.O. du 6 juin 2003] (p. 9690)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Vice-président

RÉPONSE À UN FAIT PERSONNEL

En réponse à M. Pierre Lang, M. François Baroin, par application du règlement, refuse la parole à l'intervenant [17 juin 2003] (p. 5433)

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

M. Alain Néri : fait valoir que le président de la commission des finances a jugé l'amendement irrecevable au regard de l'article 40 [6 novembre 2002] (p. 4579)

Rappel au règlement de M. Jacques Barrot : rappelle que selon une décision du Bureau du 18 décembre 1980 le quorum est vérifié dans l'hémicycle et non dans l'enceinte du Palais (p. 5025) [11 juin 2003]

Rappel au règlement de M. Pascal Terrasse : rappelle la nécessité d'appliquer effectivement le règlement [20 juin 2003] (p. 5702)

M. Alain Bocquet : retire la parole à M. Bocquet, estimant que ce dernier n'effectue pas un véritable rappel au règlement [23 juin 2003] (p. 5793)

M. Alain Bocquet : souligne qu'il se doit de faire appliquer le règlement : le "déroulement de la séance" visé à l'article 58 ne concerne que l'ordre du jour fixé par le Gouvernement [23 juin 2003] (p. 5794)

M. Robert Pandraud : précise les modalités d'application de l'article 57 du règlement, puis consulte l'Assemblée sur la clôture : la clôture est adoptée [23 juin 2003] (p. 5805 - 5806)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SPORTS

Examen du fascicule [6 novembre 2002] (p. 4557)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Alain Néri (cf supra) [6 novembre 2002] (p. 4579)

Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [3 juin 2003] (p. 4463)

Ses observations : indique qu'il a pouvoir de décider la durée des suspensions de séance [3 juin 2003] (p. 4464)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 juin 2003] (p. 5000)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jacques Barrot (cf supra) [11 juin 2003] (p. 5025)

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Après l'article 2 [séance du 17 juin 2003] (sources supplémentaires de financement ; politique salariale)

Son intervention (p. 5450 et s.)

Article 3 [séances du 17 juin 2003] (équité)

Son intervention (p. 5469 et s.)

Après l'article 5 [séance du 20 juin 2003] (négociations avec les partenaires sociaux)

Son intervention (p. 5695 et s.)

Avant l'article 6 [séance du 20 juin 2003] (information des assurés sur le montant de leur pension)

Son intervention (p. 5696 et s.)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Pascal Terrasse (cf supra) (p. 5702)

Article 6 [séance du 20 juin 2003] (missions du Conseil d'orientation des retraites (COR))

Son intervention (p. 5702 et s.)

Article 10 [séances des 20 et 23 juin 2003] (limite d'âge pour la mise à la retraite d'office des salariés)

Son intervention (p. 5794)

Article 11 [séances du 23 juin 2003] (assujettissement des allocations de préretraite d'entreprise à une contribution spécifique affectée au Fonds de réserve pour les retraites)

Son intervention (p. 5804 et s.)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Robert Pandraud (cf supra) (p. 5805)

Après l'article 11 [séance du 23 juin 2003] (stock-options)

Son intervention (p. 5833)

Article 12 [séances des 23 et 24 juin 2003] (suppression de la préretraite progressive et limitation du champ du dispositif de la cessation anticipée d'activité)

Son intervention (p. 5833)

Proposition de loi n° 418 portant diverses dispositions relatives aux droits des mineurs et aux mines

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [17 juin 2003] (p. 5422)

Après l'article 19

Fait personnel de M. Pierre Lang (cf. supra) (p. 5433)

En qualité de Député

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Droit pénal. libération conditionnelle. affaire Patrick Henry [9 octobre 2002] (p. 3119)

Enseignement. politique de l'éducation. laïcité, respect [29 avril 2003] (p. 3212)

Jacques BARROT

Haute-Loire (1^{ère} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

Est élu président du groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11114)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 350 visant à aggraver les peines punissant les infractions à caractère raciste et à renforcer l'efficacité de la procédure pénale [7 novembre 2002]

Proposition de résolution n° 502 tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion des entreprises publiques afin d'améliorer le système de prise de décision [18 décembre 2002]

Proposition de résolution n° 503 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'application des mesures préconisées en matière de sécurité du transport maritime des produits dangereux ou polluants et l'évaluation de leur efficacité [18 décembre 2002]

Proposition de loi n° 586 tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des enfants [30 janvier 2003]

Proposition de résolution n° 613 tendant à compléter le règlement de l'Assemblée nationale et à modifier ses articles 14, 50, 65, 91, 104 et 128 [12 février 2003]

Proposition de résolution n° 684 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de gestion d'Air Lib et sur l'utilisation des fonds publics par cette compagnie aérienne [5 mars 2003]

Proposition de résolution n° 1059 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et sociales de la canicule [9 septembre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Parlement. relations avec le Gouvernement. situation en Irak, information des parlementaires [14 janvier 2003] (p. 34)

Elections et référendums. modes de scrutin. réforme [12 février 2003] (p. 1198)

Politique extérieure. Irak. intervention des Etats-Unis, conséquences [11 mars 2003] (p. 1877)

Etat, décentralisation, conséquences, enseignement [28 mai 2003] (p. 4337)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Estime que certains députés dépassent leur temps de parole sans laisser à leurs collègues le temps de répondre et indique qu'il demandera au Président de l'Assemblée de rappeler l'ensemble des députés au respect du règlement [26 novembre 2002] (p. 5770)

S'inquiète des contraintes horaires de l'Assemblée et du nombre d'orateurs inscrits dans le débat concernant une "niche parlementaire", réclame une suspension de séance [12 décembre 2002] (p. 6603)

Demande au président de séance de constater que des députés de l'opposition ont quitté l'hémicycle alors même que le président de l'un de ses groupes demandait la vérification du quorum ; accuse les députés en question de manœuvre frauduleuse [11 juin 2003] (p. 5023)

Interroge le président sur l'interprétation de l'article 61 du règlement relatif au recensement des présents lors d'une vérification de quorum [11 juin 2003] (p. 5025)

Affirme que les députés de la majorité ne participeront aux débats que lorsqu'un esprit de dignité et de démocratie sera revenu [14 juin 2003] (p. 5285)

Invite l'opposition à ne pas déposer ses amendements avant l'article 1er mais au contraire à les rattacher à la discussion de chacun des articles [14 juin 2003] (p. 5288)

Demande aux présidents des deux groupes de l'opposition de ne pas s'ingérer dans le fonctionnement de l'UMP [18 juin 2003] (p. 5566)

Demande l'application de l'article 57 du règlement limitant le nombre d'orateurs intervenant sur un article [19 juin 2003] (p. 5634)

DÉBATS

Déclaration de politique générale n° 20 présentée par M. Jean-Pierre Raffarin, Premier ministre et débat sur cette déclaration

[3 juillet 2002] (p. 1829)

Son intervention (p. 1840)

Thèmes :

Administration : rapports avec les administrés : formalités administratives (p. 1841)

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 1841)

Emploi : allègement des charges sociales : jeunes (p. 1840)

Etat : réforme (p. 1841)

Fonctionnaires et agents publics (p. 1841)

Formation professionnelle (p. 1841)

Impôt sur le revenu (p. 1841)

Justice (p. 1842)

Ordre public : sécurité (p. 1842)

Parlement : rôle (p. 1842)

Politique sociale : exclusion : négociation (p. 1842)

Santé (p. 1842)

Travail : réduction du temps de travail (p. 1840)

Union européenne : construction européenne (p. 1842)

Projet de loi n° 190 relatif aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 octobre 2002] (p. 2843)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2866)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 2866)

Formation professionnelle : promotion sociale (p. 2866)

Travail : durée du travail (p. 2866)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 2866)

Travail : salaires (p. 2866)

Projet de loi n° 250 de financement de la sécurité sociale pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 octobre 2002] (p. 4123)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 4138)

Thèmes :

Politique sociale : solidarité (p. 4139)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 4138)

Sécurité sociale : financement (p. 4138)

Sécurité sociale : Fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale (FOREC) (p. 4138)

Discussion des articles [29 octobre 2002] (p. 4208) ; [30 octobre 2002] (p. 4341, 4374)

Article 1er et rapport annexé (approbation du rapport annexé)

Son amendement n° 264 (p. 4226)

Article 27 (tarif forfaitaire de remboursement pour les médicaments)

Son intervention (p. 4361 et s.)

Article 38 (autonomisation de la gestion de la branche accidents du travail)

Son intervention (p. 4393)

Avant l'article 43

Son amendement n° 247 rectifié (statut juridique et fiscal des contributions des employeurs destinées à financer des prestations de retraite supplémentaires à leurs employés) (p. 4395) : retiré (p. 4397)

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 novembre 2002] (p. 5758)

Article 6 (article 72-2 de la Constitution - autonomie financière des collectivités territoriales)

Son rappel au règlement (cf supra) [26 novembre 2002] (p. 5770)

Débat sur l'avenir de l'Europe

[3 décembre 2002] (p. 6067)

Son intervention (p. 6084)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : marée noire (p. 6087)

Politiques communautaires : coopération policière et pénale (p. 6087)

Politiques communautaires : Europe sociale (p. 6088)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 6087)

Union européenne : Convention sur l'avenir de l'Europe : institutions communautaires (p. 6085 et s.)

Union européenne : élargissement (p. 6085)

Union européenne : euro (p. 6087)

Union européenne : Parlement européen (p. 6087)

Union européenne : subsidiarité (p. 6087)

Proposition de loi n° 317 visant à protéger les mineurs contre la diffusion de programmes comprenant des scènes de violence gratuite ou de pornographie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 décembre 2002] (p. 6602)

Avant l'article 1er

Son rappel au règlement (cf supra) [12 décembre 2002] (p. 6603)

Article 1er (mise en place d'un système de double contrôle d'accès pour les programmes interdits aux mineurs)

Son intervention (p. 6608)

Débat sur la maîtrise des finances publiques

[8 avril 2003] (p. 2903)

Son intervention (p. 2905)

Thèmes :

Assemblée nationale : ordre du jour : propositions de loi (p. 2905)

Eau (p. 2906)

Etat : réforme : décentralisation (p. 2906 et s.)

Finances publiques : dépenses : Cour des comptes (p. 2907)

Finances publiques : dépenses en capital (p. 2906)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 2906)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs : coût (p. 2906)

Fonctionnaires et agents publics : formation professionnelle : gestion (p. 2907)

Impôts et taxes : recouvrement : coût (p. 2907)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 2906 et s.)

Parlement : rôle : finances publiques (p. 2907)

Projet de loi n° 861 organisant une consultation des électeurs de Corse sur la modification de l'organisation institutionnelle de la Corse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 mai 2003] (p. 4288)

Son intervention (p. 4293)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 4293)

Femmes : parité (p. 4294)

Politique générale : institutions : réforme (p. 4293)

Projet de loi n° 881 de programme pour l'outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 juin 2003] (p. 4683)

Son intervention (p. 4703)

Thèmes :

Constitution : révision : décentralisation (p. 4703)

Emploi : création d'emplois : jeunes (p. 4704)
 Enseignement (p. 4704)
 Impôts et taxes : investissements outre-mer : politique économique (p. 4704)
 Lois : évaluation : outre-mer (p. 4704)
 Outre-mer : développement économique (p. 4703 et s.)
 Outre-mer : DOM-TOM : démographie (p. 4704)
 Politique extérieure (p. 4703)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 juin 2003] (p. 5000)

Ses rappels au règlement (cf supra) [11 juin 2003] (p. 5023 et 5025)

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Avant l'article 1er [séances des 12, 13, 14 juin 2003] (principes)

Son intervention (p. 5285 et s.)

Ses rappels au règlement (cf supra) [14 juin 2003] (p. 5285 et 5288)

Avant l'article 4 [séances des 18 et 19 juin 2003] (contrats à durée déterminée ou à temps partiel)

Son intervention (p. 5565 et s.)

Article 5 [séance 19 juin 2003] (durée d'assurance, pour obtenir une pension à taux plein, portée à 41 ans en 2012)

Son rappel au règlement (cf supra) [19 juin 2003] (p. 5634)

Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, par MM. Jean-Marc Ayrault, François Hollande et cent treize membres de l'Assemblée nationale

[2 juillet 2003] (p. 6615)

Son intervention (p. 6626)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 6628)
 Emploi : allègement des charges sociales (p. 6629)
 Finances publiques : déficit budgétaire (p. 6627)
 Handicapés : intégration (p. 6629)
 Politique générale : Gouvernement précédent (p. 6627)
 Retraites : généralités : réforme (p. 6626, 6628)
 Secteur public : entreprises publiques : commissions d'enquête (p. 6628)
 Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 6629)

Claude BARTOLONE

Seine-Saint-Denis (6^{ème} circonscription)
 Socialiste

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11114)

Membre de la commission d'enquête sur la gestion des entreprises publiques afin d'améliorer le système de prise de décision. [J.O. du 5 février 2003] (p. 2218)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3871)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3871)

Membre de la commission d'enquête sur les causes économiques et financières de la disparition d'Air Lib [J.O. du 26 mars 2003] (p. 5405)

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 7 mai 2003] (p. 7948)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 7 mai 2003] (p. 7948)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Sécurité sociale. équilibre financier. perspectives [10 juin 2003] (p. 4929)

DÉBATS

Projet de loi n° 632 relatif aux entreprises de transport aérien et notamment à la société Air France

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 mars 2003] (p. 1917)

Son intervention (p. 1920)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 1933)

Thèmes :

Relations internationales : guerre : transports aériens (p. 1934)
 Transports aériens : Air France : actionnaires (p. 1934)
 Transports aériens : Air France : alliances (p. 1921)
 Transports aériens : Air France : aménagement du territoire (p. 1921, 1934)
 Transports aériens : Air France : dotations en capital (p. 1920)
 Transports aériens : Air France : outre-mer (p. 1933)
 Transports aériens : Air France : prix (p. 1920)
 Transports aériens : Air France : salariés (p. 1921, 1934)
 Transports aériens : Air France : situation financière (p. 1920)
 Transports aériens : déréglementation : privatisations (p. 1920, 1934)

Discussion des articles [12 mars 2003] (p. 1952)

Article 2 (composition du conseil d'administration et du conseil de surveillance de la société Air France)

Son intervention (p. 1966 et s.)

Son amendement n° 54 (de suppression) (p. 1967)

Article 3 (dispositions relatives au passage des salariés d'Air France du statut public au droit privé)

Son intervention (p. 1972 et s.)

Ses amendements n° 56 (possibilité d'application – pendant la période intérimaire – des conventions collectives des transporteurs aériens privés) (p. 1972)

Son amendement n° 57 (suppression de la mise à la retraite d'office des salariés « au sol » de plus de soixante ans et justifiant de quarante années de cotisations) (p. 1972)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Avant l'article 1er [séances des 12, 13, 14 juin 2003] (principes)

Son intervention (p. 5173 et s.)

Article 5 [séance 19 juin 2003] (durée d'assurance, pour obtenir une pension à taux plein, portée à 41 ans en 2012)

Son intervention (p. 5632 et s.)

Article 10 [séances des 20 et 23 juin 2003] (limite d'âge pour la mise à la retraite d'office des salariés)

Son intervention (p. 5780)

Jacques BASCOU

Aude (2^{ème} circonscription)
 Socialiste

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre suppléant du Conseil national du tourisme [J.O. du 2 août 2002] (p. 13230)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages [J.O. du 17 juillet 2003] (p. 12134)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 223, posée le 24 mars 2003. Justice. Non appelée (J.O. questions p. 2093)

n° 432, posée le 23 juin 2003. Ministères et secrétariats d'Etat. équipement, transports et logement : direction des affaires maritimes et des gens de mer (J.O. questions p. 4882). Appelée le 24 mars 2003. fonctionnement, financement (p. 5864)

DÉBATS

Projet de loi n° 107 portant création d'un dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 juillet 2002] (p. 2372)*Après l'article 3*

Son amendement n° 30 (contrat vendanges) (p. 2428)

Projet de loi de finances rectificative n° 382 pour 2002

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 décembre 2002] (p. 6470)*Après l'article 29*

Intervient sur l'amendement n° 76 du Gouvernement (Association nationale de développement agricole – transformation de neuf taxes parafiscales en une imposition de toute nature affectée à l'agence de développement agricole et rural) (p. 6481)

Son sous-amendement n° 181 (exclusion de la viticulture) à l'amendement n° 76 du Gouvernement (p. 6484) : retiré (p. 6489)

Son sous-amendement n° 192 (modalités de taxation de la viticulture) à l'amendement n° 76 du Gouvernement : retiré (p. 6489)

Son sous-amendement n° 182 (modalités de taxation de la viticulture) à l'amendement n° 76 du Gouvernement : retiré (p. 6489)

Son sous-amendement n° 183 (affectation à 100 % - et non à 85 % - du produit de la nouvelle imposition à l'agence de développement agricole et rural) à l'amendement n° 76 du Gouvernement : retiré (p. 6490)

Son amendement n° 180 (institution de cotisations au profit d'ITV France - centre technique interprofessionnel de la vigne et du vin) (p. 6490) : retiré (p. 6491)

Débat sur la chasse**[11 février 2003] (p. 1097)**

Son intervention (p. 1122)

Thèmes :

Chasse et pêche : jours de chasse (p. 1122)

Politiques communautaires : directives : oiseaux migrateurs (p. 1122)

Projet de loi n° 606 relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mars 2003] (p. 1537)

Son intervention (p. 1554)

Thèmes :

Cours d'eau, étangs et lacs : aménagement et protection (p. 1554)

Sécurité publique : inondations (p. 1554)

Discussion des articles [6 mars 2003] (p. 1763)*Après l'article 18*

Intervient sur l'amendement n° 226 de M. Pascal Terrasse (non-application des dispositions du code des assurances sur l'aggravation du risque dès lors que la commune sur laquelle est établi le bien assuré dispose d'un plan de prévention des risques naturels) (p. 1786)

Après l'article 24

Intervient sur l'amendement n° 520 rectifié du Gouvernement (création d'un troisième mode optionnel de propriété des cours d'eau : le domaine public fluvial des collectivités territoriales et de leurs groupements) (p. 1815)

Après l'article 27

Intervient sur l'amendement n° 346 de M. Kléber Mesquida (nouveau montant de prime proposé par l'assureur en cas d'aggravation du risque) (p. 1829)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 1838)

Abstention du groupe socialiste (p. 1838)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juillet 2003] (p. 7542)

Son intervention (p. 7549)

Thèmes :

Cours d'eau, étangs et lacs : domaine public (p. 7549)

Eau : assainissement : établissements publics territoriaux de bassin (EPTB) (p. 7549)

Etat : météorologie (p. 7549)

Sécurité publique : inondations (p. 7549)

Sécurité publique : risques naturels majeurs : plan de prévention des risques (p. 7549)

Sécurité publique : risques technologiques (p. 7549)

Urbanisme (p. 7549)

Discussion des articles [15 juillet 2003] (p. 7577)*Article 20 (instauration de servitudes dans les zones de rétention temporaire des eaux de crues ou de ruissellement et dans les zones de mobilité d'un cours d'eau)*

Son intervention (p. 7612)

Projet de loi n° 560 relatif à la création d'une zone de protection écologique au large des côtes du territoire de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 avril 2003] (p. 2874)

Son intervention (p. 2878)

Thèmes :

Mer et littoral : protection (p. 2879)

Organisations internationales : Organisation maritime internationale (OMI) (p. 2879)

Transports par eau : transports maritimes : sécurité de la navigation (p. 2878)

Union européenne : directives : transports maritimes (p. 2879)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) [2 juillet 2003] (p. 6697)*Avant l'article 1er [séances des 12, 13, 14 juin 2003] (principes)*

Son intervention (p. 5190 et s.)

Sylvia BASSOT*Orne (3^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elue le 9 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire [J.O. du 2 août 2002] (p. 13231)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 840 visant à instaurer la réciprocité des fonds de concours entre collectivités en modifiant les articles L. 5214-16, L. 5215-26 et L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales [14 mai 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT*

n° 162, posée le 3 mars 2003. Coopération intercommunale. Etablissement public de coopération intercommunale (EPCI) (J.O. questions p. 1485). Appelée le 5 mars 2003. communes, fonds de concours, réglementation (p. 1519)

n° 235, posée le 24 mars 2003. Gendarmerie. gendarmerie mobile (J.O. questions p. 2095). Appelée le 25 mars 2003. bâtiments, rénovation, Argentan (p. 2349)

Christian BATAILLE*Nord (22^{ème} circonscription)
Socialiste*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Vice-président de la commission de la production et des échanges [J.O. du 28 juin 2002] (p. 11184) devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 9 octobre 2002] (p. 3035)

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11466)

Membre titulaire de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs [J.O. du 3 août 2002] (p. 13303)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux marchés énergétiques [J.O. du 18 décembre 2002] (p. 20975)

Membre de la mission d'information sur la question des signes religieux à l'école [J.O. du 4 juin 2003] (p. 9541)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur la durée de vie des centrales nucléaires et les nouveaux types de réacteurs [13 mai 2003] (n° 832)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Energie et carburants. EDF et GDF. ouverture du capital, perspectives [3 octobre 2002] (p. 2841)

Fonctionnaires et agents publics. grèves. modernisation du service public, perspectives [26 novembre 2002] (p. 5714)

Ministères et secrétariats d'Etat. jeunesse et éducation nationale : structures administratives. Centre national de documentation pédagogique (CNDP), délocalisation, conséquences [25 février 2003] (p. 1355)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 326, posée le 19 mai 2003. Voirie. RN 43 [J.O. questions p. 3729]. Appelée le 20 mai 2003. contournement du Cateau, perspectives (p. 3796)

DÉBATS

Proposition de loi n° 193 modifiant certaines dispositions du code de commerce relatives aux mandats sociaux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er octobre 2002] (p. 2794)

Son intervention (p. 2803)

Thèmes :

Marchés financiers : actionnaires (p. 2803)

Sociétés : droit des affaires : réforme (p. 2803)

Sociétés : mandats sociaux : cumul des mandats (p. 2803)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Examen du fascicule [25 octobre 2002] (p. 4017)

Son intervention (p. 4023)

Thèmes avant la procédure des questions :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 4024)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) (p. 4024)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : crédits budgétaires (p. 4023)

Entreprises : sous-traitance (p. 4023)

Industrie : politique industrielle : crédits budgétaires (p. 4023)

Projet de loi n° 326 relatif aux marchés énergétiques et au service public de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2002] (p. 6562)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6567) : rejetée (p. 6576)

Thèmes :

Aménagement du territoire (p. 6572)

Conseil constitutionnel : jurisprudence (p. 6574)

Constitution (p. 6574)

Energie et carburants : Commission de régulation de l'énergie (CRE) (p. 6571)

Energie et carburants : électricité (p. 6570 et s.)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 6570 et s.)

Energie et carburants : énergie hydraulique (p. 6573)

Energie et carburants : gaz : tarifs (p. 6569)

Energie et carburants : gaz : transport (p. 6569)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) (p. 6569)

Energie et carburants : sécurité nucléaire (p. 6572)

Pays étrangers : Etats-Unis : libéralisme (p. 6573)

Pays étrangers : Royaume-Uni : libéralisme (p. 6573)

Politiques communautaires : directives : électricité (p. 6571)

Politiques communautaires : directives : gaz (p. 6568)

Postes : La Poste (p. 6568)

Secteur public : services publics (p. 6567 et s.)

Télécommunications : France Télécom (p. 6568)

Discussion des articles [12 décembre 2002] (p. 6654) ; [13 décembre 2002] (p. 6698, 6732)

Article 2 (régime de l'éligibilité des clients)

Son intervention (p. 6658 et s.)

Article 3 (statut des fournisseurs de gaz naturel)

Son intervention (p. 6672)

Article 4 (conditions encadrant le refus de conclure un contrat d'accès à une installation gazière)

Son intervention (p. 6675)

Article 5 (tarifs gaziers)

Son intervention (p. 6676 et s.)

Article 7 (échanges d'informations nécessaires au fonctionnement des réseaux gaziers)

Son intervention (p. 6700)

Article 11 A (organisation du service public du gaz)

Son intervention (p. 6710 et s.)

Son amendement n° 134 (p. 6712)

Après l'article 11 A

Intervient sur l'amendement n° 173 de M. Pierre Ducout (l'accès des tiers aux ouvrages de transport et de distribution du gaz ne doit pas se faire au détriment des personnes démunies ou des régions de desserte difficile) (p. 6712)

Article 11 (obligations de service public)

Son amendement n° 133 (p. 6723)

Son intervention (p. 6733)

Article 20 A (répartition des participations du Fonds d'amortissement des charges d'électrification - FACE)

Son intervention (p. 6756)

Son amendement n° 145 (p. 6756)

Article 20 (installations bénéficiant de l'obligation d'achat)

Son intervention (p. 6757 et s.)

Article 20 bis (compensation des charges imputables aux missions de service public)

Son amendement n° 146 (p. 6762)

Son intervention (p. 6763)

Article 20 ter (coordination)

Son intervention (p. 6767)

Son amendement n° 147 (p. 6767)

Article 20 quater (modalités de calcul des charges résultant des contrats consécutifs aux appels d'offres)

Son intervention (p. 6767)

Son amendement n° 148 (p. 6767)

Article 20 quinquies (suppression de la liste des informations confidentielles acquises à l'occasion de l'exécution d'un contrat consécutif à un appel d'offres)

Son intervention (p. 6768)

Son amendement n° 149 (p. 6768)

Article 20 sixies (modalités de calcul des charges résultant de la mise en œuvre de l'obligation d'achat)

Son intervention (p. 6768)

Son amendement n° 150 (p. 6768)

Article 20 septies (contrôle des activités des agents du réseau public de transport)

Son intervention (p. 6768)

Son amendement n° 151 (p. 6768)

Après l'article 20 septies

Intervient sur l'amendement n° 367 du Gouvernement (approbation préalable des règles d'ajustement par la Commission de régulation de l'énergie) (p. 6771)

Article 20 octies (principes de fixation du seuil d'éligibilité des consommateurs finals)

Son intervention (p. 6772)

Son amendement n° 220 (p. 6772)

Article 20 nonies (éligibilité des fournisseurs exerçant l'activité d'achat pour revente)

Son intervention (p. 6773)

Son amendement n° 221 (p. 6773)

Article 20 decies (éligibilité des distributeurs pour leurs pertes en ligne)

Son intervention (p. 6773)

Son amendement n° 222 (p. 6773)

Article 20 undecies (modalités d'exercice de l'activité d'achat pour revente)

Son intervention (p. 6774)

Son amendement n° 223 (p. 6774)

Article 20 duodecies (suppression de la liste des clients éligibles)

Son intervention (p. 6774)
 Son amendement n° 224 (p. 6774)
Article 20 terdecies (droit d'accès à la comptabilité des entreprises du secteur de l'électricité)
 Son intervention (p. 6776)
 Son amendement n° 225 (p. 6776)
Article 20 quaterdecies (incompatibilités applicables aux membres de la Commission de régulation de l'énergie - CRE)
 Son intervention (p. 6777)
 Son amendement n° 226 (p. 6777)
Article 20 quindecies (consultations par la Commission de régulation de l'énergie - CRE)
 Son amendement n° 227 (p. 6777)
 Son intervention (p. 6778)
Article 20 sexdecies (énergie réservée)
 Son intervention (p. 6778)
 Son amendement n° 228 (p. 6778)
Après l'article 20 sexdecies
 Intervient sur l'amendement n° 266 de M. François Goulard (transparence de la gestion de la filière nucléaire) (p. 6780)
Article 21 (coordination et abrogations diverses)
 Son intervention (p. 6782)
Après l'article 21
 Intervient sur l'amendement n° 232 de M. Pierre Ducout (statut des personnels des opérateurs gaziers) (p. 6783)
 Intervient sur l'amendement n° 233 de M. Jean-Pierre Kucheida (prise en charge par France Télécom de l'ouverture et de la fermeture des tranchées, de la construction des chambres de tirage et de la fourniture et de la pose des fourreaux) (p. 6783)

Titre

Son intervention (p. 6784)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [19 décembre 2002] (p. 7075)**

Son intervention (p. 7078)

Thèmes :

Constitution (p. 7079)
 Energie et carburants : électricité (p. 7079)
 Energie et carburants : Electricité de France (EDF) : ouverture du capital (p. 7078)
 Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : ouverture du capital (p. 7078)
 Industrie : politique industrielle (p. 7078)

Projet de loi n° 375 relatif à la négociation collective sur les restructurations ayant des incidences sur l'emploi**EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE****Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [19 décembre 2002] (p. 7050)**

Son intervention (p. 7055)

Thèmes :

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 7055)
 Syndicats : représentativité (p. 7055)
 Travail : licenciements (p. 7055)
 Travail : négociations (p. 7055)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Avant l'article 1er [séances des 12, 13, 14 juin 2003] (principes)

Son intervention (p. 5205 et s.)

Article 1er [séances du 16 juin 2003] (système de retraites par répartition)

Son intervention (p. 5361)

Article 2 [séances des 16 et 17 juin 2003] (contributivité)

Son intervention (p. 5396 et s.)

Jean-Claude BATEUX

*Seine-Maritime (5^{ème} circonscription)
 Socialiste*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11114)

Membre suppléant de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14786)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION ORALE SANS DÉBAT**

n° 193, posée le 17 mars 2003. Voirie. RN 15 (J.O. questions p. 1891). Appelée le 18 mars 2003. aménagement, tronçon Barentin-Yvetot (p. 2112)

DÉBATS**Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites****PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Avant l'article 1er [séances des 12, 13, 14 juin 2003] (principes)

Son intervention (p. 5231 et s.)

Article 2 [séances des 16 et 17 juin 2003] (contributivité)

Son intervention (p. 5396 et s.)

François BAYROU

*Pyrénées-Atlantiques (2^{ème} circonscription)
 Union pour la Démocratie Française*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Politique extérieure. Nigeria. droits de la femme [5 novembre 2002] (p. 4457)

Union européenne. institutions communautaires. réforme, perspectives [15 janvier 2003] (p. 107)

Elections et référendums. modes de scrutin. réforme [12 février 2003] (p. 1200)

Politique extérieure. Irak. intervention des Etats-Unis, attitude de la France [11 mars 2003] (p. 1875)

INTERVENTIONS SUR LES RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

M. Jacques Brunhes : déplore que le texte présenté pour avis au Conseil d'Etat ait été réécrit avant sa présentation au conseil des ministres, sans demande expresse du Conseil d'Etat, contrairement à l'usage. Il demande le retour au texte initial et souligne qu'il eût été inconstitutionnel que la commission n'examinât pas les amendements [11 février 2003] (p. 1154)

M. Philippe de Villiers : rappelle qu'au gré du sentiment des citoyens les "grands" partis peuvent se retrouver "petits". Le grand nombre d'amendements déposés tend à attirer l'attention des citoyens français sur un texte qui vise à leur imposer le bipartisme [11 février 2003] (p. 1180)

DÉBATS**Déclaration de politique générale n° 20 présentée par M. Jean-Pierre Raffarin, Premier ministre et débat sur cette déclaration**

[3 juillet 2002] (p. 1829)

Son intervention (p. 1848)

Thèmes :

Agriculture (p. 1850)
 Collectivités territoriales : décentralisation (p. 1849)
 Elections et référendums : modes de scrutin (p. 1849)
 Etat : réforme (p. 1851)
 Finances publiques (p. 1851)
 Parlement : rôle (p. 1849)
 Politiques communautaires : coopération et développement (p. 1851)
 Santé (p. 1850)
 Travail : rémunération : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 1850)
 Union européenne : construction européenne (p. 1850)

Déclaration du Gouvernement n° 244 présentée par M. Jean-Pierre Raffarin, Premier ministre, sur la question de l'Irak et débat sur cette déclaration

[8 octobre 2002] (p. 3048)

Son intervention (p. 3054)

Thèmes :

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : résolution (p. 3054)
 Pays étrangers : Etats-Unis : politique extérieure (p. 3055)
 Pays étrangers : Irak : armes de destruction massive (p. 3054)
 Politique économique : mondialisation (p. 3055)
 Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 3056)
 Union européenne : élargissement (p. 3056)

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 novembre 2002] (p. 5473)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 107 rectifié de M. Victorin Lurel (suppression du terme "race" dans l'article 1er de la Constitution) (p. 5493)

Intervient sur l'amendement n° 200 de M. Marc Le Fur (langues régionales - respect) (p. 5502)

Son sous-amendement n° 210 (et défense) à l'amendement n° 200 de M. Marc Le Fur (p. 5495) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 5503)

Débat sur l'avenir de l'Europe

[3 décembre 2002] (p. 6067)

Son intervention (p. 6078)

Thèmes :

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : résolution (p. 6079)
 Pays étrangers : Turquie : Union européenne (p. 6081)
 Politiques communautaires : Europe sociale (p. 6079)
 Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 6080)
 Union européenne : Convention sur l'avenir de l'Europe : institutions communautaires (p. 6078 et s.)
 Union européenne : élargissement (p. 6081)
 Union européenne : euro (p. 6079)

Projet de loi n° 574 relatif à l'élection des conseillers régionaux et des représentants au Parlement européen ainsi qu'à l'aide publique aux partis politiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 février 2003] (p. 1153)

Intervient sur le :

- rappel au règlement de M. Jacques Brunhes (cf supra) [11 février 2003] (p. 1153)

- rappel au règlement de M. Philippe de Villiers (cf supra) [11 février 2003] (p. 1179)

Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Jean-Marc Ayrault et 162 membres de l'Assemblée, M. le Premier Ministre ayant engagé la responsabilité du Gouvernement pour l'adoption, en première lecture, après déclaration d'urgence, du projet de loi relatif à l'élection des conseillers régionaux et des représentants au Parlement européen ainsi qu'à l'aide publique aux partis politiques (Elections et référendums 574)

[15 février 2003] (p. 1289)

Son intervention (p. 1293)

Thèmes :

Constitution : inconstitutionnalité (p. 1294)
 Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 1295)
 Elections et référendums : abstentionnisme (p. 1295)
 Elections et référendums : élections européennes : modes de scrutin (p. 1296)
 Elections et référendums : élections régionales : pluralisme (p. 1294)
 Elections et référendums : modes de scrutin (p. 1294)
 Partis et mouvements politiques : Front national : alliances (p. 1295)
 Politique générale : démocratie (p. 1293)
 Relations internationales : guerre : Irak (p. 1293)

Déclaration du Gouvernement n° 880 sur les infrastructures 2003-2020 et débat sur cette déclaration

[20 mai 2003] (p. 3826)

Son intervention (p. 3845)

Thèmes :

Sécurité routière (p. 3845)
 Transports ferroviaires : TGV (p. 3845 et s.)

Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, par MM. Jean-Marc Ayrault, François Hollande et cent treize membres de l'Assemblée nationale

[2 juillet 2003] (p. 6615)

Son intervention (p. 6619)

Thèmes :

Arts et spectacles : intermittents (p. 6622)
 Finances publiques : déficit budgétaire (p. 6621)
 Politique générale : enseignement et recherche (p. 6622)
 Politique générale : réforme (p. 6623)
 Politique générale : démocratie (p. 6621)
 Politique générale : Gouvernement précédent (p. 6620)
 Retraites : généralités : réforme (p. 6620)

Jean-Claude BEAUCHAUD

Charente (4^{ème} circonscription)
 Socialiste

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11114)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [12 novembre 2002] (p. 4861)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : carte du combattant : Afrique du Nord (p. 4890)

JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

I - JEUNESSE ET ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [22 octobre 2002] (p. 3742)

Procédure des questions :

Jeunes : éducation populaire (p. 3781)

SPORTS

Examen du fascicule [6 novembre 2002] (p. 4557)

Son intervention (p. 4560)

Thèmes avant la procédure des questions :

Sports : crédits (p. 4560)
 Sports : fédérations (p. 4561)
 Sports : Fonds national pour le développement du sport (FNDS) (p. 4561)
 Sports : métiers du sport : jeunes (p. 4561)

Proposition de loi n° 371 modifiant l'article 43 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [18 décembre 2002] (p. 6978)

Son intervention (p. 6980)

Thèmes :

Sports : diplômes (p. 6980)
 Sports : associations et clubs (p. 6980)
 Sports : politique du sport (p. 6980)
 Sports : sportifs professionnels (p. 6980)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Avant l'article 1er [séances des 12, 13, 14 juin 2003] (principes)
Son intervention (p. 5205 et s.)

Projet de loi n° 939 relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2003] (p. 7697, 7721)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7708)
Son intervention (p. 7727)

Thèmes :

Sports : télévision (p. 7708)
Sports : associations et clubs (p. 7727)
Sports : fédérations (p. 7708, 7727)
Sports : métiers du sport (p. 7728)
Sports : sociétés sportives : sociétés commerciales (p. 7727)

Discussion des articles [16 juillet 2003] (p. 7733)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 24 de M. Henri Nayrou (pouvoirs du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage (CPLD)) (p. 7747)

Patrick BEAUDOUIN

*Val-de-Marne (6^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11114)

Membre titulaire du conseil d'administration de l'hôpital national de Saint-Maurice [J.O. du 3 août 2002] (p. 13301)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 170 tendant à reconnaître un droit à réparation à l'ensemble des orphelins de déportés résistants de guerre de 1939-1945 [1^{er} août 2002]

Proposition de loi n° 199 tendant (nouveau titre en date du 24 septembre 2002) à compléter l'article 225-10 du nouveau code pénal en vue de réprimer l'utilisation de véhicules pour la prostitution [24 septembre 2002]

Proposition de loi n° 976 facilitant la création d'associations d'intérêt local [25 juin 2003]

Proposition de loi n° 1033 portant obligation, pour les groupements de communes, de réaliser des réserves foncières en vue de permettre la réalisation d'opérations d'aménagement d'établissements pour handicapés [16 juillet 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Formation professionnelle. apprentissage. perspectives [12 novembre 2002] (p. 4909)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 63, posée le 16 décembre 2002. Enseignement. carte scolaire (J.O. questions p. 4847). Appelée le 17 décembre 2002. réglementation (p. 6813)

n° 205, posée le 17 mars 2003. Automobiles et cycles. pollution et nuisances (J.O. questions p. 1894). Appelée le 18 mars 2003. rassemblement de motards, Vincennes (p. 2102)

DÉBATS

Projet de loi n° 250 de financement de la sécurité sociale pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 octobre 2002] (p. 4374)

Article 28 (fin du mécanisme de cessation anticipée d'activité)

Son amendement n° 212 (p. 4375)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [12 novembre 2002] (p. 4861)

Son intervention (p. 4869)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord (p. 4869)
Anciens combattants et victimes de guerre : décristallisation (p. 4869)
Anciens combattants et victimes de guerre : orphelins (p. 4869)
Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations (p. 4870)
Rapatriés : harkis (p. 4869)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 2003] (p. 348)

Après l'article 18

Son amendement n° 149 troisième rectification (pénalisation de la mise à disposition de véhicules pour la prostitution) (p. 376) : adopté (p. 377)

Proposition de loi n° 642 modifiant la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 mars 2003] (p. 2046)

Son intervention (p. 2049)

Thèmes :

Emploi : création d'emplois (p. 2050)
Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) (p. 2049)
Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 2050)

Joël BEAUGENDRE

*Guadeloupe (3^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale à l'aménagement et au développement durable du territoire [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

Membre suppléant du Conseil national du tourisme [J.O. du 2 août 2002] (p. 13230)

Membre titulaire du comité directeur du Fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer et la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14787)

Membre de la commission d'enquête sur les causes économiques et financières de la disparition d'Air Lib [J.O. du 26 mars 2003] (p. 5405)

Rapporteur pour avis du projet de loi de programme pour l'outre-mer (n° 881) [28 mai 2003]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programme pour l'outre-mer [J.O. du 13 juin 2003] (p. 9985)

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle n° 161 tendant à permettre de procéder à l'élection du Président de la République dans les départements d'outre-mer de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon, le jour précédant celui où les électeurs de la métropole sont convoqués [31 juillet 2002]

Proposition de loi n° 177 relative à l'élection des députés dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Guyane et dans la collectivité de Saint-Pierre-et-Miquelon [1^{er} août 2002]

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) tome XVI : Outre-mer (n° 258) [10 octobre 2002]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire sur les conséquences des

politiques européennes sur l'aménagement du territoire [19 mars 2003] (n° 701)

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence (n° 881), de programme pour l'outre-mer [28 mai 2003] (n° 887)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Outre-mer. DOM : Antilles, emploi, politique du tourisme, aides de l'Etat [13 novembre 2002] (p. 5004)

Outre-mer. DOM : Guadeloupe, agriculture, bananes, perspectives [12 février 2003] (p. 1204)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 337, posée le 19 mai 2003. Outre-mer. DOM : Guadeloupe (J.O. questions p. 3730). Appelée le 20 mai 2003. communes, dotation globale de fonctionnement (DGF), montant (p. 3802)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Considère que deux intervenants dont lui-même pourraient être entendus dans la discussion de l'article 7 - portant sur l'outre-mer - du projet de loi constitutionnelle relatif à l'organisation décentralisée de la République [26 novembre 2002] (p. 5793)

DÉBATS

Projet de loi n° 19 portant amnistie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 juillet 2002] (p. 1868)

Son intervention (p. 1902)

Thème :

Transports routiers : transport de voyageurs : DOM (p. 1902)

Projet de loi n° 154 d'orientation et de programmation pour la justice

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er août 2002] (p. 2550)

Article 1er et rapport annexé (approbation du rapport présentant les orientations et les moyens budgétaires pour la justice pour les années 2003 à 2007)

Son intervention (p. 2560)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [8 novembre 2002] (p. 4807)

Sa présentation de l'avis de la commission des affaires économiques (p. 4811)

Son intervention (p. 4830)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : fruits et légumes : outre-mer (p. 4830)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : outre-mer (p. 4830)

Outre-mer : crédits (p. 4811, 4830)

Outre-mer : crédits : formation professionnelle (p. 4811)

Outre-mer : crédits : logement (p. 4812)

Outre-mer : Mayotte (p. 4811)

Outre-mer : Wallis-et-Futuna (p. 4811)

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 novembre 2002] (p. 5632) ; [26 novembre 2002] (p. 5758) ; [27 novembre 2002] (p. 5860)

Article 6 (article 72-2 de la Constitution - autonomie financière des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 5652)

Article 7 (articles 72-3 et 72-4 de la Constitution - régime des collectivités situées outre-mer)

Son rappel au règlement (cf supra) [26 novembre 2002] (p. 5793)

Son intervention (p. 5798)

Après l'article 11

Son amendement n° 206 (reconnaissance des spécificités ultrapériphériques françaises) (p. 5890)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 janvier 2003] (p. 483)

Après l'article 57

Intervient sur l'amendement n° 52 de M. Didier Quentin (article 40 de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France : pérennisation des dérogations pour la Guyane et la commune de Saint-Martin) (p. 524)

Intervient sur le sous-amendement n° 448 de M. Jérôme Bignon (en Guyane, les équipages brésiliens, surinamiens ou du Guyana pêchant illégalement pourront être reconduits avec leur accord dans leur pays aux frais de l'Etat) à l'amendement n° 52 de M. Didier Quentin (p. 524)

Intervient sur l'amendement n° 53 de M. Didier Quentin (non-application de l'article 12 quater de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 en Guyane et à Saint-Martin) (p. 524)

Projet de loi n° 881 de programme pour l'outre-mer

Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 juin 2003] (p. 4683) ; [6 juin 2003] (p. 4744)

Sa présentation de l'avis de la commission des affaires économiques (p. 4690)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 4754)

Thèmes :

Assemblée nationale : projets de loi : outre-mer (p. 4690)

Emploi : création d'emplois : jeunes (p. 4690)

Etat : Gouvernement : outre-mer (p. 4690)

Logement : logement social : outre-mer (p. 4691)

Outre-mer : continuité territoriale (p. 4691)

Outre-mer : développement économique (p. 4690)

Outre-mer : DOM : eau (p. 4691)

Tourisme et loisirs : navigation de plaisance : outre-mer (p. 4691)

Discussion des articles [6 juin 2003] (p. 4759, 4796)

Article 1er (exonération de charges sociales en faveur des entreprises des départements d'outre-mer)

Son intervention (p. 4768)

Article 13 (défiscalisation au titre de l'impôt sur le revenu : investissement dans le logement et souscription au capital de sociétés agréées - SO.FI.OM)

Son amendement n° 119 (éligibilité des travaux sur les immeubles achevés depuis plus de vingt ans et destinés à être affectés au logement et non sur des logements achevés depuis plus de quarante ans) (p. 4813)

Article 34 (abattement de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les logements locatifs sociaux faisant l'objet de certains travaux de réhabilitation)

Son intervention (p. 4843)

Article 35 bis (recours facultatif à une institution financière pour la gestion des fonds régionaux d'aménagement foncier et urbain)

Son intervention (p. 4846)

Article 41 (offices de l'eau des départements d'outre-mer)

Son intervention (p. 4857 et s.)

Son amendement n° 372 (coût de la redevance - participation des consommateurs bénéficiant d'un régime de gratuité) (p. 4858)

Article 41 bis (réglementation de la création de grandes et moyennes surfaces de vente)

Son intervention (p. 4860)

Article 42 (création d'une dotation de continuité territoriale)

Son intervention (p. 4867)

Projet de loi n° 950 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juillet 2003] (p. 7449)

Article 20 et annexe 2 (création d'une nouvelle série de zones franches)

Son intervention (p. 7453)

Jean-Claude BEAULIEU

Charente-Maritime (4^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire

Elu le 16 juin 2002

Devient député le 19 juillet 2002 (voir indications préliminaires) [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12450)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12450)
Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 25 juillet 2002] (p. 12772), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 26 juillet 2002] (p. 12834)

INTERVENTION EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Déchets, pollutions et nuisances. mer et littoral. hydrocarbures, naufrage du pétrolier "Prestige", indemnisation [12 février 2003] (p. 1205)

Pierre BÉDIER

*Yvelines (8^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
Secrétaire d'Etat aux programmes immobiliers de la justice*

Élu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063)

Est nommé Secrétaire d'Etat aux programmes immobiliers de la justice. Décret du 17 juin 2002 [J.O. du 18 juin 2002] (p. 10720)

Cessation de son mandat de député le 18 juillet 2002 (voir indications préliminaires)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11114)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Paul-Henri Cugnenc. Système pénitentiaire. établissements. construction [27 novembre 2002] (p. 5818)

M. Yves Simon. Système pénitentiaire. établissements. construction [6 mai 2003] (p. 3437)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Jean-Claude Perez. Système pénitentiaire. maisons d'arrêt. construction, Carcassonne [3 décembre 2002] (p. 6030)

M. Jean-Jack Queyranne. Justice. tribunaux de grande instance. fonctionnement, effectifs de magistrats, Lyon [3 décembre 2002] (p. 6031)

M. Georges Ginesta. Etat civil. copies. actes de naissance, personnes adoptées, réglementation [14 janvier 2003] (p. 20)

M. Jean Leonetti. Justice. tribunaux de commerce. locaux, rénovation, Antibes [14 janvier 2003] (p. 22)

Mme Arlette Grosskost. Système pénitentiaire. établissements. conditions de détention, Mulhouse [4 février 2003] (p. 753)

M. Jean-Sébastien Vialatte. Justice. tribunaux de grande instance. fonctionnement, effectifs de magistrats, Toulon [4 février 2003] (p. 754)

M. Yves Bur. Justice. tribunaux de grande instance. fonctionnement, effectifs de personnel, Strasbourg [18 mars 2003] (p. 2097)

M. Marc Reyman. Justice. tribunaux de grande instance. extension, Strasbourg [25 mars 2003] (p. 2349)

M. Alain Gouriou. Postes. La Poste. patrimoine immobilier sportif, vente, conséquences [3 juin 2003] (p. 4385)

M. Jean-Paul Anciaux. Hôtellerie et restauration. débits de boissons. gérants, accidents de la route, responsabilité [3 juin 2003] (p. 4384)

M. Jacques Remiller. Justice. tribunaux de grande instance. fonctionnement, effectifs de personnel, Vienne [24 juin 2003] (p. 5865)

DÉBATS

Projet de loi n° 154 d'orientation et de programmation pour la justice

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er août 2002] (p. 2550, 2582) ; [2 août 2002] (p. 2622, 2666)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 2564, 2585, 2631 à 2656, 2684 à 2691, 2692, 2694, 2695)

Proposition de loi n° 193 modifiant certaines dispositions du code de commerce relatives aux mandats sociaux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er octobre 2002] (p. 2784, 2794)

Son intervention (p. 2786)

Sa réponse (p. 2805)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : sécurité financière : entreprises (p. 2786)

Entreprises (p. 2786)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : mandats sociaux (p. 2787, 2805)

Etat : réforme : lois (p. 2806)

Sociétés : administrateurs : cumul des mandats (p. 2786)

Sociétés : mandats sociaux (p. 2787)

Sociétés : mandats sociaux : groupes de sociétés (p. 2787)

Discussion des articles [1er octobre 2002] (p. 2806)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 2806 à 2819)

Explications de vote et vote

Son intervention à l'issue du vote (p. 2819)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen du fascicule [6 novembre 2002] (p. 4595, 4621)

Ses réponses (p. 4616, 4621, 4625)

Réponses aux questions :

Communes : Aix-en-Provence : cours d'appel (p. 4616) (M. Christian Kert) (p. 4616)

Système pénitentiaire : maisons d'arrêt : Fleury-Mérogis (p. 4625) (M. Julien Dray) (p. 4625)

Système pénitentiaire : maisons d'arrêt : Nice (p. 4621) (M. Rudy Salles) (p. 4621)

Proposition de loi n° 350 visant à aggraver les peines punissant les infractions à caractère raciste et à renforcer l'efficacité de la procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 2002] (p. 6333)

Son intervention (p. 6336)

Sa réponse (p. 6346)

Thèmes :

Constitution : préambule : racisme (p. 6336)

Droit pénal : aggravation des peines : racisme (p. 6336)

Droit pénal : discrimination : homosexualité (p. 6346)

Droits de l'homme et libertés publiques : antisémitisme (p. 6336)

Droits de l'homme et libertés publiques : lutte contre le racisme : associations (p. 6336)

Droits de l'homme et libertés publiques : racisme : crimes et délits contre les biens (p. 6337)

Droits de l'homme et libertés publiques : racisme : crimes et délits contre les personnes (p. 6337)

Droits de l'homme et libertés publiques : racisme : prescription (p. 6337)

Lois : loi du 29 juillet 1881 sur la presse (p. 6337)

Discussion des articles [10 décembre 2002] (p. 6347)

Article 1er (aggravation des peines encourues pour les crimes et délits à motivation raciste)

Son intervention (p. 6348 et s.)

Article 2 (réclusion criminelle à perpétuité encourue en cas de meurtre)

Son intervention (p. 6351)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Rudy Salles (motivation et notification par écrit au plaignant en cas de classement sans suite par le procureur de la République pour les infractions visées par l'article 40 du code de procédure pénale) (p. 6353 et s.)

Titre (nouveau titre conformément aux conclusions de la commission : "Proposition de loi visant à aggraver les peines punissant les infractions à caractère raciste, antisémite ou xénophobe")

Son intervention (p. 6355)

Projet de loi n° 638 renforçant la lutte contre la violence routière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [20 mars 2003] (p. 2286)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 136 de M. Gilles Artigues (formation obligatoire à la maîtrise du véhicule en situation d'urgence pour le permis de conduire) (p. 2286)

Intervient sur l'amendement n° 158 de M. René Dosière (bonification de deux points pour le conducteur suivant une formation homologuée) (p. 2286)

Intervient sur l'amendement n° 159 de M. René Dosièrre (bonus de deux points pour les titulaires du permis ayant suivi une formation aux premiers secours) (p. 2287)

Intervient sur l'amendement n° 66 de la commission (sensibilisation obligatoire aux premiers secours des candidats au permis de conduire) (p. 2287)

Intervient sur l'amendement n° 124 de M. Francis Vercamer (sensibilisation obligatoire aux premiers secours des candidats au permis de conduire) (p. 2287)

Avant l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 99 de M. Jean-Pierre Door (débridage des moteurs des automobiles) (p. 2288)

Intervient sur l'amendement n° 107 de M. Christian Estrosi (taux réduit de TVA pour les équipements de sécurité des véhicules) (p. 2289)

Intervient sur l'amendement n° 142 de M. Alain Néri (taux réduit de TVA pour les équipements de sécurité des véhicules) (p. 2289)

Intervient sur l'amendement n° 108 de M. Christian Estrosi (taux réduit de TVA pour les dépenses de formation à la conduite automobile) (p. 2289)

Intervient sur l'amendement n° 163 de M. René Dosièrre (formation au code de la route pour les conducteurs de voitures) (p. 2289)

Intervient sur l'amendement n° 91 de M. Yves Fromion (contravention en cas d'utilisation d'un téléphone par le conducteur sans dispositif "mains libres") (p. 2291)

Intervient sur l'amendement n° 160 corrigé de M. Jean-Claude Viollet (limiteur de vitesse obligatoire sur les véhicules neufs) (p. 2294)

Article 12 (interdiction des matériels de débridage des cyclomoteurs et des détecteurs de radars)

Son intervention (p. 2295 et s.)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 161 de M. Henri Nayrou (dispositifs complémentaires de signalisation pour tout véhicule à progression lente ou encombrant) (p. 2296)

Intervient sur l'amendement n° 95 de M. Rudy Salles (régulateur de vitesse obligatoire pour les véhicules neufs) (p. 2296)

Intervient sur l'amendement n° 128 de M. Lionnel Luca (visite médicale obligatoire tous les 10 ans jusqu'à 80 ans, tous les cinq ans ensuite, accompagnée d'un test de code et de maîtrise de la conduite) (p. 2297)

Intervient sur l'amendement n° 164 de M. Christophe Masse (immatriculation obligatoire des cyclomoteurs de moins de 50 cm³) (p. 2298)

Intervient sur l'amendement n° 125 de M. Lionnel Luca (déclaration en mairie pour l'immatriculation des cyclomoteurs de moins de 50 cm³) (p. 2298)

Proposition de loi n° 696 tendant à étendre aux communautés d'agglomération créées ex nihilo le régime de garantie d'évolution de la dotation globale de fonctionnement des communautés d'agglomération issues d'une transformation

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [20 mars 2003] (p. 2317)

Son intervention (p. 2318)

Sa réponse (p. 2324)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dotation globale de fonctionnement (DGF) : établissements exceptionnels (p. 2324)

Collectivités territoriales : dotation globale de fonctionnement (DGF) : réforme (p. 2318, 2324)

Conseil constitutionnel : jurisprudence (p. 2318)

Coopération intercommunale : communautés d'agglomération (p. 2318)

Discussion de l'article unique [20 mars 2003] (p. 2325)

Après l'article unique

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Alain Bocquet (établissements exceptionnels) (p. 2325)

Projet de loi n° 784 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 mai 2003] (p. 4186)

Après l'article 61

Intervient sur l'amendement n° 545 de la commission (désistement d'appel) (p. 4186)

Article 62 (filtre des appels par le président de la chambre des appels correctionnels)

Son intervention (p. 4186)

Après l'article 62

Intervient sur l'amendement n° 229 de la commission (fixation du nombre et des jours des audiences correctionnelles de la cour d'appel) (p. 4187)

Intervient sur l'amendement n° 230 de la commission (examen par un juge unique de l'appel des contraventions de la cinquième classe) (p. 4187)

Article 63 (utilisation de la vidéoconférence dans la phase de jugement)

Son intervention (p. 4187)

Article 64 (jurés d'assises)

Son intervention (p. 4188)

Après l'article 64

Intervient sur l'amendement n° 234 de la commission (communication de la liste des témoins) (p. 4188)

Après l'article 65

Intervient sur l'amendement n° 235 de la commission (consultation des notes par les officiers de police et les magistrats) (p. 4188)

Intervient sur l'amendement n° 236 de la commission (retrait d'un accusé de la salle d'audience pendant l'interrogatoire d'un co-accusé) (p. 4189)

Article 66 (jugement de l'accusé en son absence)

Son intervention (p. 4189 et s.)

Après l'article 66

Intervient sur l'amendement n° 244 de la commission (appel d'arrêts de cour d'assises) (p. 4191)

Article 67 (suppression d'une amende civile - extension de la cassation aux parties qui ne se sont pas pourvues - réexamen d'une décision pénale consécutif à un arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme)

Son intervention (p. 4191)

Article 68 (prise en considération des intérêts de la victime à la libération du condamné)

Son intervention (p. 4192 et s.)

Après l'article 68

Intervient sur l'amendement n° 547 de la commission (principes directeurs de l'exécution de la peine) (p. 4193)

Intervient sur l'amendement n° 553 de la commission (contrainte judiciaire en cas d'inexécution d'une peine d'amende) (p. 4195)

Intervient sur l'amendement n° 249 deuxième rectification de la commission (assimilation du fonds de garantie des victimes d'infractions à une partie civile) (p. 4195)

Intervient sur l'amendement n° 248 rectifié de la commission (information du fonds de garantie par l'administration fiscale) (p. 4196)

Intervient sur l'amendement n° 548 de la commission (coordinations) (p. 4196)

Intervient sur l'amendement n° 549 de la commission (relèvement du montant maximum du jour-amende à 1 000 € et principe d'un jour d'incarcération à effectuer pour un jour-amende impayé) (p. 4196)

Intervient sur l'amendement n° 550 de la commission (travail d'intérêt général : durée maxima, délai d'exécution et possibilité de fixer dès la condamnation les sanctions prévues en cas d'inexécution) (p. 4197)

Intervient sur l'amendement n° 556 de la commission (notification des obligations du sursis avec mise à l'épreuve et réduction de dix-huit à douze mois de la durée minima du suivi) (p. 4198)

Intervient sur l'amendement n° 551 de la commission (travail d'intérêt général dans le cadre d'un sursis : durée maxima et délai d'exécution) (p. 4198)

Intervient sur l'amendement n° 552 rectifié de la commission (conversion possible d'une peine d'emprisonnement de moins de six mois en travail d'intérêt général ou en jours-amende) (p. 4198)

Intervient sur l'amendement n° 558 de la commission (dispense de peine prononcée par le juge de l'application des peines) (p. 4199)

Intervient sur le sous-amendement n° 697 de M. André Vallini (dispense de peine proposée par le juge de l'application des peines) à l'amendement n° 558 de la commission (p. 4199)

Intervient sur l'amendement n° 554 de la commission (travail d'intérêt général : remplacement possible par une peine d'amende ou de jours-amende et sanction en cas d'inexécution) (p. 4200)

Intervient sur l'amendement n° 557 de la commission (contentieux et révocation du délai d'épreuve) (p. 4201)

Intervient sur l'amendement n° 555 de la commission (conversion d'un sursis assorti d'un travail d'intérêt général en une peine de jours-amende) (p. 4201)

Intervient sur l'amendement n° 559 de la commission (placement sous surveillance électronique et contentieux du non-respect des règles de la semi-liberté) (p. 4202)

Intervient sur l'amendement n° 560 de la commission (rôle et compétence territoriale du juge de l'application des peines) (p. 4204)

Intervient sur l'amendement n° 561 rectifié de la commission (aménagement de peines prononcées à l'égard des condamnés libres par le juge de l'application des peines ou, en cas d'urgence, par le parquet avec information immédiate du juge de l'application des peines) (p. 4206)

Intervient sur le sous-amendement n° 698 corrigé de M. André Vallini (incarcération du condamné libre par le parquet, en cas d'urgence, jusqu'à ce que la juridiction saisie en la forme des référés statue, avis pris du juge de l'application des peines) à l'amendement n° 561 rectifié de la commission (p. 4206)

Après l'article 69

Intervient sur l'amendement n° 283 de M. Richard Mallié (transmission par le juge des libertés et de la détention à son homologue du lieu de détention des demandes de prolongation de la détention provisoire) (p. 4207)

Intervient sur l'amendement n° 362 de M. Gérard Léonard (possibilité de retenir une personne arrêtée en vertu d'un extrait de jugement ou d'arrêt pendant 24 heures au plus, ses droits étant ceux prévus en cas de garde à vue) (p. 4207)

Intervient sur l'amendement n° 562 de la commission (fin ou diminution de la période de sûreté d'un condamné) (p. 4208)

Intervient sur l'amendement n° 686 rectifié de la commission (réductions de peine) (p. 4209)

Article 70 (modalités d'amener de la personne n'ayant pas respecté ses obligations dans le cadre du régime de la libération conditionnelle ou du suivi socio-judiciaire)

Son intervention (p. 4209)

Après l'article 71

Intervient sur l'amendement n° 252 de la commission (placement des mineurs en centres éducatifs fermés) (p. 4210)

Article 73 (de la contrainte judiciaire)

Son intervention (p. 4211)

Avant l'article 74

Intervient sur l'amendement n° 683 rectifié de la commission (les mesures prononcées à l'encontre des mineurs s'effacent cinq années après le jugement, sauf en cas de nouvelle condamnation pendant ce délai) (p. 4213)

Intervient sur l'amendement n° 253 de la commission (non-effacement automatique du casier judiciaire de procédures engagées à l'encontre d'un mineur lorsqu'il devient majeur : abrogation du 1° de l'article 769-2 du code de procédure pénale) (p. 4213)

Intervient sur l'amendement n° 254 de la commission (non-effacement automatique du casier judiciaire de procédures engagées à l'encontre d'un mineur lorsqu'il devient majeur : abrogation du 2° de l'article 769-2 du code de procédure pénale) (p. 4213)

Intervient sur l'amendement n° 255 de la commission (non-effacement automatique du casier judiciaire de procédures engagées à l'encontre d'un mineur lorsqu'il devient majeur : abrogation du 3° de l'article 769-2 du code de procédure pénale) (p. 4213)

Après l'article 75

Intervient sur l'amendement n° 256 de la commission (extension de l'accès au bulletin n°2 du casier judiciaire) (p. 4215)

Article 77 (demandes d'entraide émanant d'une autorité étrangère)

Son intervention (p. 4215)

Après l'article 77

Intervient sur l'amendement n° 258 de la commission (ordonnances de prise de corps) (p. 4215)

Après l'article 81

Intervient sur l'amendement n° 259 de la commission (entraide judiciaire en matière pénale) (p. 4216)

Après l'article 87

Intervient sur l'amendement n° 386 de M. André Vallini (rapports d'évaluation en 2005 et 2007 sur l'application de la présente loi) (p. 4217)

Huguette BELLO

*Réunion (2^{ème} circonscription)
Non-inscrite*

Elue le 16 juin 2002

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11065)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11114)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Outre-mer. DOM : Réunion. enseignement, réforme, perspectives [27 mai 2003] (p. 4264)

DÉBATS

Projet de loi n° 107 portant création d'un dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 juillet 2002] (p. 2372)

Article 1er (dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise)

Son intervention (p. 2375)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

I - JEUNESSE ET ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [22 octobre 2002] (p. 3742)

Procédure des questions :

Enseignement : politique de l'éducation : La Réunion (p. 3788)

OUTRE-MER

Examen du fascicule [8 novembre 2002] (p. 4807)

Son intervention (p. 4819)

Thèmes avant la procédure des questions :

Outre-mer : crédits : logement (p. 4820)

Outre-mer : La Réunion : contrats emplois-jeunes (p. 4819)

Outre-mer : La Réunion : économie solidaire (p. 4819)

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 novembre 2002] (p. 5399)

Son intervention (p. 5410)

Thèmes :

Outre-mer (p. 5410 et s.)

Outre-mer : La Réunion : difficultés (p. 5411)

Outre-mer : La Réunion : présidents de conseil général (p. 5410)

Outre-mer : La Réunion : transferts de compétences (p. 5412)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 janvier 2003] (p. 218)

Article 1er (pouvoirs des préfets en matière de sécurité intérieure)

Son intervention (p. 227)

Projet de loi n° 881 de programme pour l'outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 juin 2003] (p. 4715)

Son intervention (p. 4722)

Thèmes :

Assemblée nationale : projets de loi : outre-mer (p. 4722)

Emploi : création d'emplois : jeunes (p. 4722)

Formation professionnelle (p. 4722)

Impôts et taxes : investissements outre-mer : politique économique (p. 4722)

Logement : logement social : outre-mer (p. 4722)

Outre-mer : continuité territoriale (p. 4722)

Outre-mer : La Réunion : répression (p. 4722)

Discussion des articles [6 juin 2003] (p. 4796)

Après l'article 7

Son amendement n° 342 (La Réunion - "emplois-jeunes") (p. 4802) : rejeté (p. 4803)

Après l'article 10

Son amendement n° 347 (La Réunion - rapport sur l'éducation) (p. 4809) : rejeté (p. 4810)

Article 42 (création d'une dotation de continuité territoriale)

Son amendement n° 354 ("soutien à la mobilité" substitué à la continuité territoriale) (p. 4864)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juin 2003] (p. 6411)

Son intervention (p. 6417)

Thèmes :

Impôts et taxes : investissements outre-mer (p. 6417)

Outre-mer : continuité territoriale (p. 6417)

Outre-mer : La Réunion : grèves (p. 6417)

Jacques-Alain BÉNISTI

*Val-de-Marne (4^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire du Conseil national des services publics départementaux et communaux [J.O. du 2 août 2002] (p. 13229)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à modifier l'article 36 du règlement de l'Assemblée nationale (n° 162) [25 septembre 2002]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution (n° 162) de M. Patrick Ollier, tendant à modifier l'article 36 du règlement de l'Assemblée nationale [2 octobre 2002] (n° 237)

Proposition de loi n° 910 tendant à limiter les conséquences des effets des seuils sociaux sur l'emploi dans les petites et moyennes entreprises [13 juin 2003]

Proposition de loi n° 1037 tendant à exclure les bijoux de la législation relative aux activités privées de transport de fonds [16 juillet 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Grandes écoles. Ecole nationale d'administration (ENA). réforme, perspectives [4 décembre 2002] (p. 6144)

Jeunes. délinquance. lutte et prévention [25 juin 2003] (p. 5974)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 236, posée le 24 mars 2003. Sports. natation (J.O. questions p. 2095). Appelée le 25 mars 2003. piscines, surveillance, diplômes requis (p. 2356)

DÉBATS

Projet de loi n° 154 d'orientation et de programmation pour la justice

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 août 2002] (p. 2666)

Article 24 (dispositions diverses relatives à l'instruction)

Son intervention (p. 2670)

Article 26 (extension de la compétence du juge unique en matière correctionnelle)

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Pierre Albertini (de suppression) (p. 2677)

Proposition de résolution n° 162 tendant à modifier l'article 36 du règlement de l'Assemblée nationale

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Avant la discussion des articles [8 octobre 2002] (p. 3028)

Ses interventions (p. 3029 et 3035)

Thèmes :

Aménagement du territoire (p. 3035)

Assemblée nationale : commission de la production et des échanges : compétences (p. 3029)

Assemblée nationale : commission de la production et des échanges : nom (p. 3029)

Assemblée nationale : commissions : bureau (p. 3035)

Assemblée nationale : règlement (p. 3029)

Parlement : commissions : Sénat (p. 3035)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE - SERVICES DU PREMIER MINISTRE

Examen du fascicule [7 novembre 2002] (p. 4655)

Son intervention (p. 4665)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : décentralisation : aménagement du territoire (p. 4665, 4666)

État : réforme (p. 4665)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 4665)

Fonctionnaires et agents publics : formation professionnelle : mobilité (p. 4666)

Handicapés : politique à l'égard des handicapés : fonctionnaires et agents publics (p. 4666)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la fonction publique : politique sociale (p. 4666)

Travail : réduction du temps de travail : fonctionnaires et agents publics (p. 4666)

Projet de loi organique n° 242 relatif aux juges de proximité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 décembre 2002] (p. 6833)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6843)

Thèmes :

Justice : tribunaux d'instance : délais (p. 6843)

Justice : tribunaux d'instance : juge de proximité (p. 6843)

Projet de loi n° 710 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance des mesures de simplification et de codification du droit

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 avril 2003] (p. 3033)

Article 1er (simplification des relations entre le citoyen et les services publics)

Son amendement n° 62 (p. 3035)

Projet de loi n° 719 de sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 avril 2003] (p. 3311)

Avant l'article 57

Son sous-amendement n° 476 (garantie déclenchée par réclamation – suppression de conditions d'exonération) à l'amendement n° 1 troisième rectification de M. Michel Hunault (conditions d'application dans le temps des garanties d'assurance de responsabilité) : retiré (p. 3379)

Son sous-amendement n° 478 (garantie déclenchée par réclamation – délai minimum de droit commun porté de cinq à dix ans et maintien du plafond de garantie) à l'amendement n° 1 troisième rectification de M. Michel Hunault (p. 3379) : retiré (p. 3380)

Son sous-amendement n° 477 (suppression de la priorité attribuée à la garantie déclenchée par le fait dommageable ayant pris effet postérieurement à l'entrée en vigueur de la loi) à l'amendement n° 1 troisième rectification de M. Michel Hunault : retiré (p. 3381)

Projet de loi n° 823 relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 juillet 2003] (p. 7005)

Article 2 (attestation d'accueil)

Son intervention (p. 7051)

Article 3 (coordination liée à la suppression de l'obligation de détention d'un titre de séjour pour les ressortissants communautaires)

Son sous-amendement n° 182 rectifié à l'amendement n° 64 de la commission (p. 7061)

Projet de loi n° 950 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2003] (p. 7275)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7313)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones urbaines sensibles (p. 7314)

Enseignement : crédits (p. 7314)

Discussion des articles [11 juillet 2003] (p. 7362)

Article 4 (débat annuel dans les collectivités locales comprenant des ZUS)

Son intervention (p. 7386)

Jean-Louis BERNARD

Loiret (3^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur la production et l'utilisation d'armement à l'uranium appauvri par la France et l'impact sanitaire réel des armes utilisées chez les personnels civils et militaires engagés dans les opérations militaires du Golfe, et les suivantes ainsi que leur impact sur l'environnement (n° 829) [18 juin 2003]

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) tome VI : Défense (air) (n° 260) [10 octobre 2002]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Commerce extérieur, exportations, Petites et moyennes entreprises (PME), aides de l'Etat [5 novembre 2002] (p. 4465)

*DÉBATS***Projet de loi n° 230 de finances pour 2003****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****DÉFENSE ET SGDN****Examen des fascicules [24 octobre 2002] (p. 3907)**

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 3914)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : avions (p. 3915)

Défense : crédits : armée de l'air (p. 3914)

Marc BERNIER

*Mayenne (2^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11114)

Membre titulaire du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles [J.O. du 2 août 2002] (p. 13229)

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé [J.O. du 22 janvier 2003] (p. 1335)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive [J.O. du 8 juillet 2003] (p. 11582)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des retraites [J.O. du 22 juillet 2003] (p. 12377)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Agriculture, politique agricole commune (PAC), perspectives [5 février 2003] (p. 872)

*DÉBATS***Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5069)**

Son intervention (p. 5089)

Thèmes :

Démographie : vieillissement de la population (p. 5089)

Retraites : généralités : âge de la retraite (p. 5090)

André BERTHOL

*Moselle (7^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

INTERVENTION EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Industrie, matériel de transports, salon aéronautique du Bourget, bilan [24 juin 2003] (p. 5889)

Jean-Michel BERTRAND

*Ain (1^{ère} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre titulaire du Conseil national de la sécurité routière [J.O. du 2 août 2002] (p. 13231)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 973 visant à instaurer un service garanti dans l'ensemble du service public [25 juin 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Sécurité routière, accidents, lutte et prévention [15 janvier 2003] (p. 115)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 276, posée le 28 avril 2003. Energie et carburants, EDF (J.O. questions p. 3245). Appelée le 29 avril 2003. ouverture du marché, conséquences (p. 3191)

*DÉBATS***Projet de loi n° 638 renforçant la lutte contre la violence routière****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [19 mars 2003] (p. 2184)**

Son intervention (p. 2204)

Thèmes :

Droit pénal : amendes : sécurité routière (p. 2205)

Sécurité routière : contrôle médical (p. 2205)

Sécurité routière : sanctions pénales (p. 2204)

Sécurité routière : auto-écoles (p. 2205)

Transports urbains : plans de déplacements urbains (p. 2205)

Discussion des articles [20 mars 2003] (p. 2257, 2286)

Article 8 (permis de conduire probatoire pour les conducteurs novices)

Son amendement n° 7 (p. 2268)

Son intervention (p. 2269 et s.)

Après l'article 13

Son amendement n° 9 (formation au comportement du conducteur lors des contrôles de police incluse dans l'apprentissage de la conduite) (p. 2301) : retiré (p. 2302)

Son amendement n° 10 (stage obligatoire de code de la route tous les 10 ans pour tous les conducteurs) : retiré (p. 2302)

Léon BERTRAND

*Guyane (2^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
Secrétaire d'Etat au tourisme*

Élu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063)

Est nommé Secrétaire d'Etat au tourisme. Décret du 17 juin 2002 [J.O. du 18 juin 2002] (p. 10720)

Cessation de son mandat de député le 18 juillet 2002 (voir indications préliminaires)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

- M. Frédéric de Saint-Sernin. Tourisme et loisirs. politique du tourisme. perspectives [30 octobre 2002] (p. 4335)
 M. Joël Beaugendre. Outre-mer. DOM : Antilles. emploi, politique du tourisme, aides de l'Etat [13 novembre 2002] (p. 5004)
 M. Martial Saddier. Tourisme et loisirs. stations de montagne. aides de l'Etat [11 décembre 2002] (p. 6509)
 M. Dominique Caillaud. Tourisme et loisirs. stations balnéaires. eaux de baignade. qualité [8 avril 2003] (p. 2947)
 Mme Arlette Franco. Tourisme et loisirs. politique du tourisme. aides de l'Etat [6 mai 2003] (p. 3441)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

- M. Pierre Goldberg. Aménagement du territoire. politique d'aménagement du territoire. infrastructures ferroviaires et routières, Montluçon [17 décembre 2002] (p. 6800)
 M. Jean-Pierre Decool. Voirie. A 25. mise à deux fois trois voies, Lille-Dunkerque [17 décembre 2002] (p. 6801)
 M. Jean Auclair. Voirie. routes. route Centre-Europe Atlantique, perspectives [17 décembre 2002] (p. 6798)
 Mme Muguette Jacquaint. Transports urbains. tramways. La Défense-Bezons, perspectives [17 décembre 2002] (p. 6803)
 M. Christian Ménard. Voirie. RN 164. mise à deux fois deux voies, financement [17 décembre 2002] (p. 6802)
 M. André Flajolet. Aménagement du territoire. politique d'aménagement du territoire. autoroute A 24, canal Seine Nord, perspectives [17 décembre 2002] (p. 6803)
 M. Patrick Braouezec. Logement. logement social. pénurie, Seine-Saint-Denis, aides de l'Etat [25 février 2003] (p. 1318)
 M. Louis Cosyns. Taxis. exercice de la profession. transports scolaires, réglementation [25 février 2003] (p. 1318)
 M. Jean-Pierre Decool. Transports ferroviaires. accidents. lutte et prévention, passages à niveau [25 février 2003] (p. 1319)
 M. Louis Giscard d'Estaing. Transports. politique des transports. infrastructures, Clermont-Ferrand [25 février 2003] (p. 1316)
 M. Axel Poniatowski. Cours d'eau, étangs et lacs. Oise. aménagements, financement, calendrier [25 février 2003] (p. 1317)
 M. Jean-Paul Bacquet. Transports aériens. aéroports. Clermont-Auvergne, perspectives [18 mars 2003] (p. 2111)
 M. Jean-Claude Bateux. Voirie. RN 15. aménagement, tronçon Barentin-Yvetot [18 mars 2003] (p. 2112)
 Mme Catherine Génisson. Voirie. RN 17. aménagement, liaison Thélus-Vichy [18 mars 2003] (p. 2114)
 M. François Liberti. Transports. politique des transports. infrastructures, développement, Hérault [18 mars 2003] (p. 2116)
 Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont. Transports ferroviaires. ligne Paris-Orléans-Limoges-Toulouse. modernisation [18 mars 2003] (p. 2115)
 M. Paul Giacobbi. Transports aériens. compagnies. modernisation [18 mars 2003] (p. 2113)
 M. Jean Proriot. Transports routiers. transport de marchandises. bois, réglementation [18 mars 2003] (p. 2117)
 M. Michel Voisin. Voirie. A 42 et A 46. aménagement, tronçon Echets-La Boisse [18 mars 2003] (p. 2114)
 M. Henri Nayrou. Transports ferroviaires. TGV. ligne Paris-Toulouse, perspectives [6 mai 2003] (p. 3405)
 M. Jean-Pierre Brard. Transports. politique des transports. infrastructures, développement, Est parisien [6 mai 2003] (p. 3407)
 M. Joël Giraud. Sécurité routière. poids lourds. circulation, réglementation, col de Montgenèvre, Hautes-Alpes [6 mai 2003] (p. 3405)
 M. Richard Mallié. Voirie. RN 96 et RN 560. aménagement, Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA) [6 mai 2003] (p. 3404)
 M. Gilles Artigues. Outre-mer. tourisme et loisirs. formation professionnelle, perspectives [27 mai 2003] (p. 4229)
 M. François Calvet. Voirie. RN 20 et RN 116. aménagement, Pyrénées-Orientales [27 mai 2003] (p. 4230)
 M. Yves Coussain. Voirie. routes nationales. aménagement, Cantal [27 mai 2003] (p. 4231)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

TOURISME

Examen du fascicule [6 novembre 2002] (p. 4630)

Son intervention (p. 4643)

Ses réponses (p. 4647 à 4649)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Commerce extérieur : balance des paiements : tourisme et loisirs (p. 4644)
 Départements : Gard : tourisme et loisirs (p. 4644)
 Emploi : contrats emplois-jeunes : tourisme et loisirs (p. 4646)
 Ordre public : terrorisme (p. 4643)
 Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 4645)
 Tourisme et loisirs : Agence française de l'ingénierie touristique (AFIT) (p. 4644)
 Tourisme et loisirs : Maison de France (p. 4644)
 Tourisme et loisirs : politique du tourisme : crédits budgétaires (p. 4643)
 Tourisme et loisirs : politique du tourisme : outre-mer (p. 4646)
 Tourisme et loisirs : stations de montagne (p. 4647)
 Tourisme et loisirs : tourisme social : chèques vacances (p. 4645)
 Transports aériens : politique des transports aériens : outre-mer (p. 4646)
 Travail : durée du travail (p. 4645)
 TVA : taux réduit : hôtellerie et restauration (p. 4645)

Réponses aux questions :

- Régions : Corse : tourisme et loisirs (p. 4647) (Mme Arlette Franco) (p. 4647)
 Tourisme et loisirs : politique du tourisme : coopération intercommunale (p. 4649) (M. Michel Vaxès) (p. 4648)
 Travail : conditions de travail : hôtellerie et restauration (p. 4648) (M. André Chassaing) (p. 4648)
 TVA : taux réduit : hôtellerie et restauration (p. 4648) (M. Édouard Landrain) (p. 4647)

Xavier BERTRAND

*Aisne (2^{ème} circonscription)
 Union pour la Majorité Présidentielle
 puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2002 [J.O. du 31 juillet 2002] (p. 13069)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2003 [J.O. du 12 décembre 2002] (p. 20541)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2002 [J.O. du 19 décembre 2002] (p. 21177)

Rapporteur pour avis du projet de loi portant réforme des retraites (n° 885) [28 mai 2003]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des retraites [J.O. du 22 juillet 2003] (p. 12377)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) : annexe n° 10 : Anciens combattants (n° 256) [10 octobre 2002]

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi (n° 885) portant réforme des retraites [5 juin 2003] (n° 899)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Retraites : généralités. financement. perspectives [15 octobre 2002] (p. 3301)

Décorations, insignes et emblèmes. emblèmes. symboles de la République, fronton des écoles [4 mars 2003] (p. 1536)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Sur le rappel au règlement de M. Didier Migaud : réaffirme, comme précédemment le président de la commission des finances, que ce dernier a appliqué l'article 40 avec la même objectivité et le même sérieux que ses prédécesseurs [19 juin 2003] (p. 5599)

DÉBATS

Projet de loi n° 190 relatif aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 octobre 2002] (p. 2897)

Son intervention (p. 2923)

Thèmes :

Emploi : création d'emplois (p. 2923)
 Entreprises : allègement des charges (p. 2923)
 Travail : durée du travail (p. 2923)
 Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 2923)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 octobre 2002] (p. 3385)

Son intervention (p. 3395)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 3395)
 Emploi : politique de l'emploi : prime pour l'emploi (p. 3395)
 Finances publiques : dépenses (p. 3395)
 Finances publiques : dépenses en capital (p. 3395)
 Impôts locaux : taxe professionnelle : taux (p. 3395)
 Parlement : rôle : finances publiques (p. 3396)
 Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 3395)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER**Discussion des articles [17 octobre 2002] (p. 3509) ; [18 octobre 2002] (p. 3593)***Article 4 (relèvement du plafond des dépenses éligibles à la réduction d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile)*

Son intervention (p. 3535)

Article 14 (assouplissement de la règle de lien entre les taux des taxes directes locales)

Son intervention (p. 3613)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [12 novembre 2002] (p. 4861)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 4861)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : crédits (p. 4861)
 Anciens combattants et victimes de guerre : dé cristallisation (p. 4861)
 Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 4861)
 Pensions militaires d'invalidité (p. 4862)
 Santé : accès aux soins : anciens combattants et victimes de guerre (p. 4862)

Vote des crédits et articles rattachés [12 novembre 2002] (p. 4892)*Etat B, titre III*

Intervient sur l'amendement n° 109 de M. Alain Néri (majoration de crédits : dotation de l'Office national des anciens combattants (ONAC) (p. 4893)

Etat B, titre IV

Intervient sur l'amendement n° 167 du Gouvernement (majoration de crédits : dotation de l'Office national des anciens combattants (ONAC) (p. 4894)

Après l'article 62

Intervient sur l'amendement n° 132 de la commission des affaires culturelles (rapport au Parlement sur l'extension des réparations à tous les orphelins des victimes du nazisme) (p. 4895)

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

CHARGES COMMUNES - ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE - MONNAIES ET MÉDAILLES (BUDGET ANNEXE) - COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2002] (p. 5185)

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

Article 66 (suppression de la contribution recouvrée au profit de l'Ecole nationale d'assurances)

Son amendement n° 182 (nouvelle rédaction de l'article - financement de l'Ecole nationale d'assurances à compter du 1er janvier 2004) (p. 5191)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS**[15 novembre 2002] (p. 5197)***Après l'article 59*

Intervient sur l'amendement n° 158 de la commission (archéologie préventive - diminution de moitié des redevances dues en 2003) (p. 5243)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [18 décembre 2002] (p. 6907)

Son intervention (p. 6918)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : archéologie préventive (p. 6920)
 Emploi : politique de l'emploi (p. 6919, 6920)
 Entreprises : allègement des charges (p. 6920)
 Finances publiques : exécution du budget : annulations de crédits (p. 6918)
 Finances publiques : procédure budgétaire : transparence (p. 6918)
 Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile (p. 6920)
 Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 6920)
 Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 6920)
 Impôts locaux : taxe professionnelle : réductions d'impôt (p. 6920)
 Justice (p. 6919)
 Logement : épargne logement : primes (p. 6921)
 Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques (p. 6918)
 Politique économique : conjoncture : croissance (p. 6919)
 Sécurité publique (p. 6919)
 Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 6921)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [18 décembre 2002] (p. 6927)

Son intervention (p. 6946)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle (p. 6921)

Projet de loi de finances rectificative n° 382 pour 2002

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 décembre 2002] (p. 6407) ; [11 décembre 2002] (p. 6512)*Article 18 (aménagement du régime fiscal des biocarburants)*

Son intervention (p. 6440)

Article 35 (dé cristallisation : révision, en droit et en valeur, des pensions des ressortissants des pays anciennement placés sous la souveraineté française)

Son intervention (p. 6525)

Proposition de loi n° 129 tendant à ouvrir le droit à la retraite à taux plein pour les salariés ayant cotisé quarante annuités avant d'atteindre l'âge de 60 ans

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 mars 2003] (p. 1845)

Son intervention (p. 1852)

Thèmes :

Démographie : vieillissement de la population (p. 1853)
 Retraites : généralités : âge de la retraite (p. 1852 à 1854)
 Retraites : généralités : calcul des pensions (p. 1852)
 Retraites : généralités : cotisations (p. 1852)
 Retraites : généralités : système par répartition (p. 1853)
 Travail : conditions de travail (p. 1852)

Projet de loi n° 710 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance des mesures de simplification et de codification du droit

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 avril 2003] (p. 3033)*Article 2 (publicité et diffusion des lois et actes administratifs)*

Son intervention (p. 3036)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

Rapporteur pour avis de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juin 2003] (p. 4931)

Son intervention (p. 4958)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : épargne retraite (p. 4960)
 Démographie : vieillissement de la population (p. 4958)

Préretraites : règles de cumul (p. 4960)
 Retraites : fonctionnaires civils et militaires : âge de la retraite (p. 4959)
 Retraites : fonctionnaires civils et militaires : cotisations (p. 4959)
 Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 4959)

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Avant l'article 1er [séances des 12, 13, 14 juin 2003] (principes)
 Son intervention (p. 5207 et s.)

Article 3 [séances du 17 juin 2003] (équité)
 Son intervention (p. 5507)

Article 4 [séances du 19 juin 2003] (assurer en 2008, un montant minimal de retraite égal à 85 % du SMIC)
 Intervient sur le rappel au règlement de M. Didier Migaud (cf supra) (p. 5597)

Article 5 [séance 19 juin 2003] (durée d'assurance, pour obtenir une pension à taux plein, portée à 41 ans en 2012)
 Son intervention (p. 5686)

Article 8 [séance du 20 juin 2003] (information des assurés sur leurs droits à la retraite)
 Son intervention (p. 5736 et s.)

Après l'article 8 [séance du 20 juin 2003] (dispositions relatives aux salariés de plus de cinquante ans)
 Son intervention (p. 5743)

Article 9 [séances du 20 juin 2003] (simplification des règles de limitation du cumul "emploi-retraite")
 Son intervention (p. 5772 et s.)

Après l'article 13 [séance du 24 juin 2003] (refus des discriminations par l'âge)
 Son intervention (p. 5900)

Après l'article 16 [séance du 24 juin 2003] (négociations en matière de retraites complémentaires et de conditions de travail)
 Son intervention (p. 5940)

Après l'article 23 [séance du 25 juin 2003] (fonds de solidarité vieillesse ; fonds de réserve pour les retraites ; abattement pour les cotisations patronales liées à l'emploi de salariés âgés ; imposition des "stock-options")
 Son intervention (p. 6032 et s.)

Après l'article 24 [séances des 25 et 26 juin 2003] (droits à pension des fonctionnaires ; retraite des fonctionnaires exerçant un mandat parlementaire)
 Son intervention (p. 6105)

Après l'article 42 [séance du 30 juin 2003] (saisie sur pensions - financement des charges de l'Etat)
 Son intervention (p. 6324 et s.)

Article 52 [séance du 30 juin 2003] (mise en place d'un régime complémentaire de retraite par répartition pour les fonctionnaires)
 Son intervention (p. 6443)

Après l'article 54 [séance du 1er juillet 2003] (présentation des charges et ressources du régime des pensions dans le rapport économique et financier annexé à la loi de finances annuelle)
 Son intervention (p. 6472)

Article 79 [séance du 2 juillet 2003] (création du plan d'épargne pour la retraite (PER))
 Son intervention (p. 6660)

Article 80 [séance du 2 juillet 2003] (création du plan partenarial d'épargne salariale volontaire pour la retraite (PPESVR))
 Son intervention (p. 6675 et s.)

Après l'article 80 [séance du 2 juillet 2003] (attribution des fonds en déshérence au Fonds de réserve des retraites)
 Son intervention (p. 6684)

Après l'article 81 [séance du 2 juillet 2003] (dispositions diverses)
 Son intervention (p. 6695 et s.)

Explications de vote et vote [3 juillet 2003] (p. 6707)
 Son intervention (p. 6709)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [24 juillet 2003] (p. 7885)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 7898)

Thème :

Retraites : généralités : politique à l'égard des retraités (p. 7899)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [24 juillet 2003] (p. 7909)

Intervient sur l'amendement n°3 du Gouvernement (article 52 : plafonnement de la cotisation facultative : retour au texte adopté en première lecture) (p. 7941)

Jean-Yves BESSELAT

*Seine-Maritime (7^{me} circonscription)
 Union pour la Majorité Présidentielle
 puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre de la commission d'enquête sur l'application des mesures préconisées en matière de sécurité du transport maritime des produits dangereux ou polluants et l'évaluation de leur efficacité [J.O. du 12 février 2003] (p. 2618)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) tome X : Equipement, transports, logement, tourisme et mer (mer) (n° 258) [10 octobre 2002]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Allemagne. relations bilatérales, renforcement [21 janvier 2003] (p. 315)

Transports par eau. transports maritimes. navires, sécurité [30 avril 2003] (p. 3310)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS - AVIATION CIVILE

Examen du fascicule [24 octobre 2002] (p. 3962)

Sa présentation de l'avis de la commission des affaires économiques (p. 3967)

Thèmes avant la procédure des questions :

Politique économique : mondialisation (p. 3967)

Transports ferroviaires : transport de marchandises (p. 3968)

Transports par eau : politique de la marine marchande : immatriculation des navires (p. 3968)

Transports par eau : ports maritimes (p. 3968)

Transports par eau : transport de marchandises : sécurité de la navigation (p. 3968)

Projet de loi de finances rectificative n° 382 pour 2002

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 décembre 2002] (p. 6407)

Article 16 (taxation au tonnage des entreprises de transport maritime)

Son amendement n° 1 (seuil ramené de 100 à 50 unités de jauge brute) (p. 6436)

Son intervention (p. 6437)

Son amendement n° 2 (plus-values - détermination de la durée de détention) (p. 6437)

Éric BESSON

*Drôme (2^{me} circonscription)
 Socialiste*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire du comité de surveillance de la Caisse d'amortissement de la dette sociale [J.O. du 2 août 2002] (p. 13231)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 15 janvier 2003] (p. 883)

Vice-président de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 16 janvier 2003] (p. 935)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 20 juin 2003] (p. 10395)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 531 relative à la prévention et à l'indemnisation des inondations [16 janvier 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi, contrats emploi solidarité, financement [15 octobre 2002] (p. 3297)

Sécurité routière, accidents, signalisation, renforcement [3 décembre 2002] (p. 6059)

Emploi, politique de l'emploi, perspectives [28 janvier 2003] (p. 552)

Politique économique, croissance, perspectives [25 juin 2003] (p. 5974)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Demande au Gouvernement quand seront examinés les amendements après l'article 26, relatifs à l'ISF [6 février 2003] (p. 1019)

Reproche à la présidence de refuser la parole à des orateurs de l'opposition dans la discussion des amendements et s'étonne que la reprise d'un amendement ne permette pas à la discussion de continuer [6 février 2003] (p. 1067)

DÉBATS

Proposition de loi n° 193 modifiant certaines dispositions du code de commerce relatives aux mandats sociaux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er octobre 2002] (p. 2806)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Hervé Novelli (suppression de la publicité des rémunérations des mandataires sociaux) (p. 2809)

Intervient sur l'amendement n° 16 de M. Hervé Novelli (suspension de l'application de la 3ème partie de la loi "nouvelles régulations économiques" jusqu'au 30 juin 2002) (p. 2811)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 octobre 2002] (p. 3342)

Son intervention (p. 3367)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 3368)

Emploi : politique de l'emploi : prime pour l'emploi (p. 3368)

Finances publiques : déficits publics et sociaux : pacte de stabilité (p. 3367)

Finances publiques : procédure budgétaire : transparence (p. 3367)

Politique économique : conjoncture : croissance (p. 3367)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 2002] (p. 3447)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Intervient sur l'amendement n° 216 de M. Augustin Bonrepaux (rétablissement des taux issus de la loi de finances pour 2002) (p. 3452)

Son intervention (p. 3460)

Projet de loi de finances rectificative n° 382 pour 2002

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 décembre 2002] (p. 6512)

Article 39 (dérogation à la règle du décalage de deux ans relative au versement du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA), appliquée aux investissements engagés par les bénéficiaires du Fonds en réparation des dommages causés par des intempéries)

Son amendement n° 149 (extension aux inondations de la période du 14 au 29 novembre 2002) (p. 6547)

Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 2003] (p. 787) ; [5 février 2003] (p. 893)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 799)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 904)

Thèmes :

Assemblée nationale : députés : chefs d'entreprises (p. 904)

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 803)

Emploi : création d'emplois (p. 800)

Entreprises : création (p. 801 et s.)

Entreprises : financement : avantages fiscaux (p. 803 et s.)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 800 et s.)

Partis et mouvements politiques : gauche : entreprises (p. 802)

Politique économique : conjoncture : licenciements (p. 801)

Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 800)

Discussion des articles [5 février 2003] (p. 910) ; [6 février 2003] (p. 964, 996, 1046)

Article 1er (liberté de fixation du capital social d'une SARL)

Son intervention (p. 910)

Article 2 (récépissé de création d'entreprise)

Son intervention (p. 912)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 225 de M. François Sauvadet (patrimoine d'affectation) (p. 922)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 276 de la commission (création d'un guichet unique gestionnaire du chèque-emploi entreprises) (p. 937)

Intervient sur l'amendement n° 289 de M. Michel Vergnier (insaisissabilité de la résidence principale d'un salarié licencié pour motif économique) (p. 941)

Article 9 (congé et période de travail à temps partiel pour la création d'entreprise)

Son amendement n° 296 (avis du comité d'entreprise sur le report de la période de travail à temps partiel dans les entreprises de plus de deux cents salariés) (p. 970)

Article 10 (contrat d'accompagnement à la création d'une activité économique)

Son amendement n° 298 (suppression de l'article L. 127-4 du code de commerce relatif aux obligations des parties du fait des engagements souscrits envers les tiers) (p. 981)

Après l'article 12

Intervient sur le sous-amendement oral du Gouvernement (dissimulation d'emploi salarié lorsque le donneur d'ouvrage a agi dans le but principal - et non dans le seul but - de se soustraire à ses obligations d'employeur) à l'amendement n° 24 de la commission (rétablissement de la présomption de non-salariat pour les travailleurs indépendants) (p. 987)

Avant l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 320 de M. Gaëtan Gorce (collectivités territoriales - aides aux entreprises pour le développement économique) (p. 988 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 312 de M. Augustin Bonrepaux (zones franches rurales - imposition des bénéficiaires, taxe foncière sur les propriétés bâties et taxe professionnelle) (p. 1000)

Intervient sur l'amendement n° 318 de M. Gaëtan Gorce (loi de modernisation sociale - obligation de réindustrialiser les bassins d'emploi - extension aux sociétés mères étrangères ayant une entreprise filiale en France) (p. 1006 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 319 de M. Gaëtan Gorce (contrôle des fonds publics accordés aux entreprises - rétablissement de la loi n° 2001-7 du 4 janvier 2001) (p. 1009)

Article 13 (fonds d'investissement de proximité)

Ses observations : estime que le groupe socialiste ne s'intéresse pas qu'à l'ISF contrairement aux déclarations du secrétaire d'Etat au commerce et à l'artisanat mais que le Gouvernement propose une importante réforme de cet impôt qui ne devrait pas être débattue au milieu de la nuit et à l'occasion d'un texte dont ce n'est pas l'objet [6 février 2003] (p. 1013)

Son rappel au règlement (cf supra) [6 février 2003] (p. 1019)

Article 17 (relèvement du taux de l'usure applicable aux entreprises)

Son intervention (p. 1034)

Après l'article 26

Reprend l'amendement n° 145 de M. Alain Suguenot (biens agricoles faisant l'objet de baux à long terme - article 885 P du code général des impôts - extension de l'exonération aux sociétés constituées par les personnes exonérées) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 1063)

Reprend l'amendement n° 191 de M. François Sauvadet (biens agricoles faisant l'objet de baux à long terme - article 885 P du code général des impôts - extension de l'exonération aux sociétés constituées par les personnes exonérées) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 1063)

Intervient sur l'amendement n° 57 de la commission (parts ou actions de société faisant l'objet d'un accord collectif de conservation - prises en compte pour la moitié de leur valeur dans les bases de l'ISF) (p. 1049)

Intervient sur l'amendement n° 249 du Gouvernement (souscription en numéraire au capital de PME non cotées - exonération de l'ISF) (p. 1055)

Reprend l'amendement n° 179 de M. François Sauvadet (ISF - suppression du "plafonnement du plafonnement") (p. 1063) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 1063)

Avant l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 243 corrigé précédemment réservé du Gouvernement (cotisations sociales des travailleurs indépendants - option pour le régime de la micro-entreprise - calcul sur la base du revenu effectivement réalisé) (p. 1068)

Article 18 précédemment réservé (report et étalement des charges sociales de la première année d'activité)

Son amendement n° 282 (application avancée du 1^{er} janvier 2004 au 1^{er} septembre 2003) (p. 1072)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [3 juin 2003] (p. 4443)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4452)

Thèmes :

Finances publiques : déficit budgétaire : pacte de stabilité (p. 4446, 4453)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 4452)

Partis et mouvements politiques : gauche : entreprises (p. 4452)

Discussion des articles [4 juin 2003] (p. 4483)

Article 18 (report et étalement du paiement des cotisations sociales de la première année d'activité)

Son amendement n° 75 (entrée en vigueur avancée du 1^{er} janvier 2004 au 1^{er} septembre 2003) (p. 4518)

Projet de loi n° 719 de sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 mai 2003] (p. 3471)

Avant l'article 76

Intervient sur l'amendement n° 241 de M. Jean-Pierre Balligand (présence obligatoire de représentants des salariés dans les conseils d'administration) (p. 3471)

Article 76 (transparence du fonctionnement des organes dirigeants des sociétés)

Son intervention (p. 3475 et s.)

Après l'article 76

Intervient sur l'amendement n° 59 de M. Jean-Pierre Balligand (administrateurs indépendants) (p. 3476)

Intervient sur l'amendement n° 54 de M. Jean-Pierre Balligand (règle de la dissociation des fonctions de président du conseil d'administration et de directeur général - nomination du président en qualité de directeur général par l'assemblée générale extraordinaire) (p. 3477)

Après l'article 77

Intervient sur les amendements n°s 49, 50 et 51 de M. Jean-Pierre Balligand (cumul de mandats d'administrateur) (p. 3479)

Après l'article 79

Intervient sur l'amendement n° 53 de M. Jean-Pierre Balligand (« stock-options » - information des actionnaires sur les effets de dilution et sur le bénéfice par action) (p. 3482)

Article 80 (assouplissement du régime des conventions libres et des conventions soumises au régime d'autorisation)

Son intervention (p. 3483 et s.)

Après l'article 81

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Jean-Pierre Balligand (institution d'une responsabilité des administrateurs et du directeur général envers les actionnaires) (p. 3486)

Après l'article 82

Intervient sur l'amendement n° 58 de M. Jean-Pierre Balligand (réparation du préjudice propre de l'actionnaire - distinction d'avec le préjudice social) (p. 3489)

Après l'article 83

Intervient sur l'amendement n° 433 de M. Jean-Michel Fourgous (informations et documents communiqués aux administrateurs) (p. 3494)

Intervient sur les amendements n°s 435 et 436 de M. Jean-Michel Fourgous (cumul jusqu'à trois mandats de directeur général ou de membre du directoire) (p. 3495)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Avant l'article 1er [séances des 12, 13, 14 juin 2003] (principes)

Son intervention (p. 5219 et s.)

Avant l'article 4 [séances des 18 et 19 juin 2003] (contrats à durée déterminée ou à temps partiel)

Son intervention (p. 5572 et s.)

Après l'article 23 [séance du 25 juin 2003] (fonds de solidarité vieillesse ; fonds de réserve pour les retraites ; abattement pour les cotisations patronales liées à l'emploi de salariés âgés ; imposition des "stock-options")

Son intervention (p. 6033 et s.)

Déclaration du Gouvernement n° 989 d'orientation budgétaire présentée par M. Alain Lambert, ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire et débat sur cette déclaration

[26 juin 2003] (p. 6055)

Son intervention (p. 6077)

Thèmes :

Finances publiques : déficit budgétaire : Gouvernement (p. 6078)

Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 6078)

Politique économique : croissance : conjoncture (p. 6078 et s.)

Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 6077)

Jean BESSON

*Rhône (10^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

Chargé d'une mission temporaire auprès de la Ministre déléguée à l'industrie [J.O. du 26 décembre 2002] (p. 21667)

Prolongation de mission temporaire et cessation du mandat de député le 24 juin 2003 (voir indications préliminaires) [J.O. du 27 juin 2003] (p. 10860)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre titulaire de la commission supérieure du service public des Postes et télécommunications [J.O. du 2 août 2002] (p. 13230)

Cesse d'appartenir à la commission supérieure du service public des Postes et télécommunications [J.O. du 27 juin 2003] (p. 10860)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Transports. transport de voyageurs. grèves, perspectives [11 juin 2003] (p. 4996)

DÉBATS

Projet de loi n° 154 d'orientation et de programmation pour la justice

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 août 2002] (p. 2666)

Article 29 (neutralisation des téléphones mobiles dans l'enceinte des établissements pénitentiaires)

Son amendement n° 271 corrigé (brouillage des communications dans les salles de spectacle) (p. 2686)

Proposition de loi n° 180 relative à la création d'un chèque-emploi associatif

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 octobre 2002] (p. 3199)

Son intervention (p. 3211)

Thèmes :

Emploi : chèque-emploi associatif (p. 3211)

Emploi : création d'emplois (p. 3211)

Emploi : politique de l'emploi : associations (p. 3211)

Emploi : politique de l'emploi : DOM-TOM (p. 3212)

Discussion des articles [10 octobre 2002] (p. 3213)

Article 1er (articles L. 128-1 et L. 128-2 nouveaux du code du travail : création du chèque-emploi associatif)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Richard Cazenave (extension du bénéfice du chèque-emploi associatif aux associations employant jusqu'à trois salariés à temps plein ou l'équivalent, compte tenu des contrats à temps partiel) (p. 3214)

Gabriel BIANCHERI

*Drôme (4^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de la présence du loup en France et l'exercice du pastoralisme dans les zones de montagne [J.O. du 13 novembre 2002] (p. 18692)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 306 portant suppression de la prise en compte dans la base de la taxe professionnelle des immobilisations destinées à mettre les entreprises aux normes en matière de protection de l'environnement [15 octobre 2002]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Agriculture. fruits et légumes. gels tardifs, aides de l'Etat [6 mai 2003] (p. 3439)

DÉBATS**Projet de loi n° 758 relatif à la chasse****PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [14 mai 2003] (p. 3668, 3711)**

Article 15 (fichier national des permis de chasser)

Son amendement n° 44 (p. 3685)

Article 1er précédemment réservé (missions des fédérations départementales des chasseurs)

Son amendement n° 37 corrigé (p. 3725)

Son intervention (p. 3726)

Son amendement n° 38 (p. 3726)

Son amendement n° 39 (p. 3727)

Article 2 précédemment réservé (adhésion des bénéficiaires de plans de chasse et de plans de gestion à la fédération départementale des chasseurs)

Son amendement n° 30 (p. 3730)

Article 3 précédemment réservé (adhérents des fédérations départementales des chasseurs)

Son amendement n° 31 (p. 3731)

Article 4 précédemment réservé (modalités d'attribution des voix au sein des assemblées générales des fédérations départementales des chasseurs)

Son intervention (p. 3735)

Son amendement n° 41 (p. 3735)

Jean-Louis BIANCO

*Alpes-de-Haute-Provence (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire de la Commission nationale pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) [J.O. du 2 août 2002] (p. 13229)

Membre suppléant de la Commission du suivi du mémorandum d'accord signé le 26 novembre 1996 entre la France et la Fédération de Russie [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14787)

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de la présence du loup en France et l'exercice du pastoralisme dans les zones de montagne [J.O. du 13 novembre 2002] (p. 18692)

Membre de la mission d'information commune sur la création d'une télévision française d'information à vocation internationale [J.O. du 19 décembre 2002] (p. 21167)

Membre titulaire du Haut conseil de la coopération internationale [J.O. du 21 décembre 2002] (p. 21390)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Emploi. politique de l'emploi. perspectives [17 juin 2003] (p. 5440)

DÉBATS**Projet de loi n° 758 relatif à la chasse****PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [14 mai 2003] (p. 3711)**

Après l'article 16

Son amendement n° 57 corrigé (fixation des dates de chasse des oiseaux) (p. 3711) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 3720)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Avant l'article 1er [séances des 12, 13, 14 juin 2003] (principes)

Son intervention (p. 5203 et s.)

Projet de loi n° 606 relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages**DEUXIÈME LECTURE****Discussion des articles [15 juillet 2003] (p. 7577)**

Après l'article 24 bis A

Son amendement n° 124 (modification de l'article L. 436-4 du code de l'environnement : application aux cours d'eau qui ont fait l'objet d'un transfert à une collectivité territoriale) : adopté (p. 7616)

Gilbert BIESSY

*Isère (2^{ème} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe des Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11065)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 849 tendant à l'attribution du titre de "la reconnaissance de la Nation" aux réfractaires du Service du travail obligatoire (STO) [14 mai 2003]

Proposition de loi n° 919 tendant à aligner le régime d'exonération de la taxe sur le foncier bâti sur le régime de la taxe d'habitation [13 juin 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Travail. licenciement collectif. réglementation [15 octobre 2002] (p. 3299)

Politique sociale. financement. perspectives [17 décembre 2002] (p. 6819)

Politique économique. croissance. politique sociale, perspectives [19 mars 2003] (p. 2175)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 309, posée le 5 mai 2003. Sécurité publique. risques naturels majeurs (J.O. questions p. 3388). Appelée le 6 mai 2003. ruines de Séchilienne, éboulement, sécurisation, calendrier (p. 3417)

DÉBATS**Projet de loi n° 230 de finances pour 2003****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER****EQUIPEMENT ET TRANSPORTS - AVIATION CIVILE****Examen du fascicule [24 octobre 2002] (p. 3962, 3983)**

Son intervention (p. 3976)

Thèmes avant la procédure des questions :

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'équipement : crédits budgétaires (p. 3977)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 3978)

Urbanisme : grands projets urbains (p. 3978)

Procédure des questions :

Transports ferroviaires : TGV Lyon-Turin (p. 4000)

Projet de loi n° 606 relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [4 mars 2003] (p. 1565)**

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 1582)

Thèmes :

Administration : services déconcentrés : directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRE) (p. 1585)
Déchets, pollutions et nuisances : déchets industriels (p. 1585)
Énergie et carburants : gaz : stockage (p. 1584)
Entreprises : sous-traitance (p. 1583)
Industrie : chimie (p. 1582 et s.)
Sécurité publique : risques technologiques (p. 1582)
Transports routiers : transport de matières dangereuses (p. 1586)
Union européenne : directives : risques technologiques (p. 1585)

Projet de loi n° 677 modifiant l'article 1-1 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et des télécommunications

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [18 mars 2003] (p. 2153)

Son intervention (p. 2155)

Thèmes :

Secteur public : services publics (p. 2155)
Télécommunications : France Télécom (p. 2155)

Déclaration du Gouvernement n° 880 sur les infrastructures 2003-2020 et débat sur cette déclaration

[20 mai 2003] (p. 3826)

Son intervention (p. 3876)

Thèmes :

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 3876)
Transports : transport combiné (p. 3876)
Transports ferroviaires : Réseau ferré de France (p. 3876)
Transports ferroviaires : TGV (p. 3876)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) [2 juillet 2003] (p. 6697)

Article 77 [séance du 2 juillet 2003] (mensualisation du versement des pensions servies par le régime de base des exploitants agricoles)

Son intervention (p. 6601)

Article 78 [séance du 2 juillet 2003] (droit à bénéficier de produits d'épargne retraite)

Son intervention (p. 6646)

Jérôme BIGNON

*Somme (3^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'amnistie [J.O. du 26 juillet 2002] (p. 12637)

Membre titulaire du conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres [J.O. du 2 août 2002] (p. 13229)

Membre de droit (représentant la commission des lois) de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation [J.O. du 10 octobre 2002] (p. 16779)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 22 janvier 2003] (p. 1331)

Rapporteur du projet de loi relatif à l'élection des conseillers régionaux et des représentants au Parlement européen ainsi qu'à l'aide publique aux partis politiques (n° 574) [29 janvier 2003]

Rapporteur de la proposition de loi tendant à autoriser le vote par correspondance électronique des Français établis hors de France pour les élections du Conseil supérieur des Français de l'étranger (n° 700) [18 mars 2003]

Rapporteur de la proposition de loi organique portant réforme de la durée du mandat et de l'âge d'éligibilité des sénateurs ainsi que de la composition du Sénat (n° 936) [3 juin 2003]

Rapporteur de la proposition de loi portant réforme de l'élection des sénateurs (n° 937) [3 juin 2003]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 20 juin 2003] (p. 10395)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 574), relatif à l'élection des conseillers régionaux et des représentants au Parlement européen ainsi qu'à l'aide publique aux partis politiques [5 février 2003] (n° 605)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat (n° 700), tendant à autoriser le vote par correspondance électronique des Français établis hors de France pour les élections du Conseil supérieur des Français de l'étranger [26 mars 2003] (n° 721)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur l'article 4 de la loi relative à l'élection des conseillers régionaux et des représentants au Parlement européen ainsi qu'à l'aide publique aux partis politiques soumis à nouvelle délibération en application de l'article 10, alinéa 2, de la Constitution (n° 770) [8 avril 2003] (n° 771)

Proposition de loi n° 851 tendant à l'instauration d'un délai maximum pour le remboursement des frais de campagne [14 mai 2003]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur :

- la proposition de loi organique, adoptée par le Sénat (n° 936), portant réforme de la durée du mandat et de l'âge d'éligibilité des sénateurs ainsi que de la composition du Sénat

- la proposition de loi, adoptée par le Sénat (n° 937), portant réforme de l'élection des sénateurs [2 juillet 2003] (n° 1000)

Proposition de loi n° 1026 tendant à l'instauration d'une possibilité d'opposition sur les chèques obtenus par abus de faiblesse [16 juillet 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Retraites : régime agricole. politique à l'égard des retraités. perspectives [9 octobre 2002] (p. 3125)

DÉBATS**Projet de loi n° 19 portant amnistie**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 juillet 2002] (p. 1919) ; [10 juillet 2002] (p. 1938)

Article 8 (règles applicables aux contestations de l'amnistie de droit)

Son amendement n° 57 (audition de la victime) (p. 1925)

Article 12 (contestations relatives à l'amnistie des sanctions disciplinaires ou professionnelles)

Son amendement n° 58 (audition de la victime) (p. 1929)

Article 13 (infractions exclues de l'amnistie)

Son amendement n° 59 (délits d'usurpation de titres) (p. 1942)

Son amendement n° 94 (diffamation et injures à caractère raciste) (p. 1944)

Projet de loi n° 154 d'orientation et de programmation pour la justice

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er août 2002] (p. 2582)

Article 7 (institution, compétence et fonctionnement de la juridiction de proximité)

Son amendement n° 215 (saisine du juge de proximité) (p. 2594)

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 novembre 2002] (p. 5367)

Son intervention (p. 5367)

Thèmes :

Collectivités territoriales : démocratie locale (p. 5369)

Collectivités territoriales : expérimentation (p. 5368)

Collectivités territoriales : péréquation (p. 5369)

Collectivités territoriales : projets de loi : Sénat (p. 5369)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 5369)

Constitution : révision : décentralisation (p. 5367)

Etat : décentralisation : subsidiarité (p. 5368)

Etat : expérimentation (p. 5368)

Outre-mer (p. 5369)

Explications de vote et vote [4 décembre 2002] (p. 6146)

Ses explications de vote (p. 6151)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 janvier 2003] (p. 483)

Après l'article 57

Son sous-amendement n° 448 (en Guyane, les équipages brésiliens, surinamiens ou du Guyana pêchant illégalement pourront être reconduits avec leur accord dans leur pays aux frais de l'Etat) à l'amendement n° 52 de M. Didier Quentin (article 40 de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France : pérennisation des dérogations pour la Guyane et la commune de Saint-Martin) (p. 524) : adopté (p. 525)

Proposition de loi n° 501 tendant à la reconnaissance du vote blanc aux élections

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 janvier 2003] (p. 730)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Armand Jung (institution du vote par le réseau Internet) (p. 732)

Projet de loi n° 574 relatif à l'élection des conseillers régionaux et des représentants au Parlement européen ainsi qu'à l'aide publique aux partis politiques

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 février 2003] (p. 1153)

Son intervention (p. 1182)

Thèmes :

Elections et référendums : cumul des mandats (p. 1187)
Elections et référendums : élections européennes : abstentionnisme (p. 1185)
Elections et référendums : élections européennes : circonscriptions (p. 1186)
Elections et référendums : élections européennes : réforme (p. 1183)
Elections et référendums : élections régionales : exécutifs locaux (p. 1184)
Elections et référendums : élections régionales : réforme (p. 1183)
Elections et référendums : modes de scrutin : parité (p. 1183)
Elections et référendums : représentation proportionnelle (p. 1184)
Partis et mouvements politiques : pluralisme (p. 1188)
Partis et mouvements politiques : financement public (p. 1187)
Union européenne : Parlement européen : rôle (p. 1185)

NOUVELLE DÉLIBÉRATION DE L'ARTICLE 4

Avant la discussion de l'article unique [8 avril 2003] (p. 2949)

Son intervention (p. 2952)

Thèmes :

Conseil constitutionnel (p. 2952)
Elections et référendums : élections régionales (p. 2953)
Lois : projet de loi : Conseil d'Etat (p. 2952)

Discussion de l'article unique [8 avril 2003] (p. 2971)

Article 4 (modification de l'article L. 346 du code électoral : minimum requis pour avoir le droit de participer au second tour des élections régionales)

Son intervention (p. 2971)

Proposition de loi n° 700 tendant à autoriser le vote par correspondance électronique des Français établis hors de France pour les élections du Conseil supérieur des Français de l'étranger

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 mars 2003] (p. 2520)

Son intervention (p. 2521)

Thèmes :

Elections et référendums : expérimentation (p. 2522)
Elections et référendums : Internet (p. 2521)
Elections et référendums : abstentionnisme (p. 2521)
Français de l'étranger : Conseil supérieur des Français de l'étranger (p. 2521)

Discussion des articles [27 mars 2003] (p. 2527)

Article 2 (prorogation du mandat des délégués au Conseil supérieur des Français de l'étranger du Liberia et de Côte-d'Ivoire)

Son intervention (p. 2527)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. René Dosière (extension du vote par correspondance et du vote électronique à d'autres élections pour les Français établis hors de France) (p. 2528)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. René Dosière (registre électoral unique pour les élections politiques et les élections au Conseil supérieur des Français de l'étranger) (p. 2529)

Projet de loi n° 719 de sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 avril 2003] (p. 3311) ; [6 mai 2003] (p. 3471)

Article 39 (harmonisation et simplification des règles relatives à la pratique du démarchage bancaire ou financier)

Son amendement n° 30 (parts de sociétés civiles de placement immobilier – vente par démarchage) (p. 3355)

Après l'article 80

Son amendement n° 375 (émission de valeurs mobilières – délégation de l'assemblée générale au conseil d'administration ou au directoire) (p. 3485) : adopté (p. 3486)

Projet de loi n° 758 relatif à la chasse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 mai 2003] (p. 3629)

Son intervention (p. 3635)

Thèmes :

Chasse et pêche : Observatoire national de la faune sauvage et de ses habitats (p. 3636)
Union européenne : directives : oiseaux migrateurs (p. 3636)

Discussion des articles [14 mai 2003] (p. 3668, 3711)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 97 de M. Charles de Courson (dépôt, par le Gouvernement, avant le 31 décembre 2003, d'un rapport précisant ses initiatives européennes visant, en application du principe de subsidiarité, à réserver à la loi nationale la fixation de l'ensemble des règles et obligations en matière de chasse) (p. 3670)

Intervient sur l'amendement n° 73 de M. Alain Bocquet (dépôt, par le Gouvernement, avant le 31 décembre 2003, d'un rapport précisant ses initiatives européennes visant, en application du principe de subsidiarité, à réserver à la loi nationale la fixation de l'ensemble des règles et obligations en matière de chasse) (p. 3670)

Après l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 3 rectifié de M. Thierry Mariani (fixation des dates de chasse des oiseaux) (p. 3714)

Intervient sur l'amendement n° 57 corrigé de M. Jean-Louis Bianco (fixation des dates de chasse des oiseaux) (p. 3714)

Intervient sur l'amendement n° 5 rectifié de M. Thierry Mariani (fixation des dates de chasse des oiseaux) (p. 3714)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [17 juillet 2003] (p. 7806)

Après l'article 15 bis

Intervient sur l'amendement n° 3 corrigé de M. Maxime Gremetz (périodes de chasse déterminées par le préfet selon des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat et fixation des jours de chasse par le préfet sur proposition de la fédération départementale des chasseurs) (p. 7811)

Proposition de loi organique n° 936 portant réforme de la durée du mandat et de l'âge d'éligibilité des sénateurs ainsi que de la composition du Sénat

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 juillet 2003] (p. 6927)

Son intervention (p. 6928)

Thèmes :

Conseil constitutionnel (p. 6929)
Elections et référendums : collège sénatorial (p. 6929)
Elections et référendums : durée des mandats (p. 6929)
Elections et référendums : élections sénatoriales : modes de scrutin (p. 6930)
Elections et référendums : élections sénatoriales : réforme (p. 6928)
Elections et référendums : modes de scrutin : parité (p. 6930)

Discussion des articles [7 juillet 2003] (p. 6964)

Article 2 (renouvellement du Sénat par moitié et dispositions transitoires)

Son intervention (p. 6966)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. René Dosière (élargissement du collège électoral des sénateurs représentant les Français établis à l'étranger) (p. 6971)

Article 4 (âge d'éligibilité au Sénat)

Son intervention (p. 6972)

Article 5 (nombre de sénateurs élus dans les départements)

Son intervention (p. 6975)

Proposition de loi n° 937 portant réforme de l'élection des sénateurs

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 juillet 2003] (p. 6927)

Discussion générale commune de la proposition de loi organique n° 936 portant réforme de la durée du mandat et de l'âge d'éligibilité des sénateurs ainsi que de la composition du Sénat et de la proposition de loi n° 937 portant réforme de l'élection des sénateurs (voir Elections et référendums 936)

Discussion des articles [7 juillet 2003] (p. 6977)

Article 1er (répartition des sénateurs représentant les départements)

Son intervention (p. 6977)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Michel Vaxès (un délégué du conseil municipal au collège sénatorial par tranche de trois cents habitants) (p. 6979)

Intervient sur l'amendement n° 16 de M. Bernard Roman (un délégué du conseil municipal au collège sénatorial par tranche de quatre cents habitants et dix délégués par membre du Conseil de Paris) (p. 6979)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Michel Vaxès (un délégué du conseil municipal au collège sénatorial par tranche de cinq cents habitants) (p. 6979)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Bernard Roman (un délégué du conseil municipal au collège sénatorial par tranche de cinq cents habitants et dix délégués par membre du Conseil de Paris) (p. 6979)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Michel Vaxès (un délégué supplémentaire par tranche de sept cents habitants en sus de neuf mille) (p. 6979)

Article 5 (champ d'application du mode de scrutin majoritaire à deux tours et de la représentation proportionnelle)

Son intervention (p. 6981)

Article 6 (champ d'application du mode de scrutin majoritaire à deux tours et de la représentation proportionnelle)

Son intervention (p. 6983 et s.)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Bernard Roman (dispositions pour favoriser la parité dans l'élection des sénateurs) (p. 6986)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. René Dosière (suppression des députés du collège sénatorial) (p. 6987)

Martine BILLARD

*Paris (1^{ère} circonscription)
Non-inscrite*

Elue le 16 juin 2002

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11065)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11114)

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle n° 108 relative au droit de vote et à l'éligibilité des résidents étrangers pour les élections aux conseils des collectivités locales [23 juillet 2002]

Proposition de loi n° 112 tendant à permettre aux couples non mariés d'adopter conjointement un enfant [24 juillet 2002]

Proposition de loi n° 113 tendant à l'accès des ressortissants étrangers à la fonction publique [24 juillet 2002]

Proposition de loi n° 114 visant à étendre la règle du plafonnement de l'aide publique aux établissements privés d'enseignement technologique et professionnel [24 juillet 2002]

Proposition de loi n° 115 tendant à l'attribution du titre de reconnaissance de la Nation aux réfractaires du Service du travail obligatoire [24 juillet 2002]

Proposition de loi n° 116 visant à la reconnaissance de l'Etat aux orphelins de déportés [24 juillet 2002]

Proposition de loi n° 117 visant à introduire les gestes des premiers secours dans la formation aux épreuves du permis de conduire [24 juillet 2002]

Proposition de loi n° 118 tendant à interdire aux aéronefs de décoller et d'atterrir la nuit dans tous les aéroports français [24 juillet 2002]

Proposition de loi n° 119 relative à la prévention et au contrôle de la prolifération de l'algue *Caulerpa taxifolia* [24 juillet 2002]

Proposition de loi n° 120 visant à limiter les charges énergétiques dans les immeubles collectifs à usage d'habitation [24 juillet 2002]

Proposition de loi n° 121 tendant à assurer l'effectivité du droit au transport pour les handicapés et les personnes à mobilité réduite [24 juillet 2002]

Proposition de loi n° 122 visant à l'instauration d'une discrimination positive en faveur des handicapés lors de la cession des exploitations agricoles [24 juillet 2002]

Proposition de loi n° 123 visant à l'amélioration du système de prévention et de réparation des risques pour les victimes du travail [24 juillet 2002]

Proposition de loi n° 124 relative à l'implantation des antennes-relais et à l'utilisation des appareils de téléphonie mobile [24 juillet 2002]

Proposition de loi n° 130 relative au suivi des conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires [24 juillet 2002]

Proposition de loi n° 142 abrogeant le délit de présentation sous un jour favorable des infractions liées aux stupéfiants [24 juillet 2002]

Proposition de loi n° 143 tendant à la suppression du régime d'offense à chef d'Etat étranger issu de l'article 36 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse [24 juillet 2002]

Proposition de loi n° 144 tendant à assurer les droits sociaux des marins [24 juillet 2002]

Proposition de résolution n° 339 tendant à créer une commission d'enquête relative à l'augmentation des suicides dans les établissements pénitentiaires français [30 octobre 2002]

Proposition de loi n° 488 tendant à renforcer la sécurité du transport maritime et à lutter contre les pollutions marines [18 décembre 2002]

Proposition de résolution n° 518 tendant à créer une commission d'enquête sur les activités du mouvement raëlien, ses moyens financiers et les tentatives de clonage reproductif de l'embryon humain sur le territoire français [7 janvier 2003]

Proposition de résolution n° 571 tendant à créer une commission d'enquête sur la fiabilité des centrales nucléaires en France en cas de séisme et sur les procédures de sécurisation, d'information et d'alerte en cas d'incident [28 janvier 2003]

Proposition de résolution n° 647 tendant à la création d'une commission d'enquête sur le transport illicite des produits radioactifs les plus dangereux et les mesures préconisées en matière de sécurité, notamment la protection des populations [4 mars 2003]

Proposition de loi n° 728 relative à la lutte contre l'homophobie, la lesbophobie et la transphobie [26 mars 2003]

Proposition de résolution n° 829 tendant à créer une commission d'enquête sur la production et l'utilisation d'armement à l'uranium appauvri par la France et l'impact sanitaire réel des armes utilisées chez les personnels civils et militaires engagés dans les opérations militaires du Golfe, et les suivantes ainsi que leur impact sur l'environnement [9 mai 2003]

Proposition de loi n° 853 relative à la reconnaissance des risques sanitaires auxquels ont été ou ont pu être exposés les civils et les militaires engagés dans la guerre du Golfe et les opérations militaires suivantes et à la responsabilité de l'Etat en la matière [14 mai 2003]

Proposition de loi n° 972 visant à rendre obligatoire l'enseignement des questions environnementales à l'école et au collège [25 juin 2003]

Proposition de résolution n° 1060 tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de la France dans le soutien aux régimes militaires d'Amérique latine entre 1973 et 1984 [10 septembre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Transports. politique des transports. perspectives [30 avril 2003] (p. 3311)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Se plaint d'avoir reçu trop tard une convocation à une réunion de commission et, de ce fait, de n'avoir pu y déposer un sous-amendement [13 juin 2003] (p. 5239)

DÉBATS

Projet de loi n° 19 portant amnistie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 juillet 2002] (p. 1868)

Son intervention (p. 1900)

Thèmes :

Amnistie (p. 1900)

Amnistie : amnistie politico-financière (p. 1900)

Droit pénal : infractions : amnistie (p. 1900)

Discussion des articles [9 juillet 2002] (p. 1919) ; [10 juillet 2002] (p. 1938)

Article 1er (champ d'application de l'amnistie de droit)

Son amendement n° 75 (de suppression) (p. 1919)

Article 3 (infractions amnistiées en raison des circonstances de leur commission)

Son amendement n° 45 (délits commis par les exploitants agricoles) (p. 1921)

Article 13 (infractions exclues de l'amnistie)

Son amendement n° 46 (contraventions de stationnement) (p. 1940)
 Son amendement n° 49 (amnistie des infractions relatives à l'entrée et au séjour des étrangers) (p. 1941)
 Son amendement n° 76 (contraventions au code de l'environnement en matière d'installations classées) (p. 1943)
 Son amendement n° 48 (amnistie des délits de défaut de titre de transport) (p. 1946)
 Son amendement n° 47 (amnistie de la récidive en matière de manifestations syndicales) (p. 1947)

Projet de loi n° 107 portant création d'un dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 juillet 2002] (p. 2372)

Article 1er (dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise)

Son intervention (p. 2378)

Article L. 322-4-6 du code du travail (public visé et nature du soutien)

Son amendement n° 13 (dispositif réservé aux non-diplômés) (p. 2382)

Article L. 322-4-6-1 du code du travail (employeurs concernés et durée du soutien)

Son amendement n° 18 (bénéfice des aides aux seules entreprises de 250 salariés au plus) (p. 2385)

Son amendement n° 21 (seules entreprises n'ayant pas procédé à un licenciement économique depuis douze mois) (p. 2388)

Son amendement n° 17 (pour les entreprises intéressées, être à jour de leurs obligations fiscales) (p. 2389)

Son amendement n° 19 (date du contrat) (p. 2390)

Article 2 (négociation collective sur la formation)

Son intervention (p. 2418)

Son amendement n° 12 (accord de branche sur les actions de formation et la validation des acquis) (p. 2420)

Article 3 (financement du régime d'assurance chômage des intermittents du spectacle par une contribution spécifique)

Son amendement n° 20 (de suppression) (p. 2425) : SCRUTIN PUBLIC (p. 2426)

Projet de loi n° 154 d'orientation et de programmation pour la justice

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er août 2002] (p. 2582) ; [2 août 2002] (p. 2622, 2666)

Article 7 (institution, compétence et fonctionnement de la juridiction de proximité)

Son amendement n° 244 (de suppression) (p. 2592)

Son amendement n° 245 (suppression de la compétence en dernier ressort en dessous de 1 500 euros) (p. 2594)

Son amendement n° 247 (assistance ou représentation par le partenaire d'un PACS) (p. 2596)

Son amendement n° 246 (suppression de la compétence en matière pénale concernant les mineurs) (p. 2597)

Article 9 (compétence de la juridiction de proximité en matière de contraventions et de composition pénale)

Son amendement n° 248 (de suppression) (p. 2598)

Article 10 (responsabilité pénale des mineurs)

Son amendement n° 249 (suppression des dispositions relatives aux mineurs de 10 à 18 ans) (p. 2602)

Son amendement n° 250 (mesures éducatives pour les mineurs ayant commis une infraction pénale) (p. 2603)

Article 17 (procédure de jugement à délai rapproché)

Son amendement n° 252 (investigations sur la personnalité accomplies à l'occasion d'une procédure antérieure de 12 mois au lieu de 18) (p. 2627)

Article 18 (jugement des contraventions par la juridiction de proximité)

Son amendement n° 253 (de suppression) (p. 2630)

Article 20 (centres éducatifs fermés)

Son amendement n° 254 (de suppression) (p. 2636)

Article 22 (placement et prolongation de la détention provisoire)

Son amendement n° 255 (de suppression) (p. 2659)

Article 23 (procédure de référé-détention - conditions d'examen des demandes de mise en liberté)

Son amendement n° 256 (de suppression) (p. 2667)

Article 25 (aménagement de la procédure de comparution immédiate)

Son amendement n° 258 (de suppression) (p. 2675)

Article 26 (extension de la compétence du juge unique en matière correctionnelle)

Son amendement n° 259 (de suppression) (p. 2676)

Article 31 (placement sous surveillance électronique dans le cadre d'un contrôle judiciaire - contrôle à distance par des personnes de droit privé)

Son amendement n° 260 (mise en œuvre du dispositif technique pour le contrôle à distance confiée aux seuls agents de l'administration pénitentiaire) (p. 2691)

Projet de loi n° 190 relatif aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 octobre 2002] (p. 2897)

Son intervention (p. 2912)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi (p. 2912)

Travail : durée du travail (p. 2912)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 2912)

Discussion des articles [3 octobre 2002] (p. 2947, 2965) ; [8 octobre 2002] (p. 3070) ; [9 octobre 2002] (p. 3129)

Article 1er (article 32 de la loi n° 2000-37 du 19 janvier 2000 : harmonisation des salaires minima)

Son intervention (p. 2951)

Son amendement n° 92 (prise en compte de l'augmentation moyenne du pouvoir d'achat) (p. 2954)

Son amendement n° 1 (suppression du paragraphe II) (p. 2957) : SCRUTIN PUBLIC (p. 2958)

Article 2 (articles L. 212-5, L. 212-5-1, L. 212-6, L. 212-8, L. 212-9, L. 212-15-2, L. 212-15-3 et L. 227-1 du code du travail : assouplissements des trente-cinq heures)

Son intervention (p. 2972)

Son amendement n° 4 (de suppression) (p. 2978) : SCRUTIN PUBLIC (p. 2980)

Son amendement n° 5 (suppression du paragraphe encadrant les taux d'heures supplémentaires, avec un plancher de 10 %) (p. 2980) : SCRUTIN PUBLIC (p. 2981)

Son amendement n° 6 (quatre premières heures supplémentaires : bonifications) (p. 2981)

Son amendement n° 93 (maintien du contingentement réglementaire d'heures supplémentaires) (p. 3071)

Intervient sur l'amendement n° 161 de M. Gaëtan Gorce (portée nouvelle du contingent conventionnel limitée aux accords postérieurs à la présente loi) (p. 3074)

Son amendement n° 7 (seuil de déclenchement du repos compensateur abaissé à dix salariés) (p. 3076)

Son amendement n° 8 (de cohérence) (p. 3087)

Son amendement n° 9 (suppression de la possibilité de dépassement du seuil de 180 heures supplémentaires) (p. 3090)

Son amendement n° 2 (suppression des dispositions annulant les références à la moyenne hebdomadaire de 35 heures) (p. 3095)

Intervient sur l'amendement n° 111 de M. Gaëtan Gorce (suppression des nouveaux critères définissant les personnels d'encadrement) (p. 3104)

Son amendement n° 3 (maintien de la réglementation actuelle sur des horaires de travail des cadres) (p. 3132)

Son amendement n° 94 (suppression des dispositions concernant la monétarisation du compte épargne-temps) (p. 3139)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE ET COMMUNICATION

CULTURE

Examen du fascicule [15 novembre 2002] (p. 5129)

Son intervention (p. 5139)

Thèmes avant la procédure des questions :

Arts et spectacles : compagnies (p. 5139)

Culture : crédits (p. 5139)

Culture : politique culturelle (p. 5139)

Patrimoine culturel : Musée du Louvre (p. 5140)

Patrimoine culturel : musées

SANTÉ, FAMILLE ET PERSONNES HANDICAPÉES

Examen du fascicule [12 novembre 2002] (p. 4939)

Procédure des questions :

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 4953)

Projet de loi n° 250 de financement de la sécurité sociale pour 2003

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [27 novembre 2002] (p. 5820)

Son intervention (p. 5834)

Thèmes :

Etablissements de santé : services d'urgence (p. 5835)

Pharmacie et médicaments : médicaments : remboursement (p. 5835)

Santé : politique de la santé (p. 5835)

Sécurité sociale : financement (p. 5834)

Proposition de loi n° 380 visant à protéger certaines catégories d'étrangers des mesures d'éloignement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 novembre 2002] (p. 5901)

Son intervention (p. 5915)

Thèmes :

- Droit pénal : double peine : famille (p. 5915)
- Droit pénal : double peine : projet de loi (p. 5916)
- Droits de l'homme et libertés publiques : Convention européenne des droits de l'homme (p. 5915)

Proposition de loi n° 350 visant à aggraver les peines punissant les infractions à caractère raciste et à renforcer l'efficacité de la procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 2002] (p. 6333)

Son intervention (p. 6344)

Thèmes :

- Droit pénal : aggravation des peines : racisme (p. 6345)
- Droits de l'homme et libertés publiques : antisémitisme (p. 6345)
- Droits de l'homme et libertés publiques : lutte contre le racisme : pédagogie (p. 6345)
- Lois : loi du 29 juillet 1881 sur la presse (p. 6345)

Discussion des articles [10 décembre 2002] (p. 6347)*Article 1er (aggravation des peines encourues pour les crimes et délits à motivation raciste)*

Son intervention (p. 6349)

Son amendement n° 20 (p. 6349)

Article 2 (réclusion criminelle à perpétuité encourue en cas de meurtre)

Son amendement n° 22 corrigé (p. 6351)

Article 3 (réclusion criminelle de quinze ans en cas de tortures ou d'actes de barbarie)

Son amendement n° 23 (p. 6351)

Article 4 (réclusion criminelle de quinze ans en cas de violences ayant entraîné la mort sans intention de la donner)

Son amendement n° 24 (p. 6351)

Article 5 (peine de dix ans d'emprisonnement et amende de 150 000 euros en cas de violences ayant entraîné une mutilation ou une infirmité permanente)

Son amendement n° 25 (p. 6352)

Article 6 (peine de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende en cas de violences ayant entraîné une incapacité totale de travail pendant plus de huit jours)

Son amendement n° 26 (p. 6352)

Article 7 (peine de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende en cas de violences ayant entraîné une incapacité de travail inférieure ou égale à huit jours ou n'ayant entraîné aucune incapacité de travail)

Son amendement n° 27 (p. 6352)

Article 8 (peine de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende encourue en cas de destruction, de dégradation ou de détérioration d'un bien appartenant à autrui)

Son amendement n° 28 corrigé (p. 6352)

Article 10 (peine de vingt ans de réclusion criminelle et de 150 000 euros d'amende en cas de destruction, de dégradation ou de détérioration d'un bien appartenant à autrui par l'effet d'une substance explosive ou d'un incendie)

Son amendement n° 29 (p. 6354)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 janvier 2003] (p. 218, 268) ; [21 janvier 2003] (p. 319, 348) ; [22 janvier 2003] (p. 390) ; [23 janvier 2003] (p. 445)*Avant l'article 1er*

Intervient sur le sous-amendement n° 410 de M. Noël Mamère (affirmation de la prévention) à l'amendement n° 54 de la commission (missions de l'Etat et rôle des collectivités territoriales en matière de sécurité intérieure) (p. 219)

Intervient sur le sous-amendement n° 413 de M. Noël Mamère (lutte pour la justice sociale) à l'amendement n° 54 de la commission (p. 222)

Intervient sur le sous-amendement n° 412 de M. Noël Mamère (rôle des associations de médiation et de lutte contre l'exclusion) à l'amendement n° 54 de la commission (p. 225)

Article 4 (critères permettant de procéder à des contrôles d'identité)

Son intervention (p. 243)

Son amendement n° 324 (p. 243)

Article 5 (visite des véhicules pour la recherche de certaines infractions)

Son intervention (p. 248)

Article 6 (visite des véhicules pour la recherche de certaines infractions)

Son intervention (p. 250)

Son amendement n° 325 (p. 250)

Article 7 bis (relèvement des peines encourues pour certaines infractions douanières)

Son intervention (p. 253)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 66 de la commission (suppression de la notification du droit au silence) (p. 257)

Intervient sur l'amendement n° 13 rectifié de M. Christian Vanneste (suppression de la notification du droit au silence) (p. 257)

Intervient sur l'amendement n° 14 rectifié de M. Charles Cova (suppression de la notification du droit au silence) (p. 257)

Intervient sur l'amendement n° 15 rectifié de M. Georges Fenech (suppression de la notification du droit au silence) (p. 257)

Intervient sur l'amendement n° 16 rectifié de Mme Nadine Morano (suppression de la notification du droit au silence) (p. 257)

Intervient sur l'amendement n° 195 de M. Lionnel Luca (suppression de la notification du droit au silence) (p. 257)

Article 9 (traitements automatisés d'informations mis en œuvre par la police et la gendarmerie)

Son intervention (p. 271 et s.)

Ses amendements n°s 327 et 328 (p. 271)

Son amendement n° 330 (p. 272)

Article 14 (dispositifs de contrôle automatisé des données signalétiques de véhicules)

Son intervention (p. 286)

Avant l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 82 de la commission (dépistage du VIH chez les personnes poursuivies pour viol) (p. 289)

Après l'article 17 bis

Intervient sur l'amendement n° 278 corrigé de Mme Martine Lignières-Cassou (pénalisation du client de personnes prostituées) (p. 332)

Article 18 (incrimination du racolage et de la sollicitation de relations sexuelles de la part d'une personne prostituée vulnérable)

Son amendement n° 332 (p. 375)

Son amendement n° 333 (p. 376)

Article 19 (installation sans titre sur un terrain)

Son intervention (p. 397)

Son amendement n° 334 (p. 397)

Après l'article 19 bis

Intervient sur le sous-amendement n° 450 de M. Noël Mamère (pénalisation des expulsions sans décision de justice) à l'amendement n° 95 de la commission (délit de mise à disposition d'un tiers d'un bien immobilier appartenant à autrui) (p. 408)

Article 20 (menaces et actes d'intimidation commis contre les personnes exerçant une fonction publique)

Son intervention (p. 414)

Article 21 (incrimination des attroupements portant atteinte à la libre circulation dans les parties communes d'immeubles)

Son intervention (p. 418)

Son amendement n° 336 : SCRUTIN PUBLIC (p. 420)

Article 24 (fermeture administrative des établissements de vente à emporter d'aliments)

Son amendement n° 339 (p. 448)

Article 25 (fermeture administrative des établissements de vente à emporter d'aliments)

Son amendement n° 340 (p. 451)

Article 29 (délivrance d'une autorisation de séjour à l'étranger qui témoigne ou dépose plainte contre un proxénète)

Son intervention (p. 458)

Après l'article 29 bis

Intervient sur l'amendement n° 199 de M. Jean-Christophe Lagarde (sanction en cas de conduite sans permis et saisie du véhicule) (p. 461)

Intervient sur l'amendement n° 198 rectifié de M. Jean-Christophe Lagarde (saisie du véhicule conduit sans permis) (p. 461)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [12 février 2003] (p. 1210)

Son intervention (p. 1229)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : fichiers informatisés (p. 1229)

Etat : hymne national (p. 1230)

Gens du voyage : stationnement (p. 1229)

Parlement : commissions mixtes paritaires (p. 1230)

Santé : sida : dépistage (p. 1230)

Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 février 2003] (p. 1046)*Après l'article 26*

Intervient sur l'amendement n° 57 de la commission (parts ou actions de société faisant l'objet d'un accord collectif de conservation - prises en compte pour la moitié de leur valeur dans les bases de l'ISF) (p. 1051)

Intervient sur l'amendement n° 59 de la commission (qualification de biens professionnels - article 885 O bis du code général des impôts - taux de 75 % du patrimoine taxable à l'ISF ramené à 50 %) (p. 1060)

Proposition de loi n° 129 tendant à ouvrir le droit à la retraite à taux plein pour les salariés ayant cotisé quarante annuités avant d'atteindre l'âge de 60 ans

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 mars 2003] (p. 1845)

Son intervention (p. 1856)

Thèmes :

Retraites : généralités : âge de la retraite (p. 1856)
Retraites : généralités : calcul des pensions (p. 1856)
Retraites : généralités : cotisations (p. 1856)
Travail : conditions de travail (p. 1857)

Proposition de loi n° 642 modifiant la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 mars 2003] (p. 2046)

Son intervention (p. 2052)

Thèmes :

Collectivités territoriales : fiscalité (p. 2053)
Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) (p. 2052)
Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 2053)
Politique sociale : inégalités (p. 2053)

Projet de loi n° 640 relatif aux assistants d'éducation

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mars 2003] (p. 2405)

Son intervention (p. 2420)

Thèmes :

Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 2420)
Enseignement : personnel : assistants d'éducation (p. 2420)
Enseignement supérieur : étudiants (p. 2421)
Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 2421)

Discussion des articles [26 mars 2003] (p. 2463) ; [27 mars 2003] (p. 2529, 2554, 2592)

Article 1er (création d'une nouvelle catégorie d'emplois occupés par des agents non titulaires au sein de la fonction publique de l'Etat)

Son intervention (p. 2464 et s.)

Son amendement n° 3006 (p. 2467)

Avant l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 513 de M. Simon Renucci (objectif du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : favoriser l'égalité professionnelle) (p. 2531)

Intervient sur l'amendement n° 2393 de M. Yves Durand (responsabilités en matière d'assistance sociale des élèves) (p. 2540)

Intervient sur l'amendement n° 2394 de M. Jean-Marc Ayrault (responsabilités en matière d'assistance sociale des élèves) (p. 2540)

Intervient sur l'amendement n° 2395 de M. Alain Néri (responsabilités en matière d'assistance sociale des élèves) (p. 2540)

Intervient sur l'amendement n° 2396 de M. Patrick Roy (responsabilités en matière d'assistance sociale des élèves) (p. 2540)

Intervient sur l'amendement n° 2397 de Mme Catherine Génisson (responsabilités en matière d'assistance sociale des élèves) (p. 2540)

Intervient sur l'amendement n° 2398 de M. Victorin Lurel (responsabilités en matière d'assistance sociale des élèves) (p. 2540)

Intervient sur l'amendement n° 2399 de Mme Hélène Mignon (responsabilités en matière d'assistance sociale des élèves) (p. 2540)

Intervient sur l'amendement n° 2400 de M. Simon Renucci (responsabilités en matière d'assistance sociale des élèves) (p. 2540)

Intervient sur l'amendement n° 2401 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (responsabilités en matière d'assistance sociale des élèves) (p. 2540)

Intervient sur l'amendement n° 2402 de M. Gaëtan Gorce (responsabilités en matière d'assistance sociale des élèves) (p. 2540)

Intervient sur l'amendement n° 2403 de M. Christophe Masse (responsabilités en matière d'assistance sociale des élèves) (p. 2540)

Intervient sur l'amendement n° 2404 de M. Jean-Pierre Blazy (responsabilités en matière d'assistance sociale des élèves) (p. 2540)

Intervient sur l'amendement n° 2429 de M. Yves Durand (enseignement de l'histoire de l'esclavage) (p. 2545)

Intervient sur l'amendement n° 2430 de M. Jean-Marc Ayrault (enseignement de l'histoire de l'esclavage) (p. 2545)

Intervient sur l'amendement n° 2431 de M. Alain Néri (enseignement de l'histoire de l'esclavage) (p. 2545)

Intervient sur l'amendement n° 2432 de M. Patrick Roy (enseignement de l'histoire de l'esclavage) (p. 2545)

Intervient sur l'amendement n° 2433 de Mme Catherine Génisson (enseignement de l'histoire de l'esclavage) (p. 2545)

Intervient sur l'amendement n° 2434 de M. Victorin Lurel (enseignement de l'histoire de l'esclavage) (p. 2545)

Intervient sur l'amendement n° 2435 de Mme Hélène Mignon (enseignement de l'histoire de l'esclavage) (p. 2545)

Intervient sur l'amendement n° 2436 de M. Simon Renucci (enseignement de l'histoire de l'esclavage) (p. 2545)

Intervient sur l'amendement n° 2437 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (enseignement de l'histoire de l'esclavage) (p. 2545)

Intervient sur l'amendement n° 2438 de M. Gaëtan Gorce (enseignement de l'histoire de l'esclavage) (p. 2545)

Intervient sur l'amendement n° 2439 de M. Christophe Masse (enseignement de l'histoire de l'esclavage) (p. 2545)

Intervient sur l'amendement n° 2440 de M. Jean-Pierre Blazy (enseignement de l'histoire de l'esclavage) (p. 2545)

Son sous-amendement oral (précision stipulant la responsabilité des enseignants aidés par les assistants d'éducation) à l'amendement n° 2429 de M. Yves Durand (p. 2545) : rejeté (p. 2546)

Son sous-amendement oral (extension à l'apprentissage de la tolérance, du respect de l'autre, du refus du racisme et de l'antisémitisme) à l'amendement n° 2429 de M. Yves Durand (p. 2546) : rejeté (p. 2546)

Intervient sur l'amendement n° 446 de M. Yves Durand (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : responsabilité de l'Etat en lien avec les collectivités locales) (p. 2557)

Intervient sur l'amendement n° 447 de M. Jean-Marc Ayrault (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : responsabilité de l'Etat en lien avec les collectivités locales) (p. 2557)

Intervient sur l'amendement n° 448 de M. Alain Néri (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : responsabilité de l'Etat en lien avec les collectivités locales) (p. 2557)

Intervient sur l'amendement n° 449 de M. Patrick Roy (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : responsabilité de l'Etat en lien avec les collectivités locales) (p. 2557)

Intervient sur l'amendement n° 450 de Mme Catherine Génisson (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : responsabilité de l'Etat en lien avec les collectivités locales) (p. 2557)

Intervient sur l'amendement n° 451 de M. Victorin Lurel (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : responsabilité de l'Etat en lien avec les collectivités locales) (p. 2557)

Intervient sur l'amendement n° 452 de Mme Hélène Mignon (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : responsabilité de l'Etat en lien avec les collectivités locales) (p. 2557)

Intervient sur l'amendement n° 453 de M. Simon Renucci (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : responsabilité de l'Etat en lien avec les collectivités locales) (p. 2557)

Intervient sur l'amendement n° 454 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : responsabilité de l'Etat en lien avec les collectivités locales) (p. 2557)

Intervient sur l'amendement n° 455 de M. Gaëtan Gorce (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : responsabilité de l'Etat en lien avec les collectivités locales) (p. 2557)

Intervient sur l'amendement n° 456 de M. Christophe Masse (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : responsabilité de l'Etat en lien avec les collectivités locales) (p. 2557)

Intervient sur l'amendement n° 457 de M. Jean-Pierre Blazy (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : responsabilité de l'Etat en lien avec les collectivités locales) (p. 2557)

Intervient sur l'amendement n° 506 de M. Yves Durand (objectif du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : favoriser l'égalité professionnelle) (p. 2561)

Intervient sur l'amendement n° 507 de M. Jean-Marc Ayrault (objectif du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : favoriser l'égalité professionnelle) (p. 2561)

Intervient sur l'amendement n° 508 de M. Alain Néri (objectif du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : favoriser l'égalité professionnelle) (p. 2561)

Intervient sur l'amendement n° 509 de M. Patrick Roy (objectif du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : favoriser l'égalité professionnelle) (p. 2561)

Intervient sur l'amendement n° 510 de Mme Catherine Génisson (objectif du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : favoriser l'égalité professionnelle) (p. 2561)

Intervient sur l'amendement n° 511 de M. Victorin Lurel (objectif du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : favoriser l'égalité professionnelle) (p. 2561)

Intervient sur l'amendement n° 512 de Mme Hélène Mignon (objectif du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : favoriser l'égalité professionnelle) (p. 2561)

Intervient sur l'amendement n° 514 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (objectif du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : favoriser l'égalité professionnelle) (p. 2561)

Intervient sur l'amendement n° 515 de M. Gaëtan Gorce (objectif du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : favoriser l'égalité professionnelle) (p. 2561)

Intervient sur l'amendement n° 516 de M. Christophe Masse (objectif du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : favoriser l'égalité professionnelle) (p. 2561)

Intervient sur l'amendement n° 517 de M. Jean-Pierre Blazy (objectif du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : favoriser l'égalité professionnelle) (p. 2561)

Intervient sur l'amendement n° 974 de M. Yves Durand (rôle pédagogique des personnels "ATOSS") (p. 2598)

Intervient sur l'amendement n° 975 de M. Jean-Marc Ayrault (rôle pédagogique des personnels "ATOSS") (p. 2598)

Intervient sur l'amendement n° 976 de M. Alain Néri (rôle pédagogique des personnels "ATOSS") (p. 2598)

Intervient sur l'amendement n° 977 de M. Patrick Roy (rôle pédagogique des personnels "ATOSS") (p. 2598)

Intervient sur l'amendement n° 978 de Mme Catherine Génisson (rôle pédagogique des personnels "ATOSS") (p. 2598)

Intervient sur l'amendement n° 979 de M. Victorin Lurel (rôle pédagogique des personnels "ATOSS") (p. 2598)

Intervient sur l'amendement n° 980 de Mme Hélène Mignon (rôle pédagogique des personnels "ATOSS") (p. 2598)

Intervient sur l'amendement n° 981 de M. Simon Renucci (rôle pédagogique des personnels "ATOSS") (p. 2598)

Intervient sur l'amendement n° 982 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (rôle pédagogique des personnels "ATOSS") (p. 2598)

Intervient sur l'amendement n° 983 de M. Gaëtan Gorce (rôle pédagogique des personnels "ATOSS") (p. 2598)

Intervient sur l'amendement n° 984 de M. Christophe Masse (rôle pédagogique des personnels "ATOSS") (p. 2598)

Intervient sur l'amendement n° 985 de M. Jean-Pierre Blazy (rôle pédagogique des personnels "ATOSS") (p. 2598)

Article 2 (régime juridique des assistants d'éducation)

Son intervention (p. 2600 et s.)

Son amendement n° 3007 (p. 2607)

Projet de loi n° 574 relatif à l'élection des conseillers régionaux et des représentants au Parlement européen ainsi qu'à l'aide publique aux partis politiques

NOUVELLE DÉLIBÉRATION DE L'ARTICLE 4

Avant la discussion de l'article unique [8 avril 2003] (p. 2949)

Son intervention (p. 2965)

Thèmes :

Conseil constitutionnel (p. 2965)

Elections et référendums : élections européennes : modes de scrutin (p. 2965)

Femmes : parité (p. 2965)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 juin 2003] (p. 5029)

Son intervention (p. 5055)

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Avant l'article 1er [séances des 12, 13, 14 juin 2003] (principes)

Son intervention (p. 5150 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [13 juin 2003] (p. 5239)

Article 1er [séances du 16 juin 2003] (système de retraites par répartition)

Son intervention (p. 5342 et s.)

Article 2 [séances des 16 et 17 juin 2003] (contributivité)

Son intervention (p. 5392)

Après l'article 2 [séance du 17 juin 2003] (sources supplémentaires de financement ; politique salariale)

Son intervention (p. 5456 et s.)

Après l'article 3 [séance du 18 juin 2003] (impôt sur la fortune ; métiers pénibles)

Son intervention (p. 5538 et s.)

Article 4 [séances du 19 juin 2003] (assurer en 2008, un montant minimal de retraite égal à 85 % du SMIC)

Son intervention (p. 5588 et s.)

Article 5 [séance 19 juin 2003] (durée d'assurance, pour obtenir une pension à taux plein, portée à 41 ans en 2012)

Son intervention (p. 5630 et s.)

Article 9 [séances du 20 juin 2003] (simplification des règles de limitation du cumul "emploi-retraite")

Son intervention (p. 5773 et s.)

Article 10 [séances des 20 et 23 juin 2003] (limite d'âge pour la mise à la retraite d'office des salariés)

Son intervention (p. 5779 et s.)

Article 20 [séance du 25 juin 2003] (possibilité de rachat de périodes de cotisation, dans la limite de douze trimestres)

Son intervention (p. 5995 et s.)

Article 22 [séances du 25 juin 2003] (amélioration de la pension de réversion et suppression de l'assurance veuvage)

Son intervention (p. 6011)

Article 49 [séance du 30 juin 2003] (cessation progressive d'activité)

Son intervention (p. 6375 et s.)

Article 65 [séance du 1er juillet 2003] (pensions de retraite servies par le régime de base des professions libérales)

Son intervention (p. 6526)

Article 70 [séance du 1er juillet 2003] (modalités d'entrée en vigueur des dispositions relatives au régime de base des professions libérales)

Son intervention (p. 6542)

Article 78 [séance du 2 juillet 2003] (droit à bénéficier de produits d'épargne retraite)

Son intervention (p. 6606 et s.)

Jean-Marie BINETRUY

*Doubs (5^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Enseignement supérieur. Institut universitaire de formation des maîtres (IUFM). réforme, perspectives [30 avril 2003] (p. 3309)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 64, posée le 16 décembre 2002. Taxes parafiscales. horlogerie-bijouterie-joaillerie-orfèvrerie (J.O. questions p. 4847). Appelée le 17 décembre 2002. réforme, perspectives (p. 6795)

DÉBATS

Projet de loi n° 402 portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 janvier 2003] (p. 670)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 33 rectifié de la commission (modalités de création et de fonctionnement des pays) (p. 677)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [3 avril 2003] (p. 2808)

Article 5 bis D (possibilité de construire en dehors des parties urbanisées des communes de montagne)

Son amendement n° 7 (p. 2839)

Claude BIRRAUX

*Haute-Savoie (4^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11466)

Président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. du 11 juillet 2002] (p. 11919)

Membre titulaire de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire [J.O. du 3 août 2002] (p. 13303)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux marchés énergétiques [J.O. du 18 décembre 2002] (p. 20975)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur l'incidence éventuelle de la téléphonie mobile sur la santé [7 novembre 2002] (n° 346)

Rapport déposé au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, sur l'évolution du secteur des semi-conducteurs et ses liens avec les micro et nanotechnologies :

- Tome I : Rapport [22 janvier 2003] (n° 566)

- Tome II - Actes du colloque organisé le 23 janvier 2003 : microélectronique et nanotechnologies, une chance à saisir [4 avril 2003] (n° 769)

Rapport déposé au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur "la qualité de l'eau et de l'assainissement" en France [19 mars 2003] (n° 705)

Rapport déposé au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur la durée de vie des centrales nucléaires et les nouveaux types de réacteurs [13 mai 2003] (n° 832)

Rapport déposé au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, sur la charte de l'environnement (audition publique) [21 mai 2003] (n° 869)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Relations internationales. G 8. sommet d'Evian, perspectives [21 janvier 2003] (p. 311)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 37, posée le 2 décembre 2002. Collectivités territoriales, réglementation (J.O. questions p. 4502). Appelée le 3 décembre 2002. coopération transfrontalière, Suisse (p. 6047)

n° 206, posée le 17 mars 2003. Sécurité publique, sécurité des biens et des personnes (J.O. questions p. 1894). Appelée le 18 mars 2003. délinquance, lutte et prévention (p. 2103)

n° 360, posée le 26 mai 2003. Fonctionnaires et agents publics, indemnité de résidence (J.O. questions p. 3972). Appelée le 27 mai 2003. calcul, zones (p. 4231)

n° 450, posée le 23 juin 2003. Logement, logement social (J.O. questions p. 4885). Appelée le 24 juin 2003. construction, Haute-Savoie (p. 5868)

DÉBATS

Projet de loi n° 250 de financement de la sécurité sociale pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 octobre 2002] (p. 4208)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (création d'un Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé) (p. 4231)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

LOGEMENT

Examen du fascicule [13 novembre 2002] (p. 4969)

Procédure des questions :

Logement : logement social : Haute-Savoie (p. 4989)

JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

III - RECHERCHE ET NOUVELLES TECHNOLOGIES

Examen du fascicule [5 novembre 2002] (p. 4427)

Son intervention (p. 4442)

Thèmes avant la procédure des questions :

Recherche : Centre national d'études spatiales (CNES) (p. 4442)

Recherche : chercheurs (p. 4442)

Recherche : crédits (p. 4442)

Recherche : recherche développement (p. 4442)

Procédure des questions :

Recherche : crédits : recherche technologique (p. 4449)

Projet de loi n° 326 relatif aux marchés énergétiques et au service public de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 décembre 2002] (p. 6615)

Son intervention (p. 6631)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 6632)

Energie et carburants : Commission de régulation de l'énergie (CRE) (p. 6632)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 6632)

Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 6632)

Energie et carburants : gaz : transport (p. 6632)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) (p. 6631 et s.)

Politiques communautaires : directives : électricité (p. 6631)

Politiques communautaires : directives : gaz (p. 6631)

Christian BLANC

Yvelines (3^{ème} circonscription)

Appartenu au groupe de l'Union pour la Démocratie Française

Elu le 15 décembre 2002 (voir indications préliminaires)

S'apparente au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 17 décembre 2002] (p. 20859)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 18 décembre 2002] (p. 20972)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 632 relatif aux entreprises de transport aérien et notamment à la société Air France

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 mars 2003] (p. 1884)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 1899)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1909)

Son intervention (p. 1912)

Thèmes :

Industrie : construction aéronautique et spatiale (p. 1899)

Transports aériens : Air France : actionnaires (p. 1914)

Transports aériens : Air France : alliances (p. 1913)

Transports aériens : Air France : conseils d'administration (p. 1914)

Transports aériens : Air France : dotations en capital (p. 1913)

Transports aériens : Air France : privatisations (p. 1912 et s.)

Transports aériens : Air France : salariés (p. 1913)

Transports aériens : Air France : services publics (p. 1913)

Transports aériens : Air France : situation financière (p. 1913)

Transports aériens : Air Lib (p. 1899)

Transports aériens : compagnies aériennes : concurrence (p. 1913)

Union européenne : Commission : Air France (p. 1910)

Explications de vote et vote [18 mars 2003] (p. 2133)

Ses explications de vote (p. 2135)

Étienne BLANC

Ain (3^{ème} circonscription)

Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire [J.O. du 2 août 2002] (p. 13301)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 21 décembre 2002] (p. 21390)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la sécurité intérieure [J.O. du 30 janvier 2003] (p. 1892)

Rapporteur du projet de loi portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance des mesures de simplification et de codification du droit (n° 710) [12 mars 2003]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 710) portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance des mesures de simplification et de codification du droit [26 mars 2003] (n° 752)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 831), habilitant le Gouvernement à simplifier le droit [21 mai 2003] (n° 871)

Proposition de loi n° 973 visant à instaurer un service garanti dans l'ensemble du service public [25 juin 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Ordre public. terrorisme. lutte et prévention [12 novembre 2002] (p. 4904)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 38, posée le 2 décembre 2002. Handicapés. allocation aux adultes handicapés (J.O. questions p. 4502). Appelée le 3 décembre 2002. cumulé avec les revenus d'une activité professionnelle (p. 6038)

DÉBATS

Proposition de loi n° 380 visant à protéger certaines catégories d'étrangers des mesures d'éloignement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Explications de vote et vote [28 novembre 2002]

Ses explications de vote (p. 5926)

Projet de loi organique n° 242 relatif aux juges de proximité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 décembre 2002] (p. 6858)

Son intervention (p. 6858)

Thèmes :

Justice : délais (p. 6858)

Justice : juge de proximité : histoire (p. 6858)

Justice : tribunaux d'instance : handicapés (p. 6859)

Justice : tribunaux d'instance : juge de proximité (p. 6859)

Proposition de loi n° 501 tendant à la reconnaissance du vote blanc aux élections

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 janvier 2003] (p. 713)

Son intervention (p. 725)

Thèmes :

Elections et référendums : listes électorales : inscription (p. 726)

Elections et référendums : vote blanc : études (p. 725)

Elections et référendums : vote par procuration : réforme (p. 726)

Partis et mouvements politiques : financement public : vote blanc (p. 725)

Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 2003] (p. 821)

Son intervention (p. 839)

Thèmes :

Entreprises : création (p. 839)

Entreprises : transmission (p. 839)

Projet de loi n° 710 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance des mesures de simplification et de codification du droit

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 avril 2003] (p. 2975) ; [9 avril 2003] (p. 3022)

Son intervention (p. 2977)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2987)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 3032)

Thèmes :

Administration : délais (p. 2978)

Marchés publics (p. 2978)

Ordonnances (p. 2987, 3032, 3224)

Ordonnances : projet de loi de ratification (p. 2978, 2987)

Travail : droit du travail (p. 3032)

Discussion des articles [9 avril 2003] (p. 3033, 3053)

Article 1er (simplification des relations entre le citoyen et les services publics)

Son intervention (p. 3035 et s.)

Article 2 (publicité et diffusion des lois et actes administratifs)

Son intervention (p. 3037)

Article 3 (procédures de la commande publique)

Son intervention (p. 3038)

Son amendement n° 43 (p. 3038)

Article 4 (contrats de coopération entre personnes de droit public et personnes de droit privé)

Son intervention (p. 3040 et s.)

Article 5 (législation fiscale et modalités de recouvrement de l'impôt)

Son intervention (p. 3045 et s.)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 52 de M. Éric Woerth (procédures administratives en matière de travaux publics d'aménagement) (p. 3058)

Intervient sur l'amendement n° 53 de M. Éric Woerth (situation statutaire des délégués du médiateur de la République) (p. 3058)

Article 8 (régime juridique des associations syndicales de propriétaires)

Son intervention (p. 3059)

Article 11 (formalités imposées aux usagers bénéficiaires de prestations sociales)

Son intervention (p. 3060)

Article 16 (organisation administrative et fonctionnement du système de santé)

Son intervention (p. 3062 et s.)

Article 17 (institution de régimes déclaratifs)

Son intervention (p. 3067)

Article 19 (simplification des déclarations sociales)

Son intervention (p. 3067 et s.)

Article 20 (clarification du droit du travail et du financement de la formation professionnelle)

Son intervention (p. 3073 et s.)

Article 12 (précédemment réservé) (vote par procuration)

Son intervention (p. 3083 et s.)

Article 13 (précédemment réservé) (formalités imposées aux candidats et modalités d'organisation de certaines élections)

Son intervention (p. 3086)

Son amendement n° 55 rectifié (p. 3086)

Article 14 (précédemment réservé) (organisation des élections non politiques)

Son intervention (p. 3087)

Article 21 (aménagement du droit des sociétés)

Son intervention (p. 3088 et s.)

Son amendement n° 99 (p. 3089)

Article 22 (exercice de certaines professions réglementées)

Son intervention (p. 3090)

Son amendement n° 45 corrigé (p. 3090)

Après l'article 22

Intervient sur l'amendement n° 104 de M. Gérard Léonard (conditions de fonctionnement des collectivités territoriales) (p. 3090)

Article 23 (ratification d'ordonnances relatives à la partie législative de codes et à la transposition de directives communautaires)

Son intervention (p. 3091)

Article 24 (ratification d'ordonnances relatives à la partie législative de codes devant être rectifiés)

Son intervention (p. 3092)

Article 25 (habilitation en vue de la modification de codes existants)

Son intervention (p. 3093)

Article 26 (habilitation en vue de la création de codes à droit constant)

Son intervention (p. 3094)

Article 27 (modification de la législation relative à l'artisanat, au domaine des personnes de droit public, à la défense, et du code monétaire et financier)

Son intervention (p. 3094)

Avant l'article 28

Intervient sur l'amendement n° 49 de M. Hervé Novelli (institution d'une commission de suivi des ordonnances) (p. 3095)

Article 28 (délais d'habilitation et de ratification)

Son intervention (p. 3095 et s.)

Article 29 (dispositions relatives à l'outre-mer)

Son intervention (p. 3096 et s.)

Après l'article 29

Intervient sur l'amendement n° 38 rectifié de la commission (rapport annuel au Parlement sur les mesures de simplification) (p. 3097)

Titre

Intervient sur l'amendement n° 39 de la commission (p. 3097)

Explications de vote et vote [29 avril 2003] (p. 3220)

Son intervention (p. 3224)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [3 juin 2003] (p. 4406)

Son intervention (p. 4407)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4410)

Thèmes :

Impôts et taxes : présomption d'innocence (p. 4408)

Marchés publics (p. 4407, 4410)

Travail : droit du travail (p. 4410)

Discussion des articles [3 juin 2003] (p. 4418)

Article 4 (contrats de coopération entre personnes de droit public et personnes de droit privé)

Son intervention (p. 4419 et s.)

Article 5 (légalisation fiscale et modalités de recouvrement de l'impôt)

Son intervention (p. 4422)

Article 16 (organisation administrative et fonctionnement du système de santé)

Son intervention (p. 4427 et s.)

Article 19 (simplification des déclarations sociales)

Son intervention (p. 4430)

Article 24 (ratification d'ordonnances relatives à la partie législative de codes rectifiés)

Son intervention (p. 4434)

Article 28 (délais d'habilitation et de ratification)

Son intervention (p. 4435)

Jean-Pierre BLAZY

*Val-d'Oise (9^{ème} circonscription)
Socialiste*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 16 novembre 2002] (p. 19030)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 16 novembre 2002] (p. 19029)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 20 novembre 2002] (p. 19207)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 20 novembre 2002] (p. 19207)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la sécurité intérieure [J.O. du 30 janvier 2003] (p. 1892)

Membre de la mission d'information sur la question des signes religieux à l'école [J.O. du 10 septembre 2003] (p. 15565)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 184, posée le 3 mars 2003. Transports aériens, aéroports (J.O. questions p. 1489). Appelée le 4 mars 2003. région parisienne, perspectives (p. 1510)

n° 258, posée le 31 mars 2003. Transports aériens. Air France (J.O. questions p. 2288). Appelée le 1^{er} avril 2003. avion Concorde, reprise des vols, bilan et perspectives (p. 2661)

n° 384, posée le 2 juin 2003. Etablissements de santé. Retirée par l'auteur le 02/06/2003 (J.O. questions p. 4140)

DÉBATS

Projet de loi n° 36 d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2002] (p. 1961, 2009)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Noël Mamère (p. 1990)

Son intervention (p. 1997)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 2040)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 1998, 2040)

Assemblée nationale : exception d'irrecevabilité (p. 1990)

Droit pénal : délinquance et criminalité (p. 1999)

Gendarmerie (p. 1999)

Ordre public : contrats locaux de sécurité (p. 1999)

Ordre public : maintien de l'ordre : évaluation (p. 1999)

Ordre public : personnels : aménagement du territoire (p. 1999)

Ordre public : sécurité (p. 1997)

Ordre public : sécurité : Gouvernement précédent (p. 1997)

Ordre public : sécurité : moyens (p. 1998)

Ordre public : sécurité : organisation (p. 1998)

Ordre public : sécurité : politique sociale (p. 2000)

Ordre public : sécurité : projet de loi (p. 1998)

Ordre public : sécurité : secteur privé (p. 1999)

Police : commissariats : construction (p. 1999)

Police : policiers : réservistes (p. 1999)

Discussion des articles [17 juillet 2002] (p. 2057, 2106)

Article 1er (orientations de la politique de sécurité intérieure)

Intervient sur l'amendement n° 85 de Mme Ségolène Royal (de suppression) (p. 2075)

Annexe I

Son amendement n° 48 (statut des victimes) (p. 2079)

Son amendement n° 49 (contrats locaux de sécurité issus de la loi du 15 novembre 2001) (p. 2081)

Intervient sur l'amendement n° 32 rectifié du Gouvernement (rôle des conseils locaux de sécurité en matière de prévention) (p. 2083)

Intervient sur l'amendement n° 25 rectifié de Mme Christine Boutin (Groupes d'intervention régionaux (GIR) compétents pour les délits commis par les gens du voyage) (p. 2084)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (renforcement de l'action des polices municipales) (p. 2086)

Son amendement n° 50 (encadrement des activités de sécurité privée) (p. 2086)

Intervient sur l'amendement n° 21 rectifié de M. Rudy Salles (compétence des communes pour les procurations en période électorale) (p. 2091)

Son amendement n° 51 rectifié (corps spécial de police pénitentiaire) (p. 2091)

Son amendement n° 52 (suppression de la création d'une réserve civile de la police) (p. 2107)

Son amendement n° 53 (suppression de la partie de l'annexe sur les moyens juridiques) (p. 2113)

Son amendement n° 54 (suppression de l'aggravation des sanctions en matière d'absentéisme scolaire) (p. 2117)

Intervient sur le sous-amendement n° 128 de M. Pierre-André Périssol (violence à l'encontre des enseignants) à l'amendement n° 33 rectifié de M. Guy Geoffroy (violence à l'école) (p. 2122)

Article 2 (programmation des moyens 2003-2007)

Son intervention (p. 2133)

Article 3 (assouplissement des règles de la gestion immobilière de la police et de la gendarmerie nationales)

Son intervention (p. 2138)

Son amendement n° 55 (conseil régional de sécurité intérieure) (p. 2140)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 2149)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [18 octobre 2002] (p. 3634)

Après l'article 17

Son amendement n° 252 (création d'une taxe environnementale due par les entreprises aériennes) (p. 3672)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**ECOLOGIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE****Vote des crédits et articles rattachés [25 octobre 2002] (p. 4081)***Etat B, titre IV*

Intervient sur l'amendement n° 93 de la commission (réduction des crédits de fonctionnement de l'Agence de l'environnement de la maîtrise de l'énergie - ADEME) (p. 4082)

INTÉRIEUR, SÉCURITÉ INTÉRIEURE ET LIBERTÉS LOCALES**Examen du fascicule [23 octobre 2002] (p. 3847, 3875)**

Son intervention (p. 3866)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : délinquance et criminalité (p. 3868)
Lois : loi de programmation : sécurité publique (p. 3887)
Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'intérieur : crédits (p. 3866)
Ordre public : Groupements d'intervention régionaux (GIR) (p. 3887)
Ordre public : personnels : mobilité (p. 3868)
Police : adjoints de sécurité (p. 3887)
Police : effectifs (p. 3887)

Vote des crédits et articles rattachés [23 octobre 2002] (p. 3897)*Après l'article 72*

Intervient sur l'amendement n° 48 rectifié de la commission (aide financière aux seuls partis obtenant au moins 1 % des voix) (p. 3900)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS**[15 novembre 2002] (p. 5197)***Après l'article 58*

Son amendement n° 33 (bruit – taxe générale sur les activités polluantes – TGAP) : retiré (p. 5206)

Son amendement n° 35 (communes soumises à des nuisances aéroportuaires – majoration de la population pour le calcul de la DGF) : rejeté (p. 5209)

Son amendement n° 34 (nuisances aéroportuaires – extension aux communes d'aéroports régionaux du dispositif de compensation des nuisances institué à Roissy et à Orly) : retiré (p. 5230)

Son amendement n° 32 (nuisances aéroportuaires – institution de taxes sur les passagers et le fret affectées aux fonds de compensation des nuisances institués à Roissy et à Orly) (p. 5230) : rejeté (p. 5231)

Projet de loi n° 250 de financement de la sécurité sociale pour 2003**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [28 octobre 2002] (p. 4161)**

Son intervention (p. 4170)

Thèmes :

Etablissements de santé : centres hospitaliers (p. 4170)
Professions de santé : conditions de travail (p. 4170)
Santé : politique de la santé (p. 4170)

Projet de loi de finances rectificative n° 382 pour 2002**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [10 décembre 2002] (p. 6407)***Article 20 (aménagement de la taxe générale sur les activités polluantes)*

Son intervention (p. 6449 et s.)

Son amendement n° 118 (aéronefs – coefficients de modulation de la partie de la TGAP relative aux décollages portés de 0,5/120 à 0,5/240) (p. 6450)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Charles de Courson (avions cargos – suppression de l'abattement sur la redevance d'atterrissage) (p. 6452)

Projet de loi organique n° 242 relatif aux juges de proximité**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [17 décembre 2002] (p. 6858)**

Son intervention (p. 6861)

Thèmes :

Justice : crédits (p. 6861)
Justice : indépendance (p. 6862)
Justice : maisons de justice et du droit (p. 6862)
Justice : tribunaux d'instance : juge de proximité (p. 6861)
Justice : tribunaux pour enfants : juge de proximité (p. 6862)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [15 janvier 2003] (p. 116)**

Son intervention (p. 123)

Thèmes :

Droit pénal : atteinte à la libre circulation dans les parties communes d'immeubles (p. 124)

Droit pénal : délinquance et criminalité : prévention (p. 125)

Droit pénal : délinquance et criminalité : statistiques (p. 125)

Lois : application : répression (p. 124)

Ordre public : sécurité : moyens (p. 123)

Police : police de proximité (p. 125)

Politique générale : Gouvernement précédent : lutte contre le terrorisme (p. 123)

Discussion des articles [16 janvier 2003] (p. 218)*Avant l'article 1er*

Intervient sur le sous-amendement n° 452 de M. Jean-Christophe Lagarde (information des maires sur la politique de sécurité locale) à l'amendement n° 54 de la commission (missions de l'Etat et rôle des collectivités territoriales en matière de sécurité intérieure) (p. 223)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 238 de M. Arnaud Montebourg (dans le cadre de la lutte contre la délinquance, responsabilisation des membres de toutes les administrations) (p. 253)

Intervient sur l'amendement n° 234 corrigé de M. Arnaud Montebourg (lutte contre le recel) (p. 257)

Intervient sur l'amendement n° 235 corrigé de M. Arnaud Montebourg (fouille des coffres bancaires) (p. 258)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [12 février 2003] (p. 1210)**

Son intervention (p. 1227)

Thèmes :

Droit pénal : atteinte à la libre circulation dans les parties communes d'immeubles (p. 1227)

Droit pénal : délinquance et criminalité : prévention (p. 1228)

Droit pénal : infractions (p. 1227)

Justice : tribunaux : moyens (p. 1227)

Lois : application (p. 1227)

Ordre public : lutte contre l'insécurité (p. 1228)

Police : police de proximité (p. 1228)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire

Vote contre du groupe socialiste (p. 1228)

Projet de loi n° 402 portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [28 janvier 2003] (p. 608)***Après l'article 5*

Son amendement n° 97 (autorisation d'opérations d'aménagement, de réhabilitation ou de rénovation urbaine dans les secteurs déjà urbanisés et desservis par des équipements publics dans la zone C des plans d'exposition au bruit) (p. 621) : devenu sans objet (p. 624)

DEUXIÈME LECTURE**Discussion des articles [3 avril 2003] (p. 2808)***Après l'article 5*

Son amendement n° 44 (autorisation d'opérations d'aménagement, de réhabilitation ou de rénovation urbaine dans les secteurs déjà urbanisés et desservis par des équipements publics dans la zone C des plans d'exposition au bruit) (p. 2834) : retiré (p. 2836)

Intervient sur l'amendement n° 98 du Gouvernement (prolongation de la période d'application anticipée des plans d'exposition au bruit) (p. 2836)

Projet de loi n° 632 relatif aux entreprises de transport aérien et notamment à la société Air France**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [11 mars 2003] (p. 1917)**

Son intervention (p. 1922)

Thèmes :

Transports aériens : Air France : actionnaires (p. 1924)

Transports aériens : Air France : actionariat salarié (p. 1923)

Transports aériens : Air France : alliances (p. 1924)

Transports aériens : Air France : aménagement du territoire (p. 1923)

Transports aériens : Air France : dotations en capital (p. 1922)

Transports aériens : Air France : emploi (p. 1923)

Transports aériens : Air France : prix (p. 1922)

Transports aériens : Air France : salariés (p. 1923)

Transports aériens : Air France : services publics (p. 1924)
 Transports aériens : Air France : situation financière (p. 1922)
 Transports aériens : bruit (p. 1923)

Discussion des articles [12 mars 2003] (p. 1952)

Après l'article 3

Son amendement n° 39 (attribution d'actions aux ex-salariés d'UTA) (p. 1975) : rejeté (p. 1976)

Après l'article 6

Son amendement n° 47 (interdiction d'exploitation des aéronefs de plus de dix ans) : retiré (p. 1982)

Son amendement n° 48 (contribution d'Air France au fonds de péréquation des nuisances sonores) (p. 1982) : retiré (p. 1983)

Projet de loi n° 640 relatif aux assistants d'éducation

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 mars 2003] (p. 2463 ; 2480) ; [27 mars 2003] (p. 2529, 2554, 2592) ; [28 mars 2003] (p. 2624)

Article 1er (création d'une nouvelle catégorie d'emplois occupés par des agents non titulaires au sein de la fonction publique de l'Etat)

Son amendement n° 1093 (p. 2467)

Avant l'article 2

Son amendement n° 13 (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre l'accès à la connaissance et à la citoyenneté) (p. 2473) : rejeté (p. 2474)

Son amendement n° 1657 (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre l'apprentissage des nouvelles technologies de l'information et de la communication) (p. 2480) : rejeté (p. 2483)

Son amendement n° 25 (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre aux jeunes de se connaître et de se respecter) (p. 2483) : rejeté (p. 2485)

Son amendement n° 37 (mission des établissements scolaires et universitaires : favoriser l'intégration) (p. 2486) : rejeté (p. 2488)

Son amendement n° 49 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles de la vie en société) (p. 2488) : rejeté (p. 2491)

Son amendement n° 61 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner le respect d'autrui) : rejeté (p. 2491)

Son amendement n° 73 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles qui fondent la démocratie) : rejeté (p. 2492)

Son amendement n° 85 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles et les valeurs de la République) (p. 2492) : rejeté (p. 2494)

Son amendement n° 97 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à penser, à raisonner, à s'exprimer) : rejeté (p. 2495)

Son amendement n° 109 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à développer une réflexion et un jugement autonome) : rejeté (p. 2495)

Son amendement n° 121 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner l'esprit critique) (p. 2495) : rejeté (p. 2496)

Son amendement n° 133 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les capacités d'analyse) (p. 2496) : rejeté (p. 2497)

Son amendement n° 145 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à exercer des responsabilités) (p. 2497) : rejeté (p. 2499)

Son amendement n° 157 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à prendre des initiatives) : rejeté (p. 2499)

Son amendement n° 169 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à créer et à innover) : rejeté (p. 2499)

Son amendement n° 181 (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre à tous les jeunes de s'insérer dans la société) (p. 2499) : rejeté (p. 2500)

Son amendement n° 193 (organisation de la journée de l'enfant en cohérence avec les enseignements et les activités périscolaires) (p. 2500) : rejeté (p. 2501)

Son amendement n° 205 (mission d'ouverture vers le monde extérieur des établissements scolaires et universitaires) (p. 2501) : rejeté (p. 2502)

Son amendement n° 217 (référence à la laïcité comme valeur fondamentale de la République) : rejeté (p. 2502)

Son amendement n° 229 (mission des établissements scolaires et universitaires : développer les liens avec les collectivités locales, les parents et les associations) : rejeté (p. 2503)

Son amendement n° 241 (mission des établissements scolaires et universitaires : rassembler l'ensemble des acteurs de l'éducation pour favoriser la réussite des enfants) (p. 2503) : rejeté (p. 2504)

Son amendement n° 253 (mission des établissements scolaires et universitaires : participer à la mise en œuvre du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) : rejeté (p. 2505)

Son amendement n° 2680 (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de la lecture) (p. 2505) : rejeté (p. 2506)

Son amendement n° 2692 (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de l'écriture) (p. 2506) : rejeté (p. 2508)

Son amendement n° 2704 (organisation d'échanges sportifs au niveau scolaire) : rejeté (p. 2530)

Son amendement n° 1669 (enseignement de l'outil informatique et de ses applications) (p. 2530) : rejeté (p. 2533)

Son amendement n° 1681 (enseignement des technologies de l'information et de la communication) (p. 2533) : rejeté (p. 2534)

Son amendement n° 2344 (responsabilités en matière d'établissement et d'application de la carte scolaire) (p. 2534) : rejeté (p. 2535)

Son amendement n° 2356 (responsabilités en matière de formation professionnelle) : rejeté (p. 2536)

Son amendement n° 2368 (responsabilités en matière de médecine scolaire) (p. 2536) : rejeté (p. 2538)

Son amendement n° 2380 (responsabilités en matière d'orientation scolaire des jeunes) (p. 2538) : rejeté (p. 2539)

Son amendement n° 2392 (responsabilités en matière d'orientation professionnelle des jeunes) : rejeté (p. 2539)

Son amendement n° 2404 (responsabilités en matière d'assistance sociale des élèves) (p. 2539) : rejeté (p. 2544)

Son amendement n° 2416 (responsabilités en matière d'information sur les métiers) : rejeté (p. 2544)

Son amendement n° 2428 (responsabilités en matière d'établissement de la carte des formations professionnalisantes) : rejeté (p. 2545)

Son amendement n° 2440 (enseignement de l'histoire de l'esclavage) (p. 2545) : rejeté (p. 2546)

Son amendement n° 2452 (enseignement de l'histoire et de la géographie de l'outre-mer) : rejeté (p. 2546)

Son amendement n° 265 (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) : rejeté (p. 2546)

Son amendement n° 277 (universalité du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) : rejeté (p. 2547)

Son amendement n° 289 (caractère inaliénable du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) : rejeté (p. 2547)

Son amendement n° 301 (garantie de la reprise d'une formation pour toute personne afin de rendre effective l'égalité des chances) : rejeté (p. 2547)

Son amendement n° 313 (garantie à toute personne d'avoir accès à une formation d'autant plus élaborée que la formation initiale aura été courte) (p. 2547) : rejeté (p. 2548)

Son amendement n° 325 (notion et contenu de pacte éducatif de la nation) : rejeté (p. 2548)

Son amendement n° 337 (notion d'accès permanent au savoir et à la culture) : rejeté (p. 2548)

Son amendement n° 349 (objectif éducatif consistant à favoriser la mobilité professionnelle) : rejeté (p. 2548)

Son amendement n° 361 (objectif éducatif consistant à favoriser la qualification professionnelle) (p. 2548) : rejeté (p. 2549)

Son amendement n° 373 (objectif éducatif consistant à favoriser la sécurité des parcours professionnels face aux aléas de la vie et du travail) : rejeté (p. 2549)

Son amendement n° 385 (objectif éducatif consistant à favoriser la promotion sociale) : rejeté (p. 2549)

Son amendement n° 397 (objectif éducatif consistant à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes) (p. 2549) : rejeté (p. 2550)

Son amendement n° 409 (objectif éducatif consistant à favoriser l'adaptation aux évolutions économiques) : rejeté (p. 2550)

Son amendement n° 421 (objectif éducatif consistant à favoriser l'adaptation aux évolutions technologiques) : rejeté (p. 2555)

Son amendement n° 433 (droit à une formation continue) : rejeté (p. 2555)

Son amendement n° 445 (objectif éducatif consistant à favoriser une professionnalisation durable) (p. 2555) : rejeté (p. 2556)

Son amendement n° 457 (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : responsabilité de l'Etat en lien avec les collectivités locales) (p. 2556) : rejeté (p. 2558)

Son amendement n° 469 (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : responsabilité de l'Etat en lien avec les entreprises) : rejeté (p. 2558)

Son amendement n° 481 (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : contribution des entreprises au financement) : rejeté (p. 2558)

Son amendement n° 493 (caractère accessible à tous du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2558) : rejeté (p. 2559)

Son amendement n° 505 (objectif du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : favoriser la mixité sociale) (p. 2559) : rejeté (p. 2560)

Son amendement n° 517 (objectif du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : favoriser l'égalité professionnelle) (p. 2560) : rejeté (p. 2561)

Son amendement n° 529 (objectif du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : favoriser l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes) : rejeté (p. 2561)

Son amendement n° 541 (introduction dans le code de l'éducation d'un chapitre intitulé : "Le droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie") (p. 2561) : rejeté (p. 2563)

Son amendement n° 553 (création au niveau de l'académie de bassins d'éducation et de formation) : rejeté (p. 2563)

Son amendement n° 565 (création au niveau de l'académie de bassins d'éducation et de formation) : rejeté (p. 2563)

Son amendement n° 577 (responsabilité du recteur de favoriser la mixité sociale au sein de l'académie) (p. 2563) : rejeté (p. 2564)

Son amendement n° 589 (carte scolaire élargie au bassin d'éducation) (p. 2563) : rejeté (p. 2564)

Son amendement n° 601 (détermination du bassin d'éducation par le recteur en lien avec les collectivités locales) (p. 2564) : rejeté (p. 2565)

Son amendement n° 613 (détermination du bassin d'éducation par le recteur en lien avec les associations de parents d'élèves) : rejeté (p. 2565)

Son amendement n° 625 (détermination du bassin d'éducation par le recteur en lien avec les représentants syndicaux d'enseignants) : rejeté (p. 2565)

Son amendement n° 637 (responsabilité de favoriser l'intégration pour le recteur au sein du bassin d'éducation) : rejeté (p. 2565)

Son amendement n° 649 (détermination du bassin d'éducation par le recteur en lien avec les associations) (p. 2565) : rejeté (p. 2567)

Son amendement n° 661 (prise en compte des activités périscolaires lors de la détermination du bassin d'éducation) : rejeté (p. 2567)

Son amendement n° 673 (recueil annuel par l'inspecteur d'académie de la liste des enfants soumis à l'obligation scolaire au sein du bassin d'éducation) : rejeté (p. 2567)

Son amendement n° 685 (interdiction à un ministre de l'éducation nationale en exercice de publier un ouvrage) (p. 2567) : retiré (p. 2569)

Son amendement n° 1129 (institution d'une journée nationale du suffrage universel) (p. 2569) : rejeté (p. 2571)

Son amendement n° 697 (droit au conseil en orientation et à l'information pour favoriser la construction des parcours professionnels de chaque jeune) : rejeté (p. 2571)

Son amendement n° 709 (droit au conseil en orientation et à l'information pour favoriser la construction des parcours de formation de chaque jeune) (p. 2571) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 721 (responsabilités ministérielles de la mise en oeuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) (p. 2571) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 733 (objectif du droit au conseil en orientation et à l'information : permettre à chaque jeune un projet personnel) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 745 (droit au conseil en orientation et à l'information pour favoriser le contact avec le monde du travail) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 757 (bilan annuel de la scolarité lié au droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 769 (intégration du droit au conseil en orientation et à l'information dans le cursus normal de la formation) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 781 (objectif du droit au conseil en orientation et à l'information de présenter à chaque jeune les différentes formes d'enseignement) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 793 (objectif du droit au conseil en orientation et à l'information de permettre à chaque jeune de déterminer ses choix ultérieurs) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 805 (objectif du droit au conseil en orientation et à l'information de développer les passerelles entre différentes formes d'enseignement) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 817 (évaluation de chaque jeune réalisée par des examens et la validation des acquis) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 829 (tenue régulière de journées de présentation des enseignements et des filières professionnelles) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 841 (participation des chambres des métiers à la mise en oeuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) (p. 2572) : rejeté (p. 2573)

Son amendement n° 853 (participation des chambres de commerce et d'industrie à la mise en oeuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2573)

Son amendement n° 865 (participation des chambres d'agriculture à la mise en oeuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2573)

Son amendement n° 877 (mise en oeuvre du droit au conseil en orientation et à l'information au niveau national sous la responsabilité de chaque recteur d'académie) (p. 2573) : rejeté (p. 2574)

Son amendement n° 889 (participation des syndicats à la mise en oeuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2574)

Son amendement n° 901 (participation des organisations professionnelles à la mise en oeuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2574)

Son amendement n° 913 (participation des associations à la mise en oeuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2575)

Son amendement n° 925 (participation des associations non gouvernementales à la mise en oeuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2575)

Son amendement n° 1693 (initiation de tous les élèves aux technologies de l'information et de la communication) : rejeté (p. 2575)

Son amendement n° 1705 (apprentissage de la lecture et de l'écriture : articulation entre l'école maternelle et le cours préparatoire) (p. 2575) : rejeté (p. 2577)

Son amendement n° 2116 (mise en oeuvre de l'articulation entre la grande section de maternelle et le cours préparatoire par l'équipe éducative en lien avec les parents d'élèves) : rejeté (p. 2577)

Son amendement n° 1717 (mise en oeuvre de l'articulation entre la grande section de maternelle et le cours préparatoire par l'équipe éducative en lien avec les activités périscolaires) : rejeté (p. 2577)

Son amendement n° 1729 (objectif de l'articulation entre la grande section de maternelle et le cours préparatoire : lutter contre l'échec scolaire) (p. 2577) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1744 (articulation entre la grande section de maternelle et le cours préparatoire : enseignement spécifique et individualisé) (p. 2577) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1756 (objectif de l'articulation entre la grande section de maternelle et le cours préparatoire : faciliter le passage de l'enseignant unique à plusieurs enseignants) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1768 (apprentissage des langues vivantes au niveau de l'articulation entre le cours moyen 2e année et la classe de 6e) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1780 (apprentissage des nouvelles technologies de l'information et de la communication au niveau de l'articulation entre le cours moyen 2e année et la classe de 6e) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1792 (enseignement spécifique et individualisé validant l'apprentissage de la lecture et de l'écriture au niveau de l'articulation entre le cours moyen 2e année et la classe de 6e) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1804 (au niveau de l'articulation entre le cours moyen 2e année et la classe de 6e, mise en oeuvre d'un enseignement spécifique et individualisé par l'équipe éducative en lien avec les parents d'élèves) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1816 (mise en oeuvre de l'articulation entre le cours moyen 2e année et la classe de 6e par l'équipe éducative en lien avec les activités périscolaires) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1828 (but de l'articulation entre le cours moyen 2e année et la classe de 6e : lutter contre l'échec scolaire) : rejeté (p. 2579)

Son amendement n° 1840 (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : faciliter le passage du collège au lycée) (p. 2579) : rejeté (p. 2580)

Son amendement n° 1852 (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : faciliter le travail en équipe) : rejeté (p. 2580)

Son amendement n° 1864 (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : apprendre à chaque jeune à travailler individuellement et en équipe) : rejeté (p. 2580)

Son amendement n° 1876 (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : favoriser la maîtrise des nouvelles technologies) : rejeté (p. 2580)

Son amendement n° 1888 (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : lutter contre l'échec scolaire) : rejeté (p. 2580)

Son amendement n° 1900 (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : responsabiliser les futurs lycéens) : rejeté (p. 2580)

Son amendement n° 1912 (équilibre entre enseignement général et enseignement professionnel) : rejeté (p. 2581)

Son amendement n° 1924 (équilibre entre les filières scientifiques et littéraires) : rejeté (p. 2581)

Son amendement n° 1936 (principe stipulant que l'élève quittant la classe de troisième est acteur de sa formation) (p. 2581) : rejeté (p. 2582)

Son amendement n° 1948 (rôle de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde pour favoriser l'orientation des élèves) : rejeté (p. 2582)

Son amendement n° 1960 (mise en oeuvre de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde par l'équipe éducative en lien avec les parents d'élèves) : rejeté (p. 2582)

Son amendement n° 1972 (mise en oeuvre de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde par l'équipe éducative en lien avec les activités périscolaires) : rejeté (p. 2582)

Son amendement n° 1984 (mise en oeuvre d'enseignement spécifique et individuel au niveau de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde) : rejeté (p. 2582)

Son amendement n° 1996 (mise en oeuvre de journées d'orientation et d'information dans les collèges au niveau de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde) : rejeté (p. 2582)

Son amendement n° 2008 (préparation des élèves à un enseignement pluridisciplinaire au niveau de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde) : rejeté (p. 2582)

Son amendement n° 2716 (échanges entre élèves de zone rurale et de zone urbaine) : rejeté (p. 2583)

Son amendement n° 2728 (échanges entre élèves de zone de montagne et de zone du littoral) : rejeté (p. 2583)

Son amendement n° 2740 (échanges avec les élèves des zones prioritaires d'éducation) : rejeté (p. 2583)

Son amendement n° 2872 (caractère déterminant de l'organisation du rythme scolaire dans la lutte contre l'échec scolaire) (p. 2584) : rejeté (p. 2586)

Son amendement n° 2884 (organisation du temps scolaire prenant en compte la qualité de vie de l'enfant) : rejeté (p. 2587)

Son amendement n° 2896 (priorité de l'intérêt des élèves au niveau de l'organisation des rythmes scolaire) (p. 2587) : rejeté (p. 2588)

Son amendement n° 2908 (concertation de tous les acteurs concernés, y compris les assistants d'éducation et les élèves, en matière d'organisation du temps à l'école) : rejeté (p. 2588)

Son amendement n° 2920 (définition de la garderie du matin) : rejeté (p. 2592)

Son amendement n° 2932 (organisation d'une pause d'au moins une heure trente à la mi-journée) (p. 2592) : rejeté (p. 2593)

Son amendement n° 2944 (organisation en matière de cantines scolaires) (p. 2593) : rejeté (p. 2594)

Son amendement n° 2956 (durée des récréations) (p. 2594) : rejeté (p. 2595)

Son amendement n° 2020 (accès en dehors des heures scolaires aux nouvelles technologies) : rejeté (p. 2595)

Son amendement n° 2032 (accès en dehors des heures scolaires aux nouvelles technologies par partenariats avec des organismes non scolaires) : rejeté (p. 2595)

Son amendement n° 2044 (initiation de tous les étudiants aux nouvelles technologies) : rejeté (p. 2595)

Son amendement n° 937 (mission d'éducation à la citoyenneté pour les personnels "ATOSS") (p. 2595) : rejeté (p. 2596)

Son amendement n° 949 (mission d'éducation à la santé pour les personnels "ATOSS") (p. 2596) : rejeté (p. 2597)

Son amendement n° 961 (notion de mission favorisant l'intégration pour les personnels "ATOSS") : rejeté (p. 2597)

Son amendement n° 973 (mission d'apprentissage des règles de la vie en société pour les personnels "ATOSS") : rejeté (p. 2597)

Son amendement n° 985 (rôle pédagogique des personnels "ATOSS") (p. 2597) : rejeté (p. 2598)

Son amendement n° 997 (missions des personnels ATOSS sous l'autorité du recteur) : rejeté (p. 2598)

Son amendement n° 1009 (statuts des personnels ATOSS mis en œuvre sous l'autorité du recteur) (p. 2598) : rejeté (p. 2599)

Son amendement n° 1021 (participation des personnels ATOSS à la mise en œuvre du droit à l'éducation) : rejeté (p. 2599)

Son amendement n° 1033 (rôle d'assistance à l'équipe éducative des personnels ATOSS) : rejeté (p. 2599)

Son amendement n° 1045 (fonction d'encadrement des élèves des personnels ATOSS) (p. 2599) : rejeté (p. 2600)

Article 2 (régime juridique des assistants d'éducation)

Son amendement n° 1105 (p. 2603)

Son amendement n° 1141 (p. 2605)

Son amendement n° 1153 (p. 2606)

Ses amendements n° 2128 et 2464 (p. 2608)

Son amendement n° 1285 (p. 2609)

Ses amendements n° 2056, 1165, 1177, 1297 et 1273 (p. 2610)

Ses amendements n° 1189, 1201, 1213, 1225, 1237, 1249 et 1261 (p. 2612)

Ses amendements n° 1309, 2752 et 2764 (p. 2614)

Ses amendements n° 2776, 2788 et 2800 (p. 2616)

Son amendement n° 2812 (p. 2617)

Ses amendements n° 2824 et 2836 (p. 2618)

Son amendement n° 2968 (p. 2619)

Son amendement n° 1369 (p. 2624)

Son amendement n° 1321 (p. 2625)

Ses amendements n° 2848 et 2860 (p. 2626)

Ses amendements n° 1057, 1069, 1081 et 1333 (p. 2627)

Ses amendements n° 1345 et 1357 (p. 2628)

Son amendement n° 1381 (p. 2629)

Ses amendements n° 2476, 1393 et 1405 (p. 2630)

Ses amendements n° 2152, 2164 et 2176 (p. 2631)

Ses amendements n° 1453 et 1465 (p. 2632)

Ses amendements n° 1477, 1489, 1501, 1513 et 1625 (p. 2633)

Ses amendements n° 1537, 1549, 1561, 1573, 1585, 1597, 1609, 1621, 1633 et 1645 (p. 2634)

Ses amendements n° 2141, 2068, 2080 et 2092 (p. 2635)

Son amendement n° 2488 (p. 2636)

Ses amendements n° 2500, 2512, 2524, 2536, 2980 et 1417 (p. 2637)

Ses amendements n° 1429 et 1441 (p. 2638)

Après l'article 2

Son amendement n° 2608 (contenu et mise en œuvre des programmes d'enseignement) : rejeté (p. 2639)

Son amendement n° 2620 (objectifs et réalisation des programmes d'enseignement) : rejeté (p. 2640)

Son amendement n° 2632 (établissement de la carte des secteurs des collèges) : rejeté (p. 2640)

Son amendement n° 2444 (établissement de la carte des secteurs des lycées) : rejeté (p. 2640)

Son amendement n° 2656 (établissement de la carte des secteurs des écoles) : rejeté (p. 2640)

Son amendement n° 2104 (activités destinées à se familiariser avec les outils informatiques et les nouvelles technologies) : rejeté (p. 2640)

Son amendement n° 2668 (les programmes scolaires prennent en compte les références communes en Europe) : rejeté (p. 2641)

Article 3 (affiliation des établissements publics locaux d'éducation à l'assurance-chômage au titre des assistants d'éducation)

Son amendement n° 1117 (p. 2644)

Après l'article 3

Son amendement n° 2188 (égalité entre les hommes et les femmes en matière d'orientation scolaire) : rejeté (p. 2645)

Son amendement n° 2200 (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2645) : retiré (p. 2646)

Son amendement n° 2992 (rapport au Parlement sur l'application de la loi relative aux assistants d'éducation) (p. 2648) : rejeté (p. 2649)

Titre

Son amendement n° 3004 (nouveau titre : "Projet de loi portant réforme du code de l'éducation") (p. 2649) : rejeté (p. 2650)

Projet de loi n° 784 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 mai 2003] (p. 3957)

Son intervention (p. 3962)

Thèmes :

Droit pénal : alternatives à l'incarcération (p. 3962)

Droit pénal : comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité (p. 3964)

Droit pénal : composition pénale (p. 3963)

Justice : crédits (p. 3964)

Politiques communautaires : coopération judiciaire (p. 3963)

Discussion des articles [21 mai 2003] (p. 3978) ; [22 mai 2003] (p. 4009, 4049, 4125) ; [23 mai 2003] (p. 4186)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 380 (définition de la bande organisée) : rejeté (p. 3978)

Article 1er (de la procédure applicable à la délinquance et à la criminalité organisées)

Article 706-75 du code de procédure pénale (création et détermination du champ de compétence territoriale des juridictions spécialisées)

Son amendement n° 373 (p. 4015)

Article 706-89 du code de procédure pénale (des perquisitions)

Son intervention (p. 4031)

Article 706-90 du code de procédure pénale (des perquisitions)

Son intervention (p. 4032)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Jean-Christophe Lagarde (pas de suspension de peine pour raison de santé pour les condamnés pour crime contre l'humanité ou pour complicité de crime contre l'humanité) (p. 4073)

Article 12 (extension de la circonstance aggravante des infractions à caractère raciste ou discriminatoire)

Son intervention (p. 4101)

Article 16 (modification du délai de prescription pour les infractions à caractère raciste ou discriminatoire commises par voie de presse)

Son intervention (p. 4105)

Article 17 (attributions du ministre de la justice en matière de politique pénale)

Son intervention (p. 4108)

Article 23 (amélioration et élargissement de la composition pénale)

Son intervention (p. 4113)

Article 61 (comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité)

Son sous-amendement n° 694 à l'amendement n° 209 de la commission (p. 4177)

Après l'article 68

Intervient sur l'amendement n° 547 de la commission (principes directeurs de l'exécution de la peine) (p. 4195)

Après l'article 87

Intervient sur l'amendement n° 386 de M. André Vallini (rapports d'évaluation en 2005 et 2007 sur l'application de la présente loi) (p. 4217)

Projet de loi n° 960 modifiant la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 juillet 2003] (p. 6819)

Son intervention (p. 6857)

Thèmes :

Patrimoine culturel : archéologie préventive (p. 6857)

Patrimoine culturel : politique du patrimoine (p. 6857)

Patrimoine culturel : redevance d'archéologie préventive (p. 6858)

Recherche : Institut national de recherche et d'archéologie préventive (INRAP) (p. 6858)

Discussion des articles [4 juillet 2003] (p. 6872)

Article 1er bis (établissement d'un zonage dans le cadre de la carte archéologique)

Son intervention (p. 6875 et s.)

Article 2 (réalisation des diagnostics d'archéologie préventive)

Son intervention (p. 6880 et s.)

Article 3 (réalisation des fouilles d'archéologie préventive)

Son intervention (p. 6892)

Article 5 (recettes de l'établissement public)

Son intervention (p. 6900)

Article 6 (redevance d'archéologie préventive)

Son intervention (p. 6901 et s.)

Article 7 (exonération du paiement de la redevance et régime de subventionnement des fouilles archéologiques)

Son intervention (p. 6911)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 117 de M. Patrick Bloche (rétablissement des redevances d'archéologie préventive au niveau précédant la loi de finances pour 2003) (p. 6916)

Seconde délibération

Article 6 (redevance d'archéologie préventive)

Son intervention (p. 6919)

Projet de loi n° 950 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2003] (p. 7275)

Son intervention (p. 7338)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 7340)

Aménagement du territoire : zones urbaines sensibles (p. 7339)

Associations (p. 7340)

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 7339)

Communes : dotation de solidarité urbaine (DSU) (p. 7340)

Emploi (p. 7339 et s.)

Enseignement : crédits (p. 7339)

Urbanisme : rénovation urbaine (p. 7339)

Discussion des articles [11 juillet 2003] (p. 7362)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 315 corrigé (intitulé du chapitre 1er complété ainsi : "les sites bénéficiant d'une opération de renouvellement urbain, et les grands projets de ville") (p. 7362) : rejeté (p. 7363)

Article 12 (subventions accordées par l'ANRU)

Son intervention (p. 7430)

Après l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 224 de M. Pierre Bourguignon (dépenses réellement prises en compte au titre du fonds de compensation de la TVA) (p. 7433)

Intervient sur l'amendement n° 246 de M. Pierre Cardo (dépenses réellement prises en compte au titre du fonds de compensation de la TVA) (p. 7433)

Après l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 249 de M. Pierre Cardo (critères d'attribution de la dotation de solidarité urbaine) (p. 7435)

Intervient sur l'amendement n° 248 de M. Pierre Cardo (critères d'attribution de la dotation de solidarité urbaine) (p. 7435)

Projet de loi organique n° 855 relatif à l'expérimentation par les collectivités territoriales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juillet 2003] (p. 7640)

Son intervention (p. 7647)

Thèmes :

Collectivités territoriales : démocratie participative (p. 7647)

Collectivités territoriales : démocratie locale (p. 7648)

Coopération intercommunale : référendums (p. 7649)

Droits de l'homme et libertés publiques : droit de pétition (p. 7650)

Elections et référendums : référendums (p. 7648)

Elections et référendums : référendums : Corse (p. 7650)

Elections et référendums : seuil de participation électorale (p. 7650)

Etrangers : droit de vote (p. 7649)

Projet de loi organique n° 900 relatif au référendum local

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 juillet 2003] (p. 7640)

Discussion générale commune des projets de loi organique n° 900 relatif au référendum local et n° 855 relatif à l'expérimentation par les collectivités territoriales (voir Collectivités territoriales 855)

Discussion de l'article unique [15 juillet 2003] (p. 7664)

Article unique (participation des électeurs aux décisions locales)

Ses amendements n° 19 et 20 (p. 7666)

Son intervention (p. 7667 et s.)

Son amendement n° 23 (p. 7668)

Son amendement n° 22 (p. 7669)

Son amendement n° 31 (p. 7670)

Son amendement n° 26 (p. 7675)

Ses amendements n° 29 et 28 (p. 7676)

Son amendement n° 27 (p. 7677)

Son amendement n° 21 (p. 7678)

Après l'article unique

Son amendement n° 25 (élargissement du champ d'application des consultations d'initiative populaire prévues par le code général des collectivités territoriales) (p. 7679) : rejeté (p. 7680)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 7682)

Vote contre du groupe socialiste (p. 7682)

Émile BLESSIG

*Bas-Rhin (7^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 9 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale à l'aménagement et au développement durable du territoire [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

Président de la délégation de l'Assemblée nationale à l'aménagement et au développement durable du territoire [J.O. du 11 juillet 2002] (p. 11913)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation pour la justice [J.O. du 3 août 2002] (p. 13302)

Membre titulaire de la Commission d'accès aux documents administratifs [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14786)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 relative aux administrateurs judiciaires, mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises et experts en diagnostic d'entreprise [J.O. du 18 octobre 2002] (p. 17343)

Rapporteur du projet de loi organique relatif aux juges de proximité (n° 242) [24 octobre 2002]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine [J.O. du 25 juillet 2003] (p. 12639)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi organique, adopté par le Sénat (n° 242), relatif aux juges de proximité [11 décembre 2002] (n° 466)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Santé, sida, lutte et prévention [3 décembre 2002] (p. 6063)

Aménagement du territoire, politiques communautaires, fonds structurels, perspectives [29 janvier 2003] (p. 640)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 112, posée le 3 février 2003. Enseignement, programmes (J.O. questions p. 621). Appelée le 4 février 2003. langues, Alsace (p. 774)

DÉBATS

Projet de loi n° 154 d'orientation et de programmation pour la justice

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er août 2002] (p. 2582) ; [2 août 2002] (p. 2622, 2666)

Article 7 (institution, compétence et fonctionnement de la juridiction de proximité)

Son intervention (p. 2590)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 33 deuxième rectification de M. Christian Estrosi (inscriptions sur les façades -tags- punies d'une peine de travail d'intérêt général) (p. 2649)

Article 24 (dispositions diverses relatives à l'instruction)

Son intervention (p. 2670)

Article 26 (extension de la compétence du juge unique en matière correctionnelle)

Son intervention (p. 2676)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE - SERVICES DU PREMIER MINISTRE**

Examen du fascicule [7 novembre 2002] (p. 4655)

Son intervention (p. 4671)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : crédits : rôle (p. 4671, 4672)

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 4672)

Collectivités territoriales : décentralisation : aménagement du territoire (p. 4671, 4672)

Télécommunications : téléphones mobiles : Internet (p. 4673)

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 novembre 2002] (p. 5399) ; [21 novembre 2002] (p. 5435)

Son intervention (p. 5399)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 5448)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation : projets de loi (p. 5448)

Collectivités territoriales : élus locaux (p. 5448)

Collectivités territoriales : péréquation (p. 5400)

Collectivités territoriales : pouvoir réglementaire (p. 5399)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 5399)

Etat : décentralisation : subsidiarité (p. 5399)

Régions (p. 5399)

Discussion des articles [21 novembre 2002] (p. 5473, 5512) ; [22 novembre 2002] (p. 5592, 5632) ; [26 novembre 2002] (p. 5725, 5758)

Article 1er (article 1er de la Constitution - organisation de la République)

Son intervention (p. 5483)

Son amendement n° 149 (respect de la diversité des composantes territoriales) (p. 5483)

Après l'article 1er

Son amendement n° 150 (pouvoir réglementaire des collectivités territoriales) (p. 5506) : retiré (p. 5507)

Après l'article 1er bis

Son amendement n° 151 (loi organique relative aux pouvoirs, compétences et ressources des collectivités territoriales) : retiré (p. 5514)

Article 4 (article 72 de la Constitution - libre administration des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 5609 et s.)

Son amendement n° 153 (création de collectivités territoriales par la loi organique) (p. 5609)

Son amendement n° 152 (répartition des compétences entre l'Etat et les collectivités territoriales déterminée par une loi organique périodiquement révisée - traitement des litiges portant sur la répartition des compétences) (p. 5614)

Son amendement n° 154 (rédactionnel) (p. 5615)

Article 6 (article 72-2 de la Constitution - autonomie financière des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 5660 et s.)

Son amendement n° 155 (référence à la loi organique) (p. 5660)

Son amendement n° 156 rectifié (transfert de compétences - moyens financiers et en personnel substitués aux ressources attribuées) (p. 5747) : retiré ; repris par M. Jean-Pierre Balligand

Son amendement n° 157 (ressources attribuées au titre du transfert ou de la création de compétences - intervention du Parlement après avis public de la Cour des comptes) (p. 5773) : retiré ; repris par M. Didier Migaud

Projet de loi organique n° 242 relatif aux juges de proximité

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 décembre 2002] (p. 6833)

Son intervention (p. 6835)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6842)

Thèmes :

Justice : aide à l'accès au droit : juge de proximité (p. 6836)

Justice : juge de proximité : accès à la profession (p. 6835)

Justice : juge de proximité : formation professionnelle (p. 6836)

Justice : juge de proximité : incompatibilités (p. 6836)

Justice : juge de proximité : statut juridique (p. 6835)

Justice : tribunaux d'instance : juge de proximité (p. 6836)

Discussion des articles [17 décembre 2002] (p. 6865)

Article 1er (chapitre V quinquies de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 : statut des juges de proximité)

Son intervention (p. 6867 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 17 de la commission (art. 12-1 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 : évaluation du juge de proximité) (p. 6874)

Article 4 (rapport au Parlement)

Son intervention (p. 6874)

Projet de loi n° 402 portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 janvier 2003] (p. 670)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 33 rectifié de la commission (modalités de création et de fonctionnement des pays) (p. 674)

Déclaration du Gouvernement n° 880 sur les infrastructures 2003-2020 et débat sur cette déclaration

[20 mai 2003] (p. 3826)

Son intervention en qualité de président de la délégation de l'Assemblée nationale à l'aménagement et au développement durable du territoire (p. 3840)

Thèmes :

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 3841 et s.)

Collectivités territoriales : compétences : transports (p. 3841)

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 3841)

Télécommunications (p. 3842)

Transports : Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables (FITTVN) (p. 3841)

Transports : transport combiné (p. 3841)

Transports ferroviaires : TGV (p. 3841)

Union européenne : élargissement (p. 3841)

Projet de loi n° 950 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juillet 2003] (p. 7449)

Article 19 (octroi du bénéfice de l'aide juridictionnelle aux syndicats des copropriétaires d'immeuble situé dans un plan de sauvegarde ou une opération programmée d'amélioration de l'habitat)

Son amendement n° 228 (p. 7449)

Avant l'article 27

Intervient sur l'amendement n° 121 de la commission (déclaration sur l'honneur de l'emprunteur dès lors que le crédit porte sur une somme supérieure à 2 000 euros) (p. 7477)

Article 27 (création d'une procédure de rétablissement personnel)

Son intervention (p. 7483)

Après l'article 27

Intervient sur l'amendement n° 2 de Mme Arlette Grosskost (faculté pour le juge de l'exécution de commettre une personne pour recueillir des renseignements sur la situation économique et sociale du débiteur) (p. 7507)

Intervient sur l'amendement n° 3 de Mme Arlette Grosskost (inventaire des biens et vérification des créances en Alsace-Moselle) (p. 7508)

Intervient sur l'amendement n° 4 rectifié de Mme Arlette Grosskost (possibilité pour le tribunal d'instituer une contribution destinée à l'apurement du passif du débiteur en Alsace-Moselle) (p. 7508)

Intervient sur l'amendement n° 5 de Mme Arlette Grosskost (possibilité pour les créanciers de recouvrer l'exercice de leur droit de poursuite en cas d'inexécution de la contribution imposée par le juge en Alsace-Moselle) (p. 7509)

Intervient sur l'amendement n° 6 rectifié de Mme Arlette Grosskost (absence de mention, au casier judiciaire, du jugement prononçant la liquidation judiciaire en Alsace-Moselle) (p. 7509)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 7532)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 7533)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [24 juillet 2003] (p. 7956)

Son intervention (p. 7960)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 7960)

Logement : logement social : construction (p. 7960)

Politique sociale : surendettement (p. 7960)

Serge BLISKO

Paris (10^{ème} circonscription)
Socialiste

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 17 mai 2003] (p. 8548)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 17 mai 2003] (p. 8548)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 18 juin 2003] (p. 10182)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 18 juin 2003] (p. 10182)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive [J.O. du 8 juillet 2003] (p. 11582)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2003] (p. 151)

Son intervention (p. 152)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité (p. 152)

Droit pénal : délinquance et criminalité : prévention (p. 154)

Droits de l'homme et libertés publiques : défense (p. 153)

Etrangers : associations : subventions (p. 153)

Etrangers : travailleurs : discrimination (p. 154)

Discussion des articles [16 janvier 2003] (p. 268) ; [22 janvier 2003] (p. 390)

Article 15 (extension du fichier national automatisé des empreintes génétiques)

Son intervention (p. 291)

Article 19 (installation sans titre sur un terrain)

Son intervention (p. 392)

Projet de loi n° 810 modifiant la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 relative au droit d'asile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 juin 2003] (p. 4589, 4618)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4595)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 4637)

Thèmes :

Constitution : bloc de constitutionnalité : droit d'asile (p. 4598)

Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration universelle des droits de l'homme : droit d'asile (p. 4595, 4601)

Etat : souveraineté : droit d'asile (p. 4599)

Etrangers : demandeurs d'asile : statistiques (p. 4596)

Etrangers : droit d'asile : pays étrangers (p. 4598)

Etrangers : immigration (p. 4597)

Etrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) : ministère de l'intérieur (p. 4600)

Etrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) : recours (p. 4600)

Etrangers : réfugiés (p. 4597)

Etrangers : réfugiés : statistiques (p. 4601)

Traités et conventions : convention de Genève (p. 4595, 4599, 4601)

Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 4595, 4597)

Discussion des articles [5 juin 2003] (p. 4638, 4666)

Article 1er (compétences de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides - OFPRA)

Son intervention (p. 4638 et s.)

Ses amendements n° 74 et 75 (p. 4639)

Ses amendements n° 77 et 76 (p. 4640)

Son amendement n° 4 (p. 4643)

Ses amendements n° 78 et 5 (p. 4646)

Son amendement n° 6 (p. 4648)

Ses amendements n° 79, 80, 81 et 82 (p. 4650)

Ses amendements n° 83 et 7 (p. 4652)

Son amendement n° 72 (p. 4654)

Article 2 (organisation de l'OFPRA - transmission de documents au ministère de l'intérieur)

Son intervention (p. 4655 et s.)

Son amendement n° 8 (p. 4655)

Son amendement n° 9 (p. 4657)

Son amendement n° 10 (p. 4659)

Son amendement n° 11 (p. 4660)

Article 4 (composition et compétences de la commission des recours des réfugiés)

Son intervention (p. 4666 et s.)

Son amendement n° 84 (p. 4667)

Son amendement n° 12 (p. 4668)

Ses amendements n° 13 rectifié et 14 (p. 4669)

Article 6 (admission au séjour du demandeur d'asile)

Ses amendements n° 15 et 16 corrigé (p. 4670)

Article 7 (régime du séjour du demandeur d'asile)

Son intervention (p. 4672 et s.)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 131 de M. Pierre Cardo (pas de condition de connaissance de la langue française pour accorder la nationalité française aux réfugiés politiques et aux apatrides résidant en France depuis dix ans au moins) (p. 4680)

Après l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 87 de Mme Nathalie Gautier (rapport annuel sur l'application de la loi et le nombre de places d'accueil pour les demandeurs d'asile) (p. 4681)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 4681)

Vote contre du groupe socialiste (p. 4682)

Projet de loi n° 823 relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 juillet 2003] (p. 6729) ; [8 juillet 2003] (p. 6995)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6753)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 6995)

Thèmes :

Démographie : immigration (p. 7001)

Etrangers : Algérie (p. 6997)

Etrangers : mariages blancs (p. 6995, 6999)

Etrangers : associations (p. 6999)

Etrangers : cartes de séjour (p. 6997)

Etrangers : certificats d'hébergement (p. 6995)

Etrangers : commission du titre de séjour (p. 6998)

Etrangers : droit d'asile (p. 6996)

Etrangers : intégration (p. 6753, 6995, 6998)

Etrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) (p. 6999)

Etrangers : regroupement familial (p. 6997)

Justice : tribunaux de grande instance : Roissy (p. 7000)

Union européenne : élargissement : Roumanie (p. 7000)

Discussion des articles [8 juillet 2003] (p. 7005) ; [9 juillet 2003] (p. 7129, 7186)

Avant l'article 1er

Intervient sur le sous-amendement n° 450 rectifié de M. Nicolas Perruchot (inclusion de statistiques sur les visas et les attestations d'accueil) à l'amendement n° 46 rectifié de la commission (rapport annuel sur la maîtrise des flux migratoires) (p. 7009)

Intervient sur l'amendement n° 47 de la commission (suppression de l'obligation de motivation des refus de visas aux étudiants étrangers) (p. 7013)

Intervient sur l'amendement n° 386 de la commission (attestation d'assurance pour les soins médicaux pendant la durée de validité du visa nécessaire pour entrer en France) (p. 7014)

Article 2 (attestation d'accueil)

Son intervention (p. 7036 et s.)

Article 5 (relevé des empreintes digitales pour le contrôle de l'entrée des étrangers)

Son intervention (p. 7071)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Jean-Pierre Grand (possibilité de retrait de la carte de séjour temporaire de l'étranger passible de poursuites pénales pour les infractions les plus graves en matière de trafic de stupéfiants) (p. 7075 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 384 de M. Nicolas Perruchot (création d'un contrat d'intégration) (p. 7076)

Article 7 (délivrance d'une carte de séjour temporaire dans le cadre du regroupement familial - condition de communauté de vie pour les conjoints de Français)

Son amendement n° 253 (p. 7092)

Article 10 (allongement du délai de résidence pour la délivrance d'une carte de résident et introduction d'une condition d'intégration)

Son intervention (p. 7104)

Article 15 (amendes encourues par les transporteurs)

Son intervention (p. 7116)

Article 22 (protection relative contre les mesures d'expulsion au bénéfice de certaines catégories d'étrangers)

Son amendement n° 270 (p. 7147)

Article 34 (aménagement des règles applicables au maintien en zone d'attente)

Son intervention (p. 7199 et s.)

Son amendement n° 339 (p. 7200)

Après l'article 34

Intervient sur l'amendement n° 150 deuxième rectification de la commission (possibilité de confier à des sociétés privées le transfèrement des personnes retenues en centre de rétention ou en zone d'attente) (p. 7208)

Intervient sur l'amendement n° 44 deuxième correction de M. Jean-Pierre Dupont (possibilité de confier à des sociétés privées le transfèrement des personnes retenues en centre de rétention ou en zone d'attente) (p. 7208)

Après l'article 35

Intervient sur l'amendement n° 137 de la commission (élargissement des conditions de déchéance de la nationalité française) (p. 7214)

Patrick BLOCHE

Paris (7^{ème} circonscription)
Socialiste

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11114)

Membre titulaire du Haut conseil des musées de France [J.O. du 2 août 2002] (p. 13232)

Membre titulaire du conseil d'administration du centre national d'ophtalmologie des Quinze-vingts [J.O. du 3 août 2002] (p. 13301)

Membre de la mission d'information commune sur la création d'une télévision française d'information à vocation internationale [J.O. du 19 décembre 2002] (p. 21167)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive [J.O. du 8 juillet 2003] (p. 11582)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 439 portant pénalisation des propos à caractère discriminatoire [28 novembre 2002]

Proposition de loi n° 1029 visant à donner un cadre juridique au droit à l'image et à concilier ce dernier avec la liberté d'expression [16 juillet 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Chômage : indemnisation. professionnels du spectacle. intermittents [17 juin 2003] (p. 5446)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 304, posée le 5 mai 2003. Santé. politique de la santé (J.O. questions p. 3387). Appelée le 6 mai 2003. maladies psychiatriques, centres d'accueil et de crise, maintien de la Roquette (p. 3424)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

S'étonne du peu de réactions du ministre de la culture et de la communication aux interventions de M. Queyranne et de lui-même et souhaite le voir s'exprimer à tout le moins sur les problèmes actuels des intermittents du spectacle [4 juillet 2003] (p. 6865)

Réclame une suspension de séance après l'adoption surprise d'un amendement déposé par son groupe [4 juillet 2003] (p. 6910)

DÉBATS

Projet de loi n° 107 portant création d'un dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 juillet 2002] (p. 2372)

Article 3 (financement du régime d'assurance chômage des intermittents du spectacle par une contribution spécifique)

Son intervention (p. 2423)

Intervient sur l'amendement n° 91 de M. Gaëtan Gorce (de suppression) (p. 2426)

Intervient sur l'amendement n° 95 de la commission (entrée en vigueur de la contribution spécifique) (p. 2427)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [1er août 2002] (p. 2576)

Son intervention (p. 2578)

Thèmes :

Arts et spectacles : intermittents (p. 2579)

Emploi : chômage (p. 2578)

Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 2578)

Emploi : insertion professionnelle (p. 2578)

Emploi : jeunes (p. 2578)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 2578)

Formation professionnelle : promotion sociale (p. 2578)

Travail : droit du travail (p. 2579)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire

Ses explications de vote (p. 2579)

Projet de loi n° 190 relatif aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 octobre 2002] (p. 2871) ; [3 octobre 2002] (p. 2897)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2887)

Son intervention (p. 2911)

Thèmes :

Entreprises : accords collectifs d'entreprise (p. 2911)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 2911)

Politique sociale : généralités (p. 2887, 2912)

Travail : durée du travail (p. 2887, 2911)

Travail : réduction du temps de travail (p. 2887)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 2888)

Discussion des articles [3 octobre 2002] (p. 2947)

Article 1er (article 32 de la loi n° 2000-37 du 19 janvier 2000 : harmonisation des salaires minima)

Son intervention (p. 2952)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 2002] (p. 3447)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 172 de M. Michel Vaxès (partenaires d'un PACS – imposition commune au jour de l'enregistrement du pacte, amélioration du régime des mutations à titre gratuit – relèvement à due concurrence des taux des deux dernières tranches de l'impôt sur le revenu) (p. 3468)

Intervient sur l'amendement n° 294 de M. Augustin Bonrepaux (partenaires d'un PACS – imposition commune au jour de l'enregistrement du pacte) (p. 3468)

Intervient sur l'amendement n° 244 de M. Augustin Bonrepaux (partenaires d'un PACS – suppression de la condition de deux ans pour le bénéfice de l'abattement sur les donations) (p. 3468)

Intervient sur l'amendement n° 243 de M. Augustin Bonrepaux (partenaires d'un PACS – suppression de la condition de deux ans pour le bénéfice des taux d'imposition des donations prévus par l'article 77 bis du code général des impôts) (p. 3470)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE ET COMMUNICATION

COMMUNICATION

Examen du fascicule [7 novembre 2002] (p. 4733)

Procédure des questions :

Audiovisuel et communication : publicité (p. 4754)

Audiovisuel et communication : télévision : associations (p. 4755)

CULTURE

Examen du fascicule [15 novembre 2002] (p. 5129)

Son intervention (p. 5138)

Thèmes avant la procédure des questions :

Arts et spectacles : enseignement (p. 5138)

Culture : délocalisations (p. 5139)

Culture : crédits (p. 5138)

Culture : politique culturelle (p. 5138)

Projet de loi n° 375 relatif à la négociation collective sur les restructurations ayant des incidences sur l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2002] (p. 6292)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 106 de M. Hervé Novelli (définition du harcèlement moral) (p. 6316)

Intervient sur l'amendement n° 39 de M. Pierre Morange (charge de la preuve et présomption d'innocence en matière de harcèlement moral) (p. 6316)

Intervient sur l'amendement n° 195 rectifié de M. Pierre Morange (procédure de médiation pour les salariés se plaignant de harcèlement sexuel ou moral) (p. 6318)

Proposition de loi n° 317 visant à protéger les mineurs contre la diffusion de programmes comprenant des scènes de violence gratuite ou de pornographie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 décembre 2002] (p. 6583)

Son intervention (p. 6598)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Canal plus (p. 6598)

Audiovisuel et communication : cinéma (p. 6598)

Audiovisuel et communication : cryptage (p. 6598)

Audiovisuel et communication : images de violence et de pornographie (p. 6598)

Audiovisuel et communication : programmes (p. 6598)

Famille : protection de la famille et de l'enfance : mineurs (p. 6598)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 janvier 2003] (p. 268)

Article 9 (traitements automatisés d'informations mis en œuvre par la police et la gendarmerie)

Son amendement n° 246 (p. 270)

Son amendement n° 250 (p. 272)

Son amendement n° 253 (p. 276)

Son amendement n° 256 (p. 277)

Son amendement n° 257 (p. 278)

Projet de loi n° 528 pour la confiance dans l'économie numérique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 février 2003] (p. 1358)

Son intervention (p. 1377)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 1377 et s.)

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 1378)

Union européenne : directives : commerce électronique (p. 1377)

Discussion des articles [25 février 2003] (p. 1386) ; [26 février 2003] (p. 1442)

Article 1er (définition de la communication publique en ligne)

Son intervention (p. 1395 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 94 de M. Christian Paul (accès aux archives publiques) (p. 1403)

Article 2 (obligations et responsabilités des prestataires intermédiaires)

Son intervention (p. 1407 et s.)

Article 4 (responsabilité des prestataires techniques intermédiaires)

Son intervention (p. 1453)

Article 9 (obligation de transparence des prestataires en ligne)

Son intervention (p. 1459)

Article 12 (régime de la prospection directe)

Son intervention (p. 1464 et s.)

Article 18 (régime juridique de l'utilisation, de la fourniture, de l'importation et de l'exportation des moyens de cryptologie)

Son intervention (p. 1469)

Article 25 (aggravation des sanctions pénales en cas d'utilisation de moyens de cryptologie afin de préparer ou de commettre une infraction)

Son intervention (p. 1475)

Article 26 (interceptions de sécurité des messages cryptés - sanctions pénales en cas de refus de communiquer la convention de déchiffrement)

Son intervention (p. 1477 et s.)

Article 27 (réquisition des moyens de décryptage)

Son intervention (p. 1480)

Après l'article 37

Intervient sur l'amendement n° 158 de M. Jean Launay (financement des coûts nets des obligations de service universel) (p. 1486)

Projet de loi n° 678 relatif au mécénat et aux fondations

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er avril 2003] (p. 2700)

Son intervention (p. 2708)

Thèmes :

Associations : contrôles (p. 2709)

Culture : crédits (p. 2709 et s.)

Culture : mécénat (p. 2709)

Entreprises : mécénat (p. 2708 et s.)

Etat (p. 2709)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des dons faits par les particuliers (p. 2709)

Discussion des articles [1er avril 2003] (p. 2713, 2725)

Article 1er (augmentation de la réduction d'impôt applicable aux particuliers donateurs)

Son intervention (p. 2714 et s.)

Son amendement n° 32 (dons des particuliers – crédit d'impôt substitué à la réduction d'impôt) (p. 2714)

Son amendement n° 30 (maintien d'un avantage spécifique au titre des dons faits aux associations agissant pour les personnes en difficulté – « amendement Coluche ») (p. 2715)

Après l'article 1er

Reprend l'amendement n° 4 de la commission (cotisations syndicales – réduction d'impôt portée de 50 % à 60 %) : rejeté (p. 2717)

Reprend l'amendement n° 5 de la commission (cotisations syndicales – plafond du revenu imposable porté de 1 % à 20 %) : rejeté (p. 2717)

Article 2 (doublement du montant de l'abattement de l'impôt sur les sociétés accordé aux fondations reconnues d'utilité publique)

Son intervention (p. 2719)

Article 3 (renforcement de l'incitation fiscale au mécénat des entreprises)

Son intervention (p. 2726)

Article 5 (dons des salariés versés à la fondation de leur entreprise)

Son intervention (p. 2729)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 39 du Gouvernement (extension du dispositif de la réduction d'impôt pour l'acquisition de trésors nationaux à l'acquisition d'œuvres se trouvant à l'étranger) (p. 2730)

Intervient sur l'amendement n° 13 rectifié de M. Charles de Courson (organismes recevant des dons ouvrant droit à avantage fiscal – tenue d'un compte d'emploi des dépenses financées par les dons et faculté de contrôle de la Cour des comptes) (p. 2732)

Intervient sur le sous-amendement n° 41 corrigé du Gouvernement (comptes certifiés substitués au compte d'emploi – suppression du contrôle de la Cour des comptes), rectifié (maintien du contrôle de la Cour

des comptes) à l'amendement n° 13 rectifié de M. Charles de Courson (p. 2732)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 2737)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2003] (p. 7765)

Son intervention (p. 7770)

Thèmes :

Arts et spectacles : intermittents (p. 7770)
Associations : contrôles (p. 7771)
Culture : crédits : décentralisation (p. 7771 et s.)
Culture : mécénat (p. 7771)
Entreprises : mécénat (p. 7771)
Etat (p. 7771 et s.)
Impôt sur le revenu : personnes exonérées : dons (p. 7771)
Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des dons faits par les particuliers : lutte contre l'exclusion (p. 7771)

Discussion des articles [16 juillet 2003] (p. 7773)

Article 1er (augmentation de la réduction d'impôt applicable aux particuliers donateurs)

Son amendement n° 30 (dons des particuliers – crédit d'impôt substitué à la réduction d'impôt) (p. 7773)

Son amendement n° 31 (dons aux personnes en difficulté - taux de la réduction d'impôt porté de 60 % à 70 % dans la limite de 600 € de dons) (p. 7777)

Article 2 (abattement de l'impôt sur les sociétés accordé aux fondations reconnues d'utilité publique)

Son amendement n° 32 (abattement de 30 000 € - retour au texte du projet) (p. 7780)

Après l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (autorisation du mécénat des entreprises du secteur des boissons alcoolisées) (p. 7789)

Explications de vote et vote

Abstention du groupe socialiste (p. 7772)

Projet de loi n° 248 relatif à la rémunération au titre du prêt en bibliothèque et renforçant la protection sociale des auteurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 avril 2003] (p. 2767)

Son intervention (p. 2774)

Thèmes :

Archives et bibliothèques : bibliothèques (p. 2774)
Archives et bibliothèques : bibliothèques : prêt (p. 2774)
Culture : politique culturelle : livres (p. 2774)
Propriété intellectuelle : droits d'auteur (p. 2775)

Discussion des articles [2 avril 2003] (p. 2776)

Article 1er (rémunération au titre du prêt en bibliothèque et modalités de sa répartition)

Son intervention (p. 2776 et s.)

Son amendement n° 6 (p. 2776)

Son amendement n° 7 (p. 2777)

Article 4 bis (rapport au Parlement)

Son intervention (p. 2779)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 10 du Gouvernement (institution d'une taxe sur les ventes et les locations de vidéogrammes) (p. 2780)

Intervient sur l'amendement n° 8 du Gouvernement (Cité de l'architecture et du patrimoine) (p. 2781)

Explications de vote et vote

Vote pour du groupe socialiste (p. 2776)

Projet de loi n° 402 portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [3 avril 2003] (p. 2808)

Après l'article 6 quater

Son amendement n° 49 (budget de l'archéologie préventive) (p. 2851) : rejeté (p. 2853)

Son amendement n° 51 corrigé (non-privatisation ou mise en concurrence de l'archéologie préventive) (p. 2851) : rejeté (p. 2853)

Son amendement n° 52 (budget de l'archéologie préventive) (p. 2851) : rejeté (p. 2853)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Article 42 [séance du 27 juin 2003] (pensions de réversion en cas de décès d'un fonctionnaire par suite de circonstances particulières)

Son intervention (p. 6311)

Projet de loi n° 960 modifiant la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 juillet 2003] (p. 6819)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6825)

Ses explications de vote :

- sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6844)

- sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 6870)

Son rappel au règlement (cf supra) [4 juillet 2003] (p. 6865)

Thèmes :

Arts et spectacles : intermittents (p. 6826, 6871)
Constitution : inconstitutionnalité (p. 6834)
Culture : politique culturelle (p. 6826)
Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 6826)
Patrimoine culturel : archéologie préventive (p. 6825, 6870)
Patrimoine culturel : Association pour les fouilles archéologiques nationales (AFAN) (p. 6827)
Patrimoine culturel : monuments historiques (p. 6828)
Patrimoine culturel : politique du patrimoine (p. 6825 et s.)
Propriété intellectuelle : droits (p. 6834)
Recherche : Institut national de recherche et d'archéologie préventive (INRAP) (p. 6829, 6844)

Discussion des articles [4 juillet 2003] (p. 6872)

Article 1er (modalités d'édition des prescriptions archéologiques)

Son intervention (p. 6872)

Son amendement n° 91 (p. 6872)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 120 de M. Michel Herbillon (information de l'Etat sur l'éventualité d'une prescription archéologique) (p. 6874)

Article 1er bis (établissement d'un zonage dans le cadre de la carte archéologique)

Son intervention (p. 6875 et s.)

Son amendement n° 92 (p. 6875)

Son amendement n° 93 (p. 6876)

Article 1er ter (services archéologiques des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 6877)

Son amendement n° 94 (p. 6877)

Article 2 (réalisation des diagnostics d'archéologie préventive)

Son amendement n° 96 (p. 6880)

Son intervention (p. 6881 et s.)

Son amendement n° 97 (p. 6883)

Son amendement n° 98 (p. 6885)

Article 3 (réalisation des fouilles d'archéologie préventive)

Son amendement n° 99 (p. 6887)

Son intervention (p. 6888 et s.)

Son amendement n° 104 (p. 6890)

Ses amendements n° 106 et 100 (p. 6891)

Son amendement n° 102 (p. 6893)

Son amendement n° 105 (p. 6894)

Son amendement n° 103 (p. 6895)

Article 4 (modalités d'exploitation scientifique des fouilles d'archéologie préventive)

Son intervention (p. 6897 et s.)

Ses amendements n° 107 rectifié et 108 corrigé (p. 6897)

Article 4 bis (régime de propriété du mobilier archéologique issu des opérations d'archéologie préventive)

Son amendement n° 109 (p. 6898)

Son intervention (p. 6899 et s.)

Article 5 (recettes de l'établissement public)

Son amendement n° 110 (p. 6900)

Article 6 (redevance d'archéologie préventive)

Son amendement n° 111 (p. 6901)

Son intervention (p. 6905)

Son amendement n° 112 (p. 6908)

Son rappel au règlement (cf supra) [4 juillet 2003] (p. 6910)

Article 7 (exonération du paiement de la redevance et régime de subventionnement des fouilles archéologiques)

Son amendement n° 113 (p. 6911)

Article 8 (contentieux de la redevance d'archéologie préventive)

Son intervention (p. 6913)

Son amendement n° 115 (p. 6913)

Article 9 (modalités d'application de la loi)

Son intervention (p. 6915)

Son amendement n° 116 (p. 6915)

Après l'article 11

Son amendement n° 117 (rétablissement des redevances d'archéologie préventive au niveau précédant la loi de finances pour 2003) : rejeté (p. 6916)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 6919)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [16 juillet 2003] (p. 7756)

Son intervention (p. 7757)

Thèmes :

Patrimoine culturel : archéologie préventive (p. 7757)

Patrimoine culturel : politique du patrimoine (p. 7757)

Recherche : Institut national de recherche et d'archéologie préventive (INRAP) (p. 7758)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire

Vote contre du groupe socialiste (p. 7758)

Roland BLUM

*Bouches-du-Rhône (1^{ère} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Vice-président de la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 juin 2002] (p. 11184)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord du 20 août 1971 relatif à l'Organisation internationale de télécommunications par satellites "INTELSAT" tel qu'il résulte des amendements adoptés à Washington le 17 novembre 2000 (n° 40) [10 juillet 2002]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de siège entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation européenne de télécommunications par satellite EUTELSAT (n° 41) [10 juillet 2002]

Membre de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12452)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Ouzbékistan en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et la fortune (ensemble un protocole et un échange de lettres) (n° 548) [5 février 2003]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur :

- le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 40), autorisant l'approbation de l'accord du 20 août 1971 relatif à l'Organisation internationale de télécommunications par satellites "INTELSAT" tel qu'il résulte des amendements adoptés à Washington le 17 novembre 2000

- le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 41), autorisant l'approbation de l'accord de siège entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation européenne de télécommunications par satellite EUTELSAT [17 juillet 2002] (n° 104)

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) tome I : Affaires étrangères (affaires européennes : évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes) (n° 259) [10 octobre 2002]

Proposition de loi n° 300 tendant à renforcer la lutte contre le révisionnisme et à permettre les poursuites à l'encontre des négateurs des génocides

reconnus par la France ou une organisation internationale dont la France est membre [15 octobre 2002]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 548), autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Ouzbékistan en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et la fortune (ensemble un protocole et un échange de lettres) [17 juin 2003] (n° 941)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Union européenne. institutions communautaires. réforme, perspectives [10 juin 2003] (p. 4928)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 207, posée le 17 mars 2003. Impôt sur les sociétés. assujettissement (J.O. questions p. 1894). Appelée le 18 mars 2003. entreprises installées en zone franche urbaine, réglementation (p. 2098)

n° 338, posée le 19 mai 2003. TVA. taux (J.O. questions p. 3731). Appelée le 20 mai 2003. travaux d'entretien et d'amélioration de l'habitat (p. 3810)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [17 octobre 2002] (p. 3509)

Article 33 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)
Son intervention (p. 3518)

Jacques BOBE

*Charente (2^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre titulaire du Conseil supérieur de la coopération [J.O. du 2 août 2002] (p. 13228)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 842 tendant à prendre en compte le montant des droits de mutation à titre gratuit dans le cadre du calcul de la plus-value immobilière [14 mai 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Personnes âgées. allocation personnalisée d'autonomie. financement [18 décembre 2002] (p. 6901)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [5 novembre 2002] (p. 4499)

Procédure des questions :

Agroalimentaire : viticulture (p. 4514)

SANTÉ, FAMILLE ET PERSONNES HANDICAPÉES

Examen du fascicule [12 novembre 2002] (p. 4939)

Procédure des questions :

Handicapés : politique à l'égard des handicapés : personnes âgées (p. 4958)

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 novembre 2002] (p. 5758)

Article 6 (article 72-2 de la Constitution - autonomie financière des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 5767)

Projet de loi n° 719 de sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 avril 2003] (p. 3252)

Son intervention (p. 3261)

Thèmes :

Assurances : assurance dommages : fonds de garantie (p. 3261)

Assurances : Commission de contrôle des assurances, des mutuelles et des institutions de prévoyance (p. 3261)

Banques et établissements financiers : produits financiers : démarchage (p. 3261)

Marchés financiers : Autorité des marchés financiers (p. 3261)

Professions libérales : commissaires aux comptes (p. 3261)

Union européenne (p. 3261)

Alain BOCQUET

Nord (2⁰^{ème} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe des Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11065)

Est élu président du groupe des Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11065)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (ex-délégation de l'Assemblée nationale à l'Assemblée de l'Atlantique Nord) [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12452)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 13 février 2003] (p. 2678)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 13 février 2003] (p. 2678)

Rapporteur de la proposition de loi tendant à ouvrir le droit à la retraite à taux plein pour les salariés ayant cotisé quarante annuités avant d'atteindre l'âge de 60 ans (n° 129) [26 février 2003]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 12 mars 2003] (p. 4292)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 12 mars 2003] (p. 4292)

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 3 tendant à modifier l'article 19 du règlement de l'Assemblée nationale [26 juin 2002]

Proposition de loi n° 129 tendant à ouvrir le droit à la retraite à taux plein pour les salariés ayant cotisé quarante annuités avant d'atteindre l'âge de 60 ans [24 juillet 2002]

Proposition de résolution n° 567 tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les causes et conséquences de la décision de fermeture du site de Noyelles-Godault (Pas-de-Calais), prise unilatéralement par le groupe industriel Metaleurop ; ainsi que les responsabilités sociales et financières qu'il lui appartient d'assumer [23 janvier 2003]

Proposition de résolution n° 613 tendant à compléter le règlement de l'Assemblée nationale et à modifier ses articles 14, 50, 65, 91, 104 et 128 [12 février 2003]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi (n° 129 rectifiée) de M. Alain BOCQUET tendant à ouvrir le droit à la retraite à taux plein pour les salariés ayant cotisé quarante annuités avant d'atteindre l'âge de 60 ans [5 mars 2003] (n° 679)

Proposition de résolution n° 935 tendant à modifier l'article 92, alinéa 4 et à supprimer l'article 98, alinéa 6 du règlement de l'Assemblée nationale relatifs à l'irrecevabilité financière des amendements [13 juin 2003]

Proposition de résolution n° 1057 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires, économiques, sociales et environnementales de la canicule et sur la gestion par l'Etat de ses effets [20 août 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etat. décentralisation. perspectives [22 octobre 2002] (p. 3728)

Politique extérieure. Irak. intervention des Etats-Unis, attitude de la France [18 mars 2003] (p. 2124)

Retraites : généralités. réforme. perspectives [13 mai 2003] (p. 3585)

Retraites : généralités. réforme. perspectives [17 juin 2003] (p. 5441)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 83, posée le 13 janvier 2003. Impôts locaux. taxe professionnelle (J.O. questions p. 128). Appelée le 14 janvier 2003. communautés d'agglomération, réglementation (p. 22)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Demande, comme ses collègues, communication de l'avis du Conseil d'Etat sur le projet de loi initial et une suspension de séance [11 février 2003] (p. 1158)

Sur le rappel au règlement de M. Philippe de Villiers : observe que cette réforme électorale contribuera à la crise de la démocratie française. Les députés communistes s'opposent à cette loi scélérate, inique, qui ressemble fort à une grande magouille [11 février 2003] (p. 1179)

Sur le rappel au règlement de M. Jean-Marc Ayrault : a eu le sentiment que le rapporteur de la commission des lois présentait un rapport UMP. Il déplore que le président de ce parti, véritable auteur du texte débattu, soit absent [11 février 2003] (p. 1189)

Souligne que deux propositions de loi du groupe des député-e-s communistes et républicains, examinées dans le cadre des "niches" parlementaires ont vu leur discussion interrompue avant l'examen des articles. La première au titre de l'article 40 de la Constitution, la seconde, au titre de l'article 94 alinéa 3 du règlement de l'Assemblée [13 mars 2003] (p. 2041)

Se félicite que le Président de l'Assemblée nationale ait suspendu la séance pour manifester la désapprobation et la grande inquiétude de l'ensemble de la représentation nationale à l'égard de la guerre en Irak. Son groupe approuve la position prise par la France pour défendre la paix et souhaite qu'elle poursuive son action dans ce sens [20 mars 2003] (p. 2256)

S'indigne de la distribution parmi les cadres de la fonction publique d'un "guide d'animation de réunion" destiné à convaincre du bien-fondé du projet de loi de réforme des retraites avant même l'adoption de celui-ci en conseil des ministres [10 juin 2003] (p. 4969)

Répond en citant Aragon au Premier ministre qui s'était offusqué de ce que l'"Internationale" fût chantée sur les bancs de l'Assemblée nationale : ce chant a été associé aux plus belles pages de la Résistance française [11 juin 2003] (p. 5000)

Se plaint que l'application de l'article 40 par une "commission des finances (qui) se conduit comme la commission de la hache" s'apparente à "un véritable sabotage du travail parlementaire digne du bal des faux-culs" [12 juin 2003] (p. 5097)

Indique qu'il propose au nom de son groupe le dépôt d'une motion référendaire et invite les députés de tous les bancs à se joindre à son initiative [12 juin 2003] (p. 5105)

Se plaint de ce que lors d'un meeting le ministre délégué aux libertés locales ait qualifié les positions de l'opposition "d'obstruction stérile" [13 juin 2003] (p. 5265)

Demande des informations sur une proposition émanant de certains membres du groupe UMP et dont la presse s'est fait l'écho, en faveur d'une hausse de l'impôt sur les sociétés afin de financer le fonds de réserve des retraites [18 juin 2003] (p. 5548)

Affirme que la sonnerie indiquant la reprise de la séance n'a pas fonctionné [18 juin 2003] (p. 5558)

Précise que si 16 députés de l'UMP ont proposé une augmentation de l'impôt sur les sociétés, le ministre des affaires sociales a fait savoir qu'il était en désaccord avec cette initiative et il regrette qu'un tel échange ait eu lieu par journalistes interposés, et non dans l'hémicycle [18 juin 2003] (p. 5564)

Se déclare scandalisé par l'arrestation de M. José Bové et par les moyens mis en œuvre à cet effet [23 juin 2003] (p. 5793)

Qui, de sa vie de parlementaire, n'a "jamais connu un tel autoritarisme et un tel manque de respect pour un député, a fortiori président de groupe", demande -oralement et par lettre- au Président de l'Assemblée nationale de venir lui-même présider la séance : il se plaint que le président de séance, M. François Baroin, lui ait retiré la parole pour son précédent rappel au règlement alors qu'il se bornait à réclamer des explications au garde des sceaux sur l'arrestation de M. José Bové [23 juin 2003] (p. 5794)

S'étonne que la majorité soit absente : 3,5 % de présents, ce qui oblige à des artifices de procédure ; il demande une suspension de séance pour laisser le temps aux députés de la majorité de venir en masse soutenir le Gouvernement [23 juin 2003] (p. 5808)

Donne lecture d'une dépêche de l'AFP qui établit que les patrons français ont les revenus bruts les plus élevés d'Europe et compare leur situation à celle des patrons britanniques, néerlandais et suédois [23 juin 2003] (p. 5840)

Critique une déclaration à la télévision du président du groupe UMP accusant l'opposition d'occulter le débat alors que précisément l'intention de son groupe est de débattre point par point des questions de fond [24 juin 2003] (p. 5893)

Regrette que M. Gremetz ait été traité de "terroriste"; chacun devrait garder son calme : insulter ses collègues ne peut que nuire à la qualité du débat [24 juin 2003] (p. 5916)

Demande, à titre exceptionnel, la non-application de l'article 57 du règlement, qui limiterait le nombre des intervenants : d'une part, personne n'est hostile aux dispositions examinées; d'autre part, c'est un sujet très important, qui a fait l'objet de deux propositions de loi [24 juin 2003] (p. 5921)

Constate que le président a décidé lui-même de recourir à un scrutin public "pour éviter à M. Gremetz d'avoir à le demander" et dans le même temps lui a refusé le droit de répondre au Gouvernement ou à la commission [25 juin 2003] (p. 5993)

Regrette d'apprendre par l'AFP la convocation du Parlement en session extraordinaire et s'inquiète de son ordre du jour très chargé : "autant dire que les vacances parlementaires sont supprimées" [27 juin 2003] (p. 6279)

Précise que l'Assemblée nationale de Nouvelle-Zélande a adopté la légalisation de la prostitution après un débat de quatre cent quinze heures : il considère que la réforme des retraites mérite un débat de fond d'au moins cette durée et ne comprend pas que la séance puisse être conduite "à toute vitesse" [27 juin 2003] (p. 6307)

Demande de différer de deux heures l'ouverture de la première séance du mardi 1er juillet, compte tenu de la réunion traditionnelle de son groupe [30 juin 2003] (p. 6437)

Demande au président de l'Assemblée nationale de lever la séance entre la clôture de la session ordinaire et l'ouverture de la session extraordinaire [1^{er} juillet 2003] (p. 6459)

Juge inacceptables les conditions de travail : la fatigue gagne ; pourquoi siéger jour et nuit ? [1^{er} juillet 2003] (p. 6485)

Sur le rappel au règlement de M. Jean-Marc Ayrault : se déclare, au nom de son groupe, indigné par les propos du Premier ministre et assure ses collègues socialistes de la "totale solidarité" des député-e-s Communistes et Républicains [1^{er} juillet 2003] (p. 6572)

Explique qu'après le départ de l'hémicycle des membres du groupe socialiste, son groupe a décidé de ne pas siéger : il demande que le travail soit interrompu jusqu'au lendemain [1^{er} juillet 2003] (p. 6573)

Qualifie de "déclaration inquiétante" et "d'humour brun" une invective de M. Berlusconi déclarant à un représentant allemand au Parlement européen qu'il le verrait bien dans un rôle de "kapo" [3 juillet 2003] (p. 6707)

DÉBATS

Déclaration de politique générale n° 20 présentée par M. Jean-Pierre Raffarin, Premier ministre et débat sur cette déclaration

[3 juillet 2002] (p. 1829)

Son intervention (p. 1851)

Thèmes :

Administration : rapports avec les administrés : formalités administratives (p. 1854)

Aménagement du territoire : politique de la ville : logement social (p. 1854)

Elections et référendums (p. 1851)

Impôt sur le revenu (p. 1852, 1853)

Marchés financiers : fonds de pension américains (p. 1852)

Ordre public : sécurité (p. 1853)

Partis et mouvements politiques : Parti communiste (p. 1852 à 1854)

Pays étrangers : Israël : Palestine (p. 1853)

Politique économique : mondialisation (p. 1852)

Politique sociale : exclusion : négociation (p. 1852)

Politiques communautaires : coopération et développement (p. 1853)

Retraites : généralités (p. 1853, 1854)

Santé (p. 1854)

Secteur public : services publics (p. 1853)

Union européenne : construction européenne (p. 1853)

Projet de loi n° 36 d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2002] (p. 2009)

Sa motion de renvoi en commission (p. 2034) soutenue par M. André Gerin : rejetée (p. 2041)

Projet de loi de finances rectificative n° 29 pour 2002

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 juillet 2002] (p. 2159)

Sa motion de renvoi en commission (p. 2212) soutenue par M. Jean-Pierre Brard : rejetée (p. 2224)

Projet de loi n° 107 portant création d'un dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juillet 2002] (p. 2312)

Sa motion de renvoi en commission (p. 2359) soutenue par M. Maxime Gremetz : rejetée (p. 2372)

Projet de loi n° 154 d'orientation et de programmation pour la justice

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er août 2002] (p. 2544)

Sa motion de renvoi en commission (p. 2544) soutenue par M. Michel Vaxès : rejetée (p. 2550)

Projet de loi n° 190 relatif aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 octobre 2002] (p. 2927)

Sa motion de renvoi en commission (p. 2932) soutenue par M. Maxime Gremetz : rejetée (p. 2947)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 octobre 2002] (p. 3310)

Son exception d'irrecevabilité (p. 3324) : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 3337)

Sa motion de renvoi en commission (p. 3437) soutenue par M. Michel Vaxès : rejetée (p. 3443)

Thèmes :

Agriculture (p. 3327)

Associations : fiscalité : taxe sur les salaires (p. 3329)

Banques et établissements financiers (p. 3324)

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 3328, 3330)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 3328)

Culture : crédits : intermittents (p. 3327)

Eau : réseaux : secteur public (p. 3330)

Emploi : chômage : régime d'assurance chômage (p. 3325)

Emploi : politique de l'emploi : prime pour l'emploi (p. 3326, 3329, 3330)

Finances publiques : déficits publics et sociaux : pacte de stabilité (p. 3326)

Fonctionnaires et agents publics (p. 3327)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 3331)

Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 3331)

Impôt sur les sociétés (p. 3330)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 3328, 3330, 3331)

Logement : logement social (p. 3331)

Marchés financiers (p. 3324)

Ordre public (p. 3333)

Politique économique : conjoncture : croissance (p. 3324)

Politique économique : pouvoir d'achat : consommation (p. 3328)

Politique sociale : pauvreté (p. 3332)

Postes : La Poste (p. 3327)

Retraites : généralités (p. 3328)

Secteur public : privatisations (p. 3326, 3327, 3329)

Sécurité sociale : santé (p. 3332)

Travail : licenciements (p. 3324, 3325)

Travail : réduction du temps de travail (p. 3329)

Union européenne : construction européenne (p. 3326)

Projet de loi n° 250 de financement de la sécurité sociale pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 octobre 2002] (p. 4123)

Sa question préalable (p. 4123) soutenue par Mme Muguette Jacquaint : rejetée (p. 4141)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [27 novembre 2002] (p. 5820)

Son exception d'irrecevabilité (p. 5822) soutenue par M. Maxime Gremetz : rejetée (p. 5828)

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 2002] (p. 5323)

Sa question préalable (p. 5338) soutenue par M. Jacques Brunhes : rejetée (p. 5346)

Projet de loi n° 187 relatif à la programmation militaire pour les années 2003 à 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 novembre 2002] (p. 5933)

Son exception d'irrecevabilité (p. 5945) : rejetée (p. 5951)

Thèmes :

Défense : loi de programmation militaire (p. 5947)
 Ordre public : terrorisme (p. 5947)
 Organisations internationales : Fonds monétaire international : libéralisme (p. 5945)
 Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : résolution (p. 5948)
 Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 5948)
 Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) : libéralisme (p. 5945 et s.)
 Pays étrangers : Irak (p. 5946 et s.)
 Pays étrangers : Palestine (p. 5946)
 Politique extérieure : aide au développement (p. 5949)
 Politique extérieure : relations Nord-Sud (p. 5945 et s.)
 Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 5947, 5949)

Projet de loi n° 375 relatif à la négociation collective sur les restructurations ayant des incidences sur l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 décembre 2002] (p. 6217)

Sa motion de renvoi en commission (p. 6217) soutenue par M. Maxime Gremetz : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 6232)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [19 décembre 2002] (p. 7050)

Son exception d'irrecevabilité (p. 7052) soutenue par Mme Muguette Jacquaint : rejetée (p. 7053)

Projet de loi n° 326 relatif aux marchés énergétiques et au service public de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 décembre 2002] (p. 6615)

Sa question préalable (p. 6615) soutenue par Mme Marie-George Buffet : rejetée (p. 6619)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 janvier 2003] (p. 77)

Sa question préalable (p. 82) soutenue par M. André Gerin : rejetée (p. 98)

Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 2003] (p. 787)

Sa question préalable (p. 807) soutenue par M. Maxime Gremetz : rejetée (p. 818)

Projet de loi n° 574 relatif à l'élection des conseillers régionaux et des représentants au Parlement européen ainsi qu'à l'aide publique aux partis politiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 février 2003] (p. 1153)

Son rappel au règlement (cf supra) [11 février 2003] (p. 1158)

Intervient sur le :

- rappel au règlement de M. Philippe de Villiers (cf supra) [11 février 2003] (p. 1179)
- rappel au règlement de M. Jean-Marc Ayrault (cf supra) [11 février 2003] (p. 1189)

NOUVELLE DÉLIBÉRATION DE L'ARTICLE 4

Avant la discussion de l'article unique [8 avril 2003] (p. 2949)

Sa motion de renvoi en commission (p. 2965) soutenue par M. Michel Vaxès : rejetée (p. 2970)

Déclaration du Gouvernement n° 634 sur la question de l'Irak et débat sur cette déclaration**[26 février 2003] (p. 1417)**

Son intervention (p. 1420)

Thèmes :

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : résolution (p. 1420 et s.)
 Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 1420)
 Pays étrangers : Etats-Unis : politique de défense (p. 1421)
 Pays étrangers : Irak : armes de destruction massive (p. 1421)
 Pays étrangers : Irak : pétrole (p. 1421)
 Pays étrangers : Palestine (p. 1421 et s.)
 Pays étrangers : Turquie (p. 1421)
 Traités et conventions : droit international (p. 1421)
 Union européenne : construction européenne (p. 1420 et s.)

Projet de loi n° 606 relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mars 2003] (p. 1565)

Sa motion de renvoi en commission (p. 1582) soutenue par M. Gilbert Biessy : rejetée (p. 1588)

Proposition de loi n° 129 tendant à ouvrir le droit à la retraite à taux plein pour les salariés ayant cotisé quarante annuités avant d'atteindre l'âge de 60 ans

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 mars 2003] (p. 1845)

Ses interventions en qualité de rapporteur de la commission des affaires culturelles (p. 1845, 1864)

Thèmes :

Constitution : article 40 (p. 1865)
 Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 1846)
 Parlement : relations entre le Parlement et le Gouvernement (p. 1864)
 Retraites : généralités : âge de la retraite (p. 1845, 1865)
 Retraites : généralités : annuités liquidables (p. 1845)
 Retraites : généralités : calcul des pensions (p. 1845)
 Retraites : généralités : cotisations (p. 1845, 1865)
 Travail : préretraites (p. 1865)
 Travail : conditions de travail (p. 1845)

Projet de loi n° 632 relatif aux entreprises de transport aérien et notamment à la société Air France

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 mars 2003] (p. 1884)

Son exception d'irrecevabilité (p. 1891) soutenue par M. François Asensi : rejetée (p. 1900)

Proposition de loi n° 642 modifiant la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 mars 2003] (p. 2046)

Sa motion de renvoi en commission (p. 2055) soutenue par Mme Muguette Jacquaint : rejetée (p. 2062)

Proposition de loi n° 696 tendant à étendre aux communautés d'agglomération créées ex nihilo le régime de garantie d'évolution de la dotation globale de fonctionnement des communautés d'agglomération issues d'une transformation

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [20 mars 2003] (p. 2325)*Après l'article unique*

Son amendement n° 1 (établissements exception-nels) : rejeté (p. 2325)

Projet de loi n° 640 relatif aux assistants d'éducation

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mars 2003] (p. 2405)

Sa motion de renvoi en commission (p. 2425) soutenue par M. Patrick Braouezec : rejetée (p. 2433)

Projet de loi n° 710 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance des mesures de simplification et de codification du droit

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 avril 2003] (p. 2975)

Sa question préalable (p. 2979) soutenue par M. Patrick Braouezec : rejetée (p. 3000)

Projet de loi n° 719 de sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 avril 2003] (p. 3228)

Son exception d'irrecevabilité (p. 3237) soutenue par M. Jacques Desallangre : rejetée (p. 3246)

Projet de loi n° 758 relatif à la chasse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 mai 2003] (p. 3595)

Son exception d'irrecevabilité (p. 3601) soutenue par M. Maxime Gremetz : rejetée (p. 3612)

Discussion des articles [14 mai 2003] (p. 3668, 3711)*Avant l'article 1er*

Son amendement n° 73 (dépôt, par le Gouvernement, avant le 31 décembre 2003, d'un rapport précisant ses initiatives européennes visant, en application du principe de subsidiarité, à réserver à la loi nationale la fixation de l'ensemble des règles et obligations en matière de chasse) (p. 3668) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 3671)

Article 16 (jour de non-chasse)

Son amendement n° 70 : SCRUTIN PUBLIC (p. 3697)

Après l'article 16

Son amendement n° 71 (légalisation de la chasse de nuit dans les vingt-huit départements où elle est traditionnelle) (p. 3721) : adopté (p. 3722)

Projet de loi n° 784 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 mai 2003] (p. 3957)

Sa motion de renvoi en commission (p. 3973) soutenue par M. Patrick Braouezec : rejetée (p. 3978)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

DÉBAT SUR LA DEMANDE DE CONSTITUTION D'UNE COMMISSION SPÉCIALE

[4 juin 2003] (p. 4530)

Son intervention en qualité de président du groupe des Député-e-s Communistes et Républicains, auteur de la demande (p. 4530)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions spéciales (p. 4531)
Retraites : généralités : auditions (p. 4531)
Retraites : généralités : politique à l'égard des retraités (p. 4530)
Retraites : généralités : système par répartition (p. 4530)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 juin 2003] (p. 5000) ; [12 juin 2003] (p. 5069, 5103)

Son rappel au règlement (cf supra) [10 juin 2003] (p. 4969)
Son rappel au règlement (cf supra) [11 juin 2003] (p. 5000)
Sa question préalable (p. 5005) : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 5029)
Sa demande de vérification du quorum [11 juin 2003] (p. 5021) : non atteint (p. 5025)
Ses rappels au règlement (cf supra) [12 juin 2003] (p. 5097 et 5105)
Sa demande de vérification du quorum [12 juin 2003] (p. 5137) : non atteint (p. 5146)

Thèmes :

Assemblée nationale : règlement (p. 5137)
Assurances : fonds de pension (p. 5007)
Démographie : espérance de vie (p. 5012)
Emploi : politique de l'emploi (p. 5010, 5015)
Entreprises : allègement des charges (p. 5010)
Entreprises : chefs d'entreprises : revenus (p. 5009)
Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 5005)
Politique économique : pouvoir d'achat (p. 5014)
Politique sociale : généralités (p. 5006)
Politique sociale : inégalités (p. 5006)
Politique sociale : pauvreté : retraites (p. 5008)
Retraites : généralités : calcul des pensions (p. 5011)
Retraites : généralités : cotisations (p. 5010)
Retraites : généralités : politique à l'égard des retraités (p. 5005)
Retraites : généralités : système par répartition (p. 5005)
Syndicats : représentativité (p. 5013)

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)*Avant l'article 1er [séances des 12, 13, 14 juin 2003] (principes)*

Son intervention (p. 5265 et s.)
Son rappel au règlement (cf supra) [13 juin 2003] (p. 5265)

Sa demande de vérification du quorum [13 juin 2003] (p. 5272)

Article 2 [séances des 16 et 17 juin 2003] (contributivité)

Son intervention (p. 5399)

Sa demande de vérification du quorum [16 juin 2003] (p. 5400)

Avant l'article 4 [séances des 18 et 19 juin 2003] (contrats à durée déterminée ou à temps partiel)

Son intervention (p. 5540 et s.)

Ses rappels au règlement (cf supra) [18 juin 2003] (p. 5548, 5558, 5564 et 5577)

Article 11 [séances du 23 juin 2003] (assujettissement des allocations de préretraite d'entreprise à une contribution spécifique affectée au Fonds de réserve pour les retraites)

Son rappel au règlement (cf supra) [23 juin 2003] (p. 5808)

Son intervention (p. 5814)

Article 12 [séances des 23 et 24 juin 2003] (suppression de la préretraite progressive et limitation du champ du dispositif de la cessation anticipée d'activité)

Son intervention (p. 5839 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [23 juin 2003] (p. 5840)

Sa demande de vérification du quorum [23 juin 2003] (p. 5845)

Son rappel au règlement (cf supra) [24 juin 2003] (p. 5893)

Article 13 [séance du 24 juin 2003] (accès et maintien dans l'emploi des salariés âgés)

Son intervention (p. 5899 et s.)

Article 14 [séance du 24 juin 2003] (compétences du conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés)

Son intervention (p. 5903 et s.)

Article 15 [séance du 24 juin 2003] (alignement de la durée d'assurance de référence sur 160 trimestres)

Son rappel au règlement (cf supra) [24 juin 2003] (p. 5916)

Article 16 [séance du 24 juin 2003] (permettre aux assurés qui sont en activité depuis l'âge de 14, 15 et 16 ans de faire valoir leurs droits à la retraite avant 60 ans)

Son rappel au règlement (cf supra) [24 juin 2003] (p. 5921)

Son intervention (p. 5923)

Article 18 [séance du 24 juin 2003] (majoration de la retraite minimum au titre des périodes cotisées)

Son intervention (p. 5954)

Article 19 [séances des 24 et 25 juin 2003] (indexation des pensions sur les prix)

Son rappel au règlement (cf supra) [25 juin 2003] (p. 5993)

Article 24 [séance du 25 juin 2003] (régime de retraites des fonctionnaires affiliés à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales et régime des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'Etat)

Son intervention (p. 6042)

Après l'article 24 [séances des 25 et 26 juin 2003] (droits à pension des fonctionnaires ; retraite des fonctionnaires exerçant un mandat parlementaire)

Sa demande de vérification du quorum [25 juin 2003] (p. 6043)

Article 34 [séance du 27 juin 2003] (conditions de liquidation immédiate des pensions civiles et militaires)

Son rappel au règlement (cf supra) [27 juin 2003] (p. 6279)

Article 38 [séance du 27 juin 2003] (pensions de réversion et orphelins - mise en conformité avec le droit communautaire)

Son intervention (p. 6295 et s.)

Article 42 [séance du 27 juin 2003] (pensions de réversion en cas de décès d'un fonctionnaire par suite de circonstances particulières)

Son rappel au règlement (cf supra) [27 juin 2003] (p. 6307)

Article 52 [séance du 30 juin 2003] (mise en place d'un régime complémentaire de retraite par répartition pour les fonctionnaires)

Son rappel au règlement (cf supra) [30 juin 2003] (p. 6437)

Son intervention (p. 6439 et s.)

Article 53 [séances des 30 juin et 1^{er} juillet 2003] (évolution professionnelle des membres des corps enseignants)

Son rappel au règlement (cf supra) [1^{er} juillet 2003] (p. 6459)

Sa demande de vérification du quorum [1^{er} juillet 2003] (p. 6461)

Son intervention (p. 6462 et s.)

Article 55 [séance du 1^{er} juillet 2003] (entrée en vigueur des dispositions du titre III)

Son intervention (p. 6472)

Article 56 [séance du 1^{er} juillet 2003] (règles de fonctionnement des régimes complémentaires obligatoires des professions artisanales, industrielles et commerciales)

Son rappel au règlement (cf supra) [1^{er} juillet 2003] (p. 6485)

Article 58 [séance du 1^{er} juillet 2003] (modalités d'entrée en vigueur du nouveau régime complémentaire obligatoire des professions industrielles et commerciales)

Son intervention (p. 6491)

Article 75 [séances des 1^{er} et 2 juillet 2003] (pensions de réversion servies par le régime de base des exploitants agricoles)

Son rappel au règlement (cf supra) [1^{er} juillet 2003] (p. 6573)
Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Marc Ayrault (cf supra) (p. 6571)

Article 81 [séance du 2 juillet 2003] (déductions fiscales favorisant l'épargne retraite)

Ses observations : constate, au nom du groupe des député-e-s Communistes et Républicains, qu'il y a eu "pendant près de quatre semaines, un vrai débat parlementaire qui fait honneur à notre institution" [2 juillet 2003] (p. 6693)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [24 juillet 2003] (p. 7885)

Sa question préalable (p. 7894) : rejetée (p. 7901)

Thèmes :

Démographie : vieillissement de la population (p. 7896)
Elections et référendums : référendums (p. 7898)
Entreprises : bénéfiques (p. 7897)
Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 7894)
Politique sociale : inégalités (p. 7894)
Retraites : généralités : calcul des pensions (p. 7895)
Retraites : généralités : cotisations (p. 7895)
Retraites : généralités : politique à l'égard des retraités (p. 7894)
Retraites : généralités : système par répartition (p. 7896)

Projet de loi n° 810 modifiant la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 relative au droit d'asile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 juin 2003] (p. 4589)

Sa question préalable (p. 4604) soutenue par M. André Gerin : rejetée (p. 4613)

Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, par MM. Jean-Marc Ayrault, François Hollande et cent treize membres de l'Assemblée nationale

[2 juillet 2003] (p. 6615)

Son intervention (p. 6623)

Thèmes :

Assurances : fonds de pension (p. 6623)
Collectivités territoriales : décentralisation (p. 6625)
Droits de l'homme et libertés publiques : droit de grève (p. 6626)
Emploi : chômage (p. 6624)
Impôt de solidarité sur la fortune : réforme fiscale (p. 6624)
Politique économique : libéralisme (p. 6625)
Retraites : généralités : réforme (p. 6623)
Secteur public : privatisations (p. 6624)

Projet de loi n° 960 modifiant la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 juillet 2003] (p. 6819)

Sa motion de renvoi en commission (p. 6865) soutenue par M. Frédéric Dutoit : rejetée (p. 6871)

Jean-Claude BOIS

*Pas-de-Calais (13^{ème} circonscription)
Socialiste*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Marie-Thérèse BOISSEAU

*Ille-et-Vilaine (6^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
Secrétaire d'Etat aux personnes handicapées*

Élue le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063)

Est nommée Secrétaire d'Etat aux personnes handicapées. Décret du 17 juin 2002 [J.O. du 18 juin 2002] (p. 10720)

Cessation de son mandat de députée le 18 juillet 2002 (voir indications préliminaires)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11114)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Jean-François Chossy. Handicapés. politique à l'égard des handicapés. perspectives [2 octobre 2002] (p. 2754)

Mme Muriel Marland-Militello. Handicapés. accès des locaux, transports et services. réglementation [5 novembre 2002] (p. 4463)

M. Georges Colombier. Handicapés. politique à l'égard des handicapés. perspectives [4 décembre 2002] (p. 6142)

M. Jean-Yves Hugon. Handicapés. politique à l'égard des handicapés. revendications [11 décembre 2002] (p. 6511)

M. Pierre Lang. Handicapés. emplois réservés. fonction publique, réglementation [28 janvier 2003] (p. 557)

Mme Béatrice Pavy. Handicapés. intégration en milieu scolaire. perspectives [4 février 2003] (p. 784)

M. Maurice Giro. Handicapés. insertion professionnelle et sociale. perspectives [12 mars 2003] (p. 1951)

M. Bernard Perrut. Handicapés. politique à l'égard des handicapés. perspectives [30 avril 2003] (p. 3308)

M. Jean-François Chossy. Santé. enfants. autisme, dépistage précoce [28 mai 2003] (p. 4346)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

Mme Geneviève Perrin-Gaillard. Handicapés. allocation aux adultes handicapés. conditions d'attribution [3 décembre 2002] (p. 6038)

M. Étienne Blanc. Handicapés. allocation aux adultes handicapés. cumul avec les revenus d'une activité professionnelle [3 décembre 2002] (p. 6038)

M. Jean-Claude Mignon. Etablissements de santé. équipements. imagerie par résonance magnétique (IRM) [17 décembre 2002] (p. 6794)

M. Jean-Jacques Gaultier. Santé. aide médicale urgente. Service médicalisé d'urgence (SMUR), création, Vittel [17 décembre 2002] (p. 6795)

Mme Françoise Imbert. Handicapés. Commission technique d'orientation et de reclassement professionnel (COTOREP). fonctionnement [4 février 2003] (p. 764)

M. Alain Marsaud. Professions de santé. médecins. titulaires d'un diplôme étranger, qualification, reconnaissance [4 février 2003] (p. 765)

M. Jean-Claude Mignon. Etablissements de santé. hôpitaux. financement, centre hospitalier de Melun [4 février 2003] (p. 766)

M. Bernard Perrut. Handicapés. enfants. établissements, capacités d'accueil [4 février 2003] (p. 767)

M. Michel Liebgott. Etablissements de santé. hôpitaux. service des urgences, Hayange, fermeture, conséquences [25 février 2003] (p. 1326)

M. Philippe Folliot. Etablissements de santé. hôpitaux. restructuration, Castres-Mazamet, aides de l'Etat [25 février 2003] (p. 1324)

M. René André. Assurance maladie maternité : généralités. médecins conseils. décisions, désaccord avec le médecin traitant, conséquences [25 février 2003] (p. 1324)

M. Jean Auclair. Elevage. politique agricole commune (PAC). bovins, primes, perspectives [25 février 2003] (p. 1327)

M. Daniel Poulou. Agriculture. contrats territoriaux d'exploitation. suspension, conséquences, Pyrénées-Atlantiques [25 février 2003] (p. 1327)

Mme Arlette Grosskost. Handicapés. maison d'accueil spécialisée (MAS). création, financement, Mulhouse [4 mars 2003] (p. 1511)

M. Rudy Salles. Handicapés. politique à l'égard des handicapés. revendications [4 mars 2003] (p. 1512)

M. Daniel Boisserie. Etablissements de santé. équipements. Haute-Vienne [25 mars 2003] (p. 2333)

M. Yvan Lachaud. Handicapés. autistes. structures d'accueil, Gard [25 mars 2003] (p. 2332)

M. François Sauvadet. Etablissements de santé. restructuration. perspectives [25 mars 2003] (p. 2334)

M. Pierre Goldberg. Etablissements de santé. hôpitaux. fonctionnement, financement, Montluçon [25 mars 2003] (p. 2335)

M. Manuel Valls. Etablissements de santé. centres hospitaliers universitaires. création, Sud-Est francilien [1^{er} avril 2003] (p. 2672)

M. Bernard Derosier. Professions sociales. assistantes maternelles. statut [1^{er} avril 2003] (p. 2670)

M. Alain Gouriou. Etablissements de santé. équipements. radiothérapie, Côtes-d'Armor [1^{er} avril 2003] (p. 2674)

M. Pierre Morel-A-L'Huissier. Professions de santé. effectifs de personnel. zones rurales [1^{er} avril 2003] (p. 2679)

Mme Irène Tharin. Personnes âgées, soins et maintien à domicile, infirmiers et auxiliaires de vie, statuts [1^{er} avril 2003] (p. 2673)

M. Jean-Pierre Door. Handicapés, enfants, établissements, centre médico-social précocé, Loiret [29 avril 2003] (p. 3200)

M. Yannick Favennec. Professions de santé, médecins, effectifs de la profession, zones rurales [29 avril 2003] (p. 3205)

Mme Bérengère Poletti. Etablissements de santé, hôpitaux, fonctionnement, financement, Charleville-Mézières [29 avril 2003] (p. 3201)

M. Alain Marty. Etablissements de santé, équipements, imagerie médicale, Sarrebourg [29 avril 2003] (p. 3204)

M. Jean-Jacques Guillet. Etablissements de santé, hôpitaux, financement, hôpital Jean-Rostand, Sèvres [29 avril 2003] (p. 3203)

M. Philippe Vuilque. Etablissements de santé, hôpitaux, fonctionnement, financement, Charleville-Mézières [29 avril 2003] (p. 3201)

M. Jean-Paul Bacquet. Etablissements de santé, équipements, imagerie médicale, Issoire [29 avril 2003] (p. 3202)

M. François Dosé. Handicapés, polyhandicapés, structures d'accueil, création, Commercy [27 mai 2003] (p. 4237)

M. Jean-Marie Geveaux. Etablissements de santé, établissements privés, services d'urgence, médecins, revendications [10 juin 2003] (p. 4897)

M. Pierre Lellouche. Télécommunications, téléphone, portables, antennes-relais, installation, conséquences, santé [10 juin 2003] (p. 4898)

M. Michel Raison. Santé, aide médicale urgente, SMUR, perspectives, Luxeuil-les-Bains et Lure [10 juin 2003] (p. 4899)

M. Jacques Bascou. Ministères et secrétariats d'Etat, équipement, transports et logement : direction des affaires maritimes et des gens de mer, fonctionnement, financement [24 mars 2003] (p. 5864)

M. Alain Rodet. Etablissements de santé, hôpitaux, fonctionnement, financement, CHU de Limoges [24 juin 2003] (p. 5863)

M. Dominique Le Mèner. Etablissements de santé, hôpitaux, reconstruction, Sarthe [24 juin 2003] (p. 5863)

M. Dominique Paillé. Handicapés, enfants, établissements, capacités d'accueil [24 juin 2003] (p. 5860)

M. Max Roustan. Etablissements de santé, hôpitaux, reconstruction, Alès, calendrier [24 juin 2003] (p. 5862)

M. André Schneider. Handicapés, enfants, auxiliaires de vie, perspectives [24 juin 2003] (p. 5861)

DÉBATS

Proposition de loi n° 137 relative à la création d'un ordre national de la profession d'infirmier et d'infirmière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 2003] (p. 531)

Son intervention (p. 543)

Thèmes :

Formation professionnelle : infirmiers (p. 546)
 Professions de santé : déontologie (p. 543)
 Professions de santé : exercice libéral (p. 543)
 Professions de santé : infirmiers (p. 543)
 Professions de santé : infirmiers : missions (p. 545)
 Professions de santé : ordre professionnel (p. 543)
 Santé : politique de la santé (p. 544)
 Syndicats : représentativité : infirmiers (p. 545)

Projet de loi n° 250 de financement de la sécurité sociale pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 octobre 2002] (p. 4208)

Article 1er et rapport annexé (approbation du rapport annexé)

Son intervention (p. 4226)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003
DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES
SANTÉ, FAMILLE ET PERSONNES HANDICAPÉES
Examen du fascicule [12 novembre 2002] (p. 4910, 4939)

Ses interventions (p. 4914 et 4945)

Ses réponses (p. 4949 à 4959)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement : politique de l'éducation : handicapés (p. 4916)
 Handicapés : accès aux locaux publics ou privés (p. 4947)
 Handicapés : allocation aux adultes handicapés (p. 4915)
 Handicapés : allocation d'éducation spéciale (p. 4946)
 Handicapés : commission technique d'orientation et de reclassement professionnel (COTOREP) (p. 4915)
 Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 4914, 4945)
 Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 4915, 4946)

Réponses aux questions :

Handicapés : aide forfaitaire à l'autonomie : allocations et ressources (p. 4959) (Mme Nadine Morano) (p. 4959)
 Handicapés : allocation aux adultes handicapés : cumul avec une activité professionnelle (p. 4958) (M. Georges Colombier) (p. 4957)
 Handicapés : centres d'aide par le travail (CAT) (p. 4949) (M. Thierry Lazaro) (p. 4949)
 Handicapés : emplois réservés (p. 4951) (M. Pierre Forgues) (p. 4950)
 Handicapés : enfants : établissements (p. 4956) (Mme Martine Carrillon-Couvreur) (p. 4956)
 Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 4953) (Mme Martine Billard) (p. 4953)
 Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 4956) (M. Jean-Claude Viollet) (p. 4955)
 Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 4953) (M. Jean-Luc Prétel)
 Handicapés : politique à l'égard des handicapés : personnes âgées (p. 4957) (M. Dominique Le Mèner) (p. 4957)
 Handicapés : politique à l'égard des handicapés : personnes âgées (p. 4958) (M. Jacques Bobe) (p. 4958)
 Professions sociales : aides familiales (p. 4949) (M. Alain Ferry) (p. 4949)

Yves BOISSEAU

*Calvados (4^{ème} circonscription)
 Union pour la Majorité Présidentielle
 puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 9 juin 2002

Deviend député le 19 juillet 2002 (voir indications préliminaires) [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12450)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12450)

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 25 juillet 2002] (p. 12772), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 26 juillet 2002] (p. 12834)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE
QUESTION AU GOUVERNEMENT

Environnement, protection, protocole de Kyoto, mise en œuvre [4 juin 2003] (p. 4479)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 208, posée le 17 mars 2003. Sports, équitation (J.O. questions p. 1894). Appelée le 18 mars 2003. fédération, revendications (p. 2091)

Daniel BOISSERIE

*Haute-Vienne (2^{ème} circonscription)
 Socialiste*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE
QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 224, posée le 24 mars 2003. Etablissements de santé, équipements (J.O. questions p. 2093). Appelée le 25 mars 2003. Haute-Vienne (p. 2333)

DÉBATS
Projet de loi n° 402 portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction
DEUXIÈME LECTURE
Discussion des articles [3 avril 2003] (p. 2808)

Article 1er B (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des dépenses exposées par les communes et les établissements publics de coopération intercommunale pour la réalisation de leurs documents d'urbanisme)

Son amendement n° 65 (p. 2809)

Article 6 (participation pour voirie et réseaux - PVR)

Son amendement n° 90 (p. 2846)

Marcel BONNOT*Doubs (3^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11116)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 relative aux administrateurs judiciaires, mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises et experts en diagnostic d'entreprise [J.O. du 18 octobre 2002] (p. 17343)

Membre de la commission d'enquête sur les causes économiques et financières de la disparition d'Air Lib [J.O. du 26 mars 2003] (p. 5405)

INTERVENTION EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Automobiles et cycles. emploi et activité. Sochaux [21 janvier 2003] (p. 318)

Maxime BONO*Charente-Maritime (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre titulaire de la Commission supérieure des sites, perspectives et paysages [J.O. du 2 août 2002] (p. 13229)

Membre de la commission d'enquête sur l'application des mesures préconisées en matière de sécurité du transport maritime des produits dangereux ou polluants et l'évaluation de leur efficacité [J.O. du 12 février 2003] (p. 2618)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Chômage : indemnisation. professionnels du spectacle. intermittents [23 octobre 2002] (p. 3845)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 111, posée le 3 février 2003. Urbanisme. secteurs sauvegardés (J.O. questions p. 620). Appelée le 4 février 2003. espace littoral, sauniers, cabanes, maintien (p. 755)

*DÉBATS***Projet de loi n° 230 de finances pour 2003****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA****Examen du fascicule [5 novembre 2002] (p. 4499)***Procédure des questions :*

Aquaculture et pêche professionnelle : bateaux de pêche (p. 4515)

Politiques communautaires : politique d'orientation pour la pêche (p. 4515)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS**[15 novembre 2002] (p. 5197)***Après l'article 59*

Son amendement n° 190 (dons et legs à des associations – exonération des droits de mutation subordonnée à leur publication au Journal Officiel) (p. 5236) : rejeté (p. 5237)

Projet de loi n° 402 portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 2003] (p. 591)

Son intervention (p. 591)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : logement social (p. 591 et s.)

Urbanisme : plans locaux d'urbanisme (PLU) (p. 591)

Discussion des articles [28 janvier 2003] (p. 608)*Article 3 (définition des éléments du plan local d'urbanisme - PLU - opposables)*

Son intervention (p. 620)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [3 avril 2003] (p. 2808)*Article 5 bis F (report du délai de mise en conformité des plans de déplacements urbains)*

Son amendement n° 43 (p. 2841)

Proposition de résolution n° 503 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'application des mesures préconisées en matière de sécurité du transport maritime des produits dangereux ou polluants et l'évaluation de leur efficacité**Avant la discussion de l'article unique [5 février 2003] (p. 879)**

Son intervention (p. 883)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : marée noire (p. 883)

Mer et littoral : protection : plan POLMAR (POLlution MARitime) (p. 884)

Parlement : rôle : commissions d'enquête (p. 884)

Politiques communautaires : directives : transports maritimes (p. 883 et s.)

Transports par eau : pavillons de complaisance (p. 884)

Transports par eau : sécurité de la navigation : crédits (p. 883)

Projet de loi n° 606 relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 mars 2003] (p. 1763)*Après l'article 31*

Son amendement n° 348 (concertation) : rejeté (p. 1834)

Son amendement n° 347 (sanctions pour toute infraction au code de l'urbanisme) : rejeté (p. 1834)

Augustin BONREPAUX*Ariège (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de la présence du loup en France et l'exercice du pastoralisme dans les zones de montagne [J.O. du 13 novembre 2002] (p. 18692)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2003 [J.O. du 12 décembre 2002] (p. 20541)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2002 [J.O. du 19 décembre 2002] (p. 21177)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 21 décembre 2002] (p. 21390)

Cesse d'appartenir à la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 15 janvier 2003] (p. 883)

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 24 avril 2003] (p. 7359)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 24 avril 2003] (p. 7359)

Rapporteur de la proposition de loi en faveur de l'égalité des chances des territoires et de la revitalisation de l'économie rurale (n° 787) [29 avril 2003]
 Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 17 mai 2003] (p. 8548)
 Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 17 mai 2003] (p. 8548)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) : annexe n° 23 : Equipement, transports, logement, tourisme et mer (tourisme) (n° 256) [10 octobre 2002]
 Proposition de loi n° 787 en faveur de l'égalité des chances des territoires et de la revitalisation de l'économie rurale [10 avril 2003]
 Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur sa proposition de loi (n° 787), déposée avec plusieurs de ses collègues, en faveur de l'égalité des chances des territoires et de la revitalisation de l'économie rurale [7 mai 2003] (n° 828)
 Proposition de loi n° 1030 en faveur de l'égalité des chances des territoires et de l'harmonisation des dotations à l'intercommunalité rurale [16 juillet 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Impôts et taxes. politique fiscale. perspectives [9 octobre 2002] (p. 3123)
 Parlement. pouvoirs. Assemblée nationale, prééminence, respect [20 novembre 2002] (p. 5365)
 Emploi. créations d'emploi. perspectives, Ariège [4 février 2003] (p. 783)
 Finances publiques. lois de finances rectificatives. 2003, perspectives [6 mai 2003] (p. 3433)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Demande au Gouvernement si - comme l'écrit l'AFP - la prime pour l'emploi sera augmentée de 5 % pour les non-imposables [18 juillet 2002] (p. 2240)
 Demande des réponses à ses questions sur les crédits de l'éducation nationale [17 octobre 2002] (p. 3479)
 Regrette l'absence de réponse du Gouvernement aux questions posées par l'opposition [17 octobre 2002] (p. 3495)
 Constate une discordance entre les sommes inscrites au titre de la prime pour l'emploi dans le projet de loi et celles communiquées en séance par le ministre [17 octobre 2002] (p. 3502)
 Souhaite rencontrer le président de la commission des finances à propos du traitement comptable de la prime pour l'emploi et de l'application de l'article 40 de la Constitution aux amendements la concernant [17 octobre 2002] (p. 3504)
 Contesté l'application de l'article 40 de la Constitution à un amendement relatif à l'allocation personnalisée d'autonomie - APA [15 novembre 2002] (p. 5205)
 Estime que le Gouvernement ne répond pas aux questions posées par les députés de l'opposition [21 novembre 2002] (p. 5435)
 Regrette que le groupe socialiste n'ait pu expliquer son vote sur le sous-amendement n° 40 de M. Pierre Méhaignerie [22 novembre 2002] (p. 5577)
 Estime que le Gouvernement veut empêcher l'opposition de s'exprimer en faisant application de l'article 44, alinéa 2 de la Constitution [22 novembre 2002] (p. 5591)
 Demande la réunion de la commission des lois pour l'examen d'amendements qui pourront alors être débattus en séance et donneront lieu à réponses du Gouvernement [26 novembre 2002] (p. 5723)
 Considère que "la présidence est aux ordres de l'UMP" [26 novembre 2002] (p. 5775)
 Rapporte le terme "voyou" qu'aurait utilisé un député de la majorité pour qualifier la présidence [26 novembre 2002] (p. 5789)
 Revient sur les incidents de la veille et sur l'intervention de M. Jacques Barrot, président du groupe UMP [27 novembre 2002] (p. 5862)
 Estime que la longue discussion de l'amendement n° 76 du Gouvernement et la suspension de séance dont il a été à l'origine justifient sa motion de renvoi en commission [11 décembre 2002] (p. 6487)
 Demande la réunion de la commission des finances pour examiner les amendements déposés par le Gouvernement et le rapporteur au texte de la commission mixte paritaire pour la loi de finances [18 décembre 2002] (p. 6917)
 Estime que le groupe socialiste n'abuse pas de la parole [4 juin 2003] (p. 4542)
 Se plaint de l'absence du rapporteur de la commission saisie au fond et l'accuse de n'avoir aucun argument [13 juin 2003] (p. 5209)
 Regrette l'attitude du Gouvernement qui, selon lui, esquivent les réponses aux questions posées [14 juin 2003] (p. 5298)
 Regrette de ne pas avoir obtenu de réponses de la part du Gouvernement à ses questions sur le financement du projet de loi de réforme des retraites [19 juin 2003] (p. 5608)
 Accuse la majorité, et en particulier M. Tron, de perdre son sang-froid et lui reproche de vouloir démanteler le Conseil d'orientation des retraites (COR) [19 juin 2003] (p. 5609)

DÉBATS

Proposition de résolution n° 502 tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion des entreprises publiques afin d'améliorer le système de prise de décision

Avant la discussion de l'article unique [29 janvier 2003] (p. 641)
 Son intervention (p. 642)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : Crédit lyonnais (p. 643)
 Parlement : contrôle (p. 643)
 Secteur public : entreprises publiques : gauche (p. 643)
 Secteur public : entreprises publiques : situation financière (p. 643)

Projet de loi de finances rectificative n° 29 pour 2002

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 juillet 2002] (p. 2159)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2180)
 Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 2223, 2224)
 Ses interventions (p. 2224)

Thèmes :

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 2184)
 Finances publiques : dépenses (p. 2183, 2223)
 Finances publiques : exécution du budget : transparence (p. 2180, 2181)
 Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 2181, 2182, 2223)
 Impôts et taxes : justice sociale (p. 2182)
 Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 2182)
 Partis et mouvements politiques : droite : programmes (p. 2183)
 Politique économique : conjoncture : croissance (p. 2184)
 Politique générale : Gouvernement précédent (p. 2180 à 2182)
 Professions de santé : médecins généralistes : tarif (p. 2181)

Discussion des articles [18 juillet 2002] (p. 2225)

Article 1er (réduction de 5 % de l'impôt sur le revenu acquitté en 2002)

Son intervention (p. 2228)
 Son amendement n° 9 (de suppression) : SCRUTIN PUBLIC (p. 2230)
 Son rappel au règlement (cf supra) [18 juillet 2002] (p. 2240)
 Son amendement n° 23 (réduction au seul bénéficiaire des contribuables domiciliés en France) (p. 2242)
 Son amendement n° 24 (réduction non applicable aux suppléments d'imposition ayant donné lieu aux pénalités prévues par les articles 1728 et 1729 du code général des impôts) (p. 2242)
 Son amendement n° 22 (possibilité pour les contribuables mensualisés de demander jusqu'au 15 septembre la suspension des prélèvements ou la modification de leur montant) (p. 2244)
 Son amendement n° 25 (remboursement dès octobre du trop-perçu aux contribuables mensualisés) (p. 2244)
 Son amendement n° 26 (possibilité pour les contribuables de demander la restitution des acomptes majorés d'intérêts si le montant de leur cotisation devient inférieur au seuil entraînant le versement de tiers provisionnels) (p. 2245)

Article 2 (prélèvements institués au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA))

Son intervention (p. 2251)
 Son amendement n° 27 (suppression des prélèvements sur le Fonds de garantie des calamités agricoles et sur la mutualité sociale agricole - majoration à due concurrence de la taxe sur les tabacs fabriqués affectée au budget annexe des prestations sociales agricoles) (p. 2254)

Après l'article 2

Son amendement n° 11 rectifié (suppression du décalage de deux ans pour le versement des attributions du Fonds de compensation pour la TVA au titre des investissements consécutifs aux intempéries de 2002) : SCRUTIN PUBLIC (p. 2257)

Article 3 et état A (équilibre général)

Son amendement n° 28 (compensation pour les collectivités locales des pertes de recettes induites par l'amnistie) (p. 2264)

Après l'article 10

Son amendement n° 39 (report au 1er janvier 2004 de l'interdiction faite aux communes membres d'un établissement public de coopération intercommunale exerçant la compétence "traitement des ordures ménagères" d'adhérer à un syndicat effectuant le ramassage et de poursuivre la perception de la taxe ou redevance relative aux ordures ménagères) (p. 2269)

Déclaration du Gouvernement n° 262 présentée par M. Francis Mer, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur les prélèvements obligatoires et débat sur cette déclaration

[10 octobre 2002] (p. 3223)

Son intervention (p. 3247)

Thèmes :

Collectivités territoriales : péréquation : ressources (p. 3248)
Finances publiques : prélèvements obligatoires : droite (p. 3248)
Finances publiques : prélèvements obligatoires : gauche (p. 3248)
Finances publiques : prélèvements obligatoires : pays étrangers (p. 3248)
Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile (p. 3249)
Impôts et taxes : justice sociale (p. 3249)
Politique économique : croissance : conjoncture (p. 3249)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 octobre 2002] (p. 3310, 3342) ; [16 octobre 2002] (p. 3385, 3416)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 3335)
Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3343)

Thèmes :

Agriculture (p. 3349)
Aménagement du territoire : montagne (p. 3335, 3349)
Collectivités territoriales : décentralisation (p. 3335, 3350, 3351)
Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 3350)
Collectivités territoriales : ressources : péréquation (p. 3350)
Donations et successions (p. 3347)
Emploi : politique de l'emploi : prime pour l'emploi (p. 3335, 3346, 3349)
Famille : politique familiale : fiscalité (p. 3346)
Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 3344)
Finances publiques : déficits publics et sociaux : pacte de stabilité (p. 3345)
Finances publiques : dépenses (p. 3335, 3344)
Finances publiques : exécution du budget (p. 3444)
Finances publiques : procédure budgétaire : transparence (p. 3335, 3343)
Hôtellerie et restauration : restaurants : TVA (p. 3345)
Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile : rétroactivité des lois (p. 3347)
Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 3346)
Impôts et taxes : justice sociale (p. 3346 à 3348)
Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) : financement (p. 3350)
Politique économique : conjoncture : croissance (p. 3335, 3343, 3351)
Politique économique : pouvoir d'achat : consommation (p. 3343, 3348)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER**Discussion des articles [16 octobre 2002] (p. 3447) ; [17 octobre 2002] (p. 3479, 3509, 3550) ; [18 octobre 2002] (p. 3593, 3634, 3680)****Article 1er (autorisation de percevoir les impôts existants)**

Son intervention (p. 3447)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Son intervention (p. 3449)

Son amendement n° 216 (rétablissement des taux issus de la loi de finances pour 2002) (p. 3452)

Son amendement n° 209 (suppression de la baisse supplémentaire de 1 %) (p. 3452)

Son amendement n° 212 (contribuables célibataires n'ayant pas d'enfant à charge – nombre de parts porté de 1 à 1,2) (p. 3457)

Après l'article 2

Son amendement n° 294 (partenaires d'un PACS – imposition commune au jour de l'enregistrement du pacte) (p. 3467)

Son amendement n° 244 (partenaires d'un PACS – suppression de la condition de deux ans pour le bénéfice de l'abattement sur les donations) (p. 3467)

Son amendement n° 243 (partenaires d'un PACS – suppression de la condition de deux ans pour le bénéfice des taux d'imposition des donations prévus par l'article 77 bis du code général des impôts) (p. 3470)

Ses rappels au règlement (cf supra) [17 octobre 2002] (p. 3479 et 3495)

Répond aux observations de M. Pierre Méhaigrier : estime que la commission et le Gouvernement sont en désaccord pour l'application de l'article 40 de la Constitution à la prime pour l'emploi (p. 3472)

Article 3 (amélioration de la prime pour l'emploi)

Son intervention (p. 3497)

Ses observations : interroge le Gouvernement et la commission sur la nature comptable de la prime pour l'emploi et l'application à celle-ci de l'article 40 de la Constitution [17 octobre 2002] (p. 3499, 3501)

Ses rappels au règlement (cf supra) [17 octobre 2002] (p. 3502 et 3504)

Son amendement n° 240 (prime pour l'emploi - mise en œuvre de la troisième phase telle que prévue par le précédent gouvernement) (p. 3502) : SCRUTIN PUBLIC (p. 3534)

Article 4 (relèvement du plafond des dépenses éligibles à la réduction d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile)

Son intervention (p. 3535)

Son amendement n° 219 (de suppression) (p. 3538)

Intervient sur l'amendement n° 242 corrigé de M. Didier Migaud (maintien de l'actuel plafond pour les dépenses de 2002 – application du relèvement aux dépenses de 2003) (p. 3544)

Intervient sur l'amendement n° 237 de M. Didier Migaud (maintien du plafond de 6 900 € pour les contribuables imposés au taux marginal de l'impôt sur le revenu) (p. 3550)

Intervient sur l'amendement n° 238 de M. Didier Migaud (maintien du plafond de 6 900 € pour les contribuables assujettis à l'ISF) (p. 3551)

Intervient sur l'amendement n° 239 rectifié de M. Didier Migaud (maintien du plafond de 6 900 € pour les contribuables dont le revenu fiscal de référence excède le montant des salaires et pensions au-delà duquel il n'est pas pratiqué d'abattement) (p. 3551)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 200 de Mme Martine Lignières-Cassou (protections pour incontinence adulte – taux réduit de la TVA) (p. 3571)

Intervient sur l'amendement n° 201 de Mme Martine Lignières-Cassou (frais d'obsèques et achats de concessions funéraires – taux réduit de la TVA) (p. 3572)

Intervient sur l'amendement n° 286 de M. Michel Bouvard (repas à consommer sur place – taux réduit de la TVA) (p. 3580)

Article 11 (réduction progressive de la fraction des recettes prises en compte dans les bases de taxe professionnelle des bénéficiaires non commerciaux)

Son amendement n° 206 (condition d'emploi d'au moins un salarié) (p. 3602)

Son amendement n° 309 rectifié (compensation aux collectivités territoriales calculée en fonction des recettes des redevables) (p. 3605)

Article 13 (assujettissement de France Télécom aux impositions directes locales dans les conditions de droit commun et mesures diverses relatives à l'équilibre financier du fonds national de péréquation de la taxe professionnelle)

Son amendement n° 293 (compensation allouée au fonds national de péréquation de la taxe professionnelle – indexation sur la DGF) (p. 3609)

Article 14 (assouplissement de la règle de lien entre les taux des taxes directes locales)

Son intervention (p. 3614)

Intervient sur l'amendement n° 199 de M. Michel Vaxès (augmentation du taux de la taxe professionnelle dans la limite de trois fois l'augmentation de celui de la taxe d'habitation ou de celui du taux moyen pondéré des trois autres taxes) (p. 3627)

Après l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 78 corrigé de M. Michel Vaxès (révision des valeurs locatives – suppression du prélèvement de 0,4 % sur le produit de la fiscalité locale) (p. 3637)

Article 17 (intégration à la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) et à la taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel (TICGN) de la taxe parafiscale perçue sur certains pétroliers et sur le gaz naturel)

Son amendement n° 213 corrigé (TIPP flottante – création d'une commission) (p. 3652)

Intervient sur l'amendement n° 214 de M. Henri Emmanuelli (entreprises pétrolières – taxation exceptionnelle) (p. 3654)

Après l'article 17

Son amendement n° 317 rectifié (associations – taxe sur les salaires – abattement porté de 5 185 € à 10 000 €) (p. 3657) : SCRUTIN PUBLIC (p. 3659)

Son amendement n° 226 (taxe sur les transactions financières – mise en vigueur de la taxe "Tobin" - taux de 0,05 %) (p. 3660)

Article 21 (mesures de financement du budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA))

Intervient sur l'amendement n° 210 de M. Henri Emmanuelli (suppression des 31 millions d'euros de prélèvements sur la mutualité sociale agricole) (p. 3681)

Article 23 (détermination du montant du prélèvement de solidarité pour l'eau, affecté au compte d'affectation spéciale n° 902-00 "Fonds national de l'eau")

Son intervention (p. 3684)

Intervient sur l'amendement n° 313 rectifié de M. Gilles Carrez (réduction de moitié du prélèvement) (p. 3686)

Après l'article 23

Intervient sur l'amendement n° 324 de M. Gilles Carrez (fonds national pour le développement des adductions d'eau – suspension en 2003 du versement du prélèvement sur le pari mutuel) (p. 3688)

Après l'article 24

Intervient sur l'amendement n° 205 de M. Didier Migaud (redevance audiovisuelle – exonération des bénéficiaires de la prime pour l'emploi) (p. 3693)

Article 29 (reconduction en 2003 du contrat de croissance et de solidarité)

Son amendement n° 225 (prise en compte de 50 % du taux de croissance du PIB) (p. 3696)

Son amendement n° 307 (reconduction du dispositif de modulation de la baisse de la dotation de compensation de la taxe professionnelle pour certaines communes défavorisées) (p. 3698)

Son amendement n° 224 rectifié (fonds national de péréquation – reconduction de la majoration de 23 millions d'euros) (p. 3698)

Article 30 (assouplissement des modalités de répartition de la dotation d'intercommunalité)

Son intervention (p. 3699)

Article 32 (majorations de la dotation de solidarité urbaine (DSU) et de la première fraction de la dotation de solidarité rurale (DSR))

Son intervention (p. 3701)

Son amendement n° 292 (suppression du prélèvement de 100 millions d'euros opéré sur la régularisation de la DGF pour 2001) (p. 3702)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

TOURISME

Examen du fascicule [6 novembre 2002] (p. 4630)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 4630)

Thèmes avant la procédure des questions :

Commerce extérieur : balance des paiements : tourisme et loisirs (p. 4630)

Départements : Gard : tourisme et loisirs (p. 4631)

Tourisme et loisirs : Agence française de l'ingénierie touristique (AFIT) (p. 4631)

Tourisme et loisirs : Maison de France (p. 4631)

Tourisme et loisirs : Observatoire national du tourisme (p. 4631)

Tourisme et loisirs : politique du tourisme : crédits budgétaires (p. 4630)

Tourisme et loisirs : tourisme social : chèques vacances (p. 4631)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[15 novembre 2002] (p. 5197)

Article 58 (taxe d'enlèvement des ordures ménagères et redevance d'enlèvement des ordures ménagères : reconduction d'un an du régime transitoire)

Son rappel au règlement (cf supra) [15 novembre 2002] (p. 5205)

Après l'article 58

Intervient sur l'amendement n° 33 de M. Jean-Pierre Blazy (bruit – taxe générale sur les activités polluantes – TGAP) (p. 5206)

Intervient sur l'amendement n° 35 de M. Jean-Pierre Blazy (communes soumises à des nuisances aéroportuaires – majoration de la population pour le calcul de la DGF) (p. 5209)

Intervient sur l'amendement n° 152 rectifié de la commission (dotation d'intercommunalité des communautés de communes à taxe professionnelle unique – gel du coefficient d'intégration fiscale) (p. 5212, 5214)

Intervient sur l'amendement n° 215 de M. Michel Bouvard (établissements hôteliers situés dans des zones de revitalisation rurale – exonération des droits de mutation par décès) (p. 5218)

Son amendement n° 31 (taxe d'habitation – relèvement des abattements pour personnes à charge) : rejeté (p. 5222)

Intervient sur l'amendement n° 230 de M. Jacques Péliard (attribution de compensation versée aux communes par les communautés de communes à taxe professionnelle unique – fixation des modalités de calcul en tenant compte des transferts de charges) (p. 5229)

Intervient sur l'amendement n° 34 de M. Jean-Pierre Blazy (nuisances aéroportuaires – extension aux communes d'aéroports régionaux du dispositif de compensation des nuisances institué à Roissy et à Orly) (p. 5230)

Intervient sur l'amendement n° 32 de M. Jean-Pierre Blazy (nuisances aéroportuaires – institution de taxes sur les passagers et le fret affectées aux fonds de compensation des nuisances institués à Roissy et à Orly) (p. 5230)

Après l'article 59

Intervient sur l'amendement n° 223 de M. Michel Bouvard (zones de revitalisation rurale – extension du régime des mutations à titre onéreux bénéficiant aux zones franches urbaines) (p. 5236)

Son amendement n° 196 (chèques vacances – relèvement des plafonds de ressources) (p. 5243) : deuxième rectification (suppression du gage) : adopté (p. 5244)

Son amendement n° 197 (chèques vacances – petites entreprises) (p. 5244) : retiré (p. 5245)

Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Pierre Albertini (impôts locaux – révision des valeurs locatives par les communes) (p. 5246)

Intervient sur l'amendement n° 232 rectifié de M. François Vannson (bouilleurs de cru – institution pour cinq ans d'un droit réduit de 50 % sur 10 litres d'alcool pur – suppression de l'actuel privilège des bouilleurs de cru au 1er janvier 2008) (p. 5249)

ARTICLES « SERVICES VOTÉS » ET ARTICLES DE RÉCAPITULATION

[15 novembre 2002] (p. 5254)

Article 36 et état B (mesures nouvelles - dépenses ordinaires des services civils)

Son intervention (p. 5256)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [18 décembre 2002] (p. 6907)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6915)

Son intervention (p. 6920)

Son rappel au règlement (cf supra) [18 décembre 2002] (p. 6917)

Thèmes :

Défense : crédits (p. 6921)

Emploi : politique de l'emploi (p. 6921)

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 6915)

Finances publiques : procédure budgétaire : transparence (p. 6915, 6921)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile (p. 6921)

Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 6921)

Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 6921)

Logement : épargne logement : primes (p. 6922)

Sociétés : sociétés immobilières : plus values : imposition (p. 6922)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 6921)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire

Vote contre du groupe socialiste (p. 6922)

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 novembre 2002] (p. 5399) ; [21 novembre 2002] (p. 5435)

Son intervention (p. 5401)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 5450)

Son rappel au règlement (cf supra) [21 novembre 2002] (p. 5435)

Thèmes :

Assemblée nationale : Président : décentralisation (p. 5402)

Collectivités territoriales : autonomie financière (p. 5451)

Collectivités territoriales : péréquation (p. 5402 et s - 5451)

Collectivités territoriales : projets de loi : Sénat (p. 5402, 5450)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 5403, 5450)

Coopération intercommunale : établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) (p. 5402)

Impôts locaux (p. 5403)

Secteur public : services publics (p. 5402)

Discussion des articles [21 novembre 2002] (p. 5454) ; [22 novembre 2002] (p. 5561, 5592, 5632) ; [26 novembre 2002] (p. 5725, 5758) ; [27 novembre 2002] (p. 5860)

Article 1er (article 1er de la Constitution - organisation de la République)

Son intervention (p. 5458)

Article 3 (article 39 de la Constitution - priorité d'examen du Sénat sur les projets de loi ayant pour principal objet la libre administration des collectivités territoriales et les instances représentatives des Français établis hors de France)

Son rappel au règlement (cf supra) [22 novembre 2002] (p. 5577)

Son intervention (p. 5580)

Son rappel au règlement (cf supra) [22 novembre 2002] (p. 5591)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 189 de M. Gilbert Le Bris (langues régionales et minoritaires) (p. 5593)

Article 4 (article 72 de la Constitution - libre administration des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 5601 et s.)

Article 5 (article 72-1 de la Constitution - renforcement de la démocratie participative locale)

Son intervention (p. 5639 et s.)

Article 6 (article 72-2 de la Constitution - autonomie financière des collectivités territoriales)

Reprend l'amendement n° 16 de la commission (création de nouvelle compétence - assimilation au transfert de compétences pour l'attribution de ressources) : rejeté (p. 5762)

Son intervention (p. 5648 et s.)

Son sous-amendement n° 241 (évaluation et contrôle de l'utilisation des fonds publics) à l'amendement n° 82 de Mme Ségolène Royal (nouvelle rédaction de l'article) (p. 5658) : SCRUTIN PUBLIC (p. 5659)

Son sous-amendement n° 240 (rapport annuel à l'assemblée délibérante sur l'efficacité des politiques publiques et sur l'utilisation des crédits) à l'amendement n° 82 de Mme Ségolène Royal : SCRUTIN PUBLIC (p. 5659)

Son rappel au règlement (cf supra) [26 novembre 2002] (p. 5723)

Son sous-amendement n° 233 (plus de 15 %) à l'amendement n° 137 rectifié de M. Charles de Courson (recettes fiscales et autres ressources

propres devant représenter une part prépondérante - et non déterminante - de l'ensemble des ressources) (p. 5732) : SCRUTIN PUBLIC (p. 5734)

Son sous-amendement n° 239 (plus de 45 %) à l'amendement n° 137 rectifié de M. Charles de Courson (p. 5734) : SCRUTIN PUBLIC (p. 5737)

Son sous-amendement n° 245 (45 % au moins) à l'amendement n° 44 rectifié de M. Pierre Méhaignerie (principe "de la part déterminante des ressources fiscales et des autres ressources propres" - définition par la loi organique) : SCRUTIN PUBLIC (p. 5741)

Son amendement n° 195 (impositions locales proportionnées aux facultés contributives - réévaluation périodique des bases) (p. 5741) : SCRUTIN PUBLIC (p. 5743)

Son sous-amendement n° 252 (évaluation périodique des moyens par une commission indépendante) à l'amendement n° 156 rectifié de M. Émile Blessig (transfert de compétences - moyens financiers et en personnel substitués aux ressources attribuées) (p. 5747) : rejeté (p. 5748)

Son sous-amendement n° 242 (extension aux groupements de collectivités) à l'amendement n° 24 de la commission des finances (attribution de ressources pour toute création ou extension de compétence entraînant une augmentation des dépenses des collectivités) (p. 5763) : SCRUTIN PUBLIC (p. 5770)

Son rappel au règlement (cf supra) [26 novembre 2002] (p. 5775)

Son sous-amendement n° 243 (groupements de collectivités) à l'amendement n° 111 rectifié de M. Jean-Pierre Brard (dispositifs de péréquation devant permettre à chaque collectivité territoriale d'exercer pleinement l'intégralité de ses compétences compte tenu des besoins de sa population) (p. 5779) : SCRUTIN PUBLIC (p. 5782)

Après l'article 6

Son rappel au règlement (cf supra) [26 novembre 2002] (p. 5789)

Article 7 (articles 72-3 et 72-4 de la Constitution - régime des collectivités situées outre-mer)

Son intervention (p. 5860)

Son rappel au règlement (cf supra) [27 novembre 2002] (p. 5862)

Projet de loi de finances rectificative n° 382 pour 2002

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 2002] (p. 6403)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 6403)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 6403)

Communes : Fonds de compensation de la TVA (FCTVA) : inondations (p. 6404)

Constitution : article 39 : Assemblée nationale (p. 6403)

Défense : crédits (p. 64055)

Emploi : politique de l'emploi : entreprises d'insertion (p. 6405)

Enfants : garde alternée : quotient familial (p. 6404)

Environnement (p. 6403)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 6404)

Finances publiques : dépenses : exécution du budget (p. 6405)

Finances publiques : procédure budgétaire : transparence (p. 6403)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 6404)

Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 6404)

Impôts locaux : taxe d'habitation : exonérations (p. 6404)

Logement : crédits : annulations de crédits (p. 6405)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère du travail et de l'emploi : crédits (p. 6405)

Politique économique : pouvoir d'achat : consommation (p. 6404)

Secteur public : entreprises publiques : France Télécom (p. 6403)

Sécurité publique : entreprises sinistrées : exonérations (p. 6404)

Télécommunications : Internet : aménagement du territoire (p. 6403)

Discussion des articles [10 décembre 2002] (p. 6407) ; [11 décembre 2002] (p. 6470, 6512, 6551)

Article 4 et état B' (dépenses ordinaires des services civils - Annulations)

Son intervention (p. 6413, 6416)

Article 6 et état C' (dépenses en capital des services civils - Annulations)

Son intervention (p. 6424)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 117 de M. Didier Migaud (taux normal de la TVA ramené de 19,6 % à 18,6 %) (p. 6435)

Article 25 (simplification des modalités d'exonération ou de dégrèvement de taxe d'habitation au profit des bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés et de ceux du revenu minimum d'insertion)

Son intervention (p. 6472)

Après l'article 26

Intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (communautés de communes à taxe professionnelle unique - neutralisation de la réduction des bases écriées) (p. 6472)

Intervient sur l'amendement n° 22 corrigé de la commission (établissement public foncier de la région grenobloise - institution d'une taxe locale d'équipement) (p. 6474)

Après l'article 29

Intervient sur l'amendement n° 76 du Gouvernement (Association nationale de développement agricole - transformation de neuf taxes parafiscales en une imposition de toute nature affectée à l'agence de développement agricole et rural) (p. 6486, 6488)

Son rappel au règlement (cf supra) [11 décembre 2002] (p. 6487)

Après l'article 30

Intervient sur l'amendement n° 43 de M. Yves Censi (dons reçus par les entreprises sinistrées - non-imposition) (p. 6498)

Intervient sur l'amendement n° 116 de M. Didier Migaud (suppression de la vignette) (p. 6512)

Son amendement n° 130 (lien entre les taux des impôts locaux - élargissement des possibilités de déliaison) (p. 6515) : rejeté (p. 6516)

Son amendement n° 148 (taux de l'intérêt de retard fixé au taux de l'intérêt légal majoré de 0,33 % par mois) (p. 6516) : retiré (p. 6517)

Après l'article 40

Son sous-amendement n° 147 (zones de montagne classées en zones de revitalisation rurale - exonération d'impôt sur les bénéfices pour les entreprises créées ou implantées) à l'amendement n° 75 rectifié du Gouvernement (zones franches urbaines - réouverture des droits à exonération à partir du 1er janvier 2002 et jusqu'au 31 décembre 2007 pour les entreprises créées ou implantées dans ces zones) (p. 6535) : rejeté (p. 6537)

Article 36 précédemment réservé (prise en charge par les éditeurs de services de télévision numérique terrestre du coût des réaménagements du spectre)

Son intervention (p. 6538)

Article 38 précédemment réservé (abrogation du dispositif de financement de la reconstruction des ponts détruits par fait de guerre)

Son intervention (p. 6542)

Article 39 précédemment réservé (dérogation à la règle du décalage de deux ans relative au versement du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA), appliquée aux investissements engagés par les bénéficiaires du Fonds en réparation des dommages causés par des intempéries)

Son intervention (p. 6546)

Article 40 précédemment réservé (ouverture de droits à aide financière sur le fonds de prévention des risques naturels majeurs)

Son intervention (p. 6552)

Après l'article 40 (suite)

Son amendement n° 151 précédemment réservé (chèques vacances - attestation délivrée par les services fiscaux substituée à la production de l'avis d'imposition - institution en l'absence de représentation syndicale ou d'accord collectif de branche) (p. 6553) : retiré (p. 6554)

Son amendement n° 168 rectifié précédemment réservé (chèques vacances - institution en l'absence de représentation syndicale ou d'accord collectif de branche) (p. 6553) : adopté après nouvelle rectification (p. 6554)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 6559)

Vote contre du groupe socialiste (p. 6560)

Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 2003] (p. 821)

Son intervention (p. 837)

Thèmes :

Entreprises : entreprises individuelles (p. 838)

Entreprises : entreprises individuelles : aménagement du territoire (p. 838)

Entreprises : financement : avantages fiscaux (p. 838)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 838)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 838)

Politique économique : conjoncture : licenciements (p. 838)

Travail : code du travail : déréglamentation (p. 838)

Discussion des articles [6 février 2003] (p. 964, 996)

Avant l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 320 de M. Gaëtan Gorce (collectivités territoriales - aides aux entreprises pour le développement économique) (p. 989)

Son amendement n° 312 (zones franches rurales - imposition des bénéficiaires, taxe foncière sur les propriétés bâties et taxe professionnelle) (p. 996) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 1001)

Son amendement n° 313 (zones de revitalisation rurale - établissement d'un indice synthétique mesurant leurs difficultés) (p. 1002) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 1003)

Son amendement n° 314 (zones franches rurales - exonérations de cotisations d'assurance maladie pour les personnes exerçant une activité non salariée non agricole) (p. 1003) : rejeté (p. 1006)

Son amendement n° 315 (zones franches rurales - exonérations des cotisations employeurs au titre des assurances sociales, des allocations familiales et des accidents du travail) (p. 1004) : rejeté (p. 1006)

Article 13 (fonds d'investissement de proximité)

Son intervention (p. 1011)

Article 14 (réduction d'impôt accordée au titre de la souscription en numéraire de parts de fonds d'investissement de proximité)

Son intervention (p. 1020)

Article 16 (relèvement du seuil de déductibilité des pertes subies à la suite d'une souscription au capital d'une société nouvelle)

Son intervention (p. 1025)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2003] (p. 4483, 4536)

Après l'article 13 B

Son amendement n° 56 (périmètres d'aménagement rural incitatif - imposition des bénéfices, taxe foncière sur les propriétés bâties et taxe professionnelle) (p. 4503) : rejeté (p. 4506)

Son amendement n° 62 (périmètres d'aménagement rural incitatif - réduction de l'impôt sur les sociétés au titre de l'utilisation des technologies de l'information permettant le travail à distance) (p. 4506) : rejeté (p. 4509)

Son amendement n° 65 (périmètres d'aménagement rural incitatif - compensation des pertes de taxe professionnelle en cas de fermeture d'établissements) (p. 4506) : rejeté (p. 4509)

Son amendement n° 63 (périmètres d'aménagement rural incitatif - taxe professionnelle : abattement de 50 % sur la valeur locative des nouveaux équipements utilisés pour le développement du travail à distance) (p. 4506) : rejeté (p. 4509)

Son amendement n° 64 (périmètres d'aménagement rural incitatif - attribution automatique de la dotation de développement rural) (p. 4507) : rejeté (p. 4509)

Son amendement n° 57 (périmètres d'aménagement rural incitatif - exonération des cotisations employeur au titre des assurances sociales, des allocations familiales et des accidents du travail) (p. 4507) : rejeté (p. 4509)

Son amendement n° 61 (périmètres d'aménagement rural incitatif - exonération des cotisations d'assurance maladie pour les personnes exerçant une activité non salariée non agricole) (p. 4508) : rejeté (p. 4509)

Son amendement n° 55 (création et définition du périmètre d'aménagement rural incitatif) : rejeté (p. 4509)

Son amendement n° 66 (périmètres d'aménagement rural incitatif - majoration de 20 % de la DGF des communes) : rejeté (p. 4509)

Article 26 bis (exonération partielle d'impôt de solidarité sur la fortune pour les parts ou actions de sociétés que les propriétaires s'engagent à conserver par un accord collectif)

Son intervention (p. 4537 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [4 juin 2003] (p. 4542)

Article 26 ter (exonération d'impôt de solidarité sur la fortune pour les souscriptions au capital de PME)

Son intervention (p. 4551 et s.)

Après l'article 27

Son amendement n° 99 (marchés publics - modes de financement respectant l'égalité de traitement et d'accès à la commande publique) (p. 4557) : rejeté (p. 4559)

Son amendement n° 88 (marchés publics - principes de liberté d'accès, d'égalité de traitement des candidats et de transparence des procédures) (p. 4559) : rejeté (p. 4560)

Proposition de loi n° 787 en faveur de l'égalité des chances des territoires et de la revitalisation de l'économie rurale

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mai 2003] (p. 3755)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 3755)

Son intervention (p. 3761)

Thèmes :

Agriculture : installation (p. 3756)

Aménagement du territoire : Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) (p. 3778)

Aménagement du territoire : montagne (p. 3762)

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 3755 et s., 3762 et s.)

Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 3755 et s., 3762)

Collectivités territoriales : finances locales : péréquation (p. 3777)

Commerce et artisanat : petit commerce : zones rurales (p. 3756)

Communes : Toulouse (p. 3762)

Coopération intercommunale (p. 3756)

Eau : Fonds national pour le développement des adductions d'eau (FNDAE) : crédits budgétaires (p. 3755, 3762, 3777 et s.)

Élevage : montagne : conjoncture (p. 3755 et s.)

Entreprises : entreprises en difficulté : fermeture (p. 3755 et s.)

Impôt sur le revenu : barème (p. 3777)

Lois de finances (p. 3755)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 3755)

Secteur public : services publics : restructurations (p. 3755 et s.)

Télécommunications : téléphones mobiles : financement (p. 3778)

Transports : Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables (FITVN) (p. 3777)

Travail : télétravail (p. 3756)

Vote sur le passage à la discussion des articles [15 mai 2003] (p. 3776)

Son intervention (p. 3777)

Projet de loi n° 710 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance des mesures de simplification et de codification du droit

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [3 juin 2003] (p. 4406)

Son intervention (p. 4415)

Thèmes :

Collectivités territoriales : contrôle de légalité (p. 4417)

Droit pénal : corruption (p. 4417)

Etat : réforme (p. 4416)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 4416)

Marchés publics (p. 4416)

Politique économique : libéralisme (p. 4415)

Discussion des articles [3 juin 2003] (p. 4418)

Article 4 (contrats de coopération entre personnes de droit public et personnes de droit privé)

Son intervention (p. 4420)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Avant l'article 1er [séances des 12, 13, 14 juin 2003] (principes)

Son intervention (p. 5165 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [13 juin 2003] (p. 5209)

Article 2 [séances des 16 et 17 juin 2003] (contributivité)

Son intervention (p. 5394 et s.)

Article 3 [séances du 17 juin 2003] (équité)

Son intervention (p. 5493)

Article 4 [séances du 19 juin 2003] (assurer en 2008, un montant minimal de retraite égal à 85 % du SMIC)

Son intervention (p. 5595)

Ses rappels au règlement (cf supra) [19 juin 2003] (p. 5608 et 5609)

Article 5 [séance 19 juin 2003] (durée d'assurance, pour obtenir une pension à taux plein, portée à 41 ans en 2012)

Son intervention (p. 5633 et s.)

Avant l'article 6 [séance du 20 juin 2003] (information des assurés sur le montant de leur pension)

Son intervention (p. 5697 et s.)

Article 6 [séance du 20 juin 2003] (missions du Conseil d'orientation des retraites (COR))

Son intervention (p. 5707)

Après l'article 16 [séance du 24 juin 2003] (négociations en matière de retraites complémentaires et de conditions de travail)

Son intervention (p. 5940)

Article 78 [séance du 2 juillet 2003] (droit à bénéficier de produits d'épargne retraite)

Son intervention (p. 6607)

Déclaration du Gouvernement n° 989 d'orientation budgétaire présentée par M. Alain Lambert, ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire et débat sur cette déclaration

[26 juin 2003] (p. 6055)

Son intervention (p. 6084)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation : impôts locaux (p. 6085)

Emploi : politique de l'emploi : allègement des charges sociales (p. 6084)

Finances publiques : déficit budgétaire : Gouvernement (p. 6084)

Finances publiques : dépenses en capital (p. 6084)

Finances publiques : dette publique (p. 6085)

Finances publiques : exécution du budget : annulations de crédits (p. 6084 et s.)

Finances publiques : recettes : prévisions (p. 6085)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 6084)

Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 6084 et s.)

Logement : logement social (p. 6084)

Lois : évaluation : coût (p. 6085)

Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 6085)

Politique économique : pouvoir d'achat : consommation (p. 6084)

Retraites : généralités (p. 6085)

Sécurité sociale (p. 6086)

Jean-Louis BORLOO

*Nord (2^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
Ministre délégué à la ville et à la rénovation urbaine*

Élu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063)

Est nommé Ministre délégué à la ville et à la rénovation urbaine. Décret du 17 juin 2002 [J.O. du 18 juin 2002] (p. 10720)

Cessation de son mandat de député le 18 juillet 2002 (voir indications préliminaires)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11114)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*En qualité de Membre du Gouvernement**RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE*

M. Pierre Cardo. Urbanisme. rénovation urbaine. perspectives [15 octobre 2002] (p. 3300)

M. Armand Jung. Aménagement du territoire. politique de la ville. perspectives [29 octobre 2002] (p. 4252)

M. François Cornut-Gentille. Urbanisme. rénovation urbaine. perspectives [30 octobre 2002] (p. 4334)

M. Éric Raoult. Aménagement du territoire. zones franches urbaines. dispositif, reconduction [11 décembre 2002] (p. 6506)

M. Yves Jegou. Aménagement du territoire. zones franches urbaines. développement [29 janvier 2003] (p. 632)

M. Jean-Christophe Lagarde. Politique sociale. surendettement. faillite civile, généralisation [29 avril 2003] (p. 3213)

M. Jean-Claude Mignon. Sécurité publique. sécurité des biens et des personnes. délinquance, service d'aide aux victimes, bilan et perspectives [30 avril 2003] (p. 3301)

M. Yves Jegou. Urbanisme. politique de l'urbanisme. rénovation urbaine. perspectives [11 juin 2003] (p. 4997)

M. Pierre Cardo. Aménagement du territoire. politique d'aménagement du territoire. financement [17 juin 2003] (p. 5447)

Mme Marie-Josée Roig. Urbanisme. politique de l'urbanisme. rénovation urbaine. perspectives [18 juin 2003] (p. 5528)

M. Jean-Yves Le Bouillonnet. Aménagement du territoire. politique de la ville. perspectives [25 juin 2003] (p. 5981)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Frédéric Dutoit. Politique sociale. jeunes. centres sociaux, aides de l'Etat [24 juin 2003] (p. 5866)

Mme Catherine Génisson. Politique sociale. lutte contre l'exclusion. ateliers de pédagogie personnalisée, financement [24 juin 2003] (p. 5869)

M. Franck Gilard. Emploi. entreprises d'insertion. aides de l'Etat [24 juin 2003] (p. 5867)

*DÉBATS***Projet de loi n° 230 de finances pour 2003****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES****AFFAIRES SOCIALES, TRAVAIL ET SOLIDARITÉ****VILLE ET RÉNOVATION URBAINE****Examen du fascicule [23 octobre 2002] (p. 3803)**

Son intervention (p. 3819)

Ses réponses (p. 3823 à 3832)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : politique de la ville : crédits (p. 3819)

Associations (p. 3820)

Collectivités territoriales : élus locaux : rôle et missions (p. 3820)

Communes : dotation de solidarité urbaine (DSU) (p. 3821)

Logement : mixité sociale (p. 3822)

Logement : offices publics d'HLM (OPHLM) (p. 3821)

Urbanisme : plans locaux d'urbanisme (PLU) (p. 3823)

Réponses aux questions :

Aménagement du territoire : fonds structurels : zones rurales (p. 3831) (M. Gilbert Meyer) (p. 3830)

Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 3828) (M. Patrick Delnatte) (p. 3828)

Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 3829) (M. Yves Jegou) (p. 3829)

Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 3826) (M. Gilles Artigues) (p. 3826)

Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 3830) (Mme Chantal Robin-Rodrigo) (p. 3829)

Logement : amélioration de l'habitat : maisons individuelles (p. 3826) (M. Jean-Christophe Lagarde) (p. 3826)

Logement : habitat insalubre (p. 3828) (M. Patrick Braouezec) (p. 3827)

Logement : logement social : Amiens (p. 3832) (M. Maxime Gremetz) (p. 3832)

Ordre public : sécurité : Valenciennes (p. 3830) (M. Patrick Delnatte) (p. 3830)

Politique sociale : aide sociale : moyens (p. 3831) (M. Yves Jegou) (p. 3831)

Urbanisme : rénovation urbaine : crédits (p. 3823) (M. Manuel Valls) (p. 3823)

Urbanisme : rénovation urbaine : financement (p. 3826) (M. Gilles Artigues) (p. 3826)

Urbanisme : rénovation urbaine : Fonds de revitalisation économique (p. 3825) (M. David Habib) (p. 3824)

Urbanisme : rénovation urbaine : procédures (p. 3825) (M. Jean-Pierre Abelin) (p. 3825)

Urbanisme : rénovation urbaine : simplifications administratives (p. 3829) (M. Jean-Claude Mignon) (p. 3828)

Urbanisme : zones d'aménagement concertée (ZAC) (p. 3827) (M. Nicolas Perruchot) (p. 3827)

Vote des crédits et articles rattachés [23 octobre 2002] (p. 3832)*Etat B, titre IV*

Intervient sur l'amendement n° 56 rectifié de la commission (suppression des crédits affectés au fonctionnement de l'Institut des villes) (p. 3833)

Intervient sur l'amendement n° 85 du Gouvernement (réaffectation de ces crédits libérés en faveur des opérations de renouvellement dans les communes en grande difficulté) (p. 3834)

Explications de vote et vote

Son intervention à l'issue du vote (p. 3834)

Projet de loi n° 950 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2003] (p. 7275)

Son intervention (p. 7275)

Sa réponse (p. 7287)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7300)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7312)

Sa réponse (p. 7348)

Thèmes :

Administration : déconcentration (p. 7288)

Aménagement du territoire : politique de la ville (p. 7275 et s.)

Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 7275 et s., 7349 et s.)

Aménagement du territoire : zones urbaines sensibles (p. 7275 et s.)

Associations (p. 7349)

Collectivités territoriales : compétences : logement social (p. 7349)

Communes : dotation de solidarité urbaine (DSU) (p. 7313)

Emploi (p. 7276 et s.)

Etat : Conseil économique et social : rôle et missions (p. 7278)

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 7349)

Logement : copropriétés dégradées (p. 7277, 7288)

Logement : crédits (p. 7301)

Logement : logement social : construction (p. 7349)

Logement : mixité sociale (p. 7287 et s.)

Logement : sociétés d'HLM (p. 7276 et s., 7350)

Logement : Union d'économie sociale (p. 7288)

Politique sociale : surendettement (p. 7277, 7288, 7300, 7349)

Urbanisme : rénovation urbaine (p. 7276, 7348)

Discussion des articles [11 juillet 2003] (p. 7362, 7449)*Avant l'article 1er*

Intervient sur l'amendement n° 315 corrigé de M. Jean-Pierre Blazy (intitulé du chapitre 1er complété ainsi : "les sites bénéficiant d'une opération de renouvellement urbain, et les grands projets de ville") (p. 7362)

Intervient sur l'amendement n° 184 de M. Pierre Cohen (bilan d'information quant aux incidences de toute législation susceptible d'avoir un impact sur la politique de la ville) (p. 7363)

Article 1er et annexe 1 (programmes d'action dans les zones urbaines sensibles (ZUS))

Son intervention (p. 7369 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 328 de M. Pierre Cardo (conseil interministériel de la ville réuni dans les six mois de la publication de la présente loi) (p. 7380)

Article 2 (objectifs de résultats des programmes d'action dans les ZUS)

Son intervention (p. 7382)

Article 3 (création d'un observatoire national des ZUS)
Son intervention (p. 7382)

Après l'article 3
Intervient sur l'amendement n° 201 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (rapport annuel établi par le préfet dans les zones urbaines sensibles) (p. 7384)

Article 4 (débat annuel dans les collectivités locales comprenant des ZUS)
Son intervention (p. 7386 et s.)

Article 5 (rapport au Parlement sur l'évolution des inégalités dans les ZUS)
Son intervention (p. 7390 et s.)

Article 6 (objectifs du programme national de rénovation urbaine)
Son intervention (p. 7396 et s.)

Après l'article 6
Intervient sur l'amendement n° 206 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (conditions de relogement des personnes habitant des logements concernés par des opérations de démolition) (p. 7404)

Article 8 (participation de la Caisse des dépôts et consignations au financement du programme national de rénovation urbaine)
Son intervention (p. 7408)

Après l'article 8
Intervient sur l'amendement n° 258 de M. Rodolphe Thomas (exonérations de charges pour les entreprises participant à la réalisation du programme national de rénovation urbaine) (p. 7409)

Article 9 (création et actions de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU))
Son intervention (p. 7413 et s.)

Article 10 (administration et représentation de l'ANRU)
Son intervention (p. 7425 et s.)

Article 11 (recettes de l'ANRU)
Son intervention (p. 7429)

Après l'article 11
Intervient sur l'amendement n° 90 rectifié de la commission (versement à l'agence de la participation des employeurs et utilisation de ces fonds pour la démolition de logements) (p. 7430)

Article 12 (subventions accordées par l'ANRU)
Son intervention (p. 7430)

Après l'article 12
Intervient sur l'amendement n° 243 de M. Pierre Cardo (communes de moins de 20 000 habitants et dont la moitié de la population habite une zone sensible, exonérées de l'obligation d'accueil des gens du voyage) (p. 7431)

Article 13 (avantages fiscaux accordés pour les travaux sur des logements bénéficiant de subventions de l'ANRU)
Son intervention (p. 7431)

Après l'article 13
Intervient sur l'amendement n° 224 de M. Pierre Bourguignon (dépenses réellement prises en compte au titre du fonds de compensation de la TVA) (p. 7433)
Intervient sur l'amendement n° 246 de M. Pierre Cardo (dépenses réellement prises en compte au titre du fonds de compensation de la TVA) (p. 7433)

Article 14 (organisation et fonctionnement de l'ANRU)
Son intervention (p. 7433)

Après l'article 14
Intervient sur l'amendement n° 249 de M. Pierre Cardo (critères d'attribution de la dotation de solidarité urbaine) (p. 7435)

Article 15 (création d'une procédure d'urgence lorsque la carence crée une menace sur la sécurité des occupants des immeubles collectifs à usage d'habitation)
Son intervention (p. 7437)

Article 16 (procédure autorisant l'administrateur provisoire à se faire assister d'un expert)
Son intervention (p. 7439)

Article 17 (constat de carence dans la gestion des immeubles collectifs donnant lieu à la mise en oeuvre d'une procédure d'expropriation)
Son intervention (p. 7440 et s.)

Article 19 (octroi du bénéfice de l'aide juridictionnelle aux syndicats des copropriétaires d'immeuble situé dans un plan de sauvegarde ou une opération programmée d'amélioration de l'habitat)
Son intervention (p. 7450 et s.)

Après l'article 19
Intervient sur l'amendement n° 215 de M. Michel Delebarre (organismes HLM autorisés à venir en aide aux copropriétaires dégradés) (p. 7452)

Article 20 et annexe 2 (création d'une nouvelle série de zones franches)
Son intervention (p. 7454 et s.)

Après l'article 20
Intervient sur l'amendement n° 106 de la commission (prolongation de cinq ans de l'exonération d'impôt sur les sociétés dans les ZRU) (p. 7456)
Intervient sur l'amendement n° 285 de M. Pierre Cardo (délimitation des zones franches urbaines et des ZRU) (p. 7457)

Intervient sur l'amendement n° 260 de M. Rodolphe Thomas (rapport au Parlement, avant le 31 décembre 2005, sur la possibilité d'une extension des zones franches urbaines aux communes classées en ZRU) (p. 7458)

Article 22 (exonération de taxe professionnelle et de taxe foncière sur les propriétés bâties)
Son intervention (p. 7460 et s.)

Après l'article 22
Intervient sur l'amendement n° 115 de la commission (durée d'exonération des cotisations sociales patronales dans les ZRU portée de un à deux ans) (p. 7462)
Intervient sur l'amendement n° 371 de Mme Janine Jambu (transmission au Parlement du bilan d'activité économique dans les zones franches urbaines) (p. 7462)
Intervient sur l'amendement n° 369 de Mme Janine Jambu (composition des comités d'orientation et de surveillance institués dans chaque zone franche urbaine) (p. 7463)
Intervient sur l'amendement n° 370 de Mme Janine Jambu (contrôle et sanctions) (p. 7463)
Intervient sur l'amendement n° 386 de Mme Odile Saugues (bénéficiaires tenus de transmettre un rapport au comité attestant de leur participation à la vie sociale du quartier et de leur insertion dans la zone franche) (p. 7464)
Intervient sur l'amendement n° 114 de la commission (exonération des cotisations maladie pour les artisans et les commerçants prolongée de cinq ans) (p. 7464)

Article 24 (exonération de cotisations sociales patronales)
Son intervention (p. 7465 et s.)

Article 25 (subordination du maintien de l'exonération de charges sociales patronales au respect d'un ratio d'embauches dans la zone)
Son intervention (p. 7468)

Article 26 (exonération de cotisations maladie et maternité pour les artisans et les commerçants)
Son intervention (p. 7468)

Après l'article 26
Intervient sur l'amendement n° 119 rectifié de la commission (exonération des charges sociales patronales pour les emplois associatifs dans les ZUS) (p. 7469)
Intervient sur le sous-amendement n° 400 de M. Nicolas Perruchot (siège de l'activité sociale) à l'amendement n° 119 rectifié de la commission (p. 7469)
Intervient sur l'amendement n° 261 de M. Rodolphe Thomas (exonération des charges sociales patronales pour les emplois associatifs dans les ZUS) (p. 7469)
Intervient sur l'amendement n° 118 rectifié de la commission (maintien des petits propriétaires dans les zones franches urbaines) (p. 7470)
Intervient sur l'amendement n° 262 de M. Rudy Salles (maintien des petits propriétaires dans les zones franches urbaines) (p. 7470)
Intervient sur l'amendement n° 385 de Mme Odile Saugues (contrôle des entreprises) (p. 7471)

Avant l'article 27
Intervient sur l'amendement n° 169 de Mme Ségolène Royal (mentions obligatoires dans les offres de crédit et conditions de la publicité sur le crédit) (p. 7471)
Intervient sur l'amendement n° 170 de M. Alain Vidalies (interdiction de la publicité relative au "crédit revolving") (p. 7473)
Intervient sur l'amendement n° 306 de Mme Janine Jambu (étude du taux d'endettement de l'emprunteur et analyse de sa solvabilité) (p. 7474)
Intervient sur l'amendement n° 167 de Mme Ségolène Royal (réglementation du "crédit revolving") (p. 7475)
Intervient sur l'amendement n° 120 de la commission (vérification de la solvabilité de l'emprunteur) (p. 7475)
Intervient sur l'amendement n° 289 de M. Jean-Christophe Lagarde (vérification de la solvabilité de l'emprunteur) (p. 7475)
Intervient sur l'amendement n° 14 de la commission des lois (taux de l'usure obligatoire dans les contrats) (p. 7476)
Intervient sur l'amendement n° 319 rectifié de M. Jean-Christophe Lagarde (responsabilité du prêteur n'ayant pas vérifié la solvabilité de l'emprunteur) (p. 7476)
Intervient sur l'amendement n° 121 de la commission (déclaration sur l'honneur de l'emprunteur dès lors que le crédit porte sur une somme supérieure à 2 000 euros) (p. 7478)
Intervient sur l'amendement n° 168 de Mme Ségolène Royal (prêteur ayant octroyé un crédit à un consommateur dont la situation économique est déjà compromise déchu de ses droits à intérêts) (p. 7478)
Intervient sur l'amendement n° 377 de Mme Janine Jambu (défaut d'information des emprunteurs pris en compte dans le cadre des procédures civiles) (p. 7479)
Intervient sur l'amendement n° 219 de Mme Odile Saugues (campagnes d'information menées par la Banque de France et ses succursales locales) (p. 7479)
Intervient sur l'amendement n° 293 de M. Jean-Christophe Lagarde (campagnes d'information menées par la Banque de France et ses succursales locales) (p. 7479)

Intervient sur l'amendement n° 324 de M. Jean-Christophe Lagarde (création d'un fichier national des crédits aux particuliers pour des besoins non professionnels) (p. 7480)

Intervient sur l'amendement n° 52 de la commission des affaires culturelles (rapport au Parlement) (p. 7481)

Article 27 (création d'une procédure de rétablissement personnel)

Son intervention (p. 7485 et s.)

Après l'article 27

Intervient sur l'amendement n° 2 de Mme Arlette Grosskost (faculté pour le juge de l'exécution de commettre une personne pour recueillir des renseignements sur la situation économique et sociale du débiteur) (p. 7508)

Intervient sur l'amendement n° 3 de Mme Arlette Grosskost (inventaire des biens et vérification des créances en Alsace-Moselle) (p. 7508)

Intervient sur l'amendement n° 4 rectifié de Mme Arlette Grosskost (possibilité pour le tribunal d'instituer une contribution destinée à l'apurement du passif du débiteur en Alsace-Moselle) (p. 7508)

Intervient sur le sous-amendement n° 131 de la commission (rédactionnel) à l'amendement n° 4 rectifié de Mme Arlette Grosskost (p. 7508)

Intervient sur l'amendement n° 5 de Mme Arlette Grosskost (possibilité pour les créanciers de recouvrer l'exercice de leur droit de poursuite en cas d'inexécution de la contribution imposée par le juge en Alsace-Moselle) (p. 7509)

Intervient sur l'amendement n° 6 rectifié de Mme Arlette Grosskost (absence de mention, au casier judiciaire, du jugement prononçant la liquidation judiciaire en Alsace-Moselle) (p. 7509)

Intervient sur l'amendement n° 7 de Mme Arlette Grosskost (de coordination) (p. 7509)

Intervient sur le sous-amendement n° 175 de la commission (liste des références à changer) à l'amendement n° 7 de Mme Arlette Grosskost (p. 7509)

Intervient sur l'amendement n° 62 de la commission des affaires culturelles (rapport au Parlement sur la procédure de rétablissement personnel, la prévention et le traitement du surendettement) (p. 7510)

Article 28 (applicabilité de la saisine du juge d'instance aux demandes antérieures à la publication de la loi)

Son intervention (p. 7510)

Après l'article 28

Intervient sur l'amendement n° 392 rectifié du Gouvernement (remise de pénalités fiscales en cas de mise en œuvre de la procédure de rétablissement personnel) (p. 7510)

Intervient sur l'amendement n° 391 deuxième correction du Gouvernement (remise d'impôts directs au profit des contribuables de bonne foi, en situation de gêne ou d'indigence) (p. 7510)

Intervient sur l'amendement n° 393 rectifié du Gouvernement (dispositions relatives au surendettement étendues à l'outre-mer) (p. 7511)

Intervient sur l'amendement n° 384 de Mme Janine Jambu (création d'un observatoire public portant sur l'ensemble de la nouvelle procédure de rétablissement personnel) (p. 7511)

Article 29 (adaptation des missions et des moyens de la Caisse de garantie du logement locatif social)

Son intervention (p. 7513)

Après l'article 29

Intervient sur l'amendement n° 345 rectifié de M. Philippe Pemezec (nouveau dispositif de gouvernance des sociétés anonymes d'HLM) (p. 7518)

Article 30 (renforcement du rôle des acteurs publics et des locataires dans les sociétés anonymes d'HLM – Contrôle des opérations financières de désinvestissement)

Son intervention (p. 7521 et s.)

Après l'article 30

Intervient sur l'amendement n° 12 de M. Jean-Louis Dumont (statut des coopératives HLM) (p. 7524)

Intervient sur l'amendement n° 314 de M. Philippe Folliot (statut des coopératives HLM) (p. 7524)

Intervient sur l'amendement n° 347 de M. Philippe Pemezec (modalités d'évolution du statut des sociétés anonymes d'HLM) (p. 7525)

Article 32 (procédure accélérée pour les aménagements fonciers)

Son intervention (p. 7526)

Article 33 (surclassement des communes comportant une zone urbaine sensible)

Son intervention (p. 7526)

Après l'article 34

Intervient sur l'amendement n° 350 de M. Philippe Pemezec (voix prépondérante donnée aux maires en matière d'attribution de logements sociaux) (p. 7527)

Intervient sur l'amendement n° 351 de M. Philippe Pemezec (maire consulté sur l'ordre du jour de la commission d'attribution) (p. 7527)

Intervient sur l'amendement n° 348 troisième rectification de M. Philippe Pemezec (commission communale d'attribution dans les communes comptant plus de 20% de logements sociaux) (p. 7529)

Intervient sur l'amendement n° 359 de M. Henri Cuq (immeubles acquis ou construits par une assemblée parlementaire autres que les monuments historiques affectés à cette assemblée sur décision du bureau) (p. 7532)

Intervient sur l'amendement n° 253 de M. Pierre Cardo (ministère chargé de la politique de la ville directement rattaché au Premier ministre) (p. 7532)

Intervient sur l'amendement n° 225 de Mme Odile Saugues (rapport au Parlement relatif aux obligations de gardiennage de certains immeubles d'habitation) (p. 7532)

Titre

Son intervention (p. 7532)

Explications de vote et vote

Son intervention à l'issue du vote (p. 7535)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [24 juillet 2003] (p. 7956)

Son intervention (p. 7958)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones de redynamisation urbaine (p. 7958)

Logement : sociétés d'HLM (p. 7958)

Politique sociale : surendettement (p. 7958)

Bernard BOSSON

*Haute-Savoie (2^{ème} circonscription)
Union pour la Démocratie Française*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 24 octobre 2002] (p. 17632)

Cesse d'appartenir à la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 12 avril 2003] (p. 6563)

INTERVENTION EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Union européenne. élargissement. Turquie, perspectives [12 novembre 2002] (p. 4902)

Jean-Michel BOUCHERON

*Ille-et-Vilaine (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (ex-délégation de l'Assemblée nationale à l'Assemblée de l'Atlantique Nord) [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12452)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE ET SGDN

Examen des fascicules [24 octobre 2002] (p. 3907)

Son intervention (p. 3923)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : avions (p. 3924)

Défense : crédits (p. 3923)

Politiques communautaires : politique de la défense : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 3923)

Projet de loi n° 187 relatif à la programmation militaire pour les années 2003 à 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 novembre 2002] (p. 5933)

Son intervention (p. 5960)

Thèmes :

Défense : armes nucléaires : prolifération (p. 5962)
 Défense : loi de programmation militaire (p. 5960 et s.)
 Défense : renseignement (p. 5961)
 Ordre public : terrorisme (p. 5962 et s.)
 Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 5962)
 Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 5962)
 Pays étrangers : Irak (p. 5962)
 Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 5961)

Explications de vote et vote [4 décembre 2002] (p. 6152)

Ses explications de vote (p. 6156)

René BOUIN

*Maine-et-Loire (1^{ère} circonscription)
 Union pour la Majorité Présidentielle
 puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Deviend député le 19 juillet 2002 (voir indications préliminaires) [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12450)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12450)

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 25 juillet 2002] (p. 12772), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 26 juillet 2002] (p. 12834)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 21 décembre 2002] (p. 21390)

Roger BOULLONNOIS

*Seine-et-Marne (6^{ème} circonscription)
 Union pour la Majorité Présidentielle
 puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Deviend député le 19 juillet 2002 (voir indications préliminaires) [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12450)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12450)

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 25 juillet 2002] (p. 12772), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 26 juillet 2002] (p. 12834)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Archives et bibliothèques. médiathèques. développement, perspectives [25 mars 2003] (p. 2372)

DÉBATS

Projet de loi n° 606 relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 mars 2003] (p. 1763)*Article 26 (champ d'intervention du fonds de prévention des risques naturels majeurs)*

Son intervention (p. 1823)

Gilles BOURDOULEIX

*Maine-et-Loire (5^{ème} circonscription)
 Union pour la Majorité Présidentielle
 puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 relative aux administrateurs judiciaires, mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises et experts en diagnostic d'entreprise [J.O. du 18 octobre 2002] (p. 17343)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 545 visant à supprimer le versement par les parties civiles d'une consignation dans les affaires criminelles [16 janvier 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 novembre 2002] (p. 5399)

Son intervention (p. 5404)

*Thèmes :*Coopération intercommunale : établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) (p. 5404)
Départements (p. 5404)**Discussion des articles [22 novembre 2002] (p. 5592, 5632)***Article 4 (article 72 de la Constitution - libre administration des collectivités territoriales)*

Son amendement n° 142 (transferts de compétences des communes aux établissements publics de coopération intercommunale) (p. 5616)

Article 5 (article 72-1 de la Constitution - renforcement de la démocratie participative locale)

Son amendement n° 143 (extension du droit de pétition aux groupements de collectivités) (p. 5644)

Son amendement n° 144 (référendum - extension aux groupements de collectivités) (p. 5644)

Proposition de loi n° 501 tendant à la reconnaissance du vote blanc aux élections

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 janvier 2003] (p. 713)

Son intervention (p. 726)

*Thèmes :*Elections et référendums : abstentionnisme (p. 726)
Elections et référendums : vote blanc : représentativité (p. 726)**Discussion des articles [30 janvier 2003] (p. 730)***Article 1er (décompte séparé des bulletins blancs; mention dans les résultats; absence d'effet sur les suffrages exprimés)*

Son intervention (p. 735)

Bruno BOURG-BROC

*Marne (4^{ème} circonscription)
 Union pour la Majorité Présidentielle
 puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 9 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant de l'accord entre l'Agence de coopération culturelle et technique et le Gouvernement de la République française relatif au siège de l'Agence et à ses privilèges et immunités sur le territoire français (n° 45) [10 juillet 2002]

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification du traité entre la République française et la République fédérale d'Allemagne portant délimitation de la frontière dans les zones aménagées du Rhin (n° 38) [25 septembre 2002]

Rapporteur de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relatif à la coopération dans l'exercice des missions de police de la navigation sur le secteur franco-allemand du Rhin (n° 50) [25 septembre 2002]

Rapporteur de la proposition de loi relative aux privilèges et immunités de la délégation du Comité international de la Croix-Rouge en France (CICR) (n° 534) [5 février 2003]

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat (n° 650), autorisant l'approbation du protocole d'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg relatif au raccordement du Grand-Duché de Luxembourg au TGV Est-européen (ensemble trois annexes) [8 avril 2003]

Membre de la mission d'information sur la question des signes religieux à l'école [J.O. du 4 juin 2003] (p. 9541)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 45), autorisant l'approbation de l'avenant de l'accord entre l'Agence de coopération culturelle et technique et le Gouvernement de la République française relatif au siège de l'Agence et à ses privilèges et immunités sur le territoire français [17 juillet 2002] (n° 105)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur :

- le projet de loi, adopté par le Sénat n° 38, autorisant la ratification du traité entre la République française et la République fédérale d'Allemagne portant délimitation de la frontière dans les zones aménagées du Rhin

- le projet de loi, adopté par le Sénat n° 50, autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relatif à la coopération dans l'exercice des missions de police de la navigation sur le secteur franco-allemand du Rhin [9 octobre 2002] (n° 254)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur la proposition de loi (n° 534) de M. Christian Philip relative aux privilèges et immunités de la délégation du Comité international de la Croix-Rouge en France (CICR) [26 février 2003] (n° 636)

Proposition de loi n° 927 relative à la prise en compte, pour l'honorariat des maires, maires délégués et maires adjoints, des mandats accomplis dans plusieurs communes [13 juin 2003]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 650), autorisant l'approbation du protocole d'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg relatif au raccordement du Grand-Duché de Luxembourg au TGV Est-européen (ensemble trois annexes) [25 juin 2003] (n° 980)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Fonction publique territoriale. personnel. formation professionnelle, réforme [23 octobre 2002] (p. 3840)

Banques et établissements financiers. Banque de France. restructuration, perspectives [11 février 2003] (p. 1142)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 313, posée le 5 mai 2003. Énergie et carburants. biocarburants (J.O. questions p. 3389). Appelée le 6 mai 2003. technologies françaises, exportation, aides de l'Etat (p. 3421)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [18 octobre 2002] (p. 3680)

Après l'article 32

Son amendement n° 66 (contraventions à la circulation routière – produit des amendes affecté aux communes dont la police municipale a constaté les infractions) (p. 3703)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen du fascicule [13 novembre 2002] (p. 5009, 5046)

Son intervention (p. 5037)

Thèmes avant la procédure des questions :

Politique économique : mondialisation (p. 5037)

Politique extérieure : aide au développement (p. 5038)

Procédure des questions :

Langue française : francophonie (p. 5057)

Vote des crédits et articles rattachés [13 novembre 2002] (p. 5058)

Etat B, titre III

Intervient sur l'amendement n° 166 de M. François Rochebloine (crédits de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger-AEFE) (p. 5059)

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 novembre 2002] (p. 5399)

Son intervention (p. 5424)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation : simplifications administratives (p. 5425)

Collectivités territoriales : expérimentation (p. 5424)

Collectivités territoriales : péréquation (p. 5424)

Communes (p. 5424)

Coopération intercommunale : établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) (p. 5424)

Fonctionnaires et agents publics (p. 5425)

Projet de loi n° 606 relatif à la prévention des risques technologiques et à la réparation des dommages

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 mars 2003] (p. 1607)

Article 2 (création du comité local d'information et de concertation sur les risques)

Son intervention (p. 1620)

Proposition de loi n° 534 relative aux privilèges et immunités de la délégation du Comité international de la Croix-Rouge en France (CICR)

Rapporteur de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 mars 2003] (p. 1673)

Son intervention (p. 1674)

Thème :

Organisations internationales : Comité international de la Croix-Rouge en France (CICR) : statut juridique (p. 1674 et s.)

Discussion des articles [6 mars 2003] (p. 1677)

Article 2 (gage)

Son intervention (p. 1678)

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 1678)

Projet de loi n° 638 renforçant la lutte contre la violence routière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [20 mars 2003] (p. 2257)

Article 8 (permis de conduire probatoire pour les conducteurs novices)

Son amendement n° 122 (p. 2271)

Projet de loi n° 678 relatif au mécénat et aux fondations

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er avril 2003] (p. 2713)

Article 1er (augmentation de la réduction d'impôt applicable aux particuliers donateurs)

Son amendement n° 7 (de coordination avec l'amendement n° 8) (p. 2714)

Son amendement n° 8 (avantage spécifique au titre des dons faits aux fondations ou associations reconnues d'utilité publique) (p. 2715)

Projet de loi n° 823 relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 juillet 2003] (p. 7129, 7186)

Article 24 (protection absolue contre les mesures d'expulsion au bénéfice de certaines catégories d'étrangers)

Son amendement n° 2 (p. 7157)

Article 28 (modification des règles d'instruction des dossiers de regroupement familial – délivrance d'une carte de séjour temporaire)

Son amendement n° 3 (p. 7170)

Article 38 (aménagement des peines, motivation spéciale et protection absolue en matière d'interdiction du territoire)

Son amendement n° 7 (p. 7225)

Pierre BOURGUIGNON

*Seine-Maritime (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre suppléant du Conseil national de l'information statistique [J.O. du 2 août 2002] (p. 13229)

Membre titulaire du Haut Conseil du secteur public [J.O. du 8 mai 2003] (p. 8030)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programme pour l'outre-mer [J.O. du 13 juin 2003] (p. 9985)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) : annexe n° 37 : Premier ministre (services généraux, Conseil économique et social, Plan et journaux officiels) (n° 256) [10 octobre 2002]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**DÉBATS****Projet de loi n° 230 de finances pour 2003****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE - SERVICES DU PREMIER MINISTRE****Examen du fascicule [7 novembre 2002] (p. 4655)**

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 4660)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etat : Conseil économique et social (p. 4660)

Etat : ministres : rémunération (p. 4662)

Etat : Plan (p. 4661)

Etat : services du Premier ministre (p. 4661)

Finances publiques : fonds spéciaux (p. 4661, 4662)

Presse et livres : Journaux officiels (p. 4661)

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2002] (p. 4710)**IV - PLAN****Etat B, titre III**

Intervient sur l'amendement n° 68 de M. François Goulard (suppression des crédits de fonctionnement du Commissariat général au Plan) (p. 4723)

V - AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE**Etat B, titre IV**

Intervient sur l'amendement n° 105 rectifié de la commission des finances (réduction de 200 000 euros des crédits de l'Agence française pour les investissements internationaux) (p. 4729)

Projet de loi n° 950 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [11 juillet 2003] (p. 7362)****Après l'article 13**

Son amendement n° 224 (dépenses réellement prises en compte au titre du Fonds de compensation de la TVA) (p. 7432) : rejeté (p. 7433)

Chantal BOURRAGUÉ

*Gironde (1^{ère} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elue le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11114)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

Membre titulaire du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale [J.O. du 3 août 2002] (p. 13301)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant relance de la négociation collective en matière de licenciements économiques [J.O. du 19 décembre 2002] (p. 21117)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les violences et les maltraitements dont font l'objet les enfants (n° 397) [12 février 2003]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de résolution (n° 397) de M. Jean-Claude Abrioux tendant à créer une commission d'enquête sur les violences et les maltraitements dont font l'objet les enfants [5 mars 2003] (n° 680)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Enseignement, établissements, violence sexiste, lutte et prévention [12 mars 2003] (p. 1947)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 361, posée le 26 mai 2003. Etat, décentralisation (J.O. questions p. 3972). Appelée le 27 mai 2003, conséquences, enseignement (p. 4233)

DÉBATS**Projet de loi n° 375 relatif à la négociation collective sur les restructurations ayant des incidences sur l'emploi****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [4 décembre 2002] (p. 6158)**

Son intervention (p. 6188)

Thèmes :

Entreprises : compétitivité (p. 6189)

Entreprises : délocalisations (p. 6190)

Travail : salariés (p. 6189)

Travail : licenciements (p. 6188)

Travail : négociations (p. 6189)

Discussion des articles [5 décembre 2002] (p. 6232, 6252, 6292)**Avant l'article 1er**

Intervient sur l'amendement n° 179 de M. Gaëtan Gorce (présence obligatoire de représentants des salariés au sein du conseil d'administration) (p. 6234)

Article 1er (articles 97, 98, 99, 101, 104, 106, 109 et 116 de la loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002) : suspension de certains articles de la loi de modernisation sociale du 17 janvier 2002 relatifs à la procédure des licenciements économiques)

Son intervention (p. 6265 et s.)

Son amendement n° 33 (p. 6264) : SCRUTIN PUBLIC (p. 6267)

Son amendement n° 34 (p. 6270)

Après l'article 3

Son amendement n° 38 deuxième rectification (annulation du licenciement par le tribunal ; conditions d'indemnisation) (p. 6312) : retiré (p. 6313)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Jean-Michel Fourgous (détermination de l'ordre du jour du comité d'entreprise) (p. 6319)

Son amendement n° 40 (détermination de l'ordre du jour du comité d'entreprise) (p. 6319) : retiré (p. 6320)

Explications de vote et vote [10 décembre 2002] (p. 6361)

Ses explications de vote (p. 6372)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [19 décembre 2002] (p. 7050)**

Son intervention (p. 7053)

Thèmes :

Emploi : jeunes (p. 7054)

Travail : licenciement économique (p. 7054)

Travail : licenciements (p. 7054)

Travail : négociations (p. 7054)

Danielle BOUSQUET

*Côtes-d'Armor (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Elue le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*DÉBATS***Projet de loi n° 230 de finances pour 2003****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE**

I - JEUNESSE ET ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [22 octobre 2002] (p. 3742)

Procédure des questions :

Enseignement : personnel de surveillance (p. 3787)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [15 janvier 2003] (p. 116)

Son intervention (p. 146)

Thème :

Droit pénal : prostitution : victimes (p. 147)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Avant l'article 1er [séances des 12, 13, 14 juin 2003] (principes)

Son intervention (p. 5227 et s.)

Article 2 [séances des 16 et 17 juin 2003] (contributivité)

Son intervention (p. 5394)

Article 3 [séances du 17 juin 2003] (équité)

Son intervention (p. 5493 et s.)

Christine BOUTIN

*Yvelines (10^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elue le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11114)

Membre titulaire de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (ex-délégation de l'Assemblée nationale à l'Assemblée de l'Atlantique Nord) [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12452)

Membre titulaire de la Commission nationale consultative des droits de l'homme [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14786)

Chargée d'une mission temporaire auprès de M. le Premier ministre [J.O. du 18 avril 2003] (p. 6942)

Rapporteur du projet de loi portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant un revenu minimum d'activité (n° 884) [25 juin 2003]

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 55 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les gens du voyage [15 juillet 2002]

Proposition de loi n° 138 relative à l'interdiction faite aux services de télévision de diffuser des programmes comprenant des scènes de pornographie ou de violence gratuite [24 juillet 2002]

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) tome II : Affaires sociales, travail et solidarité (action sociale, lutte contre l'exclusion et ville) (n° 257) [10 octobre 2002]

Proposition de résolution n° 447 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les suicides en prison [2 décembre 2002]

Proposition de résolution n° 470 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'impact de l'image sur les mineurs dans le processus délinquant [12 décembre 2002]

Proposition de loi n° 584 visant à introduire une clause de conscience pour les personnes refusant la vaccination obligatoire [30 janvier 2003]

Proposition de loi n° 748 portant création d'un revenu minimum d'existence et d'un revenu minimum d'activité [26 mars 2003]

Proposition de loi constitutionnelle n° 867 tendant à l'inscription du concept de développement durable dans l'exposé des motifs des propositions et projets de loi [20 mai 2003]

Proposition de loi n° 1065 créant des sociétés civiles immobilières de capitalisation [24 septembre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Femmes. politique à l'égard des femmes. femmes victimes de violences conjugales [26 novembre 2002] (p. 5718)

Droit pénal. peines. exécution [29 avril 2003] (p. 3215)

*DÉBATS***Projet de loi n° 36 d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure****PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [17 juillet 2002] (p. 2057)

Annexe I

Intervient sur l'amendement n° 74 de M. Noël Mamère (droit à la tranquillité publique) (p. 2076)

Son amendement n° 25 rectifié (Groupes d'intervention régionaux (GIR) compétents pour les délits commis par les gens du voyage) (p. 2083)

Projet de loi n° 154 d'orientation et de programmation pour la justice**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [1er août 2002] (p. 2497)

Son intervention (p. 2514)

Thèmes :

Droit pénal : mineurs : Canada (p. 2515)

Droit pénal : mineurs : délinquance et criminalité (p. 2514)

Droit pénal : mineurs : sanctions (p. 2514)

Droit pénal : peines (p. 2515)

Justice : centres éducatifs fermés (p. 2515)

Justice : réforme (p. 2514)

Discussion des articles [1er août 2002] (p. 2550)

Article 1er et rapport annexé (approbation du rapport présentant les orientations et les moyens budgétaires pour la justice pour les années 2003 à 2007)

Intervient sur l'amendement n° 133 corrigé et rectifié de la commission (consultation du personnel de l'administration pénitentiaire sur les constructions envisagées) (p. 2565)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER**

Discussion des articles [17 octobre 2002] (p. 3550) ; [18 octobre 2002] (p. 3593)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 32 de la commission (films pornographiques ou d'incitation à la violence - taxation supplémentaire) (p. 3561, 3562)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 286 de M. Michel Bouvard (repas à consommer sur place - taux réduit de la TVA) (p. 3580)

Article 13 (assujettissement de France Télécom aux impositions directes locales dans les conditions de droit commun et mesures diverses relatives à l'équilibre financier du fonds national de péréquation de la taxe professionnelle)

Intervient sur l'amendement n° 293 de M. Augustin Bonrepaux (compensation allouée au fonds national de péréquation de la taxe professionnelle – indexation sur la DGF) (p. 3611)

Intervient sur l'amendement n° 229 de M. Gilles Carrez (compensation allouée au fonds national de péréquation de la taxe professionnelle – indexation sur la DGF) (p. 3611)

Article 14 (assouplissement de la règle de lien entre les taux des taxes directes locales)

Intervient sur l'amendement n° 63 rectifié de M. Manuel Aeschlimann (suppression pendant une année du lien entre les taux des taxes directes locales) (p. 3623)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES SOCIALES, TRAVAIL ET SOLIDARITÉ, ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE

Examen du fascicule [14 novembre 2002] (p. 5069)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 5081)

Thèmes avant la procédure des questions :

Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 5081)

Politique sociale : pauvreté (p. 5082)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 5081)

Proposition de loi n° 317 visant à protéger les mineurs contre la diffusion de programmes comprenant des scènes de violence gratuite ou de pornographie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 décembre 2002] (p. 6583)

Son intervention (p. 6593)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : cinéma (p. 6594)

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 6593)

Audiovisuel et communication : cryptage (p. 6594)

Audiovisuel et communication : images de violence et de pornographie (p. 6593)

Audiovisuel et communication : programmes (p. 6593)

Famille : protection de la famille et de l'enfance : mineurs (p. 6593)

Discussion des articles [12 décembre 2002] (p. 6602)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 21 (diffusion de l'avertissement au public pendant toute la durée du programme) (p. 6602) : rejeté par vote par assis et levé (p. 6603)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2003] (p. 116)

Son intervention (p. 146)

Thème :

Droit pénal : délinquance et criminalité : sanctions (p. 146)

Discussion des articles [21 janvier 2003] (p. 319, 348) ; [22 janvier 2003] (p. 390)

Après l'article 17 bis

Son sous-amendement n° 484 (substitution d'un traitement médical ou psychologique à la peine d'amende du client) à l'amendement n° 278 corrigé de Mme Martine Lignières-Cassou (pénalisation du client de personnes prostituées) (p. 331) : retiré (p. 335)

Après l'article 17 undecies

Intervient sur l'amendement n° 480 rectifié de M. Pierre Morange (la mendicité avec un enfant de moins de six ans constitue une privation de soins) (p. 351)

Article 19 (installation sans titre sur un terrain)

Son intervention (p. 396)

Après l'article 19

Son sous-amendement n° 501 (motivation et publication de la décision du juge en référé) à l'amendement n° 44 corrigé de M. Étienne Mourrut (allègement de la procédure d'expulsion) : retiré (p. 403)

Son sous-amendement n° 500 (possibilité de se constituer partie civile au pénal pour les communes, même pour des terrains non communaux) à l'amendement n° 44 corrigé de M. Étienne Mourrut : retiré (p. 403)

Proposition de loi n° 586 tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des enfants

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [13 février 2003] (p. 1283)

Article unique (délégations parlementaires de vingt-quatre membres chacune, désignées en leur sein par l'Assemblée et le Sénat à la

représentation proportionnelle des groupes en respectant un équilibre entre hommes et femmes et entre commissions permanentes)

Son intervention (p. 1284)

Projet de loi n° 758 relatif à la chasse

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [14 mai 2003] (p. 3711)

Après l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 3 rectifié de M. Thierry Mariani (fixation des dates de chasse des oiseaux) (p. 3716)

Intervient sur l'amendement n° 57 corrigé de M. Jean-Louis Bianco (fixation des dates de chasse des oiseaux) (p. 3716)

Intervient sur l'amendement n° 5 rectifié de M. Thierry Mariani (fixation des dates de chasse des oiseaux) (p. 3716)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5069)

Son intervention (p. 5081)

Thèmes :

Famille : mère : rémunération (p. 5081)

Famille : politique familiale (p. 5081)

Projet de loi n° 823 relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 juillet 2003] (p. 7005)

Avant l'article 1er

Son sous-amendement n° 380 (inclusion des actions entreprises par la France avec les pays d'origine pour mettre en œuvre une politique d'immigration fondée sur le co-développement et le partenariat) à l'amendement n° 46 rectifié de la commission (rapport annuel sur la maîtrise des flux migratoires) (p. 7012) : adopté (p. 7013)

Loïc BOUVARD

*Morbihan (4^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (ex-délégation de l'Assemblée nationale à l'Assemblée de l'Atlantique Nord) [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12452)

Membre titulaire du conseil d'orientation stratégique du Fonds de solidarité prioritaire [J.O. du 2 août 2002] (p. 13228)

Juge titulaire de la Haute Cour de justice [J.O. du 24 octobre 2002] (p. 17629)

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de l'accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Croatie, d'autre part (ensemble 8 annexes et 6 protocoles) (n° 251) [6 novembre 2002]

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de l'accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et l'ancienne République yougoslave de Macédoine, d'autre part (ensemble 7 annexes et 5 protocoles) (n° 252) [6 novembre 2002]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne relatif à une coopération sur l'observation de la Terre, signé à Turin le 29 janvier 2001 (n° 556) [17 juin 2003]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur les projets de loi

- n° 251 autorisant la ratification de l'accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Croatie, d'autre part (ensemble 8 annexes et 6 protocoles)

- n° 252 autorisant la ratification de l'accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et l'ancienne République yougoslave de Macédoine, d'autre part (ensemble 7 annexes et 5 protocoles) [13 novembre 2002] (n° 373)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 556) autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne relatif à une coopération sur l'observation de la Terre, signé à Turin le 29 janvier 2001 [17 juin 2003] (n° 942)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Côte d'Ivoire. situation politique [14 janvier 2003] (p. 39)

DÉBATS

Projet de loi n° 251 autorisant la ratification de l'accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Croatie, d'autre part (ensemble 8 annexes et 6 protocoles)

Rapporteur de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [16 janvier 2003] (p. 183)

Son intervention (p. 183)

Thèmes :

Politiques communautaires : pays associés : coopération économique (p. 184)

Union européenne : élargissement (p. 184)

Projet de loi n° 252 autorisant la ratification de l'accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et l'ancienne République yougoslave de Macédoine, d'autre part (ensemble 7 annexes et 5 protocoles)

Rapporteur de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [16 janvier 2003] (p. 185)

Son intervention (p. 185)

Michel BOUVARD

*Savoie (3^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Vice-président de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2002] (p. 11184)

Membre titulaire du Conseil national de la montagne [J.O. du 2 août 2002] (p. 13230)

Membre titulaire du Conseil supérieur du service public ferroviaire [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14787)

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de la présence du loup en France et l'exercice du pastoralisme dans les zones de montagne [J.O. du 13 novembre 2002] (p. 18692)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2003 [J.O. du 12 décembre 2002] (p. 20541)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2002 [J.O. du 19 décembre 2002] (p. 21177)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 21 décembre 2002] (p. 21390)

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle n° 195 tendant à instituer un débat dans les deux assemblées du Parlement sur le rapport annuel de la Cour des comptes [20 septembre 2002]

Proposition de loi n° 220 étendant la dotation de solidarité rurale aux communes situées dans un parc national [24 septembre 2002]

Proposition de loi n° 221 modifiant l'article 91 de la loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement

en vue d'étendre aux zones périphériques des parcs nationaux l'obligation d'enfouissement des réseaux électriques ou téléphoniques [24 septembre 2002]

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) : annexe n° 6 : Affaires sociales, travail et solidarité (travail) (n° 256) [10 octobre 2002]

Proposition de loi n° 293 tendant à instituer un abattement sur la valeur locative cadastrale des locaux d'habitation exposés aux nuisances sonores dues aux infrastructures de transport routier et ferroviaire [15 octobre 2002]

Proposition de loi n° 294 prescrivant la forme authentique des actes de cession de droits sociaux de sociétés civiles à prépondérance immobilière [15 octobre 2002]

Proposition de loi n° 792 portant création d'un fonds pour l'enfouissement des réseaux téléphoniques aériens [10 avril 2003]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la mise en œuvre de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances [10 juillet 2003] (n° 1021)

Proposition de loi n° 1077 relative à l'implantation des antennes-relais de radiotéléphonie mobile [24 septembre 2003]

Proposition de loi n° 1081 de modernisation et de renouvellement de la politique de la montagne et de revitalisation rurale [24 septembre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Transports ferroviaires. ligne Lyon-Turin. perspectives [6 novembre 2002] (p. 4589)

Transports. politique des transports. infrastructures, développement [11 mars 2003] (p. 1878)

Aménagement du territoire. politiques communautaires. fonds structurels, zones défavorisées [4 juin 2003] (p. 4475)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 339, posée le 19 mai 2003. Urbanisme. secteurs sauvegardés (J.O. questions p. 3731). Appelée le 20 mai 2003. incendie, conséquences, habitants, Chambéry (p. 3808)

n° 449, posée le 23 juin 2003. Communes. réforme (J.O. questions p. 4885). Appelée le 24 juin 2003. mode de classement, communes rurales et urbaines (p. 5873)

DÉBATS

Projet de loi n° 36 d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [17 juillet 2002] (p. 2106)

Article 2 (programmation des moyens 2003-2007)

Son intervention (p. 2132)

Projet de loi de finances rectificative n° 29 pour 2002

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 juillet 2002] (p. 2159)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayraut (p. 2186)

Thèmes :

Finances publiques : exécution du budget : transparence (p. 2186)

Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 2186)

Projet de loi n° 2 portant règlement définitif du budget de 2001

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er octobre 2002] (p. 2757)

Son intervention (p. 2770)

Thèmes :

Finances publiques : dépenses : gauche (p. 2770)

Finances publiques : procédure budgétaire : gauche (p. 2770)

Finances publiques : procédure budgétaire : transports (p. 2770)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 2770)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 2771)

Proposition de loi n° 193 modifiant certaines dispositions du code de commerce relatives aux mandats sociaux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er octobre 2002] (p. 2806)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 17 rectifié de M. Jean-Luc Warsmann (cumul des mandats de direction dans les sociétés de capital risque) (p. 2816)

Son amendement n° 21 rectifié (sociétés d'économie mixte) (p. 2816)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 octobre 2002] (p. 3342)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3354)

Son intervention (p. 3366)

Thèmes :

Assemblée nationale : motions de procédure (p. 3354)

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 3355)

Défense : armements et équipements (p. 3366)

Etat : réforme (p. 3366)

Finances publiques : déficits publics et sociaux : gauche (p. 3366)

Finances publiques : déficits publics et sociaux : pacte de stabilité (p. 3366)

Finances publiques : dépenses en capital (p. 3366)

Finances publiques : dette publique (p. 3355)

Finances publiques : recettes fiscales (p. 3366)

Fonctionnaires et agents publics (p. 3366)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 3366)

Partis et mouvements politiques : droite : politique sociale (p. 3354)

Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) : financement (p. 3355)

Politique économique : conjoncture : croissance (p. 3366)

Secteur public : entreprises publiques : situation financière (p. 3367)

Secteur public : privatisations (p. 3367)

Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 3366)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER**Discussion des articles [17 octobre 2002] (p. 3509, 3550) ; [18 octobre 2002] (p. 3593, 3634, 3680)**

Article 4 (relèvement du plafond des dépenses éligibles à la réduction d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile)

Son intervention (p. 3537)

Article 5 (doublement de l'abattement sur la part de chacun des petits-enfants pour la perception des droits de mutation à titre gratuit entre vifs)

Intervient sur l'amendement n° 93 de M. Michel Vaxès (de suppression) (p. 3552)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 124 de M. Alain Suguenot (transmission d'entreprises agricoles à titre gratuit – exonération) (p. 3556)

Article 9 (prorogation de l'application du taux réduit de la TVA aux services d'aide à la personne, aux travaux d'entretien portant sur les locaux à usage d'habitation achevés depuis plus de deux ans ou sur les logements sociaux à usage locatif)

Son intervention (p. 3566)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 200 de Mme Martine Lignières-Cassou (protections pour incontinence adulte – taux réduit de la TVA) (p. 3571)

Son amendement n° 286 (repas à consommer sur place – taux réduit de la TVA) (p. 3576)

Son amendement n° 283 (travaux réalisés sur des monuments historiques – éligibilité au fonds de compensation pour la TVA) (p. 3597)

Article 14 (assouplissement de la règle de lien entre les taux des taxes directes locales)

Son intervention (p. 3618)

Après l'article 14

Son amendement n° 284 corrigé (habitations légères de loisirs occupées plus de quatre semaines par an - assujettissement à la taxe d'habitation) (p. 3634)

Article 16 (rééquilibrage de la fiscalité des modes de production de l'électricité)

Son intervention (p. 3643)

Son amendement n° 305 (ouvrages hydroélectriques implantés sur les voies non navigables – suppression de la taxe - redevance forfaitaire des réacteurs nucléaires portée de 1 180 000 € à 1 800 000 €) (p. 3645)

Son amendement n° 179 (ouvrages hydroélectriques implantés sur les voies non navigables – suppression de la taxe) (p. 3646)

Son amendement n° 180 (redevance forfaitaire des réacteurs nucléaires ramenée de 1 180 000 € à 180 000 €) (p. 3646)

Article 17 (intégration à la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) et à la taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel (TICGN) de la taxe parafiscale perçue sur certains pétroliers et sur le gaz naturel)

Son amendement n° 288 (fioul lourd – majoration de la TIPP au-delà d'une teneur en soufre de 2 %) (p. 3650)

Après l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 42 rectifié de la commission (Internet à haut débit par satellite - exonérations de redevances pour la mise à disposition aux particuliers) (p. 3669)

Article 23 (détermination du montant du prélèvement de solidarité pour l'eau, affecté au compte d'affectation spéciale n° 902-00 "Fonds national de l'eau")

Intervient sur l'amendement n° 313 rectifié de M. Gilles Carrez (réduction de moitié du prélèvement) (p. 3686)

Après l'article 24

Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Patrice Martin-Lalande (suppression de la redevance audiovisuelle – prélèvement sur les jeux) (p. 3689)

Son amendement n° 285 corrigé (redevance audiovisuelle – exonération des établissements d'enseignement privés sous contrat) (p. 3689)

Intervient sur l'amendement n° 45 de la commission (redevance audiovisuelle – exonération des établissements d'enseignement privés sous contrat) (p. 3690)

Intervient sur l'amendement n° 23 deuxième correction de M. Jean-Pierre Brard (redevance audiovisuelle – exonération des titulaires de minima sociaux et, sous condition de ressources, des invalides à 80 %) (p. 3692)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES SOCIALES, TRAVAIL ET SOLIDARITÉ, ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE

Examen du fascicule [14 novembre 2002] (p. 5069)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 5069)

Thèmes avant la procédure des questions :

Chômage : indemnisation : Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (ASSEDIC) (p. 5070)

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 5070)

Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 5071)

Emploi : contrats emploi-solidarité (p. 5071)

Emploi : création d'emplois

Emploi : Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC) (p. 5072)

Entreprises : allègement des charges (p. 5072)

Entreprises : harcèlement moral (p. 5071)

Formation professionnelle : stagiaires (p. 5072)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 5070)

Sécurité sociale : Fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale (FOREC) (p. 5069)

Travail : crédits (p. 5069)

Vote des crédits et articles rattachés [14 novembre 2002] (p. 5114)*Etat B, titre III*

Intervient sur l'amendement n° 165 de la commission (réduction de crédits : reconduction des crédits du Centre d'études et de recherche sur les qualifications (CEREQ) au niveau de la précédente loi de finances) (p. 5115)

Etat B, titre IV

Intervient sur l'amendement n° 188 de M. Gaëtan Gorce (majoration de crédits en faveur des emplois-jeunes et des contrats solidarité) (p. 5116)

Article 70 (compétences des régions en matière d'apprentissage)

Son intervention (p. 5123)

Après l'article 70

Intervient sur l'amendement n° 20 de M. Michel Vaxès (rapport au Parlement sur les exonérations de cotisations financées par le FOREC) (p. 5121)

Article 69 (taxes perçues au profit de l'office des migrations internationales)

Son intervention (p. 5123)

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [5 novembre 2002] (p. 4499)*Procédure des questions :*

Bois et forêts : Office national des forêts (ONF) (p. 4521)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS - AVIATION CIVILE

Examen du fascicule [24 octobre 2002] (p. 3962, 3983)

Son intervention (p. 3972)

Thèmes avant la procédure des questions :

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'équipement : crédits budgétaires (p. 3972)

Transports : transport combiné (p. 3973)

Transports ferroviaires : Réseau ferré de France : endettement (p. 3973)

Transports ferroviaires : TGV-Est (p. 3973)

Transports ferroviaires : trains express régionaux (TER) (p. 3973)

Transports urbains : plans de déplacements urbains (p. 3973)

Voierie : autoroutes : privatisations (p. 3973)

Procédure des questions :

Transports ferroviaires : TGV Lyon-Turin (p. 4003)

Vote des crédits et articles rattachés [24 octobre 2002] (p. 4005)*Etat B, titre III*

Intervient sur l'amendement n° 10 corrigé de la commission des finances (affectation comptable des rémunérations des secrétaires des comités régionaux et départementaux des transports) (p. 4006)

TOURISME

Examen du fascicule [6 novembre 2002] (p. 4630)

Son intervention (p. 4642)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale : tourisme et loisirs (p. 4643)

Impôts locaux : taxe de séjour (p. 4643)

Tourisme et loisirs : politique du tourisme : crédits budgétaires (p. 4642)

Tourisme et loisirs : stations de montagne (p. 4643)

Tourisme et loisirs : tourisme social (p. 4642)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS**[15 novembre 2002] (p. 5197)***Article 54 (prorogation du crédit d'impôt pour diverses dépenses afférentes à l'habitation principale)*

Intervient sur l'amendement n° 74 de M. Denis Merville (bénéfice du crédit d'impôt subordonné à l'utilisation de matériaux répondant à la norme CE) (p. 5201)

Après l'article 58

Son amendement n° 202 (taxe de séjour – définition par les communes du montant de loyer déclenchant l'application de la taxe) rectifié (suppression du gage) : adopté (p. 5208)

Intervient sur l'amendement n° 18 rectifié de M. Laurent Hénart (Houillères du Bassin de Lorraine – caractère social des logements cédés à la société nationale immobilière) (p. 5209)

Son amendement n° 203 (parcs nationaux – modalités de calcul de la dotation de solidarité rurale des communes d'implantation) (p. 5209) : rejeté (p. 5210)

Son amendement n° 214 (résidences de tourisme – extension de la défiscalisation aux zones éligibles à la prime d'aménagement du territoire) (p. 5216) : retiré (p. 5217)

Son amendement n° 215 (établissements hôteliers situés dans des zones de revitalisation rurale – exonération des droits de mutation par décès) (p. 5217) : rejeté (p. 5218)

Son amendement n° 201 (logements subissant des nuisances sonores – abattement supplémentaire sur la valeur locative) (p. 5224) : rejeté (p. 5225)

Son sous-amendement n° 231 (revalorisation de 1,5 %) à l'amendement n° 217 rectifié de M. Gilles Carrez (valeurs locatives – revalorisation de 1 %) : adopté (p. 5225)

Intervient sur l'amendement n° 179 de M. Yves Deniaud (suppression de la vignette automobile) (p. 5227)

Intervient sur l'amendement n° 75 de M. Denis Merville (suppression de la vignette automobile pour toutes les entreprises au titre de leurs véhicules de moins de 3,5 tonnes) (p. 5228)

Intervient sur l'amendement n° 43 de M. Patrice Martin-Lalande (suppression de la vignette automobile pour toutes les entreprises au titre de leurs véhicules de moins de 3,5 tonnes) (p. 5228)

Intervient sur l'amendement n° 45 de M. Serge Poignant (suppression de la vignette automobile pour toutes les entreprises au titre de leurs véhicules de moins de 3,5 tonnes) (p. 5228)

Intervient sur l'amendement n° 28 de M. Denis Merville (attribution de compensation versée aux communes par les communautés de communes à taxe professionnelle unique – indexation sur la hausse des prix) (p. 5228)

Intervient sur l'amendement n° 76 de M. Denis Merville (attributions du fonds national de péréquation – extension de la garantie aux majorations) (p. 5231)

Après l'article 59

Intervient sur l'amendement n° 159 de la commission (obligations déclaratives des élus locaux) (p. 5233)

Son amendement n° 223 (zones de revitalisation rurale – extension du régime des mutations à titre onéreux bénéficiant aux zones franches urbaines) (p. 5235) : adopté (p. 5236)

Intervient sur l'amendement n° 21 de M. Jean-Pierre Brard (avoirs à l'étranger – obligations déclaratives) (p. 5239)

Son amendement n° 207 (chèques vacances – relèvement des plafonds de ressources), rectifié (suppression du gage) (p. 5243) : deuxième rectification (suppression du gage) : adopté (p. 5244)

Son amendement n° 200 rectifié (chèques vacances – petites entreprises) (p. 5244) : retiré (p. 5245)

Intervient sur l'amendement n° 232 rectifié de M. François Vannson (bouilleurs de cru – institution pour cinq ans d'un droit réduit de 50 % sur 10 litres d'alcool pur – suppression de l'actuel privilège des bouilleurs de cru au 1er janvier 2008) (p. 5248)

Avant l'article 60

Intervient sur l'amendement n° 211 rectifié de M. Didier Migaud (loi organique relative aux lois de finances – rapport du Gouvernement au Parlement sur sa mise en œuvre) (p. 5252)

Son intervention (p. 5271)

Projet de loi de finances rectificative n° 382 pour 2002

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 2002] (p. 6376)

Son intervention (p. 6391)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : grandes infrastructures : transports (p. 6392)

Finances publiques : procédure budgétaire : transparence (p. 6391)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère du travail et de l'emploi : crédits (p. 6391)

Politique sociale : minima sociaux (p. 6391)

Secteur public : entreprises publiques : France Télécom (p. 6392)

Discussion des articles [10 décembre 2002] (p. 6407) ; [11 décembre 2002] (p. 6470, 6512, 6551)*Article 4 et état B' (dépenses ordinaires des services civils - Annulations)*

Son intervention (p. 6416)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 79 du Gouvernement (fonds de réserve pour les retraites – extension de la période des versements à l'année 2003 et plafond porté à 1,6 milliard d'euros) (p. 6427)

Article 14 (transposition de la directive relative à la simplification, la modernisation et l'harmonisation des conditions imposées à la facturation en matière de taxe sur la valeur ajoutée)

Son intervention (p. 6431)

Après l'article 26

Son amendement n° 145 (taxe foncière sur les propriétés bâties – doublement de la base d'imposition pour les sociétés privées dont la capacité dépasse 50 lits lorsqu'elles cessent, pour plus d'un an, l'activité liée aux bâtiments) : retiré (p. 6472)

Intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (communautés de communes à taxe professionnelle unique – neutralisation de la réduction des bases écartées) (p. 6473)

Après l'article 29

Intervient sur l'amendement n° 76 du Gouvernement (Association nationale de développement agricole – transformation de neuf taxes parafiscales en une imposition de toute nature affectée à l'agence de développement agricole et rural) (p. 6486)

Après l'article 30

Son amendement n° 3 (exploitants de remontées mécaniques – exonération de la taxe sur les conventions d'assurance pour les cotisations d'assurance mutualiste contre les aléas climatiques) (p. 6499) : adopté après rectification (p. 6500)

Son amendement n° 60 (médailleurs olympiques – exonération de l'impôt sur le revenu au titre des primes prévues) (p. 6518) : adopté après rectification (p. 6519)

Après l'article 40

Intervient sur le sous-amendement n° 147 de M. Augustin Bonrepaux (zones de montagne classées en zones de revitalisation rurale – exonération d'impôt sur les bénéfices pour les entreprises créées ou implantées) à l'amendement n° 75 rectifié du Gouvernement (zones franches urbaines – réouverture des droits à exonération à partir du 1er janvier 2002 et jusqu'au 31 décembre 2007 pour les entreprises créées ou implantées dans ces zones) (p. 6536)

Article 36 précédemment réservé (prise en charge par les éditeurs de services de télévision numérique terrestre du coût des réaménagements du spectre)

Son intervention (p. 6539)

Article 39 précédemment réservé (dérogation à la règle du décalage de deux ans relative au versement du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA), appliquée aux investissements engagés par les bénéficiaires du fonds en réparation des dommages causés par des intempéries)

Son intervention (p. 6544)

*Son sous-amendement n° 226 (ajout du département de la Savoie) à l'amendement n° 197 de M. Alain Gest (ajout du département de la Somme) (p. 6544)**Article 40 précédemment réservé (ouverture de droits à aide financière sur le Fonds de prévention des risques naturels majeurs)*

Son intervention (p. 6552)

Après l'article 40 (suite)

Intervient sur l'amendement n° 4 précédemment réservé de M. Étienne Pinte (syndicat mixte – substitution d'une communauté de communes à ses communes membres) (p. 6553)

Son amendement n° 167 rectifié précédemment réservé (chèques vacances – institution en l'absence de représentation syndicale ou d'accord collectif de branche) (p. 6553) : adopté après nouvelle rectification (p. 6554)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [19 décembre 2002] (p. 7059)

Son intervention (p. 7062)

Thèmes :

Agriculture : Association nationale pour le développement agricole (ANDA) : taxes parafiscales (p. 7062)

Finances publiques : déficit budgétaire : Gouvernement précédent (p. 7062)
 Finances publiques : procédure budgétaire : transparence (p. 7062, 7063)
 Parlement : commissions mixtes paritaires (p. 7062)
 Secteur public : privatisations : Crédit lyonnais (p. 7062)
 Télécommunications : France Télécom (p. 7062)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire

Vote pour du groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle (p. 7063)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 janvier 2003] (p. 268)

Article 14 (*dispositifs de contrôle automatisé des données signalétiques de véhicules*)

Son sous-amendement n° 476 à l'amendement n° 31 de M. Gérard Léonard (p. 288)

Projet de loi n° 606 relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 mars 2003] (p. 1763)

Article 19 bis (*commission départementale des risques naturels majeurs*)

Son amendement n° 358 corrigé (p. 1792)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [15 juillet 2003] (p. 7552, 7577)

Après l'article 3 bis

Son amendement n° 1 (conditions de contrôle des installations) : retiré (p. 7559)

Article 18 (*surveillance et prévision des crues*)

Son amendement n° 2 (p. 7608)

Article 19 bis (*commission départementale des risques naturels majeurs*)

Ses amendements n° 3 et 4 (p. 7609)

Proposition de loi n° 642 modifiant la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [13 mars 2003] (p. 2062)

Article 4 (*modification des modalités de fonctionnement et de financement du Fonds de financement de l'allocation personnalisée d'autonomie*)

Son amendement n° 24

Débat sur la maîtrise des finances publiques

[8 avril 2003] (p. 2903)

Son intervention (p. 2922)

Thèmes :

Etat : réforme : décentralisation (p. 2924)

Finances publiques : dépenses en capital (p. 2924)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 2923)

Parlement : rôle : finances publiques (p. 2922 et s.)

Déclaration du Gouvernement n° 880 sur les infrastructures 2003-2020 et débat sur cette déclaration

[20 mai 2003] (p. 3826)

Son intervention (p. 3854)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 3855)

Politiques communautaires : développement des régions : transports (p. 3854 et s.)

Transports : Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables (FITTVN) (p. 3854)

Transports ferroviaires : Réseau ferré de France (p. 3854 et s.)

Transports par eau : canaux (p. 3855)

Transports par eau : Voies navigables de France (VNF) (p. 3855)

Transports routiers (p. 3855)

Voirie : autoroutes : sociétés concessionnaires (p. 3856)

Voirie : tunnels routiers (p. 3856)

Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2003] (p. 4483)

Article 2 (*révisé de création d'entreprise*)

Son intervention (p. 4484)

Son amendement n° 7 (délivrance par le centre de formation des entreprises de la chambre de commerce et d'industrie) (p. 4484)

Son amendement n° 8 (délivrance par le centre de formation des entreprises de la chambre consulaire et par le greffe pour les professions libérales) (p. 4485)

Son amendement n° 9 (délivrance aux artisans ayant opté pour la forme sociale) (p. 4486)

Article 6 (*insaisissabilité de la résidence principale de l'entrepreneur individuel*)

Son intervention (p. 4489)

Son amendement n° 6 (déclaration d'insaisissabilité pouvant prendre la forme d'un acte d'avocat) (p. 4489)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Article 3 [*séances du 17 juin 2003*] (*équité*)

Son intervention (p. 5504)

Déclaration du Gouvernement n° 989 d'orientation budgétaire présentée par M. Alain Lambert, ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire et débat sur cette déclaration

[26 juin 2003] (p. 6055)

Son intervention (p. 6082)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation : impôts locaux (p. 6083)

Etat : réforme (p. 6084)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 6082)

Finances publiques : dépenses en capital (p. 6083)

Finances publiques : dette publique (p. 6083)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6083)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs : gestion (p. 6083)

Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques (p. 6082 et s.)

Politique économique : croissance : conjoncture (p. 6082 et s.)

Politiques communautaires : pacte de stabilité : euro (p. 6083)

Retraites : généralités : fonds de réserve des retraites : Gouvernement précédent (p. 6082)

Travail : réduction du temps de travail (p. 6083)

Projet de loi n° 678 relatif au mécénat et aux fondations

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [16 juillet 2003] (p. 7773)

Article 1er (*augmentation de la réduction d'impôt applicable aux particuliers donateurs*)

Son amendement n° 19 corrigé (dons aux établissements d'enseignement privé sous contrat pour le financement de leurs programmes immobiliers) (p. 7778)

Patrick BRAOUEZEC

*Seine-Saint-Denis (2^{ème} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe des Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11065)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Politique sociale. politiques communautaires. Europe sociale, bilan et perspectives [13 novembre 2002] (p. 5002)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 140, posée le 24 février 2003. Logement. logement social (J.O. questions p. 1272). Appelée le 25 février 2003. pénurie, Seine-Saint-Denis, aides de l'Etat (p. 1318)

n° 334, posée le 19 mai 2003. Etrangers. Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD) (J.O. questions p. 3730). Appelée le 20 mai 2003. financement (p. 3798)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Reproche au ministre de l'intérieur d'avoir déclaré que son collègue André Gerin avait énoncé des mensonges sur le centre de rétention de la zone

d'attente de Roissy, alors que ce dernier citait un rapport relatif à la situation existant l'année précédente. Il souhaite qu'un élu du peuple qui argumente ne soit pas traité de menteur [3 juillet 2003] (p. 6785)

DÉBATS

Projet de loi n° 36 d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2002] (p. 1961)

Son intervention (p. 2001)

Thèmes :

Aménagement du territoire : quartiers défavorisés (p. 2001)
Assemblée nationale : conditions de travail (p. 2002)
Droit pénal : délinquance et criminalité (p. 2001, 2003)
Droit pénal : discrimination (p. 2003)
Gens du voyage (p. 2002)
Ordre public : personnels : rôle et missions (p. 2003)
Ordre public : sécurité (p. 2002)
Ordre public : sécurité : moyens (p. 2002)
Ordre public : sécurité : politique générale (p. 2002)
Ordre public : sécurité : politique sociale (p. 2003)
Ordre public : sécurité : projet de loi (p. 2002)

Projet de loi n° 154 d'orientation et de programmation pour la justice

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 juillet 2002] (p. 2455)

Son intervention (p. 2482)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité : Gouvernement (p. 2483)
Droit pénal : emprisonnement (p. 2485)
Droit pénal : mineurs (p. 2483)
Droit pénal : mineurs : détention (p. 2483)
Jeunes : politique à l'égard des jeunes (p. 2484)
Justice : aide juridictionnelle (p. 2485)
Justice : centres éducatifs fermés (p. 2484)
Justice : juge de proximité (p. 2485)
Justice : victimes (p. 2485)
Politique générale : libéralisme : Gouvernement (p. 2484)
Professions sociales : éducateurs spécialisés : jeunes (p. 2484)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES SOCIALES, TRAVAIL ET SOLIDARITÉ, ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE

Examen du fascicule [14 novembre 2002] (p. 5105)

Procédure des questions :

Emploi : jeunes (p. 5109)

VILLE ET RÉNOVATION URBAINE

Examen du fascicule [23 octobre 2002] (p. 3803)

Son intervention (p. 3812)

Thèmes avant la procédure des questions :

Associations (p. 3812)
Communes : dotation de solidarité urbaine (DSU) (p. 3812)
Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 3812)
Enseignement : établissements scolaires : réhabilitation (p. 3812)
Logement : mixité sociale (p. 3813)
Urbanisme : rénovation urbaine : crédits (p. 3812)

Procédure des questions :

Logement : habitat insalubre (p. 3827)

CULTURE ET COMMUNICATION

CULTURE

Examen du fascicule [15 novembre 2002] (p. 5129)

Procédure des questions :

Arts et spectacles : intermittents (p. 5149)

ÉCOLOGIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Examen du fascicule [25 octobre 2002] (p. 4053)

Son intervention (p. 4063)

Thèmes avant la procédure des questions :

Déchets, pollutions et nuisances : bruit (p. 4064)
Déchets, pollutions et nuisances : farines animales (p. 4064)
Déchets, pollutions et nuisances : marée noire (p. 4064)
Eau : assainissement (p. 4063)

Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 4063)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 4063)

Environnement : crédits (p. 4063)

Politique économique : mondialisation (p. 4064)

Sécurité publique : inondations (p. 4063)

Sécurité publique : risques technologiques (p. 4063)

Transports : transport combiné (p. 4063)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

LOGEMENT

Examen du fascicule [13 novembre 2002] (p. 4969)

Procédure des questions :

Logement : logement social : Ile-de-France (p. 4988)

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE - SERVICES DU PREMIER MINISTRE

Examen du fascicule [7 novembre 2002] (p. 4655)

Son intervention (p. 4663)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : décentralisation : aménagement du territoire (p. 4665)
Etat : réforme (p. 4663)
Fonctionnaires et agents publics : congé de fin d'activité (p. 4664)
Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 4663)
Traitements : fonctionnaires civils et militaires (p. 4664)
Travail : précarité : fonctionnaires et agents publics (p. 4664)

INTÉRIEUR, SÉCURITÉ INTÉRIEURE ET LIBERTÉS LOCALES

Examen du fascicule [23 octobre 2002] (p. 3875)

Procédure des questions :

Collectivités territoriales : fonds nationaux de péréquation : Constitution (p. 3890)

JUSTICE

Examen du fascicule [6 novembre 2002] (p. 4595)

Procédure des questions :

Jeunes : protection judiciaire de la jeunesse : éducateurs spécialisés (p. 4615)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2003] (p. 116)

Son intervention (p. 116)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité : prévention (p. 116)
Droit pénal : délinquance et criminalité : répression (p. 116)
Droit pénal : mineurs : Seine-Saint-Denis (p. 117)
Droit pénal : mineurs : statistiques (p. 117)
Droit pénal : répression : discrimination (p. 118)
Droits de l'homme et libertés publiques : fichiers informatisés (p. 117)
Enseignement : élèves : victimes (p. 117)
Lois : application : répression (p. 117)
Politique générale : libéralisme : exclusion (p. 119)
Politique sociale : fracture sociale (p. 118)
Politique sociale : inégalités : délinquance et criminalité (p. 119)
Système pénitentiaire : centres pénitentiaires : Etats-Unis (p. 117)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [12 février 2003] (p. 1210)

Son intervention (p. 1223)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité : prévention (p. 1223)
Droit pénal : droits de la défense (p. 1225)
Droits de l'homme et libertés publiques : commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) (p. 1224)
Enseignement : élèves : agressions (p. 1224)
Enseignement : personnel : crimes et délits contre les personnes (p. 1224)
Enseignement secondaire : personnel : personnel de surveillance : effectifs (p. 1224)
Police : compétences (p. 1224)
Politique sociale : exclusion (p. 1223)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire

Vote contre du groupe des Député-e-s Communistes et Républicains (p. 1225)

Projet de loi n° 640 relatif aux assistants d'éducation

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mars 2003] (p. 2405)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 2426)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 2433)

Thèmes :

- Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 2426)
- Enseignement : sécurité (p. 2428, 2433)
- Enseignement : politique de l'éducation (p. 2426)
- Enseignement : personnel : assistants d'éducation (p. 2426, 2433)
- Enseignement : personnel : chefs d'établissement (p. 2429)
- Enseignement : personnel : contractuels (p. 2426)
- Enseignement : personnel : personnel de surveillance (p. 2426)
- Enseignement supérieur : étudiants (p. 2430)
- Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 2426)
- Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 2429)

Discussion des articles [26 mars 2003] (p. 2463) ; [27 mars 2003] (p. 2592) ; [28 mars 2003] (p. 2624)**Avant l'article 1er**

Son amendement n° 3022 (transformation des emplois-jeunes dans les administrations en contrats de droit public) : rejeté (p. 2463)

Son amendement n° 3023 (formation aux concours de la fonction publique pour les salariés sous contrat de type emplois-jeunes dans le secteur public) (p. 2463) : rejeté (p. 2464)

Article 1er (création d'une nouvelle catégorie d'emplois occupés par des agents non titulaires au sein de la fonction publique de l'Etat)

Son amendement n° 3026 (p. 2467)

Son intervention (p. 2468 et s.)

Article 2 (régime juridique des assistants d'éducation)

Son intervention (p. 2603, 2638)

Son amendement n° 3027 (p. 2603)

Son amendement n° 3029 (p. 2605)

Ses amendements n° 3035 et 3036 (p. 2638)

Après l'article 2

Son amendement n° 3037 (dispositions concernant la fonction d'assistant d'éducation soumises à décret en Conseil d'Etat) : rejeté (p. 2641)

Article 3 (affiliation des établissements publics locaux d'éducation à l'assurance-chômage au titre des assistants d'éducation)

Son intervention (p. 2642)

Son amendement n° 3028 (p. 2644)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 2189 de M. Yves Durand (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2646)

Intervient sur l'amendement n° 2190 de M. Jean-Marc Ayrault (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2646)

Intervient sur l'amendement n° 2191 de M. Alain Néri (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2646)

Intervient sur l'amendement n° 2192 de M. Patrick Roy (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2646)

Intervient sur l'amendement n° 2193 de Mme Catherine Génisson (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2646)

Intervient sur l'amendement n° 2194 de M. Victorin Lurel (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2646)

Intervient sur l'amendement n° 2195 de Mme Hélène Mignon (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2646)

Intervient sur l'amendement n° 2196 de M. Simon Renucci (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2646)

Intervient sur l'amendement n° 2197 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2646)

Intervient sur l'amendement n° 2198 de M. Gaëtan Gorce (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2646)

Intervient sur l'amendement n° 2199 de M. Christophe Masse (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2646)

Intervient sur l'amendement n° 2200 de M. Jean-Pierre Blazy (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2646)

Son amendement n° 3038 (impossibilité de transférer des assistants d'éducation aux collectivités locales) (p. 2647) : rejeté (p. 2648)

Titre

Intervient sur l'amendement n° 2993 de M. Yves Durand (nouveau titre : "Projet de loi portant réforme du code de l'éducation") (p. 2649)

Intervient sur l'amendement n° 2994 de M. Jean-Marc Ayrault (nouveau titre : "Projet de loi portant réforme du code de l'éducation") (p. 2649)

Intervient sur l'amendement n° 2995 de M. Alain Néri (nouveau titre : "Projet de loi portant réforme du code de l'éducation") (p. 2649)

Intervient sur l'amendement n° 2996 de M. Patrick Roy (nouveau titre : "Projet de loi portant réforme du code de l'éducation") (p. 2649)

Intervient sur l'amendement n° 2997 de Mme Catherine Génisson (nouveau titre : "Projet de loi portant réforme du code de l'éducation") (p. 2649)

Intervient sur l'amendement n° 2998 de M. Victorin Lurel (nouveau titre : "Projet de loi portant réforme du code de l'éducation") (p. 2649)

Intervient sur l'amendement n° 2999 de Mme Hélène Mignon (nouveau titre : "Projet de loi portant réforme du code de l'éducation") (p. 2649)

Intervient sur l'amendement n° 3000 de M. Simon Renucci (nouveau titre : "Projet de loi portant réforme du code de l'éducation") (p. 2649)

Intervient sur l'amendement n° 3001 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (nouveau titre : "Projet de loi portant réforme du code de l'éducation") (p. 2649)

Intervient sur l'amendement n° 3002 de M. Gaëtan Gorce (nouveau titre : "Projet de loi portant réforme du code de l'éducation") (p. 2649)

Intervient sur l'amendement n° 3003 de M. Christophe Masse (nouveau titre : "Projet de loi portant réforme du code de l'éducation") (p. 2649)

Intervient sur l'amendement n° 3004 de M. Jean-Pierre Blazy (nouveau titre : "Projet de loi portant réforme du code de l'éducation") (p. 2649)

Explications de vote et vote [1er avril 2003] (p. 2695)

Ses explications de vote (p. 2699 et s.)

Proposition de loi n° 700 tendant à autoriser le vote par correspondance électronique des Français établis hors de France pour les élections du Conseil supérieur des Français de l'étranger

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 mars 2003] (p. 2520)

Son intervention (p. 2522)

Thèmes :

- Elections et référendums : Internet (p. 2523)
- Elections et référendums : abstentionnisme (p. 2523)
- Français de l'étranger : représentation (p. 2522)
- Français de l'étranger : Conseil supérieur des Français de l'étranger (p. 2523)

Explications de vote et vote

Vote pour du groupe des Député-e-s Communistes et Républicains (p. 2522)

Projet de loi n° 402 portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [3 avril 2003] (p. 2797)

Son intervention (p. 2803)

Thèmes :

- Aménagement du territoire : zones périurbaines (p. 2803)
- Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 2804)
- Logement : ascenseurs : sécurité des usagers (p. 2804)
- Logement : offices publics d'HLM (OPHLM) (p. 2804)
- Logement : aides et prêts : primes à l'amélioration des logements à usage locatif et d'occupation sociale (PALULOS) (p. 2804)
- Urbanisme : plans locaux d'urbanisme (PLU) (p. 2803)
- Urbanisme : schémas de cohérence territoriale (p. 2804)

Projet de loi n° 710 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance des mesures de simplification et de codification du droit

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 avril 2003] (p. 2975) ; [9 avril 2003] (p. 3022)

Soutient la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 2989)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 2998)

Thèmes :

- Administration : simplifications administratives (p. 2993)
- Constitution : article 49, alinéa 3 (p. 2992)
- Elections et référendums : vote par procuration (p. 2994)
- Fonctionnaires et agents publics (p. 2995)
- Impôts et taxes (p. 2993)
- Lois : codification (p. 2992)
- Marchés publics (p. 2993, 3227)
- Nationalité (p. 2994)
- Ordonnances : projet de loi de ratification (p. 2990)
- Ordonnances : projet de loi d'habilitation (p. 2989, 3228)
- Parlement : contrôle parlementaire (p. 2990)
- Parlement : ordre du jour (p. 2991)
- Parlement : prérogatives (p. 2989, 2992, 3228)

Discussion des articles [9 avril 2003] (p. 3033, 3053)**Article 3 (procédures de la commande publique)**

Son amendement n° 63 (p. 3038)

Article 4 (contrats de coopération entre personnes de droit public et personnes de droit privé)

Son amendement n° 64 (p. 3039) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 3044)

Article 5 (législation fiscale et modalités de recouvrement de l'impôt)

Son amendement n° 65 (p. 3045)

Article 8 (régime juridique des associations syndicales de propriétaires)

Son amendement n° 66 (p. 3059)

Article 11 (formalités imposées aux usagers bénéficiaires de prestations sociales)

Son amendement n° 67 (p. 3060)

Article 16 (organisation administrative et fonctionnement du système de santé)

Son amendement n° 70 (p. 3062)

Article 17 (institution de régimes déclaratifs)

Son amendement n° 71 (p. 3067)

Article 19 (simplification des déclarations sociales)

Son amendement n° 72 (p. 3067)

Article 20 (clarification du droit du travail et du financement de la formation professionnelle)

Son amendement n° 73 (p. 3073)

Son amendement n° 74 (p. 3074)

Son amendement n° 75 (p. 3075)

Son amendement n° 76 (p. 3076)

Article 13 (précédemment réservé) (formalités imposées aux candidats et modalités d'organisation de certaines élections)

Son amendement n° 68 (p. 3086)

Article 14 (précédemment réservé) (organisation des élections non politiques)

Son amendement n° 69 (p. 3087)

Article 21 (aménagement du droit des sociétés)

Son amendement n° 77 (p. 3088)

Article 22 (exercice de certaines professions réglementées)

Son amendement n° 78 (p. 3089)

Article 23 (ratification d'ordonnances relatives à la partie législative de codes et à la transposition de directives communautaires)

Son amendement n° 79 (p. 3091)

Article 24 (ratification d'ordonnances relatives à la partie législative de codes devant être rectifiés)

Son amendement n° 80 (p. 3093)

Article 25 (habilitation en vue de la modification de codes existants)

Son amendement n° 81 (p. 3093)

Article 26 (habilitation en vue de la création de codes à droit constant)

Son amendement n° 82 (p. 3094)

Article 27 (modification de la législation relative à l'artisanat, au domaine des personnes de droit public, à la défense, et du code monétaire et financier)

Son amendement n° 83 (p. 3094)

Article 28 (délais d'habilitation et de ratification)

Son amendement n° 84 (p. 3095)

Article 29 (dispositions relatives à l'outre-mer)

Son amendement n° 85 (p. 3096)

Explications de vote et vote [29 avril 2003] (p. 3220)

Ses explications de vote (p. 3227)

Vote contre du groupe des Député-e-s Communistes et Républicains (p. 3228)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [3 juin 2003] (p. 4406)

Son intervention (p. 4413)

Thèmes :

Marchés publics (p. 4414)

Ordonnances : projet de loi d'habilitation (p. 4413)

Parlement : ordre du jour (p. 4413)

Travail : droit du travail (p. 4414)

Projet de loi n° 611 portant transposition de la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 avril 2003] (p. 3150)

Son intervention (p. 3156)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : marée noire (p. 3157)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) : crédits budgétaires (p. 3157)

Secteur public : services publics : prix (p. 3156 et s.)

Union européenne : directives : eau (p. 3156)

Projet de loi n° 784 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 mai 2003] (p. 3957)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 3973)

Thèmes :

Droit pénal : comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité (p. 3976)

Droit pénal : composition pénale (p. 3974)

Droit pénal : délinquance et criminalité : répression (p. 3974)

Droit pénal : délinquance et criminalité organisées (p. 3975)

Droit pénal : délinquance financière (p. 3975)

Droit pénal : garde à vue (p. 3976)

Droit pénal : procédure accusatoire (p. 3974)

Justice : infiltration (p. 3976)

Justice : juridictions spécialisées (p. 3975)

Marchés publics (p. 3974)

Politiques communautaires : coopération judiciaire (p. 3974)

Discussion des articles [22 mai 2003] (p. 4125)

Article 42 (dispositions de simplification des commissions rogatoires)

Son intervention (p. 4158)

Article 61 (comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité)

Son intervention (p. 4175 et s.)

Projet de loi n° 810 modifiant la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 relative au droit d'asile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 juin 2003] (p. 4618)

Son intervention (p. 4620)

Thèmes :

Etrangers : asile interne (p. 4622)

Etrangers : demandeurs d'asile : aide juridictionnelle (p. 4622)

Etrangers : droit d'asile : histoire (p. 4620)

Etrangers : immigration clandestine (p. 4621)

Etrangers : réfugiés : quartiers défavorisés (p. 4620)

Etrangers : réfugiés : statistiques (p. 4621)

Etrangers : réfugiés : Union européenne (p. 4622)

Traités et conventions : convention de Genève (p. 4622)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Article 17 [séance du 24 juin 2003] (majoration de pension de 3 % par année de cotisation au-delà de la durée légale de cotisation)

Son intervention (p. 5946)

Après l'article 71 [séance du 1er juillet 2003] (retraites des conjoints non-salariés agricoles)

Son intervention (p. 6550)

Article 79 [séance du 2 juillet 2003] (création du plan d'épargne pour la retraite (PER))

Son intervention (p. 6657 et s.)

Projet de loi n° 823 relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juillet 2003] (p. 6995)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 7002)

Thèmes :

Etrangers : droit d'asile (p. 7003)

Etrangers : expulsion (p. 7003)

Etrangers : visas (p. 7002)

Discussion des articles [8 juillet 2003] (p. 7005) ; [9 juillet 2003] (p. 7129, 7186)

Avant l'article 1er

Intervient sur le sous-amendement n° 450 rectifié de M. Nicolas Perruchot (inclusion de statistiques sur les visas et les attestations d'accueil) à l'amendement n° 46 rectifié de la commission (rapport annuel sur la maîtrise des flux migratoires) (p. 7010)

Article 1er (renoncation au bénéfice du « jour franc » en cas de refus de signer la notification écrite de non-admission)

Son amendement n° 299 (p. 7016)

Son amendement n° 300 (p. 7018)

Article 2 (attestation d'accueil)

Son amendement n° 302 (p. 7024)
 Son intervention (p. 7025 et s.)
 Son amendement n° 303 (p. 7052)

Article 4 (relevé des empreintes digitales pour le contrôle de l'entrée des étrangers)
 Son amendement n° 304 (p. 7064)

Article 5 (relevé des empreintes digitales pour le contrôle de l'entrée des étrangers)
 Son amendement n° 305 (p. 7068)

Article 7 (délivrance d'une carte de séjour temporaire dans le cadre du regroupement familial - condition de communauté de vie pour les conjoints de Français)
 Son amendement n° 306 (p. 7083)
 Son amendement n° 307 (p. 7086)

Après l'article 8
 Son amendement n° 308 (régularisation des sans-papiers parents d'un enfant né ou scolarisé en France) (p. 7093) : rejeté (p. 7094)

Article 9 (réforme de la commission du titre de séjour)
 Son amendement n° 309 (p. 7096)
 Son amendement n° 310 (p. 7097)

Article 10 (allongement du délai de résidence pour la délivrance d'une carte de résident et introduction d'une condition d'intégration)
 Son amendement n° 311 (p. 7104)

Après l'article 10
 Son amendement n° 312 (à la date d'entrée en vigueur de la loi, carte de résident de plein droit pour les titulaires d'une carte de séjour temporaire d'un an autorisant à travailler) (p. 7107) : rejeté (p. 7109)

Article 11 (allongement de la durée de mariage ouvrant droit à l'obtention d'une carte de résident)
 Son amendement n° 313 (p. 7110)

Article 12 (renforcement du contrôle de l'effectivité d'une paternité pour la délivrance de plein droit d'une carte de résident)
 Son amendement n° 314 (p. 7111)

Article 13 (suppression de la délivrance de plein droit de la carte de résident au titre du regroupement familial)
 Son amendement n° 315 (p. 7112)

Article 14 (modification des règles de délivrance de plein droit d'une carte de résident aux étrangers ayant bénéficié durant cinq ans d'une carte de séjour temporaire « vie privée et familiale »)
 Son amendement n° 316 (p. 7112)

Article 16 (délit d'aide à l'entrée, à la circulation ou au séjour des étrangers)
 Son amendement n° 318 deuxième rectification (p. 7116)

Article 19 (création d'un délit spécifique de mariage simulé)
 Son amendement n° 319 (p. 7134)

Après l'article 21
 Son amendement n° 320 (pas de cumul des fonctions de chef du service des étrangers à la préfecture et de rapporteur auprès de la commission statuant sur l'expulsion) : rejeté (p. 7143)
 Son amendement n° 321 (avis conforme de la commission d'expulsion nécessaire pour l'expulsion) : rejeté (p. 7143)

Article 22 (protection relative contre les mesures d'expulsion au bénéfice de certaines catégories d'étrangers)
 Son amendement n° 323 (p. 7146)
 Son amendement n° 324 (p. 7147)

Article 24 (protection absolue contre les mesures d'expulsion au bénéfice de certaines catégories d'étrangers)
 Son intervention (p. 7152)
 Son amendement n° 325 (p. 7156)
 Son amendement n° 326 (p. 7157)
 Son amendement n° 327 (p. 7158)

Article 28 (modification des règles d'instruction des dossiers de regroupement familial - délivrance d'une carte de séjour temporaire)
 Son amendement n° 330 (p. 7162)
 Son amendement n° 329 (p. 7169)

Article 30 (protection temporaire)
 Son amendement n° 331 (p. 7172)

Article 32 (vérification de l'authenticité des actes d'état civil étrangers et sursis à statuer sur les demandes de visas)
 Son amendement n° 332 (p. 7174)

Article 33 (réforme du régime de la rétention des étrangers)
 Son amendement n° 335 (p. 7188)
 Son amendement n° 336 (p. 7189)
 Son amendement n° 337 (p. 7192)

Article 34 (aménagement des règles applicables au maintien en zone d'attente)
 Son amendement n° 338 (p. 7200)
 Son intervention (p. 7204)

Après l'article 34

Son amendement n° 317 deuxième rectification (confiscation des objets produits au noir) (p. 7209) : adopté (p. 7210)

Article 37 (contrôle des mariages de complaisance)

Son amendement n° 340 (p. 7218)

Projet de loi n° 950 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juillet 2003] (p. 7362)

Article 4 (débat annuel dans les collectivités locales comprenant des ZUS)

Son intervention (p. 7384)

Article 5 (rapport au Parlement sur l'évolution des inégalités dans les ZUS)

Son intervention (p. 7393)

Jean-Pierre BRARD

Seine-Saint-Denis (7^{ème} circonscription)
 Député-e-s Communistes et Républicains

Élu le 16 juin 2002

Adhère au groupe des Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11065)

Annulation de son élection le 3 février 2003 (voir indications préliminaires) [J.O. du 4 février 2003] (p. 2153)

Réélu le 23 mars 2003 (voir indications préliminaires) [J.O. du 25 mars 2003] (p. 5312)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 25 mars 2003] (p. 5312)

Adhère au groupe des Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 26 mars 2003] (p. 5403)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Secrétaire de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2002] (p. 11184)

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11466)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2002 [J.O. du 31 juillet 2002] (p. 13069)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 29 mars 2003] (p. 5615)

Secrétaire de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 29 mars 2003] (p. 5615)

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. du 29 mars 2003] (p. 5617)

Membre titulaire de l'Observatoire de la sécurité des cartes de paiement [J.O. du 10 avril 2003] (p. 6367)

Membre de la mission d'information sur la question des signes religieux à l'école [J.O. du 4 juin 2003] (p. 9541)

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 5 tendant (nouveau titre en date du 17 juillet 2002) à la création d'une commission d'enquête sur la politique d'acquisitions d'entreprises de Vivendi Universal, sur la capacité de Vivendi Environnement de remplir ses missions de service public après sa cession partielle, et sur l'avenir de ce secteur d'activité de Vivendi Universal ainsi que sur les conséquences fiscales du montage de cession [1^{er} juillet 2002]

Proposition de résolution n° 25 tendant à la création d'une commission d'enquête relative aux conséquences sur le service rendu aux usagers et sur l'emploi dans l'entreprise, de la stratégie, de la gestion et de l'endettement de France Télécom, ainsi qu'aux initiatives de l'Etat actionnaire [8 juillet 2002]

Proposition de résolution n° 521 tendant à la création d'une commission d'enquête relative aux agissements d'organismes à caractère sectaire dans le domaine de la formation professionnelle et aux dispositions permettant de protéger les salariés et les entreprises contre ces agissements [10 janvier 2003]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la mise en œuvre de la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances [10 juillet 2003] (n° 1021)

Proposition de résolution n° 1063 tendant à la création d'une commission d'enquête relative à la crise dans les domaines du spectacle vivant et de la création audiovisuelle en France ainsi qu'aux mesures nécessaires pour

permettre leur essor et garantir à leurs professionnels un statut protecteur [19 septembre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Baux. baux d'habitation. loyers, loi de 1948, réforme, conséquences [30 octobre 2002] (p. 4333)

Banques et établissements financiers. politique bancaire. perspectives [11 décembre 2002] (p. 6505)

Politique extérieure. Irak. intervention des Etats-Unis, conséquences, Organisation des Nations Unies (ONU) [25 mars 2003] (p. 2367)

Retraites : généralités. réforme. perspectives [4 juin 2003] (p. 4473)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 310, posée le 5 mai 2003. Transports. politique des transports (J.O. questions p. 3388). Appelée le 6 mai 2003. infrastructures, développement, Est parisien (p. 3407)

n° 335, posée le 19 mai 2003. Etablissements de santé. centres hospitaliers (J.O. questions p. 3730). Appelée le 20 mai 2003. restructuration, conséquences, hôpital André-Grégoire de Montreuil (p. 3800)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Constate que le Gouvernement n'a pas démenti la préparation de nouvelles privatisations [18 juillet 2002] (p. 2225)

Demande au Gouvernement si - comme l'a écrit l'AFP - la prime pour l'emploi sera augmentée de 5 % pour les non-imposables [18 juillet 2002] (p. 2240)

Estime d'une part que M. Jean-Michel Fourgous ignore la réalité des sectes et propose d'autre part une réforme de l'ISF comportant un élargissement de son assiette et une diminution de ses taux [18 juillet 2002] (p. 2250)

Demande une suspension de séance pour permettre aux députés de jouer leur rôle naturel de médiateurs en rencontrant les personnels de l'éducation nationale descendus dans la rue [17 octobre 2002] (p. 3479)

Rappelle que la droite a saisi le Conseil constitutionnel sur la prime pour l'emploi et que son doublement résulte au contraire de l'initiative des députés communistes [17 octobre 2002] (p. 3504)

Demande si le Premier ministre a fait aux députés de la majorité des déclarations qui éclaireraient le débat et les propos de MM. Dominique Dord et Marc-Philippe Daubresse [20 novembre 2002] (p. 5386)

Estime que le Gouvernement et la commission s'approprient à "faire un 18 Brumaire sans les uniformes" [21 novembre 2002] (p. 5453)

Émet l'hypothèse de l'adoption par le Sénat d'une exception d'irrecevabilité sur un projet de loi relatif aux collectivités territoriales [21 novembre 2002] (p. 5536)

Donne lecture de l'article 25 de la Constitution du Second Empire disposant qu'aucune loi ne peut être promulguée avant d'avoir été soumise au Sénat [21 novembre 2002] (p. 5540)

Demande aux ministres de répondre aux questions posées par les députés sur l'article 3 du projet de loi constitutionnelle relatif à l'organisation décentralisée de la République et à défaut de le renvoyer à la commission [21 novembre 2002] (p. 5547)

Voit M. Marc-Philippe Daubresse, président de séance, "dans le rôle de Lucien le 18 Brumaire" [21 novembre 2002] (p. 5550)

Demande à M. Dominique Perben, ministre de la justice, de s'exprimer sur l'article 3 du projet de loi constitutionnelle relatif à l'organisation décentralisée de la République [22 novembre 2002] (p. 5561)

Craint que, pour le Gouvernement, l'article 3 du projet de loi constitutionnelle relatif à l'organisation décentralisée de la République attribuant une priorité d'examen au Sénat lui en confère l'exclusivité [26 novembre 2002] (p. 5723)

Considère que traiter quelqu'un de "Pinocchio" n'a rien de méprisant, souligne qu'Alfred Sauvy s'est trompé dans ses projections démographiques et engage le Premier ministre à ne pas négliger la possibilité d'espérer 2,1 enfants par famille [10 juin 2003] (p. 4935)

Considère qu'évoquer "l'heure des vêpres" quand M. Jacques Barrot prend la parole n'a rien d'insultant et ajoute que l'absence d'un grand nombre de députés de la majorité signifie qu'elle ne soutient pas le Gouvernement [11 juin 2003] (p. 5025)

Souligne qu'il y a opposition entre un Premier ministre qui souhaite un débat libre et démocratique et le président de la commission des finances, qui livre les amendements "à la guillotine" [12 juin 2003] (p. 5103)

Souhaite que l'on recoure à la procédure du référendum [12 juin 2003] (p. 5107)

Accuse les représentants du Gouvernement de présenter des contrevérités ; l'application de la présente loi réduira dans certains cas du tiers le montant des pensions [12 juin 2003] (p. 5121)

Affirme que les mesures gouvernementales destinées à réduire le chômage sont inefficaces [13 juin 2003] (p. 5218)

Accuse la politique gouvernementale d'ouverture au capital d'avoir pour conséquence la réduction de l'emploi, donc des ressources de financement des retraites [13 juin 2003] (p. 5223)

Assimile le Premier ministre au chef d'une entreprise de démolition et lui demande des informations sur ses prochains mauvais coups [13 juin 2003] (p. 5249)

Déduit du petit nombre de députés de la majorité présents dans l'hémicycle que la désertion de ses supporteurs doit désespérer le Premier ministre [13 juin 2003] (p. 5255)

Considère que la majorité, représentée par seulement douze députés, déserte l'hémicycle [16 juin 2003] (p. 5339)

Précise que son groupe accepte de céder son temps de parole à ses collègues du groupe socialiste pour les amendements qui vont suivre ; attire l'attention du ministre sur la nécessité de faire contribuer les plus grandes fortunes du pays et les titulaires d'emplois fictifs [16 juin 2003] (p. 5370)

Interroge le ministre des affaires sociales sur les fraudes à l'ISF, accuse le Gouvernement d'avoir moins de zèle à les réprimer qu'à réduire le champ des bénéficiaires de la CMU [17 juin 2003] (p. 5461)

S'insurge contre les propos critiques de Mme Zimmermann à l'égard des socialistes et considère que, bien que présidente de la délégation aux droits des femmes, elle dessert la cause des femmes : "Votre égérie est Mme Bettencourt dont vous cirez les escarpins" [19 juin 2003] (p. 5598)

Précise que le travail à accomplir pour réduire les inégalités et injustices dont souffrent les femmes, est immense et qu'il ne faut pas aider le gouvernement actuel à "faire prendre des vessies pour des lanternes" [19 juin 2003] (p. 5605)

Observe des ratés et des dissidences au sein de la majorité et s'interroge sur leur influence sur la suite du débat [19 juin 2003] (p. 5608)

Reproche au Premier ministre de s'exprimer plus par voie de presse que devant la représentation nationale et d'être en contradiction avec le ministre des affaires sociales [19 juin 2003] (p. 5626)

Accuse l'UMP, et d'abord son président, d'avoir recours aux alinéas les plus brutaux du règlement parce qu'il n'a pas suffisamment de députés présents et qu'il veut échapper au regard du peuple français [19 juin 2003] (p. 5635)

S'étonne que M. Denis Jacquat soit le seul député à s'exprimer au nom de la majorité [20 juin 2003] (p. 5771)

Souhaite pour la bonne tenue de la suite des débats, que l'on évite de faire monter la tension [23 juin 2003] (p. 5793)

Assure M. Pandraud, qu'il qualifie d'électron libre, que son initiative aura pour effet de faire durer le débat [23 juin 2003] (p. 5806)

Constate la "démobilisation" de la majorité, "perturbée par l'agression anti-républicaine du Premier ministre" [2 juillet 2003] (p. 6582)

DÉBATS

Projet de loi n° 19 portant amnistie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 juillet 2002] (p. 1938)

Article 13 (infractions exclues de l'amnistie)

Intervient sur l'amendement n° 61 de M. Georges Fenech (usage prohibé de fichiers informatiques) (p. 1945)

Intervient sur l'amendement n° 89 de M. Jean-Claude Lefort (destruction, dégradation ou détérioration de biens privés) (p. 1946)

Intervient sur l'amendement n° 40 rectifié de M. Thierry Mariani (cruauté envers un animal) (p. 1948)

Son amendement n° 44 (prévention et répression des mouvements sectaires) (p. 1948)

Projet de loi de finances rectificative n° 29 pour 2002

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 juillet 2002] (p. 2159)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2177)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2185)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 2212)

Son intervention (p. 2224)

Son rappel au règlement (cf supra) [18 juillet 2002] (p. 2225)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : eau : Vivendi (p. 2221)

Finances publiques : exécution du budget : transparence (p. 2177)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 2213)

Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 2178, 2185, 2213 à 2218, 2220 à 2222)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 2212, 2215, 2218)

Impôts et taxes : paradis fiscaux (p. 2216)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 2213)

Logement : aides et prêts : accession à la propriété (p. 2212)

Partis et mouvements politiques : Parti communiste : histoire (p. 2216)

Secteur public : privatisations (p. 2219, 2225)

Secteur public : services publics (p. 2213, 2218 à 2220)

Sécurité sociale : cotisations (p. 2212)

TVA : taux normal (p. 2212)

Discussion des articles [18 juillet 2002] (p. 2225)*Avant l'article 1er*

Intervient sur l'amendement n° 29 de M. Michel Vaxès (réduction à un tiers du taux de l'impôt sur le revenu pour les personnes physiques) (p. 2226)

Intervient sur l'amendement n° 30 de M. Michel Vaxès (réduction à 5 % du taux de l'impôt sur le revenu pour les personnes morales non résidentes) (p. 2227)

Article 1er (réduction de 5 % de l'impôt sur le revenu acquitté en 2002)

Son rappel au règlement (cf supra) [18 juillet 2002] (p. 2240)

Intervient sur l'amendement n° 24 de M. Augustin Bonrepaux (réduction non applicable aux suppléments d'imposition ayant donné lieu aux pénalités prévues par les articles 1728 et 1729 du code général des impôts) (p. 2243)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 33 de M. Michel Vaxès (application du taux réduit de la TVA à la restauration) (p. 2249)

Son rappel au règlement (cf supra) [18 juillet 2002] (p. 2250)

Article 3 et état A (équilibre général)

Son intervention (p. 2261)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (majoration de 800 000 euros des produits des participations de l'Etat dans les entreprises financières - Conseil de la politique monétaire) (p. 2262)

Intervient sur l'amendement n° 28 de M. Augustin Bonrepaux (compensation pour les collectivités locales des pertes de recettes induites par l'amnistie) (p. 2264)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (suppression du financement public des partis politiques n'ayant pas obtenu 1 % des suffrages exprimés aux élections législatives) (p. 2272)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 2273)

Vote contre du groupe des Député-e-s Communistes et Républicains (p. 2274)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [1^{er} août 2002]

Ses explications de vote (p. 2541)

Vote contre du groupe des Député-e-s Communistes et Républicains (p. 2541)

Projet de loi n° 6 autorisant la ratification du protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer, additionnel à la convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [24 juillet 2002] (p. 2282)*Thèmes :*

Drogue (p. 2285)

Droit pénal : délinquance financière (p. 2285)

Justice : juridictions pénales : coopération judiciaire (p. 2284)

Ordre public : terrorisme (p. 2285)

Politique économique : mondialisation (p. 2284)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 2290)

Déclaration du Gouvernement n° 262 présentée par M. Francis Mer, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur les prélèvements obligatoires et débat sur cette déclaration

[10 octobre 2002] (p. 3223)

Son intervention (p. 3228)

Thèmes :

Finances publiques : prélèvements obligatoires : droite (p. 3229, 3230)

Finances publiques : prélèvements obligatoires : gauche (p. 3228)

Finances publiques : prélèvements obligatoires : généralités (p. 3228)

Finances publiques : prélèvements obligatoires : pays étrangers (p. 3230, 3231)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 3229)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 3230)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 3228)

Politique économique : croissance : conjoncture (p. 3230)

Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 3230)

Travail : coût : cotisations sociales (p. 3230)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 octobre 2002] (p. 3310) ; [16 octobre 2002] (p. 3416)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 3335)

Son intervention (p. 3416)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 3442)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 3418)

Emploi : politique de l'emploi : prime pour l'emploi (p. 3418)

Etat : Gouvernement : Président de la République (p. 3417)

Finances publiques : dépenses (p. 3336)

Finances publiques : procédure budgétaire : transparence (p. 3335)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 3418)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile : rétroactivité des lois (p. 3442)

Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 3417)

Impôts et taxes : fraude fiscale (p. 3419)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie (p. 3443)

Ordre public (p. 3419)

Politique économique : conjoncture : croissance (p. 3418)

Politique économique : pouvoir d'achat : consommation (p. 3417, 3418)

Politique sociale : pauvreté (p. 3336)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER**Discussion des articles [16 octobre 2002] (p. 3447) ; [17 octobre 2002] (p. 3479, 3509, 3550) ; [18 octobre 2002] (p. 3593, 3634, 3680)***Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)*

Son intervention (p. 3450)

Intervient sur l'amendement n° 95 de M. Michel Vaxès (taux des deux dernières tranches portés à respectivement 48 % et 54 %) (p. 3455)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 172 de M. Michel Vaxès (partenaires d'un PACS – imposition commune au jour de l'enregistrement du pacte, amélioration du régime des mutations à titre gratuit – relèvement à due concurrence des taux des deux dernières tranches de l'impôt sur le revenu) (p. 3469)

Son rappel au règlement (cf supra) [17 octobre 2002] (p. 3479)

Intervient sur l'amendement n° 28 de la commission (imputation des moins-values de cessions de valeurs mobilières dès le dépôt de bilan) (p. 3480)

Intervient sur l'amendement n° 145 de M. Charles de Courson (attribution d'une demi-part pour chacun des conjoints titulaire d'une pension d'ancien combattant et âgé de plus de 75 ans) (p. 3483)

Intervient sur l'amendement n° 259 de M. Pierre Albertini (souscription de contrats d'assurance-vie portant au moins à 50 % sur des actions européennes - réduction d'impôt) (p. 3485)

Son amendement n° 100 (achat d'équipements électroménagers économes en énergie – crédit d'impôt) (p. 3486)

Son amendement n° 8 (suppression de l'impôt sur le revenu pour les personnes physiques domiciliées dans des pays ayant conclu avec la France des conventions tendant à éviter les doubles impositions) (p. 3488)

Intervient sur l'amendement n° 299 de M. Marc Laffineur (personnes détachées en France par un employeur étranger – exonération de la partie de la rémunération liée à l'expatriation) (p. 3492, 3495)

Article 3 (amélioration de la prime pour l'emploi)

Son rappel au règlement (cf supra) [17 octobre 2002] (p. 3504)

Article 4 (relèvement du plafond des dépenses éligibles à la réduction d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile)

Son intervention (p. 3536)

Son amendement n° 1 (de suppression) (p. 3538)

Son amendement n° 2 (relèvement à 7 000 €) (p. 3542)

Article 5 (doublement de l'abattement sur la part de chacun des petits-enfants pour la perception des droits de mutation à titre gratuit entre vifs)

Intervient sur l'amendement n° 93 de M. Michel Vaxès (de suppression) (p. 3552)

Son amendement n° 4 (relèvement à 20 000 €) (p. 3552)

Article 6 (suppression progressive de la contribution des institutions financières)

Son amendement n° 7 (de suppression) (p. 3558)

Article 7 (modification du régime fiscal des distributions)

Son amendement n° 10 (suppression de l'impôt sur le revenu pour les personnes morales ne bénéficiant pas du régime des sociétés mères et filiales) (p. 3564)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 67 de M. Michel Vaxès (taux normal de la TVA à 18,6 %) (p. 3568)

Intervient sur l'amendement n° 68 de M. Michel Vaxès (repas à consommer sur place – taux réduit de la TVA) (p. 3583)

Article 11 (réduction progressive de la fraction des recettes prises en compte dans les bases de taxe professionnelle des bénéfices non commerciaux)

Intervient sur l'amendement n° 206 de M. Augustin Bonrepaux (condition d'emploi d'au moins un salarié) (p. 3605)

Article 13 (assujettissement de France Télécom aux impositions directes locales dans les conditions de droit commun et mesures diverses relatives à l'équilibre financier du Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle)

Son amendement n° 77 (suppression des prélèvements sur la compensation de la suppression de la part salariale de la taxe professionnelle et sur le produit de la taxe professionnelle perçue par les chambres de commerce et d'industrie – compensation par le relèvement de la cotisation minimale de taxe professionnelle) (p. 3608)

Son amendement n° 11 (suppression du prélèvement sur la compensation de la suppression de la part salariale de la taxe professionnelle - relèvement de la cotisation minimale de taxe professionnelle) (p. 3609)

Article 14 (assouplissement de la règle de lien entre les taux des taxes directes locales)

Intervient sur l'amendement n° 154 de M. Pierre Albertini (suppression du lien entre les taux des taxes directes locales) (p. 3625)

Son amendement n° 12 (augmentation du taux de la taxe professionnelle dans la limite de deux fois l'augmentation de celui de la taxe d'habitation ou de celui du taux moyen pondéré des trois autres taxes) (p. 3628)

Article 17 (intégration à la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) et à la taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel (TICGN) de la taxe parafiscale perçue sur certains pétroliers et sur le gaz naturel)

Son intervention (p. 3647)

Son amendement n° 14 (gazole – majoration de la TIPP) (p. 3648)

Après l'article 17

Son amendement n° 9 (régime du bénéfice consolidé – avantage limité à 20 % de l'impôt) (p. 3654)

Son amendement n° 24 corrigé (bénéfices distribués – taux de 36 %) (p. 3655)

Intervient sur l'amendement n° 106 de M. Michel Vaxès (associations – taxe sur les salaires – abattement porté de 5 185 € à 10 000 €) (p. 3658)

Son amendement n° 13 (paradis fiscaux - non déductibilité des charges versées aux entreprises y étant domiciliées) (p. 3663)

Son amendement n° 6 (œuvres d'art – assujettissement à l'ISF – possibilité d'évaluation forfaitaire égale à 3 % du patrimoine déclaré) (p. 3665)

Après l'article 24

Son amendement n° 23 deuxième correction (redevance audiovisuelle – exonération des titulaires de minima sociaux et, sous condition de ressources, des invalides à 80 %) (p. 3691)

Article 32 (majorations de la dotation de solidarité urbaine (DSU) et de la première fraction de la dotation de solidarité rurale (DSR))

Intervient sur l'amendement n° 198 de M. Michel Vaxès (majoration de la dotation de solidarité urbaine portée de 33 millions d'euros à 230 millions d'euros) (p. 3703)

Après l'article 32

Ses observations : estime que les députés de la majorité "sonnent la retraite" sur leurs amendements [18 octobre 2002] (p. 3705)

Article 34 et état A (équilibre général du budget)

Intervient sur l'amendement n° 326 du Gouvernement (traduction des votes intervenus) (p. 3718)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen du fascicule [13 novembre 2002] (p. 5046)

Procédure des questions :

Politique extérieure : aide au développement : aide alimentaire (p. 5053)

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Examen du fascicule [25 octobre 2002] (p. 4017)

Procédure des questions :

Postes : La Poste : centres de tri (p. 4042)

CHARGES COMMUNES - ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE - MONNAIES ET MÉDAILLES (BUDGET ANNEXE) - COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR

Examen du fascicule [15 novembre 2002] (p. 5158)

Son intervention (p. 5179)

Thèmes avant la procédure des questions :

Banques et établissements financiers : Banque de France (p. 5180)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : fonctionnaires et agents publics (p. 5180)

Moyens de paiement : monnaie électronique (p. 5180)

Moyens de paiement : pièces de monnaie : euro (p. 5180)

Parlement : rôle : commerce extérieur (p. 5184)

Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 5180)

Secteur public : entreprises publiques : situation financière (p. 5180)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS - AVIATION CIVILE

Examen du fascicule [24 octobre 2002] (p. 3983)

Procédure des questions :

Transports urbains : tramways : Seine-Saint-Denis (p. 4004)

JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

II - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Examen du fascicule [8 novembre 2002] (p. 4765)

Procédure des questions :

Enseignement technique et professionnel : instituts universitaires de technologie (IUT) : Seine-Saint-Denis (p. 4779)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[15 novembre 2002] (p. 5197)

Après l'article 54

Intervient sur l'amendement n° 60 rectifié de M. Charles de Courson (orphelins de résistants ou de déportés ne bénéficiant pas du décret n° 2000-357 du 13 juillet 2000 - réduction d'impôt) (p. 5202)

Après l'article 58

Intervient sur l'amendement n° 156 rectifié de la commission (imprimés publicitaires et journaux gratuits – élimination des déchets) (p. 5208)

Intervient sur l'amendement n° 16 de M. Michel Vaxès (bénéficiaires du RMI et de l'allocation solidarité spécifique – exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties) (p. 5221, 5222)

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Michel Vaxès (taxe d'habitation – extension du dégrèvement d'office de la fraction d'impôt dépassant 3 % du revenu imposable) (p. 5223)

Son amendement n° 184 rectifié (taxe d'habitation – imposition égale à au moins 1 % du revenu imposable) (p. 5223) : rejeté (p. 5224)

Intervient sur l'amendement n° 185 de M. Michel Vaxès (taxe d'habitation – imposition égale à au moins 1 % du revenu imposable à compter de 2004) (p. 5224)

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. Michel Vaxès (taxe professionnelle – taxe additionnelle assise sur les actifs financiers) (p. 5231)

Son amendement n° 137 (entreprises employant plus de 10 % de travailleurs précaires – institution d'une taxe au taux de 5 %) : rejeté (p. 5232)

Après l'article 59

Intervient sur l'amendement n° 190 de M. Maxime Bono (dons et legs à des associations – exonération des droits de mutation subordonnée à leur publication au Journal Officiel) (p. 5237)

Son amendement n° 138 (cartes bancaires, de crédit ou de paiement délivrées par des établissements étrangers – obligations déclaratives) (p. 5237) : rejeté (p. 5238)

Son amendement n° 21 (avoirs à l'étranger – obligations déclaratives) (p. 5238) : rejeté (p. 5239)

Son amendement n° 140 (escroquerie à la TVA en bande organisée – alourdissement des peines) (p. 5239) : retiré (p. 5241)

Son intervention (p. 5271)

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 novembre 2002] (p. 5367) ; [21 novembre 2002] (p. 5435)

Son rappel au règlement (cf supra) [20 novembre 2002] (p. 5386)

Son rappel au règlement (cf supra) [21 novembre 2002] (p. 5453)

Discussion des articles [21 novembre 2002] (p. 5473, 5512) ; [22 novembre 2002] (p. 5561) ; [26 novembre 2002] (p. 5725, 5758)

Article 1er (article 1er de la Constitution - organisation de la République)

Son intervention (p. 5477 et s.)

Son amendement n° 187 (concours des collectivités territoriales et des communautés intercommunales à l'organisation décentralisée de la République) (p. 5483)

Après l'article 1er

Son amendement n° 202 (présidence du Sénat attribuée de droit au Premier ministre en exercice lors du prochain renouvellement triennal) : réservé (p. 5508) : examiné à l'article 3 (p. 5564)

Article 3 (article 39 de la Constitution - priorité d'examen du Sénat sur les projets de loi ayant pour principal objet la libre administration des collectivités territoriales et les instances représentatives des Français établis hors de France)

Son intervention (p. 5531 et s.)

Ses rappels au règlement (cf supra) [21 novembre 2002] (p. 5536, 5540 et 5547)

Son amendement n° 113 (de suppression) (p. 5542, 5548) : SCRUTIN PUBLIC (p. 5549)

Ses rappels au règlement (cf supra) [21 novembre 2002] (p. 5550 et 5561)

Son amendement n° 202 précédemment réservé (présidence du Sénat attribuée de droit au Premier ministre en exercice lors du prochain renouvellement triennal) (p. 5564)

Article 6 (article 72-2 de la Constitution - autonomie financière des collectivités territoriales)

Son rappel au règlement (cf supra) [26 novembre 2002] (p. 5723)

Son intervention (p. 5725 et s.)

Son amendement n° 110 rectifié (recettes fiscales et autres ressources propres devant représenter 75 % au moins de l'ensemble des ressources) (p. 5725)

Son amendement n° 112 rectifié (transfert de compétences - caractère permanent et intégral de l'attribution des ressources afférentes) (p. 5746)

Son amendement n° 109 corrigé (rapport annuel au Parlement sur le coût des compétences transférées et l'évolution des ressources attribuées) (p. 5762)

Son amendement n° 111 rectifié (dispositifs de péréquation devant permettre à chaque collectivité territoriale d'exercer pleinement l'intégralité de ses compétences compte tenu des besoins de sa population) (p. 5779)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 janvier 2003] (p. 218, 268) ; [21 janvier 2003] (p. 348) ; [23 janvier 2003] (p. 445)

Avant l'article 1er

Intervient sur le sous-amendement n° 452 de M. Jean-Christophe Lagarde (information des maires sur la politique de sécurité locale) à l'amendement n° 54 de la commission (missions de l'Etat et rôle des collectivités territoriales en matière de sécurité intérieure) (p. 223)

Article 4 (critères permettant de procéder à des contrôles d'identité)

Son amendement n° 387 (p. 245)

Article 9 (traitements automatisés d'informations mis en œuvre par la police et la gendarmerie)

Son amendement n° 388 (p. 272)

Ses amendements n°s 389 et 390 (p. 273)

Article 18 (incrimination du racolage et de la sollicitation de relations sexuelles de la part d'une personne prostituée vulnérable)

Son amendement n° 392 (p. 375)

Article 32 (production d'un certificat médical pour l'acquisition et la détention d'armes)

Son amendement n° 395 (p. 467)

Projet de loi n° 228 autorisant l'approbation du protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques relatif à la convention sur la diversité biologique

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [16 janvier 2003] (p. 186)

Thème :

Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 188 et s.)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juin 2003] (p. 4931) ; [11 juin 2003] (p. 5000, 5029) ; [12 juin 2003] (p. 5103)

Son rappel au règlement (cf supra) [10 juin 2003] (p. 4935)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 5021)

Son rappel au règlement (cf supra) [11 juin 2003] (p. 5025)

Son intervention (p. 5051)

Ses rappels au règlement (cf supra) [12 juin 2003] (p. 5103, 5107 et 5121)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 5145)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : épargne retraite (p. 5146)

Politique économique : capitalisme (p. 5145)

Politique sociale : généralités (p. 5021)

Politique sociale : pauvreté (p. 5021)

Retraites : généralités : âge de la retraite (p. 5021)

Retraites : généralités : cotisations (p. 5021)

Retraites : généralités : montant des pensions (p. 5146)

Retraites : généralités : politique à l'égard des retraités (p. 5021)

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Avant l'article 1er [séances des 12, 13, 14 juin 2003] (principes)

Son intervention (p. 5152 et s.)

Ses rappels au règlement (cf supra) [13 juin 2003] (p. 5218, 5223 et 5249)

Son rappel au règlement (cf supra) [16 juin 2003] (p. 5339)

Article 1er [séances du 16 juin 2003] (système de retraites par répartition)

Son intervention (p. 5344 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [16 juin 2003] (p. 5370)

Après l'article 1er [séance du 16 juin 2003] (régime par points)

Son intervention (p. 5386)

Article 2 [séances des 16 et 17 juin 2003] (contributivité)

Son intervention (p. 5387 et s.)

Après l'article 2 [séance du 17 juin 2003] (sources supplémentaires de financement ; politique salariale)

Son intervention (p. 5458)

Son rappel au règlement (cf supra) [17 juin 2003] (p. 5461)

Article 3 [séances du 17 juin 2003] (équité)

Son intervention (p. 5470 et s.)

Article 4 [séances du 19 juin 2003] (assurer en 2008, un montant minimal de retraite égal à 85 % du SMIC)

Son intervention (p. 5594 et s.)

Ses rappels au règlement (cf supra) [19 juin 2003] (p. 5598, 5605 et 5608)

Après l'article 4 [séance du 19 juin 2003] (harmonisation des régimes, détermination des durées de cotisation par la négociation)

Son intervention (p. 5624 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [19 juin 2003] (p. 5626)

Article 5 [séance 19 juin 2003] (durée d'assurance, pour obtenir une pension à taux plein, portée à 41 ans en 2012)

Son rappel au règlement (cf supra) [19 juin 2003] (p. 5635)

Son intervention (p. 5637 et s.)

Article 7 [séances du 20 juin 2003] (commission de compensation)

Son intervention (p. 5723 et s.)

Après l'article 7 [séances du 20 juin 2003] (régimes spéciaux)

Son intervention (p. 5728)

Article 8 [séance du 20 juin 2003] (information des assurés sur leurs droits à la retraite)

Son intervention (p. 5734 et s.)

Après l'article 8 [séance du 20 juin 2003] (dispositions relatives aux salariés de plus de cinquante ans)

Son intervention (p. 5746 et s.)

Article 9 [séances du 20 juin 2003] (simplification des règles de limitation du cumul "emploi-retraite")

Son intervention (p. 5751 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [20 juin 2003] (p. 5771)

Article 10 [séances des 20 et 23 juin 2003] (limite d'âge pour la mise à la retraite d'office des salariés)

Son intervention (p. 5783 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [23 juin 2003] (p. 5793)

Article 11 [séances du 23 juin 2003] (assujettissement des allocations de préretraite d'entreprise à une contribution spécifique affectée au Fonds de réserve pour les retraites)

Son rappel au règlement (cf supra) [23 juin 2003] (p. 5806)

Son intervention (p. 5807 et s.)

Article 16 [séance du 24 juin 2003] (permettre aux assurés qui sont en activité depuis l'âge de 14, 15 et 16 ans de faire valoir leurs droits à la retraite avant 60 ans)

Son intervention (p. 5936 et s.)

Après l'article 16 [séance du 24 juin 2003] (négociations en matière de retraites complémentaires et de conditions de travail)

Son intervention (p. 5943 et s.)

Article 17 [séance du 24 juin 2003] (majoration de pension de 3 % par année de cotisation au-delà de la durée légale de cotisation)

Son intervention (p. 5947 et s.)

Article 19 [séances des 24 et 25 juin 2003] (indexation des pensions sur les prix)

Son intervention (p. 5984 et s.)

Article 20 [séance du 25 juin 2003] (possibilité de rachat de périodes de cotisation, dans la limite de douze trimestres)

Son intervention (p. 5997 et s.)

Article 31 [séance du 27 juin 2003] (nouveau régime de bonifications accordées aux fonctionnaires)

Son intervention (p. 6190 et s.)

Après l'article 31 [séance du 27 juin 2003] (majoration de durée d'assurance pour accouchement ...)

Son intervention (p. 6214 et s.)

Article 32 [séance du 27 juin 2003] (allongement progressif de la durée d'activité dans la fonction publique pour obtenir une pension complète. Instauration d'un double mécanisme de minoration et majoration)

Son intervention (p. 6222 et s.)

Article 34 [séance du 27 juin 2003] (conditions de liquidation immédiate des pensions civiles et militaires)

Ses observations : constate, qu'en raison de la session extraordinaire prévue, l'Assemblée a désormais du temps pour examiner le texte sur les retraites [27 juin 2003] (p. 6279)

Article 35 [séance du 27 juin 2003] (conditions de liquidation différée des pensions civiles et militaires)

Son intervention (p. 6280 et s.)

Article 36 [séance du 27 juin 2003] (modalités de revalorisation de la rente d'invalidité)

Son intervention (p. 6286)

Article 37 [séance du 27 juin 2003] (droit à pension de réversion - mise en conformité avec le droit communautaire)

Son intervention (p. 6290)

Article 38 [séance du 27 juin 2003] (pensions de réversion et orphelins - mise en conformité avec le droit communautaire)

Son intervention (p. 6292 et s.)

Article 39 [séance du 27 juin 2003] (droit à pension de réversion et pluralité de conjoints - mise en conformité avec le droit communautaire)

Son intervention (p. 6299 et s.)

Ses observations : cite des pensées de Blaise Cendrars et Napoléon sur la sérénité et la mauvaise humeur [27 juin 2003] (p. 6299)

Article 42 [séance du 27 juin 2003] (pensions de réversion en cas de décès d'un fonctionnaire par suite de circonstances particulières)

Son intervention (p. 6305 et s.)

Article 75 [séances des 1er et 2 juillet 2003] (pensions de réversion servies par le régime de base des exploitants agricoles)

Son intervention (p. 6584 et s.)

Article 80 [séance du 2 juillet 2003] (création du plan partenarial d'épargne salariale volontaire pour la retraite (PPESVR))

Son intervention (p. 6672 et s.)

Article 81 [séance du 2 juillet 2003] (déductions fiscales favorisant l'épargne retraite)

Son intervention (p. 6686 et s.)

Déclaration du Gouvernement n° 989 d'orientation budgétaire présentée par M. Alain Lambert, ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire et débat sur cette déclaration

[26 juin 2003] (p. 6055)

Son intervention (p. 6079)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi : allègement des charges sociales (p. 6080)

Finances publiques : déficit budgétaire : Gouvernement (p. 6080)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 6081)

Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 6080 et s.)

Politique économique : pouvoir d'achat : consommation (p. 6080)

Ghislain BRAY

*Seine-et-Marne (4^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 16 juin 2002

Deviend député le 19 juillet 2002 (voir indications préliminaires) [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12450)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12450)

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 25 juillet 2002] (p. 12772), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 26 juillet 2002] (p. 12834)

INTERVENTION EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. sécurité des biens et des personnes. délinquance et prévention [14 janvier 2003] (p. 38)

Victor BRIAL

*Wallis-et-Futuna (circonscription unique)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063)

Annulation de son élection le 19 décembre 2002 (voir indications préliminaires)

Réélu le 23 mars 2003 (voir indications préliminaires) [J.O. du 25 mars 2003] (p. 5312)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 25 mars 2003] (p. 5312)

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 3 avril 2003] (p. 5964)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 28 juin 2002] (p. 11184)

Membre suppléant du comité directeur du Fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14786)

Cesse d'appartenir au comité directeur du Fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer [J.O. du 20 décembre 2002] (p. 21264)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 avril 2003] (p. 6029)

Membre suppléant du comité directeur du Fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer [J.O. du 10 avril 2003] (p. 6367)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programme pour l'outre-mer [J.O. du 13 juin 2003] (p. 9985)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) : annexe n° 35 : Outre-mer (territoires d'outre-mer et Nouvelle-Calédonie) (n° 256) [10 octobre 2002]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Commerce extérieur. Etats-Unis. perspectives [21 mai 2003] (p. 3924)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES SOCIALES, TRAVAIL ET SOLIDARITÉ, ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE

Examen du fascicule [14 novembre 2002] (p. 5105)

Procédure des questions :

Outre-mer : Wallis-et-Futuna : aide sociale (p. 5112)

OUTRE-MER

Examen du fascicule [8 novembre 2002] (p. 4807)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 4821)

Thèmes avant la procédure des questions :

Outre-mer : crédits (p. 4808)

Outre-mer : crédits : formation professionnelle (p. 4809)

Outre-mer : crédits : volontaires du service national actif (VSNA) (p. 4809)

Outre-mer : Fonds d'investissement pour le développement économique et social (FIDES) (p. 4809)

Outre-mer : Wallis-et-Futuna (p. 4809, 4821)

Projet de loi n° 881 de programme pour l'outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 juin 2003] (p. 4715)

Son intervention (p. 4721)

Thèmes :

Emploi : création d'emplois : jeunes (p. 4721)
 Impôts et taxes : investissements outre-mer : politique économique (p. 4721)
 Outre-mer : continuité territoriale (p. 4721)
 Outre-mer : Wallis-et-Futuna (p. 4721 et s.)
 Politiques communautaires : territoires d'outre-mer (p. 4721)

Discussion des articles [6 juin 2003] (p. 4759, 4796)**Avant l'article 1er**

Intervient sur l'amendement n° 156 de M. Victorin Lurel (Wallis-et-Futuna - projet de loi de programme) (p. 4760)

Après l'article 9 bis

Intervient sur l'amendement n° 395 du Gouvernement (Wallis-et-Futuna - prime au recrutement de jeunes par le secteur privé) (p. 4807)

Après l'article 41 bis

Son amendement n° 275 (mise en œuvre par l'Etat des orientations du document "Stratégie de développement durable du territoire de Wallis-et-Futuna") (p. 4860) : adopté (p. 4861)

Philippe BRIAND

*Indre-et-Loire (5^{ème} circonscription)
 Union pour la Majorité Présidentielle
 puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Energie et carburants, EDF et GDF, ouverture du capital, perspectives [3 octobre 2002] (p. 2840)
 Politique extérieure, Côte d'Ivoire, situation politique [4 février 2003] (p. 781)

Jacques BRIAT

*Tarn-et-Garonne (2^{ème} circonscription)
 Union pour la Majorité Présidentielle
 puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre titulaire de la Commission consultative pour la production de carburants de substitution [J.O. du 2 août 2002] (p. 13230)

Membre de la commission d'enquête sur la gestion des entreprises publiques afin d'améliorer le système de prise de décision. [J.O. du 5 février 2003] (p. 2218)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION ORALE SANS DÉBAT**

n° 411, posée le 9 juin 2003. Transports aériens, aéroports (J.O. questions p. 4336). Appelée le 10 juin 2003. Toulouse-Blagnac, perspectives (p. 4903)

DÉBATS**Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [4 février 2003] (p. 821)**

Son intervention (p. 853)

Thèmes :

Entreprises : création (p. 854)
 Entreprises : transmission (p. 854)
 Partis et mouvements politiques : gauche : entreprises (p. 853)
 Partis et mouvements politiques : gauche : réglementation (p. 854)

Projet de loi n° 758 relatif à la chasse**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [13 mai 2003] (p. 3629)**

Son intervention (p. 3636)

Thèmes :

Chasse et pêche : fédérations départementales des chasseurs (p. 3637)
 Chasse et pêche : jour de non-chasse (p. 3636)
 Chasse et pêche : Observatoire national de la faune sauvage et de ses habitats (p. 3636)
 Chasse et pêche : période de chasse (p. 3637)

Maryvonne BRIOT

*Haute-Saône (2^{ème} circonscription)
 Union pour la Majorité Présidentielle
 puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elue le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Fonction publique hospitalière, durée du travail, réduction, application, conséquences [14 janvier 2003] (p. 41)
 Politique extérieure, santé, sida, lutte et prévention, pays en voie de développement [3 juin 2003] (p. 4405)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 412, posée le 9 juin 2003. Gens du voyage, stationnement (J.O. questions p. 4337). Appelée le 10 juin 2003. rassemblement annuel, Haute-Saône, conséquences (p. 4910)

DÉBATS**Proposition de loi n° 137 relative à la création d'un ordre national de la profession d'infirmier et d'infirmière****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [28 janvier 2003] (p. 531)**

Son intervention (p. 539)

Thèmes :

Professions de santé : déontologie (p. 539)
 Professions de santé : exercice libéral (p. 539)
 Professions de santé : infirmiers (p. 539)
 Professions de santé : ordre professionnel (p. 539)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****AFFAIRES SOCIALES, TRAVAIL ET SOLIDARITÉ, ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE****Examen du fascicule [14 novembre 2002] (p. 5105)****Procédure des questions :**

Politique sociale : personnes défavorisées : logement (p. 5105)

Bernard BROCHAND

*Alpes-Maritimes (8^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire du conseil d'administration de la société nationale de programme Radio-France [J.O. du 2 août 2002] (p. 13230)

Membre de la mission d'information commune sur la création d'une télévision française d'information à vocation internationale [J.O. du 19 décembre 2002] (p. 21167)

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le Premier ministre [J.O. du 27 juin 2003] (p. 10834)

Cesse d'appartenir à la mission d'information commune sur la création d'une télévision française d'information à vocation internationale [J.O. du 3 juillet 2003] (p. 11273)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION ORALE SANS DÉBAT*

n° 413, posée le 9 juin 2003. Transports aériens. ligne Paris-Nice (J.O. questions p. 4337). Appelée le 10 juin 2003. desserte (p. 4902)

*DÉBATS***Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [4 février 2003] (p. 821)**

Son intervention (p. 841)

Thèmes :

Entreprises : aides publiques (p. 841)

Entreprises : allègement des charges (p. 841)

Entreprises : formalités administratives (p. 841)

Etat : réforme (p. 841)

Partis et mouvements politiques : gauche : réglementation (p. 841)

Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 841)

Président de la République (p. 841)

François BROTTE

*Isère (5^{ème} circonscription)
Socialiste*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre titulaire du Conseil national de la montagne [J.O. du 2 août 2002] (p. 13230)

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de la présence du loup en France et l'exercice du pastoralisme dans les zones de montagne [J.O. du 13 novembre 2002] (p. 18692)

Vice-président de la commission d'enquête sur les conditions de la présence du loup en France et l'exercice du pastoralisme dans les zones de montagne [J.O. du 21 novembre 2002] (p. 19269)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 21 décembre 2002] (p. 21390)

Membre de la commission d'enquête sur la gestion des entreprises publiques afin d'améliorer le système de prise de décision. [J.O. du 5 février 2003] (p. 2218)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction [J.O. du 21 mai 2003] (p. 8730)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1087 de modernisation et de renouvellement de la politique de montagne et de revitalisation rurale [24 septembre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Aménagement du territoire. contrats de plan Etat-régions. perspectives [30 octobre 2002] (p. 4336)

Energie et carburants. EDF et GDF. ouverture du marché, directive européenne, conséquences [26 novembre 2002] (p. 5718)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 26, posée le 2 décembre 2002. Handicapés, sourds et malentendants (J.O. questions p. 4501). Appelée le 3 décembre 2002. Internet, accès gratuit (p. 6045)

*DÉBATS***Proposition de résolution n° 162 tendant à modifier l'article 36 du règlement de l'Assemblée nationale****Avant la discussion des articles [8 octobre 2002] (p. 3028)**

Son intervention (p. 3030)

Thèmes :

Aménagement du territoire (p. 3031)

Assemblée nationale : commission de la production et des échanges (p. 3030)

Assemblée nationale : commission de la production et des échanges : nom (p. 3031)

Assemblée nationale : commissions : histoire (p. 3030)

Assemblée nationale : rôle et missions (p. 3030)

Emploi (p. 3032)

Industrie : communication (p. 3032)

Politique économique : généralités : production (p. 3031)

Union européenne : actes communautaires : Assemblée nationale (p. 3032)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA****Examen du fascicule [5 novembre 2002] (p. 4499)***Procédure des questions :*

Bois et forêts : forêts : montagne (p. 4523)

Projet de loi de finances rectificative n° 382 pour 2002**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [11 décembre 2002] (p. 6551)***Après l'article 40*

Intervient sur l'amendement n° 81 du Gouvernement (France Télécom – garantie de l'Etat à hauteur de 10 milliards d'euros pour les emprunts contractés par l'ERAP) (p. 6556)

Projet de loi n° 326 relatif aux marchés énergétiques et au service public de l'énergie**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [12 décembre 2002] (p. 6615)**

Son intervention (p. 6636)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 6649)

Thèmes :

Aménagement du territoire (p. 6636)

Constitution (p. 6636)

Energie et carburants : politique énergétique (p. 6649)

Politiques communautaires : directives : gaz (p. 6636)

Secteur public : services publics (p. 6636)

Discussion des articles [13 décembre 2002] (p. 6698, 6732)*Après l'article 8 bis*

Intervient sur l'amendement n° 170 de M. Pierre Ducout (transmission par la CRE de toutes les informations souhaitables au Conseil supérieur de l'électricité et du gaz) (p. 6705)

Après l'article 11 A

Intervient sur l'amendement n° 173 de M. Pierre Ducout (l'accès des tiers aux ouvrages de transport et de distribution du gaz ne doit pas se faire au détriment des personnes démunies ou des régions de desserte difficile) (p. 6715)

Article 11 (obligations de service public)

Son intervention (p. 6722 et s.)

Article 13 (prescriptions techniques de sécurité)

Son intervention (p. 6741)

Après l'article 20 septies

Intervient sur l'amendement n° 245 de M. Jean-Jacques Guillet (conditions d'utilisation des courants porteurs en ligne pour la transmission des services de télécommunications) (p. 6770)

Titre

Son intervention (p. 6784)

Proposition de loi n° 234 relative à la sécurité des piscines

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 décembre 2002] (p. 6999)

Son intervention (p. 7003)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : maisons individuelles : normes de sécurité (p. 7003)

Consommation : sécurité des produits (p. 7004)

Droit pénal : responsabilité pénale : commerçants et industriels (p. 7003)

Sécurité publique : sécurité civile : enfants (p. 7003)

Projet de loi n° 402 portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 2003] (p. 591)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 607)

Thème :

Logement : mixité sociale (p. 607)

Discussion des articles [28 janvier 2003] (p. 608) ; [29 janvier 2003] (p. 648, 670)*Après l'article 2*

Intervient sur l'amendement n° 108 de M. François Goulard (restauration, après classement, des anciens bâtiments agricoles) (p. 615)

Article 6 (remplacement de la participation pour voies nouvelles et réseaux - PVNR - par une participation pour voirie et réseaux - PVR)

Son intervention (p. 656 et s.)

Son sous-amendement n° 100 à l'amendement n° 14 rectifié de la commission (p. 658)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Pascal Terrasse (assouplissement de la disposition de la loi SRU encadrant la constructibilité sur les parcelles autres que celles urbanisées des communes, bourgs et hameaux) (p. 662)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 34 de la commission (insertion de l'intitulé suivant : titre V : Dispositions relatives aux pays) (p. 672)

Intervient sur l'amendement n° 33 rectifié de la commission (modalités de création et de fonctionnement des pays) (p. 672)

Son sous-amendement n° 119 rectifié (périmètre du pays incluant une partie des communes situées dans un parc naturel) à l'amendement n° 33 rectifié de la commission : retiré (p. 680)

Son sous-amendement n° 120 (sécurisation juridique de la gestion administrative et financière du pays) à l'amendement n° 33 rectifié de la commission : rejeté (p. 682)

Article 8 précédemment réservé (sécurité des ascenseurs : entretien et contrôle technique obligatoires)

Son intervention (p. 685)

Après l'article 9

Son amendement n° 69 précédemment réservé (majorité simple pour les travaux d'accessibilité de l'immeuble aux personnes handicapées) (p. 690) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 692)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [3 avril 2003] (p. 2808)*Article 1er B (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des dépenses exposées par les communes et les établissements publics de coopération intercommunale pour la réalisation de leurs documents d'urbanisme)*

Son intervention (p. 2809)

Article 1er quinquies (retrait des départements et des régions des syndicats mixtes compétents en matière d'élaboration des SCOT)

Son intervention (p. 2811)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 64 rectifié de M. Jean Dionis du Séjour (transformation des bâtiments agricoles désaffectés en habitations) (p. 2814)

Article 20 (simplification de la création et du fonctionnement des pays)

Son intervention (p. 2824 et s.)

Son amendement n° 60 (p. 2824)

Son amendement n° 58 (p. 2827)

Article 22 (coordination)

Son intervention (p. 2830)

Après l'article 5 bis C

Intervient sur l'amendement n° 18 précédemment réservé de la commission (urbanisation autour des constructions existantes en zone de montagne) (p. 2838)

Après l'article 5 bis D

Son amendement n° 62 précédemment réservé (possibilité de construire un musée lacustre près des rives des plans d'eau) : adopté (p. 2840)

Article 6 précédemment réservé (participation pour voirie et réseaux - PVR)

Son intervention (p. 2845 et s.)

Son amendement n° 74 (p. 2846)

Après l'article 6 bis A

Intervient sur l'amendement n° 85 précédemment réservé de M. Philippe Folliot (autorisation relative à l'adaptation des voies avec branchement aux réseaux d'eau et d'électricité empruntant, en tout ou en partie, des voies ou emprises publiques) (p. 2848)

Article 6 ter A précédemment réservé (exemption de permis de construire pour les infrastructures du réseau de radiocommunication ACROPOL)

Son amendement n° 47 (p. 2849)

Article 6 ter B précédemment réservé (exemption de déclaration de travaux pour les infrastructures du réseau de radiocommunication ACROPOL)

Son amendement n° 48 (p. 2849)

Article 8 précédemment réservé (sécurité des ascenseurs : entretien et contrôle technique obligatoires)

Son intervention (p. 2860)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 35, quatrième rectification précédemment réservé de la commission (règles de majorité relatives aux travaux d'accessibilité pour les personnes handicapées ou à mobilité réduite) (p. 2870)

Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 février 2003] (p. 910)*Article 7 (non-opposabilité des clauses d'exclusivité au salarié créateur ou reprenneur d'entreprise)*

Son intervention (p. 945)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2003] (p. 4483)*Après l'article 13 B*

Intervient sur l'amendement n° 69 de M. Gaëtan Gorce (contrôle des fonds publics accordés aux entreprises - rétablissement de la loi n° 2001-7 du 4 janvier 2001) (p. 4510)

Projet de loi n° 528 pour la confiance dans l'économie numérique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 février 2003] (p. 1358)

Son intervention (p. 1374)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 1382)

Thèmes :

Audiovisuel et communication (p. 1375)

Commerce et artisanat : commerce électronique (p. 1375)

Télécommunications : opérateurs (p. 1375)

Discussion des articles [25 février 2003] (p. 1386)*Après l'article 1er*

Son amendement n° 95 (rapport au Parlement : mise en place et missions de l'agence de l'administration électronique) : rejeté (p. 1406)

Projet de loi n° 606 relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 mars 2003] (p. 1607) ; [6 mars 2003] (p. 1763)*Article 2 (création du comité local d'information et de concertation sur les risques)*

Son intervention (p. 1624)

Son amendement n° 307 (p. 1624)

Article 30 (obligation d'information portant sur les risques technologiques et naturels lors des transactions immobilières)

Son amendement n° 337 (p. 1833)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [15 juillet 2003] (p. 7552, 7577)

Article 2 (création du comité local d'information et de concertation sur les risques)

Son intervention (p. 7554)

Son amendement n° 48 (p. 7554)

Article 3 bis (réalisation d'une étude de dangers par le demandeur d'une autorisation d'exploiter une installation classée)

Son intervention (p. 7558)

Article 4 (plan de prévention des risques technologiques)

Son intervention (p. 7564 et s.)

Article 4 bis (complément au dossier de sécurité des ouvrages de transport ferroviaire et des installations multimodales)

Son intervention (p. 7570)

Après l'article 5 A

Intervient sur l'amendement n° 64 corrigé de M. Jean-Yves Le Déaut (protection des employés) (p. 7578)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 65 de M. Jean-Yves Le Déaut (élection d'un délégué à la sécurité industrielle au sein de l'entreprise) (p. 7578)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 67 de M. Jean-Yves Le Déaut (protection des salariés) (p. 7579)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 68 de M. Jean-Yves Le Déaut (abaissement de cinquante à vingt du nombre des salariés rendant obligatoire la création du comité d'hygiène) (p. 7579)

Intervient sur l'amendement n° 69 de M. Jean-Yves Le Déaut (élection d'un délégué du personnel supplémentaire chargé des questions de sûreté industrielle) (p. 7580)

Après l'article 11 bis

Intervient sur l'amendement n° 74 de M. Jean-Yves Le Déaut (plan de formation du personnel validé officiellement par le comité d'entreprise) (p. 7582)

Article 12 (création d'une garantie d'indemnisation pour les dommages matériels des sinistrés couverts par un contrat d'assurance)

Son intervention (p. 7584)

Reprend l'amendement n° 5 de M. François-Michel Gonnot (p. 7584) (p. 7583)

Après l'article 16 quater

Intervient sur l'amendement n° 26 de la commission (procédure de mise à l'arrêt d'office des installations qui ne sont plus en exploitation) (p. 7598)

Après l'article 17 A

Son amendement n° 110 (maires entendus au cours de l'enquête préalable à l'élaboration d'un plan de prévention des risques naturels) (p. 7606) : adopté (p. 7607)

Projet de loi n° 677 modifiant l'article 1-1 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et des télécommunications

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [18 mars 2003] (p. 2153)

Son intervention (p. 2157)

Thèmes :

Parlement : rôle : secteur public (p. 2158)

Télécommunications : France Télécom (p. 2157 et s.)

Télécommunications : opérateurs : licences (p. 2158)

Projet de loi n° 758 relatif à la chasse

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [14 mai 2003] (p. 3711)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 67 de M. Maxime Gremetz (non-indemnisation des dégâts causés par le gros gibier dans les peuplements forestiers) (p. 3728)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Avant l'article 1er [séances des 12, 13, 14 juin 2003] (principes)

Son intervention (p. 5169 et s.)

Article 3 [séances du 17 juin 2003] (équité)

Son intervention (p. 5494)

Article 5 [séance 19 juin 2003] (durée d'assurance, pour obtenir une pension à taux plein, portée à 41 ans en 2012)

Son intervention (p. 5642)

Article 65 [séance du 1er juillet 2003] (pensions de retraite servies par le régime de base des professions libérales)

Son intervention (p. 6528)

Après l'article 77 [séance du 2 juillet 2003] (conjoint survivant)

Son intervention (p. 6603)

Chantal BRUNEL

Seine-et-Marne (8^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire

Elue le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

Rapporteur de la proposition de loi relative à la sécurité des piscines (n° 234) [10 décembre 2002]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 21 décembre 2002] (p. 21390)

Secrétaire de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 16 janvier 2003] (p. 935)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 20 juin 2003] (p. 10395)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat (n° 234), relative à la sécurité des piscines [10 décembre 2002] (n° 460)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Etrangers. intégration. contrat d'intégration, mise en place [20 novembre 2002] (p. 5361)

Droit pénal. agressions sexuelles. pédophilie, lutte et prévention [11 mars 2003] (p. 1878)

*DÉBATS***Projet de loi n° 190 relatif aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 octobre 2002] (p. 2897)

Son intervention (p. 2914)

Thèmes :

Travail : durée du travail (p. 2914)

Travail : heures supplémentaires (p. 2914)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 2914)

Proposition de loi n° 234 relative à la sécurité des piscines

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 décembre 2002] (p. 6999)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 6999)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : maisons individuelles : normes de sécurité (p. 7000)

Droit pénal : responsabilité pénale : commerçants et industriels (p. 7000)

Sécurité publique : sécurité civile : enfants (p. 7000)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 janvier 2003] (p. 390)

Article 19 (installation sans titre sur un terrain)
Son intervention (p. 391)

Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 2003] (p. 787, 821) ; [5 février 2003] (p. 893)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 817)
Son intervention (p. 827)
Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 904)

Thèmes :

Entreprises : aides publiques (p. 828)
Entreprises : création (p. 828)
Entreprises : création : promotion sociale (p. 828)
Entreprises : création : salariés (p. 828)
Entreprises : délais de paiement (p. 828)
Entreprises : difficultés (p. 827)
Entreprises : formalités administratives (p. 828)
Partis et mouvements politiques : gauche : réglementation (p. 827)
Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 827)

Discussion des articles [5 février 2003] (p. 910) ; [6 février 2003] (p. 964, 1046)

Article 2 (récépissé de création d'entreprise)
Son intervention (p. 913)

Article 6 (insaisissabilité de la résidence principale de l'entrepreneur individuel)
Son intervention (p. 924)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 162 de M. François Sauvadet (déductibilité du salaire du conjoint - suppression du plafond pour les adhérents des centres de gestion agréés) (p. 933)
Intervient sur l'amendement n° 276 de la commission (création d'un guichet unique gestionnaire du chèque-emploi entreprises) (p. 938)
Intervient sur l'amendement n° 81 rectifié de la commission (chèque-emploi entreprises) (p. 940)
Intervient sur l'amendement n° 159 de M. Jean-Luc Prél (collecte et répartition des cotisations sociales assurées par l'URSAFF - principe du chèque emploi-service étendu au bulletin de paie) (p. 940)
Intervient sur l'amendement n° 132 de M. Jean-Pierre Nicolas (revenus d'un entrepreneur individuel saisissables ou cessibles dans la limite de 65 % du solde créancier de ses comptes bancaires) (p. 941)

Article 7 (non-opposabilité des clauses d'exclusivité au salarié créateur ou reprenneur d'entreprise)

Son intervention (p. 943 et s.)
Son amendement n° 22 rectifié (interdiction - pendant deux ans - de travailler pour des clients de l'entreprise lorsqu'elle vend des services ou des produits à d'autres entreprises) (p. 945)
Son amendement n° 109 (validité des clauses de non-concurrence ne comportant pas de contrepartie financière au profit du salarié si elles ont été stipulées antérieurement à la promulgation de la loi) (p. 947)

Article 9 (congé et période de travail à temps partiel pour la création d'entreprise)

Son intervention (p. 968)

Article 10 (contrat d'accompagnement à la création d'une activité économique)

Son intervention (p. 982)

Après l'article 26

Intervient sur l'amendement n° 179 rectifié de M. François Sauvadet (ISF - suppression du "plafonnement du plafonnement") (p. 1066)

Explications de vote et vote [11 février 2003] (p. 1139)

Ses explications de vote (p. 1151)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [3 juin 2003] (p. 4443)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4448)
Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4452)
Son intervention (p. 4455)

Thèmes :

Enseignement technique et professionnel (p. 4452)
Entreprises : création : chambres consulaires (p. 4455)
Entreprises : création : Gouvernement (p. 4455)

Entreprises : financement (p. 4455)
Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 4455)

Discussion des articles [4 juin 2003] (p. 4483)

Article 4 (domiciliation d'une entreprise dans le local d'habitation de son dirigeant)

Son intervention (p. 4488)
Son amendement n° 60 (conditions précisées par décret en Conseil d'Etat) (p. 4488)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [17 juillet 2003] (p.7819)

Son intervention (p. 7823)

Thèmes :

Entreprises : création : Gouvernement (p. 7823)
Entreprises : financement (p. 7823)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 7823)

Projet de loi n° 823 relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 juillet 2003] (p. 6787)

Son intervention (p. 6791)

Thèmes :

Droit pénal : double peine (p. 6792)
Etrangers : immigration clandestine (p. 6791)
Femmes : égalité des sexes (p. 6792)
Gens du voyage (p. 6791)

Jacques BRUNHES

*Hauts-de-Seine (1^{ère} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains
Secrétaire de l'Assemblée nationale*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe des Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11065)

NOMINATIONS

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11114)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'amnistie [J.O. du 26 juillet 2002] (p. 12837)

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation [J.O. du 10 octobre 2002] (p. 16779)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 relative aux administrateurs judiciaires, mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises et experts en diagnostic d'entreprise [J.O. du 18 octobre 2002] (p. 17343)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 23 mai 2003] (p. 8871)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 23 mai 2003] (p. 8871)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 18 juin 2003] (p. 10182)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 18 juin 2003] (p. 10182)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 978 modifiant la loi n° 93-915 du 19 juillet 1993 pour étendre le bénéfice de la qualité de pupille de la Nation aux enfants des élus tués ou décédés des suites d'un acte d'agression survenu lors de l'exercice de leur mandat [25 juin 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Politique extérieure. Irak. intervention des Etats-Unis, perspectives [14 janvier 2003] (p. 35)

Elections et référendums. modes de scrutin. réforme [12 février 2003] (p. 1201)

Retraites : généralités. réforme. perspectives [28 mai 2003] (p. 4341)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 251, posée le 31 mars 2003. Transports par eau. transports fluviaux (J.O. questions p. 2287). Appelée le 1^{er} avril 2003. infrastructures, développement (p. 2658)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Estime que le Parlement légifère avec une précipitation excessive : pour le projet de loi portant amnistie, moins d'une semaine s'est écoulée entre la délibération en Conseil des ministres, la discussion en commission et l'examen par l'Assemblée [9 juillet 2002] (p. 1867)

Déplore que M. Thien Ah Koon se soit senti insulté par la gauche alors qu'il ne s'agit que d'un débat d'idées [8 novembre 2002] (p. 4825)

Regrette que le Premier ministre ait donné aux députés du groupe UMP - et non à la commission - des informations sur le contenu de la loi organique [19 novembre 2002] (p. 5301)

Regrette que l'un des textes les plus importants en matière de réforme électorale ait été l'objet de "pseudo-consultations" ministérielles et d'un examen en commission "bâclé et hâtif", sans aucune audition de ministre et demande une suspension de séance [11 février 2003] (p. 1153)

Sur le rappel au règlement de M. Hervé Morin : présente des observations sur les modes de scrutin et notamment les niveaux de seuil, il proteste contre la méthode de travail imposée à l'Assemblée, trop hâtive et à la veille des vacances [11 février 2003] (p. 1177)

Proteste contre l'attitude polémique du rapporteur et insiste pour que le droit au dépôt et à la discussion des amendements soit respecté [14 juin 2003] (p. 5291)

Précise que le rappel au règlement de M. Bocquet concernant l'arrestation de M. José Bové avait pour but de demander des explications à M. le Gardes des sceaux et concernait donc le déroulement de la séance [23 juin 2003] (p. 5793)

Affirme que M. Pierre Lellouche, et avec lui toute l'opposition d'hier, étant connu pour sa pratique de l'obstruction systématique, est mal placé pour donner des leçons [23 juin 2003] (p. 5842)

Demande au président de séance de ne pas porter d'appréciations sur ses propos [16 juillet 2003] (p. 7714)

Interroge le président de séance sur la suite des travaux et l'éventualité d'une séance prolongée sans interruption [16 juillet 2003] (p. 7755)

DÉBATS

Projet de loi n° 19 portant amnistie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 juillet 2002] (p. 1868)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1878)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1889)

Son intervention (p. 1894)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 1918)

Thèmes :

Amnistie (p. 1878, 1894, 1918)

Amnistie : amnistie politico-financière (p. 1895)

Assemblée nationale : commissions : Président (p. 1889)

Droit pénal : abus de biens sociaux : réforme (p. 1895)

Droit pénal : infractions : sécurité routière (p. 1894)

Logement : expulsions : amnistie (p. 1894)

Système pénitentiaire : centres pénitentiaires : amnistie (p. 1894)

Travail : conflits individuels : amnistie (p. 1878, 194)

Discussion des articles [9 juillet 2002] (p. 1919) ; [10 juillet 2002] (p. 1938)

Article 3 (infractions amnistiées en raison des circonstances de leur commission)

Son amendement n° 78 (délits commis en relation avec des procédures d'expulsion ou de saisie) (p. 1922)

Article 11 (amnistie des faits retenus ou susceptibles d'être retenus comme motifs de sanctions par l'employeur)

Son amendement n° 79 (licenciement des représentants du personnel) (p. 1928)

Après l'article 12

Son amendement n° 80 (réintégration des représentants du personnel licenciés) (p. 1929)

Son amendement n° 81 (réintégration des représentants du personnel licenciés) (p. 1929)

Article 13 (infractions exclues de l'amnistie)

Son amendement n° 83 (infractions d'atteinte à l'exercice du droit syndical) (p. 1941)

Son amendement n° 84 (infractions d'atteinte à la législation en matière d'institutions représentatives du personnel) (p. 1942)

Son amendement n° 85 (infractions d'atteinte à la législation en matière de comités d'hygiène et de sécurité et de conditions de travail) (p. 1942)

Son amendement n° 86 (délits prévus par le code de la santé publique) (p. 1942)

Son amendement n° 87 (contraventions au code de l'environnement en matière d'installations classées) (p. 1943)

Son amendement n° 88 (délits relatifs à l'utilisation de produits anti-parasitaires agricoles et fertilisants) (p. 1943)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 1954)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT, PROFESSIONS LIBÉRALES ET CONSOMMATION

Examen du fascicule [8 novembre 2002] (p. 4799)

Son intervention (p. 4799)

Thèmes avant la procédure des questions :

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 4799)

Entreprises : charges (p. 4799)

Formation professionnelle (p. 4799)

INTÉRIEUR, SÉCURITÉ INTÉRIEURE ET LIBERTÉS LOCALES

Examen du fascicule [23 octobre 2002] (p. 3847)

Son intervention (p. 3864)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 3865)

Droit pénal : délinquance et criminalité : statistiques (p. 3864)

Ordre public : contrats locaux de sécurité (p. 3864)

Police : effectifs (p. 3865)

Sécurité publique : sécurité civile : crédits (p. 3865)

OUTRE-MER

Examen du fascicule [8 novembre 2002] (p. 4807)

Son intervention (p. 4814)

Son rappel au règlement (cf supra) [8 novembre 2002] (p. 4825)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : fruits et légumes : outre-mer (p. 4815)

Impôts et taxes : investissements outre-mer (p. 4815)

Outre-mer : Accord de Nouméa (p. 4815)

Outre-mer : chômage (p. 4814)

Outre-mer : crédits (p. 4814)

Outre-mer : crédits : logement (p. 4815)

Outre-mer : crédits : transports aériens (p. 4815)

Tourisme et loisirs : politique du tourisme : outre-mer (p. 4815)

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 2002] (p. 5301, 5323)

Son rappel au règlement (cf supra) [19 novembre 2002] (p. 5301)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5338)

Soutient la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 5338) : rejetée (p. 5346)

Thèmes :

Assemblée nationale : amendements (p. 5339)

Assemblée nationale : Président : décentralisation (p. 5339)

Collectivités territoriales : autonomie financière (p. 5340 et s.)

Collectivités territoriales : collectivité "chef de file" (p. 5340)

Collectivités territoriales : décentralisation : histoire (p. 5340)

Collectivités territoriales : décentralisation : projets de loi (p. 5338, 5343)

Collectivités territoriales : démocratie locale (p. 5340)

Collectivités territoriales : expérimentation (p. 5341)

Collectivités territoriales : péréquation (p. 5341)

Collectivités territoriales : projets de loi : Sénat (p. 5341)

Constitution : révision : référendums (p. 5343)

Elections et référendums : abstentionnisme : extrême droite (p. 5339, 5342)

Etat : décentralisation : subsidiarité (p. 5341)

Outre-mer (p. 5342)

Outre-mer : Nouvelle-Calédonie : listes électorales (p. 5342)

Politique générale : institutions : démocratie (p. 5339)

Secteur public : services publics (p. 5340)

Discussion des articles [21 novembre 2002] (p. 5454, 5473, 5512) ; [22 novembre 2002] (p. 5592, 5632) ; [27 novembre 2002] (p. 5860)

Article 1er (article 1er de la Constitution - organisation de la République)

Son amendement n° 171 (de suppression) (p. 5462)

Son intervention (p. 5490)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 200 de M. Marc Le Fur (langues régionales - respect) (p. 5501)

Article 2 (article 37-1 de la Constitution - expérimentations prévues par la loi ou le règlement)

Son amendement n° 172 (de suppression) (p. 5517)

Article 4 (article 72 de la Constitution - libre administration des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 5607 et s.)

Son amendement n° 174 (suppression des collectivités à statut particulier) (p. 5607)

Son amendement n° 175 (suppression de la création de collectivités territoriales en lieu et place d'une ou de plusieurs collectivités) (p. 5609)

Son amendement n° 176 (suppression du deuxième alinéa relatif au principe de subsidiarité) (p. 5609)

Son amendement n° 178 (interdiction, faite aux collectivités territoriales, de déroger à titre expérimental aux dispositions législatives ou réglementaires régissant leurs compétences lorsque les conditions d'exercice d'une liberté publique sont en cause) (p. 5618)

Son amendement n° 179 (interdiction, faite aux collectivités territoriales, de déroger à titre expérimental aux dispositions législatives ou réglementaires régissant leurs compétences lorsque les conditions d'exercice d'un droit constitutionnellement garanti sont en cause) (p. 5618)

Article 6 (article 72-2 de la Constitution - autonomie financière des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 5653)

Après l'article 9

Son amendement n° 185 (Nouvelle-Calédonie - composition du corps électoral pour les élections provinciales) (p. 5879) : rejeté (p. 5884)

Article 10 (article 74-1 de la Constitution - habilitation permanente pour actualiser le droit applicable outre-mer par ordonnances)

Son amendement n° 186 (de suppression) (p. 5885)

Proposition de loi n° 501 tendant à la reconnaissance du vote blanc aux élections

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 janvier 2003] (p. 713)

Son intervention (p. 717)

Thèmes :

Elections et référendums : abstentionnisme (p. 717)

Elections et référendums : vote blanc : représentativité (p. 718)

Politique générale : institutions (p. 717)

Politique générale : libéralisme : fracture sociale (p. 717)

Discussion des articles [30 janvier 2003] (p. 730)**Avant l'article 1er**

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Bernard Roman (le vote est obligatoire) (p. 731)

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Hervé Morin (mise à la disposition des électeurs de bulletins blancs) (p. 734)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 737)

Abstention du groupe des Député-e-s Communistes et Républicains (p. 737)

Projet de loi n° 574 relatif à l'élection des conseillers régionaux et des représentants au Parlement européen ainsi qu'à l'aide publique aux partis politiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 février 2003] (p. 1153)

Son rappel au règlement (cf supra) [11 février 2003] (p. 1153)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Hervé Morin (cf supra) [11 février 2003] (p. 1173)

Proposition de résolution n° 613 tendant à compléter le règlement de l'Assemblée nationale et à modifier ses articles 14, 50, 65, 91, 104 et 128**Discussion des articles [26 mars 2003] (p. 2459)****Avant l'article 1er**

Son amendement n° 6 (audit de personnalités en séance publique) : adopté (p. 2459)

Article 5 (défense des motions de procédure dans le cadre des séances mensuelles d'initiative parlementaire)

Son amendement n° 7 (p. 2460)

Déclaration du Gouvernement n° 880 sur les infrastructures 2003-2020 et débat sur cette déclaration**[20 mai 2003] (p. 3826)**

Son intervention (p. 3853)

Thèmes :

Régions : contrats de plan Etat-régions : Nord-Pas-de-Calais (p. 3853)

Transports : transport combiné (p. 3853)

Transports par eau : canaux (p. 3853 et s.)

Transports par eau : Voies navigables de France (VNF) (p. 3853)

Proposition de résolution n° 446 sur la création d'un procureur européen - COM (2001) 715 final / E 1912 et COM (2001) 272 final / E 1758**Avant la discussion de l'article unique [22 mai 2003] (p. 3999)**

Son intervention (p. 4004)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : secret bancaire (p. 4004)

Justice : espace judiciaire européen (p. 4005)

Politiques communautaires : fraude (p. 4004)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 4004)

Abstention du groupe des Député-e-s Communistes et Républicains (p. 4005)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)**Avant l'article 1er [séances des 12, 13, 14 juin 2003] (principes)**

Son intervention (p. 5291 et s.)

Article 10 [séances des 20 et 23 juin 2003] (limite d'âge pour la mise à la retraite d'office des salariés)

Son intervention (p. 5795 et s.)

Article 11 [séances du 23 juin 2003] (assujettissement des allocations de préretraite d'entreprise à une contribution spécifique affectée au Fonds de réserve pour les retraites)

Son intervention (p. 5809 et s.)

Article 12 [séances des 23 et 24 juin 2003] (suppression de la préretraite progressive et limitation du champ du dispositif de la cessation anticipée d'activité)

Son intervention (p. 5838)

Son rappel au règlement (cf supra) [23 juin 2003] (p. 5842)

Article 14 [séance du 24 juin 2003] (compétences du conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés)

Son intervention (p. 5905)

Projet de loi n° 881 de programme pour l'outre-mer

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juin 2003] (p. 6411)

Son intervention (p. 6413)

Thèmes :

Emploi : création d'emplois : allègement des charges sociales (p. 6413)

Etat : Gouvernement précédent : outre-mer (p. 6413)

Impôts et taxes : investissements outre-mer (p. 6413)

Outre-mer : continuité territoriale (p. 6413)

Outre-mer : crédits (p. 6413)

Outre-mer : développement économique (p. 6413)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juin 2003] (p. 6417)

Son intervention (p. 6432)

Vote contre du groupe des Député-e-s Communistes et Républicains (p. 6414)

Projet de loi n° 960 modifiant la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [16 juillet 2003] (p. 7756)

Son intervention (p. 7759)

Thèmes :

Patrimoine culturel : archéologie préventive (p. 7759)

Patrimoine culturel : politique du patrimoine (p. 7759)

Patrimoine culturel : redevance d'archéologie préventive (p. 7760)

Recherche : Institut national de recherche et d'archéologie préventive (INRAP) (p. 7760)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire

Vote contre du groupe des Député-e-s Communistes et Républicains (p. 7760)

Projet de loi n° 939 relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2003] (p. 7697, 7721)

Ses explications de vote :

- sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7707)

- sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7713)

Son intervention (p. 7722)

Son rappel au règlement (cf supra) [16 juillet 2003] (p. 7714)

Thèmes :

Assemblée nationale : ordre du jour (p. 7714)

Sports : audiovisuel et communication

Sports : associations et clubs (p. 7707, 7723)

Sports : crédits (p. 7714)

Sports : fédérations (p. 7707, 7723)

Sports : sportifs professionnels (p. 7724)

Sports : sports de loisirs (p. 7724)

Discussion des articles [16 juillet 2003] (p. 7733)**Article 1er (organisation des fédérations sportives)**

Son intervention (p. 7735 et s.)

Article 2 (cession de droits de l'association à la société commerciale)

Son intervention (p. 7742)

Article 3 (modalités de commercialisation des droits d'exploitation audiovisuelle)

Son intervention (p. 7744)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 24 de M. Henri Nayrou (pouvoirs du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage (CPLD)) (p. 7748)

Après l'article 5 ter

Intervient sur l'amendement n° 27 du Gouvernement (validation de la baisse de remboursement de médicaments visés par des arrêtés de septembre 2001, décembre 2001 et avril 2003) (p. 7751)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 7754)

Vote contre du groupe des Député-e-s Communistes et Républicains (p. 7755)

Projet de loi n° 678 relatif au mécénat et aux fondations

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2003] (p. 7765)

Son intervention (p. 7768)

Thèmes :

Arts et spectacles : intermittents (p. 7768)

Culture : crédits : décentralisation (p. 7768 et s.)

Entreprises : comités d'entreprise : culture (p. 7769)

Entreprises : mécénat (p. 7768 et s.)

Etat (p. 7768 et s.)

Marie-George BUFFET

Seine-Saint-Denis (4^{ème} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains

Elue le 16 juin 2002

Adhère au groupe des Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11065)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 13 février 2003] (p. 2678)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 13 février 2003] (p. 2678)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 12 mars 2003] (p. 4292)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 12 mars 2003] (p. 4292)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 441 relative à l'exploitation sexuelle et à la protection de ses victimes [28 novembre 2002]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Retraites : généralités. réforme. perspectives [27 mai 2003] (p. 4255)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 131, posée le 3 février 2003. Logement. logement social (J.O. questions p. 264). Appelée le 4 février 2003. réhabilitation, Le Blanc-Mesnil, financement (p. 758)

n° 358, posée le 26 mai 2003. Enseignement : personnel. contractuels et vacataires (J.O. questions p. 3972). Appelée le 27 mai 2003. statut, perspectives (p. 4233)

DÉBATS**Déclaration du Gouvernement n° 244 présentée par M. Jean-Pierre Raffarin, Premier ministre, sur la question de l'Irak et débat sur cette déclaration**

[8 octobre 2002] (p. 3048)

Son intervention (p. 3056)

Thèmes :

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : résolution (p. 3057)

Pays étrangers : Etats-Unis : politique extérieure (p. 3057)

Pays étrangers : Irak : politique économique (p. 3057)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 3058)

Relations internationales (p. 3056)

Projet de loi n° 326 relatif aux marchés énergétiques et au service public de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 décembre 2002] (p. 6615)

Soutient la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 6615)

Thèmes :

Aménagement du territoire (p. 6617)

Constitution (p. 6616)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 6615)

Energie et carburants : gaz : tarifs (p. 6616)

Energie et carburants : gaz : transport (p. 6616)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) (p. 6615 et s.)

Energie et carburants : politique énergétique (p. 6617)

Pays étrangers : Royaume-Uni : libéralisme (p. 6616)

Politiques communautaires : directives : gaz (p. 6615)

Secteur public : services publics (p. 6615)

Sécurité publique : risques technologiques (p. 6617)

Union européenne : élargissement (p. 6617)

Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Jean-Marc Ayrault et 162 membres de l'Assemblée, M. le Premier Ministre ayant engagé la responsabilité du Gouvernement pour l'adoption, en première lecture, après déclaration d'urgence, du projet de loi relatif à l'élection des conseillers régionaux et des représentants au Parlement européen ainsi qu'à l'aide publique aux partis politiques (Elections et référendums 574)

[15 février 2003] (p. 1289)

Son intervention (p. 1296)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : rôle (p. 1299)

Constitution : article 49, alinéa 3 (p. 1297)

Elections et référendums : pluralisme (p. 1297)

Elections et référendums : modes de scrutin : réforme (p. 1297)

Politique générale : démocratie (p. 1299)

Politique sociale : inégalités (p. 1298)

Relations internationales : guerre : Etats-Unis (p. 1297)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Article 5 [séance 19 juin 2003] (durée d'assurance, pour obtenir une pension à taux plein, portée à 41 ans en 2012)

Son intervention (p. 5643 et s.)

Article 6 [séance du 20 juin 2003] (missions du Conseil d'orientation des retraites (COR))

Son intervention (p. 5704)

Article 9 [séances du 20 juin 2003] (simplification des règles de limitation du cumul "emploi-retraite")

Son intervention (p. 5766 et s.)

Projet de loi n° 939 relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 juillet 2003] (p. 7733)

Article 1er (organisation des fédérations sportives)

Son amendement n° 8 (p. 7735)

Son amendement n° 9 (p. 7738)

Son amendement n° 10 (p. 7739)

Son amendement n° 11 (p. 7740)

Article 2 (cession de droits de l'association à la société commerciale)

Son amendement n° 12 (p. 7742)

Article 3 (modalités de commercialisation des droits d'exploitation audiovisuelle)

Son amendement n° 13 (p. 7744)

Michel BUIILLARD

Polynésie Française (1^{ère} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire

Elu le 9 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire du comité directeur du Fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14786)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 146 tendant à modifier l'article 3 de la loi n° 62-1252 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel [24 juillet 2002]

Proposition de loi organique n° 147 tendant à assurer une représentation plus équitable des îles Sous-le-Vent et des îles Tuamotu et Gambier au sein de l'Assemblée de la Polynésie française [24 juillet 2002]

Proposition de loi constitutionnelle n° 148 tendant à modifier l'article 7 de la Constitution [24 juillet 2002]

Proposition de loi n° 168 complétant le code de justice administrative [1^{er} août 2002]

Proposition de loi n° 738 tendant à autoriser le financement des groupements intercommunaux par le Fonds intercommunal de péréquation [26 mars 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 36 d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2002] (p. 2009)

Son intervention (p. 2025)

Thèmes :

Ordre public : contrats locaux de sécurité : TOM et collectivités territoriales d'outre-mer (p. 2025)

Ordre public : sécurité : Polynésie française (p. 2025)

Police : police municipale : Polynésie française (p. 2026)

Projet de loi n° 154 d'orientation et de programmation pour la justice

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er août 2002] (p. 2497)

Son intervention (p. 2513)

Thèmes :

Emploi : création d'emplois : justice (p. 2513)

Justice : juge de proximité (p. 2514)

Outre-mer : Polynésie française : justice (p. 2513)

Système pénitentiaire (p. 2513)

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 novembre 2002] (p. 5399)

Son intervention (p. 5421)

Thèmes :

Outre-mer (p. 5421)

Outre-mer : Polynésie française (p. 5421 et s.)

Projet de loi n° 638 renforçant la lutte contre la violence routière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [20 mars 2003] (p. 2286)

Article 26 (application outre-mer et habilitation du Gouvernement au titre de l'article 38 de la Constitution)

Son amendement n° 3 (p. 2315)

Projet de loi n° 881 de programme pour l'outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 juin 2003] (p. 4796)

Article 14 (défiscalisation au titre de l'impôt sur le revenu : secteurs éligibles - majoration, imputation et report de la réduction d'impôt)

Son amendement n° 374 rectifié (extension aux opérations de crédit-bail immobilier) (p. 4831)

Article 23 (modification du régime des agréments)

Son amendement n° 376 (diminution de l'assiette de la réduction d'impôt - contraintes imposées à l'administration fiscale) (p. 4834)

Article 19 précédemment réservé (modification du régime applicable à la défiscalisation au titre de l'impôt sur les sociétés)

Son amendement n° 375 (extension aux opérations de crédit-bail) (p. 4837)

Article 27 (principe de la double défiscalisation applicable à certains territoires)

Son intervention (p. 4839)

Article 43 (habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnances)

Son amendement n° 117 (Polynésie française - énumération des domaines de la réforme communale) (p. 4874)

Yves BUR

Bas-Rhin (4^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire

Elu le 9 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Secrétaire de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2002] (p. 11184)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 4 juillet 2002] (p. 11557)

Cesse d'appartenir à la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 9 juillet 2002] (p. 11761)

Rapporteur du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2003 (n° 250) [10 juillet 2002]

Membre titulaire de la Commission des comptes de la sécurité sociale [J.O. du 10 juillet 2002] (p. 11817)

Membre titulaire du conseil de surveillance du Fonds de réserve pour les retraites [J.O. du 2 août 2002] (p. 13231)

Rapporteur de la proposition de loi visant à protéger les mineurs contre la diffusion de programmes comprenant des scènes de violence gratuite ou de pornographie (n° 317) [20 novembre 2002]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2003 [J.O. du 22 novembre 2002] (p. 19330)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2003 [J.O. du 27 novembre 2002] (p. 19563)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'impact de l'image sur les mineurs dans le processus délinquant (n° 470) [29 janvier 2003]

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête visant à analyser la dimension éducative de la télévision et à évaluer les instruments de socialisation que sont les médias, tous supports confondus, et à en tirer les conséquences sur l'éducation des enfants et sur leur appréciation de la société (n° 511) [29 janvier 2003]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des retraites [J.O. du 22 juillet 2003] (p. 12377)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 213 visant à développer l'emploi dans le secteur associatif par le recours au chèque-service [24 septembre 2002]

Proposition de loi n° 311 relative à la taxe sur les salaires due par les employeurs relevant des bénéfices non commerciaux [15 octobre 2002]

Proposition de loi n° 317 visant à protéger les mineurs contre la diffusion de programmes comprenant des scènes de violence gratuite ou de pornographie [15 octobre 2002]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2003 (n° 250) :

- Tome I : Recettes et équilibre général

- Tome V, avec M. Jean Bardet, Mme Marie-Françoise Clergeau et M. Denis Jacquat : Tableau comparatif et amendements non adoptés par la commission [24 octobre 2002] (n° 330)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2003 [26 novembre 2002] (n° 394)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur sa proposition de loi (n° 317) visant à protéger les mineurs contre la diffusion de programmes comprenant des scènes de violence gratuite ou de pornographie [27 novembre 2002] (n° 401)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de résolution (n° 470) de Mme Christine Boutin tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'impact de l'image sur les mineurs dans le processus délinquant [5 mars 2003] (n° 681)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de résolution (n° 511) de M. Jean-Marc Ayrault et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête visant à analyser la dimension éducative de la télévision et à évaluer les instruments de socialisation que sont les médias, tous supports confondus, et à en tirer les conséquences sur l'éducation des enfants et sur leur appréciation de la société [5 mars 2003] (n° 682)

Proposition de loi n° 969 tendant à interdire aux fabricants de papier à rouler les cigarettes toute opération publicitaire [25 juin 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Irak. intervention des Etats-Unis, perspectives [6 novembre 2002] (p. 4583)

Politique sociale. lutte contre l'exclusion. perspectives [26 mars 2003] (p. 2447)

Union européenne. Parlement européen. Strasbourg. liaisons avec les grandes villes européennes, développement [10 juin 2003] (p. 4931)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 209, posée le 17 mars 2003. Justice. tribunaux de grande instance (J.O. questions p. 1894). Appelée le 18 mars 2003. fonctionnement, effectifs de personnel, Strasbourg (p. 2097)

DÉBATS

Proposition de loi n° 137 relative à la création d'un ordre national de la profession d'infirmier et d'infirmière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 2003] (p. 531)

Son intervention (p. 535)

Thèmes :

Professions de santé : déontologie (p. 535)

Professions de santé : exercice libéral (p. 535)

Professions de santé : infirmiers (p. 535)

Professions de santé : ordre professionnel (p. 535)

Projet de loi n° 36 d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2002] (p. 2009)

Son intervention (p. 2020)

Thèmes :

Automobiles et cycles : immatriculation : sanctions pénales (p. 2021)

Communes : maires : sécurité (p. 2020)

Gens du voyage (p. 2021)

Ordre public : personnels : aménagement du territoire (p. 2021)

Ordre public : personnels : rôle et missions (p. 2020)

Ordre public : sécurité (p. 2021)

Ordre public : sécurité : Gouvernement (p. 2020)

Ordre public : vidéosurveillance (p. 2021)

Projet de loi n° 190 relatif aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 octobre 2002] (p. 2897)

Son intervention (p. 2918)

Thèmes :

Emploi : création d'emplois (p. 2918)

Sécurité sociale : Fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale (FOREC) (p. 2919)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 2918)

Déclaration du Gouvernement n° 262 présentée par M. Francis Mer, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur les prélèvements obligatoires et débat sur cette déclaration

[10 octobre 2002] (p. 3223)

Son intervention en qualité de rapporteur de la commission des affaires culturelles (p. 3240)

Thèmes :

Finances publiques : dette publique (p. 3242)

Sécurité sociale : dépenses : réforme (p. 3241)

Sécurité sociale : financement : transparence (p. 3241)

Projet de loi n° 250 de financement de la sécurité sociale pour 2003

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 octobre 2002] (p. 4093)

Son intervention (p. 4099)

Thèmes :

Etablissements de santé : centres hospitaliers (p. 4101)

Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 4102)

Professions de santé : médecins (p. 4101)

Sécurité sociale : Caisse nationale d'assurance maladie (p. 4099)

Sécurité sociale : équilibre financier

Sécurité sociale : financement (p. 4099)

Sécurité sociale : Fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale (FOREC) (p. 4100)

Sécurité sociale : médecine de ville (p. 4102)

Discussion des articles [28 octobre 2002] (p. 4182) ; [29 octobre 2002] (p. 4208, 4260, 4296) ; [30 octobre 2002] (p. 4341, 4374)

Article 1er et rapport annexé (approbation du rapport annexé)

Son intervention (p. 4192 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 26 de la commission (compétence de la Cour des comptes en matière d'examen de la gestion des centres hospitaliers régionaux) (p. 4233)

Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission (rapport au Parlement sur le codage des actes de médecine de ville) (p. 4236)

Intervient sur l'amendement n° 24 corrigé de la commission (insertion d'un titre 1er bis : "Contrôle de l'application des lois de financement de la sécurité sociale") (p. 4238)

Intervient sur l'amendement n° 123 de M. Maxime Gremetz (publication de l'état annuel des dispositifs affectant l'assiette des cotisations) (p. 4238)

Article 2 (création d'une annexe sur la médicalisation de l'ONDAM -objectif national de dépenses d'assurance maladie-)

Son intervention (p. 4240)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 33 de la commission (insertion d'un nouveau chapitre instituant un Comité des finances sociales) (p. 4240 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 32 de la commission (rapport au Parlement sur les coûts de gestion des relations entre l'Etat et la sécurité sociale) (p. 4242)

Avant l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 114 de Mme Jacqueline Fraysse (majoration de la contribution sociale assise sur les bénéfices des sociétés) (p. 4244)

Intervient sur l'amendement n° 118 de Mme Jacqueline Fraysse (contribution sociale sur les revenus des entreprises) (p. 4244)

Intervient sur l'amendement n° 116 de Mme Jacqueline Fraysse (nouveau système de modulation des cotisations patronales) (p. 4245)
 Intervient sur l'amendement n° 115 de Mme Jacqueline Fraysse (fixation des coefficients de modulation des cotisations patronales) (p. 4246)
 Intervient sur l'amendement n° 117 de Mme Jacqueline Fraysse (fixation des coefficients de modulation des cotisations patronales) (p. 4247)

Article 3 (affectation du droit de consommation sur les tabacs)

Son intervention (p. 4263 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 218 de M. Claude Evin (suppression des frais d'assiette et de recouvrement perçus par les services fiscaux en matière de fiscalité affectée à la sécurité sociale) (p. 4265)

Intervient sur l'amendement n° 217 de M. Claude Evin (création d'une contribution assise sur la valeur ajoutée des entreprises) (p. 4266)

Article 4 (montant du droit de consommation sur les tabacs)

Son intervention (p. 4267 et s.)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 36 de la commission (surtaxation des bières fortes) (p. 4273)

Intervient sur le sous-amendement n° 246 de M. Denis Jacquat (conditionnées en boîte) à l'amendement n° 36 de la commission (p. 4274)

Intervient sur le sous-amendement n° 254 de M. André Schneider (conditionnées en boîte) à l'amendement n° 36 de la commission (p. 4274)

Article 5 (remboursement de la moitié de la dette du Fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale -FOREC- par la Caisse d'amortissement de la dette sociale -CADES-)

Son intervention (p. 4275 et s.)

Article 6 (contribution sur les dépenses de promotion des laboratoires pharmaceutiques)

Son intervention (p. 4280 et s.)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 42 deuxième rectification de la commission (suppression de la taxe due par les laboratoires sur les ventes directes de médicaments aux officines) (p. 4283)

Intervient sur l'amendement n° 187 rectifié de M. Jean Dionis du Séjour (suppression de la taxe frappant les laboratoires sur les ventes directes de médicaments aux officines) (p. 4283)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 43 de la commission (affiliation à l'assurance maladie des frontaliers français travaillant en Suisse) (p. 4286)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 64 de la commission (prolongation de l'agrément des réseaux de soins) (p. 4321)

Intervient sur le sous-amendement n° 292 du Gouvernement (prorogation jusqu'au 31 décembre 2004 au lieu du 31 décembre 2003) à l'amendement n° 64 de la commission (p. 4322)

Article 25 (prolongation du délai pour la signature des conventions tripartites par les établissements assurant l'hébergement des personnes âgées dépendantes)

Son intervention (p. 4353)

Article 26 (réintégration des médicaments remboursables dans les tarifs de soins des établissements assurant l'hébergement des personnes âgées et ne disposant pas de pharmacie à usage intérieur)

Son intervention (p. 4358)

Avant l'article 43

Intervient sur l'amendement n° 247 rectifié de M. Jacques Barrot (statut juridique et fiscal des contributions des employeurs destinées à financer des prestations de retraite supplémentaires à leurs employés) (p. 4395)

Article 41 précédemment réservé (accélération de la prise en charge par la Caisse nationale des allocations familiales des majorations de pension pour enfant)

Son intervention (p. 4411)

Article 45 (fixation du total des objectifs de dépenses pour 2003)

Son intervention (p. 4413)

Avant l'article 46

Intervient sur l'amendement n° 98 de la commission (création d'un titre IV bis : Objectifs de dépenses révisés pour 2002) (p. 4413)

Article 47 (modalités de recouvrement des impositions directement recouvrées par l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale -ACOSS-)

Son intervention (p. 4414)

Après l'article 47

Intervient sur l'amendement n° 294 du Gouvernement (charge des dépenses relatives au contentieux technique de la sécurité sociale) (p. 4415)

Intervient sur le sous-amendement n° 301 de la commission (de correction) à l'amendement n° 294 du Gouvernement (p. 4415)

Intervient sur l'amendement n° 235 de M. Claude Evin (rapport annuel au Parlement sur la mise en œuvre de la réduction des cotisations) (p. 4415)

Article 48 (fixation des plafonds d'avances de trésorerie pour 2003)

Son intervention (p. 4416)

Après l'article 48

Intervient sur l'amendement n° 180 de M. Jean-Luc Prél (suppression des conseils régionaux des professions paramédicales) (p. 4416)

Intervient sur l'amendement n° 181 de M. Jean-Luc Prél (rétablissement de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes et des podologues) (p. 4416)

Article 8 précédemment réservé (fixation des prévisions de recettes pour 2003)

Son intervention (p. 4417)

Ses amendements n°s 298, 299 rectifié et 300 (p. 4417)

Article 33 précédemment réservé (fixation de l'objectif de dépenses de la branche maladie pour 2003)

Son intervention (p. 4418)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [27 novembre 2002] (p. 5820)

Son intervention (p. 5820)

Thèmes :

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 5820)

Famille : politique familiale (p. 5821)

Pharmacie et médicaments : médicaments génériques (p. 5821)

Santé : politique de la santé (p. 5821)

Sécurité sociale : financement (p. 5820)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen du fascicule [6 novembre 2002] (p. 4621)

Procédure des questions :

Jeunes : protection judiciaire de la jeunesse : Bas-Rhin (p. 4622)

Proposition de loi n° 317 visant à protéger les mineurs contre la diffusion de programmes comprenant des scènes de violence gratuite ou de pornographie

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 décembre 2002] (p. 6583)

Son intervention (p. 6583)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 6584)

Audiovisuel et communication : cryptage (p. 6583)

Audiovisuel et communication : images de violence et de pornographie (p. 6583)

Audiovisuel et communication : programmes (p. 6583)

Famille : protection de la famille et de l'enfance : mineurs (p. 6583)

Discussion des articles [12 décembre 2002] (p. 6602)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 21 de Mme Christine Boutin (diffusion de l'avis de l'avisé pendant toute la durée du programme) (p. 6602)

Article 1er (mise en place d'un système de double contrôle d'accès pour les programmes interdits aux mineurs)

Son intervention (p. 6610)

Son amendement n° 7 (p. 6610)

Proposition de loi n° 642 modifiant la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mars 2003] (p. 1993)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2014)

Thème :

Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) (p. 2014)

Projet de loi n° 710 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance des mesures de simplification et de codification du droit

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 avril 2003] (p. 3053)

Article 16 (organisation administrative et fonctionnement du système de santé)

Son amendement n° 56 (p. 3066)

Débat sur l'assurance maladie et la politique de santé**[13 mai 2003] (p. 3555)**

Son intervention (p. 3568)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : réforme (p. 3568)
 Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 3569)
 Etablissements de santé : hôpitaux (p. 3570)
 Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 3570)
 Pharmacie et médicaments : médicaments génériques (p. 3570)
 Santé : politique de la santé (p. 3568)
 Sécurité sociale : équilibre financier (p. 3569)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 juin 2003] (p. 5000, 5029)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 5020)

Son intervention (p. 5052)

Thèmes :

Retraites : généralités : politique à l'égard des retraités (p. 5020)
 Retraites : généralités : système par répartition (p. 5020)

Proposition de loi n° 609 visant à restreindre la consommation de tabac chez les jeunes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2003] (p. 7243)

Son intervention (p. 7254)

Thèmes :

Commerce et artisanat : commerce de détail : tabac (p. 7255)
 Politique économique : prix : tabac (p. 7255)
 Publicité : interdiction : tabac (p. 7255)
 Santé : maladies (p. 7255)
 Santé : tabagisme (p. 7254)

Discussion des articles [10 juillet 2003] (p. 7257)

Article 1er (interdiction de la vente ou de l'offre à titre gratuit des produits du tabac à des mineurs de moins de seize ans)

Son intervention (p. 7260 et s.)

Son amendement n° 5 (p. 7261)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 23 (les paquets contiennent exclusivement vingt cigarettes) (p. 7262) : devenu sans objet (p. 7264)

Son sous-amendement (limitation à trois mois du temps de déstockage) à l'amendement n° 18 corrigé précédemment réservé (écoulement des anciens stocks limité à un an) : adopté (p. 7265)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 3 rectifié de M. François Vannson (interdiction de la promotion des papiers à rouler les cigarettes) (p. 7265)

Après l'article 2

Son amendement n° 8 (répression de la publicité indirecte utilisant le cinéma) (p. 7266) : retiré (p. 7267)

Après l'article 3

Son amendement n° 4 (taxe additionnelle sur le papier à rouler les cigarettes) : adopté (p. 7268)

Son amendement n° 7 (mentions dissuasives inscrites sur les papiers à rouler les cigarettes analogues à celles inscrites sur les paquets) : adopté (p. 7268)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 22 du Gouvernement (élévation de 58,99 à 62 % du taux normal du droit de consommation) (p. 7269)

Son amendement n° 12 (hausse du minimum de perception) (p. 7269) : adopté (p. 7270)

Projet de loi n° 939 relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 juillet 2003] (p. 7733)*Après l'article 5 ter*

Intervient sur l'amendement n° 27 du Gouvernement (validation de la baisse de remboursement de médicaments visés par des arrêtés de septembre 2001, décembre 2001 et avril 2003) (p. 7753)

Dominique BUSSEREAU

*Charente-Maritime (4^{ème} circonscription)
 Union pour la Majorité Présidentielle
 Secrétaire d'Etat aux transports et à la mer*

Élu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063)

Est nommé Secrétaire d'Etat aux transports et à la mer. Décret du 17 juin 2002 [J.O. du 18 juin 2002] (p. 10720)

Cessation de son mandat de député le 18 juillet 2002 (voir indications préliminaires)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

DÉPÔT

Déclaration du Gouvernement n° 880 sur les infrastructures 2003-2020 [20 mai 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*En qualité de Membre du Gouvernement**RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE*

M. Christophe Priou. Transports par eau. transports maritimes. navires, sécurité [29 octobre 2002] (p. 4256)

M. Jean-Pierre Grand. Transports aériens. Air Littoral. équilibre financier, aides de l'Etat [20 novembre 2002] (p. 5366)

M. Louis Guédon. Transports par eau. transports maritimes. navires, sécurité, politiques communautaires [10 décembre 2002] (p. 6363)

M. Alain Vidalies. Déchets, pollutions et nuisances. mer et littoral. hydrocarbures, moyens d'intervention, financement [28 janvier 2003] (p. 558)

M. Jérôme Rivière. Transports ferroviaires. politique des transports ferroviaires. Alpes-maritimes, perspectives [28 janvier 2003] (p. 559)

Mme Marie-Hélène des Esgaulx. Déchets, pollutions et nuisances. mer et littoral. hydrocarbures, naufrage du pétrolier "Prestige" [4 mars 2003] (p. 1530)

M. Manuel Aeschlimann. Transports ferroviaires. SNCF. fret, politiques communautaires [19 mars 2003] (p. 2182)

M. Christophe Priou. Transports par eau. hygiène et sécurité. transports maritimes [2 avril 2003] (p. 2744)

M. Jean-Yves Besselat. Transports par eau. transports maritimes. navires, sécurité [30 avril 2003] (p. 3310)

Mme Martine Billard. Transports. politique des transports. perspectives [30 avril 2003] (p. 3311)

M. Jean-Pierre Dufau. Déchets, pollutions et nuisances. mer et littoral. hydrocarbures, naufrage du pétrolier "Prestige", indemnisation [21 mai 2003] (p. 3925)

M. Jean-Pierre Giran. Déchets, pollutions et nuisances. mer et littoral. hydrocarbures, indemnisation, perspectives [21 mai 2003] (p. 3926)

Mme Odile Saugues. Transports aériens. tarifs. politiques communautaires [4 juin 2003] (p. 4477)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Jean-Christophe Lagarde. Déchets, pollutions et nuisances. SNCF. bruits, émanations toxiques, lutte et prévention [15 octobre 2002] (p. 3273)

M. Pierre Forgues. Transports ferroviaires. transport de marchandises. traversée centrale des Pyrénées, perspectives [15 octobre 2002] (p. 3271)

M. Jacques Desallangre. Transports ferroviaires. SNCF. emploi et activité [15 octobre 2002] (p. 3270)

M. Didier Quentin. Mer et littoral. aménagement du littoral. loi n° 86-2 du 3 janvier 1986, application, conséquences, conchyliculture [15 octobre 2002] (p. 3274)

M. René André. Urbanisme. permis de construire. extension de réseaux, financement, zones rurales [15 octobre 2002] (p. 3272)

M. David Habib. Voirie. RN 134, A 650 et A 65. aménagement [14 janvier 2003] (p. 13)

M. Jean-Pierre Kucheida. Logement : aides et prêts. accession à la propriété. prime à l'accession très sociale, prorogation [14 janvier 2003] (p. 17)

M. Lionnel Luca. Communes. domaine public. conventions d'occupation, réglementation [14 janvier 2003] (p. 13)

Mme Françoise de Panafieu. Transports ferroviaires. SNCF. terrains désaffectés, utilisation, perspectives, Paris XVIIe [14 janvier 2003] (p. 15)

M. Dominique Richard. Voirie. RN 20. liaison Sorges Mûrs-Grigné, aménagement [14 janvier 2003] (p. 16)

Mme Marie-George Buffet. Logement. logement social. réhabilitation, Le Blanc-Mesnil, financement [4 février 2003] (p. 758)

M. Gilles Artigues. Voirie. A 45. construction [4 février 2003] (p. 757)
 M. Maxime Bono. Urbanisme. secteurs sauvegardés. espace littoral, sauniers, cabanes, maintien [4 février 2003] (p. 755)
 M. Jean-Marc Nesme. Voirie. routes nationales. aménagement, tronçon Paray-le-Monial - Charolles - Mâcon [4 février 2003] (p. 756)
 M. Bernard Schreiner. Voirie. déviations. Soufflenheim, perspectives [4 février 2003] (p. 759)
 M. Michel Vaxès. Voirie. routes départementales. D 9, prolongement, perspectives [4 février 2003] (p. 759)
 M. Étienne Mourrut. Tourisme et loisirs. navigation de plaisance. bateaux, immatriculation [4 mars 2003] (p. 1507)
 M. Jean Leonetti. Déchets, pollutions et nuisances. aéroports. bruits, lutte et prévention. Antibes [4 mars 2003] (p. 1509)
 Mme Michèle Tabarot. Sécurité publique. plans de prévention des risques. inondations, financement, vallée de la Siagne [4 mars 2003] (p. 1511)
 M. Marc Dolez. Transports par eau. transports fluviaux. batellerie artisanale, aides de l'Etat [4 mars 2003] (p. 1508)
 M. Jean-Pierre Blazy. Transports aériens. aéroports. région parisienne, perspectives [4 mars 2003] (p. 1510)
 M. Michel Dasseux. Transports ferroviaires. SNCF. missions de service public, maintien [25 mars 2003] (p. 2337)
 Mme Martine Lignières-Cassou. Transports. politique des transports. vallée d'Aspe [25 mars 2003] (p. 2339)
 M. Frédéric Dutoit. Transports par eau. ports. accès au marché des services portuaires, politiques communautaires [25 mars 2003] (p. 2340)
 M. Dominique Dord. Transports ferroviaires. ligne Lyon-Turin. perspectives [25 mars 2003] (p. 2342)
 M. Michel Roumegoux. Transports ferroviaires. ligne Paris-Orléans-Limoges-Toulouse. modernisation [25 mars 2003] (p. 2336)
 M. Frédéric Reiss. Transports routiers. politiques communautaires. autocars de tourisme, homologation [25 mars 2003] (p. 2338)
 M. Gérard Bapt. Transports ferroviaires. TGV. ligne Paris-Toulouse, perspectives [20 mai 2003] (p. 3792)
 Mme Arlette Franco. Transports aériens. aéroports. Perpignan-Rivesaltes, perspectives [20 mai 2003] (p. 3792)
 M. Étienne Mourrut. Transports par eau. ports. gestion, Port-Camargue [20 mai 2003] (p. 3794)
 M. François Asensi. Transports urbains. RER. ligne B, fonctionnement [10 juin 2003] (p. 4904)
 M. Jacques Briat. Transports aériens. aéroports. Toulouse-Blagnac, perspectives [10 juin 2003] (p. 4903)
 M. Bernard Brochand. Transports aériens. ligne Paris-Nice. desserte [10 juin 2003] (p. 4902)
 M. Christian Vanneste. Voirie. A 24. construction, perspectives [10 juin 2003] (p. 4905)
 M. Jean-Luc Warsmann. Voirie. A 34. travaux, calendrier [10 juin 2003] (p. 4906)

RÉPONSE AU RAPPEL AU RÈGLEMENT DE

M. Maxime Gremetz : fait remarquer qu'il est normal, à l'issue de la première séance, que le ministre réponde aux présidents des commissions qui se sont exprimés en tant que tels ; en outre, il s'agit d'un débat d'orientation et des règles différentes s'appliquent [20 mai 2003] (p. 3868)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS - AVIATION CIVILE

Examen du fascicule [24 octobre 2002] (p. 3983)

Son intervention (p. 3991)

Ses réponses (p. 3995 à 4005)

Thèmes avant la procédure des questions :

Sécurité routière (p. 3991)
 Transports : transport combiné (p. 3992)
 Transports aériens : aéroports : construction (p. 3992)
 Transports aériens : Air France (p. 3992)
 Transports aériens : Fonds d'intervention pour les aéroports et le transport aérien (FIATA) (p. 3992)
 Transports aériens : redevances aéronautiques (p. 3992)
 Transports aériens : sécurité (p. 3993)
 Transports ferroviaires : Réseau ferré de France : endettement (p. 3991)
 Transports ferroviaires : transport de marchandises (p. 3992)
 Transports par eau : politique de la marine marchande : immatriculation des navires (p. 3993)
 Transports par eau : ports maritimes (p. 3993)
 Transports par eau : transport de marchandises : sécurité de la navigation (p. 3993)
 Transports par eau : Voies navigables de France (VNF) (p. 3992)

Transports urbains : plans de déplacements urbains : Ile-de-France (p. 3991)

Réponses aux questions :

Outre-mer : Saint-Pierre-et-Miquelon : transports aériens (p. 3995) (M. Gérard Grignon) (p. 3995)
 Transports ferroviaires : Réseau ferré de France : lignes régionales (p. 4001) (M. Daniel Paul) (p. 4001)
 Transports ferroviaires : TGV Lyon-Turin (p. 4001) (M. Gilbert Biessy) (p. 4000)
 Transports ferroviaires : TGV Lyon-Turin (p. 4003) (M. Michel Bouvard) (p. 4003)
 Transports par eau : canaux : construction (p. 4000) (M. Daniel Paul) (p. 4000)
 Transports par eau : ports maritimes : Le Havre (p. 4001) (M. Daniel Paul) (p. 4001)
 Transports par eau : Voies navigables de France (VNF) : crédits budgétaires (p. 4000) (M. Daniel Paul) (p. 4000)
 Transports urbains : tramways : Seine-Saint-Denis (p. 4004) (M. Jean-Pierre Brard) (p. 4004)

Vote des crédits et articles rattachés [24 octobre 2002] (p. 4005)

Etat B, Titre IV

Intervient sur l'amendement n° 11 corrigé de la commission des finances (réduction de la subvention de l'Etat à Réseau ferré de France (RFF) du montant de la redevance destinée au financement du Conseil supérieur du service public ferroviaire) (p. 4007)

BUDGET ANNEXE DE L'AVIATION CIVILE

Article 71 (doublement de la taxe d'aéroport applicable aux aéroports de classe 1 et 2)

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission des finances (abaissement du plafond de la taxe) (p. 4009)

Après l'article 71

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission des finances (rapport au Parlement sur le Fonds pour le développement de l'intermodalité) (p. 4010)

Proposition de résolution n° 503 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'application des mesures préconisées en matière de sécurité du transport maritime des produits dangereux ou polluants et l'évaluation de leur efficacité

Avant la discussion de l'article unique [5 février 2003] (p. 879)

Son intervention (p. 881)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : Fonds international d'indemnisation des pollutions par le pétrole (FIPOL) (p. 881)
 Déchets, pollutions et nuisances : marée noire (p. 881)
 Mer et littoral : protection : plan POLMAR (POLlution MARitime) (p. 882)
 Organisations internationales : Agence européenne de sécurité maritime (p. 881)
 Organisations internationales : Organisation maritime internationale (OMI) (p. 881)
 Parlement : rôle : commissions d'enquête (p. 882)
 Pays étrangers : Etats-Unis : politique de la mer (p. 882)
 Politiques communautaires : marée noire (p. 881)
 Transports par eau : sécurité de la navigation : crédits (p. 881 et s.)
 Union européenne : élargissement (p. 882)

Discussion de l'article unique [5 février 2003] (p. 889)

Article unique

Son intervention (p. 889 et s.)

Proposition de résolution n° 684 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de gestion d'Air Lib et sur l'utilisation des fonds publics par cette compagnie aérienne

Avant la discussion de l'article unique [18 mars 2003] (p. 2142)

Sa réponse (p. 2148)

Thèmes :

Emploi : offres d'emploi : secteur public (p. 2150)
 Transports aériens : Air Lib (p. 2149 et s.)

Discussion de l'article unique [18 mars 2003] (p. 2151)

Article unique (création d'une commission d'enquête)

Son intervention (p. 2151)

Déclaration du Gouvernement n° 880 sur les infrastructures 2003-2020 et débat sur cette déclaration

[20 mai 2003] (p. 3826)

Son intervention (p. 3833)

Sa réponse (p. 3910)

Rappel au règlement de M. Maxime Gremetz (cf supra) [20 mai 2003] (p. 3868)

Thèmes :

Transports aériens (p. 3912)
Transports ferroviaires : Réseau ferré de France (p. 3833)
Transports ferroviaires : TGV (p. 3911 et s.)
Transports ferroviaires : TGV-Est (p. 3911)
Transports ferroviaires : trains express régionaux (TER) (p. 3833)
Transports ferroviaires : transport de marchandises (p. 3833)
Transports par eau : canaux (p. 3834)
Transports routiers (p. 3835, 3910 et s.)
Union européenne : élargissement (p. 3833)

Projet de loi n° 402 portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [28 mai 2003] (p. 4347)

Son intervention (p. 4350)

Thèmes :

Aménagement du territoire : montagne : constructions (p. 4350)
Parlement : rôle : projets de loi (p. 4350)
Urbanisme : plans locaux d'urbanisme (PLU) (p. 4350)
Voirie (p. 4350)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [28 mai 2003] (p. 4356)

Son intervention (p. 4362)

C

Christian CABAL

*Loire (2^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11466)

Membre titulaire du Haut conseil du secteur public [J.O. du 2 août 2002] (p. 13229)

Membre titulaire du Conseil national du crédit et du titre [J.O. du 2 août 2002] (p. 13230)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) : annexe n° 32 : Jeunesse, éducation nationale et recherche (recherche et technologie) (n° 256) [10 octobre 2002]

Rapport déposé au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur l'impact éventuel de la consommation des drogues sur la santé mentale de leurs consommateurs :

- Tome II : Compte rendu de l'audition du 13 février 2003 [29 avril 2003] (n° 814) (*le Tome I a été déposé sous la précédente législature sous le n° 3641*)

Rapport déposé au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur les méthodes scientifiques d'identification des personnes à partir de données biométriques et les techniques de mise en œuvre [16 juin 2003] (n° 938)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Espace. politique spatiale. perspectives [5 novembre 2002] (p. 4462)

Espace. politique spatiale. perspectives [28 mai 2003] (p. 4342)

DÉBATS**Proposition de loi n° 194 relative à la conduite automobile sous l'influence de drogues illicites et psychotropes****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [8 octobre 2002] (p. 3001)**

Son intervention (p. 3015)

Thèmes :

Drogue : usage (p. 3015)

Sécurité routière : accidents : drogue (p. 3015)

Sécurité routière : conduite sous l'influence de drogues (p. 3015)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE****III - RECHERCHE ET NOUVELLES TECHNOLOGIES****Examen du fascicule [5 novembre 2002] (p. 4427)**

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 4427)

Thèmes avant la procédure des questions :

Entreprises : recherche (p. 4429)

Recherche : chercheurs (p. 4428)

Recherche : crédits (p. 4427)

Recherche : innovation (p. 4427)

Recherche : recherche développement (p. 4428)

Vote des crédits et articles rattachés [5 novembre 2002] (p. 4450)

Etat B, titre III

Intervient sur l'amendement n° 110 de M. Pierre Cohen (majoration de crédits : financement de la poursuite du plan pluriannuel de recrutement de chercheurs) (p. 4451)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [15 janvier 2003] (p. 151)**

Son intervention (p. 163)

Thème :

Droit pénal : fichier national automatisé des empreintes génétiques (FNAEG) : moyens (p. 163)

Projet de loi n° 823 relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [8 juillet 2003] (p. 7005)**

Article 5 (*relevé des empreintes digitales pour le contrôle de l'entrée des étrangers*)

Son intervention (p. 7070)

Projet de loi n° 678 relatif au mécénat et aux fondations**DEUXIÈME LECTURE****Discussion des articles [16 juillet 2003] (p. 7773)**

Article 2 (*abattement de l'impôt sur les sociétés accordé aux fondations reconnues d'utilité publique*)

Son amendement n° 25 (exonération des revenus du patrimoine et des activités non lucratives des fondations) (p. 7780)

Marcel CABIDDU

*Pas-de-Calais (11^{ème} circonscription)
Socialiste*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Dominique CAILLAUD

*Vendée (2^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la commission d'enquête sur la gestion des entreprises publiques afin d'améliorer le système de prise de décision. [J.O. du 5 février 2003] (p. 2218)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Transports par eau. transports maritimes. hydrocarbures, navires, sécurité, politiques communautaires [11 décembre 2002] (p. 6509)

Tourisme et loisirs. stations balnéaires. eaux de baignade, qualité [8 avril 2003] (p. 2947)

DÉBATS**Projet de loi n° 230 de finances pour 2003****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA****Examen du fascicule [5 novembre 2002] (p. 4499)**

Procédure des questions :

Retraites : régime agricole : mensualisation (p. 4521)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS - AVIATION CIVILE

Examen du fascicule [24 octobre 2002] (p. 3983)*Procédure des questions :*

Etat : Institut géographique national (IGN) : crédits budgétaires (p. 3994)

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE - SERVICES DU PREMIER MINISTRE

Examen du fascicule [7 novembre 2002] (p. 4655)*Procédure des questions :*

Aménagement du territoire : zones rurales : Internet (p. 4707)

Projet de loi n° 187 relatif à la programmation militaire pour les années 2003 à 2008

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 novembre 2002] (p. 5990)*Après l'article 6*

Intervient sur l'amendement n° 20 de la commission (instauration de dispositifs dérogatoires afin de moderniser la gestion immobilière, recours au crédit-bail) (p. 6018)

Projet de loi n° 960 modifiant la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juillet 2003] (p. 6872)*Article 1er bis (établissement d'un zonage dans le cadre de la carte archéologique)*

Son intervention (p. 6875 et s.)

Son amendement n° 65 (p. 6875)

Son amendement n° 66 (p. 6876)

Projet de loi n° 758 relatif à la chasse

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [17 juillet 2003] (p. 7806)*Article 16 bis (légalisation de la chasse de nuit dans six départements supplémentaires)*

Son intervention (p. 7813)

François CALVET*Pyrénées-Orientales (3^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 26 mars 2003] (p. 5405)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 26 mars 2003] (p. 5405)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 1^{er} mai 2003] (p. 7685)

Rapporteur pour avis du projet de loi portant réforme des retraites (n° 885) [28 mai 2003]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des retraites [J.O. du 22 juillet 2003] (p. 12377)

DÉPÔT

Rapport pour avis déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi (n° 885) portant réforme des retraites [3 juin 2003] (n° 895)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Sécurité publique, sécurité des biens et des personnes. loi sur la sécurité intérieure, perspectives [18 mars 2003] (p. 2128)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 362, posée le 26 mai 2003. Voirie. RN 20 et RN 116 (J.O. questions p. 3973). Appelée le 27 mai 2003. aménagement, Pyrénées-Orientales (p. 4230)

DÉBATS**Projet de loi n° 230 de finances pour 2003****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

I - JEUNESSE ET ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [22 octobre 2002] (p. 3742)*Procédure des questions :*

Enseignement secondaire : lycées : sport de haut niveau (p. 3780)

Projet de loi n° 342 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume d'Espagne relatif à l'exploitation, à l'entretien, à la sécurité et, le cas échéant, à l'évolution du tunnel routier du Somport (ensemble un échange de lettres)

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [10 avril 2003] (p. 3141)

Son intervention (p. 3142)

Thèmes :

Sécurité routière (p. 3142)

Voirie : tunnels routiers (p. 3142)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juin 2003] (p. 4931)

Son intervention (p. 4955)

Thèmes :

Retraites : fonctionnaires civils et militaires : calcul des pensions (p. 4956)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires : cotisations (p. 4956)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires : paiement des pensions (p. 4957)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires : retraite proportionnelle (p. 4957)

Retraites : généralités : système par répartition (p. 4955)

Jean-Christophe CAMBADÉLIS*Paris (20^{ème} circonscription)
Socialiste*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Bernard CARAYON*Tarn (4^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11116)

Vice-président de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 29 juin 2002] (p. 11265)

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le Ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales [J.O. du 3 janvier 2003] (p. 225)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) : annexe n° 36 : Premier ministre (secrétariat général de la défense nationale et renseignement) (n° 256) [10 octobre 2002]

Proposition de loi constitutionnelle n° 451 tendant à instituer un débat dans les deux assemblées du Parlement sur le rapport annuel de la Cour des comptes [4 décembre 2002]

Proposition de loi n° 481 tendant à donner la possibilité à des associations nationales de contribuables de se constituer partie civile dans des affaires de détournement de fonds publics [18 décembre 2002]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE ET SGDN

Examen des fascicules [24 octobre 2002] (p. 3907)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 3919)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : renseignement (p. 3919)

Défense : Secrétariat général de la défense nationale (SGDN) (p. 3920)

Ordre public : terrorisme (p. 3919)

Projet de loi n° 187 relatif à la programmation militaire pour les années 2003 à 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 novembre 2002] (p. 5972)

Son intervention (p. 5975)

Thèmes :

Défense : armes de destruction massive (p. 5975)

Défense : renseignement (p. 5976)

Espace : satellites (p. 5976)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 5975)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2003] (p. 151)

Son intervention (p. 161)

Thème :

Droit pénal : répression : gauche (p. 161)

Projet de loi n° 719 de sécurité financière

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juillet 2003] (p. 7848)

Son intervention (p. 7852)

Thèmes :

Entreprises : investissements : pays étrangers (p. 7852 et s.)

Pays étrangers : Etats-Unis (p. 7853)

Politique économique : intelligence économique (p. 7852 et s.)

Recherche (p. 7851)

Union européenne (p. 7852)

Explications de vote et vote

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 7852)

Thierry CARCENAC

Tarn (2^{ème} circonscription)
Socialiste

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire de la commission supérieure du service public des Postes et télécommunications [J.O. du 2 août 2002] (p. 13230)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) : annexe n° 19 : Economie, finances et industrie (services financiers, monnaies et médailles) (n° 256) [10 octobre 2002]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

CHARGES COMMUNES - ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE - MONNAIES ET MÉDAILLES (BUDGET ANNEXE) - COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR

Examen du fascicule [15 novembre 2002] (p. 5158)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 5159)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etat : Monnaies et médailles (p. 5159, 5160)

Etat : Monnaies et médailles : Pessac (p. 5160)

Etat : réforme (p. 5160)

Fonctionnaires et agents publics : traitement : réforme (p. 5160)

Impôt sur le revenu : retenue à la source (p. 5160)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : fonctionnaires et agents publics (p. 5159)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : réforme (p. 5160)

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2002] (p. 5185)

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

Article 66 (suppression de la contribution recouvrée au profit de l'Ecole nationale d'assurances)

Son amendement n° 169 (de suppression) (p. 5190)

Intervient sur l'amendement n° 182 de M. Xavier Bertrand (nouvelle rédaction de l'article - financement de l'Ecole nationale d'assurances à compter du 1er janvier 2004) (p. 5191)

Déclaration du Gouvernement n° 989 d'orientation budgétaire présentée par M. Alain Lambert, ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire et débat sur cette déclaration

[26 juin 2003] (p. 6055)

Son intervention (p. 6094)

Thèmes :

Finances publiques : déficit budgétaire : Gouvernement (p. 6094)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6094)

Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 6094)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : productivité (p. 6094)

Politique économique : capitalisme : libéralisme (p. 6094)

Pierre CARDO

Yvelines (7^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation

et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine [J.O. du 25 juillet 2003] (p. 12639)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 12 septembre 2003] (p. 15662)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 12 septembre 2003] (p. 15662)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 304 tendant à compléter les dispositions relatives à l'acquisition de la nationalité française par décision de l'autorité publique en faveur des réfugiés politiques et des apatrides [15 octobre 2002]

Proposition de loi n° 305 tendant à réformer les dispositions du code civil relatives aux obligations d'entretien des enfants [15 octobre 2002]

Proposition de loi n° 916 relative à l'accueil des étudiants handicapés au sein des établissements d'enseignement supérieur [13 juin 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Urbanisme. rénovation urbaine. perspectives [15 octobre 2002] (p. 3300)

Politique extérieure. enfants. divorce, enlèvements, coopération judiciaire [4 décembre 2002] (p. 6139)

Aménagement du territoire. politique d'aménagement du territoire. financement [17 juin 2003] (p. 5447)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 237, posée le 24 mars 2003. Sécurité publique. plans de prévention des risques (J.O. questions p. 2095). Appelée le 25 mars 2003. inondations, mise en place (p. 2350)

DÉBATS

Projet de loi n° 36 d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [17 juillet 2002] (p. 2057)

Article 1er (orientations de la politique de sécurité intérieure)

Intervient sur l'amendement n° 87 de M. Noël Mamère (politique de "tranquillité publique") (p. 2075)

Annexe I

Intervient sur l'amendement n° 48 de M. Jean-Pierre Blazy (statut des victimes) (p. 2080)

Intervient sur l'amendement n° 64 de M. Christophe Caresche (gardes statiques) (p. 2091)

Intervient sur l'amendement n° 65 corrigé de M. Christophe Caresche (consolidation de la police de proximité) (p. 2094)

Intervient sur l'amendement n° 121 de M. Jean-Christophe Lagarde (autorité du maire sur la police de proximité-expérimentation) (p. 2096)

Projet de loi n° 154 d'orientation et de programmation pour la justice

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er août 2002] (p. 2497)

Son intervention (p. 2505)

Thèmes :

Communes : maires : sécurité (p. 2506)

Droit pénal : délinquance et criminalité : prévention (p. 2506)

Droit pénal : mineurs : délinquance et criminalité (p. 2506)

Lois : projet de loi : justice (p. 2506)

Discussion des articles [2 août 2002] (p. 2622)

Article 16 (détention provisoire des mineurs)

Intervient sur l'amendement n° 71 de M. Michel Vaxès (de suppression) (p. 2623)

Intervient sur l'amendement n° 204 de M. André Vallini (de suppression) (p. 2623)

Avant l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 72 de M. Michel Vaxès (suppression de la section 4) (p. 2624)

Article 17 (procédure de jugement à délai rapproché)

Intervient sur l'amendement n° 74 corrigé de M. Michel Vaxès (investigations sur la personnalité accomplies à l'occasion d'une procédure antérieure de 6 mois au lieu de 18) (p. 2627)

Intervient sur l'amendement n° 163 de la commission (investigations sur la personnalité accomplies à l'occasion d'une procédure antérieure d'un an au lieu de 18 mois) (p. 2627)

Article 18 (jugement des contraventions par la juridiction de proximité)

Son intervention (p. 2630)

Article 20 (centres éducatifs fermés)

Son intervention (p. 2634)

Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Michel Vaxès (de suppression) (p. 2639)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 33 deuxième rectification de M. Christian Estrosi (inscriptions sur les façades -tags- punies d'une peine de travail d'intérêt général) (p. 2649)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES SOCIALES, TRAVAIL ET SOLIDARITÉ

VILLE ET RÉNOVATION URBAINE

Examen du fascicule [23 octobre 2002] (p. 3803)

Son intervention (p. 3810)

Thèmes avant la procédure des questions :

Associations (p. 3810)

Communes : dotation de solidarité urbaine (DSU) (p. 3811)

Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 3811)

Enseignement : reconstructions scolaires (p. 3811)

Urbanisme : grands projets urbains (p. 3810)

Vote des crédits et articles rattachés [23 octobre 2002] (p. 3832)

Etat B, titre IV

Intervient sur l'amendement n° 56 rectifié de la commission (suppression des crédits affectés au fonctionnement de l'Institut des villes) (p. 3833)

Intervient sur l'amendement n° 85 du Gouvernement (réaffectation de ces crédits libérés en faveur des opérations de renouvellement dans les communes en grande difficulté) (p. 3834)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

LOGEMENT

Examen du fascicule [13 novembre 2002] (p. 4969)

Son intervention (p. 4981)

Thèmes avant la procédure des questions :

Ordre public : sécurité (p. 4982)

Urbanisme : rénovation urbaine (p. 4981)

JUSTICE

Examen du fascicule [6 novembre 2002] (p. 4621)

Procédure des questions :

Droit pénal : procédure pénale : mineurs (p. 4623)

Enfants : couples binationaux : médiation (p. 4626)

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 novembre 2002] (p. 5632)

Article 5 (article 72-1 de la Constitution - renforcement de la démocratie participative locale)

Son intervention (p. 5646 et s.)

Proposition de loi constitutionnelle n° 341 visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections locales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 2002] (p. 5673)

Son intervention (p. 5695)

Thèmes :

Elections et référendums : droit de vote : étrangers non ressortissants de l'Union européenne (p. 5695)

Etrangers : intégration (p. 5695)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2003] (p. 151)

Son intervention (p. 151)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité : répression (p. 151)

Droit pénal : menaces contre les personnes exerçant une mission de service public (p. 151)

Droit pénal : mise à disposition d'un tiers d'un bien immobilier appartenant à autrui (p. 151)

Discussion des articles [16 janvier 2003] (p. 218, 268) ; [21 janvier 2003] (p. 319, 348) ; [22 janvier 2003] (p. 390)

Avant l'article 1er

Intervient sur le sous-amendement n° 410 de M. Noël Mamère (affirmation de la prévention) à l'amendement n° 54 de la commission

(missions de l'Etat et rôle des collectivités territoriales en matière de sécurité intérieure) (p. 219)

Intervient sur le sous-amendement n° 412 de M. Noël Mamère (rôle des associations de médiation et de lutte contre l'exclusion) à l'amendement n° 54 de la commission (p. 226)

Article 1er (pouvoirs des préfets en matière de sécurité intérieure)

Son intervention (p. 229)

Après l'article 1er (création de la réserve civile de la police nationale)

Intervient sur l'amendement n° 180 de M. André Gerin (création d'observatoires de la tranquillité publique dans les agglomérations) (p. 237)

Article 4 (critères permettant de procéder à des contrôles d'identité)

Son intervention (p. 245)

Article 5 (visite des véhicules pour la recherche de certaines infractions)

Son intervention (p. 248)

Article 9 (traitements automatisés d'informations mis en œuvre par la police et la gendarmerie)

Son intervention (p. 271)

Article 16 (prélèvements externes sur les personnes concernées par la procédure)

Son intervention (p. 323)

Après l'article 17 undecies

Intervient sur l'amendement n° 49 de M. Pierre Lellouche (imprescriptibilité de ces crimes) (p. 356)

Intervient sur l'amendement n° 316 de Mme Ségolène Royal (prescription des crimes commis contre les mineurs repoussée à dix ans après la révélation des faits) (p. 356)

Avant l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 161 de M. André Gerin (peines en cas d'incendie de véhicules à moteur) (p. 366)

Article 19 bis (extension de l'ordonnance de référé à l'ensemble des personnes installées sans titre sur un terrain)

Son intervention (p. 404)

Après l'article 19 bis

Intervient sur l'amendement n° 95 de la commission (délit de mise à disposition d'un tiers d'un bien immobilier appartenant à autrui) (p. 408)

Article 21 (incrimination des attroupements portant atteinte à la libre circulation dans les parties communes d'immeubles)

Son intervention (p. 417)

Projet de loi n° 606 relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mars 2003] (p. 1565)

Son intervention (p. 1580)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : déchets toxiques : métaux (p. 1580)

Mines et carrières : dégâts miniers (p. 1580 et s.)

Sécurité publique : fonds de prévention des risques naturels majeurs (p. 1580)

Sécurité publique : risques technologiques (p. 1580)

Discussion des articles [5 mars 2003] (p. 1607) ; [6 mars 2003] (p. 1713, 1763)

Avant le chapitre 1er

Intervient sur l'amendement n° 6 corrigé de M. Yves Cochet (insertion d'un chapitre intitulé : Démocratie participative) (p. 1609)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Yves Cochet (organisation d'un référendum d'initiative locale à la suite de l'enquête publique et à la demande des riverains ou des élus locaux) (p. 1609)

Article 12 (création d'une garantie d'indemnisation pour les dommages matériels des sinistrés couverts par un contrat d'assurance)

Son intervention (p. 1745 et s.)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 157 de M. Jean-Pierre Kucheida (définition du sinistre minier) (p. 1748)

Intervient sur l'amendement n° 407 de M. François Grosdidier (définition du sinistre minier) (p. 1748)

Article 16 (informations devant figurer dans le rapport annuel des sociétés)

Son intervention (p. 1765)

Après l'article 16 septies

Intervient sur l'amendement n° 103 de la commission (classification des silos) (p. 1780)

Intervient sur l'amendement n° 5 de Mme Catherine Vautrin (classification des silos) (p. 1780)

Article 17 (information des populations)

Son intervention (p. 1782)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 505 de M. Pascal Terrasse (renforcement de la sécurité juridique des élus) (p. 1787)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 456 de M. Jean Lassalle (maire autorisé à réaliser à titre exceptionnel l'ensemble des travaux pouvant prévenir tous les types de risques naturels) (p. 1789)

Article 19 bis (commission départementale des risques naturels majeurs)

Son intervention (p. 1790)

Son amendement n° 511 (p. 1791)

Après l'article 21

Son amendement n° 514 (possibilités de reconstruction) (p. 1806) : adopté (p. 1807)

Son amendement n° 515 rectifié (statut des constructions existantes) (p. 1807) : rejeté (p. 1808)

Son amendement n° 516 (reconstructions possibles en zone orange) : retiré (p. 1809)

Après l'article 24

Son amendement n° 513 (rapport au Parlement : mesures prises par VNF en matière d'entretien et de curage des cours d'eau relevant de sa compétence) : retiré (p. 1819)

Article 26 (champ d'intervention du fonds de prévention des risques naturels majeurs)

Son intervention (p. 1822)

Son amendement n° 517 (p. 1824)

Article 28 (élargissement des conditions de saisine du Bureau central de tarification)

Son intervention (p. 1829)

Seconde délibération

Article 21 bis (possibilités de reconstruction)

Son intervention (p. 1836 et s.)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [15 juillet 2003] (p. 7577)

Après l'article 16 septies

Son amendement n° 112 (crédit d'impôt pour les riverains exposés à des risques naturels) (p. 7601) : rejeté (p. 7602)

Article 26 (champ d'intervention du fonds de prévention des risques naturels majeurs)

Son intervention (p. 7617)

Article 30 (obligation d'information portant sur les risques technologiques et naturels lors des transactions immobilières)

Son amendement n° 113 (p. 7622)

Déclaration du Gouvernement n° 880 sur les infrastructures 2003-2020 et débat sur cette déclaration

[20 mai 2003] (p. 3826)

Son intervention (p. 3894)

Thème :

Transports par eau : canal Seine-Nord (p. 3895)

Projet de loi n° 810 modifiant la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 relative au droit d'asile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 juin 2003] (p. 4666)

Article 7 (régime du séjour du demandeur d'asile)

Son intervention (p. 4674)

Après l'article 12

Son amendement n° 131 (pas de condition de connaissance de la langue française pour accorder la nationalité française aux réfugiés politiques et aux apatrides résidant en France depuis dix ans au moins) : rejeté (p. 4680)

Projet de loi n° 823 relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 juillet 2003] (p. 7005) ; [9 juillet 2003] (p. 7129, 7186)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 386 de la commission (attestation d'assurance pour les soins médicaux pendant la durée de validité du visa nécessaire pour entrer en France) (p. 7015)

Article 2 (attestation d'accueil)

Son intervention (p. 7032 et s.)

Son amendement n° 360 (p. 7041)

Son amendement n° 369 (p. 7046)

Son sous-amendement n° 361 à l'amendement n° 60 de la commission (p. 7054)

Ses amendements n^{os} 359 et 362 (p. 7058)
 Son amendement n^o 363 (p. 7059)

Article 3 (coordination liée à la suppression de l'obligation de détention d'un titre de séjour pour les ressortissants communautaires)
 Son sous-amendement n^o 364 à l'amendement n^o 64 de la commission (p. 7060)

Article 4 (relevé des empreintes digitales pour le contrôle de l'entrée des étrangers)
 Son amendement n^o 365 rectifié (p. 7066)

Après l'article 6
 Intervient sur l'amendement n^o 18 de M. Jean-Pierre Grand (possibilité de retrait de la carte de séjour temporaire de l'étranger passible de poursuites pénales pour les infractions les plus graves en matière de trafic de stupéfiants) (p. 7077)
 Intervient sur l'amendement n^o 384 de M. Nicolas Perruchot (création d'un contrat d'intégration) (p. 7077)

Article 7 (délivrance d'une carte de séjour temporaire dans le cadre du regroupement familial - condition de communauté de vie pour les conjoints de Français)
 Son intervention (p. 7085)

Après l'article 7
 Son amendement n^o 366 (le seul fait d'être le parent d'un enfant mineur, né en France, ne donne pas droit à un titre de séjour) : retiré (p. 7093)

Après l'article 8
 Son amendement n^o 370 (rapport fin 2003 sur la polygamie en France et les solutions pour y remédier) (p. 7094) : retiré (p. 7095)

Article 22 (protection relative contre les mesures d'expulsion au bénéfice de certaines catégories d'étrangers)
 Son amendement n^o 372 (p. 7146)

Article 31 (coordination liée à la réforme du droit d'asile et à l'introduction de la notion de protection temporaire)
 Son amendement n^o 373 (p. 7173)

Avant l'article 35
 Son amendement n^o 367 rectifié (les réfugiés politiques et les apatrides âgés de plus de soixante ans et résidant en France depuis quinze ans au moins sont dispensés de la condition de connaissance de la langue française) : adopté (p. 7213)

Projet de loi n^o 950 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2003] (p. 7275)
 Son intervention (p. 7329)

Thèmes :
 Aménagement du territoire : politique de la ville (p. 7329 et s.)
 Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 7330 et s.)
 Collectivités territoriales : dotation globale de fonctionnement (DGF) (p. 7331)
 Communes : dotation de solidarité urbaine (DSU) (p. 7331)
 Emploi (p. 7331)
 Enseignement : crédits (p. 7331)
 Politique sociale : surendettement (p. 7330 et s.)
 Secteur public : services publics (p. 7331)
 Sécurité publique (p. 7331)
 Urbanisme : rénovation urbaine (p. 7330)

Discussion des articles [11 juillet 2003] (p. 7362, 7449)

Avant l'article 1er
 Intervient sur l'amendement n^o 185 de M. Pierre Cohen (rapport annuel au Parlement sur l'évolution du niveau d'intégration des actions menées) (p. 7363)

Article 1er et annexe 1 (programmes d'action dans les zones urbaines sensibles (ZUS))
 Son amendement n^o 235 (p. 7371)
 Ses amendements n^{os} 237 et 238 (p. 7373)
 Son amendement n^o 335 (p. 7374)
 Son amendement n^o 336 (p. 7375)
 Son amendement n^o 337 (p. 7376)
 Son amendement n^o 338 (p. 7377)
 Son amendement n^o 339 (p. 7378)

Après l'article 1er
 Son amendement n^o 328 (conseil interministériel de la ville réuni dans les six mois de la publication de la présente loi) (p. 7379) : rejeté (p. 7380)
 Son amendement n^o 329 (indicateurs synthétiques et multifformes établis par le conseil interministériel de la ville permettant d'apprécier les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la présente loi) (p. 7380) : rejeté (p. 7381)

Article 4 (débat annuel dans les collectivités locales comprenant des ZUS)
 Son amendement n^o 240 (p. 7386)
 Son amendement n^o 330 (p. 7389)

Article 5 (rapport au Parlement sur l'évolution des inégalités dans les ZUS)
 Son amendement n^o 241 (p. 7390)

Article 6 (objectifs du programme national de rénovation urbaine)
 Son intervention (p. 7397)

Après l'article 6
 Intervient sur l'amendement n^o 206 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (conditions de relogement des personnes habitant des logements concernés par des opérations de démolition) (p. 7405)

Article 8 (participation de la Caisse des dépôts et consignations au financement du programme national de rénovation urbaine)
 Son intervention (p. 7409)

Après l'article 8
 Intervient sur l'amendement n^o 258 de M. Rodolphe Thomas (exonérations de charges pour les entreprises participant à la réalisation du programme national de rénovation urbaine) (p. 7409)
 Intervient sur l'amendement n^o 316 de Mme Odile Saugues (suppression de l'article 91 de la loi du 2 juillet 2003 : réforme de l'amortissement fiscal en cas d'investissement locatif) (p. 7411)

Article 9 (création et actions de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU))
 Son intervention (p. 7420)
 Son amendement n^o 331 (p. 7422)

Article 10 (administration et représentation de l'ANRU)
 Ses sous-amendements n^{os} 242 et 332 à l'amendement n^o 88 de la commission (p. 7426)

Article 12 (subventions accordées par l'ANRU)
 Son amendement n^o 333 (p. 7430)

Après l'article 12
 Son amendement n^o 243 (communes de moins de 20 000 habitants et dont la moitié de la population habite une zone sensible, exonérées de l'obligation d'accueil des gens du voyage) : adopté (p. 7431)

Article 13 (avantages fiscaux accordés pour les travaux sur des logements bénéficiant de subventions de l'ANRU)
 Son amendement n^o 244 (p. 7432)

Après l'article 13
 Intervient sur l'amendement n^o 224 de M. Pierre Bourguignon (dépenses réellement prises en compte au titre du fonds de compensation de la TVA) (p. 7432)
 Son amendement n^o 246 (dépenses réellement prises en compte au titre du fonds de compensation de la TVA) (p. 7432) : retiré (p. 7433)

Après l'article 14
 Son amendement n^o 249 (critères d'attribution de la dotation de solidarité urbaine) (p. 7435) : rejeté (p. 7436)
 Son amendement n^o 248 (critères d'attribution de la dotation de solidarité urbaine) (p. 7435) : rejeté (p. 7436)

Article 19 (octroi du bénéfice de l'aide juridictionnelle aux syndicats des copropriétaires d'immeuble situé dans un plan de sauvegarde ou une opération programmée d'amélioration de l'habitat)
 Son intervention (p. 7450)
 Son amendement n^o 334 (p. 7451)

Après l'article 20
 Son amendement n^o 285 (délimitation des zones franches urbaines et des ZRU) : retiré (p. 7457)

Après l'article 26
 Intervient sur le sous-amendement n^o 400 de M. Nicolas Perruchot (siège de l'activité sociale) à l'amendement n^o 119 rectifié de la commission (exonération des charges sociales patronales pour les emplois associatifs dans les ZUS) (p. 7469)

Article 27 (création d'une procédure de rétablissement personnel)
 Son intervention (p. 7505)

Après l'article 29
 Son amendement n^o 325 (nouveau dispositif de gouvernance des sociétés anonymes d'HLM) (p. 7516) : retiré (p. 7518)

Après l'article 30
 Son amendement n^o 327 (modalités d'évolution du statut des sociétés anonymes d'HLM) (p. 7524) : retiré (p. 7525)

Après l'article 34
 Intervient sur l'amendement n^o 351 de M. Philippe Pemezec (maire consulté sur l'ordre du jour de la commission d'attribution) (p. 7528)
 Son amendement n^o 253 (ministère chargé de la politique de la ville directement rattaché au Premier ministre) (p. 7531) : rejeté (p. 7532)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [24 juillet 2003] (p. 7956)
 Son intervention (p. 7963)

Thèmes :
 Aménagement du territoire : politique de la ville (p. 7963 et s.)
 Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 7963)
 Communes : dotation de solidarité urbaine (DSU) (p. 7964)

Christophe CARESCHE

Paris (18^{ème} circonscription)
Socialiste

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)
Rapporteur de la proposition de loi visant à réformer le prononcé des peines d'interdiction du territoire et les procédures d'expulsion (n° 478) [13 novembre 2002]

Rapporteur de la proposition de loi visant à protéger certaines catégories d'étrangers des mesures d'éloignement du territoire (n° 380) [13 novembre 2002]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi (n° 380) de M. Jean-Marc Ayrault et plusieurs de ses collègues visant à protéger certaines catégories d'étrangers des mesures d'éloignement du territoire [26 novembre 2002] (n° 395)

Proposition de loi n° 542 relative à la création d'un Observatoire national de la délinquance [16 janvier 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Etat, décentralisation, conséquences, enseignement [21 mai 2003] (p. 3923)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 301, posée le 5 mai 2003. Etrangers, demandeurs d'asile (J.O. questions p. 3387). Appelée le 6 mai 2003. association France Terre d'asile, fonctionnement, financement (p. 3425)

DÉBATS**Projet de loi n° 36 d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure****PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [17 juillet 2002] (p. 2057, 2106)

Annexe I

Intervient sur l'amendement n° 93 de M. Noël Mamère (suppression des dispositions de l'introduction relatives à la drogue) (p. 2078)

Son amendement n° 58 (rattachement du Conseil de sécurité intérieure au Premier ministre) (p. 2080)

Son amendement n° 61 (emploi des forces mobiles) (p. 2087)

Son amendement n° 62 corrigé (transfert des postes de brigade de gendarmerie) (p. 2089)

Son amendement n° 63 (rédactionnel) (p. 2090)

Son amendement n° 64 (gardes statiques) (p. 2091)

Son amendement n° 65 corrigé (consolidation de la police de proximité) (p. 2093)

Intervient sur l'amendement n° 121 de M. Jean-Christophe Lagarde (autorité du maire sur la police de proximité-expérimentation) (p. 2096)

Son amendement n° 66 (fusion des laboratoires de la police et de la gendarmerie) (p. 2097)

Son amendement n° 80 (modules de formation communs aux écoles de commissaires et d'officiers de gendarmerie) (p. 2099)

Son amendement n° 84 (régionalisation des recrutements et des carrières) (p. 2100)

Son amendement n° 78 (non-respect de la signalisation tricolore et des passages protégés) (p. 2108)

Son amendement n° 83 (loi de programmation et d'orientation sur la prévention) (p. 2110)

Son amendement n° 82 (accueil et aide aux victimes) (p. 2112)

Intervient sur l'amendement n° 54 de M. Jean-Pierre Blazy (suppression de l'aggravation des sanctions en matière d'absentéisme scolaire) (p. 2118)

Son amendement n° 81 (suppression des mesures d'éloignement à l'encontre des auteurs de racolage passif ou actif) (p. 2123)

Après l'article 4

Son amendement n° 57 (qualification de police judiciaire d'un corps de fonctionnaires de la ville de Paris) (p. 2142)

Article 5 (évaluation annuelle)

Intervient sur l'amendement n° 13 de la commission des finances (nouvelle rédaction de l'article - rôle du Parlement) (p. 2144)

Intervient sur l'amendement n° 127 rectifié de M. Marc Le Fur (nouvelle rédaction de l'article - création d'un observatoire national de la délinquance) (p. 2144)

Projet de loi n° 6 autorisant la ratification du protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer, additionnel à la convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion de l'article unique [24 juillet 2002] (p. 2282)

Son intervention (p. 2287)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 2287)

Justice : juridictions pénales : coopération judiciaire (p. 2287)

Projet de loi n° 154 d'orientation et de programmation pour la justice**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [2 août 2002] (p. 2666)

Après l'article 32 ter

Son amendement n° 106 corrigé (double peine) (p. 2696)

Proposition de loi n° 380 visant à protéger certaines catégories d'étrangers des mesures d'éloignement du territoire

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 novembre 2002] (p. 5901)

Ses interventions (p. 5901 et 5921)

Thèmes :

Droit pénal : double peine (p. 5902)

Droit pénal : proportionnalité de la peine (p. 5901, 5922)

Etrangers : attaches avec la France : protection (p. 5902, 5922)

Etrangers : expulsion (p. 5901)

Etrangers : interdiction du territoire (p. 5902, 5922)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [21 janvier 2003] (p. 319) ; [23 janvier 2003] (p. 445, 483)

Article 17 bis (incrimination de la traite des êtres humains)

Son intervention (p. 327)

Article 29 bis (création d'établissements sécurisés pour les victimes de la traite des êtres humains)

Son amendement n° 308 (p. 460)

Après l'article 29 bis

Intervient sur l'amendement n° 198 rectifié de M. Jean-Christophe Lagarde (saisie du véhicule conduit sans permis) (p. 462)

Après l'article 37

Intervient sur l'amendement n° 358 de M. François Grosdidier (recueil par les policiers municipaux des observations du contrevenant à une infraction verbalisée) (p. 473)

Intervient sur l'amendement n° 359 de M. François Grosdidier (autorisation du "flash ball" pour les policiers municipaux) (p. 475)

Intervient sur l'amendement n° 470 rectifié de M. Yves Fromion (autorisation des armes de 7ème catégorie à munitions en caoutchouc pour les policiers municipaux) (p. 475)

Après l'article 39

Intervient sur l'amendement n° 521 du Gouvernement (aggravation des sanctions pour les personnes se livrant au hooliganisme dans une enceinte sportive ou ses abords) (p. 493)

Avant l'article 43

Son amendement n° 320 (identité des contrevenants relevée par les agents de la ville de Paris) : retiré (p. 505)

Intervient sur l'amendement n° 131 de la commission (pouvoirs de police des agents de la ville de Paris) (p. 506)

Son amendement n° 314 (institution d'un observatoire national de la délinquance) (p. 506) : rejeté (p. 507)

Article 45 (protection juridique des familles des agents en charge de la sécurité)

Son sous-amendement n° 526 (p. 510)

Après l'article 45

Intervient sur le sous-amendement n° 509 de M. Bruno Le Roux (six personnalités siègent à la commission nationale de déontologie de la sécurité) à l'amendement n° 463 rectifié de M. Gérard Hamel (deux députés et deux sénateurs siègent à la commission nationale de déontologie de la sécurité) (p. 512)

Son amendement n° 321 (assouplissement étendu aux immeubles de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris) (p. 512) : adopté après modification (p. 513)

Intervient sur l'amendement n° 317 de Mme Ségolène Royal (généralisation des permanences hospitalières d'accueil d'urgence pour les mineurs victimes d'agression sexuelle) (p. 513)

Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 février 2003] (p. 1046)*Avant l'article 27*

Son amendement n° 288 (commission d'équipement commercial d'Ile-de-France) : rejeté (p. 1086)

Projet de loi n° 810 modifiant la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 relative au droit d'asile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 juin 2003] (p. 4589, 4618)

Ses explications de vote :

- sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayraut (p. 4604)

- sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 4612)

Son intervention (p. 4618)

Thèmes :

Etrangers : asile interne : inconstitutionnalité (p. 4604, 4612, 4619)

Etrangers : demandeurs d'asile (p. 4618)

Etrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) (p. 4618)

Etrangers : pays d'origine sûr : inconstitutionnalité (p. 4619)

Union européenne : droit d'asile (p. 4619)

Discussion des articles [5 juin 2003] (p. 4638, 4666)*Article 1er (compétences de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides - OFPRA)*

Son intervention (p. 4641 et s.)

Article 2 (organisation de l'OFPRA - transmission de documents au ministère de l'intérieur)

Son intervention (p. 4656 et s.)

Article 6 (admission au séjour du demandeur d'asile)

Son intervention (p. 4671)

Article 7 (régime du séjour du demandeur d'asile)

Son intervention (p. 4671 et s.)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)*Avant l'article 6 [séance du 20 juin 2003] (information des assurés sur le montant de leur pension)*

Son intervention (p. 5698)

Article 9 [séances du 20 juin 2003] (simplification des règles de limitation du cumul "emploi-retraite")

Son intervention (p. 5750)

Projet de loi n° 823 relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 juillet 2003] (p. 6729) ; [8 juillet 2003] (p. 6995)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayraut (p. 6740)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayraut (p. 7003)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence (p. 6748, 6750, 6752)

Droit pénal : double peine (p. 6741)

Etrangers : mariage (p. 6741, 6746)

Etrangers : mariages blancs (p. 6749)

Etrangers : cartes de résident (p. 6741, 6745, 6751)

Etrangers : certificats d'hébergement (p. 6746, 6751)

Etrangers : conditions de séjour (p. 6745)

Etrangers : immigration : statistiques (p. 6743)

Etrangers : immigration clandestine (p. 6742, 6746)

Etrangers : rétention administrative (p. 6741, 6748)

Etrangers : visas (p. 6747)

Travail : main d'œuvre (p. 6743)

Travail : travail clandestin (p. 6744)

Discussion des articles [8 juillet 2003] (p. 7005) ; [9 juillet 2003] (p. 7129, 7186)*Avant le titre 1er*

Intervient sur l'amendement n° 413 de M. Nicolas Perruchot (intégration, dans un délai de trois ans, des dispositions de la loi dans les conventions bilatérales conclues par la France, notamment avec le Maroc, la Tunisie et l'Algérie) (p. 7005)

Avant l'article 1er

Son sous-amendement n° 381 corrigé (débat annuel au Parlement pour arrêter les orientations de la politique d'immigration pour l'année suivante) à l'amendement n° 46 rectifié de la commission (rapport annuel sur la maîtrise des flux migratoires) (p. 7007) : rejeté (p. 7008)

Son sous-amendement n° 411 (rapport au Parlement sur les orientations de la politique d'immigration et débat pour arrêter ces orientations) à l'amendement n° 46 rectifié de la commission (p. 7007) : retiré (p. 7008)

Son sous-amendement n° 457 (rapport au Parlement sur les orientations de la politique d'immigration) à l'amendement n° 46 rectifié de la commission (p. 7007) : adopté (p. 7008)

Son sous-amendement n° 456 (suite au dépôt de ce rapport, débat possible au Parlement sur les orientations pour l'année suivante) à l'amendement n° 46 rectifié de la commission (p. 7007) : rejeté (p. 7009)

Intervient sur le sous-amendement n° 374 de M. Étienne Pinte (inclusion de statistiques pour évaluer l'impact de la réforme en matière de double peine) à l'amendement n° 46 rectifié de la commission (p. 7012)

Son sous-amendement n° 382 deuxième rectification (inclusion des condamnations prononcées à l'encontre des personnes qui exploitent ou transportent des étrangers démunis de documents de voyage ou de titres de séjour) à l'amendement n° 46 rectifié de la commission : retiré (p. 7013)

Son amendement n° 245 rectifié (rapport au Parlement sur les orientations de la politique d'immigration et débat pour arrêter ces orientations) : retiré (p. 7013)

Intervient sur l'amendement n° 386 de la commission (attestation d'assurance pour les soins médicaux pendant la durée de validité du visa nécessaire pour entrer en France) (p. 7014)

Article 1er (renonciation au bénéfice du « jour franc » en cas de refus de signer la notification écrite de non-admission)

Son amendement n° 246 (p. 7016)

Son sous-amendement n° 375 à l'amendement n° 48 de la commission (p. 7020)

Article 2 (attestation d'accueil)

Son intervention (p. 7022 et s.)

Son amendement n° 248 (p. 7024)

Son amendement n° 249 (p. 7037)

Article 3 (coordination liée à la suppression de l'obligation de détention d'un titre de séjour pour les ressortissants communautaires)

Son intervention (p. 7062)

Article 4 (relevé des empreintes digitales pour le contrôle de l'entrée des étrangers)

Son intervention (p. 7064 et s.)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Jean-Pierre Grand (possibilité de retrait de la carte de séjour temporaire de l'étranger passible de poursuites pénales pour les infractions les plus graves en matière de trafic de stupéfiants) (p. 7073)

Article 7 (délivrance d'une carte de séjour temporaire dans le cadre du regroupement familial - condition de communauté de vie pour les conjoints de Français)

Son intervention (p. 7082 et s.)

Son amendement n° 250 (p. 7083)

Son amendement n° 251 rectifié (p. 7086)

Son amendement n° 252 (p. 7090)

Article 9 (réforme de la commission du titre de séjour)

Son intervention (p. 7095 et s.)

Son amendement n° 255 (p. 7101)

Article 10 (allongement du délai de résidence pour la délivrance d'une carte de résident et introduction d'une condition d'intégration)

Son intervention (p. 7102)

Son amendement n° 256 (p. 7104)

Article 11 (allongement de la durée de mariage ouvrant droit à l'obtention d'une carte de résident)

Son amendement n° 257 (p. 7109)

Article 14 (modification des règles de délivrance de plein droit d'une carte de résident aux étrangers ayant bénéficié durant cinq ans d'une carte de séjour temporaire « vie privée et familiale »)

Son amendement n° 259 (p. 7112)

Article 16 (délit d'aide à l'entrée, à la circulation ou au séjour des étrangers)

Son amendement n° 260 (p. 7119)

Son amendement n° 261 rectifié (p. 7119)

Article 17 (circonstances aggravantes)

Son amendement n° 262 rectifié (p. 7131)

Article 18 (responsabilité pénale des personnes morales)

Son amendement n° 265 (p. 7131)

Article 19 (création d'un délit spécifique de mariage simulé)

Son intervention (p. 7133)

Son amendement n° 266 (p. 7136)

Ses amendements n^{os} 267 et 268 (p. 7139)

Article 20 (allongement du délai dans lequel le juge doit statuer sur les recours spéciaux dirigés contre les arrêtés de reconduite à la frontière)

Son amendement n^o 269 (p. 7140)

Article 21 (réexamen périodique des motifs des arrêtés d'expulsion)

Son intervention (p. 7142)

Article 22 (protection relative contre les mesures d'expulsion au bénéfice de certaines catégories d'étrangers)

Son intervention (p. 7147)

Article 24 (protection absolue contre les mesures d'expulsion au bénéfice de certaines catégories d'étrangers)

Son intervention (p. 7150)

Son amendement n^o 272 (p. 7153)

Ses amendements n^{os} 273 et 274 (p. 7156)

Son amendement n^o 275 (p. 7157)

Article 28 (modification des règles d'instruction des dossiers de regroupement familial – délivrance d'une carte de séjour temporaire)

Son intervention (p. 7164 et s.)

Article 33 (réforme du régime de la rétention des étrangers)

Son amendement n^o 276 (p. 7177)

Ses sous-amendements n^{os} 447, 446, 383 et 448 à l'amendement n^o 109 rectifié de la commission (p. 7187)

Ses amendements n^{os} 279, 280 et 288 (p. 7189)

Son amendement n^o 278 (p. 7190)

Son intervention (p. 7191)

Son amendement n^o 287 corrigé (p. 7193)

Son amendement n^o 281 (p. 7194)

Article 34 (aménagement des règles applicables au maintien en zone d'attente)

Son intervention (p. 7197)

Son amendement n^o 290 (p. 7200)

Après l'article 34

Son sous-amendement n^o 376 (indication de l'inconstitutionnalité de la dérogation à la maîtrise d'ouvrage public pour les centres de rétention) à l'amendement n^o 135 rectifié de la commission (codification des dispositions relatives à la passation de marchés groupés pour les centres de rétention) (p. 7206) : rejeté (p. 7207)

Son amendement n^o 263 troisième rectification (relèvement du niveau des sanctions applicables aux employeurs d'étrangers en situation irrégulière) (p. 7210) : retiré (p. 7211)

Son amendement n^o 264 quatrième rectification (relèvement du niveau des sanctions applicables aux employeurs d'étrangers en situation irrégulière) (p. 7210) : adopté (p. 7211)

Article 36 (contrôle des mariages célébrés à l'étranger)

Son intervention (p. 7216)

Article 37 (contrôle des mariages de complaisance)

Son intervention (p. 7217)

Son amendement n^o 291 (p. 7218)

Article 38 (aménagement des peines, motivation spéciale et protection absolue en matière d'interdiction du territoire)

Son intervention (p. 7222)

Ses amendements n^{os} 293 et 292 (p. 7224)

Après l'article 39

Son amendement n^o 289 rectifié (appel dans les centres de rétention contre les décisions de justice) : devenu sans objet (p. 7227)

Article 44 (passation de marchés groupés pour les centres de rétention)

Son amendement n^o 294 (p. 7231)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 7234)

Vote contre du groupe socialiste (p. 7235)

Antoine CARRÉ

Loiret (1^{ère} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11116)

Secrétaire de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 juin 2002] (p. 11184)

Secrétaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 29 juin 2002] (p. 11265)

DÉPÔTS

Proposition de loi n^o 222 sur les jardins familiaux [24 septembre 2002]

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 2003 (n^o 230) tome II : Défense (dissuasion nucléaire) (n^o 260) [10 octobre 2002]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Politiques communautaires, politique de la défense, perspectives [7 mai 2003] (p. 3512)

DÉBATS

Projet de loi n^o 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE ET SGDN

Examen des fascicules [24 octobre 2002] (p. 3907)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 3910)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : crédits : dissuasion nucléaire (p. 3910)

Défense : force nucléaire stratégique : Commissariat à l'énergie atomique (CEA) (p. 3910)

Défense : missiles (p. 3911)

Défense : prolifération : armes nucléaires (p. 3911)

Défense : sous-marins nucléaires (p. 3910)

Débat sur la chasse

[11 février 2003] (p. 1097)

Son intervention (p. 1119)

Thèmes :

Animaux : oiseaux migrateurs : chasse (p. 1119)

Chasse et pêche : fédérations départementales des chasseurs (p. 1119)

Chasse et pêche : jours de chasse (p. 1119)

Politiques communautaires : directives : oiseaux migrateurs (p. 1119)

Projet de loi n^o 758 relatif à la chasse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 mai 2003] (p. 3595, 3629)

Son intervention (p. 3631)

Thèmes :

Chasse et pêche : fédérations départementales des chasseurs (p. 3632)

Chasse et pêche : jour de non-chasse (p. 3632)

Chasse et pêche : période de chasse (p. 3631)

Chasse et pêche : permis de chasser (p. 3631)

DEUXIÈME LECTURE

Explications de vote et vote [17 juillet 2003]

Ses explications de vote (p. 7814)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 7814)

Gilles CARREZ

Val-de-Marne (5^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Rapporteur du projet de loi portant règlement définitif du budget de 2001 (n^o 2) [26 juin 2002]

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2002] (p. 11184)

Rapporteur de la proposition de résolution sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 2003 (document E 2030) (n° 27) [11 juillet 2002]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2002 [J.O. du 31 juillet 2002] (p. 13069)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2002 [J.O. du 1^{er} août 2002] (p. 13132)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2003 [J.O. du 12 décembre 2002] (p. 20541)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2003 [J.O. du 13 décembre 2002] (p. 20632)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2002 [J.O. du 19 décembre 2002] (p. 21177)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2002 [J.O. du 20 décembre 2002] (p. 21270)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 21 décembre 2002] (p. 21390)

Rapporteur de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 507 rectifié) pour l'initiative économique [J.O. du 16 janvier 2003] (p. 935)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programme pour l'outre-mer [J.O. du 13 juin 2003] (p. 9985)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 20 juin 2003] (p. 10395)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 25 juin 2003] (p. 10697)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive [J.O. du 8 juillet 2003] (p. 11582)

Rapporteur de la proposition de résolution sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour 2004 (n° 1008) [9 juillet 2003]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine [J.O. du 25 juillet 2003] (p. 12639)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la proposition de résolution (n° 27) de M. René André, rapporteur de la délégation pour l'Union européenne, sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour 2003 (n° E 2030) [11 juillet 2002] (n° 54)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances rectificative pour 2002 (n° 29) [16 juillet 2002] (n° 56)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2002 [31 juillet 2002] (n° 159)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi (n° 2) portant règlement définitif du budget de 2001 [25 septembre 2002] (n° 229)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, préalable au débat sur l'évolution des prélèvements obligatoires pour 2003 [9 octobre 2002] (n° 247)

Rapport général déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) :

- Tome I : Rapport général

- Tome II : Examen de la première partie du projet de loi de finances - Conditions générales de l'équilibre financier

- Tome III : Examen de la deuxième partie du projet de loi de finances - Moyens des services et dispositions spéciales (n° 256) [10 octobre 2002]

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances rectificative pour 2002 (n° 382) [28 novembre 2002] (n° 444)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2003 [12 décembre 2002] (n° 471)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2002 [19 décembre 2002] (n° 510)

Rapport déposé au nom de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique (n° 507 rectifié) :

- Tome II : Articles fiscaux

- Tome III, avec Mme Catherine Vautrin : Tableau comparatif [29 janvier 2003] (n° 572)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur les premiers éléments disponibles concernant l'exécution du budget en 2002 [25 mars 2003] (n° 720)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le contrôle des dépenses publiques et l'amélioration des performances de l'Etat [2 avril 2003] (n° 765)

Rapport déposé au nom de la commission spéciale sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 760), pour l'initiative économique [27 mai 2003] (n° 882)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'initiative économique [25 juin 2003] (n° 984)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, préalable au débat d'orientation budgétaire pour 2004 [25 juin 2003] (n° 985)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la proposition de résolution (n° 1008) de M. René André sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour 2004 (n° E 2275) [9 juillet 2003] (n° 1017)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi n° 983 portant règlement définitif du budget de 2002 [24 septembre 2003] (n° 1089)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

COUR DES COMPTES

Observations lors du dépôt du rapport de la Cour des comptes au titre de l'année 2002 [28 janvier 2003] (p. 576)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard : précise les modalités de calcul de la réduction d'impôt sur le revenu [18 juillet 2002] (p. 2241)

DÉBATS

Projet de loi de finances rectificative n° 29 pour 2002

Rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 juillet 2002] (p. 2159)

Son intervention (p. 2162)

Thèmes :

Agriculture : budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) (p. 2163)

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 2163)

Finances publiques : dépenses (p. 2163)

Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 2164)

Politique économique : conjoncture : croissance (p. 2163)

Politique générale : Gouvernement précédent (p. 2162, 2163)

Discussion des articles [18 juillet 2002] (p. 2225)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 2225 à 2273)

Article 1er (réduction de 5 % de l'impôt sur le revenu acquitté en 2002)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard (cf supra) (p. 2240)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [1er août 2002] (p. 2530)

Son intervention (p. 2530)

Thèmes :

Etat : ministres : rémunération (p. 2530)

Finances publiques : exécution du budget : transparence (p. 2530)

Parlement : Sénat : commissions mixtes paritaires (p. 2530)

Projet de loi n° 2 portant règlement définitif du budget de 2001

Rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er octobre 2002] (p. 2757)

Son intervention (p. 2759)

Thèmes :

Finances publiques : crédits budgétaires : régularisations (p. 2760, 2761)
 Finances publiques : déficits publics et sociaux : gauche (p. 2760)
 Finances publiques : dépenses : gauche (p. 2760)
 Finances publiques : dette publique (p. 2760)
 Finances publiques : procédure budgétaire : gauche (p. 2761)
 Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 2760)
 Politique économique : croissance : conjoncture (p. 2760)

Discussion des articles [1er octobre 2002] (p. 2777)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 2778 à 2780)

Déclaration du Gouvernement n° 262 présentée par M. Francis Mer, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur les prélèvements obligatoires et débat sur cette déclaration

[10 octobre 2002] (p. 3223)

Son intervention en qualité de rapporteur général de la commission des finances (p. 3239)

Thèmes :

Collectivités territoriales : charges : croissance (p. 3240)
 Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 3240)
 Finances publiques : déficits publics et sociaux : gauche (p. 3239)
 Finances publiques : dépenses (p. 3240)
 Finances publiques : prélèvements obligatoires : gauche (p. 3239)
 Finances publiques : prélèvements obligatoires : généralités (p. 3239)
 Finances publiques : prélèvements obligatoires : pays étrangers (p. 3239)
 Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 3240)
 Sécurité sociale : cotisations : impôts et taxes (p. 3239)
 Sécurité sociale : financement : transparence (p. 3240)
 Travail : coût : cotisations sociales (p. 3239)
 Travail : réduction du temps de travail : collectivités territoriales (p. 3240)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

Rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 octobre 2002] (p. 3310)

Son intervention (p. 3316)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 3319)
 Eau : Fonds national de solidarité pour l'eau (FNSE) (p. 3321)
 Emploi : politique de l'emploi : prime pour l'emploi (p. 3317 à 3319)
 Famille : politique familiale : fiscalité (p. 3320)
 Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 3319)
 Finances publiques : déficits publics et sociaux : gauche (p. 3317, 3318, 3320)
 Finances publiques : dépenses (p. 3318)
 Finances publiques : dépenses en capital (p. 3318)
 Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 3319)
 Finances publiques : recettes fiscales (p. 3319)
 Finances publiques : recettes non fiscales (p. 3319)
 Fonctionnaires et agents publics (p. 3319)
 Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des investissements immobiliers locatifs neufs (p. 3321)
 Impôts et taxes : micro-entreprises (p. 3321)
 Impôts locaux : taxe professionnelle : professions libérales (p. 3320)
 Impôts locaux : taxe professionnelle : taux (p. 3320)
 Politique économique : conjoncture : croissance (p. 3317)
 Politique économique : pouvoir d'achat : consommation (p. 3320)
 Sécurité sociale : financement : transparence (p. 3320)
 Union européenne : contribution française (p. 3319)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 2002] (p. 3447) ; [17 octobre 2002] (p. 3479, 3509, 3550) ; [18 octobre 2002] (p. 3593, 3634, 3680)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 3447 à 3720)

Article 3 (amélioration de la prime pour l'emploi)

Répond aux observations de M. Augustin Bonrepaux : nature comptable de la prime pour l'emploi et application de l'article 40 de la Constitution aux amendements la concernant (p. 3499, 3501)

Article 33 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Son intervention (p. 3514)

Après l'article 5

Son amendement n° 314 (transmission à titre gratuit d'entreprises entre membres d'une même famille ou à un jeune agriculteur – frais funéraires

– déductibilité de l'actif successoral portée de 910 € à 1 500 € et suppression des justificatifs) (p. 3554)

Article 13 (assujettissement de France Télécom aux impositions directes locales dans les conditions de droit commun et mesures diverses relatives à l'équilibre financier du Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle)

Son amendement n° 228 (de coordination) (p. 3607)

Son amendement n° 229 (compensation allouée au Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle – indexation sur la DGF) (p. 3609)

Article 14 (assouplissement de la règle de lien entre les taux des taxes directes locales)

Son amendement n° 231 rectifié (établissements publics de coopération intercommunale à taxe professionnelle unique – prise en compte des taux votés par les communes au titre de l'année en cours) (p. 3628)

Après l'article 14

Son amendement n° 230 (Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle – indexation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat sur l'évolution de la DGF) (p. 3640)

Article 22 (aménagement de l'assiette des cotisations de solidarité affectées au budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA))

Son amendement n° 322 (dispositions prévenant la réduction de l'assiette de la cotisation de solidarité) (p. 3683)

Article 23 (détermination du montant du prélèvement de solidarité pour l'eau, affecté au compte d'affectation spéciale n° 902-00 "Fonds national de l'eau")

Son amendement n° 313 rectifié (réduction de moitié du prélèvement) (p. 3685)

Après l'article 23

Son amendement n° 324 (fonds national pour le développement des adductions d'eau – suspension en 2003 du versement du prélèvement sur le pari mutuel) (p. 3687)

Article 25 (transformation de la taxe parafiscale sur la publicité radiodiffusée et télévisée en taxe fiscale affectée au compte spécial n° 902-32 modifié)

Son amendement n° 233 corrigé (rédactionnel) (p. 3695)

Après l'article 31

Son amendement n° 323 rectifié (établissements de coopération intercommunale à fiscalité additionnelle optant pour la taxe professionnelle unique – compensation des conséquences de la majoration du potentiel fiscal de certaines communes) (p. 3700)

Explications de vote et vote [22 octobre 2002] (p. 3737)

Son intervention (p. 3737)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE - SERVICES DU PREMIER MINISTRE

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2002] (p. 4710)

I - SERVICES GÉNÉRAUX

Etat B, titre III

Intervient sur l'amendement n° 86 de M. Hervé Novelli (réduction de moitié - 15 450 228 euros - de la subvention attribuée à l'ENA) (p. 4717)

Intervient sur l'amendement n° 90 de la commission des finances (réduction de 5 000 000 d'euros des crédits de l'ENA) (p. 4717)

V - AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Etat B, titre IV

Intervient sur l'amendement n° 105 rectifié de la commission des finances (réduction de 200 000 euros des crédits de l'Agence française pour les investissements internationaux) (p. 4728)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[15 novembre 2002] (p. 5197)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 5201 à 5270)

Après l'article 58

Son amendement n° 216 (modalités de répartition de la dotation d'intercommunalité) (p. 5210) : adopté (p. 5211)

Son amendement n° 217 rectifié (valeurs locatives – revalorisation de 1 %) (p. 5225) : adopté après modification (p. 5226)

Après l'article 59

Son sous-amendement n° 234 (application aux redevances dont le fait générateur intervient en 2003) à l'amendement n° 158 de la commission (archéologie préventive – diminution de moitié des redevances dues en 2003) (p. 5241) : adopté (p. 5243)

Son intervention (p. 5269)

Explications de vote et vote [19 novembre 2002] (p. 5295)

Son intervention (p. 5297)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [18 décembre 2002] (p. 6907)**

Son intervention (p. 6907)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : archéologie préventive (p. 6908)

Eau : Fonds national de solidarité pour l'eau (FNSE) (p. 6908)

Finances publiques : dépenses (p. 6907)

Impôts locaux : taxe professionnelle : taux (p. 6908)

Logement (p. 6907)

Logement : épargne logement : primes (p. 6908)

Marchés financiers : actions : fiscalité (p. 6907)

Parlement : commissions mixtes paritaires (p. 6907)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [18 décembre 2002] (p. 6927)

Son intervention (p. 6941 et s.)

Son amendement n° 1 (état B – titre IV – correction d'une erreur d'imputation – majoration de 2 000 000 d'euros des crédits du ministère de la culture et de la communication) (p. 6944)

Son amendement n° 2 rectifié (état C – titre V – correction d'une erreur d'imputation – réduction de 2 000 000 d'euros des crédits de paiement du ministère de la culture et de la communication) (p. 6944)

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [20 novembre 2002] (p. 5367)**

Son intervention (p. 5390)

Thèmes :

Collectivités territoriales : autonomie financière (p. 5391)

Collectivités territoriales : dépenses : impôts locaux (p. 5391)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : réforme (p. 5392)

Collectivités territoriales : péréquation (p. 5391 et s.)

Impôts locaux (p. 5390 et s.)

Discussion des articles [22 novembre 2002] (p. 5632)*Article 6 (article 72-2 de la Constitution - autonomie financière des collectivités territoriales)*

Son intervention (p. 5660 et s.)

Projet de loi de finances rectificative n° 382 pour 2002

Rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE**Avant la discussion des articles [10 décembre 2002] (p. 6376)**

Son intervention (p. 6378)

Thèmes :

Défense : crédits (p. 6379)

Energie et carburants : biocarburants : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 6379)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 6379)

Finances publiques : dépenses : exécution du budget (p. 6378)

Finances publiques : procédure budgétaire : transparence (p. 6378)

Finances publiques : recettes (p. 6379)

Politique sociale : minima sociaux (p. 6379)

Transports par eau : transports maritimes : impôts et taxes (p. 6379)

Discussion des articles [10 décembre 2002] (p. 6407) ; [11 décembre 2002] (p. 6470, 6512, 6551)*Article 2 et état A (équilibre général)*

Son intervention (p. 6411)

Article 3 et état B (dépenses ordinaires des services civils - Ouvertures)

Son intervention (p. 6412)

Article 4 et état B' (dépenses ordinaires des services civils - Annulations)

Son intervention (p. 6413 et s.)

Article 6 et état C' (dépenses en capital des services civils - Annulations)

Son intervention (p. 6424 et s.)

Article 9 (dépenses en capital des services militaires - Annulations)

Son intervention (p. 6425)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 79 du Gouvernement (fonds de réserve pour les retraites – extension de la période des versements à l'année 2003 et plafond porté à 1,6 milliard d'euros) (p. 6426)

Article 11 (dépenses des comptes de prêts - Ouverture)

Son intervention (p. 6427)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 80 du Gouvernement (fonds de réserve pour les retraites – affectation du produit de la cession du Crédit lyonnais) (p. 6427)

Après l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (Internet à haut débit – redevances de mise à disposition et de gestion des fréquences) (p. 6429)

Article 14 (transposition de la directive relative à la simplification, la modernisation et l'harmonisation des conditions imposées à la facturation en matière de taxe sur la valeur ajoutée)

Son intervention (p. 6431 et s.)

Son amendement n° 84 (rédactionnel) (p. 6431)

Son amendement n° 85 (rédactionnel) (p. 6432)

Son amendement n° 86 (rédactionnel) (p. 6433)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 64 de M. Laurent Hénart (véhicules de deux places et de moins de trois mètres – déductibilité de la TVA) (p. 6434)

Intervient sur l'amendement n° 65 de Mme Marie-Jo Zimmermann (véhicules de deux places et de moins de trois mètres – déductibilité de la TVA après consultation de la Commission de l'Union européenne) (p. 6435)

Intervient sur l'amendement n° 117 de M. Didier Migaud (taux normal de la TVA ramené de 19,6 % à 18,6 %) (p. 6435)

Article 16 (taxation au tonnage des entreprises de transport maritime)

Son intervention (p. 6436 et s.)

Après l'article 16

Son amendement n° 103 (report de l'imposition et de la déduction des pénalités de retard en matière commerciale à la date de leur paiement effectif) : adopté après rectification (p. 6438)

Après l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 179 de M. Hervé Mariton (remboursement partiel de la TIPP afférente aux véhicules de transport routier – prorogation du dispositif) (p. 6439)

Article 18 (aménagement du régime fiscal des biocarburants)

Son intervention (p. 6442 et s.)

Article 20 (aménagement de la taxe générale sur les activités polluantes)

Son intervention (p. 6450 et s.)

Son amendement n° 89 (rédactionnel) (p. 6450)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Charles de Courson (avions cargos – suppression de l'abattement sur la redevance d'atterrissage) (p. 6451)

Article 23 (adaptation des dispositions du code général des impôts aux cas de résidence des enfants en alternance)

Son intervention (p. 6454 et s.)

Après l'article 24

Intervient sur l'amendement n° 166 de M. Charles de Courson (imputation des pertes constatées sur les titres de sociétés en liquidation judiciaire)

Article 25 (simplification des modalités d'exonération ou de dégrèvement de taxe d'habitation au profit des bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés et de ceux du revenu minimum d'insertion)

Son intervention (p. 6472)

Après l'article 26

Intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (communautés de communes à taxe professionnelle unique – neutralisation de la réduction des bases écartées) (p. 6472)

Intervient sur l'amendement n° 24 de la commission (syndicats d'agglomération nouvelle – modalités d'institution de la taxe de séjour) (p. 6474)

Intervient sur l'amendement n° 22 corrigé de la commission (établissement public foncier de la région grenobloise – institution d'une taxe locale d'équipement) (p. 6474)

Article 27 (aménagement du régime de la tolérance de revente au détail des tabacs manufacturés)

Son intervention (p. 6475)

Après l'article 27

Intervient sur l'amendement n° 40 de M. Bruno Gilles (tabacs – renforcement des peines en cas d'infraction en matière de fabrication, de détention et de vente) (p. 6476)

Intervient sur le sous-amendement n° 222 de M. Richard Mallié (peine d'un mois d'emprisonnement) à l'amendement n° 40 de M. Bruno Gilles (p. 6476)

Article 28 (aménagement du régime fiscal des tabacs manufacturés vendus dans les départements de Corse)

Son intervention (p. 6478)

Article 29 (transposition de la directive relative à l'assistance internationale au recouvrement)

Son intervention (p. 6479)

Après l'article 30

Intervient sur l'amendement n° 44 de M. Marc Laffineur (report de l'imposition et de la déduction des pénalités de retard en matière commerciale à la date de leur paiement effectif) (p. 6492)

Intervient sur l'amendement n° 9 de Mme Nadine Morano (installations de sécurité pour le personnel réalisées à compter du 1er janvier 2003 – amortissement exceptionnel) (p. 6493)

Intervient sur l'amendement n° 8 de Mme Nadine Morano (installations de sécurité pour le personnel réalisées en 2003 – amortissement exceptionnel) (p. 6493)

Intervient sur l'amendement n° 63 de M. Patrick Delnatte (location avec option d'achat – institution d'un amortissement) (p. 6494)

Intervient sur l'amendement n° 62 de M. Patrick Delnatte (location avec option d'achat – institution d'une provision) (p. 6494)

Intervient sur l'amendement n° 61 de M. Aimé Kergueris (artisans pêcheurs – déduction du bénéfice imposable au titre de la souscription d'une assurance couvrant les risques climatiques, économiques et sanitaires) (p. 6495)

Intervient sur l'amendement n° 68 de M. Christian Kert (immeubles ayant reçu le label " Fondation du patrimoine" – suppression de l'agrément ministériel pour l'obtention des avantages fiscaux) (p. 6496)

Intervient sur l'amendement n° 42 de M. Pierre Albertini (régimes de retraite complémentaire de la fonction publique – taxation au quotient des rachats de contrats) (p. 6496)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Jean-Jacques Guillet (plus-values professionnelles des petites entreprises – modalités de calcul du seuil d'exonération) (p. 6497)

Son amendement n° 96 (régime fiscal des parts ou actions d'OPCVM détenues par des entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés) : adopté après rectification (p. 6497)

Intervient sur l'amendement n° 45 de M. Marc Laffineur (imposition forfaitaire sur les sociétés – déductibilité des bénéfices ultérieurs) (p. 6497)

Intervient sur l'amendement n° 43 de M. Yves Censi (dons reçus par les entreprises sinistrées – non-imposition) (p. 6497)

Intervient sur l'amendement n° 67 de M. Marc Laffineur (produits d'assurance-vie proposés par les établissements bancaires et financiers – exonération de la TVA) (p. 6499)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Michel Bouvard (exploitants de remontées mécaniques – exonération de la taxe sur les conventions d'assurance pour les cotisations d'assurance mutualiste contre les aléas climatiques) (p. 6499)

Intervient sur l'amendement n° 165 de M. Charles de Courson (bâtiments affectés à la déshydratation des fourrages – exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties) (p. 6500)

Intervient sur l'amendement n° 116 de M. Didier Migaud (suppression de la vignette) (p. 6513)

Intervient sur l'amendement n° 176 de M. Jean-Pierre Dupont (transformation en taxes fiscales de taxes parafiscales affectées à la formation professionnelle dans les secteurs des transports, du bâtiment et des travaux publics et de la réparation automobile) (p. 6515)

Intervient sur l'amendement n° 130 de M. Augustin Bonrepaux (lien entre les taux des impôts locaux – élargissement des possibilités de déliaison) (p. 6516)

Intervient sur l'amendement n° 148 de M. Augustin Bonrepaux (taux de l'intérêt de retard fixé au taux de l'intérêt légal majoré de 0,33 % par mois) (p. 6516)

Intervient sur l'amendement n° 66 de M. Alain Marleix (produits bénéficiant d'une indication géographique protégée – IGP – instauration d'un droit au profit de l'Institut national des appellations d'origine – INAO) (p. 6517)

Intervient sur l'amendement n° 58 de M. Charles de Courson (Unigrains – attribution en franchise d'impôt du bonus de liquidation de la taxe parafiscale pour le financement des actions du secteur céréalier) (p. 6518)

Intervient sur l'amendement n° 60 de M. Michel Bouvard (médaillés olympiques – exonération de l'impôt sur le revenu au titre des primes prévues) (p. 6519)

Intervient sur l'amendement n° 74 de M. Denis Merville (médaillés olympiques – exonération de l'impôt sur le revenu au titre des primes prévues) (p. 6519)

Avant l'article 31

Intervient sur l'amendement n° 218 de Mme Marie-Anne Montchamp (aide médicale d'Etat – assujettissement au ticket modérateur et au forfait journalier) (p. 6519)

Intervient sur le sous-amendement n° 224 rectifié du Gouvernement (mineurs exonérés du ticket modérateur) à l'amendement n° 218 de Mme Marie-Anne Montchamp (p. 6520)

Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission (situation des dépenses engagées – communication mensuelle au Parlement) (p. 6520)

Son sous-amendement n° 190 (de coordination) à l'amendement n° 29 de la commission (p. 6520) : adopté (p. 6521)

Intervient sur l'amendement n° 77 du Gouvernement (Liban – garantie de l'Etat aux prêts accordés par l'Agence française de développement) (p. 6521)

Article 31 (extension des contrôles de la Commission interministérielle de coordination des contrôles (CICC) relatifs aux opérations cofinancées par les fonds structurels européens)

Son intervention (p. 6522)

Son amendement n° 191 (sanctions pour obstacle aux contrôles) (p. 6522)

Après l'article 33

Intervient sur l'amendement n° 78 du Gouvernement (fonds commun des accidents du travail agricole – FCAT – cotisations acquittées par acomptes) (p. 6523)

Article 34 (paiement des pensions militaires d'invalidité jusqu'à la fin du mois du décès)

Son intervention (p. 6524)

Après l'article 34

Intervient sur l'amendement n° 100 du Gouvernement (harkis – création d'une allocation de reconnaissance et prorogation de certaines mesures du plan en leur faveur) (p. 6524)

Article 35 (décrystallisation : révision, en droit et en valeur, des pensions des ressortissants des pays anciennement placés sous la souveraineté française)

Ses amendements n°s 91, 92, 93 et 95 (rédactionnels) (p. 6526, 6527)

Son intervention (p. 6527)

Son amendement n° 90 rectifié (suppression d'une référence devenue obsolète et ajout d'une précision) (p. 6527)

Son amendement n° 94 (correction d'une erreur de référence) (p. 6527)

Après l'article 40

Intervient sur l'amendement n° 75 rectifié du Gouvernement (zones franches urbaines – réouverture des droits à exonération à partir du 1er janvier 2002 et jusqu'au 31 décembre 2007 pour les entreprises créées ou implantées dans ces zones) (p. 6532)

Intervient sur le sous-amendement n° 223 de M. Yves Jégo (dispositif amélioré pour les entreprises de moins de cinq salariés) à l'amendement n° 75 rectifié du Gouvernement (p. 6532)

Son sous-amendement n° 220 rectifié (licenciement – attribution des exonérations de charges sociales pour les embauches effectuées dans les douze mois suivants) à l'amendement n° 75 rectifié du Gouvernement : adopté (p. 6534)

Intervient sur le sous-amendement n° 225 de M. Yves Jégo (extension de la zone géographique de recrutement des salariés) à l'amendement n° 75 rectifié du Gouvernement (p. 6534)

Intervient sur le sous-amendement n° 147 de M. Augustin Bonrepaux (zones de montagne classées en zones de revitalisation rurale – exonération d'impôt sur les bénéfices pour les entreprises créées ou implantées) à l'amendement n° 75 rectifié du Gouvernement (p. 6536)

Article 36 précédemment réservé (prise en charge par les éditeurs de services de télévision numérique terrestre du coût des réaménagements du spectre)

Son intervention (p. 6538 et s.)

Son amendement n° 189 (rédactionnel) (p. 6539)

Article 38 précédemment réservé (abrogation du dispositif de financement de la reconstruction des ponts détruits par fait de guerre)

Son intervention (p. 6541 et s.)

Article 39 précédemment réservé (dérogation à la règle du décalage de deux ans relative au versement du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA), appliquée aux investissements engagés par les bénéficiaires du fonds en réparation des dommages causés par des intempéries)

Son intervention (p. 6543 et s.)

Article 40 précédemment réservé (ouverture de droits à aide financière sur les fonds de prévention des risques naturels majeurs)

Son intervention (p. 6551 et s.)

Après l'article 40 (suite)

Intervient sur l'amendement n° 4 précédemment réservé de M. Étienne Pinte (syndicat mixte – substitution d'une communauté de communes à ses communes membres) (p. 6553)

Intervient sur l'amendement n° 151 précédemment réservé de M. Augustin Bonrepaux (chèques vacances – attestation délivrée par les services fiscaux substituée à la production de l'avis d'imposition – institution en l'absence de représentation syndicale ou d'accord collectif de branche) (p. 6554)

Intervient sur l'amendement n° 73 deuxième rectification précédemment réservé de M. Jean-Michel Couve (chèques vacances – institution en l'absence de représentation syndicale ou d'accord collectif de branche) (p. 6554)

Intervient sur l'amendement n° 167 rectifié précédemment réservé de M. Michel Bouvard (chèques vacances – institution en l'absence de représentation syndicale ou d'accord collectif de branche) (p. 6554)

Intervient sur l'amendement n° 168 rectifié précédemment réservé de M. Augustin Bonrepaux (chèques vacances – institution en l'absence de représentation syndicale ou d'accord collectif de branche) (p. 6554)

Intervient sur l'amendement n° 110 précédemment réservé du Gouvernement (conversion ou annulation de créances détenues par la France sur des Etats étrangers – plafond porté de 1,524 milliard d'euros à 1,825 milliard d'euros) (p. 6554)

Intervient sur l'amendement n° 81 précédemment réservé du Gouvernement (France Télécom – garantie de l'Etat à hauteur de 10 milliards d'euros pour les emprunts contractés par l'ERAP) (p. 6555)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [19 décembre 2002] (p. 7059)

Son intervention (p. 7059)

Thèmes :

Agriculture : Association nationale pour le développement agricole (ANDA) : taxes parafiscales (p. 7059)
Associations (p. 7059)
Parlement : commissions mixtes paritaires (p. 7059)
Parlement : rôle : amendements (p. 7059)
Police : police municipale : amendes (p. 7059)

Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique

Rapporteur de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 2003] (p. 787)

Sa présentation du rapport de la commission spéciale (p. 795)

Thèmes :

Entreprises : entreprises individuelles (p. 796)
Entreprises : financement : avantages fiscaux (p. 796)
Entreprises : transmission (p. 795 et s.)
Impôt de solidarité sur la fortune (p. 796 et s.)
Partis et mouvements politiques : gauche : entreprises (p. 797)

Discussion des articles [5 février 2003] (p. 910) ; [6 février 2003] (p. 964, 996, 1046)*Après l'article 1er*

Intervient sur l'amendement n° 274 de la commission (apports réalisés dans les sociétés dont le capital est inférieur à 7 500 € - exonération du droit fixe d'enregistrement et des droits de timbre) (p. 912)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 332 de Mme Marylise Lebranchu (détermination d'un "reste à vivre" pour les personnes physiques) (p. 928)
Intervient sur l'amendement n° 160 de M. François Sauvadet (entreprises individuelles agricoles - institution d'une réserve spéciale d'autofinancement) (p. 932)
Intervient sur l'amendement n° 162 de M. François Sauvadet (déductibilité du salaire du conjoint - suppression du plafond pour les adhérents des centres de gestion agréés) (p. 933)
Intervient sur l'amendement n° 111 rectifié de M. Denis Merville (entrepreneurs individuels - option pour l'assujettissement à l'impôt sur les sociétés) (p. 934)

Article 9 (congé et période de travail à temps partiel pour la création d'entreprise)

Son intervention (p. 976 et s.)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 170 de M. Alain Madelin (assurance retraite - transferts entre contrats de salariés et de non salariés et réciproquement) (p. 986)

Avant l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 320 de M. Gaëtan Gorce (collectivités territoriales - aides aux entreprises pour le développement économique) (p. 988 et s.)
Intervient sur l'amendement n° 312 de M. Augustin Bonrepaux (zones franches rurales - imposition des bénéficiaires, taxe foncière sur les propriétés bâties et taxe professionnelle) (p. 998)
Intervient sur l'amendement n° 313 de M. Augustin Bonrepaux (zones de revitalisation rurale - établissement d'un indice synthétique mesurant leurs difficultés) (p. 1003)
Intervient sur l'amendement n° 314 de M. Augustin Bonrepaux (zones franches rurales - exonérations de cotisations d'assurance maladie pour les personnes exerçant une activité non salariée non agricole) (p. 1006)
Intervient sur l'amendement n° 315 de M. Augustin Bonrepaux (zones franches rurales - exonérations des cotisations employeurs au titre des assurances sociales, des allocations familiales et des accidents du travail) (p. 1006)
Intervient sur l'amendement n° 335 de M. Michel Vergnier (groupements d'intérêt public pour la création ou le développement local des entreprises et pour la formation) (p. 1008)

Article 13 (fonds d'investissement de proximité)

Son intervention (p. 1014 et s.)

Article 14 (réduction d'impôt accordée au titre de la souscription en numéraire de parts de fonds d'investissement de proximité)

Son intervention (p. 1021)

Article 15 (réduction d'impôt accordée au titre de la souscription en numéraire au capital des sociétés non cotées)

Son intervention (p. 1022)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 217 rectifié de M. Jean-Michel Fourgous (prêts sans intérêt ou à faible taux consentis aux entreprises individuelles - réduction d'impôt) (p. 1023)

Intervient sur l'amendement n° 237 de M. Jean-Louis Dumont (souscription d'obligations associatives - réduction d'impôt) (p. 1024)

Article 16 (relèvement du seuil de déductibilité des pertes subies à la suite d'une souscription au capital d'une société nouvelle)

Son intervention (p. 1024 et s.)

Après l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 35 de la commission (provision pour crédit garanti par une société de caution) (p. 1026 et s.)
Intervient sur l'amendement n° 278 deuxième rectification de M. Gilles Carrez (sortie anticipée d'un plan d'épargne en actions - PEA - pour la reprise ou la création d'une entreprise individuelle) (p. 1029)
Son amendement n° 278 deuxième rectification (sortie anticipée d'un plan d'épargne en actions - PEA - pour la reprise ou la création d'une entreprise individuelle) (p. 1028) : adopté après rectification (p. 1030)
Intervient sur l'amendement n° 300 rectifié de M. Gérard Bapt (sortie anticipée d'un plan d'épargne en actions - PEA - pour la reprise ou la création d'une entreprise individuelle) (p. 1030)
Intervient sur l'amendement n° 305 de M. Gérard Bapt (CODEVI - compte pour le développement industriel - plafond relevé de 4 600 à 6 000 €) (p. 1030)
Intervient sur l'amendement n° 36 rectifié de la commission (bénéfices des petites sociétés nouvelles incorporés à leur capital dans les cinq années de leur création - exonération d'impôt) (p. 1030)
Intervient sur l'amendement n° 302 rectifié de M. Gérard Bapt (livret d'épargne entreprise - financement de la reprise ou de la création d'une entreprise individuelle) (p. 1032)

Après l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 338 rectifié du Gouvernement (taux de l'usure pour les entreprises - suppression pour les crédits négociés et maintien pour les découverts) (p. 1035)
Intervient sur l'amendement n° 193 de M. Nicolas Forissier (zones en difficulté - prorogation jusqu'en 2009 des dispositions de l'article 44 sexies du code général des impôts relatif aux exonérations d'impôt sur les bénéfices des entreprises nouvelles) (p. 1036)
Intervient sur l'amendement n° 38 de la commission (zones en difficulté - assouplissement des conditions d'application de l'article 44 sexies du code général des impôts relatif aux exonérations d'impôt sur les bénéfices des entreprises nouvelles - taux minimum de 60 % de l'activité et des moyens d'exploitation) (p. 1036 et s.)
Intervient sur le sous-amendement n° 330 de M. François Sauvadet (taux minimum de 80 %) à l'amendement n° 38 de la commission (p. 1037)
Intervient sur l'amendement n° 194 de M. Nicolas Forissier (reprise d'entreprises en difficulté - amélioration des dispositions de l'article 44 septies du code général des impôts relatif à l'exonération des bénéficiaires) (p. 1038)
Intervient sur l'amendement n° 329 de M. Camille de Rocca Serra (entreprises implantées en Corse - article 44 decies du code général des impôts relatif à l'exonération des bénéficiaires) (p. 1038)
Intervient sur l'amendement n° 143 de M. Philippe Armand Martin (Marne) (exploitations agricoles individuelles transmises à titre gratuit - déductions pour investissement et pour aléas) (p. 1039 et s.)
Intervient sur l'amendement n° 196 de M. François Sauvadet (ventes de sociétés - réduction d'impôt attribuée aux vendeurs au titre du prêt consenti aux acquéreurs) (p. 1040)

Après l'article 26

Intervient sur l'amendement n° 56 de la commission (possibilité pour le conjoint survivant usufruitier universel d'être reconnu exploitant d'un fonds de commerce) (p. 1046)
Intervient sur l'amendement n° 57 de la commission (parts ou actions de société faisant l'objet d'un accord collectif de conservation - prises en compte pour la moitié de leur valeur dans les bases de l'ISF) (p. 1047 et s.)
Intervient sur l'amendement n° 249 du Gouvernement (souscription en numéraire au capital de PME non cotées - exonération de l'ISF) (p. 1055 et s.)
Intervient sur l'amendement n° 59 de la commission (qualification de biens professionnels - article 885 O bis du code général des impôts - taux de 75 % du patrimoine taxable à l'ISF ramené à 50 %) (p. 1058)
Intervient sur l'amendement n° 310 rectifié de M. Philippe Armand Martin (Marne) (biens agricoles faisant l'objet de baux à long terme - article 885 P du code général des impôts - extension de l'exonération aux descendants des frères ou sœurs) (p. 1062)
Intervient sur l'amendement n° 145 de M. Alain Suguenot (biens agricoles faisant l'objet de baux à long terme - article 885 P du code général des impôts - extension de l'exonération aux sociétés constituées par les personnes exonérées) (p. 1062)
Intervient sur l'amendement n° 179 rectifié de M. François Sauvadet (ISF - suppression du "plafonnement du plafonnement") (p. 1064)

Article 21 précédemment réservé (déduction des dons aux organismes d'accompagnement de petites et moyennes entreprises)

Son intervention (p. 1078)

Avant l'article 22

Son amendement n° 331 précédemment réservé (développement de l'entreprise ajouté dans l'intitulé du titre V) : adopté (p. 1078)

Article 22 précédemment réservé (allègement de l'imposition au titre des plus-values professionnelles)

Son intervention (p. 1079 et s.)

Après l'article 22

Intervient sur l'amendement n° 146 précédemment réservé de M. Philippe Armand Martin (Marne) (inclusion dans le passif successoral des plus-values en report d'imposition) (p. 1081)

Article 23 précédemment réservé (réduction d'impôt accordée au titre des emprunts contractés pour acquérir une fraction du capital d'une société non cotée à l'occasion d'une reprise d'entreprise)

Son intervention (p. 1082)

Après l'article 23

Intervient sur l'amendement n° 317 précédemment réservé de M. Daniel Poulou (droits de mutation à titre gratuit - article 786 du code général des impôts - prise en compte de l'adoption simple en matière de transmission d'entreprises) (p. 1083)

Article 25 précédemment réservé (exonération de droits de mutation à titre gratuit en cas de donation d'une entreprise à l'un ou à plusieurs de ses salariés)

Son intervention (p. 1084 et s.)

Avant l'article 27

Son amendement n° 308 (volontaires internationaux en entreprises - durée minimum à l'étranger ramenée à 200 jours par an): adopté après rectification (p. 1087)

Seconde délibération

Article 23 bis (droits de mutation à titre gratuit - article 786 du code général des impôts - prise en compte de l'adoption simple en matière de transmission d'entreprises)

Son intervention (p. 1089)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [3 juin 2003] (p. 4436)

La présentation du rapport de la commission spéciale (p. 4438)

Thèmes :

Entreprises : financement (p. 4438 et s.)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 4438 et s.)

Parlement : rôle (p. 4438)

Plus-values : imposition : plus-values professionnelles (p. 4438)

Discussion des articles [4 juin 2003] (p. 4483, 4536)

Article 8 bis supprimé par le Sénat (extension du dispositif d'exonération au créateur bénéficiaire d'un régime de sécurité sociale en tant que conjoint ou concubin d'un salarié)

Son intervention (p. 4495)

Après l'article 13 B

Intervient sur l'amendement n° 54 de M. Gaëtan Gorce (collectivités territoriales - aides aux entreprises pour le développement économique) (p. 4503)

Intervient sur l'amendement n° 56 de M. Augustin Bonrepaux (périmètres d'aménagement rural incitatif - imposition des bénéfices, taxe foncière sur les propriétés bâties et taxe professionnelle) (p. 4504)

Intervient sur l'amendement n° 68 de M. Michel Vergnier (groupements d'intérêt public pour la création ou le développement local des entreprises et pour la formation) (p. 4511)

Article 13 (fonds d'investissement de proximité)

Son intervention (p. 4512 et s.)

Son amendement n° 89 (quota d'investissement de 60 % - délai de trois ans pour les fonds créés avant le 31 décembre 2004) (p. 4512)

Son amendement n° 90 (présence dans les fonds d'investisseurs n'ayant pas la personnalité morale) (p. 4514)

Son amendement n° 91 (de coordination) (p. 4514)

Après l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 74 de M. Gérard Bapt (CODEVI - plafond porté de 4 600 € à 6 000 €) (p. 4514)

Article 16 bis (possibilité de sortie anticipée d'un plan d'épargne en actions en cas de création ou de reprise d'activité et faculté d'affecter l'épargne-logement à des locaux à usage mixte)

Son intervention (p. 4515)

Avant l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 27 de la commission (sommes versées par les artisans cautionnés aux fonds de garantie - provisionnement fiscal) (p. 4515)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 109 du Gouvernement (aide accordée par l'Etat au titre du dispositif d'encouragement au développement d'entreprises nouvelles - exonération de l'impôt sur le revenu) (p. 4523)

Après l'article 22

Intervient sur l'amendement n° 78 de M. Jean Launay (plus-values professionnelles - étalement sur trois ans) (p. 4524)

Article 23 bis (rétablissement du dispositif de reprise d'une entreprise par ses salariés)

Son intervention (p. 4525)

Article 24 (allègement des droits de mutation à titre gratuit en cas de transmission d'entreprises entre vifs)

Son intervention (p. 4526)

Son amendement n° 92 (rédactionnel) (p. 4526)

Article 24 bis (suppression des droits complémentaires en cas de non-respect des conditions d'application d'un engagement collectif de conservation de titres ouvrant droit à l'allègement des droits de mutation à titre gratuit pour la transmission d'une entreprise)

Son intervention (p. 4526)

Article 26 bis (exonération partielle d'impôt de solidarité sur la fortune pour les parts ou actions de sociétés que les propriétaires s'engagent à conserver par un accord collectif)

Son intervention (p. 4538 et s.)

Article 26 ter (exonération d'impôt de solidarité sur la fortune pour les souscriptions au capital de PME)

Son intervention (p. 4551 et s.)

Article 26 quater (assouplissement des critères permettant la qualification de biens professionnels au sens de l'impôt de solidarité sur la fortune)

Son amendement n° 93 (de coordination) (p. 4552)

Son intervention (p. 4553)

Seconde délibération

Article 13 B (possibilité de sortie anticipée d'un livret d'épargne entreprise en cas de création ou de reprise d'une entreprise)

Son intervention (p. 4560)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [17 juillet 2003] (p. 7819)

Son intervention (p. 7820)

Thèmes :

Entreprises : financement (p. 7820)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 7820 et s.)

Parlement : rôle : commissions mixtes paritaires (p. 7820)

Proposition de loi n° 696 tendant à étendre aux communautés d'agglomération créées ex nihilo le régime de garantie d'évolution de la dotation globale de fonctionnement des communautés d'agglomération issues d'une transformation

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [20 mars 2003] (p. 2317)

Son intervention (p. 2321)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dotation globale de fonctionnement (DGF) : réforme (p. 2322)

Coopération intercommunale : communautés d'agglomération (p. 2321 et s.)

Débat sur la maîtrise des finances publiques

[8 avril 2003] (p. 2903)

Son intervention en qualité de rapporteur général de la commission des finances (p. 2904)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : archéologie préventive (p. 2905)

Finances publiques : déficit budgétaire : dette publique (p. 2904)

Finances publiques : dépenses : Cour des comptes (p. 2905)

Finances publiques : dépenses en capital (p. 2904)

Finances publiques : exécution du budget : annulations de crédits (p. 2904 et s.)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs : coût (p. 2904)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 2904 et s.)

Parlement : rôle : finances publiques (p. 2904 et s.)

Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques (p. 2904)

Politique économique : croissance : gauche (p. 2904)

Recherche (p. 2904)

Projet de loi n° 710 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance des mesures de simplification et de codification du droit

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 avril 2003] (p. 3053)

Article 5 (législation fiscale et modalités de recouvrement de l'impôt)

Son intervention (p. 3054)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [3 juin 2003] (p. 4418)

Article 5 (législation fiscale et modalités de recouvrement de l'impôt)

Son intervention (p. 4424)

Projet de loi n° 881 de programme pour l'outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 juin 2003] (p. 4796)

Article 14 (défiscalisation au titre de l'impôt sur le revenu : secteurs éligibles - majoration, imputation et report de la réduction d'impôt)

Son intervention (p. 4827)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Après l'article 42 [séance du 30 juin 2003] (saisie sur pensions - financement des charges de l'Etat)

Son intervention (p. 6324 et s.)

Déclaration du Gouvernement n° 989 d'orientation budgétaire présentée par M. Alain Lambert, ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire et débat sur cette déclaration

[26 juin 2003] (p. 6055)

Son intervention en qualité de rapporteur général de la commission des finances (p. 6059)

Thèmes :

Etat : réforme (p. 6061 et s.)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 6060 et s.)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6061 et s.)

Finances publiques : recettes : prévisions (p. 6061)

Lois : évaluation : coût (p. 6061)

Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques (p. 6060 et s.)

Pays étrangers : Canada : finances publiques (p. 6061)

Projet de loi n° 950 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juillet 2003] (p. 7362)

Article 5 (rapport au Parlement sur l'évolution des inégalités dans les ZUS)

Son intervention (p. 7392)

Martine CARRILLON-COUVREUR

*Nièvre (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Elue le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

Membre titulaire du Conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés [J.O. du 2 août 2002] (p. 13230)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Politique sociale, lutte contre l'exclusion, perspectives [13 novembre 2002] (p. 5001)

Ministères et secrétariats d'Etat, jeunesse et éducation nationale : budget, crédits pour 2003 [4 décembre 2002] (p. 6137)

*DÉBATS***Projet de loi n° 230 de finances pour 2003****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE****I - JEUNESSE ET ENSEIGNEMENT SCOLAIRE****Examen du fascicule [22 octobre 2002] (p. 3742)**

Procédure des questions :

Enseignement : illettrisme

SANTÉ, FAMILLE ET PERSONNES HANDICAPÉES**Examen du fascicule [12 novembre 2002] (p. 4939)**

Procédure des questions :

Handicapés : enfants : établissements (p. 4956)

Projet de loi n° 640 relatif aux assistants d'éducation

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 mars 2003] (p. 2463 ; 2480) ; [27 mars 2003] (p. 2529, 2554, 2592) ; [28 mars 2003] (p. 2624)

Article 1er (création d'une nouvelle catégorie d'emplois occupés par des agents non titulaires au sein de la fonction publique de l'Etat)

Son amendement n° 1090 (p. 2467)

Avant l'article 2

Son amendement n° 1957 (mise en oeuvre de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde par l'équipe éducative en lien avec les parents d'élèves)

Son amendement n° 10 (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre l'accès à la connaissance et à la citoyenneté) (p. 2472) : rejeté (p. 2474)

Son amendement n° 1654 (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre l'apprentissage des nouvelles technologies de l'information et de la communication) (p. 2480) : rejeté (p. 2483)

Son amendement n° 34 (mission des établissements scolaires et universitaires : favoriser l'intégration) (p. 2486) : rejeté (p. 2488)

Son amendement n° 46 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles de la vie en société) (p. 2488) : rejeté (p. 2491)

Son amendement n° 58 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner le respect d'autrui) : rejeté (p. 2491)

Son amendement n° 70 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles qui fondent la démocratie) : rejeté (p. 2492)

Son amendement n° 82 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles et les valeurs de la République) (p. 2492) : rejeté (p. 2494)

Son amendement n° 94 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à penser, à raisonner, à s'exprimer) : rejeté (p. 2495)

Son amendement n° 106 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à développer une réflexion et un jugement autonome) : rejeté (p. 2495)

Son amendement n° 118 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner l'esprit critique) (p. 2495) : rejeté (p. 2496)

Son amendement n° 130 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les capacités d'analyse) (p. 2496) : rejeté (p. 2497)

Son amendement n° 142 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à exercer des responsabilités) (p. 2497) : rejeté (p. 2499)

Son amendement n° 154 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à prendre des initiatives) : rejeté (p. 2499)

Son amendement n° 166 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à créer et à innover) : rejeté (p. 2499)

Son amendement n° 178 (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre à tous les jeunes de s'insérer dans la société) (p. 2499) : rejeté (p. 2500)

Son amendement n° 190 (organisation de la journée de l'enfant en cohérence avec les enseignements et les activités périscolaires) (p. 2500) : rejeté (p. 2501)

Son amendement n° 202 (mission d'ouverture vers le monde extérieur des établissements scolaires et universitaires) (p. 2501) : rejeté (p. 2502)

Son amendement n° 214 (référence à la laïcité comme valeur fondamentale de la République) : rejeté (p. 2502)

Son amendement n° 226 (mission des établissements scolaires et universitaires : développer les liens avec les collectivités locales, les parents et les associations) : rejeté (p. 2503)

Intervient sur l'amendement n° 230 de M. Yves Durand (mission des établissements scolaires et universitaires : rassembler l'ensemble des acteurs de l'éducation pour favoriser la réussite des enfants) (p. 2504)

Intervient sur l'amendement n° 231 de M. Jean-Marc Ayrault (mission des établissements scolaires et universitaires : rassembler l'ensemble des acteurs de l'éducation pour favoriser la réussite des enfants) (p. 2504)

Intervient sur l'amendement n° 232 de M. Alain Néri (mission des établissements scolaires et universitaires : rassembler l'ensemble des acteurs de l'éducation pour favoriser la réussite des enfants) (p. 2504)

Intervient sur l'amendement n° 233 de M. Patrick Roy (mission des établissements scolaires et universitaires : rassembler l'ensemble des acteurs de l'éducation pour favoriser la réussite des enfants) (p. 2504)

Intervient sur l'amendement n° 234 de Mme Catherine Génisson (mission des établissements scolaires et universitaires : rassembler l'ensemble des acteurs de l'éducation pour favoriser la réussite des enfants) (p. 2504)

Intervient sur l'amendement n° 235 de M. Victorin Lurel (mission des établissements scolaires et universitaires : rassembler l'ensemble des acteurs de l'éducation pour favoriser la réussite des enfants) (p. 2504)

Intervient sur l'amendement n° 236 de Mme Hélène Mignon (mission des établissements scolaires et universitaires : rassembler l'ensemble des acteurs de l'éducation pour favoriser la réussite des enfants) (p. 2504)

Intervient sur l'amendement n° 237 de M. Simon Renucci (mission des établissements scolaires et universitaires : rassembler l'ensemble des acteurs de l'éducation pour favoriser la réussite des enfants) (p. 2504)

Son amendement n° 238 (mission des établissements scolaires et universitaires : rassembler l'ensemble des acteurs de l'éducation pour favoriser la réussite des enfants) (p. 2503) : rejeté (p. 2504)

Intervient sur l'amendement n° 239 de M. Gaëtan Gorce (mission des établissements scolaires et universitaires : rassembler l'ensemble des acteurs de l'éducation pour favoriser la réussite des enfants) (p. 2504)

Intervient sur l'amendement n° 240 de M. Christophe Masse (mission des établissements scolaires et universitaires : rassembler l'ensemble des acteurs de l'éducation pour favoriser la réussite des enfants) (p. 2504)

Intervient sur l'amendement n° 241 de M. Jean-Pierre Blazy (mission des établissements scolaires et universitaires : rassembler l'ensemble des acteurs de l'éducation pour favoriser la réussite des enfants) (p. 2504)

Son amendement n° 250 (mission des établissements scolaires et universitaires : participer à la mise en œuvre du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2504) : rejeté (p. 2505)

Son amendement n° 2677 (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de la lecture) (p. 2505) : rejeté (p. 2506)

Son amendement n° 2689 (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de l'écriture) (p. 2506) : rejeté (p. 2508)

Son amendement n° 2701 (organisation d'échanges sportifs au niveau scolaire) (p. 2529) : rejeté (p. 2530)

Son amendement n° 1666 (enseignement de l'outil informatique et de ses applications) (p. 2530) : rejeté (p. 2533)

Son amendement n° 1678 (enseignement des technologies de l'information et de la communication) (p. 2533) : rejeté (p. 2534)

Son amendement n° 2341 (responsabilités en matière d'établissement et d'application de la carte scolaire) (p. 2534) : rejeté (p. 2535)

Son amendement n° 2353 (responsabilités en matière de formation professionnelle) : rejeté (p. 2536)

Son amendement n° 2365 (responsabilités en matière de médecine scolaire) (p. 2536) : rejeté (p. 2538)

Son amendement n° 2377 (responsabilités en matière d'orientation scolaire des jeunes) (p. 2338) : rejeté (p. 2539)

Son amendement n° 2389 (responsabilités en matière d'orientation professionnelle des jeunes) : rejeté (p. 2539)

Son amendement n° 2401 (responsabilités en matière d'assistance sociale des élèves) (p. 2539) : rejeté (p. 2543)

Son amendement n° 2413 (responsabilités en matière d'information sur les métiers) : rejeté (p. 2544)

Son amendement n° 2425 (responsabilités en matière d'établissement de la carte des formations professionnalisantes) : rejeté (p. 2545)

Son amendement n° 2437 (enseignement de l'histoire de l'esclavage) (p. 2545) : rejeté (p. 2546)

Son amendement n° 2449 (enseignement de l'histoire et de la géographie de l'outre-mer) : rejeté (p. 2546)

Son amendement n° 262 (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) : rejeté (p. 2546)

Son amendement n° 274 (universalité du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) : rejeté (p. 2547)

Son amendement n° 286 (caractère inaliénable du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) : rejeté (p. 2547)

Son amendement n° 298 (garantie de la reprise d'une formation pour toute personne afin de rendre effective l'égalité des chances) : rejeté (p. 2547)

Son amendement n° 310 (garantie à toute personne d'avoir accès à une formation d'autant plus élaborée que la formation initiale aura été courte) (p. 2547) : rejeté (p. 2548)

Son amendement n° 322 (notion et contenu de pacte éducatif de la nation) : rejeté (p. 2548)

Son amendement n° 334 (notion d'accès permanent au savoir et à la culture) : rejeté (p. 2548)

Son amendement n° 346 (objectif éducatif consistant à favoriser la mobilité professionnelle) : rejeté (p. 2548)

Son amendement n° 358 (objectif éducatif consistant à favoriser la qualification professionnelle) (p. 2548) : rejeté (p. 2549)

Son amendement n° 370 (objectif éducatif consistant à favoriser la sécurité des parcours professionnels face aux aléas de la vie et du travail) : rejeté (p. 2549)

Son amendement n° 382 (objectif éducatif consistant à favoriser la promotion sociale) : rejeté (p. 2549)

Son amendement n° 394 (objectif éducatif consistant à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes) (p. 2549) : rejeté (p. 2550)

Son amendement n° 406 (objectif éducatif consistant à favoriser l'adaptation aux évolutions économiques) : rejeté (p. 2550)

Son amendement n° 418 (objectif éducatif consistant à favoriser l'adaptation aux évolutions technologiques) : rejeté (p. 2555)

Son amendement n° 430 (droit à une formation continue) : rejeté (p. 2555)

Son amendement n° 442 (objectif éducatif consistant à favoriser une professionnalisation durable) (p. 2555) : rejeté (p. 2556)

Son amendement n° 454 (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : responsabilité de l'Etat en lien avec les collectivités locales) (p. 2556) : rejeté (p. 2558)

Son amendement n° 466 (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : responsabilité de l'Etat en lien avec les entreprises) : rejeté (p. 2558)

Son amendement n° 478 (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : contribution des entreprises au financement) : rejeté (p. 2558)

Son amendement n° 490 (caractère accessible à tous du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2558) : rejeté (p. 2559)

Son amendement n° 502 (objectif du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : favoriser la mixité sociale) (p. 2559) : rejeté (p. 2560)

Son amendement n° 514 (objectif du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : favoriser l'égalité professionnelle) (p. 2560) : rejeté (p. 2561)

Son amendement n° 526 (objectif du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : favoriser l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes) : rejeté (p. 2561)

Son amendement n° 538 (introduction dans le code de l'éducation d'un chapitre intitulé : "Le droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie") (p. 2561) : rejeté (p. 2563)

Son amendement n° 550 (création au niveau de l'académie de bassins d'éducation et de formation) : rejeté (p. 2563)

Son amendement n° 562 (création au niveau de l'académie de bassins d'éducation et de formation) : rejeté (p. 2563)

Son amendement n° 574 (responsabilité du recteur de favoriser la mixité sociale au sein de l'académie) (p. 2563) : rejeté (p. 2564)

Son amendement n° 586 (carte scolaire élargie au bassin d'éducation) (p. 2563) : rejeté (p. 2564)

Son amendement n° 598 (détermination du bassin d'éducation par le recteur en lien avec les collectivités locales) (p. 2564) : rejeté (p. 2565)

Son amendement n° 610 (détermination du bassin d'éducation par le recteur en lien avec les associations de parents d'élèves) : rejeté (p. 2565)

Son amendement n° 622 (détermination du bassin d'éducation par le recteur en lien avec les représentants syndicaux d'enseignants) : rejeté (p. 2565)

Son amendement n° 634 (responsabilité de favoriser l'intégration pour le recteur au sein du bassin d'éducation) : rejeté (p. 2565)

Son amendement n° 646 (détermination du bassin d'éducation par le recteur en lien avec les associations) (p. 2565) : rejeté (p. 2567)

Son amendement n° 658 (prise en compte des activités périscolaires lors de la détermination du bassin d'éducation) : rejeté (p. 2567)

Son amendement n° 670 (recueil annuel par l'inspecteur d'académie de la liste des enfants soumis à l'obligation scolaire au sein du bassin d'éducation) : rejeté (p. 2567)

Son amendement n° 682 (interdiction à un ministre de l'éducation nationale en exercice de publier un ouvrage) (p. 2567) : retiré (p. 2569)

Son amendement n° 1126 (institution d'une journée nationale du suffrage universel) (p. 2569) : rejeté (p. 2571)

Son amendement n° 694 (droit au conseil en orientation et à l'information pour favoriser la construction des parcours professionnels de chaque jeune) : rejeté (p. 2571)

Son amendement n° 706 (droit au conseil en orientation et à l'information pour favoriser la construction des parcours de formation de chaque jeune) (p. 2571) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 718 (responsabilités ministérielles de la mise en œuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) (p. 2571) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 730 (objectif du droit au conseil en orientation et à l'information : permettre à chaque jeune un projet personnel) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 742 (droit au conseil en orientation et à l'information pour favoriser le contact avec le monde du travail) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 754 (bilan annuel de la scolarité lié au droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 766 (intégration du droit au conseil en orientation et à l'information dans le cursus normal de la formation) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 778 (objectif du droit au conseil en orientation et à l'information de présenter à chaque jeune les différentes formes d'enseignement) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 790 (objectif du droit au conseil en orientation et à l'information de permettre à chaque jeune de déterminer ses choix ultérieurs) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 802 (objectif du droit au conseil en orientation et à l'information de développer les passerelles entre différentes formes d'enseignement) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 814 (évaluation de chaque jeune réalisée par des examens et la validation des acquis) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 826 (tenue régulière de journées de présentation des enseignements et des filières professionnelles) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 838 (participation des chambres des métiers à la mise en œuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) (p. 2572) : rejeté (p. 2573)

Son amendement n° 850 (participation des chambres de commerce et d'industrie à la mise en œuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2573)

Son amendement n° 862 (participation des chambres d'agriculture à la mise en œuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2573)

Son amendement n° 874 (mise en œuvre du droit au conseil en orientation et à l'information au niveau national sous la responsabilité de chaque recteur d'académie) (p. 2573) : rejeté (p. 2574)

Son amendement n° 886 (participation des syndicats à la mise en œuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2574)

Son amendement n° 898 (participation des organisations professionnelles à la mise en œuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2574)

Son amendement n° 910 (participation des associations à la mise en œuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2575)

Son amendement n° 922 (participation des associations non gouvernementales à la mise en œuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2575)

Son amendement n° 1690 (initiation de tous les élèves aux technologies de l'information et de la communication) : rejeté (p. 2575)

Son amendement n° 1702 (apprentissage de la lecture et de l'écriture : articulation entre l'école maternelle et le cours préparatoire) (p. 2575) : rejeté (p. 2577)

Son amendement n° 2113 (mise en œuvre de l'articulation entre la grande section de maternelle et le cours préparatoire par l'équipe éducative en lien avec les parents d'élèves) : rejeté (p. 2577)

Son amendement n° 1714 (mise en œuvre de l'articulation entre la grande section de maternelle et le cours préparatoire par l'équipe éducative en lien avec les activités périscolaires) : rejeté (p. 2577)

Son amendement n° 1726 (objectif de l'articulation entre la grande section de maternelle et le cours préparatoire : lutter contre l'échec scolaire) (p. 2577) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1741 (articulation entre la grande section de maternelle et le cours préparatoire : enseignement spécifique et individualisé) (p. 2577) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1753 (objectif de l'articulation entre la grande section de maternelle et le cours préparatoire : faciliter le passage de l'enseignant unique à plusieurs enseignants) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1765 (apprentissage des langues vivantes au niveau de l'articulation entre le cours moyen 2e année et la classe de 6e) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1777 (apprentissage des nouvelles technologies de l'information et de la communication au niveau de l'articulation entre le cours moyen 2e année et la classe de 6e) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1789 (enseignement spécifique et individualisé validant l'apprentissage de la lecture et de l'écriture au niveau de l'articulation entre le cours moyen 2e année et la classe de 6e) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1801 (au niveau de l'articulation entre le cours moyen 2e année et la classe de 6e, mise en œuvre d'un enseignement spécifique et individualisé par l'équipe éducative en lien avec les parents d'élèves) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1813 (mise en œuvre de l'articulation entre le cours moyen 2e année et la classe de 6e par l'équipe éducative en lien avec les activités périscolaires) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1825 (but de l'articulation entre le cours moyen 2e année et la classe de 6e : lutter contre l'échec scolaire) : rejeté (p. 2579)

Son amendement n° 1837 (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : faciliter le passage du collège au lycée) (p. 2579) : rejeté (p. 2580)

Son amendement n° 1849 (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : faciliter le travail en équipe) : rejeté (p. 2580)

Son amendement n° 1861 (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : apprendre à chaque jeune à travailler individuellement et en équipe) : rejeté (p. 2580)

Son amendement n° 1873 (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : favoriser la maîtrise des nouvelles technologies) : rejeté (p. 2580)

Son amendement n° 1885 (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : lutter contre l'échec scolaire) : rejeté (p. 2580)

Son amendement n° 1897 (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : responsabiliser les futurs lycéens) : rejeté (p. 2580)

Son amendement n° 1909 (équilibre entre enseignement général et enseignement professionnel) : rejeté (p. 2581)

Son amendement n° 1921 (équilibre entre les filières scientifiques et littéraires) : rejeté (p. 2581)

Son amendement n° 1933 (principe stipulant que l'élève quittant la classe de troisième est acteur de sa formation) (p. 2581) : rejeté (p. 2582)

Son amendement n° 1945 (rôle de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde pour favoriser l'orientation des élèves) : rejeté (p. 2582)

Son amendement n° 1969 (mise en œuvre de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde par l'équipe éducative en lien avec les activités périscolaires) : rejeté (p. 2582)

Son amendement n° 1981 (mise en œuvre d'enseignement spécifique et individuel au niveau de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde) : rejeté (p. 2582)

Son amendement n° 1993 (mise en œuvre de journées d'orientation et d'information dans les collèges au niveau de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde) : rejeté (p. 2582)

Son amendement n° 2005 (préparation des élèves à un enseignement pluridisciplinaire au niveau de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde) : rejeté (p. 2582)

Son amendement n° 2713 (échanges entre élèves de zone rurale et de zone urbaine) : rejeté (p. 2583)

Son amendement n° 2725 (échanges entre élèves de zone de montagne et de zone du littoral) : rejeté (p. 2583)

Son amendement n° 2737 (échanges avec les élèves des zones prioritaires d'éducation) : rejeté (p. 2583)

Son amendement n° 2869 (caractère déterminant de l'organisation du rythme scolaire dans la lutte contre l'échec scolaire) (p. 2584) : rejeté (p. 2586)

Son amendement n° 2881 (organisation du temps scolaire prenant en compte la qualité de vie de l'enfant) : rejeté (p. 2587)

Son amendement n° 2893 (priorité de l'intérêt des élèves au niveau de l'organisation des rythmes scolaires) (p. 2587) : rejeté (p. 2588)

Son amendement n° 2905 (concertation de tous les acteurs concernés, y compris les assistants d'éducation et les élèves, en matière d'organisation du temps à l'école) : rejeté (p. 2588)

Son amendement n° 2917 (définition de la garderie du matin) : rejeté (p. 2592)

Son amendement n° 2929 (organisation d'une pause d'au moins une heure trente à la mi-journée) (p. 2592) : rejeté (p. 2593)

Son amendement n° 2941 (organisation en matière de cantines scolaires) (p. 2593) : rejeté (p. 2594)

Son amendement n° 2953 (durée des récréations) (p. 2594) : rejeté (p. 2595)

Son amendement n° 2017 (accès en dehors des heures scolaires aux nouvelles technologies) : rejeté (p. 2595)

Son amendement n° 2029 (accès en dehors des heures scolaires aux nouvelles technologies par partenariats avec des organismes non scolaires) : rejeté (p. 2595)

Son amendement n° 2041 (initiation de tous les étudiants aux nouvelles technologies) : rejeté (p. 2595)

Son amendement n° 934 (mission d'éducation à la citoyenneté pour les personnels "ATOSS") (p. 2595) : rejeté (p. 2596)

Son amendement n° 946 (mission d'éducation à la santé pour les personnels "ATOSS") (p. 2596) : rejeté (p. 2597)

Son amendement n° 958 (notion de mission favorisant l'intégration pour les personnels "ATOSS") : rejeté (p. 2597)

Son amendement n° 970 (mission d'apprentissage des règles de la vie en société pour les personnels "ATOSS") : rejeté (p. 2597)

Son amendement n° 982 (rôle pédagogique des personnels "ATOSS") (p. 2597) : rejeté (p. 2598)

Son amendement n° 994 (missions des personnels ATOSS sous l'autorité du recteur) : rejeté (p. 2598)

Son amendement n° 1006 (statuts des personnels ATOSS mis en œuvre sous l'autorité du recteur) (p. 2598) : rejeté (p. 2599)

Son amendement n° 1018 (participation des personnels ATOSS à la mise en œuvre du droit à l'éducation) : rejeté (p. 2599)

Son amendement n° 1030 (rôle d'assistance à l'équipe éducative des personnels ATOSS) : rejeté (p. 2599)

Son amendement n° 1042 (fonction d'encadrement des élèves des personnels ATOSS) (p. 2599) : rejeté (p. 2600)

Article 2 (régime juridique des assistants d'éducation)

Son amendement n° 1102 (p. 2603)

Son amendement n° 1138 (p. 2605)

Son amendement n° 1150 (p. 2606)

Ses amendements n° 2125 et 2461 (p. 2608)

Son amendement n° 1282 (p. 2609)

Ses amendements n° 2053, 1162, 1174, 1294 et 1270 (p. 2610)

Ses amendements n° 1186, 1198, 1210, 1222, 1234, 1246 et 1258 (p. 2612)

Ses amendements n° 1306, 2749 et 2761 (p. 2614)

Ses amendements n° 2773, 2785 et 2797 (p. 2616)

Son amendement n° 2809 (p. 2617)

Ses amendements n° 2821 et 2833 (p. 2618)

Son amendement n° 2965 (p. 2619)

Son amendement n° 1366 (p. 2624)

Son amendement n° 1318 (p. 2625)

Ses amendements n° 2845 et 2857 (p. 2626)

Ses amendements n° 1054, 1066, 1078 et 1330 (p. 2627)

Ses amendements n° 1342 et 1354 (p. 2628)

Son amendement n° 1378 (p. 2629)

Ses amendements n° 2473, 1390 et 1402 (p. 2630)

Ses amendements n° 2149, 2161 et 2173 (p. 2631)

Ses amendements n^{os} 1450 et 1462 (p. 2632)
 Ses amendements n^{os} 1474, 1486, 1498, 1510 et 1622 (p. 2633)
 Ses amendements n^{os} 1534, 1546, 1558, 1570, 1582, 1594, 1606, 1618, 1630 et 1642 (p. 2634)
 Ses amendements n^{os} 2138, 2065, 2077 et 2089 (p. 2635)
 Son amendement n^o 2485 (p. 2636)
 Ses amendements n^{os} 2497, 2509, 2521, 2533, 2977 et 1414 (p. 2637)
 Ses amendements n^{os} 1426 et 1438 (p. 2638)

Après l'article 2

Son amendement n^o 2605 (contenu et mise en œuvre des programmes d'enseignement) : rejeté (p. 2639)
 Son amendement n^o 2617 (objectifs et réalisation des programmes d'enseignement) : rejeté (p. 2640)
 Son amendement n^o 2629 (établissement de la carte des secteurs des collèges) : rejeté (p. 2640)
 Son amendement n^o 2641 (établissement de la carte des secteurs des lycées) : rejeté (p. 2640)
 Son amendement n^o 2653 (établissement de la carte des secteurs des écoles) (p. 2640)
 Son amendement n^o 2101 (activités destinées à se familiariser avec les outils informatiques et les nouvelles technologies) : rejeté (p. 2640)
 Son amendement n^o 2665 (les programmes scolaires prennent en compte les références communes en Europe) (p. 2640) : rejeté (p. 2641)

Article 3 (affiliation des établissements publics locaux d'éducation à l'assurance-chômage au titre des assistants d'éducation)

Son amendement n^o 1114 (p. 2644)

Après l'article 3

Son amendement n^o 2185 (égalité entre les hommes et les femmes en matière d'orientation scolaire) : rejeté (p. 2645)
 Son amendement n^o 2197 (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2645) : retiré (p. 2646)
 Son amendement n^o 2989 (rapport au Parlement sur l'application de la loi relative aux assistants d'éducation) (p. 2648) : rejeté (p. 2649)

Titre

Son amendement n^o 3001 (nouveau titre : "Projet de loi portant réforme du code de l'éducation") (p. 2649) : rejeté (p. 2650)

Projet de loi n^o 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Article 2 [séances des 16 et 17 juin 2003] (contributivité)

Son intervention (p. 5397)

Projet de loi n^o 960 modifiant la loi n^o 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 juillet 2003] (p. 6819)

Son intervention (p. 6851)

Thèmes :

Patrimoine culturel : archéologie préventive (p. 6851)
 Patrimoine culturel : politique du patrimoine (p. 6851)

Laurent CATHALA

Val-de-Marne (2^{ème} circonscription)
 Socialiste

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 janvier 2003] (p. 827)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 14 janvier 2003] (p. 827)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 5 février 2003] (p. 2218)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 5 février 2003] (p. 2218)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 12 février 2003] (p. 2618)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 12 février 2003] (p. 2618)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 5 avril 2003] (p. 6148)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 5 avril 2003] (p. 6148)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n^o 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Avant l'article 1er [séances des 12, 13, 14 juin 2003] (principes)

Son intervention (p. 5265)

Article 2 [séances des 16 et 17 juin 2003] (contributivité)

Son intervention (p. 5395)

Richard CAZENAVE

Isère (1^{ère} circonscription)
 Union pour la Majorité Présidentielle
 puis Union pour un Mouvement Populaire

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à l'accord du 17 mars 1988, tel que modifié par l'avenant du 19 décembre 1991, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tunisienne en matière de séjour et de travail (n^o 188) [18 septembre 2002]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation du troisième avenant à l'accord du 27 décembre 1968 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire relatif à la circulation, à l'emploi et au séjour en France des ressortissants algériens et de leurs familles et à son protocole annexe (ensemble un échange de lettres) (n^o 189) [18 septembre 2002]

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification du protocole additionnel à l'accord entre la France, la Communauté européenne de l'énergie atomique et l'Agence internationale de l'énergie atomique relatif à l'application de garanties en France (n^o 272) [6 novembre 2002]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur les projets de loi :

- n^o 188 autorisant l'approbation de l'avenant à l'accord du 17 mars 1988, tel que modifié par l'avenant du 19 décembre 1991, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tunisienne en matière de séjour et de travail

- n^o 189 autorisant l'approbation du troisième avenant à l'accord du 27 décembre 1968 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire relatif à la circulation, à l'emploi et au séjour en France des ressortissants algériens et de leurs familles et à son protocole annexe (ensemble un échange de lettres) [25 septembre 2002] (n^o 232)

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 2003 (n^o 230) tome II : Affaires étrangères (affaires étrangères) (n^o 259) [10 octobre 2002]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n^o 272) autorisant la ratification du protocole additionnel à l'accord entre la France, la Communauté européenne de l'énergie atomique et l'Agence internationale de l'énergie atomique relatif à l'application de garanties en France [26 février 2003] (n^o 637)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. séismes. populations civiles, solidarité, Algérie
[27 mai 2003] (p. 4256)

DÉBATS

Projet de loi n° 36 d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2002] (p. 1961)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Noël Mamère (p. 1989)

Thèmes :

Ordre public : sécurité (p. 1989)
Ordre public : sécurité : jeunes (p. 1989)

Projet de loi de finances rectificative n° 29 pour 2002

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 juillet 2002] (p. 2225)

Après l'article 10

Son amendement n° 1 rectifié (report au 1er janvier 2004 de l'interdiction faite aux communes membres d'un établissement public de coopération intercommunale exerçant la compétence "traitement des ordures ménagères" d'adhérer à un syndicat effectuant le ramassage et de poursuivre la perception de la taxe ou redevance relative aux ordures ménagères) (p. 2268)

Proposition de loi n° 180 relative à la création d'un chèque-emploi associatif

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 octobre 2002] (p. 3213)

Article 1er (articles L. 128-1 et L. 128-2 nouveaux du code du travail : création du chèque-emploi associatif)

Son amendement n° 4 (extension du bénéfice du chèque-emploi associatif aux associations employant jusqu'à trois salariés à temps plein ou l'équivalent, compte tenu des contrats à temps partiel) (p. 3213)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen du fascicule [13 novembre 2002] (p. 5009)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères
Son intervention (p. 5011)

Thèmes avant la procédure des questions :

Corps diplomatique et consulaire (p. 5012 et s.)
Étrangers : demandeurs d'asile (p. 5013)
Étrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) : crédits budgétaires (p. 5012)
Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : contribution française (p. 5012)
Politique extérieure : coopération militaire (p. 5012)
Politiques communautaires : Fonds européen de développement : crédits budgétaires (p. 5012)
Politiques communautaires : immigration : accords de Schengen (p. 5013)

Vote des crédits et articles rattachés [13 novembre 2002] (p. 5058)

Etat B, titre III

Intervient sur l'amendement n° 166 de M. François Rochebloine (crédits de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger-AEFE) (p. 5059)

Projet de loi n° 272 autorisant la ratification du protocole additionnel à l'accord entre la France, la Communauté européenne de l'énergie atomique et l'Agence internationale de l'énergie atomique relatif à l'application de garanties en France

Rapporteur de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [10 avril 2003] (p. 3138)

Son intervention (p. 3139)

Thèmes :

Défense : armes nucléaires : prolifération (p. 3139)
Organisations internationales : Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) (p. 3139)
Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 3139)
Pays étrangers : Irak : armes nucléaires (p. 3139)
Union européenne : Commission : politique énergétique (p. 3139)

Joëlle CECCALDI-RAYNAUD

Hauts-de-Seine (6^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire

Elue le 9 juin 2002

Deviend députée le 19 juillet 2002 (voir indications préliminaires) [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12450)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12450)

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 25 juillet 2002] (p. 12772), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 26 juillet 2002] (p. 12834)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 12 septembre 2003] (p. 15662)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 12 septembre 2003] (p. 15662)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 978 modifiant la loi n° 93-915 du 19 juillet 1993 pour étendre le bénéfice de la qualité de pupille de la Nation aux enfants des élus tués ou décédés des suites d'un acte d'agression survenu lors de l'exercice de leur mandat [25 juin 2003]

INTERVENTION EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Système pénitentiaire. établissements. sécurité, renforcement
[25 février 2003] (p. 1352)

Yves CENSI

Aveyron (1^{ère} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Secrétaire de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2002] (p. 11184)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2002 [J.O. du 31 juillet 2002] (p. 13069)

Membre suppléant du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles [J.O. du 2 août 2002] (p. 13229)

Membre titulaire de la Commission nationale des aides publiques aux entreprises [J.O. du 2 août 2002] (p. 13231)

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le Ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales [J.O. du 27 décembre 2002] (p. 21788)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) : annexe n° 42 : Prestations sociales agricoles (n° 256) [10 octobre 2002]

Proposition de loi n° 365 sur la responsabilité des conducteurs vis-à-vis des mineurs [7 novembre 2002]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Professions sociales. aides à domicile. accord de branche, agrément, perspectives [28 janvier 2003] (p. 559)

DÉBATS

Projet de loi de finances rectificative n° 29 pour 2002

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 juillet 2002] (p. 2159)

Son intervention (p. 2199)

Thèmes :

Agriculture : budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) (p. 2199)

Finances publiques : exécution du budget : transparence (p. 2199)

Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 2199)

Discussion des articles [18 juillet 2002] (p. 2225)*Article 2 (prélèvements institués au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA))*

Son amendement n° 21 (modification des modalités du prélèvement sur la mutualité sociale agricole) (p. 2256)

Projet de loi n° 2 portant règlement définitif du budget de 2001

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er octobre 2002] (p. 2757)

Son intervention (p. 2773)

Thèmes :

Finances publiques : dépenses : gauche (p. 2773)

Finances publiques : procédure budgétaire : gauche (p. 2773)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 2774)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER****Discussion des articles [18 octobre 2002] (p. 3680)***Article 21 (mesures de financement du budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA))*

Son amendement n° 135 (prélèvement sur les cotisations émises substitué au prélèvement de 3 millions d'euros assis sur les allocations de gestion) (p. 3682)

Article 22 (aménagement de l'assiette des cotisations de solidarité affectées au budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA))

Intervient sur l'amendement n° 322 de M. Gilles Carrez (dispositions prévenant la réduction de l'assiette de la cotisation de solidarité) (p. 3683)

Après l'article 22

Son amendement n° 136 deuxième correction (dotation d'installation des jeunes agriculteurs – exclusion de l'assiette des cotisations sociales) (p. 3684)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [5 novembre 2002] (p. 4474)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 4481)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) (p. 4481 et s.)

Retraites : régime agricole (p. 4481 et s.)

Vote des crédits et articles rattachés [5 novembre 2002] (p. 4534)*Crédits ouverts à l'article 41 au titre des mesures nouvelles*

Intervient sur l'amendement n° 113 du Gouvernement (majoration des crédits prévus à la ligne AGRIDIF afin de soulager les agriculteurs en difficulté) (p. 4545)

Son amendement n° 124 (réduction des dépenses d'assurance vieillesse) (p. 4545)

Après l'article 61

Intervient sur l'amendement n° 122 de M. Antoine Herth (report sur les quatre années suivantes des cotisations techniques et complémentaires pour les jeunes chefs d'exploitation agricole) (p. 4546)

Intervient sur l'amendement n° 108 de M. Germain Peiro (rapport au Parlement relatif à la mise en place de la mensualisation des retraites agricoles) (p. 4547)

Projet de loi de finances rectificative n° 382 pour 2002

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 2002] (p. 6376)

Son intervention (p. 6393)

Thèmes :

Finances publiques : procédure budgétaire : transparence (p. 6393)

Partis et mouvements politiques : gauche : déficits publics et sociaux (p. 6393)

Sécurité publique : entreprises sinistrées : exonérations (p. 6394)

Discussion des articles [11 décembre 2002] (p. 6470)*Après l'article 30*

Son amendement n° 43 (dons reçus par les entreprises sinistrées – non-imposition) (p. 6497) : adopté après rectification (p. 6499)

Projet de loi n° 881 de programme pour l'outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 juin 2003] (p. 4796)*Après l'article 12*

Son amendement n° 45 (agriculteurs d'outre-mer - formation professionnelle continue) : retiré (p. 4812)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)*Article 77 [séance du 2 juillet 2003] (mensualisation du versement des pensions servies par le régime de base des exploitants agricoles)*

Son intervention (p. 6601)

Jean-Yves CHAMARD*Vienne (2^{ème} circonscription)**Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre suppléant du conseil de surveillance du Fonds de réserve pour les retraites [J.O. du 2 août 2002] (p. 13231)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2003 [J.O. du 12 décembre 2002] (p. 20541)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) : annexe n° 30 : Jeunesse, éducation nationale et recherche (jeunesse et enseignement scolaire) (n° 256) [10 octobre 2002]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 octobre 2002] (p. 3385)

Son intervention (p. 3396)

Thèmes :

Assemblée nationale : séances : fonctionnaires et agents publics (p. 3398)

Finances publiques : dépenses (p. 3397)

Finances publiques : dépenses : évaluation (p. 3397, 3398)

Ministères et secrétariats d'État : ministère de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie (p. 3397)

Parlement : rôle : finances publiques (p. 3398)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER**Discussion des articles [18 octobre 2002] (p. 3593, 3634, 3680)***Article 14 (assouplissement de la règle de lien entre les taux des taxes directes locales)*

Son intervention (p. 3616)

Après l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 162 de M. Manuel Aeschlimann (révision des valeurs locatives – suppression du prélèvement de 0,4 % sur le produit de la fiscalité locale) (p. 3639)

Après l'article 23

Intervient sur l'amendement n° 324 de M. Gilles Carrez (Fonds national pour le développement des adductions d'eau – suspension en 2003 du versement du prélèvement sur le pari mutuel) (p. 3687)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

I - JEUNESSE ET ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [22 octobre 2002] (p. 3742)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement : constructions scolaires (p. 3747)

Enseignement : crédits (p. 3744)

Enseignement : élèves (p. 3745)

Enseignement : pédagogie (p. 3745)

Enseignement maternel et primaire : personnel : instituteurs (p. 3746)

Enseignement secondaire : personnel : enseignants (p. 3746)

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 3747)

Jeunes : politique à l'égard des jeunes (p. 3744)

Vote des crédits et articles rattachés [22 octobre 2002] (p. 3790)

Etat B, titre III

Intervient sur l'amendement n° 71 de M. Yves Durand (majoration de crédits pour rétablir les postes de surveillants supprimés) (p. 3790)

Intervient sur l'amendement n° 72 de M. Yves Durand (majoration de crédits pour prolonger les contrats des aides-éducateurs) (p. 3793)

Projet de loi de finances rectificative n° 382 pour 2002

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 décembre 2002] (p. 6407)

Article 18 (aménagement du régime fiscal des biocarburants)

Son intervention (p. 6445)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Charles de Courson (avions cargos – suppression de l'abattement sur la redevance d'atterrissage) (p. 6452)

Débat sur la maîtrise des finances publiques

[8 avril 2003] (p. 2903)

Son intervention (p. 2932)

Thèmes :

Finances publiques : déficit budgétaire : dette publique (p. 2932)

Finances publiques : recettes : prévisions (p. 2932)

Parlement : rôle : finances publiques (p. 2932)

Secteur public : services publics : coût (p. 2932)

Jean-Paul CHANTEGUET

*Indre (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de la présence du loup en France et l'exercice du pastoralisme dans les zones de montagne [J.O. du 14 novembre 2002] (p. 18758)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 134, posée le 24 février 2003. Industrie, textile et habillement (J.O. questions p. 1271). Appelée le 25 février 2003. emploi et activité, Indre (p. 1334)

n° 433, posée le 23 juin 2003. Agriculture, contrats d'agriculture durable (J.O. questions p. 4882). Appelée le 24 juin 2003. mise en place, zones de marais (p. 5870)

DÉBATS

Débat sur la chasse

[11 février 2003] (p. 1097)

Son intervention (p. 1105)

Thèmes :

Animaux : oiseaux migrateurs : chasse (p. 1105 et s.)

Chasse et pêche : fédérations départementales des chasseurs (p. 1106)

Chasse et pêche : jours de chasse (p. 1107)

Chasse et pêche : Observatoire national de la faune sauvage et de ses habitats (p. 1107)

Chasse et pêche : Office national de la chasse et de la faune sauvage (p. 1106)

Projet de loi n° 758 relatif à la chasse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 mai 2003] (p. 3595)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 3611)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3612)

Thèmes :

Chasse et pêche : associations communales et intercommunales de chasse agréées (p. 3613 et s.)

Chasse et pêche : fédérations départementales des chasseurs (p. 3612 et s.)

Chasse et pêche : jour de non-chasse (p. 3613 et s.)

Chasse et pêche : Office national de la chasse et de la faune sauvage (p. 3613 et s.)

Chasse et pêche : période de chasse (p. 3611, 3616)

Propriété : droit de propriété (p. 3613)

Union européenne : directives : oiseaux migrateurs (p. 3613)

Discussion des articles [14 mai 2003] (p. 3668, 3711)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 13 de la commission (article L. 420-1 du code de l'environnement : compatibilité entre l'exercice de la chasse et les usages non appropriatifs de la nature) (p. 3672)

Intervient sur l'amendement n° 98 de M. Charles de Courson (article L. 420-1 du code de l'environnement : compatibilité entre l'exercice de la chasse et les usages non appropriatifs de la nature) (p. 3672)

Intervient sur l'amendement n° 14 de la commission (Office national de la chasse placé sous la double tutelle des ministres chargés de la chasse et de l'agriculture) (p. 3675)

Intervient sur l'amendement n° 99 de M. Charles de Courson (Office national de la chasse placé sous la double tutelle des ministres chargés de la chasse et de l'agriculture) (p. 3675)

Article 16 (jour de non-chasse)

Son intervention (p. 3693)

Article 3 précédemment réservé (adhérents des fédérations départementales des chasseurs)

Son intervention (p. 3731)

Article 4 précédemment réservé (modalités d'attribution des voix au sein des assemblées générales des fédérations départementales de chasseurs)

Son intervention (p. 3731)

Son amendement n° 96 (p. 3732)

Après l'article 6

Son sous-amendement n° 52 (de précision) à l'amendement n° 20 précédemment réservé de la commission (libre utilisation de leurs réserves par les fédérations) : adopté (p. 3737)

Article 7 précédemment réservé (suppression du contrôle économique et financier de l'Etat sur les fédérations départementales des chasseurs)

Son intervention (p. 3738)

Après l'article 12

Son sous-amendement n° 53 (de précision) à l'amendement n° 28 précédemment réservé de la commission (libre utilisation de ses réserves par la fédération nationale) : adopté (p. 3743)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 3744)

Vote contre du groupe socialiste (p. 3744)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juillet 2003] (p. 7795)

Son intervention (p. 7801)

Thèmes :

Chasse et pêche : chasse : oiseaux migrateurs (p. 7803)

Chasse et pêche : jour de non-chasse (p. 7802)

Chasse et pêche : Office national de la chasse et de la faune sauvage (p. 7802 et s.)

Environnement : Natura 2000 (p. 7803)

Propriété : droit de propriété (p. 7803)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 7814)
Vote contre du groupe socialiste (p. 7814)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Article 5 [séance 19 juin 2003] (durée d'assurance, pour obtenir une pension à taux plein, portée à 41 ans en 2012)
Son intervention (p. 5657)

Gérard CHARASSE

*Allier (4^{ème} circonscription)
Non-inscrit*

Elu le 16 juin 2002

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11065)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances rectificative pour 2002 (n° 29) [9 juillet 2002]

DÉPÔTS

Rapport pour avis déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances rectificative pour 2002 (n° 29) [16 juillet 2002] (n° 57)

Proposition de loi n° 729 visant à substituer, dans les communications publiques invoquant la période de l'Etat français, aux références à la ville de Vichy, l'appellation "dictature de Pétain" [26 mars 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Défense. GIAT-Industries. plan social [29 janvier 2003] (p. 640)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 34, posée le 2 décembre 2002. Défense. GIAT-Industries (J.O. questions p. 4502). Appelée le 3 décembre 2002. emploi et activité (p. 6044)

DÉBATS**Projet de loi de finances rectificative n° 29 pour 2002**

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 juillet 2002] (p. 2159)

Son intervention (p. 2164)

Thèmes :

Défense : crédits (p. 2164)
Défense : opérations extérieures (p. 2164)

Proposition de loi n° 180 relative à la création d'un chèque-emploi associatif

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 octobre 2002] (p. 3199)

Son intervention (p. 3209)

Thèmes :

Associations : statuts (p. 3209)
Emploi : chèque-emploi associatif (p. 3209)
Emploi : contrats emploi-solidarité (p. 3209)
Emploi : création d'emplois (p. 3209)
Emploi : politique de l'emploi : associations (p. 3209)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [7 mai 2003] (p. 3541)

Son intervention (p. 3547)

Thèmes :

Associations : statuts (p. 3547)
Emploi : chèque-emploi associatif (p. 3547)
Emploi : recrutement (p. 3547)
Sécurité sociale : Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales (URSSAF) (p. 3547)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

DÉFENSE ET SGDN

Examen des fascicules [24 octobre 2002] (p. 3907)

Son intervention (p. 3932)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : GIAT-Industries (p. 3932)
Défense : opérations extérieures (p. 3932)

Projet de loi n° 187 relatif à la programmation militaire pour les années 2003 à 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 novembre 2002] (p. 5933)

Son intervention (p. 5963)

Thèmes :

Défense : armements et équipements : coopération économique (p. 5964)
Défense : armes nucléaires stratégiques (p. 5963)
Défense : GIAT-Industries (p. 5964)
Ordre public : terrorisme (p. 5963)
Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 5963)

Proposition de loi n° 735 relative à la représentation au sein du conseil d'administration et des instances représentatives des fonctionnaires, des agents sous contrat et des ouvriers de l'Etat mis à la disposition de l'entreprise nationale "Direction des chantiers navals (DCN)" en application de l'article 78 de la loi de finances rectificative pour 2001

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [7 mai 2003] (p. 3523)

Après l'article unique

Intervient sur l'amendement n° 1 rectifié du Gouvernement (recrutement des ouvriers sous décret de GIAT- Industries en qualité d'agents non titulaires à durée indéterminée) (p. 3525)

Déclaration du Gouvernement n° 880 sur les infrastructures 2003-2020 et débat sur cette déclaration

[20 mai 2003] (p. 3826)

Son intervention (p. 3884)

Thèmes :

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 3884)
Transports aériens : aéroports : Auvergne (p. 3884)
Voirie : autoroutes (p. 3884)

Projet de loi n° 861 organisant une consultation des électeurs de Corse sur la modification de l'organisation institutionnelle de la Corse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 mai 2003] (p. 4288)

Son intervention (p. 4301)

Thèmes :

Départements (p. 4302)
Elections et référendums : modes de scrutin (p. 4302)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5069)

Son intervention (p. 5073)

Thèmes :

Politique sociale : inégalités (p. 5073)
Retraites : généralités : montant des pensions (p. 5073)

Hervé de CHARETTE

*Maine-et-Loire (6^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 154 d'orientation et de programmation pour la justice

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 août 2002] (p. 2622)*Article 20 (centres éducatifs fermés)*

Intervient sur l'amendement n° 105 de M. Rudy Salles (séparation des mineurs de 13 à 15 ans des plus âgés dans les centres éducatifs fermés) (p. 2642)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 octobre 2002] (p. 3342)

Son intervention (p. 3370)

Thèmes :

Etat : réforme (p. 3370)
Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 3370)
Finances publiques : dépenses (p. 3370)
Finances publiques : dépenses en capital (p. 3370)
Finances publiques : exécution du budget (p. 3370)
Fonctionnaires et agents publics (p. 3370)
Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 3370)
Partis et mouvements politiques : gauche : croissance (p. 3370)
Politique économique : conjoncture : croissance (p. 3370)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE ET COMMUNICATION

CULTURE

Examen du fascicule [15 novembre 2002] (p. 5129)

Son intervention (p. 5136)

Thèmes avant la procédure des questions :

Arts et spectacles : intermittents (p. 5137)
Bâtiment et travaux publics : archéologie préventive (p. 5137)
Culture : mécénat (p. 5137)
Culture : crédits (p. 5136)
Culture : politique culturelle (p. 5136)
Patrimoine culturel : politique du patrimoine (p. 5137)

Projet de loi n° 758 relatif à la chasse

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [14 mai 2003] (p. 3668)*Avant l'article 1er*

Intervient sur l'amendement n° 73 de M. Alain Bocquet (dépôt, par le Gouvernement, avant le 31 décembre 2003, d'un rapport précisant ses initiatives européennes visant, en application du principe de subsidiarité, à réserver à la loi nationale la fixation de l'ensemble des règles et obligations en matière de chasse) (p. 3668)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5069)

Son intervention (p. 5076)

Thèmes :

Retraites : fonctionnaires civils et militaires : cotisations (p. 5077)
Retraites : généralités : fonds d'épargne-retraite (p. 5078)

Jean-Paul CHARIÉ

*Loiret (5^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre titulaire du conseil d'administration de l'établissement public de la Cité des sciences et de l'industrie [J.O. du 2 août 2002] (p. 13230)

Membre titulaire de la Commission d'examen des pratiques commerciales [J.O. du 3 août 2002] (p. 13301)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 relative aux administrateurs judiciaires, mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises et experts en diagnostic d'entreprise [J.O. du 18 octobre 2002] (p. 17343)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 21 décembre 2002] (p. 21390)

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie [J.O. du 3 janvier 2003] (p. 225)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Agriculture. fruits et légumes. prix, vente à la grande distribution [26 novembre 2002] (p. 5716)

DÉBATS

Projet de loi de finances rectificative n° 29 pour 2002

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 juillet 2002] (p. 2225)*Après l'article 1er*

Intervient sur l'amendement n° 33 de M. Michel Vaxès (application du taux réduit de la TVA à la restauration) (p. 2247)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT, PROFESSIONS LIBÉRALES ET CONSOMMATION

Examen du fascicule [8 novembre 2002] (p. 4782)

Son intervention (p. 4785)

Thèmes avant la procédure des questions :

Commerce et artisanat : grande distribution : pratiques commerciales (p. 4786)
Impôts et taxes : taxe d'aide au commerce et à l'artisanat (TACA) (p. 4786)

Projet de loi n° 246 modifiant la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 relative aux administrateurs judiciaires, mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises et experts en diagnostic d'entreprise

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [18 décembre 2002] (p. 6946)

Son intervention (p. 6951)

Thèmes :

Justice : administrateurs judiciaires : statuts (p. 6951)
Justice : mandataires de justice : réforme (p. 6951)
Justice : tribunaux de commerce : réforme (p. 6951)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire

Vote pour du groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle (p. 6951)

Projet de loi n° 528 pour la confiance dans l'économie numérique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 février 2003] (p. 1358)

Son intervention (p. 1378)

Thèmes :

Collectivités territoriales (p. 1379)
Commerce et artisanat : commerce électronique (p. 1378)
Télécommunications : opérateurs (p. 1379)

Discussion des articles [25 février 2003] (p. 1386)*Avant l'article 1er*

Intervient sur l'amendement n° 176 du Gouvernement (établissement et exploitation de réseaux de télécommunications ouverts au public par les collectivités territoriales) (p. 1388)

Intervient sur le sous-amendement n° 180 de la commission (modification de référence au code général des collectivités territoriales) à l'amendement n° 176 du Gouvernement (p. 1388)

Intervient sur l'amendement n° 3 corrigé de M. Patrice Martin-Lalande (accélération de la couverture territoriale en téléphonie mobile de deuxième génération) (p. 1392)

Intervient sur le sous-amendement n° 169 de M. Yannick Favennec (conditions d'exemption des opérateurs de radiotéléphonie mobile du financement des coûts nets des obligations du service universel) à l'amendement n° 3 corrigé de M. Patrice Martin-Lalande (p. 1393)

Jean CHARROPPIN

*Jura (2^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre titulaire du Conseil supérieur de la forêt et des produits forestiers [J.O. du 2 août 2002] (p. 13229)

Jérôme CHARTIER

*Val-d'Oise (7^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11116)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 28 juin 2002] (p. 11184)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2002 [J.O. du 31 juillet 2002] (p. 13069)

Membre titulaire du comité de gestion (dessertes aériennes) du Fonds d'intervention pour les aéroports et le transport aérien [J.O. du 2 août 2002] (p. 13231)

Membre de la commission d'enquête sur la gestion des entreprises publiques afin d'améliorer le système de prise de décision. [J.O. du 5 février 2003] (p. 2218)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) : annexe n° 28 : Intérieur et libertés locales (administration générale et territoriale) (n° 256) [10 octobre 2002]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 36 d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2002] (p. 2009)

Son intervention (p. 2031)

Thèmes :

Ordre public : personnels : rôle et missions (p. 2031)

Ordre public : sécurité (p. 2032)

Ordre public : sécurité : Gouvernement (p. 2031)

Ordre public : sécurité : projet de loi (p. 2031)

Projet de loi de finances rectificative n° 29 pour 2002

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 juillet 2002] (p. 2225)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (suppression du financement public des partis politiques n'ayant pas obtenu 1 % des suffrages exprimés aux élections législatives) (p. 2272)

Déclaration du Gouvernement n° 262 présentée par M. Francis Mer, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur les prélèvements obligatoires et débat sur cette déclaration

[10 octobre 2002] (p. 3223)

Son intervention (p. 3243)

Thèmes :

Emploi : allègement des charges sociales (p. 3245)

Etat : réforme (p. 3245)

Finances publiques : dépenses (p. 3244, 3245)

Finances publiques : prélèvements obligatoires : gauche (p. 3243)

Finances publiques : prélèvements obligatoires : généralités (p. 3244)

Impôt sur le revenu : retenue à la source (p. 3245)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 3243)

Parlement : rôle (p. 3243)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INTÉRIEUR, SÉCURITÉ INTÉRIEURE ET LIBERTÉS LOCALES

Examen du fascicule [23 octobre 2002] (p. 3847)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 3854)

Thèmes avant la procédure des questions :

Cultes : Alsace-Lorraine : budget (p. 3854)

Départements : préfectures (p. 3854)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'intérieur : crédits (p. 3854)

Partis et mouvements politiques : financement public (p. 3855)

Vote des crédits et articles rattachés [23 octobre 2002] (p. 3897)

Etat B, titre III

Intervient sur l'amendement n° 47 de la commission (nomenclature budgétaire) (p. 3897)

Après l'article 72

Intervient sur l'amendement n° 48 rectifié de la commission (aide financière aux seuls partis obtenant au moins 1 % des voix) (p. 3899)

Projet de loi de finances rectificative n° 382 pour 2002

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 2002] (p. 6403)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 6406)

Thèmes :

Enfants : garde alternée : quotient familial (p. 6406)

Environnement (p. 6406)

Finances publiques : dépenses : exécution du budget (p. 6406)

Finances publiques : procédure budgétaire : transparence (p. 6406)

Secteur public : entreprises publiques : France Télécom (p. 6406)

Projet de loi n° 632 relatif aux entreprises de transport aérien et notamment à la société Air France

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 mars 2003] (p. 1917)

Son intervention (p. 1919)

Thèmes :

Partis et mouvements politiques : gauche : Air France (p. 1919)

Transports aériens : Air France : aménagement du territoire (p. 1919)

Transports aériens : Air France : services publics (p. 1919)

Transports aériens : bruit (p. 1920)

Transports aériens : Fonds d'intervention pour les aéroports et le transport aérien (FIATA) (p. 1919)

Projet de loi n° 638 renforçant la lutte contre la violence routière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [20 mars 2003] (p. 2257)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 101 de M. Philippe Vitel (interdiction de fumer en conduisant) (p. 2279)

Projet de loi n° 678 relatif au mécénat et aux fondations

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er avril 2003] (p. 2725)

Article 3 (renforcement de l'incitation fiscale au mécénat des entreprises)
Son intervention (p. 2727)

Michel CHARZAT

Paris (21^{ème} circonscription)
Socialiste

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 janvier 2003] (p. 827)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 14 janvier 2003] (p. 827)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 5 février 2003] (p. 2218)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 5 février 2003] (p. 2218)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Recherche. politique de la recherche. perspectives [26 mars 2003] (p. 2448)

DÉBATS**Projet de loi n° 190 relatif aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 octobre 2002] (p. 2965)

Article 2 (articles L. 212-5, L. 212-5-1, L. 212-6, L. 212-8, L. 212-9, L. 212-15-2, L. 212-15-3 et L. 227-1 du code du travail : assouplissements des trente-cinq heures)

Intervient sur l'amendement n° 133 de M. Gaëtan Gorce (de suppression) (p. 2979)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Article 1er [séances du 16 juin 2003] (système de retraites par répartition)
Son intervention (p. 5363 et s.)

Article 3 [séances du 17 juin 2003] (équité)
Son intervention (p. 5492 et s.)

Projet de loi organique n° 855 relatif à l'expérimentation par les collectivités territoriales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juillet 2003] (p. 7640)

Son intervention (p. 7663)

Thèmes :

Collectivités territoriales : démocratie participative (p. 7664)

Collectivités territoriales : démocratie locale (p. 7663)

Coopération intercommunale (p. 7663)

André CHASSAIGNE

Puy-de-Dôme (5^{ème} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe des Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11065)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11116)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale à l'aménagement et au développement durable du territoire [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

Secrétaire de la délégation de l'Assemblée nationale à l'aménagement et au développement durable du territoire [J.O. du 11 juillet 2002] (p. 11913)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 8 novembre 2002] (p. 18524)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 8 novembre 2002] (p. 18524)

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de la présence du loup en France et l'exercice du pastoralisme dans les zones de montagne [J.O. du 13 novembre 2002] (p. 18692)

Secrétaire de la commission d'enquête sur les conditions de la présence du loup en France et l'exercice du pastoralisme dans les zones de montagne [J.O. du 21 novembre 2002] (p. 19269)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 décembre 2002] (p. 19988)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 décembre 2002] (p. 19988)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 23 mai 2003] (p. 8871)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 23 mai 2003] (p. 8871)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 18 juin 2003] (p. 10182)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 18 juin 2003] (p. 10182)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) tome XVII : Premier ministre (Plan) (n° 258) [10 octobre 2002]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Sécurité sociale. équilibre financier. perspectives [5 novembre 2002] (p. 4457)

Agriculture. politique agricole commune (PAC). perspectives [5 février 2003] (p. 871)

Retraites : généralités. réforme. perspectives [30 avril 2003] (p. 3304)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 10, posée le 14 octobre 2002. Agriculture. contrats territoriaux d'exploitation (J.O. questions p. 3480). Appelée le 15 octobre 2002. perspectives (p. 3282)

n° 197, posée le 17 mars 2003. Banques et établissements financiers. Banque de France (J.O. questions p. 1892). Appelée le 18 mars 2003. restructuration, perspectives (p. 2099)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Demande au Gouvernement d'apporter des explications sur l'article 3 du projet de loi constitutionnelle relatif à l'organisation décentralisée de la République [21 novembre 2002] (p. 5542)

Condamne le comportement des députés de la majorité et les refus de suspension de séance [22 novembre 2002] (p. 5562)

Demande une suspension de séance pour réunir son groupe à la suite de l'application de l'article 44, alinéa 2 de la Constitution [22 novembre 2002] (p. 5584)

S'élève contre l'attribution de deux minutes pour une suspension de séance et condamne un refus de suspension [22 novembre 2002] (p. 5591)

DÉBATS**Projet de loi n° 19 portant amnistie**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 juillet 2002] (p. 1919) ; [10 juillet 2002] (p. 1938)

Article 3 (infractions amnistiées en raison des circonstances de leur commission)

Son amendement n° 77 (délits commis par les exploitants agricoles) (p. 1921)

Article 13 (infractions exclues de l'amnistie)

Intervient sur l'amendement n° 89 de M. Jean-Claude Lefort (destruction, dégradation ou détérioration de biens privés) (p. 1946)

Proposition de résolution n° 155 tendant à la création d'une commission d'enquête visant à établir les conditions de la présence du loup en France et à évaluer le coût, l'efficacité et les conséquences des dispositifs engagés par les pouvoirs publics en faveur du loup

Procédure d'examen simplifiée [5 novembre 2002] (p. 4457)
Son intervention (p. 4473)

Thèmes :

Agriculture : montagne : élevage (p. 4473)
Animaux : loup : Rhône-Alpes (p. 4473)
Politiques communautaires : directives : environnement (p. 4473)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES SOCIALES, TRAVAIL ET SOLIDARITÉ, ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE

Examen du fascicule [14 novembre 2002] (p. 5105)

Procédure des questions :

Emploi : associations intermédiaires (p. 5110)

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [5 novembre 2002] (p. 4474)

Son intervention (p. 4488)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 4488 et s.)
Agriculture : dotations aux jeunes agriculteurs (p. 4488 et s.)
Agriculture : revenu agricole (p. 4488)
Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4488 et s.)
Retraites : régime agricole (p. 4490)
Union européenne : élargissement (p. 4488)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

TOURISME

Examen du fascicule [6 novembre 2002] (p. 4630)

Procédure des questions :

Travail : conditions de travail : hôtellerie et restauration (p. 4648)

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE - SERVICES DU PREMIER MINISTRE

Examen du fascicule [7 novembre 2002] (p. 4655)

Sa présentation de l'avis de la commission des affaires économiques (p. 4662)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : décentralisation : aménagement du territoire (p. 4653)
État : Plan (p. 4662, 4663)

Procédure des questions :

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux : pays (p. 4702)

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 2002] (p. 5323) ; [21 novembre 2002] (p. 5435)

Son intervention (p. 5349)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 5449)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation : projets de loi (p. 5350)
Collectivités territoriales : projets de loi : Sénat (p. 5449)
Constitution : révision : référendums (p. 5350, 5449)

Discussion des articles [21 novembre 2002] (p. 5454, 5473, 5512) ; [22 novembre 2002] (p. 5561, 5592, 5632) ; [27 novembre 2002] (p. 5846, 5860)

Article 1er (article 1er de la Constitution - organisation de la République)

Son intervention (p. 5460 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 107 rectifié de M. Victorin Lurel (suppression du terme "race" dans l'article 1er de la Constitution) (p. 5492)

Intervient sur l'amendement n° 127 de Mme Anne-Marie Comparini (modes de scrutin : représentation des hommes et des territoires - constitution de majorités dans le respect du pluralisme) (p. 5504)

Article 2 (article 37-1 de la Constitution - expérimentations prévues par la loi ou le règlement)

Son intervention (p. 5516 et s.)

Article 3 (article 39 de la Constitution - priorité d'examen du Sénat sur les projets de loi ayant pour principal objet la libre administration des collectivités territoriales et les instances représentatives des Français établis hors de France)

Son intervention (p. 5532 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [21 novembre 2002] (p. 5542)

Ses rappels au règlement (cf supra) [22 novembre 2002] (p. 5562, 5584 et 5591)

Article 4 (article 72 de la Constitution - libre administration des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 5599 et s.)

Son amendement n° 177 (caractère dérogatoire du pouvoir réglementaire des collectivités territoriales) (p. 5615)

Son amendement n° 180 (Etat garant de la cohésion nationale, de l'égalité devant la loi et de l'égal accès des citoyens aux services publics) (p. 5634)

Après l'article 4

Son amendement n° 181 (droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales des étrangers non ressortissants de l'Union européenne - pas d'exercice de fonction exécutive ni de participation à la désignation des électeurs sénatoriaux ou à l'élection des sénateurs) (p. 5636) : rejeté (p. 5638)

Article 5 (article 72-1 de la Constitution - renforcement de la démocratie participative locale)

Son intervention (p. 5639 et s.)

Son amendement n° 182 (référendum - suppression du dernier alinéa relatif aux collectivités dotées d'un statut particulier et aux modifications des limites des collectivités) (p. 5645)

Son amendement n° 183 (création d'une collectivité territoriale dotée d'un statut particulier ou modification de son organisation - consultation obligatoire des électeurs) (p. 5646)

Article 6 (article 72-2 de la Constitution - autonomie financière des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 5651 et s.)

Article 7 (articles 74-1 et 72-4 de la Constitution - régime des collectivités situées outre-mer)

Son intervention (p. 5851)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 185 de M. Jacques Brunhes (Nouvelle-Calédonie - composition du corps électoral pour les élections provinciales) (p. 5879, 5884)

Article 10 (article 74-1 de la Constitution - habilitation permanente pour actualiser le droit applicable outre-mer par ordonnances)

Son intervention (p. 5885)

Explications de vote et vote [4 décembre 2002] (p. 6146)

Ses explications de vote (p. 6150)

Projet de loi n° 402 portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 janvier 2003] (p. 648)

Article 6 (remplacement de la participation pour voies nouvelles et réseaux - PVNR - par une participation pour voirie et réseaux - PVR)

Son intervention (p. 660)

Projet de loi n° 758 relatif à la chasse

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [14 mai 2003] (p. 3711)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 67 précédemment réservé de M. Maxime Gremetz (non-indemnisation des dégâts causés par le gros gibier dans les peuplements forestiers) (p. 3728)

Article 4 (modalités d'attribution des voix au sein des assemblées générales des fédérations départementales de chasseurs)

Son intervention (p. 3733)

Proposition de loi n° 787 en faveur de l'égalité des chances des territoires et de la revitalisation de l'économie rurale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mai 2003] (p. 3755)

Son intervention (p. 3768)

Thèmes :

Aménagement du territoire : Comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT) (p. 3768)

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 3767 et s.)

Banques et établissements financiers : distribution de crédit (p. 3769)

Collectivités territoriales : dotation globale de fonctionnement (DGF) (p. 3768)
 Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 3768)
 Télécommunications : Internet (p. 3768)
 Télécommunications : téléphones mobiles (p. 3768 et s.)
 Travail : télétravail (p. 3769)

Projet de loi n° 881 de programme pour l'outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 juin 2003] (p. 4683)

Son intervention (p. 4701)

Thèmes :

Assemblée nationale : projets de loi : outre-mer (p. 4703)
 Emploi : création d'emplois : jeunes (p. 4702)
 Enseignement (p. 4703)
 Etat : Gouvernement : outre-mer (p. 4702)
 Etat : Gouvernement précédent : outre-mer (p. 4702)
 Outre-mer : chômage : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 4702)
 Outre-mer : continuité territoriale (p. 4702)
 Outre-mer : développement économique (p. 4702 et s.)
 Politiques communautaires : territoires d'outre-mer (p. 4703)

Discussion des articles [6 juin 2003] (p. 4759)

Article 1er (exonération de charges sociales en faveur des entreprises des départements d'outre-mer)

Son amendement n° 184 (engagements des entreprises bénéficiaires des exonérations - suppression de l'exonération en cas de réduction du nombre de salariés) (p. 4781)

Explications de vote et vote

Vote contre du groupe des Député-e-s Communistes et Républicains (p. 4703)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Article 3 [séances du 17 juin 2003] (équité)

Son intervention (p. 5486 et s.)

Après l'article 3 [séance du 18 juin 2003] (impôt sur la fortune ; métiers pénibles)

Son intervention (p. 5539 et s.)

Avant l'article 4 [séances des 18 et 19 juin 2003] (contrats à durée déterminée ou à temps partiel)

Son intervention (p. 5541 et s.)

Article 4 [séances du 19 juin 2003] (assurer en 2008, un montant minimal de retraite égal à 85 % du SMIC)

Son intervention (p. 5600 et s.)

Article 20 [séance du 25 juin 2003] (possibilité de rachat de périodes de cotisation, dans la limite de douze trimestres)

Son intervention (p. 5997 et s.)

Article 21 [séance du 25 juin 2003] (amélioration du régime de la retraite progressive)

Son intervention (p. 6005 et s.)

Article 22 [séances du 25 juin 2003] (amélioration de la pension de réversion et suppression de l'assurance veuvage)

Son intervention (p. 6022)

Après l'article 23 [séance du 25 juin 2003] (fonds de solidarité vieillesse ; fonds de réserve pour les retraites ; abattement pour les cotisations patronales liées à l'emploi de salariés âgés ; imposition des "stock-options")

Son intervention (p. 6032)

Article 33 [séance du 27 juin 2003] (liquidation de la solde de réforme)

Son intervention (p. 6267 et s.)

Article 34 [séance du 27 juin 2003] (conditions de liquidation immédiate des pensions civiles et militaires)

Son intervention (p. 6275 et s.)

Article 35 [séance du 27 juin 2003] (conditions de liquidation différée des pensions civiles et militaires)

Son intervention (p. 6281 et s.)

Article 36 [séance du 27 juin 2003] (modalités de revalorisation de la rente d'invalidité)

Son intervention (p. 6285)

Article 37 [séance du 27 juin 2003] (droit à pension de réversion - mise en conformité avec le droit communautaire)

Son intervention (p. 6288 et s.)

Article 38 [séance du 27 juin 2003] (pensions de réversion et orphelins - mise en conformité avec le droit communautaire)

Son intervention (p. 6293 et s.)

Article 39 [séance du 27 juin 2003] (droit à pension de réversion et pluralité de conjoints - mise en conformité avec le droit communautaire)

Son intervention (p. 6300 et s.)

Article 41 [séance du 27 juin 2003] (pension ou rente provisoire d'invalidité au profit de la famille d'un fonctionnaire disparu - mise en conformité avec le droit communautaire)

Son intervention (p. 6304)

Article 42 [séance du 27 juin 2003] (pensions de réversion en cas de décès d'un fonctionnaire par suite de circonstances particulières)

Son intervention (p. 6307 et s.)

Avant l'article 71 [séance du 1er juillet 2003] (suppression du chapitre III, prise en compte de la pénibilité)

Son intervention (p. 6545)

Article 71 [séance du 1er juillet 2003] (affiliation des aides familiaux dès l'âge de seize ans au régime de base des exploitants agricoles)

Son intervention (p. 6546 et s.)

Article 72 [séance du 1er juillet 2003] (transposition dans le régime de base des exploitants agricoles de nouvelles dispositions applicables dans le régime général)

Son intervention (p. 6551 et s.)

Article 73 [séance du 1er juillet 2003] (possibilité de rachat de périodes agricoles en tant qu'aide familial au titre du régime de base des exploitants agricoles)

Son intervention (p. 6555 et s.)

Article 74 [séance du 1er juillet 2003] (possibilité de rachat de périodes d'études au titre du régime de base des exploitants agricoles)

Son intervention (p. 6559 et s.)

Article 75 [séances des 1er et 2 juillet 2003] (pensions de réversion servies par le régime de base des exploitants agricoles)

Son intervention (p. 6580 et s.)

Article 76 [séance du 2 juillet 2003] (conditions de cessation d'activité pour le service d'une pension par le régime de base des exploitants agricoles)

Son intervention (p. 6594 et s.)

Après l'article 76 [séance du 2 juillet 2003] (conjoints collaborateurs d'exploitants agricoles)

Son intervention (p. 6597 et s.)

Article 80 [séance du 2 juillet 2003] (création du plan partenarial d'épargne salariale volontaire pour la retraite (PPESVR))

Son intervention (p. 6675 et s.)

Projet de loi organique n° 855 relatif à l'expérimentation par les collectivités territoriales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juillet 2003] (p. 7640)

Son intervention (p. 7652)

Thèmes :

Collectivités territoriales : démocratie participative (p. 7654)
 Collectivités territoriales : démocratie locale (p. 7653)
 Collectivités territoriales : expérimentation : principe d'égalité (p. 7654)
 Elections et référendums : abstentionnisme (p. 7653)
 Elections et référendums : référendums : Corse (p. 7652)

Discussion des articles [15 juillet 2003] (p. 7683)

Article 1er (expérimentation des collectivités territoriales)

Son amendement n° 10 (p. 7684)

Son amendement n° 11 (p. 7686)

Son amendement n° 12 (p. 7687)

Article 2 (expérimentation des établissements publics de coopération intercommunale)

Son amendement n° 13 (p. 7690)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 7691)

Vote contre du groupe des Député-e-s Communistes et Républicains (p. 7691)

Projet de loi organique n° 900 relatif au référendum local

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 juillet 2003] (p. 7628, 7640)

Discussion générale commune des projets de loi organique n° 900 relatif au référendum local et n° 855 relatif à l'expérimentation par les collectivités territoriales (voir Collectivités territoriales 855)

Discussion de l'article unique [15 juillet 2003] (p. 7664)

Article unique (participation des électeurs aux décisions locales)

Son amendement n° 33 (p. 7671)

Son amendement n° 18 rectifié (p. 7676)

Son amendement n° 11 (p. 7677)

Son amendement n° 12 (p. 7678)

Après l'article unique

Son amendement n° 14 (un tiers de l'assemblée délibérante d'une collectivité territoriale peut soumettre à délibération un projet de référendum local) : rejeté (p. 7680)

Son amendement n° 13 (un tiers de l'assemblée délibérante d'une collectivité territoriale peut soumettre à délibération un projet de consultation locale) (p. 7680) : rejeté (p. 7681)

Son amendement n° 17 (un cinquième des électeurs inscrits sur les listes électorales d'une collectivité territoriale peut saisir celle-ci d'une demande de référendum sur une opération d'intérêt général) : rejeté (p. 7681)

Son amendement n° 16 (un cinquième des électeurs inscrits sur les listes électorales d'une collectivité territoriale peut saisir celle-ci d'une demande de consultation sur une opération d'intérêt général) : rejeté (p. 7681)

Son amendement n° 15 (élargissement du droit de pétition) (p. 7681) : rejeté (p. 7682)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 7683)

Roland CHASSAIN

*Bouches-du-Rhône (16^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre titulaire de la Commission supérieure des sites, perspectives et paysages [J.O. du 2 août 2002] (p. 13229)

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de la présence du loup en France et l'exercice du pastoralisme dans les zones de montagne [J.O. du 13 novembre 2002] (p. 18692)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 724 visant à créer un certificat de déballastage afin de prévenir et de réprimer les rejets polluants en mer [26 mars 2003]

Proposition de loi n° 921 instaurant pour le maire, le président de conseil général et le président de conseil régional une prestation de serment [13 juin 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Chasse et pêche. chasse. projet de loi, inscription à l'ordre du jour [26 mars 2003] (p. 2448)

Personnes âgées, établissements d'accueil, conventions tripartites, financement [6 mai 2003] (p. 3439)

*DÉBATS***Débat sur la chasse**

[11 février 2003] (p. 1097)

Son intervention (p. 1125)

Thèmes :

Agriculture : terres agricoles : protection (p. 1126)

Animaux : animaux sauvages : biodiversité (p. 1126)

Chasse et pêche : Office national de la chasse et de la faune sauvage (p. 1126)

Environnement : associations de protection de la nature et de l'environnement (p. 1126)

Politiques communautaires : directives : oiseaux migrateurs (p. 1126)

Projet de loi n° 758 relatif à la chasse**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [14 mai 2003] (p. 3668)**

Article 16 (jour de non-chasse)

Son amendement n° 78 (p. 3697)

Son intervention (p. 3699)

Luc-Marie CHATEL

*Haute-Marne (1^{ère} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11116)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 21 décembre 2002] (p. 21390)

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le Secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce, à l'artisanat, aux professions libérales et à la consommation [J.O. du 22 janvier 2003] (p. 1312)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 11 avril 2003] (p. 6463)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 11 avril 2003] (p. 6463)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*DÉBATS***Projet de loi n° 107 portant création d'un dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [30 juillet 2002] (p. 2312)**

Son intervention (p. 2348)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 2348)

Emploi : jeunes (p. 2348)

Formation professionnelle : formation en alternance (p. 2348)

Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [4 février 2003] (p. 787)**

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 804)

Thèmes :

Emploi : création d'emplois (p. 804)

Entreprises : création (p. 805)

Entreprises : transmission (p. 805)

Discussion des articles [6 février 2003] (p. 996)

Article 13 (fonds d'investissement de proximité)

Son intervention (p. 1014)

Jean-Marc CHAVANNE

*Haute-Savoie (5^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

Décédé le 10 mars 2003 (voir indications préliminaires)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Gérard CHERPION

*Vosges (2^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire du Conseil national de la montagne [J.O. du 2 août 2002] (p. 13230)

Rapporteur de la proposition de loi visant à restreindre la consommation de tabac chez les jeunes (n° 609) [9 avril 2003]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 618 relative à la confiscation du véhicule des prévenus causant sous l'influence de l'alcool des homicides involontaires ou des blessures involontaires entraînant une incapacité totale de travail de plus de trois mois [13 février 2003]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat (n° 609), visant à restreindre la consommation de tabac chez les jeunes [6 mai 2003] (n° 827)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION ORALE SANS DÉBAT**

n° 436, posée le 23 juin 2003. Police, commissariats (J.O. questions p. 4883). Appelée le 24 juin 2003. rénovation, relocalisation, Saint-Dié (p. 5876)

DÉBATS**Proposition de loi n° 609 visant à restreindre la consommation de tabac chez les jeunes**

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE**Avant la discussion des articles [10 juillet 2003] (p. 7243)**

Son intervention (p. 7245)

Thèmes :

Commerce et artisanat : commerce de détail : tabac (p. 7246)

Jeunes : tabagisme (p. 7245)

Organisations internationales : Organisation mondiale de la santé (OMS) (p. 7245)

Santé : cancer (p. 7245)

Santé : tabagisme (p. 7245)

Discussion des articles [10 juillet 2003] (p. 7257)

Article 1er (interdiction de la vente ou de l'offre à titre gratuit des produits du tabac à des mineurs de moins de seize ans)

Son amendement n° 9 deuxième rectification (p. 7259)

Son intervention (p. 7261)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 21 du Gouvernement (interdiction de la vente ou de l'offre de paquets de moins de dix-neuf cigarettes) (p. 7262)

Intervient sur l'amendement n° 14 deuxième correction (interdiction de la vente ou de l'offre de paquets de moins ou de plus de vingt cigarettes) (p. 7262)

Intervient sur l'amendement n° 19 corrigé (interdiction de la vente ou de l'offre de paquets de moins de vingt cigarettes) (p. 7262)

Intervient sur l'amendement n° 23 (les paquets contiennent exclusivement vingt cigarettes) (p. 7262)

Intervient sur l'amendement n° 18 corrigé (écoulement des anciens stocks limité à un an) (p. 7265)

Intervient sur le sous-amendement oral (limitation à trois mois du temps de déstockage) à l'amendement n° 18 corrigé (p. 7265)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 3 rectifié de M. François Vannson (interdiction de la promotion des papiers à rouler les cigarettes) (p. 7265)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Yves Bur (répression de la publicité indirecte utilisant le cinéma) (p. 7266)

Article 3 (sanctions applicables en cas de vente ou d'offre à titre gratuit de produits du tabac aux mineurs de moins de seize ans)

Son amendement n° 10 (p. 7268)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Yves Bur (taxe additionnelle sur le papier à rouler les cigarettes) (p. 7268)

Article 4 (rapport du Gouvernement au Parlement sur l'intérêt et le coût de la prise en charge par l'assurance maladie des substituts nicotiques au bénéfice des mineurs)

Son amendement n° 11 (p. 7268)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 22 du Gouvernement (élévation de 58,99 à 62 % du taux normal du droit de consommation) (p. 7269)

Intervient sur l'amendement n° 12 de M. Yves Bur (hausse du minimum de perception) (p. 7270)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Pierre-Christophe Baguet (rapport au Parlement concernant la possibilité pour les buralistes d'un alignement sur le droit commun en matière de taxe professionnelle) (p. 7271)

Jean-François CHOSSY

*Loire (7^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire du Conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés [J.O. du 2 août 2002] (p. 13230)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête afin d'évaluer la situation des handicapés dans les centres d'aide par le travail et de définir des propositions pour que ceux-ci remplissent plus efficacement leur mission (n° 527) [12 février 2003]

Chargé d'une mission temporaire auprès de Mme la Secrétaire d'Etat aux personnes handicapées [J.O. du 11 mars 2003] (p. 4210)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) tome XII : Santé et personnes handicapées (personnes handicapées) (n° 257) [10 octobre 2002]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de résolution (n° 527) de M. Georges Hage tendant à la création d'une commission d'enquête afin d'évaluer la situation des handicapés dans les centres d'aide par le travail et de définir des propositions pour que ceux-ci remplissent plus efficacement leur mission [5 mars 2003] (n° 683)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Handicapés, politique à l'égard des handicapés, perspectives [2 octobre 2002] (p. 2754)

Santé, enfants, autisme, dépistage précoce [28 mai 2003] (p. 4346)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 238, posée le 24 mars 2003. Enseignement secondaire, collèges et lycées (J.O. questions p. 2095). Appelée le 25 mars 2003. maintenance du parc informatique (p. 2353)

DÉBATS**Projet de loi n° 230 de finances pour 2003****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA****Examen du fascicule [5 novembre 2002] (p. 4499)****Procédure des questions :**

Commerce et artisanat : grande distribution : commercialisation (p. 4524)

SANTÉ, FAMILLE ET PERSONNES HANDICAPÉES**Examen du fascicule [12 novembre 2002] (p. 4910)**

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 4922)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etablissements de santé : accueil (p. 4923)

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 4922)

Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 4922)
Santé : crédits (p. 4922)
Santé : politique de la santé (p. 4922)
Sécurité sociale : action sanitaire et sociale (p. 4923)

Jean-Louis CHRIST

*Haut-Rhin (2^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre titulaire du conseil d'orientation de l'Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique en France métropolitaine et dans les départements et territoires d'outre-mer [J.O. du 2 août 2002] (p. 13232)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux marchés énergétiques [J.O. du 18 décembre 2002] (p. 20975)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 21 décembre 2002] (p. 21390)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 835 visant à améliorer les rapports locatifs en autorisant le droit à intérêt sur le dépôt de garantie versé par le locataire [14 mai 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Enseignement secondaire : personnel, personnel de surveillance, assistants d'éducation, perspectives [21 janvier 2003] (p. 313)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 39, posée le 2 décembre 2002. Déchets, pollutions et nuisances. bruits (J.O. questions p. 4503). Appelée le 3 décembre 2002. cyclomoteurs, caractéristiques techniques, modification, conséquences (p. 6032)

n° 314, posée le 5 mai 2003. Fonction publique hospitalière, filière socio-éducative (J.O. questions p. 3389). Appelée le 6 mai 2003. personnel, revendications (p. 3418)

DÉBATS

Projet de loi n° 36 d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [17 juillet 2002] (p. 2057)

Annexe I

Son amendement n° 108 corrigé (gardes champêtres) (p. 2085)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 2002] (p. 3447) ; [18 octobre 2002] (p. 3593)

Après l'article 2

Son amendement n° 110 (titulaires de contrats de qualification – extension de l'exonération d'impôt sur le revenu bénéficiant aux apprentis) (p. 3471)

Après l'article 9

Son amendement n° 276 (régime simplifié d'imposition agricole – remboursement trimestriel de la TVA (p. 3595)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE - SERVICES DU PREMIER MINISTRE

Examen du fascicule [7 novembre 2002] (p. 4655)

Procédure des questions :

Aménagement du territoire : zones rurales : Internet (p. 4704)

JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

I - JEUNESSE ET ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [22 octobre 2002] (p. 3742)

Procédure des questions :

Enseignement technique et professionnel : programmes : filière technique (p. 3778)

Projet de loi de finances rectificative n° 382 pour 2002

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 décembre 2002] (p. 6470)

Après l'article 29

Son sous-amendement n° 212 (exclusion de la viticulture) à l'amendement n° 76 du Gouvernement (Association nationale de développement agricole – transformation de neuf taxes parafiscales en une imposition de toute nature affectée à l'agence de développement agricole et rural) (p. 6484) : retiré (p. 6489)

Son sous-amendement n° 214 (modalités de taxation de la viticulture) à l'amendement n° 76 du Gouvernement : retiré (p. 6489)

Son sous-amendement n° 213 (affectation à 100 % - et non à 85 % - du produit de la nouvelle imposition à l'agence de développement agricole et rural) à l'amendement n° 76 du Gouvernement : retiré (p. 6490)

Son amendement n° 215 (institution de cotisations au profit d'ITV France - centre technique interprofessionnel de la vigne et du vin) (p. 6490) : retiré (p. 6491)

Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 2003] (p. 821)

Son intervention (p. 850)

Thèmes :

Entreprises : formalités administratives (p. 850)

Formation professionnelle : apprentissage (p. 850)

Discussion des articles [5 février 2003] (p. 910) ; [6 février 2003] (p. 996)

Article 2 (récépissé de création d'entreprise)

Son amendement n° 4 (rédactionnel) (p. 915)

Son amendement n° 5 (référence au registre des entreprises d'Alsace et de Moselle) (p. 915)

Article 6 (insaisissabilité de la résidence principale de l'entrepreneur individuel)

Son intervention (p. 925)

Son amendement n° 7 rectifié (référence au livre foncier d'Alsace et de Moselle) (p. 925)

Son amendement n° 6 (suppression de la révocation de la déclaration d'insaisissabilité par décès - protection des héritiers) (p. 925)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 155 de M. Pierre Lang (travail dominical en Alsace-Moselle) (p. 948)

Après l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 138 de Mme Arlette Grosskost (intervention des régions dans les fonds d'investissement de proximité) (p. 1022)

Article 15 (réduction d'impôt accordée au titre de la souscription en numéraire au capital des sociétés non cotées)

Son intervention (p. 1022)

Son amendement n° 153 (extension aux prêts consentis pour la création d'entreprises individuelles) (p. 1022)

Article 16 (relèvement du seuil de déductibilité des pertes subies à la suite d'une souscription au capital d'une société nouvelle)

Son amendement n° 128 (extension aux prêts consentis pour la création d'une entreprise individuelle) (p. 1025)

Après l'article 16

Son amendement n° 10 (sortie anticipée d'un plan d'épargne en actions - PEA - pour la reprise ou la création d'une entreprise individuelle) (p. 1028) : retiré (p. 1029)

Projet de loi n° 950 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juillet 2003] (p. 7449)

Article 27 (création d'une procédure de rétablissement personnel)

Ses amendements n°s 182 et 181 (p. 7507)

Dino CINIERI

*Loire (4^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Juge suppléant de la Haute Cour de justice [J.O. du 24 octobre 2002] (p. 17629)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 21 décembre 2002] (p. 21390)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1083 tendant à modifier la législation sur la vente des boissons alcoolisées à emporter dans les points de vente de carburants [24 septembre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Ministères et secrétariats d'Etat. justice : administration centrale. direction de la protection judiciaire de la jeunesse, fonctionnement [5 février 2003] (p. 874)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 65, posée le 16 décembre 2002. Gendarmerie. Non appelée (J.O. questions p. 4847)

n° 163, posée le 3 mars 2003. Sports. associations et clubs (J.O. questions p. 1485). Suppléé par M. Gérard Voisin. Appelée le 4 mars 2003. bénévoles, statut (p. 1515)

n° 239, posée le 24 mars 2003. Administration. rapports avec les administrés (J.O. questions p. 2096). Appelée le 25 mars 2003. nouvelles technologies de l'information et de la communication, zones rurales (p. 2344)

n° 261, posée le 31 mars 2003. Politique extérieure. Iraq (J.O. questions p. 2288). Appelée le 1^{er} avril 2003. aide humanitaire, perspectives (p. 2669)

Alain CLAEYS

*Vienne (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11466)

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3871)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3871)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 7 mai 2003] (p. 7948)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 7 mai 2003] (p. 7948)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Bioéthique. génétique. clonage reproductif humain, interdiction [21 janvier 2003] (p. 314)

DÉBATS**Projet de loi n° 230 de finances pour 2003****PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [15 octobre 2002] (p. 3342)

Son intervention (p. 3361)

Thèmes :

Donations et successions (p. 3362)

Emploi : politique de l'emploi : prime pour l'emploi (p. 3361)

Fonctionnaires et agents publics (p. 3362)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile : rétroactivité des lois (p. 3362)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des investissements immobiliers locatifs neufs (p. 3362)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 3362)

Impôts locaux : taxe professionnelle : professions libérales (p. 3362)

Politique économique : pouvoir d'achat : consommation (p. 3362)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE****II - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR**

Examen du fascicule [8 novembre 2002] (p. 4765)

Son intervention (p. 4769)

Thèmes avant la procédure des questions :

Bourses d'études : enseignement supérieur (p. 4770)

Enseignement supérieur : constructions universitaires (p. 4769)

Enseignement supérieur : crédits (p. 4769)

Enseignement supérieur : étudiants (p. 4770)

Enseignement supérieur : oeuvres universitaires (p. 4770)

Enseignement supérieur : universités (p. 4769)

Enseignement supérieur : personnel : enseignants (p. 4769)

Enseignement supérieur : personnel : vacataires (p. 4769)

Projet de loi n° 375 relatif à la négociation collective sur les restructurations ayant des incidences sur l'emploi**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [5 décembre 2002] (p. 6292)

Article 1er (articles 97, 98, 99, 101, 104, 106, 109 et 116 de la loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002) : suspension de certains articles de la loi de modernisation sociale du 17 janvier 2002 relatifs à la procédure des licenciements économiques)

Son amendement n° 84 (p. 6292)

Déclaration du Gouvernement n° 989 d'orientation budgétaire présentée par M. Alain Lambert, ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire et débat sur cette déclaration

[26 juin 2003] (p. 6055)

Son intervention (p. 6088)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi : allègement des charges sociales (p. 6088)

Finances publiques : exécution du budget : annulations de crédits (p. 6088 et s.)

Politique économique : pouvoir d'achat : consommation (p. 6088)

Recherche (p. 6088 et s.)

Pascal CLÉMENT

*Loire (6^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 9 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Président de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2002] (p. 11184)

Membre de droit (président de la commission des lois) de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation [J.O. du 28 juin 2002] (p. 11184)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'amnistie [J.O. du 26 juillet 2002] (p. 12637)

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'amnistie [J.O. du 1^{er} août 2002] (p. 13132)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation pour la justice [J.O. du 3 août 2002] (p. 13302)

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation pour la justice [J.O. du 4 août 2002] (p. 13362)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 relative aux administrateurs judiciaires, mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises et experts en diagnostic d'entreprise [J.O. du 18 octobre 2002] (p. 17343)

Rapporteur de la proposition de loi constitutionnelle relative à l'exercice des libertés locales (n° 249) [30 octobre 2002]

Rapporteur du projet de loi constitutionnelle relatif à l'organisation décentralisée de la République (n° 369) [30 octobre 2002]

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 relative aux administrateurs judiciaires, mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises et experts en diagnostic d'entreprise [J.O. du 5 décembre 2002] (p. 20098)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 21 décembre 2002] (p. 21390)

Cesse d'appartenir à la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 22 janvier 2003] (p. 1331)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la sécurité intérieure [J.O. du 30 janvier 2003] (p. 1892)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à compléter le règlement de l'Assemblée nationale et à modifier ses articles 14, 50, 65, 91, 104 et 128 (n° 613) [26 février 2003]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur

- le projet de loi constitutionnelle, adopté par le Sénat (n° 369), relatif à l'organisation décentralisée de la République

- la proposition de loi constitutionnelle (n° 249) de M. Hervé Morin, relative à l'exercice des libertés locales [13 novembre 2002] (n° 376)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution (n° 613) de M. Jean-Louis Debré et plusieurs de ses collègues tendant à compléter le Règlement de l'Assemblée nationale et à modifier ses articles 14, 50, 65, 91, 104 et 128 [18 mars 2003] (n° 698)

Proposition de loi n° 1031 relative à l'éligibilité au Fonds de compensation de la TVA des travaux réalisés par les communes sur les routes départementales [16 juillet 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Défense. GIAT-Industries. emploi et activité [8 avril 2003] (p. 2941)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Estime avoir un comportement courtois envers l'opposition et regrette que "des députés viennent donner des leçons alors qu'ils n'ont participé à rien" [21 novembre 2002] (p. 5451)

Sur le rappel au règlement de Mme Ségolène Royal : indique que le droit d'amendement n'est pas mis en cause par la nécessaire concision et précision d'une loi constitutionnelle [21 novembre 2002] (p. 5453)

Sur le rappel au règlement de M. André Chassaigne : estime qu'en faisant référence à l'article 58 alinéa 2 du règlement, M. André Chassaigne "a demandé la parole pour qu'on la lui retire" [22 novembre 2002] (p. 5563)

En sa qualité de président de la commission des lois, demande que se poursuive la discussion de l'article 7 - portant sur l'outre-mer - du projet de loi constitutionnelle relatif à l'organisation décentralisée de la République [26 novembre 2002] (p. 5795)

Sur le rappel au règlement de M. René Dosièrre : indique que c'est par courtoisie envers les députés élus par l'outre-mer qu'il a - lors de son intervention sur l'article 7 - retiré un amendement de la commission portant sur l'article 8 du projet de loi constitutionnelle relatif à l'organisation décentralisée de la République [27 novembre 2002] (p. 5848)

Sur le rappel au règlement de M. Alain Néri : retire ses propos relatifs à Mme Christiane Taubira mais dénonce la multiplication des rappels au règlement et des suspensions de séance [27 novembre 2002] (p. 5889)

Sur le rappel au règlement de M. Didier Migaud : s'oppose à une seconde délibération de l'article 3 - instituant une priorité d'examen du Sénat - du projet de loi constitutionnelle relatif à l'organisation décentralisée de la République [27 novembre 2002] (p. 5891)

Sur le rappel au règlement de M. Jacques Brunhes : souligne le travail sérieux de la commission des lois, qui n'avait pas l'obligation d'inviter le ministre concerné, position également adoptée par la précédente majorité sur le précédent projet. La commission a également examiné la totalité des amendements déposés avant sa réunion. Les quelque 12 000 amendements parvenus après ont été regroupés par groupe politique et par thème. La commission a ensuite examiné les amendements par paquets de plusieurs centaines [11 février 2003] (p. 1153)

Sur le rappel au règlement de M. Maurice Leroy : répond que l'avis du Conseil d'État est destiné au seul Gouvernement, qui, parfois, le transmet à l'Assemblée, mais qui ne l'a pas transmis cette fois. La modification du texte par le Gouvernement après examen par le Conseil d'État n'est pas inconstitutionnelle. [11 février 2003] (p. 1157)

Invite le président Bocquet à aborder le sujet évoqué dans le cadre de la discussion prochaine de la modification du règlement de l'Assemblée. Il considère que, dès lors que l'Assemblée a débattu au fond sur la philosophie d'un texte, la discussion des amendements, qui ne vise qu'à décliner ce qui a déjà été tranché, n'apporterait rien de plus [13 mars 2003] (p. 2042)

DÉBATS

Projet de loi n° 19 portant amnistie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 juillet 2002] (p. 1868)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1885)

Thèmes :

Amnistie (p. 1885)

Amnistie : amnistie politico-financière (p. 1886)

Droit pénal : abus de biens sociaux : réforme (p. 1885)

Elections et référendums : élection présidentielle : amnistie (p. 1886)

Elections et référendums : élection présidentielle : campagnes électorales (p. 1885)

Discussion des articles [9 juillet 2002] (p. 1919) ; [10 juillet 2002] (p. 1938)

Article 9 (*champ d'application de l'amnistie individuelle par décret du Président de la République*)

Son intervention (p. 1926)

Article 13 (*infractions exclues de l'amnistie*)

Intervient sur l'amendement n° 87 de M. Jacques Brunhes (contraventions au code de l'environnement en matière d'installations classées) (p. 1943)

Projet de loi n° 36 d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2002] (p. 1961)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1997)

Thèmes :

Ordre public : sécurité : Gouvernement précédent (p. 1997)

Partis et mouvements politiques : Parti socialiste : Assemblée nationale (p. 1997)

Discussion des articles [17 juillet 2002] (p. 2057, 2106)

Article 1er (*orientations de la politique de sécurité intérieure*)

Intervient sur l'amendement n° 85 de Mme Ségolène Royal (de suppression) (p. 2073)

Annexe I

Intervient sur l'amendement n° 54 de M. Jean-Pierre Blazy (suppression de l'aggravation des sanctions en matière d'absentéisme scolaire) (p. 2118)

Intervient sur le sous-amendement n° 128 de M. Pierre-André Périssol (violence à l'encontre des enseignants) à l'amendement n° 33 rectifié de M. Guy Geoffroy (violence à l'école) (p. 2122)

Projet de loi n° 154 d'orientation et de programmation pour la justice

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 juillet 2002] (p. 2437)

Son intervention en qualité de président de la commission des lois (p. 2447)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 2447)

Droit pénal : mineurs : délinquance et criminalité (p. 2448)

Droit pénal : mineurs : détention (p. 2448)

Droit pénal : mineurs : ordonnances (p. 2447)

Droit pénal : sanctions éducatives (p. 2448)

Justice : centres éducatifs fermés (p. 2448)

Lois : projet de loi : justice (p. 2449)

Partis et mouvements politiques : opposition : justice (p. 2447, 2449)

Politique générale : Gouvernement précédent : justice (p. 2449)

Discussion des articles [1er août 2002] (p. 2550, 2582) ; [2 août 2002] (p. 2622, 2666)

Article 1er et rapport annexé (*approbation du rapport présentant les orientations et les moyens budgétaires pour la justice pour les années 2003 à 2007*)

Intervient sur l'amendement n° 78 de M. Jean-Paul Garraud (réflexion sur les dispositifs d'individualisation des peines) (p. 2564)

Article 7 (institution, compétence et fonctionnement de la juridiction de proximité)

Intervient sur l'amendement n° 215 de M. Jérôme Bignon (saisine du juge de proximité) (p. 2595)

Article 15 (contrôle judiciaire des mineurs)

Intervient sur l'amendement n° 203 de M. André Vallini (de suppression) (p. 2609)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 281 de M. Christian Estrosi (suspension des allocations familiales pour un mineur placé en centre éducatif fermé sauf décision du juge des enfants) (p. 2643)

Intervient sur le sous-amendement n° 297 de M. Claude Goasguen (suppression de l'encadrement de la décision du juge des enfants) à l'amendement n° 281 de M. Christian Estrosi (p. 2646)

Intervient sur l'amendement n° 283 de M. Pierre Albertini (Marseillaise apprise à l'école élémentaire) (p. 2651)

Avant l'article 21

Intervient sur l'amendement n° 34 corrigé de M. Guy Teissier (obligation de motivation de toutes les décisions de classement sans suite) (p. 2656)

Article 24 (dispositions diverses relatives à l'instruction)

Son intervention (p. 2671)

Après l'article 28

Son amendement n° 219 (insertion d'une nouvelle division relative à "certaines atteintes à l'autorité de l'Etat") (p. 2681)

Son amendement n° 220 (création d'une infraction d'outrage aggravé à l'encontre des enseignants) (p. 2681)

Article 29 (neutralisation des téléphones mobiles dans l'enceinte des établissements pénitentiaires)

Intervient sur l'amendement n° 271 corrigé de M. Jean Besson (brouillage des communications dans les salles de spectacle) (p. 2686)

Proposition de loi n° 193 modifiant certaines dispositions du code de commerce relatives aux mandats sociaux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er octobre 2002] (p. 2794)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2796)

Thèmes :

Politiques communautaires : normes européennes : entreprises (p. 2798)

Sociétés : contrôle : démocratie (p. 2797)

Sociétés : droit des affaires : réforme (p. 2797)

Sociétés : mandats sociaux : propositions de loi (p. 2797)

Discussion des articles [1er octobre 2002] (p. 2806)**Avant l'article 1er**

Intervient sur l'amendement n° 13 de M. Hervé Novelli (suppression de la limitation du cumul des mandats prévue dans la loi "nouvelles régulations économiques") (p. 2806)

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Hervé Novelli (suppression de la publicité des rémunérations des mandataires sociaux) (p. 2808)

Article 1er

Son sous-amendement n° 33 (sous réserve que leur nombre n'excède pas 5) à l'amendement n° 18 de M. Xavier de Roux (cumul des mandats d'administrateur au sein des groupes) (p. 2813)

Son sous-amendement n° 34 (sous réserve que leur nombre n'excède pas 5) à l'amendement n° 19 de M. Xavier de Roux (cumul des mandats de membre de conseil de surveillance au sein des groupes) (p. 2815)

Proposition de loi n° 194 relative à la conduite automobile sous l'influence de drogues illicites et psychotropes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 octobre 2002] (p. 3001)

Son intervention en qualité de président de la commission des lois (p. 3017)

Thèmes :

Sécurité routière (p. 3017)

Sécurité routière : alcoolémie (p. 3017)

Sécurité routière : conduite sous l'influence de drogues (p. 3018)

Sécurité routière : conduite sous l'influence de drogues : propositions de loi (p. 3017)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

JUSTICE

Examen du fascicule [6 novembre 2002] (p. 4595, 4621)

Son intervention en qualité de président de la commission des lois (p. 4600)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : exécution des peines (p. 4601)

Justice : assistants de justice (p. 4601)

Système pénitentiaire : centres pénitentiaires : construction (p. 4601)

Système pénitentiaire : détenus : insertion professionnelle et sociale (p. 4601)

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 2002] (p. 5301, 5323) ; [21 novembre 2002] (p. 5435)

Son intervention (p. 5306)

Intervient sur :

- l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5332)

- la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 5446)

- le rappel au règlement de Mme Ségolène Royal (cf supra [21 novembre 2002]) (p. 5452)

Son rappel au règlement (cf supra [21 novembre 2002]) (p. 5451)

Thèmes :

Collectivités territoriales : autonomie financière (p. 5310)

Collectivités territoriales : décentralisation : histoire (p. 5307)

Collectivités territoriales : décentralisation : politique économique (p. 5307)

Collectivités territoriales : expérimentation (p. 5308 et s.)

Collectivités territoriales : péréquation (p. 5446)

Collectivités territoriales : pouvoir réglementaire (p. 5309)

Collectivités territoriales : projets de loi : Sénat (p. 5311, 5347)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 5308)

Constitution : article 37 : pouvoir réglementaire (p. 5309)

Constitution : révision : décentralisation (p. 5307 et s.)

Coopération intercommunale : établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) (p. 5447)

Etat : décentralisation : subsidiarité (p. 5446)

Etat : expérimentation (p. 5308)

Etat : Premier ministre : Sénat (p. 5447)

Etat : réforme (p. 5307)

Outre-mer (p. 5312)

Parlement : Sénat (p. 5448)

Partis et mouvements politiques : gauche : décentralisation (p. 5322)

Régions (p. 5307)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 5447)

Union européenne (p. 5307)

Discussion des articles [21 novembre 2002] (p. 5454, 5473, 5512) ; [22 novembre 2002] (p. 5561, 5592, 5632) ; [26 novembre 2002] (p. 5758) ; [27 novembre 2002] (p. 5846, 5860)**Article 1er (article 1er de la Constitution - organisation de la République)**

Son intervention (p. 5464 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 107 rectifié de M. Victorin Lurel (suppression du terme "race" dans l'article 1er de la Constitution) (p. 5493)

Intervient sur l'amendement n° 108 de M. Victorin Lurel (droit au respect de l'environnement reconnu et mis en œuvre par la République) (p. 5494)

Intervient sur l'amendement n° 98 de M. Paul Giacobbi (langues régionales - reconnaissance et développement) (p. 5497)

Intervient sur l'amendement n° 200 de M. Marc Le Fur (langues régionales - respect) (p. 5497)

Intervient sur le sous-amendement n° 210 de M. François Bayrou (et défense) à l'amendement n° 200 de M. Marc Le Fur (p. 5497)

Intervient sur l'amendement n° 127 de Mme Anne-Marie Comparini (modes de scrutin : représentation des hommes et des territoires - constitution de majorités dans le respect du pluralisme) (p. 5503)

Intervient sur l'amendement n° 115 de M. Alain Joyandet (égal accès aux nouvelles technologies d'information et de communication) (p. 5504)

Intervient sur l'amendement n° 48 de M. Jacques Myard (référendum d'initiative populaire) (p. 5505)

Intervient sur l'amendement n° 150 de M. Émile Blessig (pouvoir réglementaire des collectivités territoriales) (p. 5506)

Intervient sur l'amendement n° 125 de Mme Anne-Marie Comparini (interdiction du cumul des fonctions de membre du Gouvernement avec tout mandat exécutif local) (p. 5507)

Après l'article 1er bis

Intervient sur l'amendement n° 96 de M. Paul Giacobbi (assemblées territoriales substituées aux assemblées locales au 8ème alinéa de l'article 34 de la Constitution) (p. 5513)

Intervient sur l'amendement n° 97 de M. Paul Giacobbi (mesures compensant les handicaps des collectivités territoriales insérées au 14ème alinéa de l'article 34 de la Constitution) (p. 5514)

Intervient sur l'amendement n° 151 de M. Émile Blessig (loi organique relative aux pouvoirs, compétences et ressources des collectivités territoriales) (p. 5514)

Article 2 (article 37-1 de la Constitution - expérimentations prévues par la loi ou le règlement)

Son intervention (p. 5517 et s.)

Article 3 (article 39 de la Constitution - priorité d'examen du Sénat sur les projets de loi ayant pour principal objet la libre administration des collectivités territoriales et les instances représentatives des Français établis hors de France)

Son intervention (p. 5538 et s.)

Intervient sur le rappel au règlement de M. André Chassaigne (cf supra) (p. 5562)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 122 de Mme Anne-Marie Comparini (rapport de la Cour des comptes sur le respect du principe de l'autonomie financière et fiscale des collectivités territoriales) (p. 5592)

Intervient sur l'amendement n° 189 de M. Gilbert Le Bris (langues régionales et minoritaires) (p. 5593)

Intervient sur l'amendement n° 124 de Mme Anne-Marie Comparini (saisine automatique du Conseil constitutionnel sur les lois relatives à la libre administration des collectivités territoriales) (p. 5594)

Article 4 (article 72 de la Constitution - libre administration des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 5603 et s.)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 77 de Mme Ségolène Royal (incompatibilité du mandat de député ou de sénateur avec une fonction exécutive locale) (p. 5636)

Intervient sur l'amendement n° 81 rectifié de Mme Ségolène Royal (droit de vote et d'éligibilité aux élections locales des étrangers non ressortissants de l'Union européenne) (p. 5637)

Article 5 (article 72-1 de la Constitution - renforcement de la démocratie participative locale)

Son intervention (p. 5642 et s.)

Article 6 (article 72-2 de la Constitution - autonomie financière des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 5653 et s.)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 133 de Mme Ségolène Royal (entrée en vigueur de la présente loi subordonnée à l'adoption des lois de transfert de ressources) (p. 5786)

Article 7 (articles 72-3 et 72-4 de la Constitution - régime des collectivités situées outre-mer)

Son rappel au règlement (cf supra) [26 novembre 2002] (p. 5795)

Son intervention (p. 5799 et s.)

Intervient sur le rappel au règlement de M. René Dosière (cf supra) (p. 5846)

Article 8 (article 73 de la Constitution - régime des départements et régions d'outre-mer)

Son intervention (p. 5871 et s.)

Article 9 (article 74 de la Constitution - régime constitutionnel des collectivités d'outre-mer)

Son intervention (p. 5878 et s.)

Son amendement n° 211 (suppression de la saisine du Conseil constitutionnel par la collectivité territoriale - dotée de l'autonomie - pour le déclassement d'une loi intervenue dans le domaine de compétence de la collectivité) (p. 5878)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 185 de M. Jacques Brunhes (Nouvelle-Calédonie - composition du corps électoral pour les élections provinciales) (p. 5881)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 118 de M. Mansour Kamardine (statut personnel) (p. 5886)

Article 11 (articles 7, 13 et 60 de la Constitution - assouplissement des conditions de délai pour l'organisation du scrutin présidentiel - nomination des représentants de l'Etat dans les collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie - contrôle du Conseil constitutionnel sur la régularité des opérations de référendum)

Son intervention (p. 5888 et s.)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Alain Néri (cf supra) (p. 5889)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 206 de M. Joël Beaugendre (reconnaissance des spécificités ultrapériphériques françaises) (p. 5890)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Didier Migaud (cf supra) (p. 5890)

Explications de vote et vote [4 décembre 2002] (p. 6146)

Son intervention en qualité de président de la commission des lois (p. 6147)

Proposition de loi constitutionnelle n° 341 visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections locales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 2002] (p. 5673)

Son intervention en qualité de président de la commission des lois (p. 5697)

Thème :

Etrangers : intégration (p. 5697)

Proposition de loi n° 380 visant à protéger certaines catégories d'étrangers des mesures d'éloignement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 novembre 2002] (p. 5901)

Son intervention en qualité de président de la commission des lois (p. 5923)

Thèmes :

Etrangers : intégration (p. 5921)

Etrangers : naturalisation (p. 5921)

Projet de loi organique n° 242 relatif aux juges de proximité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 décembre 2002] (p. 6833)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6844)

Thèmes :

Justice : juge de proximité : compétences (p. 6845)

Justice : juge de proximité : Conseil constitutionnel (p. 6844)

Justice : juge de proximité : formation professionnelle (p. 6845)

Justice : juge de proximité : indépendance (p. 6844)

Projet de loi n° 246 modifiant la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 relative aux administrateurs judiciaires, mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises et experts en diagnostic d'entreprise

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [18 décembre 2002] (p. 6946)

Son intervention (p. 6948)

Thèmes :

Entreprises : liquidation judiciaire : réforme (p. 6948)

Entreprises : liquidation judiciaire : rémunération (p. 6949)

Justice : mandataires de justice : déontologie (p. 6949)

Justice : mandataires de justice : réforme (p. 6949)

Justice : tribunaux de commerce : réforme (p. 6948)

Justice : tribunaux de commerce : statistiques (p. 6949)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 janvier 2003] (p. 77)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 91)

Thèmes :

Droit pénal : fichier national automatisé des empreintes génétiques (FNAEG) (p. 92)

Droit pénal : proxénétisme (p. 92)

Services : sécurité (p. 93)

Discussion des articles [16 janvier 2003] (p. 218, 268) ; [21 janvier 2003] (p. 319, 348) ; [22 janvier 2003] (p. 390) ; [23 janvier 2003] (p. 483)

Avant l'article 1er

Intervient sur le sous-amendement n° 410 de M. Noël Mamère (affirmation du rôle fondamental de la prévention) à l'amendement n° 54 de la commission (missions de l'Etat et rôle des collectivités territoriales en matière de sécurité intérieure) (p. 220)

Article 6 (visite des véhicules pour la recherche de certaines infractions)

Son intervention (p. 251)

Article 7 (visite des véhicules pour la recherche de certaines infractions)

Son intervention (p. 252)

Article 7 bis (relèvement des peines encourues pour certaines infractions douanières)

Son intervention (p. 253)

Article 9 (traitements automatisés d'informations mis en œuvre par la police et la gendarmerie)

Son intervention (p. 274 et s.)

Article 15 (extension du fichier national automatisé des empreintes génétiques)

Son intervention (p. 292 et s.)

Article 17 sexies (présomption légale de vulnérabilité de la victime mineure ou étrangère des délits de conditions de travail ou d'hébergement contraires à la dignité humaine)

Son amendement n° 458 (p. 343)

Avant l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 456 de M. Jean-Marie Le Guen (suppression de l'article 3421-1 du code de la santé publique : peines d'emprisonnement pour toxicomanie) (p. 367)

Article 20 (menaces et actes d'intimidation commis contre les personnes exerçant une fonction publique)

Son intervention (p. 411 et s.)

Article 21 (incrimination des atroupements portant atteinte à la libre circulation dans les parties communes d'immeubles)

Son intervention (p. 425)

Article 38 (réglementation des activités de sécurité privée)

Son amendement n° 459 (p. 487)

Projet de loi n° 501 tendant à la reconnaissance du vote blanc aux élections

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 janvier 2003] (p. 713)

Son intervention en qualité de président de la commission des lois (p. 713)

Thèmes :

Elections et référendums : abstentionnisme (p. 714)

Elections et référendums : abstentionnisme : études (p. 713)

Elections et référendums : vote blanc (p. 713)

Discussion des articles [30 janvier 2003] (p. 730)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Bernard Roman (le vote est obligatoire) (p. 730)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Armand Jung (institution du vote par le réseau Internet) (p. 732)

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Hervé Morin (mise à la disposition des électeurs de bulletins blancs) (p. 733)

Article 1er (décompte séparé des bulletins blancs; mention dans les résultats; absence d'effet sur les suffrages exprimés)

Son intervention (p. 734 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 10 du Gouvernement (application aux collectivités d'outre-mer de la comptabilisation distincte des bulletins blancs) (p. 736)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 737)

Projet de loi n° 574 relatif à l'élection des conseillers régionaux et des représentants au Parlement européen ainsi qu'à l'aide publique aux partis politiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 février 2003] (p. 1153)

Intervient :

- sur le rappel au règlement de M. Maurice Leroy (cf supra) [11 février 2003] (p. 1156)

- sur le rappel au règlement de M. Jacques Brunhes (cf supra) [11 février 2003] (p. 1153)

Proposition de loi n° 586 tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des enfants

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 février 2003] (p. 1267)

Son intervention en qualité de président de la commission des lois (p. 1272)

Thème :

Assemblée nationale : délégation aux droits des enfants : commissions (p. 1272)

Proposition de loi n° 623 tendant à la suppression du mot "race" de notre législation

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 mars 2003] (p. 2029)

Son intervention en qualité de président de la commission des lois (p. 2031)

Thèmes :

Assemblée nationale : propositions de loi (p. 2031)

Constitution : préambule (p. 2032)

Droits de l'homme et libertés publiques : lutte contre le racisme (p. 2031)

Droits de l'homme et libertés publiques : racisme : sciences (p. 2031)

Projet de loi n° 638 renforçant la lutte contre la violence routière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 mars 2003] (p. 2225) ; [20 mars 2003] (p. 2257)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 24 de la commission (création d'un délit d'interruption involontaire de grossesse) (p. 2237)

Avant l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 56 de la commission (examen médical, préalable au permis de conduire, renouvelé ensuite tous les dix ans, puis tous les 3 ans à partir de 70 ans) (p. 2267)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 65 de la commission (différentes vitesses maximales autorisées, avec un relèvement à 150 km/h sur les autoroutes) (p. 2277)

Intervient sur l'amendement n° 134 de M. Christian Estrosi (différentes vitesses maximales autorisées, avec un relèvement à 150 km/h sur les autoroutes) (p. 2277)

Proposition de résolution n° 613 tendant à compléter le règlement de l'Assemblée nationale et à modifier ses articles 14, 50, 65, 91, 104 et 128

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Avant la discussion des articles [26 mars 2003] (p. 2452)

Son intervention (p. 2452)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions (p. 2452)

Assemblée nationale : motions de procédure (p. 2453)

Assemblée nationale : ordre du jour (p. 2452)

Assemblée nationale : question préalable (p. 2453)

Assemblée nationale : règlement (p. 2452)

Assemblée nationale : séances (p. 2453)

Ordonnances : projet de loi d'habilitation (p. 2453)

Discussion des articles [26 mars 2003] (p. 2459)

Article 5 (défense des motions de procédure dans le cadre des séances mensuelles d'initiative parlementaire)

Son intervention (p. 2460)

Article 7 (ratification des traités et approbation des accords internationaux)

Son intervention (p. 2461 et s.)

Projet de loi n° 710 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance des mesures de simplification et de codification du droit

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 avril 2003] (p. 2975)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 2996)

Thèmes :

Lois : codification (p. 2997)

Ordonnances : projet de loi d'habilitation (p. 2997)

Parlement : prérogatives (p. 2997)

Discussion des articles [9 avril 2003] (p. 3053)

Article 16 (organisation administrative et fonctionnement du système de santé)

Son intervention (p. 3065)

Article 20 (clarification du droit du travail et du financement de la formation professionnelle)

Son intervention (p. 3079)

Article 12 (précédemment réservé) (vote par procuration)

Son intervention (p. 3085)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [3 juin 2003] (p. 4418)

Article 5 (législation fiscale et modalités de recouvrement de l'impôt)

Son intervention (p. 4423)

Projet de loi n° 719 de sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 avril 2003] (p. 3228)

Son intervention en qualité de président de la commission des lois (p. 3235)

Thèmes :

Entreprises : comptabilité : transparence (p. 3235)

Entreprises : gouvernement d'entreprise (p. 3235 et s.)
 Lois : fonction (p. 3236 et s.)
 Marchés financiers : agences de notation : analystes financiers (p. 3236)
 Marchés financiers : Autorité des marchés financiers (p. 3236)
 Pays étrangers : Etats-Unis (p. 3235)
 Professions libérales : commissaires aux comptes (p. 3236)
 Sociétés : dirigeants (p. 3237)

Discussion des articles [30 avril 2003] (p. 3311) ; [6 mai 2003] (p. 3442, 3471)

Article 59 bis (actions en responsabilité intentées par les fonds de garantie)
 Son amendement n° 310 (non-application aux instances en cours - Crédit martiniquais) (p. 3388)

Après l'article 67

Intervient sur l'amendement n° 213 rectifié de la commission (sociétés de commissaires – obligation de détention par des commissaires aux comptes ramenée de 75 % à 50 %) (p. 3460)

Après l'article 82

Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission des lois (réparation du préjudice propre de l'actionnaire - distinction d'avec le préjudice social) (p. 3490)

Déclaration du Gouvernement n° 880 sur les infrastructures 2003-2020 et débat sur cette déclaration

[20 mai 2003] (p. 3826)

Son intervention en qualité de président de la commission des lois (p. 3839)

Thèmes :

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 3839)
 Politique économique : libéralisme : délocalisations (p. 3839)
 Transports ferroviaires : TGV-Est (p. 3839)
 Transports routiers (p. 3840)
 Union européenne : construction européenne : transports (p. 3840)

Projet de loi n° 784 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 mai 2003] (p. 3927)

Son intervention en qualité de président de la commission des lois (p. 3936)

Thèmes :

Droit pénal : comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité (p. 3937)
 Droit pénal : délinquance et criminalité organisées (p. 3936)
 Pays étrangers : procédure pénale (p. 3936)

Discussion des articles [21 mai 2003] (p. 3978) ; [22 mai 2003] (p. 4049, 4125) ; [23 mai 2003] (p. 4186)

Article 1er (de la procédure applicable à la délinquance et à la criminalité organisées)

Article 706-73 du code de procédure pénale (détermination des infractions relevant de la criminalité organisée)

Son intervention (p. 3986 et s.)

Article 3 (dispositions relatives au repentir)

Son intervention (p. 4060)

Après l'article 35

Intervient sur l'amendement n° 158 de la commission (plainte avec constitution de partie civile) (p. 4147)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 4220)

Projet de loi n° 861 organisant une consultation des électeurs de Corse sur la modification de l'organisation institutionnelle de la Corse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 mai 2003] (p. 4288)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 4311)

Projet de loi n° 823 relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 juillet 2003] (p. 6729)

Son intervention en qualité de président de la commission des lois (p. 6739)

Thèmes :

Etrangers : intégration (p. 6740)
 Etrangers : rétention administrative (p. 6740)

Discussion des articles [8 juillet 2003] (p. 7005) ; [9 juillet 2003] (p. 7129)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Jean-Pierre Grand (possibilité de retrait de la carte de séjour temporaire de l'étranger passible de poursuites pénales pour les infractions les plus graves en matière de trafic de stupéfiants) (p. 7075)

Article 9 (réforme de la commission du titre de séjour)

Son intervention (p. 7101)

Article 10 (allongement du délai de résidence pour la délivrance d'une carte de résident et introduction d'une condition d'intégration)

Son intervention (p. 7103)

Article 14 (modification des règles de délivrance de plein droit d'une carte de résident aux étrangers ayant bénéficié durant cinq ans d'une carte de séjour temporaire « vie privée et familiale »)

Son intervention (p. 7114)

Article 24 (protection absolue contre les mesures d'expulsion au bénéfice de certaines catégories d'étrangers)

Son intervention (p. 7149)

Proposition de loi organique n° 936 portant réforme de la durée du mandat et de l'âge d'éligibilité des sénateurs ainsi que de la composition du Sénat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 juillet 2003] (p. 6927, 6954)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6945)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 6963)

Discussion des articles [7 juillet 2003] (p. 6964)

Article 2 (renouvellement du Sénat par moitié et dispositions transitoires)

Son intervention (p. 6966)

Article 5 (nombre de sénateurs élus dans les départements)

Son intervention (p. 6974 et s.)

Proposition de loi n° 937 portant réforme de l'élection des sénateurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 juillet 2003] (p. 6927, 6954)

Discussion générale commune de la proposition de loi organique n° 936 portant réforme de la durée du mandat et de l'âge d'éligibilité des sénateurs ainsi que de la composition du Sénat et de la proposition de loi n° 937 portant réforme de l'élection des sénateurs (voir Elections et référendums 936)

Discussion des articles [7 juillet 2003] (p. 6977)

Article 5 (champ d'application du mode de scrutin majoritaire à deux tours et de la représentation proportionnelle)

Son intervention (p. 6981)

Projet de loi organique n° 855 relatif à l'expérimentation par les collectivités territoriales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juillet 2003] (p. 7640)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7645)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences (p. 7645)
 Constitution : article 39 (p. 7645)

Projet de loi organique n° 900 relatif au référendum local

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 juillet 2003] (p. 7640)

Discussion générale commune des projets de loi organique n° 900 relatif au référendum local et n° 855 relatif à l'expérimentation par les collectivités territoriales (voir Collectivités territoriales 855)

Discussion de l'article unique [15 juillet 2003] (p. 7664)

Article unique (participation des électeurs aux décisions locales)

Son intervention (p. 7669 et s.)

Après l'article unique

Ses observations : évoque les délices de l'incertitude en citant Apollinaire [15 juillet 2003] (p. 7682)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [24 juillet 2003] (p. 7951)

Son intervention en qualité de président de la commission des lois (p. 7953)

Thèmes :

Coopération intercommunale (p. 7953)
Elections et référendums : seuil de participation électorale (p. 7953)

Marie-Françoise CLERGEAU

Loire-Atlantique (2^{ème} circonscription)
Socialiste
Secrétaire de l'Assemblée nationale

Elue le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11114)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

Rapporteuse du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2003 (n° 250) [10 juillet 2002]

Membre titulaire du conseil de surveillance de la Caisse nationale des allocations familiales [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14787)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2003 [J.O. du 22 novembre 2002] (p. 19330)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2003 (n° 250) :

- Tome III : Famille ;

- Tome V, avec M. Yves Bur, M. Jean Bardet et M. Denis Jacquat : Tableau comparatif et amendements non adoptés par la commission [24 octobre 2002] (n° 330)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION ORALE SANS DÉBAT**

n° 79, posée le 13 janvier 2003. Justice. Retirée le 13 janvier 2001 à l'initiative de l'auteur (J.O. questions p. 127)

DÉBATS**Projet de loi n° 250 de financement de la sécurité sociale pour 2003**

Rapporteuse de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE**Avant la discussion des articles [28 octobre 2002] (p. 4093)**

Son intervention (p. 4102)

Thèmes :

Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 4103)

Famille : naissances (p. 4103)

Famille : politique familiale (p. 4102)

Jeunes : politique à l'égard des jeunes (p. 4103)

Sécurité sociale : financement (p. 4102)

Discussion des articles [30 octobre 2002] (p. 4374)

Article 43 (revalorisation des pensions de retraite du régime général et des avantages alignés en fonction de l'évolution prévisionnelle des prix)

Son intervention (p. 4399)

Article 40 précédemment réservé (création d'une allocation pour les familles perdant une partie de leurs allocations familiales pour des raisons liées à l'âge des enfants)

Son intervention (p. 4405)

Après l'article 40

Son amendement n° 109 précédemment réservé (modulation de l'allocation de rentrée scolaire en fonction de l'âge de l'enfant) : rejeté (p. 4408)

Article 41 précédemment réservé (accélération de la prise en charge par la Caisse nationale des allocations familiales des majorations de pension pour enfant)

Son intervention (p. 4410)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [21 janvier 2003] (p. 348)**

Après l'article 17 undecies

Intervient sur l'amendement n° 315 de Mme Ségolène Royal (jouissance exclusive du domicile du conjoint victime de violences conjugales) (p. 350)

Intervient sur l'amendement n° 49 de M. Pierre Lellouche (imprescriptibilité de ces crimes) (p. 354)

Intervient sur l'amendement n° 316 de Mme Ségolène Royal (prescription des crimes commis contre les mineurs repoussée à dix ans après la révélation des faits) (p. 354)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5069)**

Son intervention (p. 5078)

Thèmes :

Retraites : généralités : pensions de réversion (p. 5078)

Retraites : généralités : système par répartition (p. 5078)

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Avant l'article 1er [séances des 12, 13, 14 juin 2003] (principes)

Son intervention (p. 5255 et s.)

Article 2 [séances des 16 et 17 juin 2003] (contributivité)

Son intervention (p. 5394 et s.)

Après l'article 2 [séance du 17 juin 2003] (sources supplémentaires de financement ; politique salariale)

Son intervention (p. 5451)

Article 3 [séances du 17 juin 2003] (équité)

Son intervention (p. 5492)

Article 22 [séances du 25 juin 2003] (amélioration de la pension de réversion et suppression de l'assurance veuvage)

Son intervention (p. 6010 et s.)

Philippe COCHET

Rhône (5^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Afrique du Sud relatif à la coopération dans le domaine de la défense (n° 185) [25 septembre 2002]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République argentine relatif à la coopération dans le domaine de la défense (n° 186) [25 septembre 2002]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 21 décembre 2002] (p. 21390)

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 3 tendant à modifier l'article 19 du règlement de l'Assemblée nationale [26 juin 2002]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur :

- le projet de loi (n° 185) autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Afrique du Sud relatif à la coopération dans le domaine de la défense

- le projet de loi (n° 186) autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République argentine relatif à la coopération dans le domaine de la défense [25 juin 2003] (n° 979)

INTERVENTION EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Sécurité routière. prévention. bilan et perspectives [29 avril 2003] (p. 3217)

Yves COCHET

Paris (1^{ère} circonscription)
Non-inscrit

Elu le 16 juin 2002

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11065)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle n° 108 relative au droit de vote et à l'éligibilité des résidents étrangers pour les élections aux conseils des collectivités locales [23 juillet 2002]

Proposition de loi n° 112 tendant à permettre aux couples non mariés d'adopter conjointement un enfant [24 juillet 2002]

Proposition de loi n° 113 tendant à l'accès des ressortissants étrangers à la fonction publique [24 juillet 2002]

Proposition de loi n° 114 visant à étendre la règle du plafonnement de l'aide publique aux établissements privés d'enseignement technologique et professionnel [24 juillet 2002]

Proposition de loi n° 115 tendant à l'attribution du titre de reconnaissance de la Nation aux réfractaires du Service du travail obligatoire [24 juillet 2002]

Proposition de loi n° 116 visant à la reconnaissance de l'Etat aux orphelins de déportés [24 juillet 2002]

Proposition de loi n° 117 visant à introduire les gestes des premiers secours dans la formation aux épreuves du permis de conduire [24 juillet 2002]

Proposition de loi n° 118 tendant à interdire aux aéronefs de décoller et d'atterrir la nuit dans tous les aéroports français [24 juillet 2002]

Proposition de loi n° 119 relative à la prévention et au contrôle de la prolifération de l'algue *Caulerpa taxifolia* [24 juillet 2002]

Proposition de loi n° 120 visant à limiter les charges énergétiques dans les immeubles collectifs à usage d'habitation [24 juillet 2002]

Proposition de loi n° 121 tendant à assurer l'effectivité du droit au transport pour les handicapés et les personnes à mobilité réduite [24 juillet 2002]

Proposition de loi n° 122 visant à l'instauration d'une discrimination positive en faveur des handicapés lors de la cession des exploitations agricoles [24 juillet 2002]

Proposition de loi n° 123 visant à l'amélioration du système de prévention et de réparation des risques pour les victimes du travail [24 juillet 2002]

Proposition de loi n° 124 relative à l'implantation des antennes-relais et à l'utilisation des appareils de téléphonie mobile [24 juillet 2002]

Proposition de loi n° 130 relative au suivi des conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires [24 juillet 2002]

Proposition de loi n° 142 abrogeant le délit de présentation sous un jour favorable des infractions liées aux stupéfiants [24 juillet 2002]

Proposition de loi n° 143 tendant à la suppression du régime d'offense à chef d'Etat étranger issu de l'article 36 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse [24 juillet 2002]

Proposition de loi n° 144 tendant à assurer les droits sociaux des marins [24 juillet 2002]

Proposition de résolution n° 339 tendant à créer une commission d'enquête relative à l'augmentation des suicides dans les établissements pénitentiaires français [30 octobre 2002]

Proposition de loi n° 488 tendant à renforcer la sécurité du transport maritime et à lutter contre les pollutions marines [18 décembre 2002]

Proposition de résolution n° 518 tendant à créer une commission d'enquête sur les activités du mouvement raëlien, ses moyens financiers et les tentatives de clonage reproductif de l'embryon humain sur le territoire français [7 janvier 2003]

Proposition de résolution n° 571 tendant à créer une commission d'enquête sur la fiabilité des centrales nucléaires en France en cas de séisme et sur les procédures de sécurisation, d'information et d'alerte en cas d'incident [28 janvier 2003]

Proposition de résolution n° 647 tendant à la création d'une commission d'enquête sur le transport illicite des produits radioactifs les plus dangereux et les mesures préconisées en matière de sécurité, notamment la protection des populations [4 mars 2003]

Proposition de résolution n° 692 tendant à créer une commission d'enquête relative aux conflits d'intérêt éventuels ayant présidé à la rédaction du rapport de l'Académie des sciences et du communiqué de l'Académie de médecine et de pharmacie établissant l'absence de risque des OGM pour la santé de l'être humain et son environnement [12 mars 2003]

Proposition de loi n° 728 relative à la lutte contre l'homophobie, la lesbophobie et la transphobie [26 mars 2003]

Proposition de résolution n° 829 tendant à créer une commission d'enquête sur la production et l'utilisation d'armement à l'uranium appauvri par la France et l'impact sanitaire réel des armes utilisées chez les personnels civils et militaires engagés dans les opérations militaires du Golfe, et les suivantes ainsi que leur impact sur l'environnement [9 mai 2003]

Proposition de loi n° 853 relative à la reconnaissance des risques sanitaires auxquels ont été ou ont pu être exposés les civils et les militaires engagés dans la guerre du Golfe et les opérations militaires suivantes et à la responsabilité de l'Etat en la matière [14 mai 2003]

Proposition de loi n° 971 visant à rendre obligatoire le tri des déchets dans les écoles [25 juin 2003]

Proposition de loi n° 972 visant à rendre obligatoire l'enseignement des questions environnementales à l'école et au collège [25 juin 2003]

Proposition de résolution n° 1060 tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de la France dans le soutien aux régimes militaires d'Amérique latine entre 1973 et 1984 [10 septembre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Politiques communautaires, protection des consommateurs, organismes génétiquement modifiés, levée du moratoire, perspectives [25 février 2003] (p. 1357)

DÉBATS**Projet de loi de finances rectificative n° 29 pour 2002****PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [18 juillet 2002] (p. 2225)**

Article 1er (réduction de 5 % de l'impôt sur le revenu acquitté en 2002)

Son intervention (p. 2229)

Son amendement n° 38 (de suppression) : SCRUTIN PUBLIC (p. 2230)

Proposition de loi n° 194 relative à la conduite automobile sous l'influence de drogues illicites et psychotropes**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [8 octobre 2002] (p. 3001)**

Son intervention (p. 3011)

Thèmes :

Santé : prévention : sécurité routière (p. 3011)

Sécurité routière : limitations de vitesse (p. 3011)

Sécurité routière : permis de conduire : secourisme (p. 3011)

Discussion des articles [8 octobre 2002] (p. 3019)

Après l'article 3

Son amendement n° 10 (formation aux "5 gestes qui sauvent" pour l'obtention du permis de conduire) (p. 3026)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****ECOLOGIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE****Examen du fascicule [25 octobre 2002] (p. 4053)**

Son intervention (p. 4069)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 4069)

Energie et carburants : Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) (p. 4069)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 4069)

Environnement : Agence française de sécurité sanitaire environnementale (p. 4069)

Environnement : Natura 2000 (p. 4069)

Vote des crédits et articles rattachés [25 octobre 2002] (p. 4081)

Etat B, titre IV

Intervient sur l'amendement n° 93 de la commission (réduction des crédits de fonctionnement de l'Agence de l'environnement de la maîtrise des énergies -ADEME) (p. 4083)

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [21 novembre 2002] (p. 5473) ; [22 novembre 2002] (p. 5632) ; [26 novembre 2002] (p. 5758)**

Après l'article 1er

Son amendement n° 160 (langues régionales ou minoritaires - reconnaissance, enseignement, usage et promotion) : non soutenu (p. 5495)

Après l'article 4

Son amendement n° 164 (droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales des étrangers non ressortissants de l'Union européenne) (p. 5636) : non soutenu (p. 5637)

Article 6 (article 72-2 de la Constitution - autonomie financière des collectivités territoriales)

Son amendement n° 166 (dispositifs de redistribution) (p. 5775)

Proposition de résolution n° 503 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'application des mesures préconisées en matière de sécurité du transport maritime des produits dangereux ou polluants et l'évaluation de leur efficacité

Avant la discussion de l'article unique [5 février 2003] (p. 879)

Son intervention (p. 889)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : dégazages sauvages (p. 889)
 Organisations internationales : Organisation internationale du travail (OIT) (p. 889)
 Organisations internationales : Organisation maritime internationale (OMI) (p. 889)
 Politiques communautaires : directives : transports maritimes (p. 889)
 Transports par eau : pavillons de complaisance (p. 889)

Discussion de l'article unique [5 février 2003] (p. 889)

Article unique

Son intervention (p. 892)
 Son amendement n° 3 (examen des conditions sociales des marins) (p. 892) : rejeté (p. 893)

Débat sur la chasse

[11 février 2003] (p. 1097)

Son intervention (p. 1119)

Thèmes :

Chasse et pêche : fédérations départementales des chasseurs (p. 1120)
 Chasse et pêche : gibier d'eau (p. 1120)
 Chasse et pêche : Observatoire national de la faune sauvage et de ses habitats (p. 1120)
 Chasse et pêche : Office national de la chasse et de la faune sauvage (p. 1121)
 Chasse et pêche : permis de chasser (p. 1120)
 Environnement : associations de protection de la nature et de l'environnement (p. 1121)
 Environnement : Natura 2000 (p. 1120)

Projet de loi n° 606 relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mars 2003] (p. 1565)

Son intervention (p. 1572)

Thèmes :

Administration : services déconcentrés : directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRE) (p. 1573)
 Collectivités territoriales : rapports avec les administrés : information (p. 1572)

Discussion des articles [5 mars 2003] (p. 1607, 1634) [6 mars 2003] (p. 1678, 1713, 1763)

Avant le chapitre 1er

Son amendement n° 6 corrigé (insertion d'un chapitre intitulé : Démocratie participative) (p. 1607) : rejeté (p. 1610)
 Son amendement n° 7 (organisation d'un référendum d'initiative locale à la suite de l'enquête publique et à la demande des riverains ou des élus locaux) (p. 1607) : rejeté (p. 1610)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 305 de M. Pierre Cohen (critères du développement durable pris en compte lors de l'enquête publique sur une installation classée) (p. 1610)

Après l'article 1er

Son amendement n° 28 rectifié (critères du développement durable pris en compte lors de l'enquête publique sur une installation classée : examen des avantages et des inconvénients du projet tout le long de la chaîne d'activité) (p. 1613) : rejeté (p. 1616)
 Son amendement n° 29 rectifié (information totale du public) (p. 1616) : rejeté (p. 1618)
 Intervient sur l'amendement n° 392 de M. Pierre Cohen (information totale du public) (p. 1618)
 Son amendement n° 9 (information totale, transparente du public et ne souffrant d'aucune ségrégation sociale ou géographique) (p. 1618) : rejeté (p. 1620)

Article 2 (création du comité local d'information et de concertation sur les risques)

Son intervention (p. 1626 et s.)
 Son amendement n° 10 deuxième rectification (p. 1634)
 Ses amendements n° 409 corrigé et 11 (p. 1636)
 Son amendement n° 16 (p. 1637)
 Ses amendements n° 12 et 381 rectifié (p. 1640)

Son sous-amendement n° 380 à l'amendement n° 44 de la commission (p. 1641)

Son amendement n° 15 (p. 1644)

Son amendement n° 13 (p. 1646)

Après l'article 3

Son amendement n° 18 (modèle de calcul des périmètres pour un produit donné) (p. 1652) : rejeté (p. 1653)

Son amendement n° 19 (avis conforme des communes dans lesquelles une installation à risque peut être implantée) (p. 1653) : rejeté (p. 1654)

Son amendement n° 20 (autorisation d'exploitation suspendue jusqu'à la mise en conformité) : rejeté (p. 1655)

Article 3 bis (réalisation d'une étude de dangers par le demandeur d'une autorisation d'exploiter une installation classée)

Son intervention (p. 1656 et s.)

Après l'article 3 bis

Son amendement n° 206 rectifié (prise en compte des extensions d'activité faisant courir des risques à l'environnement urbain immédiat) : rejeté (p. 1657)

Son amendement n° 174 rectifié (étude de danger présentée par l'exploitant) : retiré (p. 1658)

Son amendement n° 382 (étude de danger présentée par l'exploitant) : rejeté (p. 1658)

Article 4 (installations soumises à un plan de prévention des risques technologiques)

Son intervention (p. 1662 et s.)

Article L. 515-15 du code de l'environnement : élaboration des plans de prévention des risques technologiques (PPRT)

Son amendement n° 21 (p. 1661)

Son amendement n° 410 (p. 1663)

Article L. 515-16 du code de l'environnement : contenu des PPRT

Son amendement n° 22 (p. 1682)

Son amendement n° 211 (p. 1687)

Son amendement n° 25 (p. 1690)

Article L. 515-18 du code de l'environnement : mise en œuvre progressive des mesures des PPRT

Son amendement n° 26 (p. 1694)

Article L. 515-23 du code de l'environnement : constatation et sanction des infractions aux prescriptions du PPRT

Son amendement n° 27 (p. 1699)

Article 5 (rôle respectif en matière de sécurité du chef de l'entreprise utilisatrice et des chefs des entreprises extérieures intervenant dans les établissements particulièrement dangereux)

Son amendement n° 30 (p. 1702)

Article 11 (formation spécifique aux risques des représentants du personnel des CHSCT dans les établissements dangereux)

Son amendement n° 32 (p. 1730)

Après l'article 11 bis

Intervient sur l'amendement n° 217 deuxième correction de M. Jean-Yves Le Déaut (désignation d'une équipe pluridisciplinaire d'experts par le juge) (p. 1736)

Avant l'article 12

Son amendement n° 33 (mise en place d'unités de soutien permettant à la population sinistrée d'être prise en charge dans les démarches d'indemnisation) (p. 1737) : rejeté (p. 1738)

Son amendement n° 34 (réquisition des moyens matériels et humains nécessaires à la remise en état des biens touchés) : rejeté (p. 1738)

Article 14 supprimé par le Sénat (obligation de réaliser une évaluation de la probabilité d'accident et du coût des dommages éventuels)

Son amendement n° 35 corrigé (p. 1763)

Après l'article 16

Son amendement n° 36 (rapport au Parlement) : rejeté (p. 1768)

Après l'article 16 quinquies

Son amendement n° 37 (création d'un fonds commun de garantie abondé par les exploitants des installations classées) (p. 1771) : non soutenu (p. 1772)

Projet de loi n° 758 relatif à la chasse

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [14 mai 2003] (p. 3668, 3711)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 97 de M. Charles de Courson (dépôt, par le Gouvernement, avant le 31 décembre 2003, d'un rapport précisant ses initiatives européennes visant, en application du principe de subsidiarité, à réserver à la loi nationale la fixation de l'ensemble des règles et obligations en matière de chasse) (p. 3671)

Intervient sur l'amendement n° 73 de M. Alain Bocquet (dépôt, par le Gouvernement, avant le 31 décembre 2003, d'un rapport précisant ses initiatives européennes visant, en application du principe de subsidiarité, à

réserver à la loi nationale la fixation de l'ensemble des règles et obligations en matière de chasse) (p. 3671)

Intervient sur l'amendement n° 13 de la commission (article L. 420-1 du code de l'environnement : compatibilité entre l'exercice de la chasse et les usages non appropriatifs de la nature) (p. 3672)

Intervient sur l'amendement n° 98 de M. Charles de Courson (article L. 420-1 du code de l'environnement : compatibilité entre l'exercice de la chasse et les usages non appropriatifs de la nature) (p. 3672)

Intervient sur l'amendement n° 14 de la commission (Office national de la chasse placé sous la double tutelle des ministres chargés de la chasse et de l'agriculture) (p. 3673)

Intervient sur l'amendement n° 99 de M. Charles de Courson (Office national de la chasse placé sous la double tutelle des ministres chargés de la chasse et de l'agriculture) (p. 3673)

Intervient sur l'amendement n° 102 de M. Charles de Courson (missions et composition des conseils départementaux de la chasse et de la faune sauvage inscrites dans la loi) (p. 3679)

Intervient sur l'amendement n° 112 de M. Charles de Courson (ratification de l'accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie) (p. 3680)

Intervient sur l'amendement n° 113 de M. Maxime Gremetz (ratification de l'accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie) (p. 3680)

Article 15 (fichier national des permis de chasser)

Son intervention (p. 3684)

Article 16 (jour de non-chasse)

Son intervention (p. 3698)

Son amendement n° 123 (p. 3698)

Après l'article 16

Son amendement n° 121 (création ou agrandissement des enclos cynégétiques soumis à autorisation administrative après étude d'impact) : rejeté (p. 3721)

Intervient sur l'amendement n° 128 du Gouvernement (légalisation de la chasse de nuit dans certains départements) (p. 3722)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 15 précédemment réservé de la commission (information des fédérations départementales) (p. 3727)

Intervient sur l'amendement n° 61 précédemment réservé de M. Étienne Mourrut (information des fédérations départementales) (p. 3727)

Son amendement n° 124 précédemment réservé (information des fédérations départementales) (p. 3727) : devenu sans objet (p. 3728)

Intervient sur l'amendement n° 104 corrigé précédemment réservé de M. Charles de Courson (suppression des orientations régionales de gestion de la faune sauvage) (p. 3729)

Article 3 précédemment réservé (adhérents des fédérations départementales des chasseurs)

Son amendement n° 116 (p. 3731)

Article 4 précédemment réservé (modalités d'attribution des voix au sein des assemblées générales des fédérations départementales de chasseurs)

Son amendement n° 117 (p. 3732)

Son intervention (p. 3733)

Article 6 précédemment réservé (modalités du contrôle des fédérations départementales des chasseurs par le préfet)

Son intervention (p. 3736)

Son amendement n° 118 (p. 3736)

Article 11 précédemment réservé (Fédération nationale des chasseurs)

Son intervention (p. 3740)

Son amendement n° 119 (p. 3740)

Article 12 précédemment réservé (contrôle de la Fédération nationale des chasseurs)

Son intervention (p. 3742)

Son amendement n° 120 (p. 3742)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juillet 2003] (p. 7795)

Son intervention (p. 7804)

Thèmes :

Chasse et pêche : chasse : oiseaux migrateurs (p. 7805)

Chasse et pêche : jour de non-chasse (p. 7805)

Chasse et pêche : Observatoire national de la faune sauvage et de ses habitats (p. 7805)

Chasse et pêche : Office national de la chasse et de la faune sauvage (p. 7805)

Union européenne : Cour de justice : décisions (p. 7805)

Discussion des articles [17 juillet 2003] (p. 7806)

Article 1er DA (maintien en fonction du président de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage jusqu'au 30 septembre 2004)

Son intervention (p. 7806)

Article 1er bis A (possibilité d'organiser des battues contre les renards menaçant périodiquement des élevages)

Son intervention (p. 7807)

Article 6 (modalités de contrôle des fédérations départementales des chasseurs)

Son intervention (p. 7807)

Article 6 bis (liberté d'utilisation de leurs réserves par les fédérations départementales des chasseurs)

Son intervention (p. 7808)

Article 16 bis (légalisation de la chasse de nuit dans six départements supplémentaires)

Son intervention (p. 7812)

Déclaration du Gouvernement n° 880 sur les infrastructures 2003-2020 et débat sur cette déclaration

[20 mai 2003] (p. 3826)

Son intervention (p. 3897)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : marée noire (p. 3897)

Transports : transport combiné (p. 3898)

Transports ferroviaires : TGV (p. 3897)

Transports ferroviaires : transport de marchandises (p. 3898)

Gilles COCQUEMPOT

*Pas-de-Calais (7^{ème} circonscription)
Socialiste*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre de la commission d'enquête sur l'application des mesures préconisées en matière de sécurité du transport maritime des produits dangereux ou polluants et l'évaluation de leur efficacité [J.O. du 12 février 2003] (p. 2618)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Etrangers. réfugiés. centre d'accueil de Sangatte, fermeture [12 novembre 2002] (p. 4905)

DÉBATS

Débat sur la chasse

[11 février 2003] (p. 1097)

Son intervention (p. 1128)

Thèmes :

Chasse et pêche : gibier d'eau (p. 1128)

Déchets, pollutions et nuisances : dégazages sauvages (p. 1128)

Politiques communautaires : directives : oiseaux migrateurs (p. 1128)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Avant l'article 1er [séances des 12, 13, 14 juin 2003] (principes)

Son intervention (p. 5169 et s.)

Article 4 [séances du 19 juin 2003] (assurer en 2008, un montant minimal de retraite égal à 85 % du SMIC)

Son intervention (p. 5595 et s.)

Article 20 [séance du 25 juin 2003] (possibilité de rachat de périodes de cotisation, dans la limite de douze trimestres)

Son intervention (p. 6004)

Projet de loi n° 823 relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 juillet 2003] (p. 7186)

Article 34 (aménagement des règles applicables au maintien en zone d'attente)

Son intervention (p. 7198)

Projet de loi organique n° 900 relatif au référendum local

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [15 juillet 2003] (p. 7664)

Article unique (participation des électeurs aux décisions locales)
Son intervention (p. 7670)

Pierre COHEN

Haute-Garonne (3^{ème} circonscription)
Socialiste

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11466)

Membre titulaire du Haut conseil du secteur public [J.O. du 2 août 2002] (p. 13229)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction [J.O. du 21 mai 2003] (p. 8730)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Espace, politique spatiale, perspectives [29 octobre 2002] (p. 4255)

Entreprises, entreprises en difficulté, EADS, attitude du Gouvernement [11 mars 2003] (p. 1879)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 253, posée le 31 mars 2003. Espace, politique spatiale (J.O. questions p. 2287). Appelée le 1^{er} avril 2003. perspectives (p. 2661)

DÉBATS

Projet de loi n° 190 relatif aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 octobre 2002] (p. 2897)

Son intervention (p. 2913)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi (p. 2913)

Politique sociale : généralités (p. 2914)

Travail : réduction du temps de travail (p. 2913)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES****FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE - SERVICES DU PREMIER MINISTRE****Examen du fascicule [7 novembre 2002] (p. 4655)**

Son intervention (p. 4669)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : crédits : rôle (p. 4669 à 4671)

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 4670)

Collectivités territoriales : décentralisation : aménagement du territoire (p. 4671)

État : réforme (p. 4670)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 4670)

Télécommunications : téléphones mobiles : Internet (p. 4671)

JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

III - RECHERCHE ET NOUVELLES TECHNOLOGIES

Examen du fascicule [5 novembre 2002] (p. 4427)

Son intervention (p. 4437)

Thèmes avant la procédure des questions :

Entreprises : recherche (p. 4437)

Recherche : Centre national de la recherche scientifique (CNRS) (p. 4437)

Recherche : Centre national d'études spatiales (CNES) (p. 4438)

Recherche : crédits (p. 4437)

Recherche : recherche technologique

Vote des crédits et articles rattachés [5 novembre 2002] (p. 4450)

Etat B, titre III

Son amendement n° 110 (majoration de crédits : financement de la poursuite du plan pluriannuel de recrutement de chercheurs) (p. 4450)

Projet de loi n° 402 portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 2003] (p. 591)

Son intervention (p. 594)

Thèmes :

Aménagement du territoire : contrats de pays (p. 595 et s.)

Coopération intercommunale (p. 595)

Logement : ascenseurs : sécurité (p. 594)

Discussion des articles [29 janvier 2003] (p. 670)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 33 rectifié de la commission (modalités de création et de fonctionnement des pays) (p. 674)

Son sous-amendement n° 118 (avis conforme de la ou des conférences régionales à l'aménagement du territoire et avis de la ou des commissions départementales de la coopération intercommunale pour la création et la délimitation des pays) à l'amendement n° 33 rectifié de la commission (p. 680) : rejeté (p. 681)

Son sous-amendement n° 126 (suppression du VI de l'amendement 33 rectifié relatif au rôle du préfet de région dans la formation du pays) à l'amendement n° 33 rectifié de la commission : rejeté (p. 681)

Projet de loi n° 528 pour la confiance dans l'économie numérique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 février 2003] (p. 1358)

Son intervention (p. 1373)

Thèmes :

Audiovisuel et communication (p. 1373)

Politique économique : mondialisation (p. 1374)

Télécommunications : Internet (p. 1374)

Discussion des articles [25 février 2003] (p. 1386) ; [26 février 2003] (p. 1442)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 97 de M. Jean-Yves Le Déaut (droit de propriété et diffusion des logiciels libres compatibles) (p. 1404)

Article 9 (obligation de transparence des prestataires en ligne)

Son intervention (p. 1459 et s.)

Son sous-amendement n° 188 à l'amendement n° 64 de la commission (p. 1459)

Projet de loi n° 606 relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mars 2003] (p. 1537)

Son intervention (p. 1544)

Thèmes :

Administration : services déconcentrés : directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRE) (p. 1545)

Collectivités territoriales : rapports avec les administrés : information (p. 1545)

Communes : Toulouse (p. 1544 et s.)

Entreprises : délocalisations (p. 1545)

Industrie : chimie (p. 1544)

Transports routiers : transport de matières dangereuses (p. 1545)

Union européenne : directives : risques technologiques (p. 1545)

Discussion des articles [5 mars 2003] (p. 1607, 1634) [6 mars 2003] (p. 1678, 1713, 1763)

Avant le chapitre 1er

Intervient sur l'amendement n° 6 corrigé de M. Yves Cochet (insertion d'un chapitre intitulé : Démocratie participative) (p. 1609)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Yves Cochet (organisation d'un référendum d'initiative locale à la suite de l'enquête publique et à la demande des riverains ou des élus locaux) (p. 1609)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 305 (critères du développement durable pris en compte lors de l'enquête publique sur une installation classée) (p. 1610) : rejeté (p. 1611)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 29 rectifié de M. Yves Cochet (information totale du public) (p. 1617)

Son amendement n° 392 (information totale du public) (p. 1616) : rejeté (p. 1618)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Yves Cochet (information totale, transparente du public et ne souffrant d'aucune ségrégation sociale ou géographique) (p. 1619)

Article 2 (création du comité local d'information et de concertation sur les risques)

Son intervention (p. 1627)

Son amendement n° 310 (p. 1637)

Son amendement n° 311 rectifié (p. 1641)

Son amendement n° 309 (p. 1644)

Article 3 bis (réalisation d'une étude de dangers par le demandeur d'une autorisation d'exploiter une installation classée)

Son amendement n° 314 (p. 1655)

Après l'article 3 bis

Son amendement n° 394 (étude de danger présentée par l'exploitant pour les zones Z 1 et Z 2 incluses dans le périmètre foncier de l'entreprise) : rejeté (p. 1658)

Article 4 (installations soumises à un plan de prévention des risques technologiques)

Son intervention (p. 1662 et s.)

Article L. 515-16 du code de l'environnement : contenu des PPRT

Son amendement n° 441 (p. 1682)

Son amendement n° 451 (p. 1687)

Article L. 515-18 du code de l'environnement : mise en œuvre progressive des mesures des PPRT

Son amendement n° 321 (p. 1694)

Article 5 (rôle respectif en matière de sécurité du chef de l'entreprise utilisatrice et des chefs des entreprises extérieures intervenant dans les établissements particulièrement dangereux)

Son amendement n° 442 (p. 1702)

Article 11 bis (renforcement des relations entre l'inspecteur des installations classées et le CHSCT des établissements dangereux)

Son amendement n° 327 rectifié (p. 1735)

Avant l'article 12

Son amendement n° 450 (réquisition immédiate d'habitations afin de reloger provisoirement les personnes sinistrées) : rejeté (p. 1738)

Article 13 (indemnisation plafonnée des sinistrés non couverts par un contrat d'assurance)

Son amendement n° 448 (p. 1748)

Après l'article 15

Son amendement n° 449 (information des autorités publiques et des riverains en cas d'intervention créant un risque, même provisoire) : rejeté (p. 1764)

Après l'article 16 quinquies

Son amendement n° 331 (création d'un fonds commun de garantie abondé par les exploitants des installations classées) (p. 1771) : retiré (p. 1772)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [15 juillet 2003] (p. 7552, 7577)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 43 (prise en compte des critères du développement durable lors de l'enquête publique sur une installation classée) : rejeté (p. 7552)

Après l'article 1er

Son amendement n° 47 (information complète du public) : rejeté (p. 7553)

Article 2 (création du comité local d'information et de concertation sur les risques)

Ses amendements n° 51 et 50 (p. 7555)

Après l'article 3 bis

Son amendement n° 89 (information des riverains lors de toute intervention même transitoire dépassant les limites de l'exploitation) (p. 7560) : rejeté (p. 7561)

Article 4 (plan de prévention des risques technologiques)

Son amendement n° 59 (p. 7563)

Son amendement n° 61 (p. 7564)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 71 de M. Jean-Yves Le Déaut (composition du CHSCT) (p. 7581)

Son amendement n° 66 (information du CHSCT lors des visites effectuées par les représentants des autorités publiques) (p. 7581) : rejeté (p. 7582)

Après l'article 12

Son amendement n° 79 (création d'un fonds commun de garantie abondé par les exploitants d'installations classées afin d'assurer le dédommagement de tous les sinistrés) (p. 7587) : rejeté (p. 7588)

Déclaration du Gouvernement n° 880 sur les infrastructures 2003-2020 et débat sur cette déclaration

[20 mai 2003] (p. 3826)

Son intervention (p. 3850)

Thèmes :

Aménagement du territoire : schémas de services collectifs (p. 3850)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 3850 et s.)

Traités et conventions : protocole de Kyoto (p. 3851)

Transports : transport combiné (p. 3851)

Transports aériens : Air France (p. 3851)

Transports ferroviaires : TGV (p. 3850)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Avant l'article 1er [séances des 12, 13, 14 juin 2003] (principes)

Son intervention (p. 5172 et s.)

Article 3 [séances du 17 juin 2003] (équité)

Son intervention (p. 5501)

Article 9 [séances du 20 juin 2003] (simplification des règles de limitation du cumul "emploi-retraite")

Son intervention (p. 5749 et s.)

Article 10 [séances des 20 et 23 juin 2003] (limite d'âge pour la mise à la retraite d'office des salariés)

Son intervention (p. 5784)

Projet de loi n° 950 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2003] (p. 7275)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7305)

Thèmes :

Aménagement du territoire : politique de la ville (p. 7305 et s.)

Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 7310 et s.)

Aménagement du territoire : zones urbaines sensibles (p. 7307 et s.)

Associations (p. 7306)

Communes : dotation de solidarité urbaine (DSU) (p. 7312)

Coopération intercommunale (p. 7305 et s.)

Emploi (p. 7307 et s.)

Enseignement : crédits (p. 7307)

Logement : copropriétés dégradées (p. 7310)

Logement : crédits (p. 7306 et s.)

Logement : logement social : offre (p. 7308)

Logement : sociétés d'HLM (p. 7313)

Politique sociale : surendettement (p. 7307, 7312)

Prestations familiales : allocations familiales (p. 7312)

Urbanisme : rénovation urbaine (p. 7309)

Discussion des articles [11 juillet 2003] (p. 7362, 7449)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 315 corrigé de M. Jean-Pierre Blazy (intitulé du chapitre 1er complété ainsi : "les sites bénéficiant d'une opération de renouvellement urbain, et les grands projets de ville") (p. 7362)

Son amendement n° 184 (bilan d'information quant aux incidences de toute législation susceptible d'avoir un impact sur la politique de la ville) : rejeté (p. 7363)

Son amendement n° 185 (rapport annuel au Parlement sur l'évolution du niveau d'intégration des actions menées) (p. 7363) : rejeté (p. 7364)

Article 1er et annexe 1 (programmes d'action dans les zones urbaines sensibles (ZUS))

Son intervention (p. 7369)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 329 de M. Pierre Cardo (indicateurs synthétiques et multifformes établis par le conseil interministériel de la ville permettant d'apprécier les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la présente loi) (p. 7380)

Article 3 (création d'un observatoire national des ZUS)

Son intervention (p. 7383)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 201 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (rapport annuel établi par le préfet dans les zones urbaines sensibles) (p. 7383)

Article 4 (débat annuel dans les collectivités locales comprenant des ZUS)

Son intervention (p. 7385)

Son amendement n° 343 (p. 7387)

Article 5 (rapport au Parlement sur l'évolution des inégalités dans les ZUS)
Son intervention (p. 7394)

Titre

Son amendement n° 227 (modification du titre du projet de loi : "projet de loi portant diverses dispositions relatives aux quartiers et au rétablissement personnel") : rejeté (p. 7532)

Georges COLOMBIER

Isère (7^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Secrétaire de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2002] (p. 11184)

Représentant titulaire de la délégation française aux assemblées du Conseil de l'Europe et de l'UEO [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12452)

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre [J.O. du 2 août 2002] (p. 13228)

Membre suppléant de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14786)

Rapporteur de la proposition de loi modifiant la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie (n° 642) [26 février 2003]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 216 relative à la reconnaissance du vote blanc [24 septembre 2002]

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) tome V : Anciens combattants (n° 257) [10 octobre 2002]

Proposition de loi constitutionnelle n° 473 visant à donner un statut constitutionnel au Médiateur de la République [14 décembre 2002]

Proposition de loi n° 493 tendant à permettre aux titulaires de l'allocation aux handicapés adultes d'exercer une activité professionnelle à temps partiel [18 décembre 2002]

Proposition de loi n° 577 visant à étendre l'application de l'article L. 253 quiniques du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre aux réfractaires [30 janvier 2003]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat (n° 642) modifiant la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie [6 mars 2003] (n° 685)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Handicapés. politique à l'égard des handicapés. perspectives [4 décembre 2002] (p. 6142)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [5 novembre 2002] (p. 4499)

Procédure des questions :

Retraites : régime agricole : retraites complémentaires (p. 4525)

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [12 novembre 2002] (p. 4861)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 4863)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : « Malgré nous » (p. 4865)

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord (p. 4864)

Anciens combattants et victimes de guerre : carte du combattant volontaire de la résistance (p. 4865)

Anciens combattants et victimes de guerre : crédits (p. 4863)

Anciens combattants et victimes de guerre : dé cristallisation (p. 4863)

Anciens combattants et victimes de guerre : orphelins (p. 4865)

Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 4865)

Pensions militaires d'invalidité (p. 4863)

Politique sociale : aide sociale : anciens combattants et victimes de guerre (p. 4864)

Rapatriés : harkis (p. 4866)

Santé : accès aux soins : anciens combattants et victimes de guerre (p. 4863)

Vote des crédits et articles rattachés [12 novembre 2002] (p. 4892)

Etat B, titre III

Intervient sur l'amendement n° 109 de M. Alain Néri (majoration de crédits : dotation de l'Office national des anciens combattants (ONAC) (p. 4893)

Etat B, titre IV

Intervient sur l'amendement n° 167 du Gouvernement (majoration de crédits : dotation de l'Office national des anciens combattants (ONAC) (p. 4894)

Après l'article 62

Intervient sur l'amendement n° 132 de la commission des affaires culturelles (rapport au parlement sur l'extension des réparations à tous les orphelins des victimes du nazisme) (p. 4895)

SANTÉ, FAMILLE ET PERSONNES HANDICAPÉES

Examen du fascicule [12 novembre 2002] (p. 4939)

Procédure des questions :

Handicapés : allocation aux adultes handicapés : cumul avec une activité professionnelle (p. 4957)

Projet de loi n° 190 relatif aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [19 décembre 2002] (p. 7030)

Après l'article 2

Son amendement n° 42 corrigé (non-prise en compte dans le temps de travail effectif des temps de trajet "siège-chantier" au sein du secteur des travaux publics ; indemnités compensatrices) (p. 7039)

Proposition de loi n° 129 tendant à ouvrir le droit à la retraite à taux plein pour les salariés ayant cotisé quarante annuités avant d'atteindre l'âge de 60 ans

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 mars 2003] (p. 1845)

Son intervention (p. 1863)

Thèmes :

Retraites : généralités : âge de la retraite (p. 1863)

Retraites : généralités : calcul des pensions (p. 1863)

Retraites : généralités : cotisations (p. 1863)

Travail : préretraites (p. 1864)

Travail : conditions de travail (p. 1863)

Proposition de loi n° 642 modifiant la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mars 2003] (p. 1993)

Son intervention (p. 1997)

Thèmes :

Personnes âgées : allocations et ressources (p. 1997)

Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) (p. 1997)

Personnes âgées : établissements d'accueil (p. 1998)

Personnes âgées : soins et maintien à domicile (p. 1997)

Professions sociales : aides à domicile (p. 1997)

Discussion des articles [13 mars 2003] (p. 2062)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 11 de Mme Paulette Guinchart-Kunstler (soutien aux soins gériatriques) (p. 2062)

Intervient sur l'amendement n° 10 de Mme Paulette Guinchart-Kunstler (conventions pluriannuelles concernant les établissements d'accueil pour personnes âgées) (p. 2063)

Intervient sur l'amendement n° 14 de Mme Paulette Guinchart-Kunstler (rapport au Parlement sur l'évaluation de l'action menée par le Fonds de modernisation de l'aide à domicile) (p. 2064)

Intervient sur l'amendement n° 12 de Mme Paulette Guinchart-Kunstler (rapport au Parlement sur l'évaluation des créations d'emploi liées à l'assistance aux personnes âgées en perte d'autonomie) (p. 2064)

Intervient sur l'amendement n° 22 de Mme Paulette Guinchart-Kunstler (rapport financier du Fonds de financement de l'allocation personnalisée d'autonomie) (p. 2065)

Article 1er (modification du fait générateur de l'ouverture du droit à l'allocation personnalisée d'autonomie)

Son intervention (p. 2068 et s.)

Article 2 (renforcement des conditions de contrôle de l'effectivité de l'aide apportée aux bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie à domicile)

Son intervention (p. 2072)

Article 3 (possibilité pour les administrations en charge du contrôle de l'effectivité de l'aide de recourir aux informations dont disposent les différentes administrations publiques)

Son intervention (p. 2073)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 23 de M. Michel Vergnier (dotation de solidarité en faveur des départements à faibles ressources financières et à population particulièrement âgée) (p. 2074)

Intervient sur l'amendement n° 21 rectifié de Mme Paulette Guinchard-Kunstler (dotation de solidarité en faveur des départements à faibles ressources financières) (p. 2074)

Article 4 (modification des modalités de fonctionnement et de financement du Fonds de financement de l'allocation personnalisée d'autonomie)

Son intervention (p. 2076 et s.)

Article 5 (contenu du rapport tendant à effectuer un bilan de l'allocation personnalisée d'autonomie)

Son intervention (p. 2079 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 13 rectifié de Mme Paulette Guinchard-Kunstler (publication du rapport du comité scientifique d'évaluation de la grille "AGGIR") (p. 2080)

Article 6 (prise en charge par le Fonds de modernisation de l'aide à domicile des charges supplémentaires pouvant résulter de la réforme de la tarification)

Son intervention (p. 2081 et s.)

Explications de vote et vote [18 mars 2003] (p. 2137)

Son intervention (p. 2138)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5069)

Son intervention (p. 5090)

Thèmes :

Retraites : généralités : pensions de réversion (p. 5092)

Retraites : généralités : système par répartition (p. 5091)

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Article 16 [séance du 24 juin 2003] (permettre aux assurés qui sont en activité depuis l'âge de 14, 15 et 16 ans de faire valoir leurs droits à la retraite avant 60 ans)

Son intervention (p. 5919 et s.)

Article 22 [séances du 25 juin 2003] (amélioration de la pension de réversion et suppression de l'assurance veuvage)

Son intervention (p. 6013)

Geneviève COLOT

*Essonne (3^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elue le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre suppléante de l'Observatoire national de la sécurité des établissements scolaires et d'enseignement supérieur [J.O. du 2 août 2002] (p. 13231)

DÉPÔT

Proposition de résolution n° 396 tendant à créer une commission d'enquête sur les mineurs en danger arrivant en France [26 novembre 2002]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. sapeurs-pompiers volontaires. statut [2 octobre 2002] (p. 2838)

Voirie. A 10. intempéries, enquête, bilan [15 janvier 2003] (p. 111)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 262, posée le 31 mars 2003. Déchets, pollutions et nuisances. usines Gerber (J.O. questions p. 2288). Appelée le 1^{er} avril 2003. dépollution, Essonne (p. 2668)

DÉBATS

Projet de loi n° 810 modifiant la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 relative au droit d'asile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 juin 2003] (p. 4666)

Après l'article 3

Son amendement n° 127 (rapport annuel d'activité de l'OFPPA au Président de la République et au Parlement) : rejeté (p. 4666)

Projet de loi n° 823 relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 juillet 2003] (p. 6787)

Son intervention (p. 6800)

Thème :

Etrangers : enfants : esclavage (p. 6800)

Discussion des articles [8 juillet 2003] (p. 7005) ; [9 juillet 2003] (p. 7129, 7186)

Article 9 (réforme de la commission du titre de séjour)

Son amendement n° 13 rectifié (p. 7100)

Article 17 (circonstances aggravantes)

Son amendement n° 160 (p. 7130)

Article 33 (réforme du régime de la rétention des étrangers)

Son amendement n° 159 (p. 7193)

Anne-Marie COMPARINI

*Rhône (1^{ère} circonscription)
Union pour la Démocratie Française*

Elue le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre suppléante de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11116)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

Vice-présidente de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 11 juillet 2002] (p. 11913)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 30 avril 2003] (p. 7614)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 582 tendant à permettre la liquidation à taux plein de la pension de retraite des salariés totalisant cent soixante trimestres de cotisations avant l'âge de 60 ans [30 janvier 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 154 d'orientation et de programmation pour la justice

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er août 2002] (p. 2582)

Article 15 (contrôle judiciaire des mineurs)

Son amendement n° 216 (obligation de se soumettre à un suivi médical) (p. 2609)

Son amendement n° 217 (obligation de se soumettre au contrôle du déroulement de sa formation) (p. 2609)

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 2002] (p. 5323) ; [20 novembre 2002] (p. 5367)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 5343)

Son intervention (p. 5376)

Thèmes :

Collectivités territoriales : autonomie financière (p. 5376)
 Collectivités territoriales : collectivité "chef de file" (p. 5377)
 Collectivités territoriales : décentralisation : politique économique (p. 5343)
 Collectivités territoriales : démocratie locale (p. 5377)
 Collectivités territoriales : libre administration : Cour des comptes (p. 5377)
 Collectivités territoriales : regroupement (p. 5377)
 Etat : décentralisation : subsidiarité (p. 5343, 5376)
 Etat : réforme (p. 5376)
 Politique générale : institutions : démocratie (p. 5343)
 Régions : présidents de conseil régional : suffrage universel (p. 5377)

Discussion des articles [21 novembre 2002] (p. 5473) ; [22 novembre 2002] (p. 5592, 5632)

Après l'article 1er

Son amendement n° 127 (modes de scrutin : représentation des hommes et des territoires - constitution de majorités dans le respect du pluralisme) (p. 5503) : rejeté (p. 5504)

Son amendement n° 125 (interdiction du cumul des fonctions de membre du Gouvernement avec tout mandat exécutif local) (p. 5507) : retiré (p. 5508)

Après l'article 3

Son amendement n° 122 (rapport de la Cour des comptes sur le respect du principe de l'autonomie financière et fiscale des collectivités territoriales) (p. 5592) : rejeté (p. 5593)

Son amendement n° 124 (saisine automatique du Conseil constitutionnel sur les lois relatives à la libre administration des collectivités territoriales) (p. 5593) : rejeté (p. 5594)

Article 4 (article 72 de la Constitution - libre administration des collectivités territoriales)

Son amendement n° 121 (nouvelle rédaction de l'article) (p. 5602)

Article 5 (article 72-1 de la Constitution - renforcement de la démocratie participative locale)

Son amendement n° 126 (pétition permettant d'obtenir l'inscription à l'ordre du jour) (p. 5643) : SCRUTIN PUBLIC (p. 5644)

Déclaration du Gouvernement n° 880 sur les infrastructures 2003-2020 et débat sur cette déclaration

[20 mai 2003] (p. 3826)

Son intervention (p. 3852)

Thèmes :

Politiques communautaires : développement des régions : transports (p. 3852)
 Sécurité routière (p. 3852)
 Traités et conventions : protocole de Kyoto (p. 3852)
 Transports ferroviaires : TGV (p. 3852)
 Transports routiers (p. 3852)

Jean-François COPÉ

*Seine-et-Marne (6^{me} circonscription)
 Union pour la Majorité Présidentielle
 Secrétaire d'Etat aux relations avec le Parlement, porte-parole du
 Gouvernement*

Élu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063)

Est nommé Secrétaire d'Etat aux relations avec le Parlement, porte-parole du Gouvernement. Décret du 17 juin 2002 [J.O. du 18 juin 2002] (p. 10720)

Cessation de son mandat de député le 18 juillet 2002 (voir indications préliminaires)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Charles de Courson. Chasse et pêche. chasse. politiques communautaires [5 février 2003] (p. 871)

M. François Bayrou. Elections et référendums. modes de scrutin. réforme [12 février 2003] (p. 1200)

M. Jacques Brunhes. Elections et référendums. modes de scrutin. réforme [12 février 2003] (p. 1201)

M. Victorin Lurel. Outre-mer. politique économique et politique sociale. projet de loi, perspectives [19 mars 2003] (p. 2174)

M. François Sauvadet. Agriculture. syndicats. décision de la direction générale de la concurrence de la Commission européenne, attitude de la France [8 avril 2003] (p. 2939)

M. Jean-Marie Sermier. Agriculture. syndicats. décision de la direction générale de la concurrence de la Commission européenne, attitude de la France [8 avril 2003] (p. 2942)

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

M. Jean-Marc Ayrault : précise qu'il voulait simplement souligner que ces deux membres du gouvernement étaient issus de l'immigration. [26 novembre 2002] (p. 5703)

M. Jean-Marc Ayrault : donne lecture d'une mise au point effectuée par le Premier ministre précisant que les propos qui lui sont reprochés ont été sortis de leur contexte ; ils constituaient une réponse à une boutade émise par le Premier ministre slovaque ; le Premier ministre exprime ses "regrets" à ceux qui ont été blessés par une reprise partielle de (ses) propos" [1^{er} juillet 2003] (p. 6572)

DÉBATS

Projet de loi de finances rectificative n° 29 pour 2002

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [1^{er} août 2002] (p. 2530)

Son intervention (p. 2531)

Thèmes :

Etat : ministres : rémunération (p. 2532)
 Finances publiques : exécution du budget : transparence (p. 2531)
 Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 2531)
 Parlement : rôle : finances publiques (p. 2532)
 Parlement : Sénat : commissions mixtes paritaires (p. 2532)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [1^{er} août 2002] (p. 2538)

Son intervention (p. 2539)

Proposition de loi constitutionnelle n° 341 visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections locales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 2002] (p. 5673)

Son intervention (p. 5675)

Ses réponses (p. 5699, 5703)

Sa réponse au rappel au règlement de M. Jean-Marc Ayrault (cf supra) [26 novembre 2002] (p. 5702)

Thèmes :

Elections et référendums : droit de vote : étrangers non ressortissants de l'Union européenne (p. 5675, 5699)
 Etrangers : citoyenneté (p. 5675)
 Etrangers : contrats d'intégration (p. 5677)
 Etrangers : demandeurs d'asile (p. 5677)
 Etrangers : égalité des droits : démocratie locale (p. 5676)
 Etrangers : égalité des droits : droits sociaux (p. 5676)
 Etrangers : immigration (p. 5677)
 Etrangers : intégration (p. 5675)
 Etrangers : naturalisation (p. 5677)
 Lois : loi constitutionnelle n° 92-554 du 25 juin 1992 ajoutant à la Constitution un titre : "Des communautés européennes et de l'Union européenne" (p. 5676)
 Nationalité : double nationalité (p. 5675)
 Partis et mouvements politiques : Front national (p. 5700)
 Union européenne : citoyenneté européenne (p. 5676)

Proposition de loi n° 380 visant à protéger certaines catégories d'étrangers des mesures d'éloignement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 novembre 2002] (p. 5901)

Son intervention (p. 5903)

Sa réponse (p. 5923)

Thèmes :

Droit pénal : double peine (p. 5903)
 Droit pénal : double peine : projet de loi (p. 5904, 5923)
 Droit pénal : proportionnalité de la peine (p. 5903)
 Etrangers : attaches avec la France : protection (p. 5903, 5924)
 Etrangers : intégration (p. 5925)
 Etrangers : interdiction du territoire (p. 5903)
 Etrangers : interdiction du territoire : exécution des peines (p. 5904)

Proposition de loi n° 501 tendant à la reconnaissance du vote blanc aux élections

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 janvier 2003] (p. 713)

Son intervention (p. 714)
 Sa réponse (p. 727)

Thèmes :

Elections et référendums : abstentionnisme : études (p. 715 et s.)
 Elections et référendums : listes électorales : inscription (p. 729)
 Elections et référendums : listes électorales : réforme (p. 729)
 Elections et référendums : modes de scrutin : études (p. 716)
 Elections et référendums : modes de scrutin : réforme (p. 715)
 Elections et référendums : vote blanc (p. 716)
 Elections et référendums : vote blanc : études (p. 727)
 Elections et référendums : vote blanc : Gouvernement précédent (p. 728)
 Elections et référendums : vote blanc : représentativité (p. 730)

Discussion des articles [30 janvier 2003] (p. 730)**Avant l'article 1er**

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Bernard Roman (le vote est obligatoire) (p. 731)
 Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Armand Jung (institution du vote par le réseau Internet) (p. 732)
 Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Hervé Morin (mise à la disposition des électeurs de bulletins blancs) (p. 733)

Article 1er (décompte séparé des bulletins blancs; mention dans les résultats; absence d'effet sur les suffrages exprimés)

Son intervention (p. 735 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 10 du Gouvernement (application aux collectivités d'outre-mer de la comptabilisation distincte des bulletins blancs) (p. 736)

Proposition de résolution n° 613 tendant à compléter le règlement de l'Assemblée nationale et à modifier ses articles 14, 50, 65, 91, 104 et 128**Avant la discussion des articles [26 mars 2003] (p. 2452)**

Son intervention (p. 2453)

Thèmes :

Parlement : contrôle parlementaire (p. 2454)
 Parlement : fonctionnement des assemblées parlementaires (p. 2453)

Projet de loi n° 758 relatif à la chasse

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [14 mai 2003] (p. 3668, 3711)**Avant l'article 1er**

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (dépôt, par le Gouvernement, avant le 31 décembre 2003, d'un rapport précisant ses initiatives européennes visant, en application du principe de subsidiarité, à réserver à la loi nationale la fixation de l'ensemble des règles et obligations en matière de chasse) (p. 2669)

Intervient sur l'amendement n° 97 de M. Charles de Courson (dépôt, par le Gouvernement, avant le 31 décembre 2003, d'un rapport précisant ses initiatives européennes visant, en application du principe de subsidiarité, à réserver à la loi nationale la fixation de l'ensemble des règles et obligations en matière de chasse) (p. 3669)

Intervient sur l'amendement n° 73 de M. Alain Bocquet (dépôt, par le Gouvernement, avant le 31 décembre 2003, d'un rapport précisant ses initiatives européennes visant, en application du principe de subsidiarité, à réserver à la loi nationale la fixation de l'ensemble des règles et obligations en matière de chasse) (p. 3669)

Intervient sur l'amendement n° 127 du Gouvernement (dépôt, par le Gouvernement, avant le 31 décembre 2003, d'un rapport présentant ses initiatives européennes visant à résorber les difficultés d'application de la directive 79/409/CE du 2 avril 1979) (p. 3669)

Intervient sur l'amendement n° 13 de la commission (article L. 420-1 du code de l'environnement : compatibilité entre l'exercice de la chasse et les usages non appropriatifs de la nature) (p. 3672)

Intervient sur l'amendement n° 98 de M. Charles de Courson (article L. 420-1 du code de l'environnement : compatibilité entre l'exercice de la chasse et les usages non appropriatifs de la nature) (p. 3672)

Intervient sur l'amendement n° 14 de la commission (Office national de la chasse placé sous la double tutelle des ministres chargés de la chasse et de l'agriculture) (p. 3673)

Intervient sur l'amendement n° 99 de M. Charles de Courson (Office national de la chasse placé sous la double tutelle des ministres chargés de la chasse et de l'agriculture) (p. 3673)

Intervient sur l'amendement n° 66 de M. Maxime Gremetz (rôle et missions de l'Office national de la chasse) (p. 3676)

Intervient sur l'amendement n° 100 de M. Charles de Courson (composition du conseil d'administration de l'Office national de la chasse) (p. 3677)

Intervient sur l'amendement n° 101 de M. Charles de Courson (ressources de l'Office national de la chasse) (p. 3677)

Intervient sur l'amendement n° 102 de M. Charles de Courson (missions et composition des conseils départementaux de la chasse et de la faune sauvage inscrites dans la loi) (p. 3679)

Intervient sur l'amendement n° 112 de M. Charles de Courson (ratification de l'accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie) (p. 3680)

Intervient sur l'amendement n° 113 de M. Maxime Gremetz (ratification de l'accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie) (p. 3680)

Article 14 (fixation, par décret en Conseil d'Etat, de clauses devant figurer dans les statuts des associations communales de chasse agréées)

Son intervention (p. 3682)

Article 15 (fichier national des permis de chasser)

Son intervention (p. 3683)

Article 16 (jour de non-chasse)

Son intervention (p. 3695)

Après l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 3 rectifié de M. Thierry Mariani (fixation des dates de chasse des oiseaux) (p. 3713)

Intervient sur l'amendement n° 57 corrigé de M. Jean-Louis Bianco (fixation des dates de chasse des oiseaux) (p. 3713)

Intervient sur l'amendement n° 5 rectifié de M. Thierry Mariani (fixation des dates de chasse des oiseaux) (p. 3713)

Intervient sur l'amendement n° 4 rectifié de M. Thierry Mariani (fixation des dates de chasse des oiseaux migrateurs) (p. 3720)

Intervient sur l'amendement n° 93 de M. Charles de Courson (fixation des dates de chasse du gibier par le préfet) (p. 3720)

Intervient sur l'amendement n° 121 de M. Yves Cochet (création ou agrandissement des enclos cynégétiques soumis à autorisation administrative après étude d'impact) (p. 3721)

Intervient sur l'amendement n° 58 de M. Pierre Morel-A-L'Huissier (pratique de la chasse aux tendelles) (p. 3721)

Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission (légalisation de la chasse de nuit dans les vingt-huit départements où elle est traditionnelle) (p. 3722)

Intervient sur l'amendement n° 106 corrigé de M. Charles de Courson (légalisation de la chasse de nuit dans les vingt-huit départements où elle est traditionnelle) (p. 3722)

Intervient sur l'amendement n° 71 de M. Alain Bocquet (légalisation de la chasse de nuit dans les vingt-huit départements où elle est traditionnelle) (p. 3722)

Intervient sur l'amendement n° 128 du Gouvernement (légalisation de la chasse de nuit dans certains départements) (p. 3722)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Alain Vidalies (organisation de battues pour prévenir les dégâts causés par le gibier) (p. 3722)

Intervient sur l'amendement n° 72 de M. Maxime Gremetz (suppression du III de l'article 28 de la loi sur la chasse du 26 juillet 2000 : rapport au Parlement évaluant l'incidence de la chasse de nuit au gibier d'eau) (p. 3723)

Après l'article 17

Son intervention (p. 3724)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Pierre Lang (autorisation par le préfet de la chasse de nuit au sanglier) (p. 3725)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)**Article 75 [séances des 1er et 2 juillet 2003] (pensions de réversion servies par le régime de base des exploitants agricoles)**

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Marc Ayrault (cf supra) (p. 6571)

François CORNUT-GENTILLE

*Haute-Marne (2^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire du Conseil supérieur de la réserve militaire [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14787)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) tome VIII : Défense (crédits d'équipement) (n° 260) [10 octobre 2002]

Rapport d'information déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur la mise en œuvre, dans le secteur de la défense, de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001, relative aux lois de finances [18 juin 2003] (n° 957)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Urbanisme. rénovation urbaine. perspectives [30 octobre 2002] (p. 4334)

*DÉBATS***Projet de loi n° 230 de finances pour 2003****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****AFFAIRES SOCIALES, TRAVAIL ET SOLIDARITÉ****VILLE ET RÉNOVATION URBAINE**

Examen du fascicule [23 octobre 2002] (p. 3803)
Son intervention (p. 3817)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 3817)
Urbanisme : rénovation urbaine : simplifications administratives (p. 3817)

DÉFENSE ET SGDN

Examen des fascicules [24 octobre 2002] (p. 3907)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 3916)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : chars de combat (p. 3916)
Défense : crédits (p. 3916)
Défense : frégates (p. 3916)
Espace : satellites (p. 3916)
Gendarmerie (p. 3917)

Procédure des questions :

Défense : crédits : équipement (p. 3954)

Louis COSYNS

*Cher (3^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 742 tendant à autoriser les élus des communes comptant 3 500 habitants au plus à conclure des baux ruraux avec leur collectivité [26 mars 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Etat. décentralisation. conséquences, enseignement, personnel [26 mars 2003] (p. 2445)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 146, posée le 24 février 2003. Taxis. exercice de la profession (J.O. questions p. 1273). Appelée le 25 février 2003. transports scolaires, réglementation (p. 1318)

René COUANAU

*Ille-et-Vilaine (7^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 9 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Vice-président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2002] (p. 11184)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 4 juillet 2002] (p. 11557)

Cesse d'appartenir à la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 9 juillet 2002] (p. 11761)

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur l'organisation interne de l'hôpital [19 mars 2003] (n° 714)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Organisations internationales. Organisation des Nations Unies (ONU). résolution sur l'Irak, perspectives [29 octobre 2002] (p. 4254)

Etablissements de santé. hôpitaux. plan de modernisation, perspectives [25 juin 2003] (p. 5978)

*DÉBATS***Projet de loi n° 250 de financement de la sécurité sociale pour 2003****PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [29 octobre 2002] (p. 4260)

Article 4 (montant du droit de consommation sur les tabacs)

Son intervention (p. 4269)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5103)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 5144)

Thèmes :

Politique sociale : généralités (p. 5144)
Retraites : généralités : calcul des pensions (p. 5144)
Retraites : généralités : politique à l'égard des retraités (p. 5144)
Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 5144)

Charles de COURSON

*Marne (5^{ème} circonscription)
Union pour la Démocratie Française*

Elu le 9 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11116)

Secrétaire de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2002] (p. 11184)

Secrétaire de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 29 juin 2002] (p. 11265)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2002 [J.O. du 31 juillet 2002] (p. 13069)

Membre titulaire du conseil d'administration de l'établissement public de financement et de restructuration [J.O. du 2 août 2002] (p. 13231)

Membre titulaire du comité de gestion (plates-formes aéroportuaire) du Fonds d'intervention pour les aéroports et le transport aérien [J.O. du 2 août 2002] (p. 13231)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2003 [J.O. du 12 décembre 2002] (p. 20541)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2002 [J.O. du 19 décembre 2002] (p. 21177)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 21 décembre 2002] (p. 21390)

Membre de la commission d'enquête sur la gestion des entreprises publiques afin d'améliorer le système de prise de décision. [J.O. du 5 février 2003] (p. 2218)

Vice-président de la commission d'enquête sur la gestion des entreprises publiques afin d'améliorer le système de prise de décision. [J.O. du 13 février 2003] (p. 2679)

Rapporteur du projet de loi relatif aux entreprises de transport aérien et notamment à la société Air France (n° 632) [4 mars 2003]

Membre de la commission d'enquête sur les causes économiques et financières de la disparition d'Air Lib [J.O. du 26 mars 2003] (p. 5405)

Rapporteur de la commission d'enquête sur les causes économiques et financières de la disparition d'Air Lib [J.O. du 27 mars 2003] (p. 5472)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) : annexe n° 24 : Equipement, transports, logement, tourisme et mer (transports aériens) (n° 256) [10 octobre 2002]

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 632), relatif aux entreprises de transport aérien et notamment à la société Air France [5 mars 2003] (n° 654)

Rapport déposé au nom de la commission d'enquête sur les causes économiques et financières de la disparition d'Air Lib [11 juin 2003] [11 juin 2003] (n° 906)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la mise en œuvre de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances [10 juillet 2003] (n° 1021)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Finances publiques. déficit budgétaire. pacte de stabilité, respect [9 octobre 2002] (p. 3118)

Sécurité routière. permis de conduire. inspecteurs, revendications [20 novembre 2002] (p. 5361)

Anciens combattants et victimes de guerre. orphelins. enfants de déportés ou résistants, indemnisation [26 novembre 2002] (p. 5715)

Chasse et pêche. chasse. politiques communautaires [5 février 2003] (p. 871)

Finances publiques. déficit budgétaire. perspectives [1^{er} avril 2003] (p. 2688)

Ordre public. maintien. rave parties, réglementation [30 avril 2003] (p. 3302)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 59, posée le 16 décembre 2002. Impôt de solidarité sur la fortune. biens professionnels (J.O. questions p. 4846). Appelée le 17 décembre 2002. baux ruraux, transmission, réglementation (p. 6796)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Sur le rappel au règlement de M. Augustin Bonrepaux : demande que le Gouvernement réfléchisse sur le traitement comptable de la prime pour l'emploi et de l'application à celle-ci de l'article 40 de la Constitution [17 octobre 2002] (p. 3505)

Considère que les rappels au règlement de Mme Ségolène Royal et de M. Jean-Pierre Brard "dégradent la démocratie" [21 novembre 2002] (p. 5454)

DÉBATS

Proposition de résolution n° 502 tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion des entreprises publiques afin d'améliorer le système de prise de décision

Avant la discussion de l'article unique [29 janvier 2003] (p. 641)

Son intervention (p. 644)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : Crédit lyonnais (p. 644)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 644)

Etat (p. 644)

Secteur public : entreprises publiques : situation financière (p. 644)

Télécommunications : France Télécom (p. 644)

Projet de loi de finances rectificative n° 29 pour 2002

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 juillet 2002] (p. 2159)

Ses explications de vote :

- sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2179)

- sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2186)

Son intervention (p. 2187)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 2224)

Thèmes :

Agriculture : budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) (p. 2187, 2189)

Finances publiques : exécution du budget : transparence (p. 2187)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 2188)

Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 2188)

Parlement : rôle : finances publiques (p. 2188)

Politique générale : Gouvernement précédent (p. 2179, 2187, 2188)

Secteur public : privatisations (p. 2189)

Sécurité sociale : cotisations (p. 2188)

Travail : rémunération (p. 2188)

Discussion des articles [18 juillet 2002] (p. 2225)

Avant l'article 1^{er}

Intervient sur l'amendement n° 29 de M. Michel Vaxès (réduction à un tiers du taux de l'impôt fiscal pour les personnes physiques) (p. 2226)

Article 1^{er} (réduction de 5 % de l'impôt sur le revenu acquitté en 2002)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Augustin Bonrepaux (de suppression) (p. 2232)

Son amendement n° 14 (réduction minimum de 11 euros) (p. 2241)

Article 2 (prélèvements institués au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA))

Son intervention (p. 2252)

Son amendement n° 16 (prélèvement sur Unigrains ramené à 117,5 millions d'euros et effectué pour solde de tout compte - prélèvement sur le fonds de garantie des calamités agricoles majoré à due concurrence) (p. 2252)

Son amendement n° 15 (prélèvement sur Unigrains effectué pour solde de tout compte) (p. 2253)

Son amendement n° 17 (suppression du prélèvement sur la mutualité sociale agricole - majoration de 2,75 % de la taxe sur les tabacs fabriqués affectée au budget annexe des prestations sociales agricoles du 1^{er} août au 31 décembre) (p. 2255)

Intervient sur l'amendement n° 21 de M. Yves Censi (modification des modalités du prélèvement sur la mutualité sociale agricole) (p. 2257)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 1 rectifié de M. Richard Cazenave (report au 1^{er} janvier 2004 de l'interdiction faite aux communes membres d'un établissement public de coopération intercommunale exerçant la compétence "traitement des ordures ménagères" d'adhérer à un syndicat effectuant le ramassage et de poursuivre la perception de la taxe ou redevance relative aux ordures ménagères) (p. 2269)

Son amendement n° 20 (institution d'une franchise de contribution sociale généralisée jusqu'à 1,5 SMIC) (p. 2270)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 2274)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 2275)

Projet de loi n° 107 portant création d'un dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 juillet 2002] (p. 2372)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 37 de M. Jean-Luc Prél (contrat de travail à caractère saisonnier) (p. 2427)

Projet de loi n° 2 portant règlement définitif du budget de 2001

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er octobre 2002] (p. 2757)
Son intervention (p. 2766)*Thèmes :*

- Finances publiques : déficits publics et sociaux : gauche (p. 2767)
- Finances publiques : dépenses : gauche (p. 2767, 2768)
- Finances publiques : prélèvements obligatoires : gauche (p. 2767)
- Finances publiques : procédure budgétaire : gauche (p. 2766)
- Impôts et taxes : prime pour l'emploi : comptabilité publique (p. 2768)
- Politique économique : croissance : conjoncture (p. 2766)
- Transports ferroviaires : Réseau ferré de France : financement (p. 2768)
- Travail : réduction du temps de travail : Fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale (FOREC) (p. 2768)

Discussion des articles [1er octobre 2002] (p. 2777)*Article 1er (résultats généraux de l'exécution des lois de finances pour 2001)*

- Son amendement n° 1 (traitement comptable de la prime pour l'emploi) (p. 2778)
- Son amendement n° 2 (traitement comptable des dégrèvements et remboursements d'impôts locaux) (p. 2779)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 octobre 2002] (p. 3342) ; [16 octobre 2002] (p. 3416)

- Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3356)
- Son intervention (p. 3425)
- Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 3441)

Thèmes :

- Assurance maladie maternité : généralités (p. 3428)
- Assurances : fonds de pension (p. 3428)
- Collectivités territoriales : ressources : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 3428)
- Emploi : politique de l'emploi : prime pour l'emploi (p. 3425, 3427)
- Etat : réforme (p. 3428)
- Famille : politique familiale : fiscalité (p. 3427)
- Finances publiques : comptes spéciaux du Trésor : privatisations (p. 3425)
- Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 3427)
- Finances publiques : déficits publics et sociaux : gauche (p. 3441)
- Finances publiques : déficits publics et sociaux : pacte de stabilité (p. 3427)
- Finances publiques : dépenses (p. 3427)
- Finances publiques : dépenses : gauche (p. 3357)
- Finances publiques : exécution du budget (p. 3426)
- Finances publiques : prélèvements obligatoires : gauche (p. 3357)
- Finances publiques : prélèvements sur recettes : dégrèvements (p. 3425, 3426)
- Finances publiques : procédure budgétaire : transparence (p. 3425, 3426)
- Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des investissements immobiliers locatifs neufs (p. 3427)
- Impôts locaux : taxe professionnelle : taux (p. 3427)
- Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 3425)
- Marchés financiers : actions : fiscalité (p. 3427)
- Parlement : rôle : finances publiques (p. 3425)
- Politique économique : conjoncture : croissance (p. 3426)
- Politique sociale : inégalités : espérance de vie (p. 3356)
- Politique sociale : inégalités : gauche (p. 3356)
- Retraites : généralités (p. 3426, 3428)
- Secteur public : entreprises publiques : situation financière (p. 3426)
- Sécurité sociale : financement : transparence (p. 3425)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER**Discussion des articles [16 octobre 2002] (p. 3447) ; [17 octobre 2002] (p. 3479, 3509, 3550) ; [18 octobre 2002] (p. 3634, 3680)***Après l'article 2*

- Son amendement n° 263 (parts de GFA - groupements fonciers agricoles - extension du bénéfice du régime du micro-foncier) (p. 3461)
- Son amendement n° 142 (suppression du lien entre les déductions pour investissement et pour aléas en agriculture - possibilité de cumul) (p. 3462)
- Intervient sur l'amendement n° 142 de M. Charles de Courson (suppression du lien entre les déductions pour investissement et pour aléas en agriculture - possibilité de cumul) (p. 3462)
- Son amendement n° 144 (assiette des cotisations sociales agricoles - amélioration de la déduction de la valeur locative des terres pour les propriétaires ou usufruitiers financée par le report de l'extension du dispositif Besson et par la taxation accrue des films pornographiques ou violents (p. 3466)

Intervient sur l'amendement n° 172 de M. Michel Vaxès (partenaires d'un PACS - imposition commune au jour de l'enregistrement du pacte, amélioration du régime des mutations à titre gratuit - relèvement à due concurrence des taux des deux dernières tranches de l'impôt sur le revenu) (p. 3469)

Intervient sur l'amendement n° 28 de la commission (imputation des moins-values de cessions de valeurs mobilières dès le dépôt de bilan) (p. 3481)

Son amendement n° 145 (attribution d'une demi-part pour chacun des conjoints titulaire d'une pension d'ancien combattant et âgé de plus de 75 ans) (p. 3482)

Intervient sur l'amendement n° 163 de M. Pierre Albertini (acquisition de la résidence principale - déductibilité des intérêts d'emprunts) (p. 3484)

Intervient sur l'amendement n° 259 de M. Pierre Albertini (souscription de contrats d'assurance-vie portant au moins à 50 % sur des actions européennes - réduction d'impôt) (p. 3484)

Répond aux observations de M. Pierre Méhaignerie : demande plus de cohérence pour l'application de l'article 40 de la Constitution à la prime pour l'emploi (p. 3472)

Article 3 (amélioration de la prime pour l'emploi)

Répond aux observations de M. Augustin Bonrepaux : traitement comptable de la prime pour l'emploi (p. 3499, 3501)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Augustin Bonrepaux (cf supra) (p. 3504)

Article 33 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Son intervention (p. 3526)

Article 4 (relèvement du plafond des dépenses éligibles à la réduction d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile)

Son amendement n° 147 (maintien de l'actuel plafond pour les dépenses de 2002 - relèvement à 14 000 € pour les dépenses de 2003) (p. 3542)

Intervient sur l'amendement n° 166 de M. Pierre Albertini (relèvement à 8 000 €) (p. 3543)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 320 de M. Didier Migaud (transmission d'entreprise agricoles à titre gratuit - exonération) (p. 3557)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 32 de la commission (films pornographiques ou d'incitation à la violence - taxation supplémentaire) (p. 3560, 3563)

Article 7 (modification du régime fiscal des distributions)

Intervient sur l'amendement n° 152 de M. Pierre Albertini (de suppression) (p. 3563)

Après l'article 17

Son amendement n° 148 (création d'options de souscription d'actions - comptabilisation en charge - provision déductible) (p. 3670)

Article 21 (mesures de financement du budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA))

Son amendement n° 155 corrigé (suppression des 31 millions d'euros de prélèvements sur la mutualité sociale agricole - majoration à due concurrence de la contribution sociale de solidarité) (p. 3680)

Après l'article 32

Son amendement n° 158 (contraventions à la circulation routière - produit des amendes reversé aux communes) (p. 3704)

Explications de vote et vote [22 octobre 2002] (p. 3737)

Ses explications de vote (p. 3741)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA****Examen du fascicule [5 novembre 2002] (p. 4474, 4499)***Thèmes avant la procédure des questions :*

- Agriculture : budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) (p. 4493)
- Agriculture : revenu agricole (p. 4494)
- Retraites : régime agricole (p. 4494)
- TVA (p. 4493)

Procédure des questions :

Retraites : régime agricole : mensualisation (p. 4517)

Vote des crédits et articles rattachés [5 novembre 2002] (p. 4534)*Article 60 (taxe pour frais des chambres d'agriculture)*

Son amendement n° 106 (plafond de la taxe) : rejeté (p. 4544)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS - AVIATION CIVILE

Examen du fascicule [24 octobre 2002] (p. 3962)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 3969)

Thèmes avant la procédure des questions :

Industrie : construction aéronautique et spatiale (p. 3970)
 Ordre public : terrorisme (p. 3970)
 Transports aériens : Aéroports de Paris (ADP) (p. 3970)
 Transports aériens : Air France (p. 3970)
 Transports aériens : aviation civile : crédits budgétaires (p. 3969)
 Transports aériens : Fonds d'intervention pour les aéroports et le transport aérien (FIATA) (p. 3969)
 Transports aériens : redevances aéronautiques (p. 3969)
 Transports aériens : sécurité (p. 3969)
 Transports ferroviaires : TGV : compétitivité (p. 3971)

Vote des crédits et articles rattachés [24 octobre 2002] (p. 4005)

BUDGET ANNEXE DE L'AVIATION CIVILE

Article 71 (doublement de la taxe d'aéroport applicable aux aéroports de classe 1 et 2)

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission des finances (abaissement du plafond de la taxe) (p. 4008)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS**[15 novembre 2002] (p. 5197)**

Après l'article 54

Son amendement n° 60 rectifié (orphelins de résistants ou de déportés ne bénéficiant pas du décret n° 2000-357 du 13 juillet 2000 - réduction d'impôt) : adopté (p. 5202)

Après l'article 58

Son amendement n° 212 (farines animales - taxe perçue au profit des communes de stockage) (p. 5208) : retiré (p. 5209)

Son amendement n° 39 (taxe d'électricité - perception par les communes de moins de 2 000 habitants relevant du régime urbain d'électrification) (p. 5214) : retiré (p. 5215)

Son amendement n° 181 (ateliers de déshydratation de fourrages - exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties) (p. 5218) : retiré (p. 5220)

Son amendement n° 40 rectifié (suppression de la vignette automobile pour les entreprises disposant au plus de cinq véhicules de moins de 3,5 tonnes) : rejeté (p. 5228)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [18 décembre 2002] (p. 6907)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6915)

Son intervention (p. 6922)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités (p. 6923)
 Collectivités territoriales : décentralisation (p. 6923)
 Etat : réforme (p. 6923)
 Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 6922)
 Finances publiques : dette publique (p. 6923)
 Finances publiques : exécution du budget : annulations de crédits (p. 6922)
 Finances publiques : procédure budgétaire : transparence (p. 6922)
 Parlement : rôle (p. 6923)
 Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques (p. 6916, 6922)
 Politique économique : conjoncture : croissance (p. 6916)
 Politique générale : réforme (p. 6923)
 Retraites : généralités (p. 6923)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [18 décembre 2002] (p. 6927)

Son intervention (p. 6945)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 6924)

Projet de loi n° 250 de financement de la sécurité sociale pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 octobre 2002] (p. 4374)

Après l'article 46

Son amendement n° 204 (compensation entre les régimes de sécurité sociale : notion de cotisants actifs exerçant une activité professionnelle et affiliés à un régime obligatoire de sécurité sociale) (p. 4413) : rejeté (p. 4414)

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2002] (p. 5435)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 5449)

Son rappel au règlement (cf supra) [21 novembre 2002] (p. 5454)

Thème :

Collectivités territoriales : péréquation (p. 5450)

Discussion des articles [21 novembre 2002] (p. 5454, 5473, 5512) ; [22 novembre 2002] (p. 5632) ; [26 novembre 2002] (p. 5725)

Article 1er (article 1er de la Constitution - organisation de la République)

Son intervention (p. 5461 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 127 de Mme Anne-Marie Comparini (modes de scrutin : représentation des hommes et des territoires - constitution de majorités dans le respect du pluralisme) (p. 5503 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 125 de Mme Anne-Marie Comparini (interdiction du cumul des fonctions de membre du Gouvernement avec tout mandat exécutif local) (p. 5507)

Article 3 (article 39 de la Constitution - priorité d'examen du Sénat sur les projets de loi ayant pour principal objet la libre administration des collectivités territoriales et les instances représentatives des Français établis hors de France)

Son intervention (p. 5530)

Article 6 (article 72-2 de la Constitution - autonomie financière des collectivités territoriales)

Son amendement n° 135 (suppression des dotations affectées) (p. 5661)

Son amendement n° 134 (référence aux lois de finances - principe de l'annualité budgétaire) (p. 5661)

Son amendement n° 138 (imputation des dégrèvements pour l'appréciation de la part déterminante des ressources fiscales et des autres ressources propres) (p. 5663)

Son amendement n° 139 (emprunts non comptabilisés dans les ressources propres) (p. 5663)

Son amendement n° 140 (extension aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre du principe de la " de la part déterminante des ressources fiscales et des autres ressources propres") (p. 5663)

Son intervention (p. 5726 et s.)

Son amendement n° 137 rectifié (recettes fiscales et autres ressources propres devant représenter une part prépondérante - et non déterminante - de l'ensemble des ressources) (p. 5725) : SCRUTIN PUBLIC (p. 5737)

Reprend l'amendement n° 44 rectifié de M. Pierre Méhaignerie (principe de la " de la part déterminante des ressources fiscales et des autres ressources propres" - définition par la loi organique) (p. 5740) : SCRUTIN PUBLIC (p. 5741)

Répond au fait personnel de Mme Ségolène Royal : indique qu'il n'attaquait pas les femmes et que "les hommes comme les femmes portent des culottes" (p. 5748)

Projet de loi de finances rectificative n° 382 pour 2002

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 2002] (p. 6376)

Son intervention (p. 6384)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 6385)
 Energie et carburants : biocarburants : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 6386)
 Finances publiques : déficit budgétaire (p. 6385)
 Finances publiques : procédure budgétaire : transparence (p. 6384)
 Impôt sur les sociétés (p. 6385)
 Partis et mouvements politiques : gauche : déficits publics et sociaux (p. 6384)
 Politique économique : conjoncture : croissance (p. 6385)
 Politique générale : réforme (p. 6385)
 Secteur public : entreprises publiques : France Télécom (p. 6386)
 Union européenne : Traité de Maastricht : finances publiques (p. 6385)

Discussion des articles [10 décembre 2002] (p. 6407) ; [11 décembre 2002] (p. 6470, 6512, 6551)

Article 4 et état B' (dépenses ordinaires des services civils - Annulations)

Son intervention (p. 6417)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 79 du Gouvernement (fonds de réserve pour les retraites - extension de la période des versements à l'année 2003 et plafond porté à 1,6 milliard d'euros) (p. 6427)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 80 du Gouvernement (fonds de réserve pour les retraites - affectation du produit de la cession du Crédit Lyonnais) (p. 6428)

Article 14 (transposition de la directive relative à la simplification, la modernisation et l'harmonisation des conditions imposées à la facturation en matière de taxe sur la valeur ajoutée)

Son intervention (p. 6431 et s.)

Son amendement n° 201 (facture modifiant des factures antérieures) (p. 6431)

Son amendement n° 202 (lots comprenant plusieurs factures) (p. 6432)

Son amendement n° 203 (document récapitulatif transmis sur support papier à l'administration) (p. 6433)

Article 18 (aménagement du régime fiscal des biocarburants)

Son intervention (p. 6440, 6446)

Son amendement n° 53 (TIPP sur les énergies non-renouvelables – principe d'un taux supérieur à celui applicable aux dérivés de l'alcool éthylique) (p. 6441)

Son amendement n° 47 (dérivés de l'alcool éthylique – réduction de la TIPP portée de 34,2 euros/hl à 35,06 euros/hl) (p. 6443)

Son amendement n° 50 (extension de l'avantage fiscal à tous les dérivés de l'alcool éthylique incorporés aux supercarburants) (p. 6447)

Article 20 (aménagement de la taxe générale sur les activités polluantes)

Son intervention (p. 6451)

Son amendement n° 56 (aéronefs – majoration supplémentaire des quotités de la TGAP relative aux décollages) (p. 6451)

Après l'article 20

Son amendement n° 57 (avions cargos – suppression de l'abattement sur la redevance d'atterrissage) (p. 6451) : rejeté (p. 6452)

Article 23 (adaptation des dispositions du code général des impôts aux cas de résidence des enfants en alternance)

Son intervention (p. 6456)

Après l'article 24

Son amendement n° 166 (imputation des pertes constatées sur les titres de sociétés en liquidation judiciaire) (p. 6470) : adopté après rectification (p. 6471)

Après l'article 26

Intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (communautés de communes à taxe professionnelle unique – neutralisation de la réduction des bases écrites) (p. 6473)

Après l'article 29

Intervient sur l'amendement n° 76 du Gouvernement (Association nationale de développement agricole – transformation de neuf taxes parafiscales en une imposition de toute nature affectée à l'agence de développement agricole et rural) (p. 6485, 6488)

Son sous-amendement n° 142 (exclusion de la viticulture) à l'amendement n° 76 du Gouvernement (p. 6484) : retiré (p. 6488)

Son sous-amendement n° 143 (modalités de taxation de la viticulture) à l'amendement n° 76 du Gouvernement : retiré (p. 6489)

Son amendement n° 141 (institution de cotisations au profit d'ITV France – centre technique interprofessionnel de la vigne et du vin) (p. 6490) : retiré (p. 6491)

Après l'article 30

Intervient sur l'amendement n° 42 de M. Pierre Albertini (régimes de retraite complémentaire de la fonction publique – taxation au quotient des rachats de contrats) (p. 6496)

Son amendement n° 165 (bâtiments affectés à la déshydratation des fourrages – exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties) : adopté après rectification (p. 6500)

Intervient sur l'amendement n° 148 de M. Augustin Bonrepaux (taux de l'intérêt de retard fixé au taux de l'intérêt légal majoré de 0,33 % par mois) (p. 6516)

Son amendement n° 58 (Unigrains – attribution en franchise d'impôt du bonus de liquidation de la taxe parafiscale pour le financement des actions du secteur céréalier) : retiré (p. 6518)

Après l'article 40

Intervient sur l'amendement n° 81 précédemment réservé du Gouvernement (France Télécom – garantie de l'Etat à hauteur de 10 milliards d'euros pour les emprunts contractés par l'ERAP) (p. 6556)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 6559)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 6559)

Projet de loi n° 190 relatif aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [19 décembre 2002] (p. 7030)

Après l'article 2

Son amendement n° 1 (non-prise en compte dans le temps de travail effectif des temps de trajet "siège-chantier" au sein du secteur des travaux publics ; indemnités compensatrices) (p. 7039)

Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 2003] (p. 821) ; [5 février 2003] (p. 893)

Son intervention (p. 831)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 905)

Thèmes :

Entreprises : création (p. 831)

Entreprises : entreprises individuelles (p. 831 et s.)

Entreprises : financement : avantages fiscaux (p. 831)

Entreprises : transmission (p. 831)

Impôt de solidarité sur la fortune : plafonnement (p. 832 et s.)

Partis et mouvements politiques : gauche : entreprises (p. 905)

Discussion des articles [5 février 2003] (p. 910) ; [6 février 2003] (p. 964, 996, 1046)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 274 de la commission (apports réalisés dans les sociétés dont le capital est inférieur à 7 500 € - exonération du droit fixe d'enregistrement et des droits de timbre) (p. 912)

Article 2 (récépissé de création d'entreprise)

Son intervention (p. 916)

Article 4 (domiciliation d'une entreprise dans le local d'habitation de son dirigeant)

Son intervention (p. 918)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 225 de M. François Sauvadet (patrimoine d'affectation) (p. 921)

Article 6 (insaisissabilité de la résidence principale de l'entrepreneur individuel)

Son intervention (p. 924 et s. - 928 et s.)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 332 de Mme Marylise Lebranchu (détermination d'un "reste à vivre" pour les personnes physiques) (p. 928 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 160 de M. François Sauvadet (entreprises individuelles agricoles - institution d'une réserve spéciale d'autofinancement) (p. 932)

Intervient sur l'amendement n° 162 de M. François Sauvadet (déductibilité du salaire du conjoint - suppression du plafond pour les adhérents des centres de gestion agréés) (p. 933)

Intervient sur l'amendement n° 161 de M. François Sauvadet (entrepreneurs individuels - option pour l'assujettissement à l'impôt sur les sociétés) (p. 934)

Article 9 (congé et période de travail à temps partiel pour la création d'entreprise)

Son intervention (p. 973 et s.)

Article 13 (fonds d'investissement de proximité)

Son intervention (p. 1012 et s.)

Article 15 (réduction d'impôt accordée au titre de la souscription en numéraire au capital des sociétés non cotées)

Son intervention (p. 1022 et s.)

Article 16 (relèvement du seuil de déductibilité des pertes subies à la suite d'une souscription au capital d'une société nouvelle)

Son intervention (p. 1024 et s.)

Après l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 35 de la commission (provision pour crédit garanti par une société de caution) (p. 1026 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 36 rectifié de la commission (bénéfices des petites sociétés nouvelles incorporés à leur capital dans les cinq années de leur création - exonération d'impôt) (p. 1031)

Article 17 (relèvement du taux de l'usure applicable aux entreprises)

Son intervention (p. 1034)

Après l'article 17

Intervient sur le sous-amendement n° 330 de M. François Sauvadet (taux minimum de 80 %) à l'amendement n° 38 de la commission (zones en difficulté - assouplissement des conditions d'application de l'article 44 sexies du code général des impôts relatif aux exonérations d'impôt sur les bénéfices des entreprises nouvelles - taux minimum de 60 % de l'activité et des moyens d'exploitation) (p. 1037)

Intervient sur l'amendement n° 143 de M. Philippe Armand Martin (Marne) (exploitations agricoles individuelles transmises à titre gratuit - déductions pour investissement et pour aléas) (p. 1039)

Intervient sur l'amendement n° 196 de M. François Sauvadet (ventes de sociétés - réduction d'impôt attribuée aux vendeurs au titre du prêt consenti aux acquéreurs) (p. 1040)

Après l'article 26

Intervient sur l'amendement n° 56 de la commission (possibilité pour le conjoint survivant usufruitier universel d'être reconnu exploitant d'un fonds de commerce) (p. 1046)

Intervient sur l'amendement n° 57 de la commission (parts ou actions de société faisant l'objet d'un accord collectif de conservation - prises en compte pour la moitié de leur valeur dans les bases de l'ISF) (p. 1051)

Intervient sur l'amendement n° 59 de la commission (qualification de biens professionnels - article 885 O bis du code général des impôts - taux de 75 % du patrimoine taxable à l'ISF ramené à 50 %) (p. 1061)

Intervient sur l'amendement n° 145 de M. Alain Suguenot (biens agricoles faisant l'objet de baux à long terme - article 885 P du code général des impôts - extension de l'exonération aux sociétés constituées par les personnes exonérées) (p. 1062)

Intervient sur l'amendement n° 179 rectifié de M. François Sauvadet (ISF - suppression du "plafonnement du plafonnement") (p. 1064 et s.)

Explications de vote et vote [11 février 2003] (p. 1139)

Ses explications de vote (p. 1150)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [3 juin 2003] (p. 4443)

Son intervention (p. 4459)

Thèmes :

Entreprises : entreprises individuelles (p. 4459 et s.)
 Entreprises : financement (p. 4459 et s.)
 Impôt de solidarité sur la fortune (p. 4460)
 Impôt de solidarité sur la fortune : plafonnement : indexation (p. 4460)
 Parlement : Sénat : impôt de solidarité sur la fortune (p. 4459)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 4561)
 Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 4561)

Débat sur la chasse

[11 février 2003] (p. 1097)

Son intervention (p. 1107)

Thèmes :

Agriculture : terres agricoles : protection (p. 1108)
 Animaux : animaux sauvages : biodiversité (p. 1109)
 Chasse et pêche : fédérations départementales des chasseurs (p. 1108)
 Chasse et pêche : jours de chasse (p. 1109)
 Chasse et pêche : Office national de la chasse et de la faune sauvage (p. 1108)
 Politiques communautaires : directives : oiseaux migrateurs (p. 1109)
 Propriété : droit de propriété (p. 1109)

Projet de loi n° 606 relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 mars 2003] (p. 1763)

Article 19 bis (commission départementale des risques naturels majeurs)

Son amendement n° 457 (p. 1790)

Article 30 (obligation d'information portant sur les risques technologiques et naturels lors des transactions immobilières)

Son amendement n° 399 (p. 1832)

Article 32 (exonération des travaux de prévention des taxes d'urbanisme)

Son amendement n° 400 (p. 1835)

Projet de loi n° 632 relatif aux entreprises de transport aérien et notamment à la société Air France

Rapporteur de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 mars 2003] (p. 1884, 1917)

Son intervention (p. 1884)

Intervient sur :

- l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 1897)
- la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1907)
- la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 1932)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions : travaux (p. 1932)
 Constitution : préambule : services publics (p. 1900)
 Parlement : prérogatives : opposition (p. 1935)
 Partis et mouvements politiques : gauche : Air France (p. 1886, 1907)
 Transports aériens : Air France : actionnaires (p. 1933)
 Transports aériens : Air France : alliances (p. 1885, 1907)
 Transports aériens : Air France : aménagement du territoire (p. 1907)
 Transports aériens : Air France : dotations en capital (p. 1885)
 Transports aériens : Air France : emploi (p. 1886, 1897)
 Transports aériens : Air France : outre-mer (p. 1933)
 Transports aériens : Air France : privatisations (p. 1884 et s.)
 Transports aériens : Air France : prix (p. 1897, 1933)
 Transports aériens : Air France : salariés (p. 1886, 1907)
 Transports aériens : Air France : services publics (p. 1884, 1933)
 Transports aériens : Air Lib (p. 1886)
 Transports aériens : compagnies à bas prix (p. 1932)
 Union européenne : Commission : Air France (p. 1886, 1907)

Discussion des articles [12 mars 2003] (p. 1952)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 49 de Mme Odile Saugues (détention directe par l'Etat de plus de la moitié du capital d'Air France) (p. 1953)

Intervient sur l'amendement n° 50 de M. Jean-Louis Idiart (suppression d'Air France de la liste des sociétés privatisables) (p. 1954)

Article 1er (dispositions relatives au suivi et à la régulation de la nature de l'actionariat des sociétés cotées de transport aérien)

Son intervention (p. 1957 et s.)

Son amendement n° 32 (de coordination) (p. 1963)

Son amendement n° 33 (suppression du droit de vote attaché aux titres faisant l'objet d'une cession décidée par l'ordonnance du président du tribunal de grande instance) (p. 1965)

Article 2 (composition du conseil d'administration et du conseil de surveillance de la société Air France)

Son intervention (p. 1967 et s.)

Article 3 (dispositions relatives au passage des salariés d'Air France du statut public au droit privé)

Son intervention (p. 1970 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 39 de M. Jean-Pierre Blazy (attribution d'actions aux ex-salariés d'UTA) (p. 1976)

Article 4 (dispositions transitoires relatives à la prolongation du conseil d'administration de la société Air France après la privatisation)

Son intervention (p. 1977)

Article 5 (dispositions relatives à l'actionariat salarié de la société Air France)

Son intervention (p. 1979 et s.)

Article 6 (mise à jour du code de l'aviation civile)

Son intervention (p. 1981 et s.)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Jean-Pierre Blazy (interdiction d'exploitation des avions de plus de dix ans) (p. 1982)

Intervient sur l'amendement n° 48 de M. Jean-Pierre Blazy (contribution d'Air France au fonds de péréquation des nuisances sonores) (p. 1983)

Intervient sur l'amendement n° 65 de Mme Odile Saugues (desserte équilibrée du territoire - conventions entre l'Etat, les collectivités locales et les sociétés de transport aériens - sanctions applicables par les collectivités aux compagnies ne respectant pas leurs obligations) (p. 1983)

Intervient sur l'amendement n° 44 de Mme Odile Saugues (desserte équilibrée du territoire - conventions entre l'Etat et les sociétés de transport aériens) (p. 1983)

Intervient sur l'amendement n° 59 de M. Victorin Lurel (outre-mer - convention entre l'Etat et les sociétés de transport aérien pour une desserte équilibrée et à un prix raisonnable) (p. 1985)

Intervient sur l'amendement n° 61 de M. Victorin Lurel (aménagement du territoire et outre-mer - prise en compte des engagements des sociétés de transport aérien lors de l'attribution ou du renouvellement des licences d'exploitation) (p. 1986)

Intervient sur l'amendement n° 45 de Mme Odile Saugues (commission régionale des aides publiques aux compagnies aériennes) (p. 1987)

Intervient sur l'amendement n° 46 de Mme Odile Saugues (rapport du Gouvernement sur les plates-formes de correspondance régionales et le soutien aux lignes transitant par elles) (p. 1987)

Explications de vote et vote [18 mars 2003] (p. 2133)

Son intervention (p. 2133)

Proposition de résolution n° 684 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de gestion d'Air Lib et sur l'utilisation des fonds publics par cette compagnie aérienne

Avant la discussion de l'article unique [18 mars 2003] (p. 2142)

Son intervention (p. 2144)

Thèmes :

Transports aériens : Air France (p. 2145)
 Transports aériens : Air Lib (p. 2144)

Projet de loi n° 678 relatif au mécénat et aux fondations

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er avril 2003] (p. 2713, 2725)

Article 1er (augmentation de la réduction d'impôt applicable aux particuliers donateurs)

Son amendement n° 1 (éligibilité des dons faits aux associations ayant pour objet la défense des contribuables) (p. 2715)

Son amendement n° 19 (procédure de rescrit pour l'éligibilité d'une association à la réduction d'impôt) (p. 2716)

Article 3 (renforcement de l'incitation fiscale au mécénat des entreprises)

Son sous-amendement n° 38 rectifié (application à un don par an d'au moins 100 euros) à l'amendement n° 9 de M. Laurent Hénart (réduction d'impôt de 90 % pour les 90 premiers euros de dons) (p. 2725)

Son intervention (p. 2726 et s.)

Son amendement n° 29 (créance sur l'Etat constituée par la réduction d'impôt n'ayant pu être imputée) (p. 2727)

Article 4 (exonération des droits de succession sur les sommes versées aux fondations reconnues d'utilité publique)

Son intervention (p. 2728)
 Son amendement n° 22 rectifié (extension à l'Etat, aux collectivités territoriales et aux établissements publics) (p. 2728)

Après l'article 4

Son amendement n° 28 rectifié (établissements publics de coopération intercommunale – exonération des droits de succession au titre des dons qui leur sont faits) (p. 2728) : adopté (p. 2729)

Article 5 (dons des salariés versés à la fondation de leur entreprise)

Son intervention (p. 2729)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 39 du Gouvernement (extension du dispositif de la réduction d'impôt pour l'acquisition de trésors nationaux à l'acquisition d'œuvres se trouvant à l'étranger) (p. 2730)

Son amendement n° 13 rectifié (organismes recevant des dons ouvrant droit à avantage fiscal - tenue d'un compte d'emploi des dépenses financées par les dons et faculté de contrôle de la Cour des comptes) (p. 2731) : adopté après modification (p. 2733)

Intervient sur l'amendement n° 6 deuxième rectification de la commission (autorisation des donations avec réserve d'usufruit faites aux associations reconnues d'utilité publique) (p. 2734)

Titre

Intervient sur l'amendement n° 24 de M. Laurent Hénart (nouveau titre : projet de loi relatif au mécénat, aux associations et aux fondations) (p. 2736)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 2738)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 2738)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [16 juillet 2003] (p. 7773)

Article 1er (augmentation de la réduction d'impôt applicable aux particuliers donateurs)

Son intervention (p. 7773 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 21 de M. François Sauvadet (ISF - inclusion des dons dans le calcul du plafonnement) (p. 7779)

Article 2 (abattement de l'impôt sur les sociétés accordé aux fondations reconnues d'utilité publique)

Son intervention (p. 7780 et s.)

Article 3 (renforcement de l'incitation fiscale au mécénat des entreprises)

Son intervention (p. 7782 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 9 rectifié de la commission (taxe professionnelle - exonération des œuvres d'art acquises par les entreprises) (p. 7784)

Intervient sur l'amendement n° 10 rectifié de la commission (abattement sur le produit des jeux des casinos au titre du mécénat) (p. 7784)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 11 de la commission (de coordination - dons des salariés à une fondation d'entreprise du groupe) (p. 7785)

Article 6 (application aux biens culturels d'intérêt majeur situés à l'étranger de la réduction d'impôt sur les sociétés relative aux trésors nationaux)

Son intervention (p. 7785)

Article 7 (contrôle des organismes bénéficiaires de dons ouvrant droit à un avantage fiscal et obligation d'établissement de comptes certifiés)

Son amendement n° 33 (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture - contrôle par la Cour des comptes) (p. 7786)

Article 11 (opposition de l'autorité administrative contre l'inscription d'une association)

Son intervention (p. 7786)

Après l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 35 rectifié du Gouvernement (fonds de soutien à l'expression radiophonique - mise en conformité avec le droit communautaire de la taxe sur la publicité radiodiffusée) (p. 7788)

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (autorisation du mécénat des entreprises du secteur des boissons alcoolisées) (p. 7788)

Débat sur la maîtrise des finances publiques

[8 avril 2003] (p. 2903)

Son intervention (p. 2915)

Thèmes :

Etat : structures gouvernementales (p. 2917 et s.)

Finances publiques : déficit budgétaire : dette publique (p. 2915)

Finances publiques : dépenses : chômage (p. 2916)

Finances publiques : dépenses : élections législatives (p. 2917 et s.)

Finances publiques : dépenses en capital (p. 2916)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 2917 et s.)

Parlement : rôle : finances publiques (p. 2917 et s.)

Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques (p. 2917)

Politique économique : croissance : gauche (p. 2916)

Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 2917)

Politique générale : réforme (p. 2918)

Travail : rémunération : minima sociaux (p. 2916)

Projet de loi n° 719 de sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 avril 2003] (p. 3228, 3252)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 3246)

Son intervention (p. 3254)

Thèmes :

Assurances : assurance vie (p. 3255)

Banques et établissements financiers : produits financiers : démarchage (p. 3255)

Marchés financiers : agences de notation : analystes financiers (p. 3255)

Marchés financiers : Autorité des marchés financiers (p. 3254 et s.)

Secteur public : entreprises publiques (p. 3256)

Discussion des articles [29 avril 2003] (p. 3263) ; [30 avril 2003] (p. 3311) ; [6 mai 2003] (p. 3442, 3471)

Article 2 (statut et missions de l'Autorité des marchés financiers)

Son intervention (p. 3264)

Article 3 (organisation et composition de l'Autorité des marchés financiers)

Son amendement n° 330 (collège - magistrats élus par leurs pairs et non désignés par les présidents de leurs juridictions) (p. 3267)

Son amendement n° 331 (collège - désignation d'un représentant des associations de défense des investisseurs) (p. 3268)

Article 4 (commissaire du Gouvernement et prise de décision au sein de l'Autorité des marchés financiers)

Son amendement n° 332 (commissaire du Gouvernement – suppression de son droit de demander une seconde délibération sauf en matière de sanctions) (p. 3269)

Article 5 (obligations des membres de l'Autorité des marchés financiers)

Son amendement n° 334 (information sur les intérêts, fonctions et mandats et obligation de déport – période portée de deux à trois ans) (p. 3270)

Son amendement n° 335 (extension de l'obligation de déport – conjoint, concubin et partenaire d'un pacte civil de solidarité) (p. 3270)

Son amendement n° 333 (nomination d'un déontologue compétent à l'égard des membres de l'Autorité, de ses personnels et préposés) (p. 3271)

Article 7 (fonctionnement et ressources de l'Autorité des marchés financiers)

Son amendement n° 336 (rapport sur le budget, la gestion des services et les procédures de contrôle interne de l'Autorité ainsi que sur les rémunérations et avantages consentis à ses membres) (p. 3274)

Son amendement n° 338 (émission de warrants – simplification de la procédure) (p. 3275)

Son amendement n° 339 (assurance vie – de coordination) (p. 3275)

Son amendement n° 337 (rachat de titres – règles d'exigibilité de la contribution) (p. 3276)

Article 8 (règlement général de l'Autorité des marchés financiers)

Son amendement n° 342 (de coordination – assurance vie) (p. 3279)

Son amendement n° 340 (agences de notation – mise en cause de leur responsabilité par l'Autorité) (p. 3282)

Après l'article 21

Son sous-amendement n° 482 (choix en raison de leur compétence bancaire et financière) à l'amendement n° 372 de M. Pierre Hériaud (modalités de désignation des représentants des établissements de crédit et des entreprises d'investissement au comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement – CECEI) : adopté (p. 3313)

Article 26 (missions et composition de la Commission de contrôle des assurances, des mutuelles et des institutions de prévoyance)

Son intervention (p. 3321)

Article 29 (modifications pour coordination du code de la sécurité sociale et du code de la mutualité)

Son intervention (p. 3330)

Article 33 bis (obligations des analystes et de leurs employeurs - suivi des agences de notation par l'Autorité des marchés financiers)

Son intervention (p. 3333 et s.)

Après l'article 38

Son amendement n° 343 rectifié (magistrats de la Cour des comptes – secret professionnel) (p. 3342) : retiré (p. 3343)

Article 39 (harmonisation et simplification des règles relatives à la pratique du démarchage bancaire ou financier)

Son amendement n° 344 (modalités de rémunération des démarcheurs et de leurs employeurs - communication aux personnes démarchées) (p. 3357)

Avant l'article 57

Intervient sur le sous-amendement n° 487 de M. François Goulard (maintien du plafond de garantie) à l'amendement n° 1 troisième rectification de M. Michel Hunault (p. 3280)

Son sous-amendement n° 299 (garantie déclenchée par réclamation – délai minimum de droit commun porté de cinq à dix ans et maintien du plafond de garantie) à l'amendement n° 1 troisième rectification de M. Michel Hunault (conditions d'application dans le temps des garanties d'assurance de responsabilité) (p. 3379) : retiré (p. 3380) ; repris par M. Jean-Pierre Balligand

Article 66 (désignation des commissaires aux comptes et organisation du co-commissariat)

Son amendement n° 345 (participation au vote du directeur général et des directeurs généraux délégués) (p. 3457)

Après l'article 67

Son sous-amendement n° 490 (convocation aux conseils ayant pour objet l'adoption de budgets) à l'amendement n° 215 de la commission (convocation des commissaires aux comptes aux réunions du conseil d'administration ou du directoire et du conseil de surveillance ainsi qu'aux assemblées d'actionnaires) (p. 3459)

Avant l'article 76

Intervient sur l'amendement n° 21 de la commission des lois (règlement intérieur du conseil d'administration tenu à la disposition des actionnaires – création de comités au sein des conseils d'administration des sociétés cotées) (p. 3472)

Après l'article 76

Intervient sur l'amendement n° 54 de M. Jean-Pierre Balligand (règle de la dissociation des fonctions de président du conseil d'administration et de directeur général – nomination du président en qualité de directeur général par l'assemblée générale extraordinaire) (p. 3477)

Article 82 (assouplissement du droit d'ester en justice des associations d'investisseurs)

Son intervention (p. 3487 et s.)

Après l'article 82

Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission des lois (réparation du préjudice propre de l'actionnaire - distinction d'avec le préjudice social) (p. 3490)

Son amendement n° 346 (« stock-options » - traitement comptable et fiscal de leur coût) : rejeté (p. 3492)

Explications de vote et vote

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 3256)

Projet de loi n° 758 relatif à la chasse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 mai 2003] (p. 3595)

Ses explications de vote :

- sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 3611)

- la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3616)

Son intervention (p. 3617)

Thèmes :

Chasse et pêche : fédérations départementales des chasseurs (p. 3618 et s.)

Chasse et pêche : jour de non-chasse (p. 3616, 3618)

Chasse et pêche : Office national de la chasse et de la faune sauvage (p. 3618)

Chasse et pêche : période de chasse (p. 3619)

Collectivités territoriales : code général des collectivités territoriales (p. 3618)

Union européenne : directives : oiseaux migrateurs (p. 3618)

Discussion des articles [14 mai 2003] (p. 3668, 3711)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 103 (rôle et missions de l'Office national de la chasse) : retiré (p. 3669)

Intervient sur l'amendement n° 127 du Gouvernement (dépôt, par le Gouvernement, avant le 31 décembre 2003, d'un rapport présentant ses initiatives européennes visant à résorber les difficultés d'application de la directive 79/409/CE du 2 avril 1979) (p. 3669)

Son amendement n° 97 (dépôt, par le Gouvernement, avant le 31 décembre 2003, d'un rapport précisant ses initiatives européennes visant, en application du principe de subsidiarité, à réserver à la loi nationale la fixation de l'ensemble des règles et obligations en matière de chasse) (p. 3668) : retiré (p. 3670)

Intervient sur l'amendement n° 13 de la commission (article L. 420-1 du code de l'environnement : compatibilité entre l'exercice de la chasse et les usages non appropriatifs de la nature) (p. 3671)

Son amendement n° 98 (article L. 420-1 du code de l'environnement : compatibilité entre l'exercice de la chasse et les usages non appropriatifs de la nature) (p. 3671) : adopté (p. 3672)

Son amendement n° 99 (Office national de la chasse placé sous la double tutelle des ministres chargés de la chasse et de l'agriculture) (p. 3672) : adopté au SCRUTIN PUBLIC (p. 3675)

Son amendement n° 100 (composition du conseil d'administration de l'Office national de la chasse) (p. 3676) : retiré (p. 3677)

Son amendement n° 101 (ressources de l'Office national de la chasse) (p. 3677) : retiré

Son amendement n° 102 (missions et composition des conseils départementaux de la chasse et de la faune sauvage inscrites dans la loi) (p. 3678) : rejeté (p. 3679)

Intervient sur l'amendement n° 113 de M. Maxime Gremetz (ratification de l'accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie) (p. 3679)

Son amendement n° 112 (ratification de l'accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie) (p. 3679) : adopté (p. 3682)

Article 15 (fichier national des permis de chasser)

Son intervention (p. 3683)

Son amendement n° 92 (p. 3683)

Article 16 (jour de non-chasse)

Son intervention (p. 3691)

Après l'article 16

Son amendement n° 93 (fixation des dates de chasse du gibier par le préfet) : rejeté (p. 3720)

Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission (légalisation de la chasse de nuit dans les vingt-huit départements où elle est traditionnelle) (p. 3721)

Intervient sur l'amendement n° 71 de M. Alain Bocquet (légalisation de la chasse de nuit dans les vingt-huit départements où elle est traditionnelle) (p. 3721)

Son amendement n° 106 corrigé (légalisation de la chasse de nuit dans les vingt-huit départements où elle est traditionnelle) (p. 3721) : adopté (p. 3722)

Intervient sur l'amendement n° 128 du Gouvernement (légalisation de la chasse de nuit dans certains départements) (p. 3722)

Intervient sur l'amendement n° 72 de M. Maxime Gremetz (suppression du III de l'article 28 de la loi sur la chasse du 26 juillet 2000 : rapport au Parlement évaluant l'incidence de la chasse de nuit au gibier d'eau) (p. 3723)

Après l'article 17

Son intervention (p. 3724)

Son amendement n° 94 (fixation par le préfet du nombre maximal d'animaux qu'un chasseur est autorisé à capturer) : retiré (p. 3724)

Après l'article 1er

Son amendement n° 104 corrigé précédemment réservé (suppression des orientations régionales de gestion de la faune sauvage) (p. 3729) : retiré (p. 3730)

Article 3 précédemment réservé (adhérents des fédérations départementales des chasseurs)

Son amendement n° 107 (p. 3730)

Article 4 précédemment réservé (modalités d'attribution des voix au sein des assemblées générales des fédérations départementales des chasseurs)

Son intervention (p. 3732)

Ses amendements n°s 108 et 109 (p. 3732)

Ses amendements n°s 110, 111 et 80 (p. 3735)

Article 6 précédemment réservé (modalités du contrôle des fédérations départementales des chasseurs par le préfet)

Son intervention (p. 3737)

Son amendement n° 82 (p. 3737)

Après l'article 6

Son amendement n° 83 précédemment réservé (libre utilisation de leurs réserves par les fédérations) : devenu sans objet (p. 3737)

Article 7 précédemment réservé (suppression du contrôle économique et financier de l'Etat sur les fédérations départementales des chasseurs)

Son amendement n° 84 (p. 3738)

Article 8 précédemment réservé (administration et gestion d'office du budget de la fédération départementale des chasseurs par le préfet)

Son intervention (p. 3738)

Son amendement n° 85 (p. 3738)

Article 9 précédemment réservé (soumission des fédérations interdépartementales des chasseurs au régime des fédérations départementales des chasseurs)

Son intervention (p. 3739)

Son amendement n° 86 (p. 3739)

Après l'article 10

Son amendement n° 105 corrigé précédemment réservé (fédérations départementales) : retiré (p. 3739)

Article 11 précédemment réservé (Fédération nationale des chasseurs)

Son amendement n° 87

Son intervention (p. 3740)

Son amendement n° 88 (p. 3741)

Article 12 précédemment réservé (contrôle de la Fédération nationale des chasseurs)

Son intervention (p. 3741)

Son amendement n° 122 (p. 3741)

Son amendement n° 89 (p. 3742)

Son amendement n° 90 (p. 3743)

Après l'article 12

Son amendement n° 91 corrigé précédemment réservé (libre utilisation de ses réserves par la fédération nationale) : devenu sans objet (p. 3743)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 3744)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 3745)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juillet 2003] (p. 7795)

Son intervention (p. 7797)

Thèmes :

Chasse et pêche : chasse : prélèvement maximal autorisé (PMA) (p. 7798)

Chasse et pêche : Fédération nationale des chasseurs (p. 7798)

Chasse et pêche : jour de non-chasse (p. 7798)

Chasse et pêche : Office national de la chasse et de la faune sauvage (p. 7798)

Union européenne : directives : oiseaux (p. 7798)

Discussion des articles [17 juillet 2003] (p. 7806)

Article 6 (modalités de contrôle des fédérations départementales des chasseurs)

Son intervention (p. 7808)

Article 6 bis (liberté d'utilisation de leurs réserves par les fédérations départementales des chasseurs)

Son intervention (p. 7808)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 7814)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 7814)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 juin 2003] (p. 5029)

Son intervention (p. 5049)

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Avant l'article 1er [séances des 12, 13, 14 juin 2003] (principes)

Son intervention (p. 5245 et s.)

Article 20 [séance du 25 juin 2003] (possibilité de rachat de périodes de cotisation, dans la limite de douze trimestres)

Son intervention (p. 6003 et s.)

Article 77 [séance du 2 juillet 2003] (mensualisation du versement des pensions servies par le régime de base des exploitants agricoles)

Son intervention (p. 6601)

Article 78 [séance du 2 juillet 2003] (droit à bénéficier de produits d'épargne retraite)

Son intervention (p. 6606 et s.)

Après l'article 78 [séance du 2 juillet 2003] (rétablissement du dispositif de la loi du 25 mars 1997, dite "loi Thomas", instituant les plans d'épargne retraite)

Son intervention (p. 6653)

Article 80 [séance du 2 juillet 2003] (création du plan partenarial d'épargne salariale volontaire pour la retraite (PPESVR))

Son intervention (p. 6678 et s.)

Article 81 [séance du 2 juillet 2003] (déductions fiscales favorisant l'épargne retraite)

Son intervention (p. 6691 et s.)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [24 juillet 2003] (p. 7885)

Ses explications de vote :

- sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7892)

- sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 7899)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi (p. 7899)

Retraites : généralités : politique à l'égard des retraités (p. 7892, 7899)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [24 juillet 2003] (p. 7909)

Intervient sur l'amendement n° 3 du Gouvernement (article 52 : plafonnement de la cotisation facultative : retour au texte adopté en première lecture) (p. 7942)

Ses explications de vote (p. 7942)

Édouard COURTIAL

Oise (7^{me} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire

Elu le 16 juin 2002

Secrétaire d'âge de l'Assemblée nationale [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11059)

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

Vice-président de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 11 juillet 2002] (p. 11913)

Membre titulaire de la Commission nationale pour l'autonomie des jeunes [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14787)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Jeunes, politique à l'égard des jeunes, plans d'engagement citoyen, perspectives [5 février 2003] (p. 878)

DÉBATS

Proposition de loi n° 583 visant à jumeler chaque école française avec une école de l'Union européenne

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 avril 2003] (p. 2753)

Son intervention (p. 2757)

Thèmes :

Assemblée nationale : Parlement des enfants (p. 2757)

Enseignement : langues étrangères (p. 2758)

Enseignement maternel et primaire : écoles : jumelages (p. 2757)

Explications de vote et vote

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 2758)

Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2003] (p. 4483)

Article 2 (récépissé de création d'entreprise)

Son intervention (p. 4485)

Alain COUSIN

Manche (3^{me} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Représentant suppléant de la délégation française aux assemblées du Conseil de l'Europe et de l'UEO [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12452)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 22 janvier 2003] (p. 1331)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

ECOLOGIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Examen du fascicule [25 octobre 2002] (p. 4053)*Procédure des questions :*

Aquaculture et pêche professionnelle : pêche à pied : Manche (p. 4080)

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Examen du fascicule [25 octobre 2002] (p. 4017)

Son intervention (p. 4024)

Thèmes avant la procédure des questions :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 4024)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : crédits budgétaires (p. 4025)

Industrie : textile et habillement (p. 4025)

Politiques communautaires : directives : gaz (p. 4024)

Politiques communautaires : directives : postes (p. 4025)

Postes : La Poste (p. 4025)

Recherche : crédits (p. 4025)

Télécommunications : France Télécom (p. 4024)

Télécommunications : téléphones mobiles : opérateurs (p. 4025)

Projet de loi n° 677 modifiant l'article 1-1 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et des télécommunications

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [18 mars 2003] (p. 2153)

Son intervention (p. 2156)

Thèmes :

Télécommunications : France Télécom (p. 2156 et s.)

Télécommunications : opérateurs : licences (p. 2157)

Union européenne : directives : télécommunications (p. 2157)

Jean-Yves COUSIN*Calvados (6^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur les relations entre l'administration fiscale et les contribuables [23 septembre 2003] (n° 1064)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Entreprises. création. aides de l'Etat [11 février 2003] (p. 1146)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

ECOLOGIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Examen du fascicule [25 octobre 2002] (p. 4053)

Son intervention (p. 4070)

Thème avant la procédure des questions :

Environnement : protection (p. 4070)

Yves COUSSAIN*Cantal (1^{ère} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11063), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Vice-président de la commission de la production et des échanges [J.O. du 28 juin 2002] (p. 11184) devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre suppléant du Conseil supérieur de l'électricité et du gaz [J.O. du 2 août 2002] (p. 13229)

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur les améliorations pouvant être apportées au droit applicable dans les zones de montagne [16 juillet 2003] (n° 1040)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 365, posée le 26 mai 2003. Voirie. routes nationales (J.O. questions p. 3973). Appelée le 27 mai 2003. aménagement, Cantal (p. 4231)

DÉBATS

Proposition de résolution n° 162 tendant à modifier l'article 36 du règlement de l'Assemblée nationale**Avant la discussion des articles [8 octobre 2002] (p. 3028)**

Son intervention (p. 3034)

Thèmes :

Assemblée nationale : commission de la production et des échanges : compétences (p. 3034)

Assemblée nationale : commission de la production et des échanges : nom (p. 3034)

Assemblée nationale : commission de la production et des échanges : Président (p. 3034)

Parlement : commissions : Sénat (p. 3034)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Examen du fascicule [25 octobre 2002] (p. 4017)*Procédure des questions :*

Postes : La Poste : bureaux (p. 4041)

Télécommunications : téléphones mobiles : antennes-relais (p. 4039)

Jean-Michel COUVE*Var (4^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) tome XI : Equipement, transports, logement, tourisme et mer (tourisme) (n° 258) [10 octobre 2002]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**DÉBATS****Projet de loi n° 230 de finances pour 2003****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER****TOURISME****Examen du fascicule [6 novembre 2002] (p. 4630)**

Sa présentation de l'avis de la commission des affaires économiques (p. 4632)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : généralités : tourisme et loisirs (p. 4632)
 Déchets, pollutions et nuisances : marée noire (p. 4632)
 Ordre public : terrorisme : Etats-Unis (p. 4632)
 Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 4633)
 Tourisme et loisirs : Agence française de l'ingénierie touristique (AFIT) (p. 4632)
 Tourisme et loisirs : Maison de France (p. 4633)
 Tourisme et loisirs : Observatoire national du tourisme (p. 4632)
 Tourisme et loisirs : politique du tourisme : crédits budgétaires (p. 4632)
 Tourisme et loisirs : politique du tourisme : déconcentration (p. 4634)
 Tourisme et loisirs : stations de montagne (p. 4632)
 Tourisme et loisirs : stations touristiques : équipements (p. 4634)
 Tourisme et loisirs : tourisme social : chèques vacances (p. 4633)
 Travail : durée du travail (p. 4633)
 TVA : taux réduit : hôtellerie et restauration (p. 4633)
 Union européenne : euro (p. 4632)

Projet de loi de finances rectificative n° 382 pour 2002**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [11 décembre 2002] (p. 6551)****Après l'article 40**

Son amendement n° 73 deuxième rectification (chèques vacances – institution en l'absence de représentation syndicale ou d'accord collectif de branche) (p. 6553) : adopté après nouvelle rectification (p. 6554)

Projet de loi n° 402 portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction**DEUXIÈME LECTURE****Discussion des articles [3 avril 2003] (p. 2808)****Article 20 (simplification de la création et du fonctionnement des pays)**

Son amendement n° 91 (p. 2829)

Charles COVA

*Seine-et-Marne (7^{me} circonscription)
 Union pour la Majorité Présidentielle
 puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire de la Commission d'étude de la revalorisation des rentes, des retraites et des pensions des anciens combattants de l'outre-mer [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14787)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) tome V : Défense (marine) (n° 260) [10 octobre 2002]

Proposition de loi n° 349 visant à préserver les droits aux allocations chômage des militaires retraités [7 novembre 2002]

Proposition de loi n° 482 visant à fixer les conditions d'accès des fonctionnaires à des mandats électifs [18 décembre 2002]

Proposition de loi constitutionnelle n° 596 tendant à rendre obligatoire l'exercice du droit de vote [4 février 2003]

Proposition de loi n° 975 visant à aménager les conditions d'exercice du droit de grève [25 juin 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Personnes âgées. établissements d'accueil. financement [9 avril 2003] (p. 3021)

DÉBATS**Projet de loi n° 230 de finances pour 2003****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****DÉFENSE ET SGDN****Examen des fascicules [24 octobre 2002] (p. 3907)**

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 3913)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : avions (p. 3914)
 Défense : crédits : marine (p. 3913)
 Défense : direction des chantiers navals (p. 3914)

Projet de loi n° 187 relatif à la programmation militaire pour les années 2003 à 2008**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [28 novembre 2002] (p. 5972)**

Son intervention (p. 5973)

Thèmes :

Défense : direction des chantiers navals (p. 5973)
 Défense : loi de programmation militaire (p. 5973)
 Défense : marine : crédits budgétaires (p. 5973)
 Défense : personnel civil (p. 5973)
 Défense : professionnalisation (p. 5974)
 TVA (p. 5973)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [16 janvier 2003] (p. 218)****Après l'article 8**

Son amendement n° 14 rectifié (suppression de la notification du droit au silence) (p. 256) : adopté (p. 257)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)**

Article 26 [séance du 26 juin 2003] (éléments constitutifs du droit à pension)

Son intervention (p. 6118)

Article 31 [séance du 27 juin 2003] (nouveau régime de bonifications accordées aux fonctionnaires)

Son intervention (p. 6201 et s.)

Article 32 [séance du 27 juin 2003] (allongement progressif de la durée d'activité dans la fonction publique pour obtenir une pension complète. Instauration d'un double mécanisme de minoration et majoration)

Son intervention (p. 6221 et s.)

Article 33 [séance du 27 juin 2003] (liquidation de la solde de réforme)

Son intervention (p. 6266 et s.)

Article 34 [séance du 27 juin 2003] (conditions de liquidation immédiate des pensions civiles et militaires)

Son intervention (p. 6270 et s.)

Paul-Henri CUGNENC

*Hérault (6^{me} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé [J.O. du 22 janvier 2003] (p. 1335)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) tome IX : Jeunesse, éducation nationale et recherche (enseignement supérieur) (n° 257) [10 octobre 2002]

Proposition de loi n° 657 visant à simplifier les modalités de retrait d'une commune d'une communauté d'agglomération [5 mars 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Système pénitentiaire. établissements. construction [27 novembre 2002] (p. 5818)

Administration. rapports avec les administrés. formalités administratives, simplification [19 mars 2003] (p. 2180)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 11, posée le 14 octobre 2002. Enseignement supérieur. professions de santé (J.O. questions p. 3480). Appelée le 15 octobre 2002. réforme, perspectives (p. 3278)

DÉBATS**Projet de loi n° 250 de financement de la sécurité sociale pour 2003****PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [29 octobre 2002] (p. 4296)

Après l'article 13

Son amendement n° 243 (suppression des dispositions en cours sur les conditions d'exercice d'une activité libérale par les praticiens hospitaliers) (p. 4304) : retiré (p. 4305)

Après l'article 14

Son sous-amendement n° 283 (communication de l'état des consultations, recettes et actes médicaux effectués à titre privé par un médecin hospitalier) à l'amendement n° 52 de la commission (conditions d'exercice d'une activité médicale libérale à l'hôpital) (p. 4307) : adopté (p. 4308)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE****II - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR**

Examen du fascicule [8 novembre 2002] (p. 4765)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 4767)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement supérieur : constructions universitaires (p. 4767)

Enseignement supérieur : crédits (p. 4767)

Enseignement supérieur : diplômes (p. 4767)

Enseignement supérieur : étudiants (p. 4767)

Enseignement supérieur : professions médicales (p. 4768)

Enseignement supérieur : universités (p. 4768)

SANTÉ, FAMILLE ET PERSONNES HANDICAPÉES

Examen du fascicule [12 novembre 2002] (p. 4910)

Son intervention (p. 4934)

Thèmes avant la procédure des questions :

Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 4934)

Professions de santé : exercice de la profession (p. 4934)

Santé : cancer (p. 4934)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [15 janvier 2003] (p. 151)

Son intervention (p. 160)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité : répression (p. 160)

Droit pénal : menaces contre les personnes exerçant une mission de service public : professions de santé (p. 161)

Projet de loi n° 710 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance des mesures de simplification et de codification du droit**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [9 avril 2003] (p. 3022)

Son intervention (p. 3025)

Thèmes :

Entreprises : formalités administratives (p. 3026)

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 3026)

Etat : réforme (p. 3025)

Lois : inflation (p. 3026)

Discussion des articles [9 avril 2003] (p. 3053)

Article 16 (organisation administrative et fonctionnement du système de santé)

Son amendement n° 1 rectifié (p. 3064)

Débat sur l'assurance maladie et la politique de santé

[13 mai 2003] (p. 3555)

Son intervention (p. 3572)

Thèmes :

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 3572)

Professions de santé : médecins (p. 3573)

Santé : politique de la santé (p. 3572)

Travail : réduction du temps de travail (p. 3573)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5069)

Son intervention (p. 5072)

Thèmes :

Démographie : vieillissement de la population (p. 5072)

Retraites : généralités : cotisations (p. 5072)

Projet de loi n° 823 relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [8 juillet 2003] (p. 7005)

Article 7 (délivrance d'une carte de séjour temporaire dans le cadre du regroupement familial - condition de communauté de vie pour les conjoints de Français)

Son sous-amendement n° 469 à l'amendement n° 76 quatrième rectification de la commission (p. 7090)

Projet de loi n° 950 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [10 juillet 2003] (p. 7275)

Son intervention (p. 7347)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 7347 et s.)

Sécurité publique (p. 7348)

Urbanisme : rénovation urbaine (p. 7348)

Henri CUQ

*Yvelines (9^{me} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire
Questeur de l'Assemblée nationale*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Questeur de l'Assemblée nationale [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11114)
Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 27 juin 2002]
(p. 11115)
Membre titulaire de la Commission nationale de contrôle des interceptions
de sécurité [J.O. du 5 juillet 2002] (p. 11611)
Cesse d'appartenir à la Commission nationale de contrôle des interceptions
de sécurité [J.O. du 21 mars 2003] (p. 5109)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*DÉBATS*

Projet de loi n° 950 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine
--

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juillet 2003] (p. 7449)

Après l'article 34

Son amendement n° 359 (immeubles acquis ou construits par une
assemblée parlementaire autres que les monuments historiques affectés à
cette assemblée sur décision du bureau) (p. 7529) : adopté (p. 7531)

D

Claude DARCIAUX

*Côte-d'Or (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre titulaire du conseil d'orientation du Comité interministériel de prévention des risques naturels majeurs [J.O. du 2 août 2002] (p. 13231)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi, emplois jeunes, perspectives [4 décembre 2002] (p. 6142)

Etat, décentralisation, conséquences, enseignement [27 mai 2003] (p. 4257)

DÉBATS

Projet de loi n° 606 relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mars 2003] (p. 1537)

Son intervention (p. 1557)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : urbanisme (p. 1557)

Entreprises : sous-traitance (p. 1557)

Urbanisme (p. 1557 et s.)

Discussion des articles [5 mars 2003] (p. 1634) ; [6 mars 2003] (p. 1713)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 312 de M. David Habib (installation de sirènes adaptées et audibles par toute la population dans les bassins industriels concernés par le risque) (p. 1648)

Article 4 (installations soumises à un plan de prévention des risques technologiques)

Son intervention (p. 1661)

Article 7 (information des autorités publiques lors de la mise en œuvre du droit d'alerte)

Son intervention (p. 1717 et s.)

Article 8 (moyens de prévention, de lutte contre l'incendie et de secours)

Son intervention (p. 1717 et s.)

Article 10 (renforcement des prérogatives du CHSCT dans certains établissements)

Son intervention (p. 1727)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [15 juillet 2003] (p. 7552, 7577)

Article 1er (information du public au cours de l'enquête publique relative à une installation classée "Seveso seuil haut")

Son intervention (p. 7552)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 70 de M. Jean-Yves Le Déaut (constitution d'un CHSCT de site dans les zones industrielles à entreprises multiples) (p. 7581)

Intervient sur l'amendement n° 73 de M. Jean-Yves Le Déaut (composition du CHSCT) (p. 7581)

Article 12 (création d'une garantie d'indemnisation pour les dommages matériels des sinistrés couverts par un contrat d'assurance)

Son intervention (p. 7583)

Article 16 (informations devant figurer dans le rapport annuel des sociétés)

Son intervention (p. 7594)

Article 16 quater (remise en état du site après la fermeture d'une installation classée)

Son intervention (p. 7597)

Après l'article 16 decies

Intervient sur l'amendement n° 118 de M. Jean-Yves Le Déaut (dépenses engagées par les propriétaires afin de prendre en compte les prescriptions inscrites aux plans de prévention des risques naturels ou technologiques déductibles de la taxe foncière sur les propriétés bâties) (p. 7604)

Avant l'article 17 A

Intervient sur l'amendement n° 119 de Mme Martine Lignières-Cassou (avis du comité local d'information et de concertation lorsque l'enquête publique porte sur des travaux de prévention des inondations) (p. 7606)

Après l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 126 de M. Kléber Mesquida (concertation avec la commune ou la collectivité locale si la surprime fixée par la compagnie d'assurance doit aboutir à la résiliation du contrat) (p. 7607)

Intervient sur l'amendement n° 120 de Mme Martine Lignières-Cassou (compétence du comité local d'information et de concertation sur les risques industriels étendue aux risques naturels) (p. 7607)

Article 19 bis (commission départementale des risques naturels majeurs)

Son intervention (p. 7609)

Article 19 ter A (schémas de prévention des risques naturels)

Son intervention (p. 7610)

Après l'article 24 bis A

Intervient sur l'amendement n° 124 de M. Jean-Louis Bianco (modification de l'article L. 436-4 du code de l'environnement : application aux cours d'eau qui ont fait l'objet d'un transfert à une collectivité territoriale) (p. 7616)

Après l'article 26

Intervient sur l'amendement n° 125 corrigé de Mme Martine Lignières-Cassou (modalités de concertation pour l'élaboration du projet de plan de prévention des risques naturels prévisibles) (p. 7618)

Projet de loi n° 950 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juillet 2003] (p. 7362)

Article 4 (débat annuel dans les collectivités locales comprenant des ZUS)

Son intervention (p. 7387)

Xavier DARCOS

Ministre délégué à l'enseignement scolaire

Est nommé Ministre délégué à l'enseignement scolaire. Décret du 17 juin 2002 [J.O. du 18 juin 2002] (p. 10720)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Manuel Valls. Ministères et secrétariats d'Etat, jeunesse et éducation nationale : budget, budget pour 2003 [16 octobre 2002] (p. 3407)

Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont. Enseignement, politique de l'éducation, moyens, perspectives [5 novembre 2002] (p. 4464)

M. Guy Geoffroy. Enseignement, établissements, violence, lutte et prévention [6 novembre 2002] (p. 4588)

Mme Catherine Génisson. Enseignement secondaire, élèves, fonds sociaux lycéen et collégien, utilisation [12 novembre 2002] (p. 4908)

M. Céleste Lett. Emploi, emplois jeunes, aides-éducateurs, perspectives [13 novembre 2002] (p. 5005)

M. Lionnel Luca. Enseignement, établissements, violence, lutte et prévention [27 novembre 2002] (p. 5813)

M. Jean-Louis Christ. Enseignement secondaire : personnel, personnel de surveillance, assistants d'éducation, perspectives [21 janvier 2003] (p. 313)

M. Christian Bataille. Ministères et secrétariats d'Etat, jeunesse et éducation nationale : structures administratives, Centre national de documentation pédagogique (CNDP), délocalisation, conséquences [25 février 2003] (p. 1355)

M. Xavier Bertrand. Décorations, insignes et emblèmes, emblèmes, symboles de la République, fronton des écoles [4 mars 2003] (p. 1536)

M. Jean-Paul Garraud. Drogue, toxicomanie, lutte et prévention [11 mars 2003] (p. 1883)

Mme Chantal Bourragué. Enseignement, établissements, violence, lutte et prévention [12 mars 2003] (p. 1947)

M. Louis Cosyns. Etat, décentralisation, conséquences, enseignement, personnel [26 mars 2003] (p. 2445)

M. Yannick Favennec. Enseignement maternel et primaire, élèves, admission en classe maternelle, enfants âgés de deux ans [26 mars 2003] (p. 2451)

M. Bertho Audifax. Enseignement, politique de l'éducation, rapport de la Cour des comptes, conclusions [2 avril 2003] (p. 2749)

M. Marc Francina. Enseignement, programmes, sensibilisation à la sécurité routière [9 avril 2003] (p. 3020)

M. Rudy Salles. Enseignement. grèves. conséquences, accueil des élèves [20 mai 2003] (p. 3816)
 M. Pierre-Louis Fagniez. Etat. décentralisation. conséquences, enseignement [20 mai 2003] (p. 3825)
 M. Christophe Caresche. Etat. décentralisation. conséquences, enseignement [21 mai 2003] (p. 3923)
 M. Jean-Marie Geveaux. Enseignement maternel et primaire. classes d'intégration scolaire. bilan et perspectives [21 mai 2003] (p. 3926)
 Mme Annick Lepetit. Etat. décentralisation. conséquences, enseignement [27 mai 2003] (p. 4263)
 M. Pierre-Christophe Baguet. Enseignement. grèves. conséquences, baccalauréat [10 juin 2003] (p. 4926)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Gilles Artigues. Tourisme et loisirs. centres de vacances et de loisirs. encadrement, qualification [14 janvier 2003] (p. 12)
 M. Jean-Claude Sandrier. Enseignement technique et professionnel. fonctionnement. classes préparatoires aux grandes écoles, suppression, lycée Henri Brisson de Vierzon [14 janvier 2003] (p. 11)
 Mme Maryse Joissains-Masini. Jeunes. prévention. violence, perspectives [14 janvier 2003] (p. 10)
 M. Damien Alary. Sécurité publique. inondations. Gard, lycée Jean-Baptiste Dumas, Alès, reconstruction, aides de l'Etat [4 février 2003] (p. 773)
 M. Émile Blessig. Enseignement. programmes. langues, Alsace [4 février 2003] (p. 774)
 M. Gérard Voisin. Handicapés. institut médico-éducatif (IME). fonctionnement, Saône-et-Loire [4 mars 2003] (p. 1515)
 Mme Janine Jambu. Ministères et secrétariats d'Etat. jeunesse et éducation nationale : structures administratives. centre national de documentation pédagogique (CNDP), délocalisation, conséquences [4 mars 2003] (p. 1518)
 M. Jacques Desallangre. Droits de l'homme et libertés publiques. défense. atteintes à l'honneur, réparation [4 mars 2003] (p. 1516)
 M. François Rochebloine. Enseignement maternel et primaire. fermeture de classes. Loire [4 mars 2003] (p. 1517)
 Mme Chantal Robin-Rodrigo. Enseignement maternel et primaire. écoles. maintien, zones rurales [1^{er} avril 2003] (p. 2679)
 M. Simon Renucci. Enseignement secondaire : personnel. personnel de surveillance. assistants d'éducation, perspectives, Corse [29 avril 2003] (p. 3186)
 M. Jean Auclair. Enseignement. carte scolaire. élaboration, zones rurales [6 mai 2003] (p. 3412)
 M. Daniel Spagnou. Retraites : fonctionnaires civils et militaires. montant des pensions. péréquation catégorielle, enseignement [6 mai 2003] (p. 3414)
 M. François Vannson. Etat. décentralisation. conséquences, centres d'information et d'orientation [6 mai 2003] (p. 3414)
 M. Bruno Le Roux. Enseignement. politique de l'éducation. Seine-Saint-Denis [20 mai 2003] (p. 3805)
 Mme Brigitte Barèges. Fonction publique territoriale. non-titulaires. perspectives [20 mai 2003] (p. 3806)
 M. François Rochebloine. Enseignement. politique de l'éducation. laïcité, respect [20 mai 2003] (p. 3804)
 M. Jean-Marie Geveaux. Enseignement secondaire. éducation spécialisée. collège Anne-Frank, Le Mans, pérennisation [3 juin 2003] (p. 4390)
 M. Daniel Paul. Emploi. emplois jeunes. aides-éducateurs, chômage, indemnisation, calendrier [10 juin 2003] (p. 4908)
 M. Jean-Claude Viollet. Enseignement : personnel. conseillers pédagogiques. revendications [10 juin 2003] (p. 4909)
 M. Patrick Roy. Sécurité publique. police et gendarmerie. restructuration, conséquences [10 juin 2003] (p. 4911)
 Mme Maryvonne Briot. Gens du voyage. stationnement. rassemblement annuel, Haute-Saône, conséquences [10 juin 2003] (p. 4910)
 Mme Françoise de Panafieu. Enseignement secondaire. lycées. lycée international Honoré-de-Balzac, perspectives [10 juin 2003] (p. 4907)
 M. Olivier Jardé. Enseignement. rythmes et vacances scolaires. aménagement [24 juin 2003] (p. 5860)
 M. Frédéric Reiss. Enseignement maternel et primaire. personnel. professeurs des écoles, recrutement, modalités, Alsace-Moselle [24 juin 2003] (p. 5859)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

I - JEUNESSE ET ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [22 octobre 2002] (p. 3742)

Son intervention (p. 3776)

Ses réponses (p. 3779, 3782 à 3784, 3789)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement : élèves (p. 3777)
 Enseignement : pédagogie (p. 3777)
 Enseignement : politique de l'éducation : sécurité (p. 3776)
 Enseignement : personnel : auxiliaires (p. 3777)
 Enseignement : personnel : enseignants : formation professionnelle (p. 3778)
 Enseignement maternel et primaire : personnel : directeurs d'école (p. 3776)

Réponses aux questions :

Collectivités territoriales : coopération entre collectivités : éducation populaire (p. 3783) (M. François Rochebloine) (p. 3783)
 Enfants : crèches et garderies (p. 3788) (M. André Schneider)
 Enseignement : politique de l'éducation : Guyane (p. 3784) (Mme Juliana Rimane) (p. 3784)
 Enseignement : politique de l'éducation : internat (p. 3789) (Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont) (p. 3789)
 Enseignement : politique de l'éducation : zones rurales (p. 3783) (M. Jacques Desallangre) (p. 3783)
 Enseignement maternel et primaire : personnel : directeurs d'école (p. 3782) (Mme Catherine Génisson) (p. 3781)
 Enseignement maternel et primaire : personnel : directeurs d'école (p. 3782) (M. François Rochebloine) (p. 3782)

Vote des crédits et articles rattachés [22 octobre 2002] (p. 3790)

Etat B, titre III

Intervient sur l'amendement n° 72 de M. Yves Durand (majoration de crédits pour prolonger les contrats des aides-éducateurs) (p. 3793, 3794)

Projet de loi n° 640 relatif aux assistants d'éducation

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [27 mars 2003] (p. 2592)

Avant l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 938 de M. Yves Durand (mission d'éducation à la santé pour les personnels "ATOSS") (p. 2597)
 Intervient sur l'amendement n° 939 de M. Jean-Marc Ayrault (mission d'éducation à la santé pour les personnels "ATOSS") (p. 2597)
 Intervient sur l'amendement n° 940 de M. Alain Néri (mission d'éducation à la santé pour les personnels "ATOSS") (p. 2597)
 Intervient sur l'amendement n° 941 de M. Patrick Roy (mission d'éducation à la santé pour les personnels "ATOSS") (p. 2597)
 Intervient sur l'amendement n° 942 de Mme Catherine Génisson (mission d'éducation à la santé pour les personnels "ATOSS") (p. 2597)
 Intervient sur l'amendement n° 943 de M. Victorin Lurel (mission d'éducation à la santé pour les personnels "ATOSS") (p. 2597)
 Intervient sur l'amendement n° 944 de Mme Hélène Mignon (mission d'éducation à la santé pour les personnels "ATOSS") (p. 2597)
 Intervient sur l'amendement n° 945 de M. Simon Renucci (mission d'éducation à la santé pour les personnels "ATOSS") (p. 2597)
 Intervient sur l'amendement n° 946 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (mission d'éducation à la santé pour les personnels "ATOSS") (p. 2597)
 Intervient sur l'amendement n° 947 de M. Gaëtan Gorce (mission d'éducation à la santé pour les personnels "ATOSS") (p. 2597)
 Intervient sur l'amendement n° 948 de M. Christophe Masse (mission d'éducation à la santé pour les personnels "ATOSS") (p. 2597)
 Intervient sur l'amendement n° 949 de M. Jean-Pierre Blazy (mission d'éducation à la santé pour les personnels "ATOSS") (p. 2597)
 Intervient sur l'amendement n° 950 de M. Yves Durand (notion de mission favorisant l'intégration pour les personnels "ATOSS") (p. 2597)
 Intervient sur l'amendement n° 951 de M. Jean-Marc Ayrault (notion de mission favorisant l'intégration pour les personnels "ATOSS") (p. 2597)
 Intervient sur l'amendement n° 952 de M. Alain Néri (notion de mission favorisant l'intégration pour les personnels "ATOSS") (p. 2597)
 Intervient sur l'amendement n° 953 de M. Patrick Roy (notion de mission favorisant l'intégration pour les personnels "ATOSS") (p. 2597)
 Intervient sur l'amendement n° 954 de Mme Catherine Génisson (notion de mission favorisant l'intégration pour les personnels "ATOSS") (p. 2597)
 Intervient sur l'amendement n° 955 de M. Victorin Lurel (notion de mission favorisant l'intégration pour les personnels "ATOSS") (p. 2597)
 Intervient sur l'amendement n° 956 de Mme Hélène Mignon (notion de mission favorisant l'intégration pour les personnels "ATOSS") (p. 2597)
 Intervient sur l'amendement n° 957 de M. Simon Renucci (notion de mission favorisant l'intégration pour les personnels "ATOSS") (p. 2597)
 Intervient sur l'amendement n° 958 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (notion de mission favorisant l'intégration pour les personnels "ATOSS") (p. 2597)
 Intervient sur l'amendement n° 959 de M. Gaëtan Gorce (notion de mission favorisant l'intégration pour les personnels "ATOSS") (p. 2597)
 Intervient sur l'amendement n° 960 de M. Christophe Masse (notion de mission favorisant l'intégration pour les personnels "ATOSS") (p. 2597)
 Intervient sur l'amendement n° 961 de M. Jean-Pierre Blazy (notion de mission favorisant l'intégration pour les personnels "ATOSS") (p. 2597)

Intervient sur l'amendement n° 1035 de M. Jean-Marc Ayrault (fonction d'encadrement des élèves des personnels ATOSS) (p. 2599)
 Intervient sur l'amendement n° 1036 de M. Alain Néri (fonction d'encadrement des élèves des personnels ATOSS) (p. 2599)
 Intervient sur l'amendement n° 1037 de M. Patrick Roy (fonction d'encadrement des élèves des personnels ATOSS) (p. 2599)
 Intervient sur l'amendement n° 1038 de Mme Catherine Génisson (fonction d'encadrement des élèves des personnels ATOSS) (p. 2599)
 Intervient sur l'amendement n° 1039 de M. Victorin Lurel (fonction d'encadrement des élèves des personnels ATOSS) (p. 2599)
 Intervient sur l'amendement n° 1040 de Mme Hélène Mignon (fonction d'encadrement des élèves des personnels ATOSS) (p. 2599)
 Intervient sur l'amendement n° 1041 de M. Simon Renucci (fonction d'encadrement des élèves des personnels ATOSS) (p. 2599)
 Intervient sur l'amendement n° 1042 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (fonction d'encadrement des élèves des personnels ATOSS) (p. 2599)
 Intervient sur l'amendement n° 1043 de M. Gaëtan Gorce (fonction d'encadrement des élèves des personnels ATOSS) (p. 2599)
 Intervient sur l'amendement n° 1044 de M. Christophe Masse (fonction d'encadrement des élèves des personnels ATOSS) (p. 2599)
 Intervient sur l'amendement n° 1045 de M. Jean-Pierre Blazy (fonction d'encadrement des élèves des personnels ATOSS) (p. 2599)

Article 2 (régime juridique des assistants d'éducation)
 Son intervention (p. 2604 et s.)

Proposition de loi n° 583 visant à jumeler chaque école française avec une école de l'Union européenne

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 avril 2003] (p. 2753)
 Son intervention (p. 2754)

Thèmes :

Assemblée nationale : Parlement des enfants (p. 2754)
 Enseignement : nouvelles technologies (p. 2755)
 Enseignement : pédagogie (p. 2754)
 Enseignement maternel et primaire : écoles : jumelages (p. 2754)
 Pays étrangers : Allemagne (p. 2755)
 Union européenne : patrimoine (p. 2755)

Projet de loi n° 570 rectifié portant ratification de l'ordonnance n° 2000-549 du 15 juin 2000 relative à la partie législative du code de l'éducation

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [2 avril 2003] (p. 2759)
 Son intervention (p. 2759)
 Sa réponse (p. 2762)

Thèmes :

Enseignement : code de l'éducation (p. 2759)
 Enseignement : politique de l'éducation (p. 2760)
 Ordonnances : ratification (p. 2759)
 Outre-mer : Polynésie française : enseignement (p. 2760)
 Sports : installations sportives (p. 2762)
 Sports : métiers du sport : diplômes (p. 2763)

Projet de loi n° 248 relatif à la rémunération au titre du prêt en bibliothèque et renforçant la protection sociale des auteurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 avril 2003] (p. 2767)
 Son intervention (p. 2767)

Thèmes :

Archives et bibliothèques : bibliothèques (p. 2767)
 Archives et bibliothèques : bibliothèques : prêt (p. 2768)
 Propriété intellectuelle : droits d'auteur (p. 2769)
 Propriété intellectuelle : propriété littéraire et artistique (p. 2767)

Discussion des articles [2 avril 2003] (p. 2776)

Article 1er (rémunération au titre du prêt en bibliothèque et modalités de sa répartition)
 Son intervention (p. 2776 et s.)

Article 4 bis (rapport au Parlement)
 Son intervention (p. 2779)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 10 du Gouvernement (institution d'une taxe sur les ventes et les locations de vidéogrammes) (p. 2779)
 Intervient sur l'amendement n° 8 du Gouvernement (Cité de l'architecture et du patrimoine) (p. 2781)
 Intervient sur l'amendement n° 9 du Gouvernement (statut de l'Ecole nationale de la photographie d'Arles et de son personnel) (p. 2782)

Article 5 (précédemment réservé) (entrée en vigueur et dispositions transitoires)
 Son intervention (p. 2782)

Olivier DASSAULT

Oise (1^{ère} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 21 décembre 2002] (p. 21390)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) : annexe n° 11 : Culture et communication (culture) (n° 256) [10 octobre 2002]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Culture, politique culturelle, mécénat, développement [3 décembre 2002] (p. 6062)
 Union européenne, politique économique, perspectives [1^{er} avril 2003] (p. 2689)

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n° 262 présentée par M. Francis Mer, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur les prélèvements obligatoires et débat sur cette déclaration

[10 octobre 2002] (p. 3223)

Son intervention (p. 3249)

Thèmes :

Entreprises : charges : fiscalité (p. 3250)
 Entreprises : financement : actions (p. 3250)
 Finances publiques : dépenses (p. 3250)
 Impôt sur le revenu : personnes exonérées : réforme (p. 3249)
 Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 3249, 3250)

Projet de loi n° 375 relatif à la négociation collective sur les restructurations ayant des incidences sur l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2002] (p. 6252)

Article 1er (articles 97, 98, 99, 101, 104, 106, 109 et 116 de la loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002) : suspension de certains articles de la loi de modernisation sociale du 17 janvier 2002 relatifs à la procédure des licenciements économiques)

Son amendement n° 42 (p. 6270)

Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 2003] (p. 821)

Son intervention (p. 834)

Thèmes :

Entreprises : création (p. 835)
 Entreprises : création : salariés (p. 835)
 Entreprises : formalités administratives (p. 835)
 Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 834)

Projet de loi n° 678 relatif au mécénat et aux fondations

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er avril 2003] (p. 2700)

Son intervention (p. 2710)

Thèmes :

Associations : fondations (p. 2710)
 Donations et successions : exonérations : dons (p. 2711)
 Entreprises : mécénat (p. 2710 et s.)
 Etat (p. 2710)
 Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des dons faits par les particuliers (p. 2711)
 Pays étrangers (p. 2710)

Projet de loi n° 719 de sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 mai 2003] (p. 3471)

Article 80 (assouplissement du régime des conventions libres et des conventions soumises au régime d'autorisation)

Son amendement n° 454 (diminution des obligations portant sur les conventions courantes conclues à des conditions normales) (p. 3483)

Son amendement n° 455 corrigé (diminution des obligations portant sur les conventions soumises à autorisation) (p. 3484)

Article 82 (assouplissement du droit d'ester en justice des associations d'investisseurs)

Son amendement n° 456 (suppression de la possibilité accordée par le juge aux associations de solliciter les actionnaires afin d'agir en leur nom) (p. 3487)

Article 84 bis (harmonisation des dispositions relatives au cumul des mandats pour les mandats exercés dans les sociétés entrant dans le périmètre de la consolidation)

Son amendement n° 457 (de correction) (p. 3496)

Michel DASSEUX

*Dordogne (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire du Conseil supérieur de la réserve militaire [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14787)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Impôts et taxes, taxe intérieure sur les produits pétroliers, réglementation [13 novembre 2002] (p. 5007)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 225, posée le 24 mars 2003. Transports ferroviaires, SNCF (J.O. questions p. 2093). Appelée le 25 mars 2003. missions de service public, maintien (p. 2337)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

DÉFENSE ET SGDN

Examen des fascicules [24 octobre 2002] (p. 3907)

Son intervention (p. 3935)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : loi de programmation militaire (p. 3935)

Gendarmerie (p. 3935)

Marc-Philippe DAUBRESSE

*Nord (4^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire
Vice-président de l'Assemblée nationale*

Elu le 9 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Vice-président de l'Assemblée nationale [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11114)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire du Conseil supérieur du service public ferroviaire [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14787)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 359 relative à la régionalisation du mode de scrutin pour l'élection des représentants de la France au Parlement européen [7 novembre 2002]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Vice-président

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

M. Jean-Jack Queyranne : estime qu'il ne lui appartient pas de convoquer le Président de l'Assemblée nationale [21 novembre 2002] (p. 5541)

M. Didier Migaud : indique à M. Didier Migaud que le président de séance n'a pas le pouvoir de convoquer la conférence des présidents et demande au président de la commission des lois et au Gouvernement s'ils souhaitent voir se poursuivre la séance [21 novembre 2002] (p. 5544)

M. André Chassaigne : indique que l'amendement de suppression de l'article 3 du projet de loi constitutionnelle relatif à l'organisation décentralisée de la République présenté par M. Francis Delattre ne pouvait être repris et justifie ses refus de suspension de séance [22 novembre 2002] (p. 5563)

M. Augustin Bonrepaux : indique qu'il a donné la parole à trois députés de l'opposition sur le sous-amendement n° 40 de M. Pierre Méhaignerie et qu'il n'y a pas d'explications de vote sur les sous-amendements [22 novembre 2002] (p. 5577)

M. René Dosière : rappelle trois cas d'application à des sous-amendements de l'article 44, alinéa 2 de la Constitution, durant la précédente législature [22 novembre 2002] (p. 5583)

M. André Chassaigne : refuse la suspension de séance demandée par M. André Chassaigne [22 novembre 2002] (p. 5584)

Mme Ségolène Royal : considère qu'une seule sonnerie peut annoncer un ensemble de scrutins [26 novembre 2002] (p. 5732)

M. René Dosière : prend acte de ce nouveau rappel au règlement et applique le règlement de la même manière que la présidente de la séance précédente [11 février 2003] (p. 1173)

M. Maxime Gremetz : précise à M. Maxime Gremetz qu'il était au fauteuil de la présidence à l'heure ponctuelle [19 juin 2003] (p. 5585)

M. Alain Néri : rappelle les termes du premier alinéa de l'article 57 et précise comment il se dispose à l'appliquer [24 juin 2003] (p. 5921)

M. Jacques Brunhes : estime que, lors d'une explication de vote, les intervenants doivent rester dans le cadre du débat [16 juillet 2003] (p. 7714)

DÉBATS

Projet de loi n° 250 de financement de la sécurité sociale pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 octobre 2002] (p. 4260)

Avant l'article 3

Répond aux observations de M. Jean-Luc Prél : : le Président de la commission des finances a déclaré cet amendement irrecevable au regard de l'article 40 [29 octobre 2002] (p. 4260)

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2002] (p. 5436)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Jack Queyranne (cf supra) (p. 5541)

Répond aux observations de Mme Ségolène Royal : indique à Mme Ségolène Royal qu'elle n'a pas le pouvoir de convoquer le Président de l'Assemblée nationale (p. 5541)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Didier Migaud (cf supra) (p. 5544)

Répond aux observations de Mme Ségolène Royal : rappelle les prérogatives constitutionnelles du Gouvernement en matière d'ordre du jour, l'article 52 du règlement relatif aux pouvoirs généraux du président de séance et refuse la suspension demandée par Mme Ségolène Royal (p. 5544)

Discussion des articles [22 novembre 2002] (p. 5561) ; [26 novembre 2002] (p. 5725)

Article 3 (article 39 de la Constitution - priorité d'examen du Sénat sur les projets de loi ayant pour principal objet la libre administration des collectivités territoriales et les instances représentatives des Français établis hors de France)

Intervient sur le rappel au règlement de M. André Chassaigne (cf supra) (p. 5562)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Augustin Bonrepaux (cf supra) (p. 5577)

Intervient sur le rappel au règlement de M. René Dosière (cf supra) (p. 5583)

Intervient sur le rappel au règlement de M. André Chassaigne (cf supra) (p. 5584)

Article 6 (article 72-2 de la Constitution - autonomie financière des collectivités territoriales)

Intervient sur le rappel au règlement de Mme Ségolène Royal (cf supra) (p. 5732)

Projet de loi n° 574 relatif à l'élection des conseillers régionaux et des représentants au Parlement européen ainsi qu'à l'aide publique aux partis politiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 février 2003] (p. 1153)

Intervient sur le rappel au règlement de M. René Dosière (cf supra) [11 février 2003] (p. 1173)

Projet de loi n° 606 relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 mars 2003] (p. 1634)

Article 2 (création du comité local d'information et de concertation sur les risques)

Répond aux observations de M. Jean-Yves Le Déaut : rappelle que c'est une faculté et non une obligation pour le président de laisser un orateur répondre à la commission ou au Gouvernement (p. 1636)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Article 4 [séances du 19 juin 2003] (assurer en 2008, un montant minimal de retraite égal à 85 % du SMIC)

Son intervention (p. 5585 et s.)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Maxime Gremetz [19 juin 2003] (p. 5585)

Article 6 [séance du 20 juin 2003] (missions du Conseil d'orientation des retraites (COR))

Son intervention (p. 5710 et s.)

Article 7 [séances du 20 juin 2003] (commission de compensation)

Son intervention (p. 5713 et s.)

Article 15 [séance du 24 juin 2003] (alignement de la durée d'assurance de référence sur 160 trimestres)

Son intervention (p. 5909 et s.)

Article 16 [séance du 24 juin 2003] (permettre aux assurés qui sont en activité depuis l'âge de 14, 15 et 16 ans de faire valoir leurs droits à la retraite avant 60 ans)

Son intervention (p. 5918 et s.)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Alain Néri (cf supra) (p. 5921)

Projet de loi n° 939 relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2003] (p. 7697, 7721)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jacques Brunhes (cf supra) [16 juillet 2003] (p. 7714)

En qualité de Député

DÉBATS

Projet de loi n° 154 d'orientation et de programmation pour la justice

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er août 2002] (p. 2582)

Après l'article 9

Son amendement n° 296 rectifié (création de conseils de la réparation pénale et de conseils locaux de prévention de la délinquance et de lutte contre l'insécurité) (p. 2599)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS - AVIATION CIVILE

Examen du fascicule [24 octobre 2002] (p. 3962, 3983)

Son intervention (p. 3984)

Thèmes avant la procédure des questions :

Transports : transport combiné (p. 3985)

Transports ferroviaires : Réseau ferré de France : endettement (p. 3985)
Transports ferroviaires : transport de marchandises (p. 3984)
Transports routiers : transport de marchandises (p. 3985)
Transports urbains : plans de déplacements urbains (p. 3985)

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 novembre 2002] (p. 5367)

Son intervention (p. 5379)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation : histoire (p. 5380)

Collectivités territoriales : décentralisation : projets de loi (p. 5379)

Collectivités territoriales : expérimentation (p. 5380, 5382)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 5380 et s.)

Coopération intercommunale : établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) (p. 5382)

Elections et référendums : élection présidentielle : décentralisation (p. 5379)

Etat : réforme (p. 5379, 5381)

Partis et mouvements politiques : gauche : décentralisation (p. 5380)

Régions : Corse (p. 5380)

Discussion des articles [22 novembre 2002] (p. 5632)

Article 5 (article 72-1 de la Constitution - renforcement de la démocratie participative locale)

Son amendement n° 28 rectifié (création d'une collectivité territoriale ou fusion de collectivités - loi pouvant prévoir la consultation des électeurs) (p. 5645)

Déclaration du Gouvernement n° 880 sur les infrastructures 2003-2020 et débat sur cette déclaration

[20 mai 2003] (p. 3826)

Son intervention (p. 3881)

Thèmes :

Aménagement du territoire : schémas de services collectifs (p. 3881)

Transports : transport combiné (p. 3881)

Transports par eau : canal Seine-Nord (p. 3882)

Voie : autoroutes (p. 3882)

Projet de loi organique n° 855 relatif à l'expérimentation par les collectivités territoriales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juillet 2003] (p. 7628, 7640)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7646)

Son intervention (p. 7655)

Thèmes :

Collectivités territoriales : démocratie participative (p. 7657)

Collectivités territoriales : compétences (p. 7655)

Collectivités territoriales : expérimentation : principe d'égalité (p. 7647)

Collectivités territoriales : péréquation (p. 7656)

Collectivités territoriales : transferts de compétences (p. 7655)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : financement (p. 7647, 7657)

Coopération intercommunale : référendums (p. 7658)

Elections et référendums : seuil de participation électorale (p. 7657)

Etat : décentralisation : histoire (p. 7655)

Etrangers : droit de vote (p. 7658)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 7690)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 7691)

Projet de loi organique n° 900 relatif au référendum local

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 juillet 2003] (p. 7628, 7640)

Discussion générale commune des projets de loi organique n° 900 relatif au référendum local et n° 855 relatif à l'expérimentation par les collectivités territoriales (voir Collectivités territoriales 855)

Discussion de l'article unique [15 juillet 2003] (p. 7664)

Article unique (participation des électeurs aux décisions locales)

Son amendement n° 9 (p. 7671)

Après l'article unique

Son amendement n° 10 (référendum local obligatoire pour tout projet de fusion de communes) : retiré (p. 7679)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 7682)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 7683)

Martine DAVID

Rhône (13^{ème} circonscription)
Socialiste

Elue le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la mission d'information sur la question des signes religieux à l'école [J.O. du 4 juin 2003] (p. 9541)

Secrétaire de la mission d'information sur la question des signes religieux à l'école [J.O. du 6 juin 2003] (p. 9690)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Emploi. emplois jeunes. perspectives [8 octobre 2002] (p. 3040)

DÉBATS**Projet de loi n° 230 de finances pour 2003****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****ANCIENS COMBATTANTS**

Examen du fascicule [12 novembre 2002] (p. 4861)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : action sociale (p. 4887)

JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

I - JEUNESSE ET ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [22 octobre 2002] (p. 3742)

Procédure des questions :

Enseignement technique et professionnel : diplômés (p. 3780)

SPORTS

Examen du fascicule [6 novembre 2002] (p. 4557)

Procédure des questions :

Sports : métiers du sport : jeunes

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [15 janvier 2003] (p. 116)

Son intervention (p. 129)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité : lutte contre l'exclusion (p. 130)

Droit pénal : délinquance et criminalité : magistrats (p. 130)

Droits de l'homme et libertés publiques : fichiers informatisés (p. 130)

Justice : victimes : accueil (p. 129)

Police : police de proximité : moyens (p. 129)

Discussion des articles [22 janvier 2003] (p. 390)

Article 19 (installation sans titre sur un terrain)

Son intervention (p. 390)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [12 février 2003] (p. 1210)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1222)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité : sanctions pénales (p. 1222)

Partis et mouvements politiques : opposition (p. 1223)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [11 juin 2003] (p. 5029)

Son intervention (p. 5054)

Jean-Louis DEBRÉ

Eure (1^{ère} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire
Président de l'Assemblée nationale

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Président de l'Assemblée nationale [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11114)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la mission d'information sur la question des signes religieux à l'école [J.O. du 4 juin 2003] (p. 9541)

Président et rapporteur de la mission d'information sur la question des signes religieux à l'école [J.O. du 6 juin 2003] (p. 9690)

DÉPÔTS

Allocution après son élection à la présidence de l'Assemblée nationale [25 juin 2002] (n° 1)

Proposition de résolution n° 613 tendant à compléter le règlement de l'Assemblée nationale et à modifier ses articles 14, 50, 65, 91, 104 et 128 [12 février 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**En qualité de Président****COMMUNICATION EN QUALITÉ DE PRÉSIDENT DU CONGRÈS**

Réaffirme, au nom du Congrès, "la nécessité absolue d'un désarmement de l'Irak par des voies pacifiques et sous l'égide des Nations Unies comme le Président de la République l'a souligné à de nombreuses reprises" [Congrès du Parlement 17 mars 2003] (p. 16)

COUR DES COMPTES

Donne acte du dépôt du rapport de la Cour des comptes au titre de l'année 2002 [28 janvier 2003] (p. 577)

HOMMAGES

À M. Pierre Hontebeyrie, Secrétaire général de l'Assemblée nationale et de la présidence [3 août 2002] (p. 2741)

À la mémoire de trois policiers victimes du devoir [18 mars 2003] (p. 2128)

À un député décédé : M. Jean-Marc Chavanne [11 mars 2003] (p. 1875)

ELOGE FUNÈBRE DE

M. Jean-Marc Chavanne. Observation d'une minute de silence [8 avril 2003] (p. 2948)

HOMMAGES DE BIENVENUE

À une délégation parlementaire de l'Assemblée nationale de la République centrafricaine [8 octobre 2002] (p. 3039)

À une délégation parlementaire de l'Assemblée nationale du Liban [9 octobre 2002] (p. 3116)

Au grand chancelier de la Légion d'honneur et au chancelier de l'ordre de la Libération, présents aux côtés du garde des sceaux pour la discussion de leurs budgets [6 novembre 2002] (p. 4592)

Au ministre des affaires étrangères de la République de Pologne [3 décembre 2002] (p. 6067)

À une délégation parlementaire du Parlement de Hongrie [15 janvier 2003] (p. 107)

À une délégation parlementaire de la Diète de Pologne [5 mars 2003] (p. 1598)

À une délégation parlementaire de la Douma d'Etat de la Fédération de Russie [9 avril 2003] (p. 3014)

À une délégation parlementaire de l'Assemblée nationale de la République du Congo [14 mai 2003] (p. 3658)

À une délégation parlementaire de la Chambre des représentants du Japon [24 juin 2003] (p. 5891)

À une délégation parlementaire de l'Assemblée nationale de la République de Djibouti [25 juin 2003] (p. 5974)

MÉDIATEUR DE LA RÉPUBLIQUE

Accueille M. Bernard Stasi et donne acte du dépôt du rapport du Médiateur de la République

- pour l'année 2001 [9 octobre 2002] (p. 3127)

- pour l'année 2002 [15 mai 2003] (p. 3785)

OBSERVATIONS

Suspend la séance afin de montrer combien la représentation nationale désapprouve et manifeste sa grande inquiétude face à la guerre illégitime qui vient de commencer en Irak [20 mars 2003] (p. 2256)

Exprime au peuple algérien la profonde émotion, la solidarité et la sympathie de l'Assemblée nationale à la suite du violent tremblement de terre qui a frappé une partie de l'Algérie [27 mai 2003] (p. 4255)

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

M. Augustin Bonrepaux : déclare avoir suivi l'avis du président de la commission des finances pour l'application de l'article 40 de la Constitution [15 novembre 2002] (p. 5205)

M. Christian Paul : indique que l'Assemblée, consultée, a décidé la poursuite de la discussion de l'article 7 - portant sur l'outre-mer - du projet de loi constitutionnelle relatif à l'organisation décentralisée de la République [26 novembre 2002] (p. 5796)

M. Jean-Pierre Brard : fait observer à M. Brard qu'il est lui-même le seul représentant de son groupe [13 juin 2003] (p. 5255)

M. Alain Bocquet : précise qu'il a lui-même déclaré à la télévision que les débats se déroulaient normalement [24 juin 2003] (p. 5894)

M. Jean-Claude Lefort : précise que la session extraordinaire s'ouvrira le 1er juillet et que la Conférence des présidents est d'ores et déjà convoquée [27 juin 2003] (p. 6284)

M. Maxime Gremetz : précise qu'il vient de s'exprimer à la radio sur ce sujet : il n'y a pas dans l'hémicycle la moindre volonté d'obstruction ; " je continuerai " à appliquer normalement le règlement [30 juin 2003] (p. 6332)

M. Alain Bocquet : décide de ne marquer aucune interruption entre la dernière séance de session ordinaire et la première séance de session extraordinaire [1^{er} juillet 2003] (p. 6459)

M. Jean-Marc Ayrault : affirme solennellement l'estime et la considération qu'il porte au président Ayrault et à son groupe et souhaite que les débats continuent dans la sérénité et le respect [1^{er} juillet 2003] (p. 6572)

M. Alain Bocquet : devant le départ des deux groupes de l'opposition, décide de lever la séance [1^{er} juillet 2003] (p. 6573)

DÉBATS

Allocution n° 1 de M. Jean-Louis Debré, Président de l'Assemblée nationale

[25 juin 2002] (p. 1783)

Thèmes :

Assemblée nationale (p. 1783)

Constitution (p. 1783)

Elections et référendums (p. 1783)

Lois (p. 1783)

Parlement (p. 1783)

Politique générale (p. 1783)

Politique générale : institutions (p. 1783)

Message au Parlement n° 18 de M. le Président de la République, lu par M. Jean-Louis Debré, Président de l'Assemblée nationale

[2 juillet 2002] (p. 1820)

Lecture du message et prise d'acte (p. 1820)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT
ARTICLES ADDITIONNELS

[15 novembre 2002] (p. 5197)

Article 58 (taxe d'enlèvement des ordures ménagères et redevance d'enlèvement des ordures ménagères : reconduction d'un an du régime transitoire)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Augustin Bonrepaux (cf supra) [15 novembre 2002] (p. 5205)

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 novembre 2002] (p. 5758)

Article 7 (articles 72-3 et 72-4 de la Constitution - régime des collectivités situées outre-mer)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Christian Paul (cf supra) (p. 5796)

Projet de loi n° 574 relatif à l'élection des conseillers régionaux et des représentants au Parlement européen ainsi qu'à l'aide publique aux partis politiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 février 2003] (p. 1207)

Prend acte de l'engagement de la responsabilité du Gouvernement, conformément aux dispositions de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution [12 février 2003] (p. 1208)

Proposition de résolution n° 613 tendant à compléter le règlement de l'Assemblée nationale et à modifier ses articles 14, 50, 65, 91, 104 et 128

Discussion des articles [26 mars 2003] (p. 2459)

Article 7 (ratification des traités et approbation des accords internationaux)

Son intervention (p. 2461)

Projet de loi n° 881 de programme pour l'outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 juin 2003] (p. 4744)

Intervention du Président : indique que le Gouvernement peut répondre aux orateurs après le vote sur la motion de renvoi en commission [6 juin 2003] (p. 4754)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juin 2003] (p. 4931)

Son observation (p. 4950)

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Avant l'article 1er [séances des 12, 13, 14 juin 2003] (principes)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard (cf supra) (p. 5255)

Après l'article 1er [séance du 16 juin 2003] (régime par points)

Son intervention (p. 5384 et s.)

Article 2 [séances des 16 et 17 juin 2003] (contributivité)

Son intervention (p. 5386 et s.)

Article 3 [séances du 17 juin 2003] (équité)

Son intervention (p. 5481 et s.)

Avant l'article 4 [séances des 18 et 19 juin 2003] (contrats à durée déterminée ou à temps partiel)

Son intervention (p. 5557 et s.)

Article 12 [séances des 23 et 24 juin 2003] (suppression de la préretraite progressive et limitation du champ du dispositif de la cessation anticipée d'activité)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Alain Bocquet (cf supra) (p. 5893)

Après l'article 12 [séance du 24 juin 2003] (pénibilité ; rapport sur les négociations interprofessionnelles)

Son intervention (p. 5894)

Avant l'article 13 [séance du 24 juin 2003] (préavis et primes de licenciement)

Son intervention (p. 5894 et s.)

Article 13 [séance du 24 juin 2003] (accès et maintien dans l'emploi des salariés âgés)

Son intervention (p. 5896 et s.)

Après l'article 13 [séance du 24 juin 2003] (refus des discriminations par l'âge)

Son intervention (p. 5900)

Avant l'article 14 [séance du 24 juin 2003] (suppression du titre II ; retraite des religieux)

Son intervention (p. 5900 et s.)

Article 14 [séance du 24 juin 2003] (compétences du conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés)

Son intervention (p. 5902 et s.)

Article 15 [séance du 24 juin 2003] (alignement de la durée d'assurance de référence sur 160 trimestres)

Son intervention (p. 5908 et s.)

Article 16 [séance du 24 juin 2003] (permettre aux assurés qui sont en activité depuis l'âge de 14, 15 et 16 ans de faire valoir leurs droits à la retraite avant 60 ans)

Son intervention (p. 5932 et s.)

Après l'article 16 [séance du 24 juin 2003] (négociations en matière de retraites complémentaires et de conditions de travail)

Son intervention (p. 5940 et s.)

Article 17 [séance du 24 juin 2003] (majoration de pension de 3 % par année de cotisation au-delà de la durée légale de cotisation)

Son intervention (p. 5945 et s.)

Article 18 [séance du 24 juin 2003] (majoration de la retraite minimum au titre des périodes cotisées)

Son intervention (p. 5953 et s.)

Article 19 [séances des 24 et 25 juin 2003] (indexation des pensions sur les prix)

Son intervention (p. 5960 et s.)

Article 20 [séance du 25 juin 2003] (possibilité de rachat de périodes de cotisation, dans la limite de douze trimestres)

Son intervention (p. 5994 et s.)

Article 22 [séances du 25 juin 2003] (amélioration de la pension de réversion et suppression de l'assurance veuvage)

Son intervention (p. 6021 et s.)

Après l'article 22 [séance du 25 juin 2003] (majoration de la durée d'assurance, tierce personne...)

Son intervention (p. 6026 et s.)

Article 23 [séance du 25 juin 2003] (cotisations assises sur les périodes d'emploi à temps partiel)

Son intervention (p. 6029 et s.)

Après l'article 23 [séance du 25 juin 2003] (fonds de solidarité vieillesse ; fonds de réserve pour les retraités ; abattement pour les cotisations patronales liées à l'emploi de salariés âgés ; imposition des "stock-options")

Son intervention (p. 6030 et s.)

Avant l'article 24 [séance du 25 juin 2003] (suppression du Titre III)

Son intervention (p. 6034 et s.)

Article 24 [séance du 25 juin 2003] (régime de retraites des fonctionnaires affiliés à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales et régime des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'Etat)

Son intervention (p. 6036 et s.)

Après l'article 24 [séances des 25 et 26 juin 2003] (droits à pension des fonctionnaires ; retraite des fonctionnaires exerçant un mandat parlementaire)

Son intervention (p. 6042 et s.)

Article 25 [séance du 26 juin 2003] (radiation des cadres et liquidation de la pension)

Son intervention (p. 6112 et s.)

Après l'article 25 [séance du 26 juin 2003] (demande d'admission d'un fonctionnaire à la retraite librement formulée ; limites d'âge ; indemnités aux pensionnés résidant outre-mer)

Son intervention (p. 6114 et s.)

Article 26 [séance du 26 juin 2003] (éléments constitutifs du droit à pension)

Son intervention (p. 6116 et s.)

Article 27 [séances du 26 juin 2003] (services effectifs et validation des périodes d'interruption ou de réduction d'activité)

Son intervention (p. 6130 et s.)

Article 28 [séance du 27 juin 2003] (rachat des années d'études)

Son intervention (p. 6173 et s.)

Avant l'article 29 [séance du 27 juin 2003] (limite d'âge)

Son intervention (p. 6181 et s.)

Article 29 [séance du 27 juin 2003] (prise en compte dans la constitution de la pension des services accomplis postérieurement à la limite d'âge)

Son intervention (p. 6182 et s.)

Après l'article 29 [séance du 27 juin 2003] (prolongation de l'activité au-delà de la limite d'âge)

Son intervention (p. 6185 et s.)

Article 30 (possibilité de surcotisation pour les fonctionnaires à temps partiel)

Son intervention (p. 6186 et s.)

Article 31 [séance du 27 juin 2003] (nouveau régime de bonifications accordées aux fonctionnaires)

Son intervention (p. 6187 et s.)

Après l'article 31 [séance du 27 juin 2003] (majoration de durée d'assurance pour accouchement...)

Son intervention (p. 6212 et s.)

Article 32 [séance du 27 juin 2003] (allongement progressif de la durée d'activité dans la fonction publique pour obtenir une pension complète. Instauration d'un double mécanisme de minoration et majoration)

Son intervention (p. 6217 et s.)

Après l'article 32 [séance du 27 juin 2003] (garantie du pouvoir d'achat)

Son intervention (p. 6257)

Article 33 [séance du 27 juin 2003] (liquidation de la solde de réforme)

Son intervention (p. 6265 et s.)

Article 34 [séance du 27 juin 2003] (conditions de liquidation immédiate des pensions civiles et militaires)

Son intervention (p. 6269 et s.)

Article 35 [séance du 27 juin 2003] (conditions de liquidation différée des pensions civiles et militaires)

Son intervention (p. 6279 et s.)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Claude Lefort (cf supra) [27 juin 2003] (p. 6284)

Article 36 [séance du 27 juin 2003] (modalités de revalorisation de la rente d'invalidité)

Son intervention (p. 6284 et s.)

Article 37 [séance du 27 juin 2003] (droit à pension de réversion - mise en conformité avec le droit communautaire)

Son intervention (p. 6287 et s.)

Article 38 [séance du 27 juin 2003] (pensions de réversion et orphelins - mise en conformité avec le droit communautaire)

Son intervention (p. 6292 et s.)

Article 39 [séance du 27 juin 2003] (droit à pension de réversion et pluralité de conjoints - mise en conformité avec le droit communautaire)

Son intervention (p. 6297 et s.)

Article 40 [séance du 27 juin 2003] (pensions militaires de réversion - mise en conformité avec le droit communautaire)

Son intervention (p. 6302 et s.)

Article 41 [séance du 27 juin 2003] (pension ou rente provisoire d'invalidité au profit de la famille d'un fonctionnaire disparu - mise en conformité avec le droit communautaire)

Son intervention (p. 6303 et s.)

Article 42 [séance du 27 juin 2003] (pensions de réversion en cas de décès d'un fonctionnaire par suite de circonstances particulières)

Son intervention (p. 6304 et s.)

Après l'article 42 [séance du 30 juin 2003] (saisie sur pensions - financement des charges de l'Etat)

Son intervention (p. 6323 et s.)

Article 43 [séance du 30 juin 2003] (cumul "emploi-retraite" pour les fonctionnaires)

Son intervention (p. 6325 et s.)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Maxime Gremetz (cf supra) (p. 6332)

Article 44 [séance du 30 juin 2003] (abrogation de dispositions du code des pensions civiles et militaires)

Son intervention (p. 6334 et s.)

Article 45 [séance du 30 juin 2003] (dispositions transitoires)

Son intervention (p. 6337 et s.)

Après l'article 45 [séance du 30 juin 2003] (promotions de fin de carrière)

Son intervention (p. 6352 et s.)

Article 46 [séance du 30 juin 2003] (maintien en activité au-delà de la limite d'âge)

Son intervention (p. 6361 et s.)

Article 47 [séance du 30 juin 2003] (temps partiel de droit pour l'éducation d'un enfant)

Son intervention (p. 6369 et s.)

Article 48 [séance du 30 juin 2003] (abrogation de dispositions législatives)

Son intervention (p. 6371 et s.)

Article 49 [séance du 30 juin 2003] (cessation progressive d'activité)

Son intervention (p. 6372 et s.)

Article 50 [séance du 30 juin 2003] (modalités de liquidation des pensions des agents en congé de fin d'activité)

Son intervention (p. 6401 et s.)

Article 51 [séance du 30 juin 2003] (modalités de liquidation des pensions des fonctionnaires affectés à France Télécom bénéficiaires d'un congé de fin de carrière)

Son intervention (p. 6403 et s.)

Article 52 [séance du 30 juin 2003] (mise en place d'un régime complémentaire de retraite par répartition pour les fonctionnaires)

Son intervention (p. 6404 et s.)

Article 53 [séances des 30 juin et 1er juillet 2003] (évolution professionnelle des membres des corps enseignants)

Son intervention (p. 6447 et s.)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Alain Bocquet (cf supra) (p. 6459)

Article 54 [séance du 1er juillet 2003] (majoration de la durée d'assurance des fonctionnaires hospitaliers en catégorie active)

Son intervention (p. 6467 et s.)

Après l'article 54 [séance du 1er juillet 2003] (présentation des charges et ressources du régime des pensions dans le rapport économique et financier annexé à la loi de finances annuelle)

Son intervention (p. 6472)

Article 55 [séance du 1er juillet 2003] (entrée en vigueur des dispositions du titre III)

Son intervention (p. 6472 et s.)

Avant l'article 56 [séance du 1er juillet 2003] (suppression du titre IV, nouvel intitulé du titre IV, suppression du chapitre 1er, prise en compte de la pénibilité)

Son intervention (p. 6476)

Article 56 [séance du 1er juillet 2003] (règles de fonctionnement des régimes complémentaires obligatoires des professions artisanales, industrielles et commerciales)

Son intervention (p. 6479 et s.)

Article 57 [séance du 1er juillet 2003] (compétence des organisations autonomes pour donner des avis s'agissant des régimes complémentaires obligatoires des professions artisanales, industrielles et commerciales)

Son intervention (p. 6485 et s.)

Article 58 [séance du 1er juillet 2003] (modalités d'entrée en vigueur du nouveau régime complémentaire obligatoire des professions industrielles et commerciales)

Son intervention (p. 6488 et s.)

Article 59 [séance du 1er juillet 2003] (transformation en mutuelle du régime complémentaire facultatif des professions industrielles et commerciales)

Son intervention (p. 6494 et s.)

Avant l'article 60 [séance du 1er juillet 2003] (suppression du chapitre II)

Son intervention (p. 6495)

Article 60 [séance du 1er juillet 2003] (règles de contrôle budgétaire applicables au régime de base des professions libérales)

Son intervention (p. 6495 et s.)

Article 61 [séance du 1er juillet 2003] (coordinations)

Son intervention (p. 6497 et s.)

Article 62 [séance du 1er juillet 2003] (règles de fonctionnement du régime de base des professions libérales)

Son intervention (p. 6498 et s.)

Article 63 [séance du 1er juillet 2003] (cotisations au régime de base des professions libérales)

Son intervention (p. 6502 et s.)

Article 64 [séance du 1er juillet 2003] (recouvrement des cotisations au régime de base des professions libérales)

Son intervention (p. 6507 et s.)

Article 65 [séance du 1er juillet 2003] (pensions de retraite servies par le régime de base des professions libérales)

Son intervention (p. 6523)

Article 66 [séance du 1er juillet 2003] (pensions de réversion servies par le régime de base des professions libérales)

Son intervention (p. 6536 et s.)

Article 67 [séance du 1er juillet 2003] (périodicité du versement des prestations servies par le régime de base des professions libérales)

Son intervention (p. 6538 et s.)

Après l'article 67 [séance du 1er juillet 2003] (coordinations)

Son intervention (p. 6539)

Article 68 [séance du 1er juillet 2003] (possibilité d'extension des régimes complémentaires des professions libérales aux gérants minoritaires et aux dirigeants de sociétés anonymes)

Son intervention (p. 6539 et s.)

Article 69 [séance du 1er juillet 2003] (coordination)

Son intervention (p. 6541 et s.)

Article 70 [séance du 1er juillet 2003] (modalités d'entrée en vigueur des dispositions relatives au régime de base des professions libérales)

Son intervention (p. 6542 et s.)

Après l'article 70 [séance du 1er juillet 2003] (professionnels libéraux)

Son intervention (p. 6544 et s.)

Avant l'article 71 [séance du 1er juillet 2003] (suppression du chapitre III, prise en compte de la pénibilité)

Son intervention (p. 6545)

Article 71 [séance du 1er juillet 2003] (affiliation des aides familiaux dès l'âge de seize ans au régime de base des exploitants agricoles)

Son intervention (p. 6545 et s.)

Après l'article 71 [séance du 1er juillet 2003] (retraites des conjoints non-salariés agricoles)

Son intervention (p. 6549 et s.)

Article 72 [séance du 1er juillet 2003] (transposition dans le régime de base des exploitants agricoles de nouvelles dispositions applicables dans le régime général)

Son intervention (p. 6550)

Article 73 [séance du 1er juillet 2003] (possibilité de rachat de périodes d'activité en tant qu'aide familial au titre du régime de base des exploitants agricoles)

Son intervention (p. 6555 et s.)

Article 75 [séances des 1er et 2 juillet 2003] (pensions de réversion servies par le régime de base des exploitants agricoles)

Intervient :

- sur le rappel au règlement de M. Jean-Marc Ayrault (cf supra) (p. 6571)

- sur le rappel au règlement de M. Alain Bocquet (cf supra) (p. 6573)

Son intervention (p. 6580 et s.)

Article 76 [séance du 2 juillet 2003] (conditions de cessation d'activité pour le service d'une pension par le régime de base des exploitants agricoles)

Son intervention (p. 6593 et s.)

Après l'article 76 [séance du 2 juillet 2003] (conjoints collaborateurs d'exploitants agricoles)

Son intervention (p. 6596 et s.)

Article 77 [séance du 2 juillet 2003] (mensualisation du versement des pensions servies par le régime de base des exploitants agricoles)

Son intervention (p. 6600 et s.)

Après l'article 77 [séance du 2 juillet 2003] (conjoint survivant)

Son intervention (p. 6603 et s.)

Article 78 [séance du 2 juillet 2003] (droit à bénéficier de produits d'épargne retraite)

Son intervention (p. 6605 et s.)

Après l'article 78 [séance du 2 juillet 2003] (rétablissement du dispositif de la loi du 25 mars 1997, dite "loi Thomas", instituant les plans d'épargne retraite)

Son intervention (p. 6653 et s.)

Article 79 [séance du 2 juillet 2003] (création du plan d'épargne pour la retraite (PER))

Son intervention (p. 6656 et s.)

Article 80 [séance du 2 juillet 2003] (création du plan partenarial d'épargne salariale volontaire pour la retraite (PPESVR))

Son intervention (p. 6671 et s.)

Après l'article 80 [séance du 2 juillet 2003] (attribution des fonds en déshérence au Fonds de réserve des retraites)

Son intervention (p. 6684)

Article 81 [séance du 2 juillet 2003] (déductions fiscales favorisant l'épargne retraite)

Son intervention (p. 6684 et s.)

Après l'article 81 [séance du 2 juillet 2003] (dispositions diverses)

Son intervention (p. 6694 et s.)

Jean-Claude DECAGNY

Nord (23^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire

Élu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

Annulation de son élection le 12 octobre 2002 (voir indications préliminaires) [J.O. du 12 octobre 2002] (p. 16953)

Réélu le 15 décembre 2002 (voir indications préliminaires)

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 17 décembre 2002] (p. 20859), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 18 décembre 2002] (p. 20972)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 923 donnant aux députés la qualité de membres de droit des conseils d'administration des établissements publics de santé situés dans leur circonscription [13 juin 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Ordre public. terrorisme. lutte et prévention [17 décembre 2002] (p. 6820)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 363, posée le 26 mai 2003. Gendarmerie. casernes (J.O. questions p. 3973). Appelée le 27 mai 2003. construction, Maubeuge (p. 4228)

Christian DECOCQ

Nord (3^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire

Élu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)
 Membre suppléant du conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres [J.O. du 2 août 2002] (p. 13229)
 Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la sécurité intérieure [J.O. du 30 janvier 2003] (p. 1892)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Etrangers. réfugiés. centre d'accueil de Sangatte, fermeture [3 décembre 2002] (p. 6059)

DÉBATS**Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure****PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [15 janvier 2003] (p. 151)
 Son intervention (p. 162)

Thèmes :

Justice : victimes (p. 162)
 Police : fouille des véhicules (p. 162)

Projet de loi n° 606 relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [4 mars 2003] (p. 1565)
 Son intervention (p. 1574)

Thèmes :

Agriculture : pollution (p. 1574)
 Eau : agences (p. 1574)
 Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 1574)
 Union européenne : directives : risques technologiques (p. 1574)

Discussion des articles [6 mars 2003] (p. 1763)

Article 16 (informations devant figurer dans le rapport annuel des sociétés)
 Son amendement n° 162 (p. 1765)

Après l'article 21

Son amendement n° 436 (remboursement des subventions attribuées en cas de destruction de haies) : adopté (p. 1808)

Après l'article 24

Intervient sur l'amendement n° 520 rectifié du Gouvernement (création d'un troisième mode optionnel de propriété des cours d'eau : le domaine public fluvial des collectivités territoriales et de leurs groupements) (p. 1816)

Projet de loi n° 611 portant transposition de la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [10 avril 2003] (p. 3150)
 Son intervention (p. 3158)

Thèmes :

Eau : assainissement (p. 3158)
 Union européenne : directives : eau (p. 3158 et s.)

Discussion des articles [10 avril 2003] (p. 3161)

Article 1er (récupération des coûts des services liés à l'usage de l'eau)
 Son intervention (p. 3162)

Son sous-amendement n° 66 à l'amendement n° 1 de la commission (p. 3162)

Son sous-amendement n° 67 à l'amendement n° 1 de la commission (p. 3162)

Article 2 (champ d'application et contenu des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE))
 Son intervention (p. 3167)

Son amendement n° 61 (p. 3167)

Article 3 (élaboration et mise à jour des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE))
 Son amendement n° 63 (p. 3169)

Son intervention (p. 3170)

Son amendement n° 64 (p. 3170)

Projet de loi n° 784 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [21 mai 2003] (p. 3957)
 Son intervention (p. 3971)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : dégazages sauvages (p. 3971)
 Environnement : protection (p. 3972)

Projet de loi n° 823 relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [3 juillet 2003] (p. 6787)
 Son intervention (p. 6796)

Thème :

Etrangers : immigration (p. 6796)

Jean-Pierre DECOOL

Nord (14^{ème} circonscription)

Apparenté au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle puis Apparenté au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire

Elu le 16 juin 2002

S'apparente au groupe de l'Union pour la Majorité présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11116)

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence de prévention et de surveillance des risques miniers [J.O. du 2 août 2002] (p. 13232)

Cesse d'appartenir à la commission de la production et des échanges [J.O. du 24 septembre 2002] (p. 15787)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 24 septembre 2002] (p. 15787)

Rapporteur de la proposition de loi relative à la création d'un chèque-emploi associatif (n° 180) [25 septembre 2002]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 23 octobre 2002] (p. 17570)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 23 octobre 2002] (p. 17570) (ex-commission de la production et des échanges : J.O. débats du 9 octobre 2002, p. 3035)

Membre de la commission d'enquête sur l'application des mesures préconisées en matière de sécurité du transport maritime des produits dangereux ou polluants et l'évaluation de leur efficacité [J.O. du 12 février 2003] (p. 2618)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 26 avril 2003] (p. 7464)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 26 avril 2003] (p. 7464)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 18 mai 2003] (p. 8583)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 18 mai 2003] (p. 8583)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction [J.O. du 21 mai 2003] (p. 8730)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages [J.O. du 17 juillet 2003] (p. 12134)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 180 relative à la création d'un chèque-emploi associatif [1^{er} août 2002]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur sa proposition de loi (n° 180) relative à la création d'un chèque-emploi associatif [2 octobre 2002] (n° 236)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat (n° 695), relative à la création d'un chèque-emploi associatif [29 avril 2003] (n° 815)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Animaux. rongeurs. prolifération, lutte et prévention [12 novembre 2002] (p. 4909)

Agriculture. politique agricole commune (PAC). réforme, perspectives [27 mai 2003] (p. 4259)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 66, posée le 16 décembre 2002. Voirie. A 25 (J.O. questions p. 4847). Appelée le 17 décembre 2002. mise à deux fois trois voies, Lille-Dunkerque (p. 6801)

n° 147, posée le 24 février 2003. Transports ferroviaires. accidents (J.O. questions p. 1273). Appelée le 25 février 2003. lutte et prévention, passages à niveau (p. 1319)

n° 315, posée le 5 mai 2003. Déchets, pollutions et nuisances. décharges (J.O. questions p. 3389). Appelée le 6 mai 2003. fermeture, Sainte-Marie-Kerque (p. 3416)

n° 388, posée le 2 juin 2003. Handicapés. allocation d'éducation spéciale (J.O. questions p. 4141). Appelée le 3 juin 2003. conditions d'attribution (p. 4377)

DÉBATS**Proposition de loi n° 180 relative à la création d'un chèque-emploi associatif**

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE**Avant la discussion des articles [10 octobre 2002] (p. 3199)**

Ses interventions (p. 3199 et 3212)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives (p. 3200)

Emploi : chèque-emploi associatif (p. 3199)

Emploi : création d'emplois (p. 3199, 3212)

Emploi : politique de l'emploi : associations (p. 3199, 3212)

Entreprises : formalités administratives (p. 3200, 3212)

Professions sociales : associations (p. 3199)

Discussion des articles [10 octobre 2002] (p. 3213)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 3213 à 3217)

DEUXIÈME LECTURE**Avant la discussion des articles [7 mai 2003] (p. 3541)**

Son intervention (p. 3542)

Thèmes :

Associations : bénévolat (p. 3542)

Associations : statuts (p. 3542)

Emploi : chèque-emploi associatif (p. 3542)

Emploi : politique de l'emploi : associations (p. 3542)

Sécurité sociale : Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales (URSSAF) (p. 3542)

Travail : salaires (p. 3543)

Travail : travail saisonnier (p. 3543)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [16 octobre 2002] (p. 3385)**

Son intervention (p. 3398)

Thèmes :

Agriculture : budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) (p. 3398)

Finances publiques : procédure budgétaire : transparence (p. 3398)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 3398)

Marchés financiers (p. 3398)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**AFFAIRES SOCIALES, TRAVAIL ET SOLIDARITÉ, ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE****Examen du fascicule [14 novembre 2002] (p. 5069)**

Son intervention (p. 5091)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : chèque-emploi associatif (p. 5091)

Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 5091)

Emploi : création d'emplois (p. 5091)

ÉCOLOGIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE**Examen du fascicule [25 octobre 2002] (p. 4053)****Procédure des questions :**

Agriculture : pollution : Nord-Pas-de-Calais (p. 4080)

Environnement : Natura 2000 : Nord (p. 4079)

Politiques communautaires : directives : assainissement (p. 4081)

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE**INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS****Examen du fascicule [25 octobre 2002] (p. 4017)**

Son intervention (p. 4034)

Thèmes avant la procédure des questions :

Politiques communautaires : directives : postes (p. 4034)

Postes : La Poste (p. 4034)

Projet de loi n° 402 portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [29 janvier 2003] (p. 670)****Après l'article 11**

Intervient sur l'amendement n° 83 rectifié de M. André Flajolet (mesures dérogatoires autorisant le maintien du tiers payant en matière d'allocation logement en attendant la réalisation des travaux) (p. 698)

Proposition de résolution n° 503 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'application des mesures préconisées en matière de sécurité du transport maritime des produits dangereux ou polluants et l'évaluation de leur efficacité**Avant la discussion de l'article unique [5 février 2003] (p. 879)**

Son intervention (p. 888)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : dégazages sauvages (p. 888)

Transports par eau : sécurité de la navigation : crédits (p. 888)

Débat sur la chasse**[11 février 2003] (p. 1097)**

Son intervention (p. 1127)

Thèmes :

Agriculture : terres agricoles : protection (p. 1127)

Animaux : animaux sauvages : protection (p. 1128)

Animaux : oiseaux migrateurs : chasse (p. 1128)

Chasse et pêche : jours de chasse (p. 1127)

Projet de loi n° 606 relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [6 mars 2003] (p. 1713, 1763)**

Article 12 (création d'une garantie d'indemnisation pour les dommages matériels des sinistrés couverts par un contrat d'assurance)

Son amendement n° 430 (p. 1739)

Après l'article 21

Intervient sur l'amendement n° 436 de M. Christian Decocq (remboursement des subventions attribuées en cas de destruction de haies) (p. 1808)

Après l'article 24

Son amendement n° 447 (article L. 215-19 du code de l'environnement : limite d'une largeur de six mètres) : adopté (p. 1819)

Article 25 (mesures de sauvegarde des populations menacées par certains risques naturels majeurs)

Ses amendements n°s 434 et 435 (p. 1820)

DEUXIÈME LECTURE**Avant la discussion des articles [15 juillet 2003] (p. 7542)**

Son intervention (p. 7549)

Thèmes :

Agriculture : pollution (p. 7549)

Collectivités territoriales : compétences (p. 7549)

Cours d'eau, étangs et lacs : aménagement et protection (p. 7549 et s.)

Sécurité publique : risques naturels majeurs : plan de prévention des risques (p. 7549)

Projet de loi n° 638 renforçant la lutte contre la violence routière**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [19 mars 2003] (p. 2212)**

Son intervention (p. 2214)

Thèmes :

Sécurité publique : secourisme (p. 2214)

Sécurité routière : contrôle médical (p. 2215)

Projet de loi n° 758 relatif à la chasse**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [13 mai 2003] (p. 3595)**

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3617)

Thèmes :

Chasse et pêche : fédérations départementales des chasseurs (p. 3617)

Environnement : biodiversité (p. 3617)

Discussion des articles [14 mai 2003] (p. 3668)

Article 16 (jour de non-chasse)

Son intervention (p. 3688)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juillet 2003] (p. 7795)

Son intervention (p. 7805)

Thèmes :

- Chasse et pêche : chasse de nuit (p. 7806)
- Chasse et pêche : fédérations départementales des chasseurs (p. 7806)
- Chasse et pêche : Observatoire national de la faune sauvage et de ses habitats (p. 7806)
- Union européenne : directives : oiseaux (p. 7806)

Bernard DEFLESSELLES

*Bouches-du-Rhône (9^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

Membre de la commission d'enquête sur l'application des mesures préconisées en matière de sécurité du transport maritime des produits dangereux ou polluants et l'évaluation de leur efficacité [J.O. du 12 février 2003] (p. 2618)

Secrétaire de la commission d'enquête sur l'application des mesures préconisées en matière de sécurité du transport maritime des produits dangereux ou polluants et l'évaluation de leur efficacité [J.O. du 27 février 2003] (p. 3525)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Transports par eau, transports maritimes, navires, sécurité [19 novembre 2002] (p. 5291)

Recherche, physique nucléaire, réacteur ITER, site de Cadarache, perspectives [5 mars 2003] (p. 1606)

*DÉBATS***Projet de loi n° 187 relatif à la programmation militaire pour les années 2003 à 2008**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 novembre 2002] (p. 5933)

Son intervention (p. 5968)

Thèmes :

- Défense : avions (p. 5969)
- Défense : crédits (p. 5969)
- Défense : loi de programmation militaire (p. 5968)
- Défense : opérations extérieures : Macédoine (p. 5969)
- Défense : professionnalisation (p. 5968)
- Gendarmerie (p. 5968)
- Ordre public : terrorisme (p. 5968)
- Pays étrangers : Etats-Unis : politique de la défense (p. 5969)
- Politique extérieure : relations Est-Ouest (p. 5969)
- Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 5968 et s.)

Jean-Pierre DEFONTAINE

*Pas-de-Calais (1^{ère} circonscription)
Non-inscrit
puis Apparenté au groupe socialiste*

Elu le 16 juin 2002

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11065)

S'apparente au groupe socialiste [J.O. du 31 octobre 2002] (p. 18108)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Lucien DEGAUCHY

*Oise (5^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11116)

Secrétaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 29 juin 2002] (p. 11265)

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de la présence du loup en France et l'exercice du pastoralisme dans les zones de montagne [J.O. du 13 novembre 2002] (p. 18692)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 165 tendant à alléger la procédure d'expulsion demandée par les maires confrontés au stationnement illégal des gens du voyage en dehors des aires d'accueil aménagées à cet effet [1^{er} août 2002]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Formation professionnelle, apprentissage, perspectives [30 octobre 2002] (p. 4339)

Droits de l'homme et libertés publiques, lutte contre le racisme, perspectives [1^{er} avril 2003] (p. 2692)

Santé, tabagisme, lutte et prévention [18 juin 2003] (p. 5525)

Marcel DEHOUX

*Nord (24^{ème} circonscription)
Socialiste*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11116)

Membre suppléant du Comité de l'éthique du loto sportif [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14786)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Sécurité publique, police et gendarmerie, restructuration [16 octobre 2002] (p. 3412)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 53, posée le 16 décembre 2002. Secteur public, services publics (J.O. questions p. 4845). Appelée le 17 décembre 2002. maintien, perspectives, Nord (p. 6806)

n° 303, posée le 5 mai 2003. Justice, maisons de justice (J.O. questions p. 3387). Appelée le 6 mai 2003. perspectives (p. 3425)

*DÉBATS***Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Article 3 [séances du 17 juin 2003] (équité)

Son intervention (p. 5504 et s.)

Francis DELATTRE

*Val-d'Oise (4^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)
Représentant titulaire de la délégation française aux assemblées du Conseil de l'Europe et de l'UEO [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12452)

Membre titulaire de la Commission nationale de l'informatique et des libertés [J.O. du 2 août 2002] (p. 13229)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 543 relative à la décentralisation de l'organisation des transports de voyageurs dans la région Ile-de-France [16 janvier 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Télécommunications. France Télécom. situation financière [5 mars 2003] (p. 1601)

DÉBATS**Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [20 novembre 2002] (p. 5399)**

Son intervention (p. 5407)

Thèmes :

Collectivités territoriales : autonomie financière (p. 5407)
Collectivités territoriales : projets de loi : Sénat (p. 5407)
Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 5408)
Régions (p. 5407)
Régions : Ile-de-France : transports urbains (p. 5407)

Discussion des articles [21 novembre 2002] (p. 5473, 5512) ; [22 novembre 2002] (p. 5561, 5592)

Article 1er (article 1er de la Constitution - organisation de la République)
Son intervention (p. 5488)

Article 3 (article 39 de la Constitution - priorité d'examen du Sénat sur les projets de loi ayant pour principal objet la libre administration des collectivités territoriales et les instances représentatives des Français établis hors de France)

Son amendement n° 136 (de suppression) (p. 5542, 5549)

Son intervention (p. 5568 et s.)

Article 4 (article 72 de la Constitution - libre administration des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 5597)

Son amendement n° 131 (suppression du deuxième alinéa relatif au principe de subsidiarité) (p. 5609)

Son amendement n° 42 (interdiction, faite aux collectivités territoriales, de déroger à titre expérimental aux dispositions législatives ou réglementaires régissant leurs compétences lorsque les conditions d'exercice d'un droit constitutionnellement garanti sont en cause) (p. 5618)

Projet de loi n° 402 portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction**DEUXIÈME LECTURE****Discussion des articles [3 avril 2003] (p. 2808)****Après l'article 5**

Son amendement n° 6 précédemment réservé (autorisation d'opérations d'aménagement, de réhabilitation ou de rénovation urbaine dans les secteurs déjà urbanisés et desservis par des équipements publics dans la zone C des plans d'exposition au bruit) (p. 2834) : non soutenu (p. 2835)

Michel DELEBARRE

*Nord (13^{ème} circonscription)
Socialiste*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

Membre de la commission d'enquête sur l'application des mesures préconisées en matière de sécurité du transport maritime des produits dangereux ou polluants et l'évaluation de leur efficacité [J.O. du 12 février 2003] (p. 2618)

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur l'adhésion de la Hongrie à l'Union européenne [8 avril 2003] (n° 774)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**DÉBATS****Projet de loi n° 402 portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction****PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [29 janvier 2003] (p. 670)****Après l'article 15**

Son amendement n° 68 (organismes HLM autorisés à réaliser des logements en vue de leur vente en l'état futur d'achèvement) (p. 702) : retiré (p. 703)

Son amendement n° 62 rectifié (gestion des logements situés dans le périmètre défini pour une opération programmée d'amélioration de l'habitat et gestion de logements appartenant à des personnes privées et vacants depuis deux ans ou issus de la vente de logements d'organismes d'habitation à loyer modéré) : retiré (p. 704)

Ses amendements n° 63 rectifié et 64 rectifié : retirés (p. 704)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Avant l'article 1er [séances des 12, 13, 14 juin 2003] (principes)

Son intervention (p. 5199 et s.)

Projet de loi n° 950 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [11 juillet 2003] (p. 7449)****Après l'article 19**

Son amendement n° 215 (organismes HLM autorisés à venir en aide aux copropriétés dégradées) (p. 7451) : rejeté (p. 7452)

Article 29 (adaptation des missions et des moyens de la Caisse de garantie du logement locatif social)

Son amendement n° 221 (p. 7515)

Jean-Paul DELEVOYE

Ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de l'aménagement du territoire

Est nommé Ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de l'aménagement du territoire. Décret du 17 juin 2002 [J.O. du 18 juin 2002] (p. 10720)

DÉPÔT

Projet de loi n° 710 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance des mesures de simplification et de codification du droit [19 mars 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

Mme Marie-Anne Montchamp. Etat. organisation. réforme [9 octobre 2002] (p. 3120)

Mme Martine Aurillac. Aménagement du territoire. politiques communautaires. fonds structurels, utilisation [9 octobre 2002] (p. 3122)

M. Bruno Bourg-Broc. Fonction publique territoriale. personnel. formation professionnelle, réforme [23 octobre 2002] (p. 3840)

Mme Hélène Tanguy. Aménagement du territoire. pays. mise en place, bilan et perspectives [23 octobre 2002] (p. 3846)

M. Louis Giscard d'Estaing. Aménagement du territoire. montagne. perspectives [30 octobre 2002] (p. 4335)

M. François Brottes. Aménagement du territoire. contrats de plan Etat-régions. perspectives [30 octobre 2002] (p. 4336)

M. Bernard Schreiner. Fonctionnaires et agents publics. congé de fin d'activité. suppression [19 novembre 2002] (p. 5290)

M. Christian Bataille. Fonctionnaires et agents publics. grèves. modernisation du service public, perspectives [26 novembre 2002] (p. 5714)

M. Pierre Goldberg. Fonctionnaires et agents publics. grèves. modernisation du service public, perspectives [26 novembre 2002] (p. 5716)

M. Jacques-Alain Bénisti. Grandes écoles. Ecole nationale d'administration (ENA). réforme, perspectives [4 décembre 2002] (p. 6144)

M. Michel Raison. Télécommunications. téléphone. portables, zones d'ombre, réduction [17 décembre 2002] (p. 6826)

M. Francis Saint-Léger. Télécommunications. collectivités territoriales. réseaux, mise en place, réglementation [18 décembre 2002] (p. 6906)

M. Albert Facon. Industrie. métallurgie. Metaleurop, emploi et activité, pollution, perspectives [21 janvier 2003] (p. 312)

M. Émile Blessig. Aménagement du territoire. politiques communautaires. fonds structurels, perspectives [29 janvier 2003] (p. 640)

M. Bruno Bourg-Broc. Banques et établissements financiers. Banque de France. restructuration, perspectives [11 février 2003] (p. 1142)

M. Jean-Yves Cousin. Entreprises. création. aides de l'Etat [11 février 2003] (p. 1146)

M. Jean-Pierre Kucheida. Mines et carrières. bassins miniers. emploi et activités [4 mars 2003] (p. 1532)

M. Philippe Folliot. Aménagement du territoire. politiques communautaires. fonds structurels, perspectives [2 avril 2003] (p. 2745)

M. Albert Facon. Travail. licenciement collectif. plan d'accompagnement social [2 avril 2003] (p. 2748)

M. Bruno Le Roux. Enseignement. politique de l'éducation. perspectives [14 mai 2003] (p. 3659)

Mme Muguette Jacquaint. Retraites : généralités. réforme. perspectives [14 mai 2003] (p. 3661)

M. Louis-Joseph Manscour. Outre-mer. retraites : généralités. réforme. perspectives [14 mai 2003] (p. 3664)

M. Philippe Martin (Gers). Retraites : généralités. réforme. perspectives [14 mai 2003] (p. 3666)

M. Céleste Lett. Retraites : généralités. réforme. perspectives [21 mai 2003] (p. 3920)

M. Gilles Artigues. Aménagement du territoire. comité interministériel d'aménagement et de développement du territoire (CIADT). perspectives [28 mai 2003] (p. 4340)

M. Patrice Martin-Lalande. Industrie. emploi et activité. contrat de site, Romorantin-Salbris [28 mai 2003] (p. 4345)

M. Victorin Lurel. Politique sociale. secteur privé et secteur public. dialogue social [3 juin 2003] (p. 4401)

M. Henri Nayrou. Aménagement du territoire. régions en difficulté. aides de l'Etat, perspectives [4 juin 2003] (p. 4480)

M. Claude Leteurte. Fonctionnaires et agents publics. grèves. retenues sur salaires [18 juin 2003] (p. 5520)

M. Marc Le Fur. Fonctionnaires et agents publics. grèves. répercussion, rémunérations [24 juin 2003] (p. 5887)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Frédéric de Saint-Sernin. Aménagement du territoire. zones rurales. services publics, maintien [15 octobre 2002] (p. 3276)

M. Claude Birraux. Collectivités territoriales. réglementation. coopération transfrontalière, Suisse [3 décembre 2002] (p. 6047)

M. Christian Estrosi. Fonctionnaires et agents publics. rémunérations. indemnité de logement, disparités [3 décembre 2002] (p. 6046)

M. Pierre Morel-A-L'Huissier. Aménagement du territoire. zonage. réforme, perspectives [25 février 2003] (p. 1330)

M. Jean-Claude Sandrier. Industrie. emploi et activité. bassins d'emploi, Romorantin-Salbris [18 mars 2003] (p. 2090)

M. Claude Birraux. Fonctionnaires et agents publics. indemnité de résidence. calcul, zones [27 mai 2003] (p. 4231)

M. Éric Jalton. Outre-mer. collectivités territoriales. personnel, emplois précaires ou aidés, renouvellement [3 juin 2003] (p. 4388)

M. Jean Leonetti. Coopération intercommunale. communautés d'agglomération. compétences, réglementation [3 juin 2003] (p. 4387)

M. Daniel Spagnou. Aménagement du territoire. prime d'aménagement du territoire (PAT). conditions d'attribution, zones de montagne [3 juin 2003] (p. 4389)

RÉPONSE AU RAPPEL AU RÈGLEMENT DE

M. Jean-Marc Ayrault : indique son intention de débattre en privilégiant non la forme, mais le fond, et son souci de défendre les intérêts des salariés [13 juin 2003] (p. 5271)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE - SERVICES DU PREMIER MINISTRE****Examen du fascicule [7 novembre 2002] (p. 4655)**

Son intervention (p. 4687)

Ses réponses (p. 4702 à 4710)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : crédits : rôle (p. 4688)

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 4688, 4691, 4694)

Aménagement du territoire : délocalisations (p. 4694)

Aménagement du territoire : montagne (p. 4694)

Aménagement du territoire : zones rurales (p. 4694)

Collectivités territoriales : décentralisation : aménagement du territoire (p. 4689, 4694 à 4696)

Collectivités territoriales : décentralisation : fonctionnaires et agents publics (p. 4689)

Collectivités territoriales : péréquation (p. 4695)

Environnement (p. 4694)

Etat : réforme (p. 4687, 4688)

Fonctionnaires et agents publics : carrières : statuts (p. 4690)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 4689)

Fonctionnaires et agents publics : formation professionnelle (p. 4690, 4697)

Fonctionnaires et agents publics : formation professionnelle : mobilité (p. 4689, 4690)

Fonctionnaires et agents publics : mise à disposition : communes (p. 4695)

Grandes écoles : Ecole nationale d'administration (ENA) (p. 4690)

Mer et littoral : littoral (p. 4694)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la fonction publique : crédits (p. 4687)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la fonction publique : politique sociale (p. 4696)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 4692)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires (p. 4691)

Secteur public : services publics (p. 4695 à 4697)

Télécommunications : téléphones mobiles : Internet (p. 4691, 4692)

Transports : infrastructures (p. 4693)

Union européenne : fonds structurels : aménagement du territoire (p. 4691, 4693)

Réponses aux questions :

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 4704) (M. Jean-Jacques Descamps) (p. 4704)

Aménagement du territoire : zones rurales : communautés de communes (p. 4705) (M. Jean-Marc Nesme) (p. 4705)

Aménagement du territoire : zones rurales : fonction publique territoriale (p. 4703) (Mme Henriette Martinez) (p. 4702)

Aménagement du territoire : zones rurales : Internet (p. 4704) (M. Jean-Louis Christ) (p. 4704)

Aménagement du territoire : zones rurales : Internet (p. 4707) (M. Dominique Caillaud) (p. 4707)

Aménagement du territoire : zones rurales : Internet (p. 4710) (M. Patrice Martin-Lalande) (p. 4710)

Aménagement du territoire : zones rurales : téléphones mobiles (p. 4710) (M. Patrice Martin-Lalande) (p. 4709)

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux : pays (p. 4702) (M. André Chassaigne) (p. 4702)

Grandes écoles : Ecole nationale d'administration (ENA) (p. 4708) (M. Jean-Michel Fourgous) (p. 4708)

Outre-mer : DOM : zone des cinquante pas géométriques (p. 4707) (M. Louis-Joseph Manscour) (p. 4706)

Outre-mer : Mayotte : fonction publique territoriale (p. 4709) (M. Mansour Kamardine) (p. 4709)

Régions : contrats de plan Etat-régions : associations (p. 4706) (M. Philippe Tourtelier) (p. 4706)

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2002] (p. 4710)

I - SERVICES GÉNÉRAUX

Etat B, titre III

Intervient sur l'amendement n° 86 de M. Hervé Novelli (réduction de moitié - 15 450 228 euros - de la subvention attribuée à l'ENA) (p. 4713)

Intervient sur l'amendement n° 90 de la commission des finances (réduction de 5 000 000 d'euros des crédits de l'ENA) (p. 4713)

Intervient sur l'amendement n° 91 de la commission des finances (réduction de 200 000 € des crédits du chapitre "Etudes et communications sur la gestion publique") (p. 4720)

Après l'article 72

Intervient sur l'amendement n° 127 du Gouvernement (extinction progressive du congé de fin d'activité) (p. 4721)

V - AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Etat B, titre IV

Intervient sur l'amendement n° 104 de la commission des finances (suppression des crédits de l'Institut des hautes études de développement et d'aménagement du territoire - IHEDAT) (p. 4725)

Intervient sur l'amendement n° 105 rectifié de la commission des finances (réduction de 200 000 euros des crédits de l'Agence française pour les investissements internationaux) (p. 4727)

Projet de loi n° 402 portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 janvier 2003] (p. 670)*Après l'article 15*

Intervient sur l'amendement n° 34 de la commission (insertion de l'intitulé suivant : titre V : Dispositions relatives aux pays) (p. 672)

Intervient sur l'amendement n° 33 rectifié de la commission (modalités de création et de fonctionnement des pays) (p. 672)

Intervient sur le sous-amendement n° 119 rectifié de M. François Brottes (périmètre du pays incluant une partie des communes situées dans un parc naturel) à l'amendement n° 33 rectifié de la commission (p. 680)

Intervient sur le sous-amendement n° 118 de M. Pierre Cohen (avis conforme de la ou des conférences régionales à l'aménagement du territoire et avis de la ou des commissions départementales de la coopération intercommunale pour la création et la délimitation des pays) à l'amendement n° 33 rectifié de la commission (p. 681)

Intervient sur le sous-amendement n° 121 de M. Alain Ferry (avis des conseils généraux) à l'amendement n° 33 rectifié de la commission (p. 681)

Intervient sur le sous-amendement n° 126 de M. Pierre Cohen (suppression du VI de l'amendement 33 rectifié relatif au rôle du préfet de région dans la formation du pays) à l'amendement n° 33 rectifié de la commission (p. 681)

Intervient sur le sous-amendement n° 120 de M. François Brottes (sécurisation juridique de la gestion administrative et financière du pays) à l'amendement n° 33 rectifié de la commission (p. 682)

Intervient sur le sous-amendement n° 122 de M. Alain Ferry (place des départements dans les politiques qui vont s'engager avec les pays) à l'amendement n° 33 rectifié de la commission (p. 682)

Intervient sur l'amendement n° 110 du Gouvernement (délai de deux ans accordé aux groupements d'intérêt public de développement local pour s'adapter à la présente loi) (p. 682)

Intervient sur le sous-amendement n° 127 de M. Patrick Ollier (de coordination et de précision) à l'amendement n° 110 du Gouvernement (p. 682)

Intervient sur l'amendement n° 114 de M. Jean Proriol (de coordination et de précision) (p. 683)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [3 avril 2003] (p. 2808)*Article 20 (simplification de la création et du fonctionnement des pays)*

Son intervention (p. 2823 et s.)

Article 22 (coordination)

Son intervention (p. 2830 et s.)

Projet de loi n° 710 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance des mesures de simplification et de codification du droit

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 avril 2003] (p. 2975)

Son intervention (p. 2975)

Thèmes :

Administration : déconcentration (p. 2976)

Administration : délais (p. 2977)

Administration : modernisation (p. 2977)

Administration : simplifications administratives (p. 2975)

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 2976)

Entreprises : compétitivité (p. 2975)

Etat : réforme (p. 2975, 2977)

Lois : évaluation (p. 2977)

Ordonnances : projet de loi d'habilitation (p. 2976)

Déclaration du Gouvernement n° 880 sur les infrastructures 2003-2020 et débat sur cette déclaration**[20 mai 2003] (p. 3826)**

Son intervention (p. 3869)

Thèmes :

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 3870)

Politique économique : conjoncture (p. 3869)

Transports ferroviaires : TGV (p. 3870)

Transports par eau : ports maritimes (p. 3869)

Union européenne : construction européenne : transports (p. 3869)

Union européenne : fonds structurels : infrastructures (p. 3870)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juin 2003] (p. 4931) ; [12 juin 2003] (p. 5103)

Son intervention (p. 4947)

Sa réponse (p. 5116)

Thèmes :

Politique sociale : généralités (p. 5116)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires : âge de la retraite (p. 4948, 5119)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires : calcul des pensions (p. 4947)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires : calcul des pensions : primes (p. 4950)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires : cotisations (p. 4947, 5118)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires : majoration pour enfants (p. 5120)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires : retraite proportionnelle (p. 4949)

Retraites : généralités : politique à l'égard des retraités : outre-mer (p. 5120)

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)*Avant l'article 1er [séances des 12, 13, 14 juin 2003] (principes)*

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Marc Ayrault (cf supra) (p. 5271)

Son intervention (p. 5271 et s.)

Article 3 [séances du 17 juin 2003] (équité)

Son intervention (p. 5488 et s.)

Après l'article 5 [séance du 20 juin 2003] (négociations avec les partenaires sociaux)

Son intervention (p. 5695 et s.)

Avant l'article 6 [séance du 20 juin 2003] (information des assurés sur le montant de leur pension)

Son intervention (p. 5699 et s.)

Article 6 [séance du 20 juin 2003] (missions du Conseil d'orientation des retraites (COR))

Son intervention (p. 5706 et s.)

Après l'article 6 [séance du 20 juin 2003] (rapport au Parlement)

Son intervention (p. 5713)

Article 7 [séances du 20 juin 2003] (commission de compensation)

Son intervention (p. 5716 et s.)

Article 9 [séances du 20 juin 2003] (simplification des règles de limitation du cumul "emploi-retraite")

Son intervention (p. 5754)

Article 11 [séances du 23 juin 2003] (assujettissement des allocations de préretraite d'entreprise à une contribution spécifique affectée au Fonds de réserve pour les retraites)

Son intervention (p. 5815 et s.)

Article 22 [séances du 25 juin 2003] (amélioration de la pension de réversion et suppression de l'assurance veuvage)

Son intervention (p. 6023 et s.)

Après l'article 22 [séance du 25 juin 2003] (majoration de la durée d'assurance, tierce personne...)

Son intervention (p. 6026 et s.)

Article 23 [séance du 25 juin 2003] (cotisations assises sur les périodes d'emploi à temps partiel)

Son intervention (p. 6029)

Après l'article 23 [séance du 25 juin 2003] (fonds de solidarité vieillesse ; fonds de réserve pour les retraités ; abattement pour les cotisations patronales liées à l'emploi de salariés âgés ; imposition des "stock-options")
Son intervention (p. 6030 et s.)

Avant l'article 24 [séance du 25 juin 2003] (suppression du Titre III)
Son intervention (p. 6035)

Article 24 [séance du 25 juin 2003] (régime de retraites des fonctionnaires affiliés à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales et régime des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'Etat)
Son intervention (p. 6039 et s.)

Après l'article 24 [séances des 25 et 26 juin 2003] (droits à pension des fonctionnaires ; retraite des fonctionnaires exerçant un mandat parlementaire)
Son intervention (p. 6043 et s.)

Article 25 [séance du 26 juin 2003] (radiation des cadres et liquidation de la pension)
Son intervention (p. 6114)

Après l'article 25 [séance du 26 juin 2003] (demande d'admission d'un fonctionnaire à la retraite librement formulée ; limites d'âge ; indemnités aux pensionnés résidant outre-mer)
Son intervention (p. 6115 et s.)

Article 26 [séance du 26 juin 2003] (éléments constitutifs du droit à pension)
Son intervention (p. 6119)

Article 27 [séances du 26 juin 2003] (services effectifs et validation des périodes d'interruption ou de réduction d'activité)
Son intervention (p. 6139 et s.)

Article 28 [séance du 27 juin 2003] (rachat des années d'études)
Son intervention (p. 6175 et s.)

Avant l'article 29 [séance du 27 juin 2003] (limite d'âge)
Son intervention (p. 6182)

Article 29 [séance du 27 juin 2003] (prise en compte dans la constitution de la pension des services accomplis postérieurement à la limite d'âge)
Son intervention (p. 6183 et s.)

Après l'article 29 [séance du 27 juin 2003] (prolongation de l'activité au-delà de la limite d'âge)
Son intervention (p. 6186)

Article 30 (possibilité de surcotisation pour les fonctionnaires à temps partiel)
Son intervention (p. 6187)

Article 31 [séance du 27 juin 2003] (nouveau régime de bonifications accordées aux fonctionnaires)
Son intervention (p. 6191 et s.)

Après l'article 31 [séance du 27 juin 2003] (majoration de durée d'assurance pour accouchement...)
Son intervention (p. 6214 et s.)

Article 32 [séance du 27 juin 2003] (allongement progressif de la durée d'activité dans la fonction publique pour obtenir une pension complète. Instauration d'un double mécanisme de minoration et majoration)
Son intervention (p. 6224 et s.)

Après l'article 32 [séance du 27 juin 2003] (garantie du pouvoir d'achat)
Son intervention (p. 6257)

Article 33 [séance du 27 juin 2003] (liquidation de la solde de réforme)
Son intervention (p. 6267 et s.)

Article 34 [séance du 27 juin 2003] (conditions de liquidation immédiate des pensions civiles et militaires)
Son intervention (p. 6272 et s.)

Article 35 [séance du 27 juin 2003] (conditions de liquidation différée des pensions civiles et militaires)
Son intervention (p. 6281 et s.)

Article 36 [séance du 27 juin 2003] (modalités de revalorisation de la rente d'invalidité)
Son intervention (p. 6285 et s.)

Article 37 [séance du 27 juin 2003] (droit à pension de réversion - mise en conformité avec le droit communautaire)
Son intervention (p. 6289 et s.)

Article 38 [séance du 27 juin 2003] (pensions de réversion et orphelins - mise en conformité avec le droit communautaire)
Son intervention (p. 6293 et s.)

Article 39 [séance du 27 juin 2003] (droit à pension de réversion et pluralité de conjoints - mise en conformité avec le droit communautaire)
Son intervention (p. 6299 et s.)

Article 40 [séance du 27 juin 2003] (pensions militaires de réversion - mise en conformité avec le droit communautaire)
Son intervention (p. 6302 et s.)

Article 41 [séance du 27 juin 2003] (pension ou rente provisoire d'invalidité au profit de la famille d'un fonctionnaire disparu - mise en conformité avec le droit communautaire)

Son intervention (p. 6304)

Article 42 [séance du 27 juin 2003] (pensions de réversion en cas de décès d'un fonctionnaire par suite de circonstances particulières)

Son intervention (p. 6306 et s.)

Après l'article 42 [séance du 30 juin 2003] (saisie sur pensions - financement des charges de l'Etat)

Son intervention (p. 6323 et s.)

Article 43 [séance du 30 juin 2003] (cumul "emploi-retraite" pour les fonctionnaires)

Son intervention (p. 6326 et s.)

Article 44 [séance du 30 juin 2003] (abrogation de dispositions du code des pensions civiles et militaires)

Son intervention (p. 6335 et s.)

Article 45 [séance du 30 juin 2003] (dispositions transitoires)

Son intervention (p. 6338 et s.)

Après l'article 45 [séance du 30 juin 2003] (promotions de fin de carrière)

Son intervention (p. 6352)

Article 46 [séance du 30 juin 2003] (maintien en activité au-delà de la limite d'âge)

Son intervention (p. 6362 et s.)

Article 47 [séance du 30 juin 2003] (temps partiel de droit pour l'éducation d'un enfant)

Son intervention (p. 6370)

Article 48 [séance du 30 juin 2003] (abrogation de dispositions législatives)

Son intervention (p. 6372)

Article 49 [séance du 30 juin 2003] (cessation progressive d'activité)

Son intervention (p. 6376 et s.)

Article 50 [séance du 30 juin 2003] (modalités de liquidation des pensions des agents en congé de fin d'activité)

Son intervention (p. 6403)

Article 51 [séance du 30 juin 2003] (modalités de liquidation des pensions des fonctionnaires affectés à France Télécom bénéficiaires d'un congé de fin de carrière)

Son intervention (p. 6404)

Article 52 [séance du 30 juin 2003] (mise en place d'un régime complémentaire de retraite par répartition pour les fonctionnaires)

Son intervention (p. 6435 et s.)

Article 53 [séances des 30 juin et 1er juillet 2003] (évolution professionnelle des membres des corps enseignants)

Son intervention (p. 6460 et s.)

Article 54 [séance du 1er juillet 2003] (majoration de la durée d'assurance des fonctionnaires hospitaliers en catégorie active)

Son intervention (p. 6470)

Après l'article 54 [séance du 1er juillet 2003] (présentation des charges et ressources du régime des pensions dans le rapport économique et financier annexé à la loi de finances annuelle)

Son intervention (p. 6472)

Article 55 [séance du 1er juillet 2003] (entrée en vigueur des dispositions du titre III)

Son intervention (p. 6474)

Explications de vote et vote

Son intervention à l'issue du vote (p. 6721)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [24 juillet 2003] (p. 7909)

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (article 32 : fonction publique : cotisation des fonctionnaires en détachement) (p. 7940)

Intervient sur l'amendement n° 6 du Gouvernement (article 42 ter A : suppression de l'article donnant au service des pensions le statut de service interministériel) (p. 7940)

Intervient sur l'amendement n° 3 du Gouvernement (article 52 : plafonnement de la cotisation facultative : retour au texte adopté en première lecture) (p. 7941)

Richard DELL'AGNOLA

Val-de-Marne (12^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)
Membre titulaire du Conseil national de la sécurité routière [J.O. du 2 août 2002] (p. 13231)

Rapporteur de la proposition de loi relative à la conduite automobile sous l'influence de drogues illicites et psychotropes (n° 194) [25 septembre 2002]

Rapporteur du projet de loi renforçant la lutte contre la violence routière (n° 638) [11 février 2003]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 194 relative à la conduite automobile sous l'influence de drogues illicites et psychotropes [20 septembre 2002]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi (n° 194) de M. Richard Dell'Agnola et plusieurs de ses collègues, relative à la conduite automobile sous l'influence de drogues illicites et psychotropes [2 octobre 2002] (n° 235)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi (n° 194), modifiée par le Sénat (n° 513), relative à la conduite automobile sous l'influence de substances ou plantes classées comme stupéfiants [15 janvier 2003] (n° 525)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 638) renforçant la lutte contre la violence routière [12 mars 2003] (n° 689)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 826), renforçant la lutte contre la violence routière [20 mai 2003] (n° 865)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité routière. accidents. lutte et prévention [18 décembre 2002] (p. 6899)

Transports aériens. Air Lib. emploi et activité, perspectives [11 février 2003] (p. 1139)

DÉBATS

Proposition de loi n° 194 relative à la conduite automobile sous l'influence de drogues illicites et psychotropes

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 octobre 2002] (p. 3001)

Son intervention (p. 3001)

Thèmes :

Drogue : usage : jeunes (p. 3001)

Sécurité routière : accidents : drogue (p. 3001)

Sécurité routière : alcoolémie (p. 3002)

Sécurité routière : conduite sous l'influence de drogues : dépistage (p. 3002)

Sécurité routière : conduite sous l'influence de drogues : infractions (p. 3001)

Sécurité routière : conduite sous l'influence de drogues : sanctions pénales (p. 3002)

Sécurité routière : conduite sous l'influence de drogues : Union européenne (p. 3001)

Discussion des articles [8 octobre 2002] (p. 3019)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 3019 à 3028)

Article 1er (art. L. 235-2 à L. 235-4 du code de la route : sanctions encourues en cas de conduite sous l'influence de stupéfiants - organisation de dépistages aléatoires)

Son amendement n° 9 (conditions dans lesquelles un dépistage peut être effectué) (p. 3024)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [23 janvier 2003] (p. 435)

Son intervention (p. 436)

Thèmes :

Droit pénal : répression : sécurité routière (p. 437)

Sécurité routière : conduite sous l'influence de drogues (p. 436)

Sécurité routière : conduite sous l'influence de drogues : alcoolémie (p. 436)

Sécurité routière : conduite sous l'influence de drogues : assurance automobile (p. 436)

Sécurité routière : conduite sous l'influence de drogues : dépistage (p. 437)

Sécurité routière : conduite sous l'influence de drogues : études (p. 436)

Sécurité routière : permis de conduire : examen médical (p. 437)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen du fascicule [6 novembre 2002] (p. 4595)

Procédure des questions :

Sécurité routière : conduite sous l'influence de drogues (p. 4616)

Projet de loi n° 638 renforçant la lutte contre la violence routière

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 mars 2003] (p. 2184, 2212)

Son intervention (p. 2188)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayraut (p. 2225)

Thèmes :

Droit pénal : aggravation des peines (p. 2189)

Droit pénal : amendes : recouvrement (p. 2189)

Droit pénal : récidive (p. 2189)

Droit pénal : sanctions pénales : lutte contre la violence routière (p. 2188)

Police : effectifs (p. 2190)

Sécurité routière : accidents : prévention (p. 2189)

Sécurité routière : accidents : statistiques (p. 2188)

Sécurité routière : conduite sous l'influence de drogues : Polynésie française (p. 2189)

Discussion des articles [19 mars 2003] (p. 2225) ; [20 mars 2003] (p. 2257, 2286)

Article 1er (homicide involontaire et blessures involontaires à l'occasion de la conduite d'un véhicule)

Son intervention (p. 2228 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 98 de M. Christian Vanneste (article L. 234-1 du code de la route : conduite sous l'empire d'un état alcoolique à partir de 0,20 gramme d'alcool par litre de sang) (p. 2230)

Article 2 (homicide involontaire et blessures involontaires à l'occasion de la conduite d'un véhicule)

Son intervention (p. 2232 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 24 de la commission (création d'un délit d'interruption involontaire de grossesse) (p. 2236)

Article 3 (coordinations)

Son intervention (p. 2240)

Article 4 (infractions commises en état de récidive)

Son intervention (p. 2241)

Article 5 (suppression de la possibilité d'aménagement de la peine de suspension du permis de conduire)

Son intervention (p. 2242 et s.)

Article 6 (peines complémentaires en cas d'infractions commises à l'occasion de la conduite d'un véhicule)

Son intervention (p. 2245 et s.)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 131 de M. Jean-Paul Garraud (peines complémentaires pour le nouveau délit d'interruption involontaire de la grossesse) (p. 2246)

Intervient sur l'amendement n° 151 de M. Jean-Claude Viollet (pénalisation du fait d'aborder un passage pour piétons à une vitesse supérieure à celle maximale autorisée) (p. 2247)

Article 7 (extension de la responsabilité pécuniaire du titulaire de la carte grise - modification de la procédure de l'amende forfaitaire)

Son intervention (p. 2258 et s.)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 172 de M. Hervé Mariton (installation des systèmes de contrôle et de sanction automatisés uniquement aux endroits dangereux) (p. 2260)

Intervient sur l'amendement n° 171 de M. Hervé Mariton (rapport annuel sur l'utilisation du produit des amendes) (p. 2261)

Avant l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 56 de la commission (examen médical, préalable au permis de conduire, renouvelé ensuite tous les dix ans, puis tous les 3 ans à partir de 70 ans) (p. 2266)

Intervient sur le sous-amendement n° 162 de M. René Dosière (certificat médical obligatoire pour les examens des permis de conduire A et B) à l'amendement n° 56 de la commission (p. 2266)

Article 8 (permis de conduire probatoire pour les conducteurs novices)

Son intervention (p. 2268 et s.)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 173 de M. Hervé Mariton (variation de la cotisation d'assurance de responsabilité civile possible en fonction des infractions ou du nombre de points du titulaire du permis de conduire) (p. 2272)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 179 du Gouvernement (dispositions relatives à l'examen médical à subir pour pouvoir solliciter un nouveau permis en cas d'annulation ou d'invalidation) (p. 2273)

Article 10 (modalités du retrait des points)

Son intervention (p. 2274)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 65 de la commission (différentes vitesses maximales autorisées, avec un relèvement à 150 km/h sur les autoroutes) (p. 2276)

Intervient sur l'amendement n° 134 de M. Christian Estrosi (différentes vitesses maximales autorisées, avec un relèvement à 150 km/h sur les autoroutes) (p. 2276)

Intervient sur l'amendement n° 116 rectifié de M. Christian Estrosi (limitations de vitesse applicables aux poids lourds) (p. 2279)

Intervient sur l'amendement n° 102 de M. Christian Estrosi (vitesse à observer par le poids lourd en cas de dépassement) (p. 2279)

Intervient sur l'amendement n° 101 de M. Philippe Vitel (interdiction de fumer en conduisant) (p. 2279)

Intervient sur l'amendement n° 165 de M. Christian Estrosi (dispositions applicables aux conducteurs de cyclomoteurs) (p. 2280)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 136 de M. Gilles Artigues (formation obligatoire à la maîtrise du véhicule en situation d'urgence pour le permis de conduire) (p. 2286)

Intervient sur l'amendement n° 158 de M. René Dosière (bonification de deux points pour le conducteur suivant une formation homologuée) (p. 2286)

Intervient sur l'amendement n° 159 de M. René Dosière (bonus de deux points pour les titulaires du permis ayant suivi une formation aux premiers secours) (p. 2287)

Intervient sur l'amendement n° 66 de la commission (sensibilisation obligatoire aux premiers secours des candidats au permis de conduire) (p. 2287)

Intervient sur l'amendement n° 124 de M. Francis Vercamer (sensibilisation obligatoire aux premiers secours des candidats au permis de conduire) (p. 2287)

Avant l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 99 de M. Jean-Pierre Door (débridage des moteurs des automobiles) (p. 2288)

Intervient sur l'amendement n° 107 de M. Christian Estrosi (taux réduit de TVA pour les équipements de sécurité des véhicules) (p. 2289)

Intervient sur l'amendement n° 142 de M. Alain Néri (taux réduit de TVA pour les équipements de sécurité des véhicules) (p. 2289)

Intervient sur l'amendement n° 108 de M. Christian Estrosi (taux réduit de TVA pour les dépenses de formation à la conduite automobile) (p. 2289)

Intervient sur l'amendement n° 163 de M. René Dosière (formation au code de la route pour les conducteurs de voitures) (p. 2289)

Intervient sur l'amendement n° 91 de M. Yves Fromion (contravention en cas d'utilisation d'un téléphone par le conducteur sans dispositif "mains libres") (p. 2291)

Intervient sur l'amendement n° 160 corrigé de M. Jean-Claude Viollet (limiteur de vitesse obligatoire sur les véhicules neufs) (p. 2294)

Article 12 (interdiction des matériels de débridage des cyclomoteurs et des détecteurs de radars)

Son intervention (p. 2295 et s.)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 161 de M. Henri Nayrou (dispositifs complémentaires de signalisation pour tout véhicule à progression lente ou encombrant) (p. 2296)

Intervient sur l'amendement n° 95 de M. Rudy Salles (régulateur de vitesse obligatoire pour les véhicules neufs) (p. 2296)

Intervient sur l'amendement n° 128 de M. Lionnel Luca (visite médicale obligatoire tous les 10 ans jusqu'à 80 ans, tous les cinq ans ensuite, accompagnée d'un test de code et de maîtrise de la conduite) (p. 2297)

Intervient sur l'amendement n° 164 de M. Christophe Masse (immatriculation obligatoire des cyclomoteurs de moins de 50 cm³) (p. 2298)

Intervient sur l'amendement n° 125 de M. Lionnel Luca (déclaration en mairie pour l'immatriculation des cyclomoteurs de moins de 50 cm³) (p. 2298)

Article 13 (déplacement d'installations et d'ouvrages situés sur le domaine public routier)

Son intervention (p. 2300)

Après l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 110 de M. Christian Estrosi (distance minimale pour l'implantation d'un obstacle latéral nouveau sur les routes et aménagement des obstacles existants) (p. 2300)

Intervient sur l'amendement n° 143 de M. René Dosière (surveillance systématique des infrastructures) (p. 2301)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Jean-Michel Bertrand (formation au comportement du conducteur lors des contrôles de police incluse dans l'apprentissage de la conduite) (p. 2301)

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Jean-Michel Bertrand (stage obligatoire de code de la route tous les 10 ans pour tous les conducteurs) (p. 2302)

Article 14 (profession d'expert en automobile et procédure relative aux véhicules gravement endommagés)

Son intervention (p. 2303)

Article 15 (peine complémentaire en cas de violences ou d'outrage à l'encontre d'un inspecteur du permis de conduire)

Son intervention (p. 2303)

Avant l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 137 rectifié de M. Gilles Artigues (rapport annuel sur l'éducation routière dispensée à l'école) (p. 2303)

Article 16 (système d'information sur le réseau routier géré par les collectivités locales)

Son intervention (p. 2304)

Après l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 103 de M. Christian Estrosi (aménagements de sécurisation des points d'accidentologie dans l'année) (p. 2305)

Intervient sur l'amendement n° 175 de M. Hervé Mariton (rapport annuel d'inventaire des points d'accidentologie et bilan des mesures curatives) (p. 2305)

Après l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 111 de M. Christian Estrosi (rapport annuel d'exécution des contrats de plan routiers Etat-régions) (p. 2306)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 182 de M. Jacques Myard (pénalisation de la vente ou de la location de bicyclette sans éclairage) (p. 2306)

Intervient sur l'amendement n° 119 de Mme Arlette Grosskost (formation obligatoire de douze heures par an à la sécurité routière et au code de la route pour tous les élèves du second degré) (p. 2307)

Intervient sur l'amendement n° 177 de M. Philippe Armand Martin (Marne) (équipement d'un éthylotest pour les véhicules neufs à partir de 2008) (p. 2308)

Intervient sur l'amendement n° 178 de M. Philippe Armand Martin (Marne) (éthylotest dans le véhicule obligatoire) (p. 2308)

Intervient sur l'amendement n° 176 de M. Philippe Armand Martin (Marne) (coordinations) (p. 2308)

Article 20 (insertion dans le code de la route des nouvelles infractions d'homicide et de blessures involontaires à l'occasion de la conduite d'un véhicule)

Son intervention (p. 2310)

Article 21 (simplification - coordinations)

Son intervention (p. 2311)

Après l'article 21

Intervient sur l'amendement n° 84 de la commission (coordination rédactionnelle) (p. 2311)

Intervient sur l'amendement n° 82 rectifié de la commission (rétention et suspension du permis de conduire en cas de conduite après usage de stupéfiants) (p. 2311)

Intervient sur l'amendement n° 83 de la commission (rédactionnel) (p. 2312)

Intervient sur l'amendement n° 144 de M. Jean-Claude Viollet (20 000 € d'amende en cas de publicité en faveur de la vitesse des véhicules à moteur) (p. 2312)

Article 22 (ratification de l'ordonnance relative à la partie législative du code de la route)

Son intervention (p. 2313)

Article 23 (enquêtes relevant du bureau enquêtes accidents défense)

Son intervention (p. 2313)

Article 24 (aménagement du principe de l'encellulement individuel)

Son intervention (p. 2313)

Après l'article 24

Intervient sur l'amendement n° 129 de M. Bernard Accoyer (rapport sur les actions de formation pour les motards) (p. 2314)

Intervient sur l'amendement n° 130 de M. Bernard Accoyer (rapport sur les mesures pour faciliter le stationnement des professionnels de santé, notamment des infirmières libérales) (p. 2314)

Article 25 (application à Mayotte)

Son intervention (p. 2314)

Après l'article 25

Intervient sur l'amendement n° 87 de la commission (coordination) (p. 2315)

Intervient sur l'amendement n° 168 rectifié de la commission (extension à la Polynésie française de la loi du 3 février 2003 relative à la conduite

sous l'influence de substances ou de plantes classées comme stupéfiants (p. 2315)

Article 26 (application outre-mer et habilitation du Gouvernement au titre de l'article 38 de la Constitution)

Son intervention (p. 2315)

Titre

Son intervention (p. 2316)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [4 juin 2003] (p. 4562)

Son intervention (p. 4563)

Thèmes :

Automobiles et cycles : cyclomoteurs : immatriculation (p. 4564)
Collectivités territoriales : compensations financières : transferts de compétences (p. 4563)
Sécurité routière : accidents : statistiques (p. 4563)
Système pénitentiaire : encellulement individuel (p. 4564)
Télécommunications : téléphones mobiles (p. 4564)
Voirie : péages (p. 4563)

Discussion des articles [4 juin 2003] (p. 4570)

Article 2 bis supprimé par le Sénat (création d'un délit d'interruption involontaire de grossesse)

Son intervention (p. 4575)

Article 6 bis supprimé par le Sénat (peines complémentaires encourues en cas d'interruption involontaire de grossesse commise par un conducteur)

Son intervention (p. 4576)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Hervé Mariton (différenciation tarifaire des assurances automobiles possible en fonction des infractions et du nombre de points) (p. 4578)

Patrick DELNATTE

Nord (9^{me} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire

Elu le 9 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

Membre titulaire de la Commission nationale de l'informatique et des libertés [J.O. du 2 août 2002] (p. 13229)

Membre titulaire du conseil de surveillance de la Caisse nationale des allocations familiales [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14787)

Rapporteur de la proposition de loi tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des enfants (n° 435) [28 janvier 2003]

Rapporteur de la proposition de loi tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des enfants (n° 586) [29 janvier 2003]

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle n° 169 visant à introduire dans la formation des futurs usagers de la route l'apprentissage de la conduite à tenir en cas d'accident de la route [1^{er} août 2002]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition (n° 586) de M. Jacques Barrot et M. Dominique Paillé tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des enfants [4 février 2003] (n° 594)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Famille. politique familiale. vie familiale, vie professionnelle, conciliation [29 avril 2003] (p. 3219)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 164, posée le 3 mars 2003. Santé. diabète (J.O. questions p. 1485). Appelée le 4 mars 2003. prise en charge (p. 1502)

DÉBATS

Proposition de loi n° 194 relative à la conduite automobile sous l'influence de drogues illicites et psychotropes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 octobre 2002] (p. 3001)

Son intervention (p. 3016)

Thèmes :

Sécurité routière (p. 3016)
Sécurité routière : accidents : drogue (p. 3016)
Sécurité routière : conduite sous l'influence de drogues : dépistage (p. 3016)
Sécurité routière : conduite sous l'influence de drogues : propositions de loi (p. 3016)
Sécurité routière : conduite sous l'influence de drogues : sanctions pénales (p. 3016)

Discussion des articles [8 octobre 2002] (p. 3019)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Yves Cochet (formation aux "5 gestes qui sauvent" pour l'obtention du permis de conduire) (p. 3027)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES SOCIALES, TRAVAIL ET SOLIDARITÉ

VILLE ET RÉNOVATION URBAINE

Examen du fascicule [23 octobre 2002] (p. 3803)

Procédure des questions :

Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 3828)
Ordre public : sécurité : Valenciennes (p. 3830)

SANTÉ, FAMILLE ET PERSONNES HANDICAPÉES

Examen du fascicule [12 novembre 2002] (p. 4939)

Procédure des questions :

Drogue : toxicomanie (p. 4958)

Projet de loi n° 250 de financement de la sécurité sociale pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 octobre 2002] (p. 4161)

Son intervention (p. 4161)

Thèmes :

Famille : politique familiale (p. 4161)
Prestations familiales : allocations familiales (p. 4161)
Sécurité sociale : Fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale (FOREC) (p. 4161)

Discussion des articles [28 octobre 2002] (p. 4182) ; [30 octobre 2002] (p. 4374)

Article 1er et rapport annexé (approbation du rapport annexé)

Son intervention (p. 4193 et s.)

Article 41 précédemment réservé (accélération de la prise en charge par la Caisse nationale des allocations familiales des majorations de pension pour enfant)

Son intervention (p. 4409)

Projet de loi de finances rectificative n° 382 pour 2002

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 décembre 2002] (p. 6470)

Après l'article 30

Son amendement n° 63 (location avec option d'achat – institution d'un amortissement) (p. 6493) : retiré (p. 6494)
Son amendement n° 62 (location avec option d'achat – institution d'une provision) (p. 6493) : retiré (p. 6494)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2003] (p. 151)

Son intervention (p. 162)

Thèmes :

Droit pénal : prostitution : insertion professionnelle et sociale (p. 163)
Droit pénal : prostitution : traite des êtres humains (p. 162)
Politiques communautaires : coopération policière et pénale : proxénétisme (p. 163)

Proposition de loi n° 586 tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des enfants

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 février 2003] (p. 1267)

Ses interventions (p. 1267 et 1282)

Thèmes :

Assemblée nationale : Parlement des enfants (p. 1267)
 Enfants : convention internationale des droits de l'enfant (p. 1267)
 Enfants : défenseur des enfants (p. 1267)
 Enfants : droits de l'enfant : protection de la famille et de l'enfance (p. 1267)
 Enfants : mauvais traitements (p. 1267)
 Parlement : délégations parlementaires (p. 1267)

Projet de loi n° 638 renforçant la lutte contre la violence routière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 mars 2003] (p. 2212)

Son intervention (p. 2212)

Thèmes :

Sécurité publique : secourisme (p. 2212)
 Sécurité routière : permis de conduire : secourisme (p. 2212)

Discussion des articles [19 mars 2003] (p. 2225) ; [20 mars 2003] (p. 2257, 2286)

Article 2 (homicide involontaire et blessures involontaires à l'occasion de la conduite d'un véhicule)

Son intervention (p. 2234)

Article 7 (extension de la responsabilité pécuniaire du titulaire de la carte grise - modification de la procédure de l'amende forfaitaire)

Son amendement n° 133 corrigé (p. 2259)

Article 8 (permis de conduire probatoire pour les conducteurs novices)

Son intervention (p. 2271)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 66 de la commission (sensibilisation obligatoire aux premiers secours des candidats au permis de conduire) (p. 2287)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5069)

Son intervention (p. 5093)

Thèmes :

Famille : politique familiale (p. 5093)
 Retraites : généralités : système par répartition (p. 5093)

Jean DELOBEL

*Nord (15^{ème} circonscription)
 Socialiste*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Jean-Marie DEMANGE

*Moselle (9^{ème} circonscription)
 Union pour la Majorité Présidentielle
 puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11466)

Membre titulaire de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14786)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

INTÉRIEUR, SÉCURITÉ INTÉRIEURE ET LIBERTÉS LOCALES

Examen du fascicule [23 octobre 2002] (p. 3875)*Procédure des questions :*

Police : hôtels de police : Thionville (p. 3893)

Stéphane DEMILLY

*Somme (5^{ème} circonscription)
 Union pour la Démocratie Française*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre titulaire du Conseil national du bruit [J.O. du 2 août 2002] (p. 13228)

Membre suppléant du comité directeur du Fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14786)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique, police et gendarmerie, restructuration, conséquences [6 novembre 2002] (p. 4585)

Agriculture, politique agricole commune (PAC), perspectives [5 mars 2003] (p. 1599)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 307, posée le 5 mai 2003. Énergie et carburants, biocarburants (J.O. questions p. 3388). Appelée le 6 mai 2003, perspectives (p. 3410)

DÉBATS

Débat sur la chasse**[11 février 2003] (p. 1097)**

Son intervention (p. 1116)

Thèmes :

Animaux : oiseaux migrateurs : chasse (p. 1117)
 Chasse et pêche : jours de chasse (p. 1117)
 Chasse et pêche : Observatoire national de la faune sauvage et de ses habitats (p. 1117)
 Politiques communautaires : directives : oiseaux migrateurs (p. 1117)

Projet de loi n° 606 relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 mars 2003] (p. 1634)*Après l'article 2*

Son amendement n° 455 (le préfet informe les conseils municipaux intéressés de tout projet d'installation nouvelle ou soumise à nouvelle déclaration) : retiré (p. 1647)

Projet de loi n° 640 relatif aux assistants d'éducation

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mars 2003] (p. 2373)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2390)

Thème :

Enseignement : pédagogie (p. 2390)

Projet de loi n° 758 relatif à la chasse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 mai 2003] (p. 3629)

Son intervention (p. 3629)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 3647)

Thèmes :

Chasse et pêche : jour de non-chasse (p. 3629)

Union européenne : directives : oiseaux migrateurs (p. 3629)

Discussion des articles [14 mai 2003] (p. 3668, 3711)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 14 de la commission (Office national de la chasse placé sous la double tutelle des ministres chargés de la chasse et de l'agriculture) (p. 3672)

Intervient sur l'amendement n° 99 de M. Charles de Courson (Office national de la chasse placé sous la double tutelle des ministres chargés de la chasse et de l'agriculture) (p. 3672)

Intervient sur l'amendement n° 100 de M. Charles de Courson (composition du conseil d'administration de l'Office national de la chasse) (p. 3677)

Article 16 (jour de non-chasse)

Son intervention (p. 3694)

Article 11 précédemment réservé (Fédération nationale des chasseurs)

Son intervention (p. 3741)

Article 12 précédemment réservé (contrôle de la Fédération nationale des chasseurs)

Son intervention (p. 3742)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 juin 2003] (p. 5000)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 5019)

Thème :

Retraites : généralités : politique à l'égard des retraités (p. 5019)

Yves DENIAUD

*Orne (1^{ère} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire du Conseil national des assurances [J.O. du 2 août 2002] (p. 13230)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Banques et établissements financiers. Crédit lyonnais. privatisation, fonds collectés, utilisation [27 novembre 2002] (p. 5816)

Coopération intercommunale. financement. perspectives [28 mai 2003] (p. 4346)

DÉBATS

Projet de loi n° 2 portant règlement définitif du budget de 2001

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er octobre 2002] (p. 2757)

Son intervention (p. 2775)

Thèmes :

Finances publiques : dépenses : gauche (p. 2775)

Finances publiques : procédure budgétaire : gauche (p. 2775)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 2775)

Politique économique : croissance : conjoncture (p. 2775)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 octobre 2002] (p. 3385)

Son intervention (p. 3390)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 3390)

Finances publiques : déficits publics et sociaux : gauche (p. 3390)

Finances publiques : dépenses (p. 3390)

Finances publiques : dépenses en capital (p. 3391)

Parlement : rôle : finances publiques (p. 3390)

Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 3391)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 2002] (p. 3447) ;

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 194 de M. Denis Merville (cessions de fonds de commerce – prise en compte de l'érosion monétaire et de la durée de détention pour le calcul des plus-values) (p. 3470)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS - AVIATION CIVILE

Examen du fascicule [24 octobre 2002] (p. 3962, 3983)

Son intervention (p. 3978)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 3978)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 3978)

Sécurité routière (p. 3978)

Transports : Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables (FITVN) (p. 3978)

Procédure des questions :

Voirie : autoroutes : construction (p. 3994 et 4003)

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE - SERVICES DU PREMIER MINISTRE

Examen du fascicule [7 novembre 2002] (p. 4655)

Son intervention (p. 4679)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : décentralisation : aménagement du territoire (p. 4679)

Union européenne : fonds structurels : aménagement du territoire (p. 4679)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[15 novembre 2002] (p. 5197)

Après l'article 58

Son amendement n° 179 (suppression de la vignette automobile) : rejeté (p. 5227)

Projet de loi organique n° 242 relatif aux juges de proximité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [17 décembre 2002] (p. 6865)

Article 1er (chapitre V quinquies de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 : statut des juges de proximité)

Son intervention (p. 6870)

Son amendement n° 22 (p. 6870)

Débat sur la maîtrise des finances publiques

[8 avril 2003] (p. 2903)

Son intervention (p. 2927)

Thèmes :

Etat : réforme : décentralisation (p. 2927 et s.)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 2928)

Parlement : rôle : finances publiques (p. 2927 et s.)

Déclaration du Gouvernement n° 989 d'orientation budgétaire présentée par M. Alain Lambert, ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire et débat sur cette déclaration

[26 juin 2003] (p. 6055)

Son intervention (p. 6093)

Thèmes :

Etat : réforme (p. 6093 et s.)
 Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 6093)
 Finances publiques : dette publique (p. 6093)
 Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6093)
 Fonctionnaires et agents publics : effectifs : gestion (p. 6093)
 Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques (p. 6093)
 Politique sociale : aide médicale gratuite : étrangers (p. 6093)

Projet de loi n° 823 relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 juillet 2003] (p. 7186)*Après l'article 34*

Intervient sur l'amendement n° 150 deuxième rectification de la commission (possibilité de confier à des sociétés privées le transfèrement des personnes retenues en centre de rétention ou en zone d'attente) (p. 7208)

Intervient sur l'amendement n° 44 deuxième correction de M. Jean-Pierre Dupont (possibilité de confier à des sociétés privées le transfèrement des personnes retenues en centre de rétention ou en zone d'attente) (p. 7208)

Bernard DEPIERRE

*Côte-d'Or (1^{ère} circonscription)
 Union pour la Majorité Présidentielle
 puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire du Haut Conseil de l'évaluation de l'école [J.O. du 2 août 2002] (p. 13231)

Rapporteur de la proposition de loi modifiant l'article 43 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives (n° 371) [20 novembre 2002]

Rapporteur du projet de loi relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives (n° 939) [4 juin 2003]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat (n° 371), modifiant l'article 43 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives [11 décembre 2002] (n° 465)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 939) relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives [25 juin 2003] (n° 988)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Relations internationales, commerce international, Organisation mondiale du commerce (OMC), diversité culturelle, préservation [11 février 2003] (p. 1147)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 210, posée le 17 mars 2003. Emploi, politique de l'emploi (J.O. questions p. 1894). Appelée le 18 mars 2003. multisalarial, statut (p. 2109)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SPORTS**Examen du fascicule [6 novembre 2002] (p. 4557)**

Son intervention (p. 4567)

Thèmes avant la procédure des questions :

Sports : bénévolat (p. 4567)
 Sports : compétitions (p. 4568)
 Sports : crédits (p. 4567)
 Sports : Fonds national pour le développement du sport (FNDS) (p. 4567)

Procédure des questions :

Sports : politique du sport : aides à la personne (p. 4577)

Proposition de loi n° 371 modifiant l'article 43 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [18 décembre 2002] (p. 6978)

Ses interventions (p. 6979 et 6985)

Thèmes :

Sports : diplômés (p. 6979)
 Sports : associations et clubs (p. 6985)
 Sports : politique du sport (p. 6980)
 Sports : sportifs professionnels (p. 6979)
 Travail : travail saisonnier : sports (p. 6980)

Discussion de l'article unique [18 décembre 2002] (p. 6985)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Gilles Artigues (p. 6986)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5103)

Son intervention (p. 5104)

Thèmes :

Retraites : généralités : cotisations (p. 5105)
 Retraites : généralités : système par répartition (p. 5105)

Projet de loi n° 939 relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2003] (p. 7697)

Son intervention (p. 7699)

Thèmes :

Sports : associations et clubs (p. 7700)
 Sports : dopage (p. 7700)
 Sports : fédérations (p. 7699)
 Sports : métiers du sport (p. 7700)
 Sports : sportifs professionnels (p. 7699)

Discussion des articles [16 juillet 2003] (p. 7733)*Article 1er (organisation des fédérations sportives)*

Son intervention (p. 7736)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (harmonisation) (p. 7741)

Article 2 A (rapport sur les conditions de la concurrence entre les clubs professionnels en Europe)

Son intervention (p. 7741)

Article 2 (cession de droits de l'association à la société commerciale)

Son intervention (p. 7742)

Article 3 (modalités de commercialisation des droits d'exploitation audiovisuelle)

Son intervention (p. 7744 et s.)

Article 5 (réglementation de l'exercice professionnel de l'encadrement sportif)

Son intervention (p. 7746)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 24 de M. Henri Nayrou (pouvoirs du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage (CPLD)) (p. 7747)

Avant l'article 5 bis

Intervient sur l'amendement n° 28 du Gouvernement (la lutte contre le dopage participe de la politique de santé publique) (p. 7749)

Article 5 ter (antennes médicales de prévention du dopage)

Son intervention (p. 7749)

Après l'article 5 ter

Intervient sur l'amendement n° 27 du Gouvernement (validation de la baisse de remboursement de médicaments visés par des arrêtés de septembre 2001, décembre 2001 et avril 2003) (p. 7750)

Article 7 (dispositions fiscales consécutives à la cession des droits d'exploitation audiovisuelle)

Son intervention (p. 7753)

Léonce DEPREZ

*Pas-de-Calais (4^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Secrétaire de la commission de la production et des échanges [J.O. du 28 juin 2002] (p. 11184), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre titulaire du Conseil national du tourisme [J.O. du 2 août 2002] (p. 13230)

Membre titulaire de la Commission chargée d'examiner les demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation des jeux [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14786)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 21 décembre 2002] (p. 21390)

Membre de la commission d'enquête sur l'application des mesures préconisées en matière de sécurité du transport maritime des produits dangereux ou polluants et l'évaluation de leur efficacité [J.O. du 12 février 2003] (p. 2618)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 355 tendant à rendre imprescriptibles certains crimes [7 novembre 2002]

Proposition de loi n° 626 tendant à instituer une déclaration prénatale de consentement à l'adoption [13 février 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Aquaculture et pêche professionnelle, poissons, quotas, politiques communautaires [11 décembre 002] (p. 6507)

Aquaculture et pêche professionnelle, politiques communautaires, perspectives [25 juin 003] (p. 5982)

DÉBATS**Projet de loi n° 107 portant création d'un dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise****PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [30 juillet 2002] (p. 2312)

Son intervention (p. 2350)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 2350)

Emploi : jeunes (p. 2350)

Emploi : recrutement (p. 2350)

Entreprises : allègement des charges (p. 2350)

Projet de loi n° 154 d'orientation et de programmation pour la justice**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [1er août 2002] (p. 2497)

Son intervention (p. 2507)

Thèmes :

Droit pénal : composition pénale (p. 2507)

Etat : organisation : justice (p. 2508)

Justice : juge de proximité (p. 2507)

Justice : juge des libertés et de la détention (p. 2508)

Justice : ordonnances : droit pénal (p. 2507)

Justice : réforme (p. 2507)

Discussion des articles [2 août 2002] (p. 2622)

Article 20 (centres éducatifs fermés)

Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Michel Vaxès (de suppression) (p. 2639)

Article 21 (aménagement de la composition pénale)

Son amendement n° 243 corrigé (suppression de l'audition par le juge) (p. 2658)

Article 22 (placement et prolongation de la détention provisoire)

Son amendement n° 242 (allègement des compétences du juge des libertés et de la détention ayant rang de vice-président) (p. 2662)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER****TOURISME**

Examen du fascicule [6 novembre 2002] (p. 4630)

Son intervention (p. 4634)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : généralités : tourisme et loisirs (p. 4634)

Communes : dotation globale d'équipement (DGE) : tourisme et loisirs (p. 4635)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 4636)

Tourisme et loisirs : politique du tourisme : crédits budgétaires (p. 4635)

Tourisme et loisirs : stations touristiques : dotation d'aménagement (p. 4635)

Tourisme et loisirs : tourisme rural : coopération intercommunale (p. 4635)

Travail : durée du travail (p. 4634)

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [26 novembre 2002] (p. 5725)

Article 6 (article 72-2 de la Constitution - autonomie financière des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 5729 et s.)

Projet de loi n° 402 portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [28 janvier 2003] (p. 608) ; [29 janvier 2003] (p. 648, 670)

Après l'article 1er

Son amendement n° 4 (conditions de modification des schémas directeurs approuvés avant l'entrée en vigueur de la loi SRU) (p. 610) : non soutenu (p. 611)

Son amendement n° 3 (modification d'un schéma directeur de cohérence territoriale en vue de le rendre compatible avec les directives territoriales d'aménagement ou avec les dispositions particulières aux zones de montagne et au littoral après information de l'établissement public par le préfet) : non soutenu (p. 611)

Après l'article 15

Son amendement n° 1 (engagement contractuel entre le bailleur, la caisse d'allocations familiales et l'État pour rendre le logement décent) : rejeté (p. 704)

Projet de loi n° 606 relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [4 mars 2003] (p. 1565)

Son intervention (p. 1579)

Thèmes :

Agriculture (p. 1579)

Assurances : indemnisation (p. 1580)

Consommation : conditions de vente : immeubles d'habitation (p. 1580)

Entreprises : Metaleurop : insolvabilité (p. 1579)

Discussion des articles [5 mars 2003] (p. 1607)

Article 2 (création du comité local d'information et de concertation sur les risques)

Son intervention (p. 1623 et s.)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Article 79 [séance du 2 juillet 2003] (création du plan d'épargne pour la retraite (PER))

Son intervention (p. 6658)

Article 80 [séance du 2 juillet 2003] (création du plan partenarial d'épargne salariale volontaire pour la retraite (PPESVR))

Son intervention (p. 6673)

Projet de loi organique n° 855 relatif à l'expérimentation par les collectivités territoriales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juillet 2003] (p. 7640)

Son intervention (p. 7661)

Thèmes :

Collectivités territoriales : démocratie locale (p. 7661)

Collectivités territoriales : expérimentation (p. 7662)

Projet de loi organique n° 900 relatif au référendum local

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 juillet 2003] (p. 7628, 7640)

Discussion générale commune des projets de loi organique n° 900 relatif au référendum local et n° 855 relatif à l'expérimentation par les collectivités territoriales (voir Collectivités territoriales 855)

Discussion de l'article unique [15 juillet 2003] (p. 7664)*Article unique (participation des électeurs aux décisions locales)*

Son intervention (p. 7674)

Bernard DEROSIER*Nord (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation [J.O. du 10 octobre 2002] (p. 16779)

Membre titulaire de la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité [J.O. du 21 mars 2003] (p. 5109)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) tome I : Fonction publique, réforme de l'Etat et aménagement du territoire (fonction publique) (n° 261) [10 octobre 2002]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Personnes âgées. allocation personnalisée d'autonomie. financement [22 octobre 2002] (p. 3730)

*QUESTION ORALE SANS DÉBAT*n° 255, posée le 31 mars 2003. Professions sociales. assistantes maternelles (J.O. questions p. 2287). Appelée le 1^{er} avril 2003. statut (p. 2670)**DÉBATS****Projet de loi n° 230 de finances pour 2003****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE - SERVICES DU PREMIER MINISTRE****Examen du fascicule [7 novembre 2002] (p. 4655)**

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Son intervention (p. 4656)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etat : réforme (p. 4656)

Fonctionnaires et agents publics : congé de fin d'activité (p. 4657)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 4657)

Fonctionnaires et agents publics : formation professionnelle (p. 4657)

Fonctionnaires et agents publics : formation professionnelle : mobilité (p. 4658)

Grandes écoles : Ecole nationale d'administration (ENA) (p. 4657)

Handicapés : politique à l'égard des handicapés : fonctionnaires et agents publics (p. 4657)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la fonction publique : crédits (p. 4657)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la fonction publique : politique sociale (p. 4657)

Travail : précarité : fonctionnaires et agents publics (p. 4657)

INTÉRIEUR, SÉCURITÉ INTÉRIEURE ET LIBERTÉS LOCALES**Examen du fascicule [23 octobre 2002] (p. 3875)**

Son intervention (p. 3876)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : dotation globale de fonctionnement (DGF) (p. 3876)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 3876)

Collectivités territoriales : fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle (p. 3876)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers (p. 3877)

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 novembre 2002] (p. 5399)

Son intervention (p. 5400)

Thèmes :

Collectivités territoriales : collectivité "chef de file" (p. 5401)

Collectivités territoriales : décentralisation : projets de loi (p. 5400 et s.)

Collectivités territoriales : élus locaux (p. 5400)

Collectivités territoriales : expérimentation (p. 5400)

Collectivités territoriales : péréquation (p. 5401)

Coopération intercommunale : établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) (p. 5401)

Parlement : Sénat (p. 5400)

Proposition de loi n° 472 portant réforme des règles budgétaires et comptables applicables aux départements

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 février 2003] (p. 956)

Son intervention (p. 958)

Thèmes :

Collectivités territoriales : transferts de compétences : finances locales (p. 958)

Départements : comptabilité : réforme (p. 958)

Finances publiques : autorisation budgétaire : contrôle des dépenses engagées (p. 959)

Finances publiques : procédure budgétaire : réforme (p. 959)

Finances publiques : procédure budgétaire : services départementaux d'incendie et de secours (p. 958)

Discussion des articles [6 février 2003] (p. 960)*Article 1er (modalités de présentation et de vote du budget)*

Son intervention (p. 961)

Son amendement n° 1 (p. 961)

Article 2 (autorisations de programme, autorisations d'engagement et crédits de paiement)

Son intervention (p. 962)

Ses amendements n°s 2 et 3 (p. 962)

Proposition de loi n° 642 modifiant la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mars 2003] (p. 1993)

Son intervention (p. 2021)

Thèmes :

Départements : fiscalité (p. 2022)

Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) (p. 2021)

Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 2022)

Discussion des articles [13 mars 2003] (p. 2062)*Avant l'article 1er*

Intervient sur l'amendement n° 10 de Mme Paulette Guinchard-Kunstler (conventions pluriannuelles concernant les établissements d'accueil pour personnes âgées) (p. 2063)

Article 1er (modification du fait générateur de l'ouverture du droit à l'allocation personnalisée d'autonomie)

Son intervention (p. 2067)

Article 2 (renforcement des conditions de contrôle de l'effectivité de l'aide apportée aux bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie à domicile)

Son intervention (p. 2070 et s.)

Article 4 (modification des modalités de fonctionnement et de financement du Fonds de financement de l'allocation personnalisée d'autonomie)

Reprend l'amendement n° 24 de M. Michel Bouvard (p. 2077)

Article 5 (contenu du rapport tendant à effectuer un bilan de l'allocation personnalisée d'autonomie)

Son intervention (p. 2079)

Déclaration du Gouvernement n° 880 sur les infrastructures 2003-2020 et débat sur cette déclaration

[20 mai 2003] (p. 3826)

Son intervention (p. 3890)

Thèmes :

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 3891)

Transports ferroviaires : TGV : Nord-Pas-de-Calais (p. 3891)

Transports par eau : canal Seine-Nord (p. 3891)

Transports routiers (p. 3891)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 juin 2003] (p. 5029)

Son intervention (p. 5048)

Projet de loi organique n° 855 relatif à l'expérimentation par les collectivités territoriales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juillet 2003] (p. 7640)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7640)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences (p. 7641)

Collectivités territoriales : expérimentation : financement (p. 7644)

Collectivités territoriales : expérimentation : principe d'égalité (p. 7641)

Collectivités territoriales : interventions économiques (p. 7642)

Conseil constitutionnel (p. 7643)

Constitution : article 39 (p. 7642)

Constitution : révision (p. 7640)

Etat : décentralisation : histoire (p. 7640)

Justice : Conseil d'Etat (p. 7643)

Parlement : bicamérisme (p. 7643)

Parlement : Sénat (p. 7642)

Discussion des articles [15 juillet 2003] (p. 7683)

Article 1er (expérimentation des collectivités territoriales)

Ses sous-amendements n°s 19, 15 et 26 à l'amendement n° 1 de la commission (p. 7685)

Ses amendements n°s 24, 20 et 21 (p. 7688)

Ses amendements n°s 23 et 22 (p. 7689)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 7690)

Vote contre du groupe socialiste (p. 7690)

Jacques DESALLANGRE

Aisne (4^{ème} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe des Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11065)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre suppléant de la conférence permanente "Habitat-construction-développement durable" [J.O. du 2 août 2002] (p. 13232)

Membre de la mission d'information sur la question des signes religieux à l'école [J.O. du 4 juin 2003] (p. 9541)

Secrétaire de la mission d'information sur la question des signes religieux à l'école [J.O. du 6 juin 2003] (p. 9690)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 629 visant à réformer et à simplifier le droit de la chasse [13 février 2003]

Proposition de résolution n° 686 tendant à instaurer un moratoire pour préserver la démocratie dans le cadre des négociations à l'OMC sur le commerce des services [COM (1999) 331 final / E-1285] [6 mars 2003]

Proposition de loi n° 802 visant à proscrire les licenciements boursiers et à créer une restitution sociale pour les actionnaires des entreprises prospères qui licencient [10 avril 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Retraites : généralités, politique à l'égard des retraités, perspectives [29 octobre 2002] (p. 4253)

Transports routiers, chauffeurs routiers, revendications [19 novembre 2002] (p. 5285)

Relations internationales, commerce international, Organisation mondiale du commerce (OMC), commerce des services publics [15 janvier 2003] (p. 108)

Travail, licenciement économique, restructurations, perspectives [9 avril 2003] (p. 3015)

Politique extérieure, Irak, intervention des Etats-Unis, processus de reconstruction, rôle de la France [7 mai 2003] (p. 3506)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 9, posée le 14 octobre 2002. Transports ferroviaires, SNCF (J.O. questions p. 3480). Appelée le 15 octobre 2002. emploi et activité (p. 3270)

n° 187, posée le 3 mars 2003. Droits de l'homme et libertés publiques, défense (J.O. questions p. 1489). Appelée le 4 mars 2003. atteintes à l'honneur, réparation (p. 1516)

DÉBATS

Proposition de loi n° 193 modifiant certaines dispositions du code de commerce relatives aux mandats sociaux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er octobre 2002] (p. 2794)

Son intervention (p. 2800)

Thèmes :

Marchés financiers : généralités : entreprises (p. 2801)

Sociétés : conseils d'administration (p. 2801)

Sociétés : droit des affaires : réforme (p. 2801)

Sociétés : mandats sociaux : cumul des mandats (p. 2801)

Projet de loi n° 190 relatif aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 octobre 2002] (p. 3158)

Avant l'article 6

Son amendement n° 102 (interdiction du licenciement collectif dans une entreprise réalisant des bénéfices) (p. 3168)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [5 novembre 2002] (p. 4499)

Procédure des questions :

Retraites : régime agricole : montant des pensions (p. 4519)

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [12 novembre 2002] (p. 4861)

Son intervention (p. 4874)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord (p. 4874)

Anciens combattants et victimes de guerre : carte du combattant (p. 4874)

Anciens combattants et victimes de guerre : décrétalisation (p. 4874)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 4873)

JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

I - JEUNESSE ET ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [22 octobre 2002] (p. 3742)

Procédure des questions :

Enseignement : politique de l'éducation : zones rurales (p. 3783)

Projet de loi n° 375 relatif à la négociation collective sur les restructurations ayant des incidences sur l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 2002] (p. 6158)

Son intervention (p. 6195)

Thèmes :

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 6195)
Travail : salariés (p. 6196)
Travail : licenciements (p. 6196)

Discussion des articles [5 décembre 2002] (p. 6232)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 13 (caractère abusif du licenciement collectif économique réalisé par une société prospère) (p. 6238) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 6240)

Son amendement n° 14 (salaire jusqu'à la retraite récupéré sur les actionnaires en cas de licenciement par une entreprise prospère) (p. 6240) : rejeté (p. 6241)

Débat sur la chasse

[11 février 2003] (p. 1097)

Son intervention (p. 1123)

Thème :

Union européenne : Cour de justice : jurisprudence (p. 1123 et s.)

Projet de loi n° 719 de sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 avril 2003] (p. 3228)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 3237)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : conventions de compte (p. 3242 et s.)
Banques et établissements financiers : dates de valeur (p. 3239 et s.)
Banques et établissements financiers : relations avec la clientèle (p. 3238 et s.)
Politique générale : démocratie (p. 3237)
Politique générale : politiques publiques : opinion publique (p. 3238)

Déclaration du Gouvernement n° 880 sur les infrastructures 2003-2020 et débat sur cette déclaration

[20 mai 2003] (p. 3826)

Son intervention (p. 3880)

Thèmes :

Transports ferroviaires : Réseau ferré de France (p. 3880)
Transports ferroviaires : transport de marchandises : interopérabilité (p. 3880)
Transports routiers (p. 3880)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Avant l'article 1er [séances des 12, 13, 14 juin 2003] (principes)

Son intervention (p. 5151 et s.)

Article 3 [séances du 17 juin 2003] (équité)

Son intervention (p. 5476 et s.)

Avant l'article 13 [séance du 24 juin 2003] (préavis et primes de licenciement)

Son intervention (p. 5895 et s.)

Article 13 [séance du 24 juin 2003] (accès et maintien dans l'emploi des salariés âgés)

Son intervention (p. 5898)

Avant l'article 14 [séance du 24 juin 2003] (suppression du titre II ; retraite des religieux)

Son intervention (p. 5900 et s.)

Article 14 [séance du 24 juin 2003] (compétences du conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés)

Son intervention (p. 5904 et s.)

Article 15 [séance du 24 juin 2003] (alignement de la durée d'assurance de référence sur 160 trimestres)

Son intervention (p. 5910 et s.)

Article 16 [séance du 24 juin 2003] (permettre aux assurés qui sont en activité depuis l'âge de 14, 15 et 16 ans de faire valoir leurs droits à la retraite avant 60 ans)

Son intervention (p. 5932 et s.)

Après l'article 16 [séance du 24 juin 2003] (négociations en matière de retraites complémentaires et de conditions de travail)

Son intervention (p. 5941)

Article 19 [séances des 24 et 25 juin 2003] (indexation des pensions sur les prix)

Son intervention (p. 5983 et s.)

Article 20 [séance du 25 juin 2003] (possibilité de rachat de périodes de cotisation, dans la limite de douze trimestres)

Son intervention (p. 5994 et s.)

Article 21 [séance du 25 juin 2003] (amélioration du régime de la retraite progressive)

Son intervention (p. 6006 et s.)

Article 22 [séances du 25 juin 2003] (amélioration de la pension de réversion et suppression de l'assurance veuvage)

Son intervention (p. 6024)

Après l'article 23 [séance du 25 juin 2003] (fonds de solidarité vieillesse ; fonds de réserve pour les retraites ; abattement pour les cotisations patronales liées à l'emploi de salariés âgés ; imposition des "stock-options")

Son intervention (p. 6033)

Article 24 [séance du 25 juin 2003] (régime de retraites des fonctionnaires affiliés à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales et régime des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'Etat)

Son intervention (p. 6038)

Après l'article 24 [séances des 25 et 26 juin 2003] (droits à pension des fonctionnaires ; retraite des fonctionnaires exerçant un mandat parlementaire)

Son intervention (p. 6112)

Article 25 [séance du 26 juin 2003] (radiation des cadres et liquidation de la pension)

Son intervention (p. 6113)

Après l'article 25 [séance du 26 juin 2003] (demande d'admission d'un fonctionnaire à la retraite librement formulée ; limites d'âge ; indemnités aux pensionnés résidant outre-mer)

Son intervention (p. 6114 et s.)

Article 26 [séance du 26 juin 2003] (éléments constitutifs du droit à pension)

Son intervention (p. 6118 et s.)

Article 27 [séances du 26 juin 2003] (services effectifs et validation des périodes d'interruption ou de réduction d'activité)

Son intervention (p. 6149 et s.)

Projet de loi n° 758 relatif à la chasse

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juillet 2003] (p. 7795)

Son intervention (p. 7799)

Thèmes :

Chasse et pêche : chasse de nuit (p. 7799)
Justice : Conseil d'Etat : arrêts (p. 7799)
Union européenne : Cour de justice : décisions (p. 7799 et s.)
Union européenne : directives : oiseaux (p. 7799 et s.)

Discussion des articles [17 juillet 2003] (p. 7806)

Après l'article 1er C

Intervient sur l'amendement n° 2 corrigé de M. Maxime Gremetz (rôle et missions de l'Office national de la chasse) (p. 7806)

Après l'article 15 bis

Intervient sur l'amendement n° 3 corrigé de M. Maxime Gremetz (périodes de chasse déterminées par le préfet selon des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat et fixation des jours de chasse par le préfet sur proposition de la fédération départementale des chasseurs) (p. 7810)

Article 16 bis (légalisation de la chasse de nuit dans six départements supplémentaires)

Son intervention (p. 7813)

Jean-Jacques DESCAMPS

Indre-et-Loire (3^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 21 décembre 2002] (p. 21390)

Membre de la commission d'enquête sur les causes économiques et financières de la disparition d'Air Lib [J.O. du 26 mars 2003] (p. 5405)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) : annexe n° 17 : Economie, finances et industrie (PME, commerce et artisanat) (n° 256) [10 octobre 2002]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 40, posée le 2 décembre 2002. Voirie. RN 143 (J.O. questions p. 4503). Appelée le 3 décembre 2002. liaison Tours-Châteauroux, aménagement (p. 6034)

n° 113, posée le 3 février 2003. Aménagement du territoire. contrats de plan Etat-régions (J.O. questions p. 621). Appelée le 4 février 2003. mise en œuvre, région Centre (p. 768)

n° 364, posée le 26 mai 2003. Agriculture. drainage (J.O. questions p. 3973). Appelée le 27 mai 2003. réglementation, conséquences (p. 4239)

n° 414, posée le 9 juin 2003. Impôts locaux. taxe d'enlèvement des ordures ménagères (J.O. questions p. 4337). Appelée le 10 juin 2003. recouvrement (p. 4901)

DÉBATS

Projet de loi de finances rectificative n° 29 pour 2002

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 juillet 2002] (p. 2159)

Son intervention (p. 2201)

Thèmes :

Agriculture : budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) (p. 2202)

Banques et établissements financiers : Banque de France (p. 2202)

Etat : réforme : organismes (p. 2202)

Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 2202)

Proposition de loi n° 193 modifiant certaines dispositions du code de commerce relatives aux mandats sociaux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er octobre 2002] (p. 2806)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Hervé Novelli (suppression de la publicité des rémunérations des mandataires sociaux) (p. 2807)

Article 1er

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Xavier de Roux (cumul des mandats d'administrateur au sein des groupes) (p. 2814)

Intervient sur le sous-amendement n° 33 de M. Pascal Clément (sous réserve que leur nombre n'excède pas 5) à l'amendement n° 18 de M. Xavier de Roux (p. 2814)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 octobre 2002] (p. 3385)

Son intervention (p. 3398)

Thèmes :

Etat (p. 3399)

Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 3398, 3399)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT, PROFESSIONS LIBÉRALES ET CONSOMMATION

Examen du fascicule [8 novembre 2002] (p. 4782)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 4782)

Thèmes avant la procédure des questions :

Banques et établissements financiers : distribution de crédit : commerce et artisanat (p. 4783)

Banques et établissements financiers : fonds de garantie : commerce et artisanat (p. 4782)

Chambres consulaires : chambres de commerce et d'industrie (p. 4783)

Chambres consulaires : chambres de métiers (p. 4783)

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 4782)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : crédits budgétaires (p. 4783)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : rôle et missions (p. 4782)

Entreprises : transmission (p. 4783)

Formation professionnelle (p. 4783)

Impôts et taxes : taxe d'aide au commerce et à l'artisanat (TACA) (p. 4782)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 4783)

TVA : taux réduit : hôtellerie et restauration (p. 4783)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

TOURISME

Examen du fascicule [6 novembre 2002] (p. 4630)

Son intervention (p. 4639)

Thèmes avant la procédure des questions :

Tourisme et loisirs : Maison de France (p. 4639)

Tourisme et loisirs : tourisme rural : coopération intercommunale (p. 4639)

TVA : taux réduit : hôtellerie et restauration (p. 4639)

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE - SERVICES DU PREMIER MINISTRE

Examen du fascicule [7 novembre 2002] (p. 4655)

Procédure des questions :

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 4704)

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2002] (p. 4710)

I - SERVICES GÉNÉRAUX

Etat B, titre III

Intervient sur l'amendement n° 90 de la commission des finances (réduction de 5 000 000 d'euros des crédits de l'ENA) (p. 4716)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2003] (p. 151)

Son intervention (p. 159)

Thèmes :

Gens du voyage : stationnement : intégration (p. 160)

Police : police municipale : formation professionnelle (p. 160)

Discussion des articles [22 janvier 2003] (p. 390)

Article 19 (installation sans titre sur un terrain)

Son intervention (p. 393)

Projet de loi n° 402 portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 janvier 2003] (p. 670)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 33 rectifié de la commission (modalités de création et de fonctionnement des pays) (p. 677)

Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 2003] (p. 821)

Son intervention (p. 845)

Thèmes :

Entreprises : création (p. 845)

Entreprises : création : promotion sociale (p. 845)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 845)

Discussion des articles [5 février 2003] (p. 910) ; [6 février 2003] (p. 964, 996, 1046)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 332 de Mme Marylise Lebranchu (détermination d'un "reste à vivre" pour les personnes physiques) (p. 929)

Intervient sur l'amendement n° 161 de M. François Sauvadet (entrepreneurs individuels - option pour l'assujettissement à l'impôt sur les sociétés) (p. 934)

Intervient sur l'amendement n° 82 de la commission (dépôt chaque année d'un projet de loi de simplification administrative) (p. 942)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 88 de la commission (extension des exonérations de cotisations sociales au créateur d'entreprise bénéficiaire)

d'un régime de sécurité sociale en qualité de conjoint ou de concubin (p. 966)

Article 9 (congé et période de travail à temps partiel pour la création d'entreprise)

Son intervention (p. 975 et s.)

Avant l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 320 de M. Gaëtan Gorce (collectivités territoriales - aides aux entreprises pour le développement économique) (p. 989)

Intervient sur l'amendement n° 318 de M. Gaëtan Gorce (loi de modernisation sociale - obligation de réindustrialiser les bassins d'emploi - extension aux sociétés mères étrangères ayant une entreprise filiale en France) (p. 1007)

Article 17 (relèvement du taux de l'usure applicable aux entreprises)

Son intervention (p. 1034)

Après l'article 26

Intervient sur l'amendement n° 179 rectifié de M. François Sauvadet (ISF - suppression du "plafonnement du plafonnement") (p. 1065)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2003] (p. 4483)

Article 8 bis supprimé par le Sénat (extension du dispositif d'exonération au créateur bénéficiaire d'un régime de sécurité sociale en tant que conjoint ou concubin d'un salarié)

Son intervention (p. 4494 et s.)

Son amendement n° 3 (rétablissement de l'article avec l'ajout de la condition que le conjoint ou le concubin n'ait jamais exercé d'activité professionnelle) (p. 4494)

Michel DESTOT

*Isère (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

Élu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Secrétaire de la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 juin 2002] (p. 11184)

Membre suppléant de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (ex-délégation de l'Assemblée nationale à l'Assemblée de l'Atlantique Nord) [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12452)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Lettonie relatif au statut de l'immeuble de la légation de la République de Lettonie à Paris (n° 150) [25 septembre 2002]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Lituanie relatif au statut de l'immeuble de la légation de la République de Lituanie à Paris (n° 151) [25 septembre 2002]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Estonie relatif à l'indemnisation de la République d'Estonie pour l'immeuble de son ancienne légation à Paris (n° 152) [25 septembre 2002]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'adhésion à la convention sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques (n° 336) [4 décembre 2002]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur les projets de loi

- n° 150 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Lettonie relatif au statut de l'immeuble de la légation de la République de Lettonie à Paris

- n° 151 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Lituanie relatif au statut de l'immeuble de la légation de la République de Lituanie à Paris

- n° 152 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Estonie relatif à l'indemnisation de la République d'Estonie pour l'immeuble de son ancienne légation à Paris [13 novembre 2002] (n° 372)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 336) autorisant l'adhésion à la convention sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant

d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques [5 mars 2003] (n° 673)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Relations internationales. commerce international. Organisation mondiale du commerce (OMC), commerce des services, services publics, préservation [26 mars 2003] (p. 2446)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS - AVIATION CIVILE

Examen du fascicule [24 octobre 2002] (p. 3962)

Son intervention (p. 3979)

Thèmes avant la procédure des questions :

Sécurité routière (p. 3979)

Transports ferroviaires : TGV Lyon-Turin (p. 3979)

Transports urbains : plans de déplacements urbains (p. 3979)

Proposition de loi constitutionnelle n° 341 visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections locales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 2002] (p. 5673)

Son intervention (p. 5692)

Thèmes :

Elections et référendums : droit de vote : étrangers non ressortissants de l'Union européenne (p. 5692)

Etrangers : intégration : associations (p. 5693)

Etrangers : intégration : Grenoble (p. 5693)

Déclaration du Gouvernement n° 880 sur les infrastructures 2003-2020 et débat sur cette déclaration

[20 mai 2003] (p. 3826)

Son intervention (p. 3856)

Thèmes :

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 3857)

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 3858)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 3857)

Transports : transport combiné (p. 3857)

Transports ferroviaires : TGV (p. 3857)

Transports urbains : plans de déplacements urbains (p. 3857)

Union européenne : élargissement (p. 3856)

Voirie : routes nationales (p. 3857)

Patrick DEVEDJIAN

*Hauts-de-Seine (13^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
Ministre délégué aux libertés locales*

Élu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

Est nommé Ministre délégué aux libertés locales. Décret du 17 juin 2002 [J.O. du 18 juin 2002] (p. 10720)

Cessation de son mandat de député le 18 juillet 2002 (voir indications préliminaires)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Victorin Lurel. Etat. décentralisation. perspectives [16 octobre 2002] (p. 3414)

M. Jean-Pierre Nicolas. Etat. décentralisation. collectivités territoriales, gestion, conséquences [23 octobre 2002] (p. 3844)
 Mme Josette Pons. Etat. décentralisation. perspectives [4 mars 2003] (p. 1534)
 M. Michel Piron. Professions sociales. puéricultrices. statut, harmonisation [2 avril 2003] (p. 2752)
 M. Yves Deniaud. Coopération intercommunale. financement. perspectives [28 mai 2003] (p. 4346)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Bruno Le Roux. Police. commissariats. fonctionnement, effectifs de personnel [15 octobre 2002] (p. 3287)
 M. Jean-Paul Bacquet. Police. restructuration. commissariat, maintien, Issoire [15 octobre 2002] (p. 3288)
 M. Martial Saddier. Communes. voirie. déneigement, réduction du temps de travail, application, réglementation [15 octobre 2002] (p. 3291)
 M. François Vannson. Voirie. RN 66. aménagement [15 octobre 2002] (p. 3289)
 M. Jean-Charles Taugourdeau. Voirie. A 85. contournement de Langeais, tracé [15 octobre 2002] (p. 3290)
 M. Alain Bocquet. Impôts locaux. taxe professionnelle. communautés d'agglomération, réglementation [14 janvier 2003] (p. 22)
 M. Richard Mallié. Nationalité. acquisition. procédure [4 février 2003] (p. 764)
 M. François Lamy. Police. commissariats. effectifs de personnel, Massy [25 février 2003] (p. 1343)
 M. Jean-Claude Lefort. Police. organisation. police de proximité, mise en place, Ivry-sur-Seine [25 février 2003] (p. 1340)
 M. Philippe Auberger. Justice. tribunaux de grande instance. poste de juge pour les enfants, création, Sens [25 février 2003] (p. 1343)
 M. Bruno Gilles. Sécurité publique. sécurité des biens et des personnes. délinquance, lutte et prévention, Marseille [25 février 2003] (p. 1340)
 M. Yves Fromion. Décorations, insignes et emblèmes. médailles d'honneur régionale, départementale et communale. conditions d'attribution [25 février 2003] (p. 1341)
 M. Gérard Léonard. Jeux et paris. casinos. loi n° 93-122 du 29 janvier 1993, application [25 février 2003] (p. 1338)
 M. Éric Diard. Déchets, pollutions et nuisances. air. dioxyde de soufre, lutte et prévention, Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA) [4 mars 2003] (p. 1521)
 Mme Sylvia Bassot. Coopération intercommunale. Etablissement public de coopération intercommunale (EPCI). communes, fonds de concours, réglementation [5 mars 2003] (p. 1519)
 M. Hervé Mariton. Voirie. tunnels. tunnel des Grands Goulets, travaux, calendrier [4 mars 2003] (p. 1520)
 M. Patrick Beaudouin. Automobiles et cycles. pollution et nuisances. rassemblement de motards, Vincennes [18 mars 2003] (p. 2102)
 M. Claude Birraux. Sécurité publique. sécurité des biens et des personnes. délinquance, lutte et prévention [18 mars 2003] (p. 2103)
 M. Christian Estrosi. Sécurité publique. secours. sécurité civile, base hélicoptère, maintien, Cannes-Mandelieu [18 mars 2003] (p. 2104)
 M. Jean-Yves Le Bouillonnet. Communes. établissements de santé. implantation, conséquences budgétaires [25 mars 2003] (p. 2355)
 M. Jean-Pierre Kucheida. Communes. mines et carrières. redevance, compensation [25 mars 2003] (p. 2352)
 M. Jacques Domergue. Police. police de proximité. effectifs, Montpellier [25 mars 2003] (p. 2351)
 M. Alain Marty. Impôts locaux. recouvrement. taxe et redevance d'enlèvement des ordures ménagères [25 mars 2003] (p. 2355)
 M. Axel Poniatowski. Police. police judiciaire. groupements d'intervention régionaux, bilan, Cergy [25 mars 2003] (p. 2354)
 M. Francis Vercamer. Coopération intercommunale. communautés urbaines. dotation de solidarité urbaine (DSU), montant [1^{er} avril 2003] (p. 2678)
 M. Bruno Gilles. Agroalimentaire. tabacs manufacturés. contrebande, lutte et prévention [1^{er} avril 2003] (p. 2675)
 Mme Françoise de Panafieu. Sécurité publique. sapeurs-pompiers. caserne de la porte Champerret-Paris XVII^{ème}, illumination [1^{er} avril 2003] (p. 2677)
 M. Thierry Mariani. Police. commissariats. effectifs de personnel, Orange [1^{er} avril 2003] (p. 2676)
 Mme Cécile Gallez. Police. police municipale. missions, financement [29 avril 2003] (p. 3195)
 M. Pierre Lellouche. Ordre public. maintien. prostitution masquée, lutte et prévention [29 avril 2003] (p. 3196)
 M. Max Roustan. Déchets, pollutions et nuisances. déchets ménagers. traitement, aides de l'Etat [29 avril 2003] (p. 3194)
 M. Hervé Morin. Droit pénal. procédure pénale. condamnation, élément nouveau, enquête, ouverture [27 mai 2003] (p. 4238)
 M. Robert Lamy. Communes. budget. routes départementales, traversée, travaux d'aménagement, imputation comptable [27 mai 2003] (p. 4237)
 M. Guy Geoffroy. Communes. budget. hôpital associatif, charge financière, Férolles-Attilly [3 juin 2003] (p. 4379)
 M. Gérard Cherpion. Police. commissariats. rénovation, relocalisation, Saint-Dié [24 juin 2003] (p. 5876)

M. Serge Roques. Transports. politique des transports. infrastructures, développement, Aveyron [24 juin 2003] (p. 5877)
 M. Michel Bouvard. Communes. réforme. mode de classement, communes rurales et urbaines [24 juin 2003] (p. 5873)
 M. Alfred Trassy-Paillogues. Coopération intercommunale. impôts locaux. perspectives [24 juin 2003] (p. 5875)
 M. Arnaud Lepercq. Décorations, insignes et emblèmes. médaille d'honneur régionale, départementale et communale. conditions d'attribution [24 juin 2003] (p. 5875)

RÉPONSE AU RAPPEL AU RÈGLEMENT DE

M. Jacques Brunhes : indique que - par respect du droit d'amendement - le Premier ministre n'a pu répondre avec précision aux députés du groupe UMP sur le contenu de la loi organique et qu'il interviendra à l'Assemblée sur le projet de loi constitutionnelle [19 novembre 2002] (p. 5302)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INTÉRIEUR, SÉCURITÉ INTÉRIEURE ET LIBERTÉS LOCALES

Examen du fascicule [23 octobre 2002] (p. 3847, 3875)

Son intervention (p. 3861)

Ses réponses (p. 3887 et 3891)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : dotation globale de fonctionnement (DGF) (p. 3887)
 Collectivités territoriales : dotation globale de fonctionnement (DGF) : réforme (p. 3862, 3887)
 Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 3861)
 Collectivités territoriales : finances locales (p. 3861)
 Collectivités territoriales : finances locales : libre administration (p. 3862)
 Collectivités territoriales : fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle (p. 3862, 3888)
 Collectivités territoriales : péréquation (p. 3862, 3888)
 Coopération intercommunale : communautés de communes : finances (p. 3887)
 Coopération intercommunale : établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) (p. 3887)
 Droits de l'homme et libertés publiques : défense (p. 3888)
 Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 3888)

Réponses aux questions :

Collectivités territoriales : fonds nationaux de péréquation : Constitution (p. 3891) (M. Patrick Braouezec) (p. 3890)

Vote des crédits et articles rattachés [23 octobre 2002] (p. 3897)

Etat C, titre VI

Intervient sur l'amendement n° 88 de M. Jean-Louis Dumont (amendement d'appel en faveur des ponts à reconstruire) (p. 3898)

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 2002] (p. 5301, 5323) ; [21 novembre 2002] (p. 5435)

Intervient :

- sur le rappel au règlement de M. Jacques Brunhes (cf supra) [19 novembre 2002] (p. 5301)
 - sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5333)
 - sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 5443)

Thèmes :

Collectivités territoriales : expérimentation (p. 5334, 5444)
 Collectivités territoriales : péréquation (p. 5443)
 Collectivités territoriales : projets de loi : Sénat (p. 5445)
 Coopération intercommunale : établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) (p. 5444)
 Parlement : Sénat (p. 5444 et s.)
 Partis et mouvements politiques : gauche : décentralisation (p. 5333 et s.)

Discussion des articles [21 novembre 2002] (p. 5454, 5473, 5512) ; [22 novembre 2002] (p. 5592, 5632)

Article 1er (article 1er de la Constitution - organisation de la République)

Son intervention (p. 5466 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 127 de Mme Anne-Marie Comparini (modes de scrutin : représentation des hommes et des territoires - constitution de majorités dans le respect du pluralisme) (p. 5503)
 Intervient sur l'amendement n° 115 de M. Alain Joyandet (égal accès aux nouvelles technologies d'information et de communication) (p. 5505)

Intervient sur l'amendement n° 48 de M. Jacques Myard (référendum d'initiative populaire) (p. 5506)

Intervient sur l'amendement n° 125 de Mme Anne-Marie Comparini (interdiction du cumul des fonctions de membre du Gouvernement avec tout mandat exécutif local) (p. 5507)

Après l'article 1er bis

Intervient sur l'amendement n° 97 de M. Paul Giacobbi (mesures compensant les handicaps des collectivités territoriales insérées au 14ème alinéa de l'article 34 de la Constitution) (p. 5514)

Article 3 (article 39 de la Constitution - priorité d'examen du Sénat sur les projets de loi ayant pour principal objet la libre administration des collectivités territoriales et les instances représentatives des Français établis hors de France)

Son intervention (p. 5549)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 122 de Mme Anne-Marie Comparini (rapport de la Cour des comptes sur le respect du principe de l'autonomie financière et fiscale des collectivités territoriales) (p. 5593)

Intervient sur l'amendement n° 189 de M. Gilbert Le Bris (langues régionales et minoritaires) (p. 5593)

Intervient sur l'amendement n° 124 de Mme Anne-Marie Comparini (saisine automatique du Conseil constitutionnel sur les lois relatives à la libre administration des collectivités territoriales) (p. 5594)

Article 4 (article 72 de la Constitution - libre administration des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 5604 et s.)

Article 6 (article 72-2 de la Constitution - autonomie financière des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 5654 et s.)

Proposition de loi n° 472 portant réforme des règles budgétaires et comptables applicables aux départements

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 février 2003] (p. 956)

Son intervention (p. 957)

Thèmes :

Communes : comptabilité : réforme (p. 958)

Départements : fiscalité (p. 957)

Départements : comptabilité : budget (p. 957)

Départements : comptabilité : expérimentation (p. 957)

Finances publiques : procédure budgétaire : réforme (p. 957)

Finances publiques : procédure budgétaire : services départementaux d'incendie et de secours (p. 957)

Régions : comptabilité : réforme (p. 958)

Discussion des articles [6 février 2003] (p. 960)

Article 1er (modalités de présentation et de vote du budget)

Son intervention (p. 961)

Article 2 (autorisations de programme, autorisations d'engagement et crédits de paiement)

Son intervention (p. 962)

Projet de loi n° 710 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance des mesures de simplification et de codification du droit

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 avril 2003] (p. 3053)

Article 12 (vote par procuration)

Son intervention (p. 3083 et s.)

Article 13 (formalités imposées aux candidats et modalités d'organisation de certaines élections)

Son intervention (p. 3086)

Article 14 (organisation des élections non politiques)

Son intervention (p. 3087)

Proposition de loi organique n° 936 portant réforme de la durée du mandat et de l'âge d'éligibilité des sénateurs ainsi que de la composition du Sénat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 juillet 2003] (p. 6927, 6954)

Son intervention (p. 6927)

Intervient :

- sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6937)

- sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6945)

- sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 6963)

Thèmes :

Elections et référendums : collège sénatorial : départements (p. 6937)

Elections et référendums : élections sénatoriales : durée des mandats (p. 6945)

Elections et référendums : élections sénatoriales : Gouvernement précédent (p. 6927)

Elections et référendums : élections sénatoriales : modes de scrutin (p. 6928)

Elections et référendums : élections sénatoriales : scrutin de liste (p. 6938)

Elections et référendums : modes de scrutin : parité (p. 6928, 6937)

Parlement : bicamérisme (p. 6937)

Parlement : Sénat (p. 6927)

Partis et mouvements politiques : Parti socialiste : zones rurales (p. 6946)

Discussion des articles [7 juillet 2003] (p. 6964)

Article 2 (renouvellement du Sénat par moitié et dispositions transitoires)

Son intervention (p. 6967)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. René Dosière (élargissement du collège électoral des sénateurs représentant les Français établis à l'étranger) (p. 6971)

Article 4 (âge d'éligibilité au Sénat)

Son intervention (p. 6972)

Article 5 (nombre de sénateurs élus dans les départements)

Son intervention (p. 6974 et s.)

Proposition de loi n° 937 portant réforme de l'élection des sénateurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 juillet 2003] (p. 6927)

Discussion générale commune de la proposition de loi organique n° 936 portant réforme de la durée du mandat et de l'âge d'éligibilité des sénateurs ainsi que de la composition du Sénat et de la proposition de loi n° 937 portant réforme de l'élection des sénateurs (voir Elections et référendums 936)

Discussion des articles [7 juillet 2003] (p. 6977)

Article 1er (répartition des sénateurs représentant les départements)

Son intervention (p. 6977)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Michel Vaxès (un délégué du conseil municipal au collège sénatorial par tranche de trois cents habitants) (p. 6979)

Intervient sur l'amendement n° 16 de M. Bernard Roman (un délégué du conseil municipal au collège sénatorial par tranche de quatre cents habitants et dix délégués par membre du Conseil de Paris) (p. 6979)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Michel Vaxès (un délégué du conseil municipal au collège sénatorial par tranche de cinq cents habitants) (p. 6979)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Bernard Roman (un délégué du conseil municipal au collège sénatorial par tranche de cinq cents habitants et dix délégués par membre du Conseil de Paris) (p. 6979)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Michel Vaxès (un délégué supplémentaire par tranche de sept cents habitants en sus de neuf mille) (p. 6979)

Article 5 (champ d'application du mode de scrutin majoritaire à deux tours et de la représentation proportionnelle)

Son intervention (p. 6983)

Article 6 (champ d'application du mode de scrutin majoritaire à deux tours et de la représentation proportionnelle)

Son intervention (p. 6984)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Bernard Roman (dispositions pour favoriser la parité dans l'élection des sénateurs) (p. 6986)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. René Dosière (suppression des députés du collège sénatorial) (p. 6987)

Projet de loi organique n° 855 relatif à l'expérimentation par les collectivités territoriales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juillet 2003] (p. 7628, 7640)

Son intervention (p. 7628)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7646)

Thèmes :

Collectivités territoriales : référendums (p. 7628)

Collectivités territoriales : contrôle de légalité : référendums (p. 7628)

Collectivités territoriales : exécutifs locaux : actes (p. 7628)

Collectivités territoriales : expérimentation : pouvoir réglementaire (p. 7629)

Constitution : article 39 (p. 7646)

Constitution : révision (p. 7628)

Justice : Conseil d'Etat (p. 7646)

Discussion des articles [15 juillet 2003] (p. 7683)

Article 1er (expérimentation des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 7684 et s.)

Article 2 (expérimentation des établissements publics de coopération intercommunale)

Son intervention (p. 7690)

Projet de loi organique n° 900 relatif au référendum local

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 juillet 2003] (p. 7628, 7640)

Discussion générale commune des projets de loi organique n° 900 relatif au référendum local et n° 855 relatif à l'expérimentation par les collectivités territoriales (voir Collectivités territoriales 855)

Discussion de l'article unique [15 juillet 2003] (p. 7664)

Article unique (participation des électeurs aux décisions locales)

Son intervention (p. 7667 et s.)

Après l'article unique

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Marc-Philippe Daubresse (référendum local obligatoire pour tout projet de fusion de communes) (p. 7679)

Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Jean-Pierre Blazy (élargissement du champ d'application des consultations d'initiative populaire prévues par le code général des collectivités territoriales) (p. 7680)

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. André Chassaigne (un tiers de l'assemblée délibérante d'une collectivité territoriale peut soumettre à délibération un projet de référendum local) (p. 7681)

Intervient sur l'amendement n° 13 de M. André Chassaigne (un tiers de l'assemblée délibérante d'une collectivité territoriale peut soumettre à délibération un projet de consultation locale) (p. 7681)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. André Chassaigne (un cinquième des électeurs inscrits sur les listes électorales d'une collectivité territoriale peut saisir celle-ci d'une demande de référendum sur une opération d'intérêt général) (p. 7681)

Intervient sur l'amendement n° 16 de M. André Chassaigne (un cinquième des électeurs inscrits sur les listes électorales d'une collectivité territoriale peut saisir celle-ci d'une demande de consultation sur une opération d'intérêt général) (p. 7681)

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. André Chassaigne (élargissement du droit de pétition) (p. 7682)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [24 juillet 2003] (p. 7951)

Son intervention (p. 7951)

Thèmes :

Élections et référendums : seuil de participation électorale (p. 7951)

Etat : décentralisation : lois (p. 7951)

Éric DIARD

*Bouches-du-Rhône (12^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la commission d'enquête sur l'application des mesures préconisées en matière de sécurité du transport maritime des produits dangereux ou polluants et l'évaluation de leur efficacité [J.O. du 12 février 2003] (p. 2618)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 358 visant à renforcer les garanties juridiques des exploitations d'établissements classés dans la catégorie des "débits de boissons et restaurants" face aux sanctions administratives prévues aux articles L. 3332-15 et L. 3332-16 du code de la santé publique [7 novembre 2002]

Proposition de loi n° 484 visant à rendre obligatoire l'enseignement des questions environnementales à l'école et au collège [18 décembre 2002]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Déchets, pollutions et nuisances, cours d'eau, étangs et lacs, étang de Berre, lutte et prévention [6 novembre 2002] (p. 4591)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 166, posée le 3 mars 2003. Déchets, pollutions et nuisances, air (J.O. questions p. 1485). Suppléé par M. Hervé Mariton. Appelée le 4 mars 2003, dioxyde de soufre, lutte et prévention, Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA) (p. 1521)

DÉBATS

Projet de loi n° 154 d'orientation et de programmation pour la justice

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er août 2002] (p. 2550)

Article 1er et rapport annexé (approbation du rapport présentant les orientations et les moyens budgétaires pour la justice pour les années 2003 à 2007)

Son intervention (p. 2558)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE ET SGDN

Examen des fascicules [24 octobre 2002] (p. 3907)

Procédure des questions :

Défense : hélicoptères : crédits budgétaires (p. 3947)

Projet de loi n° 607 relatif à la répression de l'activité de mercenaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [3 avril 2003] (p. 2789)

Son intervention (p. 2795)

Thèmes :

Droit pénal : sanctions pénales (p. 2796)

Politique extérieure : aide au développement (p. 2796)

Jean DIÉBOLD

*Haute-Garonne (4^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale à l'aménagement et au développement durable du territoire [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

Membre titulaire du Comité des prix de revient des fabrications d'armement [J.O. du 2 août 2002] (p. 13229)

Membre de la commission d'enquête sur les causes économiques et financières de la disparition d'Air Lib [J.O. du 26 mars 2003] (p. 5405)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 219 tendant à garantir l'indemnisation des victimes et accélérer les procédures relatives aux marchés publics en cas de catastrophe industrielle [24 septembre 2002]

Rapport d'information déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur la situation de Giat Industries [17 décembre 2002] (n° 474)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Espace, politique spatiale, perspectives [21 janvier 2003] (p. 316)

DÉBATS

Projet de loi n° 606 relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mars 2003] (p. 1565)

Son intervention (p. 1568)

Thèmes :

Communes : Toulouse (p. 1569)

Entreprises : sous-traitance (p. 1569)

Environnement : Institut national de l'environnement industriel et des risques majeurs (INERIS) (p. 1569)

Sécurité publique : risques technologiques (p. 1569)

Discussion des articles [5 mars 2003] (p. 1634) ; [6 mars 2003] (p. 1763)*Article 2 (création du comité local d'information et de concertation sur les risques)*

Son amendement n° 402 corrigé (p. 1643)

Article 3 (possibilité d'instituer des servitudes d'utilité publique en cas d'installation nouvelle sur un site existant ou de modification d'une installation existante)

Son amendement n° 461 (p. 1651)

Article 16 (informations devant figurer dans le rapport annuel des sociétés)

Son amendement n° 401 (p. 1766)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [15 juillet 2003] (p. 7577)*Article 12 (création d'une garantie d'indemnisation pour les dommages matériels des sinistrés couverts par un contrat d'assurance)*

Son amendement n° 103 (p. 7587)

Michel DIEFENBACHER*Lot-et-Garonne (2^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre suppléant de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (ex-délégation de l'Assemblée nationale à l'Assemblée de l'Atlantique Nord) [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12452)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2002 [J.O. du 31 juillet 2002] (p. 13069)

Membre titulaire du Haut Conseil du secteur public [J.O. du 2 août 2002] (p. 13229)

Membre titulaire du conseil d'administration de l'établissement public de réalisation de défaisance [J.O. du 2 août 2002] (p. 13231)

Membre titulaire du Comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics [J.O. du 3 août 2002] (p. 13301)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion des entreprises publiques afin d'améliorer le système de prise de décision (n° 502) [21 janvier 2003]

Membre de la commission d'enquête sur la gestion des entreprises publiques afin d'améliorer le système de prise de décision [J.O. du 5 février 2003] (p. 2218)

Rapporteur de la commission d'enquête sur la gestion des entreprises publiques afin d'améliorer le système de prise de décision [J.O. du 13 février 2003] (p. 2679)

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le Premier ministre [J.O. du 25 février 2003] (p. 3344)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) : annexe n° 43 : Trésor et entreprises publiques (n° 256) [10 octobre 2002]

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la proposition de résolution (n° 502) de M. Jacques Barrot, M. Patrick Ollier et M. Pierre Méhaignerie tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion des entreprises

publiques afin d'améliorer le système de prise de décision [21 janvier 2003] (n° 559)

Rapport déposé au nom de la commission d'enquête sur la gestion des entreprises publiques afin d'améliorer le système de prise de décision [3 juillet 2003] (n° 1004)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Justice. fonctionnement. loi n° 2002-1138 du 9 septembre 2002, droits des victimes, application [19 novembre 2002] (p. 5288)

Droit pénal. enlèvement et séquestration. enfants, lutte et prévention [21 mai 2003] (p. 3922)

DÉBATS

Proposition de résolution n° 502 tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion des entreprises publiques afin d'améliorer le système de prise de décision

Rapporteur de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Avant la discussion de l'article unique [29 janvier 2003] (p. 641)

Ses interventions (p. 641 et 647)

Thèmes :

Etat (p. 642, 647)

Secteur public : entreprises publiques : effectifs (p. 641)

Secteur public : entreprises publiques : gestion (p. 642)

Secteur public : entreprises publiques : situation financière (p. 641, 648)

Télécommunications : France Télécom (p. 641)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

CHARGES COMMUNES - ÉCONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE - MONNAIES ET MÉDAILLES (BUDGET ANNEXE) - COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR

Examen du fascicule [15 novembre 2002] (p. 5158)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 5160)

Thèmes avant la procédure des questions :

Finances publiques : comptes spéciaux du Trésor (p. 5160)

Moyens de paiement : pièces de monnaie : euro (p. 5161)

Secteur public : entreprises publiques : retraites : régimes autonomes et spéciaux (p. 5162)

Secteur public : entreprises publiques : situation financière (p. 5161)

Secteur public : privatisations (p. 5161)

Télécommunications : téléphones mobiles : licences (p. 5161)

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2002] (p. 5185)

COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR

Article 43 (comptes d'affectation spéciale - opérations définitives - mesures nouvelles)

Intervient sur l'amendement n° 229 du Gouvernement (réduction des crédits - de coordination - Fonds national de l'eau) (p. 5192)

Jean DIONIS du SÉJOUR*Lot-et-Garonne (1^{ère} circonscription)
Union pour la Démocratie Française*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11466)

Membre titulaire de la commission supérieure du service public des Postes et télécommunications [J.O. du 2 août 2002] (p. 13230)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux marchés énergétiques [J.O. du 18 décembre 2002] (p. 20975)

Rapporteur du projet de loi pour la confiance dans l'économie numérique (n° 528) [28 janvier 2003]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction [J.O. du 21 mai 2003] (p. 8730)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi (n° 528) pour la confiance dans l'économie numérique [12 février 2003] (n° 612)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Télécommunications. France Télécom. équilibre financier [23 octobre 2002] (p. 3841) et [3 décembre 2002] (p. 6057)

Politique extérieure. Côte d'Ivoire. situation politique [29 janvier 2003] (p. 633)

Politique extérieure. Pologne. relations bilatérales [7 mai 2003] (p. 3506)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 434, posée le 23 juin 2003. Agriculture. exploitants (J.O. questions p. 4882). Appelée le 24 juin 2003. embauche, formalités administratives, simplification (p. 5872)

DÉBATS

Projet de loi de finances rectificative n° 29 pour 2002

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 juillet 2002] (p. 2225)

Article 2 (prélèvements institués au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA))

Son amendement n° 8 (suppression du prélèvement sur le fonds de garantie des calamités agricoles) (p. 2255)

Projet de loi n° 154 d'orientation et de programmation pour la justice

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er août 2002] (p. 2550) ; [2 août 2002] (p. 2666)

Article 1er et rapport annexé (approbation du rapport présentant les orientations et les moyens budgétaires pour la justice pour les années 2003 à 2007)

Son intervention (p. 2559)

Article 29 (neutralisation des téléphones mobiles dans l'enceinte des établissements pénitentiaires)

Intervient sur l'amendement n° 288 de M. Pierre Albertini (de suppression) (p. 2684)

Projet de loi n° 190 relatif aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 octobre 2002] (p. 2897)

Son intervention (p. 2897)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi (p. 2898)

Entreprises : allègement des charges (p. 2899)

Travail : durée du travail (p. 2898)

Travail : heures supplémentaires (p. 2898)

Travail : salaires (p. 2898)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [5 novembre 2002] (p. 4499)

Son intervention (p. 4501)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) (p. 4501)

Agriculture : fruits et légumes (p. 4501)

Commerce et artisanat : grande distribution : commercialisation (p. 4501)

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Examen du fascicule [25 octobre 2002] (p. 4017)

Son intervention (p. 4027)

Thèmes avant la procédure des questions :

Postes : La Poste (p. 4028)

Recherche : crédits (p. 4027)

Télécommunications : France Télécom (p. 4029)

Télécommunications : téléphones mobiles : licences (p. 4028)

JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

III - RECHERCHE ET NOUVELLES TECHNOLOGIES

Examen du fascicule [5 novembre 2002] (p. 4427)

Son intervention (p. 4438)

Thèmes avant la procédure des questions :

Recherche : chercheurs (p. 4439)

Recherche : crédits (p. 4438)

Télécommunications : France Télécom (p. 4439)

Projet de loi n° 250 de financement de la sécurité sociale pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 octobre 2002] (p. 4260) ; [30 octobre 2002] (p. 4341)

Après l'article 6

Son amendement n° 187 rectifié (suppression de la taxe frappant les laboratoires sur les ventes directes de médicaments aux officines) : retiré (p. 4283)

Article 27 (tarif forfaitaire de remboursement pour les médicaments)

Son intervention (p. 4361)

Son amendement n° 253 (p. 4369)

Projet de loi n° 326 relatif aux marchés énergétiques et au service public de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2002] (p. 6562) ; [12 décembre 2002] (p. 6615)

Ses explications de vote :

- sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6575)

- sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 6618)

Son intervention (p. 6621)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 6643)

Thèmes :

Energie et carburants : Commission de régulation de l'énergie (CRE) (p. 6622 et s.)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 6624)

Energie et carburants : gaz : transport (p. 6623)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) (p. 6623)

Politiques communautaires : directives : gaz (p. 6575, 6618, 6622 et s.)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : EDF et GDF (p. 6624)

Secteur public : services publics (p. 6622)

Télécommunications : France Télécom (p. 6622)

Explications de vote et vote [17 décembre 2002] (p. 6828)

Ses explications de vote (p. 6830)

Projet de loi n° 402 portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 janvier 2003] (p. 670)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 69 de M. François Brottes (majorité simple pour les travaux d'accessibilité de l'immeuble aux personnes handicapées) (p. 692)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [3 avril 2003] (p. 2808)

Après l'article 2

Son amendement n° 64 rectifié (transformation des bâtiments agricoles désaffectés en habitations) (p. 2813) : adopté (p. 2815)

Projet de loi n° 528 pour la confiance dans l'économie numérique

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 février 2003] (p. 1358)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 1361)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 1381)

Thèmes :

Audiovisuel et communication (p. 1362)
 Droits de l'homme et libertés publiques (p. 1363)
 Télécommunications : Internet (p. 1362)
 Télécommunications : opérateurs (p. 1362 et s.)
 Union européenne : directives : commerce électronique (p. 1362 et s.)

Discussion des articles [25 février 2003] (p. 1386) ; [26 février 2003] (p. 1442)**Avant l'article 1er**

Intervient sur l'amendement n° 176 du Gouvernement (établissement et exploitation de réseaux de télécommunications ouverts au public par les collectivités territoriales) (p. 1387)

Intervient sur le sous-amendement n° 180 de la commission (modification de référence au code général des collectivités territoriales) à l'amendement n° 176 du Gouvernement (p. 1387)

Intervient sur l'amendement n° 3 corrigé de M. Patrice Martin-Lalande (accélération de la couverture territoriale en téléphonie mobile de deuxième génération) (p. 1391)

Intervient sur le sous-amendement n° 170 de la commission (définition générale de la notion d'itinérance locale) à l'amendement n° 3 corrigé de M. Patrice Martin-Lalande (p. 1392)

Intervient sur le sous-amendement n° 181 de la commission (de coordination) à l'amendement n° 3 corrigé de M. Patrice Martin-Lalande (p. 1392)

Intervient sur le sous-amendement n° 171 de la commission (rédactionnel) à l'amendement n° 3 corrigé de M. Patrice Martin-Lalande (p. 1392)

Intervient sur le sous-amendement n° 169 de M. Yannick Favennec (conditions d'exemption des opérateurs de radiotéléphonie mobile du financement des coûts nets des obligations du service universel) à l'amendement n° 3 corrigé de M. Patrice Martin-Lalande (p. 1393)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Patrice Martin-Lalande (insertion d'un chapitre 1er bis : Les réseaux) (p. 1393)

Intervient sur l'amendement n° 89 de M. Christian Paul (définition de la communication en ligne) (p. 1394)

Intervient sur l'amendement n° 90 de M. Jean-Pierre Kucheida (prise en charge des travaux de dissimulation des réseaux par France Télécom) (p. 1394)

Article 1er (définition de la communication publique en ligne)

Son intervention (p. 1395 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 92 de M. Alain Gouriou (accès aux documents administratifs) (p. 1400)

Intervient sur l'amendement n° 93 de M. Alain Gouriou (diffusion des données numérisées après avis de la commission d'accès aux documents administratifs) (p. 1401)

Intervient sur l'amendement n° 94 de M. Christian Paul (accès aux archives publiques) (p. 1403)

Intervient sur l'amendement n° 96 de M. Jean-Yves Le Déaut (publication et utilisation de logiciels originaux compatibles avec les standards de communication d'un autre logiciel) (p. 1404)

Intervient sur l'amendement n° 97 de M. Jean-Yves Le Déaut (droit de propriété et diffusion des logiciels libres compatibles) (p. 1404)

Intervient sur l'amendement n° 98 de M. Jean-Yves Le Déaut (instauration de standards de communication ouverts) (p. 1405)

Intervient sur l'amendement n° 99 de M. Jean-Yves Le Déaut (Etat et collectivités territoriales tenus d'utiliser des standards de communication ouverts) (p. 1405)

Intervient sur l'amendement n° 100 de M. Jean-Yves Le Déaut (missions de l'agence de l'administration électronique) (p. 1406)

Intervient sur l'amendement n° 95 de M. François Brottes (rapport au Parlement : mise en place et missions de l'agence de l'administration électronique) (p. 1406)

Article 2 (obligations et responsabilités des prestataires intermédiaires)

Son intervention (p. 1407 et s.)

Son amendement n° 182 (p. 1449)

Article 4 (responsabilité des prestataires techniques intermédiaires)

Son intervention (p. 1452)

Article 5 (attribution des noms de domaine)

Son intervention (p. 1453)

Son amendement n° 17 (p. 1453)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 11 de M. Patrice Martin-Lalande (pouvoirs de sanction pécuniaire du Conseil supérieur de l'audiovisuel - CSA, à l'égard des sociétés nationales de programme) (p. 1454)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Patrice Martin-Lalande (procédure simplifiée : pouvoirs du CSA d'ordonner la diffusion d'un communiqué à l'antenne) (p. 1455)

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Patrice Martin-Lalande (de coordination) (p. 1455)

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Patrice Martin-Lalande (rédactionnel) (p. 1455)

Intervient sur l'amendement n° 62 de la commission (publication des décisions de justice s'appuyant sur une communication publique en ligne) (p. 1455)

Article 6 (définition du commerce électronique)

Son intervention (p. 1456)

Article 7 (détermination de la loi applicable)

Son intervention (p. 1457 et s.)

Article 9 (obligation de transparence des prestataires en ligne)

Son intervention (p. 1459 et s.)

Article 10 (obligation de transparence dans la démarche publicitaire)

Son intervention (p. 1461)

Article 11 (transparence des actions promotionnelles)

Son intervention (p. 1461)

Article 12 (régime de la prospection directe)

Son intervention (p. 1463 et s.)

Son amendement n° 133 corrigé (p. 1463)

Son amendement n° 132 (p. 1465)

Avant l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 47 de la commission des lois (intitulé du chapitre III : Les obligations souscrites sous forme électronique) (p. 1467)

Article 14 (régime des actes et contrats souscrits et conservés sous forme électronique)

Son intervention (p. 1467 et s.)

Son amendement n° 18 (p. 1468)

Article 17 (définition des moyens et prestations de cryptologie)

Son intervention (p. 1469)

Article 18 (régime juridique de l'utilisation, de la fourniture, de l'importation et de l'exportation des moyens de cryptologie)

Son intervention (p. 1469 et s.)

Article 20 (responsabilité des fournisseurs de prestations de cryptologie à des fins de confidentialité)

Son intervention (p. 1471)

Son amendement n° 134 (p. 1471)

Article 21 (responsabilité des prestataires de services de certification électronique pour les certificats présentés par eux comme qualifiés)

Son intervention (p. 1472)

Article 22 (sanctions administratives à l'encontre des fournisseurs de moyens de cryptologie)

Son intervention (p. 1473)

Article 24 (pouvoirs des agents spécialisés en matière de constatation des infractions au régime de la cryptologie)

Son intervention (p. 1474 et s.)

Article 25 (aggravation des sanctions pénales en cas d'utilisation de moyens de cryptologie afin de préparer ou de commettre une infraction)

Son intervention (p. 1475 et s.)

Article 26 (interceptions de sécurité des messages cryptés - sanctions pénales en cas de refus de communiquer la convention de déchiffrement)

Son intervention (p. 1477)

Article 29 (dispositions transitoires)

Son intervention (p. 1481)

Après l'article 37

Intervient sur l'amendement n° 85 rectifié de la commission (insertion d'un titre IV bis : Du développement des technologies de l'information et de la communication) (p. 1484)

Intervient sur l'amendement n° 86 de la commission (financement des coûts nets des obligations de service universel) (p. 1485)

Débat sur la participation à l'aide au développement en Afrique**[10 avril 2003] (p. 3107)**

Son intervention (p. 3115)

Thèmes :

Langue française : enseignement du français à l'étranger (p. 3115)

Organisations internationales : Organisation des nations unies (ONU) (p. 3117)

Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 3117)

Politique économique : croissance (p. 3117)

Politique extérieure : aide au développement (p. 3116)

Politiques communautaires : aides communautaires : aide au développement (p. 3116)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [11 juin 2003] (p. 5029)**

Son intervention (p. 5055)

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Article 20 [séance du 25 juin 2003] (possibilité de rachat de périodes de cotisation, dans la limite de douze trimestres)
Son intervention (p. 6002 et s.)

Projet de loi n° 950 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juillet 2003] (p. 7362, 7449)

Article 10 (administration et représentation de l'ANRU)

Son sous-amendement n° 256 rectifié à l'amendement n° 88 de la commission (p. 7426)

Article 22 (exonération de taxe professionnelle et de taxe foncière sur les propriétés bâties)

Son sous-amendement n° 360 à l'amendement n° 107 de la commission (p. 7461)

Article 27 (création d'une procédure de rétablissement personnel)

Son amendement n° 318 (p. 7490)

Marc DOLEZ

*Nord (17^{ème} circonscription)
Socialiste*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 8 février 2003] (p. 2453)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 8 février 2003] (p. 2453)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 26 février 2003] (p. 3447)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 26 février 2003] (p. 3447)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 24 avril 2003] (p. 7359)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 24 avril 2003] (p. 7359)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 mai 2003] (p. 9156)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 mai 2003] (p. 9156)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 181, posée le 3 mars 2003. Transports par eau, transports fluviaux (J.O. questions p. 1488). Appelée le 4 mars 2003. batellerie artisanale, aides de l'Etat (p. 1508)

DÉBATS

Projet de loi n° 758 relatif à la chasse

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [14 mai 2003] (p. 3711)

Article 3 (adhérents des fédérations départementales des chasseurs)

Son amendement n° 51 (p. 3731)

Projet de loi n° 950 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juillet 2003] (p. 7362)

Article 1er et annexe 1 (programmes d'action dans les zones urbaines sensibles (ZUS))

Son amendement n° 187 (p. 7369)

Article 2 (objectifs de résultats des programmes d'action dans les ZUS)

Son amendement n° 199 (p. 7382)

Article 3 (création d'un observatoire national des ZUS)

Son amendement n° 200 (p. 7382)

Jacques DOMERGUE

*Hérault (2^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11466)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'un dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise [J.O. du 1^{er} août 2002] (p. 13132)

Membre titulaire du conseil de surveillance du Fonds de financement de la protection complémentaire de la couverture universelle du risque maladie [J.O. du 2 août 2002] (p. 13231)

Membre de la mission d'information sur la question des signes religieux à l'école [J.O. du 4 juin 2003] (p. 9541)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 843 relative aux personnes polyhandicapées [14 mai 2003]

Proposition de loi n° 923 donnant aux députés la qualité de membres de droit des conseils d'administration des établissements publics de santé situés dans leur circonscription [13 juin 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Assurance maladie maternité : généralités, conventions avec les praticiens, médecins spécialistes, nomenclature des actes [30 octobre 2002] (p. 4338)

Santé, épidémies, pneumopathie atypique, propagation, lutte et prévention [9 avril 2003] (p. 3016)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 67, posée le 16 décembre 2002. Aménagement du territoire, zones franches urbaines (J.O. questions p. 4847). Appelée le 17 décembre 2002. perspectives (p. 6804)

n° 240, posée le 24 mars 2003. Police, police de proximité (J.O. questions p. 2096). Appelée le 25 mars 2003. effectifs, Montpellier (p. 2351)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

III - RECHERCHE ET NOUVELLES TECHNOLOGIES

Examen du fascicule [5 novembre 2002] (p. 4427)

Son intervention (p. 4435)

Thèmes avant la procédure des questions :

Recherche : chercheurs (p. 4435)

Recherche : crédits (p. 4435)

Recherche : recherche industrielle

SANTÉ, FAMILLE ET PERSONNES HANDICAPÉES

Examen du fascicule [12 novembre 2002] (p. 4939)

Son intervention (p. 4939)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 4940)

Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 4940)

Sécurité sociale : dépenses (p. 4939)

Renaud DONNEDIEU de VABRES

*Indre-et-Loire (1^{ère} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Vice-président de la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 juin 2002] (p. 11184)

Rapporteur de la proposition de résolution sur la coopération judiciaire entre l'Union européenne et les Etats-Unis d'Amérique (15748/E 2210) (n° 715) [26 mars 2003]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur la proposition de résolution (n° 715) de M. Didier Quentin sur la coopération judiciaire entre l'Union européenne et les Etats-Unis d'Amérique (15748/E 2210) [26 mars 2003] (n° 754)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Politique extérieure. Moyen-Orient. conférence pour la paix [25 mars 2003] (p. 2367)

*DÉBATS***Projet de loi n° 187 relatif à la programmation militaire pour les années 2003 à 2008**

Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, suppléant M. Pierre Lellouche

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 novembre 2002] (p. 5933)

Son intervention (p. 5940)

Thèmes :

Défense : armements et équipements : coopération économique (p. 5940)
Défense : armes nucléaires : prolifération (p. 5940)
Défense : crédits (p. 5940)
Défense : défense opérationnelle du territoire (DOT) (p. 5941)
Défense : Délégation générale pour l'armement (DGA) (p. 5941)
Défense : direction des chantiers navals (p. 5940)
Défense : GIAT-Industries (p. 5941)
Défense : loi de programmation militaire (p. 5940 et s.)
Défense : opérations extérieures : crédits budgétaires (p. 5940)
Défense : porte-avions (p. 5941)
Défense : sous-marins nucléaires (p. 5941)
Espace : satellites (p. 5940)
Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : résolution (p. 5940)
Politique extérieure : relations Est-Ouest (p. 5941)

Jean-Pierre DOOR

*Loiret (4^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre suppléant du Haut conseil des musées de France [J.O. du 2 août 2002] (p. 13232)

Rapporteur de la proposition de loi relative à la responsabilité civile médicale (n° 370) [20 novembre 2002]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de

financement de la sécurité sociale pour 2003 [J.O. du 22 novembre 2002] (p. 19330)

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. du 6 décembre 2002] (p. 20192)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive [J.O. du 8 juillet 2003] (p. 11582)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 424 tendant à créer une procédure officielle permettant, dans un cadre légal, de pratiquer obligatoirement un test HIV aux individus poursuivis pour viol [28 novembre 2002]

Proposition de loi n° 431 tendant à modifier le régime de redevance institué par la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive [28 novembre 2002]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat (n° 370), relative à la responsabilité civile médicale [11 décembre 2002] (n° 464)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Système pénitentiaire. évasions. lutte et prévention [18 mars 2003] (p. 2130)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 12, posée le 14 octobre 2002. Patrimoine culturel. archéologie (J.O. questions p. 3481). Appelée le 15 octobre 2002. archéologie préventive, loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001, application (p. 3285)

n° 68, posée le 16 décembre 2002. Professions sociales. aides à domicile (J.O. questions p. 4848). Appelée le 17 décembre 2002. financement (p. 6805)

n° 277, posée le 28 avril 2003. Handicapés. enfants (J.O. questions p. 3245). Appelée le 29 avril 2003. établissements, centre médico-social précoce, Loiret (p. 3200)

*DÉBATS***Projet de loi n° 250 de financement de la sécurité sociale pour 2003****PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [28 octobre 2002] (p. 4161)

Son intervention (p. 4168)

Thèmes :

Professions de santé : conditions de travail (p. 4168)
Santé : politique de la santé (p. 4168)
Sécurité sociale : équilibre financier (p. 4169)

Discussion des articles [29 octobre 2002] (p. 4296)

Article 15 (suppression du mécanisme dit des "lettres-clefs flottantes" et des comités médicaux régionaux)

Son intervention (p. 4311)

Article 18 (dénomination et missions du service médical de l'assurance maladie)

Son intervention (p. 4317)

Proposition de loi n° 370 relative à la responsabilité civile médicale

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 décembre 2002] (p. 6963)

Son intervention (p. 6965)

Thèmes :

Assurances : responsabilité civile (p. 6965)
Etablissements de santé : droits du malade (p. 6965)
Etablissements de santé : missions (p. 6967)
Professions de santé : anesthésistes (p. 6966)
Professions de santé : médecins (p. 6966)
Professions de santé : médecins spécialistes (p. 6965)
Santé : accidents thérapeutiques (p. 6965)
Santé : maladies (p. 6966)

Discussion des articles [18 décembre 2002] (p. 6975)

Article 5 (nouveau régime juridique des contrats d'assurance en responsabilité civile médicale : entrée en vigueur)

Son intervention (p. 6977)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (épreuves de vérification de l'aptitude des assistants d'actes opératoires soumises à une date limite du 31 décembre 2003 et non plus 2002) (p. 6978)

Projet de loi n° 638 renforçant la lutte contre la violence routière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 mars 2003] (p. 2212)

Son intervention (p. 2213)

Thèmes :

Droit pénal : répression (p. 2214)

Sécurité routière : contrôle médical (p. 2214)

Discussion des articles [20 mars 2003] (p. 2257, 2286)*Avant l'article 8*

Intervient sur l'amendement n° 56 de la commission (examen médical, préalable au permis de conduire, renouvelé ensuite tous les dix ans, puis tous les 3 ans à partir de 70 ans) (p. 2266)

Avant l'article 12

Son amendement n° 99 (débridage des moteurs des automobiles) : rejeté (p. 2288)

Article 13 (déplacement d'installations et d'ouvrages situés sur le domaine public routier)

Son amendement n° 96 (p. 2299)

Projet de loi n° 960 modifiant la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 juillet 2003] (p. 6819)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6836)

Son intervention (p. 6855)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 6871)

Thèmes :

Patrimoine culturel : archéologie préventive (p. 6836, 6855, 6871)

Patrimoine culturel : politique du patrimoine (p. 6836, 6855)

Recherche : Institut national de recherche et d'archéologie préventive (INRAP) (p. 6856)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 6920)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [16 juillet 2003] (p. 7756)

Son intervention (p. 7760)

Thèmes :

Patrimoine culturel : archéologie préventive (p. 7760)

Patrimoine culturel : politique du patrimoine (p. 7760)

Patrimoine culturel : redevance d'archéologie préventive (p. 7761)

Recherche : Institut national de recherche et d'archéologie préventive (INRAP) (p. 7760)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 7761)

Proposition de loi n° 609 visant à restreindre la consommation de tabac chez les jeunes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2003] (p. 7243)

Son intervention (p. 7249)

Thèmes :

Jeunes : tabagisme (p. 7249)

Santé : maladies (p. 7249)

Santé : politique de la santé (p. 7249)

Santé : tabagisme (p. 7249)

Discussion des articles [10 juillet 2003] (p. 7257)*Article 1er (interdiction de la vente ou de l'offre à titre gratuit des produits du tabac à des mineurs de moins de seize ans)*

Son intervention (p. 7260)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 7271)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 7271)

Projet de loi n° 678 relatif au mécénat et aux fondations

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2003] (p. 7765)

Son intervention (p. 7770)

Thèmes :

Associations : contrôles (p. 7770)

Culture : mécénat (p. 7770)

Donations et successions : exonérations : dons (p. 7770)

Enseignement : établissements scolaires : pays étrangers (p. 7770)

Etat (p. 7770)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des dons faits par les particuliers (p. 7770)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des dons faits par les particuliers : lutte contre l'exclusion (p. 7770)

Lois : fonction (p. 7770)

Parlement : Sénat (p. 7770)

Explications de vote et vote

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 7770)

Dominique DORD*Savoie (1^{ère} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire du comité de surveillance du Fonds de solidarité vieillesse [J.O. du 2 août 2002] (p. 13230)

Membre titulaire du conseil de surveillance de la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14787)

Cesse d'appartenir au conseil de surveillance de la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés [J.O. du 28 septembre 2002] (p. 16026)

Membre titulaire du conseil de surveillance de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale [J.O. du 28 septembre 2002] (p. 16026)

Vice-président du conseil de surveillance de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale [J.O. du 4 octobre 2002] (p. 16456)

Rapporteur du projet de loi relatif à la négociation collective sur les restructurations ayant des incidences sur l'emploi (n° 375) [14 novembre 2002]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant relance de la négociation collective en matière de licenciements économiques [J.O. du 19 décembre 2002] (p. 21117)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 375) relatif à la négociation collective sur les restructurations ayant des incidences sur l'emploi [20 novembre 2002] (n° 386)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Retraites : généralités, réforme, perspectives [4 février 2003] (p. 782)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 241, posée le 24 mars 2003. Transports ferroviaires, ligne Lyon-Turin (J.O. questions p. 2096). Appelée le 25 mars 2003, perspectives (p. 2342)

*DÉBATS***Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 novembre 2002] (p. 5367)

Son intervention (p. 5385)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation : histoire (p. 5385)

Collectivités territoriales : décentralisation : projets de loi (p. 5385 et s.)

Collectivités territoriales : élus locaux (p. 5385)

Partis et mouvements politiques : gauche : décentralisation (p. 5385 et s.)

Secteur public : services publics (p. 5386)

Discussion des articles [26 novembre 2002] (p. 5758)*Article 6 (article 72-2 de la Constitution - autonomie financière des collectivités territoriales)*

Son intervention (p. 5775 et s.)

Projet de loi n° 375 relatif à la négociation collective sur les restructurations ayant des incidences sur l'emploi

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 décembre 2002] (p. 6101) ; [4 décembre 2002] (p. 6158)

Son intervention (p. 6105)

Intervient :

- sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6118)

- sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6175)

Thèmes :

Assemblée nationale : incidents de séance (p. 6175)

Entreprises : chefs d'entreprises (p. 6105, 6118, 6173)

Entreprises : compétitivité (p. 6105)

Politique économique : conjoncture (p. 6176)

Politique sociale : généralités (p. 6118)

Syndicats : représentativité (p. 6106)

Travail : licenciements (p. 6105, 6118)

Travail : médiation (p. 6118)

Travail : négociations (p. 6176)

Discussion des articles [5 décembre 2002] (p. 6232, 6252, 6292)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 179 de M. Gaëtan Gorce (présence obligatoire de représentants des salariés au sein du conseil d'administration) (p. 6233)

Intervient sur l'amendement n° 178 corrigé de M. Gaëtan Gorce (information du salarié préalable à un licenciement notifiée dans un délai de quinze jours au lieu de cinq) (p. 6234)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Maxime Gremetz (conditions de réintégration du salarié après un licenciement abusif) (p. 6235)

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. Maxime Gremetz (responsabilité des entreprises qui abusent de la sous-traitance) (p. 6237)

Intervient sur l'amendement n° 16 de M. Maxime Gremetz (interdiction de la sous-traitance abusive) (p. 6238)

Intervient sur l'amendement n° 13 de M. Jacques Desallangre (caractère abusif du licenciement collectif économique réalisé par une société prospère) (p. 6239)

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Maxime Gremetz (définition précise et stricte du licenciement économique) (p. 6239)

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Jacques Desallangre (salaire jusqu'à la retraite récupéré sur les actionnaires en cas de licenciement par une entreprise prospère) (p. 6241)

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Maxime Gremetz (information du salarié d'une modification de son contrat de travail ; l'absence d'accord écrit vaut refus) (p. 6241)

Intervient sur l'amendement n° 20 de M. Maxime Gremetz (nullité du licenciement en cas d'absence d'instance représentative du personnel) (p. 6242)

Intervient sur l'amendement n° 21 de M. Maxime Gremetz (conditions de mise en œuvre d'un plan de sauvegarde de l'emploi) (p. 6242)

Intervient sur l'amendement n° 22 de M. Maxime Gremetz (caractère suspensif du licenciement en cas de saisine du juge de première instance) (p. 6243)

Intervient sur l'amendement n° 23 de M. Maxime Gremetz (caractère "pertinent" des mesures de sauvegarde de l'emploi) (p. 6243)

Intervient sur l'amendement n° 58 de M. Gaëtan Gorce (information des intéressés sur les motifs d'un licenciement collectif sans plan social) (p. 6244)

Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Maxime Gremetz (droit d'opposition aux licenciements économiques pour les représentants du personnel) (p. 6252)

Intervient sur l'amendement n° 26 corrigé de M. Maxime Gremetz (droit du salarié licencié de saisir le bureau de jugement du conseil des prud'hommes) (p. 6253)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Maxime Gremetz (mise à l'étude obligatoire des avis, objections et suggestions des représentants du personnel) (p. 6254)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Maxime Gremetz (représentation commune des salariés d'une entreprise sous-traitante et des salariés de l'entreprise donneuse d'ordre) (p. 6255)

Intervient sur l'amendement n° 98 de M. Hervé Novelli (rétablissement de la loi n° 97-277 du 25 mars 1997 dite "loi Thomas" sur les compléments d'épargne retraite) (p. 6255)

Intervient sur l'amendement n° 60 de M. Gaëtan Gorce (accords interprofessionnels pour que les salariés s'adaptent à l'évolution de leurs emplois) (p. 6257)

Article 1er (articles 97, 98, 99, 101, 104, 106, 109 et 116 de la loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002) : suspension de certains articles de la loi de modernisation sociale du 17 janvier 2002 relatifs à la procédure des licenciements économiques)

Son intervention (p. 6262 et s.)

Article 2 (expérimentations par accord d'entreprise sur la procédure à suivre en cas de licenciement d'au moins dix salariés sur une même période de trente jours)

Son intervention (p. 6296 et s.)

Article 3 (droit applicable aux procédures en cours à la date de la promulgation de la présente loi)

Son intervention (p. 6310 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 106 de M. Hervé Novelli (définition du harcèlement moral) (p. 6314)

Intervient sur l'amendement n° 39 de M. Pierre Morange (charge de la preuve et présomption d'innocence en matière de harcèlement moral) (p. 6314)

Intervient sur l'amendement n° 195 rectifié de M. Pierre Morange (procédure de médiation pour les salariés se plaignant de harcèlement sexuel ou moral) (p. 6317)

Intervient sur l'amendement n° 11 de M. Maxime Gremetz (le non-renouvellement des contrats est traité comme un licenciement dès lors que les salariés en contrat à durée déterminée ou mis à disposition représentent plus de 5 % des effectifs) (p. 6319)

Intervient sur l'amendement n° 40 de Mme Chantal Bourragu (détermination de l'ordre du jour du comité d'entreprise) (p. 6319)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Jean-Michel Fourgous (détermination de l'ordre du jour du comité d'entreprise) (p. 6319)

Intervient sur l'amendement n° 196 rectifié du Gouvernement (prise en charge des cotisations de retraite complémentaire pour les bénéficiaires de l'allocation spécifique d'attente devenue l'allocation équivalent retraite) (p. 6321)

Intervient sur l'amendement n° 12 de M. Maxime Gremetz (majoration des cotisations patronales pour les entreprises coupables de recours à l'emploi non déclaré) (p. 6321)

Titre

Intervient sur l'amendement n° 41 de M. Jean-Michel Dubernard (nouveau titre : "Projet de loi portant relance de la négociation collective en matière de licenciements économiques") (p. 6323)

Explications de vote et vote [10 décembre 2002] (p. 6361)

Son intervention (p. 6370)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 janvier 2003] (p. 218)

Article 7 bis (relèvement des peines encourues pour certaines infractions douanières)

Son amendement n° 355 (p. 252)

François DOSÉ

*Meuse (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre titulaire du Comité local d'information et de suivi du laboratoire souterrain de Bure [J.O. du 2 août 2002] (p. 13231)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 15 janvier 2003] (p. 883)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Retraites : régime agricole. retraites complémentaires. financement [29 octobre 2002] (p. 4258)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 80, posée le 13 janvier 2003. Commerce et artisanat. autorisations d'ouverture (J.O. questions p. 127). Appelée le 14 janvier 2003. commissions départementales d'équipement commercial, fonctionnement (p. 9)

n° 355, posée le 26 mai 2003. Handicapés. polyhandicapés (J.O. questions p. 3971). Appelée le 27 mai 2003. structures d'accueil, création, Commerce (p. 4237)

René DOSIÈRE

*Aisne (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11116)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'amnistie [J.O. du 26 juillet 2002] (p. 12837)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation pour la justice [J.O. du 3 août 2002] (p. 13302)

Membre titulaire du comité directeur du Fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14786)

Membre de la mission d'information sur la question des signes religieux à l'école [J.O. du 4 juin 2003] (p. 9541)

Secrétaire de la mission d'information sur la question des signes religieux à l'école [J.O. du 6 juin 2003] (p. 9690)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Elections et référendums. élections régionales. mode de scrutin, réforme [8 avril 2003] (p. 2939)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 329, posée le 19 mai 2003. Transports urbains. Non appelée (J.O. questions p. 3729)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Estime que le Gouvernement répond aux interventions des députés de la majorité mais pas à celles émanant de représentants de l'opposition [21 novembre 2002] (p. 5436)

Souhaite que le Gouvernement et M. Jean-Louis Debré, Président de l'Assemblée nationale, s'expriment sur l'article 3 du projet de loi constitutionnelle relatif à l'organisation décentralisée de la République [22 novembre 2002] (p. 5561)

Estime que l'article 44, alinéa 2 de la Constitution ne s'applique pas aux sous-amendements [22 novembre 2002] (p. 5583)

Se réjouit que la séance soit présidée par M. Jean-Louis Debré et exprime son opposition à l'article 3 du projet de loi constitutionnelle relatif à l'organisation décentralisée de la République [22 novembre 2002] (p. 5632)

Cite M. Jean-Louis Debré, Président de l'Assemblée, selon lequel "on ne réforme pas la Constitution à la sauvette" [26 novembre 2002] (p. 5771)

Rappelle la réponse faite par M. Jean-Louis Debré, Président de l'Assemblée, à M. Victorin Lurel qui craignait "de voir expédier à cinq heures du matin" la discussion de l'article 7 - portant sur l'outre-mer - du projet de loi constitutionnelle relatif à l'organisation décentralisée de la République [26 novembre 2002] (p. 5793)

Observe que M. Pascal Clément a retiré un amendement de la commission portant sur l'article 8 alors qu'il s'exprimait sur l'article 7 - portant lui aussi sur l'outre-mer - du projet de loi constitutionnelle relatif à l'organisation décentralisée de la République [27 novembre 2002] (p. 5846)

Demande que les simulations sur les conséquences du nouveau mode de scrutin fournies à la commission et effectuées à partir du texte soumis au Conseil d'Etat soient actualisées à partir de celui discuté à l'Assemblée nationale et demande une suspension de séance pour permettre à la commission de se réunir [11 février 2003] (p. 1158)

Demande une nouvelle suspension de séance pour réunir son groupe, le ministre de l'intérieur n'ayant pas répondu à sa demande formulée lors de la séance précédente : disposer de simulations électorales correspondant à la nouvelle version de l'article 14 du projet de loi et non de documents faux [11 février 2003] (p. 1173)

Déplore que, sur la création d'un délit d'interruption involontaire de grossesse, le débat n'ait pu aller au fond et que le scrutin public soit intervenu trop rapidement [19 mars 2003] (p. 2240)

Souligne qu'au moment où l'Assemblée légifère pour diminuer la mortalité sur la route, une guerre très meurtrière débute en Irak, hors la loi internationale. Le parti socialiste souhaite qu'elle se termine dans les plus brefs délais [20 mars 2003] (p. 2256)

DÉBATS**Projet de loi n° 19 portant amnistie****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [9 juillet 2002] (p. 1868)**

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1873)

Thèmes :

Amnistie (p. 1873)

Collectivités territoriales : ressources : amnistie (p. 1876)

Constitution : séparation des pouvoirs : amnistie (p. 1876)

Droit pénal : grâce : amnistie (p. 1876)

Droit pénal : infractions : sécurité routière (p. 1877)

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité : amnistie (p. 1876)

Elections et référendums : élection présidentielle : amnistie (p. 1874)

Système pénitentiaire : centres pénitentiaires : amnistie (p. 1875)

Discussion des articles [9 juillet 2002] (p. 1919)**Article 2 (amnistie en raison de la nature de l'infraction)**

Intervient sur l'amendement n° 24 de M. Jean-Christophe Lagarde (exclusion des contraventions de police et de grande voirie) (p. 1920)

Article 9 (champ d'application de l'amnistie individuelle par décret du Président de la République)

Son intervention (p. 1927)

Projet de loi n° 154 d'orientation et de programmation pour la justice**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [1er août 2002] (p. 2550, 2582)****Article 2 (programmation des crédits et des emplois sur la période 2003-2007)**

Son intervention (p. 2569)

Article 3 (soumission des marchés de conception, de construction et d'aménagement d'établissements pénitentiaires au code des marchés publics)

Intervient sur l'amendement n° 107 de M. André Vallini (de suppression) (p. 2583)

Projet de loi n° 2 portant règlement définitif du budget de 2001**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [1er octobre 2002] (p. 2757)**

Son intervention (p. 2771)

Thème :

Finances publiques : crédits budgétaires : Président de la République (p. 2771 à 2773)

Proposition de loi n° 194 relative à la conduite automobile sous l'influence de drogues illicites et psychotropes**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [8 octobre 2002] (p. 3001)**

Son intervention (p. 3004)

Thèmes :

Drogue : usage : sanctions (p. 3005)

Santé : prévention : sécurité routière (p. 3005)

Sécurité routière (p. 3004)

Sécurité routière : conduite sous l'influence de drogues (p. 3005)

Sécurité routière : conduite sous l'influence de drogues : dépistage (p. 3005)

Sécurité routière : contraventions (p. 3005)

Sécurité routière : limitations de vitesse (p. 3005)

Discussion des articles [8 octobre 2002] (p. 3019)**Article 1er (art. L. 235-2 à L. 235-4 du code de la route : sanctions encourues en cas de conduite sous l'influence de stupéfiants - organisation de dépistages aléatoires)**

Intervient sur l'amendement n° 7 du Gouvernement (référence aux résultats d'une analyse sanguine) (p. 3023)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Yves Cochet (formation aux "5 gestes qui sauvent" pour l'obtention du permis de conduire) (p. 3027)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 3028)

DEUXIÈME LECTURE**Avant la discussion des articles [23 janvier 2003] (p. 435)**

Son intervention (p. 438)

Thèmes :

Drogue : usage : aggravation des peines (p. 438)

Sécurité routière : accidents : dépistage (p. 439)

Sécurité routière : accidents : Gouvernement (p. 439)
 Sécurité routière : alcoolémie : bouilleurs de crus (p. 440)
 Sécurité routière : lutte contre la violence routière : sanctions pénales (p. 439)
 Abstention du groupe socialiste (p. 440)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

CHARGES COMMUNES - ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE - MONNAIES ET MÉDAILLES (BUDGET ANNEXE) - COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2002] (p. 5185)

CHARGES COMMUNES

Etat B, titre II

Son amendement n° 193 (Présidence de la République - réduction des crédits de 516 053 €) (p. 5185)

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 novembre 2002] (p. 5367) ; [21 novembre 2002] (p. 5435)

Son intervention (p. 5382)

Son rappel au règlement (cf supra) [21 novembre 2002] (p. 5436)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation : histoire (p. 5382)
 Collectivités territoriales : démocratie locale (p. 5383)
 Collectivités territoriales : péréquation (p. 5384)
 Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 5383)
 Coopération intercommunale : établissements publics de coopération intercommunale (EPIC) (p. 5383)
 Elections et référendums : cumul des mandats (p. 5383)
 Impôts locaux (p. 5383)
 Outre-mer : Nouvelle-Calédonie : listes électorales (p. 5384)

Discussion des articles [21 novembre 2002] (p. 5454, 5473, 5512) ; [22 novembre 2002] (p. 5561, 5592, 5632) ; [26 novembre 2002] (p. 5758) ; [27 novembre 2002] (p. 5846, 5860)

Article 1er (article 1er de la Constitution - organisation de la République)
 Son intervention (p. 5457)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 200 de M. Marc Le Fur (langues régionales - respect) (p. 5500)

Article 3 (article 39 de la Constitution - priorité d'examen du Sénat sur les projets de loi ayant pour principal objet la libre administration des collectivités territoriales et les instances représentatives des Français établis hors de France)

Reprend le sous-amendement n° 41 de la commission (nouvelle rédaction de l'article - organisation des collectivités territoriales) à l'amendement n° 11 de la commission : SCRUTIN PUBLIC (p. 5580)

Son intervention (p. 5528 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [22 novembre 2002] (p. 5561)

Son rappel au règlement (cf supra) [22 novembre 2002] (p. 5583)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 189 de M. Gilbert Le Bris (langues régionales et minoritaires) (p. 5593)

Article 4 (article 72 de la Constitution - libre administration des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 5626)

Son rappel au règlement (cf supra) [22 novembre 2002] (p. 5632)

Article 5 (article 72-1 de la Constitution - renforcement de la démocratie participative locale)

Son intervention (p. 5639 et s.)

Son amendement n° 168 (exercice du droit de pétition par les habitants) (p. 5642)

Son amendement n° 169 (référendum - participation des habitants) (p. 5644)

Son amendement n° 170 (création d'une collectivité territoriale dotée d'un statut particulier ou modification de son organisation - consultation des habitants) : SCRUTIN PUBLIC (p. 5646)

Article 6 (article 72-2 de la Constitution - autonomie financière des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 5649 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [26 novembre 2002] (p. 5771)

Article 7 (articles 72-3 et 72-4 de la Constitution - régime des collectivités situées outre-mer)

Son rappel au règlement (cf supra) [26 novembre 2002] (p. 5793)

Son intervention (p. 5852)

Article 8 (article 73 de la Constitution - régime des départements et régions d'outre-mer)

Son intervention (p. 5870)

Article 9 (article 74 de la Constitution - régime constitutionnel des collectivités d'outre-mer)

Son intervention (p. 5876)

Après l'article 9

Son amendement n° 87 (Nouvelle-Calédonie - composition du corps électoral pour les élections provinciales) (p. 5879) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 5884)

Article 10 (article 74-1 de la Constitution - habilitation permanente pour actualiser le droit applicable outre-mer par ordonnances)

Son intervention (p. 5885)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 janvier 2003] (p. 445)

Article 24 (fermeture administrative des établissements de vente à emporter d'aliments)

Son intervention (p. 449)

Article 25 (fermeture administrative des établissements de vente à emporter d'aliments)

Son intervention (p. 451)

Projet de loi n° 574 relatif à l'élection des conseillers régionaux et des représentants au Parlement européen ainsi qu'à l'aide publique aux partis politiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 février 2003] (p. 1153)

Son rappel au règlement (cf supra) [11 février 2003] (p. 1158)

Son rappel au règlement (cf supra) [11 février 2003] (p. 1173)

NOUVELLE DÉLIBÉRATION DE L'ARTICLE 4

Avant la discussion de l'article unique [8 avril 2003] (p. 2949)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2954)

Son intervention (p. 2962)

Thèmes :

Assemblée nationale : amendements (p. 2954)
 Conseil constitutionnel (p. 2954, 2958, 2962)
 Constitution : article 49, alinéa 3 (p. 2954, 2962)
 Elections et référendums : cumul des mandats (p. 2957, 2963)
 Elections et référendums : élections régionales : modes de scrutin (p. 2956, 2963)
 Elections et référendums : élections régionales : Sénat (p. 2956)
 Femmes : parité : Corse (p. 2955)
 Français de l'étranger (p. 2955)
 Lois : projet de loi : Conseil d'Etat (p. 2954)
 Partis et mouvements politiques : Front national : alliances (p. 2956)

Discussion de l'article unique [8 avril 2003] (p. 2971)

Article 4 (modification de l'article L. 346 du code électoral : minimum requis pour avoir le droit de participer au second tour des élections régionales)

Son intervention (p. 2971)

Explications de vote et vote

Vote contre du groupe socialiste (p. 2963)

Projet de loi n° 638 renforçant la lutte contre la violence routière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 mars 2003] (p. 2184, 2212)

Son intervention (p. 2200)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2220)

Thèmes :

Amnistie (p. 2200)
 Droit pénal : aggravation des peines (p. 2201)
 Droit pénal : amendes : collectivités territoriales (p. 2202)
 Sécurité routière : code de la route : codification (p. 2221)
 Sécurité routière : lutte contre la violence routière : associations (p. 2200)
 Sécurité routière : lutte contre la violence routière : contrôle (p. 2200)
 Transports : infrastructures : mise aux normes (p. 2201)

Discussion des articles [19 mars 2003] (p. 2225) ; [20 mars 2003] (p. 2257, 2286)*Après l'article 2*

Son rappel au règlement (cf supra) [19 mars 2003] (p. 2240)

Article 4 (infractions commises en état de récidive)

Son amendement n° 150 (p. 2241)

Article 6 (peines complémentaires en cas d'infractions commises à l'occasion de la conduite d'un véhicule)

Son intervention (p. 2245)

Article 7 (extension de la responsabilité pécuniaire du titulaire de la carte grise - modification de la procédure de l'amende forfaitaire)

Son intervention (p. 2257 et s.)

Son amendement n° 152 (p. 2258)

Son amendement n° 169 (p. 2260)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 171 de M. Hervé Mariton (rapport annuel sur l'utilisation du produit des amendes) (p. 2262)

Avant l'article 8

Son amendement n° 146 corrigé (examen médical, préalable au permis de conduire, puis renouvelé ensuite tous les dix ans) (p. 2264) : retiré (p. 2265)

Son sous-amendement n° 162 (certificat médical obligatoire pour les examens des permis de conduire A et B) à l'amendement n° 56 de la commission (examen médical, préalable au permis de conduire, renouvelé ensuite tous les dix ans, puis tous les 3 ans à partir de 70 ans) (p. 2264) : devenu sans objet (p. 2267)

Son sous-amendement n° 154 (examen médical tous les 10 ans même pour les personnes âgées de plus de 70 ans) à l'amendement n° 56 de la commission (p. 2264) : devenu sans objet (p. 2267)

Son sous-amendement n° 156 (les titulaires des permis A et B ont cinq ans à compter de la publication de la loi pour passer la visite médicale) à l'amendement n° 56 de la commission (p. 2264) : devenu sans objet (p. 2267)

Article 8 (permis de conduire probatoire pour les conducteurs novices)

Son intervention (p. 2270)

Article 10 (modalités du retrait des points)

Son intervention (p. 2274)

Son amendement n° 153 (p. 2274)

Après l'article 11

Son amendement n° 158 (bonification de deux points pour le conducteur suivant une formation homologuée) (p. 2286) : rejeté (p. 2287)

Son amendement n° 159 (bonus de deux points pour les titulaires du permis ayant suivi une formation aux premiers secours) (p. 2287) : rejeté (p. 2288)

Avant l'article 12

Son amendement n° 163 (formation au code de la route pour les conducteurs de voitures) (p. 2289) : adopté (p. 2290)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 161 de M. Henri Nayrou (dispositifs complémentaires de signalisation pour tout véhicule à progression lente ou encombrant) (p. 2296)

Intervient sur l'amendement n° 164 de M. Christophe Masse (immatriculation obligatoire des cyclomoteurs de moins de 50 cm3) (p. 2297)

Après l'article 13

Son amendement n° 143 (surveillance systématique des infrastructures) (p. 2300) : rejeté (p. 2301)

Après l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 175 de M. Hervé Mariton (rapport annuel d'inventaire des points d'accidentologie et bilan des mesures curatives) (p. 2305)

Article 22 (ratification de l'ordonnance relative à la partie législative du code de la route)

Son intervention (p. 2312)

Article 23 (enquêtes relevant du bureau enquêtes accidents défense)

Son intervention (p. 2313)

Son amendement n° 170 (p. 2313)

Article 24 (aménagement du principe de l'encellulement individuel)

Son intervention (p. 2313)

Son amendement n° 145 (p. 2313)

Titre

Son intervention (p. 2316)

Son amendement n° 147 (remplacer "renforçant la lutte contre la violence" par "améliorant la sécurité") : rejeté (p. 2316)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 2317)

Vote contre du groupe socialiste (p. 2317)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [4 juin 2003] (p. 4562)

Son intervention (p. 4565)

Thèmes :

Amnistie (p. 4566)

Collectivités territoriales : ressources : amendes (p. 4566)

Départements : conseils généraux (p. 4566)

Transports : infrastructures (p. 4566)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 4582)

Vote pour du groupe socialiste (p. 4582)

Proposition de loi n° 696 tendant à étendre aux communautés d'agglomération créées ex nihilo le régime de garantie d'évolution de la dotation globale de fonctionnement des communautés d'agglomération issues d'une transformation

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [20 mars 2003] (p. 2317)

Son intervention (p. 2322)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dotation globale de fonctionnement (DGF) : réforme (p. 2322 et s.)

Collectivités territoriales : dotation globale de fonctionnement (DGF) : régions (p. 2323)

Collectivités territoriales : dotation globale de fonctionnement (DGF) : taxe professionnelle (p. 2323)

Coopération intercommunale : communautés d'agglomération : suffrage universel (p. 2322)

Impôts locaux (p. 2323)

Parlement : parlementaires : cumul des mandats (p. 2322)

Projet de loi n° 640 relatif aux assistants d'éducation

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [27 mars 2003] (p. 2529)*Avant l'article 2*

Intervient sur l'amendement n° 1670 de M. Yves Durand (enseignement des technologies de l'information et de la communication) (p. 2533)

Intervient sur l'amendement n° 1671 de M. Jean-Marc Ayrault (enseignement des technologies de l'information et de la communication) (p. 2533)

Intervient sur l'amendement n° 1672 de M. Alain Néri (enseignement des technologies de l'information et de la communication) (p. 2533)

Intervient sur l'amendement n° 1673 de M. Patrick Roy (enseignement des technologies de l'information et de la communication) (p. 2533)

Intervient sur l'amendement n° 1674 de Mme Catherine Génisson (enseignement des technologies de l'information et de la communication) (p. 2533)

Intervient sur l'amendement n° 1675 de M. Victorin Lurel (enseignement des technologies de l'information et de la communication) (p. 2533)

Intervient sur l'amendement n° 1676 de Mme Hélène Mignon (enseignement des technologies de l'information et de la communication) (p. 2533)

Intervient sur l'amendement n° 1677 de M. Simon Renucci (enseignement des technologies de l'information et de la communication) (p. 2533)

Intervient sur l'amendement n° 1678 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (enseignement des technologies de l'information et de la communication) (p. 2533)

Intervient sur l'amendement n° 1679 de M. Gaëtan Gorce (enseignement des technologies de l'information et de la communication) (p. 2533)

Intervient sur l'amendement n° 1680 de M. Christophe Masse (enseignement des technologies de l'information et de la communication) (p. 2533)

Intervient sur l'amendement n° 1681 de M. Jean-Pierre Blazy (enseignement des technologies de l'information et de la communication) (p. 2533)

Proposition de loi n° 700 tendant à autoriser le vote par correspondance électronique des Français établis hors de France pour les élections du Conseil supérieur des Français de l'étranger

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 mars 2003] (p. 2520)

Son intervention (p. 2524)

Thèmes :

Assemblée nationale : ordre du jour (p. 2525)

Constitution : article 49, alinéa 3 : élections européennes (p. 2526)

Elections et référendums : collège sénatorial (p. 2526)

Elections et référendums : droit de vote (p. 2526)

Elections et référendums : élection présidentielle (p. 2525)

Elections et référendums : listes électorales (p. 2525)

Elections et référendums : propagande électorale (p. 2525)

Elections et référendums : suffrage universel (p. 2525)
 Français de l'étranger : représentation (p. 2524)
 Français de l'étranger : Conseil supérieur des Français de l'étranger
 (p. 2524, 2426)

Discussion des articles [27 mars 2003] (p. 2527)

Article 2 (prorogation du mandat des délégués au Conseil supérieur des Français de l'étranger du Liberia et de Côte-d'Ivoire)

Son intervention (p. 2527)
 Son amendement n° 4 (p. 2527)

Après l'article 2

Son amendement n° 5 (extension du vote par correspondance et du vote électronique à d'autres élections pour les Français établis hors de France) : retiré (p. 2528)

Son amendement n° 6 (registre électoral unique pour les élections politiques et les élections au Conseil supérieur des Français de l'étranger) : retiré (p. 2529)

Explications de vote et vote

Vote pour du groupe socialiste (p. 2525)

Projet de loi n° 710 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance des mesures de simplification et de codification du droit

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 avril 2003] (p. 2975)

Son intervention (p. 3001)

Thèmes :

Elections et référendums : campagnes électorales : financement (p. 3002)
 Elections et référendums : vote par procuration (p. 3002)
 Marchés publics (p. 3002)
 Ordonnances (p. 3001)
 Parlement : prérogatives (p. 3001)

Projet de loi n° 861 organisant une consultation des électeurs de Corse sur la modification de l'organisation institutionnelle de la Corse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 mai 2003] (p. 4288)

Son intervention (p. 4302)
 Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 4310)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions (p. 4303)
 Assemblée nationale : motions de procédure (p. 4311)
 Constitution : article 34 (p. 4311)
 Parlement : Sénat (p. 4303)
 Politique générale : Gouvernement précédent (p. 4302)
 Politique générale : institutions : réforme (p. 4303)

Discussion des articles [27 mai 2003] (p. 4312)

Article 1er et annexe (consultation des électeurs de Corse sur l'annexe au projet de loi)

Son intervention (p. 4315 et s.)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Avant l'article 1er [séances des 12, 13, 14 juin 2003] (principes)
 Son intervention (p. 5240 et s.)

Article 1er [séances du 16 juin 2003] (système de retraites par répartition)
 Son intervention (p. 5347 et s.)

Article 2 [séances des 16 et 17 juin 2003] (contributivité)
 Son intervention (p. 5394)

Article 3 [séances du 17 juin 2003] (équité)
 Son intervention (p. 5491)

Proposition de loi organique n° 936 portant réforme de la durée du mandat et de l'âge d'éligibilité des sénateurs ainsi que de la composition du Sénat

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 juillet 2003] (p. 6964)

Après l'article 3

Son amendement n° 7 (élargissement du collège électoral des sénateurs représentant les Français établis à l'étranger) (p. 6970) : rejeté (p. 6971)

Proposition de loi n° 937 portant réforme de l'élection des sénateurs

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 juillet 2003] (p. 6977)

Après l'article 7

Son amendement n° 15 (suppression des députés du collège sénatorial) : rejeté (p. 6987)

Projet de loi organique n° 855 relatif à l'expérimentation par les collectivités territoriales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juillet 2003] (p. 7640)

Son intervention (p. 7658)

Thèmes :

Collectivités territoriales : démocratie locale (p. 7659)
 Collectivités territoriales : exécutifs locaux (p. 7660)
 Collectivités territoriales : transferts de compétences : financement (p. 7659)
 Coopération intercommunale (p. 7660)
 Elections et référendums : abstentionnisme (p. 7660)
 Elections et référendums : référendums : Corse (p. 7659)

Projet de loi organique n° 900 relatif au référendum local

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 juillet 2003] (p. 7628, 7640)

Discussion générale commune des projets de loi organique n° 900 relatif au référendum local et n° 855 relatif à l'expérimentation par les collectivités territoriales (voir Collectivités territoriales 855)

Discussion de l'article unique [15 juillet 2003] (p. 7664)

Article unique (participation des électeurs aux décisions locales)

Son amendement n° 30 (p. 7666)
 Son intervention (p. 7668 et s.)
 Son amendement n° 32 (p. 7671)

Après l'article unique

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Marc-Philippe Daubresse (référendum local obligatoire pour tout projet de fusion de communes) (p. 7679)

Philippe DOUSTE-BLAZY

Haute-Garonne (1^{ère} circonscription)
 Union pour la Majorité Présidentielle
 puis Union pour un Mouvement Populaire

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la commission d'enquête sur la gestion des entreprises publiques afin d'améliorer le système de prise de décision. [J.O. du 5 février 2003] (p. 2218)

Président de la commission d'enquête sur la gestion des entreprises publiques afin d'améliorer le système de prise de décision. [J.O. du 13 février 2003] (p. 2679)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 219 tendant à garantir l'indemnisation des victimes et accélérer les procédures relatives aux marchés publics en cas de catastrophe industrielle [24 septembre 2002]

Proposition de loi n° 667 visant à la reconnaissance de l'œuvre positive de l'ensemble de nos concitoyens qui ont vécu en Algérie pendant la période de la présence française [5 mars 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Irak. intervention des Etats-Unis, conséquences [18 mars 2003] (p. 2124)

Retraites : généralités. réforme. perspectives [14 mai 2003] (p. 3658)

DÉBATS

Proposition de résolution n° 502 tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion des entreprises publiques afin d'améliorer le système de prise de décision**Avant la discussion de l'article unique [29 janvier 2003] (p. 641)**

Son intervention (p. 642)

Thèmes :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 642)
 Etat (p. 642)
 Secteur public : entreprises publiques : gestion (p. 642)
 Secteur public : entreprises publiques : situation financière (p. 642)
 Télécommunications : France Télécom (p. 642)

Déclaration du Gouvernement n° 880 sur les infrastructures 2003-2020 et débat sur cette déclaration**[20 mai 2003] (p. 3826)**

Son intervention (p. 3893)

Thèmes :

Régions : Midi-Pyrénées : infrastructures (p. 3893)
 Transports aériens : aéroports : Midi-Pyrénées (p. 3893)
 Transports ferroviaires : TGV (p. 3893)

Julien DRAY

Essonne (10^{ème} circonscription)
 Socialiste

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation [J.O. du 10 octobre 2002] (p. 16779)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*RAPPEL AU RÈGLEMENT*

Se plaint de la tenue inattendue d'une séance de nuit alors qu'un accord était intervenu pour qu'elle n'ait pas lieu : il demande que l'opposition soit respectée [20 juin 2003] (p. 5763)

DÉBATS

Projet de loi n° 36 d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2002] (p. 1961)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1991)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité (p. 1991, 1993)
 Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'intérieur : réforme (p. 1992)
 Ordre public : contrats locaux de sécurité (p. 1992)
 Ordre public : maintien de l'ordre : évaluation (p. 1993)
 Ordre public : personnels : aménagement du territoire (p. 1992)
 Ordre public : sécurité : moyens (p. 1991)
 Ordre public : sécurité : politique générale (p. 1991)
 Ordre public : sécurité : politique sociale (p. 1993)
 Partis et mouvements politiques : opposition (p. 1991)
 Police : commissariats : construction (p. 1992)
 Police : police de proximité (p. 1992)

Projet de loi n° 154 d'orientation et de programmation pour la justice

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 juillet 2002] (p. 2455)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2467)

Thèmes :

Droit pénal : détention provisoire (p. 2469)
 Droit pénal : détention provisoire : mineurs (p. 2473)
 Droit pénal : emprisonnement (p. 2469)
 Droit pénal : mineurs : Canada (p. 2471)
 Droit pénal : mineurs : délinquance et criminalité (p. 2470)
 Droit pénal : mineurs : établissements (p. 2474)

Droit pénal : présomption d'innocence : lois (p. 2468)

Droit pénal : réparation pénale (p. 2470, 2473)

Droit pénal : sanctions éducatives (p. 2473)

Droit pénal : sanctions pénales (p. 2472)

Justice : centres éducatifs fermés (p. 2474)

Justice : crédits (p. 2468)

Justice : juge de proximité (p. 2472)

Lois : loi de programmation : justice (p. 2468)

Lois : projet de loi : justice (p. 2468)

Système pénitentiaire : établissements (p. 2469)

Système pénitentiaire : insertion professionnelle et sociale (p. 2469)

Discussion des articles [2 août 2002] (p. 2622, 2666)*Article 20 (centres éducatifs fermés)*

Son intervention (p. 2632)

Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Michel Vaxès (de suppression) (p. 2638)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 281 de M. Christian Estrosi (suspension des allocations familiales pour un mineur placé en centre éducatif fermé sauf décision du juge des enfants) (p. 2644)

Article 22 (placement et prolongation de la détention provisoire)

Intervient sur l'amendement n° 114 de M. André Vallini (de suppression) (p. 2660)

Article 26 (extension de la compétence du juge unique en matière correctionnelle)

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Pierre Albertini (de suppression) (p. 2677)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [3 août 2002] (p. 2721)

Son intervention (p. 2724)

Thèmes :

Droit pénal : emprisonnement (p. 2724)
 Droit pénal : mineurs : délinquance et criminalité (p. 2724)
 Etat : Gouvernement : politique générale (p. 2724)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 octobre 2002] (p. 3342)

Son intervention (p. 3364)

Thèmes :

Banques et établissements financiers (p. 3364)
 Emploi : chômage (p. 3365)
 Emploi : politique de l'emploi : prime pour l'emploi (p. 3364)
 Finances publiques : déficits publics et sociaux : pacte de stabilité (p. 3364, 3365)
 Finances publiques : exécution du budget (p. 3365)
 Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 3364)
 Impôts et taxes : justice sociale (p. 3364)
 Marchés financiers (p. 3364)
 Ordre public (p. 3365)
 Politique économique : conjoncture : croissance (p. 3365)
 Politique économique : investissement : Union européenne (p. 3365)
 Politique économique : pouvoir d'achat : consommation (p. 3364)
 Travail : licenciements (p. 3364)
 Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) : taux d'intérêt (p. 3365)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER**Discussion des articles [17 octobre 2002] (p. 3550) ; [18 octobre 2002] (p. 3634)***Après l'article 9*

Son amendement n° 291 (restauration – taux réduit de la TVA) (p. 3575)

Après l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 226 de M. Augustin Bonrepaux (taxe sur les transactions financières – mise en vigueur de la taxe "Tobin" - taux de 0,05 %) (p. 3661)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INTÉRIEUR, SÉCURITÉ INTÉRIEURE ET LIBERTÉS LOCALES

Examen du fascicule [23 octobre 2002] (p. 3875)

Son intervention (p. 3877)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : délinquance et criminalité : statistiques (p. 3879)
 Droits de l'homme et libertés publiques : défense (p. 3877)
 Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'intérieur : crédits (p. 3878)

Ordre public : personnels : coopération (p. 3878)
 Ordre public : personnels : mobilité (p. 3878)
 Police : adjoints de sécurité (p. 3878)
 Police : compagnies républicaines de sécurité (CRS) (p. 3879)
 Police : écoles de formation (p. 3879)
 Police : effectifs (p. 3877)
 Police : police judiciaire : moyens (p. 3877)
 Police : police nationale : réforme (p. 3878)

JUSTICE

Examen du fascicule [6 novembre 2002] (p. 4621)

Procédure des questions :

Justice : centres éducatifs fermés : personnels (p. 4625)
 Système pénitentiaire : maisons d'arrêt : Fleury-Mérogis (p. 4625)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2003] (p. 116)

Son intervention (p. 143)

Thèmes :

Famille : autorité parentale : aides (p. 145)
 Ordre public : Groupements d'intervention régionaux (GIR) (p. 144)
 Police : officiers de police judiciaire (p. 144)
 Police : police de proximité (p. 144)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Avant l'article 1er [séances des 12, 13, 14 juin 2003] (principes)

Son intervention (p. 5176 et s.)

Article 3 [séances du 17 juin 2003] (équité)

Son intervention (p. 5508)

Article 8 [séance du 20 juin 2003] (information des assurés sur leurs droits à la retraite)

Son intervention (p. 5732 et s.)

Article 9 [séances du 20 juin 2003] (simplification des règles de limitation du cumul "emploi-retraite")

Son intervention (p. 5750 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [20 juin 2003] (p. 5763)

Article 10 [séances des 20 et 23 juin 2003] (limite d'âge pour la mise à la retraite d'office des salariés)

Son intervention (p. 5782)

Tony DREYFUS

*Paris (5^{ème} circonscription)
Socialiste*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2002 [J.O. du 31 juillet 2002] (p. 13069)

Juge suppléant de la Cour de justice de la République [J.O. du 14 novembre 2002] (p. 18756)

Juge suppléant de la Haute Cour de justice [J.O. du 14 novembre 2002] (p. 18756)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programme pour l'outre-mer [J.O. du 13 juin 2003] (p. 9985)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) : annexe n° 41 : Légion d'honneur - Ordre de la Libération (n° 256) [10 octobre 2002]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Etrangers. réfugiés. Kurdes, conditions d'accueil [19 mars 2003] (p. 2181)

*DÉBATS***Projet de loi n° 230 de finances pour 2003****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

JUSTICE

Examen du fascicule [6 novembre 2002] (p. 4621)

Procédure des questions :

Justice : magistrats : recrutement (p. 4625)

LÉGION D'HONNEUR ET ORDRE DE LA LIBÉRATION

Examen des fascicules [6 novembre 2002] (p. 4592)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 4592)

Thèmes avant la procédure des questions :

Décorations, insignes et emblèmes : Légion d'honneur : budget (p. 4592)
 Décorations, insignes et emblèmes : ordre de la Libération : budget (p. 4592)

Guy DRUT

*Seine-et-Marne (5^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention sur le transfèrement des personnes condamnées entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Paraguay (n° 9) [2 juillet 2002]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Paraguay (n° 10) [2 juillet 2002]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Paraguay (n° 11) [2 juillet 2002]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur :

- le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 9), autorisant l'approbation de la convention sur le transfèrement des personnes condamnées entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Paraguay

- le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 10), autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Paraguay

- le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 11), autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Paraguay [10 juillet 2002] (n° 31)

Proposition de loi n° 490 visant à encourager les dons en direction des associations sportives ou socioculturelles sans but lucratif [18 décembre 2002]

INTERVENTION EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Enseignement. établissements. violence, lutte et prévention [5 février 2003] (p. 876)

Jean-Michel DUBERNARD

*Rhône (3^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2002] (p. 11184)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'un dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise [J.O. du 1^{er} août 2002] (p. 13132)

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'un dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise [J.O. du 2 août 2002] (p. 13234)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2003 [J.O. du 22 novembre 2002] (p. 19330)

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2003 [J.O. du 27 novembre 2002] (p. 19563)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant relance de la négociation collective en matière de licenciements économiques [J.O. du 19 décembre 2002] (p. 21117)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant relance de la négociation collective en matière de licenciements économiques [J.O. du 19 décembre 2002] (p. 21177)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 21 décembre 2002] (p. 21390)

Cesse d'appartenir à la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 22 janvier 2003] (p. 1331)

Membre de droit (président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales) de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé [J.O. du 22 janvier 2003] (p. 1335)

Président du bureau provisoire de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé [J.O. du 28 février 2003] (p. 3604)

Président de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé [J.O. du 30 avril 2003] (p. 7622)

Membre de la mission d'information sur la question des signes religieux à l'école [J.O. du 4 juin 2003] (p. 9541)

Cesse d'appartenir à la mission d'information sur la question des signes religieux à l'école [J.O. du 13 juin 2003] (p. 9982)

Rapporteur du projet de loi relatif à la politique de santé publique (n° 877) [25 juin 2003]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive [J.O. du 8 juillet 2003] (p. 11582)

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive [J.O. du 11 juillet 2003] (p. 11844)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des retraites [J.O. du 22 juillet 2003] (p. 12377)

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des retraites [J.O. du 24 juillet 2003] (p. 12514)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant relance de la négociation collective en matière de licenciements économiques [18 décembre 2002] (n° 509)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi n° 877 relatif à la politique de santé publique [25 septembre 2003] (n° 1092)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**RAPPELS AU RÈGLEMENT**

Sur le rappel au règlement de M. Gaëtan Gorce : précise que la demande de réserve déposée par la commission se justifie par la logique des dispositions en discussion [30 juillet 2002] (p. 2373)

Sur le rappel au règlement de M. Jacques Brunhes : proteste contre la mise en cause du rapporteur [14 juin 2003] (p. 5291)

DÉBATS**Proposition de loi n° 137 relative à la création d'un ordre national de la profession d'infirmier et d'infirmière****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [28 janvier 2003] (p. 531)**

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 531)

Thèmes :

Professions de santé : déontologie (p. 532)

Professions de santé : exercice libéral (p. 532)

Professions de santé : infirmiers (p. 532)

Professions de santé : ordre professionnel (p. 532)

Projet de loi n° 107 portant création d'un dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [30 juillet 2002] (p. 2312)**

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2334)

Thèmes :

Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 2334)

Emploi : jeunes (p. 2334)

Discussion des articles [30 juillet 2002] (p. 2372)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Gaëtan Gorce (cf supra) [30 juillet 2002] (p. 2373)

Projet de loi n° 190 relatif aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [2 octobre 2002] (p. 2843) ; [3 octobre 2002] (p. 2927)**

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 2852)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 2944)

Thèmes :

Assemblée nationale : motion de renvoi en commission (p. 2944)

Emploi : chômage (p. 2852)

Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 2852)

Emploi : politique de l'emploi (p. 2852)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 2854)

Politique économique : croissance (p. 2853)

Politique économique : économie solidaire (p. 2853)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 2854, 2945)

Travail : durée du travail (p. 2852)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 2854, 2945)

Discussion des articles [9 octobre 2002] (p. 3129, 3158)**Après l'article 2**

Intervient sur l'amendement n° 229 rectifié de M. Pierre Morange (situation du salarié soumis à une astreinte et dont l'astreinte n'a impliqué aucune intervention) (p. 3147)

Article 12 (articles 19 et 20 de la loi n° 2000-37 du 19 janvier 2000 relative à la réduction négociée du temps de travail : abrogation des règles d'accès, de suspension et de suppression de l'allègement de cotisations sociales patronales lié à la réduction du temps de travail)

Intervient sur l'amendement n° 212 de M. Gaëtan Gorce (maintien de l'article 19 de la loi du 19 janvier 2000 relative à la durée du travail, son paragraphe XIV excepté) (p. 3188)

DEUXIÈME LECTURE**Avant la discussion des articles [19 décembre 2002] (p. 7004)**

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 7019)

Thèmes :

Travail : droit du travail (p. 7019)

Travail : négociations (p. 7019)

Proposition de loi n° 180 relative à la création d'un chèque-emploi associatif

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 octobre 2002] (p. 3199)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 3200)

Thèmes :

Associations : bénévolat (p. 3201)
Associations : statuts (p. 3201)
Cultes : congrégations et collectivités religieuses (p. 3201)
Emploi : chèque-emploi associatif (p. 3200)
Emploi : création d'emplois (p. 3200)
Emploi : politique de l'emploi : associations (p. 3200)
Professions sociales : associations (p. 3200)

Explications de vote et vote

Son intervention à l'issue du vote (p. 3218)

DEUXIÈME LECTURE

Explications de vote et vote

Son intervention à l'issue du vote (p. 3548)

Déclaration du Gouvernement n° 262 présentée par M. Francis Mer, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur les prélèvements obligatoires et débat sur cette déclaration**[10 octobre 2002] (p. 3223)**

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 3242)

Thèmes :

Finances publiques : prélèvements obligatoires : généralités (p. 3242)
Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 3242)
Sécurité sociale : dépenses : prévisions (p. 3243)
Sécurité sociale : dépenses : réforme (p. 3243)
Sécurité sociale : financement : transparence (p. 3242)

Projet de loi n° 250 de financement de la sécurité sociale pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 octobre 2002] (p. 4093, 4123, 4161)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 4107)

Intervient :

- sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4115)
- sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 4133)
- sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 4179)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions (p. 4180)
Enfants : politique de l'enfance (p. 4108)
Établissements de santé : centres hospitaliers (p. 4116)
Famille : politique familiale (p. 4107)
Femmes : politique à l'égard des femmes (p. 4108)
Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 4133)
Professions de santé : médecins (p. 4133)
Professions de santé : médecins généralistes (p. 4115)
Sécurité sociale : équilibre financier (p. 4107)
Sécurité sociale : financement (p. 4107, 4116, 4133)

Discussion des articles [29 octobre 2002] (p. 4208) ; [30 octobre 2002] (p. 4341)*Après l'article 1er*

Intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (création d'un Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé) (p. 4229 et s.)

Article 22 (transfert à l'assurance maladie du financement des dépenses des centres spécialisés dans la prise en charge des toxicomanes)

Son intervention (p. 4347)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [27 novembre 2002] (p. 5820)

Son intervention en qualité de vice-président de la commission mixte paritaire (p. 5836)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions (p. 5836)
Établissements de santé : hôpitaux (p. 5836)
Sécurité sociale : financement (p. 5836)
Sécurité sociale : médecine de ville (p. 5836)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

SPORTS

Examen du fascicule [6 novembre 2002] (p. 4557)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 4572)

Thème avant la procédure des questions :

Assemblée nationale : commissions (p. 4572)

Projet de loi n° 375 relatif à la négociation collective sur les restructurations ayant des incidences sur l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 décembre 2002] (p. 6101)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 6106)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi (p. 6107)
Entreprises : restructurations (p. 6107)
Travail : durée du travail : salariés (p. 6106)
Travail : licenciements (p. 6107)
Travail : médiation (p. 6108)
Travail : négociations (p. 6109)

Discussion des articles [5 décembre 2002] (p. 6252, 6292)*Avant l'article 1er*

Intervient sur l'amendement n° 60 de M. Gaëtan Gorce (accords interprofessionnels pour que les salariés s'adaptent à l'évolution de leurs emplois) (p. 6258)

Titre

Son amendement n° 41 (nouveau titre : "Projet de loi portant relance de la négociation collective en matière de licenciements économiques") (p. 6322) : adopté (p. 6323)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [19 décembre 2002] (p. 7050)

Son intervention en qualité de rapporteur de la commission mixte (p. 7050)

Thèmes :

Syndicats : droits syndicaux (p. 7051)
Travail : contrats à durée déterminée (p. 7051)
Travail : durée du travail (p. 7051)
Travail : licenciement économique (p. 7050)
Travail : médiation (p. 7051)
Travail : négociations (p. 7051)
Travail : précarité (p. 7052)

Proposition de loi n° 317 visant à protéger les mineurs contre la diffusion de programmes comprenant des scènes de violence gratuite ou de pornographie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 décembre 2002] (p. 6583)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 6600)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : images de violence et de pornographie (p. 6601)
Audiovisuel et communication : programmes (p. 6601)
Famille : protection de la famille et de l'enfance : mineurs (p. 6600)

Proposition de loi n° 370 relative à la responsabilité civile médicale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 décembre 2002] (p. 6963)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 6973)

Thèmes :

Assurances : responsabilité civile (p. 6973)
Professions de santé : médecins (p. 6973)
Santé : politique de la santé (p. 6973)

Proposition de loi n° 129 tendant à ouvrir le droit à la retraite à taux plein pour les salariés ayant cotisé quarante annuités avant d'atteindre l'âge de 60 ans

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 mars 2003] (p. 1845)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 1847)

Thèmes :

Démographie : vieillissement de la population (p. 1848)
 Parlement : relations entre le Parlement et le Gouvernement (p. 1847)
 Retraites : généralités : âge de la retraite (p. 1847)
 Retraites : généralités : annuités liquidables (p. 1847)
 Retraites : généralités : calcul des pensions (p. 1848)
 Retraites : généralités : cotisations (p. 1848)
 Travail : conditions de travail (p. 1847)

Proposition de loi n° 642 modifiant la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mars 2003] (p. 1993)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2015)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 2015)
 Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) (p. 2015)

Projet de loi n° 640 relatif aux assistants d'éducation

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 mars 2003] (p. 2480) ; [27 mars 2003] (p. 2529, 2554, 2592) ; [28 mars 2003] (p. 2624)

Avant l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 74 de M. Yves Durand (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles et les valeurs de la République) (p. 2494)

Intervient sur l'amendement n° 75 de M. Jean-Marc Ayrault (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles et les valeurs de la République) (p. 2494)

Intervient sur l'amendement n° 76 de M. Alain Néri (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles et les valeurs de la République) (p. 2494)

Intervient sur l'amendement n° 77 de M. Patrick Roy (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles et les valeurs de la République) (p. 2494)

Intervient sur l'amendement n° 78 de Mme Catherine Génisson (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles et les valeurs de la République) (p. 2494)

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Victorin Lurel (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles et les valeurs de la République) (p. 2494)

Intervient sur l'amendement n° 80 de Mme Hélène Mignon (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles et les valeurs de la République) (p. 2494)

Intervient sur l'amendement n° 81 de M. Simon Renucci (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles et les valeurs de la République) (p. 2494)

Intervient sur l'amendement n° 82 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles et les valeurs de la République) (p. 2494)

Intervient sur l'amendement n° 83 de M. Gaëtan Gorce (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles et les valeurs de la République) (p. 2494)

Intervient sur l'amendement n° 84 de M. Christophe Masse (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles et les valeurs de la République) (p. 2494)

Intervient sur l'amendement n° 85 de M. Jean-Pierre Blazy (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles et les valeurs de la République) (p. 2494)

Intervient sur l'amendement n° 2398 de M. Victorin Lurel (responsabilités en matière d'assistance sociale des élèves) (p. 2540)

Intervient sur l'amendement n° 2393 de M. Yves Durand (responsabilités en matière d'assistance sociale des élèves) (p. 2542)

Intervient sur l'amendement n° 2394 de M. Jean-Marc Ayrault (responsabilités en matière d'assistance sociale des élèves) (p. 2542)

Intervient sur l'amendement n° 2395 de M. Alain Néri (responsabilités en matière d'assistance sociale des élèves) (p. 2542)

Intervient sur l'amendement n° 2396 de M. Patrick Roy (responsabilités en matière d'assistance sociale des élèves) (p. 2542)

Intervient sur l'amendement n° 2397 de Mme Catherine Génisson (responsabilités en matière d'assistance sociale des élèves) (p. 2542)

Intervient sur l'amendement n° 2399 de Mme Hélène Mignon (responsabilités en matière d'assistance sociale des élèves) (p. 2542)

Intervient sur l'amendement n° 2400 de M. Simon Renucci (responsabilités en matière d'assistance sociale des élèves) (p. 2542)

Intervient sur l'amendement n° 2401 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (responsabilités en matière d'assistance sociale des élèves) (p. 2542)

Intervient sur l'amendement n° 2402 de M. Gaëtan Gorce (responsabilités en matière d'assistance sociale des élèves) (p. 2542)

Intervient sur l'amendement n° 2403 de M. Christophe Masse (responsabilités en matière d'assistance sociale des élèves) (p. 2542)

Intervient sur l'amendement n° 2404 de M. Jean-Pierre Blazy (responsabilités en matière d'assistance sociale des élèves) (p. 2542)

Intervient sur l'amendement n° 482 de M. Yves Durand (caractère accessible à tous du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2559)

Intervient sur l'amendement n° 483 de M. Jean-Marc Ayrault (caractère accessible à tous du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2559)

Intervient sur l'amendement n° 484 de M. Alain Néri (caractère accessible à tous du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2559)

Intervient sur l'amendement n° 485 de M. Patrick Roy (caractère accessible à tous du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2559)

Intervient sur l'amendement n° 486 de Mme Catherine Génisson (caractère accessible à tous du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2559)

Intervient sur l'amendement n° 487 de M. Victorin Lurel (caractère accessible à tous du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2559)

Intervient sur l'amendement n° 488 de Mme Hélène Mignon (caractère accessible à tous du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2559)

Intervient sur l'amendement n° 489 de M. Simon Renucci (caractère accessible à tous du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2559)

Intervient sur l'amendement n° 490 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (caractère accessible à tous du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2559)

Intervient sur l'amendement n° 491 de M. Gaëtan Gorce (caractère accessible à tous du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2559)

Intervient sur l'amendement n° 492 de M. Christophe Masse (caractère accessible à tous du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2559)

Intervient sur l'amendement n° 493 de M. Jean-Pierre Blazy (caractère accessible à tous du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2559)

Intervient sur l'amendement n° 674 de M. Yves Durand (interdiction à un ministre de l'éducation nationale en exercice de publier un ouvrage) (p. 2567)

Intervient sur l'amendement n° 675 de M. Jean-Marc Ayrault (interdiction à un ministre de l'éducation nationale en exercice de publier un ouvrage) (p. 2568)

Intervient sur l'amendement n° 676 de M. Alain Néri (interdiction à un ministre de l'éducation nationale en exercice de publier un ouvrage) (p. 2568)

Intervient sur l'amendement n° 677 de M. Patrick Roy (interdiction à un ministre de l'éducation nationale en exercice de publier un ouvrage) (p. 2568)

Intervient sur l'amendement n° 678 de Mme Catherine Génisson (interdiction à un ministre de l'éducation nationale en exercice de publier un ouvrage) (p. 2568)

Intervient sur l'amendement n° 679 de M. Victorin Lurel (interdiction à un ministre de l'éducation nationale en exercice de publier un ouvrage) (p. 2568)

Intervient sur l'amendement n° 680 de Mme Hélène Mignon (interdiction à un ministre de l'éducation nationale en exercice de publier un ouvrage) (p. 2568)

Intervient sur l'amendement n° 681 de M. Simon Renucci (interdiction à un ministre de l'éducation nationale en exercice de publier un ouvrage) (p. 2568)

Intervient sur l'amendement n° 682 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (interdiction à un ministre de l'éducation nationale en exercice de publier un ouvrage) (p. 2568)

Intervient sur l'amendement n° 683 de M. Gaëtan Gorce (interdiction à un ministre de l'éducation nationale en exercice de publier un ouvrage) (p. 2568)

Intervient sur l'amendement n° 684 de M. Christophe Masse (interdiction à un ministre de l'éducation nationale en exercice de publier un ouvrage) (p. 2568)

Intervient sur l'amendement n° 685 de M. Jean-Pierre Blazy (interdiction à un ministre de l'éducation nationale en exercice de publier un ouvrage) (p. 2568)

Article 2 (régime juridique des assistants d'éducation)

Son intervention (p. 2604)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 2189 de M. Yves Durand (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2646)

Intervient sur l'amendement n° 2190 de M. Jean-Marc Ayrault (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2646)

Intervient sur l'amendement n° 2191 de M. Alain Néri (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2646)

Intervient sur l'amendement n° 2192 de M. Patrick Roy (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2646)

Intervient sur l'amendement n° 2193 de Mme Catherine Génisson (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2646)
 Intervient sur l'amendement n° 2194 de M. Victorin Lurel (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2646)
 Intervient sur l'amendement n° 2195 de Mme Hélène Mignon (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2646)
 Intervient sur l'amendement n° 2196 de M. Simon Renucci (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2646)
 Intervient sur l'amendement n° 2197 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2646)
 Intervient sur l'amendement n° 2198 de M. Gaëtan Gorce (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2646)
 Intervient sur l'amendement n° 2199 de M. Christophe Masse (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2646)
 Intervient sur l'amendement n° 2200 de M. Jean-Pierre Blazy (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2646)

Projet de loi n° 248 relatif à la rémunération au titre du prêt en bibliothèque et renforçant la protection sociale des auteurs

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 avril 2003] (p. 2776)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 8 du Gouvernement (Cité de l'architecture et du patrimoine) (p. 2781)

Débat sur l'assurance maladie et la politique de santé

[13 mai 2003] (p. 3555)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 3562)

Thèmes :

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 3563)
 Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 3563)
 Professions de santé : médecins (p. 3563)
 Santé : accès aux soins (p. 3563)
 Santé : politique de la santé (p. 3562)
 Sécurité sociale : équilibre financier (p. 3562)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

DÉBAT SUR LA DEMANDE DE CONSTITUTION D'UNE COMMISSION SPÉCIALE

[4 juin 2003] (p. 4530)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 4530)

Thèmes :

Assemblée nationale : amendements (p. 4530)
 Assemblée nationale : commissions : conditions de travail (p. 4530)
 Assemblée nationale : commissions spéciales (p. 4530)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juin 2003] (p. 4931) ; [11 juin 2003] (p. 5000)

Son intervention (p. 4963)
 Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 5022)

Thèmes :

Assemblée nationale : séances (p. 5022)
 Démographie : vieillissement de la population (p. 4963)
 Politique sociale : généralités (p. 4965)
 Retraites : généralités : cotisations (p. 4964)
 Retraites : généralités : système par répartition (p. 4963)

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Avant l'article 1er [séances des 12, 13, 14 juin 2003] (principes)

Son intervention (p. 5197 et s.)
 Intervient sur le rappel au règlement de M. Jacques Brunhes (cf supra) (p. 5291)

Avant l'article 4 [séances des 18 et 19 juin 2003] (contrats à durée déterminée ou à temps partiel)

Son intervention (p. 5568)

Avant l'article 6 [séance du 20 juin 2003] (information des assurés sur le montant de leur pension)

Son intervention (p. 5699)

Article 7 [séances du 20 juin 2003] (commission de compensation)

Son intervention (p. 5727)

Article 12 [séances des 23 et 24 juin 2003] (suppression de la préretraite progressive et limitation du champ du dispositif de la cessation anticipée d'activité)

Son intervention (p. 5839)

Après l'article 23 [séance du 25 juin 2003] (fonds de solidarité vieillesse ; fonds de réserve pour les retraites ; abatement pour les cotisations patronales liées à l'emploi de salariés âgés ; imposition des "stock-options")
 Son intervention (p. 6032)

Article 27 [séances du 26 juin 2003] (services effectifs et validation des périodes d'interruption ou de réduction d'activité)

Son intervention (p. 6150)

Article 33 [séance du 27 juin 2003] (liquidation de la solde de réforme)

Son intervention (p. 6268 et s.)

Article 45 [séance du 30 juin 2003] (dispositions transitoires)

Son intervention (p. 6339)

Article 49 [séance du 30 juin 2003] (cessation progressive d'activité)

Son intervention (p. 6377 et s.)

Article 50 [séance du 30 juin 2003] (modalités de liquidation des pensions des agents en congé de fin d'activité)

Son intervention (p. 6403)

Article 72 [séance du 1er juillet 2003] (transposition dans le régime de base des exploitants agricoles de nouvelles dispositions applicables dans le régime général)

Son intervention (p. 6554)

Article 73 [séance du 1er juillet 2003] (possibilité de rachat de périodes d'activité en tant qu'aide familial au titre du régime de base des exploitants agricoles)

Son intervention (p. 6556)

Article 74 [séance du 1er juillet 2003] (possibilité de rachat de périodes d'études au titre du régime de base des exploitants agricoles)

Son intervention (p. 6562)

Article 75 [séances des 1er et 2 juillet 2003] (pensions de réversion servies par le régime de base des exploitants agricoles)

Son intervention (p. 6582)

Explications de vote et vote [3 juillet 2003] (p. 6707)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 6710)

Projet de loi n° 960 modifiant la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 juillet 2003] (p. 6819)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 6824)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6842)

Thèmes :

Collectivités territoriales : élus locaux (p. 6843)
 Patrimoine culturel : archéologie préventive (p. 6824)
 Patrimoine culturel : politique du patrimoine (p. 6824, 6842)
 Recherche : Institut national de recherche et d'archéologie préventive (INRAP) (p. 6825, 6842)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [16 juillet 2003] (p. 7756)

Son intervention (p. 7756)

Thèmes :

Patrimoine culturel : archéologie préventive (p. 7756)
 Patrimoine culturel : politique du patrimoine (p. 7756)
 Patrimoine culturel : redevance d'archéologie préventive (p. 7757)

Proposition de loi n° 609 visant à restreindre la consommation de tabac chez les jeunes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2003] (p. 7243)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 7246)

Thèmes :

Commerce et artisanat : commerce de détail : tabac (p. 7247)
 Jeunes : tabagisme (p. 7247)
 Politique économique : prix : tabac (p. 7247)
 Santé : politique de la santé (p. 7247)
 Santé : tabagisme (p. 7247)

Projet de loi n° 939 relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 juillet 2003] (p. 7733)

Après l'article 5 ter

Intervient sur l'amendement n° 27 du Gouvernement (validation de la baisse de remboursement de médicaments visés par des arrêtés de septembre 2001, décembre 2001 et avril 2003) (p. 7750)

Philippe DUBOURG

*Gironde (9^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre titulaire du Conseil supérieur de la forêt et des produits forestiers [J.O. du 2 août 2002] (p. 13229)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 21 décembre 2002] (p. 21390)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 845 portant restauration des dispositions relatives à la réduction d'impôt concernant les intérêts des emprunts contractés pour l'acquisition de logements neufs ou anciens à titre de résidence principale [14 mai 2003]

Proposition de loi n° 852 portant extension du principe des technologies alternatives à l'ensemble des transports de fonds effectués par des entreprises privées [14 mai 2003]

Proposition de résolution n° 859 tendant à créer une commission d'enquête sur les conséquences sociales et économiques de l'avis rendu par la Caisse nationale d'assurance maladie estimant que la qualité d'ayant droit pourrait être accordée aux co-épouses [14 mai 2003]

Gérard DUBRAC

*Gers (2^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Santé. cancer du sein. dépistage [7 mai 2003] (p. 3515)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 415, posée le 9 juin 2003. Patrimoine culturel. monuments historiques (J.O. questions p. 4337). Appelée le 10 juin 2003. restauration, aides de l'État (p. 4916)

DÉBATS

Proposition de loi n° 180 relative à la création d'un chèque-emploi associatif

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 octobre 2002] (p. 3199)

Son intervention (p. 3209)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives (p. 3210)

Emploi : chèque-emploi associatif (p. 3210)

Emploi : création d'emplois (p. 3210)

Emploi : politique de l'emploi : associations (p. 3210)

Emploi : recrutement (p. 3210)

Pierre DUCOUT

*Gironde (7^{ème} circonscription)
Socialiste*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Secrétaire de la commission de la production et des échanges [J.O. du 28 juin 2002] (p. 11184), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux marchés énergétiques [J.O. du 18 décembre 2002] (p. 20975)

Membre de la commission d'enquête sur la gestion des entreprises publiques afin d'améliorer le système de prise de décision. [J.O. du 5 février 2003] (p. 2218)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 326 relatif aux marchés énergétiques et au service public de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 décembre 2002] (p. 6615)

Son intervention (p. 6619)

Thèmes :

Energie et carburants : gaz : tarifs (p. 6621)

Energie et carburants : gaz : transport (p. 6621)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) (p. 6619 et s.)

Energie et carburants : sécurité nucléaire (p. 6619)

Espace : satellites (p. 6620)

Politiques communautaires : directives : électricité (p. 6621)

Politiques communautaires : directives : gaz (p. 6619 et s.)

Recherche (p. 6620)

Secteur public : services publics (p. 6621)

Sécurité publique : risques technologiques (p. 6619)

Union européenne : élargissement (p. 6619)

Discussion des articles [12 décembre 2002] (p. 6654) ; [13 décembre 2002] (p. 6698, 6732)

Article 1er (droit d'accès aux ouvrages de transport et de distribution et aux installations de gaz naturel liquéfié)

Son intervention (p. 6656)

Son sous-amendement n° 235 à l'amendement n° 13 de la commission (p. 6656)

Article 2 (régime de l'éligibilité des clients)

Son intervention (p. 6657 et s.)

Son amendement n° 156 (p. 6657)

Son amendement n° 157 (p. 6658)

Son amendement n° 158 (p. 6661)

Son amendement n° 159 corrigé (p. 6662)

Après l'article 2

Son amendement n° 162 (rapport au Parlement) (p. 6664) : rejeté (p. 6665)

Son amendement n° 163 (rapport au Parlement) : rejeté (p. 6665)

Article 3 (statut des fournisseurs de gaz naturel)

Son intervention (p. 6670)

Son amendement n° 164 (p. 6670)

Article 5 (tarifs gaziers)

Son amendement n° 166 (p. 6676)

Son intervention (p. 6677 et s.)

Son amendement n° 167 (p. 6678)

Son amendement n° 168 (p. 6683)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 256 de M. Jean-Yves Le Déaut (compensation des surcoûts) (p. 6690)

Article 7 (échanges d'informations nécessaires au fonctionnement des réseaux gaziers)

Son intervention (p. 6701)

Article 8 (collecte d'informations)

Son intervention (p. 6702)

Après l'article 8 bis

Son amendement n° 170 (transmission par la CRE de toutes les informations souhaitables au Conseil supérieur de l'électricité et du gaz) : rejeté (p. 6705)

Article 11 A (organisation du service public du gaz)

Son intervention (p. 6710)

Son amendement n° 135 (p. 6710)

Après l'article 11 A

Son amendement n° 173 (l'accès des tiers aux ouvrages de transport et de distribution du gaz ne doit pas se faire au détriment des personnes démunies ou des régions de desserte difficile) (p. 6712) : rejeté (p. 6717)

Ses amendements n°s 257, 214, 177, 178, 191, 179, 181 à 184, 203 à 206 (rappel des principes du service public du gaz naturel) (p. 6717) : rejetés (p. 6719)

Ses amendements n°s 207, 201, 202, 180, 185 à 187, 215, 216, 209, 210, 208, 217, 188, 195 à 200, 176, 189, 190, 192 à 194, 174, 175, 211 à 213 rectifié (rappel des principes du service public du gaz naturel) (p. 6718) : rejetés (p. 6719)

Article 11 (obligations de service public)

Son intervention (p. 6723 et s.)

Ses amendements n°s 131 et 132 (p. 6723)

Article 11 ter (observatoire national du service public)

Son intervention (p. 6737)

Article 12 (rôle des opérateurs de transport ou de distribution)

Son intervention (p. 6738)

Article 13 (prescriptions techniques de sécurité)

Son intervention (p. 6742 et s.)

Après l'article 13 bis

Son amendement n° 138 (établissement d'un nouveau plan de desserte gazière dans le cadre du prochain contrat de plan 2003-2006 liant l'Etat à Gaz de France) (p. 6744) : rejeté (p. 6745)

Article 14 (extension de la desserte du gaz)

Son intervention (p. 6745 et s.)

Son amendement n° 139 (de suppression) (p. 6745)

Article 21 (coordination et abrogations diverses)

Son amendement n° 231 (p. 6782)

Après l'article 21

Son amendement n° 232 (statut des personnels des opérateurs gaziers) : rejeté (p. 6783)

Titre

Son amendement n° 152 (modification du titre du projet de loi) : rejeté (p. 6784)

Explications de vote et vote [17 décembre 2002] (p. 6828)

Ses explications de vote (p. 6829)

Débat sur la chasse**[11 février 2003] (p. 1097)**

Son intervention (p. 1115)

Thèmes :

Animaux : oiseaux migrateurs : chasse (p. 1115)

Chasse et pêche : fédérations départementales des chasseurs (p. 1116)

Chasse et pêche : gibier d'eau (p. 1116)

Chasse et pêche : Office national de la chasse et de la faune sauvage (p. 1115 et s.)

Politiques communautaires : directives : oiseaux migrateurs (p. 1115)

Union européenne : Cour de justice : jurisprudence (p. 1115)

Projet de loi n° 758 relatif à la chasse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 mai 2003] (p. 3595, 3629)

Son intervention (p. 3623)

Thèmes :

Chasse et pêche : associations communales et intercommunales de chasse agréées (p. 3623)

Chasse et pêche : fédérations départementales des chasseurs (p. 3623)

Chasse et pêche : jour de non-chasse (p. 3623)

Union européenne : directives : oiseaux migrateurs (p. 3624)

Déclaration du Gouvernement n° 880 sur les infrastructures 2003-2020 et débat sur cette déclaration**[20 mai 2003] (p. 3826)**

Son intervention (p. 3873)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 3874)

Transports ferroviaires : TGV (p. 3874)

Transports ferroviaires : trains express régionaux (TER) (p. 3874)

Voirie : autoroutes (p. 3874)

Jean-Pierre DUFU

Landes (2^{ème} circonscription)
Socialiste

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale à l'aménagement et au développement durable du territoire [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

Membre de la commission d'enquête sur l'application des mesures préconisées en matière de sécurité du transport maritime des produits dangereux ou polluants et l'évaluation de leur efficacité [J.O. du 12 février 2003] (p. 2618)

Vice-président de la commission d'enquête sur l'application des mesures préconisées en matière de sécurité du transport maritime des produits dangereux ou polluants et l'évaluation de leur efficacité [J.O. du 27 février 2003] (p. 3525)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 17 mai 2003] (p. 8548)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 17 mai 2003] (p. 8548)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 18 juin 2003] (p. 10182)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 18 juin 2003] (p. 10182)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Politique extérieure. Centrafrique. situation politique [6 novembre 2002] (p. 4590)

Déchets, pollutions et nuisances. mer et littoral. hydrocarbures, naufrage du pétrolier "Prestige" [11 février 2003] (p. 1145)

Déchets, pollutions et nuisances. mer et littoral. hydrocarbures, naufrage du pétrolier "Prestige", indemnisation [21 mai 2003] (p. 3925)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 28, posée le 2 décembre 2002. Sécurité publique, secourisme (J.O. questions p. 4501). Appelée le 3 décembre 2002. formation, développement (p. 6040)

n° 137, posée le 24 février 2003. Logement : aides et prêts. non appelée (J.O. questions p. 1272)

DÉBATS**Projet de loi n° 154 d'orientation et de programmation pour la justice**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er août 2002] (p. 2497)

Son intervention (p. 2506)

Thèmes :

Justice : juge de proximité (p. 2507)

Justice : tribunaux d'instance (p. 2507)

Lois : projet de loi : justice (p. 2506)

Discussion des articles [1er août 2002] (p. 2582) ; [2 août 2002] (p. 2622)

Article 7 (institution, compétence et fonctionnement de la juridiction de proximité)

Intervient sur l'amendement n° 110 de M. André Vallini (suppression de la compétence en matière pénale) (p. 2597)

Article 8 (service des secrétariats-greffes des juridictions de proximité)

Intervient sur l'amendement n° 111 de M. André Vallini (de suppression) (p. 2598)

Article 22 (placement et prolongation de la détention provisoire)

Intervient sur l'amendement n° 114 de M. André Vallini (de suppression) (p. 2659)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER**

TOURISME

Examen du fascicule [6 novembre 2002] (p. 4630)

Son intervention (p. 4640)

Thèmes avant la procédure des questions :

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 4640)
 Tourisme et loisirs : politique du tourisme : crédits budgétaires (p. 4640)
 Tourisme et loisirs : tourisme social : chèques vacances (p. 4640)
 TVA : taux réduit : hôtellerie et restauration (p. 4640)

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE - SERVICES DU PREMIER MINISTRE

Examen du fascicule [7 novembre 2002] (p. 4655)

Son intervention (p. 4667)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : contrats emplois-jeunes : services publics (p. 4667)
 Etat : réforme (p. 4667)
 Femmes : politique à l'égard des femmes : fonction publique de l'Etat (p. 4668)
 Fonctionnaires et agents publics : congé de fin d'activité (p. 4668)
 Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 4667)
 Fonctionnaires et agents publics : formation professionnelle (p. 4668)
 Handicapés : politique à l'égard des handicapés : fonctionnaires et agents publics (p. 4667)
 Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la fonction publique : politique sociale (p. 4667)

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2002] (p. 4710)

I - SERVICES GÉNÉRAUX

Etat B, titre III

Intervient sur l'amendement n° 90 de la commission des finances (réduction de 5 000 000 d'euros des crédits de l'ENA) (p. 4717)

Après l'article 72

Intervient sur l'amendement n° 127 du Gouvernement (extinction progressive du congé de fin d'activité) (p. 4722)

V - AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Etat B, titre IV

Intervient sur l'amendement n° 104 de la commission des finances (suppression des crédits de l'Institut des hautes études de développement et d'aménagement du territoire - IHEDAT) (p. 4726)

Proposition de résolution n° 503 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'application des mesures préconisées en matière de sécurité du transport maritime des produits dangereux ou polluants et l'évaluation de leur efficacité

Avant la discussion de l'article unique [5 février 2003] (p. 879)

Son intervention (p. 887)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : fonds international d'indemnisation des pollutions par le pétrole (FIPOL) (p. 888)
 Déchets, pollutions et nuisances : marée noire (p. 888)
 Mer et littoral : protection : plan POLMAR (POLlution MARitime) (p. 888)
 Parlement : rôle : commissions d'enquête (p. 887 et s.)
 Transports par eau : sécurité de la navigation (p. 888)

Discussion de l'article unique [5 février 2003] (p. 889)*Article unique*

Son intervention (p. 889 et s.)
 Son amendement n° 1 (conditions de déclenchement et de mise en œuvre des plans POLMAR-terre et mer) : adopté (p. 889)
 Son amendement n° 2 (examen des conditions de coopérations transfrontalières) (p. 890) : rejeté (p. 892)

Projet de loi n° 640 relatif aux assistants d'éducation

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mars 2003] (p. 2373)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2389)

Thèmes :

Enseignement : pédagogie (p. 2390)
 Enseignement : personnel : assistants d'éducation (p. 2390)
 Enseignement : personnel : chefs d'établissement (p. 2390)

Proposition de loi n° 583 visant à jumeler chaque école française avec une école de l'Union européenne

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 avril 2003] (p. 2753)

Son intervention (p. 2758)

Thèmes :

Assemblée nationale : Parlement des enfants (p. 2758)

Enseignement maternel et primaire : écoles : jumelages (p. 2758)
 Union européenne : patrimoine (p. 2758)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Avant l'article 1er [séances des 12, 13, 14 juin 2003] (principes)

Son intervention (p. 5158 et s.)

Ses observations : regrette que le président ne lui ait pas donné la parole avant l'ouverture du scrutin : cela aurait permis une rectification des amendements [12 juin 2003] (p. 5158)

Après l'article 2 [séance du 17 juin 2003] (sources supplémentaires de financement ; politique salariale)

Son intervention (p. 5464)

Jean-Louis DUMONT

*Meuse (2^{ème} circonscription)
 Socialiste*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre suppléant du conseil de surveillance de l'Agence française de développement [J.O. du 2 août 2002] (p. 13230)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2003 [J.O. du 12 décembre 2002] (p. 20541)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2002 [J.O. du 19 décembre 2002] (p. 21177)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 15 janvier 2003] (p. 883)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) : annexe n° 2 : Affaires étrangères (affaires européennes) (n° 256) [10 octobre 2002]

Proposition de loi n° 854 instituant le 11 novembre comme journée nationale unificatrice de recueillement et de mémoire en souvenir de toutes les victimes des guerres du XX^{ème} siècle et des territoires d'opérations extérieures, incluant la guerre d'Algérie et les combats en Tunisie et au Maroc [14 mai 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Regrette que sur trois amendements déposés relatifs au financement de l'accession à la propriété, un seul arrive en discussion en séance publique [13 novembre 2002] (p. 4995)

DÉBATS

Projet de loi de finances rectificative n° 29 pour 2002

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 juillet 2002] (p. 2159)

Son intervention (p. 2200)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : ponts : Meuse (p. 2200)
 Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 2200)
 Logement : aides et prêts : accession à la propriété (p. 2201)

Discussion des articles [18 juillet 2002] (p. 2225)*Article 1er (réduction de 5 % de l'impôt sur le revenu acquitté en 2002)*

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Augustin Bonrepaux (de suppression) (p. 2233)

Article 2 (prélèvements institués au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA))

Intervient sur l'amendement n° 27 de M. Augustin Bonrepaux (suppression des prélèvements sur le fonds de garantie des calamités agricoles et sur la mutualité sociale agricole - majoration à due concurrence de la taxe sur les tabacs fabriqués affectée au budget annexe des prestations sociales agricoles) (p. 2255)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER**

Discussion des articles [16 octobre 2002] (p. 3447) ; [17 octobre 2002] (p. 3509, 3550) ; [18 octobre 2002] (p. 3593, 3634)

Après l'article 2

Son amendement n° 250 (déduction forfaitaire sur les revenus des propriétés rurales portée de 14 % à 20 % et à 50 % pour les biens faisant l'objet d'une première installation) (p. 3460)

Article 33 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Son intervention (p. 3517)

Après l'article 9

Son amendement n° 255 (cessions de lotissements ou de zones aménagées par des organismes de logement locatif social – option pour la TVA) (p. 3569)

Intervient sur l'amendement n° 202 de M. Alain Néri (sécurité routière – accessoires améliorant la sécurité des personnes – taux réduit de la TVA) (p. 3572)

Son amendement n° 256 (apports de logements locatifs sociaux – alignement du régime de TVA sur celui des ventes) (p. 3573)

Article 14 (assouplissement de la règle de lien entre les taux des taxes directes locales)

Son intervention (p. 3617)

Après l'article 14

Son amendement n° 211 (frais de rôle – suppression du prélèvement sur le produit des taxes foncières) (p. 3640)

Article 15 (affectation de la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat (TACA) au budget général de l'Etat)

Son intervention (p. 3641)

Article 16 (rééquilibrage de la fiscalité des modes de production de l'électricité)

Son amendement n° 208 (de suppression) (p. 3643)

Intervient sur l'amendement n° 83 de M. Michel Vaxès (de suppression) (p. 3644)

Article 18 (contribution de l'Union d'économie sociale du logement au budget général de l'Etat)

Son intervention (p. 3673)

Son amendement n° 262 (de suppression) (p. 3674)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE**

CHARGES COMMUNES - ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE - MONNAIES ET MÉDAILLES (BUDGET ANNEXE) - COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2002] (p. 5185)

CHARGES COMMUNES

Etat B, titre IV

Intervient sur l'amendement n° 170 de Mme Odile Saugues (suppression de la prime des plans d'épargne logement ne donnant pas lieu à emprunt - réduction des crédits de 296 millions d'euros) (p. 5187, 5188)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

LOGEMENT

Examen du fascicule [13 novembre 2002] (p. 4969)

Son intervention (p. 4979)

Son rappel au règlement (cf supra) [13 novembre 2002] (p. 4995)

Thèmes avant la procédure des questions :

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 4979)

Logement : fonds de solidarité pour le logement (FSL) (p. 4979)

Logement : logement social : HLM (p. 4979)

Vote des crédits et articles rattachés [13 novembre 2002] (p. 4995)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

Etat C, titre V

Son amendement n° 133 (financement de l'accession à la propriété pour les familles modestes) (p. 4996)

INTÉRIEUR, SÉCURITÉ INTÉRIEURE ET LIBERTÉS LOCALES

Vote des crédits et articles rattachés [23 octobre 2002] (p. 3897)

Etat C, titre VI

Son amendement n° 88 (amendement d'appel en faveur des ponts à reconstruire) (p. 3897)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[15 novembre 2002] (p. 5197)

Après l'article 58

Son amendement n° 7 (immeubles appartenant aux organismes HLM et destinés à la démolition – dégrèvement de taxe foncière pour vacance) (p. 5220) : adopté (p. 5221)

ARTICLES « SERVICES VOTÉS » ET ARTICLES DE RÉCAPITULATION

[15 novembre 2002] (p. 5254)

Article 36 et état B (mesures nouvelles - dépenses ordinaires des services civils)

Son intervention (p. 5256)

Projet de loi de finances rectificative n° 382 pour 2002**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [10 décembre 2002] (p. 6376)

Son intervention (p. 6392)

Thèmes :

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 6392)

Logement : crédits : annulations de crédits (p. 6393)

Logement : politique du logement (p. 6392)

Discussion des articles [10 décembre 2002] (p. 6407) ; [11 décembre 2002] (p. 6470, 6512)

Article 18 (aménagement du régime fiscal des biocarburants)

Son intervention (p. 6441)

Son amendement n° 150 (dérivés de l'alcool éthylique – réduction de la TIPP portée de 34,2 euros/hl à 35,06 euros/hl) (p. 6443)

Article 20 (aménagement de la taxe générale sur les activités polluantes)

Son intervention (p. 6450)

Après l'article 29

Intervient sur l'amendement n° 76 du Gouvernement (Association nationale de développement agricole – transformation de neuf taxes parafiscales en une imposition de toute nature affectée à l'agence de développement agricole et rural) (p. 6485)

Article 38 (abrogation du dispositif de financement de la reconstruction des ponts détruits par fait de guerre)

Son intervention (p. 6539 et s.)

Son amendement n° 211 (de suppression) (p. 6541)

Son amendement n° 209 (maintien en 2003 du financement à 50 % par l'Etat de travaux de voirie substitués à la reconstruction des ponts) (p. 6542)

Article 39 (dérogation à la règle du décalage de deux ans relative au versement du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA), appliquée aux investissements engagés par les bénéficiaires du fonds en réparation des dommages causés par des intempéries)

Son intervention (p. 6545)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [19 décembre 2002] (p. 7059)

Son intervention (p. 7063)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : ponts (p. 7064)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 7064)

Logement (p. 7063)

Projet de loi n° 402 portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [28 janvier 2003] (p. 608) ; [29 janvier 2003] (p. 648, 670)

Article 3 (définition des éléments du plan local d'urbanisme - PLU - opposables)

Son intervention (p. 619)

Son amendement n° 91 (p. 619)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 98 de M. Patrick Ollier (raccordement des installations de production d'électricité et participation des exploitants au coût de raccordement) (p. 665)

Article 8 (sécurité des ascenseurs : entretien et contrôle technique obligatoires)

Son intervention (p. 684)

Son amendement n° 46 (p. 684)

Après l'article 8

Son amendement n° 45 (fonds de prévoyance mutualisés pour le financement des travaux créés par les syndicats coopératifs de copropriété) : retiré (p. 689)

Article 11 (extension des contrôles de l'Union d'économie sociale pour le logement (UESL), aux concours nouveaux apportés par les comités interprofessionnels du logement (CIL) aux organismes constructeurs)
Son intervention (p. 697)

Article 15 (report de la mise en place de la société de garantie de l'accession à la propriété)
Son intervention (p. 701)

Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 2003] (p. 821)

Son intervention (p. 835)

Thèmes :

Economie sociale (p. 835 et s.)

Entreprises : création (p. 836)

Entreprises : entreprises individuelles : aménagement du territoire (p. 835)

Discussion des articles [6 février 2003] (p. 996, 1046)

Article 14 (réduction d'impôt accordée au titre de la souscription en numéraire de parts de fonds d'investissement de proximité)
Son amendement n° 236 (souscription d'obligations associatives - réduction d'impôt) (p. 1021)

Après l'article 15

Son amendement n° 237 (souscription d'obligations associatives - réduction d'impôt) (p. 1023) : rejeté (p. 1024)

Avant l'article 18

Son amendement n° 281 (entreprises employant un nombre minimal de personnes handicapées - priorité dans la mise en concurrence pour l'obtention de marchés publics) (p. 1070) : rejeté (p. 1071)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2003] (p. 4483)

Article 10 (contrat d'accompagnement à la création ou à la reprise d'une activité économique)

Son intervention (p. 4497)

Article 11 (soutien au contrat d'accompagnement à la création ou à la reprise d'entreprise et droits sociaux des bénéficiaires de ce contrat)

Son intervention (p. 4499)

Après l'article 13 B

Intervient sur l'amendement n° 56 de M. Augustin Bonrepaux (périmètres d'aménagement rural incitatif - imposition des bénéfices, taxe foncière sur les propriétés bâties et taxe professionnelle) (p. 4506)

Projet de loi n° 719 de sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 avril 2003] (p. 3263) ; [30 avril 2003] (p. 3311)

Article 10 (opérations et personnes soumises au contrôle de l'Autorité des marchés financiers)

Son intervention (p. 3283 et s.)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 41 de M. Jean-Pierre Balligand (cotation des entreprises par la Banque de France) (p. 3285)

Article 14 (procédure de sanctions devant l'Autorité des marchés financiers)

Son intervention (p. 3287 et s.)

Article 57 (fonds de garantie des assurances obligatoires de dommages)

Son intervention (p. 3383)

Projet de loi n° 950 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2003] (p. 7275)

Son intervention (p. 7346)

Thèmes :

Collectivités territoriales : finances locales (p. 7346)

Logement : sociétés d'HLM (p. 7346 et s.)

Logement : Union d'économie sociale (p. 7346 et s.)

Discussion des articles [11 juillet 2003] (p. 7362, 7449)

Article 6 (objectifs du programme national de rénovation urbaine)

Son intervention (p. 7399)

Article 9 (création et actions de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU))

Son intervention (p. 7421)

Article 10 (administration et représentation de l'ANRU)

Son amendement n° 363 (p. 7425)

Article 11 (recettes de l'ANRU)

Son intervention (p. 7428)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 215 de M. Michel Delebarre (organismes HLM autorisés à venir en aide aux copropriétés dégradées) (p. 7451)

Article 24 (exonération de cotisations sociales patronales)

Son intervention (p. 7465)

Article 27 (création d'une procédure de rétablissement personnel)

Son intervention (p. 7496)

Article 29 (adaptation des missions et des moyens de la Caisse de garantie du logement locatif social)

Son intervention (p. 7512)

Son amendement n° 13 (p. 7513)

Après l'article 29

Intervient sur l'amendement n° 345 rectifié de M. Philippe Pemezec (nouveau dispositif de gouvernance des sociétés anonymes d'HLM) (p. 7520)

Après l'article 30

Son amendement n° 12 (statut des coopératives HLM) (p. 7523) : retiré (p. 7524)

Jean-Pierre DUPONT

*Corrèze (3^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Personnes âgées, établissements d'accueil, conventions tripartites, financement [18 mars 2003] (p. 2131)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES SOCIALES, TRAVAIL ET SOLIDARITÉ, ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE

Vote des crédits et articles rattachés [14 novembre 2002] (p. 5114)

Après l'article 70

Son amendement n° 175 rectifié (institution d'une taxe destinée au financement d'actions de formation professionnelle dans les transports routiers) (p. 5119) : retiré (p. 5121)

Projet de loi de finances rectificative n° 382 pour 2002

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 décembre 2002] (p. 6512)

Après l'article 30

Son amendement n° 176 (transformation en taxes fiscales de taxes parafiscales affectées à la formation professionnelle dans les secteurs des transports, du bâtiment et des travaux publics et de la réparation automobile) (p. 6513) : adopté (p. 6515)

Projet de loi n° 823 relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 juillet 2003] (p. 7186)

Après l'article 34

Son amendement n° 44 deuxième correction (possibilité de confier à des sociétés privées le transfèrement des personnes retenues en centre de rétention ou en zone d'attente) (p. 7207) : adopté (p. 7209)

Nicolas DUPONT-AIGNAN

*Essonne (8^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 9 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

Membre titulaire du conseil de surveillance du Fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale [J.O. du 2 août 2002] (p. 13231)

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur l'adhésion de la République tchèque à l'Union européenne [8 avril 2003] (n° 779)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Propriété intellectuelle. brevets. brevets européens, traduction en français, maintien [29 janvier 2003] (p. 635)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 148, posée le 24 février 2003. Transports urbains. RER (J.O. questions p. 1274). Appelée le 25 février 2003. ligne D, fonctionnement (p. 1320)

n° 211, posée le 17 mars 2003. Postes. La Poste (J.O. questions p. 1895). Appelée le 18 mars 2003. missions de service public, respect (p. 2100)

Jean-Paul DUPRÉ

*Aude (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres concernant le statut fiscal et douanier des établissements culturels et d'enseignement complétant l'accord de coopération culturelle, scientifique et technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume d'Espagne (n° 1014) [2 octobre 2003]

DÉPÔT

Proposition de loi n° 788 relative au droit de finir sa vie dans la liberté [10 avril 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT**

n° 4, posée le 14 octobre 2002. Emploi. emplois jeunes (J.O. questions p. 3479). Appelée le 15 octobre 2002. perspectives (p. 3277)

n° 104, posée le 3 février 2003. Défense. équipements (J.O. questions p. 619). Appelée le 4 février 2003. satellites de télécommunication, programme Syracuse III, maintenance (p. 761)

n° 191, posée le 17 mars 2003. Retraites : régime agricole. retraites complémentaires (J.O. questions p. 1891). Appelée le 18 mars 2003. loi n° 2002-308 du 4 mars 2002, application (p. 2095)

n° 353, posée le 26 mai 2003. Enseignement. programmes (J.O. questions p. 3971). Appelée le 27 mai 2003. secourisme (p. 4234)

DÉBATS

Projet de loi n° 36 d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2002] (p. 2009)

Son intervention (p. 2015)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones rurales : services publics (p. 2016)

Droit pénal : délinquance et criminalité : zones rurales (p. 2015)

Gendarmerie (p. 2016)

Ordre public : personnels : aménagement du territoire (p. 2016)

Ordre public : sécurité (p. 2015)

Yves DURAND

*Nord (11^{ème} circonscription)
Socialiste*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Enseignement. politique de l'éducation. perspectives [2 octobre 2002] (p. 2754)

Enseignement. politique de l'éducation. perspectives [3 décembre 2002] (p. 6061)

Etat. décentralisation. conséquences, enseignement, personnel [18 mars 2003] (p. 2131)

Etat. décentralisation. conséquences, enseignement [20 mai 2003] (p. 3815)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Déplore que le gouvernement ait traité avec "désinvolture" l'examen en commission des crédits consacrés à l'enseignement scolaire et réclame la réunion immédiate de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales pour auditionner le ministre [22 octobre 2002] (p. 3743)

Regrette que le gouvernement se refuse à écouter les demandes de l'opposition et que la séance se déroule parallèlement à d'importants travaux de commission, ce qui empêche les commissaires de participer à l'examen des crédits [22 octobre 2002] (p. 3743)

Regrette le souhait du gouvernement d'organiser "en catimini" le débat sur les assistants d'éducation ; justifie les amendements déposés en grand nombre par le groupe socialiste [25 mars 2003] (p. 2373)

Se plaint de l'attitude des députés de la majorité et invite à un débat de fond, serein et sérieux sur l'Education nationale [25 mars 2003] (p. 2409)

Se plaint que le ministre de l'éducation nationale ait quitté l'hémicycle [27 mars 2003] (p. 2599)

DÉBATS**Projet de loi n° 230 de finances pour 2003****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES****JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE****I - JEUNESSE ET ENSEIGNEMENT SCOLAIRE****Examen du fascicule [22 octobre 2002] (p. 3742)**

Son intervention (p. 3753)

Ses rappels au règlement (cf supra) [22 octobre 2002] (p. 3743)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement secondaire : crédits (p. 3753)

Enseignement secondaire : personnel : enseignants (p. 3754)

Enseignement secondaire : personnel : personnel de surveillance (p. 3753)

Vote des crédits et articles rattachés [22 octobre 2002] (p. 3790)**Etat B, titre III**

Son amendement n° 71 (majoration de crédits pour rétablir les postes de surveillants supprimés) (p. 3790) : SCRUTIN PUBLIC (p. 3792)

Son amendement n° 72 (majoration de crédits pour prolonger les contrats des aides-éducateurs) (p. 3792) : SCRUTIN PUBLIC (p. 3795)

Projet de loi n° 640 relatif aux assistants d'éducation**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [25 mars 2003] (p. 2373 ; 2405)**

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2377)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 2432)

Son rappel au règlement (cf supra) [25 mars 2003] (p. 2373)

Son rappel au règlement (cf supra) [25 mars 2003] (p. 2409)

Thèmes :

- Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 2381)
- Emploi : recrutement (p. 2381)
- Enseignement : égalité des droits (p. 2381)
- Enseignement : lutte contre l'exclusion (p. 2382)
- Enseignement : établissements scolaires (p. 2382)
- Enseignement : politique de l'éducation (p. 2376)
- Enseignement : personnel : syndicats (p. 2377)
- Enseignement : personnel : assistants d'éducation (p. 2378, 2432)
- Enseignement : personnel : chefs d'établissement (p. 2383)
- Enseignement : personnel : contractuels (p. 2379)
- Enseignement : personnel : non-enseignants (p. 2379)
- Enseignement : personnel : personnel de surveillance (p. 2379)
- Enseignement supérieur : étudiants (p. 2381)
- Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 2381)

Discussion des articles [26 mars 2003] (p. 2463 ; 2480) ; [27 mars 2003] (p. 2529, 2554, 2592) ; [28 mars 2003] (p. 2624)

Article 1er (création d'une nouvelle catégorie d'emplois occupés par des agents non titulaires au sein de la fonction publique de l'Etat)

- Son intervention (p. 2464 et s.)
- Son amendement n° 1082 (p. 2467)

Avant l'article 2

- Intervient sur l'amendement n° 564 de M. Christophe Masse (création au niveau de l'académie de bassins d'éducation et de formation)
- Intervient sur l'amendement n° 831 de M. Jean-Marc Ayrault (participation des chambres des métiers à la mise en œuvre du droit au conseil en orientation et à l'information)
- Intervient sur l'amendement n° 2418 de M. Jean-Marc Ayrault (responsabilités en matière d'établissement de la carte des formations professionnalisantes) (p. 2425)
- Son amendement n° 2 (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre l'accès à la connaissance et à la citoyenneté) (p. 2470) : rejeté (p. 2474)
- Intervient sur l'amendement n° 1647 de M. Jean-Marc Ayrault (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre l'apprentissage des nouvelles technologies de l'information et de la communication) (p. 2480)
- Son amendement n° 1646 (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre l'apprentissage des nouvelles technologies de l'information et de la communication) (p. 2480) : rejeté (p. 2483)
- Son sous-amendement oral (mise en place pour les assistants d'éducation d'une formation particulière en ce domaine) à l'amendement n° 1649 de M. Patrick Roy (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre l'apprentissage des nouvelles technologies de l'information et de la communication) : rejeté (p. 2483)
- Son amendement n° 14 (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre aux jeunes de se connaître et de se respecter) (p. 2483) : rejeté (p. 2485)
- Son sous-amendement oral (responsabilité des assistants d'éducation en ce domaine) à l'amendement n° 25 de M. Jean-Pierre Blazy (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre aux jeunes de se connaître et de se respecter) : rejeté (p. 2485)
- Son amendement n° 26 (mission des établissements scolaires et universitaires : favoriser l'intégration) (p. 2486) : rejeté (p. 2488)
- Son sous-amendement oral (validation du recrutement des assistants d'éducation par le recteur d'académie) à l'amendement n° 37 de M. Jean-Pierre Blazy (mission des établissements scolaires et universitaires : favoriser l'intégration) : rejeté (p. 2488)
- Son amendement n° 38 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles de la vie en société) (p. 2488) : rejeté (p. 2491)
- Son amendement n° 50 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner le respect d'autrui) : rejeté (p. 2491)
- Son amendement n° 62 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles qui fondent la démocratie) : rejeté (p. 2492)
- Intervient sur l'amendement n° 75 de M. Jean-Marc Ayrault (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles et les valeurs de la République) (p. 2493)
- Intervient sur l'amendement n° 76 de M. Alain Néri (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles et les valeurs de la République) (p. 2493)
- Intervient sur l'amendement n° 77 de M. Patrick Roy (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles et les valeurs de la République) (p. 2493)
- Intervient sur l'amendement n° 78 de Mme Catherine Génisson (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles et les valeurs de la République) (p. 2493)
- Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Victorin Lurel (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles et les valeurs de la République) (p. 2493)
- Intervient sur l'amendement n° 80 de Mme Hélène Mignon (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles et les valeurs de la République) (p. 2493)

- Intervient sur l'amendement n° 81 de M. Simon Renucci (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles et les valeurs de la République) (p. 2493)
- Intervient sur l'amendement n° 82 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles et les valeurs de la République) (p. 2493)
- Intervient sur l'amendement n° 83 de M. Gaëtan Gorce (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles et les valeurs de la République) (p. 2493)
- Intervient sur l'amendement n° 84 de M. Christophe Masse (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles et les valeurs de la République) (p. 2493)
- Intervient sur l'amendement n° 85 de M. Jean-Pierre Blazy (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles et les valeurs de la République) (p. 2493)
- Son amendement n° 74 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles et les valeurs de la République) (p. 2492) : rejeté (p. 2494)
- Son amendement n° 86 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à penser, à raisonner, à s'exprimer) : rejeté (p. 2495)
- Intervient sur l'amendement n° 87 de M. Jean-Marc Ayrault (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à penser, à raisonner, à s'exprimer) (p. 2495)
- Intervient sur l'amendement n° 88 de M. Alain Néri (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à penser, à raisonner, à s'exprimer) (p. 2495)
- Intervient sur l'amendement n° 89 de M. Patrick Roy (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à penser, à raisonner, à s'exprimer) (p. 2495)
- Intervient sur l'amendement n° 90 de Mme Catherine Génisson (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à penser, à raisonner, à s'exprimer) (p. 2495)
- Intervient sur l'amendement n° 91 de M. Victorin Lurel (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à penser, à raisonner, à s'exprimer) (p. 2495)
- Intervient sur l'amendement n° 92 de Mme Hélène Mignon (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à penser, à raisonner, à s'exprimer) (p. 2495)
- Intervient sur l'amendement n° 93 de M. Simon Renucci (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à penser, à raisonner, à s'exprimer) (p. 2495)
- Intervient sur l'amendement n° 94 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à penser, à raisonner, à s'exprimer) (p. 2495)
- Intervient sur l'amendement n° 95 de M. Gaëtan Gorce (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à penser, à raisonner, à s'exprimer) (p. 2495)
- Intervient sur l'amendement n° 96 de M. Christophe Masse (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à penser, à raisonner, à s'exprimer) (p. 2495)
- Intervient sur l'amendement n° 97 de M. Jean-Pierre Blazy (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à penser, à raisonner, à s'exprimer) (p. 2495)
- Son amendement n° 98 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à développer une réflexion et un jugement autonome) : rejeté (p. 2495)
- Intervient sur l'amendement n° 99 de M. Jean-Marc Ayrault (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à développer une réflexion et un jugement autonome) (p. 2495)
- Intervient sur l'amendement n° 100 de M. Alain Néri (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à développer une réflexion et un jugement autonome) (p. 2495)
- Intervient sur l'amendement n° 101 de M. Patrick Roy (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à développer une réflexion et un jugement autonome) (p. 2495)
- Intervient sur l'amendement n° 102 de Mme Catherine Génisson (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à développer une réflexion et un jugement autonome) (p. 2495)
- Intervient sur l'amendement n° 103 de M. Victorin Lurel (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à développer une réflexion et un jugement autonome) (p. 2495)
- Intervient sur l'amendement n° 104 rejeté (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à développer une réflexion et un jugement autonome) (p. 2495)
- Intervient sur l'amendement n° 105 de M. Simon Renucci (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à développer une réflexion et un jugement autonome) (p. 2495)
- Intervient sur l'amendement n° 106 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à développer une réflexion et un jugement autonome) (p. 2495)
- Intervient sur l'amendement n° 107 de M. Gaëtan Gorce (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à développer une réflexion et un jugement autonome) (p. 2495)
- Intervient sur l'amendement n° 108 de M. Christophe Masse (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à développer une réflexion et un jugement autonome) (p. 2495)

Intervient sur l'amendement n° 109 de M. Jean-Pierre Blazy (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à développer une réflexion et un jugement autonome) (p. 2495)

Son amendement n° 110 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner l'esprit critique) (p. 2495) : rejeté (p. 2496)

Son amendement n° 122 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les capacités d'analyse) (p. 2496) : rejeté (p. 2497)

Intervient sur l'amendement n° 135 de M. Jean-Marc Ayrault (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à exercer des responsabilités) (p. 2498)

Intervient sur l'amendement n° 136 de M. Alain Néri (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à exercer des responsabilités) (p. 2498)

Intervient sur l'amendement n° 137 de M. Patrick Roy (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à exercer des responsabilités) (p. 2498)

Intervient sur l'amendement n° 138 de Mme Catherine Génisson (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à exercer des responsabilités) (p. 2498)

Intervient sur l'amendement n° 139 de M. Victorin Lurel (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à exercer des responsabilités) (p. 2498)

Intervient sur l'amendement n° 140 de Mme Hélène Mignon (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à exercer des responsabilités) (p. 2498)

Intervient sur l'amendement n° 141 de M. Simon Renucci (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à exercer des responsabilités) (p. 2498)

Intervient sur l'amendement n° 142 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à exercer des responsabilités) (p. 2498)

Intervient sur l'amendement n° 143 de M. Gaëtan Gorce (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à exercer des responsabilités) (p. 2498)

Intervient sur l'amendement n° 144 de M. Christophe Masse (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à exercer des responsabilités) (p. 2498)

Intervient sur l'amendement n° 145 de M. Jean-Pierre Blazy (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à exercer des responsabilités) (p. 2498)

Son amendement n° 134 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à exercer des responsabilités) (p. 2497) : rejeté (p. 2499)

Son amendement n° 146 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à prendre des initiatives) : rejeté (p. 2499)

Son amendement n° 158 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à créer et à innover) : rejeté (p. 2499)

Son amendement n° 170 (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre à tous les jeunes de s'insérer dans la société) (p. 2499) : rejeté (p. 2500)

Intervient sur l'amendement n° 183 de M. Jean-Marc Ayrault (organisation de la journée de l'enfant en cohérence avec les enseignements et les activités périscolaires) (p. 2500)

Intervient sur l'amendement n° 184 de M. Alain Néri (organisation de la journée de l'enfant en cohérence avec les enseignements et les activités périscolaires) (p. 2500)

Intervient sur l'amendement n° 185 de M. Patrick Roy (organisation de la journée de l'enfant en cohérence avec les enseignements et les activités périscolaires) (p. 2500)

Intervient sur l'amendement n° 186 de Mme Catherine Génisson (organisation de la journée de l'enfant en cohérence avec les enseignements et les activités périscolaires) (p. 2500)

Intervient sur l'amendement n° 187 de M. Victorin Lurel (organisation de la journée de l'enfant en cohérence avec les enseignements et les activités périscolaires) (p. 2500)

Intervient sur l'amendement n° 188 de Mme Hélène Mignon (organisation de la journée de l'enfant en cohérence avec les enseignements et les activités périscolaires) (p. 2500)

Intervient sur l'amendement n° 189 de M. Simon Renucci (organisation de la journée de l'enfant en cohérence avec les enseignements et les activités périscolaires) (p. 2500)

Intervient sur l'amendement n° 190 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (organisation de la journée de l'enfant en cohérence avec les enseignements et les activités périscolaires) (p. 2500)

Intervient sur l'amendement n° 191 de M. Gaëtan Gorce (organisation de la journée de l'enfant en cohérence avec les enseignements et les activités périscolaires) (p. 2500)

Intervient sur l'amendement n° 192 de M. Christophe Masse (organisation de la journée de l'enfant en cohérence avec les enseignements et les activités périscolaires) (p. 2500)

Intervient sur l'amendement n° 193 de M. Jean-Pierre Blazy (organisation de la journée de l'enfant en cohérence avec les enseignements et les activités périscolaires) (p. 2500)

Son amendement n° 182 (organisation de la journée de l'enfant en cohérence avec les enseignements et les activités périscolaires) (p. 2500) : rejeté (p. 2501)

Intervient sur l'amendement n° 195 de M. Jean-Marc Ayrault (mission d'ouverture vers le monde extérieur des établissements scolaires et universitaires) (p. 2501)

Intervient sur l'amendement n° 196 de M. Alain Néri (mission d'ouverture vers le monde extérieur des établissements scolaires et universitaires) (p. 2501)

Intervient sur l'amendement n° 197 de M. Patrick Roy (mission d'ouverture vers le monde extérieur des établissements scolaires et universitaires) (p. 2501)

Intervient sur l'amendement n° 198 de Mme Catherine Génisson (mission d'ouverture vers le monde extérieur des établissements scolaires et universitaires) (p. 2501)

Intervient sur l'amendement n° 199 de M. Victorin Lurel (mission d'ouverture vers le monde extérieur des établissements scolaires et universitaires) (p. 2501)

Intervient sur l'amendement n° 200 de Mme Hélène Mignon (mission d'ouverture vers le monde extérieur des établissements scolaires et universitaires) (p. 2501)

Intervient sur l'amendement n° 201 de M. Simon Renucci (mission d'ouverture vers le monde extérieur des établissements scolaires et universitaires) (p. 2501)

Intervient sur l'amendement n° 202 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (mission d'ouverture vers le monde extérieur des établissements scolaires et universitaires) (p. 2501)

Intervient sur l'amendement n° 203 de M. Gaëtan Gorce (mission d'ouverture vers le monde extérieur des établissements scolaires et universitaires) (p. 2501)

Intervient sur l'amendement n° 204 de M. Christophe Masse (mission d'ouverture vers le monde extérieur des établissements scolaires et universitaires) (p. 2501)

Intervient sur l'amendement n° 205 de M. Jean-Pierre Blazy (mission d'ouverture vers le monde extérieur des établissements scolaires et universitaires) (p. 2501)

Son amendement n° 194 (mission d'ouverture vers le monde extérieur des établissements scolaires et universitaires) (p. 2501) : rejeté (p. 2502)

Son amendement n° 206 (référence à la laïcité comme valeur fondamentale de la République) : rejeté (p. 2502)

Son amendement n° 218 (mission des établissements scolaires et universitaires : développer les liens avec les collectivités locales, les parents et les associations) : rejeté (p. 2503)

Intervient sur l'amendement n° 219 de M. Jean-Marc Ayrault (mission des établissements scolaires et universitaires : développer les liens avec les collectivités locales, les parents et les associations) (p. 2503)

Intervient sur l'amendement n° 220 de M. Alain Néri (mission des établissements scolaires et universitaires : développer les liens avec les collectivités locales, les parents et les associations) (p. 2503)

Intervient sur l'amendement n° 221 de M. Patrick Roy (mission des établissements scolaires et universitaires : développer les liens avec les collectivités locales, les parents et les associations) (p. 2503)

Intervient sur l'amendement n° 222 de Mme Catherine Génisson (mission des établissements scolaires et universitaires : développer les liens avec les collectivités locales, les parents et les associations) (p. 2503)

Intervient sur l'amendement n° 223 de M. Victorin Lurel (mission des établissements scolaires et universitaires : développer les liens avec les collectivités locales, les parents et les associations) (p. 2503)

Intervient sur l'amendement n° 224 de Mme Hélène Mignon (mission des établissements scolaires et universitaires : développer les liens avec les collectivités locales, les parents et les associations) (p. 2503)

Intervient sur l'amendement n° 225 de M. Simon Renucci (mission des établissements scolaires et universitaires : développer les liens avec les collectivités locales, les parents et les associations) (p. 2503)

Intervient sur l'amendement n° 226 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (mission des établissements scolaires et universitaires : développer les liens avec les collectivités locales, les parents et les associations) (p. 2503)

Intervient sur l'amendement n° 227 de M. Gaëtan Gorce (mission des établissements scolaires et universitaires : développer les liens avec les collectivités locales, les parents et les associations) (p. 2503)

Intervient sur l'amendement n° 228 de M. Christophe Masse (mission des établissements scolaires et universitaires : développer les liens avec les collectivités locales, les parents et les associations) (p. 2503)

Intervient sur l'amendement n° 229 de M. Jean-Pierre Blazy (mission des établissements scolaires et universitaires : développer les liens avec les collectivités locales, les parents et les associations) (p. 2503)

Son amendement n° 230 (mission des établissements scolaires et universitaires : rassembler l'ensemble des acteurs de l'éducation pour favoriser la réussite des enfants) (p. 2503) : rejeté (p. 2504)

Son amendement n° 242 (mission des établissements scolaires et universitaires : participer à la mise en œuvre du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2504) : rejeté (p. 2505)

Son amendement n° 2669 (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de la lecture) (p. 2505) : rejeté (p. 2506)

Son amendement n° 2681 (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de l'écriture) (p. 2506) : rejeté (p. 2508)

Intervient sur l'amendement n° 2681 de M. Yves Durand (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de l'écriture) (p. 2508)

Intervient sur l'amendement n° 2682 de M. Jean-Marc Ayrault (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de l'écriture) (p. 2508)

Intervient sur l'amendement n° 2683 de M. Alain Néri (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de l'écriture) (p. 2508)

Intervient sur l'amendement n° 2684 de M. Patrick Roy (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de l'écriture) (p. 2508)

Intervient sur l'amendement n° 2685 de Mme Catherine Génissou (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de l'écriture) (p. 2508)

Intervient sur l'amendement n° 2686 de M. Victorin Lurel (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de l'écriture) (p. 2508)

Intervient sur l'amendement n° 2687 de Mme Hélène Mignon (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de l'écriture) (p. 2508)

Intervient sur l'amendement n° 2688 de M. Simon Renucci (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de l'écriture) (p. 2508)

Intervient sur l'amendement n° 2689 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de l'écriture) (p. 2508)

Intervient sur l'amendement n° 2690 de M. Gaëtan Gorce (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de l'écriture) (p. 2508)

Intervient sur l'amendement n° 2691 de M. Christophe Masse (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de l'écriture) (p. 2508)

Intervient sur l'amendement n° 2692 de M. Jean-Pierre Blazy (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de l'écriture) (p. 2508)

Son amendement n° 2693 (organisation d'échanges sportifs au niveau scolaire) (p. 2529) : rejeté (p. 2530)

Intervient sur l'amendement n° 1659 de M. Jean-Marc Ayrault (enseignement de l'outil informatique et de ses applications) (p. 2530)

Intervient sur l'amendement n° 1660 de M. Alain Néri (enseignement de l'outil informatique et de ses applications) (p. 2530)

Intervient sur l'amendement n° 1661 de M. Patrick Roy (enseignement de l'outil informatique et de ses applications) (p. 2530)

Intervient sur l'amendement n° 1662 de Mme Catherine Génissou (enseignement de l'outil informatique et de ses applications) (p. 2530)

Intervient sur l'amendement n° 1663 de M. Victorin Lurel (enseignement de l'outil informatique et de ses applications) (p. 2530)

Intervient sur l'amendement n° 1664 de Mme Hélène Mignon (enseignement de l'outil informatique et de ses applications) (p. 2530)

Intervient sur l'amendement n° 1665 de M. Simon Renucci (enseignement de l'outil informatique et de ses applications) (p. 2530)

Intervient sur l'amendement n° 1666 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (enseignement de l'outil informatique et de ses applications) (p. 2530)

Intervient sur l'amendement n° 1667 de M. Gaëtan Gorce (enseignement de l'outil informatique et de ses applications) (p. 2530)

Intervient sur l'amendement n° 1668 de M. Christophe Masse (enseignement de l'outil informatique et de ses applications) (p. 2530)

Intervient sur l'amendement n° 1669 de M. Jean-Pierre Blazy (enseignement de l'outil informatique et de ses applications) (p. 2530)

Intervient sur l'amendement n° 533 de M. Patrick Roy (introduction dans le code de l'éducation d'un chapitre intitulé : "Le droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie") (p. 2532)

Son amendement n° 1658 (enseignement de l'outil informatique et de ses applications) (p. 2530) : rejeté (p. 2533)

Intervient sur l'amendement n° 1671 de M. Jean-Marc Ayrault (enseignement des technologies de l'information et de la communication) (p. 2533)

Intervient sur l'amendement n° 1672 de M. Alain Néri (enseignement des technologies de l'information et de la communication) (p. 2533)

Intervient sur l'amendement n° 1673 de M. Patrick Roy (enseignement des technologies de l'information et de la communication) (p. 2533)

Intervient sur l'amendement n° 1674 de Mme Catherine Génissou (enseignement des technologies de l'information et de la communication) (p. 2533)

Intervient sur l'amendement n° 1675 de M. Victorin Lurel (enseignement des technologies de l'information et de la communication) (p. 2533)

Intervient sur l'amendement n° 1676 de Mme Hélène Mignon (enseignement des technologies de l'information et de la communication) (p. 2533)

Intervient sur l'amendement n° 1677 de M. Simon Renucci (enseignement des technologies de l'information et de la communication) (p. 2533)

Intervient sur l'amendement n° 1678 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (enseignement des technologies de l'information et de la communication) (p. 2533)

Intervient sur l'amendement n° 1679 de M. Gaëtan Gorce (enseignement des technologies de l'information et de la communication) (p. 2533)

Intervient sur l'amendement n° 1680 de M. Christophe Masse (enseignement des technologies de l'information et de la communication) (p. 2533)

Intervient sur l'amendement n° 1681 de M. Jean-Pierre Blazy (enseignement des technologies de l'information et de la communication) (p. 2533)

Son amendement n° 1670 (enseignement des technologies de l'information et de la communication) (p. 2533) : rejeté (p. 2534)

Son amendement n° 2333 (responsabilités en matière d'établissement et d'application de la carte scolaire) (p. 2534) : rejeté (p. 2535)

Intervient sur l'amendement n° 2334 de M. Jean-Marc Ayrault (responsabilités en matière d'établissement et d'application de la carte scolaire) (p. 2535)

Intervient sur l'amendement n° 2335 de M. Alain Néri (responsabilités en matière d'établissement et d'application de la carte scolaire) (p. 2535)

Intervient sur l'amendement n° 2336 de M. Patrick Roy (responsabilités en matière d'établissement et d'application de la carte scolaire) (p. 2535)

Intervient sur l'amendement n° 2337 de Mme Catherine Génissou (responsabilités en matière d'établissement et d'application de la carte scolaire) (p. 2535)

Intervient sur l'amendement n° 2338 de M. Victorin Lurel (responsabilités en matière d'établissement et d'application de la carte scolaire) (p. 2535)

Intervient sur l'amendement n° 2339 de Mme Hélène Mignon (responsabilités en matière d'établissement et d'application de la carte scolaire) (p. 2535)

Intervient sur l'amendement n° 2340 de M. Simon Renucci (responsabilités en matière d'établissement et d'application de la carte scolaire) (p. 2535)

Intervient sur l'amendement n° 2341 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (responsabilités en matière d'établissement et d'application de la carte scolaire) (p. 2535)

Intervient sur l'amendement n° 2342 de M. Gaëtan Gorce (responsabilités en matière d'établissement et d'application de la carte scolaire) (p. 2535)

Intervient sur l'amendement n° 2343 de M. Christophe Masse (responsabilités en matière d'établissement et d'application de la carte scolaire) (p. 2535)

Intervient sur l'amendement n° 2344 de M. Jean-Pierre Blazy (responsabilités en matière d'établissement et d'application de la carte scolaire) (p. 2535)

Son amendement n° 2345 (responsabilités en matière de formation professionnelle) : rejeté (p. 2536)

Intervient sur l'amendement n° 2346 de M. Jean-Marc Ayrault (responsabilités en matière de formation professionnelle) (p. 2536)

Intervient sur l'amendement n° 2347 de M. Alain Néri (responsabilités en matière de formation professionnelle) (p. 2536)

Intervient sur l'amendement n° 2348 de M. Patrick Roy (responsabilités en matière de formation professionnelle) (p. 2536)

Intervient sur l'amendement n° 2349 de Mme Catherine Génissou (responsabilités en matière de formation professionnelle) (p. 2536)

Intervient sur l'amendement n° 2350 de M. Victorin Lurel (responsabilités en matière de formation professionnelle) (p. 2536)

Intervient sur l'amendement n° 2351 de Mme Hélène Mignon (responsabilités en matière de formation professionnelle) (p. 2536)

Intervient sur l'amendement n° 2352 de M. Simon Renucci (responsabilités en matière de formation professionnelle) (p. 2536)

Intervient sur l'amendement n° 2353 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (responsabilités en matière de formation professionnelle) (p. 2536)

Intervient sur l'amendement n° 2354 de M. Gaëtan Gorce (responsabilités en matière de formation professionnelle) (p. 2536)

Intervient sur l'amendement n° 2355 de M. Christophe Masse (responsabilités en matière de formation professionnelle) (p. 2536)

Intervient sur l'amendement n° 2356 de M. Jean-Pierre Blazy (responsabilités en matière de formation professionnelle) (p. 2536)

Intervient sur l'amendement n° 2358 de M. Jean-Marc Ayrault (responsabilités en matière de médecine scolaire) (p. 2537)

Intervient sur l'amendement n° 2359 de M. Alain Néri (responsabilités en matière de médecine scolaire) (p. 2537)

Intervient sur l'amendement n° 2360 de M. Patrick Roy (responsabilités en matière de médecine scolaire) (p. 2537)

Intervient sur l'amendement n° 2361 de Mme Catherine Génissou (responsabilités en matière de médecine scolaire) (p. 2537)

Intervient sur l'amendement n° 2362 de M. Victorin Lurel (responsabilités en matière de médecine scolaire) (p. 2537)

Intervient sur l'amendement n° 2363 de Mme Hélène Mignon (responsabilités en matière de médecine scolaire) (p. 2537)

Intervient sur l'amendement n° 2364 de M. Simon Renucci (responsabilités en matière de médecine scolaire) (p. 2537)

Intervient sur l'amendement n° 2365 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (responsabilités en matière de médecine scolaire) (p. 2537)

Intervient sur l'amendement n° 2366 de M. Gaëtan Gorce (responsabilités en matière de médecine scolaire) (p. 2537)

Intervient sur l'amendement n° 2367 de M. Christophe Masse (responsabilités en matière de médecine scolaire) (p. 2537)

Intervient sur l'amendement n° 2368 de M. Jean-Pierre Blazy (responsabilités en matière de médecine scolaire) (p. 2537)

Son amendement n° 2357 (responsabilités en matière de médecine scolaire) (p. 2536) : rejeté (p. 2538)

Intervient sur l'amendement n° 2370 de M. Jean-Marc Ayrault (responsabilités en matière d'orientation scolaire des jeunes) (p. 2538)

Intervient sur l'amendement n° 354 de Mme Catherine Génisson (objectif éducatif consistant à favoriser la qualification professionnelle) (p. 2548)

Intervient sur l'amendement n° 355 de M. Victorin Lurel (objectif éducatif consistant à favoriser la qualification professionnelle) (p. 2548)

Intervient sur l'amendement n° 356 de Mme Hélène Mignon (objectif éducatif consistant à favoriser la qualification professionnelle) (p. 2548)

Intervient sur l'amendement n° 357 de M. Simon Renucci (objectif éducatif consistant à favoriser la qualification professionnelle) (p. 2548)

Intervient sur l'amendement n° 358 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (objectif éducatif consistant à favoriser la qualification professionnelle) (p. 2548)

Intervient sur l'amendement n° 359 de M. Gaëtan Gorce (objectif éducatif consistant à favoriser la qualification professionnelle) (p. 2548)

Intervient sur l'amendement n° 360 de M. Christophe Masse (objectif éducatif consistant à favoriser la qualification professionnelle) (p. 2548)

Intervient sur l'amendement n° 361 de M. Jean-Pierre Blazy (objectif éducatif consistant à favoriser la qualification professionnelle) (p. 2548)

Son amendement n° 350 (objectif éducatif consistant à favoriser la qualification professionnelle) (p. 2548) : rejeté (p. 2549)

Son amendement n° 362 (objectif éducatif consistant à favoriser la sécurité des parcours professionnels face aux aléas de la vie et du travail) : rejeté (p. 2549)

Intervient sur l'amendement n° 363 de M. Jean-Marc Ayrault (objectif éducatif consistant à favoriser la sécurité des parcours professionnels face aux aléas de la vie et du travail) (p. 2549)

Intervient sur l'amendement n° 364 de M. Alain Néri (objectif éducatif consistant à favoriser la sécurité des parcours professionnels face aux aléas de la vie et du travail) (p. 2549)

Intervient sur l'amendement n° 365 de M. Patrick Roy (objectif éducatif consistant à favoriser la sécurité des parcours professionnels face aux aléas de la vie et du travail) (p. 2549)

Intervient sur l'amendement n° 366 de Mme Catherine Génisson (objectif éducatif consistant à favoriser la sécurité des parcours professionnels face aux aléas de la vie et du travail) (p. 2549)

Intervient sur l'amendement n° 367 de M. Victorin Lurel (objectif éducatif consistant à favoriser la sécurité des parcours professionnels face aux aléas de la vie et du travail) (p. 2549)

Intervient sur l'amendement n° 368 de Mme Hélène Mignon (objectif éducatif consistant à favoriser la sécurité des parcours professionnels face aux aléas de la vie et du travail) (p. 2549)

Intervient sur l'amendement n° 369 de M. Simon Renucci (objectif éducatif consistant à favoriser la sécurité des parcours professionnels face aux aléas de la vie et du travail) (p. 2549)

Intervient sur l'amendement n° 370 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (objectif éducatif consistant à favoriser la sécurité des parcours professionnels face aux aléas de la vie et du travail) (p. 2549)

Intervient sur l'amendement n° 371 de M. Gaëtan Gorce (objectif éducatif consistant à favoriser la sécurité des parcours professionnels face aux aléas de la vie et du travail) (p. 2549)

Intervient sur l'amendement n° 372 de M. Christophe Masse (objectif éducatif consistant à favoriser la sécurité des parcours professionnels face aux aléas de la vie et du travail) (p. 2549)

Intervient sur l'amendement n° 373 de M. Jean-Pierre Blazy (objectif éducatif consistant à favoriser la sécurité des parcours professionnels face aux aléas de la vie et du travail) (p. 2549)

Son amendement n° 374 (objectif éducatif consistant à favoriser la promotion sociale) : rejeté (p. 2549)

Intervient sur l'amendement n° 375 de M. Jean-Marc Ayrault (objectif éducatif consistant à favoriser la promotion sociale) (p. 2549)

Intervient sur l'amendement n° 376 de M. Alain Néri (objectif éducatif consistant à favoriser la promotion sociale) (p. 2549)

Intervient sur l'amendement n° 377 de M. Patrick Roy (objectif éducatif consistant à favoriser la promotion sociale) (p. 2549)

Intervient sur l'amendement n° 378 de Mme Catherine Génisson (objectif éducatif consistant à favoriser la promotion sociale) (p. 2549)

Intervient sur l'amendement n° 379 de M. Victorin Lurel (objectif éducatif consistant à favoriser la promotion sociale) (p. 2549)

Intervient sur l'amendement n° 380 de Mme Hélène Mignon (objectif éducatif consistant à favoriser la promotion sociale) (p. 2549)

Intervient sur l'amendement n° 381 de M. Simon Renucci (objectif éducatif consistant à favoriser la promotion sociale) (p. 2549)

Intervient sur l'amendement n° 382 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (objectif éducatif consistant à favoriser la promotion sociale) (p. 2549)

Intervient sur l'amendement n° 383 de M. Gaëtan Gorce (objectif éducatif consistant à favoriser la promotion sociale) (p. 2549)

Intervient sur l'amendement n° 384 de M. Christophe Masse (objectif éducatif consistant à favoriser la promotion sociale) (p. 2549)

Intervient sur l'amendement n° 385 de M. Jean-Pierre Blazy (objectif éducatif consistant à favoriser la promotion sociale) (p. 2549)

Son amendement n° 386 (objectif éducatif consistant à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes) (p. 2549) : rejeté (p. 2550)

Son amendement n° 398 (objectif éducatif consistant à favoriser l'adaptation aux évolutions économiques) : rejeté (p. 2550)

Intervient sur l'amendement n° 399 de M. Jean-Marc Ayrault (objectif éducatif consistant à favoriser l'adaptation aux évolutions économiques) (p. 2550)

Intervient sur l'amendement n° 400 de M. Alain Néri (objectif éducatif consistant à favoriser l'adaptation aux évolutions économiques) (p. 2550)

Intervient sur l'amendement n° 401 de M. Patrick Roy (objectif éducatif consistant à favoriser l'adaptation aux évolutions économiques) (p. 2550)

Intervient sur l'amendement n° 402 de Mme Catherine Génisson (objectif éducatif consistant à favoriser l'adaptation aux évolutions économiques) (p. 2550)

Intervient sur l'amendement n° 403 de M. Victorin Lurel (objectif éducatif consistant à favoriser l'adaptation aux évolutions économiques) (p. 2550)

Intervient sur l'amendement n° 404 de Mme Hélène Mignon (objectif éducatif consistant à favoriser l'adaptation aux évolutions économiques) (p. 2550)

Intervient sur l'amendement n° 405 de M. Simon Renucci (objectif éducatif consistant à favoriser l'adaptation aux évolutions économiques) (p. 2550)

Intervient sur l'amendement n° 406 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (objectif éducatif consistant à favoriser l'adaptation aux évolutions économiques) (p. 2550)

Intervient sur l'amendement n° 407 de M. Gaëtan Gorce (objectif éducatif consistant à favoriser l'adaptation aux évolutions économiques) (p. 2550)

Intervient sur l'amendement n° 408 de M. Christophe Masse (objectif éducatif consistant à favoriser l'adaptation aux évolutions économiques) (p. 2550)

Intervient sur l'amendement n° 409 de M. Jean-Pierre Blazy (objectif éducatif consistant à favoriser l'adaptation aux évolutions économiques) (p. 2550)

Ses observations : déplore que le ministre de l'Education nationale préfère développer ses idées dans un grand quotidien du soir plutôt que devant la représentation nationale [27 mars 2003] (p. 2554)

Son amendement n° 410 (objectif éducatif consistant à favoriser l'adaptation aux évolutions technologiques) : rejeté (p. 2555)

Intervient sur l'amendement n° 411 de M. Jean-Marc Ayrault (objectif éducatif consistant à favoriser l'adaptation aux évolutions technologiques) (p. 2555)

Intervient sur l'amendement n° 412 de M. Alain Néri (objectif éducatif consistant à favoriser l'adaptation aux évolutions technologiques) (p. 2555)

Intervient sur l'amendement n° 413 de M. Patrick Roy (objectif éducatif consistant à favoriser l'adaptation aux évolutions technologiques) (p. 2555)

Intervient sur l'amendement n° 414 de Mme Catherine Génisson (objectif éducatif consistant à favoriser l'adaptation aux évolutions technologiques) (p. 2555)

Intervient sur l'amendement n° 415 de M. Victorin Lurel (objectif éducatif consistant à favoriser l'adaptation aux évolutions technologiques) (p. 2555)

Intervient sur l'amendement n° 416 de Mme Hélène Mignon (objectif éducatif consistant à favoriser l'adaptation aux évolutions technologiques) (p. 2555)

Intervient sur l'amendement n° 417 de M. Simon Renucci (objectif éducatif consistant à favoriser l'adaptation aux évolutions technologiques) (p. 2555)

Intervient sur l'amendement n° 418 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (objectif éducatif consistant à favoriser l'adaptation aux évolutions technologiques) (p. 2555)

Intervient sur l'amendement n° 419 de M. Gaëtan Gorce (objectif éducatif consistant à favoriser l'adaptation aux évolutions technologiques) (p. 2555)

Intervient sur l'amendement n° 420 de M. Christophe Masse (objectif éducatif consistant à favoriser l'adaptation aux évolutions technologiques) (p. 2555)

Intervient sur l'amendement n° 421 de M. Jean-Pierre Blazy (objectif éducatif consistant à favoriser l'adaptation aux évolutions technologiques) (p. 2555)

Son amendement n° 422 (droit à une formation continue) : rejeté (p. 2555)

Intervient sur l'amendement n° 423 de M. Jean-Marc Ayrault (droit à une formation continue) (p. 2555)

Intervient sur l'amendement n° 424 de M. Alain Néri (droit à une formation continue) (p. 2555)

Intervient sur l'amendement n° 425 de M. Patrick Roy (droit à une formation continue) (p. 2555)

Intervient sur l'amendement n° 426 de Mme Catherine Génisson (droit à une formation continue) (p. 2555)

Intervient sur l'amendement n° 427 de M. Victorin Lurel (droit à une formation continue) (p. 2555)

Intervient sur l'amendement n° 428 de Mme Hélène Mignon (droit à une formation continue) (p. 2555)

Intervient sur l'amendement n° 429 de M. Simon Renucci (droit à une formation continue) (p. 2555)

Intervient sur l'amendement n° 430 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (droit à une formation continue) (p. 2555)

Intervient sur l'amendement n° 431 de M. Gaëtan Gorce (droit à une formation continue) (p. 2555)

Intervient sur l'amendement n° 635 de M. Gaëtan Gorce (responsabilité de favoriser l'intégration pour le recteur au sein du bassin d'éducation) (p. 2565)

Intervient sur l'amendement n° 636 de M. Christophe Masse (responsabilité de favoriser l'intégration pour le recteur au sein du bassin d'éducation) (p. 2565)

Intervient sur l'amendement n° 637 de M. Jean-Pierre Blazy (responsabilité de favoriser l'intégration pour le recteur au sein du bassin d'éducation) (p. 2565)

Intervient sur l'amendement n° 639 de M. Jean-Marc Ayrault (détermination du bassin d'éducation par le recteur en lien avec les associations) (p. 2565)

Intervient sur l'amendement n° 640 de M. Alain Néri (détermination du bassin d'éducation par le recteur en lien avec les associations) (p. 2565)

Intervient sur l'amendement n° 641 de M. Patrick Roy (détermination du bassin d'éducation par le recteur en lien avec les associations) (p. 2565)

Intervient sur l'amendement n° 642 de Mme Catherine Génissou (détermination du bassin d'éducation par le recteur en lien avec les associations) (p. 2565)

Intervient sur l'amendement n° 643 de M. Victorin Lurel (détermination du bassin d'éducation par le recteur en lien avec les associations) (p. 2565)

Intervient sur l'amendement n° 644 de Mme Hélène Mignon (détermination du bassin d'éducation par le recteur en lien avec les associations) (p. 2565)

Intervient sur l'amendement n° 645 de M. Simon Renucci (détermination du bassin d'éducation par le recteur en lien avec les associations) (p. 2565)

Intervient sur l'amendement n° 646 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (détermination du bassin d'éducation par le recteur en lien avec les associations) (p. 2565)

Intervient sur l'amendement n° 647 de M. Gaëtan Gorce (détermination du bassin d'éducation par le recteur en lien avec les associations) (p. 2565)

Intervient sur l'amendement n° 648 de M. Christophe Masse (détermination du bassin d'éducation par le recteur en lien avec les associations) (p. 2565)

Intervient sur l'amendement n° 649 de M. Jean-Pierre Blazy (détermination du bassin d'éducation par le recteur en lien avec les associations) (p. 2565)

Son amendement n° 638 (détermination du bassin d'éducation par le recteur en lien avec les associations) (p. 2565) : rejeté (p. 2567)

Son amendement n° 650 (prise en compte des activités périscolaires lors de la détermination du bassin d'éducation) : rejeté (p. 2567)

Intervient sur l'amendement n° 651 de M. Jean-Marc Ayrault (prise en compte des activités périscolaires lors de la détermination du bassin d'éducation) (p. 2567)

Intervient sur l'amendement n° 652 de M. Alain Néri (prise en compte des activités périscolaires lors de la détermination du bassin d'éducation) (p. 2567)

Intervient sur l'amendement n° 653 de M. Patrick Roy (prise en compte des activités périscolaires lors de la détermination du bassin d'éducation) (p. 2567)

Intervient sur l'amendement n° 654 de Mme Catherine Génissou (prise en compte des activités périscolaires lors de la détermination du bassin d'éducation) (p. 2567)

Intervient sur l'amendement n° 655 de M. Victorin Lurel (prise en compte des activités périscolaires lors de la détermination du bassin d'éducation) (p. 2567)

Intervient sur l'amendement n° 656 de Mme Hélène Mignon (prise en compte des activités périscolaires lors de la détermination du bassin d'éducation) (p. 2567)

Intervient sur l'amendement n° 657 de M. Simon Renucci (prise en compte des activités périscolaires lors de la détermination du bassin d'éducation) (p. 2567)

Intervient sur l'amendement n° 658 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (prise en compte des activités périscolaires lors de la détermination du bassin d'éducation) (p. 2567)

Intervient sur l'amendement n° 659 de M. Gaëtan Gorce (prise en compte des activités périscolaires lors de la détermination du bassin d'éducation) (p. 2567)

Intervient sur l'amendement n° 660 de M. Christophe Masse (prise en compte des activités périscolaires lors de la détermination du bassin d'éducation) (p. 2567)

Intervient sur l'amendement n° 661 de M. Jean-Pierre Blazy (prise en compte des activités périscolaires lors de la détermination du bassin d'éducation) (p. 2567)

Son amendement n° 662 (recueil annuel par l'inspecteur d'académie de la liste des enfants soumis à l'obligation scolaire au sein du bassin d'éducation) : rejeté (p. 2567)

Intervient sur l'amendement n° 663 de M. Jean-Marc Ayrault (recueil annuel par l'inspecteur d'académie de la liste des enfants soumis à l'obligation scolaire au sein du bassin d'éducation) (p. 2567)

Intervient sur l'amendement n° 664 de M. Alain Néri (recueil annuel par l'inspecteur d'académie de la liste des enfants soumis à l'obligation scolaire au sein du bassin d'éducation) (p. 2567)

Intervient sur l'amendement n° 665 de M. Patrick Roy (recueil annuel par l'inspecteur d'académie de la liste des enfants soumis à l'obligation scolaire au sein du bassin d'éducation) (p. 2567)

Intervient sur l'amendement n° 666 de Mme Catherine Génissou (recueil annuel par l'inspecteur d'académie de la liste des enfants soumis à l'obligation scolaire au sein du bassin d'éducation) (p. 2567)

Intervient sur l'amendement n° 667 de M. Victorin Lurel (recueil annuel par l'inspecteur d'académie de la liste des enfants soumis à l'obligation scolaire au sein du bassin d'éducation) (p. 2567)

Intervient sur l'amendement n° 668 de Mme Hélène Mignon (recueil annuel par l'inspecteur d'académie de la liste des enfants soumis à l'obligation scolaire au sein du bassin d'éducation) (p. 2567)

Intervient sur l'amendement n° 669 de M. Simon Renucci (recueil annuel par l'inspecteur d'académie de la liste des enfants soumis à l'obligation scolaire au sein du bassin d'éducation) (p. 2567)

Intervient sur l'amendement n° 670 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (recueil annuel par l'inspecteur d'académie de la liste des enfants soumis à l'obligation scolaire au sein du bassin d'éducation) (p. 2567)

Intervient sur l'amendement n° 671 de M. Gaëtan Gorce (recueil annuel par l'inspecteur d'académie de la liste des enfants soumis à l'obligation scolaire au sein du bassin d'éducation) (p. 2567)

Intervient sur l'amendement n° 672 de M. Christophe Masse (recueil annuel par l'inspecteur d'académie de la liste des enfants soumis à l'obligation scolaire au sein du bassin d'éducation) (p. 2567)

Intervient sur l'amendement n° 673 de M. Jean-Pierre Blazy (recueil annuel par l'inspecteur d'académie de la liste des enfants soumis à l'obligation scolaire au sein du bassin d'éducation) (p. 2567)

Intervient sur l'amendement n° 675 de M. Jean-Marc Ayrault (interdiction à un ministre de l'éducation nationale en exercice de publier un ouvrage) (p. 2567)

Intervient sur l'amendement n° 676 de M. Alain Néri (interdiction à un ministre de l'éducation nationale en exercice de publier un ouvrage) (p. 2567)

Intervient sur l'amendement n° 677 de M. Patrick Roy (interdiction à un ministre de l'éducation nationale en exercice de publier un ouvrage) (p. 2567)

Intervient sur l'amendement n° 678 de Mme Catherine Génissou (interdiction à un ministre de l'éducation nationale en exercice de publier un ouvrage) (p. 2567)

Intervient sur l'amendement n° 679 de M. Victorin Lurel (interdiction à un ministre de l'éducation nationale en exercice de publier un ouvrage) (p. 2567)

Intervient sur l'amendement n° 680 de Mme Hélène Mignon (interdiction à un ministre de l'éducation nationale en exercice de publier un ouvrage) (p. 2567)

Intervient sur l'amendement n° 681 de M. Simon Renucci (interdiction à un ministre de l'éducation nationale en exercice de publier un ouvrage) (p. 2567)

Intervient sur l'amendement n° 682 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (interdiction à un ministre de l'éducation nationale en exercice de publier un ouvrage) (p. 2567)

Intervient sur l'amendement n° 683 de M. Gaëtan Gorce (interdiction à un ministre de l'éducation nationale en exercice de publier un ouvrage) (p. 2567)

Intervient sur l'amendement n° 684 de M. Christophe Masse (interdiction à un ministre de l'éducation nationale en exercice de publier un ouvrage) (p. 2567)

Intervient sur l'amendement n° 685 de M. Jean-Pierre Blazy (interdiction à un ministre de l'éducation nationale en exercice de publier un ouvrage) (p. 2567)

Son amendement n° 674 (interdiction à un ministre de l'éducation nationale en exercice de publier un ouvrage) (p. 2567) : retiré (p. 2569)

Son amendement n° 1118 (institution d'une journée nationale du suffrage universel) (p. 2569) : rejeté (p. 2571)

Son amendement n° 686 (droit au conseil en orientation et à l'information pour favoriser la construction des parcours professionnels de chaque jeune) : rejeté (p. 2571)

Intervient sur l'amendement n° 687 de M. Jean-Marc Ayrault (droit au conseil en orientation et à l'information pour favoriser la construction des parcours professionnels de chaque jeune) (p. 2571)

Intervient sur l'amendement n° 688 de M. Alain Néri (droit au conseil en orientation et à l'information pour favoriser la construction des parcours professionnels de chaque jeune) (p. 2571)

Intervient sur l'amendement n° 689 de M. Patrick Roy (droit au conseil en orientation et à l'information pour favoriser la construction des parcours professionnels de chaque jeune) (p. 2571)

Intervient sur l'amendement n° 690 de Mme Catherine Génissou (droit au conseil en orientation et à l'information pour favoriser la construction des parcours professionnels de chaque jeune) (p. 2571)

Intervient sur l'amendement n° 691 de M. Victorin Lurel (droit au conseil en orientation et à l'information pour favoriser la construction des parcours professionnels de chaque jeune) (p. 2571)

Intervient sur l'amendement n° 692 de Mme Hélène Mignon (droit au conseil en orientation et à l'information pour favoriser la construction des parcours professionnels de chaque jeune) (p. 2571)

Intervient sur l'amendement n° 693 de M. Simon Renucci (droit au conseil en orientation et à l'information pour favoriser la construction des parcours professionnels de chaque jeune) (p. 2571)

Intervient sur l'amendement n° 694 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (droit au conseil en orientation et à l'information pour favoriser la construction des parcours professionnels de chaque jeune) (p. 2571)

Intervient sur l'amendement n° 695 de M. Gaëtan Gorce (droit au conseil en orientation et à l'information pour favoriser la construction des parcours professionnels de chaque jeune) (p. 2571)

Intervient sur l'amendement n° 696 de M. Christophe Masse (droit au conseil en orientation et à l'information pour favoriser la construction des parcours professionnels de chaque jeune) (p. 2571)

Intervient sur l'amendement n° 697 de M. Jean-Pierre Blazy (droit au conseil en orientation et à l'information pour favoriser la construction des parcours professionnels de chaque jeune) (p. 2571)

Son amendement n° 698 (droit au conseil en orientation et à l'information pour favoriser la construction des parcours de formation de chaque jeune) (p. 2571) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 710 (responsabilités ministérielles de la mise en œuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) (p. 2571) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 722 (objectif du droit au conseil en orientation et à l'information : permettre à chaque jeune un projet personnel) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 734 (droit au conseil en orientation et à l'information pour favoriser le contact avec le monde du travail) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 746 (bilan annuel de la scolarité lié au droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 758 (intégration du droit au conseil en orientation et à l'information dans le cursus normal de la formation) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 770 (objectif du droit au conseil en orientation et à l'information de présenter à chaque jeune les différentes formes d'enseignement) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 782 (objectif du droit au conseil en orientation et à l'information de permettre à chaque jeune de déterminer ses choix ultérieurs) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 794 (objectif du droit au conseil en orientation et à l'information de développer les passerelles entre différentes formes d'enseignement) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 806 (évaluation de chaque jeune réalisée par des examens et la validation des acquis) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 818 (tenue régulière de journées de présentation des enseignements et des filières professionnelles) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 830 (participation des chambres des métiers à la mise en œuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) (p. 2572) : rejeté

Intervient sur l'amendement n° 832 de M. Alain Néri (participation des chambres des métiers à la mise en œuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) (p. 2573)

Intervient sur l'amendement n° 833 de M. Patrick Roy (participation des chambres des métiers à la mise en œuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) (p. 2573)

Intervient sur l'amendement n° 834 de Mme Catherine Génisson (participation des chambres des métiers à la mise en œuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) (p. 2573)

Intervient sur l'amendement n° 835 de M. Victorin Lurel (participation des chambres des métiers à la mise en œuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) (p. 2573)

Intervient sur l'amendement n° 836 de Mme Hélène Mignon (participation des chambres des métiers à la mise en œuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) (p. 2573)

Intervient sur l'amendement n° 837 de M. Simon Renucci (participation des chambres des métiers à la mise en œuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) (p. 2573)

Intervient sur l'amendement n° 838 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (participation des chambres des métiers à la mise en œuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) (p. 2573)

Intervient sur l'amendement n° 839 de M. Gaëtan Gorce (participation des chambres des métiers à la mise en œuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) (p. 2573)

Intervient sur l'amendement n° 840 de M. Christophe Masse (participation des chambres des métiers à la mise en œuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) (p. 2573)

Intervient sur l'amendement n° 841 de M. Jean-Pierre Blazy (participation des chambres des métiers à la mise en œuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) (p. 2573)

Son amendement n° 842 (participation des chambres de commerce et d'industrie à la mise en œuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2573)

Son amendement n° 854 (participation des chambres d'agriculture à la mise en œuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2573)

Intervient sur l'amendement n° 867 de M. Jean-Marc Ayrault (mise en œuvre du droit au conseil en orientation et à l'information au niveau national sous la responsabilité de chaque recteur d'académie) (p. 2573)

Intervient sur l'amendement n° 868 de M. Alain Néri (mise en œuvre du droit au conseil en orientation et à l'information au niveau national sous la responsabilité de chaque recteur d'académie) (p. 2573)

Intervient sur l'amendement n° 869 de M. Patrick Roy (mise en œuvre du droit au conseil en orientation et à l'information au niveau national sous la responsabilité de chaque recteur d'académie) (p. 2573)

Intervient sur l'amendement n° 870 de Mme Catherine Génisson (mise en œuvre du droit au conseil en orientation et à l'information au niveau national sous la responsabilité de chaque recteur d'académie) (p. 2573)

Intervient sur l'amendement n° 871 de M. Victorin Lurel (mise en œuvre du droit au conseil en orientation et à l'information au niveau national sous la responsabilité de chaque recteur d'académie) (p. 2573)

Intervient sur l'amendement n° 872 de Mme Hélène Mignon (mise en œuvre du droit au conseil en orientation et à l'information au niveau national sous la responsabilité de chaque recteur d'académie) (p. 2573)

Intervient sur l'amendement n° 873 de M. Simon Renucci (mise en œuvre du droit au conseil en orientation et à l'information au niveau national sous la responsabilité de chaque recteur d'académie) (p. 2573)

Intervient sur l'amendement n° 874 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (mise en œuvre du droit au conseil en orientation et à l'information au niveau national sous la responsabilité de chaque recteur d'académie) (p. 2573)

Intervient sur l'amendement n° 875 de M. Gaëtan Gorce (mise en œuvre du droit au conseil en orientation et à l'information au niveau national sous la responsabilité de chaque recteur d'académie) (p. 2573)

Intervient sur l'amendement n° 876 de M. Christophe Masse (mise en œuvre du droit au conseil en orientation et à l'information au niveau national sous la responsabilité de chaque recteur d'académie) (p. 2573)

Intervient sur l'amendement n° 877 de M. Jean-Pierre Blazy (mise en œuvre du droit au conseil en orientation et à l'information au niveau national sous la responsabilité de chaque recteur d'académie) (p. 2573)

Son amendement n° 866 (mise en œuvre du droit au conseil en orientation et à l'information au niveau national sous la responsabilité de chaque recteur d'académie) (p. 2573) : rejeté (p. 2574)

Son amendement n° 878 (participation des syndicats à la mise en œuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2574)

Son amendement n° 890 (participation des organisations professionnelles à la mise en œuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2574)

Son amendement n° 902 (participation des associations à la mise en œuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2575)

Son amendement n° 914 (participation des associations non gouvernementales à la mise en œuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2575)

Son amendement n° 1682 (initiation de tous les élèves aux technologies de l'information et de la communication) : rejeté (p. 2575)

Intervient sur l'amendement n° 1683 de M. Jean-Marc Ayrault (initiation de tous les élèves aux technologies de l'information et de la communication) (p. 2575)

Intervient sur l'amendement n° 1684 de M. Alain Néri (initiation de tous les élèves aux technologies de l'information et de la communication) (p. 2575)

Intervient sur l'amendement n° 1685 de M. Patrick Roy (initiation de tous les élèves aux technologies de l'information et de la communication) (p. 2575)

Intervient sur l'amendement n° 1686 de Mme Catherine Génisson (initiation de tous les élèves aux technologies de l'information et de la communication) (p. 2575)

Intervient sur l'amendement n° 1687 de M. Victorin Lurel (initiation de tous les élèves aux technologies de l'information et de la communication) (p. 2575)

Intervient sur l'amendement n° 1688 de Mme Hélène Mignon (initiation de tous les élèves aux technologies de l'information et de la communication) (p. 2575)

Intervient sur l'amendement n° 1689 de M. Simon Renucci (initiation de tous les élèves aux technologies de l'information et de la communication) (p. 2575)

Intervient sur l'amendement n° 1690 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (initiation de tous les élèves aux technologies de l'information et de la communication) (p. 2575)

Intervient sur l'amendement n° 1691 de M. Gaëtan Gorce (initiation de tous les élèves aux technologies de l'information et de la communication) (p. 2575)

Intervient sur l'amendement n° 1692 de M. Christophe Masse (initiation de tous les élèves aux technologies de l'information et de la communication) (p. 2575)

Intervient sur l'amendement n° 1693 de M. Jean-Pierre Blazy (initiation de tous les élèves aux technologies de l'information et de la communication) (p. 2575)

Intervient sur l'amendement n° 1695 de M. Jean-Marc Ayrault (apprentissage de la lecture et de l'écriture : articulation entre l'école maternelle et le cours préparatoire) (p. 2575)

Intervient sur l'amendement n° 1696 de M. Alain Néri (apprentissage de la lecture et de l'écriture : articulation entre l'école maternelle et le cours préparatoire) (p. 2575)

Intervient sur l'amendement n° 1697 de M. Patrick Roy (apprentissage de la lecture et de l'écriture : articulation entre l'école maternelle et le cours préparatoire) (p. 2575)

Son amendement n° 1805 (mise en œuvre de l'articulation entre le cours moyen 2e année et la classe de 6e par l'équipe éducative en lien avec les activités périscolaires) (p. 2578)

Son amendement n° 1817 (but de l'articulation entre le cours moyen 2e année et la classe de 6e : lutter contre l'échec scolaire) : rejeté (p. 2579)

Intervient sur l'amendement n° 1830 de M. Jean-Marc Ayrault (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : faciliter le passage du collège au lycée) (p. 2579)

Intervient sur l'amendement n° 1831 de M. Alain Néri (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : faciliter le passage du collège au lycée) (p. 2579)

Intervient sur l'amendement n° 1832 de M. Patrick Roy (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : faciliter le passage du collège au lycée) (p. 2579)

Intervient sur l'amendement n° 1833 de Mme Catherine Génisson (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : faciliter le passage du collège au lycée) (p. 2579)

Intervient sur l'amendement n° 1834 de M. Victorin Lurel (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : faciliter le passage du collège au lycée) (p. 2579)

Intervient sur l'amendement n° 1835 de Mme Hélène Mignon (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : faciliter le passage du collège au lycée) (p. 2579)

Intervient sur l'amendement n° 1836 de M. Simon Renucci (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : faciliter le passage du collège au lycée) (p. 2579)

Intervient sur l'amendement n° 1837 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : faciliter le passage du collège au lycée) (p. 2579)

Intervient sur l'amendement n° 1838 de M. Gaëtan Gorce (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : faciliter le passage du collège au lycée) (p. 2579)

Intervient sur l'amendement n° 1839 de M. Christophe Masse (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : faciliter le passage du collège au lycée) (p. 2579)

Intervient sur l'amendement n° 1840 de M. Jean-Pierre Blazy (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : faciliter le passage du collège au lycée) (p. 2579)

Son amendement n° 1829 (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : faciliter le passage du collège au lycée) (p. 2579) : rejeté (p. 2580)

Son amendement n° 1841 (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : faciliter le travail en équipe) : rejeté (p. 2580)

Son amendement n° 1853 (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : apprendre à chaque jeune à travailler individuellement et en équipe) : rejeté (p. 2580)

Son amendement n° 1865 (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : favoriser la maîtrise des nouvelles technologies) : rejeté (p. 2580)

Son amendement n° 1877 (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : lutter contre l'échec scolaire) : rejeté (p. 2580)

Son amendement n° 1889 (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : responsabiliser les futurs lycéens) : rejeté (p. 2580)

Son amendement n° 1901 (équilibre entre enseignement général et enseignement professionnel) : rejeté (p. 2581)

Intervient sur l'amendement n° 1902 de M. Jean-Marc Ayrault (équilibre entre enseignement général et enseignement professionnel) (p. 2581)

Intervient sur l'amendement n° 1903 de M. Alain Néri (équilibre entre enseignement général et enseignement professionnel) (p. 2581)

Intervient sur l'amendement n° 1904 de M. Patrick Roy (équilibre entre enseignement général et enseignement professionnel) (p. 2581)

Intervient sur l'amendement n° 1905 de Mme Catherine Génisson (équilibre entre enseignement général et enseignement professionnel) (p. 2581)

Intervient sur l'amendement n° 1906 de M. Victorin Lurel (équilibre entre enseignement général et enseignement professionnel) (p. 2581)

Intervient sur l'amendement n° 1907 de Mme Hélène Mignon (équilibre entre enseignement général et enseignement professionnel) (p. 2581)

Intervient sur l'amendement n° 1908 de M. Simon Renucci (équilibre entre enseignement général et enseignement professionnel) (p. 2581)

Intervient sur l'amendement n° 1909 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (équilibre entre enseignement général et enseignement professionnel) (p. 2581)

Intervient sur l'amendement n° 1910 de M. Gaëtan Gorce (équilibre entre enseignement général et enseignement professionnel) (p. 2581)

Intervient sur l'amendement n° 1911 de M. Christophe Masse (équilibre entre enseignement général et enseignement professionnel) (p. 2581)

Intervient sur l'amendement n° 1912 de M. Jean-Pierre Blazy (équilibre entre enseignement général et enseignement professionnel) (p. 2581)

Son amendement n° 1913 (équilibre entre les filières scientifiques et littéraires) : rejeté (p. 2581)

Intervient sur l'amendement n° 1914 de M. Jean-Marc Ayrault (équilibre entre les filières scientifiques et littéraires) (p. 2581)

Intervient sur l'amendement n° 1915 de M. Alain Néri (équilibre entre les filières scientifiques et littéraires) (p. 2581)

Intervient sur l'amendement n° 1916 de M. Patrick Roy (équilibre entre les filières scientifiques et littéraires) (p. 2581)

Intervient sur l'amendement n° 1917 de Mme Catherine Génisson (équilibre entre les filières scientifiques et littéraires) (p. 2581)

Intervient sur l'amendement n° 1918 de M. Victorin Lurel (équilibre entre les filières scientifiques et littéraires) (p. 2581)

Intervient sur l'amendement n° 1919 de Mme Hélène Mignon (équilibre entre les filières scientifiques et littéraires) (p. 2581)

Intervient sur l'amendement n° 1920 de M. Simon Renucci (équilibre entre les filières scientifiques et littéraires) (p. 2581)

Intervient sur l'amendement n° 1921 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (équilibre entre les filières scientifiques et littéraires) (p. 2581)

Intervient sur l'amendement n° 1922 de M. Gaëtan Gorce (équilibre entre les filières scientifiques et littéraires) (p. 2581)

Intervient sur l'amendement n° 1923 de M. Christophe Masse (équilibre entre les filières scientifiques et littéraires) (p. 2581)

Intervient sur l'amendement n° 1924 de M. Jean-Pierre Blazy (équilibre entre les filières scientifiques et littéraires) (p. 2581)

Son amendement n° 1925 (principe stipulant que l'élève quittant la classe de troisième est acteur de sa formation) (p. 2581) : rejeté (p. 2582)

Son amendement n° 1937 (rôle de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde pour favoriser l'orientation des élèves) : rejeté (p. 2582)

Son amendement n° 1949 (mise en œuvre de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde par l'équipe éducative en lien avec les parents d'élèves) : rejeté (p. 2582)

Son amendement n° 1961 (mise en œuvre de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde par l'équipe éducative en lien avec les activités périscolaires) : rejeté (p. 2582)

Son amendement n° 1973 (mise en œuvre d'enseignement spécifique et individuel au niveau de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde) : rejeté (p. 2582)

Son amendement n° 1985 (mise en œuvre de journées d'orientation et d'information dans les collèges au niveau de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde) : rejeté (p. 2582)

Son amendement n° 1997 (préparation des élèves à un enseignement pluridisciplinaire au niveau de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde) : rejeté (p. 2582)

Son amendement n° 2705 (échanges entre élèves de zone rurale et de zone urbaine) : rejeté (p. 2583)

Son amendement n° 2717 (échanges entre élèves de zone de montagne et de zone du littoral) : rejeté (p. 2583)

Son amendement n° 2729 (échanges avec les élèves des zones prioritaires d'éducation) : rejeté (p. 2583)

Intervient sur l'amendement n° 2862 de M. Jean-Marc Ayrault (caractère déterminant de l'organisation du rythme scolaire dans la lutte contre l'échec scolaire) (p. 2584)

Intervient sur l'amendement n° 2863 de M. Alain Néri (caractère déterminant de l'organisation du rythme scolaire dans la lutte contre l'échec scolaire) (p. 2584)

Intervient sur l'amendement n° 2864 de M. Patrick Roy (caractère déterminant de l'organisation du rythme scolaire dans la lutte contre l'échec scolaire) (p. 2584)

Intervient sur l'amendement n° 2865 de Mme Catherine Génisson (caractère déterminant de l'organisation du rythme scolaire dans la lutte contre l'échec scolaire) (p. 2584)

Intervient sur l'amendement n° 2866 de M. Victorin Lurel (caractère déterminant de l'organisation du rythme scolaire dans la lutte contre l'échec scolaire) (p. 2584)

Intervient sur l'amendement n° 2867 de Mme Hélène Mignon (caractère déterminant de l'organisation du rythme scolaire dans la lutte contre l'échec scolaire) (p. 2584)

Intervient sur l'amendement n° 2868 de M. Simon Renucci (caractère déterminant de l'organisation du rythme scolaire dans la lutte contre l'échec scolaire) (p. 2584)

Intervient sur l'amendement n° 2869 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (caractère déterminant de l'organisation du rythme scolaire dans la lutte contre l'échec scolaire) (p. 2584)

Intervient sur l'amendement n° 2870 de M. Gaëtan Gorce (caractère déterminant de l'organisation du rythme scolaire dans la lutte contre l'échec scolaire) (p. 2584)

Intervient sur l'amendement n° 2871 de M. Christophe Masse (caractère déterminant de l'organisation du rythme scolaire dans la lutte contre l'échec scolaire) (p. 2584)

Intervient sur l'amendement n° 2872 de M. Jean-Pierre Blazy (caractère déterminant de l'organisation du rythme scolaire dans la lutte contre l'échec scolaire) (p. 2584)

Son amendement n° 2861 (caractère déterminant de l'organisation du rythme scolaire dans la lutte contre l'échec scolaire) (p. 2584) : rejeté (p. 2586)

Son sous-amendement n° 3047 (affectation des assistants d'éducation dans un établissement unique) à son amendement n° 2861 : rejeté (p. 2586)

Son amendement n° 2873 (organisation du temps scolaire prenant en compte la qualité de vie de l'enfant) : rejeté (p. 2587)

Intervient sur l'amendement n° 2886 de M. Jean-Marc Ayrault (priorité de l'intérêt des élèves au niveau de l'organisation des rythmes scolaire) (p. 2587)

Intervient sur l'amendement n° 2887 de M. Alain Néri (priorité de l'intérêt des élèves au niveau de l'organisation des rythmes scolaire) (p. 2587)

Intervient sur l'amendement n° 2888 de M. Patrick Roy (priorité de l'intérêt des élèves au niveau de l'organisation des rythmes scolaire) (p. 2587)

Intervient sur l'amendement n° 2889 de Mme Catherine Génisson (priorité de l'intérêt des élèves au niveau de l'organisation des rythmes scolaire) (p. 2587)

Intervient sur l'amendement n° 2890 de M. Victorin Lurel (priorité de l'intérêt des élèves au niveau de l'organisation des rythmes scolaire) (p. 2587)

Intervient sur l'amendement n° 2891 de Mme Hélène Mignon (priorité de l'intérêt des élèves au niveau de l'organisation des rythmes scolaire) (p. 2587)

Intervient sur l'amendement n° 2892 de M. Simon Renucci (priorité de l'intérêt des élèves au niveau de l'organisation des rythmes scolaire) (p. 2587)

Intervient sur l'amendement n° 2893 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (priorité de l'intérêt des élèves au niveau de l'organisation des rythmes scolaire) (p. 2587)

Intervient sur l'amendement n° 2894 de M. Gaëtan Gorce (priorité de l'intérêt des élèves au niveau de l'organisation des rythmes scolaire) (p. 2587)

Intervient sur l'amendement n° 2895 de M. Christophe Masse (priorité de l'intérêt des élèves au niveau de l'organisation des rythmes scolaire) (p. 2587)

Intervient sur l'amendement n° 2896 de M. Jean-Pierre Blazy (priorité de l'intérêt des élèves au niveau de l'organisation des rythmes scolaire) (p. 2587)

Son amendement n° 2885 (priorité de l'intérêt des élèves au niveau de l'organisation des rythmes scolaire) (p. 2587) : rejeté (p. 2588)

Son amendement n° 2897 (concertation de tous les acteurs concernés, y compris les assistants d'éducation et les élèves, en matière d'organisation du temps à l'école) : rejeté (p. 2588)

Son amendement n° 2909 (définition de la garderie du matin) : rejeté (p. 2592)

Intervient sur l'amendement n° 2910 de M. Jean-Marc Ayrault (définition de la garderie du matin) (p. 2592)

Intervient sur l'amendement n° 2911 de M. Alain Néri (définition de la garderie du matin) (p. 2592)

Intervient sur l'amendement n° 2912 de M. Patrick Roy (définition de la garderie du matin) (p. 2592)

Intervient sur l'amendement n° 2913 de Mme Catherine Génisson (définition de la garderie du matin) (p. 2592)

Intervient sur l'amendement n° 2914 de M. Victorin Lurel (définition de la garderie du matin) (p. 2592)

Intervient sur l'amendement n° 2915 de Mme Hélène Mignon (définition de la garderie du matin) (p. 2592)

Intervient sur l'amendement n° 2916 de M. Simon Renucci (définition de la garderie du matin) (p. 2592)

Intervient sur l'amendement n° 2917 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (définition de la garderie du matin) (p. 2592)

Intervient sur l'amendement n° 2918 de M. Gaëtan Gorce (définition de la garderie du matin) (p. 2592)

Intervient sur l'amendement n° 2919 de M. Christophe Masse (définition de la garderie du matin) (p. 2592)

Intervient sur l'amendement n° 2920 de M. Jean-Pierre Blazy (définition de la garderie du matin) (p. 2592)

Intervient sur l'amendement n° 2922 de M. Jean-Marc Ayrault (organisation d'une pause d'au moins une heure trente à la mi-journée) (p. 2592)

Intervient sur l'amendement n° 2923 de M. Alain Néri (organisation d'une pause d'au moins une heure trente à la mi-journée) (p. 2592)

Intervient sur l'amendement n° 2924 de M. Patrick Roy (organisation d'une pause d'au moins une heure trente à la mi-journée) (p. 2592)

Intervient sur l'amendement n° 2925 de Mme Catherine Génisson (organisation d'une pause d'au moins une heure trente à la mi-journée) (p. 2592)

Intervient sur l'amendement n° 2926 de M. Victorin Lurel (organisation d'une pause d'au moins une heure trente à la mi-journée) (p. 2592)

Intervient sur l'amendement n° 2927 de Mme Hélène Mignon (organisation d'une pause d'au moins une heure trente à la mi-journée) (p. 2592)

Intervient sur l'amendement n° 2928 de M. Simon Renucci (organisation d'une pause d'au moins une heure trente à la mi-journée) (p. 2592)

Intervient sur l'amendement n° 2929 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (organisation d'une pause d'au moins une heure trente à la mi-journée) (p. 2592)

Intervient sur l'amendement n° 2930 de M. Gaëtan Gorce (organisation d'une pause d'au moins une heure trente à la mi-journée) (p. 2592)

Intervient sur l'amendement n° 2931 de M. Christophe Masse (organisation d'une pause d'au moins une heure trente à la mi-journée) (p. 2592)

Intervient sur l'amendement n° 2932 de M. Jean-Pierre Blazy (organisation d'une pause d'au moins une heure trente à la mi-journée) (p. 2592)

Son amendement n° 2921 (organisation d'une pause d'au moins une heure trente à la mi-journée) (p. 2592) : rejeté (p. 2593)

Intervient sur l'amendement n° 2934 de M. Jean-Marc Ayrault (organisation en matière de cantines scolaires) (p. 2593)

Intervient sur l'amendement n° 2935 de M. Alain Néri (organisation en matière de cantines scolaires) (p. 2593)

Intervient sur l'amendement n° 2936 de M. Patrick Roy (organisation en matière de cantines scolaires) (p. 2593)

Intervient sur l'amendement n° 2937 de Mme Catherine Génisson (organisation en matière de cantines scolaires) (p. 2593)

Intervient sur l'amendement n° 2938 de M. Victorin Lurel (organisation en matière de cantines scolaires) (p. 2593)

Intervient sur l'amendement n° 2939 de Mme Hélène Mignon (organisation en matière de cantines scolaires) (p. 2593)

Intervient sur l'amendement n° 2940 de M. Simon Renucci (organisation en matière de cantines scolaires) (p. 2593)

Intervient sur l'amendement n° 2941 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (organisation en matière de cantines scolaires) (p. 2593)

Intervient sur l'amendement n° 2942 de M. Gaëtan Gorce (organisation en matière de cantines scolaires) (p. 2593)

Intervient sur l'amendement n° 2943 de M. Christophe Masse (organisation en matière de cantines scolaires) (p. 2593)

Intervient sur l'amendement n° 2944 de M. Jean-Pierre Blazy (organisation en matière de cantines scolaires) (p. 2593)

Son amendement n° 2933 (organisation en matière de cantines scolaires) (p. 2593) : rejeté (p. 2594)

Son amendement n° 2945 (durée des récréations) (p. 2594) : rejeté (p. 2595)

Son amendement n° 2009 (accès en dehors des heures scolaires aux nouvelles technologies) : rejeté (p. 2595)

Intervient sur l'amendement n° 2010 de M. Jean-Marc Ayrault (accès en dehors des heures scolaires aux nouvelles technologies) (p. 2595)

Intervient sur l'amendement n° 2011 de M. Alain Néri (accès en dehors des heures scolaires aux nouvelles technologies) (p. 2595)

Intervient sur l'amendement n° 2012 de M. Patrick Roy (accès en dehors des heures scolaires aux nouvelles technologies) (p. 2595)

Intervient sur l'amendement n° 2013 de Mme Catherine Génisson (accès en dehors des heures scolaires aux nouvelles technologies) (p. 2595)

Intervient sur l'amendement n° 2014 de M. Victorin Lurel (accès en dehors des heures scolaires aux nouvelles technologies) (p. 2595)

Intervient sur l'amendement n° 2015 de Mme Hélène Mignon (accès en dehors des heures scolaires aux nouvelles technologies) (p. 2595)

Intervient sur l'amendement n° 2016 de M. Simon Renucci (accès en dehors des heures scolaires aux nouvelles technologies) (p. 2595)

Intervient sur l'amendement n° 2017 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (accès en dehors des heures scolaires aux nouvelles technologies) (p. 2595)

Intervient sur l'amendement n° 2018 de M. Gaëtan Gorce (accès en dehors des heures scolaires aux nouvelles technologies) (p. 2595)

Intervient sur l'amendement n° 2019 de M. Christophe Masse (accès en dehors des heures scolaires aux nouvelles technologies) (p. 2595)

Intervient sur l'amendement n° 2020 de M. Jean-Pierre Blazy (accès en dehors des heures scolaires aux nouvelles technologies) (p. 2595)

Son amendement n° 2021 (accès en dehors des heures scolaires aux nouvelles technologies par partenariats avec des organismes non scolaires) : rejeté (p. 2595)

Son amendement n° 2033 (initiation de tous les étudiants aux nouvelles technologies) : rejeté (p. 2595)

Intervient sur l'amendement n° 927 de M. Jean-Marc Ayrault (mission d'éducation à la citoyenneté pour les personnels "ATOSS") (p. 2595)

Intervient sur l'amendement n° 928 de M. Alain Néri (mission d'éducation à la citoyenneté pour les personnels "ATOSS") (p. 2595)

Intervient sur l'amendement n° 929 de M. Patrick Roy (mission d'éducation à la citoyenneté pour les personnels "ATOSS") (p. 2595)

Intervient sur l'amendement n° 930 de Mme Catherine Génisson (mission d'éducation à la citoyenneté pour les personnels "ATOSS") (p. 2595)

Intervient sur l'amendement n° 931 de M. Victorin Lurel (mission d'éducation à la citoyenneté pour les personnels "ATOSS") (p. 2595)

Intervient sur l'amendement n° 932 de Mme Hélène Mignon (mission d'éducation à la citoyenneté pour les personnels "ATOSS") (p. 2595)

Intervient sur l'amendement n° 933 de M. Simon Renucci (mission d'éducation à la citoyenneté pour les personnels "ATOSS") (p. 2595)

Intervient sur l'amendement n° 934 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (mission d'éducation à la citoyenneté pour les personnels "ATOSS") (p. 2595)

Intervient sur l'amendement n° 935 de M. Gaëtan Gorce (mission d'éducation à la citoyenneté pour les personnels "ATOSS") (p. 2595)

Intervient sur l'amendement n° 936 de M. Christophe Masse (mission d'éducation à la citoyenneté pour les personnels "ATOSS") (p. 2595)

Intervient sur l'amendement n° 937 de M. Jean-Pierre Blazy (mission d'éducation à la citoyenneté pour les personnels "ATOSS") (p. 2595)

Son amendement n° 926 (mission d'éducation à la citoyenneté pour les personnels "ATOSS") (p. 2595) : rejeté (p. 2596)

Son amendement n° 938 (mission d'éducation à la santé pour les personnels "ATOSS") (p. 2596) : rejeté (p. 2597)

Son amendement n° 950 (notion de mission favorisant l'intégration pour les personnels "ATOSS") : rejeté (p. 2597)

Son amendement n° 962 (mission d'apprentissage des règles de la vie en société pour les personnels "ATOSS") : rejeté (p. 2597)

Intervient sur l'amendement n° 975 de M. Jean-Marc Ayrault (rôle pédagogique des personnels "ATOSS") (p. 2597)

Intervient sur l'amendement n° 976 de M. Alain Néri (rôle pédagogique des personnels "ATOSS") (p. 2597)

Intervient sur l'amendement n° 977 de M. Patrick Roy (rôle pédagogique des personnels "ATOSS") (p. 2597)

Intervient sur l'amendement n° 978 de Mme Catherine Génisson (rôle pédagogique des personnels "ATOSS") (p. 2597)

Intervient sur l'amendement n° 979 de M. Victorin Lurel (rôle pédagogique des personnels "ATOSS") (p. 2597)

Intervient sur l'amendement n° 980 de Mme Hélène Mignon (rôle pédagogique des personnels "ATOSS") (p. 2597)

Intervient sur l'amendement n° 981 de M. Simon Renucci (rôle pédagogique des personnels "ATOSS") (p. 2597)

Intervient sur l'amendement n° 982 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (rôle pédagogique des personnels "ATOSS") (p. 2597)

Intervient sur l'amendement n° 983 de M. Gaëtan Gorce (rôle pédagogique des personnels "ATOSS") (p. 2597)

Intervient sur l'amendement n° 984 de M. Christophe Masse (rôle pédagogique des personnels "ATOSS") (p. 2597)

Intervient sur l'amendement n° 985 de M. Jean-Pierre Blazy (rôle pédagogique des personnels "ATOSS") (p. 2597)

Son amendement n° 974 (rôle pédagogique des personnels "ATOSS") (p. 2597) : rejeté (p. 2598)

Son amendement n° 986 (missions des personnels ATOSS sous l'autorité du recteur) : rejeté (p. 2598)

Intervient sur l'amendement n° 999 de M. Jean-Marc Ayrault (statuts des personnels ATOSS mis en œuvre sous l'autorité du recteur) (p. 2598)

Intervient sur l'amendement n° 1000 de M. Alain Néri (statuts des personnels ATOSS mis en œuvre sous l'autorité du recteur) (p. 2598)

Intervient sur l'amendement n° 1001 de M. Patrick Roy (statuts des personnels ATOSS mis en œuvre sous l'autorité du recteur) (p. 2598)

Intervient sur l'amendement n° 1002 de Mme Catherine Génisson (statuts des personnels ATOSS mis en œuvre sous l'autorité du recteur) (p. 2598)

Intervient sur l'amendement n° 1003 de M. Victorin Lurel (statuts des personnels ATOSS mis en œuvre sous l'autorité du recteur) (p. 2598)

Intervient sur l'amendement n° 1004 de Mme Hélène Mignon (statuts des personnels ATOSS mis en œuvre sous l'autorité du recteur) (p. 2598)

Intervient sur l'amendement n° 1005 de M. Simon Renucci (statuts des personnels ATOSS mis en œuvre sous l'autorité du recteur) (p. 2598)

Intervient sur l'amendement n° 1006 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (statuts des personnels ATOSS mis en œuvre sous l'autorité du recteur) (p. 2598)

Intervient sur l'amendement n° 1007 de M. Gaëtan Gorce (statuts des personnels ATOSS mis en œuvre sous l'autorité du recteur) (p. 2598)

Intervient sur l'amendement n° 1008 de M. Christophe Masse (statuts des personnels ATOSS mis en œuvre sous l'autorité du recteur) (p. 2598)

Intervient sur l'amendement n° 1009 de M. Jean-Pierre Blazy (statuts des personnels ATOSS mis en œuvre sous l'autorité du recteur) (p. 2598)

Son amendement n° 998 (statuts des personnels ATOSS mis en œuvre sous l'autorité du recteur) (p. 2598) : rejeté (p. 2599)

Son amendement n° 1010 (participation des personnels ATOSS à la mise en œuvre du droit à l'éducation) : rejeté (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 1011 de M. Jean-Marc Ayrault (participation des personnels ATOSS à la mise en œuvre du droit à l'éducation) (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 1012 de M. Alain Néri (participation des personnels ATOSS à la mise en œuvre du droit à l'éducation) (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 1013 de M. Patrick Roy (participation des personnels ATOSS à la mise en œuvre du droit à l'éducation) (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 1014 de Mme Catherine Génisson (participation des personnels ATOSS à la mise en œuvre du droit à l'éducation) (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 1015 de M. Victorin Lurel (participation des personnels ATOSS à la mise en œuvre du droit à l'éducation) (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 1016 de Mme Hélène Mignon (participation des personnels ATOSS à la mise en œuvre du droit à l'éducation) (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 1017 de M. Simon Renucci (participation des personnels ATOSS à la mise en œuvre du droit à l'éducation) (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 1018 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (participation des personnels ATOSS à la mise en œuvre du droit à l'éducation) (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 1019 de M. Gaëtan Gorce (participation des personnels ATOSS à la mise en œuvre du droit à l'éducation) (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 1020 de M. Christophe Masse (participation des personnels ATOSS à la mise en œuvre du droit à l'éducation) (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 1021 de M. Jean-Pierre Blazy (participation des personnels ATOSS à la mise en œuvre du droit à l'éducation) (p. 2599)

Son amendement n° 1022 (rôle d'assistance à l'équipe éducative des personnels ATOSS) : rejeté (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 1023 de M. Jean-Marc Ayrault (rôle d'assistance à l'équipe éducative des personnels ATOSS) (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 1024 de M. Alain Néri (rôle d'assistance à l'équipe éducative des personnels ATOSS) (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 1025 de M. Patrick Roy (rôle d'assistance à l'équipe éducative des personnels ATOSS) (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 1026 de Mme Catherine Génisson (rôle d'assistance à l'équipe éducative des personnels ATOSS) (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 1027 de M. Victorin Lurel (rôle d'assistance à l'équipe éducative des personnels ATOSS) (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 1028 de Mme Hélène Mignon (rôle d'assistance à l'équipe éducative des personnels ATOSS) (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 1029 de M. Simon Renucci (rôle d'assistance à l'équipe éducative des personnels ATOSS) (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 1030 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (rôle d'assistance à l'équipe éducative des personnels ATOSS) (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 1031 de M. Gaëtan Gorce (rôle d'assistance à l'équipe éducative des personnels ATOSS) (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 1032 de M. Christophe Masse (rôle d'assistance à l'équipe éducative des personnels ATOSS) (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 1033 de M. Jean-Pierre Blazy (rôle d'assistance à l'équipe éducative des personnels ATOSS) (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 1035 de M. Jean-Marc Ayrault (fonction d'encadrement des élèves des personnels ATOSS) (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 1036 de M. Alain Néri (fonction d'encadrement des élèves des personnels ATOSS) (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 1037 de M. Patrick Roy (fonction d'encadrement des élèves des personnels ATOSS) (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 1038 de Mme Catherine Génisson (fonction d'encadrement des élèves des personnels ATOSS) (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 1039 de M. Victorin Lurel (fonction d'encadrement des élèves des personnels ATOSS) (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 1040 de Mme Hélène Mignon (fonction d'encadrement des élèves des personnels ATOSS) (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 1041 de M. Simon Renucci (fonction d'encadrement des élèves des personnels ATOSS) (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 1042 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (fonction d'encadrement des élèves des personnels ATOSS) (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 1043 de M. Gaëtan Gorce (fonction d'encadrement des élèves des personnels ATOSS) (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 1044 de M. Christophe Masse (fonction d'encadrement des élèves des personnels ATOSS) (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 1045 de M. Jean-Pierre Blazy (fonction d'encadrement des élèves des personnels ATOSS) (p. 2599)

Son rappel au règlement (cf supra) [27 mars 2003] (p. 2599)

Son amendement n° 1034 (fonction d'encadrement des élèves des personnels ATOSS) (p. 2599) : rejeté (p. 2600)

Article 2 (régime juridique des assistants d'éducation)

Son intervention (p. 2600 et s.)

Son amendement n° 1094 (p. 2603)

Son amendement n° 1130 (p. 2605)

Son amendement n° 1142 (p. 2606)

Ses amendements n°s 2117 et 2453 (p. 2608)

Son amendement n° 1274 (p. 2609)

Ses amendements n°s 2045, 1154, 1166, 1286 et 1262 (p. 2610)

Ses amendements n°s 1178, 1190, 1202, 1214, 1226, 1238 et 1250 (p. 2612)

Ses amendements n°s 1298, 2741 et 2753 (p. 2614)

Ses amendements n°s 2765, 2777 et 2789 (p. 2616)

Son amendement n° 2801 (p. 2617)

Ses amendements n°s 2813 et 2825 (p. 2618)

Son amendement n° 2957 (p. 2619)

Son amendement n° 1358 (p. 2624)

Son amendement n° 1310 (p. 2625)

Ses amendements n°s 2837 et 2849 (p. 2626)

Ses amendements n°s 1046, 1058, 1070 et 1322 (p. 2627)

Ses amendements n°s 1334 et 1346 (p. 2628)

Son amendement n° 1370 (p. 2629)

Ses amendements n°s 2465, 1382 et 1394 (p. 2630)

Ses amendements n°s 2141, 2153 et 2165 (p. 2631)

Ses amendements n^{os} 1442 et 1454 (p. 2632)
 Ses amendements n^{os} 1466, 1478, 1490, 1502 et 1514 (p. 2633)
 Ses amendements n^{os} 1526, 1538, 1550, 1562, 1574, 1586, 1598, 1610, 1622 et 1634 (p. 2634)
 Ses amendements n^{os} 2129, 2057, 2069 et 2081 (p. 2635)
 Son amendement n^o 2477 (p. 2636)
 Ses amendements n^{os} 2489, 2501, 2513, 2969, 2525 et 1406 (p. 2637)
 Ses amendements n^{os} 1418 et 1430 (p. 2638)

Après l'article 2

Son amendement n^o 2597 (contenu et mise en œuvre des programmes d'enseignement) : rejeté (p. 2639)
 Intervient sur l'amendement n^o 2598 de M. Jean-Marc Ayrault (contenu et mise en œuvre des programmes d'enseignement) (p. 2639)
 Intervient sur l'amendement n^o 2599 de M. Alain Néri (contenu et mise en œuvre des programmes d'enseignement) (p. 2639)
 Intervient sur l'amendement n^o 2600 de M. Patrick Roy (contenu et mise en œuvre des programmes d'enseignement) (p. 2639)
 Intervient sur l'amendement n^o 2601 de Mme Catherine Génisson (contenu et mise en œuvre des programmes d'enseignement) (p. 2639)
 Intervient sur l'amendement n^o 2602 de M. Victorin Lurel (contenu et mise en œuvre des programmes d'enseignement) (p. 2639)
 Intervient sur l'amendement n^o 2603 de Mme Hélène Mignon (contenu et mise en œuvre des programmes d'enseignement) (p. 2639)
 Intervient sur l'amendement n^o 2604 de M. Simon Renucci (contenu et mise en œuvre des programmes d'enseignement) (p. 2639)
 Intervient sur l'amendement n^o 2605 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (contenu et mise en œuvre des programmes d'enseignement) (p. 2639)
 Intervient sur l'amendement n^o 2606 de M. Gaëtan Gorce (contenu et mise en œuvre des programmes d'enseignement) (p. 2639)
 Intervient sur l'amendement n^o 2607 de M. Christophe Masse (contenu et mise en œuvre des programmes d'enseignement) (p. 2639)
 Intervient sur l'amendement n^o 2608 de M. Jean-Pierre Blazy (contenu et mise en œuvre des programmes d'enseignement) (p. 2639)
 Son amendement n^o 2609 (objectifs et réalisation des programmes d'enseignement) : rejeté (p. 2640)
 Son amendement n^o 2621 (établissement de la carte des secteurs des collèges) : rejeté (p. 2640)
 Intervient sur l'amendement n^o 2622 de M. Jean-Marc Ayrault (établissement de la carte des secteurs des collèges) (p. 2640)
 Intervient sur l'amendement n^o 2623 de M. Alain Néri (établissement de la carte des secteurs des collèges) (p. 2640)
 Intervient sur l'amendement n^o 2624 de M. Patrick Roy (établissement de la carte des secteurs des collèges) (p. 2640)
 Intervient sur l'amendement n^o 2625 de Mme Catherine Génisson (établissement de la carte des secteurs des collèges) (p. 2640)
 Intervient sur l'amendement n^o 2626 de M. Victorin Lurel (établissement de la carte des secteurs des collèges) (p. 2640)
 Intervient sur l'amendement n^o 2627 de Mme Hélène Mignon (établissement de la carte des secteurs des collèges) (p. 2640)
 Intervient sur l'amendement n^o 2628 de M. Simon Renucci (établissement de la carte des secteurs des collèges) (p. 2640)
 Intervient sur l'amendement n^o 2629 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (établissement de la carte des secteurs des collèges) (p. 2640)
 Intervient sur l'amendement n^o 2630 de M. Gaëtan Gorce (établissement de la carte des secteurs des collèges) (p. 2640)
 Intervient sur l'amendement n^o 2631 de M. Christophe Masse (établissement de la carte des secteurs des collèges) (p. 2640)
 Intervient sur l'amendement n^o 2632 de M. Jean-Pierre Blazy (établissement de la carte des secteurs des collèges) (p. 2640)
 Son amendement n^o 2633 (établissement de la carte des secteurs des lycées) : rejeté (p. 2640)
 Son amendement n^o 2645 (établissement de la carte des secteurs des écoles) : rejeté (p. 2640)
 Son amendement n^o 2093 (activités destinées à se familiariser avec les outils informatiques et les nouvelles technologies) : rejeté (p. 2640)
 Intervient sur l'amendement n^o 2094 de M. Jean-Marc Ayrault (activités destinées à se familiariser avec les outils informatiques et les nouvelles technologies) (p. 2640)
 Intervient sur l'amendement n^o 2095 de M. Alain Néri (activités destinées à se familiariser avec les outils informatiques et les nouvelles technologies) (p. 2640)
 Intervient sur l'amendement n^o 2096 de M. Patrick Roy (activités destinées à se familiariser avec les outils informatiques et les nouvelles technologies) (p. 2640)
 Intervient sur l'amendement n^o 2097 de Mme Catherine Génisson (activités destinées à se familiariser avec les outils informatiques et les nouvelles technologies) (p. 2640)
 Intervient sur l'amendement n^o 2098 de M. Victorin Lurel (activités destinées à se familiariser avec les outils informatiques et les nouvelles technologies) (p. 2640)
 Intervient sur l'amendement n^o 2199 de Mme Hélène Mignon (activités destinées à se familiariser avec les outils informatiques et les nouvelles technologies) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n^o 2100 de M. Simon Renucci (activités destinées à se familiariser avec les outils informatiques et les nouvelles technologies) (p. 2640)
 Intervient sur l'amendement n^o 2101 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (activités destinées à se familiariser avec les outils informatiques et les nouvelles technologies) (p. 2640)
 Intervient sur l'amendement n^o 2102 de M. Gaëtan Gorce (activités destinées à se familiariser avec les outils informatiques et les nouvelles technologies) (p. 2640)
 Intervient sur l'amendement n^o 2103 de M. Christophe Masse (activités destinées à se familiariser avec les outils informatiques et les nouvelles technologies) (p. 2640)
 Intervient sur l'amendement n^o 2104 de M. Jean-Pierre Blazy (activités destinées à se familiariser avec les outils informatiques et les nouvelles technologies) (p. 2640)
 Son amendement n^o 2657 (les programmes scolaires prennent en compte les références communes en Europe) (p. 2640) : rejeté (p. 2641)
 Intervient sur l'amendement n^o 2658 de M. Jean-Marc Ayrault (les programmes scolaires prennent en compte les références communes en Europe) (p. 2641)
 Intervient sur l'amendement n^o 2659 de M. Alain Néri (les programmes scolaires prennent en compte les références communes en Europe) (p. 2641)
 Intervient sur l'amendement n^o 2660 de M. Patrick Roy (les programmes scolaires prennent en compte les références communes en Europe) (p. 2641)
 Intervient sur l'amendement n^o 2661 de Mme Catherine Génisson (les programmes scolaires prennent en compte les références communes en Europe) (p. 2641)
 Intervient sur l'amendement n^o 2662 de M. Victorin Lurel (les programmes scolaires prennent en compte les références communes en Europe) (p. 2641)
 Intervient sur l'amendement n^o 2663 de Mme Hélène Mignon (les programmes scolaires prennent en compte les références communes en Europe) (p. 2641)
 Intervient sur l'amendement n^o 2664 de M. Simon Renucci (les programmes scolaires prennent en compte les références communes en Europe) (p. 2641)
 Intervient sur l'amendement n^o 2665 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (les programmes scolaires prennent en compte les références communes en Europe) (p. 2641)
 Intervient sur l'amendement n^o 2666 de M. Gaëtan Gorce (les programmes scolaires prennent en compte les références communes en Europe) (p. 2641)
 Intervient sur l'amendement n^o 2667 de M. Christophe Masse (les programmes scolaires prennent en compte les références communes en Europe) (p. 2641)
 Intervient sur l'amendement n^o 2668 de M. Jean-Pierre Blazy (les programmes scolaires prennent en compte les références communes en Europe) (p. 2641)
 Intervient sur l'amendement n^o 3037 de M. Patrick Braouezec (dispositions concernant la fonction d'assistant d'éducation soumises à décret en Conseil d'Etat) (p. 2641)

Article 3 (affiliation des établissements publics locaux d'éducation à l'assurance-chômage au titre des assistants d'éducation)

Son intervention (p. 2641 et s.)
 Son amendement n^o 1106 (p. 2644)

Après l'article 3

Son amendement n^o 2177 (égalité entre les hommes et les femmes en matière d'orientation scolaire) : rejeté (p. 2645)
 Intervient sur l'amendement n^o 2178 de M. Jean-Marc Ayrault (égalité entre les hommes et les femmes en matière d'orientation scolaire) (p. 2645)
 Intervient sur l'amendement n^o 2179 de M. Alain Néri (égalité entre les hommes et les femmes en matière d'orientation scolaire) (p. 2645)
 Intervient sur l'amendement n^o 2180 de M. Patrick Roy (égalité entre les hommes et les femmes en matière d'orientation scolaire) (p. 2645)
 Intervient sur l'amendement n^o 2181 de Mme Catherine Génisson (égalité entre les hommes et les femmes en matière d'orientation scolaire) (p. 2645)
 Intervient sur l'amendement n^o 2182 de M. Victorin Lurel (égalité entre les hommes et les femmes en matière d'orientation scolaire) (p. 2645)
 Intervient sur l'amendement n^o 2183 de Mme Hélène Mignon (égalité entre les hommes et les femmes en matière d'orientation scolaire) (p. 2645)
 Intervient sur l'amendement n^o 2184 de M. Simon Renucci (égalité entre les hommes et les femmes en matière d'orientation scolaire) (p. 2645)
 Intervient sur l'amendement n^o 2185 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (égalité entre les hommes et les femmes en matière d'orientation scolaire) (p. 2645)
 Intervient sur l'amendement n^o 2186 de M. Gaëtan Gorce (égalité entre les hommes et les femmes en matière d'orientation scolaire) (p. 2645)
 Intervient sur l'amendement n^o 2187 de M. Christophe Masse (égalité entre les hommes et les femmes en matière d'orientation scolaire) (p. 2645)

Intervient sur l'amendement n° 2188 de M. Jean-Pierre Blazy (égalité entre les hommes et les femmes en matière d'orientation scolaire) (p. 2645)

Intervient sur l'amendement n° 2190 de M. Jean-Marc Ayrault (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2645)

Intervient sur l'amendement n° 2191 de M. Alain Néri (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2645)

Intervient sur l'amendement n° 2192 de M. Patrick Roy (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2645)

Intervient sur l'amendement n° 2193 de Mme Catherine Génisson (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2645)

Intervient sur l'amendement n° 2194 de M. Victorin Lurel (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2645)

Intervient sur l'amendement n° 2195 de Mme Hélène Mignon (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2645)

Intervient sur l'amendement n° 2196 de M. Simon Renucci (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2645)

Intervient sur l'amendement n° 2197 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2645)

Intervient sur l'amendement n° 2198 de M. Gaëtan Gorce (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2645)

Intervient sur l'amendement n° 2199 de M. Christophe Masse (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2645)

Intervient sur l'amendement n° 2200 de M. Jean-Pierre Blazy (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2645)

Son amendement n° 2189 (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2645) : retiré (p. 2646)

Intervient sur l'amendement n° 3045 du Gouvernement (validation législative des tableaux d'avancement des inspecteurs d'académie, inspecteurs pédagogiques régionaux et inspecteurs de l'éducation nationale) (p. 2648)

Intervient sur l'amendement n° 2982 de M. Jean-Marc Ayrault (rapport au Parlement sur l'application de la loi relative aux assistants d'éducation) (p. 2648)

Intervient sur l'amendement n° 2983 de M. Alain Néri (rapport au Parlement sur l'application de la loi relative aux assistants d'éducation) (p. 2648)

Intervient sur l'amendement n° 2984 de M. Patrick Roy (rapport au Parlement sur l'application de la loi relative aux assistants d'éducation) (p. 2648)

Intervient sur l'amendement n° 2985 de Mme Catherine Génisson (rapport au Parlement sur l'application de la loi relative aux assistants d'éducation) (p. 2648)

Intervient sur l'amendement n° 2986 de M. Victorin Lurel (rapport au Parlement sur l'application de la loi relative aux assistants d'éducation) (p. 2648)

Intervient sur l'amendement n° 2987 de Mme Hélène Mignon (rapport au Parlement sur l'application de la loi relative aux assistants d'éducation) (p. 2648)

Intervient sur l'amendement n° 2988 de M. Simon Renucci (rapport au Parlement sur l'application de la loi relative aux assistants d'éducation) (p. 2648)

Intervient sur l'amendement n° 2989 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (rapport au Parlement sur l'application de la loi relative aux assistants d'éducation) (p. 2648)

Intervient sur l'amendement n° 2990 de M. Gaëtan Gorce (rapport au Parlement sur l'application de la loi relative aux assistants d'éducation) (p. 2648)

Intervient sur l'amendement n° 2991 de M. Christophe Masse (rapport au Parlement sur l'application de la loi relative aux assistants d'éducation) (p. 2648)

Intervient sur l'amendement n° 2992 de M. Jean-Pierre Blazy (rapport au Parlement sur l'application de la loi relative aux assistants d'éducation) (p. 2648)

Son amendement n° 2981 (rapport au Parlement sur l'application de la loi relative aux assistants d'éducation) (p. 2648) : rejeté (p. 2649)

Titre

Intervient sur l'amendement n° 2994 de M. Jean-Marc Ayrault (nouveau titre : "Projet de loi portant réforme du code de l'éducation") (p. 2649)

Intervient sur l'amendement n° 2995 de M. Alain Néri (nouveau titre : "Projet de loi portant réforme du code de l'éducation") (p. 2649)

Intervient sur l'amendement n° 2996 de M. Patrick Roy (nouveau titre : "Projet de loi portant réforme du code de l'éducation") (p. 2649)

Intervient sur l'amendement n° 2997 de Mme Catherine Génisson (nouveau titre : "Projet de loi portant réforme du code de l'éducation") (p. 2649)

Intervient sur l'amendement n° 2998 de M. Victorin Lurel (nouveau titre : "Projet de loi portant réforme du code de l'éducation") (p. 2649)

Intervient sur l'amendement n° 2999 de Mme Hélène Mignon (nouveau titre : "Projet de loi portant réforme du code de l'éducation") (p. 2649)

Intervient sur l'amendement n° 3000 de M. Simon Renucci (nouveau titre : "Projet de loi portant réforme du code de l'éducation") (p. 2649)

Intervient sur l'amendement n° 3001 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (nouveau titre : "Projet de loi portant réforme du code de l'éducation") (p. 2649)

Intervient sur l'amendement n° 3002 de M. Gaëtan Gorce (nouveau titre : "Projet de loi portant réforme du code de l'éducation") (p. 2649)

Intervient sur l'amendement n° 3003 de M. Christophe Masse (nouveau titre : "Projet de loi portant réforme du code de l'éducation") (p. 2649)

Intervient sur l'amendement n° 3004 de M. Jean-Pierre Blazy (nouveau titre : "Projet de loi portant réforme du code de l'éducation") (p. 2649)

Son amendement n° 2993 (nouveau titre : "Projet de loi portant réforme du code de l'éducation") (p. 2649) : rejeté (p. 2650)

Explications de vote et vote [1er avril 2003] (p. 2695)

Ses explications de vote (p. 2697)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Avant l'article 1er [séances des 12, 13, 14 juin 2003] (principes)

Son intervention (p. 5235 et s.)

Article 32 [séance du 27 juin 2003] (allongement progressif de la durée d'activité dans la fonction publique pour obtenir une pension complète. Instauration d'un double mécanisme de minoration et majoration)

Son intervention (p. 6223 et s.)

Frédéric DUTOIT

*Bouches-du-Rhône (4^{ème} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe des Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11065)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre suppléant du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche [J.O. du 2 août 2002] (p. 13230)

Membre suppléant de la Commission nationale des aides publiques aux entreprises [J.O. du 2 août 2002] (p. 13231)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1027 visant à modifier le code général des collectivités territoriales sur l'organisation administrative de Paris, Marseille et Lyon [16 juillet 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Chômage : indemnisation. perspectives. prime de Noël [27 novembre 2002] (p. 5812)

Politique sociale. politiques communautaires. perspectives [5 mars 2003] (p. 1600)

Retraites : généralités. réforme. perspectives [11 juin 2003] (p. 4993)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 232, posée le 24 mars 2003. Transports par eau. ports (J.O. questions p. 2094). Appelée le 25 mars 2003. accès au marché des services portuaires, politiques communautaires (p. 2340)

n° 426, posée le 23 juin 2003. Politique sociale. jeunes (J.O. questions p. 4881). Appelée le 24 juin 2003. centres sociaux, aides de l'Etat (p. 5866)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Proteste aussi contre la précédente suspension de séance obtenue par M. Jacques Barrot, souhaite que les débats se poursuivent normalement et s'associe à la demande de suspension de séance [12 décembre 2002] (p. 6604)

DÉBATS

Projet de loi n° 107 portant création d'un dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juillet 2002] (p. 2312)

Son intervention (p. 2340)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 2341)

Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 2340)

Emploi : jeunes (p. 2340)

Emploi : recrutement (p. 2340)
 Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 2340)
 Formation professionnelle : apprentissage (p. 2341)
 Syndicats : politique contractuelle (p. 2342)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE ET COMMUNICATION

COMMUNICATION

Examen du fascicule [7 novembre 2002] (p. 4733)

Son intervention (p. 4738)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication : crédits (p. 4738)
 Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 4739)
 Audiovisuel et communication : programmes (p. 4739)
 Audiovisuel et communication : secteur public (p. 4739)
 Audiovisuel et communication : télévision (p. 4738)
 Presse et livres : presse (p. 4739)

Procédure des questions :

Audiovisuel et communication : télévision : associations (p. 4750)

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2002] (p. 4755)

Après l'article 63 (rapport au Parlement sur les émissions télévisées destinées aux sourds et malentendants)

Intervient sur l'amendement n° 128 rectifié de M. Jean-Christophe Lagarde (p. 4757)

CULTURE

Examen du fascicule [15 novembre 2002] (p. 5129)

Son intervention (p. 5134)

Thèmes avant la procédure des questions :

Arts et spectacles : enseignement (p. 5136)
 Culture : fonctionnaires et agents publics (p. 5135)
 Culture : crédits (p. 5134)
 Culture : politique culturelle (p. 5135)
 Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la culture : création d'emplois (p. 5135)
 Patrimoine culturel : Musée du Louvre (p. 5135)
 TVA : taux : culture (p. 5135)

INTÉRIEUR, SÉCURITÉ INTÉRIEURE ET LIBERTÉS LOCALES

Examen du fascicule [23 octobre 2002] (p. 3875)

Procédure des questions :

Sécurité publique : sapeurs-pompiers volontaires : retraites (p. 3891)

JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

I - JEUNESSE ET ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [22 octobre 2002] (p. 3742)

Son intervention (p. 3761)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 3761)
 Jeunes : insertion professionnelle (p. 3761)
 Jeunes : politique à l'égard des jeunes (p. 3761)

II - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Examen du fascicule [8 novembre 2002] (p. 4765)

Son intervention (p. 4771)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement supérieur : crédits (p. 4771)
 Enseignement supérieur : étudiants (p. 4772)
 Enseignement supérieur : personnel : vacataires (p. 4772)
 Grandes écoles : étudiants (p. 4772)

Procédure des questions :

Enseignement supérieur : personnel : enseignants (p. 4779)

Proposition de loi n° 317 visant à protéger les mineurs contre la diffusion de programmes comprenant des scènes de violence gratuite ou de pornographie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 décembre 2002] (p. 6583)

Son intervention (p. 6591)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : cinéma (p. 6592)
 Audiovisuel et communication : images de violence et de pornographie (p. 6592)
 Audiovisuel et communication : programmes (p. 6592)

Famille : protection de la famille et de l'enfance : mineurs (p. 6592)

Discussion des articles [12 décembre 2002] (p. 6602)

Avant l'article 1er

Son rappel au règlement (cf supra) [12 décembre 2002] (p. 6604)

Article 1er (mise en place d'un système de double contrôle d'accès pour les programmes interdits aux mineurs)

Son intervention (p. 6606)

Proposition de loi n° 586 tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des enfants

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 février 2003] (p. 1267)

Son intervention (p. 1277)

Thèmes :

Assemblée nationale : Parlement des enfants (p. 1277)
 Enfants : convention internationale des droits de l'enfant (p. 1278)
 Enfants : mauvais traitements (p. 1278)

Explications de vote et vote

Vote pour du groupe des Député-e-s Communistes et Républicains (p. 1278)

Projet de loi n° 632 relatif aux entreprises de transport aérien et notamment à la société Air France

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 mars 2003] (p. 1917)

Son intervention (p. 1917)

Thèmes :

Etat (p. 1917)
 Industrie : construction aéronautique et spatiale (p. 1918)
 Pays étrangers : États-Unis : transports aériens (p. 1917)
 Relations internationales : guerre : transports aériens (p. 1918)
 Transports aériens : Air France : actionariat salarié (p. 1918)
 Transports aériens : Air France : alliances (p. 1918)
 Transports aériens : Air France : aménagement du territoire (p. 1918)
 Transports aériens : Air France : emploi (p. 1918)
 Transports aériens : Air France : outre-mer (p. 1918)
 Transports aériens : Air France : privatisations (p. 1917 et s.)
 Transports aériens : Air France : salariés (p. 1918)

Projet de loi n° 678 relatif au mécénat et aux fondations

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er avril 2003] (p. 2700)

Son intervention (p. 2703)

Thèmes :

Associations : contrôles (p. 2704)
 Associations : fondations (p. 2704)
 Culture : crédits (p. 2704)
 Culture : mécénat (p. 2703 et s.)
 Entreprises : mécénat (p. 2703 et s.)
 Etat (p. 2703)
 Pays étrangers (p. 2703)

Discussion des articles [1er avril 2003] (p. 2713, 2725)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 14 (interdiction de la présence des mécènes aux conseils d'administration des personnes morales bénéficiaires des dons) : rejeté (p. 2713)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (cotisations syndicales – réduction d'impôt portée de 50 % à 60 %) (p. 2717)

Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (cotisations syndicales – plafond du revenu imposable porté de 1 % à 20 %) (p. 2717)

Article 2 (doublement du montant de l'abattement de l'impôt sur les sociétés accordé aux fondations reconnues d'utilité publique)

Son intervention (p. 2719)

Son amendement n° 15 (abattement porté à 20 000 €) (p. 2719)

Après l'article 5

Son amendement n° 18 (création d'une Commission nationale sur le mécénat et les fondations placée auprès du Premier ministre) (p. 2734) : rejeté (p. 2735)

Titre

Intervient sur l'amendement n° 24 de M. Laurent Hénart (nouveau titre : projet de loi relatif au mécénat, aux associations et aux fondations) (p. 2736)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 2737)

Abstention du groupe des Député-e-s Communistes et Républicains (p. 2738)

Proposition de loi n° 583 visant à jumeler chaque école française avec une école de l'Union européenne

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 avril 2003] (p. 2753)

Son intervention (p. 2756)

Thèmes :

- Assemblée nationale : Parlement des enfants (p. 2756)
- Enseignement : nouvelles technologies (p. 2757)
- Enseignement : langues étrangères (p. 2757)
- Enseignement maternel et primaire : écoles : jumelages (p. 2756)

Explications de vote et vote

Vote pour du groupe des Député-e-s Communistes et Républicains (p. 2757)

Projet de loi n° 248 relatif à la rémunération au titre du prêt en bibliothèque et renforçant la protection sociale des auteurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 avril 2003] (p. 2767)

Son intervention (p. 2772)

Thèmes :

- Archives et bibliothèques : bibliothèques (p. 2774)
- Archives et bibliothèques : bibliothèques : prêt (p. 2772)
- Culture : politique culturelle : livres (p. 2772)
- Propriété intellectuelle : droits d'auteur (p. 2772)

Discussion des articles [2 avril 2003] (p. 2776)

Après l'article 5

- Intervient sur l'amendement n° 10 du Gouvernement (institution d'une taxe sur les ventes et les locations de vidéogrammes) (p. 2780)
- Intervient sur l'amendement n° 8 du Gouvernement (Cité de l'architecture et du patrimoine) (p. 2781)
- Intervient sur l'amendement n° 9 du Gouvernement (statut de l'Ecole nationale de la photographie d'Arles et de son personnel) (p. 2782)

Explications de vote et vote

Vote pour du groupe des Député-e-s Communistes et Républicains (p. 2773)

Projet de loi n° 607 relatif à la répression de l'activité de mercenaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [3 avril 2003] (p. 2789)

Son intervention (p. 2791)

Thèmes :

- Droits de l'homme et libertés publiques (p. 2791)
- Organisations internationales : Cour pénale internationale (p. 2791)
- Relations internationales (p. 2792)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Article 12 [séances des 23 et 24 juin 2003] (suppression de la préretraite progressive et limitation du champ du dispositif de la cessation anticipée d'activité)

Son intervention (p. 5835 et s.)

Avant l'article 13 [séance du 24 juin 2003] (préavis et primes de licenciement)

Son intervention (p. 5895)

Article 43 [séance du 30 juin 2003] (cumul "emploi-retraite" pour les fonctionnaires)

Son intervention (p. 6327 et s.)

Article 45 [séance du 30 juin 2003] (dispositions transitoires)

Son intervention (p. 6340 et s.)

Article 49 [séance du 30 juin 2003] (cessation progressive d'activité)

Son intervention (p. 6375 et s.)

Article 50 [séance du 30 juin 2003] (modalités de liquidation des pensions des agents en congé de fin d'activité)

Son intervention (p. 6402)

Article 51 [séance du 30 juin 2003] (modalités de liquidation des pensions des fonctionnaires affectés à France Télécom bénéficiaires d'un congé de fin de carrière)

Son intervention (p. 6404)

Article 52 [séance du 30 juin 2003] (mise en place d'un régime complémentaire de retraite par répartition pour les fonctionnaires)

Son intervention (p. 6405 et s.)

Article 53 [séances des 30 juin et 1er juillet 2003] (évolution professionnelle des membres des corps enseignants)

Son intervention (p. 6460 et s.)

Article 55 [séance du 1er juillet 2003] (entrée en vigueur des dispositions du titre III)

Son intervention (p. 6473)

Article 56 [séance du 1er juillet 2003] (règles de fonctionnement des régimes complémentaires obligatoires des professions artisanales, industrielles et commerciales)

Son intervention (p. 6481 et s.)

Article 57 [séance du 1er juillet 2003] (compétence des organisations autonomes pour donner des avis s'agissant des régimes complémentaires obligatoires des professions artisanales, industrielles et commerciales)

Son intervention (p. 6487 et s.)

Article 58 [séance du 1er juillet 2003] (modalités d'entrée en vigueur du nouveau régime complémentaire obligatoire des professions industrielles et commerciales)

Son intervention (p. 6491)

Article 60 [séance du 1er juillet 2003] (règles de contrôle budgétaire applicables au régime de base des professions libérales)

Son intervention (p. 6496)

Article 62 [séance du 1er juillet 2003] (règles de fonctionnement du régime de base des professions libérales)

Son intervention (p. 6499 et s.)

Article 64 [séance du 1er juillet 2003] (recouvrement des cotisations au régime de base des professions libérales)

Son intervention (p. 6509 et s.)

Projet de loi n° 960 modifiant la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 juillet 2003] (p. 6819)

Ses explications de vote :

- sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6837)
 - sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6844)
- Son intervention (p. 6853)
- Soutient la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 6865) ; rejetée (p. 6871)

Thèmes :

- Arts et spectacles : intermittents (p. 6855)
- Communes : Marseille : patrimoine culturel (p. 6844)
- Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 6855)
- Patrimoine culturel : archéologie préventive (p. 6837, 6844, 6853, 6865)
- Patrimoine culturel : politique du patrimoine (p. 6837, 6853, 6865)
- Recherche : Institut national de recherche et d'archéologie préventive (INRAP) (p. 6866)

Discussion des articles [4 juillet 2003] (p. 6872)

Article 1er bis (établissement d'un zonage dans le cadre de la carte archéologique)

Son intervention (p. 6876)

Son amendement n° 46 (p. 6876)

Article 2 (réalisation des diagnostics d'archéologie préventive)

Son intervention (p. 6881 et s.)

Ses amendements n° 47, 51 et 63 corrigé (p. 6881)

Son amendement n° 52 (p. 6884)

Ses amendements n° 50 et 53 (p. 6885)

Article 3 (réalisation des fouilles d'archéologie préventive)

Son amendement n° 54 (p. 6887)

Son intervention (p. 6888 et s.)

Son amendement n° 69 (p. 6889)

Ses amendements n° 70 et 71 (p. 6891)

Ses amendements n° 72 et 67 (p. 6893)

Son amendement n° 74 (p. 6895)

Son amendement n° 75 (p. 6896)

Article 4 (modalités d'exploitation scientifique des fouilles d'archéologie préventive)

Son amendement n° 55 (p. 6897)

Son intervention (p. 6898)

Article 4 bis (régime de propriété du mobilier archéologique issu des opérations d'archéologie préventive)

Son intervention (p. 6898)

Son amendement n° 56 (p. 6898)

Article 5 (recettes de l'établissement public)

Son intervention (p. 6900)

Son amendement n° 57 (p. 6900)

Article 6 (redevance d'archéologie préventive)

Son intervention (p. 6901 et s.)
 Son amendement n° 58 (p. 6901)
 Son amendement n° 60 (p. 6907)
 Son amendement n° 68 (p. 6908)

Article 7 (exonération du paiement de la redevance et régime de subventionnement des fouilles archéologiques)

Son intervention (p. 6911 et s.)
 Son amendement n° 64 (p. 6911)
 Son amendement n° 61 (p. 6912)

Après l'article 11

Son amendement n° 62 (attribution de l'objet de la découverte au musée de France le plus proche à l'exception des "trésors" relevant de l'article 716 du code civil) (p. 6915) : rejeté (p. 6916)

Seconde délibération

Article 6 (redevance d'archéologie préventive)

Son intervention (p. 6919)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 6920)

Renaud DUTREIL

*Aisne (5^{ème} circonscription)
 Union pour la Majorité Présidentielle
 Secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce, à l'artisanat, aux professions libérales et à la consommation*

Élu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

Est nommé Secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce, à l'artisanat, aux professions libérales et à la consommation. Décret du 17 juin 2002 [J.O. du 18 juin 2002] (p. 10720)

Cessation de son mandat de député le 18 juillet 2002 (voir indications préliminaires)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Serge Poignant. Entreprises. création. aides de l'Etat [8 octobre 2002] (p. 3042)

M. Yannick Favennec. Commerce et artisanat. grande distribution. relations avec les fournisseurs [23 octobre 2002] (p. 3845)

M. Lucien Degauchy. Formation professionnelle. apprentissage. perspectives [30 octobre 2002] (p. 4339)

M. Jean-Paul Charié. Agriculture. fruits et légumes. prix, vente à la grande distribution [26 novembre 2002] (p. 5716)

M. Robert Lamy. Entreprises. charges. formalités administratives, simplification [26 novembre 2002] (p. 5719)

Mme Marie-Josée Roig. Entreprises. transmission. aides de l'Etat [10 décembre 2002] (p. 6365)

M. Jean-Pierre Brard. Banques et établissements financiers. politique bancaire. perspectives [11 décembre 2002] (p. 6505)

Mme Nathalie Gautier. Banques et établissements financiers. réglementation. conventions de compte, mise en place [11 décembre 2002] (p. 6510)

M. Michel Françaix. Impôts et taxes. politique fiscale. perspectives [15 janvier 2003] (p. 114)

M. Yannick Favennec. TVA. politiques communautaires. taux, activités à forte densité de main d'œuvre, bâtiment [3 juin 2003] (p. 4402)

M. Jean-Claude Mignon. Emploi. politique de l'emploi. création d'entreprises, aides de l'Etat [4 juin 2003] (p. 4478)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Michel Heinrich. Industrie. textile et habillement. emploi et activité, Vosges [15 octobre 2002] (p. 3286)

M. Jean-Marc Lefranc. Impôts et taxes. exonération. activités situées dans les zones de redynamisation urbaine, champ d'application [15 octobre 2002] (p. 3285)

M. François Brottes. Handicapés. sourds et malentendants. Internet, accès gratuit [3 décembre 2002] (p. 6045)

M. Gilles Artigues. Environnement. protection. lignes électriques, enfouissement [3 décembre 2002] (p. 6043)

M. Yannick Favennec. Télécommunications. téléphone. portables, zones d'ombre, réduction [3 décembre 2002] (p. 6045)

M. Philippe Armand Martin (Marne). Banques et établissements financiers. Banque de France. restructuration, perspectives [4 mars 2003] (p. 1494)

M. Henri Sicre. Retraites : fonctionnaires civils et militaires. annuités liquidables. bonification pour enfants, égalité des sexes, application [4 mars 2003] (p. 1495)

M. Pierre Forgues. Energie et carburants. électricité. société hydro-électrique du Midi, cession, perspectives [4 mars 2003] (p. 1496)

M. Henri Nayrou. Eau. assainissement. financement, communes rurales [10 juin 2003] (p. 4900)

M. Jean-Jacques Descamps. Impôts locaux. taxe d'enlèvement des ordures ménagères. recouvrement [10 juin 2003] (p. 4901)

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

M. Michel Vergnier : indique qu'il leur répondra avec plus de précision dans la discussion des amendements [5 février 2003] (p. 894)

M. Éric Besson : estime que le groupe socialiste ne s'intéresse qu'à l'ISF [6 février 2003] (p. 1019)

M. Michel Vergnier : indique son accord à un débat sur l'ISF dans des "conditions diurnes" puisque l'opposition semble craindre les conditions nocturnes [6 février 2003] (p. 1020)

M. Jean-Marc Ayraut : assure M. Jean-Marc Ayraut du respect porté par le Gouvernement à l'ensemble des députés et de son impartialité dans l'attribution des aides de l'Etat [4 juin 2003] (p. 4483)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT, PROFESSIONS LIBÉRALES ET CONSOMMATION

Examen du fascicule [8 novembre 2002] (p. 4799)

Son intervention (p. 4800)

Ses réponses (p. 4804 à 4807)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : simplifications administratives (p. 4800)

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 4801)

Commerce et artisanat : grande distribution : pratiques commerciales (p. 4803)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : conjoints (p. 4803)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : crédits budgétaires (p. 4801)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : rôle et missions (p. 4800)

Formation professionnelle (p. 4801)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 4800)

Travail : durée du travail : législation (p. 4800)

TVA : exigibilité : annualisation (p. 4800)

TVA : taux réduit : hôtellerie et restauration (p. 4802)

Réponses aux questions :

Administration : simplifications administratives (p. 4804) (M. André Schneider) (p. 4804)

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) : Ardennes (p. 4806) (M. Jean-Luc Warsmann) (p. 4805)

Entreprises : transmission (p. 4805) (M. Thierry Lazaro) (p. 4804)

Impôts et taxes : taxe d'aide au commerce et à l'artisanat (TACA) (p. 4806) (M. Thierry Lazaro) (p. 4806)

Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 2003] (p. 787 ; 821) ; [5 février 2003] (p. 893)

Son intervention (p. 788)

Sa réponse (p. 857)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Michel Vergnier (cf. supra) [5 février 2003] (p. 893)

Thèmes :

Emploi : création d'emplois (p. 789 et s.)

Entreprises : allégement des charges (p. 788)

Entreprises : création (p. 788 et s.)

Entreprises : création : promotion sociale (p. 792)

Entreprises : entreprises individuelles (p. 791, 857)

Entreprises : entreprises individuelles : conjoints (p. 793)

Entreprises : financement : avantages fiscaux (p. 789 et s. - 857)

Entreprises : formalités administratives (p. 790, 857)

Entreprises : transmission (p. 789 et s. 857)

Formation professionnelle : apprentissage (p. 788)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 791 et s. - 857 et s.)

Partis et mouvements politiques : gauche : entreprises (p. 789 et s.)
 Politique économique : croissance (p. 788)
 Président de la République (p. 788)
 Travail : réduction du temps de travail (p. 788)
 Travail : rémunération (p. 788)

Discussion des articles [5 février 2003] (p. 910) ; [6 février 2003] (p. 964, 996, 1046)

Article 1er (liberté de fixation du capital social d'une SARL)
 Son intervention (p. 911)

Après l'article 1er
 Intervient sur l'amendement n° 274 de la commission (apports réalisés dans les sociétés dont le capital est inférieur à 7 500 € - exonération du droit fixe d'enregistrement et des droits de timbre) (p. 912)

Article 2 (récépissé de création d'entreprise)
 Son intervention (p. 913 et s.)

Après l'article 2
 Intervient sur l'amendement n° 200 de M. Jean-Michel Fourgous (radiation de l'inscription d'un nantissement de fonds de commerce par acte sous seing privé) (p. 917)

Article 4 (domiciliation d'une entreprise dans le local d'habitation de son dirigeant)
 Son intervention (p. 918 et s.)

Après l'article 4
 Intervient sur l'amendement n° 71 de la commission (extension aux personnes immatriculées au répertoire des métiers) (p. 920)

Article 5 (extension aux sociétés de la possibilité d'utiliser l'habitation de leur représentant légal dans certaines zones)
 Son intervention (p. 921)

Après l'article 5
 Intervient sur l'amendement n° 225 de M. François Sauvadet (patrimoine d'affectation) (p. 922)

Article 6 (insaisissabilité de la résidence principale de l'entrepreneur individuel)
 Son intervention (p. 924 et s.)

Après l'article 6
 Intervient sur l'amendement n° 78 de la commission (groupements de prévention agréés - élargissement de leurs compétences et possibilité d'adhésion des entreprises individuelles) (p. 927)
 Intervient sur le sous-amendement n° 245 du Gouvernement (de précision quant aux entreprises pouvant adhérer - suppression de la référence à l'anticipation des défaillances d'entreprises) à l'amendement n° 78 de la commission (p. 927)
 Intervient sur l'amendement n° 332 de Mme Marylise Lebranchu (détermination d'un "reste à vivre" pour les personnes physiques) (p. 928 et s.)
 Intervient sur l'amendement n° 262 de M. Pierre Morel-A-L'Huissier (faillites prononcées en application de la loi de 1967 - bénéfice des dispositions de la loi de 1985) (p. 931)
 Intervient sur l'amendement n° 79 de la commission (protection des cautions) (p. 931)
 Intervient sur l'amendement n° 160 de M. François Sauvadet (entreprises individuelles agricoles - institution d'une réserve spéciale d'autofinancement) (p. 932)
 Intervient sur l'amendement n° 162 de M. François Sauvadet (déductibilité du salaire du conjoint - suppression du plafond pour les adhérents des centres de gestion agréés) (p. 933)
 Intervient sur l'amendement n° 111 rectifié de M. Denis Merville (entrepreneurs individuels - option pour l'assujettissement à l'impôt sur les sociétés) (p. 934 et s.)
 Intervient sur l'amendement n° 129 de M. Jean Auclair (attribution, aux commerçants et fournisseurs indépendants, des avantages fiscaux consentis aux coopératives agricoles - exonération de l'impôt sur les sociétés et abattement de 50 % sur la base de la taxe professionnelle) (p. 936)
 Intervient sur l'amendement n° 276 de la commission (création d'un guichet unique gestionnaire du chèque-emploi entreprises) (p. 937 et s.)
 Intervient sur l'amendement n° 81 rectifié de la commission (chèque-emploi entreprises) (p. 940)
 Intervient sur l'amendement n° 159 de M. Jean-Luc Préel (collecte et répartition des cotisations sociales assurées par l'URSAFF - principe du chèque emploi-service étendu au bulletin de paie) (p. 940)
 Intervient sur l'amendement n° 289 de M. Michel Vergnier (insaisissabilité de la résidence principale d'un salarié licencié pour motif économique) (p. 940)
 Intervient sur l'amendement n° 132 de M. Jean-Pierre Nicolas (revenus d'un entrepreneur individuel saisissables ou cessibles dans la limite de 65 % du solde créditeur de ses comptes bancaires) (p. 941)
 Intervient sur l'amendement n° 82 de la commission (dépôt chaque année d'un projet de loi de simplification administrative) (p. 942)

Article 7 (non-opposabilité des clauses d'exclusivité au salarié créateur ou reprenneur d'entreprise)
 Son intervention (p. 943 et s.)

Après l'article 7
 Intervient sur l'amendement n° 290 de M. Michel Vergnier (nullité des clauses de non-concurrence portant atteinte à la liberté du travail du salarié si elles ne sont pas indispensables à la protection des intérêts légitimes de l'entreprise) (p. 948)
 Intervient sur l'amendement n° 155 de M. Pierre Lang (travail dominical en Alsace-Moselle) (p. 948)

Article 8 (exonération de cotisations sociales et ouverture de droits à prestations des salariés créateurs ou repreneurs d'entreprise durant la première année de cette activité)
 Son intervention (p. 965 et s.)

Après l'article 8
 Intervient sur l'amendement n° 88 de la commission (extension des exonérations de cotisations sociales au créateur d'entreprise bénéficiaire d'un régime de sécurité sociale en qualité de conjoint ou de concubin) (p. 966)

Article 9 (congé et période de travail à temps partiel pour la création d'entreprise)
 Son intervention (p. 967 et s.)

Après l'article 9
 Intervient sur l'amendement n° 241 du Gouvernement (remplacement de salariés passés temporairement au temps partiel - contrats de travail à durée déterminée et intérim) (p. 977)
 Intervient sur l'amendement n° 105 de la commission (remplacement de salariés passés temporairement au temps partiel pour reprendre ou créer une entreprise - contrats de travail à durée déterminée) (p. 977)

Article 10 (contrat d'accompagnement à la création d'une activité économique)
 Son intervention (p. 979 et s.)

Article 11 (soutien au contrat d'accompagnement à la création d'entreprise et droits sociaux des bénéficiaires)
 Son intervention (p. 984)

Après l'article 11
 Intervient sur l'amendement n° 23 corrigé de la commission (portage salarial) (p. 984 et s.)

Après l'article 12
 Intervient sur l'amendement n° 170 de M. Alain Madelin (assurance retraite - transferts entre contrats de salariés et de non salariés et réciproquement) (p. 986)
 Intervient sur l'amendement n° 299 de M. Michel Vergnier (conjoint collaborateur) (p. 986)
 Intervient sur l'amendement n° 24 de la commission (rétablissement de la présomption de non-salariat pour les travailleurs indépendants) (p. 987)
 Intervient sur l'amendement n° 228 de M. Daniel Paul (droits sociaux du bénéficiaire du contrat d'accompagnement à la création d'une activité économique - assimilation à un salarié) (p. 988)
 Intervient sur l'amendement n° 171 de M. Alain Madelin (travailleurs indépendants du commerce et de l'artisanat - "loi Madelin" - possibilité de sortie en capital pour les prestations décès et maintien de l'assurance prévoyance jusqu'à la liquidation des droits à retraite) (p. 988)

Avant l'article 13
 Intervient sur l'amendement n° 320 de M. Gaëtan Gorce (collectivités territoriales - aides aux entreprises pour le développement économique) (p. 988 et s.)
 Intervient sur l'amendement n° 312 de M. Augustin Bonrepaux (zones franches rurales - imposition des bénéficiaires, taxe foncière sur les propriétés bâties et taxe professionnelle) (p. 998 et s.)
 Intervient sur l'amendement n° 213 de M. Jean-Michel Fourgous (crédits accordés par les établissements financiers aux entreprises - instauration d'un délai pour leur dénonciation) (p. 1002)
 Intervient sur l'amendement n° 333 de M. Michel Vergnier (crédits accordés par les établissements financiers aux entreprises - instauration d'un délai pour leur dénonciation) (p. 1002)
 Intervient sur l'amendement n° 313 de M. Augustin Bonrepaux (zones de revitalisation rurale - établissement d'un indice synthétique mesurant leurs difficultés) (p. 1003)
 Intervient sur l'amendement n° 314 de M. Augustin Bonrepaux (zones franches rurales - exonérations de cotisations d'assurance maladie pour les personnes exerçant une activité non salariée non agricole) (p. 1006)
 Intervient sur l'amendement n° 315 de M. Augustin Bonrepaux (zones franches rurales - exonérations des cotisations employeurs au titre des assurances sociales, des allocations familiales et des accidents du travail) (p. 1006)
 Intervient sur l'amendement n° 318 de M. Gaëtan Gorce (loi de modernisation sociale - obligation de réindustrialiser les bassins d'emploi - extension aux sociétés mères étrangères ayant une entreprise filiale en France) (p. 1006)
 Intervient sur l'amendement n° 335 de M. Michel Vergnier (groupements d'intérêt public pour la création ou le développement local des entreprises et pour la formation) (p. 1009)
 Intervient sur l'amendement n° 319 de M. Gaëtan Gorce (contrôle des fonds publics accordés aux entreprises - rétablissement de la loi n° 2001-7 du 4 janvier 2001) (p. 1009)

Article 13 (fonds d'investissement de proximité)

Son intervention (p. 1012 et s.)
 Intervient sur le rappel au règlement de M. Éric Besson (cf supra) (p. 1019)
 Intervient sur le rappel au règlement de M. Michel Vergnier (cf supra) (p. 1020)

Article 14 (réduction d'impôt accordée au titre de la souscription en numéraire de parts de fonds d'investissement de proximité)
 Son intervention (p. 1021)

Article 15 (réduction d'impôt accordée au titre de la souscription en numéraire au capital des sociétés non cotées)
 Son intervention (p. 1022)

Après l'article 15
 Intervient sur l'amendement n° 217 rectifié de M. Jean-Michel Fourgous (prêts sans intérêt ou à faible taux consentis aux entreprises individuelles - réduction d'impôt) (p. 1023)
 Intervient sur l'amendement n° 237 de M. Jean-Louis Dumont (souscription d'obligations associatives - réduction d'impôt) (p. 1024)

Article 16 (relèvement du seuil de déductibilité des pertes subies à la suite d'une souscription au capital d'une société nouvelle)
 Son intervention (p. 1024 et s.)

Après l'article 16
 Intervient sur l'amendement n° 35 de la commission (provision pour crédit garanti par une société de caution) (p. 1026 et s.)
 Intervient sur l'amendement n° 278 deuxième rectification de M. Gilles Carrez (sortie anticipée d'un plan d'épargne en actions - PEA - pour la reprise ou la création d'une entreprise individuelle) (p. 1030)
 Intervient sur l'amendement n° 300 rectifié de M. Gérard Bapt (sortie anticipée d'un plan d'épargne en actions - PEA - pour la reprise ou la création d'une entreprise individuelle) (p. 1030)
 Intervient sur l'amendement n° 305 de M. Gérard Bapt (CODEVI - compte pour le développement industriel - plafond relevé de 4 600 à 6 000 €) (p. 1030)
 Intervient sur l'amendement n° 36 rectifié de la commission (bénéfices des petites sociétés nouvelles incorporés à leur capital dans les cinq années de leur création - exonération d'impôt) (p. 1030)
 Intervient sur l'amendement n° 302 rectifié de M. Gérard Bapt (livret d'épargne entreprise - financement de la reprise ou de la création d'une entreprise individuelle) (p. 1032)

Article 17 (relèvement du taux de l'usure applicable aux entreprises)
 Son intervention (p. 1033)

Après l'article 17
 Intervient sur l'amendement n° 338 rectifié du Gouvernement (taux de l'usure pour les entreprises - suppression pour les crédits négociés et maintien pour les découverts) (p. 1035)
 Intervient sur l'amendement n° 193 de M. Nicolas Forissier (zones en difficulté - prorogation jusqu'en 2009 des dispositions de l'article 44 sexies du code général des impôts relatif aux exonérations d'impôt sur les bénéfices des entreprises nouvelles) (p. 1036)
 Intervient sur l'amendement n° 38 de la commission (zones en difficulté - assouplissement des conditions d'application de l'article 44 sexies du code général des impôts relatif aux exonérations d'impôt sur les bénéfices des entreprises nouvelles - taux minimum de 60 % de l'activité et des moyens d'exploitation) (p. 1037)
 Intervient sur le sous-amendement n° 330 de M. François Sauvadet (taux minimum de 80 %) à l'amendement n° 38 de la commission (p. 1037)
 Intervient sur l'amendement n° 194 de M. Nicolas Forissier (reprise d'entreprises en difficulté - amélioration des dispositions de l'article 44 septies du code général des impôts relatif à l'exonération des bénéfices) (p. 1038)
 Intervient sur l'amendement n° 329 de M. Camille de Rocca Serra (entreprises implantées en Corse - article 44 decies du code général des impôts relatif à l'exonération des bénéfices) (p. 1039)
 Intervient sur l'amendement n° 143 de M. Philippe Armand Martin (Marne) (exploitations agricoles individuelles transmises à titre gratuit - déductions pour investissement et pour aléas) (p. 1039 et s.)
 Intervient sur l'amendement n° 196 de M. François Sauvadet (ventes de sociétés - réduction d'impôt attribuée aux vendeurs au titre du prêt consenti aux acquéreurs) (p. 1040)

Après l'article 26
 Intervient sur l'amendement n° 56 de la commission (possibilité pour le conjoint survivant usufruitier universel d'être reconnu exploitant d'un fonds de commerce) (p. 1046)
 Intervient sur l'amendement n° 57 de la commission (parts ou actions de société faisant l'objet d'un accord collectif de conservation - prises en compte pour la moitié de leur valeur dans les bases de l'ISF) (p. 1048)
 Intervient sur l'amendement n° 249 du Gouvernement (souscription en numéraire au capital de PME non cotées - exonération de l'ISF) (p. 1053 et s.)
 Intervient sur l'amendement n° 59 de la commission (qualification de biens professionnels - article 885 O bis du code général des impôts - taux de 75 % du patrimoine taxable à l'ISF ramené à 50 %) (p. 1058)
 Intervient sur l'amendement n° 310 rectifié de M. Philippe Armand Martin (Marne) (biens agricoles faisant l'objet de baux à long terme -

article 885 P du code général des impôts - extension de l'exonération aux descendants des frères ou sœurs) (p. 1062)
 Intervient sur l'amendement n° 145 de M. Alain Suguenot (biens agricoles faisant l'objet de baux à long terme - article 885 P du code général des impôts - extension de l'exonération aux sociétés constituées par les personnes exonérées) (p. 1062)
 Intervient sur l'amendement n° 179 rectifié de M. François Sauvadet (ISF - suppression du "plafonnement du plafonnement") (p. 1065)
 Intervient sur l'amendement n° 60 rectifié de la commission (ISF - réduction égale à 25 % du montant des souscriptions dans les fonds communs de placement pour l'innovation ou dans les fonds d'investissement de proximité) (p. 1065, 1067)

Avant l'article 18
 Intervient sur l'amendement n° 243 corrigé précédemment réservé du Gouvernement (cotisations sociales des travailleurs indépendants - option pour le régime de la micro-entreprise - calcul sur la base du revenu effectivement réalisé) (p. 1068)
 Intervient sur l'amendement n° 281 précédemment réservé de M. Jean-Louis Dumont (entreprises employant un nombre minimal de personnes handicapées - priorité dans la mise en concurrence pour l'obtention de marchés publics) (p. 1070)

Article 18 précédemment réservé (report et étalement des charges sociales de la première année d'activité)
 Son intervention (p. 1072)

Après l'article 18
 Intervient sur l'amendement n° 44 précédemment réservé de la commission (recouvrement des cotisations sociales des travailleurs indépendants - création d'un guichet unique) (p. 1073)
 Intervient sur l'amendement n° 218 précédemment réservé de M. Denis Merville (reprise de commerces implantés dans des communes de moins de mille habitants - exonération de cotisations sociales) (p. 1074)

Article 19 précédemment réservé (modification du dispositif d'aide à la création d'entreprise par les populations fragilisées)
 Son intervention (p. 1075 et s.)

Article 20 précédemment réservé (harmonisation du maintien des revenus de solidarité en cas de création d'entreprise)
 Son intervention (p. 1078)

Article 21 précédemment réservé (déduction des dons aux organismes d'accompagnement de petites et moyennes entreprises)
 Son intervention (p. 1078)

Avant l'article 22
 Intervient sur l'amendement n° 331 précédemment réservé de M. Gilles Carrez (développement de l'entreprise ajouté dans l'intitulé du titre V) (p. 1078)

Article 22 précédemment réservé (allègement de l'imposition au titre des plus-values professionnelles)
 Son intervention (p. 1079 et s.)

Après l'article 22
 Intervient sur l'amendement n° 146 précédemment réservé de M. Philippe Armand Martin (Marne) (inclusion dans le passif successoral des plus-values en report d'imposition) (p. 1081)

Article 23 précédemment réservé (réduction d'impôt accordée au titre des emprunts contractés pour acquérir une fraction du capital d'une société non cotée à l'occasion d'une reprise d'entreprise)
 Son intervention (p. 1082)

Après l'article 23
 Intervient sur l'amendement n° 317 précédemment réservé de M. Daniel Poulou (droits de mutation à titre gratuit - article 786 du code général des impôts - prise en compte de l'adoption simple en matière de transmission d'entreprises) (p. 1083)

Article 25 précédemment réservé (exonération de droits de mutation à titre gratuit en cas de donation d'une entreprise à l'un ou à plusieurs de ses salariés)
 Son intervention (p. 1085)

Avant l'article 27
 Intervient sur l'amendement n° 288 de M. Christophe Caresche (commission d'équipement commercial d'Ile-de-France) (p. 1086)
 Intervient sur l'amendement n° 21 de M. Yannick Favennec (garanties aux sous-traitants dans le secteur de la construction - article L 241-9 du code de la construction et de l'habitation) (p. 1087)
 Intervient sur l'amendement n° 308 de M. Gilles Carrez (volontaires internationaux en entreprises - durée minimum à l'étranger ramenée à 200 jours par an) (p. 1087)

Seconde délibération
Article 17 (relèvement du taux de l'usure applicable aux entreprises)
 Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (rétablissement de l'article - insertion des dispositions adoptées par l'Assemblée à l'article 17 bis) (p. 1088)

Article 17 bis (taux de l'usure pour les entreprises - suppression pour les crédits négociés et maintien pour les découverts)
 Son intervention (p. 1088)

Article 23 bis (droits de mutation à titre gratuit - article 786 du code général des impôts - prise en compte de l'adoption simple en matière de transmission d'entreprises)

Son intervention (p. 1088)

Explications de vote et vote [11 février 2003] (p. 1139)

Son intervention (p. 1148)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [03 juin 2003] (p. 4436, 4443)

Son intervention (p. 4436)

Sa réponse (p. 4460)

Thèmes :

Entreprises : chefs d'entreprises : protection (p. 4460)

Entreprises : création : Gouvernement (p. 4436 et s. - 4460 et s.)

Entreprises : création : promotion sociale (p. 4462)

Entreprises : entreprises individuelles (p. 4460)

Entreprises : financement (p. 4460 et s.)

Entreprises : transmission : salariés (p. 4462)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 4460 et s.)

Parlement : rôle (p. 4437, 4460)

Partis et mouvements politiques : gauche : entreprises (p. 4461)

Plus-values : imposition : plus-values professionnelles (p. 4460)

Discussion des articles [4 juin 2003] (p. 4483, 4536)

Article 2 (récépissé de création d'entreprise)

Son intervention (p. 4484 et s.)

Après l'article 3 bis

Intervient sur l'amendement n° 36 de M. Antoine Herth (possibilité pour la chambre des métiers de refuser l'immatriculation lorsque le demandeur ne dispose pas des qualifications requises) (p. 4487)

Article 4 (domiciliation d'une entreprise dans le local d'habitation de son dirigeant)

Son intervention (p. 4488)

Article 6 (insaisissabilité de la résidence principale de l'entrepreneur individuel)

Son intervention (p. 4489)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 45 de Mme Marylise Lebranchu (faillite - création de subsides insaisissables pour les personnes physiques) (p. 4490)

Intervient sur l'amendement n° 46 de Mme Marylise Lebranchu (insaisissabilité de la résidence principale du salarié licencié pour motif économique) (p. 4490)

Article 6 bis A (suppression de sanctions pénales obsolètes)

Son intervention (p. 4491)

Après l'article 6 ter

Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Michel Vergnier (rapport au Parlement sur l'application des mesures de simplification en faveur des entreprises prévues par le projet de loi habilitant le Gouvernement à simplifier le droit) (p. 4491)

Article 6 quinquies supprimé par le Sénat (chèque-emploi entreprises)

Son intervention (p. 4492)

Après l'article 6 quinquies

Intervient sur l'amendement n° 17 rectifié de la commission (sociétés d'architecture - assouplissement de contraintes et ouverture du capital à des personnes morales) (p. 4493)

Intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (sociétés d'architecture - règles de détention du capital - limitation à 25 % des personnes morales n'ayant pas la qualité de sociétés d'architecture) (p. 4493)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 49 de M. Michel Vergnier (nullité des clauses de non-concurrence portant atteinte à la liberté du travail du salarié si elles ne sont pas indispensables à la protection des intérêts légitimes de l'entreprise) (p. 4493)

Article 8 bis supprimé par le Sénat (extension du dispositif d'exonération au créateur bénéficiaire d'un régime de sécurité sociale en tant que conjoint ou concubin d'un salarié)

Son intervention (p. 4494 et s.)

Article 9 (congé et période de travail à temps partiel pour la création ou la reprise d'entreprise)

Son intervention (p. 4496)

Article 9 bis (extension des cas de recours au contrat à durée déterminée et au travail temporaire au remplacement d'un salarié en temps partiel provisoire)

Son intervention (p. 4497)

Article 10 (contrat d'accompagnement à la création ou à la reprise d'une activité économique)

Son intervention (p. 4499)

Article 11 (soutien au contrat d'accompagnement à la création ou à la reprise d'entreprise et droits sociaux des bénéficiaires de ce contrat)

Son intervention (p. 4500)

Article 12 (cotisations sociales applicables aux entrepreneurs exerçant une activité occasionnelle)

Son intervention (p. 4501)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 52 de Mme Marylise Lebranchu (conjoint collaborateur) (p. 4501)

Article 12 bis (présomption de non-salariat)

Son intervention (p. 4502)

Après l'article 13 B

Intervient sur l'amendement n° 54 de M. Gaëtan Gorce (collectivités territoriales - aides aux entreprises pour le développement économique) (p. 4503)

Intervient sur l'amendement n° 56 de M. Augustin Bonrepaux (périmètres d'aménagement rural incitatif - imposition des bénéfices, taxe foncière sur les propriétés bâties et taxe professionnelle) (p. 4505)

Intervient sur l'amendement n° 67 de M. Gaëtan Gorce (loi de modernisation sociale - obligation de réindustrialiser les bassins d'emploi - extension aux sociétés mères étrangères ayant une entreprise filiale en France) (p. 4510)

Intervient sur l'amendement n° 69 de M. Gaëtan Gorce (contrôle des fonds publics accordés aux entreprises - rétablissement de la loi n° 2001-7 du 4 janvier 2001) (p. 4510)

Intervient sur l'amendement n° 68 de M. Michel Vergnier (groupements d'intérêt public pour la création ou le développement local des entreprises et pour la formation) (p. 4511)

Article 13 (fonds d'investissement de proximité)

Son intervention (p. 4512 et s.)

Après l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 74 de M. Gérard Bapt (CODEVI - plafond porté de 4 600 € à 6 000 €) (p. 4514)

Article 16 bis (possibilité de sortie anticipée d'un plan d'épargne en actions en cas de création ou de reprise d'activité et faculté d'affecter l'épargne-logement à des locaux à usage mixte)

Son intervention (p. 4515)

Avant l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 27 de la commission (sommes versées par les artisans cautionnés aux fonds de garantie - provisionnement fiscal) (p. 4515)

Après l'article 18 A

Intervient sur l'amendement n° 72 de M. Michel Vergnier (comité des activités sociales et culturelles - instauration dans les entreprises de moins de cinquante salariés) (p. 4516)

Intervient sur l'amendement n° 73 de M. Gaëtan Gorce (information sur les conséquences des restructurations industrielles - rétablissement des articles 97 et 98 de la loi de modernisation sociale suspendus par la loi n° 2003-6 du 3 janvier 2003 portant relance de la négociation collective) (p. 4517)

Intervient sur l'amendement n° 74 de M. Gaëtan Gorce (information du comité d'entreprise avant toute annonce du chef d'entreprise ayant un effet sur l'emploi ou les conditions de travail - rétablissement de l'article 100 de la loi de modernisation sociale suspendu par la loi n° 2003-6 du 3 janvier 2003 portant relance de la négociation collective) (p. 4517)

Article 18 (report et étalement du paiement des cotisations sociales de la première année d'activité)

Son intervention (p. 4518)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 94 de M. François Goulard (cotisations sociales des travailleurs indépendants - prise en compte des reports déficitaires) (p. 4518)

Article 19 (renforcement du dispositif d'aide à la création d'entreprises en faveur des populations en difficulté)

Son intervention (p. 4519 et s.)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 109 du Gouvernement (aide accordée par l'Etat au titre du dispositif d'encouragement au développement d'entreprises nouvelles - exonération de l'impôt sur le revenu) (p. 4522)

Après l'article 22

Intervient sur l'amendement n° 78 de M. Jean Launay (plus-values professionnelles - étalement sur trois ans) (p. 4525)

Article 23 bis (rétablissement du dispositif de reprise d'une entreprise par ses salariés)

Son intervention (p. 4525)

Article 24 (allègement des droits de mutation à titre gratuit en cas de transmission d'entreprises entre vifs)

Son intervention (p. 4526)

Article 24 bis (suppression des droits complémentaires en cas de non-respect des conditions d'application d'un engagement collectif de conservation de titres ouvrant droit à l'allègement des droits de mutation à titre gratuit pour la transmission d'une entreprise)

Son intervention (p. 4526)

Article 26 bis (exonération partielle d'impôt de solidarité sur la fortune pour les parts ou actions de sociétés que les propriétaires s'engagent à conserver par un accord collectif)

Son intervention (p. 4529 et s.)

Article 26 ter (exonération d'impôt de solidarité sur la fortune pour les souscriptions au capital de PME)

Son intervention (p. 4551 et s.)

Article 26 quater (assouplissement des critères permettant la qualification de biens professionnels au sens de l'impôt de solidarité sur la fortune)

Son intervention (p. 4553)

Article 27 AA (regroupement du Centre français du commerce extérieur (CFCE) et d'UBI France au sein d'un nouvel établissement public industriel et commercial)

Son intervention (p. 4553 et s.)

Article 27 C (élargissement des conditions d'extension des contrats interprofessionnels conclus pour faire face à une crise agricole conjoncturelle)

Son intervention (p. 4555 et s.)

Article 27 D (action en responsabilité)

Son intervention (p. 4556)

Article 27 G (sanctions pénales en cas de manquements des constructeurs de maisons individuelles à leurs obligations à l'égard de leurs sous-traitants)

Son intervention (p. 4557)

Après l'article 27

Intervient sur l'amendement n° 99 de M. Augustin Bonrepaux (marchés publics - modes de financement respectant l'égalité de traitement et d'accès à la commande publique) (p. 4558)

Intervient sur l'amendement n° 88 de M. Augustin Bonrepaux (marchés publics - principes de liberté d'accès, d'égalité de traitement des candidats et de transparence des procédures) (p. 4559)

Seconde délibération

Article 13 B (possibilité de sortie anticipée d'un livret d'épargne entreprise en cas de création ou de reprise d'une entreprise)

Son intervention (p. 4560)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [17 juillet 2003] (p.7819)

Son intervention (p. 7821)

Thèmes :

Entreprises : création : chambres consulaires (p. 7821)

Entreprises : création : Gouvernement (p. 7821, 7828)

Entreprises : entreprises individuelles (p. 7821)

Entreprises : financement (p. 7821)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 7821, 7828)

Parlement : rôle : commissions mixtes paritaires (p. 7821 et s. - 7828)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire

Son intervention à l'issue du vote (p. 7828)

Projet de loi n° 710 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance des mesures de simplification et de codification du droit

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [3 juin 2003] (p. 4418)

Article 19 (simplification des déclarations sociales)

Son intervention (p. 4429 et s.)

E

Philippe EDMOND-MARIETTE

*Martinique (3^{ème} circonscription)
Non-inscrit*

Elu le 1^{er} juin 2003 (voir indications préliminaires)
N'appartient à aucun groupe [J.O. du 3 juin 2003] (p. 9476)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 12 juin 2003] (p. 9921)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 881 de programme pour l'outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 juin 2003] (p. 4796)

Article 6 (modification du régime du titre de travail simplifié)
Son intervention (p. 4799)

Article 7 (renforcement de l'attractivité du contrat d'accès à l'emploi)
Son intervention (p. 4801)

Article 42 (création d'une dotation de continuité territoriale)
Son intervention (p. 4869)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 4884)

Projet de loi n° 950 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juillet 2003] (p. 7362)

Article 1er et annexe 1 (programmes d'action dans les zones urbaines sensibles (ZUS))
Son amendement n° 297 (p. 7370)

Article 6 (objectifs du programme national de rénovation urbaine)
Son amendement n° 298 (p. 7398)

Henri EMMANUELLI

*Landes (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

Elu le 16 juin 2002
Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire du Haut conseil du secteur public [J.O. du 2 août 2002] (p. 13229)

Cesse d'appartenir au Haut conseil du secteur public [J.O. du 8 mai 2003] (p. 8030)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) : annexe n° 3 : Affaires étrangères (coopération et développement) (n° 256) [10 octobre 2002]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances rectificative n° 29 pour 2002

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 juillet 2002] (p. 2225)

Article 3 et état A (équilibre général)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (majoration de 800 000 euros des produits des participations de l'Etat dans les entreprises financières - conseil de la politique monétaire) (p. 2263)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [18 octobre 2002] (p. 3634, 3680)

Article 17 (intégration à la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) et à la taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel (TICGN) de la taxe parafiscale perçue sur certains pétroliers et sur le gaz naturel)

Son amendement n° 214 (entreprises pétrolières – taxation exceptionnelle) (p. 3653)

Article 21 (mesures de financement du budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA))

Son amendement n° 210 (suppression des 31 millions d'euros de prélèvements sur la mutualité sociale agricole) (p. 3680)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen du fascicule [13 novembre 2002] (p. 5009)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 5014)

Thèmes avant la procédure des questions :

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : crédits budgétaires (p. 5015)

Politique extérieure : aide au développement (p. 5014)

Politique extérieure : coopération militaire (p. 5015)

Vote des crédits et articles rattachés [13 novembre 2002] (p. 5058)

Etat B, titre III

Intervient sur l'amendement n° 166 de M. François Rochebloine (crédits de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger-AEFE) (p. 5060)

Projet de loi de finances rectificative n° 382 pour 2002

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 décembre 2002] (p. 6512)

Avant l'article 31

Intervient sur l'amendement n° 77 du Gouvernement (Liban – garantie de l'Etat aux prêts accordés par l'Agence française de développement) (p. 6522)

Proposition de résolution n° 503 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'application des mesures préconisées en matière de sécurité du transport maritime des produits dangereux ou polluants et l'évaluation de leur efficacité

Discussion de l'article unique [5 février 2003] (p. 889)

Article unique

Son intervention (p. 892)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Avant l'article 1er [séances des 12, 13, 14 juin 2003] (principes)

Son intervention (p. 5299 et s.)

Marie-Hélène des ESGAULX

*Gironde (8^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elue le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la commission d'enquête sur l'application des mesures préconisées en matière de sécurité du transport maritime des produits dangereux ou polluants et l'évaluation de leur efficacité [J.O. du 12 février 2003] (p. 2618)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Défense, armée, loi de programmation militaire, perspectives [3 octobre 2002] (p. 2837)

Déchets, pollutions et nuisances, mer et littoral, hydrocarbures, naufrage du pétrolier "Prestige" [4 mars 2003] (p. 1530)

Déchets, pollutions et nuisances, mer et littoral, hydrocarbures, naufrage du pétrolier "Prestige", indemnisation [11 juin 2003] (p. 4999)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 389, posée le 2 juin 2003. Professions de santé, orthoptistes (J.O. questions p. 4141). Appelée le 3 juin 2003, aides opératoires, qualification (p. 4375)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [5 novembre 2002] (p. 4499)

Procédure des questions :

Aquaculture et pêche professionnelle : conchyliculture : installation (p. 4527)

DÉFENSE ET SGDN

Examen des fascicules [24 octobre 2002] (p. 3907)

Son intervention (p. 3934)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : armes nucléaires stratégiques : programme PALEN (p. 3934)

Défense : force nucléaire stratégique : Commissariat à l'énergie atomique (CEA) (p. 3934)

Christian ESTROSI

Alpes-Maritimes (5^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Rapporteur du projet de loi d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure (n° 36) [9 juillet 2002]

Membre suppléant du conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres [J.O. du 2 août 2002] (p. 13229)

Rapporteur du projet de loi pour la sécurité intérieure (n° 381) [18 octobre 2002]

Juge titulaire de la Haute Cour de justice [J.O. du 24 octobre 2002] (p. 17629)

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de la présence du loup en France et l'exercice du pastoralisme dans les zones de montagne [J.O. du 13 novembre 2002] (p. 18692)

Président de la commission d'enquête sur les conditions de la présence du loup en France et l'exercice du pastoralisme dans les zones de montagne [J.O. du 21 novembre 2002] (p. 19269)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la sécurité intérieure [J.O. du 30 janvier 2003] (p. 1892)

Membre de la commission d'enquête sur les causes économiques et financières de la disparition d'Air Lib [J.O. du 26 mars 2003] (p. 5405)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de

loi (n° 36) d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure [11 juillet 2002] (n° 53)

Proposition de résolution n° 155 tendant à la création d'une commission d'enquête visant à établir les conditions de la présence du loup en France et à évaluer le coût, l'efficacité et les conséquences des dispositifs engagés par les pouvoirs publics en faveur du loup [29 juillet 2002]

Proposition de loi n° 312 visant à instituer un abatement sur la valeur locative cadastrale des locaux à usage d'habitation exposés aux nuisances sonores dues aux infrastructures de transport aéroportuaire [15 octobre 2002]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence (n° 381), pour la sécurité intérieure [18 décembre 2002] (n° 508)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la sécurité intérieure [4 février 2003] (n° 595)

Proposition de loi n° 1085 tendant à renforcer les sanctions pénales à l'encontre des personnes responsables d'incendie volontaire ou involontaire [24 septembre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique, sécurité des biens et des personnes, délinquance, lutte et prévention [1^{er} octobre 2002] (p. 2751)

Etrangers, immigration clandestine, lutte et prévention [4 mars 2003] (p. 1528)

Jeunes, protection judiciaire, dysfonctionnements [6 mai 2003] (p. 3436)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 51, posée le 2 décembre 2002. Fonctionnaires et agents publics, rémunérations (J.O. questions p. 4504). Suppléé par M. André Schneider. Appelée le 3 décembre 2002, indemnité de logement, disparités (p. 6046)

n° 212, posée le 17 mars 2003. Sécurité publique, secours (J.O. questions p. 1895). Appelée le 18 mars 2003, sécurité civile, base hélicoptère, maintien, Cannes-Mandelieu (p. 2104)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

S'élève contre le droit de réponse accordé à M. Montebourg alors que seule l'invocation d'un fait personnel aurait permis de lui redonner la parole [1^{er} août 2002] (p. 2583)

DÉBATS

Projet de loi n° 36 d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2002] (p. 1961, 2009)

Son intervention (p. 1968)

Intervient :

- sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Noël Mamère (p. 1988)

- sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1995)

- sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 2039)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions (p. 1995)

Communes : maires : sécurité (p. 1968)

Drogue : dépenalisation (p. 1988)

Droit pénal : délinquance et criminalité (p. 1968)

Droit pénal : délinquance et criminalité : prévention (p. 1969)

Droit pénal : présomption d'innocence (p. 1989)

Ordre public : contrats locaux de sécurité (p. 1995)

Ordre public : Groupements d'intervention régionaux (GIR) (p. 1969)

Ordre public : personnels : aménagement du territoire (p. 1969)

Ordre public : personnels : protection (p. 1969)

Ordre public : sécurité (p. 1969)

Ordre public : sécurité : Gouvernement (p. 1968, 1970)

Ordre public : sécurité : Gouvernement précédent (p. 1989)

Ordre public : sécurité : moyens (p. 1969, 1988)

Ordre public : sécurité : organisation (p. 1968)

Ordre public : sécurité : projet de loi (p. 1968, 1995)

Police : commissariats : construction (p. 1970, 1996)

Police : policiers : réservistes (p. 1969)

Sécurité routière (p. 1988)

Discussion des articles [17 juillet 2002] (p. 2057, 2106)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 2074 à 2147)

Projet de loi n° 154 d'orientation et de programmation pour la justice

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} août 2002] (p. 2497)

Son intervention (p. 2497)

Thèmes :

Droit pénal : présomption d'innocence : lois (p. 2497)

Justice : réforme : Gouvernement (p. 2497)

Politique générale : Gouvernement précédent : justice (p. 2497)

Discussion des articles [1^{er} août 2002] (p. 2550, 2582) ; [2 août 2002] (p. 2622)*Article 1er et rapport annexé (approbation du rapport présentant les orientations et les moyens budgétaires pour la justice pour les années 2003 à 2007)*

Intervient sur l'amendement n° 226 de Mme Maryse Joissains-Masini (diversification du corps des magistrats) (p. 2562)

*Article 3 (soumission des marchés de conception, de construction et d'aménagement d'établissements pénitentiaires au code des marchés publics)*Son rappel au règlement (cf supra) [1^{er} août 2002] (p. 2583)*Article 7 (institution, compétence et fonctionnement de la juridiction de proximité)*

Intervient sur l'amendement n° 61 de M. Michel Vaxès (de suppression) (p. 2593)

Article 10 (responsabilité pénale des mineurs)

Intervient sur l'amendement n° 198 de M. André Vallini (de suppression) (p. 2602)

Après l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 36 corrigé de M. Guy Teissier (possibilité de condamnation des mineurs de 14 à 18 ans à des travaux d'intérêt général) (p. 2606)

Après l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 238 de M. Thierry Mariani (suppression du versement des prestations sociales à la famille d'un mineur placé en centre éducatif fermé) (p. 2624)

Article 20 (centres éducatifs fermés)

Son intervention (p. 2635)

Après l'article 20

Son amendement n° 281 (suspension des allocations familiales pour un mineur placé en centre éducatif fermé sauf décision du juge des enfants) (p. 2643)

Intervient sur le sous-amendement n° 297 de M. Claude Goasguen (suppression de l'encadrement de la décision du juge des enfants) à son amendement n° 281 (p. 2646)

Son amendement n° 11 rectifié (mesures d'assistance éducative après information du président du conseil général et du procureur) (p. 2647)

Son amendement n° 33 deuxième rectification (inscriptions sur les façades -tags- punies d'une peine de travail d'intérêt général) (p. 2648)

Proposition de loi n° 194 relative à la conduite automobile sous l'influence de drogues illicites et psychotropes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 octobre 2002] (p. 3019)*Article 1er (art. L. 235-2 à L. 235-4 du code de la route : sanctions encourues en cas de conduite sous l'influence de stupéfiants - organisation de dépistages aléatoires)*

Son intervention (p. 3020)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 octobre 2002] (p. 3385)

Son intervention (p. 3400)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 3400)

Etat : réforme (p. 3400)

Finances publiques : déficits publics et sociaux : gauche (p. 3400)

Fonctionnaires et agents publics (p. 3400)

Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 3400)

Ordre public (p. 3400)

Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) : financement (p. 3400)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**INTÉRIEUR, SÉCURITÉ INTÉRIEURE ET LIBERTÉS LOCALES****Examen du fascicule [23 octobre 2002] (p. 3875)**

Son intervention (p. 3880)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : prostitution (p. 3881)

Gens du voyage : stationnement (p. 3881)

Projet de loi n° 250 de financement de la sécurité sociale pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 octobre 2002] (p. 4182)*Article 1er et rapport annexé (approbation du rapport annexé)*

Son amendement n° 236 (p. 4193)

Proposition de résolution n° 155 tendant à la création d'une commission d'enquête visant à établir les conditions de la présence du loup en France et à évaluer le coût, l'efficacité et les conséquences des dispositifs engagés par les pouvoirs publics en faveur du loup**Procédure d'examen simplifiée [5 novembre 2002] (p. 4457)**

Son intervention (p. 4469)

Thèmes :

Agriculture : montagne : élevage (p. 4469)

Animaux : loup : Rhône-Alpes (p. 4469)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 janvier 2003] (p. 42, 77) ; [16 janvier 2003] (p. 197)

Son intervention (p. 52)

Intervient sur :

- l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 77)

- la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 94)

- la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 208)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence (p. 78)

Droit pénal : délinquance et criminalité (p. 95)

Droit pénal : délinquance et criminalité : mineurs (p. 208)

Droit pénal : délinquance et criminalité : nouvelles technologies (p. 54)

Droit pénal : délinquance et criminalité : prévention (p. 78)

Droit pénal : délinquance et criminalité : sanctions (p. 53)

Droit pénal : délinquance et criminalité : statistiques (p. 55)

Droit pénal : droits de la défense (p. 55)

Droit pénal : fichier national automatisé des empreintes génétiques (FNAEG) (p. 54, 77)

Droit pénal : menaces contre les personnes exerçant une mission de service public (p. 55)

Droit pénal : prostitution (p. 77)

Droits de l'homme et libertés publiques : fichiers informatisés (p. 54, 77)

Emploi : chômage : délinquance et criminalité (p. 95)

Gens du voyage : stationnement : droit pénal (p. 53)

Logement : mixité sociale (p. 209)

Logement : occupation illicite : exploitation (p. 53)

Ordre public : lutte contre l'insécurité (p. 95, 208)

Ordre public : lutte contre l'insécurité : modernisation (p. 55)

Ordre public : sécurité : moyens (p. 52)

Police : lutte contre le terrorisme (p. 78)

Discussion des articles [16 janvier 2003] (p. 218, 268) ; [21 janvier 2003] (p. 319, 348) ; [22 janvier 2003] (p. 390) ; [23 janvier 2003] (p. 445, 483)*Avant l'article 1er*

Intervient sur l'amendement n° 54 de la commission (missions de l'Etat et rôle des collectivités territoriales en matière de sécurité intérieure) (p. 218)

Intervient sur le sous-amendement n° 410 de M. Noël Mamère (affirmation de la prévention) à l'amendement n° 54 de la commission (p. 219)

Intervient sur le sous-amendement n° 411 de M. Noël Mamère (substitue la tranquillité publique à la sécurité) à l'amendement n° 54 de la commission (p. 222)

Intervient sur le sous-amendement n° 451 de M. Noël Mamère (protection des personnes et des biens) à l'amendement n° 54 de la commission (p. 222)

Intervient sur le sous-amendement n° 413 de M. Noël Mamère (lutte pour la justice sociale) à l'amendement n° 54 de la commission (p. 222)

Intervient sur le sous-amendement n° 452 de M. Jean-Christophe Lagarde (information des maires sur la politique de sécurité locale) à l'amendement n° 54 de la commission (p. 223)

Intervient sur le sous-amendement n° 412 de M. Noël Mamère (rôle des associations de médiation et de lutte contre l'exclusion) à l'amendement n° 54 de la commission (p. 225)

Article 1er (pouvoirs des préfets en matière de sécurité intérieure)

Son intervention (p. 228 et s.)

Son amendement n° 466 (p. 230)

Après l'article 1er (création de la réserve civile de la police nationale)

Intervient sur l'amendement n° 424 rectifié du Gouvernement (pouvoirs de réquisition des préfets) (p. 232)

Intervient sur l'amendement n° 228 de M. Bruno Le Roux (coordination des services de police judiciaire) (p. 237)

Intervient sur l'amendement n° 180 de M. André Gerin (création d'observatoires de la tranquillité publique dans les agglomérations) (p. 237)

Intervient sur l'amendement n° 224 de M. Jean-Christophe Lagarde (fermeture administrative par les maires des commerces troublant l'ordre public) (p. 238)

Intervient sur l'amendement n° 56 de la commission (de rédaction) (p. 238)

Intervient sur l'amendement n° 57 de la commission (réserve constituée de policiers délogés de leur lien avec le service) (p. 239)

Intervient sur l'amendement n° 58 de la commission (obligation de disponibilité de ces fonctionnaires dans la limite de cinq ans) (p. 239)

Intervient sur l'amendement n° 59 de la commission (conditions du volontariat) (p. 239)

Intervient sur l'amendement n° 422 du Gouvernement (conditions d'indemnisation des réservistes) (p. 240)

Article 2 (extension de la compétence territoriale des officiers de police judiciaire)

Son intervention (p. 240 et s.)

Article 3 (pouvoirs de police judiciaire des réservistes de la police et de la gendarmerie nationales)

Son intervention (p. 242 et s.)

Article 4 (critères permettant de procéder à des contrôles d'identité)

Son intervention (p. 243 et s.)

Article 5 (visite des véhicules pour la recherche de certaines infractions)

Son intervention (p. 246 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 233 de M. Bruno Le Roux (procédure particulière pour les visites de véhicules en lien avec le trafic de stupéfiants) (p. 249)

Article 6 (visite des véhicules pour la recherche de certaines infractions)

Son intervention (p. 249 et s.)

Son amendement n° 467 (p. 251)

Article 7 bis (relèvement des peines encourues pour certaines infractions douanières)

Son intervention (p. 252)

Après l'article 7 bis

Intervient sur l'amendement n° 430 du Gouvernement (rédaction des procès-verbaux de saisie douanière également possible dans les locaux de police) (p. 253)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 238 de M. Arnaud Montebourg (dans le cadre de la lutte contre la délinquance, responsabilisation des membres de toutes les administrations) (p. 253)

Intervient sur l'amendement n° 67 de la commission (perquisitions dans les systèmes informatiques) (p. 254)

Intervient sur l'amendement n° 68 troisième rectification de la commission (mise à disposition des informations contenues dans les systèmes informatiques ou les traitements de données nominatives) (p. 255)

Intervient sur l'amendement n° 66 de la commission (suppression de la notification du droit au silence) (p. 256)

Intervient sur l'amendement n° 13 rectifié de M. Christian Vanneste (suppression de la notification du droit au silence) (p. 256)

Intervient sur l'amendement n° 14 rectifié de M. Charles Cova (suppression de la notification du droit au silence) (p. 256)

Intervient sur l'amendement n° 15 rectifié de M. Georges Fenech (suppression de la notification du droit au silence) (p. 256)

Intervient sur l'amendement n° 16 rectifié de Mme Nadine Morano (suppression de la notification du droit au silence) (p. 256)

Intervient sur l'amendement n° 195 de M. Lionnel Luca (suppression de la notification du droit au silence) (p. 256)

Intervient sur l'amendement n° 234 corrigé de M. Arnaud Montebourg (lutte contre le recel) (p. 257)

Intervient sur l'amendement n° 235 corrigé de M. Arnaud Montebourg (fouille des coffres bancaires) (p. 258)

Intervient sur l'amendement n° 69 rectifié de la commission (extension des opérations de livraison surveillée et d'infiltration) (p. 260)

Intervient sur l'amendement n° 65 de la commission (sécurité des réseaux d'opérateurs de télécommunications) (p. 261)

Avant l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 241 de M. Bruno Le Roux (conformité des fichiers de police et de justice avec la directive 95/46 CE) (p. 268)

Intervient sur l'amendement n° 242 de M. Bruno Le Roux (définition du destinataire d'un traitement de données) (p. 269)

Article 9 (traitements automatisés d'informations mis en œuvre par la police et la gendarmerie)

Son intervention (p. 270 et s.)

Son amendement n° 347 rectifié (p. 274)

Ses amendements n° 50 deuxième rectification et 468 (p. 277)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 75 de la commission (droit d'accès des personnes inscrites dans les fichiers de souveraineté) (p. 279)

Intervient sur le sous-amendement n° 415 du Gouvernement (le pouvoir réglementaire peut prévoir la communicabilité des informations dont la communication est sans problème) à l'amendement n° 75 de la commission (p. 279)

Article 11 (inscription de certaines peines et mesures au fichier des personnes recherchées)

Son intervention (p. 280 et s.)

Article 12 (transmission de données à caractère personnel à des organismes internationaux ou des services de police étrangers)

Son intervention (p. 282)

Article 13 (consultation des fichiers de police judiciaire à des fins administratives ou pour l'exercice de missions ou d'interventions de sécurité)

Son intervention (p. 283 et s.)

Article 14 (dispositifs de contrôle automatisé des données signalétiques de véhicules)

Son intervention (p. 286 et s.)

Après l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 188 de M. André Gerin (inscription immédiatement après le dépôt de plainte au fichier national des véhicules volés) (p. 288)

Avant l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 82 de la commission (dépistage du VIH chez les personnes poursuivies pour viol) (p. 289)

Article 15 (extension du fichier national automatisé des empreintes génétiques)

Son intervention (p. 292 et s.)

Article 16 (prélèvements externes sur les personnes concernées par la procédure)

Son intervention (p. 320 et s.)

Article 17 (prolongation de l'application de dispositions concernant le terrorisme de la loi relative à la sécurité quotidienne)

Son intervention (p. 325 et s.)

Article 17 bis (incrimination de la traite des êtres humains)

Son intervention (p. 328 et s.)

Après l'article 17 bis

Intervient sur l'amendement n° 278 corrigé de Mme Martine Lignières-Cassou (pénalisation du client de personnes prostituées) (p. 331)

Intervient sur le sous-amendement n° 484 de Mme Christine Boutin (substitution d'un traitement médical ou psychologique à la peine d'amende du client) à l'amendement n° 278 corrigé de Mme Martine Lignières-Cassou (p. 331)

Intervient sur l'amendement n° 276 de M. Bruno Le Roux (assimilation en matière de prostitution des personnes particulièrement vulnérables aux mineurs) (p. 341)

Intervient sur l'amendement n° 277 de M. Bruno Le Roux (exploitation organisée de la mendicité) (p. 342)

Intervient sur l'amendement n° 196 corrigé de M. Lionnel Luca (intégration des délits de traite des êtres humains dans le texte de la loi pour la sécurité intérieure) (p. 343)

Après l'article 17 undecies

Intervient sur l'amendement n° 152 de M. André Gerin (protection des victimes de la prostitution) (p. 348)

Intervient sur l'amendement n° 414 du Gouvernement (hébergement sécurisé des victimes) (p. 349)

Intervient sur l'amendement n° 315 de Mme Ségolène Royal (jouissance exclusive du domicile du conjoint victime de violences conjugales) (p. 350)

Intervient sur l'amendement n° 480 rectifié de M. Pierre Morange (la mendicité avec un enfant de moins de six ans constitue une privation de soins) (p. 351)

Intervient sur l'amendement n° 281 de M. Arnaud Montebourg (pénalisation du manque de vigilance en cas de blanchiment) (p. 352)

Intervient sur l'amendement n° 280 de M. Arnaud Montebourg (après l'article 450-1 du code pénal : peines prévues pour les personnes qui sont en relation avec des criminels ou des délinquants et ne peuvent justifier de ressources correspondant à leur train de vie) (p. 352)

Intervient sur le sous-amendement n° 502 de M. Gérard Léonard (après l'article 421-2-2 du code pénal : peines prévues pour les personnes qui sont en relation avec des terroristes et ne peuvent justifier de ressources correspondant à leur train de vie) à l'amendement n° 280 de M. Arnaud Montebourg (p. 352)

Intervient sur les amendements n° 282, 283, 284 et 285 de M. Arnaud Montebourg (de rédaction) (p. 353)

Intervient sur l'amendement n° 162 deuxième rectification de M. André Gerin (aggravation des peines encourues par les employeurs) (p. 354)

- Intervient sur l'amendement n° 48 de M. Pierre Lellouche (de coordination) (p. 354)
- Intervient sur l'amendement n° 49 de M. Pierre Lellouche (imprescriptibilité de ces crimes) (p. 354)
- Intervient sur l'amendement n° 316 de Mme Ségolène Royal (prescription des crimes commis contre les mineurs repoussée à dix ans après la révélation des faits) (p. 354)
- Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Pierre Lellouche (aggravation des peines en cas d'homophobie pour les meurtres, tortures, actes de barbarie, violences ayant entraîné la mort, une incapacité permanente ou une incapacité de travail) (p. 357)
- Intervient sur le sous-amendement n° 506 de M. Christian Estrosi (aggravation des peines en cas d'homophobie pour les viols et agressions sexuelles) à l'amendement n° 47 de M. Pierre Lellouche (p. 359)
- Son sous-amendement n° 506 (aggravation des peines en cas d'homophobie pour les viols et agressions sexuelles) à l'amendement n° 47 de M. Pierre Lellouche (p. 359) : adopté (p. 360)
- Avant l'article 18*
- Intervient sur l'amendement n° 89 de la commission (peines d'emprisonnement applicables aux délits) (p. 360)
- Intervient sur l'amendement n° 90 de la commission (délit d'agression sonore) (p. 364)
- Intervient sur l'amendement n° 161 de M. André Gerin (peines en cas d'incendie de véhicules à moteur) (p. 365)
- Intervient sur l'amendement n° 456 de M. Jean-Marie Le Guen (suppression de l'article 3421-1 du code de la santé publique : peines d'emprisonnement pour toxicomanie) (p. 366)
- Intervient sur l'amendement n° 457 de M. Jean-Marie Le Guen (suppression des peines d'emprisonnement pour toxicomanie) (p. 369)
- Intervient sur l'amendement n° 156 de M. André Gerin (création d'une cellule nationale de veille à l'évolution de l'enfance) (p. 369)
- Intervient sur l'amendement n° 157 de M. François Asensi (remplacement de la prison pour les mineurs par une mesure d'éloignement) (p. 369)
- Intervient sur l'amendement n° 160 de M. André Gerin (errance des mineurs de moins de douze ans après 22 heures) (p. 370)
- Intervient sur l'amendement n° 159 de M. André Gerin (lutte contre tous les trafics) (p. 370)
- Intervient sur l'amendement n° 158 de M. André Gerin (aide au nettoyage des biens urbains dégradés par vandalisme) (p. 371)
- Intervient sur l'amendement n° 163 de M. André Gerin (aggravation des peines pour les employeurs des ateliers clandestins) (p. 371)
- Article 18 (incrimination du racolage et de la sollicitation de relations sexuelles de la part d'une personne prostituée vulnérable)*
- Son intervention (p. 375 et s.)
- Après l'article 18*
- Intervient sur l'amendement n° 149 troisième rectification de M. Patrick Beaudouin (pénalisation de la mise à disposition de véhicules pour la prostitution) (p. 377)
- Intervient sur l'amendement n° 393 de M. Jean de Gaulle (pénalisation de la prostitution à proximité des établissements scolaires) (p. 377)
- Intervient sur l'amendement n° 165 de M. André Gerin (pénalisation de la soumission d'autrui à des conditions de travail ou d'hébergement incompatibles avec la dignité humaine) (p. 377)
- Intervient sur l'amendement n° 342 de M. Jean-Christophe Lagarde (institution d'un rapport annuel sur la prostitution) (p. 378)
- Article 19 (installation sans titre sur un terrain)*
- Son intervention (p. 397 et s.)
- Après l'article 19*
- Intervient sur l'amendement n° 400 deuxième rectification de M. Éric Woerth (protection des sites inscrits ou classés) (p. 402)
- Intervient sur l'amendement n° 396 rectifié de M. Daniel Garrigue (création des aires d'accueil au niveau des groupements de communes) (p. 402)
- Intervient sur l'amendement n° 44 corrigé de M. Étienne Mourrut (allègement de la procédure d'expulsion) (p. 403)
- Intervient sur le sous-amendement n° 501 de Mme Christine Boutin (motivation et publication de la décision du juge en référé) à l'amendement n° 44 corrigé de M. Étienne Mourrut (p. 403)
- Intervient sur le sous-amendement n° 500 de Mme Christine Boutin (possibilité de se constituer partie civile au pénal pour les communes, même pour des terrains non communaux) à l'amendement n° 44 corrigé de M. Étienne Mourrut (p. 403)
- Article 19 bis (extension de l'ordonnance de référé à l'ensemble des personnes installées sans titre sur un terrain)*
- Son intervention (p. 405 et s.)
- Après l'article 19 bis*
- Intervient sur l'amendement n° 95 de la commission (délit de mise à disposition d'un tiers d'un bien immobilier appartenant à autrui) (p. 407)
- Intervient sur le sous-amendement n° 450 de M. Noël Mamère (pénalisation des expulsions sans décision de justice) à l'amendement n° 95 de la commission (p. 408)
- Intervient sur l'amendement n° 96 de la commission (compétence du maire d'une commune non inscrite au schéma départemental pour faire évacuer un terrain privé) (p. 409)
- Article 20 (menaces et actes d'intimidation commis contre les personnes exerçant une fonction publique)*
- Son intervention (p. 410 et s.)
- Article 20 bis (aggravations des peines en cas de meurtre, de violences ou de menaces)*
- Son intervention (p. 414)
- Article 21 (incrimination des attroupements portant atteinte à la libre circulation dans les parties communes d'immeubles)*
- Son intervention (p. 420 et s.)
- Après l'article 21*
- Intervient sur l'amendement n° 206 troisième rectification de M. Jean-Christophe Lagarde (constatation par la police municipale d'entraves à la circulation dans les immeubles) (p. 445)
- Intervient sur l'amendement n° 394 de M. Jean de Gaulle (possibilité de se porter partie civile pour les associations de défense des locataires) (p. 446)
- Intervient sur le sous-amendement n° 444 rectifié de la commission (de précision) à l'amendement n° 394 de M. Jean de Gaulle (p. 446)
- Intervient sur le sous-amendement n° 503 rectifié de M. Jean-Christophe Lagarde (de précision) à l'amendement n° 394 de M. Jean de Gaulle (p. 446)
- Son sous-amendement n° 513 (de précision) à l'amendement n° 394 de M. Jean de Gaulle : adopté (p. 446)
- Intervient sur les amendements nos 323 deuxième rectification et 212 rectifié de M. Jean-Christophe Lagarde (institution d'un régime de protection du plaignant) (p. 446)
- Article 22 (incrimination de l'exploitation de la mendicité)*
- Son intervention (p. 448 et s.)
- Son amendement n° 469 rectifié (p. 448)
- Article 23 (demande de fonds sous contrainte)*
- Son intervention (p. 448)
- Article 24 (fermeture administrative des établissements de vente à emporter d'aliments)*
- Son intervention (p. 449 et s.)
- Après l'article 24*
- Intervient sur l'amendement n° 209 corrigé de M. Jean-Christophe Lagarde (pouvoir de fermeture administrative attribué au maire) (p. 450)
- Intervient sur l'amendement n° 514 de M. Dominique Tian (amende en cas de non-respect de la fermeture administrative) (p. 450)
- Intervient sur l'amendement n° 4 rectifié de M. Thierry Mariani (fermeture administrative des débits de boissons et des restaurants) (p. 451)
- Article 25 (fermeture administrative des établissements de vente à emporter d'aliments)*
- Son intervention (p. 451 et s.)
- Après l'article 25*
- Intervient sur l'amendement n° 30 rectifié de M. Dominique Tian (fermeture administrative des établissements diffusant de la musique) (p. 452)
- Intervient sur l'amendement n° 515 de M. Dominique Tian (pénalisation du non-respect d'une décision de fermeture d'un établissement recevant du public) (p. 452)
- Après l'article 27*
- Intervient sur l'amendement n° 356 deuxième rectification de M. Georges Fenech (répression de la communication frauduleuse avec un détenu et pénalisation de l'intrusion non autorisée dans une enceinte pénitentiaire) (p. 453)
- Intervient sur l'amendement n° 437 rectifié du Gouvernement (accès dans le cadre des missions judiciaires ou de secours aux listes rouges d'abonnés) (p. 453)
- Article 28 (retrait de la carte de séjour temporaire - reconduite à la frontière)*
- Son intervention (p. 453 et s.)
- Son sous-amendement n° 507 à l'amendement n° 142 de M. Jérôme Rivière (p. 455)
- Après l'article 28*
- Intervient sur l'amendement n° 304 de M. Bruno Le Roux (extension de la protection contre la double peine aux titulaires d'un PACS) (p. 456)
- Intervient sur l'amendement n° 305 de M. Bruno Le Roux (extension de la protection contre l'expulsion des étrangers aux titulaires d'un PACS) (p. 456)
- Intervient sur l'amendement n° 306 de M. Bruno Le Roux (conditions d'expulsion des catégories protégées) (p. 456)
- Article 29 (délivrance d'une autorisation de séjour à l'étranger qui témoigne ou dépose plainte contre un proxénète)*
- Son intervention (p. 458 et s.)
- Article 29 bis (création d'établissements sécurisés pour les victimes de la traite des êtres humains)*
- Son intervention (p. 460)
- Après l'article 29 bis*

Intervient sur l'amendement n° 214 de M. Jean-Christophe Lagarde (saisie des véhicules ayant servi à commettre une infraction) (p. 460)

Intervient sur l'amendement n° 199 de M. Jean-Christophe Lagarde (sanction en cas de conduite sans permis et saisie du véhicule) (p. 461)

Intervient sur l'amendement n° 198 rectifié de M. Jean-Christophe Lagarde (saisie du véhicule conduit sans permis) (p. 461)

Article 30 (régime de l'acquisition et de la détention d'armes)
Son intervention (p. 463 et s.)
Son amendement n° 446 (p. 464)

Article 31 (consultation des fichiers de police judiciaire)
Son intervention (p. 465)

Article 32 (production d'un certificat médical pour l'acquisition et la détention d'armes)
Son intervention (p. 466 et s.)

Article 33 (dessaisissement et saisie administrative des armes autorisées et déclarées)
Son intervention (p. 468)
Son amendement n° 525 (p. 468)

Article 34 (amnistie pour les détenteurs irréguliers d'armes en cas de dessaisissement volontaire)
Son amendement n° 455 rectifié (p. 468)

Article 35 (levée du secret professionnel en cas de détention dangereuse d'armes)
Son intervention (p. 468)

Article 36 (accès aux fichiers des immatriculations et des permis de conduire)
Son intervention (p. 469)

Après l'article 36
Intervient sur l'amendement n° 362 de M. François Grosdidier (présentation du contrevenant à un officier de police judiciaire s'il ne justifie pas de son identité) (p. 470)
Intervient sur l'amendement n° 223 deuxième rectification de M. Jean-Christophe Lagarde (faculté d'enlever les véhicules épaves sans l'accord de leur propriétaire) (p. 470)
Son sous-amendement n° 520 (l'enlèvement a lieu sur demande et sous la responsabilité du maître des lieux) à l'amendement n° 223 deuxième rectification de M. Jean-Christophe Lagarde (p. 470) : adopté (p. 471)

Article 37 (mise en fourrière des véhicules par les agents de police municipale)
Son intervention (p. 471 et s.)
Son amendement n° 51 deuxième rectification (p. 471)

Après l'article 37
Intervient sur l'amendement n° 210 rectifié de M. Jean-Christophe Lagarde (sur invitation du plaignant, la police peut constater le bruit de voisinage à l'intérieur de son domicile) (p. 472)
Intervient sur l'amendement n° 358 de M. François Grosdidier (recueil par les policiers municipaux des observations du contrevenant à une infraction verbalisée) (p. 473)
Intervient sur l'amendement n° 370 rectifié de M. Christian Vanneste (possibilité de créer une police municipale pour les syndicats de communes sans fiscalité propre) (p. 473)
Intervient sur l'amendement n° 359 de M. François Grosdidier (autorisation du "flash ball" pour les policiers municipaux) (p. 475)
Intervient sur l'amendement n° 470 rectifié de M. Yves Fromion (autorisation des armes de 7ème catégorie à munitions en caoutchouc pour les policiers municipaux) (p. 475)

Avant l'article 38
Intervient sur l'amendement n° 110 de la commission (de rédaction) (p. 477)
Intervient sur l'amendement n° 111 de la commission (constatation par les gardes-champêtres des infractions à la protection de la faune et de la flore) (p. 477)
Intervient sur l'amendement n° 382 de Mme Arlette Grosskost (extension du domaine d'intervention des gardes-champêtres de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin) (p. 477)
Intervient sur l'amendement n° 398 de Mme Arlette Grosskost (formalités d'envoi des rapports et procès verbaux des gardes-champêtres) (p. 477)

Article 38 (réglementation des activités de sécurité privée)
Son intervention (p. 486 et s.)

Après l'article 38
Intervient sur l'amendement n° 119 de la commission (transmission préalable à la conclusion du contrat de travail des informations recueillies par les préfetures) (p. 488)
Intervient sur l'amendement n° 213 de M. Jean-Christophe Lagarde (aggravation des peines pour violences commises dans les transports collectifs, notamment les avions, et dans les aéroports) (p. 488)

Après l'article 39
Intervient sur l'amendement n° 521 du Gouvernement (aggravation des sanctions pour les personnes se livrant au hooliganisme dans une enceinte sportive ou ses abords) (p. 491)

Article 39 (précédemment réservé) (fouilles et palpations de sécurité)

Son intervention (p. 500 et s.)

Article 40 bis (garanties exigées des ressortissants des Etats membres de l'Union européenne)
Son intervention (p. 500)

Article 40 ter (coordinations)
Son intervention (p. 500)

Article 42 (dispositions transitoires concernant l'aptitude professionnelle des agents)
Son intervention (p. 501)

Après l'article 42
Son amendement n° 449 rectifié (de coordination) : adopté (p. 501)
Intervient sur l'amendement n° 125 troisième rectification de la commission (refonte du régime juridique d'encadrement des agences de détectives) (p. 504)
Intervient sur l'amendement n° 126 de la commission (rédactionnel) (p. 504)
Intervient sur l'amendement n° 127 rectifié de la commission (dispositif transitoire pour les agences de détectives existantes) (p. 505)
Intervient sur l'amendement n° 128 de la commission (rédactionnel) (p. 505)
Intervient sur l'amendement n° 129 rectifié de la commission (information des employés des agences de détectives par leurs dirigeants sur les nouvelles exigences d'aptitude professionnelle) (p. 505)
Intervient sur l'amendement n° 130 rectifié de la commission (abrogation des lois antérieures régissant les agences de détectives) (p. 505)

Avant l'article 43
Intervient sur l'amendement n° 131 de la commission (pouvoirs de police des agents de la ville de Paris) (p. 505)
Intervient sur l'amendement n° 320 de M. Christophe Caresche (identité des contrevenants relevée par les agents de la ville de Paris) (p. 505)
Intervient sur l'amendement n° 314 de M. Christophe Caresche (institution d'un observatoire national de la délinquance) (p. 506)

Article 44 (attribution aux services enquêteurs d'objets saisis ou confisqués)
Son intervention (p. 508)

Après l'article 44
Intervient sur l'amendement n° 441 du Gouvernement (saisine de la commission nationale de déontologie de la sécurité par le Défenseur des enfants) (p. 508)

Article 45 (protection juridique des familles des agents en charge de la sécurité)
Son intervention (p. 509)

Après l'article 45
Intervient sur l'amendement n° 5 rectifié de M. Rudy Salles (délit d'outrage au drapeau tricolore et à l'hymne national) (p. 511)
Intervient sur l'amendement n° 371 de M. Christian Vanneste (pénalisation de la déclaration intentionnelle d'une fausse adresse ou d'une fausse identité aux agents de contrôle de la SNCF) (p. 511)
Intervient sur l'amendement n° 516 de M. Yves Fromion (article 23-2 de la loi du 15 juillet 1845 : possibilité de faire descendre les contrevenants d'un autobus comme d'un train) (p. 511)
Intervient sur l'amendement n° 463 rectifié de M. Gérard Hamel (deux députés et deux sénateurs siègent à la commission nationale de déontologie de la sécurité) (p. 512)
Intervient sur le sous-amendement n° 509 de M. Bruno Le Roux (six personnalités siègent à la commission nationale de déontologie de la sécurité) à l'amendement n° 463 rectifié de M. Gérard Hamel (p. 512)
Intervient sur l'amendement n° 133 rectifié de la commission (les systèmes de communication et d'information pour la sécurité publique bénéficient de l'assouplissement des règles dont bénéficient les immeubles de la police et de la gendarmerie) (p. 512)
Intervient sur l'amendement n° 134 rectifié de la commission (assouplissement étendu aux immeubles de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris) (p. 512)
Intervient sur le sous-amendement n° 447 de Mme Maryse Joissains-Masini (les immeubles affectés à la formation des personnels de sécurité publique bénéficient de cet assouplissement) à l'amendement n° 134 rectifié de la commission (p. 512)
Intervient sur l'amendement n° 317 de Mme Ségolène Royal (généralisation des permanences hospitalières d'accueil d'urgence pour les mineurs victimes d'agression sexuelle) (p. 513)

Article 46 (pouvoirs des représentants de l'Etat)
Ses amendements n°s 485, 486, 487, 488 et 489 (p. 514)
Son intervention (p. 515)
Son amendement n° 490 (p. 515)

Article 47 (extension à la Nouvelle-Calédonie, à la Polynésie française et aux Iles Wallis-et-Futuna des dispositions du projet de loi)
Son intervention (p. 515 et s.)
Son amendement n° 491 (p. 515)
Son amendement n° 492 (p. 516)

Après l'article 47

Intervient sur l'amendement n° 523 du Gouvernement (en Nouvelle-Calédonie, le haut-commissaire dispose des pouvoirs de réquisition dévolus au préfet en métropole) (p. 517)

Intervient sur l'amendement n° 524 du Gouvernement (en Polynésie française, le haut-commissaire dispose des pouvoirs de réquisition dévolus au préfet en métropole) (p. 517)

Article 48 (application outre-mer de l'incrimination des attroupements portant atteinte à la libre circulation dans les parties communes d'immeubles)

Son intervention (p. 517)

Son amendement n° 508 (p. 517)

Article 51 (application à Mayotte, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis-et-Futuna des dispositions relatives au retrait de la carte de séjour temporaire et à la reconduite à la frontière)

Son intervention (p. 518)

Son amendement n° 495 (p. 518)

Après l'article 51

Son amendement n° 511 (protection des élus de la Nouvelle-Calédonie et de leur famille) (p. 518) : adopté (p. 519)

Son amendement n° 510 rectifié (protection des élus de la Polynésie française et de leur famille) : adopté (p. 519)

Article 52 (extension de dispositions de la loi d'orientation du 21 janvier 1995)

Son intervention (p. 519)

Article 53 (application de la loi à Mayotte)

Son intervention (p. 519)

Article 53 ter (application à Mayotte du relèvement des peines pour certaines infractions douanières)

Son intervention (p. 520)

Son amendement n° 496 (p. 520)

Après l'article 53 ter

Son amendement n° 497 (de coordination) : adopté (p. 520)

Son amendement n° 512 (de coordination) : adopté (p. 520)

Article 54 (application de la loi du 12 juillet 1983 à Mayotte)

Son intervention (p. 521)

Avant l'article 56 (de coordination)

Son amendement n° 498 (de coordination) : adopté (p. 522)

Article 56 (mise en fourrière des véhicules par les agents de police municipale)

Son intervention (p. 523)

Article 57 (agents de police municipale)

Son intervention (p. 523)

Son amendement n° 499 (p. 523)

Après l'article 57

Intervient sur l'amendement n° 522 du Gouvernement (élargissement de la zone de contrôle d'identité autour de la RN2 en Guyane) (p. 524)

Intervient sur l'amendement n° 52 de M. Didier Quentin (article 40 de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France : pérennisation des dérogations pour la Guyane et la commune de Saint-Martin) (p. 524)

Intervient sur le sous-amendement n° 448 de M. Jérôme Bignon (en Guyane, les équipages brésiliens, surinamiens ou du Guyana pêchant illégalement pourront être reconduits avec leur accord dans leur pays aux frais de l'Etat) à l'amendement n° 52 de M. Didier Quentin (p. 524)

Intervient sur l'amendement n° 53 de M. Didier Quentin (non-application de l'article 12 quater de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 en Guyane et à Saint-Martin) (p. 524)

Explications de vote et vote [28 janvier 2003] (p. 550)

Son intervention (p. 560)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [12 février 2003] (p. 1210)

Son intervention (p. 1210)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1217)

Thèmes :

Assemblée nationale : amendements : gauche (p. 1211)

Droit pénal : délinquance et criminalité : statistiques (p. 1211)

Droits de l'homme et libertés publiques : liberté : sécurité (p. 1218)

Etat : hymne national (p. 1218)

Police : police de proximité (p. 1217)

Santé : maladies sexuellement transmissibles (MST) : dépistage (p. 1211)

Débat sur la chasse

[11 février 2003] (p. 1097)

Son intervention (p. 1131)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones rurales (p. 1132)

Chasse et pêche : associations communales et intercommunales de chasse agréées (p. 1132)

Politiques communautaires : directives : oiseaux migrateurs (p. 1132)

Projet de loi n° 638 renforçant la lutte contre la violence routière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 mars 2003] (p. 2184)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2194)

Thèmes :

Droit pénal : protection de l'embryon humain (p. 2194)

Sécurité routière : accidents (p. 2194)

Système pénitentiaire : encellulement individuel (p. 2194)

Discussion des articles [19 mars 2003] (p. 2225) ; [20 mars 2003] (p. 2257, 2286)

Article 1er (homicide involontaire et blessures involontaires à l'occasion de la conduite d'un véhicule)

Son intervention (p. 2227)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 171 de M. Hervé Mariton (rapport annuel sur l'utilisation du produit des amendes) (p. 2262)

Avant l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 56 de la commission (examen médical, préalable au permis de conduire, renouvelé ensuite tous les dix ans, puis tous les 3 ans à partir de 70 ans) (p. 2264)

Article 8 (permis de conduire probatoire pour les conducteurs novices)

Son intervention (p. 2268 et s.)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 65 de la commission (différentes vitesses maximales autorisées, avec un relèvement à 150 km/h sur les autoroutes) (p. 2275)

Son amendement n° 134 (différentes vitesses maximales autorisées, avec un relèvement à 150 km/h sur les autoroutes) (p. 2275) : retiré (p. 2278)

Son amendement n° 116 rectifié (limitations de vitesse applicables aux poids lourds) (p. 2278) : retiré (p. 2279)

Son amendement n° 102 (vitesse à observer par le poids lourd en cas de dépassement) (p. 2278) : retiré (p. 2279)

Son amendement n° 105 (contravention en cas de vitesse inférieure à 80 km/h sur la voie de gauche des autoroutes, voie de gauche et voie centrale réservées aux dépassements) : retiré (p. 2279)

Son amendement n° 165 (dispositions applicables aux conducteurs de cyclomoteurs) : retiré (p. 2280)

Avant l'article 12

Son amendement n° 107 (taux réduit de TVA pour les équipements de sécurité des véhicules) (p. 2288) : rejeté (p. 2289)

Son amendement n° 108 (taux réduit de TVA pour les dépenses de formation à la conduite automobile) : rejeté (p. 2289)

Après l'article 13

Son amendement n° 110 (distance minimale pour l'implantation d'un obstacle latéral nouveau sur les routes et aménagement des obstacles existants) : adopté après correction (p. 2300)

Article 16 (système d'information sur le réseau routier géré par les collectivités locales)

Ses amendements n°s 106 et 148 (p. 2304)

Après l'article 16

Son amendement n° 103 (aménagement de sécurisation des points d'accidentologie dans l'année) (p. 2304) : retiré (p. 2305)

Après l'article 17

Son amendement n° 111 (rapport annuel d'exécution des contrats de plan routiers Etat-régions) (p. 2305) : adopté (p. 2306)

Projet de loi n° 574 relatif à l'élection des conseillers régionaux et des représentants au Parlement européen ainsi qu'à l'aide publique aux partis politiques

NOUVELLE DÉLIBÉRATION DE L'ARTICLE 4

Avant la discussion de l'article unique [8 avril 2003] (p. 2949)

Son intervention (p. 2964)

Thèmes :

Conseil constitutionnel (p. 2964)

Partis et mouvements politiques : Front national (p. 2964)

Projet de loi n° 758 relatif à la chasse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 mai 2003] (p. 3595)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 3610)

Thèmes :

Chasse et pêche : associations communales et intercommunales de chasse agréées (p. 3610)
 Chasse et pêche : jour de non-chasse (p. 3611)
 Union européenne : directives : oiseaux migrateurs (p. 3611)

Déclaration du Gouvernement n° 880 sur les infrastructures 2003-2020 et débat sur cette déclaration**[20 mai 2003] (p. 3826)**

Son intervention (p. 3896)

Thèmes :

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 3896)
 Régions : Provence-Alpes-Côte d'Azur : infrastructures (p. 3897)

Projet de loi n° 784 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 mai 2003] (p. 3957)

Son intervention (p. 3967)

Thèmes :

Droit pénal : composition pénale (p. 3968)
 Justice : victimes (p. 3968)
 Police : missions (p. 3968)

Discussion des articles [22 mai 2003] (p. 4009, 4049, 4125) ; [23 mai 2003] (p. 4186)*Article 1er (de la procédure applicable à la délinquance et à la criminalité organisées)**Article 706-73 du code de procédure pénale (détermination des infractions relevant de la criminalité organisée)*

Ses amendements n° 393, 394 et 392 (p. 4013)

Article 706-87 du code de procédure pénale (de l'infiltration)

Son amendement n° 395 (p. 4025)

Article 706-88 du code de procédure pénale (de la garde à vue)

Son amendement n° 407 (p. 4029)

Après l'article 706-97 du code de procédure pénale

Son amendement n° 391 corrigé (interdiction de la diffusion, notamment sur Internet, d'informations relatives aux méthodes de fabrication d'armes et d'explosifs) (p. 4035) : rejeté (p. 4036)

Article 706-100 du code de procédure pénale (dispositions communes)

Son amendement n° 401 (p. 4038)

Après l'article 1er

Son amendement n° 404 (conditions de mise sur écoute de la ligne d'un magistrat) : devenu sans objet (p. 4050)

Après l'article 5

Son amendement n° 477 (extension de la compétence de la Commission d'indemnisation des victimes d'infractions aux victimes du proxénétisme) : retiré (p. 4073)

Après l'article 16

Son amendement n° 400 rectifié (aggravation des peines encourues en cas d'usurpation de signes ressemblant à ceux réservés à la police et à la gendarmerie) : rejeté (p. 4106)

Article 17 (attributions du ministre de la justice en matière de politique pénale)

Son amendement n° 405 (p. 4108)

Article 23 (amélioration et élargissement de la composition pénale)

Son amendement n° 398 (p. 4115)

Après l'article 29

Son amendement n° 409 (prolongation exceptionnelle de la garde à vue pour la criminalité organisée) : rejeté (p. 4135)

Son amendement n° 575 (rétention de la personne dont la garde à vue est achevée mais qui doit être présentée à un magistrat) : rejeté (p. 4136)

Son amendement n° 501 (information de la personne gardée à vue au moyen d'un formulaire écrit dans sa langue) : non soutenu (p. 4137)

Son amendement n° 408 (intervention de l'avocat à l'issue d'un délai de 72 heures pour les infractions graves relevant de la criminalité organisée) (p. 4137) : devenu sans objet (p. 4138)

Son amendement n° 488 (suppression de la fixation obligatoire d'un délai en cas d'enquête préliminaire) : rejeté (p. 4138)

Après l'article 31

Son amendement n° 505 (audition des détenus dans le cadre des établissements pénitentiaires) : rejeté (p. 4141)

Avant l'article 32

Son amendement n° 493 (protection des témoins contre les mesures d'intimidation) : rejeté (p. 4143)

Après l'article 35

Son amendement n° 572 (extension de la faculté pour les associations de se constituer partie civile) : rejeté (p. 4145)

Son amendement n° 573 (allongement des délais de prescription pour les crimes commis sur des majeurs protégés) : rejeté (p. 4145)

Son amendement n° 574 (allongement des délais de prescription pour les crimes commis sur des majeurs protégés au même titre que pour ceux commis sur des mineurs) : rejeté (p. 4145)

Son amendement n° 490 (prise en compte de la protection des familles des victimes et des témoins dans la décision de mise en détention provisoire ou de sa prolongation) : rejeté (p. 4148)

Son amendement n° 402 (indemnisation possible de toute victime d'une atteinte à la personne par le fonds de garantie des victimes d'infraction) : rejeté (p. 4148)

Son amendement n° 682 (précision rédactionnelle) (p. 4148) : rejeté (p. 4149)

Son amendement n° 568 (expertise médico-psychique du majeur protégé victime) : rejeté (p. 4149)

Son amendement n° 569 (extension aux majeurs protégés de l'information sur la procédure prévue pour les mineurs) : rejeté (p. 4149)

Son amendement n° 570 (extension aux majeurs protégés de la désignation d'un administrateur prévue pour les mineurs à l'article 706-50 du code de procédure pénale) : rejeté (p. 4149)

Son amendement n° 571 (extension aux majeurs protégés de la désignation d'un administrateur prévue pour les mineurs à l'article 706-51 du code de procédure pénale) : rejeté (p. 4149)

Après l'article 37

Son amendement n° 500 (placement en garde à vue des témoins de certaines infractions graves) : rejeté (p. 4151)

Après l'article 41

Son amendement n° 497 (obligation de signaler sa situation avant la fin de la garde à vue pour la personne exerçant à titre exclusif l'autorité parentale sur un mineur de 10 ans) : rejeté (p. 4156)

Après l'article 57

Son amendement n° 410 (introduction de l'échevinage dans les formations de jugement du tribunal correctionnel pour les infractions relevant d'un juge unique) : rejeté (p. 4170)

Après l'article 69

Son amendement n° 406 (transmission par le juge des libertés et de la détention à son homologue du lieu de détention des demandes de prolongation de la détention provisoire) : retiré (p. 4207)

Projet de loi n° 823 relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 juillet 2003] (p. 6729) ; [8 juillet 2003] (p. 6995)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6763)

Son intervention (p. 6778)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 7002)

Thèmes :

Etrangers : expulsion (p. 6778)
 Etrangers : naturalisation : terrorisme (p. 6779)
 Partis et mouvements politiques : Front national (p. 6778)
 Politique générale : Gouvernement précédent (p. 6763, 7002)

Discussion des articles [8 juillet 2003] (p. 7005) ; [9 juillet 2003] (p. 7129, 7186)*Article 1er (renonciation au bénéfice du « jour franc » en cas de refus de signer la notification écrite de non-admission)*

Son intervention (p. 7019)

Article 4 (relevé des empreintes digitales pour le contrôle de l'entrée des étrangers)

Son intervention (p. 7064)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Jean-Pierre Grand (possibilité de retrait de la carte de séjour temporaire de l'étranger passible de poursuites pénales pour les infractions les plus graves en matière de trafic de stupéfiants) (p. 7074)

Son sous-amendement oral (retrait de la carte de séjour temporaire aux travailleurs clandestins) à l'amendement n° 18 de M. Jean-Pierre Grand (p. 7074) : adopté (p. 7076)

Article 10 (allongement du délai de résidence pour la délivrance d'une carte de résident et introduction d'une condition d'intégration)

Son intervention (p. 7105)

Article 15 (amendes encourues par les transporteurs)

Son amendement n° 163 (p. 7115)

Son sous-amendement n° 458 à l'amendement n° 82 de la commission (p. 7115)

Après l'article 19

Intervient sur le sous-amendement n° 474 rectifié de M. Claude Goasguen (possibilité d'écourter le séjour des étrangers qui travaillent clandestinement pendant un séjour "touristique") à l'amendement n° 93 de

la commission (modalités de recours à l'avocat demandé par l'étranger auquel est notifié un arrêté de reconduite à la frontière) (p. 7140)

Article 33 (réforme du régime de la rétention des étrangers)

Son intervention (p. 7179)

Après l'article 34

Intervient sur le sous-amendement n° 161 rectifié de M. Jérôme Rivière (passation de marchés groupés étendue aux zones d'attente) à l'amendement n° 135 rectifié de la commission (codification des dispositions relatives à la passation de marchés groupés pour les centres de rétention) (p. 7207)

Son sous-amendement n° 184 (coordination) à l'amendement n° 135 rectifié de la commission (p. 7206) : adopté (p. 7207)

Intervient sur l'amendement n° 44 deuxième correction de M. Jean-Pierre Dupont (possibilité de confier à des sociétés privées le transfèrement des personnes retenues en centre de rétention ou en zone d'attente) (p. 7207)

Intervient sur l'amendement n° 150 deuxième rectification de la commission (possibilité de confier à des sociétés privées le transfèrement des personnes retenues en centre de rétention ou en zone d'attente) (p. 7208)

Avant l'article 35

Intervient sur l'amendement n° 355 de M. Jean-François Mancel (instauration d'un délai de cinq ans de présence en France du mineur étranger comme condition d'acquisition de la nationalité) (p. 7212)

Après l'article 35

Intervient sur l'amendement n° 137 de la commission (élargissement des conditions de déchéance de la nationalité française) (p. 7214)

Article 37 (contrôle des mariages de complaisance)

Son intervention (p. 7219)

Claude EVIN

Loire-Atlantique (8^{ème} circonscription)
Socialiste

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire de la Commission des comptes de la sécurité sociale [J.O. du 10 juillet 2002] (p. 11817)

Représentant titulaire de la délégation française aux assemblées du Conseil de l'Europe et de l'UEO [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12452)

Membre titulaire du conseil de surveillance de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14787)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2003 [J.O. du 22 novembre 2002] (p. 19330)

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé [J.O. du 22 janvier 2003] (p. 1335)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité sociale. équilibre financier. perspectives [30 octobre 2002] (p. 4332)

Santé. accès aux soins. aide médicale d'Etat, couverture maladie universelle, perspectives [15 janvier 2003] (p. 111)

Assurance maladie maternité : généralités. équilibre financier. maîtrise des dépenses de santé, perspectives [9 avril 2003] (p. 3016)

DÉBATS

Projet de loi n° 250 de financement de la sécurité sociale pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 octobre 2002] (p. 4093, 4123)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4109)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 4139)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : prestations : ticket modérateur (p. 4110)

Etablissements de santé : centres hospitaliers (p. 4111)

Famille : politique familiale (p. 4113)

Handicapés : commission technique d'orientation et de reclassement professionnel (COTOREP) (p. 4114)

Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 4110, 4139)

Pharmacie et médicaments : médicaments génériques (p. 4139)

Professions de santé : médecins (p. 4111)

Retraites : généralités : politique à l'égard des retraités (p. 4113)

Sécurité sociale : Caisse nationale d'assurance maladie (p. 4109, 4114, 4139)

Sécurité sociale : caisses (p. 4112)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 4109, 4114, 4139)

Sécurité sociale : financement (p. 4109, 4114, 4139)

Discussion des articles [28 octobre 2002] (p. 4182) ; [29 octobre 2002] (p. 4208, 4260, 4296) ; [30 octobre 2002] (p. 4341, 4374)

Article 1er et rapport annexé (approbation du rapport annexé)

Son intervention (p. 4191 et s.)

Son amendement n° 147 (p. 4224)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (création d'un office parlementaire d'évaluation des politiques de santé) (p. 4230)

Intervient sur l'amendement n° 26 de la commission (compétence de la Cour des comptes en matière d'examen de la gestion des centres hospitaliers régionaux) (p. 4234)

Intervient sur l'amendement n° 27 de la commission (rôle et composition de la commission des comptes de la santé) (p. 4235)

Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission (rapport au Parlement sur le codage des actes de médecine de ville) (p. 4236)

Article 2 (création d'une annexe sur la médicalisation de l'ONDAM -objectif national de dépenses d'assurance maladie-)

Son intervention (p. 4239)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 33 de la commission (insertion d'un nouveau chapitre instituant un Comité des finances sociales) (p. 4241)

Intervient sur l'amendement n° 32 de la commission (rapport au Parlement sur les coûts de gestion des relations entre l'Etat et la sécurité sociale) (p. 4242)

Après l'article 3

Son amendement n° 218 (suppression des frais d'assiette et de recouvrement perçus par les services fiscaux en matière de fiscalité affectée à la sécurité sociale) : rejeté (p. 4265)

Son amendement n° 217 (création d'une contribution assise sur la valeur ajoutée des entreprises) : rejeté (p. 4265)

Article 5 (remboursement de la moitié de la dette du Fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale -FOREC- par la Caisse d'amortissement de la dette sociale -CADES-)

Son amendement n° 221 (p. 4275)

Ses amendements n°s 219 et 220 (p. 4276)

Article 11 (création d'une mission d'audit et d'expertise hospitaliers)

Son intervention (p. 4290)

Article 12 (expérimentation du financement des hôpitaux par l'activité)

Son intervention (p. 4297)

Article 13 (fusion du Fonds pour la modernisation des cliniques privées dans le Fonds pour la modernisation des établissements de santé)

Son intervention (p. 4301 et s.)

Après l'article 14

Intervient sur le sous-amendement n° 283 de M. Paul-Henri Cugnenc (communication de l'état des consultations, recettes et actes médicaux effectués à titre privé par un médecin hospitalier) à l'amendement n° 52 de la commission (conditions d'exercice d'une activité médicale libérale à l'hôpital) (p. 4308)

Article 16 (missions du conseil de surveillance de la Caisse nationale d'assurance maladie)

Son intervention (p. 4314 et s.)

Son amendement n° 151 (p. 4314)

Article 24 (financement du forfait de garde pour les entreprises de transport sanitaire)

Son intervention (p. 4350)

Article 28 (fin du mécanisme de cessation anticipée d'activité)

Son amendement n° 157 (p. 4375)

Article 30 (dotation de financement de l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux)

Son intervention (p. 4379)

Article 32 (fixation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie pour 2003)

Son intervention (p. 4383)

Article 35 (dotation de financement du Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante)

Son intervention (p. 4387)

Article 36 (dotation de financement du Fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante)

Son intervention (p. 4390)

Article 37 (montant du versement de la branche accidents du travail à la branche maladie au titre de la sous-déclaration des accidents du travail et des maladies professionnelles)

Son intervention (p. 4390)

Article 38 (autonomisation de la gestion de la branche accidents du travail)

Son intervention (p. 4392)

Son amendement n° 223 (p. 4394)

Après l'article 47

Son amendement n° 235 (rapport annuel au Parlement sur la mise en œuvre de la réduction des cotisations) : rejeté (p. 4415)

Article 44 précédemment réservé (fixation de l'objectif de dépenses de la branche vieillesse pour 2003)

Son intervention (p. 4418)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 4420)

Vote contre du groupe socialiste (p. 4420)

Proposition de loi n° 370 relative à la responsabilité civile médicale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 décembre 2002] (p. 6963)

Son intervention (p. 6968)

Thèmes :

Assurances : responsabilité civile (p. 6969)

Etablissements de santé : droits du malade (p. 6969)

Etablissements de santé : missions (p. 6969)

Justice : contentieux (p. 6969)

Professions de santé : anesthésistes (p. 6968)

Professions de santé : médecins (p. 6968)

Santé : accidents thérapeutiques (p. 6968)

Discussion des articles [18 décembre 2002] (p. 6975)

Article 5 (nouveau régime juridique des contrats d'assurance en responsabilité civile médicale : entrée en vigueur)

Son intervention (p. 6976)

Son amendement n° 2 (p. 6976)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 6978)

Abstention du groupe socialiste (p. 6978)

Projet de loi n° 710 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance des mesures de simplification et de codification du droit

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 avril 2003] (p. 3053)

Article 16 (organisation administrative et fonctionnement du système de santé)

Son intervention (p. 3061 et s.)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [3 juin 2003] (p. 4418)

Article 16 (organisation administrative et fonctionnement du système de santé)

Son amendement n° 11 (p. 4426)

Son amendement n° 12 (p. 4427)

Débat sur l'assurance maladie et la politique de santé

[13 mai 2003] (p. 3555)

Son intervention (p. 3578)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : gestion (p. 3579)

Santé : accès aux soins (p. 3580)

Santé : politique de la santé (p. 3578)

Sécurité sociale : caisses (p. 3580)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 3579)

F

Laurent FABIUS

*Seine-Maritime (4^{ème} circonscription)
Socialiste*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 547 visant à rendre la participation obligatoire au vote et modifiant certaines dispositions du code électoral [16 janvier 2003]

Proposition de loi n° 933 instaurant un audit annuel des comptes publics [13 juin 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Transports par eau. transports maritimes. navires, sécurité, politiques communautaires [20 novembre 2002] (p. 5360)

Banques et établissements financiers. Caisse des dépôts et consignations. directeur général, nomination [18 décembre 2002] (p. 6899)

Parlement. relations avec le Gouvernement. déclaration du Premier ministre [11 juin 2003] (p. 4995)

*DÉBATS***Projet de loi n° 230 de finances pour 2003****ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS**

[15 novembre 2002] (p. 5197)

Avant l'article 60

Son amendement n° 199 (rapport annuel de la Cour des comptes sur la situation financière prévisionnelle des administrations publiques) (p. 5250) : adopté (p. 5251)

Albert FACON

*Pas-de-Calais (14^{ème} circonscription)
Socialiste*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Industrie. métallurgie. Metaleurop, emploi et activité, pollution, perspectives [21 janvier 2003] (p. 312)

Industrie. métallurgie. Metaleurop, plan de reclassement [11 mars 2003] (p. 1875)

Travail. licenciement collectif. plan d'accompagnement social [2 avril 2003] (p. 2748)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 55, posée le 16 décembre 2002. Impôts locaux. taxe professionnelle unique (J.O. questions p. 4845). Appelée le 17 décembre 2002. établissement public de coopération intercommunale (EPCI), réglementation (p. 6798)

Pierre-Louis FAGNIEZ

*Val-de-Marne (1^{ère} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Deviend député le 19 juillet 2002 (voir indications préliminaires) [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12450)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12450)

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 25 juillet 2002] (p. 12772) devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 26 juillet 2002] (p. 12834)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête afin d'évaluer les risques présentés par certains produits toxiques utilisés dans les entreprises et menaçant la santé des salariés (n° 390) [18 décembre 2002]

Rapporteur du projet de loi relatif à la bioéthique (n° 593) [12 février 2003]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de résolution (n° 390) de M. Georges Hage et plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une commission d'enquête afin d'évaluer les risques présentés par certains produits toxiques utilisés dans les entreprises et menaçant la santé des salariés [22 janvier 2003] (n° 563)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 593), relatif à la bioéthique [1^{er} avril 2003] (n° 761)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Etat. décentralisation. conséquences, enseignement [20 mai 2003] (p. 3825)

Union européenne. perspectives. convention européenne [17 juin 2003] (p. 5448)

Francis FALALA

*Marne (1^{ère} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 26 avril 2003] (p. 7464)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 26 avril 2003] (p. 7464)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 18 mai 2003] (p. 8583)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 18 mai 2003] (p. 8583)

INTERVENTION EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Emploi. politique de l'emploi. perspectives [4 février 2003] (p. 785)

Hubert FALCO

Secrétaire d'Etat aux personnes âgées

Est nommé Secrétaire d'Etat aux personnes âgées. Décret du 17 juin 2002 [J.O. du 18 juin 2002] (p. 10720)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*En qualité de Membre du Gouvernement**RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE*

M. Denis Jacquat. Personnes âgées. allocation personnalisée d'autonomie. financement [8 octobre 2002] (p. 3048)

M. Bernard Derosier. Personnes âgées. allocation personnalisée d'autonomie. financement [22 octobre 2002] (p. 3730)

M. Jean-Claude Sandrier. Personnes âgées. allocation personnalisée d'autonomie. financement [23 octobre 2002] (p. 3839)

M. Pierre Hellier. Personnes âgées. dépendance. établissements d'accueil. conventions, perspectives [13 novembre 2002] (p. 5008)

Mme Brigitte Barèges. Personnes âgées. protection. maltraitance. lutte et prévention [20 novembre 2002] (p. 5366)

M. Michel Vergnier. Personnes âgées. allocation personnalisée d'autonomie. financement [3 décembre 2002] (p. 6063)

M. Jacques Bobe. Personnes âgées. allocation personnalisée d'autonomie. financement [18 décembre 2002] (p. 6901)

M. Yves Censi. Professions sociales. aides à domicile. accord de branche. agrément, perspectives [28 janvier 2003] (p. 559)

Mme Danièle Hoffman-Rispal. Personnes âgées. allocation personnalisée d'autonomie. financement [5 février 2003] (p. 875)

Mme Paulette Guinchard-Kunstler. Personnes âgées. dépendance. prise en charge [25 février 2003] (p. 1353)

M. Jean-Luc Prével. Personnes âgées. établissements d'accueil. conventions tripartites, financement [4 mars 2003] (p. 1529)

M. Jean-Pierre Dupont. Personnes âgées. établissements d'accueil. conventions tripartites, financement [18 mars 2003] (p. 2131)

Mme Patricia Adam. Personnes âgées. allocation personnalisée d'autonomie. bilan et perspectives [9 avril 2003] (p. 3020)

M. Charles Cova. Personnes âgées. établissements d'accueil. financement [9 avril 2003] (p. 3021)

M. Roland Chassain. Personnes âgées. établissements d'accueil. conventions tripartites, financement [6 mai 2003] (p. 3439)

M. Daniel Garrigue. Personnes âgées. établissements d'accueil. conventions tripartites, financement [27 mai 2003] (p. 4263)

M. Pierre Lasbordes. Personnes âgées. dépendance. établissements d'accueil, création [11 juin 2003] (p. 4999)

Mme Danièle Hoffman-Rispal. Personnes âgées. maisons de retraite. financement [18 juin 2003] (p. 5522)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Jean-Pierre Abelin. Agriculture. champignons. aides de l'Etat [15 octobre 2002] (p. 3283)

M. Jean-Paul Dupré. Emploi. emplois jeunes. perspectives [15 octobre 2002] (p. 3277)

M. André Chassaigne. Agriculture. contrats territoriaux d'exploitation. perspectives [15 octobre 2002] (p. 3282)

M. Gilbert Meyer. Personnes âgées. allocation personnalisée d'autonomie. mise en place [15 octobre 2002] (p. 3281)

M. André Schneider. Associations. bénévolat. statut [3 décembre 2002] (p. 6050)

M. Jacques Domergue. Aménagement du territoire. zones franches urbaines. perspectives [17 décembre 2002] (p. 6804)

M. Jean-Pierre Door. Professions sociales. aides à domicile. financement [17 décembre 2002] (p. 6805)

M. Nicolas Perruchot. Personnes âgées. allocation personnalisée d'autonomie. financement [4 février 2003] (p. 771)

M. Dominique Tian. Entreprises. personnel. remplacement temporaire. conséquences, seuils sociaux [4 février 2003] (p. 772)

M. Bernard Depierre. Emploi. politique de l'emploi. multisalarial, statut [18 mars 2003] (p. 2109)

M. Daniel Poulou. Personnes âgées. établissements d'accueil. conventions tripartites, financement [18 mars 2003] (p. 2110)

M. Dominique Paillé. Personnes âgées. allocation personnalisée d'autonomie. financement [18 mars 2003] (p. 2108)

M. Jean-Marc Roubaud. Personnes âgées. maisons de retraite. fermeture, conséquences, Aramon [18 mars 2003] (p. 2109)

Mme Hélène Mignon. Urbanisme. politique de l'urbanisme. démolitions, relogement, perspectives, Toulouse [29 avril 2003] (p. 3199)

M. Daniel Paul. Produits dangereux. amiante. dépistage, moyens [29 avril 2003] (p. 3198)

M. Marcel Dehoux. Justice. maisons de justice. perspectives [6 mai 2003] (p. 3425)

M. Christophe Caresche. Etrangers. demandeurs d'asile. association France Terre d'asile, fonctionnement, financement [6 mai 2003] (p. 3425)

M. Mansour Kamardine. Outre-mer. collectivité territoriale : Mayotte. retraites : généralités, financement, modalités [27 mai 2003] (p. 4248)

M. Michel Hunault. Personnes âgées. soins et maintien à domicile. perspectives, zones rurales [27 mai 2003] (p. 4247)

M. Gilles Artigues. Etrangers. Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD). financement [10 juin 2003] (p. 4913)

Mme Chantal Robin-Rodrigo. Emploi. entreprises d'insertion. aides de l'Etat [10 juin 2003] (p. 4914)

M. Christian Kert. Justice. tribunaux correctionnels. fonctionnement, effectifs de personnel, Aix-en-Provence [10 juin 2003] (p. 4915)

M. Pierre Morel-A-L'Huissier. Personnes âgées. maisons de retraite. fonctionnement, financement, zones rurales [10 juin 2003] (p. 4912)

DÉBATS

Projet de loi n° 250 de financement de la sécurité sociale pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 octobre 2002] (p. 4341)

Article 25 (prolongation du délai pour la signature des conventions tripartites par les établissements assurant l'hébergement des personnes âgées dépendantes)

Son intervention (p. 4351 et s.)

Proposition de loi n° 642 modifiant la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mars 2003] (p. 1993) ; [13 mars 2003] (p. 2046)

Son intervention (p. 1993)

Intervient :

- sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2009)

- sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2013)

Sa réponse (p. 2053)

Thèmes :

Collectivités territoriales : fiscalité (p. 2054)

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 1996)

Démographie : vieillissement de la population (p. 1993)

Etat : décentralisation (p. 2013)

Personnes âgées : allocations et ressources (p. 1994)

Personnes âgées : allocation dépendance (p. 1995)

Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) (p. 1993, 2009, 2053)

Personnes âgées : établissements d'accueil (p. 1995, 2054)

Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 1993, 2053)

Personnes âgées : soins et maintien à domicile (p. 1995, 2054)

Professions sociales : aides à domicile (p. 1996, 2054)

Santé : maladie d'Alzheimer (p. 1994)

Discussion des articles [13 mars 2003] (p. 2062)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 11 de Mme Paulette Guinchard-Kunstler (soutien aux soins gériatriques) (p. 2062)

Intervient sur l'amendement n° 10 de Mme Paulette Guinchard-Kunstler (conventions pluriannuelles concernant les établissements d'accueil pour personnes âgées) (p. 2063)

Intervient sur l'amendement n° 14 de Mme Paulette Guinchard-Kunstler (rapport au Parlement sur l'évaluation de l'action menée par le Fonds de modernisation de l'aide à domicile) (p. 2064)

Intervient sur l'amendement n° 12 de Mme Paulette Guinchard-Kunstler (rapport au Parlement sur l'évaluation des créations d'emploi liées à l'assistance aux personnes âgées en perte d'autonomie) (p. 2064)

Intervient sur l'amendement n° 22 de Mme Paulette Guinchard-Kunstler (rapport financier du Fonds de financement de l'allocation personnalisée d'autonomie) (p. 2065)

Article 1er (modification du fait générateur de l'ouverture du droit à l'allocation personnalisée d'autonomie)

Son intervention (p. 2067 et s.)

Article 2 (renforcement des conditions de contrôle de l'effectivité de l'aide apportée aux bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie à domicile)

Son intervention (p. 2072)

Article 3 (possibilité pour les administrations en charge du contrôle de l'effectivité de l'aide de recourir aux informations dont disposent les différentes administrations publiques)

Son intervention (p. 2073)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 23 de M. Michel Vergnier (dotation de solidarité en faveur des départements à faibles ressources financières et à population particulièrement âgée) (p. 2074)

Intervient sur l'amendement n° 21 rectifié de Mme Paulette Guinchard-Kunstler (dotation de solidarité en faveur des départements à faibles ressources financières) (p. 2074)

Article 4 (modification des modalités de fonctionnement et de financement du Fonds de financement de l'allocation personnalisée d'autonomie)

Son intervention (p. 2076 et s.)

Article 5 (contenu du rapport tendant à effectuer un bilan de l'allocation personnalisée d'autonomie)

Son intervention (p. 2079 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 13 rectifié de Mme Paulette Guinchard-Kunstler (publication du rapport du comité scientifique d'évaluation de la grille "AGGIR") (p. 2080)

Article 6 (prise en charge par le Fonds de modernisation de l'aide à domicile des charges supplémentaires pouvant résulter de la réforme de la tarification)

Son intervention (p. 2081 et s.)

Explications de vote et vote [18 mars 2003] (p. 2137)

Son intervention (p. 2137)

Yannick FAVENNEC

*Mayenne (3^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11116)

Membre titulaire du conseil d'administration de l'établissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux [J.O. du 2 août 2002] (p. 13231)

Juge titulaire de la Haute Cour de justice [J.O. du 24 octobre 2002] (p. 17629)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 625 tendant à renforcer les garanties de paiement des entreprises artisanales en cas de non-respect du contrat de sous-traitance par le donneur d'ordre [13 février 2003]

Proposition de loi n° 796 portant création des Maisons de services au public dans les zones caractérisées par des handicaps géographiques, économiques ou sociaux [10 avril 2003]

Proposition de loi n° 924 tendant à la prise en compte des périodes d'activité bénévole, au sein d'associations à but non lucratif, à caractère ni politique, ni religieux pour l'ouverture des droits à retraite [13 juin 2003]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur l'avenir du transport aérien français et la politique aéroportuaire [9 juillet 2003] (n° 1016)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Commerce et artisanat, grande distribution, relations avec les fournisseurs [23 octobre 2002] (p. 3845)

Enseignement maternel et primaire, élèves, admission en classe maternelle, enfants âgés de deux ans [26 mars 2003] (p. 2451)

TVA, politiques communautaires, taux, activités à forte densité de main d'œuvre, bâtiment [3 juin 2003] (p. 4402)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 41, posée le 2 décembre 2002. Télécommunications, téléphone (J.O. questions p. 4503). Appelée le 3 décembre 2002. portables, zones d'ombre, réduction (p. 6045)

n° 114, posée le 3 février 2003. Justice. Non appelée (J.O. questions p. 621)

n° 167, posée le 3 mars 2003. Aménagement du territoire, zonage (J.O. questions p. 1486). Appelée le 4 mars 2003. zones franches rurales, perspectives (p. 1500)

n° 278, posée le 28 avril 2003. Professions de santé, médecins (J.O. questions p. 3245). Appelée le 29 avril 2003. effectifs de la profession, zones rurales (p. 3205)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [5 novembre 2002] (p. 4499)

Procédure des questions :

Santé : santé publique : aliments pour animaux (p. 4525)

Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 février 2003] (p. 1046)

Après l'article 23

Intervient sur l'amendement n° 317 précédemment réservé de M. Daniel Poulou (droits de mutation à titre gratuit - article 786 du code général des impôts - prise en compte de l'adoption simple en matière de transmission d'entreprises) (p. 1083)

Avant l'article 27

Son amendement n° 21 (garanties aux sous-traitants dans le secteur de la construction - article L 241-9 du code de la construction et de l'habitation) (p. 1086) : retiré (p. 1087)

DEUXIÈME LECTURE

Explication de vote et vote [4 juin 2003] (p. 4560)

Ses explications de vote (p. 4560)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 4560)

Projet de loi n° 528 pour la confiance dans l'économie numérique

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 février 2003] (p. 1386)

Avant l'article 1er

Son sous-amendement n° 169 (conditions d'exemption des opérateurs de radiotéléphonie mobile du financement des coûts nets des obligations du service universel) à l'amendement n° 3 corrigé de M. Patrice Martin-Lalande (accélération de la couverture territoriale en téléphonie mobile de deuxième génération) (p. 1392) : retiré (p. 1393)

Georges FENECH

*Rhône (11^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 28 juin 2002] (p. 11184)

Membre titulaire de la Commission consultative des archives audiovisuelles de la justice [J.O. du 2 août 2002] (p. 13230)

Juge suppléant de la Cour de justice de la République [J.O. du 24 octobre 2002] (p. 17629)

DÉPÔT

Proposition de résolution n° 340 tendant à créer une commission d'enquête sur les implications des sectes dans le cadre de la formation professionnelle [5 novembre 2002]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Collectivités territoriales, Corse, sécurité publique, maintien [1^{er} avril 2003] (p. 2691)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 42, posée le 2 décembre 2002. Aménagement du territoire, perspectives (J.O. questions p. 4503). Appelée le 3 décembre 2002. contournement autoroutier et ferroviaire, Lyon (p. 6035)

DÉBATS

Projet de loi n° 19 portant amnistie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 juillet 2002] (p. 1938)

Article 13 (infractions exclues de l'amnistie)

Son amendement n° 61 (usage prohibé de fichiers informatiques) (p. 1945)

Son amendement n° 62 (destruction, dégradation ou détérioration de biens privés) (p. 1945)

Projet de loi n° 154 d'orientation et de programmation pour la justice

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} août 2002] (p. 2497)

Son intervention (p. 2512)

Thèmes :

Droit pénal : mineurs : ordonnances (p. 2512)
 Droit pénal : mineurs : sanctions (p. 2512)
 Justice : centres éducatifs fermés (p. 2512)
 Justice : réforme (p. 2513)
 Lois : projet de loi : justice (p. 2512)

Discussion des articles [1^{er} août 2002] (p. 2582) ; [2 août 2002] (p. 2622)*Article 12 (sanctions éducatives susceptibles d'être prononcées à l'encontre d'un mineur)*

Son amendement n° 80 (interdiction de rencontrer les coauteurs ou complices) (p. 2604)

Après l'article 20 septies

Son amendement n° 87, deuxième rectification (renvoi devant le tribunal pour enfants obligatoire si la peine encourue par un mineur de plus de 16 ans est supérieure ou égale à 7 ans) (p. 2652)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2003] (p. 116)

Son intervention (p. 142)

Thème :

Droit pénal : délinquance et criminalité : statistiques (p. 143)

Discussion des articles [16 janvier 2003] (p. 218, 268) ; [22 janvier 2003] (p. 390) ; [23 janvier 2003] (p. 445)*Article 1er (pouvoirs des préfets en matière de sécurité intérieure)*

Son intervention (p. 229)

Article 2 (extension de la compétence territoriale des officiers de police judiciaire)

Son intervention (p. 241)

Son amendement n° 9 (p. 241)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 66 de la commission (suppression de la notification du droit au silence) (p. 256)

Intervient sur l'amendement n° 13 rectifié de M. Christian Vanneste (suppression de la notification du droit au silence) (p. 256)

Intervient sur l'amendement n° 14 rectifié de M. Charles Cova (suppression de la notification du droit au silence) (p. 256)

Intervient sur l'amendement n° 15 rectifié de M. Georges Fenech (suppression de la notification du droit au silence) (p. 256)

Intervient sur l'amendement n° 16 rectifié de Mme Nadine Morano (suppression de la notification du droit au silence) (p. 256)

Intervient sur l'amendement n° 195 de M. Lionnel Luca (suppression de la notification du droit au silence) (p. 256)

Son amendement n° 15 rectifié (suppression de la notification du droit au silence) (p. 256) : adopté (p. 257)

Article 15 (extension du fichier national automatisé des empreintes génétiques)

Son intervention (p. 300)

Article 20 (menaces et actes d'intimidation commis contre les personnes exerçant une fonction publique)

Son intervention (p. 413)

Après l'article 27

Son amendement n° 356 deuxième rectification (répression de la communication frauduleuse avec un détenu et pénalisation de l'intrusion non autorisée dans une enceinte pénitentiaire) : adopté (p. 453)

Projet de loi n° 638 renforçant la lutte contre la violence routière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 mars 2003] (p. 2225)*Article 1er (homicide involontaire et blessures involontaires à l'occasion de la conduite d'un véhicule)*

Son amendement n° 92 (p. 2229)

Article 2 (homicide involontaire et blessures involontaires à l'occasion de la conduite d'un véhicule)

Ses amendements n° 93 et 94 (p. 2234)

Projet de loi n° 784 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 mai 2003] (p. 3957)

Son intervention (p. 3961)

Thèmes :

Justice : juge des libertés et de la détention (p. 3961)

Justice : juridictions spécialisées (p. 3961)

Justice : parquet : indépendance (p. 3962)

Discussion des articles [21 mai 2003] (p. 3978) ; [22 mai 2003] (p. 4009, 4049, 4125) ; [23 mai 2003] (p. 4186)*Article 1er (de la procédure applicable à la délinquance et à la criminalité organisées)**Article 706-73 du code de procédure pénale (détermination des infractions relevant de la criminalité organisée)*

Son amendement n° 260 (p. 3984)

Son intervention (p. 4013)

Article 706-96 du code de procédure pénale (des interceptions de correspondances émises par la voie des télécommunications)

Son amendement n° 414 (p. 4033)

Article 706-98 du code de procédure pénale (des mesures conservatoires)

Son amendement n° 415 (p. 4037)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 404 de M. Christian Estrosi (conditions de mise sur écoute de la ligne d'un magistrat) (p. 4050)

Article 3 (dispositions relatives au repentir)

Son amendement n° 261 (p. 4064)

Après l'article 5

Son amendement n° 262 (définition du concept d'organisation criminelle et incrimination de toute aide ou participation apportée à celle-ci) (p. 4072) : retiré (p. 4073)

Après l'article 29

Intervient sur l'amendement n° 149 de la commission (rétention possible pendant 20 heures supplémentaires de la personne dont la garde à vue est achevée mais qui doit être présentée à un magistrat) (p. 4136)

Article 33 (indemnisation des parties civiles lors de leur comparution devant le juge d'instruction)

Son amendement n° 416 (p. 4144)

Après l'article 35

Intervient sur l'amendement n° 158 de la commission (plainte avec constitution de partie civile) (p. 4147)

Après l'article 41

Son amendement n° 417 (réduction de un an à six mois du seuil du mandat de dépôt à l'audience) : retiré (p. 4157)

Après l'article 55

Son amendement n° 418 (prise en compte des cas de récidive dans le calcul des peines encourues) : rejeté (p. 4166)

Après l'article 66

Intervient sur l'amendement n° 244 de la commission (appel d'arrêts de cour d'assises) (p. 4191)

Projet de loi n° 823 relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 juillet 2003] (p. 7186)*Article 38 (aménagement des peines, motivation spéciale et protection absolue en matière d'interdiction du territoire)*

Son intervention (p. 7220)

Jean-Michel FERRAND

Vaucluse (3^{ème} circonscription)
 Union pour la Majorité Présidentielle
 puis Union pour un Mouvement Populaire

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre suppléant de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (ex-délégation de l'Assemblée nationale à l'Assemblée de l'Atlantique Nord) [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12452)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 207 tendant à réglementer les marges pratiquées sur les fruits et légumes périssables, en période de crise [24 septembre 2002]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Professions sociales. assistantes maternelles. statut [29 janvier 2003] (p. 635)

DÉBATS

Projet de loi n° 758 relatif à la chasse

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [14 mai 2003] (p. 3668)

Article 16 (jour de non-chasse)
Son amendement n° 48 (p. 3697)
Son intervention (p. 3700)

Projet de loi n° 823 relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 juillet 2003] (p. 7005)

Article 2 (attestation d'accueil)
Son amendement n° 418 (p. 7040)

Alain FERRY

Bas-Rhin (6^{ème} circonscription)
Apparenté au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle
puis Apparenté au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire

Elu le 9 juin 2002

S'apparente au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco relatif à l'attribution et à l'utilisation par la société Télé Monte Carlo de fréquences hertziennes terrestres pour la diffusion de son programme à partir d'installations d'émission implantées en territoire français (ensemble une annexe) (n° 21) [25 septembre 2002]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 21 décembre 2002] (p. 21390)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 21) autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco relatif à l'attribution et à l'utilisation par la société Télé Monte Carlo de fréquences hertziennes terrestres pour la diffusion de son programme à partir d'installations d'émission implantées en territoire français (ensemble une annexe) [9 octobre 2002] (n° 255)

Proposition de loi n° 283 visant à favoriser la vie associative et le bénévolat [15 octobre 2002]

Proposition de loi n° 660 visant à garantir la transparence et la sécurité juridique des élections municipales dans les communes de moins de 3 500 habitants [5 mars 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Union européenne. politiques communautaires. directives, transposition, délais [13 novembre 2002] (p. 5007)
Logement. logement social. pénurie, aides de l'Etat [18 juin 2003] (p. 5523)

DÉBATS

Proposition de loi n° 194 relative à la conduite automobile sous l'influence de drogues illicites et psychotropes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 octobre 2002] (p. 3019)

Article 1er (art. L. 235-2 à L. 235-4 du code de la route : sanctions encourues en cas de conduite sous l'influence de stupéfiants - organisation de dépistages aléatoires)
Son intervention (p. 3022)

Son amendement n° 11 (peine d'intérêt général) (p. 3024)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER**

LOGEMENT

Examen du fascicule [13 novembre 2002] (p. 4969)

Son intervention (p. 4980)

Thèmes avant la procédure des questions :

Bâtiment et travaux publics : construction : logement (p. 4981)
Impôt sur le revenu : revenus fonciers (p. 4981)
TVA : taux réduit : amélioration de l'habitat (p. 4981)

JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

I - JEUNESSE ET ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [22 octobre 2002] (p. 3742)

Son intervention (p. 3762)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : délinquance et criminalité : jeunes (p. 3762)
Enseignement : politique de l'éducation (p. 3762)
Jeunes : insertion professionnelle (p. 3763)
Jeunes : politique à l'égard des jeunes (p. 3762)

SANTÉ, FAMILLE ET PERSONNES HANDICAPÉES**Examen du fascicule [12 novembre 2002] (p. 4910, 4939)***Procédure des questions :*

Professions sociales : aides familiales (p. 4949)

SPORTS**Examen du fascicule [6 novembre 2002] (p. 4557)**

Son intervention (p. 4568)

Thèmes avant la procédure des questions :

Sports : crédits (p. 4568)
Sports : dopage (p. 4568)
Sports : Fonds national pour le développement du sport (FNDS) (p. 4568)

Projet de loi n° 402 portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 2003] (p. 591)

Son intervention (p. 598)

Thèmes :

Aménagement du territoire : contrats de pays (p. 598)
Urbanisme : plans locaux d'urbanisme (PLU) (p. 598)
Urbanisme : schémas de cohérence territoriale (p. 598)

Discussion des articles [29 janvier 2003] (p. 670)*Après l'article 15*

Son sous-amendement n° 121 (avis des conseils généraux) à l'amendement n° 33 rectifié de la commission (modalités de création et de fonctionnement des pays) : rejeté (p. 681)

Son sous-amendement n° 122 (place des départements dans les politiques qui vont s'engager avec les pays) à l'amendement n° 33 rectifié de la commission : adopté (p. 682)

Proposition de loi n° 501 tendant à la reconnaissance du vote blanc aux élections

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 janvier 2003] (p. 713)

Son intervention (p. 721)

Thèmes :

Elections et référendums : abstentionnisme : réforme (p. 722)
Elections et référendums : vote blanc : études (p. 722)
Elections et référendums : vote blanc : représentativité (p. 722)

Discussion des articles [30 janvier 2003] (p. 730)*Avant l'article 1er*

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Bernard Roman (le vote est obligatoire) (p. 731)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Armand Jung (institution du vote par le réseau Internet) (p. 733)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 737)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle (p. 737)

Luc FERRY

Ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche

Est nommé Ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche. Décret du 17 juin 2002 [J.O. du 18 juin 2002] (p. 10720)

DÉPÔT

Projet de loi n° 640 relatif aux assistants d'éducation [27 février 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

- M. Yves Durand. Enseignement. politique de l'éducation. perspectives [2 octobre 2002] (p. 2754)
 M. Patrick Roy. Emploi. emplois jeunes. aides éducateurs, perspectives [15 octobre 2002] (p. 3303)
 M. Patrick Beaudouin. Formation professionnelle. apprentissage. perspectives [12 novembre 2002] (p. 4909)
 M. Yves Durand. Enseignement. politique de l'éducation. perspectives [3 décembre 2002] (p. 6061)
 M. François Liberti. Ministères et secrétariats d'Etat. jeunesse et éducation nationale : budget. crédits pour 2003 [4 décembre 2002] (p. 6136)
 Mme Martine Carrillon-Couvreur. Ministères et secrétariats d'Etat. jeunesse et éducation nationale : budget. crédits pour 2003 [4 décembre 2002] (p. 6137)
 M. Bruno Le Roux. Enseignement. politique de l'éducation. perspectives [10 décembre 2002] (p. 6361)
 M. Manuel Valls. Enseignement. politique de l'éducation. perspectives [28 janvier 2003] (p. 556)
 M. Claude Goasguen. Enseignement supérieur. universités. coopérations scientifique et universitaire avec Israël, remise en cause [5 février 2003] (p. 876)
 M. Christophe Masse. Enseignement. fonctionnement. effectifs de personnel [5 février 2003] (p. 877)
 M. Édouard Courtial. Jeunes. politique à l'égard des jeunes. plans d'engagement citoyen, perspectives [5 février 2003] (p. 878)
 M. Yves Durand. Etat. décentralisation. conséquences, enseignement, personnel [18 mars 2003] (p. 2131)
 M. Jacques Myard. Enseignement. politique de l'éducation. laïcité, respect [19 mars 2003] (p. 2173)
 M. Lucien Degauchy. Droits de l'homme et libertés publiques. lutte contre le racisme. perspectives [1^{er} avril 2003] (p. 2692)
 M. David Habib. Etat. décentralisation. conséquences, enseignement [29 avril 2003] (p. 3218)
 M. Jean-Marie Binetruy. Enseignement supérieur. Institut universitaire de formation des maîtres (IUFM). réforme, perspectives [30 avril 2003] (p. 3309)
 M. François Asensi. Enseignement. politique de l'éducation. perspectives [6 mai 2003] (p. 3434)
 M. Manuel Valls. Enseignement. politique de l'éducation. perspectives [6 mai 2003] (p. 3438)
 Mme Cécile Gallez. Enseignement. illettrisme. lutte et prévention [13 mai 2003] (p. 3594)
 M. Yves Durand. Etat. décentralisation. conséquences, enseignement [20 mai 2003] (p. 3815)
 M. Daniel Mach. Enseignement. grèves. conséquences, examens [20 mai 2003] (p. 3819)
 Mme Françoise Imbert. Etat. décentralisation. conséquences, enseignement [21 mai 2003] (p. 3921)
 Mme Claude Darciaux. Etat. décentralisation. conséquences, enseignement [27 mai 2003] (p. 4257)
 M. François Sauvadet. Etat. décentralisation. conséquences, enseignement [27 mai 2003] (p. 4258)
 Mme Huguette Bello. Outre-mer. DOM : Réunion. enseignement, réforme, perspectives [27 mai 2003] (p. 4264)
 M. Jean-Marc Ayrault. Etat. décentralisation. conséquences, enseignement [28 mai 2003] (p. 4339)
 M. Christophe Masse. Etat. décentralisation. conséquences, enseignement [3 juin 2003] (p. 4396)
 M. Didier Mathus. Etat. décentralisation. conséquences, enseignement [10 juin 2003] (p. 4927)
 M. Christian Ménard. Enseignement secondaire. baccalauréat. épreuves, déroulement, perspectives [11 juin 2003] (p. 4991)
 M. François-Xavier Villain. Enseignement secondaire. baccalauréat. épreuves série S, mathématiques, nature des épreuves [25 juin 2003] (p. 5980)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

Mme Françoise Imbert. Handicapés. intégration en milieu scolaire. perspectives [15 octobre 2002] (p. 3268)

- Mme Marylise Lebranchu. Handicapés. politique à l'égard des handicapés. auxiliaires de vie, postes, création [17 décembre 2002] (p. 6812)
 M. François Rochebloine. Etat. décentralisation. conséquences, centres d'orientation et d'information, personnel [17 décembre 2002] (p. 6811)
 M. Patrick Beaudouin. Enseignement. carte scolaire. réglementation [17 décembre 2002] (p. 6813)
 M. Jean-François Chossy. Enseignement secondaire. collèges et lycées. maintenance du parc informatique [25 mars 2003] (p. 2353)
 M. Jean-Paul Dupré. Enseignement. programmes. secourisme [27 mai 2003] (p. 4234)
 Mme Chantal Bourragué. Etat. décentralisation. conséquences, enseignement [27 mai 2003] (p. 4233)
 Mme Marie-George Buffet. Enseignement : personnel. contractuels et vacataires. statut, perspectives [27 mai 2003] (p. 4233)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

I - JEUNESSE ET ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [22 octobre 2002] (p. 3742)

Son intervention (p. 3771)

Ses réponses (p. 3779 à 3781, 3785 à 3788)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Associations : Fonds national de développement de la vie associative (FNDVA) (p. 3773)
 Enseignement : crédits (p. 3771)
 Enseignement : diplômes (p. 3771)
 Enseignement : illettrisme (p. 3771, 3775)
 Enseignement : pédagogie (p. 3772)
 Enseignement : politique de l'éducation : sécurité (p. 3772)
 Enseignement : personnel : enseignants : recrutement (p. 3773)
 Enseignement : personnel : personnel de surveillance (p. 3773)
 Enseignement maternel et primaire : élèves : effectifs (p. 3775)
 Enseignement technique et professionnel : enseignement en alternance (p. 3775)
 Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 3772)
 Jeunes : Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (FONJEP) (p. 3773)

Réponses aux questions :

- Enseignement : illettrisme (p. 3787) (Mme Martine Carrillon-Couvreur)
 Enseignement : manuels et fournitures scolaires (p. 3779) (Mme Françoise de Panafieu) (p. 3779)
 Enseignement : médecine scolaire et universitaire (p. 3786) (M. Denis Merville) (p. 3785)
 Enseignement : politique de l'éducation : communes (p. 3785) (M. Denis Merville) (p. 3785)
 Enseignement : politique de l'éducation : contrats emplois-jeunes (p. 3786) (M. Patrick Roy)
 Enseignement : politique de l'éducation : La Réunion (p. 3788) (Mme Huguette Bello) (p. 3788)
 Enseignement : personnel : personnel de surveillance (p. 3786) (M. Denis Merville) (p. 3785)
 Enseignement : personnel : personnel de surveillance (p. 3787) (Mme Danielle Bousquet) (p. 3787)
 Enseignement secondaire : lycées : sport de haut niveau (p. 3780) (M. François Calvet) (p. 3780)
 Enseignement technique et professionnel : diplômes (p. 3780) (Mme Martine David) (p. 3780)
 Enseignement technique et professionnel : programmes : filière technique (p. 3779) (M. Jean-Louis Christ) (p. 3778)
 Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 3784) (M. André Schneider) (p. 3784)
 Jeunes : éducation populaire (p. 3781) (M. Jean-Claude Beauchaud) (p. 3781)

Vote des crédits et articles rattachés [22 octobre 2002] (p. 3790)

Etat B, titre III

Intervient sur l'amendement n° 71 de M. Yves Durand (majoration de crédits pour rétablir les postes de surveillants supprimés) (p. 3791)

II - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Examen du fascicule [8 novembre 2002] (p. 4765)

Son intervention (p. 4776)

Ses réponses (p. 4779 à 4781)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Bourses d'études : enseignement supérieur (p. 4778)
 Enseignement supérieur : crédits (p. 4776)
 Enseignement supérieur : diplômes (p. 4778)
 Enseignement supérieur : étudiants (p. 4777)
 Enseignement supérieur : instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM) (p. 4778)

Enseignement supérieur : oeuvres universitaires (p. 4778)
 Enseignement supérieur : universités (p. 4777)
 Enseignement supérieur : personnel : enseignants (p. 47776)
 Enseignement supérieur : personnel : vacataires (p. 4776)
 Grandes écoles : étudiants (p. 4777)

Réponses aux questions :

Enseignement supérieur : sciences (p. 4780) (M. Yvan Lachaud) (p. 4780)
 Enseignement supérieur : personnel : La Réunion (p. 4781) (M. René-Paul Victoria) (p. 4781)
 Enseignement supérieur : personnel : enseignants (p. 4780) (M. Frédéric Dutoit) (p. 4779)
 Enseignement technique et professionnel : instituts universitaires de technologie (IUT) : Seine-Saint-Denis (p. 4779) (M. Jean-Pierre Brard) (p. 4779)

Projet de loi n° 640 relatif aux assistants d'éducation

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mars 2003] (p. 2373 ; 2405)

Son intervention (p. 2373)
 Intervient
 - sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2388)
 - sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2405)
 Sa réponse (p. 2425)
 Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 2431)
 Son intervention (p. 2695)

Thèmes :

Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 2374, 2405, 2425)
 Emploi : recrutement (p. 2374)
 Enseignement : sécurité (p. 2431)
 Enseignement : établissements scolaires (p. 2375)
 Enseignement : politique de l'éducation (p. 2373, 2431)
 Enseignement : personnel : assistants d'éducation (p. 2373, 2388, 2405)
 Enseignement : personnel : chefs d'établissement (p. 2388)
 Enseignement : personnel : contractuels (p. 2373)
 Enseignement : personnel : non-enseignants (p. 2373)
 Enseignement : personnel : personnel de surveillance (p. 2372)
 Enseignement supérieur : diplômés (p. 2375)
 Enseignement supérieur : étudiants
 Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 2375, 2388, 2425)

Discussion des articles [26 mars 2003] (p. 2463 ; 2480) ; [27 mars 2003] (p. 2529, 2554, 2592) ; [28 mars 2003] (p. 2624)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 3022 de M. Patrick Braouezec (transformation des emplois-jeunes dans les administrations en contrats de droit public) (p. 2463)
 Intervient sur l'amendement n° 3023 de M. Patrick Braouezec (formation aux concours de la fonction publique pour les salariés sous contrat de type emplois-jeunes dans le secteur public) (p. 2464)

Article 1er (création d'une nouvelle catégorie d'emplois occupés par des agents non titulaires au sein de la fonction publique de l'Etat)

Son intervention (p. 2468 et s.)

Avant l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 332 de Mme Hélène Mignon (notion d'accès permanent au savoir et à la culture)
 Intervient sur l'amendement n° 480 de M. Christophe Masse (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : contribution des entreprises au financement)
 Intervient sur l'amendement n° 498 de Mme Catherine Génisson (objectif du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : favoriser la mixité sociale)
 Intervient sur l'amendement n° 2418 de M. Jean-Marc Ayrault (responsabilités en matière d'établissement de la carte des formations professionnalisantes) (p. 2425)
 Intervient sur l'amendement n° 343 de M. Victorin Lurel (objectif éducatif consistant à favoriser la mobilité professionnelle) (p. 2458)
 Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Yves Durand (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre l'accès à la connaissance et à la citoyenneté) (p. 2473)
 Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Jean-Marc Ayrault (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre l'accès à la connaissance et à la citoyenneté) (p. 2473)
 Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Alain Néri (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre l'accès à la connaissance et à la citoyenneté) (p. 2473)
 Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Patrick Roy (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre l'accès à la connaissance et à la citoyenneté) (p. 2473)
 Intervient sur l'amendement n° 6 de Mme Catherine Génisson (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre l'accès à la connaissance et à la citoyenneté) (p. 2473)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Victorin Lurel (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre l'accès à la connaissance et à la citoyenneté) (p. 2473)

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Simon Renucci (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre l'accès à la connaissance et à la citoyenneté) (p. 2473)

Intervient sur l'amendement n° 9 de Mme Hélène Mignon (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre l'accès à la connaissance et à la citoyenneté) (p. 2473)

Intervient sur l'amendement n° 10 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre l'accès à la connaissance et à la citoyenneté) (p. 2473)

Intervient sur l'amendement n° 11 de M. Gaëtan Gorce (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre l'accès à la connaissance et à la citoyenneté) (p. 2473)

Intervient sur l'amendement n° 12 de M. Christophe Masse (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre l'accès à la connaissance et à la citoyenneté) (p. 2473)

Intervient sur l'amendement n° 13 de M. Jean-Pierre Blazy (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre l'accès à la connaissance et à la citoyenneté) (p. 2473)

Intervient sur l'amendement n° 1646 de M. Yves Durand (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre l'apprentissage des nouvelles technologies de l'information et de la communication) (p. 2483)

Intervient sur l'amendement n° 1647 de M. Jean-Marc Ayrault (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre l'apprentissage des nouvelles technologies de l'information et de la communication) (p. 2483)

Intervient sur l'amendement n° 1648 de M. Alain Néri (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre l'apprentissage des nouvelles technologies de l'information et de la communication) (p. 2483)

Intervient sur l'amendement n° 1649 de M. Patrick Roy (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre l'apprentissage des nouvelles technologies de l'information et de la communication) (p. 2483)

Intervient sur le sous-amendement oral de M. Yves Durand (mise en place pour les assistants d'éducation d'une formation particulière en ce domaine) à l'amendement n° 1649 de M. Patrick Roy (p. 2483)

Intervient sur l'amendement n° 1650 de Mme Catherine Génisson (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre l'apprentissage des nouvelles technologies de l'information et de la communication) (p. 2483)

Intervient sur l'amendement n° 1651 de M. Victorin Lurel (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre l'apprentissage des nouvelles technologies de l'information et de la communication) (p. 2483)

Intervient sur l'amendement n° 1652 de Mme Hélène Mignon (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre l'apprentissage des nouvelles technologies de l'information et de la communication) (p. 2483)

Intervient sur l'amendement n° 1653 de M. Simon Renucci (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre l'apprentissage des nouvelles technologies de l'information et de la communication) (p. 2483)

Intervient sur l'amendement n° 1654 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre l'apprentissage des nouvelles technologies de l'information et de la communication) (p. 2483)

Intervient sur l'amendement n° 1655 de M. Gaëtan Gorce (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre l'apprentissage des nouvelles technologies de l'information et de la communication) (p. 2483)

Intervient sur l'amendement n° 1656 de M. Christophe Masse (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre l'apprentissage des nouvelles technologies de l'information et de la communication) (p. 2483)

Intervient sur l'amendement n° 1657 de M. Jean-Pierre Blazy (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre l'apprentissage des nouvelles technologies de l'information et de la communication) (p. 2483)

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Yves Durand (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre aux jeunes de se connaître et de se respecter) (p. 2485)

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. Jean-Marc Ayrault (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre aux jeunes de se connaître et de se respecter) (p. 2485)

Intervient sur l'amendement n° 16 de M. Alain Néri (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre aux jeunes de se connaître et de se respecter) (p. 2485)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Patrick Roy (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre aux jeunes de se connaître et de se respecter) (p. 2485)

Intervient sur l'amendement n° 18 de Mme Catherine Génisson (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre aux jeunes de se connaître et de se respecter) (p. 2485)

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Victorin Lurel (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre aux jeunes de se connaître et de se respecter) (p. 2485)

Intervient sur l'amendement n° 20 de Mme Hélène Mignon (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre aux jeunes de se connaître et de se respecter) (p. 2485)

Intervient sur l'amendement n° 21 de M. Simon Renucci (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre aux jeunes de se connaître et de se respecter) (p. 2485)

Intervient sur l'amendement n° 2424 de M. Simon Renucci (responsabilités en matière d'établissement de la carte des formations professionnalisantes) (p. 2545)

Intervient sur l'amendement n° 2425 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (responsabilités en matière d'établissement de la carte des formations professionnalisantes) (p. 2545)

Intervient sur l'amendement n° 2426 de M. Gaëtan Gorce (responsabilités en matière d'établissement de la carte des formations professionnalisantes) (p. 2545)

Intervient sur l'amendement n° 2427 de M. Christophe Masse (responsabilités en matière d'établissement de la carte des formations professionnalisantes) (p. 2545)

Intervient sur l'amendement n° 2428 de M. Jean-Pierre Blazy (responsabilités en matière d'établissement de la carte des formations professionnalisantes) (p. 2545)

Intervient sur l'amendement n° 2429 de M. Yves Durand (enseignement de l'histoire de l'esclavage) (p. 2546)

Intervient sur le sous-amendement oral de Mme Martine Billard (précision stipulant la responsabilité des enseignants aidés par les assistants d'éducation) à l'amendement n° 2429 de M. Yves Durand (p. 2546)

Intervient sur le sous-amendement oral de Mme Martine Billard (extension à l'apprentissage de la tolérance, du respect de l'autre, du refus du racisme et de l'antisémitisme) à l'amendement n° 2429 de M. Yves Durand (p. 2546)

Intervient sur l'amendement n° 2430 de M. Jean-Marc Ayrault (enseignement de l'histoire de l'esclavage) (p. 2546)

Intervient sur l'amendement n° 2431 de M. Alain Néri (enseignement de l'histoire de l'esclavage) (p. 2546)

Intervient sur l'amendement n° 2432 de M. Patrick Roy (enseignement de l'histoire de l'esclavage) (p. 2546)

Intervient sur l'amendement n° 2433 de Mme Catherine Génisson (enseignement de l'histoire de l'esclavage) (p. 2546)

Intervient sur l'amendement n° 2434 de M. Victorin Lurel (enseignement de l'histoire de l'esclavage) (p. 2546)

Intervient sur l'amendement n° 2435 de Mme Hélène Mignon (enseignement de l'histoire de l'esclavage) (p. 2546)

Intervient sur l'amendement n° 2436 de M. Simon Renucci (enseignement de l'histoire de l'esclavage) (p. 2546)

Intervient sur l'amendement n° 2437 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (enseignement de l'histoire de l'esclavage) (p. 2546)

Intervient sur l'amendement n° 2438 de M. Gaëtan Gorce (enseignement de l'histoire de l'esclavage) (p. 2546)

Intervient sur l'amendement n° 2439 de M. Christophe Masse (enseignement de l'histoire de l'esclavage) (p. 2546)

Intervient sur l'amendement n° 2440 de M. Jean-Pierre Blazy (enseignement de l'histoire de l'esclavage) (p. 2546)

Intervient sur l'amendement n° 2441 de M. Yves Durand (enseignement de l'histoire et de la géographie de l'outre-mer) (p. 2546)

Intervient sur l'amendement n° 2442 de M. Jean-Marc Ayrault (enseignement de l'histoire et de la géographie de l'outre-mer) (p. 2546)

Intervient sur l'amendement n° 2443 de M. Alain Néri (enseignement de l'histoire et de la géographie de l'outre-mer) (p. 2546)

Intervient sur l'amendement n° 2444 de M. Patrick Roy (enseignement de l'histoire et de la géographie de l'outre-mer) (p. 2546)

Intervient sur l'amendement n° 2445 de Mme Catherine Génisson (enseignement de l'histoire et de la géographie de l'outre-mer) (p. 2546)

Intervient sur l'amendement n° 2446 de M. Victorin Lurel (enseignement de l'histoire et de la géographie de l'outre-mer) (p. 2546)

Intervient sur l'amendement n° 2447 de Mme Hélène Mignon (enseignement de l'histoire et de la géographie de l'outre-mer) (p. 2546)

Intervient sur l'amendement n° 2448 de M. Simon Renucci (enseignement de l'histoire et de la géographie de l'outre-mer) (p. 2546)

Intervient sur l'amendement n° 2449 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (enseignement de l'histoire et de la géographie de l'outre-mer) (p. 2546)

Intervient sur l'amendement n° 2450 de M. Gaëtan Gorce (enseignement de l'histoire et de la géographie de l'outre-mer) (p. 2546)

Intervient sur l'amendement n° 2451 de M. Christophe Masse (enseignement de l'histoire et de la géographie de l'outre-mer) (p. 2546)

Intervient sur l'amendement n° 2452 de M. Jean-Pierre Blazy (enseignement de l'histoire et de la géographie de l'outre-mer) (p. 2546)

Intervient sur l'amendement n° 254 de M. Yves Durand (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2546)

Intervient sur l'amendement n° 255 de M. Jean-Marc Ayrault (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2546)

Intervient sur l'amendement n° 256 de M. Alain Néri (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2546)

Intervient sur l'amendement n° 257 de M. Patrick Roy (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2546)

Intervient sur l'amendement n° 258 de Mme Catherine Génisson (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2546)

Intervient sur l'amendement n° 259 de M. Victorin Lurel (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2546)

Intervient sur l'amendement n° 260 de Mme Hélène Mignon (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2546)

Intervient sur l'amendement n° 261 de M. Simon Renucci (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2546)

Intervient sur l'amendement n° 262 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2546)

Intervient sur l'amendement n° 263 de M. Gaëtan Gorce (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2546)

Intervient sur l'amendement n° 264 de M. Christophe Masse (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2546)

Intervient sur l'amendement n° 265 de M. Jean-Pierre Blazy (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2546)

Intervient sur l'amendement n° 266 de M. Yves Durand (universalité du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2547)

Intervient sur l'amendement n° 267 de M. Jean-Marc Ayrault (universalité du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2547)

Intervient sur l'amendement n° 268 de M. Alain Néri (universalité du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2547)

Intervient sur l'amendement n° 269 de M. Patrick Roy (universalité du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2547)

Intervient sur l'amendement n° 270 de Mme Catherine Génisson (universalité du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2547)

Intervient sur l'amendement n° 271 de M. Victorin Lurel (universalité du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2547)

Intervient sur l'amendement n° 272 de Mme Hélène Mignon (universalité du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2547)

Intervient sur l'amendement n° 273 de M. Simon Renucci (universalité du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2547)

Intervient sur l'amendement n° 274 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (universalité du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2547)

Intervient sur l'amendement n° 275 de M. Gaëtan Gorce (universalité du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2547)

Intervient sur l'amendement n° 276 de M. Christophe Masse (universalité du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2547)

Intervient sur l'amendement n° 277 de M. Jean-Pierre Blazy (universalité du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2547)

Intervient sur l'amendement n° 278 de M. Yves Durand (caractère inaliénable du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2547)

Intervient sur l'amendement n° 279 de M. Jean-Marc Ayrault (caractère inaliénable du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2547)

Intervient sur l'amendement n° 280 de M. Alain Néri (caractère inaliénable du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2547)

Intervient sur l'amendement n° 281 de M. Patrick Roy (caractère inaliénable du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2547)

Intervient sur l'amendement n° 282 de Mme Catherine Génisson (caractère inaliénable du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2547)

Intervient sur l'amendement n° 283 de M. Victorin Lurel (caractère inaliénable du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2547)

Intervient sur l'amendement n° 284 de Mme Hélène Mignon (caractère inaliénable du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2547)

Intervient sur l'amendement n° 285 de M. Simon Renucci (caractère inaliénable du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2547)

Intervient sur l'amendement n° 286 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (caractère inaliénable du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2547)

Intervient sur l'amendement n° 287 de M. Gaëtan Gorce (caractère inaliénable du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2547)

Intervient sur l'amendement n° 288 de M. Christophe Masse (caractère inaliénable du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2547)

Intervient sur l'amendement n° 289 de M. Jean-Pierre Blazy (caractère inaliénable du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2547)

Intervient sur l'amendement n° 290 de M. Yves Durand (garantie de la reprise d'une formation pour toute personne afin de rendre effective l'égalité des chances) (p. 2547)

Intervient sur l'amendement n° 291 de M. Jean-Marc Ayrault (garantie de la reprise d'une formation pour toute personne afin de rendre effective l'égalité des chances) (p. 2547)

Intervient sur l'amendement n° 292 de M. Alain Néri (garantie de la reprise d'une formation pour toute personne afin de rendre effective l'égalité des chances) (p. 2547)

Intervient sur l'amendement n° 293 de M. Patrick Roy (garantie de la reprise d'une formation pour toute personne afin de rendre effective l'égalité des chances) (p. 2547)

Intervient sur l'amendement n° 2649 de Mme Catherine Génisson (établissement de la carte des secteurs des écoles) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2650 de M. Victorin Lurel (établissement de la carte des secteurs des écoles) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2651 de Mme Hélène Mignon (établissement de la carte des secteurs des écoles) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2652 de M. Simon Renucci (établissement de la carte des secteurs des écoles) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2653 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (établissement de la carte des secteurs des écoles) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2654 de M. Gaëtan Gorce (établissement de la carte des secteurs des écoles) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2655 de M. Christophe Masse (établissement de la carte des secteurs des écoles) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2656 de M. Jean-Pierre Blazy (établissement de la carte des secteurs des écoles) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2093 de M. Yves Durand (activités destinées à se familiariser avec les outils informatiques et les nouvelles technologies) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2094 de M. Jean-Marc Ayrault (activités destinées à se familiariser avec les outils informatiques et les nouvelles technologies) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2095 de M. Alain Néri (activités destinées à se familiariser avec les outils informatiques et les nouvelles technologies) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2096 de M. Patrick Roy (activités destinées à se familiariser avec les outils informatiques et les nouvelles technologies) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2097 de Mme Catherine Génisson (activités destinées à se familiariser avec les outils informatiques et les nouvelles technologies) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2098 de M. Victorin Lurel (activités destinées à se familiariser avec les outils informatiques et les nouvelles technologies) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2099 de Mme Hélène Mignon (activités destinées à se familiariser avec les outils informatiques et les nouvelles technologies) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2100 de M. Simon Renucci (activités destinées à se familiariser avec les outils informatiques et les nouvelles technologies) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2101 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (activités destinées à se familiariser avec les outils informatiques et les nouvelles technologies) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2102 de M. Gaëtan Gorce (activités destinées à se familiariser avec les outils informatiques et les nouvelles technologies) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2103 de M. Christophe Masse (activités destinées à se familiariser avec les outils informatiques et les nouvelles technologies) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2104 de M. Jean-Pierre Blazy (activités destinées à se familiariser avec les outils informatiques et les nouvelles technologies) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2657 de M. Yves Durand (les programmes scolaires prennent en compte les références communes en Europe) (p. 2641)

Intervient sur l'amendement n° 2658 de M. Jean-Marc Ayrault (les programmes scolaires prennent en compte les références communes en Europe) (p. 2641)

Intervient sur l'amendement n° 2659 de M. Alain Néri (les programmes scolaires prennent en compte les références communes en Europe) (p. 2641)

Intervient sur l'amendement n° 2660 de M. Patrick Roy (les programmes scolaires prennent en compte les références communes en Europe) (p. 2641)

Intervient sur l'amendement n° 2661 de Mme Catherine Génisson (les programmes scolaires prennent en compte les références communes en Europe) (p. 2641)

Intervient sur l'amendement n° 2662 de M. Victorin Lurel (les programmes scolaires prennent en compte les références communes en Europe) (p. 2641)

Intervient sur l'amendement n° 2663 de Mme Hélène Mignon (les programmes scolaires prennent en compte les références communes en Europe) (p. 2641)

Intervient sur l'amendement n° 2664 de M. Simon Renucci (les programmes scolaires prennent en compte les références communes en Europe) (p. 2641)

Intervient sur l'amendement n° 2665 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (les programmes scolaires prennent en compte les références communes en Europe) (p. 2641)

Intervient sur l'amendement n° 2666 de M. Gaëtan Gorce (les programmes scolaires prennent en compte les références communes en Europe) (p. 2641)

Intervient sur l'amendement n° 2667 de M. Christophe Masse (les programmes scolaires prennent en compte les références communes en Europe) (p. 2641)

Intervient sur l'amendement n° 2668 de M. Jean-Pierre Blazy (les programmes scolaires prennent en compte les références communes en Europe) (p. 2641)

Intervient sur l'amendement n° 3037 de M. Patrick Braouezec (dispositions concernant la fonction d'assistant d'éducation soumises à décret en Conseil d'Etat) (p. 2641)

Article 3 (affiliation des établissements publics locaux d'éducation à l'assurance-chômage au titre des assistants d'éducation)

Son intervention (p. 2643 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 2177 de M. Yves Durand (égalité entre les hommes et les femmes en matière d'orientation scolaire) (p. 2645)

Intervient sur l'amendement n° 2178 de M. Jean-Marc Ayrault (égalité entre les hommes et les femmes en matière d'orientation scolaire) (p. 2645)

Intervient sur l'amendement n° 2179 de M. Alain Néri (égalité entre les hommes et les femmes en matière d'orientation scolaire) (p. 2645)

Intervient sur l'amendement n° 2180 de M. Patrick Roy (égalité entre les hommes et les femmes en matière d'orientation scolaire) (p. 2645)

Intervient sur l'amendement n° 2181 de Mme Catherine Génisson (égalité entre les hommes et les femmes en matière d'orientation scolaire) (p. 2645)

Intervient sur l'amendement n° 2182 de M. Victorin Lurel (égalité entre les hommes et les femmes en matière d'orientation scolaire) (p. 2645)

Intervient sur l'amendement n° 2183 de Mme Hélène Mignon (égalité entre les hommes et les femmes en matière d'orientation scolaire) (p. 2645)

Intervient sur l'amendement n° 2184 de M. Simon Renucci (égalité entre les hommes et les femmes en matière d'orientation scolaire) (p. 2645)

Intervient sur l'amendement n° 2185 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (égalité entre les hommes et les femmes en matière d'orientation scolaire) (p. 2645)

Intervient sur l'amendement n° 2186 de M. Gaëtan Gorce (égalité entre les hommes et les femmes en matière d'orientation scolaire) (p. 2645)

Intervient sur l'amendement n° 2187 de M. Christophe Masse (égalité entre les hommes et les femmes en matière d'orientation scolaire) (p. 2645)

Intervient sur l'amendement n° 2188 de M. Jean-Pierre Blazy (égalité entre les hommes et les femmes en matière d'orientation scolaire) (p. 2645)

Intervient sur l'amendement n° 2189 de M. Yves Durand (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2645)

Intervient sur l'amendement n° 2190 de M. Jean-Marc Ayrault (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2645)

Intervient sur l'amendement n° 2191 de M. Alain Néri (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2645)

Intervient sur l'amendement n° 2192 de M. Patrick Roy (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2645)

Intervient sur l'amendement n° 2193 de Mme Catherine Génisson (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2645)

Intervient sur l'amendement n° 2194 de M. Victorin Lurel (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2645)

Intervient sur l'amendement n° 2195 de Mme Hélène Mignon (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2645)

Intervient sur l'amendement n° 2196 de M. Simon Renucci (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2645)

Intervient sur l'amendement n° 2197 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2645)

Intervient sur l'amendement n° 2198 de M. Gaëtan Gorce (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2645)

Intervient sur l'amendement n° 2199 de M. Christophe Masse (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2645)

Intervient sur l'amendement n° 2200 de M. Jean-Pierre Blazy (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2645)

Intervient sur l'amendement n° 3044 du Gouvernement (de coordination) (p. 2647)

Intervient sur l'amendement n° 3038 de M. Patrick Braouezec (impossibilité de transférer des assistants d'éducation aux collectivités locales) (p. 2647)

Intervient sur l'amendement n° 3045 du Gouvernement (validation législative des tableaux d'avancement des inspecteurs d'académie, inspecteurs pédagogiques régionaux et inspecteurs de l'éducation nationale) (p. 2648)

Intervient sur l'amendement n° 2981 de M. Yves Durand (rapport au Parlement sur l'application de la loi relative aux assistants d'éducation) (p. 2648)

Intervient sur l'amendement n° 2982 de M. Jean-Marc Ayrault (rapport au Parlement sur l'application de la loi relative aux assistants d'éducation) (p. 2648)

Intervient sur l'amendement n° 2983 de M. Alain Néri (rapport au Parlement sur l'application de la loi relative aux assistants d'éducation) (p. 2648)

Intervient sur l'amendement n° 2984 de M. Patrick Roy (rapport au Parlement sur l'application de la loi relative aux assistants d'éducation) (p. 2648)

Intervient sur l'amendement n° 2985 de Mme Catherine Génisson (rapport au Parlement sur l'application de la loi relative aux assistants d'éducation) (p. 2648)

Intervient sur l'amendement n° 2986 de M. Victorin Lurel (rapport au Parlement sur l'application de la loi relative aux assistants d'éducation) (p. 2648)

Intervient sur l'amendement n° 2987 de Mme Hélène Mignon (rapport au Parlement sur l'application de la loi relative aux assistants d'éducation) (p. 2648)

Intervient sur l'amendement n° 2988 de M. Simon Renucci (rapport au Parlement sur l'application de la loi relative aux assistants d'éducation) (p. 2648)

Intervient sur l'amendement n° 2989 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (rapport au Parlement sur l'application de la loi relative aux assistants d'éducation) (p. 2648)

Intervient sur l'amendement n° 2990 de M. Gaëtan Gorce (rapport au Parlement sur l'application de la loi relative aux assistants d'éducation) (p. 2648)

Intervient sur l'amendement n° 2991 de M. Christophe Masse (rapport au Parlement sur l'application de la loi relative aux assistants d'éducation) (p. 2648)

Intervient sur l'amendement n° 2992 de M. Jean-Pierre Blazy (rapport au Parlement sur l'application de la loi relative aux assistants d'éducation) (p. 2648)

Titre

Intervient sur l'amendement n° 2993 de M. Yves Durand (nouveau titre : "Projet de loi portant réforme du code de l'éducation") (p. 2650)

Intervient sur l'amendement n° 2994 de M. Jean-Marc Ayrault (nouveau titre : "Projet de loi portant réforme du code de l'éducation") (p. 2650)

Intervient sur l'amendement n° 2995 de M. Alain Néri (nouveau titre : "Projet de loi portant réforme du code de l'éducation") (p. 2650)

Intervient sur l'amendement n° 2996 de M. Patrick Roy (nouveau titre : "Projet de loi portant réforme du code de l'éducation") (p. 2650)

Intervient sur l'amendement n° 2997 de Mme Catherine Génisson (nouveau titre : "Projet de loi portant réforme du code de l'éducation") (p. 2650)

Intervient sur l'amendement n° 2998 de M. Victorin Lurel (nouveau titre : "Projet de loi portant réforme du code de l'éducation") (p. 2650)

Intervient sur l'amendement n° 2999 de Mme Hélène Mignon (nouveau titre : "Projet de loi portant réforme du code de l'éducation") (p. 2650)

Intervient sur l'amendement n° 3000 de M. Simon Renucci (nouveau titre : "Projet de loi portant réforme du code de l'éducation") (p. 2650)

Intervient sur l'amendement n° 3001 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (nouveau titre : "Projet de loi portant réforme du code de l'éducation") (p. 2650)

Intervient sur l'amendement n° 3002 de M. Gaëtan Gorce (nouveau titre : "Projet de loi portant réforme du code de l'éducation") (p. 2650)

Intervient sur l'amendement n° 3003 de M. Christophe Masse (nouveau titre : "Projet de loi portant réforme du code de l'éducation") (p. 2650)

Intervient sur l'amendement n° 3004 de M. Jean-Pierre Blazy (nouveau titre : "Projet de loi portant réforme du code de l'éducation") (p. 2650)

Explications de vote et vote [1er avril 2003] (p. 2695)

Son intervention (p. 2695)

Daniel FIDELIN

*Seine-Maritime (9^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Sécurité routière. amendes. recouvrement, ressortissants de l'Union européenne [13 mai 2003] (p. 3591)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 115, posée le 3 février 2003. Assurances. assurance catastrophes naturelles (J.O. questions p. 621). Appelée le 4 février 2003. indemnisation, franchise (p. 753)

François FILLON

*Sarthe (4^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
Ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité*

Élu le 9 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

Est nommé Ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité. Décret du 17 juin 2002 [J.O. du 18 juin 2002] (p. 10720)

Cessation de son mandat de député le 19 juillet 2002 (voir indications préliminaires)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

DÉPÔTS

Projet de loi n° 190 relatif aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi [18 septembre 2002]

Projet de loi n° 375 relatif à la négociation collective sur les restructurations ayant des incidences sur l'emploi [13 novembre 2002]

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites [28 mai 2003]

Projet de loi n° 950 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine [18 juin 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

Mme Hélène Mignon. Emploi. politique de l'emploi. aides de l'Etat [2 octobre 2002] (p. 2752)

M. Laurent Hénart. Emploi. contrats emploi solidarité. perspectives [2 octobre 2002] (p. 2756)

Mme Janine Jambu. Travail. SMIC. revalorisation [3 octobre 2002] (p. 2836)

M. Paul Quilès. Emploi. contrats emploi solidarité et contrats emploi consolidé. perspectives [3 octobre 2002] (p. 2839)

Mme Martine David. Emploi. emplois jeunes. perspectives [8 octobre 2002] (p. 3040)

Mme Mugette Jacquaint. Emploi. emplois jeunes. perspectives [9 octobre 2002] (p. 3116)

M. Éric Besson. Emploi. contrats emploi solidarité. financement [15 octobre 2002] (p. 3297)

M. Gilbert Biessy. Travail. licenciement collectif. réglementation [15 octobre 2002] (p. 3299)

Mme Catherine Vautrin. Emploi. contrats emploi solidarité. financement [15 octobre 2002] (p. 3300)

M. Xavier Bertrand. Retraites : généralités. financement. perspectives [15 octobre 2002] (p. 3301)

M. Gaëtan Gorce. Emploi. politique de l'emploi. perspectives [22 octobre 2002] (p. 3732)

Mme Nadine Morano. Etrangers. immigration clandestine. contrats d'intégration [22 octobre 2002] (p. 3734)

M. Alain Gest. Emploi. politique de l'emploi. compte individuel de formation professionnelle [22 octobre 2002] (p. 3735)

M. Jacques Desallangre. Retraites : généralités. politique à l'égard des retraités. perspectives [29 octobre 2002] (p. 4253)

M. François Vannson. Industrie. textile et habillement. Geliot La Gosse, emploi et activité, Epinal [29 octobre 2002] (p. 4259)

M. Jean-Sébastien Vialatte. Risques professionnels. prévention. procédure d'évaluation, application [5 novembre 2002] (p. 4461)

M. Pascal Terrasse. Retraites : généralités. réforme. perspectives [6 novembre 2002] (p. 4584)

M. Maxime Gremetz. Retraites : généralités. politique à l'égard des retraités. perspectives [12 novembre 2002] (p. 4903)

Mme Chantal Brunel. Etrangers. intégration. contrat d'intégration, mise en place [20 novembre 2002] (p. 5361)

M. Philippe Auberger. Retraites : généralités. financement. fonds de garantie, mise en place [26 novembre 2002] (p. 5714)

Mme Arlette Grosskost. Etrangers. demandeurs d'asile. prise en charge [26 novembre 2002] (p. 5720)

M. Jean-Michel Fourgous. Formation professionnelle. réforme. perspectives [26 novembre 2002] (p. 5721)

M. Frédéric Dutoit. Chômage : indemnisation. perspectives. prime de Noël [27 novembre 2002] (p. 5812)

M. André Gerin. Industrie. matériel électrique et électronique. Alcatel, emploi et activité [3 décembre 2002] (p. 6057)

M. Alain Néri. Travail. licenciement économique. loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002 de modernisation sociale, suspension [4 décembre 2002] (p. 6140)

Mme Claude Darciaux. Emploi. emplois jeunes. perspectives [4 décembre 2002] (p. 6142)

M. Jean-Yves Le Bouillonnet. Politique sociale. perspectives. loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002, réforme [10 décembre 2002] (p. 6367)

M. Gilbert Biessy. Politique sociale. financement. perspectives [17 décembre 2002] (p. 6819)

Mme Arlette Franco. Elections et référendums. élections professionnelles. conseils de prud'hommes, participation [17 décembre 2002] (p. 6822)

M. Édouard Jacque. Aménagement du territoire. politique d'aménagement du territoire. bassin lorrain, restructurations, perspectives d'emploi [14 janvier 2003] (p. 41)

M. François Liberti. Retraites : généralités. réforme. perspectives [21 janvier 2003] (p. 311)

M. Christian Jeanjean. Retraites : généralités. réforme. expériences communautaires, perspectives [21 janvier 2003] (p. 314)

M. Jean-Claude Sandrier. Emploi. politique de l'emploi. perspectives [28 janvier 2003] (p. 551)

M. Michel Vaxès. Emploi. politique de l'emploi. perspectives [4 février 2003] (p. 780)

M. Dominique Dord. Retraites : généralités. réforme. perspectives [4 février 2003] (p. 782)

M. Francis Falala. Emploi. politique de l'emploi. perspectives [4 février 2003] (p. 785)

M. Claude Gaillard. Industrie. emploi et activité. contrats de site, perspectives [12 février 2003] (p. 1203)

Mme Sylvie Andrieux-Bacquet. Politique économique. croissance. perspectives [12 février 2003] (p. 1205)

Mme Muguette Jacquaint. Politique économique. croissance. politique sociale, perspectives [25 février 2003] (p. 1350)

M. Gaëtan Gorce. Emploi. politique de l'emploi. perspectives [4 mars 2003] (p. 1528)

Mme Brigitte Le Brethon. Emploi. contrats jeunes. bilan et perspectives [4 mars 2003] (p. 1535)

Mme Marie-Renée Oget. Emploi. politique de l'emploi. perspectives [5 mars 2003] (p. 1604)

M. Albert Facon. Industrie. métallurgie. Metaleurop, plan de reclassement [11 mars 2003] (p. 1875)

M. Jean-Claude Sandrier. Emploi. politique de l'emploi. perspectives [12 mars 2003] (p. 1943)

M. Patrick Roy. Produits dangereux. amiante. victimes, indemnisation [12 mars 2003] (p. 1950)

M. Bernard Accoyer. Emploi. politique de l'emploi. conférence nationale pour l'emploi, objectifs [18 mars 2003] (p. 2127)

M. Gilbert Biessy. Politique économique. croissance. politique sociale, perspectives [19 mars 2003] (p. 2175)

Mme Nadine Morano. Emploi. politique de l'emploi. perspectives [19 mars 2003] (p. 2177)

M. Gérard Bapt. Emploi. politique de l'emploi. conférence nationale [19 mars 2003] (p. 2178)

M. Maxime Gremetz. Emploi. politique de l'emploi. perspectives [26 mars 2003] (p. 2442)

M. François Liberti. Retraites : généralités. réforme. perspectives [8 avril 2003] (p. 2940)

M. Daniel Vaillant. Etrangers. intégration. financement [8 avril 2003] (p. 2946)

M. Jacques Desallangre. Travail. licenciement économique. restructurations, perspectives [9 avril 2003] (p. 3015)

M. Jean-Louis Idiart. Politique économique. croissance. perspectives [30 avril 2003] (p. 3301)

M. André Chassaingne. Retraites : généralités. réforme. perspectives [30 avril 2003] (p. 3304)

M. Jean-Pierre Le Ridant. Etrangers. intégration. contrats d'intégration, mise en place [6 mai 2003] (p. 3435)

M. Pascal Terrasse. Retraites : généralités. réforme. perspectives [7 mai 2003] (p. 3511)

M. François Vannson. Emploi. politique de l'emploi. revenu minimum d'activité, perspectives [7 mai 2003] (p. 3513)

M. Alain Bocquet. Retraites : généralités. réforme. perspectives [13 mai 2003] (p. 3585)

M. Mansour Kamardine. Retraites : généralités. réforme. perspectives [13 mai 2003] (p. 3586)

M. Jean-Marc Ayrault. Retraites : généralités. réforme. perspectives [13 mai 2003] (p. 3587)

M. Maurice Leroy. Retraites : généralités. réforme. perspectives [13 mai 2003] (p. 3588)

Mme Paulette Guinchard-Kunstler. Retraites : généralités. réforme. perspectives [13 mai 2003] (p. 3590)

M. Jean Le Garrec. Retraites : généralités. réforme. perspectives [13 mai 2003] (p. 3592)

M. Pierre Goldberg. Retraites : généralités. réforme. perspectives [20 mai 2003] (p. 3816)

M. Michel Raison. Retraites : généralités. réforme. perspectives [20 mai 2003] (p. 3818)

M. Gaëtan Gorce. Retraites : généralités. réforme. perspectives [20 mai 2003] (p. 3820)

Mme Marie-George Buffet. Retraites : généralités. réforme. perspectives [27 mai 2003] (p. 4255)

M. Alain Néri. Retraites : généralités. réforme. perspectives [27 mai 2003] (p. 4260)

M. Jacques Brunhes. Retraites : généralités. réforme. perspectives [28 mai 2003] (p. 4341)

M. Jean-Pierre Brard. Retraites : généralités. réforme. perspectives [4 juin 2003] (p. 4473)

M. Daniel Paul. Retraites : généralités. réforme. perspectives [10 juin 2003] (p. 4923)

M. Frédéric Dutoit. Retraites : généralités. réforme. perspectives [11 juin 2003] (p. 4993)

M. Jean-Louis Bianco. Emploi. politique de l'emploi. perspectives [17 juin 2003] (p. 5440)

M. Alain Bocquet. Retraites : généralités. réforme. perspectives [17 juin 2003] (p. 5441)

M. Michel Vaxès. Retraites : généralités. réforme. débats parlementaires [18 juin 2003] (p. 5520)

M. Daniel Vaillant. Chômage : indemnisation. Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC). situation financière, perspectives [18 juin 2003] (p. 5524)

M. Bernard Roman. Emploi. chômage. bilan et perspectives [24 juin 2003] (p. 5888)

Mme Jacqueline Fraysse. Retraites : généralités. réforme. perspectives [25 juin 2003] (p. 5976)

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

M. Jean Le Garrec : considère que l'opposition cherche à faire durer les débats : il répondra lorsque les amendements viendront en discussion [3 octobre 2002] (p. 2932)

M. Jacques Barrot : accuse les membres du groupe socialiste d'obstruction manifeste, en opposition avec la déclaration précédente de M. Roman [11 juin 2003] (p. 5023)

M. Jean-Marc Ayrault : affirme que le Gouvernement est ouvert à un débat démocratique mais que le fait de déposer cent quarante neuf fois le même amendement est une manœuvre d'obstruction [13 juin 2003] (p. 5248)

M. Jean-Marc Ayrault : exprime sa volonté de laisser l'opposition s'exprimer, affirme avoir évoqué une campagne de désinformation mais n'a, en l'occurrence, cité ni M. Ayrault, ni le parti socialiste, ni le parti communiste [17 juin 2003] (p. 5450)

M. Maxime Gremetz : exprime sa volonté de laisser l'opposition s'exprimer [17 juin 2003] (p. 5450)

M. Augustin Bonrepaux : déplore l'attitude de "blocage" de l'opposition et considère qu'un débat dans ces conditions donne une image détestable pour la démocratie [19 juin 2003] (p. 5608)

M. Augustin Bonrepaux : estime que le Conseil d'orientation des retraites (COR) sortira renforcé de la nouvelle loi [19 juin 2003] (p. 5610)

Mme Élisabeth Guigou : précise que le Gouvernement ne cesse de répondre aux questions posées par l'opposition mais Mme Guigou était partie quand il lui a répondu [19 juin 2003] (p. 5617)

M. Maxime Gremetz : expose la position du Gouvernement sur le dialogue social en général et sur la question de l'indemnisation du chômage des intermittents du spectacle en particulier [1^{er} juillet 2003] (p. 6522)

DÉBATS

Projet de loi n° 107 portant création d'un dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juillet 2002] (p. 2312)

Son intervention (p. 2312)

Intervient sur :

- l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2325)

- la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2332)

Son interruption (p. 2342)

Sa réponse (p. 2357)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 2370)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 2312, 2357)

Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 2333)

Emploi : jeunes (p. 2312, 2325, 2333, 2357)

Emploi : offres d'emploi (p. 2312, 2333, 2357)

Emploi : recrutement (p. 2312, 2333, 2357)

Emploi : Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC)

Entreprises : allègement des charges (p. 2313, 2358)

Entreprises : charges (p. 2315, 2358)
 Entreprises : chefs d'entreprises (p. 2370)
 Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 2359)
 Formation professionnelle : contrats de qualification (p. 2316)
 Formation professionnelle : formation en alternance (p. 2357)
 Formation professionnelle : promotion sociale (p. 2314, 2333)
 Politique économique (p. 2312, 2325)
 Politique sociale (p. 2370)
 Syndicats : politique contractuelle (p. 2342)
 Travail : contrats à durée indéterminée (p. 2316, 2358)
 Travail : réduction du temps de travail (p. 2313, 2326)
 Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 2313, 2326)
 Travail : salaires (p. 2313, 2359)
 Travail : travail à temps partiel (p. 2359)

Discussion des articles [30 juillet 2002] (p. 2372)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 2374 à 2432)

Explications de vote et vote

Son intervention à l'issue du vote (p. 2436)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [1^{er} août 2002] (p. 2576)

Thèmes :

Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 2580)
 Emploi : insertion professionnelle (p. 2580)
 Emploi : jeunes (p. 2580)
 Entreprises : allègement des charges (p. 2581)
 Formation professionnelle : formation en alternance (p. 2581)
 Travail : contrats à durée déterminée (p. 2581)
 Travail : contrats de travail (p. 2580)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [1^{er} août 2002] (p. 2579)

Son intervention (p. 2580)

Projet de loi n° 190 relatif aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 octobre 2002] (p. 2843, 2871) ; [3 octobre 2002] (p. 2927)

Son intervention (p. 2843)

Intervient :

- sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2885)
- sur le rappel au règlement de M. Jean Le Garrec (cf supra [3 octobre 2002] (p. 2931))
- sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 2945)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 2843)
 Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 2844)
 Emploi : politique de l'emploi (p. 2844, 2862, 2930)
 Entreprises : accords collectifs d'entreprise (p. 2849, 2863, 2946)
 Entreprises : allègement des charges (p. 2849)
 Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 2849)
 Politique économique : concurrence (p. 2930)
 Politique économique : croissance (p. 2844)
 Politique économique : pouvoir d'achat (p. 2844, 2886)
 Politique sociale : généralités (p. 2863)
 Secteur public : nationalisations (p. 2945)
 Secteur public : privatisations (p. 2945)
 Secteur public : services publics (p. 2945)
 Travail : durée du travail (p. 2846, 2862, 2885, 2930, 2946)
 Travail : heures supplémentaires (p. 2847, 2864)
 Travail : réduction du temps de travail (p. 2847, 2885)
 Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 2846, 2885, 2930)
 Travail : salaires (p. 2846, 2862)

Discussion des articles [3 octobre 2002] (p. 2947, 2965)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 2948 à 2993)

Explications de vote et vote [15 octobre 2002] (p. 3305)

Son intervention à l'issue du vote (p. 3309)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [19 décembre 2002] (p. 7004)

Son intervention (p. 7004)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7010)

Sa réponse (p. 7019)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi (p. 7005, 7010, 7019)
 Entreprises : compétitivité (p. 7019)
 Hôtellerie et restauration : conditions de travail (p. 7010)
 Travail : durée du travail (p. 7005, 7010, 7019)
 Travail : heures supplémentaires (p. 7005)
 Travail : négociations (p. 7019)
 Travail : réduction du temps de travail (p. 7010)
 Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 7005)
 Travail : salaires (p. 7005)

Discussion des articles [19 décembre 2002] (p. 7019, 7030)

Avant l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Maxime Gremetz (application de la règle majoritaire dans la négociation sociale) (p. 7020)

Article 2 (assouplissement du dispositif fixant à trente-cinq heures la durée hebdomadaire du travail)

Son intervention (p. 7022 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Charles de Courson (non-prise en compte dans le temps de travail effectif des temps de trajet "siège-chantier" au sein du secteur des travaux publics ; indemnités compensatrices) (p. 7039)

Intervient sur l'amendement n° 38 de M. Jean-Michel Fourgous (non-prise en compte dans le temps de travail effectif des temps de trajet "siège-chantier" au sein du secteur des travaux publics ; indemnités compensatrices) (p. 7039)

Intervient sur l'amendement n° 42 corrigé de M. Georges Colombier (non-prise en compte dans le temps de travail effectif des temps de trajet "siège-chantier" au sein du secteur des travaux publics ; indemnités compensatrices) (p. 7039)

Article 3 (prolongation jusqu'au 31 décembre 2005 des dispositions spécifiques en matière de majoration des quatre premières heures supplémentaires pour les entreprises de vingt salariés au plus)

Son intervention (p. 7040 et s.)

Article 3 bis nouveau (référence à la durée annuelle de travail en matière de modulation des horaires pour les salariés travaillant à temps partiel)

Son intervention (p. 7042)

Article 4 (transposition des dispositions du projet de loi dans le code rural)

Son intervention (p. 7042 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 12 de M. Maxime Gremetz (non-renouvellement de contrat de travail au sein d'une entreprise sous-traitante ; responsabilité de l'entreprise utilisatrice) (p. 7043)

Article 6 (dispositif d'allègement de cotisations patronales de sécurité sociale)

Son intervention (p. 7043 et s.)

Article 7 (dispositif transitoire d'allègement de cotisations patronales de sécurité sociale)

Son intervention (p. 7045)

Article 8 (abrogation de l'allègement de cotisations sociales patronales lié à la réduction du temps de travail et coordination)

Son intervention (p. 7045)

Article 11 (dispositions transitoires)

Son intervention (p. 7046)

Article 12 (abrogation des règles d'accès, de suspension et de suppression de l'allègement de cotisations sociales patronales lié à la réduction du temps de travail)

Son intervention (p. 7046)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 34 de M. Gaëtan Gorce (rapport au Parlement sur la mise en œuvre de la réduction des cotisations sociales) (p. 7047)

Explications de vote et vote

Son intervention à l'issue du vote (p. 7049)

Proposition de loi n° 180 relative à la création d'un chèque-emploi associatif

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 octobre 2002] (p. 3199)

Son intervention (p. 3202)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives (p. 3203)
 Associations : bénévolat (p. 3202)
 Associations : statuts (p. 3202)
 Emploi : chèque-emploi associatif (p. 3202)
 Emploi : création d'emplois (p. 3202)
 Emploi : politique de l'emploi : associations (p. 3202)
 Professions sociales : associations (p. 3202)
 Sécurité sociale : cotisations (p. 3203)

Projet de loi n° 250 de financement de la sécurité sociale pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 octobre 2002] (p. 4093)

Son intervention (p. 4097)

Thèmes :

Entreprises : charges (p. 4097)
 Retraites : généralités : caisse (p. 4098)
 Retraites : régime général : caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV) (p. 4098)
 Retraites : régimes autonomes et spéciaux : Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL) (p. 4099)
 Risques professionnels : accidents du travail (p. 4097)
 Sécurité sociale : assurance vieillesse (p. 4098)
 Sécurité sociale : équilibre financier (p. 4098)
 Sécurité sociale : financement (p. 4098)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

AFFAIRES SOCIALES, TRAVAIL ET SOLIDARITÉ, ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE

Examen du fascicule [14 novembre 2002] (p. 5069, 5105)

Son intervention (p. 5083)

Ses réponses (p. 5098, 5105 à 5114)

Thèmes avant la procédure des questions :

Assemblée nationale : projets de loi (p. 5098)
 Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 5101)
 Bourses d'études : bénéficiaires (p. 5086)
 Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 5085)
 Emploi : chèque-emploi associatif (p. 5100)
 Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 5099)
 Emploi : jeunes (p. 5084, 5099)
 Enseignement supérieur : étudiants (p. 5086)
 Entreprises : allègement des charges (p. 5084)
 Etrangers : réfugiés (p. 5085)
 Formation professionnelle : apprentissage (p. 5099)
 Formation professionnelle : formation en alternance (p. 5084)
 Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 5084)
 Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 5083, 5101)
 Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 5085, 5100)
 Rapatriés : harkis (p. 5100)
 Travail : crédits (p. 5083, 5100)
 Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 5083)

Réponses aux questions :

Chômage : indemnisation : allocation d'insertion (p. 5105) (M. Michel Sordji) (p. 5105)
 Emploi : associations intermédiaires (p. 5111) (M. André Chassaigne) (p. 5110)
 Emploi : contrats emploi-solidarité : crédits (p. 5108) (M. Gaëtan Gorce) (p. 5107)
 Emploi : entreprises d'insertion (p. 5109) (M. Claude Leteurtre) (p. 5109)
 Emploi : jeunes (p. 5108) (Mme Hélène Mignon) (p. 5108)
 Emploi : jeunes (p. 5110) (M. Patrick Braouezec) (p. 5109)
 Emploi : jeunes (p. 5109) (M. Olivier Jardé) (p. 5109)
 Emploi : jeunes (p. 5112) (M. Michel Sordji) (p. 5111)
 Emploi : recrutement : associations (p. 5113) (M. Gaëtan Gorce) (p. 5113)
 Handicapés : ateliers protégés (p. 5113) (Mme Marie-Renée Oget) (p. 5113)
 Outre-mer : Wallis-et-Futuna : aide sociale (p. 5112) (M. Victor Brial) (p. 5112)
 Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) (p. 5111) (Mme Muguette Jacquaint) (p. 5111)
 Personnes âgées : politique de la vieillesse : aide sociale (p. 5114) (Mme Marie-Renée Oget) (p. 5114)
 Travail : durée du travail (p. 5106) (M. Jean-Charles Taugourdeau) (p. 5106)

Vote des crédits et articles rattachés [14 novembre 2002] (p. 5114)*Etat B, titre III*

Intervient sur l'amendement n° 165 de la commission (réduction de crédits : reconduction des crédits du Centre d'études et de recherche sur les qualifications (CEREQ) au niveau de la précédente loi de finances) (p. 5115)

Etat B, titre IV

Intervient sur l'amendement n° 188 de M. Gaëtan Gorce (majoration de crédits en faveur des emplois-jeunes et des contrats solidarité) (p. 5116)

Article 70 (compétences des régions en matière d'apprentissage)

Son intervention (p. 5116)

Après l'article 70

Intervient sur l'amendement n° 187 de M. Jean Ueberschlag (gestion des fonds de la formation professionnelle) (p. 5118)

Intervient sur l'amendement n° 186 de M. Jean-Michel Fourgous (gestion des fonds de la formation professionnelle) (p. 5118)

Intervient sur l'amendement n° 175 rectifié de M. Jean-Pierre Dupont (institution d'une taxe destinée au financement d'actions de formation professionnelle dans les transports routiers) (p. 5121)

Intervient sur l'amendement n° 20 de M. Michel Vaxès (rapport au Parlement sur les exonérations de cotisations financées par le FOREC) (p. 5121)

Article 69 (taxes perçues au profit de l'office des migrations internationales)

Intervient sur l'amendement n° 161 de la commission (de précision) (p. 5122)

Intervient sur l'amendement n° 162 de la commission (taxe soumise à une limite plancher en plus d'une limite plafond) (p. 5123)

Intervient sur l'amendement n° 163 de la commission (suppression de la disposition concernant la fabrication et la vente des timbres fiscaux) (p. 5123)

Intervient sur l'amendement n° 164 de la commission (exonération des taxes pour les demandeurs de la carte de séjour d'un an) (p. 5123)

Projet de loi n° 375 relatif à la négociation collective sur les restructurations ayant des incidences sur l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 décembre 2002] (p. 6101) ; [4 décembre 2002] (p. 6158) ; [5 décembre 2002] (p. 6217)

Son intervention (p. 6101)

Intervient :

- sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6117)

- sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6172)

Sa réponse (p. 6207)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 6229)

Thèmes :

Assemblée nationale : exception d'irrecevabilité (p. 6118)

Assemblée nationale : projets de loi : constitutionnalité (p. 6118)

Emploi : jeunes (p. 6207)

Emploi : politique de l'emploi (p. 6102, 6207)

Entreprises : restructurations (p. 6102)

Entreprises : investissements (p. 6209)

Formation professionnelle : négociations (p. 6207)

Industrie : restructurations (p. 6101)

Politique économique : concurrence (p. 6229)

Politique économique : conjoncture (p. 6209)

Syndicats : représentativité (p. 6104, 6208)

Travail : salariés (p. 6102, 6173, 6229)

Travail : contrats à durée indéterminée (p. 6207)

Travail : durée du travail (p. 6103)

Travail : licenciements (p. 6101, 6172, 6207)

Travail : négociations (p. 6103, 6174, 6208, 6229)

Travail : plan social (p. 6102)

Discussion des articles [5 décembre 2002] (p. 6232, 6252, 6292)*Avant l'article 1er*

Intervient sur l'amendement n° 179 de M. Gaëtan Gorce (présence obligatoire de représentants des salariés au sein du conseil d'administration) (p. 6233)

Intervient sur l'amendement n° 178 corrigé de M. Gaëtan Gorce (information du salarié préalable à un licenciement notifiée dans un délai de quinze jours au lieu de cinq) (p. 6234)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Maxime Gremetz (conditions de réintégration du salarié après un licenciement abusif) (p. 6235)

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. Maxime Gremetz (responsabilité des entreprises qui abusent de la sous-traitance) (p. 6237)

Intervient sur l'amendement n° 16 de M. Maxime Gremetz (interdiction de la sous-traitance abusive) (p. 6238)

Intervient sur l'amendement n° 13 de M. Jacques Desallangre (caractère abusif du licenciement collectif économique réalisé par une société prospère) (p. 6240)

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Maxime Gremetz (définition précise et stricte du licenciement économique) (p. 6240)

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Jacques Desallangre (salaire jusqu'à la retraite récupéré sur les actionnaires en cas de licenciement par une entreprise prospère) (p. 6241)

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Maxime Gremetz (information du salarié d'une modification de son contrat de travail ; l'absence d'accord écrit vaut refus) (p. 6241)

Intervient sur l'amendement n° 20 de M. Maxime Gremetz (nullité du licenciement en cas d'absence d'instance représentative du personnel) (p. 6242)

Intervient sur l'amendement n° 21 de M. Maxime Gremetz (conditions de mise en œuvre d'un plan de sauvegarde de l'emploi) (p. 6242)

Intervient sur l'amendement n° 22 de M. Maxime Gremetz (caractère suspensif du licenciement en cas de saisine du juge de première instance) (p. 6243)

Intervient sur l'amendement n° 23 de M. Maxime Gremetz (caractère "pertinent" des mesures de sauvegarde de l'emploi) (p. 6243)

Intervient sur l'amendement n° 58 de M. Gaëtan Gorce (information des intéressés sur les motifs d'un licenciement collectif sans plan social) (p. 6244)

Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Maxime Gremetz (droit d'opposition aux licenciements économiques pour les représentants du personnel) (p. 6252)

Intervient sur l'amendement n° 26 corrigé de M. Maxime Gremetz (droit du salarié licencié de saisir le bureau de jugement du conseil des prud'hommes) (p. 6253)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Maxime Gremetz (représentation commune des salariés d'une entreprise sous-traitante et des salariés de l'entreprise donneuse d'ordre) (p. 6255)

Intervient sur l'amendement n° 98 de M. Hervé Novelli (rétablissement de la loi n° 97-277 du 25 mars 1997 dite "loi Thomas" sur les compléments d'épargne retraite) (p. 6255)

Intervient sur l'amendement n° 61 de M. Jean Le Garrec (institution d'une haute autorité sociale tripartite représentant pouvoirs publics, salariés et organisations professionnelles) (p. 6256)

Intervient sur l'amendement n° 60 de M. Gaëtan Gorce (accords interprofessionnels pour que les salariés s'adaptent à l'évolution de leurs emplois) (p. 6257)

Article 1er (articles 97, 98, 99, 101, 104, 106, 109 et 116 de la loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002) : suspension de certains articles de la loi de modernisation sociale du 17 janvier 2002 relatifs à la procédure des licenciements économiques)

Son intervention (p. 6263 et s.)

Article 2 (expérimentations par accord d'entreprise sur la procédure à suivre en cas de licenciement d'au moins dix salariés sur une même période de trente jours)

Son intervention (p. 6296 et s.)

Article 3 (droit applicable aux procédures en cours à la date de la promulgation de la présente loi)

Son intervention (p. 6310 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 106 de M. Hervé Novelli (définition du harcèlement moral) (p. 6314)

Intervient sur l'amendement n° 39 de M. Pierre Morange (charge de la preuve et présomption d'innocence en matière de harcèlement moral) (p. 6314)

Intervient sur l'amendement n° 195 rectifié de M. Pierre Morange (procédure de médiation pour les salariés se plaignant de harcèlement sexuel ou moral) (p. 6317)

Intervient sur l'amendement n° 11 de M. Maxime Gremetz (le non-renouvellement des contrats est traité comme un licenciement dès lors que les salariés en contrat à durée déterminée ou mis à disposition représentent plus de 5 % des effectifs) (p. 6319)

Intervient sur l'amendement n° 40 de Mme Chantal Bourragé (détermination de l'ordre du jour du comité d'entreprise) (p. 6319)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Jean-Michel Fourgous (détermination de l'ordre du jour du comité d'entreprise) (p. 6319)

Intervient sur l'amendement n° 196 rectifié du Gouvernement (prise en charge des cotisations de retraite complémentaire pour les bénéficiaires de l'allocation spécifique d'attente devenue l'allocation équivalent retraite) (p. 6321)

Intervient sur l'amendement n° 12 de M. Maxime Gremetz (majoration des cotisations patronales pour les entreprises coupables de recours à l'emploi non déclaré) (p. 6322)

Titre

Intervient sur l'amendement n° 41 de M. Jean-Michel Dubernard (nouveau titre : "Projet de loi portant relance de la négociation collective en matière de licenciements économiques") (p. 6323)

Explications de vote et vote

Son intervention à l'issue du vote (p. 6375)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [19 décembre 2002] (p. 7050)

Son intervention (p. 7052)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 7053)

Thèmes :

Assemblée nationale : séances (p. 7053)

Entreprises : investissements (p. 7052)

Travail : licenciements (p. 7053)

Travail : négociations (p. 7052)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juin 2003] (p. 4931, 4969) ; [11 juin 2003] (p. 5000) ; [12 juin 2003] (p. 5103)

Ses interventions (p. 4936, 4985)

Intervient :

- sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 5016)

- sur le rappel au règlement de M. Jacques Barrot (cf supra) [11 juin 2003] (p. 5023)

Sa réponse (p. 5108)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 5140)

Thèmes :

Assemblée nationale : motions de procédure (p. 4985)

Assurances : fonds de pension (p. 4935, 5016)

Banques et établissements financiers : épargne retraite (p. 5114)

Démographie : vieillissement de la population (p. 4937, 4939, 5112)

Emploi : chômage (p. 4942)

Politique économique : conjoncture (p. 4937, 5116)

Politique sociale : généralités (p. 4937, 5140)

Prétraitements : cumul avec une activité professionnelle (p. 4940)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires : Caisse nationale de prévoyance de la fonction publique (PREFON) (p. 5114)

Retraites : généralités : financement (p. 4941)

Retraites : généralités : âge de la retraite (p. 4937, 5017, 5112 et 5115)

Retraites : généralités : calcul des pensions (p. 4939)

Retraites : généralités : cotisations (p. 4939, 5017, 5111, 5140)

Retraites : généralités : montant des pensions (p. 4943, 5017)

Retraites : généralités : montant des pensions : femmes (p. 5115)

Retraites : généralités : pensions de réversion (p. 4944, 5018, 5116)

Retraites : généralités : politique à l'égard des retraités (p. 4936, 5016, 5109)

Retraites : généralités : retraites complémentaires (p. 4985, 5110)

Retraites : généralités : système par répartition (p. 4938, 5017, 5111)

Syndicats : accords interprofessionnels (p. 4936, 5109, 5113, 5140)

Syndicats : représentativité (p. 5140)

Travail : droit du travail (p. 4938)

Travail : durée du travail (p. 4940)

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Avant l'article 1er [séances des 12, 13, 14 juin 2003] (principes)

Son intervention (p. 5150 et s.)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Marc Ayrault (cf supra) (p. 5247)

Article 1er [séances du 16 juin 2003] (système de retraites par répartition)

Son intervention (p. 5345 et s.)

Après l'article 1er [séance du 16 juin 2003] (régime par points)

Son intervention (p. 5385 et s.)

Article 2 [séances des 16 et 17 juin 2003] (contributivité)

Son intervention (p. 5391 et s.)

Intervient :

- sur le rappel au règlement de M. Jean-Marc Ayrault (cf supra) (p. 5449)

- sur le rappel au règlement de M. Maxime Gremetz (cf supra) (p. 5449)

Après l'article 2 [séance du 17 juin 2003] (sources supplémentaires de financement ; politique salariale)

Son intervention (p. 5452 et s.)

Après l'article 3 [séance du 18 juin 2003] (impôt sur la fortune ; métiers pénibles)

Son intervention (p. 5530 et s.)

Avant l'article 4 [séances des 18 et 19 juin 2003] (contrats à durée déterminée ou à temps partiel)

Son intervention (p. 5541 et s.)

Article 4 [séances du 19 juin 2003] (assurer en 2008, un montant minimal de retraite égal à 85 % du SMIC)

Son intervention (p. 5585 et s.)

Intervient :

- sur les rappels au règlement de M. Augustin Bonrepaux (cf supra) (p. 5608 et 5609)

- sur le rappel au règlement de Mme Élisabeth Guigou (cf supra) (p. 5617)

Après l'article 4 [séance du 19 juin 2003] (harmonisation des régimes, détermination des durées de cotisation par la négociation)

Son intervention (p. 5623 et s.)

Article 5 [séance 19 juin 2003] (durée d'assurance, pour obtenir une pension à taux plein, portée à 41 ans en 2012)

Son intervention (p. 5646 et s.)

Article 7 [séances du 20 juin 2003] (commission de compensation)

Son intervention (p. 5724 et s.)

Après l'article 7 [séances du 20 juin 2003] (régimes spéciaux)
Son intervention (p. 5728)

Article 8 [séance du 20 juin 2003] (information des assurés sur leurs droits à la retraite)
Son intervention (p. 5730 et s.)

Après l'article 8 [séance du 20 juin 2003] (dispositions relatives aux salariés de plus de cinquante ans)
Son intervention (p. 5742 et s.)

Article 9 [séances du 20 juin 2003] (simplification des règles de limitation du cumul "emploi-retraite")
Son intervention (p. 5755 et s.)

Article 10 [séances des 20 et 23 juin 2003] (limite d'âge pour la mise à la retraite d'office des salariés)
Son intervention (p. 5796 et s.)

Article 11 [séances du 23 juin 2003] (assujettissement des allocations de préretraite d'entreprise à une contribution spécifique affectée au Fonds de réserve pour les retraites)
Son intervention (p. 5809 et s.)

Après l'article 11 [séance du 23 juin 2003] (stock-options)
Son intervention (p. 5833)

Article 12 [séances des 23 et 24 juin 2003] (suppression de la préretraite progressive et limitation du champ du dispositif de la cessation anticipée d'activité)
Son intervention (p. 5836 et s.)

Après l'article 12 [séance du 24 juin 2003] (pénibilité ; rapport sur les négociations interprofessionnelles)
Son intervention (p. 5894)

Avant l'article 13 [séance du 24 juin 2003] (préavis et primes de licenciement)
Son intervention (p. 5895 et s.)

Article 13 [séance du 24 juin 2003] (accès et maintien dans l'emploi des salariés âgés)
Son intervention (p. 5897 et s.)

Après l'article 13 [séance du 24 juin 2003] (refus des discriminations par l'âge)
Son intervention (p. 5900)

Avant l'article 14 [séance du 24 juin 2003] (suppression du titre II ; retraite des religieux)
Son intervention (p. 5901 et s.)

Article 14 [séance du 24 juin 2003] (compétences du conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés)
Son intervention (p. 5905 et s.)

Article 16 [séance du 24 juin 2003] (permettre aux assurés qui sont en activité depuis l'âge de 14, 15 et 16 ans de faire valoir leurs droits à la retraite avant 60 ans)
Son intervention (p. 5923 et s.)

Après l'article 16 [séance du 24 juin 2003] (négociations en matière de retraites complémentaires et de conditions de travail)
Son intervention (p. 5941 et s.)

Article 17 [séance du 24 juin 2003] (majoration de pension de 3 % par année de cotisation au-delà de la durée légale de cotisation)
Son intervention (p. 5948 et s.)

Article 18 [séance du 24 juin 2003] (majoration de la retraite minimum au titre des périodes cotisées)
Son intervention (p. 5955 et s.)

Article 19 [séances des 24 et 25 juin 2003] (indexation des pensions sur les prix)
Son intervention (p. 5984 et s.)

Article 20 [séance du 25 juin 2003] (possibilité de rachat de périodes de cotisation, dans la limite de douze trimestres)
Son intervention (p. 5998 et s.)

Article 21 [séance du 25 juin 2003] (amélioration du régime de la retraite progressive)
Son intervention (p. 6006 et s.)

Article 22 [séances du 25 juin 2003] (amélioration de la pension de réversion et suppression de l'assurance veuvage)
Son intervention (p. 6013 et s.)

Avant l'article 56 [séance du 1er juillet 2003] (suppression du titre IV, nouvel intitulé du titre IV, suppression du chapitre Ier, prise en compte de la pénibilité)
Son intervention (p. 6476 et s.)

Article 56 [séance du 1er juillet 2003] (règles de fonctionnement des régimes complémentaires obligatoires des professions artisanales, industrielles et commerciales)
Son intervention (p. 6480 et s.)

Article 57 [séance du 1er juillet 2003] (compétence des organisations autonomes pour donner des avis s'agissant des régimes complémentaires obligatoires des professions artisanales, industrielles et commerciales)
Son intervention (p. 6487 et s.)

Article 58 [séance du 1er juillet 2003] (modalités d'entrée en vigueur du nouveau régime complémentaire obligatoire des professions industrielles et commerciales)
Son intervention (p. 6490 et s.)

Article 59 [séance du 1er juillet 2003] (transformation en mutuelle du régime complémentaire facultatif des professions industrielles et commerciales)
Son intervention (p. 6495)

Avant l'article 60 [séance du 1er juillet 2003] (suppression du chapitre II)
Son intervention (p. 6495)

Article 60 [séance du 1er juillet 2003] (règles de contrôle budgétaire applicables au régime de base des professions libérales)
Son intervention (p. 6496)

Article 61 [séance du 1er juillet 2003] (coordinations)
Son intervention (p. 6497 et s.)

Article 62 [séance du 1er juillet 2003] (règles de fonctionnement du régime de base des professions libérales)
Son intervention (p. 6499 et s.)

Article 63 [séance du 1er juillet 2003] (cotisations au régime de base des professions libérales)
Son intervention (p. 6504)

Article 64 [séance du 1er juillet 2003] (recouvrement des cotisations au régime de base des professions libérales)
Son intervention (p. 6509)
Intervient sur le rappel au règlement de M. Maxime Gremetz (cf supra) [1^{er} juillet 2003] (p. 6522)

Article 65 [séance du 1er juillet 2003] (pensions de retraite servies par le régime de base des professions libérales)
Son intervention (p. 6527 et s.)

Article 66 [séance du 1er juillet 2003] (pensions de réversion servies par le régime de base des professions libérales)
Son intervention (p. 6537)

Article 67 [séance du 1er juillet 2003] (périodicité du versement des prestations servies par le régime de base des professions libérales)
Son intervention (p. 6538)

Après l'article 67 [séance du 1er juillet 2003] (coordinations)
Son intervention (p. 6539)

Article 68 [séance du 1er juillet 2003] (possibilité d'extension des régimes complémentaires des professions libérales aux gérants minoritaires et aux dirigeants de sociétés anonymes)
Son intervention (p. 6540 et s.)

Article 69 [séance du 1er juillet 2003] (coordination)
Son intervention (p. 6541)

Article 70 [séance du 1er juillet 2003] (modalités d'entrée en vigueur des dispositions relatives au régime de base des professions libérales)
Son intervention (p. 6543 et s.)

Après l'article 70 [séance du 1er juillet 2003] (professionnels libéraux)
Son intervention (p. 6544 et s.)

Avant l'article 71 [séance du 1er juillet 2003] (suppression du chapitre III, prise en compte de la pénibilité)
Son intervention (p. 6545)

Article 71 [séance du 1er juillet 2003] (affiliation des aides familiaux dès l'âge de seize ans au régime de base des exploitants agricoles)
Son intervention (p. 6547 et s.)

Après l'article 71 [séance du 1er juillet 2003] (retraites des conjoints non-salariés agricoles)
Son intervention (p. 6550)

Article 72 [séance du 1er juillet 2003] (transposition dans le régime de base des exploitants agricoles de nouvelles dispositions applicables dans le régime général)
Son intervention (p. 6555)

Article 73 [séance du 1er juillet 2003] (possibilité de rachat de périodes d'activité en tant qu'aide familial au titre du régime de base des exploitants agricoles)
Son intervention (p. 6556)

Article 74 [séance du 1er juillet 2003] (possibilité de rachat de périodes d'études au titre du régime de base des exploitants agricoles)
Son intervention (p. 6561 et s.)

Article 75 [séances des 1er et 2 juillet 2003] (pensions de réversion servies par le régime de base des exploitants agricoles)
Son intervention (p. 6583 et s.)

Article 76 [séance du 2 juillet 2003] (conditions de cessation d'activité pour le service d'une pension par le régime de base des exploitants agricoles)
Son intervention (p. 6595 et s.)

Après l'article 76 [séance du 2 juillet 2003] (conjoints collaborateurs d'exploitants agricoles)

Son intervention (p. 6597 et s.)

Article 77 [séance du 2 juillet 2003] (mensualisation du versement des pensions servies par le régime de base des exploitants agricoles)

Son intervention (p. 6603)

Après l'article 77 [séance du 2 juillet 2003] (conjoint survivant)

Son intervention (p. 6603 et s.)

Article 78 [séance du 2 juillet 2003] (droit à bénéficier de produits d'épargne retraite)

Son intervention (p. 6640 et s.)

Après l'article 78 [séance du 2 juillet 2003] (rétablissement du dispositif de la loi du 25 mars 1997, dite "loi Thomas", instituant les plans d'épargne retraite)

Son intervention (p. 6655 et s.)

Article 79 [séance du 2 juillet 2003] (création du plan d'épargne pour la retraite (PER))

Son intervention (p. 6666 et s.)

Article 80 [séance du 2 juillet 2003] (création du plan partenarial d'épargne salariale volontaire pour la retraite (PPESVR))

Son intervention (p. 6674 et s.)

Après l'article 80 [séance du 2 juillet 2003] (attribution des fonds en déshérence au Fonds de réserve des retraites)

Son intervention (p. 6684)

Article 81 [séance du 2 juillet 2003] (déductions fiscales favorisant l'épargne retraite)

Son intervention (p. 6688 et s.)

Après l'article 81 [séance du 2 juillet 2003] (dispositions diverses)

Son intervention (p. 6694 et s.)

Explications de vote et vote [3 juillet 2003] (p. 6707)

Son intervention à l'issue du vote (p. 6722)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [24 juillet 2003] (p. 7885)

Son intervention (p. 7886)

Intervient :

- sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7891)

- sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 7898)

Thèmes :

Entreprises : bénéfiques (p. 7898)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires : retraites complémentaires (p. 7887)

Retraites : généralités : âge de la retraite (p. 7887)

Retraites : généralités : durée d'assurance (p. 7887)

Retraites : généralités : politique à l'égard des retraités (p. 7886, 7891)

Retraites : généralités : retraites complémentaires (p. 7887)

Retraites : généralités : système par capitalisation (p. 7898)

Retraites : généralités : système par répartition (p. 7886, 7898)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [24 juillet 2003] (p. 7909)

Intervient sur l'amendement n°4 du Gouvernement (article 16 : suppression de la surcote bénéficiant aux personnes qui remplissent les conditions de départ anticipé mais décident de rester en activité) (p. 7938)

Intervient sur l'amendement n°6 du Gouvernement (article 42 ter A : suppression de l'article donnant au service des pensions le statut de service interministériel) (p. 7940)

Intervient sur l'amendement n°5 du Gouvernement (article 81 : de coordination) (p. 7942)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire

Son intervention à l'issue du vote (p. 7945)

André FLAJOLET

*Pas-de-Calais (9^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Représentant suppléant de la délégation française aux assemblées du Conseil de l'Europe et de l'UEO [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12452)

Rapporteur du projet de loi portant transposition de la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (n° 611) [19 mars 2003]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction [J.O. du 21 mai 2003] (p. 8730)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages [J.O. du 17 juillet 2003] (p. 12134)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi (n° 611) portant transposition de la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau [2 avril 2003] (n° 763)

Proposition de résolution n° 951 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les raisons effectives de la fermeture de la société Metaleurop-Nord à Noyelles-Godault [18 juin 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etrangers. immigration clandestine. lutte et prévention [5 novembre 2002] (p. 4460)

Industrie. métallurgie. Metaleurop, emploi et activité, pollution, perspectives [28 janvier 2003] (p. 556)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 69, posée le 16 décembre 2002. Aménagement du territoire. politique d'aménagement du territoire (J.O. questions p. 4848). Appelée le 17 décembre 2002. autoroute A 24, canal Seine Nord, perspectives (p. 6803)

n° 340, posée le 19 mai 2003. Commerce et artisanat. hypermarchés (J.O. questions p. 3731). Appelée le 20 mai 2003. carrefour, concurrence, petit commerce, Noeux-les-Mines (p. 3810)

DÉBATS

Projet de loi n° 402 portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 janvier 2003] (p. 670)

Après l'article 11

Son amendement n° 83 rectifié (mesures dérogatoires autorisant le maintien du tiers payant en matière d'allocation logement en attendant la réalisation des travaux) (p. 697) : retiré (p. 698)

Projet de loi n° 606 relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mars 2003] (p. 1565)

Son intervention (p. 1565)

Thème :

Eau : schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) (p. 1565)

Discussion des articles [6 mars 2003] (p. 1763)

Article 17 (information des populations)

Son intervention (p. 1782)

Après l'article 21

Intervient sur l'amendement n° 515 rectifié de M. Pierre Cardo (statut des constructions existantes) (p. 1808)

Après l'article 24

Intervient sur l'amendement n° 447 de M. Jean-Pierre Decool (article L. 215-19 du code de l'environnement : limite d'une largeur de six mètres) (p. 1819)

Article 25 (mesures de sauvegarde des populations menacées par certains risques naturels majeurs)

Son intervention (p. 1820)

DEUXIÈME LECTURE

Explications de vote et vote [15 juillet 2003]

Ses explications de vote (p. 7627)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 7627)

Projet de loi n° 611 portant transposition de la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 avril 2003] (p. 3150)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 3153)

Thèmes :

Régions : Corse (p. 3153)
Sécurité publique : inondations (p. 3153)
Union européenne : directives : eau (p. 3153)

Discussion des articles [10 avril 2003] (p. 3161)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 44 de Mme Nathalie Gautier (institution d'une journée nationale de l'eau le 22 mars de chaque année) (p. 3161)

Article 1er (récupération des coûts des services liés à l'usage de l'eau)

Son intervention (p. 3162)

Article 2 (champ d'application et contenu des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE))

Son intervention (p. 3163 et s.)

Article 3 (élaboration et mise à jour des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE))

Son intervention (p. 3169 et s.)

Article 4 (programmes de mise en œuvre du SDAGE et de surveillance de l'état des eaux)

Son intervention (p. 3172 et s.)

Article 5 (élaboration par l'autorité administrative du projet de schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) en cas de défaillance de la commission locale de l'eau)

Son intervention (p. 3173)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 54 de Mme Nathalie Gautier (contenu des schémas d'aménagement et de gestion des eaux) (p. 3173)

Article 6 (délais de mise en œuvre)

Son intervention (p. 3174)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 55 de M. Jean Launay (supprime la possibilité de créer une communauté locale de l'eau pour élaborer ou mettre en œuvre les SAGE et réserve ce rôle - par un autre amendement - aux établissements publics territoriaux de bassin) (p. 3174)

Intervient sur l'amendement n° 56 de M. Jean Launay (établissements publics territoriaux de bassin consacrés au niveau législatif) (p. 3175)

Article 8 (application à Mayotte)

Son intervention (p. 3175)

Jacques FLOCH

Loire-Atlantique (4^{ème} circonscription)
Socialiste

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

Membre titulaire de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14786)

Membre titulaire du Comité national de l'euro [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14787)

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 446 sur la création d'un procureur européen - COM (2001) 715 final / E 1912 et COM (2001) 272 final / E 1758 [28 novembre 2002]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la création d'un procureur européen [28 novembre 2002] (n° 445)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur l'adhésion de Malte à l'Union européenne [8 avril 2003] (n° 777)

Proposition de résolution n° 820 sur l'avenir d'Europol (documents E 2064, E 2197 à E 2200) [29 avril 2003]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur l'avenir d'Europol [29 avril 2003] (n° 819)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Union européenne. institutions communautaires. réforme, consultation du Parlement [15 janvier 2003] (p. 107)

Union européenne. perspectives. convention sur l'avenir de l'Europe [4 juin 2003] (p. 4475)

DÉBATS

Projet de loi n° 19 portant amnistie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 juillet 2002] (p. 1868)

Ses explications de vote :

- sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1879)

- sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1887)

Son intervention (p. 1890)

Thèmes :

Amnistie (p. 1888, 1891)

Assemblée nationale : commissions : amnistie (p. 1887)

Constitution : constitutionnalité : amnistie (p. 1879)

Droit pénal : abus de biens sociaux : réforme (p. 1891)

Elections et référendums : élection présidentielle : campagnes électorales (p. 1890)

Discussion des articles [9 juillet 2002] (p. 1919) ; [10 juillet 2002] (p. 1938)

Article 13 (infractions exclues de l'amnistie)

Ses amendements n°s 53, 52 et 54 (de précision) (p. 1932)

Son amendement n° 51 (de précision) (p. 1933)

Son amendement n° 55 (témoignages mensongers) (p. 1944)

Son amendement n° 56 (abus de vulnérabilité) (p. 1945)

Intervient sur l'amendement n° 61 de M. Georges Fenech (usage prohibé de fichiers informatiques) (p. 1945)

Intervient sur l'amendement n° 40 rectifié de M. Thierry Mariani (cruauté envers un animal) (p. 1948)

Débat sur l'avenir de l'Europe

[3 décembre 2002] (p. 6067)

Son intervention (p. 6089)

Thèmes :

Pays étrangers : Turquie : Union européenne (p. 6089)

Union européenne : Convention sur l'avenir de l'Europe : institutions communautaires (p. 6089)

Union européenne : élargissement (p. 6089)

Union européenne : euro (p. 6090)

Projet de loi constitutionnelle n° 378 relatif au mandat d'arrêt européen

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [17 décembre 2002] (p. 6876)

Son intervention (p. 6885)

Thèmes :

Politiques communautaires : coopération judiciaire : histoire (p. 6885)

Union européenne : constitution européenne : coopération judiciaire (p. 6885)

Explications de vote et vote

Vote pour du groupe socialiste (p. 6886)

Proposition de loi n° 586 tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des enfants

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 février 2003] (p. 1267)

Son intervention (p. 1274)

Thèmes :

Assemblée nationale : délégation aux droits des enfants : commissions (p. 1274)

Droits de l'homme et libertés publiques : fichiers informatisés : mineurs (p. 1275)

Enfants : défenseur des enfants (p. 1274)

Enfants : droits de l'enfant : protection de la famille et de l'enfance (p. 1274)

Enfants : travail : Convention sur l'avenir de l'Europe (p. 1275)

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 1275)

Explications de vote et vote

Vote pour du groupe socialiste (p. 1275)

Projet de loi n° 638 renforçant la lutte contre la violence routière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 mars 2003] (p. 2184)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2190)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2195)

Thèmes :

Conseil constitutionnel (p. 2195)

Constitution : inconstitutionnalité (p. 2193, 2195)

Droit pénal : alternatives à l'incarcération (p. 2191)

Droit pénal : emprisonnement (p. 2191)

Droit pénal : protection de l'embryon humain (p. 2190)

Système pénitentiaire : centres pénitentiaires (p. 2192)

Système pénitentiaire : encellulement individuel (p. 2191, 2195)

Projet de loi n° 784 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 mai 2003] (p. 3957)

Son intervention (p. 3957)

Thèmes :

Politiques communautaires : coopération judiciaire (p. 3957)

Système pénitentiaire : crédits (p. 3958)

Union européenne : Eurojust (p. 3957)

Proposition de résolution n° 446 sur la création d'un procureur européen - COM (2001) 715 final / E 1912 et COM (2001) 272 final / E 1758**Avant la discussion de l'article unique [22 mai 2003] (p. 3999)**

Son intervention (p. 4000)

Thèmes :

Politiques communautaires : coopération judiciaire (p. 4000)

Union européenne : constitution européenne (p. 4001)

Union européenne : Eurojust (p. 4000)

Discussion de l'article unique [22 mai 2003] (p. 4006)

Son intervention (p. 4007)

Ses amendements n° 4 à 14 (p. 4008)

Son amendement n° 15 (p. 4009)

Jean-Claude FLORY*Ardèche (3^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre titulaire du comité consultatif pour la gestion du Fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales [J.O. du 3 août 2002] (p. 13301)

Chargé d'une mission temporaire auprès de Mme la Ministre de l'écologie et du développement durable [J.O. du 8 avril 2003] (p. 6230)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Agriculture. exploitants. formalités administratives, simplification [2 avril 2003] (p. 2751)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 87, posée le 13 janvier 2003. Assurance maladie maternité : prestations. prestations en espèces et en nature (J.O. questions p. 129). Appelée le 14 janvier 2003. affections de longue durée, polyarthrite rhumatoïde (p. 18)

DÉBATS**Projet de loi n° 326 relatif aux marchés énergétiques et au service public de l'énergie**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [13 décembre 2002] (p. 6732)*Après l'article 20 sexdecies*

Son sous-amendement n° 347 (de précision) à l'amendement n° 96 rectifié de la commission (conditions d'implantation des éoliennes) (p. 6779)

Philippe FOLLIOU*Tarn (3^{ème} circonscription)
Apparenté au groupe de l'Union pour la Démocratie Française*

Elu le 16 juin 2002

S'apparente au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale à l'aménagement et au développement durable du territoire [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

Secrétaire de la délégation de l'Assemblée nationale à l'aménagement et au développement durable du territoire [J.O. du 11 juillet 2002] (p. 11913)

Membre suppléant de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (ex-délégation de l'Assemblée nationale à l'Assemblée de l'Atlantique Nord) [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12452)

Membre suppléant du Conseil supérieur de la réserve militaire [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14787)

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de la présence du loup en France et l'exercice du pastoralisme dans les zones de montagne [J.O. du 13 novembre 2002] (p. 18692)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 3 décembre 2002] (p. 19935)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 3 décembre 2002] (p. 19936)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 11 décembre 2002] (p. 20444)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 11 décembre 2002] (p. 20444)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) tome X : Défense (gendarmerie) (n° 260) [10 octobre 2002]

Proposition de loi n° 407 relative au double affichage des prix [28 novembre 2002]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire sur les conséquences des politiques européennes sur l'aménagement du territoire [19 mars 2003] (n° 701)

Proposition de loi n° 790 relative à la régulation de la démographie médicale et à l'accessibilité des soins sur l'ensemble du territoire [10 avril 2003]

Proposition de loi n° 836 tendant à simplifier la procédure de sélection des candidatures à un appel d'offres pour un marché public [14 mai 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Professions de santé. médecins. exercice de la profession, zones rurales [30 octobre 2002] (p. 4332)

Banques et établissements financiers. Banque de France. restructuration, perspectives [11 février 2003] (p. 1141)

Politique extérieure. Irak. intervention des Etats-Unis, conséquences [18 mars 2003] (p. 2125)

Aménagement du territoire. politiques communautaires, fonds structurels, perspectives [2 avril 2003] (p. 2745)

Sécurité publique. inondations. lutte et prévention [11 juin 2003] (p. 4993)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 138, posée le 24 février 2003. Etablissements de santé. hôpitaux (J.O. questions p. 1272). Appelée le 25 février 2003. restructuration, Castres-Mazamet, aides de l'Etat (p. 1324)

DÉBATS

Projet de loi n° 154 d'orientation et de programmation pour la justice

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1^{er} août 2002] (p. 2550)

Article 1er et rapport annexé (approbation du rapport présentant les orientations et les moyens budgétaires pour la justice pour les années 2003 à 2007)

Son intervention (p. 2561)

Proposition de loi n° 193 modifiant certaines dispositions du code de commerce relatives aux mandats sociaux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} octobre 2002] (p. 2794)

Son intervention (p. 2800)

Thèmes :

Entreprises : petites et moyennes entreprises : mandats sociaux (p. 2800)

Sociétés : mandats sociaux : cumul des mandats (p. 2800)

Discussion des articles [1^{er} octobre 2002] (p. 2806)*Article 3*

Son amendement n° 3 (délai de régularisation du nombre des mandats porté à 6 mois à compter de la publication de la proposition de loi) (p. 2818)

Après l'article 3

Son amendement n° 23 (application aux seules entreprises indépendantes de moins de 500 salariés) (p. 2818)

Son amendement n° 24 (exclusion des mandats de direction des sociétés à statut spécial qui ne distribuent ni dividendes à leurs actionnaires ni rémunérations à leurs dirigeants du calcul des mandats sociaux) (p. 2818)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 octobre 2002] (p. 3310, 3342)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 3336)

Son intervention (p. 3363)

Thèmes :

Assemblée nationale : motions de procédure (p. 3336)

Etat : réforme (p. 3363)

Finances publiques : dépenses en capital (p. 3363)

Fonctionnaires et agents publics (p. 3363)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'agriculture : fonctionnaires et agents publics (p. 3363)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [5 novembre 2002] (p. 4499)*Procédure des questions :*

Agroalimentaire : appellations d'origine contrôlée : lait et produits laitiers (p. 4517)

DÉFENSE ET SGDN

Examen des fascicules [24 octobre 2002] (p. 3907)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 3918)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : réserves (p. 3919)

Gendarmerie (p. 3918)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

LOGEMENT

Examen du fascicule [13 novembre 2002] (p. 4969)

Son intervention (p. 4977)

Thèmes avant la procédure des questions :

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 4978)

Logement : fonds de solidarité pour le logement (FSL) : participation patronale (p. 4978)

Logement : aides et prêts : aide personnalisée au logement (APL) (p. 4977)

TVA : taux réduit : amélioration de l'habitat (p. 4978)

Urbanisme : rénovation urbaine (p. 4978)

Proposition de loi n° 380 visant à protéger certaines catégories d'étrangers des mesures d'éloignement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 novembre 2002] (p. 5901)

Son intervention (p. 5910)

Thèmes :

Droit pénal : double peine : projet de loi (p. 5911)

Droit pénal : terrorisme : étrangers (p. 5911)

Droit pénal : trafic de stupéfiants : étrangers (p. 5911)

Etrangers : attaches avec la France : protection (p. 5911)

Etrangers : interdiction du territoire (p. 5911)

Explications de vote et vote [28 novembre 2002]

Ses explications de vote (p. 5927)

Projet de loi n° 402 portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 2003] (p. 577, 591)

Son intervention (p. 578)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 607)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : construction : logement social (p. 579, 607)

Logement : ascenseurs : sécurité (p. 580)

Urbanisme : plans locaux d'urbanisme (PLU) (p. 579 et s.)

Urbanisme : schémas de cohérence territoriale (p. 579)

Voirie (p. 580)

Discussion des articles [28 janvier 2003] (p. 608) ; [29 janvier 2003] (p. 648, 670)*Après l'article 2*

Intervient sur l'amendement n° 108 de M. François Goulard (restauration, après classement, des anciens bâtiments agricoles) (p. 615)

Article 6 (remplacement de la participation pour voies nouvelles et réseaux - PVNR - par une participation pour voirie et réseaux - PVR)

Son intervention (p. 654)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (possibilité pour les communes non dotées d'un plan local d'urbanisme de soumettre à autorisation préalable des travaux pouvant détruire un élément de paysage à protéger et à mettre en valeur) (p. 663)

Intervient sur l'amendement n° 85 de M. Hervé Morin (possibilité pour les communes non dotées d'un plan local d'urbanisme de soumettre à autorisation préalable des travaux pouvant détruire un élément de paysage à protéger et à mettre en valeur) (p. 663)

Intervient sur l'amendement n° 98 de M. Patrick Ollier (raccordement des installations de production d'électricité et participation des exploitants au coût de raccordement) (p. 664)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 33 rectifié de la commission (modalités de création et de fonctionnement des pays) (p. 676)

Article 11 précédemment réservé (extension des contrôles de l'Union d'économie sociale pour le logement (UESL), aux concours nouveaux apportés par les comités interprofessionnels du logement (CIL) aux organismes constructeurs)

Son intervention (p. 696)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Jean-Christophe Lagarde (organismes HLM autorisés à réaliser des logements en vue de leur vente en l'état futur d'achèvement) (p. 703)

Intervient sur l'amendement n° 80 de M. Jean-Christophe Lagarde (organismes HLM autorisés à intervenir en qualité de prestataires de services pour la Foncière) (p. 703)

Intervient sur l'amendement n° 78 de M. Jean-Christophe Lagarde (organismes HLM autorisés à gérer les logements pour la Foncière) (p. 703)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Léonce Deprez (engagement contractuel entre le bailleur, la caisse d'allocations familiales et l'Etat pour rendre le logement décent) (p. 704)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 705)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 705)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [3 avril 2003] (p. 2797)

Son intervention (p. 2802)

Thèmes :

Agriculture : exploitations agricoles : bâtiments (p. 2803)

Aménagement du territoire : montagne : réhabilitation (p. 2803)

Bâtiment et travaux publics : construction : logement social (p. 2802)

Logement : offices publics d'HLM (OPHLM) (p. 2803)
Régions : Ile-de-France : logement (p. 2803)
Urbanisme : autorisations de travaux : réseaux (p. 2803)

Discussion des articles [3 avril 2003] (p. 2808)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 64 rectifié de M. Jean Dionis du Séjour (transformation des bâtiments agricoles désaffectés en habitations) (p. 2815)

Article 20 (simplification de la création et du fonctionnement des pays)

Son intervention (p. 2823 et s.)
Son sous-amendement n° 113 à l'amendement n° 86 de M. François Sauvadet (p. 2823)

Après l'article 5 bis C

Intervient sur l'amendement n° 18 précédemment réservé de la commission (urbanisation autour des constructions existantes en zone de montagne) (p. 2838)

Après l'article 5 ter

Intervient sur l'amendement n° 88 précédemment réservé de M. François Sauvadet (réaffirmation de la liberté dont disposent les communes et les établissements publics de coopération intercommunale pour décider des modalités de la concertation lors des études des documents d'urbanisme et des principales opérations d'aménagement) (p. 2843)

Après l'article 6 bis A

Son amendement n° 85 précédemment réservé (autorisation relative à l'adaptation des voies avec branchement aux réseaux d'eau et d'électricité empruntant, en tout ou en partie, des voies ou emprises publiques) (p. 2847) : adopté après rectification (p. 2848)

Après l'article 6 ter

Intervient sur l'amendement n° 89 rectifié précédemment réservé de M. François Sauvadet (responsabilité pénale des personnes morales en ce qui concerne les infractions au code de l'urbanisme) (p. 2850)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 84 précédemment réservé de M. Jean Lassalle (organismes HLM autorisés à mener des actions conjointes dans un quartier) (p. 2866)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 2872)
Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 2872)

Projet de loi n° 677 modifiant l'article 1-1 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et des télécommunications

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [18 mars 2003] (p. 2153)

Son intervention (p. 2158)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête : France Télécom (p. 2159)
Collectivités territoriales : compétences : télécommunications (p. 2159)
Télécommunications : France Télécom (p. 2159)

Projet de loi n° 640 relatif aux assistants d'éducation

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 mars 2003] (p. 2480) ; [27 mars 2003] (p. 2592)

Avant l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 2669 de M. Yves Durand (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de la lecture) (p. 2505)

Intervient sur l'amendement n° 2670 de M. Jean-Marc Ayraud (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de la lecture) (p. 2505)

Intervient sur l'amendement n° 2671 de M. Alain Néri (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de la lecture) (p. 2505)

Intervient sur l'amendement n° 2672 de M. Patrick Roy (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de la lecture) (p. 2505)

Intervient sur l'amendement n° 2673 de Mme Catherine Génisson (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de la lecture) (p. 2505)

Intervient sur l'amendement n° 2674 de M. Victorin Lurel (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de la lecture) (p. 2505)

Intervient sur l'amendement n° 2676 de M. Simon Renucci (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de la lecture) (p. 2505)

Intervient sur l'amendement n° 2677 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de la lecture) (p. 2505)

Intervient sur l'amendement n° 2678 de M. Gaëtan Gorce (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de la lecture) (p. 2505)

Intervient sur l'amendement n° 2679 de M. Christophe Masse (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de la lecture) (p. 2505)

Intervient sur l'amendement n° 2680 de M. Jean-Pierre Blazy (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de la lecture) (p. 2505)

Intervient sur l'amendement n° 2675 de Mme Hélène Mignon (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de la lecture) (p. 2506)

Article 2 (régime juridique des assistants d'éducation)

Son intervention (p. 2618)

Projet de loi n° 699 relatif à la protection de l'environnement en Antarctique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 avril 2003] (p. 2884)

Son intervention (p. 2887)

Thèmes :

Environnement : protection (p. 2888)
Traités et conventions : droit international (p. 2887)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Article 24 [séance du 25 juin 2003] (régime de retraites des fonctionnaires affiliés à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales et régime des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'Etat)

Son intervention (p. 6037)

Projet de loi n° 950 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juillet 2003] (p. 7449)

Après l'article 30

Son amendement n° 314 (statut des coopératives HLM) (p. 7523) : retiré (p. 7524)

Projet de loi n° 606 relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juillet 2003] (p. 7542)

Son intervention (p. 7546)

Thèmes :

Agriculture : prime herbagère environnementale (p. 7546)
Collectivités territoriales : rapports avec les administrés : information (p. 7546)
Cours d'eau, étangs et lacs : aménagement et protection (p. 7546)
Entreprises : délocalisations (p. 7546)
Sécurité publique : inondations (p. 7546)
Sécurité publique : risques technologiques (p. 7546)
Transports routiers : transport de matières dangereuses (p. 7546)
Travail : main d'œuvre : formation professionnelle (p. 7546)

Discussion des articles [15 juillet 2003] (p. 7552, 7577)

Article 2 (création du comité local d'information et de concertation sur les risques)

Son intervention (p. 7555)

Article 4 bis (complément au dossier de sécurité des ouvrages de transport ferroviaire et des installations multimodales)

Son intervention (p. 7569)

Article 20 (instauration de servitudes dans les zones de rétention temporaire des eaux de crues ou de ruissellement et dans les zones de mobilité d'un cours d'eau)

Son intervention (p. 7613)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 106 de M. François Sauvadet (résiliation du bail rural à l'initiative du preneur si les parcelles sont objets de servitude de surinondation) (p. 7613)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 7627)
Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 7627)

Projet de loi n° 678 relatif au mécénat et aux fondations

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2003] (p. 7765)

Son intervention (p. 7772)

Thèmes :

Associations : contrôles (p. 7772)

Associations : fondations (p. 7772)
 Entreprises : mécénat (p. 7772)
 Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des dons faits par les particuliers (p. 7772)
 Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des dons faits par les particuliers : lutte contre l'exclusion (p. 7772)
 Partis et mouvements politiques : financement public (p. 7772)

Discussion des articles [16 juillet 2003] (p. 7773)

Article 3 (renforcement de l'incitation fiscale au mécénat des entreprises)
 Son intervention (p. 7783)

Explications de vote et vote

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 7772)

Nicole FONTAINE

Ministre déléguée à l'industrie

Est nommée Ministre déléguée à l'industrie. Décret du 17 juin 2002 [J.O. du 18 juin 2002] (p. 10720)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Daniel Paul. Energie et carburants. EDF et GDF. ouverture du capital, perspectives [2 octobre 2002] (p. 2750)
 M. Pierre Cohen. Espace. politique spatiale. perspectives [29 octobre 2002] (p. 4255)
 M. Hervé Novelli. Entreprises. recherche. innovation, aides de l'Etat [19 novembre 2002] (p. 5289)
 M. Francis Vercamer. Industrie. textile et habillement. emploi et activité [27 novembre 2002] (p. 5812)
 M. François-Michel Gonnot. Energie et carburants. électricité et gaz. ouverture du marché, politiques communautaires [27 novembre 2002] (p. 5817)
 M. Jean-Pierre Balligand. Energie et carburants. électricité et gaz. ouverture du marché, politiques communautaires [27 novembre 2002] (p. 5818)
 M. Jean Dionis du Séjour. Télécommunications. France Télécom. équilibre financier [3 décembre 2002] (p. 6057)
 M. Michel Sordi. Mines et carrières. mines. fermeture, mines de potasse, Alsace [10 décembre 2002] (p. 6368)
 M. Jean-Paul Anciaux. Industrie. sidérurgie. fonderies de fonte, perspectives [17 décembre 2002] (p. 6827)
 M. Marcel Bonnot. Automobiles et cycles. emploi et activité. Sochaux [21 janvier 2003] (p. 318)
 M. Nicolas Dupont-Aignan. Propriété intellectuelle. brevets. brevets européens, traduction en français, maintien [29 janvier 2003] (p. 635)
 M. Jean-Yves Le Déaut. Industrie. sidérurgie. emploi et activité, Lorraine [29 janvier 2003] (p. 636)
 M. Michel Liebgott. Entreprises. entreprises en difficulté. emploi, conséquences [29 janvier 2003] (p. 638)
 M. Jean-Christophe Lagarde. Espace. politique spatiale. perspectives [4 février 2003] (p. 780)
 M. Augustin Bonrepaux. Emploi. créations d'emploi. perspectives, Ariège [4 février 2003] (p. 783)
 M. Richard Mallié. Mines et carrières. mines. fermeture, conséquences, Gardanne [4 février 2003] (p. 786)
 M. Patrice Martin-Lalande. Industrie. emploi et activité. bassins d'emploi, Romorantin [5 mars 2003] (p. 1600)
 M. Pierre Cohen. Entreprises. entreprises en difficulté. EADS, attitude du Gouvernement [11 mars 2003] (p. 1879)
 M. Philippe Rouault. Energie et carburants. politique énergétique. perspectives [12 mars 2003] (p. 1949)
 M. Serge Poignant. Energie et carburants. pétrole. approvisionnement [19 mars 2003] (p. 2179)
 M. Jean-Michel Fourgous. Politique économique. entreprises. plan Innovation, perspectives [9 avril 2003] (p. 3022)
 Mme Nathalie Kosciusko-Morizet. Union européenne. politiques communautaires. recherche industrielle, programme Eureka [29 avril 2003] (p. 3219)
 M. Claude Gatignol. Energie et carburants. politique énergétique. perspectives [27 mai 2003] (p. 4262)
 M. Michel Hunault. Industrie. construction navale. production de méthane, aides de l'Etat [28 mai 2003] (p. 4344)
 M. François d'Aubert. Politique économique. concurrence. contrefaçons, lutte et prévention [17 juin 2003] (p. 5443)
 M. Philippe Pemezec. Politique économique. entreprises. plan Innovation, perspectives [18 juin 2003] (p. 5525)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Albert Facon. Impôts locaux. taxe professionnelle unique. établissement public de coopération intercommunale (EPCI), réglementation [17 décembre 2002] (p. 6798)
 M. Serge Janquin. Mines et carrières. bassins miniers. FINORPA, vente, perspectives [17 décembre 2002] (p. 6797)
 M. Charles de Courson. Impôt de solidarité sur la fortune. biens professionnels. baux ruraux, transmission, réglementation [17 décembre 2002] (p. 6796)
 M. Jean-Marie Binetruy. Taxes parafiscales. horlogerie-bijouterie-joaillerie-orfèvrerie. réforme, perspectives [17 décembre 2002] (p. 6795)
 M. François Dosé. Commerce et artisanat. autorisations d'ouverture. commissions départementales d'équipement commercial, fonctionnement [14 janvier 2003] (p. 9)
 Mme Christiane Taubira. Produits dangereux. amiante. victimes, indemnisation [20 mai 2003] (p. 3809)
 M. Rodolphe Thomas. Entreprises. délocalisations. lutte et prévention [20 mai 2003] (p. 3809)
 M. Roland Blum. TVA. taux. travaux d'entretien et d'amélioration de l'habitat [20 mai 2003] (p. 3810)
 M. Michel Bouvard. Urbanisme. secteurs sauvegardés. incendie, conséquences, habitants, Chambéry [20 mai 2003] (p. 3808)
 M. André Flajolet. Commerce et artisanat. hypermarchés. carrefour, concurrence, petit commerce, Noeux-les-Mines [20 mai 2003] (p. 3810)
 M. Yves Fromion. Télécommunications. téléphone. portables, kit mains libres, standardisation [3 juin 2003] (p. 4370)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Examen du fascicule [25 octobre 2002] (p. 4017)

Ses réponses (p. 4034 à 4044)

Thèmes avant la procédure des questions :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 4035)
 Energie et carburants : Gaz de France (GDF) (p. 4035)
 Industrie : politique industrielle : crédits budgétaires (p. 4035)
 Industrie : restructurations (p. 4036)
 Informatique (p. 4037)
 Ordre public : terrorisme (p. 4035)
 Postes : La Poste (p. 4036)
 Recherche : crédits (p. 4036)
 Télécommunications : France Télécom (p. 4037)
 Télécommunications : téléphones mobiles : antennes-relais (p. 4038)
 Télécommunications : téléphones mobiles : opérateurs (p. 4037)

Réponses aux questions :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 4039) (M. Philippe Auberger) (p. 4039)
 Energie et carburants : gaz : Pyrénées-Atlantiques (p. 4038) (M. David Habib) (p. 4038)
 Industrie : chimie : Pyrénées-Atlantiques (p. 4038) (M. David Habib) (p. 4038)
 Industrie : restructurations : Haute-Normandie (p. 4043) (M. Daniel Paul) (p. 4042)
 Mines et carrières : pollution et nuisances : Alsace (p. 4044) (M. Francis Hillmeyer) (p. 4043)
 Postes : La Poste (p. 4039) (M. Alain Gouriou) (p. 4038)
 Postes : La Poste : bureaux (p. 4041) (M. Yves Coussain) (p. 4041)
 Postes : La Poste : centres de tri (p. 4042) (M. Jean-Pierre Brard) (p. 4042)
 Postes : La Poste : services financiers (p. 4040) (M. Philippe Auberger) (p. 4040)
 Retraites : régimes autonomes et spéciaux : EDF et GDF (p. 4041) (M. François Asensi) (p. 4041)
 Télécommunications : téléphones mobiles : antennes-relais (p. 4040) (M. Yves Coussain) (p. 4039)

Vote des crédits et articles rattachés [25 octobre 2002] (p. 4044)

Etat B, titre III

Intervient sur l'amendement n° 82 de la commission (réduction des crédits de l'Autorité de régulation des télécommunications-ART) (p. 4044)

Etat B, titre IV

Intervient sur l'amendement n° 53 de la commission (réduction de la subvention accordée à l'Association pour la promotion et le développement industriel-APRODI) (p. 4044)

Etat C, titre VI

Intervient sur l'amendement n° 54 de la commission (réduction des crédits de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 4045)

Intervient sur l'amendement n° 55 de la commission (réduction des crédits de la politique de reconversion industrielle) (p. 4046)

Après l'article 68

Intervient sur l'amendement n° 94 de M. Patrice Martin-Lalande (calcul de la contribution financière due par chaque opérateur de téléphonie mobile) (p. 4049)

Projet de loi de finances rectificative n° 382 pour 2002

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 décembre 2002] (p. 6512)

Article 36 (prise en charge par les éditeurs de services de télévision numérique terrestre du coût des réaménagements du spectre)

Son intervention (p. 6539)

Article 38 (abrogation du dispositif de financement de la reconstruction des ponts détruits par fait de guerre)

Son intervention (p. 6541 et s.)

Article 39 (dérogation à la règle du décalage de deux ans relative au versement du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA), appliquée aux investissements engagés par les bénéficiaires du Fonds en réparation des dommages causés par des intempéries)

Son intervention (p. 6544 et s.)

Projet de loi n° 326 relatif aux marchés énergétiques et au service public de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2002] (p. 6562) ; [12 décembre 2002] (p. 6615)

Son intervention (p. 6562)

Intervient :

- sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6574)

- sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 6617)

Sa réponse (p. 6640)

Thèmes :

Energie et carburants : Commission de régulation de l'énergie (CRE) (p. 6564 et s.)

Energie et carburants : électricité (p. 6563, 6640)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 6617)

Energie et carburants : gaz : stockage (p. 6640)

Energie et carburants : gaz : tarifs (p. 6565)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) (p. 6563 et s.)

Energie et carburants : politique énergétique (p. 6574)

Entreprises : charges : énergie et carburants (p. 6562)

Politiques communautaires : directives : gaz (p. 6562 et s.)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : EDF et GDF (p. 6563)

Secteur public : services publics (p. 6564 et s.)

Union européenne : Cour de justice : jugements (p. 6562)

Discussion des articles [12 décembre 2002] (p. 6654) ; [13 décembre 2002] (p. 6698, 6732)

Avant le titre 1er

Intervient sur l'amendement n° 12 rectifié de la commission (organisation générale du marché et du service public du gaz naturel et responsabilités des différents intervenants publics) (p. 6654)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 271 de M. Daniel Paul (objet principal du service public du gaz naturel) (p. 6655)

Article 1er (droit d'accès aux ouvrages de transport et de distribution et aux installations de gaz naturel liquéfié)

Son intervention (p. 6655 et s.)

Article 2 (régime de l'éligibilité des clients)

Son intervention (p. 6657 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 338 de la commission (évolution des tarifs de vente du gaz naturel pour les clients éligibles qui n'ont pas fait jouer leur éligibilité) (p. 6664)

Intervient sur l'amendement n° 162 de M. Pierre Ducout (rapport au Parlement) (p. 6665)

Intervient sur l'amendement n° 163 de M. Pierre Ducout (rapport au Parlement) (p. 6665)

Article 3 (statut des fournisseurs de gaz naturel)

Son intervention (p. 6666 et s.)

Article 4 (conditions encadrant le refus de conclure un contrat d'accès à une installation gazière)

Son intervention (p. 6674 et s.)

Article 5 (tarifs gaziers)

Son intervention (p. 6677 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 255 de M. Jean-Yves Le Déaut (élaboration du plan national de desserte gazière par l'observatoire national du service public de l'électricité et du gaz et accès à toutes les communes) (p. 6688)

Intervient sur l'amendement n° 256 de M. Jean-Yves Le Déaut (compensation des surcoûts) (p. 6689)

Article 6 (dissociation comptable)

Son intervention (p. 6699)

Article 7 (échanges d'informations nécessaires au fonctionnement des réseaux gaziers)

Son intervention (p. 6700 et s.)

Article 8 (collecte d'informations)

Son intervention (p. 6702 et s.)

Article 8 bis (élargissement du collège de la Commission de régulation de l'énergie - CRE)

Son intervention (p. 6704)

Après l'article 8 bis

Intervient sur l'amendement n° 170 de M. Pierre Ducout (transmission par la CRE de toutes les informations souhaitables au Conseil supérieur de l'électricité et du gaz) (p. 6705)

Article 9 (extension au secteur du gaz naturel de la compétence de la Commission de régulation de l'énergie - CRE)

Son intervention (p. 6706 et s.)

Article 10 (coordination avec les dispositions du code général des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 6709 et s.)

Article 11 A (organisation du service public du gaz)

Son intervention (p. 6711 et s.)

Après l'article 11 A

Intervient sur l'amendement n° 173 de M. Pierre Ducout (l'accès des tiers aux ouvrages de transport et de distribution du gaz ne doit pas se faire au détriment des personnes démunies ou des régions de desserte difficile) (p. 6716)

Article 11 (obligations de service public)

Son intervention (p. 6722 et s.)

Article 11 bis (observatoires régionaux du service public)

Son intervention (p. 6736)

Article 11 ter (observatoire national du service public)

Son intervention (p. 6737)

Article 11 quater (observatoire de la diversification)

Son intervention (p. 6737)

Article 12 (rôle des opérateurs de transport ou de distribution)

Son intervention (p. 6738 et s.)

Article 13 (prescriptions techniques de sécurité)

Son intervention (p. 6739 et s.)

Après l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 66 de la commission (respect de la sécurité des riverains et protection de l'environnement) (p. 6743)

Intervient sur l'amendement n° 67 de la commission (contraintes imposées aux propriétaires des terrains traversés) (p. 6743)

Article 13 bis (construction et exploitation des canalisations de transport de gaz naturel soumises à autorisation en cas de changement d'opérateur)

Son intervention (p. 6744)

Après l'article 13 bis

Intervient sur l'amendement n° 138 de M. Pierre Ducout (établissement d'un nouveau plan de desserte gazière dans le cadre du prochain contrat de plan 2003-2006 liant l'Etat à Gaz de France) (p. 6745)

Article 14 (extension de la desserte du gaz)

Son intervention (p. 6745 et s.)

Article 15 (régime des stockages souterrains)

Son intervention (p. 6748 et s.)

Article 16 (retrait des titres et adaptation du code de l'urbanisme)

Son intervention (p. 6749)

Article 17 (rôle des stockages souterrains)

Son intervention (p. 6751)

Après l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 120 de M. Daniel Paul (participation des fournisseurs, des opérateurs et des distributeurs au financement des efforts de recherche) (p. 6752)

Intervient sur l'amendement n° 121 de M. Daniel Paul (base légale pour la construction des conduites directes) (p. 6753)

Article 18 (pouvoirs d'enquête et de sanction administrative)

Son intervention (p. 6753 et s.)

Article 19 (sanctions applicables en l'absence d'autorisation)

Son intervention (p. 6754)

Avant l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 340 de la commission (modalités de financement du Fonds d'amortissement des charges d'électrification) (p. 6756)

Intervient sur l'amendement n° 239 de M. Jean-Jacques Guillet (modalités de financement du Fonds d'amortissement des charges d'électrification) (p. 6756)

Intervient sur l'amendement n° 259 de M. Jean Proriot (modalités de financement du Fonds d'amortissement des charges d'électrification) (p. 6756)

Intervient sur le sous-amendement n° 379 de M. Jean-Claude Lenoir (ressources affectées à l'électrification rurale) à l'amendement n° 259 de M. Jean Proriot (p. 6756)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Jean Proriot (modalités de financement du Fonds d'amortissement des charges d'électrification) (p. 6756)

Article 20 A (répartition des participations du Fonds d'amortissement des charges d'électrification - FACE)

Son intervention (p. 6756)

Après l'article 20 A

Intervient sur l'amendement n° 77 de la commission (conservation du contrat en cours par le client n'ayant pas fait jouer son éligibilité) (p. 6756)

Article 20 (installations bénéficiant de l'obligation d'achat)

Son intervention (p. 6758 et s.)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 143 de M. Philippe Tourtelier (conditions d'implantation des éoliennes) (p. 6761)

Article 20 bis (compensation des charges imputables aux missions de service public)

Son intervention (p. 6763 et s.)

Après l'article 20 bis

Intervient sur l'amendement n° 316 de M. Patrick Ollier (gel de l'obligation d'achat) (p. 6766)

Article 20 ter (coordination)

Son intervention (p. 6767)

Article 20 quater (modalités de calcul des charges résultant des contrats consécutifs aux appels d'offres)

Son intervention (p. 6768)

Article 20 quinquiés (suppression de la liste des informations confidentielles acquises à l'occasion de l'exécution d'un contrat consécutif à un appel d'offres)

Son intervention (p. 6768)

Article 20 sexiés (modalités de calcul des charges résultant de la mise en œuvre de l'obligation d'achat)

Son intervention (p. 6768)

Article 20 septiés (contrôle des activités des agents du réseau public de transport)

Son intervention (p. 6769)

Après l'article 20 septiés

Intervient sur l'amendement n° 245 de M. Jean-Jacques Guillet (conditions d'utilisation des courants porteurs en ligne pour la transmission des services de télécommunications) (p. 6770)

Intervient sur l'amendement n° 335 rectifié de M. Jean-Claude Lenoir (programmes d'appel et d'approvisionnement préalablement établis par le gestionnaire du réseau) (p. 6770)

Intervient sur le sous-amendement oral de la commission (rédactionnel) à l'amendement n° 335 rectifié de M. Jean-Claude Lenoir (p. 6770)

Intervient sur l'amendement n° 367 du Gouvernement (approbation préalable des règles d'ajustement par la Commission de régulation de l'énergie) (p. 6770)

Intervient sur l'amendement n° 334 rectifié de M. Jean-Claude Lenoir (compensation des pertes d'électricité liées à l'acheminement soumise à procédure transparente et non discriminatoire) (p. 6771)

Intervient sur le sous-amendement n° 374 du Gouvernement (agents habilités et assermentés) à l'amendement n° 314 de la commission (pouvoirs de contrôle des agents des autorités concédantes) (p. 6772)

Article 20 octiés (principes de fixation du seuil d'éligibilité des consommateurs finals)

Son intervention (p. 6772)

Après l'article 20 octiés

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Jean Proriot (détermination des réseaux d'éclairage public éligibles) (p. 6772)

Intervient sur l'amendement n° 240 de M. Jean-Jacques Guillet (détermination des réseaux d'éclairage public éligibles) (p. 6772)

Intervient sur l'amendement n° 262 de M. Claude Gagnon (détermination des réseaux d'éclairage public éligibles) (p. 6772)

Article 20 noniés (éligibilité des fournisseurs exerçant l'activité d'achat pour revente)

Son intervention (p. 6773)

Article 20 decies (éligibilité des distributeurs pour leurs pertes en ligne)

Son intervention (p. 6773)

Après l'article 20 decies

Intervient sur l'amendement n° 90 de la commission (suppression de la disposition légale prévoyant que le cadre contractuel dans lequel s'effectue la fourniture d'électricité a une durée minimale de trois ans) (p. 6773)

Article 20 undeciés (modalités d'exercice de l'activité d'achat pour revente)

Son intervention (p. 6774)

Article 20 duodeciés (suppression de la liste des clients éligibles)

Son intervention (p. 6774)

Après l'article 20 duodeciés

Intervient sur l'amendement n° 369 du Gouvernement (conclusion, par les fournisseurs, des contrats d'accès au réseau pour le compte de leurs clients) (p. 6775)

Intervient sur l'amendement n° 91 de la commission (cadre juridique dans lequel est facturé le raccordement des nouveaux utilisateurs aux réseaux) (p. 6775)

Intervient sur le sous-amendement n° 380 de M. Jean-Jacques Guillet (non-application lorsque le raccordement est destiné à satisfaire les besoins d'une opération de construction ou d'aménagement autorisée) à l'amendement n° 91 de la commission (p. 6775)

Intervient sur le sous-amendement n° 373 du Gouvernement (non-application lorsque le raccordement est destiné à satisfaire les besoins d'une opération de construction ou d'aménagement autorisée) à l'amendement n° 91 de la commission (p. 6775)

Article 20 terdecies (droit d'accès à la comptabilité des entreprises du secteur de l'électricité)

Son intervention (p. 6776)

Article 20 quaterdecies (incompatibilités applicables aux membres de la Commission de régulation de l'énergie - CRE)

Son intervention (p. 6777)

Après l'article 20 quaterdecies

Intervient sur l'amendement n° 94 de la commission (assouplissement du régime de recrutement des personnels de la CRE) (p. 6777)

Article 20 quindecies (consultations par la Commission de régulation de l'énergie - CRE)

Son intervention (p. 6778)

Après l'article 20 quindecies

Intervient sur l'amendement n° 336 rectifié de M. Jean-Claude Lenoir (traitement des litiges concernant l'accès au réseau dans un délai de deux mois par la commission) (p. 6778)

Intervient sur l'amendement n° 382 du Gouvernement (maintien ou établissement d'accords amiables entre opérateurs et organisations professionnelles du secteur) (p. 6778)

Article 20 sexdecies (énergie réservée)

Son intervention (p. 6778)

Après l'article 20 sexdecies

Intervient sur l'amendement n° 96 rectifié de la commission (conditions d'implantation des éoliennes) (p. 6780)

Intervient sur le sous-amendement n° 372 du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 96 rectifié de la commission (p. 6780)

Intervient sur le sous-amendement n° 371 du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 96 rectifié de la commission (p. 6780)

Intervient sur l'amendement n° 266 de M. François Goulard (transparence de la gestion de la filière nucléaire) (p. 6781)

Intervient sur l'amendement n° 328 du Gouvernement (application à Mayotte) (p. 6781)

Article 21 (coordination et abrogations diverses)

Son intervention (p. 6782 et s.)

Après l'article 21

Intervient sur l'amendement n° 232 de M. Pierre Ducout (statut des personnels des opérateurs gaziers) (p. 6783)

Intervient sur l'amendement n° 233 de M. Jean-Pierre Kucheida (prise en charge par France Télécom de l'ouverture et de la fermeture des tranchées, de la construction des chambres de tirage et de la fourniture et de la pose des fourreaux) (p. 6783)

Titre

Son intervention (p. 6784)

Seconde délibération

Article 14 (extension de la desserte du gaz)

Son intervention (p. 6785)

Explications de vote et vote [17 décembre 2002]

Son intervention (p. 6828)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [19 décembre 2002] (p. 7075)

Son intervention (p. 7076)

Thèmes :

Energie et carburants : électricité (p. 7076 et s.)

Energie et carburants : énergie éolienne (p. 7076)

Energie et carburants : gaz (p. 7076)

Politiques communautaires : directives : gaz (p. 7076)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [19 décembre 2002] (p. 7081)

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (contenu du diagnostic sur les installations gazières et du certificat exigible en cas de vente d'un bien immobilier défini par décret) (p. 7095)

Intervient sur l'amendement n° 2 du Gouvernement (élaboration du schéma éolien par les services de l'Etat en cas de demande du conseil régional) (p. 7095)

Projet de loi n° 528 pour la confiance dans l'économie numérique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 février 2003] (p. 1358, 1385)

Son intervention (p. 1358)

Sa réponse (p. 1385)

Thèmes :

Collectivités territoriales (p. 1385)

Commerce et artisanat : commerce électronique (p. 1359 et s., 1385)

Droit civil : contrats électroniques : sécurité (p. 1361)

Télécommunications : Internet (p. 1358 et s.)

Télécommunications : opérateurs (p. 1360)

Union européenne : directives : commerce électronique (p. 1359 et s.)

Discussion des articles [25 février 2003] (p. 1386) ; [26 février 2003] (p. 1442)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 176 du Gouvernement (établissement et exploitation de réseaux de télécommunications ouverts au public par les collectivités territoriales) (p. 1387)

Intervient sur l'amendement n° 3 corrigé de M. Patrice Martin-Lalande (accélération de la couverture territoriale en téléphonie mobile de deuxième génération) (p. 1391)

Intervient sur le sous-amendement n° 170 de la commission (définition générale de la notion d'itinérance locale) à l'amendement n° 3 corrigé de M. Patrice Martin-Lalande (p. 1392)

Intervient sur le sous-amendement n° 181 de la commission (de coordination) à l'amendement n° 3 corrigé de M. Patrice Martin-Lalande (p. 1392)

Intervient sur le sous-amendement n° 171 de la commission (rédactionnel) à l'amendement n° 3 corrigé de M. Patrice Martin-Lalande (p. 1392)

Intervient sur le sous-amendement n° 169 de M. Yannick Favennec (conditions d'exemption des opérateurs de radiotéléphonie mobile du financement des coûts nets des obligations du service universel) à l'amendement n° 3 corrigé de M. Patrice Martin-Lalande (p. 1393)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Patrice Martin-Lalande (insertion d'un chapitre 1er bis : Les réseaux) (p. 1393)

Intervient sur l'amendement n° 89 de M. Christian Paul (définition de la communication en ligne) (p. 1394)

Intervient sur l'amendement n° 90 de M. Jean-Pierre Kucheida (prise en charge des travaux de dissimulation des réseaux par France Télécom) (p. 1394)

Article 1er (définition de la communication publique en ligne)

Son intervention (p. 1395 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 92 de M. Alain Gouriou (accès aux documents administratifs) (p. 1400)

Intervient sur l'amendement n° 93 de M. Alain Gouriou (diffusion des données numérisées après avis de la commission d'accès aux documents administratifs) (p. 1401)

Intervient sur l'amendement n° 94 de M. Christian Paul (accès aux archives publiques) (p. 1403)

Intervient sur l'amendement n° 96 de M. Jean-Yves Le Déaut (publication et utilisation de logiciels originaux compatibles avec les standards de communication d'un autre logiciel) (p. 1404)

Intervient sur l'amendement n° 97 de M. Jean-Yves Le Déaut (droit de propriété et diffusion des logiciels libres compatibles) (p. 1404)

Intervient sur l'amendement n° 98 de M. Jean-Yves Le Déaut (instauration de standards de communication ouverts) (p. 1405)

Intervient sur l'amendement n° 99 de M. Jean-Yves Le Déaut (Etat et collectivités territoriales tenus d'utiliser des standards de communication ouverts) (p. 1405)

Intervient sur l'amendement n° 100 de M. Jean-Yves Le Déaut (missions de l'agence de l'administration électronique) (p. 1406)

Intervient sur l'amendement n° 95 de M. François Brottes (rapport au Parlement : mise en place et missions de l'agence de l'administration électronique) (p. 1406)

Article 2 (obligations et responsabilités des prestataires intermédiaires)

Son intervention (p. 1407)

Article 3 (protection de la propriété intellectuelle)

Son intervention (p. 1452)

Article 5 (attribution des noms de domaine)

Son intervention (p. 1453 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 11 de M. Patrice Martin-Lalande (pouvoirs de sanction pécuniaire du Conseil supérieur de l'audiovisuel - CSA, à l'égard des sociétés nationales de programme) (p. 1454)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Patrice Martin-Lalande (procédure simplifiée : pouvoirs du CSA d'ordonner la diffusion d'un communiqué à l'antenne) (p. 1455)

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Patrice Martin-Lalande (de coordination) (p. 1455)

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Patrice Martin-Lalande (rédactionnel) (p. 1455)

Intervient sur l'amendement n° 62 de la commission (publication des décisions de justice s'appuyant sur une communication publique en ligne) (p. 1455)

Article 6 (définition du commerce électronique)

Son intervention (p. 1456)

Article 7 (détermination de la loi applicable)

Son intervention (p. 1457 et s.)

Article 9 (obligation de transparence des prestataires en ligne)

Son intervention (p. 1459 et s.)

Article 10 (obligation de transparence dans la démarche publicitaire)

Son intervention (p. 1461)

Article 11 (transparence des actions promotionnelles)

Son intervention (p. 1462)

Article 12 (régime de la prospection directe)

Son intervention (p. 1463 et s.)

Avant l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 47 de la commission des lois (intitulé du chapitre III : Les obligations souscrites sous forme électronique) (p. 1467)

Article 14 (régime des actes et contrats souscrits et conservés sous forme électronique)

Son intervention (p. 1467 et s.)

Article 17 (définition des moyens et prestations de cryptologie)

Son intervention (p. 1469)

Article 18 (régime juridique de l'utilisation, de la fourniture, de l'importation et de l'exportation des moyens de cryptologie)

Son intervention (p. 1469 et s.)

Article 20 (responsabilité des fournisseurs de prestations de cryptologie à des fins de confidentialité)

Son intervention (p. 1471)

Article 21 (responsabilité des prestataires de services de certification électronique pour les certificats présentés par eux comme qualifiés)

Son intervention (p. 1472)

Article 22 (sanctions administratives à l'encontre des fournisseurs de moyens de cryptologie)

Son intervention (p. 1473)

Article 24 (pouvoirs des agents spécialisés en matière de constatation des infractions au régime de la cryptologie)

Son intervention (p. 1474 et s.)

Article 25 (aggravation des sanctions pénales en cas d'utilisation de moyens de cryptologie afin de préparer ou de commettre une infraction)

Son intervention (p. 1475 et s.)

Article 26 (interceptions de sécurité des messages cryptés - sanctions pénales en cas de refus de communiquer la convention de déchiffrement)

Son intervention (p. 1477 et s.)

Article 27 (réquisition des moyens de décryptage)

Son intervention (p. 1480)

Article 29 (dispositions transitoires)

Son intervention (p. 1481)

Article 34 (création d'une nouvelle incrimination en matière de droit de l'informatique)

Son intervention (p. 1482 et s.)

Après l'article 37

Intervient sur l'amendement n° 85 rectifié de la commission (insertion d'un titre IV bis : Du développement des technologies de l'information et de la communication) (p. 1484)

Intervient sur l'amendement n° 86 de la commission (financement des coûts nets des obligations de service universel) (p. 1486)

Intervient sur l'amendement n° 19 rectifié de M. Patrice Martin-Lalande (financement des coûts nets des obligations de service universel) (p. 1486)

Intervient sur l'amendement n° 158 de M. Jean Launay (financement des coûts nets des obligations de service universel) (p. 1486)

Projet de loi n° 677 modifiant l'article 1-1 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et des télécommunications

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [18 mars 2003] (p. 2153)

Son intervention (p. 2152)

Sa réponse (p. 2160)

Thèmes :

Télécommunications : France Télécom (p. 2152 et s., 2160)

Union européenne : directives : télécommunications (p. 2153, 2160)

Proposition de loi n° 418 portant diverses dispositions relatives aux droits des mineurs et aux mines

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 2003] (p. 5407)

Son intervention (p. 5408)

Sa réponse (p. 5421)

Thèmes :

Energie et carburants : Charbonnage de France (p. 5409, 5421)

Mines et carrières : dégâts miniers (p. 5421)

Mines et carrières : travailleurs de la mine : statut juridique (p. 5408, 5421)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : travailleurs de la mine (p. 5421)

Discussion des articles [17 juin 2003] (p. 5422)

Article 2 (missions de l'Agence)

Son intervention (p. 5422)

Article 4 (administration et gestion de l'Agence)

Son intervention (p. 5423)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Jean-Pierre Kucheida (conventions entre l'Agence nationale et les bailleurs sociaux afin de mieux indemniser les ayants droit) (p. 5424)

Article 11 (coordination et dissolution de Charbonnages de France)

Son intervention (p. 5426 et s.)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Jean-Yves Le Déaut (dissolution de l'établissement public liée à la réalisation d'une étude complète de toutes les conséquences potentielles de l'arrêt de l'exploitation) (p. 5430)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Michel Sordi (centre de stockage autorisé sous certaines conditions et pour une durée illimitée avant l'échéance du terme prévu initialement par l'autorisation) (p. 5432)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Richard Mallié (de coordination) (p. 5433)

Intervient sur l'amendement n° 13 du Gouvernement (abrogation de la loi n° 81-1135 du 23 décembre 1981 sur l'exploration et l'exploitation des ressources minérales des grands fonds marins) (p. 5433)

Pierre FORGUES

Hautes-Pyrénées (1^{ère} circonscription)
Socialiste

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11116)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

Membre titulaire du Comité de liaison pour l'accessibilité des transports et du cadre bâti [J.O. du 2 août 2002] (p. 13231)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Union européenne. perspectives. constitution européenne [5 mars 2003] (p. 1598)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 7, posée le 14 octobre 2002. Transports ferroviaires. transport de marchandises (J.O. questions p. 3480). Appelée le 15 octobre 2002. traversée centrale des Pyrénées, perspectives (p. 3271)

n° 54, posée le 16 décembre 2002. Agroalimentaire. Aliments pour animaux (J.O. questions p. 4845). Appelée le 17 décembre 2002. Farines animales, élimination (p. 6792)

n° 186, posée le 3 mars 2003. Energie et carburants. électricité (J.O. questions p. 1489). Appelée le 4 mars 2003. société hydro-électrique du Midi, cession, perspectives (p. 1496)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SANTÉ, FAMILLE ET PERSONNES HANDICAPÉES

Examen du fascicule [12 novembre 2002] (p. 4939)

Procédure des questions :

Handicapés : emplois réservés (p. 4950)

Projet de loi n° 187 relatif à la programmation militaire pour les années 2003 à 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 novembre 2002] (p. 5933)

Son intervention (p. 5967)

Thèmes :

Défense : armements et équipements : coopération économique (p. 5967)

Défense : Délégation générale pour l'armement (DGA) (p. 5968)

Défense : GIAT-Industries (p. 5967 et s.)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 5967)

Proposition de loi n° 735 relative à la représentation au sein du conseil d'administration et des instances représentatives des fonctionnaires, des agents sous contrat et des ouvriers de l'Etat mis à la disposition de l'entreprise nationale "Direction des chantiers navals (DCN)" en application de l'article 78 de la loi de finances rectificative pour 2001

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [7 mai 2003] (p. 3523)

Après l'article unique

Intervient sur l'amendement n° 1 rectifié du Gouvernement (recrutement des ouvriers sous décret de GIAT- Industries en qualité d'agents non titulaires à durée indéterminée) (p. 3525)

Déclaration du Gouvernement n° 880 sur les infrastructures 2003-2020 et débat sur cette déclaration

[20 mai 2003] (p. 3826)

Son intervention (p. 3889)

Thèmes :

Transports ferroviaires : TGV (p. 3889)

Transports ferroviaires : transport de marchandises (p. 3889)

Nicolas FORISSIER

Indre (2^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale à l'aménagement et au développement durable du territoire [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

Vice-président de la délégation de l'Assemblée nationale à l'aménagement et au développement durable du territoire [J.O. du 11 juillet 2002] (p. 11913)

Membre titulaire du conseil de surveillance de l'Agence française de développement [J.O. du 2 août 2002] (p. 13230)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 21 décembre 2002] (p. 21390)

Membre titulaire du conseil d'administration du Centre français du commerce extérieur [J.O. du 15 mai 2003] (p. 8402)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 20 juin 2003] (p. 10395)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) : annexe n° 15 : Economie, finances et industrie (commerce extérieur) (n° 256) [10 octobre 2002]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire sur la desserte du territoire par la téléphonie mobile et par Internet en haut débit [28 novembre 2002] (n° 443)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Secteur public. services publics. réforme, perspectives [3 décembre 2002] (p. 6065)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT, PROFESSIONS LIBÉRALES ET CONSOMMATION

Examen du fascicule [8 novembre 2002] (p. 4782)

Son intervention (p. 4792)

Thèmes avant la procédure des questions :

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 4793)

Entreprises : transmission (p. 4793)

Impôts et taxes : taxe d'aide au commerce et à l'artisanat (TACA) (p. 4793)

Travail : durée du travail : coût (p. 4792)

CHARGES COMMUNES - ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE - MONNAIES ET MÉDAILLES (BUDGET ANNEXE) - COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR

Examen du fascicule [15 novembre 2002] (p. 5158)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 5162)

Thèmes avant la procédure des questions :

Commerce extérieur : exportations : chambres consulaires (p. 5164)

Commerce extérieur : exportations : foires (p. 5164)

Commerce extérieur : exportations : Fonds d'études et d'aide au secteur privé (FASEP) (p. 5164)

Commerce extérieur : organismes (p. 5163, 5164)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : commerce extérieur (p. 5162, 5163)

Etat : décentralisation : commerce extérieur (p. 5163)

Etat : réforme : commerce extérieur (p. 5163)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 5162)

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE - SERVICES DU PREMIER MINISTRE

Examen du fascicule [7 novembre 2002] (p. 4655)

Son intervention (p. 4680)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : crédits : rôle (p. 4680)

Télécommunications : téléphones mobiles : Internet (p. 4680, 4681)

Union européenne : fonds structurels : aménagement du territoire (p. 4680)

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2002] (p. 4710)

V - AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Etat B, titre IV

Intervient sur l'amendement n° 105 rectifié de la commission des finances (réduction de 200 000 euros des crédits de l'Agence française pour les investissements internationaux) (p. 4728)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[15 novembre 2002] (p. 5197)

Après l'article 58

Intervient sur l'amendement n° 226 de M. François Sauvadet (entreprises nouvelles implantées dans les zones de développement prioritaire – article

44 sexies du code général des impôts – assouplissement des critères) (p. 5216)

Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 2003] (p. 821)

Son intervention (p. 847)

Thèmes :

Entreprises : aides publiques (p. 847)

Entreprises : création (p. 847)

Entreprises : délais de paiement (p. 847)

Entreprises : entreprises individuelles (p. 847)

Entreprises : transmission (p. 847)

Formation professionnelle : apprentissage (p. 847)

Partis et mouvements politiques : gauche : entreprises (p. 847)

Discussion des articles [5 février 2003] (p. 910) ; [6 février 2003] (p. 964, 996, 1046)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 129 de M. Jean Auclair (attribution, aux commerçants et fournisseurs indépendants, des avantages fiscaux consentis aux coopératives agricoles - exonération de l'impôt sur les sociétés et abattement de 50 % sur la base de la taxe professionnelle) (p. 936)

Intervient sur l'amendement n° 131 de M. Jean Auclair (bénéfice des services des coopératives ou groupements de producteurs réservé à leurs sociétaires) (p. 936)

Article 7 (non-opposabilité des clauses d'exclusivité au salarié créateur ou repreneur d'entreprise)

Son intervention (p. 945)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 23 corrigé de la commission (portage salarial) (p. 984 et s.)

Après l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 20 rectifié de Mme Henriette Martinez (sortie anticipée d'un plan d'épargne en actions - PEA - pour la reprise ou la création d'une entreprise individuelle) (p. 1029)

Après l'article 17

Son amendement n° 193 (zones en difficulté - prorogation jusqu'en 2009 des dispositions de l'article 44 sexies du code général des impôts relatif aux exonérations d'impôt sur les bénéfices des entreprises nouvelles) : retiré (p. 1036)

Intervient sur l'amendement n° 38 de la commission (zones en difficulté - assouplissement des conditions d'application de l'article 44 sexies du code général des impôts relatif aux exonérations d'impôt sur les bénéfices des entreprises nouvelles - taux minimum de 60 % de l'activité et des moyens d'exploitation) (p. 1036 et s.)

Son amendement n° 192 (zones en difficulté - assouplissement des conditions d'application de l'article 44 sexies du code général des impôts relatif aux exonérations d'impôt sur les bénéfices des entreprises nouvelles - taux minimum de 60 % de l'activité) (p. 1036) : retiré (p. 1037)

Son amendement n° 194 (reprise d'entreprises en difficulté - amélioration des dispositions de l'article 44 septies du code général des impôts relatif à l'exonération des bénéfices) : rejeté (p. 1038)

Après l'article 26

Son sous-amendement n° 195 (abattement de 75 %) à l'amendement n° 57 de la commission (parts ou actions de société faisant l'objet d'un accord collectif de conservation - prises en compte pour la moitié de leur valeur dans les bases de l'ISF) (p. 1047) : non soutenu (p. 1048)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2003] (p. 4536)

Article 26 bis (exonération partielle d'impôt de solidarité sur la fortune pour les parts ou actions de sociétés que les propriétaires s'engagent à conserver par un accord collectif)

Son intervention (p. 4541 et s.)

Jean-Michel FOURGOUS

Yvelines (11^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 28 juin 2002] (p. 11184)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 21 décembre 2002] (p. 21390)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 20 juin 2003] (p. 10395)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) : annexe n° 5 : Affaires sociales, travail et solidarité (formation professionnelle) (n° 256) [10 octobre 2002]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Formation professionnelle. réforme. perspectives [26 novembre 2002] (p. 5721)

Politique économique. entreprises. plan Innovation, perspectives [9 avril 2003] (p. 3022)

DÉBATS

Projet de loi de finances rectificative n° 29 pour 2002

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 juillet 2002] (p. 2159)

Son intervention (p. 2208)

Thèmes :

Finances publiques : exécution du budget : transparence (p. 2208, 2209)

Politique générale : Gouvernement précédent (p. 2208, 2209)

Discussion des articles [18 juillet 2002] (p. 2225)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 34 de M. Michel Vaxès (intégration des biens professionnels dans l'assiette de l'impôt sur la fortune en fonction de l'évolution du rapport entre la masse salariale de l'entreprise et sa valeur ajoutée) (p. 2250)

Proposition de loi n° 193 modifiant certaines dispositions du code de commerce relatives aux mandats sociaux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er octobre 2002] (p. 2806)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 16 de M. Hervé Novelli (suspension de l'application de la 3ème partie de la loi "nouvelles régulations économiques" jusqu'au 30 juin 2002) (p. 2810)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES SOCIALES, TRAVAIL ET SOLIDARITÉ, ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE

Examen du fascicule [14 novembre 2002] (p. 5069)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 5075)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : jeunes (p. 5076)

Formation professionnelle : apprentissage (p. 5075)

Formation professionnelle : crédits (p. 5075)

Formation professionnelle : formation en alternance (p. 5075)

Formation professionnelle : stagiaires (p. 5076)

Vote des crédits et articles rattachés [14 novembre 2002] (p. 5114)

Après l'article 70

Intervient sur l'amendement n° 187 de M. Jean Ueberschlag (gestion des fonds de la formation professionnelle) (p. 5118)

Son amendement n° 186 (gestion des fonds de la formation professionnelle) (p. 5117) : retiré (p. 5119)

Intervient sur l'amendement n° 175 rectifié de M. Jean-Pierre Dupont (institution d'une taxe destinée au financement d'actions de formation professionnelle dans les transports routiers) (p. 5121)

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE - SERVICES DU PREMIER MINISTRE

Examen du fascicule [7 novembre 2002] (p. 4655)

Procédure des questions :

Grandes écoles : Ecole nationale d'administration (ENA) (p. 4708)

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2002] (p. 4710)

I - SERVICES GÉNÉRAUX

Etat B, titre III

Intervient sur l'amendement n° 86 de M. Hervé Novelli (réduction de moitié - 15 450 228 euros - de la subvention attribuée à l'ENA) (p. 4715)

Projet de loi n° 375 relatif à la négociation collective sur les restructurations ayant des incidences sur l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2002] (p. 6252, 6292)

Article 1er (articles 97, 98, 99, 101, 104, 106, 109 et 116 de la loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002) : suspension de certains articles de la loi de modernisation sociale du 17 janvier 2002 relatifs à la procédure des licenciements économiques)

Son intervention (p. 6264 et s.)

Ses amendements n° 43 et 46 (p. 6264)

Son amendement n° 47 (p. 6273)

Son amendement n° 48 (p. 6276)

Son amendement n° 49 (p. 6279)

Ses amendements n° 50 corrigé, 51 corrigé et 182 (p. 6282)

Son amendement n° 44 (p. 6283)

Article 2 (expérimentations par accord d'entreprise sur la procédure à suivre en cas de licenciement d'au moins dix salariés sur une même période de trente jours)

Son amendement n° 55 (p. 6306)

Article 3 (droit applicable aux procédures en cours à la date de la promulgation de la présente loi)

Son intervention (p. 6309 et s.)

Son amendement n° 56 (p. 6310)

Après l'article 3

Son amendement n° 52 (annulation du licenciement par le tribunal : conditions de reprise du travail ou d'indemnisation) (p. 6312) : retiré (p. 6313)

Intervient sur l'amendement n° 106 de M. Hervé Novelli (définition du harcèlement moral) (p. 6313)

Intervient sur l'amendement n° 39 de M. Pierre Morange (charge de la preuve et présomption d'innocence en matière de harcèlement moral) (p. 6317)

Son amendement n° 57 (détermination de l'ordre du jour du comité d'entreprise) (p. 6319) : retiré (p. 6320)

Projet de loi n° 190 relatif aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [19 décembre 2002] (p. 7004)

Son intervention (p. 7018)

Thèmes :

Entreprises : compétitivité (p. 7018)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 7018)

Formation professionnelle : entreprises (p. 7018)

Travail : durée du travail (p. 7018)

Discussion des articles [19 décembre 2002] (p. 7019, 7030)

Article 2 (assouplissement du dispositif fixant à trente-cinq heures la durée hebdomadaire du travail)

Son intervention (p. 7024)

Son amendement n° 35 rectifié (p. 7024)

Son amendement n° 37 (p. 7034)

Son amendement n° 36 (p. 7035)

Après l'article 2

Son amendement n° 38 (non-prise en compte dans le temps de travail effectif des temps de trajet "siège-chantier" au sein du secteur des travaux publics ; indemnités compensatrices) (p. 7039)

Article 3 (prolongation jusqu'au 31 décembre 2005 des dispositions spécifiques en matière de majoration des quatre premières heures supplémentaires pour les entreprises de vingt salariés au plus)

Son amendement n° 39 (p. 7040)

Son intervention (p. 7041 et s.)

Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 février 2003] (p. 910) ; [6 février 2003] (p. 964, 996, 1046)

Après l'article 2

Son amendement n° 200 (radiation de l'inscription d'un nantissement de fonds de commerce par acte sous seing privé) : adopté après rectification (acte dûment enregistré) (p. 917)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 78 de la commission (groupements de prévention agréés - élargissement de leurs compétences et possibilité d'adhésion des entreprises individuelles) (p. 927)

Intervient sur le sous-amendement n° 245 du Gouvernement (de précision quant aux entreprises pouvant adhérer - suppression de la référence à l'anticipation des défaillances d'entreprises) à l'amendement n° 78 de la commission (p. 927)

Son amendement n° 204 (entrepreneurs individuels - option pour l'assujettissement à l'impôt sur les sociétés) (p. 933) : retiré (p. 936)

Son amendement n° 201 (revenus d'un entrepreneur individuel saisissables ou cessibles dans la limite de 65 % du solde créateur de ses comptes bancaires) : retiré (p. 941)

Article 7 (non-opposabilité des clauses d'exclusivité au salarié créateur d'entreprise)

Son intervention (p. 947)

Son amendement n° 206 (validité des clauses de non-concurrence ne comportant pas de contrepartie financière au profit du salarié si elles ont été stipulées antérieurement à la promulgation de la loi) (p. 947)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 155 de M. Pierre Lang (travail dominical en Alsace-Moselle) (p. 948)

Son amendement n° 211 rectifié (travail dominical en Alsace-Moselle) (p. 948) : retiré (p. 949)

Son amendement n° 210 rectifié (travail dominical en Alsace-Moselle) : retiré (p. 949)

Article 9 (congé et période de travail à temps partiel pour la création d'entreprise)

Son amendement n° 207 (période maximale de congé ou de bi-activité portée de deux ans à quatre ans) (p. 967)

Son amendement n° 209 (temps partiel dans les seules entreprises de plus de cinquante salariés) (p. 968)

Son amendement n° 212 (réduction de la durée du temps de travail - prorogation de la période transitoire pour les heures supplémentaires) (p. 968)

Son intervention (p. 972 et s.)

Son amendement n° 208 (extension des conventions de forfait en jours aux salariés itinérants non-cadres et aux salariés assurant le montage sur chantier) (p. 972)

Article 10 (contrat d'accompagnement à la création d'une activité économique)

Son intervention (p. 980)

Son amendement n° 229 (accompagnement par une société coopérative ouvrière de production) (p. 980) : retiré ; repris par M. Xavier de Roux

Son amendement n° 230 (de coordination - société coopérative ouvrière de production) (p. 982)

Avant l'article 13

Son amendement n° 213 (crédits accordés par les établissements financiers aux entreprises - instauration d'un délai pour leur dénonciation) (p. 1001) : adopté après rectification (p. 1002)

Article 14 (réduction d'impôt accordée au titre de la souscription en numéraire de parts de fonds d'investissement de proximité)

Son intervention (p. 1021)

Après l'article 15

Son amendement n° 217 rectifié (prêts sans intérêt ou à faible taux consentis aux entreprises individuelles - réduction d'impôt) : rejeté (p. 1023)

Après l'article 26

Intervient sur l'amendement n° 249 du Gouvernement (souscription en numéraire au capital de PME non cotées - exonération de l'ISF) (p. 1055)

Son amendement n° 214 (souscription en numéraire au capital de PME non cotées et engagement de conservation pour une durée de quatre ans - exonération de l'ISF) (p. 1053) : retiré (p. 1055)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2003] (p. 4536)*Article 26 bis (exonération partielle d'impôt de solidarité sur la fortune pour les parts ou actions de sociétés que les propriétaires s'engagent à conserver par un accord collectif)*

Son amendement n° 104 (obligation de demeurer inchangées pendant toute la durée de l'engagement limitée aux seules participations faisant l'objet de celui-ci)

Son intervention (p. 4546 et s.)

Son amendement n° 103 (cessation de fonctions d'un des dirigeants - maintien de l'exonération si un nouveau dirigeant souscrit à l'engagement) (p. 4547)

Son sous-amendement n° 102 (maintien des exonérations acquises et à venir en cas de reconstitution des seuils minimum de détention) à l'amendement n° 30 de la commission (conditions de remise en cause des exonérations) (p. 4548)

Projet de loi n° 710 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance des mesures de simplification et de codification du droit

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 avril 2003] (p. 3053)*Article 20 (clarification du droit du travail et du financement de la formation professionnelle)*

Ses amendements n° 130 et 131 (p. 3081)

Son amendement n° 132 (p. 3082)

Article 13 (précédemment réservé) (formalités imposées aux candidats et modalités d'organisation de certaines élections)

Son intervention (p. 3086)

Article 14 (précédemment réservé) (organisation des élections non politiques)

Son amendement n° 129 (p. 3087)

Avant l'article 28

Intervient sur l'amendement n° 49 de M. Hervé Novelli (institution d'une commission de suivi des ordonnances) (p. 3094)

Projet de loi n° 719 de sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 avril 2003] (p. 3252)

Son intervention (p. 3261)

Thèmes :

Entreprises : comptabilité ; transparence (p. 3262)

Entreprises : gouvernement d'entreprise (p. 3262)

Pays étrangers : Etats-Unis (p. 3261)

Professions libérales : commissaires aux comptes (p. 3232)

Sociétés : dirigeants (p. 3262)

Discussion des articles [29 avril 2003] (p. 3263) ; [30 avril 2003] (p. 3311) ; [6 mai 2003] (p. 3442, 3471)*Article 3 (organisation et composition de l'Autorité des marchés financiers)*

Son amendement n° 416 (collège - membres nommés par le ministre de l'économie sur proposition - et non après consultation - des fédérations d'entreprises du secteur économique et financier) (p. 3267)

Article 14 (procédure de sanctions devant l'Autorité des marchés financiers)

Son amendement n° 418 corrigé (transmission du dossier au procureur - publicité à l'initiative de l'Autorité et non sur autorisation du procureur) (p. 3287)

Son intervention (p. 3288)

Article 50 (élargissement des exceptions au monopole bancaire - application aux émetteurs de moyens de paiement dispensés d'agrément des obligations relatives à la lutte contre le blanchiment)

Son amendement n° 419 (application de l'article limitée aux moyens de paiement pré-payés) (p. 3371)

Son amendement n° 421 (fixation d'un montant maximal pour les fonds reçus des utilisateurs) (p. 3372)

Avant l'article 57

Intervient sur le sous-amendement n° 476 de M. Jacques-Alain Bénisti (garantie déclenchée par réclamation - suppression de conditions d'exonération) à l'amendement n° 1 troisième rectification de M. Michel Hunault (conditions d'application dans le temps des garanties d'assurance de responsabilité) (p. 3379)

Intervient sur le sous-amendement n° 477 de M. Jacques-Alain Bénisti (suppression de la priorité attribuée à la garantie déclenchée par le fait dommageable ayant pris effet postérieurement à l'entrée en vigueur de la loi) à l'amendement n° 1 troisième rectification de M. Michel Hunault (p. 3381)

Article 70 (incompatibilité des fonctions de commissaire aux comptes avec le commissariat aux apports)

Son amendement n° 422 (de suppression) (p. 3461)

Son amendement n° 423 (information par les commissaires aux comptes avant leur désignation de leurs missions de commissaires aux apports effectuées durant les deux années précédentes) (p. 3462)

Article 76 (transparence du fonctionnement des organes dirigeants des sociétés)

Son amendement n° 424 (suppression du rapport sur l'organisation des travaux du conseil d'administration et le contrôle interne - reprise de ces informations dans le rapport annuel de gestion) (p. 3474)

Article 76 bis (aménagement des conditions de représentation des sociétés par actions simplifiées)

Son amendement n° 425 (sociétés par actions simplifiées - possibilité de représentation du président par le directeur général ou le directeur général délégué) (p. 3477)

Son amendement n° 426 (sociétés par actions simplifiées - inopposabilité aux tiers des dispositions statutaires limitant les pouvoirs des représentants du président) (p. 3478)

Article 79 (renforcement des obligations des personnes faisant appel public à l'épargne)

Son amendement n° 428 (opérations sur titres – délai de communication à l'Autorité des marchés financiers déterminé par décret en Conseil d'Etat) (p. 3481)

Son amendement n° 429 (informations relatives au gouvernement d'entreprise incluses dans le rapport de gestion et non pas communiquées dans des conditions fixées par l'Autorité des marchés financiers) (p. 3482)

Article 80 (assouplissement du régime des conventions libres et des conventions soumises au régime d'autorisation)

Son intervention (p. 3483 et s.)

Article 82 (assouplissement du droit d'ester en justice des associations d'investisseurs)

Son intervention (p. 3487)

Après l'article 83

Son amendement n° 430 (défaut de réunion de l'assemblée d'approbation des comptes d'une SARL – injonction de faire sous astreinte substituée à la sanction pénale) : retiré (p. 3492)

Son amendement n° 431 (révocation du président – possibilité offerte au conseil d'administration de nommer un administrateur) (p. 3492) : adopté (p. 3493)

Son amendement n° 432 (cumul de mandats d'administrateur – notion de sociétés « sous influence notable » et équivalence entre les fonctions d'administrateur et de membre du conseil de surveillance) : retiré (p. 3493)

Son amendement n° 433 (informations et documents communiqués aux administrateurs) (p. 3493) : adopté (p. 3494)

Son amendement n° 438 (réunions du conseil d'administration – extension de l'utilisation des moyens de télétransmission et administrateurs soumis à une obligation de confidentialité et non pas seulement de discrétion) : retiré (p. 3494)

Ses amendements n° 435 et 436 (cumul jusqu'à trois mandats de directeur général ou de membre du directoire) (p. 3494-3495) : retirés (p. 3495)

Article 84 bis (harmonisation des dispositions relatives au cumul des mandats pour les mandats exercés dans les sociétés entrant dans le périmètre de la consolidation)

Son intervention (p. 3496)

Après l'article 84 bis

Son amendement n° 441 (défaut de réunion de l'assemblée d'approbation des comptes – injonction de faire sous astreinte substituée à la sanction pénale) : retiré (p. 3496)

Son amendement n° 442 (transformation en société par actions simplifiée – unanimité des associés bénéficiant du droit de vote) : retiré (p. 3497)

Après l'article 85

Son amendement n° 443 (participations réciproques – amende civile substituée à la sanction pénale pour les infractions relatives à l'autocontrôle) : retiré (p. 3497)

Son amendement n° 444 (de coordination - défaut de réunion de l'assemblée d'approbation des comptes – injonction de faire sous astreinte substituée à la sanction pénale) : retiré (p. 3497)

Son amendement n° 445 (de coordination - défaut de réunion de l'assemblée d'approbation des comptes – injonction de faire sous astreinte substituée à la sanction pénale) : retiré (p. 3497)

Son amendement n° 446 (de coordination - participations réciproques – amende civile substituée à la sanction pénale pour les infractions relatives à l'autocontrôle) : retiré (p. 3497)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Article 10 [séances des 20 et 23 juin 2003] (limite d'âge pour la mise à la retraite d'office des salariés)

Son intervention (p. 5798 et s.)

Article 12 [séances des 23 et 24 juin 2003] (suppression de la préretraite progressive et limitation du champ du dispositif de la cessation anticipée d'activité)

Son intervention (p. 5844)

Projet de loi n° 950 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juillet 2003] (p. 7449)

Article 27 (création d'une procédure de rétablissement personnel)

Son amendement n° 281 (p. 7486)

Son amendement n° 280 (p. 7501)

Michel FRANÇAIX

Oise (3^{ème} circonscription)
Socialiste

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire du conseil d'administration de la société nationale de programme La Cinquième [J.O. du 2 août 2002] (p. 13230)

Membre de la mission d'information commune sur la création d'une télévision française d'information à vocation internationale [J.O. du 19 décembre 2002] (p. 21167)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Presse et livres, édition, livres scolaires, livres de poche, perspectives [30 octobre 2002] (p. 4338)

Impôts et taxes, politique fiscale, perspectives [15 janvier 2003] (p. 114)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE ET COMMUNICATION

COMMUNICATION

Examen du fascicule [7 novembre 2002] (p. 4733)

Son intervention (p. 4741)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication : crédits (p. 4741)

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 4741)

Audiovisuel et communication : programmes (p. 4741)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 4742)

Audiovisuel et communication : télévision (p. 4741)

Audiovisuel et communication : TF1 (p. 4742)

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2002] (p. 4755)

Après l'article 63 (rapport au Parlement sur les émissions télévisées destinées aux sourds et malentendants)

Intervient sur l'amendement n° 128 rectifié de M. Jean-Christophe Lagarde (p. 4757)

CULTURE

Examen du fascicule [15 novembre 2002] (p. 5129)

Son intervention (p. 5141)

Thèmes avant la procédure des questions :

Arts et spectacles : généralités (p. 5142)

Culture : délocalisations (p. 5141)

Culture : crédits (p. 5141)

Culture : politique culturelle (p. 5141)

Procédure des questions :

Arts et spectacles : enseignement (p. 5150)

Arts et spectacles : artistes : cotisations (p. 5151)

Proposition de loi n° 317 visant à protéger les mineurs contre la diffusion de programmes comprenant des scènes de violence gratuite ou de pornographie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 décembre 2002] (p. 6583)

Son intervention (p. 6594)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : cinéma (p. 6595)

Audiovisuel et communication : cryptage (p. 6595)

Audiovisuel et communication : images de violence et de pornographie (p. 6594)

Audiovisuel et communication : programmes (p. 6594)

Famille : protection de la famille et de l'enfance : mineurs (p. 6595)

Télécommunications : Internet (p. 6595)

Discussion des articles [12 décembre 2002] (p. 6602)

Article 1er (mise en place d'un système de double contrôle d'accès pour les programmes interdits aux mineurs)

Son intervention (p. 6607)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Avant l'article 1er [séances des 12, 13, 14 juin 2003] (principes)
Son intervention (p. 5193 et s.)

Marc FRANCINA

*Haute-Savoie (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Deviens député le 11 mars 2003 (voir pages préliminaires [J.O. du 12 mars 2003] (p. 4289))

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 12 mars 2003] (p. 4289)

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 13 mars 2003] (p. 4381)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 26 mars 2003] (p. 5405)

INTERVENTION EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Enseignement, programmes, sensibilisation à la sécurité routière [9 avril 2003] (p. 3020)

Arlette FRANCO

*Pyrénées-Orientales (2^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elue le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

Chargée d'une mission temporaire auprès de M. le Secrétaire d'Etat au tourisme [J.O. du 26 novembre 2002] (p. 19477)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 934 tendant à renforcer la reconnaissance du conjoint collaborateur de l'artisan et du commerçant [13 juin 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Elections et référendums, élections professionnelles, conseils de prud'hommes, participation [17 décembre 2002] (p. 6822)

Tourisme et loisirs, politique du tourisme, aides de l'Etat [6 mai 2003] (p. 3441)

Union européenne, perspectives, convention sur l'avenir de l'Europe, traité constitutionnel [3 juin 2003] (p. 4405)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 116, posée le 3 février 2003. Déchets, pollutions et nuisances, déchets ménagers (J.O. questions p. 621). Appelée le 4 février 2003. incinération, perspectives, Pyrénées-Orientales (p. 747)

n° 341, posée le 19 mai 2003. Transports aériens, aéroports (J.O. questions p. 3731). Appelée le 20 mai 2003. Perpignan-Rivesaltes, perspectives (p. 3792)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

TOURISME

Examen du fascicule [6 novembre 2002] (p. 4630)

Procédure des questions :

Régions : Corse : tourisme et loisirs (p. 4647)

Projet de loi n° 606 relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mars 2003] (p. 1565)

Son intervention (p. 1570)

Thèmes :

Chambres consulaires : chambres d'agriculture (p. 1570)

Cours d'eau, étangs et lacs : aménagement et protection (p. 1570)

Sécurité publique : Fonds de prévention des risques naturels majeurs (p. 1570)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5069)

Son intervention (p. 5096)

Thèmes :

Retraites : régime agricole : paiement des pensions (p. 5096)

Retraites : régime agricole : retraites complémentaires (p. 5096)

Projet de loi n° 939 relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2003] (p. 7721)

Son intervention (p. 7729)

Thèmes :

Sports : associations et clubs (p. 7729)

Sports : fédérations (p. 7729)

Sports : métiers du sport (p. 7729)

Jacqueline FRAYSSE

*Hauts-de-Seine (4^{ème} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains*

Elue le 16 juin 2002

Adhère au groupe des Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11065)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2003 [J.O. du 22 novembre 2002] (p. 19330)

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé [J.O. du 22 janvier 2003] (p. 1335)

Vice-présidente de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé [J.O. du 30 avril 2003] (p. 7622)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 978 modifiant la loi n° 93-915 du 19 juillet 1993 pour étendre le bénéfice de la qualité de pupille de la Nation aux enfants des élus tués ou décédés des suites d'un acte d'agression survenu lors de l'exercice de leur mandat [25 juin 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement supérieur, professions de santé, réforme, perspectives [10 décembre 2002] (p. 6363)

Etablissements de santé, services d'urgence, fonctionnement [21 mai 2003] (p. 3919)

Retraites : généralités. réforme. perspectives [25 juin 2003] (p. 5976)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 299, posée le 28 avril 2003. Patrimoine culturel. monuments historiques (J.O. questions p. 3249). Appelée le 29 avril 2003. rénovation, lycée Paul-Langevin, Suresnes (p. 3185)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Cite des cas d'application de l'article 40 à des amendements déposés par son groupe tels qu'une demande de référendum [12 juin 2003] (p. 5103)

Sur le rappel au règlement de M. Jacques Barrot : souhaite, pour que le débat soit constructif, que les députés des différentes tendances de l'UMP puissent s'exprimer à l'Assemblée [18 juin 2003] (p. 5566)

DÉBATS

Projet de loi n° 250 de financement de la sécurité sociale pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 octobre 2002] (p. 4123)

Son intervention (p. 4148)

Thèmes :

Etablissements de santé : centres hospitaliers (p. 4150)
Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 4149)
Retraites : généralités : politique à l'égard des retraités (p. 4150)
Risques professionnels : accidents du travail (p. 4150)
Sécurité sociale : cotisations (p. 4149)
Sécurité sociale : financement (p. 4148)
Sécurité sociale : Fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale (FOREC) (p. 4149)

Discussion des articles [29 octobre 2002] (p. 4208, 4260, 4296) ; [30 octobre 2002] (p. 4341, 4374)

Avant l'article 3

Son amendement n° 114 (majoration de la contribution sociale assise sur les bénéfices des sociétés) (p. 4243) : rejeté (p. 4244)

Son amendement n° 118 (contribution sociale sur les revenus des entreprises) : rejeté (p. 4244)

Son amendement n° 116 (nouveau système de modulation des cotisations patronales) : rejeté (p. 4245)

Son amendement n° 115 (fixation des coefficients de modulation des cotisations patronales) (p. 4245) : rejeté (p. 4246)

Son amendement n° 117 (fixation des coefficients de modulation des cotisations patronales) (p. 4246) : rejeté (p. 4247)

Article 3 (affectation du droit de consommation sur les tabacs)

Ses amendements n°s 119 et 120 (p. 4262)

Article 5 (remboursement de la moitié de la dette du Fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale -FOREC- par la Caisse d'amortissement de la dette sociale -CADES-)

Son intervention (p. 4275)

Article 6 (contribution sur les dépenses de promotion des laboratoires pharmaceutiques)

Son intervention (p. 4278 et s.)

Article 11 (création d'une mission d'audit et d'expertise hospitaliers)

Son intervention (p. 4288)

Article 13 (fusion du Fonds pour la modernisation des cliniques privées dans le Fonds pour la modernisation des établissements de santé)

Son intervention (p. 4300)

Article 15 (suppression du mécanisme dit des "lettres-clefs flottantes" et des comités médicaux régionaux)

Son intervention (p. 4309)

Après l'article 19

Son amendement n° 126 (dépôt automatique d'une demande d'inscription sur la liste des médicaments remboursables pour toute spécialité ayant obtenu une autorisation de mise sur le marché) (p. 4319) : retiré

Article 20 (inscription accélérée sur la liste des médicaments remboursables)

Son intervention (p. 4322)

Article 22 (transfert à l'assurance maladie du financement des dépenses des centres spécialisés dans la prise en charge des toxicomanes)

Son intervention (p. 4345 et s.)

Article 27 (tarif forfaitaire de remboursement pour les médicaments)

Son intervention (p. 4359)

Article 37 (montant du versement de la branche accidents du travail à la branche maladie au titre de la sous-déclaration des accidents du travail et des maladies professionnelles)

Son amendement n° 130 (p. 4390)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 4419)

Vote contre du groupe des Député-e-s Communistes et Républicains (p. 4419)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [27 novembre 2002] (p. 5820)

Son intervention (p. 5832)

Thèmes :

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 5832)
Etablissements de santé : hôpitaux (p. 5833)
Pharmacie et médicaments : médicaments : remboursement (p. 5833)
Retraites : généralités : politique à l'égard des retraités (p. 5832)
Retraites : généralités : retraites complémentaires (p. 5832)
Sécurité sociale : caisses (p. 5832)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SANTÉ, FAMILLE ET PERSONNES HANDICAPÉES

Examen du fascicule [12 novembre 2002] (p. 4910)

Son intervention (p. 4924)

Thèmes avant la procédure des questions :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 4925)
Enseignement : médecine scolaire et universitaire (p. 4925)
Politique sociale : solidarité (p. 4925)
Santé : maladies (p. 4924)
Santé : politique de la santé (p. 4924)

Projet de loi n° 375 relatif à la négociation collective sur les restructurations ayant des incidences sur l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2002] (p. 6252, 6292)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Maxime Gremetz (droit d'opposition aux licenciements économiques pour les représentants du personnel) (p. 6252)

Intervient sur l'amendement n° 26 corrigé de M. Maxime Gremetz (droit du salarié licencié de saisir le bureau de jugement du conseil des prud'hommes) (p. 6253)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Maxime Gremetz (mise à l'étude obligatoire des avis, objections et suggestions des représentants du personnel) (p. 6253)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Maxime Gremetz (représentation commune des salariés d'une entreprise sous-traitante et des salariés de l'entreprise donneuse d'ordre) (p. 6254)

Article 1er (articles 97, 98, 99, 101, 104, 106, 109 et 116 de la loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002) : suspension de certains articles de la loi de modernisation sociale du 17 janvier 2002 relatifs à la procédure des licenciements économiques)

Son intervention (p. 6258 et s.)

Article 2 (expérimentations par accord d'entreprise sur la procédure à suivre en cas de licenciement d'au moins dix salariés sur une même période de trente jours)

Son intervention (p. 6296 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 11 de M. Maxime Gremetz (le non-renouvellement des contrats est traité comme un licenciement dès lors que les salariés en contrat à durée déterminée ou mis à disposition représentent plus de 5 % des effectifs) (p. 6318)

Projet de loi n° 326 relatif aux marchés énergétiques et au service public de l'énergie

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [19 décembre 2002] (p. 7075)

Son intervention (p. 7080)

Thèmes :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) : ouverture du capital (p. 7080)
Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : ouverture du capital (p. 7080)

Débat sur l'assurance maladie et la politique de santé

[13 mai 2003] (p. 3555)

Son intervention (p. 3566)

Thèmes :

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 3568)
Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 3567)
Professions de santé : médecins (p. 3567)
Santé : politique de la santé (p. 3566)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 3567)
Sécurité sociale : protection sociale (p. 3568)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5103)

Son rappel au règlement (cf supra) [12 juin 2003] (p. 5103)

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Avant l'article 1er [séances des 12, 13, 14 juin 2003] (principes)

Son intervention (p. 5152 et s.)

Avant l'article 4 [séances des 18 et 19 juin 2003] (contrats à durée déterminée ou à temps partiel)

Son intervention (p. 5543 et s.)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jacques Barrot (cf supra) (p. 5566)

Article 4 [séances du 19 juin 2003] (assurer en 2008, un montant minimal de retraite égal à 85 % du SMIC)

Son intervention (p. 5591 et s.)

Article 9 [séances du 20 juin 2003] (simplification des règles de limitation du cumul "emploi-retraite")

Son intervention (p. 5766 et s.)

Article 11 [séances du 23 juin 2003] (assujettissement des allocations de préretraite d'entreprise à une contribution spécifique affectée au Fonds de réserve pour les retraites)

Son intervention (p. 5831)

Article 12 [séances des 23 et 24 juin 2003] (suppression de la préretraite progressive et limitation du champ du dispositif de la cessation anticipée d'activité)

Son intervention (p. 5834 et s.)

Article 25 [séance du 26 juin 2003] (radiation des cadres et liquidation de la pension)

Son intervention (p. 6112)

Article 27 [séances du 26 juin 2003] (services effectifs et validation des périodes d'interruption ou de réduction d'activité)

Son intervention (p. 6150)

Article 35 [séance du 27 juin 2003] (conditions de liquidation différée des pensions civiles et militaires)

Son intervention (p. 6280 et s.)

Article 36 [séance du 27 juin 2003] (modalités de revalorisation de la rente d'invalidité)

Son intervention (p. 6287)

Article 81 [séance du 2 juillet 2003] (déductions fiscales favorisant l'épargne retraite)

Son intervention (p. 6687)

Pierre FROGIER

*Nouvelle-Calédonie (2^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 28 juin 2002] (p. 11184)

Membre titulaire du Comité de l'initiative française pour les récifs coralliens [J.O. du 2 août 2002] (p. 13231)

Membre titulaire du comité directeur du Fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14786)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Relations internationales. G8. sommet d'Evian [4 juin 2003] (p. 4476)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [8 novembre 2002] (p. 4807)

Son intervention (p. 4816)

Thèmes avant la procédure des questions :

Outre-mer : Accord de Nouméa (p. 4816)

Outre-mer : Nouvelle-Calédonie : compétences (p. 4816)

Outre-mer : Nouvelle-Calédonie : établissements scolaires (p. 4816)

Outre-mer : Nouvelle-Calédonie : investissement (p. 4816)

Outre-mer : Nouvelle-Calédonie : mines et carrières (p. 4817)

Projet de loi n° 881 de programme pour l'outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 juin 2003] (p. 4715)

Son intervention (p. 4718)

Thèmes :

Constitution : révision : décentralisation (p. 4718)

Etat : Gouvernement : outre-mer (p. 4718)

Impôts et taxes : investissements outre-mer : politique économique (p. 4718)

Outre-mer : développement économique (p. 4718)

Outre-mer : Nouvelle-Calédonie : Accord de Nouméa (p. 4718)

Outre-mer : Nouvelle-Calédonie : matières premières (p. 4718)

Yves FROMION

*Cher (1^{ère} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11116)

Vice-président de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 juin 2002] (p. 11184)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) tome III : Défense (espace, communication et renseignement) (n° 260) [10 octobre 2002]

Rapport d'information déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur la situation de Giat Industries [17 décembre 2002] (n° 474)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Défense. armement. drones, bilan et perspectives [18 juin 2003] (p. 5523)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 149, posée le 24 février 2003. Décorations, insignes et emblèmes. médailles d'honneur régionale, départementale et communale (J.O. questions p. 1274). Appelée le 25 février 2003. conditions d'attribution (p. 1341)

n° 390, posée le 2 juin 2003. Télécommunications. téléphone (J.O. questions p. 4141). Appelée le 3 juin 2003. portables, kit mains libres, standardisation (p. 4370)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****DÉFENSE ET SGDN****Examen des fascicules [24 octobre 2002] (p. 3907)**

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 3911)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : renseignement (p. 3912)

Espace : politique spatiale : Etats-Unis (p. 3912)

Espace : satellites (p. 3911)

Politiques communautaires : politique de la défense : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 3912)

Procédure des questions :

Politiques communautaires : politique industrielle : défense (p. 3956)

Vote des crédits et articles rattachés [24 octobre 2002] (p. 3957)**DÉFENSE***Article 38 (mesures nouvelles - dépenses ordinaires des services militaires)*

Intervient sur l'amendement n° 49 de la commission (réduction des crédits des services de communication du ministère de la défense) (p. 3959)

Projet de loi n° 187 relatif à la programmation militaire pour les années 2003 à 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 novembre 2002] (p. 5933)

Son intervention (p. 5957)

Thèmes :

Défense : armements et équipements : coopération économique (p. 5959)

Défense : armes de destruction massive (p. 5958)

Défense : armes nucléaires stratégiques (p. 5958)

Défense : avions (p. 5959)

Défense : défense opérationnelle du territoire (DOT) (p. 5958)

Défense : direction des chantiers navals (p. 5959)

Défense : GIAT-Industries (p. 5959)

Défense : hélicoptères (p. 5959)

Défense : loi de programmation militaire (p. 5957)

Défense : professionnalisation (p. 5957 et s.)

Défense : renseignement (p. 5958)

Défense : réserves (p. 5959)

Ordre public : terrorisme (p. 5958)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 5960)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 5958)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 janvier 2003] (p. 390) ; [23 janvier 2003] (p. 445, 483)*Article 21 (incrimination des attroupements portant atteinte à la libre circulation dans les parties communes d'immeubles)*

Son intervention (p. 424)

Son amendement n° 460 rectifié (p. 424)

Après l'article 37

Son amendement n° 470 rectifié (autorisation des armes de 7ème catégorie à munitions en caoutchouc pour les policiers municipaux) (p. 474) : retiré (p. 476)

Après l'article 45

Son amendement n° 516 (article 23-2 de la loi du 15 juillet 1845 : possibilité de faire descendre les contrevenants d'un autobus comme d'un train) : adopté (p. 511)

Projet de loi n° 638 renforçant la lutte contre la violence routière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [20 mars 2003] (p. 2286)*Avant l'article 12*

Son amendement n° 91 (contravention en cas d'utilisation d'un téléphone par le conducteur sans dispositif "mains libres") (p. 2290) : retiré (p. 2293)

Proposition de loi n° 735 relative à la représentation au sein du conseil d'administration et des instances représentatives des fonctionnaires, des agents sous contrat et des ouvriers de l'Etat mis à la disposition de l'entreprise nationale "Direction des chantiers navals (DCN)" en application de l'article 78 de la loi de finances rectificative pour 2001

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [7 mai 2003] (p. 3523)*Après l'article unique*

Intervient sur l'amendement n° 1 rectifié du Gouvernement (recrutement des ouvriers sous décret de GIAT- Industries en qualité d'agents non titulaires à durée indéterminée) (p. 3526)

G

Claude GAILLARD

*Meurthe-et-Moselle (3^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire
Questeur de l'Assemblée nationale*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Questeur de l'Assemblée nationale [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11114)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant relance de la négociation collective en matière de licenciements économiques [J.O. du 19 décembre 2002] (p. 21117)

Rapporteur du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 (n° 1106) [29 janvier 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Industrie, emploi et activité, contrats de site, perspectives [12 février 2003] (p. 1203)

DÉBATS**Projet de loi n° 190 relatif aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [3 octobre 2002] (p. 2897, 2927)**

Son intervention (p. 2901)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 2946)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 2902)

Entreprises : délocalisations (p. 2946)

Politique économique : croissance (p. 2902)

Politique économique : généralités (p. 2901)

Travail : durée du travail (p. 2901, 2946)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 2903)

Discussion des articles [3 octobre 2002] (p. 2947) ; [8 octobre 2002] (p. 3070) ; [9 octobre 2002] (p. 3158)

Article 1er (article 32 de la loi n° 2000-37 du 19 janvier 2000 : harmonisation des salaires minima)

Intervient sur l'amendement n° 27 de M. Maxime Gremetz (suppression des clauses de gel ou de modération des salaires liées au passage aux 35 heures) (p. 2959)

Article 2 (articles L. 212-5, L. 212-5-1, L. 212-6, L. 212-8, L. 212-9, L. 212-15-2, L. 212-15-3 et L. 227-1 du code du travail : assouplissements des trente-cinq heures)

Son amendement n° 231 (seuls les conventions et accords collectifs peuvent déterminer les catégories de cadres susceptibles de bénéficier de forfaits annuels en jours) (p. 3105)

Article 8 (articles L. 131-9, L. 241-13-1 et L. 711-13-1 du code de la sécurité sociale et articles L. 741-4, L. 741-15 et L. 751-17 du code rural : abrogation de l'allègement de cotisations sociales patronales lié à la réduction du temps de travail et coordination)

Intervient sur l'amendement n° 220 de M. Camille de Rocca Serra (de cohérence pour la Corse) (p. 3185)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 3307)

DEUXIÈME LECTURE**Avant la discussion des articles [19 décembre 2002] (p. 7004)**

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7011)

Son intervention (p. 7012)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi (p. 7011)

Entreprises : compétitivité (p. 7011)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 7012)

Travail : durée du travail (p. 7011, 7013)

Travail : salaires (p. 7013)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 7049)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle (p. 7049)

Déclaration du Gouvernement n° 880 sur les infrastructures 2003-2020 et débat sur cette déclaration**[20 mai 2003] (p. 3826)**

Son intervention (p. 3888)

Thèmes :

Transports ferroviaires : Réseau ferré de France (p. 3888)

Transports ferroviaires : TGV-Est (p. 3888)

Transports par eau : canaux (p. 3888)

Transports routiers : transport de marchandises (p. 3888)

Union européenne : fonds structurels : infrastructures (p. 3888)

Cécile GALLEZ

*Nord (21^{ème} circonscription)
Apparentée au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle
puis Apparentée au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire*

Elue le 16 juin 2002

Deviens députée le 19 juillet 2002 (voir indications préliminaires) [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12450)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12450)

S'apparente au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 25 juillet 2002] (p. 12772), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 26 juillet 2002] (p. 12834)

Rapporteuse de la proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les mineurs en danger arrivant en France (n° 396) [18 décembre 2002]

Rapporteuse pour avis du projet de loi d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine (n° 950) [18 juin 2003]

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine [J.O. du 25 juillet 2003] (p. 12639)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de résolution (n° 396) de Mme Geneviève Colot, tendant à créer une commission d'enquête sur les mineurs en danger arrivant en France [22 janvier 2003] (n° 562)

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le titre III (procédure de rétablissement personnel) du projet de loi (n° 950) d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine [2 juillet 2003] (n° 1002)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Enseignement, illettrisme, lutte et prévention [13 mai 2003] (p. 3594)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 70, posée le 16 décembre 2002. Enseignement agricole, lycées agricoles (J.O. questions p. 4848). Appelée le 17 décembre 2002. fonctionnement, financement, lycée horticole de Raismes (p. 6793)

n° 279, posée le 28 avril 2003. Police, police municipale (J.O. questions p. 3245). Appelée le 29 avril 2003. missions, financement (p. 3195)

DÉBATS**Projet de loi n° 606 relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages****PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [6 mars 2003] (p. 1763)**

Après l'article 16 sexies

Son amendement n° 294 (aides financières en faveur des bailleurs sociaux) (p. 1772) : retiré (p. 1773)

Projet de loi n° 950 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine

Rapporteuse pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE**Avant la discussion des articles [10 juillet 2003] (p. 7275)**

Son intervention (p. 7280)

Thèmes :

Politique sociale : surendettement (p. 7280 et s.)
Professions libérales (p. 7281)

Discussion des articles [11 juillet 2003] (p. 7449)**Avant l'article 27**

Intervient sur l'amendement n° 52 de la commission des affaires culturelles (rapport au Parlement) (p. 7481)

Article 27 (création d'une procédure de rétablissement personnel)

Son intervention (p. 7487)
Ses sous-amendements n°s 355, 356, 353 et 354 à l'amendement n° 171 de M. Alain Vidalies (p. 7493)

Après l'article 27

Intervient sur l'amendement n° 62 de la commission des affaires culturelles (rapport au Parlement sur la procédure de rétablissement personnel, la prévention et le traitement du surendettement) (p. 7509)

René GALY-DEJEAN

*Paris (13^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 9 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Président de la Commission de vérification des fonds spéciaux (art 154 de la loi de finances pour 2002) [J.O. du 25 septembre 2002] (p. 15848)

INTERVENTION EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Union européenne. perspectives. marchés d'armement militaire [27 mai 2003] (p. 4264)

Gilbert GANTIER

*Paris (15^{ème} circonscription)
Union pour la Démocratie Française*

Elu le 16 juin 2002

Président du bureau d'âge de l'Assemblée nationale, le 25 juin 2002 [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11059)

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Secrétaire de la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 juin 2002] (p. 11184)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant n° 1 à la convention sur la sécurité sociale du 2 octobre 1980 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République gabonaise (n° 43) [25 septembre 2002]

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification d'un accord entre la République française et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relatif à l'établissement d'une ligne de délimitation maritime entre la France et Jersey (n° 48) [25 septembre 2002]

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de l'accord relatif à la pêche dans la baie de Granville entre la République française et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (ensemble quatre échanges de notes) (n° 49) [25 septembre 2002]

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de la convention européenne pour la protection des animaux de compagnie (n° 51) [25 septembre 2002]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre la République française et la République fédérale d'Allemagne en vue d'éviter les doubles impositions et d'établir des règles d'assistance administrative et juridique réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi qu'en matière de contributions des patentes et de contributions foncières, du 21 juillet 1959, modifiée par l'avenant du 9 juin 1969 et par l'avenant du 28 septembre 1989, signé à Paris le 20 décembre 2001 (n° 337) [4 décembre 2002]

Membre de la commission d'enquête sur les causes économiques et financières de la disparition d'Air Lib [J.O. du 26 mars 2003] (p. 5405)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention sur les effets transfrontières des accidents industriels (ensemble treize annexes) (n° 649) [4 juin 2003]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 277 visant à préciser les conditions d'application de l'article L. 273 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre [15 octobre 2002]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 43), autorisant l'approbation de l'avenant n° 1 à la convention sur la sécurité sociale du 2 octobre 1980 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République gabonaise [11 décembre 2002] (n° 467)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 337) autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre la République française et la République fédérale d'Allemagne en vue d'éviter les doubles impositions et d'établir des règles d'assistance administrative et juridique réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi qu'en matière de contributions des patentes et de contributions foncières, du 21 juillet 1959, modifiée par l'avenant du 9 juin 1969 et par l'avenant du 28 septembre 1989, signé à Paris le 20 décembre 2001 [14 janvier 2003] (n° 522)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur :

- le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 48), autorisant la ratification d'un accord entre la République française et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relatif à l'établissement d'une ligne de délimitation maritime entre la France et Jersey

- le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 49), autorisant la ratification de l'accord relatif à la pêche dans la baie de Granville entre la République française et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (ensemble quatre échanges de notes) [5 février 2003] (n° 602)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 51), autorisant la ratification de la convention européenne pour la protection des animaux de compagnie [2 avril 2003] (n° 764)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 649), autorisant l'approbation de la convention sur les effets transfrontières des accidents industriels (ensemble treize annexes) [4 juin 2003] (n° 896)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT**

n° 33, posée le 2 décembre 2002. Tourisme et loisirs. sports (J.O. questions p. 4502). Appelée le 3 décembre 2002. piscines (p. 6037)

n° 297, posée le 28 avril 2003. Transports urbains. train (J.O. questions p. 3248). Appelée le 29 avril 2003. ancienne ligne Auteuil-Pont Cardinet, terrains, aménagement (p. 3189)

n° 377, posée le 2 juin 2003. Patrimoine culturel. terrasse du Trocadéro (J.O. questions p. 4139). Appelée le 3 juin 2003. rénovation, calendrier (p. 4374)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Estime qu'il avait le droit de répondre à la commission ou au Gouvernement [4 juin 2003] (p. 4542)

DÉBATS**Projet de loi n° 230 de finances pour 2003****PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER****Discussion des articles [18 octobre 2002] (p. 3680)**

Article 21 (mesures de financement du budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA))

Intervient sur l'amendement n° 155 corrigé de M. Charles de Courson (suppression des 31 millions d'euros de prélèvements sur la mutualité sociale agricole - majoration à due concurrence de la contribution sociale de solidarité) (p. 3680)

Article 22 (aménagement de l'assiette des cotisations de solidarité affectées au budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA))

Intervient sur l'amendement n° 43 de la commission (de suppression) (p. 3683)

Intervient sur l'amendement n° 306 de M. Pierre Albertini (taux de la cotisation plafonné à 3,4 % des revenus) (p. 3683)

Après l'article 32

Intervient sur l'amendement n° 158 de M. Charles de Courson (contraventions à la circulation routière – produit des amendes reversé aux communes) (p. 3704)

Article 34 et état A (équilibre général du budget)

Intervient sur l'amendement n° 159 de M. Pierre Albertini (traitement comptable de la prime pour l'emploi) (p. 3718)

Seconde délibération

Article 34 et état A (équilibre général du budget)

Son intervention (p. 3719)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen du fascicule [13 novembre 2002] (p. 5009)

Son intervention (p. 5033)

Thèmes avant la procédure des questions :

Politique extérieure : aide au développement (p. 5034)

Relations internationales (p. 5034)

CULTURE ET COMMUNICATION

CULTURE

Examen du fascicule [15 novembre 2002] (p. 5129)

Son intervention (p. 5140)

Thèmes avant la procédure des questions :

Culture : mécénat (p. 5140)

Culture : crédits (p. 5140)

Culture : politique culturelle (p. 5140)

Impôts et taxes : déductions (p. 5141)

Patrimoine culturel : politique du patrimoine (p. 5140)

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

CHARGES COMMUNES - ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE - MONNAIES ET MÉDAILLES (BUDGET ANNEXE) - COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR

Examen du fascicule [15 novembre 2002] (p. 5158)

Son intervention (p. 5179)

Thèmes avant la procédure des questions :

Finances publiques : dépenses : déficit budgétaire (p. 5179)

Finances publiques : dette publique : gestion (p. 5179)

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2002] (p. 5185)

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

Article 66 (suppression de la contribution recouvrée au profit de l'Ecole nationale d'assurances)

Intervient sur l'amendement n° 182 de M. Xavier Bertrand (nouvelle rédaction de l'article - financement de l'Ecole nationale d'assurances à compter du 1er janvier 2004) (p. 5191)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS - AVIATION CIVILE

Examen du fascicule [24 octobre 2002] (p. 3983)

Procédure des questions :

Transports aériens : bruit (p. 3998)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[15 novembre 2002] (p. 5197)

Après l'article 54

Intervient sur l'amendement n° 60 rectifié de M. Charles de Courson (orphelins de résistants ou de déportés ne bénéficiant pas du décret n° 2000-357 du 13 juillet 2000 - réduction d'impôt) (p. 5202)

Après l'article 55

Intervient sur l'amendement n° 206 de M. Nicolas Perruchot (crédit d'impôt formation – pérennisation, extension et suppression de l'obligation d'option dès la première année d'engagement de dépenses) (p. 5203)

Après l'article 56

Intervient sur l'amendement n° 210 de M. Pierre Albertini (crédit d'impôt recherche – prorogation) (p. 5203)

Article 58 (taxe d'enlèvement des ordures ménagères et redevance d'enlèvement des ordures ménagères : reconduction d'un an du régime transitoire)

Intervient sur l'amendement n° 148 de la commission (reconduction jusqu'au 31 octobre 2005), rectifié (suppression du gage) (p. 5205)

Après l'article 58

Intervient sur l'amendement n° 212 de M. Charles de Courson (farines animales – taxe perçue au profit des communes de stockage) (p. 5208)

Intervient sur l'amendement n° 155 de la commission (taxe d'électricité – perception par les communes de moins de 2 000 habitants relevant du régime urbain d'électrification) (p. 5215)

Intervient sur l'amendement n° 226 de M. François Sauvadet (entreprises nouvelles implantées dans les zones de développement prioritaire – article 44 sexies du code général des impôts – assouplissement des critères) (p. 5215)

Intervient sur l'amendement n° 149 de la commission (ateliers de déshydratation de fourrages – exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties) (p. 5219)

Intervient sur l'amendement n° 181 de M. Charles de Courson (ateliers de déshydratation de fourrages – exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties) (p. 5219, 5220)

Intervient sur l'amendement n° 40 rectifié de M. Charles de Courson (suppression de la vignette automobile pour les entreprises disposant au plus de cinq véhicules de moins de 3,5 tonnes) (p. 5228)

Intervient sur l'amendement n° 32 de M. Jean-Pierre Blazy (nuisances aéroportuaires – institution de taxes sur les passagers et le fret affectées aux fonds de compensation des nuisances institués à Roissy et à Orly) (p. 5231)

Après l'article 59

Intervient sur l'amendement n° 24 de M. Pierre Albertini (impôt sur le revenu – retenue à la source) (p. 5245)

Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Pierre Albertini (impôts locaux – révision des valeurs locatives par les communes) (p. 5246)

Avant l'article 60

Intervient sur l'amendement n° 192 de M. Didier Migaud (recommandations de la Cour des Comptes – rapport du Gouvernement au Parlement sur leur mise en œuvre) (p. 5253)

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 novembre 2002] (p. 5632)

Article 6 (article 72-2 de la Constitution - autonomie financière des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 5661 et s.)

Proposition de loi n° 234 relative à la sécurité des piscines

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 décembre 2002] (p. 6999)

Son intervention (p. 7000)

Thèmes :

Sécurité publique : sécurité civile : enfants (p. 7000)

Sports : piscines municipales : sécurité (p. 7001)

Projet de loi n° 190 relatif aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [19 décembre 2002] (p. 7004)

Son intervention (p. 7015)

Thèmes :

Entreprises : compétitivité (p. 7015)

Travail : durée du travail (p. 7016)

Travail : négociations (p. 7016)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 7016)

Projet de loi n° 375 relatif à la négociation collective sur les restructurations ayant des incidences sur l'emploi

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [19 décembre 2002] (p. 7050)

Son intervention (p. 7055)

Thèmes :

Entreprises : entreprises en difficulté (p. 7056)

Entreprises : investissements (p. 7055)

Travail : licenciement économique (p. 7055)

Travail : plan social (p. 7055)

Projet de loi de finances rectificative n° 382 pour 2002

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [19 décembre 2002] (p. 7059)

Son intervention (p. 7064)

Thèmes :

Collectivités territoriales : finances locales : Gouvernement précédent (p. 7064)
 Finances publiques : déficit budgétaire : aide médicale gratuite (p. 7064)
 Finances publiques : procédure budgétaire : transparence (p. 7064)
 Parlement : rôle : amendements (p. 7065)
 Politique générale : réforme (p. 7064)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 7064)

Projet de loi n° 326 relatif aux marchés énergétiques et au service public de l'énergie

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [19 décembre 2002] (p. 7075)

Son intervention (p. 7079)

Thèmes :

Energie et carburants : gaz (p. 7079)
 Energie et carburants : Gaz de France (GDF) (p. 7079)
 Politiques communautaires : directives : gaz (p. 7079)
 Retraites : régimes autonomes et spéciaux : EDF et GDF (p. 7079)
 Secteur public : services publics : outre-mer (p. 7079)

Projet de loi n° 638 renforçant la lutte contre la violence routière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [20 mars 2003] (p. 2286)*Après l'article 11*

Intervient sur l'amendement n° 136 de M. Gilles Artigues (formation obligatoire à la maîtrise du véhicule en situation d'urgence pour le permis de conduire) (p. 2286)

Intervient sur l'amendement n° 124 de M. Francis Vercaemer (sensibilisation obligatoire aux premiers secours des candidats au permis de conduire) (p. 2287)

Intervient sur l'amendement n° 159 de M. René Dosière (bonus de deux points pour les titulaires du permis ayant suivi une formation aux premiers secours) (p. 2288)

Intervient sur l'amendement n° 66 de la commission (sensibilisation obligatoire aux premiers secours des candidats au permis de conduire) (p. 2288)

Avant l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 160 corrigé de M. Jean-Claude Viollet (limiteur de vitesse obligatoire sur les véhicules neufs) (p. 2294)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 95 de M. Rudy Salles (régulateur de vitesse obligatoire pour les véhicules neufs) (p. 2296)

Avant l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 137 rectifié de M. Gilles Artigues (rapport annuel sur l'éducation routière dispensée à l'école) (p. 2303)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 2316)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 2316)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [4 juin 2003] (p. 4562)

Son intervention (p. 4567)

Thèmes :

Enseignement : sécurité routière (p. 4567)
 Sécurité routière : lutte contre la violence routière : répression (p. 4567)

Proposition de loi n° 696 tendant à étendre aux communautés d'agglomération créées ex nihilo le régime de garantie d'évolution de la dotation globale de fonctionnement des communautés d'agglomération issues d'une transformation

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [20 mars 2003] (p. 2317)

Son intervention (p. 2323)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dotation globale de fonctionnement (DGF) : réforme (p. 2324)
 Coopération intercommunale : communautés d'agglomération (p. 2324)
 Coopération intercommunale : communautés d'agglomération : autonomie financière (p. 2324)

Projet de loi n° 678 relatif au mécénat et aux fondations

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er avril 2003] (p. 2700)

Son intervention (p. 2707)

Thèmes :

Associations : contrôles (p. 2708)
 Associations : fondations (p. 2708)
 Donations et successions : exonérations : dons (p. 2708)
 Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des dons faits par les particuliers (p. 2707 et s.)
 Partis et mouvements politiques : financement : réductions d'impôt (p. 2708)

Discussion des articles [1er avril 2003] (p. 2713)

Article 1er (augmentation de la réduction d'impôt applicable aux particuliers donateurs)

Son intervention (p. 2715)

Débat sur la maîtrise des finances publiques**[8 avril 2003] (p. 2903)**

Son intervention (p. 2922)

Thèmes :

Etat : patrimoine : gestion (p. 2922)
 Etat : réforme : décentralisation (p. 2922)
 Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 2922)
 Parlement : rôle : finances publiques (p. 2922)

Projet de loi n° 710 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance des mesures de simplification et de codification du droit

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 avril 2003] (p. 3053)

Article 5 (législation fiscale et modalités de recouvrement de l'impôt)

Son intervention (p. 3053)

Projet de loi n° 611 portant transposition de la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 avril 2003] (p. 3150)

Son intervention (p. 3155)

Thèmes :

Collectivités territoriales : établissements publics territoriaux de bassin (EPTB) (p. 3154)
 Eau : assainissement (p. 3155)
 Eau : comités de bassin (p. 3155)
 Eau : Fonds national de solidarité pour l'eau (FNSE) (p. 3155)
 Eau : schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) (p. 3155)
 Union européenne : directives : eau (p. 3155)

Projet de loi n° 784 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2003] (p. 4009)

Article 1er (de la procédure applicable à la délinquance et à la criminalité organisées)

Article 706-82 du code de procédure pénale (de l'infiltration)

Son intervention (p. 4022)

Article 706-83 du code de procédure pénale (de l'infiltration)

Son intervention (p. 4024)

Article 706-85 du code de procédure pénale (de l'infiltration)

Son intervention (p. 4025)

Article 706-86 du code de procédure pénale (de l'infiltration)

Son intervention (p. 4025)

Article 706-91 du code de procédure pénale (des perquisitions)

Son intervention (p. 4032)

Proposition de résolution n° 446 sur la création d'un procureur européen - COM (2001) 715 final / E 1912 et COM (2001) 272 final / E 1758**Avant la discussion de l'article unique [22 mai 2003] (p. 3999)**

Son intervention (p. 4005)

Thèmes :

Politiques communautaires : coopération judiciaire (p. 4005)
 Politiques communautaires : fraude (p. 4005)
 Union européenne (p. 4005)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 4006)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 4006)

Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2003] (p. 4536)

Article 26 bis (exonération partielle d'impôt de solidarité sur la fortune pour les parts ou actions de sociétés que les propriétaires s'engagent à conserver par un accord collectif)

Son rappel au règlement (cf supra) [4 juin 2003] (p. 4542)

Son intervention (p. 4544)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [17 juillet 2003] (p. 7819)

Son intervention (p. 7824)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones rurales (p. 7824)

Entreprises : création : chambres consulaires (p. 7824)

Entreprises : création : fonctionnaires et agents publics (p. 7824)

Entreprises : création : Gouvernement (p. 7824)

Entreprises : entreprises individuelles (p. 7824)

Entreprises : financement (p. 7824)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 7824 et s.)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 7824)

Projet de loi n° 810 modifiant la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 relative au droit d'asile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 juin 2003] (p. 4618)

Son intervention (p. 4626)

Thèmes :

Etrangers : demandeurs d'asile : simplifications administratives (p. 4627)

Etrangers : droit d'asile : réforme (p. 4626)

Discussion des articles [5 juin 2003] (p. 4638, 4666)

Article 1er (compétences de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides - OFPRA)

Son amendement n° 98 (p. 4643)

Son intervention (p. 4644)

Son amendement n° 97 (p. 4648)

Article 7 (régime du séjour du demandeur d'asile)

Son amendement n° 96 (p. 4672)

Son amendement n° 93 (p. 4675)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Article 10 [séances des 20 et 23 juin 2003] (limite d'âge pour la mise à la retraite d'office des salariés)

Son intervention (p. 5802)

Après l'article 24 [séances des 25 et 26 juin 2003] (droits à pension des fonctionnaires ; retraite des fonctionnaires exerçant un mandat parlementaire)

Son intervention (p. 6107)

Après l'article 25 [séance du 26 juin 2003] (demande d'admission d'un fonctionnaire à la retraite librement formulée ; limites d'âge ; indemnités aux pensionnés résidant outre-mer)

Son intervention (p. 6115 et s.)

Déclaration du Gouvernement n° 989 d'orientation budgétaire présentée par M. Alain Lambert, ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire et débat sur cette déclaration**[26 juin 2003] (p. 6055)**

Son intervention (p. 6078)

Thèmes :

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 6079)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 6079)

Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 6079)

TVA : taux réduit (p. 6079)

Projet de loi n° 881 de programme pour l'outre-mer

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juin 2003] (p. 6411)

Son intervention (p. 6412)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail : outre-mer (p. 6413)

Enseignement (p. 6412)

Outre-mer : continuité territoriale (p. 6413)

Outre-mer : Mayotte : droit local (p. 6413)

Outre-mer : ultramarins résidant en métropole : continuité territoriale (p. 6412 et s.)

Abstention du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 6413)

Proposition de loi organique n° 936 portant réforme de la durée du mandat et de l'âge d'éligibilité des sénateurs ainsi que de la composition du Sénat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 juillet 2003] (p. 6927)

Son intervention (p. 6947)

Thèmes :

Elections et référendums : élections sénatoriales : durée des mandats (p. 6947)

Elections et référendums : modes de scrutin (p. 6947)

Parlement : sénateurs : représentativité (p. 6948)

Proposition de loi n° 937 portant réforme de l'élection des sénateurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 juillet 2003] (p. 6927)

Discussion générale commune de la proposition de loi organique n° 936 portant réforme de la durée du mandat et de l'âge d'éligibilité des sénateurs ainsi que de la composition du Sénat et de la proposition de loi n° 937 portant réforme de l'élection des sénateurs (voir Elections et référendums 936)

Discussion des articles [7 juillet 2003] (p. 6977)

Article 6 (champ d'application du mode de scrutin majoritaire à deux tours et de la représentation proportionnelle)

Son intervention (p. 6985)

Projet de loi n° 606 relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [17 juillet 2003] (p. 7828)

Son intervention (p. 7832)

Thèmes :

Collectivités territoriales : rapports avec les administrés : information (p. 7832)

Sécurité publique : risques naturels majeurs (p. 7832)

Sécurité publique : risques technologiques (p. 7832)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 7832)

Projet de loi n° 719 de sécurité financière

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juillet 2003] (p. 7848)

Son intervention (p. 7850)

Thèmes :

Marchés financiers : agences de notation : analystes financiers (p. 7850)

Marchés financiers : Autorité des marchés financiers (p. 7850)

Pays étrangers : Etats-Unis (p. 7850)

Politique sociale : surendettement (p. 7850)

Explications de vote et vote

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 7850)

Daniel GARD

*Aisne (5^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Deviend député le 19 juillet 2002 (voir indications préliminaires) [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12450)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12450)

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 25 juillet 2002] (p. 12772), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 26 juillet 2002] (p. 12834)

Jean-Paul GARRAUD

*Gironde (10^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Juge suppléant de la Cour de justice de la République [J.O. du 24 octobre 2002] (p. 17629)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la sécurité intérieure [J.O. du 30 janvier 2003] (p. 1892)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 837 portant création d'un délit d'interruption involontaire de grossesse [14 mai 2003]

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) tome V : Justice (administration centrale et services judiciaires) (n° 261) [10 octobre 2002]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Drogue. toxicomanie. lutte et prévention [11 mars 2003] (p. 1883)

DÉBATS**Projet de loi n° 154 d'orientation et de programmation pour la justice****PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [1er août 2002] (p. 2550) ; [2 août 2002] (p. 2622, 2666)

Article 1er et rapport annexé (approbation du rapport présentant les orientations et les moyens budgétaires pour la justice pour les années 2003 à 2007)

Son amendement n° 78 (réflexion sur les dispositifs d'individualisation des peines) (p. 2563)

Article 20 (centres éducatifs fermés)

Son intervention (p. 2636)

Article 21 (aménagement de la composition pénale)

Son amendement n° 218 rectifié (composition pénale proposée dès la garde à vue) (p. 2657)

Article 22 (placement et prolongation de la détention provisoire)

Son amendement n° 280 (conditions de la prolongation exceptionnelle de la détention provisoire en matière correctionnelle) (p. 2661)

Son amendement n° 294 (conditions de la prolongation exceptionnelle de la détention provisoire en matière criminelle) (p. 2662)

Article 26 (extension de la compétence du juge unique en matière correctionnelle)

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Pierre Albertini (de suppression) (p. 2677)

Après l'article 26

Intervient sur l'amendement n° 185 de la commission (de coordination) (p. 2678)

Intervient sur l'amendement n° 184 de la commission (fixation des audiences correctionnelles pour l'année en concertation avec le procureur) (p. 2678)

Proposition de loi n° 194 relative à la conduite automobile sous l'influence de drogues illicites et psychotropes**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [8 octobre 2002] (p. 3001)

Son intervention (p. 3013)

Thèmes :

Drogue : usage : jeunes (p. 3014)

Sécurité routière (p. 3014)

Sécurité routière : conduite sous l'influence de drogues (p. 3013)

Sécurité routière : conduite sous l'influence de drogues : dépistage (p. 3014)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****JUSTICE**

Examen du fascicule [6 novembre 2002] (p. 4595, 4621)

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Son intervention (p. 4597)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : détention provisoire (p. 4598)

Droit pénal : exécution des peines (p. 4598)

Grandes écoles : Ecole nationale de la magistrature (ENM) (p. 4599)

Justice : greffiers (p. 4599)

Justice : jugements : délais (p. 4598)

Justice : magistrats : recrutement (p. 4598)

Justice : procédures : simplifications administratives (p. 4598)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la justice : budget (p. 4597)

Projet de loi organique n° 242 relatif aux juges de proximité**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [17 décembre 2002] (p. 6833)

Son intervention (p. 6848)

Thèmes :

Justice : délais (p. 6849)

Justice : juge de proximité : statuts (p. 6850)

Justice : procédures : réforme (p. 6848)

Justice : tribunaux d'instance : juge de proximité (p. 6851)

Discussion des articles [17 décembre 2002] (p. 6865)

Article 1er (chapitre V quinquièmes de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 : statut des juges de proximité)

Son intervention (p. 6867 et s.)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 6875)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle (p. 6875)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [14 janvier 2003] (p. 77)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 96)

Thèmes :

Droit pénal : procédure pénale : droits de l'homme et libertés publiques (p. 96)

Ordre public : lutte contre l'insécurité (p. 96)

Police : effectifs (p. 97)

Discussion des articles [22 janvier 2003] (p. 390)

Article 19 bis (extension de l'ordonnance de référé à l'ensemble des personnes installées sans titre sur un terrain)

Son intervention (p. 406)

Article 20 (menaces et actes d'intimidation commis contre les personnes exerçant une fonction publique)

Son intervention (p. 412)

Proposition de loi n° 623 tendant à la suppression du mot "race" de notre législation**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [13 mars 2003] (p. 2029)

Son intervention (p. 2034)

Thèmes :

Constitution : préambule (p. 2034)

Droit pénal : répression : racisme (p. 2034)

Droits de l'homme et libertés publiques : Convention européenne des droits de l'homme (p. 2034)

Droits de l'homme et libertés publiques : lutte contre le racisme (p. 2034)

Explications de vote et vote

Vote contre du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 2034)

Projet de loi n° 638 renforçant la lutte contre la violence routière**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [19 mars 2003] (p. 2225)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 24 de la commission (création d'un délit d'interruption involontaire de grossesse) (p. 2235)

Après l'article 6

Son amendement n° 131 (peines complémentaires pour le nouveau délit d'interruption involontaire de grossesse) (p. 2246) : adopté (p. 2247)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2003] (p. 4570)

Article 2 bis supprimé par le Sénat (création d'un délit d'interruption involontaire de grossesse)

Son intervention (p. 4571)

Projet de loi n° 784 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2003] (p. 4009, 4049, 4125) ; [23 mai 2003] (p. 4186)

Article 1er (de la procédure applicable à la délinquance et à la criminalité organisées)

Article 706-87 du code de procédure pénale (de l'infiltration)

Son intervention (p. 4026)

Article 706-88 du code de procédure pénale (de la garde à vue)

Son intervention (p. 4028)

Article 706-98 du code de procédure pénale (des mesures conservatoires)

Son amendement n° 340 (p. 4036)

Article 706-99 du code de procédure pénale (dispositions communes)

Son intervention (p. 4038)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 583 de M. Michel Vaxès (un repas chaud par vingt-quatre heures ainsi qu'une installation sanitaire décente pour la personne gardée à vue) (p. 4050)

Article 2 (élargissement du champ d'application de la circonstance aggravante de bande organisée et de la peine complémentaire de confiscation des biens - renforcement de la répression du faux monnayage - dispositions diverses)

Son intervention (p. 4054)

Article 17 (attributions du ministre de la justice en matière de politique pénale)

Son intervention (p. 4108)

Article 23 (amélioration et élargissement de la composition pénale)

Son intervention (p. 4112 et s.)

Après l'article 29

Intervient sur l'amendement n° 149 de la commission (rétention possible pendant 20 heures supplémentaires de la personne dont la garde à vue est achevée mais qui doit être présentée à un magistrat) (p. 4136)

Après l'article 35

Intervient sur l'amendement n° 158 de la commission (plainte avec constitution de partie civile) (p. 4146 et s.)

Après l'article 41

Son amendement n° 356 (extension aux demandes de mise en liberté du refus de comparution personnelle de l'intéressé s'il a comparu moins de quatre mois auparavant) : adopté (p. 4156)

Son amendement n° 357 (motifs supplémentaires limitant le droit à réparation pour détention provisoire) (p. 4156) : adopté (p. 4157)

Article 57 (dispositions relatives à la comparution immédiate)

Son intervention (p. 4169)

Après l'article 57

Intervient sur l'amendement n° 201 de la commission (fixation des audiences correctionnelles) (p. 4171)

Après l'article 68

Intervient sur l'amendement n° 547 de la commission (principes directeurs de l'exécution de la peine) (p. 4194)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 4217)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 4218)

Daniel GARRIGUE

Dordogne (2^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2003 [J.O. du 12 décembre 2002] (p. 20541)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2002 [J.O. du 19 décembre 2002] (p. 21177)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 21 décembre 2002] (p. 21390)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive [J.O. du 8 juillet 2003] (p. 11582)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) : annexe n° 14 : Economie, finances et industrie (charges communes) (n° 256) [10 octobre 2002]

Proposition de résolution n° 600 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'application de la directive "oiseaux" du 2 avril 1979 dans les différents Etats de l'Union européenne [5 février 2003]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les conditions d'application de la directive "oiseaux" du 2 avril 1979 en Europe [13 mai 2003] (n° 833)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Moyen-Orient. situation politique [3 octobre 2002] (p. 2840)

Personnes âgées. établissements d'accueil. conventions tripartites, financement [27 mai 2003] (p. 4263)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

S'indigne qu'un fonctionnaire du service d'archéologie d'Aquitaine ait qualifié - dans la presse - de "décision politicienne" le vote de l'Assemblée nationale relatif à l'archéologie préventive [20 novembre 2002] (p. 5367)

Juge attristant et ridicule le propos de M. Mamère laissant entendre que ses positions en matière d'archéologie préventive lui ont été dictées par un "lobby" des bâtiments et travaux publics [4 juillet 2003] (p. 6864)

DÉBATS

Projet de loi n° 36 d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [17 juillet 2002] (p. 2106)

Annexe I

Intervient sur l'amendement n° 33 rectifié de M. Guy Geoffroy (violence à l'école) (p. 2123)

Après l'article 5

Son amendement n° 6 (qualité d'officier de police judiciaire attribuée aux chefs de police municipale) (p. 2145)

Son amendement n° 125 (coordination entre police municipale et police nationale et gendarmerie) (p. 2145)

Projet de loi de finances rectificative n° 29 pour 2002

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 juillet 2002] (p. 2225)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 1 rectifié de M. Richard Cazenave (report au 1er janvier 2004 de l'interdiction faite aux communes membres d'un établissement public de coopération intercommunale exerçant la compétence "traitement des ordures ménagères" d'adhérer à un syndicat effectuant le ramassage et de poursuivre la perception de la taxe ou redevance relative aux ordures ménagères) (p. 2268)

Intervient sur l'amendement n° 20 de M. Charles de Courson (institution d'une franchise de contribution sociale généralisée jusqu'à 1,5 SMIC) (p. 2270)

Projet de loi n° 107 portant création d'un dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 juillet 2002] (p. 2372)

Article 1er (dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise)

Article L. 322-4-6-2 du code du travail (conditions particulières de rupture du contrat de travail)

Intervient sur l'amendement n° 41 de M. Jean Proriot (transformation du contrat de travail) (p. 2415)

Projet de loi n° 154 d'orientation et de programmation pour la justice

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1^{er} août 2002] (p. 2582) ; [2 août 2002] (p. 2622, 2666)

Article 7 (institution, compétence et fonctionnement de la juridiction de proximité)

Son intervention (p. 2591)

Article 17 (procédure de jugement à délai rapproché)

Intervient sur l'amendement n° 74 corrigé de M. Michel Vaxès (investigations sur la personnalité accomplies à l'occasion d'une procédure antérieure de 6 mois au lieu de 18) (p. 2628)

Intervient sur l'amendement n° 163 de la commission (investigations sur la personnalité accomplies à l'occasion d'une procédure antérieure d'un an au lieu de 18 mois) (p. 2628)

Après l'article 21 A

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Patrick Hoguet (saisine du procureur par le maire pour les infractions à la tranquillité publique avec obligation de diligenter une enquête) (p. 2654)

Après l'article 40

Son amendement n° 266 (délit d'intimidation à l'encontre des victimes de contraventions) (p. 2702)

Son amendement n° 265 (délit d'intimidation à l'encontre des témoins de contraventions) (p. 2702)

Projet de loi n° 190 relatif aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 octobre 2002] (p. 2897)

Son intervention (p. 2921)

Thèmes :

Entreprises : allègement des charges (p. 2921)

Travail : durée du travail (p. 2921)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 2921)

Discussion des articles [3 octobre 2002] (p. 2965) ; [8 octobre 2002] (p. 3070)

Article 2 (articles L. 212-5, L. 212-5-1, L. 212-6, L. 212-8, L. 212-9, L. 212-15-2, L. 212-15-3 et L. 227-1 du code du travail : assouplissements des trente-cinq heures)

Son intervention (p. 2978)

Intervient sur l'amendement n° 33 de M. Maxime Gremetz (repos compensateur obligatoire lié à la 39^{ème} heure au lieu de la 41^{ème}) (p. 3076)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 2002] (p. 3447) ; [17 octobre 2002] (p. 3479, 3550)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Son intervention (p. 3451)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 273 de M. Denis Merville (souscriptions au capital des PME et de parts de fonds communs de placement dans l'innovation – quadruplement des plafonds de la réduction d'impôt et extension aux sociétés de personnes) (p. 3486)

Article 3 (amélioration de la prime pour l'emploi)

Son intervention (p. 3497)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 32 de la commission (films pornographiques ou d'incitation à la violence - taxation supplémentaire) (p. 3562)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen du fascicule [13 novembre 2002] (p. 5009)

Son intervention (p. 5037)

Thèmes avant la procédure des questions :

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : résolution (p. 5037)

Pays étrangers : Irak : désarmement (p. 5037)

Pays étrangers : Israël (p. 5037)

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [5 novembre 2002] (p. 4474)

Son intervention (p. 4483)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) (p. 4484)

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 4484)

Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 4484)

Agroalimentaire : viticulture (p. 4484)

Bois et forêts : Office national des forêts (ONF) (p. 4484)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 4483)

TVA (p. 4484)

DÉFENSE ET SGDN

Vote des crédits et articles rattachés [24 octobre 2002] (p. 3957)

DÉFENSE

Article 39 (mesures nouvelles - dépenses en capital des services militaires)

Intervient sur l'amendement n° 51 de la commission (réduction des crédits d'acquisition d'actifs immobiliers) (p. 3960)

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Examen du fascicule [25 octobre 2002] (p. 4017)

Son intervention (p. 4033)

Thèmes avant la procédure des questions :

Industrie : chimie (p. 4033)

Industrie : restructurations (p. 4033)

Vote des crédits et articles rattachés [25 octobre 2002] (p. 4044)

Etat C, titre VI

Intervient sur l'amendement n° 54 de la commission (réduction des crédits de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)) (p. 4046)

CHARGES COMMUNES - ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE - MONNAIES ET MÉDAILLES (BUDGET ANNEXE) - COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR

Examen du fascicule [15 novembre 2002] (p. 5158)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 5158)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) (p. 5159)

Finances publiques : charges communes (p. 5158)

Finances publiques : dette publique : gestion (p. 5158)

Lois de finances : loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances (p. 5158)

Président de la République : crédits (p. 5159)

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2002] (p. 5185)

CHARGES COMMUNES

Etat B, titre II

Intervient sur l'amendement n° 193 de M. René Dosière (Présidence de la République - réduction des crédits de 516 053 €) (p. 5185)

Etat B, titre IV

Intervient sur l'amendement n° 228 du Gouvernement (de coordination - majoration des crédits) (p. 5187)

Intervient sur l'amendement n° 170 de Mme Odile Saugues (suppression de la prime des plans d'épargne logement ne donnant pas lieu à emprunt - réduction des crédits de 296 millions d'euros) (p. 5188)

Article 68 (extension du champ d'intervention de la Caisse de la dette publique - ex-CADEP - et suppression du Fonds de soutien des rentes - FSR)

Son intervention (p. 5189)

Après l'article 68

Son sous-amendement n° 233 (de précision) à l'amendement n° 224 rectifié du Gouvernement (prêts aux pays très endettés - garantie de l'Etat à l'Agence française de développement) (p. 5189)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[15 novembre 2002] (p. 5197)

Après l'article 54

Intervient sur l'amendement n° 60 rectifié de M. Charles de Courson (orphelins de résistants ou de déportés ne bénéficiant pas du décret n° 2000-357 du 13 juillet 2000 - réduction d'impôt) (p. 5202)

Article 58 (taxe d'enlèvement des ordures ménagères et redevance d'enlèvement des ordures ménagères : reconduction d'un an du régime transitoire)

Intervient sur l'amendement n° 148 de la commission (reconduction jusqu'au 31 octobre 2005), rectifié (suppression du gage) (p. 5205)

Après l'article 58

Intervient sur l'amendement n° 152 rectifié de la commission (dotation d'intercommunalité des communautés de communes à taxe professionnelle unique – gel du coefficient d'intégration fiscale) (p. 5213)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Jean-Louis Dumont (immeubles appartenant aux organismes HLM et destinés à la démolition – dégrèvement de taxe foncière pour vacance) (p. 5221)

Intervient sur le sous-amendement n° 231 de M. Michel Bouvard (revalorisation de 1,5 %) à l'amendement n° 217 rectifié de M. Gilles Carrez (valeurs locatives – revalorisation de 1 %) (p. 5226)

Après l'article 59

Son amendement n° 3 (archéologie préventive – diminution de moitié des redevances dues en 2003) (p. 5241) : adopté après modification (p. 5243)

Avant l'article 60

Intervient sur l'amendement n° 192 de M. Didier Migaud (recommandations de la Cour des Comptes – rapport du Gouvernement au Parlement sur leur mise en œuvre) (p. 5253)

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 novembre 2002] (p. 5592, 5632) ; [26 novembre 2002] (p. 5725)

Article 4 (article 72 de la Constitution - libre administration des collectivités territoriales)

Son amendement n° 9 (interdiction et sanction des financements croisés conditionnés) (p. 5625)

Son amendement n° 6 (préfet remplaçant les termes "représentant de l'Etat") (p. 5633)

Article 6 (article 72-2 de la Constitution - autonomie financière des collectivités territoriales)

Son amendement n° 8 (répartition des crédits publics de la seule compétence de l'Etat, des collectivités territoriales et de leurs groupements) (p. 5741)

Projet de loi de finances rectificative n° 382 pour 2002

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 décembre 2002] (p. 6470, 6512)

Après l'article 27

Intervient sur l'amendement n° 40 de M. Bruno Gilles (tabacs – renforcement des peines en cas d'infraction en matière de fabrication, de détention et de vente) (p. 6476)

Après l'article 29

Intervient sur l'amendement n° 76 du Gouvernement (Association nationale de développement agricole – transformation de neuf taxes parafiscales en une imposition de toute nature affectée à l'agence de développement agricole et rural) (p. 6481, 6487)

Avant l'article 31

Intervient sur l'amendement n° 77 du Gouvernement (Liban – garantie de l'Etat aux prêts accordés par l'Agence française de développement) (p. 6522)

Article 32 (prorogation du régime, spécifique au ministère de la défense, d'aliénation des immeubles inutilés à ses services)

Son intervention (p. 6522)

Article 39 (dérogation à la règle du décalage de deux ans relative au versement du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA), appliquée aux investissements engagés par les bénéficiaires du Fonds en réparation des dommages causés par des intempéries)

Son intervention (p. 6545 et s.)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 janvier 2003] (p. 390) ; [23 janvier 2003] (p. 445)

Après l'article 19

Son amendement n° 396 rectifié (création des aires d'accueil au niveau des groupements de communes) : adopté (p. 402)

Article 21 (incrimination des attroupements portant atteinte à la libre circulation dans les parties communes d'immeubles)

Son amendement n° 45 (p. 423)

Article 37 (mise en fourrière des véhicules par les agents de police municipale)

Son amendement n° 376 (p. 471)

Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 2003] (p. 821)

Son intervention (p. 846)

Thème :

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 846)

Débat sur la chasse

[11 février 2003] (p. 1097)

Son intervention (p. 1133)

Thèmes :

Politiques communautaires : directives : oiseaux migrateurs (p. 1133)

Union européenne : Cour de justice : jurisprudence (p. 1133)

Projet de loi n° 606 relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 mars 2003] (p. 1634)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Yves Cochet (avis conforme des communes dans lesquelles une installation à risque peut être implantée) (p. 1654)

Article 4 (installations soumises à un plan de prévention des risques technologiques)

Son intervention (p. 1660)

Projet de loi n° 402 portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [3 avril 2003] (p. 2808)

Article 1er bis A (cohérence entre les périmètres des SCOT)

Son intervention (p. 2810)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 64 rectifié de M. Jean Dionis du Séjour (transformation des bâtiments agricoles désaffectés en habitations) (p. 2815)

Projet de loi n° 758 relatif à la chasse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 mai 2003] (p. 3629)

Son intervention (p. 3642)

Thème :

Chasse et pêche : période de chasse (p. 3642 et s.)

Discussion des articles [14 mai 2003] (p. 3668, 3711)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 112 de M. Charles de Courson (ratification de l'accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie) (p. 3681)

Intervient sur l'amendement n° 113 de M. Maxime Gremetz (ratification de l'accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie) (p. 3681)

Après l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 3 rectifié de M. Thierry Mariani (fixation des dates de chasse des oiseaux) (p. 3715)

Intervient sur l'amendement n° 57 corrigé de M. Jean-Louis Bianco (fixation des dates de chasse des oiseaux) (p. 3715)

Intervient sur l'amendement n° 5 rectifié de M. Thierry Mariani (fixation des dates de chasse des oiseaux) (p. 3715)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Article 75 [séances des 1er et 2 juillet 2003] (pensions de réversion servies par le régime de base des exploitants agricoles)

Son intervention (p. 6588)

Projet de loi n° 960 modifiant la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 juillet 2003] (p. 6819)

Son intervention (p. 6860)

Son rappel au règlement (cf supra) [4 juillet 2003] (p. 6864)

Thèmes :

Patrimoine culturel : archéologie préventive (p. 6860)
 Patrimoine culturel : politique du patrimoine (p. 6860)
 Patrimoine culturel : redevance d'archéologie préventive (p. 6860)
 Recherche : Institut national de recherche et d'archéologie préventive (INRAP) (p. 6860)

Discussion des articles [4 juillet 2003] (p. 6872)*Après l'article 1er*

Intervient sur l'amendement n° 120 de M. Michel Herbillon (information de l'Etat sur l'éventualité d'une prescription archéologique) (p. 6875)

Article 1er ter (services archéologiques des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 6877 et s.)
 Son sous-amendement n° 79 à l'amendement n° 3 de la commission (p. 6877)

Article 2 (réalisation des diagnostics d'archéologie préventive)

Son intervention (p. 6885 et s.)
 Son amendement n° 77 (p. 6885)
 Son amendement n° 76 rectifié (p. 6887)

Article 6 (redevance d'archéologie préventive)

Son amendement n° 80 (p. 6903)
 Son intervention (p. 6904 et s.)
 Son amendement n° 123 (p. 6907)

Proposition de loi n° 609 visant à restreindre la consommation de tabac chez les jeunes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 juillet 2003] (p. 7257)*Après l'article 2*

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Yves Bur (répression de la publicité indirecte utilisant le cinéma) (p. 7267)

Claude GATIGNOL

*Manche (4^{ème} circonscription)
 Union pour la Majorité Présidentielle
 puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11466)

Vice-président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. du 11 juillet 2002] (p. 11919)

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'aviation marchande [J.O. du 2 août 2002] (p. 13230)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les causes et conséquences de la décision de fermeture du site de Noyelles-Godault (Pas-de-Calais), prise unilatéralement par le groupe industriel Metaleurop ; ainsi que les responsabilités sociales et financières qu'il lui appartient d'assumer (n° 567) [14 mai 2003]

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de fermeture de l'usine Metaleurop de Noyelles-Godault, ses conséquences sociales et environnementales et sur les responsabilités de ses dirigeants et actionnaires (n° 568) [14 mai 2003]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction [J.O. du 21 mai 2003] (p. 8730)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 218 tendant à garantir la disponibilité des sauveteurs en mer bénévoles dans le cadre de leur mission de sauvetage en mer des personnes en détresse et de leur formation [24 septembre 2002]

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) tome XV : Jeunesse, éducation nationale et recherche (recherche et technologie) (n° 258) [10 octobre 2002]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur les propositions de résolution :

- (n° 567) de M. Alain Bocquet tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les causes et conséquences de la décision de fermeture du site de Noyelles-Godault (Pas-de-Calais), prise unilatéralement par le groupe industriel Metaleurop ; ainsi que les responsabilités sociales et financières qu'il lui appartient d'assumer

- (n° 568) de M. Jean-Jacques Guillet tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de fermeture de l'usine Metaleurop de Noyelles-Godault, ses conséquences sociales et environnementales et sur les responsabilités de ses dirigeants et actionnaires [28 mai 2003] (n° 886)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Agriculture. contrats territoriaux d'exploitation. perspectives [2 octobre 2002] (p. 2755)

Consommation. sécurité alimentaire. organismes génétiquement modifiés [17 décembre 2002] (p. 6825)

Energie et carburants. politique énergétique. perspectives [27 mai 2003] (p. 4262)

*DÉBATS***Projet de loi n° 230 de finances pour 2003****PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER****Discussion des articles [18 octobre 2002] (p. 3634)***Après l'article 17*

Intervient sur l'amendement n° 64 rectifié de M. Christian Kert (ventes d'immeubles faisant suite à une mutation professionnelle : exonération partielle des droits d'enregistrement) (p. 3668)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE****III - RECHERCHE ET NOUVELLES TECHNOLOGIES****Examen du fascicule [5 novembre 2002] (p. 4427)**

Sa présentation de l'avis de la commission des affaires économiques (p. 4432)

Thèmes avant la procédure des questions :

Energie et carburants : énergies nouvelles (p. 4432)

Entreprises : recherche (p. 4433)

Recherche : chercheurs (p. 4432)

Recherche : crédits (p. 4432)

Vote des crédits et articles rattachés [5 novembre 2002] (p. 4450)*Etat B, titre III*

Intervient sur l'amendement n° 110 de M. Pierre Cohen (majoration de crédits : financement de la poursuite du plan pluriannuel de recrutement de chercheurs) (p. 4452)

Projet de loi n° 326 relatif aux marchés énergétiques et au service public de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [13 décembre 2002] (p. 6732)*Avant l'article 20*

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Jean Proriol (modalités de financement du Fonds d'amortissement des charges d'électrification) (p. 6756)

Après l'article 20 octies

Son amendement n° 262 (détermination des réseaux d'éclairage public éligibles) (p. 6772) : retiré (p. 6773)

Projet de loi n° 402 portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 janvier 2003] (p. 648)

Article 6 (remplacement de la participation pour voies nouvelles et réseaux - PVNR - par une participation pour voirie et réseaux - PVR)
 Son intervention (p. 657 et s.)

Jean GAUBERT

*Côtes-d'Armor (2^{ème} circonscription)
 Socialiste*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 14 janvier 2003] (p. 827)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 janvier 2003] (p. 827)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 15 janvier 2003] (p. 883)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 5 février 2003] (p. 2218)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 5 février 2003] (p. 2218)

Membre de la commission d'enquête sur la gestion des entreprises publiques afin d'améliorer le système de prise de décision. [J.O. du 5 février 2003] (p. 2218)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) tome V : Economie, finances et industrie (commerce extérieur) (n° 258) [10 octobre 2002]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [5 novembre 2002] (p. 4474)

Son intervention (p. 4484)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : agrobiologie (p. 4485)

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 4485)

Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 4485)

Enseignement agricole (p. 4485)

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

CHARGES COMMUNES - ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE - MONNAIES ET MÉDAILLES (BUDGET ANNEXE) - COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR

Examen du fascicule [15 novembre 2002] (p. 5158)

Sa présentation de l'avis de la commission des affaires économiques (p. 5164)

Thèmes avant la procédure des questions :

Commerce extérieur : exportations : agroalimentaire (p. 5165)

Etat : décentralisation : commerce extérieur (p. 5165)

Etat : réforme : commerce extérieur (p. 5165)

Projet de loi n° 326 relatif aux marchés énergétiques et au service public de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2002] (p. 6562) ; [12 décembre 2002] (p. 6615)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6576)

Son intervention (p. 6628)

Thèmes :

Aménagement du territoire (p. 6628 et s.)

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 6629)

Energie et carburants : Commission de régulation de l'énergie (CRE) (p. 6629)

Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 6629)

Energie et carburants : politique énergétique (p. 6576, 6629)

Espace : satellites (p. 6576)

Pays étrangers : Etats-Unis : libéralisme (p. 6628)

Pays étrangers : Norvège : politique énergétique (p. 6628)

Politiques communautaires : directives : gaz (p. 6628)

Discussion des articles [13 décembre 2002] (p. 6698, 6732)

Article 10 (coordination avec les dispositions du code général des collectivités territoriales)

Son amendement n° 171 (p. 6708)

Son intervention (p. 6709)

Son amendement n° 172 (p. 6709)

Après l'article 11 A

Intervient sur l'amendement n° 173 de M. Pierre Ducout (l'accès des tiers aux ouvrages de transport et de distribution du gaz ne doit pas se faire au

détriment des personnes démunies ou des régions de desserte difficile) (p. 6715)

Article 13 (prescriptions techniques de sécurité)

Son intervention (p. 6740)

Son amendement n° 137 (p. 6740)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 143 de M. Philippe Tourtelier (conditions d'implantation des éoliennes) (p. 6760)

Après l'article 20 septies

Son amendement n° 218 (contrôle des installations intérieures électriques) : rejeté (p. 6771)

Son amendement n° 219 (pouvoirs de contrôle des agents des autorités concédantes) (p. 6771) : adopté après modification (p. 6772)

Après l'article 20 duodecies

Intervient sur l'amendement n° 91 de la commission (cadre juridique dans lequel est facturé le raccordement des nouveaux utilisateurs aux réseaux) (p. 6775)

Intervient sur le sous-amendement n° 380 de M. Jean-Jacques Guillet (non-application lorsque le raccordement est destiné à satisfaire les besoins d'une opération de construction ou d'aménagement autorisée) à l'amendement n° 91 de la commission (p. 6776)

Intervient sur le sous-amendement n° 373 du Gouvernement (non-application lorsque le raccordement est destiné à satisfaire les besoins d'une opération de construction ou d'aménagement autorisée) à l'amendement n° 91 de la commission (p. 6776)

Article 20 sexdecies (énergie réservée)

Son amendement n° 229 (p. 6778)

Son intervention (p. 6779)

Avant l'article 21

Intervient sur l'amendement n° 11 de M. Jean Proriot (régime des redevances dues aux départements) (p. 6781)

Son amendement n° 230 (régime des redevances dues aux départements) (p. 6781) : adopté (p. 6782)

Jean de GAULLE

Paris (8^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11116)

Vice-président de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 29 juin 2002] (p. 11265)

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'électricité et du gaz [J.O. du 2 août 2002] (p. 13229)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 2003] (p. 348) ; [23 janvier 2003] (p. 445)*Après l'article 18*

Son amendement n° 393 (pénalisation de la prostitution à proximité des établissements scolaires) : rejeté (p. 377)

Après l'article 21

Son amendement n° 394 (possibilité de se porter partie civile pour les associations de défense des locataires) (p. 445) : adopté après modification (p. 446)

Projet de loi n° 719 de sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 avril 2003] (p. 3311) ; [6 mai 2003] (p. 3442, 3471)*Avant l'article 60*

Son amendement n° 274 rectifié (transformation de sociétés par actions - commissaire à la transformation) : adopté (p. 3395)

Article 65 (prévention des conflits d'intérêts)

Son intervention (p. 3452 et s.)

Son amendement n° 272 (exercice simultané dans deux sociétés de commissaires aux comptes si l'une détient plus de la moitié du capital de l'autre ou si elles ont plus de la moitié d'associés en commun) (p. 3452)

Son sous-amendement n° 266 (rédactionnel) à l'amendement n° 14 de la commission des lois (notion de réseau) (p. 3454)

Son amendement n° 267 corrigé (définition par le code de déontologie des incompatibilités liées aux prestations des réseaux) (p. 3455)

Article 66 (désignation des commissaires aux comptes et organisation du co-commissariat)

Son intervention (p. 3457)

Après l'article 67

Son sous-amendement n° 458 corrigé (ratification par les assemblées générales des sociétés contrôlées) à l'amendement n° 214 corrigé de la commission (poursuite par la société absorbant une société de commissaires aux comptes des mandats confiés à cette dernière) : retiré (p. 3459)

Article 76 (transparence du fonctionnement des organes dirigeants des sociétés)

Son amendement n° 269 (application de l'article aux seules sociétés astreintes à la présentation de comptes consolidés) (p. 3474)

Son amendement n° 268 (rapport sur l'organisation des travaux du conseil d'administration et le contrôle interne joint également au rapport sur les comptes consolidés) (p. 3474)

Son amendement n° 270 (de coordination) (p. 3475)

Article 78 (extension des missions des commissaires aux comptes)

Son amendement n° 273 (vérification préalable des informations financières délivrées par les sociétés) (p. 3480)

Son amendement n° 271 (observations sur les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière) (p. 3481)

Jean-Jacques GAULTIER

*Vosges (4^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Sécurité routière. accidents. lutte et prévention [18 décembre 2002] (p. 6906)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 71, posée le 16 décembre 2002. Santé. aide médicale urgente (J.O. questions p. 4848). Appelée le 17 décembre 2002. Service médicalisé d'urgence (SMUR), création, Vittel (p. 6795)

Nathalie GAUTIER

*Rhône (6^{ème} circonscription)
Socialiste*

Elue le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre suppléante du Conseil supérieur de l'aviation marchande [J.O. du 2 août 2002] (p. 13230)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 15 janvier 2003] (p. 883)

Membre de la commission d'enquête sur la gestion des entreprises publiques afin d'améliorer le système de prise de décision. [J.O. du 5 février 2003] (p. 2218)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine [J.O. du 25 juillet 2003] (p. 12639)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Banques et établissements financiers. réglementation. conventions de compte, mise en place [11 décembre 2002] (p. 6510)

Etablissements de santé. carte sanitaire. plan périnatalité, mise en œuvre [30 avril 2003] (p. 3308)

DÉBATS**Projet de loi n° 230 de finances pour 2003****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****ÉCOLOGIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE****Examen du fascicule [25 octobre 2002] (p. 4053)**

Son intervention (p. 4068)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 4068)

Eau : assainissement (p. 4068)

Sécurité publique : inondations (p. 4068)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER**LOGEMENT****Examen du fascicule [13 novembre 2002] (p. 4969)**

Procédure des questions :

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) : crédits budgétaires (p. 4992)

Projet de loi n° 402 portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [29 janvier 2003] (p. 648)**

Article 6 (remplacement de la participation pour voies nouvelles et réseaux - PVNR - par une participation pour voirie et réseaux - PVR)

Son intervention (p. 653 et s.)

Son amendement n° 47 (p. 654)

Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [4 février 2003] (p. 821)**

Son intervention (p. 842)

Thèmes :

Economie sociale (p. 842)

Entreprises : création (p. 842)

Entreprises : délais de paiement (p. 842)

Entreprises : entreprises individuelles (p. 842)

Entreprises : entreprises individuelles : conjoints (p. 842)

Projet de loi n° 611 portant transposition de la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [10 avril 2003] (p. 3150)**

Son intervention (p. 3153)

Thèmes :

Eau : agences (p. 3154)

Eau : assainissement (p. 3153 et s.)

Eau : Fonds national de solidarité pour l'eau (FNSE) (p. 3154)

Eau : schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) (p. 3154)

Union européenne : directives : eau (p. 3153 et s.)

Discussion des articles [10 avril 2003] (p. 3161)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 44 (institution d'une journée nationale de l'eau le 22 mars de chaque année) : rejeté (p. 3161)

Article 1er (récupération des coûts des services liés à l'usage de l'eau)

Son intervention (p. 3162)

Son sous-amendement n° 57 à l'amendement n° 1 de la commission (p. 3162)

Article 2 (champ d'application et contenu des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE))

Son intervention (p. 3163 et s.)
 Son amendement n° 45 (p. 3163)
 Son sous-amendement n° 58 rectifié à l'amendement n° 4 de la commission (p. 3164)
 Son amendement n° 69 (p. 3166)
 Son amendement n° 46 (p. 3168)

Article 3 (élaboration et mise à jour des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE))

Son intervention (p. 3170 et s.)
 Ses amendements n° 47 et 48 (p. 3170)
 Ses amendements n° 49 et 50 (p. 3171)

Article 4 (programmes de mise en œuvre du SDAGE et de surveillance de l'état des eaux)

Son intervention (p. 3172)
 Son amendement n° 51 (p. 3172)

Après l'article 5

Son amendement n° 54 (contenu des schémas d'aménagement et de gestion des eaux) (p. 3173) : rejeté (p. 3174)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 55 de M. Jean Launay (supprime la possibilité de créer une communauté locale de l'eau pour élaborer ou mettre en œuvre les SAGE et réserve ce rôle - par un autre amendement - aux établissements publics territoriaux de bassin) (p. 3174)
 Intervient sur l'amendement n° 56 de M. Jean Launay (établissements publics territoriaux de bassin consacrés au niveau législatif) (p. 3175)

Article 8 (application à Mayotte)

Son intervention (p. 3175)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 3176)
 Abstention du groupe socialiste (p. 3176)

Projet de loi n° 810 modifiant la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 relative au droit d'asile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 juin 2003] (p. 4666)

Article 7 (régime du séjour du demandeur d'asile)
 Ses amendements n° 86 et 85 (p. 4672)

Après l'article 14

Son amendement n° 87 (rapport annuel sur l'application de la loi et le nombre de places d'accueil pour les demandeurs d'asile) : rejeté (p. 4681)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Article 3 [séances du 17 juin 2003] (équité)

Son intervention (p. 5494 et s.)

Projet de loi n° 823 relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 juillet 2003] (p. 7129)

Article 21 (réexamen périodique des motifs des arrêtés d'expulsion)
 Son amendement n° 295 (p. 7142)

Projet de loi n° 950 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2003] (p. 7275)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 7350)

Thèmes :

Aménagement du territoire : politique de la ville (p. 7350)
 Aménagement du territoire : zones urbaines sensibles (p. 7350, 7353)
 Associations (p. 7351, 7354)
 Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 7351, 7354)
 Enseignement : crédits (p. 7352)
 Logement : crédits (p. 7351, 7353)
 Logement : aides et prêts : aide personnalisée au logement (APL) (p. 7351)
 Politique sociale : surendettement (p. 7354)
 Secteur public : services publics (p. 7352)

Discussion des articles [11 juillet 2003] (p. 7362)

Article 1er et annexe 1 (programmes d'action dans les zones urbaines sensibles (ZUS))

Son amendement n° 340 (p. 7372)

Article 3 (création d'un observatoire national des ZUS)

Son amendement n° 344 (p. 7382)

Hervé GAYMARD

*Savoie (2^{ème} circonscription)
 Union pour la Majorité Présidentielle
 Ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales*

Élu le 9 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

Est nommé Ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales. Décret du 17 juin 2002 [J.O. du 18 juin 2002] (p. 10720)

Cessation de son mandat de député le 18 juillet 2002 (voir indications préliminaires)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

DÉPÔT

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux [3 septembre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Claude Gagnon. Agriculture. contrats territoriaux d'exploitation. perspectives [2 octobre 2002] (p. 2755)

M. Jean-Marc Lefranc. Aquaculture et pêche professionnelle. politiques communautaires. quotas de pêche, Manche [3 octobre 2002] (p. 2842)

Mme Henriette Martinez. Elevage. politique agricole commune (PAC). prime à l'herbe, conditions d'attribution [8 octobre 2002] (p. 3044)

M. Patrick Lemasle. Agriculture. contrats territoriaux d'exploitation. perspectives [9 octobre 2002] (p. 3120)

M. Jérôme Bignon. Retraites : régime agricole. politique à l'égard des retraités. perspectives [9 octobre 2002] (p. 3125)

M. Dominique Richard. Elevage. maladies du bétail. vache folle, abattage systématique, alternatives [16 octobre 2002] (p. 3413)

M. René André. Agriculture. politique agricole commune (PAC). réforme [29 octobre 2002] (p. 4252)

M. François Dosé. Retraites : régime agricole. retraites complémentaires. financement [29 octobre 2002] (p. 4258)

M. Didier Quentin. Agriculture. agriculture palustre. aides de l'Etat [29 octobre 2002] (p. 4260)

Mme Gabrielle Louis-Carabin. Outre-mer. DOM : Guadeloupe. agriculture, bananes, plan d'urgence [20 novembre 2002] (p. 5363)

M. Antoine Herth. Agriculture. contrats territoriaux d'exploitation. suppression [3 décembre 2002] (p. 6060)

M. Léonce Deprez. Aquaculture et pêche professionnelle. poissons. quotas, politiques communautaires [11 décembre 2002] (p. 6507)

M. Alain Venot. Commerce extérieur. importations. céréales, réglementation, conséquences [11 décembre 2002] (p. 6511)

Mme Hélène Tanguy. Aquaculture et pêche professionnelle. politiques communautaires. navires pêcheurs, exercice de la profession, perspectives [15 janvier 2003] (p. 110)

M. André Chassaing. Agriculture. politique agricole commune (PAC). perspectives [5 février 2003] (p. 871)

M. Marc Bernier. Agriculture. politique agricole commune (PAC). perspectives [5 février 2003] (p. 872)

M. Francis Saint-Léger. Relations internationales. commerce international. Organisation mondiale du commerce (OMC), négociations, perspectives [12 février 2003] (p. 1202)

M. Stéphane Demilly. Agriculture. politique agricole commune (PAC). perspectives [5 mars 2003] (p. 1599)

Mme Marcelle Ramonet. Agriculture. politique agricole. perspectives [5 mars 2003] (p. 1603)

M. Jean-Claude Mathis. Agriculture. jeunes agriculteurs. installation, aides de l'Etat [19 mars 2003] (p. 2176)

M. Jean-Claude Flory. Agriculture. exploitants. formalités administratives, simplification [2 avril 2003] (p. 2751)

M. Daniel Prévost. Elevage. porcs. aides de l'Etat [9 avril 2003] (p. 3019)

M. Gabriel Biancheri. Agriculture. fruits et légumes. gels tardifs, aides de l'Etat [6 mai 2003] (p. 3439)
 M. Pierre Morel-A-L'Huissier. Retraites : régime agricole. retraites complémentaires. loi n° 2002-308 du 4 mars 2002, application [6 mai 2003] (p. 3442)
 M. Gérard Lorgeoux. Elevage. Politique agricole commune (PAC). volailles, soutien du marché [14 mai 2003] (p. 3667)
 M. Jean-Pierre Decool. Agriculture. politique agricole commune (PAC). réforme, perspectives [27 mai 2003] (p. 4259)
 M. Jean-Luc Warsmann. Agriculture. politique agricole commune (PAC). réforme [24 juin 2003] (p. 5884)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Didier Quentin. Agriculture. aides de l'Etat. contrat d'agriculture durable, mise en place [14 janvier 2003] (p. 6)
 Mme Geneviève Perrin-Gaillard. Elevage. caprins. tremblante, abattage systématique, alternatives [4 février 2003] (p. 762)
 M. René-Paul Victoria. Outre-mer. DOM : Réunion. développement économique, aides de l'Etat [4 février 2003] (p. 763)
 M. Frédéric de Saint-Semin. Bois et forêts. exploitants. tempêtes de décembre 1999, aides de l'Etat [4 mars 2003] (p. 1497)
 M. Jacques Le Nay. Aménagement du territoire. zonage. zones franches rurales, perspectives [4 mars 2003] (p. 1498)
 M. Yannick Favennec. Aménagement du territoire. zonage. zones franches rurales, perspectives [4 mars 2003] (p. 1500)
 M. Louis Guédon. Aquaculture et pêche professionnelle. bateaux de pêche. filets, ramendeuses, emploi et activité [4 mars 2003] (p. 1499)
 M. Didier Quentin. Aquaculture et pêche professionnelle. conchyliculture. aides de l'Etat, Charente-Maritime [25 mars 2003] (p. 2345)
 M. Michel Herbillon. Enseignement agricole. écoles vétérinaires. Ecole nationale de Maisons-Alfort, locaux, rénovation, délais [25 mars 2003] (p. 2347)
 M. Robert Lecou. Agriculture. viticulture. arsénite de soude, interdiction, élimination des stocks [1^{er} avril 2003] (p. 2666)
 M. Gilbert Meyer. Agriculture. agence de développement agricole et rural (ADAR). financement [1^{er} avril 2003] (p. 2667)
 M. Stéphane Demilly. Energie et carburants. biocarburants. perspectives [6 mai 2003] (p. 3410)
 M. Jean-Louis Léonard. Agriculture. contrats d'agriculture durable. mise en place, zones de marais [6 mai 2003] (p. 3409)
 M. Dominique Paillé. Agriculture. prêts bonifiés. perspectives [6 mai 2003] (p. 3412)
 M. Jean-Yves Le Drian. Elevage. politique agricole commune (PAC). volailles, soutien du marché [27 mai 2003] (p. 4243)
 Mme Geneviève Perrin-Gaillard. Risques professionnels. accidents du travail. exploitants agricoles, obligation d'assurance, champ d'application [27 mai 2003] (p. 4245)
 M. Jean-Marc Lefranc. Aquaculture et pêche professionnelle. coquilles Saint-Jacques. politiques communautaires, conséquences [27 mai 2003] (p. 4242)
 M. Dominique Paillé. Commerce et artisanat. grande distribution. relations avec les fournisseurs [27 mai 2003] (p. 4244)
 M. Frédéric Soulier. Agriculture. truffes. production, développement [27 mai 2003] (p. 4246)
 M. Jean-Claude Perez. Agriculture. viticulture. aides de l'Etat, Languedoc-Roussillon [24 juin 2003] (p. 5871)
 M. Jean Dionis du Séjour. Agriculture. exploitants. embauche, formalités administratives, simplification [24 juin 2003] (p. 5872)
 M. Jean-Paul Chanteguet. Agriculture. contrats d'agriculture durable. mise en place, zones de marais [24 juin 2003] (p. 5870)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [5 novembre 2002] (p. 4499)

Son intervention (p. 4504)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : aides (p. 4507)
 Agriculture : budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) (p. 4510 et s.)
 Agriculture : calamités agricoles (p. 4509)
 Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 4506 et s.)
 Agriculture : crédits (p. 4505)
 Agriculture : dotations aux jeunes agriculteurs (p. 4509)
 Agriculture : fruits et légumes (p. 4509, 4513)
 Agriculture : montagne (p. 4507)
 Agroalimentaire : contrôles sanitaires : Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA) (p. 4476, 4508)
 Agroalimentaire : viticulture (p. 4509)
 Aquaculture et pêche professionnelle (p. 4512)

Bois et forêts : forêts (p. 4509)
 Bois et forêts : Office national des forêts (ONF) (p. 4509)
 Commerce et artisanat : grande distribution : commercialisation (p. 4510, 4513)
 Enseignement agricole (p. 4510)
 Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 4506)
 Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4505)
 Politiques communautaires : politique d'orientation pour la pêche (p. 4511 et s.)
 Recherche : Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) (p. 4512)
 Retraites : régime agricole (p. 4511)
 Union européenne : Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) (p. 4506, 4509)

Réponses aux questions :

Agriculture : aides : élevage (p. 4529) (M. Jean-Marc Nesme) (p. 4528)
 Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 4522) (M. Yves Simon) (p. 4522)
 Agriculture : exploitations agricoles : transmission (p. 4528) (M. Philippe Armand Martin (Marne)) (p. 4528)
 Agriculture : installation (p. 4513) (M. Jean Auclair) (p. 4513)
 Agriculture : installation (p. 4529) (M. Serge Poignant) (p. 4529)
 Agriculture : montagne (p. 4530) (M. Jean Proriol) (p. 4530)
 Agriculture : montagne (p. 4532) (Mme Henriette Martinez) (p. 4532)
 Agriculture : offices d'intervention : outre-mer (p. 4516) (M. Louis-Joseph Manscour) (p. 4516)
 Agriculture : pollution (p. 4530) (M. Jean Proriol) (p. 4530)
 Agriculture : pollution : bâtiments (p. 4532) (M. Francis Saint-Léger) (p. 4531)
 Agriculture : primes : prime à l'herbe (p. 4528) (M. Alain Suguenot) (p. 4528)
 Agriculture : primes : prime à l'herbe (p. 4532) (M. Francis Saint-Léger) (p. 4531)
 Agroalimentaire : appellations d'origine contrôlée : lait et produits laitiers (p. 4517) (M. Philippe Folliot) (p. 4517)
 Agroalimentaire : organisation commune du marché (OCM) : outre-mer (p. 4516) (M. Louis-Joseph Manscour) (p. 4516)
 Agroalimentaire : viticulture (p. 4514) (M. Jacques Bobe) (p. 4514)
 Agroalimentaire : viticulture (p. 4519) (M. François Liberti) (p. 4518)
 Agroalimentaire : viticulture (p. 4524) (M. Kléber Mesquida) (p. 4523)
 Aménagement du territoire : zones périurbaines : agriculture (p. 4533) (M. Christian Vanneste) (p. 4533)
 Aménagement du territoire : zones rurales (p. 4530) (M. Michel Raison) (p. 4530)
 Aquaculture et pêche professionnelle : bateaux de pêche (p. 4515) (M. Maxime Bono) (p. 4515)
 Aquaculture et pêche professionnelle : conchyliculture : installation (p. 4527) (Mme Marie-Hélène des Esgaulx) (p. 4527)
 Aquaculture et pêche professionnelle : produits de la mer : ressources (p. 4520) (M. François Liberti) (p. 4520)
 Bois et forêts : forêts : montagne (p. 4523) (M. François Brottes) (p. 4523)
 Bois et forêts : Office national des forêts (ONF) (p. 4521) (M. Michel Bouvard) (p. 4521)
 Commerce et artisanat : grande distribution : commercialisation (p. 4524) (M. Jean-François Chossy) (p. 4524)
 Elevage : viande : traçabilité (p. 4516) (Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont) (p. 4515)
 Energie et carburants : biocarburants (p. 4522) (M. Philippe Tourtelier) (p. 4522)
 Enseignement agricole (p. 4518) (M. François Rochebloine) (p. 4518)
 Enseignement agricole (p. 4526) (M. Jean-Claude Leroy) (p. 4526)
 Enseignement agricole (p. 4533) (M. Jean-Charles Taugourdeau) (p. 4532)
 Outre-mer : Guyane : agriculture (p. 4531) (Mme Juliana Rimane) (p. 4531)
 Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4522) (M. Philippe Tourtelier) (p. 4522)
 Politiques communautaires : politique d'orientation pour la pêche (p. 4515) (M. Maxime Bono) (p. 4515)
 Politiques communautaires : politique d'orientation pour la pêche (p. 4520) (M. François Liberti) (p. 4520)
 Politiques communautaires : politique d'orientation pour la pêche (p. 4527) (Mme Hélène Tanguy) (p. 4527)
 Retraites : régime agricole : mensualisation (p. 4517) (M. Charles de Courson) (p. 4517)
 Retraites : régime agricole : mensualisation (p. 4521) (M. Dominique Caillaud) (p. 4521)
 Retraites : régime agricole : montant des pensions (p. 4519) (M. Jacques Desallangre) (p. 4519)
 Retraites : régime agricole : retraites complémentaires (p. 4525) (M. Georges Colombier) (p. 4525)
 Santé : santé publique : aliments pour animaux (p. 4526) (M. Yannick Favennec) (p. 4525)
 Union européenne : Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) (p. 4513) (M. Philippe Auberger) (p. 4513)

Vote des crédits et articles rattachés [5 novembre 2002] (p. 4534)**Article 60 (taxe pour frais des chambres d'agriculture)**

Intervient sur l'amendement n° 106 de M. Charles de Courson (plafond de la taxe) (p. 4544)

Après l'article 60

Intervient sur l'amendement n° 121 de M. Hervé Mariton (rapport au Parlement relatif aux conditions de fonctionnement des offices agricoles et proposant des mesures destinées à en minorer les frais de structure) (p. 4545)

Crédits ouverts à l'article 41 au titre des mesures nouvelles

Intervient sur l'amendement n° 113 du Gouvernement (majoration des crédits prévus à la ligne AGRIDIF afin de soulager les agriculteurs en difficulté) (p. 4545)

Après l'article 61

Intervient sur l'amendement n° 122 de M. Antoine Herth (report sur les quatre années suivantes des cotisations techniques et complémentaires pour les jeunes chefs d'exploitation agricole) (p. 4546)

Intervient sur l'amendement n° 108 de M. Germain Peiro (rapport au Parlement relatif à la mise en place de la mensualisation des retraites agricoles) (p. 4547)

Proposition de loi n° 787 en faveur de l'égalité des chances des territoires et de la revitalisation de l'économie rurale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mai 2003] (p. 3755)

Son intervention (p. 3759)

Thèmes :

Aménagement du territoire : Comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT) (p. 3759, 3779)

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 3761)

Aménagement du territoire : montagne (p. 3759)

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 3759 et s.)

Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 3760)

Commerce et artisanat : petit commerce : zones rurales (p. 3760)

Coopération intercommunale (p. 3759 et s.)

Lois : loi d'orientation : agriculture (p. 3759)

Secteur public : services publics : accès (p. 3761)

Vote sur le passage à la discussion des articles [15 mai 2003] (p. 3776)

Son intervention (p. 3778)

Catherine GÉNISSON

*Pas-de-Calais (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

Elue le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Vice-présidente de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2002] (p. 11184)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'un dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise [J.O. du 1^{er} août 2002] (p. 13132)

Membre titulaire de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14786)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant relance de la négociation collective en matière de licenciements économiques [J.O. du 19 décembre 2002] (p. 21117)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Enseignement secondaire. élèves. fonds sociaux lycéen et collégien, utilisation [12 novembre 2002] (p. 4908)

Assurance maladie maternité : généralités. Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM). syndicats médicaux, négociations [25 mars 2003] (p. 2371)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 194, posée le 17 mars 2003. Voirie. RN 17 (J.O. questions p. 1891). Appelée le 18 mars 2003. aménagement, liaison Thélus-Vichy (p. 2114)

n° 379, posée le 2 juin 2003. Outre-mer. TOM : Polynésie française (J.O. questions p. 4139). Appelée le 3 juin 2003. santé, politique de la santé, perspectives (p. 4378)

n° 429, posée le 23 juin 2003. Politique sociale. lutte contre l'exclusion (J.O. questions p. 4881). Appelée le 24 juin 2003. ateliers de pédagogie personnalisée, financement (p. 5869)

DÉBATS**Proposition de loi n° 137 relative à la création d'un ordre national de la profession d'infirmier et d'infirmière**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 2003] (p. 531)

Son intervention (p. 540)

Thèmes :

Professions de santé : déontologie (p. 540)

Professions de santé : infirmiers (p. 540)

Professions de santé : ordre professionnel (p. 540)

Projet de loi n° 190 relatif aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 octobre 2002] (p. 2897)

Son intervention (p. 2919)

Thèmes :

Emploi : création d'emplois (p. 2920)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 2920)

Travail : durée du travail (p. 2919)

Travail : heures supplémentaires (p. 2920)

Discussion des articles [3 octobre 2002] (p. 2965)

Article 2 (articles L. 212-5, L. 212-5-1, L. 212-6, L. 212-8, L. 212-9, L. 212-15-2, L. 212-15-3 et L. 227-1 du code du travail : assouplissements des trente-cinq heures)

Son intervention (p. 2977)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [12 novembre 2002] (p. 4861)**Procédure des questions :**

Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 4891)

JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

I - JEUNESSE ET ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [22 octobre 2002] (p. 3742)**Procédure des questions :**

Enseignement maternel et primaire : personnel : directeurs d'école (p. 3781)

Projet de loi n° 250 de financement de la sécurité sociale pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 octobre 2002] (p. 4182)

Article 1er et rapport annexé (approbation du rapport annexé)

Son amendement n° 138 (p. 4193)

Son amendement n° 150 (p. 4197)

Projet de loi n° 375 relatif à la négociation collective sur les restructurations ayant des incidences sur l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 2002] (p. 6158)

Son intervention (p. 6198)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi (p. 6198)

Travail : licenciements (p. 6198)

Discussion des articles [5 décembre 2002] (p. 6292)

Article 1er (articles 97, 98, 99, 101, 104, 106, 109 et 116 de la loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002) : suspension de certains articles de la loi de modernisation sociale du 17 janvier 2002 relatifs à la procédure des licenciements économiques)

Ses amendements n° 85 et 86 (p. 6292)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 106 de M. Hervé Novelli (définition du harcèlement moral) (p. 6316)

Intervient sur l'amendement n° 39 de M. Pierre Morange (charge de la preuve et présomption d'innocence en matière de harcèlement moral) (p. 6316)

Intervient sur l'amendement n° 195 rectifié de M. Pierre Morange (procédure de médiation pour les salariés se plaignant de harcèlement sexuel ou moral) (p. 6317)

Proposition de loi n° 642 modifiant la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mars 2003] (p. 1993)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2014)

Thème :

Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) (p. 2014)

Projet de loi n° 638 renforçant la lutte contre la violence routière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [20 mars 2003] (p. 2257, 2286)*Avant l'article 8*

Son sous-amendement n° 155 (information obligatoire du patient par le médecin lors de la prescription de médicaments incompatibles avec la conduite automobile) à l'amendement n° 56 de la commission (examen médical, préalable au permis de conduire, renouvelé ensuite tous les dix ans, puis tous les 3 ans à partir de 70 ans) (p. 2264) : devenu sans objet (p. 2267)

Article 8 (permis de conduire probatoire pour les conducteurs novices)

Son intervention (p. 2268)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 159 de M. René Dosière (bonus de deux points pour les titulaires du permis ayant suivi une formation aux premiers secours) (p. 2287)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2003] (p. 4570)*Article 2 bis supprimé par le Sénat (création d'un délit d'interruption involontaire de grossesse)*

Son intervention (p. 4573)

Projet de loi n° 640 relatif aux assistants d'éducation

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 mars 2003] (p. 2463 ; 2480) ; [27 mars 2003] (p. 2529, 2554, 2592) ; [28 mars 2003] (p. 2624)*Article 1er (création d'une nouvelle catégorie d'emplois occupés par des agents non titulaires au sein de la fonction publique de l'Etat)*

Son intervention (p. 2465)

Son amendement n° 1086 (p. 2467)

Avant l'article 2

Son amendement n° 2721 (échanges entre élèves de zone de montagne et de zone du littoral)

Son amendement n° 6 (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre l'accès à la connaissance et à la citoyenneté) (p. 2471) : rejeté (p. 2474)

Intervient sur l'amendement n° 1651 de M. Victorin Lurel (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre l'apprentissage des nouvelles technologies de l'information et de la communication) (p. 2481)

Intervient sur l'amendement n° 1652 de Mme Hélène Mignon (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre l'apprentissage des nouvelles technologies de l'information et de la communication) (p. 2481)

Son amendement n° 1650 (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre l'apprentissage des nouvelles technologies de l'information et de la communication) (p. 2480) : rejeté (p. 2483)

Son amendement n° 18 (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre aux jeunes de se connaître et de se respecter) (p. 2483) : rejeté (p. 2485)

Son amendement n° 30 (mission des établissements scolaires et universitaires : favoriser l'intégration) (p. 2486) : rejeté (p. 2488)

Son amendement n° 42 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles de la vie en société) (p. 2488) : rejeté (p. 2491)

Son amendement n° 54 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner le respect d'autrui) : rejeté (p. 2491)

Son amendement n° 66 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles qui fondent la démocratie) : rejeté (p. 2492)

Son amendement n° 78 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles et les valeurs de la République) (p. 2492) : rejeté (p. 2494)

Son amendement n° 90 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à penser, à raisonner, à s'exprimer) : rejeté (p. 2495)

Son amendement n° 102 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à développer une réflexion et un jugement autonome) : rejeté (p. 2495)

Son amendement n° 114 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner l'esprit critique) (p. 2495) : rejeté (p. 2496)

Son amendement n° 126 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les capacités d'analyse) (p. 2496) : rejeté (p. 2497)

Son amendement n° 138 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à exercer des responsabilités) (p. 2497) : rejeté (p. 2499)

Son amendement n° 150 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à prendre des initiatives) : rejeté (p. 2499)

Intervient sur l'amendement n° 158 de M. Yves Durand (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à créer et à innover) (p. 2499)

Intervient sur l'amendement n° 159 de M. Jean-Marc Ayrault (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à créer et à innover) (p. 2499)

Intervient sur l'amendement n° 160 de M. Alain Néri (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à créer et à innover) (p. 2499)

Intervient sur l'amendement n° 161 de M. Patrick Roy (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à créer et à innover) (p. 2499)

Son amendement n° 162 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à créer et à innover) (p. 2499)

Intervient sur l'amendement n° 163 de M. Victorin Lurel (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à créer et à innover) (p. 2499)

Intervient sur l'amendement n° 164 de Mme Hélène Mignon (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à créer et à innover) (p. 2499)

Intervient sur l'amendement n° 165 de M. Simon Renucci (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à créer et à innover) (p. 2499)

Intervient sur l'amendement n° 166 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à créer et à innover) (p. 2499)

Intervient sur l'amendement n° 167 de M. Gaëtan Gorce (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à créer et à innover) (p. 2499)

Intervient sur l'amendement n° 168 de M. Christophe Masse (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à créer et à innover) (p. 2499)

Intervient sur l'amendement n° 169 de M. Jean-Pierre Blazy (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à créer et à innover) (p. 2499)

Son amendement n° 174 (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre à tous les jeunes de s'insérer dans la société) (p. 2499) : rejeté (p. 2500)

Son amendement n° 186 (organisation de la journée de l'enfant en cohérence avec les enseignements et les activités périscolaires) (p. 2500) : rejeté (p. 2501)

Son amendement n° 198 (mission d'ouverture vers le monde extérieur des établissements scolaires et universitaires) (p. 2501) : rejeté (p. 2502)

Son amendement n° 210 (référence à la laïcité comme valeur fondamentale de la République) : rejeté (p. 2502)

Son amendement n° 222 (mission des établissements scolaires et universitaires : développer les liens avec les collectivités locales, les parents et les associations) : rejeté (p. 2503)

Son amendement n° 234 (mission des établissements scolaires et universitaires : rassembler l'ensemble des acteurs de l'éducation pour favoriser la réussite des enfants) (p. 2503) : rejeté (p. 2504)

Son amendement n° 246 (mission des établissements scolaires et universitaires : participer à la mise en œuvre du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2504) : rejeté (p. 2505)

Intervient sur l'amendement n° 2669 de M. Yves Durand (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de la lecture) (p. 2505)

Intervient sur l'amendement n° 2670 de M. Jean-Marc Ayrault (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de la lecture) (p. 2505)

Intervient sur l'amendement n° 2671 de M. Alain Néri (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de la lecture) (p. 2505)

Intervient sur l'amendement n° 2672 de M. Patrick Roy (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de la lecture) (p. 2505)

Intervient sur l'amendement n° 2674 de M. Victorin Lurel (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de la lecture) (p. 2505)

Intervient sur l'amendement n° 2675 de Mme Hélène Mignon (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de la lecture) (p. 2505)

Intervient sur l'amendement n° 2676 de M. Simon Renucci (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de la lecture) (p. 2505)

Intervient sur l'amendement n° 2677 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de la lecture) (p. 2505)

Intervient sur l'amendement n° 2678 de M. Gaëtan Gorce (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de la lecture) (p. 2505)

Intervient sur l'amendement n° 2679 de M. Christophe Masse (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de la lecture) (p. 2505)

Intervient sur l'amendement n° 2680 de M. Jean-Pierre Blazy (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de la lecture) (p. 2505)

Son amendement n° 2673 (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de la lecture) (p. 2505) : rejeté (p. 2506)

Son amendement n° 2685 (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de l'écriture) (p. 2506) : rejeté (p. 2508)

Son amendement n° 2697 (organisation d'échanges sportifs au niveau scolaire) (p. 2529) : rejeté (p. 2530)

Son amendement n° 1662 (enseignement de l'outil informatique et de ses applications) (p. 2530) : rejeté (p. 2533)

Son amendement n° 1674 (enseignement des technologies de l'information et de la communication) (p. 2533) : rejeté (p. 2534)

Son amendement n° 2337 (responsabilités en matière d'établissement et d'application de la carte scolaire) (p. 2534) : rejeté (p. 2535)

Son amendement n° 2349 (responsabilités en matière de formation professionnelle) : rejeté (p. 2536)

Intervient sur l'amendement n° 2357 de M. Yves Durand (responsabilités en matière de médecine scolaire) (p. 2536)

Intervient sur l'amendement n° 2358 de M. Jean-Marc Ayrault (responsabilités en matière de médecine scolaire) (p. 2536)

Intervient sur l'amendement n° 2359 de M. Alain Néri (responsabilités en matière de médecine scolaire) (p. 2536)

Intervient sur l'amendement n° 2360 de M. Patrick Roy (responsabilités en matière de médecine scolaire) (p. 2536)

Intervient sur l'amendement n° 2362 de M. Victorin Lurel (responsabilités en matière de médecine scolaire) (p. 2536)

Intervient sur l'amendement n° 2363 de Mme Hélène Mignon (responsabilités en matière de médecine scolaire) (p. 2536)

Intervient sur l'amendement n° 2364 de M. Simon Renucci (responsabilités en matière de médecine scolaire) (p. 2536)

Intervient sur l'amendement n° 2365 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (responsabilités en matière de médecine scolaire) (p. 2536)

Intervient sur l'amendement n° 2366 de M. Gaëtan Gorce (responsabilités en matière de médecine scolaire) (p. 2536)

Intervient sur l'amendement n° 2367 de M. Christophe Masse (responsabilités en matière de médecine scolaire) (p. 2536)

Intervient sur l'amendement n° 2368 de M. Jean-Pierre Blazy (responsabilités en matière de médecine scolaire) (p. 2536)

Son amendement n° 2361 (responsabilités en matière de médecine scolaire) (p. 2536) : rejeté (p. 2538)

Son amendement n° 2373 (responsabilités en matière d'orientation scolaire des jeunes) (p. 2538) : rejeté (p. 2539)

Son amendement n° 2385 (responsabilités en matière d'orientation professionnelle des jeunes) : rejeté (p. 2539)

Intervient sur l'amendement n° 2393 de M. Yves Durand (responsabilités en matière d'assistance sociale des élèves) (p. 2540)

Intervient sur l'amendement n° 2394 de M. Jean-Marc Ayrault (responsabilités en matière d'assistance sociale des élèves) (p. 2540)

Intervient sur l'amendement n° 2395 de M. Alain Néri (responsabilités en matière d'assistance sociale des élèves) (p. 2540)

Intervient sur l'amendement n° 2396 de M. Patrick Roy (responsabilités en matière d'assistance sociale des élèves) (p. 2540)

Intervient sur l'amendement n° 2398 de M. Victorin Lurel (responsabilités en matière d'assistance sociale des élèves) (p. 2540)

Intervient sur l'amendement n° 2399 de Mme Hélène Mignon (responsabilités en matière d'assistance sociale des élèves) (p. 2540)

Intervient sur l'amendement n° 2400 de M. Simon Renucci (responsabilités en matière d'assistance sociale des élèves) (p. 2540)

Intervient sur l'amendement n° 2401 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (responsabilités en matière d'assistance sociale des élèves) (p. 2540)

Intervient sur l'amendement n° 2402 de M. Gaëtan Gorce (responsabilités en matière d'assistance sociale des élèves) (p. 2540)

Intervient sur l'amendement n° 2403 de M. Christophe Masse (responsabilités en matière d'assistance sociale des élèves) (p. 2540)

Intervient sur l'amendement n° 2404 de M. Jean-Pierre Blazy (responsabilités en matière d'assistance sociale des élèves) (p. 2540)

Son amendement n° 2397 (responsabilités en matière d'assistance sociale des élèves) (p. 2539) : rejeté (p. 2543)

Son amendement n° 2409 (responsabilités en matière d'information sur les métiers) : rejeté (p. 2544)

Son amendement n° 2421 (responsabilités en matière d'établissement de la carte des formations professionnalisantes) : rejeté (p. 2545)

Son amendement n° 2433 (enseignement de l'histoire de l'esclavage) (p. 2545) : rejeté (p. 2546)

Son amendement n° 2445 (enseignement de l'histoire et de la géographie de l'outre-mer) : rejeté (p. 2546)

Son amendement n° 258 (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) : rejeté (p. 2546)

Son amendement n° 270 (universalité du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) : rejeté (p. 2547)

Son amendement n° 282 (caractère inaliénable du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) : rejeté (p. 2547)

Intervient sur l'amendement n° 290 de M. Yves Durand (garantie de la reprise d'une formation pour toute personne afin de rendre effective l'égalité des chances) (p. 2547)

Intervient sur l'amendement n° 291 de M. Jean-Marc Ayrault (garantie de la reprise d'une formation pour toute personne afin de rendre effective l'égalité des chances) (p. 2547)

Intervient sur l'amendement n° 292 de M. Alain Néri (garantie de la reprise d'une formation pour toute personne afin de rendre effective l'égalité des chances) (p. 2547)

Intervient sur l'amendement n° 293 de M. Patrick Roy (garantie de la reprise d'une formation pour toute personne afin de rendre effective l'égalité des chances) (p. 2547)

Son amendement n° 294 (garantie de la reprise d'une formation pour toute personne afin de rendre effective l'égalité des chances) : rejeté (p. 2547)

Intervient sur l'amendement n° 295 de M. Victorin Lurel (garantie de la reprise d'une formation pour toute personne afin de rendre effective l'égalité des chances) (p. 2547)

Intervient sur l'amendement n° 296 de Mme Hélène Mignon (garantie de la reprise d'une formation pour toute personne afin de rendre effective l'égalité des chances) (p. 2547)

Intervient sur l'amendement n° 297 de M. Simon Renucci (garantie de la reprise d'une formation pour toute personne afin de rendre effective l'égalité des chances) (p. 2547)

Intervient sur l'amendement n° 298 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (garantie de la reprise d'une formation pour toute personne afin de rendre effective l'égalité des chances) (p. 2547)

Intervient sur l'amendement n° 299 de M. Gaëtan Gorce (garantie de la reprise d'une formation pour toute personne afin de rendre effective l'égalité des chances) (p. 2547)

Intervient sur l'amendement n° 300 de M. Christophe Masse (garantie de la reprise d'une formation pour toute personne afin de rendre effective l'égalité des chances) (p. 2547)

Intervient sur l'amendement n° 301 de M. Jean-Pierre Blazy (garantie de la reprise d'une formation pour toute personne afin de rendre effective l'égalité des chances) (p. 2547)

Son amendement n° 306 (garantie à toute personne d'avoir accès à une formation d'autant plus élaborée que la formation initiale aura été courte) (p. 2547) : rejeté (p. 2548)

Son amendement n° 318 (notion et contenu de pacte éducatif de la nation) : rejeté (p. 2548)

Intervient sur l'amendement n° 326 de M. Yves Durand (notion d'accès permanent au savoir et à la culture) (p. 2548)

Intervient sur l'amendement n° 327 de M. Jean-Marc Ayrault (notion d'accès permanent au savoir et à la culture) (p. 2548)

Intervient sur l'amendement n° 328 de M. Alain Néri (notion d'accès permanent au savoir et à la culture) (p. 2548)

Intervient sur l'amendement n° 329 de M. Patrick Roy (notion d'accès permanent au savoir et à la culture) (p. 2548)

Son amendement n° 330 (notion d'accès permanent au savoir et à la culture) : rejeté (p. 2548)

Intervient sur l'amendement n° 331 de M. Victorin Lurel (notion d'accès permanent au savoir et à la culture) (p. 2548)

Intervient sur l'amendement n° 332 de Mme Hélène Mignon (notion d'accès permanent au savoir et à la culture) (p. 2548)

Intervient sur l'amendement n° 333 de M. Simon Renucci (notion d'accès permanent au savoir et à la culture) (p. 2548)

Intervient sur l'amendement n° 334 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (notion d'accès permanent au savoir et à la culture) (p. 2548)

Intervient sur l'amendement n° 335 de M. Gaëtan Gorce (notion d'accès permanent au savoir et à la culture) (p. 2548)

Intervient sur l'amendement n° 336 de M. Christophe Masse (notion d'accès permanent au savoir et à la culture) (p. 2548)

Intervient sur l'amendement n° 337 de M. Jean-Pierre Blazy (notion d'accès permanent au savoir et à la culture) (p. 2548)

Son amendement n° 342 (objectif éducatif consistant à favoriser la mobilité professionnelle) : rejeté (p. 2548)

Son amendement n° 354 (objectif éducatif consistant à favoriser la qualification professionnelle) (p. 2548) : rejeté (p. 2549)

Son amendement n° 366 (objectif éducatif consistant à favoriser la sécurité des parcours professionnels face aux aléas de la vie et du travail) : rejeté (p. 2549)

Son amendement n° 378 (objectif éducatif consistant à favoriser la promotion sociale) : rejeté (p. 2549)

Son amendement n° 390 (objectif éducatif consistant à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes) (p. 2549) : rejeté (p. 2550)

Son amendement n° 402 (objectif éducatif consistant à favoriser l'adaptation aux évolutions économiques) : retiré (p. 2550)

Son amendement n° 414 (objectif éducatif consistant à favoriser l'adaptation aux évolutions technologiques) : rejeté (p. 2555)

Son amendement n° 426 (droit à une formation continue) : rejeté (p. 2555)

Son amendement n° 438 (objectif éducatif consistant à favoriser une professionnalisation durable) (p. 2555) : rejeté (p. 2556)

Intervient sur l'amendement n° 446 de M. Yves Durand (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : responsabilité de l'Etat en lien avec les collectivités locales) (p. 2558)

Intervient sur l'amendement n° 447 de M. Jean-Marc Ayrault (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : responsabilité de l'Etat en lien avec les collectivités locales) (p. 2558)

Intervient sur l'amendement n° 448 de M. Alain Néri (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : responsabilité de l'Etat en lien avec les collectivités locales) (p. 2558)

Intervient sur l'amendement n° 449 de M. Patrick Roy (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : responsabilité de l'Etat en lien avec les collectivités locales) (p. 2558)

Son amendement n° 450 (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : responsabilité de l'Etat en lien avec les collectivités locales) (p. 2556) : rejeté (p. 2558)

Intervient sur l'amendement n° 451 de M. Victorin Lurel (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : responsabilité de l'Etat en lien avec les collectivités locales) (p. 2558)

Intervient sur l'amendement n° 452 de Mme Hélène Mignon (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : responsabilité de l'Etat en lien avec les collectivités locales) (p. 2558)

Intervient sur l'amendement n° 453 de M. Simon Renucci (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : responsabilité de l'Etat en lien avec les collectivités locales) (p. 2558)

Intervient sur l'amendement n° 454 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : responsabilité de l'Etat en lien avec les collectivités locales) (p. 2558)

Intervient sur l'amendement n° 455 de M. Gaëtan Gorce (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : responsabilité de l'Etat en lien avec les collectivités locales) (p. 2558)

Intervient sur l'amendement n° 456 de M. Christophe Masse (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : responsabilité de l'Etat en lien avec les collectivités locales) (p. 2558)

Intervient sur l'amendement n° 457 de M. Jean-Pierre Blazy (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : responsabilité de l'Etat en lien avec les collectivités locales) (p. 2558)

Son amendement n° 462 (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : responsabilité de l'Etat en lien avec les entreprises) : rejeté (p. 2558)

Son amendement n° 474 (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : contribution des entreprises au financement) : rejeté (p. 2558)

Son amendement n° 486 (caractère accessible à tous du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2558) : rejeté (p. 2559)

Son amendement n° 498 (objectif du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : favoriser la mixité sociale) (p. 2559) : rejeté (p. 2560)

Intervient sur l'amendement n° 506 de M. Yves Durand (objectif du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : favoriser l'égalité professionnelle) (p. 2560)

Intervient sur l'amendement n° 507 de M. Jean-Marc Ayrault (objectif du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : favoriser l'égalité professionnelle) (p. 2560)

Intervient sur l'amendement n° 508 de M. Alain Néri (objectif du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : favoriser l'égalité professionnelle) (p. 2560)

Intervient sur l'amendement n° 509 de M. Patrick Roy (objectif du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : favoriser l'égalité professionnelle) (p. 2560)

Intervient sur l'amendement n° 511 de M. Victorin Lurel (objectif du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : favoriser l'égalité professionnelle) (p. 2560)

Intervient sur l'amendement n° 512 de Mme Hélène Mignon (objectif du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : favoriser l'égalité professionnelle) (p. 2560)

Intervient sur l'amendement n° 513 de M. Simon Renucci (objectif du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : favoriser l'égalité professionnelle) (p. 2560)

Intervient sur l'amendement n° 514 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (objectif du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : favoriser l'égalité professionnelle) (p. 2560)

Intervient sur l'amendement n° 515 de M. Gaëtan Gorce (objectif du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : favoriser l'égalité professionnelle) (p. 2560)

Intervient sur l'amendement n° 516 de M. Christophe Masse (objectif du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : favoriser l'égalité professionnelle) (p. 2560)

Intervient sur l'amendement n° 517 de M. Jean-Pierre Blazy (objectif du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : favoriser l'égalité professionnelle) (p. 2560)

Son amendement n° 510 (objectif du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : favoriser l'égalité professionnelle) (p. 2560) : rejeté (p. 2561)

Intervient sur l'amendement n° 518 de M. Yves Durand (objectif du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : favoriser l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes) (p. 2561)

Intervient sur l'amendement n° 519 de M. Jean-Marc Ayrault (objectif du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : favoriser l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes) (p. 2561)

Intervient sur l'amendement n° 520 de M. Alain Néri (objectif du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : favoriser l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes) (p. 2561)

Intervient sur l'amendement n° 521 de M. Patrick Roy (objectif du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : favoriser l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes) (p. 2561)

Son amendement n° 522 (objectif du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : favoriser l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes) : rejeté (p. 2561)

Intervient sur l'amendement n° 523 de M. Victorin Lurel (objectif du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : favoriser l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes) (p. 2561)

Intervient sur l'amendement n° 524 de Mme Hélène Mignon (objectif du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : favoriser l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes) (p. 2561)

Intervient sur l'amendement n° 525 de M. Simon Renucci (objectif du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : favoriser l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes) (p. 2561)

Intervient sur l'amendement n° 526 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (objectif du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : favoriser l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes) (p. 2561)

Intervient sur l'amendement n° 527 de M. Gaëtan Gorce (objectif du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : favoriser l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes) (p. 2561)

Intervient sur l'amendement n° 528 de M. Christophe Masse (objectif du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : favoriser l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes) (p. 2561)

Intervient sur l'amendement n° 529 de M. Jean-Pierre Blazy (objectif du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : favoriser l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes) (p. 2561)

Son amendement n° 534 (introduction dans le code de l'éducation d'un chapitre intitulé : "Le droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie") (p. 2561) : rejeté (p. 2563)

Son amendement n° 546 (création au niveau de l'académie de bassins d'éducation et de formation) : rejeté (p. 2563)

Son amendement n° 558 (création au niveau de l'académie de bassins d'éducation et de formation) : rejeté (p. 2563)

Son amendement n° 570 (responsabilité du recteur de favoriser la mixité sociale au sein de l'académie) (p. 2563) : rejeté (p. 2564)

Son amendement n° 582 (carte scolaire élargie au bassin d'éducation) (p. 2563) : rejeté (p. 2564)

Son amendement n° 594 (détermination du bassin d'éducation par le recteur en lien avec les collectivités locales) (p. 2564) : rejeté (p. 2565)

Son amendement n° 606 (détermination du bassin d'éducation par le recteur en lien avec les associations de parents d'élèves) : rejeté (p. 2565)

Son amendement n° 618 (détermination du bassin d'éducation par le recteur en lien avec les représentants syndicaux d'enseignants) : rejeté (p. 2565)

Son amendement n° 630 (responsabilité de favoriser l'intégration pour le recteur au sein du bassin d'éducation) : rejeté (p. 2565)

Son amendement n° 642 (détermination du bassin d'éducation par le recteur en lien avec les associations) (p. 2565) : rejeté (p. 2567)

Son amendement n° 654 (prise en compte des activités périscolaires lors de la détermination du bassin d'éducation) : rejeté (p. 2567)

Son amendement n° 666 (recueil annuel par l'inspecteur d'académie de la liste des enfants soumis à l'obligation scolaire au sein du bassin d'éducation) : rejeté (p. 2567)

Son amendement n° 678 (interdiction à un ministre de l'éducation nationale en exercice de publier un ouvrage) (p. 2567) : retiré (p. 2569)

Intervient sur l'amendement n° 1118 de M. Yves Durand (institution d'une journée nationale du suffrage universel) (p. 2571)

Intervient sur l'amendement n° 1119 de M. Jean-Marc Ayrault (institution d'une journée nationale du suffrage universel) (p. 2571)

Intervient sur l'amendement n° 1120 de M. Alain Néri (institution d'une journée nationale du suffrage universel) (p. 2571)

Intervient sur l'amendement n° 1121 de M. Patrick Roy (institution d'une journée nationale du suffrage universel) (p. 2571)

Son amendement n° 1122 (institution d'une journée nationale du suffrage universel) (p. 2569) : rejeté (p. 2571)

Intervient sur l'amendement n° 1123 de M. Victorin Lurel (institution d'une journée nationale du suffrage universel) (p. 2571)

Intervient sur l'amendement n° 1124 de Mme Hélène Mignon (institution d'une journée nationale du suffrage universel) (p. 2571)

Intervient sur l'amendement n° 1125 de M. Simon Renucci (institution d'une journée nationale du suffrage universel) (p. 2571)

Intervient sur l'amendement n° 1126 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (institution d'une journée nationale du suffrage universel) (p. 2571)

Intervient sur l'amendement n° 1127 de M. Gaëtan Gorce (institution d'une journée nationale du suffrage universel) (p. 2571)

Intervient sur l'amendement n° 1128 de M. Christophe Masse (institution d'une journée nationale du suffrage universel) (p. 2571)

Intervient sur l'amendement n° 1129 de M. Jean-Pierre Blazy (institution d'une journée nationale du suffrage universel) (p. 2571)

Son amendement n° 690 (droit au conseil en orientation et à l'information pour favoriser la construction des parcours professionnels de chaque jeune) : rejeté (p. 2571)

Son amendement n° 702 (droit au conseil en orientation et à l'information pour favoriser la construction des parcours de formation de chaque jeune) (p. 2571) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 714 (responsabilités ministérielles de la mise en oeuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) (p. 2571) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 726 (objectif du droit au conseil en orientation et à l'information : permettre à chaque jeune un projet personnel) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 738 (droit au conseil en orientation et à l'information pour favoriser le contact avec le monde du travail) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 750 (bilan annuel de la scolarité lié au droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 762 (intégration du droit au conseil en orientation et à l'information dans le cursus normal de la formation) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 774 (objectif du droit au conseil en orientation et à l'information de présenter à chaque jeune les différentes formes d'enseignement) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 786 (objectif du droit au conseil en orientation et à l'information de permettre à chaque jeune de déterminer ses choix ultérieurs) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 798 (objectif du droit au conseil en orientation et à l'information de développer les passerelles entre différentes formes d'enseignement) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 810 (évaluation de chaque jeune réalisée par des examens et la validation des acquis) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 822 (tenue régulière de journées de présentation des enseignements et des filières professionnelles) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 834 (participation des chambres des métiers à la mise en oeuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) (p. 2572) : rejeté (p. 2573)

Son amendement n° 846 (participation des chambres de commerce et d'industrie à la mise en oeuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2573)

Son amendement n° 858 (participation des chambres d'agriculture à la mise en oeuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2573)

Son amendement n° 870 (mise en oeuvre du droit au conseil en orientation et à l'information au niveau national sous la responsabilité de chaque recteur d'académie) (p. 2573) : rejeté (p. 2574)

Son amendement n° 882 (participation des syndicats à la mise en oeuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2574)

Son amendement n° 894 (participation des organisations professionnelles à la mise en oeuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2574)

Son amendement n° 906 (participation des associations à la mise en oeuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2575)

Son amendement n° 918 (participation des associations non gouvernementales à la mise en oeuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2575)

Son amendement n° 1686 (initiation de tous les élèves aux technologies de l'information et de la communication) : rejeté (p. 2575)

Intervient sur l'amendement n° 1694 de M. Yves Durand (apprentissage de la lecture et de l'écriture : articulation entre l'école maternelle et le cours préparatoire) (p. 2576)

Intervient sur l'amendement n° 1695 de M. Jean-Marc Ayrault (apprentissage de la lecture et de l'écriture : articulation entre l'école maternelle et le cours préparatoire) (p. 2576)

Intervient sur l'amendement n° 1696 de M. Alain Néri (apprentissage de la lecture et de l'écriture : articulation entre l'école maternelle et le cours préparatoire) (p. 2576)

Intervient sur l'amendement n° 1697 de M. Patrick Roy (apprentissage de la lecture et de l'écriture : articulation entre l'école maternelle et le cours préparatoire) (p. 2576)

Intervient sur l'amendement n° 1699 de M. Victorin Lurel (apprentissage de la lecture et de l'écriture : articulation entre l'école maternelle et le cours préparatoire) (p. 2576)

Intervient sur l'amendement n° 1700 de Mme Hélène Mignon (apprentissage de la lecture et de l'écriture : articulation entre l'école maternelle et le cours préparatoire) (p. 2576)

Intervient sur l'amendement n° 1701 de M. Simon Renucci (apprentissage de la lecture et de l'écriture : articulation entre l'école maternelle et le cours préparatoire) (p. 2576)

Intervient sur l'amendement n° 1702 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (apprentissage de la lecture et de l'écriture : articulation entre l'école maternelle et le cours préparatoire) (p. 2576)

Intervient sur l'amendement n° 1703 de M. Gaëtan Gorce (apprentissage de la lecture et de l'écriture : articulation entre l'école maternelle et le cours préparatoire) (p. 2576)

Intervient sur l'amendement n° 1704 de M. Christophe Masse (apprentissage de la lecture et de l'écriture : articulation entre l'école maternelle et le cours préparatoire) (p. 2576)

Intervient sur l'amendement n° 1705 de M. Jean-Pierre Blazy (apprentissage de la lecture et de l'écriture : articulation entre l'école maternelle et le cours préparatoire) (p. 2576)

Son amendement n° 1698 (apprentissage de la lecture et de l'écriture : articulation entre l'école maternelle et le cours préparatoire) (p. 2575) : rejeté (p. 2577)

Son amendement n° 2109 (mise en oeuvre de l'articulation entre la grande section de maternelle et le cours préparatoire par l'équipe éducative en lien avec les parents d'élèves) : rejeté (p. 2577)

Son amendement n° 1710 (mise en oeuvre de l'articulation entre la grande section de maternelle et le cours préparatoire par l'équipe éducative en lien avec les activités périscolaires) : rejeté (p. 2577)

Son amendement n° 1722 (objectif de l'articulation entre la grande section de maternelle et le cours préparatoire : lutter contre l'échec scolaire) (p. 2577) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1737 (articulation entre la grande section de maternelle et le cours préparatoire : enseignement spécifique et individualisé) (p. 2577) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1749 (objectif de l'articulation entre la grande section de maternelle et le cours préparatoire : faciliter le passage de l'enseignant unique à plusieurs enseignants) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1761 (apprentissage des langues vivantes au niveau de l'articulation entre le cours moyen 2e année et la classe de 6e) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1773 (apprentissage des nouvelles technologies de l'information et de la communication au niveau de l'articulation entre le cours moyen 2e année et la classe de 6e) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1785 (enseignement spécifique et individualisé validant l'apprentissage de la lecture et de l'écriture au niveau de l'articulation entre le cours moyen 2e année et la classe de 6e) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1797 (au niveau de l'articulation entre le cours moyen 2e année et la classe de 6e, mise en oeuvre d'un enseignement spécifique et individualisé par l'équipe éducative en lien avec les parents d'élèves) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1809 (mise en oeuvre de l'articulation entre le cours moyen 2e année et la classe de 6e par l'équipe éducative en lien avec les activités périscolaires) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1821 (but de l'articulation entre le cours moyen 2e année et la classe de 6e : lutter contre l'échec scolaire) : rejeté (p. 2579)

Son amendement n° 1833 (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : faciliter le passage du collège au lycée) (p. 2579) : rejeté (p. 2580)

Son amendement n° 1845 (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : faciliter le travail en équipe) : rejeté (p. 2580)

Son amendement n° 1857 (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : apprendre à chaque jeune à travailler individuellement et en équipe) : rejeté (p. 2580)

Son amendement n° 1869 (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : favoriser la maîtrise des nouvelles technologies) : rejeté (p. 2580)

Son amendement n° 1881 (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : lutter contre l'échec scolaire) : rejeté (p. 2580)

Son amendement n° 1893 (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : responsabiliser les futurs lycéens) : rejeté (p. 2580)

Son amendement n° 1905 (équilibre entre enseignement général et enseignement professionnel) : rejeté (p. 2581)

Son amendement n° 1917 (équilibre entre les filières scientifiques et littéraires) : rejeté (p. 2581)

Son amendement n° 1929 (principe stipulant que l'élève quittant la classe de troisième est acteur de sa formation) (p. 2581) : rejeté (p. 2582)

Son amendement n° 1941 (rôle de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde pour favoriser l'orientation des élèves) : rejeté (p. 2582)

Son amendement n° 1953 (mise en oeuvre de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde par l'équipe éducative en lien avec les parents d'élèves) : rejeté (p. 2582)

Son amendement n° 1965 (mise en oeuvre de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde par l'équipe éducative en lien avec les activités périscolaires) : rejeté (p. 2582)

Son amendement n° 1977 (mise en oeuvre d'enseignement spécifique et individuel au niveau de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde) : rejeté (p. 2582)

Son amendement n° 1989 (mise en oeuvre de journées d'orientation et d'information dans les collèges au niveau de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde) : rejeté (p. 2582)

Son amendement n° 2001 (préparation des élèves à un enseignement pluridisciplinaire au niveau de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde) : rejeté (p. 2582)

Intervient sur l'amendement n° 2705 de M. Yves Durand (échanges entre élèves de zone rurale et de zone urbaine) (p. 2583)

Intervient sur l'amendement n° 2706 de M. Jean-Marc Ayrault (échanges entre élèves de zone rurale et de zone urbaine) (p. 2583)

Intervient sur l'amendement n° 2707 de M. Alain Néri (échanges entre élèves de zone rurale et de zone urbaine) (p. 2583)

Intervient sur l'amendement n° 2708 de M. Patrick Roy (échanges entre élèves de zone rurale et de zone urbaine) (p. 2583)

Son amendement n° 2709 (échanges entre élèves de zone rurale et de zone urbaine) : rejeté (p. 2583)

Intervient sur l'amendement n° 2710 de M. Victorin Lurel (échanges entre élèves de zone rurale et de zone urbaine) (p. 2583)

Intervient sur l'amendement n° 2711 de Mme Hélène Mignon (échanges entre élèves de zone rurale et de zone urbaine) (p. 2583)

Intervient sur l'amendement n° 2712 de M. Simon Renucci (échanges entre élèves de zone rurale et de zone urbaine) (p. 2583)

Intervient sur l'amendement n° 2713 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (échanges entre élèves de zone rurale et de zone urbaine) (p. 2583)

Intervient sur l'amendement n° 2714 de M. Gaëtan Gorce (échanges entre élèves de zone rurale et de zone urbaine) (p. 2583)

Intervient sur l'amendement n° 2715 de M. Christophe Masse (échanges entre élèves de zone rurale et de zone urbaine) (p. 2583)

Intervient sur l'amendement n° 2716 de M. Jean-Pierre Blazy (échanges entre élèves de zone rurale et de zone urbaine) (p. 2583)

Intervient sur l'amendement n° 2717 de M. Yves Durand (échanges entre élèves de zone de montagne et de zone du littoral) (p. 2583)

Intervient sur l'amendement n° 2718 de M. Jean-Marc Ayrault (échanges entre élèves de zone de montagne et de zone du littoral) (p. 2583)

Intervient sur l'amendement n° 2719 de M. Alain Néri (échanges entre élèves de zone de montagne et de zone du littoral) (p. 2583)

Intervient sur l'amendement n° 2720 de M. Patrick Roy (échanges entre élèves de zone de montagne et de zone du littoral) (p. 2583)

Intervient sur l'amendement n° 2722 de M. Victorin Lurel (échanges entre élèves de zone de montagne et de zone du littoral) (p. 2583)

Intervient sur l'amendement n° 2723 de Mme Hélène Mignon (échanges entre élèves de zone de montagne et de zone du littoral) (p. 2583)

Intervient sur l'amendement n° 2724 de M. Simon Renucci (échanges entre élèves de zone de montagne et de zone du littoral) (p. 2583)

Intervient sur l'amendement n° 2725 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (échanges entre élèves de zone de montagne et de zone du littoral) (p. 2583)

Intervient sur l'amendement n° 2726 de M. Gaëtan Gorce (échanges entre élèves de zone de montagne et de zone du littoral) (p. 2583)

Intervient sur l'amendement n° 2727 de M. Christophe Masse (échanges entre élèves de zone de montagne et de zone du littoral) (p. 2583)

Intervient sur l'amendement n° 2728 de M. Jean-Pierre Blazy (échanges entre élèves de zone de montagne et de zone du littoral) (p. 2583)

Intervient sur l'amendement n° 2729 de M. Yves Durand (échanges avec les élèves des zones prioritaires d'éducation) (p. 2583)

Intervient sur l'amendement n° 2730 de M. Jean-Marc Ayrault (échanges avec les élèves des zones prioritaires d'éducation) (p. 2583)

Intervient sur l'amendement n° 2731 de M. Alain Néri (échanges avec les élèves des zones prioritaires d'éducation) (p. 2583)

Intervient sur l'amendement n° 2732 de M. Patrick Roy (échanges avec les élèves des zones prioritaires d'éducation) (p. 2583)

Son amendement n° 2733 (échanges avec les élèves des zones prioritaires d'éducation) : rejeté (p. 2583)

Intervient sur l'amendement n° 2734 de M. Victorin Lurel (échanges avec les élèves des zones prioritaires d'éducation) (p. 2583)

Intervient sur l'amendement n° 2735 de Mme Hélène Mignon (échanges avec les élèves des zones prioritaires d'éducation) (p. 2583)

Intervient sur l'amendement n° 2736 de M. Simon Renucci (échanges avec les élèves des zones prioritaires d'éducation) (p. 2583)

Intervient sur l'amendement n° 2737 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (échanges avec les élèves des zones prioritaires d'éducation) (p. 2583)

Intervient sur l'amendement n° 2738 de M. Gaëtan Gorce (échanges avec les élèves des zones prioritaires d'éducation) (p. 2583)

Intervient sur l'amendement n° 2739 de M. Christophe Masse (échanges avec les élèves des zones prioritaires d'éducation) (p. 2583)

Intervient sur l'amendement n° 2740 de M. Jean-Pierre Blazy (échanges avec les élèves des zones prioritaires d'éducation) (p. 2583)

Intervient sur l'amendement n° 2861 de M. Yves Durand (caractère déterminant de l'organisation du rythme scolaire dans la lutte contre l'échec scolaire) (p. 2584)

Intervient sur l'amendement n° 2862 de M. Jean-Marc Ayrault (caractère déterminant de l'organisation du rythme scolaire dans la lutte contre l'échec scolaire) (p. 2584)

Intervient sur l'amendement n° 2863 de M. Alain Néri (caractère déterminant de l'organisation du rythme scolaire dans la lutte contre l'échec scolaire) (p. 2584)

Intervient sur l'amendement n° 2864 de M. Patrick Roy (caractère déterminant de l'organisation du rythme scolaire dans la lutte contre l'échec scolaire) (p. 2584)

Intervient sur l'amendement n° 2866 de M. Victorin Lurel (caractère déterminant de l'organisation du rythme scolaire dans la lutte contre l'échec scolaire) (p. 2584)

Intervient sur l'amendement n° 2867 de Mme Hélène Mignon (caractère déterminant de l'organisation du rythme scolaire dans la lutte contre l'échec scolaire) (p. 2584)

Intervient sur l'amendement n° 2868 de M. Simon Renucci (caractère déterminant de l'organisation du rythme scolaire dans la lutte contre l'échec scolaire) (p. 2584)

Intervient sur l'amendement n° 2869 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (caractère déterminant de l'organisation du rythme scolaire dans la lutte contre l'échec scolaire) (p. 2584)

Intervient sur l'amendement n° 2870 de M. Gaëtan Gorce (caractère déterminant de l'organisation du rythme scolaire dans la lutte contre l'échec scolaire) (p. 2584)

Intervient sur l'amendement n° 2871 de M. Christophe Masse (caractère déterminant de l'organisation du rythme scolaire dans la lutte contre l'échec scolaire) (p. 2584)

Intervient sur l'amendement n° 2872 de M. Jean-Pierre Blazy (caractère déterminant de l'organisation du rythme scolaire dans la lutte contre l'échec scolaire) (p. 2584)

Intervient sur le sous-amendement n° 3047 de M. Yves Durand (affectation des assistants d'éducation dans un établissement unique) à l'amendement n° 2861 de M. Yves Durand (p. 2585)

Son amendement n° 2865 (caractère déterminant de l'organisation du rythme scolaire dans la lutte contre l'échec scolaire) (p. 2584) : rejeté (p. 2586)

Son amendement n° 2877 (organisation du temps scolaire prenant en compte la qualité de vie de l'enfant) : rejeté (p. 2587)

Son amendement n° 2889 (priorité de l'intérêt des élèves au niveau de l'organisation des rythmes scolaires) (p. 2587) : rejeté (p. 2588)

Son amendement n° 2901 (concertation de tous les acteurs concernés, y compris les assistants d'éducation et les élèves, en matière d'organisation du temps à l'école) : rejeté (p. 2588)

Son amendement n° 2913 (définition de la garderie du matin) : rejeté (p. 2592)

Son amendement n° 2925 (organisation d'une pause d'au moins une heure trente à la mi-journée) (p. 2592) : rejeté (p. 2593)

Intervient sur l'amendement n° 2933 de M. Yves Durand (organisation en matière de cantines scolaires) (p. 2594)

Intervient sur l'amendement n° 2934 de M. Jean-Marc Ayrault (organisation en matière de cantines scolaires) (p. 2594)

Intervient sur l'amendement n° 2935 de M. Alain Néri (organisation en matière de cantines scolaires) (p. 2594)

Intervient sur l'amendement n° 2936 de M. Patrick Roy (organisation en matière de cantines scolaires) (p. 2594)

Son amendement n° 2937 (organisation en matière de cantines scolaires) (p. 2593) : rejeté (p. 2594)

Intervient sur l'amendement n° 2938 de M. Victorin Lurel (organisation en matière de cantines scolaires) (p. 2594)

Intervient sur l'amendement n° 2939 de Mme Hélène Mignon (organisation en matière de cantines scolaires) (p. 2594)

Intervient sur l'amendement n° 2940 de M. Simon Renucci (organisation en matière de cantines scolaires) (p. 2594)

Intervient sur l'amendement n° 2941 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (organisation en matière de cantines scolaires) (p. 2594)

Intervient sur l'amendement n° 2942 de M. Gaëtan Gorce (organisation en matière de cantines scolaires) (p. 2594)

Intervient sur l'amendement n° 2943 de M. Christophe Masse (organisation en matière de cantines scolaires) (p. 2594)

Intervient sur l'amendement n° 2944 de M. Jean-Pierre Blazy (organisation en matière de cantines scolaires) (p. 2594)

Intervient sur l'amendement n° 2945 de M. Yves Durand (durée des récréations) (p. 2594)

Intervient sur l'amendement n° 2946 de M. Jean-Marc Ayrault (durée des récréations) (p. 2594)

Intervient sur l'amendement n° 2947 de M. Alain Néri (durée des récréations) (p. 2594)

Intervient sur l'amendement n° 2948 de M. Patrick Roy (durée des récréations) (p. 2594)

Intervient sur l'amendement n° 2950 de M. Victorin Lurel (durée des récréations) (p. 2594)

Intervient sur l'amendement n° 2951 de Mme Hélène Mignon (durée des récréations) (p. 2594)

Intervient sur l'amendement n° 2952 de M. Simon Renucci (durée des récréations) (p. 2594)

Intervient sur l'amendement n° 2953 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (durée des récréations) (p. 2594)

Intervient sur l'amendement n° 2954 de M. Gaëtan Gorce (durée des récréations) (p. 2594)

Intervient sur l'amendement n° 2955 de M. Christophe Masse (durée des récréations) (p. 2594)

Intervient sur l'amendement n° 2956 de M. Jean-Pierre Blazy (durée des récréations) (p. 2594)

Son amendement n° 2949 (durée des récréations) (p. 2594) : rejeté (p. 2595)

Son amendement n° 2013 (accès en dehors des heures scolaires aux nouvelles technologies) : rejeté (p. 2595)

Son amendement n° 2025 (accès en dehors des heures scolaires aux nouvelles technologies par partenariats avec des organismes non scolaires) : rejeté (p. 2595)

Son amendement n° 2037 (initiation de tous les étudiants aux nouvelles technologies) : rejeté (p. 2595)

Son amendement n° 930 (mission d'éducation à la citoyenneté pour les personnels "ATOSS") (p. 2595) : rejeté (p. 2596)

Intervient sur l'amendement n° 938 de M. Yves Durand (mission d'éducation à la santé pour les personnels "ATOSS") (p. 2596)

Intervient sur l'amendement n° 939 de M. Jean-Marc Ayrault (mission d'éducation à la santé pour les personnels "ATOSS") (p. 2596)

Intervient sur l'amendement n° 940 de M. Alain Néri (mission d'éducation à la santé pour les personnels "ATOSS") (p. 2596)

Intervient sur l'amendement n° 941 de M. Patrick Roy (mission d'éducation à la santé pour les personnels "ATOSS") (p. 2596)

Intervient sur l'amendement n° 943 de M. Victorin Lurel (mission d'éducation à la santé pour les personnels "ATOSS") (p. 2596)

Intervient sur l'amendement n° 944 de Mme Hélène Mignon (mission d'éducation à la santé pour les personnels "ATOSS") (p. 2596)

Intervient sur l'amendement n° 945 de M. Simon Renucci (mission d'éducation à la santé pour les personnels "ATOSS") (p. 2596)

Intervient sur l'amendement n° 946 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (mission d'éducation à la santé pour les personnels "ATOSS") (p. 2596)

Intervient sur l'amendement n° 947 de M. Gaëtan Gorce (mission d'éducation à la santé pour les personnels "ATOSS") (p. 2596)

Intervient sur l'amendement n° 948 de M. Christophe Masse (mission d'éducation à la santé pour les personnels "ATOSS") (p. 2596)

Intervient sur l'amendement n° 949 de M. Jean-Pierre Blazy (mission d'éducation à la santé pour les personnels "ATOSS") (p. 2596)

Son amendement n° 942 (mission d'éducation à la santé pour les personnels "ATOSS") (p. 2596) : rejeté (p. 2597)

Son amendement n° 954 (notion de mission favorisant l'intégration pour les personnels "ATOSS") : rejeté (p. 2597)

Son amendement n° 966 (mission d'apprentissage des règles de la vie en société pour les personnels "ATOSS") : rejeté (p. 2597)

Son amendement n° 978 (rôle pédagogique des personnels "ATOSS") (p. 2597) : rejeté (p. 2598)

Son amendement n° 990 (missions des personnels ATOSS sous l'autorité du recteur) : rejeté (p. 2598)

Son amendement n° 1002 (statuts des personnels ATOSS mis en œuvre sous l'autorité du recteur) (p. 2598) : rejeté (p. 2599)

Son amendement n° 1014 (participation des personnels ATOSS à la mise en œuvre du droit à l'éducation) : rejeté (p. 2599)

Son amendement n° 1026 (rôle d'assistance à l'équipe éducative des personnels ATOSS) : rejeté (p. 2599)

Son amendement n° 1038 (fonction d'encadrement des élèves des personnels ATOSS) (p. 2599) : rejeté (p. 2600)

Article 2 (régime juridique des assistants d'éducation)

Son intervention (p. 2603 et s.)

Son amendement n° 1098 (p. 2603)

Son amendement n° 1134 (p. 2605)

Son amendement n° 1146 (p. 2606)

Ses amendements n° 2121 et 2457 (p. 2608)

Son amendement n° 1278 (p. 2609)

Ses amendements n° 2049, 1158, 1170, 1290 et 1266 (p. 2610)

Ses amendements n° 1182, 1194, 1206, 1218, 1230, 1242 et 1254 (p. 2612)

Ses amendements n° 1302, 2745 et 2757 (p. 2614)

Ses amendements n° 2769, 2781 et 2793 (p. 2616)

Son amendement n° 2805 (p. 2617)

Ses amendements n° 2817 et 2829 (p. 2618)

Son amendement n° 2961 (p. 2619)

Son amendement n° 1362 (p. 2624)

Son amendement n° 1314 (p. 2625)

Ses amendements n° 2841 et 2853 (p. 2626)

Ses amendements n° 1050, 1062, 1074 et 1326 (p. 2627)

Ses amendements n° 1338 et 1350 (p. 2628)

Son amendement n° 1374 (p. 2629)

Ses amendements n° 2469, 1386 et 1398 (p. 2630)

Ses amendements n° 2145, 2157 et 2169 (p. 2631)

Ses amendements n° 1446 et 1458 (p. 2632)

Ses amendements n° 1470, 1482, 1494, 1506 et 1618 (p. 2633)

Ses amendements n° 1530, 1542, 1554, 1566, 1578, 1590, 1602, 1614, 1626 et 1638 (p. 2634)

Ses amendements n° 2134, 2061, 2073 et 2085 (p. 2635)

Son amendement n° 2481 (p. 2636)

Ses amendements n° 2493, 2505, 2517, 2529, 2973 et 1410 (p. 2637)

Ses amendements n° 1422 et 1434 (p. 2638)

Après l'article 2

Son amendement n° 2601 (contenu et mise en œuvre des programmes d'enseignement) : rejeté (p. 2639)

Son amendement n° 2613 (objectifs et réalisation des programmes d'enseignement) : rejeté (p. 2640)

Son amendement n° 2625 (établissement de la carte des secteurs des collèges) : rejeté (p. 2640)

Son amendement n° 2637 (établissement de la carte des secteurs des lycées) : rejeté (p. 2640)

Son amendement n° 2649 (établissement de la carte des secteurs des écoles) : rejeté (p. 2640)

Son amendement n° 2097 (activités destinées à se familiariser avec les outils informatiques et les nouvelles technologies) : rejeté (p. 2640)

Son amendement n° 2661 (les programmes scolaires prennent en compte les références communes en Europe) (p. 2640) : rejeté (p. 2641)

Article 3 (affiliation des établissements publics locaux d'éducation à l'assurance-chômage au titre des assistants d'éducation)

Son amendement n° 1110 (p. 2644)

Après l'article 3

Son amendement n° 2181 (égalité entre les hommes et les femmes en matière d'orientation scolaire) : rejeté (p. 2645)

Son amendement n° 2193 (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2645) : retiré (p. 2646)

Son amendement n° 2985 (rapport au Parlement sur l'application de la loi relative aux assistants d'éducation) (p. 2648) : rejeté (p. 2649)

Titre

Son amendement n° 2997 (nouveau titre : "Projet de loi portant réforme du code de l'éducation") (p. 2649) : rejeté (p. 2650)

Débat sur l'assurance maladie et la politique de santé

[13 mai 2003] (p. 3555)

Son intervention (p. 3571)

Thèmes :

Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 3571)

Pharmacie et médicaments : médicaments génériques (p. 3571)

Santé : accès aux soins (p. 3571)

Santé : politique de la santé (p. 3571)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 3572)

Sécurité sociale : protection sociale (p. 3572)

Proposition de loi n° 787 en faveur de l'égalité des chances des territoires et de la revitalisation de l'économie rurale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mai 2003] (p. 3755)

Son intervention (p. 3776)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 3776)

Commerce et artisanat : petit commerce : zones rurales (p. 3776)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 3776)

Secteur public : services publics : accès (p. 3776)

Travail : télétravail (p. 3776)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Avant l'article 1er [séances des 12, 13, 14 juin 2003] (principes)

Son intervention (p. 5195 et s.)

Article 1er [séances du 16 juin 2003] (système de retraites par répartition)

Son intervention (p. 5344 et s.)

Article 2 [séances des 16 et 17 juin 2003] (contributivité)

Son intervention (p. 5397)

Article 3 [séances du 17 juin 2003] (équité)

Son intervention (p. 5501 et s.)

Article 4 [séances du 19 juin 2003] (assurer en 2008, un montant minimal de retraite égal à 85 % du SMIC)

Son intervention (p. 5602 et s.)

Article 26 [séance du 26 juin 2003] (éléments constitutifs du droit à pension)

Son intervention (p. 6117)

Article 34 [séance du 27 juin 2003] (conditions de liquidation immédiate des pensions civiles et militaires)

Son intervention (p. 6273)

Article 53 [séances des 30 juin et 1er juillet 2003] (évolution professionnelle des membres des corps enseignants)

Son intervention (p. 6460 et s.)

Article 54 [séance du 1er juillet 2003] (majoration de la durée d'assurance des fonctionnaires hospitaliers en catégorie active)

Son intervention (p. 6470)

Proposition de loi organique n° 936 portant réforme de la durée du mandat et de l'âge d'éligibilité des sénateurs ainsi que de la composition du Sénat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 juillet 2003] (p. 6954)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 6960) : rejetée (p. 6964)

Thèmes :

Elections et référendums : collège sénatorial (p. 6963)

Elections et référendums : durée des mandats (p. 6962)

Elections et référendums : modes de scrutin : parité (p. 6960)

Femmes : parité : statistiques (p. 6961)

Parlement : Sénat : effectifs (p. 6962)

Proposition de loi n° 609 visant à restreindre la consommation de tabac chez les jeunes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2003] (p. 7243)

Son intervention (p. 7250)

Thèmes :

Commerce et artisanat : commerce de détail : tabac (p. 7250)

Famille : mineurs : protection (p. 7251)

Jeunes : tabagisme (p. 7250)

Santé : tabagisme (p. 7250)

Discussion des articles [10 juillet 2003] (p. 7257)

Avant l'article 1er

Intervient sur le sous-amendement oral (limitation à trois mois du temps de déstockage) à l'amendement n° 18 corrigé (écoulement des anciens stocks limité à un an) (p. 7265)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 7271)

Abstention du groupe socialiste (p. 7271)

Guy GEOFFROY

*Seine-et-Marne (9^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'amnistie [J.O. du 26 juillet 2002] (p. 12837)

Membre suppléant du Comité des finances locales [J.O. du 2 août 2002] (p. 13229)

Membre titulaire de la Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence [J.O. du 2 août 2002] (p. 13229)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation pour la justice [J.O. du 3 août 2002] (p. 13302)

Rapporteur de la proposition de résolution sur la création d'un procureur européen - COM (2001) 715 final / E 1912 et COM (2001) 272 final / E 1758 (n° 446) [11 décembre 2002]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la sécurité intérieure [J.O. du 30 janvier 2003] (p. 1892)

Rapporteur du projet de loi organisant une consultation des électeurs de Corse sur la modification de l'organisation institutionnelle de la Corse (n° 861) [7 mai 2003]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 493 tendant à permettre aux titulaires de l'allocation aux handicapés adultes d'exercer une activité professionnelle à temps partiel [18 décembre 2002]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution (n° 446) de M. René André et Jacques Floch, sur la création d'un procureur européen - COM (2001) 715 final / E 1912 et COM (2001) 272 final / E 1758 [22 janvier 2003] (n° 565)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence (n° 861), organisant une consultation des électeurs de Corse sur la modification de l'organisation institutionnelle de la Corse [21 mai 2003] (n° 870)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Enseignement. établissements. violence, lutte et prévention [6 novembre 2002] (p. 4588)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 391, posée le 2 juin 2003. Communes. budget (J.O. questions p. 4142). Appelée le 3 juin 2003. hôpital associatif, charge financière, Férolles-Atilly (p. 4379)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Accuse M. Yves Durand d'avoir calomnié les chefs d'établissement et de se livrer à des procès d'intention [25 mars 2003] (p. 2387)

DÉBATS

Projet de loi n° 19 portant amnistie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 juillet 2002] (p. 1868)

Son intervention (p. 1900)

Thème :

Amnistie (p. 1900)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [3 août 2002] (p. 2713)

Son intervention (p. 2714)

Thèmes :

Elections et référendums : élection présidentielle : amnistie (p. 2714)

Etat : République : amnistie (p. 2714)

Lois : projet de loi : amnistie (p. 2714)

Projet de loi n° 36 d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [17 juillet 2002] (p. 2106)

Annexe I

Intervient sur l'amendement n° 83 de M. Christophe Caresche (loi de programmation et d'orientation sur la prévention) (p. 2111)

Son amendement n° 33 rectifié (violence à l'école) (p. 2120)

Projet de loi n° 154 d'orientation et de programmation pour la justice

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er août 2002] (p. 2497)

Son intervention (p. 2516)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions (p. 2516)

Elections et référendums : campagnes électorales : justice (p. 2516)

Justice : centres éducatifs fermés (p. 2517)

Partis et mouvements politiques : opposition : justice (p. 2517)

Discussion des articles [1^{er} août 2002] (p. 2550, 2582) ; [2 août 2002] (p. 2622)

Article 1er et rapport annexé (approbation du rapport présentant les orientations et les moyens budgétaires pour la justice pour les années 2003 à 2007)

Intervient sur l'amendement n° 137 de la commission (délinquance des mineurs) (p. 2566)

Intervient sur les amendements n°s 139 à 144 de la commission (rédactionnels) (p. 2567)

Avant l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 156 de la commission (rédactionnel) (p. 2608)

Article 20 (centres éducatifs fermés)

Son intervention (p. 2635)

Proposition de loi n° 194 relative à la conduite automobile sous l'influence de drogues illicites et psychotropes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 octobre 2002] (p. 3019)

Article 1er (art. L. 235-2 à L. 235-4 du code de la route : sanctions encourues en cas de conduite sous l'influence de stupéfiants - organisation de dépistages aléatoires)

Son intervention (p. 3021)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

I - JEUNESSE ET ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Vote des crédits et articles rattachés [22 octobre 2002] (p. 3790)

Etat B, titre III

Intervient sur l'amendement n° 71 de M. Yves Durand (majoration de crédits pour rétablir les postes de surveillants supprimés) (p. 3792)

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 novembre 2002] (p. 5399)

Son intervention (p. 5414)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation : histoire (p. 5415)
Collectivités territoriales : décentralisation : projets de loi (p. 5415)
Collectivités territoriales : expérimentation (p. 5415)
Collectivités territoriales : projets de loi : Sénat (p. 5415)
Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 5415)
Constitution : révision : décentralisation (p. 5415)

Discussion des articles [26 novembre 2002] (p. 5758)

Article 6 (article 72-2 de la Constitution - autonomie financière des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 5777 et s.)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 133 de Mme Ségolène Royal (entrée en vigueur de la présente loi subordonnée à l'adoption des lois de transfert de ressources) (p. 5786)

Proposition de loi n° 380 visant à protéger certaines catégories d'étrangers des mesures d'éloignement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 novembre 2002] (p. 5901)

Son intervention (p. 5919)

Thèmes :

Droit pénal : double peine : projet de loi (p. 5920)
Etrangers : naturalisation (p. 5920)

Proposition de loi n° 350 visant à aggraver les peines punissant les infractions à caractère raciste et à renforcer l'efficacité de la procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 2002] (p. 6333)

Son intervention (p. 6345)

Thèmes :

Droit pénal : aggravation des peines : racisme (p. 6345)
Droits de l'homme et libertés publiques : lutte contre le racisme : pédagogie (p. 6346)

Projet de loi organique n° 242 relatif aux juges de proximité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 décembre 2002] (p. 6858)

Son intervention (p. 6862)

Thèmes :

Justice : délais (p. 6864)
Justice : tribunaux pour enfants : juge de proximité (p. 6863)

Discussion des articles [17 décembre 2002] (p. 6865)

Article 1er (chapitre V quinquies de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 : statut des juges de proximité)

Son intervention (p. 6867 et s.)

Projet de loi constitutionnelle n° 378 relatif au mandat d'arrêt européen

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [17 décembre 2002] (p. 6876)

Son intervention (p. 6887)

Thèmes :

Politiques communautaires : coopération judiciaire : extradition (p. 6888)
Politiques communautaires : libre circulation des personnes : coopération judiciaire (p. 6888)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 janvier 2003] (p. 77)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 79)

Thème :

Constitution : inconstitutionnalité (p. 79)

Discussion des articles [21 janvier 2003] (p. 348) ; [22 janvier 2003] (p. 390) ; [23 janvier 2003] (p. 483)

Après l'article 17 undecies

Intervient sur l'amendement n° 48 de M. Pierre Lellouche (de coordination) (p. 354)

Intervient sur l'amendement n° 49 de M. Pierre Lellouche (imprescriptibilité de ces crimes) (p. 354)

Article 19 (installation sans titre sur un terrain)

Son intervention (p. 396)

Article 39 (fouilles et palpations de sécurité)

Son intervention (p. 499)

Son amendement n° 150 (p. 499)

Après l'article 45

Intervient sur l'amendement n° 463 rectifié de M. Gérard Hamel (deux députés et deux sénateurs siègent à la commission nationale de déontologie de la sécurité) (p. 512)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [12 février 2003] (p. 1210)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1222)

Thème :

Droit pénal : délinquance et criminalité : sanctions pénales (p. 1222)

Proposition de loi n° 501 tendant à la reconnaissance du vote blanc aux élections

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 janvier 2003] (p. 713)

Son intervention (p. 724)

Thèmes :

Elections et référendums : vote blanc : études (p. 724)
Elections et référendums : vote blanc : réforme (p. 725)

Discussion des articles [30 janvier 2003] (p. 730)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Hervé Morin (mise à la disposition des électeurs de bulletins blancs) (p. 733)

Article 1er (décompte séparé des bulletins blancs; mention dans les résultats; absence d'effet sur les suffrages exprimés)

Son intervention (p. 735)

Projet de loi n° 640 relatif aux assistants d'éducation

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mars 2003] (p. 2373 ; 2405)

Son rappel au règlement (cf supra) [25 mars 2003] (p. 2387)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2405)

Son intervention (p. 2416)

Thèmes :

Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 2405, 2416)
Enseignement : personnel : assistants d'éducation (p. 2405, 2416)
Enseignement : personnel : chefs d'établissement (p. 2406)
Enseignement : personnel : contractuels (p. 2416)
Enseignement : personnel : personnel de surveillance (p. 2416)

Discussion des articles [26 mars 2003] (p. 2480) ; [27 mars 2003] (p. 2529, 2554, 2592) ; [28 mars 2003] (p. 2624)

Avant l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 2681 de M. Yves Durand (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de l'écriture) (p. 2507)

Intervient sur l'amendement n° 2943 de M. Christophe Masse (organisation en matière de cantines scolaires) (p. 2594)

Intervient sur l'amendement n° 2944 de M. Jean-Pierre Blazy (organisation en matière de cantines scolaires) (p. 2594)

Article 2 (régime juridique des assistants d'éducation)

Son intervention (p. 2602, 2626)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 2597 de M. Yves Durand (contenu et mise en œuvre des programmes d'enseignement) (p. 2639)

Intervient sur l'amendement n° 2598 de M. Jean-Marc Ayrault (contenu et mise en œuvre des programmes d'enseignement) (p. 2639)

Intervient sur l'amendement n° 2599 de M. Alain Néri (contenu et mise en œuvre des programmes d'enseignement) (p. 2639)

Intervient sur l'amendement n° 2600 de M. Patrick Roy (contenu et mise en œuvre des programmes d'enseignement) (p. 2639)

Intervient sur l'amendement n° 2601 de Mme Catherine Génisson (contenu et mise en œuvre des programmes d'enseignement) (p. 2639)

Intervient sur l'amendement n° 2602 de M. Victorin Lurel (contenu et mise en œuvre des programmes d'enseignement) (p. 2639)

Intervient sur l'amendement n° 2603 de Mme Hélène Mignon (contenu et mise en œuvre des programmes d'enseignement) (p. 2639)

Intervient sur l'amendement n° 2604 de M. Simon Renucci (contenu et mise en œuvre des programmes d'enseignement) (p. 2639)

Intervient sur l'amendement n° 2605 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (contenu et mise en œuvre des programmes d'enseignement) (p. 2639)

Intervient sur l'amendement n° 2606 de M. Gaëtan Gorce (contenu et mise en œuvre des programmes d'enseignement) (p. 2639)

Intervient sur l'amendement n° 2607 de M. Christophe Masse (contenu et mise en œuvre des programmes d'enseignement) (p. 2639)

Intervient sur l'amendement n° 2608 de M. Jean-Pierre Blazy (contenu et mise en œuvre des programmes d'enseignement) (p. 2639)

Article 3 (affiliation des établissements publics locaux d'éducation à l'assurance-chômage au titre des assistants d'éducation)

Son intervention (p. 2643)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 3045 du Gouvernement (validation législative des tableaux d'avancement des inspecteurs d'académie, inspecteurs pédagogiques régionaux et inspecteurs de l'éducation nationale) (p. 2648)

Proposition de résolution n° 613 tendant à compléter le règlement de l'Assemblée nationale et à modifier ses articles 14, 50, 65, 91, 104 et 128

Avant la discussion des articles [26 mars 2003] (p. 2452)

Son intervention (p. 2454)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions (p. 2454)

Assemblée nationale : délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne (p. 2455)

Assemblée nationale : question préalable (p. 2454)

Partis et mouvements politiques : opposition (p. 2454)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 2454)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 2455)

Projet de loi n° 710 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance des mesures de simplification et de codification du droit

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 avril 2003] (p. 3033)

Article 1er (simplification des relations entre le citoyen et les services publics)

Son intervention (p. 3035)

Proposition de loi n° 808 relative à la dévolution du nom de famille

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 mai 2003] (p. 3528)

Son intervention (p. 3530)

Thèmes :

Etat civil : officiers de l'état-civil : formation professionnelle (p. 3531)

Famille : droit de la famille : réforme (p. 3531)

Lois : application (p. 3531)

Projet de loi n° 784 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2003] (p. 4049) ; [23 mai 2003] (p. 4186)

Après l'article 16

Son amendement n° 389 (circonstances aggravantes pour le délit d'abus de confiance) : adopté (p. 4106)

Avant l'article 74

Intervient sur l'amendement n° 253 de la commission (non-effacement automatique du casier judiciaire de procédures engagées à l'encontre d'un mineur lorsqu'il devient majeur : abrogation du 1° de l'article 769-2 du code de procédure pénale) (p. 4213)

Intervient sur l'amendement n° 254 de la commission (non-effacement automatique du casier judiciaire de procédures engagées à l'encontre d'un mineur lorsqu'il devient majeur : abrogation du 2° de l'article 769-2 du code de procédure pénale) (p. 4213)

Intervient sur l'amendement n° 255 de la commission (non-effacement automatique du casier judiciaire de procédures engagées à l'encontre d'un mineur lorsqu'il devient majeur : abrogation du 3° de l'article 769-2 du code de procédure pénale) (p. 4213)

Proposition de résolution n° 446 sur la création d'un procureur européen - COM (2001) 715 final / E 1912 et COM (2001) 272 final / E 1758

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Avant la discussion de l'article unique [22 mai 2003] (p. 3999)

Son intervention (p. 3999)

Thèmes :

Justice : espace judiciaire européen (p. 3999)

Union européenne : Eurojust (p. 3999)

Discussion de l'article unique [22 mai 2003] (p. 4006)

Son intervention (p. 4007)

Projet de loi n° 861 organisant une consultation des électeurs de Corse sur la modification de l'organisation institutionnelle de la Corse

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 mai 2003] (p. 4265)

Son intervention (p. 4272)

Thèmes :

Constitution : révision (p. 4273)

Elections et référendums : Corse (p. 4272)

Elections et référendums : modes de scrutin (p. 4273)

Discussion des articles [27 mai 2003] (p. 4312)

Article 1er et annexe (consultation des électeurs de Corse sur l'annexe au projet de loi)

Son intervention (p. 4313 et s.)

Article 2 (majorité requise - question posée aux électeurs)

Son intervention (p. 4327)

Article 3 (commission de contrôle de la consultation)

Son intervention (p. 4327 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Bruno Le Roux (parité par alternance d'un candidat de chaque sexe aux élections de l'Assemblée de Corse) (p. 4328)

Article 4 (dispositions du code électoral applicables à la consultation)

Son intervention (p. 4329)

Article 7 (établissement de la liste des partis et groupements politiques habilités à participer à la campagne)

Son intervention (p. 4330)

Article 9 (organisation de la campagne radiotélévisée)

Son intervention (p. 4331)

Article 13 (désignation des assesseurs, des délégués et des scrutateurs)

Son intervention (p. 4331)

Article 15 (institution de commissions de recensement des résultats de la consultation)

Son intervention (p. 4332)

Article 16 (recensement général des votes par la commission de contrôle)

Son intervention (p. 4332)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 juin 2003] (p. 5029)

Son intervention (p. 5056)

Proposition de loi organique n° 936 portant réforme de la durée du mandat et de l'âge d'éligibilité des sénateurs ainsi que de la composition du Sénat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 juillet 2003] (p. 6927, 6954)

Ses explications de vote :

- sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6938)

- sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6946)
 Son intervention (p. 6954)
 Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 6964)

Thèmes :

Elections et référendums : collège sénatorial : représentativité (p. 6946)
 Elections et référendums : modes de scrutin : parité (p. 6939)
 Elections et référendums : représentation proportionnelle (p. 6955)
 Parlement : Congrès du Parlement (p. 6938)
 Parlement : Sénat (p. 6954)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 6988)
 Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 6988)

Proposition de loi n° 937 portant réforme de l'élection des sénateurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 juillet 2003] (p. 6927, 6954)

Discussion générale commune de la proposition de loi organique n° 936 portant réforme de la durée du mandat et de l'âge d'éligibilité des sénateurs ainsi que de la composition du Sénat et de la proposition de loi n° 937 portant réforme de l'élection des sénateurs (voir Elections et référendums 936)

Discussion des articles [7 juillet 2003] (p. 6977)

Article 6 (champ d'application du mode de scrutin majoritaire à deux tours et de la représentation proportionnelle)
 Son intervention (p. 6984)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 6988)
 Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 6988)

Projet de loi organique n° 900 relatif au référendum local

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [15 juillet 2003] (p. 7664)

Article unique (participation des électeurs aux décisions locales)
 Son intervention (p. 7677)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [24 juillet 2003] (p. 7951)

Son intervention (p. 7955)

Thème :

Elections et référendums : seuil de participation électorale (p. 7955)

Explications de vote et vote

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 7956)

André GERIN

*Rhône (14^{ème} circonscription)
 Député-e-s Communistes et Républicains*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe des Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11065)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 8 novembre 2002] (p. 18524)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 8 novembre 2002] (p. 18524)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 décembre 2002] (p. 19988)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 décembre 2002] (p. 19988)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 15 février 2003] (p. 2797)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 15 février 2003] (p. 2797)

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 20 juin 2003] (p. 10392)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 20 juin 2003] (p. 10392)

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle n° 24 relative au référendum d'initiative populaire [5 juillet 2002]

Proposition de loi n° 133 relative à la reconnaissance du vote blanc [24 juillet 2002]

Proposition de loi n° 134 relative au référendum d'initiative populaire [24 juillet 2002]

Proposition de loi n° 135 d'orientation relative à la lutte contre les toxicomanies et sur la géopolitique des drogues [24 juillet 2002]

Proposition de loi n° 420 relative aux modalités de règlement de l'allocation de logement [28 novembre 2002]

Proposition de loi n° 421 relative à la création d'un statut social de l'écrivain salarié [28 novembre 2002]

Proposition de loi n° 422 relative au maintien à domicile des personnes handicapées et aux auxiliaires de vie [28 novembre 2002]

Proposition de loi n° 423 relative à l'exercice du droit syndical pour les employés d'immeubles régis par les syndicats de copropriété [28 novembre 2002]

Proposition de résolution n° 633 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les suicides en milieu pénitentiaire et sur les propositions pour remédier à cette situation [26 février 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Industrie, matériel électrique et électronique. Alcatel, emploi et activité [3 décembre 2002] (p. 6057)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Estime que l'opposition n'est pas respectée, ce qui est contraire à la morale politique et empêche tout débat républicain [17 juillet 2002] (p. 2050)

Attire l'attention du ministre de l'intérieur sur les propos du Syndicat national des officiers de police selon lesquels la ville de Bagnoux serait une république bananière. Il interroge le ministre sur sa réaction devant ce comportement contraire aux valeurs républicaines et à l'exemplarité de la police nationale. [9 juillet 2003] (p. 7129)

DÉBATS

Projet de loi n° 36 d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2002] (p. 1961, 2009)

Ses explications de vote :

- sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Noël Mamère (p. 1989)

- sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1997)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 2034)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 2036)

Collectivités territoriales : démocratie locale (p. 2039)

Droit pénal : délinquance et criminalité : prévention (p. 2035)

Droit pénal : mineurs : délinquance et criminalité (p. 2038)

Droits de l'homme et libertés publiques : fichiers informatisés (p. 2037)

Elections et référendums : élection présidentielle (p. 2035)

Enseignement : obligation scolaire : absentéisme (p. 2037)

Etat : République (p. 2036)

Jeunes : politique à l'égard des jeunes (p. 2035, 2038)

Ordre public : maintien de l'ordre : évaluation (p. 2037)

Ordre public : sécurité (p. 1990, 2034)

Ordre public : sécurité : politique sociale (p. 2037)

Ordre public : sécurité : projet de loi (p. 1989, 2035)

Partis et mouvements politiques : extrême droite (p. 2039)

Police : effectifs (p. 2036)

Police : police de proximité (p. 2038)

Discussion des articles [17 juillet 2002] (p. 2057, 2106)

Annexe I

Intervient sur l'amendement n° 107 de M. Alain Moyne-Bressand (expérimentation en matière de transferts pénitentiaires) (p. 2093)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 2148)

Proposition de loi n° 194 relative à la conduite automobile sous l'influence de drogues illicites et psychotropes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 octobre 2002] (p. 3001)

Son intervention (p. 3007)

Thèmes :

Drogue : usage (p. 3007)
 Jeunes : politique à l'égard des jeunes (p. 3008)
 Sécurité routière (p. 3007)
 Sécurité routière : alcoolémie (p. 3008)
 Sécurité routière : conduite sous l'influence de drogues : dépistage (p. 3008)
 Sécurité routière : conduite sous l'influence de drogues : études (p. 3008)
 Sécurité routière : conduite sous l'influence de drogues : répression (p. 3008)

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 novembre 2002] (p. 5632)

Article 6 (article 72-2 de la Constitution - autonomie financière des collectivités territoriales)

Son amendement n° 184 (de suppression) (p. 5653)

Proposition de loi constitutionnelle n° 341 visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections locales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 2002] (p. 5673)

Son intervention (p. 5682)

Thèmes :

Elections et référendums : droit de vote : étrangers non ressortissants de l'Union européenne (p. 5682)
 Elections et référendums : élections européennes : étrangers (p. 5683)
 Etrangers : contrats d'intégration (p. 5683)
 Etrangers : égalité des droits : droits sociaux

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 5707)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 janvier 2003] (p. 77) ; [16 janvier 2003] (p. 197)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 81)

Soutient la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 82)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 212)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité : chômage (p. 85)
 Droit pénal : délinquance et criminalité : fonctionnaires et agents publics (p. 85)
 Droit pénal : délinquance et criminalité : paradis fiscaux (p. 87)
 Droit pénal : délinquance et criminalité : prévention (p. 84)
 Droit pénal : délinquance financière (p. 211)
 Droit pénal : menaces contre les personnes exerçant une mission de service public (p. 90)
 Droit pénal : mineurs : aides (p. 81)
 Droit pénal : mineurs : prévention (p. 87)
 Droit pénal : traite des êtres humains (p. 86)
 Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 89)
 Emploi : jeunes : insertion professionnelle (p. 87)
 Emploi : jeunes : salaires (p. 85)
 Etat : services de l'Etat : missions (p. 83)
 Gens du voyage : stationnement (p. 89)
 Justice : centres éducatifs fermés (p. 88)
 Justice : victimes : protection (p. 87)
 Logement : logement social (p. 212)
 Ordre public : Groupements d'intervention régionaux (GIR) : moyens (p. 86)
 Ordre public : maintien de l'ordre (p. 84)
 Ordre public : sécurité : préfets (p. 83)
 Police : réforme (p. 90)
 Police : police de proximité (p. 90)
 Police : police judiciaire : moyens (p. 84)
 Politique sociale : fracture sociale (p. 82)
 Secteur public : services publics (p. 89)
 Travail : main d'œuvre : immigration clandestine (p. 86)

Discussion des articles [16 janvier 2003] (p. 218, 268) ; [21 janvier 2003] (p. 319, 348) ; [22 janvier 2003] (p. 390) ; [23 janvier 2003] (p. 445, 483)**Avant l'article 1er**

Intervient sur l'amendement n° 54 de la commission (missions de l'Etat et rôle des collectivités territoriales en matière de sécurité intérieure) (p. 219)

Article 1er (pouvoirs des préfets en matière de sécurité intérieure)

Son amendement n° 178 (p. 228)

Son intervention (p. 230)

Son amendement n° 179 (p. 230)

Après l'article 1er (création de la réserve civile de la police nationale)

Intervient sur l'amendement n° 424 rectifié du Gouvernement (pouvoirs de réquisition des préfets) (p. 232)

Son amendement n° 180 (création d'observatoires de la tranquillité publique dans les agglomérations) : rejeté (p. 237)

Article 2 (extension de la compétence territoriale des officiers de police judiciaire)

Son intervention (p. 241)

Article 3 (pouvoirs de police judiciaire des réservistes de la police et de la gendarmerie nationales)

Son intervention (p. 242)

Son amendement n° 181 (p. 242)

Article 4 (critères permettant de procéder à des contrôles d'identité)

Son intervention (p. 244 et s.)

Son amendement n° 182 rectifié (p. 244)

Article 5 (visite des véhicules pour la recherche de certaines infractions)

Son intervention (p. 245 et s.)

Son amendement n° 183 (p. 247)

Article 6 (visite des véhicules pour la recherche de certaines infractions)

Son intervention (p. 250)

Son amendement n° 184 (p. 250)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 66 de la commission (suppression de la notification du droit au silence) (p. 256)

Intervient sur l'amendement n° 13 rectifié de M. Christian Vanneste (suppression de la notification du droit au silence) (p. 256)

Intervient sur l'amendement n° 14 rectifié de M. Charles Cova (suppression de la notification du droit au silence) (p. 256)

Intervient sur l'amendement n° 15 rectifié de M. Georges Fenech (suppression de la notification du droit au silence) (p. 256)

Intervient sur l'amendement n° 16 rectifié de Mme Nadine Morano (suppression de la notification du droit au silence) (p. 256)

Intervient sur l'amendement n° 195 de M. Lionnel Luca (suppression de la notification du droit au silence) (p. 256)

Article 9 (traitements automatisés d'informations mis en œuvre par la police et la gendarmerie)

Son intervention (p. 272 et s.)

Son amendement n° 399 (p. 275)

Article 13 (consultation des fichiers de police judiciaire à des fins administratives ou pour l'exercice de missions ou d'interventions de sécurité)

Son intervention (p. 282)

Son amendement n° 186 (p. 283)

Article 14 (dispositifs de contrôle automatisé des données signalétiques de véhicules)

Son intervention (p. 286)

Son amendement n° 187 (p. 286)

Après l'article 14

Son amendement n° 188 (inscription immédiatement après le dépôt de plainte au fichier national des véhicules volés) : adopté (p. 288)

Article 15 (extension du fichier national automatisé des empreintes génétiques)

Son intervention (p. 291 et s.)

Son amendement n° 192 (p. 296)

Son amendement n° 189 (p. 297)

Son amendement n° 191 (p. 298)

Son amendement n° 190 (p. 298)

Son amendement n° 193 (p. 300)

Article 16 (prélèvements externes sur les personnes concernées par la procédure)

Son intervention (p. 320)

Son amendement n° 151 (p. 320)

Article 17 (prolongation de l'application de dispositions concernant le terrorisme de la loi relative à la sécurité quotidienne)

Son intervention (p. 326)

Après l'article 17 undecies

Son amendement n° 152 (protection des victimes de la prostitution) (p. 348) : adopté (p. 349)

Son amendement n° 162 deuxième rectification (aggravation des peines encourues par les employeurs) (p. 353) : adopté (p. 354)

Avant l'article 18

Son amendement n° 161 (peines en cas d'incendie de véhicules à moteur) (p. 364) : rejeté (p. 366)

Son amendement n° 156 (création d'une cellule nationale de veille à l'évolution de l'enfance) : rejeté (p. 369)

Intervient sur l'amendement n° 157 de M. François Asensi (remplacement de la prison pour les mineurs par une mesure d'éloignement) (p. 369)

Son amendement n° 160 (errance des mineurs de moins de douze ans après 22 heures) (p. 369) : rejeté (p. 370)

Son amendement n° 159 (lutte contre tous les trafics) (p. 370) : rejeté (p. 371)

Son amendement n° 158 (aide au nettoyage des biens urbains dégradés par vandalisme) : rejeté (p. 371)

Son amendement n° 163 (aggravation des peines pour les employeurs des ateliers clandestins) : rejeté (p. 371)

Article 18 (incrimination du racolage et de la sollicitation de relations sexuelles de la part d'une personne prostituée vulnérable)

Son intervention (p. 373 et s.)

Son amendement n° 164 (p. 374)

Après l'article 18

Son amendement n° 165 (pénalisation de la soumission d'autrui à des conditions de travail ou d'hébergement incompatibles avec la dignité humaine) : rejeté (p. 377)

Article 19 (installation sans titre sur un terrain)

Son intervention (p. 395)

Article 20 (menaces et actes d'intimidation commis contre les personnes exerçant une fonction publique)

Son intervention (p. 414)

Article 21 (incrimination des attroupements portant atteinte à la libre circulation dans les parties communes d'immeubles)

Son intervention (p. 416 et s.)

Article 24 (fermeture administrative des établissements de vente à emporter d'aliments)

Son amendement n° 170 (p. 448)

Article 25 (fermeture administrative des établissements de vente à emporter d'aliments)

Son amendement n° 171 (p. 451)

Article 28 (retrait de la carte de séjour temporaire - reconduite à la frontière)

Son amendement n° 172 (p. 453)

Article 39 (précédemment réservé) (fouilles et palpations de sécurité)

Son amendement n° 174 (p. 499)

Explications de vote et vote [28 janvier 2003] (p. 550)

Ses explications de vote (p. 562)

Projet de loi n° 719 de sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 avril 2003] (p. 3252)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 3246)

Son intervention (p. 3252)

Thèmes :

Assemblée nationale : députés : rôle (p. 3252)

Banques et établissements financiers : conventions de compte (p. 3253)

Banques et établissements financiers : relations avec la clientèle (p. 3246, 3253)

Consommation : crédit : démarchage (p. 3252 et s.)

Entreprises : comptabilité : transparence (p. 3252 et s.)

Entreprises : gouvernement d'entreprise (p. 3254)

Marchés financiers : valeurs mobilières (p. 3253)

Pays étrangers : Etats-Unis (p. 3252)

Politique économique : capitalisme (p. 3252 et s.)

Politique sociale : surendettement (p. 3253 et s.)

Professions libérales : commissaires aux comptes (p. 3254)

Sociétés : dirigeants (p. 3254)

Discussion des articles [30 avril 2003] (p. 3311)

Article 26 (missions et composition de la Commission de contrôle des assurances, des mutuelles et des institutions de prévoyance)

Son amendement n° 347 (compétence de la commission de contrôle des assurances, des mutuelles et des institutions de prévoyance – CCAMIP - sur les contrats passés en France par des sociétés et mutuelles n'y ayant pas leur siège social) (p. 3319)

Explications de vote et vote

Vote contre du groupe des Député-e-s Communistes et Républicains (p. 3254)

Projet de loi n° 638 renforçant la lutte contre la violence routière

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [4 juin 2003] (p. 4562)

Son intervention (p. 4568)

Thèmes :

Avortement : délits (p. 4569)

Enseignement : sécurité routière (p. 4568)

Sécurité routière : contrôle médical (p. 4568)

Sécurité routière : prévention (p. 4568)

Système pénitentiaire : encellulement individuel (p. 4568)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 4583)

Abstention du groupe des Député-e-s Communistes et Républicains (p. 4583)

Projet de loi n° 810 modifiant la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 relative au droit d'asile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 juin 2003] (p. 4589, 4618)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4604)

Soutient la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 4604)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 4636)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDDH) (p. 4606)

Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration universelle des droits de l'homme : droit d'asile (p. 4605)

Etrangers : asile interne (p. 4608)

Etrangers : demandeurs d'asile (p. 4605)

Etrangers : immigration (p. 4604)

Etrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) : coût (p. 4606)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 4610)

Traités et conventions : convention de Genève (p. 4605, 4607)

Union européenne : droit communautaire (p. 4607)

Discussion des articles [5 juin 2003] (p. 4638, 4666)

Article 1er (compétences de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides - OFPRA)

Son amendement n° 110 (p. 4639)

Ses amendements n° 111 et 112 (p. 4641)

Son amendement n° 113 (p. 4644)

Son amendement n° 114 (p. 4646)

Son amendement n° 115 (p. 4648)

Son amendement n° 116 (p. 4651)

Son amendement n° 117 (p. 4652)

Son amendement n° 118 (p. 4653)

Article 2 (organisation de l'OFPRA - transmission de documents au ministère de l'intérieur)

Son amendement n° 119 corrigé (p. 4660)

Article 4 (composition et compétences de la commission des recours des réfugiés)

Son amendement n° 121 (p. 4668)

Article 6 (admission au séjour du demandeur d'asile)

Son amendement n° 123 (p. 4670)

Article 7 (régime du séjour du demandeur d'asile)

Son amendement n° 124 (p. 4673)

Après l'article 7

Son amendement n° 125 (audition obligatoire du demandeur d'asile par l'OFPRA, avec procès-verbal et possibilité de se faire assister d'un conseil) : non soutenu (p. 4675)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Avant l'article 1er [séances des 12, 13, 14 juin 2003] (principes)

Son intervention (p. 5318)

Article 33 [séance du 27 juin 2003] (liquidation de la solde de réforme)

Son intervention (p. 6267)

Article 34 [séance du 27 juin 2003] (conditions de liquidation immédiate des pensions civiles et militaires)

Son intervention (p. 6270 et s.)

Article 35 [séance du 27 juin 2003] (conditions de liquidation différée des pensions civiles et militaires)

Son intervention (p. 6282)

Article 36 [séance du 27 juin 2003] (modalités de revalorisation de la rente d'invalidité)

Son intervention (p. 6286)

Article 37 [séance du 27 juin 2003] (droit à pension de réversion - mise en conformité avec le droit communautaire)

Son intervention (p. 6289)

Projet de loi n° 823 relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 juillet 2003] (p. 6729)

Son intervention (p. 6774)

Thèmes :

Droit pénal : double peine (p. 6775)

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 6777)

Etrangers : intégration (p. 6776)

Etrangers : réfugiés (p. 6775)

Etrangers : rétention administrative (p. 6776)

Discussion des articles [8 juillet 2003] (p. 7005) ; [9 juillet 2003] (p. 7129, 7186)

Article 1er (renonciation au bénéfice du « jour franc » en cas de refus de signer la notification écrite de non-admission)

Son intervention (p. 7018)

Article 2 (attestation d'accueil)

Son intervention (p. 7052 et s.)

Article 4 (relevé des empreintes digitales pour le contrôle de l'entrée des étrangers)

Son intervention (p. 7064)

Article 5 (relevé des empreintes digitales pour le contrôle de l'entrée des étrangers)

Son intervention (p. 7068)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Jean-Pierre Grand (possibilité de retrait de la carte de séjour temporaire de l'étranger passible de poursuites pénales pour les infractions les plus graves en matière de trafic de stupéfiants) (p. 7074)

Article 7 (délivrance d'une carte de séjour temporaire dans le cadre du regroupement familial - condition de communauté de vie pour les conjoints de Français)

Son intervention (p. 7083 et s.)

Article 19 (création d'un délit spécifique de mariage simulé)

Son intervention (p. 7134)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 92 de la commission (frais de réacheminement de l'étranger en situation irrégulière dans son pays d'origine à la charge de l'employeur) (p. 7140)

Après l'article 21

Intervient sur l'amendement n° 320 de M. Patrick Braouezec (pas de cumul des fonctions de chef du service des étrangers à la préfecture et de rapporteur auprès de la commission statuant sur l'expulsion) (p. 7143)

Intervient sur l'amendement n° 321 de M. Patrick Braouezec (avis conforme de la commission d'expulsion nécessaire pour l'expulsion) (p. 7143)

Article 22 (protection relative contre les mesures d'expulsion au bénéfice de certaines catégories d'étrangers)

Son intervention (p. 7144 et s.)

Article 28 (modification des règles d'instruction des dossiers de regroupement familial - délivrance d'une carte de séjour temporaire)

Son intervention (p. 7162)

Article 33 (réforme du régime de la rétention des étrangers)

Son intervention (p. 7180 et s.)

Article 34 (aménagement des règles applicables au maintien en zone d'attente)

Son intervention (p. 7200)

Article 37 (contrôle des mariages de complaisance)

Son intervention (p. 7218)

Article 42 (règlement des situations passées)

Son intervention (p. 7229)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 7233)

Vote contre du groupe des Député-e-s Communistes et Républicains (p. 7233)

Alain GEST

Somme (6^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Rapporteur de la proposition de loi portant réforme des règles budgétaires et comptables applicables aux départements (n° 472) [15 janvier 2003]

Rapporteur du projet de loi organique relatif au référendum local (n° 900) [20 mai 2003]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat (n° 472), portant réforme des règles budgétaires et comptables applicables aux départements [29 janvier 2003] (n° 573)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi organique, adopté par le Sénat (n° 900), relatif au référendum local [18 juin 2003] (n° 956)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi organique, adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture (n° 1047), relatif au référendum local [23 juillet 2003] (n° 1051)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. politique de l'emploi. compte individuel de formation professionnelle [22 octobre 2002] (p. 3735)

Bioéthique. génétique. clonage reproductif humain, interdiction [15 janvier 2003] (p. 115)

DÉBATS

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 novembre 2002] (p. 5367)

Son intervention (p. 5388)

Thèmes :

Aménagement du territoire : pays (p. 5388)

Collectivités territoriales : projets de loi : Sénat (p. 5688)

Départements (p. 5389)

Etat : réforme (p. 5388 et s.)

Etat : services de l'Etat (p. 5389)

Fonctionnaires et agents publics (p. 5389)

Partis et mouvements politiques : gauche : décentralisation (p. 5388)

Sécurité sociale : organismes : décentralisation (p. 5389)

Projet de loi de finances rectificative n° 382 pour 2002

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 décembre 2002] (p. 6512)

Article 39 (dérogation à la règle du décalage de deux ans relative au versement du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA), appliquée aux investissements engagés par les bénéficiaires du Fonds en réparation des dommages causés par des intempéries)

Son intervention (p. 6543 et s.)

Son amendement n° 197 (ajout du département de la Somme) (p. 6543)

Proposition de loi n° 472 portant réforme des règles budgétaires et comptables applicables aux départements

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 février 2003] (p. 956)

Son intervention (p. 956)

Thèmes :

Départements : comptabilité : budget (p. 956)

Départements : comptabilité : patrimoine (p. 956)

Finances publiques : autorisation budgétaire : départements (p. 956)
Finances publiques : autorisation budgétaire : régions (p. 956)

Discussion des articles [6 février 2003] (p. 960)

Article 1er (modalités de présentation et de vote du budget)

Son intervention (p. 961)

Article 2 (autorisations de programme, autorisations d'engagement et crédits de paiement)

Son intervention (p. 962)

Débat sur la chasse

[11 février 2003] (p. 1097)

Son intervention (p. 1113)

Thèmes :

Animaux : oiseaux migrateurs : chasse (p. 1113)
Chasse et pêche : Observatoire national de la faune sauvage et de ses habitats (p. 1114)
Environnement : zones humides : chasse (p. 1114)
Politiques communautaires : directives : oiseaux migrateurs (p. 1114)

Projet de loi n° 606 relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mars 2003] (p. 1565)

Son intervention (p. 1577)

Thèmes :

Sécurité publique : inondations (p. 1577 et s.)
Transports aériens : aéroports : Picardie (p. 1578)

Projet de loi n° 758 relatif à la chasse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 mai 2003] (p. 3595)

Son intervention (p. 3621)

Thèmes :

Chasse et pêche : fédérations départementales des chasseurs (p. 3622)
Chasse et pêche : Observatoire national de la faune sauvage et de ses habitats (p. 3622)
Chasse et pêche : Office national de la chasse et de la faune sauvage (p. 3621)
Chasse et pêche : période de chasse (p. 3621)
Environnement : faune et flore : protection (p. 3622)
Union européenne : directives : oiseaux migrateurs (p. 3622)

Discussion des articles [14 mai 2003] (p. 3668, 3711)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 14 de la commission (Office national de la chasse placé sous la double tutelle des ministres chargés de la chasse et de l'agriculture) (p. 3674)

Intervient sur l'amendement n° 99 de M. Charles de Courson (Office national de la chasse placé sous la double tutelle des ministres chargés de la chasse et de l'agriculture) (p. 3674)

Après l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 3 rectifié de M. Thierry Mariani (fixation des dates de chasse des oiseaux) (p. 3716)

Intervient sur l'amendement n° 57 corrigé de M. Jean-Louis Bianco (fixation des dates de chasse des oiseaux) (p. 3716)

Intervient sur l'amendement n° 5 rectifié de M. Thierry Mariani (fixation des dates de chasse des oiseaux) (p. 3716)

Intervient sur l'amendement n° 72 de M. Maxime Gremetz (suppression du III de l'article 28 de la loi sur la chasse du 26 juillet 2000 : rapport au Parlement évaluant l'incidence de la chasse de nuit au gibier d'eau) (p. 3723)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 3743)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 3744)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juillet 2003] (p. 7795)

Son intervention (p. 7800)

Thèmes :

Chasse et pêche : chasse : prélèvement maximal autorisé (PMA) (p. 7800)
Chasse et pêche : chasse de nuit (p. 7800)
Chasse et pêche : fédérations départementales des chasseurs (p. 7800)
Chasse et pêche : jour de non-chasse (p. 7800)
Chasse et pêche : Observatoire national de la faune sauvage et de ses habitats (p. 7801)
Justice : Conseil d'Etat : arrêts (p. 7801)
Union européenne : subsidiarité (p. 7800)

Projet de loi organique n° 855 relatif à l'expérimentation par les collectivités territoriales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juillet 2003] (p. 7628)

Son intervention (p. 7630)

Thèmes :

Collectivités territoriales : démocratie participative (p. 7632)
Collectivités territoriales : référendums (p. 7631)
Collectivités territoriales : démocratie locale (p. 7631)
Collectivités territoriales : exécutifs locaux : actes (p. 7631)
Elections et référendums : seuil de participation électorale (p. 7632)
Etrangers : droit de vote (p. 7632)

Projet de loi organique n° 900 relatif au référendum local

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [15 juillet 2003] (p. 7628)

Discussion générale commune des projets de loi organique n° 900 relatif au référendum local et n° 855 relatif à l'expérimentation par les collectivités territoriales (voir Collectivités territoriales 855)

Discussion de l'article unique [15 juillet 2003] (p. 7664)

Article unique (participation des électeurs aux décisions locales)

Son intervention (p. 7666 et s.)

Après l'article unique

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Marc-Philippe Daubresse (référendum local obligatoire pour tout projet de fusion de communes) (p. 7679)

Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Jean-Pierre Blazy (élargissement du champ d'application des consultations d'initiative populaire prévues par le code général des collectivités territoriales) (p. 7680)

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. André Chassaigne (un tiers de l'assemblée délibérante d'une collectivité territoriale peut soumettre à délibération un projet de référendum local) (p. 7680)

Intervient sur l'amendement n° 13 de M. André Chassaigne (un tiers de l'assemblée délibérante d'une collectivité territoriale peut soumettre à délibération un projet de consultation locale) (p. 7680)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. André Chassaigne (un cinquième des électeurs inscrits sur les listes électorales d'une collectivité territoriale peut saisir celle-ci d'une demande de référendum sur une opération d'intérêt général) (p. 7681)

Intervient sur l'amendement n° 16 de M. André Chassaigne (un cinquième des électeurs inscrits sur les listes électorales d'une collectivité territoriale peut saisir celle-ci d'une demande de consultation sur une opération d'intérêt général) (p. 7681)

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. André Chassaigne (élargissement du droit de pétition) (p. 7682)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [24 juillet 2003] (p. 7951)

Son intervention (p. 7952)

Thèmes :

Collectivités territoriales : démocratie participative (p. 7952)
Elections et référendums : seuil de participation électorale (p. 7952)

Jean-Marie GEVEAUX

Sarthe (2^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Représentant suppléant de la délégation française aux assemblées du Conseil de l'Europe et de l'UEO [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12452)

Membre titulaire du Comité de l'éthique du loto sportif [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14786)

Rapporteur du projet de loi relatif aux assistants d'éducation (n° 640) [26 février 2003]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 640) relatif aux assistants d'éducation [13 mars 2003] (n° 694)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Sports. politique du sport. perspectives [10 décembre 2002] (p. 6368)
Enseignement maternel et primaire. classes d'intégration scolaire. bilan et perspectives [21 mai 2003] (p. 3926)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 392, posée le 2 juin 2003. Enseignement secondaire. éducation spécialisée (J.O. questions p. 4142). Appelée le 3 juin 2003. collègue Anne-Frank, Le Mans, pérennisation (p. 4390)
n° 416, posée le 9 juin 2003. Etablissements de santé. établissements privés (J.O. questions p. 4337). Appelée le 10 juin 2003. services d'urgence, médecins, revendications (p. 4897)

DÉBATS**Proposition de loi n° 180 relative à la création d'un chèque-emploi associatif****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [10 octobre 2002] (p. 3199)**

Son intervention (p. 3210)

Thèmes :

Emploi : chèque-emploi associatif (p. 3210)
Emploi : création d'emplois (p. 3210)
Emploi : politique de l'emploi : associations (p. 3210)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****SPORTS****Examen du fascicule [6 novembre 2002] (p. 4557)**

Son intervention (p. 4564)

Thème avant la procédure des questions :

Sports : crédits (p. 4564)

Proposition de loi n° 370 relative à la responsabilité civile médicale**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [18 décembre 2002] (p. 6963)**

Son intervention (p. 6972)

Thèmes :

Assurances : responsabilité civile (p. 6972)
Etablissements de santé : droits du malade (p. 6973)
Santé : politique de la santé (p. 6973)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 6978)
Vote pour du groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle (p. 6978)

Projet de loi n° 640 relatif aux assistants d'éducation

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE**Avant la discussion des articles [25 mars 2003] (p. 2373 ; 2405)**

Son intervention (p. 2375)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 2431)

Thèmes :

Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 2375)
Emploi : recrutement (p. 2375)
Enseignement : égalité des droits (p. 2376)
Enseignement : établissements scolaires (p. 2376)
Enseignement : personnel : assistants d'éducation (p. 2375, 2431)
Enseignement : personnel : auxiliaires : insertion professionnelle et sociale (p. 2376)
Enseignement : personnel : contractuels (p. 2375)
Enseignement : personnel : non-enseignants (p. 2375)
Enseignement : personnel : personnel de surveillance (p. 2375)
Enseignement supérieur : étudiants (p. 2376)

Discussion des articles [26 mars 2003] (p. 2463 ; 2480) ; [27 mars 2003] (p. 2529, 2554, 2592) ; [28 mars 2003] (p. 2624)**Avant l'article 1er**

Intervient sur l'amendement n° 3022 de M. Patrick Braouezec (transformation des emplois-jeunes dans les administrations en contrats de droit public) (p. 2463)

Intervient sur l'amendement n° 3023 de M. Patrick Braouezec (formation aux concours de la fonction publique pour les salariés sous contrat de type emplois-jeunes dans le secteur public) (p. 2464)

Article 1er (création d'une nouvelle catégorie d'emplois occupés par des agents non titulaires au sein de la fonction publique de l'Etat)

Son intervention (p. 2468 et s.)

Avant l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 2418 de M. Jean-Marc Ayrault (responsabilités en matière d'établissement de la carte des formations professionnalisantes) (p. 2425)

Intervient sur l'amendement n° 75 de M. Jean-Marc Ayrault (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles et les valeurs de la République) (p. 2439)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Yves Durand (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre l'accès à la connaissance et à la citoyenneté) (p. 2473)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Jean-Marc Ayrault (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre l'accès à la connaissance et à la citoyenneté) (p. 2473)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Alain Néri (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre l'accès à la connaissance et à la citoyenneté) (p. 2473)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Patrick Roy (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre l'accès à la connaissance et à la citoyenneté) (p. 2473)

Intervient sur l'amendement n° 6 de Mme Catherine Génisson (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre l'accès à la connaissance et à la citoyenneté) (p. 2473)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Victorin Lurel (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre l'accès à la connaissance et à la citoyenneté) (p. 2473)

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Simon Renucci (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre l'accès à la connaissance et à la citoyenneté) (p. 2473)

Intervient sur l'amendement n° 9 de Mme Hélène Mignon (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre l'accès à la connaissance et à la citoyenneté) (p. 2473)

Intervient sur l'amendement n° 10 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre l'accès à la connaissance et à la citoyenneté) (p. 2473)

Intervient sur l'amendement n° 11 de M. Gaëtan Gorce (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre l'accès à la connaissance et à la citoyenneté) (p. 2473)

Intervient sur l'amendement n° 12 de M. Christophe Masse (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre l'accès à la connaissance et à la citoyenneté) (p. 2473)

Intervient sur l'amendement n° 13 de M. Jean-Pierre Blazy (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre l'accès à la connaissance et à la citoyenneté) (p. 2473)

Intervient sur l'amendement n° 1646 de M. Yves Durand (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre l'apprentissage des nouvelles technologies de l'information et de la communication) (p. 2483)

Intervient sur l'amendement n° 1647 de M. Jean-Marc Ayrault (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre l'apprentissage des nouvelles technologies de l'information et de la communication) (p. 2483)

Intervient sur l'amendement n° 1648 de M. Alain Néri (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre l'apprentissage des nouvelles technologies de l'information et de la communication) (p. 2483)

Intervient sur l'amendement n° 1649 de M. Patrick Roy (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre l'apprentissage des nouvelles technologies de l'information et de la communication) (p. 2483)

Intervient sur le sous-amendement oral de M. Yves Durand (mise en place pour les assistants d'éducation d'une formation particulière en ce domaine) à l'amendement n° 1649 de M. Patrick Roy (p. 2483)

Intervient sur l'amendement n° 1650 de Mme Catherine Génisson (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre l'apprentissage des nouvelles technologies de l'information et de la communication) (p. 2483)

Intervient sur l'amendement n° 1651 de M. Victorin Lurel (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre l'apprentissage des nouvelles technologies de l'information et de la communication) (p. 2483)

Intervient sur l'amendement n° 1652 de Mme Hélène Mignon (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre l'apprentissage des nouvelles technologies de l'information et de la communication) (p. 2483)

Intervient sur l'amendement n° 1653 de M. Simon Renucci (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre l'apprentissage des nouvelles technologies de l'information et de la communication) (p. 2483)

Intervient sur l'amendement n° 1654 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre l'apprentissage des nouvelles technologies de l'information et de la communication) (p. 2483)

Intervient sur l'amendement n° 1655 de M. Gaëtan Gorce (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre l'apprentissage des nouvelles technologies de l'information et de la communication) (p. 2483)

Intervient sur l'amendement n° 2424 de M. Simon Renucci (responsabilités en matière d'établissement de la carte des formations professionnalisantes) (p. 2545)

Intervient sur l'amendement n° 2425 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (responsabilités en matière d'établissement de la carte des formations professionnalisantes) (p. 2545)

Intervient sur l'amendement n° 2426 de M. Gaëtan Gorce (responsabilités en matière d'établissement de la carte des formations professionnalisantes) (p. 2545)

Intervient sur l'amendement n° 2427 de M. Christophe Masse (responsabilités en matière d'établissement de la carte des formations professionnalisantes) (p. 2545)

Intervient sur l'amendement n° 2428 de M. Jean-Pierre Blazy (responsabilités en matière d'établissement de la carte des formations professionnalisantes) (p. 2545)

Intervient sur l'amendement n° 2429 de M. Yves Durand (enseignement de l'histoire de l'esclavage) (p. 2545)

Intervient sur l'amendement n° 2430 de M. Jean-Marc Ayrault (enseignement de l'histoire de l'esclavage) (p. 2545)

Intervient sur l'amendement n° 2431 de M. Alain Néri (enseignement de l'histoire de l'esclavage) (p. 2545)

Intervient sur l'amendement n° 2432 de M. Patrick Roy (enseignement de l'histoire de l'esclavage) (p. 2545)

Intervient sur l'amendement n° 2433 de Mme Catherine Génisson (enseignement de l'histoire de l'esclavage) (p. 2545)

Intervient sur l'amendement n° 2434 de M. Victorin Lurel (enseignement de l'histoire de l'esclavage) (p. 2545)

Intervient sur l'amendement n° 2435 de Mme Hélène Mignon (enseignement de l'histoire de l'esclavage) (p. 2545)

Intervient sur l'amendement n° 2436 de M. Simon Renucci (enseignement de l'histoire de l'esclavage) (p. 2545)

Intervient sur l'amendement n° 2437 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (enseignement de l'histoire de l'esclavage) (p. 2545)

Intervient sur l'amendement n° 2438 de M. Gaëtan Gorce (enseignement de l'histoire de l'esclavage) (p. 2545)

Intervient sur l'amendement n° 2439 de M. Christophe Masse (enseignement de l'histoire de l'esclavage) (p. 2545)

Intervient sur l'amendement n° 2440 de M. Jean-Pierre Blazy (enseignement de l'histoire de l'esclavage) (p. 2545)

Intervient sur le sous-amendement oral de Mme Martine Billard (précision stipulant la responsabilité des enseignants aidés par les assistants d'éducation) à l'amendement n° 2429 de M. Yves Durand (p. 2546)

Intervient sur le sous-amendement oral de Mme Martine Billard (extension à l'apprentissage de la tolérance, du respect de l'autre, du refus du racisme et de l'antisémitisme) à l'amendement n° 2429 de M. Yves Durand (p. 2546)

Intervient sur l'amendement n° 2441 de M. Yves Durand (enseignement de l'histoire et de la géographie de l'outre-mer) (p. 2546)

Intervient sur l'amendement n° 2442 de M. Jean-Marc Ayrault (enseignement de l'histoire et de la géographie de l'outre-mer) (p. 2546)

Intervient sur l'amendement n° 2443 de M. Alain Néri (enseignement de l'histoire et de la géographie de l'outre-mer) (p. 2546)

Intervient sur l'amendement n° 2444 de M. Patrick Roy (enseignement de l'histoire et de la géographie de l'outre-mer) (p. 2546)

Intervient sur l'amendement n° 2445 de Mme Catherine Génisson (enseignement de l'histoire et de la géographie de l'outre-mer) (p. 2546)

Intervient sur l'amendement n° 2446 de M. Victorin Lurel (enseignement de l'histoire et de la géographie de l'outre-mer) (p. 2546)

Intervient sur l'amendement n° 2447 de Mme Hélène Mignon (enseignement de l'histoire et de la géographie de l'outre-mer) (p. 2546)

Intervient sur l'amendement n° 2448 de M. Simon Renucci (enseignement de l'histoire et de la géographie de l'outre-mer) (p. 2546)

Intervient sur l'amendement n° 2449 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (enseignement de l'histoire et de la géographie de l'outre-mer) (p. 2546)

Intervient sur l'amendement n° 2450 de M. Gaëtan Gorce (enseignement de l'histoire et de la géographie de l'outre-mer) (p. 2546)

Intervient sur l'amendement n° 2451 de M. Christophe Masse (enseignement de l'histoire et de la géographie de l'outre-mer) (p. 2546)

Intervient sur l'amendement n° 2452 de M. Jean-Pierre Blazy (enseignement de l'histoire et de la géographie de l'outre-mer) (p. 2546)

Intervient sur l'amendement n° 254 de M. Yves Durand (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2546)

Intervient sur l'amendement n° 255 de M. Jean-Marc Ayrault (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2546)

Intervient sur l'amendement n° 256 de M. Alain Néri (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2546)

Intervient sur l'amendement n° 257 de M. Patrick Roy (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2546)

Intervient sur l'amendement n° 258 de Mme Catherine Génisson (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2546)

Intervient sur l'amendement n° 259 de M. Victorin Lurel (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2546)

Intervient sur l'amendement n° 260 de Mme Hélène Mignon (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2546)

Intervient sur l'amendement n° 261 de M. Simon Renucci (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2546)

Intervient sur l'amendement n° 262 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2546)

Intervient sur l'amendement n° 263 de M. Gaëtan Gorce (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2546)

Intervient sur l'amendement n° 264 de M. Christophe Masse (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2546)

Intervient sur l'amendement n° 265 de M. Jean-Pierre Blazy (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2546)

Intervient sur l'amendement n° 266 de M. Yves Durand (universalité du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2547)

Intervient sur l'amendement n° 267 de M. Jean-Marc Ayrault (universalité du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2547)

Intervient sur l'amendement n° 268 de M. Alain Néri (universalité du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2547)

Intervient sur l'amendement n° 269 de M. Patrick Roy (universalité du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2547)

Intervient sur l'amendement n° 270 de Mme Catherine Génisson (universalité du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2547)

Intervient sur l'amendement n° 271 de M. Victorin Lurel (universalité du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2547)

Intervient sur l'amendement n° 272 de Mme Hélène Mignon (universalité du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2547)

Intervient sur l'amendement n° 273 de M. Simon Renucci (universalité du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2547)

Intervient sur l'amendement n° 274 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (universalité du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2547)

Intervient sur l'amendement n° 275 de M. Gaëtan Gorce (universalité du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2547)

Intervient sur l'amendement n° 276 de M. Christophe Masse (universalité du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2547)

Intervient sur l'amendement n° 277 de M. Jean-Pierre Blazy (universalité du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2547)

Intervient sur l'amendement n° 278 de M. Yves Durand (caractère inaliénable du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2547)

Intervient sur l'amendement n° 279 de M. Jean-Marc Ayrault (caractère inaliénable du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2547)

Intervient sur l'amendement n° 280 de M. Alain Néri (caractère inaliénable du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2547)

Intervient sur l'amendement n° 281 de M. Patrick Roy (caractère inaliénable du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2547)

Intervient sur l'amendement n° 282 de Mme Catherine Génisson (caractère inaliénable du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2547)

Intervient sur l'amendement n° 283 de M. Victorin Lurel (caractère inaliénable du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2547)

Intervient sur l'amendement n° 284 de Mme Hélène Mignon (caractère inaliénable du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2547)

Intervient sur l'amendement n° 285 de M. Simon Renucci (caractère inaliénable du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2547)

Intervient sur l'amendement n° 286 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (caractère inaliénable du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2547)

Intervient sur l'amendement n° 287 de M. Gaëtan Gorce (caractère inaliénable du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2547)

Intervient sur l'amendement n° 288 de M. Christophe Masse (caractère inaliénable du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2547)

Intervient sur l'amendement n° 289 de M. Jean-Pierre Blazy (caractère inaliénable du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2547)

Intervient sur l'amendement n° 290 de M. Yves Durand (garantie de la reprise d'une formation pour toute personne afin de rendre effective l'égalité des chances) (p. 2547)

Intervient sur l'amendement n° 291 de M. Jean-Marc Ayrault (garantie de la reprise d'une formation pour toute personne afin de rendre effective l'égalité des chances) (p. 2547)

Intervient sur l'amendement n° 292 de M. Alain Néri (garantie de la reprise d'une formation pour toute personne afin de rendre effective l'égalité des chances) (p. 2547)

Intervient sur l'amendement n° 293 de M. Patrick Roy (garantie de la reprise d'une formation pour toute personne afin de rendre effective l'égalité des chances) (p. 2547)

Intervient sur l'amendement n° 987 de M. Jean-Marc Ayrault (missions des personnels ATOSS sous l'autorité du recteur) (p. 2598)

Intervient sur l'amendement n° 988 de M. Alain Néri (missions des personnels ATOSS sous l'autorité du recteur) (p. 2598)

Intervient sur l'amendement n° 989 de M. Patrick Roy (missions des personnels ATOSS sous l'autorité du recteur) (p. 2598)

Intervient sur l'amendement n° 990 de Mme Catherine Génisson (missions des personnels ATOSS sous l'autorité du recteur) (p. 2598)

Intervient sur l'amendement n° 991 de M. Victorin Lurel (missions des personnels ATOSS sous l'autorité du recteur) (p. 2598)

Intervient sur l'amendement n° 992 de Mme Hélène Mignon (missions des personnels ATOSS sous l'autorité du recteur) (p. 2598)

Intervient sur l'amendement n° 993 de M. Simon Renucci (missions des personnels ATOSS sous l'autorité du recteur) (p. 2598)

Intervient sur l'amendement n° 994 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (missions des personnels ATOSS sous l'autorité du recteur) (p. 2598)

Intervient sur l'amendement n° 995 de M. Gaëtan Gorce (missions des personnels ATOSS sous l'autorité du recteur) (p. 2598)

Intervient sur l'amendement n° 996 de M. Christophe Masse (missions des personnels ATOSS sous l'autorité du recteur) (p. 2598)

Intervient sur l'amendement n° 997 de M. Jean-Pierre Blazy (missions des personnels ATOSS sous l'autorité du recteur) (p. 2598)

Intervient sur l'amendement n° 998 de M. Yves Durand (statuts des personnels ATOSS mis en œuvre sous l'autorité du recteur) (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 999 de M. Jean-Marc Ayrault (statuts des personnels ATOSS mis en œuvre sous l'autorité du recteur) (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 1000 de M. Alain Néri (statuts des personnels ATOSS mis en œuvre sous l'autorité du recteur) (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 1001 de M. Patrick Roy (statuts des personnels ATOSS mis en œuvre sous l'autorité du recteur) (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 1002 de Mme Catherine Génisson (statuts des personnels ATOSS mis en œuvre sous l'autorité du recteur) (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 1003 de M. Victorin Lurel (statuts des personnels ATOSS mis en œuvre sous l'autorité du recteur) (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 1004 de Mme Hélène Mignon (statuts des personnels ATOSS mis en œuvre sous l'autorité du recteur) (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 1005 de M. Simon Renucci (statuts des personnels ATOSS mis en œuvre sous l'autorité du recteur) (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 1006 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (statuts des personnels ATOSS mis en œuvre sous l'autorité du recteur) (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 1007 de M. Gaëtan Gorce (statuts des personnels ATOSS mis en œuvre sous l'autorité du recteur) (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 1008 de M. Christophe Masse (statuts des personnels ATOSS mis en œuvre sous l'autorité du recteur) (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 1009 de M. Jean-Pierre Blazy (statuts des personnels ATOSS mis en œuvre sous l'autorité du recteur) (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 1010 de M. Yves Durand (participation des personnels ATOSS à la mise en œuvre du droit à l'éducation) (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 1011 de M. Jean-Marc Ayrault (participation des personnels ATOSS à la mise en œuvre du droit à l'éducation) (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 1012 de M. Alain Néri (participation des personnels ATOSS à la mise en œuvre du droit à l'éducation) (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 1013 de M. Patrick Roy (participation des personnels ATOSS à la mise en œuvre du droit à l'éducation) (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 1014 de Mme Catherine Génisson (participation des personnels ATOSS à la mise en œuvre du droit à l'éducation) (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 1015 de M. Victorin Lurel (participation des personnels ATOSS à la mise en œuvre du droit à l'éducation) (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 1016 de Mme Hélène Mignon (participation des personnels ATOSS à la mise en œuvre du droit à l'éducation) (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 1017 de M. Simon Renucci (participation des personnels ATOSS à la mise en œuvre du droit à l'éducation) (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 1018 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (participation des personnels ATOSS à la mise en œuvre du droit à l'éducation) (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 1019 de M. Gaëtan Gorce (participation des personnels ATOSS à la mise en œuvre du droit à l'éducation) (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 1020 de M. Christophe Masse (participation des personnels ATOSS à la mise en œuvre du droit à l'éducation) (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 1021 de M. Jean-Pierre Blazy (participation des personnels ATOSS à la mise en œuvre du droit à l'éducation) (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 1022 de M. Yves Durand (rôle d'assistance à l'équipe éducative des personnels ATOSS) (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 1023 de M. Jean-Marc Ayrault (rôle d'assistance à l'équipe éducative des personnels ATOSS) (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 1024 de M. Alain Néri (rôle d'assistance à l'équipe éducative des personnels ATOSS) (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 1025 de M. Patrick Roy (rôle d'assistance à l'équipe éducative des personnels ATOSS) (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 1026 de Mme Catherine Génisson (rôle d'assistance à l'équipe éducative des personnels ATOSS) (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 1027 de M. Victorin Lurel (rôle d'assistance à l'équipe éducative des personnels ATOSS) (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 1028 de Mme Hélène Mignon (rôle d'assistance à l'équipe éducative des personnels ATOSS) (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 1029 de M. Simon Renucci (rôle d'assistance à l'équipe éducative des personnels ATOSS) (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 1030 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (rôle d'assistance à l'équipe éducative des personnels ATOSS) (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 1031 de M. Gaëtan Gorce (rôle d'assistance à l'équipe éducative des personnels ATOSS) (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 1032 de M. Christophe Masse (rôle d'assistance à l'équipe éducative des personnels ATOSS) (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 1033 de M. Jean-Pierre Blazy (rôle d'assistance à l'équipe éducative des personnels ATOSS) (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 1034 de M. Yves Durand (fonction d'encadrement des élèves des personnels ATOSS) (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 1035 de M. Jean-Marc Ayrault (fonction d'encadrement des élèves des personnels ATOSS) (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 1036 de M. Alain Néri (fonction d'encadrement des élèves des personnels ATOSS) (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 1037 de M. Patrick Roy (fonction d'encadrement des élèves des personnels ATOSS) (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 1038 de Mme Catherine Génisson (fonction d'encadrement des élèves des personnels ATOSS) (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 1039 de M. Victorin Lurel (fonction d'encadrement des élèves des personnels ATOSS) (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 1040 de Mme Hélène Mignon (fonction d'encadrement des élèves des personnels ATOSS) (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 1041 de M. Simon Renucci (fonction d'encadrement des élèves des personnels ATOSS) (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 1042 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (fonction d'encadrement des élèves des personnels ATOSS) (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 1043 de M. Gaëtan Gorce (fonction d'encadrement des élèves des personnels ATOSS) (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 1044 de M. Christophe Masse (fonction d'encadrement des élèves des personnels ATOSS) (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 1045 de M. Jean-Pierre Blazy (fonction d'encadrement des élèves des personnels ATOSS) (p. 2599)

Intervient sur l'amendement n° 508 de M. Alain Néri (objectif du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : favoriser l'égalité professionnelle) (p. 2650)

Intervient sur l'amendement n° 325 de M. Jean-Pierre Blazy (notion et contenu de pacte éducatif de la nation) (p. 12548)

Article 2 (régime juridique des assistants d'éducation)

Son intervention (p. 2604 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 2597 de M. Yves Durand (contenu et mise en œuvre des programmes d'enseignement) (p. 2639)

Intervient sur l'amendement n° 2598 de M. Jean-Marc Ayrault (contenu et mise en œuvre des programmes d'enseignement) (p. 2639)

Intervient sur l'amendement n° 2599 de M. Alain Néri (contenu et mise en œuvre des programmes d'enseignement) (p. 2639)

Intervient sur l'amendement n° 2600 de M. Patrick Roy (contenu et mise en œuvre des programmes d'enseignement) (p. 2639)

Intervient sur l'amendement n° 2601 de Mme Catherine Génisson (contenu et mise en œuvre des programmes d'enseignement) (p. 2639)

Intervient sur l'amendement n° 2602 de M. Victorin Lurel (contenu et mise en œuvre des programmes d'enseignement) (p. 2639)

Intervient sur l'amendement n° 2603 de Mme Hélène Mignon (contenu et mise en œuvre des programmes d'enseignement) (p. 2639)

Intervient sur l'amendement n° 2604 de M. Simon Renucci (contenu et mise en œuvre des programmes d'enseignement) (p. 2639)

Intervient sur l'amendement n° 2605 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (contenu et mise en œuvre des programmes d'enseignement) (p. 2639)

Intervient sur l'amendement n° 2606 de M. Gaëtan Gorce (contenu et mise en œuvre des programmes d'enseignement) (p. 2639)

Intervient sur l'amendement n° 2607 de M. Christophe Masse (contenu et mise en œuvre des programmes d'enseignement) (p. 2639)

Intervient sur l'amendement n° 2608 de M. Jean-Pierre Blazy (contenu et mise en œuvre des programmes d'enseignement) (p. 2639)

Intervient sur l'amendement n° 2609 de M. Yves Durand (objectifs et réalisation des programmes d'enseignement) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2610 de M. Jean-Marc Ayrault (objectifs et réalisation des programmes d'enseignement) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2611 de M. Alain Néri (objectifs et réalisation des programmes d'enseignement) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2612 de M. Patrick Roy (objectifs et réalisation des programmes d'enseignement) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2613 de Mme Catherine Génisson (objectifs et réalisation des programmes d'enseignement) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2614 de M. Victorin Lurel (objectifs et réalisation des programmes d'enseignement) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2615 de Mme Hélène Mignon (objectifs et réalisation des programmes d'enseignement) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2616 de M. Simon Renucci (objectifs et réalisation des programmes d'enseignement) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2617 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (objectifs et réalisation des programmes d'enseignement) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2618 de M. Gaëtan Gorce (objectifs et réalisation des programmes d'enseignement) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2619 de M. Christophe Masse (objectifs et réalisation des programmes d'enseignement) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2620 de M. Jean-Pierre Blazy (objectifs et réalisation des programmes d'enseignement) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2621 de M. Yves Durand (établissement de la carte des secteurs des collèges) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2622 de M. Jean-Marc Ayrault (établissement de la carte des secteurs des collèges) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2623 de M. Alain Néri (établissement de la carte des secteurs des collèges) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2624 de M. Patrick Roy (établissement de la carte des secteurs des collèges) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2625 de Mme Catherine Génisson (établissement de la carte des secteurs des collèges) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2626 de M. Victorin Lurel (établissement de la carte des secteurs des collèges) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2627 de Mme Hélène Mignon (établissement de la carte des secteurs des collèges) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2628 de M. Simon Renucci (établissement de la carte des secteurs des collèges) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2629 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (établissement de la carte des secteurs des collèges) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2630 de M. Gaëtan Gorce (établissement de la carte des secteurs des collèges) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2631 de M. Christophe Masse (établissement de la carte des secteurs des collèges) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2632 de M. Jean-Pierre Blazy (établissement de la carte des secteurs des collèges) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2633 de M. Yves Durand (établissement de la carte des secteurs des lycées) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2634 de M. Jean-Marc Ayrault (établissement de la carte des secteurs des lycées) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2635 de M. Alain Néri (établissement de la carte des secteurs des lycées) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2636 de M. Patrick Roy (établissement de la carte des secteurs des lycées) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2637 de Mme Catherine Génisson (établissement de la carte des secteurs des lycées) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2638 de M. Victorin Lurel (établissement de la carte des secteurs des lycées) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2639 de Mme Hélène Mignon (établissement de la carte des secteurs des lycées) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2640 de M. Simon Renucci (établissement de la carte des secteurs des lycées) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2641 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (établissement de la carte des secteurs des lycées) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2642 de M. Gaëtan Gorce (établissement de la carte des secteurs des lycées) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2643 de M. Christophe Masse (établissement de la carte des secteurs des lycées) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2444 de M. Jean-Pierre Blazy (établissement de la carte des secteurs des lycées) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2645 de M. Yves Durand (établissement de la carte des secteurs des écoles) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2646 de M. Jean-Marc Ayrault (établissement de la carte des secteurs des écoles) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2647 de M. Alain Néri (établissement de la carte des secteurs des écoles) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2648 de M. Patrick Roy (établissement de la carte des secteurs des écoles) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2649 de Mme Catherine Génisson (établissement de la carte des secteurs des écoles) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2650 de M. Victorin Lurel (établissement de la carte des secteurs des écoles) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2651 de Mme Hélène Mignon (établissement de la carte des secteurs des écoles) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2652 de M. Simon Renucci (établissement de la carte des secteurs des écoles) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2653 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (établissement de la carte des secteurs des écoles) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2654 de M. Gaëtan Gorce (établissement de la carte des secteurs des écoles) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2655 de M. Christophe Masse (établissement de la carte des secteurs des écoles) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2656 de M. Jean-Pierre Blazy (établissement de la carte des secteurs des écoles) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2093 de M. Yves Durand (activités destinées à se familiariser avec les outils informatiques et les nouvelles technologies) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2094 de M. Jean-Marc Ayrault (activités destinées à se familiariser avec les outils informatiques et les nouvelles technologies) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2095 de M. Alain Néri (activités destinées à se familiariser avec les outils informatiques et les nouvelles technologies) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2096 de M. Patrick Roy (activités destinées à se familiariser avec les outils informatiques et les nouvelles technologies) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2097 de Mme Catherine Génisson (activités destinées à se familiariser avec les outils informatiques et les nouvelles technologies) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2098 de M. Victorin Lurel (activités destinées à se familiariser avec les outils informatiques et les nouvelles technologies) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2199 de Mme Hélène Mignon (activités destinées à se familiariser avec les outils informatiques et les nouvelles technologies) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2100 de M. Simon Renucci (activités destinées à se familiariser avec les outils informatiques et les nouvelles technologies) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2101 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (activités destinées à se familiariser avec les outils informatiques et les nouvelles technologies) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2102 de M. Gaëtan Gorce (activités destinées à se familiariser avec les outils informatiques et les nouvelles technologies) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2103 de M. Christophe Masse (activités destinées à se familiariser avec les outils informatiques et les nouvelles technologies) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2104 de M. Jean-Pierre Blazy (activités destinées à se familiariser avec les outils informatiques et les nouvelles technologies) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 2657 de M. Yves Durand (les programmes scolaires prennent en compte les références communes en Europe) (p. 2641)

Intervient sur l'amendement n° 2658 de M. Jean-Marc Ayrault (les programmes scolaires prennent en compte les références communes en Europe) (p. 2641)

Intervient sur l'amendement n° 2659 de M. Alain Néri (les programmes scolaires prennent en compte les références communes en Europe) (p. 2641)

Intervient sur l'amendement n° 2660 de M. Patrick Roy (les programmes scolaires prennent en compte les références communes en Europe) (p. 2641)

Intervient sur l'amendement n° 2661 de Mme Catherine Génisson (les programmes scolaires prennent en compte les références communes en Europe) (p. 2641)

Intervient sur l'amendement n° 2662 de M. Victorin Lurel (les programmes scolaires prennent en compte les références communes en Europe) (p. 2641)

Intervient sur l'amendement n° 2663 de Mme Hélène Mignon (les programmes scolaires prennent en compte les références communes en Europe) (p. 2641)

Intervient sur l'amendement n° 2664 de M. Simon Renucci (les programmes scolaires prennent en compte les références communes en Europe) (p. 2641)

Intervient sur l'amendement n° 2665 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (les programmes scolaires prennent en compte les références communes en Europe) (p. 2641)

Intervient sur l'amendement n° 2666 de M. Gaëtan Gorce (les programmes scolaires prennent en compte les références communes en Europe) (p. 2641)

Intervient sur l'amendement n° 2667 de M. Christophe Masse (les programmes scolaires prennent en compte les références communes en Europe) (p. 2641)

Intervient sur l'amendement n° 2668 de M. Jean-Pierre Blazy (les programmes scolaires prennent en compte les références communes en Europe) (p. 2641)

Intervient sur l'amendement n° 3037 de M. Patrick Braouezec (dispositions concernant la fonction d'assistant d'éducation soumises à décret en Conseil d'Etat) (p. 2641)

Article 3 (affiliation des établissements publics locaux d'éducation à l'assurance-chômage au titre des assistants d'éducation)

Son intervention (p. 2644 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 2177 de M. Yves Durand (égalité entre les hommes et les femmes en matière d'orientation scolaire) (p. 2645)

Intervient sur l'amendement n° 2178 de M. Jean-Marc Ayrault (égalité entre les hommes et les femmes en matière d'orientation scolaire) (p. 2645)

Intervient sur l'amendement n° 2179 de M. Alain Néri (égalité entre les hommes et les femmes en matière d'orientation scolaire) (p. 2645)

Intervient sur l'amendement n° 2180 de M. Patrick Roy (égalité entre les hommes et les femmes en matière d'orientation scolaire) (p. 2645)

Intervient sur l'amendement n° 2181 de Mme Catherine Génisson (égalité entre les hommes et les femmes en matière d'orientation scolaire) (p. 2645)

Intervient sur l'amendement n° 2182 de M. Victorin Lurel (égalité entre les hommes et les femmes en matière d'orientation scolaire) (p. 2645)

Intervient sur l'amendement n° 2183 de Mme Hélène Mignon (égalité entre les hommes et les femmes en matière d'orientation scolaire) (p. 2645)

Intervient sur l'amendement n° 2184 de M. Simon Renucci (égalité entre les hommes et les femmes en matière d'orientation scolaire) (p. 2645)

Intervient sur l'amendement n° 2185 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (égalité entre les hommes et les femmes en matière d'orientation scolaire) (p. 2645)

Intervient sur l'amendement n° 2186 de M. Gaëtan Gorce (égalité entre les hommes et les femmes en matière d'orientation scolaire) (p. 2645)

Intervient sur l'amendement n° 2187 de M. Christophe Masse (égalité entre les hommes et les femmes en matière d'orientation scolaire) (p. 2645)

Intervient sur l'amendement n° 2188 de M. Jean-Pierre Blazy (égalité entre les hommes et les femmes en matière d'orientation scolaire) (p. 2645)

Intervient sur l'amendement n° 2189 de M. Yves Durand (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2645)

Intervient sur l'amendement n° 2190 de M. Jean-Marc Ayrault (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2645)

Intervient sur l'amendement n° 2191 de M. Alain Néri (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2645)

Intervient sur l'amendement n° 2192 de M. Patrick Roy (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2645)

Intervient sur l'amendement n° 2193 de Mme Catherine Génisson (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2645)

Intervient sur l'amendement n° 2194 de M. Victorin Lurel (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2645)

Intervient sur l'amendement n° 2195 de Mme Hélène Mignon (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2645)

Intervient sur l'amendement n° 2196 de M. Simon Renucci (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2645)

Intervient sur l'amendement n° 2197 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2645)

Intervient sur l'amendement n° 2198 de M. Gaëtan Gorce (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2645)

Intervient sur l'amendement n° 2199 de M. Christophe Masse (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2645)

Intervient sur l'amendement n° 2200 de M. Jean-Pierre Blazy (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2645)

Intervient sur l'amendement n° 3044 du Gouvernement (de coordination) (p. 2647)

Intervient sur l'amendement n° 3038 de M. Patrick Braouezec (impossibilité de transférer des assistants d'éducation aux collectivités locales) (p. 2647)

Intervient sur l'amendement n° 3045 du Gouvernement (validation législative des tableaux d'avancement des inspecteurs d'académie, inspecteurs pédagogiques régionaux et inspecteurs de l'éducation nationale) (p. 2648)

Intervient sur l'amendement n° 2981 de M. Yves Durand (rapport au Parlement sur l'application de la loi relative aux assistants d'éducation) (p. 2648)

Intervient sur l'amendement n° 2982 de M. Jean-Marc Ayrault (rapport au Parlement sur l'application de la loi relative aux assistants d'éducation) (p. 2648)

Intervient sur l'amendement n° 2983 de M. Alain Néri (rapport au Parlement sur l'application de la loi relative aux assistants d'éducation) (p. 2648)

Intervient sur l'amendement n° 2984 de M. Patrick Roy (rapport au Parlement sur l'application de la loi relative aux assistants d'éducation) (p. 2648)

Intervient sur l'amendement n° 2985 de Mme Catherine Génisson (rapport au Parlement sur l'application de la loi relative aux assistants d'éducation) (p. 2648)

Intervient sur l'amendement n° 2986 de M. Victorin Lurel (rapport au Parlement sur l'application de la loi relative aux assistants d'éducation) (p. 2648)

Intervient sur l'amendement n° 2987 de Mme Hélène Mignon (rapport au Parlement sur l'application de la loi relative aux assistants d'éducation) (p. 2648)

Intervient sur l'amendement n° 2988 de M. Simon Renucci (rapport au Parlement sur l'application de la loi relative aux assistants d'éducation) (p. 2648)

Intervient sur l'amendement n° 2989 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (rapport au Parlement sur l'application de la loi relative aux assistants d'éducation) (p. 2648)

Intervient sur l'amendement n° 2990 de M. Gaëtan Gorce (rapport au Parlement sur l'application de la loi relative aux assistants d'éducation) (p. 2648)

Intervient sur l'amendement n° 2991 de M. Christophe Masse (rapport au Parlement sur l'application de la loi relative aux assistants d'éducation) (p. 2648)

Intervient sur l'amendement n° 2992 de M. Jean-Pierre Blazy (rapport au Parlement sur l'application de la loi relative aux assistants d'éducation) (p. 2648)

Titre

Intervient sur l'amendement n° 2993 de M. Yves Durand (nouveau titre : "Projet de loi portant réforme du code de l'éducation") (p. 2650)

Intervient sur l'amendement n° 2994 de M. Jean-Marc Ayrault (nouveau titre : "Projet de loi portant réforme du code de l'éducation") (p. 2650)

Intervient sur l'amendement n° 2995 de M. Alain Néri (nouveau titre : "Projet de loi portant réforme du code de l'éducation") (p. 2650)

Intervient sur l'amendement n° 2996 de M. Patrick Roy (nouveau titre : "Projet de loi portant réforme du code de l'éducation") (p. 2650)

Intervient sur l'amendement n° 2997 de Mme Catherine Génisson (nouveau titre : "Projet de loi portant réforme du code de l'éducation") (p. 2650)

Intervient sur l'amendement n° 2998 de M. Victorin Lurel (nouveau titre : "Projet de loi portant réforme du code de l'éducation") (p. 2650)

Intervient sur l'amendement n° 2999 de Mme Hélène Mignon (nouveau titre : "Projet de loi portant réforme du code de l'éducation") (p. 2650)

Intervient sur l'amendement n° 3000 de M. Simon Renucci (nouveau titre : "Projet de loi portant réforme du code de l'éducation") (p. 2650)

Intervient sur l'amendement n° 3001 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (nouveau titre : "Projet de loi portant réforme du code de l'éducation") (p. 2650)

Intervient sur l'amendement n° 3002 de M. Gaëtan Gorce (nouveau titre : "Projet de loi portant réforme du code de l'éducation") (p. 2650)

Intervient sur l'amendement n° 3003 de M. Christophe Masse (nouveau titre : "Projet de loi portant réforme du code de l'éducation") (p. 2650)

Intervient sur l'amendement n° 3004 de M. Jean-Pierre Blazy (nouveau titre : "Projet de loi portant réforme du code de l'éducation") (p. 2650)

Explications de vote et vote [1er avril 2003] (p. 2695)

Son intervention (p. 2696)

Projet de loi n° 939 relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2003] (p. 7697, 7721)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7713)

Son intervention (p. 7729)

Thèmes :

Sports : associations et clubs (p. 7730)

Sports : fédérations (p. 7713, 7730)

Sports : Fonds national pour le développement du sport (FNDS) (p. 7713)

Sports : métiers du sport (p. 7730)

Paul GIACOBBI

Haute-Corse (2^{ème} circonscription)

Non-inscrit

puis Apparté au groupe socialiste

Elu le 16 juin 2002

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11065)

S'apparente au groupe socialiste [J.O. du 31 octobre 2002] (p. 18108)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Irak, intervention des Etats-Unis, attitude de la France [18 juin 2003] (p. 5526)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 195, posée le 17 mars 2003. Transports aériens, compagnies (J.O. questions p. 1892). Appelée le 18 mars 2003. modernisation (p. 2113)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

CHARGES COMMUNES - ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE - MONNAIES ET MÉDAILLES (BUDGET ANNEXE) - COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR

Examen du fascicule [15 novembre 2002] (p. 5158)

Son intervention (p. 5177)

Thèmes avant la procédure des questions :

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 5178)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires (p. 5177 à 5179)

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 novembre 2002] (p. 5399)

Son intervention (p. 5414)

Thèmes :

Constitution : révision : décentralisation (p. 5414)

Culture : langues régionales : Corse (p. 5414)

Régions : Corse (p. 5414)

Discussion des articles [21 novembre 2002] (p. 5454, 5473, 5512) ; [22 novembre 2002] (p. 5592, 5632) ; [27 novembre 2002] (p. 5860)*Article 1er (article 1er de la Constitution - organisation de la République)*

Son intervention (p. 5460 et s.)

Son amendement n° 95 (République indivisible, laïque, démocratique, sociale et décentralisée) (p. 5473)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 107 rectifié de M. Victorin Lurel (suppression du terme "race" dans l'article 1er de la Constitution) (p. 5492)

Son amendement n° 98 (langues régionales - reconnaissance et développement) (p. 5495) : retiré (p. 5499)

Intervient sur l'amendement n° 200 de M. Marc Le Fur (langues régionales - respect) (p. 5499)

Après l'article 1er bis

Son amendement n° 96 (assemblées territoriales substituées aux assemblées locales au 8ème alinéa de l'article 34 de la Constitution) (p. 5513) : rejeté (p. 5514)

Son amendement n° 97 (mesures compensant les handicaps des collectivités territoriales insérées au 14ème alinéa de l'article 34 de la Constitution) : rejeté (p. 5514)

Article 2 (article 37-1 de la Constitution - expérimentations prévues par la loi ou le règlement)

Son intervention (p. 5522 et s.)

Son amendement n° 100 (dispositions à caractère expérimental ou dérogatoire dans la loi ou le règlement) (p. 5522)

Son amendement n° 99 (suppression des conditions d'objet et de durée) (p. 5524)

Article 3 (article 39 de la Constitution - priorité d'examen du Sénat sur les projets de loi ayant pour principal objet la libre administration des collectivités territoriales et les instances représentatives des Français établis hors de France)

Son intervention (p. 5545 et s.)

Son amendement n° 101 (de suppression) (p. 5542, 5545) : SCRUTIN PUBLIC (p. 5549)

Article 4 (article 72 de la Constitution - libre administration des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 5599 et s.)

Son amendement n° 102 (possibilité, pour les collectivités territoriales, de déroger à titre expérimental aux dispositions législatives ou réglementaires régissant leurs compétences - suppression du caractère expérimental) (p. 5619)

Son amendement n° 103 (transfert du dernier alinéa - relatif au représentant de l'Etat - à l'article 22 de la Constitution) (p. 5632)

Son amendement n° 104 (suppression de la représentation de chacun des membres du Gouvernement par le représentant de l'Etat) (p. 5633)

Son amendement n° 105 (contrôle de légalité substitué au contrôle administratif exercé par le représentant de l'Etat) (p. 5633)

Article 5 (article 72-1 de la Constitution - renforcement de la démocratie participative locale)

Son amendement n° 106 (pétition permettant d'obtenir l'inscription à l'ordre du jour) (p. 5643)

*Article 11 (articles 7, 13 et 60 de la Constitution - assouplissement des conditions de délai pour l'organisation du scrutin présidentiel - nomination**des représentants de l'Etat dans les collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie - contrôle du Conseil constitutionnel sur la régularité des opérations de référendum)*

Son amendement n° 119 (premier tour dans les départements d'outre-mer ayant lieu le samedi précédant le premier tour) (p. 5887)

Son amendement n° 120 (second tour dans les départements d'outre-mer le samedi suivant le premier tour) (p. 5887)

Déclaration du Gouvernement n° 880 sur les infrastructures 2003-2020 et débat sur cette déclaration**[20 mai 2003] (p. 3826)**

Son intervention (p. 3894)

Thèmes :

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 3894)

Régions : Corse : infrastructures (p. 3894)

Projet de loi n° 861 organisant une consultation des électeurs de Corse sur la modification de l'organisation institutionnelle de la Corse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 mai 2003] (p. 4288)

Son intervention (p. 4294)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 4294)

Départements (p. 4295)

Eau : assainissement (p. 4295)

Elections et référendums : modes de scrutin (p. 4296)

Politique générale : institutions : réforme (p. 4294)

Discussion des articles [27 mai 2003] (p. 4312)*Article 1er et annexe (consultation des électeurs de Corse sur l'annexe au projet de loi)*

Son intervention (p. 4313 et s.)

Ses amendements n° 3 corrigé, 4, 5 et 6 (p. 4315)

Son amendement n° 7 (p. 4317)

Son amendement n° 8 (p. 4318)

Son amendement n° 9 (p. 4319)

Son amendement n° 10 (p. 4320)

Ses amendements n° 11, 12 et 13 (p. 4323)

Article 3 (commission de contrôle de la consultation)

Ses amendements n° 1 et 2 rectifié (p. 4327)

Franck GILARD*Eure (5^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

INTERVENTION EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION ORALE SANS DÉBAT*

n° 437, posée le 23 juin 2003. Emploi, entreprises d'insertion (J.O. questions p. 4883). Appelée le 24 juin 2003. aides de l'Etat (p. 5867)

Bruno GILLES*Bouches-du-Rhône (5^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Deviens député le 19 juillet 2002 (voir indications préliminaires) [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12450)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12450)

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 25 juillet 2002] (p. 12772), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 26 juillet 2002] (p. 12834)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2003 [J.O. du 22 novembre 2002] (p. 19330)

Membre de droit (rapporteur du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour l'assurance maladie) de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé [J.O. du 22 janvier 2003] (p. 1335)

Rapporteur du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 (n° 1106) [29 janvier 2003]

Membre de droit du bureau de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé [J.O. du 30 avril 2003] (p. 7622)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 438 visant à alourdir les peines encourues par les revendeurs à la sauvette de tabac provenant de contrebande [28 novembre 2002]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Baux, baux d'habitation, loyers, loi de 1948, réforme [22 octobre 2002] (p. 3733)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 150, posée le 24 février 2003. Sécurité publique, sécurité des biens et des personnes (J.O. questions p. 1274). Appelée le 25 février 2003. délinquance, lutte et prévention, Marseille (p. 1340)

n° 263, posée le 31 mars 2003. Agroalimentaire, tabacs manufacturés (J.O. questions p. 2289). Suppléé par M. Thierry Mariani. Appelée le 1^{er} avril 2003. contrebande, lutte et prévention (p. 2675)

DÉBATS

Projet de loi n° 250 de financement de la sécurité sociale pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 octobre 2002] (p. 4161)

Son intervention (p. 4166)

Thèmes :

Démographie : population (p. 4167)

Drogue : toxicomanie (p. 4168)

Santé : maladies (p. 4167)

Santé : politique de la santé (p. 4166)

Santé : tabagisme (p. 4167)

Discussion des articles [29 octobre 2002] (p. 4208, 4260, 4296) ; [30 octobre 2002] (p. 4341)

Article 1er et rapport annexé (approbation du rapport annexé)

Son intervention (p. 4225)

Article 6 (contribution sur les dépenses de promotion des laboratoires pharmaceutiques)

Ses sous-amendements n°s 256, 257 et 258 à l'amendement n° 39 de la commission (p. 4279)

Son intervention (p. 4280 et s.)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 42 deuxième rectification de la commission (suppression de la taxe due par les laboratoires sur les ventes directes de médicaments aux officines) (p. 4284)

Article 13 (fusion du Fonds pour la modernisation des cliniques privées dans le Fonds pour la modernisation des établissements de santé)

Son amendement n° 205 (p. 4302)

Après l'article 19

Son amendement n° 206 (accords cadres entre l'Etat et l'industrie pharmaceutique) (p. 4321)

Article 26 (réintégration des médicaments remboursables dans les tarifs de soins des établissements assurant l'hébergement des personnes âgées et ne disposant pas de pharmacie à usage intérieur)

Son intervention (p. 4358)

Projet de loi de finances rectificative n° 382 pour 2002

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 décembre 2002] (p. 6470)

Après l'article 27

Son amendement n° 40 (tabacs – renforcement des peines en cas d'infraction en matière de fabrication, de détention et de vente) (p. 6475) : adopté après modification (p. 6477)

Projet de loi n° 784 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2003] (p. 4009, 4049)

Article 1er (de la procédure applicable à la délinquance et à la criminalité organisées)

Article 706-84 du code de procédure pénale (de l'infiltration)

Son amendement n° 475 (p. 4024)

Après l'article 1er

Son amendement n° 476 (identité d'emprunt de l'agent infiltré possible dans les procès-verbaux de confrontation) : retiré (p. 4051)

Georges GINESTA

Var (5^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Cesse d'appartenir à la commission de la production et des échanges [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12451)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12451)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 353 visant à compléter l'article 55 du code civil sur les déclarations de naissance [7 novembre 2002]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Etrangers, sans-papiers, reconduite aux pays d'origine [26 mars 2003] (p. 2443)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 88, posée le 13 janvier 2003. Etat civil, copies (J.O. questions p. 129). Appelée le 14 janvier 2003. actes de naissance, personnes adoptées, réglementation (p. 20)

Jean-Pierre GIRAN

Var (3^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12451)

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12451), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre titulaire du conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres [J.O. du 2 août 2002] (p. 13229)

Chargé d'une mission temporaire auprès de Mme la Ministre de l'écologie et du développement durable [J.O. du 22 janvier 2003] (p. 1312)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 735 relative à la représentation au sein du conseil d'administration et des instances représentatives des fonctionnaires, des agents sous contrat et des ouvriers de l'Etat mis à la disposition de l'entreprise nationale "Direction des chantiers navals (DCN)" en application de l'article 78 de la loi de finances rectificative pour 2001 [26 mars 2003]

INTERVENTION EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Déchets, pollutions et nuisances, mer et littoral, hydrocarbures, indemnisation, perspectives [21 mai 2003] (p. 3926)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ÉCOLOGIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Examen du fascicule [25 octobre 2002] (p. 4053)

Son intervention (p. 4055)

Thèmes avant la procédure des questions :

Environnement : crédits (p. 4065)

Environnement : Institut français de l'environnement (IFEN) (p. 4065)

Mer et littoral : Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (p. 4065)

Sécurité publique : plan de prévention des risques : inondations (p. 4067)

Proposition de loi n° 735 relative à la représentation au sein du conseil d'administration et des instances représentatives des fonctionnaires, des agents sous contrat et des ouvriers de l'Etat mis à la disposition de l'entreprise nationale "Direction des chantiers navals (DCN)" en application de l'article 78 de la loi de finances rectificative pour 2001

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [7 mai 2003] (p. 3516)

Son intervention (p. 3518)

Thèmes :

Défense : direction des chantiers navals (p. 3518 et s.)

Défense : GIAT-Industries (p. 3519)

Claude GIRARD

*Doubs (1^{ère} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Energie et carburants, énergies renouvelables, développement, politiques communautaires [8 avril 2003] (p. 2945)

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n° 880 sur les infrastructures 2003-2020 et débat sur cette déclaration

[20 mai 2003] (p. 3826)

Son intervention (p. 3891)

Thèmes :

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 3891 et s.)

Transports ferroviaires : TGV (p. 3891 et s.)

Brigitte GIRARDIN

Ministre de l'outre-mer

Est nommée Ministre de l'outre-mer. Décret du 17 juin 2002 [J.O. du 18 juin 2002] (p. 10720)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Gérard Grignon. Outre-mer. collectivité territoriale : Saint-Pierre-et-Miquelon, énergie et carburants, gisements d'hydrocarbures, perspectives [16 octobre 2002] (p. 3415)

M. Victorin Lurel. Outre-mer. DOM : Guadeloupe, politique économique et politique sociale, perspectives [19 novembre 2002] (p. 5292)

M. Joël Beaugendre. Outre-mer. DOM : Guadeloupe, agriculture, bananes, perspectives [12 février 2003] (p. 1204)

Mme Béatrice Vernaudon. Outre-mer. TOM : Nouvelle-Calédonie, sécurité publique, catastrophes naturelles, indemnisation, cyclone de mars 2003 [25 mars 2003] (p. 2370)

Mme Gabrielle Louis-Carabin. Outre-mer, prestations familiales, bénéficiaires, libre choix [14 mai 2003] (p. 3664)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Christian Philip. Outre-mer. DOM : transports aériens, desserte, perspectives [3 décembre 2002] (p. 6039)

M. Joël Beaugendre. Outre-mer. DOM : Guadeloupe, communes, dotation globale de fonctionnement (DGF), montant [20 mai 2003] (p. 3802)

M. Mansour Kamardine. Outre-mer. collectivité territoriale : Mayotte, développement, indicatif téléphonique, plan d'épargne logement (PEL) [20 mai 2003] (p. 3803)

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

Mme Christiane Taubira : indique que son propos n'était pas dirigé contre Mme Christiane Taubira [27 novembre 2002] (p. 5876)

M. Didier Migaud : s'oppose à une seconde délibération de l'article 3 - instituant une priorité d'examen du Sénat - du projet de loi constitutionnelle relatif à l'organisation décentralisée de la République [27 novembre 2002] (p. 5891)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [8 novembre 2002] (p. 4841)

Son intervention (p. 4841)

Ses réponses (p. 4847 à 4850)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : fruits et légumes : outre-mer (p. 4846)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : outre-mer (p. 4842)

Constitution : révision : outre-mer (p. 4841)

Emploi : contrats emplois-jeunes : outre-mer (p. 4843)

Emploi : politique de l'emploi : outre-mer (p. 4844)

Outre-mer : crédits (p. 4842)

Outre-mer : crédits : logement (p. 4844)

Outre-mer : crédits : transports aériens (p. 4845)

Outre-mer : Guadeloupe : immigration clandestine (p. 4841)

Outre-mer : Guyane : immigration clandestine (p. 4841)

Outre-mer : Guyane : sécurité (p. 4841, 4842)

Outre-mer : La Réunion : établissements scolaires (p. 4844)

Outre-mer : Mayotte (p. 4843, 4845)

Outre-mer : Nouvelle-Calédonie : établissements scolaires (p. 4843)

Outre-mer : passeport mobilité (p. 4843)

Outre-mer : Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 4844, 4845)

Outre-mer : Wallis-et-Futuna (p. 4843)

Santé : politique de la santé : outre-mer (p. 4845)

Tourisme et loisirs : politique du tourisme : outre-mer (p. 4845)

Réponses aux questions :

Emploi : politique de l'emploi : outre-mer (p. 4850) (M. Victorin Lurel) (p. 4849)

Outre-mer : crédits : transports aériens (p. 4848) (M. Louis-Joseph Manscour) (p. 4847)

Outre-mer : La Réunion : sécurité (p. 4849) (M. Christophe Payet) (p. 4849)

Retraites : régime agricole : retraites complémentaires : outre-mer (p. 4847) (M. Christophe Payet) (p. 4847)

Santé : politique de la santé : outre-mer (p. 4849) (M. Victorin Lurel) (p. 4848)

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 novembre 2002] (p. 5561) ; [27 novembre 2002] (p. 5860)

Article 3 (article 39 de la Constitution - priorité d'examen du Sénat sur les projets de loi ayant pour principal objet la libre administration des

collectivités territoriales et les instances représentatives des Français établis hors de France)

Son intervention (p. 5580)

Article 7 (articles 72-3 et 72-4 de la Constitution - régime des collectivités situées outre-mer)

Son intervention (p. 5860 et s.)

Article 8 (article 73 de la Constitution - régime des départements et régions d'outre-mer)

Son intervention (p. 5871 et s.)

Intervient sur le rappel au règlement de Mme Christiane Taubira (cf supra) (p. 5875)

Article 9 (article 74 de la Constitution - régime constitutionnel des collectivités d'outre-mer)

Son intervention (p. 5878 et s.)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 185 de M. Jacques Brunhes (Nouvelle-Calédonie - composition du corps électoral pour les élections provinciales) (p. 5881)

Article 10 (article 74-1 de la Constitution - habilitation permanente pour actualiser le droit applicable outre-mer par ordonnances)

Son intervention (p. 5885)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 118 de M. Mansour Kamardine (statut personnel) (p. 5886)

Article 11 (articles 7, 13 et 60 de la Constitution - assouplissement des conditions de délai pour l'organisation du scrutin présidentiel - nomination des représentants de l'Etat dans les collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie - contrôle du Conseil constitutionnel sur la régularité des opérations de référendum)

Son intervention (p. 5888 et s.)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 206 de M. Joël Beaugendre (reconnaissance des spécificités ultrapériphériques françaises) (p. 5890)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Didier Migaud (cf supra) (p. 5890)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 janvier 2003] (p. 483)

Article 46 (pouvoirs des représentants de l'Etat)

Son intervention (p. 515)

Article 47 (extension à la Nouvelle-Calédonie, à la Polynésie française et aux Iles Wallis-et-Futuna des dispositions du projet de loi)

Son intervention (p. 515 et s.)

Après l'article 47

Intervient sur l'amendement n° 523 du Gouvernement (en Nouvelle-Calédonie, le haut-commissaire dispose des pouvoirs de réquisition dévolus au préfet en métropole) (p. 516)

Intervient sur l'amendement n° 524 du Gouvernement (en Polynésie française, le haut-commissaire dispose des pouvoirs de réquisition dévolus au préfet en métropole) (p. 516)

Article 48 (application outre-mer de l'incrimination des attroupements portant atteinte à la libre circulation dans les parties communes d'immeubles)

Son intervention (p. 517)

Article 51 (application à Mayotte, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis-et-Futuna des dispositions relatives au retrait de la carte de séjour temporaire et à la reconduite à la frontière)

Son intervention (p. 518)

Après l'article 51

Intervient sur l'amendement n° 511 de M. Christian Estrosi (protection des élus de la Nouvelle-Calédonie et de leur famille) (p. 519)

Intervient sur l'amendement n° 510 rectifié de M. Christian Estrosi (protection des élus de la Polynésie française et de leur famille) (p. 519)

Article 52 (extension de dispositions de la loi d'orientation du 21 janvier 1995)

Son intervention (p. 519)

Article 53 (application de la loi à Mayotte)

Son intervention (p. 519)

Article 53 ter (application à Mayotte du relèvement des peines pour certaines infractions douanières)

Son intervention (p. 520)

Après l'article 53 ter

Intervient sur l'amendement n° 497 de M. Christian Estrosi (de coordination) (p. 520)

Article 54 (application de la loi du 12 juillet 1983 à Mayotte)

Son intervention (p. 521)

Avant l'article 56 (de coordination)

Intervient sur l'amendement n° 498 de M. Christian Estrosi (de coordination) (p. 522)

Article 56 (mise en fourrière des véhicules par les agents de police municipale)

Son intervention (p. 523)

Article 57 (agents de police municipale)

Son intervention (p. 523)

Après l'article 57

Intervient sur l'amendement n° 522 du Gouvernement (élargissement de la zone de contrôle d'identité autour de la RN2 en Guyane) (p. 523)

Intervient sur l'amendement n° 52 de M. Didier Quentin (article 40 de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France : pérennisation des dérogations pour la Guyane et la commune de Saint-Martin) (p. 524)

Intervient sur le sous-amendement n° 448 de M. Jérôme Bignon (en Guyane, les équipages brésiliens, surinamiens ou du Guyana pêchant illégalement pourront être reconduits avec leur accord dans leur pays aux frais de l'Etat) à l'amendement n° 52 de M. Didier Quentin (p. 524)

Intervient sur l'amendement n° 53 de M. Didier Quentin (non-application de l'article 12 quater de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 en Guyane et à Saint-Martin) (p. 524)

Projet de loi n° 881 de programme pour l'outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 juin 2003] (p. 4683) ; [6 juin 2003] (p. 4744)

Son intervention (p. 4683)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4698)

Sa réponse (p. 4755)

Thèmes :

Assemblée nationale : projets de loi : outre-mer (p. 4683, 4758)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : outre-mer (p. 4759)

Constitution : révision : décentralisation (p. 4688, 4757)

Culture (p. 475666)

Emploi : contrat d'accès à l'emploi : outre-mer (p. 4685)

Emploi : création d'emplois : jeunes (p. 4684 et s.)

Energie et carburants : énergies renouvelables : outre-mer (p. 4686)

Entreprises : financement : outre-mer (p. 4686)

Etat : Gouvernement : outre-mer (p. 4684, 4756 et s.)

Fonctionnaires et agents publics : primes : outre-mer (p. 4755)

Impôts et taxes : investissements outre-mer : politique économique (p. 4684 et s.)

Logement : logement social : outre-mer (p. 4686)

Lois : évaluation : outre-mer (p. 4756, 4758)

Ordonnances : projet de loi d'habilitation : outre-mer (p. 4687)

Outre-mer : chômage : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 4684)

Outre-mer : continuité territoriale (p. 4687 et s. - 4755 et s.)

Outre-mer : crédits : coût (p. 4688)

Outre-mer : développement économique (p. 4684 et s. - 4758)

Outre-mer : DOM-TOM : démographie (p. 4684)

Outre-mer : Guyane : communes (p. 4758)

Outre-mer : La Réunion : répression (p. 4757)

Outre-mer : Mayotte : femmes (p. 4758)

Outre-mer : Mayotte : fonctionnaires et agents publics (p. 4758)

Outre-mer : Polynésie française : communes (p. 4758)

Outre-mer : Saint-Pierre-et-Miquelon : énergie et carburants (p. 4756)

Outre-mer : service militaire adapté (SMA) (p. 4685)

Outre-mer : ultramarins résidant en métropole (p. 4756)

Parlement : Sénat : outre-mer (p. 4683, 4686 et s. - 4758)

Partis et mouvements politiques : gauche : outre-mer (p. 4758)

Politique sociale : revenu minimum d'activité (RMA) : outre-mer (p. 4685)

Politiques communautaires : territoires d'outre-mer (p. 4684, 4688, 4759)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires : majorations des pensions : outre-mer (p. 4755)

Tourisme et loisirs : navigation de plaisance : outre-mer (p. 4686, 4755, 4759)

Discussion des articles [6 juin 2003] (p. 4759, 4796)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 156 de M. Victorin Lurel (Wallis-et-Futuna - projet de loi de programme) (p. 4760)

Intervient sur l'amendement n° 158 de M. Victorin Lurel (îles de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy - projet de loi de programme) (p. 4761)

Intervient sur l'amendement n° 157 de M. Victorin Lurel (îles du sud de la Guadeloupe - mesures spécifiques) (p. 4761)

Intervient sur l'amendement n° 226 de M. Victorin Lurel (insertion d'un Titre 1er A : "Promotion de la culture et de la connaissance de l'outre-mer") (p. 4761)

Intervient sur l'amendement n° 154 de M. Victorin Lurel (enseignement au collège de l'histoire et de la géographie de l'outre-mer) (p. 4761)

Intervient sur l'amendement n° 155 de M. Victorin Lurel (écoles d'outre-mer et de métropole - jumelages) (p. 4762)

Intervient sur l'amendement n° 227 de M. Victorin Lurel (institution d'une "fête nationale des outre-mers") (p. 4762)

Intervient sur l'amendement n° 228 de M. Victorin Lurel (programmes audiovisuels relatifs à la diffusion de la culture, en particulier musicale, de l'outre-mer - rôle du Conseil supérieur de l'audiovisuel) (p. 4763)

Intervient sur l'amendement n° 229 de M. Victorin Lurel (pluralisme de l'information outre-mer - rôle du Conseil supérieur de l'audiovisuel) (p. 4764)

Article 1er (exonération de charges sociales en faveur des entreprises des départements d'outre-mer)
Son intervention (p. 4769 et s.)

Après l'article 1er
Intervient sur l'amendement n° 235 de M. Victorin Lurel (compagnies aériennes - communication de leur comptabilité analytique permettant de distinguer l'activité relative à l'outre-mer) (p. 4782)

Intervient sur l'amendement n° 337 de M. Christophe Payet (bénéfice des exonérations de charges sociales - conventions conclues avec l'Etat) (p. 4783)

Article 2 (exonération de charges sociales en faveur des exploitations agricoles des départements d'outre-mer)
Son intervention (p. 4783)

Après l'article 2
Intervient sur l'amendement n° 238 de M. Victorin Lurel (plan pluriannuel de protection du foncier agricole outre-mer) (p. 4785)

Article 4 (non-cumul et évaluation triennale des exonérations de charges sociales des articles 1er à 3)
Son intervention (p. 4786 et s.)

Article 6 (modification du régime du titre de travail simplifié)
Son intervention (p. 4799 et s.)

Article 7 (renforcement de l'attractivité du contrat d'accès à l'emploi)
Son intervention (p. 4801)

Après l'article 7
Intervient sur l'amendement n° 342 de Mme Huguette Bello (La Réunion - "emplois-jeunes") (p. 4802)

Article 8 (institution d'un dispositif de soutien à l'emploi des jeunes qualifiés dans les petites entreprises)
Son intervention (p. 4803)

Article 9 bis (extension du titre de travail simplifié à Mayotte)
Son intervention (p. 4805)

Après l'article 9 bis
Intervient sur l'amendement n° 153 deuxième rectification du Gouvernement (Mayotte - Agence nationale pour l'emploi) (p. 4806)

Intervient sur l'amendement n° 395 du Gouvernement (Wallis-et-Futuna - prime au recrutement de jeunes par le secteur privé) (p. 4807)

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Bertho Audifax (congé solidarité dans l'entreprise - extension aux collectivités locales) (p. 4807)

Article 10 (congé-solidarité)
Son intervention (p. 4808)

Après l'article 10
Intervient sur l'amendement n° 347 de Mme Huguette Bello (La Réunion - rapport sur l'éducation) (p. 4809)

Article 11 (dispositifs destinés aux élèves en grande difficulté)
Son intervention (p. 4810)

Après l'article 11
Intervient sur l'amendement n° 253 de M. Mansour Kamardine (Mayotte - planification familiale) (p. 4811)

Intervient sur l'amendement n° 361 de M. Jean-Christophe Lagarde (rapport sur la mise en oeuvre d'une politique d'éducation permettant à l'outre-mer d'obtenir des résultats scolaires équivalents à ceux de la métropole) (p. 4811)

Après l'article 12
Intervient sur l'amendement n° 45 de M. Yves Censi (agriculteurs d'outre-mer - formation professionnelle continue) (p. 4812)

Avant l'article 13
Intervient sur l'amendement n° 241 de M. Victorin Lurel (entreprises d'outre-mer - plan d'apurement des dettes fiscales et sociales) (p. 4813)

Article 13 (défiscalisation au titre de l'impôt sur le revenu : investissement dans le logement et souscription au capital de sociétés agréées - SO.FI.OM)
Son intervention (p. 4815 et s.)

Après l'article 13
Intervient sur l'amendement n° 291 de M. Philippe Auberger (cumul des réductions d'impôt avec les aides octroyées au titre de leurs compétences fiscales propres par la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française, Wallis-et-Futuna, Saint-Pierre-et-Miquelon et Mayotte) (p. 4818)

Article 14 (défiscalisation au titre de l'impôt sur le revenu : secteurs éligibles - majoration, imputation et report de la réduction d'impôt)
Son intervention (p. 4820 et s.)

Article 23 (modification du régime des agréments)
Son intervention (p. 4833 et s.)

Article 15 précédemment réservé (dispositif transitoire sur la rénovation et la réhabilitation hôtelière)
Son intervention (p. 4836)

Article 16 précédemment réservé (modification du système des agréments)
Son intervention (p. 4836)

Article 17 précédemment réservé (modification du délai de validité du dispositif)
Son intervention (p. 4837)

Article 19 précédemment réservé (modification du régime applicable à la défiscalisation au titre de l'impôt sur les sociétés)
Son intervention (p. 4837 et s.)

Article 20 précédemment réservé (défiscalisation au titre de l'impôt sur les sociétés - coordination)
Son intervention (p. 4838)

Article 27 (principe de la double défiscalisation applicable à certains territoires)
Son intervention (p. 4839)

Article 28 (possibilité pour les conseils généraux d'exonérer les contribuables de certaines taxes)
Son intervention (p. 4839)

Article 29 (durée de validité du dispositif)
Son intervention (p. 4839 et s.)

Après l'article 29 ter
Intervient sur l'amendement n° 203 de M. Éric Jalton (continuité territoriale - évaluation annuelle des investissements réalisés) (p. 4841)

Après l'article 32
Intervient sur l'amendement n° 245 de M. Victorin Lurel (dettes fiscales des entreprises - plan d'apurement - prorogation du dispositif de la loi n° 2000-1207 d'orientation pour l'outre-mer) (p. 4841)

Intervient sur l'amendement n° 244 de M. Victorin Lurel (fonds d'investissement de proximité des DOM - réduction d'impôt portée à 50 % pour les contribuables de ces départements) (p. 4842)

Article 33 (taux réduit de TVA applicable aux logements évolutifs sociaux)
Son intervention (p. 4842)

Article 34 (abattement de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les logements locatifs sociaux faisant l'objet de certains travaux de réhabilitation)
Son intervention (p. 4843)

Après l'article 34
Intervient sur l'amendement n° 82 corrigé de Mme Juliana Rimane (logements évolutifs sociaux - exonération de taxe foncière pendant quinze ans) (p. 4844)

Intervient sur l'amendement n° 246 de M. Victorin Lurel (logements évolutifs sociaux - exonération de taxe foncière pendant cinq ans) (p. 4844)

Article 35 (fixation des loyers dans les logements locatifs sociaux en cas de travaux d'amélioration)
Son intervention (p. 4844 et s.)

Après l'article 35
Intervient sur l'amendement n° 310 corrigé de Mme Juliana Rimane (logement intermédiaire outre-mer - défiscalisation - intervention des organismes HLM) (p. 4845)

Intervient sur l'amendement n° 290 de M. René-Paul Victoria (logement social dans les DOM - sociétés d'économie mixte - exonération de l'impôt sur les sociétés) (p. 4846)

Article 35 bis (recours facultatif à une institution financière pour la gestion des fonds régionaux d'aménagement foncier et urbain)
Son intervention (p. 4846)

Après l'article 35 bis
Intervient sur l'amendement n° 383 de M. Alfred Marie-Jeanne (normes parasismiques - délivrance du permis de construire subordonnée à leur respect) (p. 4847)

Avant l'article 36
Intervient sur l'amendement n° 175 de M. Victorin Lurel (insertion d'un Titre : "Dispositions permettant de remédier aux handicaps structurels de l'outre-mer") (p. 4847)

Intervient sur l'amendement n° 176 de M. Victorin Lurel (sida - campagnes d'information outre-mer) (p. 4848)

Intervient sur l'amendement n° 216 de M. Victorin Lurel (université des Antilles et de la Guyane) (p. 4849)

Article 36 (dotations de l'Etat aux collectivités territoriales)
Son intervention (p. 4849 et s.)

Après l'article 36
Intervient sur l'amendement n° 384 de M. Alfred Marie-Jeanne (prévention des risques sismiques - obligations des collectivités territoriales et de l'Etat) (p. 4851)

Intervient sur l'amendement n° 84 de Mme Juliana Rimane (Guyane - modalités de répartition du produit de l'octroi de mer) (p. 4851)

Article 37 (dotation de l'Etat aux communes pour des opérations de premier numérotage)

Son intervention (p. 4852)

Article 40 (exercice des pouvoirs de police sur la voirie nationale transférée aux régions d'outre-mer)

Son intervention (p. 4853)

Après l'article 40

Intervient sur l'amendement n° 21 de M. Bertho Audifax (droits sur les tabacs dans les DOM - possibilité d'application du minimum de perception) (p. 4853)

Article 40 bis (prolongation de cinq ans des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques)

Son intervention (p. 4854)

Après l'article 40 bis

Intervient sur l'amendement n° 398 de M. Alfred Marie-Jeanne (infrastructures aéroportuaires, hélicoptères et portuaires de l'Etat - transfert à leur demande aux régions d'outre-mer) (p. 4855)

Intervient sur l'amendement n° 109 deuxième rectification de M. André Thien Ah Koon (La Réunion - affectation des ressources du Fonds régional pour le développement et l'emploi) (p. 4855)

Article 41 (offices de l'eau des départements d'outre-mer)

Son intervention (p. 4857 et)

Après l'article 41

Intervient sur l'amendement n° 224 de Mme Béatrice Vernaudo (Polynésie française - détachement de fonctionnaires auprès du syndicat de promotion des communes) (p. 4859)

Article 41 bis (réglementation de la création de grandes et moyennes surfaces de vente)

Son intervention (p. 4860)

Après l'article 41 bis

Intervient sur l'amendement n° 275 de M. Victor Brial (mise en œuvre par l'Etat des orientations du document "Stratégie de développement durable du territoire de Wallis-et-Futuna") (p. 4861)

Après l'article 41 ter

Intervient sur l'amendement n° 295 deuxième rectification de M. André Thien Ah Koon (concentrations commerciales - restriction dans les DOM) (p. 4861)

Avant l'article 42

Intervient sur l'amendement n° 206 de M. Victorin Lurel (continuité territoriale - imposition d'obligations de service public aux compagnies aériennes) (p. 4862)

Article 42 (création d'une dotation de continuité territoriale)

Son intervention (p. 4864 et s.)

Après l'article 42

Intervient sur l'amendement n° 399 de M. Jean-Christophe Lagarde (office national de la coopération entre les collectivités territoriales de métropole et d'outre-mer) (p. 4870)

Intervient sur l'amendement n° 378 de M. Jean-Christophe Lagarde (ultramarins résidant en métropole - quotas de logements sociaux) (p. 4870)

Intervient sur l'amendement n° 377 de M. Jean-Christophe Lagarde (apprentis ultramarins travaillant en métropole - exonération de charges sociales et fiscales portée de 11 % à 22 % du SMIC) (p. 4871)

Intervient sur l'amendement n° 209 de M. Louis-Joseph Manscour (liaisons aériennes au titre de la continuité territoriale - obligations de service public) (p. 4872)

Intervient sur l'amendement n° 411 de M. Jean-Christophe Lagarde (liaisons aériennes ou maritimes au titre de la continuité territoriale - obligations de service public définies par les collectivités territoriales - transposition des dispositions applicables à la Corse) (p. 4872)

Article 43 (habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnances)

Son intervention (p. 4874 et s.)

Après l'article 43

Intervient sur l'amendement n° 152 du Gouvernement (Mayotte - composition du conseil d'administration de la caisse de prévoyance sociale) (p. 4876)

Intervient sur l'amendement n° 151 troisième rectification du Gouvernement (Mayotte - fonction publique) (p. 4877)

Article 44 (ratification d'ordonnances)

Son intervention (p. 4880 et s.)

Après l'article 44

Intervient sur l'amendement n° 397 du Gouvernement (Mayotte - carte Vitale) (p. 4881)

Intervient sur l'amendement n° 400 de M. René-Paul Victoria (DOM et Mayotte - aide aux œuvres cinématographiques présentant un intérêt culturel) (p. 4882)

Intervient sur l'amendement n° 334 de M. Mansour Kamardine (Mayotte - Mahorais régis par le statut personnel de droit local - primauté du droit civil commun sur le statut civil de droit local - prohibition de la

polygamie et de la répudiation pour les personnes qui atteindront l'âge requis pour se marier après le 1er janvier 2005 - dévolution des successions ne pouvant déroger, pour les enfants à naître, aux dispositions d'ordre public de la loi - compétence du tribunal de première instance ou du cadé selon la volonté des parties) (p. 4883)

Explications de vote et vote

Son intervention à l'issue du vote (p. 4885)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juin 2003] (p. 6411)

Son intervention (p. 6411)

Thèmes :

Constitution : révision : décentralisation (p. 6412)

Fonctionnaires et agents publics : primes : majoration des pensions (p. 6412)

Outre-mer : continuité territoriale (p. 6412)

Outre-mer : Mayotte : droit local (p. 6411)

Outre-mer : ultramarins résidant en métropole : continuité territoriale (p. 6412)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juin 2003] (p. 6417)

Son intervention (p. 6431)

Joël GIRAUD

Hautes-Alpes (2^{ème} circonscription)

Non-inscrit

puis Apparenté au groupe socialiste

Elu le 16 juin 2002

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11065)

S'apparente au groupe socialiste [J.O. du 30 octobre 2002] (p. 18033)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de la présence du loup en France et l'exercice du pastoralisme dans les zones de montagne [J.O. du 13 novembre 2002] (p. 18692)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 15 janvier 2003] (p. 883)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 306, posée le 5 mai 2003. Sécurité routière, poids lourds (J.O. questions p. 3388). Appelée le 6 mai 2003. circulation, réglementation, col de Montgenèvre, Hautes-Alpes (p. 3405)

DÉBATS

Projet de loi n° 606 relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mars 2003] (p. 1565)

Son intervention (p. 1571)

Thèmes :

Bois et forêts : Office national des forêts (ONF) (p. 1571)

Sécurité publique : plan de prévention des risques (p. 1571)

Transports routiers : transport de matières dangereuses (p. 1571)

Déclaration du Gouvernement n° 880 sur les infrastructures 2003-2020 et débat sur cette déclaration

[20 mai 2003] (p. 3826)

Son intervention (p. 3892)

Thèmes :

Régions : Provence-Alpes-Côte d'Azur : infrastructures (p. 3892 et s.)

Tourisme et loisirs (p. 3892)

Transports routiers (p. 3892)

Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2003] (p. 4483)

Article 6 (insaisissabilité de la résidence principale de l'entrepreneur individuel)

Son amendement n° 95 (déclaration d'insaisissabilité pouvant être reçue par un avocat) (p. 4489)

Maurice GIRO

*Vaucluse (2^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire du Conseil national du tourisme [J.O. du 2 août 2002] (p. 13230)

Rapporteur de la proposition de résolution portant création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement des maisons de retraite et établissements de soins publics et sur la maltraitance des personnes âgées (n° 888) [25 juin 2003]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 974 visant à instaurer l'exercice démocratique du droit de grève dans les services publics et à assurer un service minimal obligatoire [25 juin 2003]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de résolution (n° 888) de M. Pierre Lasbordes portant création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement des maisons de retraite et établissements de soins publics et sur la maltraitance des personnes âgées [9 juillet 2003] (n° 1012)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Handicapés, insertion professionnelle et sociale, perspectives [12 mars 2003] (p. 1951)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 264, posée le 31 mars 2003. Urbanisme, politique de l'urbanisme (J.O. questions p. 2289). Suppléé par M. Antoine Herth. Appelée le 1^{er} avril 2003, loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000, application, conséquences (p. 2658)

n° 342, posée le 19 mai 2003. Fonction publique hospitalière, aides soignants (J.O. questions p. 3731). Appelée le 20 mai 2003, formation professionnelle, financement (p. 3799)

*DÉBATS***Projet de loi n° 606 relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages****DEUXIÈME LECTURE****Discussion des articles [15 juillet 2003] (p. 7577)**

Article 30 (obligation d'information portant sur les risques technologiques et naturels lors des transactions immobilières)

Son intervention (p. 7624)

Louis GISCARD d'ESTAING

*Puy-de-Dôme (3^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire [J.O. du 2 août 2002] (p. 13231)

Membre titulaire du Comité national de l'euro [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14787)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2003 [J.O. du 12 décembre 2002] (p. 20541)

Membre de la commission d'enquête sur la gestion des entreprises publiques afin d'améliorer le système de prise de décision. [J.O. du 5 février 2003] (p. 2218)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) : annexe n° 25 : Fonction publique, réforme de l'Etat et aménagement du territoire (aménagement du territoire) (n° 256) [10 octobre 2002]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Aménagement du territoire, montagne, perspectives [30 octobre 2002] (p. 4335)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 151, posée le 24 février 2003. Transports, politique des transports (J.O. questions p. 1274). Appelée le 25 février 2003, infrastructures, Clermont-Ferrand (p. 1316)

*DÉBATS***Projet de loi n° 230 de finances pour 2003****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [16 octobre 2002] (p. 3385)**

Son intervention (p. 3399)

Thèmes :

Agriculture : budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) (p. 3399)

Finances publiques : déficits publics et sociaux : gauche (p. 3399)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE - SERVICES DU PREMIER MINISTRE****Examen du fascicule [7 novembre 2002] (p. 4655)**

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 4658)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : crédits : rôle (p. 4658, 4659)

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 4659)

Collectivités territoriales : décentralisation : aménagement du territoire (p. 4659)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 4658)

Télécommunications : téléphones mobiles : Internet (p. 4659)

Union européenne : fonds structurels : aménagement du territoire (p. 4658)

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2002] (p. 4710)**I - SERVICES GÉNÉRAUX***Etat B, titre III*

Intervient sur l'amendement n° 90 de la commission des finances (réduction de 5 000 000 d'euros des crédits de l'ENA) (p. 4712)

V - AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE*Etat B, titre IV*

Intervient sur l'amendement n° 104 de la commission des finances (suppression des crédits de l'Institut des hautes études de développement et d'aménagement du territoire - IHEDAT) (p. 4725)

Intervient sur l'amendement n° 105 rectifié de la commission des finances (réduction de 200 000 euros des crédits de l'Agence française pour les investissements internationaux) (p. 4726)

Projet de loi n° 632 relatif aux entreprises de transport aérien et notamment à la société Air France**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [12 mars 2003] (p. 1952)***Article 6 (mise à jour du code de l'aviation civile)*

Son intervention (p. 1982)

Son amendement n° 66 (maintien des obligations de service public du groupe Air France) (p. 1982)

Débat sur la maîtrise des finances publiques**[8 avril 2003] (p. 2903)**

Son intervention (p. 2931)

Thèmes :

Finances publiques : dépenses : chômage (p. 2931)
 Finances publiques : dépenses : Cour des comptes (p. 2931)
 Parlement : rôle : finances publiques (p. 2931)
 Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques (p. 2931)

Déclaration du Gouvernement n° 989 d'orientation budgétaire présentée par M. Alain Lambert, ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire et débat sur cette déclaration

[26 juin 2003] (p. 6055)

Son intervention (p. 6091)

Thèmes :

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 6091)
 Fonctionnaires et agents publics : effectifs : gestion (p. 6091)
 Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques (p. 6091)

Valéry GISCARD d'ESTAING

Président de la Convention sur l'avenir de l'Europe

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Débat sur l'avenir de l'Europe

[3 décembre 2002] (p. 6067)

Son intervention en qualité de président de la Convention sur l'avenir de l'Europe (p. 6067)

Ses réponses en qualité de président de la Convention sur l'avenir de l'Europe (p. 6090)

Thèmes :

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 6092)
 Politique économique : mondialisation (p. 6091)
 Politiques communautaires : coopération policière et pénale : Europol (p. 6071, 6091)
 Politiques communautaires : Europe sociale (p. 6091)
 Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 6068, 6071, 6091)
 Union européenne : citoyenneté européenne (p. 6069)
 Union européenne : Convention sur l'avenir de l'Europe : institutions communautaires (p. 6067 et s., 6090 et s.)
 Union européenne : Cour de justice (p. 6069)
 Union européenne : élargissement (p. 6068, 6090, 6093)
 Union européenne : euro (p. 6070)
 Union européenne : Parlement européen (p. 6072)
 Union européenne : subsidiarité (p. 6069, 6092)

Jean GLAVANY

*Hautes-Pyrénées (3^{ème} circonscription)
 Socialiste*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 9 juillet 2002] (p. 11760)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 9 juillet 2002] (p. 11760)

Membre titulaire de la Commission consultative du secret de la défense nationale [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14787)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume d'Espagne relatif à l'exploitation, à l'entretien, à la sécurité et, le cas échéant, à l'évolution du tunnel routier du Somport (ensemble un échange de lettres) (n° 342) [4 décembre 2002]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'adhésion de la France au protocole de 1996 à la convention de 1972 sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets (n° 653) [8 avril 2003]

Membre de la mission d'information sur la question des signes religieux à l'école [J.O. du 4 juin 2003] (p. 9541)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 342) autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume d'Espagne relatif à l'exploitation, à l'entretien, à la sécurité et, le cas échéant, à l'évolution du tunnel routier du Somport (ensemble un échange de lettres) [5 mars 2003] (n° 676)

Proposition de loi n° 913 sur la traversée centrale des Pyrénées [13 juin 2003]

Proposition de loi n° 914 visant à réformer le statut de l'inspection du travail et à en changer la dénomination [13 juin 2003]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 653), autorisant l'adhésion de la France au protocole de 1996 à la convention de 1972 sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets [25 juin 2003] (n° 982)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Parlement, pouvoirs. Assemblée nationale, prééminence, respect [20 novembre 2002] (p. 5363)

Défense. GIAT-Industries. emploi et activité [26 mars 2003] (p. 2444)

DÉBATS

Projet de loi n° 342 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume d'Espagne relatif à l'exploitation, à l'entretien, à la sécurité et, le cas échéant, à l'évolution du tunnel routier du Somport (ensemble un échange de lettres)

Rapporteur de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [10 avril 2003] (p. 3141)

Son intervention (p. 3141)

Thèmes :

Transports : transport combiné (p. 3141)
 Union européenne : construction européenne : politique des transports (p. 3141)
 Voirie : autoroutes : Midi-Pyrénées (p. 3141)
 Voirie : tunnels routiers (p. 3141)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Article 1er [séances du 16 juin 2003] (système de retraites par répartition)

Son intervention (p. 5373 et s.)

Claude GOASGUEN

*Paris (14^{ème} circonscription)
 Union pour la Majorité Présidentielle
 puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 9 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation pour la justice [J.O. du 3 août 2002] (p. 13302)

Membre de la mission d'information sur la question des signes religieux à l'école [J.O. du 4 juin 2003] (p. 9541)

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 240 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'utilisation des crédits accordés par la France au titre de la coopération internationale et européenne à l'Autorité palestinienne [2 octobre 2002]

Proposition de loi n° 347 visant à réformer les modalités de contrôle des établissements de soins privés [7 novembre 2002]

Proposition de loi n° 589 visant à accélérer les formalités de demande d'acquisition de la nationalité française par naturalisation [30 janvier 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement supérieur, universités, coopérations scientifique et universitaire avec Israël, remise en cause [5 février 2003] (p. 876)

Ordre public, maintien, prostitution étrangère, lutte et prévention [29 avril 2003] (p. 3214)

DÉBATS

Projet de loi n° 19 portant amnistie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 juillet 2002] (p. 1868)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1886)

Thèmes :

Amnistie (p. 1886)

Amnistie : amnistie politico-financière (p. 1887)

Droit pénal : abus de biens sociaux : réforme (p. 1887)

Régions : Corse : amnistie (p. 1887)

Projet de loi n° 154 d'orientation et de programmation pour la justice

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 juillet 2002] (p. 2455)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2476)

Son intervention (p. 2485)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête : système pénitentiaire (p. 2487)

Droit pénal : exécution des peines (p. 2487)

Droit pénal : mineurs : délinquance et criminalité (p. 2476)

Droit pénal : mineurs : ordonnances (p. 2477, 2487)

Droit pénal : présomption d'innocence : lois (p. 2477)

Droit pénal : procédure pénale : réforme (p. 2487)

Elections et référendums : campagnes électorales : justice (p. 2476)

Justice : crédits (p. 2486)

Justice : espace judiciaire européen (p. 2486)

Justice : juge de proximité (p. 2486)

Lois : application : justice (p. 2486)

Ordre public : sécurité (p. 2485)

Partis et mouvements politiques : opposition : justice (p. 2476, 2486)

Politique générale : Gouvernement précédent : système pénitentiaire (p. 2487)

Discussion des articles [1er août 2002] (p. 2550, 2582) ; [2 août 2002] (p. 2622, 2666)

Article 1er et rapport annexé (approbation du rapport présentant les orientations et les moyens budgétaires pour la justice pour les années 2003 à 2007)

Son intervention (p. 2556)

Article 3 (soumission des marchés de conception, de construction et d'aménagement d'établissements pénitentiaires au code des marchés publics)

Son intervention (p. 2582)

Article 7 (institution, compétence et fonctionnement de la juridiction de proximité)

Son intervention (p. 2589)

Intervient sur l'amendement n° 215 de M. Jérôme Bignon (saisine du juge de proximité) (p. 2595)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 281 de M. Christian Estrosi (suspension des allocations familiales pour un mineur placé en centre éducatif fermé sauf décision du juge des enfants) (p. 2644)

Son sous-amendement n° 297 (suppression de l'encadrement de la décision du juge des enfants) à l'amendement n° 281 de M. Christian Estrosi (p. 2645)

Article 21 (aménagement de la composition pénale)

Son intervention (p. 2657)

Son amendement n° 223 rectifié (composition pénale proposée dès la garde à vue) (p. 2657)

Article 22 (placement et prolongation de la détention provisoire)

Intervient sur l'amendement n° 114 de M. André Vallini (de suppression) (p. 2661)

Article 24 (dispositions diverses relatives à l'instruction)

Son intervention (p. 2669)

Son amendement n° 272 (suppression de la procédure de témoin sous X) (p. 2669) : retiré ; repris par M. André Vallini

Article 33 A (abrogation d'une disposition relative à l'affectation des magistrats administratifs dans les cours administratives d'appel)

Intervient sur l'amendement n° 103 de M. André Vallini (de suppression) (p. 2699)

Explications de vote et vote [2 août 2002] (p. 2704)

Ses explications de vote (p. 2704)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [3 août 2002] (p. 2721)

Son intervention (p. 2724)

Thèmes :

Droit pénal : mineurs : délinquance et criminalité (p. 2724)

Droit pénal : procédure pénale : réforme (p. 2725)

Justice : crédits (p. 2724)

Justice : juge de proximité (p. 2725)

Politique générale : Gouvernement précédent : mineurs (p. 2724)

Prestations familiales : allocations familiales (p. 2725)

Proposition de loi constitutionnelle n° 341 visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections locales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France

PREMIÈRE LECTURE

Vote sur le passage à la discussion de l'article unique [26 novembre 2002]

Ses explications de vote (p. 5703)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle (p. 7503)

Proposition de loi n° 350 visant à aggraver les peines punissant les infractions à caractère raciste et à renforcer l'efficacité de la procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 2002] (p. 6333)

Son intervention (p. 6337)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : antisémitisme (p. 6337)

Droits de l'homme et libertés publiques : lutte contre le racisme : pédagogie (p. 6338)

Droits de l'homme et libertés publiques : lutte contre le racisme : procureurs généraux (p. 6338)

Etrangers : xénophobie (p. 6338)

Justice : Cour de cassation : racisme (p. 6338)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 2003] (p. 319) ; [23 janvier 2003] (p. 483)

Après l'article 17 bis

Intervient sur l'amendement n° 278 corrigé de Mme Martine Lignières-Cassou (pénalisation du client de personnes prostituées) (p. 338)

Après l'article 39

Intervient sur l'amendement n° 521 du Gouvernement (aggravation des sanctions pour les personnes se livrant au hooliganisme dans une enceinte sportive ou ses abords) (p. 492)

Avant l'article 43

Intervient sur l'amendement n° 131 de la commission (pouvoirs de police des agents de la ville de Paris) (p. 505)

Projet de loi n° 574 relatif à l'élection des conseillers régionaux et des représentants au Parlement européen ainsi qu'à l'aide publique aux partis politiques

NOUVELLE DÉLIBÉRATION DE L'ARTICLE 4

Avant la discussion de l'article unique [8 avril 2003] (p. 2949)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2959)

Son intervention (p. 2961)

Thèmes :

Assemblée nationale : règlement (p. 2959)

Conseil constitutionnel (p. 2959)

Elections et référendums (p. 2961)

Elections et référendums : parité (p. 2961)

Elections et référendums : réforme (p. 2962)

Explications de vote et vote

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 2962)

Projet de loi n° 719 de sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 mai 2003] (p. 3442)

Article 65 (prévention des conflits d'intérêts)
Son intervention (p. 3453)

Projet de loi n° 823 relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 juillet 2003] (p. 6729)

Son intervention (p. 6765)

Thèmes :

Etrangers : mariages blancs (p. 6766)
Etrangers : racisme (p. 6765)
Etrangers : immigration (p. 6765)
Etrangers : visas (p. 6766)
Politique extérieure : coopération (p. 6767)

Discussion des articles [8 juillet 2003] (p. 7005) ; [9 juillet 2003] (p. 7129, 7186)**Avant le titre 1er**

Intervient sur l'amendement n° 413 de M. Nicolas Perruchot (intégration, dans un délai de trois ans, des dispositions de la loi dans les conventions bilatérales conclues par la France, notamment avec le Maroc, la Tunisie et l'Algérie) (p. 7006)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 46 rectifié de la commission (rapport annuel sur la maîtrise des flux migratoires) (p. 7007)
Intervient sur le sous-amendement n° 450 rectifié de M. Nicolas Perruchot (inclusion de statistiques sur les visas et les attestations d'accueil) à l'amendement n° 46 rectifié de la commission (p. 7009)
Intervient sur le sous-amendement n° 380 de Mme Christine Boutin (inclusion des actions entreprises par la France avec les pays d'origine pour mettre en œuvre une politique d'immigration fondée sur le co-développement et le partenariat) à l'amendement n° 46 rectifié de la commission (p. 7012)
Son amendement n° 414 (rapport annuel sur la maîtrise des flux migratoires) (p. 7006) : devenu sans objet (p. 7013)

Article 2 (attestation d'accueil)

Son intervention (p. 7041 et s.)

Article 4 (relevé des empreintes digitales pour le contrôle de l'entrée des étrangers)

Son intervention (p. 7065)

Article 5 (relevé des empreintes digitales pour le contrôle de l'entrée des étrangers)

Son intervention (p. 7069)

Article 6 (suppression de l'obligation de détention d'un titre de séjour pour les ressortissants communautaires)

Son intervention (p. 7072)

Article 7 (délivrance d'une carte de séjour temporaire dans le cadre du regroupement familial - condition de communauté de vie pour les conjoints de Français)

Son amendement n° 165 (p. 7091)

Article 9 (réforme de la commission du titre de séjour)

Son intervention (p. 7098 et s.)

Article 16 (délit d'aide à l'entrée, à la circulation ou au séjour des étrangers)

Ses amendements n° 472, 473 et 385 (p. 7119)

Après l'article 19

Son sous-amendement n° 474 rectifié (possibilité d'écourter le séjour des étrangers qui travaillent clandestinement pendant un séjour "touristique") à l'amendement n° 93 de la commission (modalités de recours à l'avocat demandé par l'étranger auquel est notifié un arrêté de reconduite à la frontière) : adopté (p. 7140)

Article 28 (modification des règles d'instruction des dossiers de regroupement familial - délivrance d'une carte de séjour temporaire)

Ses amendements n° 167 et 168 (p. 7162)

Son amendement n° 169 (p. 7164)

Article 31 (coordination liée à la réforme du droit d'asile et à l'introduction de la notion de protection temporaire)

Son intervention (p. 7173)

Article 33 (réforme du régime de la rétention des étrangers)

Son sous-amendement n° 215 à l'amendement n° 115 de la commission (p. 7192)

Avant l'article 35

Intervient sur l'amendement n° 367 rectifié de M. Pierre Cardo (les réfugiés politiques et les apatrides âgés de plus de soixante ans et résidant en France depuis quinze ans au moins sont dispensés de la condition de connaissance de la langue française) (p. 7213)

Après l'article 39

Son amendement n° 354 (contrôle d'identité dans les zones frontalières) : adopté (p. 7226)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 7233)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 7234)

Jacques GODFRAIN

*Aveyron (3^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11116)

Secrétaire de la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 juin 2002] (p. 11184)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention fiscale du 21 octobre 1976 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Cameroun (n° 15) [2 juillet 2002]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Guinée en vue d'éviter les doubles impositions et d'établir des règles d'assistance réciproque en matière d'impôts sur le revenu, la fortune, les successions et les donations (n° 16) [2 juillet 2002]

Membre titulaire du conseil de surveillance de l'Agence française de développement [J.O. du 2 août 2002] (p. 13230)

Membre titulaire du Conseil supérieur de la participation [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14787)

Membre titulaire du Haut Conseil de la coopération internationale [J.O. du 21 décembre 2002] (p. 21390)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'établissement entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République gabonaise (n° 520) [5 février 2003]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 15), autorisant l'approbation de l'avenant à la convention fiscale du 21 octobre 1976 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Cameroun [10 juillet 2002] (n° 35)

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) tome III : Affaires étrangères (coopération et développement) (n° 259) [10 octobre 2002]

Proposition de loi n° 483 sur la procédure d'inhumation des enfants morts-nés [18 décembre 2002]

Proposition de loi n° 588 relative à l'utilisation des fonds de la participation en faveur de la création d'entreprise [30 janvier 2003]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 16), autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Guinée en vue d'éviter les doubles impositions et d'établir des règles d'assistance réciproque en matière d'impôts sur le revenu, la fortune, les successions et les donations [5 mars 2003] (n° 672)

Proposition de loi n° 745 visant à favoriser la mobilisation de l'épargne des travailleurs migrants [26 mars 2003]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 520) autorisant l'approbation de la convention d'établissement entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République gabonaise [2 avril 2003] (n° 767)

Proposition de loi n° 791 tendant à instituer un taux unique de TVA de 5,5 % dans la restauration [10 avril 2003]

Proposition de loi n° 915 visant à permettre aux collectivités locales de bénéficier du remboursement de la TVA sur les dépenses concernant les installations situées en zone rurale et gérées par les associations de tourisme [13 juin 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. francophonie. sommet de Beyrouth [22 octobre 2002] (p. 3732)

Etrangers. aides au retour. Maliens, perspectives [11 février 2003] (p. 1142)

Politique extérieure. République démocratique du Congo. situation politique, attitude de la France [4 juin 2003] (p. 4481)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 343, posée le 19 mai 2003. Anciens combattants et victimes de guerre. Retirée par l'auteur le 19/05/2003 (J.O. questions p. 3731)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Rappelle l'importance de la paix dans le monde et souligne combien la représentation française se réjouit de l'acceptation de la résolution 1441 des Nations unies par l'Irak, résolution largement inspirée par la diplomatie française [13 novembre 2002] (p. 5045)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen du fascicule [13 novembre 2002] (p. 5009)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères
Son intervention (p. 5016)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : dé cristallisation (p. 5016)

Etrangers : aide au retour (p. 5017)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : crédits budgétaires (p. 5016)

Vote des crédits et articles rattachés [13 novembre 2002] (p. 5058)*Etat B, titre III*

Intervient sur l'amendement n° 123 rectifié de la commission (réduction des crédits du Haut Conseil de la coopération internationale-HCCI) (p. 5060)

Projet de loi n° 632 relatif aux entreprises de transport aérien et notamment à la société Air France

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 mars 2003] (p. 1952)

Article 3 (dispositions relatives au passage des salariés d'Air France du statut public au droit privé)

Son intervention (p. 1974)

Débat sur la participation à l'aide au développement en Afrique**[10 avril 2003] (p. 3107)**

Son intervention (p. 3107)

Thèmes :

Commerce extérieur (p. 3107)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 3107)

Politique extérieure : aide au développement (p. 3107)

Politique extérieure : relations Nord-Sud (p. 3107)

Politiques communautaires : aides communautaires : aide au développement (p. 3107)

Pierre GOLDBERG

*Allier (2^{ème} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe des Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11065)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

Secrétaire de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 5 juillet 2002] (p. 11611)

Représentant titulaire de la délégation française aux assemblées du Conseil de l'Europe et de l'UEO [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12452)

Membre suppléant de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (ex-délégation de l'Assemblée nationale à l'Assemblée de l'Atlantique Nord) [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12452)

Cesse d'appartenir à la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 15 mars 2003] (p. 4563)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 366 relative à la transformation des emplois-jeunes [7 novembre 2002]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Fonctionnaires et agents publics. grèves. modernisation du service public, perspectives [26 novembre 2002] (p. 5716)

Retraites : généralités. réforme. perspectives [20 mai 2003] (p. 3816)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 60, posée le 16 décembre 2002. Aménagement du territoire. politique d'aménagement du territoire (J.O. questions p. 4846). Appelée le 17 décembre 2002. infrastructures ferroviaires et routières, Montluçon (p. 6800)

n° 233, posée le 24 mars 2003. Etablissements de santé. hôpitaux (J.O. questions p. 2094). Appelée le 25 mars 2003. fonctionnement, financement, Montluçon (p. 2335)

n° 376, posée le 2 juin 2003. Patrimoine culturel. protection (J.O. questions p. 4139). Appelée le 3 juin 2003. lieux de culte, aides de l'Etat (p. 4373)

n° 427, posée le 23 juin 2003. Banques et établissements financiers. Banque de France (J.O. questions p. 4881). Suppléé par M. Frédéric Dutoit. Appelée le 24 juin 2003. restructuration, perspectives (p. 5858)

DÉBATS

Projet de loi n° 250 de financement de la sécurité sociale pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 octobre 2002] (p. 4296)

Article 14 (extension des missions du Fonds pour l'emploi hospitalier)

Son intervention (p. 4305)

Débat sur l'avenir de l'Europe**[3 décembre 2002] (p. 6067)**

Son intervention (p. 6082)

Thèmes :

Energie et carburants : sécurité nucléaire (p. 6080)

Femmes : droits (p. 6083)

Pays étrangers : Etats-Unis : politique extérieure (p. 6083)

Politique économique : mondialisation (p. 6082)

Politiques communautaires : Europe sociale (p. 6083)

Politiques communautaires : services publics (p. 6083)

Santé : santé publique (p. 6082)

Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 6084)

Union européenne : Convention sur l'avenir de l'Europe : institutions communautaires (p. 6082)

Union européenne : Cour de justice (p. 6084)

Union européenne : élargissement (p. 6082)

Union européenne : euro (p. 6083)

Proposition de loi n° 696 tendant à étendre aux communautés d'agglomération créées ex nihilo le régime de garantie d'évolution de la dotation globale de fonctionnement des communautés d'agglomération issues d'une transformation

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [20 mars 2003] (p. 2317)

Son intervention (p. 2320)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dotation globale de fonctionnement (DGF) : établissements exceptionnels (p. 2320 et s.)

Collectivités territoriales : dotation globale de fonctionnement (DGF) : réforme (p. 2320)

Coopération intercommunale : communautés d'agglomération (p. 2320)

Coopération intercommunale : communautés d'agglomération : Valenciennes (p. 2320 et s.)

Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [3 juin 2003] (p. 4443)

Son intervention (p. 4453)

Thèmes :

Entreprises : création : Gouvernement (p. 4453)
 Entreprises : création : organismes (p. 4453)
 Entreprises : financement (p. 4453 et s.)
 Entreprises : sous-traitance : faillites (p. 4453 et s.)
 Impôt de solidarité sur la fortune (p. 4454)
 Travail : travailleurs indépendants : salariés (p. 4453 et s.)

Discussion des articles [3 juin 2003] (p. 4463) ; [4 juin 2003] (p. 4483, 4536)*Article 12 bis (présomption de non-salariat)*

Son amendement n° 38 (de suppression) (p. 4501)

Article 26 bis (exonération partielle d'impôt de solidarité sur la fortune pour les parts ou actions de sociétés que les propriétaires s'engagent à conserver par un accord collectif)

Son amendement n° 39 (de suppression) (p. 4536)

Article 26 ter (exonération d'impôt de solidarité sur la fortune pour les souscriptions au capital de PME)

Son amendement n° 40 (de suppression) (p. 4550) : SCRUTIN PUBLIC (p. 4552)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)*Article 1er [séances du 16 juin 2003] (système de retraites par répartition)*

Son intervention (p. 5346 et s.)

Article 2 [séances des 16 et 17 juin 2003] (contributivité)

Son intervention (p. 5389)

Article 17 [séance du 24 juin 2003] (majoration de pension de 3 % par année de cotisation au-delà de la durée légale de cotisation)

Son intervention (p. 5948)

Article 18 [séance du 24 juin 2003] (majoration de la retraite minimum au titre des périodes cotisées)

Son intervention (p. 5956 et s.)

Article 19 [séances des 24 et 25 juin 2003] (indexation des pensions sur les prix)

Son intervention (p. 5962)

Article 43 [séance du 30 juin 2003] (cumul "emploi-retraite" pour les fonctionnaires)

Son intervention (p. 6332)

Article 44 [séance du 30 juin 2003] (abrogation de dispositions du code des pensions civiles et militaires)

Son intervention (p. 6335)

Article 45 [séance du 30 juin 2003] (dispositions transitoires)

Son intervention (p. 6338 et s.)

Article 46 [séance du 30 juin 2003] (maintien en activité au-delà de la limite d'âge)

Son intervention (p. 6363 et s.)

Article 47 [séance du 30 juin 2003] (temps partiel de droit pour l'éducation d'un enfant)

Son intervention (p. 6369)

Article 49 [séance du 30 juin 2003] (cessation progressive d'activité)

Son intervention (p. 6377 et s.)

Article 50 [séance du 30 juin 2003] (modalités de liquidation des pensions des agents en congé de fin d'activité)

Son intervention (p. 6402 et s.)

Article 52 [séance du 30 juin 2003] (mise en place d'un régime complémentaire de retraite par répartition pour les fonctionnaires)

Son intervention (p. 6434 et s.)

Article 53 [séances des 30 juin et 1er juillet 2003] (évolution professionnelle des membres des corps enseignants)

Son intervention (p. 6461 et s.)

Article 54 [séance du 1er juillet 2003] (majoration de la durée d'assurance des fonctionnaires hospitaliers en catégorie active)

Son intervention (p. 6470)

Article 56 [séance du 1er juillet 2003] (règles de fonctionnement des régimes complémentaires obligatoires des professions artisanales, industrielles et commerciales)

Son intervention (p. 6480 et s.)

Article 58 [séance du 1er juillet 2003] (modalités d'entrée en vigueur du nouveau régime complémentaire obligatoire des professions industrielles et commerciales)

Son intervention (p. 6490 et s.)

Article 59 [séance du 1er juillet 2003] (transformation en mutuelle du régime complémentaire facultatif des professions industrielles et commerciales)

Son intervention (p. 6494 et s.)

Avant l'article 60 [séance du 1er juillet 2003] (suppression du chapitre II)

Son intervention (p. 6495)

Article 60 [séance du 1er juillet 2003] (règles de contrôle budgétaire applicables au régime de base des professions libérales)

Son intervention (p. 6496)

Article 61 [séance du 1er juillet 2003] (coordinations)

Son intervention (p. 6497)

Article 62 [séance du 1er juillet 2003] (règles de fonctionnement du régime de base des professions libérales)

Son intervention (p. 6500 et s.)

Article 63 [séance du 1er juillet 2003] (cotisations au régime de base des professions libérales)

Son intervention (p. 6505)

Article 64 [séance du 1er juillet 2003] (recouvrement des cotisations au régime de base des professions libérales)

Son intervention (p. 6508 et s.)

François-Michel GONNOT

*Oise (6^{ème} circonscription)
 Union pour la Majorité Présidentielle
 puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre titulaire du Conseil national des transports [J.O. du 2 août 2002] (p. 13229)

Rapporteur du projet de loi relatif aux marchés énergétiques et au service public de l'énergie (n° 326) [6 novembre 2002]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux marchés du gaz et de l'électricité et au service public de l'énergie [J.O. du 18 décembre 2002] (p. 20975)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux marchés du gaz et de l'électricité et au service public de l'énergie [J.O. du 18 décembre 2002] (p. 20975)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages [J.O. du 17 juillet 2003] (p. 12134)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) tome XIII : Equipement, transports, logement, tourisme et mer (équipement, transports terrestres et fluviaux) (n° 258) [10 octobre 2002]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence (n° 326), relatif aux marchés énergétiques et au service public de l'énergie [26 novembre 2002] (n° 400)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux marchés du gaz et de l'électricité et au service public de l'énergie [17 décembre 2002] (n° 475)

Proposition de loi n° 930 relative à la création du groupe Energie de France [13 juin 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Energie et carburants. électricité et gaz. ouverture du marché, politiques communautaires [27 novembre 2002] (p. 5817)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER**

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS - AVIATION CIVILE

Examen du fascicule [24 octobre 2002] (p. 3962)

Sa présentation de l'avis de la commission des affaires économiques (p. 3964)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 3965)

Bâtiment et travaux publics (p. 3964)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'équipement : crédits budgétaires (p. 3965)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 3965)

Transports : transport combiné (p. 3965)

Transports ferroviaires : trains express régionaux (TER) (p. 3965)

Voirie : directions départementales de l'équipement (DDE) (p. 3965)

Projet de loi n° 326 relatif aux marchés énergétiques et au service public de l'énergie

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2002] (p. 6562)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 6565)

Thèmes :

Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 6566 et s.)

Energie et carburants : gaz : tarifs (p. 6566 et s.)

Energie et carburants : gaz : transport (p. 6566)

Entreprises : charges : énergie et carburants (p. 6566)

Politiques communautaires : directives : gaz (p. 6565 et s.)

Secteur public : services publics (p. 6566)

Union européenne : Cour de justice : jugements (p. 6565)

Discussion des articles [12 décembre 2002] (p. 6654) ; [13 décembre 2002] (p. 6698, 6732)*Avant le titre 1er*

Intervient sur l'amendement n° 12 rectifié de la commission (organisation générale du marché et du service public du gaz naturel et responsabilités des différents intervenants publics) (p. 6654)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 271 de M. Daniel Paul (objet principal du service public du gaz naturel) (p. 6654)

Article 1er (droit d'accès aux ouvrages de transport et de distribution et aux installations de gaz naturel liquéfié)

Son intervention (p. 6655 et s.)

Article 2 (régime de l'éligibilité des clients)

Son intervention (p. 6657 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 162 de M. Pierre Ducout (rapport au Parlement) (p. 6664)

Intervient sur l'amendement n° 163 de M. Pierre Ducout (rapport au Parlement) (p. 6665)

Article 3 (statut des fournisseurs de gaz naturel)

Son intervention (p. 6665 et s.)

Article 4 (conditions encadrant le refus de conclure un contrat d'accès à une installation gazière)

Son intervention (p. 6674 et s.)

Article 5 (tarifs gaziers)

Son intervention (p. 6677 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 255 de M. Jean-Yves Le Déaut (élaboration du plan national de desserte gazière par l'observatoire national du service public de l'électricité et du gaz et accès à toutes les communes) (p. 6688)

Intervient sur l'amendement n° 256 de M. Jean-Yves Le Déaut (compensation des surcoûts) (p. 6689)

Article 6 (dissociation comptable)

Son intervention (p. 6699)

Article 7 (échanges d'informations nécessaires au fonctionnement des réseaux gaziers)

Son intervention (p. 6700 et s.)

Article 8 (collecte d'informations)

Son intervention (p. 6702 et s.)

Article 8 bis (élargissement du collège de la Commission de régulation de l'énergie - CRE)

Son intervention (p. 6704)

Après l'article 8 bis

Intervient sur l'amendement n° 170 de M. Pierre Ducout (transmission par la CRE de toutes les informations souhaitables au Conseil supérieur de l'électricité et du gaz) (p. 6705)

Article 9 (extension au secteur du gaz naturel de la compétence de la Commission de régulation de l'énergie - CRE)

Son intervention (p. 6706 et s.)

Article 10 (coordination avec les dispositions du code général des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 6708 et s.)

Article 11 A (organisation du service public du gaz)

Son intervention (p. 6711 et s.)

Après l'article 11 A

Intervient sur l'amendement n° 173 de M. Pierre Ducout (l'accès des tiers aux ouvrages de transport et de distribution du gaz ne doit pas se faire au détriment des personnes démunies ou des régions de desserte difficile) (p. 6712)

Article 11 (obligations de service public)

Son intervention (p. 6723 et s.)

Article 11 bis (observatoires régionaux du service public)

Son intervention (p. 6736)

Article 11 ter (observatoire national du service public)

Son intervention (p. 6737)

Article 11 quater (observatoire de la diversification)

Son intervention (p. 6737)

Article 12 (rôle des opérateurs de transport ou de distribution)

Son intervention (p. 6738 et s.)

Article 13 (prescriptions techniques de sécurité)

Son intervention (p. 6739 et s.)

Après l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 66 de la commission (respect de la sécurité des riverains et protection de l'environnement) (p. 6743)

Intervient sur l'amendement n° 67 de la commission (contraintes imposées aux propriétaires des terrains traversés) (p. 6743)

Article 13 bis (construction et exploitation des canalisations de transport de gaz naturel soumises à autorisation en cas de changement d'opérateur)

Son intervention (p. 6744)

Après l'article 13 bis

Intervient sur l'amendement n° 138 de M. Pierre Ducout (établissement d'un nouveau plan de desserte gazière dans le cadre du prochain contrat de plan 2003-2006 liant l'Etat à Gaz de France) (p. 6745)

Article 14 (extension de la desserte du gaz)

Son intervention (p. 6745 et s.)

Article 15 (régime des stockages souterrains)

Son intervention (p. 6748 et s.)

Article 16 (retrait des titres et adaptation du code de l'urbanisme)

Son intervention (p. 6749)

Article 17 (rôle des stockages souterrains)

Son intervention (p. 6751)

Après l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 120 de M. Daniel Paul (participation des fournisseurs, des opérateurs et des distributeurs au financement des efforts de recherche) (p. 6752)

Intervient sur l'amendement n° 121 de M. Daniel Paul (base légale pour la construction des conduites directes) (p. 6753)

Article 18 (pouvoirs d'enquête et de sanction administrative)

Son intervention (p. 6753 et s.)

Article 19 (sanctions applicables en l'absence d'autorisation)

Son intervention (p. 6754)

Avant l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 340 de la commission (modalités de financement du Fonds d'amortissement des charges d'électrification) (p. 6755)

Intervient sur l'amendement n° 239 de M. Jean-Jacques Guillet (modalités de financement du Fonds d'amortissement des charges d'électrification) (p. 6756)

Intervient sur l'amendement n° 259 de M. Jean Proriot (modalités de financement du Fonds d'amortissement des charges d'électrification) (p. 6756)

Intervient sur le sous-amendement n° 379 de M. Jean-Claude Lenoir (ressources affectées à l'électrification rurale) à l'amendement n° 259 de M. Jean Proriot (p. 6756)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Jean Proriot (modalités de financement du Fonds d'amortissement des charges d'électrification) (p. 6756)

Article 20 A (répartition des participations du Fonds d'amortissement des charges d'électrification - FACE)
Son intervention (p. 6756)

Après l'article 20 A

Intervient sur l'amendement n° 77 de la commission (conservation du contrat en cours par le client n'ayant pas fait jouer son éligibilité) (p. 6756)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 143 de M. Philippe Tourtelier (conditions d'implantation des éoliennes) (p. 6761)

Article 20 bis (compensation des charges imputables aux missions de service public)

Son intervention (p. 6763 et s.)

Après l'article 20 bis

Intervient sur l'amendement n° 316 de M. Patrick Ollier (gel de l'obligation d'achat) (p. 6766)

Article 20 ter (coordination)

Son intervention (p. 6767)

Article 20 quater (modalités de calcul des charges résultant des contrats consécutifs aux appels d'offres)

Son intervention (p. 6767 et s.)

Article 20 quinquies (suppression de la liste des informations confidentielles acquises à l'occasion de l'exécution d'un contrat consécutif à un appel d'offres)

Son intervention (p. 6768)

Article 20 sixies (modalités de calcul des charges résultant de la mise en œuvre de l'obligation d'achat)

Son intervention (p. 6768)

Article 20 septies (contrôle des activités des agents du réseau public de transport)

Son intervention (p. 6769)

Après l'article 20 septies

Intervient sur l'amendement n° 245 de M. Jean-Jacques Guillet (conditions d'utilisation des courants porteurs en ligne pour la transmission des services de télécommunications) (p. 6770)

Intervient sur l'amendement n° 335 rectifié de M. Jean-Claude Lenoir (programmes d'appel et d'approvisionnement préalablement établis par le gestionnaire du réseau) (p. 6770)

Intervient sur le sous-amendement oral de la commission (rédactionnel) à l'amendement n° 335 rectifié de M. Jean-Claude Lenoir (p. 6770)

Intervient sur l'amendement n° 367 du Gouvernement (approbation préalable des règles d'ajustement par la Commission de régulation de l'énergie) (p. 6771)

Intervient sur l'amendement n° 334 rectifié de M. Jean-Claude Lenoir (compensation des pertes d'électricité liées à l'acheminement soumise à procédure transparente et non discriminatoire) (p. 6771)

Intervient sur l'amendement n° 218 de M. Jean Gaubert (contrôle des installations intérieures électriques) (p. 6771)

Intervient sur l'amendement n° 314 de la commission (pouvoirs de contrôle des agents des autorités concédantes) (p. 6771)

Intervient sur le sous-amendement n° 374 du Gouvernement (agents habilités et assermentés) à l'amendement n° 314 de la commission (p. 6772)

Intervient sur le sous-amendement n° 350 de M. Jean-Jacques Guillet (agents habilités et assermentés) à l'amendement n° 314 de la commission (p. 6772)

Article 20 octies (principes de fixation du seuil d'éligibilité des consommateurs finals)

Son intervention (p. 6772)

Après l'article 20 octies

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Jean Proriot (détermination des réseaux d'éclairage public éligibles) (p. 6772)

Intervient sur l'amendement n° 240 de M. Jean-Jacques Guillet (détermination des réseaux d'éclairage public éligibles) (p. 6772)

Intervient sur l'amendement n° 262 de M. Claude Gatignol (détermination des réseaux d'éclairage public éligibles) (p. 6772)

Article 20 nonies (éligibilité des fournisseurs exerçant l'activité d'achat pour revente)

Son intervention (p. 6773)

Article 20 decies (éligibilité des distributeurs pour leurs pertes en ligne)

Son intervention (p. 6773)

Après l'article 20 decies

Intervient sur l'amendement n° 90 de la commission (suppression de la disposition légale prévoyant que le cadre contractuel dans lequel s'effectue la fourniture d'électricité a une durée minimale de trois ans) (p. 6773)

Article 20 undecies (modalités d'exercice de l'activité d'achat pour revente)

Son intervention (p. 6774)

Article 20 duodecies (suppression de la liste des clients éligibles)

Son intervention (p. 6774)

Après l'article 20 duodecies

Intervient sur l'amendement n° 369 du Gouvernement (conclusion, par les fournisseurs, des contrats d'accès au réseau pour le compte de leurs clients) (p. 6775)

Intervient sur l'amendement n° 91 de la commission (cadre juridique dans lequel est facturé le raccordement des nouveaux utilisateurs aux réseaux) (p. 6775)

Intervient sur le sous-amendement n° 380 de M. Jean-Jacques Guillet (non-application lorsque le raccordement est destiné à satisfaire les besoins d'une opération de construction ou d'aménagement autorisée) à l'amendement n° 91 de la commission (p. 6776)

Intervient sur le sous-amendement n° 373 du Gouvernement (non-application lorsque le raccordement est destiné à satisfaire les besoins d'une opération de construction ou d'aménagement autorisée) à l'amendement n° 91 de la commission (p. 6776)

Article 20 terdecies (droit d'accès à la comptabilité des entreprises du secteur de l'électricité)

Son intervention (p. 6776)

Article 20 quaterdecies (incompatibilités applicables aux membres de la Commission de régulation de l'énergie - CRE)

Son intervention (p. 6777)

Après l'article 20 quaterdecies

Intervient sur l'amendement n° 94 de la commission (assouplissement du régime de recrutement des personnels de la CRE) (p. 6777)

Article 20 quindecies (consultations par la Commission de régulation de l'énergie - CRE)

Son intervention (p. 6778)

Après l'article 20 quindecies

Intervient sur l'amendement n° 336 rectifié de M. Jean-Claude Lenoir (traitement des litiges concernant l'accès au réseau dans un délai de deux mois par la commission) (p. 6778)

Intervient sur l'amendement n° 382 du Gouvernement (maintien ou établissement d'accords amiables entre opérateurs et organisations professionnelles du secteur) (p. 6778)

Article 20 sexdecies (énergie réservée)

Son intervention (p. 6778)

Après l'article 20 sexdecies

Intervient sur l'amendement n° 266 de M. François Goulard (transparence de la gestion de la filière nucléaire) (p. 6781)

Intervient sur l'amendement n° 328 du Gouvernement (application à Mayotte) (p. 6781)

Avant l'article 21

Intervient sur l'amendement n° 11 de M. Jean Proriot (régime des redevances dues aux départements) (p. 6782)

Intervient sur l'amendement n° 230 de M. Jean Gaubert (régime des redevances dues aux départements) (p. 6782)

Intervient sur l'amendement n° 243 de M. Jean-Jacques Guillet (régime des redevances dues aux départements) (p. 6782)

Article 21 (coordination et abrogations diverses)

Son intervention (p. 6782 et s.)

Après l'article 21

Intervient sur l'amendement n° 232 de M. Pierre Ducout (statut des personnels des opérateurs gaziers) (p. 6783)

Intervient sur l'amendement n° 233 de M. Jean-Pierre Kucheida (prise en charge par France Télécom de l'ouverture et de la fermeture des tranchées, de la construction des chambres de tirage et de la fourniture et de la pose des fourreaux) (p. 6783)

Titre

Son intervention (p. 6784)

Seconde délibération

Article 14 (extension de la desserte du gaz)

Son intervention (p. 6785)

Explications de vote et vote [17 décembre 2002] (p. 6828)

Son intervention en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques (p. 6828)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [19 décembre 2002] (p. 7075)

Son intervention (p. 7075)

Thèmes :

Energie et carburants : électricité (p. 7075)

Energie et carburants : énergie éolienne (p. 7076)

Energie et carburants : gaz (p. 7075 et s.)

Politiques communautaires : directives : gaz (p. 7075)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [19 décembre 2002] (p. 7081)

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (contenu du diagnostic sur les installations gazières et du certificat exigible en cas de vente d'un bien immobilier défini par décret) (p. 7095)

Intervient sur l'amendement n° 2 du Gouvernement (élaboration du schéma éolien par les services de l'Etat en cas de demande du conseil régional) (p. 7095)

Projet de loi n° 606 relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mars 2003] (p. 1537)

Son intervention (p. 1558)

Thèmes :

Cours d'eau, étangs et lacs : aménagement et protection : Voies navigables de France (VNF) (p. 1559)

Sécurité publique : inondations (p. 1558)

Sécurité publique : risques technologiques (p. 1558)

Discussion des articles [5 mars 2003] (p. 1607, 1634) [6 mars 2003] (p. 1678, 1713, 1763)**Avant le chapitre Ier**

Intervient sur l'amendement n° 6 corrigé de M. Yves Cochet (insertion d'un chapitre intitulé : Démocratie participative) (p. 1609)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Yves Cochet (organisation d'un référendum d'initiative locale à la suite de l'enquête publique et à la demande des riverains ou des élus locaux) (p. 1609)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 28 rectifié de M. Yves Cochet (critères de développement durable pris en compte lors de l'enquête publique sur une installation classée : examen des avantages et des inconvénients du projet tout le long de la chaîne d'activité) (p. 1614)

Article 2 (création du comité local d'information et de concertation sur les risques)

Son amendement n° 367 (p. 1621)

Son intervention (p. 1623 et s.)

Son sous-amendement oral à l'amendement n° 192 de M. Jean-Yves Le Déaut (p. 1640)

Après l'article 3 bis

Son amendement n° 368 (élargissement des compétences de l'établissement public) : rejeté (p. 1658)

Article 4 (installations soumises à un plan de prévention des risques technologiques)

Son intervention (p. 1689)

Article L. 515-19 du code de l'environnement : financement des mesures d'urbanisme des PPRT et gestion des terrains acquis dans ces zones

Son amendement n° 370 rectifié (p. 1695)

Article 5 (rôle respectif en matière de sécurité du chef de l'entreprise utilisatrice et des chefs des entreprises extérieures intervenant dans les établissements particulièrement dangereux)

Son sous-amendement n° 488 à l'amendement n° 74 de la commission (p. 1702)

Article 7 (information des autorités publiques lors de la mise en œuvre du droit d'alerte)

Ses amendements n° 506 et 302 (p. 1716)

Article 8 (moyens de prévention, de lutte contre l'incendie et de secours)

Son amendement n° 373 (p. 1718)

Article 12 (création d'une garantie d'indemnisation pour les dommages matériels des sinistrés couverts par un contrat d'assurance)

Son intervention (p. 1739 et s.)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 157 de M. Jean-Pierre Kucheida (définition du sinistre minier) (p. 1747)

Intervient sur l'amendement n° 407 de M. François Grosdidier (définition du sinistre minier) (p. 1747)

Après l'article 13

Intervient sur le sous-amendement n° 536 de M. François Grosdidier (application aux procédures d'indemnisation en cours) à l'amendement n° 534 corrigé du Gouvernement (dispositions particulières applicables aux dommages immobiliers d'origine minière) (p. 1751)

Intervient sur le sous-amendement n° 541 de M. Jean-Yves Le Déaut (application aux procédures d'indemnisation en cours) à l'amendement n° 534 corrigé du Gouvernement (p. 1751)

Après l'article 16 quinquies

Intervient sur l'amendement n° 486 de M. Jean-Yves Le Déaut (diffusion des sanctions par voie audiovisuelle) (p. 1771)

Article 16 septies (création d'un crédit d'impôt pour les dépenses résultant des travaux réalisés au titre des prescriptions des PPRT)

Son intervention (p. 1773 et s.)

Après l'article 16 septies

Intervient sur l'amendement n° 492 de M. Alain Venot (crédit d'impôt en faveur des bailleurs sociaux correspondant au coût des travaux prescrits) (p. 1777)

Avant l'article 17

Son amendement n° 374 deuxième rectification (harmonisation des modalités de concertation entre les PPRN et les PPRT) : adopté (p. 1782)

Article 18 (surveillance et prévision des crues)

Son intervention (p. 1786)

Article L. 564-1 du code de l'environnement : compétence de l'Etat en matière d'organisation de la surveillance et de la prévision des crues

Son amendement n° 377 (p. 1783)

Article L. 564-2 du code de l'environnement : schéma directeur de prévision des crues et accès aux informations

Son amendement n° 376 corrigé (p. 1785)

Article 19 bis (commission départementale des risques naturels majeurs)

Son amendement n° 249 (p. 1791)

Article 20 (instauration de servitudes dans les zones de rétention temporaire des eaux de crues ou de ruissellement et dans les zones de mobilité d'un cours d'eau)

Son amendement n° 161 (p. 1800)

Article 24 (travaux contre les risques naturels entrepris par les collectivités territoriales)

Son intervention (p. 1812)

Après l'article 24

Intervient sur l'amendement n° 520 rectifié du Gouvernement (création d'un troisième mode optionnel de propriété des cours d'eau : le domaine public fluvial des collectivités territoriales et de leurs groupements) (p. 1816)

Article 30 (obligation d'information portant sur les risques technologiques et naturels lors des transactions immobilières)

Son intervention (p. 1833)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 1838)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 1838)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juillet 2003] (p. 7542)

Son intervention (p. 7548)

Thèmes :

Agroalimentaire : aliments pour animaux : stockage (p. 7548)

Collectivités territoriales : rapports avec les administrés : information (p. 7548)

Sécurité publique : inondations (p. 7548)

Sécurité publique : risques technologiques (p. 7548)

Transports routiers : transport de matières dangereuses (p. 7548)

Discussion des articles [15 juillet 2003] (p. 7552, 7577)**Article 12 (création d'une garantie d'indemnisation pour les dommages matériels des sinistrés couverts par un contrat d'assurance)**

Son amendement n° 5 (p. 7583)

Son intervention (p. 7586)

Article 18 (surveillance et prévision des crues)

Son intervention (p. 7608)

Article 19 bis (commission départementale des risques naturels majeurs)

Son intervention (p. 7609)

Article 24 bis A (création du domaine public fluvial des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 7614)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [17 juillet 2003] (p. 7828)

Son intervention (p. 7831)

Thèmes :

Sécurité publique : risques naturels majeurs (p. 7831)

Sécurité publique : risques technologiques (p. 7831)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 7831)

Proposition de résolution n° 684 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de gestion d'Air Lib et sur l'utilisation des fonds publics par cette compagnie aérienne**Avant la discussion de l'article unique [18 mars 2003] (p. 2142)**

Son intervention (p. 2146)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête : transports aériens (p. 2147)

Transports aériens : Air Lib (p. 2146 et s.)

Déclaration du Gouvernement n° 880 sur les infrastructures 2003-2020 et débat sur cette déclaration

[20 mai 2003] (p. 3826)

Son intervention (p. 3848)

Thèmes :

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 3848)
 Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 3849)
 Politiques communautaires : budget : transports (p. 3848 et s.)
 Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 3849)
 Régions : Ile-de-France : transports urbains (p. 3849)
 Transports ferroviaires : TGV (p. 3849)
 Transports par eau : canaux (p. 3849)

Gaëtan GORCE

*Nièvre (2^{ème} circonscription)
 Socialiste*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'un dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise [J.O. du 1^{er} août 2002] (p. 13132)

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation [J.O. du 10 octobre 2002] (p. 16779)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant relance de la négociation collective en matière de licenciements économiques [J.O. du 19 décembre 2002] (p. 21117)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 15 janvier 2003] (p. 883)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des retraites [J.O. du 22 juillet 2003] (p. 12377)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. politique de l'emploi. perspectives [22 octobre 2002] (p. 3732)

Politique économique. statistiques. compétitivité, perspectives [27 novembre 2002] (p. 5815)

Emploi. politique de l'emploi. perspectives [4 mars 2003] (p. 1528)

Politique économique. bilan. perspectives [7 mai 2003] (p. 3514)

Retraites : généralités. réforme. perspectives [20 mai 2003] (p. 3820)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

S'oppose à la réserve des amendements déposés par son groupe avant l'article premier du projet de loi sur l'emploi des jeunes en entreprise [30 juillet 2002] (p. 2373)

Se plaint que M. Accoyer l'ait mis en cause personnellement et que le ministre des affaires sociales n'ait pas répondu, à l'issue de la discussion générale, aux questions posées par les députés [3 octobre 2002] (p. 2931)

Exprime le droit de l'opposition à s'exprimer et à poser des questions : elle a droit aussi à des réponses [3 octobre 2002] (p. 2978)

Accuse les représentants de la majorité d'intolérance, se déclare choqué par les interruptions de ces mêmes députés lors de l'intervention de M. Jean Le Garrec, réclame une suspension de séance [3 décembre 2002] (p. 6119)

Déplore à nouveau l'esprit polémique dans lequel se déroulent les débats, en impute la responsabilité aux représentants de la majorité et souhaite que la sérénité revienne [3 décembre 2002] (p. 6119)

Accuse le Gouvernement de dérapage contrôlé vers la droite, en particulier dans la remise en cause des 35 heures hebdomadaires de travail et demande une suspension de séance [5 décembre 2002] (p. 6267)

Regrette l'absence du ministre des affaires sociales lors d'un débat sur le droit à la retraite à taux plein pour les salariés justifiant de quarante annuités de cotisation avant l'âge de 60 ans [11 mars 2003] (p. 1847)

Insiste sur la nécessité que les amendements déposés le soient dans un esprit constructif [12 juin 2003] (p. 5107)

Souhaite que les débats se poursuivent dans le respect des orateurs [12 juin 2003] (p. 5151)

Accuse le président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de chercher l'incident avec les députés de l'opposition [13 juin 2003] (p. 5197)

Met en cause l'attitude polémique du rapporteur [14 juin 2003] (p. 5288)

Fait remarquer que les socialistes sont présents dans l'hémicycle : ils assurent leur mission avec responsabilité alors que l'UMP n'est qu'une Union moyennement participative [2 juillet 2003] (p. 6582)

DÉBATS

Projet de loi n° 19 portant amnistie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 juillet 2002] (p. 1868)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 1918)

Thème :

Amnistie (p. 1918)

Discussion des articles [9 juillet 2002] (p. 1919)

Article 5 (amnistie des infractions punies de peines d'emprisonnement ou de peines de substitution)

Intervient sur l'amendement n° 72 de M. Christian Vanneste (de suppression) (p. 1924)

Projet de loi n° 107 portant création d'un dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juillet 2002] (p. 2312)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2318)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2335)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 2321, 2335)

Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 2319, 2336)

Emploi : jeunes (p. 2319, 2335)

Emploi : politique de l'emploi (p. 2319)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 2324, 2336)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 2322, 2324)

Impôt sur le revenu : calcul (p. 2320)

Jeunes : insertion professionnelle (p. 2324)

Politique économique (p. 2320)

Syndicats : représentativité (p. 2324)

Travail : réduction du temps de travail (p. 2325)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 2323)

Travail : salaires (p. 2319, 2322)

Discussion des articles [30 juillet 2002] (p. 2372) ; [31 juillet 2002] (p. 2412)

Son rappel au règlement (cf supra) [30 juillet 2002] (p. 2373)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 72 (droit à la formation et à une première expérience professionnelle rémunérée) (p. 2373)

Son amendement n° 73 (recours à la concertation pour harmoniser les contrats-jeunes avec les dispositifs existants) (p. 2374)

Son amendement n° 74 (recours à la concertation pour harmoniser les contrats-jeunes avec les dispositifs existants) (p. 2374)

Article 1er (dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise)

Article L. 322-4-6 du code du travail (public visé et nature du soutien)

Son amendement n° 75 (suppression de la possibilité de recourir à des contrats à temps partiel) (p. 2381)

Son amendement n° 76 (place dans l'entreprise des bénéficiaires du programme TRACE) (p. 2382)

Son amendement n° 78 (prime proportionnelle à la durée du travail si le contrat est à temps partiel) (p. 2383)

Son amendement n° 79 (alignement sur les cotisations réelles et non aides forfaitaires) (p. 2383)

Son amendement n° 80 (mise en place d'un plan de formation sur trois ans pour favoriser une insertion durable) (p. 2384)

Son amendement n° 81 (convention pour définir le plan de formation) (p. 2384)

Article L. 322-4-6-1 du code du travail (employeurs concernés et durée du soutien)

Son amendement n° 82 (bénéfice des aides aux seules entreprises de 250 salariés au plus) (p. 2385)

Son amendement n° 83 corrigé (seules entreprises n'ayant pas procédé à un licenciement économique depuis douze mois) (p. 2388)

Intervient sur l'amendement n° 64 de M. Jean Proriot (le dispositif a pour vocation l'accès à une formation qualifiante) (p. 2414)

Article L. 322-4-6-4 du code du travail (accompagnement des salariés entrés dans le dispositif)

Son amendement n° 84 (négociations aux fins de favoriser une qualification) (p. 2416)

Après l'article 1er

Son amendement n° 85 (information des partenaires sociaux et bilan des contrats-jeunes) (p. 2417)

Article 2 (négociation collective sur la formation)

Son amendement n° 86 (accord de branche sur les actions de formation et la validation des acquis) (p. 2419)

Son amendement n° 87 (accord de branche sur les actions de formation et la validation des acquis) (p. 2420)

Son amendement n° 89 (crédit d'heures réservées aux actions de formation) (p. 2422)

Son amendement n° 88 (suppression du soutien de l'Etat aux entreprises ne respectant pas l'engagement de formation) (p. 2422)

Après l'article 2

Son amendement n° 90 (information des représentants du personnel des recrutements et actions de formation) (p. 2422)

Son amendement n° 97 (rapport d'évaluation au Parlement) (p. 2422)

Article 3 (financement du régime d'assurance chômage des intermittents du spectacle par une contribution spécifique)

Son amendement n° 91 (de suppression) (p. 2425) : SCRUTIN PUBLIC (p. 2426)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 42 précédemment réservé de M. Christian Paul (exécution des contrats emplois-jeunes jusqu'à leurs termes) (p. 2430)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 2432 et s.)

Projet de loi n° 190 relatif aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 octobre 2002] (p. 2871) ; [3 octobre 2002] (p. 2897, 2927)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2871)

Son rappel au règlement (cf supra) [3 octobre 2002] (p. 2931)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 2871)

Emploi : création d'emplois (p. 2881)

Emploi : politique de l'emploi (p. 2871)

Entreprises : accords collectifs d'entreprise (p. 2878)

Entreprises : allègement des charges (p. 2871)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 2872, 2876, 2884)

Politique économique : croissance (p. 2861)

Syndicats : droits syndicaux (p. 2875)

Travail : droit du travail (p. 2885)

Travail : durée du travail (p. 2872)

Travail : réduction du temps de travail (p. 2874, 2882)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 2872, 2879)

Travail : salaires (p. 2879)

Travail : travail à temps partiel (p. 2877)

Discussion des articles [3 octobre 2002] (p. 2947, 2965) ; [8 octobre 2002] (p. 3070) ; [9 octobre 2002] (p. 3129, 3158)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 29 de M. Maxime Gremetz (intitulé du Titre 1er) (p. 2948)

Son amendement n° 128 (principe de la négociation collective) (p. 2949)

Article 1er (article 32 de la loi n° 2000-37 du 19 janvier 2000 : harmonisation des salaires minima)

Son intervention (p. 2951)

Intervient sur l'amendement n° 23 de M. Maxime Gremetz (référence au seul SMIC en vigueur au 1er juillet 2002) (p. 2954)

Son amendement n° 129 (prise en compte de l'augmentation moyenne du pouvoir d'achat) (p. 2954)

Intervient sur l'amendement n° 151 de M. Nicolas Perruchot (unification des SMIC sur cinq ans et non trois) (p. 2957)

Son amendement n° 130 (suppression du paragraphe II) (p. 2957) : SCRUTIN PUBLIC (p. 2958)

Son amendement n° 131 (rapport au Parlement) (p. 2961)

Avant l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 71 de M. Maxime Gremetz (réduction à 32 heures de la durée hebdomadaire du temps de travail) (p. 2966)

Son amendement n° 132 (motif des heures supplémentaires) (p. 2966)

Intervient sur l'amendement n° 166 de M. Hervé Morin (amélioration du dialogue social) (p. 2968)

Article 2 (articles L. 212-5, L. 212-5-1, L. 212-6, L. 212-8, L. 212-9, L. 212-15-2, L. 212-15-3 et L. 227-1 du code du travail : assouplissements des trente-cinq heures)

Son intervention (p. 2974)

Son amendement n° 133 (de suppression) (p. 2978) : SCRUTIN PUBLIC (p. 2980)

Son amendement n° 134 (suppression du paragraphe encadrant les taux d'heures supplémentaires, avec un plancher de 10 %) (p. 2980) : SCRUTIN PUBLIC (p. 2981)

Son amendement n° 135 (quatre premières heures supplémentaires : bonifications) (p. 2981)

Intervient sur l'amendement n° 30 de M. Maxime Gremetz (taux de majoration des heures supplémentaires) (p. 2983)

Son amendement n° 155 (taux de majoration des heures supplémentaires) (p. 2987) : SCRUTIN PUBLIC (p. 2988)

Intervient sur l'amendement n° 96 de M. François Guillaume (taux de majoration des heures supplémentaires) (p. 2989)

Son amendement n° 156 (refus d'effectuer des heures supplémentaires) (p. 2991)

Intervient sur l'amendement n° 156 de M. Gaëtan Gorce (refus d'effectuer des heures supplémentaires) (p. 2992)

Son amendement n° 157 (refus d'effectuer des heures supplémentaires) (p. 2991) : SCRUTIN PUBLIC (p. 2993)

Son amendement n° 158 (information des salariés 3 jours avant l'attribution d'heures supplémentaires) (p. 2993)

Intervient sur l'amendement n° 93 de Mme Martine Billard (maintien du contingentement réglementaire d'heures supplémentaires) (p. 3071)

Son amendement n° 159 (maintien du système antérieur en matière de repos compensateur) (p. 3071)

Son amendement n° 160 (contingent conventionnel d'heures supplémentaires) (p. 3072)

Son amendement n° 161 (portée nouvelle du contingent conventionnel limitée aux accords postérieurs à la présente loi) (p. 3072)

Intervient sur l'amendement n° 33 de M. Maxime Gremetz (repos compensateur obligatoire lié à la 39ème heure au lieu de la 41ème) (p. 3074)

Son amendement n° 162 (dépassement du contingent d'heures supplémentaires soumis à un accord majoritaire) (p. 3076)

Son amendement n° 163 (seuil de déclenchement du repos compensateur abaissé à dix salariés) (p. 3076) : SCRUTIN PUBLIC (p. 3078)

Son amendement n° 164 (suppression du paragraphe concernant le dépassement du contingent d'heures supplémentaires) (p. 3079)

Son amendement n° 115 (suppression du contingent conventionnel d'heures supplémentaires) (p. 3080)

Son amendement n° 116 (portée nouvelle du contingent conventionnel limitée aux accords postérieurs à la présente loi) (p. 3080)

Son amendement n° 117 (seuil de déclenchement du repos compensateur abaissé à dix salariés) (p. 3081)

Intervient sur l'amendement n° 37 de M. Maxime Gremetz (maintien des accords de branche déjà signés en matière d'heures supplémentaires) (p. 3084)

Son amendement n° 118 (plafond des heures supplémentaires) (p. 3085)

Son amendement n° 119 (dérogation par convention ou accord de branche au volume de 130 heures supplémentaires) (p. 3087)

Son amendement n° 178 (dérogation par convention ou accord de branche au volume de 130 heures supplémentaires pour certaines catégories de travailleurs) (p. 3087)

Son amendement n° 179 (dérogation par convention ou accord de branche au volume de 130 heures supplémentaires pour certaines catégories de travailleurs) (p. 3087)

Son amendement n° 180 (dérogation par convention ou accord de branche au volume de 130 heures supplémentaires pour certaines catégories de travailleurs) (p. 3087)

Son amendement n° 181 (dérogation par convention ou accord de branche au volume de 130 heures supplémentaires pour certaines catégories de travailleurs) (p. 3087)

Son amendement n° 182 (dérogation par convention ou accord de branche au volume de 130 heures supplémentaires pour certaines catégories de travailleurs) (p. 3087)

Son amendement n° 183 (dérogation par convention ou accord de branche au volume de 130 heures supplémentaires pour certaines catégories de travailleurs) (p. 3087)

Son amendement n° 184 (dérogation par convention ou accord de branche au volume de 130 heures supplémentaires pour certaines catégories de travailleurs) (p. 3087)

Son amendement n° 185 (dérogation par convention ou accord de branche au volume de 130 heures supplémentaires pour certaines catégories de travailleurs) (p. 3087)

Son amendement n° 186 (dérogation par convention ou accord de branche au volume de 130 heures supplémentaires pour certaines catégories de travailleurs) (p. 3087)

Son amendement n° 187 (dérogation par convention ou accord de branche au volume de 130 heures supplémentaires pour certaines catégories de travailleurs) (p. 3087)

Son amendement n° 188 (dérogation par convention ou accord de branche au volume de 130 heures supplémentaires pour certaines catégories de travailleurs) (p. 3087)

Son amendement n° 189 (dérogation par convention ou accord de branche au volume de 130 heures supplémentaires pour certaines catégories de travailleurs) (p. 3087)

Son amendement n° 190 (dérogation par convention ou accord de branche au volume de 130 heures supplémentaires pour certaines catégories de travailleurs) (p. 3087)

Son amendement n° 120 (validation des accords soumis à la signature des représentations syndicales) (p. 3091)

Son amendement n° 121 (accords signés par la majorité des organisations syndicales) (p. 3091)

Son amendement n° 122 (non-validation des accords rejetés par la majorité des organisations syndicales représentatives) (p. 3092)

Son amendement n° 123 (non-validation des accords rejetés par la majorité des organisations syndicales représentatives) (p. 3092)

Son amendement n° 124 rectifié (sort des accords prévoyant un contingent supérieur à 130 heures) (p. 3093)

Son amendement n° 125 (lien entre heures supplémentaires et accord collectif de modulation) (p. 3094)

Son amendement n° 126 (suppression de la référence unique aux 1600 heures annuelles) (p. 3096)

Son amendement n° 127 (suppression du plafond annuel de 1600 heures) (p. 3098)

Son amendement n° 105 (de suppression) (p. 3098)

Son amendement n° 106 (maintien de la référence à la durée moyenne) (p. 3099)

Son amendement n° 191 (abaissement du plafond de 1600 heures annuelles par voie de négociation pour certaines catégories de travailleurs) (p. 3099)

Son amendement n° 192 (abaissement du plafond de 1600 heures annuelles par voie de négociation pour certaines catégories de travailleurs) (p. 3100)

Son amendement n° 193 (abaissement du plafond de 1600 heures annuelles par voie de négociation pour certaines catégories de travailleurs) (p. 3100)

Son amendement n° 194 (abaissement du plafond de 1600 heures annuelles par voie de négociation pour certaines catégories de travailleurs) (p. 3100)

Son amendement n° 195 (abaissement du plafond de 1600 heures annuelles par voie de négociation pour certaines catégories de travailleurs) (p. 3100)

Son amendement n° 108 (accords de modulation signés par les organisations syndicales majoritaires) (p. 3102)

Son amendement n° 109 (suppression de la disposition annulant la référence aux 35 heures hebdomadaires) (p. 3102)

Son amendement n° 110 (accords et conventions signés par les organisations syndicales majoritaires) (p. 3103)

Son amendement n° 111 (suppression des nouveaux critères définissant les personnels d'encadrement) (p. 3104)

Intervient sur l'amendement n° 231 de M. Claude Gaillard (seuls les conventions et accords collectifs peuvent déterminer les catégories de cadres susceptibles de bénéficier de forfaits annuels en jours) (p. 3107)

Intervient sur l'amendement n° 177 rectifié de M. Nicolas Perruchot (seuls les conventions et accords collectifs peuvent déterminer les catégories de cadres susceptibles de bénéficier de forfaits annuels en jours) (p. 3107)

Intervient sur l'amendement n° 3 de Mme Martine Billard (maintien de la réglementation actuelle sur des horaires de travail des cadres) (p. 3132)

Son amendement n° 112 (suppression de la disposition proposée pour le "forfait-heures" des itinérants non cadres) (p. 3132)

Son amendement n° 113 (maintien de la réglementation actuelle sur des horaires de travail des cadres) (p. 3133)

Son amendement n° 114 (catégories concernées par les "forfaits-jours") (p. 3134)

Son amendement n° 140 (catégories concernées par les "forfaits-jours") (p. 3134)

Son amendement n° 141 (protection de la santé et de la vie personnelle des salariés) (p. 3136)

Son amendement n° 142 (conventions et accords collectifs signés par les syndicats majoritaires) (p. 3138)

Son amendement n° 143 (suppression des dispositions concernant la monétarisation du compte épargne-temps) (p. 3139)

Son amendement n° 144 (suppression des dispositions concernant la monétarisation du compte épargne-temps) (p. 3141)

Son amendement n° 145 (suppression des dispositions concernant la monétarisation du compte épargne-temps) (p. 3143)

Son amendement n° 146 (compte épargne-temps : accord des syndicats majoritaires) (p. 3143)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 229 rectifié de M. Pierre Morange (situation du salarié soumis à une astreinte et dont l'astreinte n'a impliqué aucune intervention) (p. 3145)

Article 3 (article 5, paragraphe V, de la loi n° 2000-37 du 19 janvier 2000 : prolongation jusqu'au 31 décembre 2005 des dispositions spécifiques en matière de majoration des quatre premières heures supplémentaires pour les entreprises de vingt salariés ou plus)

Son amendement n° 147 (de suppression) (p. 3149)

Son amendement n° 148 (dispositions transitoires concernant la première année civile d'application des 35 heures hebdomadaires) (p. 3150)

Son amendement n° 149 (dispositions transitoires pour les petites entreprises) (p. 3151)

Article 4 (articles L. 713-6, L. 713-7, L. 713-9, L. 713-14 et L. 713-15 du code rural : transposition des dispositions du projet de loi dans le code rural)

Son amendement n° 150 (de suppression) (p. 3152)

Avant l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 81 de M. Maxime Gremetz (suppression du Titre III : "Dispositions relatives au développement de l'emploi") (p. 3165)

Article 6 (article L. 241-13 du code de la sécurité sociale : dispositif d'allègement de cotisations patronales de sécurité sociale)

Son amendement n° 196 (de suppression) (p. 3173)

Son amendement n° 199 (bénéfice de la réduction des charges aux seules entreprises pratiquant la réduction négociée du temps de travail) (p. 3174)

Son amendement n° 198 (bénéfice de la réduction des charges aux seules entreprises pratiquant la réduction négociée du temps de travail) (p. 3174)

Son amendement n° 197 (bénéfice de la réduction des charges aux seules entreprises pratiquant la réduction négociée du temps de travail) (p. 3175)

Son amendement n° 211 (bénéfice de la réduction des charges aux seules entreprises pratiquant la réduction négociée du temps de travail) (p. 3175)

Son amendement n° 210 (bénéfice de la réduction des charges aux seules entreprises pratiquant la réduction négociée du temps de travail) (p. 3175)

Son amendement n° 200 (bénéfice de la réduction des charges aux seules entreprises pratiquant la réduction négociée du temps de travail) (p. 3175)

Son amendement n° 201 (bénéfice de la réduction des charges aux seules entreprises procédant à une augmentation de leurs effectifs) (p. 3176)

Son amendement n° 204 (bénéfice de la réduction des charges subordonné à la mise en place d'un plan de développement de l'emploi et autres mesures à caractère social) (p. 3176)

Son amendement n° 203 (bénéfice de la réduction des charges subordonné à la mise en place d'un plan de développement de l'emploi et autres mesures à caractère social) (p. 3176)

Son amendement n° 202 (bénéfice de la réduction des charges subordonné à la mise en place d'un plan de développement de l'emploi) (p. 3176)

Son amendement n° 206 (non-allègement des charges liées aux contrats inférieurs au mi-temps) (p. 3177)

Son amendement n° 207 (non-allègement des charges liées aux contrats de durée inférieurs au tiers de la durée de travail à temps plein) (p. 3177)

Son amendement n° 208 (coexistence de deux coefficients d'abattement des charges, le plus favorable étant lié à l'adoption par l'entreprise de mesures à caractère social) (p. 3178)

Son amendement n° 209 corrigé (coexistence de deux coefficients d'abattement des charges, le plus favorable étant lié à l'adoption par l'entreprise de mesures à caractère social) (p. 3178)

Article 7 (dispositif transitoire d'allègement de cotisations patronales de sécurité sociale)

Son amendement n° 222 (de suppression) (p. 3181)

Son amendement n° 221 (garantie de maintien des avantages pour les entreprises passées aux 35 heures) (p. 3183)

Article 8 (articles L. 131-9, L. 241-13-1 et L. 711-13-1 du code de la sécurité sociale et articles L. 741-4, L. 741-15 et L. 751-17 du code rural : abrogation de l'allègement de cotisations sociales patronales lié à la réduction du temps de travail et coordination)

Son amendement n° 223 (de suppression) (p. 3183)

Intervient sur l'amendement n° 104 de la commission (de cohérence) (p. 3184)

Article 9 (article L. 711-13 du code de la sécurité sociale : application du dispositif d'allègement de cotisations sociales patronales à certains régimes spéciaux)

Son amendement n° 224 (de suppression) (p. 3185)

Article 10 (article 3 de la loi n° 98-461 du 13 juin 1998 d'orientation et d'incitation à la réduction du temps de travail : caractère individuel de l'aide incitative à la réduction du temps de travail afférente au salarié y ouvrant droit)

Son amendement n° 225 (de suppression) (p. 3185)

Article 11 (article 3 de la loi n° 98-461 du 13 juin 1998 d'orientation et d'incitation à la réduction du temps de travail : dispositions transitoires)

Son amendement n° 226 (de suppression) (p. 3186)

Article 12 (articles 19 et 20 de la loi n° 2000-37 du 19 janvier 2000 relative à la réduction négociée du temps de travail : abrogation des règles d'accès, de suspension et de suppression de l'allègement de cotisations sociales patronales lié à la réduction du temps de travail)

Son amendement n° 227 (de suppression) (p. 3186)

Son amendement n° 212 (maintien de l'article 19 de la loi du 19 janvier 2000 relative à la durée du travail, son paragraphe XIV excepté) (p. 3187)

Son amendement n° 213 (maintien du dispositif d'accompagnement et d'appui à la réduction du temps de travail) (p. 3188)

Son amendement n° 214 (maintien de l'obligation de recourir à des accords majoritaires) (p. 3190)

Son amendement n° 215 (entrée en vigueur liée au principe du vote majoritaire) (p. 3190)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 3308)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [19 décembre 2002] (p. 7004)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7010)

Son intervention (p. 7013)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi (p. 7010, 7014)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 7015)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 7015)

Travail : congés payés (p. 7014)

Travail : durée du travail (p. 7010, 7013)

Travail : heures supplémentaires (p. 7013)

Travail : négociations (p. 7011, 7014)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 7013)

Discussion des articles [19 décembre 2002] (p. 7019, 7030)

Article 2 (assouplissement du dispositif fixant à trente-cinq heures la durée hebdomadaire du travail)

Son intervention (p. 7022 et s.)

Ses amendements n° 48, 49, 55 et 66 (p. 7022)

Ses amendements n° 60, 61 et 65 (p. 7023)

Son amendement n° 66 (p. 7024)

Ses amendements n° 76, 82, 81 et 84 (p. 7025)

Ses amendements n° 85 et 86 (p. 7032)

Ses amendements n° 87, 88 et 89 (p. 7033)

Son amendement n° 90 (p. 7034)

Ses amendements n° 91 à 96 (p. 7037)

Ses amendements n° 97 et 98 (p. 7038)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 38 de M. Jean-Michel Fourgous (non-prise en compte dans le temps de travail effectif des temps de trajet "siège-chantier" au sein du secteur des travaux publics ; indemnités compensatrices) (p. 7039)

Intervient sur l'amendement n° 42 corrigé de M. Georges Colombier (non-prise en compte dans le temps de travail effectif des temps de trajet "siège-chantier" au sein du secteur des travaux publics ; indemnités compensatrices) (p. 7039)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Charles de Courson (non-prise en compte dans le temps de travail effectif des temps de trajet "siège-chantier" au sein du secteur des travaux publics ; indemnités compensatrices) (p. 7040)

Article 3 (prolongation jusqu'au 31 décembre 2005 des dispositions spécifiques en matière de majoration des quatre premières heures supplémentaires pour les entreprises de vingt salariés au plus)

Son intervention (p. 7040 et s.)

Son amendement n° 99 (p. 7040)

Article 3 bis nouveau (référence à la durée annuelle de travail en matière de modulation des horaires pour les salariés travaillant à temps partiel)

Son intervention (p. 7041)

Son amendement n° 102 (p. 7041)

Article 4 (transposition des dispositions du projet de loi dans le code rural)

Son intervention (p. 7042 et s.)

Son amendement n° 103 (p. 7042)

Son amendement n° 68 (p. 7043)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 12 de M. Maxime Gremetz (non-renouvellement de contrat de travail au sein d'une entreprise sous-traitante ; responsabilité de l'entreprise utilisatrice) (p. 7043)

Article 6 (dispositif d'allègement de cotisations patronales de sécurité sociale)

Son intervention (p. 7043 et s.)

Son amendement n° 104 (p. 7044)

Article 7 (dispositif transitoire d'allègement de cotisations patronales de sécurité sociale)

Son intervention (p. 7045)

Son amendement n° 121 (p. 7045)

Article 8 (abrogation de l'allègement de cotisations sociales patronales lié à la réduction du temps de travail et coordination)

Son intervention (p. 7045)

Son amendement n° 23 (p. 7045)

Article 11 (dispositions transitoires)

Son intervention (p. 7046)

Son amendement n° 25 (p. 7046)

Article 12 (abrogation des règles d'accès, de suspension et de suppression de l'allègement de cotisations sociales patronales lié à la réduction du temps de travail)

Son intervention (p. 7046)

Ses amendements n° 26, 29 et 31 (p. 7046)

Son amendement n° 32 (p. 7047)

Après l'article 12

Son amendement n° 34 (rapport au Parlement sur la mise en œuvre de la réduction des cotisations sociales) (p. 7047)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 7048)

Vote contre du groupe socialiste (p. 7048)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES SOCIALES, TRAVAIL ET SOLIDARITÉ, ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE

Examen du fascicule [14 novembre 2002] (p. 5069, 5105)

Son intervention (p. 5088)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 5088)

Emploi : création d'emplois (p. 5088)

Emploi : jeunes (p. 5088)

Entreprises : allègement des charges (p. 5089)

Travail : contrats de travail (p. 5089)

Procédure des questions :

Emploi : contrats emploi-solidarité : crédits (p. 5107)

Emploi : recrutement : associations (p. 5113)

Vote des crédits et articles rattachés [14 novembre 2002] (p. 5114)

Etat B, titre III

Intervient sur l'amendement n° 165 de la commission (réduction de crédits : reconduction des crédits du Centre d'études et de recherche sur les qualifications (CEREQ) au niveau de la précédente loi de finances) (p. 5115)

Etat B, titre IV

Son amendement n° 188 (majoration de crédits en faveur des emplois-jeunes et des contrats solidarité) (p. 5115) : rejeté

Projet de loi n° 375 relatif à la négociation collective sur les restructurations ayant des incidences sur l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 décembre 2002] (p. 6101) ; [4 décembre 2002] (p. 6158)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6158)

Ses rappels au règlement (cf supra) [3 décembre 2002] (p. 6119)

Thèmes :

Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 6161)

Emploi : politique de l'emploi (p. 6161)

Entreprises : restructurations (p. 6159, 6167)

Entreprises : chefs d'entreprises (p. 6165)

Entreprises : compétitivité (p. 6164)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 6159, 6162, 6170)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 6160)

Politique sociale : solidarité (p. 6163)

Syndicats : représentativité (p. 6169)

Travail : salariés (p. 6160, 6163, 6171)

Travail : licenciements (p. 6161, 6164)

Travail : médiation (p. 6170)

Travail : négociations (p. 6158, 6166, 6172)

Travail : plan social (p. 6160)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 6162, 6171)

Discussion des articles [5 décembre 2002] (p. 6232, 6252, 6292)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 179 (présence obligatoire de représentants des salariés au sein du conseil d'administration) (p. 6232) : rejeté (p. 6234)

Son amendement n° 178 corrigé (information du salarié préalable à un licenciement notifiée dans un délai de quinze jours au lieu de cinq) (p. 6234) : rejeté (p. 6235)

Son amendement n° 58 (information des intéressés sur les motifs d'un licenciement collectif sans plan social) : rejeté (p. 6244)

Intervient sur l'amendement n° 58 de M. Gaëtan Gorce (information des intéressés sur les motifs d'un licenciement collectif sans plan social) (p. 6244)

Intervient sur l'amendement n° 61 de M. Jean Le Garrec (institution d'une haute autorité sociale tripartite représentant pouvoirs publics, salariés et organisations professionnelles) (p. 6256)

Son amendement n° 60 (accords interprofessionnels pour que les salariés s'adaptent à l'évolution de leurs emplois) (p. 6257) : rejeté (p. 6258)

Article 1er (articles 97, 98, 99, 101, 104, 106, 109 et 116 de la loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002) : suspension de certains articles de la loi de modernisation sociale du 17 janvier 2002 relatifs à la procédure des licenciements économiques)

Son intervention (p. 6259 et s.)

Son amendement n° 62 (p. 6262) : SCRUTIN PUBLIC (p. 6263)

Son rappel au règlement (cf supra) [5 décembre 2002] (p. 6267)

Ses amendements n° 64 et 65 (p. 6268)

Ses amendements n° 66 et 67 (p. 6272)

Son amendement n° 68 (p. 6273)

Son amendement n° 69 (p. 6276)

Son amendement n° 70 (p. 6278)

Son amendement n° 71 (p. 6280)

Ses amendements n° 73, 72 et 74 (p. 6283)

Son amendement n° 75 (p. 6284)

Ses amendements n° 76 et 77 (p. 6285)

Son amendement n° 78 (p. 6286)

Article 2 (expérimentations par accord d'entreprise sur la procédure à suivre en cas de licenciement d'au moins dix salariés sur une même période de trente jours)

Son intervention (p. 6295 et s.)

Son amendement n° 107 (p. 6295)

Son amendement n° 108 rectifié (p. 6297)

Son amendement n° 109 (p. 6299)

Ses amendements n° 111, 112 et 110 (p. 6300)

Ses amendements n° 152 à 163 (p. 6301)

Son amendement n° 164 rectifié (p. 6302)

Ses amendements n° 165 à 173 (p. 6303)

Ses amendements n° 174 à 176, 113 à 142 (p. 6304)

Ses amendements n° 143 à 151 (p. 6305)

Article 3 (droit applicable aux procédures en cours à la date de la promulgation de la présente loi)

Son intervention (p. 6309 et s.)

Son amendement n° 177 : SCRUTIN PUBLIC (p. 6312)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 40 de Mme Chantal Bourragé (détermination de l'ordre du jour du comité d'entreprise) (p. 6320)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Jean-Michel Fourgous (détermination de l'ordre du jour du comité d'entreprise) (p. 6320)

Intervient sur l'amendement n° 196 rectifié du Gouvernement (prise en charge des cotisations de retraite complémentaire pour les bénéficiaires de l'allocation spécifique d'attente devenue l'allocation équivalent retraite) (p. 6321)

Explications de vote et vote [10 décembre 2002] (p. 6361)

Ses explications de vote (p. 6373)

Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 février 2003] (p. 964, 996, 1046)

Avant l'article 13

Son amendement n° 320 (collectivités territoriales - aides aux entreprises pour le développement économique) (p. 988) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 991)

Son amendement n° 318 (loi de modernisation sociale - obligation de réindustrialiser les bassins d'emploi - extension aux sociétés mères étrangères ayant une entreprise filiale en France) (p. 1006) : rejeté (p. 1007)

Son amendement n° 319 (contrôle des fonds publics accordés aux entreprises - rétablissement de la loi n° 2001-7 du 4 janvier 2001) : rejeté (p. 1009)

Avant l'article 18

Son amendement n° 322 (information du comité d'entreprise avant toute annonce du chef d'entreprise ayant un effet sur l'emploi ou les conditions de travail - rétablissement de l'article 100 de la loi de modernisation sociale suspendu par la loi n° 2003-6 du 3 janvier 2003 portant relance de la négociation collective) : rejeté (p. 1070)

Son amendement n° 321 (information sur les conséquences des restructurations industrielles - rétablissement des articles 97 et 98 de la loi de modernisation sociale suspendus par la loi n° 2003-6 du 3 janvier 2003 portant relance de la négociation collective) (p. 1070) : rejeté (p. 1071)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2003] (p. 4483)

Après l'article 13 B

Son amendement n° 54 (collectivités territoriales - aides aux entreprises pour le développement économique) : rejeté (p. 4503)

Son amendement n° 67 (loi de modernisation sociale - obligation de réindustrialiser les bassins d'emploi - extension aux sociétés mères étrangères ayant une entreprise filiale en France) (p. 4509) : rejeté (p. 4510)

Son amendement n° 69 (contrôle des fonds publics accordés aux entreprises - rétablissement de la loi n° 2001-7 du 4 janvier 2001) (p. 4510) : rejeté (p. 4511)

Après l'article 18 A

Son amendement n° 73 (information sur les conséquences des restructurations industrielles - rétablissement des articles 97 et 98 de la loi de modernisation sociale suspendus par la loi n° 2003-6 du 3 janvier 2003 portant relance de la négociation collective) (p. 4516) : rejeté (p. 4517)

Son amendement n° 74 (information du comité d'entreprise avant toute annonce du chef d'entreprise ayant un effet sur l'emploi ou les conditions de travail - rétablissement de l'article 100 de la loi de modernisation sociale suspendu par la loi n° 2003-6 du 3 janvier 2003 portant relance de la négociation collective) : rejeté (p. 4517)

Proposition de loi n° 129 tendant à ouvrir le droit à la retraite à taux plein pour les salariés ayant cotisé quarante annuités avant d'atteindre l'âge de 60 ans

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 mars 2003] (p. 1845)

Son rappel au règlement (cf supra) [11 mars 2003] (p. 1847)

Projet de loi n° 640 relatif aux assistants d'éducation

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 mars 2003] (p. 2463 ; 2480) ; [27 mars 2003] (p. 2529, 2554, 2592) ; [28 mars 2003] (p. 2624)

Article 1er (création d'une nouvelle catégorie d'emplois occupés par des agents non titulaires au sein de la fonction publique de l'Etat)

Son intervention (p. 2466)

Son amendement n° 1091 (p. 2467)

Avant l'article 2

Son amendement n° 11 (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre l'accès à la connaissance et à la citoyenneté) (p. 2472) : rejeté (p. 2474)

Son amendement n° 1655 (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre l'apprentissage des nouvelles technologies de l'information et de la communication) (p. 2480) : rejeté (p. 2483)

Son amendement n° 23 (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre aux jeunes de se connaître et de se respecter) (p. 2483) : rejeté (p. 2485)

Son amendement n° 35 (mission des établissements scolaires et universitaires : favoriser l'intégration) (p. 2486) : rejeté (p. 2488)

Son amendement n° 47 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles de la vie en société) (p. 2488) : rejeté (p. 2491)

Son amendement n° 59 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner le respect d'autrui) : rejeté (p. 2491)

Son amendement n° 71 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles qui fondent la démocratie) : rejeté (p. 2492)

Son amendement n° 83 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles et les valeurs de la République) (p. 2492) : rejeté (p. 2494)

Son amendement n° 95 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à penser, à raisonner, à s'exprimer) : rejeté (p. 2495)

Son amendement n° 107 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à développer une réflexion et un jugement autonome) : rejeté (p. 2495)

Son amendement n° 119 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner l'esprit critique) (p. 2495) : rejeté (p. 2496)

Son amendement n° 131 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les capacités d'analyse) (p. 2496) : rejeté (p. 2497)

Son amendement n° 143 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à exercer des responsabilités) (p. 2497) : rejeté (p. 2499)

Son amendement n° 155 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à prendre des initiatives) : rejeté (p. 2499)

Son amendement n° 167 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à créer et à innover) : rejeté (p. 2499)

Son amendement n° 179 (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre à tous les jeunes de s'insérer dans la société) (p. 2499) : rejeté (p. 2500)

Son amendement n° 191 (organisation de la journée de l'enfant en cohérence avec les enseignements et les activités périscolaires) (p. 2500) : rejeté (p. 2501)

Son amendement n° 203 (mission d'ouverture vers le monde extérieur des établissements scolaires et universitaires) (p. 2501) : rejeté (p. 2502)

Son amendement n° 215 (référence à la laïcité comme valeur fondamentale de la République) : rejeté (p. 2502)

Son amendement n° 227 (mission des établissements scolaires et universitaires : développer les liens avec les collectivités locales, les parents et les associations) : rejeté (p. 2503)

Son amendement n° 239 (mission des établissements scolaires et universitaires : rassembler l'ensemble des acteurs de l'éducation pour favoriser la réussite des enfants) (p. 2503) : rejeté (p. 2504)

Son amendement n° 251 (mission des établissements scolaires et universitaires : participer à la mise en œuvre du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2504) : rejeté (p. 2505)

Son amendement n° 2678 (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de la lecture) (p. 2505) : rejeté (p. 2506)

Son amendement n° 2690 (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de l'écriture) (p. 2506) : rejeté (p. 2508)

Son amendement n° 2702 (organisation d'échanges sportifs au niveau scolaire) : rejeté (p. 2530)

Son amendement n° 1667 (enseignement de l'outil informatique et de ses applications) (p. 2530) : rejeté (p. 2533)

Son amendement n° 1679 (enseignement des technologies de l'information et de la communication) (p. 2533) : rejeté (p. 2534)

Son amendement n° 2342 (responsabilités en matière d'établissement et d'application de la carte scolaire) (p. 2534) : rejeté (p. 2535)

Son amendement n° 2354 (responsabilités en matière de formation professionnelle) : rejeté (p. 2536)

Son amendement n° 2366 (responsabilités en matière de médecine scolaire) (p. 2536) : rejeté (p. 2538)

Son amendement n° 2378 (responsabilités en matière d'orientation scolaire des jeunes) (p. 2538) : rejeté (p. 2539)

Son amendement n° 2390 (responsabilités en matière d'orientation professionnelle des jeunes) : rejeté (p. 2539)

Son amendement n° 2402 (responsabilités en matière d'assistance sociale des élèves) (p. 2539) : rejeté (p. 2543)

Son amendement n° 2414 (responsabilités en matière d'information sur les métiers) : rejeté (p. 2544)

Son amendement n° 2426 (responsabilités en matière d'établissement de la carte des formations professionnalisantes) : rejeté (p. 2545)

Son amendement n° 2438 (enseignement de l'histoire de l'esclavage) (p. 2545) : rejeté (p. 2546)

Son amendement n° 2450 (enseignement de l'histoire et de la géographie de l'outre-mer) : rejeté (p. 2546)

Son amendement n° 263 (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) : rejeté (p. 2546)

Son amendement n° 275 (universalité du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) : rejeté (p. 2547)

Son amendement n° 287 (caractère inaliénable du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) : rejeté (p. 2547)

Son amendement n° 299 (garantie de la reprise d'une formation pour toute personne afin de rendre effective l'égalité des chances) : rejeté (p. 2547)

Son amendement n° 311 (garantie à toute personne d'avoir accès à une formation d'autant plus élaborée que la formation initiale aura été courte) (p. 2547) : rejeté (p. 2548)

Son amendement n° 323 (notion et contenu de pacte éducatif de la nation) : rejeté (p. 2548)

Son amendement n° 335 (notion d'accès permanent au savoir et à la culture) : rejeté (p. 2548)

Son amendement n° 347 (objectif éducatif consistant à favoriser la mobilité professionnelle) : rejeté (p. 2548)

Son amendement n° 359 (objectif éducatif consistant à favoriser la qualification professionnelle) (p. 2548) : rejeté (p. 2549)

Son amendement n° 371 (objectif éducatif consistant à favoriser la sécurité des parcours professionnels face aux aléas de la vie et du travail) : rejeté (p. 2549)

Son amendement n° 383 (objectif éducatif consistant à favoriser la promotion sociale) : rejeté (p. 2549)

Son amendement n° 395 (objectif éducatif consistant à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes) (p. 2549) : rejeté (p. 2550)

Son amendement n° 407 (objectif éducatif consistant à favoriser l'adaptation aux évolutions économiques) : rejeté (p. 2550)

Son amendement n° 419 (objectif éducatif consistant à favoriser l'adaptation aux évolutions technologiques) : rejeté (p. 2555)

Son amendement n° 431 (droit à une formation continue) : rejeté (p. 2555)

Son amendement n° 443 (objectif éducatif consistant à favoriser une professionnalisation durable) (p. 2555) : rejeté (p. 2556)

Son amendement n° 455 (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : responsabilité de l'Etat en lien avec les collectivités locales) (p. 2556) : rejeté (p. 2558)

Son amendement n° 467 (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : responsabilité de l'Etat en lien avec les entreprises) : rejeté (p. 2558)

Son amendement n° 479 (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : contribution des entreprises au financement) : rejeté (p. 2558)

Son amendement n° 491 (caractère accessible à tous du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2558) : rejeté (p. 2559)

Son amendement n° 503 (objectif du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : favoriser la mixité sociale) (p. 2559) : rejeté (p. 2560)

Son amendement n° 515 (objectif du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : favoriser l'égalité professionnelle) (p. 2560) : rejeté (p. 2561)

Son amendement n° 527 (objectif du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : favoriser l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes) : rejeté (p. 2561)

Son amendement n° 539 (introduction dans le code de l'éducation d'un chapitre intitulé : "Le droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie") (p. 2561)

Son amendement n° 551 (création au niveau de l'académie de bassins d'éducation et de formation) : rejeté (p. 2563)

Son amendement n° 563 (création au niveau de l'académie de bassins d'éducation et de formation) : rejeté (p. 2563)

Son amendement n° 575 (responsabilité du recteur de favoriser la mixité sociale au sein de l'académie) (p. 2563) : rejeté (p. 2564)

Son amendement n° 587 (carte scolaire élargie au bassin d'éducation) (p. 2563) : rejeté (p. 2564)

Son amendement n° 599 (détermination du bassin d'éducation par le recteur en lien avec les collectivités locales) (p. 2564) : rejeté (p. 2565)

Son amendement n° 611 (détermination du bassin d'éducation par le recteur en lien avec les associations de parents d'élèves) : rejeté (p. 2565)

Son amendement n° 623 (détermination du bassin d'éducation par le recteur en lien avec les représentants syndicaux d'enseignants) : rejeté (p. 2565)

Son amendement n° 635 (responsabilité de favoriser l'intégration pour le recteur au sein du bassin d'éducation) : rejeté (p. 2565)

Son amendement n° 647 (détermination du bassin d'éducation par le recteur en lien avec les associations) (p. 2565) : rejeté (p. 2567)

Son amendement n° 659 (prise en compte des activités périscolaires lors de la détermination du bassin d'éducation) : rejeté (p. 2567)

Son amendement n° 671 (recueil annuel par l'inspecteur d'académie de la liste des enfants soumis à l'obligation scolaire au sein du bassin d'éducation) : rejeté (p. 2567)

Son amendement n° 683 (interdiction à un ministre de l'éducation nationale en exercice de publier un ouvrage) (p. 2567) : retiré (p. 2569)

Son amendement n° 1127 (institution d'une journée nationale du suffrage universel) (p. 2569) : rejeté (p. 2571)

Son amendement n° 695 (droit au conseil en orientation et à l'information pour favoriser la construction des parcours professionnels de chaque jeune) : rejeté (p. 2571)

Son amendement n° 707 (droit au conseil en orientation et à l'information pour favoriser la construction des parcours de formation de chaque jeune) (p. 2571) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 719 (responsabilités ministérielles de la mise en œuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) (p. 2571) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 731 (objectif du droit au conseil en orientation et à l'information : permettre à chaque jeune un projet personnel) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 743 (droit au conseil en orientation et à l'information pour favoriser le contact avec le monde du travail) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 755 (bilan annuel de la scolarité lié au droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 767 (intégration du droit au conseil en orientation et à l'information dans le cursus normal de la formation) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 779 (objectif du droit au conseil en orientation et à l'information de présenter à chaque jeune les différentes formes d'enseignement) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 791 (objectif du droit au conseil en orientation et à l'information de permettre à chaque jeune de déterminer ses choix ultérieurs) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 803 (objectif du droit au conseil en orientation et à l'information de développer les passerelles entre différentes formes d'enseignement) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 815 (évaluation de chaque jeune réalisée par des examens et la validation des acquis) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 827 (tenue régulière de journées de présentation des enseignements et des filières professionnelles) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 839 (participation des chambres des métiers à la mise en œuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) (p. 2572) : rejeté (p. 2573)

Son amendement n° 851 (participation des chambres de commerce et d'industrie à la mise en œuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2573)

Son amendement n° 863 (participation des chambres d'agriculture à la mise en œuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2573)

Son amendement n° 875 (mise en œuvre du droit au conseil en orientation et à l'information au niveau national sous la responsabilité de chaque recteur d'académie) (p. 2573) : rejeté (p. 2574)

Son amendement n° 887 (participation des syndicats à la mise en œuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2574)

Son amendement n° 899 (participation des organisations professionnelles à la mise en œuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2574)

Son amendement n° 911 (participation des associations à la mise en œuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2575)

Son amendement n° 923 (participation des associations non gouvernementales à la mise en œuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2575)

Son amendement n° 1691 (initiation de tous les élèves aux technologies de l'information et de la communication) : rejeté (p. 2575)

Son amendement n° 1703 (apprentissage de la lecture et de l'écriture : articulation entre l'école maternelle et le cours préparatoire) (p. 2575) : rejeté (p. 2577)

Son amendement n° 2114 (mise en œuvre de l'articulation entre la grande section de maternelle et le cours préparatoire par l'équipe éducative en lien avec les parents d'élèves) : rejeté (p. 2577)

Son amendement n° 1715 (mise en œuvre de l'articulation entre la grande section de maternelle et le cours préparatoire par l'équipe éducative en lien avec les activités périscolaires) : rejeté (p. 2577)

Son amendement n° 1727 (objectif de l'articulation entre la grande section de maternelle et le cours préparatoire : lutter contre l'échec scolaire) (p. 2577) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1742 (articulation entre la grande section de maternelle et le cours préparatoire : enseignement spécifique et individualisé) (p. 2577) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1754 (objectif de l'articulation entre la grande section de maternelle et le cours préparatoire : faciliter le passage de l'enseignant unique à plusieurs enseignants) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1766 (apprentissage des langues vivantes au niveau de l'articulation entre le cours moyen 2e année et la classe de 6e) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1778 (apprentissage des nouvelles technologies de l'information et de la communication au niveau de l'articulation entre le cours moyen 2e année et la classe de 6e) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1790 (enseignement spécifique et individualisé validant l'apprentissage de la lecture et de l'écriture au niveau de l'articulation entre le cours moyen 2e année et la classe de 6e) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1802 (au niveau de l'articulation entre le cours moyen 2e année et la classe de 6e, mise en œuvre d'un enseignement spécifique et individualisé par l'équipe éducative en lien avec les parents d'élèves) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1814 (mise en œuvre de l'articulation entre le cours moyen 2e année et la classe de 6e par l'équipe éducative en lien avec les activités périscolaires) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1826 (but de l'articulation entre le cours moyen 2e année et la classe de 6e : lutter contre l'échec scolaire) : rejeté (p. 2579)

Son amendement n° 1838 (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : faciliter le passage du collège au lycée) (p. 2579) : rejeté (p. 2580)

Son amendement n° 1850 (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : faciliter le travail en équipe) : rejeté (p. 2580)

Son amendement n° 1862 (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : apprendre à chaque jeune à travailler individuellement et en équipe) : rejeté (p. 2580)

Son amendement n° 1874 (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : favoriser la maîtrise des nouvelles technologies) : rejeté (p. 2580)

Son amendement n° 1886 (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : lutter contre l'échec scolaire) : rejeté (p. 2580)

Son amendement n° 1898 (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : responsabiliser les futurs lycéens) : rejeté (p. 2580)

Son amendement n° 1910 (équilibre entre enseignement général et enseignement professionnel) : rejeté (p. 2581)

Son amendement n° 1922 (équilibre entre les filières scientifiques et littéraires) : rejeté (p. 2581)

Son amendement n° 1934 (principe stipulant que l'élève quittant la classe de troisième est acteur de sa formation) (p. 2581) : rejeté (p. 2582)

Son amendement n° 1946 (rôle de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde pour favoriser l'orientation des élèves) : rejeté (p. 2582)

Son amendement n° 1958 (mise en œuvre de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde par l'équipe éducative en lien avec les parents d'élèves) : rejeté (p. 2582)

Son amendement n° 1970 (mise en œuvre de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde par l'équipe éducative en lien avec les activités périscolaires) : rejeté (p. 2582)

Son amendement n° 1982 (mise en œuvre d'enseignement spécifique et individuel au niveau de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde) : rejeté (p. 2582)

Son amendement n° 1994 (mise en œuvre de journées d'orientation et d'information dans les collèges au niveau de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde) : rejeté (p. 2582)

Son amendement n° 2006 (préparation des élèves à un enseignement pluridisciplinaire au niveau de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde) : rejeté (p. 2582)

Son amendement n° 2714 (échanges entre élèves de zone rurale et de zone urbaine) : rejeté (p. 2583)

Son amendement n° 2726 (échanges entre élèves de zone de montagne et de zone du littoral) : rejeté (p. 2583)

Son amendement n° 2738 (échanges avec les élèves des zones prioritaires d'éducation) : rejeté (p. 2583)

Son amendement n° 2870 (caractère déterminant de l'organisation du rythme scolaire dans la lutte contre l'échec scolaire) (p. 2584) : rejeté (p. 2586)

Son amendement n° 2882 (organisation du temps scolaire prenant en compte la qualité de vie de l'enfant) : rejeté (p. 2587)

Son amendement n° 2894 (priorité de l'intérêt des élèves au niveau de l'organisation des rythmes scolaire) (p. 2587) : rejeté (p. 2588)

Son amendement n° 2906 (concertation de tous les acteurs concernés, y compris les assistants d'éducation et les élèves, en matière d'organisation du temps à l'école) : rejeté (p. 2588)

Son amendement n° 2918 (définition de la garderie du matin) : rejeté (p. 2592)

Son amendement n° 2930 (organisation d'une pause d'au moins une heure trente à la mi-journée) (p. 2592) : rejeté (p. 2593)

Son amendement n° 2942 (organisation en matière de cantines scolaires) (p. 2593) : rejeté (p. 2594)

Son amendement n° 2954 (durée des récréations) (p. 2594) : rejeté (p. 2595)

Son amendement n° 2018 (accès en dehors des heures scolaires aux nouvelles technologies) : rejeté (p. 2595)

Son amendement n° 2030 (accès en dehors des heures scolaires aux nouvelles technologies par partenariats avec des organismes non scolaires) : rejeté (p. 2595)

Son amendement n° 2042 (initiation de tous les étudiants aux nouvelles technologies) : rejeté (p. 2595)

Son amendement n° 935 (mission d'éducation à la citoyenneté pour les personnels "ATOSS") (p. 2595) : rejeté (p. 2596)

Son amendement n° 947 (mission d'éducation à la santé pour les personnels "ATOSS") : rejeté (p. 2597)

Son amendement n° 959 (notion de mission favorisant l'intégration pour les personnels "ATOSS") : rejeté (p. 2597)

Son amendement n° 971 (mission d'apprentissage des règles de la vie en société pour les personnels "ATOSS") : rejeté (p. 2597)

Son amendement n° 983 (rôle pédagogique des personnels "ATOSS") (p. 2597) : rejeté (p. 2598)

Son amendement n° 995 (missions des personnels ATOSS sous l'autorité du recteur) : rejeté (p. 2598)

Son amendement n° 1007 (statuts des personnels ATOSS mis en œuvre sous l'autorité du recteur) (p. 2598) : rejeté (p. 2599)

Son amendement n° 1019 (participation des personnels ATOSS à la mise en œuvre du droit à l'éducation) : rejeté (p. 2599)

Son amendement n° 1031 (rôle d'assistance à l'équipe éducative des personnels ATOSS) : rejeté (p. 2599)

Son amendement n° 1043 (fonction d'encadrement des élèves des personnels ATOSS) (p. 2599) : rejeté (p. 2600)

Article 2 (régime juridique des assistants d'éducation)

Son amendement n° 1103 (p. 2603)

Son amendement n° 1139 (p. 2605)

Son amendement n° 1151 (p. 2606)

Ses amendements n° 2126 et 2462 (p. 2608)

Son amendement n° 1283 (p. 2609)

Ses amendements n° 2054, 1163, 1175, 1295 et 1271 (p. 2610)

Ses amendements n° 1187, 1199, 1211, 1223, 1235, 1247 et 1259 (p. 2612)

Ses amendements n° 1307, 2750 et 2762 (p. 2614)

Ses amendements n° 2774, 2786 et 2798 (p. 2616)

Son amendement n° 2810 (p. 2617)

Ses amendements n° 2822 et 2834 (p. 2618)

Son amendement n° 2966 (p. 2619)

Son amendement n° 1367 (p. 2624)

Son amendement n° 1319 (p. 2625)

Ses amendements n° 2846 et 2858 (p. 2626)

Ses amendements n° 1055, 1067, 1079 et 1331 (p. 2627)

Ses amendements n° 1343 et 1355 (p. 2628)

Son amendement n° 1379 (p. 2629)

Ses amendements n° 2474, 1391 et 1403 (p. 2630)

Ses amendements n° 2150, 2162 et 2174 (p. 2631)

Ses amendements n^{os} 1451 et 1463 (p. 2632)
 Ses amendements n^{os} 1475, 1487, 1499, 1511 et 1623 (p. 2633)
 Ses amendements n^{os} 1535, 1547, 1559, 1571, 1583, 1595, 1607, 1619, 1631 et 1643 (p. 2634)
 Ses amendements n^{os} 2139, 2066, 2078 et 2090 (p. 2635)
 Son amendement n^o 2486 (p. 2636)
 Ses amendements n^{os} 2498, 2510, 2522, 2534, 2978 et 1415 (p. 2637)
 Ses amendements n^{os} 1427 et 1439 (p. 2638)

Après l'article 2

Son amendement n^o 2606 (contenu et mise en œuvre des programmes d'enseignement) : rejeté (p. 2639)
 Son amendement n^o 2618 (objectifs et réalisation des programmes d'enseignement) : rejeté (p. 2640)
 Son amendement n^o 2630 (établissement de la carte des secteurs des collèges) : rejeté (p. 2640)
 Son amendement n^o 2642 (établissement de la carte des secteurs des lycées) : rejeté (p. 2640)
 Son amendement n^o 2654 (établissement de la carte des secteurs des écoles) : rejeté (p. 2640)
 Son amendement n^o 2102 (activités destinées à se familiariser avec les outils informatiques et les nouvelles technologies) : rejeté (p. 2640)
 Son amendement n^o 2666 (les programmes scolaires prennent en compte les références communes en Europe) (p. 2640) : rejeté (p. 2641)

Article 3 (affiliation des établissements publics locaux d'éducation à l'assurance-chômage au titre des assistants d'éducation)

Son amendement n^o 1115 (p. 2644)

Après l'article 3

Son amendement n^o 2186 (égalité entre les hommes et les femmes en matière d'orientation scolaire) : rejeté (p. 2645)
 Son amendement n^o 2198 (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2645) : retiré (p. 2646)
 Son amendement n^o 2990 (rapport au Parlement sur l'application de la loi relative aux assistants d'éducation) (p. 2648) : rejeté (p. 2649)

Titre

Son amendement n^o 3002 (nouveau titre : "Projet de loi portant réforme du code de l'éducation") (p. 2649) : rejeté (p. 2650)

Proposition de loi n^o 583 visant à jumeler chaque école française avec une école de l'Union européenne

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 avril 2003] (p. 2753)

Son intervention (p. 2755)

Thèmes :

Assemblée nationale : Parlement des enfants (p. 2755)
 Enseignement : langues étrangères (p. 2756)
 Enseignement : pédagogie (p. 2755)
 Enseignement maternel et primaire : écoles : jumelages (p. 2755)
 Pays étrangers : Allemagne ; enseignement (p. 2756)
 Union européenne : patrimoine (p. 2755)

Projet de loi n^o 710 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance des mesures de simplification et de codification du droit

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 avril 2003] (p. 3022)

Son intervention (p. 3024)

Thèmes :

Parlement : prérogatives (p. 3024)
 Travail : droit du travail (p. 3024)
 Travail : négociations (p. 3025)

Discussion des articles [9 avril 2003] (p. 3053)

Article 19 (simplification des déclarations sociales)

Son amendement n^o 113 (p. 3067)
 Son amendement n^o 114 (p. 3068)
 Son amendement n^o 115 (p. 3069)
 Son amendement n^o 116 (p. 3070)
 Son amendement n^o 117 (p. 3072)

Article 20 (clarification du droit du travail et du financement de la formation professionnelle)

Son amendement n^o 118 (p. 3073)
 Ses amendements n^{os} 119 et 120 rectifié (p. 3074)
 Son amendement n^o 121 (p. 3075)
 Son amendement n^o 122 (p. 3076)
 Son amendement n^o 123 (p. 3077)
 Son amendement n^o 124 (p. 3079)
 Ses amendements n^{os} 125, 126 et 127 (p. 3080)
 Son amendement n^o 128 (p. 3082)

Projet de loi n^o 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 juin 2003] (p. 5000) ; [12 juin 2003] (p. 5103)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5004)
 Son rappel au règlement (cf supra) [12 juin 2003] (p. 5107)
 Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 5122)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : épargne retraite (p. 5131)
 Droits de l'homme et libertés publiques : droit de grève (p. 5125)
 Emploi : chômeurs : vieillissement de la population (p. 5134)
 Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 5128)
 Politique économique : croissance (p. 5132)
 Politique sociale : généralités (p. 5123)
 Politique sociale : inégalités (p. 5136)
 Prérétraites : allocation de préretraite (p. 5133)
 Retraites : généralités : âge de la retraite (p. 5005, 5121, 5136)
 Retraites : généralités : allocation de préparation à la retraite : préretraites (p. 5135)
 Retraites : généralités : calcul des pensions (p. 5126)
 Retraites : généralités : cotisations (p. 5128)
 Retraites : généralités : politique à l'égard des retraités (p. 5004, 5122)
 Retraites : généralités : système par répartition (p. 5005 et 5122)
 Syndicats : négociations (p. 5124)
 Syndicats : représentativité (p. 5121)
 Travail : conditions de travail (p. 5134)

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Après l'article 1er [séances des 12, 13, 14 juin 2003] (principes)

Son intervention (p. 5151 et s.)
 Son rappel au règlement (cf supra) [12 juin 2003] (p. 5151)
 Son rappel au règlement (cf supra) [13 juin 2003] (p. 5197)
 Son rappel au règlement (cf supra) [14 juin 2003] (p. 5288)
 Son amendement n^o 11180 : rejeté (p. 5331)

Après l'article 2 [séance du 17 juin 2003] (sources supplémentaires de financement ; politique salariale)

Son intervention (p. 5453)

Article 3 [séances du 17 juin 2003] (équité)

Son intervention (p. 5481 et s.)

Article 4 [séances du 19 juin 2003] (assurer en 2008, un montant minimal de retraite égal à 85 % du SMIC)

Son intervention (p. 5587 et s.)

Après l'article 4 [séance du 19 juin 2003] (harmonisation des régimes, détermination des durées de cotisation par la négociation)

Son intervention (p. 5624)

Article 5 [séance 19 juin 2003] (durée d'assurance, pour obtenir une pension à taux plein, portée à 41 ans en 2012)

Son intervention (p. 5629 et s.)

Après l'article 5 [séance du 20 juin 2003] (négociations avec les partenaires sociaux)

Son intervention (p. 5695 et s.)

Après l'article 6 [séance du 20 juin 2003] (information des assurés sur le montant de leur pension)

Son intervention (p. 5697)

Article 6 [séance du 20 juin 2003] (missions du Conseil d'orientation des retraites (COR))

Son intervention (p. 5703 et s.)

Article 17 [séance du 24 juin 2003] (majoration de pension de 3 % par année de cotisation au-delà de la durée légale de cotisation)

Son intervention (p. 5947)

Article 19 [séances des 24 et 25 juin 2003] (indexation des pensions sur les prix)

Son intervention (p. 5985)

Après l'article 42 [séance du 30 juin 2003] (saisie sur pensions - financement des charges de l'Etat)

Son intervention (p. 6325)

Article 53 [séances des 30 juin et 1er juillet 2003] (évolution professionnelle des membres des corps enseignants)

Son intervention (p. 6448)

Article 75 [séances des 1er et 2 juillet 2003] (pensions de réversion servies par le régime de base des exploitants agricoles)

Son rappel au règlement (cf supra) [2 juillet 2003] (p. 6582)

Jean-Pierre GORGES

*Eure-et-Loir (1^{ère} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11116)

Membre titulaire du comité de gestion (plates-formes aéroportuaire) du Fonds d'intervention pour les aéroports et le transport aérien [J.O. du 2 août 2002] (p. 13231)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 21 décembre 2002] (p. 21390)

Rapporteur pour avis du projet de loi relatif aux entreprises de transport aérien et notamment à la société Air France (n° 632) [4 mars 2003]

Membre de la commission d'enquête sur les causes économiques et financières de la disparition d'Air Lib [J.O. du 26 mars 2003] (p. 5405)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 20 juin 2003] (p. 10395)

DÉPÔT

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 632), relatif aux entreprises de transport aérien et notamment à la société Air France [5 mars 2003] (n° 655)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**DÉBATS****Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique****PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [6 février 2003] (p. 964, 1046)**

Article 9 (congé et période de travail à temps partiel pour la création d'entreprise)

Son intervention (p. 967)

Seconde délibération

Article 17 (relèvement du taux de l'usure applicable aux entreprises)

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (rétablissement de l'article - insertion des dispositions adoptées par l'Assemblée à l'article 17 bis) (p. 1088)

Projet de loi n° 632 relatif aux entreprises de transport aérien et notamment à la société Air France

Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE**Avant la discussion des articles [11 mars 2003] (p. 1884)**

Sa présentation de l'avis de la commission des affaires économiques (p. 1887)

Thèmes :

- Partis et mouvements politiques : gauche : Air France (p. 1887)
- Transports aériens : Air France : actionnaires (p. 1888)
- Transports aériens : Air France : actionariat salarié (p. 1888)
- Transports aériens : Air France : alliances (p. 1887)
- Transports aériens : Air France : dotations en capital (p. 1887)
- Transports aériens : Air France : privatisations (p. 1887 et s.)
- Transports aériens : Air France : salariés (p. 1888)
- Transports aériens : Air France : services publics (p. 1888)
- Transports aériens : déréglementation : privatisations (p. 1887)

Projet de loi n° 960 modifiant la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [4 juillet 2003] (p. 6819)**

Ses explications de vote sur la question préalable posée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6845)

Son intervention (p. 6863)

Thèmes :

- Collectivités territoriales : élus locaux (p. 6863)
- Patrimoine culturel : politique du patrimoine (p. 6845, 6863)
- Recherche : Institut national de recherche et d'archéologie préventive (INRAP) (p. 6863)

Discussion des articles [4 juillet 2003] (p. 6872)

Article 1er (modalités d'édition des prescriptions archéologiques)

Son intervention (p. 6872)

Son amendement n° 81 (p. 6872)

François GOULARD

*Morbihan (1^{ère} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Vice-président de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2002] (p. 11184)

Rapporteur pour avis du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2003 (n° 250) [3 juillet 2002]

Membre titulaire de la Commission des comptes de la sécurité sociale [J.O. du 10 juillet 2002] (p. 11817)

Membre titulaire du conseil de surveillance du Fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale [J.O. du 2 août 2002] (p. 13231)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête relative à l'origine des fonds du groupe algérien Khalifa et sur leur utilisation en France (n° 334) [20 novembre 2002]

Membre de la commission d'enquête sur la gestion des entreprises publiques afin d'améliorer le système de prise de décision. [J.O. du 5 février 2003] (p. 2218)

Rapporteur du projet de loi de sécurité financière (n° 719) [4 mars 2003]

Rapporteur pour avis du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 (n° 1106) [1^{er} juillet 2003]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 166 tendant à soumettre l'implantation d'éoliennes aux procédures d'enquête publique et d'étude d'impact [1^{er} août 2002]

Proposition de loi n° 174 tendant à autoriser la participation des collectivités locales aux dépenses d'équipement des écoles privées sous contrat situées sur le territoire des communes dépourvues d'école publique du premier degré [1^{er} août 2002]

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2003 [22 octobre 2002] (n° 327)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la proposition de résolution de M. Noël Mamère (n° 334), tendant à créer une commission d'enquête relative à l'origine des fonds du groupe algérien Khalifa et sur leur utilisation en France [4 décembre 2002] (n° 454)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 719), de sécurité financière :

- Tome I : Rapport
- Tome II : Tableau comparatif [10 avril 2003] (n° 807)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture (n° 901) de sécurité financière [11 juin 2003] (n° 908)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Sociétés, politiques communautaires, normes comptables européennes, élaboration [20 mai 2003] (p. 3822)

DÉBATS**Proposition de résolution n° 502 tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion des entreprises publiques afin d'améliorer le système de prise de décision**

Avant la discussion de l'article unique [29 janvier 2003] (p. 641)

Son intervention (p. 646)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : Caisse des dépôts et consignations (p. 647)
 État (p. 646)
 Secteur public : entreprises publiques : gestion (p. 646)
 Télécommunications : téléphones mobiles : licences (p. 647)
 Transports ferroviaires : SNCF : effectifs (p. 647)

Projet de loi n° 2 portant règlement définitif du budget de 2001

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er octobre 2002] (p. 2757)

Son intervention (p. 2774)

Thèmes :

Collectivités territoriales : contrôle de légalité (p. 2774)
 Finances publiques : déficits publics et sociaux : gauche (p. 2774)
 Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 2774)
 Secteur public : entreprises publiques : gestion (p. 2774)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 octobre 2002] (p. 3310) ; [16 octobre 2002] (p. 3385)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 3334)

Son intervention (p. 3386)

Thèmes :

Assemblée nationale : motions de procédure (p. 3335)
 Finances publiques : déficits publics et sociaux : gauche (p. 3386)
 Finances publiques : dépenses (p. 3387)
 Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'équipement (p. 3387)
 Secteur public : entreprises publiques : situation financière (p. 3387)
 Travail : réduction du temps de travail (p. 3384)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER**Discussion des articles [17 octobre 2002] (p. 3550)***Après l'article 9*

Intervient sur l'amendement n° 222 corrigé de M. Didier Migaud (taux normal de la TVA à 18,6 %) (p. 3568)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE - SERVICES DU PREMIER MINISTRE****Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2002] (p. 4710)**

IV - PLAN

Etat B, titre III

Son amendement n° 68 (suppression des crédits de fonctionnement du Commissariat général au Plan) (p. 4723)

Etat B, titre IV

Son amendement n° 69 (réduction des crédits de fonctionnement du Commissariat général au Plan) (p. 4725)

SANTÉ, FAMILLE ET PERSONNES HANDICAPÉES**Examen du fascicule [12 novembre 2002] (p. 4910)**

Son intervention (p. 4929)

Thèmes avant la procédure des questions :

Santé : crédits (p. 4929)
 Santé : politique de la santé (p. 4929)
 Sécurité sociale : dépenses (p. 4929)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS**[15 novembre 2002] (p. 5197)***Après l'article 58*

Son amendement n° 27 (canalisations de gaz – perception par les communes d'une taxe sur le métrage linéaire) : rejeté (p. 5231)

Projet de loi n° 250 de financement de la sécurité sociale pour 2003

Rapporteur pour avis de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 octobre 2002] (p. 4093)

Son intervention (p. 4105)

Thèmes :

Entreprises : allègement des charges (p. 4106)
 Retraites : généralités : politique à l'égard des retraités (p. 4106)
 Sécurité sociale : Caisse nationale d'assurance maladie (p. 4105)
 Sécurité sociale : équilibre financier (p. 4105)
 Sécurité sociale : financement (p. 4105)
 Sécurité sociale : médecine de ville (p. 4106)

Discussion des articles [29 octobre 2002] (p. 4208, 4260, 4296) ; [30 octobre 2002] (p. 4374)*Après l'article 1er*

Intervient sur l'amendement n° 26 de la commission (compétence de la Cour des comptes en matière d'examen de la gestion des centres hospitaliers régionaux) (p. 4234)

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission des finances (rapport au Parlement sur l'impact financier de l'indemnisation des victimes de l'amiante) (p. 4237)

Article 3 (affectation du droit de consommation sur les tabacs)

Son intervention (p. 4263)

Article 4 (montant du droit de consommation sur les tabacs)

Son amendement n° 210 (p. 4270)

Son intervention (p. 4271)

Article 12 (expérimentation du financement des hôpitaux par l'activité)

Son amendement n° 208 (p. 4298)

Article 14 (extension des missions du Fonds pour l'emploi hospitalier)

Son intervention (p. 4306)

Article 15 (suppression du mécanisme dit des "lettres-clefs flottantes" et des comités médicaux régionaux)

Son intervention (p. 4311)

Son amendement n° 209 (p. 4311)

Article 35 (dotation de financement du Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante)

Son intervention (p. 4388)

Avant l'article 43

Intervient sur l'amendement n° 247 rectifié de M. Jacques Barrot (statut juridique et fiscal des contributions des employeurs destinées à financer des prestations de retraite supplémentaires à leurs employés) (p. 4396)

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 novembre 2002] (p. 5454) ; [22 novembre 2002] (5592)*Article 1er (article 1er de la Constitution - organisation de la République)*

Son intervention (p. 5455)

Article 4 (article 72 de la Constitution - libre administration des collectivités territoriales)

Son amendement n° 4 (suppression du dernier alinéa, relatif au représentant de l'Etat) (p. 5625)

Projet de loi n° 375 relatif à la négociation collective sur les restructurations ayant des incidences sur l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 2002] (p. 6158)

Son intervention (p. 6196)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi (p. 6197)
 Politique économique : conjoncture (p. 6196)
 Travail : licenciements (p. 6196)
 Travail : négociations (p. 6197)

Projet de loi de finances rectificative n° 382 pour 2002

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 décembre 2002] (p. 6512)*Après l'article 30*

Intervient sur l'amendement n° 148 de M. Augustin Bonrepaux (taux de l'intérêt de retard fixé au taux de l'intérêt légal majoré de 0,33 % par mois) (p. 6516)

Projet de loi n° 326 relatif aux marchés énergétiques et au service public de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [13 décembre 2002] (p. 6732)*Après l'article 20 sexdecies*

Son amendement n° 266 (transparence de la gestion de la filière nucléaire) (p. 6780) : rejeté (p. 6781)

Projet de loi n° 402 portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 janvier 2003] (p. 608) ; [29 janvier 2003] (p. 648)

Après l'article 2

Son amendement n° 108 (restauration, après classement, des anciens bâtiments agricoles) (p. 614) : retiré (p. 615)

Après l'article 6

Son amendement n° 107 (instauration d'une procédure rapide de révision d'un plan de sauvegarde et de mise en valeur) : rejeté (p. 663)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [3 avril 2003] (p. 2808)

Après l'article 6

Son amendement n° 69 précédemment réservé (dérogations à l'interdiction de construire des routes de transit près du rivage) (p. 2846) : retiré (p. 2847)

Son amendement n° 3 précédemment réservé (procédure de révision d'urgence des plans de sauvegarde et de mise en valeur) (p. 2846) : retiré (p. 2847)

Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 février 2003] (p. 964)

Article 9 (congé et période de travail à temps partiel pour la création d'entreprise)

Son intervention (p. 974 et s.)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2003] (p. 4483)

Après l'article 18

Son amendement n° 94 (cotisations sociales des travailleurs indépendants - prise en compte des reports déficitaires) (p. 4518) : rejeté (p. 4519)

Projet de loi n° 632 relatif aux entreprises de transport aérien et notamment à la société Air France

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 mars 2003] (p. 1884, 1917)

Ses explications de vote :

- sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 1897)

- sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1909)

Son intervention (p. 1910)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 1933)

Thèmes :

Etat (p. 1910)

Parlement : prérogatives : opposition (p. 1933)

Partis et mouvements politiques : gauche : Air France (p. 1909, 1910)

Transports aériens : Air France : aménagement du territoire (p. 1909)

Transports aériens : Air France : dotations en capital (p. 1910)

Transports aériens : Air France : privatisations (p. 1910)

Transports aériens : Air France : salariés (p. 1911)

Transports aériens : Air France : services publics (p. 1909)

Transports aériens : compagnies à bas prix (p. 1897, 1911)

Explications de vote et vote [18 mars 2003] (p. 2133)

Ses explications de vote (p. 2134)

Projet de loi n° 719 de sécurité financière

Rapporteur de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 avril 2003] (p. 3228)

Son intervention (p. 3232)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 3245)

Thèmes :

Administration : administrations centrales (p. 3245)

Assemblée nationale : députés : rôle (p. 3245)

Assurances : Commission de contrôle des assurances, des mutuelles et des institutions de prévoyance (p. 3233)

Banques et établissements financiers : conventions de compte (p. 3245)

Entreprises : comptabilité : normes (p. 3233)

Entreprises : comptabilité : transparence (p. 3232 et s.)

Entreprises : gouvernement d'entreprise (p. 3232)

Lois : fonction (p. 3232 et s.)

Marchés financiers : agences de notation : analystes financiers (p. 3233)

Marchés financiers : Autorité des marchés financiers (p. 3233)

Marchés financiers : valeurs mobilières (p. 3232)

Pays étrangers : Etats-Unis (p. 3232)

Professions libérales : commissaires aux comptes (p. 3233)

Union européenne (p. 3233)

Discussion des articles [29 avril 2003] (p. 3263) ; [30 avril 2003] (p. 3311) ; [6 mai 2003] (p. 3442, 3471)

Article 2 (statut et missions de l'Autorité des marchés financiers)

Son intervention (p. 3264)

Article 3 (organisation et composition de l'Autorité des marchés financiers)

Son intervention (p. 3267 et s.)

Article 4 (commissaire du Gouvernement et prise de décision au sein de l'Autorité des marchés financiers)

Son intervention (p. 3269)

Article 5 (obligations des membres de l'Autorité des marchés financiers)

Son intervention (p. 3270 et s.)

Article 7 (fonctionnement et ressources de l'Autorité des marchés financiers)

Son intervention (p. 3273 et s.)

Son amendement n° 281 (suppression du recrutement de contractuels de droit public) (p. 3273)

Son amendement n° 282 (suppression de la différence de taxation en cas d'admission de titres de créances selon qu'ils sont régis par le droit français ou un droit étranger) (p. 3275)

Son amendement n° 283 (plancher de perception pour les titres donnant accès au capital et plafond pour les autres titres) (p. 3276)

Article 8 (règlement général de l'Autorité des marchés financiers)

Son intervention (p. 3279 et s.)

Son amendement n° 284 (dépositaires d'organismes de placements collectifs) (p. 3280)

Article 10 (opérations et personnes soumises au contrôle de l'Autorité des marchés financiers)

Son intervention (p. 3283 et s.)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 41 de M. Jean-Pierre Balligand (cotation des entreprises par la Banque de France) (p. 3285)

Article 11 (conditions de déroulement des enquêtes de l'Autorité des marchés financiers)

Son intervention (p. 3286)

Article 14 (procédure de sanctions devant l'Autorité des marchés financiers)

Son intervention (p. 3287 et s.)

Son amendement n° 286 (de précision) (p. 3288)

Article 15 (possibilité pour l'Autorité des marchés financiers d'exercer les droits de la partie civile)

Son intervention (p. 3290)

Article 17 (collaboration entre l'Autorité des marchés financiers et les juridictions)

Son intervention (p. 3290)

Article 18 (échange d'informations avec l'étranger)

Son amendement n° 468 (suppression de la référence aux "intérêts économiques essentiels" - mise en conformité avec la directive "Abus de marché") (p. 3290)

Article 20 (sanction de la violation du secret professionnel et de la communication de renseignements inexactes)

Son intervention (p. 3291)

Son amendement n° 289 (élargissement du délit d'entrave) (p. 3291)

Article 21 (création du Comité consultatif du secteur financier)

Son intervention (p. 3312)

Après l'article 21

Intervient sur l'amendement n° 372 de M. Pierre Hériaud (modalités de désignation des représentants des établissements de crédit et des entreprises d'investissement au comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement - CECEL) (p. 3313)

Intervient sur le sous-amendement n° 482 de M. Charles de Courson (choix en raison de leur compétence bancaire et financière) à l'amendement n° 372 de M. Pierre Hériaud (p. 3313)

Article 22 (création du Comité consultatif de la législation et de la réglementation financières)

Son intervention (p. 3314)

Article 24 (pouvoir réglementaire du ministre en matière financière)

Son intervention (p. 3315)

Son amendement n° 474 (de coordination) (p. 3315)

Article 25 (rôle, composition et fonctionnement du Comité des entreprises d'assurance)

Son intervention (p. 3317)

Son amendement n° 479 (rédactionnel) (p. 3317)

Article 26 (missions et composition de la Commission de contrôle des assurances, des mutuelles et des institutions de prévoyance)

Son intervention (p. 3319 et s.)

Son amendement n° 377 (compétence de la commission de contrôle des assurances, des mutuelles et des institutions de prévoyance – CCAMIP - sur les contrats passés en France par des sociétés et mutuelles n'y ayant pas leur siège social) (p. 3320)

Son amendement n° 278 (organisation du secrétariat de la commission de contrôle des assurances, des mutuelles et des institutions de prévoyance) (p. 3320)

Article 27 (pouvoirs de contrôle de la Commission de contrôle des assurances, des mutuelles et des institutions de prévoyance)

Son intervention (p. 3323)

Article 28 (pouvoirs de sanction de la Commission de contrôle des assurances, des mutuelles et des institutions de prévoyance et transposition de la directive "Solvabilité I")

Son intervention (p. 3324)

Article 29 (modifications pour coordination du code de la sécurité sociale et du code de la mutualité)

Son intervention (p. 3326 et s.)

Son amendement n° 279 (opérations d'assurance réalisées par les mutuelles – compétence de la commission de contrôle des assurances, des mutuelles et des institutions de prévoyance et non des directions régionales de l'action sanitaire et sociale) (p. 3329)

Article 30 (coopération entre la Commission bancaire et la Commission de contrôle des assurances, des mutuelles et des institutions de prévoyance)

Son intervention (p. 3331)

Après l'article 30

Son amendement n° 280 (opérations de caution mutualiste) : adopté (p. 3331)

Article 31 bis (élargissement du mécanisme de résiliation et de compensation des créances)

Son intervention (p. 3332)

Article 31 ter (élargissement du mécanisme de compensation généralisée des créances)

Son intervention (p. 3332)

Article 33 bis (obligations des analystes et de leurs employeurs - suivi des agences de notation par l'Autorité des marchés financiers)

Son intervention (p. 3333 et s.)

Article 35 (coordination)

Son intervention (p. 3339 et s.)

Son amendement n° 290 rectifié (de coordination) (p. 3339)

Son amendement n° 291 (suppression d'une mention inutile) (p. 3340)

Son amendement n° 292 (de coordination) (p. 3340)

Son amendement n° 293 (suppression d'une mention inutile) (p. 3340)

Son amendement n° 294 (correction d'une erreur matérielle) (p. 3340)

Ses amendements n°s 295 et 296 (suppression de mentions inutiles) (p. 3340)

Son amendement n° 297 (de précision) (p. 3340)

Article 37 (abrogations)

Son intervention (p. 3341)

Ses amendements n°s 298, 378 corrigé, 469 et 379 (de coordination) (p. 3341)

Article 38 (mesures transitoires)

Son intervention (p. 3341)

Son amendement n° 380 (disposition transitoire relative au statut des agents contractuels de droit public de la Commission des opérations de bourse) (p. 3342)

Son amendement n° 381 (collège et commission des sanctions de l'Autorité des marchés financiers – renouvellement par moitié à titre transitoire) (p. 3342)

Après l'article 38

Intervient sur l'amendement n° 343 rectifié de M. Charles de Courson (magistrats de la Cour des comptes – secret professionnel) (p. 3342)

Article 39 (harmonisation et simplification des règles relatives à la pratique du démarchage bancaire ou financier)

Son intervention (p. 3346 et s.)

Son amendement n° 275 (crédits à la consommation proposés sur le lieu de vente des produits pour lesquels ils sont contractés - exclusion des règles du démarchage) (p. 3351)

Son amendement n° 447 (activités de démarchage des sociétés de capital-risque) (p. 3352)

Son amendement n° 277 (de coordination) (p. 3353)

Son amendement n° 448 (de coordination) (p. 3356)

Son amendement n° 161 (rédactionnel) (p. 3357)

Article 40 (sanctions pénales applicables au démarchage bancaire et financier)

Son intervention (p. 3359)

Article 42 (création de règles relatives aux activités des conseillers en investissements financiers)

Son intervention (p. 3360 et s.)

Article 43 (sanctions disciplinaires applicables aux conseillers en investissements financiers)

Son intervention (p. 3361)

Son amendement n° 276 (rédactionnel) (p. 3361)

Article 44 (sanctions pénales applicables aux conseillers en investissements financiers)

Son intervention (p. 3362)

Article 46 (interruption de l'émission des parts d'OPCVM)

Son intervention (p. 3363)

Après l'article 46

Son amendement n° 382 (dépositaires d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières – siège dans un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen) : retiré (p. 3363)

Après l'article 47

Intervient sur l'amendement n° 177 de la commission (émission de titres « super-subordonnés ») (p. 3364)

Article 47 ter (création d'OPCVM à procédure allégée spécifique)

Son intervention (p. 3366)

Son sous-amendement n° 483 (suppression de l'agrément des sociétés de gestion créant et gérant des organismes de placement collectif en valeurs mobilières) à l'amendement n° 178 deuxième rectification de la commission (nouvelle rédaction de l'article) (p. 3366)

Son sous-amendement n° 484 (de coordination) à l'amendement n° 178 deuxième rectification de la commission (p. 3366)

Article 47 quater (élargissement et sécurisation de l'actif des fonds communs de créances)

Son amendement n° 383 (cessions de créances) (p. 3367)

Article 47 quinquies (amélioration de la gestion de l'actif des fonds communs de créances)

Son amendement n° 384 (rédactionnel) (p. 3368)

Article 47 sexies (obligation pour les sociétés de gestion de portefeuille d'exercer les droits attachés aux titres détenus par les OPCVM qu'elles gèrent)

Son intervention (p. 3368 et s.)

Son amendement n° 486 (suppression du devoir d'information imposé aux sociétés de gestion en cas de non-exercice des droits) (p. 3370)

Après l'article 47 sexies

Son amendement n° 385 (cessions de créances et nantissements) : adopté (p. 3370)

Article 50 (élargissement des exceptions au monopole bancaire - application aux émetteurs de moyens de paiement dispensés d'agrément des obligations relatives à la lutte contre le blanchiment)

Son intervention (p. 3371 et s.)

Son amendement n° 386 (de coordination) (p. 3371)

Son amendement n° 387 (de précision) (p. 3371)

Son sous-amendement n° 388 (de précision) à l'amendement n° 180 de la commission (exemption d'agrément en cas d'étroite relation financière ou commerciale avec l'établissement émetteur du moyen de paiement) (p. 3372)

Son amendement n° 389 (de coordination) (p. 3372)

Article 53 (contrôle des modifications de l'actionariat des entreprises d'investissement et des sociétés de gestion de portefeuille)

Son amendement n° 390 rectifié (de coordination) (p. 3373)

Article 56 bis (suspension des dispositions relatives aux conventions de comptes de dépôt)

Son intervention (p. 3375)

Après l'article 56 bis

Intervient sur l'amendement n° 45 corrigé de M. Jean-Pierre Balligand (communication des frais bancaires 30 jours avant leur perception et relevé annuel) (p. 3375)

Avant l'article 57

Intervient sur l'amendement n° 1 troisième rectification de M. Michel Hunault (conditions d'application dans le temps des garanties d'assurance de responsabilité) (p. 3377 et s.)

Intervient sur le sous-amendement n° 476 de M. Jacques-Alain Bénisti (garantie déclenchée par réclamation – suppression de conditions d'exonération) à l'amendement n° 1 troisième rectification de M. Michel Hunault (p. 3379)

Intervient sur le sous-amendement n° 299 de M. Charles de Courson (garantie déclenchée par réclamation – délai minimum de droit commun porté de cinq à dix ans et maintien du plafond de garantie) à l'amendement n° 1 troisième rectification de M. Michel Hunault (p. 3379)

Intervient sur le sous-amendement n° 467 de M. Jean-Pierre Balligand (inopposabilité au tiers lésé de la clause instaurant un délai subséquent) à l'amendement n° 1 troisième rectification de M. Michel Hunault (p. 3380)

Son sous-amendement n° 487 (maintien du plafond de garantie) à l'amendement n° 1 troisième rectification de M. Michel Hunault (p. 3380) : adopté (p. 3381)

Intervient sur le sous-amendement n° 477 de M. Jacques-Alain Bénisti (suppression de la priorité attribuée à la garantie déclenchée par le fait

- dommageable ayant pris effet postérieurement à l'entrée en vigueur de la loi) à l'amendement n° 1 troisième rectification de M. Michel Hunault (p. 3381)
- Article 57 (Fonds de garantie des assurances obligatoires de dommages)*
Son intervention (p. 3384)
- Article 58 (prise en charge par le Fonds de garantie des majorations de rentes et des dommages corporels causés par des animaux sans propriétaire)*
Son intervention (p. 3385)
- Après l'article 59*
Intervient sur l'amendement n° 370 de M. François d'Aubert (code de la propriété intellectuelle – non-retenu des marchandises de statut communautaire traversant la France en vue de leur mise en vente dans un Etat membre) (p. 3388)
- Article 59 bis (actions en responsabilité intentées par les fonds de garantie)*
Son intervention (p. 3388)
- Article 59 ter (renforcement des garanties afférentes à la publicité pour le crédit à la consommation)*
Son amendement n° 302 (nouvelle rédaction de l'article) (p. 3390)
- Article 59 quater (compétence des commissions de surendettement et déchéance des intérêts d'une dette en cas d'abus ou de manquement manifestes)*
Son intervention (p. 3391)
- Article 59 quinquies (compétence du ministre chargé des douanes pour l'application des normes de droit international)*
Son intervention (p. 3391)
- Article 59 septies (régime dérogatoire pour la liquidation des mutuelles dissoutes)*
Son intervention (p. 3393)
Son sous-amendement n° 473 rectifié (dissolution de mutuelles - dévolution de reliquats d'actifs) à l'amendement n° 196 rectifié de la commission (nouvelle rédaction du paragraphe III) (p. 3393)
- Article 59 octies (distinction des contrats financiers à terme et des contrats marchands)*
Son amendement n° 480 (de coordination) (p. 3393)
- Article 59 decies (coordination avec l'adossment du Crédit coopératif au groupe Banques Populaires)*
Son amendement n° 391 (de coordination) (p. 3393)
- Article 59 undecies (modalités de mobilisation de leurs créances par les sociétés de crédit foncier)*
Son amendement n° 470 (suppression d'une mention inutile) (p. 3394)
- Après l'article 59 terdecies*
Intervient sur l'amendement n° 415 du Gouvernement (UNEDIC - emprunts - garantie de l'Etat) (p. 3395)
- Avant l'article 60*
Intervient sur l'amendement n° 274 rectifié de M. Jean de Gaulle (transformation de sociétés par actions – commissaire à la transformation) (p. 3395)
- Article 61 (organisation et contrôle de la profession de commissaire aux comptes)*
Son intervention (p. 3444 et s.)
Son sous-amendement n° 394 rectifié (de précision) à l'amendement n° 6 de la commission des lois (rédactionnel) (p. 3445)
Son sous-amendement n° 393 (programmes de contrôles périodiques - extension des compétences du Haut conseil du commissariat aux comptes) à l'amendement n° 6 de la commission des lois (p. 3445)
- Article 64 (inscription et discipline des commissaires aux comptes)*
Son intervention (p. 3449)
- Article 65 (prévention des conflits d'intérêts)*
Son intervention (p. 3451 et s.)
- Article 66 (désignation des commissaires aux comptes et organisation du co-commissariat)*
Son intervention (p. 3457 et s.)
- Après l'article 67*
Intervient sur l'amendement n° 214 corrigé de la commission (poursuite par la société absorbant une société de commissaires aux comptes des mandats confiés à cette dernière) (p. 3459)
Intervient sur l'amendement n° 328 de M. Philippe Houillon (poursuite par la société absorbant une société de commissaires aux comptes des mandats confiés à cette dernière et ratification par les assemblées générales des sociétés contrôlées) (p. 3459)
Intervient sur l'amendement n° 215 de la commission (convocation des commissaires aux comptes aux réunions du conseil d'administration ou du directoire et du conseil de surveillance ainsi qu'aux assemblées d'actionnaires) (p. 3459)
Intervient sur l'amendement n° 213 rectifié de la commission (sociétés de commissaires – obligation de détention par des commissaires aux comptes ramenée de 75 % à 50 %) (p. 3460)
- Article 68 (information sur le montant des honoraires versés aux commissaires aux comptes)*
Son sous-amendement n° 395 rectifié (informations mises à la disposition des actionnaires et non incluses dans les projets de résolution proposant la désignation des commissaires aux comptes) à l'amendement n° 16 rectifié de la commission des lois (informations fournies par le commissaire aux comptes avant sa désignation et chaque année) (p. 3460)
Son intervention (p. 3461)
- Article 70 (incompatibilité des fonctions de commissaire aux comptes avec le commissariat aux apports)*
Son intervention (p. 3461 et s.)
Son amendement n° 396 (information par les commissaires aux comptes avant leur désignation de leurs missions de commissaires aux apports effectuées durant les deux années précédentes) (p. 3461)
- Article 72 (relations entre l'Autorité des marchés financiers et les commissaires aux comptes des personnes faisant publiquement appel à l'épargne)*
Son intervention (p. 3463)
- Article 73 (dispositions transitoires)*
Son intervention (p. 3463 et s.)
Son amendement n° 397 (constitution du premier Haut conseil du commissariat aux comptes – mandat de trois ans par tirage au sort pour cinq membres autres que le président et le président de l'Autorité des marchés financiers) (p. 3463)
Son sous-amendement (à l'exception du président et du président de l'Autorité des marchés financiers) à l'amendement n° 243 de M. Philippe Houillon (première constitution du Haut conseil du commissariat aux comptes – nomination de la moitié de ses membres pour une durée de trois ans selon des modalités définies par décret) (p. 3464)
- Article 74 (dispositions d'harmonisation)*
Son intervention (p. 3464)
- Article 75 (coordination)*
Son intervention (p. 3465)
- Avant l'article 76*
Intervient sur l'amendement n° 241 de M. Jean-Pierre Balligand (présence obligatoire de représentants des salariés dans les conseils d'administration) (p. 3471)
Intervient sur l'amendement n° 21 de la commission des lois (règlement intérieur du conseil d'administration tenu à la disposition des actionnaires – création de comités au sein des conseils d'administration des sociétés cotées) (p. 3471)
Intervient sur l'amendement n° 42 de M. Jean-Pierre Balligand (possibilité de création d'un comité des comptes au sein du conseil d'administration) (p. 3472)
Intervient sur l'amendement n° 43 de M. Jean-Pierre Balligand (possibilité de création - au sein du conseil d'administration - d'un comité des rémunérations ayant à connaître des « stock-options ») (p. 3473)
Intervient sur l'amendement n° 22 de la commission des lois (« stock-options » - période de référence pour fixer le prix de souscription portée de vingt à cent jours de bourse) (p. 3473)
- Article 76 (transparence du fonctionnement des organes dirigeants des sociétés)*
Son intervention (p. 3473 et s.)
Son amendement n° 449 (rapport sur l'organisation des travaux du conseil d'administration et le contrôle interne joint également au rapport sur les comptes consolidés) (p. 3474)
Son amendement n° 450 (de coordination) (p. 3475)
- Après l'article 76*
Intervient sur l'amendement n° 59 de M. Jean-Pierre Balligand (administrateurs indépendants) (p. 3476)
Intervient sur l'amendement n° 54 de M. Jean-Pierre Balligand (règle de la dissociation des fonctions de président du conseil d'administration et de directeur général – nomination du président en qualité de directeur général par l'assemblée générale extraordinaire) (p. 3477)
- Article 76 bis (aménagement des conditions de représentation des sociétés par actions simplifiées)*
Son intervention (p. 3477 et s.)
- Article 77 (aménagement des conditions de préparation des assemblées générales)*
Son intervention (p. 3478 et s.)
- Après l'article 77*
Intervient sur les amendements n°s 49, 50 et 51 de M. Jean-Pierre Balligand (cumul de mandats d'administrateur) (p. 3479)
- Article 78 (extension des missions des commissaires aux comptes)*
Son intervention (p. 3480 et s.)
- Après l'article 78*
Son amendement n° 451 (obligation de désignation d'un commissaire aux comptes par les associations – cumul du montant des subventions de personnes publiques pour l'appréciation du seuil de 150 000 €) : adopté (p. 3481)
- Article 79 (renforcement des obligations des personnes faisant appel public à l'épargne)*
Son intervention (p. 3482)
- Après l'article 79*

Intervient sur l'amendement n° 53 de M. Jean-Pierre Balligand (« stock-options » - information des actionnaires sur les effets de dilution et sur le bénéfice par action) (p. 3482)

Article 80 (assouplissement du régime des conventions libres et des conventions soumises au régime d'autorisation)

Son intervention (p. 3483 et s.)

Après l'article 80

Intervient sur l'amendement n° 398 de M. Philippe Auberger (émission de valeurs mobilières - délégation de l'assemblée générale au conseil d'administration ou au directoire) (p. 3486)

Après l'article 81

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Jean-Pierre Balligand (institution d'une responsabilité des administrateurs et du directeur général envers les actionnaires) (p. 3486)

Article 82 (assouplissement du droit d'ester en justice des associations d'investisseurs)

Son intervention (p. 3486 et s.)

Après l'article 82

Intervient sur l'amendement n° 58 de M. Jean-Pierre Balligand (réparation du préjudice propre de l'actionnaire - distinction d'avec le préjudice social) (p. 3489)

Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission des lois (réparation du préjudice propre de l'actionnaire - distinction d'avec le préjudice social) (p. 3489)

Intervient sur l'amendement n° 346 de M. Charles de Courson (« stock-options » - traitement comptable et fiscal de leur coût) (p. 3492)

Après l'article 83

Intervient sur l'amendement n° 430 de M. Jean-Michel Fourgous (défaut de réunion de l'assemblée d'approbation des comptes d'une SARL - injonction de faire sous astreinte substituée à la sanction pénale) (p. 3492)

Intervient sur l'amendement n° 431 de M. Jean-Michel Fourgous (révocation du président - possibilité offerte au conseil d'administration de nommer un administrateur) (p. 3493)

Intervient sur l'amendement n° 308 de M. Philippe Houillon (révocation du président - possibilité offerte au conseil d'administration de nommer un administrateur) (p. 3493)

Intervient sur l'amendement n° 432 de M. Jean-Michel Fourgous (cumul de mandats d'administrateur - notion de sociétés « sous influence notable » et équivalence entre les fonctions d'administrateur et de membre du conseil de surveillance) (p. 3493)

Intervient sur l'amendement n° 433 de M. Jean-Michel Fourgous (informations et documents communiqués aux administrateurs) (p. 3494)

Intervient sur l'amendement n° 438 de M. Jean-Michel Fourgous (réunions du conseil d'administration - extension de l'utilisation des moyens de télétransmission et administrateurs soumis à une obligation de confidentialité et non pas seulement de discrétion) (p. 3494)

Intervient sur les amendements n°s 435 et 436 de M. Jean-Michel Fourgous (cumul jusqu'à trois mandats de directeur général ou de membre du directoire) (p. 3495)

Article 84 (application aux dirigeants d'établissements publics de l'Etat exerçant une activité industrielle et commerciale de la législation sur le cumul de mandats sociaux)

Son intervention (p. 3495)

Article 84 bis (harmonisation des dispositions relatives au cumul des mandats pour les mandats exercés dans les sociétés entrant dans le périmètre de la consolidation)

Son intervention (p. 3496)

Après l'article 84 bis

Intervient sur l'amendement n° 441 de M. Jean-Michel Fourgous (défaut de réunion de l'assemblée d'approbation des comptes - injonction de faire sous astreinte substituée à la sanction pénale) (p. 3496)

Intervient sur l'amendement n° 307 de M. Philippe Houillon (épargne salariale - augmentations de capital) (p. 3497)

Intervient sur l'amendement n° 442 de M. Jean-Michel Fourgous (transformation en société par actions simplifiée - unanimité des associés bénéficiant du droit de vote) (p. 3497)

Article 85 bis (suppression de sanctions pénales obsolètes)

Son intervention (p. 3498)

Article 86 (extension du champ des établissements publics soumis à l'obligation de désigner un commissaire aux comptes)

Son intervention (p. 3499)

Article 87 (extension de l'obligation d'établir des comptes consolidés pour les groupes publics)

Son intervention (p. 3499)

Après l'article 87

Intervient sur l'amendement n° 238 de la commission (aménagement du contenu du rapport sur l'Etat actionnaire - article 142 de la loi n° 2001-420 du 15 mai 2001 relative aux nouvelles régulations économiques modifié par l'article 110 de la loi n° 2002-1575 portant loi de finances pour 2003) (p. 3500)

Article 87 bis (limitation de la transparence des rémunérations des mandataires sociaux aux sociétés cotées)

Son intervention (p. 3500)

Article 88 (application outre-mer)

Son intervention (p. 3500)

Son amendement n° 472 (correction d'une erreur de référence) (p. 3500)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juillet 2003] (p. 7848)

Son intervention (p. 7849)

Thèmes :

Assurances : assurance dommages : fonds de garantie (p. 7849)

Lois : fonction (p. 7850)

Marchés financiers : actionnaires (p. 7850)

Marchés financiers : Autorité des marchés financiers (p. 7849)

Pays étrangers : Etats-Unis (p. 7850)

Professions libérales : commissaires aux comptes (p. 7849)

Sociétés : dirigeants (p. 7849)

Discussion des articles [17 juillet 2003] (p. 7856)

Article 2 (statut et missions de l'Autorité des marchés financiers)

Son intervention (p. 7856)

Article 3 (organisation et composition de l'Autorité des marchés financiers)

Son intervention (p. 7857)

Article 7 (fonctionnement et ressources de l'Autorité des marchés financiers)

Son intervention (p. 7859)

Article 8 (règlement général de l'Autorité des marchés financiers)

Son intervention (p. 7860)

Article 10 (opérations et personnes soumises au contrôle de l'Autorité des marchés financiers)

Son intervention (p. 7861 et s.)

Article 21 ter (consultation du CECEI et du Comité des entreprises d'assurance par le Conseil de la concurrence en cas de concentration dans le secteur des banques ou des assurances)

Son intervention (p. 7863)

Article 39 (harmonisation et simplification des règles relatives à la pratique du démarchage bancaire ou financier)

Son intervention (p. 7870)

Article 57 A (conditions d'application dans le temps des garanties d'assurance de responsabilité civile)

Son intervention (p. 7872 et s.)

Article 61 (organisation et contrôle de la profession)

Son intervention (p. 7875)

Article 65 (prévention des conflits d'intérêts)

Son intervention (p. 7876)

Avant l'article 76

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Jean-Pierre Balligand (création d'un comité des comptes par le conseil d'administration) (p. 7877)

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Jean-Pierre Balligand (création d'un comité des rémunérations par le conseil d'administration) (p. 7878)

Après l'article 76

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Jean-Pierre Balligand (différenciation des fonctions de président et de directeur général) (p. 7878)

Après l'article 77

Intervient sur l'amendement n° 20 de M. Jean-Pierre Balligand (cumul de mandats d'administrateur - limitation) (p. 7878)

Intervient sur l'amendement n° 21 de M. Jean-Pierre Balligand (cumul de mandats d'administrateur - limitation) (p. 7878)

Intervient sur l'amendement n° 22 de M. Jean-Pierre Balligand (rémunérations des dirigeants - indication des critères retenus pour leur calcul) (p. 7878)

Après l'article 80 bis

Intervient sur l'amendement n° 23 de M. Jean-Pierre Balligand (institution d'une responsabilité des administrateurs et du directeur général envers les actionnaires) (p. 7879)

Intervient sur l'amendement n° 24 de M. Jean-Pierre Balligand (réparation du préjudice personnel des actionnaires, distinct de celui subi par la société) (p. 7879)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Après l'article 2 [séance du 17 juin 2003] (sources supplémentaires de financement ; politique salariale)

Son intervention (p. 5464)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [24 juillet 2003] (p. 7885)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7892)

Thème :

Politique sociale : inégalités (p. 7892)

Proposition de loi n° 609 visant à restreindre la consommation de tabac chez les jeunes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 juillet 2003] (p. 7257)

Article 1er (interdiction de la vente ou de l'offre à titre gratuit des produits du tabac à des mineurs de moins de seize ans)

Son intervention (p. 7257)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 21 précédemment réservé au Gouvernement (interdiction de la vente ou de l'offre de paquets de moins de dix-neuf cigarettes) (p. 7264)

Intervient sur l'amendement n° 14 deuxième correction précédemment réservé (interdiction de la vente ou de l'offre de paquets de moins de plus de vingt cigarettes) (p. 7264)

Intervient sur l'amendement n° 19 corrigé précédemment réservé (interdiction de la vente ou de l'offre de paquets de moins de vingt cigarettes) (p. 7264)

Intervient sur l'amendement n° 23 précédemment réservé (les paquets contiennent exclusivement vingt cigarettes) (p. 7264)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 22 du Gouvernement (élévation de 58,99 à 62 % du taux normal du droit de consommation) (p. 7269)

Intervient sur l'amendement n° 12 de M. Yves Bur (hausse du minimum de perception) (p. 7270)

Projet de loi n° 939 relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 juillet 2003] (p. 7733)

Après l'article 5 ter

Intervient sur l'amendement n° 27 du Gouvernement (validation de la baisse de remboursement de médicaments visés par des arrêtés de septembre 2001, décembre 2001 et avril 2003) (p. 7751)

Alain GOURIOU

Côtes-d'Armor (5^{ème} circonscription)
Socialiste

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre titulaire de la commission supérieure du service public des Postes et télécommunications [J.O. du 2 août 2002] (p. 13230)

Membre de la commission d'enquête sur la gestion des entreprises publiques afin d'améliorer le système de prise de décision. [J.O. du 5 février 2003] (p. 2218)

Membre de la commission d'enquête sur les causes économiques et financières de la disparition d'Air Lib [J.O. du 26 mars 2003] (p. 5405)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT**

n° 31, posée le 2 décembre 2002. Etablissements de santé, maternités [J.O. questions p. 4501]. Appelée le 3 décembre 2002. maintien, Paimpol (p. 6041)

n° 257, posée le 31 mars 2003. Etablissements de santé, équipements [J.O. questions p. 2288]. Appelée le 1^{er} avril 2003. radiothérapie, Côtes-d'Armor (p. 2674)

n° 380, posée le 2 juin 2003. Postes. La Poste (J.O. questions p. 4140). Appelée le 3 juin 2003. patrimoine immobilier sportif, vente, conséquences (p. 4385)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Examen du fascicule [25 octobre 2002] (p. 4017)

Son intervention (p. 4029)

Thèmes avant la procédure des questions :

Politiques communautaires : directives : télécommunications (p. 4029)

Télécommunications : téléphones mobiles : équipementiers (p. 4030)

Télécommunications : téléphones mobiles : licences (p. 4029)

Procédure des questions :

Postes : La Poste (p. 4038)

Projet de loi n° 528 pour la confiance dans l'économie numérique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 février 2003] (p. 1358)

Son intervention (p. 1366)

Thème :

Télécommunications : opérateurs (p. 1367)

Discussion des articles [25 février 2003] (p. 1386) ; [26 février 2003] (p. 1442)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 176 du Gouvernement (établissement et exploitation de réseaux de télécommunications ouverts au public par les collectivités territoriales) (p. 1389)

Intervient sur le sous-amendement n° 180 de la commission (modification de référence au code général des collectivités territoriales) à l'amendement n° 176 du Gouvernement (p. 1389)

Article 1er (définition de la communication publique en ligne)

Son intervention (p. 1397)

Après l'article 1er

Son amendement n° 92 (accès aux documents administratifs) : rejeté (p. 1400)

Son amendement n° 93 (diffusion des données numérisées après avis de la commission d'accès aux documents administratifs) (p. 1401) : rejeté (p. 1402)

Intervient sur l'amendement n° 95 de M. François Brottes (rapport au Parlement : mise en place et missions de l'agence de l'administration électronique) (p. 1406)

Article 2 (obligations et responsabilités des prestataires intermédiaires)

Son intervention (p. 1444 et s.)

Son amendement n° 101 (p. 1450)

Article 7 (détermination de la loi applicable)

Son intervention (p. 1457 et s.)

Article 9 (obligation de transparence des prestataires en ligne)

Son intervention (p. 1460)

Son sous-amendement n° 189 à l'amendement n° 64 de la commission (p. 1460)

Article 10 (obligation de transparence dans la démarche publicitaire)

Son intervention (p. 1461)

Son amendement n° 107 (p. 1461)

Article 12 (régime de la prospection directe)

Son intervention (p. 1464 et s.)

Article 18 (régime juridique de l'utilisation, de la fourniture, de l'importation et de l'exportation des moyens de cryptologie)

Son intervention (p. 1470)

Article 21 (responsabilité des prestataires de services de certification électronique pour les certificats présentés par eux comme qualifiés)

Son intervention (p. 1472)

Article 25 (aggravation des sanctions pénales en cas d'utilisation de moyens de cryptologie afin de préparer ou de commettre une infraction)

Son intervention (p. 1476)

Article 26 (interceptions de sécurité des messages cryptés - sanctions pénales en cas de refus de communiquer la convention de déchiffrement)

Son intervention (p. 1477 et s.)

Article 34 (création d'une nouvelle incrimination en matière de droit de l'informatique)

Son intervention (p. 1482)

Son amendement n° 128 (p. 1482)

Jean-Pierre GRAND

*Hérault (3^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre titulaire de la Commission supérieure des sites, perspectives et paysages [J.O. du 2 août 2002] (p. 13229)

Membre suppléant du Conseil national du tourisme [J.O. du 2 août 2002] (p. 13230)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 21 décembre 2002] (p. 21390)

Rapporteur du projet de loi relatif à la création d'une zone de protection écologique au large des côtes du territoire de la République (n° 560) [19 mars 2003]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 425 relative à la prévention et à la gestion des inondations [28 novembre 2002]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 560), relatif à la création d'une zone de protection écologique au large des côtes du territoire de la République [25 mars 2003] (n° 722)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Transports aériens. Air Littoral. équilibre financier, aides de l'Etat [20 novembre 2002] (p. 5366)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 393, posée le 2 juin 2003. Cérémonies publiques et fêtes légales. monuments commémoratifs (J.O. questions p. 4142). Appelée le 3 juin 2003. journalistes morts en mission (p. 4371)

DÉBATS**Projet de loi n° 36 d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [16 juillet 2002] (p. 2009)**

Son intervention (p. 2029)

Thèmes :

Etrangers : certificats d'hébergement (p. 2029)
Gendarmerie : gendarmes : logement (p. 2029)
Police : adjoints de sécurité (p. 2030)
Police : police municipale (p. 2029)

Proposition de loi n° 380 visant à protéger certaines catégories d'étrangers des mesures d'éloignement du territoire**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [28 novembre 2002] (p. 5901)**

Son intervention (p. 5916)

Thèmes :

Droit pénal : double peine : famille (p. 5917)
Droit pénal : trafic de stupéfiants : étrangers (p. 5917)
Etrangers : attaches avec la France : protection (p. 5917)

Projet de loi n° 402 portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [28 janvier 2003] (p. 566)**

Son intervention (p. 571)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : logement social (p. 572)
Logement : ascenseurs : sécurité (p. 571 et s.)
Urbanisme : plan d'occupation des sols (POS) (p. 571)
Urbanisme : plans locaux d'urbanisme (PLU) (p. 571)
Urbanisme : schémas de cohérence territoriale (p. 571 et s.)

DEUXIÈME LECTURE**Avant la discussion des articles [3 avril 2003] (p. 2797)**

Son intervention (p. 2799)

Thèmes :

Aménagement du territoire : pays (p. 2800 et s.)
Coopération intercommunale (p. 2800)
Urbanisme : plans locaux d'urbanisme (PLU) (p. 2800)
Urbanisme : schémas de cohérence territoriale (p. 2800)

Discussion des articles [3 avril 2003] (p. 2808)**Après l'article 1er quinquies**

Intervient sur l'amendement n° 92 de M. Gilbert Meyer (établissement public gérant un ancien schéma directeur annulé pour vice de forme autorisé à le régulariser après enquête publique, sans attendre l'élaboration d'un schéma de cohérence territoriale) (p. 2812)

Après l'article 6 bis

Intervient sur l'amendement n° 75 précédemment réservé de M. Bernard Accoyer (hauteur des arbres et clôtures dans les terrains situés dans le champ de visibilité d'un espace naturel recensé sur l'inventaire départemental du patrimoine naturel) (p. 2849)

Article 6 sexies précédemment réservé (conditions de retrait d'une commune membre d'une communauté d'agglomération en vue d'adhérer à un autre établissement public de coopération intercommunale)

Son intervention (p. 2855)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 2873)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 2873)

Projet de loi n° 606 relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [4 mars 2003] (p. 1565)**

Son intervention (p. 1572)

Thèmes :

Assurances : indemnisation (p. 1572)
Sécurité publique : inondations (p. 1572)

DEUXIÈME LECTURE**Discussion des articles [15 juillet 2003] (p. 7577)****Après l'article 28**

Son amendement n° 6 (assureur tenu de verser des avances dans un délai de deux mois suivant la date de remise de l'estimatif des dommages) : adopté (p. 7621)

Après l'article 35

Intervient sur l'amendement n° 41 de la commission (juridictions d'instruction et de jugement saisies avant la promulgation de la loi n° 2003-346 du 15 avril 2003 compétentes jusqu'à l'issue de la procédure) (p. 7325)

Projet de loi n° 560 relatif à la création d'une zone de protection écologique au large des côtes du territoire de la République

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE**Avant la discussion des articles [3 avril 2003] (p. 2874)**

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 2876)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : marée noire (p. 2877)
Droit pénal : sanctions pénales (p. 2878)
Mer et littoral : protection (p. 2877 et s.)
Union européenne : directives : transports maritimes (p. 2877)

Projet de loi n° 710 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance des mesures de simplification et de codification du droit**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [9 avril 2003] (p. 3053)****Article 7 (modalités de preuve de la nationalité)**

Son intervention (p. 3059)

Déclaration du Gouvernement n° 880 sur les infrastructures 2003-2020 et débat sur cette déclaration**[20 mai 2003] (p. 3826)**

Son intervention (p. 3904)

Thèmes :

Transports aériens : aéroports : Provence-Alpes-Côte d'Azur (p. 3905)
Transports ferroviaires : TGV : Languedoc-Roussillon (p. 3904)
Voie : autoroutes (p. 3905)

Projet de loi n° 784 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2003] (p. 4009, 4049, 4125)

Article 1er (de la procédure applicable à la délinquance et à la criminalité organisées)

Article 706-73 du code de procédure pénale (détermination des infractions relevant de la criminalité organisée)

Ses amendements n°s 4, 12 et 5 (p. 4013)

Article 706-87 du code de procédure pénale (de l'infiltration)

Son amendement n° 19 (p. 4025)

Après l'article 706-97 du code de procédure pénale

Son amendement n° 24 corrigé (interdiction de la diffusion, notamment sur Internet, d'informations relatives aux méthodes de fabrication d'armes et d'explosifs) (p. 4035) : rejeté (p. 4036)

Article 706-100 du code de procédure pénale (dispositions communes)

Son amendement n° 7 (p. 4038)

Article 3 (dispositions relatives au repentir)

Son amendement n° 13 (p. 4064)

Article 23 (amélioration et élargissement de la composition pénale)

Son amendement n° 9 rectifié (p. 4115)

Après l'article 29

Son amendement n° 10 (information possible de la personne gardée à vue par un formulaire dans sa langue ou par une traduction téléphonique) : non soutenu (p. 4137)

Son amendement n° 11 (suppression de la fixation obligatoire d'un délai en cas d'enquête préliminaire) : non soutenu (p. 4138)

Avant l'article 32

Son amendement n° 26 (protection des témoins contre les mesures d'intimidation) : non soutenu (p. 4143)

Après l'article 35

Son amendement n° 27 (prise en compte de la protection des familles des victimes et des témoins dans la décision de mise en détention provisoire ou de sa prolongation) : non soutenu (p. 4148)

Son amendement n° 28 corrigé (indemnisation possible de toute victime d'une atteinte à la personne par le fonds de garantie des victimes d'infraction) : non soutenu (p. 4148)

Après l'article 37

Son amendement n° 29 (placement en garde à vue des témoins de certaines infractions graves) : non soutenu (p. 4151)

Projet de loi n° 823 relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 juillet 2003] (p. 6787)

Son intervention (p. 6800)

Thème :

Etrangers : éloignement du territoire : trafic de stupéfiants (p. 6800)

Discussion des articles [8 juillet 2003] (p. 7005) ; [9 juillet 2003] (p. 7129)

Article 2 (attestation d'accueil)

Son intervention (p. 7023 et s.)

Après l'article 6

Son amendement n° 18 (possibilité de retrait de la carte de séjour temporaire de l'étranger passible de poursuites pénales pour les infractions les plus graves en matière de trafic de stupéfiants) (p. 7073) : adopté après modification (p. 7076)

Article 24 (protection absolue contre les mesures d'expulsion au bénéfice de certaines catégories d'étrangers)

Son intervention (p. 7148)

Claude GREFF

*Indre-et-Loire (2^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elue le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

Membre titulaire du Conseil supérieur de la mutualité [J.O. du 2 août 2002] (p. 13229)

Membre titulaire du Conseil national du syndrome immunodéficient acquis [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14786)

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes sur le projet de loi (n° 885) portant réforme des retraites [3 juin 2003] (n° 892)

Proposition de loi n° 1084 visant à créer un temps citoyen, engagement civique au service de la collectivité, pour tous les jeunes atteignant l'âge de la majorité [24 septembre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique sociale. lutte contre l'exclusion. associations, aides de l'Etat [9 octobre 2002] (p. 3124)

Santé. épidémies. pneumopathie atypique, propagation, lutte et prévention [19 mars 2003] (p. 2182)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 117, posée le 3 février 2003. Communes. urbanisme (J.O. questions p. 621). Appelée le 4 février 2003. travaux de viabilisation, financement (p. 769)

n° 417, posée le 9 juin 2003. Déchets, pollutions et nuisances. déchets ménagers (J.O. questions p. 4338). Appelée le 10 juin 2003. usine d'incinération, perspectives, Tours (p. 4894)

DÉBATS

Proposition de loi n° 137 relative à la création d'un ordre national de la profession d'infirmier et d'infirmière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 2003] (p. 531)

Son intervention (p. 541)

Thèmes :

Professions de santé : déontologie (p. 541)

Professions de santé : exercice libéral (p. 541)

Professions de santé : infirmiers (p. 541)

Professions de santé : infirmiers : installation (p. 541)

Professions de santé : ordre professionnel (p. 541)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juin 2003] (p. 4931)

Sa présentation du rapport de la délégation aux droits des femmes (p. 4961)

Thèmes :

Famille : familles nombreuses : retraites (p. 4962)

Femmes : droits (p. 4962)

Retraites : généralités : pensions de réversion (p. 4961)

Retraites : régime agricole : retraites complémentaires (p. 4961)

Maxime GREMETZ

*Somme (1^{ère} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains*

Elu le 16 juin 2002

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11065)

Adhère au groupe des Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11463)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'un dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise [J.O. du 1^{er} août 2002] (p. 13132)

Membre titulaire de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14786)

Membre suppléant du Comité national des retraités et personnes âgées [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14786)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 21 décembre 2002] (p. 21390)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 367 relative à la création et à l'exploitation de dispensaires par les caisses primaires d'assurance maladie et les caisses générales de sécurité sociale [7 novembre 2002]

Proposition de loi n° 368 relative au suivi sanitaire des essais nucléaires français [7 novembre 2002]

Proposition de résolution n° 610 tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion sociale et économique des grands groupes industriels et son impact sur les territoires et l'environnement [11 février 2003]

Proposition de loi n° 629 visant à réformer et à simplifier le droit de la chasse [13 février 2003]

Proposition de loi n° 1078 relative à la création d'un nouveau délit à l'encontre des patrons voyous [24 septembre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Irak. intervention des Etats-Unis, perspectives [16 octobre 2002] (p. 3409)

Retraites : généralités. politique à l'égard des retraités. perspectives [12 novembre 2002] (p. 4903)

Emploi. politique de l'emploi. perspectives [26 mars 2003] (p. 2442)

Retraites : généralités. réforme. perspectives [3 juin 2003] (p. 4397)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 35, posée le 2 décembre 2002. Transports ferroviaires. retirée le 2 décembre 2002 (J.O. questions p. 4502)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Regrette que l'opposition ne soit pas respectée et demande une suspension de séance [30 juillet 2002] (p. 2372)

Demande une suspension de séance compte tenu de la lassitude de l'Assemblée après des discours "répétitifs" [2 octobre 2002] (p. 2852)

Proteste contre l'attitude polémique du ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité [3 décembre 2002] (p. 6105)

S'indigne, alors que les débats portent sur la protection des salariés, que deux employés de l'Assemblée nationale viennent de recevoir une lettre de licenciement ; demande au président de séance de saisir le président de l'Assemblée nationale de sa protestation [4 décembre 2002] (p. 6175)

S'élève contre une levée de séance qu'il juge prématurée [4 décembre 2002] (p. 6209)

Regrette les modifications apportées à l'ordre du jour et le court délai laissé aux groupes pour désigner leurs représentants à la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique [18 décembre 2002] (p. 6917)

Constate que, comme lui, le Gouvernement a qualifié certains patrons de voyous et de pirates de l'économie [4 février 2003] (p. 855)

Regrette l'application par le Gouvernement de l'article 40 de la Constitution lors du débat sur le droit à la retraite à taux plein pour les salariés justifiant de quarante annuités de cotisation avant l'âge de 60 ans, alors que les représentants de l'actuelle majorité avaient protesté contre l'utilisation de ce même article par le Gouvernement précédemment en 2001 à propos d'une proposition identique [11 mars 2003] (p. 1870)

Fait remarquer qu'il est surprenant d'examiner le projet de loi sur la chasse alors que la France est paralysée et qu'il y a des millions de gens dans la rue pour s'opposer au projet de loi relatif à la réforme des retraites [13 mai 2003] (p. 3601)

Regrette, à l'occasion du débat sur les infrastructures de transports, que le ministre de l'équipement réponde alors même que tous les intervenants dans la discussion générale ne se sont pas encore exprimés [20 mai 2003] (p. 3868)

Estime que la demande de vérification du quorum est la contrepartie du refus de discuter de nombreux amendements présentés par son groupe, en invoquant l'article 40 [11 juin 2003] (p. 5024)

Considère que l'application répétée de l'article 40 aux contre-propositions communistes est une forme d'obstruction qui justifie celle à laquelle l'opposition va être contrainte d'avoir recours [12 juin 2003] (p. 5121)

Considère comme une provocation l'annonce par le Premier ministre qu'un projet de loi sur le service minimum serait prochainement à l'ordre du jour alors que l'Assemblée nationale débat actuellement sur les retraites [13 juin 2003] (p. 5188)

Considère le débat sur les retraites mal organisé ; l'application de l'article 40 aux amendements de l'opposition nuit à sa continuité [13 juin 2003] (p. 5198)

Critique l'AFP d'avoir présenté les amendements repris par le Gouvernement comme des amendements UMP alors qu'il s'agissait d'amendements de la commission unanime, déclarés irrecevables au titre de l'article 40 [13 juin 2003] (p. 5237)

Souhaite que le projet de loi portant réforme des retraites soit soumis à référendum [16 juin 2003] (p. 5339)

Explique le bien-fondé des amendements déposés par son groupe [17 juin 2003] (p. 5449)

Trouve lamentable et indécent le comportement de certains députés de la majorité lorsqu'est évoquée la portabilité du travail pour certaines professions [17 juin 2003] (p. 5486)

Proteste contre le bruit dans l'hémicycle, insiste pour que l'on puisse entendre les orateurs [18 juin 2003] (p. 5547)

Se plaint que pour l'ouverture de la séance, le président de séance ait fait attendre la représentation nationale [19 juin 2003] (p. 5585)

Se félicite que deux députés membres de l'UMP demandent une mission d'information sur les salaires des dirigeants d'entreprise : les positions que son groupe défend ne laissent pas insensibles certains députés de la majorité [19 juin 2003] (p. 5648)

Interroge le Gouvernement sur l'indemnisation des chômeurs et la position de l'UNEDIC [19 juin 2003] (p. 5602)

N'accepte pas ce qu'il appelle un accord entre la majorité et une partie de l'opposition et indique que les députés de son groupe souhaitent tous intervenir sur chacun des articles [19 juin 2003] (p. 5640)

Se plaint qu'un seul orateur ait répondu à la commission et un seul au Gouvernement alors que des amendements identiques avaient été déposés par des groupes différents ; il souligne que les conclusions du Conseil d'orientation des retraites n'ont pas été adoptées à l'unanimité et que, contrairement à ce que pourrait laisser penser le présent projet, on est en train de préparer l'opinion aux fonds de pension [19 juin 2003] (p. 5648)

Rappelle l'accord intervenu avec le président de l'Assemblée nationale pour éviter de siéger samedi [20 juin 2003] (p. 5725)

Demande à être informé sur l'éventualité d'une séance de nuit compte tenu des engagements qui avaient été pris [20 juin 2003] (p. 5740)

Rappelle que son groupe a retiré des amendements, mais en contrepartie, les débats devaient s'arrêter à 20 heures [20 juin 2003] (p. 5763)

Fait état d'études d'opinion qui montrent que les mouvements sociaux et les actions syndicales bénéficient du soutien de la majorité de la population, et propose l'adoption de l'amendement déposé par son groupe soumettant à référendum la réforme des retraites [23 juin 2003] (p. 5794)

Précise que son groupe utilisera tous les moyens offerts par le règlement pour répondre à une application de ses dispositions les plus brutales [23 juin 2003] (p. 5806)

Accuse les deux représentants du gouvernement d'avoir énoncé des contrevérités : son groupe ne pratique pas l'obstruction mais défend un projet alternatif ; il défendra ses amendements jusqu'au dernier [25 juin 2003] (p. 5986)

S'étonne qu'après avoir voté un amendement proposant une nouvelle rédaction de l'article, il n'y ait pas de vote sur ledit article [25 juin 2003] (p. 6042)

Se plaint de ne pas avoir obtenu le scrutin public qu'il avait demandé [26 juin 2003] (p. 6156)

Aimerait que le président de séance lui fasse lecture de l'article du règlement lui permettant de décider lui-même un scrutin public [26 juin 2003] (p. 6160)

Sur le rappel au règlement de M. Denis Jacquat : accuse M. Jacquat de mensonge [27 juin 2003] (p. 6172)

Fait le point sur le déroulement des travaux : la seule réforme des retraites impose de siéger jusqu'au 26 juillet ; compte tenu du reste de l'ordre du jour, le "risque est grand (...) qu'il n'y ait pas de vacances parlementaires" [27 juin 2003] (p. 6294)

Se déclare très choqué que le président d'un parti, s'exprimant dans un hebdomadaire du dimanche, fasse pression sur le président de l'Assemblée nationale pour qu'il applique le règlement de façon plus stricte [30 juin 2003] (p. 6332)

Souhaite que la procédure réglementaire en matière de scrutin public soit respectée en ce qui concerne le vote personnel et le délai d'annonce du scrutin [1^{er} juillet 2003] (p. 6502)

Demande au Gouvernement de ne pas donner son agrément à l'accord minoritaire relatif aux intermittents du spectacle et de réunir une table ronde [1^{er} juillet 2003] (p. 6522)

S'insurge contre l'expression "intermittents de l'hémicycle" utilisée par M. Jacquat : il la ressent comme une agression contre les intermittents du spectacle [2 juillet 2003] (p. 6585)

DÉBATS

Projet de loi n° 107 portant création d'un dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juillet 2002] (p. 2312)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2327)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 2359)

Son rappel au règlement (cf supra) [30 juillet 2002] (p. 2372)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 2327, 2359)

Emploi : jeunes (p. 2327, 2359)

Emploi : recrutement (p. 2366)

Entreprises : allègement des charges (p. 2360)

Entreprises : chefs d'entreprises (p. 2360)
 Entreprises : délocalisations (p. 2361)
 Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 2368)
 Formation professionnelle : promotion sociale (p. 2359, 2365)
 Impôt sur le revenu : calcul (p. 2361)
 Retraites : généralités : politique à l'égard des retraités (p. 2363)
 Retraites : généralités : système par répartition (p. 2370)
 Secteur public : privatisations (p. 2363)
 Syndicats : représentativité (p. 2328, 2359)
 Travail : contrats à durée déterminée (p. 2327, 2368)
 Travail : contrats à durée indéterminée (p. 2327, 2369)
 Travail : licenciements : primes (p. 2367)
 Travail : réduction du temps de travail (p. 2362)
 Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 2327, 2360, 2363)
 Travail : salaires (p. 2327, 2362)

Discussion des articles [30 juillet 2002] (p. 2372) ; [31 juillet 2002] (p. 2412)

Article 1er (dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise)

Article L. 322-4-6 du code du travail (public visé et nature du soutien)

Son amendement n° 7 (suppression de la possibilité de recourir à des contrats à temps partiel) (p. 2381)

Son amendement n° 8 (référence aux seules cotisations patronales de sécurité sociale) (p. 2382)

Article L. 322-4-6-1 du code du travail (employeurs concernés et durée du soutien)

Son amendement n° 9 (bénéfice des aides aux seules entreprises de 250 salariés au plus) (p. 2385) : SCRUTIN PUBLIC (p. 2387)

Intervient sur l'amendement n° 21 de Mme Martine Billard (seules entreprises n'ayant pas procédé à un licenciement économique depuis douze mois) (p. 2388)

Intervient sur l'amendement n° 83 corrigé de M. Gaëtan Gorce (seules entreprises n'ayant pas procédé à un licenciement économique depuis douze mois) (p. 2388)

Son amendement n° 10 (possibilités d'embauche des titulaires de CDD ou de contrats de travail temporaire) (p. 2389)

Son amendement n° 2 (limitation des CDD et emplois temporaires) (p. 2390)

Son amendement n° 3 (engagements de l'employeur en matière de formation professionnelle) (p. 2412) : SCRUTIN PUBLIC (p. 2414)

Reprend l'amendement n° 64 de M. Jean Proriot (le dispositif a pour vocation l'accès à une formation qualifiante) (p. 2415) (p. 2414)

Article L. 322-4-6-5 du code du travail (modalités particulières pour les entreprises ayant constitué des caisses de compensation entre elles)

Son amendement n° 11 (de suppression) (p. 2417)

Article 2 (négociation collective sur la formation)

Intervient sur l'amendement n° 29 corrigé de M. Rudy Salles (dispositif obligatoire d'accompagnement) (p. 2421)

Après l'article 2

Son amendement n° 4 (de cohérence) (p. 2422)

Article 3 (financement du régime d'assurance chômage des intermittents du spectacle par une contribution spécifique)

Son amendement n° 5 (de suppression) (p. 2425) : SCRUTIN PUBLIC (p. 2426)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 2434)

Projet de loi n° 190 relatif aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 octobre 2002] (p. 2843, 2871) ; [3 octobre 2002] (p. 2927)

Son rappel au règlement (cf supra) [2 octobre 2002] (p. 2852)

Ses explications de vote :

- sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2865)

- sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2887)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 2932)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi (p. 2939)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 2933)

Entreprises : accords collectifs d'entreprise (p. 2887, 2939)

Entreprises : allègement des charges (p. 2887)

Entreprises : délocalisations (p. 2934)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 2934)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 2935)

Entreprises : situation financière (p. 2934)

Entreprises : Vivendi (p. 2937)

Secteur public : nationalisations (p. 2932)

Secteur public : privatisations (p. 2932)

Secteur public : services publics (p. 2932)

Travail : durée du travail (p. 2865, 2887, 2935)

Travail : heures supplémentaires (p. 2938)

Travail : réduction du temps de travail (p. 2865, 2935, 2935)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 2865, 2887, 2935, 2941)

Travail : salaires (p. 2865, 2941)

Discussion des articles [3 octobre 2002] (p. 2947, 2965) ; [8 octobre 2002] (p. 3070) ; [9 octobre 2002] (p. 3129, 3158)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 29 (intitulé du Titre 1er) (p. 2947)

Article 1er (article 32 de la loi n° 2000-37 du 19 janvier 2000 : harmonisation des salaires minima)

Son intervention (p. 2951)

Son amendement n° 23 (référence au seul SMIC en vigueur au 1er juillet 2002) (p. 2953) : SCRUTIN PUBLIC (p. 2954)

Son amendement n° 24 (de cohérence) (p. 2954)

Son amendement n° 25 (suppression du paragraphe II) (p. 2957) (p. 2958)

Son amendement n° 26 (revalorisation du SMIC au 1er juillet 2003) (p. 2958)

Ses observations : regrette que le scrutin public qu'il avait demandé sur son amendement ait automatiquement porté aussi sur les amendements identiques [3 octobre 2002] (p. 2958)

Son amendement n° 27 (suppression des clauses de gel ou de modération des salaires liées au passage aux 35 heures) (p. 2959)

Son amendement n° 28 (suppression des rémunérations inférieures au SMIC résultants d'accords de branche) (p. 2960) : SCRUTIN PUBLIC (p. 2961)

Avant l'article 2

Son amendement n° 71 (réduction à 32 heures de la durée hebdomadaire du temps de travail) (p. 2965)

Article 2 (articles L. 212-5, L. 212-5-1, L. 212-6, L. 212-8, L. 212-9, L. 212-15-2, L. 212-15-3 et L. 227-1 du code du travail : assouplissements des trente-cinq heures)

Son intervention (p. 2973)

Son amendement n° 30 (taux de majoration des heures supplémentaires) (p. 2983) : SCRUTIN PUBLIC (p. 2984)

Intervient sur l'amendement n° 175 de M. Hervé Morin (accords collectifs) (p. 2985)

Intervient sur l'amendement n° 137 de M. Alain Vidalies (organisations syndicales représentatives) (p. 2985)

Intervient sur l'amendement n° 154 de M. Alain Vidalies (organisations syndicales représentatives) (p. 2985)

Intervient sur l'amendement n° 138 de M. Alain Vidalies (organisations syndicales représentatives) (p. 2985)

Intervient sur l'amendement n° 139 de M. Alain Vidalies (organisations syndicales représentatives) (p. 2985)

Son amendement n° 31 (accords majoritaires) (p. 2990) : SCRUTIN PUBLIC (p. 2991)

Son amendement n° 32 (heures supplémentaires plafonnées à 130) (p. 3071) : SCRUTIN PUBLIC (p. 3074)

Son amendement n° 33 (repos compensateur obligatoire lié à la 39ème heure au lieu de la 41ème) (p. 3074)

Son amendement n° 34 (seuil de déclenchement du repos compensateur abaissé à dix salariés) (p. 3076) : SCRUTIN PUBLIC (p. 3078)

Son amendement n° 35 (contingent fixé à 130 heures supplémentaires) (p. 3080)

Son amendement n° 36 (seuil de déclenchement du repos compensateur abaissé à dix salariés) (p. 3081)

Son amendement n° 37 (maintien des accords de branche déjà signés en matière d'heures supplémentaires) (p. 3083)

Son amendement n° 38 (accords signés par des organisations syndicales représentatives) (p. 3084)

Intervient sur l'amendement n° 118 de M. Gaëtan Gorce (plafond des heures supplémentaires) (p. 3086)

Son amendement n° 39 (de cohérence) (p. 3087)

Son amendement n° 40 (heures supplémentaires soumises à l'accord du comité d'entreprise ou des délégués du personnel et conditionnées par l'absence de possibilité de recrutement) (p. 3094)

Son amendement n° 41 (suppression de la référence unique aux 1600 heures annuelles) (p. 3096)

Son amendement n° 46 (durée hebdomadaire du travail ramenée à 32 heures et durée annuelle à 1459 heures) (p. 3096)

Son amendement n° 43 (suppression du plafond annuel de 1600 heures) (p. 3098)

Son amendement n° 53 (extension du temps de travail soumis à la signature des représentations syndicales majoritaires) (p. 3100)

Son amendement n° 48 (modulation du temps de travail réservée aux entreprises à caractère saisonnier) (p. 3101)

Son amendement n° 47 (de cohérence) (p. 3101)

Son amendement n° 49 (limites des accords de modulation) (p. 3101)

Son amendement n° 50 (limites des accords de modulation) (p. 3101)
 Son amendement n° 51 corrigé (délai d'information des salariés sur les changements d'horaires) (p. 3102)
 Son amendement n° 52 corrigé (cas de réduction du délai d'information des salariés) (p. 3102)
 Son amendement n° 42 (suppression de la disposition annulant la référence aux 35 heures hebdomadaires) (p. 3102)
 Son amendement n° 55 (notion de "cadre dirigeant" lié à un seuil de rémunération de cinq fois le SMIC) (p. 3103)
 Intervient sur l'amendement n° 231 de M. Claude Gaillard (seuls les conventions et accords collectifs peuvent déterminer les catégories de cadres susceptibles de bénéficier de forfaits annuels en jours) (p. 3106)
 Intervient sur l'amendement n° 177 rectifié de M. Nicolas Perruchot (seuls les conventions et accords collectifs peuvent déterminer les catégories de cadres susceptibles de bénéficier de forfaits annuels en jours) (p. 3106)
 Son amendement n° 45 (maintien de la réglementation actuelle sur les horaires de travail des cadres) (p. 3131)
 Son amendement n° 54 (suppression des "forfaits-jours") (p. 3134)
 Intervient sur l'amendement n° 114 de M. Gaëtan Gorce (catégories concernées par les "forfaits-jours") (p. 3135)
 Intervient sur l'amendement n° 140 de M. Gaëtan Gorce (catégories concernées par les "forfaits-jours") (p. 3135)
 Son amendement n° 44 (limites journalières, hebdomadaires et annuelles des heures de travail des cadres) (p. 3137) : SCRUTIN PUBLIC (p. 3138)
 Son amendement n° 56 (conventions et accords collectifs signés par les syndicats majoritaires) (p. 3138)
 Son amendement n° 58 (conventions et accords collectifs signés par les syndicats majoritaires) (p. 3140)
 Son amendement n° 57 (de conséquence) (p. 3140)
 Son amendement n° 59 (suppression des dispositions concernant la monétarisation du compte épargne-temps) (p. 3140)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 229 rectifié de M. Pierre Morange (situation du salarié soumis à une astreinte et dont l'astreinte n'a impliqué aucune intervention) (p. 3146)

Article 3 (article 5, paragraphe V, de la loi n° 2000-37 du 19 janvier 2000 : prolongation jusqu'au 31 décembre 2005 des dispositions spécifiques en matière de majoration des quatre premières heures supplémentaires pour les entreprises de vingt salariés au plus)
 Son amendement n° 60 (de suppression) (p. 3149)

Article 4 (articles L. 713-6, L. 713-7, L. 713-9, L. 713-14 et L. 713-15 du code rural : transposition des dispositions du projet de loi dans le code rural)

Son amendement n° 61 (de suppression) (p. 3152)

Après l'article 4

Son amendement n° 80 (principe majoritaire en matière d'accords collectifs) (p. 3158)

Article 5 (mesure spécifique aux établissements médico-sociaux)

Son amendement n° 62 (de suppression) (p. 3158) : SCRUTIN PUBLIC (p. 3159)

Après l'article 5

Son amendement n° 69 (l'horaire de travail élément du contrat de travail) (p. 3159)

Son amendement n° 70 (conditions de décompte du temps de travail) (p. 3160)

Son amendement n° 63 (délai d'information des salariés avant un changement d'horaire de travail) (p. 3160)

Son amendement n° 64 (délai d'information des salariés avant un changement d'horaire de travail) (p. 3160)

Son amendement n° 66 (heures complémentaires : taux de majoration du salaire) (p. 3161)

Son amendement n° 65 (délai d'information des salariés avant un changement d'horaire de travail) (p. 3161)

Son amendement n° 67 (accords signés par les organisations syndicales majoritaires) (p. 3161)

Son amendement n° 68 (droit du salarié à revenir sur une réduction de son temps de travail) (p. 3162)

Avant l'article 6

Son amendement n° 81 (suppression du Titre III : "Dispositions relatives au développement de l'emploi") (p. 3163)

Son amendement n° 72 (suppression du recours au contrat à durée déterminée motivé par l'accroissement temporaire d'activité de l'entreprise) (p. 3166)

Son amendement n° 73 (limitation à 5 % de l'effectif de l'entreprise sous contrat à durée déterminée pour accroissement temporaire d'activité) (p. 3166)

Intervient sur l'amendement n° 102 de M. Jacques Desallangre (interdiction du licenciement collectif dans une entreprise réalisant des bénéfices) (p. 3168)

Son amendement n° 74 (limitation à 10 % du nombre des salariés employés à temps partiel) (p. 3168)

Son amendement n° 77 (réduction des motifs de licenciements économiques aux cas de nécessité absolue) (p. 3169)

Son amendement n° 79 (accord du comité d'entreprise sur le plan de formation en entreprise) (p. 3171)

Son amendement n° 78 (droit d'intervention du comité d'entreprise sur les mesures prises concernant l'emploi) (p. 3171)

Article 6 (article L. 241-13 du code de la sécurité sociale : dispositif d'allègement de cotisations patronales de sécurité sociale)

Son intervention (p. 3172)

Son amendement n° 82 (de suppression) (p. 3173)

Après l'article 6

Son amendement n° 91 (majoration des charges pour les entreprises ayant pratiqué le travail dissimulé ou illégal) (p. 3179)

Son amendement n° 90 (nouveau mode de calcul des cotisations sociales) (p. 3179)

Article 7 (dispositif transitoire d'allègement de cotisations patronales de sécurité sociale)

Son amendement n° 83 (de suppression) (p. 3181)

Article 8 (articles L. 131-9, L. 241-13-1 et L. 711-13-1 du code de la sécurité sociale et articles L. 741-4, L. 741-15 et L. 751-17 du code rural : abrogation de l'allègement de cotisations sociales patronales lié à la réduction du temps de travail et coordination)

Son amendement n° 84 (de suppression) (p. 3183)

Article 9 (article L. 711-13 du code de la sécurité sociale : application du dispositif d'allègement de cotisations sociales patronales à certains régimes spéciaux)

Son amendement n° 85 (de suppression) (p. 3185)

Article 10 (article 3 de la loi n° 98-461 du 13 juin 1998 d'orientation et d'incitation à la réduction du temps de travail : caractère individuel de l'aide incitative à la réduction du temps de travail afférente au salarié y ouvrant droit)

Son amendement n° 86 (de suppression) (p. 3185)

Article 11 (article 3 de la loi n° 98-461 du 13 juin 1998 d'orientation et d'incitation à la réduction du temps de travail : dispositions transitoires)

Son amendement n° 87 (de suppression) (p. 3186)

Article 12 (articles 19 et 20 de la loi n° 2000-37 du 19 janvier 2000 relative à la réduction négociée du temps de travail : abrogation des règles d'accès, de suspension et de suppression de l'allègement de cotisations sociales patronales lié à la réduction du temps de travail)

Son amendement n° 88 (de suppression) (p. 3186)

Intervient sur l'amendement n° 213 de M. Gaëtan Gorce (maintien du dispositif d'accompagnement et d'appui à la réduction du temps de travail) (p. 3189)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 3306)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [19 décembre 2002] (p. 7019, 7030)

Avant l'article 2

Son amendement n° 2 (application de la règle majoritaire dans la négociation sociale) : rejeté (p. 7020)

Article 2 (assouplissement du dispositif fixant à trente-cinq heures la durée hebdomadaire du travail)

Son amendement n° 3 (p. 7022)

Son amendement n° 4 (p. 7030)

Son amendement n° 5 (p. 7032)

Son amendement n° 6 (p. 7033)

Son amendement n° 7 (p. 7037)

Article 3 (prolongation jusqu'au 31 décembre 2005 des dispositions spécifiques en matière de majoration des quatre premières heures supplémentaires pour les entreprises de vingt salariés au plus)

Son amendement n° 8 (p. 7040)

Article 3 bis nouveau (référence à la durée annuelle de travail en matière de modulation des horaires pour les salariés travaillant à temps partiel)

Son amendement n° 9 (p. 7041)

Article 4 (transposition des dispositions du projet de loi dans le code rural)

Son amendement n° 10 (p. 7042)

Après l'article 5

Son amendement n° 12 (non-renouvellement de contrat de travail au sein d'une entreprise sous-traitante ; responsabilité de l'entreprise utilisatrice) (p. 7043)

Article 6 (dispositif d'allègement de cotisations patronales de sécurité sociale)

Son amendement n° 13 (p. 7044)

Article 7 (dispositif transitoire d'allègement de cotisations patronales de sécurité sociale)

Son amendement n° 14 (p. 7045)

Article 8 (abrogation de l'allègement de cotisations sociales patronales lié à la réduction du temps de travail et coordination)

Son amendement n° 15 (p. 7045)

Article 11 (dispositions transitoires)

Son amendement n° 16 (p. 7046)

Article 12 (abrogation des règles d'accès, de suspension et de suppression de l'allègement de cotisations sociales patronales lié à la réduction du temps de travail)

Son amendement n° 17 (p. 7046)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES SOCIALES, TRAVAIL ET SOLIDARITÉ, ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE

Examen du fascicule [14 novembre 2002] (p. 5069)

Son intervention (p. 5086)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : création d'emplois (p. 5086)

Emploi : jeunes (p. 5086)

Entreprises : allègement des charges (p. 5086)

Entreprises : compétitivité (p. 5088)

Formation professionnelle : apprentissage (p. 5087)

Retraites : généralités : âge de la retraite (p. 5088)

Travail : réduction du temps de travail (p. 5087)

Travail : rémunération (p. 5087)

AFFAIRES SOCIALES, TRAVAIL ET SOLIDARITÉ

VILLE ET RÉNOVATION URBAINE

Examen du fascicule [23 octobre 2002] (p. 3803)

Procédure des questions :

Logement : logement social : Amiens (p. 3832)

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [12 novembre 2002] (p. 4861)

Son intervention (p. 4868)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord (p. 4868)

Anciens combattants et victimes de guerre : carte du combattant (p. 4869)

Anciens combattants et victimes de guerre : crédits (p. 4868)

Anciens combattants et victimes de guerre : décrystallisation (p. 4868)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 4868)

Anciens combattants et victimes de guerre : service du travail obligatoire (STO) (p. 4868)

Vote des crédits et articles rattachés [12 novembre 2002] (p. 4892)

Etat B, titre IV

Intervient sur l'amendement n° 167 du Gouvernement (majoration de crédits : dotation de l'Office national des anciens combattants) (p. 4894)

Après l'article 62

Intervient sur l'amendement n° 132 de la commission des affaires culturelles (rapport au Parlement sur l'extension des réparations à tous les orphelins des victimes du nazisme) (p. 4895)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [18 décembre 2002] (p. 6907)

Son rappel au règlement (cf supra) [18 décembre 2002] (p. 6917)

Son intervention (p. 6924)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 6925)

Emploi : politique de l'emploi (p. 6924)

Entreprises : aides publiques : contrôle (p. 6924)

Entreprises : allègement des charges (p. 6924)

Finances publiques : dépenses (p. 6924)

Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 6924)

Logement : épargne logement : primes (p. 6925)

Partis et mouvements politiques : Parti communiste : finances publiques (p. 6925)

Partis et mouvements politiques : Parti communiste : politique économique (p. 6925)

Politique économique : conjoncture : croissance (p. 6924)

Secteur public : privatisations (p. 6924)

Travail : licenciements (p. 6924)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 6924)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [18 décembre 2002]

Vote contre du groupe des Député-e-s Communistes et Républicains (p. 6925)

Projet de loi n° 250 de financement de la sécurité sociale pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 octobre 2002] (p. 4093, 4123, 4161)

Ses explications de vote :

- sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4117)

- sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 4140)

Son intervention (p. 4157)

Thèmes :

Assurances : fonds de pension (p. 4157)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 4141)

Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 4140)

Pharmacie et médicaments : médicaments génériques (p. 4140)

Retraites : généralités : âge de la retraite (p. 4158)

Retraites : généralités : cotisations (p. 4158)

Retraites : généralités : minimum vieillesse (p. 4158)

Retraites : généralités : système par répartition (p. 4117, 4157)

Sécurité sociale : cotisations (p. 4117)

Sécurité sociale : financement (p. 4117, 4140)

Sécurité sociale : Fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale (FOREC) (p. 4141)

Discussion des articles [29 octobre 2002] (p. 4208, 4260, 4296) ; [30 octobre 2002] (p. 4341, 4374)

Article 1er et rapport annexé (approbation du rapport annexé)

Son intervention (p. 4218 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (création d'un office parlementaire d'évaluation des politiques de santé) (p. 4232)

Intervient sur l'amendement n° 26 de la commission (compétence de la Cour des comptes en matière d'examen de la gestion des centres hospitaliers régionaux) (p. 4234)

Intervient sur l'amendement n° 27 de la commission (rôle et composition de la commission des comptes de la santé) (p. 4235)

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission des finances (rapport au Parlement sur l'impact financier de l'indemnisation des victimes de l'amiante) (p. 4237)

Intervient sur l'amendement n° 123 de M. Maxime Gremetz (publication de l'état annuel des dispositifs affectant l'assiette des cotisations) (p. 4237 et s.)

Son amendement n° 123 (publication de l'état annuel des dispositifs affectant l'assiette des cotisations) (p. 4237) : rejeté (p. 4238)

Ses observations : se voit refuser une suspension de séance pour absence de délégation, annonce qu'il va la chercher et qu'il demandera trois suspensions [29 octobre 2002] (p. 4238)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 33 de la commission (insertion d'un nouveau chapitre instituant un Comité des finances sociales) (p. 4241)

Avant l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 114 de Mme Jacqueline Fraysse (majoration de la contribution sociale assise sur les bénéfices des sociétés) (p. 4243)

Intervient sur l'amendement n° 118 de Mme Jacqueline Fraysse (contribution sociale sur les revenus des entreprises) (p. 4244)

Intervient sur l'amendement n° 116 de Mme Jacqueline Fraysse (nouveau système de modulation des cotisations patronales) (p. 4245)

Intervient sur l'amendement n° 115 de Mme Jacqueline Fraysse (fixation des coefficients de modulation des cotisations patronales) (p. 4245)

Intervient sur l'amendement n° 117 de Mme Jacqueline Fraysse (fixation des coefficients de modulation des cotisations patronales) (p. 4246)

Article 3 (affectation du droit de consommation sur les tabacs)

Son intervention (p. 4262 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 217 de M. Claude Evin (création d'une contribution assise sur la valeur ajoutée des entreprises) (p. 4266)

Article 12 (expérimentation du financement des hôpitaux par l'activité)

Son intervention (p. 4297)

Article 13 (fusion du Fonds pour la modernisation des cliniques privées dans le Fonds pour la modernisation des établissements de santé)

Son intervention (p. 4301)

Ses observations : se plaint que la présidence ait procédé à la mise aux voix d'un article en discussion sans tenir compte qu'un membre de son groupe demandait à s'exprimer [29 octobre 2002] (p. 4304)

Article 16 (missions du conseil de surveillance de la Caisse nationale d'assurance maladie)

Son intervention (p. 4316)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 126 de Mme Jacqueline Fraysse (dépôt automatique d'une demande d'inscription sur la liste des médicaments

remboursables pour toute spécialité ayant obtenu une autorisation de mise sur le marché) (p. 4320)

Article 20 (inscription accélérée sur la liste des médicaments remboursables)

Son intervention (p. 4323 et s.)

Article 24 (financement du forfait de garde pour les entreprises de transport sanitaire)

Son intervention (p. 4350)

Article 25 (prolongation du délai pour la signature des conventions tripartites par les établissements assurant l'hébergement des personnes âgées dépendantes)

Son intervention (p. 4352)

Article 27 (tarif forfaitaire de remboursement pour les médicaments)

Son intervention (p. 4366)

Article 30 (dotation de financement de l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux)

Son intervention (p. 4378)

Article 32 (fixation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie pour 2003)

Son intervention (p. 4385)

Article 35 (dotation de financement du Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante)

Son intervention (p. 4386 et s.)

Article 37 (montant du versement de la branche accidents du travail à la branche maladie au titre de la sous-déclaration des accidents du travail et des maladies professionnelles)

Son intervention (p. 4391)

Article 38 (autonomisation de la gestion de la branche accidents du travail)

Son intervention (p. 4393)

Article 39 (fixation de l'objectif de dépenses de la branche accidents du travail pour 2003)

Son intervention (p. 4395)

Article 43 (revalorisation des pensions de retraite du régime général et des avantages alignés en fonction de l'évolution prévisionnelle des prix)

Son intervention (p. 4398)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [27 novembre 2002] (p. 5820)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 5822) : rejetée (p. 5828)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : bénéficiaires (p. 5824)
 Entreprises : charges (p. 5826)
 Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 5824)
 Etablissements de santé : hôpitaux (p. 5824)
 Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) (p. 5826)
 Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 5823)
 Pharmacie et médicaments : médicaments génériques (p. 5824)
 Retraites : généralités : politique à l'égard des retraités (p. 5825)
 Santé : accès aux soins (p. 5823)
 Santé : politique de la santé (p. 5823)
 Sécurité sociale : assurances complémentaires (p. 5825)
 Sécurité sociale : cotisations (p. 5826)
 Sécurité sociale : financement (p. 5823)

Projet de loi n° 375 relatif à la négociation collective sur les restructurations ayant des incidences sur l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 décembre 2002] (p. 6101) ; [4 décembre 2002] (p. 6158) ; [5 décembre 2002] (p. 6217)

Son rappel au règlement (cf supra) [3 décembre 2002] (p. 6105)

Ses explications de vote :

- sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6120)

- sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6178)

Ses rappels au règlement (cf supra) [4 décembre 2002] (p. 6175 et 6209)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 6217)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 6225)
 Entreprises : comités d'entreprise (p. 6223)
 Entreprises : délocalisations (p. 6222)
 Entreprises : investissements (p. 6218)
 Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 6123, 6178, 6219, 6225)
 Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 6217, 6223)
 Entreprises : représentants du personnel (p. 6178)
 Politique économique : capitalisme (p. 6221)
 Politique économique : concurrence (p. 6222)

Retraites : généralités : âge de la retraite (p. 6219)

Secteur public : privatisations (p. 6221)

Sécurité sociale : protection sociale (p. 6220)

Travail : salariés (p. 6123, 6219)

Travail : contrats à durée déterminée (p. 6227)

Travail : licenciement économique (p. 6122, 6218)

Travail : licenciements (p. 6122, 6178, 6217, 6226)

Travail : négociations (p. 6178, 6228)

Travail : plan social (p. 6122, 6217, 6224)

Travail : productivité (p. 6219)

Travail : travail temporaire (p. 6227)

Discussion des articles [5 décembre 2002] (p. 6232, 6252, 6292)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 179 de M. Gaëtan Gorce (présence obligatoire de représentants des salariés au sein du conseil d'administration) (p. 6233)

Son amendement n° 17 (conditions de réintégration du salarié après un licenciement abusif) (p. 6235) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 6236)

Son amendement n° 15 (responsabilité des entreprises qui abusent de la sous-traitance) (p. 6236) : rejeté (p. 6237)

Son amendement n° 16 (interdiction de la sous-traitance abusive) (p. 6237) : rejeté (p. 6238)

Intervient sur l'amendement n° 13 de M. Jacques Desallangre (caractère abusif du licenciement collectif économique réalisé par une société prospère) (p. 6238)

Son amendement n° 18 (définition précise et stricte du licenciement économique) (p. 6238) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 6240)

Son amendement n° 19 (information du salarié d'une modification de son contrat de travail ; l'absence d'accord écrit vaut refus) (p. 6240) : rejeté (p. 6241)

Son amendement n° 20 (nullité du licenciement en cas d'absence d'instance représentative du personnel) (p. 6241) : rejeté (p. 6241)

Son amendement n° 21 (conditions de mise en œuvre d'un plan de sauvegarde de l'emploi) : rejeté (p. 6242)

Son amendement n° 22 (caractère suspensif du licenciement en cas de saisine du juge de première instance) (p. 6242) : rejeté (p. 6243)

Son amendement n° 23 (caractère "pertinent" des mesures de sauvegarde de l'emploi) (p. 6243) : rejeté (p. 6244)

Son amendement n° 24 (interlocuteurs syndicaux représentatifs : niveau local ou à défaut départemental) : retiré (p. 6244)

Son amendement n° 25 (droit d'opposition aux licenciements économiques pour les représentants du personnel) (p. 6252) : rejeté (p. 6253)

Son amendement n° 26 corrigé (droit du salarié licencié de saisir le bureau de jugement du conseil des prud'hommes) : rejeté (p. 6253)

Son amendement n° 1 (mise à l'étude obligatoire des avis, objections et suggestions des représentants du personnel) (p. 6253) : rejeté (p. 6254)

Son amendement n° 2 (représentation commune des salariés d'une entreprise sous-traitante et des salariés de l'entreprise donneuse d'ordre) (p. 6254) : rejeté (p. 6255)

Article 1er (articles 97, 98, 99, 101, 104, 106, 109 et 116 de la loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002) : suspension de certains articles de la loi de modernisation sociale du 17 janvier 2002 relatifs à la procédure des licenciements économiques)

Son amendement n° 3 (p. 6262) : SCRUTIN PUBLIC (p. 6263)

Son intervention (p. 6267 et s.)

Son amendement n° 4 (p. 6286)

Article 2 (expérimentations par accord d'entreprise sur la procédure à suivre en cas de licenciement d'au moins dix salariés sur une même période de trente jours)

Son amendement n° 5 (p. 6295)

Son intervention (p. 6297 et s.)

Son amendement n° 6 (p. 6297)

Son amendement n° 7 (p. 6306)

Article 3 (droit applicable aux procédures en cours à la date de la promulgation de la présente loi)

Son intervention (p. 6308 et s.)

Son amendement n° 8 (p. 6309) : SCRUTIN PUBLIC (p. 6310)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 106 de M. Hervé Novelli (définition du harcèlement moral) (p. 6315)

Intervient sur l'amendement n° 39 de M. Pierre Morange (charge de la preuve et présomption d'innocence en matière de harcèlement moral) (p. 6315)

Son amendement n° 11 (le non-renouvellement des contrats est traité comme un licenciement dès lors que les salariés en contrat à durée déterminée ou mis à disposition représentent plus de 5 % des effectifs) (p. 6318) : rejeté (p. 6319)

Intervient sur l'amendement n° 196 rectifié du Gouvernement (prise en charge des cotisations de retraite complémentaire pour les bénéficiaires de l'allocation spécifique d'attente devenue l'allocation équivalent retraite) (p. 6321)

Son amendement n° 12 (majoration des cotisations patronales pour les entreprises coupables de recours à l'emploi non déclaré) (p. 6321) (p. 6322)

Explications de vote et vote [10 décembre 2002] (p. 6361)

Ses explications de vote (p. 6370 et s.)

Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 2003] (p. 787, 821)

Soutient la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 807)

Son rappel au règlement (cf supra) [4 février 2003] (p. 855)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 807 et s., 815)
 Entreprises : aides publiques (p. 807, 811)
 Entreprises : allègement des charges (p. 810 et s.)
 Entreprises : création (p. 810, 814, 816)
 Entreprises : difficultés (p. 816)
 Entreprises : financement : avantages fiscaux (p. 811, 816)
 Entreprises : formalités administratives (p. 816)
 Entreprises : sous-traitance (p. 813)
 Entreprises : transmission (p. 811)
 Formation professionnelle : apprentissage (p. 815)
 Impôt de solidarité sur la fortune (p. 811 et s.)
 Impôts et taxes : justice sociale (p. 811, 813)
 Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : ministre (p. 812 et s.)
 Partis et mouvements politiques : Parti communiste : politique de l'emploi (p. 815)
 Politique économique : capitalisme : exploitation (p. 807)
 Politique économique : conjoncture : licenciements (p. 809)
 Retraites : généralités (p. 809)
 Sociétés : dirigeants : rémunération (p. 812)
 Travail : travailleurs indépendants : salariés (p. 813 et s.)

Débat sur la chasse

[11 février 2003] (p. 1097)

Son intervention (p. 1110)

Thèmes :

Chasse et pêche : chasse de nuit (p. 1112)
 Chasse et pêche : jours de chasse (p. 1109)
 Chasse et pêche : Observatoire national de la faune sauvage et de ses habitats (p. 1112)
 Politiques communautaires : directives : oiseaux migrateurs (p. 1110 et s.)

Projet de loi n° 606 relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mars 2003] (p. 1537)

Son intervention (p. 1554)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : plan de prévention des risques (p. 1555)
 Cours d'eau, étangs et lacs : riverains : Picardie (p. 1555)
 Entreprises : comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) (p. 1555)
 Sécurité publique : inondations (p. 1555)

Discussion des articles [6 mars 2003] (p. 1713, 1763)

Article 10 (renforcement des prérogatives du CHSCT dans certains établissements)

Son intervention (p. 1728)

Article 11 (formation spécifique aux risques des représentants du personnel des CHSCT dans les établissements dangereux)

Son intervention (p. 1731 et s.)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 286 de M. Daniel Paul (contenu du rapport remis au comité d'hygiène : état de la sous-traitance et de son évolution) (p. 1734)

Article 12 (création d'une garantie d'indemnisation pour les dommages matériels des sinistrés couverts par un contrat d'assurance)

Son intervention (p. 1740)

Après l'article 13

Intervient sur le sous-amendement n° 541 de M. Jean-Yves Le Déaut (application aux procédures d'indemnisation en cours) à l'amendement n° 534 corrigé du Gouvernement

Intervient sur le sous-amendement n° 536 de M. François Grosdidier (application aux procédures d'indemnisation en cours) à l'amendement n° 534 corrigé du Gouvernement (dispositions particulières applicables aux dommages immobiliers d'origine minière) (p. 1751)

Article 20 (instauration de servitudes dans les zones de rétention temporaire des eaux de crues ou de ruissellement et dans les zones de mobilité d'un cours d'eau)

Son intervention (p. 1799 et s.)

Article 23 (non-application du statut du fermage)

Son intervention (p. 1810)

Article 24 (travaux contre les risques naturels entrepris par les collectivités territoriales)

Son intervention (p. 1812)

Après l'article 24

Intervient sur l'amendement n° 520 rectifié du Gouvernement (création d'un troisième mode optionnel de propriété des cours d'eau : le domaine public fluvial des collectivités territoriales et de leurs groupements) (p. 1816)

Après l'article 25

Son amendement n° 350 (assureur non autorisé à dénoncer le contrat ou à proposer un nouveau montant de prime en cas d'aggravation du risque suite à des inondations) (p. 1820) : rejeté (p. 1821)

Son amendement n° 349 (exonération de surprime en cas de travaux) : rejeté (p. 1821)

Après l'article 26

Son amendement n° 356 (stabilisation des loyers en cas de perte de jouissance) : rejeté (p. 1827)

Son amendement n° 352 (renégociation des conditions d'emprunt à la suite de catastrophes naturelles) (p. 1827) : rejeté (p. 1828)

Après l'article 27

Intervient sur l'amendement n° 346 de M. Kléber Mesquida (nouveau montant de prime proposé par l'assureur en cas d'aggravation du risque) (p. 1829)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 1839)

Abstention du groupe des Député-e-s Communistes et Républicains (p. 1839)

Proposition de loi n° 129 tendant à ouvrir le droit à la retraite à taux plein pour les salariés ayant cotisé quarante annuités avant d'atteindre l'âge de 60 ans

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 mars 2003] (p. 1845)

Son intervention (p. 1849)

Son rappel au règlement (cf supra) [11 mars 2003] (p. 1870)

Thèmes :

Constitution : article 40 (p. 1870)
 Emploi : politique de l'emploi (p. 1851)
 Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 1850)
 Parlement : relations entre le Parlement et le Gouvernement (p. 1849)
 Retraites : généralités : pouvoir d'achat (p. 1850)
 Retraites : généralités : âge de la retraite (p. 1850, 1870)
 Retraites : généralités : calcul des pensions (p. 1850)
 Retraites : généralités : cotisations (p. 1850, 1870)
 Retraites : généralités : politique à l'égard des retraités (p. 1850)
 Risques professionnels : maladies professionnelles (p. 1851)
 Travail : conditions de travail (p. 1851, 1870)

Proposition de loi n° 642 modifiant la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 mars 2003] (p. 2046)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 2061)

Thèmes :

Départements : allocation personnalisée d'autonomie (APA) (p. 2062)
 Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) (p. 2061)
 Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 2062)

Discussion des articles [13 mars 2003] (p. 2062)

Article 1er (modification du fait générateur de l'ouverture du droit à l'allocation personnalisée d'autonomie)

Son intervention (p. 2065 et s.)

Article 2 (renforcement des conditions de contrôle de l'effectivité de l'aide apportée aux bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie à domicile)

Son intervention (p. 2071 et s.)

Article 4 (modification des modalités de fonctionnement et de financement du Fonds de financement de l'allocation personnalisée d'autonomie)

Son intervention (p. 2075 et s.)

Article 6 (prise en charge par le Fonds de modernisation de l'aide à domicile des charges supplémentaires pouvant résulter de la réforme de la tarification)

Son intervention (p. 2081 et s.)

Explications de vote et vote [18 mars 2003] (p. 2137)

Ses explications de vote (p. 2140)

Projet de loi n° 640 relatif aux assistants d'éducation

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mars 2003] (p. 2405)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2407)

Thèmes :

- Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 2408)
- Enseignement : personnel : assistants d'éducation (p. 2408)
- Enseignement : personnel : assistants d'éducation : salaires (p. 2408)

Débat sur la participation à l'aide au développement en Afrique

[10 avril 2003] (p. 3107)

Son intervention (p. 3112)

Thèmes :

- Organisations internationales : Fonds monétaire international (p. 3114 et s.)
- Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 3115)
- Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 3113 et s.)
- Politique économique : mondialisation (p. 3113 et s.)
- Politique extérieure : aide au développement (p. 3112 et s.)

Projet de loi n° 758 relatif à la chasse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 mai 2003] (p. 3595, 3629)

- Son rappel au règlement (cf supra) [13 mai 2003] (p. 3601)
- Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 3601)
- Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 3647)

Thèmes :

- Chasse et pêche : associations communales et intercommunales de chasse agréées (p. 3608)
- Chasse et pêche : Fédération nationale des chasseurs (p. 3603)
- Chasse et pêche : fédérations départementales des chasseurs (p. 3602)
- Chasse et pêche : jour de non-chasse (p. 3606 et s.)
- Chasse et pêche : Observatoire national de la faune sauvage et de ses habitats (p. 3603 et s.)
- Chasse et pêche : Office national de la chasse et de la faune sauvage (p. 3603, 3608)
- Chasse et pêche : période de chasse (p. 3607, 3647)
- Environnement : faune et flore : protection (p. 3606)
- Gendarmerie (p. 3608)
- Retraites : généralités (p. 3601 et s.)
- Union européenne : directives : oiseaux migrateurs (p. 3604 et s.)

Discussion des articles [14 mai 2003] (p. 3668, 3711)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (dépôt, par le Gouvernement, avant le 31 décembre 2003, d'un rapport précisant ses initiatives européennes visant, en application du principe de subsidiarité, à réserver à la loi nationale la fixation de l'ensemble des règles et obligations en matière de chasse) (p. 3669)

Intervient sur l'amendement n° 97 de M. Charles de Courson (dépôt, par le Gouvernement, avant le 31 décembre 2003, d'un rapport précisant ses initiatives européennes visant, en application du principe de subsidiarité, à réserver à la loi nationale la fixation de l'ensemble des règles et obligations en matière de chasse) (p. 3669)

Intervient sur l'amendement n° 73 de M. Alain Bocquet (dépôt, par le Gouvernement, avant le 31 décembre 2003, d'un rapport précisant ses initiatives européennes visant, en application du principe de subsidiarité, à réserver à la loi nationale la fixation de l'ensemble des règles et obligations en matière de chasse) (p. 3669)

Intervient sur l'amendement n° 127 du Gouvernement (dépôt, par le Gouvernement, avant le 31 décembre 2003, d'un rapport présentant ses initiatives européennes visant à résorber les difficultés d'application de la directive 79/409/CE du 2 avril 1979) (p. 3669)

Intervient sur l'amendement n° 99 de M. Charles de Courson (Office national de la chasse placé sous la double tutelle des ministres chargés de la chasse et de l'agriculture) (p. 3673)

Reprend l'amendement n° 14 de la commission (Office national de la chasse placé sous la double tutelle des ministres chargés de la chasse et de l'agriculture) (p. 3674) : adopté au SCRUTIN PUBLIC (p. 3675)

Son amendement n° 66 (rôle et missions de l'Office national de la chasse) (p. 3675) : rejeté (p. 3676)

Reprend l'amendement n° 103 de M. Charles de Courson (rôle et missions de l'Office national de la chasse) (p. 3676) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 3676)

Reprend l'amendement n° 101 de M. Charles de Courson (ressources de l'Office national de la chasse) (p. 3677) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 3678)

Son amendement n° 113 (ratification de l'accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie) (p. 3679) : retiré (p. 3682)

Article 15 (fichier national des permis de chasser)

Son intervention (p. 3684)

Reprend l'amendement n° 92 de M. Charles de Courson (ressources de l'Office national de la chasse) (p. 3684) : SCRUTIN PUBLIC (p. 3685)

Article 16 (jour de non-chasse)

Son intervention (p. 3692)

Après l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 3 rectifié de M. Thierry Mariani (fixation des dates de chasse des oiseaux) (p. 3717)

Intervient sur l'amendement n° 57 corrigé de M. Jean-Louis Bianco (fixation des dates de chasse des oiseaux) (p. 3717)

Intervient sur l'amendement n° 5 rectifié de M. Thierry Mariani (fixation des dates de chasse des oiseaux) (p. 3717)

Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission (légalisation de la chasse de nuit dans les vingt-huit départements où elle est traditionnelle) (p. 3721)

Intervient sur l'amendement n° 106 corrigé de M. Charles de Courson (légalisation de la chasse de nuit dans les vingt-huit départements où elle est traditionnelle) (p. 3721)

Intervient sur l'amendement n° 71 de M. Alain Bocquet (légalisation de la chasse de nuit dans les vingt-huit départements où elle est traditionnelle) (p. 3721)

Intervient sur l'amendement n° 72 de M. Maxime Gremetz (suppression du III de l'article 28 de la loi sur la chasse du 26 juillet 2000 : rapport au Parlement évaluant l'incidence de la chasse de nuit au gibier d'eau) (p. 3723)

Son amendement n° 72 (suppression du III de l'article 28 de la loi sur la chasse du 26 juillet 2000 : rapport au Parlement évaluant l'incidence de la chasse de nuit au gibier d'eau) (p. 3723) : adopté au SCRUTIN PUBLIC (p. 3724)

Après l'article 1er

Son amendement n° 67 précédemment réservé (non-indemnisation des dégâts causés par le gros gibier dans les peuplements forestiers) (p. 3728) : rejeté (p. 3729)

Article 4 précédemment réservé (modalités d'attribution des voix au sein des assemblées générales des fédérations départementales de chasseurs)

Son amendement n° 68 (p. 3732)

Son intervention (p. 3733)

Article 9 précédemment réservé (soumission des fédérations interdépartementales des chasseurs au régime des fédérations départementales des chasseurs)

Son intervention (p. 3739)

Son amendement n° 69 (p. 3739)

Article 11 précédemment réservé (Fédération nationale des chasseurs)

Reprend l'amendement n° 87 de M. Charles de Courson (ressources de l'Office national de la chasse) (p. 3740)

Son intervention (p. 3740)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 3745)

Abstention du groupe des Député-e-s Communistes et Républicains (p. 3745)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [17 juillet 2003] (p. 7806)

Après l'article 1er C

Son amendement n° 2 corrigé (rôle et missions de l'Office national de la chasse) : rejeté (p. 7806)

Après l'article 15 bis

Son amendement n° 3 corrigé (périodes de chasse déterminées par le préfet selon des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat et fixation des jours de chasse par le préfet sur proposition de la fédération départementale des chasseurs) (p. 7809) : rejeté (p. 7812)

Article 16 bis (légalisation de la chasse de nuit dans six départements supplémentaires)

Son amendement n° 4 corrigé (p. 7813)

Déclaration du Gouvernement n° 880 sur les infrastructures 2003-2020 et débat sur cette déclaration

[20 mai 2003] (p. 3826)

Son rappel au règlement (cf supra) [20 mai 2003] (p. 3868)

Son intervention (p. 3871)

Thèmes :

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'équipement : crédits budgétaires (p. 3873)
 Transports ferroviaires : TGV (p. 3872)
 Transports par eau : canal Seine-Nord (p. 3872)
 Voirie : autoroutes (p. 3872)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juin 2003] (p. 4931) ; [11 juin 2003] (p. 5000, 5029) ; [12 juin 2003] (p. 5103)

Son interruption (p. 4950)
 Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5002)
 Son rappel au règlement (cf supra) [11 juin 2003] (p. 5024)
 Son intervention (p. 5029)
 Son rappel au règlement (cf supra) [12 juin 2003] (p. 5121)

Thèmes :

Constitution : article 40 (p. 5003)
 Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 5003)
 Retraites : généralités : politique à l'égard des retraités (p. 5003)

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)*Avant l'article 1er [séances des 12, 13, 14 juin 2003] (principes)*

Son intervention (p. 5149 et s.)
 Son rappel au règlement (cf supra) [13 juin 2003] (p. 5188)
 Son rappel au règlement (cf supra) [13 juin 2003] (p. 5198)
 Son rappel au règlement (cf supra) [13 juin 2003] (p. 5237)
 Son rappel au règlement (cf supra) [16 juin 2003] (p. 5339)

Article 1er [séances du 16 juin 2003] (système de retraites par répartition)

Son intervention (p. 5347 et s.)

Article 2 [séances des 16 et 17 juin 2003] (contributivité)

Son intervention (p. 5388 et s.)
 Son rappel au règlement (cf supra) [17 juin 2003] (p. 5449)

Après l'article 2 [séance du 17 juin 2003] (sources supplémentaires de financement ; politique salariale)

Son intervention (p. 5461 et s.)

Article 3 [séances du 17 juin 2003] (équité)

Son intervention (p. 5481 et s.)
 Son rappel au règlement (cf supra) [17 juin 2003] (p. 5486)

Après l'article 3 [séance du 18 juin 2003] (impôt sur la fortune ; métiers pénibles)

Son intervention (p. 5529 et s.)

Avant l'article 4 [séances des 18 et 19 juin 2003] (contrats à durée déterminée ou à temps partiel)

Son intervention (p. 5542 et s.)
 Son rappel au règlement (cf supra) [18 juin 2003] (p. 5547)

Article 4 [séances du 19 juin 2003] (assurer en 2008, un montant minimal de retraite égal à 85 % du SMIC)

Son rappel au règlement (cf supra) [19 juin 2003] (p. 5589)
 Son intervention (p. 5599 et s.)
 Son rappel au règlement (cf supra) [19 juin 2003] (p. 5602)

Article 5 [séance 19 juin 2003] (durée d'assurance, pour obtenir une pension à taux plein, portée à 41 ans en 2012)

Son intervention (p. 5633 et s.)
 Son rappel au règlement (cf supra) [19 juin 2003] (p. 5640)
 Son rappel au règlement (cf supra) [19 juin 2003] (p. 5648)

Après l'article 5 [séance du 20 juin 2003] (négociations avec les partenaires sociaux)

Son intervention (p. 5696 et s.)

Avant l'article 6 [séance du 20 juin 2003] (information des assurés sur le montant de leur pension)

Son intervention (p. 5700)

Article 6 [séance du 20 juin 2003] (missions du Conseil d'orientation des retraites (COR))

Son intervention (p. 5707 et s.)

Article 7 [séances du 20 juin 2003] (commission de compensation)

Son intervention (p. 5715 et s.)

Après l'article 7 [séances du 20 juin 2003] (régimes spéciaux)

Son intervention (p. 5728)

Article 8 [séance du 20 juin 2003] (information des assurés sur leurs droits à la retraite)

Son intervention (p. 5731 et s.)
 Son rappel au règlement (cf supra) [20 juin 2003] (p. 5740)

Après l'article 8 [séance du 20 juin 2003] (dispositions relatives aux salariés de plus de cinquante ans)

Son intervention (p. 5742 et s.)

Article 9 [séances du 20 juin 2003] (simplification des règles de limitation du cumul "emploi-retraite")

Son intervention (p. 5748 et s.)
 Son rappel au règlement (cf supra) [20 juin 2003] (p. 5763)

Article 10 [séances des 20 et 23 juin 2003] (limite d'âge pour la mise à la retraite d'office des salariés)

Son intervention (p. 5780 et s.)
 Son rappel au règlement (cf supra) [23 juin 2003] (p. 5794)

Article 11 [séances du 23 juin 2003] (assujettissement des allocations de préretraite d'entreprise à une contribution spécifique affectée au Fonds de réserve pour les retraites)

Son intervention (p. 5806 et s.)

Article 12 [séances des 23 et 24 juin 2003] (suppression de la préretraite progressive et limitation du champ du dispositif de la cessation anticipée d'activité)

Son intervention (p. 5835 et s.)

Avant l'article 13 [séance du 24 juin 2003] (préavis et primes de licenciement)

Son intervention (p. 5895 et s.)

Article 13 [séance du 24 juin 2003] (accès et maintien dans l'emploi des salariés âgés)

Son intervention (p. 5896 et s.)

Article 15 [séance du 24 juin 2003] (alignement de la durée d'assurance de référence sur 160 trimestres)

Son intervention (p. 5914 et s.)

Article 16 [séance du 24 juin 2003] (permettre aux assurés qui sont en activité depuis l'âge de 14, 15 et 16 ans de faire valoir leurs droits à la retraite avant 60 ans)

Son intervention (p. 5925 et s.)

Article 17 [séance du 24 juin 2003] (majoration de pension de 3 % par année de cotisation au-delà de la durée légale de cotisation)

Son intervention (p. 5949 et s.)

Article 18 [séance du 24 juin 2003] (majoration de la retraite minimum au titre des périodes cotisées)

Son intervention (p. 5955 et s.)

Article 19 [séances des 24 et 25 juin 2003] (indexation des pensions sur les prix)

Son rappel au règlement (cf supra) [25 juin 2003] (p. 5986)
 Son intervention (p. 5988 et s.)

Avant l'article 24 [séance du 25 juin 2003] (suppression du Titre III)

Son intervention (p. 6035)

Article 24 [séance du 25 juin 2003] (régime de retraites des fonctionnaires affiliés à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales et régime des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'Etat)

Son intervention (p. 6039 et s.)
 Son rappel au règlement (cf supra) [25 juin 2003] (p. 6042)

Après l'article 24 [séances des 25 et 26 juin 2003] (droits à pension des fonctionnaires ; retraite des fonctionnaires exerçant un mandat parlementaire)

Son intervention (p. 6043 et s.)

Article 27 [séances du 26 juin 2003] (services effectifs et validation des périodes d'interruption ou de réduction d'activité)

Son intervention (p. 6153 et s.)
 Son rappel au règlement (cf supra) [26 juin 2003] (p. 6156)
 Son rappel au règlement (cf supra) [26 juin 2003] (p. 6160)

Article 28 [séance du 27 juin 2003] (rachat des années d'études)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Denis Jacquat (cf supra) (p. 6172)
 Son intervention (p. 6175 et s.)

Avant l'article 29 [séance du 27 juin 2003] (limite d'âge)

Son intervention (p. 6182)

Après l'article 29 [séance du 27 juin 2003] (prolongation de l'activité au-delà de la limite d'âge)

Son intervention (p. 6185 et s.)

Article 31 [séance du 27 juin 2003] (nouveau régime de bonifications accordées aux fonctionnaires)

Son intervention (p. 6193 et s.)

Article 32 [séance du 27 juin 2003] (allongement progressif de la durée d'activité dans la fonction publique pour obtenir une pension complète. Instauration d'un double mécanisme de minoration et majoration)

Son intervention (p. 6220 et s.)

Article 34 [séance du 27 juin 2003] (conditions de liquidation immédiate des pensions civiles et militaires)

Son intervention (p. 6272 et s.)

Article 38 [séance du 27 juin 2003] (pensions de réversion et orphelins - mise en conformité avec le droit communautaire)

Son rappel au règlement (cf supra) [27 juin 2003] (p. 6294)

Son intervention (p. 6296 et s.)

Article 39 [séance du 27 juin 2003] (droit à pension de réversion et pluralité de conjoints - mise en conformité avec le droit communautaire)

Son intervention (p. 6297 et s.)

Article 40 [séance du 27 juin 2003] (pensions militaires de réversion - mise en conformité avec le droit communautaire)

Son intervention (p. 6302 et s.)

Article 42 [séance du 27 juin 2003] (pensions de réversion en cas de décès d'un fonctionnaire par suite de circonstances particulières)

Son intervention (p. 6306 et s.)

Article 43 [séance du 30 juin 2003] (cumul "emploi-retraite" pour les fonctionnaires)

Son rappel au règlement (cf supra) [30 juin 2003] (p. 6332)

Son intervention (p. 6333 et s.)

Article 44 [séance du 30 juin 2003] (abrogation de dispositions du code des pensions civiles et militaires)

Son intervention (p. 6334 et s.)

Article 45 [séance du 30 juin 2003] (dispositions transitoires)

Son intervention (p. 6340 et s.)

Après l'article 45 [séance du 30 juin 2003] (promotions de fin de carrière)

Son intervention (p. 6352)

Article 46 [séance du 30 juin 2003] (maintien en activité au-delà de la limite d'âge)

Son intervention (p. 6361 et s.)

Article 47 [séance du 30 juin 2003] (temps partiel de droit pour l'éducation d'un enfant)

Son intervention (p. 6371)

Article 48 [séance du 30 juin 2003] (abrogation de dispositions législatives)

Son intervention (p. 6371)

Article 49 [séance du 30 juin 2003] (cessation progressive d'activité)

Son intervention (p. 6379)

Article 52 [séance du 30 juin 2003] (mise en place d'un régime complémentaire de retraite par répartition pour les fonctionnaires)

Son intervention (p. 6438 et s.)

Article 53 [séances des 30 juin et 1er juillet 2003] (évolution professionnelle des membres des corps enseignants)

Son intervention (p. 6448 et s.)

Article 54 [séance du 1er juillet 2003] (majoration de la durée d'assurance des fonctionnaires hospitaliers en catégorie active)

Son intervention (p. 6470 et s.)

Article 55 [séance du 1er juillet 2003] (entrée en vigueur des dispositions du titre III)

Son intervention (p. 6475)

Avant l'article 56 [séance du 1er juillet 2003] (suppression du titre IV, nouvel intitulé du titre IV, suppression du chapitre 1er, prise en compte de la pénibilité)

Son intervention (p. 6476)

Article 56 [séance du 1er juillet 2003] (règles de fonctionnement des régimes complémentaires obligatoires des professions artisanales, industrielles et commerciales)

Son intervention (p. 6481 et s.)

Article 58 [séance du 1er juillet 2003] (modalités d'entrée en vigueur du nouveau régime complémentaire obligatoire des professions industrielles et commerciales)

Son intervention (p. 6488 et s.)

Article 61 [séance du 1er juillet 2003] (coordinations)

Son intervention (p. 6497 et s.)

Article 62 [séance du 1er juillet 2003] (règles de fonctionnement du régime de base des professions libérales)

Son intervention (p. 6499 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [1^{er} juillet 2003] (p. 6502)

Article 63 [séance du 1er juillet 2003] (cotisations au régime de base des professions libérales)

Son intervention (p. 6504)

Article 64 [séance du 1er juillet 2003] (recouvrement des cotisations au régime de base des professions libérales)

Son intervention (p. 6507 et s.)

Ses observations : monte à la tribune pour défendre son amendement n° 9456 : "Ça va m'amuser". Mais il a oublié sa fiche sur son pupitre : "Ça ne fait rien (...) on est quand même bien mieux à la tribune parce qu'on voit les gens en face" [1^{er} juillet 2003] (p. 6508)

Son rappel au règlement (cf supra) [1^{er} juillet 2003] (p. 6522)

Article 65 [séance du 1er juillet 2003] (pensions de retraite servies par le régime de base des professions libérales)

Son intervention (p. 6525)

Ses observations : proteste parce que l'adoption d'un petit amendement rédactionnel fait tomber quantité d'amendements de fond : à la suite du vote de l'amendement précédent, il y a eu une "hécatombe" parmi les amendements du groupe des député-e-s communistes et républicains [1^{er} juillet 2003] (p. 6529)

Ses observations : reproche au rapporteur des réponses stéréotypées : c'est de la langue de bois [1^{er} juillet 2003] (p. 6531)

Article 73 [séance du 1er juillet 2003] (possibilité de rachat de périodes d'activité en tant qu'aide familial au titre du régime de base des exploitants agricoles)

Son intervention (p. 6556 et s.)

Article 74 [séance du 1er juillet 2003] (possibilité de rachat de périodes d'études au titre du régime de base des exploitants agricoles)

Son intervention (p. 6661)

Article 75 [séances des 1er et 2 juillet 2003] (pensions de réversion servies par le régime de base des exploitants agricoles)

Son intervention (p. 6564 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [2 juillet 2003] (p. 6585)

Article 77 [séance du 2 juillet 2003] (mensualisation du versement des pensions servies par le régime de base des exploitants agricoles)

Son intervention (p. 6602)

Article 78 [séance du 2 juillet 2003] (droit à bénéficier de produits d'épargne retraite)

Son intervention (p. 6608 et s.)

Article 80 [séance du 2 juillet 2003] (création du plan partenarial d'épargne salariale volontaire pour la retraite (PPESVR))

Son intervention (p. 6677 et s.)

Article 81 [séance du 2 juillet 2003] (déductions fiscales favorisant l'épargne retraite)

Son intervention (p. 6693)

Explications de vote et vote [3 juillet 2003] (p. 6707)

Ses explications de vote (p. 6712)

Projet de loi n° 823 relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 juillet 2003] (p. 7005)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Jean-Pierre Grand (possibilité de retrait de la carte de séjour temporaire de l'étranger passible de poursuites pénales pour les infractions les plus graves en matière de trafic de stupéfiants) (p. 7075)

Jean GRENET

*Pyrénées-Atlantiques (5^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11116)

Cesse d'appartenir à la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 28 juin 2002] (p. 11184)

Membre de la commission d'enquête sur l'application des mesures préconisées en matière de sécurité du transport maritime des produits dangereux ou polluants et l'évaluation de leur efficacité [J.O. du 12 février 2003] (p. 2618)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Transports par eau, transport de marchandises, navires, sécurité [27 novembre 2002] (p. 5819)

DÉBATS

Projet de loi n° 402 portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [3 avril 2003] (p. 2808)

Après l'article 5 quinquies

Son amendement n° 73 rectifié (possibilité de modifier le plan de sauvegarde et de mise en valeur) (p. 2843) : adopté (p. 2844)

Gérard GRIGNON

*Saint-Pierre-et-Miquelon (circonscription unique)
Apparenté au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle
puis Apparenté au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

S'apparente au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11116)

Cesse d'appartenir à la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 28 juin 2002] (p. 11184)

Membre titulaire du comité directeur du Fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer et la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14787)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 14 juin 2003] (p. 10042)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 juin 2003] (p. 10042)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 11 juillet 2003] (p. 11840)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 11 juillet 2003] (p. 11841)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Outre-mer. collectivité territoriale : Saint-Pierre-et-Miquelon. énergie et carburants, gisements d'hydrocarbures, perspectives [16 octobre 2002] (p. 3415)

Outre-mer. Radio France outre-mer (RFO). diffusion sur le continent nord-américain [15 janvier 2003] (p. 112)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Estime qu'aux termes de l'article 100 du règlement, le président de séance n'aurait pas dû redonner la parole à M. Victorin Lurel [6 juin 2003] (p. 4772)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen du fascicule [13 novembre 2002] (p. 5046)

Procédure des questions :

Outre-mer : Saint-Pierre-et-Miquelon : eaux territoriales (p. 5055)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS - AVIATION CIVILE

Examen du fascicule [24 octobre 2002] (p. 3983)

Procédure des questions :

Outre-mer : Saint-Pierre-et-Miquelon : transports aériens (p. 3995)

OUTRE-MER

Examen du fascicule [8 novembre 2002] (p. 4807)

Son intervention (p. 4835)

Thèmes avant la procédure des questions :

Lois : loi de programmation : outre-mer (p. 4836)

Outre-mer : crédits : transports aériens (p. 4836)

Outre-mer : Saint-Pierre-et-Miquelon : aéroports (p. 4835)

Outre-mer : Saint-Pierre-et-Miquelon : dette publique (p. 4835)

Outre-mer : Saint-Pierre-et-Miquelon : marchés publics (p. 4835)

Outre-mer : Saint-Pierre-et-Miquelon : protection sociale (p. 4835, 4836)

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [27 novembre 2002] (p. 5846)

Article 7 (articles 72-3 et 72-4 de la Constitution - régime des collectivités situées outre-mer)

Son intervention (p. 5847)

Projet de loi n° 881 de programme pour l'outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 juin 2003] (p. 4683)

Son intervention (p. 4706)

Thèmes :

Emploi : création d'emplois : jeunes (p. 4706)

Impôts et taxes : investissements outre-mer : politique économique (p. 4707)

Outre-mer : chômage : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 4706)

Outre-mer : crédits : coût (p. 4706)

Outre-mer : Saint-Pierre-et-Miquelon : énergie et carburants (p. 4707)

Outre-mer : Saint-Pierre-et-Miquelon : pêche (p. 4707)

Outre-mer : Saint-Pierre-et-Miquelon : Radio France outre-mer (RFO) (p. 4707)

Discussion des articles [6 juin 2003] (p. 4759, 4796)

Article 1er (exonération de charges sociales en faveur des entreprises des départements d'outre-mer)

Son rappel au règlement (cf supra) [6 juin 2003] (p. 4772)

Article 36 (dotations de l'Etat aux collectivités territoriales)

Son intervention (p. 4849)

François GROSDIDIER

*Moselle (1^{ère} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

Cesse d'appartenir à la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 13 décembre 2002] (p. 20630)

Rapporteur pour avis du projet de loi d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine (n° 950) [24 juin 2003]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine [J.O. du 25 juillet 2003] (p. 12639)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) : annexe n° 7 : Affaires sociales, travail et solidarité (ville) (n° 256) [10 octobre 2002]

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi (n° 950) d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine [1^{er} juillet 2003] (n° 997)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. sécurité des biens et des personnes. délinquance, statistiques, méthodologie [10 décembre 2002] (p. 6361)

DÉBATS

Projet de loi de finances rectificative n° 29 pour 2002

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 juillet 2002] (p. 2159)

Son intervention (p. 2205)

Thèmes :

Finances publiques : exécution du budget : transparence (p. 2205)
Politique générale : Gouvernement précédent (p. 2205)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****AFFAIRES SOCIALES, TRAVAIL ET SOLIDARITÉ**

VILLE ET RÉNOVATION URBAINE

Examen du fascicule [23 octobre 2002] (p. 3803)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan
Son intervention (p. 3803)

Thèmes avant la procédure des questions :

Communes : dotation de solidarité urbaine (DSU) (p. 3803)
Enseignement : établissements scolaires : réhabilitation (p. 3804)
Urbanisme : grands projets urbains (p. 3804)
Urbanisme : rénovation urbaine : crédits budgétaires (p. 3803)

Vote des crédits et articles rattachés [23 octobre 2002] (p. 3832)*Etat B, titre IV*

Intervient sur l'amendement n° 56 rectifié de la commission (suppression des crédits affectés au fonctionnement de l'Institut des villes) (p. 3833)

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Examen du fascicule [25 octobre 2002] (p. 4017)

Son intervention (p. 4032)

Thèmes avant la procédure des questions :

Industrie : politique industrielle : crédits budgétaires (p. 4032)
Mines et carrières : pollution et nuisances (p. 4032)

Projet de loi n° 250 de financement de la sécurité sociale pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 octobre 2002] (p. 4260)

Article 4 (montant du droit de consommation sur les tabacs)
Son amendement n° 216 (p. 4271)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 janvier 2003] (p. 445, 483)*Après l'article 36*

Son amendement n° 362 (présentation du contrevenant à un officier de police judiciaire s'il ne justifie pas de son identité) : retiré (p. 470)

Article 37 (mise en fourrière des véhicules par les agents de police municipale)

Son amendement n° 357 (p. 472)

Après l'article 37

Son amendement n° 358 (recueil par les policiers municipaux des observations du contrevenant à une infraction verbalisée) (p. 472) : adopté (p. 473)

Son amendement n° 359 (autorisation du "flash ball" pour les policiers municipaux) (p. 474) : retiré (p. 476)

Intervient sur l'amendement n° 470 rectifié de M. Yves Fromion (autorisation des armes de 7ème catégorie à munitions en caoutchouc pour les policiers municipaux) (p. 476)

Article 39 (précédemment réservé) (fouilles et palpations de sécurité)

Son intervention (p. 500)

Son amendement n° 360 deuxième rectification (p. 500)

Article 45 (protection juridique des familles des agents en charge de la sécurité)

Son amendement n° 361 (p. 510)

Projet de loi n° 606 relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mars 2003] (p. 1565)

Son intervention (p. 1574)

Thème :

Mines et carrières : dégâts miniers (p. 1574 et s.)

Discussion des articles [6 mars 2003] (p. 1713)*Après l'article 12*

Son amendement n° 407 (définition du sinistre minier) (p. 1747) : rejeté (p. 1748)

Après l'article 13

Son sous-amendement n° 536 (application aux procédures d'indemnisation en cours) à l'amendement n° 534 corrigé du Gouvernement (dispositions particulières applicables aux dommages immobiliers d'origine minière) (p. 1751) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 1752)

Son sous-amendement n° 537 (indemnisation dans les trois mois suivant la transmission du descriptif des dommages au Fonds de garantie) à l'amendement n° 534 corrigé du Gouvernement : rejeté (p. 1753)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [15 juillet 2003] (p. 7577)

Article 12 (création d'une garantie d'indemnisation pour les dommages matériels des sinistrés couverts par un contrat d'assurance)

Son intervention (p. 7586)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 139 de M. Michel Liebgott (égalité de traitement entre les victimes des affaissements lents et celles des affaissements soudains) (p. 7589)

Article 13 bis (indemnisation des victimes de sinistres miniers par le fonds de garantie "automobile")

Son intervention (p. 7590)

Projet de loi n° 950 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine

Rapporteur pour avis de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2003] (p. 7275)

Son intervention (p. 7281)

Thèmes :

Administration : déconcentration (p. 7282)
Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 7282 et s.)
Emploi (p. 7283)
Logement : sociétés d'HLM (p. 7282)
Urbanisme : rénovation urbaine (p. 7282 et s.)

Discussion des articles [11 juillet 2003] (p. 7362)

Article 4 (débat annuel dans les collectivités locales comprenant des ZUS)

Son intervention (p. 7387 et s.)

Son amendement n° 229 (p. 7387)

Article 9 (création et actions de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU))

Son amendement n° 232 (p. 7416)

Article 10 (administration et représentation de l'ANRU)

Son amendement n° 230 corrigé (p. 7426)

Arlette GROSSKOST

*Haut-Rhin (5^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elue le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre titulaire du Comité de l'initiative française pour les récifs coralliens [J.O. du 2 août 2002] (p. 13231)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 25 septembre 2002] (p. 15848)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 21 décembre 2002] (p. 21390)

Membre de la commission d'enquête sur les causes économiques et financières de la disparition d'Air Lib [J.O. du 26 mars 2003] (p. 5405)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine [J.O. du 25 juillet 2003] (p. 12639)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 416 visant à restreindre la consommation de tabac chez les jeunes [28 novembre 2002]

Proposition de résolution n° 809 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'emploi des personnes handicapées dans la fonction publique [11 avril 2003]

Proposition de loi n° 973 visant à instaurer un service garanti dans l'ensemble du service public [25 juin 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Etrangers. demandeurs d'asile. prise en charge [26 novembre 2002] (p. 5720)

Droit pénal. peines de travail d'intérêt général. développement [25 février 2003] (p. 1354)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 118, posée le 3 février 2003. Système pénitentiaire. établissements (J.O. questions p. 622). Appelée le 4 février 2003. conditions de détention, Mulhouse (p. 753)

*DÉBATS***Projet de loi n° 230 de finances pour 2003****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE**

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT, PROFESSIONS LIBÉRALES ET CONSOMMATION

Examen du fascicule [8 novembre 2002] (p. 4782)

Son intervention (p. 4790)

Thèmes avant la procédure des questions :

Banques et établissements financiers : fonds de garantie : commerce et artisanat (p. 4791)

Entreprises : transmission (p. 4791)

Formation professionnelle (p. 4791)

TVA : taux réduit : amélioration de l'habitat (p. 4791)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [23 janvier 2003] (p. 445)**

Article 36 (accès aux fichiers des immatriculations et des permis de conduire)

Son amendement n° 381 (p. 469)

Avant l'article 38

Son amendement n° 382 (extension du domaine d'intervention des gardes-champêtres de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin) : adopté (p. 477)

Son amendement n° 398 (formalités d'envoi des rapports et procès verbaux des gardes-champêtres) : adopté (p. 477)

Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [4 février 2003] (p. 821)**

Son intervention (p. 848)

Thèmes :

Entreprises : aides publiques : imposition (p. 848)

Entreprises : création : chambres consulaires (p. 848)

Entreprises : financement : avantages fiscaux (p. 848)

Entreprises : financement : taux d'intérêt (p. 848)

Régions : compétences : entreprises (p. 878)

Discussion des articles [6 février 2003] (p. 996)

Article 13 (fonds d'investissement de proximité)

Son amendement n° 136 (investissement maximum dans les fonds de capital risque porté de 10 % à 20 % de l'actif des fonds) (p. 1017)

Son amendement n° 135 (suppression de l'interdiction faite aux régions de détenir des parts ou actions des sociétés de gestion des fonds) (p. 1018)

Après l'article 13

Son amendement n° 137 (fonds d'investissement de proximité créés à l'initiative du conseil régional) : retiré (p. 1020)

Après l'article 14

Son amendement n° 138 (intervention des régions dans les fonds d'investissement de proximité) : retiré (p. 1022)

DEUXIÈME LECTURE**Discussion des articles [4 juin 2003] (p. 4483)**

Article 2 (récépissé de création d'entreprise)

Son amendement n° 41 (délivrance par le centre de formation des entreprises de la chambre consulaire et par le greffe pour les professions libérales) (p. 4485)

Projet de loi n° 638 renforçant la lutte contre la violence routière**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [20 mars 2003] (p. 2286)**

Après l'article 19

Son amendement n° 119 (formation obligatoire de douze heures par an à la sécurité routière et au code de la route pour tous les élèves du second degré) : retiré (p. 2307)

Projet de loi n° 950 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [10 juillet 2003] (p. 7275)**

Son intervention (p. 7337)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 7338)

Emploi (p. 7338)

Politique sociale : surendettement (p. 7338)

Sécurité publique (p. 7338)

Discussion des articles [11 juillet 2003] (p. 7449)

Article 27 (création d'une procédure de rétablissement personnel)

Son amendement n° 1 (p. 7488)

Après l'article 27

Son amendement n° 2 (faculté pour le juge de l'exécution de commettre une personne pour recueillir des renseignements sur la situation économique et sociale du débiteur) (p. 7507) : adopté (p. 7508)

Son amendement n° 3 (inventaire des biens et vérification des créances en Alsace-Moselle) : adopté (p. 7508)

Son amendement n° 4 rectifié (possibilité pour le tribunal d'instituer une contribution destinée à l'apurement du passif du débiteur en Alsace-Moselle) : adopté après modification (p. 7508)

Son amendement n° 5 (possibilité pour les créanciers de recouvrer l'exercice de leur droit de poursuite en cas d'inexécution de la contribution imposée par le juge en Alsace-Moselle) (p. 7508) : adopté après modification (p. 7509)

Son amendement n° 6 rectifié (absence de mention, au casier judiciaire, du jugement prononçant la liquidation judiciaire en Alsace-Moselle) : adopté (p. 7509)

Son amendement n° 7 (de coordination) : adopté après modification (p. 7509)

Serge GROUARD

*Loiret (2^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Rapporteur du projet de loi relatif à la protection de l'environnement en Antarctique (n° 699) [19 mars 2003]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 699), relatif à la protection de l'environnement en Antarctique [26 mars 2003] (n° 753)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Energie et carburants. énergie nucléaire. institut de radioprotection et de sûreté nucléaire, composition, fonctionnement [20 novembre 2002] (p. 5364)

DÉBATS

Projet de loi n° 402 portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [3 avril 2003] (p. 2808)*Après l'article 22*

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Patrice Martin-Lalande (assouplissement du code électoral lorsqu'il faut compléter le conseil municipal avant l'élection d'un nouveau maire) (p. 2871)

Projet de loi n° 699 relatif à la protection de l'environnement en Antarctique

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 avril 2003] (p. 2884)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 2887)

Thème :

Traités et conventions : ratification (p. 2887)

Discussion des articles [3 avril 2003] (p. 2890)

Article 1er (création d'un dispositif d'autorisation ou de déclaration préalable des activités menées en Antarctique)

Son intervention (p. 2892 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 3 de Mme Geneviève Perrin-Gaillard (présentation par le Gouvernement, tous les cinq ans à compter du 1er juin 2003, d'un bilan de la protection de l'environnement en Antarctique et de l'application des textes internationaux s'y référant) (p. 2893)

Déclaration du Gouvernement n° 880 sur les infrastructures 2003-2020 et débat sur cette déclaration

[20 mai 2003] (p. 3826)

Son intervention (p. 3989)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 3898)
Régions : Centre : infrastructures (p. 3898)

Louis GUÉDON

*Vendée (3^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 9 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11466)

Membre suppléant du conseil de surveillance de l'Agence française de développement [J.O. du 2 août 2002] (p. 13230)

Membre de la commission d'enquête sur l'application des mesures préconisées en matière de sécurité du transport maritime des produits dangereux ou polluants et l'évaluation de leur efficacité [J.O. du 12 février 2003] (p. 2618)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 490 visant à encourager les dons en direction des associations sportives ou socioculturelles sans but lucratif [18 décembre 2002]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Transports par eau, transports maritimes, navires, sécurité, politiques communautaires [10 décembre 2002] (p. 6363)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 169, posée le 3 mars 2003. Aquaculture et pêche professionnelle, bateaux de pêche (J.O. questions p. 1486). Appelée le 4 mars 2003. filets, ramendeuses, emploi et activité (p. 1499)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER****Discussion des articles [17 octobre 2002] (p. 3550)***Après l'article 5*

Son amendement n° 282 (dons manuels aux associations – tarif des droits applicables entre époux) (p. 3554)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [5 novembre 2002] (p. 4474)

Son intervention (p. 4490)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aquaculture et pêche professionnelle (p. 4490)

Politiques communautaires : politique d'orientation pour la pêche (p. 4491)

Transports par eau : écoles de la marine marchande (p. 4490)

Transports par eau : sécurité de la navigation (p. 4490)

Projet de loi n° 678 relatif au mécénat et aux fondations

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er avril 2003] (p. 2713)

Article 1er (augmentation de la réduction d'impôt applicable aux particuliers donateurs)

Son intervention (p. 2713 et s.)

Après l'article 1er

Son amendement n° 25 deuxième rectification (exonération de taxation des dons manuels faits aux associations) : adopté (p. 2718)

Jean-Claude GUIBAL

*Alpes-Maritimes (4^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République arabe d'Égypte, d'autre part (n° 239) [6 novembre 2002]

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de la présence du loup en France et l'exercice du pastoralisme dans les zones de montagne [J.O. du 13 novembre 2002] (p. 18692)

Membre de la mission d'information commune sur la création d'une télévision française d'information à vocation internationale [J.O. du 19 décembre 2002] (p. 21167)

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification du traité destiné à adapter et à confirmer les rapports d'amitié et de coopération entre la République française et la Principauté de Monaco (n° 1043) [2 octobre 2003]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un accord sous forme d'échange de lettres complétant l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne relatif à la coopération transfrontalière en matière policière et douanière du 3 octobre 1997, signées à Paris et Imperia le 1er juillet 2002 (n° 757) [8 avril 2003]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 239) autorisant la ratification de l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République arabe d'Égypte, d'autre part [18 décembre 2002] (n° 506)

Proposition de loi n° 793 relative à la transparence des capitaux investis dans l'immobilier [10 avril 2003]

Proposition de loi n° 804 relative à la compensation par le département des charges transférées à une Autorité organisatrice des transports urbains (AOTU) [10 avril 2003]

Proposition de loi n° 844 portant sur les conditions de création de zones d'activités transfrontalières à statut spécial [14 mai 2003]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 757) autorisant l'approbation d'un accord sous forme d'échange de lettres complétant l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne relatif à la coopération transfrontalière en matière policière et douanière du 3 octobre 1997, signées à Paris et Imperia le 1er juillet 2002 [18 juin 2003] (n° 952)

Proposition de loi n° 968 instaurant un service minimum d'accueil des élèves dans les écoles maternelles et élémentaires en cas de grève des personnels de l'éducation nationale [25 juin 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etrangers. immigration clandestine. lutte et prévention [9 octobre 2002] (p. 3121)

Déchets, pollutions et nuisances. mer et littoral. hydrocarbures, lutte et prévention [14 mai 2003] (p. 3665)

DÉBATS

Projet de loi n° 239 autorisant la ratification de l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République arabe d'Égypte, d'autre part

Rapporteur de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [16 janvier 2003] (p. 191)

Son intervention (p. 192)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 193)

Etrangers : immigration clandestine (p. 192)

Ordre public : terrorisme (p. 193)

Organisations internationales : Fonds monétaire international (p. 193)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 193)

Politiques communautaires : pays associés : coopération économique (p. 192 et s.)

Union européenne : élargissement (p. 192)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5069)

Son intervention (p. 5094)

Thèmes :

Entreprises : compétitivité (p. 5095)

Retraites : généralités : système par répartition (p. 5094)

Lucien GUICHON

Ain (2^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 164 visant à instaurer des mesures de réparation aux orphelins de déportés, à ceux de fusillés et massacrés pour fait de résistance et à ceux des patriotes résistant à l'occupation [1^{er} août 2002]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [12 novembre 2002] (p. 4861)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : orphelins (p. 4884)

SPORTS

Examen du fascicule [6 novembre 2002] (p. 4557)

Procédure des questions :

Sports : compétitions (p. 4578)

Élisabeth GUIGOU

Seine-Saint-Denis (9^{ème} circonscription)
Socialiste

Elue le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

Vice-présidente de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 5 juillet 2002] (p. 11611)

Membre de la mission d'information sur la question des signes religieux à l'école [J.O. du 4 juin 2003] (p. 9541)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique économique. croissance. perspectives [7 mai 2003] (p. 3508)

Marchés publics. code des marchés publics. réforme, conséquences [11 juin 2003] (p. 4998)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Rappelle sa position sur la pénibilité du travail et l'âge de départ à la retraite des travailleurs ayant cotisé quarante annuités, souhaite être écoutée du rapporteur et obtenir des précisions de la part du rapporteur et du ministre [16 juin 2003] (p. 5369)

Réclame au Gouvernement des réponses aux questions posées par l'opposition, en particulier sur sa politique de l'emploi [19 juin 2003] (p. 5617)

DÉBATS

Projet de loi n° 107 portant création d'un dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juillet 2002] (p. 2312)

Son intervention (p. 2336)

Thèmes :

Collectivités territoriales : contrats emplois-jeunes (p. 2338)

Emploi : chômage (p. 2336)

Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 2336)

Emploi : jeunes (p. 2336)

Entreprises : allègement des charges (p. 2338)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 2337)

Formation professionnelle : formation en alternance (p. 2337)

Politique sociale (p. 2336)

Travail : contrats à durée indéterminée (p. 2337)

Travail : précarité (p. 2337)

Travail : travail à temps partiel (p. 2336)

Projet de loi n° 154 d'orientation et de programmation pour la justice

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 juillet 2002] (p. 2455) ; [1er août 2002] (p. 2497)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2478)

Son intervention (p. 2498)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité : prévention (p. 2498)
 Droit pénal : détention provisoire (p. 2500)
 Droit pénal : mineurs : délinquance et criminalité (p. 2498)
 Droit pénal : mineurs : établissements (p. 2479, 2498)
 Droit pénal : présomption d'innocence : lois (p. 2499)
 Elections et référendums : campagnes électorales : justice (p. 2478)
 Justice : centres éducatifs fermés (p. 2498)
 Justice : juge de proximité (p. 2498)
 Justice : juge des libertés et de la détention (p. 2500)
 Justice : maisons de justice et du droit (p. 2479)
 Justice : victimes (p. 2499)
 Lois : loi de programmation : justice (p. 2479)
 Lois : projet de loi : justice (p. 2478)
 Parlement : Sénat : justice (p. 2480)
 Politique générale : Gouvernement précédent : justice (p. 2479)
 Professions sociales : éducateurs spécialisés : jeunes (p. 2498)
 Système pénitentiaire : insertion professionnelle et sociale (p. 2499)

Projet de loi n° 190 relatif aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 octobre 2002] (p. 2897)

Son intervention (p. 2904)

Thèmes :

Emploi : création d'emplois (p. 2906)
 Emploi : jeunes (p. 2906)
 Emploi : politique de l'emploi (p. 2904)
 Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 2906)
 Politique économique : pouvoir d'achat (p. 2905)
 Politique sociale : généralités (p. 2906)
 Travail : réduction du temps de travail (p. 2905)
 Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 2905)

Projet de loi n° 250 de financement de la sécurité sociale pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 octobre 2002] (p. 4123)

Son intervention (p. 4144)

Thèmes :

Etablissements de santé : centres hospitaliers (p. 4145)
 Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 4145)
 Professions de santé : infirmiers (p. 4144)
 Professions de santé : médecins (p. 4144)
 Risques professionnels : accidents du travail (p. 4146)
 Sécurité sociale : équilibre financier (p. 4144)
 Sécurité sociale : financement (p. 4144)
 Sécurité sociale : Fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale (FOREC) (p. 4146)

Discussion des articles [29 octobre 2002] (p. 4208)

Article 1er et rapport annexé (approbation du rapport annexé)

Son intervention (p. 4225)

Proposition de loi constitutionnelle n° 341 visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections locales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 2002] (p. 5673)

Thèmes :

Elections et référendums : droit de vote : étrangers non ressortissants de l'Union européenne (p. 5688)
 Etrangers : intégration (p. 5689)
 Lois : loi constitutionnelle n° 92-554 du 25 juin 1992 ajoutant à la Constitution un titre : "Des commu-nautés européennes et de l'Union européenne" (p. 5689)

Débat sur l'avenir de l'Europe

[3 décembre 2002] (p. 6067)

Son intervention (p. 6076)

Thèmes :

Etrangers : droit d'asile : Union européenne (p. 6077)
 Pays étrangers : Etats-Unis : libéralisme (p. 6077)
 Politiques communautaires : Europe sociale (p. 6077)
 Santé : santé publique (p. 6077)
 Union européenne : Convention sur l'avenir de l'Europe : institutions communautaires (p. 6076 et s.)
 Union européenne : Cour de justice (p. 6077)
 Union européenne : élargissement (p. 6076 et s.)
 Union européenne : subsidiarité (p. 6077)

Projet de loi n° 375 relatif à la négociation collective sur les restructurations ayant des incidences sur l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 2002] (p. 6158)

Son intervention (p. 6191)

Thèmes :

Entreprises : restructurations (p. 6191)
 Entreprises : harcèlement moral (p. 6192)
 Entreprises : investissements (p. 6193)
 Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 6191)
 Travail : salariés (p. 6191)
 Travail : licenciement économique (p. 6193)
 Travail : médiation (p. 6191)
 Travail : négociations (p. 6192)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Article 1er [séances du 16 juin 2003] (système de retraites par répartition)

Son intervention (p. 5340 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [16 juin 2003] (p. 5369)

Article 3 [séances du 17 juin 2003] (équité)

Son intervention (p. 5469 et s.)

Article 4 [séances du 19 juin 2003] (assurer en 2008, un montant minimal de retraite égal à 85 % du SMIC)

Son intervention (p. 5592 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [19 juin 2003] (p. 5617)

Article 6 [séance du 20 juin 2003] (missions du Conseil d'orientation des retraites (COR))

Son intervention (p. 5708)

François GUILLAUME

*Meurthe-et-Moselle (4^{ème} circonscription)
 Union pour la Majorité Présidentielle
 puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

Secrétaire de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 5 juillet 2002] (p. 11611)

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 599 sur les négociations agricoles à l'Organisation mondiale du commerce - COM (1999) 331 final/E 1285 [5 février 2003]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les négociations agricoles à l'Organisation mondiale du commerce [5 février 2003] [n° 598]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur l'adhésion de la Pologne à l'Union européenne [8 avril 2003] (n° 778)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances rectificative n° 29 pour 2002

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 juillet 2002] (p. 2159)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 2223)

Thème :

Agriculture : budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) (p. 2223)

Projet de loi n° 190 relatif aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 octobre 2002] (p. 2965)

Article 2 (articles L. 212-5, L. 212-5-1, L. 212-6, L. 212-8, L. 212-9, L. 212-15-2, L. 212-15-3 et L. 227-1 du code du travail : assouplissements des trente-cinq heures)

Son amendement n° 96 (taux de majoration des heures supplémentaires) (p. 2988)

Proposition de loi n° 194 relative à la conduite automobile sous l'influence de drogues illicites et psychotropes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 octobre 2002] (p. 3019)

Après l'article 2

Son amendement n° 5 (dépistage de prise de stupéfiants avant de passer le permis de conduire) (p. 3025)

Proposition de loi n° 180 relative à la création d'un chèque-emploi associatif

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 octobre 2002] (p. 3213)

Après l'article 1er

Son amendement n° 2 (instauration d'un chèque-emploi entreprise au bénéfice des très petites entreprises n'ayant aucun salarié) (p. 3215)

Son amendement n° 1 (instauration d'un chèque-emploi entreprise au bénéfice des très petites entreprises n'ayant qu'au plus deux salariés) (p. 3215)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 octobre 2002] (p. 3385)

Son intervention (p. 3393)

Thèmes :

Finances publiques : déficits publics et sociaux : gauche (p. 3393)

Finances publiques : dette publique (p. 3394)

Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 3394)

Secteur public : privatisations (p. 3394)

Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 3394)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [5 novembre 2002] (p. 4499)

Son intervention (p. 4501)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : agrobiologie (p. 4501)

Agriculture : aides (p. 4502)

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 4502)

Agriculture : montagne (p. 4502)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 4502)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4502)

Union européenne : Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) (p. 4502)

Projet de loi n° 375 relatif à la négociation collective sur les restructurations ayant des incidences sur l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2002] (p. 6252)

Article 1er (articles 97, 98, 99, 101, 104, 106, 109 et 116 de la loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002) : suspension de certains articles de la loi de modernisation sociale du 17 janvier 2002 relatifs à la procédure des licenciements économiques)

Son intervention (p. 6273 et s.)

Projet de loi de finances rectificative n° 382 pour 2002

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 décembre 2002] (p. 6407) ; [11 décembre 2002] (p. 6470)

Article 18 (aménagement du régime fiscal des biocarburants)

Son intervention (p. 6442, 6445)

Après l'article 29

Intervient sur l'amendement n° 76 du Gouvernement (Association nationale de développement agricole – transformation de neuf taxes parafiscales en une imposition de toute nature affectée à l'agence de développement agricole et rural) (p. 6480)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Article 6 [séance du 20 juin 2003] (missions du Conseil d'orientation des retraites (COR))

Son intervention (p. 5710 et s.)

Article 20 [séance du 25 juin 2003] (possibilité de rachat de périodes de cotisation, dans la limite de douze trimestres)

Son intervention (p. 6002)

Article 71 [séance du 1er juillet 2003] (affiliation des aides familiaux dès l'âge de seize ans au régime de base des exploitants agricoles)

Son intervention (p. 6546)

Après l'article 71 [séance du 1er juillet 2003] (retraites des conjoints non-salariés agricoles)

Son intervention (p. 6550)

Article 76 [séance du 2 juillet 2003] (conditions de cessation d'activité pour le service d'une pension par le régime de base des exploitants agricoles)

Son intervention (p. 6594)

Jean-Jacques GUILLET

Hauts-de-Seine (8^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation du protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques relatif à la convention sur la diversité biologique (n° 228) [6 novembre 2002]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'amendement au protocole de Montréal du 16 septembre 1987 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, adopté à Montréal le 17 septembre 1997 (n° 552) [5 février 2003]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'amendement au protocole de Montréal du 16 septembre 1987 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, adopté à Pékin le 3 décembre 1999 (n° 553) [5 février 2003]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international (ensemble cinq annexes) (n° 651) [8 avril 2003]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention sur les polluants organiques persistants (ensemble six annexes) (n° 652) [8 avril 2003]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 131 tendant à compléter l'article L. 421-2-2 du code de l'urbanisme sur l'information des propriétaires voisins d'une construction faisant l'objet d'une demande de permis de construire [24 juillet 2002]

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) tome V : Ecologie et développement durable (n° 259) [10 octobre 2002]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 228) autorisant l'approbation du protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques relatif à la convention sur la diversité biologique [18 décembre 2002] (n° 505)

Proposition de résolution n° 568 tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de fermeture de l'usine Metaleurop de Noyelles-Godault, ses conséquences sociales et environnementales et sur les responsabilités de ses dirigeants et actionnaires [23 janvier 2003]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur :

- le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 552), autorisant l'approbation de l'amendement au protocole de Montréal du 16 septembre 1987 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, adopté à Montréal le 17 septembre 1997

- le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 553), autorisant l'approbation de l'amendement au protocole de Montréal du 16 septembre 1987 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, adopté à Pékin le 3 décembre 1999 [2 avril 2003] (n° 766)

Proposition de loi n° 978 modifiant la loi n° 93-915 du 19 juillet 1993 pour étendre le bénéfice de la qualité de pupille de la Nation aux enfants des élus tués ou décédés des suites d'un acte d'agression survenu lors de l'exercice de leur mandat [25 juin 2003]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur :

- le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 651), autorisant l'approbation de la convention sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international (ensemble cinq annexes)

- le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 652), autorisant l'approbation de la convention sur les polluants organiques persistants (ensemble six annexes) [25 juin 2003] (n° 981)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Environnement. protection. perspectives [3 décembre 2002] (p. 6064)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 281, posée le 28 avril 2003. Établissements de santé. hôpitaux (J.O. questions p. 3246). Appelée le 29 avril 2003. financement, hôpital Jean-Rostand, Sèvres (p. 3203)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ÉCOLOGIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Examen du fascicule [25 octobre 2002] (p. 4053)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères
Son intervention (p. 4056)

Thèmes avant la procédure des questions :

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre : Etats-Unis (p. 4057)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 4059)

Environnement : protection (p. 4057)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : politique de l'environnement (p. 4059)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 4058)

Politique économique : mondialisation (p. 4057)

Vote des crédits et articles rattachés [25 octobre 2002] (p. 4081)

Etat B, titre IV

Intervient sur l'amendement n° 93 de la commission (réduction des crédits de fonctionnement de l'Agence de l'environnement de la maîtrise des énergies -ADEME) (p. 4082)

Projet de loi de finances rectificative n° 382 pour 2002

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 décembre 2002] (p. 6470)

Après l'article 30

Son amendement n° 7 (plus-values professionnelles des petites entreprises – modalités de calcul du seuil d'exonération) : rejeté (p. 6497)

Projet de loi n° 326 relatif aux marchés énergétiques et au service public de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 décembre 2002] (p. 6615)

Son intervention (p. 6637)

Thèmes :

Énergie et carburants : gaz : tarifs (p. 6638)

Énergie et carburants : gaz : transport (p. 6637 et s.)

Politiques communautaires : directives : gaz (p. 6637)

Secteur public : services publics (p. 6638)

Discussion des articles [12 décembre 2002] (p. 6654) ; [13 décembre 2002] (p. 6698, 6732)

Article 3 (statut des fournisseurs de gaz naturel)

Son intervention (p. 6670)

Son amendement n° 236 (p. 6670)

Article 5 (tarifs gaziers)

Son intervention (p. 6684)

Article 7 (échanges d'informations nécessaires au fonctionnement des réseaux gaziers)

Son sous-amendement n° 237 à l'amendement n° 47 de la commission (p. 6700)

Son intervention (p. 6702)

Article 10 (coordination avec les dispositions du code général des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 6709)

Article 13 (prescriptions techniques de sécurité)

Son intervention (p. 6740)

Son amendement n° 238 (p. 6740)

Avant l'article 20

Son amendement n° 239 (modalités de financement du Fonds d'amortissement des charges d'électrification) (p. 6755) : adopté après modification (p. 6756)

Après l'article 20 septies

Son amendement n° 245 (conditions d'utilisation des courants porteurs en ligne pour la transmission des services de télécommunications) (p. 6769) : retiré (p. 6770)

Son amendement n° 244 (contrôle des installations intérieures électriques) : retiré (p. 6771)

Son sous-amendement n° 350 (agents habilités et assermentés) à l'amendement n° 314 de la commission (pouvoirs de contrôle des agents des autorités concédantes) (p. 6771) : devenu sans objet (p. 6772)

Après l'article 20 octies

Son amendement n° 240 (détermination des réseaux d'éclairage public éligibles) (p. 6772) : retiré (p. 6773)

Après l'article 20 duodécies

Son sous-amendement n° 380 (non-application lorsque le raccordement est destiné à satisfaire les besoins d'une opération de construction ou d'aménagement autorisée) à l'amendement n° 91 de la commission (cadre juridique dans lequel est facturé le raccordement des nouveaux utilisateurs aux réseaux) (p. 6775) : retiré (p. 6776)

Article 20 sexdecies (énergie réservée)

Son amendement n° 241 (p. 6778)

Son intervention (p. 6779)

Avant l'article 21

Son amendement n° 243 (régime des redevances dues aux départements) (p. 6781) : adopté (p. 6782)

Projet de loi n° 228 autorisant l'approbation du protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques relatif à la convention sur la diversité biologique

Rapporteur de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [16 janvier 2003] (p. 186)

Son intervention (p. 187)

Thèmes :

Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 187 et s.)

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 187)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 188)

Pays étrangers : Etats-Unis : commerce extérieur (p. 187)

Politiques communautaires : directives : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 187)

Projet de loi n° 699 relatif à la protection de l'environnement en Antarctique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 avril 2003] (p. 2884)

Son intervention (p. 2888)

Thèmes :

Aquaculture et pêche professionnelle (p. 2889 et s.)

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 2889)

Environnement : protection (p. 2888 et s.)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : politique de l'environnement (p. 2889)

Recherche (p. 2889)

Projets de loi n° 552 et n° 553 autorisant l'approbation de deux amendements au protocole de Montréal du 16 septembre 1987 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, adoptés à Montréal le 17 septembre 1997 et Pékin le 3 décembre 1999

Rapporteur de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [10 avril 2003] (p. 3146)

Son intervention (p. 3147)

Thèmes :

Environnement : protection : couche d'ozone (p. 3147 et s.)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : politique de l'environnement (p. 3148)
 Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 3147)
 Pays étrangers : Russie : commerce extérieur (p. 3148)
 Traités et conventions : droit international : environnement (p. 3147 et s.)
 Union européenne : règlements : environnement (p. 3148)

Christophe GUILLOTEAU

*Rhône (10^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002
 Devenu député le 25 juin 2003 (voir indications préliminaires)
 N'appartient à aucun groupe [J.O. du 27 juin 2003] (p. 10860)
 Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 2 juillet 2003] (p. 11150)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 juillet 2003] (p. 11362)

Paulette GUINCHARD-KUNSTLER

*Doubs (2^{ème} circonscription)
 Socialiste
 Vice-présidente de l'Assemblée nationale*

Elue le 16 juin 2002
 Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Vice-présidente de l'Assemblée nationale [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11114)
 Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)
 Membre titulaire du conseil de surveillance du Fonds de financement de la protection complémentaire de la couverture universelle du risque maladie [J.O. du 2 août 2002] (p. 13231)
 Membre titulaire du conseil de surveillance du Fonds de financement de l'allocation personnalisée d'autonomie [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14787)
 Rapporteur du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 (n° 1106) [29 janvier 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Vice-présidente

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

M. Gaëtan Gorce : lui indique que la réserve des amendements à la demande du gouvernement ou de la commission saisie au fond est de droit [30 juillet 2002] (p. 2373)

M. André Chassaigne : indique qu'il n'y avait pas lieu à suspension puisque la discussion sur l'amendement était achevée et que la séance devait être levée à l'issue du vote [22 novembre 2002] (p. 5591)

M. Augustin Bonrepaux : rappelle le caractère discrétionnaire de la prérogative conférée au Gouvernement par l'article 44, alinéa 2 de la Constitution [22 novembre 2002] (p. 5591)

Mme Ségolène Royal : considère que Mme Ségolène Royal fait état d'un fait personnel [26 novembre 2002] (p. 5789)

M. Alain Bocquet : prend acte de ce rappel au règlement et précise que le règlement a été respecté [13 mars 2003] (p. 2042)

M. Gilbert Gantier : rappelle que le règlement ne permet de donner la parole qu'à trois orateurs sur un amendement [4 juin 2003] (p. 4542)

DÉBATS

Projet de loi n° 107 portant création d'un dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 juillet 2002] (p. 2372)
 Intervient sur le rappel au règlement de M. Gaëtan Gorce (cf supra) [30 juillet 2002] (p. 2373)

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 novembre 2002] (p. 5561) ; [26 novembre 2002] (p. 5758)

Article 3 (article 39 de la Constitution - priorité d'examen du Sénat sur les projets de loi ayant pour principal objet la libre administration des collectivités territoriales et les instances représentatives des Français établis hors de France)

Intervient sur le rappel au règlement de M. André Chassaigne (cf supra) [22 novembre 2002] (p. 5591)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Augustin Bonrepaux (cf supra) [22 novembre 2002] (p. 5591)

Après l'article 6

Intervient sur le rappel au règlement de Mme Ségolène Royal (cf supra) (p. 5788)

Proposition de loi n° 583 visant à jumeler chaque école française avec une école de l'Union européenne

PREMIÈRE LECTURE

Explications de vote et vote [2 avril 2003]

Son intervention à l'issue du vote (p. 2759)

Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2003] (p. 4536)

Article 26 bis (exonération partielle d'impôt de solidarité sur la fortune pour les parts ou actions de sociétés que les propriétaires s'engagent à conserver par un accord collectif)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Gilbert Gantier (cf supra) (p. 4542)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Après l'article 3 [séance du 18 juin 2003] (impôt sur la fortune ; métiers pénibles)

Son intervention (p. 5529 et s.)

Avant l'article 4 [séances des 18 et 19 juin 2003] (contrats à durée déterminée ou à temps partiel)

Son intervention (p. 5540 et s.)

En qualité de Députée

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Personnes âgées. dépendance. prise en charge [25 février 2003] (p. 1353)

Retraites : généralités. réforme. perspectives [13 mai 2003] (p. 3590)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Indique que les chiffres repris dans le rapport de la commission sont erronés et indignes d'un travail sérieux : on a déformé ses propos et elle exige une rectification [13 mars 2003] (p. 2046)

DÉBATS

Proposition de loi n° 137 relative à la création d'un ordre national de la profession d'infirmier et d'infirmière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 2003] (p. 531)

Son intervention (p. 537)

Thèmes :

Professions de santé : déontologie (p. 537)

Professions de santé : exercice libéral (p. 537)

Professions de santé : infirmiers (p. 537)

Professions de santé : infirmiers : missions (p. 538)

Professions de santé : ordre professionnel (p. 537)

Projet de loi n° 107 portant création d'un dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juillet 2002] (p. 2312)

Son intervention (p. 2344)

Thèmes :

Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 2344)

Emploi : jeunes (p. 2344)

Formation professionnelle : apprentissage (p. 2345)

Projet de loi n° 250 de financement de la sécurité sociale pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 octobre 2002] (p. 4208)*Article 1er et rapport annexé (approbation du rapport annexé)*

Son intervention (p. 4218 et s.)

Son amendement n° 146 (p. 4218)

Projet de loi organique n° 242 relatif aux juges de proximité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 décembre 2002] (p. 6833)

Son intervention (p. 6851)

Thèmes :

Justice : conciliation (p. 6852)

Justice : juge de proximité : compétences (p. 6851)

Justice : maisons de justice et du droit (p. 6852)

Proposition de loi n° 642 modifiant la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 mars 2003] (p. 2046)

Son intervention (p. 2048)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 2061)

Son rappel au règlement (cf supra) [13 mars 2003] (p. 2046)

Thèmes :

Départements : allocation personnalisée d'autonomie (APA) (p. 2061)

Emploi : création d'emplois (p. 2049)

Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) (p. 2048)

Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 2048)

Santé : maladie d'Alzheimer (p. 2049)

Discussion des articles [13 mars 2003] (p. 2062)*Avant l'article 1er*

Son amendement n° 11 (soutien aux soins gériatriques) (p. 2062) : rejeté (p. 2062)

Son amendement n° 10 (conventions pluriannuelles concernant les établissements d'accueil pour personnes âgées) : rejeté (p. 2063)

Son amendement n° 14 (rapport au Parlement sur l'évaluation de l'action menée par le Fonds de modernisation de l'aide à domicile) (p. 2063) : rejeté (p. 2064)

Son amendement n° 12 (rapport au Parlement sur l'évaluation des créations d'emploi liées à l'assistance aux personnes âgées en perte d'autonomie) : rejeté (p. 2064)

Son amendement n° 22 (rapport financier du Fonds de financement de l'allocation personnalisée d'autonomie) (p. 2064) : rejeté (p. 2065)

Article 1er (modification du fait générateur de l'ouverture du droit à l'allocation personnalisée d'autonomie)

Son amendement n° 15 (p. 2067)

Article 2 (renforcement des conditions de contrôle de l'effectivité de l'aide apportée aux bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie à domicile)

Son intervention (p. 2069 et s.)

Son amendement n° 16 (p. 2071)

Article 2 bis (personnes morales et physiques auxquelles peut être versée l'allocation personnalisée d'autonomie)

Son intervention (p. 2072)

Article 3 (possibilité pour les administrations en charge du contrôle de l'effectivité de l'aide de recourir aux informations dont disposent les différentes administrations publiques)

Son amendement n° 17 (p. 2072)

Après l'article 3

Son amendement n° 21 rectifié (dotation de solidarité en faveur des départements à faibles ressources financières) : rejeté (p. 2074)

Article 4 (modification des modalités de fonctionnement et de financement du Fonds de financement de l'allocation personnalisée d'autonomie)

Son amendement n° 18 (p. 2075)

Article 5 (contenu du rapport tendant à effectuer un bilan de l'allocation personnalisée d'autonomie)

Son amendement n° 19 (p. 2079)

Après l'article 5

Son amendement n° 13 rectifié (publication du rapport du comité scientifique d'évaluation de la grille "AGGIR") : rejeté (p. 2080)

Article 6 (prise en charge par le Fonds de modernisation de l'aide à domicile des charges supplémentaires pouvant résulter de la réforme de la tarification)

Son intervention (p. 2080 et s.)

Son amendement n° 20 (p. 2081)

Explications de vote et vote [18 mars 2003] (p. 2137)

Ses explications de vote (p. 2138)

Débat sur l'assurance maladie et la politique de santé**[13 mai 2003] (p. 3555)**

Son intervention (p. 3575)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : gestion (p. 3575)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 3575)

Professions de santé : médecins (p. 3576)

Santé : accès aux soins (p. 3576)

Santé : politique de la santé (p. 3576)

Déclaration du Gouvernement n° 880 sur les infrastructures 2003-2020 et débat sur cette déclaration**[20 mai 2003] (p. 3826)**

Son intervention (p. 3887)

Thème :

Transports ferroviaires : TGV (p. 3887 et s.)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 juin 2003] (p. 5029)

Son intervention (p. 5058)

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)*Avant l'article 1er [séances des 12, 13, 14 juin 2003] (principes)*

Son intervention (p. 5198 et s.)

Article 3 [séances du 17 juin 2003] (équité)

Son intervention (p. 5473 et s.)

Avant l'article 14 [séance du 24 juin 2003] (suppression du titre II ; retraite des religieux)

Son intervention (p. 5901 et s.)

Article 15 [séance du 24 juin 2003] (alignement de la durée d'assurance de référence sur 160 trimestres)

Son intervention (p. 5912)

Après l'article 16 [séance du 24 juin 2003] (négociations en matière de retraites complémentaires et de conditions de travail)

Son intervention (p. 5943)

Avant l'article 71 [séance du 1er juillet 2003] (suppression du chapitre III, prise en compte de la pénibilité)

Son intervention (p. 6545)

H**David HABIB**Pyrénées-Atlantiques (3^{ème} circonscription)
Socialiste

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre suppléant de la Commission nationale des aides publiques aux entreprises [J.O. du 2 août 2002] (p. 13231)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 15 janvier 2003] (p. 883)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages [J.O. du 17 juillet 2003] (p. 12134)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Etat. décentralisation. conséquences, enseignement [29 avril 2003] (p. 3218)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 77, posée le 13 janvier 2003. Voirie. RN 134, A 650 et A 65 (J.O. questions p. 127). Appelée le 14 janvier 2003. aménagement (p. 13)

DÉBATS**Projet de loi n° 230 de finances pour 2003****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****AFFAIRES SOCIALES, TRAVAIL ET SOLIDARITÉ****VILLE ET RÉNOVATION URBAINE****Examen du fascicule [23 octobre 2002] (p. 3803)****Procédure des questions :**

Urbanisme : rénovation urbaine : Fonds de revitalisation économique (p. 3824)

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE**INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS****Examen du fascicule [25 octobre 2002] (p. 4017)****Procédure des questions :**

Energie et carburants : gaz : Pyrénées-Atlantiques (p. 4038)

Industrie : chimie : Pyrénées-Atlantiques (p. 4038)

Projet de loi n° 326 relatif aux marchés énergétiques et au service public de l'énergie**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [12 décembre 2002] (p. 6615)**

Son intervention (p. 6634)

Thèmes :

Aménagement du territoire (p. 6635)

Energie et carburants : gaz : transport (p. 6635)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) (p. 6635)

Energie et carburants : politique énergétique (p. 6635)

Politiques communautaires : directives : gaz (p. 6634)

Sécurité publique : risques technologiques (p. 6634)

Discussion des articles [12 décembre 2002] (p. 6654) ; [13 décembre 2002] (p. 6698, 6732)**Article 5 (tarifs gaziers)**

Son intervention (p. 6687)

Après l'article 11 A

Intervient sur l'amendement n° 173 de M. Pierre Ducout (l'accès des tiers aux ouvrages de transport et de distribution du gaz ne doit pas se faire au détriment des personnes démunies ou des régions de desserte difficile) (p. 6715)

Article 11 (obligations de service public)

Son intervention (p. 6721)

Article 15 (régime des stockages souterrains)

Son intervention (p. 6747 et s.)

Son amendement n° 140 (p. 6747)

Ses amendements n°s 142 et 141 (p. 6748)

Projet de loi n° 402 portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [29 janvier 2003] (p. 670)****Après l'article 14**

Son amendement n° 66 précédemment réservé (sociétés mouroise et sarcelloise autorisées à procéder à des cessions dans le cadre d'une politique de renouvellement urbain) (p. 700) : rejeté (p. 701)

Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [4 février 2003] (p. 821)**

Son intervention (p. 845)

Thèmes :

Commerce et artisanat : grande distribution : pratiques commerciales (p. 846)

Entreprises : création (p. 846)

Politique économique : conjoncture : licenciements (p. 846)

DEUXIÈME LECTURE**Avant la discussion des articles [3 juin 2003] (p. 4443)**

Son intervention (p. 4458)

Thèmes :

Entreprises : sous-traitance : faillites (p. 4459)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 4459)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 4459)

Discussion des articles [4 juin 2003] (p. 4483)**Après l'article 13 B**

Intervient sur l'amendement n° 54 de M. Gaëtan Gorce (collectivités territoriales - aides aux entreprises pour le développement économique) (p. 4503)

Intervient sur l'amendement n° 67 de M. Gaëtan Gorce (loi de modernisation sociale - obligation de réindustrialiser les bassins d'emploi - extension aux sociétés mères étrangères ayant une entreprise filiale en France) (p. 4509)

Après l'article 18 A

Intervient sur l'amendement n° 73 de M. Gaëtan Gorce (information sur les conséquences des restructurations industrielles - rétablissement des articles 97 et 98 de la loi de modernisation sociale suspendus par la loi n° 2003-6 du 3 janvier 2003 portant relance de la négociation collective) (p. 4516)

Débat sur la chasse**[11 février 2003] (p. 1097)**

Son intervention (p. 1125)

Thèmes :

Chasse et pêche : jours de chasse (p. 1125)

Environnement : associations de protection de la nature et de l'environnement (p. 1125)

Politiques communautaires : directives : oiseaux migrateurs (p. 1125)

Projet de loi n° 606 relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [4 mars 2003] (p. 1565)**

Son intervention (p. 1565)

Thèmes :

Assurances : indemnisation (p. 1565)

Industrie : chimie (p. 1566)

Sécurité publique : risques technologiques (p. 1565)

Discussion des articles [5 mars 2003] (p. 1607, 1634) [6 mars 2003] (p. 1678, 1713, 1763)**Après l'article 1er**

Son amendement n° 306 (établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière de développement économique informés directement par les services de l'Etat de l'ouverture de l'enquête publique portant demande d'autorisation) : rejeté (p. 1616)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Yves Cochet (information totale, transparente du public et ne souffrant d'aucune ségrégation sociale ou géographique) (p. 1619)

Après l'article 2

Son amendement n° 312 (installation de sirènes adaptées et audibles par toute la population dans les bassins industriels concernés par le risque) (p. 1648) : rejeté (p. 1649)

Article 3 (possibilité d'instituer des servitudes d'utilité publique en cas d'installation nouvelle sur un site existant ou de modification d'une installation existante)

Son amendement n° 313 (p. 1650)

Article 3 bis (réalisation d'une étude de dangers par le demandeur d'une autorisation d'exploiter une installation classée)

Son amendement n° 315 (p. 1657)

Article 4 (installations soumises à un plan de prévention des risques technologiques)

Article L. 515-16 du code de l'environnement : contenu des PPR

Ses amendements n° 318 et 319 rectifié (p. 1680)

Son amendement n° 317 (p. 1685)

Son amendement n° 323 (p. 1691)

Article L. 515-19-1 du code de l'environnement : cession aux exploitants à l'origine du risque des terrains exposés à celui-ci acquis par les collectivités publiques

Son amendement n° 322 (p. 1699)

Article 8 (moyens de prévention, de lutte contre l'incendie et de secours)

Son amendement n° 329 (p. 1717)

Son amendement n° 330 (p. 1719)

Article 10 (renforcement des prérogatives du CHSCT dans certains établissements)

Son intervention (p. 1726)

Article 11 (formation spécifique aux risques des représentants du personnel des CHSCT dans les établissements dangereux)

Son intervention (p. 1733 et s.)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 480 de M. Jean-Yves Le Déaut (contenu du plan de formation du personnel) (p. 1734)

Après l'article 11 bis

Intervient sur l'amendement n° 510 rectifié de M. Jean-Yves Le Déaut (de précision : référence aux articles L. 236-1 à L. 236-13 du code du travail afin que le comité d'hygiène ne soit pas bloqué dans son fonctionnement) (p. 1736)

Après l'article 15

Son amendement n° 334 (titulaires des concessions de stockage soumis à la taxe professionnelle) : rejeté (p. 1764)

Son amendement n° 333 (infrastructures de transport concernées par les dispositions de la présente loi) (p. 1764) : retiré (p. 1765)

Après l'article 31

Intervient sur l'amendement n° 348 de M. Maxime Bono (concertation) (p. 1834)

Intervient sur l'amendement n° 347 de M. Maxime Bono (sanctions pour toute infraction au code de l'urbanisme) (p. 1834)

Après l'article 34

Son amendement n° 338 (promulgation de tous les décrets définis dans la présente loi dans un délai de trois ans) : rejeté (p. 1836)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juillet 2003] (p. 7542)

Son intervention (p. 7550)

Thèmes :

Entreprises : délocalisations (p. 7550)

Industrie : chimie (p. 7550)

Sécurité publique : risques technologiques (p. 7550)

Discussion des articles [15 juillet 2003] (p. 7552)

Article 1er (information du public au cours de l'enquête publique relative à une installation classée "Seveso seuil haut")

Son amendement n° 46 (p. 7553)

Après l'article 2

Son amendement n° 52 (installation de sirènes adaptées et audibles par les populations autour des sites SEVESO) : rejeté (p. 7556)

Après l'article 3 bis

Son amendement n° 90 (injection d'effluents industriels dans la région de Lacq) (p. 7559) : adopté (p. 7560)

Article 4 (plan de prévention des risques technologiques)

Ses amendements n° 57 et 60 (p. 7563)

Son amendement n° 62 (p. 7564)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Avant l'article 1er [séances des 12, 13, 14 juin 2003] (principes)

Son intervention (p. 5171 et s.)

Article 5 [séance 19 juin 2003] (durée d'assurance, pour obtenir une pension à taux plein, portée à 41 ans en 2012)

Son intervention (p. 5642)

Georges HAGE

*Nord (16^{ème} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains*

Elu le 16 juin 2002

Doyen d'âge de l'Assemblée nationale [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11059)

Adhère au groupe des Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11065)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire de la Commission nationale pour l'élimination des mines antipersonnel [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14787)

Membre de la mission d'information commune sur la création d'une télévision française d'information à vocation internationale [J.O. du 19 décembre 2002] (p. 21167)

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 390 tendant à la création d'une commission d'enquête afin d'évaluer les risques présentés par certains produits toxiques utilisés dans les entreprises et menaçant la santé des salariés [21 novembre 2002]

Proposition de loi n° 485 tendant à inscrire dans la loi le principe de la gratuité des formules de chèques, des retraits aux guichets et dans les distributeurs automatiques de billets [18 décembre 2002]

Proposition de résolution n° 527 tendant à la création d'une commission d'enquête afin d'évaluer la situation des handicapés dans les centres d'aide par le travail et de définir des propositions pour que ceux-ci remplissent plus efficacement leur mission [15 janvier 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Proposition de loi n° 418 portant diverses dispositions relatives aux droits des mineurs et aux mines

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 2003] (p. 5407)

Son intervention (p. 5413)

Thème :

Mines et carrières : travailleurs de la mine : statut juridique (p. 5413 et s.)

Claudie HAIGNERÉ

Ministre déléguée à la recherche et aux nouvelles technologies

Est nommé Ministre déléguée à la recherche et aux nouvelles technologies. Décret du 17 juin 2002 [J.O. du 18 juin 2002] (p. 10720)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Roger-Gérard Schwartzberg. Ministères et secrétariats d'Etat. recherche : budget. crédits pour 2003, montant [5 novembre 2002] (p. 4459)

M. Christian Cabal. Espace. politique spatiale. perspectives [5 novembre 2002] (p. 4462)

Mme Valérie Pécresse. Télécommunications. réseaux. nouvelles technologies de l'information et de la communication, couverture du territoire [10 décembre 2002] (p. 6364)

M. Jean Diébold. Espace. politique spatiale. perspectives [21 janvier 2003] (p. 316)

M. Pierre Lasbordes. Recherche. chercheurs. allocations, revalorisation [29 janvier 2003] (p. 637)

M. Yves Cochet. Politiques communautaires. protection des consommateurs. organismes génétiquement modifiés, levée du moratoire, perspectives [25 février 2003] (p. 1357)

M. Bernard Deflesselles. Recherche. physique nucléaire. réacteur ITER, site de Cadarache, perspectives [5 mars 2003] (p. 1606)
 M. Philippe Vitel. Recherche. politique de la recherche. soutien à l'innovation [11 mars 2003] (p. 1882)
 M. Michel Charzat. Recherche. politique de la recherche. perspectives [26 mars 2003] (p. 2448)
 M. Christian Cabal. Espace. politique spatiale. perspectives [28 mai 2003] (p. 4342)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Rodolphe Thomas. Recherche. physique nucléaire. centre de recherche Ganil, projet Spiral, extension, perspectives [25 février 2003] (p. 1331)
 M. Pierre Cohen. Espace. politique spatiale. perspectives [1^{er} avril 2003] (p. 2661)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

III - RECHERCHE ET NOUVELLES TECHNOLOGIES

Examen du fascicule [5 novembre 2002] (p. 4427)

Son intervention (p. 4443)
 Ses réponses (p. 4448 à 4449)

Thèmes avant la procédure des questions :

Energie et carburants : énergies nouvelles (p. 4445)
 Espace : politique spatiale (p. 4444)
 Recherche : Agence nationale de valorisation de la recherche (ANVAR) (p. 4444)
 Recherche : Centre national de la recherche scientifique (CNRS) (p. 4447)
 Recherche : Centre national d'études spatiales (CNES) (p. 4444)
 Recherche : chercheurs (p. 4446)
 Recherche : Commissariat à l'énergie atomique (CEA) (p. 4444)
 Recherche : crédits (p. 4443)
 Recherche : innovation (p. 4443)
 Recherche : recherche industrielle (p. 4444)
 Recherche : recherche médicale (p. 4445)
 Recherche : recherche technologique (p. 4445)

Réponses aux questions :

Culture : sciences (p. 4448) (M. Daniel Paul) (p. 4448)
 Recherche : crédits : recherche technologique (p. 4449) (M. Claude Birraux) (p. 4449)

Vote des crédits et articles rattachés [5 novembre 2002] (p. 4450)

Etat B, titre III

Intervient sur l'amendement n° 110 de M. Pierre Cohen (majoration de crédits : financement de la poursuite du plan pluriannuel de recrutement de chercheurs) (p. 4451)

Gérard HAMEL

*Eure-et-Loir (2^{ème} circonscription)
 Union pour la Majorité Présidentielle
 puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation pour la justice [J.O. du 3 août 2002] (p. 13302)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 avril 2003] (p. 6029)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 avril 2003] (p. 6029)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Etrangers. immigration. projet de loi, perspectives [30 avril 2003] (p. 3305)

DÉBATS

Projet de loi n° 36 d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2002] (p. 2009)

Son intervention (p. 2024)

Thèmes :

Communes : maires : sécurité (p. 2024)
 Droit pénal : mineurs : sorties (p. 2025)
 Ordre public : personnels (p. 2025)
 Ordre public : sécurité : Gouvernement (p. 2024)

Projet de loi n° 154 d'orientation et de programmation pour la justice

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er août 2002] (p. 2497)

Son intervention (p. 2509)

Thèmes :

Droit pénal : mineurs : délinquance et criminalité (p. 2509)
 Justice : centres éducatifs fermés (p. 2509)
 Justice : juge de proximité (p. 2509)
 Lois : projet de loi : justice (p. 2509)
 Ordre public : sécurité : justice (p. 2509)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 janvier 2003] (p. 483)

Après l'article 45

Son amendement n° 463 rectifié (deux députés et deux sénateurs siègent à la commission nationale de déontologie de la sécurité) (p. 511) : adopté après modification (p. 512)

Projet de loi n° 950 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2003] (p. 7275)

Son intervention (p. 7341)

Thèmes :

Logement : sociétés d'HLM (p. 7341)
 Urbanisme : rénovation urbaine (p. 7341)

Emmanuel HAMELIN

*Rhône (2^{ème} circonscription)
 Union pour la Majorité Présidentielle
 puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la mission d'information commune sur la création d'une télévision française d'information à vocation internationale [J.O. du 19 décembre 2002] (p. 21167)

Rapporteur du projet de loi relatif à la rémunération au titre du prêt en bibliothèque et renforçant la protection sociale des auteurs (n° 248) [4 février 2003]

Chargé d'une mission temporaire auprès de Mme la Ministre déléguée à la recherche et aux nouvelles technologies, de M. le Ministre de la culture et de la communication et de M. le Ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche [J.O. du 22 mai 2003] (p. 8777)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 308 visant à accorder aux sapeurs-pompiers professionnels un régime spécial de retraite de nature à mieux prendre en compte les risques encourus lors de l'accomplissement de leur service [15 octobre 2002]

Proposition de loi n° 624 relative au travail de nuit dans les entreprises de l'audiovisuel, de journaux et d'information, de spectacles et cinématographiques [13 février 2003]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 248), relatif à la rémunération au titre du prêt en bibliothèque et renforçant la protection sociale des auteurs [19 mars 2003] (n° 703)

Proposition de loi n° 1079 visant à développer la création de logements-foyers de personnes handicapées [24 septembre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité routière. permis de conduire. inspecteurs, revendications [30 octobre 2002] (p. 4340)

Energie et carburants. EDF. situation financière, perspectives [26 mars 2003] (p. 2450)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE ET COMMUNICATION

COMMUNICATION

Examen du fascicule [7 novembre 2002] (p. 4733)

Son intervention (p. 4740)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 4740)

Audiovisuel et communication : radio (p. 4741)

Audiovisuel et communication : télévision (p. 4740)

Presse et livres : Agence France Presse (AFP) (p. 4741)

Presse et livres : presse (p. 4741)

CULTURE

Examen du fascicule [15 novembre 2002] (p. 5129)

Son intervention (p. 5142)

Thèmes avant la procédure des questions :

Culture : délocalisations (p. 5143)

Culture : crédits (p. 5143)

Culture : politique culturelle (p. 5142)

Procédure des questions :

Patrimoine culturel : oeuvres d'art (p. 5150)

Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 2003] (p. 821)

Son intervention (p. 854)

Thèmes :

Entreprises : création (p. 855)

Entreprises : formalités administratives (p. 855)

Partis et mouvements politiques : gauche : entreprises (p. 854)

Projet de loi n° 528 pour la confiance dans l'économie numérique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 février 2003] (p. 1358)

Son intervention (p. 1374)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 1374)

Télécommunications : Internet (p. 1374)

Projet de loi n° 248 relatif à la rémunération au titre du prêt en bibliothèque et renforçant la protection sociale des auteurs

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 avril 2003] (p. 2767)

Son intervention (p. 2769)

Thèmes :

Archives et bibliothèques : bibliothèques (p. 2769)

Archives et bibliothèques : bibliothèques : prêt (p. 2769)

Presse et livres : livres : vente (p. 2771)

Propriété intellectuelle : droits d'auteur (p. 2770)

Propriété intellectuelle : propriété littéraire et artistique (p. 2769)

Discussion des articles [2 avril 2003] (p. 2776)

Article 1er (rémunération au titre du prêt en bibliothèque et modalités de sa répartition)

Son intervention (p. 2776 et s.)

Article 4 bis (rapport au Parlement)

Son intervention (p. 2779)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 10 du Gouvernement (institution d'une taxe sur les ventes et les locations de vidéogrammes) (p. 2780)

Intervient sur l'amendement n° 8 du Gouvernement (Cité de l'architecture et du patrimoine) (p. 2781)

Intervient sur l'amendement n° 9 du Gouvernement (statut de l'Ecole nationale de la photographie d'Arles et de son personnel) (p. 2782)

Article 5 (précédemment réservé) (entrée en vigueur et dispositions transitoires)

Son intervention (p. 2782)

Joël HART

Somme (4^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Secrétaire de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 juin 2002] (p. 11184)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) tome IV : Défense (forces terrestres) (n° 260) [10 octobre 2002]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Chasse et pêche. chasse. oiseaux, réglementation [15 janvier 2003] (p. 113)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE ET SGDN

Examen des fascicules [24 octobre 2002] (p. 3907)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 3912)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : chars de combat (p. 3913)

Défense : crédits : armée de terre (p. 3913)

Défense : loi de programmation militaire (p. 3913)

Débat sur la chasse

[11 février 2003] (p. 1097)

Son intervention (p. 1124)

Thème :

Chasse et pêche : jours de chasse (p. 1124)

Projet de loi n° 758 relatif à la chasse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 mai 2003] (p. 3629)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 3648)

Discussion des articles [14 mai 2003] (p. 3668)

Article 16 (jour de non-chasse)

Son intervention (p. 3689)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [17 juillet 2003] (p. 7806)

Article 16 bis (légalisation de la chasse de nuit dans six départements supplémentaires)

Son intervention (p. 7812)

Michel HEINRICH

*Vosges (1^{ère} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION ORALE SANS DÉBAT**

n° 13, posée le 14 octobre 2002. Industrie, textile et habillement (J.O. questions p. 3481). Appelée le 15 octobre 2002. emploi et activité, Vosges (p. 3286)

DÉBATS**Projet de loi n° 250 de financement de la sécurité sociale pour 2003****PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [30 octobre 2002] (p. 4341)**

Article 26 (réintégration des médicaments remboursables dans les tarifs de soins des établissements assurant l'hébergement des personnes âgées et ne disposant pas de pharmacie à usage intérieur)

Son amendement n° 241 (p. 4357)

Son intervention (p. 4358)

Après l'article 26

Son amendement n° 244 (relations entre les pharmacies et les établissements assurant l'hébergement des personnes âgées dépendantes) (p. 4358) : retiré (p. 4359)

Article 27 (tarif forfaitaire de remboursement pour les médicaments)

Son intervention (p. 4367)

Débat sur l'assurance maladie et la politique de santé

[13 mai 2003] (p. 3555)

Son intervention (p. 3576)

Thèmes :

Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 3576)

Pharmacie et médicaments : médicaments : remboursement (p. 3577)

Sécurité sociale : dépenses (p. 3577)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 3577)

Pierre HELLIER

*Sarthe (1^{ère} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 9 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre suppléant du conseil de surveillance du Fonds de réserve pour les retraites [J.O. du 2 août 2002] (p. 13231)

Membre titulaire du conseil de surveillance du Fonds de financement de l'allocation personnalisée d'autonomie [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14787)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Personnes âgées, dépendance, établissements d'accueil, conventions, perspectives [13 novembre 2002] (p. 5008)

DÉBATS**Projet de loi n° 250 de financement de la sécurité sociale pour 2003****PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [29 octobre 2002] (p. 4296)**

Article 15 (suppression du mécanisme dit des "lettres-clefs flottantes" et des comités médicaux régionaux)

Son intervention (p. 4313)

Projet de loi n° 638 renforçant la lutte contre la violence routière**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [20 mars 2003] (p. 2257, 2286)**

Article 8 (permis de conduire probatoire pour les conducteurs novices)

Son intervention (p. 2270)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 65 de la commission (différentes vitesses maximales autorisées, avec un relèvement à 150 km/h sur les autoroutes) (p. 2278)

Intervient sur l'amendement n° 134 de M. Christian Estrosi (différentes vitesses maximales autorisées, avec un relèvement à 150 km/h sur les autoroutes) (p. 2278)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 66 de la commission (sensibilisation obligatoire aux premiers secours des candidats au permis de conduire) (p. 2287)

Avant l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 91 de M. Yves Fromion (contravention en cas d'utilisation d'un téléphone par le conducteur sans dispositif "mains libres") (p. 2292)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 95 de M. Rudy Salles (régulateur de vitesse obligatoire pour les véhicules neufs) (p. 2297)

Laurent HÉNART

*Meurthe-et-Moselle (1^{ère} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Secrétaire d'âge de l'Assemblée nationale [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11059)

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2002 [J.O. du 31 juillet 2002] (p. 13069)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 21 décembre 2002] (p. 21390)

Rapporteur du projet de loi relatif au mécénat et aux fondations (n° 678) [5 mars 2003]

Rapporteur pour avis du projet de loi modifiant la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive (n° 960) [24 juin 2003]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive [J.O. du 8 juillet 2003] (p. 11582)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) : annexe n° 31 : Jeunesse, éducation nationale et recherche (enseignement supérieur) (n° 256) [10 octobre 2002]

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi (n° 678), relatif au mécénat et aux fondations [12 mars 2003] (n° 690)

Proposition de loi n° 751 tendant à ouvrir le droit à la retraite à taux plein pour les salariés ayant cotisé 168 trimestres avant d'atteindre l'âge de 60 ans [26 mars 2003]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan en conclusion des travaux d'une mission d'évaluation et de contrôle constituée le 21 janvier 2003 sur l'impact de l'intervention des architectes et des services archéologiques dans les procédures de sauvegarde du patrimoine [21 mai 2003] (n° 875)

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence (n° 960), modifiant la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive [25 juin 2003] (n° 987)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 834), relatif au mécénat, aux associations et aux fondations [1^{er} juillet 2003] (n° 993)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. contrats emploi solidarité. perspectives [2 octobre 2002] (p. 2756)

Sécurité publique. sécurité des biens et des personnes. transports ferroviaires [6 novembre 2002] (p. 4586)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [17 octobre 2002] (p. 3550)

Après l'article 9

Son amendement n° 261 (automobiles de deux places et de moins de trois mètres – déductibilité de la TVA) (p. 3570)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE ET COMMUNICATION

CULTURE

Examen du fascicule [15 novembre 2002] (p. 5129)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, suppléant M. Olivier Dassault
Son intervention (p. 5129)

Thèmes avant la procédure des questions :

Culture : création (p. 5131)

Culture : centres culturels (p. 5130)

Culture : crédits (p. 5129)

Culture : politique culturelle (p. 5129)

Patrimoine culturel : fiscalité (p. 5131)

Patrimoine culturel : politique du patrimoine (p. 5130)

JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

II - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Examen du fascicule [8 novembre 2002] (p. 4765)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan
Son intervention (p. 4765)

Thèmes avant la procédure des questions :

Archives et bibliothèques : bibliothèques : universités (p. 4766)

Enseignement supérieur : constructions universitaires (p. 4765)

Enseignement supérieur : crédits (p. 4765)

Enseignement supérieur : étudiants (p. 4765)

Enseignement supérieur : oeuvres universitaires (p. 4765)

Enseignement supérieur : personnel : enseignants (p. 4766)

Enseignement supérieur : personnel : vacataires (p. 4765)

Recherche : chercheurs (p. 4766)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[15 novembre 2002] (p. 5197)

Après l'article 58

Son amendement n° 18 rectifié (Houillères du Bassin de Lorraine – caractère social des logements cédés à la société nationale immobilière) : adopté (p. 5209)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [18 décembre 2002] (p. 6907)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6914)

Thèmes :

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 6915)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 6915)

Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques (p. 6914)

Projet de loi de finances rectificative n° 382 pour 2002

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 décembre 2002] (p. 6407)

Après l'article 15

Son amendement n° 64 (véhicules de deux places et de moins de trois mètres – déductibilité de la TVA) : retiré (p. 6434)

Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 2003] (p. 821)

Son intervention (p. 851)

Thèmes :

Entreprises : financement : avantages fiscaux (p. 851)

Entreprises : formalités administratives (p. 851)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 851)

Projet de loi n° 678 relatif au mécénat et aux fondations

Rapporteur de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er avril 2003] (p. 2700)

Son intervention (p. 2701)

Thèmes :

Associations : contrôles (p. 2702 et s.)

Associations : fondations (p. 2702)

Donations et successions : exonérations : dons (p. 2702)

Entreprises : mécénat (p. 2701 et s.)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des dons faits par les particuliers (p. 2701 et s.)

Pays étrangers (p. 2702)

Discussion des articles [1er avril 2003] (p. 2713, 2725)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Frédéric Dutoit (interdiction de la présence des mécènes aux conseils d'administration des personnes morales bénéficiaires des dons) (p. 2713)

Article 1er (augmentation de la réduction d'impôt applicable aux particuliers donateurs)

Son intervention (p. 2714 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (cotisations syndicales – réduction d'impôt portée de 50 % à 60 %) (p. 2717)

Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (cotisations syndicales – plafond du revenu imposable porté de 1 % à 20 %) (p. 2717)

Intervient sur l'amendement n° 25 deuxième rectification de M. Louis Guédon (exonération de taxation des dons manuels faits aux associations) (p. 2718)

Intervient sur l'amendement n° 26 de Mme Martine Lignières-Cassou (exonération de taxation des dons manuels faits aux associations lorsqu'ils sont déclarés à l'administration par les donateurs) (p. 2718)

Son amendement n° 40 (obligations informatives des associations – publicité des comptes) (p. 2718) : adopté (p. 2719)

Article 2 (doublement du montant de l'abattement de l'impôt sur les sociétés accordé aux fondations reconnues d'utilité publique)

Son intervention (p. 2719)

Article 3 (renforcement de l'incitation fiscale au mécénat des entreprises)

Son amendement n° 9 (réduction d'impôt de 90 % pour les 90 premiers euros de dons) (p. 2725)

Son intervention (p. 2726 et s.)

Article 4 (exonération des droits de succession sur les sommes versées aux fondations reconnues d'utilité publique)

Son intervention (p. 2728)

Son amendement n° 21 (extension aux associations reconnues d'utilité publique) (p. 2728)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 28 rectifié de M. Charles de Courson (établissements publics de coopération intercommunale – exonération des droits de succession au titre des dons qui leur sont faits) (p. 2729)

Article 5 (dons des salariés versés à la fondation de leur entreprise)

Son intervention (p. 2729)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 39 du Gouvernement (extension du dispositif de la réduction d'impôt pour l'acquisition de trésors nationaux à l'acquisition d'œuvres se trouvant à l'étranger) (p. 2730)

Intervient sur l'amendement n° 13 rectifié de M. Charles de Courson (organismes recevant des dons ouvrant droit à avantage fiscal - tenue d'un

compte d'emploi des dépenses financées par les dons et faculté de contrôle de la Cour des comptes) (p. 2732)

Intervient sur le sous-amendement n° 41 corrigé du Gouvernement (comptes certifiés substitués au compte d'emploi - suppression du contrôle de la Cour des comptes), rectifié (maintien du contrôle de la Cour des comptes) à l'amendement n° 13 rectifié de M. Charles de Courson (p. 2732)

Son amendement n° 23 (reconnaissance d'utilité publique limitée à 30 ans) (p. 2733) : retiré (p. 2734)

Intervient sur l'amendement n° 6 deuxième rectification de la commission (autorisation des donations avec réserve d'usufruit faites aux associations reconnues d'utilité publique) (p. 2734)

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Frédéric Dutoit (création d'une Commission nationale sur le mécénat et les fondations placée auprès du Premier ministre) (p. 2734)

Titre

Son amendement n° 24 (nouveau titre : projet de loi relatif au mécénat, aux associations et aux fondations) (p. 2735) : adopté (p. 2737)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2003] (p. 7765)

Son intervention (p. 7767)

Thèmes :

Associations : contrôles (p. 7768)

Associations : fondations (p. 7767)

Culture : mécénat (p. 7768)

Droit local : Alsace-Moselle : mécénat (p. 7767)

Entreprises : mécénat (p. 7767)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des dons faits par les particuliers (p. 7767)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des dons faits par les particuliers : lutte contre l'exclusion (p. 7768)

Lois : fonction (p. 7767 et s.)

Parlement : Sénat (p. 7767 et s.)

Projet de loi n° 960 modifiant la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive

Rapporteur pour avis de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 juillet 2003] (p. 6819)

Son intervention (p. 6823)

Thèmes :

Patrimoine culturel : archéologie préventive (p. 6823)

Patrimoine culturel : politique du patrimoine (p. 6823)

Patrimoine culturel : redevance d'archéologie préventive (p. 6824)

Recherche : Institut national de recherche et d'archéologie préventive (INRAP) (p. 6823)

Discussion des articles [4 juillet 2003] (p. 6872)

Article 1er (modalités d'édition des prescriptions archéologiques)

Son intervention (p. 6872)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 15 rectifié de la commission des finances (information de l'Etat sur l'éventualité d'une prescription archéologique) (p. 6873)

Article 3 (réalisation des fouilles d'archéologie préventive)

Son intervention (p. 6888)

Article 6 (redevance d'archéologie préventive)

Son intervention (p. 6903 et s.)

Article 7 (exonération du paiement de la redevance et régime de subventionnement des fouilles archéologiques)

Son intervention (p. 6912 et s.)

Michel HERBILLON

Val-de-Marne (8^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire

Elu le 9 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

Membre titulaire du conseil d'administration du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou [J.O. du 2 août 2002] (p. 13229)

Membre de la mission d'information commune sur la création d'une télévision française d'information à vocation internationale [J.O. du 19 décembre 2002] (p. 21167)

Vice-président de la mission d'information commune sur la création d'une télévision française d'information à vocation internationale [J.O. du 15 janvier 2003] (p. 883)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête relative aux conditions d'attribution d'une fréquence à la chaîne Khalifa TV (n° 646) [9 avril 2003]

Rapporteur du projet de loi modifiant la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive (n° 960) [4 juin 2003]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive [J.O. du 8 juillet 2003] (p. 11582)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive [J.O. du 11 juillet 2003] (p. 11844)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) tome VI : Culture et communication (culture) (n° 257) [10 octobre 2002]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de résolution (n° 646) de M. Noël Mamère tendant à créer une commission d'enquête relative aux conditions d'attribution d'une fréquence à la chaîne Khalifa TV [21 mai 2003] (n° 878)

Proposition de résolution n° 907 sur la diversité linguistique dans l'Union européenne (documents E 2275-1, E 2024 et E 2182) [11 juin 2003]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la diversité linguistique dans l'Union européenne [11 juin 2003] (n° 902)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence (n° 960), modifiant la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive [25 juin 2003] (n° 986)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive [10 juillet 2003] (n° 1022)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Administration, rapports avec les administrés, mécénat, fondations, simplification administrative [18 décembre 2002] (p. 6904)

Langue française, défense et usage, institutions européennes [11 juin 2003] (p. 4994)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 242, posée le 24 mars 2003. Enseignement agricole, écoles vétérinaires (J.O. questions p. 2096). Appelée le 25 mars 2003. Ecole nationale de Maisons-Alfort, locaux, rénovation, délais (p. 2347)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen du fascicule [13 novembre 2002] (p. 5046)

Procédure des questions :

Audiovisuel et communication (p. 5057)

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [12 novembre 2002] (p. 4861)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire

CULTURE ET COMMUNICATION

COMMUNICATION

Examen du fascicule [7 novembre 2002] (p. 4733)

Son intervention (p. 4743)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication : France télévision (p. 4743)
 Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 4744)
 Audiovisuel et communication : programmes (p. 4744)
 Audiovisuel et communication : secteur public (p. 4743)

CULTURE

Examen du fascicule [15 novembre 2002] (p. 5129)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales
 Son intervention (p. 5131)

Thèmes avant la procédure des questions :

Culture : nouvelles technologies (p. 5133)
 Culture : crédits (p. 5131)
 Culture : établissements d'animation culturelle (p. 5132)
 Culture : politique culturelle (p. 5131)
 Patrimoine culturel : musées (p. 5132)
 Patrimoine culturel : politique du patrimoine (p. 5132)

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT,
 PROFESSIONS LIBÉRALES ET CONSOMMATION

Examen du fascicule [8 novembre 2002] (p. 4782)

Son intervention (p. 4790)

Thèmes avant la procédure des questions :

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 4792)
 Commerce et artisanat : grande distribution : pratiques commerciales (p. 4792)
 Entreprises : charges (p. 4792)
 Travail : durée du travail : coût (p. 4791)

Projet de loi n° 678 relatif au mécénat et aux fondations

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er avril 2003] (p. 2700)

Son intervention (p. 2704)

Thèmes :

Associations : fondations (p. 2704 et s.)
 Culture : mécénat (p. 2705 et s.)
 Culture : trésors nationaux (p. 2704)
 Donations et successions : exonérations : dons (p. 2706)
 Entreprises : mécénat (p. 2704 et s.)
 Etat (p. 2704 et s.)
 Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des dons faits par les particuliers (p. 2705)
 Pays étrangers (p. 2704)
 Recherche (p. 2705)

Discussion des articles [1er avril 2003] (p. 2713)

Article 2 (doublement du montant de l'abattement de l'impôt sur les sociétés accordé aux fondations reconnues d'utilité publique)

Son intervention (p. 2719)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 2737)
 Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 2737)

Projet de loi n° 960 modifiant la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 juillet 2003] (p. 6819)

Son intervention (p. 6821)

Thèmes :

Patrimoine culturel : archéologie préventive (p. 6821)
 Patrimoine culturel : politique du patrimoine (p. 6821)
 Patrimoine culturel : redevance d'archéologie préventive (p. 6822)
 Recherche : Institut national de recherche et d'archéologie préventive (INRAP) (p. 6821)

Discussion des articles [4 juillet 2003] (p. 6872)

Article 1er (modalités d'édition des prescriptions archéologiques)

Son intervention (p. 6872 et s.)

Après l'article 1er

Son amendement n° 120 (information de l'Etat sur l'éventualité d'une prescription archéologique) (p. 6873) : adopté (p. 6875)

Article 1er bis (établissement d'un zonage dans le cadre de la carte archéologique)

Son intervention (p. 6875 et s.)

Article 1er ter (services archéologiques des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 6877 et s.)

Article 2 (réalisation des diagnostics d'archéologie préventive)

Son intervention (p. 6880 et s.)

Article 3 (réalisation des fouilles d'archéologie préventive)

Son intervention (p. 6888 et s.)

Article 4 (modalités d'exploitation scientifique des fouilles d'archéologie préventive)

Son intervention (p. 6897 et s.)

Article 4 bis (régime de propriété du mobilier archéologique issu des opérations d'archéologie préventive)

Son intervention (p. 6899 et s.)

Article 5 (recettes de l'établissement public)

Son intervention (p. 6900)

Article 6 (redevance d'archéologie préventive)

Son intervention (p. 6902 et s.)

Son amendement n° 121 (p. 6906)

Article 6 bis (frais d'assiette et de recouvrement de la redevance d'archéologie préventive)

Son intervention (p. 6911)

Article 7 (exonération du paiement de la redevance et régime de subventionnement des fouilles archéologiques)

Son intervention (p. 6912 et s.)

Article 8 (contentieux de la redevance d'archéologie préventive)

Son intervention (p. 6913 et s.)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 90 de M. Pierre-Christophe Baguet (vestiges immobiliers : critères de propriété au bénéfice de l'Etat) (p. 6914)

Article 9 (modalités d'application de la loi)

Son intervention (p. 6915)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 62 de M. Frédéric Dutoit (attribution de l'objet de la découverte au musée de France le plus proche à l'exception des "trésors" relevant de l'article 716 du code civil) (p. 6916)

Intervient sur l'amendement n° 44 de M. Noël Mamère (rétablissement des redevances d'archéologie préventive au niveau précédant la loi de finances pour 2003) (p. 6916)

Intervient sur l'amendement n° 117 de M. Patrick Bloche (rétablissement des redevances d'archéologie préventive au niveau précédant la loi de finances pour 2003) (p. 6916)

Article 12 (prise en compte du patrimoine archéologique dans les documents d'urbanisme)

Son intervention (p. 6917)

Seconde délibération

Article 6 (redevance d'archéologie préventive)

Son intervention (p. 6919)

Pierre HÉRIAUD

Loire-Atlantique (9^{ème} circonscription)
 Union pour la Majorité Présidentielle
 puis Union pour un Mouvement Populaire

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11116)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2002 [J.O. du 31 juillet 2002] (p. 13069)

Membre titulaire de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations [J.O. du 2 août 2002] (p. 13228)

Membre titulaire de la commission supérieure du Crédit maritime mutuel [J.O. du 2 août 2002] (p. 13229)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances rectificative n° 29 pour 2002

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 juillet 2002] (p. 2159)

Son intervention (p. 2207)

Thèmes :

Agriculture : budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) (p. 2207)
 Finances publiques : exécution du budget : transparence (p. 2207)
 Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 2207)
 Politique économique : conjoncture : croissance (p. 2207)

Déclaration du Gouvernement n° 262 présentée par M. Francis Mer, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur les prélèvements obligatoires et débat sur cette déclaration**[10 octobre 2002] (p. 3223)**

Son intervention (p. 3251)

Thèmes :

Finances publiques : dépenses (p. 3252)
 Finances publiques : dépenses en capital (p. 3252)
 Finances publiques : dette publique (p. 3252)
 Finances publiques : prélèvements obligatoires : pays étrangers (p. 3251)
 Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 3251)

Débat sur la maîtrise des finances publiques**[8 avril 2003] (p. 2903)**

Son intervention (p. 2929)

Thèmes :

Finances publiques : déficit budgétaire : dette publique (p. 2929 et s.)
 Finances publiques : dépenses : pays étrangers (p. 2929)
 Sécurité sociale (p. 2930)

Projet de loi n° 719 de sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 avril 2003] (p. 3311)*Article 21 (création du Comité consultatif du secteur financier)*

Son amendement n° 371 (autosaisine du comité consultatif du secteur financier à la majorité des deux tiers de ses membres) (p. 3312)

Après l'article 21

Son amendement n° 372 (modalités de désignation des représentants des établissements de crédit et des entreprises d'investissement au comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement - CECEI) : adopté après modification (p. 3313)

Patrick HERR

*Seine-Maritime (1^{ère} circonscription)
 Union pour la Majorité Présidentielle
 puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 relative aux administrateurs judiciaires, mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises et experts en diagnostic d'entreprise [J.O. du 18 octobre 2002] (p. 17343)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Finances publiques. déficit budgétaire. pacte de stabilité, respect [6 novembre 2002] (p. 4586)

Antoine HERTH

*Bas-Rhin (5^{ème} circonscription)
 Apparenté au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle
 puis Apparenté au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

S'apparente au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de la présence du loup en France et l'exercice du pastoralisme dans les zones de montagne [J.O. du 13 novembre 2002] (p. 18692)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages [J.O. du 17 juillet 2003] (p. 12134)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) tome II : Agriculture et pêche (agriculteur) (n° 258) [10 octobre 2002]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Agriculture. contrats territoriaux d'exploitation. suppression [3 décembre 2002] (p. 6060)

Politique extérieure. Afrique. relations bilatérales [18 juin 2003] (p. 5521)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 170, posée le 3 mars 2003. Formation professionnelle. apprentissage (J.O. questions p. 1486). Suppléé par Mme Arlette Grosskost. Appelée le 4 mars 2003. indemnité compensatrice forfaitaire, prise en charge par les régions (p. 1513)

DÉBATS

Projet de loi n° 107 portant création d'un dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juillet 2002] (p. 2312)

Son intervention (p. 2353)

Thèmes :

Emploi : jeunes (p. 2353)
 Travail : contrats à durée indéterminée (p. 2353)
 Travail : réduction du temps de travail (p. 2353)

Discussion des articles [30 juillet 2002] (p. 2372)*Article 1er (dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise)**Article L. 322-4-6 du code du travail (public visé et nature du soutien)*

Son amendement n° 39 (suppression de la possibilité de recourir à des contrats à temps partiel) (p. 2381)

Son amendement n° 40 (possibilité de contrats d'au moins 21 heures par semaine) (p. 2381)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [5 novembre 2002] (p. 4474)

Sa présentation de l'avis de la commission des affaires économiques (p. 4477)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 4477)

Agriculture : crédits (p. 4478)

Agriculture : dotations aux jeunes agriculteurs (p. 4477)

Agriculture : pollution (p. 4478)

Agroalimentaire : contrôles sanitaires : Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA) (p. 4477)

Bois et forêts : Office national des forêts (ONF) (p. 4477)

Enseignement agricole (p. 4477)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 4477)

Union européenne : Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) (p. 4478)

Vote des crédits et articles rattachés [5 novembre 2002] (p. 4534)

Après l'article 61

Son amendement n° 122 (report sur les quatre années suivantes des cotisations techniques et complémentaires pour les jeunes chefs d'exploitation agricole) (p. 4546) : retiré (p. 4547)

Projet de loi n° 606 relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mars 2003] (p. 1565)

Son intervention (p. 1573)

Thèmes :

Agriculture (p. 1574)

Sécurité publique : inondations (p. 1573)

Discussion des articles [6 mars 2003] (p. 1713, 1763)

Article 11 bis (renforcement des relations entre l'inspecteur des installations classées et le CHSCT des établissements dangereux)

Son amendement n° 299 (p. 1735)

Article 19 bis (commission départementale des risques naturels majeurs)

Ses amendements n° 300 corrigé et 445 (p. 1793)

Article 20 (instauration de servitudes dans les zones de rétention temporaire des eaux de crues ou de ruissellement et dans les zones de mobilité d'un cours d'eau)

Son amendement n° 301 (p. 1804)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [15 juillet 2003] (p. 7552)

Après l'article 3 bis

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Michel Bouvard (conditions de contrôle des installations) (p. 7559)

Projet de loi n° 638 renforçant la lutte contre la violence routière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [20 mars 2003] (p. 2286)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 119 de Mme Arlette Grosskost (formation obligatoire de douze heures par an à la sécurité routière et au code de la route pour tous les élèves du second degré) (p. 2307)

Intervient sur l'amendement n° 177 de M. Philippe Armand Martin (Marne) (équipement d'un éthylotest pour les véhicules neufs à partir de 2008) (p. 2308)

Intervient sur l'amendement n° 178 de M. Philippe Armand Martin (Marne) (éthylotest dans le véhicule obligatoire) (p. 2308)

Intervient sur l'amendement n° 176 de M. Philippe Armand Martin (Marne) (coordinations) (p. 2308)

Débat sur la participation à l'aide au développement en Afrique

[10 avril 2003] (p. 3107)

Son intervention (p. 3123)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : aide au développement (p. 3123)

Eau : assainissement : Afrique (p. 3123)

Environnement : protection : Afrique (p. 3123)

Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 3123)

Politique extérieure : aide au développement (p. 3123 et s.)

Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2003] (p. 4483)

Après l'article 3 bis

Son amendement n° 36 (possibilité pour la chambre des métiers de refuser l'immatriculation lorsque le demandeur ne dispose pas des qualifications requises) (p. 4486) : retiré (p. 4487)

Francis HILLMEYER

Haut-Rhin (6^{ème} circonscription)
Union pour la Démocratie Française

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Secrétaire de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 juin 2002] (p. 11184)

Membre titulaire de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (ex-délégation de l'Assemblée nationale à l'Assemblée de l'Atlantique Nord) [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12452)

Membre de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12452)

Juge titulaire de la Cour de justice de la République [J.O. du 24 octobre 2002] (p. 17629)

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le Ministre de l'équipement, des transports, du logement, du tourisme et de la mer [J.O. du 28 août 2003] (p. 14659)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 848 tendant à modifier diverses dispositions relatives à la législation funéraire [14 mai 2003]

Proposition de loi n° 1088 tendant à exclure la profession de ramonage du régime des caisses de congés payés du bâtiment et des travaux publics [24 septembre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique, sécurité des biens et des personnes. Mulhouse [25 juin 2003] (p. 5976)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 259, posée le 31 mars 2003. Bâtiment et travaux publics. Non appelée [J.O. questions p. 2288]

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [18 octobre 2002] (p. 3634)

Après l'article 17

Son amendement n° 137 (cessions de fonds de commerce – droits d'enregistrement – paiement fractionné) (p. 3664)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [12 novembre 2002] (p. 4861)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Alsace-Moselle (p. 4883)

DÉFENSE ET SGDN

Examen des fascicules [24 octobre 2002] (p. 3907)

Son intervention (p. 3925)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : crédits (p. 3925)

Défense : porte-avions (p. 3926)

Défense : professionnalisation (p. 3925)

Gendarmerie (p. 3925)

Ordre public : terrorisme (p. 3925)

Politiques communautaires : politique de la défense : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 3925)

ECOLOGIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Examen du fascicule [25 octobre 2002] (p. 4053)

Son intervention (p. 4060)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : zones rurales (p. 4061)

Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 4062)

Environnement : Institut national de l'environnement industriel et des risques majeurs (INERIS) (p. 4060)

Environnement : Natura 2000 (p. 4061)

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux (p. 4060)

Environnement : protection (p. 4062)

Politiques communautaires : directives : environnement (p. 4061)

Sécurité publique : inondations (p. 4060)

Sécurité publique : risques technologiques (p. 4060)

Transports : transport combiné (p. 4062)

Transports ferroviaires : TGV Rhin-Rhône (p. 4062)

Procédure des questions :

Déchets, pollutions et nuisances : bruit (p. 4078)

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Examen du fascicule [25 octobre 2002] (p. 4017)*Procédure des questions :*

Mines et carrières : pollution et nuisances : Alsace (p. 4043)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

LOGEMENT

Examen du fascicule [13 novembre 2002] (p. 4969)*Procédure des questions :*

Logement : logement social : chauffage (p. 4993)

SPORTS

Examen du fascicule [6 novembre 2002] (p. 4557)*Procédure des questions :*

Sports : associations et clubs

Projet de loi n° 187 relatif à la programmation militaire pour les années 2003 à 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 novembre 2002] (p. 5933)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 5950)

Son intervention (p. 5952)

Thèmes :

Constitution (p. 5951)

Défense : armements et équipements : coopération économique (p. 5952)

Défense : crédits (p. 5954)

Défense : Délégation générale pour l'armement (DGA) (p. 5952)

Défense : loi de programmation militaire (p. 5952)

Défense : missiles (p. 5952)

Défense : professionnalisation (p. 5953)

Défense : réserves (p. 5953)

Défense : sous-marins nucléaires (p. 5952)

Défense : volontaires du service national actif (VSNA) (p. 5953)

Ordre public : terrorisme (p. 5953)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 5953)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 5951, 5953 et s.)

Explications de vote et vote [4 décembre 2002] (p. 6152)

Ses explications de vote (p. 6154)

Projet de loi n° 248 relatif à la rémunération au titre du prêt en bibliothèque et renforçant la protection sociale des auteurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 avril 2003] (p. 2767)

Son intervention (p. 2771)

Thèmes :

Archives et bibliothèques : bibliothèques (p. 2771)

Archives et bibliothèques : bibliothèques : prêt (p. 2771)

Propriété intellectuelle : propriété littéraire et artistique (p. 2771)

Discussion des articles [2 avril 2003] (p. 2776)*Après l'article 5*

Intervient sur l'amendement n° 10 du Gouvernement (institution d'une taxe sur les ventes et les locations de vidéogrammes) (p. 2780)

Explications de vote et vote

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 2772)

Projet de loi n° 607 relatif à la répression de l'activité de mercenaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [3 avril 2003] (p. 2789)

Son intervention (p. 2795)

Thèmes :

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 2795)

Traités et conventions : droit international (p. 2795)

Déclaration du Gouvernement n° 880 sur les infrastructures 2003-2020 et débat sur cette déclaration**[20 mai 2003] (p. 3826)**

Son intervention (p. 3885)

Thèmes :

Régions : Alsace : infrastructures (p. 3885)

Transports : transport combiné (p. 3885)

Transports par eau : canaux (p. 3885)

Voirie : tunnels routiers (p. 3885)

Proposition de loi n° 418 portant diverses dispositions relatives aux droits des mineurs et aux mines

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 2003] (p. 5407)

Son intervention (p. 5412)

Thèmes :

Energie et carburants : Charbonnage de France (p. 5413)

Mines et carrières : travailleurs de la mine : statut juridique (p. 5412)

Projet de loi n° 950 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juillet 2003] (p. 7449)*Article 27 (création d'une procédure de rétablissement personnel)*

Son amendement n° 361 (p. 7506)

Danièle HOFFMAN-RISPAL*Paris (6^{ème} circonscription)**Socialiste*

Elue le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Personnes âgées, allocation personnalisée d'autonomie, financement [5 février 2003] (p. 875)

Personnes âgées, maisons de retraite, financement [18 juin 2003] (p. 5522)

*DÉBATS***Projet de loi n° 190 relatif aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi**

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [19 décembre 2002] (p. 7030)*Article 2 (assouplissement du dispositif fixant à trente-cinq heures la durée hebdomadaire du travail)*

Son intervention (p. 7032, 7037)

Proposition de loi n° 642 modifiant la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mars 2003] (p. 1993)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2009)

Thèmes :

Personnes âgées : allocations et ressources (p. 2010)

Personnes âgées : femmes (p. 2010)

Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) (p. 2009)

Personnes âgées : établissements d'accueil (p. 2010)

Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 2009)

Personnes âgées : soins et maintien à domicile (p. 2012)

Politique sociale : inégalités (p. 2010)

Discussion des articles [13 mars 2003] (p. 2062)*Avant l'article 1er*

Intervient sur l'amendement n° 14 de Mme Paulette Guinchard-Kunstler (rapport au Parlement sur l'évaluation de l'action menée par le Fonds de modernisation de l'aide à domicile) (p. 2063)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 juin 2003] (p. 5029)

Son intervention (p. 5060)

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)*Article 3 [séances du 17 juin 2003] (équité)*

Son intervention (p. 5491)

Article 5 [séance 19 juin 2003] (durée d'assurance, pour obtenir une pension à taux plein, portée à 41 ans en 2012)

Son intervention (p. 5656)

Article 27 [séances du 26 juin 2003] (services effectifs et validation des périodes d'interruption ou de réduction d'activité)

Son intervention (p. 6132 et s.)

Patrick HOGUET*Eure-et-Loir (3^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle*

Élu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

Démission d'office en conséquence d'une décision du Conseil constitutionnel (voir indications préliminaires) [J.O. du 4 février 2003] (p. 2153)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Union européenne. élargissement. conséquences [11 décembre 2002] (p. 6507)

DÉBATS

Projet de loi n° 154 d'orientation et de programmation pour la justice

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 août 2002] (p. 2622)*Après l'article 21 A*

Son amendement n° 1 (saisine du procureur par le maire pour les infractions à la tranquillité publique avec obligation de diligenter une enquête) (p. 2654)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

CHARGES COMMUNES - ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE - MONNAIES ET MÉDAILLES (BUDGET ANNEXE) - COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR

Examen du fascicule [15 novembre 2002] (p. 5158)

Son intervention (p. 5181)

Thèmes avant la procédure des questions :

Pharmacie et médicaments : médicaments génériques : coopération et développement (p. 5182)

Relations internationales : commerce international : négociations (p. 5181)

JUSTICE

Examen du fascicule [6 novembre 2002] (p. 4595)*Procédure des questions :*

Justice : procureurs généraux : maires (p. 4616)

François HOLLANDE*Corrèze (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Finances publiques. lois de finances. 2003, perspectives [17 décembre 2002] (p. 6821)

Politique économique. croissance. perspectives [12 mars 2003] (p. 1945)

Parlement. relations avec le Gouvernement. déclaration du Premier ministre [11 juin 2003] (p. 4991)

DÉBATS

Déclaration de politique générale n° 20 présentée par M. Jean-Pierre Raffarin, Premier ministre et débat sur cette déclaration**[3 juillet 2002] (p. 1829)**

Son intervention (p. 1843)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 1845)

Droit pénal : abus de biens sociaux (p. 1844)

Élections et référendums (p. 1843)

Finances publiques (p. 1847)

Impôt sur le revenu (p. 1846)

Justice (p. 1844)

Ordre public : sécurité (p. 1846)

Politique générale : démocratie (p. 1843)

Politique générale : Gouvernement précédent : gauche (p. 1843)

Politique sociale : exclusion : négociation (p. 1845)

Retraites : généralités (p. 1844)

Secteur public : privatisations : EDF et GDF (p. 1844)

Travail : rémunération : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 1846)

TVA : taux réduit : restaurants (p. 1844)

Union européenne : construction européenne (p. 1847)

Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 février 2003] (p. 1046)*Après l'article 26*

Intervient sur l'amendement n° 249 du Gouvernement (souscription en numéraire au capital de PME non cotées - exonération de l'ISF) (p. 1056)

Intervient sur l'amendement n° 59 de la commission (qualification de biens professionnels - article 885 O bis du code général des impôts - taux de 75 % du patrimoine taxable à l'ISF ramené à 50 %) (p. 1059)

Intervient sur l'amendement n° 179 rectifié de M. François Sauvadet (ISF - suppression du "plafonnement du plafonnement") (p. 1066)

Déclaration du Gouvernement n° 634 sur la question de l'Irak et débat sur cette déclaration**[26 février 2003] (p. 1417)**

Son intervention (p. 1426)

Thèmes :

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : résolution (p. 1427 et s.)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 1427)

Pays étrangers : Etats-Unis : politique extérieure (p. 1427)

Pays étrangers : Etats-Unis : terrorisme (p. 1426)

Pays étrangers : Irak : armes de destruction massive (p. 1426 et s.)

Pays étrangers : Palestine (p. 1426)

Traités et conventions : droit international (p. 1426)

Union européenne : construction européenne (p. 1428)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)*Article 1er [séances du 16 juin 2003] (système de retraites par répartition)*

Son intervention (p. 5368 et s.)

Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, par MM. Jean-Marc Ayrault, François Hollande et cent treize membres de l'Assemblée nationale

[2 juillet 2003] (p. 6615)

Son intervention (p. 6615)

Thèmes :

Assemblée nationale : amendements (p. 6617)
Collectivités territoriales : décentralisation (p. 6617)
Elections et référendums : modes de scrutin : réforme (p. 6619)
Emploi : allègement des charges sociales (p. 6616)
Emploi : chômage (p. 6616)
Finances publiques : déficit budgétaire (p. 6616)
Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 6616)
Politique générale : déclaration du Gouvernement (p. 6616)
Politique générale : institutions (p. 6615)
Politique générale : libéralisme (p. 6619)
Retraites : généralités : durée d'assurance : réforme (p. 6617)
Secteur public : grève (p. 6618)
Sécurité sociale : déficit (p. 6617)

Philippe HOULLON

*Val-d'Oise (1^{ère} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Rapporteur de la proposition de loi modifiant certaines dispositions du code de commerce relatives aux mandats sociaux (n° 193) [25 septembre 2002]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 relative aux administrateurs judiciaires, mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises et experts en diagnostic d'entreprise [J.O. du 18 octobre 2002] (p. 17343)

Juge titulaire de la Cour de justice de la République [J.O. du 24 octobre 2002] (p. 17629)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 relative aux administrateurs judiciaires, mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises et experts en diagnostic d'entreprise [J.O. du 5 décembre 2002] (p. 20098)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 21 décembre 2002] (p. 21390)

Rapporteur pour avis du projet de loi de sécurité financière (n° 719) [12 mars 2003]

Rapporteur pour avis du projet de loi d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine (n° 950) [17 juin 2003]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine [J.O. du 25 juillet 2003] (p. 12639)

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 22 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les dysfonctionnements qui ont entraîné l'effondrement du cours boursier de Vivendi Universal, sur la fiabilité des mécanismes de contrôle internes et externes et sur les moyens propres à les améliorer [3 juillet 2002]

Proposition de loi n° 193 modifiant certaines dispositions du code de commerce relatives aux mandats sociaux [20 septembre 2002]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur sa proposition de loi (n° 193), modifiant certaines dispositions du code de commerce relatives aux mandats sociaux [25 septembre 2002] (n° 233)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 relative aux administrateurs judiciaires, mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises et experts en diagnostic d'entreprise [5 décembre 2002] (n° 458)

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la

République sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 719), de sécurité financière [8 avril 2003] (n° 772)

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 950) d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine [2 juillet 2003] (n° 1001)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Droit pénal. commissions rogatoires. arrestations, moudjahidines du peuple iranien [17 juin 2003] (p. 5443)

DÉBATS

Proposition de loi n° 193 modifiant certaines dispositions du code de commerce relatives aux mandats sociaux

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er octobre 2002] (p. 2784)

Son intervention (p. 2784)

Thèmes :

Entreprises : petites et moyennes entreprises : mandats sociaux (p. 2786)
Politique générale : Gouvernement précédent : entreprises (p. 2785)
Sociétés : conseils d'administration (p. 2786)
Sociétés : droit des affaires : réforme (p. 2784)
Sociétés : mandats sociaux (p. 2785)
Sociétés : mandats sociaux : cumul des mandats (p. 2785)
Sociétés : mandats sociaux : groupes de sociétés (p. 2786)
Sociétés : mandats sociaux : pays étrangers (p. 2785)

Discussion des articles [1er octobre 2002] (p. 2806)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 2806 à 2819)

Article 1er

Son amendement n° 26 (de clarification rédactionnelle) (p. 2813)
Ses amendements n°s 27 et 28 (de clarification rédactionnelle) (p. 2814)
Ses amendements n° 29 et 30 (de clarification rédactionnelle) (p. 2815)
Son amendement n° 31 (de conséquence) (p. 2815)

Article 3

Son amendement n° 32 (de coordination rédactionnelle) (p. 2818)

Projet de loi n° 246 modifiant la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 relative aux administrateurs judiciaires, mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises et experts en diagnostic d'entreprise

Rapporteur de la commission mixte paritaire

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [18 décembre 2002] (p. 6946)

Son intervention (p. 6946)

Thèmes :

Droit commercial : code de commerce : réforme (p. 6947)
Justice : administrateurs judiciaires : statuts (p. 6947)
Justice : réforme (p. 6946)

Projet de loi n° 719 de sécurité financière

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 avril 2003] (p. 3228)

Son intervention (p. 3234)

Thèmes :

Entreprises : comptabilité : transparence (p. 3234)
Entreprises : gouvernement d'entreprise (p. 3234)
Marchés financiers : agences de notation : analystes financiers (p. 3234)
Pays étrangers : Etats-Unis (p. 3234)
Professions libérales : commissaires aux comptes (p. 3234 et s.)

Discussion des articles [6 mai 2003] (p. 3442, 3471)

Article 61 (organisation et contrôle de la profession de commissaire aux comptes)

Son intervention (p. 3444 et s.)

Article 65 (prévention des conflits d'intérêts)

Son intervention (p. 3450 et s.)

Son amendement n° 304 (exercice simultané dans deux sociétés de commissaires aux comptes si l'une détient plus de la moitié du capital de l'autre ou si elles ont plus de la moitié d'associés en commun) (p. 3452)

Son sous-amendement n° 303 corrigé (limitation aux salariés et collaborateurs du commissaire aux comptes) à l'amendement n° 209

rectifié de la commission (détention d'intérêts financiers par les collaborateurs, conjoints, personnes à charge des commissaires aux comptes et plus généralement par toute personne en position d'influer sur le résultat du contrôle) (p. 3455)

Son sous-amendement n° 326 (interdiction d'être embauché comme salarié) à l'amendement n° 210 de la commission (application de l'interdiction d'être nommé dirigeant d'une société contrôlée moins de cinq ans après la cessation des fonctions limitée aux seuls associés ayant certifié les comptes et assouplissement des conditions de nomination à l'intérieur du même groupe de sociétés au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce) (p. 3456)

Son sous-amendement n° 327 (retour aux 10 %) à l'amendement n° 210 de la commission (p. 3456)

Article 66 (désignation des commissaires aux comptes et organisation du co-commissariat)

Son intervention (p. 3457)

Après l'article 67

Son amendement n° 328 (poursuite par la société absorbant une société de commissaires aux comptes des mandats confiés à cette dernière et ratification par les assemblées générales des sociétés contrôlées) : adopté (p. 3459)

Son amendement n° 244 (convocation des commissaires aux comptes aux réunions du conseil d'administration ou du directoire et du conseil de surveillance ainsi qu'aux assemblées d'actionnaires) : retiré (p. 3459)

Article 68 (information sur le montant des honoraires versés aux commissaires aux comptes)

Son intervention (p. 3460)

Article 70 (incompatibilité des fonctions de commissaire aux comptes avec le commissariat aux apports)

Son intervention (p. 3461)

Article 72 (relations entre l'Autorité des marchés financiers et les commissaires aux comptes des personnes faisant publiquement appel à l'épargne)

Son intervention (p. 3463)

Article 73 (dispositions transitoires)

Son amendement n° 243 (première constitution du Haut conseil du commissariat aux comptes – nomination de la moitié de ses membres pour une durée de trois ans selon des modalités définies par décret) (p. 3463)

Son intervention (p. 3464)

Avant l'article 76

Intervient sur l'amendement n° 21 de la commission des lois (règlement intérieur du conseil d'administration tenu à la disposition des actionnaires – création de comités au sein des conseils d'administration des sociétés cotées) (p. 3471)

Intervient sur l'amendement n° 22 de la commission des lois (« stock-options » - période de référence pour fixer le prix de souscription portée de vingt à cent jours de bourse) (p. 3473)

Article 76 (transparence du fonctionnement des organes dirigeants des sociétés)

Son intervention (p. 3474 et s.)

Son sous-amendement n° 305 (1er janvier 2003) à l'amendement n° 224 de la commission (entrée en vigueur pour les exercices comptables ouverts à partir du 1er janvier 2004) (p. 3476)

Article 76 bis (aménagement des conditions de représentation des sociétés par actions simplifiées)

Son intervention (p. 3478)

Article 77 (aménagement des conditions de préparation des assemblées générales)

Son intervention (p. 3478)

Article 78 (extension des missions des commissaires aux comptes)

Son intervention (p. 3480)

Article 80 (assouplissement du régime des conventions libres et des conventions soumises au régime d'autorisation)

Son amendement n° 245 rectifié (coopératives – exonération des obligations pour les conventions ayant pour objet la mise en oeuvre des statuts) (p. 3485)

Article 82 (assouplissement du droit d'ester en justice des associations d'investisseurs)

Son intervention (p. 3487 et s.)

Son amendement n° 306 (obligations comptables des associations) (p. 3488)

Après l'article 82

Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission des lois (réparation du préjudice propre de l'actionnaire - distinction d'avec le préjudice social) (p. 3489)

Après l'article 83

Son amendement n° 308 (révocation du président – possibilité offerte au conseil d'administration de nommer un administrateur) (p. 3492) : devenu sans objet (p. 3493)

Après l'article 84 bis

Son amendement n° 307 (épargne salariale - augmentations de capital) (p. 3496) : adopté (p. 3497)

Article 87 bis (limitation de la transparence des rémunérations des mandataires sociaux aux sociétés cotées)

Son amendement n° 309 (application de l'article aux rémunérations perçues de la société-mère lorsqu'elle n'est pas cotée) (p. 3500)

Projet de loi n° 950 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2003] (p. 7275)

Son intervention (p. 7283)

Thèmes :

Politique sociale : surendettement (p. 7283 et s.)

Professions libérales (p. 7284)

Discussion des articles [11 juillet 2003] (p. 7362, 7449)

Article 19 (octroi du bénéfice de l'aide juridictionnelle aux syndicats des copropriétaires d'immeuble situé dans un plan de sauvegarde ou une opération programmée d'amélioration de l'habitat)

Son amendement n° 233 (p. 7449)

Avant l'article 27

Intervient sur l'amendement n° 169 de Mme Ségolène Royal (mentions obligatoires dans les offres de crédit et conditions de la publicité sur le crédit) (p. 7471)

Intervient sur l'amendement n° 170 de M. Alain Vidalies (interdiction de la publicité relative au "crédit revolving") (p. 7473)

Intervient sur l'amendement n° 306 de Mme Janine Jambu (étude du taux d'endettement de l'emprunteur et analyse de sa solvabilité) (p. 7473)

Intervient sur l'amendement n° 14 de la commission des lois (taux de l'usure obligatoire dans les contrats) (p. 7476)

Intervient sur l'amendement n° 319 rectifié de M. Jean-Christophe Lagarde (responsabilité du prêteur n'ayant pas vérifié la solvabilité de l'emprunteur) (p. 7476)

Intervient sur l'amendement n° 122 de la commission (délai de rétractation de sept jours) (p. 7478)

Intervient sur l'amendement n° 291 de M. Jean-Christophe Lagarde (délai de rétractation de sept jours) (p. 7478)

Article 27 (création d'une procédure de rétablissement personnel)

Son intervention (p. 7485)

Son amendement n° 365 (p. 7506)

Jean-Yves HUGON

*Indre (1^{ère} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la mission d'information sur la question des signes religieux à l'école [J.O. du 4 juin 2003] (p. 9541)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Professions de santé, infirmiers libéraux, revendications [3 octobre 2002] (p. 2838)

Handicapés, politique à l'égard des handicapés, revendications [11 décembre 2002] (p. 6511)

Chômage : indemnisation, professionnels du spectacle, intermittents [25 juin 2003] (p. 5980)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 119, posée le 3 février 2003. Déchets, pollutions et nuisances, déchets ménagers (J.O. questions p. 622). Appelée le 4 février 2003, traitement, perspectives (p. 750)

DÉBATS

Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 février 2003] (p. 996)

Après l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 143 de M. Philippe Armand Martin (Marne) (exploitations agricoles individuelles transmises à titre gratuit - déductions pour investissement et pour aléas) (p. 1039)

Michel HUNAUT

*Loire-Atlantique (6^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 9 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Rapporteur du projet de loi portant amnistie (n° 19) [4 juillet 2002]

Représentant suppléant de la délégation française aux assemblées du Conseil de l'Europe et de l'UEO [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12452)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'amnistie [J.O. du 26 juillet 2002] (p. 12637)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'amnistie [J.O. du 1^{er} août 2002] (p. 13132)

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire [J.O. du 2 août 2002] (p. 13301)

Membre titulaire de la Commission du suivi du mémorandum d'accord signé le 26 novembre 1996 entre la France et la Fédération de Russie [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14787)

Juge titulaire de la Haute Cour de justice [J.O. du 24 octobre 2002] (p. 17629)

Membre de la commission d'enquête sur l'application des mesures préconisées en matière de sécurité du transport maritime des produits dangereux ou polluants et l'évaluation de leur efficacité [J.O. du 12 février 2003] (p. 2618)

Chargé d'une mission temporaire auprès de Mme la Ministre déléguée aux affaires européennes [J.O. du 25 avril 2003] (p. 7401)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi portant amnistie [4 juillet 2002] (n° 23)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie [31 juillet 2002] (n° 160)

Proposition de loi n° 226 relative à l'amélioration et la bonification des cotisations de retraite accordées aux sapeurs-pompiers volontaires [24 septembre 2002]

Proposition de loi n° 279 visant à assurer la protection de l'enfant à naître [15 octobre 2002]

Proposition de loi n° 614 relative à la création d'un délit de pollution [13 février 2003]

Proposition de loi n° 1075 relative à l'instauration d'un parrainage civil [24 septembre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Droit pénal. peines. exécution [15 octobre 2002] (p. 3302)

Sécurité publique. sapeurs-pompiers volontaires. statut, perspectives [28 janvier 2003] (p. 555)

Industrie. construction navale. production de méthane, aides de l'Etat [28 mai 2003] (p. 4344)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 14, posée le 14 octobre 2002. Gendarmerie. gendarmes (J.O. questions p. 3481). Appelée le 15 octobre 2002. logement, financement, Châteaubriant (p. 3268)

n° 243, posée le 24 mars 2003. Transports ferroviaires. ligne Nantes-Châteaubriant (J.O. questions p. 2096). Appelée le 25 mars 2003. réouverture, délais (p. 2345)

n° 366, posée le 26 mai 2003. Personnes âgées. soins et maintien à domicile (J.O. questions p. 3973). Appelée le 27 mai 2003. perspectives, zones rurales (p. 4247)

DÉBATS**Projet de loi n° 19 portant amnistie**

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 juillet 2002] (p. 1868)

Son intervention (p. 1871)

Thèmes :

Amnistie (p. 1871)

Amnistie : amnistie politico-financière (p. 1872)

Droit pénal : infractions : amnistie (p. 1872)

Droit pénal : infractions : sécurité routière (p. 1872)

Droit pénal : peines : amnistie (p. 1872)

Discussion des articles [9 juillet 2002] (p. 1919) ; [10 juillet 2002] (p. 1938)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 1919 à 1952)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [3 août 2002] (p. 2713)**

Son intervention (p. 2713)

Thèmes :

Droit pénal : infractions : amnistie (p. 2713)

Droit pénal : infractions : chasse (p. 2713)

Lois : projet de loi : amnistie (p. 2713)

Parlement : commissions mixtes paritaires : amnistie (p. 2713)

Projet de loi n° 36 d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [16 juillet 2002] (p. 2009)**

Son intervention (p. 2034)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité : réseaux (p. 2034)

Ordre public : sécurité : projet de loi (p. 2034)

Politiques communautaires : coopération judiciaire (p. 2034)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****INTÉRIEUR, SÉCURITÉ INTÉRIEURE ET LIBERTÉS LOCALES****Examen du fascicule [23 octobre 2002] (p. 3875)****Procédure des questions :**

Départements : sous-préfectures : Châteaubriant (p. 3892)

JUSTICE**Examen du fascicule [6 novembre 2002] (p. 4595)**

Son intervention (p. 4607)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : exécution des peines (p. 4607)

Justice : aide à l'accès au droit (p. 4608)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la justice : budget (p. 4607)

Système pénitentiaire : centres pénitentiaires : commissions d'enquête (p. 4607)

Système pénitentiaire : centres pénitentiaires : suicide (p. 4607)

Projet de loi n° 250 de financement de la sécurité sociale pour 2003**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [30 octobre 2002] (p. 4374)**

Article 35 (dotation de financement du Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante)

Son intervention (p. 4387)

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [20 novembre 2002] (p. 5399)**

Son intervention (p. 5423)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation : projets de loi (p. 5423)

Collectivités territoriales : expérimentation (p. 5423)

Elections et référendums : élection présidentielle : décentralisation (p. 5423)

Etat : décentralisation : subsidiarité (p. 5423)

Impôts locaux (p. 5424)

Projet de loi constitutionnelle n° 378 relatif au mandat d'arrêt européen**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion de l'article unique [17 décembre 2002] (p. 6876)**

Son intervention (p. 6883)

Thèmes :

Constitution : révision : extradition (p. 6883)
 Organisations internationales : Conseil de l'Europe : peine de mort (p. 6884)
 Politiques communautaires : coopération judiciaire : extradition (p. 6884)
 Politiques communautaires : coopération judiciaire : réforme (p. 6884)
 Union européenne : Traité d'Amsterdam : lutte contre le terrorisme (p. 6883)

Explications de vote et vote

Vote pour du groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle (p. 6884)

Projet de loi n° 638 renforçant la lutte contre la violence routière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 mars 2003] (p. 2225)

Après l'article 2

Son amendement n° 90 (délit d'homicide involontaire commis sur un enfant à naître) : devenu sans objet (p. 2234)
 Intervient sur l'amendement n° 24 de la commission (création d'un délit d'interruption involontaire de grossesse) (p. 2236)

Projet de loi n° 719 de sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 avril 2003] (p. 3311)

Avant l'article 57

Son amendement n° 1 troisième rectification (conditions d'application dans le temps des garanties d'assurance de responsabilité) (p. 3375) : adopté après modification (p. 3381)

Article 57 (fonds de garantie des assurances obligatoires de dommages)

Son amendement n° 2 (de conséquence – délai de cinq ans pour la déclaration) (p. 3384)

Déclaration du Gouvernement n° 880 sur les infrastructures 2003-2020 et débat sur cette déclaration

[20 mai 2003] (p. 3826)

Son intervention (p. 3900)

Thèmes :

Aménagement du territoire : schémas de services collectifs (p. 3900)
 Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 3900)
 Transports ferroviaires : TGV (p. 3900)

Projet de loi n° 784 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2003] (p. 4125)

Article 28 (extension des réquisitions judiciaires)

Son intervention (p. 4132)

Après l'article 35

Intervient sur l'amendement n° 158 de la commission (plainte avec constitution de partie civile) (p. 4148)

Article 49 (réquisitions du juge d'instruction)

Son intervention (p. 4162)

Article 54 (délai pour soulever les nullités de la procédure)

Son intervention (p. 4165)

François HUWART

*Eure-et-Loir (3^{ème} circonscription)
 Apparté au groupe socialiste*

Elu le 23 mars 2003 (voir indications préliminaires)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 25 mars 2003] (p. 5312)

S'apparente au groupe socialiste [J.O. du 26 mars 2003] (p. 5403)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 7 mai 2003] (p. 7948)

INTERVENTION EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Politique économique, croissance, perspectives [25 mars 2003] (p. 2369)

Sébastien HUYGHE

*Nord (5^{ème} circonscription)
 Union pour la Majorité Présidentielle
 puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Secrétaire d'âge de l'Assemblée nationale [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11059)
 Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la commission d'enquête sur la gestion des entreprises publiques afin d'améliorer le système de prise de décision. [J.O. du 5 février 2003] (p. 2218)

Rapporteur de la proposition de loi relative à la dévolution du nom de famille (n° 808) [8 avril 2003]

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie [J.O. du 11 avril 2003] (p. 6426)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat (n° 808), relative à la dévolution du nom de famille [30 avril 2003] (n° 824)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sports, politique du sport, perspectives [16 octobre 2002] (p. 3416)

Industrie, chimie, explosion de l'usine Nitrochimie, Billy-Berclau, aides de l'Etat [1^{er} avril 2003] (p. 2687)

DÉBATS

Projet de loi n° 190 relatif aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 octobre 2002] (p. 2927)

Son intervention (p. 2927)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi (p. 2927)

Entreprises : compétitivité (p. 2927)

Travail : durée du travail (p. 2927)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[15 novembre 2002] (p. 5197)

Après l'article 59

Son amendement n° 160 rectifié (recherches généalogiques pour le règlement de successions – suppression de l'ordonnance du juge) : adopté (p. 5241)

Proposition de loi n° 808 relative à la dévolution du nom de famille

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 mai 2003] (p. 3528)

Son intervention (p. 3529)

Thèmes :

Etat civil : nom (p. 3529)

Etat civil : officiers de l'état-civil (p. 3529)

Etat civil : registres (p. 3530)

Etrangers : nom (p. 3530)

Femmes : égalité des sexes (p. 3529)

Discussion des articles [7 mai 2003] (p. 3535)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (ordre des mentions figurant sur l'acte de naissance) (p. 3535)

Article 1er (transmission à l'enfant du nom du parent à l'égard de qui la filiation a été établie en premier lieu en l'absence de déclaration conjointe - Application aux Français de l'étranger)

Son intervention (p. 3536)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Philippe Vuilque (adjonction possible en seconde position du nom du parent non transmis, pour un majeur sans enfant) (p. 3537)

Intervient sur l'amendement n° 15 de Mme Muguette Jacquaint (mention dans le carnet de maternité des nouvelles dispositions relatives à la transmission du nom de famille) (p. 3537)

Article 2 (abrogation de la faculté ouverte à une personne majeure d'ajouter le nom du parent qui ne lui a pas été transmis - Application aux enfants acquérant la nationalité française)

Son intervention (p. 3537)

Article 3 (irrévocabilité du choix du nom de famille)

Son intervention (p. 3538)

Article 4 (nom de famille de l'enfant légitimé par mariage)

Son intervention (p. 3538)

Article 5 (nom de famille de l'enfant légitimé par autorité de justice)

Son intervention (p. 3538)

Article 6 (choix du nom de l'enfant naturel dont la filiation a été établie à l'égard de ses deux parents successivement, postérieurement à sa naissance)

Son intervention (p. 3539)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 9 de la commission (de coordination) (p. 3539)

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (abrogation de la procédure de dation de nom) (p. 3539)

Article 7 (nom de famille de l'adopté simple)

Son intervention (p. 3540)

Article 8 (conditions d'adjonction du nom non transmis aux enfants nés avant l'entrée en vigueur de la loi)

Son intervention (p. 3540)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 13 de la commission (application à Mayotte) (p. 3541)

Article 9 (report de l'entrée en vigueur de la loi)

Son intervention (p. 3541)

I

Jean-Louis IDIART

Haute-Garonne (8^{ème} circonscription)
Socialiste

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Vice-président de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2002] (p. 11184)

Membre titulaire de la Commission centrale de classement des débits de tabac [J.O. du 2 août 2002] (p. 13229)

Membre de la commission d'enquête sur les causes économiques et financières de la disparition d'Air Lib [J.O. du 26 mars 2003] (p. 5405)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Politique économique. croissance. perspectives [30 avril 2003] (p. 3301)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 183, posée le 3 mars 2003. Justice. fonctionnement (J.O. questions p. 1489). Appelée le 4 mars 2003. Toulouse, Saint-Gaudens (p. 1504)

DÉBATS

Projet de loi de finances rectificative n° 29 pour 2002

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 juillet 2002] (p. 2159)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2178)

Son intervention (p. 2197)

Thèmes :

Agriculture : budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) (p. 2199)

Assemblée nationale : députés : démocratie locale (p. 2178)

Finances publiques : dépenses (p. 2198)

Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 2197, 2198)

Parlement : rôle : finances publiques (p. 2179, 2197)

Politique générale : Gouvernement précédent (p. 2197, 2198)

Discussion des articles [18 juillet 2002] (p. 2225)

Article 2 (prélèvements institués au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA))

Intervient sur l'amendement n° 27 de M. Augustin Bonrepaux (suppression des prélèvements sur le fonds de garantie des calamités agricoles et sur la mutualité sociale agricole - majoration à due concurrence de la taxe sur les tabacs fabriqués affectée au budget annexe des prestations sociales agricoles) (p. 2254)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [1^{er} août 2002]

Ses explications de vote (p. 2542)

Vote contre du groupe socialiste (p. 2543)

Projet de loi de finances rectificative n° 382 pour 2002

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 décembre 2002] (p. 6512)

Article 39 (dérogation à la règle du décalage de deux ans relative au versement du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA), appliquée aux investissements engagés par les bénéficiaires du Fonds en réparation des dommages causés par des intempéries)

Son intervention (p. 6547)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [19 décembre 2002] (p. 7059)

Son intervention (p. 7061)

Thèmes :

Entreprises : aides publiques : contrôle (p. 7061)

Etrangers : droits sociaux : aide médicale gratuite (p. 7062)

Finances publiques : annulations de crédits (p. 7061)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 7061)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 7061)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire

Vote contre du groupe socialiste (p. 7062)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [18 décembre 2002] (p. 6907)

Son intervention (p. 6925)

Thèmes :

Finances publiques : exécution du budget : annulations de crédits (p. 6925)

Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 6926)

Logement : épargne logement : primes (p. 6925)

Politique économique : épargne (p. 6926)

Projet de loi n° 632 relatif aux entreprises de transport aérien et notamment à la société Air France

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 mars 2003] (p. 1884, 1917)

Ses explications de vote :

- sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 1898)

- sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1908)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 1928)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions : travaux (p. 1928)

Etat (p. 1930)

Parlement : prérogatives : opposition (p. 1929)

Partis et mouvements politiques : gauche : Air France (p. 1908)

Secteur public : entreprises publiques : commissions d'enquête (p. 1931)

Transports aériens : Air France : actionnaires (p. 1931)

Transports aériens : Air France : alliances (p. 1931)

Transports aériens : Air France : aménagement du territoire (p. 1908)

Transports aériens : Air France : conseils d'administration (p. 1931)

Transports aériens : Air France : dotations en capital (p. 1932)

Transports aériens : Air France : outre-mer (p. 1929)

Transports aériens : Air France : privatisations (p. 1930)

Transports aériens : Air France : prix (p. 1931 et s.)

Transports aériens : Air France : salariés (p. 1931)

Transports aériens : Air France : services publics (p. 1929 et s.)

Transports aériens : Air Lib (p. 1898, 1929)

Transports aériens : compagnies à bas prix (p. 1898, 1929)

Transports aériens : déréglementation : privatisations (p. 1930 et s.)

Transports aériens : politique des transports aériens : aéroports (p. 1929)

Union européenne : Commission : Air France (p. 1908, 1931)

Discussion des articles [12 mars 2003] (p. 1952)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 50 (suppression d'Air France de la liste des sociétés privatisables) (p. 1954) : rejeté (p. 1955)

Article 1er (dispositions relatives au suivi et à la régulation de la nature de l'actionnariat des sociétés cotées de transport aérien)

Son amendement n° 53 (de suppression) (p. 1956)

Son intervention (p. 1957 et s.)

Son amendement n° 62 (possibilité d'instauration d'une action spécifique de l'Etat) (p. 1960)

Son amendement n° 51 (information du ministre des transports et obligation d'injonction de cession de titres) (p. 1961)

Son amendement n° 52 (recours des salariés, des organisations professionnelles et des actionnaires en l'absence de mise en œuvre de la cession forcée d'actions) (p. 1962)

Article 3 (dispositions relatives au passage des salariés d'Air France du statut public au droit privé)

Son intervention (p. 1975)

Article 4 (dispositions transitoires relatives à la prolongation du conseil d'administration de la société Air France après la privatisation)

Son intervention (p. 1977)

Son amendement n° 40 (de suppression) (p. 1977)

Article 5 (dispositions relatives à l'actionnariat salarié de la société Air France)

Son intervention (p. 1978 et s.)

Son amendement n° 41 (de suppression) (p. 1978)

Son amendement n° 42 rectifié (cotisations vieillesse assises sur les salaires avant réduction pour acquisition d'actions) (p. 1980)

Article 6 (mise à jour du code de l'aviation civile)

Son amendement n° 43 (de suppression) (p. 1981)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Jean-Pierre Blazy (interdiction d'exploitation des aéronefs de plus de dix ans) (p. 1982)

Intervient sur l'amendement n° 48 de M. Jean-Pierre Blazy (contribution d'Air France au fonds de péréquation des nuisances sonores) (p. 1982)

Anne-Marie IDRAC

*Yvelines (3^{ème} circonscription)
Union pour la Démocratie Française*

Élue le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

Démissionne le 26 septembre 2002 (voir indications préliminaires) [J.O. du 27 septembre 2002] (p. 15942)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

Vice-présidente de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 5 juillet 2002] (p. 11611)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 19 portant amnistie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 juillet 2002] (p. 1919) ; [10 juillet 2002] (p. 1938)

Article 2 (amnistie en raison de la nature de l'infraction)

Son amendement n° 66 soutenu par M. Jean-Christophe Lagarde (limitation de l'amnistie des contraventions de police et de grande voirie) (p. 1920)

Son amendement n° 67 soutenu par M. Jean-Christophe Lagarde (limitation de l'amnistie des contraventions de police et de grande voirie) (p. 1920)

Son amendement n° 65 soutenu par M. Jean-Christophe Lagarde (limitation de l'amnistie des contraventions de police et de grande voirie) (p. 1920)

Article 13 (infractions exclues de l'amnistie)

Son amendement n° 70 (délits prévus par le code de la santé publique) (p. 1942)

Son amendement n° 71 (contraventions au code de l'environnement en matière d'installations classées) (p. 1943)

Françoise IMBERT

*Haute-Garonne (5^{ème} circonscription)
Socialiste*

Elue le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Etat. décentralisation. conséquences, enseignement [21 mai 2003] (p. 3921)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 5, posée le 14 octobre 2002. Handicapés. intégration en milieu scolaire (J.O. questions p. 3479). Appelée le 15 octobre 2002. perspectives (p. 3268)

n° 108, posée le 3 février 2003. Handicapés. Commission technique d'orientation et de reclassement professionnel (COTOREP) (J.O. questions p. 620). Appelée le 4 février 2003. fonctionnement (p. 764)

n° 351, posée le 26 mai 2003. Jeunes. délinquance (J.O. questions p. 3971). Appelée le 27 mai 2003. brigades de prévention de la délinquance juvénile, développement, perspectives (p. 4229)

DÉBATS

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Avant l'article 1er [séances des 12, 13, 14 juin 2003] (principes)

Son intervention (p. 5264)

J

Christian JACOB

*Seine-et-Marne (4^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
Ministre délégué à la famille*

Élu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

Est nommé Ministre délégué à la famille. Décret du 17 juin 2002 [J.O. du 18 juin 2002] (p. 10720)

Cessation de son mandat de député le 18 juillet 2002 (voir indications préliminaires)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*En qualité de Membre du Gouvernement***RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE**

M. Eric Jalton. Outre-mer. DOM : prestations familiales. harmonisation [5 novembre 2002] (p. 4466)

M. Jean-Christophe Lagarde. Santé. sida. lutte et prévention [13 novembre 2002] (p. 5002)

Mme Muguette Jacquaint. Enfants. politique de l'enfance. journée des droits de l'enfant, concrétisation [20 novembre 2002] (p. 5359)

M. Jean-Michel Ferrand. Professions sociales. assistantes maternelles. statut [29 janvier 2003] (p. 635)

M. Jacques Le Guen. Famille. politique familiale. perspectives [25 février 2003] (p. 1355)

M. Philippe Armand Martin (Marne). Enseignement. élèves. absentéisme. lutte et prévention [1^{er} avril 2003] (p. 2694)

Mme Martine Aurillac. Famille. politique familiale. vie familiale, vie professionnelle, conciliation [29 avril 2003] (p. 3216)

M. Patrick Delnatte. Famille. politique familiale. vie familiale, vie professionnelle, conciliation [29 avril 2003] (p. 3219)

Mme Ségolène Royal. Enfants. politique de l'enfance. perspectives [30 avril 2003] (p. 3306)

M. Claude Leteur. Etablissements de santé. services d'urgence. fonctionnement [6 mai 2003] (p. 3434)

M. Jean-Marie Le Guen. Assurance maladie maternité : prestations. frais pharmaceutiques. remboursement [20 mai 2003] (p. 3824)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Alain Gouriou. Etablissements de santé. maternités. maintien, Paimpol [3 décembre 2002] (p. 6041)

M. Jean-Pierre Dufau. Sécurité publique. secourisme. formation, développement [3 décembre 2002] (p. 6040)

M. François Asensi. Etablissements de santé. hôpitaux. effectifs de personnel, praticiens [3 décembre 2002] (p. 6039)

M. Jean Tiberi. Télécommunications. téléphone. portables, antennes-relais, installation, conséquences, santé [3 décembre 2002] (p. 6042)

M. Christian Paul. Professions de santé. médecins. effectifs de la profession, Bourgogne [14 janvier 2003] (p. 21)

M. Didier Mathus. Etablissements de santé. hôpitaux. fonctionnement, centre hospitalier de Montceau, Saône-et-Loire [4 mars 2003] (p. 1503)

M. Eric Raoult. Etablissements de santé. établissements privés. clinique Vauban, Livry-Gargan, perspectives [14 janvier 2003] (p. 19)

M. Jean-Claude Flory. Assurance maladie maternité : prestations. prestations en espèces et en nature. affections de longue durée, polyarthrite rhumatoïde [14 janvier 2003] (p. 18)

M. Patrick Delnatte. Santé. diabète. prise en charge [4 mars 2003] (p. 1502)

M. Alain Néri. Professions sociales. assistantes maternelles. statut [4 mars 2003] (p. 1501)

M. Jean-Louis Idiart. Justice. fonctionnement. Toulouse, Saint-Gaudens [4 mars 2003] (p. 1504)

M. Patrick Bloche. Santé. politique de la santé. maladies psychiatriques, centres d'accueil et de crise, maintien de la Roquette [6 mai 2003] (p. 3424)

M. Jean-Marc Roubaud. Etablissements de santé. hôpitaux. financement, hôpital Louis-Pasteur, Bagnols-sur-Cèze [6 mai 2003] (p. 3423)

M. Henri Sicre. Fonction publique territoriale. non-titulaires. intégration, perspectives [20 mai 2003] (p. 3801)

M. Jean-Pierre Brard. Etablissements de santé. centres hospitaliers. restructuration, conséquences, hôpital André-Grégoire de Montreuil [20 mai 2003] (p. 3800)

M. Patrick Braouezec. Etrangers. Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD). financement [20 mai 2003] (p. 3798)

M. Maurice Giro. Fonction publique hospitalière. aides soignants. formation professionnelle, financement [20 mai 2003] (p. 3799)

Mme Arlette Grosskost. Sécurité publique. sécurité des biens et des personnes. délinquance, service d'aide aux victimes, bilan et perspectives [20 mai 2003] (p. 3797)

Mme Catherine Génisson. Outre-mer. TOM : Polynésie française. santé, politique de la santé, perspectives [3 juin 2003] (p. 4378)

Mme Marie-Hélène des Esgaulx. Professions de santé. orthoptistes. aides opératoires. qualification [3 juin 2003] (p. 4375)

M. Jean-Pierre Decool. Handicapés. allocation d'éducation spéciale. conditions d'attribution [3 juin 2003] (p. 4377)

Mme Maryse Joissains-Masini. Etablissements de santé. hôpitaux. situation financière, aides de l'Etat, Aix-en-Provence [3 juin 2003] (p. 4376)

M. Serge Roques. Santé. enfants. dyspraxie, prise en charge [3 juin 2003] (p. 4376)

DÉBATS**Déclaration du Gouvernement n° 262 présentée par M. Francis Mer, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur les prélèvements obligatoires et débat sur cette déclaration****[10 octobre 2002] (p. 3223)**

Sa réponse (p. 3254)

Thèmes :

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile (p. 3255)

Sécurité sociale : dépenses : réforme (p. 3255)

Sécurité sociale : financement : transparence (p. 3254)

Projet de loi n° 250 de financement de la sécurité sociale pour 2003**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [28 octobre 2002] (p. 4161)**

Sa réponse (p. 4171)

Thèmes :

Enfants : politique de l'enfance (p. 4173)

Famille : politique familiale (p. 4171)

Jeunes : insertion professionnelle (p. 4172)

Prestations familiales : allocations familiales (p. 4171)

Sécurité sociale : Fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale (FOREC) (p. 4171)

Discussion des articles [28 octobre 2002] (p. 4182) ; [30 octobre 2002] (p. 4374)**Article 1er et rapport annexé (approbation du rapport annexé)**

Son intervention (p. 4191 et s.)

Article 40 (création d'une allocation pour les familles perdant une partie de leurs allocations familiales pour des raisons liées à l'âge des enfants)

Son intervention (p. 4406)

Après l'article 40

Intervient sur l'amendement n° 109 de Mme Marie-Françoise Clergeau (modulation de l'allocation de rentrée scolaire en fonction de l'âge de l'enfant) (p. 4408)

Article 41 (accélération de la prise en charge par la Caisse nationale des allocations familiales des majorations de pension pour enfant)

Son intervention (p. 4411)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****SANTÉ, FAMILLE ET PERSONNES HANDICAPÉES****Examen du fascicule [12 novembre 2002] (p. 4939)**

Son intervention (p. 4944)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enfants : politique de l'enfance (p. 4945)

Famille : politique familiale (p. 4945)

Prestations familiales : allocations familiales (p. 4945)

Professions sociales : aides familiales (p. 4945)

Proposition de loi n° 586 tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des enfants**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [13 février 2003] (p. 1267)**

Son intervention (p. 1271)

Sa réponse (p. 1282)

Thèmes :

Enfants : suicide (p. 1282)
 Enfants : convention internationale des droits de l'enfant (p. 1271)
 Enfants : droits de l'enfant (p. 1271)
 Enfants : droits de l'enfant : associations (p. 1283)
 Enfants : mauvais traitements (p. 1271)
 Enfants : mauvais traitements : recensements (p. 1272)
 Enfants : politique de l'enfance (p. 1271)
 Enseignement : absentéisme (p. 1282)
 Politiques communautaires : coopération policière et pénale : droits de l'enfant (p. 1272)
 Union européenne : droits de l'enfant (p. 1282)

Muguette JACQUAINT

*Seine-Saint-Denis (3^{ème} circonscription)
 Député-e-s Communistes et Républicains*

Elue le 16 juin 2002

Adhère au groupe des Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11065)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

Secrétaire de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 11 juillet 2002] (p. 11913)

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail [J.O. du 3 août 2002] (p. 13301)

Membre suppléante du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14786)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant relance de la négociation collective en matière de licenciements économiques [J.O. du 19 décembre 2002] (p. 21117)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Emploi, emplois jeunes, perspectives [9 octobre 2002] (p. 3116)

Enfants, politique de l'enfance, journée des droits de l'enfant, concrétisation [20 novembre 2002] (p. 5359)

Politique économique, croissance, politique sociale, perspectives [25 février 2003] (p. 1350)

Retraites : généralités, réforme, perspectives [14 mai 2003] (p. 3661)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 61, posée le 16 décembre 2002. Transports urbains, tramways (J.O. questions p. 4847). Appelée le 17 décembre 2002. La Défense-Bezons, perspectives (p. 6803)

n° 141, posée le 24 février 2003. Industrie, pharmacie (J.O. questions p. 1272). Appelée le 25 février 2003. Aventis, emploi et activité, Romainville (p. 1337)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Dénonce le rythme de travail imposé à la représentation nationale pour l'examen de textes importants : assouplissement des 35 heures, modification de la loi de modernisation sociale; le président du groupe des député-e-s communistes et Républicains Alain Bocquet a d'ailleurs adressé un courrier au président de l'Assemblée nationale pour lui demander le report de ce dernier texte au mois de janvier 2003 [19 décembre 2002] (p. 6998)

Regrette que le Gouvernement s'apprête à opposer l'article 40 de la Constitution à la proposition de loi sur le droit à la retraite à taux plein pour les salariés justifiant de quarante annuités de cotisation avant l'âge de 60 ans : cette proposition est tenue pour justifiée par la majorité elle-même ; on pourrait même lui substituer le chiffre de 37 annuités et demie [11 mars 2003] (p. 1865)

Se plaint du bouleversement de l'ordre du jour [12 mars 2003] (p. 1993)

Se fait l'écho d'une information radiodiffusée précisant la suppression de 50 000 emplois en un mois, interroge le ministre des affaires sociales sur l'âge de ces personnes nouvellement licenciées [13 juin 2003] (p. 5192)

Réclame le droit de s'exprimer contre un amendement [13 juin 2003] (p. 5204)

S'inquiète des licenciements de salariés de plus de 50 ans, au sein du groupe AVENTIS en particulier [13 juin 2003] (p. 5235)

Proteste contre le déroulement de la précédente séance : son groupe a été privé de ses explications de vote sur l'article 27 concernant les bonifications pour les femmes arrêtant de travailler pour élever leurs enfants [27 juin 2003] (p. 6172)

DÉBATS

Proposition de loi n° 137 relative à la création d'un ordre national de la profession d'infirmier et d'infirmière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 2003] (p. 531)

Son intervention (p. 534)

Thèmes :

Etablissements de santé : personnels (p. 535)
 Professions de santé : déontologie (p. 534)
 Professions de santé : exercice libéral (p. 534)
 Professions de santé : infirmiers (p. 534)
 Professions de santé : ordre professionnel (p. 534)
 Syndicats : représentativité : infirmiers (p. 534)

Projet de loi n° 190 relatif aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 octobre 2002] (p. 2897)

Son intervention (p. 2899)

Thèmes :

Entreprises : allègement des charges (p. 2901)
 Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 2899)
 Travail : heures supplémentaires (p. 2900)
 Travail : réduction du temps de travail (p. 2899)
 Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 2900)

Discussion des articles [9 octobre 2002] (p. 3129, 3158)

Article 2 (articles L. 212-5, L. 212-5-1, L. 212-6, L. 212-8, L. 212-9, L. 212-15-2, L. 212-15-3 et L. 227-1 du code du travail : assouplissements des trente-cinq heures)

Intervient sur l'amendement n° 54 de M. Maxime Gremetz (suppression des "forfaits-jours") (p. 3134)

Intervient sur l'amendement n° 59 de M. Maxime Gremetz (suppression des dispositions concernant la monétarisation du compte épargne-temps) (p. 3140)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 229 rectifié de M. Pierre Morange (situation du salarié soumis à une astreinte et dont l'astreinte n'a impliqué aucune intervention) (p. 3144)

Article 3 (article 5, paragraphe V, de la loi n° 2000-37 du 19 janvier 2000 : prolongation jusqu'au 31 décembre 2005 des dispositions spécifiques en matière de majoration des quatre premières heures supplémentaires pour les entreprises de vingt salariés au plus)

Intervient sur l'amendement n° 60 de M. Maxime Gremetz (de suppression) (p. 3149)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 80 de M. Maxime Gremetz (principe majoritaire en matière d'accords collectifs) (p. 3158)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 70 de M. Maxime Gremetz (conditions de décompte du temps de travail) (p. 3160)

Intervient sur l'amendement n° 64 de M. Maxime Gremetz (délai d'information des salariés avant un changement d'horaire de travail) (p. 3160)

Intervient sur l'amendement n° 67 de M. Maxime Gremetz (accords signés par les organisations syndicales majoritaires) (p. 3162)

Avant l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 81 de M. Maxime Gremetz (suppression du Titre III : "Dispositions relatives au développement de l'emploi") (p. 3163)

Intervient sur l'amendement n° 72 de M. Maxime Gremetz (suppression du recours au contrat à durée déterminée motivé par l'accroissement temporaire d'activité de l'entreprise) (p. 3166)

Intervient sur l'amendement n° 73 de M. Maxime Gremetz (limitation à 5 % de l'effectif de l'entreprise sous contrat à durée déterminée pour accroissement temporaire d'activité) (p. 3166)

Intervient sur l'amendement n° 77 de M. Maxime Gremetz (réduction des motifs de licenciements économiques aux cas de nécessité absolue) (p. 3169)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 91 de M. Maxime Gremetz (majoration des charges pour les entreprises ayant pratiqué le travail dissimulé ou illégal) (p. 3179)

Intervient sur l'amendement n° 90 de M. Maxime Gremetz (nouveau mode de calcul des cotisations sociales) (p. 3179)

Article 7 (dispositif transitoire d'allègement de cotisations patronales de sécurité sociale)

Intervient sur l'amendement n° 83 de M. Maxime Gremetz (de suppression) (p. 3181)

Article 9 (article L. 711-13 du code de la sécurité sociale : application du dispositif d'allègement de cotisations sociales patronales à certains régimes spéciaux)

Intervient sur l'amendement n° 85 de M. Maxime Gremetz (de suppression) (p. 3185)

Article 10 (article 3 de la loi n° 98-461 du 13 juin 1998 d'orientation et d'incitation à la réduction du temps de travail : caractère individuel de l'aide incitative à la réduction du temps de travail afférente au salarié y ouvrant droit)

Intervient sur l'amendement n° 86 de M. Maxime Gremetz (de suppression) (p. 3185)

Article 11 (article 3 de la loi n° 98-461 du 13 juin 1998 d'orientation et d'incitation à la réduction du temps de travail : dispositions transitoires)

Intervient sur l'amendement n° 87 de M. Maxime Gremetz (de suppression) (p. 3186)

Article 12 (articles 19 et 20 de la loi n° 2000-37 du 19 janvier 2000 relative à la réduction négociée du temps de travail : abrogation des règles d'accès, de suspension et de suppression de l'allègement de cotisations sociales patronales lié à la réduction du temps de travail)

Intervient sur l'amendement n° 88 de M. Maxime Gremetz (de suppression) (p. 3187)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [19 décembre 2002] (p. 7004)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7012)

Son intervention (p. 7015)

Thèmes :

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 7012, 7016)

Travail : durée du travail (p. 7016)

Travail : heures supplémentaires (p. 7016)

Travail : licenciements (p. 7012)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 7017)

Discussion des articles [19 décembre 2002] (p. 7019, 7030)

Avant l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Maxime Gremetz (application de la règle majoritaire dans la négociation sociale) (p. 7020)

Article 2 (assouplissement du dispositif fixant à trente-cinq heures la durée hebdomadaire du travail)

Son intervention (p. 7022)

Article 3 (prolongation jusqu'au 31 décembre 2005 des dispositions spécifiques en matière de majoration des quatre premières heures supplémentaires pour les entreprises de vingt salariés au plus)

Son intervention (p. 7040 et s.)

Article 3 bis nouveau (référence à la durée annuelle de travail en matière de modulation des horaires pour les salariés travaillant à temps partiel)

Son intervention (p. 7041 et s.)

Article 4 (transposition des dispositions du projet de loi dans le code rural)

Son intervention (p. 7042)

Article 7 (dispositif transitoire d'allègement de cotisations patronales de sécurité sociale)

Son intervention (p. 7045)

Article 8 (abrogation de l'allègement de cotisations sociales patronales lié à la réduction du temps de travail et coordination)

Son intervention (p. 7045)

Article 11 (dispositions transitoires)

Son intervention (p. 7046)

Article 12 (abrogation des règles d'accès, de suspension et de suppression de l'allègement de cotisations sociales patronales lié à la réduction du temps de travail)

Son intervention (p. 7046)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 7047)

Vote contre du groupe des Député-e-s Communistes et Républicains (p. 7048)

Projet de loi n° 250 de financement de la sécurité sociale pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 octobre 2002] (p. 4123, 4161)

Soutient la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 4123)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 4180)

Thèmes :

Démographie : espérance de vie (p. 4124)

Drogue : toxicomanie (p. 4126)

Etablissements de santé : centres hospitaliers (p. 4128)

Etablissements de santé : centres hospitaliers : personnel (p. 4126)

Famille : politique familiale (p. 4180)

Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 4123)

Pharmacie et médicaments : médicaments génériques (p. 4123)

Professions de santé : infirmiers (p. 4126)

Professions de santé : médecins (p. 4126)

Professions de santé : médecins spécialistes (p. 4126)

Retraites : généralités : système par répartition (p. 4131)

Santé : accès aux soins (p. 4123)

Santé : maladies (p. 4125)

Santé : politique de la santé (p. 4124, 4180)

Santé : vaccinations (p. 4125)

Sécurité sociale : Caisse nationale d'assurance maladie (p. 4127, 4132)

Sécurité sociale : cotisations (p. 4129)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 4123, 4127)

Sécurité sociale : financement (p. 4123)

Discussion des articles [28 octobre 2002] (p. 4182) ; [29 octobre 2002] (p. 4208, 4260) ; [30 octobre 2002] (p. 4341, 4374)

Article 1er et rapport annexé (approbation du rapport annexé)

Son intervention (p. 4190 et s.)

Article 2 (création d'une annexe sur la médicalisation de l'ONDAM -objectif national de dépenses d'assurance maladie-)

Son intervention (p. 4239)

Article 4 (montant du droit de consommation sur les tabacs)

Son intervention (p. 4267 et s.)

Article 23 (transfert à l'assurance maladie du financement des dépenses d'interruption volontaire de grossesse)

Son intervention (p. 4347)

Article 28 (fin du mécanisme de cessation anticipée d'activité)

Son intervention (p. 4374)

Article 29 (incitation à la poursuite et à la reprise d'activité pour les médecins et les infirmières)

Son intervention (p. 4376)

Article 31 (missions et dotation de financement du Fonds d'aide à la qualité des soins de ville)

Son intervention (p. 4381)

Article 32 (fixation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie pour 2003)

Son intervention (p. 4382)

Article 40 (création d'une allocation pour les familles perdant une partie de leurs allocations familiales pour des raisons liées à l'âge des enfants)

Son intervention (p. 4404)

Article 41 (accélération de la prise en charge par la Caisse nationale des allocations familiales des majorations de pension pour enfant)

Son intervention (p. 4409)

Après l'article 46

Intervient sur l'amendement n° 204 de M. Charles de Courson (compensation entre les régimes de sécurité sociale : notion de cotisants actifs exerçant une activité professionnelle et affiliés à un régime obligatoire de sécurité sociale) (p. 4414)

Article 8 précédemment réservé (fixation des prévisions de recettes pour 2003)

Son intervention (p. 4417)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES SOCIALES, TRAVAIL ET SOLIDARITÉ, ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE

Examen du fascicule [14 novembre 2002] (p. 5069, 5105)

Son intervention (p. 5094)

Thèmes avant la procédure des questions :

Femmes : parité : salaires (p. 5095)

Formation professionnelle : promotion sociale (p. 5094)

Travail : salaires (p. 5095)

Procédure des questions :

Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) (p. 5111)

Vote des crédits et articles rattachés [14 novembre 2002] (p. 5114)

Après l'article 70

Intervient sur l'amendement n° 20 de M. Michel Vaxès (rapport au Parlement sur les exonérations de cotisations financées par le FOREC) (p. 5121)

SPORTS

Examen du fascicule [6 novembre 2002] (p. 4557)

Son intervention (p. 4563)

Thèmes avant la procédure des questions :

Sports : crédits (p. 4563)

Sports : dopage (p. 4564)
Sports : Fonds national pour le développement du sport (FNDS) (p. 4563)
Sports : football (p. 4564)
Sports : métiers du sport (p. 4563)
Sports : sport de haut niveau (p. 4565)
Procédure des questions :
Sports : politique du sport : femmes

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 novembre 2002] (p. 5367)

Son intervention (p. 5387)

Thèmes :

Collectivités territoriales : démocratie locale (p. 5387 et s.)
Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 5387 et s.)
Union européenne (p. 5387)

Projet de loi n° 375 relatif à la négociation collective sur les restructurations ayant des incidences sur l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 décembre 2002] (p. 6217)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 6230)

Thèmes :

Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 6231)
Travail : licenciements (p. 6230)
Travail : négociations (p. 6230)

Discussion des articles [5 décembre 2002] (p. 6232)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. Maxime Gremetz (responsabilité des entreprises qui abusent de la sous-traitance) (p. 6236)

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Jacques Desallangre (salaire jusqu'à la retraite récupéré sur les actionnaires en cas de licenciement par une entreprise prospère) (p. 6241)

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Maxime Gremetz (information du salarié d'une modification de son contrat de travail ; l'absence d'accord écrit vaut refus) (p. 6241)

Intervient sur l'amendement n° 20 de M. Maxime Gremetz (nullité du licenciement en cas d'absence d'instance représentative du personnel) (p. 6241)

Intervient sur l'amendement n° 21 de M. Maxime Gremetz (conditions de mise en œuvre d'un plan de sauvegarde de l'emploi) (p. 6242)

Intervient sur l'amendement n° 22 de M. Maxime Gremetz (caractère suspensif du licenciement en cas de saisine du juge de première instance) (p. 6242)

Intervient sur l'amendement n° 23 de M. Maxime Gremetz (caractère "pertinent" des mesures de sauvegarde de l'emploi) (p. 6243)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [19 décembre 2002] (p. 7050)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 7052)

Thèmes :

Entreprises : délocalisations (p. 7053)
Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 7053)
Parlement : commissions mixtes paritaires (p. 7052)
Travail : durée du travail (p. 7053)
Travail : licenciements (p. 7052)

Proposition de loi n° 234 relative à la sécurité des piscines

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 décembre 2002] (p. 6999)

Son intervention (p. 7001)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : maisons individuelles : normes de sécurité (p. 7001)
Consommation : associations de consommateurs (p. 7001)
Sécurité publique : sécurité civile : enfants (p. 7001)

Projet de loi de finances rectificative n° 382 pour 2002

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [19 décembre 2002] (p. 7059)

Son intervention (p. 7065)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 7065)
Entreprises : aides publiques : contrôle (p. 7065)

Etrangers : droits sociaux : aide médicale gratuite (p. 7065)

Politique sociale (p. 7065)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire

Vote contre du groupe des Député-e-s Communistes et Républicains (p. 7065)

Projet de loi n° 326 relatif aux marchés énergétiques et au service public de l'énergie

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE
Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [19 décembre 2002]

Ses explications de vote (p. 7095)

Vote contre du groupe des Député-e-s Communistes et Républicains (p. 7095)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 janvier 2003] (p. 483)

Article 39 (fouilles et palpations de sécurité)

Son intervention (p. 489)

Après l'article 39

Intervient sur l'amendement n° 521 du Gouvernement (aggravation des sanctions pour les personnes se livrant au hooliganisme dans une enceinte sportive ou ses abords) (p. 491)

Article 39 (précédemment réservé) (fouilles et palpations de sécurité)

Son intervention (p. 499)

Après l'article 45

Intervient sur l'amendement n° 317 de Mme Ségolène Royal (généralisation des permanences hospitalières d'accueil d'urgence pour les mineurs victimes d'agression sexuelle) (p. 513)

Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 février 2003] (p. 1046)

Après l'article 26

Intervient sur l'amendement n° 57 de la commission (parts ou actions de société faisant l'objet d'un accord collectif de conservation - prises en compte pour la moitié de leur valeur dans les bases de l'ISF) (p. 1049)

Intervient sur l'amendement n° 249 du Gouvernement (souscription en numéraire au capital de PME non cotées - exonération de l'ISF) (p. 1057)

Article 18 précédemment réservé (report et étalement des charges sociales de la première année d'activité)

Son intervention (p. 1071)

Article 19 précédemment réservé (modification du dispositif d'aide à la création d'entreprise par les populations fragilisées)

Son intervention (p. 1075)

Proposition de loi n° 129 tendant à ouvrir le droit à la retraite à taux plein pour les salariés ayant cotisé quarante annuités avant d'atteindre l'âge de 60 ans

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 mars 2003] (p. 1845)

Son rappel au règlement (cf supra) [11 mars 2003] (p. 1865)

Proposition de loi n° 642 modifiant la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mars 2003] (p. 1993) ; [13 mars 2003] (p. 2046)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2015)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 2055)

Son rappel au règlement (cf supra) [12 mars 2003] (p. 1993)

Thèmes :

Démographie : vieillissement de la population (p. 2055)
Départements : allocation personnalisée d'autonomie (APA) (p. 2060)
Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 2056)
Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) (p. 2009, 2015, 2055)
Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 2055)
Politique sociale : inégalités (p. 2009, 2055)
Santé : maladie d'Alzheimer (p. 2056)
Santé : politique de la santé (p. 2057)
Sécurité sociale : financement (p. 2060)

Discussion des articles [13 mars 2003] (p. 2062)

Article 1er (modification du fait générateur de l'ouverture du droit à l'allocation personnalisée d'autonomie)

Son amendement n° 2 (p. 2067)

Article 2 (renforcement des conditions de contrôle de l'effectivité de l'aide apportée aux bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie à domicile)

Son intervention (p. 2071 et s.)

Son amendement n° 3 (p. 2071)

Article 3 (possibilité pour les administrations en charge du contrôle de l'effectivité de l'aide de recourir aux informations dont disposent les différentes administrations publiques)

Son amendement n° 4 (p. 2072)

Article 4 (modification des modalités de fonctionnement et de financement du Fonds de financement de l'allocation personnalisée d'autonomie)

Son amendement n° 5 (p. 2075)

Son amendement n° 8 (p. 2076)

Son amendement n° 6 (p. 2077)

Article 6 (prise en charge par le Fonds de modernisation de l'aide à domicile des charges supplémentaires pouvant résulter de la réforme de la tarification)

Son amendement n° 7 (p. 2081)

Projet de loi n° 402 portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction**DEUXIÈME LECTURE****Discussion des articles [3 avril 2003] (p. 2808)**

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 56 de Mme Odile Saugues (dépenses engagées par les HLM pour les travaux liés à la remise aux normes des ascenseurs dans les zones urbaines sensibles déductibles de la taxe foncière sur les propriétés bâties versée aux collectivités territoriales) (p. 2862)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 108 du Gouvernement (aménagement du dispositif d'amortissement fiscal) (p. 2868)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 2872)

Vote contre du groupe des Député-e-s Communistes et Républicains (p. 2872)

Projet de loi n° 560 relatif à la création d'une zone de protection écologique au large des côtes du territoire de la République**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [3 avril 2003] (p. 2874)**

Son intervention (p. 2880)

Thèmes :

Aquaculture et pêche professionnelle (p. 2880)

Déchets, pollutions et nuisances : fonds international d'indemnisation des pollutions par le pétrole (FIPOL) (p. 2881)

Droit pénal : sanctions pénales (p. 2881)

Mer et littoral : protection (p. 2880)

Recherche (p. 2880)

Transports par eau : transports maritimes : sécurité de la navigation (p. 2880 et s.)

Projet de loi n° 699 relatif à la protection de l'environnement en Antarctique**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [3 avril 2003] (p. 2884)**

Son intervention (p. 2888)

Thèmes :

Animaux : animaux sauvages : protection (p. 2888)

Energie et carburants : pétrole (p. 2888)

Mines et carrières : titres miniers (p. 2888)

Traités et conventions : ratification (p. 2888)

Projet de loi n° 710 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance des mesures de simplification et de codification du droit**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [8 avril 2003] (p. 2975)**

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2988)

Son intervention (p. 3004)

Thèmes :

Marchés publics (p. 3005)

Ordonnances : projet de loi d'habilitation : Conseil d'Etat (p. 3005)

Parlement : prérogatives (p. 3004)

Travail : droit du travail (p. 3005)

Travail : licenciements (p. 2989)

Discussion des articles [9 avril 2003] (p. 3033, 3053)

Article 1er (simplification des relations entre le citoyen et les services publics)

Son intervention (p. 3034)

Article 2 (publicité et diffusion des lois et actes administratifs)

Son intervention (p. 3036)

Article 3 (procédures de la commande publique)

Son intervention (p. 3037)

Article 4 (contrats de coopération entre personnes de droit public et personnes de droit privé)

Son intervention (p. 3039)

Article 5 (législation fiscale et modalités de recouvrement de l'impôt)

Son intervention (p. 3045)

Article 7 (modalités de preuve de la nationalité)

Son intervention (p. 3059)

Article 8 (régime juridique des associations syndicales de propriétaires)

Son intervention (p. 3059)

Article 9 (validation du permis de chasser et adjudication des droits de chasse en forêt domaniale)

Son intervention (p. 3059)

Article 11 (formalités imposées aux usagers bénéficiaires de prestations sociales)

Son intervention (p. 3060)

Article 16 (organisation administrative et fonctionnement du système de santé)

Son intervention (p. 3062)

Article 17 (institution de régimes déclaratifs)

Son intervention (p. 3067)

Article 19 (simplification des déclarations sociales)

Son intervention (p. 3067)

Article 20 (clarification du droit du travail et du financement de la formation professionnelle)

Son intervention (p. 3072 et s.)

Article 12 (précédemment réservé) (vote par procuration)

Son intervention (p. 3082 et s.)

Article 13 (précédemment réservé) (formalités imposées aux candidats et modalités d'organisation de certaines élections)

Son intervention (p. 3086)

Article 14 (précédemment réservé) (organisation des élections non politiques)

Son intervention (p. 3087)

Article 21 (aménagement du droit des sociétés)

Son intervention (p. 3088)

Article 22 (exercice de certaines professions réglementées)

Son intervention (p. 3089)

Article 23 (ratification d'ordonnances relatives à la partie législative de codes et à la transposition de directives communautaires)

Son intervention (p. 3091)

Article 24 (ratification d'ordonnances relatives à la partie législative de codes devant être rectifiés)

Son intervention (p. 3092)

Article 25 (habilitation en vue de la modification de codes existants)

Son intervention (p. 3093)

Article 26 (habilitation en vue de la création de codes à droit constant)

Son intervention (p. 3094)

Article 27 (modification de la législation relative à l'artisanat, au domaine des personnes de droit public, à la défense, et du code monétaire et financier)

Son intervention (p. 3094)

Article 28 (délais d'habilitation et de ratification)

Son intervention (p. 3095)

Proposition de loi n° 808 relative à la dévolution du nom de famille**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [7 mai 2003] (p. 3528)**

Son intervention (p. 3534)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 3536)

Etat civil : nom (p. 3535)

Famille : filiation : nom (p. 3534)

Femmes : égalité des sexes (p. 3534)

Discussion des articles [7 mai 2003] (p. 3535)

Article 1er (transmission à l'enfant du nom du parent à l'égard de qui la filiation a été établie en premier lieu en l'absence de déclaration conjointe - Application aux Français de l'étranger)

Son amendement n° 14 (p. 3536)

Après l'article 1er

Son amendement n° 15 (mention dans le carnet de maternité des nouvelles dispositions relatives à la transmission du nom de famille): rejeté (p. 3537)

Article 9 (report de l'entrée en vigueur de la loi)

Son amendement n° 16 (p. 3541)

Proposition de loi n° 180 relative à la création d'un chèque-emploi associatif

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [7 mai 2003] (p. 3541)

Son intervention (p. 3545)

Thèmes :

Associations : statuts (p. 3545)

Emploi : chèque-emploi associatif (p. 3545)

Emploi : contrats emplois-jeunes

Explications de vote et vote

Abstention du groupe des Député-e-s Communistes et Républicains (p. 3548)

Projet de loi n° 638 renforçant la lutte contre la violence routière

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2003] (p. 4570)

Article 2 bis supprimé par le Sénat (création d'un délit d'interruption involontaire de grossesse)

Son intervention (p. 4573)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 juin 2003] (p. 5029)

Son intervention (p. 5044)

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Avant l'article 1er [séances des 12, 13, 14 juin 2003] (principes)

Son intervention (p. 5152 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [13 juin 2003] (p. 5192)

Son rappel au règlement (cf supra) [13 juin 2003] (p. 5204)

Son rappel au règlement (cf supra) [13 juin 2003] (p. 5235)

Article 1er [séances du 16 juin 2003] (système de retraites par répartition)

Son intervention (p. 5352 et s.)

Article 2 [séances des 16 et 17 juin 2003] (contributivité)

Son intervention (p. 5387 et s.)

Article 4 [séances du 19 juin 2003] (assurer en 2008, un montant minimal de retraite égal à 85 % du SMIC)

Son intervention (p. 5619 et s.)

Après l'article 4 [séance du 19 juin 2003] (harmonisation des régimes, détermination des durées de cotisation par la négociation)

Son intervention (p. 5625 et s.)

Article 5 [séance 19 juin 2003] (durée d'assurance, pour obtenir une pension à taux plein, portée à 41 ans en 2012)

Son intervention (p. 5637 et s.)

Article 6 [séance du 20 juin 2003] (missions du Conseil d'orientation des retraites (COR))

Son intervention (p. 5705 et s.)

Article 7 [séances du 20 juin 2003] (commission de compensation)

Son intervention (p. 5714)

Article 8 [séance du 20 juin 2003] (information des assurés sur leurs droits à la retraite)

Son intervention (p. 5731 et s.)

Article 9 [séances du 20 juin 2003] (simplification des règles de limitation du cumul "emploi-retraite")

Son intervention (p. 5749 et s.)

Article 10 [séances des 20 et 23 juin 2003] (limite d'âge pour la mise à la retraite d'office des salariés)

Son intervention (p. 5782)

Après l'article 25 [séance du 26 juin 2003] (demande d'admission d'un fonctionnaire à la retraite librement formulée ; limites d'âge ; indemnités aux pensionnés résidant outre-mer)

Son intervention (p. 6115)

Article 26 [séance du 26 juin 2003] (éléments constitutifs du droit à pension)

Son intervention (p. 6120 et s.)

Article 27 [séances du 26 juin 2003] (services effectifs et validation des périodes d'interruption ou de réduction d'activité)

Son intervention (p. 6131 et s.)

Article 28 [séance du 27 juin 2003] (rachat des années d'études)

Son rappel au règlement (cf supra) [27 juin 2003] (p. 6172)

Son intervention (p. 6181)

Article 29 [séance du 27 juin 2003] (prise en compte dans la constitution de la pension des services accomplis postérieurement à la limite d'âge)

Son intervention (p. 6184)

Après l'article 29 [séance du 27 juin 2003] (prolongation de l'activité au-delà de la limite d'âge)

Son intervention (p. 6186)

Article 30 (possibilité de surcotisation pour les fonctionnaires à temps partiel)

Son intervention (p. 6186 et s.)

Article 31 [séance du 27 juin 2003] (nouveau régime de bonifications accordées aux fonctionnaires)

Son intervention (p. 6190)

Article 32 [séance du 27 juin 2003] (allongement progressif de la durée d'activité dans la fonction publique pour obtenir une pension complète. Instauration d'un double mécanisme de minoration et majoration)

Son intervention (p. 6226 et s.)

Article 43 [séance du 30 juin 2003] (cumul "emploi-retraite" pour les fonctionnaires)

Son intervention (p. 6326 et s.)

Article 45 [séance du 30 juin 2003] (dispositions transitoires)

Son intervention (p. 6339 et s.)

Article 65 [séance du 1er juillet 2003] (pensions de retraite servies par le régime de base des professions libérales)

Son intervention (p. 6531 et s.)

Article 70 [séance du 1er juillet 2003] (modalités d'entrée en vigueur des dispositions relatives au régime de base des professions libérales)

Son intervention (p. 6543)

Article 75 [séances des 1er et 2 juillet 2003] (pensions de réversion servies par le régime de base des exploitants agricoles)

Son intervention (p. 6586)

Après l'article 76 [séance du 2 juillet 2003] (conjoint collaborateurs d'exploitants agricoles)

Son intervention (p. 6598)

Article 78 [séance du 2 juillet 2003] (droit à bénéficier de produits d'épargne retraite)

Son intervention (p. 6610)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [24 juillet 2003] (p. 7885)

Ses explications de vote :

- sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7892)

- sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 7901)

Son intervention (p. 7907)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi (p. 7908)

Entreprises : bénéfiques (p. 7909)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 7908)

Politique sociale : inégalités (p. 7892, 7908)

Retraites : généralités : calcul des pensions (p. 7908)

Retraites : généralités : politique à l'égard des retraités (p. 7892, 7901, 7907)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [24 juillet 2003] (p. 7909)

Intervient sur l'amendement n° 4 du Gouvernement (article 16 : suppression de la surcote bénéficiant aux personnes qui remplissent les conditions de départ anticipé mais décident de rester en activité) (p. 7939)

Proposition de loi n° 609 visant à restreindre la consommation de tabac chez les jeunes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2003] (p. 7243)

Son intervention (p. 7247)

Thèmes :

Enseignement : médecine scolaire et universitaire (p. 7248)

Jeunes : tabagisme (p. 7247)

Santé : tabagisme (p. 7247)

Discussion des articles [10 juillet 2003] (p. 7257)

Article 1er (interdiction de la vente ou de l'offre à titre gratuit des produits de tabac à des mineurs de moins de seize ans)

Son intervention (p. 7258 et s.)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 22 du Gouvernement (élévation de 58,99 à 62 % du taux normal du droit de consommation) (p. 7269)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 7271)

Abstention du groupe des Député-e-s Communistes et Républicains (p. 7271)

Projet de loi n° 950 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2003] (p. 7275)

Ses explications de vote :

- sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7303)

- sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7314)

Thèmes :

Aménagement du territoire : politique de la ville (p. 7303)

Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 7303)

Enseignement : crédits (p. 7314)

Sécurité publique (p. 7314)

Discussion des articles [11 juillet 2003] (p. 7362, 7449)

Article 1er et annexe 1 (programmes d'action dans les zones urbaines sensibles (ZUS))

Son intervention (p. 7369)

Article 3 (création d'un observatoire national des ZUS)

Son intervention (p. 7382)

Article 4 (débat annuel dans les collectivités locales comprenant des ZUS)

Son intervention (p. 7386)

Article 6 (objectifs du programme national de rénovation urbaine)

Son intervention (p. 7397)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 206 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (conditions de relogement des personnes habitant des logements concernés par des opérations de démolition) (p. 7405)

Article 7 (crédits consacrés par l'Etat au programme national de rénovation urbaine)

Son intervention (p. 7407)

Article 8 (participation de la Caisse des dépôts et consignations au financement du programme national de rénovation urbaine)

Son intervention (p. 7408)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 316 de Mme Odile Saugues (suppression de l'article 91 de la loi du 2 juillet 2003 : réforme de l'amortissement fiscal en cas d'investissement locatif) (p. 7410)

Article 9 (création et actions de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU))

Son intervention (p. 7415)

Article 10 (administration et représentation de l'ANRU)

Son intervention (p. 7425)

Article 19 (octroi du bénéfice de l'aide juridictionnelle aux syndicats des copropriétaires d'immeuble situé dans un plan de sauvegarde ou une opération programmée d'amélioration de l'habitat)

Son intervention (p. 7441)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 215 de M. Michel Delebarre (organismes HLM autorisés à venir en aide aux copropriétés dégradées) (p. 7452)

Article 20 et annexe 2 (création d'une nouvelle série de zones franches)

Son intervention (p. 7454)

Article 22 (exonération de taxe professionnelle et de taxe foncière sur les propriétés bâties)

Son intervention (p. 7460)

Après l'article 23

Intervient sur l'amendement n° 371 de Mme Janine Jambu (transmission au parlement du bilan d'activité économique dans les zones franches urbaines) (p. 7462)

Intervient sur l'amendement n° 370 de Mme Janine Jambu (contrôle et sanctions) (p. 7463)

Article 24 (exonération de cotisations sociales patronales)

Son intervention (p. 7465)

Après l'article 26

Intervient sur l'amendement n° 118 rectifié de la commission (maintien des petits propriétaires dans les zones franches urbaines) (p. 7470)

Intervient sur l'amendement n° 262 de M. Rudy Salles (maintien des petits propriétaires dans les zones franches urbaines) (p. 7470)

Avant l'article 27

Intervient sur l'amendement n° 306 de Mme Janine Jambu (étude du taux d'endettement de l'emprunteur et analyse de sa solvabilité) (p. 7473)

Article 27 (création d'une procédure de rétablissement personnel)

Son intervention (p. 7483)

Article 29 (adaptation des missions et des moyens de la Caisse de garantie du logement locatif social)

Son intervention (p. 7512)

Après l'article 29

Intervient sur l'amendement n° 345 rectifié de M. Philippe Pemezec (nouveau dispositif de gouvernance des sociétés anonymes d'HLM) (p. 7520)

Article 33 (surclassement des communes comportant une zone urbaine sensible)

Son intervention (p. 7526)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [24 juillet 2003] (p. 7956)

Son intervention (p. 7960)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 7961)

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne : livret A (p. 7961)

Logement : logement social : construction (p. 7961)

Logement : sociétés d'HLM (p. 7961)

Politique sociale : surendettement (p. 7961)

Secteur public : services publics (p. 7961)

Urbanisme : rénovation urbaine (p. 7960 et s.)

Projet de loi n° 719 de sécurité financière

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juillet 2003] (p. 7848)

Son intervention (p. 7851)

Thèmes :

Assurances : assurance dommages (p. 7851)

Assurances : responsabilité civile : déclaration (p. 7851)

Banques et établissements financiers : conventions de compte (p. 7851)

Banques et établissements financiers : réglementation : autorités administratives indépendantes (p. 7851)

Entreprises : gouvernement d'entreprise (p. 7851)

Parlement : Sénat : règlement intérieur (p. 7851)

Pays étrangers : Etats-Unis (p. 7851)

Politique sociale : surendettement (p. 7851)

Sociétés : dirigeants (p. 7851)

Explications de vote et vote

Vote contre du groupe des Député-e-s Communistes et Républicains (p. 7852)

Projet de loi organique n° 900 relatif au référendum local

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [24 juillet 2003] (p. 7951)

Son intervention (p. 7955)

Thème :

Collectivités territoriales : démocratie participative (p. 7955)

Explications de vote et vote

Vote contre du groupe des Député-e-s Communistes et Républicains (p. 7955)

Denis JACQUAT

*Moselle (2^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Vice-président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2002] (p. 11184)

Rapporteur du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2003 (n° 250) [10 juillet 2002]

Représentant suppléant de la délégation française aux assemblées du Conseil de l'Europe et de l'UEO [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12452)

Membre titulaire du Conseil d'orientation des retraites [J.O. du 2 août 2002] (p. 13231)

Membre titulaire de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14786)

Membre titulaire du conseil de surveillance de la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés [J.O. du 28 septembre 2002] (p. 16026)

Président du conseil de surveillance de la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés [J.O. du 4 octobre 2002] (p. 16456)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2003 [J.O. du 22 novembre 2002] (p. 19330)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des retraites [J.O. du 22 juillet 2003] (p. 12377)

Rapporteur de la proposition de résolution portant création d'une commission d'enquête sur les dysfonctionnements du système de santé face à la canicule (n° 1056) [24 septembre 2003]

Rapporteur de la proposition de résolution portant création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires, économiques, sociales et environnementales de la canicule et sur la gestion par l'Etat de ses effets (n° 1057) [24 septembre 2003]

Rapporteur de la proposition de résolution portant création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires et sociales de la canicule (n° 1059) [24 septembre 2003]

Rapporteur de la proposition de résolution portant création d'une commission d'enquête sur les causes et les conséquences humaines, politiques, économiques et environnementales de la canicule (n° 1062) [24 septembre 2003]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2003 (n° 250) :

Tome IV : Assurance vieillesse

Tome V, avec M. Yves Bur, M. Jean Bardet et Mme Marie-Françoise Clergeau : Tableau comparatif et amendements non adoptés par la commission [24 octobre 2002] (n° 330)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur les propositions de résolution portant création d'une commission d'enquête :

- n° 1056 de M. Jean-Marc Ayrault sur les dysfonctionnements du système de santé face à la canicule

- n° 1057 de M. Alain Bocquet sur les conséquences sanitaires, économiques, sociales et environnementales de la canicule et sur la gestion par l'Etat de ses effets

- n° 1059 de M. Jacques Barrot sur les conséquences sanitaires et sociales de la canicule

- n° 1062 de M. Hervé Morin sur les causes et les conséquences humaines, politiques, économiques et environnementales de la canicule [24 septembre 2003] (n° 1090)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles sur la crise sanitaire et sociale déclenchée par la canicule [24 septembre 2003] (n° 1091)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Personnes âgées, allocation personnalisée d'autonomie, financement [8 octobre 2002] (p. 3048)

Consommation, pratiques commerciales, commerce équitable, perspectives [10 juin 2003] (p. 4930)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Sur le rappel au règlement de Mme Martine Billard : déclare qu'il appartient aux députés de relever régulièrement le courrier déposé dans les casiers "séance" [13 juin 2003] (p. 5240)

Sur le rappel au règlement de M. Maxime Gremetz : confirme l'accord intervenu entre les groupes pour limiter le nombre d'inscrits [20 juin 2003] (p. 5725)

Sur le rappel au règlement de M. Maxime Gremetz : souhaite au contraire que sur les 5 874 amendements communistes qui restent encore à défendre, M. Gremetz lui fasse connaître les 574 que son groupe a l'intention de retirer [23 juin 2003] (p. 5806)

Informe l'Assemblée de la position de M. Bernard Kouchner sur les retraites et les options du parti socialiste [25 juin 2003] (p. 6015)

Affirme que la précédente séance, dont le déroulement a été mis en cause par Mme Muguette Jacquaint et M. Pascal Terrasse, a été très bien présidée par M. Jean Le Garrec [27 juin 2003] (p. 6172)

Sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard : affirme que l'UMP a fait procéder au retour en séance de ses députés afin d'écouter l'intervention de M. Chassaing sur l'allocation veuvage [2 juillet 2003] (p. 6583)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES SOCIALES, TRAVAIL ET SOLIDARITÉ

VILLE ET RÉNOVATION URBAINE

Examen du fascicule [23 octobre 2002] (p. 3803)

Son intervention (p. 3815)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 3815)

Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 3816)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 3816)

SPORTS

Examen du fascicule [6 novembre 2002] (p. 4557)

Son intervention (p. 4567)

Thèmes avant la procédure des questions :

Sports : bénévolat (p. 4567)

Sports : activités physiques et sportives (p. 4567)

Sports : crédits (p. 4567)

Projet de loi n° 250 de financement de la sécurité sociale pour 2003

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 octobre 2002] (p. 4093)

Son intervention (p. 4104)

Thèmes :

Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) (p. 4104)

Retraites : généralités : pensions de réversion (p. 4104)

Retraites : généralités : retraites complémentaires (p. 4105)

Sécurité sociale : assurance vieillesse (p. 4104)

Sécurité sociale : financement (p. 4104)

Discussion des articles [29 octobre 2002] (p. 4208, 4260, 4296) ; [30 octobre 2002] (p. 4341, 4374)

Article 1er et rapport annexé (approbation du rapport annexé)

Son intervention (p. 4218 et s.)

Article 4 (montant du droit de consommation sur les tabacs)

Son intervention (p. 4271)

Après l'article 4

Son sous-amendement n° 246 (conditionnées en boîte) à l'amendement n° 36 de la commission (surtaxation des bières fortes) (p. 4273)

Article 25 (prolongation du délai pour la signature des conventions tripartites par les établissements assurant l'hébergement des personnes âgées dépendantes)

Son intervention (p. 4353)

Article 26 (réintégration des médicaments remboursables dans les tarifs de soins des établissements assurant l'hébergement des personnes âgées et ne disposant pas de pharmacie à usage intérieur)

Son intervention (p. 4357)

Article 43 (revalorisation des pensions de retraite du régime général et des avantages alignés en fonction de l'évolution prévisionnelle des prix)

Son intervention (p. 4400)

Article 44 précédemment réservé (fixation de l'objectif de dépenses de la branche vieillesse pour 2003)

Son intervention (p. 4418)

Proposition de loi n° 642 modifiant la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mars 2003] (p. 1993) ; [13 mars 2003] (p. 2046)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2008)

Son intervention (p. 2019)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 2060)

Thèmes :

Collectivités territoriales : fiscalité (p. 2020)

Départements : allocation personnalisée d'autonomie (APA) (p. 2060)
 Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) (p. 2008, 2020, 2060)
 Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 2008, 2020)

Discussion des articles [13 mars 2003] (p. 2062)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 22 de Mme Paulette Guinchard-Kunstler (rapport financier du Fonds de financement de l'allocation personnalisée d'autonomie) (p. 2065)

Article 4 (modification des modalités de fonctionnement et de financement du Fonds de financement de l'allocation personnalisée d'autonomie)

Son intervention (p. 2077)

Explications de vote et vote [18 mars 2003] (p. 2137)

Ses explications de vote (p. 2141)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 juin 2003] (p. 5000, 5029)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5001)

Son intervention (p. 5032)

Thèmes :

Retraites : généralités : cotisations (p. 5001)

Retraites : généralités : pensions de réversion (p. 5002)

Retraites : généralités : politique à l'égard des retraités (p. 5001)

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Avant l'article 1er [séances des 12, 13, 14 juin 2003] (principes)

Son intervention (p. 5179 et s.)

Intervient sur le rappel au règlement de Mme Martine Billard (cf supra) (p. 5239)

Article 1er [séances du 16 juin 2003] (système de retraites par répartition)

Son intervention (p. 5341 et s.)

Article 2 [séances des 16 et 17 juin 2003] (contributivité)

Son intervention (p. 5387)

Après l'article 2 [séance du 17 juin 2003] (sources supplémentaires de financement ; politique salariale)

Son intervention (p. 5460)

Article 3 [séances du 17 juin 2003] (équité)

Son intervention (p. 5470 et s.)

Après l'article 3 [séance du 18 juin 2003] (impôt sur la fortune ; métiers pénibles)

Son intervention (p. 5533 et s.)

Avant l'article 4 [séances des 18 et 19 juin 2003] (contrats à durée déterminée ou à temps partiel)

Son intervention (p. 5546)

Article 4 [séances du 19 juin 2003] (assurer en 2008, un montant minimal de retraite égal à 85 % du SMIC)

Son intervention (p. 5586 et s.)

Après l'article 4 [séance du 19 juin 2003] (harmonisation des régimes, détermination des durées de cotisation par la négociation)

Son intervention (p. 5623 et s.)

Article 5 [séance 19 juin 2003] (durée d'assurance, pour obtenir une pension à taux plein, portée à 41 ans en 2012)

Son intervention (p. 5628 et s.)

Avant l'article 6 [séance du 20 juin 2003] (information des assurés sur le montant de leur pension)

Son intervention (p. 5698)

Article 6 [séance du 20 juin 2003] (missions du Conseil d'orientation des retraites (COR))

Son intervention (p. 5706 et s.)

Article 7 [séances du 20 juin 2003] (commission de compensation)

Son intervention (p. 5714)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Maxime Gremetz (cf supra) (p. 5725)

Article 8 [séance du 20 juin 2003] (information des assurés sur leurs droits à la retraite)

Son intervention (p. 5729 et s.)

Après l'article 8 [séance du 20 juin 2003] (dispositions relatives aux salariés de plus de cinquante ans)

Son intervention (p. 5743)

Article 9 [séances du 20 juin 2003] (simplification des règles de limitation du cumul "emploi-retraite")

Son intervention (p. 5748 et s.)

Article 10 [séances des 20 et 23 juin 2003] (limite d'âge pour la mise à la retraite d'office des salariés)

Son intervention (p. 5779)

Article 11 [séances du 23 juin 2003] (assujettissement des allocations de préretraite d'entreprise à une contribution spécifique affectée au Fonds de réserve pour les retraites)

Son intervention (p. 5805 et s.)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Maxime Gremetz (cf supra) (p. 5806)

Article 12 [séances des 23 et 24 juin 2003] (suppression de la préretraite progressive et limitation du champ du dispositif de la cessation anticipée d'activité)

Son intervention (p. 5835)

Après l'article 12 [séance du 24 juin 2003] (pénibilité ; rapport sur les négociations interprofessionnelles)

Son intervention (p. 5894)

Article 13 [séance du 24 juin 2003] (accès et maintien dans l'emploi des salariés âgés)

Son intervention (p. 5896)

Avant l'article 14 [séance du 24 juin 2003] (suppression du titre II ; retraite des religieux)

Son intervention (p. 5902)

Article 14 [séance du 24 juin 2003] (compétences du conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés)

Son intervention (p. 5903)

Article 15 [séance du 24 juin 2003] (alignement de la durée d'assurance de référence sur 160 trimestres)

Son intervention (p. 5909)

Article 16 [séance du 24 juin 2003] (permettre aux assurés qui sont en activité depuis l'âge de 14, 15 et 16 ans de faire valoir leurs droits à la retraite avant 60 ans)

Son intervention (p. 5919 et s.)

Article 17 [séance du 24 juin 2003] (majoration de pension de 3 % par année de cotisation au-delà de la durée légale de cotisation)

Son intervention (p. 5945 et s.)

Article 18 [séance du 24 juin 2003] (majoration de la retraite minimum au titre des périodes cotisées)

Son intervention (p. 5953)

Article 19 [séances des 24 et 25 juin 2003] (indexation des pensions sur les prix)

Son intervention (p. 5961)

Article 20 [séance du 25 juin 2003] (possibilité de rachat de périodes de cotisation, dans la limite de douze trimestres)

Son intervention (p. 5994 et s.)

Article 21 [séance du 25 juin 2003] (amélioration du régime de la retraite progressive)

Son intervention (p. 6005)

Article 22 [séances du 25 juin 2003] (amélioration de la pension de réversion et suppression de l'assurance veuvage)

Son intervention (p. 6009)

Son rappel au règlement (cf supra) [25 juin 2003] (p. 6015)

Article 23 [séance du 25 juin 2003] (cotisations assises sur les périodes d'emploi à temps partiel)

Son intervention (p. 6029)

Après l'article 23 [séance du 25 juin 2003] (fonds de solidarité vieillesse ; fonds de réserve pour les retraites ; abattement pour les cotisations patronales liées à l'emploi de salariés âgés ; imposition des "stock-options")

Son intervention (p. 6031)

Article 24 [séance du 25 juin 2003] (régime de retraites des fonctionnaires affiliés à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales et régime des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'Etat)

Son intervention (p. 6036)

Après l'article 24 [séances des 25 et 26 juin 2003] (droits à pension des fonctionnaires ; retraite des fonctionnaires exerçant un mandat parlementaire)

Son intervention (p. 6105)

Article 25 [séance du 26 juin 2003] (radiation des cadres et liquidation de la pension)

Son intervention (p. 6112)

Article 26 [séance du 26 juin 2003] (éléments constitutifs du droit à pension)

Son intervention (p. 6117 et s.)

Article 27 [séances du 26 juin 2003] (services effectifs et validation des périodes d'interruption ou de réduction d'activité)

Son intervention (p. 6131 et s.)

Article 28 [séance du 27 juin 2003] (rachat des années d'études)

Son intervention (p. 6173 et s.)

Article 29 [séance du 27 juin 2003] (prise en compte dans la constitution de la pension des services accomplis postérieurement à la limite d'âge)

Son intervention (p. 6182 et s.)

Article 30 (possibilité de surcotisation pour les fonctionnaires à temps partiel)

Son intervention (p. 6186)

Article 31 [séance du 27 juin 2003] (nouveau régime de bonifications accordées aux fonctionnaires)

Son intervention (p. 6188 et s.)

Article 32 [séance du 27 juin 2003] (allongement progressif de la durée d'activité dans la fonction publique pour obtenir une pension complète. Instauration d'un double mécanisme de minoration et majoration)

Son intervention (p. 6219 et s.)

Article 33 [séance du 27 juin 2003] (liquidation de la solde de réforme)

Son intervention (p. 6265)

Article 34 [séance du 27 juin 2003] (conditions de liquidation immédiate des pensions civiles et militaires)

Son intervention (p. 6270)

Article 35 [séance du 27 juin 2003] (conditions de liquidation différée des pensions civiles et militaires)

Son intervention (p. 6280)

Article 36 [séance du 27 juin 2003] (modalités de revalorisation de la rente d'invalidité)

Son intervention (p. 6284)

Article 37 [séance du 27 juin 2003] (droit à pension de réversion - mise en conformité avec le droit communautaire)

Son intervention (p. 6288)

Article 42 [séance du 27 juin 2003] (pensions de réversion en cas de décès d'un fonctionnaire par suite de circonstances particulières)

Son intervention (p. 6305)

Après l'article 42 [séance du 30 juin 2003] (saisie sur pensions - financement des charges de l'Etat)

Son intervention (p. 6325)

Article 43 [séance du 30 juin 2003] (cumul "emploi-retraite" pour les fonctionnaires)

Son intervention (p. 6326 et s.)

Article 44 [séance du 30 juin 2003] (abrogation de dispositions du code des pensions civiles et militaires)

Son intervention (p. 6334 et s.)

Article 46 [séance du 30 juin 2003] (maintien en activité au-delà de la limite d'âge)

Son intervention (p. 6361 et s.)

Article 47 [séance du 30 juin 2003] (temps partiel de droit pour l'éducation d'un enfant)

Son intervention (p. 6369)

Article 48 [séance du 30 juin 2003] (abrogation de dispositions législatives)

Son intervention (p. 6371)

Article 49 [séance du 30 juin 2003] (cessation progressive d'activité)

Son intervention (p. 6375)

Article 50 [séance du 30 juin 2003] (modalités de liquidation des pensions des agents en congé de fin d'activité)

Son intervention (p. 6402)

Article 51 [séance du 30 juin 2003] (modalités de liquidation des pensions des fonctionnaires affectés à France Télécom bénéficiaires d'un congé de fin de carrière)

Son intervention (p. 6404)

Article 52 [séance du 30 juin 2003] (mise en place d'un régime complémentaire de retraite par répartition pour les fonctionnaires)

Son intervention (p. 6405)

Article 53 [séances des 30 juin et 1er juillet 2003] (évolution professionnelle des membres des corps enseignants)

Son intervention (p. 6447 et s.)

Article 54 [séance du 1er juillet 2003] (majoration de la durée d'assurance des fonctionnaires hospitaliers en catégorie active)

Son intervention (p. 6468 et s.)

Article 55 [séance du 1er juillet 2003] (entrée en vigueur des dispositions du titre III)

Son intervention (p. 6473)

Article 56 [séance du 1er juillet 2003] (règles de fonctionnement des régimes complémentaires obligatoires des professions artisanales, industrielles et commerciales)

Son intervention (p. 6479 et s.)

Article 57 [séance du 1er juillet 2003] (compétence des organisations autonomes pour donner des avis s'agissant des régimes complémentaires obligatoires des professions artisanales, industrielles et commerciales)

Son intervention (p. 6486)

Article 58 [séance du 1er juillet 2003] (modalités d'entrée en vigueur du nouveau régime complémentaire obligatoire des professions industrielles et commerciales)

Son intervention (p. 6488)

Article 59 [séance du 1er juillet 2003] (transformation en mutuelle du régime complémentaire facultatif des professions industrielles et commerciales)

Son intervention (p. 6494)

Article 60 [séance du 1er juillet 2003] (règles de contrôle budgétaire applicables au régime de base des professions libérales)

Son intervention (p. 6495)

Article 61 [séance du 1er juillet 2003] (coordinations)

Son intervention (p. 6497)

Article 62 [séance du 1er juillet 2003] (règles de fonctionnement du régime de base des professions libérales)

Son intervention (p. 6499)

Article 63 [séance du 1er juillet 2003] (cotisations au régime de base des professions libérales)

Son intervention (p. 6503)

Article 64 [séance du 1er juillet 2003] (recouvrement des cotisations au régime de base des professions libérales)

Son intervention (p. 6507 et s.)

Article 65 [séance du 1er juillet 2003] (pensions de retraite servies par le régime de base des professions libérales)

Son intervention (p. 6525)

Article 66 [séance du 1er juillet 2003] (pensions de réversion servies par le régime de base des professions libérales)

Son intervention (p. 6536)

Article 67 [séance du 1er juillet 2003] (périodicité du versement des prestations servies par le régime de base des professions libérales)

Son intervention (p. 6538)

Article 68 [séance du 1er juillet 2003] (possibilité d'extension des régimes complémentaires des professions libérales aux gérants minoritaires et aux dirigeants de sociétés anonymes)

Son intervention (p. 6539)

Article 69 [séance du 1er juillet 2003] (coordination)

Son intervention (p. 6541)

Article 70 [séance du 1er juillet 2003] (modalités d'entrée en vigueur des dispositions relatives au régime de base des professions libérales)

Son intervention (p. 6542)

Article 71 [séance du 1er juillet 2003] (affiliation des aides familiaux dès l'âge de seize ans au régime de base des exploitants agricoles)

Son intervention (p. 6545 et s.)

Article 72 [séance du 1er juillet 2003] (transposition dans le régime de base des exploitants agricoles de nouvelles dispositions applicables dans le régime général)

Son intervention (p. 6551)

Article 73 [séance du 1er juillet 2003] (possibilité de rachat de périodes d'activité en tant qu'aide familial au titre du régime de base des exploitants agricoles)

Son intervention (p. 6555)

Article 75 [séances des 1er et 2 juillet 2003] (pensions de réversion servies par le régime de base des exploitants agricoles)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard (cf supra) (p. 6582)

Son intervention (p. 6583 et s.)

Article 77 [séance du 2 juillet 2003] (mensualisation du versement des pensions servies par le régime de base des exploitants agricoles)

Son intervention (p. 6600)

Article 78 [séance du 2 juillet 2003] (droit à bénéficiaire de produits d'épargne retraite)

Son intervention (p. 6605 et s.)

Article 79 [séance du 2 juillet 2003] (création du plan d'épargne pour la retraite (PÉR))

Son intervention (p. 6656)

Article 80 [séance du 2 juillet 2003] (création du plan partenarial d'épargne salariale volontaire pour la retraite (PPESVR))

Son intervention (p. 6672 et s.)

Article 81 [séance du 2 juillet 2003] (déductions fiscales favorisant l'épargne retraite)

Son intervention (p. 6685 et s.)

Ses observations : remercie, au nom de l'UMP, les deux ministres pour la qualité de leurs réponses et pour leur patience tout au long du débat [2 juillet 2003] (p. 6693)

Explications de vote et vote [3 juillet 2003] (p. 6707)

Ses explications de vote (p. 6715)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [24 juillet 2003] (p. 7885)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 7900)

Son intervention (p. 7905)

Thèmes :

Entreprises : bénéfiques (p. 7905)
Handicapés : âge de la retraite (p. 7906)
Préretraites : accès (p. 7907)
Retraites : généralités : calcul des pensions (p. 7906)
Retraites : généralités : durée d'assurance (p. 7906)
Retraites : généralités : politique à l'égard des retraités (p. 7905)
Retraites : généralités : système par répartition (p. 7901, 7906)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [24 juillet 2003] (p. 7909)

Intervient sur l'amendement n° 4 du Gouvernement (article 16 : suppression de la surcote bénéficiant aux personnes qui remplissent les conditions de départ anticipé mais décident de rester en activité) (p. 7939)
Ses explications de vote (p. 7943)

Édouard JACQUE

*Meurthe-et-Moselle (7^{me} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 21 décembre 2002] (p. 21390)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Aménagement du territoire. politique d'aménagement du territoire. bassin lorrain, restructurations, perspectives d'emploi [14 janvier 2003] (p. 41)

DÉBATS**Projet de loi n° 606 relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages****DEUXIÈME LECTURE****Discussion des articles [15 juillet 2003] (p. 7577)**

Article 13 bis (indemnisation des victimes de sinistres miniers par le fonds de garantie "automobile")

Son intervention (p. 7590)

Éric JALTON

*Guadeloupe (1^{ère} circonscription)
Non-inscrit*

Elu le 16 juin 2002

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11065)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Outre-mer. DOM : prestations familiales. harmonisation [5 novembre 2002] (p. 4466)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 385, posée le 2 juin 2003. Outre-mer. collectivités territoriales (J.O. questions p. 4141). Appelée le 3 juin 2003. personnel, emplois précaires ou aidés, renouvellement (p. 4388)

DÉBATS**Projet de loi n° 107 portant création d'un dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [30 juillet 2002] (p. 2312)**

Son intervention (p. 2350)

Thèmes :

DOM : Guadeloupe (p. 2351)
Emploi : jeunes (p. 2350)
Entreprises : allègement des charges (p. 2351)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES****OUTRE-MER****Examen du fascicule [8 novembre 2002] (p. 4807)**

Son intervention (p. 4825)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : fruits et légumes : outre-mer (p. 4826)
Outre-mer : crédits (p. 4825)
Outre-mer : crédits : transports aériens (p. 4826)
Outre-mer : Guadeloupe : contrats emplois-jeunes (p. 4825)
Outre-mer : Ile de Marie-Galante (p. 4826)
Outre-mer : passeport mobilité (p. 4825)

Projet de loi n° 881 de programme pour l'outre-mer**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [6 juin 2003] (p. 4715)**

Son intervention (p. 4727)

Thèmes :

Etat : Gouvernement : outre-mer (p. 4728)
Fonctionnaires et agents publics : primes : outre-mer (p. 4728)
Impôts et taxes : investissements outre-mer : politique économique (p. 4728)
Logement : logement social : outre-mer (p. 4728)
Lois : évaluation : outre-mer (p. 4727)
Outre-mer : continuité territoriale (p. 4728)
Outre-mer : développement économique (p. 4727)
Outre-mer : DOM : eau (p. 4728)
Outre-mer : Guadeloupe : communes (p. 4727)
Politique sociale : revenu minimum d'activité (RMA) : outre-mer (p. 4728)

Discussion des articles [6 juin 2003] (p. 4759, 4796)**Avant l'article 1er**

Intervient sur l'amendement n° 227 de M. Victorin Lurel (institution d'une "fête nationale des outre-mers") (p. 4763)

Article 1er (exonération de charges sociales en faveur des entreprises des départements d'outre-mer)

Son amendement n° 191 (extension du dispositif aux entreprises - quel que soit leur secteur d'activité - occupant au plus cinquante salariés mais sans qu'il puisse s'appliquer à plus de dix d'entre eux) (p. 4769)

Son amendement n° 322 deuxième correction (hospitalisation privée - bénéfice des allègements renforcés) (p. 4776)

Son amendement n° 190 (sociétés d'économie mixte intervenant dans le logement social, l'aménagement, l'environnement, les déplacements et la culture - bénéfice des allègements renforcés) (p. 4776)

Son amendement n° 187 (centres de formation professionnelle hôtelière - bénéfice des allègements applicables au tourisme) (p. 4777)

Son amendement n° 321 deuxième correction (établissements d'hébergement de personnes âgées relevant du secteur social - bénéfice des allègements applicables au tourisme) (p. 4777)

Son amendement n° 368 (cumul avec l'exonération instituée au titre de la réduction de la durée du travail par l'article 2 de la loi n° 2000-1207 d'orientation pour l'outre-mer du 13 décembre 2000) (p. 4782)

Article 4 (non-cumul et évaluation triennale des exonérations de charges sociales des articles 1er à 3)

Son amendement n° 373 (possibilité de cumul des exonérations avec celles prévues au titre de l'alignement des SMIC afin de maintenir un avantage comparatif en faveur des entreprises d'outre-mer) (p. 4797)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 342 de Mme Huguette Bello (La Réunion - "emplois-jeunes") (p. 4802)

Article 13 (défiscalisation au titre de l'impôt sur le revenu : investissement dans le logement et souscription au capital de sociétés agréées - SO.FI.OM)

Son amendement n° 401 (projets interurbains de rénovation - majoration de dix points du taux de la réduction d'impôt) (p. 4817)

Article 14 (défiscalisation au titre de l'impôt sur le revenu : secteurs éligibles - majoration, imputation et report de la réduction d'impôt)

Son amendement n° 320 (extension aux investissements incorporels dans la production audiovisuelle ou cinématographique) (p. 4819)

Son intervention (p. 4821 et s.)

Son amendement n° 324 (extension au secteur de la santé) (p. 4821)

Son amendement n° 327 (extension aux salles de remise en forme) (p. 4823)

Son amendement n° 364 (extension au secteur de la pêche - taux de la réduction d'impôt de 70 %) (p. 4828)

Son amendement n° 328 (tourisme nautique - taux de la réduction d'impôt porté à 70 %) (p. 4829)

Son amendement n° 326 (gîtes de tourisme) (p. 4829)

Son amendement n° 198 (activités de loisirs touristiques - taux de la réduction d'impôt porté à 70 %) (p. 4830)

Son amendement n° 198 (part de l'investissement liée aux risques naturels - taux de la réduction d'impôt porté à 75 %) (p. 4830)

Article 23 (modification du régime des agréments)

Son amendement n° 29 deuxième correction (critère du développement durable) (p. 4833)

Après l'article 29 ter

Son amendement n° 203 (continuité territoriale - évaluation annuelle des investissements réalisés) (p. 4840) : retiré (p. 4841)

Après l'article 34

Son amendement n° 204 deuxième rectification (logements évolutifs sociaux - exonération de taxe foncière pendant quinze ans) (p. 4843) : rejeté (p. 4844)

Article 36 (dotations de l'Etat aux collectivités territoriales)

Son amendement n° 330 (prise en compte des archipels et de la double insularité) (p. 4849)

Article 42 (création d'une dotation de continuité territoriale)

Son amendement n° 36 (objet de la dotation - ajout des déplacements d'une collectivité à l'autre) (p. 4866)

Son amendement n° 35 (double insularité - réduction du coût du fret) (p. 4868)

Janine JAMBU

*Hauts-de-Seine (11^{ème} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains*

Elue le 16 juin 2002

Adhère au groupe des Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11065)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 978 modifiant la loi n° 93-915 du 19 juillet 1993 pour étendre le bénéfice de la qualité de pupille de la Nation aux enfants des élus tués ou décédés des suites d'un acte d'agression survenu lors de l'exercice de leur mandat [25 juin 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Travail. SMIC. revalorisation [3 octobre 2002] (p. 2836)

Politique sociale. lutte contre l'exclusion. loi n° 98-657 du 29 juillet 1998, prévention des expulsions, application [11 mars 2003] (p. 1876)

Assurance maladie maternité : prestations. frais pharmaceutiques. remboursement [29 avril 2003] (p. 3211)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 188, posée le 3 mars 2003. Ministères et secrétariats d'Etat. jeunesse et éducation nationale : structures administratives (J.O. questions p. 1489). Appelée le 4 mars 2003. Centre national de documentation pédagogique (CNDP), délocalisation, conséquences (p. 1518)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Affirme que les propos de Mme Zimmermann critiquant l'action de la gauche en faveur des femmes sont méprisants pour elles - alors que pratiquement tous les articles du projet de loi portant réforme des retraites remettent en cause leurs droits [19 juin 2003] (p. 5606)

DÉBATS**Projet de loi n° 230 de finances pour 2003****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER****LOGEMENT****Examen du fascicule [13 novembre 2002] (p. 4969)**

Son intervention (p. 4972)

Thèmes avant la procédure des questions :

Bâtiment et travaux publics : construction : logement (p. 4972)

Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 4973)

Impôt sur le revenu : revenus fonciers (p. 4973)

Logement : fonds de solidarité pour le logement (FSL) (p. 4973)

Logement : aides et prêts : aide personnalisée au logement (APL) (p. 4973)

Logement : aides et prêts : primes à l'amélioration des logements à usage locatif et d'occupation sociale (PALULOS) (p. 4972)

Projet de loi n° 402 portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [28 janvier 2003] (p. 577)**

Son intervention (p. 580)

Thèmes :

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 582)

Logement : ascenseurs : sécurité (p. 581)

Logement : logement social : Hauts-de-Seine (p. 581)

Logement : offices publics d'HLM (OPHLM) : ventes d'appartements (p. 582)

Logement : Union d'économie sociale (p. 582)

Logement : aides et prêts : primes à l'amélioration des logements à usage locatif et d'occupation sociale (PALULOS) (p. 581)

Urbanisme : plans locaux d'urbanisme (PLU) (p. 581)

Urbanisme : schémas de cohérence territoriale (p. 581)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [28 mai 2003] (p. 4347)**

Son intervention (p. 4350)

Thèmes :

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des investissements immobiliers locatifs neufs (p. 4351)

Logement : logement social (p. 4350 et s.)

Logement : mal logés (p. 4350)

Proposition de loi n° 623 tendant à la suppression du mot "race" de notre législation**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [13 mars 2003] (p. 2029)**

Son intervention (p. 2032)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : lutte contre le racisme (p. 2032)

Droits de l'homme et libertés publiques : lutte contre le racisme : pédagogie (p. 2033)

Partis et mouvements politiques : extrême droite : racisme (p. 2033)

Vote sur le passage à la discussion des articles

Vote pour du groupe des Député-e-s Communistes et Républicains (p. 2033)

Projet de loi n° 638 renforçant la lutte contre la violence routière**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [19 mars 2003] (p. 2184)**

Son intervention (p. 2196)

Thèmes :

Sécurité routière : accidents : prévention (p. 2198)

Sécurité routière : accidents : statistiques (p. 2196)

Sécurité routière : alcoolémie (p. 2197)

Sécurité routière : lutte contre la violence routière : contrôle (p. 2197)

Transports ferroviaires (p. 2198)

Projet de loi n° 552 autorisant l'approbation de l'amendement au protocole de Montréal du 16 septembre 1987 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, adopté à Montréal le 17 septembre 1997

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [10 avril 2003] (p. 3146)

Son intervention (p. 3148)

Thèmes :

Environnement : protection : couche d'ozone (p. 3148 et s.)

Industrie : chimie (p. 3148 et s.)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Article 4 [séances du 19 juin 2003] (assurer en 2008, un montant minimal de retraite égal à 85 % du SMIC)

Son rappel au règlement (cf supra) [19 juin 2003] (p. 5606)

Son intervention (p. 5618)

Article 5 [séance 19 juin 2003] (durée d'assurance, pour obtenir une pension à taux plein, portée à 41 ans en 2012)

Son intervention (p. 5631 et s.)

Article 25 [séance du 26 juin 2003] (radiation des cadres et liquidation de la pension)

Son intervention (p. 6112)

Article 29 [séance du 27 juin 2003] (prise en compte dans la constitution de la pension des services accomplis postérieurement à la limite d'âge)

Son intervention (p. 6183)

Article 31 [séance du 27 juin 2003] (nouveau régime de bonifications accordées aux fonctionnaires)

Son intervention (p. 6194 et s.)

Article 32 [séance du 27 juin 2003] (allongement progressif de la durée d'activité dans la fonction publique pour obtenir une pension complète. Instauration d'un double mécanisme de minoration et majoration)

Son intervention (p. 6222 et s.)

Article 70 [séance du 1er juillet 2003] (modalités d'entrée en vigueur des dispositions relatives au régime de base des professions libérales)

Son intervention (p. 6543)

Article 79 [séance du 2 juillet 2003] (création du plan d'épargne pour la retraite (PER))

Son intervention (p. 6662)

Projet de loi n° 950 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2003] (p. 7275)

Son intervention (p. 7327)

Thèmes :

Aménagement du territoire : politique de la ville (p. 7327 et s.)

Aménagement du territoire : zones urbaines sensibles (p. 7327 et s.)

Associations (p. 7327)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des investissements immobiliers locatifs neufs (p. 7327)

Logement : crédits (p. 7328)

Logement : logement social : offre (p. 7327)

Logement : sociétés d'HLM (p. 7328)

Politique économique : conjoncture (p. 7329)

Politique sociale : surendettement (p. 7329)

Secteur public : services publics (p. 7329)

Discussion des articles [11 juillet 2003] (p. 7362, 7449)

Article 1er et annexe 1 (programmes d'action dans les zones urbaines sensibles (ZUS))

Son intervention (p. 7368 et s.)

Son amendement n° 300 (p. 7369)

Son amendement n° 390 (p. 7377)

Article 2 (objectifs de résultats des programmes d'action dans les ZUS)

Son intervention (p. 7381)

Article 5 (rapport au Parlement sur l'évolution des inégalités dans les ZUS)

Son amendement n° 366 (p. 7393)

Article 7 (crédits consacrés par l'Etat au programme national de rénovation urbaine)

Son intervention (p. 7406)

Article 9 (création et actions de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU))

Son intervention (p. 7411)

Son amendement n° 303 (p. 7419)

Article 10 (administration et représentation de l'ANRU)

Son amendement n° 304 (p. 7426)

Article 11 (recettes de l'ANRU)

Son amendement n° 389 (p. 7428)

Son amendement n° 305 (p. 7429)

Article 15 (création d'une procédure d'urgence lorsque la carence crée une menace sur la sécurité des occupants des immeubles collectifs à usage d'habitation)

Son intervention (p. 7437)

Article 17 (constat de carence dans la gestion des immeubles collectifs donnant lieu à la mise en oeuvre d'une procédure d'expropriation)

Son intervention (p. 7440)

Article 22 (exonération de taxe professionnelle et de taxe foncière sur les propriétés bâties)

Son intervention (p. 7459)

Son amendement n° 368 (p. 7460)

Après l'article 23

Son amendement n° 371 (transmission au parlement du bilan d'activité économique dans les zones franches urbaines) : retiré (p. 7462)

Son amendement n° 369 (composition des comités d'orientation et de surveillance institués dans chaque zone franche urbaine) (p. 7462) : adopté (p. 7463)

Son amendement n° 370 (contrôle et sanctions) : rejeté (p. 7463)

Article 24 (exonération de cotisations sociales patronales)

Son amendement n° 373 (p. 7465)

Son amendement n° 375 corrigé (p. 7466)

Ses amendements n°s 374 et 372 (p. 7467)

Avant l'article 27

Son amendement n° 306 (étude du taux d'endettement de l'emprunteur et analyse de sa solvabilité) (p. 7473) : rejeté (p. 7474)

Son amendement n° 377 (défaut d'information des emprunteurs pris en compte dans le cadre des procédures civiles) (p. 7478) : rejeté (p. 7479)

Article 27 (création d'une procédure de rétablissement personnel)

Ses amendements n°s 307 corrigé et 308 (p. 7486)

Son amendement n° 309 (p. 7487)

Son amendement n° 310 (p. 7496)

Son amendement n° 311 corrigé (p. 7500)

Après l'article 28

Son amendement n° 384 (création d'un observatoire public portant sur l'ensemble de la nouvelle procédure de rétablissement personnel) : rejeté (p. 7511)

Article 29 (adaptation des missions et des moyens de la Caisse de garantie du logement locatif social)

Son amendement n° 387 (p. 7512)

Son amendement n° 388 (p. 7515)

Article 32 (procédure accélérée pour les aménagements fonciers)

Son amendement n° 312 (p. 7526)

Après l'article 34

Intervient sur l'amendement n° 351 de M. Philippe Pemezec (maire consulté sur l'ordre du jour de la commission d'attribution) (p. 7529)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 7533)

Vote contre du groupe des Député-e-s Communistes et Républicains (p. 7534)

Serge JANQUIN

*Pas-de-Calais (10^{ème} circonscription)
Socialiste*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Logement. politique du logement. perspectives [22 octobre 2002] (p. 3735)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 57, posée le 16 décembre 2002. Mines et carrières. bassins miniers (J.O. questions p. 4846). Appelée le 17 décembre 2002. FINORPA, vente, perspectives (p. 6797)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Proteste parce que le ministre de l'équipement l'a accusé de vouloir par ses amendements réduire la mixité sociale : c'est l'inverse que demandent les socialistes mais pour éviter toute mauvaise interprétation il retire ses amendements [29 janvier 2003] (p. 648)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen du fascicule [13 novembre 2002] (p. 5009, 5046)

Son intervention (p. 5034)

Thèmes avant la procédure des questions :

Organisations internationales : Fonds monétaire international (p. 5035)
Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 5035)
Politique extérieure : aide au développement (p. 5035)
Politiques communautaires : Fonds européen de développement : crédits budgétaires (p. 5034)

Procédure des questions :

Pays étrangers : Colombie : sécurité civile (p. 5051)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

LOGEMENT

Examen du fascicule [13 novembre 2002] (p. 4969)*Procédure des questions :*

Logement : mixité sociale (p. 4994)

Projet de loi n° 402 portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 2003] (p. 591)

Son intervention (p. 593)

Thèmes :

Logement : habitat insalubre (p. 593)
Régions : Nord-Pas-de-Calais : logement social (p. 593)
Régions : Nord-Pas-de-Calais : zones minières (p. 593)

Discussion des articles [29 janvier 2003] (p. 648, 670)*Après l'article 5*

Son rappel au règlement (cf supra) [29 janvier 2003] (p. 648)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 83 rectifié précédemment réservé de M. André Flajolet (mesures dérogatoires autorisant le maintien du tiers payant en matière d'allocation logement en attendant la réalisation des travaux) (p. 698)

Après l'article 15

Son amendement n° 43 (engagement contractuel entre le bailleur, la caisse d'allocations familiales et l'État pour rendre le logement décent) (p. 704) : rejeté (p. 705)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Avant l'article 1er [séances des 12, 13, 14 juin 2003] (principes)

Son intervention (p. 5166 et s.)

Article 3 [séances du 17 juin 2003] (équité)

Son intervention (p. 5496 et s.)

Article 4 [séances du 19 juin 2003] (assurer en 2008, un montant minimal de retraite égal à 85 % du SMIC)

Son intervention (p. 5601 et s.)

Article 5 [séance 19 juin 2003] (durée d'assurance, pour obtenir une pension à taux plein, portée à 41 ans en 2012)

Son intervention (p. 5639)

Olivier JARDÉ

Somme (2^{ème} circonscription)
Union pour la Démocratie Française

Elu le 9 juin 2002

Deviend député le 19 juillet 2002 (voir pages préliminaires [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12450)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12450)

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 24 juillet 2002] (p. 12719)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 26 juillet 2002] (p. 12834)

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le Garde des sceaux, Ministre de la justice et de M. le Ministre de la santé, de la famille et des personnes handicapées [J.O. du 24 juillet 2003] (p. 12494)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 806 réformant le titre IV de la loi n° 2002-303 du 4 mars 2002 relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé [10 avril 2003]

Proposition de loi n° 1070 relative au régime social des experts judiciaires [24 septembre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Finances publiques. déficits publics. perspectives [4 juin 2003] (p. 4473)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 435, posée le 23 juin 2003. Enseignement, rythmes et vacances scolaires (J.O. questions p. 4882). Appelée le 24 juin 2003. aménagement (p. 5860)

DÉBATS

Proposition de loi n° 137 relative à la création d'un ordre national de la profession d'infirmier et d'infirmière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 2003] (p. 531)

Son intervention (p. 533)

Thèmes :

Professions de santé : déontologie (p. 533)
Professions de santé : exercice libéral (p. 533)
Professions de santé : infirmiers (p. 533)
Professions de santé : ordre professionnel (p. 533)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

AFFAIRES SOCIALES, TRAVAIL ET SOLIDARITÉ, ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE

Examen du fascicule [14 novembre 2002] (p. 5069, 5105)*Procédure des questions :*

Emploi : jeunes (p. 5109)

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT, PROFESSIONS LIBÉRALES ET CONSOMMATION

Examen du fascicule [8 novembre 2002] (p. 4782)

Son intervention (p. 4789)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : simplifications administratives (p. 4789)
Banques et établissements financiers : fonds de garantie : commerce et artisanat (p. 4790)
Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 4789)
Commerce et artisanat : grande distribution : pratiques commerciales (p. 4790)
Entreprises : petites et moyennes entreprises : rôle et missions (p. 4789)
Entreprises : transmission (p. 4790)
TVA : taux réduit : hôtellerie et restauration (p. 4790)

JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

II - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Examen du fascicule [8 novembre 2002] (p. 4765)

Son intervention (p. 4771)

Thèmes avant la procédure des questions :

Bourses d'études : enseignement supérieur (p. 4771)
Enseignement supérieur : étudiants (p. 4771)
Enseignement supérieur : universités (p. 4771)

Proposition de loi n° 370 relative à la responsabilité civile médicale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 décembre 2002] (p. 6963)

Son intervention (p. 6970)

Thèmes :

Assurances : responsabilité civile (p. 6970)
 Etablissements de santé : droits du malade (p. 6971)
 Handicapés : taux d'invalidité (p. 6971)
 Professions de santé : médecins (p. 6971)
 Santé : accidents thérapeutiques (p. 6970)

Projet de loi n° 640 relatif aux assistants d'éducation

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mars 2003] (p. 2405)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2407)
 Son intervention (p. 2413)
 Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 2432)

Thèmes :

Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 2407, 2413)
 Enseignement : personnel : assistants d'éducation (p. 2407, 2412, 2432)
 Enseignement : personnel : contractuels (p. 2412)
 Enseignement supérieur : étudiants (p. 2413)
 Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 2413)

Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2003] (p. 4483)*Article 13 (fonds d'investissement de proximité)*

Son intervention (p. 4512)

Christian JEANJEAN

*Hérault (1^{ère} circonscription)
 Union pour la Majorité Présidentielle
 puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Juge titulaire de la Haute Cour de justice [J.O. du 24 octobre 2002] (p. 17629)

Membre de la commission d'enquête sur l'application des mesures préconisées en matière de sécurité du transport maritime des produits dangereux ou polluants et l'évaluation de leur efficacité [J.O. du 12 février 2003] (p. 2618)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 491 visant à créer un Observatoire national de la copropriété [18 décembre 2002]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Retraites : généralités, réforme, expériences communautaires, perspectives [21 janvier 2003] (p. 314)

Yves JEGO

*Seine-et-Marne (3^{ème} circonscription)
 Union pour la Majorité Présidentielle
 puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire du conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14786)

Membre de la mission d'information sur la question des signes religieux à l'école [J.O. du 4 juin 2003] (p. 9541)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 310 tendant (nouveau titre en date du 29 octobre 2002) à instaurer une journée du mérite dans les lycées et les collèges [15 octobre 2002]

Proposition de loi n° 411 tendant à transférer les droits d'auteurs perçus pour les ouvrages relatifs à des faits ayant entraîné la condamnation de l'auteur aux victimes ou à leurs ayants droit [28 novembre 2002]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Etablissements de santé, hôpitaux, budget, Ile-de-France [12 novembre 2002] (p. 4906)

Aménagement du territoire, zones franches urbaines, développement [29 janvier 2003] (p. 632)

Urbanisme, politique de l'urbanisme, rénovation urbaine, perspectives [11 juin 2003] (p. 4997)

DÉBATS**Projet de loi n° 154 d'orientation et de programmation pour la justice**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er août 2002] (p. 2550)

Article 1er et rapport annexé (approbation du rapport présentant les orientations et les moyens budgétaires pour la justice pour les années 2003 à 2007)

Son intervention (p. 2557)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****AFFAIRES SOCIALES, TRAVAIL ET SOLIDARITÉ**

VILLE ET RÉNOVATION URBAINE

Examen du fascicule [23 octobre 2002] (p. 3803)*Procédure des questions :*

Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 3829)
 Politique sociale : aide sociale : moyens (p. 3831)

Proposition de loi constitutionnelle n° 341 visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections locales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 2002] (p. 5673)

Son intervention (p. 5694)

Thèmes :

Cultes : islam (p. 5695)
 Elections et référendums : droit de vote : étrangers non ressortissants de l'Union européenne (p. 5695)
 Etrangers : intégration (p. 5694)

Projet de loi de finances rectificative n° 382 pour 2002

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 décembre 2002] (p. 6512)*Après l'article 40*

Son amendement n° 174 (zones franches urbaines – réouverture des droits à exonération à partir du 1er janvier 2002 et jusqu'au 31 décembre 2010 pour les entreprises créées ou implantées dans ces zones) (p. 6528) : retiré (p. 6531)

Son amendement n° 175 (zones franches urbaines – réouverture des droits à exonération à partir du 1er janvier 2002 et jusqu'au 31 décembre 2008 pour les entreprises créées ou implantées dans ces zones) (p. 6529) : retiré (p. 6531)

Son sous-amendement n° 223 (dispositif amélioré pour les entreprises de moins de cinq salariés) à l'amendement n° 75 rectifié du Gouvernement (zones franches urbaines – réouverture des droits à exonération à partir du 1er janvier 2002 et jusqu'au 31 décembre 2007 pour les entreprises créées ou implantées dans ces zones) (p. 6532) : adopté après rectification (p. 6534)

Son sous-amendement n° 177 (créations ou implantations intervenues entre le 1er janvier 1997 et le 31 décembre 2001 – exonération portée à huit ans) à l'amendement n° 75 rectifié du Gouvernement : retiré (p. 6534)
 Son sous-amendement n° 178 (créations ou implantations intervenues entre le 1er janvier 1997 et le 31 décembre 2001 – exonération portée à six ans) à l'amendement n° 75 rectifié du Gouvernement : retiré (p. 6534)
 Son sous-amendement n° 225 (extension de la zone géographique de recrutement des salariés) à l'amendement n° 75 rectifié du Gouvernement (p. 6534) : retiré (p. 6535)
 Son sous-amendement n° 196 (non-salariés – exonération de cotisations maladie portée de cinq à huit ans) à l'amendement n° 75 rectifié du Gouvernement : retiré (p. 6535)
 Son sous-amendement n° 195 (non salariés – exonération de cotisations maladie portée de cinq à six ans) à l'amendement n° 75 rectifié du Gouvernement : retiré (p. 6535)
 Son amendement n° 194 (non-salariés – exonération de cotisations maladie portée de cinq à huit ans) (p. 6537) : retiré (p. 6538)
 Son amendement n° 193 (non-salariés – exonération de cotisations maladie portée de cinq à six ans) : retiré (p. 6538)

Projet de loi n° 823 relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 juillet 2003] (p. 6787)

Son intervention (p. 6797)

Thème :

Etrangers : mariages blancs (p. 6797)

Discussion des articles [8 juillet 2003] (p. 7005)

Article 3 (coordination liée à la suppression de l'obligation de détention d'un titre de séjour pour les ressortissants communautaires)

Son amendement n° 45 (p. 7059)

Son intervention (p. 7063)

Projet de loi n° 950 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2003] (p. 7275)

Son intervention (p. 7335)

Thèmes :

Aménagement du territoire : politique de la ville (p. 7336)

Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 7337)

Collectivités territoriales : finances locales (p. 7336)

Logement : mixité sociale (p. 7335)

Maryse JOISSAINS-MASINI

*Bouches-du-Rhône (14^{ème} circonscription)
 Union pour la Majorité Présidentielle
 puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elue le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire de la Commission supérieure de codification [J.O. du 3 août 2002] (p. 13301)

Juge suppléante de la Haute Cour de justice [J.O. du 24 octobre 2002] (p. 17629)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 175 tendant à modifier la procédure d'expulsion des gens du voyage stationnant en dehors des aires d'accueil aménagées à cet effet [1^{er} août 2002]

Proposition de loi n° 200 tendant à renforcer la protection des mineurs victimes d'agressions sexuelles [24 septembre 2002]

Proposition de loi n° 495 visant à incorporer les mesures de tutelle aux prestations sociales actuellement prévues par l'article L. 552-6 du code de la sécurité sociale dans l'article 375 du code civil relatif aux mesures d'assistance éducative [18 décembre 2002]

Proposition de loi n° 541 visant à permettre aux associations chargées de la protection de l'enfance de se porter partie civile [16 janvier 2003]

Proposition de loi n° 666 visant à rendre obligatoires les études surveillées et dirigées dans les établissements d'enseignement [5 mars 2003]

Proposition de loi n° 1082 portant amélioration du statut des sapeurs-pompiers et de leurs familles [24 septembre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Système pénitentiaire, fonctionnement, effectifs de personnel, perspectives [12 novembre 2002] (p. 4907)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 90, posée le 13 janvier 2003. Jeunes, prévention (J.O. questions p. 129). Appelée le 14 janvier 2003. violence, perspectives (p. 10)

n° 282, posée le 28 avril 2003. Système pénitentiaire, détenus (J.O. questions p. 3246). Appelée le 29 avril 2003. droit de cantiner, conséquences (p. 3192)

n° 394, posée le 2 juin 2003. Etablissements de santé, hôpitaux (J.O. questions p. 4142). Suppléée par M. Richard Mallié. Appelée le 3 juin 2003. situation financière, aides de l'Etat, Aix-en-Provence (p. 4376)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Qualifie M. Jean-Pierre Brard de grossier personnage après qu'il a déclaré qu'elle ignorait ce qu'était le 18 Brumaire [21 novembre 2002] (p. 5454)

DÉBATS

Projet de loi n° 154 d'orientation et de programmation pour la justice

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er août 2002] (p. 2497)

Son intervention (p. 2509)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 2509)

Droit pénal : mineurs : délinquance et criminalité (p. 2510)

Etat : organisation : justice (p. 2510)

Justice : magistrats : recrutement (p. 2510)

Discussion des articles [1er août 2002] (p. 2550) ; [2 août 2002] (p. 2666)

Article 1er et rapport annexé (approbation du rapport présentant les orientations et les moyens budgétaires pour la justice pour les années 2003 à 2007)

Son amendement n° 226 (diversification du corps des magistrats) (p. 2562)

Après l'article 28

Son amendement n° 229 (insertion d'une nouvelle division relative aux pouvoirs réservés devant la chambre criminelle de la Cour de cassation) (p. 2681)

Son amendement n° 230 (pouvoirs réservés devant la chambre criminelle de la Cour de cassation) (p. 2681)

Après l'article 41

Son amendement n° 228 (insertion d'une nouvelle division relative au Président de la République) (p. 2703)

Son amendement n° 227 (délit d'offense au Président de la République) (p. 2703)

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2002] (p. 5435)

Son rappel au règlement (cf supra) [21 novembre 2002] (p. 5454)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 janvier 2003] (p. 483)

Après l'article 45

Son sous-amendement n° 447 (les immeubles affectés à la formation des personnels de sécurité publique bénéficient de cet assouplissement) à l'amendement n° 134 rectifié de la commission (assouplissement étendu aux immeubles de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris) : adopté (p. 512)

Projet de loi n° 823 relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 juillet 2003] (p. 7129)

Article 17 (circonstances aggravantes)

Son intervention (p. 7130)

Marc JOULAUD

*Sarthe (4^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 9 juin 2002

Deviens député le 19 juillet 2002 (voir indications préliminaires) [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12450)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12450)

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 25 juillet 2002] (p. 12772), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 26 juillet 2002] (p. 12834)

Rapporteur du projet de loi relatif à la répression de l'activité de mercenaire (n° 607) [15 janvier 2003]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 607), relatif à la répression de l'activité de mercenaire [5 mars 2003] (n° 671)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Femmes. égalité professionnelle. perspectives [5 mars 2003] (p. 1605)

DÉBATS**Projet de loi n° 607 relatif à la répression de l'activité de mercenaire**

Rapporteur de la commission de la défense nationale et des forces armées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [3 avril 2003] (p. 2789)

Son intervention (p. 2790)

Thèmes :

Défense : Légion étrangère (p. 2790)

Droit pénal : sanctions pénales (p. 2790 et s.)

Politique extérieure : coopération militaire (p. 2791)

Traités et conventions : droit international (p. 2790)

Alain JOYANDET

*Haute-Saône (1^{ère} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Rapporteur pour avis du projet de loi d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure (n° 36) [3 juillet 2002] (n° 52)

Membre titulaire de la commission supérieure du service public des Postes et télécommunications [J.O. du 2 août 2002] (p. 13230)

Membre de la commission d'enquête sur la gestion des entreprises publiques afin d'améliorer le système de prise de décision [J.O. du 5 février 2003] (p. 2218)

DÉPÔTS

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi (n° 36) d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure [11 juillet 2002] (n° 52)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) : annexe n° 18 : Economie, finances et industrie (poste et télécommunications) (n° 256) [10 octobre 2002]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Politique extérieure. Maroc. relations bilatérales, lutte contre le terrorisme [27 mai 2003] (p. 4259)

DÉBATS**Projet de loi n° 36 d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure**

Rapporteur pour avis de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2002] (p. 1961)

Son intervention (p. 1972)

Thèmes :

Ordre public : maintien de l'ordre : évaluation (p. 1973)

Ordre public : personnels : aménagement du territoire (p. 1973)

Ordre public : sécurité : moyens (p. 1972)

Discussion des articles [17 juillet 2002] (p. 2106)

Annexe I

Son amendement n° 7 corrigé (gens du voyage) (p. 2126)

Son amendement n° 8 (rave-parties) (p. 2127)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER**

Discussion des articles [16 octobre 2002] (p. 3447) ; [18 octobre 2002] (p. 3593, 3634)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Intervient sur l'amendement n° 95 de M. Michel Vaxès (taux des deux dernières tranches portés à respectivement 48 % et 54 %) (p. 3456)

Intervient sur l'amendement n° 216 de M. Augustin Bonrepaux (rétablissement des taux issus de la loi de finances pour 2002) (p. 3456)

Intervient sur l'amendement n° 209 de M. Augustin Bonrepaux (suppression de la baisse supplémentaire de 1 %) (p. 3456)

Article 14 (assouplissement de la règle de lien entre les taux des taxes directes locales)

Intervient sur l'amendement n° 154 de M. Pierre Albertini (suppression du lien entre les taux des taxes directes locales) (p. 3624)

Après l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 42 rectifié de la commission (Internet à haut débit par satellite - exonérations de redevances pour la mise à disposition aux particuliers) (p. 3669)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE****INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS**

Examen du fascicule [25 octobre 2002] (p. 4017)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 4020)

Thèmes avant la procédure des questions :

Informatique (p. 4021)

Politiques communautaires : directives : télécommunications (p. 4021)

Télécommunications : autorité de régulation des télécommunications (ART) : crédits budgétaires (p. 4020)

Télécommunications : autoroutes de l'information : crédits budgétaires (p. 4020)

Vote des crédits et articles rattachés [25 octobre 2002] (p. 4044)

Etat B, titre III

Intervient sur l'amendement n° 82 de la commission (réduction des crédits de l'Autorité de régulation des télécommunications) (p. 4044)

Après l'article 68

Intervient sur l'amendement n° 94 de M. Patrice Martin-Lalande (calcul de la contribution financière due par chaque opérateur de téléphonie mobile) (p. 4049)

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [19 novembre 2002] (p. 5323)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5335)

Thèmes :

Collectivités territoriales : projets de loi : Sénat (p. 5336)

Constitution : révision : décentralisation (p. 5336)

Parlement : Sénat (p. 5336)

Discussion des articles [21 novembre 2002] (p. 5473)

Après l'article 1er

Son amendement n° 115 (égal accès aux nouvelles technologies d'information et de communication) (p. 5504) : retiré (p. 5505)

Projet de loi de finances rectificative n° 382 pour 2002

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 décembre 2002] (p. 6407)*Après l'article 13*

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (Internet à haut débit – redevances de mise à disposition et de gestion des fréquences) (p. 6429)

Projet de loi n° 528 pour la confiance dans l'économie numérique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 février 2003] (p. 1358)

Son intervention (p. 1376)

Thèmes :

Aménagement du territoire : Comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT) (p. 1377)

Audiovisuel et communication (p. 1376)

Collectivités territoriales (p. 1377)

Télécommunications : téléphones mobiles (p. 1376)

Discussion des articles [25 février 2003] (p. 1386)*Avant l'article 1er*

Intervient sur l'amendement n° 176 du Gouvernement (établissement et exploitation de réseaux de télécommunications ouverts au public par les collectivités territoriales) (p. 1389)

Intervient sur le sous-amendement n° 180 de la commission (modification de référence au code général des collectivités territoriales) à l'amendement n° 176 du Gouvernement (p. 1389)

Son amendement n° 135 (rapport au Parlement : collectivités territoriales autorisées à exercer les fonctions d'opérateurs de télécommunications) : retiré (p. 1393)

Article 1er (définition de la communication publique en ligne)

Son intervention (p. 1398)

Projet de loi n° 719 de sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 mai 2003] (p. 3471)*Article 80 (assouplissement du régime des conventions libres et des conventions soumises au régime d'autorisation)*

Son intervention (p. 3485)

Dominique JUILLOT*Saône-et-Loire (5^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Deviend député le 19 juillet 2002 (voir indications préliminaires) [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12450)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12450)

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 25 juillet 2002] (p. 12772), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 26 juillet 2002] (p. 12834)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 23 octobre 2002] (p. 17570)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 23 octobre 2002] (p. 17570)

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le Ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales [J.O. du 27 décembre 2002] (p. 21787)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*DÉBATS***Projet de loi n° 375 relatif à la négociation collective sur les restructurations ayant des incidences sur l'emploi**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2002] (p. 6252)*Article 1er (articles 97, 98, 99, 101, 104, 106, 109 et 116 de la loi n° 2002-73 : suspension de certains articles de la loi de modernisation sociale du 17 janvier 2002 relatifs à la procédure des licenciements économiques)*

Son amendement n° 36 rectifié (p. 6276)

Projet de loi n° 939 relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2003] (p. 7721)

Son intervention (p. 7730)

Thèmes :

Sports : audiovisuel et communication (p. 7730)

Sports : associations et clubs (p. 7730)

Didier JULIA*Seine-et-Marne (2^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'amendement à la convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et leur élimination (n° 266) [6 novembre 2002]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 360 visant à soumettre à enquête publique la création de nouveaux couloirs aériens à basse altitude [7 novembre 2002]

Proposition de loi n° 433 visant à créer un certificat de dégazage afin de prévenir et de réprimer les rejets polluants en mer [28 novembre 2002]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 266), autorisant l'approbation de l'amendement à la convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et leur élimination [21 mai 2003] (n° 873)

Proposition de loi n° 1076 tendant à sauvegarder le droit à l'éducation des enfants qui risquent l'exclusion des cours du fait du port de signes religieux ostentatoires [24 septembre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Etablissements de santé, services d'urgence, fonctionnement [21 mai 2003] (p. 3923)

Armand JUNG*Bas-Rhin (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Représentant suppléant de la délégation française aux assemblées du Conseil de l'Europe et de l'UEO [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12452)

Membre suppléant du Conseil national des transports [J.O. du 2 août 2002] (p. 13229)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 278 relative à l'usage du vélo en France [15 octobre 2002]

Proposition de loi n° 404 visant à instaurer des mesures de réparation aux orphelins de déportés, à ceux de fusillés et massacrés pour fait de résistance et à ceux des patriotes résistants à l'occupation, notamment en Alsace et en Moselle [28 novembre 2002]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Aménagement du territoire, politique de la ville, perspectives [29 octobre 2002] (p. 4252)

Transports, politique des transports, infrastructures, développement [11 mars 2003] (p. 1881)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 6, posé le 14 octobre 2002. Etablissements de santé, hôpitaux (J.O. questions p. 3479). Appelée le 15 octobre 2002. effectifs de personnel, équipements, Bas-Rhin (p. 3279)

DÉBATS

Projet de loi n° 36 d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2002] (p. 2009)

Son intervention (p. 2019)

Thèmes :

Automobiles et cycles : automobiles : incendies (p. 2020)
Communes : Strasbourg : préfets (p. 2020)
Droit pénal : délinquance et criminalité : prévention (p. 2020)
Police : commissariats : construction (p. 2019)

Proposition de loi n° 194 relative à la conduite automobile sous l'influence de drogues illicites et psychotropes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 octobre 2002] (p. 3001)

Son intervention (p. 3012)

Thèmes :

Santé : prévention : sécurité routière (p. 3013)
Sécurité routière (p. 3012)
Sécurité routière : limitations de vitesse (p. 3013)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ÉCOLOGIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Examen du fascicule [25 octobre 2002] (p. 4053)

Son intervention (p. 4070)

Thèmes avant la procédure des questions :

Déchets, pollutions et nuisances : bruit (p. 4071)
Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 4070)
Environnement : crédits (p. 4070)
Environnement : politique de l'environnement : air (p. 4071)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS - AVIATION CIVILE

Examen du fascicule [24 octobre 2002] (p. 3983)

Procédure des questions :

Automobiles et cycles : bicyclettes (p. 3995)
Sécurité routière (p. 3996)
Transports ferroviaires : TGV Rhin-Rhône (p. 3996)

Proposition de loi n° 501 tendant à la reconnaissance du vote blanc aux élections

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 janvier 2003] (p. 730)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 7 (institution du vote par le réseau Internet) (p. 732) : rejeté (p. 733)

Projet de loi n° 638 renforçant la lutte contre la violence routière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 mars 2003] (p. 2212)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2217)

Thèmes :

Amnistie (p. 2217)
Sécurité routière : autocars (p. 2220)
Sécurité routière : code de la route : enseignement (p. 2220)
Sécurité routière : cyclistes (p. 2219)
Sécurité routière : délinquance et criminalité (p. 2218)
Sécurité routière : limiteurs de vitesse (p. 2218)
Système pénitentiaire : encellulement individuel (p. 2218)
Transports urbains : plans de déplacements urbains (p. 2219)

Discussion des articles [20 mars 2003] (p. 2257, 2286)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 65 de la commission (différentes vitesses maximales autorisées, avec un relèvement à 150 km/h sur les autoroutes) (p. 2277)

Intervient sur l'amendement n° 134 de M. Christian Estrosi (différentes vitesses maximales autorisées, avec un relèvement à 150 km/h sur les autoroutes) (p. 2277)

Avant l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 142 de M. Alain Néri (taux réduit de TVA pour les équipements de sécurité des véhicules) (p. 2288)

Intervient sur l'amendement n° 91 de M. Yves Fromion (contravention en cas d'utilisation d'un téléphone par le conducteur sans dispositif "mains libres") (p. 2291)

Intervient sur l'amendement n° 160 corrigé de M. Jean-Claude Viollet (limiteur de vitesse obligatoire sur les véhicules neufs) (p. 2294)

Alain JUPPÉ

*Gironde (2^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Transports par eau, transports maritimes, hydrocarbures, navires, sécurité, politiques communautaires [28 janvier 2003] (p. 554)

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n° 244 présentée par M. Jean-Pierre Raffarin, Premier ministre, sur la question de l'Irak et débat sur cette déclaration

[8 octobre 2002] (p. 3048)

Son intervention (p. 3058)

Thèmes :

Pays étrangers : Etats-Unis : attentats (p. 3060)
Pays étrangers : Etats-Unis : politique extérieure (p. 3059)
Pays étrangers : Irak : armes de destruction massive (p. 3058)
Politique économique : mondialisation (p. 3061)
Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 3059)

Déclaration du Gouvernement n° 634 sur la question de l'Irak et débat sur cette déclaration

[26 février 2003] (p. 1417)

Son intervention (p. 1423)

Thèmes :

Organisations internationales : Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) (p. 1423)
Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : résolution (p. 1423)
Pays étrangers : Etats-Unis : terrorisme (p. 1425)
Pays étrangers : Irak : armes de destruction massive (p. 1423 et s.)
Pays étrangers : Palestine (p. 1424)
Pays étrangers : Russie : politique extérieure (p. 1424)
Union européenne : construction européenne (p. 1425)

Déclaration du Gouvernement n° 880 sur les infrastructures 2003-2020 et débat sur cette déclaration

[20 mai 2003] (p. 3826)

Son intervention (p. 3876)

Thèmes :

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 3877)
Régions : Aquitaine : infrastructures (p. 3878)
Transports ferroviaires : TGV (p. 3877)
Union européenne : élargissement (p. 3877)
Voirie : autoroutes (p. 3877)

K

Mansour KAMARDINE

*Mayotte (circonscription unique)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire du Comité de l'initiative française pour les récifs coralliens [J.O. du 2 août 2002] (p. 13231)

Membre titulaire de la Commission des comptes économiques et sociaux des départements d'outre-mer et de suivi de la loi d'orientation pour l'outre-mer [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14787)

Membre de la mission d'information sur la question des signes religieux à l'école [J.O. du 4 juin 2003] (p. 9541)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programme pour l'outre-mer [J.O. du 13 juin 2003] (p. 9985)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 498 visant à modifier le régime des prestations familiales à Mayotte [18 décembre 2002]

Proposition de loi n° 661 portant intégration dans la fonction publique hospitalière des agents de la collectivité départementale de Mayotte exerçant au centre hospitalier de Mayotte [5 mars 2003]

Proposition de loi n° 741 portant intégration dans la fonction publique d'Etat des agents de la collectivité départementale de Mayotte exerçant des missions régaliennes de l'Etat [26 mars 2003]

Proposition de loi n° 795 portant extension à Mayotte du régime de l'épargne logement [10 avril 2003]

Proposition de loi n° 800 portant création d'une fonction publique territoriale à Mayotte et intégration en son sein des agents de la collectivité départementale de Mayotte [10 avril 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Retraites : généralités. réforme. perspectives [13 mai 2003] (p. 3586)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 213, posée le 17 mars 2003. Outre-mer. collectivité départementale : Mayotte (J.O. questions p. 1895). Appelée le 18 mars 2003. Établissements de santé, fonctionnement, financement (p. 2105)

n° 345, posée le 19 mai 2003. Outre-mer. collectivité territoriale : Mayotte (J.O. questions p. 3732). Appelée le 20 mai 2003. Développement, indicatif téléphonique, plan d'épargne logement (PEL) (p. 3803)

n° 367, posée le 26 mai 2003. Outre-mer. collectivité territoriale : Mayotte (J.O. questions p. 3973). Appelée le 27 mai 2003. retraites : généralités, financement, modalités (p. 4248)

DÉBATS**Proposition de loi n° 193 modifiant certaines dispositions du code de commerce relatives aux mandats sociaux****PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [1er octobre 2002] (p. 2806)****Avant l'article 1er**

Intervient sur l'amendement n° 16 de M. Hervé Novelli (suspension de l'application de la 3ème partie de la loi "nouvelles régulations économiques" jusqu'au 30 juin 2002) (p. 2811)

Projet de loi n° 250 de financement de la sécurité sociale pour 2003**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [29 octobre 2002] (p. 4208) ; [30 octobre 2002] (p. 4374)****Article 1er et rapport annexé (approbation du rapport annexé)**

Son amendement n° 252 (p. 4225)

Article 40 (création d'une allocation pour les familles perdant une partie de leurs allocations familiales pour des raisons liées à l'âge des enfants)

Son intervention (p. 4404)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE - SERVICES DU PREMIER MINISTRE****Examen du fascicule [7 novembre 2002] (p. 4655)****Procédure des questions :**

Outre-mer : Mayotte : fonction publique territoriale (p. 4709)

OUTRE-MER**Examen du fascicule [8 novembre 2002] (p. 4807)**

Son intervention (p. 4830)

Thèmes avant la procédure des questions :

Outre-mer : crédits (p. 4830, 4831)

Outre-mer : Mayotte (p. 4831, 4832)

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [27 novembre 2002] (p. 5860)****Après l'article 10**

Son amendement n° 118 (statut personnel) (p. 5886) : retiré (p. 5887)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [23 janvier 2003] (p. 483)**

Article 55 (intégration dans la police nationale d'agents de la collectivité territoriale de Mayotte)

Son intervention (p. 521)

Projet de loi n° 710 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance des mesures de simplification et de codification du droit**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [9 avril 2003] (p. 3053)**

Article 16 (organisation administrative et fonctionnement du système de santé)

Son amendement n° 102 rectifié (p. 3066)

Projet de loi n° 810 modifiant la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 relative au droit d'asile**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [5 juin 2003] (p. 4666)**

Article 11 (adaptations en vue de l'application de la loi à l'outre-mer - décrets d'application)

Son amendement n° 89 (p. 4678)

Ses amendements n°s 90 et 91 (p. 4679)

Projet de loi n° 881 de programme pour l'outre-mer**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [6 juin 2003] (p. 4715)**

Son intervention (p. 4732)

Thèmes :

Etat : Gouvernement : outre-mer (p. 4732)

Formation professionnelle (p. 4733)

Logement : logement social : outre-mer (p. 4733)

Outre-mer : développement économique (p. 4733)

Outre-mer : Mayotte : femmes (p. 4733)

Outre-mer : Mayotte : fonctionnaires et agents publics (p. 4733)

Outre-mer : Mayotte : immigration (p. 4733)

Partis et mouvements politiques : gauche : outre-mer (p. 4732)

Discussion des articles [6 juin 2003] (p. 4759, 4796)

Article 1er (exonération de charges sociales en faveur des entreprises des départements d'outre-mer)

Son intervention (p. 4767)

Article 9 bis (extension du titre de travail simplifié à Mayotte)

Son intervention (p. 4805)

Après l'article 9 bis

Intervient sur l'amendement n° 153 deuxième rectification du Gouvernement (Mayotte - Agence nationale pour l'emploi) (p. 4806)

Après l'article 11

Son amendement n° 253 (Mayotte - planification familiale) (p. 4810) : retiré (p. 4811)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 45 de M. Yves Censi (agriculteurs d'outre-mer - formation professionnelle continue) (p. 4812)

Article 14 (défiscalisation au titre de l'impôt sur le revenu : secteurs éligibles - majoration, imputation et report de la réduction d'impôt)
Son intervention (p. 4827)

Article 42 (création d'une dotation de continuité territoriale)

Son amendement n° 254 (prise en compte des contraintes liées à la desserte aérienne) (p. 4864)

Après l'article 42

Intervient sur l'amendement n° 378 de M. Jean-Christophe Lagarde (ultramarins résidant en métropole - quotas de logements sociaux) (p. 4871)

Article 43 (habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnances)

Son intervention (p. 4874)

Son amendement n° 306 rectifié (élargissement du champ de l'article pour les territoires d'outre-mer, les collectivités territoriales de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte ainsi que pour les Terres australes et antarctiques françaises) (p. 4874)

Son amendement n° 259 (Mayotte - ajout de la procédure civile et des voies d'exécution) (p. 4875)

Après l'article 43

Intervient sur l'amendement n° 151 troisième rectification du Gouvernement (Mayotte - fonction publique) (p. 4878)

Article 44 (ratification d'ordonnances)

Son amendement n° 264 rectifié (Mayotte - filiation paternelle) (p. 4880)

Son amendement n° 263 (Mayotte - service public de l'électricité) (p. 4881)

Après l'article 44

Intervient sur l'amendement n° 397 du Gouvernement (Mayotte - carte Vitale) (p. 4882)

Son amendement n° 334 (Mayotte - Mahorais régis par le statut personnel de droit local - primauté du droit civil commun sur le statut civil de droit local - prohibition de la polygamie et de la répudiation pour les personnes qui atteindront l'âge requis pour se marier après le 1er janvier 2005 - dévolution des successions ne pouvant déroger, pour les enfants à naître, aux dispositions d'ordre public de la loi - compétence du tribunal de première instance ou du cadî selon la volonté des parties) (p. 4882) : adopté (p. 4883)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juin 2003] (p. 6411)

Son intervention (p. 6414)

Thème :

Outre-mer : Mayotte : droit local (p. 6414)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juin 2003] (p. 6417)

Son intervention (p. 6433)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 6414)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5069)

Son intervention (p. 5079)

Thèmes :

Retraites : généralités : majorations des pensions : outre-mer (p. 5079)

Retraites : généralités : politique à l'égard des retraités (p. 5079)

Proposition de loi organique n° 936 portant réforme de la durée du mandat et de l'âge d'éligibilité des sénateurs ainsi que de la composition du Sénat

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 juillet 2003] (p. 6964)

Article 8 (dispositions organiques relatives à Mayotte)

Son intervention (p. 6976)

Aimé KERGUERIS

*Morbihan (2^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre titulaire de la commission supérieure du Crédit maritime mutuel [J.O. du 2 août 2002] (p. 13229)

Membre de la commission d'enquête sur l'application des mesures préconisées en matière de sécurité du transport maritime des produits dangereux ou polluants et l'évaluation de leur efficacité [J.O. du 12 février 2003] (p. 2618)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) tome III : Agriculture et pêche (pêche) (n° 258) [10 octobre 2002]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [5 novembre 2002] (p. 4474)

Sa présentation de l'avis de la commission des affaires économiques (p. 4479)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aquaculture et pêche professionnelle (p. 4480)

Politiques communautaires : politique d'orientation pour la pêche (p. 4479)

Projet de loi de finances rectificative n° 382 pour 2002

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 décembre 2002] (p. 6470)

Après l'article 30

Son amendement n° 61 (artisans pêcheurs – déduction du bénéfice imposable au titre de la souscription d'une assurance couvrant les risques climatiques, économiques et sanitaires) (p. 6494) : retiré (p. 6496)

Christian KERT

*Bouches-du-Rhône (11^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11466)

Membre titulaire du conseil d'administration de la société France-télévision [J.O. du 2 août 2002] (p. 13231)

Membre titulaire du conseil d'administration de la Fondation du patrimoine [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14787)

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de la présence du loup en France et l'exercice du pastoralisme dans les zones de montagne [J.O. du 13 novembre 2002] (p. 18692)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant relance de la négociation collective en matière de licenciements économiques [J.O. du 19 décembre 2002] (p. 21117)

Membre de la mission d'information sur la création d'une télévision française d'information à vocation internationale [J.O. du 19 décembre 2002] (p. 21167)

Rapporteur de la mission d'information commune sur la création d'une télévision française d'information à vocation internationale [J.O. du 15 janvier 2003] (p. 883)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la

loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive [J.O. du 8 juillet 2003] (p. 11582)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête relative à la crise dans les domaines du spectacle vivant et de la création audiovisuelle en France ainsi qu'aux mesures nécessaires pour permettre leur essor et garantir à leurs professionnels un statut protecteur (n° 1063) [30 septembre 2003]

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les abus et fraudes dans l'intermittence et l'avenir du financement de la création et de la diffusion du spectacle vivant (n° 1054) [30 septembre 2003]

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la mission d'information commune sur la création d'une télévision française d'information à vocation internationale :

- Tome I : Rapport d'étape [14 mai 2003] (n° 857)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Union européenne. élargissement. perspectives [8 octobre 2002] (p. 3047)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 418, posée le 9 juin 2003. Justice. tribunaux correctionnels (J.O. questions p. 4338). Appelée le 10 juin 2003. fonctionnement, effectifs de personnel, Aix-en-Provence (p. 4915)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [18 octobre 2002] (p. 3634)

Après l'article 17

Son amendement n° 64 rectifié (ventes d'immeubles faisant suite à une mutation professionnelle : exonération partielle des droits d'enregistrement) (p. 3668)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE ET COMMUNICATION

COMMUNICATION

Examen du fascicule [7 novembre 2002] (p. 4733)

Son intervention (p. 4745)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 4745)

Audiovisuel et communication : programmes (p. 4746)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 4745)

Procédure des questions :

Audiovisuel et communication : programmes : contrôle (p. 4752)

Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 4751)

JUSTICE

Examen du fascicule [6 novembre 2002] (p. 4595)

Procédure des questions :

Communes : Aix-en-Provence : cours d'appel (p. 4616)

LÉGION D'HONNEUR ET ORDRE DE LA LIBÉRATION

Examen des fascicules [6 novembre 2002] (p. 4592)

Son intervention (p. 4593)

Thèmes avant la procédure des questions :

Décorations, insignes et emblèmes : Légion d'honneur : budget (p. 4593)

Décorations, insignes et emblèmes : Légion d'honneur : enseignement (p. 4593)

Décorations, insignes et emblèmes : ordre de la Libération : budget (p. 4593)

Projet de loi de finances rectificative n° 382 pour 2002

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 décembre 2002] (p. 6470)

Après l'article 30

Son amendement n° 68 (immeubles ayant reçu le label " Fondation du patrimoine" – suppression de l'agrément ministériel pour l'obtention des avantages fiscaux) : adopté après rectification (p. 6496)

Projet de loi n° 606 relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 mars 2003] (p. 1634)

Après l'article 2

Son amendement n° 446 (étude épidémiologique chiffrée au regard de la liste des polluants cités dans la directive européenne relative à la qualité de l'air pour tout projet d'installation visée à l'article L. 515-8 du code de l'environnement) (p. 1647) : retiré (p. 1648)

Proposition de loi n° 418 portant diverses dispositions relatives aux droits des mineurs et aux mines

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 2003] (p. 5407)

Son intervention (p. 5417)

Thèmes :

Mines et carrières : travailleurs de la mine : statut juridique (p. 5418)

Régions : Nord-Pas-de-Calais : industrie (p. 5418)

Nathalie KOSCIUSKO-MORIZET

Essonne (4^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire

Elue le 16 juin 2002

Deviend députée le 19 juillet 2002 (voir indications préliminaires) [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12450)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12450)

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 25 juillet 2002] (p. 12772), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 26 juillet 2002] (p. 12834)

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de la présence du loup en France et l'exercice du pastoralisme dans les zones de montagne [J.O. du 13 novembre 2002] (p. 18692)

Cesse d'appartenir à la commission d'enquête sur les conditions de la présence du loup en France et l'exercice du pastoralisme dans les zones de montagne [J.O. du 20 novembre 2002] (p. 19207)

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé [J.O. du 22 janvier 2003] (p. 1335)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 juillet 2003] (p. 11362)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 juillet 2003] (p. 11362)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Déchets, pollutions et nuisances. air. effet de serre, lutte et prévention [5 novembre 2002] (p. 4458)

Union européenne. politiques communautaires. recherche industrielle, programme Eureka [29 avril 2003] (p. 3219)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 266, posée le 31 mars 2003. Voirie. RN 20 (J.O. questions p. 2289). Suppléée par M. Antoine Herth. Appelée le 1^{er} avril 2003. aménagement, perspectives, Essonne (p. 2660)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ÉCOLOGIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Examen du fascicule [25 octobre 2002] (p. 4053)

Son intervention (p. 4067)

Thèmes avant la procédure des questions :

Eau : assainissement (p. 4067)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 4067)

Environnement : politique de l'environnement : pédagogie (p. 4068)

Procédure des questions :

Déchets, pollutions et nuisances : déchets ménagers (p. 4080)
 Transports aériens : aéroports : bruit (p. 4078)

Projet de loi n° 228 autorisant l'approbation du protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques relatif à la convention sur la diversité biologique

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [16 janvier 2003] (p. 186)

Son intervention (p. 189)

Thèmes :

Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 189 et s.)
 Déchets, pollutions et nuisances : marée noire (p. 189)

Projet de loi n° 606 relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mars 2003] (p. 1565)

Son intervention (p. 1567)

Thèmes :

Entreprises : comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) (p. 1567)
 Entreprises : Metaleurop : insolvabilité (p. 1568)
 Sécurité publique : risques technologiques (p. 1567)
 Urbanisme (p. 1567)

Discussion des articles [6 mars 2003] (p. 1763)*Après l'article 16*

Son amendement n° 298 rectifié (établissement d'un bilan environnemental en cas de redressement judiciaire) : adopté (p. 1767)

Après l'article 16 septies

Son amendement n° 297 rectifié (protection des acquéreurs d'un terrain ou d'une habitation en raison d'une ancienne pollution) (p. 1774) : adopté (p. 1775)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [15 juillet 2003] (p. 7577)

Article 16 bis A (réalisation d'un bilan environnemental en cas de redressement judiciaire)

Ses amendements n°s 104 et 105 (p. 7595)

Article 16 octies (information des acquéreurs de terrains sur lesquels une activité ayant entraîné la manipulation ou le stockage de substances chimiques ou radioactives a été réalisée)

Son amendement n° 142 (p. 7602)

Projet de loi n° 552 autorisant l'approbation de l'amendement au protocole de Montréal du 16 septembre 1987 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, adopté à Montréal le 17 septembre 1997

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [10 avril 2003] (p. 3146)

Son intervention (p. 3149)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 3149)
 Environnement : protection : couche d'ozone (p. 3149)
 Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 3149)

Déclaration du Gouvernement n° 880 sur les infrastructures 2003-2020 et débat sur cette déclaration

[20 mai 2003] (p. 3826)

Son intervention (p. 3903)

Thème :

Voirie : routes nationales (p. 3904)

Jacques KOSSOWSKI

*Hauts-de-Seine (3^{ème} circonscription)
 Union pour la Majorité Présidentielle
 puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 9 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire de la Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence [J.O. du 2 août 2002] (p. 13229)

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle n° 4 tendant à instituer un référendum d'initiative citoyenne [26 juin 2002]

Proposition de loi n° 110 visant à instaurer un service garanti dans les transports en commun en cas de grève [24 juillet 2002]

Proposition de loi n° 978 modifiant la loi n° 93-915 du 19 juillet 1993 pour étendre le bénéfice de la qualité de pupille de la Nation aux enfants des élus tués ou décédés des suites d'un acte d'agression survenu lors de l'exercice de leur mandat [25 juin 2003]

Proposition de loi constitutionnelle n° 1006 visant à permettre l'inscription à l'ordre du jour des propositions de loi présentées par la majorité des membres de l'Assemblée nationale ou du Sénat [5 juillet 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Ordre public. terrorisme. lutte et prévention [27 novembre 2002] (p. 5814)

DÉBATS

Projet de loi n° 823 relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 juillet 2003] (p. 7005)

Article 2 (attestation d'accueil)

Son amendement n° 181 (p. 7039)

Jean-Pierre KUCHEIDA

*Pas-de-Calais (12^{ème} circonscription)
 Socialiste
 Secrétaire de l'Assemblée nationale*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11114)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Représentant titulaire de la délégation française aux assemblées du Conseil de l'Europe et de l'UEO [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12452)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) : annexe n° 9 : Agriculture et pêche (pêche) (n° 256) [10 octobre 2002]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Mines et carrières. bassins miniers. emploi et activités [4 mars 2003] (p. 1532)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 81, posée le 13 janvier 2003. Logement : aides et prêts. accession à la propriété (J.O. questions p. 128). Appelée le 14 janvier 2003. prime à l'accession très sociale, prorogation (p. 17)

n° 226, posée le 24 mars 2003. Communes. mines et carrières (J.O. questions p. 2093). Appelée le 25 mars 2003. redevance, compensation (p. 2352)

*DÉBATS***Projet de loi n° 230 de finances pour 2003****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA****Examen du fascicule [5 novembre 2002] (p. 4474)**

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 4478)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aquaculture et pêche professionnelle (p. 4478 et s.)

Politiques communautaires : politique d'orientation pour la pêche (p. 4478)

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [12 novembre 2002] (p. 4861)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : crédits (p. 4886)

Projet de loi n° 326 relatif aux marchés énergétiques et au service public de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [13 décembre 2002] (p. 6732)

Après l'article 21

Son amendement n° 233 (prise en charge par France Télécom de l'ouverture et de la fermeture des tranchées, de la construction des chambres de tirage et de la fourniture et de la pose des fourreaux) : rejeté (p. 6783)

Projet de loi n° 528 pour la confiance dans l'économie numérique

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 février 2003] (p. 1386)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 90 (prise en charge des travaux de dissimulation des réseaux par France Télécom) : rejeté (p. 1394)

Projet de loi n° 606 relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 mars 2003] (p. 1713)

Après l'article 12

Son amendement n° 157 (définition du sinistre minier) (p. 1747) : retiré (p. 1748)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [15 juillet 2003] (p. 7577)

Article 16 quater (remise en état du site après la fermeture d'une installation classée)

Son amendement n° 92 (p. 7597)

Proposition de loi n° 418 portant diverses dispositions relatives aux droits des mineurs et aux mines

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 2003] (p. 5407)

Son intervention (p. 5410)

Thèmes :

Energie et carburants : Charbonnage de France (p. 5411)

Régions : Nord-Pas-de-Calais : industrie (p. 5412)

Discussion des articles [17 juin 2003] (p. 5422)

Article 2 (missions de l'Agence)

Son intervention (p. 5422)

Article 4 (administration et gestion de l'Agence)

Son amendement n° 1 (p. 5423)

Son intervention (p. 5423 et s.)

Après l'article 4

Son amendement n° 2 (conventions entre l'Agence nationale et les bailleurs sociaux afin de mieux indemniser les ayants droit) (p. 5424) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 5425)

Article 11 (coordination et dissolution de Charbonnages de France)

Son intervention (p. 5426 et s.)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Michel Sordi (centre de stockage autorisé sous certaines conditions et pour une durée illimitée avant l'échéance du terme prévu initialement par l'autorisation) (p. 5432)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 5433)

Abstention du groupe socialiste (p. 5434)

L

Patrick LABAUNE

*Drôme (1^{ère} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Yvan LACHAUD

*Gard (1^{ère} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour la Démocratie Française*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

Cesse d'appartenir au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [28 novembre 2002] (p. 19627)

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 28 novembre 2002] (p. 19627)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre suppléant de l'Observatoire national de la sécurité des établissements scolaires et d'enseignement supérieur [J.O. du 2 août 2002] (p. 13231)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 novembre 2002] (p. 19628)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 18 décembre 2002] (p. 20972)

Membre de la mission d'information sur la question des signes religieux à l'école [J.O. du 4 juin 2003] (p. 9541)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Sécurité publique. inondations. aides de l'Etat, Sud-Est [9 octobre 2002] (p. 3117)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 230, posée le 24 mars 2003. Handicapés, autistes (J.O. questions p. 2094). Appelée le 25 mars 2003. structures d'accueil, Gard (p. 2332)

DÉBATS**Projet de loi n° 230 de finances pour 2003****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE****I - JEUNESSE ET ENSEIGNEMENT SCOLAIRE****Examen du fascicule [22 octobre 2002] (p. 3742)**

Son intervention (p. 3763)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement : crédits (p. 3763)

Enseignement : pédagogie (p. 3763)

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 3764)

Jeunes : insertion professionnelle (p. 3764)

II - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR**Examen du fascicule [8 novembre 2002] (p. 4765)**

Son intervention (p. 4772)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement supérieur : crédits (p. 4772)

Enseignement supérieur : diplômes (p. 4773)

Enseignement supérieur : étudiants (p. 4773)

Enseignement supérieur : personnel : enseignants (p. 4772)

Enseignement supérieur : personnel : vacataires (p. 4772)

Procédure des questions :

Enseignement supérieur : sciences (p. 4780)

Projet de loi n° 528 pour la confiance dans l'économie numérique**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [25 février 2003] (p. 1358)**

Son intervention (p. 1367)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 1382)

Thèmes :

Aménagement du territoire : Comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT) (p. 1369)

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 1368)

Droit civil : contrats électroniques : sécurité (p. 1369)

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 1368)

Télécommunications : Internet (p. 1368)

Union européenne : directives : commerce électronique (p. 1368)

Discussion des articles [25 février 2003] (p. 1386)**Article 1er (définition de la communication publique en ligne)**

Son intervention (p. 1397)

Proposition de loi n° 642 modifiant la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [12 mars 2003] (p. 1993)**

Ses explications de vote :

- sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2009)

- sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2014)

Son intervention (p. 2017)

Thèmes :

Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) (p. 2009 et 2017)

Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 2017)

Politique sociale : inégalités (p. 2017)

Proposition de loi n° 623 tendant à la suppression du mot "race" de notre législation**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [13 mars 2003] (p. 2029)**

Son intervention (p. 2036)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : antisémitisme (p. 2036)

Droits de l'homme et libertés publiques : lutte contre le racisme (p. 2036)

Vote sur le passage à la discussion des articles

Abstention du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 2036)

Conchita LACUEY

*Gironde (4^{ème} circonscription)
Socialiste*

Elue le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

Marc LAFFINEUR

*Maine-et-Loire (7^{me} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2002 [J.O. du 31 juillet 2002] (p. 13069)

Membre suppléant du Comité des finances locales [J.O. du 2 août 2002] (p. 13229)

Membre titulaire du conseil de surveillance du Fonds de réserve pour les retraites [J.O. du 2 août 2002] (p. 13231)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2003 [J.O. du 12 décembre 2002] (p. 20541)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2002 [J.O. du 19 décembre 2002] (p. 21177)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) : annexe n° 29 : Intérieur et libertés locales (collectivités locales) (n° 256) [10 octobre 2002]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 28 janvier au 14 mars 2003 (nos E 2193 à E 2196, E 2203, E 2204, E 2206, E 2208, E 2209, E 2218 à E 2220, E 2222 à E 2224-1, E 2227 et E 2232) et sur les textes nos E 1987, E 2085, E 2108, E 2177, E 2178, E 2181, E 2183 et E 2187 [19 mars 2003] (n° 713)

Proposition de loi n° 737 visant à accorder le pouvoir aux maires d'interdire toute publicité extérieure et toute diffusion d'imprimés gratuits comportant des messages à caractère érotique et / ou pornographique [26 mars 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Sécurité publique. inondations. lutte et prévention [27 novembre 2002] (p. 5813)

DÉBATS**Projet de loi de finances rectificative n° 29 pour 2002****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [18 juillet 2002] (p. 2159)**

Son intervention (p. 2195)

Thèmes :

Agriculture : budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) (p. 2197)

Défense : crédits (p. 2196)

Finances publiques : dépenses en capital (p. 2195)

Finances publiques : dette publique (p. 2196)

Finances publiques : exécution du budget : transparence (p. 2195)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 2196)

Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 2196)

Politique économique : conjoncture : croissance (p. 2195)

Politique générale : Gouvernement précédent (p. 2195, 2196)

Sécurité sociale : cotisations (p. 2197)

Discussion des articles [18 juillet 2002] (p. 2225)

Article 1er (réduction de 5 % de l'impôt sur le revenu acquitté en 2002)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Augustin Bonrepaux (de suppression) (p. 2233)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 33 de M. Michel Vaxès (application du taux réduit de la TVA à la restauration) (p. 2249)

Article 3 et état A (équilibre général)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (majoration de 800 000 euros des produits des participations de l'Etat dans les entreprises financières - conseil de la politique monétaire) (p. 2263)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 1 rectifié de M. Richard Cazenave (report au 1er janvier 2004 de l'interdiction faite aux communes membres d'un établissement public de coopération intercommunale exerçant la compétence "traitement des ordures ménagères" d'adhérer à un syndicat effectuant le ramassage et de poursuivre la perception de la taxe ou redevance relative aux ordures ménagères) (p. 2268)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 2275)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle (p. 2275)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [1er août 2002] (p. 2530)**

Son intervention (p. 2537)

Thèmes :

Chasse et pêche : redevances cynégétiques : gibier d'eau (p. 2537)

Etat : ministres : rémunération (p. 2537)

Finances publiques : exécution du budget : transparence (p. 2537)

Finances publiques : prélèvements obligatoires : délocalisations (p. 2537)

Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 2537)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire

Ses explications de vote (p. 2543)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle (p. 2543)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [16 octobre 2002] (p. 3416)**

Son intervention (p. 3419)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 3419, 3421)

Défense : armements et équipements (p. 3421)

Emploi : politique de l'emploi : prime pour l'emploi (p. 3420)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : création (p. 3421)

Famille : politique familiale : fiscalité (p. 3420)

Finances publiques : déficits publics et sociaux : gauche (p. 3419)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 3419)

Finances publiques : procédure budgétaire : transparence (p. 3420)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 3420)

Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 3420)

Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 3421)

Impôts locaux : taxe professionnelle : professions libérales (p. 3420)

Impôts locaux : taxe professionnelle : taux (p. 3421)

Ordre public (p. 3421)

Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 3420)

Politique extérieure : aide au développement (p. 3421)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER**Discussion des articles [16 octobre 2002] (p. 3447) ; [17 octobre 2002] (p. 3479, 3509, 3550) ; [18 octobre 2002] (p. 3593, 3634, 3680)**

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Son intervention (p. 3450)

Intervient sur l'amendement n° 95 de M. Michel Vaxès (taux des deux dernières tranches portés à respectivement 48 % et 54 %) (p. 3455)

Intervient sur l'amendement n° 216 de M. Augustin Bonrepaux (rétablissement des taux issus de la loi de finances pour 2002) (p. 3455)

Intervient sur l'amendement n° 209 de M. Augustin Bonrepaux (suppression de la baisse supplémentaire de 1 %) (p. 3455)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 146 de M. Nicolas Perruchot (titulaires de bénéfices commerciaux - déductibilité des frais de déplacement entre le domicile et le lieu de travail) (p. 3472)

Son amendement n° 297 (naissances multiples - demi-part supplémentaire) (p. 3482)

Son amendement n° 299 (personnes détachées en France par un employeur étranger - exonération de la partie de la rémunération liée à l'expatriation) (p. 3491)

Article 4 (relèvement du plafond des dépenses éligibles à la réduction d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Jean-Pierre Brard (de suppression) (p. 3540)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 320 de M. Didier Migaud (transmission d'entreprise agricoles à titre gratuit - exonération) (p. 3557)

Article 6 (suppression progressive de la contribution des institutions financières)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Jean-Pierre Brard (de suppression) (p. 3559)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 32 de la commission (films pornographiques ou d'incitation à la violence - taxation supplémentaire) (p. 3562)

Après l'article 9

Son amendement n° 298 (véhicules tout terrain pour handicapés – taux réduit de la TVA) (p. 3571)

Intervient sur l'amendement n° 286 de M. Michel Bouvard (repas à consommer sur place – taux réduit de la TVA) (p. 3579, 3582)

Intervient sur l'amendement n° 36 de la commission (travaux réalisés sur des monuments historiques – éligibilité au fonds de compensation pour la TVA) (p. 3598)

Article 11 (réduction progressive de la fraction des recettes prises en compte dans les bases de taxe professionnelle des bénéficiaires non commerciaux)

Intervient sur l'amendement n° 37 de la commission (taux de 6 % dès 2005) (p. 3602)

Article 14 (assouplissement de la règle de lien entre les taux des taxes directes locales)

Son intervention (p. 3616)

Son amendement n° 321 (établissements publics de coopération intercommunale à taxe professionnelle unique) (p. 3628)

Après l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 162 de M. Manuel Aeschlimann (révision des valeurs locatives – suppression du prélèvement de 0,4 % sur le produit de la fiscalité locale) (p. 3637)

Son amendement n° 134 (attributions du fonds national de péréquation de la taxe professionnelle – abaissement du seuil de non-versement de 305 € à 300€) (p. 3641)

Article 21 (mesures de financement du budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA))

Son amendement n° 302 (suppression des 31 millions d'euros de prélèvements sur la mutualité sociale agricole - majoration à due concurrence de la contribution sociale de solidarité) (p. 3680)

Article 23 (détermination du montant du prélèvement de solidarité pour l'eau, affecté au compte d'affectation spéciale n° 902-00 "Fonds national de l'eau")

Intervient sur l'amendement n° 313 rectifié de M. Gilles Carrez (réduction de moitié du prélèvement) (p. 3686)

Article 29 (reconduction en 2003 du contrat de croissance et de solidarité)

Intervient sur l'amendement n° 46 corrigé de la commission (fonds national de péréquation – reconduction de la majoration de 23 millions d'euros) (p. 3699)

Après l'article 32

Intervient sur l'amendement n° 49 de la commission (contraventions à la circulation routière – produit des amendes affecté aux communes dont la police municipale a constaté les infractions) (p. 3704)

Seconde délibération

Article 34 et état A (équilibre général du budget)

Son intervention (p. 3719)

Explications de vote et vote [22 octobre 2002] (p. 3737)

Ses explications de vote (p. 3739)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES SOCIALES, TRAVAIL ET SOLIDARITÉ

VILLE ET RÉNOVATION URBAINE

Vote des crédits et articles rattachés [23 octobre 2002] (p. 3832)

Etat B, titre IV

Intervient sur l'amendement n° 56 rectifié de la commission (suppression des crédits affectés au fonctionnement de l'Institut des villes) (p. 3834)

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

CHARGES COMMUNES - ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE - MONNAIES ET MÉDAILLES (BUDGET ANNEXE) - COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR

Examen du fascicule [15 novembre 2002] (p. 5158)

Son intervention

Thèmes avant la procédure des questions :

Commerce extérieur : organismes (p. 5181)

Finances publiques : dette publique : gestion (p. 5181)

Secteur public : entreprises publiques : retraites : régimes autonomes et spéciaux (p. 5181)

Secteur public : entreprises publiques : situation financière (p. 5181)

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2002] (p. 5185)

CHARGES COMMUNES

Etat B, titre II

Intervient sur l'amendement n° 193 de M. René Dosière (Présidence de la République - réduction des crédits de 516 053 €) (p. 5187)

INTÉRIEUR, SÉCURITÉ INTÉRIEURE ET LIBERTÉS LOCALES

Examen du fascicule [23 octobre 2002] (p. 3847)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 3852)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : compensations financières (p. 3854)

Collectivités territoriales : dotation globale de fonctionnement (DGF) (p. 3852)

Collectivités territoriales : finances locales (p. 3853)

Collectivités territoriales : fonds national de péréquation de la taxe professionnelle (FNPTP) (p. 3853)

Collectivités territoriales : transferts de compétences (p. 3853)

Coopération intercommunale : finances (p. 3853)

Vote des crédits et articles rattachés [23 octobre 2002] (p. 3897)

Etat C, titre VI

Intervient sur l'amendement n° 88 de M. Jean-Louis Dumont (amendement d'appel en faveur des ponts à reconstruire) (p. 3898)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[15 novembre 2002] (p. 5197)

Après l'article 58

Intervient sur l'amendement n° 150 de la commission (établissements publics de coopération intercommunale – date limite de prise en compte des créations ou des extensions fixée au 15 octobre pour la répartition de la dotation globale de fonctionnement) (p. 5210)

Son amendement n° 135 (établissements publics de coopération intercommunale – date limite de prise en compte des créations ou des extensions fixée au 15 octobre pour la répartition de la dotation globale de fonctionnement) : adopté (p. 5210)

Intervient sur l'amendement n° 216 de M. Gilles Carrez (modalités de répartition de la dotation d'intercommunalité) (p. 5211)

Intervient sur l'amendement n° 152 rectifié de la commission (dotation d'intercommunalité des communautés de communes à taxe professionnelle unique – gel du coefficient d'intégration fiscale) (p. 5211)

Intervient sur l'amendement n° 153 de la commission (communauté de communes créée par regroupement de communautés de communes existantes – modalités de calcul de la dotation globale de fonctionnement perçue la première année) (p. 5214)

Son amendement n° 22 (communauté de communes créée par regroupement de communautés de communes existantes – modalités de calcul de la dotation globale de fonctionnement perçue la première année) : adopté (p. 5214)

Intervient sur l'amendement n° 217 rectifié de M. Gilles Carrez (valeurs locatives – revalorisation de 1 %) (p. 5225)

Intervient sur l'amendement n° 27 de M. François Goulard (canalisations de gaz – perception par les communes d'une taxe sur le métrage linéaire) (p. 5231)

Après l'article 59

Intervient sur l'amendement n° 99 de M. Gérard Voisin (entreprises de stockage de carburants autres que les stations-service – constitution d'une provision) (p. 5232)

Intervient sur l'amendement n° 159 de la commission (obligations déclaratives des élus locaux) (p. 5233, 5234)

Intervient sur l'amendement n° 232 rectifié de M. François Vannson (bouilleurs de cru – institution pour cinq ans d'un droit réduit de 50 % sur 10 litres d'alcool pur – suppression de l'actuel privilège des bouilleurs de cru au 1er janvier 2008) (p. 5249)

Explications de vote et vote [19 novembre 2002] (p. 5295)

Ses explications de vote (p. 5298)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [18 décembre 2002] (p. 6927)

Son intervention (p. 6945)

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 novembre 2002] (p. 5561)

Article 3 (article 39 de la Constitution - priorité d'examen du Sénat sur les projets de loi ayant pour principal objet la libre administration des collectivités territoriales et les instances représentatives des Français établis hors de France)

Son sous-amendement n° 41 (suppression des projets de loi relatifs aux instances représentatives des Français établis hors de France) à l'amendement n° 11 de la commission (nouvelle rédaction de l'article - organisation des collectivités territoriales) : retiré (p. 5578)

Projet de loi de finances rectificative n° 382 pour 2002

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 2002] (p. 6376)

Son intervention (p. 6380)

Thèmes :

Agriculture : Association nationale pour le développement agricole (ANDA) (p. 6382)
 Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 6382)
 Banques et établissements financiers : Crédit lyonnais (p. 6382)
 Constitution : article 39 : Assemblée nationale (p. 6381)
 Finances publiques : dépenses : exécution du budget (p. 6381)
 Finances publiques : recettes (p. 6381)
 Partis et mouvements politiques : gauche : déficits publics et sociaux (p. 6381)
 Pays étrangers : Liban : dette extérieure (p. 6382)
 Politique économique : conjoncture : croissance (p. 6380)
 Secteur public : entreprises publiques : France Télécom (p. 6381)

Discussion des articles [10 décembre 2002] (p. 6407) ; [11 décembre 2002] (p. 6470, 6512, 6551)*Après l'article 16*

Intervient sur l'amendement n° 103 de M. Gilles Carrez (report de l'imposition et de la déduction des pénalités de retard en matière commerciale à la date de leur paiement effectif) (p. 6438)

Après l'article 26

Intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (communautés de communes à taxe professionnelle unique – neutralisation de la réduction des bases écartées) (p. 6474)

Après l'article 29

Intervient sur l'amendement n° 76 du Gouvernement (Association nationale de développement agricole – transformation de neuf taxes parafiscales en une imposition de toute nature affectée à l'agence de développement agricole et rural) (p. 6486)

Après l'article 30

Son amendement n° 44 (report de l'imposition et de la déduction des pénalités de retard en matière commerciale à la date de leur paiement effectif) : devenu sans objet (p. 6492)

Intervient sur l'amendement n° 68 de M. Christian Kert (immeubles ayant reçu le label "Fondation du patrimoine" – suppression de l'agrément ministériel pour l'obtention des avantages fiscaux) (p. 6496)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Jean-Jacques Guillet (plus-values professionnelles des petites entreprises – modalités de calcul du seuil d'exonération) (p. 6497)

Son amendement n° 45 (imposition forfaitaire sur les sociétés – déductibilité des bénéfices ultérieurs) : rejeté (p. 6497)

Son amendement n° 67 (produits d'assurance-vie proposés par les établissements bancaires et financiers – exonération de la TVA) : adopté après rectification (p. 6499)

Avant l'article 31

Intervient sur l'amendement n° 77 du Gouvernement (Liban – garantie de l'Etat aux prêts accordés par l'Agence française de développement) (p. 6521)

Article 39 (dérogation à la règle du décalage de deux ans relative au versement du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA), appliquée aux investissements engagés par les bénéficiaires du fonds en réparation des dommages causés par des intempéries)

Son intervention (p. 6546)

Après l'article 40

Intervient sur l'amendement n° 73 deuxième rectification précédemment réservé de M. Jean-Michel Couve (chèques vacances – institution en l'absence de représentation syndicale ou d'accord collectif de branche) (p. 6553)

Intervient sur l'amendement n° 81 précédemment réservé du Gouvernement (France Télécom – garantie de l'Etat à hauteur de 10 milliards d'euros pour les emprunts contractés par l'ERAP) (p. 6557)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 6560)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle (p. 6661)

Projet de loi n° 402 portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 janvier 2003] (p. 648)*Après l'article 5*

Son amendement n° 96 (possibilité de concertation unique pour une opération d'aménagement entraînant la révision du document d'urbanisme) : adopté (p. 649)

Projet de loi n° 606 relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mars 2003] (p. 1565)

Son intervention (p. 1576)

Thèmes :

Agriculture (p. 1577)
 Sécurité publique : inondations (p. 1576)
 Sécurité publique : risques technologiques (p. 1576)

Débat sur la maîtrise des finances publiques**[8 avril 2003] (p. 2903)**

Son intervention (p. 2920)

Thèmes :

Etat : réforme : décentralisation (p. 2920 et s.)
 Finances publiques : dépenses en capital (p. 2920)
 Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 2920)
 Fonctionnaires et agents publics : effectifs : coût (p. 2920 et s.)
 Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 2920 et s.)
 Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'éducation nationale : ministère de l'agriculture (p. 2921)
 Outre-mer : DOM-TOM : fonctionnaires et agents publics (p. 2921)
 Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 2921)

Déclaration du Gouvernement n° 989 d'orientation budgétaire présentée par M. Alain Lambert, ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire et débat sur cette déclaration**[26 juin 2003] (p. 6055)**

Son intervention (p. 6075)

Thèmes :

Etat : missions régaliennes : crédits (p. 6075)
 Etat : réforme (p. 6076 et s.)
 Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 6076 et s.)
 Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6076 et s.)
 Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 6077)
 Logement : logement social (p. 6077)
 Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances : Parlement (p. 6077)
 Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques (p. 6076)
 Politique économique : croissance : conjoncture (p. 6076)
 Politique économique : épargne : taux d'intérêt (p. 6077)
 Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 6076)
 Politique économique : pouvoir d'achat : consommation (p. 6077)
 Travail : réduction du temps de travail (p. 6076)

Jacques LAFLEUR

*Nouvelle-Calédonie (1^{ère} circonscription)
 Union pour la Majorité Présidentielle
 puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Jean-Christophe LAGARDE

*Seine-Saint-Denis (5^{ème} circonscription)
 Union pour la Démocratie Française*

Elu le 16 juin 2002

Secrétaire d'âge de l'Assemblée nationale [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11059)

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2002] (p. 11184)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'amnistie [J.O. du 26 juillet 2002] (p. 12837)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la sécurité intérieure [J.O. du 30 janvier 2003] (p. 1892)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 223 tendant à exclure du champ d'application de la loi n° 2002-303 du 4 mars 2002 relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé, les condamnations pour crime ou complicité de crime contre l'humanité [24 septembre 2002]

Proposition de loi n° 361 visant à allonger le délai d'acquisition de la nationalité française par le mariage avec un citoyen français [7 novembre 2002]

Proposition de loi n° 412 visant à limiter la possibilité d'acquisition automatique de la nationalité française à raison de la naissance et de la résidence en France [28 novembre 2002]

Proposition de loi n° 413 visant à autoriser les associations de défense des personnes handicapées à se porter partie civile en cas d'infractions lésant les intérêts collectifs qu'elles ont vocation à protéger [28 novembre 2002]

Proposition de loi n° 730 visant à élargir à l'ensemble des citoyens français l'inscription d'office sur les listes électorales [26 mars 2003]

Proposition de loi n° 966 tendant à créer un crédit d'impôt pour investissement des entreprises pour favoriser l'intégration des personnes handicapées [25 juin 2003]

Proposition de loi n° 1066 relative aux jeux de hasard dans les débits de boissons [24 septembre 2003]

Proposition de loi n° 1067 relative à la recherche d'héritiers [24 septembre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etablissements de santé. hôpitaux. service de cancérologie, maintien, Avicenne, Bobigny [22 octobre 2002] (p. 3728)

Santé. sida. lutte et prévention [13 novembre 2002] (p. 5002)

Espace. politique spatiale. perspectives [4 février 2003] (p. 780)

Politique économique. croissance. perspectives [26 mars 2003] (p. 2442)

Politique sociale. surendettement. faillite civile, généralisation [29 avril 2003] (p. 3213)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 2, posée le 14 octobre 2002. Déchets, pollutions et nuisances. SNCF (J.O. questions p. 3479). Appelée le 15 octobre 2002. bruits, émanations toxiques, lutte et prévention (p. 3273)

n° 308, posée le 5 mai 2003. Pharmacie et médicaments. officines (J.O. questions p. 3388). Appelée le 6 mai 2003. réforme, négociations, syndicats (p. 3420)

DÉBATS

Projet de loi n° 19 portant amnistie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 juillet 2002] (p. 1868)

Son intervention (p. 1892)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 1919)

Thèmes :

Amnistie (p. 1892)

Amnistie : amnistie politico-financière (p. 1894)

Assemblée nationale : commissions : amnistie (p. 1919)

Droit pénal : infractions : sécurité routière (p. 1893)

Droit pénal : peines : amnistie (p. 1893)

Elections et référendums : élection présidentielle : amnistie (p. 1892)

Système pénitentiaire : centres pénitentiaires : amnistie (p. 1892)

Discussion des articles [9 juillet 2002] (p. 1919) ; [10 juillet 2002] (p. 1938)

Article 2 (amnistie en raison de la nature de l'infraction)

Son amendement n° 24 (exclusion des contraventions de police et de grande voirie) (p. 1920)

Soutient l'amendement n° 66 de Mme Anne-Marie Idrac (limitation de l'amnistie des contraventions de police et de grande voirie) (p. 1920)

Soutient l'amendement n° 67 de Mme Anne-Marie Idrac (limitation de l'amnistie des contraventions de police et de grande voirie) (p. 1920)

Soutient l'amendement n° 65 de Mme Anne-Marie Idrac (limitation de l'amnistie des contraventions de police et de grande voirie) (p. 1920)

Son amendement n° 25 (suppression de l'amnistie des délits de presse) (p. 1920)

Article 5 (amnistie des infractions punies de peines d'emprisonnement ou de peines de substitution)

Intervient sur l'amendement n° 72 de M. Christian Vanneste (de suppression) (p. 1924)

Son amendement n° 26 (exclusion des délits punis de peines d'emprisonnement inférieures ou égales à 3 mois sans sursis) (p. 1924)

Son amendement n° 27 (exclusion des délits punis de peines d'emprisonnement dont une partie est assortie du sursis simple ou du sursis avec mise à l'épreuve) (p. 1924)

Article 10 (amnistie des sanctions disciplinaires ou professionnelles)

Son amendement n° 28 (de suppression) (p. 1928)

Article 11 (amnistie des faits retenus ou susceptibles d'être retenus comme motifs de sanctions par l'employeur)

Son amendement n° 29 (de suppression) (p. 1928)

Son amendement n° 30 (mention des sanctions dans le dossier du travailleur) (p. 1928)

Article 12 (contestations relatives à l'amnistie des sanctions disciplinaires ou professionnelles)

Son amendement n° 31 (de suppression) (p. 1929)

Article 13 (infractions exclues de l'amnistie)

Son amendement n° 64 (diffamation d'un candidat à une élection) (p. 1944)

Article 16 (autres limites à l'effet extinctif de l'amnistie)

Son amendement n° 32 (mention des fautes passibles de sanction dans le dossier administratif) (p. 1950)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 1953)

Projet de loi n° 36 d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2002] (p. 1961, 2009)

Son intervention (p. 2000)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 2039)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : immeubles d'habitation : ordre public (p. 2000)

Communes : maires : sécurité (p. 2001)

Droit pénal : délinquance et criminalité (p. 2000)

Droit pénal : mineurs : délinquance et criminalité (p. 2039)

Ordre public : personnels : rôle et missions (p. 2000)

Ordre public : sécurité : moyens (p. 2001)

Ordre public : sécurité : Union européenne (p. 2001)

Ordre public : sécurité : urbanisme (p. 2001)

Discussion des articles [17 juillet 2002] (p. 2057, 2106)

Annexe I

Intervient sur l'amendement n° 48 de M. Jean-Pierre Blazy (statut des victimes) (p. 2080)

Intervient sur l'amendement n° 25 rectifié de Mme Christine Boutin (Groupes d'intervention régionaux (GIR) compétents pour les délits commis par les gens du voyage) (p. 2084)

Son amendement n° 123 (possibilité pour le maire de faire des suggestions au préfet ou au procureur de la République coprésident la conférence départementale de sécurité) (p. 2085)

Son amendement n° 110 (emploi des forces mobiles) (p. 2087)

Son amendement n° 121 (autorité du maire sur la police de proximité-expérimentation) (p. 2095)

Son amendement n° 111 rectifié (délais d'inscription des condamnations sur les fichiers de police) (p. 2097)

Son amendement n° 112 (prise en charge par les agents des douanes des activités de police de l'air et des frontières) (p. 2098)

Intervient sur l'amendement n° 84 de M. Christophe Caresche (régionalisation des recrutements et des carrières) (p. 2100)

Son amendement n° 113 (organisation du travail des effectifs de sécurité publique) (p. 2106)

Son amendement n° 124 (anonymat du témoin ou du plaignant d'un délit) (p. 2114)

Son amendement n° 115 (application des sanctions pour agression sur un fonctionnaire de justice ou de police) (p. 2115)

Son amendement n° 114 (insuffisances parentales en matière d'éducation) (p. 2119)

Son amendement n° 117 (suppression des sanctions à l'égard des responsables de lieux publics accueillant les mineurs pendant les horaires scolaires) (p. 2119)

Son amendement n° 118 rectifié (victimes de violences conjugales) (p. 2123)

Annexe II

Son amendement n° 119 (visionnage des images de vidéosurveillance) (p. 2135)

Son amendement n° 120 (échanges réguliers de véhicules banalisés entre commissariats de police) (p. 2136)

Article 4 (loi n° 72-662 du 13 juillet 1972, articles L. 10 et L. 26 bis du code des pensions civiles et militaires de retraite : prolongation d'activité de certains personnels de la gendarmerie)

Son amendement n° 109 (prolongation renouvelable chaque année) (p. 2141)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 122 corrigé du Gouvernement (prorogation du délai d'un an imparti aux convoyeurs de fonds et aux organismes bancaires pour se mettre aux normes) (p. 2143)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 2149)

Projet de loi n° 190 relatif aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 octobre 2002] (p. 2843)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2867)

Thèmes :

Travail : durée du travail (p. 2868)

Travail : heures supplémentaires (p. 2867)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 2868)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES SOCIALES, TRAVAIL ET SOLIDARITÉ

VILLE ET RÉNOVATION URBAINE

Examen du fascicule [23 octobre 2002] (p. 3803)

Procédure des questions :

Logement : amélioration de l'habitat : maisons individuelles (p. 3826)

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [12 novembre 2002] (p. 4861)

Son intervention (p. 4873)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord (p. 4873)

Anciens combattants et victimes de guerre : décrystallisation (p. 4873)

Anciens combattants et victimes de guerre : rapport constant (p. 4873)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 4873)

Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations (p. 4873)

CULTURE ET COMMUNICATION

COMMUNICATION

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2002] (p. 4755)

Après l'article 63 (rapport au Parlement sur les émissions télévisées destinées aux sourds et malentendants)

Son amendement n° 128 rectifié (p. 4756)

INTÉRIEUR, SÉCURITÉ INTÉRIEURE ET LIBERTÉS LOCALES

Examen du fascicule [23 octobre 2002] (p. 3847)

Son intervention (p. 3862)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : dotation globale de fonctionnement (DGF) (p. 3864)

Droit pénal : délinquance et criminalité : victimes (p. 3864)

Droits de l'homme et libertés publiques : fichiers informatisés (p. 3863)

Gendarmerie : équipements (p. 3863)

Lois : loi de programmation : sécurité publique (p. 3863)

Ordre public : personnels : mobilité (p. 3863)

Police : équipements (p. 3863)

Police : officiers de police judiciaire (p. 3863)

Police : policiers : accession à la propriété (p. 3864)

Vote des crédits et articles rattachés [23 octobre 2002] (p. 3897)

Après l'article 72

Son sous-amendement n° 87 (date d'application) à l'amendement n° 48 rectifié de la commission (aide financière aux seuls partis obtenant au moins 1 % des voix) (p. 3899) : devenu sans objet (p. 3900)

OUTRE-MER

Examen du fascicule [8 novembre 2002] (p. 4807)

Son intervention (p. 4813)

Thèmes avant la procédure des questions :

Outre-mer : crédits (p. 4813)

Outre-mer : crédits : formation professionnelle (p. 4813)

Outre-mer : crédits : transports aériens (p. 4814)

Outre-mer : Guyane : immigration clandestine (p. 4814)

Tourisme et loisirs : politique du tourisme : outre-mer (p. 4814)

SANTÉ, FAMILLE ET PERSONNES HANDICAPÉES

Examen du fascicule [12 novembre 2002] (p. 4939)

Procédure des questions :

Santé : cancer : enfants (p. 4952)

Proposition de loi n° 350 visant à aggraver les peines punissant les infractions à caractère raciste et à renforcer l'efficacité de la procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 2002] (p. 6333)

Son intervention (p. 6340)

Thèmes :

Droit pénal : aggravation des peines : racisme (p. 6341)

Droits de l'homme et libertés publiques : antisémitisme (p. 6341)

Etrangers : communautarisme (p. 6341)

Discussion des articles [10 décembre 2002] (p. 6347)

Article 1er (aggravation des peines encourues pour les crimes et délits à motivation raciste)

Son intervention (p. 6350)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Rudy Salles (motivation et notification par écrit au plaignant en cas de classement sans suite par le procureur de la République pour les infractions visées par l'article 40 du code de procédure pénale) (p. 6353 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Rudy Salles (procédure de jugement à délai rapproché applicable aux mineurs qui encourent une peine d'emprisonnement supérieure ou égale à trois ans) (p. 6353)

Projet de loi organique n° 242 relatif aux juges de proximité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 décembre 2002] (p. 6833)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6844)

Son intervention (p. 6845)

Thèmes :

Justice : juge de proximité : cours d'appel (p. 6846)

Justice : juge de proximité : indépendance (p. 6846)

Justice : magistrats (p. 6846)

Justice : magistrats : syndicats (p. 6844)

Justice : réforme : délais (p. 6846)

Justice : tribunaux d'instance : juge de proximité (p. 6845)

Lois : application : tribunaux d'instance (p. 6844)

Discussion des articles [17 décembre 2002] (p. 6865)

Article 1er (chapitre V quinquies de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 : statut des juges de proximité)

Son intervention (p. 6869)

Explications de vote et vote

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 6846)

Projet de loi constitutionnelle n° 378 relatif au mandat d'arrêt européen

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [17 décembre 2002] (p. 6876)

Son intervention (p. 6886)

Thèmes :

Constitution : révision : droit communautaire (p. 6886)

Politiques communautaires : lutte contre le terrorisme (p. 6887)

Union européenne : construction européenne : coopération judiciaire (p. 6887)

Explications de vote et vote

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 6887)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2003] (p. 116) ; [16 janvier 2003] (p. 197)

Son intervention (p. 125)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 213)

Thèmes :

Droit pénal : atteinte à la libre circulation dans les parties communes d'immeubles (p. 126)

Droit pénal : délinquance et criminalité : prévention (p. 212)

Droit pénal : menaces contre les personnes exerçant une mission de service public (p. 126)

Etat : République : outrages (p. 212)

Gens du voyage : stationnement (p. 126)
 Logement : mixité sociale (p. 127)
 Ordre public : lutte contre l'insécurité : maires (p. 127)

Discussion des articles [16 janvier 2003] (p. 218, 268) ; [21 janvier 2003] (p. 319, 348) ; [22 janvier 2003] (p. 390) ; [23 janvier 2003] (p. 445, 483)

Avant l'article 1er
 Intervient sur le sous-amendement n° 410 de M. Noël Mamère (affirmation de la prévention) à l'amendement n° 54 de la commission (missions de l'Etat et rôle des collectivités territoriales en matière de sécurité intérieure) (p. 221)
 Son sous-amendement n° 452 (information des maires sur la politique de sécurité locale) à l'amendement n° 54 de la commission (p. 222) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 225)

Article 1er (pouvoirs des préfets en matière de sécurité intérieure)
 Son intervention (p. 228)

Après l'article 1er (création de la réserve civile de la police nationale)
 Intervient sur l'amendement n° 424 rectifié du Gouvernement (pouvoirs de réquisition des préfets) (p. 236)
 Son amendement n° 224 (fermeture administrative par les maires des commerces troublant l'ordre public) (p. 237) : retiré (p. 238)

Article 9 (traitements automatisés d'informations mis en œuvre par la police et la gendarmerie)
 Son amendement n° 200 rectifié (p. 274)
 Son sous-amendement n° 453 à l'amendement n° 73 de la commission (p. 274)
 Son intervention (p. 275 et s.)

Article 15 (extension du fichier national automatisé des empreintes génétiques)
 Son intervention (p. 295)

Après l'article 17 bis
 Intervient sur l'amendement n° 278 corrigé de Mme Martine Lignières-Cassou (pénalisation du client de personnes prostituées) (p. 334)

Après l'article 17 undecies
 Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Pierre Lellouche (aggravation des peines en cas d'homophobie pour les meurtres, tortures, actes de barbarie, violences ayant entraîné la mort, une incapacité permanente ou une incapacité de travail) (p. 358)

Avant l'article 18
 Intervient sur l'amendement n° 89 de la commission (peines d'emprisonnement applicables aux délits) (p. 363)

Après l'article 18
 Son amendement n° 342 (institution d'un rapport annuel sur la prostitution) (p. 377) : adopté (p. 378)

Article 19 bis (extension de l'ordonnance de référé à l'ensemble des personnes installées sans titre sur un terrain)
 Son intervention (p. 406)
 Son amendement n° 201 (p. 407)

Après l'article 19 bis
 Son amendement n° 211 rectifié (pénalisation de l'organisation de squats contre rémunération) (p. 407) : retiré (p. 408)
 Son amendement n° 202 deuxième correction (compétence du maire d'une commune non inscrite au schéma départemental pour faire évacuer un terrain privé) : adopté (p. 409)

Article 20 (menaces et actes d'intimidation commis contre les personnes exerçant une fonction publique)
 Son intervention (p. 410 et s.)

Article 21 (incrimination des attroupements portant atteinte à la libre circulation dans les parties communes d'immeubles)
 Son intervention (p. 418 et s.)
 Son amendement n° 215 (p. 422)
 Ses amendements n°s 218 et 505 (p. 423)

Après l'article 21
 Son amendement n° 206 troisième rectification (constatation par la police municipale d'entraves à la circulation dans les immeubles) : adopté (p. 445)
 Son sous-amendement n° 503 rectifié (de précision) à l'amendement n° 394 de M. Jean de Gaulle (possibilité de se porter partie civile pour les associations de défense des locataires) (p. 445) : adopté (p. 446)
 Ses amendements n°s 323 deuxième rectification et 212 rectifié (institution d'un régime de protection du plaignant) (p. 446) : retirés (p. 447)

Après l'article 24
 Son amendement n° 209 corrigé (pouvoir de fermeture administrative attribué au maire) (p. 449) : retiré (p. 450)
 Son amendement n° 208 corrigé (pouvoir de fermeture administrative attribué au maire) (p. 449) : retiré (p. 450)
 Son amendement n° 207 corrigé (pouvoir de réduction des horaires d'ouverture des commerces attribué au maire) (p. 449) : retiré (p. 450)

Article 29 (délivrance d'une autorisation de séjour à l'étranger qui témoigne ou dépose plainte contre un proxénète)

Son intervention (p. 458 et s.)

Après l'article 29 bis

Son amendement n° 214 (saisie des véhicules ayant servi à commettre une infraction) : retiré (p. 460)

Son amendement n° 199 (sanction en cas de conduite sans permis et saisie du véhicule) (p. 460) : retiré (p. 462)

Son amendement n° 198 rectifié (saisie du véhicule conduit sans permis) (p. 460) : adopté (p. 462)

Article 30 (régime de l'acquisition et de la détention d'armes)

Son intervention (p. 462)

Avant l'article 36

Intervient sur l'amendement n° 474 du Gouvernement (modification du titre) (p. 469)

Après l'article 36

Son amendement n° 223 deuxième rectification (faculté d'enlever les véhicules épaves sans l'accord de leur propriétaire) (p. 470) : adopté après modification (p. 471)

Après l'article 37

Son amendement n° 210 rectifié (sur invitation du plaignant, la police peut constater le bruit de voisinage à l'intérieur de son domicile) : retiré (p. 472)

Intervient sur l'amendement n° 370 rectifié de M. Christian Vanneste (possibilité de créer une police municipale pour les syndicats de communes sans fiscalité propre) (p. 473)

Intervient sur l'amendement n° 359 de M. François Grosdidier (autorisation de "flash ball" pour les policiers municipaux) (p. 475)

Intervient sur l'amendement n° 470 rectifié de M. Yves Fromion (autorisation des armes de 7ème catégorie à munitions en caoutchouc pour les policiers municipaux) (p. 475)

Après l'article 38

Son amendement n° 213 (aggravation des peines pour violences commises dans les transports collectifs, notamment les aéronefs, et dans les aéroports) : adopté (p. 488)

Article 39 (fouilles et palpations de sécurité)

Son intervention (p. 489)

Après l'article 39

Intervient sur l'amendement n° 521 du Gouvernement (aggravation des sanctions pour les personnes se livrant au hooliganisme dans une enceinte sportive ou ses abords) (p. 495)

Après l'article 45

Intervient sur l'amendement n° 5 rectifié de M. Rudy Salles (délit d'outrage au drapeau tricolore et à l'hymne national) (p. 510)

Explications de vote et vote [28 janvier 2003] (p. 550)

Ses explications de vote (p. 565)

Projet de loi n° 402 portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 janvier 2003] (p. 670)

Après l'article 15

Son amendement n° 79 (organismes HLM autorisés à réaliser des logements en vue de leur vente en l'état futur d'achèvement) : adopté après modification (p. 704)

Son amendement n° 80 (organismes HLM autorisés à intervenir en qualité de prestataires de services pour la Foncière) (p. 703) : adopté après modification (p. 704)

Son amendement n° 78 (organismes HLM autorisés à gérer les logements pour la Foncière) (p. 703) : adopté (p. 704)

Projet de loi n° 784 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2003] (p. 4049)

Après l'article 5

Son amendement n° 1 (pas de suspension de peine pour raison de santé pour les condamnés pour crime contre l'humanité ou pour complicité de crime contre l'humanité) (p. 4073) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 4074)

Projet de loi n° 710 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance des mesures de simplification et de codification du droit

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [3 juin 2003] (p. 4418)

Après l'article 12

Son amendement n° 1 (dispositif d'inscription automatique sur les listes électorales) : retiré (p. 4425)

Projet de loi n° 881 de programme pour l'outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 juin 2003] (p. 4683)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4699)

Son intervention (p. 4700)

Thèmes :

Assemblée nationale : question préalable (p. 4699)

Communes : jumelages : outre-mer (p. 4701)

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité : outre-mer (p. 4700)

Emploi : création d'emplois : jeunes (p. 4700)

Enseignement (p. 4700)

Formation professionnelle (p. 4700)

Lois : évaluation : outre-mer (p. 4701)

Outre-mer : Antilles : grèves (p. 4701)

Outre-mer : continuité territoriale (p. 4700 et s.)

Outre-mer : ultramarins résidant en métropole (p. 4701)

Discussion des articles [6 juin 2003] (p. 4759, 4796)

Article 1er (exonération de charges sociales en faveur des entreprises des départements d'outre-mer)

Son intervention (p. 4774)

Son amendement n° 359 corrigé (création d'un dispositif général d'exonération pour toute création d'emploi) (p. 4778)

Article 4 (non-cumul et évaluation triennale des exonérations de charges sociales des articles 1er à 3)

Son sous-amendement n° 409 (évaluation des avantages fiscaux) à l'amendement n° 406 troisième rectification de M. Philippe Auberger (nouvelle rédaction du paragraphe relatif à l'évaluation) (p. 4796)

Son sous-amendement n° 410 (évaluation menée conjointement par l'Etat et les partenaires sociaux) à l'amendement n° 406 troisième rectification de M. Philippe Auberger (p. 4797)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 342 de Mme Huguette Bello (La Réunion - "emplois-jeunes") (p. 4802)

Après l'article 11

Son amendement n° 361 (rapport sur la mise en oeuvre d'une politique d'éducation permettant à l'outre-mer d'obtenir des résultats scolaires équivalents à ceux de la métropole) : rejeté (p. 4811)

Article 14 (défiscalisation au titre de l'impôt sur le revenu : secteurs éligibles - majoration, imputation et report de la réduction d'impôt)

Son intervention (p. 4828)

Avant l'article 36

Intervient sur l'amendement n° 176 de M. Victorin Lurel (sida - campagnes d'information outre-mer) (p. 4848)

Avant l'article 42

Intervient sur l'amendement n° 206 de M. Victorin Lurel (continuité territoriale - imposition d'obligations de service public aux compagnies aériennes) (p. 4863)

Article 42 (création d'une dotation de continuité territoriale)

Son intervention (p. 4863)

Son amendement n° 404 ("ressortissants" des collectivités d'outre-mer substitués aux "résidents" ultramarins résidant en métropole) (p. 4866)

Après l'article 42

Son amendement n° 399 (Office national de la coopération entre les collectivités territoriales de métropole et d'outre-mer) : rejeté (p. 4870)

Son amendement n° 378 (ultramarins résidant en métropole - quotas de logements sociaux) (p. 4870) : retiré (p. 4871)

Son amendement n° 377 (apprentis ultramarins travaillant en métropole - exonération de charges sociales et fiscales portée de 11 % à 22 % du SMIC) : retiré (p. 4871)

Son amendement n° 411 (liaisons aériennes ou maritimes au titre de la continuité territoriale - obligations de service public définies par les collectivités territoriales - transposition des dispositions applicables à la Corse) : rejeté (p. 4872)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 4884)

Projet de loi n° 823 relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 juillet 2003] (p. 6729, 6787) ; [8 juillet 2003] (p. 6995)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6754)

Son intervention (p. 6790)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 7004)

Thèmes :

Etrangers : mariages blancs (p. 6754)

Etrangers : immigration clandestine (p. 6790)

Etrangers : naturalisation (p. 6791)

Etrangers : regroupement familial (p. 7004)

Etrangers : titres de séjour (p. 6790)

Etrangers : visas (p. 7004)

Politique générale : Gouvernement précédent (p. 7004)

Discussion des articles [8 juillet 2003] (p. 7005) ; [9 juillet 2003] (p. 7129, 7186)*Avant le titre 1er*

Intervient sur l'amendement n° 413 de M. Nicolas Perruchot (intégration, dans un délai de trois ans, des dispositions de la loi dans les conventions bilatérales conclues par la France, notamment avec le Maroc, la Tunisie et l'Algérie) (p. 7005)

Avant l'article 1er

Intervient sur le sous-amendement n° 456 de M. Christophe Caresche (suite au dépôt de ce rapport, débat possible au Parlement sur les orientations pour l'année suivante) à l'amendement n° 46 rectifié de la commission (rapport annuel sur la maîtrise des flux migratoires) (p. 7008)

Intervient sur le sous-amendement n° 450 rectifié de M. Nicolas Perruchot (inclusion de statistiques sur les visas et les attestations d'accueil) à l'amendement n° 46 rectifié de la commission (p. 7009 et s.)

Article 1er (renonciation au bénéfice du « jour franc » en cas de refus de signer la notification écrite de non-admission)

Son intervention (p. 7017 et s.)

Article 2 (attestation d'accueil)

Son intervention (p. 7023 et s.)

Article 3 (coordination liée à la suppression de l'obligation de détention d'un titre de séjour pour les ressortissants communautaires)

Son intervention (p. 7061)

Article 4 (relevé des empreintes digitales pour le contrôle de l'entrée des étrangers)

Son intervention (p. 7067)

Article 5 (relevé des empreintes digitales pour le contrôle de l'entrée des étrangers)

Son intervention (p. 7069)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Jean-Pierre Grand (possibilité de retrait de la carte de séjour temporaire de l'étranger passible de poursuites pénales pour les infractions les plus graves en matière de trafic de stupéfiants) (p. 7076)

Intervient sur l'amendement n° 384 de M. Nicolas Perruchot (création d'un contrat d'intégration) (p. 7076)

Article 9 (réforme de la commission du titre de séjour)

Son intervention (p. 7098)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 312 de M. Patrick Braouezec (à la date d'entrée en vigueur de la loi, carte de résident de plein droit pour les titulaires d'une carte de séjour temporaire d'un an autorisant à travailler) (p. 7108)

Article 19 (création d'un délit spécifique de mariage simulé)

Son intervention (p. 7133 et s.)

Article 22 (protection relative contre les mesures d'expulsion au bénéfice de certaines catégories d'étrangers)

Son intervention (p. 7147)

Article 24 (protection absolue contre les mesures d'expulsion au bénéfice de certaines catégories d'étrangers)

Son intervention (p. 7152)

Article 26 (assignation à résidence à titre probatoire et exceptionnel : « l'expulsion avec sursis »)

Son intervention (p. 7159)

Article 28 (modification des règles d'instruction des dossiers de regroupement familial - délivrance d'une carte de séjour temporaire)

Son intervention (p. 7160 et s.)

Article 34 (aménagement des règles applicables au maintien en zone d'attente)

Son intervention (p. 7194 et s.)

Après l'article 34

Intervient sur l'amendement n° 426 de M. Nicolas Perruchot (mesures d'ordre intérieur des services préfectoraux pour l'application de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945) (p. 7209)

Intervient sur l'amendement n° 317 deuxième rectification de M. Patrick Braouezec (confiscation des objets produits au noir) (p. 7210)

Intervient sur l'amendement n° 423 de M. Nicolas Perruchot (relèvement du niveau des sanctions applicables aux employeurs d'étrangers en situation irrégulière) (p. 7211)

Avant l'article 35

Son amendement n° 350 corrigé (deux ans minimum de mariage exigés pour une déclaration d'acquisition de la nationalité française) : adopté (p. 7212)

Intervient sur l'amendement n° 145 rectifié de la commission (pour acquérir la nationalité par mariage, l'étranger doit disposer de la

connaissance des responsabilités et avantages conférés par la citoyenneté) (p. 7213)

Après l'article 35

Son amendement n° 352 (dispositions destinées à lutter contre les fraudes pour obtenir des titres de séjour et à limiter l'acquisition automatique de la nationalité française en raison de la naissance) (p. 7213) : retiré (p. 7214)

Intervient sur l'amendement n° 139 troisième rectification de la commission (audition des futurs époux) (p. 7215)

Article 37 (contrôle des mariages de complaisance)

Son intervention (p. 7219)

Après l'article 37

Intervient sur l'amendement n° 146 rectifié de la commission (abrogation de l'article 190-1 du code civil qui limitait à un an le délai d'annulation d'un mariage frauduleux) (p. 7220)

Son amendement n° 428 (divorce et séparation des époux de nationalité étrangère) : rejeté (p. 7220)

Article 38 (aménagement des peines, motivation spéciale et protection absolue en matière d'interdiction du territoire)

Son intervention (p. 7224)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 7232)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 7233)

Projet de loi n° 950 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2003] (p. 7275)

Son intervention (p. 7333)

Thème :

Politique sociale : surendettement (p. 7333 et s.)

Discussion des articles [11 juillet 2003] (p. 7449)

Avant l'article 27

Son amendement n° 289 (vérification de la solvabilité de l'emprunteur) : retiré (p. 7475)

Son amendement n° 319 rectifié (responsabilité du prêteur n'ayant pas vérifié la solvabilité de l'emprunteur) (p. 7476) : adopté (p. 7477)

Son sous-amendement n° 296 (de précision) à l'amendement n° 121 de la commission : retiré (p. 7477)

Son sous-amendement n° 295 (de précision) à l'amendement n° 121 de la commission (déclaration sur l'honneur de l'emprunteur dès lors que le crédit porte sur une somme supérieure à 2 000 euros) (p. 7477) : retiré (p. 7478)

Son amendement n° 291 (délai de rétractation de sept jours) : retiré (p. 7478)

Son amendement n° 293 (campagnes d'information menées par la Banque de France et ses succursales locales) : rejeté (p. 7479)

Son amendement n° 324 (création d'un fichier national des crédits aux particuliers pour des besoins non professionnels) (p. 7479) : retiré (p. 7480)

Son amendement n° 294 (création d'un Fonds national de surendettement) (p. 7480) : retiré (p. 7481)

Article 27 (création d'une procédure de rétablissement personnel)

Son intervention (p. 7483)

Ses amendements n°s 320 et 322 (p. 7498)

Son amendement n° 323 (p. 7499)

Après l'article 30

Intervient sur l'amendement n° 314 de M. Philippe Folliot (statut des coopératives HLM) (p. 7524)

Après l'article 34

Intervient sur l'amendement n° 351 de M. Philippe Pemezec (maire consulté sur l'ordre du jour de la commission d'attribution) (p. 7527)

Alain LAMBERT

Ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire

Est nommé Ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire. Décret du 17 juin 2002 [J.O. du 18 juin 2002] (p. 10720)

DÉPÔTS

Projet de loi n° 2 portant règlement définitif du budget de 2001 [26 juin 2002]

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003 [25 septembre 2002]

Projet de loi de finances rectificative n° 382 pour 2002 [20 novembre 2002]

Déclaration du Gouvernement n° 989 d'orientation budgétaire présentée par M. Alain Lambert, ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire [26 juin 2003]

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004 [25 septembre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Georges Tron. Finances publiques. déficits publics. perspectives [2 octobre 2002] (p. 2752)

M. Kléber Mesquida. Impôts et taxes. taxe intérieure sur les produits pétroliers. reconduction [18 décembre 2002] (p. 6905)

M. Jean Le Garrec. Politique économique. budget. perspectives [4 février 2003] (p. 785)

M. Philippe Vuilque. Energie et carburants. carburants. prix [12 février 2003] (p. 1203)

M. Didier Migaud. Politique économique. croissance. perspectives [4 mars 2003] (p. 1534)

M. Didier Migaud. Finances publiques. déficit budgétaire. pacte de stabilité, respect [18 mars 2003] (p. 2129)

M. Nicolas Perruchot. Finances publiques. lois de finances. 2004. perspectives [19 mars 2003] (p. 2175)

M. Jérôme Lambert. Politique économique. croissance. perspectives [2 avril 2003] (p. 2744)

Mme Françoise de Panafieu. Sports. Jeux olympiques. jeux de 2012, candidature, Paris [21 mai 2003] (p. 3924)

M. Didier Migaud. Finances publiques. déficits publics. perspectives [3 juin 2003] (p. 4403)

M. Jean-Marie Rolland. Sports. ski. fédération, situation financière [4 juin 2003] (p. 4481)

M. Gérard Bapt. Politique économique. croissance. perspectives [25 juin 2003] (p. 5979)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. André Chassaing. Banques et établissements financiers. Banque de France. restructuration, perspectives [18 mars 2003] (p. 2099)

M. Gilles Artigues. Grandes écoles. Ecole nationale supérieure des mines. Saint-Etienne, perspectives [18 mars 2003] (p. 2101)

M. Roland Blum. Impôt sur les sociétés. assujettissement. entreprises installées en zone franche urbaine, réglementation [18 mars 2003] (p. 2098)

M. Thierry Mariani. Postes. La Poste. fonctionnement, effectifs de personnel, Vauluse [18 mars 2003] (p. 2101)

M. Nicolas Dupont-Aignan. Postes. La Poste. missions de service public, respect [18 mars 2003] (p. 2100)

M. Jacques Le Guen. Commerce et artisanat. grande distribution. relations avec les fournisseurs, enchères inversées, moralisation [1^{er} avril 2003] (p. 2664)

M. Pierre Lasbordes. Marchés publics. code des marchés publics. nomenclature, réforme [1^{er} avril 2003] (p. 2664)

M. Antoine Herth. Formation professionnelle. contrats d'apprentissage et contrats de qualification. rémunérations, statut fiscal, disparités [1^{er} avril 2003] (p. 2663)

M. Christian Vanneste. Industrie. textile et habillement. emploi et activité, Nord [1^{er} avril 2003] (p. 2665)

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

M. Jean-Pierre Brard : indique que la prime pour l'emploi des contribuables imposables augmentera du fait de la réduction d'impôt sur le revenu [18 juillet 2002] (p. 2241)

M. Augustin Bonrepaux : indique que la prime pour l'emploi augmentera pour les seules personnes imposables à l'impôt sur le revenu [18 juillet 2002] (p. 2241)

M. Augustin Bonrepaux : demande à la commission de se réunir pour décider du traitement comptable de la prime pour l'emploi et de l'éventuelle application à celle-ci de l'article 40 de la Constitution [17 octobre 2002] (p. 3505)

M. Jean-Marc Ayrault : indique que M. Francis Mer s'est rendu devant la commission des finances et que son absence ici est motivée par sa participation à une réunion internationale traitant des investissements étrangers en France [26 juin 2003] (p. 6059)

DÉBATS

Projet de loi de finances rectificative n° 29 pour 2002

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 juillet 2002] (p. 2159)

Intervient sur :

- l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2174, 2180)

- la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2184)

Sa réponse (p. 2209)

Son intervention (p. 2225)

Thèmes :

Agriculture : budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) (p. 2210, 2211)
 Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 2175, 2209, 2211)
 Finances publiques : exécution du budget : transparence (p. 2175, 2180)
 Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 2210)
 Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 2210)
 Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 2176)
 Parlement : rôle : finances publiques (p. 2210)
 Politique générale : Gouvernement précédent (p. 2184)
 Secteur public : privatisations (p. 2225)
 Sécurité sociale : cotisations (p. 2209, 2210)
 Travail : rémunération (p. 2210)

Discussion des articles [18 juillet 2002] (p. 2225)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 2225 à 2273)

Article 1er (réduction de 5 % de l'impôt sur le revenu acquitté en 2002)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard (cf supra) (p. 2240)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Augustin Bonrepaux (cf supra) (p. 2240)

Article 2 (prélèvements institués au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA))

Son intervention (p. 2251)

Explications de vote et vote

Son intervention à l'issue du vote (p. 2275)

Projet de loi n° 2 portant règlement définitif du budget de 2001**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [1er octobre 2002] (p. 2757)**

Son intervention (p. 2757)

Sa réponse (p. 2775)

Thèmes :

Finances publiques : crédits budgétaires : gestion (p. 2775, 2776)
 Finances publiques : crédits budgétaires : Président de la République (p. 2776)
 Finances publiques : crédits budgétaires : régularisations (p. 2759)
 Finances publiques : déficits publics et sociaux : gauche (p. 2758)
 Finances publiques : dépenses : gauche (p. 2759)
 Finances publiques : dette publique (p. 2758)
 Finances publiques : procédure budgétaire : gauche (p. 2758)
 Finances publiques : procédure budgétaire : transports (p. 2776)
 Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 2775, 2776)
 Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 2758, 2775, 2776)
 Lois de règlement (p. 2757)
 Politique économique : croissance : conjoncture (p. 2758, 2776)
 Travail : réduction du temps de travail : Fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale (FOREC) (p. 2776)

Discussion des articles [1er octobre 2002] (p. 2777)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 2779, 2780)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [15 octobre 2002] (p. 3310, 3342) ; [16 octobre 2002] (p. 3385, 3416)**

Son intervention (p. 3314)

Intervient sur :

- l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 3333)

- la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3352)

Sa réponse (p. 3431)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 3440)

Thèmes :

Assemblée nationale : motions de procédure (p. 3334, 3352)
 Banques et établissements financiers : Caisse des dépôts et consignations : prélèvement (p. 3433)
 Collectivités territoriales : décentralisation (p. 3434)
 Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 3353)
 Collectivités territoriales : ressources : péréquation (p. 3353)
 Culture : crédits : intermittents (p. 3333)
 Emploi : politique de l'emploi : prime pour l'emploi (p. 3314, 3333, 3353, 3435, 3437)
 Etat : réforme (p. 3316, 3436)
 Famille : politique familiale : fiscalité (p. 3314, 3335)
 Finances publiques : déficits publics et sociaux : gauche (p. 3431, 3432, 3436)
 Finances publiques : dépenses (p. 3315, 3431 à 3433)

Finances publiques : dépenses : gauche (p. 3433)
 Finances publiques : dépenses en capital (p. 3315)
 Finances publiques : dette publique (p. 3315, 3432)
 Finances publiques : exécution du budget (p. 3316, 3352, 3434)
 Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 3314, 3432, 3434)
 Finances publiques : procédure budgétaire : transparence (p. 3434)
 Finances publiques : recettes fiscales (p. 3315, 3352, 3431)
 Finances publiques : recettes non fiscales (p. 3315)
 Fonctionnaires et agents publics (p. 3315, 3432, 3433)
 Hôtellerie et restauration : restaurants : TVA (p. 3353)
 Impôt de solidarité sur la fortune (p. 3436)
 Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 3353, 3434)
 Impôts locaux : taxe professionnelle : professions libérales (p. 3316)
 Impôts locaux : taxe professionnelle : taux (p. 3434)
 Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 3433)
 Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie (p. 3433)
 Parlement : rôle : finances publiques (p. 3433)
 Politique économique : conjoncture : croissance (p. 3314, 3352)
 Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 3314, 3336)
 Retraites : généralités (p. 3333)
 Secteur public : entreprises publiques : situation financière (p. 3432)
 Union européenne : construction européenne (p. 3333)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER**Discussion des articles [16 octobre 2002] (p. 3447) ; [17 octobre 2002] (p. 3479, 3509, 3550) ; [18 octobre 2002] (p. 3593, 3634, 3680)**

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 3447 à 3720)

Article 1er (autorisation de percevoir les impôts existants)

Son intervention (p. 3447, 3448)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Son intervention (p. 3460)

Après l'article 2

Répond aux observations de M. Pierre Méhaignerie : s'en remet au président de la commission des finances pour l'application de l'article 40 de la Constitution à la prime pour l'emploi (p. 3472)

Article 3 (amélioration de la prime pour l'emploi)

Répond aux observations de M. Augustin Bonrepaux : nature comptable de la prime pour l'emploi et application de l'article 40 de la Constitution aux amendements la concernant (p. 3499, 3501)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Augustin Bonrepaux (cf supra) (p. 3504)

Explications de vote et vote [22 octobre 2002] (p. 3737)

Son intervention (p. 3738)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**DÉFENSE ET SGDN****Examen des fascicules [24 octobre 2002] (p. 3907)**

Son intervention (p. 3922)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN) (p. 3922)

Défense : renseignement (p. 3923)

Défense : Secrétariat général de la défense nationale (SGDN) (p. 3922)

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

CHARGES COMMUNES - ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE - MONNAIES ET MÉDAILLES (BUDGET ANNEXE) - COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR

Examen du fascicule [15 novembre 2002] (p. 5158)

Son intervention (p. 5167)

Sa réponse (p. 5184)

Thèmes avant la procédure des questions :

Finances publiques : charges communes (p. 5169)

Finances publiques : dépenses : déficit budgétaire (p. 5184)

Finances publiques : dette publique : gestion (p. 5170)

Finances publiques : prélèvements sur recettes (p. 5170)

Fonctionnaires et agents publics : traitement : réforme (p. 5168)

Impôt sur le revenu : retenue à la source (p. 5167)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 5184)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : fonctionnaires et agents publics (p. 5169)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : nouvelles technologies (p. 5169, 5184)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : réforme (p. 5167 à 5169)

Moyens de paiement : pièces de monnaie : euro (p. 5184)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires (p. 5184)
 Secteur public : entreprises publiques : situation financière (p. 5171)
 Secteur public : privatisations (p. 5171)

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2002] (p. 5185)

CHARGES COMMUNES

Etat B, titre II

Intervient sur l'amendement n° 193 de M. René Dosière (Présidence de la République - réduction des crédits de 516 053 €) (p. 5186, 5187)

Etat B, titre IV

Intervient sur l'amendement n° 228 du Gouvernement (de coordination - majoration des crédits) (p. 5187)

Intervient sur l'amendement n° 170 de Mme Odile Saugues (suppression de la prime des plans d'épargne logement ne donnant pas lieu à emprunt - réduction des crédits de 296 millions d'euros) (p. 5188)

Article 68 (extension du champ d'intervention de la Caisse de la dette publique - ex-CADEP - et suppression du Fonds de soutien des rentes - FSR)

Son intervention (p. 5189)

Après l'article 68

Intervient sur le sous-amendement n° 233 de M. Daniel Garrigue (de précision) à l'amendement n° 224 rectifié du Gouvernement (prêts aux pays très endettés - garantie de l'Etat à l'Agence française de développement) (p. 5190)

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

Article 66 (suppression de la contribution recouvrée au profit de l'Ecole nationale d'assurances)

Intervient sur l'amendement n° 169 de M. Thierry Carcenac (de suppression) (p. 5190)

Intervient sur l'amendement n° 182 de M. Xavier Bertrand (nouvelle rédaction de l'article - financement de l'Ecole nationale d'assurances à compter du 1er janvier 2004) (p. 5190)

COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR

Article 43 (comptes d'affectation spéciale - opérations définitives - mesures nouvelles)

Intervient sur l'amendement n° 229 du Gouvernement (réduction des crédits - de coordination - Fonds national de l'eau) (p. 5192)

**ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT
ARTICLES ADDITIONNELS**

[15 novembre 2002] (p. 5197)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 5202 à 5272)

Explications de vote et vote [19 novembre 2002] (p. 5295)

Son intervention (p. 5296)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [18 décembre 2002] (p. 6907)

Son intervention (p. 6908)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6914)

Thèmes :

Entreprises : allègement des charges (p. 6920)
 Finances publiques : exécution du budget : annulations de crédits (p. 6909)
 Finances publiques : procédure budgétaire : transparence (p. 6909, 6914)
 Finances publiques : recettes fiscales (p. 6909)
 Logement : épargne logement : primes (p. 6914)
 Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 6914)
 Parlement : commissions mixtes paritaires (p. 6908, 6909)
 Parlement : rôle (p. 6908)
 Politique économique : conjoncture : croissance (p. 6914)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [18 décembre 2002] (p. 6927)

Son intervention (p. 6941 et s.)

Projet de loi de finances rectificative n° 382 pour 2002

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 2002] (p. 6403)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 6405)

Thèmes :

Constitution : article 39 : Assemblée nationale (p. 6406)
 Finances publiques : dépenses : exécution du budget (p. 6406)
 Finances publiques : procédure budgétaire : transparence (p. 6406)

Discussion des articles [10 décembre 2002] (p. 6407) ; [11 décembre 2002] (p. 6470, 6512, 6551)

Article 2 et état A (équilibre général)

Son intervention (p. 6411)

Article 3 et état B (dépenses ordinaires des services civils - Ouvertures)

Son intervention (p. 6412)

Article 4 et état B' (dépenses ordinaires des services civils - Annulations)
 Son intervention (p. 6414, 6417)

Article 6 et état C' (dépenses en capital des services civils - Annulations)
 Son intervention (p. 6424 et s.)

Article 9 (dépenses en capital des services militaires - Annulations)
 Son intervention (p. 6426)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 79 du Gouvernement (fonds de réserve pour les retraites - extension de la période des versements à l'année 2003 et plafond porté à 1,6 milliard d'euros) (p. 6426)

Article 11 (dépenses des comptes de prêts - Ouverture)
 Son intervention (p. 6427)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 80 du Gouvernement (fonds de réserve pour les retraites - affectation du produit de la cession du Crédit lyonnais) (p. 6427)

Après l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (Internet à haut débit - redevances de mise à disposition et de gestion des fréquences) (p. 6429)

Article 14 (transposition de la directive relative à la simplification, la modernisation et l'harmonisation des conditions imposées à la facturation en matière de taxe sur la valeur ajoutée)
 Son intervention (p. 6431 et s.)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 64 de M. Laurent Hénart (véhicules de deux places et de moins de trois mètres - déductibilité de la TVA) (p. 6434)

Intervient sur l'amendement n° 117 de M. Didier Migaud (taux normal de la TVA ramené de 19,6 % à 18,6 %) (p. 6435)

Article 16 (taxation au tonnage des entreprises de transport maritime)
 Son intervention (p. 6437)

Après l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 103 de M. Gilles Carrez (report de l'imposition et de la déduction des pénalités de retard en matière commerciale à la date de leur paiement effectif) (p. 6438)

Après l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 179 de M. Hervé Mariton (remboursement partiel de la TIPP afférente aux véhicules de transport routier - prorogation du dispositif) (p. 6439)

Article 18 (aménagement du régime fiscal des biocarburants)
 Son intervention (p. 6442 et s.)

Article 20 (aménagement de la taxe générale sur les activités polluantes)
 Son intervention (p. 6450 et s.)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Charles de Courson (avions cargos - suppression de l'abattement sur la redevance d'atterrissage) (p. 6452)

Article 23 (adaptation des dispositions du code général des impôts aux cas de résidence des enfants en alternance)
 Son intervention (p. 6454 et s.)

Après l'article 24

Intervient sur l'amendement n° 166 de M. Charles de Courson (imputation des pertes constatées sur les titres de sociétés en liquidation judiciaire) (p. 6471)

Article 25 (simplification des modalités d'exonération ou de dégrèvement de taxe d'habitation au profit des bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés et de ceux du revenu minimum d'insertion)
 Son intervention (p. 6472)

Après l'article 26

Intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (communautés de communes à taxe professionnelle unique - neutralisation de la réduction des bases écartées) (p. 6473)

Intervient sur l'amendement n° 24 de la commission (syndicats d'agglomération nouvelle - modalités d'institution de la taxe de séjour) (p. 6474)

Intervient sur l'amendement n° 22 corrigé de la commission (établissement public foncier de la région grenobloise - institution d'une taxe locale d'équipement) (p. 6474)

Article 27 (aménagement du régime de la tolérance de revente au détail des tabacs manufacturés)

Son intervention (p. 6475)

Après l'article 27

Intervient sur l'amendement n° 40 de M. Bruno Gilles (tabacs - renforcement des peines en cas d'infraction en matière de fabrication, de détention et de vente) (p. 6476)

Intervient sur le sous-amendement n° 222 de M. Richard Mallié (peine d'un mois d'emprisonnement) à l'amendement n° 40 de M. Bruno Gilles (p. 6476)

Article 28 (aménagement du régime fiscal des tabacs manufacturés vendus dans les départements de Corse)

Son intervention (p. 6478)

Article 29 (transposition de la directive relative à l'assistance internationale au recouvrement)

Son intervention (p. 6479)

Après l'article 30

Intervient sur l'amendement n° 44 de M. Marc Laffineur (report de l'imposition et de la déduction des pénalités de retard en matière commerciale à la date de leur paiement effectif) (p. 6492)

Intervient sur l'amendement n° 9 de Mme Nadine Morano (installations de sécurité pour le personnel réalisées à compter du 1er janvier 2003 – amortissement exceptionnel) (p. 6493)

Intervient sur l'amendement n° 8 de Mme Nadine Morano (installations de sécurité pour le personnel réalisées en 2003 – amortissement exceptionnel) (p. 6493)

Intervient sur l'amendement n° 63 de M. Patrick Delnatte (location avec option d'achat – institution d'un amortissement) (p. 6494)

Intervient sur l'amendement n° 62 de M. Patrick Delnatte (location avec option d'achat – institution d'une provision) (p. 6494)

Intervient sur l'amendement n° 61 de M. Aimé Kergeris (artisans pêcheurs – déduction du bénéfice imposable au titre de la souscription d'une assurance couvrant les risques climatiques, économiques et sanitaires) (p. 6495)

Intervient sur l'amendement n° 68 de M. Christian Kert (immeubles ayant reçu le label " Fondation du patrimoine" – suppression de l'agrément ministériel pour l'obtention des avantages fiscaux) (p. 6496)

Intervient sur l'amendement n° 42 de M. Pierre Albertini (régimes de retraite complémentaire de la fonction publique – taxation au quotient des rachats de contrats) (p. 6496)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Jean-Jacques Guillet (plus-values professionnelles des petites entreprises – modalités de calcul du seuil d'exonération) (p. 6497)

Intervient sur l'amendement n° 96 de M. Gilles Carrez (régime fiscal des parts ou actions d'OPCVM détenues par des entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés) (p. 6497)

Intervient sur l'amendement n° 45 de M. Marc Laffineur (imposition forfaitaire sur les sociétés – déductibilité des bénéfices ultérieurs) (p. 6497)

Intervient sur l'amendement n° 43 de M. Yves Censi (dons reçus par les entreprises sinistrées – non-imposition) (p. 6498)

Intervient sur l'amendement n° 67 de M. Marc Laffineur (produits d'assurance-vie proposés par les établissements bancaires et financiers – exonération de la TVA) (p. 6499)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Michel Bouvard (exploitants de remontées mécaniques – exonération de la taxe sur les conventions d'assurance pour les cotisations d'assurance mutualiste contre les aléas climatiques) (p. 6499)

Intervient sur l'amendement n° 165 de M. Charles de Courson (bâtiments affectés à la déshydratation des fourrages – exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties) (p. 6500)

Intervient sur l'amendement n° 116 de M. Didier Migaud (suppression de la vignette) (p. 6513)

Intervient sur l'amendement n° 176 de M. Jean-Pierre Dupont (transformation en taxes fiscales de taxes parafiscales affectées à la formation professionnelle dans les secteurs des transports, du bâtiment et des travaux publics et de la réparation automobile) (p. 6515)

Intervient sur l'amendement n° 130 de M. Augustin Bonrepaux (lien entre les taux des impôts locaux – élargissement des possibilités de déliaison) (p. 6516)

Intervient sur l'amendement n° 148 de M. Augustin Bonrepaux (taux de l'intérêt de retard fixé au taux de l'intérêt légal majoré de 0,33 % par mois) (p. 6516)

Intervient sur l'amendement n° 66 de M. Alain Marleix (produits bénéficiant d'une indication géographique protégée – IGP – instauration d'un droit au profit de l'Institut national des appellations d'origine – INAO) (p. 6517)

Intervient sur l'amendement n° 58 de M. Charles de Courson (Unigrains – attribution en franchise d'impôt du bonus de liquidation de la taxe parafiscale pour le financement des actions du secteur céréalier) (p. 6518)

Intervient sur l'amendement n° 60 de M. Michel Bouvard (médaillés olympiques – exonération de l'impôt sur le revenu au titre des primes prévues) (p. 6519)

Intervient sur l'amendement n° 74 de M. Denis Merville (médaillés olympiques – exonération de l'impôt sur le revenu au titre des primes prévues) (p. 6519)

Avant l'article 31

Intervient sur l'amendement n° 218 de Mme Marie-Anne Montchamp (aide médicale d'Etat – assujettissement au ticket modérateur et au forfait journalier) (p. 6520)

Intervient sur le sous-amendement n° 224 rectifié du Gouvernement (mineurs exonérés du ticket modérateur) à l'amendement n° 218 de Mme Marie-Anne Montchamp (p. 6520)

Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission (situation des dépenses engagées – communication mensuelle au Parlement) (p. 6520)

Intervient sur le sous-amendement n° 190 de M. Gilles Carrez (de coordination) à l'amendement n° 29 de la commission (p. 6520)

Intervient sur l'amendement n° 77 du Gouvernement (Liban – garantie de l'Etat aux prêts accordés par l'Agence française de développement) (p. 6521)

Article 31 (extension des contrôles de la Commission interministérielle de coordination des contrôles (CICC) relatifs aux opérations cofinancées par les fonds structurels européens)

Son intervention (p. 6522)

Après l'article 33

Intervient sur l'amendement n° 78 du Gouvernement (Fonds commun des accidents du travail agricole – cotisations acquittées par acomptes) (p. 6523)

Article 34 (paiement des pensions militaires d'invalidité jusqu'à la fin du mois du décès)

Son intervention (p. 6524)

Après l'article 34

Intervient sur l'amendement n° 100 du Gouvernement (harkis – création d'une allocation de reconnaissance et prorogation de certaines mesures du plan en leur faveur) (p. 6524)

Article 35 (décrystallisation : révision, en droit et en valeur, des pensions des ressortissants des pays anciennement placés sous la souveraineté française)

Son intervention (p. 6527)

Après l'article 40

Intervient sur l'amendement n° 75 rectifié du Gouvernement (zones franches urbaines – réouverture des droits à exonération à partir du 1er janvier 2002 et jusqu'au 31 décembre 2007 pour les entreprises créées ou implantées dans ces zones) (p. 6531)

Intervient sur le sous-amendement n° 223 de M. Yves Jégo (dispositif amélioré pour les entreprises de moins de cinq salariés) à l'amendement n° 75 rectifié du Gouvernement (p. 6533)

Intervient sur le sous-amendement n° 220 rectifié de M. Gilles Carrez (licenciement – attribution des exonérations de charges sociales pour les embauches effectuées dans les douze mois suivants) à l'amendement n° 75 rectifié du Gouvernement (p. 6534)

Intervient sur le sous-amendement n° 225 de M. Yves Jégo (extension de la zone géographique de recrutement des salariés) à l'amendement n° 75 rectifié du Gouvernement (p. 6535)

Intervient sur le sous-amendement n° 147 de M. Augustin Bonrepaux (zones de montagne classées en zones de revitalisation rurale – exonération d'impôt sur les bénéfices pour les entreprises créées ou implantées) à l'amendement n° 75 rectifié du Gouvernement (p. 6536)

Article 36 précédemment réservé (prise en charge par les éditeurs de services de télévision numérique terrestre du coût des réaménagements du spectre)

Son intervention (p. 6538)

Article 40 précédemment réservé (ouverture de droits à aide financière sur le fonds de prévention des risques naturels majeurs)

Son intervention (p. 6551 et s.)

Après l'article 40 (suite)

Intervient sur l'amendement n° 4 précédemment réservé de M. Étienne Pinte (syndicat mixte – substitution d'une communauté de communes à ses communes membres) (p. 6553)

Intervient sur l'amendement n° 151 précédemment réservé de M. Augustin Bonrepaux (chèques vacances – attestation délivrée par les services fiscaux substituée à la production de l'avis d'imposition – institution en l'absence de représentation syndicale ou d'accord collectif de branche) (p. 6554)

Intervient sur l'amendement n° 73 deuxième rectification précédemment réservé de M. Jean-Michel Couve (chèques vacances – institution en l'absence de représentation syndicale ou d'accord collectif de branche) (p. 6554)

Intervient sur l'amendement n° 167 rectifié précédemment réservé de M. Michel Bouvard (chèques vacances – institution en l'absence de représentation syndicale ou d'accord collectif de branche) (p. 6554)

Intervient sur l'amendement n° 168 rectifié précédemment réservé de M. Augustin Bonrepaux (chèques vacances – institution en l'absence de représentation syndicale ou d'accord collectif de branche) (p. 6554)

Intervient sur l'amendement n° 110 précédemment réservé du Gouvernement (conversion ou annulation de créances détenues par la France sur des Etats étrangers – plafond porté de 1,524 milliard d'euros à 1,825 milliard d'euros) (p. 6554)

Intervient sur l'amendement n° 81 précédemment réservé du Gouvernement (France Télécom – garantie de l'Etat à hauteur de 10 milliards d'euros pour les emprunts contractés par l'ERAP) (p. 6555)

Explications de vote et vote

Son intervention à l'issue du vote (p. 6562)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [19 décembre 2002] (p. 7059)

Son intervention (p. 7060)

Thèmes :

Administration : rapports avec les administrés : nouvelles technologies (p. 7060)
 Agriculture : Association nationale pour le développement agricole (ANDA) : taxes parafiscales (p. 7060)
 Anciens combattants et victimes de guerre : décrystallisation (p. 7060)
 Finances publiques : procédure budgétaire : transparence (p. 7060)
 Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 7060)
 Parlement : commissions mixtes paritaires (p. 7060)
 Parlement : rôle : amendements (p. 7060, 7061)
 Police : police municipale : amendes (p. 7060)

Débat sur la maîtrise des finances publiques**[8 avril 2003] (p. 2903, 2933)**

Son intervention (p. 2907)

Sa réponse (p. 2934)

Thèmes :

Etat : patrimoine : gestion (p. 2909)
 Etat : réforme : décentralisation (p. 2909)
 Finances publiques : dépenses : stabilité (p. 2934)
 Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 2907)
 Fonctionnaires et agents publics : effectifs : coût (p. 2908)
 Fonctionnaires et agents publics : formation professionnelle : gestion (p. 2909)
 Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 2908 et s.)
 Marchés publics (p. 2909)
 Parlement : rôle : finances publiques (p. 2908, 2934)
 Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques (p. 2908)
 Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 2908)

Déclaration du Gouvernement n° 989 d'orientation budgétaire présentée par M. Alain Lambert, ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire et débat sur cette déclaration**[26 juin 2003] (p. 6055)**

Son intervention (p. 6055)

Sa réponse (p. 6096)

Rappel au règlement de M. Jean-Marc Ayrault (cf supra) [26 juin 2003] (p. 6059)

Thèmes :

Etat : missions régaliennes : crédits (p. 6057 et s. - 6097)
 Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 6057 et s.)
 Finances publiques : dette publique (p. 6057)
 Finances publiques : exécution du budget : annulations de crédits (p. 6057, 6098 et s.)
 Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6058)
 Finances publiques : recettes : prévisions (p. 6097 et s.)
 Fonctionnaires et agents publics : effectifs : gestion (p. 6058)
 Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances : Parlement (p. 6055 et s. - 6097)
 Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques (p. 6056 et s.)
 Pays étrangers : Canada : finances publiques (p. 6058)
 Politique économique : croissance : conjoncture (p. 6056, 6097 et s.)
 Politique économique : pouvoir d'achat : consommation (p. 6056, 6098)
 Politique générale : réforme (p. 6058)
 Politique sociale : aide médicale gratuite : étrangers (p. 6098)
 Politiques communautaires : pacte de stabilité : euro (p. 6057)
 Recherche (p. 6098)

Jérôme LAMBERT

Charente (3^{ème} circonscription)
 Socialiste

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 9 juillet 2002] (p. 11760)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 9 juillet 2002] (p. 11760)

Membre suppléant de la Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence [J.O. du 2 août 2002] (p. 13229)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Politique économique. croissance. perspectives [2 avril 2003] (p. 2744)

DÉBATS**Projet de loi n° 36 d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [16 juillet 2002] (p. 2009)**

Son intervention (p. 2017)

Thèmes :

Droit pénal : prostitution (p. 2018)
 Gendarmerie (p. 2018)
 Ordre public : personnels : aménagement du territoire (p. 2017)

Projet de loi n° 154 d'orientation et de programmation pour la justice**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [1er août 2002] (p. 2497)**

Son intervention (p. 2505)

Thèmes :

Droit pénal : emprisonnement (p. 2505)
 Droit pénal : mineurs : délinquance et criminalité (p. 2505)
 Jeunes : politique à l'égard des jeunes (p. 2505)
 Justice : crédits (p. 2505)
 Justice : parquet : indépendance (p. 2505)
 Lois : projet de loi : justice (p. 2505)

Proposition de loi n° 194 relative à la conduite automobile sous l'influence de drogues illicites et psychotropes**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [8 octobre 2002] (p. 3019)***Article 1er (art. L. 235-2 à L. 235-4 du code de la route : sanctions encourues en cas de conduite sous l'influence de stupéfiants - organisation de dépistages aléatoires)*

Son intervention (p. 3021)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER****Discussion des articles [16 octobre 2002] (p. 3447) ; [17 octobre 2002] (p. 3509)***Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)*

Intervient sur l'amendement n° 236 de M. Jean-Claude Viollet (garde alternée - transcription de l'avis du Conseil d'Etat du 14 juin 2002) (p. 3459)

Article 33 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Son intervention (p. 3524)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**OUTRE-MER****Examen du fascicule [8 novembre 2002] (p. 4807)**

Son intervention (p. 4812)

Thèmes avant la procédure des questions :

Outre-mer : crédits
 Outre-mer : Nouvelle-Calédonie : mines et carrières (p. 4813)

Débat sur l'avenir de l'Europe**[3 décembre 2002] (p. 6067)**

Son intervention (p. 6093)

Thèmes :

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 6095)
 Politique économique : mondialisation (p. 6094)
 Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 6094)
 TVA : taux réduit (p. 6094)
 Union européenne : Convention sur l'avenir de l'Europe : institutions communautaires (p. 6093 et s.)
 Union européenne : Parlement européen (p. 6094)

Projet de loi n° 638 renforçant la lutte contre la violence routière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 mars 2003] (p. 2184)
Son intervention (p. 2205)

Thèmes :

- Sécurité routière : prévention (p. 2206)
- Transports : infrastructures (p. 2206)

Projet de loi n° 710 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance des mesures de simplification et de codification du droit

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 avril 2003] (p. 2975) ; [9 avril 2003] (p. 3022)

- Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2979)
- Ses explications de vote :
 - sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2989)
 - sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 2998)
 - sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 3032)

Thèmes :

- Administration : fraude (p. 2983)
- Conseil constitutionnel (p. 2983)
- Constitution : inconstitutionnalité (p. 2989)
- Elections et référendums : vote par procuration (p. 2981, 2989)
- Entreprises : sous-traitance (p. 2984)
- Impôts et taxes (p. 2980, 2989)
- Marchés publics (p. 2984, 3226)
- Nationalité (p. 2982)
- Ordonnances : projet de loi de ratification (p. 2998, 3033)
- Ordonnances : projet de loi d'habilitation (p. 2979, 2989, 3032)
- Parlement : prérogatives (p. 2979, 2985, 3032)
- Travail : droit du travail (p. 2982, 3033, 3226)

Discussion des articles [9 avril 2003] (p. 3033, 3053)

Avant l'article 1er

- Intervient sur l'amendement n° 86 de M. Alain Madelin (conseil d'orientation de la simplification administrative) (p. 3034)

Article 1er (simplification des relations entre le citoyen et les services publics)

- Son intervention (p. 3035)

Article 3 (procédures de la commande publique)

- Son intervention (p. 3037)

Article 4 (contrats de coopération entre personnes de droit public et personnes de droit privé)

- Son intervention (p. 3038 et s.)
- Son amendement n° 97 (p. 3039) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 3044)

Article 5 (législation fiscale et modalités de recouvrement de l'impôt)

- Son intervention (p. 3044 et s.)

Article 7 (modalités de preuve de la nationalité)

- Son intervention (p. 3059)

Article 11 (formalités imposées aux usagers bénéficiaires de prestations sociales)

- Son intervention (p. 3060)

Article 20 (clarification du droit du travail et du financement de la formation professionnelle)

- Son intervention (p. 3079)

Article 12 (précédemment réservé) (vote par procuration)

- Son intervention (p. 3082 et s.)

Article 14 (précédemment réservé) (organisation des élections non politiques)

- Ses amendements n°s 105 et 106 (p. 3087)

Article 21 (aménagement du droit des sociétés)

- Son intervention (p. 3088 et s.)
- Ses amendements n°s 107, 108 et 110 (p. 3088)
- Ses amendements n°s 109 et 111 (p. 3089)

Explications de vote et vote [29 avril 2003] (p. 3220)

- Ses explications de vote (p. 3225)
- Vote contre du groupe socialiste (p. 3226)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [3 juin 2003] (p. 4406)

- Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4408) : rejetée (p. 4411)
- Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4411)

Thèmes :

- Marchés publics : transparence (p. 4409)

Ordonnances : projet de loi de ratification (p. 4409)

Travail : droit du travail (p. 4411)

Discussion des articles [3 juin 2003] (p. 4418)

Article 4 (contrats de coopération entre personnes de droit public et personnes de droit privé)

Son amendement n° 9 (p. 4419)

Son intervention (p. 4421)

Article 5 (législation fiscale et modalités de recouvrement de l'impôt)

Son intervention (p. 4423)

Projet de loi n° 758 relatif à la chasse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 mai 2003] (p. 3629)

Son intervention (p. 3629)

Thèmes :

- Chasse et pêche : jour de non-chasse (p. 3630)
- Chasse et pêche : période de chasse (p. 3631)
- Environnement : faune et flore : protection (p. 3631)
- Union européenne : directives : oiseaux migrateurs (p. 3630)

Projet de loi n° 784 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 mai 2003] (p. 3957)

Son intervention (p. 3966)

Thèmes :

- Droit pénal : aggravation des peines (p. 3967)
- Droit pénal : repentir (p. 3966)
- Politiques communautaires : coopération judiciaire (p. 3966)

Discussion des articles [22 mai 2003] (p. 4009)

Article 1er (de la procédure applicable à la délinquance et à la criminalité organisées)

Article 706-75 du code de procédure pénale (création et détermination du champ de compétence territoriale des juridictions spécialisées)

Son intervention (p. 4016)

Jean-François LAMOUR

Ministre des sports

Est nommé Ministre des sports. Décret du 17 juin 2002 [J.O. du 18 juin 2002] (p. 10720)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*En qualité de Membre du Gouvernement**RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE*

M. Sébastien Huyghe. Sports. politique du sport. perspectives [16 octobre 2002] (p. 3416)

M. Jean-Marie Geveaux. Sports. politique du sport. perspectives [10 décembre 2002] (p. 6368)

M. Alain Moyne-Bressand. Sports. dopage. lutte et prévention [12 mars 2003] (p. 1950)

M. Dominique Tian. Sports. sports nautiques. Coupe de l'Amérique 2007, Marseille, candidature [17 juin 2003] (p. 5446)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. François Rochebloine. Sécurité sociale. cotisations. calcul, associations et clubs sportifs [18 mars 2003] (p. 2092)

M. Yves Boisseau. Sports. équitation. fédération, revendications [18 mars 2003] (p. 2091)

Mme Sylvie Andrieux-Bacquet. Agroalimentaire. pâtes alimentaires. Rivoire et Carré, emploi et activité, Marseille [25 mars 2003] (p. 2359)

M. Jacques-Alain Bénisti. Sports. natation. piscines, surveillance, diplômés requis [25 mars 2003] (p. 2356)

M. René André. Politique sociale. handicapés et personnes âgées. accueillants familiaux, statut [25 mars 2003] (p. 2358)

*DÉBATS***Projet de loi n° 230 de finances pour 2003****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****SPORTS**

Examen du fascicule [6 novembre 2002] (p. 4557)

Son intervention (p. 4568)

Ses réponses (p. 4572 à 4578)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Sports : associations et clubs (p. 4572)
- Sports : compétitions (p. 4570)
- Sports : crédits (p. 4569)
- Sports : dopage (p. 4569)
- Sports : fédérations (p. 4571)
- Sports : Fonds national pour le développement du sport (FNDS) (p. 4569)

Réponses aux questions :

- Sports : associations et clubs (p. 4575) (M. Francis Hillmeyer)
- Sports : compétitions (p. 4578) (M. Lucien Guichon) (p. 4578)
- Sports : coupe du monde de football (p. 4574) (M. Gilles Artigues)
- Sports : installations sportives (p. 4578) (M. Daniel Mach)
- Sports : métiers du sport : jeunes (p. 4573) (Mme Martine David)
- Sports : politique du sport (p. 4572) (M. Christophe Masse) (p. 4572)
- Sports : politique du sport : aides à la personne (p. 4577) (M. Bernard Depierre) (p. 4577)
- Sports : politique du sport : décentralisation (p. 4577) (M. Michel Vaxès)
- Sports : politique du sport : femmes (p. 4576) (Mme Muguette Jacquaint)
- Sports : sportifs professionnels (p. 4574) (M. Henri Nayrou)

Proposition de loi n° 371 modifiant l'article 43 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [18 décembre 2002] (p. 6978)

- Son intervention (p. 6978)
- Sa réponse (p. 6985)

Thèmes :

- Sports : associations et clubs (p. 6985)
- Sports : politique du sport (p. 6978)
- Sports : sportifs : militaires et assimilés (p. 6979)
- Sports : sportifs professionnels (p. 6979)
- Travail : travail saisonnier : sports (p. 6979)

Discussion de l'article unique [18 décembre 2002] (p. 6985)

- Son intervention (p. 6986)
- Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Gilles Artigues (p. 6986)

Projet de loi n° 939 relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2003] (p. 7697, 7721)

- Son intervention (p. 7697)
- Intervient sur :
 - l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7706)
 - la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7711)
- Sa réponse (p. 7731)

Thèmes :

- Enseignement : pédagogie : sports (p. 7697)
- Sports : bénévolat (p. 7712)
- Sports : associations et clubs (p. 7697, 7706)
- Sports : dopage (p. 7706)
- Sports : fédérations (p. 7697, 7706, 7711, 7731)
- Sports : Fonds national pour le développement du sport (FNDS) (p. 7712)
- Sports : football (p. 7732)
- Sports : métiers du sport (p. 7699, 7733)
- Sports : rugby (p. 7732)
- Sports : sports de loisirs (p. 7697, 7731)

Discussion des articles [16 juillet 2003] (p. 7733)**Article 1er (organisation des fédérations sportives)**

- Son intervention (p. 7736 et s.)

Après l'article 1er

- Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (harmonisation) (p. 7741)

Article 2 A (rapport sur les conditions de la concurrence entre les clubs professionnels en Europe)

- Son intervention (p. 7741)

Article 2 (cession de droits de l'association à la société commerciale)

- Son intervention (p. 7743)

Article 3 (modalités de commercialisation des droits d'exploitation audiovisuelle)

- Son intervention (p. 7744 et s.)

Article 5 (réglementation de l'exercice professionnel de l'encadrement sportif)

- Son intervention (p. 7746)

Après l'article 5

- Intervient sur l'amendement n° 24 de M. Henri Nayrou (pouvoirs du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage (CPLD)) (p. 7747)

Avant l'article 5 bis

- Intervient sur l'amendement n° 28 du Gouvernement (la lutte contre le dopage participe de la politique de santé publique) (p. 7749)

Article 5 ter (antennes médicales de prévention du dopage)

- Son intervention (p. 7749)

Après l'article 5 ter

- Intervient sur l'amendement n° 27 du Gouvernement (validation de la baisse de remboursement de médicaments visés par des arrêtés de septembre 2001, décembre 2001 et avril 2003) (p. 7749)

Article 7 (dispositions fiscales consécutives à la cession des droits d'exploitation audiovisuelle)

- Son intervention (p. 7753)

Explications de vote et vote

- Son intervention à l'issue du vote (p. 7756)

Marguerite LAMOUR

*Finistère (3^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elue le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

Membre de droit (représentant la commission de la défense) de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation [J.O. du 10 octobre 2002] (p. 16779)

Membre de la commission d'enquête sur l'application des mesures préconisées en matière de sécurité du transport maritime des produits dangereux ou polluants et l'évaluation de leur efficacité [J.O. du 12 février 2003] (p. 2618)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Déchets, pollutions et nuisances. mer et littoral. hydrocarbures, naufrage du pétrolier "Erika", indemnisation [4 décembre 2002] (p. 6143)

DÉBATS

Proposition de loi n° 735 relative à la représentation au sein du conseil d'administration et des instances représentatives des fonctionnaires, des agents sous contrat et des ouvriers de l'Etat mis à la disposition de l'entreprise nationale "Direction des chantiers navals (DCN)" en application de l'article 78 de la loi de finances rectificative pour 2001

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [7 mai 2003] (p. 3516)

- Son intervention (p. 3523)

Thème :

- Défense : direction des chantiers navals (p. 3523)

François LAMY

*Essonne (6^{ème} circonscription)
Socialiste*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) tome I : Affaires étrangères (affaires étrangères) (n° 260) [10 octobre 2002]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION ORALE SANS DÉBAT*

n° 132, posée le 24 février 2003. Police, commissariats (J.O. questions p. 1271). Suppléé par M. Philippe Vuilque. Appelée le 25 février 2003. effectifs de personnel, Massy (p. 1343)

*DÉBATS***Projet de loi n° 230 de finances pour 2003****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****AFFAIRES ÉTRANGÈRES****Examen du fascicule [13 novembre 2002] (p. 5009)**

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 5013)

Thèmes avant la procédure des questions :

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) :

contribution française (p. 5013)

Politique extérieure : coopération militaire (p. 5014)

DÉFENSE ET SGDN**Examen des fascicules [24 octobre 2002] (p. 3907)**

Son intervention (p. 3930)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : crédits (p. 3930)

Défense : loi de programmation militaire (p. 3930)

Défense : opérations extérieures (p. 3930)

Politiques communautaires : politique de la défense : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 3931)

Robert LAMY

*Rhône (8^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 9 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Entreprises, charges, formalités administratives, simplification [26 novembre 2002] (p. 5719)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 368, posée le 26 mai 2003. Communes, budget (J.O. questions p. 3974). Appelée le 27 mai 2003. routes départementales, traversée, travaux d'aménagement, imputation comptable (p. 4237)

Édouard LANDRAIN

*Loire-Atlantique (5^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'un dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise [J.O. du 1^{er} août 2002] (p. 13132)

Membre de la commission d'enquête sur l'application des mesures préconisées en matière de sécurité du transport maritime des produits dangereux ou polluants et l'évaluation de leur efficacité [J.O. du 12 février 2003] (p. 2618)

Président de la commission d'enquête sur l'application des mesures préconisées en matière de sécurité du transport maritime des produits dangereux ou polluants et l'évaluation de leur efficacité [J.O. du 27 février 2003] (p. 3525)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) tome XIII : Sports (n° 257) [10 octobre 2002]

Proposition de loi n° 490 visant à encourager les dons en direction des associations sportives ou socioculturelles sans but lucratif [18 décembre 2002]

Proposition de résolution n° 503 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'application des mesures préconisées en matière de sécurité du transport maritime des produits dangereux ou polluants et l'évaluation de leur efficacité [18 décembre 2002]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Déchets, pollutions et nuisances. mer et littoral. hydrocarbures, naufrage du pétrolier "Prestige" [4 décembre 2002] (p. 6137)

*DÉBATS***Projet de loi n° 107 portant création d'un dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise****PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [30 juillet 2002] (p. 2372)**

Article 1er (dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise)

Son intervention (p. 2377)

Projet de loi n° 190 relatif aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [3 octobre 2002] (p. 2897)**

Son intervention (p. 2908)

Thèmes :

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 2908)

Travail : durée du travail (p. 2909)

Travail : heures supplémentaires (p. 2910)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 2909)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [16 octobre 2002] (p. 3385)**

Son intervention (p. 3402)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 3403)

Sports : Fonds national pour le développement du sport (FNDS) (p. 3403)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**CULTURE ET COMMUNICATION****COMMUNICATION****Examen du fascicule [7 novembre 2002] (p. 4733)**

Son intervention (p. 4744)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication : crédits (p. 4744)

Audiovisuel et communication : France télévision (p. 4744)

Audiovisuel et communication : programmes (p. 4744)

Procédure des questions :

Audiovisuel et communication : programmes : football (p. 4751)

Presse et livres : presse régionale (p. 4752)

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2002] (p. 4755)

Après l'article 63 (rapport au Parlement sur les émissions télévisées destinées aux sourds et malentendants)

Intervient sur l'amendement n° 128 rectifié de M. Jean-Christophe Lagarde (p. 4757)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

TOURISME

Examen du fascicule [6 novembre 2002] (p. 4630)

Son intervention (p. 4641)

Thèmes avant la procédure des questions :

Tourisme et loisirs : politique du tourisme : crédits budgétaires (p. 4641)

Travail : durée du travail (p. 4641)

TVA : taux réduit : hôtellerie et restauration (p. 4641)

Procédure des questions :

TVA : taux réduit : hôtellerie et restauration (p. 4647)

SPORTS

Examen du fascicule [6 novembre 2002] (p. 4557)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 4558)

Thèmes avant la procédure des questions :

Associations : bénévolat : sports (p. 4560)

Sports : compétitions (p. 4559)

Sports : crédits (p. 4559)

Sports : Fonds national pour le développement du sport (FNDS) (p. 4559)

Sports : licences sportives (p. 4559)

Sports : métiers du sport (p. 4560)

Sports : sportifs (p. 4559)

Proposition de loi n° 371 modifiant l'article 43 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [18 décembre 2002] (p. 6978)

Son intervention (p. 6983)

Thèmes :

Sports : diplômes (p. 6984)

Sports : politique du sport (p. 6983)

Sports : sportifs professionnels (p. 6984)

Travail : travail saisonnier : sports (p. 6984)

Proposition de résolution n° 503 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'application des mesures préconisées en matière de sécurité du transport maritime des produits dangereux ou polluants et l'évaluation de leur efficacité**Avant la discussion de l'article unique [5 février 2003] (p. 879)**

Son intervention (p. 882)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : marée noire (p. 882)

Pays étrangers : Etats-Unis : politique de la mer (p. 883)

Transports par eau : sécurité de la navigation : crédits (p. 883)

Discussion de l'article unique [5 février 2003] (p. 889)*Article unique*

Son intervention (p. 890)

Projet de loi n° 570 rectifié portant ratification de l'ordonnance n° 2000-549 du 15 juin 2000 relative à la partie législative du code de l'éducation

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [2 avril 2003] (p. 2759)

Son intervention (p. 2761)

Thèmes :

Enseignement : code de l'éducation (p. 2761)

Sports : installations sportives (p. 2761)

Sports : métiers du sport : diplômes (p. 2762)

Projet de loi n° 939 relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2003] (p. 7697, 7721)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7707)

Son intervention (p. 7725)

Thèmes :

Sports : audiovisuel et communication (p. 7726)

Sports : associations et clubs (p. 7707, 7725)

Sports : fédérations (p. 7725)

Sports : football (p. 7725)

Sports : rugby (p. 7707)

Sports : sociétés sportives : sociétés commerciales (p. 7726)

Discussion des articles [16 juillet 2003] (p. 7733)*Article 1er (organisation des fédérations sportives)*

Son intervention (p. 7736 et s.)

Article 2 (cession de droits de l'association à la société commerciale)

Son intervention (p. 7743)

Article 3 (modalités de commercialisation des droits d'exploitation audiovisuelle)

Son intervention (p. 7745)

Article 5 (réglementation de l'exercice professionnel de l'encadrement sportif)

Son intervention (p. 7746)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 24 de M. Henri Nayrou (pouvoirs du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage (CPLD)) (p. 7748)

Après l'article 5 ter

Intervient sur l'amendement n° 27 du Gouvernement (validation de la baisse de remboursement de médicaments visés par des arrêtés de septembre 2001, décembre 2001 et avril 2003) (p. 7752)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 7755)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 7755)

Jack LANG

*Pas-de-Calais (6^{ème} circonscription)
Socialiste*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Pierre LANG

*Moselle (6^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Chargé d'une mission temporaire auprès de Mme la Ministre de l'écologie et du développement durable [J.O. du 19 septembre 2003] (p. 16096)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) tome VII : Défense (titre III et personnels civils et militaires d'active et de réserve) (n° 260) [10 octobre 2002]

Proposition de loi n° 410 tendant (nouveau titre en date du 17 décembre 2002) à supprimer l'interdiction de chasse le mercredi et créer un jour de limitation totale ou partielle de la chasse [28 novembre 2002]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Handicapés, emplois réservés, fonction publique, réglementation [28 janvier 2003] (p. 557)

DÉBATS**Proposition de loi n° 194 relative à la conduite automobile sous l'influence de drogues illicites et psychotropes**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 octobre 2002] (p. 3019)

Article 1er (art. L. 235-2 à L. 235-4 du code de la route : sanctions encourues en cas de conduite sous l'influence de stupéfiants - organisation de dépistages aléatoires)

Son intervention (p. 3022)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

DÉFENSE ET SGDN

Examen des fascicules [24 octobre 2002] (p. 3907)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 3915)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : crédits (p. 3916)

Défense : professionnalisation (p. 3915)

Défense : réserves (p. 3916)

Défense : volontaires du service national actif (VSNA) (p. 3915)

Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 février 2003] (p. 910)*Après l'article 7*

Son amendement n° 155 (travail dominical en Alsace-Moselle) (p. 948) : retiré (p. 949)

Son amendement n° 156 (travail dominical en Alsace-Moselle) : retiré (p. 949)

Débat sur la chasse**[11 février 2003] (p. 1097)**

Son intervention (p. 1121)

Thèmes :

Agriculture : terres agricoles : protection (p. 1122)

Animaux : oiseaux migrateurs : chasse (p. 1121)

Armes : armes de chasse : classification (p. 1121)

Chasse et pêche : fédérations départementales des chasseurs (p. 1121)

Chasse et pêche : jours de chasse (p. 1121)

Projet de loi n° 758 relatif à la chasse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 mai 2003] (p. 3629)

Son intervention (p. 3639)

Thèmes :

Chasse et pêche : fédérations départementales des chasseurs (p. 3639)

Chasse et pêche : jour de non-chasse (p. 3639)

Discussion des articles [14 mai 2003] (p. 3668, 3711)*Article 15 (fichier national des permis de chasser)*

Son intervention (p. 3684)

Article 16 (jour de non-chasse)

Son intervention (p. 3693)

Après l'article 17

Son amendement n° 9 (autorisation par le préfet de la chasse de nuit au sanglier) (p. 3724) : adopté (p. 3725)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 104 corrigé précédemment réservé de M. Charles de Courson (suppression des orientations régionales de gestion de la faune sauvage) (p. 3729)

Article 4 précédemment réservé (modalités d'attribution des voix au sein des assemblées générales des fédérations départementales de chasseurs)

Son intervention (p. 3734)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juillet 2003] (p. 7795)

Son intervention (p. 7803)

Thèmes :

Chasse et pêche : chasse : oiseaux migrateurs (p. 7804)

Chasse et pêche : fédérations départementales des chasseurs (p. 7803)

Chasse et pêche : jour de non-chasse (p. 7804)

Proposition de loi n° 418 portant diverses dispositions relatives aux droits des mineurs et aux mines

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 2003] (p. 5407)

Son intervention (p. 5415)

Thèmes :

Energie et carburants : Charbonnage de France (p. 5415 et s.)

Mines et carrières : travailleurs de la mine : statut juridique (p. 5415)

Régions : compétences : politique économique (p. 5416)

Discussion des articles [17 juin 2003] (p. 5422)*Article 4 (administration et gestion de l'Agence)*

Son intervention (p. 5423)

Article 11 (coordination et dissolution de Charbonnages de France)

Son amendement n° 14 (p. 5425)

Son intervention (p. 5426 et s.)

Son amendement n° 15 (p. 5427)

Après l'article 12

Son intervention (p. 5429)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Jean-Yves Le Déaut (dissolution de l'établissement public liée à la réalisation d'une étude complète de toutes les conséquences potentielles de l'arrêt de l'exploitation) (p. 5430)

Après l'article 19

Ayant été personnellement mis en cause, demande à répondre [17 juin 2003] (p. 5433)

Pierre LASBORDES

*Essonne (5^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11466)

Vice-président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. du 11 juillet 2002] (p. 11919)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) tome X : Jeunesse, éducation nationale et recherche (recherche) (n° 257) [10 octobre 2002]

Proposition de loi n° 437 visant à créer une journée nationale pour les enfants atteints de cancer [28 novembre 2002]

Proposition de résolution n° 888 portant création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement des maisons de retraite et établissements de soins publics et sur la maltraitance des personnes âgées [28 mai 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Recherche. chercheurs. allocations, revalorisation [29 janvier 2003] (p. 637)

Personnes âgées. dépendance. établissements d'accueil, création [11 juin 2003] (p. 4999)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 267, posée le 31 mars 2003. Marchés publics. code des marchés publics (J.O. questions p. 2289). Appelée le 1^{er} avril 2003. nomenclature, réforme (p. 2664)

DÉBATS**Projet de loi n° 230 de finances pour 2003****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [12 novembre 2002] (p. 4861)*Procédure des questions :*

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 4886)

JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

III - RECHERCHE ET NOUVELLES TECHNOLOGIES

Examen du fascicule [5 novembre 2002] (p. 4427)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 4429)

Thèmes avant la procédure des questions :

Entreprises : recherche (p. 4431)

Recherche : Centre national de la recherche scientifique (CNRS) (p. 4430)

Recherche : crédits (p. 4429)

Recherche : Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) (p. 4430)

Recherche : recherche industrielle (p. 4431)

Recherche : recherche technologique (p. 4430)

Vote des crédits et articles rattachés [5 novembre 2002] (p. 4450)

Etat B, titre III

Intervient sur l'amendement n° 110 de M. Pierre Cohen (majoration de crédits : financement de la poursuite du plan pluriannuel de recrutement de chercheurs) (p. 4452)

Projet de loi n° 710 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance des mesures de simplification et de codification du droit

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 avril 2003] (p. 3033)

Article 2 (publicité et diffusion des lois et actes administratifs)

Son amendement n° 58 (p. 3037)

Jean LASSALLE

*Pyrénées-Atlantiques (4^{ème} circonscription)
Union pour la Démocratie Française*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre titulaire de la Commission nationale du débat public prévue par la loi relative au renforcement de la protection de l'environnement [J.O. du 2 août 2002] (p. 13231)

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de la présence du loup en France et l'exercice du pastoralisme dans les zones de montagne [J.O. du 13 novembre 2002] (p. 18692)

Secrétaire de la commission d'enquête sur les conditions de la présence du loup en France et l'exercice du pastoralisme dans les zones de montagne [J.O. du 21 novembre 2002] (p. 19269)

Membre de la commission d'enquête sur l'application des mesures préconisées en matière de sécurité du transport maritime des produits dangereux ou polluants et l'évaluation de leur efficacité [J.O. du 12 février 2003] (p. 2618)

Vice-président de la commission d'enquête sur l'application des mesures préconisées en matière de sécurité du transport maritime des produits dangereux ou polluants et l'évaluation de leur efficacité [J.O. du 27 février 2003] (p. 3525)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages [J.O. du 17 juillet 2003] (p. 12134)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Agroalimentaire. aliments pour animaux. farines animales, élimination [4 décembre 2002] (p. 6138)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 410, posée le 9 juin 2003. Elevage. Non appelée (J.O. questions p. 4336)

DÉBATS

Projet de loi n° 190 relatif aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 octobre 2002] (p. 2947)

Article 1er (article 32 de la loi n° 2000-37 du 19 janvier 2000 : harmonisation des salaires minima)

Intervient sur l'amendement n° 151 de M. Nicolas Perruchot (unification des SMIC sur cinq ans et non trois) (p. 2956)

Proposition de résolution n° 155 tendant à la création d'une commission d'enquête visant à établir les conditions de la présence du loup en France et à évaluer le coût, l'efficacité et les conséquences des dispositifs engagés par les pouvoirs publics en faveur du loup

Procédure d'examen simplifiée [5 novembre 2002] (p. 4457)

Son intervention (p. 4472)

Thèmes :

Agriculture : montagne : élevage (p. 4472)

Animaux : ours : Pyrénées-Atlantiques (p. 4472)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [5 novembre 2002] (p. 4499)

Son intervention (p. 4502)

Thèmes avant la procédure des questions :

Animaux : loup (p. 4502)

Urbanisme (p. 4503)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

TOURISME

Examen du fascicule [6 novembre 2002] (p. 4630)

Son intervention (p. 4637)

Thèmes avant la procédure des questions :

Commerce extérieur : balance des paiements : tourisme et loisirs (p. 4637)

Hôtellerie et restauration : charges (p. 4638)

Tourisme et loisirs : tourisme rural : coopération intercommunale (p. 4637)

TVA : taux réduit : hôtellerie et restauration (p. 4638)

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE - SERVICES DU PREMIER MINISTRE

Examen du fascicule [7 novembre 2002] (p. 4655)

Son intervention (p. 4678)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 4679)

Collectivités territoriales : décentralisation : aménagement du territoire (p. 4678)

Postes : La Poste (p. 4679)

Transports : transport de marchandises : transport combiné (p. 4679)

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République

PREMIÈRE LECTURE

Explications de vote et vote [4 décembre 2002] (p. 6146)

Ses explications de vote (p. 6149)

Projet de loi n° 326 relatif aux marchés énergétiques et au service public de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [13 décembre 2002] (p. 6698)

Article 11 (obligations de service public)

Son intervention (p. 6720)

Proposition de résolution n° 503 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'application des mesures préconisées en matière de sécurité du transport maritime des produits dangereux ou polluants et l'évaluation de leur efficacité

Avant la discussion de l'article unique [5 février 2003] (p. 879)

Son intervention (p. 885)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : marée noire (p. 885)

Parlement : rôle : commissions d'enquête (p. 885)

Transports par eau : sécurité de la navigation (p. 885)

Projet de loi n° 606 relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mars 2003] (p. 1537)

Son intervention (p. 1546)

Thèmes :

Assurances : indemnisation (p. 1546)

Communes : Toulouse (p. 1545)

Environnement : Institut national de l'environnement industriel et des risques majeurs (INERIS) (p. 1547)

Sécurité publique : risques technologiques : Pyrénées-Atlantiques (p. 1546 et s.)

Urbanisme (p. 1546)

Discussion des articles [6 mars 2003] (p. 1678, 1763)

Article 4 (installations soumises à un plan de prévention des risques technologiques)

Son intervention (p. 1692)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 226 de M. Pascal Terrasse (non-application des dispositions du code des assurances sur l'aggravation du risque dès lors que la commune sur laquelle est établi le bien assuré dispose d'un plan de prévention des risques naturels) (p. 1786)

Après l'article 19

Son amendement n° 456 (maire autorisé à réaliser à titre exceptionnel l'ensemble des travaux pouvant prévenir tous les types de risques naturels) (p. 1788) : retiré (p. 1789)

Article 19 bis (commission départementale des risques naturels majeurs)

Son intervention (p. 1790)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 1839)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 1839)

Projet de loi n° 402 portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction**DEUXIÈME LECTURE****Discussion des articles [3 avril 2003] (p. 2808)**

Après l'article 19

Son amendement n° 84 (organismes HLM autorisés à mener des actions conjointes dans un quartier) (p. 2865) : adopté (p. 2866)

Projet de loi n° 560 relatif à la création d'une zone de protection écologique au large des côtes du territoire de la République**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [3 avril 2003] (p. 2874)**

Son intervention (p. 2879)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : marée noire (p. 2879)

Environnement : biodiversité (p. 2880)

Mer et littoral : protection (p. 2880)

Recherche (p. 2880)

Projet de loi n° 342 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume d'Espagne relatif à l'exploitation, à l'entretien, à la sécurité et, le cas échéant, à l'évolution du tunnel routier du Somport (ensemble un échange de lettres)**PREMIÈRE LECTURE****Procédure d'examen simplifiée [10 avril 2003] (p. 3141)**

Son intervention (p. 3142)

Thèmes :

Sécurité routière (p. 3142 et s.)

Voirie : tunnels routiers (p. 3142)

Jean LAUNAY

Lot (2^{ème} circonscription)
Socialiste

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale à l'aménagement et au développement durable du territoire [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

Vice-président de la délégation de l'Assemblée nationale à l'aménagement et au développement durable du territoire [J.O. du 11 juillet 2002] (p. 11913)

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de la présence du loup en France et l'exercice du pastoralisme dans les zones de montagne [J.O. du 13 novembre 2002] (p. 18692)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 14 janvier 2003] (p. 827)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 janvier 2003] (p. 827)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 15 janvier 2003] (p. 883)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 5 février 2003] (p. 2218)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 5 février 2003] (p. 2218)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION ORALE SANS DÉBAT**

n° 382, posée le 2 juin 2003. Ministères et secrétariats d'Etat. culture : structures administratives (J.O. questions p. 4140). Appelée le 3 juin 2003. centre des monuments nationaux, département finances, dysfonctionnements (p. 4371)

DÉBATS**Proposition de résolution n° 155 tendant à la création d'une commission d'enquête visant à établir les conditions de la présence du loup en France et à évaluer le coût, l'efficacité et les conséquences des dispositifs engagés par les pouvoirs publics en faveur du loup****Procédure d'examen simplifiée [5 novembre 2002] (p. 4457)**

Son intervention (p. 4470)

Thèmes :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation : biodiversité (p. 4471)

Agriculture : montagne : élevage (p. 4471)

Animaux : loup : Rhône-Alpes (p. 4470)

Environnement : Natura 2000 (p. 4471)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER****TOURISME****Examen du fascicule [6 novembre 2002] (p. 4630)**

Son intervention (p. 4636)

Thèmes avant la procédure des questions :

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 4636)

Tourisme et loisirs : politique du tourisme : crédits budgétaires (p. 4636)

Tourisme et loisirs : tourisme associatif (p. 4636)

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE - SERVICES DU PREMIER MINISTRE**Examen du fascicule [7 novembre 2002] (p. 4655)**

Son intervention (p. 4673)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : rapports avec les administrés : nouvelles technologies (p. 4673)

Aménagement du territoire : crédits : rôle (p. 4674)

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 4674)

Secteur public : services publics (p. 4673)

Projet de loi n° 326 relatif aux marchés énergétiques et au service public de l'énergie**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [12 décembre 2002] (p. 6615)**

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 6618)

Son intervention (p. 6633)

Thèmes :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 6633)

Energie et carburants : gaz : transport (p. 6618)

Discussion des articles [13 décembre 2002] (p. 6732)

Avant l'article 20

Son amendement n° 144 (modalités de financement du Fonds d'amortissement des charges d'électrification) (p. 6755) : devenu sans objet (p. 6756)

Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [4 février 2003] (p. 821)**

Son intervention (p. 844)

Thèmes :

Entreprises : entreprises individuelles (p. 844)

Entreprises : transmission (p. 845)

Formation professionnelle : apprentissage (p. 844)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 844)

Politique économique : conjoncture : licenciements (p. 844)

Travail : code du travail : déréglémentation (p. 844)

Discussion des articles [6 février 2003] (p. 1046)

Article 22 (allègement de l'imposition au titre des plus-values professionnelles)

Son amendement n° 285 (étalement du paiement sur trois ans) (p. 1080)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2003] (p. 4483)

Après l'article 22

Son amendement n° 78 (plus-values professionnelles - étalement sur trois ans) (p. 4524) : retiré (p. 4525)

Projet de loi n° 528 pour la confiance dans l'économie numérique

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 février 2003] (p. 1442)

Après l'article 37

Son amendement n° 158 (financement des coûts nets des obligations de service universel) (p. 1484) : adopté (p. 1486)

Projet de loi n° 606 relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mars 2003] (p. 1537)

Son intervention (p. 1559)

Thèmes :

Collectivités territoriales : établissements publics territoriaux de bassin (EPTB) (p. 1559 et s.)

Sécurité publique : inondations (p. 1559)

Union européenne : directives : risques technologiques (p. 1560)

Discussion des articles [6 mars 2003] (p. 1763)

Article 17 (information des populations)

Son amendement n° 222 (p. 1782)

Article 18 (surveillance et prévision des crues)

Son intervention (p. 1784)

Article L. 564-2 du code de l'environnement : schéma directeur de prévision des crues et accès aux informations

Son amendement n° 225 (p. 1785)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 505 de M. Pascal Terrasse (renforcement de la sécurité juridique des élus) (p. 1787)

Article 19 ter (établissements publics territoriaux de bassin)

Son amendement n° 246 (p. 1795)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 340 de M. Pascal Terrasse (opérations de dragages prescrites par le préfet) (p. 1805)

Projet de loi n° 611 portant transposition de la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 avril 2003] (p. 3161)

Article 4 (programmes de mise en œuvre du SDAGE et de surveillance de l'état des eaux)

Son amendement n° 52 (p. 3172)

Après l'article 6

Son amendement n° 55 (supprime la possibilité de créer une communauté locale de l'eau pour élaborer ou mettre en œuvre les SAGE et réserve ce rôle - par un autre amendement - aux établissements publics territoriaux de bassin) : retiré (p. 3174)

Son amendement n° 56 (établissements publics territoriaux de bassin consacrés au niveau législatif) (p. 3174) : rejeté (p. 3175)

Article 8 (application à Mayotte)

Son sous-amendement n° 65 à l'amendement n° 43 de la commission (p. 3175)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Article 5 [séance 19 juin 2003] (durée d'assurance, pour obtenir une pension à taux plein, portée à 41 ans en 2012)

Son intervention (p. 5638 et s.)

Thierry LAZARO

Nord (6^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre titulaire de la Commission nationale des aides publiques aux entreprises [J.O. du 2 août 2002] (p. 13231)

Juge titulaire de la Cour de justice de la République [J.O. du 24 octobre 2002] (p. 17629)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Etrangers, réfugiés, centre d'accueil de Sangatte, fermeture [12 novembre 2002] (p. 4901)

*DÉBATS***Projet de loi n° 230 de finances pour 2003****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT, PROFESSIONS LIBÉRALES ET CONSOMMATION

Examen du fascicule [8 novembre 2002] (p. 4799)

Procédure des questions :

Entreprises : transmission (p. 4804)

Impôts et taxes : taxe d'aide au commerce et à l'artisanat (TACA) (p. 4806)

SANTÉ, FAMILLE ET PERSONNES HANDICAPÉES

Examen du fascicule [12 novembre 2002] (p. 4939)

Procédure des questions :

Handicapés : centres d'aide par le travail (CAT) (p. 4949)

Jean-Yves LE BOUILLONNEC

Val-de-Marne (1^{ère} circonscription)
Socialiste

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre de la commission d'enquête sur les causes économiques et financières de la disparition d'Air Lib [J.O. du 26 mars 2003] (p. 5405)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 24 avril 2003] (p. 7359)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 24 avril 2003] (p. 7359)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 mai 2003] (p. 9156)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 mai 2003] (p. 9156)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive [J.O. du 8 juillet 2003] (p. 11582)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation

et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine [J.O. du 25 juillet 2003] (p. 12639)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique sociale. perspectives. loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002, réforme [10 décembre 2002] (p. 6367)

Aménagement du territoire. politique de la ville. perspectives [25 juin 2003] (p. 5981)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 227, posée le 24 mars 2003. Communes. établissements de santé (J.O. questions p. 2093). Appelée le 25 mars 2003. implantation, conséquences budgétaires (p. 2355)

DÉBATS

Projet de loi n° 154 d'orientation et de programmation pour la justice

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er août 2002] (p. 2582) ; [2 août 2002] (p. 2666)

Article 7 (*institution, compétence et fonctionnement de la juridiction de proximité*)

Intervient sur l'amendement n° 109 de M. André Vallini (de suppression) (p. 2592)

Article 23 (*procédure de référé-détention - conditions d'examen des demandes de mise en liberté*)

Intervient sur l'amendement n° 115 de M. André Vallini (de suppression) (p. 2667)

Article 24 (*dispositions diverses relatives à l'instruction*)

Intervient sur l'amendement n° 116 de M. André Vallini (de suppression) (p. 2672)

Article 25 (*aménagement de la procédure de comparution immédiate*)

Intervient sur l'amendement n° 122 de M. André Vallini (de suppression) (p. 2675)

Article 26 (*extension de la compétence du juge unique en matière correctionnelle*)

Intervient sur l'amendement n° 123 de M. André Vallini (de suppression) (p. 2677)

Intervient sur l'amendement n° 183 de la commission (exclusion de la provocation à la rébellion commise par voie de presse) (p. 2678)

Article 27 (*simplification de la procédure criminelle - délais d'audience des appels*)

Intervient sur l'amendement n° 117 de M. André Vallini (de suppression) (p. 2680)

Article 31 (*placement sous surveillance électronique dans le cadre d'un contrôle judiciaire - contrôle à distance par des personnes de droit privé*)

Intervient sur l'amendement n° 120 de M. André Vallini (contrôle exclusivement par des personnels de l'administration pénitentiaire) (p. 2691)

Intervient sur l'amendement n° 118 de M. André Vallini (suppression de la notion d'inconduite notoire pour justifier le retrait du bracelet électronique) (p. 2692)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [3 août 2002] (p. 2721)

Son intervention (p. 2722)

Thèmes :

Droit pénal : mineurs : délinquance et criminalité (p. 2722)

Droit pénal : procédure pénale : réforme (p. 2723)

Etat : Gouvernement : politique générale (p. 2723)

Justice : juge de proximité (p. 2723)

Lois : projet de loi : justice (p. 2723)

Partis et mouvements politiques : opposition (p. 2723)

Système pénitentiaire : établissements (p. 2723)

Projet de loi n° 190 relatif aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 octobre 2002] (p. 2965)

Article 2 (*articles L. 212-5, L. 212-5-1, L. 212-6, L. 212-8, L. 212-9, L. 212-15-2, L. 212-15-3 et L. 227-1 du code du travail : assouplissements des trente-cinq heures*)

Son intervention (p. 2975)

Intervient sur l'amendement n° 157 de M. Gaëtan Gorce (refus d'effectuer des heures supplémentaires) (p. 2991)

Intervient sur l'amendement n° 156 de M. Gaëtan Gorce (refus d'effectuer des heures supplémentaires) (p. 2991)

Intervient sur l'amendement n° 158 de M. Gaëtan Gorce (information des salariés 3 jours avant l'attribution d'heures supplémentaires) (p. 2993)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES SOCIALES, TRAVAIL ET SOLIDARITÉ

VILLE ET RÉNOVATION URBAINE

Examen du fascicule [23 octobre 2002] (p. 3803)

Son intervention (p. 3807)

Thème avant la procédure des questions :

Urbanisme : rénovation urbaine : crédits budgétaires (p. 3807)

Vote des crédits et articles rattachés [23 octobre 2002] (p. 3832)

Etat B, titre IV

Intervient sur l'amendement n° 56 rectifié de la commission (suppression des crédits affectés au fonctionnement de l'Institut des villes) (p. 3833)

Intervient sur l'amendement n° 85 du Gouvernement (réaffectation de ces crédits libérés en faveur des opérations de renouvellement dans les communes en grande difficulté) (p. 3834)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

LOGEMENT

Examen du fascicule [13 novembre 2002] (p. 4969)

Procédure des questions :

Logement : logement social : Ile-de-France (p. 4994)

Vote des crédits et articles rattachés [13 novembre 2002] (p. 4995)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

Etat C, titre V

Intervient sur l'amendement n° 133 de M. Jean-Louis Dumont (financement de l'accession à la propriété pour les familles modestes) (p. 4997)

Projet de loi n° 375 relatif à la négociation collective sur les restructurations ayant des incidences sur l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2002] (p. 6252, 6292)

Article 1er (*articles 97, 98, 99, 101, 104, 106, 109 et 116 de la loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002*) : suspension de certains articles de la loi de modernisation sociale du 17 janvier 2002 relatifs à la procédure des licenciements économiques)

Son intervention (p. 6267 et s.)

Son amendement n° 63 (p. 6267)

Son amendement n° 80 (p. 6292)

Article 3 (*droit applicable aux procédures en cours à la date de la promulgation de la présente loi*)

Son intervention (p. 6311 et s.)

Titre

Intervient sur l'amendement n° 41 de M. Jean-Michel Dubernard (nouveau titre : "Projet de loi portant relance de la négociation collective en matière de licenciements économiques") (p. 6322)

Projet de loi de finances rectificative n° 382 pour 2002

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 2002] (p. 6376)

Son intervention (p. 6390)

Thèmes :

Aménagement du territoire : politique de la ville : annulations de crédits (p. 6391)

Logement : crédits : annulations de crédits (p. 6390)

Projet de loi organique n° 242 relatif aux juges de proximité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 décembre 2002] (p. 6833)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6842)

Thèmes :

Justice : conseillers prud'hommes (p. 6842)

Justice : juge unique (p. 6843)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 janvier 2003] (p. 77)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 95)

Thèmes :

Droit pénal : code pénal : lutte contre l'insécurité (p. 96)
 Droit pénal : délinquance et criminalité : prévention (p. 96)
 Droit pénal : délinquance et criminalité : répression (p. 96)
 Police : effectifs (p. 96)

Discussion des articles [22 janvier 2003] (p. 390)

Article 19 bis (extension de l'ordonnance de référé à l'ensemble des personnes installées sans titre sur un terrain)
 Son intervention (p. 404)

Article 21 (incrimination des attroupements portant atteinte à la libre circulation dans les parties communes d'immeubles)
 Son intervention (p. 419)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [12 février 2003] (p. 1210)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1218)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité : statistiques (p. 1219)
 Droit pénal : droits de la défense (p. 1219)
 Droits de l'homme et libertés publiques : liberté (p. 1218)

Projet de loi n° 402 portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 2003] (p. 591)

Son intervention (p. 596)

Thèmes :

Logement : offices publics d'HLM (OPHLM) : ventes d'appartements (p. 596)
 Urbanisme : schémas de cohérence territoriale (p. 597)

Discussion des articles [29 janvier 2003] (p. 648, 670)*Après l'article 5*

Intervient sur l'amendement n° 106 rectifié du Gouvernement (mesures transitoires pour les plans d'aménagement de zone déjà approuvés) (p. 650)

Article 6 (remplacement de la participation pour voies nouvelles et réseaux - PVNR - par une participation pour voirie et réseaux - PVR)
 Son intervention (p. 653 et s.)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 68 de M. Michel Delebarre (organismes HLM autorisés à réaliser des logements en vue de leur vente en l'état futur d'achèvement) (p. 703)

Intervient sur les amendements n°s 63 rectifié et 64 rectifié de M. Michel Delebarre (p. 704)

Intervient sur l'amendement n° 62 rectifié de M. Michel Delebarre (gestion des logements situés dans le périmètre défini pour une opération programmée d'amélioration de l'habitat et gestion de logements appartenant à des personnes privées et vacants depuis deux ans ou issus de la vente de logements d'organismes d'habitation à loyer modéré) (p. 705)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [3 avril 2003] (p. 2797)

Son intervention (p. 2805)

Thèmes :

Aménagement du territoire : pays (p. 2806)
 Coopération intercommunale (p. 2806)

Discussion des articles [3 avril 2003] (p. 2808)

Article 3 (opposabilité des dispositions du PADD)

Son intervention (p. 2831)

Son amendement n° 41 (p. 2831)

Article 4 (procédures de modification et de révision des PLU)

Son intervention (p. 2832)

Son amendement n° 42 (p. 2832)

Article 6 ter A (exemption de permis de construire pour les infrastructures du réseau de radiocommunication ACROPOL)

Son intervention (p. 2849)

Article 6 ter B (exemption de déclaration de travaux pour les infrastructures du réseau de radiocommunication ACROPOL)

Son intervention (p. 2849)

Article 6 sexies (conditions de retrait d'une commune membre d'une communauté d'agglomération en vue d'adhérer à un autre établissement public de coopération intercommunale)

Son intervention (p. 2853 et s.)

Son amendement n° 53 (p. 2854) : SCRUTIN PUBLIC (p. 2856)

Projet de loi n° 638 renforçant la lutte contre la violence routière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 mars 2003] (p. 2225)*Après l'article 2*

Intervient sur l'amendement n° 24 de la commission (création d'un délit d'interruption involontaire de grossesse) (p. 2237)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 131 de M. Jean-Paul Garraud (peines complémentaires pour le nouveau délit d'interruption involontaire de la grossesse) (p. 2247)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [4 juin 2003] (p. 4562)

Son intervention (p. 4570)

Thème :

Avortement : délits (p. 4570)

Projet de loi n° 784 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 mai 2003] (p. 3927)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3944)

Thèmes :

Droit pénal : composition pénale (p. 3948)
 Droit pénal : délinquance et criminalité organisées (p. 3945)
 Droit pénal : droits de la défense (p. 3949)
 Droit pénal : garde à vue (p. 3946)
 Droit pénal : repentir (p. 3946)
 Droits de l'homme et libertés publiques : commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) (p. 3949)
 Justice : juge d'instruction (p. 3949)
 Justice : juridictions spécialisées (p. 3947)
 Justice : magistrats : effectifs (p. 3947)
 Justice : parquet : fonctionnement (p. 3948)
 Union européenne (p. 3947)

Discussion des articles [21 mai 2003] (p. 3978) ; [22 mai 2003] (p. 4009, 4049, 4125)*Avant l'article 1er*

Intervient sur l'amendement n° 380 de M. Jean-Pierre Blazy (définition de la bande organisée) (p. 3978)

Article 1er (de la procédure applicable à la délinquance et à la criminalité organisées)

Article 706-73 du code de procédure pénale (détermination des infractions relevant de la criminalité organisée)

Son intervention (p. 3985 et s.)

Article 706-82 du code de procédure pénale (de l'infiltration)

Son intervention (p. 4021 et s.)

Article 706-83 du code de procédure pénale (de l'infiltration)

Son intervention (p. 4023)

Article 706-87 du code de procédure pénale (de l'infiltration)

Son intervention (p. 4026)

Article 706-88 du code de procédure pénale (de la garde à vue)

Son intervention (p. 4027)

Article 706-90 du code de procédure pénale (des perquisitions)

Son intervention (p. 4031)

Article 706-95 du code de procédure pénale (des perquisitions)

Son intervention (p. 4033)

Article 706-99 du code de procédure pénale (dispositions communes)

Son amendement n° 297 (p. 4037)

Son amendement n° 374 (p. 4037)

Article 2 (élargissement du champ d'application de la circonstance aggravante de bande organisée et de la peine complémentaire de confiscation des biens - renforcement de la répression du faux monnayage - dispositions diverses)

Son intervention (p. 4055)

Article 7 (des pôles spécialisés en matière économique et financière)

Son intervention (p. 4081)

Après l'article 29

Intervient sur l'amendement n° 149 de la commission (rétention possible pendant 20 heures supplémentaires de la personne dont la garde à vue est achevée mais qui doit être présentée à un magistrat) (p. 4135)

Article 31 (recherche des personnes en fuite)

Son intervention (p. 4140)

Avant l'article 32

Intervient sur l'amendement n° 486 de M. Thierry Mariani (renforcement des pouvoirs du juge d'instruction par l'ensemble des prérogatives du juge des libertés et de la détention) (p. 4143)

Après l'article 35

Intervient sur l'amendement n° 158 de la commission (plainte avec constitution de partie civile) (p. 4146)

Après l'article 41

Intervient sur l'amendement n° 356 de M. Jean-Paul Garraud (extension aux demandes de mise en liberté du refus de comparution personnelle de l'intéressé s'il a comparu moins de quatre mois auparavant) (p. 4156)

Article 42 (dispositions de simplification des commissions rogatoires)

Son intervention (p. 4158)

Article 43 (dispositions de simplification des expertises)

Son intervention (p. 4159)

Article 54 (délai pour soulever les nullités de la procédure)

Son intervention (p. 4165)

Article 57 (dispositions relatives à la comparution immédiate)

Son intervention (p. 4169)

Article 60 (ordonnance pénale en matière délictuelle)

Son intervention (p. 4173)

Article 61 (comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité)

Son intervention (p. 4176 et s.)

Projet de loi n° 810 modifiant la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 relative au droit d'asile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 juin 2003] (p. 4618)

Son intervention (p. 4625)

Thèmes :

Etrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) : ordre public (p. 4625)

Etrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) : réforme (p. 4626)

Etrangers : réfugiés : expulsion (p. 4625)

Projet de loi n° 950 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2003] (p. 7275)

Intervient :

- sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7288)

- sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 7355)

Thèmes :

Aménagement du territoire : politique de la ville (p. 7289 et s.)

Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 7294 et s.)

Aménagement du territoire : zones urbaines sensibles (p. 7297 et s.)

Associations (p. 7291 et s.)

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 7299)

Collectivités territoriales : dotation globale de fonctionnement (DGF) (p. 7295)

Collectivités territoriales : Fonds de compensation pour la TVA (FCTVA) (p. 7295)

Emploi (p. 7294)

Enseignement : crédits (p. 7293)

Logement : logement social : offre (p. 7290, 7298)

Logement : sociétés d'HLM (p. 7297)

Logement : Union d'économie sociale (p. 7297)

Secteur public : services publics (p. 7292)

Urbanisme : rénovation urbaine (p. 7288 et s.)

Discussion des articles [11 juillet 2003] (p. 7362, 7449)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 315 corrigé de M. Jean-Pierre Blazy (intitulé du chapitre 1er complété ainsi : "les sites bénéficiant d'une opération de renouvellement urbain, et les grands projets de ville") (p. 7362)

Intervient sur l'amendement n° 185 de M. Pierre Cohen (rapport annuel au Parlement sur l'évolution du niveau d'intégration des actions menées) (p. 7363)

Article 1er et annexe 1 (programmes d'action dans les zones urbaines sensibles (ZUS))

Son intervention (p. 7371 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 328 de M. Pierre Cardo (conseil interministériel de la ville réuni dans les six mois de la publication de la présente loi) (p. 7380)

Article 2 (objectifs de résultats des programmes d'action dans les ZUS)

Son intervention (p. 7382)

Après l'article 3

Son amendement n° 201 (rapport annuel établi par le préfet dans les zones urbaines sensibles) (p. 7383) : rejeté (p. 7384)

Article 4 (débat annuel dans les collectivités locales comprenant des ZUS)

Son amendement n° 202 (p. 7387)

Article 5 (rapport au Parlement sur l'évolution des inégalités dans les ZUS)

Son intervention (p. 7391)

Article 6 (objectifs du programme national de rénovation urbaine)

Son intervention (p. 7395)

Après l'article 6

Son amendement n° 206 (conditions de relogement des personnes habitant des logements concernés par des opérations de démolition) (p. 7405) : rejeté (p. 7406)

Article 7 (crédits consacrés par l'Etat au programme national de rénovation urbaine)

Son intervention (p. 7406)

Article 8 (participation de la Caisse des dépôts et consignations au financement du programme national de rénovation urbaine)

Son intervention (p. 7408)

Article 9 (création et actions de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU))

Son amendement n° 208 (p. 7412)

Son amendement n° 209 (p. 7421)

Article 10 (administration et représentation de l'ANRU)

Son amendement n° 210 (p. 7425)

Article 11 (recettes de l'ANRU)

Son amendement n° 211 (p. 7428)

Article 12 (subventions accordées par l'ANRU)

Son amendement n° 212 (p. 7430)

Article 13 (avantages fiscaux accordés pour les travaux sur des logements bénéficiant de subventions de l'ANRU)

Son amendement n° 213 (p. 7431)

Après l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 224 de M. Pierre Bourguignon (dépenses réellement prises en compte au titre du fonds de compensation de la TVA) (p. 7432)

Intervient sur l'amendement n° 246 de M. Pierre Cardo (dépenses réellement prises en compte au titre du fonds de compensation de la TVA) (p. 7432)

Article 14 (organisation et fonctionnement de l'ANRU)

Son amendement n° 214 (p. 7433)

Article 17 (constat de carence dans la gestion des immeubles collectifs donnant lieu à la mise en oeuvre d'une procédure d'expropriation)

Son intervention (p. 7441)

Article 20 et annexe 2 (création d'une nouvelle série de zones franches)

Son intervention (p. 7453)

Après l'article 23

Intervient sur l'amendement n° 386 de Mme Odile Saugues (bénéficiaires tenus de transmettre un rapport au comité attestant de leur participation à la vie sociale du quartier et de leur insertion dans la zone franche) (p. 7463)

Article 24 (exonération de cotisations sociales patronales)

Son amendement n° 362 (p. 7466)

Après l'article 26

Intervient sur le sous-amendement n° 400 de M. Nicolas Perruchot (siège de l'activité sociale) à l'amendement n° 119 rectifié de la commission (exonération des charges sociales patronales pour les emplois associatifs dans les ZUS) (p. 7469)

Intervient sur l'amendement n° 385 de Mme Odile Saugues (contrôle des entreprises) (p. 7470)

Article 27 (création d'une procédure de rétablissement personnel)

Son intervention (p. 7484)

Ses amendements n°s 317 et 218 (p. 7504)

Article 29 (adaptation des missions et des moyens de la Caisse de garantie du logement locatif social)

Ses amendements n°s 222 et 220 (p. 7514)

Après l'article 29

Intervient sur l'amendement n° 345 rectifié de M. Philippe Pemezec (nouveau dispositif de gouvernance des sociétés anonymes d'HLM) (p. 7519)

Article 30 (renforcement du rôle des acteurs publics et des locataires dans les sociétés anonymes d'HLM - Contrôle des opérations financières de désinvestissement)

Son intervention (p. 7522)

Après l'article 34

Intervient sur l'amendement n° 351 de M. Philippe Pemezec (maire consulté sur l'ordre du jour de la commission d'attribution) (p. 7528)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 7533)
Abstention du groupe socialiste (p. 7534)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [24 juillet 2003] (p. 7956)

Son intervention (p. 7959)

Thèmes :

Aménagement du territoire : politique de la ville (p. 7959)
Aménagement du territoire : zones de redynamisation urbaine (p. 7959)
Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 7959)
Aménagement du territoire : zones urbaines sensibles (p. 7959)
Logement : copropriétés dégradées (p. 7959)
Logement : sociétés d'HLM (p. 7959)
Urbanisme : rénovation urbaine (p. 7959)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire

Abstention du groupe socialiste (p. 7983)

Projet de loi n° 719 de sécurité financière

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juillet 2003] (p. 7848)

Son intervention (p. 7854)

Thèmes :

Entreprises : comptabilité : normes (p. 7854)
Entreprises : gouvernement d'entreprise (p. 7854)
Marchés financiers : agences de notation : analystes financiers (p. 7854)
Marchés financiers : Autorité des marchés financiers (p. 7854)
Parlement : rôle (p. 7854)
Sociétés : dirigeants (p. 7854)

Discussion des articles [17 juillet 2003] (p. 7856)

Article 3 (organisation et composition de l'Autorité des marchés financiers)

Son intervention (p. 7857)

Article 7 (fonctionnement et ressources de l'Autorité des marchés financiers)

Son intervention (p. 7859)

Article 10 (opérations et personnes soumises au contrôle de l'Autorité des marchés financiers)

Son intervention (p. 7861 et s.)

Article 39 (harmonisation et simplification des règles relatives à la pratique du démarchage bancaire ou financier)

Son intervention (p. 7870)

Article 57 A (conditions d'application dans le temps des garanties d'assurance de responsabilité civile)

Son intervention (p. 7872 et s.)

Article 61 (organisation et contrôle de la profession)

Son intervention (p. 7875)

Explications de vote et vote

Vote contre du groupe socialiste (p. 7854)

Marylise LEBRANCHU

Finistère (4^{ème} circonscription)
Socialiste

Elue le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 18 juillet 2002] (p. 12313)

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 18 juillet 2002] (p. 12313), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre titulaire de la commission supérieure du Crédit maritime mutuel [J.O. du 2 août 2002] (p. 13229)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 14 janvier 2003] (p. 827)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 janvier 2003] (p. 827)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 15 janvier 2003] (p. 883)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 5 février 2003] (p. 2218)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 5 février 2003] (p. 2218)

Membre de la commission d'enquête sur l'application des mesures préconisées en matière de sécurité du transport maritime des produits dangereux ou polluants et l'évaluation de leur efficacité [J.O. du 12 février 2003] (p. 2618)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 970 sur la peine et le service public pénitentiaire [25 juin 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Banques et établissements financiers. Banque de France. restructuration, perspectives [6 mai 2003] (p. 3440)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 52, posée le 16 décembre 2002. Handicapés. politique à l'égard des handicapés (J.O. questions p. 4845). Appelée le 17 décembre 2002. auxiliaires de vie, postes, création (p. 6812)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Rappelle les mesures en faveur des femmes prises par le précédent Gouvernement [19 juin 2003] (p. 5605)

Ne se sent pas concernée par le qualificatif d'intermittents de l'hémicycle utilisé par un membre de la majorité mais tient à exprimer son soutien aux intermittents du spectacle [2 juillet 2003] (p. 6585)

DÉBATS

Projet de loi n° 154 d'orientation et de programmation pour la justice

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er août 2002] (p. 2550, 2582) ; [2 août 2002] (p. 2622, 2666)

Article 1er et rapport annexé (approbation du rapport présentant les orientations et les moyens budgétaires pour la justice pour les années 2003 à 2007)

Intervient sur l'amendement n° 78 de M. Jean-Paul Garraud (réflexion sur les dispositifs d'individualisation des peines) (p. 2564)

Intervient sur l'amendement n° 133 corrigé et rectifié de la commission (consultation du personnel de l'administration pénitentiaire sur les constructions envisagées) (p. 2564)

Intervient sur l'amendement n° 134 de la commission (loi d'orientation pénitentiaire) (p. 2565)

Intervient sur l'amendement n° 262 de la commission (réforme de la gestion des comptes nominatifs) (p. 2566)

Intervient sur l'amendement n° 147 de la commission (recrutement au sein de la protection judiciaire de la jeunesse) (p. 2568)

Article 2 (programmation des crédits et des emplois sur la période 2003-2007)

Son intervention (p. 2570)

Article 6 (évaluation)

Son intervention (p. 2586)

Article 10 (responsabilité pénale des mineurs)

Intervient sur l'amendement n° 198 de M. André Vallini (de suppression) (p. 2601)

Article 12 (sanctions éducatives susceptibles d'être prononcées à l'encontre d'un mineur)

Intervient sur l'amendement n° 200 de M. André Vallini (de suppression) (p. 2604)

Article 13 (coordinations)

Intervient sur l'amendement n° 201 de M. André Vallini (de suppression) (p. 2605)

Article 14 (conditions de retenue des mineurs de dix à treize ans)

Intervient sur l'amendement n° 202 de M. André Vallini (de suppression) (p. 2607)

Article 15 (contrôle judiciaire des mineurs)

Intervient sur l'amendement n° 203 de M. André Vallini (de suppression) (p. 2608)

Article 16 (détention provisoire des mineurs)

Intervient sur l'amendement n° 204 de M. André Vallini (de suppression) (p. 2623)

Article 17 (procédure de jugement à délai rapproché)

Son intervention (p. 2625)

Article 18 (jugement des contraventions par la juridiction de proximité)

Intervient sur l'amendement n° 206 de M. André Vallini (de suppression) (p. 2630)

Article 20 (centres éducatifs fermés)

Intervient sur l'amendement n° 208 de M. André Vallini (de suppression) (p. 2636)

Intervient sur l'amendement n° 105 de M. Rudy Salles (séparation des mineurs de 13 à 15 ans des plus âgés dans les centres éducatifs fermés) (p. 2641)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 33 deuxième rectification de M. Christian Estrosi (inscriptions sur les façades -tags- punies d'une peine de travail d'intérêt général) (p. 2648)

Article 29 (neutralisation des téléphones mobiles dans l'enceinte des établissements pénitentiaires)

Intervient sur l'amendement n° 288 de M. Pierre Albertini (de suppression) (p. 2685)

Article 32 (classification des établissements pénitentiaires)

Son intervention (p. 2693)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Michel Vaxès (de suppression) (p. 2694)

Après l'article 32

Intervient sur l'amendement n° 291 de M. Pierre Albertini (cellule individuelle dans tous les centres de détention dans un délai de 5 ans) (p. 2695)

Article 33 A (abrogation d'une disposition relative à l'affectation des magistrats administratifs dans les cours administratives d'appel)

Intervient sur l'amendement n° 103 de M. André Vallini (de suppression) (p. 2699)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2003] (p. 116)

Son intervention (p. 139)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité : sanctions (p. 139)

Droit pénal : fichier national automatisé des empreintes génétiques (FNAEG) (p. 140)

Droit pénal : prostitution (p. 140)

Discussion des articles [21 janvier 2003] (p. 348) ; [23 janvier 2003] (p. 445)

Avant l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 89 de la commission (peines d'emprisonnement applicables aux délits) (p. 361)

Article 28 (retrait de la carte de séjour temporaire - reconduite à la frontière)

Son intervention (p. 453)

Après l'article 28

Intervient sur l'amendement n° 304 de M. Bruno Le Roux (extension de la protection contre la double peine aux titulaires d'un PACS) (p. 456)

Intervient sur l'amendement n° 306 de M. Bruno Le Roux (conditions d'expulsion des catégories protégées) (p. 456)

Intervient sur l'amendement n° 305 de M. Bruno Le Roux (extension de la protection contre l'expulsion des étrangers aux titulaires d'un PACS) (p. 457)

Article 29 (délivrance d'une autorisation de séjour à l'étranger qui témoigne ou dépose plainte contre un proxénète)

Son intervention (p. 458 et s.)

Article 29 bis (création d'établissements sécurisés pour les victimes de la traite des êtres humains)

Son intervention (p. 460)

Après l'article 29 bis

Intervient sur l'amendement n° 199 de M. Jean-Christophe Lagarde (sanction en cas de conduite sans permis et saisie du véhicule) (p. 461)

Intervient sur l'amendement n° 198 rectifié de M. Jean-Christophe Lagarde (saisie du véhicule conduit sans permis) (p. 461)

Article 30 (régime de l'acquisition et de la détention d'armes)

Son intervention (p. 464 et s.)

Article 32 (production d'un certificat médical pour l'acquisition et la détention d'armes)

Son intervention (p. 465 et s.)

Article 33 (dessaisissement et saisie administrative des armes autorisées et déclarées)

Son intervention (p. 468 et s.)

Article 35 (levée du secret professionnel en cas de détention dangereuse d'armes)

Son intervention (p. 468)

Article 37 (mise en fourrière des véhicules par les agents de police municipale)

Son intervention (p. 471)

Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 2003] (p. 821)

Son intervention (p. 833)

Thèmes :

Entreprises : création (p. 834)

Entreprises : délais de paiement (p. 834)

Entreprises : entreprises individuelles (p. 833 et s.)

Entreprises : entreprises individuelles : aménagement du territoire (p. 834)

Discussion des articles [5 février 2003] (p. 910) ; [6 février 2003] (p. 964)

Article 6 (insaisissabilité de la résidence principale de l'entrepreneur individuel)

Son intervention (p. 923 et s.)

Après l'article 6

Son amendement n° 332 (détermination d'un "reste à vivre" pour les personnes physiques) (p. 927) : rejeté (p. 931)

Article 7 (non-opposabilité des clauses d'exclusivité au salarié créateur ou repreneur d'entreprise)

Son intervention (p. 946)

Article 10 (contrat d'accompagnement à la création d'une activité économique)

Son intervention (p. 981)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 23 corrigé de la commission (portage salarial) (p. 984)

Avant l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 320 de M. Gaëtan Gorce (collectivités territoriales - aides aux entreprises pour le développement économique) (p. 989)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [3 juin 2003] (p. 4443)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4448)

Thèmes :

Enseignement technique et professionnel (p. 4452)

Entreprises : allègement des charges : création d'emplois (p. 4451)

Entreprises : financement (p. 4450)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : marchés publics (p. 4450)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : protection sociale (p. 4450 et s.)

Entreprises : sous-traitance : faillites (p. 4450 et s.)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 4449 et s.)

Partis et mouvements politiques : gauche : entreprises (p. 4448 et s.)

Politique économique : épargne : épargne retraite (p. 4449)

Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 4449 et s.)

Politique économique : pouvoir d'achat : consommation (p. 4449)

Travail : réduction du temps de travail (p. 4449)

Travail : rémunération (p. 4452)

Discussion des articles [4 juin 2003] (p. 4483, 4536)

Après l'article 6

Son amendement n° 45 (faillite - création de subsides insaisissables pour les personnes physiques) (p. 4489) : rejeté (p. 4490)

Son amendement n° 46 (insaisissabilité de la résidence principale du salarié licencié pour motif économique) : rejeté (p. 4490)

Après l'article 12

Son amendement n° 52 (conjoint collaborateur) : rejeté (p. 4501)

Après l'article 13 B

Intervient sur l'amendement n° 56 de M. Augustin Bonrepaux (périmètres d'aménagement rural incitatif - imposition des bénéficiaires, taxe foncière sur les propriétés bâties et taxe professionnelle) (p. 4505)

Après l'article 18 A

Intervient sur l'amendement n° 73 de M. Gaëtan Gorce (information sur les conséquences des restructurations industrielles - rétablissement des articles 97 et 98 de la loi de modernisation sociale suspendus par la loi n° 2003-6 du 3 janvier 2003 portant relance de la négociation collective) (p. 4517)

Article 19 (renforcement du dispositif d'aide à la création d'entreprises en faveur des populations en difficultés)

Son intervention (p. 4521)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 109 du Gouvernement (aide accordée par l'Etat au titre du dispositif d'encouragement au développement d'entreprises nouvelles - exonération de l'impôt sur le revenu) (p. 4523)

Après l'article 22

Intervient sur l'amendement n° 78 de M. Jean Launay (plus-values professionnelles - étalement sur trois ans) (p. 4525)

Article 26 bis (exonération partielle d'impôt de solidarité sur la fortune pour les parts ou actions de sociétés que les propriétaires s'engagent à conserver par un accord collectif)

Son intervention (p. 4529)

Après l'article 27

Intervient sur l'amendement n° 99 de M. Augustin Bonrepaux (marchés publics - modes de financement respectant l'égalité de traitement et d'accès à la commande publique) (p. 4558)

Projet de loi n° 719 de sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 mai 2003] (p. 3471)

Article 87 bis (limitation de la transparence des rémunérations des mandataires sociaux aux sociétés cotées)

Son intervention (p. 3500)

Proposition de loi n° 787 en faveur de l'égalité des chances des territoires et de la revitalisation de l'économie rurale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mai 2003] (p. 3755)

Son intervention (p. 3775)

Thèmes :

Agriculture : installation (p. 3776)

Coopération intercommunale (p. 3775)

Entreprises : entreprises en difficulté : plan social (p. 3775)

Travail : télétravail (p. 3775)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Avant l'article 1er [séances des 12, 13, 14 juin 2003] (principes)

Son intervention (p. 5166 et s.)

Article 4 [séances du 19 juin 2003] (assurer en 2008, un montant minimal de retraite égal à 85 % du SMIC)

Son intervention (p. 5603 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [19 juin 2003] (p. 5605)

Article 5 [séance 19 juin 2003] (durée d'assurance, pour obtenir une pension à taux plein, portée à 41 ans en 2012)

Son intervention (p. 5638)

Avant l'article 6 [séance du 20 juin 2003] (information des assurés sur le montant de leur pension)

Son intervention (p. 5696)

Article 75 [séances des 1er et 2 juillet 2003] (pensions de réversion servies par le régime de base des exploitants agricoles)

Son intervention (p. 6584 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [2 juillet 2003] (p. 6585)

Brigitte LE BRETHON

*Calvados (1^{ère} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elue le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire de la Commission nationale des aides publiques aux entreprises [J.O. du 2 août 2002] (p. 13231)

Membre de droit (représentant la commission des affaires culturelles) de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation [J.O. du 10 octobre 2002] (p. 16779)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant relance de la négociation collective en matière de licenciements économiques [J.O. du 19 décembre 2002] (p. 21117)

Chargée d'une mission temporaire auprès de M. le Secrétaire d'Etat aux transports et à la mer [J.O. du 30 juillet 2003] (p. 12980)

INTERVENTION EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Emploi. contrats jeunes. bilan et perspectives [4 mars 2003] (p. 1535)

Gilbert LE BRIS

*Finistère (8^{ème} circonscription)
Socialiste*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Vice-président de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 juin 2002] (p. 11184)

Membre suppléant de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (ex-délégation de l'Assemblée nationale à l'Assemblée de l'Atlantique Nord) [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12452)

Juge suppléant de la Cour de justice de la République [J.O. du 14 novembre 2002] (p. 18756)

Juge suppléant de la Haute Cour de justice [J.O. du 14 novembre 2002] (p. 18756)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE ET SGDN

Examen des fascicules [24 octobre 2002] (p. 3907)

Son intervention (p. 3933)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : avions (p. 3934)

Défense : crédits (p. 3933)

Défense : direction des chantiers navals (p. 3933)

Ordre public : terrorisme (p. 3933)

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 novembre 2002] (p. 5592)

Après l'article 3

Son amendement n° 189 (langues régionales et minoritaires) : rejeté (p. 5593)

Projet de loi n° 187 relatif à la programmation militaire pour les années 2003 à 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 novembre 2002] (p. 5972)

Son intervention (p. 5974)

Thèmes :

Défense : armements et équipements : coopération économique (p. 5975)

Défense : armes nucléaires stratégiques (p. 5975)

Défense : loi de programmation militaire (p. 5974)

Défense : missiles (p. 5975)

Pays étrangers : Etats-Unis : recherche développement (p. 5975)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 5975)

Robert LECOUC

*Hérault (4^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

Cesse d'appartenir à la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 4 juillet 2002] (p. 11557)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 9 juillet 2002] (p. 11761)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etat. décentralisation. perspectives [16 octobre 2002] (p. 3409)

Etat. décentralisation. conséquences [3 juin 2003] (p. 4399)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 268, posée le 31 mars 2003. Agriculture. viticulture (J.O. questions p. 2289). Appelée le 1^{er} avril 2003. arsénite de soude, interdiction, élimination des stocks (p. 2666)

DÉBATS

Proposition de loi n° 350 visant à aggraver les peines punissant les infractions à caractère raciste et à renforcer l'efficacité de la procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 décembre 2002] (p. 6347)

Article 1er (aggravation des peines encourues pour les crimes et délits à motivation raciste)

Son intervention (p. 6351)

Projet de loi n° 402 portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [3 avril 2003] (p. 2797)

Son intervention (p. 2805)

Thème :

Coopération intercommunale (p. 2805)

Discussion des articles [3 avril 2003] (p. 2808)

Article 6 sexies (conditions de retrait d'une commune membre d'une communauté d'agglomération en vue d'adhérer à un autre établissement public de coopération intercommunale)

Son intervention (p. 2855)

Projet de loi n° 758 relatif à la chasse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 mai 2003] (p. 3629)

Son intervention (p. 3637)

Thèmes :

Chasse et pêche : fédérations départementales des chasseurs (p. 3637)

Environnement : faune et flore : protection (p. 3638)

Projet de loi n° 638 renforçant la lutte contre la violence routière

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [4 juin 2003] (p. 4562)

Son intervention (p. 4569)

Thèmes :

Enseignement : sécurité routière (p. 4569)

Sécurité routière : accidents : statistiques (p. 4569)

Jean-Yves LE DÉAUT

*Meurthe-et-Moselle (6^{ème} circonscription)
Socialiste*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11466)

Vice-président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. du 11 juillet 2002] (p. 11919)

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence de prévention et de surveillance des risques miniers [J.O. du 2 août 2002] (p. 13232)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux marchés énergétiques [J.O. du 18 décembre 2002] (p. 20975)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 15 janvier 2003] (p. 883)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages [J.O. du 17 juillet 2003] (p. 12134)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Industrie. sidérurgie. emploi et activité, Lorraine [29 janvier 2003] (p. 636)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 107, posée le 3 février 2003. Patrimoine culturel. château de Lunéville (J.O. questions p. 620). Appelée le 4 février 2003. reconstruction, perspectives (p. 746)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

III - RECHERCHE ET NOUVELLES TECHNOLOGIES

Examen du fascicule [5 novembre 2002] (p. 4427)

Son intervention (p. 4439)

Thèmes avant la procédure des questions :

Recherche : décentralisation (p. 4441)

Recherche : Centre national de la recherche scientifique (CNRS) (p. 4440)

Recherche : chercheurs (p. 4440)

Recherche : crédits (p. 4440)

Union européenne : recherche (p. 4441)

Vote des crédits et articles rattachés [5 novembre 2002] (p. 4450)

Etat B, titre III

Intervient sur l'amendement n° 110 de M. Pierre Cohen (majoration de crédits : financement de la poursuite du plan pluriannuel de recrutement de chercheurs) (p. 4452)

Projet de loi n° 326 relatif aux marchés énergétiques et au service public de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 décembre 2002] (p. 6615)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 6641)

Thèmes :

Aménagement du territoire (p. 6645)

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 6641, 6645)

Energie et carburants : électricité (p. 6643 et s.)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 6643, 6647)

Energie et carburants : gaz : consommation (p. 6641, 6645)

Energie et carburants : gaz : réserves (p. 6642)

Energie et carburants : gaz : tarifs (p. 6642 et s.)

Energie et carburants : gaz : transport (p. 6641 et s.)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) (p. 6642 et s.)

Energie et carburants : politique énergétique (p. 6644, 6648)

Entreprises : charges : énergie et carburants (p. 6645)

Entreprises : sous-traitance (p. 6647)

Pays étrangers : Etats-Unis : libéralisme (p. 6644 et s.)

Politiques communautaires : directives : électricité (p. 6641)

Politiques communautaires : directives : gaz (p. 6641, 6644)

Recherche (p. 6643, 6646)

Secteur public : services publics (p. 6646)

Sécurité publique : risques technologiques (p. 6647)

Discussion des articles [12 décembre 2002] (p. 6654) ; [13 décembre 2002] (p. 6698, 6732)

Article 2 (régime de l'éligibilité des clients)

Son amendement n° 311 (p. 6658)

Article 3 (statut des fournisseurs de gaz naturel)

Son intervention (p. 6666 et s.)

Son amendement n° 291 (p. 6671)

Article 4 (conditions encadrant le refus de conclure un contrat d'accès à une installation gazière)

Son intervention (p. 6674)
 Son amendement n° 292 (p. 6674)

Article 5 (tarifs gaziers)

Son intervention (p. 6680 et s.)
 Son amendement n° 307 (p. 6680)
 Son amendement n° 294 (p. 6685)
 Son amendement n° 295 (p. 6686)

Après l'article 5

Son amendement n° 255 (élaboration du plan national de desserte gazière par l'Observatoire national du service public de l'électricité et du gaz et accès à toutes les communes) : rejeté (p. 6688)
 Son amendement n° 256 (compensation des surcoûts) (p. 6689) : rejeté (p. 6690)

Article 7 (échanges d'informations nécessaires au fonctionnement des réseaux gaziers)

Son intervention (p. 6700 et s.)
 Son sous-amendement n° 375 rectifié à l'amendement n° 47 de la commission (p. 6701)

Article 8 (collecte d'informations)

Son intervention (p. 6702)
 Son amendement n° 299 (p. 6702)

Article 8 bis (élargissement du collège de la Commission de régulation de l'énergie - CRE)

Son intervention (p. 6704)

Article 9 (extension au secteur du gaz naturel de la compétence de la Commission de régulation de l'énergie - CRE)

Son intervention (p. 6706)
 Son amendement n° 309 (p. 6706)

Après l'article 11 A

Intervient sur l'amendement n° 173 de M. Pierre Ducout (l'accès des tiers aux ouvrages de transport et de distribution du gaz ne doit pas se faire au détriment des personnes démunies ou des régions de desserte difficile) (p. 6714)

Article 11 (obligations de service public)

Son intervention (p. 6721)

Article 11 ter (Observatoire national du service public)

Son amendement n° 300 (p. 6737)

Article 12 (rôle des opérateurs de transport ou de distribution)

Son amendement n° 301 (p. 6738)

Article 13 (prescriptions techniques de sécurité)

Son amendement n° 302 (p. 6742)

Article 16 (retrait des titres et adaptation du code de l'urbanisme)

Son amendement n° 304 rectifié (p. 304)
 Son intervention (p. 6749)

Article 17 (rôle des stockages souterrains)

Son intervention (p. 6750)
 Son amendement n° 305 (p. 6750)

Article 20 (installations bénéficiant de l'obligation d'achat)

Son intervention (p. 6758)
 Son amendement n° 306 (p. 6758)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 143 de M. Philippe Tourtelier (conditions d'implantation des éoliennes) (p. 6761)

Titre

Son amendement n° 308 (modification du titre du projet de loi) : adopté après modification (p. 6784)

Projet de loi n° 402 portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 janvier 2003] (p. 648, 670)

Article 7 (contrôle technique obligatoire de certaines constructions du fait de leur localisation)

Son intervention (p. 665 et s.)

Article 8 (sécurité des ascenseurs : entretien et contrôle technique obligatoires)

Son intervention (p. 685)

Après l'article 8

Son amendement n° 49 rectifié (ventilation des installations de chauffage et de production d'eau chaude) (p. 686) : retiré (p. 688)
 Son amendement n° 51 (ventilation des installations de chauffage et de production d'eau chaude) (p. 686) : devenu sans objet (p. 688)

Avant l'article 10

Son amendement n° 59 (fonds du 1 % utilisés à construire des logements dans la zone géographique où ils ont été collectés) (p. 693) : retiré (p. 695)

Après l'article 13

Son amendement n° 50 (mode de calcul des hausses de loyer) : retiré (p. 699)

Après l'article 14

Son amendement n° 48 (OPAC autorisés à construire sur la totalité du territoire de leur compétence) : retiré (p. 700)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [3 avril 2003] (p. 2808)

Article 6 (participation pour voirie et réseaux - PVR)

Son amendement n° 45 (p. 2845)

Projet de loi n° 528 pour la confiance dans l'économie numérique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 février 2003] (p. 1358)

Son intervention (p. 1375)

Thèmes :

Télécommunications : Internet (p. 1376)
 Union européenne : directives : commerce électronique (p. 1375)

Discussion des articles [25 février 2003] (p. 1386) ; [26 février 2003] (p. 1442)

Article 1er (définition de la communication publique en ligne)

Son intervention (p. 1399)
 Son amendement n° 149 (p. 1399)

Après l'article 1er

Son amendement n° 96 (publication et utilisation de logiciels originaux compatibles avec les standards de communication d'un autre logiciel) (p. 1403) : rejeté (p. 1405)

Son amendement n° 97 (droit de propriété et diffusion des logiciels libres compatibles) (p. 1404) : rejeté (p. 1405)

Son amendement n° 98 (instauration de standards de communication ouverts) : rejeté (p. 1405)

Son amendement n° 99 (Etat et collectivités territoriales tenus d'utiliser des standards de communication ouverts) : rejeté (p. 1405)

Son amendement n° 100 (missions de l'agence de l'administration électronique) (p. 1405) : rejeté (p. 1406)

Article 2 (obligations et responsabilités des prestataires intermédiaires)

Son intervention (p. 1408)
 Son amendement n° 150 (p. 1408)

Article 4 (responsabilité des prestataires techniques intermédiaires)

Son amendement n° 151 rectifié (p. 1453)

Article 9 (obligation de transparence des prestataires en ligne)

Son intervention (p. 1459 et s.)
 Son sous-amendement n° 187 à l'amendement n° 64 de la commission (p. 1459)

Article 12 (régime de la prospection directe)

Son intervention (p. 1465)
 Son amendement n° 153 (p. 1465)

Article 18 (régime juridique de l'utilisation, de la fourniture, de l'importation et de l'exportation des moyens de cryptologie)

Son intervention (p. 1469 et s.)
 Son amendement n° 145 (p. 1469)
 Ses amendements n° 146 et 120 (p. 1470)

Article 21 (responsabilité des prestataires de services de certification électronique pour les certificats présentés par eux comme qualifiés)

Son amendement n° 147 (p. 1472)

Article 22 (sanctions administratives à l'encontre des fournisseurs de moyens de cryptologie)

Son intervention (p. 1473)
 Son amendement n° 148 (p. 1473)

Article 24 (pouvoirs des agents spécialisés en matière de constatation des infractions au régime de la cryptologie)

Son intervention (p. 1474)
 Son amendement n° 154 (p. 1474)

Article 26 (interceptions de sécurité des messages cryptés - sanctions pénales en cas de refus de communiquer la convention de déchiffrement)

Son intervention (p. 1477 et s.)
 Ses amendements n° 155 et 156 (p. 1477)
 Son amendement n° 157 (p. 1478)

Projet de loi n° 606 relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mars 2003] (p. 1537, 1565)

Son intervention (p. 1551)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 1587)

Thèmes :

Administration : services déconcentrés : directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRE) (p. 1552)
Assurances : indemnisation (p. 1552)
Collectivités territoriales : rapports avec les administrés : information (p. 1551)
Communes : Toulouse (p. 1551)
Entreprises : sous-traitance (p. 1552, 1588)
Industrie : chimie (p. 1552)
Sécurité publique : risques technologiques (p. 1551)
Transports routiers : transport de matières dangereuses (p. 1552)
Urbanisme (p. 1551 et s., 1588)

Discussion des articles [5 mars 2003] (p. 1607, 1634) [6 mars 2003] (p. 1678, 1713, 1763)

Article 1er (information du public au cours de l'enquête publique relative à une installation classée "Seveso seul haut")
Son intervention (p. 1612)

Article 2 (création du comité local d'information et de concertation sur les risques)

Son amendement n° 189 (p. 1621)

Son amendement n° 188 (p. 1627)

Son amendement n° 191 (p. 1636)

Ses observations : estime important d'indiquer dans la loi que les riverains, les associations, les collectivités territoriales, les industriels et les salariés des entreprises doivent être présents dans les comités locaux d'information et de concertation sur les risques et demande une suspension de séance d'une demi-heure pour réunir son groupe [5 mars 2003] (p. 1636)

Son amendement n° 192 (p. 1638)

Son amendement n° 190 (p. 1644)

Article 3 (possibilité d'instituer des servitudes d'utilité publique en cas d'installation nouvelle sur un site existant ou de modification d'une installation existante)

Son intervention (p. 1649 et s.)

Après l'article 3

Son amendement n° 193 (harmonisation : abrogation de l'article L. 421-8 du code de l'urbanisme) : rejeté (p. 1655)

Article 3 bis (réalisation d'une étude de dangers par le demandeur d'une autorisation d'exploiter une installation classée)

Son intervention (p. 1655 et s.)

Après l'article 3 bis

Son amendement n° 194 (étude de danger présentée par l'exploitant) : retiré (p. 1658)

Article 4 (installations soumises à un plan de prévention des risques technologiques)

Son intervention (p. 1661 et s.)

Article L. 515-15 du code de l'environnement : élaboration des plans de prévention des risques technologiques (PPRT)

Son amendement n° 195 (p. 1661)

Son amendement n° 196 (p. 1663)

Avant l'article 5

Son amendement n° 462 (prise en compte et communication au comité d'hygiène des contraintes spécifiques imposées au personnel) : rejeté (p. 1700)

Article 5 (rôle respectif en matière de sécurité du chef de l'entreprise utilisatrice et des chefs des entreprises extérieures intervenant dans les établissements particulièrement dangereux)

Son intervention (p. 1703 et s.)

Son amendement n° 463 (p. 1703)

Après l'article 5

Son amendement n° 216 (élection d'un délégué à la sécurité industrielle) (p. 1705) : rejeté (p. 1707)

Article 6 (formation aux risques des intervenants extérieurs dans les établissements particulièrement dangereux)

Son amendement n° 464 (p. 1714)

Après l'article 6

Son amendement n° 215 rectifié (droit d'alerte donné aux élus du comité d'hygiène) : rejeté (p. 1714)

Son amendement n° 390 rectifié (plans d'urgence externes testés, réexaminés et si nécessaire révisés, et populations riveraines associées) (p. 1714) : rejeté (p. 1715)

Article 7 (information des autorités publiques lors de la mise en œuvre du droit d'alerte)

Son amendement n° 481 rectifié (p. 1717)

Article 8 (moyens de prévention, de lutte contre l'incendie et de secours)

Son amendement n° 465 (p. 1718)

Après l'article 8

Son amendement n° 328 rectifié (abaissement de cinquante à vingt du nombre de salariés rendant obligatoire la création du comité d'hygiène) : rejeté (p. 1719)

Son amendement n° 466 (composition du comité d'hygiène) (p. 1719) : rejeté (p. 1721)

Son amendement n° 467 (composition du comité d'hygiène) (p. 1720) : retiré (p. 1721)

Son amendement n° 468 (augmentation par voie de convention collective ou après accord entre le chef d'entreprise et les organisations syndicales représentatives du nombre des membres de la délégation du personnel au comité d'hygiène) : adopté après modification (p. 1721)

Après l'article 8 bis

Son amendement n° 469 (élection d'un délégué supplémentaire dans les établissements de moins de cinquante salariés) : rejeté (p. 1721)

Après l'article 9

Son amendement n° 470 (rapprochement des comités d'hygiène dans les zones industrielles à entreprises multiples) (p. 1723) : retiré (p. 1724)

Son amendement n° 471 (missions du comité d'hygiène) (p. 1724) : rejeté (p. 1725)

Son amendement n° 325 rectifié (information) : rejeté (p. 1725)

Article 10 (renforcement des prérogatives du CHSCT dans certains établissements)

Son amendement n° 473 (p. 1726)

Son amendement n° 474 (p. 1727)

Son amendement n° 487 (p. 1728)

Son amendement n° 475 (p. 1729)

Après l'article 10

Son amendement n° 477 (contenu du bilan social) (p. 1729) : rejeté (p. 1730)

Article 11 (formation spécifique aux risques des représentants du personnel des CHSCT dans les établissements dangereux)

Ses amendements n° 478 et 479 (p. 1733)

Après l'article 11

Son amendement n° 480 (contenu du plan de formation du personnel) : rejeté (p. 1734)

Article 11 bis (renforcement des relations entre l'inspecteur des installations classées et le CHSCT des établissements dangereux)

Son amendement n° 482 (p. 1735)

Après l'article 11 bis

Son amendement n° 510 rectifié (de précision : référence aux articles L. 236-1 à L. 236-13 du code du travail afin que le comité d'hygiène ne soit pas bloqué dans son fonctionnement) : rejeté (p. 1736)

Son amendement n° 217 deuxième correction (désignation d'une équipe pluridisciplinaire d'experts par le juge) (p. 1736) : rejeté (p. 1737)

Article 12 (création d'une garantie d'indemnisation pour les dommages matériels des sinistrés couverts par un contrat d'assurance)

Son intervention (p. 1739 et s.)

Son amendement n° 483 (p. 1742)

Son amendement n° 218 corrigé (p. 1743)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 157 de M. Jean-Pierre Kucheida (définition du sinistre minier) (p. 1747)

Intervient sur l'amendement n° 407 de M. François Grosdidier (définition du sinistre minier) (p. 1747)

Après l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 534 corrigé du Gouvernement (dispositions particulières applicables aux dommages immobiliers d'origine minière) (p. 1749)

Son sous-amendement n° 550 (référence à l'année 1994) à l'amendement n° 534 corrigé du Gouvernement (p. 1749) : rejeté (p. 1750)

Son sous-amendement n° 544 (extension du champ d'application de l'indemnisation) à l'amendement n° 534 corrigé du Gouvernement : rejeté (p. 1750)

Intervient sur le sous-amendement n° 536 de M. François Grosdidier (application aux procédures d'indemnisation en cours) à l'amendement n° 534 corrigé du Gouvernement (p. 1751)

Son sous-amendement n° 541 (application aux procédures d'indemnisation en cours) à l'amendement n° 534 corrigé du Gouvernement (p. 1751) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 1752)

Son sous-amendement n° 542 rectifié (réparation ou valeur de reconstruction à neuf de l'immeuble sinistré) à l'amendement n° 534 corrigé du Gouvernement : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 1752)

Son sous-amendement n° 543 (indemnisation dans les trois mois suivant la transmission du descriptif des dommages au fonds de garantie) à l'amendement n° 534 corrigé du Gouvernement : rejeté (p. 1753)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 449 de M. Pierre Cohen (information des autorités publiques et des riverains en cas d'intervention créant un risque, même provisoire) (p. 1764)

Intervient sur l'amendement n° 334 de M. David Habib (titulaires des concessions de stockage soumis à la taxe professionnelle) (p. 1764)

Intervient sur l'amendement n° 333 de M. David Habib (infrastructures de transport concernées par les dispositions de la présente loi) (p. 1764)

Article 16 (informations devant figurer dans le rapport annuel des sociétés)
Son amendement n° 484 (p. 1766)

Article 16 quater (remise en état du site après la fermeture d'une installation classée)
Son amendement n° 485 (p. 1768)

Après l'article 16 quater
Son amendement n° 387 (sanctions) (p. 1769) : rejeté (p. 1770)

Après l'article 16 quinquies
Son amendement n° 486 (diffusion des sanctions par voie audiovisuelle) (p. 1770) : rejeté (p. 1771)

Après l'article 16 septies
Intervient sur l'amendement n° 297 rectifié de Mme Nathalie Kosciusko-Morizet (protection des acquéreurs d'un terrain ou d'une habitation en raison d'une ancienne pollution) (p. 1775)

Son amendement n° 389 (réduction des risques à la source avec aide accordée aux entreprises) (p. 1777) : retiré (p. 1779)

Article 18 (surveillance et prévision des crues)

Article L. 564-1 du code de l'environnement : compétence de l'Etat en matière d'organisation de la surveillance et de la prévision des crues
Son amendement n° 223 (p. 1783)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juillet 2003] (p. 7542)

Son intervention (p. 7544)

Thèmes :

Administration : directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRE) (p. 7545)

Collectivités territoriales : exécutifs locaux : servitudes (p. 7545)

Entreprises : comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) (p. 7545)

Mines et carrières : dégâts miniers (p. 7545)

Sécurité publique : risques technologiques (p. 7544 et s.)

Urbanisme (p. 7545)

Discussion des articles [15 juillet 2003] (p. 7552, 7577)

Article 2 (création du comité local d'information et de concertation sur les risques)

Son amendement n° 49 (p. 7554)

Après l'article 3

Son amendement n° 53 (abrogation de l'article L. 421-8 du code de l'urbanisme qui permet de soumettre à des prescriptions particulières la réalisation de travaux à proximité des installations classées) : retiré (p. 7556)

Article 3 bis (réalisation d'une étude de dangers par le demandeur d'une autorisation d'exploiter une installation classée)

Son sous-amendement n° 55 à l'amendement n° 8 de la commission (p. 7557)

Article 4 (plan de prévention des risques technologiques)

Son amendement n° 56 (p. 7562)

Son intervention (p. 7566)

Article 4 bis (complément au dossier de sécurité des ouvrages de transport ferroviaire et des installations multimodales)

Son intervention (p. 7569)

Article 5 A supprimé par le Sénat (majoration de 50 % du temps laissé aux membres du CHSCT pour exercer leurs fonctions dans les installations "Seveso seuil haut" et les installations de stockage souterrain de gaz, d'hydrocarbures et de produits chimiques)

Son amendement n° 63 (p. 7578)

Après l'article 5 A

Son amendement n° 64 corrigé (protection des employés) : rejeté (p. 7578)

Après l'article 5

Son amendement n° 65 (élection d'un délégué à la sécurité industrielle au sein de l'entreprise) : rejeté (p. 7578)

Après l'article 6

Son amendement n° 67 (protection des salariés) : rejeté (p. 7579)

Après l'article 8

Son amendement n° 68 (abaissement de cinquante à vingt du nombre des salariés rendant obligatoire la création du comité d'hygiène) : rejeté (p. 7579)

Son amendement n° 69 (élection d'un délégué du personnel supplémentaire chargé des questions de sûreté industrielle) : rejeté (p. 7580)

Son amendement n° 70 (constitution d'un CHSCT de site dans les zones industrielles à entreprises multiples) (p. 7580) : rejeté (p. 7581)

Ses amendements n° 71, 72 et 73 (composition du CHSCT) : rejetés (p. 7581)

Après l'article 11 bis

Son amendement n° 74 (plan de formation du personnel validé officiellement par le comité d'entreprise) (p. 7582) : rejeté (p. 7583)

Article 12 (création d'une garantie d'indemnisation pour les dommages matériels des sinistrés couverts par un contrat d'assurance)

Son amendement n° 76 (p. 7583)

Son intervention (p. 7585)

Son amendement n° 75 (p. 7585)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 139 de M. Michel Liebgott (égalité de traitement entre les victimes des affaissements lents et celles des affaissements soudains) (p. 7588)

Article 13 bis (indemnisation des victimes de sinistres miniers par le fonds de garantie "automobile")

Son intervention (p. 7590)

Après l'article 13 bis

Intervient sur l'amendement n° 85 de M. Michel Liebgott (arrêt du pompage des eaux d'exhaure après approbation des plans de prévention des risques miniers) (p. 7592)

Son amendement n° 86 (conditions de l'arrêt du pompage des eaux d'exhaure) (p. 7592) : retiré (p. 7593)

Article 14 supprimé par le Sénat (obligation de réaliser une évaluation de la probabilité d'accident et du coût des dommages éventuels)

Son amendement n° 88 (p. 7593)

Article 16 (informations devant figurer dans le rapport annuel des sociétés)

Son amendement n° 91 (p. 7594)

Article 16 quater (remise en état du site après la fermeture d'une installation classée)

Son intervention (p. 7597)

Après l'article 16 quater

Son amendement n° 115 (sanctions) (p. 7598) : rejeté (p. 7599)

Son amendement n° 116 (responsabilité de la société et de ses filiales) (p. 7599) : rejeté (p. 7601)

Après l'article 16 decies

Son amendement n° 118 (dépenses engagées par les propriétaires afin de prendre en compte les prescriptions inscrites aux plans de prévention des risques naturels ou technologiques déductibles de la taxe foncière sur les propriétés bâties) (p. 7604) : rejeté (p. 7605)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 7625)

Abstention du groupe socialiste (p. 7626)

Projet de loi n° 640 relatif aux assistants d'éducation

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 mars 2003] (p. 2624)

Article 3 (affiliation des établissements publics locaux d'éducation à l'assurance-chômage au titre des assistants d'éducation)

Son intervention (p. 2641 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 2981 de M. Yves Durand (rapport au Parlement sur l'application de la loi relative aux assistants d'éducation) (p. 2648)

Intervient sur l'amendement n° 2982 de M. Jean-Marc Ayrault (rapport au Parlement sur l'application de la loi relative aux assistants d'éducation) (p. 2648)

Intervient sur l'amendement n° 2983 de M. Alain Néri (rapport au Parlement sur l'application de la loi relative aux assistants d'éducation) (p. 2648)

Intervient sur l'amendement n° 2984 de M. Patrick Roy (rapport au Parlement sur l'application de la loi relative aux assistants d'éducation) (p. 2648)

Intervient sur l'amendement n° 2985 de Mme Catherine Génisson (rapport au Parlement sur l'application de la loi relative aux assistants d'éducation) (p. 2648)

Intervient sur l'amendement n° 2986 de M. Victorin Lurel (rapport au Parlement sur l'application de la loi relative aux assistants d'éducation) (p. 2648)

Intervient sur l'amendement n° 2987 de Mme Hélène Mignon (rapport au Parlement sur l'application de la loi relative aux assistants d'éducation) (p. 2648)

Intervient sur l'amendement n° 2988 de M. Simon Renucci (rapport au Parlement sur l'application de la loi relative aux assistants d'éducation) (p. 2648)

Intervient sur l'amendement n° 2989 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (rapport au Parlement sur l'application de la loi relative aux assistants d'éducation) (p. 2648)

Intervient sur l'amendement n° 2990 de M. Gaëtan Gorcé (rapport au Parlement sur l'application de la loi relative aux assistants d'éducation) (p. 2648)

Intervient sur l'amendement n° 2991 de M. Christophe Masse (rapport au Parlement sur l'application de la loi relative aux assistants d'éducation) (p. 2648)

Intervient sur l'amendement n° 2992 de M. Jean-Pierre Blazy (rapport au Parlement sur l'application de la loi relative aux assistants d'éducation) (p. 2648)

Déclaration du Gouvernement n° 880 sur les infrastructures 2003-2020 et débat sur cette déclaration

[20 mai 2003] (p. 3826)

Son intervention (p. 3895)

Thèmes :

Transports aériens : aéroports : Bretagne (p. 3895)

Transports ferroviaires : TGV-Est (p. 3896)

Transports ferroviaires : trains express régionaux (TER) (p. 3895)

Voirie : autoroutes (p. 3896)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Avant l'article 1er [séances des 12, 13, 14 juin 2003] (principes)

Son intervention (p. 5174 et s.)

Article 2 [séances des 16 et 17 juin 2003] (contributivité)

Son intervention (p. 5395)

Proposition de loi n° 418 portant diverses dispositions relatives aux droits des mineurs et aux mines

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 2003] (p. 5407)

Son intervention (p. 5418)

Thèmes :

Energie et carburants : Charbonnage de France (p. 5419)

Mines et carrières : dégâts miniers (p. 5419)

Mines et carrières : travailleurs de la mine : statut juridique (p. 5418 et s.)

Discussion des articles [17 juin 2003] (p. 5422)

Article 4 (administration et gestion de l'Agence)

Son intervention (p. 5423)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Jean-Pierre Kucheida (conventions entre l'Agence nationale et les bailleurs sociaux afin de mieux indemniser les ayants droit) (p. 5424)

Article 11 (coordination et dissolution de Charbonnages de France)

Son intervention (p. 5426 et s.)

Son amendement n° 5 (p. 5426)

Après l'article 12

Son intervention (p. 5429)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Jean-Yves Le Déaut (dissolution de l'établissement public liée à la réalisation d'une étude complète de toutes les conséquences potentielles de l'arrêt de l'exploitation) (p. 5430)

Son amendement n° 6 (dissolution de l'établissement public liée à la réalisation d'une étude complète de toutes les conséquences potentielles de l'arrêt de l'exploitation) (p. 5429) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 5431)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Michel Sordi (centre de stockage autorisé sous certaines conditions et pour une durée illimitée avant l'échéance du terme prévu initialement par l'autorisation) (p. 5432)

Jean-Yves LE DRIAN

Morbihan (5^{ème} circonscription)
Socialiste

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la commission d'enquête sur l'application des mesures préconisées en matière de sécurité du transport maritime des produits dangereux ou polluants et l'évaluation de leur efficacité [J.O. du 12 février 2003] (p. 2618)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) tome IX : Défense (services communs) (n° 260) [10 octobre 2002]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE ET SGDN

Examen des fascicules [24 octobre 2002] (p. 3907)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 3917)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : Délégation générale pour l'armement (DGA) (p. 3917)

Défense : direction des chantiers navals (p. 3917)

Défense : GIAT-Industries (p. 3917)

Déclaration du Gouvernement n° 880 sur les infrastructures 2003-2020 et débat sur cette déclaration

[20 mai 2003] (p. 3826)

Son intervention (p. 3886)

Thème :

Régions : Bretagne : infrastructures (p. 3886)

Michel LEFAIT

Pas-de-Calais (8^{ème} circonscription)
Socialiste

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre suppléant de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (ex-délégation de l'Assemblée nationale à l'Assemblée de l'Atlantique Nord) [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12452)

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation [J.O. du 10 octobre 2002] (p. 16779)

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de la présence du loup en France et l'exercice du pastoralisme dans les zones de montagne [J.O. du 13 novembre 2002] (p. 18692)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances rectificative n° 382 pour 2002

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 décembre 2002] (p. 6512)

Article 38 (abrogation du dispositif de financement de la reconstruction des ponts détruits par fait de guerre)

Son amendement n° 210 (maintien jusqu'en 2004 du financement à 50 % par l'Etat de travaux de voirie substitués à la reconstruction des ponts) (p. 6542)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Article 3 [séances du 17 juin 2003] (équité)

Son intervention (p. 5491 et s.)

Jean-Claude LEFORT

*Val-de-Marne (10^{ème} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe des Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11065)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11116)

Membre de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12452)

Représentant suppléant de la délégation française aux assemblées du Conseil de l'Europe et de l'UEO [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12452)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 25 mars 2003] (p. 5314)

Membre de la commission d'enquête sur les causes économiques et financières de la disparition d'Air Lib [J.O. du 26 mars 2003] (p. 5405)

Secrétaire de la commission d'enquête sur les causes économiques et financières de la disparition d'Air Lib [J.O. du 27 mars 2003] (p. 5472)

Secrétaire de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 2 avril 2003] (p. 5831)

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 243 sur l'approche de l'Union européenne en vue du cycle du développement à l'Organisation mondiale du commerce (COM (1999) 331 final/n° E 1285) [8 octobre 2002]

Proposition de loi n° 621 tendant à la création d'une délégation parlementaire d'évaluation de la mondialisation et de ses effets [13 février 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Irak. situation militaire [29 janvier 2003] (p. 634)

Relations internationales. commerce international. Organisation mondiale du commerce (OMC), commerce des services, services publics, perspectives [2 avril 2003] (p. 2746)

Justice, jugements, exécution, modalités, militant syndical agricole [24 juin 2003] (p. 5884)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 142, posée le 24 février 2003. Police. organisation (J.O. questions p. 1272). Appelée le 25 février 2003. police de proximité, mise en place, Ivry-sur-Seine (p. 1340)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Condamne l'accord passé par la Commission européenne, donnant aux autorités aériennes des Etats-Unis accès aux fichiers des passagers empruntant un vol à destination de ce pays [12 mars 2003] (p. 1971)

Se plaint de l'application de l'article 40 à des amendements déposés par son groupe, alors que le système des retraites concerne à la fois le service public et le secteur privé et, plus largement, un fait de société, et réclame des explications de la part du président de la commission des finances [17 juin 2003] (p. 5506)

Souhaite être informé de l'organisation des travaux pendant la session extraordinaire qui va commencer [27 juin 2003] (p. 6284)

DÉBATS

Projet de loi n° 19 portant amnistie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 juillet 2002] (p. 1938)

Article 13 (infractions exclues de l'amnistie)

Son amendement n° 89 (destruction, dégradation ou détérioration de biens privés) (p. 1946)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [18 octobre 2002] (p. 3634)

Après l'article 17

Son amendement n° 192 (taxe sur les transactions financières – mise en vigueur de la taxe "Tobin" - taux de 0,05 %) (p. 3660)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen du fascicule [13 novembre 2002] (p. 5009)

Son intervention (p. 5030)

Thèmes avant la procédure des questions :

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : crédits budgétaires (p. 5032)

Organisations internationales : Fonds monétaire international (p. 5032)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : résolution (p. 5031)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 5032)

Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 5033)

Pays étrangers : Etats-Unis : politique extérieure (p. 5031)

Pays étrangers : Irak : désarmement (p. 5031)

Politiques communautaires : Fonds européen de développement : crédits budgétaires (p. 5033)

Vote des crédits et articles rattachés [13 novembre 2002] (p. 5058)

Etat B, titre III

Intervient sur l'amendement n° 123 rectifié de la commission (réduction des crédits du Haut Conseil de la coopération internationale-HCCI) (p. 5060)

Débat sur l'avenir de l'Europe

[3 décembre 2002] (p. 6067)

Son intervention (p. 6093)

Thème :

Union européenne : Convention sur l'avenir de l'Europe : institutions communautaires (p. 6093)

Projet de loi n° 632 relatif aux entreprises de transport aérien et notamment à la société Air France

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 mars 2003] (p. 1884)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 1898)

Thèmes :

Constitution : préambule : services publics (p. 1898)

Pays étrangers : Etats-Unis : transports aériens (p. 1899)

Transports aériens : Air France : situation financière (p. 1898)

Transports aériens : Air Lib (p. 1899)

Discussion des articles [12 mars 2003] (p. 1952)

Article 2 (composition du conseil d'administration et du conseil de surveillance de la société Air France)

Son intervention (p. 1965 et s.)

Article 3 (dispositions relatives au passage des salariés d'Air France du statut public au droit privé)

Son rappel au règlement (cf supra) [12 mars 2003] (p. 1971)

Projet de loi n° 710 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance des mesures de simplification et de codification du droit

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 avril 2003] (p. 3053)

Article 20 (clarification du droit du travail et du financement de la formation professionnelle)

Son intervention (p. 3075)

Article 12 (précédemment réservé) (vote par procuration)

Reprend l'amendement n° 98 de M. Eric Woerth (dispositions particulières applicables aux dommages immobiliers d'origine minière) (p. 3083)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) [2 juillet 2003] (p. 6697)

Article 3 [séances du 17 juin 2003] (équité)

Son rappel au règlement (cf supra) [17 juin 2003] (p. 5506)

Avant l'article 4 [séances des 18 et 19 juin 2003] (contrats à durée déterminée ou à temps partiel)

Son intervention (p. 5542 et s.)

Article 5 [séance 19 juin 2003] (durée d'assurance, pour obtenir une pension à taux plein, portée à 41 ans en 2012)

Son intervention (p. 5662 et s.)

Article 14 [séance du 24 juin 2003] (compétences du conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés)

Son intervention (p. 5908 et s.)

Article 16 [séance du 24 juin 2003] (permettre aux assurés qui sont en activité depuis l'âge de 14, 15 et 16 ans de faire valoir leurs droits à la retraite avant 60 ans)

Son intervention (p. 5934)

Article 17 [séance du 24 juin 2003] (majoration de pension de 3 % par année de cotisation au-delà de la durée légale de cotisation)

Son intervention (p. 5951)

Article 18 [séance du 24 juin 2003] (majoration de la retraite minimum au titre des périodes cotisées)

Son intervention (p. 5958)

Article 32 [séance du 27 juin 2003] (allongement progressif de la durée d'activité dans la fonction publique pour obtenir une pension complète. Instauration d'un double mécanisme de minoration et majoration)

Son intervention (p. 6249)

Article 33 [séance du 27 juin 2003] (liquidation de la solde de réforme)

Son intervention (p. 6265 et s.)

Article 35 [séance du 27 juin 2003] (conditions de liquidation différée des pensions civiles et militaires)

Son intervention (p. 6281)

Son rappel au règlement (cf supra) [27 juin 2003] (p. 6284)

Article 37 [séance du 27 juin 2003] (droit à pension de réversion - mise en conformité avec le droit communautaire)

Son intervention (p. 6291)

Article 38 [séance du 27 juin 2003] (pensions de réversion et orphelins - mise en conformité avec le droit communautaire)

Son intervention (p. 6295)

Article 42 [séance du 27 juin 2003] (pensions de réversion en cas de décès d'un fonctionnaire par suite de circonstances particulières)

Son intervention (p. 6307 et s.)

Jean-Marc LEFRANC

*Calvados (5^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Rapporteur de la proposition de résolution sur la sécurité maritime en Europe (COM[2002] 780 final / E 2186, COM[2003] 001 final / E 2201) (n° 645) [19 mars 2003]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 575 tendant à accorder aux sapeurs-pompiers professionnels des bonifications de temps de service accompli pour la liquidation de leur pension de retraite [30 janvier 2003]

Proposition de loi n° 576 relative à la retraite des sapeurs-pompiers volontaires tendant à prendre en compte de nouveaux éléments dans l'ouverture du droit à pension [30 janvier 2003]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur la proposition de résolution (n° 645) de M. Guy Lengagne et M. Didier Quentin, rapporteurs de la délégation pour l'Union européenne, sur la sécurité maritime en Europe (COM[2002] 780 final / E 2186, COM[2003] 001 final / E 2201) [19 mars 2003] (n° 707)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Aquaculture et pêche professionnelle. politiques communautaires. quotas de pêche, Manche [3 octobre 2002] (p. 2842)

Etrangers. zones d'attente. accès, associations humanitaires [11 mars 2003] (p. 1880)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 15, posée le 14 octobre 2002. Impôts et taxes. exonération (J.O. questions p. 3481). Appelée le 15 octobre 2002. activités situées dans les zones de redynamisation urbaine, champ d'application (p. 3285)

n° 369, posée le 26 mai 2003. Aquaculture et pêche professionnelle. coquilles Saint-Jacques (J.O. questions p. 3974). Appelée le 27 mai 2003. politiques communautaires, conséquences (p. 4242)

DÉBATS

Projet de loi de finances rectificative n° 382 pour 2002

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 décembre 2002] (p. 6470)

Après l'article 29

Intervient sur l'amendement n° 76 du Gouvernement (Association nationale de développement agricole – transformation de neuf taxes parafiscales en une imposition de toute nature affectée à l'agence de développement agricole et rural) (p. 6487)

Après l'article 30

Intervient sur l'amendement n° 61 de M. Aimé Kergueris (artisans pêcheurs – déduction du bénéfice imposable au titre de la souscription d'une assurance couvrant les risques climatiques, économiques et sanitaires) (p. 6495)

Projet de loi n° 758 relatif à la chasse

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [14 mai 2003] (p. 3668)

Article 16 (jour de non-chasse)

Son intervention (p. 3694)

Marc LE FUR

*Côtes-d'Armor (3^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire de la Commission centrale de classement des débits de tabac [J.O. du 2 août 2002] (p. 13229)

Membre de droit (représentant la commission des finances) de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation [J.O. du 10 octobre 2002] (p. 16779)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) : annexe n° 27 : Intérieur et libertés locales (sécurité intérieure et gendarmerie) (n° 256) [10 octobre 2002]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le fichier national automatisé des empreintes génétiques [18 décembre 2002] (n° 504)

Proposition de loi n° 964 tendant à supprimer la redevance de l'audiovisuel [25 juin 2003]

Proposition de résolution n° 1061 tendant à la création d'une commission d'enquête relative aux troubles à l'ordre public occasionnés par certains mouvements sociaux et sur les moyens d'y remédier [10 septembre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Fonctionnaires et agents publics. grèves. répercussion, rémunérations [24 juin 2003] (p. 5887)

DÉBATS

Projet de loi n° 36 d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2002] (p. 2009)

Son intervention (p. 2019)

Thèmes :

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'intérieur : tutelle (p. 2019)

Ordre public : personnels : rôle et missions (p. 2019)

Ordre public : sécurité : moyens (p. 2019)

Police : police de proximité (p. 2019)

Discussion des articles [17 juillet 2002] (p. 2057, 2106)*Annexe I*

Intervient sur l'amendement n° 65 corrigé de M. Christophe Caresche (consolidation de la police de proximité) (p. 2094)

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Alain Joyandet (rave-parties) (p. 2127)

Article 5 (évaluation annuelle)

Son amendement n° 127 rectifié (nouvelle rédaction de l'article - création d'un observatoire national de la délinquance) (p. 2144)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER****Discussion des articles [18 octobre 2002] (p. 3680)***Après l'article 24*

Son amendement n° 319 (suppression de la redevance audiovisuelle) (p. 3689)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**INTÉRIEUR, SÉCURITÉ INTÉRIEURE ET LIBERTÉS LOCALES****Examen du fascicule [23 octobre 2002] (p. 3847)**

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 3847)

Thèmes avant la procédure des questions :

Ordre public : Groupements d'intervention régionaux (GIR) (p. 3848)

Ordre public : personnels : coopération (p. 3848)

Ordre public : vidéosurveillance (p. 3848)

Police : crédits (p. 3847)

Police : effectifs (p. 3847)

Police : équipements (p. 3848)

Police : officiers de police judiciaire (p. 3847)

Police : police de proximité (p. 3848)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers (p. 3849)

Vote des crédits et articles rattachés [23 octobre 2002] (p. 3897)*Après l'article 72*

Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (rapport au Parlement) (p. 3900)

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 2002] (p. 5323)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 5344)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation : histoire (p. 5345)

Collectivités territoriales : élus locaux (p. 5344)

Collectivités territoriales : expérimentation (p. 5344)

Collectivités territoriales : péréquation (p. 5344)

Etat : décentralisation : subsidiarité (p. 5345)

Discussion des articles [21 novembre 2002] (p. 5473, 5512)*Article 1er (article 1er de la Constitution - organisation de la République)*

Son intervention (p. 5482)

Après l'article 1er

Son amendement n° 200 (langues régionales - respect) (p. 5495) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 5503)

Article 2 (article 37-1 de la Constitution - expérimentations prévues par la loi ou le règlement)

Son intervention (p. 5525)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2003] (p. 116)

Son intervention (p. 132)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité : statistiques (p. 133)

Droit pénal : enquêtes (p. 132)

Droit pénal : fichier national automatisé des empreintes génétiques (FNAEG) (p. 133)

Droits de l'homme et libertés publiques : fichiers informatisés : consultation (p. 133)

Justice : jugements : exécution des peines (p. 133)

Discussion des articles [16 janvier 2003] (p. 218, 268) ; [22 janvier 2003] (p. 390) ; [23 janvier 2003] (p. 445)*Article 1er (pouvoirs des préfets en matière de sécurité intérieure)*

Son amendement n° 348 (p. 231)

Article 14 (dispositifs de contrôle automatisé des données signalétiques de véhicules)

Son amendement n° 350 rectifié (p. 286)

Article 20 (menaces et actes d'intimidation commis contre les personnes exerçant une fonction publique)

Son intervention (p. 411 et s.)

Son amendement n° 351 (p. 411)

Son amendement n° 352 (p. 412)

Article 30 (régime de l'acquisition et de la détention d'armes)

Son intervention (p. 464)

Son amendement n° 353 (p. 464)

Projet de loi n° 638 renforçant la lutte contre la violence routière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 mars 2003] (p. 2225)*Article 1er (homicide involontaire et blessures involontaires à l'occasion de la conduite d'un véhicule)*

Son intervention (p. 2226)

Son amendement n° 186 (p. 2228)

Article 2 (homicide involontaire et blessures involontaires à l'occasion de la conduite d'un véhicule)

Son intervention (p. 2232 et s.)

Son sous-amendement n° 187 rectifié à l'amendement n° 167 de la commission (p. 2232)

Son sous-amendement n° 188 rectifié à l'amendement n° 93 de M. Georges Fenech (p. 2234)

Projet de loi n° 710 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance des mesures de simplification et de codification du droit

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 avril 2003] (p. 2975)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2987)

Thème :

Administration : Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) (p. 2988)

Projet de loi n° 758 relatif à la chasse

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [14 mai 2003] (p. 3668)*Avant l'article 1er*

Intervient sur l'amendement n° 14 de la commission (Office national de la chasse placé sous la double tutelle des ministres chargés de la chasse et de l'agriculture) (p. 3674)

Intervient sur l'amendement n° 99 de M. Charles de Courson (Office national de la chasse placé sous la double tutelle des ministres chargés de la chasse et de l'agriculture) (p. 3674)

Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2003] (p. 4483, 4536)*Article 8 bis supprimé par le Sénat (extension du dispositif d'exonération au créateur bénéficiaire d'un régime de sécurité sociale en tant que conjoint ou concubin d'un salarié)*

Son intervention (p. 4494)

Article 27 B (extension du dispositif destiné à faire face aux crises conjoncturelles agricoles)

Son intervention (p. 4554)

Article 27 C (élargissement des conditions d'extension des contrats interprofessionnels conclus pour faire face à une crise agricole conjoncturelle)

Son intervention (p. 4555)

Son sous-amendement n° 117 (huit jours francs) à l'amendement n° 32 deuxième rectification de la commission (création d'un article L. 611-4-1 du code rural reprenant les dispositions de l'article et avis du Conseil de la concurrence rendu dans les huit jours ouvrables au lieu de huit jours) (p. 4555)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)*Article 16 (séance du 24 juin 2003) (permettre aux assurés qui sont en activité depuis l'âge de 14, 15 et 16 ans de faire valoir leurs droits à la retraite avant 60 ans)*

Son intervention (p. 5935)

Jean LE GARREC

*Nord (12^{ème} circonscription)
Socialiste
Vice-président de l'Assemblée nationale*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Vice-président de l'Assemblée nationale [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11114)

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Cesse d'appartenir à la commission de la production et des échanges [J.O. du 18 juillet 2002] (p. 12313)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 18 juillet 2002] (p. 12313)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant relance de la négociation collective en matière de licenciements économiques [J.O. du 19 décembre 2002] (p. 21117)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*En qualité de Vice-président***RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE**

M. Christian Estrosi : reconnaît que M. Montebourg n'a pas fait référence à un fait personnel et estime que l'incident est clos [1^{er} août 2002] (p. 2583)

M. Bernard Accoyer : répond qu'il respecte la liberté de chacun de s'inscrire sur un article [3 octobre 2002] (p. 2976)

M. Gaëtan Gorce : précise que c'est sa responsabilité de veiller au bon déroulement des débats [3 octobre 2002] (p. 2978)

M. Augustin Bonrepaux : ne doute pas que M. Augustin Bonrepaux contribuera au bon déroulement des débats, estime qu'avoir laissé s'exprimer la ministre de l'outre-mer avant un rappel au règlement était "la moindre des courtoisies républicaines" [27 novembre 2002] (p. 5863)

M. Augustin Bonrepaux : rappelle l'interdiction de toute attaque personnelle [18 décembre 2002] (p. 6917)

M. Didier Migaud : indique que la conférence des présidents a fixé sans opposition la date de constitution de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique [18 décembre 2002] (p. 6917, 6918)

M. René Dosière : informe l'Assemblée que, rejoignant cette demande, M. Jean-Louis Debré est entré en contact avec le Premier ministre pour étudier les initiatives à prendre [20 mars 2003] (p. 2256)

Mme Martine Billard : fait observer à Mme Billard qu'un sous-amendement non déposé en commission peut l'être en séance publique [13 juin 2003] (p. 5239)

M. Maxime Gremetz : répond à M. Gremetz que sa décision d'organiser un scrutin public se fonde sur l'article 65 du règlement [26 juin 2003] (p. 6161)

DÉBATS**Projet de loi n° 154 d'orientation et de programmation pour la justice****PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [1er août 2002] (p. 2582)**

Article 3 (soumission des marchés de conception, de construction et d'aménagement d'établissements pénitentiaires au code des marchés publics)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Christian Estrosi (cf supra) (p. 2583)

Avant l'article 7

Répond aux observations de M. Michel Vaxès : confirme qu'il n'a pas entendu cette demande (p. 2587)

Projet de loi n° 190 relatif aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [3 octobre 2002] (p. 2965)**

Article 2 (articles L. 212-5, L. 212-5-1, L. 212-6, L. 212-8, L. 212-9, L. 212-15-2, L. 212-15-3 et L. 227-1 du code du travail : assouplissements des trente-cinq heures)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Bernard Accoyer (cf supra) (p. 2976)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Gaëtan Gorce (cf supra) (p. 2978)

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [26 novembre 2002] (p. 5725) ; [27 novembre 2002] (p. 5860)**

Article 6 (article 72-2 de la Constitution - autonomie financière des collectivités territoriales)

Répond au fait personnel de Mme Ségolène Royal : estime qu'une autre réponse pouvait être attendue de M. Charles de Courson (p. 5748)

Article 7 (articles 72-3 et 72-4 de la Constitution - régime des collectivités situées outre-mer)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Augustin Bonrepaux (cf supra) (p. 5862)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE****Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [18 décembre 2002] (p. 6907)**

Intervient sur :

- le rappel au règlement de M. Augustin Bonrepaux (cf supra) [18 décembre 2002] (p. 6917)

- le rappel au règlement de M. Didier Migaud (cf supra) [18 décembre 2002] (p. 6917)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)**

Avant l'article 1er [séances des 12, 13, 14 juin 2003] (principes)

Son intervention (p. 5149 et s.)

Intervient sur le rappel au règlement de Mme Martine Billard (cf supra) (p. 5239)

Article 21 [séance du 25 juin 2003] (amélioration du régime de la retraite progressive)

Son intervention (p. 6005 et s.)

Article 22 [séances du 25 juin 2003] (amélioration de la pension de réversion et suppression de l'assurance veuvage)

Son intervention (p. 6008 et s.)

Après l'article 24 [séances des 25 et 26 juin 2003] (droits à pension des fonctionnaires ; retraite des fonctionnaires exerçant un mandat parlementaire)

Son intervention (p. 6104 et s.)

Article 27 [séances du 26 juin 2003] (services effectifs et validation des périodes d'interruption ou de réduction d'activité)

Son intervention (p. 6139)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Maxime Gremetz (cf supra) (p. 6160)

*En qualité de Député***QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Politique sociale. lutte contre l'exclusion. perspectives [19 novembre 2002] (p. 5287)

Politique économique. budget. perspectives [4 février 2003] (p. 785)

Retraites : généralités. réforme. perspectives [13 mai 2003] (p. 3592)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Se plaint que le ministre des affaires sociales n'ait pas répondu, à l'issue de la discussion générale, aux questions posées par les députés [3 octobre 2002] (p. 2931)

Accuse la majorité de procéder à la confiscation des débats, réclame à son tour une suspension de séance [12 décembre 2002] (p. 6608)

DÉBATS**Projet de loi n° 190 relatif aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [2 octobre 2002] (p. 2843) ; [3 octobre 2002] (p. 2927)**

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2854)

Son rappel au règlement (cf supra) [3 octobre 2002] (p. 2931)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 2854)

Emploi : création d'emplois (p. 2858)

Emploi : politique de l'emploi (p. 2853)

Emploi : recrutement (p. 2860)

Enfants : travail (p. 2856)
 Entreprises : allègement des charges (p. 2854)
 Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 2856)
 Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 2861)
 Politique économique : généralités (p. 2854)
 Politique économique : pouvoir d'achat (p. 2854)
 Politique sociale : généralités (p. 2854)
 Régions : Nord-Pas-de-Calais (p. 2860)
 Syndicats : droits syndicaux (p. 2859)
 Syndicats : représentativité (p. 2859)
 Travail : durée du travail (p. 2853)
 Travail : heures supplémentaires (p. 2854)
 Travail : réduction du temps de travail (p. 2857)
 Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 2859)
 Travail : salaires (p. 2859)

Discussion des articles [3 octobre 2002] (p. 2947) ; [9 octobre 2002] (p. 3158)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 128 de M. Gaëtan Gorce (principe de la négociation collective) (p. 2949)

Article 1er (article 32 de la loi n° 2000-37 du 19 janvier 2000 : harmonisation des salaires minima)

Son intervention (p. 2952)

Article 6 (article L. 241-13 du code de la sécurité sociale : dispositif d'allègement de cotisations patronales de sécurité sociale)

Intervient sur l'amendement n° 207 de M. Gaëtan Gorce (non-allègement des charges liées aux contrats de durée inférieurs au tiers de la durée de travail à temps plein) (p. 3178)

Projet de loi n° 250 de financement de la sécurité sociale pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 octobre 2002] (p. 4123)

Son intervention (p. 4153)

Thèmes :

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 4154)
 Etablissements de santé : centres hospitaliers (p. 4155)
 Santé : politique de la santé (p. 4153)
 Sécurité sociale : Caisse nationale d'assurance maladie (p. 4154)
 Sécurité sociale : financement (p. 4153)

Discussion des articles [29 octobre 2002] (p. 4208)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (création d'un Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé) (p. 4231)

Proposition de loi constitutionnelle n° 341 visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections locales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France

PREMIÈRE LECTURE

Vote sur le passage à la discussion de l'article unique [26 novembre 2002]

Ses explications de vote (p. 5705)

Projet de loi n° 375 relatif à la négociation collective sur les restructurations ayant des incidences sur l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 décembre 2002] (p. 6101)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6108)

Thèmes :

Emploi : contrats emploi-solidarité (p. 6115)
 Emploi : jeunes (p. 6114)
 Emploi : politique de l'emploi (p. 6112)
 Entreprises : restructurations (p. 6117)
 Entreprises : comités d'entreprise (p. 6113)
 Entreprises : compétitivité (p. 6111)
 Entreprises : investissements (p. 6115)
 Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 6112)
 Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 6113)
 Formation professionnelle : apprentissage (p. 6116)
 Industrie : sidérurgie (p. 6109)
 Marchés financiers : bourses de valeurs (p. 6110)
 Politique sociale : généralités (p. 6109)
 Syndicats : représentativité (p. 6113)
 Travail : préretraites (p. 6116)
 Travail : coût (p. 6116)
 Travail : licenciements (p. 6109, 6113)
 Travail : négociations (p. 6111)

Discussion des articles [5 décembre 2002] (p. 6252, 6292)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Maxime Gremetz (mise à l'étude obligatoire des avis, objections et suggestions des représentants du personnel) (p. 6254)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Maxime Gremetz (représentation commune des salariés d'une entreprise sous-traitante et des salariés de l'entreprise donneuse d'ordre) (p. 6255)

Son amendement n° 61 (institution d'une haute autorité sociale tripartite représentant pouvoirs publics, salariés et organisations professionnelles) (p. 6256) : rejeté (p. 6256)

Article 1er (articles 97, 98, 99, 101, 104, 106, 109 et 116 de la loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002) : suspension de certains articles de la loi de modernisation sociale du 17 janvier 2002 relatifs à la procédure des licenciements économiques)

Son intervention (p. 6261 et s.)

Ses amendements n° 82, 83, 87, 88, 89 et 91 (p. 6292)

Proposition de loi n° 317 visant à protéger les mineurs contre la diffusion de programmes comprenant des scènes de violence gratuite ou de pornographie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 décembre 2002] (p. 6602)

Article 1er (mise en place d'un système de double contrôle d'accès pour les programmes interdits aux mineurs)

Son intervention (p. 6604)

Son rappel au règlement (cf supra) [12 décembre 2002] (p. 6608)

Projet de loi n° 640 relatif aux assistants d'éducation

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 mars 2003] (p. 2463) ; [27 mars 2003] (p. 2529)

Article 1er (création d'une nouvelle catégorie d'emplois occupés par des agents non titulaires au sein de la fonction publique de l'Etat)

Son intervention (p. 2467)

Avant l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 1658 de M. Yves Durand (enseignement de l'outil informatique et de ses applications) (p. 2531)

Intervient sur l'amendement n° 1659 de M. Jean-Marc Ayrault (enseignement de l'outil informatique et de ses applications) (p. 2531)

Intervient sur l'amendement n° 1660 de M. Alain Néri (enseignement de l'outil informatique et de ses applications) (p. 2531)

Intervient sur l'amendement n° 1661 de M. Patrick Roy (enseignement de l'outil informatique et de ses applications) (p. 2531)

Intervient sur l'amendement n° 1662 de Mme Catherine Génisson (enseignement de l'outil informatique et de ses applications) (p. 2531)

Intervient sur l'amendement n° 1663 de M. Victorin Lurel (enseignement de l'outil informatique et de ses applications) (p. 2531)

Intervient sur l'amendement n° 1664 de Mme Hélène Mignon (enseignement de l'outil informatique et de ses applications) (p. 2531)

Intervient sur l'amendement n° 1665 de M. Simon Renucci (enseignement de l'outil informatique et de ses applications) (p. 2531)

Intervient sur l'amendement n° 1666 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (enseignement de l'outil informatique et de ses applications) (p. 2531)

Intervient sur l'amendement n° 1667 de M. Gaëtan Gorce (enseignement de l'outil informatique et de ses applications) (p. 2531)

Intervient sur l'amendement n° 1668 de M. Christophe Masse (enseignement de l'outil informatique et de ses applications) (p. 2531)

Intervient sur l'amendement n° 1669 de M. Jean-Pierre Blazy (enseignement de l'outil informatique et de ses applications) (p. 2531)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 juin 2003] (p. 5029)

Son intervention (p. 5038)

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Article 1er [séances du 16 juin 2003] (système de retraites par répartition)

Son intervention (p. 5341 et s.)

Article 3 [séances du 17 juin 2003] (équité)

Son intervention (p. 5472)

Article 6 [séance du 20 juin 2003] (missions du Conseil d'orientation des retraites (COR))

Son intervention (p. 5711)

Après l'article 6 [séance du 20 juin 2003] (rapport au Parlement)

Son intervention (p. 5713)

Article 7 [séances du 20 juin 2003] (commission de compensation)
Son intervention (p. 5715)

Article 11 [séances du 23 juin 2003] (assujettissement des allocations de préretraite d'entreprise à une contribution spécifique affectée au Fonds de réserve pour les retraites)

Son intervention (p. 5809 et s.)

Article 13 [séance du 24 juin 2003] (accès et maintien dans l'emploi des salariés âgés)

Son intervention (p. 5896)

Article 46 [séance du 30 juin 2003] (maintien en activité au-delà de la limite d'âge)

Son intervention (p. 6363)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [24 juillet 2003] (p. 7885)

Son intervention (p. 7903)

Thèmes :

Politique sociale : généralités (p. 7903)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires : calcul des pensions (p. 7904)

Retraites : généralités : cotisations (p. 7903)

Retraites : généralités : politique à l'égard des retraités (p. 7903)

Retraites : généralités : retraites complémentaires (p. 7904)

Retraites : généralités : système par répartition (p. 7905)

Jacques LE GUEN

Finistère (5^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire

Elu le 9 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre suppléant du conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres [J.O. du 2 août 2002] (p. 13229)

Rapporteur de la proposition de résolution portant création d'une commission d'enquête sur l'application des mesures préconisées en matière de sécurité du transport maritime des produits dangereux ou polluants et l'évaluation de leur efficacité (n° 503) [15 janvier 2003]

Membre de la commission d'enquête sur l'application des mesures préconisées en matière de sécurité du transport maritime des produits dangereux ou polluants et l'évaluation de leur efficacité [J.O. du 12 février 2003] (p. 2618)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur la proposition de résolution (n° 503) de M. Edouard Landrain, M. Christophe Priou et M. Jacques Barrot portant création d'une commission d'enquête sur l'application des mesures préconisées en matière de sécurité du transport maritime des produits dangereux ou polluants et l'évaluation de leur efficacité [28 janvier 2003] (n° 569)

Proposition de loi n° 732 visant à compléter les dispositions de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage [26 mars 2003]

Proposition de loi n° 912 tendant à compléter les dispositions de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage par l'instauration d'un soutien financier de l'Etat à la restauration des équipements et terrains publics illégalement occupés [13 juin 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Famille. politique familiale. perspectives [25 février 2003] (p. 1355)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 43, posée le 2 décembre 2002. Gens du voyage. stationnement (J.O. questions p. 4503). Appelée le 3 décembre 2002. dégradations, collectivités territoriales, indemnisation (p. 6033)

n° 171, posée le 3 mars 2003. Déchets, pollutions et nuisances. bruits (J.O. questions p. 1486). Appelée le 4 mars 2003. aéroports militaires, lutte et prévention (p. 1506)

n° 269, posée le 31 mars 2003. Commerce et artisanat. grande distribution (J.O. questions p. 2289). Appelée le 1^{er} avril 2003. relations avec les fournisseurs, enchères inversées, moralisation (p. 2664)

DÉBATS

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 novembre 2002] (p. 5758)

Article 6 (article 72-2 de la Constitution - autonomie financière des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 5766 et s.)

Proposition de résolution n° 503 portant création d'une commission d'enquête sur l'application des mesures préconisées en matière de sécurité du transport maritime des produits dangereux ou polluants et l'évaluation de leur efficacité

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

Avant la discussion de l'article unique [5 février 2003] (p. 879)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 879)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : marée noire (p. 880)

Mer et littoral : protection : plan POLMAR (Pollution MARitime) (p. 880)

Parlement : rôle : commissions d'enquête (p. 880)

Politiques communautaires : directives : transports maritimes (p. 880)

Transports par eau : sécurité de la navigation : crédits (p. 880)

Discussion de l'article unique [5 février 2003] (p. 889)

Article unique

Son intervention (p. 889 et s.)

Projet de loi n° 632 relatif aux entreprises de transport aérien et notamment à la société Air France

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 mars 2003] (p. 1917)

Son intervention (p. 1921)

Thèmes :

Partis et mouvements politiques : gauche : Air France (p. 1921)

Relations internationales : guerre : transports aériens (p. 1921)

Transports aériens : Air France : actionnaires (p. 1922)

Transports aériens : Air France : actionariat salarié (p. 1922)

Transports aériens : Air France : alliances (p. 1922)

Transports aériens : Air France : dotations en capital (p. 1921)

Transports aériens : Air France : emploi (p. 1921)

Transports aériens : Air France : privatisations (p. 1921 et s.)

Transports aériens : compagnies à bas prix (p. 1921 et s.)

Proposition de loi n° 642 modifiant la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 mars 2003] (p. 2046)

Son intervention (p. 2050)

Thèmes :

Démographie : vieillissement de la population (p. 2051)

Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) (p. 2050)

Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 2050)

Personnes âgées : soins et maintien à domicile (p. 2051)

Déclaration du Gouvernement n° 880 sur les infrastructures 2003-2020 et débat sur cette déclaration

[20 mai 2003] (p. 3826)

Son intervention (p. 3907)

Thèmes :

Transports ferroviaires : TGV : Bretagne (p. 3907)

Union européenne : élargissement (p. 3907)

Jean-Marie LE GUEN

Paris (9^{ème} circonscription)
Socialiste

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Représentant titulaire de la délégation française aux assemblées du Conseil de l'Europe et de l'UEO [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12452)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2003 [J.O. du 22 novembre 2002] (p. 19330)

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé [J.O. du 22 janvier 2003] (p. 1335)

Membre de la commission d'enquête sur la gestion des entreprises publiques afin d'améliorer le système de prise de décision [J.O. du 5 février 2003] (p. 2218)

Vice-président de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé [J.O. du 30 avril 2003] (p. 7622)

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 811 portant création d'une commission d'enquête sur le dispositif français et la coopération internationale en matière de veille sanitaire et notamment de lutte contre la pneumonie atypique [15 avril 2003]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur sa proposition de résolution (n° 811) portant création d'une commission d'enquête sur le dispositif français et la coopération internationale en matière de veille sanitaire et notamment de lutte contre la pneumonie atypique [9 juillet 2003] (n° 1013)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Justice. politique et réglementation. mineurs, perspectives [8 octobre 2002] (p. 3044)

Sécurité sociale. équilibre financier. perspectives [5 mars 2003] (p. 1602)

Assurance maladie maternité: prestations. frais pharmaceutiques. remboursement [20 mai 2003] (p. 3824)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Se plaint que la discussion du projet de loi sur l'allocation personnalisée d'autonomie ait été avancée d'un jour [12 mars 2003] (p. 1993)

Demande à être informé avec précision sur l'heure de fin de séance et l'éventualité d'une séance de nuit: "personne n'a rien à gagner à la crispation" [20 juin 2003] (p. 5741)

DÉBATS

Projet de loi n° 154 d'orientation et de programmation pour la justice

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 août 2002] (p. 2622, 2666)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 281 de M. Christian Estrosi (suspension des allocations familiales pour un mineur placé en centre éducatif fermé sauf décision du juge des enfants) (p. 2645)

Intervient sur l'amendement n° 33 deuxième rectification de M. Christian Estrosi (inscriptions sur les façades -tags- punies d'une peine de travail d'intérêt général) (p. 2649)

Avant l'article 21

Intervient sur l'amendement n° 34 corrigé de M. Guy Teissier (obligation de motivation de toutes les décisions de classement sans suite) (p. 2656)

Article 24 (dispositions diverses relatives à l'instruction)

Son intervention (p. 2671)

Après l'article 28

Intervient sur l'amendement n° 220 de M. Pascal Clément (création d'une infraction d'outrage aggravé à l'encontre des enseignants) (p. 2682)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Jérôme Rivière (délit de non-vaccination ou d'errance d'un chien dangereux) (p. 2683)

Article 30 (hospitalisation des personnes détenues atteintes de troubles mentaux)

Son intervention (p. 2687)

Son amendement n° 274 (hospitalisation dans des établissements de santé au sein d'unités spécialement aménagées) (p. 2688)

Son amendement n° 273 (hospitalisation psychiatrique) (p. 2688)

Son amendement n° 275 (de coordination) (p. 2688)

Son amendement n° 276 (refus du psychiatre de délivrer le certificat médical entraînant une hospitalisation dans des unités spécialement aménagées) (p. 2689)

Son amendement n° 277 (création d'une commission des hospitalisations psychiatriques des détenus) (p. 2690)

Proposition de loi n° 180 relative à la création d'un chèque-emploi associatif

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 octobre 2002] (p. 3199)

Son intervention (p. 3206)

Thèmes :

Associations : statuts (p. 3207)

Emploi : chèque-emploi associatif (p. 3206 et 3207)

Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 3207)

Emploi : création d'emplois (p. 3206)

Emploi : politique de l'emploi : associations (p. 3206)

Discussion des articles [10 octobre 2002] (p. 3213)

Article 1er (articles L. 128-1 et L. 128-2 nouveaux du code du travail : création du chèque-emploi associatif)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Richard Cazenave (extension du bénéfice du chèque-emploi associatif aux associations employant jusqu'à trois salariés à temps plein ou l'équivalent, compte tenu des contrats à temps partiel) (p. 3214)

Après l'article 2

Son amendement n° 3 (instauration d'un titre emploi salarié destiné à aider les petites entreprises à l'accomplissement de leurs obligations déclaratives à l'emploi de salariés) (p. 3216)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 3217)

Projet de loi n° 250 de financement de la sécurité sociale pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 octobre 2002] (p. 4093, 4161)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4118)

Son intervention (p. 4164)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 4173)

Thèmes :

Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 4164)

Professions de santé : médecins (p. 4164)

Recherche : recherche médicale (p. 4174)

Retraites : généralités : politique à l'égard des retraités (p. 4173)

Santé : maladies (p. 4174)

Santé : politique de la santé (p. 4174)

Sécurité sociale : Caisse nationale d'assurance maladie (p. 4118, 4164, 4174)

Sécurité sociale : financement (p. 4118, 4175)

Sécurité sociale : protection sociale (p. 4118, 4176)

Discussion des articles [28 octobre 2002] (p. 4182) ; [29 octobre 2002] (p. 4208, 4260, 4296) ; [30 octobre 2002] (p. 4341, 4374)

Article 1er et rapport annexé (approbation du rapport annexé)

Son intervention (p. 4189 et s.)

Son amendement n° 137 (p. 4192)

Son amendement n° 139 (p. 4195)

Son amendement n° 141 (p. 4196)

Son amendement n° 145 (p. 4197)

Son amendement n° 142 (p. 4198)

Son amendement n° 144 (p. 4199)

Son amendement n° 148 (p. 4227)

Son amendement n° 149 corrigé (p. 4228)

Article 3 (affectation du droit de consommation sur les tabacs)

Son intervention (p. 4261)

Article 4 (montant du droit de consommation sur les tabacs)

Son intervention (p. 4267 et s.)

Article 5 (remboursement de la moitié de la dette du Fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale -FOREC- par la Caisse d'amortissement de la dette sociale -CADES-)

Son intervention (p. 4274)

Article 6 (contribution sur les dépenses de promotion des laboratoires pharmaceutiques)

Son intervention (p. 4278 et s.)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 43 de la commission (affiliation à l'assurance maladie des frontaliers français travaillant en Suisse) (p. 4286)

Article 10 (mode de calcul de l'objectif quantifié national des cliniques privées)

Son intervention (p. 4287)

Article 11 (création d'une mission d'audit et d'expertise hospitaliers)

Son intervention (p. 4289 et s.)

Article 12 (expérimentation du financement des hôpitaux par l'activité)

- Son intervention (p. 4297)
- Article 13 (fusion du Fonds pour la modernisation des cliniques privées dans le Fonds pour la modernisation des établissements de santé)*
Son intervention (p. 4301 et s.)
- Article 15 (suppression du mécanisme dit des "lettres-clefs flottantes" et des comités médicaux régionaux)*
Son intervention (p. 4309 et s.)
- Article 16 (missions du conseil de surveillance de la Caisse nationale d'assurance maladie)*
Son intervention (p. 4313 et s.)
- Article 18 (dénomination et missions du service médical de l'assurance maladie)*
Son intervention (p. 4318 et s.)
Son amendement n° 153 (p. 4319)
- Après l'article 19*
Son amendement n° 260 (prorogation de l'agrément des réseaux de soins) (p. 4321)
- Article 20 (inscription accélérée sur la liste des médicaments remboursables)*
Son intervention (p. 4323 et s.)
- Article 21 (pénalités financières applicables aux entreprises exploitant des médicaments)*
Son intervention (p. 4343)
- Article 22 (transfert à l'assurance maladie du financement des dépenses des centres spécialisés dans la prise en charge des toxicomanes)*
Son intervention (p. 4344 et s.)
- Article 23 (transfert à l'assurance maladie du financement des dépenses d'interruption volontaire de grossesse)*
Son intervention (p. 4348 et s.)
- Article 27 (tarif forfaitaire de remboursement pour les médicaments)*
Son intervention (p. 4360 et s.)
Son amendement n° 156 (p. 4363)
Reprend l'amendement n° 77 de la commission (obligation de motivation de toutes les décisions de classement sans suite) (p. 4367) (p. 4367)
- Article 17 précédemment réservé (spécialités délivrées sur présentation d'une prescription rédigée en dénomination commune internationale)*
Son intervention (p. 4370)
Son amendement n° 152 (p. 4370)
- Article 31 (missions et dotation de financement du Fonds d'aide à la qualité des soins de ville)*
Son intervention (p. 4381)
- Article 32 (fixation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie pour 2003)*
Son intervention (p. 4382)
- Article 37 (montant du versement de la branche accidents du travail à la branche maladie au titre de la sous-déclaration des accidents du travail et des maladies professionnelles)*
Son amendement n° 248 (p. 4390)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [27 novembre 2002] (p. 5820)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5828) : rejetée (p. 5830)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 5829)
Famille : politique familiale (p. 5830)
Pharmacie et médicaments : médicaments génériques (p. 5829)
Professions de santé : médecins (p. 5829)
Santé : politique de la santé (p. 5828)
Sécurité sociale : Caisse nationale d'assurance maladie (p. 5829)
Sécurité sociale : financement (p. 5828)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire

Ses explications de vote (p. 5845)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****SANTÉ, FAMILLE ET PERSONNES HANDICAPÉES****Examen du fascicule [12 novembre 2002] (p. 4910)**

Son intervention (p. 4927)

Thèmes avant la procédure des questions :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 4927)
Santé : cancer (p. 4927)
Santé : crédits (p. 4927)

Proposition de loi n° 317 visant à protéger les mineurs contre la diffusion de programmes comprenant des scènes de violence gratuite ou de pornographie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 décembre 2002] (p. 6583)

Son intervention (p. 6596)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : images de violence et de pornographie (p. 6596)
Audiovisuel et communication : programmes (p. 6596)
Famille : protection de la famille et de l'enfance : mineurs (p. 6596)

Discussion des articles [12 décembre 2002] (p. 6602)*Avant l'article 1er*

Intervient sur l'amendement n° 21 de Mme Christine Boutin (diffusion de l'avertissement au public pendant toute la durée du programme) (p. 6602)

Article 1er (mise en place d'un système de double contrôle d'accès pour les programmes interdits aux mineurs)

Son intervention (p. 6606 et s.)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 janvier 2003] (p. 218, 268) ; [21 janvier 2003] (p. 319, 348) ; [23 janvier 2003] (p. 445, 483)*Avant l'article 1er*

Intervient sur le sous-amendement n° 452 de M. Jean-Christophe Lagarde (information des maires sur la politique de sécurité locale) à l'amendement n° 54 de la commission (missions de l'Etat et rôle des collectivités territoriales en matière de sécurité intérieure) (p. 224)

Après l'article 1er (création de la réserve civile de la police nationale)

Intervient sur l'amendement n° 424 rectifié du Gouvernement (pouvoirs de réquisition des préfets) (p. 235)

Article 13 (consultation des fichiers de police judiciaire à des fins administratives ou pour l'exercice de missions ou d'interventions de sécurité)

Son intervention (p. 284)

Avant l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 82 de la commission (dépistage du VIH chez les personnes poursuivies pour viol) (p. 289)

Article 15 (extension du fichier national automatisé des empreintes génétiques)

Son intervention (p. 295 et s.)

Après l'article 17 bis

Intervient sur l'amendement n° 278 corrigé de Mme Martine Lignières-Cassou (pénalisation du client de personnes prostituées) (p. 338)

Avant l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 89 de la commission (peines d'emprisonnement applicables aux délits) (p. 362)

Son amendement n° 456 (suppression de l'article 3421-1 du code de la santé publique : peines d'emprisonnement pour toxicomanie) (p. 366) : rejeté (p. 368)

Son amendement n° 457 (suppression des peines d'emprisonnement pour toxicomanie) (p. 368) : rejeté (p. 369)

Article 32 (production d'un certificat médical pour l'acquisition et la détention d'armes)

Son amendement n° 310 (p. 465)

Son amendement n° 311 (p. 467)

Article 35 (levée du secret professionnel en cas de détention dangereuse d'armes)

Son amendement n° 313 (p. 468)

Après l'article 39

Intervient sur l'amendement n° 521 du Gouvernement (aggravation des sanctions pour les personnes se livrant au hooliganisme dans une enceinte sportive ou ses abords) (p. 495)

Projet de loi n° 528 pour la confiance dans l'économie numérique

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 février 2003] (p. 1442)*Article 12 (régime de la prospection directe)*

Son amendement n° 116 (p. 1464)

Son amendement n° 115 (p. 1465)

Proposition de loi n° 642 modifiant la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mars 2003] (p. 1993)

Son rappel au règlement (cf supra) [12 mars 2003] (p. 1993)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1999)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 2002)
 Impôt de solidarité sur la fortune : personnes imposables (p. 2005)
 Personnes âgées : allocations et ressources (p. 2005)
 Personnes âgées : allocation dépendance (p. 2005)
 Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) (p. 1999)
 Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 1999)
 Professions sociales : aides à domicile (p. 2003)
 Santé : maladie d'Alzheimer (p. 2007)

Discussion des articles [13 mars 2003] (p. 2062)*Avant l'article 1er*

Intervient sur l'amendement n° 22 de Mme Paulette Guinchard-Kunstler (rapport financier du Fonds de financement de l'allocation personnalisée d'autonomie) (p. 2064)

Article 2 (renforcement des conditions de contrôle de l'effectivité de l'aide apportée aux bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie à domicile)

Son intervention (p. 2070 et s.)

Projet de loi n° 638 renforçant la lutte contre la violence routière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 mars 2003] (p. 2225)*Après l'article 2*

Intervient sur l'amendement n° 24 de la commission (création d'un délit d'interruption involontaire de grossesse) (p. 2238)

Débat sur l'assurance maladie et la politique de santé**[13 mai 2003] (p. 3555)**

Son intervention (p. 3555)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 3556)
 Professions de santé : médecins (p. 3556)
 Santé : politique de la santé (p. 3555)
 Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 3556)
 Sécurité sociale : conventions avec les praticiens (p. 3557)
 Sécurité sociale : dépenses (p. 3556)
 Sécurité sociale : équilibre financier (p. 3555)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5069)

Son intervention (p. 5090)

Thèmes :

Politique sociale : inégalités (p. 5090)
 Retraites : généralités : système par répartition (p. 5090)

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Avant l'article 1er [séances des 12, 13, 14 juin 2003] (principes)

Son intervention (p. 5167 et s.)

Article 5 [séance 19 juin 2003] (durée d'assurance, pour obtenir une pension à taux plein, portée à 41 ans en 2012)

Son intervention (p. 5658 et s.)

Article 7 [séances du 20 juin 2003] (commission de compensation)

Son intervention (p. 5727)

Article 8 [séance du 20 juin 2003] (information des assurés sur leurs droits à la retraite)

Son intervention (p. 5730)

Son rappel au règlement (cf supra) [20 juin 2003] (p. 5741)

Après l'article 8 [séance du 20 juin 2003] (dispositions relatives aux salariés de plus de cinquante ans)

Son intervention (p. 5742 et s.)

Article 9 [séances du 20 juin 2003] (simplification des règles de limitation du cumul "emploi-retraite")

Son intervention (p. 5775)

Après l'article 24 [séances des 25 et 26 juin 2003] (droits à pension des fonctionnaires ; retraite des fonctionnaires exerçant un mandat parlementaire)

Son intervention (p. 6109)

Proposition de loi n° 609 visant à restreindre la consommation de tabac chez les jeunes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 juillet 2003] (p. 7257)

Article 1er (interdiction de la vente ou de l'offre à titre gratuit des produits du tabac à des mineurs de moins de seize ans)

Son intervention (p. 7260)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 21 précédemment réservé du Gouvernement (interdiction de la vente ou de l'offre de paquets de moins de dix-neuf cigarettes) (p. 7263)

Intervient sur l'amendement n° 14 deuxième correction précédemment réservé (interdiction de la vente ou de l'offre de paquets de moins ou de plus de vingt cigarettes) (p. 7263)

Intervient sur l'amendement n° 19 corrigé précédemment réservé (interdiction de la vente ou de l'offre de paquets de moins de vingt cigarettes) (p. 7263)

Intervient sur l'amendement n° 23 précédemment réservé (les paquets contiennent exclusivement vingt cigarettes) (p. 7263)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Yves Bur (répression de la publicité indirecte utilisant le cinéma) (p. 7266)

Michel LEJEUNE

*Seine-Maritime (12^{ème} circonscription)
 Apparenté au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle
 puis Union pour la Majorité Présidentielle
 puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

S'apparente au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

Cesse d'être apparenté au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 22 janvier 2003] (p. 1330)

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 22 janvier 2003] (p. 1330), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

INTERVENTION EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Politique extérieure. aide humanitaire. cohérence, efficacité [24 juin 2003] (p. 5890)

Pierre LELLOUCHE

*Paris (4^{ème} circonscription)
 Union pour la Majorité Présidentielle
 puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 9 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

Membre titulaire de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (ex-délégation de l'Assemblée nationale à l'Assemblée de l'Atlantique Nord) [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12452)

Président de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (ex-délégation de l'Assemblée nationale à l'Assemblée de l'Atlantique Nord) [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12452)

Rapporteur pour avis du projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2003 à 2008 (n° 187) [2 octobre 2002]

Rapporteur de la proposition de loi visant à aggraver les peines punissant les infractions à caractère raciste et à renforcer l'efficacité de la procédure pénale (n° 350) [26 novembre 2002]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 27 novembre 2002] (p. 19559)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 novembre 2002] (p. 19559)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 novembre 2002] (p. 19628)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 novembre 2002] (p. 19628)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} décembre 2002] (p. 19808)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} décembre 2002] (p. 19808)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 14 décembre 2002] (p. 20760)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 14 décembre 2002] (p. 20760)

Membre de la mission d'information commune sur la création d'une télévision française d'information à vocation internationale [J.O. du 19 décembre 2002] (p. 21167)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 171 tendant à rendre imprescriptibles les infractions sexuelles commises contre les mineurs [1^{er} août 2002]

Proposition de loi n° 176 visant à aggraver les peines punissant les infractions à caractère raciste ou antisémite et à renforcer l'efficacité de la procédure pénale [1^{er} août 2002]

Proposition de loi n° 350 visant à aggraver les peines punissant les infractions à caractère raciste et à renforcer l'efficacité de la procédure pénale [7 novembre 2002]

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 187) relatif à la programmation militaire pour les années 2003 à 2008 [20 novembre 2002] (n° 384)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Pierre Lellouche (n° 350), visant à aggraver les peines punissant les infractions à caractères raciste et à renforcer l'efficacité de la procédure pénale [4 décembre 2002] (n° 452)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la fiscalité du marché de l'art en Europe [27 février 2003] (n° 639)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Organisations internationales. Organisation des nations unies (ONU). fonctionnement, réforme, perspectives [7 mai 2003] (p. 3509)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 283, posée le 28 avril 2003. Ordre public. maintien (J.O. questions p. 3246). Appelée le 29 avril 2003. prostitution masquée, lutte et prévention (p. 3196)

n° 419, posée le 9 juin 2003. Télécommunications. téléphone (J.O. questions p. 4338). Appelée le 10 juin 2003. portables, antennes-relais, installation, conséquences, santé (p. 4898)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Cite une réflexion de Léon Blum sur les droits et les devoirs de l'opposition [23 juin 2003] (p. 5841)

DÉBATS

Projet de loi n° 187 relatif à la programmation militaire pour les années 2003 à 2008

Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 novembre 2002] (p. 5990)

Article 1er (cadre général de la politique de défense, programmation militaire 2003-2008 et approbation du rapport annexé)

Son intervention (p. 6009 et s.)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 13 de la commission des affaires étrangères (rapport annuel au Parlement sur l'exécution de la loi de programmation militaire) (p. 6020)

Proposition de loi n° 350 visant à aggraver les peines punissant les infractions à caractère raciste et à renforcer l'efficacité de la procédure pénale

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 2002] (p. 6333)

Ses interventions (p. 6333, 6347)

Thèmes :

Droit pénal : aggravation des peines : racisme (p. 6334)

Droit pénal : discrimination : racisme (p. 6335)

Droits de l'homme et libertés publiques : antisémitisme (p. 6334, 6347)

Droits de l'homme et libertés publiques : racisme : crimes et délits contre les biens (p. 6335)

Droits de l'homme et libertés publiques : racisme : crimes et délits contre les personnes (p. 6335)

Droits de l'homme et libertés publiques : racisme : inconstitutionnalité (p. 6333)

Droits de l'homme et libertés publiques : racisme : statistiques (p. 6334)

Lois : loi du 29 juillet 1881 sur la presse (p. 6333, 6335)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : lutte contre le racisme (p. 6334)

Union européenne : décisions : lutte contre le racisme (p. 6334)

Discussion des articles [10 décembre 2002] (p. 6347)

Article 1er (aggravation des peines encourues pour les crimes et délits à motivation raciste)

Son intervention (p. 6348 et s.)

Article 2 (réclusion criminelle à perpétuité encourue en cas de meurtre)

Son intervention (p. 6351)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Rudy Salles (motivation et notification par écrit au plaignant en cas de classement sans suite par le procureur de la République pour les infractions visées par l'article 40 du code de procédure pénale) (p. 6353)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Rudy Salles (procédure de jugement à délai rapproché applicable aux mineurs qui encourrent une peine d'emprisonnement supérieure ou égale à trois ans) (p. 6353)

Titre (nouveau titre conformément aux conclusions de la commission : "Proposition de loi visant à aggraver les peines punissant les infractions à caractère raciste, antisémite ou xénophobe")

Son intervention (p. 6355)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 2003] (p. 348)

Après l'article 17 undecies

Son amendement n° 48 (de coordination) (p. 354) : devenu sans objet (p. 357)

Son amendement n° 49 (imprescriptibilité de ces crimes) (p. 354) : rejeté (p. 357)

Son amendement n° 47 (aggravation des peines en cas d'homophobie pour les meurtres, tortures, actes de barbarie, violences ayant entraîné la mort, une incapacité permanente ou une incapacité de travail) : non soutenu (p. 357)

Son amendement n° 46 (de conséquence) : adopté (p. 360)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Article 12 [séances des 23 et 24 juin 2003] (suppression de la préretraite progressive et limitation du champ du dispositif de la cessation anticipée d'activité)

Son rappel au règlement (cf supra) [23 juin 2003] (p. 5841)

Patrick LEMASLE

*Haute-Garonne (7^{me} circonscription)
Socialiste*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale à l'aménagement et au développement durable du territoire [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Agriculture. contrats territoriaux d'exploitation. perspectives [9 octobre 2002] (p. 3120)

Justice. jugements. exécution, modalités, militant syndical agricole [24 juin 2003] (p. 5885)

Dominique LE MÈNER

*Sarthe (5^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Rapporteur de la proposition de résolution sur le deuxième paquet ferroviaire (documents E 1932, E 1936, E 1937 et E 1941) (n° 712) [14 mai 2003]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur la proposition de résolution (n° 712) de M. Christian Philip sur le deuxième paquet ferroviaire (documents E 1932, E 1936, E 1937 et E 1941) [4 juin 2003] (n° 897)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Santé, tabagisme, lutte et prévention [28 mai 2003] (p. 4343)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 438, posée le 23 juin 2003. Etablissements de santé, hôpitaux (J.O. questions p. 4883). Appelée le 24 juin 2003. restructuration, Sarthe (p. 5863)

DÉBATS**Projet de loi n° 230 de finances pour 2003****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****SANTÉ, FAMILLE ET PERSONNES HANDICAPÉES****Examen du fascicule [12 novembre 2002] (p. 4939)**

Procédure des questions :

Handicapés : politique à l'égard des handicapés : personnes âgées (p. 4957)

Jean LEMIERE

*Manche (5^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**DÉBATS**

Proposition de loi n° 735 relative à la représentation au sein du conseil d'administration et des instances représentatives des fonctionnaires, des agents sous contrat et des ouvriers de l'Etat mis à la disposition de l'entreprise nationale "Direction des chantiers navals (DCN)" en application de l'article 78 de la loi de finances rectificative pour 2001

PREMIÈRE LECTURE**Avant la discussion de l'article unique [7 mai 2003] (p. 3516)**

Son intervention (p. 3522)

Thème :

Défense : direction des chantiers navals (p. 3522 et s.)

Jean-Claude LEMOINE

*Manche (1^{ère} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 9 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire [J.O. du 2 août 2002] (p. 13231)

Rapporteur du projet de loi relatif à la chasse (n° 758) [2 avril 2003]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi (n° 758) relatif à la chasse [29 avril 2003] (n° 821)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 909), relatif à la chasse [26 juin 2003] (n° 990)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Professions de santé, médecins, effectifs de la profession, zones rurales [4 décembre 2002] (p. 6139)

DÉBATS**Projet de loi n° 190 relatif aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi****PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [9 octobre 2002] (p. 3158)**

Avant l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 81 de M. Maxime Gremetz (suppression du Titre III : "Dispositions relatives au développement de l'emploi") (p. 3165)

Proposition de loi n° 194 relative à la conduite automobile sous l'influence de drogues illicites et psychotropes**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [8 octobre 2002] (p. 3001)**

Son intervention (p. 3011)

Thèmes :

Sécurité routière : accidents : drogue (p. 3012)

Sécurité routière : alcoolémie (p. 3012)

Sécurité routière : conduite sous l'influence de drogues (p. 3012)

Sécurité routière : conduite sous l'influence de drogues : dépistage (p. 3012)

Projet de loi n° 250 de financement de la sécurité sociale pour 2003**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [28 octobre 2002] (p. 4123)**

Son intervention (p. 4156)

Thèmes :

Etablissements de santé : centres hospitaliers (p. 4157)

Professions de santé : médecins (p. 4156)

Santé : politique de la santé (p. 4156)

Sécurité sociale : financement (p. 4156)

Discussion des articles [30 octobre 2002] (p. 4374)

Article 29 (incitation à la poursuite et à la reprise d'activité pour les médecins et les infirmières)

Son intervention (p. 4377)

Projet de loi n° 326 relatif aux marchés énergétiques et au service public de l'énergie**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [13 décembre 2002] (p. 6732)**

Avant l'article 20

Son amendement n° 320 rectifié (modalités de financement du Fonds d'amortissement des charges d'électrification) (p. 6755) : retiré (p. 6756)

Débat sur la chasse**[11 février 2003] (p. 1097)**

Son intervention (p. 1097)

Thèmes :

Animaux : animaux sauvages : biodiversité (p. 1097)
 Animaux : oiseaux migrateurs : chasse (p. 1097 et s.)
 Chasse et pêche : fédérations départementales des chasseurs (p. 1098)
 Chasse et pêche : jours de chasse (p. 1098)
 Chasse et pêche : Observatoire national de la faune sauvage et de ses habitats (p. 1098)
 Chasse et pêche : Office national de la chasse et de la faune sauvage (p. 1098)
 Chasse et pêche : permis de chasser (p. 1098)
 Politiques communautaires : directives : oiseaux migrateurs (p. 1097 et s.)
 Sports : sports de loisirs : chasse (p. 1097)

Projet de loi n° 758 relatif à la chasse

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 mai 2003] (p. 3595, 3629)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 3599)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 3647)

Thèmes :

Chasse et pêche : associations communales et intercommunales de chasse agréées (p. 3598)
 Chasse et pêche : fédérations départementales des chasseurs (p. 3598)
 Chasse et pêche : Observatoire national de la faune sauvage et de ses habitats (p. 3598)
 Chasse et pêche : Office national de la chasse et de la faune sauvage (p. 3598)

Discussion des articles [14 mai 2003] (p. 3668, 3711)*Avant l'article 1er*

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (dépôt, par le Gouvernement, avant le 31 décembre 2003, d'un rapport précisant ses initiatives européennes visant, en application du principe de subsidiarité, à réserver à la loi nationale la fixation de l'ensemble des règles et obligations en matière de chasse) (p. 3668)

Intervient sur l'amendement n° 97 de M. Charles de Courson (dépôt, par le Gouvernement, avant le 31 décembre 2003, d'un rapport précisant ses initiatives européennes visant, en application du principe de subsidiarité, à réserver à la loi nationale la fixation de l'ensemble des règles et obligations en matière de chasse) (p. 3668)

Intervient sur l'amendement n° 73 de M. Alain Bocquet (dépôt, par le Gouvernement, avant le 31 décembre 2003, d'un rapport précisant ses initiatives européennes visant, en application du principe de subsidiarité, à réserver à la loi nationale la fixation de l'ensemble des règles et obligations en matière de chasse) (p. 3668)

Intervient sur l'amendement n° 127 du Gouvernement (dépôt, par le Gouvernement, avant le 31 décembre 2003, d'un rapport présentant ses initiatives européennes visant à résorber les difficultés d'application de la directive 79/409/CE du 2 avril 1979) (p. 3668)

Intervient sur l'amendement n° 13 de la commission (article L. 420-1 du code de l'environnement : compatibilité entre l'exercice de la chasse et les usages non appropriatifs de la nature) (p. 3671)

Intervient sur l'amendement n° 98 de M. Charles de Courson (article L. 420-1 du code de l'environnement : compatibilité entre l'exercice de la chasse et les usages non appropriatifs de la nature) (p. 3671)

Intervient sur l'amendement n° 14 de la commission (Office national de la chasse placé sous la double tutelle des ministres chargés de la chasse et de l'agriculture) (p. 3672)

Intervient sur l'amendement n° 99 de M. Charles de Courson (Office national de la chasse placé sous la double tutelle des ministres chargés de la chasse et de l'agriculture) (p. 3672)

Intervient sur l'amendement n° 66 de M. Maxime Gremetz (rôle et missions de l'Office national de la chasse) (p. 3675)

Intervient sur l'amendement n° 100 de M. Charles de Courson (composition du conseil d'administration de l'Office national de la chasse) (p. 3677)

Intervient sur l'amendement n° 101 de M. Charles de Courson (ressources de l'Office national de la chasse) (p. 3677)

Intervient sur l'amendement n° 102 de M. Charles de Courson (missions et composition des conseils départementaux de la chasse et de la faune sauvage inscrites dans la loi) (p. 3679)

Intervient sur l'amendement n° 112 de M. Charles de Courson (ratification de l'accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie) (p. 3680)

Intervient sur l'amendement n° 113 de M. Maxime Gremetz (ratification de l'accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie) (p. 3680)

Article 14 (fixation, par décret en Conseil d'Etat, de clauses devant figurer dans les statuts des associations communales de chasse agréées)

Son intervention (p. 3682)

Article 15 (fichier national des permis de chasser)

Son intervention (p. 3683)

Son amendement n° 126 (p. 3685)

Article 16 (jour de non-chasse)

Son amendement n° 11 rectifié (p. 3697) : SCRUTIN PUBLIC (p. 3702)

Après l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 3 rectifié de M. Thierry Mariani (fixation des dates de chasse des oiseaux) (p. 3713)

Intervient sur l'amendement n° 57 corrigé de M. Jean-Louis Bianco (fixation des dates de chasse des oiseaux) (p. 3713)

Intervient sur l'amendement n° 5 rectifié de M. Thierry Mariani (fixation des dates de chasse des oiseaux) (p. 3713)

Intervient sur l'amendement n° 4 rectifié de M. Thierry Mariani (fixation des dates de chasse des oiseaux migrateurs) (p. 3720)

Intervient sur l'amendement n° 93 de M. Charles de Courson (fixation des dates de chasse du gibier par le préfet) (p. 3720)

Intervient sur l'amendement n° 121 de M. Yves Cochet (création ou agrandissement des enclos cynégétiques soumis à autorisation administrative après étude d'impact) (p. 3721)

Intervient sur l'amendement n° 58 de M. Pierre Morel-A-L'Huissier (pratique de la chasse aux tendelles) (p. 3721)

Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission (légalisation de la chasse de nuit dans les vingt-huit départements où elle est traditionnelle) (p. 3721)

Intervient sur l'amendement n° 106 corrigé de M. Charles de Courson (légalisation de la chasse de nuit dans les vingt-huit départements où elle est traditionnelle) (p. 3721)

Intervient sur l'amendement n° 71 de M. Alain Bocquet (légalisation de la chasse de nuit dans les vingt-huit départements où elle est traditionnelle) (p. 3721)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Alain Vidalies (organisation de battues pour prévenir les dégâts causés par le gibier) (p. 3722)

Intervient sur l'amendement n° 72 de M. Maxime Gremetz (suppression du III de l'article 28 de la loi sur la chasse du 26 juillet 2000 : rapport au Parlement évaluant l'incidence de la chasse de nuit au gibier d'eau) (p. 3723)

Après l'article 17

Son intervention (p. 3724)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Pierre Lang (autorisation par le préfet de la chasse de nuit au sanglier) (p. 3724)

Article 1er précédemment réservé (missions des fédérations départementales des chasseurs)

Son intervention (p. 3725)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 61 précédemment réservé de M. Étienne Mourru (information des fédérations départementales) (p. 3727)

Intervient sur l'amendement n° 124 précédemment réservé de M. Yves Cochet (information des fédérations départementales) (p. 3727)

Intervient sur l'amendement n° 67 précédemment réservé de M. Maxime Gremetz (non-indemnisation des dégâts causés par le gros gibier dans les peuplements forestiers) (p. 3728)

Intervient sur l'amendement n° 104 corrigé précédemment réservé de M. Charles de Courson (suppression des orientations régionales de gestion de la faune sauvage) (p. 3729)

Article 2 précédemment réservé (adhésion des bénéficiaires de plans de chasse et de plans de gestion à la fédération départementale des chasseurs)

Son intervention (p. 3730)

Article 3 précédemment réservé (adhérents des fédérations départementales des chasseurs)

Son intervention (p. 3730)

Article 4 précédemment réservé (modalités d'attribution des voix au sein des assemblées générales des fédérations départementales de chasseurs)

Son intervention (p. 3732)

Article 6 précédemment réservé (modalités du contrôle des fédérations départementales des chasseurs par le préfet)

Son intervention (p. 3736)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 20 précédemment réservé de la commission (libre utilisation de leurs réserves par les fédérations) (p. 3737)

Intervient sur le sous-amendement n° 52 précédemment réservé de M. Jean-Paul Chanteguet (de précision) à l'amendement n° 20 précédemment réservé de la commission (p. 3737)

Intervient sur l'amendement n° 83 précédemment réservé de M. Charles de Courson (libre utilisation de leurs réserves par les fédérations) (p. 3737)

Article 7 précédemment réservé (suppression du contrôle économique et financier de l'Etat sur les fédérations départementales des chasseurs)

Son intervention (p. 3738)

Article 8 précédemment réservé (administration et gestion d'office du budget de la fédération départementale des chasseurs par le préfet)

Son intervention (p. 3738)

Article 9 précédemment réservé (soumission des fédérations interdépartementales des chasseurs au régime des fédérations départementales des chasseurs)

Son intervention (p. 3739)

Article 10 précédemment réservé (soumission des fédérations régionales des chasseurs au régime des fédérations départementales des chasseurs)

Son intervention (p. 3739)

Son amendement n° 125 (p. 3739)

Article 11 précédemment réservé (Fédération nationale des chasseurs)

Son intervention (p. 3740)

Son sous-amendement oral à l'amendement n° 88 de M. Charles de Courson (p. 3741)

Article 12 précédemment réservé (contrôle de la Fédération nationale des chasseurs)

Son intervention (p. 3742)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 28 précédemment réservé de la commission (libre utilisation de ses réserves par la fédération nationale) (p. 3743)

Intervient sur le sous-amendement n° 53 précédemment réservé de M. Jean-Paul Chanteguet (de précision) à l'amendement n° 28 précédemment réservé de la commission (p. 3743)

Intervient sur l'amendement n° 91 corrigé précédemment réservé de M. Charles de Courson (libre utilisation de ses réserves par la fédération nationale) (p. 3743)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juillet 2003] (p. 7795)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 7796)

Thème :

Animaux : animaux sauvages : renard (p. 7805)

Discussion des articles [17 juillet 2003] (p. 7806)

Après l'article 1er C

Intervient sur l'amendement n° 2 corrigé de M. Maxime Gremetz (rôle et missions de l'Office national de la chasse) (p. 7806)

Après l'article 15 bis

Intervient sur l'amendement n° 3 corrigé de M. Maxime Gremetz (périodes de chasse déterminées par le préfet selon des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat et fixation des jours de chasse par le préfet sur proposition de la fédération départementale des chasseurs) (p. 7810)

Article 16 bis (légalisation de la chasse de nuit dans six départements supplémentaires)

Son intervention (p. 7813)

Jacques LE NAY

Morbihan (6^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire

Elu le 9 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale à l'aménagement et au développement durable du territoire [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

Membre titulaire de la Commission nationale d'information sur les farines animales [J.O. du 2 août 2002] (p. 13232)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) tome XIV : Fonction publique, réforme de l'Etat et aménagement du territoire (aménagement du territoire) (n° 258) [10 octobre 2002]

Proposition de loi n° 496 visant à étendre l'attribution du macaron Grand Invalide Civil à tous les titulaires de la carte d'invalidité et aux titulaires de la carte verte portant mention "station debout pénible" [18 décembre 2002]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 172, posée le 3 mars 2003. Aménagement du territoire. zonage (J.O. questions p. 1486). Appelée le 4 mars 2003. zones franches rurales, perspectives (p. 1498)

n° 439, posée le 23 juin 2003. Défense. terrains militaires (J.O. questions p. 4883). Appelée le 24 juin 2003. cession, Lorient, modalités (p. 5856)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [5 novembre 2002] (p. 4499)

Son intervention (p. 4503)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agroalimentaire : contrôles sanitaires : Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA) (p. 4503)

Agroalimentaire : équarrissage : farines animales (p. 4503)

Agroalimentaire : traçabilité (p. 4503)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4503)

Retraites : régime agricole (p. 4503)

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE - SERVICES DU PREMIER MINISTRE

Examen du fascicule [7 novembre 2002] (p. 4655)

Sa présentation de l'avis de la commission des affaires économiques (p. 4659)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : crédits : rôle (p. 4659)

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 4660)

Collectivités territoriales : décentralisation : aménagement du territoire (p. 4659)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 4660)

Secteur public : services publics (p. 4659)

Union européenne : fonds structurels : aménagement du territoire (p. 4660)

Projet de loi n° 758 relatif à la chasse

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [14 mai 2003] (p. 3668)

Article 16 (jour de non-chasse)

Son intervention (p. 3689)

Guy LENGAGNE

Pas-de-Calais (5^{ème} circonscription)
Apparenté au groupe socialiste
puis Socialiste

Elu le 16 juin 2002

S'apparente au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

Cesse d'être apparenté au groupe socialiste [22 janvier 2003] (p. 1330)

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 22 janvier 2003] (p. 1330)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de l'accord aux fins de l'application des dispositions de la convention des Nations unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrateurs (ensemble deux annexes) (n° 39) [10 juillet 2002]

Représentant suppléant de la délégation française aux assemblées du Conseil de l'Europe et de l'UEO [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12452)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'annexe V à la convention pour la protection du milieu marin de l'Atlantique du Nord-Est sur la protection et la conservation des écosystèmes et de la diversité biologique de la zone maritime (ensemble un appendice 3 sur les critères de

détermination des activités humaines aux fins de ladite annexe) (n° 343) [4 décembre 2002]

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification des conventions de l'Organisation internationale du travail n° 163 concernant le bien-être des gens de mer, en mer et dans les ports, n° 166 concernant le rapatriement des marins, n° 178 concernant l'inspection des conditions de travail et de vie des gens de mer, n° 179 concernant le recrutement et le placement des gens de mer, n° 180 concernant la durée du travail des gens de mer et les effectifs des navires, et du protocole relatif à la convention n° 147 concernant les normes minima à observer sur les navires marchands (n° 453) [5 février 2003]

Membre de la commission d'enquête sur l'application des mesures préconisées en matière de sécurité du transport maritime des produits dangereux ou polluants et l'évaluation de leur efficacité [J.O. du 12 février 2003] (p. 2618)

Cesse d'appartenir à la commission d'enquête sur l'application des mesures préconisées en matière de sécurité du transport maritime des produits dangereux ou polluants et l'évaluation de leur efficacité [J.O. du 15 février 2003] (p. 2797)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 39), autorisant la ratification de l'accord aux fins de l'application des dispositions de la convention des Nations unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrateurs (ensemble deux annexes) [17 juillet 2002] (n° 103)

Proposition de résolution n° 645 sur la sécurité maritime en Europe [COM[2002] 780 final / E 2186, COM[2003] 001 final / E 2201] [4 mars 2003]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la sécurité maritime en Europe [4 mars 2003] (n° 644)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 453) autorisant la ratification des conventions de l'Organisation internationale du travail n° 163 concernant le rapatriement des gens de mer, en mer et dans les ports, n° 166 concernant le rapatriement des marins, n° 178 concernant l'inspection des conditions de travail et de vie des gens de mer, n° 179 concernant le recrutement et le placement des gens de mer, n° 180 concernant la durée du travail des gens de mer et les effectifs des navires, et du protocole relatif à la convention n° 147 concernant les normes minima à observer sur les navires marchands [26 mars 2003] (n° 759)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 39 autorisant la ratification de l'accord aux fins de l'application des dispositions de la convention des Nations unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrateurs (ensemble deux annexes)

Rapporteur de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [24 juillet 2002] (p. 2291)

Son intervention (p. 2292)

Thèmes :

Aquaculture et pêche professionnelle : bateaux de pêche (p. 2293)

Aquaculture et pêche professionnelle : produits de la mer : ressources (p. 2292)

Mer et littoral : politique de la mer : police (p. 2293)

Outre-mer (p. 2293)

Politiques communautaires : politique d'orientation pour la pêche (p. 2292)

Jean-Claude LENOIR

*Orne (2^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 9 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'électricité et du gaz [J.O. du 2 août 2002] (p. 13229)

Membre titulaire du Comité local d'information et de suivi du laboratoire souterrain de Bure [J.O. du 2 août 2002] (p. 13231)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux marchés énergétiques [J.O. du 18 décembre 2002] (p. 20975)

Membre de la commission d'enquête sur la gestion des entreprises publiques afin d'améliorer le système de prise de décision. [J.O. du 5 février 2003] (p. 2218)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction [J.O. du 21 mai 2003] (p. 8730)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE - SERVICES DU PREMIER MINISTRE

Examen du fascicule [7 novembre 2002] (p. 4655)

Son intervention (p. 4682)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 4682)

Aménagement du territoire : zones rurales (p. 4682)

Télécommunications : téléphones mobiles : Internet (p. 4682, 4683)

Projet de loi n° 326 relatif aux marchés énergétiques et au service public de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2002] (p. 6562) ; [12 décembre 2002] (p. 6615)

Ses explications de vote sur :

- l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6574)

- sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 6618)

Son intervention (p. 6626)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 6643)

Thèmes :

Aménagement du territoire (p. 6627)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) (p. 6626 et s.)

Espace : satellites (p. 6574)

Politiques communautaires : directives : gaz (p. 6575, 6618, 6626)

Secteur public : services publics (p. 6627)

Union européenne : Cour de justice : jugements (p. 6626)

Discussion des articles [12 décembre 2002] (p. 6654) ; [13 décembre 2002] (p. 6698, 6732)

Article 2 (régime de l'éligibilité des clients)

Son intervention (p. 6662)

Son amendement n° 348 (p. 6662)

Article 5 (tarifs gaziers)

Son intervention (p. 6681)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 256 de M. Jean-Yves Le Déaut (compensation des surcoûts) (p. 6690)

Article 8 bis (élargissement du collège de la Commission de régulation de l'énergie - CRE)

Son intervention (p. 6703)

Son amendement n° 349 (p. 6703)

Article 11 A (organisation du service public du gaz)

Son intervention (p. 6711)

Article 11 bis (observatoires régionaux du service public)

Son intervention (p. 6735)

Article 12 (rôle des opérateurs de transport ou de distribution)

Son intervention (p. 6738)

Son amendement n° 332 (p. 6738)

Article 14 (extension de la desserte du gaz)

Son intervention (p. 6745)

Avant l'article 20

Son sous-amendement n° 379 (ressources affectées à l'électrification rurale) à l'amendement n° 259 de M. Jean Proriol (modalités de financement du Fonds d'amortissement des charges d'électrification) (p. 6755) : adopté (p. 6756)

Après l'article 20 bis

Intervient sur l'amendement n° 316 de M. Patrick Ollier (gel de l'obligation d'achat) (p. 6766)

Après l'article 20 septies

Son amendement n° 335 rectifié (programmes d'appel et d'approvisionnement préalablement établis par le gestionnaire du réseau) : adopté après modification (p. 6770)

Intervient sur le sous-amendement oral de la commission (rédactionnel) à son amendement n° 335 rectifié (p. 6770)

Son amendement n° 334 rectifié (compensation des pertes d'électricité liées à l'acheminement soumise à procédure transparente et non discriminatoire) : adopté (p. 6771)

Après l'article 20 quindécies

Son amendement n° 336 rectifié (traitement des litiges concernant l'accès au réseau dans un délai de deux mois par la commission) : adopté (p. 6778)

Explications de vote et vote [17 décembre 2002] (p. 6828)

Ses explications de vote (p. 6832)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [19 décembre 2002] (p. 7075)**

Son intervention (p. 7077)

Thèmes :

Energie et carburants : électricité (p. 7077)

Energie et carburants : énergie éolienne (p. 7078)

Politiques communautaires : directives : gaz (p. 7077)

Secteur public : services publics (p. 7078)

Projet de loi n° 402 portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [28 janvier 2003] (p. 608) ; [29 janvier 2003] (p. 648)****Après l'article 2**

Intervient sur l'amendement n° 108 de M. François Goulard (restauration, après classement, des anciens bâtiments agricoles) (p. 615)

Article 6 (remplacement de la participation pour voies nouvelles et réseaux - PVNR - par une participation pour voirie et réseaux - PVR)

Son intervention (p. 651 et s.)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 107 de M. François Goulard (instauration d'une procédure rapide de révision d'un plan de sauvegarde et de mise en valeur) (p. 663)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)****Article 33 [séance du 27 juin 2003] (liquidation de la solde de réforme)**

Son intervention (p. 6267)

Noëlle LENOIR*Ministre déléguée aux affaires européennes*

Est nommée Ministre déléguée aux affaires européennes. Décret du 17 juin 2002 [J.O. du 18 juin 2002] (p. 10720)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*En qualité de Membre du Gouvernement***RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE**

M. Christian Kert. Union européenne. élargissement. perspectives [8 octobre 2002] (p. 3047)

M. François Scellier. Union européenne. élargissement. conséquences [15 octobre 2002] (p. 3303)

M. Patrick Braouezec. Politique sociale. politiques communautaires. Europe sociale, bilan et perspectives [13 novembre 2002] (p. 5002)

M. Alain Ferry. Union européenne. politiques communautaires. directives, transposition, délais [13 novembre 2002] (p. 5007)

M. Gérard Voisin. Union européenne. élargissement. sommet de Copenhague [17 décembre 2002] (p. 6823)

M. Jacques Floch. Union européenne. institutions communautaires. réforme, consultation du Parlement [15 janvier 2003] (p. 107)

M. Pierre Lequiller. Transports par eau. transports maritimes. hydrocarbures, navires, sécurité, politiques communautaires [15 janvier 2003] (p. 109)

M. Jean-Yves Besselat. Politique extérieure. Allemagne. relations bilatérales, renforcement [21 janvier 2003] (p. 315)

M. Paul Quilès. Politique extérieure. Irak. politiques communautaires [5 février 2003] (p. 873)

M. André Schneider. Union européenne. Parlement européen. siège, maintien, Strasbourg [12 février 2003] (p. 1207)

M. Christian Philip. Union européenne. perspectives. constitution européenne [5 mars 2003] (p. 1598)

M. Pierre Forgues. Union européenne. perspectives. constitution européenne [5 mars 2003] (p. 1598)

M. Frédéric Dutoit. Politique sociale. politiques communautaires. perspectives [5 mars 2003] (p. 1600)

M. Alain Marty. Politique extérieure. Etats-Unis. politique de la défense, attitude de la France et de l'Union européenne [25 mars 2003] (p. 2370)

M. Olivier Dassault. Union européenne. politique économique. perspectives [1^{er} avril 2003] (p. 2689)

M. Didier Quentin. TVA. taux. hôtellerie et restauration [7 mai 2003] (p. 3507)

M. Étienne Mourrut. Union européenne. élargissement. perspectives [3 juin 2003] (p. 4400).

Mme Arlette Franco. Union européenne. perspectives. convention sur l'avenir de l'Europe, traité constitutionnel [3 juin 2003] (p. 4405)

M. Michel Bouvard. Aménagement du territoire. politiques communautaires. fonds structurels, zones défavorisées [4 juin 2003] (p. 4475)

M. Alfred Marie-Jeanne. Politiques communautaires. régions ultra-périphériques. spécificité [4 juin 2003] (p. 4482)

M. Roland Blum. Union européenne. institutions communautaires. réforme, perspectives [10 juin 2003] (p. 4928)

M. Yves Bur. Union européenne. Parlement européen. Strasbourg, liaisons avec les grandes villes européennes, développement [10 juin 2003] (p. 4931)

M. Michel Herbillon. Langue française. défense et usage. institutions européennes [11 juin 2003] (p. 4994)

Mme Marie-Hélène des Esgaulx. Déchets, pollutions et nuisances. mer et littoral. hydrocarbures, naufrage du pétrolier "Prestige", indemnisation [11 juin 2003] (p. 4999)

M. Pierre-Louis Fagniez. Union européenne. perspectives. convention européenne [17 juin 2003] (p. 5448)

M. Léonce Deprez. Aquaculture et pêche professionnelle. politiques communautaires. perspectives [25 juin 2003] (p. 5982)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Jean-Pierre Door. Patrimoine culturel. archéologie. archéologie préventive, loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001, application [15 octobre 2002] (p. 3285)

Mme Marcelle Ramonet. Heure légale. heure d'été et heure d'hiver. suppression [15 octobre 2002] (p. 3284)

M. Daniel Spagnou. Santé. allergies. huiles essentielles, directive européenne, conséquences [14 janvier 2003] (p. 27)

M. Marc Reymann. Union européenne. Parlement européen. siège, maintien, Strasbourg [25 février 2003] (p. 1332)

M. Michel Vaxès. Etrangers. Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD). financement, perspectives [1^{er} avril 2003] (p. 2670)

M. Dino Cinieri. Politique extérieure. Iraq. aide humanitaire, perspectives [1^{er} avril 2003] (p. 2669)

M. Daniel Poulou. Transports aériens. aéroport de Fontarabie-San Sebastian. extension, conséquences, Hendaye [3 juin 2003] (p. 4386)

DÉBATS**Projet de loi n° 230 de finances pour 2003****PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER****Discussion des articles [17 octobre 2002] (p. 3509)**

Article 33 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Ses interventions (p. 3509, 3529)

Gérard LÉONARD

*Meurthe-et-Moselle (2^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la sécurité intérieure [J.O. du 30 janvier 2003] (p. 1892)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) tome II : Intérieur et libertés locales (sécurité intérieure) (n° 261) [10 octobre 2002]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Collectivités territoriales. Corse. assassinat du préfet, enquête, résultats [5 février 2003] (p. 873)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 153, posée le 24 février 2003. Jeux et paris. casinos (J.O. questions p. 1275). Appelée le 25 février 2003. loi n° 93-122 du 29 janvier 1993, application (p. 1338)

DÉBATS**Projet de loi n° 36 d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [16 juillet 2002] (p. 2009)**

Son intervention (p. 2009)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 2040)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité (p. 2010)

Etat : République : sécurité (p. 2040)

Ordre public : personnels (p. 2010)

Ordre public : sécurité (p. 2009, 2040)

Ordre public : sécurité : projet de loi (p. 2009)

Partis et mouvements politiques : opposition (p. 2009, 2040)

Police : police de proximité (p. 2010)

Discussion des articles [17 juillet 2002] (p. 2057, 2106)**Annexe I**

Intervient sur l'amendement n° 58 de M. Christophe Caresche (rattachement du Conseil de sécurité intérieure au Premier ministre) (p. 2080)

Intervient sur l'amendement n° 17 rectifié de M. Rudy Salles (association des parlementaires du département aux conférences départementales de sécurité) (p. 2082)

Intervient sur l'amendement n° 16 rectifié de M. Rudy Salles (publication par les conférences départementales de sécurité d'un rapport annuel) (p. 2082)

Intervient sur l'amendement n° 65 corrigé de M. Christophe Caresche (consolidation de la police de proximité) (p. 2094)

Intervient sur l'amendement n° 78 de M. Christophe Caresche (non-respect de la signalisation tricolore et des passages protégés) (p. 2109)

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Alain Joyandet (rave-parties) (p. 2127)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 2147)

Projet de loi n° 154 d'orientation et de programmation pour la justice**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [31 juillet 2002] (p. 2455) ; [1^{er} août 2002] (p. 2497)**

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2466)

Son intervention (p. 2504)

Thèmes :

Droit pénal : mineurs : délinquance et criminalité (p. 2504)

Droit pénal : mineurs : établissements (p. 2466)

Elections et référendums : campagnes électorales : délinquance et criminalité (p. 2466)

Justice : crédits (p. 2504)

Justice : juge de proximité (p. 2504)

Justice : victimes (p. 2504)

Lois : projet de loi : justice (p. 2504)

Politique générale : Gouvernement précédent : justice (p. 2466)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****AFFAIRES SOCIALES, TRAVAIL ET SOLIDARITÉ****VILLE ET RÉNOVATION URBAINE****Examen du fascicule [23 octobre 2002] (p. 3803)**

Son intervention (p. 3818)

Thèmes avant la procédure des questions :

Logement : mixité sociale (p. 3819)

Police : crédits (p. 3818)

Urbanisme : rénovation urbaine : sécurité (p. 3819)

INTÉRIEUR, SÉCURITÉ INTÉRIEURE ET LIBERTÉS LOCALES**Examen du fascicule [23 octobre 2002] (p. 3847)**

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Son intervention (p. 3849)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : délinquance et criminalité : mineurs (p. 3849)

Gendarmerie : gendarmes : effectifs (p. 3849)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'intérieur : crédits (p. 3850)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'intérieur : équipement (p. 3850)

Ordre public : personnels (p. 3849)

Ordre public : sécurité : budget (p. 3849)

Police : effectifs (p. 3849)

Police : officiers de police judiciaire (p. 3850)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [15 janvier 2003] (p. 116) ; [16 janvier 2003] (p. 197)**

Son intervention (p. 119)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 210)

Thèmes :

Assemblée nationale : motions de procédure (p. 209)

Droit pénal : délinquance et criminalité : mineurs (p. 120)

Droit pénal : délinquance et criminalité : prévention (p. 123)

Droit pénal : délinquance et criminalité : répression (p. 122)

Droit pénal : délinquance et criminalité : statistiques (p. 120)

Droit pénal : fichier national automatisé des empreintes génétiques (FNAEG) (p. 121)

Enseignement : élèves : absentéisme (p. 210)

Ordre public : sécurité : moyens (p. 121)

Discussion des articles [16 janvier 2003] (p. 218, 268) ; [21 janvier 2003] (p. 319, 348) ; [22 janvier 2003] (p. 390) ; [23 janvier 2003] (p. 445, 483)**Avant l'article 1er**

Intervient sur l'amendement n° 54 de la commission (missions de l'Etat et rôle des collectivités territoriales en matière de sécurité intérieure) (p. 218)

Article 1er (pouvoirs des préfets en matière de sécurité intérieure)

Son intervention (p. 230)

Après l'article 1er (création de la réserve civile de la police nationale)

Intervient sur l'amendement n° 424 rectifié du Gouvernement (pouvoirs de réquisition des préfets) (p. 235)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 69 rectifié de la commission (extension des opérations de livraison surveillée et d'infiltration) (p. 260)

Article 11 (inscription de certaines peines et mesures au fichier des personnes recherchées)

Son intervention (p. 281)

Son amendement n° 32 (p. 281)

Article 14 (dispositifs de contrôle automatisé des données signalétiques de véhicules)

Son intervention (p. 286 et s.)

Son amendement n° 31 (p. 288)

Article 15 (extension du fichier national automatisé des empreintes génétiques)

Son intervention (p. 294 et s.)

Ses amendements n°s 322 rectifié et 475 (p. 298 à 299)

Article 16 (prélèvements externes sur les personnes concernées par la procédure)

Son amendement n° 85 rectifié (p. 323)

Après l'article 17 undecies

Son sous-amendement n° 502 (après l'article 421-2-2 du code pénal : peines prévues pour les personnes qui sont en relation avec des terroristes et ne peuvent justifier de ressources correspondant à leur train de vie) à l'amendement n° 280 de M. Arnaud Montebourg (après l'article 450-1 du code pénal : peines prévues pour les personnes qui sont en relation avec des criminels ou des délinquants et ne peuvent justifier de ressources correspondant à leur train de vie) : retiré (p. 352)

Intervient sur l'amendement n° 49 de M. Pierre Lellouche (imprescriptibilité de ces crimes) (p. 355)

Intervient sur l'amendement n° 316 de Mme Ségolène Royal (prescription des crimes commis contre les mineurs repoussée à dix ans après la révélation des faits) (p. 355)

Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Pierre Lellouche (aggravation des peines en cas d'homophobie pour les meurtres, tortures, actes de barbarie, violences ayant entraîné la mort, une incapacité permanente ou une incapacité de travail) (p. 358)

Intervient sur le sous-amendement n° 506 de M. Christian Estrosi (aggravation des peines en cas d'homophobie pour les viols et agressions sexuelles) à l'amendement n° 47 de M. Pierre Lellouche (p. 360)

Avant l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 90 de la commission (délit d'agression sonore) (p. 364)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 396 rectifié de M. Daniel Garrigue (création des aires d'accueil au niveau des groupements de communes) (p. 402)

Article 21 (incrimination des attroupements portant atteinte à la libre circulation dans les parties communes d'immeubles)

Son intervention (p. 420)

Article 29 (délivrance d'une autorisation de séjour à l'étranger qui témoigne ou dépose plainte contre un proxénète)

Son intervention (p. 459)

Après l'article 29 bis

Intervient sur l'amendement n° 199 de M. Jean-Christophe Lagarde (sanction en cas de conduite sans permis et saisie du véhicule) (p. 461)

Intervient sur l'amendement n° 198 rectifié de M. Jean-Christophe Lagarde (saisie du véhicule conduit sans permis) (p. 461)

Après l'article 37

Intervient sur l'amendement n° 370 rectifié de M. Christian Vanneste (possibilité de créer une police municipale pour les syndicats de communes sans fiscalité propre) (p. 474)

Après l'article 45

Intervient sur le sous-amendement n° 447 de Mme Maryse Joissains-Masini (les immeubles affectés à la formation des personnels de sécurité publique bénéficient de cet assouplissement) à l'amendement n° 134 rectifié de la commission (assouplissement étendu aux immeubles de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris)

Intervient sur l'amendement n° 317 de Mme Ségolène Royal (généralisation des permanences hospitalières d'accueil d'urgence pour les mineurs victimes d'agression sexuelle) (p. 513)

Explications de vote et vote [28 janvier 2003] (p. 550)

Ses explications de vote (p. 563)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [12 février 2003] (p. 1210)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1218)

Son intervention (p. 1225)

Thèmes :

Constitution : préambule (p. 1218)

Droit pénal : délinquance et criminalité : prévention (p. 1226)

Droits de l'homme et libertés publiques : liberté : sécurité (p. 1226)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire

Vote pour du groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle (p. 1226)

Proposition de résolution n° 613 tendant à compléter le règlement de l'Assemblée nationale et à modifier ses articles 14, 50, 65, 91, 104 et 128

Discussion des articles [26 mars 2003] (p. 2459)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 4 (audition de personnalités en séance publique) : adopté (p. 2459)

Article 5 (défense des motions de procédure dans le cadre des séances mensuelles d'initiative parlementaire)

Son intervention (p. 2460)

Son amendement n° 3 (p. 2460)

Projet de loi n° 710 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance des mesures de simplification et de codification du droit

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 avril 2003] (p. 3053)

Après l'article 22

Son amendement n° 103 (de rédaction) (p. 3090) : adopté (p. 3091)

Son amendement n° 104 (conditions de fonctionnement des collectivités territoriales) (p. 3090) : adopté (p. 3091)

Projet de loi n° 784 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 mai 2003] (p. 3927)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3944)

Son intervention (p. 3952)

Thèmes :

Conseil constitutionnel (p. 3944, 3953)

Déchets, pollutions et nuisances : dégazages sauvages (p. 3953)

Droit pénal : délinquance et criminalité organisées (p. 3953)

Droit pénal : fichier national automatisé des empreintes génétiques (FNAEG) (p. 3952)

Justice : juridictions spécialisées (p. 3953)

Discussion des articles [22 mai 2003] (p. 4009, 4049, 4125) ; [23 mai 2003] (p. 4186)

Article 1er (de la procédure applicable à la délinquance et à la criminalité organisées)

Article 706-88 du code de procédure pénale (de la garde à vue)

Son intervention (p. 4030)

Article 3 (dispositions relatives au repentir)

Son intervention (p. 4063)

Après l'article 5

Son amendement n° 358 (recherche des infractions de proxénétisme, de traite des êtres humains, d'association de malfaiteurs en relation ou non avec une entreprise terroriste par les agents des impôts) : adopté (p. 4074)

Article 12 (extension de la circonstance aggravante des infractions à caractère raciste ou discriminatoire)

Son intervention (p. 4102)

Après l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 400 rectifié de M. Christian Estrosi (aggravation des peines encourues en cas d'usurpation de signes ressemblant à ceux réservés à la police et à la gendarmerie) (p. 4106)

Avant l'article 24

Intervient sur l'amendement n° 139 de la commission (allongement du délai de prescription des infractions de nature sexuelle commises contre des mineurs) (p. 4125)

Après l'article 41

Intervient sur l'amendement n° 497 de M. Christian Estrosi (obligation de signaler sa situation avant la fin de la garde à vue pour la personne exerçant à titre exclusif l'autorité parentale sur un mineur de 10 ans) (p. 4156)

Après l'article 42

Son amendement n° 359 (mise en examen par commission rogatoire) (p. 4158) : adopté (p. 4159)

Après l'article 57

Son amendement n° 361 (compétence du juge unique étendue au délit d'entrave dans les halls d'immeubles) : adopté (p. 4161)

Son amendement n° 360 (extension de la compétence du juge unique) : adopté (p. 4170)

Après l'article 69

Son amendement n° 362 (possibilité de retenir une personne arrêtée en vertu d'un extrait de jugement ou d'arrêt pendant 24 heures au plus, ses droits étant ceux prévus en cas de garde à vue) : adopté (p. 4207)

Projet de loi n° 823 relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 juillet 2003] (p. 6729, 6787)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6753)

Son intervention (p. 6792)

Thèmes :

Etrangers : intégration (p. 6792)
 Etrangers : régularisations (p. 6793)
 Politiques communautaires : immigration (p. 6793)

Discussion des articles [9 juillet 2003] (p. 7129, 7186)

Article 28 (modification des règles d'instruction des dossiers de regroupement familial – délivrance d'une carte de séjour temporaire)
 Son amendement n° 20 (p. 7166)

Article 38 (aménagement des peines, motivation spéciale et protection absolue en matière d'interdiction du territoire)
 Son intervention (p. 7222)

Jean-Louis LÉONARD

*Charente-Maritime (2^{ème} circonscription)
 Union pour la Majorité Présidentielle
 puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11466)

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Institut des hautes études de défense nationale [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14787)

Membre de la commission d'enquête sur l'application des mesures préconisées en matière de sécurité du transport maritime des produits dangereux ou polluants et l'évaluation de leur efficacité [J.O. du 12 février 2003] (p. 2618)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Chasse et pêche. chasse. réglementation [11 février 2003] (p. 1145)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 214, posée le 17 mars 2003. Environnement. politiques communautaires (J.O. questions p. 1895). Appelée le 18 mars 2003. protection de la nature, réseau Natura 2000, mise en œuvre (p. 2093)

n° 316, posée le 5 mai 2003. Agriculture. contrats d'agriculture durable (J.O. questions p. 3389). Appelée le 6 mai 2003. mise en place, zones de marais (p. 3409)

DÉBATS**Projet de loi n° 230 de finances pour 2003****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****DÉFENSE ET SGDN****Examen des fascicules [24 octobre 2002] (p. 3907)**

Procédure des questions :

Gendarmerie : gendarmerie maritime (p. 3957)

Jean LEONETTI

*Alpes-Maritimes (7^{ème} circonscription)
 Union pour la Majorité Présidentielle
 puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 9 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'amnistie [J.O. du 26 juillet 2002] (p. 12637)

Cesse d'appartenir à la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 25 septembre 2002] (p. 15848)

Rapporteur du projet de loi modifiant la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 relative au droit d'asile (n° 810) [30 avril 2003]

DÉPÔT

Proposition de loi n° 667 visant à la reconnaissance de l'œuvre positive de l'ensemble de nos concitoyens qui ont vécu en Algérie pendant la période de la présence française [5 mars 2003]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 810), modifiant la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 relative au droit d'asile [28 mai 2003] (n° 883)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Politique extérieure. aide médicale. médicaments, pays en voie de développement [26 novembre 2002] (p. 5717)

Cultes. culte musulman. conseil, mise en place [25 février 2003] (p. 1351)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 91, posée le 13 janvier 2003. Justice. tribunaux de commerce (J.O. questions p. 130). Appelée le 14 janvier 2003. locaux, rénovation, Antibes (p. 22)

DÉBATS**Projet de loi n° 19 portant amnistie****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [9 juillet 2002] (p. 1868)**

Son intervention (p. 1889)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 1917)

Thèmes :

Amnistie (p. 1889, 1918)

Amnistie : amnistie politico-financière (p. 1890)

Droit pénal : infractions : sécurité routière (p. 1890)

Etat : République : amnistie (p. 1890)

Discussion des articles [9 juillet 2002] (p. 1919)

Article 13 (infractions exclues de l'amnistie)

Intervient sur les amendements n°s 53, 52, 51 et 54 de M. Jacques Floch (de précision) (p. 1933)

Explications de vote et vote [10 juillet 2002] (p. 1952)

Ses explications de vote (p. 1952)

Projet de loi n° 36 d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [16 juillet 2002] (p. 2009)**

Son intervention (p. 2017)

Thèmes :

Ordre public : sécurité : Gouvernement (p. 2017)

Ordre public : sécurité : projet de loi (p. 2017)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****JUSTICE****Examen du fascicule [6 novembre 2002] (p. 4595)**

Son intervention (p. 4603)

Thèmes avant la procédure des questions :

Justice : centres éducatifs fermés (p. 4604)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la justice : budget (p. 4603)

Système pénitentiaire : détenus : insertion professionnelle et sociale (p. 4603)

Proposition de loi constitutionnelle n° 341 visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections locales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [26 novembre 2002] (p. 5673)**

Son intervention (p. 5691)

Thèmes :

Etrangers : contrats d'intégration (p. 5692)
 Etrangers : intégration (p. 5691)
 Etrangers : naturalisation (p. 5692)

Proposition de loi n° 380 visant à protéger certaines catégories d'étrangers des mesures d'éloignement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 novembre 2002] (p. 5901)
 Son intervention (p. 5907)

Thèmes :

Droit pénal : double peine (p. 5907)
 Droit pénal : double peine : projet de loi (p. 5908)
 Droit pénal : proportionnalité de la peine (p. 5907)
 Etrangers : attaches avec la France : protection (p. 5906)
 Etrangers : citoyenneté (p. 5908)
 Etrangers : intégration (p. 5908)
 Etrangers : interdiction du territoire : exécution des peines (p. 5907)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2003] (p. 116)
 Son intervention (p. 140)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité (p. 140)
 Politique générale : politiques publiques : évaluation (p. 141)

Projet de loi n° 710 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance des mesures de simplification et de codification du droit

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 avril 2003] (p. 2975)
 Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 2998)
 Son intervention (p. 3000)

Thèmes :

Administration : délais (p. 3001)
 Etat : réforme (p. 3000)
 Fonctionnaires et agents publics (p. 2998)
 Nationalité (p. 3001)
 Parlement : prérogatives (p. 2998)

Discussion des articles [9 avril 2003] (p. 3033, 3053)

Article 4 (contrats de coopération entre personnes de droit public et personnes de droit privé)

Son intervention (p. 3042)

Article 16 (organisation administrative et fonctionnement du système de santé)

Son intervention (p. 3062 et s.)

Article 20 (clarification du droit du travail et du financement de la formation professionnelle)

Son intervention (p. 3079)

Explications de vote et vote [29 avril 2003] (p. 3220)

Ses explications de vote (p. 3224)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 3225)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [3 juin 2003] (p. 4406)

Son intervention (p. 4414)

Thèmes :

Droit pénal : corruption (p. 4415)
 Etat : réforme (p. 4414)
 Marchés publics (p. 4415)
 Ordonnances : projet de loi d'habilitation (p. 4415)

Projet de loi n° 810 modifiant la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 relative au droit d'asile

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 juin 2003] (p. 4589)

Son intervention (p. 4592)

Thèmes :

Etrangers : demandeurs d'asile : coût (p. 4592)
 Etrangers : demandeurs d'asile : délais (p. 4592)
 Etrangers : demandeurs d'asile : recours (p. 4593)
 Etrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) (p. 4593)

Discussion des articles [5 juin 2003] (p. 4638, 4666)

Article 1er (compétences de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides - OFPRA)

Son intervention (p. 4639 et s.)

Article 2 (organisation de l'OFPRA - transmission de documents au ministère de l'intérieur)

Son intervention (p. 4655 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 127 de Mme Geneviève Colot (rapport annuel d'activité de l'OFPRA au Président de la République et au Parlement) (p. 4666)

Article 4 (composition et compétences de la commission des recours des réfugiés)

Son intervention (p. 4667 et s.)

Article 5 (abrogations)

Son intervention (p. 4669)

Article 6 (admission au séjour du demandeur d'asile)

Son intervention (p. 4670 et s.)

Article 7 (régime du séjour du demandeur d'asile)

Son intervention (p. 4672 et s.)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 67 de M. Étienne Pinte (audition obligatoire du demandeur d'asile par l'OFPRA, avec procès-verbal et possibilité de se faire assister d'un conseil) (p. 4675)

Article 8 (délivrance d'une carte de séjour temporaire aux bénéficiaires de la protection subsidiaire)

Son intervention (p. 4676)

Article 11 (adaptations en vue de l'application de la loi à l'outre-mer - décrets d'application)

Son intervention (p. 4678 et s.)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 131 de M. Pierre Cardo (pas de condition de connaissance de la langue française pour accorder la nationalité française aux réfugiés politiques et aux apatrides résidant en France depuis dix ans au moins) (p. 4680)

Intervient sur l'amendement n° 41 de la commission (coordination) (p. 4680)

Article 13 (conditions d'entrée en vigueur de la loi)

Son intervention (p. 4681)

Après l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 87 de Mme Nathalie Gautier (rapport annuel sur l'application de la loi et le nombre de places d'accueil pour les demandeurs d'asile) (p. 4681)

Arnaud LEPERCQ

Vienne (3^{ème} circonscription)
 Union pour la Majorité Présidentielle
 puis Union pour un Mouvement Populaire

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11116)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 931 visant à initier les élèves des écoles élémentaires, des collèges et des lycées aux gestes de premiers secours [13 juin 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 440, posée le 23 juin 2003. Décorations, insignes et emblèmes, médaille d'honneur régionale, départementale et communale (J.O. questions p. 4883). Appelée le 24 juin 2003. conditions d'attribution (p. 5875)

DÉBATS

Projet de loi n° 326 relatif aux marchés énergétiques et au service public de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [13 décembre 2002] (p. 6732)

Article 14 (extension de la desserte du gaz)

Son amendement n° 265 (p. 6745)

Annick LEPETIT

Paris (17^{ème} circonscription)
Socialiste

Élue le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)
Annulation de son élection le 21 novembre 2002 (voir indications préliminaires) [J.O. du 22 novembre 2002] (p. 19321)
Réélue le 2 février 2003 (voir indications préliminaires)
N'appartient à aucun groupe [J.O. du 4 février 2003] (p. 2153)
Adhère au groupe socialiste [J.O. du 11 février 2003] (p. 2554)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)
Membre suppléante du Conseil national de l'habitat [J.O. du 2 août 2002] (p. 13230)
Cesse d'appartenir au Conseil national de l'habitat [J.O. du 22 novembre 2002] (p. 19321)
Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 12 février 2003] (p. 2618)
Membre suppléante du Conseil national de l'habitat [J.O. du 26 février 2003] (p. 3448)
Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 24 avril 2003] (p. 7359)
Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 24 avril 2003] (p. 7359)
Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 17 mai 2003] (p. 8548)
Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 17 mai 2003] (p. 8548)
Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine [J.O. du 25 juillet 2003] (p. 12639)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Logement. logement social. réglementation, réforme [6 novembre 2002] (p. 4587)
Politique économique. croissance. perspectives [9 avril 2003] (p. 3019)
Etat. décentralisation. conséquences, enseignement [27 mai 2003] (p. 4263)

DÉBATS**Projet de loi n° 230 de finances pour 2003****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****AFFAIRES SOCIALES, TRAVAIL ET SOLIDARITÉ****VILLE ET RÉNOVATION URBAINE****Examen du fascicule [23 octobre 2002] (p. 3803)**

Son intervention (p. 3814)

Thèmes avant la procédure des questions :

Associations (p. 3814)
Urbanisme : rénovation urbaine : crédits (p. 3814)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER**LOGEMENT****Examen du fascicule [13 novembre 2002] (p. 4969)****Procédure des questions :**

Logement : aides et prêts : prêts d'accession sociale (PAS) (p. 4991)

Projet de loi n° 950 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [10 juillet 2003] (p. 7275)**

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7315)
Son intervention (p. 7334)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones urbaines sensibles (p. 7335)
Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 7315, 7335)
Enseignement : crédits (p. 7315)
Logement : mixité sociale (p. 7335)
Logement : aides et prêts : primes à l'amélioration des logements à usage locatif et d'occupation sociale (PALULOS) (p. 7335)
Urbanisme : rénovation urbaine (p. 7315, 7334 et s.)

Discussion des articles [11 juillet 2003] (p. 7362, 7449)**Article 1er et annexe 1 (programmes d'action dans les zones urbaines sensibles (ZUS))**

Son amendement n° 188 (p. 7376)
Son amendement n° 189 (p. 7377)
Ses amendements n°s 190, 191 et 192 (p. 7378)
Ses amendements n°s 193, 194 et 195 (p. 7379)

Article 4 (débat annuel dans les collectivités locales comprenant des ZUS)

Son intervention (p. 7387)

Article 6 (objectifs du programme national de rénovation urbaine)

Son intervention (p. 7397)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 206 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (conditions de relogement des personnes habitant des logements concernés par des opérations de démolition) (p. 7405)

Après l'article 34

Intervient sur l'amendement n° 225 de Mme Odile Saugues (rapport au Parlement relatif aux obligations de gardiennage de certains immeubles d'habitation) (p. 7532)

Titre

Son intervention (p. 7532)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [24 juillet 2003] (p. 7956)**

Son intervention (p. 7962)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones de redynamisation urbaine (p. 7963)
Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 7963)
Aménagement du territoire : zones urbaines sensibles (p. 7963)
Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 7963)
Logement : copropriétés dégradées (p. 7963)
Logement : logement social : construction (p. 7963)

Pierre LEQUILLER

Yvelines (4^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire

Elu le 9 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

Président de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 5 juillet 2002] (p. 11611)

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 19 juin au 12 juillet 2002 (n°s E 2032 à E 2034, E 2038, E 2042, E 2047, E 2048 et E 2051) et sur les textes n°s E 1612, E 1771, E 1773, E 1793, E 1851, E 1852, E 1868, E 1887, E 1933, E 1934, E 1940-III, E 1942, E 1947, E 1956, E 1961 à E 1964, E 1968 à E 1970, E 1972, E 1973, E 1975, E 1978 à E 1980, E 1982 à E 1984, E 1986, E 1988 à E 1994, E 1996, E 1997, E 1999 à E 2001, E 2003 à E 2007, E 2009 à E 2019, E 2022, E 2023, E 2026 à E 2029 et E 2031 [1^{er} août 2002] (n° 183)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 13 juillet au 1er octobre 2002 (n°s E 2053, E 2056, E 2061, E 2062, E 2066, E 2073, E 2075, E 2077 à E 2084, E 2086 à E 2092, E 2095, E 2098 et E 2100) et sur les textes n°s E 1800, E 1841, E 1867, E 1875, E 1915, E 1940-IV, E 1957, E 1960, E 1977, E 1981, E 2043, E 2049, E 2106, E 2107 et E 2117 [24 octobre 2002] (n° 331)

Rapport déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur le mandat d'arrêt européen [11 décembre 2002] (n° 469)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 2 octobre au 18 décembre 2002 (n°s E 2104, E 2105, E 2111, E 2116, E 2118 à E 2124, E 2126 à E 2131, E 2133 à E 2136, E 2139 à E 2144, E 2146 à E 2148, E 2152, E 2156 à E 2161) et sur les textes n°s E 1500, E 1501, E 1761, E 1798, E 1876, E 1895, E 1935, E 1940 V, E 1940 VI, E 1958, E 1965, E 1995, E 2021, E 2035 à E 2037, E 2057 à E 2060, E 2063, E 2068, E 2071, E 2074, E 2094, E 2097, E 2099, E 2101 et E 2102 [19 décembre 2002] (n° 512)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 19 décembre 2002 au 27 janvier 2003 (n°s E 2162 à E 2164, E 2166 à E 2175, E 2180, E 2188 et E 2190) et sur les textes n°s E 1842, E 1998, E 2025, E 2070, E 2076, E 2109, E 2137, E 2138, E 2151, E 2154 et E 2155 [30 janvier 2003] (n° 592)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la réforme du mode de scrutin pour l'élection des représentants de la France au Parlement européen [5 février 2003] (n° 597)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 28 janvier au 14 mars 2003 (n°s E 2193 à E 2196, E 2203, E 2204, E 2206, E 2208, E 2209, E 2218 à E 2220, E 2222 à E 2224-1, E 2227 et E 2232) et sur les textes n°s E 1987, E 2085, E 2108, E 2177, E 2178, E 2181, E 2183 et E 2187 [19 mars 2003] (n° 713)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur le statut et le financement des partis politiques [29 avril 2003] (n° 816)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 15 mars au 16 mai 2003 (n°s E 2237 à E 2240, E 2242, E 2243, E 2246, E 2248, E 2249, E 2253 à E 2259, E 2269 à E 2271) et sur les textes n°s E 1902, E 1923, E 1931, E 1966, E 2020, E 2050, E 2113 à E 2115, E 2182, E 2189, E 2211, E 2224-2, E 2229 et E 2235 [20 mai 2003] (n° 866)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la convention sur l'avenir de l'Europe [1er juillet 2003] (n° 994)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 17 mai au 27 juin 2003 (n°s E 2272 à E 2274, E 2276 à E 2281, E 2283 à E 2286, E 2288 à E 2290, E 2292, E 2293, E 2295, E 2296, E 2298 à E 2301, E 2304, E 2307 à E 2310, E 2313, E 2314, E 2316, E 2317 et E 2321) et sur les textes n°s E 2052, E 2067, E 2096, E 2153, E 2165, E 2185, E 2224-III, E 2224-IV, E 2230, E 2234, E 2244, E 2251, E 2260, E 2264 à E 2268, E 2327 et E 2329 [9 juillet 2003] (n° 1011)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Transports par eau. transports maritimes. hydrocarbures, navires, sécurité, politiques communautaires [15 janvier 2003] (p. 109)

Politique extérieure. Etats-Unis. relations bilatérales, perspectives [1^{er} avril 2003] (p. 2689)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [17 octobre 2002] (p. 3509)

Article 33 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)
Son intervention (p. 3520)

Débat sur l'avenir de l'Europe

[3 décembre 2002] (p. 6067)

Son intervention (p. 6074)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : marée noire (p. 6075)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 6075)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 6075)

Union européenne : citoyenneté européenne (p. 6075)

Union européenne : Convention sur l'avenir de l'Europe : institutions communautaires (p. 6075 et s.)

Union européenne : élargissement (p. 6075)

Union européenne : Parlement européen (p. 6076)

Projet de loi constitutionnelle n° 378 relatif au mandat d'arrêt européen

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [17 décembre 2002] (p. 6876)

Son intervention (p. 6880)

Thèmes :

Assemblée nationale : délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne (p. 6880)

Constitution : article 88-4 : constitutionnalité (p. 6881)

Constitution : révision (p. 6881)

Politiques communautaires : coopération judiciaire : extradition (p. 6880)

Union européenne : décision-cadre : constitutionnalité (p. 6881)

Projet de loi n° 574 relatif à l'élection des conseillers régionaux et des représentants au Parlement européen ainsi qu'à l'aide publique aux partis politiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 février 2003] (p. 1153)

Son intervention (p. 1190)

Thèmes :

Elections et référendums : abstentionnisme (p. 1191)

Elections et référendums : élections européennes (p. 1190)

Elections et référendums : élections européennes : circonscriptions (p. 1191)

Union européenne : Parlement européen : rôle (p. 1191)

Proposition de résolution n° 446 sur la création d'un procureur européen - COM (2001) 715 final / E 1912 et COM (2001) 272 final / E 1758

Avant la discussion de l'article unique [22 mai 2003] (p. 3999)

Son intervention (p. 4001)

Thèmes :

Justice : espace judiciaire européen (p. 4001)

Politiques communautaires : coopération judiciaire (p. 4002)

Union européenne : constitution européenne (p. 4001)

Jean-Pierre LE RIDANT

*Loire-Atlantique (1^{ère} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 24 septembre 2002] (p. 15787)

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 24 septembre 2002] (p. 15787), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 23 octobre 2002] (p. 17570)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 23 octobre 2002] (p. 17570)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Etrangers. intégration. contrats d'intégration, mise en place [6 mai 2003] (p. 3435)

DÉBATS

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 2003] (p. 348)

Article 18 (incrimination du racolage et de la sollicitation de relations sexuelles de la part d'une personne prostituée vulnérable)

Son intervention (p. 372)

Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 2003] (p. 821)

Son intervention (p. 856)

Thèmes :

Entreprises : création (p. 856)

Entreprises : financement : avantages fiscaux (p. 856)

Entreprises : formalités administratives (p. 856)

Bruno LE ROUX*Seine-Saint-Denis (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 13 décembre 2002] (p. 20630)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la sécurité intérieure [J.O. du 30 janvier 2003] (p. 1892)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Enseignement. politique de l'éducation. perspectives [10 décembre 2002] (p. 6361)

Elections et référendums. carte électorale et modes de scrutin. réforme, perspectives [18 décembre 2002] (p. 6903)

Enseignement. politique de l'éducation. perspectives [14 mai 2003] (p. 3659)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 3, posée le 14 octobre 2002. Police. commissariats (J.O. questions p. 3479). Appelée le 15 octobre 2002. fonctionnement, effectifs de personnel (p. 3287)

n° 327, posée le 19 mai 2003. Enseignement. politique de l'éducation (J.O. questions p. 3729). Appelée le 20 mai 2003. Seine-Saint-Denis (p. 3805)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Déplore que son rappel de deux affaires récentes importantes et connues de tous (avocat et bagagiste mis en détention) ait été taxé par M. Nicolas Sarkozy de calomnies à l'égard de la police et de la gendarmerie [14 janvier 2003] (p. 72)

Regrette que le Ministre, plutôt que de répondre sur le fond à M. Arnaud Montebourg, ait préféré le mettre personnellement en cause [15 janvier 2003] (p. 137)

Dénonce les propos du Ministre tels que "vous aurez vos cadeaux de Noël" ou "j'irai vous rendre visite, et vous verrez" qu'il juge inadmissibles et refuse de légiférer sous l'intimidation [15 janvier 2003] (p. 173)

Regrette de ne pouvoir, en raison de l'absence de questions pendant la session extraordinaire, interroger le Gouvernement sur les enseignements qu'il tire des résultats de la consultation en Corse et sur ses intentions au vu de ceux-ci [7 juillet 2003] (p. 6931)

*DÉBATS***Proposition de loi constitutionnelle n° 341 visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections locales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 2002] (p. 5673)

Son intervention (p. 5690)

Thèmes :

Etrangers : égalité des droits : démocratie locale (p. 5691)

Etrangers : égalité des droits : droits sociaux (p. 5691)

Etrangers : intégration (p. 5690)

Etrangers : intégration : associations (p. 5691)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 janvier 2003] (p. 42) ; [15 janvier 2003] (p. 116, 151)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 57)

Son rappel au règlement (cf supra) [14 janvier 2003] (p. 72)

Son rappel au règlement (cf supra) [15 janvier 2003] (p. 137)

Son rappel au règlement (cf supra) [15 janvier 2003] (p. 173)

Thèmes :

Constitution : inconstitutionnalité (p. 65)

Drogue : trafic (p. 64)

Droit pénal : atteinte à la libre circulation dans les parties communes d'immeubles (p. 63)

Droit pénal : délinquance et criminalité : prévention (p. 58)

Droit pénal : fichier national automatisé des empreintes génétiques (FNAEG) (p. 62)

Droit pénal : présomption d'innocence : fichiers informatisés (p. 67)

Droit pénal : prostitution : insertion professionnelle et sociale (p. 62)

Droit pénal : répression (p. 58, 64)

Droit pénal : traite des êtres humains (p. 62)

Droits de l'homme et libertés publiques : atteintes à la vie privée (p. 66)

Droits de l'homme et libertés publiques : commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) (p. 60)

Droits de l'homme et libertés publiques : défense (p. 59)

Droits de l'homme et libertés publiques : fichiers informatisés (p. 66)

Droits de l'homme et libertés publiques : fichiers informatisés : contrôle judiciaire (p. 61)

Enseignement maternel et primaire : élèves : dépistage (p. 63)

Etrangers : cartes de séjour : sanctions (p. 68)

Famille : autorité parentale : aides (p. 63)

Gens du voyage : stationnement : droit pénal (p. 62)

Jeunes : politique à l'égard des jeunes (p. 64)

Justice : victimes : réparation pénale (p. 65)

Ordre public : commission nationale de déontologie de la sécurité (p. 72)

Ordre public : lutte contre l'insécurité (p. 68)

Ordre public : sécurité : lutte contre le terrorisme (p. 57, 60)

Police : officiers de police judiciaire : compétences (p. 60)

Police : police de proximité : moyens (p. 65)

Politique générale : Gouvernement précédent (p. 58)

Système pénitentiaire : centres pénitentiaires : réforme (p. 64)

Discussion des articles [16 janvier 2003] (p. 218, 268) ; [21 janvier 2003] (p. 319, 348) ; [22 janvier 2003] (p. 390) ; [23 janvier 2003] (p. 445, 483)*Avant l'article 1er*

Intervient sur l'amendement n° 54 de la commission (missions de l'Etat et rôle des collectivités territoriales en matière de sécurité intérieure) (p. 218)

Intervient sur le sous-amendement n° 410 de M. Noël Mamère (affirmation de la prévention) à l'amendement n° 54 de la commission (p. 221)

Article 1er (pouvoirs des préfets en matière de sécurité intérieure)

Son intervention (p. 228 et s.)

Son amendement n° 226 (p. 228)

Son amendement n° 227 rectifié (p. 231)

Après l'article 1er (création de la réserve civile de la police nationale)

Intervient sur l'amendement n° 424 rectifié du Gouvernement (pouvoirs de réquisition des préfets) (p. 232)

Son amendement n° 228 (coordination des services de police judiciaire) : rejeté (p. 237)

Intervient sur l'amendement n° 56 de la commission (de rédaction) (p. 238)

Intervient sur l'amendement n° 422 du Gouvernement (conditions d'indemnisation des réservistes) (p. 240)

Article 2 (extension de la compétence territoriale des officiers de police judiciaire)

Son intervention (p. 240 et s.)

Ses amendements n° 229 et 230 (p. 240)

Article 3 (pouvoirs de police judiciaire des réservistes de la police et de la gendarmerie nationales)

Son intervention (p. 242)

Article 4 (critères permettant de procéder à des contrôles d'identité)

Son intervention (p. 243 et s.)

Son amendement n° 231 (p. 243)

Article 5 (visite des véhicules pour la recherche de certaines infractions)

Son intervention (p. 246 et s.)

Son amendement n° 232 (p. 246)

Après l'article 5

Son amendement n° 233 (procédure particulière pour les visites de véhicules en lien avec le trafic de stupéfiants) (p. 248) : rejeté (p. 249)

Article 6 (visite des véhicules pour la recherche de certaines infractions)

Son intervention (p. 249 et s.)

Son amendement n° 236 (p. 249)

Article 7 (visite des véhicules pour la recherche de certaines infractions)

Son intervention (p. 252)

Son amendement n° 237 (p. 252)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 66 de la commission (suppression de la notification du droit au silence) (p. 256)

Intervient sur l'amendement n° 13 rectifié de M. Christian Vanneste (suppression de la notification du droit au silence) (p. 256)

Intervient sur l'amendement n° 14 rectifié de M. Charles Cova (suppression de la notification du droit au silence) (p. 256)

Intervient sur l'amendement n° 15 rectifié de M. Georges Fenech (suppression de la notification du droit au silence) (p. 256)

Intervient sur l'amendement n° 16 rectifié de Mme Nadine Morano (suppression de la notification du droit au silence) (p. 256)

Intervient sur l'amendement n° 195 de M. Lionnel Luca (suppression de la notification du droit au silence) (p. 256)

Intervient sur l'amendement n° 69 rectifié de la commission (extension des opérations de livraison surveillée et d'infiltration) (p. 260)

Avant l'article 9

Son amendement n° 241 (conformité des fichiers de police et de justice avec la directive 95/46 CE) (p. 268) : rejeté (p. 269)

Son amendement n° 242 (définition du destinataire d'un traitement de données) : rejeté (p. 269)

Son amendement n° 243 (respect des droits fondamentaux) : rejeté (p. 269)

Son amendement n° 244 (effets juridiques des traitements automatisés) : rejeté (p. 269)

Article 9 (traitements automatisés d'informations mis en œuvre par la police et la gendarmerie)

Son intervention (p. 270 et s.)

Son amendement n° 247 (p. 270)

Son amendement n° 251 (p. 273)

Son sous-amendement n° 471 à l'amendement n° 72 de la commission (p. 274)

Son amendement n° 252 (p. 274)

Son amendement n° 254 (p. 276)

Article 11 (inscription de certaines peines et mesures au fichier des personnes recherchées)

Ses sous-amendements n° 472 et 473 à l'amendement n° 76 de la commission (p. 280)

Son intervention (p. 281)

Son amendement n° 298 (p. 281)

Article 12 (transmission de données à caractère personnel à des organismes internationaux ou des services de police étrangers)

Son intervention (p. 282)

Son amendement n° 258 (p. 282)

Article 13 (consultation des fichiers de police judiciaire à des fins administratives ou pour l'exercice de missions ou d'interventions de sécurité)

Son intervention (p. 283 et s.)

Son amendement n° 259 (p. 283)

Son sous-amendement n° 464 à son amendement n° 259 (p. 284)

Son sous-amendement n° 465 à l'amendement n° 80 rectifié de la commission (p. 285)

Son amendement n° 260 (p. 285)

Article 14 (dispositifs de contrôle automatisé des données signalétiques de véhicules)

Son intervention (p. 287 et s.)

Son amendement n° 261 (p. 287)

Article 15 (extension du fichier national automatisé des empreintes génétiques)

Son intervention (p. 293 et s.)

Son amendement n° 262 (p. 293)

Son amendement n° 263 (p. 296)

Ses amendements n° 264 corrigé et 265 (p. 297)

Son amendement n° 269 (p. 298)

Ses amendements n° 267 et 268 (p. 299)

Son amendement n° 270 (p. 300)

Après l'article 15

Son amendement n° 245 deuxième correction (interconnexion de fichiers) : rejeté (p. 301)

Article 16 (prélèvements externes sur les personnes concernées par la procédure)

Son intervention (p. 322 et s.)

Son amendement n° 271 (p. 322)

Ses amendements n° 272 et 273 (p. 323 à 324)

Article 17 (prolongation de l'application de dispositions concernant le terrorisme de la loi relative à la sécurité quotidienne)

Son intervention (p. 325)

Son amendement n° 274 (p. 326)

Article 17 bis (incrimination de la traite des êtres humains)

Son intervention (p. 330)

Après l'article 17 bis

Son amendement n° 276 (assimilation en matière de prostitution des personnes particulièrement vulnérables aux mineurs) : rejeté (p. 341)

Son amendement n° 277 (exploitation organisée de la mendicité) (p. 341) : rejeté (p. 342)

Après l'article 17 undecies

Intervient sur l'amendement n° 414 du Gouvernement (hébergement sécurisé des victimes) (p. 349)

Intervient sur l'amendement n° 281 de M. Arnaud Montebourg (pénalisation du manque de vigilance en cas de blanchiment) (p. 352)

Intervient sur l'amendement n° 280 de M. Arnaud Montebourg (après l'article 450-1 du code pénal : peines prévues pour les personnes qui sont en relation avec des criminels ou des délinquants et ne peuvent justifier de ressources correspondant à leur train de vie) (p. 352)

Intervient sur les amendements n° 282, 283, 284 et 285 de M. Arnaud Montebourg (de rédaction) (p. 353)

Intervient sur l'amendement n° 49 de M. Pierre Lellouche (imprescriptibilité de ces crimes) (p. 356)

Intervient sur l'amendement n° 316 de Mme Ségolène Royal (prescription des crimes commis contre les mineurs repoussée à dix ans après la révélation des faits) (p. 356)

Reprend l'amendement n° 47 de M. Pierre Lellouche (aggravation des peines en cas d'homophobie pour les meurtres, tortures, actes de barbarie, violences ayant entraîné la mort, une incapacité permanente ou une incapacité de travail) (p. 357) : adopté au SCRUTIN PUBLIC après modification (p. 360)

Intervient sur le sous-amendement n° 506 de M. Christian Estrosi (aggravation des peines en cas d'homophobie pour les viols et agressions sexuelles) à l'amendement n° 47 de M. Pierre Lellouche (p. 360)

Article 18 (incrimination du racolage et de la sollicitation de relations sexuelles de la part d'une personne prostituée vulnérable)

Son amendement n° 288 (p. 374)

Son intervention (p. 375 et s.)

Son amendement n° 289 (p. 375)

Article 19 (installation sans titre sur un terrain)

Son intervention (p. 399 et s.)

Article 19 bis (extension de l'ordonnance de référé à l'ensemble des personnes installées sans titre sur un terrain)

Son amendement n° 294 (p. 404)

Après l'article 19 bis

Intervient sur l'amendement n° 95 de la commission (délit de mise à disposition d'un tiers d'un bien immobilier appartenant à autrui) (p. 408)

Article 20 (menaces et actes d'intimidation commis contre les personnes exerçant une fonction publique)

Son intervention (p. 410 et s.)

Son amendement n° 295 (p. 410)

Article 21 (incrimination des groupements portant atteinte à la libre circulation dans les parties communes d'immeubles)

Son intervention (p. 415 et s.)

Son amendement n° 296 : SCRUTIN PUBLIC (p. 420)

Article 24 (fermeture administrative des établissements de vente à emporter d'aliments)

Son amendement n° 301 (p. 448)

Article 25 (fermeture administrative des établissements de vente à emporter d'aliments)

Son amendement n° 302 (p. 451)

Article 28 (retrait de la carte de séjour temporaire - reconduite à la frontière)

Son amendement n° 303 (p. 453)

Après l'article 28

Son amendement n° 304 (extension de la protection contre la double peine aux titulaires d'un PACS) (p. 456) : rejeté (p. 457)

Son amendement n° 305 (extension de la protection contre l'expulsion des étrangers aux titulaires d'un PACS) : rejeté (p. 457)

Son amendement n° 306 (conditions d'expulsion des catégories protégées) : rejeté (p. 457)

Article 29 (délivrance d'une autorisation de séjour à l'étranger qui témoigne ou dépose plainte contre un proxénète)

Son amendement n° 307 corrigé (p. 457)

Article 33 (dessaisissement et saisie administrative des armes autorisées et déclarées)

Son amendement n° 312 (p. 467)

Article 37 (mise en fourrière des véhicules par les agents de police municipale)

Son amendement n° 309 (p. 471)

Après l'article 45

Son sous-amendement n° 509 (six personnalités siègent à la commission nationale de déontologie de la sécurité) à l'amendement n° 463 rectifié de M. Gérard Hamel (deux députés et deux sénateurs siègent à la commission nationale de déontologie de la sécurité) : adopté (p. 512)

Explications de vote et vote [28 janvier 2003] (p. 550)

Ses explications de vote (p. 564)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [12 février 2003] (p. 1210)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1213)

Thèmes :

Constitution : inconstitutionnalité : lois (p. 1216)
 Droit pénal : délinquance et criminalité : statistiques (p. 1215)
 Droits de l'homme et libertés publiques : liberté (p. 1214, 1216)
 Droits de l'homme et libertés publiques : liberté d'expression (p. 1217)
 Pays étrangers : Etats-Unis (p. 1217)
 Police : police de proximité (p. 1213)
 Police : policiers (p. 1214)

Projet de loi n° 861 organisant une consultation des électeurs de Corse sur la modification de l'organisation institutionnelle de la Corse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 mai 2003] (p. 4265, 4288)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Émile Zuccarelli (p. 4283)

Son intervention (p. 4288)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 4306)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions (p. 4307)
 Départements (p. 4289, 4308)
 Elections et référendums : modes de scrutin (p. 4289)
 Elections et référendums : référendums (p. 4289, 4308)
 Ordre public : attentats (p. 4306)
 Politique générale : Gouvernement précédent (p. 4288, 4308)
 Politique générale : institutions : réforme (p. 4283, 4288, 4308)
 Régions : Corse : statut juridique (p. 4288, 4308)

Discussion des articles [27 mai 2003] (p. 4312)

Article 1er et annexe (consultation des électeurs de Corse sur l'annexe au projet de loi)

Son amendement n° 16 (p. 4313)

Son amendement n° 17 (p. 4314)

Ses amendements n° 18, 19, 20 et 21 (p. 4315)

Son sous-amendement n° 52 à l'amendement n° 43 de la commission (p. 4318)

Son amendement n° 40 (p. 4319)

Son amendement n° 22 (p. 4320)

Son amendement n° 23 (p. 4323)

Article 2 (majorité requise - question posée aux électeurs)

Son amendement n° 24 (p. 4327)

Après l'article 3

Son amendement n° 25 (parité par alternance d'un candidat de chaque sexe aux élections de l'Assemblée de Corse) (p. 4328) : rejeté (p. 4329)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 4332)

Abstention du groupe socialiste (p. 4332)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Article 3 [séances du 17 juin 2003] (équité)

Son intervention (p. 5497 et s.)

Article 5 [séance 19 juin 2003] (durée d'assurance, pour obtenir une pension à taux plein, portée à 41 ans en 2012)

Son intervention (p. 5642)

Projet de loi n° 823 relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 juillet 2003] (p. 6729)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6764)

Son intervention (p. 6767)

Thèmes :

Etrangers : droit de vote (p. 6764)
 Etrangers : immigration clandestine (p. 6769)
 Etrangers : immigration clandestine : aide humanitaire (p. 6770)

Etrangers : intégration (p. 6767)

Etrangers : titres de séjour (p. 6768)

Justice : tribunaux de grande instance : Roissy (p. 6771)

Travail : travail clandestin : sanctions (p. 6770)

Proposition de loi organique n° 936 portant réforme de la durée du mandat et de l'âge d'éligibilité des sénateurs ainsi que de la composition du Sénat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 juillet 2003] (p. 6927, 6954)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6939)

Son intervention (p. 6956)

Son rappel au règlement (cf supra) [7 juillet 2003] (p. 6931)

Thèmes :

Conseil constitutionnel (p. 6958)
 Elections et référendums : Corse (p. 6931)
 Elections et référendums : modes de scrutin : parité (p. 6939, 6957)
 Parlement : Congrès du Parlement (p. 6956)
 Parlement : Sénat : effectifs (p. 6959)
 Parlement : Sénat : représentativité (p. 6957)
 Parlement : sessions extraordinaires : réforme (p. 6956)

Proposition de loi n° 937 portant réforme de l'élection des sénateurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 juillet 2003] (p. 6927, 6954)

Discussion générale commune de la proposition de loi organique n° 936 portant réforme de la durée du mandat et de l'âge d'éligibilité des sénateurs ainsi que de la composition du Sénat et de la proposition de loi n° 937 portant réforme de l'élection des sénateurs (voir Elections et référendums 936)

Discussion des articles [7 juillet 2003] (p. 6977)

Article 6 (champ d'application du mode de scrutin majoritaire à deux tours et de la représentation proportionnelle)

Son intervention (p. 6985)

Jean-Claude LEROY

*Pas-de-Calais (3^{ème} circonscription)
 Socialiste*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**DÉBATS****Projet de loi n° 230 de finances pour 2003****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA****Examen du fascicule [5 novembre 2002] (p. 4499)**

Procédure des questions :

Enseignement agricole (p. 4526)

Maurice LEROY

*Loir-et-Cher (3^{ème} circonscription)
 Union pour la Démocratie Française*

Elu le 9 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire [J.O. du 2 août 2002] (p. 13231)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 500 relative au respect du principe de laïcité dans le cadre scolaire [18 décembre 2002]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Retraites : généralités, réforme, perspectives [13 mai 2003] (p. 3588)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Souhaite savoir si la commission des lois a eu connaissance de l'avis du Conseil d'Etat sur le projet de loi et déplore que cet avis ait été rendu sur un texte qui n'est pas celui en discussion. Il demande une suspension de séance [11 février 2003] (p. 1156)

DÉBATS

Projet de loi n° 36 d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2002] (p. 1961)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1996)

Thèmes :

Assemblée nationale : question préalable (p. 1996)

Ordre public : sécurité (p. 1996)

Ordre public : sécurité : partis et mouvements politiques (p. 1996)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [17 octobre 2002] (p. 3550) ; [18 octobre 2002] (p. 3593, 3634)

Après l'article 9

Son amendement n° 153 (repas à consommer sur place – taux réduit de la TVA) (p. 3576)

Article 14 (assouplissement de la règle de lien entre les taux des taxes directes locales)

Son intervention (p. 3615)

Intervient sur l'amendement n° 154 de M. Pierre Albertini (suppression du lien entre les taux des taxes directes locales) (p. 3620, 3625)

Intervient sur l'amendement n° 167 de M. Pierre Albertini (augmentation du taux de la taxe professionnelle plafonnée à celle du PIB – évolution similaire des taux des taxes foncières et de la taxe d'habitation jusqu'à la prochaine révision des bases) (p. 3620)

Intervient sur l'amendement n° 63 rectifié de M. Manuel Aeschlimann (suppression pendant une année du lien entre les taux des taxes directes locales) (p. 3620, 3625)

Après l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 137 de M. Francis Hillmeyer (cessions de fonds de commerce – droits d'enregistrement – paiement fractionné) (p. 3664)

Intervient sur l'amendement n° 150 de M. Pierre Albertini (transmissions d'entreprises – parts faisant l'objet d'un engagement de conservation – assujettissement à l'ISF pour 50 % de leur valeur) (p. 3666)

Intervient sur l'amendement n° 148 de M. Charles de Courson (création d'options de souscription d'actions – comptabilisation en charge – provision déductible) (p. 3671)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS - AVIATION CIVILE

Examen du fascicule [24 octobre 2002] (p. 3962)

Son intervention (p. 3975)

Thèmes avant la procédure des questions :

Sécurité routière (p. 3976)

Transports ferroviaires : transport de marchandises (p. 3976)

Projet de loi n° 574 relatif à l'élection des conseillers régionaux et des représentants au Parlement européen ainsi qu'à l'aide publique aux partis politiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 février 2003] (p. 1153)

Son rappel au règlement (cf supra) [11 février 2003] (p. 1156)

Projet de loi n° 640 relatif aux assistants d'éducation

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [27 mars 2003] (p. 2592)

Article 2 (régime juridique des assistants d'éducation)

Son amendement n° 3017 (p. 2617)

Proposition de résolution n° 613 tendant à compléter le règlement de l'Assemblée nationale et à modifier ses articles 14, 50, 65, 91, 104 et 128

Avant la discussion des articles [26 mars 2003] (p. 2452)

Son intervention (p. 2457)

Thèmes :

Assemblée nationale : exception d'irrecevabilité (p. 2458)

Assemblée nationale : question préalable (p. 2458)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 2457)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 2458)

Projet de loi n° 950 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2003] (p. 7275)

Ses explications de vote :

- sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7304)

- sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7315)

Thèmes :

Aménagement du territoire : politique de la ville (p. 7304, 7316)

Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 7315)

Emploi (p. 7305)

Discussion des articles [11 juillet 2003] (p. 7362)

Article 9 (création et actions de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU))

Son intervention (p. 7414)

Claude LETEURTRE

Calvados (3^{ème} circonscription)

Union pour la Démocratie Française

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire du conseil supérieur de l'Etablissement national des invalides de la marine [J.O. du 2 août 2002] (p. 13229)

Membre suppléant du Comité national d'évaluation des dispositifs expérimentaux d'aide aux personnes âgées [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14786)

Membre de la commission d'enquête sur l'application des mesures préconisées en matière de sécurité du transport maritime des produits dangereux ou polluants et l'évaluation de leur efficacité [J.O. du 12 février 2003] (p. 2618)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Santé, politique de la santé, perspectives [3 octobre 2002] (p. 2835)

Etablissements de santé, services d'urgence, fonctionnement [6 mai 2003] (p. 3434)

Fonctionnaires et agents publics, grèves, retenues sur salaires [18 juin 2003] (p. 5520)

DÉBATS

Projet de loi n° 39 autorisant la ratification de l'accord aux fins de l'application des dispositions de la convention des Nations unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrateurs (ensemble deux annexes)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [24 juillet 2002] (p. 2291)

Son intervention (p. 2296)

Thèmes :

Aquaculture et pêche professionnelle : produits de la mer : ressources (p. 2296)

Mer et littoral : politique de la mer : police (p. 2296)

Outre-mer (p. 2296)
Recherche : Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) (p. 2296)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES SOCIALES, TRAVAIL ET SOLIDARITÉ, ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE

Examen du fascicule [14 novembre 2002] (p. 5069, 5105)

Son intervention (p. 5090)

Thèmes avant la procédure des questions :

Entreprises : allègement des charges (p. 5090)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 5090)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 5090)

Procédure des questions :

Emploi : entreprises d'insertion (p. 5109)

JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

I - JEUNESSE ET ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [22 octobre 2002] (p. 3742)

Son intervention (p. 3755)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement : médecine scolaire et universitaire (p. 3755)

Enseignement : personnel : enseignants (p. 3756)

Enseignement : personnel : non-enseignants (p. 3756)

Enseignement maternel et primaire : classes d'intégration scolaire (p. 3756)

Céleste LETT

*Moselle (5^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre suppléant de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14786)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant relance de la négociation collective en matière de licenciements économiques [J.O. du 19 décembre 2002] (p. 21117)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 356 établissant le statut du réfractaire des Alsaciens et Mosellans [7 novembre 2002]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi, emplois jeunes, aides-éducateurs, perspectives [13 novembre 2002] (p. 5005)

Retraites : généralités, réforme, perspectives [21 mai 2003] (p. 3920)

Édouard LEVEAU

*Seine-Maritime (11^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Geneviève LEVY

*Var (1^{ère} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elue le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

Vice-présidente de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 11 juillet 2002] (p. 11913)

Chargée d'une mission temporaire auprès de Mme la Secrétaire d'Etat aux personnes handicapées et de M. le Secrétaire d'Etat aux transports et à la mer [J.O. du 10 août 2002] (p. 13747)

Membre titulaire du Comité national des retraités et personnes âgées [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14786)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 928 tendant à compléter les conditions d'attribution de la majoration de durée d'assurance pour le calcul de la retraite des mères de famille [13 juin 2003]

Proposition de loi n° 929 visant à rétablir l'égalité entre hommes et femmes dans le code des pensions civiles et militaires de retraite [13 juin 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Enseignement supérieur, professions de santé, spécialités, gynécologie médicale [25 février 2003] (p. 1352)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen du fascicule [6 novembre 2002] (p. 4621)

Procédure des questions :

Justice : tribunaux de grande instance : Toulon (p. 4623)

Projet de loi n° 187 relatif à la programmation militaire pour les années 2003 à 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 novembre 2002] (p. 5972)

Son intervention (p. 5983)

Thèmes :

Défense : direction des chantiers navals (p. 5983)

Défense : porte-avions (p. 5983)

Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 2003] (p. 821)

Son intervention (p. 850)

Thèmes :

Entreprises : création (p. 851)

Entreprises : création : salariés (p. 851)

Entreprises : transmission (p. 851)

Professions judiciaires et juridiques : notaires (p. 851)

Proposition de loi n° 129 tendant à ouvrir le droit à la retraite à taux plein pour les salariés ayant cotisé quarante annuités avant d'atteindre l'âge de 60 ans

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 mars 2003] (p. 1845)

Son intervention (p. 1857)

Thèmes :

Démographie : vieillissement de la population (p. 1858)
Retraites : généralités : âge de la retraite (p. 1857)
Retraites : généralités : calcul des pensions (p. 1857)
Retraites : généralités : cotisations (p. 1857)
Travail : préretraites (p. 1859)

François LIBERTI

*Hérault (7^{me} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe des Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11065)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre suppléant de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14786)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 20 juin 2003] (p. 10392)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 20 juin 2003] (p. 10392)

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 28 sur les propositions de règlements du Conseil : n° E-2093 relatif à la conservation et à l'exploitation durable des ressources halieutiques dans le cadre de la politique commune de la pêche (COM [2002] 185 final) ; n° E-2040 modifiant le règlement (CE) n° 2792/1999 définissant les modalités et conditions des actions structurelles de la Communauté dans le secteur de la pêche (COM [2002] 187 final) ; n° E-2041 relatif à l'établissement d'une mesure d'urgence communautaire pour la démolition des navires de pêche (COM [2002] 190 final) [9 juillet 2002]

Proposition de loi n° 629 visant à réformer et à simplifier le droit de la chasse [13 février 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. inondations. 8, 9 et 10 septembre 2002, aides financières [8 octobre 2002] (p. 3039)

Ministères et secrétariats d'Etat. jeunesse et éducation nationale : budget. crédits pour 2003 [4 décembre 2002] (p. 6136)

Retraites : généralités. réforme. perspectives [21 janvier 2003] (p. 311)

Retraites : généralités. réforme. perspectives [8 avril 2003] (p. 2940)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 198, posée le 17 mars 2003. Transports. politique des transports (J.O. questions p. 1892). Appelée le 18 mars 2003. infrastructures, développement, Hérault (p. 2116)

n° 375, posée le 2 juin 2003. Droit pénal. Retiré par l'auteur le 2 juin 2003 (J.O. questions p. 4139)

FAIT PERSONNEL

Estime que la polémique n'est pas de mise quand des milliers de familles sont en détresse à la suite des inondations [9 octobre 2002] (p. 3126)

DÉBATS

Projet de loi n° 39 autorisant la ratification de l'accord aux fins de l'application des dispositions de la convention des Nations unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrateurs (ensemble deux annexes)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [24 juillet 2002] (p. 2291)

Son intervention (p. 2294)

Thèmes :

Aquaculture et pêche professionnelle : bateaux de pêche (p. 2295)

Aquaculture et pêche professionnelle : élevage (p. 2295)

Politiques communautaires : politique d'orientation pour la pêche (p. 2294)

Transports par eau : transports maritimes : sécurité de la navigation (p. 2295)

Projet de loi n° 190 relatif aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 octobre 2002] (p. 3070)

Article 2 (articles L. 212-5, L. 212-5-1, L. 212-6, L. 212-8, L. 212-9, L. 212-15-2, L. 212-15-3 et L. 227-1 du code du travail : assouplissements des trente-cinq heures)

Intervient sur l'amendement n° 40 de M. Maxime Gremetz (heures supplémentaires soumises à l'accord du comité d'entreprise ou des délégués du personnel et conditionnées par l'absence de possibilité de recrutement (p. 3094)

Intervient sur l'amendement n° 53 de M. Maxime Gremetz (extension du temps de travail soumis à la signature des représentations syndicales majoritaires) (p. 3100)

Intervient sur l'amendement n° 48 de M. Maxime Gremetz (modulation du temps de travail réservée aux entreprises à caractère saisonnier) (p. 3101)

Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Maxime Gremetz (de cohérence) (p. 3101)

Intervient sur l'amendement n° 49 de M. Maxime Gremetz (limites des accords de modulation) (p. 3101)

Intervient sur l'amendement n° 50 de M. Maxime Gremetz (limites des accords de modulation) (p. 3101)

Intervient sur l'amendement n° 51 corrigé de M. Maxime Gremetz (délai d'information des salariés sur les changements d'horaires) (p. 3102)

Intervient sur l'amendement n° 52 corrigé de M. Maxime Gremetz (cas de réduction du délai d'information des salariés) (p. 3102)

Intervient sur l'amendement n° 42 de M. Maxime Gremetz (suppression de la disposition annulant la référence aux 35 heures hebdomadaires) (p. 3102)

Intervient sur l'amendement n° 55 de M. Maxime Gremetz (notion de "cadre dirigeant" lié à un seuil de rémunération de cinq fois le SMIC) (p. 3103)

Proposition de loi n° 180 relative à la création d'un chèque-emploi associatif

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 octobre 2002] (p. 3199)

Son intervention (p. 3204)

Thèmes :

Associations : statuts (p. 3205)

Emploi : chèque-emploi associatif (p. 3204)

Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 3204)

Emploi : création d'emplois (p. 3205)

Emploi : politique de l'emploi : associations (p. 3205)

Jeunes : animateurs (p. 3205)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [5 novembre 2002] (p. 4499)

Procédure des questions :

Agroalimentaire : viticulture (p. 4518)

Aquaculture et pêche professionnelle : produits de la mer : ressources (p. 4520)

Politiques communautaires : politique d'orientation pour la pêche (p. 4520)

JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

I - JEUNESSE ET ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [22 octobre 2002] (p. 3742)

Son intervention (p. 3756)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 3757)

Enseignement : crédits (p. 3756)

Enseignement : personnel : non-enseignants (p. 3756)

Enseignement : personnel : personnel de surveillance (p. 3757)

Enseignement maternel et primaire : personnel : non-enseignants (p. 3757)

Enseignement maternel et primaire : personnel : professeurs des écoles (p. 3757)

Projet de loi n° 250 de financement de la sécurité sociale pour 2003

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE
Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [27 novembre 2002]

Ses explications de vote (p. 5844)

Projet de loi n° 375 relatif à la négociation collective sur les restructurations ayant des incidences sur l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 2002] (p. 6158)

Son intervention (p. 6187)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi (p. 6188)
 Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 6187)
 Travail : salariés (p. 6188)
 Travail : licenciements (p. 6187)

Débat sur la chasse

[11 février 2003] (p. 1097)

Son intervention (p. 1117)

Thèmes :

Animaux : oiseaux migrateurs : chasse (p. 1118)
 Chasse et pêche : fédérations départementales des chasseurs (p. 1118)
 Chasse et pêche : gibier d'eau (p. 1118)
 Politiques communautaires : directives : oiseaux migrateurs (p. 1118)
 Union européenne : Cour de justice : jurisprudence (p. 1118)

Projet de loi n° 640 relatif aux assistants d'éducation

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mars 2003] (p. 2405)

Son intervention (p. 2414)

Thèmes :

Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 2414)
 Enseignement : personnel : assistants d'éducation (p. 2414)
 Enseignement : personnel : contractuels (p. 2414)
 Enseignement : personnel : non-enseignants (p. 2415)
 Fonctionnaires et agents publics : titularisation : enseignement (p. 2415)
 Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 2414)

Projet de loi n° 574 relatif à l'élection des conseillers régionaux et des représentants au Parlement européen ainsi qu'à l'aide publique aux partis politiques

NOUVELLE DÉLIBÉRATION DE L'ARTICLE 4

Avant la discussion de l'article unique [8 avril 2003] (p. 2949)

Son intervention (p. 2959)

Thèmes :

Conseil constitutionnel (p. 2960)
 Elections et référendums : élections régionales : pluralisme (p. 2959, 2961)
 Elections et référendums : modes de scrutin : réforme (p. 2960)
 Parlement : prérogatives (p. 2961)

Explications de vote et vote

Vote contre du groupe des Député-e-s Communistes et Républicains (p. 2961)

Projet de loi n° 758 relatif à la chasse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 mai 2003] (p. 3595, 3629)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 3609)

Son intervention (p. 3619)

Thèmes :

Chasse et pêche : associations communales et intercommunales de chasse agréées (p. 3620 et s.)
 Chasse et pêche : fédérations départementales des chasseurs (p. 3619 et s.)
 Chasse et pêche : jour de non-chasse (p. 3620)
 Chasse et pêche : période de chasse (p. 3609, 3619 et s.)
 Gendarmerie (p. 3609, 3621)
 Union européenne : directives : oiseaux migrateurs (p. 3610, 3619 et s.)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Article 1er [séances du 16 juin 2003] (système de retraites par répartition)

Son intervention (p. 5346 et s.)

Article 2 [séances des 16 et 17 juin 2003] (contributivité)

Son intervention (p. 5398 et s.)

Article 3 [séances du 17 juin 2003] (équité)

Son intervention (p. 5475 et s.)

Avant l'article 4 [séances des 18 et 19 juin 2003] (contrats à durée déterminée ou à temps partiel)

Son intervention (p. 5567 et s.)

Article 4 [séances du 19 juin 2003] (assurer en 2008, un montant minimal de retraite égal à 85 % du SMIC)

Son intervention (p. 5600)

Article 28 [séance du 27 juin 2003] (rachat des années d'études)

Son intervention (p. 6174 et s.)

Article 31 [séance du 27 juin 2003] (nouveau régime de bonifications accordées aux fonctionnaires)

Son intervention (p. 6188 et s.)

Article 32 [séance du 27 juin 2003] (allongement progressif de la durée d'activité dans la fonction publique pour obtenir une pension complète. Instauration d'un double mécanisme de minoration et majoration)

Son intervention (p. 6220 et s.)

Article 33 [séance du 27 juin 2003] (liquidation de la solde de réforme)

Son intervention (p. 6268)

Article 34 [séance du 27 juin 2003] (conditions de liquidation immédiate des pensions civiles et militaires)

Son intervention (p. 6271 et s.)

Article 35 [séance du 27 juin 2003] (conditions de liquidation différée des pensions civiles et militaires)

Son intervention (p. 6283)

Article 36 [séance du 27 juin 2003] (modalités de revalorisation de la rente d'invalidité)

Son intervention (p. 6284 et s.)

Article 37 [séance du 27 juin 2003] (droit à pension de réversion - mise en conformité avec le droit communautaire)

Son intervention (p. 6290 et s.)

Article 38 [séance du 27 juin 2003] (pensions de réversion et orphelins - mise en conformité avec le droit communautaire)

Son intervention (p. 6294)

Article 39 [séance du 27 juin 2003] (droit à pension de réversion et pluralité de conjoints - mise en conformité avec le droit communautaire)

Son intervention (p. 6299)

Article 41 [séance du 27 juin 2003] (pension ou rente provisoire d'invalidité au profit de la famille d'un fonctionnaire disparu - mise en conformité avec le droit communautaire)

Son intervention (p. 6304)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [24 juillet 2003]

Ses explications de vote (p. 7943)

Michel LIEBGOTT

Moselle (10^{ème} circonscription)
 Socialiste

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 janvier 2003] (p. 827)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 14 janvier 2003] (p. 827)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 5 février 2003] (p. 2218)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 5 février 2003] (p. 2218)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 404 visant à instaurer des mesures de réparation aux orphelins de déportés, à ceux de fusillés et massacrés pour fait de résistance et à ceux des patriotes résistants à l'occupation, notamment en Alsace et en Moselle [28 novembre 2002]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Entreprises. entreprises en difficulté. emploi, conséquences [29 janvier 2003] (p. 638)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 56, posée le 16 décembre 2002. Aménagement du territoire. politique d'aménagement du territoire (J.O. questions p. 4845). Appelée le 17 décembre 2002. friches industrielles, réhabilitation, Esch-Belval (p. 6808)

n° 133, posée le 24 février 2003. Etablissements de santé. hôpitaux (J.O. questions p. 1271). Appelée le 25 février 2003. service des urgences, Hayange, fermeture, conséquences (p. 1326)

DÉBATS**Projet de loi n° 230 de finances pour 2003****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****ANCIENS COMBATTANTS****Examen du fascicule [12 novembre 2002] (p. 4861)**

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Alsace-Moselle (p. 4888)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [16 janvier 2003] (p. 197)**

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 211)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité : prévention (p. 211)

Logement : mixité sociale (p. 211)

Ordre public : lutte contre l'insécurité : moyens (p. 210)

Projet de loi n° 402 portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [29 janvier 2003] (p. 648)**

Article 7 (contrôle technique obligatoire de certaines constructions du fait de leur localisation)

Ses amendements n° 89 et 90 (p. 665)

Proposition de loi n° 180 relative à la création d'un chèque-emploi associatif**DEUXIÈME LECTURE****Avant la discussion des articles [7 mai 2003] (p. 3541)**

Son intervention (p. 3547)

Thèmes :

Emploi : chèque-emploi associatif (p. 3547)

Emploi : politique de l'emploi : associations (p. 3547)

Emploi : recrutement (p. 3547)

Proposition de loi n° 418 portant diverses dispositions relatives aux droits des mineurs et aux mines**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [17 juin 2003] (p. 5407)**

Son intervention (p. 5416)

Thèmes :

Mines et carrières : dégâts miniers (p. 5417)

Mines et carrières : travailleurs de la mine : statut juridique (p. 5416 et s.)

Projet de loi n° 606 relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages**DEUXIÈME LECTURE****Discussion des articles [15 juillet 2003] (p. 7577)**

Article 12 (création d'une garantie d'indemnisation pour les dommages matériels des sinistrés couverts par un contrat d'assurance)

Son amendement n° 77 (p. 7584)

Son intervention (p. 7586)

Après l'article 12

Son amendement n° 139 (égalité de traitement entre les victimes des affaissements lents et celles des affaissements soudains) (p. 7588) : rejeté (p. 7589)

Article 13 bis (indemnisation des victimes de sinistres miniers par le fonds de garantie "automobile")

Son amendement n° 80 (p. 7589)

Ses amendements n° 84 et 83 (p. 7591)

Après l'article 13 bis

Intervient sur l'amendement n° 86 de M. Jean-Yves Le Déaut (conditions de l'arrêt du pompage des eaux d'exhaure) (p. 7592)

Son amendement n° 85 (arrêt du pompage des eaux d'exhaure après approbation des plans de prévention des risques miniers) (p. 7592) : rejeté (p. 7593)

Martine LIGNIÈRES-CASSOU

*Pyrénées-Atlantiques (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Elue le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

Membre suppléante du Comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics [J.O. du 3 août 2002] (p. 13301)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Sécurité sociale. équilibre financier. perspectives [2 avril 2003] (p. 2750)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 228, posée le 24 mars 2003. Transports. politique des transports (J.O. questions p. 2094). Suppléée par M. David Habib. Appelée le 25 mars 2003. vallée d'Aspe (p. 2339)

DÉBATS**Projet de loi de finances rectificative n° 29 pour 2002****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [18 juillet 2002] (p. 2159)**

Son intervention (p. 2206)

Thèmes :

Femmes : parité : élections législatives (p. 2207)

Finances publiques : exécution du budget : transparence (p. 2206)

Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 2206)

Parlement : rôle : finances publiques (p. 2206)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER****Discussion des articles [17 octobre 2002] (p. 3550)**

Après l'article 9

Son amendement n° 200 (protections pour incontinence adulte – taux réduit de la TVA) (p. 3571)

Son amendement n° 201 (frais d'obsèques et achats de concessions funéraires – taux réduit de la TVA) (p. 3572)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [21 janvier 2003] (p. 319)**

Article 17 bis (incrimination de la traite des êtres humains)

Son intervention (p. 328 et s.)

Après l'article 17 bis

Son amendement n° 278 corrigé (pénalisation du client de personnes prostituées) (p. 331) : rejeté (p. 341)

Projet de loi n° 606 relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [4 mars 2003] (p. 1565)**

Son intervention (p. 1568)

Thèmes :

Agriculture : exploitants : indemnisation (p. 1568)

Sécurité publique : inondations (p. 1568)

Discussion des articles [6 mars 2003] (p. 1763)

Après l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 36 de M. Yves Cochet (rapport au Parlement) (p. 1768)

Avant l'article 17

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 novembre 2002] (p. 5512)

Article 3 (article 39 de la Constitution - priorité d'examen du Sénat sur les projets de loi ayant pour principal objet la libre administration des collectivités territoriales et les instances représentatives des Français établis hors de France)

Son rappel au règlement (cf supra) [21 novembre 2002] (p. 5543)

Projet de loi n° 375 relatif à la négociation collective sur les restructurations ayant des incidences sur l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2002] (p. 6292)

Article 1er (articles 97, 98, 99, 101, 104, 106, 109 et 116 de la loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002) : suspension de certains articles de la loi de modernisation sociale du 17 janvier 2002 relatifs à la procédure des licenciements économiques)

Ses amendements n°s 93, 94 et 95 (p. 6292)

Proposition de loi n° 317 visant à protéger les mineurs contre la diffusion de programmes comprenant des scènes de violence gratuite ou de pornographie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 décembre 2002] (p. 6602)

Article 1er (mise en place d'un système de double contrôle d'accès pour les programmes interdits aux mineurs)

Son intervention (p. 6609)

Son rappel au règlement (cf supra) [12 décembre 2002] (p. 6611)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Avant l'article 1er [séances des 12, 13, 14 juin 2003] (principes)

Son intervention (p. 5202 et s.)

Après l'article 24 [séances des 25 et 26 juin 2003] (droits à pension des fonctionnaires ; retraite des fonctionnaires exerçant un mandat parlementaire)

Son intervention (p. 6108)

Projet de loi n° 823 relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 juillet 2003] (p. 6787)

Son intervention (p. 6789)

Thèmes :

Droit pénal : double peine (p. 6789)

Etrangers : rétention administrative (p. 6789)

François LOOS

Bas-Rhin (8^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
Ministre délégué au commerce extérieur

Élu le 9 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

Est nommé Ministre délégué au commerce extérieur. Décret du 17 juin 2002 [J.O. du 18 juin 2002] (p. 10720)

Cessation de son mandat de député le 18 juillet 2002 (voir indications préliminaires)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Jean-Louis Bernard. Commerce extérieur. exportations. Petites et moyennes entreprises (PME), aides de l'Etat [5 novembre 2002] (p. 4465)

M. Jean Leonetti. Politique extérieure. aide médicale. médicaments, pays en voie de développement [26 novembre 2002] (p. 5717)

M. François Brottes. Energie et carburants. EDF et GDF. ouverture du marché, directive européenne, conséquences [26 novembre 2002] (p. 5718)

M. Jacques Desallangre. Relations internationales. commerce international. Organisation mondiale du commerce (OMC), commerce des services publics [15 janvier 2003] (p. 108)

M. Michel Destot. Relations internationales. commerce international. Organisation mondiale du commerce (OMC), commerce des services, services publics, préservation [26 mars 2003] (p. 2446)

M. Jean-Claude Lefort. Relations internationales. commerce international. Organisation mondiale du commerce (OMC), commerce des services, services publics, perspectives [2 avril 2003] (p. 2746)

M. Jean-Luc Warsmann. Commerce extérieur. entreprises. exportations, développement [3 juin 2003] (p. 4402)

M. François Vannson. Industrie. textile et habillement. emploi et activité [24 juin 2003] (p. 5893)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Daniel Fidelin. Assurances. assurance catastrophes naturelles. indemnisation, franchise [4 février 2003] (p. 753)

M. Jean-Paul Chanteguet. Industrie. textile et habillement. emploi et activité. Indre [25 février 2003] (p. 1334)

Mme Muguette Jacquaint. Industrie. pharmacie. Aventis, emploi et activité, Romainville [25 février 2003] (p. 1337)

M. Gilbert Meyer. Entreprises. réglementation. archives, conservation [25 février 2003] (p. 1333)

Mme Nadine Morano. Impôts locaux. taxe d'enlèvement des ordures ménagères. assiette [25 février 2003] (p. 1335)

M. Jean-Michel Bertrand. Energie et carburants. EDF. ouverture du marché, conséquences [29 avril 2003] (p. 3191)

M. Louis Giscard d'Estaing. Moyens de paiement. euro. billet d'un euro, création, perspectives [29 avril 2003] (p. 3189)

Mme Maryse Joissains-Masini. Système pénitentiaire. détenus. droit de cantiner, conséquences [29 avril 2003] (p. 3192)

M. Jean-Claude Perez. Mines et carrières. mines. fermeture, mine d'or de Salsigne, plan social [29 avril 2003] (p. 3192)

M. Bruno Bourg-Broc. Energie et carburants. biocarburants. technologies françaises, exportation, aides de l'Etat [6 mai 2003] (p. 3421)

M. Philippe Armand Martin (Marne). Donations et successions. agriculture. conjoints collaborateurs, droit de créance, réglementation [6 mai 2003] (p. 3421)

M. Didier Quentin. Postes. La Poste. distribution d'un produit d'assurance, conséquences [6 mai 2003] (p. 3422)

Mme Muguette Jacquaint. Industrie. machines et équipements. Alstom, restructuration, conséquences [27 mai 2003] (p. 4235)

Mme Catherine Vautrin. Sécurité sociale. cotisations. recouvrement, traitement des difficultés de paiement, travailleurs indépendants, expérimentation, bilan [27 mai 2003] (p. 4236)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

CHARGES COMMUNES - ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE - MONNAIES ET MÉDAILLES (BUDGET ANNEXE) - COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR

Examen du fascicule [15 novembre 2002] (p. 5158)

Son intervention (p. 5172)

Sa réponse (p. 5182)

Thèmes avant la procédure des questions :

Commerce extérieur : exportations : Afrique du Nord (p. 5182)

Commerce extérieur : exportations : foires (p. 5174)

Commerce extérieur : exportations : Fonds d'études et d'aide au secteur privé (FASEP) (p. 5174)

Commerce extérieur : organismes (p. 5174, 5183)

Commerce extérieur : volontaires à l'international en entreprise (VIE) (p. 5174)

Entreprises : investissements : pays étrangers (p. 5183)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : commerce extérieur (p. 5172 à 5175)

Etat : décentralisation : commerce extérieur (p. 5173 à 5175)

Etat : réforme : commerce extérieur (p. 5174)

Parlement : rôle : commerce extérieur (p. 5183)

Pharmacie et médicaments : médicaments génériques : coopération et développement (p. 5173, 5183)

Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 5173, 5183)

Relations internationales : commerce international : négociations (p. 5172, 5183)

Union européenne : élargissement (p. 5173)

Projet de loi de finances rectificative n° 382 pour 2002

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 2002] (p. 6376)

Son intervention (p. 6376)
Sa réponse (p. 6394)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives : impôts et taxes (p. 6378)
Agriculture : Association nationale pour le développement agricole (ANDA) (p. 6378, 6394)
Communes : Fonds de compensation de la TVA (FCTVA) : inondations (p. 6377)
Constitution : article 39 : Assemblée nationale (p. 6394)
Défense : crédits (p. 6377, 6394)
Départements : dotation globale de fonctionnement (DGF) : couverture maladie universelle (CMU) (p. 6378)
Energie et carburants : biocarburants : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 6394)
Enfants : garde alternée : quotient familial (p. 6378)
Etablissements de santé : hôpitaux : investissements (p. 6394)
Finances publiques : déficit budgétaire (p. 6377)
Finances publiques : dépenses : exécution du budget (p. 6377)
Finances publiques : procédure budgétaire : transparence (p. 6376, 6378)
Finances publiques : recettes (p. 6376)
Logement : crédits : annulations de crédits (p. 6394)
Politique sociale : minima sociaux (p. 6377)
Secteur public : entreprises publiques : France Télécom (p. 6377, 6394)
Transports par eau : transports maritimes : impôts et taxes (p. 6378)

Gérard LORGEUX

*Morbihan (3^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 21 décembre 2002] (p. 21390)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Elevage. Politique agricole commune (PAC). volailles, soutien du marché [14 mai 2003] (p. 3667)

Gabrielle LOUIS-CARABIN

*Guadeloupe (2^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elue le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'un dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise [J.O. du 1^{er} août 2002] (p. 13132)

Membre suppléante du Conseil national du tourisme [J.O. du 2 août 2002] (p. 13230)

Membre titulaire du comité directeur du Fonds d'investissement des départements d'outre-mer [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14786)

Membre de la commission d'enquête sur les causes économiques et financières de la disparition d'Air Lib [J.O. du 26 mars 2003] (p. 5405)

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle n° 161 tendant à permettre de procéder à l'élection du Président de la République dans les départements d'outre-mer de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon, le jour précédant celui où les électeurs de la métropole sont convoqués [31 juillet 2002]

Proposition de loi n° 177 relative à l'élection des députés dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Guyane et dans la collectivité de Saint-Pierre-et-Miquelon [1^{er} août 2002]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Outre-mer. DOM : Guadeloupe. agriculture, bananes, plan d'urgence [20 novembre 2002] (p. 5363)

Outre-mer. prestations familiales. bénéficiaires, libre choix [14 mai 2003] (p. 3664)

DÉBATS

Projet de loi n° 107 portant création d'un dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juillet 2002] (p. 2312)

Son intervention (p. 2352)

Thèmes :

Emploi : jeunes (p. 2352)

Emploi : recrutement (p. 2352)

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [27 novembre 2002] (p. 5860)

Article 8 (article 73 de la Constitution - régime des départements et régions d'outre-mer)

Son intervention (p. 5868)

Après l'article 11

Son amendement n° 145 (date des scrutins présidentiels avancée d'un jour dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique et dans la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon) : retiré (p. 5890)

Projet de loi n° 881 de programme pour l'outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 juin 2003] (p. 4715)

Son intervention (p. 4738)

Thèmes :

Assemblée nationale : projets de loi : outre-mer (p. 4739)

Emploi : création d'emplois : jeunes (p. 4739)

Outre-mer : continuité territoriale (p. 4739)

Discussion des articles [6 juin 2003] (p. 4759, 4796)

Article 1er (exonération de charges sociales en faveur des entreprises des départements d'outre-mer)

Son intervention (p. 4766)

Son amendement n° 122 (cumul avec les exonérations prévues au titre de l'alignement des SMIC) (p. 4780)

Article 14 (défiscalisation au titre de l'impôt sur le revenu : secteurs éligibles - majoration, imputation et report de la réduction d'impôt)

Son intervention (p. 4819 et s.)

Article 41 bis (réglementation de la création de grandes et moyennes surfaces de vente)

Son amendement n° 126 (nouvelle rédaction de l'article restreignant la création de grandes et moyennes surfaces de vente) (p. 4859)

Lionnel LUCA

*Alpes-Maritimes (6^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre suppléant de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (ex-délégation de l'Assemblée nationale à l'Assemblée de l'Atlantique Nord) [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12452)

Membre titulaire de l'Observatoire national de la sécurité des établissements scolaires et d'enseignement supérieur [J.O. du 2 août 2002] (p. 13231)

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de la présence du loup en France et l'exercice du pastoralisme dans les zones de montagne [J.O. du 13 novembre 2002] (p. 18692)

Rapporteur du projet de loi portant ratification de l'ordonnance n° 2000-549 du 15 juin 2000 relative à la partie législative du code de l'éducation (n° 570 rect) [4 février 2003]

Membre de la commission d'enquête sur les causes économiques et financières de la disparition d'Air Lib [J.O. du 26 mars 2003] (p. 5405)

Membre de la mission d'information sur la question des signes religieux à l'école [J.O. du 4 juin 2003] (p. 9541)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 281 visant à réglementer l'installation d'antennes de téléphonie mobile dans notre pays [15 octobre 2002]

Proposition de loi n° 285 visant à faire bénéficier les orphelins de déportés des mesures du décret n° 2000-657 du 13 juillet 2000 [15 octobre 2002]

Proposition de loi n° 286 visant à faire appliquer le principe de parité entre les adjoints au maire [15 octobre 2002]

Proposition de loi n° 287 visant à limiter la surpopulation des chiens et chats en France [15 octobre 2002]

Proposition de loi n° 288 visant à rétablir la peine capitale pour les assassins de représentants des forces de l'ordre dans l'exercice de leurs fonctions [15 octobre 2002]

Proposition de loi n° 289 sur l'insécurité juridique du contribuable [15 octobre 2002]

Proposition de loi n° 290 visant à interdire la vente d'animaux familiers par des grandes surfaces [15 octobre 2002]

Proposition de loi n° 295 tendant à définir des zones de précaution [15 octobre 2002]

Proposition de loi n° 297 visant à limiter le bruit des autoradios [15 octobre 2002]

Proposition de loi n° 298 visant à la création d'une prise en charge de l'élimination des documents publicitaires [15 octobre 2002]

Proposition de loi n° 299 visant à comptabiliser le vote blanc dans les opérations électorales [15 octobre 2002]

Proposition de loi n° 301 visant (nouveau titre en date du 30 octobre 2002) à réglementer les activités commerciales les jours fériés pour commémorations officielles [15 octobre 2002]

Proposition de loi n° 302 tendant à réglementer la diffusion des jeux vidéo [15 octobre 2002]

Proposition de loi n° 303 visant à rendre l'hommage de la Nation au rôle des harkis dans l'armée française pour la défense des valeurs de la République française et pour les drames qu'ils ont connus après le 19 mars 1962 [15 octobre 2002]

Proposition de loi n° 324 visant à obliger les propriétaires de piscines privées à sécuriser l'accès du bassin [15 octobre 2002]

Proposition de loi n° 622 visant à réglementer l'entretien des systèmes de climatisation afin de réduire les risques sanitaires [13 février 2003]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 570 rectifié), portant ratification de l'ordonnance n° 2000/549 du 15 juin 2000 relative à la partie législative du code de l'éducation [19 mars 2003] (n° 704)

Proposition de loi n° 739 visant à inscrire systématiquement tous les citoyens français sur les listes électorales [26 mars 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement, établissements, violence, lutte et prévention [27 novembre 2002] (p. 5813)

Femmes, politique à l'égard des femmes, femmes victimes de violences machistes, lutte et prévention [11 mars 2003] (p. 1881)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 92, posée le 13 janvier 2003. Communes, domaine public (J.O. questions p. 130). Appelée le 14 janvier 2003. conventions d'occupation, réglementation (p. 13)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Reproche à M. Yves Durand d'avoir défendu des amendements avant que le ministre ait pu s'exprimer [22 octobre 2002] (p. 3744)

DÉBATS

Projet de loi n° 19 portant amnistie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 juillet 2002] (p. 1938)

Article 14 (effet extinctif de l'amnistie)

Son amendement n° 42 (contraventions de grande voirie) (p. 1949)

Projet de loi n° 36 d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2002] (p. 2009)

Son intervention (p. 2032)

Thèmes :

Droit pénal : prostitution (p. 2032)

Gens du voyage (p. 2033)

Ordre public : personnels : aménagement du territoire (p. 2032)

Ordre public : personnels : protection (p. 2032)

Ordre public : sécurité : écoles (p. 2032)

Ordre public : sécurité : Gouvernement (p. 2032)

Travail : conditions de travail : police (p. 2032)

Projet de loi n° 107 portant création d'un dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juillet 2002] (p. 2312)

Son intervention (p. 2352)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité (p. 2353)

Emploi : chômage (p. 2352)

Emploi : jeunes (p. 2352)

Travail : contrats à durée indéterminée (p. 2352)

Projet de loi n° 154 d'orientation et de programmation pour la justice

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er août 2002] (p. 2497)

Son intervention (p. 2518)

Thèmes :

Droit pénal : mineurs : délinquance et criminalité (p. 2518)

Elections et référendums : campagnes électorales : justice (p. 2519)

Lois : projet de loi : justice (p. 2518)

Système pénitentiaire : personnel pénitentiaire (p. 2519)

Proposition de loi n° 194 relative à la conduite automobile sous l'influence de drogues illicites et psychotropes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 octobre 2002] (p. 3001)

Son intervention (p. 3003)

Thèmes :

Santé : prévention : sécurité routière (p. 3004)

Sécurité routière (p. 3003)

Sécurité routière : accidents : drogue (p. 3004)

Sécurité routière : alcoolémie (p. 3004)

Sécurité routière : conduite sous l'influence de drogues : dépistage (p. 3004)

Sécurité routière : conduite sous l'influence de drogues : Union européenne (p. 3004)

Discussion des articles [8 octobre 2002] (p. 3019)

Après l'article 3

Son amendement n° 8 (conduite automobile sous l'influence de substances médicamenteuses) (p. 3026)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 3028)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [23 janvier 2003] (p. 435)

Son intervention (p. 437)

Thèmes :

Sécurité routière : conduite sous l'influence de drogues : aggravation des peines (p. 438)

Sécurité routière : conduite sous l'influence de drogues : dépistage (p. 438)

Sécurité routière : conduite sous l'influence de drogues : études (p. 438)

Sécurité routière : conduite sous l'influence de drogues : prévention (p. 438)

Explications de vote et vote

Vote pour du groupe de l'Union pour la Majorité présidentielle (p. 438)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

I - JEUNESSE ET ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [22 octobre 2002] (p. 3742)

Son intervention (p. 3758)

Son rappel au règlement (cf supra) [22 octobre 2002] (p. 3744)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement : crédits (p. 3758)

Enseignement : politique de l'éducation : sécurité (p. 3759)

Enseignement : personnel : effectifs (p. 3759)

Enseignement : personnel : enseignants (p. 3758)

Vote des crédits et articles rattachés [22 octobre 2002] (p. 3790)*Etat B, titre III*

Intervient sur l'amendement n° 72 de M. Yves Durand (majoration de crédits pour prolonger les contrats des aides-éducateurs) (p. 3794)

Proposition de loi n° 234 relative à la sécurité des piscines

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 décembre 2002] (p. 6999)

Son intervention (p. 7002)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : maisons individuelles : normes de sécurité (p. 7002)

Sécurité publique : sécurité civile : enfants (p. 7002)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 janvier 2003] (p. 218) ; [21 janvier 2003] (p. 319) ; [22 janvier 2003] (p. 390) ; [23 janvier 2003] (p. 445)*Après l'article 8*

Son amendement n° 195 (suppression de la notification du droit au silence) (p. 256) : adopté (p. 257)

Après l'article 17 bis

Son amendement n° 196 corrigé (intégration des délits de traite des êtres humains dans le texte de la loi pour la sécurité intérieure) (p. 342) : retiré (p. 343)

Article 19 (installation sans titre sur un terrain)

Son intervention (p. 394)

Après l'article 21

Intervient sur l'amendement n° 394 de M. Jean de Gaulle (possibilité de se porter partie civile pour les associations de défense des locataires) (p. 446)

Article 22 (incrimination de l'exploitation de la mendicité)

Son intervention (p. 447)

Son amendement n° 378 rectifié (p. 447)

Article 28 (retrait de la carte de séjour temporaire - reconduite à la frontière)

Son amendement n° 379 (p. 453)

Projet de loi n° 606 relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 mars 2003] (p. 1763)*Après l'article 26 bis*

Son amendement n° 428 (dénomination des zones définies dans le code de l'environnement) (p. 1828) : rejeté (p. 1829)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [15 juillet 2003] (p. 7577)*Après l'article 26 bis*

Son amendement n° 42 (possibilités d'extension ou de construction d'équipements publics dans les zones "bleues" dites "zones de précaution") (p. 7619) : adopté (p. 7620)

Projet de loi n° 638 renforçant la lutte contre la violence routière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 mars 2003] (p. 2184)

Son intervention (p. 2206)

Thèmes :

Sécurité routière : prévention (p. 2206)

Sécurité routière : véhicules à deux roues : immatriculation (p. 2207)

Discussion des articles [20 mars 2003] (p. 2286)*Après l'article 12*

Son amendement n° 128 (visite médicale obligatoire tous les 10 ans jusqu'à 80 ans, tous les cinq ans ensuite, accompagnée d'un test de code et de maîtrise de la conduite) : retiré (p. 2297)

Son amendement n° 125 (déclaration en mairie pour l'immatriculation des cyclomoteurs de moins de 50 cm³) (p. 2297) : retiré (p. 2299)**Projet de loi n° 640 relatif aux assistants d'éducation**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mars 2003] (p. 2405)

Son intervention (p. 2421)

Thèmes :

Enseignement : personnel : assistants d'éducation (p. 2421)

Enseignement : personnel : contractuels (p. 2421)

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 2421)

Projet de loi n° 570 rectifié portant ratification de l'ordonnance n° 2000-549 du 15 juin 2000 relative à la partie législative du code de l'éducation

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [2 avril 2003] (p. 2759)

Son intervention (p. 2761)

Thèmes :

Enseignement : code de l'éducation (p. 2761)

Ordonnances : ratification (p. 2761)

Outre-mer : Polynésie française : enseignement (p. 2761)

Projet de loi n° 710 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance des mesures de simplification et de codification du droit

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 avril 2003] (p. 3053)*Article 5 (législation fiscale et modalités de recouvrement de l'impôt)*

Ses amendements n°s 40 et 44 (p. 3057)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [3 juin 2003] (p. 4406)

Son intervention (p. 4418)

Thème :

Impôts et taxes : présomption d'innocence (p. 4418)

Discussion des articles [3 juin 2003] (p. 4418)*Article 5 (législation fiscale et modalités de recouvrement de l'impôt)*

Son amendement n° 3 (p. 4422)

Victorin LUREL

Guadeloupe (4^{ème} circonscription)
Socialiste

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2002] (p. 11184)

Membre titulaire du comité directeur du Fonds d'investissement des départements d'outre-mer [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14786)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etat. décentralisation. perspectives [16 octobre 2002] (p. 3414)

Outre-mer. DOM : Guadeloupe. politique économique et politique sociale, perspectives [19 novembre 2002] (p. 5292)

Outre-mer. politique économique et politique sociale. projet de loi, perspectives [19 mars 2003] (p. 2174)

Politique sociale. secteur privé et secteur public. dialogue social [3 juin 2003] (p. 4401)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Regrette que Mme Brigitte Girardin, ministre de l'outre-mer, ait opposé l'article 44, alinéa 2 de la Constitution, à la discussion de sous-amendements portant sur l'outre-mer [22 novembre 2002] (p. 5591)

Refuse de prendre la parole vu l'heure tardive et demande le report au lendemain de la discussion de l'article 7 - portant sur l'outre-mer - du projet de loi constitutionnelle relatif à l'organisation décentralisée de la République [26 novembre 2002] (p. 5792)

Proteste vigoureusement, au nom du groupe socialiste, contre le "calendrier infernal" imposé aux députés et estime que les conditions

d'examen de la loi de programme pour l'outre-mer "révèle un certain mépris à l'égard des ressortissants de l'outre-mer" [5 juin 2003] (p. 4683)

DÉBATS

Projet de loi n° 19 portant amnistie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 juillet 2002] (p. 1868)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 1914)

Thèmes :

Amnistie (p. 1914)
Assemblée nationale : commissions : amnistie (p. 1914)
Constitution : séparation des pouvoirs : amnistie (p. 1916)
Droit pénal : infractions : amnistie (p. 1915)
Droit pénal : infractions : sécurité routière (p. 1915)
Parlement : prérogatives : amnistie (p. 1915)
Transports routiers : transport de voyageurs : DOM (p. 1917)

Discussion des articles [10 juillet 2002] (p. 1938)

Article 22 (*prorogation de conventions de service de transport public dans certains départements d'outre-mer*)

Son amendement n° 50 (de suppression) (p. 1952)

Projet de loi n° 107 portant création d'un dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 juillet 2002] (p. 2372)

Article 2 (*négociation collective sur la formation*)

Son intervention (p. 2418)

Projet de loi n° 154 d'orientation et de programmation pour la justice

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er août 2002] (p. 2497)

Son intervention (p. 2500)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 2500)
Droit pénal : délinquance et criminalité : traitement (p. 2500)
Lois : projet de loi : justice (p. 2500)
Ordre public : sécurité : outre-mer (p. 2501)
Système pénitentiaire : établissements : construction (p. 2500)
Système pénitentiaire : établissements : marchés publics (p. 2501)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE ET COMMUNICATION

COMMUNICATION

Examen du fascicule [7 novembre 2002] (p. 4733)

Procédure des questions :

DOM-TOM : Radio France outre-mer (RFO) : audiovisuel et communication (p. 4753)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

TOURISME

Examen du fascicule [6 novembre 2002] (p. 4630)

Son intervention (p. 4641)

Thèmes avant la procédure des questions :

Régions : contrats de plan Etat-régions : outre-mer (p. 4641)
Tourisme et loisirs : politique du tourisme : outre-mer (p. 4641)
Transports aériens : politique des transports aériens : outre-mer (p. 4642)

JUSTICE

Examen du fascicule [6 novembre 2002] (p. 4621)

Procédure des questions :

Système pénitentiaire : surveillants : Guadeloupe (p. 4624)

OUTRE-MER

Examen du fascicule [8 novembre 2002] (p. 4807, 4841)

Son intervention (p. 4822)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : fruits et légumes : outre-mer (p. 4822)
Outre-mer : crédits (p. 4822)
Outre-mer : Guadeloupe : retraites : régime agricole (p. 4823)
Outre-mer : Ile de Saint-Martin (p. 4823)
Outre-mer : passeport mobilité (p. 4822)

Procédure des questions :

Emploi : politique de l'emploi : outre-mer (p. 4849)
Santé : politique de la santé : outre-mer (p. 4848)

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 novembre 2002] (p. 5399)

Son intervention (p. 5408)

Thèmes :

Collectivités territoriales : démocratie locale (p. 5409)
Collectivités territoriales : expérimentation (p. 5409)
Collectivités territoriales : projets de loi : Sénat (p. 5409)
Outre-mer (p. 5408 et s.)
Outre-mer : Guadeloupe : grève (p. 5408)

Discussion des articles [21 novembre 2002] (p. 5454, 5473) ; [22 novembre 2002] (p. 5561, 5592, 5632) ; [26 novembre 2002] (p. 5758) ; [27 novembre 2002] (p. 5860)

Article 1er (*article 1er de la Constitution - organisation de la République*)

Son intervention (p. 5455 et s.)

Après l'article 1er

Son amendement n° 107 rectifié (suppression du terme "race" dans l'article 1er de la Constitution) (p. 5491) : rejeté (p. 5494)

Son amendement n° 108 (droit au respect de l'environnement reconnu et mis en œuvre par la République) (p. 5494) : rejeté (p. 5495)

Intervient sur l'amendement n° 200 de M. Marc Le Fur (langues régionales - respect) (p. 5501)

Article 3 (*article 39 de la Constitution - priorité d'examen du Sénat sur les projets de loi ayant pour principal objet la libre administration des collectivités territoriales et les instances représentatives des Français établis hors de France*)

Son rappel au règlement (cf supra) [22 novembre 2002] (p. 5591)

Article 4 (*article 72 de la Constitution - libre administration des collectivités territoriales*)

Son intervention (p. 5597 et s.)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 81 rectifié de Mme Ségolène Royal (droit de vote et d'éligibilité aux élections locales des étrangers non ressortissants de l'Union européenne) (p. 5636)

Article 5 (*article 72-1 de la Constitution - renforcement de la démocratie participative locale*)

Son intervention (p. 5638)

Article 6 (*article 72-2 de la Constitution - autonomie financière des collectivités territoriales*)

Son intervention (p. 5650)

Article 7 (*articles 72-3 et 72-4 de la Constitution - régime des collectivités situées outre-mer*)

Son intervention (p. 5792 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [26 novembre 2002] (p. 5792)

Article 8 (*article 73 de la Constitution - régime des départements et régions d'outre-mer*)

Son intervention (p. 5867 et s.)

Son amendement n° 83 (lois et règlements pouvant faire l'objet de mesures spécifiques) (p. 5870) : SCRUTIN PUBLIC (p. 5871)

Son amendement n° 84 (fixation par les collectivités des règles applicables dans leur domaine de compétence - ratification par le Parlement si elles interviennent dans le domaine de la loi) (p. 5873)

Son amendement n° 85 (modalités de création d'une assemblée délibérante unique ou d'une collectivité unique à statut particulier) (p. 5873) : SCRUTIN PUBLIC (p. 5875)

Article 10 (*article 74-1 de la Constitution - habilitation permanente pour actualiser le droit applicable outre-mer par ordonnances*)

Son intervention (p. 5884)

Article 11 (*articles 7, 13 et 60 de la Constitution - assouplissement des conditions de délai pour l'organisation du scrutin présidentiel - nomination des représentants de l'Etat dans les collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie - contrôle du Conseil constitutionnel sur la régularité des opérations de référendum*)

Son intervention (p. 5887 et s.)

Son amendement n° 86 (impossibilité d'avoir connaissance ou estimation des résultats avant la fin du vote sur l'ensemble du territoire de la République) (p. 5889)

Proposition de loi n° 586 tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des enfants

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 février 2003] (p. 1267)

Son intervention (p. 1279)

Thèmes :

Assemblée nationale : délégation aux droits des enfants : législation (p. 1280)
Enfants : convention internationale des droits de l'enfant (p. 1280)
Enfants : défenseur des enfants (p. 1280)
Enfants : droits de l'enfant (p. 1279)

Projet de loi n° 632 relatif aux entreprises de transport aérien et notamment à la société Air France

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 mars 2003] (p. 1884)

Son intervention (p. 1911)

Thèmes :

- Transports aériens : Air France : outre-mer (p. 1911 et s.)
- Transports aériens : Air France : privatisations (p. 1912)
- Transports aériens : Air France : salariés (p. 1912)
- Transports aériens : Air Lib (p. 1911)

Discussion des articles [12 mars 2003] (p. 1952)**Après l'article 6**

Son amendement n° 59 (outre-mer – convention entre l'Etat et les sociétés de transport aérien pour une desserte équilibrée et à un prix raisonnable) (p. 1984) : rejeté (p. 1985)

Son amendement n° 61 (aménagement du territoire et outre-mer – prise en compte des engagements des sociétés de transport aérien lors de l'attribution ou du renouvellement des licences d'exploitation) (p. 1985) : rejeté (p. 1986)

Proposition de loi n° 642 modifiant la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [13 mars 2003] (p. 2062)**Article 1er (modification du fait générateur de l'ouverture du droit à l'allocation personnalisée d'autonomie)**

Son intervention (p. 2066 et s.)

Proposition de loi n° 623 tendant à la suppression du mot "race" de notre législation

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 mars 2003] (p. 2029)

Son intervention (p. 2036)

Thèmes :

- Constitution : bloc de constitutionnalité (p. 2038)
- Constitution : préambule (p. 2037)
- Droits de l'homme et libertés publiques : lutte contre le racisme (p. 2036)
- Droits de l'homme et libertés publiques : racisme : sciences (p. 2037)

Vote sur le passage à la discussion des articles

Vote pour du groupe socialiste (p. 2038)

Projet de loi n° 640 relatif aux assistants d'éducation

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 mars 2003] (p. 2463, 2480) ; [27 mars 2003] (p. 2529, 2554, 2592) ; [28 mars 2003] (p. 2624)**Article 1er (création d'une nouvelle catégorie d'emplois occupés par des agents non titulaires au sein de la fonction publique de l'Etat)**

Son amendement n° 1087 (p. 2467)

Avant l'article 2

Son amendement n° 7 (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre l'accès à la connaissance et à la citoyenneté) (p. 2471) : rejeté (p. 2474)

Son amendement n° 1651 (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre l'apprentissage des nouvelles technologies de l'information et de la communication) (p. 2480) : rejeté (p. 2483)

Son amendement n° 19 (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre aux jeunes de se connaître et de se respecter) (p. 2483) : rejeté (p. 2485)

Son amendement n° 31 (mission des établissements scolaires et universitaires : favoriser l'intégration) (p. 2486) : rejeté (p. 2488)

Son amendement n° 43 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles de la vie en société) (p. 2488) : rejeté (p. 2491)

Son amendement n° 55 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner le respect d'autrui) : rejeté (p. 2491)

Son amendement n° 67 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles qui fondent la démocratie) : rejeté (p. 2492)

Son amendement n° 79 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles et les valeurs de la République) (p. 2492) : rejeté (p. 2494)

Son amendement n° 91 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à penser, à raisonner, à s'exprimer) : rejeté (p. 2495)

Son amendement n° 103 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à développer une réflexion et un jugement autonome) (p. 2495)

Son amendement n° 115 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner l'esprit critique) (p. 2495) : rejeté (p. 2496)

Son amendement n° 127 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les capacités d'analyse) (p. 2496) : rejeté (p. 2497)

Son amendement n° 139 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à exercer des responsabilités) (p. 2497) : rejeté (p. 2499)

Son amendement n° 151 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à prendre des initiatives) : rejeté (p. 2499)

Son amendement n° 163 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à créer et à innover) : rejeté (p. 2499)

Son amendement n° 175 (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre à tous les jeunes de s'insérer dans la société) (p. 2499) : rejeté (p. 2500)

Son amendement n° 187 (organisation de la journée de l'enfant en cohérence avec les enseignements et les activités périscolaires) (p. 2500) : rejeté (p. 2501)

Son amendement n° 199 (mission d'ouverture vers le monde extérieur des établissements scolaires et universitaires) (p. 2501) : rejeté (p. 2502)

Son amendement n° 211 (référence à la laïcité comme valeur fondamentale de la République) : rejeté (p. 2502)

Son amendement n° 223 (mission des établissements scolaires et universitaires : développer les liens avec les collectivités locales, les parents et les associations) : rejeté (p. 2503)

Son amendement n° 235 (mission des établissements scolaires et universitaires : rassembler l'ensemble des acteurs de l'éducation pour favoriser la réussite des enfants) (p. 2503) : rejeté (p. 2504)

Son amendement n° 247 (mission des établissements scolaires et universitaires : participer à la mise en œuvre du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2504) : rejeté (p. 2505)

Son amendement n° 2674 (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de la lecture) (p. 2505) : rejeté (p. 2506)

Son amendement n° 2686 (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de l'écriture) (p. 2506) : rejeté (p. 2508)

Son amendement n° 2698 (organisation d'échanges sportifs au niveau scolaire) (p. 2529) : rejeté (p. 2530)

Son amendement n° 1663 (enseignement de l'outil informatique et de ses applications) (p. 2530) : rejeté (p. 2532)

Son amendement n° 1675 (enseignement des technologies de l'information et de la communication) (p. 2533) : rejeté (p. 2534)

Son amendement n° 2338 (responsabilités en matière d'établissement et d'application de la carte scolaire) (p. 2534) : rejeté (p. 2535)

Son amendement n° 2350 (responsabilités en matière de formation professionnelle) : rejeté (p. 2536)

Son amendement n° 2362 (responsabilités en matière de médecine scolaire) (p. 2536) : rejeté (p. 2538)

Son amendement n° 2374 (responsabilités en matière d'orientation scolaire des jeunes) (p. 2538) : rejeté (p. 2539)

Son amendement n° 2386 (responsabilités en matière d'orientation professionnelle des jeunes) : rejeté (p. 2539)

Son amendement n° 2398 (responsabilités en matière d'assistance sociale des élèves) (p. 2539) : rejeté (p. 2543)

Son amendement n° 2410 (responsabilités en matière d'information sur les métiers) : rejeté (p. 2544)

Son amendement n° 2422 (responsabilités en matière d'établissement de la carte des formations professionnalisantes) : rejeté (p. 2545)

Son amendement n° 2434 (enseignement de l'histoire de l'esclavage) (p. 2545) : rejeté (p. 2546)

Son amendement n° 2446 (enseignement de l'histoire et de la géographie de l'outre-mer) : rejeté (p. 2546)

Son amendement n° 259 (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) : rejeté (p. 2546)

Son amendement n° 271 (universalité du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) : rejeté (p. 2547)

Son amendement n° 283 (caractère inaliénable du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) : rejeté (p. 2547)

Son amendement n° 295 (garantie de la reprise d'une formation pour toute personne afin de rendre effective l'égalité des chances) : rejeté (p. 2547)

Son amendement n° 307 (garantie à toute personne d'avoir accès à une formation d'autant plus élaborée que la formation initiale aura été courte) (p. 2547) : rejeté (p. 2548)

Son amendement n° 319 (notion et contenu de pacte éducatif de la nation) : rejeté (p. 2548)

Son amendement n° 331 (notion d'accès permanent au savoir et à la culture) : rejeté (p. 2548)

Son amendement n° 343 (objectif éducatif consistant à favoriser la mobilité professionnelle) : rejeté (p. 2548)

Son amendement n° 355 (objectif éducatif consistant à favoriser la qualification professionnelle) (p. 2548) : rejeté (p. 2549)

Son amendement n° 367 (objectif éducatif consistant à favoriser la sécurité des parcours professionnels face aux aléas de la vie et du travail) : rejeté (p. 2549)

Son amendement n° 379 (objectif éducatif consistant à favoriser la promotion sociale) : rejeté (p. 2549)

Son amendement n° 391 (objectif éducatif consistant à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes) (p. 2549) : rejeté (p. 2550)

Son amendement n° 403 (objectif éducatif consistant à favoriser l'adaptation aux évolutions économiques) : rejeté (p. 2550)

Son amendement n° 415 (objectif éducatif consistant à favoriser l'adaptation aux évolutions technologiques) : rejeté (p. 2555)

Son amendement n° 427 (droit à une formation continue) : rejeté (p. 2555)

Son amendement n° 439 (objectif éducatif consistant à favoriser une professionnalisation durable) (p. 2555) : rejeté (p. 2556)

Son amendement n° 451 (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : responsabilité de l'Etat en lien avec les collectivités locales) (p. 2556) : rejeté (p. 2558)

Son amendement n° 463 (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : responsabilité de l'Etat en lien avec les entreprises) : rejeté (p. 2558)

Son amendement n° 475 (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : contribution des entreprises au financement) : rejeté (p. 2558)

Son amendement n° 487 (caractère accessible à tous du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2558) : rejeté (p. 2559)

Son amendement n° 499 (objectif du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : favoriser la mixité sociale) (p. 2559) : rejeté (p. 2560)

Son amendement n° 511 (objectif du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : favoriser l'égalité professionnelle) (p. 2560) : rejeté (p. 2561)

Son amendement n° 523 (objectif du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : favoriser l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes) : rejeté (p. 2561)

Son amendement n° 535 (introduction dans le code de l'éducation d'un chapitre intitulé : "Le droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie") (p. 2561) : rejeté (p. 2563)

Son amendement n° 547 (création au niveau de l'académie de bassins d'éducation et de formation) : rejeté (p. 2563)

Son amendement n° 559 (création au niveau de l'académie de bassins d'éducation et de formation) : rejeté (p. 2563)

Son amendement n° 571 (responsabilité du recteur de favoriser la mixité sociale au sein de l'académie) (p. 2563) : rejeté (p. 2564)

Son amendement n° 583 (carte scolaire élargie au bassin d'éducation) (p. 2563) : rejeté (p. 2564)

Son amendement n° 595 (détermination du bassin d'éducation par le recteur en lien avec les collectivités locales) (p. 2564) : rejeté (p. 2565)

Son amendement n° 607 (détermination du bassin d'éducation par le recteur en lien avec les associations de parents d'élèves) : rejeté (p. 2565)

Son amendement n° 619 (détermination du bassin d'éducation par le recteur en lien avec les représentants syndicaux d'enseignants) : rejeté (p. 2565)

Son amendement n° 631 (responsabilité de favoriser l'intégration pour le recteur au sein du bassin d'éducation) : rejeté (p. 2565)

Son amendement n° 643 (détermination du bassin d'éducation par le recteur en lien avec les associations) (p. 2565) : rejeté (p. 2567)

Son amendement n° 655 (prise en compte des activités périscolaires lors de la détermination du bassin d'éducation) : rejeté (p. 2567)

Son amendement n° 667 (recueil annuel par l'inspecteur d'académie de la liste des enfants soumis à l'obligation scolaire au sein du bassin d'éducation) : rejeté (p. 2567)

Son amendement n° 679 (interdiction à un ministre de l'éducation nationale en exercice de publier un ouvrage) (p. 2567) : retiré (p. 2569)

Son amendement n° 1123 (institution d'une journée nationale du suffrage universel) (p. 2569) : rejeté (p. 2571)

Son amendement n° 691 (droit au conseil en orientation et à l'information pour favoriser la construction des parcours professionnels de chaque jeune) : rejeté (p. 2571)

Son amendement n° 703 (droit au conseil en orientation et à l'information pour favoriser la construction des parcours de formation de chaque jeune) (p. 2571) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 715 (responsabilités ministérielles de la mise en oeuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) (p. 2571) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 727 (objectif du droit au conseil en orientation et à l'information : permettre à chaque jeune un projet personnel) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 739 (droit au conseil en orientation et à l'information pour favoriser le contact avec le monde du travail) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 751 (bilan annuel de la scolarité lié au droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 763 (intégration du droit au conseil en orientation et à l'information dans le cursus normal de la formation) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 775 (objectif du droit au conseil en orientation et à l'information de présenter à chaque jeune les différentes formes d'enseignement) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 787 (objectif du droit au conseil en orientation et à l'information de permettre à chaque jeune de déterminer ses choix ultérieurs) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 799 (objectif du droit au conseil en orientation et à l'information de développer les passerelles entre différentes formes d'enseignement) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 811 (évaluation de chaque jeune réalisée par des examens et la validation des acquis) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 823 (tenue régulière de journées de présentation des enseignements et des filières professionnelles) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 835 (participation des chambres des métiers à la mise en oeuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) (p. 2572) : rejeté (p. 2573)

Son amendement n° 847 (participation des chambres de commerce et d'industrie à la mise en oeuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2573)

Son amendement n° 859 (participation des chambres d'agriculture à la mise en oeuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2573)

Son amendement n° 871 (mise en oeuvre du droit au conseil en orientation et à l'information au niveau national sous la responsabilité de chaque recteur d'académie) (p. 2573) : rejeté (p. 2574)

Son amendement n° 883 (participation des syndicats à la mise en oeuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2574)

Son amendement n° 895 (participation des organisations professionnelles à la mise en oeuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2574)

Son amendement n° 907 (participation des associations à la mise en oeuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2575)

Son amendement n° 919 (participation des associations non gouvernementales à la mise en oeuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2575)

Son amendement n° 1687 (initiation de tous les élèves aux technologies de l'information et de la communication) : rejeté (p. 2575)

Son amendement n° 1699 (apprentissage de la lecture et de l'écriture : articulation entre l'école maternelle et le cours préparatoire) (p. 2575) : rejeté (p. 2577)

Son amendement n° 2110 (mise en oeuvre de l'articulation entre la grande section de maternelle et le cours préparatoire par l'équipe éducative en lien avec les parents d'élèves) : rejeté (p. 2577)

Son amendement n° 1711 (mise en oeuvre de l'articulation entre la grande section de maternelle et le cours préparatoire par l'équipe éducative en lien avec les activités périscolaires) : rejeté (p. 2577)

Son amendement n° 1723 (objectif de l'articulation entre la grande section de maternelle et le cours préparatoire : lutter contre l'échec scolaire) (p. 2577) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1738 (articulation entre la grande section de maternelle et le cours préparatoire : enseignement spécifique et individualisé) (p. 2577) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1750 (objectif de l'articulation entre la grande section de maternelle et le cours préparatoire : faciliter le passage de l'enseignant unique à plusieurs enseignants) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1762 (apprentissage des langues vivantes au niveau de l'articulation entre le cours moyen 2e année et la classe de 6e) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1774 (apprentissage des nouvelles technologies de l'information et de la communication au niveau de l'articulation entre le cours moyen 2e année et la classe de 6e) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1786 (enseignement spécifique et individualisé validant l'apprentissage de la lecture et de l'écriture au niveau de l'articulation entre le cours moyen 2e année et la classe de 6e) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1798 (au niveau de l'articulation entre le cours moyen 2e année et la classe de 6e, mise en oeuvre d'un enseignement spécifique et individualisé par l'équipe éducative en lien avec les parents d'élèves) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1810 (mise en oeuvre de l'articulation entre le cours moyen 2e année et la classe de 6e par l'équipe éducative en lien avec les activités périscolaires) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1822 (but de l'articulation entre le cours moyen 2e année et la classe de 6e : lutter contre l'échec scolaire) : rejeté (p. 2579)

Son amendement n° 1834 (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : faciliter le passage du collège au lycée) (p. 2579) : rejeté (p. 2580)

Son amendement n° 1846 (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : faciliter le travail en équipe) : rejeté (p. 2580)

Son amendement n° 1858 (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : apprendre à chaque jeune à travailler individuellement et en équipe) : rejeté (p. 2580)

Son amendement n° 1870 (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : favoriser la maîtrise des nouvelles technologies) : rejeté (p. 2580)

Son amendement n° 1882 (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : lutter contre l'échec scolaire) : rejeté (p. 2580)

Son amendement n° 1894 (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : responsabiliser les futurs lycéens) : rejeté (p. 2580)

Son amendement n° 1906 (équilibre entre enseignement général et enseignement professionnel) : rejeté (p. 2581)

Son amendement n° 1918 (équilibre entre les filières scientifiques et littéraires) : rejeté (p. 2581)

Son amendement n° 1930 (principe stipulant que l'élève quittant la classe de troisième est acteur de sa formation) (p. 2581) : rejeté (p. 2582)

Son amendement n° 1942 (rôle de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde pour favoriser l'orientation des élèves) : rejeté (p. 2582)

Son amendement n° 1954 (mise en oeuvre de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde par l'équipe éducative en lien avec les parents d'élèves) : rejeté (p. 2582)

Son amendement n° 1966 (mise en oeuvre de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde par l'équipe éducative en lien avec les activités périscolaires) : rejeté (p. 2582)

Son amendement n° 1978 (mise en oeuvre d'enseignement spécifique et individuel au niveau de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde) : rejeté (p. 2582)

Son amendement n° 1990 (mise en oeuvre de journées d'orientation et d'information dans les collèges au niveau de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde) : rejeté (p. 2582)

Son amendement n° 2002 (préparation des élèves à un enseignement pluridisciplinaire au niveau de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde) : rejeté (p. 2582)

Son amendement n° 2710 (échanges entre élèves de zone rurale et de zone urbaine) : rejeté (p. 2583)

Son amendement n° 2722 (échanges entre élèves de zone de montagne et de zone du littoral) : rejeté (p. 2583)

Son amendement n° 2734 (échanges avec les élèves des zones prioritaires d'éducation) : rejeté (p. 2583)

Son amendement n° 2866 (caractère déterminant de l'organisation du rythme scolaire dans la lutte contre l'échec scolaire) (p. 2584) : rejeté (p. 2586)

Son amendement n° 2878 (organisation du temps scolaire prenant en compte la qualité de vie de l'enfant) : rejeté (p. 2587)

Son amendement n° 2890 (priorité de l'intérêt des élèves au niveau de l'organisation des rythmes scolaire) (p. 2587) : rejeté (p. 2588)

Son amendement n° 2902 (concertation de tous les acteurs concernés, y compris les assistants d'éducation et les élèves, en matière d'organisation du temps à l'école) : rejeté (p. 2588)

Son amendement n° 2914 (définition de la garderie du matin) : rejeté (p. 2592)

Son amendement n° 2926 (organisation d'une pause d'au moins une heure trente à la mi-journée) (p. 2592) : rejeté (p. 2593)

Son amendement n° 2938 (organisation en matière de cantines scolaires) (p. 2593) : rejeté (p. 2594)

Son amendement n° 2950 (durée des récréations) (p. 2594) : rejeté (p. 2595)

Son amendement n° 2014 (accès en dehors des heures scolaires aux nouvelles technologies) : rejeté (p. 2595)

Son amendement n° 2026 (accès en dehors des heures scolaires aux nouvelles technologies par partenariats avec des organismes non scolaires) : rejeté (p. 2595)

Son amendement n° 2038 (initiation de tous les étudiants aux nouvelles technologies) : rejeté (p. 2595)

Son amendement n° 931 (mission d'éducation à la citoyenneté pour les personnels "ATOSS") (p. 2595) : rejeté (p. 2596)

Son amendement n° 943 (mission d'éducation à la santé pour les personnels "ATOSS") (p. 2596) : rejeté (p. 2597)

Son amendement n° 955 (notion de mission favorisant l'intégration pour les personnels "ATOSS") : rejeté (p. 2597)

Son amendement n° 967 (mission d'apprentissage des règles de la vie en société pour les personnels "ATOSS") : rejeté (p. 2597)

Son amendement n° 979 (rôle pédagogique des personnels "ATOSS") (p. 2597) : rejeté (p. 2598)

Son amendement n° 991 (missions des personnels ATOSS sous l'autorité du recteur) : rejeté (p. 2598)

Son amendement n° 1003 (statuts des personnels ATOSS mis en oeuvre sous l'autorité du recteur) (p. 2598) : rejeté (p. 2599)

Son amendement n° 1015 (participation des personnels ATOSS à la mise en oeuvre du droit à l'éducation) : rejeté (p. 2599)

Son amendement n° 1027 (rôle d'assistance à l'équipe éducative des personnels ATOSS) : rejeté (p. 2599)

Son amendement n° 1039 (fonction d'encadrement des élèves des personnels ATOSS) (p. 2599) : rejeté (p. 2600)

Article 2 (régime juridique des assistants d'éducation)

Son amendement n° 1099 (p. 2603)

Son amendement n° 1135 (p. 2605)

Son amendement n° 1147 (p. 2606)

Ses amendements n°s 2122 et 2458 (p. 2608)

Son amendement n° 1279 (p. 2609)

Ses amendements n°s 2050, 1159, 1171, 1291 et 1267 (p. 2610)

Ses amendements n°s 1183, 1195, 1207, 1219, 1231, 1243 et 1255 (p. 2612)

Ses amendements n°s 1303, 2746, 2758 (p. 2614)

Ses amendements n°s 2770, 2782, 2794 (p. 2616)

Son amendement n° 2806 (p. 2617)

Ses amendements n°s 2818 et 2830 (p. 2618)

Son amendement n° 2962 (p. 2619)

Son amendement n° 1363 (p. 2624)

Son amendement n° 1315 (p. 2625)

Ses amendements n°s 2842 et 2854 (p. 2626)

Ses amendements n°s 1051, 1063, 1075 et 1327 (p. 2627)

Ses amendements n°s 1339 et 1351 (p. 2628)

Son amendement n° 1375 (p. 2629)

Ses amendements n°s 2470, 1387 et 1399 (p. 2630)

Ses amendements n°s 2146, 2158 et 2170 (p. 2631)

Ses amendements n°s 1447 et 1459 (p. 2632)

Ses amendements n°s 1471, 1483, 1495, 1507 et 1619 (p. 2633)

Ses amendements n°s 1531, 1543, 1555, 1567, 1579, 1591, 1603, 1615, 1627 et 1639 (p. 2634)

Ses amendements n°s 2135, 2062, 2074 et 2086 (p. 2635)

Son amendement n° 2482 (p. 2636)

Ses amendements n°s 2494, 2506, 2518, 2530, 2974 et 1411 (p. 2637)

Ses amendements n°s 1423 et 1435 (p. 2638)

Après l'article 2

Son amendement n° 2602 (contenu et mise en oeuvre des programmes d'enseignement) : rejeté (p. 2639)

Son amendement n° 2614 (objectifs et réalisation des programmes d'enseignement) : rejeté (p. 2640)

Son amendement n° 2626 (établissement de la carte des secteurs des collèges) : rejeté (p. 2640)

Son amendement n° 2638 (établissement de la carte des secteurs des lycées) : rejeté (p. 2640)

Son amendement n° 2650 (établissement de la carte des secteurs des écoles) : rejeté (p. 2640)

Son amendement n° 2098 (activités destinées à se familiariser avec les outils informatiques et les nouvelles technologies) : rejeté (p. 2640)

Son amendement n° 2662 (les programmes scolaires prennent en compte les références communes en Europe) (p. 2640) : rejeté (p. 2641)

Article 3 (affiliation des établissements publics locaux d'éducation à l'assurance-chômage au titre des assistants d'éducation)

Son amendement n° 1111 (p. 2644)

Après l'article 3

Son amendement n° 2182 (égalité entre les hommes et les femmes en matière d'orientation scolaire) : rejeté (p. 2645)

Son amendement n° 2194 (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2645) : retiré (p. 2646)

Son amendement n° 2986 (rapport au Parlement sur l'application de la loi relative aux assistants d'éducation) (p. 2648) : rejeté (p. 2649)

Titre

Son amendement n° 2998 (nouveau titre : "Projet de loi portant réforme du code de l'éducation") (p. 2649) : rejeté (p. 2650)

Projet de loi n° 810 modifiant la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 relative au droit d'asile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 juin 2003] (p. 4618)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 4630)

Thèmes :

Constitution : bloc de constitutionnalité : droit d'asile (p. 4630)

Etrangers : asile interne (p. 4632)

Etrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) (p. 4631)

Etrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) : ordre public (p. 4633)

Union européenne : droit d'asile (p. 4631)

Projet de loi n° 881 de programme pour l'outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 juin 2003] (p. 4683) ; [6 juin 2003] (p. 4744)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4699)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 4744 et s.)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions : outre-mer (p. 4750)

Assemblée nationale : projets de loi : outre-mer (p. 4745 et s.)

Commerce et artisanat (p. 4752)

Constitution : révision : décentralisation (p. 4745, 4748)

Culture (p. 4747 et s. - 4752 et s.)

Emploi : création d'emplois : jeunes (p. 4752 et s.)
 Entreprises : délais de paiement : impôts et taxes (p. 4754)
 Etablissements de santé : hôpitaux : handicapés (p. 4754)
 Etat : Gouvernement : audiovisuel et communication (p. 4745)
 Etat : Gouvernement : outre-mer (p. 4699, 4748 et s.)
 Etat : Gouvernement précédent : outre-mer (p. 4745 et s.)
 Impôts et taxes : investissements outre-mer : politique économique (p. 4752)
 Outre-mer : continuité territoriale (p. 4737, 4753 et s.)
 Outre-mer : crédits : coût (p. 4699, 4746 et s., 4751 et s.)
 Outre-mer : développement économique (p. 4746)
 Outre-mer : DOM : transports de voyageurs (p. 4747)
 Parlement : Sénat : outre-mer (p. 4750)
 Partis et mouvements politiques : gauche : outre-mer (p. 4744, 4747)
 Politiques communautaires : territoires d'outre-mer (p. 4753)
 Santé : alcoolisme : DOM (p. 4753)
 Sécurité publique : séismes : outre-mer (p. 4754)

Discussion des articles [6 juin 2003] (p. 4759, 4796)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 156 (Wallis-et-Futuna - projet de loi de programme) (p. 4759) : rejeté (p. 4760)
 Son amendement n° 158 (îles de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy - projet de loi de programme) (p. 4760) : rejeté (p. 4761)
 Son amendement n° 157 (îles du sud de la Guadeloupe - mesures spécifiques) : rejeté (p. 4761)
 Son amendement n° 226 (insertion d'un Titre 1^{er} A : "Promotion de la culture et de la connaissance de l'outre-mer") : rejeté (p. 4761)
 Son amendement n° 154 (enseignement au collège de l'histoire et de la géographie de l'outre-mer) : rejeté (p. 4761)
 Son amendement n° 155 (écoles d'outre-mer et de métropole - jumelages) : rejeté (p. 4762)
 Son amendement n° 227 (institution d'une "fête nationale des outre-mers") (p. 4762) : rejeté (p. 4763)
 Son amendement n° 228 (programmes audiovisuels relatifs à la diffusion de la culture, en particulier musicale, de l'outre-mer - rôle du Conseil supérieur de l'audiovisuel) (p. 4763) : rejeté (p. 4764)
 Son amendement n° 229 (pluralisme de l'information outre-mer - rôle du Conseil supérieur de l'audiovisuel) : rejeté (p. 4764)

Article 1er (exonération de charges sociales en faveur des entrepreneurs des départements d'outre-mer)

Son intervention (p. 4765 et s.)
 Son amendement n° 231 (paragraphe I - salaire plafond porté de 1,3 SMIC à 1,5 SMIC) (p. 4768)
 Son amendement n° 161 (extension du dispositif aux entreprises occupant au plus vingt salariés) (p. 4769)
 Reprend l'amendement n° 286 de M. René-Paul Victoria (bâtiment et travaux publics - exonération totale applicable à dix salariés au lieu de cinquante dans les entreprises comptant cinquante salariés au plus - exonération partielle portée de 50 % à 70 % au-delà de cet effectif) (p. 4772)
 Son amendement n° 230 ("territoire européen de la France" substitué au terme "métropole") (p. 4773)
 Son amendement n° 160 (continuité territoriale - convention entre les entreprises aériennes et l'Etat - prix maximum et augmentation des capacités) (p. 4773) : SCRUTIN PUBLIC (p. 4775)
 Son amendement n° 232 (paragraphe II - salaire plafond porté de 1,4 SMIC à 1,5 SMIC) (p. 4775)
 Son amendement n° 234 (hospitalisation privée - bénéfice des allègements renforcés) (p. 4776)
 Son amendement n° 233 (cumul avec l'exonération instituée au titre de la réduction de la durée du travail par l'article 2 de la loi n° 2000-1207 d'orientation pour l'outre-mer du 13 décembre 2000) (p. 4780)
 Son amendement n° 159 (obligation de maintien d'un avantage spécifique au soutien de l'emploi dans l'outre-mer) (p. 4781)

Après l'article 1er

Son amendement n° 235 (compagnies aériennes - communication de leur comptabilité analytique permettant de distinguer l'activité relative à l'outre-mer) (p. 4782) : rejeté (p. 4783)

Article 2 (exonération de charges sociales en faveur des exploitations agricoles des départements d'outre-mer)

Son intervention (p. 4783 et s.)
 Son amendement n° 163 corrigé (exonération des quarante premiers hectares) (p. 4783)
 Son amendement n° 236 (exonération pour les exploitations de moins de cinquante hectares) (p. 4784)
 Son amendement n° 237 (prorogation de l'exonération portée de cinq à dix ans en cas de dépassement du seuil de quarante hectares) (p. 4784)

Après l'article 2

Son amendement n° 238 (plan pluriannuel de protection du foncier agricole outre-mer) : retiré (p. 4785)

Article 7 (renforcement de l'attractivité du contrat d'accès à l'emploi)

Son intervention (p. 4801)

Article 7 bis (nature juridique des contrats "emplois-jeunes" prolongés de trente six mois dans les collectivités territoriales et établissements publics des DOM et de Saint-Pierre-et-Miquelon)

Son intervention (p. 4803)

Article 10 (congé-solidarité)

Son intervention (p. 4808 et s.)

Reprend l'amendement n° 11 de M. Bertho Audifax (indemnité de départ en congé de solidarité) (p. 4809)

Article 11 (dispositifs destinés aux élèves en grande difficulté)

Son amendement n° 240 (communication - dans la loi de finances - des dotations horaires accordées aux académies d'outre-mer pour le soutien aux élèves en grande difficulté) (p. 4810)

Avant l'article 13

Son amendement n° 241 (entreprises d'outre-mer - plan d'apurement des dettes fiscales et sociales) (p. 4812) : rejeté (p. 4813)

Article 13 (défiscalisation au titre de l'impôt sur le revenu : investissement dans le logement et souscription au capital de sociétés agréées - SO.FI.OM)

Son amendement n° 166 (éligibilité des travaux liés à la déclivité du terrain) (p. 4816)

Article 14 (défiscalisation au titre de l'impôt sur le revenu : secteurs éligibles - majoration, imputation et report de la réduction d'impôt)

Son intervention (p. 4819 et s.)

Son amendement n° 170 (extension aux cafés, débits de boisson et de tabac) (p. 4820)

Son amendement n° 243 (extension au cas où l'investisseur n'est pas propriétaire du foncier ou du bien immobilier faisant l'objet de l'investissement) (p. 4824)

Son amendement n° 171 (extension aux travaux de rénovation des centres-villes et des centres-bourgs concédés par les collectivités locales) (p. 4824)

Son amendement n° 174 (Marie-Galante, la Désirade et les Saintes - taux de la réduction d'impôt porté à 60 %) (p. 4825)

Son amendement n° 242 (extension aux technologies de l'information et de la communication - taux de la réduction d'impôt majorés de dix points) (p. 4829)

Article 16 précédemment réservé (modification du système des agréments)

Son amendement n° 172 (saisine pour avis des exécutifs des collectivités) (p. 4836)

Après l'article 32

Son amendement n° 245 (dettes fiscales des entreprises - plan d'apurement - prorogation du dispositif de la loi n° 2000-1207 d'orientation pour l'outre-mer) : rejeté (p. 4841)

Son amendement n° 244 (fonds d'investissement de proximité des DOM - réduction d'impôt portée à 50 % pour les contribuables de ces départements) (p. 4841) : rejeté (p. 4842)

Article 34 (abattement de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les logements locatifs sociaux faisant l'objet de certains travaux de réhabilitation)

Son intervention (p. 4843)

Après l'article 34

Son amendement n° 246 (logements évolutifs sociaux - exonération de taxe foncière pendant cinq ans) : rejeté (p. 4844)

Article 35 (fixation des loyers dans les logements locatifs sociaux en cas de travaux d'amélioration)

Son amendement n° 247 (de suppression) (p. 4844)

Son amendement n° 248 (hausse des loyers - information des locataires avant le début des travaux) (p. 4845)

Avant l'article 36

Son amendement n° 175 (insertion d'un Titre : "Dispositions permettant de remédier aux handicaps structurels de l'outre-mer") : rejeté (p. 4847)

Son amendement n° 176 (sida - campagnes d'information outre-mer) (p. 4847) : retiré (p. 4848)

Son amendement n° 211 (rapport pour chaque collectivité d'outre-mer relatif à l'emploi, à l'éducation et au secteur médico-social) (p. 4847) : rejeté (p. 4848)

Son amendement n° 212 (diagnostic sismique pour les établissements de la Guadeloupe, de la Martinique et de La Réunion recevant du public) : rejeté (p. 4848)

Son amendement n° 215 (transport intérieur public en Guadeloupe) (p. 4848) : rejeté (p. 4849)

Son amendement n° 216 (université des Antilles et de la Guyane) : rejeté (p. 4849)

Article 36 (dotations de l'Etat aux collectivités territoriales)

Son intervention (p. 4849)

Son amendement n° 181 (prise en compte des handicaps structurels) (p. 4849)

Son amendement n° 218 (rapport au Parlement dans le délai d'un an et non de deux ans) (p. 4850)

Article 37 (dotation de l'Etat aux communes pour des opérations de premier numérotage)

Son intervention (p. 4852)

Article 40 (exercice des pouvoirs de police sur la voirie nationale transférée aux régions d'outre-mer)

Son intervention (p. 4852)

Après l'article 40 bis

Intervient sur l'amendement n° 109 deuxième rectification de M. André Thien Ah Koon (La Réunion - affectation des ressources du Fonds régional pour le développement et l'emploi) (p. 4855)

Après l'article 41 bis

Intervient sur l'amendement n° 275 de M. Victor Brial (mise en œuvre par l'Etat des orientations du document "Stratégie de développement durable du territoire de Wallis-et-Futuna") (p. 4861)

Avant l'article 42

Son amendement n° 206 (continuité territoriale - imposition d'obligations de service public aux compagnies aériennes) (p. 4862) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 4863)

Article 42 (création d'une dotation de continuité territoriale)

Son intervention (p. 4865 et s.)

Son amendement n° 222 (objet de la dotation - ajout des frais de transports maritimes des matières premières vers l'outre-mer et du coût du fret à l'exportation) (p. 4865)

Son amendement n° 221 (objet de la dotation - ajout des marchandises) (p. 4866)

Reprend l'amendement n° 90 de la commission des affaires économiques (objet de la dotation - ajout du transport de passagers et de fret à l'intérieur de la collectivité) (p. 4868)

Après l'article 43

Intervient sur l'amendement n° 152 du Gouvernement (Mayotte - composition du conseil d'administration de la caisse de prévoyance sociale) (p. 4876)

Intervient sur l'amendement n° 151 troisième rectification du Gouvernement (Mayotte - fonction publique) (p. 4878)

Après l'article 44

Intervient sur l'amendement n° 334 de M. Mansour Kamardine (Mayotte - Mahorais régis par le statut personnel de droit local - primauté du droit civil commun sur le statut civil de droit local - prohibition de la polygamie et de la répudiation pour les personnes qui atteindront l'âge requis pour se marier après le 1er janvier 2005 - dévolution des successions ne pouvant déroger, pour les enfants à naître, aux dispositions d'ordre public de la loi - compétence du tribunal de première instance ou du cadi selon la volonté des parties) (p. 4883)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 4883)

Vote contre du groupe socialiste (p. 4884)

M

Daniel MACH

*Pyrénées-Orientales (1^{ère} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 28 juin 2002] (p. 11116)

Juge titulaire de la Haute Cour de justice [J.O. du 24 octobre 2002] (p. 17629)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Travail. femmes. qualification, égalité des sexes [10 décembre 2002] (p. 6366)

Enseignement. grèves. conséquences, examens [20 mai 2003] (p. 3819)

Politiques communautaires. politique de la défense. relations avec l'OTAN [17 juin 2003] (p. 5444)

*DÉBATS***Projet de loi n° 230 de finances pour 2003****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****DÉFENSE ET SGDN****Examen des fascicules [24 octobre 2002] (p. 3907)**

Procédure des questions :

Ordre public : sécurité : Pyrénées orientales (p. 3947)

SPORTS**Examen du fascicule [6 novembre 2002] (p. 4557)**

Procédure des questions :

Sports : installations sportives

Projet de loi n° 338 autorisant la ratification du traité entre la République française et le Royaume d'Espagne relatif à la coopération transfrontalière en matière policière et douanière**PREMIÈRE LECTURE****Procédure d'examen simplifiée [10 avril 2003] (p. 3143)**

Son intervention (p. 3145)

Thèmes :

Etrangers : immigration clandestine (p. 3146)

Union européenne : accords de Schengen : coopération transfrontalière (p. 3146)

Alain MADELIN

*Ille-et-Vilaine (4^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 21 décembre 2002] (p. 21390)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*DÉBATS***Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique****PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [6 février 2003] (p. 964)**

Après l'article 12

Son amendement n° 170 (assurance retraite - transferts entre contrats de salariés et de non salariés et réciproquement) (p. 985) : retiré (p. 986)

Son amendement n° 171 (travailleurs indépendants du commerce et de l'artisanat - "loi Madelin" - possibilité de sortie en capital pour les prestations décès et maintien de l'assurance prévoyance jusqu'à la liquidation des droits à retraite) : retiré (p. 988)

Projet de loi n° 710 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance des mesures de simplification et de codification du droit**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [9 avril 2003] (p. 3033)**

Avant l'article 1er

Son amendement n° 86 (conseil d'orientation de la simplification administrative) (p. 3033) : adopté (p. 3034)

Bernard MADRELLE

*Gironde (11^{ème} circonscription)
Socialiste*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Richard MALLÉ

*Bouches-du-Rhône (10^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre suppléant de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (ex-délégation de l'Assemblée nationale à l'Assemblée de l'Atlantique Nord) [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12452)

Membre titulaire de la Commission nationale consultative des gens du voyage [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14786)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 24 mai 2003] (p. 8931)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 24 mai 2003] (p. 8931)

Rapporteur de la proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux droits des mineurs et aux mines (n° 418) [28 mai 2003]

Rapporteur de la proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux mines (n° 489) [28 mai 2003]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 20 juin 2003] (p. 10392)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 20 juin 2003] (p. 10392)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 418 portant diverses dispositions relatives aux droits des mineurs et aux mines [28 novembre 2002]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur les propositions de loi :

- (n° 418) de M. Richard Mallié, portant diverses dispositions relatives aux droits des mineurs et aux mines
- (n° 489) de M. Michel Sordi, portant diverses dispositions relatives aux mines [11 juin 2003] (n° 904)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique économique. perspectives. compétitivité [13 novembre 2002] (p. 5005)

Mines et carrières. mines. fermeture, conséquences, Gardanne [4 février 2003] (p. 786)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 120, posée le 3 février 2003. Nationalité. acquisition (J.O. questions p. 622). Appelée le 4 février 2003. procédure (p. 764)

n° 317, posée le 5 mai 2003. Voirie. RN 96 et RN 560 (J.O. questions p. 3390). Appelée le 6 mai 2003. aménagement, Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA) (p. 3404)

DÉBATS

Projet de loi n° 154 d'orientation et de programmation pour la justice

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er août 2002] (p. 2550, 2582) ; [2 août 2002] (p. 2622, 2666)

Article 1er et rapport annexé (approbation du rapport présentant les orientations et les moyens budgétaires pour la justice pour les années 2003 à 2007)

Son intervention (p. 2556)

Après l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 36 corrigé de M. Guy Teissier (possibilité de condamnation des mineurs de 14 à 18 ans à des travaux d'intérêt général) (p. 2605)

Intervient sur l'amendement n° 37 de M. Guy Teissier (suppression de l'effacement dans le casier judiciaire des procédures judiciaires contre un mineur devenu majeur) (p. 2606)

Article 20 (centres éducatifs fermés)

Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Michel Vaxès (de suppression) (p. 2638)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 236 de M. Thierry Mariani (conséquences de la condamnation pénale d'un mineur) (p. 2643)

Après l'article 21 A

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Patrick Hoguet (saisine du procureur par le maire pour les infractions à la tranquillité publique avec obligation de diligenter une enquête) (p. 2654)

Avant l'article 21

Intervient sur l'amendement n° 34 corrigé de M. Guy Teissier (obligation de motivation de toutes les décisions de classement sans suite) (p. 2655)

Après l'article 28

Intervient sur l'amendement n° 229 de Mme Maryse Joissains-Masini (insertion d'une nouvelle division relative aux pourvois réservés devant la chambre criminelle de la Cour de cassation) (p. 2681)

Intervient sur l'amendement n° 230 de Mme Maryse Joissains-Masini (pourvois réservés devant la chambre criminelle de la Cour de cassation) (p. 2681)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Jérôme Rivière (insertion d'une nouvelle division relative aux chiens dangereux) (p. 2682)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Jérôme Rivière (délit de non-vaccination ou d'errance d'un chien dangereux) (p. 2682)

Intervient sur l'amendement n° 35 de M. Guy Teissier (intervention de la partie civile dans la procédure de libération conditionnelle) (p. 2683)

Projet de loi n° 250 de financement de la sécurité sociale pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 octobre 2002] (p. 4341, 4374)

Article 23 (transfert à l'assurance maladie du financement des dépenses d'interruption volontaire de grossesse)

Son intervention (p. 4347)

Article 28 (fin du mécanisme de cessation anticipée d'activité)

Son intervention (p. 4375)

Projet de loi de finances rectificative n° 382 pour 2002

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 décembre 2002] (p. 6470)

Après l'article 27

Son sous-amendement n° 222 (peine d'un mois d'emprisonnement) à l'amendement n° 40 de M. Bruno Gilles (tabacs - renforcement des peines en cas d'infraction en matière de fabrication, de détention et de vente) (p. 6475) : adopté après rectification (six mois) (p. 6477)

Projet de loi organique n° 242 relatif aux juges de proximité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 décembre 2002] (p. 6858)

Son intervention (p. 6864)

Thème :

Justice : conciliation (p. 6864)

Proposition de loi n° 472 portant réforme des règles budgétaires et comptables applicables aux départements

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 février 2003] (p. 956)

Son intervention (p. 959)

Thèmes :

Départements : comptabilité : budget (p. 959)

Départements : comptabilité : patrimoine (p. 959)

Finances publiques : procédure budgétaire : réforme (p. 959)

Finances publiques : procédure budgétaire : services départementaux d'incendie et de secours (p. 959)

Projet de loi n° 710 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance des mesures de simplification et de codification du droit

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 avril 2003] (p. 3053)

Article 16 (organisation administrative et fonctionnement du système de santé)

Son intervention (p. 3061)

Projet de loi n° 784 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2003] (p. 4009, 4049, 4125) ; [23 mai 2003] (p. 4186)

Article 1er (de la procédure applicable à la délinquance et à la criminalité organisées)

Article 706-73 du code de procédure pénale (détermination des infractions relevant de la criminalité organisée)

Ses amendements n°s 270, 271 et 272 (p. 4013)

Article 706-84 du code de procédure pénale (de l'infiltration)

Son intervention (p. 4024)

Article 706-87 du code de procédure pénale (de l'infiltration)

Son amendement n° 269 (p. 4025)

Après l'article 706-97 du code de procédure pénale

Son amendement n° 273 (interdiction de la diffusion, notamment sur Internet, d'informations relatives aux méthodes de fabrication d'armes et d'explosifs) (p. 4035) : rejeté (p. 4036)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 583 de M. Michel Vaxès (un repas chaud par vingt-quatre heures ainsi qu'une installation sanitaire décente pour la personne gardée à vue) (p. 4049)

Son amendement n° 368 (conditions de mise sur écoute de la ligne d'un magistrat) : devenu sans objet (p. 4050)

Intervient sur l'amendement n° 476 de M. Bruno Gilles (identité d'emprunt de l'agent infiltré possible dans les procès-verbaux de confrontation) (p. 4050)

Article 3 (dispositions relatives au repentir)

Son amendement n° 370 (p. 4064)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 477 de M. Christian Estrosi (extension de la compétence de la Commission d'indemnisation des victimes d'infractions aux victimes du proxénétisme) (p. 4073)

Après l'article 16

Son amendement n° 267 deuxième correction (aggravation des peines encourues pour l'usage sans droit d'un titre, d'un diplôme ou d'une qualité) : retiré (p. 4106)

Article 23 (amélioration et élargissement de la composition pénale)

Son amendement n° 274 rectificatif (p. 4115)

Article 24 (rappel de certaines dispositions relatives aux échanges d'informations relatifs à des crimes ou délits entre les maires et les parquets)

Son intervention (p. 4126)

Après l'article 27

Son amendement n° 369 (conditions applicables aux perquisitions au cabinet ou au domicile d'un magistrat) (p. 4131) : rejeté (p. 4132)

Après l'article 29

Son amendement n° 275 (information possible de la personne gardée à vue par un formulaire dans sa langue ou par une traduction téléphonique) : non soutenu (p. 4137)

Avant l'article 32

Son amendement n° 285 (protection des témoins contre les mesures d'intimidation) : non soutenu (p. 4143)

Après l'article 57

Son amendement n° 268 (introduction de l'échevinage dans les formations de jugement du tribunal correctionnel pour les infractions relevant d'un juge unique) : non soutenu (p. 4170)

Après l'article 69

Son amendement n° 283 (transmission par le juge des libertés et de la détention à son homologue du lieu de détention des demandes de prolongation de la détention provisoire) : retiré (p. 4207)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Article 42 [séance du 27 juin 2003] (pensions de réversion en cas de décès d'un fonctionnaire par suite de circonstances particulières)

Son intervention (p. 6309 et s.)

Proposition de loi n° 418 portant diverses dispositions relatives aux droits des mineurs et aux mines et proposition de loi n° 489 portant diverses dispositions relatives aux mines

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 2003] (p. 5407)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 5407, 5420)

Thèmes :

Energie et carburants : Charbonnages de France (p. 5408, 5421)

Mines et carrières : travailleurs de la mine : statut juridique (p. 5407 et s.)

Discussion des articles [17 juin 2003] (p. 5422)

Article 2 (missions de l'Agence)

Son intervention (p. 5422)

Article 4 (administration et gestion de l'Agence)

Son intervention (p. 5423 et s.)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Jean-Pierre Kucheida (conventions entre l'Agence nationale et les bailleurs sociaux afin de mieux indemniser les ayants droit) (p. 5424)

Article 11 (coordination et dissolution de Charbonnages de France)

Son intervention (p. 5426 et s.)

Son sous-amendement n° 18 à l'amendement n° 15 de M. Pierre Lang (p. 5427)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Jean-Yves Le Déaut (dissolution de l'établissement public liée à la réalisation d'une étude complète de toutes les conséquences potentielles de l'arrêt de l'exploitation) (p. 5429)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Michel Sordi (centre de stockage autorisé sous certaines conditions et pour une durée illimitée avant l'échéance du terme prévu initialement par l'autorisation) (p. 5432 et s.)

Son amendement n° 17 (de coordination) : adopté (p. 5433)

Intervient sur l'amendement n° 13 du Gouvernement (abrogation de la loi n° 81-1135 du 23 décembre 1981 sur l'exploration et l'exploitation des ressources minérales des grands fonds marins) (p. 5433)

Son intervention (p. 5434)

Proposition de loi n° 609 visant à restreindre la consommation de tabac chez les jeunes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 juillet 2003] (p. 7257)

Article 1er (interdiction de la vente ou de l'offre à titre gratuit des produits du tabac à des mineurs de moins de seize ans)

Son intervention (p. 7258)

Projet de loi n° 950 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juillet 2003] (p. 7449)

Article 30 (renforcement du rôle des acteurs publics et des locataires dans les sociétés anonymes d'HLM – Contrôle des opérations financières de désinvestissement)

Son intervention (p. 7521)

Son amendement n° 342 (p. 7521)

Noël MAMÈRE

Gironde (3^{ème} circonscription)
Non-inscrit

Elu le 16 juin 2002

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11065)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle n° 108 relative au droit de vote et à l'éligibilité des résidents étrangers pour les élections aux conseils des collectivités locales [23 juillet 2002]

Proposition de loi n° 112 tendant à permettre aux couples non mariés d'adopter conjointement un enfant [24 juillet 2002]

Proposition de loi n° 113 tendant à l'accès des ressortissants étrangers à la fonction publique [24 juillet 2002]

Proposition de loi n° 114 visant à étendre la règle du plafonnement de l'aide publique aux établissements privés d'enseignement technologique et professionnel [24 juillet 2002]

Proposition de loi n° 115 tendant à l'attribution du titre de reconnaissance de la Nation aux réfractaires du Service du travail obligatoire [24 juillet 2002]

Proposition de loi n° 116 visant à la reconnaissance de l'Etat aux orphelins de déportés [24 juillet 2002]

Proposition de loi n° 117 visant à introduire les gestes des premiers secours dans la formation aux épreuves du permis de conduire [24 juillet 2002]

Proposition de loi n° 118 tendant à interdire aux avions de décoller et d'atterrir la nuit dans tous les aéroports français [24 juillet 2002]

Proposition de loi n° 119 relative à la prévention et au contrôle de la prolifération de l'algue *Caulerpa taxifolia* [24 juillet 2002]

Proposition de loi n° 120 visant à limiter les charges énergétiques dans les immeubles collectifs à usage d'habitation [24 juillet 2002]

Proposition de loi n° 121 tendant à assurer l'effectivité du droit au transport pour les handicapés et les personnes à mobilité réduite [24 juillet 2002]

Proposition de loi n° 122 visant à l'instauration d'une discrimination positive en faveur des handicapés lors de la cession des exploitations agricoles [24 juillet 2002]

Proposition de loi n° 123 visant à l'amélioration du système de prévention et de réparation des risques pour les victimes du travail [24 juillet 2002]

Proposition de loi n° 124 relative à l'implantation des antennes-relais et à l'utilisation des appareils de téléphonie mobile [24 juillet 2002]

Proposition de loi n° 130 relative au suivi des conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires [24 juillet 2002]

Proposition de loi n° 142 abrogeant le délit de présentation sous un jour favorable des infractions liées aux stupéfiants [24 juillet 2002]

Proposition de loi n° 143 tendant à la suppression du régime d'offense à chef d'Etat étranger issu de l'article 36 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse [24 juillet 2002]

Proposition de loi n° 144 tendant à assurer les droits sociaux des marins [24 juillet 2002]

Proposition de résolution n° 334 tendant à créer une commission d'enquête relative à l'origine des fonds du groupe algérien Khalifa et sur leur utilisation en France [29 octobre 2002]

Proposition de résolution n° 339 tendant à créer une commission d'enquête relative à l'augmentation des suicides dans les établissements pénitentiaires français [30 octobre 2002]

Proposition de loi n° 488 tendant à renforcer la sécurité du transport maritime et à lutter contre les pollutions marines [18 décembre 2002]

Proposition de résolution n° 518 tendant à créer une commission d'enquête sur les activités du mouvement raëlien, ses moyens financiers et les tentatives de clonage reproductif de l'embryon humain sur le territoire français [7 janvier 2003]

Proposition de résolution n° 571 tendant à créer une commission d'enquête sur la fiabilité des centrales nucléaires en France en cas de séisme et sur les procédures de sécurisation, d'information et d'alerte en cas d'incident [28 janvier 2003]

Proposition de résolution n° 646 tendant à créer une commission d'enquête relative aux conditions d'attribution d'une fréquence à la chaîne Khalifa TV [4 mars 2003]

Proposition de résolution n° 647 tendant à la création d'une commission d'enquête sur le transport illicite des produits radioactifs les plus dangereux et les mesures préconisées en matière de sécurité notamment la protection des populations [4 mars 2003]

Proposition de loi n° 728 relative à la lutte contre l'homophobie, la lesbophobie et la transphobie [26 mars 2003]

Proposition de résolution n° 829 tendant à créer une commission d'enquête sur la production et l'utilisation d'armement à l'uranium appauvri par la France et l'impact sanitaire réel des armes utilisées chez les personnels civils et militaires engagés dans les opérations militaires du Golfe, et les suivantes ainsi que leur impact sur l'environnement [9 mai 2003]

Proposition de loi n° 853 relative à la reconnaissance des risques sanitaires auxquels ont été ou ont pu être exposés les civils et les militaires engagés dans la guerre du Golfe et les opérations militaires suivantes et à la responsabilité de l'Etat en la matière [14 mai 2003]

Proposition de loi n° 972 visant à rendre obligatoire l'enseignement des questions environnementales à l'école et au collège [25 juin 2003]

Proposition de résolution n° 1060 tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de la France dans le soutien aux régimes militaires d'Amérique latine entre 1973 et 1984 [10 septembre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Sur le rappel au règlement de M. Daniel Garrigue : rétorque qu'il n'a pu blesser personne n'ayant cité aucun nom [4 juillet 2003] (p. 6864)

Demande au président de séance de justifier pourquoi, selon les cas, il s'inclut ou non parmi les votants [4 juillet 2003] (p. 6914)

DÉBATS

Projet de loi n° 36 d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2002] (p. 1961)

Son exception d'irrecevabilité (p. 1973) : rejetée (p. 1990)

Thèmes :

Aménagement du territoire : quartiers défavorisés (p. 1982)
 Bâtiment et travaux publics : immeubles d'habitation (p. 1976)
 Constitution : séparation des pouvoirs (p. 1974)
 Drogue : dépenalisation (p. 1979)
 Droit pénal : délinquance et criminalité : prévention (p. 1981, 1985)
 Droit pénal : délinquance et criminalité : statistiques (p. 1980)
 Droit pénal : discrimination (p. 1979)
 Droit pénal : double peine (p. 1984)
 Droit pénal : emprisonnement (p. 1985)
 Droit pénal : prostitution (p. 1977)
 Droits de l'homme et libertés publiques : fichiers informatisés (p. 1976)
 Elections et référendums : campagnes électorales (p. 1973, 1983)
 Elections et référendums : droit de vote : étrangers (p. 1984)
 Jeunes : politique à l'égard des jeunes (p. 1978)
 Justice : Haute cour de justice (p. 1978)
 Justice : victimes (p. 1984)
 Ordre public : sécurité (p. 1974)
 Ordre public : sécurité : droite (p. 1977, 1983)
 Ordre public : sécurité : droits de l'homme et libertés publiques (p. 1975)
 Ordre public : sécurité : gauche (p. 1983)
 Ordre public : sécurité : politique générale (p. 1982)
 Ordre public : sécurité : projet de loi (p. 1986)
 Ordre public : vidéosurveillance (p. 1975)
 Police : police de proximité (p. 1981)
 Politique sociale : inégalités (p. 1986)
 Travail : licenciements (p. 1978)

Discussion des articles [17 juillet 2002] (p. 2057, 2106)

Article 1er (orientations de la politique de sécurité intérieure)

Son amendement n° 87 (politique de "tranquillité publique") (p. 2075)

Annexe I

Son amendement n° 88 (politique de "tranquillité publique") (p. 2076)
 Son amendement n° 74 (droit à la tranquillité publique) (p. 2076)
 Son amendement n° 89 (suppression des dispositions de l'introduction relatives aux statistiques de la délinquance) (p. 2076)
 Son amendement n° 90 (suppression des dispositions de l'introduction relatives à la nature de la délinquance) (p. 2077)
 Son amendement n° 93 (suppression des dispositions de l'introduction relatives à la drogue) (p. 2077)
 Son amendement n° 91 (suppression des dispositions de l'introduction relatives aux statistiques sur les victimes) (p. 2079)
 Intervient sur l'amendement n° 48 de M. Jean-Pierre Blazy (statut des victimes) (p. 2079)
 Intervient sur l'amendement n° 25 rectifié de Mme Christine Boutin (Groupes d'intervention régionaux (GIR) compétents pour les délits commis par les gens du voyage) (p. 2083)
 Son amendement n° 92 (fichiers administrés par le ministère de la justice) (p. 2097)
 Son amendement n° 94 (statut d'officier de justice) (p. 2098)
 Son amendement n° 95 (valorisation des missions de prévention) (p. 2106)
 Son amendement n° 75 (création d'un service de volontariat des fonctionnaires de police à la retraite) (p. 2108)
 Son amendement n° 97 (médiateurs locaux de la police) (p. 2111)
 Son amendement n° 98 (accueil et aide aux victimes) (p. 2112)
 Son amendement n° 99 (suppression de la généralisation de la vidéosurveillance) (p. 2115)

Son amendement n° 100 (délits économiques et financiers) (p. 2116)
 Son amendement n° 101 (délinquance écologique) (p. 2116)
 Son amendement n° 102 (politique en matière d'usage de drogue) (p. 2116)
 Son amendement n° 126 (absentéisme et échec scolaires) (p. 2119)
 Son amendement n° 103 (suppression des mesures d'éloignement à l'encontre des auteurs de racolage passif ou actif) (p. 2123)
 Son amendement n° 67 (suppression du paragraphe relatif aux comportements qui affectent la vie quotidienne des citoyens) (p. 2126)

Annexe II

Son amendement n° 68 rectifié (revalorisation des missions de prévention) (p. 2135)
 Son amendement n° 69 (fermeture des zones d'attente et centres de rétention) (p. 2135)
 Son amendement n° 77 (soutien et accueil aux victimes) (p. 2136)
 Son amendement n° 70 (suppression de l'utilisation de lanceurs de balles de défense) (p. 2137)
 Son amendement n° 73 (rattachement des services sociaux de la police à la direction générale de la police nationale) (p. 2137)

Après l'article 6

Son amendement n° 105 (abrogation de la loi relative à la sécurité quotidienne) (p. 2146)

Titre

Son amendement n° 106 ("pour le droit à la tranquillité publique") (p. 2147)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 janvier 2003] (p. 218) ; [21 janvier 2003] (p. 319, 348) ; [22 janvier 2003] (p. 390) ; [23 janvier 2003] (p. 445)

Avant l'article 1er

Son sous-amendement n° 410 (affirmation de la prévention) à l'amendement n° 54 de la commission (missions de l'Etat et rôle des collectivités territoriales en matière de sécurité intérieure) (p. 219) : rejeté (p. 221)

Son sous-amendement n° 411 (substitue la tranquillité publique à la sécurité) à l'amendement n° 54 de la commission (p. 221) : rejeté (p. 222)

Son sous-amendement n° 451 (protection des personnes et des biens) à l'amendement n° 54 de la commission : rejeté (p. 222)

Son sous-amendement n° 413 (lutte pour la justice sociale) à l'amendement n° 54 de la commission : rejeté (p. 222)

Son sous-amendement n° 412 (rôle des associations de médiation et de lutte contre l'exclusion) à l'amendement n° 54 de la commission (p. 225) : adopté (p. 226)

Article 1er (pouvoirs des préfets en matière de sécurité intérieure)

Son intervention (p. 226)

Après l'article 1er (création de la réserve civile de la police nationale)

Intervient sur l'amendement n° 424 rectifié du Gouvernement (pouvoirs de réquisition des préfets) (p. 233)

Article 5 (visite des véhicules pour la recherche de certaines infractions)

Ses sous-amendements n°s 403 et 404 à l'amendement n° 183 de M. André Gerin (p. 247)

Article 7 bis (relèvement des peines encourues pour certaines infractions douanières)

Son sous-amendement n° 407 à l'amendement n° 355 de M. Dominique Dord (p. 252)

Article 16 (prélèvements externes sur les personnes concernées par la procédure)

Son intervention (p. 319 et s.)

Article 17 (prolongation de l'application de dispositions concernant le terrorisme de la loi relative à la sécurité quotidienne)

Son intervention (p. 324)

Après l'article 17 bis

Intervient sur l'amendement n° 278 corrigé de Mme Martine Lignières-Cassou (pénalisation du client de personnes prostituées) (p. 335)

Intervient sur l'amendement n° 277 de M. Bruno Le Roux (exploitation organisée de la mendicité) (p. 342)

Après l'article 17 undecies

Intervient sur l'amendement n° 152 de M. André Gerin (protection des victimes de la prostitution) (p. 348)

Intervient sur l'amendement n° 414 du Gouvernement (hébergement sécurisé des victimes) (p. 349)

Intervient sur l'amendement n° 480 rectifié de M. Pierre Morange (la mendicité avec un enfant de moins de six ans constitue une privation de soins) (p. 351)

Intervient sur l'amendement n° 49 de M. Pierre Lellouche (imprescriptibilité de ces crimes) (p. 354)

Intervient sur l'amendement n° 316 de Mme Ségolène Royal (prescription des crimes commis contre les mineurs repoussée à dix ans après la révélation des faits) (p. 354)

Avant l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 89 de la commission (peines d'emprisonnement applicables aux délits) (p. 361)

Intervient sur l'amendement n° 456 de M. Jean-Marie Le Guen (suppression de l'article 3421-1 du code de la santé publique : peines d'emprisonnement pour toxicomanie) (p. 368)

Intervient sur l'amendement n° 159 de M. André Gerin (lutte contre tous les trafics) (p. 370)

Article 18 (incrimination du racolage et de la sollicitation de relations sexuelles de la part d'une personne prostituée vulnérable)

Son intervention (p. 371 et s.)

Après l'article 19 bis

Son sous-amendement n° 450 (pénalisation des expulsions sans décision de justice) à l'amendement n° 95 de la commission (délit de mise à disposition d'un tiers d'un bien immobilier appartenant à autrui) (p. 407) : rejeté (p. 409)

Article 29 (délivrance d'une autorisation de séjour à l'étranger qui témoigne ou dépose plainte contre un proxénète)

Ses sous-amendements n°s 406 et 405 à l'amendement n° 307 corrigé de M. Bruno Le Roux (p. 458)

Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Jean-Marc Ayrault et 162 membres de l'Assemblée, M. le Premier Ministre ayant engagé la responsabilité du Gouvernement pour l'adoption, en première lecture, après déclaration d'urgence, du projet de loi relatif à l'élection des conseillers régionaux et des représentants au Parlement européen ainsi qu'à l'aide publique aux partis politiques (Elections et référendums 574)

[15 février 2003] (p. 1289)

Son intervention (p. 1303)

Thèmes :

Constitution : article 49, alinéa 3 (p. 1303)

Elections et référendums : abstentionnisme (p. 1304)

Parlement : prérogatives (p. 1304)

Politique générale : démocratie : pluralisme (p. 1304)

Déclaration du Gouvernement n° 634 sur la question de l'Irak et débat sur cette déclaration

[26 février 2003] (p. 1417)

Son intervention (p. 1431)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre : protocole de Kyoto (p. 1431)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : résolution (p. 1431 et s.)

Pays étrangers : Etats-Unis : politique économique (p. 1431)

Pays étrangers : Palestine (p. 1431)

Union européenne : construction européenne (p. 1431)

Projet de loi n° 784 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 mai 2003] (p. 3957)

Son intervention (p. 3960)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : pollution (p. 3960)

Droit pénal : repentir (p. 3961)

Droits de l'homme et libertés publiques : commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) (p. 3960)

Justice : indépendance (p. 3961)

Discussion des articles [21 mai 2003] (p. 3978) ; [22 mai 2003] (p. 4009, 4049, 4125)

Article 1er (de la procédure applicable à la délinquance et à la criminalité organisées)

Son intervention (p. 3982)

Article 706-73 du code de procédure pénale (détermination des infractions relevant de la criminalité organisée)

Son intervention (p. 3983 et s.)

Son amendement n° 639 (p. 3983)

Article 706-75 du code de procédure pénale (création et détermination du champ de compétence territoriale des juridictions spécialisées)

Son amendement n° 641 (p. 4014)

Article 706-76 du code de procédure pénale (création et détermination du champ de compétence territoriale des juridictions spécialisées)

Ses amendements n°s 642 et 653 (p. 4016)

Article 706-77 du code de procédure pénale (création et détermination du champ de compétence territoriale des juridictions spécialisées)

Son amendement n° 643 (p. 4017)

Article 706-78 du code de procédure pénale (création et détermination du champ de compétence territoriale des juridictions spécialisées)

Son amendement n° 644 (p. 4017)

Article 706-80 du code de procédure pénale (de la surveillance)

Son amendement n° 654 (p. 4017)

Article 706-82 du code de procédure pénale (de l'infiltration)

Son amendement n° 645 (p. 4020)

Son amendement n° 614 (p. 4022)

Article 706-83 du code de procédure pénale (de l'infiltration)

Son amendement n° 655 corrigé (p. 4023)

Article 706-87 du code de procédure pénale (de l'infiltration)

Son intervention (p. 4027)

Article 706-88 du code de procédure pénale (de la garde à vue)

Son amendement n° 647 (p. 4027)

Article 706-89 du code de procédure pénale (des perquisitions)

Son amendement n° 648 (p. 4030)

Article 706-90 du code de procédure pénale (des perquisitions)

Son intervention (p. 4031 et s.)

Ses amendements n°s 649 et 636 (p. 4031)

Article 706-95 du code de procédure pénale (des perquisitions)

Ses amendements n°s 650, 651 et 652 (p. 4033)

Article 706-96 du code de procédure pénale (des interceptions de correspondances émises par la voie des télécommunications)

Son amendement n° 638 (p. 4034)

Article 706-97 du code de procédure pénale (de l'utilisation de moyens de communication audiovisuelle en cas de prolongation de la détention provisoire)

Son intervention (p. 4035)

Article 706-99 du code de procédure pénale (dispositions communes)

Son amendement n° 637 (p. 4037)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 583 de M. Michel Vaxès (un repas chaud par vingt-quatre heures ainsi qu'une installation sanitaire décente pour la personne gardée à vue) (p. 4050)

Article 2 (élargissement du champ d'application de la circonstance aggravante de bande organisée et de la peine complémentaire de confiscation des biens - renforcement de la répression du faux monnayage - dispositions diverses)

Son intervention (p. 4052 et s.)

Son amendement n° 618 corrigé (p. 4052)

Article 3 (dispositions relatives au repentir)

Son intervention (p. 4059 et s.)

Son amendement n° 615 corrigé (p. 4062)

Ses amendements n°s 616 corrigé et 617 corrigé (p. 4065)

Ses amendements n°s 619 et 620 corrigé (p. 4066)

Ses amendements n°s 621 corrigé, 622 corrigé et 623 corrigé (p. 4067)

Ses amendements n°s 624 corrigé, 625 corrigé, 626, 627 et 628 (p. 4068)

Son amendement n° 629 (p. 4069)

Article 4 (entrave au fonctionnement de la justice - divulgation d'informations)

Son intervention (p. 4069)

Son amendement n° 630 (p. 4070)

Son amendement n° 631 corrigé (p. 4071)

Article 5 (coordination en matière de garde à vue, saisine des juridictions spécialisées, saisies conservatoires et infiltrations)

Son amendement n° 632 (p. 4071)

Article 11 (amélioration de l'efficacité de la douane judiciaire et de la douane administrative)

Son amendement n° 635 (p. 4091)

Article 12 (extension de la circonstance aggravante des infractions à caractère raciste ou discriminatoire)

Son amendement n° 657 corrigé (p. 4101)

Son amendement n° 656 (p. 4102)

Article 16 (modification du délai de prescription pour les infractions à caractère raciste ou discriminatoire commises par voie de presse)

Son amendement n° 659 (p. 4105)

Article 17 (attributions du ministre de la justice en matière de politique pénale)

Son amendement n° 660 (p. 4107)

Son amendement n° 661 (p. 4108)

Article 22 (engagement de poursuites en cas d'échec d'une mesure alternative aux poursuites)

Son amendement n° 662 (p. 4110)

Article 23 (amélioration et élargissement de la composition pénale)

Son amendement n° 664 (p. 4113)

Son amendement n° 665 (p. 4115)

Article 26 (dispositions relatives au dépôt de plainte, à la durée de l'enquête de flagrance et à la procédure de recherche des causes de la mort)

Son amendement n° 667 (p. 4129)

Son amendement n° 666 (p. 4130)

Article 29 (comparution des personnes convoquées et intervention de l'avocat dans le cadre de la garde à vue)

Son amendement n° 668 (p. 4134)

Article 31 (recherche des personnes en fuite)

Son amendement n° 670 (p. 4140)

Article 42 (dispositions de simplification des commissions rogatoires)

Son amendement n° 672 (p. 4157)

Article 43 (dispositions de simplification des expertises)

Son amendement n° 673 (p. 4159)

Article 52 (possibilité pour le procureur de la République d'assister à l'audition d'un témoin)

Son amendement n° 676 (p. 4163)

Son amendement n° 675 (p. 4164)

Article 53 (suppléance du juge des libertés et de la détention)

Son amendement n° 674 (p. 4164)

Article 54 (délai pour soulever les nullités de la procédure)

Son amendement n° 677 (p. 4164)

Article 61 (comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité)

Son amendement n° 678 (p. 4175)

Projet de loi n° 638 renforçant la lutte contre la violence routière

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2003] (p. 4570)

Article 2 bis supprimé par le Sénat (création d'un délit d'interruption involontaire de grossesse)

Son intervention (p. 4574)

Projet de loi n° 810 modifiant la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 relative au droit d'asile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 juin 2003] (p. 4589, 4618)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 4613)

Son intervention (p. 4627)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 4636)

Thèmes :

Etrangers : asile interne (p. 4628)

Etrangers : réfugiés (p. 4613, 4637)

Union européenne : droit d'asile (p. 4637)

Discussion des articles [5 juin 2003] (p. 4638, 4666)

Article 1er (compétences de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides - OFPRA)

Son amendement n° 44 (p. 4640)

Son intervention (p. 4643 et s.)

Son amendement n° 46 (p. 4643)

Son amendement n° 45 (p. 4648)

Son amendement n° 47 (p. 4651)

Son amendement n° 48 (p. 4652)

Son amendement n° 49 (p. 4653)

Son amendement n° 50 (p. 4654)

Article 2 (organisation de l'OFPRA - transmission de documents au ministère de l'intérieur)

Son intervention (p. 4656 et s.)

Ses amendements n°s 53 et 52 (p. 4657)

Son amendement n° 51 (p. 4660)

Article 6 (admission au séjour du demandeur d'asile)

Son amendement n° 58 (p. 4670)

Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, par MM. Jean-Marc Ayrault, François Hollande et cent treize membres de l'Assemblée nationale

[2 juillet 2003] (p. 6615)

Son intervention (p. 6630)

Thèmes :

Environnement : crédits (p. 6630)

Etrangers : droit d'asile (p. 6631)

Politique sociale : exclusion (p. 6630)

Projet de loi n° 823 relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 juillet 2003] (p. 6787)

Son intervention (p. 6793)

Thèmes :

Droit pénal : double peine (p. 6794)

Etrangers : droit de vote (p. 6794)

Etrangers : immigration (p. 6793)

Discussion des articles [8 juillet 2003] (p. 7005) ; [9 juillet 2003] (p. 7129, 7186)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 47 de la commission (suppression de l'obligation de motivation des refus de visas aux étudiants étrangers) (p. 7013)

Intervient sur l'amendement n° 386 de la commission (attestation d'assurance pour les soins médicaux pendant la durée de validité du visa nécessaire pour entrer en France) (p. 7014 et s.)

Article 1er (renonciation au bénéfice du « jour franc » en cas de refus de signer la notification écrite de non-admission)

Son intervention (p. 7017 et s.)

Article 2 (attestation d'accueil)

Son intervention (p. 7024 et s.)

Son amendement n° 218 (p. 7042)

Son amendement n° 219 (p. 7043)

Son amendement n° 220 (p. 7052)

Article 3 (coordination liée à la suppression de l'obligation de détention d'un titre de séjour pour les ressortissants communautaires)

Son intervention (p. 7061 et s.)

Article 4 (relevé des empreintes digitales pour le contrôle de l'entrée des étrangers)

Son intervention (p. 7065)

Article 5 (relevé des empreintes digitales pour le contrôle de l'entrée des étrangers)

Son intervention (p. 7067 et s.)

Son amendement n° 221 (p. 7068)

Son sous-amendement n° 467 à l'amendement n° 71 de la commission (p. 7069)

Article 7 (délivrance d'une carte de séjour temporaire dans le cadre du regroupement familial - condition de communauté de vie pour les conjoints de Français)

Son intervention (p. 7082 et s.)

Son amendement n° 222 (p. 7087)

Article 9 (réforme de la commission du titre de séjour)

Son intervention (p. 7096 et s.)

Article 10 (allongement du délai de résidence pour la délivrance d'une carte de résident et introduction d'une condition d'intégration)

Son intervention (p. 7102 et s.)

Son sous-amendement n° 468 à l'amendement n° 79 rectifié de la commission (p. 7106)

Article 11 (allongement de la durée de mariage ouvrant droit à l'obtention d'une carte de résident)

Son amendement n° 226 (p. 7109)

Article 12 (renforcement du contrôle de l'effectivité d'une paternité pour la délivrance de plein droit d'une carte de résident)

Son amendement n° 227 (p. 7111)

Article 14 (modification des règles de délivrance de plein droit d'une carte de résident aux étrangers ayant bénéficié durant cinq ans d'une carte de séjour temporaire « vie privée et familiale »)

Son amendement n° 228 (p. 7112)

Article 16 (délit d'aide à l'entrée, à la circulation ou au séjour des étrangers)

Ses amendements n°s 356 et 358 (p. 7117)

Son amendement n° 357 (p. 7118)

Son sous-amendement n° 470 à l'amendement n° 261 rectifié de M. Christophe Caresche (p. 7119)

Article 18 (responsabilité pénale des personnes morales)

Son amendement n° 229 (p. 7131)

Après l'article 18

Son amendement n° 230 (immunité des personnes physiques ou morales apportant une aide désintéressée aux étrangers en situation irrégulière) : rejeté (p. 7132)

Article 19 (création d'un délit spécifique de mariage simulé)

Son intervention (p. 7135)

Article 20 (allongement du délai dans lequel le juge doit statuer sur les recours spéciaux dirigés contre les arrêtés de reconduite à la frontière)

Son amendement n° 429 (p. 7140)

- Son amendement n° 231 (p. 7141)
- Article 21 (réexamen périodique des motifs des arrêtés d'expulsion)*
Son amendement n° 232 (p. 7142)
- Article 22 (protection relative contre les mesures d'expulsion au bénéfice de certaines catégories d'étrangers)*
Son intervention (p. 7144)
- Article 24 (protection absolue contre les mesures d'expulsion au bénéfice de certaines catégories d'étrangers)*
Son intervention (p. 7150)
- Article 25 (reconnaissance mutuelle des mesures d'éloignement)*
Son intervention (p. 7158)
Son amendement n° 233 (p. 7158)
- Article 28 (modification des règles d'instruction des dossiers de regroupement familial – délivrance d'une carte de séjour temporaire)*
Son intervention (p. 7161 et s.)
Son amendement n° 234 (p. 7162)
Son sous-amendement n° 412 à l'amendement n° 100 de la commission (p. 7167)
- Article 30 (protection temporaire)*
Son amendement n° 235 (p. 7172)
- Article 32 (vérification de l'authenticité des actes d'état civil étrangers et sursis à statuer sur les demandes de visas)*
Son amendement n° 236 (p. 7173)
- Article 33 (réforme du régime de la rétention des étrangers)*
Son intervention (p. 7176 et s.)
Son amendement n° 237 (p. 7177)
Ses amendements n° 433, 432 et 442 (p. 7189)
Son amendement n° 434 (p. 7190)
Son amendement n° 443 (p. 7191)
Ses amendements n° 430 corrigé et 439 (p. 7193)
Son amendement n° 431 (p. 7194)
- Article 34 (aménagement des règles applicables au maintien en zone d'attente)*
Son intervention (p. 7197 et s.)
Son amendement n° 238 (p. 7199)
- Après l'article 34*
Intervient sur l'amendement n° 134 rectifié de la commission (encadrement juridique des modalités de notification des droits et du recours à l'interprétariat pour les personnes placées en rétention ou maintenues en zone d'attente) (p. 7206)
Intervient sur l'amendement n° 150 deuxième rectification de la commission (possibilité de confier à des sociétés privées le transfèrement des personnes retenues en centre de rétention ou en zone d'attente) (p. 7208)
Intervient sur l'amendement n° 44 deuxième correction de M. Jean-Pierre Dupont (possibilité de confier à des sociétés privées le transfèrement des personnes retenues en centre de rétention ou en zone d'attente) (p. 7208)
- Après l'article 35*
Intervient sur l'amendement n° 139 troisième rectification de la commission (audition des futurs époux) (p. 7215)
- Article 36 (contrôle des mariages célébrés à l'étranger)*
Son amendement n° 239 (p. 7216)
- Article 37 (contrôle des mariages de complaisance)*
Son amendement n° 240 (p. 7218)
- Après l'article 39*
Son amendement n° 441 (appel dans les centres de rétention contre les décisions de justice) : non soutenu (p. 7227)
- Article 42 (règlement des situations passées)*
Ses amendements n° 241 et 377 (p. 7228)
Ses amendements n° 243 et 244 corrigé (p. 7229)

Projet de loi n° 960 modifiant la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 juillet 2003] (p. 6819)

Son intervention (p. 6862)
Rappel au règlement de M. Daniel Garrigue (cf supra) [4 juillet 2003] (p. 6864)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : entreprises (p. 6861)
Patrimoine culturel : archéologie préventive (p. 6861)
Patrimoine culturel : politique du patrimoine (p. 6861)
Recherche : Institut national de recherche et d'archéologie préventive (INRAP) (p. 6862)

Discussion des articles [4 juillet 2003] (p. 6872)

Article 1er (modalités d'édition des prescriptions archéologiques)
Son intervention (p. 6872)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 120 de M. Michel Herbillon (information de l'Etat sur l'éventualité d'une prescription archéologique) (p. 6874)

Article 1er bis (établissement d'un zonage dans le cadre de la carte archéologique)

Son intervention (p. 6875 et s.)

Article 2 (réalisation des diagnostics d'archéologie préventive)

Son intervention (p. 6880 et s.)
Son amendement n° 24 (p. 6880)
Son amendement n° 25 (p. 6883)
Son amendement n° 26 (p. 6886)

Article 3 (réalisation des fouilles d'archéologie préventive)

Son amendement n° 27 (p. 6887)
Son intervention (p. 6888 et s.)
Ses amendements n° 29 et 31 (p. 6891)
Son amendement n° 32 (p. 6893)
Son amendement n° 34 (p. 6895)

Article 4 (modalités d'exploitation scientifique des fouilles d'archéologie préventive)

Son intervention (p. 6897 et s.)
Ses amendements n° 35 corrigé et 36 (p. 6897)

Article 5 (recettes de l'établissement public)

Son intervention (p. 6900)
Son amendement n° 37 (p. 6900)

Article 6 (redevance d'archéologie préventive)

Son intervention (p. 6902 et s.)
Son amendement n° 38 (p. 6903)

Article 7 (exonération du paiement de la redevance et régime de subventionnement des fouilles archéologiques)

Son intervention (p. 6912)
Son amendement n° 40 (p. 6912)

Article 8 (contentieux de la redevance d'archéologie préventive)

Son rappel au règlement (cf supra) [4 juillet 2003] (p. 6914)

Article 9 (modalités d'application de la loi)

Son intervention (p. 6915)
Son amendement n° 41 (p. 6915)

Après l'article 11

Son amendement n° 44 (rétablissement des redevances d'archéologie préventive au niveau précédant la loi de finances pour 2003) : rejeté (p. 6916)

Article 12 (prise en compte du patrimoine archéologique dans les documents d'urbanisme)

Son intervention (p. 6917)

Jean-François MANCEL

Oise (2^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire du conseil d'administration du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou [J.O. du 2 août 2002] (p. 13229)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 357 rétablissant les compétences de l'Etat en matière d'incendie et de secours [7 novembre 2002]

Proposition de loi n° 591 ouvrant à titre dérogatoire la fonction publique à des recrutements contractuels pour les administrations confrontées à des vacances de postes dans les domaines d'action prioritaires de l'Etat et des collectivités publiques [30 janvier 2003]

Proposition de loi n° 627 tendant à simplifier l'exercice du droit de vote par procuration [13 février 2003]

Proposition de loi n° 733 tendant à ce que le silence de l'administration à une demande d'un citoyen vaille acceptation [26 mars 2003]

Proposition de loi n° 749 instaurant une chaîne unique médico-sociale sous la responsabilité du département [26 mars 2003]

Proposition de loi n° 750 transférant aux départements l'intégralité du service routier [26 mars 2003]

Proposition de loi n° 841 tendant à exonérer de l'impôt les revenus d'emplois saisonniers ou à temps partiel perçus par les jeunes encore à charge du foyer fiscal de leurs parents [14 mai 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Police, police judiciaire, groupements d'intervention régionaux, mise en place, bilan [11 février 2003] (p. 1144)

DÉBATS

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles ; [20 novembre 2002] (p. 5399)

Son intervention (p. 5425)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation : simplifications administratives (p. 5425)

Collectivités territoriales : dépenses : impôts locaux (p. 5425)

Collectivités territoriales : péréquation (p. 5425)

Constitution : révision : décentralisation (p. 5425)

Fonctionnaires et agents publics (p. 5426)

Impôts locaux (p. 5425)

Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 février 2003] (p. 910)

Article 2 (révisé de création d'entreprise)

Son amendement n° 233 (révisé délivré par le centre de formalités des entreprises et non par le greffier du tribunal) (p. 913)

Son amendement n° 232 (révisé permettant d'accomplir les démarches nécessaires auprès des tiers) (p. 915)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2003] (p. 4483)

Article 2 (révisé de création d'entreprise)

Son amendement n° 35 (délivrance par le centre de formation des entreprises de la chambre consulaire et par le greffe pour les professions libérales) (p. 4485)

Projet de loi n° 640 relatif aux assistants d'éducation

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [27 mars 2003] (p. 2592)

Article 2 (régime juridique des assistants d'éducation)

Son amendement n° 3015 (p. 2613)

Projet de loi n° 710 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance des mesures de simplification et de codification du droit

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 avril 2003] (p. 3022)

Son intervention (p. 3026)

Thèmes :

Elections et référendums : vote par procuration (p. 3026)

Fonctionnaires et agents publics : responsabilité (p. 3027)

Marchés publics (p. 3027)

Projet de loi n° 719 de sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 avril 2003] (p. 3311) ; [6 mai 2003] (p. 3442)

Article 39 (harmonisation et simplification des règles relatives à la pratique du démarchage bancaire ou financier)

Son amendement n° 452 (parts de sociétés civiles de placement immobilier – vente par démarchage) (p. 3355)

Article 65 (prévention des conflits d'intérêts)

Son amendement n° 453 (définition par le code de déontologie des incompatibilités liées aux prestations des réseaux) (p. 3455)

Déclaration du Gouvernement n° 880 sur les infrastructures 2003-2020 et débat sur cette déclaration

[20 mai 2003] (p. 3826)

Son intervention (p. 3886)

Thème :

Voirie : autoroutes (p. 3886 et s.)

Projet de loi n° 823 relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 juillet 2003] (p. 7005) ; [9 juillet 2003] (p. 7186)

Article 2 (attestation d'accueil)

Son amendement n° 171 (p. 7039)

Son amendement n° 172 (p. 7048)

Article 9 (réforme de la commission du titre de séjour)

Son amendement n° 174 deuxième rectification (p. 7100)

Avant l'article 35

Son amendement n° 355 (instauration d'un délai de cinq ans de présence en France du mineur étranger comme condition d'acquisition de la nationalité) (p. 7212) : adopté (p. 7213)

Article 37 (contrôle des mariages de complaisance)

Son amendement n° 177 (p. 7218)

Louis-Joseph MANSCOUR

Martinique (1^{ère} circonscription)
Socialiste

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

Membre titulaire du comité directeur du Fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer et la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14787)

Membre de la commission d'enquête sur les causes économiques et financières de la disparition d'Air Lib [J.O. du 26 mars 2003] (p. 5405)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Outre-mer, retraites : généralités, réforme, perspectives [14 mai 2003] (p. 3664)

DÉBATS

Projet de loi n° 107 portant création d'un dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 juillet 2002] (p. 2372)

Article 1er (dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise)

Son intervention (p. 2377)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [5 novembre 2002] (p. 4499)

Procédure des questions :

Agriculture : offices d'intervention : outre-mer (p. 4516)

Agroalimentaire : organisation commune du marché (OCM) : outre-mer (p. 4516)

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE - SERVICES DU PREMIER MINISTRE

Examen du fascicule [7 novembre 2002] (p. 4655)

Procédure des questions :

Outre-mer : DOM : zone des cinquante pas géométriques (p. 4706)

OUTRE-MER

Examen du fascicule [8 novembre 2002] (p. 4807, 4841)

Son intervention (p. 4820)

Thèmes avant la procédure des questions :

Outre-mer : crédits (p. 4820)

Outre-mer : Martinique : chômage (p. 4821)
 Outre-mer : Martinique : contrats emplois-jeunes (p. 4821)
 Outre-mer : Martinique : logement (p. 4821)

Procédure des questions :

Outre-mer : crédits : transports aériens (p. 4847)

SANTÉ, FAMILLE ET PERSONNES HANDICAPÉES

Examen du fascicule [12 novembre 2002] (p. 4939)

Procédure des questions :

DOM : Martinique : établissements de santé (p. 4950)

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 novembre 2002] (p. 5592) ; [26 novembre 2002] (p. 5758)

Article 4 (article 72 de la Constitution - libre administration des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 5600)

Article 7 (articles 72-3 et 72-4 de la Constitution - régime des collectivités situées outre-mer)

Son intervention (p. 5790)

Projet de loi n° 632 relatif aux entreprises de transport aérien et notamment à la société Air France

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 mars 2003] (p. 1952)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 61 de M. Victorin Lurel (aménagement du territoire et outre-mer – prise en compte des engagements des sociétés de transport aérien lors de l'attribution ou du renouvellement des licences d'exploitation) (p. 1985)

Projet de loi n° 640 relatif aux assistants d'éducation

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mars 2003] (p. 2405)

Son intervention (p. 2422)

Thèmes :

Enseignement : politique de l'éducation (p. 2422)

Enseignement : personnel : assistants d'éducation (p. 2423)

Enseignement : personnel : personnel de surveillance (p. 2423)

Outre-mer : enseignement (p. 2423)

Discussion des articles [26 mars 2003] (p. 2463)

Avant l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Victorin Lurel (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre l'accès à la connaissance et à la citoyenneté) (p. 2471)

Projet de loi n° 881 de programme pour l'outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 juin 2003] (p. 4715, 4744)

Son intervention (p. 4719)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 4755)

Thèmes :

Assemblée nationale : projets de loi : outre-mer (p. 4719)

Constitution : révision : décentralisation (p. 4720)

Emploi : création d'emplois : jeunes (p. 4719)

Etat : Gouvernement : outre-mer (p. 4720)

Etat : Gouvernement précédent : outre-mer (p. 4719)

Ordonnances : projet de loi d'habilitation : outre-mer (p. 4720)

Outre-mer : continuité territoriale (p. 4720)

Outre-mer : crédits : coût (p. 4720)

Discussion des articles [6 juin 2003] (p. 4759, 4796)

Article 1er (exonération de charges sociales en faveur des entreprises des départements d'outre-mer)

Son intervention (p. 4765)

Article 6 (modification du régime du titre de travail simplifié)

Son amendement n° 164 (maintien des attributions des caisses de congés payés) (p. 4800)

Article 10 (congé-solidarité)

Son intervention (p. 4808)

Article 13 (défiscalisation au titre de l'impôt sur le revenu : investissement dans le logement et souscription au capital de sociétés agréées - SO.FI.OM)

Son amendement n° 167 (éligibilité des travaux sur les logements achevés depuis plus de vingt ans au lieu de quarante ans) (p. 4814)

Article 14 (défiscalisation au titre de l'impôt sur le revenu : secteurs éligibles - majoration, imputation et report de la réduction d'impôt)

Son amendement n° 168 (extension aux activités liées à l'accueil des personnes âgées) (p. 4822)

Article 23 (modification du régime des agréments)

Son intervention (p. 4833)

Article 42 (création d'une dotation de continuité territoriale)

Son amendement n° 207 (cumul de la dotation avec les autres aides publiques dont celle de l'Union européenne) (p. 4865)

Son amendement n° 249 (objet de la dotation - ajout du transport des biens) (p. 4865)

Son amendement n° 250 (objet de la dotation - ajout des déplacements des ultramarins résidant en métropole) (p. 4865)

Son amendement n° 208 (fixation d'objectifs de coût des transports de voyageurs et de marchandises et du montant de la dotation perçue par chaque compagnie) (p. 4868)

Après l'article 42

Son amendement n° 209 (liaisons aériennes au titre de la continuité territoriale - obligations de service public) (p. 4871) : rejeté (p. 4872)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5069)

Son intervention (p. 5092)

Thèmes :

Politique sociale : inégalités (p. 5092)

Retraites : généralités : politique à l'égard des retraités (p. 5092)

Thierry MARIANI

Vaucluse (4^{ème} circonscription)
 Union pour la Majorité Présidentielle
 puis Union pour un Mouvement Populaire

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

Membre de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12452)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'amnistie [J.O. du 26 juillet 2002] (p. 12837)

Juge titulaire de la Haute Cour de justice [J.O. du 24 octobre 2002] (p. 17629)

Rapporteur du projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France (n° 823) [30 avril 2003]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 211 modifiant le code électoral en vue de la reconnaissance du vote blanc aux élections [24 septembre 2002]

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) tome III : Intérieur et libertés locales (sécurité civile) (n° 261) [10 octobre 2002]

Proposition de loi n° 325 modifiant la loi n° 81-766 du 10 août 1981 relative au prix du livre visant à harmoniser le prix du livre en vue de préserver la qualité du marché et le réseau français de librairies [15 octobre 2002]

Proposition de loi n° 358 visant à renforcer les garanties juridiques des exploitations d'établissements classés dans la catégorie des "débits de boissons et restaurants" face aux sanctions administratives prévues aux articles L. 3332-15 et L. 3332-16 du code de la santé publique [7 novembre 2002]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur le ciel unique européen [21 novembre 2002] (n° 392)

Proposition de résolution n° 393 sur le ciel unique européen (COM (2001) 123 final / E 1851 et COM (2001) 564 final / E 1852) [21 novembre 2002]

Proposition de loi n° 406 modifiant le code pénal en vue de la mise en place d'une limite d'âge en matière d'emprisonnement dans les procédures correctionnelles [28 novembre 2002]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 823) relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France [18 mars 2003] (n° 949)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur l'adhésion de la Slovénie à l'Union européenne [9 avril 2003] (n° 783)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la politique européenne d'asile [29 avril 2003] (n° 817)

Proposition de résolution n° 818 sur la politique européenne d'asile (documents E 1611, E 1870 et E 2192) [29 avril 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

TVA. taux. hôtellerie et restauration [23 octobre 2002] (p. 3841)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 44, posée le 2 décembre 2002. Déchets, pollutions et nuisances, déchets ménagers (J.O. questions p. 4503). Appelée le 3 décembre 2002, usine d'incinération, fermeture, Orange (p. 6048)

n° 121, posée le 3 février 2003. Chasse et pêche. chasse (J.O. questions p. 622). Appelée le 4 février 2003, réglementation (p. 750)

n° 215, posée le 17 mars 2003. Postes. La Poste (J.O. questions p. 1895). Appelée le 18 mars 2003, fonctionnement, effectifs de personnel, Vaulx (p. 2101)

DÉBATS

Projet de loi n° 19 portant amnistie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 juillet 2002] (p. 1868)

Son intervention (p. 1899)

Thèmes :

Amnistie (p. 1899)

Droit pénal : délinquance et criminalité (p. 1899)

Droit pénal : infractions : amnistie (p. 1899)

Discussion des articles [10 juillet 2002] (p. 1938)

Article 13 (infractions exclues de l'amnistie)

Son amendement n° 74 (contraventions de stationnement) (p. 1940)

Son amendement n° 60 (contraventions au code de l'environnement en matière d'installations classées) (p. 1943)

Son amendement n° 40 rectifié (cruauté envers un animal) (p. 1947)

Projet de loi n° 36 d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2002] (p. 2009)

Son intervention (p. 2014)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité : prévention (p. 2015)

Droit pénal : délinquance et criminalité : répression (p. 2015)

Ordre public : sécurité (p. 2014)

Ordre public : sécurité : Gouvernement (p. 2014)

Ordre public : sécurité : Gouvernement précédent (p. 2014)

Ordre public : sécurité : projet de loi (p. 2014)

Discussion des articles [17 juillet 2002] (p. 2057, 2106)

Annexe I

Son amendement n° 30 rectifié (Groupes d'intervention régionaux (GIR) associés à la lutte contre les réseaux d'immigration clandestine) (p. 2083)

Son amendement n° 29 (reconduite à la frontière) (p. 2115)

Son amendement n° 28 (retrait définitif de tout titre de séjour aux auteurs de racolage passif ou actif) (p. 2126)

Son amendement n° 27 (mesure d'éloignement ou retrait définitif de titre de séjour aux individus impliqués dans des trafics de drogue) (p. 2126)

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Alain Joyandet (rave-parties) (p. 2127)

Projet de loi n° 154 d'orientation et de programmation pour la justice

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er août 2002] (p. 2582) ; [2 août 2002] (p. 2622, 2666)

Article 13 (coordinations)

Son amendement n° 225 (suppression de l'effacement dans le casier judiciaire des procédures judiciaires contre un mineur devenu majeur) (p. 2605)

Après l'article 13

Son amendement n° 233 corrigé (suppression de l'effacement dans le casier judiciaire des procédures judiciaires contre un mineur devenu majeur) (p. 2606)

Son amendement n° 232 (suppression de l'effacement dans le casier judiciaire des procédures judiciaires contre un mineur devenu majeur) (p. 2606)

Après l'article 16

Son amendement n° 238 (suppression du versement des prestations sociales à la famille d'un mineur placé en centre éducatif fermé) (p. 2624)

Après l'article 20

Son amendement n° 236 (conséquences de la condamnation pénale d'un mineur) (p. 2643)

Après l'article 24

Son amendement n° 239 (contrôle judiciaire socio-éducatif) (p. 2674)

Son amendement n° 240 (placement sous contrôle judiciaire socio-éducatif) (p. 2674)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [12 novembre 2002] (p. 4861)

Procédure des questions :

Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations (p. 4889)

INTÉRIEUR, SÉCURITÉ INTÉRIEURE ET LIBERTÉS LOCALES

Examen du fascicule [23 octobre 2002] (p. 3847)

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Son intervention (p. 3850)

Thèmes avant la procédure des questions :

Police : effectifs (p. 3851)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers (p. 3851)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers volontaires (p. 3851)

Sécurité publique : sécurité civile : investissements (p. 3852)

Sécurité publique : sécurité civile : modernisation (p. 3852)

JUSTICE

Examen du fascicule [6 novembre 2002] (p. 4621)

Procédure des questions :

Droit pénal : casier judiciaire : mineurs (p. 4627)

Justice : tribunaux pour enfants : Carpentras (p. 4626)

Proposition de loi constitutionnelle n° 341 visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections locales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 2002] (p. 5673)

Thèmes :

Elections et référendums : droit de vote : étrangers non ressortissants de l'Union européenne (p. 5684)

Elections et référendums : législation : pays étrangers (p. 5685)

Etrangers : citoyenneté (p. 5685)

Etrangers : contrats d'intégration (p. 5686)

Etrangers : égalité des droits : droits sociaux (p. 5686)

Etrangers : naturalisation (p. 5686)

Partis et mouvements politiques : Front national (p. 5684)

Proposition de loi n° 380 visant à protéger certaines catégories d'étrangers des mesures d'éloignement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 novembre 2002] (p. 5901)

Son intervention (p. 5917)

Thèmes :

Droit pénal : double peine (p. 5918)

Droit pénal : double peine : projet de loi (p. 5919)

Droit pénal : trafic de stupéfiants : étrangers (p. 5918)

Etrangers : attaches avec la France : protection (p. 5918)

Etrangers : interdiction du territoire (p. 5918)

Projet de loi de finances rectificative n° 382 pour 2002

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 décembre 2002] (p. 6407)

Article 14 (transposition de la directive relative à la simplification, la modernisation et l'harmonisation des conditions imposées à la facturation en matière de taxe sur la valeur ajoutée)

Son amendement n° 98 (factures d'un montant inférieur à 150 €) (p. 6432)
 Son amendement n° 72 (lots comprenant plusieurs factures) (p. 6432)
 Son amendement n° 71 (document récapitulatif transmis sur support papier à l'administration) (p. 6433)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2003] (p. 116)

Son intervention (p. 137)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité : répression (p. 137)
 Gens du voyage : stationnement : droit pénal (p. 138)
 Lois : loi de programmation : sécurité (p. 137)
 Police : effectifs (p. 137)

Discussion des articles [21 janvier 2003] (p. 319) ; [23 janvier 2003] (p. 445, 483)

Article 16 (prélèvements externes sur les personnes concernées par la procédure)

Son intervention (p. 323)
 Son amendement n° 478 (p. 323)

Article 17 bis (incrimination de la traite des êtres humains)

Son intervention (p. 330)
 Son amendement n° 22 (p. 330)

Après l'article 24

Son amendement n° 4 rectifié (fermeture administrative des débits de boissons et des restaurants) (p. 450) : adopté (p. 451)

Article 28 (retrait de la carte de séjour temporaire - reconduite à la frontière)

Son amendement n° 25 (p. 454)

Après l'article 39

Intervient sur l'amendement n° 521 du Gouvernement (aggravation des sanctions pour les personnes se livrant au hooliganisme dans une enceinte sportive ou ses abords) (p. 496)

Article 44 (attribution aux services enquêteurs d'objets saisis ou confisqués)

Son intervention (p. 507)

Proposition de loi n° 194 relative à la conduite automobile sous l'influence de drogues illicites et psychotropes

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [23 janvier 2003] (p. 435)

Son intervention (p. 442)

Thèmes :

Drogue : usage : jeunes (p. 443)
 Sécurité routière : conduite sous l'influence de drogues : dépistage (p. 442)
 Sécurité routière : conduite sous l'influence de drogues : études (p. 443)
 Sécurité routière : conduite sous l'influence de drogues : rave-parties (p. 443)
 Sécurité routière : conduite sous l'influence de drogues : répression (p. 443)

Projet de loi n° 638 renforçant la lutte contre la violence routière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [20 mars 2003] (p. 2257)

Avant l'article 8

Son amendement n° 14 rectifié (examen médical, préalable au permis de conduire, renouvelé tous les cinq ans entre 60 et 75 ans, puis tous les 2 ans à partir de 75 ans) (p. 2264) : non soutenu (p. 2265)

Après l'article 10

Son amendement n° 16 corrigé (vitesse maximale relevée à 150 km/h sur les autoroutes) (p. 2274) : non soutenu (p. 2275)

Projet de loi n° 758 relatif à la chasse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 mai 2003] (p. 3629)

Son intervention (p. 3638)

Thèmes :

Chasse et pêche : jour de non-chasse (p. 3638)
 Environnement : faune et flore : protection (p. 3638)
 Union européenne : directives : oiseaux migrateurs (p. 3639)

Discussion des articles [14 mai 2003] (p. 3668, 3711)

Article 16 (jour de non-chasse)

Son intervention (p. 3686)

Après l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 57 corrigé de M. Jean-Louis Bianco (fixation des dates de chasse des oiseaux) (p. 3712)

Son amendement n° 3 rectifié (fixation des dates de chasse des oiseaux) (p. 3711) : retiré (p. 3719)

Son amendement n° 5 rectifié (fixation des dates de chasse des oiseaux) (p. 3711) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 3720)

Son amendement n° 4 rectifié (fixation des dates de chasse des oiseaux migrateurs) : rejeté (p. 3720)

Projet de loi n° 784 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 mai 2003] (p. 3957)

Son intervention (p. 3969)

Thèmes :

Amnistie : mineurs (p. 3971)
 Droit pénal : présomption d'innocence (p. 3970)
 Droit pénal : repentir (p. 3970)
 Politique générale : Gouvernement précédent (p. 3970)

Discussion des articles [21 mai 2003] (p. 3978) ; [22 mai 2003] (p. 4009, 4049, 4125) ; [23 mai 2003] (p. 4186)

Article 1er (de la procédure applicable à la délinquance et à la criminalité organisées)

Article 706-73 du code de procédure pénale (détermination des infractions relevant de la criminalité organisée)

Son amendement n° 421 (p. 3989)

Article 706-81 du code de procédure pénale (de l'infiltration)

Son amendement n° 422 (p. 4018)
 Ses amendements n°s 423 et 424 (p. 4020)

Article 706-83 du code de procédure pénale (de l'infiltration)

Son amendement n° 425 (p. 4023)

Article 706-88 du code de procédure pénale (de la garde à vue)

Son intervention (p. 4029)
 Son amendement n° 426 (p. 4029)

Article 706-89 du code de procédure pénale (des perquisitions)

Son amendement n° 427 (p. 4030)

Article 706-90 du code de procédure pénale (des perquisitions)

Son amendement n° 428 (p. 4031)

Article 706-93 du code de procédure pénale (des perquisitions)

Son intervention (p. 4032)

Article 706-95 du code de procédure pénale (des perquisitions)

Son amendement n° 431 (p. 4032)

Article 706-96 du code de procédure pénale (des interceptions de correspondances émises par la voie des télécommunications)

Ses amendements n°s 432 et 433 (p. 4033)
 Son amendement n° 412 (p. 4034)

Après l'article 706-97 du code de procédure pénale

Intervient sur l'amendement n° 24 corrigé de M. Jean-Pierre Grand (interdiction de la diffusion, notamment sur Internet, d'informations relatives aux méthodes de fabrication d'armes et d'explosifs) (p. 4036)

Intervient sur l'amendement n° 273 de M. Richard Mallié (interdiction de la diffusion, notamment sur Internet, d'informations relatives aux méthodes de fabrication d'armes et d'explosifs) (p. 4036)

Intervient sur l'amendement n° 391 corrigé de M. Christian Estrosi (interdiction de la diffusion, notamment sur Internet, d'informations relatives aux méthodes de fabrication d'armes et d'explosifs) (p. 4036)

Article 706-98 du code de procédure pénale (des mesures conservatoires)

Son intervention (p. 4036 et s.)

Article 706-100 du code de procédure pénale (dispositions communes)

Son amendement n° 434 (p. 4038)

Article 706-101 du code de procédure pénale (dispositions communes)

Son intervention (p. 4040)

Article 3 (dispositions relatives au repentir)

Son amendement n° 447 (p. 4063)
 Son amendement n° 448 (p. 4065)
 Ses amendements n°s 449, 450 et 451 (p. 4066)
 Ses amendements n°s 452, 453 et 454 (p. 4067)
 Ses amendements n°s 455, 456 et 458 (p. 4068)
 Son amendement n° 457 (p. 4069)

Article 6 (entraide judiciaire internationale)

Son intervention (p. 4076)
 Son amendement n° 459 (p. 4077)
 Son amendement n° 460 (p. 4078)
 Ses amendements n°s 461 et 462 (p. 4079)

Article 7 (des pôles spécialisés en matière économique et financière)

Son amendement n° 463 : retiré (p. 4082) ; repris par M. Michel Vaxès
 Son amendement n° 464 (p. 4082)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 111 deuxième rectification de la commission (clarification de la législation sur les loteries) (p. 4083)

Son sous-amendement n° 700 (lotos traditionnels limités à un cercle restreint) à l'amendement n° 111 deuxième rectification de la commission (p. 4083) : adopté (p. 4084)

Son sous-amendement n° 701 rectifié (pas de lots remboursables ou constitués de sommes d'argent) à l'amendement n° 111 deuxième rectification de la commission (p. 4083) : adopté (p. 4085)

Son sous-amendement n° 702 (suppression d'exceptions à la prohibition des loteries) à l'amendement n° 111 deuxième rectification de la commission (p. 4083) : adopté (p. 4085)

Article 8 (de la compétence et des moyens dévolus aux juridictions spécialisées en matière de santé publique)
 Son amendement n° 465 (p. 4086)

Article 11 (amélioration de l'efficacité de la douane judiciaire et de la douane administrative)
 Ses amendements n° 466 corrigé et 468 (p. 4092)
 Ses amendements n° 469 et 467 (p. 4093)
 Son amendement n° 530 (p. 4094)
 Ses amendements n° 531, 470, 532 et 533 (p. 4095)
 Son amendement n° 471 (p. 4096)

Article 17 (attributions du ministre de la justice en matière de politique pénale)
 Son intervention (p. 4108)

Après l'article 21
 Son amendement n° 472 (attribution au procureur de la République de compétences en matière d'instruction) : rejeté (p. 4110)
 Son amendement n° 473 (assouplissement de l'obligation pour les fonctionnaires chargés de l'escorte d'empêcher qu'une personne menottée soit photographiée) : rejeté (p. 4110)

Article 23 (amélioration et élargissement de la composition pénale)
 Son intervention (p. 4115)

Article 24 (rappel de certaines dispositions relatives aux échanges d'informations relatifs à des crimes ou délits entre les maires et les parquets)
 Ses amendements n° 474 et 566 (p. 4126)

Après l'article 27
 Son amendement n° 478 (suppression de la compétence exclusive du magistrat et du bâtonnier pour prendre connaissance des documents découverts lors de perquisitions effectuées dans les cabinets d'avocats) : rejeté (p. 4131)

Article 28 (extension des réquisitions judiciaires)
 Son sous-amendement n° 411 à l'amendement n° 144 de la commission (p. 4133)

Article 29 (comparution des personnes convoquées et intervention de l'avocat dans le cadre de la garde à vue)
 Son amendement n° 480 (p. 4134)

Après l'article 29
 Son amendement n° 483 (information du procureur de la République lors du placement en garde à vue) (p. 4134) : devenu sans objet (p. 4135)
 Son amendement n° 484 (information du procureur de la République lors du placement en garde à vue) (p. 4134) : devenu sans objet (p. 4135)
 Intervient sur l'amendement n° 409 de M. Christian Estrosi (prolongation exceptionnelle de la garde à vue pour la criminalité organisée) (p. 4135)
 Intervient sur l'amendement n° 575 de M. Christian Estrosi (rétention de la personne dont la garde à vue est achevée mais qui doit être présentée à un magistrat) (p. 4136)
 Son amendement n° 479 (information de la personne gardée à vue sur la durée de la garde à vue et ses droits, information facultative sur la nature de l'infraction sur laquelle porte l'enquête) (p. 4136) : rejeté (p. 4137)
 Son amendement n° 419 (information de la personne gardée à vue au moyen d'un formulaire écrit dans sa langue) : adopté (p. 4137)
 Intervient sur l'amendement n° 408 de M. Christian Estrosi (intervention de l'avocat à l'issue d'un délai de 72 heures pour les infractions graves relevant de la criminalité organisée) (p. 4138)
 Intervient sur l'amendement n° 488 de M. Christian Estrosi (suppression de la fixation obligatoire d'un délai en cas d'enquête préliminaire) (p. 4138)
 Son amendement n° 485 (pas d'interrogation du procureur de la République sur les suites données à la procédure en matière de délinquance et de criminalité organisées) : rejeté (p. 4138)
 Son amendement n° 481 (délai porté à dix-huit mois pour l'interrogation du procureur de la République sur les suites données à la procédure en matière de délinquance et de criminalité organisées) (p. 4138) : rejeté (p. 4139)
 Son amendement n° 482 (rétention possible des témoins n'offrant aucune garantie de représentation) : rejeté (p. 4139)

Après l'article 31
 Intervient sur l'amendement n° 505 de M. Christian Estrosi (audition des détenus dans le cadre des établissements pénitentiaires) (p. 4141)

Avant l'article 32
 Son amendement n° 486 (renforcement des pouvoirs du juge d'instruction par l'ensemble des prérogatives du juge des libertés et de la détention) (p. 4141) : rejeté (p. 4143)

Son amendement n° 487 (rejet possible par simple ordonnance non motivée du juge d'instruction d'une demande d'acte supplémentaire présentée par un avocat) : devenu sans objet (p. 4143)

Intervient sur l'amendement n° 493 de M. Christian Estrosi (protection des témoins contre les mesures d'intimidation) (p. 4143)

Après l'article 35
 Intervient sur l'amendement n° 572 de M. Christian Estrosi (extension de la faculté pour les associations de se constituer partie civile) (p. 4145)
 Intervient sur l'amendement n° 573 de M. Christian Estrosi (allongement des délais de prescription pour les crimes commis sur des majeurs protégés) (p. 4145)
 Intervient sur l'amendement n° 574 de M. Christian Estrosi (allongement des délais de prescription pour les crimes commis sur des majeurs protégés au même titre que pour ceux commis sur des mineurs) (p. 4145)
 Intervient sur l'amendement n° 490 de M. Christian Estrosi (prise en compte de la protection des familles des victimes et des témoins dans la décision de mise en détention provisoire ou de sa prolongation) (p. 4148)
 Intervient sur l'amendement n° 402 de M. Christian Estrosi (indemnisation possible de toute victime d'une atteinte à la personne par le fonds de garantie des victimes d'infraction) (p. 4148)
 Intervient sur l'amendement n° 682 de M. Christian Estrosi (précision rédactionnelle) (p. 4149)
 Intervient sur l'amendement n° 568 de M. Christian Estrosi (expertise médico-psychique du majeur protégé victime) (p. 4149)
 Intervient sur l'amendement n° 569 de M. Christian Estrosi (extension aux majeurs protégés de l'information sur la procédure prévue pour les mineurs) (p. 4149)
 Intervient sur l'amendement n° 570 de M. Christian Estrosi (extension aux majeurs protégés de la désignation d'un administrateur prévue pour les mineurs à l'article 706-50 du code de procédure pénale) (p. 4149)
 Intervient sur l'amendement n° 571 de M. Christian Estrosi (extension aux majeurs protégés de la désignation d'un administrateur prévue pour les mineurs à l'article 706-51 du code de procédure pénale) (p. 4149)

Article 37 (témoin assisté)
 Son amendement n° 435 (p. 4150)

Après l'article 37
 Intervient sur l'amendement n° 500 de M. Christian Estrosi (placement en garde à vue des témoins de certaines infractions graves) (p. 4151)

Après l'article 56
 Son amendement n° 440 (réduction à deux ans du seuil de la peine d'emprisonnement permettant le placement en détention provisoire en matière correctionnelle) (p. 4167) : rejeté (p. 4168)
 Son amendement n° 442 (pas de dispense de détention provisoire pour le parent d'un enfant de moins de seize ans en cas de criminalité ou de délinquance organisées) : rejeté (p. 4168)

Après l'article 57
 Intervient sur l'amendement n° 410 de M. Christian Estrosi (introduction de l'échevinage dans les formations de jugement du tribunal correctionnel pour les infractions relevant d'un juge unique) (p. 4170)

Article 58 (jugement d'un prévenu en son absence)
 Son amendement n° 443 (p. 4172)

Article 61 (comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité)
 Son amendement n° 444 (p. 4176)

Après l'article 69
 Intervient sur l'amendement n° 283 de M. Richard Mallié (transmission par le juge des libertés et de la détention à son homologue du lieu de détention des demandes de prolongation de la détention provisoire) (p. 4207)

Article 71 (aggravation des peines encourues en matière d'évasion)
 Son amendement n° 446 (p. 4210)

Avant l'article 74
 Intervient sur l'amendement n° 253 de la commission (non-effacement automatique du casier judiciaire de procédures engagées à l'encontre d'un mineur lorsqu'il devient majeur : abrogation du 1^{er} de l'article 769-2 du code de procédure pénale) (p. 4211)
 Intervient sur l'amendement n° 254 de la commission (non-effacement automatique du casier judiciaire de procédures engagées à l'encontre d'un mineur lorsqu'il devient majeur : abrogation du 2^o de l'article 769-2 du code de procédure pénale) (p. 4211)
 Intervient sur l'amendement n° 255 de la commission (non-effacement automatique du casier judiciaire de procédures engagées à l'encontre d'un mineur lorsqu'il devient majeur : abrogation du 3^o de l'article 769-2 du code de procédure pénale) (p. 4211)

Projet de loi n° 810 modifiant la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 relative au droit d'asile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 juin 2003] (p. 4638)

Article 1er (compétences de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides - OFPRA)

Son amendement n° 102 (p. 4648)

Projet de loi n° 823 relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 juillet 2003] (p. 6729) ; [8 juillet 2003] (p. 6995)

Son intervention (p. 6736)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 7001)

Thèmes :

Droit pénal : double peine (p. 6738)

Etrangers : interprètes (p. 6738)

Etrangers : commission du titre de séjour (p. 6737)

Etrangers : demandeurs d'asile (p. 6738)

Etrangers : immigration clandestine (p. 6736)

Etrangers : intégration (p. 6737)

Etrangers : regroupement familial (p. 6738)

Etrangers : visas (p. 6736)

Discussion des articles [8 juillet 2003] (p. 7005) ; [9 juillet 2003] (p. 7129, 7186)*Avant le titre Ier*

Intervient sur l'amendement n° 413 de M. Nicolas Perruchot (intégration, dans un délai de trois ans, des dispositions de la loi dans les conventions bilatérales conclues par la France, notamment avec le Maroc, la Tunisie et l'Algérie) (p. 7005)

Avant l'article 1er

Intervient sur le sous-amendement n° 381 corrigé de M. Christophe Caresche (débat annuel au Parlement pour arrêter les orientations de la politique d'immigration pour l'année suivante) à l'amendement n° 46 rectifié de la commission (rapport annuel sur la maîtrise des flux migratoires) (p. 7008)

Intervient sur le sous-amendement n° 411 de M. Christophe Caresche (rapport au Parlement sur les orientations de la politique d'immigration et débat pour arrêter ces orientations) à l'amendement n° 46 rectifié de la commission (p. 7008)

Intervient sur le sous-amendement n° 457 de M. Christophe Caresche (rapport au Parlement sur les orientations de la politique d'immigration) à l'amendement n° 46 rectifié de la commission (p. 7008)

Intervient sur le sous-amendement n° 456 de M. Christophe Caresche (suite au dépôt de ce rapport, débat possible au Parlement sur les orientations pour l'année suivante) à l'amendement n° 46 rectifié de la commission (p. 7008)

Intervient sur le sous-amendement n° 450 rectifié de M. Nicolas Perruchot (inclusion de statistiques sur les visas et les attestations d'accueil) à l'amendement n° 46 rectifié de la commission (p. 7009)

Intervient sur le sous-amendement n° 451 de M. Nicolas Perruchot (indication de la durée moyenne des procédures relatives à l'entrée et à la sortie des étrangers du territoire français) à l'amendement n° 46 rectifié de la commission (p. 7011)

Intervient sur le sous-amendement n° 374 de M. Étienne Pinte (inclusion de statistiques pour évaluer l'impact de la réforme en matière de double peine) à l'amendement n° 46 rectifié de la commission (p. 7011)

Intervient sur le sous-amendement n° 380 de Mme Christine Boutin (inclusion des actions entreprises par la France avec les pays d'origine pour mettre en œuvre une politique d'immigration fondée sur le co-développement et le partenariat) à l'amendement n° 46 rectifié de la commission (p. 7012)

Intervient sur l'amendement n° 47 de la commission (suppression de l'obligation de motivation des refus de visas aux étudiants étrangers) (p. 7013)

Intervient sur l'amendement n° 386 de la commission (attestation d'assurance pour les soins médicaux pendant la durée de validité du visa nécessaire pour entrer en France) (p. 7014 et s.)

Article 1er (renonciation au bénéfice du « jour franc » en cas de refus de signer la notification écrite de non-admission)

Son intervention (p. 7017 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 459 de la commission (coordination) (p. 7021)

Article 2 (attestation d'accueil)

Son intervention (p. 7023 et s.)

Article 3 (coordination liée à la suppression de l'obligation de détention d'un titre de séjour pour les ressortissants communautaires)

Son intervention (p. 7060 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 65 corrigé de la commission (suppression de la délivrance des récépissés de renouvellement de carte de séjour temporaire et de carte de résident) (p. 7063)

Article 4 (relevé des empreintes digitales pour le contrôle de l'entrée des étrangers)

Son intervention (p. 7064 et s.)

Article 5 (relevé des empreintes digitales pour le contrôle de l'entrée des étrangers)

Son intervention (p. 7068 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 73 de la commission (coordination) (p. 7072)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Jean-Pierre Grand (possibilité de retrait de la carte de séjour temporaire de l'étranger passible de poursuites pénales pour les infractions les plus graves en matière de trafic de stupéfiants) (p. 7073 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 384 de M. Nicolas Perruchot (création d'un contrat d'intégration) (p. 7076)

Article 7 (délivrance d'une carte de séjour temporaire dans le cadre du regroupement familial - condition de communauté de vie pour les conjoints de Français)

Son intervention (p. 7084 et s.)

Article 8 (coordination liée à la réforme du droit d'asile)

Son intervention (p. 7093)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 308 de M. Patrick Braouezec (régularisation des sans-papiers parents d'un enfant né ou scolarisé en France) (p. 7094)

Intervient sur l'amendement n° 370 de M. Pierre Cardo (rapport fin 2003 sur la polygamie en France et les solutions pour y remédier) (p. 7095)

Article 9 (réforme de la commission du titre de séjour)

Son intervention (p. 7096 et s.)

Article 10 (allongement du délai de résidence pour la délivrance d'une carte de résident et introduction d'une condition d'intégration)

Son intervention (p. 7103 et s.)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 312 de M. Patrick Braouezec (à la date d'entrée en vigueur de la loi, carte de résident de plein droit pour les titulaires d'une carte de séjour temporaire d'un an autorisant à travailler) (p. 7108)

Article 11 (allongement de la durée de mariage ouvrant droit à l'obtention d'une carte de résident)

Son intervention (p. 7110)

Article 12 (renforcement du contrôle de l'effectivité d'une paternité pour la délivrance de plein droit d'une carte de résident)

Son intervention (p. 7111)

Article 13 (suppression de la délivrance de plein droit de la carte de résident au titre du regroupement familial)

Son intervention (p. 7112)

Article 14 (modification des règles de délivrance de plein droit d'une carte de résident aux étrangers ayant bénéficié durant cinq ans d'une carte de séjour temporaire « vie privée et familiale »)

Son intervention (p. 7114)

Après l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 390 de la commission (sanctions à l'encontre de l'exercice d'une activité professionnelle salariée en France sans autorisation de travail) (p. 7115)

Article 15 (amendes encourues par les transporteurs)

Son intervention (p. 7115 et s.)

Article 16 (délit d'aide à l'entrée, à la circulation ou au séjour des étrangers)

Son intervention (p. 7117 et s.)

Article 17 (circonstances aggravantes)

Son intervention (p. 7130 et s.)

Article 18 (responsabilité pénale des personnes morales)

Son intervention (p. 7131)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 230 de M. Noël Mamère (immunité des personnes physiques ou morales apportant une aide désintéressée aux étrangers en situation irrégulière) (p. 7132)

Article 19 (création d'un délit spécifique de mariage simulé)

Son intervention (p. 7135 et s.)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 92 de la commission (frais de réacheminement de l'étranger en situation irrégulière dans son pays d'origine à la charge de l'employeur) (p. 7139)

Intervient sur l'amendement n° 93 de la commission (modalités de recours à l'avocat demandé par l'étranger auquel est notifié un arrêté de reconduite à la frontière) (p. 7140)

Intervient sur le sous-amendement n° 474 rectifié de M. Claude Goasguen (possibilité d'écourter le séjour des étrangers qui travaillent clandestinement pendant un séjour "touristique") à l'amendement n° 93 de la commission (p. 7140)

Article 20 (allongement du délai dans lequel le juge doit statuer sur les recours spéciaux dirigés contre les arrêtés de reconduite à la frontière)

Son intervention (p. 7141)

Article 21 (réexamen périodique des motifs des arrêtés d'expulsion)

Son intervention (p. 7142)

Après l'article 21

Intervient sur l'amendement n° 320 de M. Patrick Braouezec (pas de cumul des fonctions de chef du service des étrangers à la préfecture et de rapporteur auprès de la commission statuant sur l'expulsion) (p. 7143)

Intervient sur l'amendement n° 321 de M. Patrick Braouezec (avis conforme de la commission d'expulsion nécessaire pour l'expulsion) (p. 7143)

Article 22 (protection relative contre les mesures d'expulsion au bénéfice de certaines catégories d'étrangers)

Son intervention (p. 7146 et s.)

Article 24 (protection absolue contre les mesures d'expulsion au bénéfice de certaines catégories d'étrangers)

Son intervention (p. 7150 et s.)

Article 25 (reconnaissance mutuelle des mesures d'éloignement)

Son intervention (p. 7159)

Article 26 (assignation à résidence à titre probatoire et exceptionnel : « l'expulsion avec sursis »)

Son intervention (p. 7159)

Article 27 (modification par coordination des règles de relèvement ou d'abrogation des interdictions du territoire et des arrêtés d'expulsion)

Son intervention (p. 7160)

Article 28 (modification des règles d'instruction des dossiers de regroupement familial – délivrance d'une carte de séjour temporaire)

Son intervention (p. 7162 et s.)

Article 30 (protection temporaire)

Son intervention (p. 7172)

Article 31 (coordination liée à la réforme du droit d'asile et à l'introduction de la notion de protection temporaire)

Son intervention (p. 7173)

Article 32 (vérification de l'authenticité des actes d'état civil étrangers et sursis à statuer sur les demandes de visas)

Son intervention (p. 7174)

Article 33 (réforme du régime de la rétention des étrangers)

Son intervention (p. 7178 et s.)

Article 34 (aménagement des règles applicables au maintien en zone d'attente)

Son intervention (p. 7199 et s.)

Après l'article 34

Intervient sur l'amendement n° 134 rectifié de la commission (encadrement juridique des modalités de notification des droits et du recours à l'interprétariat pour les personnes placées en rétention ou maintenues en zone d'attente) (p. 7205)

Intervient sur l'amendement n° 135 rectifié de la commission (codification des dispositions relatives à la passation de marchés groupés pour les centres de rétention) (p. 7206)

Intervient sur le sous-amendement n° 376 de M. Christophe Caresche (indication de l'inconstitutionnalité de la dérogation à la maîtrise d'ouvrage public pour les centres de rétention) à l'amendement n° 135 rectifié de la commission (p. 7207)

Intervient sur le sous-amendement n° 161 rectifié de M. Jérôme Rivière (passation de marchés groupés étendue aux zones d'attente) à l'amendement n° 135 rectifié de la commission (p. 7207)

Intervient sur le sous-amendement n° 184 de M. Christian Estrosi (coordination) à l'amendement n° 135 rectifié de la commission (p. 7207)

Intervient sur l'amendement n° 150 deuxième rectification de la commission (possibilité de confier à des sociétés privées le transfèrement des personnes retenues en centre de rétention ou en zone d'attente) (p. 7208)

Intervient sur l'amendement n° 44 deuxième correction de M. Jean-Pierre Dupont (possibilité de confier à des sociétés privées le transfèrement des personnes retenues en centre de rétention ou en zone d'attente) (p. 7208)

Intervient sur l'amendement n° 426 de M. Nicolas Perruchot (mesures d'ordre intérieur des services préfectoraux pour l'application de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945) (p. 7209)

Intervient sur l'amendement n° 317 deuxième rectification de M. Patrick Braouezec (confiscation des objets produits au noir) (p. 7210)

Intervient sur l'amendement n° 263 troisième rectification de M. Christophe Caresche (relèvement du niveau des sanctions applicables aux employeurs d'étrangers en situation irrégulière) (p. 7210)

Intervient sur l'amendement n° 264 quatrième rectification de M. Christophe Caresche (relèvement du niveau des sanctions applicables aux employeurs d'étrangers en situation irrégulière) (p. 7210)

Intervient sur l'amendement n° 405 de la commission (constatation par les inspecteurs du travail des infractions en matière de travail dissimulé ou d'aide à l'entrée et au séjour irréguliers) (p. 7211)

Intervient sur l'amendement n° 406 de la commission (constatation par les inspecteurs du travail placés sous l'autorité du ministre de l'agriculture des

infractions en matière de travail dissimulé ou d'aide à l'entrée et au séjour irréguliers) (p. 7211)

Intervient sur l'amendement n° 407 rectifié de la commission (relevés d'identité dans leur domaine de compétence par les inspecteurs du travail) (p. 7212)

Intervient sur l'amendement n° 404 de la commission (rédactionnel) (p. 7212)

Avant l'article 35

Intervient sur l'amendement n° 136 corrigé de la commission (deux ans minimum de mariage exigés pour une déclaration d'acquisition de la nationalité française) (p. 7212)

Intervient sur l'amendement n° 42 corrigé de M. Étienne Mourrut (deux ans minimum de mariage exigés pour une déclaration d'acquisition de la nationalité française) (p. 7212)

Intervient sur l'amendement n° 350 corrigé de M. Jean-Christophe Lagarde (deux ans minimum de mariage exigés pour une déclaration d'acquisition de la nationalité française) (p. 7212)

Intervient sur l'amendement n° 355 de M. Jean-François Mancel (instauration d'un délai de cinq ans de présence en France du mineur étranger comme condition d'acquisition de la nationalité) (p. 7212)

Intervient sur l'amendement n° 145 rectifié de la commission (pour acquérir la nationalité par mariage, l'étranger doit disposer de la connaissance des responsabilités et avantages conférés par la citoyenneté) (p. 7213)

Intervient sur l'amendement n° 367 rectifié de M. Pierre Cardo (les réfugiés politiques et les apatrides âgés de plus de soixante ans et résidant en France depuis quinze ans au moins sont dispensés de la condition de connaissance de la langue française) (p. 7213)

Après l'article 35

Intervient sur l'amendement n° 352 de M. Jean-Christophe Lagarde (dispositions destinées à lutter contre les fraudes pour obtenir des titres de séjour et à limiter l'acquisition automatique de la nationalité française en raison de la naissance) (p. 7214)

Intervient sur l'amendement n° 137 de la commission (élargissement des conditions de déchéance de la nationalité française) (p. 7214)

Intervient sur l'amendement n° 138 deuxième rectification de la commission (contrôle des faux documents d'état-civil) (p. 7215)

Intervient sur l'amendement n° 139 troisième rectification de la commission (audition des futurs époux) (p. 7215)

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. François Scellier (pas de mariage pour l'étranger en situation irrégulière) (p. 7216)

Article 36 (contrôle des mariages célébrés à l'étranger)

Son intervention (p. 7216)

Article 37 (contrôle des mariages de complaisance)

Son intervention (p. 7218 et s.)

Après l'article 37

Intervient sur l'amendement n° 146 rectifié de la commission (abrogation de l'article 190-1 du code civil qui limitait à un an le délai d'annulation d'un mariage frauduleux) (p. 7220)

Intervient sur l'amendement n° 428 de M. Jean-Christophe Lagarde (divorce et séparation des époux de nationalité étrangère) (p. 7220)

Article 38 (aménagement des peines, motivation spéciale et protection absolue en matière d'interdiction du territoire)

Son intervention (p. 7223 et s.)

Après l'article 38

Intervient sur l'amendement n° 149 rectifié de la commission (interdictions "conditionnelles" du territoire français) (p. 7226)

Après l'article 39

Intervient sur l'amendement n° 354 de M. Claude Goasguen (contrôle d'identité dans les zones frontalières) (p. 7226)

Intervient sur l'amendement n° 408 de la commission (appel dans les centres de rétention contre les décisions de justice) (p. 7227)

Intervient sur l'amendement n° 289 rectifié de M. Christophe Caresche (appel dans les centres de rétention contre les décisions de justice) (p. 7227)

Article 42 (règlement des situations passées)

Son intervention (p. 7228 et s.)

Après l'article 42

Intervient sur l'amendement n° 213 de M. Étienne Pinte (visa de plein droit pour les étrangers déjà expulsés et ayant des attaches familiales en France s'ils relèvent des catégories de personnes protégées de l'éloignement par la nouvelle loi) (p. 7230)

Son amendement n° 475 (rapport sur la mise en œuvre de la réforme de la double peine un an après la publication de la loi) : adopté (p. 7231)

Article 43 (entrée en vigueur)

Son intervention (p. 7231)

Article 44 (passation de marchés groupés pour les centres de rétention)

Son intervention (p. 7231)

Après l'article 44

Intervient sur l'amendement n° 463 de la commission (suppression du rapport annuel sur la délivrance des titres de séjour) (p. 7232)

Intervient sur l'amendement n° 157 rectifié de la commission (dispositions transitoires) (p. 7232)

Intervient sur l'amendement n° 158 rectifié de Mme Juliana Rimane (création d'une commission chargée d'apprécier les conditions d'immigration en Guyane) (p. 7232)

Explications de vote et vote

Son intervention à l'issue du vote (p. 7235)

Alfred MARIE-JEANNE

*Martinique (4^{ème} circonscription)
Non-inscrit*

Elu le 16 juin 2002

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11065)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Politiques communautaires. régions ultra-périphériques. spécificité [4 juin 2003] (p. 4482)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 143, posée le 24 février 2003. Outre-mer. DOM : Martinique (J.O. questions p. 1273). Appelée le 25 février 2003. transports aériens, développement, perspectives (p. 1321)

DÉBATS

Projet de loi n° 107 portant création d'un dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 juillet 2002] (p. 2372)

Article 1er (dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise)
Son intervention (p. 2378)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [8 novembre 2002] (p. 4807)

Son intervention (p. 4821)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : fruits et légumes : outre-mer
Mer et littoral : zone des cinquante pas géométriques : outre-mer (p. 4822)
Outre-mer : crédits (p. 4821)
Outre-mer : crédits : transports aériens (p. 4822)
Tourisme et loisirs : politique du tourisme : outre-mer (p. 4822)

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 novembre 2002] (p. 5399)

Son intervention (p. 5390)

Thème :

Outre-mer : Martinique (p. 5390)

Discussion des articles [27 novembre 2002] (p. 5860)

Article 8 (article 73 de la Constitution - régime des départements et régions d'outre-mer)

Son amendement n° 148 (extension du domaine dans lequel les collectivités peuvent fixer elles-mêmes les règles applicables sur leur territoire) (p. 5871)

Son amendement n° 147 (fixation par les collectivités des règles applicables en matière de coopération régionale) (p. 5872)

Son amendement n° 117 corrigé (suppression de la possibilité de création d'une assemblée délibérante unique) (p. 5875)

Son amendement n° 204 (création d'une collectivité à statut particulier au sens de l'article 72-1 avec la conservation des principes d'adaptation législative et réglementaire ainsi que d'intervention dans le domaine de la loi) (p. 5875)

Projet de loi n° 881 de programme pour l'outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 juin 2003] (p. 4715)

Son intervention (p. 4717)

Thèmes :

Outre-mer : développement économique (p. 4717)

Outre-mer : Martinique : petites et moyennes entreprises (p. 4717)

Discussion des articles [6 juin 2003] (p. 4796)

Après l'article 35 bis

Son amendement n° 383 (normes parasismiques - délivrance du permis de construire subordonnée à leur respect) (p. 4846) : rejeté (p. 4847)

Après l'article 36

Son amendement n° 384 (prévention des risques sismiques - obligations des collectivités territoriales et de l'Etat) : rejeté (p. 4851)

Article 40 (exercice des pouvoirs de police sur la voirie nationale transférée aux régions d'outre-mer)

Son amendement n° 387 (transfert aux conseils régionaux d'outre-mer du fonds de compensation pour la TVA au titre du domaine public routier national) (p. 4853)

Article 40 bis (prolongation de cinq ans des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques)

Son amendement n° 388 (composition des conseils d'administration des agences - représentants des occupants des cinquante pas géométriques) (p. 4854)

Son amendement n° 389 (réactivation de la commission départementale de vérification des titres) (p. 4854)

Après l'article 40 bis

Son amendement n° 398 (infrastructures aéroportuaires, hélicoptères et portuaires de l'Etat - transfert à leur demande aux régions d'outre-mer) (p. 4854) : rejeté (p. 4855)

Article 42 (création d'une dotation de continuité territoriale)

Son intervention (p. 4869)

Hervé MARITON

*Drôme (3^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire du Conseil supérieur de la coopération [J.O. du 2 août 2002] (p. 13228)

Membre titulaire du conseil d'administration du Fonds pour le développement de l'intermodalité dans les transports [J.O. du 24 octobre 2002] (p. 17633)

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de la présence du loup en France et l'exercice du pastoralisme dans les zones de montagne [J.O. du 13 novembre 2002] (p. 18692)

Membre de la commission d'enquête sur la gestion des entreprises publiques afin d'améliorer le système de prise de décision. [J.O. du 5 février 2003] (p. 2218)

Membre de la mission d'information sur la question des signes religieux à l'école [J.O. du 4 juin 2003] (p. 9541)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) : annexe n° 20 : Equipement, transports, logement, tourisme et mer (équipement et transports terrestres) (n° 256) [10 octobre 2002]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur l'implantation des entreprises françaises en Russie [1er juillet 2003] (n° 995)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Indique que le groupe de l'UMP, dans sa majorité, soutient le choix du Président de la République et du Gouvernement de ne pas faire la guerre à l'Irak. A titre personnel, il souhaite que les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et les nombreux autres pays engagés à leurs côtés renversent Saddam Hussein [20 mars 2003] (p. 2256)

DÉBATS

Proposition de loi n° 194 relative à la conduite automobile sous l'influence de drogues illicites et psychotropes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 octobre 2002] (p. 3001)

Son intervention (p. 3008)

Thèmes :

Sécurité routière : conduite sous l'influence de drogues (p. 3008)
 Sécurité routière : conduite sous l'influence de drogues : Union européenne (p. 3009)
 Sécurité routière : contraventions (p. 3009)
 Sécurité routière : permis de conduire (p. 3009)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 octobre 2002] (p. 3385)

Son intervention (p. 3389)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 3389)
 Etat : réforme (p. 3389)
 Finances publiques : déficits publics et sociaux : pacte de stabilité (p. 3389)
 Finances publiques : dépenses (p. 3389)
 Finances publiques : dépenses en capital (p. 3389)
 Parlement : rôle : finances publiques (p. 3389)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER**Discussion des articles [16 octobre 2002] (p. 3447) ; [17 octobre 2002] (p. 3550) ; [18 octobre 2002] (p. 3680)***Après l'article 2*

Son amendement n° 184 (suppression du lien entre les déductions pour investissement et pour aléas en agriculture – possibilité de cumul) (p. 3462)

Son amendement n° 183 (instauration d'une réserve spéciale d'autofinancement en agriculture) (p. 3464)

Son amendement n° 186 (exonération des plus-values agricoles - plafond de recettes porté de 152 600 € à 274 400 € - instauration d'un régime d'exonération en cas de cession ou de donation à un salarié) (p. 3464)

Après l'article 5

Son amendement n° 188 (transmission à titre gratuit d'entreprises entre membres d'une même famille ou à un jeune agriculteur – exonération des plus-values) (p. 3553)

Son amendement n° 187 (transmission d'entreprises à titre gratuit – abattement de 50 %) (p. 3554)

Son amendement n° 189 (transmission d'entreprise agricoles à titre gratuit – exonération) (p. 3556)

Article 21 (mesures de financement du budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA))

Son amendement n° 310 (suppression des 31 millions d'euros de prélèvements sur la mutualité sociale agricole - majoration à due concurrence de la contribution sociale de solidarité) (p. 3680)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [5 novembre 2002] (p. 4499)

Son intervention (p. 4499)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : calamités agricoles (p. 4499)
 Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 4500)
 Agriculture : dotations aux jeunes agriculteurs (p. 4499)
 Enseignement agricole (p. 4500)
 Impôt sur le revenu : bénéfices agricoles (p. 4499)
 Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4500)

Vote des crédits et articles rattachés [5 novembre 2002] (p. 4534)*Après l'article 60*

Son amendement n° 121 (rapport au Parlement relatif aux conditions de fonctionnement des offices agricoles et proposant des mesures destinées à en minorer les frais de structure) (p. 4544)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS - AVIATION CIVILE

Examen du fascicule [24 octobre 2002] (p. 3962)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan
 Son intervention (p. 3962)

Thèmes avant la procédure des questions :

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'équipement : crédits budgétaires (p. 3963)
 Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 39633)
 Sécurité routière : circulation routière (p. 3963)
 Transports : transport combiné (p. 3964)
 Transports ferroviaires : Réseau ferré de France : endettement (p. 3962)
 Transports ferroviaires : transport de marchandises (p. 3962)
 Transports par eau : Voies navigables de France (VNF) (p. 3964)
 Transports urbains : RATP (p. 3963)
 Voirie : directions départementales de l'équipement (DDE) (p. 3963)

Vote des crédits et articles rattachés [24 octobre 2002] (p. 4005)*Etat B, titre III*

Intervient sur l'amendement n° 9 corrigé de la commission des finances (conditions d'organisation et de soutien administratif du Conseil national des transports) (p. 4005)

Intervient sur l'amendement n° 10 corrigé de la commission des finances (affectation comptable des rémunérations des secrétaires des comités régionaux et départementaux des transports) (p. 4005)

Etat B, Titre IV

Intervient sur l'amendement n° 11 corrigé de la commission des finances (réduction de la subvention de l'Etat à Réseau ferré de France (RFF) du montant de la redevance destinée au financement du Conseil supérieur du service public ferroviaire) (p. 4007)

BUDGET ANNEXE DE L'AVIATION CIVILE

Après l'article 71

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission des finances (rapport au Parlement sur le Fonds pour le développement de l'intermodalité) (p. 4009)

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 novembre 2002] (p. 5399)

Son intervention (p. 5411)

Thèmes :

Collectivités territoriales : autonomie financière (p. 5411)
 Collectivités territoriales : expérimentation (p. 5411)
 Etat : décentralisation : subsidiarité (p. 5411)

Discussion des articles [21 novembre 2002] (p. 5454) ; [22 novembre 2002] (p. 5592, 5632)*Article 1er (article 1er de la Constitution - organisation de la République)*

Son intervention (p. 5462 et s.)

Article 4 (article 72 de la Constitution - libre administration des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 5605 et s.)

Son amendement n° 2 (possibilité, pour les collectivités territoriales, de déroger à titre expérimental aux dispositions législatives ou réglementaires régissant leurs compétences - suppression de la mention des groupements de collectivités territoriales) (p. 5619)

Son amendement n° 1 corrigé (suppression du dernier alinéa, relatif au représentant de l'Etat) (p. 5625)

Son amendement n° 128 (suppression de la représentation de chacun des membres du Gouvernement par le représentant de l'Etat) (p. 5633)

Son amendement n° 129 (représentation du Gouvernement - et non de chacun de ses membres - par le représentant de l'Etat) (p. 5633)

Son amendement n° 130 (suppression du contrôle administratif exercé par le représentant de l'Etat) (p. 5633)

Projet de loi de finances rectificative n° 382 pour 2002

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 décembre 2002] (p. 6407) ; [11 décembre 2002] (p. 6512)*Après l'article 17*

Son amendement n° 179 (remboursement partiel de la TIPP afférente aux véhicules de transport routier – prorogation du dispositif) : retiré (p. 6439)

Avant l'article 31

Intervient sur l'amendement n° 77 du Gouvernement (Liban – garantie de l'Etat aux prêts accordés par l'Agence française de développement) (p. 6522)

Après l'article 40

Intervient sur le sous-amendement n° 225 de M. Yves Jégo (extension de la zone géographique de recrutement des salariés) à l'amendement n° 75 rectifié du Gouvernement (zones franchises urbaines – réouverture des droits à exonération à partir du 1er janvier 2002 et jusqu'au 31 décembre 2007 pour les entreprises créées ou implantées dans ces zones) (p. 6535)

Article 39 précédemment réservé (dérogation à la règle du décalage de deux ans relative au versement du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA), appliquée aux investissements engagés par les

bénéficiaires du Fonds en réparation des dommages causés par des intempéries)

Son intervention (p. 6544 et s.)

Son amendement n° 5 (ajout du département de la Drôme) rectifié (ajout du département de la Savoie) (p. 6544)

Projet de loi n° 402 portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 2003] (p. 591)

Son intervention (p. 597)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones rurales (p. 597)

Urbanisme : schémas de cohérence territoriale (p. 597)

Voirie (p. 598)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [3 avril 2003] (p. 2808)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 64 rectifié de M. Jean Dionis du Séjour (transformation des bâtiments agricoles désaffectés en habitations) (p. 2814)

Projet de loi n° 638 renforçant la lutte contre la violence routière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 mars 2003] (p. 2184, 2212)

Son intervention (p. 2198)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2220)

Thèmes :

Droit pénal : amendes : sécurité routière (p. 2200)

Sécurité routière : code de la route : jeunes (p. 2199)

Sécurité routière : lutte contre la violence routière (p. 2198)

Sécurité routière : lutte contre la violence routière : contrôle (p. 2200)

Transports ferroviaires (p. 2198)

Discussion des articles [19 mars 2003] (p. 2225) ; [20 mars 2003] (p. 2257, 2286)

Article 1er (homicide involontaire et blessures involontaires à l'occasion de la conduite d'un véhicule)

Son intervention (p. 2228)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 98 de M. Christian Vanneste (article L. 234-1 du code de la route : conduite sous l'empire d'un état alcoolique à partir de 0,20 gramme d'alcool par litre de sang) (p. 2230)

Article 2 (homicide involontaire et blessures involontaires à l'occasion de la conduite d'un véhicule)

Son intervention (p. 2233)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 24 de la commission (création d'un délit d'interruption involontaire de grossesse) (p. 2240)

Article 6 (peines complémentaires en cas d'infractions commises à l'occasion de la conduite d'un véhicule)

Son intervention (p. 2246)

Après l'article 7

Son amendement n° 172 (installation des systèmes de contrôle et de sanction automatisés uniquement aux endroits dangereux) (p. 2260) : retiré (p. 2261)

Son amendement n° 171 (rapport annuel sur l'utilisation du produit des amendes) (p. 2261) : adopté (p. 2263)

Article 8 (permis de conduire probatoire pour les conducteurs novices)

Son intervention (p. 2269)

Après l'article 8

Son amendement n° 173 (variation de la cotisation d'assurance de responsabilité civile possible en fonction des infractions ou du nombre de points du titulaire du permis de conduire) (p. 2272) : retiré (p. 2273)

Avant l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 107 de M. Christian Estrosi (taux réduit de TVA pour les équipements de sécurité des véhicules) (p. 2288)

Intervient sur l'amendement n° 108 de M. Christian Estrosi (taux réduit de TVA pour les dépenses de formation à la conduite automobile) (p. 2289)

Intervient sur l'amendement n° 91 de M. Yves Fromion (contravention en cas d'utilisation d'un téléphone par le conducteur sans dispositif "mains libres") (p. 2292)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 128 de M. Lionnel Luca (visite médicale obligatoire tous les 10 ans jusqu'à 80 ans, tous les cinq ans ensuite, accompagnée d'un test de code et de maîtrise de la conduite) (p. 2297)

Intervient sur l'amendement n° 125 de M. Lionnel Luca (déclaration en mairie pour l'immatriculation des cyclomoteurs de moins de 50 cm³) (p. 2298)

Son amendement n° 174 (rapport avant le 31 décembre 2003 sur les conditions de mise en œuvre de l'obligation d'immatriculation des cyclomoteurs) : retiré (p. 2299)

Après l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 110 de M. Christian Estrosi (distance minimale pour l'implantation d'un obstacle latéral nouveau sur les routes et aménagement des obstacles existants) (p. 2300)

Article 16 (système d'information sur le réseau routier géré par les collectivités locales)

Son intervention (p. 2304)

Après l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 103 de M. Christian Estrosi (aménagement de sécurisation des points d'accidentologie dans l'année) (p. 2304)

Son amendement n° 175 (rapport annuel d'inventaire des points d'accidentologie et bilan des mesures curatives) (p. 2304) : adopté (p. 2305)

Après l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 111 de M. Christian Estrosi (rapport annuel d'exécution des contrats de plan routiers Etat-régions) (p. 2306)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 182 de M. Jacques Myard (pénalisation de la vente ou de la location de bicyclette sans éclairage) (p. 2306)

Après l'article 24

Intervient sur l'amendement n° 129 de M. Bernard Accoyer (rapport sur les actions de formation pour les motards) (p. 2314)

Intervient sur l'amendement n° 130 de M. Bernard Accoyer (rapport sur les mesures pour faciliter le stationnement des professionnels de santé, notamment des infirmières libérales) (p. 2314)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 2316)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 2317)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [4 juin 2003] (p. 4562)

Son intervention (p. 4565)

Thèmes :

Collectivités territoriales : ressources : amendes (p. 4565)

Sécurité routière : ceintures de sécurité : poids lourds (p. 4565)

Discussion des articles [4 juin 2003] (p. 4570)

Article 2 bis supprimé par le Sénat (création d'un délit d'interruption involontaire de grossesse)

Son intervention (p. 4573)

Après l'article 8

Son amendement n° 8 (différenciation tarifaire des assurances automobiles possible en fonction des infractions et du nombre de points) (p. 4577) : retiré (p. 4578)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 4583)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 4583)

Débat sur la maîtrise des finances publiques

[8 avril 2003] (p. 2903)

Son intervention (p. 2930)

Thèmes :

Etat : réforme : décentralisation (p. 2931)

Finances publiques : dépenses : Cour des comptes (p. 2930)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs : coût (p. 2930)

Parlement : rôle : finances publiques (p. 2930)

Projet de loi n° 758 relatif à la chasse

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [14 mai 2003] (p. 3668, 3711)

Article 14 (fixation, par décret en Conseil d'Etat, de clauses devant figurer dans les statuts des associations communales de chasse agréées)

Son intervention (p. 3682)

Son amendement n° 114 (p. 3682)

Article 15 (fichier national des permis de chasser)

Son intervention (p. 3685)

Article 1er précédemment réservé (missions des fédérations départementales des chasseurs)

Son intervention (p. 3725)

Déclaration du Gouvernement n° 880 sur les infrastructures 2003-2020 et débat sur cette déclaration

[20 mai 2003] (p. 3826)

Son intervention (p. 3842)

Thèmes :

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 3843)

Lois : loi d'orientation : transports (p. 3842)

Transports : transport combiné (p. 3842)

Transports ferroviaires : transport de marchandises (p. 3842 et s.)

Union européenne : élargissement (p. 3842)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5069)

Son intervention (p. 5069)

Thèmes :

Politique sociale : généralités (p. 5069)

Retraites : généralités : cotisations (p. 5070)

Déclaration du Gouvernement n° 989 d'orientation budgétaire présentée par M. Alain Lambert, ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire et débat sur cette déclaration

[26 juin 2003] (p. 6055)

Son intervention (p. 6094)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation : impôts locaux (p. 6095)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 6094 et s.)

Finances publiques : dépenses en capital (p. 6094)

Finances publiques : dette publique (p. 6095)

Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 6095)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'éducation nationale : crédits (p. 6095)

Politiques communautaires : pacte de stabilité : euro (p. 6095)

Sécurité sociale (p. 6095)

Muriel MARLAND-MILITELLO

*Alpes-Maritimes (2^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elue le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'un dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise [J.O. du 1^{er} août 2002] (p. 13132)

Membre titulaire du Conseil national consultatif des personnes handicapées [J.O. du 3 décembre 2002] (p. 19936)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant relance de la négociation collective en matière de licenciements économiques [J.O. du 19 décembre 2002] (p. 21117)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 497 visant à permettre le cumul de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH) avec des revenus d'activité professionnelle [18 décembre 2002]

Proposition de loi n° 668 visant à interdire l'importation, l'exportation, la vente, la manufacture, l'offre de vente, le transport et la distribution de tous les produits composés de carnivores domestiques [5 mars 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Handicapés. accès des locaux, transports et services. réglementation [5 novembre 2002] (p. 4463)

DÉBATS

Proposition de loi n° 180 relative à la création d'un chèque-emploi associatif

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 octobre 2002] (p. 3199)

Son intervention (p. 3208)

Thèmes :

Associations : statuts (p. 3208)

Emploi : chèque-emploi associatif (p. 3208)

Emploi : création d'emplois (p. 3208)

Emploi : politique de l'emploi : associations (p. 3208)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [7 mai 2003] (p. 3541)

Son intervention (p. 3546)

Thèmes :

Associations : bénévolat (p. 3546)

Associations : statuts (p. 3546)

Emploi : chèque-emploi associatif (p. 3546)

Sécurité sociale : Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales (URSSAF) (p. 3546)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE ET COMMUNICATION

CULTURE

Examen du fascicule [15 novembre 2002] (p. 5129)

Son intervention (p. 5143)

Thèmes avant la procédure des questions :

Culture : crédits (p. 5143)

Culture : politique culturelle (p. 5143)

Patrimoine culturel : musées (p. 5143)

Procédure des questions :

Culture : mécénat (p. 5150)

Culture : crédits : services déconcentrés (p. 5149)

SANTÉ, FAMILLE ET PERSONNES HANDICAPÉES

Examen du fascicule [12 novembre 2002] (p. 4910)

Son intervention (p. 4925)

Thèmes avant la procédure des questions :

Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 4926)

Professions sociales : auxiliaires de service social (p. 4926)

Santé : crédits (p. 4925)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5069)

Son intervention (p. 5074)

Thèmes :

Retraites : généralités : calcul des pensions (p. 5074)

Retraites : généralités : cotisations (p. 5074)

Projet de loi n° 678 relatif au mécénat et aux fondations

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [16 juillet 2003] (p. 7773)

Article 1er (augmentation de la réduction d'impôt applicable aux particuliers donateurs)

Son amendement n° 14 corrigé (de coordination avec l'amendement n° 28 portant de 60 % à 70 % le taux de la réduction d'impôt pour les dons à des musées affectés à l'acquisition d'oeuvres d'artistes vivants) (p. 7776)

Alain MARLEIX

*Cantal (2^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 9 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale à l'aménagement et au développement durable du territoire [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

Juge titulaire de la Haute Cour de justice [J.O. du 24 octobre 2002] (p. 17629)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) : annexe n° 8 : Agriculture et pêche (agriculture) (n° 256) [10 octobre 2002]

Proposition de loi n° 789 tendant à reconnaître une journée nationale du souvenir à la mémoire des soldats français morts en Algérie, au Maroc et en Tunisie et des victimes civiles de ces conflits [10 avril 2003]

Proposition de loi n° 791 tendant à instituer un taux unique de TVA de 5,5 % dans la restauration [10 avril 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**DÉBATS****Projet de loi n° 230 de finances pour 2003****PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER**

Discussion des articles [16 octobre 2002] (p. 3447) ; [18 octobre 2002] (p. 3593, 3634)

Après l'article 2

Son amendement n° 50 rectifié (régime réel simplifié agricole – plafond porté de 274 400 € à 533 000 €) (p. 3462)

Son amendement n° 51 (exonération partielle des plus-values agricoles lorsque les recettes sont comprises entre 152 600 € et 305 200 €) (p. 3464)

Après l'article 9

Son amendement n° 53 (régime simplifié d'imposition agricole – possibilité de déclarer le chiffre d'affaires au titre d'un exercice comptable ne coïncidant pas avec l'année civile) (p. 3595)

Son amendement n° 54 (régime simplifié d'imposition agricole – remboursement trimestriel de la TVA) (p. 3595)

Son amendement n° 271 (régime simplifié d'imposition agricole – remboursement trimestriel de la TVA) (p. 3597)

Après l'article 17

Son amendement n° 57 (biens ruraux faisant l'objet de baux à long terme – non-assujettissement à l'ISF) (p. 3668)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA****Examen du fascicule [5 novembre 2002] (p. 4474)**

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 4474)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) (p. 4474)

Agriculture : calamités agricoles (p. 4476)

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 4474 et s.)

Agriculture : crédits (p. 4474 et s.)

Agriculture : dotations aux jeunes agriculteurs (p. 4475)

Agriculture : pollution (p. 4476)

Agroalimentaire : équarrissage (p. 4476)

Bois et forêts : Office national des forêts (ONF) (p. 4476)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4474)

Retraites : régime agricole (p. 4476)

Union européenne : Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) (p. 4475)

Vote des crédits et articles rattachés [5 novembre 2002] (p. 4534)

Article 60 (taxe pour frais des chambres d'agriculture)

Intervient sur l'amendement n° 106 de M. Charles de Courson (plafond de la taxe) (p. 4544)

Après l'article 60

Intervient sur l'amendement n° 121 de M. Hervé Mariton (rapport au Parlement relatif aux conditions de fonctionnement des offices agricoles et proposant des mesures destinées à en minorer les frais de structure) (p. 4544)

Projet de loi de finances rectificative n° 382 pour 2002**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [11 décembre 2002] (p. 6512, 6551)

Après l'article 30

Son amendement n° 66 (produits bénéficiant d'une indication géographique protégée – IGP – instauration d'un droit au profit de l'Institut national des appellations d'origine – INAO) : adopté (p. 6517)

Article 40 (ouverture de droits à aide financière sur le Fonds de prévention des risques naturels majeurs)

Son amendement n° 59 (extension aux activités agricoles) (p. 6552)

Franck MARLIN

Essonne (2^{ème} circonscription)

Apparenté au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle puis Apparenté au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire

Elu le 16 juin 2002

S'apparente au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**DÉBATS****Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure****PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [23 janvier 2003] (p. 445)

Article 30 (régime de l'acquisition et de la détention d'armes)

Son intervention (p. 463 et s.)

Son amendement n° 519 (p. 463)

Son amendement n° 366 (p. 464)

Projet de loi n° 638 renforçant la lutte contre la violence routière**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [19 mars 2003] (p. 2225)

Article 1er (homicide involontaire et blessures involontaires à l'occasion de la conduite d'un véhicule)

Son intervention (p. 2229)

Alain MARSAUD

*Haute-Vienne (1^{ère} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2002] (p. 11184)

Juge titulaire de la Cour de justice de la République [J.O. du 24 octobre 2002] (p. 17629)

Rapporteur de la proposition de résolution sur l'avenir d'Europol (documents E 2064, E 2197 à E 2200) (n° 820) [14 mai 2003]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 417 instituant un dépistage systématique du VIH chez les auteurs de viols [28 novembre 2002]

Proposition de loi n° 432 visant à la création d'un fonds d'indemnisation pour les gendarmes victimes d'atteintes à leur personne [28 novembre 2002]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution (n° 820) de M. Jacques Floch, sur l'avenir d'Europol (documents E 2064, E 2197 à E 2200) [3 juin 2003] (n° 894)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Justice, fonctionnement, comparution des auteurs présumés des attentats de 1995 [3 octobre 2002] (p. 2842)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 122, posée le 3 février 2003. Professions de santé, médecins (J.O. questions p. 622). Appelée le 4 février 2003, titulaires d'un diplôme étranger, qualification, reconnaissance (p. 765)

DÉBATS

Projet de loi n° 154 d'orientation et de programmation pour la justice

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er août 2002] (p. 2550) ; [2 août 2002] (p. 2666)

Article 1er et rapport annexé (approbation du rapport présentant les orientations et les moyens budgétaires pour la justice pour les années 2003 à 2007)

Son intervention (p. 2557)

Article 24 (dispositions diverses relatives à l'instruction)

Intervient sur l'amendement n° 181 rectifié de la commission (appels hors délai des ordonnances du juge d'instruction et du juge des libertés et de la détention) (p. 2674)

Intervient sur l'amendement n° 182 rectifié de la commission (convocation des avocats devant la chambre d'instruction par télécopie) (p. 2674)

Après l'article 26

Intervient sur l'amendement n° 185 de la commission (de coordination) (p. 2678)

Intervient sur l'amendement n° 184 de la commission (fixation des audiences correctionnelles pour l'année en concertation avec le procureur) (p. 2678)

Après l'article 28

Intervient sur l'amendement n° 189 rectifié de la commission (peines en matière de terrorisme biologique - infraction d'association de malfaiteurs terroristes : durée de la détention provisoire portée à 3 ans) (p. 2683)

Article 29 (neutralisation des téléphones mobiles dans l'enceinte des établissements pénitentiaires)

Intervient sur l'amendement n° 288 de M. Pierre Albertini (de suppression) (p. 2685)

Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2003] (p. 4483)

Article 2 (récépissé de création d'entreprise)

Son amendement n° 5 corrigé (délivrance par le centre de formation des entreprises de la chambre de commerce et d'industrie) (p. 4484)

Projet de loi n° 823 relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 juillet 2003] (p. 7005)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Jean-Pierre Grand (possibilité de retrait de la carte de séjour temporaire de l'étranger passible de poursuites pénales pour les infractions les plus graves en matière de trafic de stupéfiants) (p. 7074)

Jean MARSAUDON

*Essonne (7^{me} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la commission d'enquête sur les causes économiques et financières de la disparition d'Air Lib [J.O. du 26 mars 2003] (p. 5405)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 794 visant à appliquer un taux réduit de TVA aux prestations juridiques dispensées aux particuliers [10 avril 2003]

INTERVENTION EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Déchets, pollutions et nuisances, aéroports, bruits, lutte et prévention, Orly [5 février 2003] (p. 879)

Philippe MARTIN

*Gers (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique économique, croissance, perspectives [15 octobre 2002] (p. 3301)

Finances publiques, politique budgétaire, perspectives [25 février 2003] (p. 1349)

Retraites : généralités, réforme, perspectives [14 mai 2003] (p. 3666)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 185, posée le 3 mars 2003. Gendarmerie, écoles de gendarmerie (J.O. questions p. 1489). Appelée le 4 mars 2003, construction, perspectives, Auch (p. 1505)

DÉBATS

Proposition de loi n° 642 modifiant la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [13 mars 2003] (p. 2062)

Article 1er (modification du fait générateur de l'ouverture du droit à l'allocation personnalisée d'autonomie)

Son intervention (p. 2066)

Proposition de loi n° 787 en faveur de l'égalité des chances des territoires et de la revitalisation de l'économie rurale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mai 2003] (p. 3755)

Son intervention (p. 3764)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dotation globale de fonctionnement (DGF) (p. 3765)

Communes : Toulouse (p. 3765)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 3765)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 3765)

Secteur public : services publics : accès (p. 3765)

Télécommunications : téléphones mobiles : antennes-relais (p. 3765)

Philippe Armand MARTIN

*Marne (6^{me} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 21 décembre 2002] (p. 21390)

Membre de la commission d'enquête sur les causes économiques et financières de la disparition d'Air Lib [J.O. du 26 mars 2003] (p. 5405)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 314 tendant à protéger le patrimoine des artisans et commerçants [15 octobre 2002]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement. élèves. absentéisme, lutte et prévention [1^{er} avril 2003] (p. 2694)

Ordre public. maintien. rave parties, réglementation [7 mai 2003] (p. 3510)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 175, posée le 3 mars 2003. Banques et établissements financiers. Banque de France (J.O. questions p. 1487). Appelée le 4 mars 2003. restructuration, perspectives (p. 1494)

n° 318, posée le 5 mai 2003. Donations et successions. agriculture (J.O. questions p. 3390). Appelée le 6 mai 2003. conjoints collaborateurs, droit de créance, réglementation (p. 3421)

n° 420, posée le 9 juin 2003. Patrimoine culturel. archéologie (J.O. questions p. 4338). Appelée le 10 juin 2003. archéologie préventive, loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001, réforme, conséquences (p. 4917)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [17 octobre 2002] (p. 3550)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 125 de M. Alain Suguenot (transmission à titre gratuit d'entreprises entre membres d'une même famille ou à un jeune agriculteur – exonération des plus-values) (p. 3553)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [5 novembre 2002] (p. 4499)

Procédure des questions :

Agriculture : exploitations agricoles : transmission (p. 4528)

Projet de loi de finances rectificative n° 382 pour 2002

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 décembre 2002] (p. 6407) ; [11 décembre 2002] (p. 6470)

Article 18 (aménagement du régime fiscal des biocarburants)

Son amendement n° 38 (extension de l'avantage fiscal à tous les dérivés de l'alcool éthylique incorporés aux supercarburants) (p. 6447)

Son amendement n° 37 (agrément des unités de production – suppression de la date du 31 décembre 2003) (p. 6448)

Son amendement n° 35 (suppression de l'obligation de mise à la consommation en France) (p. 6448)

Après l'article 29

Intervient sur l'amendement n° 76 du Gouvernement (Association nationale de développement agricole – transformation de neuf taxes parafiscales en une imposition de toute nature affectée à l'agence de développement agricole et rural) (p. 6480)

Son sous-amendement n° 172 (exclusion de la viticulture) à l'amendement n° 76 du Gouvernement (p. 6484) : retiré (p. 6488)

Son sous-amendement n° 170 (modalités de taxation de la viticulture) à l'amendement n° 76 du Gouvernement : retiré (p. 6489)

Son sous-amendement n° 171 (affectation à 100 % - et non à 85 % - du produit de la nouvelle imposition à l'agence de développement agricole et rural) à l'amendement n° 76 du Gouvernement : retiré (p. 6490)

Son amendement n° 169 (institution de cotisations au profit d'ITV France - centre technique interprofessionnel de la vigne et du vin) (p. 6490) : retiré (p. 6491)

Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 2003] (p. 821)

Son intervention (p. 849)

Thèmes :

Entreprises : création (p. 849)

Entreprises : formalités administratives (p. 849)

Impôt de solidarité sur la fortune : biens exonérés : viticulture (p. 850)

Discussion des articles [6 février 2003] (p. 996, 1046)

Après l'article 17

Son amendement n° 143 (exploitations agricoles individuelles transmises à titre gratuit - déductions pour investissement et pour aléas) (p. 1039) : retiré (p. 1040)

Après l'article 26

Son amendement n° 310 rectifié (biens agricoles faisant l'objet de baux à long terme - article 885 P du code général des impôts - extension de l'exonération aux descendants des frères ou sœurs) (p. 1061) : retiré (p. 1062)

Article 22 précédemment réservé (allègement de l'imposition au titre des plus-values professionnelles)

Son intervention (p. 1080)

Après l'article 22

Son amendement n° 146 précédemment réservé (inclusion dans le passif successoral des plus-values en report d'imposition) : retiré (p. 1081)

Après l'article 24

Son amendement n° 147 précédemment réservé (stocks à rotation lente - assouplissement de leur régime en matière d'impôt sur le revenu) : rejeté (p. 1084)

Projet de loi n° 638 renforçant la lutte contre la violence routière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [20 mars 2003] (p. 2286)

Après l'article 19

Son amendement n° 177 (équipement d'un éthylotest pour les véhicules neufs à partir de 2008) (p. 2307) : retiré (p. 2308)

Son amendement n° 178 (éthylotest dans le véhicule obligatoire) (p. 2307) : retiré (p. 2308)

Son amendement n° 176 (coordinations) (p. 2307) : retiré (p. 2308)

Projet de loi n° 710 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance des mesures de simplification et de codification du droit

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [3 juin 2003] (p. 4418)

Article 4 (contrats de coopération entre personnes de droit public et personnes de droit privé)

Son amendement n° 6 (p. 4420)

Article 24 (ratification d'ordonnances relatives à la partie législative de codes rectifiés)

Son amendement n° 8 (p. 4434)

Henriette MARTINEZ

Hautes-Alpes (1^{ère} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire

Elue le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale à l'aménagement et au développement durable du territoire [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'un dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise [J.O. du 1^{er} août 2002] (p. 13132)

Membre suppléante de la Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence [J.O. du 2 août 2002] (p. 13229)

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de la présence du loup en France et l'exercice du pastoralisme dans les zones de montagne [J.O. du 13 novembre 2002] (p. 18692)

Vice-présidente de la commission d'enquête sur les conditions de la présence du loup en France et l'exercice du pastoralisme dans les zones de montagne [J.O. du 21 novembre 2002] (p. 19269)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) tome I : Affaires étrangères (francophonie et relations culturelles internationales) (n° 257) [10 octobre 2002]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Elevage. politique agricole commune (PAC). prime à l'herbe, conditions d'attribution [8 octobre 2002] (p. 3044)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 441, posée le 23 juin 2003. Commerce et artisanat. autorisations d'ouverture (J.O. questions p. 4884). Appelée le 24 juin 2003. commerce de gros (p. 5857)

DÉBATS

Projet de loi n° 107 portant création d'un dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juillet 2002] (p. 2312)

Son intervention (p. 2352)

Thèmes :

Emploi : jeunes (p. 2352)

Emploi : recrutement (p. 2352)

Formation professionnelle : apprentissage (p. 2352)

Travail : travail à temps partiel (p. 2352)

Projet de loi n° 154 d'orientation et de programmation pour la justice

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er août 2002] (p. 2550)

Article 1er et rapport annexé (approbation du rapport présentant les orientations et les moyens budgétaires pour la justice pour les années 2003 à 2007)

Son intervention (p. 2558)

Proposition de loi n° 180 relative à la création d'un chèque-emploi associatif

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 octobre 2002] (p. 3199)

Son intervention (p. 3212)

Thèmes :

Associations : bénévolat (p. 3212)

Emploi : chèque-emploi associatif (p. 3212)

Emploi : création d'emplois (p. 3212)

Emploi : politique de l'emploi : associations (p. 3212)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen du fascicule [13 novembre 2002] (p. 5009)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 5019)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication (p. 5019)

Langue française : Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) : crédits budgétaires (p. 5019)

Langue française : francophonie (p. 5019)

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [5 novembre 2002] (p.4499)

Procédure des questions :

Agriculture : montagne (p. 4532)

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE - SERVICES DU PREMIER MINISTRE**Examen du fascicule [7 novembre 2002] (p. 4655)**

Procédure des questions :

Aménagement du territoire : zones rurales : fonction publique territoriale (p. 4702)

JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

I - JEUNESSE ET ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [22 octobre 2002] (p. 3742)

Son intervention (p. 3761)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enfants : droits de l'enfant (p. 3762)

Enseignement : politique de l'éducation (p. 3761)

SANTÉ, FAMILLE ET PERSONNES HANDICAPÉES

Examen du fascicule [12 novembre 2002] (p. 4910)

Son intervention (p. 4932)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enfants : politique de l'enfance (p. 4932)

Famille : politique familiale (p. 4932)

Professions sociales : aides familiales (p. 4932)

Proposition de loi n° 317 visant à protéger les mineurs contre la diffusion de programmes comprenant des scènes de violence gratuite ou de pornographie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 décembre 2002] (p. 6583)

Son intervention (p. 6599)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 6599)

Audiovisuel et communication : cryptage (p. 6599)

Audiovisuel et communication : images de violence et de pornographie (p. 6599)

Audiovisuel et communication : programmes (p. 6599)

Famille : protection de la famille et de l'enfance : mineurs (p. 6599)

Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 2003] (p. 821)

Son intervention (p. 855)

Thèmes :

Entreprises : entreprises individuelles (p. 855)

Entreprises : formalités administratives (p. 856)

Entreprises : transmission (p. 855)

Partis et mouvements politiques : gauche : entreprises (p. 856)

Discussion des articles [6 février 2003] (p. 996)

Après l'article 16

Son amendement n° 20 rectifié (sortie anticipée d'un plan d'épargne en actions - PEA - pour la reprise ou la création d'une entreprise individuelle) (p. 1028) : retiré

Proposition de loi n° 586 tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des enfants

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 février 2003] (p. 1267)

Son intervention (p. 1281)

Thèmes :

Enfants : convention internationale des droits de l'enfant (p. 1281)

Enfants : droits de l'enfant (p. 1281)

Enfants : mauvais traitements (p. 1281)

Projet de loi n° 248 relatif à la rémunération au titre du prêt en bibliothèque et renforçant la protection sociale des auteurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 avril 2003] (p. 2767)

Son intervention (p. 2773)

Thèmes :

Archives et bibliothèques : bibliothèques (p. 2773)

Archives et bibliothèques : bibliothèques : prêt (p. 2773)

Culture : politique culturelle : livres (p. 2773)

Explications de vote et vote

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 2773)

Débat sur la participation à l'aide au développement en Afrique**[10 avril 2003] (p. 3107)**

Son intervention (p. 3121)

Thèmes :

Femmes : droits : Afrique (p. 3122)

Politique extérieure : aide au développement (p. 3122)

Déclaration du Gouvernement n° 880 sur les infrastructures 2003-2020 et débat sur cette déclaration**[20 mai 2003] (p. 3826)**

Son intervention (p. 3900)

Thèmes :

Transports ferroviaires : TGV : Provence-Alpes-Côte d'Azur (p. 3901)

Voirie : autoroutes : Provence-Alpes-Côte d'Azur (p. 3901)

Patrice MARTIN-LALANDE

*Loir-et-Cher (2^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant (nouveau titre en date du 17 juillet 2002) à la création d'une commission d'enquête sur la politique d'acquisitions d'entreprises de Vivendi Universal, sur la capacité de Vivendi Environnement de remplir ses missions de service public après sa cession partielle, et sur l'avenir de ce secteur d'activité de Vivendi Universal ainsi que sur les conséquences fiscales du montage de cession (n° 5) [30 juillet 2002]

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les dysfonctionnements qui ont entraîné l'effondrement du cours boursier de Vivendi Universal, sur la fiabilité des mécanismes de contrôle internes et externes et sur les moyens propres à les améliorer (n° 22) [30 juillet 2002]

Membre de la mission d'information commune sur la création d'une télévision française d'information à vocation internationale [J.O. du 19 décembre 2002] (p. 21167)

Secrétaire de la mission d'information commune sur la création d'une télévision française d'information à vocation internationale [J.O. du 15 janvier 2003] (p. 883)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur les propositions de résolution

- (n° 5) de M. Jean-Pierre Brard, tendant à la création d'une commission d'enquête sur la politique d'acquisitions d'entreprises de Vivendi Universal, sur la capacité de Vivendi Environnement de remplir ses missions de service public après sa cession partielle, et sur l'avenir de ce secteur d'activité de Vivendi Universal ainsi que sur les conséquences fiscales du montage de cession

- (n° 22) de M. Philippe Houillon, tendant à la création d'une commission d'enquête sur les dysfonctionnements qui ont entraîné l'effondrement du cours boursier de Vivendi Universal, sur la fiabilité des mécanismes de contrôle internes et externes et sur les moyens propres à les améliorer [1^{er} août 2002] (n° 181)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) : annexe n° 12 : Culture et communication (communication) (n° 256) [10 octobre 2002]

Proposition de loi n° 364 relative au pouvoir de sanction du Conseil supérieur de l'audiovisuel [7 novembre 2002]

Proposition de loi n° 925 relative à la limitation du recours au renouvellement intégral du conseil municipal au seul cas où celui-ci a perdu un tiers de ses membres avant l'élection d'un nouveau maire et à l'organisation d'élections complémentaires dans les autres cas [13 juin 2003]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la redevance audiovisuelle [10 juillet 2003] (n° 1019)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Industrie, emploi et activité. bassins d'emploi, Romorantin [5 mars 2003] (p. 1600)

Industrie, emploi et activité. contrat de site, Romorantin-Salbris [28 mai 2003] (p. 4345)

DÉBATS**Projet de loi n° 230 de finances pour 2003****PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER**

Discussion des articles [17 octobre 2002] (p. 3550) ; [18 octobre 2002] (p. 3593, 3634, 3680)

Après l'article 9

Son amendement n° 278 (opérations de formation à la sécurité routière – taux réduit de la TVA) (p. 3573)

Son amendement n° 277 (restauration – taux réduit de la TVA) (p. 3574)

Son amendement n° 61 (biens culturels fournis sous forme électronique – application des taux réduits de la TVA) (p. 3594)

Son amendement n° 60 (presse diffusée sous forme électronique – TVA au taux de 2,1 %) (p. 3594)

Intervient sur l'amendement n° 128 corrigé de M. Alain Suguenot (régime simplifié d'imposition agricole – remboursement trimestriel de la TVA) (p. 3596, 3597)

Après l'article 17

Son amendement n° 281 rectifié (contribution additionnelle à l'impôt sur les sociétés – article 235 ter ZA du code général des impôts) (p. 3659)

Après l'article 24

Son amendement n° 25 (suppression de la redevance audiovisuelle – prélèvement sur les jeux) (p. 3689)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**CULTURE ET COMMUNICATION**

COMMUNICATION

Examen du fascicule [7 novembre 2002] (p. 4733)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 4733)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication : crédits (p. 4733)

Audiovisuel et communication : France télévision (p. 4734)

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 4733)

Audiovisuel et communication : télévision (p. 4733)

Presse et livres : presse (p. 4734)

Secteur public : entreprises publiques (p. 4734)

Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 4734)

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2002] (p. 4755)

Après l'article 63 (rapport au Parlement sur les émissions télévisées destinées aux sourds et malentendants)

Intervient sur l'amendement n° 128 rectifié de M. Jean-Christophe Lagarde (p. 4757)

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Examen du fascicule [25 octobre 2002] (p. 4017)

Son intervention (p. 4030)

Thèmes avant la procédure des questions :

Politiques communautaires : directives : télécommunications (p. 4031)

Télécommunications : téléphones mobiles : antennes-relais (p. 4030)

Télécommunications : téléphones mobiles : licences (p. 4031)

Vote des crédits et articles rattachés [25 octobre 2002] (p. 4044)

Après l'article 68

Son amendement n° 94 (calcul de la contribution financière due par chaque opérateur de téléphonie mobile) (p. 4048)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS - AVIATION CIVILE

Examen du fascicule [24 octobre 2002] (p. 3983)

Procédure des questions :

Voirie : autoroutes : construction (p. 4002)

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE - SERVICES DU PREMIER MINISTRE**Examen du fascicule [7 novembre 2002] (p. 4655)**

Procédure des questions :

Aménagement du territoire : zones rurales : Internet (p. 4710)

Aménagement du territoire : zones rurales : téléphones mobiles (p. 4709)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS**[15 novembre 2002] (p. 5197)**

Après l'article 58

Son amendement n° 43 (suppression de la vignette automobile pour toutes les entreprises au titre de leurs véhicules de moins de 3,5 tonnes) : rejeté (p. 5228)

Projet de loi de finances rectificative n° 382 pour 2002

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 décembre 2002] (p. 6512)

Article 36 (prise en charge par les éditeurs de services de télévision numérique terrestre du coût des réaménagements du spectre)

Son amendement n° 69 (numérisation du réseau hertzien terrestre – extension du financement) (p. 6539)

Proposition de loi n° 317 visant à protéger les mineurs contre la diffusion de programmes comprenant des scènes de violence gratuite ou de pornographie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 décembre 2002] (p. 6583)

Son intervention (p. 6595)

Thèmes :

- Audiovisuel et communication : cinéma (p. 6596)
- Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 6595)
- Audiovisuel et communication : images de violence et de pornographie (p. 6595)
- Audiovisuel et communication : programmes (p. 6595)
- Famille : protection de la famille et de l'enfance : mineurs (p. 6595)

Projet de loi n° 528 pour la confiance dans l'économie numérique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 février 2003] (p. 1358)

Son intervention (p. 1372)

Thèmes :

- Aménagement du territoire : Comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT) (p. 1372 et s.)
- Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 1373)
- Collectivités territoriales (p. 1373)
- Secteur public : services publics (p. 1372)
- Télécommunications : Internet (p. 1372)
- Télécommunications : opérateurs (p. 1372)
- TVA : taux réduit : audiovisuel et communication (p. 1373)

Discussion des articles [25 février 2003] (p. 1386) ; [26 février 2003] (p. 1442)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 176 du Gouvernement (établissement et exploitation de réseaux de télécommunications ouverts au public par les collectivités territoriales) (p. 1387)

Intervient sur le sous-amendement n° 180 de la commission (modification de référence au code général des collectivités territoriales) à l'amendement n° 176 du Gouvernement (p. 1387)

Son amendement n° 3 corrigé (accélération de la couverture territoriale en téléphonie mobile de deuxième génération) (p. 1390) : adopté après modification (p. 1393)

Son amendement n° 1 (insertion d'un chapitre 1er bis : Les réseaux) : adopté (p. 1393)

Article 2 (obligations et responsabilités des prestataires intermédiaires)

Son amendement n° 161 (p. 1407)

Son intervention (p. 1408 et s.)

Son amendement n° 88 (p. 1408)

Ses amendements n° 87 et 4 (p. 1443)

Son amendement n° 5 rectifié (p. 1445)

Son amendement n° 162 (p. 1448)

Son amendement n° 20 deuxième rectification (p. 1450)

Article 3 (protection de la propriété intellectuelle)

Son intervention (p. 1452)

Son amendement n° 163 rectifié (p. 1452)

Après l'article 5

Son amendement n° 11 (pouvoirs de sanction pécuniaire du Conseil supérieur de l'audiovisuel - CSA, à l'égard des sociétés nationales de programme) : adopté (p. 1454)

Son amendement n° 9 (procédure simplifiée : pouvoirs du CSA d'ordonner la diffusion d'un communiqué à l'antenne) (p. 1454) : adopté (p. 1455)

Son amendement n° 10 (de coordination) : adopté (p. 1455)

Son amendement n° 8 (rédactionnel) : adopté (p. 1455)

Article 12 (régime de la prospection directe)

Son intervention (p. 1464)

Après l'article 37

Son amendement n° 19 rectifié (financement des coûts nets des obligations de service universel) (p. 1484) : adopté (p. 1486)

Projet de loi n° 402 portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [3 avril 2003] (p. 2808)

Après l'article 22

Son amendement n° 79 (assouplissement du code électoral lorsqu'il faut compléter le conseil municipal avant l'élection d'un nouveau maire) (p. 2871) : retiré (p. 2872)

Projet de loi n° 758 relatif à la chasse

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [14 mai 2003] (p. 3668, 3711)

Article 16 (jour de non-chasse)

Son intervention (p. 3687)

Article 1er précédemment réservé (missions des fédérations départementales des chasseurs)

Son intervention (p. 3725)

Alain MARTY

*Moselle (4^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 356 établissant le statut du réfractaire des Alsaciens et Mosellans [7 novembre 2002]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Etats-Unis. politique de la défense, attitude de la France et de l'Union européenne [25 mars 2003] (p. 2370)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 244, posée le 24 mars 2003. Impôts locaux. recouvrement (J.O. questions p. 2096). Appelée le 25 mars 2003. taxe et redevance d'enlèvement des ordures ménagères (p. 2355)

n° 284, posée le 28 avril 2003. Etablissements de santé. équipements (J.O. questions p. 3246). Appelée le 29 avril 2003. imagerie médicale, Sarrebourg (p. 3204)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [12 novembre 2002] (p. 4861)

Son intervention (p. 4875)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : « Malgré nous » (p. 4875)

Anciens combattants et victimes de guerre : Alsace-Moselle (p. 4875)

Anciens combattants et victimes de guerre : service du travail obligatoire (STO) (p. 4875)

DÉFENSE ET SGDN

Examen des fascicules [24 octobre 2002] (p. 3907)

Son intervention (p. 3936)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : hélicoptères (p. 3936)

Défense : opérations extérieures (p. 3936)

Jacques MASDEU-ARUS

*Yvelines (12^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre de la commission d'enquête sur la gestion des entreprises publiques afin d'améliorer le système de prise de décision. [J.O. du 5 février 2003] (p. 2218)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) tome VI : Économie, finances et industrie (industrie) (n° 258) [10 octobre 2002]

Proposition de loi n° 628 tendant à compléter les dispositions du code électoral en vue de garantir la validité et l'authenticité de l'engagement individuel de candidature aux élections des conseillers municipaux dans les communes de plus de 3 500 habitants [13 février 2003]

Proposition de loi n° 1071 tendant à la création d'un fichier national des crédits aux particuliers [24 septembre 2003]

Proposition de loi n° 1072 relative à l'agrément des ouvrages et manuels scolaires par l'Etat [24 septembre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Examen du fascicule [25 octobre 2002] (p. 4017)

Sa présentation de l'avis de la commission des affaires économiques (p. 4019)

Thèmes avant la procédure des questions :

Énergie et carburants : Commissariat à l'énergie atomique (CEA) : crédits budgétaires (p. 4019)

Énergie et carburants : économies d'énergie : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 4019)

Énergie et carburants : Électricité de France (EDF) (p. 4019, 4020)

Énergie et carburants : Gaz de France (GDF) (p. 4019)

Énergie et carburants : Institut français du pétrole (IFP) : crédits budgétaires (p. 4019)

Industrie : construction navale (p. 4019)

Industrie : restructurations (p. 4019)

Recherche : innovation (p. 4019)

Télécommunications : autoroutes de l'information : crédits budgétaires (p. 4019)

Projet de loi n° 326 relatif aux marchés énergétiques et au service public de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [13 décembre 2002] (p. 6732)

Article 11 bis (observatoires régionaux du service public)

Son intervention (p. 6736)

Son amendement n° 263 rectifié (p. 6736)

Christophe MASSE

*Bouches-du-Rhône (8^{ème} circonscription)
Socialiste*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11116)

Membre titulaire de la Commission nationale pour l'autonomie des jeunes [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14787)

Membre de la commission d'enquête sur l'application des mesures préconisées en matière de sécurité du transport maritime des produits dangereux ou polluants et l'évaluation de leur efficacité [J.O. du 12 février 2003] (p. 2618)

Membre de la mission d'information sur la question des signes religieux à l'école [J.O. du 4 juin 2003] (p. 9541)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement. fonctionnement. effectifs de personnel [5 février 2003] (p. 877)

Etat. décentralisation. conséquences, enseignement [3 juin 2003] (p. 4396)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

SPORTS

Examen du fascicule [6 novembre 2002] (p. 4557)

Procédure des questions :

Sports : politique du sport (p. 4572)

Projet de loi n° 375 relatif à la négociation collective sur les restructurations ayant des incidences sur l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2002] (p. 6252, 6292)

Article 1er (articles 97, 98, 99, 101, 104, 106, 109 et 116 de la loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002) : suspension de certains articles de la loi de modernisation sociale du 17 janvier 2002 relatifs à la procédure des licenciements économiques)

Son sous-amendement n° 198 à l'amendement n° 78 de M. Gaëtan Gorce (p. 6286)

Ses amendements n° 90 et 92 (p. 6292)

Débat sur la chasse**[11 février 2003] (p. 1097)**

Son intervention (p. 1126)

Thèmes :

Chasse et pêche : jours de chasse (p. 1127)

Politiques communautaires : directives : oiseaux migrateurs (p. 1127)

Projet de loi n° 638 renforçant la lutte contre la violence routière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 mars 2003] (p. 2184)

Son intervention (p. 2207)

Thèmes :

Sécurité routière : prévention (p. 2208)

Sécurité routière : code de la route : enseignement (p. 2208)

Discussion des articles [20 mars 2003] (p. 2286)

Après l'article 12

Son amendement n° 164 (immatriculation obligatoire des cyclomoteurs de moins de 50 cm³) (p. 2297) : retiré (p. 2299)

Projet de loi n° 640 relatif aux assistants d'éducation

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mars 2003] (p. 2405)

Son intervention (p. 2424)

Thèmes :

Enseignement : personnel : recrutement (p. 2425)

Enseignement : personnel : assistants d'éducation (p. 2425)

Enseignement : personnel : contractuels (p. 2425)

Discussion des articles [26 mars 2003] (p. 2463 ; 2480) ; [27 mars 2003] (p. 2529, 2554, 2592) ; [28 mars 2003] (p. 2624)

Article 1er (création d'une nouvelle catégorie d'emplois occupés par des agents non titulaires au sein de la fonction publique de l'Etat)

Son intervention (p. 2467)

Son amendement n° 1092 (p. 2467)

Avant l'article 2

Son amendement n° 12 (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre l'accès à la connaissance et à la citoyenneté) (p. 2473) : rejeté (p. 2474)

Son amendement n° 1656 (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre l'apprentissage des nouvelles technologies de l'information et de la communication) (p. 2480) : rejeté (p. 2483)

Son amendement n° 22 (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre aux jeunes de se connaître et de se respecter) (p. 2483) : rejeté (p. 2485)

Son amendement n° 24 (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre aux jeunes de se connaître et de se respecter) (p. 2483) : rejeté (p. 2485)

Son amendement n° 36 (mission des établissements scolaires et universitaires : favoriser l'intégration) (p. 2486) : rejeté (p. 2488)

Son amendement n° 48 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles de la vie en société) (p. 2488) : rejeté (p. 2491)

Son amendement n° 60 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner le respect d'autrui) : rejeté (p. 2491)

Son amendement n° 72 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles qui fondent la démocratie) : rejeté (p. 2492)

Intervient sur l'amendement n° 74 de M. Yves Durand (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles et les valeurs de la République) (p. 2492)

Intervient sur l'amendement n° 75 de M. Jean-Marc Ayrault (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles et les valeurs de la République) (p. 2492)

Intervient sur l'amendement n° 76 de M. Alain Néri (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles et les valeurs de la République) (p. 2492)

Intervient sur l'amendement n° 77 de M. Patrick Roy (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles et les valeurs de la République) (p. 2492)

Intervient sur l'amendement n° 78 de Mme Catherine Génisson (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles et les valeurs de la République) (p. 2492)

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Victorin Lurel (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles et les valeurs de la République) (p. 2492)

Intervient sur l'amendement n° 80 de Mme Hélène Mignon (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles et les valeurs de la République) (p. 2492)

Intervient sur l'amendement n° 81 de M. Simon Renucci (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles et les valeurs de la République) (p. 2492)

Intervient sur l'amendement n° 82 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles et les valeurs de la République) (p. 2492)

Intervient sur l'amendement n° 83 de M. Gaëtan Gorce (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles et les valeurs de la République) (p. 2492)

Intervient sur l'amendement n° 85 de M. Jean-Pierre Blazy (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles et les valeurs de la République) (p. 2492)

Son amendement n° 84 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles et les valeurs de la République) (p. 2492) : rejeté (p. 2494)

Son amendement n° 96 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à penser, à raisonner, à s'exprimer) : rejeté (p. 2495)

Son amendement n° 108 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à développer une réflexion et un jugement autonome) : rejeté (p. 2495)

Son amendement n° 120 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner l'esprit critique) (p. 2495) : rejeté (p. 2496)

Son amendement n° 132 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les capacités d'analyse) (p. 2496) : rejeté (p. 2497)

Son amendement n° 144 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à exercer des responsabilités) (p. 2497) : rejeté (p. 2499)

Intervient sur l'amendement n° 146 de M. Yves Durand (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à prendre des initiatives) (p. 2499)

Intervient sur l'amendement n° 147 de M. Jean-Marc Ayrault (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à prendre des initiatives) (p. 2499)

Intervient sur l'amendement n° 148 de M. Alain Néri (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à prendre des initiatives) (p. 2499)

Intervient sur l'amendement n° 149 de M. Patrick Roy (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à prendre des initiatives) (p. 2499)

Intervient sur l'amendement n° 150 de Mme Catherine Génisson (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à prendre des initiatives) (p. 2499)

Intervient sur l'amendement n° 151 de M. Victorin Lurel (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à prendre des initiatives) (p. 2499)

Intervient sur l'amendement n° 152 de Mme Hélène Mignon (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à prendre des initiatives) (p. 2499)

Intervient sur l'amendement n° 153 de M. Simon Renucci (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à prendre des initiatives) (p. 2499)

Intervient sur l'amendement n° 154 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à prendre des initiatives) (p. 2499)

Intervient sur l'amendement n° 155 de M. Gaëtan Gorce (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à prendre des initiatives) (p. 2499)

Son amendement n° 156 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à prendre des initiatives) : rejeté (p. 2499)

Intervient sur l'amendement n° 157 de M. Jean-Pierre Blazy (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à prendre des initiatives) (p. 2499)

Son amendement n° 168 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à créer et à innover) : rejeté (p. 2499)

Son amendement n° 180 (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre à tous les jeunes de s'insérer dans la société) (p. 2499) : rejeté (p. 2500)

Son amendement n° 192 (organisation de la journée de l'enfant en cohérence avec les enseignements et les activités périscolaires) (p. 2500) : rejeté (p. 2501)

Son amendement n° 204 (mission d'ouverture vers le monde extérieur des établissements scolaires et universitaires) (p. 2501) : rejeté (p. 2502)

Intervient sur l'amendement n° 206 de M. Yves Durand (référence à la laïcité comme valeur fondamentale de la République) (p. 2502)

Intervient sur l'amendement n° 207 de M. Jean-Marc Ayrault (référence à la laïcité comme valeur fondamentale de la République) (p. 2502)

Intervient sur l'amendement n° 208 de M. Alain Néri (référence à la laïcité comme valeur fondamentale de la République) (p. 2502)

Intervient sur l'amendement n° 209 de M. Patrick Roy (référence à la laïcité comme valeur fondamentale de la République) (p. 2502)

Intervient sur l'amendement n° 210 de Mme Catherine Génisson (référence à la laïcité comme valeur fondamentale de la République) (p. 2502)

Intervient sur l'amendement n° 211 de M. Victorin Lurel (référence à la laïcité comme valeur fondamentale de la République) (p. 2502)

Intervient sur l'amendement n° 212 de Mme Hélène Mignon (référence à la laïcité comme valeur fondamentale de la République) (p. 2502)

Intervient sur l'amendement n° 213 de M. Simon Renucci (référence à la laïcité comme valeur fondamentale de la République) (p. 2502)

Intervient sur l'amendement n° 214 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (référence à la laïcité comme valeur fondamentale de la République) (p. 2502)

Intervient sur l'amendement n° 215 de M. Gaëtan Gorce (référence à la laïcité comme valeur fondamentale de la République) (p. 2502)

Son amendement n° 216 (référence à la laïcité comme valeur fondamentale de la République) : rejeté (p. 2502)

Intervient sur l'amendement n° 217 de M. Jean-Pierre Blazy (référence à la laïcité comme valeur fondamentale de la République) (p. 2502)

Son amendement n° 228 (mission des établissements scolaires et universitaires : développer les liens avec les collectivités locales, les parents et les associations) : rejeté (p. 2503)

Son amendement n° 240 (mission des établissements scolaires et universitaires : rassembler l'ensemble des acteurs de l'éducation pour favoriser la réussite des enfants) (p. 2503) : rejeté (p. 2504)

Son amendement n° 252 (mission des établissements scolaires et universitaires : participer à la mise en œuvre du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) : rejeté (p. 2505)

Son amendement n° 2679 (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de la lecture) (p. 2505) : rejeté (p. 2506)

Son amendement n° 2691 (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de l'écriture) (p. 2506) : rejeté (p. 2508)

Intervient sur l'amendement n° 2693 de M. Yves Durand (organisation d'échanges sportifs au niveau scolaire) (p. 2530)

Intervient sur l'amendement n° 2694 de M. Jean-Marc Ayrault (organisation d'échanges sportifs au niveau scolaire) (p. 2530)

Intervient sur l'amendement n° 2695 de M. Alain Néri (organisation d'échanges sportifs au niveau scolaire) (p. 2530)

Intervient sur l'amendement n° 2696 de M. Patrick Roy (organisation d'échanges sportifs au niveau scolaire) (p. 2530)

Intervient sur l'amendement n° 2697 de Mme Catherine Génisson (organisation d'échanges sportifs au niveau scolaire) (p. 2530)

Intervient sur l'amendement n° 2698 de M. Victorin Lurel (organisation d'échanges sportifs au niveau scolaire) (p. 2530)

Intervient sur l'amendement n° 2699 de Mme Hélène Mignon (organisation d'échanges sportifs au niveau scolaire) (p. 2530)

Intervient sur l'amendement n° 2700 de M. Simon Renucci (organisation d'échanges sportifs au niveau scolaire) (p. 2530)

Intervient sur l'amendement n° 2701 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (organisation d'échanges sportifs au niveau scolaire) (p. 2530)

Intervient sur l'amendement n° 2702 de M. Gaëtan Gorce (organisation d'échanges sportifs au niveau scolaire) (p. 2530)

Son amendement n° 2703 (organisation d'échanges sportifs au niveau scolaire) : rejeté (p. 2530)

Intervient sur l'amendement n° 2704 de M. Jean-Pierre Blazy (organisation d'échanges sportifs au niveau scolaire) (p. 2530)

Son amendement n° 1668 (enseignement de l'outil informatique et de ses applications) (p. 2530) : rejeté (p. 2533)

Son amendement n° 1680 (enseignement des technologies de l'information et de la communication) (p. 2533) : rejeté (p. 2534)

Son amendement n° 2343 (responsabilités en matière d'établissement et d'application de la carte scolaire) (p. 2534) : rejeté (p. 2535)

Son amendement n° 2355 (responsabilités en matière de formation professionnelle) : rejeté (p. 2536)

Son amendement n° 2367 (responsabilités en matière de médecine scolaire) (p. 2536) : rejeté (p. 2538)

Son amendement n° 2379 (responsabilités en matière d'orientation scolaire des jeunes) (p. 2538) : rejeté (p. 2539)

Son amendement n° 2391 (responsabilités en matière d'orientation professionnelle des jeunes) : rejeté (p. 2539)

Son amendement n° 2403 (responsabilités en matière d'assistance sociale des élèves) (p. 2539) : rejeté (p. 2543)

Son amendement n° 2415 (responsabilités en matière d'information sur les métiers) : rejeté (p. 2544)

Son amendement n° 2427 (responsabilités en matière d'établissement de la carte des formations professionnalisantes) : rejeté (p. 2545)

Son amendement n° 2439 (enseignement de l'histoire de l'esclavage) (p. 2545) : rejeté (p. 2546)

Son amendement n° 2451 (enseignement de l'histoire et de la géographie de l'outre-mer) : rejeté (p. 2546)

Son amendement n° 264 (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) : rejeté (p. 2546)

Son amendement n° 276 (universalité du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) : rejeté (p. 2547)

Son amendement n° 288 (caractère inaliénable du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) : rejeté (p. 2547)

Son amendement n° 300 (garantie de la reprise d'une formation pour toute personne afin de rendre effective l'égalité des chances) : rejeté (p. 2547)

Son amendement n° 312 (garantie à toute personne d'avoir accès à une formation d'autant plus élaborée que la formation initiale aura été courte) (p. 2547) : rejeté (p. 2548)

Son amendement n° 324 (notion et contenu de pacte éducatif de la nation) : rejeté (p. 2548)

Son amendement n° 336 (notion d'accès permanent au savoir et à la culture) : rejeté (p. 2548)

Son amendement n° 348 (objectif éducatif consistant à favoriser la mobilité professionnelle) : rejeté (p. 2548)

Son amendement n° 360 (objectif éducatif consistant à favoriser la qualification professionnelle) (p. 2548) : rejeté (p. 2549)

Son amendement n° 372 (objectif éducatif consistant à favoriser la sécurité des parcours professionnels face aux aléas de la vie et du travail) : rejeté (p. 2549)

Son amendement n° 384 (objectif éducatif consistant à favoriser la promotion sociale) : rejeté (p. 2549)

Son amendement n° 396 (objectif éducatif consistant à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes) (p. 2549) : rejeté (p. 2550)

Son amendement n° 408 (objectif éducatif consistant à favoriser l'adaptation aux évolutions économiques) : rejeté (p. 2550)

Son amendement n° 420 (objectif éducatif consistant à favoriser l'adaptation aux évolutions technologiques) : rejeté (p. 2555)

Son amendement n° 432 (droit à une formation continue) : rejeté (p. 2555)

Son amendement n° 444 (objectif éducatif consistant à favoriser une professionnalisation durable) (p. 2555) : rejeté (p. 2556)

Son amendement n° 456 (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : responsabilité de l'Etat en lien avec les collectivités locales) (p. 2556) : rejeté (p. 2558)

Son amendement n° 468 (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : responsabilité de l'Etat en lien avec les entreprises) : rejeté (p. 2558)

Son amendement n° 480 (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : contribution des entreprises au financement) : rejeté (p. 2558)

Son amendement n° 492 (caractère accessible à tous du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2558) : rejeté (p. 2559)

Son amendement n° 504 (objectif du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : favoriser la mixité sociale) (p. 2559) : rejeté (p. 2560)

Son amendement n° 516 (objectif du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : favoriser l'égalité professionnelle) (p. 2560) : rejeté (p. 2561)

Son amendement n° 528 (objectif du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : favoriser l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes) : rejeté (p. 2561)

Son amendement n° 540 (introduction dans le code de l'éducation d'un chapitre intitulé : "Le droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie") (p. 2561) : rejeté (p. 2563)

Son amendement n° 552 (création au niveau de l'académie de bassins d'éducation et de formation) : rejeté (p. 2563)

Son amendement n° 564 (création au niveau de l'académie de bassins d'éducation et de formation) : rejeté (p. 2563)

Son amendement n° 576 (responsabilité du recteur de favoriser la mixité sociale au sein de l'académie) (p. 2563) : rejeté (p. 2564)

Son amendement n° 588 (carte scolaire élargie au bassin d'éducation) (p. 2563) : rejeté (p. 2564)

Son amendement n° 600 (détermination du bassin d'éducation par le recteur en lien avec les collectivités locales) (p. 2564) : rejeté (p. 2565)

Son amendement n° 612 (détermination du bassin d'éducation par le recteur en lien avec les associations de parents d'élèves) : rejeté (p. 2565)

Son amendement n° 624 (détermination du bassin d'éducation par le recteur en lien avec les représentants syndicaux d'enseignants) : rejeté (p. 2565)

Son amendement n° 636 (responsabilité de favoriser l'intégration pour le recteur au sein du bassin d'éducation) : rejeté (p. 2565)

Son amendement n° 648 (détermination du bassin d'éducation par le recteur en lien avec les associations) (p. 2565) : rejeté (p. 2567)

Son amendement n° 660 (prise en compte des activités périscolaires lors de la détermination du bassin d'éducation) : rejeté (p. 2567)

Son amendement n° 672 (recueil annuel par l'inspecteur d'académie de la liste des enfants soumis à l'obligation scolaire au sein du bassin d'éducation) : rejeté (p. 2567)

Son amendement n° 684 (interdiction à un ministre de l'éducation nationale en exercice de publier un ouvrage) (p. 2567) : retiré (p. 2569)

Son amendement n° 1128 (institution d'une journée nationale du suffrage universel) (p. 2569) : rejeté (p. 2571)

Son amendement n° 696 (droit au conseil en orientation et à l'information pour favoriser la construction des parcours professionnels de chaque jeune) : rejeté (p. 2571)

Son amendement n° 708 (droit au conseil en orientation et à l'information pour favoriser la construction des parcours de formation de chaque jeune) (p. 2571) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 720 (responsabilités ministérielles de la mise en oeuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) (p. 2571) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 732 (objectif du droit au conseil en orientation et à l'information : permettre à chaque jeune un projet personnel) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 744 (droit au conseil en orientation et à l'information pour favoriser le contact avec le monde du travail) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 756 (bilan annuel de la scolarité lié au droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 768 (intégration du droit au conseil en orientation et à l'information dans le cursus normal de la formation) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 780 (objectif du droit au conseil en orientation et à l'information de présenter à chaque jeune les différentes formes d'enseignement) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 792 (objectif du droit au conseil en orientation et à l'information de permettre à chaque jeune de déterminer ses choix ultérieurs) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 804 (objectif du droit au conseil en orientation et à l'information de développer les passerelles entre différentes formes d'enseignement) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 816 (évaluation de chaque jeune réalisée par des examens et la validation des acquis) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 828 (tenue régulière de journées de présentation des enseignements et des filières professionnelles) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 840 (participation des chambres des métiers à la mise en oeuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) (p. 2572) : rejeté (p. 2573)

Son amendement n° 852 (participation des chambres de commerce et d'industrie à la mise en oeuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2573)

Son amendement n° 864 (participation des chambres d'agriculture à la mise en oeuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2573)

Son amendement n° 876 (mise en oeuvre du droit au conseil en orientation et à l'information au niveau national sous la responsabilité de chaque recteur d'académie) (p. 2573) : rejeté (p. 2574)

Son amendement n° 888 (participation des syndicats à la mise en oeuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2574)

Son amendement n° 900 (participation des organisations professionnelles à la mise en oeuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2574)

Son amendement n° 912 (participation des associations à la mise en oeuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2575)

Son amendement n° 924 (participation des associations non gouvernementales à la mise en oeuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2575)

Son amendement n° 1692 (initiation de tous les élèves aux technologies de l'information et de la communication) : rejeté (p. 2575)

Son amendement n° 1704 (apprentissage de la lecture et de l'écriture : articulation entre l'école maternelle et le cours préparatoire) (p. 2575) : rejeté (p. 2577)

Son amendement n° 2115 (mise en oeuvre de l'articulation entre la grande section de maternelle et le cours préparatoire par l'équipe éducative en lien avec les parents d'élèves) : rejeté (p. 2577)

Son amendement n° 1716 (mise en oeuvre de l'articulation entre la grande section de maternelle et le cours préparatoire par l'équipe éducative en lien avec les activités périscolaires) : rejeté (p. 2577)

Son amendement n° 1728 (objectif de l'articulation entre la grande section de maternelle et le cours préparatoire : lutter contre l'échec scolaire) (p. 2577) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1743 (articulation entre la grande section de maternelle et le cours préparatoire : enseignement spécifique et individualisé) (p. 2577) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1755 (objectif de l'articulation entre la grande section de maternelle et le cours préparatoire : faciliter le passage de l'enseignant unique à plusieurs enseignants) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1767 (apprentissage des langues vivantes au niveau de l'articulation entre le cours moyen 2^e année et la classe de 6^e) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1779 (apprentissage des nouvelles technologies de l'information et de la communication au niveau de l'articulation entre le cours moyen 2^e année et la classe de 6^e) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1791 (enseignement spécifique et individualisé validant l'apprentissage de la lecture et de l'écriture au niveau de l'articulation entre le cours moyen 2^e année et la classe de 6^e) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1803 (au niveau de l'articulation entre le cours moyen 2^e année et la classe de 6^e, mise en œuvre d'un enseignement spécifique et individualisé par l'équipe éducative en lien avec les parents d'élèves) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1815 (mise en œuvre de l'articulation entre le cours moyen 2^e année et la classe de 6^e par l'équipe éducative en lien avec les activités périscolaires) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1827 (but de l'articulation entre le cours moyen 2^e année et la classe de 6^e : lutter contre l'échec scolaire) : rejeté (p. 2579)

Son amendement n° 1839 (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : faciliter le passage du collège au lycée) (p. 2579) : rejeté (p. 2580)

Son amendement n° 1851 (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : faciliter le travail en équipe) : rejeté (p. 2580)

Son amendement n° 1863 (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : apprendre à chaque jeune à travailler individuellement et en équipe) : rejeté (p. 2580)

Son amendement n° 1875 (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : favoriser la maîtrise des nouvelles technologies) : rejeté (p. 2580)

Son amendement n° 1887 (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : lutter contre l'échec scolaire) : rejeté (p. 2580)

Son amendement n° 1899 (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : responsabiliser les futurs lycéens) : rejeté (p. 2580)

Son amendement n° 1911 (équilibre entre enseignement général et enseignement professionnel) : rejeté (p. 2581)

Son amendement n° 1923 (équilibre entre les filières scientifiques et littéraires) (p. 2581) : rejeté (p. 2581)

Son amendement n° 1935 (principe stipulant que l'élève quittant la classe de troisième est acteur de sa formation) (p. 2581) : rejeté (p. 2582)

Son amendement n° 1947 (rôle de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde pour favoriser l'orientation des élèves) : rejeté (p. 2582)

Son amendement n° 1959 (mise en œuvre de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde par l'équipe éducative en lien avec les parents d'élèves) : rejeté (p. 2582)

Son amendement n° 1971 (mise en œuvre de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde par l'équipe éducative en lien avec les activités périscolaires) : rejeté (p. 2582)

Son amendement n° 1983 (mise en œuvre d'enseignement spécifique et individuel au niveau de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde) : rejeté (p. 2582)

Son amendement n° 1995 (mise en œuvre de journées d'orientation et d'information dans les collèges au niveau de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde) : rejeté (p. 2582)

Son amendement n° 2007 (préparation des élèves à un enseignement pluridisciplinaire au niveau de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde) : rejeté (p. 2582)

Son amendement n° 2715 (échanges entre élèves de zone rurale et de zone urbaine) : rejeté (p. 2583)

Son amendement n° 2727 (échanges entre élèves de zone de montagne et de zone du littoral) : rejeté (p. 2583)

Son amendement n° 2739 (échanges avec les élèves des zones prioritaires d'éducation) : rejeté (p. 2583)

Son amendement n° 2871 (caractère déterminant de l'organisation du rythme scolaire dans la lutte contre l'échec scolaire) (p. 2584) : rejeté (p. 2586)

Son amendement n° 2883 (organisation du temps scolaire prenant en compte la qualité de vie de l'enfant) : rejeté (p. 2587)

Son amendement n° 2895 (priorité de l'intérêt des élèves au niveau de l'organisation des rythmes scolaire) (p. 2587) : rejeté (p. 2588)

Son amendement n° 2907 (concertation de tous les acteurs concernés, y compris les assistants d'éducation et les élèves, en matière d'organisation du temps à l'école) : rejeté (p. 2588)

Son amendement n° 2919 (définition de la garderie du matin) : rejeté (p. 2592)

Son amendement n° 2931 (organisation d'une pause d'au moins une heure trente à la mi-journée) (p. 2592) : rejeté (p. 2593)

Son amendement n° 2943 (organisation en matière de cantines scolaires) (p. 2593) : rejeté (p. 2594)

Son amendement n° 2955 (durée des récréations) (p. 2594)

Son amendement n° 2019 (accès en dehors des heures scolaires aux nouvelles technologies) : rejeté (p. 2595)

Son amendement n° 2031 (accès en dehors des heures scolaires aux nouvelles technologies par partenariats avec des organismes non scolaires) : rejeté (p. 2595)

Son amendement n° 2043 (initiation de tous les étudiants aux nouvelles technologies) : rejeté (p. 2595)

Son amendement n° 936 (mission d'éducation à la citoyenneté pour les personnels "ATOSS") (p. 2595) : rejeté (p. 2596)

Son amendement n° 948 (mission d'éducation à la santé pour les personnels "ATOSS") (p. 2596) : rejeté (p. 2597)

Son amendement n° 960 (notion de mission favorisant l'intégration pour les personnels "ATOSS") : rejeté (p. 2597)

Son amendement n° 972 (mission d'apprentissage des règles de la vie en société pour les personnels "ATOSS") : rejeté (p. 2597)

Son amendement n° 984 (rôle pédagogique des personnels "ATOSS") (p. 2597) : rejeté (p. 2598)

Son amendement n° 996 (missions des personnels ATOSS sous l'autorité du recteur) : rejeté (p. 2598)

Son amendement n° 1008 (statuts des personnels ATOSS mis en œuvre sous l'autorité du recteur) (p. 2598) : rejeté (p. 2599)

Son amendement n° 1020 (participation des personnels ATOSS à la mise en œuvre du droit à l'éducation) : rejeté (p. 2599)

Son amendement n° 1032 (rôle d'assistance à l'équipe éducative des personnels ATOSS) : rejeté (p. 2599)

Son amendement n° 1044 (fonction d'encadrement des élèves des personnels ATOSS) (p. 2599) : rejeté (p. 2600)

Article 2 (régime juridique des assistants d'éducation)

Son amendement n° 1104 (p. 2603)

Son amendement n° 1140 (p. 2605)

Son amendement n° 1152 (p. 2606)

Ses amendements n°s 2127 et 2463 (p. 2608)

Son amendement n° 1284 (p. 2609)

Ses amendements n°s 2055, 1164, 1176, 1296 et 1272 (p. 2610)

Ses amendements n°s 1188, 1200, 1212, 1224, 1236, 1248 et 1260 (p. 2612)

Ses amendements n°s 1308, 2751 et 2763 (p. 2614)

Ses amendements n°s 2775, 2787 et 2799 (p. 2616)

Son amendement n° 2811 (p. 2617)

Ses amendements n°s 2823 et 2835 (p. 2618)

Son amendement n° 2967 (p. 2619)

Son amendement n° 1368 (p. 2624)

Son amendement n° 1320 (p. 2625)

Ses amendements n°s 2847 et 2859 (p. 2626)

Ses amendements n°s 1056, 1068, 1080 et 1332 (p. 2627)

Ses amendements n°s 1344 et 1356 (p. 2628)

Son amendement n° 1380 (p. 2629)

Ses amendements n°s 2475, 1392 et 1404 (p. 2630)

Ses amendements n°s 2151, 2163 et 2175 (p. 2631)

Ses amendements n°s 1452 et 1464 (p. 2632)

Ses amendements n°s 1476, 1488, 1500, 1512, 1624 (p. 2633)

Ses amendements n°s 1536, 1548, 1560, 1572, 1584, 1596, 1608, 1620, 1632, 1644 (p. 2634)

Ses amendements n°s 2140, 2067, 2079 et 2091 (p. 2635)

Son amendement n° 2487 (p. 2636)

Ses amendements n°s 2499, 2511, 2523, 2535, 2979 et 1416 (p. 2637)

Ses amendements n°s 1428 et 1440 (p. 2638)

Après l'article 2

Son amendement n° 2607 (contenu et mise en œuvre des programmes d'enseignement) : rejeté (p. 2639)

Son amendement n° 2619 (objectifs et réalisation des programmes d'enseignement) : rejeté (p. 2640)

Son amendement n° 2631 (établissement de la carte des secteurs des collèges) : rejeté (p. 2640)

Son amendement n° 2643 (établissement de la carte des secteurs des lycées) : rejeté (p. 2640)

Son amendement n° 2655 (établissement de la carte des secteurs des écoles) : rejeté (p. 2640)

Son amendement n° 2103 (activités destinées à se familiariser avec les outils informatiques et les nouvelles technologies) : rejeté (p. 2640)

Son amendement n° 2667 (les programmes scolaires prennent en compte les références communes en Europe) : rejeté (p. 2641)

Article 3 (affiliation des établissements publics locaux d'éducation à l'assurance-chômage au titre des assistants d'éducation)

Son amendement n° 1116 (p. 2644)

Après l'article 3

Son amendement n° 2187 (égalité entre les hommes et les femmes en matière d'orientation scolaire) : rejeté (p. 2645)

Son amendement n° 2199 (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2645) : retiré (p. 2646)

Son amendement n° 2991 (rapport au Parlement sur l'application de la loi relative aux assistants d'éducation) (p. 2648) : rejeté (p. 2649)

Titre

Son amendement n° 3003 (nouveau titre : "Projet de loi portant réforme du code de l'éducation") (p. 2649) : rejeté (p. 2650)

Projet de loi n° 402 portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [3 avril 2003] (p. 2808)

Après l'article 2

Son amendement n° 40 précédemment réservé (construction de plus de 100 logements précédée d'une étude visant à en mesurer l'impact sur les équipements publics existants) (p. 2830) : rejeté (p. 2831)

Proposition de loi n° 180 relative à la création d'un chèque-emploi associatif

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [7 mai 2003] (p. 3541)

Son intervention (p. 3543)

Thèmes :

Associations : bénévolat (p. 3543)

Emploi : chèque-emploi associatif (p. 3543)

Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 3543)

Emploi : politique de l'emploi : associations (p. 3543)

Travail : travail saisonnier (p. 3544)

Abstention du groupe socialiste (p. 3544)

Projet de loi n° 758 relatif à la chasse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 mai 2003] (p. 3629)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 3644)

Thèmes :

Chasse et pêche : jour de non-chasse (p. 3645 et s.)

Chasse et pêche : permis de chasser (p. 3645)

Environnement : biodiversité (p. 3645)

Environnement : faune et flore : protection (p. 3645)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 juin 2003] (p. 5000)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 5020)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi (p. 5020)

Retraites : généralités : politique à l'égard des retraités (p. 5020)

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Article 1er [séances du 16 juin 2003] (système de retraites par répartition)

Son intervention (p. 5348 et s.)

Après l'article 2 [séance du 17 juin 2003] (sources supplémentaires de financement ; politique salariale)

Son intervention (p. 5454)

Article 3 [séances du 17 juin 2003] (équité)

Son intervention (p. 5500 et s.)

Article 5 [séance 19 juin 2003] (durée d'assurance, pour obtenir une pension à taux plein, portée à 41 ans en 2012)

Son intervention (p. 5641)

Projet de loi n° 939 relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2003] (p. 7697)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7708)

Thèmes :

Sports : bénévolat (p. 7711)

Sports : associations et clubs (p. 7709)

Sports : crédits (p. 7710)

Sports : fédérations (p. 7709)

Sports : installations sportives (p. 7711)

Sports : métiers du sport (p. 7710)

Sports : sportifs professionnels (p. 7710)

Discussion des articles [16 juillet 2003] (p. 7733)

Article 1er (organisation des fédérations sportives)

Son intervention (p. 7734 et s.)

Article 5 (réglementation de l'exercice professionnel de l'encadrement sportif)

Son intervention (p. 7746 et s.)

Après l'article 5 ter

Intervient sur l'amendement n° 27 du Gouvernement (validation de la baisse de remboursement de médicaments visés par des arrêtés de septembre 2001, décembre 2001 et avril 2003) (p. 7752)

Article 8 (remise en vigueur transitoire du régime d'homologation des diplômes fédéraux)

Son intervention (p. 7754)

Jean-Claude MATHIS

*Aube (2^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles [J.O. du 2 août 2002] (p. 13229)

Membre titulaire du comité de surveillance du Fonds de solidarité vieillesse [J.O. du 2 août 2002] (p. 13230)

Membre titulaire du comité consultatif pour la gestion du Fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales [J.O. du 3 août 2002] (p. 13301)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique, sécurité des biens et des personnes, police, gendarmerie, effectifs de personnel [19 novembre 2002] (p. 5286)

Agriculture, jeunes agriculteurs, installation, aides de l'Etat [19 mars 2003] (p. 2176)

Didier MATHUS

*Saône-et-Loire (4^{ème} circonscription)
Socialiste*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11116)

Vice-président de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 29 juin 2002] (p. 11265)

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Institut national de l'audiovisuel [J.O. du 2 août 2002] (p. 13230)

Membre de la mission d'information commune sur la création d'une télévision française d'information à vocation internationale [J.O. du 19 décembre 2002] (p. 21167)

Vice-président de la mission d'information commune sur la création d'une télévision française d'information à vocation internationale [J.O. du 15 janvier 2003] (p. 883)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) tome VII : Culture et communication (communication) (n° 257) [10 octobre 2002]

- Intervient sur l'amendement n° 114 de Mme Jacqueline Fraysse (majoration de la contribution sociale assise sur les bénéfices des sociétés) (p. 4244)
- Intervient sur l'amendement n° 118 de Mme Jacqueline Fraysse (contribution sociale sur les revenus des entreprises) (p. 4244)
- Intervient sur l'amendement n° 116 de Mme Jacqueline Fraysse (nouveau système de modulation des cotisations patronales) (p. 4245)
- Intervient sur l'amendement n° 115 de Mme Jacqueline Fraysse (fixation des coefficients de modulation des cotisations patronales) (p. 4246)
- Intervient sur l'amendement n° 117 de Mme Jacqueline Fraysse (fixation des coefficients de modulation des cotisations patronales) (p. 4247)
- Article 3 (affectation du droit de consommation sur les tabacs)*
Son intervention (p. 4263 et s.)
- Après l'article 3*
Intervient sur l'amendement n° 218 de M. Claude Evin (suppression des frais d'assiette et de recouvrement perçus par les services fiscaux en matière de fiscalité affectée à la sécurité sociale) (p. 4265)
- Article 4 (montant du droit de consommation sur les tabacs)*
Son intervention (p. 4268 et s.)
- Après l'article 4*
Intervient sur l'amendement n° 36 de la commission (surtaxation des bières fortes) (p. 4274)
- Article 5 (remboursement de la moitié de la dette du Fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale -FOREC- par la Caisse d'amortissement de la dette sociale -CADES-)*
Son intervention (p. 4276 et s.)
- Article 6 (contribution sur les dépenses de promotion des laboratoires pharmaceutiques)*
Son intervention (p. 4280 et s.)
- Après l'article 6*
Intervient sur l'amendement n° 42 deuxième rectification de la commission (suppression de la taxe due par les laboratoires sur les ventes directes de médicaments aux officines) (p. 4283)
- Article 7 (clause de sauvegarde applicable à la progression du chiffre d'affaires des laboratoires pharmaceutiques non conventionnés)*
Son intervention (p. 4284)
- Après l'article 7*
Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (affiliation à l'assurance maladie des frontaliers français travaillant en Suisse) (p. 4285)
Intervient sur l'amendement n° 43 de la commission (affiliation à l'assurance maladie des frontaliers français travaillant en Suisse) (p. 4286)
- Article 10 (mode de calcul de l'objectif quantifié national des cliniques privées)*
Son intervention (p. 4287 et s.)
- Article 11 (création d'une mission d'audit et d'expertise hospitaliers)*
Son intervention (p. 4290 et s.)
- Après l'article 11*
Intervient sur l'amendement n° 45 de la commission (validation de la rémunération des gardes effectuées par des médecins faisant fonction d'interne) (p. 4296)
- Article 12 (expérimentation du financement des hôpitaux par l'activité)*
Son intervention (p. 4298 et s.)
- Article 13 (fusion du Fonds pour la modernisation des cliniques privées dans le Fonds pour la modernisation des établissements de santé)*
Son intervention (p. 4302 et s.)
- Article 14 (extension des missions du Fonds pour l'emploi hospitalier)*
Son intervention (p. 4306)
- Après l'article 14*
Intervient sur l'amendement n° 52 de la commission (conditions d'exercice d'une activité médicale libérale à l'hôpital) (p. 4307)
- Article 15 (suppression du mécanisme dit des "lettres-clefs flottantes" et des comités médicaux régionaux)*
Son intervention (p. 4312 et s.)
- Article 16 (missions du conseil de surveillance de la Caisse nationale d'assurance maladie)*
Son intervention (p. 4314 et s.)
- Article 18 (dénomination et missions du service médical de l'assurance maladie)*
Son intervention (p. 4318 et s.)
- Article 19 (mesures et procédures applicables aux médecins en cas de pratiques abusives)*
Son intervention (p. 4319)
- Après l'article 19*
Intervient sur l'amendement n° 126 de Mme Jacqueline Fraysse (dépôt automatique d'une demande d'inscription sur la liste des médicaments remboursables pour toute spécialité ayant obtenu une autorisation de mise sur le marché) (p. 4320)
- Intervient sur l'amendement n° 65 de la commission (accord cadre entre le Comité économique des produits de santé et l'industrie pharmaceutique) (p. 4321)
- Intervient sur le sous-amendement n° 291 du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 65 de la commission (p. 4321)
- Intervient sur l'amendement n° 206 de M. Bruno Gilles (accords cadres entre l'Etat et l'industrie pharmaceutique) (p. 4321)
- Intervient sur l'amendement n° 64 de la commission (prolongation de l'agrément des réseaux de soins) (p. 4322)
- Intervient sur le sous-amendement n° 292 du Gouvernement (prorogation jusqu'au 31 décembre 2004 au lieu du 31 décembre 2003) à l'amendement n° 64 de la commission (p. 4322)
- Intervient sur l'amendement n° 260 de M. Jean-Marie Le Guen (prorogation de l'agrément des réseaux de soins) (p. 4322)
- Article 20 (inscription accélérée sur la liste des médicaments remboursables)*
Son intervention (p. 4324)
- Après l'article 20*
Intervient sur l'amendement n° 67 de la commission (conditions d'agrément tacite en cas de non-respect des délais) (p. 4342)
- Article 21 (pénalités financières applicables aux entreprises exploitant des médicaments)*
Son intervention (p. 4343 et s.)
- Article 22 (transfert à l'assurance maladie du financement des dépenses des centres spécialisés dans la prise en charge des toxicomanes)*
Son intervention (p. 4346)
- Article 23 (transfert à l'assurance maladie du financement des dépenses d'interruption volontaire de grossesse)*
Son intervention (p. 4348)
- Article 24 (financement du forfait de garde pour les entreprises de transport sanitaire)*
Son intervention (p. 4350)
- Article 26 (réintégration des médicaments remboursables dans les tarifs de soins des établissements assurant l'hébergement des personnes âgées et ne disposant pas de pharmacie à usage intérieur)*
Son intervention (p. 4358)
- Après l'article 26*
Intervient sur l'amendement n° 75 de la commission (relations entre les pharmacies et les établissements assurant l'hébergement des personnes âgées dépendantes) (p. 4358)
- Article 27 (tarif forfaitaire de remboursement pour les médicaments)*
Son intervention (p. 4361 et s.)
- Article 17 précédemment réservé (spécialités délivrées sur présentation d'une prescription rédigée en dénomination commune internationale)*
Son intervention (p. 4370)
- Article 28 (fin du mécanisme de cessation anticipée d'activité)*
Son intervention (p. 4375 et s.)
- Article 29 (incitation à la poursuite et à la reprise d'activité pour les médecins et les infirmières)*
Son intervention (p. 4377 et s.)
- Article 30 (dotation de financement de l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux)*
Son intervention (p. 4380)
- Article 31 (missions et dotation de financement du Fonds d'aide à la qualité des soins de ville)*
Son intervention (p. 4382)
- Article 32 (fixation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie pour 2003)*
Son intervention (p. 4384)
- Article 45 (fixation du total des objectifs de dépenses pour 2003)*
Son intervention (p. 4413)
- Après l'article 46*
Intervient sur l'amendement n° 204 de M. Charles de Courson (compensation entre les régimes de sécurité sociale : notion de cotisants actifs exerçant une activité professionnelle et affiliés à un régime obligatoire de sécurité sociale) (p. 4414)
- Article 47 (modalités de recouvrement des impositions directement recouvrées par l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale -ACOSS-)*
Son intervention (p. 4414)
- Après l'article 47*
Intervient sur l'amendement n° 294 du Gouvernement (charge des dépenses relatives au contentieux technique de la sécurité sociale) (p. 4415)
Intervient sur le sous-amendement n° 301 de la commission (de correction) à l'amendement n° 294 du Gouvernement (p. 4415)
Intervient sur l'amendement n° 235 de M. Claude Evin (rapport annuel au Parlement sur la mise en œuvre de la réduction des cotisations) (p. 4415)
- Article 48 (fixation des plafonds d'avances de trésorerie pour 2003)*

Représentant suppléant de la délégation française aux assemblées du Conseil de l'Europe et de l'UEO [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12452)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête concernant les pratiques frauduleuses dans l'attribution des pensions d'invalidité et les dysfonctionnements du service de santé des armées (n° 526) [12 février 2003]

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le Ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales [J.O. du 31 juillet 2003] (p. 13096)

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le service de santé des armées [29 octobre 2002] (n° 335)

Proposition de loi n° 492 tendant à accélérer les procédures relatives à l'intervention des pouvoirs publics après des inondations [18 décembre 2002]

Proposition de loi n° 620 tendant à créer des zones franches rurales [13 février 2003]

Rapport déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur la proposition de résolution (n° 526) de M. Dominique Paillé tendant à la création d'une commission d'enquête concernant les pratiques frauduleuses dans l'attribution des pensions d'invalidité et les dysfonctionnements du service de santé des Armées [12 mars 2003] (n° 687)

Proposition de loi n° 850 tendant à favoriser le maintien des médecins généralistes en zones rurales médicalement défavorisées [14 mai 2003]

Proposition de résolution n° 860 tendant à créer une commission d'enquête relative aux conditions dans lesquelles sont réalisées les opérations de percement de tunnel, notamment en milieu urbain et les règles techniques et juridiques encadrant ces opérations [14 mai 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Assurance maladie maternité : généralités, conventions avec les praticiens, infirmiers, quotas d'actes [29 octobre 2002] (p. 4257)

Enseignement secondaire, baccalauréat, épreuves, déroulement, perspectives [11 juin 2003] (p. 4991)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 72, posée le 16 décembre 2002, Voirie, RN 164 (J.O. questions p. 4848). Appelée le 17 décembre 2002, mise à deux fois deux voies, financement (p. 6802)

DÉBATS

Projet de loi n° 187 relatif à la programmation militaire pour les années 2003 à 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 novembre 2002] (p. 5972)

Son intervention (p. 5981)

Thème :

Défense : médecine militaire (p. 5981)

Projet de loi n° 606 relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 mars 2003] (p. 1763)

Après l'article 19 quater

Son amendement n° 2 (article L. 122-3 du code de l'environnement : études d'impact) : retiré (p. 1797)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Article 63 [séance du 1er juillet 2003] (cotisations au régime de base des professions libérales)

Son intervention (p. 6504)

Francis MER

Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie

Est nommé Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Décret du 17 juin 2002 [J.O. du 18 juin 2002] (p. 10720)

DÉPÔTS

Projet de loi n° 2 portant règlement définitif du budget de 2001 [26 juin 2002]

Projet de loi de finances rectificative n° 29 pour 2002 [10 juillet 2002]

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003 [25 septembre 2002]

Déclaration du Gouvernement n° 262 présentée par M. Francis Mer, Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, sur les prélèvements obligatoires [10 octobre 2002]

Projet de loi de finances rectificative n° 382 pour 2002 [20 novembre 2002]

Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique [18 décembre 2002]

Projet de loi n° 528 pour la confiance dans l'économie numérique [15 janvier 2003]

Projet de loi n° 677 modifiant l'article 1-1 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et des télécommunications [5 mars 2003]

Projet de loi n° 983 portant règlement définitif du budget de 2002 [25 juin 2003]

Projet de loi n° 1055 relatif aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle [31 juillet 2003]

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004 [25 septembre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Philippe Vuilque. Energie et carburants, carburants, prix [3 octobre 2002] (p. 2835)

M. Philippe Briand. Energie et carburants, EDF et GDF, ouverture du capital, perspectives [3 octobre 2002] (p. 2840)

M. Christian Bataille. Energie et carburants, EDF et GDF, ouverture du capital, perspectives [3 octobre 2002] (p. 2841)

M. Didier Migaud. Politique économique, croissance, perspectives [9 octobre 2002] (p. 3117)

M. Charles de Courson. Finances publiques, déficit budgétaire, pacte de stabilité, respect [9 octobre 2002] (p. 3118)

M. Augustin Bonrepaux. Impôts et taxes, politique fiscale, perspectives [9 octobre 2002] (p. 3123)

M. Philippe Martin (Gers). Politique économique, croissance, perspectives [15 octobre 2002] (p. 3301)

M. Gérard Bapt. Politique économique, croissance, bilan et perspectives [23 octobre 2002] (p. 3840)

M. Jean Dionis du Séjour. Télécommunications, France Télécom, équilibre financier [23 octobre 2002] (p. 3841)

M. Patrick Herr. Finances publiques, déficit budgétaire, pacte de stabilité, respect [6 novembre 2002] (p. 4586)

M. Dominique Tian. Entreprises, fonctionnement, organes de direction, perspectives [12 novembre 2002] (p. 4904)

M. Michel Dasseux. Impôts et taxes, taxe intérieure sur les produits pétroliers, réglementation [13 novembre 2002] (p. 5007)

M. François Loncle. Etat, Gouvernement, déclaration d'un ministre [19 novembre 2002] (p. 5289)

M. Gaëtan Gorce. Politique économique, statistiques, compétitivité, perspectives [27 novembre 2002] (p. 5815)

M. Yves Deniaud. Banques et établissements financiers, Crédit lyonnais, privatisation, fonds collectés, utilisation [27 novembre 2002] (p. 5816)

M. Jean-Pierre Balligand. Banques et établissements financiers, Caisse des dépôts et consignations, fonctionnement [17 décembre 2002] (p. 6823)

M. Didier Migaud. Finances publiques, lois de finances, 2003, perspectives [14 janvier 2003] (p. 37)

M. Alain Néri. Retraites : généralités, réforme, perspectives [14 janvier 2003] (p. 40)

M. Michel Vergnier. Impôt de solidarité sur la fortune, réforme, perspectives [4 février 2003] (p. 779)

M. Daniel Paul. Banques et établissements financiers, Banque de France, restructuration, perspectives [11 février 2003] (p. 1139)

M. Philippe Folliot. Banques et établissements financiers, Banque de France, restructuration, perspectives [11 février 2003] (p. 1141)

M. Philippe Martin (Gers). Finances publiques, politique budgétaire, perspectives [25 février 2003] (p. 1349)

M. Francis Delattre. Télécommunications, France Télécom, situation financière [5 mars 2003] (p. 1601)

M. François Hollande. Politique économique, croissance, perspectives [12 mars 2003] (p. 1945)

M. François Huwart. Politique économique, croissance, perspectives [25 mars 2003] (p. 2369)

M. Jean-Marc Roubaud. Télécommunications, France Télécom, situation financière [25 mars 2003] (p. 2372)

M. Jean-Christophe Lagarde. Politique économique, croissance, perspectives [26 mars 2003] (p. 2442)

M. Alain Suguenot. Politique économique, croissance, perspectives [26 mars 2003] (p. 2445)

M. Emmanuel Hamelin. Energie et carburants. EDF. situation financière, perspectives [26 mars 2003] (p. 2450)
 M. Charles de Courson. Finances publiques. déficit budgétaire. perspectives [1^{er} avril 2003] (p. 2688)
 M. Manuel Valls. Finances publiques. déficit budgétaire. perspectives [1^{er} avril 2003] (p. 2690)
 Mme Annick Lepetit. Politique économique. croissance. perspectives [9 avril 2003] (p. 3019)
 M. Jean-Marc Ayrault. Politique économique. croissance. politique sociale [29 avril 2003] (p. 3212)
 M. Augustin Bonrepaux. Finances publiques. lois de finances rectificatives. 2003, perspectives [6 mai 2003] (p. 3433)
 Mme Marylise Lebranchu. Banques et établissements financiers. Banque de France. restructuration, perspectives [6 mai 2003] (p. 3440)
 Mme Élisabeth Guigou. Politique économique. croissance. perspectives [7 mai 2003] (p. 3508)
 M. Damien Meslot. Industrie. machines et équipements. Alstom, restructuration, conséquences [20 mai 2003] (p. 3819)
 M. François Goulard. Sociétés. politiques communautaires. normes comptables européennes. élaboration [20 mai 2003] (p. 3822)
 M. Olivier Jardé. Finances publiques. déficits publics. perspectives [4 juin 2003] (p. 4473)
 Mme Marie-Anne Montchamp. Union européenne. Etats membres. Grande-Bretagne, euro, adhésion, perspectives [10 juin 2003] (p. 4926)
 Mme Élisabeth Guigou. Marchés publics. code des marchés publics. réforme, conséquences [11 juin 2003] (p. 4998)
 M. André Vallini. Marchés publics. code des marchés publics. réforme, conséquences [17 juin 2003] (p. 5444)
 M. Éric Woerth. Ministères et secrétariats d'Etat. économie : administration centrale. restructuration, perspectives [24 juin 2003] (p. 5887)
 M. Arnaud Montebourg. Marchés publics. collectivités territoriales. code des marchés publics, réglementation [24 juin 2003] (p. 5891)
 M. Éric Besson. Politique économique. croissance. perspectives [25 juin 2003] (p. 5974)

DÉBATS

Projet de loi de finances rectificative n° 29 pour 2002

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 juillet 2002] (p. 2159)

Son intervention (p. 2159)

Thèmes :

Agriculture : budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) (p. 2161)
 Défense : crédits (p. 2161)
 Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 2160, 2162)
 Finances publiques : dépenses (p. 2161, 2209, 2211)
 Finances publiques : exécution du budget : transparence (p. 2159, 2162)
 Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 2160)
 Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 2160, 2161)
 Politique économique : conjoncture : croissance (p. 2159, 2160)

Déclaration du Gouvernement n° 262 présentée par M. Francis Mer, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur les prélèvements obligatoires et débat sur cette déclaration

[10 octobre 2002] (p. 3223)

Son intervention (p. 3223)

Sa réponse (p. 3253)

Thèmes :

Emploi : allègement des charges sociales (p. 3224)
 Etat : réforme (p. 3254)
 Finances publiques : dépenses (p. 3254)
 Finances publiques : prélèvements obligatoires : droite (p. 3224)
 Finances publiques : prélèvements obligatoires : gauche (p. 3224)
 Finances publiques : prélèvements obligatoires : généralités (p. 3223, 3253)
 Finances publiques : prélèvements obligatoires : pays étrangers (p. 3224)
 Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 3223)
 Parlement : rôle (p. 3223)
 Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 3224, 3254)
 Sécurité sociale : cotisations : impôts et taxes (p. 3223)
 Travail : coût : cotisations sociales (p. 3224)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 octobre 2002] (p. 3310) ; [16 octobre 2002] (p. 3416)

Son intervention (p. 3311)

Sa réponse (p. 3428)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 3430)
 Emploi : politique de l'emploi : prime pour l'emploi (p. 3311)
 Etat : réforme (p. 3311, 3313, 3430)
 Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 3312, 3313)
 Finances publiques : déficits publics et sociaux : gauche (p. 3430)
 Finances publiques : déficits publics et sociaux : pacte de stabilité (p. 3313, 3429)
 Finances publiques : dépenses (p. 3311 à 3313)
 Finances publiques : dépenses en capital (p. 3430)
 Finances publiques : dette publique (p. 3313)
 Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 3311)
 Finances publiques : recettes fiscales (p. 3430)
 Finances publiques : recettes non fiscales (p. 3312)
 Fonctionnaires et agents publics (p. 3430)
 Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 3430)
 Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 3313)
 Marchés financiers (p. 3311)
 Politique économique : conjoncture : croissance (p. 3311, 3313, 3429)
 Politique économique : pouvoir d'achat : consommation (p. 3312, 3313, 3429)
 Politique extérieure : aide au développement (p. 3430)
 Secteur public : entreprises publiques : situation financière (p. 3430)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS**Explications de vote et vote [19 novembre 2002] (p. 5295)**

Son intervention (p. 5294)

Projet de loi n° 719 de sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 avril 2003] (p. 3228, 3252)

Son intervention (p. 3228)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 3244)

Sa réponse (p. 3263)

Thèmes :

Assurances : assurance dommages : fonds de garantie (p. 3230)
 Assurances : Commission de contrôle des assurances, des mutuelles et des institutions de prévoyance (p. 3229 et s.)
 Banques et établissements financiers : Comité consultatif du secteur financier (p. 3230)
 Banques et établissements financiers : Commission bancaire (p. 3229)
 Banques et établissements financiers : Conseil consultatif de la législation et de la réglementation financière (p. 3230)
 Banques et établissements financiers : conventions de compte (p. 3244)
 Banques et établissements financiers : produits financiers : démarchage (p. 3263)
 Banques et établissements financiers : protection des épargnants (p. 3230)
 Banques et établissements financiers : relations avec la clientèle (p. 3245, 3263)
 Entreprises : comptabilité : normes (p. 3232)
 Entreprises : comptabilité : transparence (p. 3228 et s.)
 Entreprises : financement (p. 3228)
 Entreprises : gouvernement d'entreprise (p. 3230 et s. - 3263)
 Lois : fonction (p. 3229 et s.)
 Marchés financiers : agences de notation : analystes financiers (p. 3231, 3263)
 Marchés financiers : Autorité des marchés financiers (p. 3229 et s. - 3263)
 Marchés financiers : bourse de Paris (p. 3231)
 Marchés financiers : valeurs mobilières (p. 3229)
 Pays étrangers : Etats-Unis (p. 3228)
 Politique générale : démocratie (p. 3244)
 Politique sociale : surendettement (p. 3263)
 Professions libérales : commissaires aux comptes (p. 3231)
 Saisies et sûretés : insaisissabilité : comptes courants (p. 3245)
 Secteur public : entreprises publiques (p. 3231)
 Union européenne (p. 3232, 3263)

Discussion des articles [29 avril 2003] (p. 3263) ; [30 avril 2003] (p. 3311) ; [6 mai 2003] (p. 3442, 3471)**Article 2 (statut et missions de l'Autorité des marchés financiers)**

Son intervention (p. 3264 et s.)

Article 3 (organisation et composition de l'Autorité des marchés financiers)

Son intervention (p. 3267 et s.)

Article 4 (commissaire du Gouvernement et prise de décision au sein de l'Autorité des marchés financiers)

Son intervention (p. 3269)

Article 5 (obligations des membres de l'Autorité des marchés financiers)

Son intervention (p. 3270 et s.)

Article 7 (fonctionnement et ressources de l'Autorité des marchés financiers)

Son intervention (p. 3273 et s.)

Article 8 (règlement général de l'Autorité des marchés financiers)

Son intervention (p. 3279 et s.)

Article 10 (opérations et personnes soumises au contrôle de l'Autorité des marchés financiers)

Son intervention (p. 3283)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 41 de M. Jean-Pierre Balligand (cotation des entreprises par la Banque de France) (p. 3285)

Article 11 (conditions de déroulement des enquêtes de l'Autorité des marchés financiers)

Son intervention (p. 3286)

Article 14 (procédure de sanctions devant l'Autorité des marchés financiers)

Son intervention (p. 3287 et s.)

Article 15 (possibilité pour l'Autorité des marchés financiers d'exercer les droits de la partie civile)

Son intervention (p. 3290)

Article 17 (collaboration entre l'Autorité des marchés financiers et les juridictions)

Son intervention (p. 3290)

Article 18 (échange d'informations avec l'étranger)

Son intervention (p. 3290)

Article 20 (sanction de la violation du secret professionnel et de la communication de renseignements inexacts)

Son intervention (p. 3291)

Article 21 (création du Comité consultatif du secteur financier)

Son intervention (p. 3312)

Après l'article 21

Intervient sur l'amendement n° 372 de M. Pierre Hériaud (modalités de désignation des représentants des établissements de crédit et des entreprises d'investissement au comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement – CECEI) (p. 3313)

Intervient sur le sous-amendement n° 482 de M. Charles de Courson (choix en raison de leur compétence bancaire et financière) à l'amendement n° 372 de M. Pierre Hériaud (p. 3313)

Article 22 (création du Comité consultatif de la législation et de la réglementation financières)

Son intervention (p. 3314)

Article 24 (pouvoir réglementaire du ministre en matière financière)

Son intervention (p. 3315)

Article 25 (rôle, composition et fonctionnement du Comité des entreprises d'assurance)

Son intervention (p. 3317)

Article 26 (missions et composition de la Commission de contrôle des assurances, des mutuelles et des institutions de prévoyance)

Son intervention (p. 3319 et s.)

Article 27 (pouvoirs de contrôle de la Commission de contrôle des assurances, des mutuelles et des institutions de prévoyance)

Son intervention (p. 3323)

Article 28 (pouvoirs de sanction de la Commission de contrôle des assurances, des mutuelles et des institutions de prévoyance et transposition de la directive "Solvabilité I")

Son intervention (p. 3324)

Article 29 (modifications pour coordination du code de la sécurité sociale et du code de la mutualité)

Son intervention (p. 3327 et s.)

Article 30 (coopération entre la Commission bancaire et la Commission de contrôle des assurances, des mutuelles et des institutions de prévoyance)

Son intervention (p. 3331)

Article 31 bis (élargissement du mécanisme de résiliation et de compensation des créances)

Son intervention (p. 3331)

Article 31 ter (élargissement du mécanisme de compensation généralisée des créances)

Son intervention (p. 3332)

Article 33 bis (obligations des analystes et de leurs employeurs - suivi des agences de notation par l'Autorité des marchés financiers)

Son intervention (p. 3333 et s.)

Article 35 (coordination)

Son intervention (p. 3339 et s.)

Article 37 (abrogations)

Son intervention (p. 3341)

Article 38 (mesures transitoires)

Son intervention (p. 3341)

Après l'article 38

Intervient sur l'amendement n° 343 rectifié de M. Charles de Courson (magistrats de la Cour des comptes – secret professionnel) (p. 3342)

Article 39 (harmonisation et simplification des règles relatives à la pratique du démarchage bancaire ou financier)

Son intervention (p. 3347 et s.)

Après l'article 46

Intervient sur l'amendement n° 382 de M. François Goulard (dépositaires d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières – siège dans un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen) (p. 3363)

Après l'article 47

Intervient sur l'amendement n° 177 de la commission (émission de titres « super-subordonnés ») (p. 3364)

Article 47 ter (création d'OPCVM à procédure allégée spécifique)

Son intervention (p. 3366)

Article 47 quater (élargissement et sécurisation de l'actif des fonds communs de créances)

Son intervention (p. 3367)

Article 47 sexies (obligation pour les sociétés de gestion de portefeuille d'exercer les droits attachés aux titres détenus par les OPCVM qu'elles gèrent)

Son intervention (p. 3368 et s.)

Après l'article 47 sexies

Intervient sur l'amendement n° 385 de M. François Goulard (cessions de créances et nantissements) (p. 3370)

Article 50 (élargissement des exceptions au monopole bancaire - application aux émetteurs de moyens de paiement dispensés d'agrément des obligations relatives à la lutte contre le blanchiment)

Son intervention (p. 3371 et s.)

Article 56 bis (suspension des dispositions relatives aux conventions de comptes de dépôt)

Son intervention (p. 3375)

Après l'article 56 bis

Intervient sur l'amendement n° 45 corrigé de M. Jean-Pierre Balligand (communication des frais bancaires 30 jours avant leur perception et relevé annuel) (p. 3375)

Avant l'article 57

Intervient sur le sous-amendement n° 487 de M. François Goulard (maintien du plafond de garantie) à l'amendement n° 1 troisième rectification de M. Michel Hunault (p. 3280)

Intervient sur l'amendement n° 1 troisième rectification de M. Michel Hunault (conditions d'application dans le temps des garanties d'assurance de responsabilité) (p. 3377)

Intervient sur le sous-amendement n° 476 de M. Jacques-Alain Bénisti (garantie déclenchée par réclamation – suppression de conditions d'exonération) à l'amendement n° 1 troisième rectification de M. Michel Hunault (p. 3379)

Intervient sur le sous-amendement n° 299 de M. Charles de Courson (garantie déclenchée par réclamation – délai minimum de droit commun porté de cinq à dix ans et maintien du plafond de garantie) à l'amendement n° 1 troisième rectification de M. Michel Hunault (p. 3380)

Intervient sur le sous-amendement n° 467 de M. Jean-Pierre Balligand (inopposabilité au tiers lésé de la clause instaurant un délai subséquent) à l'amendement n° 1 troisième rectification de M. Michel Hunault (p. 3380)

Intervient sur le sous-amendement n° 477 de M. Jacques-Alain Bénisti (suppression de la priorité attribuée à la garantie déclenchée par le fait dommageable ayant pris effet postérieurement à l'entrée en vigueur de la loi) à l'amendement n° 1 troisième rectification de M. Michel Hunault (p. 3381)

Article 57 (fonds de garantie des assurances obligatoires de dommages)

Son intervention (p. 3384)

Article 58 (prise en charge par le fonds de garantie des majorations de rentes et des dommages corporels causés par des animaux sans propriétaire)

Son intervention (p. 3385)

Après l'article 59

Intervient sur l'amendement n° 370 de M. François d'Aubert (code de la propriété intellectuelle – non-retention des marchandises de statut communautaire traversant la France en vue de leur mise en vente dans un Etat membre) (p. 3388)

Article 59 bis (actions en responsabilité intentées par les fonds de garantie)

Son intervention (p. 3389)

Article 59 ter (renforcement des garanties afférentes à la publicité pour le crédit à la consommation)

Son intervention (p. 3390)

Article 59 quater (compétence des commissions de surendettement et déchéance des intérêts d'une dette en cas d'abus ou de manquement manifestes)

Son intervention (p. 3391)

Article 59 quinquies (compétence du ministre chargé des douanes pour l'application des normes de droit international)

Son intervention (p. 3391)

Article 59 undecies (modalités de mobilisation de leurs créances par les sociétés de crédit foncier)

Son intervention (p. 3394)

Après l'article 59 terdecies

Intervient sur l'amendement n° 415 du Gouvernement (UNEDIC - emprunts - garantie de l'Etat) (p. 3395)

Avant l'article 60

Intervient sur l'amendement n° 274 rectifié de M. Jean de Gaulle (transformation de sociétés par actions - commissaire à la transformation) (p. 3395)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juillet 2003] (p. 7848)

Son intervention (p. 7848)

Sa réponse (p. 7855)

Thèmes :

Assurances : assurance dommages : fonds de garantie (p. 7848)

Assurances : Commission de contrôle des assurances, des mutuelles et des institutions de prévoyance (p. 7848)

Banques et établissements financiers : produits financiers : assurance vie (p. 7848)

Banques et établissements financiers : produits financiers : démarchage (p. 7848)

Banques et établissements financiers : protection des épargnants (p. 7848)

Banques et établissements financiers : réglementation : fusion (p. 7848)

Entreprises : comptabilité : normes (p. 7855)

Entreprises : gouvernement d'entreprise (p. 7849)

Lois : fonction (p. 7849)

Marchés financiers : actionnaires (p. 7849)

Marchés financiers : agences de notation : analystes financiers (p. 7855)

Marchés financiers : Autorité des marchés financiers (p. 7848)

Marchés financiers : bourse de Paris (p. 7849)

Parlement : rôle (p. 7855)

Politique économique : intelligence économique (p. 7855)

Politique sociale : surendettement (p. 7848, 7855)

Union européenne (p. 7849, 7855)

Discussion des articles [17 juillet 2003] (p. 7856)

Article 3 (organisation et composition de l'Autorité des marchés financiers)

Son intervention (p. 7857)

Article 7 (fonctionnement et ressources de l'Autorité des marchés financiers)

Son intervention (p. 7859)

Article 39 (harmonisation et simplification des règles relatives à la pratique du démarchage bancaire ou financier)

Son intervention (p. 7870)

Article 57 A (conditions d'application dans le temps des garanties d'assurance de responsabilité civile)

Son intervention (p. 7872 et s.)

Article 61 (organisation et contrôle de la profession)

Son intervention (p. 7876)

Avant l'article 76

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Jean-Pierre Balligand (création d'un comité des comptes par le conseil d'administration) (p. 7877)

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Jean-Pierre Balligand (création d'un comité des rémunérations par le conseil d'administration) (p. 7878)

Après l'article 76

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Jean-Pierre Balligand (différenciation des fonctions de président et de directeur général) (p. 7878)

Après l'article 77

Intervient sur l'amendement n° 20 de M. Jean-Pierre Balligand (cumul de mandats d'administrateur - limitation) (p. 7878)

Intervient sur l'amendement n° 21 de M. Jean-Pierre Balligand (cumul de mandats d'administrateur - limitation) (p. 7878)

Intervient sur l'amendement n° 22 de M. Jean-Pierre Balligand (rémunérations des dirigeants - indication des critères retenus pour leur calcul) (p. 7878)

Après l'article 80 bis

Intervient sur l'amendement n° 23 de M. Jean-Pierre Balligand (institution d'une responsabilité des administrateurs et du directeur général envers les actionnaires) (p. 7879)

Intervient sur l'amendement n° 24 de M. Jean-Pierre Balligand (réparation du préjudice personnel des actionnaires, distinct de celui subi par la société) (p. 7879)

Explications de vote et vote

Son intervention à l'issue du vote (p. 7880)

Alain MERLY

*Lot-et-Garonne (3^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre titulaire du conseil d'orientation du Comité interministériel de prévention des risques naturels majeurs [J.O. du 2 août 2002] (p. 13231)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Système pénitentiaire, fonctionnement, effectifs de personnel, conditions de détention [4 décembre 2002] (p. 6141)

Rapatriés, politique à l'égard des rapatriés, Harkis [12 février 2003] (p. 1206)

Denis MERVILLE

*Seine-Maritime (6^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire du Conseil national de l'information statistique [J.O. du 2 août 2002] (p. 13229)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) : annexe n° 39 : Sports (n° 256) [10 octobre 2002]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique, sapeurs-pompiers volontaires, statut, perspectives [3 décembre 2002] (p. 6058)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 2002] (p. 3447) ; [17 octobre 2002] (p. 3479) ; [18 octobre 2002] (p. 3593)

Après l'article 2

Son amendement n° 194 (cessions de fonds de commerce - prise en compte de l'érosion monétaire et de la durée de détention pour le calcul des plus-values) (p. 3470)

Son amendement n° 273 (souscriptions au capital des PME et de parts de fonds communs de placement dans l'innovation - quadruplement des plafonds de la réduction d'impôt et extension aux sociétés de personnes) (p. 3486)

Après l'article 9

Son amendement n° 272 (abonnements aux réseaux de chaleur - taux réduit de la TVA) (p. 3593)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE - SERVICES DU PREMIER MINISTRE****Examen du fascicule [7 novembre 2002] (p. 4655)**

Son intervention (p. 4676)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 4676)

Collectivités territoriales : décentralisation : aménagement du territoire (p. 4676)

État : réforme (p. 4677)

Fonctionnaires et agents publics : formation professionnelle : mobilité (p. 4677)

Handicapés : politique à l'égard des handicapés : fonctionnaires et agents publics (p. 4677)

JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE**I - JEUNESSE ET ENSEIGNEMENT SCOLAIRE****Examen du fascicule [22 octobre 2002] (p. 3742)***Procédure des questions :*

Enseignement : médecine scolaire et universitaire (p. 3785)

Enseignement : politique de l'éducation : communes (p. 3785)

Enseignement : personnel : personnel de surveillance (p. 3785)

SPORTS**Examen du fascicule [6 novembre 2002] (p. 4557)**

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 4557)

Thèmes avant la procédure des questions :

Sports : compétitions (p. 4558)

Sports : crédits (p. 4557)

Sports : dopage (p. 4559)

Sports : installations sportives (p. 4558)

Sports : métiers du sport : jeunes (p. 4558)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS**[15 novembre 2002] (p. 5197)***Article 54 (prorogation du crédit d'impôt pour diverses dépenses afférentes à l'habitation principale)*

Son amendement n° 74 (bénéfice du crédit d'impôt subordonné à l'utilisation de matériaux répondant à la norme CE) (p. 5201)

Article 58 (taxe d'enlèvement des ordures ménagères et redevance d'enlèvement des ordures ménagères : reconduction d'un an du régime transitoire)

Son amendement n° 78 (reconduction jusqu'au 31 octobre 2005), rectifié (suppression du gage) (p. 5204)

Après l'article 58

Son amendement n° 75 (suppression de la vignette automobile pour toutes les entreprises au titre de leurs véhicules de moins de 3,5 tonnes) : rejeté (p. 5228)

Son amendement n° 28 (attribution de compensation versée aux communes par les communautés de communes à taxe professionnelle unique – indexation sur la hausse des prix) (p. 5228) : rejeté (p. 5229)

Son amendement n° 29 (attribution de compensation versée aux communes par les communautés de communes à taxe professionnelle unique – nouveau calcul lors de transferts de charges) : retiré (p. 5230)

Son amendement n° 76 (attributions du fonds national de péréquation – extension de la garantie aux majorations) : adopté (p. 5231)

Projet de loi de finances rectificative n° 382 pour 2002**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [10 décembre 2002] (p. 6407) ; [11 décembre 2002] (p. 6512)***Article 14 (transposition de la directive relative à la simplification, la modernisation et l'harmonisation des conditions imposées à la facturation en matière de taxe sur la valeur ajoutée)*

Son amendement n° 136 corrigé (facture modifiant des factures antérieures) (p. 6431)

Son amendement n° 140 rectifié (factures d'un montant inférieur à 150 €) (p. 6432)

Son amendement n° 138 deuxième rectification (document récapitulatif transmis sur support papier à l'administration) (p. 6433)

Après l'article 30

Son amendement n° 74 (médaillés olympiques – exonération de l'impôt sur le revenu au titre des primes prévues) (p. 6518) : adopté après rectification (p. 6519)

Projet de loi n° 402 portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [29 janvier 2003] (p. 670)***Après l'article 15*

Son sous-amendement n° 116 (avis des conseils généraux) à l'amendement n° 33 rectifié de la commission (modalités de création et de fonctionnement des pays) : non soutenu (p. 681)

Son sous-amendement n° 117 (place des départements dans les politiques qui vont s'engager avec les pays) à l'amendement n° 33 rectifié de la commission : non soutenu (p. 682)

Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [5 février 2003] (p. 910) ; [6 février 2003] (p. 1046)***Après l'article 6*

Son amendement n° 111 rectifié (entrepreneurs individuels - option pour l'assujettissement à l'impôt sur les sociétés) (p. 933) : retiré (p. 936)

Après l'article 18

Son amendement n° 218 (reprise de commerces implantés dans des communes de moins de mille habitants - exonération de cotisations sociales) : rejeté (p. 1074)

Article 22 (allègement de l'imposition au titre des plus-values professionnelles)

Son amendement n° 238 (amélioration du dispositif - suppression des effets de seuils de recettes) (p. 1079)

Article 26 (droits de mutation à titre onéreux applicables aux cessions de petites entreprises)

Son amendement n° 116 (doublement de l'abattement) (p. 1085)

Projet de loi n° 606 relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [5 mars 2003] (p. 1607, 1634) ; [6 mars 2003] (p. 1763)***Article 2 (création du comité local d'information et de concertation sur les risques)*

Son intervention (p. 1621 et s.)

Son amendement n° 366 (p. 1644)

Après l'article 16

Son amendement n° 379 (information du préfet par l'exploitant) (p. 1767) : rejeté (p. 1768)

Avant l'article 17

Son amendement n° 375 (intitulé du chapitre Ier : Concertation et information) : retiré (p. 1781)

Débat sur la maîtrise des finances publiques**[8 avril 2003] (p. 2903)**

Son intervention (p. 2926)

Thèmes :

État : réforme : décentralisation (p. 2926 et s.)

Finances publiques : dépenses : Cour des comptes (p. 2926)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 2926)

Ministères et secrétariats d'État : ministère de l'éducation nationale : ministère de l'agriculture (p. 2927)

Parlement : rôle : finances publiques (p. 2926)

Projet de loi n° 710 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance des mesures de simplification et de codification du droit**DEUXIÈME LECTURE****Discussion des articles [3 juin 2003] (p. 4418)***Article 4 (contrats de coopération entre personnes de droit public et personnes de droit privé)*

Son amendement n° 10 (p. 4420)

Damien MESLOT*Territoire-de-Belfort (1^{ère} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 225 relative à l'élection au second tour des conseillers généraux [24 septembre 2002]

Proposition de loi n° 659 visant à garantir le principe de laïcité dans le déroulement des élections universitaires [5 mars 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Sécurité routière, permis de conduire, inspecteurs, revendications [19 novembre 2002] (p. 5293)

Industrie, machines et équipements, Alstom, restructuration, conséquences [20 mai 2003] (p. 3819)

DÉBATS**Projet de loi n° 950 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [10 juillet 2003] (p. 7275)**

Son intervention (p. 7343)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 7343)

Aménagement du territoire : zones urbaines sensibles (p. 7343)

Politique sociale : surendettement (p. 7344)

Discussion des articles [11 juillet 2003] (p. 7449)

Article 27 (création d'une procédure de rétablissement personnel)

Son amendement n° 176 (p. 7499)

Ses amendements n°s 178 et 179 (p. 7500)

Kléber MESQUIDA

*Hérault (5^{ème} circonscription)
Socialiste*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 426 relative à la prévention des inondations et à la réparation des dommages [28 novembre 2002]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Impôts et taxes, taxe intérieure sur les produits pétroliers, reconduction [18 décembre 2002] (p. 6905)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 350, posée le 26 mai 2003. Déchets, pollutions et nuisances, déchets ultimes (J.O. questions p. 3971). Appelée le 27 mai 2003. stockage, complément d'enquête, Hérault (p. 4240)

DÉBATS**Projet de loi n° 107 portant création d'un dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise****PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [30 juillet 2002] (p. 2372)**

Article 1er (dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise)

Son intervention (p. 2376)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 30 de M. Jacques Bascou (contrat vendanges) (p. 2429)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA****Examen du fascicule [5 novembre 2002] (p. 4499)**

Procédure des questions :

Agroalimentaire : viticulture (p. 4523)

Projet de loi n° 606 relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [4 mars 2003] (p. 1565)**

Son intervention (p. 1566)

Thèmes :

Assurances : indemnisation (p. 1567)

Eau : schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) (p. 1567)

Sécurité publique : inondations (p. 1567)

Discussion des articles [6 mars 2003] (p. 1763)

Après l'article 27

Son amendement n° 346 (nouveau montant de prime proposé par l'assureur en cas d'aggravation du risque) : adopté (p. 1829)

DEUXIÈME LECTURE**Discussion des articles [15 juillet 2003] (p. 7577)**

Après l'article 17

Son amendement n° 126 (concertation avec la commune ou la collectivité locale si la surprime fixée par la compagnie d'assurance doit aboutir à la résiliation du contrat) : rejeté (p. 7607)

Projet de loi n° 758 relatif à la chasse**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [13 mai 2003] (p. 3629)**

Son intervention (p. 3635)

Thèmes :

Chasse et pêche : fédérations départementales des chasseurs (p. 3635)

Chasse et pêche : jour de non-chasse (p. 3635)

Discussion des articles [14 mai 2003] (p. 3668)

Article 16 (jour de non-chasse)

Son intervention (p. 3699)

Son amendement n° 45 deuxième rectification (p. 3697) : SCRUTIN PUBLIC (p. 3702)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)**

Après l'article 1er [séances des 12, 13, 14 juin 2003] (principes)

Son intervention (p. 5173 et s.)

Gilbert MEYER

*Haut-Rhin (1^{ère} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 9 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Représentant suppléant de la délégation française aux assemblées du Conseil de l'Europe et de l'UEO [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12452)

Chargé d'une mission temporaire auprès de Mme la Ministre de la défense [J.O. du 15 mars 2003] (p. 4546)

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur l'entretien des matériels des armées [23 octobre 2002] (n° 328)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Défense, armement et équipements, maintenance [20 novembre 2002] (p. 5362)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 16, posée le 14 octobre 2002. Personnes âgées, allocation personnalisée d'autonomie (J.O. questions p. 3481). Appelée le 15 octobre 2002, mise en place (p. 3281)

n° 93, posée le 13 janvier 2003. Retraites : généralités, politique à l'égard des retraités (J.O. questions p. 130). Appelée le 14 janvier 2003, représentation dans certains organismes (p. 25)

n° 154, posée le 24 février 2003. Entreprises, réglementation (J.O. questions p. 1275). Appelée le 25 février 2003, archives, conservation (p. 1333)

n° 275, posée le 31 mars 2003. Agriculture, agence de développement agricole et rural (ADAR) (J.O. questions p. 2291). Appelée le 1^{er} avril 2003, financement (p. 2667)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

AFFAIRES SOCIALES, TRAVAIL ET SOLIDARITÉ

VILLE ET RÉNOVATION URBAINE

Examen du fascicule [23 octobre 2002] (p. 3803)*Procédure des questions :*

Aménagement du territoire : fonds structurels : zones rurales (p. 3830)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

LOGEMENT

Examen du fascicule [13 novembre 2002] (p. 4969)

Son intervention (p. 4973)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire (p. 4974)

Logement : logements vacants (p. 4975)

Logement : programme local de l'habitat (p. 4974)

Urbanisme : rénovation urbaine (p. 4974)

SANTÉ, FAMILLE ET PERSONNES HANDICAPÉES

Examen du fascicule [12 novembre 2002] (p. 4939)*Procédure des questions :*

Santé : accès aux soins : coût (p. 4953)

Projet de loi n° 326 relatif aux marchés énergétiques et au service public de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [13 décembre 2002] (p. 6732)*Article 14 (extension de la desserte du gaz)*

Son amendement n° 318 (p. 6745)

Projet de loi n° 402 portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [3 avril 2003] (p. 2808)*Après l'article 1er quinquies*

Son amendement n° 92 (établissement public gérant un ancien schéma directeur annulé pour vice de forme autorisé à le régulariser après enquête publique, sans attendre l'élaboration d'un schéma de cohérence territoriale) (p. 2812) : adopté (p. 2813)

Déclaration du Gouvernement n° 880 sur les infrastructures 2003-2020 et débat sur cette déclaration**[20 mai 2003] (p. 3826)**

Son intervention (p. 3889)

Thèmes :

Transports ferroviaires : TGV (p. 3890)

Transports par eau : canaux (p. 3890)

Union européenne : élargissement (p. 3890)

Pierre MICAUX

*Aube (1^{ère} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre suppléant du Conseil supérieur de l'électricité et du gaz [J.O. du 2 août 2002] (p. 13229)

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie [J.O. du 2 août 2002] (p. 13230)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux marchés énergétiques [J.O. du 18 décembre 2002] (p. 20975)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) tome VIII : Economie, finances et industrie (poste et télécommunications) (n° 258) [10 octobre 2002]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER****Discussion des articles [18 octobre 2002] (p. 3634)***Après l'article 17*

Son amendement n° 22 (Internet à haut débit par satellite - exonérations de redevances pour la mise à disposition aux particuliers) (p. 3668)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Examen du fascicule [25 octobre 2002] (p. 4017)

Sa présentation de l'avis de la commission des affaires économiques (p. 4021)

Thèmes avant la procédure des questions :

Politiques communautaires : directives : postes (p. 4022)

Postes : La Poste (p. 4022)

Télécommunications : autorité de régulation des télécommunications (ART) : crédits budgétaires (p. 4021)

Télécommunications : autoroutes de l'information : crédits budgétaires (p. 4021)

Télécommunications : France Télécom (p. 4022)

Télécommunications : téléphones mobiles : antennes-relais (p. 4022)

Vote des crédits et articles rattachés [25 octobre 2002] (p. 4044)*Etat C, titre VI*

Intervient sur l'amendement n° 54 de la commission (réduction des crédits de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 4045)

Après l'article 68

Intervient sur l'amendement n° 94 de M. Patrice Martin-Lalande (calcul de la contribution financière due par chaque opérateur de téléphonie mobile) (p. 4049)

Projet de loi n° 326 relatif aux marchés énergétiques et au service public de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 décembre 2002] (p. 6615)

Son intervention (p. 6639)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 6639)

Energie et carburants : électricité (p. 6639)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 6640)

Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 6639)

Energie et carburants : gaz : transport (p. 6639)
 Energie et carburants : Gaz de France (GDF) (p. 6640)

Discussion des articles [13 décembre 2002] (p. 6698, 6732)

Article 10 (coordination avec les dispositions du code général des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 6709)

Article 13 (prescriptions techniques de sécurité)

Son intervention (p. 6740)

Projet de loi n° 528 pour la confiance dans l'économie numérique

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 février 2003] (p. 1442)

Après l'article 37

Son amendement n° 129 (financement des coûts nets des obligations de service universel) (p. 1484) : non soutenu (p. 1485)

Débat sur la participation à l'aide au développement en Afrique

[10 avril 2003] (p. 3107)

Son intervention (p. 3126)

Thèmes :

Bois et forêts : déforestation (p. 3126)

Eau : assainissement : Afrique (p. 3126)

Politique extérieure : aide au développement (p. 3126)

Jean MICHEL

*Puy-de-Dôme (6^{ème} circonscription)
 Socialiste*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (ex-délégation de l'Assemblée nationale à l'Assemblée de l'Atlantique Nord) [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12452)

Membre titulaire du Haut Conseil du secteur public [J.O. du 2 août 2002] (p. 13229)

Juge titulaire de la Haute Cour de justice [J.O. du 14 novembre 2002] (p. 18756)

Rapporteur de la proposition de loi visant à jumeler chaque école française avec une école de l'Union européenne (n° 583) [12 février 2003]

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 12 février 2003] (p. 2618)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 12 février 2003] (p. 2618)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 5 avril 2003] (p. 6148)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 5 avril 2003] (p. 6148)

DÉPÔTS

Proposition de loi organique n° 192 visant à l'abaissement de la limite d'âge dans la magistrature de l'ordre judiciaire [18 septembre 2002]

Proposition de loi n° 214 visant à l'abaissement de la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public [24 septembre 2002]

Proposition de loi n° 215 relative à la publicité et à la mise en concurrence pour la passation de conventions de prestations de services entre l'État et les collectivités territoriales [24 septembre 2002]

Proposition de loi n° 583 visant à jumeler chaque école française avec une école de l'Union européenne [30 janvier 2003]

Proposition de loi n° 631 relative à la suppression du système de minoration des retraites agricoles instauré par le décret n°97-163 du 24 février 1997 [13 février 2003]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi (n° 583) de M. Jean Michel et M. Jean-Marc Ayrault visant à jumeler chaque école française avec une école de l'Union européenne [19 mars 2003] (n° 706)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE ET SGDN

Examen des fascicules [24 octobre 2002] (p. 3907)

Procédure des questions :

Défense : loi de programmation militaire : application (p. 3950)

Projet de loi n° 570 rectifié portant ratification de l'ordonnance n° 2000-549 du 15 juin 2000 relative à la partie législative du code de l'éducation

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [2 avril 2003] (p. 2759)

Son intervention (p. 2762)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives (p. 2762)

Enseignement : code de l'éducation (p. 2762)

Explications de vote et vote

Vote pour du groupe socialiste (p. 2762)

Proposition de loi n° 583 visant à jumeler chaque école française avec une école de l'Union européenne

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 avril 2003] (p. 2753)

Son intervention (p. 2753)

Thèmes :

Assemblée nationale : Parlement des enfants (p. 2753)

Enseignement : nouvelles technologies (p. 2754)

Enseignement : langues étrangères (p. 2753)

Enseignement maternel et primaire : écoles : jumelages (p. 2753)

Enseignement maternel et primaire : pédagogie (p. 2753)

Union européenne : patrimoine (p. 2753)

Projet de loi n° 402 portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [3 avril 2003] (p. 2808)

Article 1er quinquies (retrait des départements et des régions des syndicats mixtes compétents en matière d'élaboration des SCOT)

Son amendement n° 67 (p. 2811)

Didier MIGAUD

*Isère (4^{ème} circonscription)
 Socialiste
 Questeur de l'Assemblée nationale*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Questeur de l'Assemblée nationale [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11114)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2002 [J.O. du 31 juillet 2002] (p. 13069)

Membre titulaire de la Commission de vérification des fonds spéciaux (art. 154 de la loi de finances pour 2002) [J.O. du 25 septembre 2002] (p. 15848)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2003 [J.O. du 12 décembre 2002] (p. 20541)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2002 [J.O. du 19 décembre 2002] (p. 21177)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [15 octobre 2002] (p. 3342) ; [16 octobre 2002] (p. 3416)**

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayraud (p. 3357)
 Son intervention (p. 3422)
 Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 3440)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 3357)
 Emploi : politique de l'emploi : prime pour l'emploi (p. 3424)
 Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 3441)
 Finances publiques : déficits publics et sociaux : gauche (p. 3422, 3441)
 Finances publiques : dette publique (p. 3423)
 Finances publiques : exécution du budget (p. 3358, 3423)
 Finances publiques : procédure budgétaire : transparence (p. 3358, 3423.)
 Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile : rétroactivité des lois (p. 3424)
 Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 3423)
 Impôts et taxes : justice sociale (p. 3422, 3423)
 Partis et mouvements politiques : gauche : croissance (p. 3422)
 Politique économique : conjoncture : croissance (p. 3422, 3423)
 Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 3422)
 Politique économique : pouvoir d'achat : consommation (p. 3422, 3423)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER**Discussion des articles [16 octobre 2002] (p. 3447) ; [17 octobre 2002] (p. 3479, 3509, 3550) ; [18 octobre 2002] (p. 3593, 3634, 3680)****Article 1er (autorisation de percevoir les impôts existants)**

Son intervention (p. 3448)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Son intervention (p. 3448)
 Intervient sur l'amendement n° 216 de M. Augustin Bonrepaux (rétablissement des taux issus de la loi de finances pour 2002) (p. 3455)
 Intervient sur l'amendement n° 209 de M. Augustin Bonrepaux (suppression de la baisse supplémentaire de 1 %) (p. 3455)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 99 de M. Michel Vaxès (réductions d'impôt bénéficiant à un contribuable - plafonnement à 4 500 €) (p. 3488)
 Intervient sur l'amendement n° 299 de M. Marc Laffineur (personnes détachées en France par un employeur étranger - exonération de la partie de la rémunération liée à l'expatriation) (p. 3493)

Article 3 (amélioration de la prime pour l'emploi)

Son intervention (p. 3496)
 Intervient sur l'amendement n° 240 de M. Augustin Bonrepaux (prime pour l'emploi - mise en œuvre de la troisième phase telle que prévue par le précédent gouvernement) (p. 3502)
 Répond aux observations de M. Augustin Bonrepaux : nature comptable de la prime pour l'emploi et application à celle-ci de l'article 40 de la Constitution (p. 3499, 3501)

Article 4 (relèvement du plafond des dépenses éligibles à la réduction d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile)

Son intervention (p. 3534)
 Intervient sur l'amendement n° 219 de M. Augustin Bonrepaux (de suppression) (p. 3538)
 Son amendement n° 242 corrigé (maintien de l'actuel plafond pour les dépenses de 2002 - application du relèvement aux dépenses de 2003) (p. 3542)
 Son amendement n° 237 (maintien du plafond de 6 900 € pour les contribuables imposés au taux marginal de l'impôt sur le revenu) (p. 3550)
 Son amendement n° 238 (maintien du plafond de 6 900 € pour les contribuables assujettis à l'ISF) (p. 3550)
 Son amendement n° 239 rectifié (maintien du plafond de 6 900 € pour les contribuables dont le revenu fiscal de référence excède le montant des salaires et pensions au-delà duquel il n'est pas pratiqué d'abattement) (p. 3550)
 Son amendement n° 247 rectifié (suppression de la réduction d'impôt pour les contribuables dont le revenu fiscal de référence excède le montant des salaires et pensions au-delà duquel il n'est pas pratiqué d'abattement) (p. 3551)
 Son amendement n° 248 rectifié (suppression de la réduction d'impôt pour les contribuables imposés au taux marginal de l'impôt sur le revenu) (p. 3551)
 Son amendement n° 246 corrigé (suppression de la réduction d'impôt pour les contribuables assujettis à l'ISF) (p. 3551)

Après l'article 5

Son amendement n° 320 (transmission d'entreprise agricoles à titre gratuit - exonération) (p. 3556)

Article 6 (suppression progressive de la contribution des institutions financières)

Son amendement n° 221 (de suppression) (p. 3558)

Article 9 (prorogation de l'application du taux réduit de la TVA aux services d'aide à la personne, aux travaux d'entretien portant sur les locaux à usage d'habitation achevés depuis plus de deux ans ou sur les logements sociaux à usage locatif)

Son intervention (p. 3565)

Après l'article 9

Son amendement n° 222 corrigé (taux normal de la TVA à 18,6 %) (p. 3567)
 Intervient sur l'amendement n° 286 de M. Michel Bouvard (repas à consommer sur place - taux réduit de la TVA) (p. 3581)

Article 11 (réduction progressive de la fraction des recettes prises en compte dans les bases de taxe professionnelle des bénéficiaires non commerciaux)

Intervient sur l'amendement n° 206 de M. Augustin Bonrepaux (condition d'emploi d'au moins un salarié) (p. 3605)

Article 14 (assouplissement de la règle de lien entre les taux des taxes directes locales)

Son intervention (p. 3612)
 Intervient sur l'amendement n° 154 de M. Pierre Albertini (suppression du lien entre les taux des taxes directes locales) (p. 3624)

Après l'article 14

Son amendement n° 249 rectifié (intempéries de 2002 - attributions du Fonds de compensation pour la TVA - suppression du décalage) (p. 3635)
 Intervient sur l'amendement n° 78 corrigé de M. Michel Vaxès (révision des valeurs locatives - suppression du prélèvement de 0,4 % sur le produit de la fiscalité locale) (p. 3638)

Article 17 (intégration à la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) et à la taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel (TICGN) de la taxe parafiscale perçue sur certains pétroliers et sur le gaz naturel)

Son intervention (p. 3647, 3648)
 Intervient sur l'amendement n° 288 de M. Michel Bouvard (fioul lourd - majoration de la TIPP au-delà d'une teneur en soufre de 2 %) (p. 3651)
 Intervient sur l'amendement n° 213 corrigé de M. Augustin Bonrepaux (TIPP flottante - création d'une commission) (p. 3652)

Après l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 317 rectifié de M. Augustin Bonrepaux (associations - taxe sur les salaires - abattement porté de 5 185 € à 10 000 €) (p. 3657)
 Intervient sur l'amendement n° 226 de M. Augustin Bonrepaux (taxe sur les transactions financières - mise en vigueur de la taxe "Tobin" - taux de 0,05 %) (p. 3660)

Après l'article 24

Son amendement n° 203 (redevance audiovisuelle - exonération des personnes de plus de 60 ans non imposées à l'impôt sur le revenu ni assujetties à l'ISF) (p. 3690)
 Son amendement n° 204 (redevance audiovisuelle - exonération des titulaires du revenu minimum d'insertion) (p. 3691)
 Son amendement n° 205 (redevance audiovisuelle - exonération des bénéficiaires de la prime pour l'emploi) (p. 3693)

Article 29 (reconstruction en 2003 du contrat de croissance et de solidarité)

Intervient sur l'amendement n° 225 de M. Augustin Bonrepaux (prise en compte de 50 % du taux de croissance du PIB) (p. 3696)

Seconde délibération**Article 34 et état A (équilibre général du budget)**

Son intervention (p. 3719)
Explications de vote et vote [22 octobre 2002] (p. 3737)
 Ses explications de vote (p. 3740)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE****I - JEUNESSE ET ENSEIGNEMENT SCOLAIRE****Vote des crédits et articles rattachés [22 octobre 2002] (p. 3790)**

Etat B, titre III
 Intervient sur l'amendement n° 72 de M. Yves Durand (majoration de crédits pour prolonger les contrats des aides-éducateurs) (p. 3794)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS**[15 novembre 2002] (p. 5197)**

Après l'article 58
 Intervient sur l'amendement n° 18 rectifié de M. Laurent Hénart (Houillères du Bassin de Lorraine - caractère social des logements cédés à la société nationale immobilière) (p. 5209)

Intervient sur l'amendement n° 214 de M. Michel Bouvard (résidences de tourisme - extension de la défiscalisation aux zones éligibles à la prime d'aménagement du territoire) (p. 5217)

Débat sur la maîtrise des finances publiques**[8 avril 2003] (p. 2903)**

Son intervention (p. 2910)

Thèmes :

Assemblée nationale : ordre du jour : propositions de loi (p. 2911)
 Emploi : création d'emplois : gauche (p. 2912)
 Finances publiques : dépenses : annulations de crédits (p. 2910, 2912 et s.)
 Finances publiques : dépenses : chômage (p. 2914)
 Finances publiques : dépenses en capital (p. 2912)
 Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 2912)
 Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 2913)
 Parlement : rôle : finances publiques (p. 2910 et s.)
 Partis et mouvements politiques : droite : dépenses (p. 2911 et s.)
 Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques (p. 2911 et s.)
 Politique économique : croissance : gauche (p. 2912)
 Politique sociale (p. 2913)
 Sécurité sociale (p. 2914)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Avant l'article 1er [séances des 12, 13, 14 juin 2003] (principes)
 Son intervention (p. 5299 et s.)

Déclaration du Gouvernement n° 989 d'orientation budgétaire présentée par M. Alain Lambert, ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire et débat sur cette déclaration**[26 juin 2003] (p. 6055)**

Son intervention (p. 6064)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation : impôts locaux (p. 6067 et s.)
 Emploi : politique de l'emploi : allégement des charges sociales (p. 6067)
 Finances publiques : déficit budgétaire : Gouvernement (p. 6064 et s.)
 Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 6068)
 Finances publiques : exécution du budget : annulations de crédits (p. 6065 et s.)
 Fonctionnaires et agents publics : effectifs : gestion (p. 6066)
 Impôt de solidarité sur la fortune (p. 6066)
 Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 6066 et s.)
 Impôts et taxes : justice sociale (p. 6066 et s.)
 Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances : Parlement (p. 6064)
 Parlement : Sénat : commission des finances (p. 6064, 6066)
 Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques (p. 6068)
 Politique économique : croissance : conjoncture (p. 6066 et s.)
 Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 6067)
 Politiques communautaires : pacte de stabilité : euro (p. 6065)
 Sécurité sociale (p. 6067)
 Travail : réduction du temps de travail (p. 6065)

Hélène MIGNON

Haute-Garonne (6^{ème} circonscription)
Socialiste

Elue le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

Vice-présidente de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 11 juillet 2002] (p. 11913)

Membre suppléante du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale [J.O. du 3 août 2002] (p. 13301)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Emploi. politique de l'emploi. aides de l'Etat [2 octobre 2002] (p. 2752)
 Santé. accès aux soins. aide médicale d'Etat, couverture maladie universelle (CMU), perspectives [28 mai 2003] (p. 4343)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 292, posée le 28 avril 2003. Urbanisme. politique de l'urbanisme (J.O. questions p. 3248). Appelée le 29 avril 2003. démolitions, relogement, perspectives, Toulouse (p. 3199)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Affirme que le président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales a cité, lors du débat sur l'allocation personnalisée d'autonomie, des chiffres faux concernant, en particulier, la fiscalité locale de la Haute-Garonne [13 mars 2003] (p. 2048)

*DÉBATS***Projet de loi n° 107 portant création d'un dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juillet 2002] (p. 2312)

Son intervention (p. 2347)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 2348)
 Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 2347)
 Emploi : jeunes (p. 2347)
 Emploi : Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC) (p. 2347)
 Formation professionnelle : promotion sociale (p. 2347)

Discussion des articles [30 juillet 2002] (p. 2372)*Article 1er (dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise)*

Article L. 322-4-6 du code du travail (public visé et nature du soutien)
 Intervient sur l'amendement n° 76 de M. Gaëtan Gorce (place dans l'entreprise des bénéficiaires du programme TRACE) (p. 2382)

Projet de loi n° 190 relatif aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 octobre 2002] (p. 2843) ; [3 octobre 2002] (p. 2897)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2866)

Son intervention (p. 2916)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 2867, 2917)
 Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 2917)
 Politique économique : croissance (p. 2867)
 Travail : durée du travail (p. 2916)
 Travail : heures supplémentaires (p. 2867, 2917)
 Travail : réduction du temps de travail (p. 2866)
 Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 2867, 2917)

Discussion des articles [3 octobre 2002] (p. 2947, 2965)

Article 1er (article 32 de la loi n° 2000-37 du 19 janvier 2000 : harmonisation des salaires minima)

Intervient sur l'amendement n° 129 de M. Gaëtan Gorce (prise en compte de l'augmentation moyenne du pouvoir d'achat) (p. 2954)

Article 2 (articles L. 212-5, L. 212-5-1, L. 212-6, L. 212-8, L. 212-9, L. 212-15-2, L. 212-15-3 et L. 227-1 du code du travail : assouplissements des trente-cinq heures)

Son intervention (p. 2975)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [19 décembre 2002] (p. 7004)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7007)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi (p. 7007)
 Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 7007)
 Hôtellerie et restauration : conditions de travail (p. 7009)
 Travail : durée du travail (p. 7008)
 Travail : heures supplémentaires (p. 7008)
 Travail : réduction du temps de travail (p. 7007)
 Travail : salaires (p. 7008)
 Travail : travail à temps partiel (p. 7009)

Son amendement n° 152 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à prendre des initiatives) : rejeté (p. 2499)

Son amendement n° 164 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à créer et à innover) : rejeté (p. 2499)

Son amendement n° 176 (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre à tous les jeunes de s'insérer dans la société) (p. 2499) : rejeté (p. 2500)

Son amendement n° 188 (organisation de la journée de l'enfant en cohérence avec les enseignements et les activités périscolaires) (p. 2500) : rejeté (p. 2501)

Son amendement n° 200 (mission d'ouverture vers le monde extérieur des établissements scolaires et universitaires) (p. 2501) : rejeté (p. 2502)

Son amendement n° 212 (référence à la laïcité comme valeur fondamentale de la République) : rejeté (p. 2502)

Intervient sur l'amendement n° 218 de M. Yves Durand (mission des établissements scolaires et universitaires : développer les liens avec les collectivités locales, les parents et les associations) (p. 2503)

Intervient sur l'amendement n° 219 de M. Jean-Marc Ayrault (mission des établissements scolaires et universitaires : développer les liens avec les collectivités locales, les parents et les associations) (p. 2503)

Intervient sur l'amendement n° 220 de M. Alain Néri (mission des établissements scolaires et universitaires : développer les liens avec les collectivités locales, les parents et les associations) (p. 2503)

Intervient sur l'amendement n° 221 de M. Patrick Roy (mission des établissements scolaires et universitaires : développer les liens avec les collectivités locales, les parents et les associations) (p. 2503)

Intervient sur l'amendement n° 222 de Mme Catherine Génisson (mission des établissements scolaires et universitaires : développer les liens avec les collectivités locales, les parents et les associations) (p. 2503)

Intervient sur l'amendement n° 223 de M. Victorin Lurel (mission des établissements scolaires et universitaires : développer les liens avec les collectivités locales, les parents et les associations) (p. 2503)

Son amendement n° 224 (mission des établissements scolaires et universitaires : développer les liens avec les collectivités locales, les parents et les associations) : rejeté (p. 2503)

Intervient sur l'amendement n° 225 de M. Simon Renucci (mission des établissements scolaires et universitaires : développer les liens avec les collectivités locales, les parents et les associations) (p. 2503)

Intervient sur l'amendement n° 226 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (mission des établissements scolaires et universitaires : développer les liens avec les collectivités locales, les parents et les associations) (p. 2503)

Intervient sur l'amendement n° 227 de M. Gaëtan Gorce (mission des établissements scolaires et universitaires : développer les liens avec les collectivités locales, les parents et les associations) (p. 2503)

Intervient sur l'amendement n° 228 de M. Christophe Masse (mission des établissements scolaires et universitaires : développer les liens avec les collectivités locales, les parents et les associations) (p. 2503)

Intervient sur l'amendement n° 229 de M. Jean-Pierre Blazy (mission des établissements scolaires et universitaires : développer les liens avec les collectivités locales, les parents et les associations) (p. 2503)

Son amendement n° 236 (mission des établissements scolaires et universitaires : rassembler l'ensemble des acteurs de l'éducation pour favoriser la réussite des enfants) (p. 2503) : rejeté (p. 2504)

Son amendement n° 248 (mission des établissements scolaires et universitaires : participer à la mise en œuvre du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2504) : rejeté (p. 2505)

Son amendement n° 2675 (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de la lecture) (p. 2505) : rejeté (p. 2506)

Son amendement n° 2687 (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de l'écriture) (p. 2506) : rejeté (p. 2508)

Son amendement n° 2699 (organisation d'échanges sportifs au niveau scolaire) (p. 2529) : rejeté (p. 2530)

Son amendement n° 1664 (enseignement de l'outil informatique et de ses applications) (p. 2530) : rejeté (p. 2533)

Son amendement n° 1676 (enseignement des technologies de l'information et de la communication) (p. 2533) : rejeté (p. 2534)

Intervient sur l'amendement n° 2333 de M. Yves Durand (responsabilités en matière d'établissement et d'application de la carte scolaire) (p. 2534)

Intervient sur l'amendement n° 2334 de M. Jean-Marc Ayrault (responsabilités en matière d'établissement et d'application de la carte scolaire) (p. 2534)

Intervient sur l'amendement n° 2335 de M. Alain Néri (responsabilités en matière d'établissement et d'application de la carte scolaire) (p. 2534)

Intervient sur l'amendement n° 2336 de M. Patrick Roy (responsabilités en matière d'établissement et d'application de la carte scolaire) (p. 2534)

Intervient sur l'amendement n° 2337 de Mme Catherine Génisson (responsabilités en matière d'établissement et d'application de la carte scolaire) (p. 2534)

Intervient sur l'amendement n° 2338 de M. Victorin Lurel (responsabilités en matière d'établissement et d'application de la carte scolaire) (p. 2534)

Intervient sur l'amendement n° 2340 de M. Simon Renucci (responsabilités en matière d'établissement et d'application de la carte scolaire) (p. 2534)

Intervient sur l'amendement n° 2341 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (responsabilités en matière d'établissement et d'application de la carte scolaire) (p. 2534)

Intervient sur l'amendement n° 2342 de M. Gaëtan Gorce (responsabilités en matière d'établissement et d'application de la carte scolaire) (p. 2534)

Intervient sur l'amendement n° 2343 de M. Christophe Masse (responsabilités en matière d'établissement et d'application de la carte scolaire) (p. 2534)

Intervient sur l'amendement n° 2344 de M. Jean-Pierre Blazy (responsabilités en matière d'établissement et d'application de la carte scolaire) (p. 2534)

Son amendement n° 2339 (responsabilités en matière d'établissement et d'application de la carte scolaire) (p. 2534) : rejeté (p. 2535)

Son amendement n° 2351 (responsabilités en matière de formation professionnelle) : rejeté (p. 2536)

Son amendement n° 2363 (responsabilités en matière de médecine scolaire) (p. 2536) : rejeté (p. 2538)

Son amendement n° 2375 (responsabilités en matière d'orientation scolaire des jeunes) (p. 2538) : rejeté (p. 2539)

Son amendement n° 2387 (responsabilités en matière d'orientation professionnelle des jeunes) : rejeté (p. 2539)

Son amendement n° 2399 (responsabilités en matière d'assistance sociale des élèves) (p. 2539) : rejeté (p. 2543)

Son amendement n° 2411 (responsabilités en matière d'information sur les métiers) : rejeté (p. 2544)

Son amendement n° 2423 (responsabilités en matière d'établissement de la carte des formations professionnalisantes) : rejeté (p. 2545)

Son amendement n° 2435 (enseignement de l'histoire de l'esclavage) (p. 2545) : rejeté (p. 2546)

Son amendement n° 2447 (enseignement de l'histoire et de la géographie de l'outre-mer) : rejeté (p. 2546)

Son amendement n° 260 (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) : rejeté (p. 2546)

Son amendement n° 272 (universalité du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) : rejeté (p. 2547)

Son amendement n° 284 (caractère inaliénable du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) : rejeté (p. 2547)

Son amendement n° 296 (garantie de la reprise d'une formation pour toute personne afin de rendre effective l'égalité des chances) : rejeté (p. 2547)

Son amendement n° 308 (garantie à toute personne d'avoir accès à une formation d'autant plus élaborée que la formation initiale aura été courte) (p. 2547) : rejeté (p. 2548)

Son amendement n° 320 (notion et contenu de pacte éducatif de la nation) : rejeté (p. 2548)

Son amendement n° 332 (notion d'accès permanent au savoir et à la culture) : rejeté (p. 2548)

Son amendement n° 344 (objectif éducatif consistant à favoriser la mobilité professionnelle) : rejeté (p. 2548)

Son amendement n° 356 (objectif éducatif consistant à favoriser la qualification professionnelle) (p. 2548) : rejeté (p. 2549)

Son amendement n° 368 (objectif éducatif consistant à favoriser la sécurité des parcours professionnels face aux aléas de la vie et du travail) : rejeté (p. 2549)

Son amendement n° 380 (objectif éducatif consistant à favoriser la promotion sociale) : rejeté (p. 2549)

Intervient sur l'amendement n° 386 de M. Yves Durand (objectif éducatif consistant à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes) (p. 2549)

Intervient sur l'amendement n° 387 de M. Jean-Marc Ayrault (objectif éducatif consistant à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes) (p. 2549)

Intervient sur l'amendement n° 388 de M. Alain Néri (objectif éducatif consistant à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes) (p. 2549)

Intervient sur l'amendement n° 389 de M. Patrick Roy (objectif éducatif consistant à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes) (p. 2549)

Intervient sur l'amendement n° 390 de Mme Catherine Génisson (objectif éducatif consistant à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes) (p. 2549)

Intervient sur l'amendement n° 391 de M. Victorin Lurel (objectif éducatif consistant à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes) (p. 2549)

Intervient sur l'amendement n° 393 de M. Simon Renucci (objectif éducatif consistant à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes) (p. 2549)

Intervient sur l'amendement n° 394 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (objectif éducatif consistant à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes) (p. 2549)

Intervient sur l'amendement n° 395 de M. Gaëtan Gorce (objectif éducatif consistant à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes) (p. 2549)

Intervient sur l'amendement n° 396 de M. Christophe Masse (objectif éducatif consistant à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes) (p. 2549)

Intervient sur l'amendement n° 397 de M. Jean-Pierre Blazy (objectif éducatif consistant à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes) (p. 2549)

Son amendement n° 392 (objectif éducatif consistant à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes) (p. 2549) : rejeté (p. 2550)

Son amendement n° 404 (objectif éducatif consistant à favoriser l'adaptation aux évolutions économiques) : rejeté (p. 2550)
 Son amendement n° 416 (objectif éducatif consistant à favoriser l'adaptation aux évolutions technologiques) : rejeté (p. 2555)
 Son amendement n° 428 (droit à une formation continue) : rejeté (p. 2555)
 Son amendement n° 440 (objectif éducatif consistant à favoriser une professionnalisation durable) (p. 2555) : rejeté (p. 2556)
 Son amendement n° 452 (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : responsabilité de l'Etat en lien avec les collectivités locales) (p. 2556) : rejeté (p. 2558)
 Son amendement n° 464 (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : responsabilité de l'Etat en lien avec les entreprises) : rejeté (p. 2558)
 Son amendement n° 476 (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : contribution des entreprises au financement) : rejeté (p. 2558)
 Son amendement n° 488 (caractère accessible à tous du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2558) : rejeté (p. 2559)
 Son amendement n° 500 (objectif du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : favoriser la mixité sociale) (p. 2559) : rejeté (p. 2560)
 Son amendement n° 512 (objectif du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : favoriser l'égalité professionnelle) (p. 2560) : rejeté (p. 2561)
 Son amendement n° 524 (objectif du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : favoriser l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes) : rejeté (p. 2561)
 Son amendement n° 536 (introduction dans le code de l'éducation d'un chapitre intitulé : "Le droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie") (p. 2561) : rejeté (p. 2563)
 Son amendement n° 548 (création au niveau de l'académie de bassins d'éducation et de formation) : rejeté (p. 2563)
 Son amendement n° 560 (création au niveau de l'académie de bassins d'éducation et de formation) : rejeté (p. 2563)
 Son amendement n° 572 (responsabilité du recteur de favoriser la mixité sociale au sein de l'académie) (p. 2563) : rejeté (p. 2564)
 Son amendement n° 584 (carte scolaire élargie au bassin d'éducation) (p. 2563) : rejeté (p. 2564)
 Son amendement n° 596 (détermination du bassin d'éducation par le recteur en lien avec les collectivités locales) (p. 2564) : rejeté (p. 2565)
 Son amendement n° 608 (détermination du bassin d'éducation par le recteur en lien avec les associations de parents d'élèves) : rejeté (p. 2565)
 Son amendement n° 620 (détermination du bassin d'éducation par le recteur en lien avec les représentants syndicaux d'enseignants) : rejeté (p. 2565)
 Son amendement n° 632 (responsabilité de favoriser l'intégration pour le recteur au sein du bassin d'éducation) : rejeté (p. 2565)
 Son amendement n° 644 (détermination du bassin d'éducation par le recteur en lien avec les associations) (p. 2565) : rejeté (p. 2567)
 Son amendement n° 656 (prise en compte des activités périscolaires lors de la détermination du bassin d'éducation) : rejeté (p. 2567)
 Son amendement n° 668 (recueil annuel par l'inspecteur d'académie de la liste des enfants soumis à l'obligation scolaire au sein du bassin d'éducation) : rejeté (p. 2567)
 Son amendement n° 680 (interdiction à un ministre de l'éducation nationale en exercice de publier un ouvrage) (p. 2567) : retiré (p. 2569)
 Son amendement n° 1124 (institution d'une journée nationale du suffrage universel) (p. 2569) : rejeté (p. 2571)
 Son amendement n° 692 (droit au conseil en orientation et à l'information pour favoriser la construction des parcours professionnels de chaque jeune) : rejeté (p. 2571)
 Son amendement n° 704 (droit au conseil en orientation et à l'information pour favoriser la construction des parcours de formation de chaque jeune) (p. 2571) : rejeté (p. 2572)
 Son amendement n° 716 (responsabilités ministérielles de la mise en oeuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) (p. 2571) : rejeté (p. 2572)
 Son amendement n° 728 (objectif du droit au conseil en orientation et à l'information : permettre à chaque jeune un projet personnel) : rejeté (p. 2572)
 Son amendement n° 740 (droit au conseil en orientation et à l'information pour favoriser le contact avec le monde du travail) : rejeté (p. 2572)
 Son amendement n° 752 (bilan annuel de la scolarité lié au droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2572)
 Son amendement n° 764 (intégration du droit au conseil en orientation et à l'information dans le cursus normal de la formation) : rejeté (p. 2572)
 Son amendement n° 776 (objectif du droit au conseil en orientation et à l'information de présenter à chaque jeune les différentes formes d'enseignement) : rejeté (p. 2572)
 Son amendement n° 788 (objectif du droit au conseil en orientation et à l'information de permettre à chaque jeune de déterminer ses choix ultérieurs) : rejeté (p. 2572)
 Son amendement n° 800 (objectif du droit au conseil en orientation et à l'information de développer les passerelles entre différentes formes d'enseignement) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 812 (évaluation de chaque jeune réalisée par des examens et la validation des acquis) : rejeté (p. 2572)
 Son amendement n° 824 (tenue régulière de journées de présentation des enseignements et des filières professionnelles) : rejeté (p. 2572)
 Son amendement n° 836 (participation des chambres des métiers à la mise en oeuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) (p. 2572) : rejeté (p. 2573)
 Son amendement n° 848 (participation des chambres de commerce et d'industrie à la mise en oeuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2573)
 Son amendement n° 860 (participation des chambres d'agriculture à la mise en oeuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2573)
 Son amendement n° 872 (mise en oeuvre du droit au conseil en orientation et à l'information au niveau national sous la responsabilité de chaque recteur d'académie) (p. 2573) : rejeté (p. 2574)
 Son amendement n° 884 (participation des syndicats à la mise en oeuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2574)
 Son amendement n° 896 (participation des organisations professionnelles à la mise en oeuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2574)
 Son amendement n° 908 (participation des associations à la mise en oeuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2575)
 Son amendement n° 920 (participation des associations non gouvernementales à la mise en oeuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2575)
 Son amendement n° 1688 (initiation de tous les élèves aux technologies de l'information et de la communication) : rejeté (p. 2575)
 Son amendement n° 1700 (apprentissage de la lecture et de l'écriture : articulation entre l'école maternelle et le cours préparatoire) (p. 2575) : rejeté (p. 2576)
 Son amendement n° 2111 (mise en oeuvre de l'articulation entre la grande section de maternelle et le cours préparatoire par l'équipe éducative en lien avec les parents d'élèves) : rejeté (p. 2577)
 Son amendement n° 1712 (mise en oeuvre de l'articulation entre la grande section de maternelle et le cours préparatoire par l'équipe éducative en lien avec les activités périscolaires) : rejeté (p. 2577)
 Son amendement n° 1724 (objectif de l'articulation entre la grande section de maternelle et le cours préparatoire : lutter contre l'échec scolaire) (p. 2577) : rejeté (p. 2578)
 Son amendement n° 1739 (articulation entre la grande section de maternelle et le cours préparatoire : enseignement spécifique et individualisé) (p. 2577) : rejeté (p. 2578)
 Son amendement n° 1751 (objectif de l'articulation entre la grande section de maternelle et le cours préparatoire : faciliter le passage de l'enseignant unique à plusieurs enseignants) : rejeté (p. 2578)
 Son amendement n° 1763 (apprentissage des langues vivantes au niveau de l'articulation entre le cours moyen 2e année et la classe de 6e) : rejeté (p. 2578)
 Son amendement n° 1775 (apprentissage des nouvelles technologies de l'information et de la communication au niveau de l'articulation entre le cours moyen 2e année et la classe de 6e) : rejeté (p. 2578)
 Son amendement n° 1787 (enseignement spécifique et individualisé validant l'apprentissage de la lecture et de l'écriture au niveau de l'articulation entre le cours moyen 2e année et la classe de 6e) : rejeté (p. 2578)
 Son amendement n° 1799 (au niveau de l'articulation entre le cours moyen 2e année et la classe de 6e, mise en oeuvre d'un enseignement spécifique et individualisé par l'équipe éducative en lien avec les parents d'élèves) : rejeté (p. 2578)
 Son amendement n° 1811 (mise en oeuvre de l'articulation entre le cours moyen 2e année et la classe de 6e par l'équipe éducative en lien avec les activités périscolaires) : rejeté (p. 2578)
 Son amendement n° 1823 (but de l'articulation entre le cours moyen 2e année et la classe de 6e : lutter contre l'échec scolaire) : rejeté (p. 2579)
 Son amendement n° 1835 (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : faciliter le passage du collège au lycée) (p. 2579) : rejeté (p. 2580)
 Son amendement n° 1847 (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : faciliter le travail en équipe) : rejeté (p. 2580)
 Son amendement n° 1859 (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : apprendre à chaque jeune à travailler individuellement et en équipe) : rejeté (p. 2580)
 Son amendement n° 1871 (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : favoriser la maîtrise des nouvelles technologies) : rejeté (p. 2580)
 Son amendement n° 1883 (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : lutter contre l'échec scolaire) : rejeté (p. 2580)
 Son amendement n° 1895 (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : responsabiliser les futurs lycéens) : rejeté (p. 2580)
 Son amendement n° 1907 (équilibre entre enseignement général et enseignement professionnel) : rejeté (p. 2581)
 Son amendement n° 1919 (équilibre entre les filières scientifiques et littéraires) : rejeté (p. 2581)

Son amendement n° 1931 (principe stipulant que l'élève quittant la classe de troisième est acteur de sa formation) (p. 2581) : rejeté (p. 2582)

Son amendement n° 1943 (rôle de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde pour favoriser l'orientation des élèves) : rejeté (p. 2582)

Son amendement n° 1955 (mise en œuvre de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde par l'équipe éducative en lien avec les parents d'élèves) : rejeté (p. 2582)

Son amendement n° 1967 (mise en œuvre de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde par l'équipe éducative en lien avec les activités périscolaires) : rejeté (p. 2582)

Son amendement n° 1979 (mise en œuvre d'enseignement spécifique et individuel au niveau de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde) : rejeté (p. 2582)

Son amendement n° 1991 (mise en œuvre de journées d'orientation et d'information dans les collèges au niveau de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde) : rejeté (p. 2582)

Son amendement n° 2003 (préparation des élèves à un enseignement pluridisciplinaire au niveau de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde) : rejeté (p. 2582)

Son amendement n° 2711 (échanges entre élèves de zone rurale et de zone urbaine) : rejeté (p. 2583)

Son amendement n° 2735 (échanges avec les élèves des zones prioritaires d'éducation) : rejeté (p. 2583)

Son amendement n° 2867 (caractère déterminant de l'organisation du rythme scolaire dans la lutte contre l'échec scolaire) (p. 2584) : rejeté (p. 2586)

Son amendement n° 2879 (organisation du temps scolaire prenant en compte la qualité de vie de l'enfant) : rejeté (p. 2587)

Son amendement n° 2891 (priorité de l'intérêt des élèves au niveau de l'organisation des rythmes scolaires) (p. 2587) : rejeté (p. 2588)

Son amendement n° 2903 (concertation de tous les acteurs concernés, y compris les assistants d'éducation et les élèves, en matière d'organisation du temps à l'école) : rejeté (p. 2588)

Son amendement n° 2915 (définition de la garderie du matin) : rejeté (p. 2592)

Son amendement n° 2927 (organisation d'une pause d'au moins une heure trente à la mi-journée) (p. 2592) : rejeté (p. 2593)

Son amendement n° 2939 (organisation en matière de cantines scolaires) (p. 2593) : rejeté (p. 2594)

Son amendement n° 2951 (durée des récréations) (p. 2594) : rejeté (p. 2595)

Son amendement n° 2015 (accès en dehors des heures scolaires aux nouvelles technologies) : rejeté (p. 2595)

Son amendement n° 2027 (accès en dehors des heures scolaires aux nouvelles technologies par partenariats avec des organismes non scolaires) : rejeté (p. 2595)

Son amendement n° 2039 (initiation de tous les étudiants aux nouvelles technologies) : rejeté (p. 2595)

Son amendement n° 932 (mission d'éducation à la citoyenneté pour les personnels "ATOSS") (p. 2595) : rejeté (p. 2596)

Son amendement n° 944 (mission d'éducation à la santé pour les personnels "ATOSS") (p. 2596) : rejeté (p. 2597)

Son amendement n° 956 (notion de mission favorisant l'intégration pour les personnels "ATOSS") : rejeté (p. 2597)

Son amendement n° 968 (mission d'apprentissage des règles de la vie en société pour les personnels "ATOSS") : rejeté (p. 2597)

Son amendement n° 980 (rôle pédagogique des personnels "ATOSS") (p. 2597) : rejeté (p. 2598)

Son amendement n° 992 (missions des personnels ATOSS sous l'autorité du recteur) : rejeté (p. 2598)

Son amendement n° 1004 (statuts des personnels ATOSS mis en œuvre sous l'autorité du recteur) (p. 2598) : rejeté (p. 2599)

Son amendement n° 1016 (participation des personnels ATOSS à la mise en œuvre du droit à l'éducation) : rejeté (p. 2599)

Son amendement n° 1028 (rôle d'assistance à l'équipe éducative des personnels ATOSS) : rejeté (p. 2599)

Son amendement n° 1040 (fonction d'encadrement des élèves des personnels ATOSS) (p. 2599) : rejeté (p. 2600)

Article 2 (régime juridique des assistants d'éducation)

Son amendement n° 1100 (p. 2603)

Son amendement n° 1136 (p. 2605)

Son amendement n° 1148 (p. 2606)

Ses amendements n° 2123 et 2459 (p. 2608)

Son amendement n° 1280 (p. 2609)

Ses amendements n° 2051, 1160, 1172, 1292 et 1268 (p. 2610)

Ses amendements n° 1184, 1196, 1208, 1220, 1232, 1244 et 1256 (p. 2612)

Ses amendements n° 1304, 2747 et 2759 (p. 2614)

Ses amendements n° 2771, 2783 et 2795 (p. 2616)

Son amendement n° 2807 (p. 2617)

Ses amendements n° 2819 et 2831 (p. 2618)

Son amendement n° 2963 (p. 2619)

Son amendement n° 1364 (p. 2624)

Son amendement n° 1316 (p. 2625)

Ses amendements n° 2843 et 2855 (p. 2626)

Ses amendements n° 1052, 1064, 1076 et 1328 (p. 2627)

Ses amendements n° 1340 et 1352 (p. 2628)

Son amendement n° 1376 (p. 2629)

Ses amendements n° 2471, 1388 et 1400 (p. 2630)

Ses amendements n° 2147, 2159 et 2171 (p. 2631)

Ses amendements n° 1448 et 1460 (p. 2632)

Ses amendements n° 1472, 1484, 1496, 1508 et 1620 (p. 2633)

Ses amendements n° 1532, 1544, 1556, 1568, 1580, 1592, 1604, 1616, 1628 et 1640 (p. 2634)

Ses amendements n° 2136, 2063, 2075 et 2087 (p. 2635)

Son amendement n° 2483 (p. 2636)

Ses amendements n° 2495, 2507, 2519, 2531, 2975 et 1412 (p. 2637)

Ses amendements n° 1424 et 1436 (p. 2638)

Après l'article 2

Son amendement n° 2603 (contenu et mise en œuvre des programmes d'enseignement) : rejeté (p. 2639)

Son amendement n° 2615 (objectifs et réalisation des programmes d'enseignement) : rejeté (p. 2640)

Son amendement n° 2627 (établissement de la carte des secteurs des collèges) : rejeté (p. 2640)

Son amendement n° 2639 (établissement de la carte des secteurs des lycées) : rejeté (p. 2640)

Son amendement n° 2651 (établissement de la carte des secteurs des écoles) : rejeté (p. 2640)

Son amendement n° 2199 (activités destinées à se familiariser avec les outils informatiques et les nouvelles technologies) : rejeté (p. 2640)

Son amendement n° 2663 (les programmes scolaires prennent en compte les références communes en Europe) (p. 2640) : rejeté (p. 2641)

Article 3 (affiliation des établissements publics locaux d'éducation à l'assurance-chômage au titre des assistants d'éducation)

Son amendement n° 1112 (p. 2644)

Après l'article 3

Son amendement n° 2183 (égalité entre les hommes et les femmes en matière d'orientation scolaire) : rejeté (p. 2645)

Son amendement n° 2195 (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2645) : retiré (p. 2646)

Son amendement n° 2987 (rapport au Parlement sur l'application de la loi relative aux assistants d'éducation) (p. 2648) : rejeté (p. 2649)

Titre

Son amendement n° 2999 (nouveau titre : "Projet de loi portant réforme du code de l'éducation") (p. 2649) : rejeté (p. 2650)

Jean-Claude MIGNON

Seine-et-Marne (1^{ère} circonscription)
 Union pour la Majorité Présidentielle
 puis Union pour un Mouvement Populaire

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Représentant titulaire de la délégation française aux assemblées du Conseil de l'Europe et de l'UEO [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12452)

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom des délégués de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe sur l'activité de cette Assemblée au cours de la quatrième partie de sa session ordinaire de 2002 [20 décembre 2002] (n° 515)

Rapport d'information déposé au nom des délégués de l'Assemblée nationale à l'Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale sur l'activité de cette Assemblée au cours de sa session ordinaire de 2002 [20 décembre 2002] (n° 516)

Proposition de loi n° 579 modifiant les conditions d'exercice de certains mandats électoraux par les fonctionnaires [30 janvier 2003]

Rapport d'information déposé au nom des délégués de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe sur l'activité de cette Assemblée au cours de la première partie de sa session ordinaire de 2003 [14 mars 2003] (n° 697)

Rapport d'information déposé au nom des délégués de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe sur l'activité de cette

Assemblée au cours de la deuxième partie de sa session ordinaire de 2003 :

- Tome I : Compte-rendu des travaux de la délégation [19 mai 2003]
- Tome II : Actes du colloque sur la protection des biens culturels africains [19 mai 2003] (n° 863)

Rapport d'information déposé au nom des délégués de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe sur l'activité de cette Assemblée au cours de la troisième partie de sa session ordinaire de 2003 [17 juillet 2003] (n° 1045)

Rapport d'information déposé au nom des délégués de l'Assemblée nationale à l'Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale sur l'activité de cette Assemblée au cours de la première partie de sa session ordinaire de 2003 [23 juillet 2003] (n° 1049)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. sécurité des biens et des personnes. délinquance, service d'aide aux victimes, bilan et perspectives [30 avril 2003] (p. 3301)
Emploi, politique de l'emploi, création d'entreprises, aides de l'Etat [4 juin 2003] (p. 4478)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 17, posée le 14 octobre 2002. Etablissements de santé, hôpitaux (J.O. questions p. 3481). Appelée le 15 octobre 2002. financement, centre hospitalier de Melun (p. 3280)

n° 73, posée le 16 décembre 2002. Etablissements de santé, équipements (J.O. questions p. 4848). Appelée le 17 décembre 2002. imagerie par résonance magnétique (IRM) (p. 6794)

n° 123, posée le 3 février 2003. Etablissements de santé, hôpitaux (J.O. questions p. 622). Appelée le 4 février 2003. financement, centre hospitalier de Melun (p. 766)

n° 319, posée le 5 mai 2003. Etablissements de santé, hôpitaux (J.O. questions p. 3390). Appelée le 6 mai 2003. financement, hôpital Marc-Jacquet, Melun (p. 3419)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES SOCIALES, TRAVAIL ET SOLIDARITÉ

VILLE ET RÉNOVATION URBAINE

Examen du fascicule [23 octobre 2002] (p. 3803)

Procédure des questions :

Urbanisme : rénovation urbaine : simplifications administratives (p. 3828)

INTÉRIEUR, SÉCURITÉ INTÉRIEURE ET LIBERTÉS LOCALES

Examen du fascicule [23 octobre 2002] (p. 3875)

Procédure des questions :

Gens du voyage : stationnement (p. 3892)

Marie-Anne MONTCHAMP

*Val-de-Marne (7^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elue le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre suppléante de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 28 juin 2002] (p. 11116)

Membre titulaire du conseil d'orientation stratégique du Fonds de solidarité prioritaire [J.O. du 2 août 2002] (p. 13228)

Membre suppléante du Comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics [J.O. du 3 août 2002] (p. 13301)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2003 [J.O. du 12 décembre 2002] (p. 20541)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2002 [J.O. du 19 décembre 2002] (p. 21177)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 21 décembre 2002] (p. 21390)

Rapporteuse de la proposition de loi tendant à étendre aux communautés d'agglomération créées ex nihilo le régime de garantie d'évolution de la dotation globale de fonctionnement des communautés d'agglomération issues d'une transformation (n° 696) [11 mars 2003]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) : annexe n° 4 : Affaires sociales, travail et solidarité (solidarité) (n° 256) [10 octobre 2002]

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat (n° 696), tendant à étendre aux communautés d'agglomération créées ex nihilo le régime de garantie d'évolution de la dotation globale de fonctionnement des communautés d'agglomération issues d'une transformation [19 mars 2003] (n° 702)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etat, organisation, réforme [9 octobre 2002] (p. 3120)

Union européenne, Etats membres, Grande-Bretagne, euro, adhésion, perspectives [10 juin 2003] (p. 4926)

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n° 262 présentée par M. Francis Mer, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur les prélèvements obligatoires et débat sur cette déclaration

[10 octobre 2002] (p. 3223)

Son intervention (p. 3250)

Thèmes :

Emploi : allègement des charges sociales (p. 3251)

Finances publiques : prélèvements obligatoires : généralités (p. 3250)

Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 3251)

Sécurité sociale : financement : transparence (p. 3251)

Travail : coût : cotisations sociales (p. 3251)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 octobre 2002] (p. 3385, 3416)

Son intervention (p. 3402)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 3440)

Thèmes :

Entreprises : petites et moyennes entreprises : création (p. 3402)

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 3402)

Finances publiques : déficits publics et sociaux : gauche (p. 3440)

Finances publiques : procédure budgétaire : transparence (p. 3402, 3440)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES SOCIALES, TRAVAIL ET SOLIDARITÉ, ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE

Examen du fascicule [14 novembre 2002] (p. 5069)

Rapporteuse spéciale de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 5079)

Thèmes avant la procédure des questions :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 5079)

Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) (p. 5080)

Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 5080)

Politique sociale : aide médicale gratuite (p. 5079)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 5079)

Politique sociale : solidarité (p. 5079)

Rapatriés : harkis (p. 5080)

Vote des crédits et articles rattachés [14 novembre 2002] (p. 5114)

Article 69 (taxes perçues au profit de l'Office des migrations internationales)

Intervient sur l'amendement n° 161 de la commission (de précision) (p. 5122)

Intervient sur l'amendement n° 162 de la commission (taxe soumise à une limite plancher en plus d'une limite plafond) (p. 5123)

Intervient sur l'amendement n° 163 de la commission (suppression de la disposition concernant la fabrication et la vente des timbres fiscaux) (p. 5123)

Intervient sur l'amendement n° 164 de la commission (exonération des taxes pour les demandeurs de la carte de séjour d'un an) (p. 5123)

**ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT
ARTICLES ADDITIONNELS**

[15 novembre 2002] (p. 5197)

Après l'article 58

Intervient sur l'amendement n° 154 de la commission (communautés d'agglomération créées ex nihilo – alignement du régime de garantie sur celui des communautés issues de la transformation d'un établissement public de coopération intercommunale) (p. 5214)

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 novembre 2002] (p. 5632)

Article 6 (article 72-2 de la Constitution - autonomie financière des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 5652)

Projet de loi de finances rectificative n° 382 pour 2002

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 décembre 2002] (p. 6512)

Avant l'article 31

Son amendement n° 218 (aide médicale d'Etat – assujettissement au ticket modérateur et au forfait journalier) (p. 6519) : adopté après modification (p. 6520)

Proposition de loi n° 696 tendant à étendre aux communautés d'agglomération créées ex nihilo le régime de garantie d'évolution de la dotation globale de fonctionnement des communautés d'agglomération issues d'une transformation

Rapporteuse de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [20 mars 2003] (p. 2317)

Son intervention (p. 2319)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence (p. 2319)
Coopération intercommunale : communautés d'agglomération (p. 2319 et s.)

Discussion de l'article unique [20 mars 2003] (p. 2325)

Après l'article unique

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Alain Bocquet (établissements exceptionnels) (p. 2325)

Déclaration du Gouvernement n° 880 sur les infrastructures 2003-2020 et débat sur cette déclaration

[20 mai 2003] (p. 3826)

Son intervention (p. 3903)

Thème :

Régions : Ile-de-France : autoroutes (p. 3903)

Déclaration du Gouvernement n° 989 d'orientation budgétaire présentée par M. Alain Lambert, ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire et débat sur cette déclaration

[26 juin 2003] (p. 6055)

Son intervention (p. 6096)

Thèmes :

Etat : réforme (p. 6096)
Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 6096)
Lois : évaluation : coût (p. 6096)
Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances : Parlement (p. 6096)
Politique sociale : aide médicale gratuite : étrangers (p. 6096)

Arnaud MONTEBOURG

*Saône-et-Loire (6^{ème} circonscription)
Socialiste*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2002] (p. 11184)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'amnistie [J.O. du 26 juillet 2002] (p. 12637)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation pour la justice [J.O. du 3 août 2002] (p. 13302)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 relative aux administrateurs judiciaires, mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises et experts en diagnostic d'entreprise [J.O. du 18 octobre 2002] (p. 17343)

Juge titulaire de la Cour de justice de la République [J.O. du 14 novembre 2002] (p. 18756)

Membre de la mission d'information sur la question des signes religieux à l'école [J.O. du 4 juin 2003] (p. 9541)

Cesse d'appartenir à la mission d'information sur la question des signes religieux à l'école [J.O. du 10 septembre 2003] (p. 15565)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Banques et établissements financiers. Caisse des dépôts et consignations. nomination du directeur [10 décembre 2002] (p. 6365)

Marchés publics. collectivités territoriales. code des marchés publics, réglementation [24 juin 2003] (p. 5891)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Estime que le Gouvernement a fait usage de l'article 44, alinéa 2 de la Constitution, en raison des réticences d'une partie de la majorité envers l'article 3 du projet de loi constitutionnelle relatif à l'organisation décentralisée de la République [22 novembre 2002] (p. 5583)

DÉBATS

Projet de loi n° 19 portant amnistie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 juillet 2002] (p. 1868)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1879)

Thèmes :

Amnistie (p. 1881)
Amnistie : amnistie politico-financière (p. 1883)
Constitution : séparation des pouvoirs : amnistie (p. 1882)
Droit pénal : abus de biens sociaux : réforme (p. 1883)
Elections et référendums : élection présidentielle : campagnes électorales (p. 1880)
Etat : République : amnistie (p. 1881)
Ordre public : sécurité (p. 1880)
Partis et mouvements politiques : UMP (Union pour la majorité présidentielle) : majorité (p. 1880)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [3 août 2002] (p. 2713)

Son intervention (p. 2715)

Thèmes :

Amnistie : coût (p. 2715)
Lois : projet de loi : amnistie (p. 2715)
Président de la République : prérogatives : amnistie (p. 2715)
Système pénitentiaire : détenus : amnistie (p. 2715)

Projet de loi n° 154 d'orientation et de programmation pour la justice

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er août 2002] (p. 2582)

Article 3 (soumission des marchés de conception, de construction et d'aménagement d'établissements pénitentiaires au code des marchés publics)

Son intervention (p. 2582)

Intervient sur l'amendement n° 107 de M. André Vallini (de suppression) (p. 2585)

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 novembre 2002] (p. 5367, 5399)

Son intervention (p. 5404)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation : politique économique (p. 5406)
Collectivités territoriales : démocratie locale (p. 5405)
Collectivités territoriales : élus locaux (p. 5372, 5405)
Collectivités territoriales : projets de loi : Sénat (p. 5407)
Elections et référendums : cumul des mandats (p. 5405)

Etat : Premier ministre : Sénat (p. 5406)
Etat : réforme (p. 5405)
Parlement : Sénat (p. 5406)

Discussion des articles [21 novembre 2002] (p. 5454) ; [22 novembre 2002] (p. 5561, 5632)

Article 1er (article 1er de la Constitution - organisation de la République)
Son intervention (p. 5459)

Article 3 (article 39 de la Constitution - priorité d'examen du Sénat sur les projets de loi ayant pour principal objet la libre administration des collectivités territoriales et les instances représentatives des Français établis hors de France)

Son intervention (p. 5579 et s.)
Son rappel au règlement (cf supra) [22 novembre 2002] (p. 5583)

Article 5 (article 72-1 de la Constitution - renforcement de la démocratie participative locale)

Son sous-amendement n° 220 (statut de l'opposition) à l'amendement n° 203 de Mme Ségolène Royal (participation des électeurs à l'élaboration des projets de délibération - pétition permettant d'obtenir l'inscription à l'ordre du jour) (p. 5640)

Article 6 (article 72-2 de la Constitution - autonomie financière des collectivités territoriales)

Son sous-amendement n° 219 (contrôle par les citoyens de l'usage des fonds publics) à l'amendement n° 82 de Mme Ségolène Royal (nouvelle rédaction de l'article) (p. 5657) : SCRUTIN PUBLIC (p. 5658)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2003] (p. 116)

Son intervention (p. 134)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité : répression (p. 134)
Droit pénal : délinquance financière (p. 134)
Ordre public : commission nationale de déontologie de la sécurité (p. 135)
Ordre public : maintien de l'ordre : contrôle (p. 135)

Discussion des articles [16 janvier 2003] (p. 218) ; [21 janvier 2003] (p. 319, 348)

Après l'article 8

Son amendement n° 238 (dans le cadre de la lutte contre la délinquance, responsabilisation des membres de toutes les administrations) (p. 253) : rejeté (p. 254)

Son amendement n° 234 corrigé (lutte contre le recel) : rejeté (p. 257)

Son amendement n° 235 corrigé (fouille des coffres bancaires) : rejeté (p. 258)

Son amendement n° 239 (pouvoirs de perquisition de la commission nationale de déontologie de la sécurité) : non soutenu (p. 261)

Article 17 bis (incrimination de la traite des êtres humains)

Son amendement n° 275 (p. 330)

Après l'article 17 undecies

Son amendement n° 281 (pénalisation du manque de vigilance en cas de blanchiment) : rejeté (p. 352)

Son amendement n° 280 (après l'article 450-1 du code pénal : peines prévues pour les personnes qui sont en relation avec des criminels ou des délinquants et ne peuvent justifier de ressources correspondant à leur train de vie) (p. 352) : rejeté (p. 353)

Ses amendements n°s 282, 283, 284 et 285 (de rédaction) : rejetés (p. 353)

Projet de loi n° 719 de sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 avril 2003] (p. 3263)

Article 14 (procédure de sanctions devant l'Autorité des marchés financiers)

Son amendement n° 246 (publicité obligatoire des sanctions) (p. 3288)

Pierre MORANGE

*Yvelines (6^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire du conseil d'administration de la société nationale de programme France 2 [J.O. du 2 août 2002] (p. 13230)

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. du 3 septembre 2002] (p. 14657)

Membre titulaire du conseil de surveillance de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14787)

Rapporteur du projet de loi relatif aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi (n° 190) [18 septembre 2002]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2003 [J.O. du 22 novembre 2002] (p. 19330)

Cesse d'appartenir à l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. du 6 décembre 2002] (p. 20192)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant relance de la négociation collective en matière de licenciements économiques [J.O. du 19 décembre 2002] (p. 21117)

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant relance de la négociation collective en matière de licenciements économiques [J.O. du 19 décembre 2002] (p. 21117)

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé [J.O. du 22 janvier 2003] (p. 1335)

Rapporteur du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 (n° 1106) [29 janvier 2003]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive [J.O. du 8 juillet 2003] (p. 11582)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 190) relatif aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi [25 septembre 2002] (n° 231)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 329), relatif aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi [26 novembre 2002] (n° 399)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Côte d'Ivoire. situation politique [28 janvier 2003] (p. 552)

DÉBATS

Projet de loi n° 190 relatif aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 octobre 2002] (p. 2843)

Son intervention (p. 2848)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi (p. 2849)
Entreprises : accords collectifs d'entreprise (p. 2851)
Entreprises : allègement des charges (p. 2851)
Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 2851)
Travail : durée du travail (p. 2850)
Travail : heures supplémentaires (p. 2850)
Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 2850)
Travail : salaires (p. 2850)
Travail : travail à temps partiel (p. 2851)

Discussion des articles [3 octobre 2002] (p. 2947, 2965) ; [9 octobre 2002] (p. 3129, 3158)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 2948 à 2993)

Article 2 (articles L. 212-5, L. 212-5-1, L. 212-6, L. 212-8, L. 212-9, L. 212-15-2, L. 212-15-3 et L. 227-1 du code du travail : assouplissements des trente-cinq heures)

Son amendement n° 228 (de simplification) (p. 3130)

Après l'article 2

Son amendement n° 229 rectifié (situation du salarié soumis à une astreinte et dont l'astreinte n'a impliqué aucune intervention) (p. 3143) : SCRUTIN PUBLIC (p. 3147)

Après l'article 12

Son amendement n° 230 rectifié (validité des accords passés en application des deux lois relatives à la réduction du temps de travail) (p. 3190)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [19 décembre 2002] (p. 7004)

Son intervention (p. 7006)

Thèmes :

Entreprises : allègement des charges (p. 7007)
 Travail : durée du travail (p. 7007)
 Travail : heures supplémentaires (p. 7006)
 Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 7006)
 Travail : salaires (p. 7007)

Discussion des articles [19 décembre 2002] (p. 7019, 7030)**Avant l'article 2**

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Maxime Gremetz (application de la règle majoritaire dans la négociation sociale) (p. 7020)

Article 2 (assouplissement du dispositif fixant à trente-cinq heures la durée hebdomadaire du travail)

Son intervention (p. 7022 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Charles de Courson (non-prise en compte dans le temps de travail effectif des temps de trajet "siège-chantier" au sein du secteur des travaux publics ; indemnités compensatrices) (p. 7039)

Intervient sur l'amendement n° 38 de M. Jean-Michel Fourgous (non-prise en compte dans le temps de travail effectif des temps de trajet "siège-chantier" au sein du secteur des travaux publics ; indemnités compensatrices) (p. 7039)

Intervient sur l'amendement n° 42 corrigé de M. Georges Colombier (non-prise en compte dans le temps de travail effectif des temps de trajet "siège-chantier" au sein du secteur des travaux publics ; indemnités compensatrices) (p. 7039)

Article 3 (prolongation jusqu'au 31 décembre 2005 des dispositions spécifiques en matière de majoration des quatre premières heures supplémentaires pour les entreprises de vingt salariés au plus)

Son intervention (p. 7040 et s.)

Article 3 bis nouveau (référence à la durée annuelle de travail en matière de modulation des horaires pour les salariés travaillant à temps partiel)

Son intervention (p. 7042 et s.)

Article 4 (transposition des dispositions du projet de loi dans le code rural)

Son intervention (p. 7042 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 12 de M. Maxime Gremetz (non-renouvellement de contrat de travail au sein d'une entreprise sous-traitante ; responsabilité de l'entreprise utilisatrice) (p. 7043)

Article 6 (dispositif d'allègement de cotisations patronales de sécurité sociale)

Son intervention (p. 7043 et s.)

Article 7 (dispositif transitoire d'allègement de cotisations patronales de sécurité sociale)

Son intervention (p. 7045)

Article 8 (abrogation de l'allègement de cotisations sociales patronales lié à la réduction du temps de travail et coordination)

Son intervention (p. 7045)

Article 11 (dispositions transitoires)

Son intervention (p. 7046)

Article 12 (abrogation des règles d'accès, de suspension et de suppression de l'allègement de cotisations sociales patronales lié à la réduction du temps de travail)

Son intervention (p. 7046)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 34 de M. Gaëtan Gorce (rapport au Parlement sur la mise en œuvre de la réduction des cotisations sociales) (p. 7047)

Projet de loi n° 250 de financement de la sécurité sociale pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 octobre 2002] (p. 4123)

Son intervention (p. 4151)

Thèmes :

Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 4152)
 Pharmacie et médicaments : médicaments génériques (p. 4152)
 Professions de santé : médecins (p. 4151)
 Santé : politique de la santé (p. 4153)
 Sécurité sociale : Caisse nationale d'assurance maladie (p. 4151)
 Sécurité sociale : financement (p. 4151)

Discussion des articles [30 octobre 2002] (p. 4341)**Article 27 (tarif forfaitaire de remboursement pour les médicaments)**

Son amendement n° 245 (p. 4367) ; repris par M. Pascal Terrasse

Projet de loi n° 375 relatif à la négociation collective sur les restructurations ayant des incidences sur l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 2002] (p. 6158)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6177)

Thèmes :

Politique sociale : généralités (p. 6177)
 Travail : licenciements (p. 6177)
 Travail : négociations (p. 6178)

Discussion des articles [5 décembre 2002] (p. 6292)**Après l'article 3**

Intervient sur l'amendement n° 106 de M. Hervé Novelli (définition du harcèlement moral) (p. 6314)

Son amendement n° 39 (charge de la preuve et présomption d'innocence en matière de harcèlement moral) (p. 6313) : adopté au SCRUTIN PUBLIC (p. 6317)

Son amendement n° 195 rectifié (procédure de médiation pour les salariés se plaignant de harcèlement sexuel ou moral) (p. 6317) : adopté au SCRUTIN PUBLIC (p. 6318)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 2003] (p. 348) ; [22 janvier 2003] (p. 390)**Après l'article 17 undecies**

Son amendement n° 480 rectifié (la mendicité avec un enfant de moins de six ans constitue une privation de soins) : adopté (p. 351)

Article 20 bis (aggravations des peines en cas de meurtre, de violences ou de menaces)

Son sous-amendement n° 479 à l'amendement n° 99 deuxième rectification de la commission (p. 414)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)**Article 11 [séances du 23 juin 2003] (assujettissement des allocations de préretraite d'entreprise à une contribution spécifique affectée au Fonds de réserve pour les retraites)**

Son intervention (p. 5832)

Nadine MORANO

*Meurthe-et-Moselle (5^{ème} circonscription)
 Union pour la Majorité Présidentielle
 puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elue le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Etrangers. immigration clandestine. contrats d'intégration [22 octobre 2002] (p. 3734)

Emploi. politique de l'emploi. perspectives [19 mars 2003] (p. 2177)

Défense. armée. opérations extérieures, troupes engagées, bilan [25 juin 2003] (p. 5982)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 74, posée le 16 décembre 2002. Police. fonctionnement (J.O. questions p. 4848). Appelée le 17 décembre 2002. effectifs de personnel, missions, Toulouse (p. 6810)

n° 155, posée le 24 février 2003. Impôts locaux. taxe d'enlèvement des ordures ménagères (J.O. questions p. 1275). Appelée le 25 février 2003. assiette (p. 1335)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****ANCIENS COMBATTANTS****Examen du fascicule [12 novembre 2002] (p. 4861)***Procédure des questions :*

Anciens combattants et victimes de guerre : carte du combattant : Afrique du Nord (p. 4889)
Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 4889)

SANTÉ, FAMILLE ET PERSONNES HANDICAPÉES**Examen du fascicule [12 novembre 2002] (p. 4939)***Procédure des questions :*

Handicapés : aide forfaitaire à l'autonomie : allocations et ressources (p. 4959)

Projet de loi de finances rectificative n° 382 pour 2002

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 décembre 2002] (p. 6470)*Après l'article 30*

Son amendement n° 9 (installations de sécurité pour le personnel réalisées à compter du 1^{er} janvier 2003 – amortissement exceptionnel) (p. 6492) : retiré (p. 6493)

Son amendement n° 8 (installations de sécurité pour le personnel réalisées en 2003 – amortissement exceptionnel) (p. 6492) : retiré (p. 6493)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2003] (p. 151)

Son intervention (p. 154)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité : répression (p. 155)
Ordre public : lutte contre l'insécurité (p. 155)

Discussion des articles [16 janvier 2003] (p. 218)*Après l'article 8*

Son amendement n° 16 rectifié (suppression de la notification du droit au silence) (p. 256) : adopté (p. 257)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5069)

Son intervention (p. 5080)

Thèmes :

Retraites : généralités : âge de la retraite (p. 5080)
Retraites : généralités : politique à l'égard des retraités (p. 5080)

Pierre MOREL-A-L'HUISSIER

*Lozère (2^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 9 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11116)

Membre titulaire du Conseil national des services publics départementaux et communaux [J.O. du 2 août 2002] (p. 13229)

Membre suppléant de la Commission supérieure de codification [J.O. du 3 août 2002] (p. 13301)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 relative aux administrateurs judiciaires,

mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises et experts en diagnostic d'entreprise [J.O. du 18 octobre 2002] (p. 17343)

Juge suppléant de la Haute Cour de justice [J.O. du 24 octobre 2002] (p. 17629)

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de la présence du loup en France et l'exercice du pastoralisme dans les zones de montagne [J.O. du 13 novembre 2002] (p. 18692)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 20 juin 2003] (p. 10395)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 630 portant modification et sécurisation du régime des contrats de plan Etat-régions [13 février 2003]

Proposition de loi n° 664 tendant à évaluer les politiques territorialisées de l'Etat et à créer des "zones franches rurales" [5 mars 2003]

Proposition de loi n° 665 accordant aux responsables d'exécutifs locaux la possibilité de saisine pour avis des chambres régionales des comptes [5 mars 2003]

Proposition de loi n° 743 portant création des Maisons de services au public [26 mars 2003]

Proposition de loi n° 796 portant création des Maisons de services au public dans les zones caractérisées par des handicaps géographiques, économiques ou sociaux [10 avril 2003]

Proposition de loi n° 803 portant (nouveau titre en date du 3 juin 2003) création de mesures incitatives en faveur des entreprises facilitant l'exercice de l'activité de sapeur-pompier volontaire [10 avril 2003]

Proposition de loi n° 917 portant création d'un observatoire national de la ruralité [13 juin 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Entreprises. gestion. droit économique, respect [29 janvier 2003] (p. 637)

Retraites : régime agricole. retraites complémentaires. loi n° 2002-308 du 4 mars 2002, application [6 mai 2003] (p. 3442)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 94, posée le 13 janvier 2003. Aménagement du territoire. Non appelée (J.O. questions p. 130)

n° 156, posée le 24 février 2003. Aménagement du territoire. zonage (J.O. questions p. 1275). Appelée le 25 février 2003. réforme, perspectives (p. 1330)

n° 271, posée le 31 mars 2003. Professions de santé. effectifs de personnel (J.O. questions p. 2290). Appelée le 1^{er} avril 2003. zones rurales (p. 2679)

n° 422, posée le 9 juin 2003. Personnes âgées. maisons de retraite (J.O. questions p. 4339). Appelée le 10 juin 2003. fonctionnement, financement, zones rurales (p. 4912)

DÉBATS**Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 2003] (p. 821)

Son intervention (p. 851)

Thèmes :

Départements : Lozère : aménagement du territoire (p. 852)
Entreprises : entreprises individuelles : aménagement du territoire (p. 852)
Entreprises : formalités administratives (p. 852)
Entreprises : transmission (p. 852)

Discussion des articles [5 février 2003] (p. 910) ; [6 février 2003] (p. 996)

Article 4 (domiciliation d'une entreprise dans le local d'habitation de son dirigeant)

Son intervention (p. 920)

Son amendement n° 273 (application de la réglementation professionnelle aux personnes bénéficiant des dispositions de l'article) (p. 920)

Après l'article 6

Son amendement n° 262 (faillites prononcées en application de la loi de 1967 - bénéfice des dispositions de la loi de 1985) : retiré (p. 931)

Article 15 (réduction d'impôt accordée au titre de la souscription en numéraire au capital des sociétés non cotées)

Son amendement n° 252 (extension aux prêts consentis pour la création d'entreprises individuelles) (p. 1022)

Après l'article 16

Son amendement n° 255 (sortie anticipée d'un plan d'épargne en actions - PEA - pour la reprise ou la création d'une entreprise individuelle) (p. 1028) : non soutenu (p. 1029)

DEUXIÈME LECTURE**Avant la discussion des articles [3 juin 2003] (p. 4443)**

Son intervention (p. 4458)

Thèmes :

Agroalimentaire : viticulture : organisations professionnelles (p. 4458)
 Aménagement du territoire : zones rurales (p. 4458)
 Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 4458)
 Entreprises : création : organismes (p. 4458)

Discussion des articles [4 juin 2003] (p. 4483)**Article 2 (récépissé de création d'entreprise)**

Son amendement n° 100 (de précision) (p. 4485)
 Son amendement n° 101 (rédactionnel) (p. 4485)

Projet de loi n° 402 portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction**DEUXIÈME LECTURE****Avant la discussion des articles [3 avril 2003] (p. 2797)**

Son intervention (p. 2806)

Thèmes :

Agriculture : exploitations agricoles : bâtiments (p. 2807)
 Aménagement du territoire : montagne : réhabilitation (p. 2807)
 Aménagement du territoire : zones rurales (p. 2806)
 Coopération intercommunale (p. 2807)
 Urbanisme : plans locaux d'urbanisme (PLU) (p. 2807)

Projet de loi n° 758 relatif à la chasse**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [14 mai 2003] (p. 3711)****Après l'article 16**

Son amendement n° 58 (pratique de la chasse aux tendelles) : rejeté (p. 3721)

Proposition de loi n° 787 en faveur de l'égalité des chances des territoires et de la revitalisation de l'économie rurale**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [15 mai 2003] (p. 3755)**

Son intervention (p. 3772)

Thèmes :

Aménagement du territoire : Comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT) (p. 3774)
 Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 3773)
 Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 3773)
 Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 3773)

Hervé MORIN

*Eure (3^{ème} circonscription)
 Union pour la Démocratie Française*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

Est élu président du groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la mission d'information sur la question des signes religieux à l'école [J.O. du 4 juin 2003] (p. 9541)

Secrétaire de la mission d'information sur la question des signes religieux à l'école [J.O. du 6 juin 2003] (p. 9690)

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle n° 249 relative à l'exercice des libertés locales [9 octobre 2002]

Proposition de loi n° 501 tendant à la reconnaissance du vote blanc aux élections [18 décembre 2002]

Proposition de loi n° 530 tendant à permettre la validation pour la retraite des années accomplies en tant qu'aide familial dans l'agriculture [16 janvier 2003]

Proposition de loi n° 580 relative au mode d'élection des conseillers régionaux [30 janvier 2003]

Proposition de loi n° 581 tendant à introduire une dose de proportionnelle pour l'élection des députés [30 janvier 2003]

Proposition de résolution n° 613 tendant à compléter le règlement de l'Assemblée nationale et à modifier ses articles 14, 50, 65, 91, 104 et 128 [12 février 2003]

Proposition de résolution n° 1062 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les causes et les conséquences humaines, politiques, économiques et environnementales de la canicule [11 septembre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Politique économique. croissance. perspectives [2 octobre 2002] (p. 2750)

Union européenne. élargissement. Turquie [10 décembre 2002] (p. 6362)

Transports. transport de voyageurs. grève, service minimum [14 mai 2003] (p. 3661)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 200, posée le 17 mars 2003. Etablissements de santé. équipements (J.O. questions p. 1893). Appelée le 18 mars 2003. imagerie médicale, Bernay (p. 2106)

n° 357, posée le 26 mai 2003. Droit pénal. procédure pénale (J.O. questions p. 3972). Appelée le 27 mai 2003. condamnation, élément nouveau, enquête, ouverture (p. 4238)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Demande que la conférence des présidents fasse en sorte qu'il n'y ait pas concomitance entre la séance publique et les auditions de ministres en commission [10 juillet 2002] (p. 1938)

Rappelle qu'on ne change pas un mode de scrutin sans un consensus national, que celui-ci doit être compréhensible et intelligible, et donne les résultats de simulations faites à partir des dernières élections européennes. Il insiste pour que le seuil des 10 % des suffrages s'applique non aux électeurs inscrits mais aux suffrages exprimés [11 février 2003] (p. 1173)

Regrette que, pour la première fois dans l'histoire de la Ve République, l'article 49, alinéa 3, de la Constitution ait été invoqué avant même le début de la discussion générale, contrairement aux principes brandis en 1977 et 1996 par l'actuel Président de la République et l'actuel président de l'UMP, ce qui est particulièrement choquant quand ce sont les modes de scrutin pour l'élection suivante qui sont en cause [12 février 2003] (p. 1209)

DÉBATS**Projet de loi n° 19 portant amnistie****PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [10 juillet 2002] (p. 1938)****Article 13 (infractions exclues de l'amnistie)**

Intervient sur l'amendement n° 70 de Mme Anne-Marie Idrac (délits prévus par le code de la santé publique) (p. 1942)

Intervient sur l'amendement n° 71 de Mme Anne-Marie Idrac (contraventions au code de l'environnement en matière d'installations classées) (p. 1943)

Intervient sur l'amendement n° 64 de M. Jean-Christophe Lagarde (diffamation d'un candidat à une élection) (p. 1944)

Projet de loi n° 154 d'orientation et de programmation pour la justice**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [1er août 2002] (p. 2550) ; [2 août 2002] (p. 2666)**

Article 1er et rapport annexé (approbation du rapport présentant les orientations et les moyens budgétaires pour la justice pour les années 2003 à 2007)

Intervient sur l'amendement n° 41 de M. Pierre Albertini (création d'une réserve judiciaire) (p. 2562)

Intervient sur l'amendement n° 133 corrigé et rectifié de la commission (consultation du personnel de l'administration pénitentiaire sur les constructions envisagées) (p. 2565)

Article 39 (amélioration de l'information des victimes d'infractions)

Son amendement n° 293 (enregistrement obligatoire de toutes les plaintes) (p. 2701)

Projet de loi de finances rectificative n° 29 pour 2002**EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE****Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [1er août 2002] (p. 2530)**

Son intervention (p. 2533)

Thèmes :

Elections et référendums : statut des élus (p. 2534)

Etat : ministres : rémunération (p. 2534)

Finances publiques : prélèvements obligatoires : délocalisations (p. 2533)

Projet de loi n° 190 relatif aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [3 octobre 2002] (p. 2965) ; [8 octobre 2002] (p. 3070) ; [9 octobre 2002] (p. 3129, 3158)****Avant l'article 2**

Son amendement n° 166 (amélioration du dialogue social) (p. 2967)

Son amendement n° 217 (règles relatives au dialogue social) (p. 2969)

Son amendement n° 165 (domaine de l'ordre public social et de l'accord de branche) (p. 2969)

Article 2 (articles L. 212-5, L. 212-5-1, L. 212-6, L. 212-8, L. 212-9, L. 212-15-2, L. 212-15-3 et L. 227-1 du code du travail : assouplissements des trente-cinq heures)

Son amendement n° 168 (taux de majoration des heures supplémentaires) (p. 2982)

Son amendement n° 175 (accords collectifs) (p. 2984)

Son amendement n° 169 (renvoi de la fixation de la durée moyenne du travail aux partenaires sociaux) (p. 3099)

Son amendement n° 171 (cadres dits "intégrés" : souplesse horaire dans la limite de 10 %) (p. 3131)

Son amendement n° 218 (suppression de la définition légale du compte épargne-temps) (p. 3141)

Son amendement n° 167 (compte épargne-temps : garantie par la souscription d'un contrat d'assurance) (p. 3143)

Son amendement n° 170 (nature fiscale, provisions et primes du compte épargne-temps) (p. 3143)

Après l'article 2

Son amendement n° 173 (calcul du temps de travail des apprentis et jeunes travailleurs ; dérogations) (p. 3147)

Son amendement n° 172 (calcul du temps de travail des apprentis et jeunes travailleurs ; dérogations) (p. 3148)

Avant l'article 6

Son amendement n° 174 rectifié (aides de l'Etat à l'embauche par contrats de travail à durée indéterminée) (p. 3170)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE ET SGDN

Examen des fascicules [24 octobre 2002] (p. 3907)

Son intervention (p. 3931)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : loi de programmation militaire (p. 3931)

Défense : opérations extérieures (p. 3931)

Ordre public : terrorisme (p. 3931)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 3932)

Organisations internationales : Union de l'Europe occidentale (UEO) (p. 3932)

Politiques communautaires : politique de la défense : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 3932)

Procédure des questions :

Gendarmerie : gendarmeries : Eure (p. 3951)

Projet de loi n° 402 portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 janvier 2003] (p. 648)

Après l'article 6

Son amendement n° 85 (possibilité pour les communes non dotées d'un plan local d'urbanisme de soumettre à autorisation préalable des travaux pouvant détruire un élément de paysage à protéger et à mettre en valeur) (p. 663) : adopté (p. 664)

Proposition de loi n° 501 tendant à la reconnaissance du vote blanc aux élections

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 janvier 2003] (p. 730)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 8 (mise à la disposition des électeurs de bulletins blancs) (p. 733) : rejeté (p. 734)

Article 1er (décompte séparé des bulletins blancs; mention dans les résultats; absence d'effet sur les suffrages exprimés)

Son amendement n° 9 (p. 736)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 736)

Abstention du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 737)

Projet de loi n° 574 relatif à l'élection des conseillers régionaux et des représentants au Parlement européen ainsi qu'à l'aide publique aux partis politiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 février 2003] (p. 1153)

Son rappel au règlement (cf supra) [11 février 2003] (p. 1173)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Explications de vote et vote [3 juillet 2003] (p. 6707)

Ses explications de vote (p. 6719)

Jean-Marie MORISSET

*Deux-Sèvres (3^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 9 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 novembre 2002] (p. 5758)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 133 de Mme Ségolène Royal (entrée en vigueur de la présente loi subordonnée à l'adoption des lois de transfert de ressources) (p. 5788)

Georges MOTHRON

*Val-d'Oise (5^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

Annulation de son élection le 21 novembre 2002 (voir indications préliminaires) [J.O. du 22 novembre 2002] (p. 19321)

Réélu le 2 février 2003 (voir indications préliminaires)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 4 février 2003] (p. 2153)

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 5 février 2003] (p. 2216), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre titulaire de la Conférence permanente "Habitat-construction-développement durable" [J.O. du 2 août 2002] (p. 13232)

Cesse d'appartenir à la Conférence permanente "Habitat-construction-développement durable" [J.O. du 22 novembre 2002] (p. 19321)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 6 février 2003] (p. 2279)

Membre titulaire de la Conférence permanente "Habitat-construction-développement durable" [J.O. du 26 février 2003] (p. 3448)

Membre de la mission d'information sur la question des signes religieux à l'école [J.O. du 4 juin 2003] (p. 9541)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Femmes. politique à l'égard des femmes. femmes victimes de violences machistes, lutte et protection [4 février 2003] (p. 782)

DÉBATS

Projet de loi n° 950 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2003] (p. 7275)

Son intervention (p. 7342)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 7343)

Logement : mixité sociale (p. 7342)

Urbanisme : rénovation urbaine (p. 7342)

Étienne MOURRUT

*Gard (2^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 440 tendant à limiter à 80 chevaux la puissance des véhicules automobiles pouvant être conduits par le titulaire d'un permis de conduire de catégorie B depuis moins de 2 ans [28 novembre 2002]

Proposition de loi n° 537 tendant à modifier les dispositions du code électoral relatives à la taille des bulletins de vote utilisés lors des élections [16 janvier 2003]

Proposition de loi n° 801 tendant à revaloriser le barème fiscal applicable à l'usufruit en modifiant les dispositions de l'article 762 du code général des impôts [10 avril 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etrangers, immigration clandestine, lutte et prévention [30 octobre 2002] (p. 4337)

Union européenne, élargissement, perspectives [3 juin 2003] (p. 4400)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 95, posée le 13 janvier 2003. Environnement, politiques communautaires (J.O. questions p. 130). Appelée le 14 janvier 2003. protection de la nature, réseau Natura 2000, mise en œuvre (p. 7)

n° 176, posée le 3 mars 2003. Tourisme et loisirs, navigation de plaisance (J.O. questions p. 1487). Appelée le 4 mars 2003. bateaux, immatriculation (p. 1507)

n° 346, posée le 19 mai 2003. Transports par eau, ports (J.O. questions p. 3732). Appelée le 20 mai 2003. gestion, Port-Camargue (p. 3794)

DÉBATS

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 janvier 2003] (p. 218) ; [22 janvier 2003] (p. 390) ; [23 janvier 2003] (p. 445)

Article 3 (pouvoirs de police judiciaire des réservistes de la police et de la gendarmerie nationales)

Son amendement n° 33 (p. 242)

Après l'article 19

Son amendement n° 44 corrigé (allègement de la procédure d'expulsion) (p. 402) : retiré (p. 403)

Article 21 (incrimination des attroupements portant atteinte à la libre circulation dans les parties communes d'immeubles)

Son intervention (p. 423)

Son amendement n° 38 (p. 423)

Article 24 (fermeture administrative des établissements de vente à emporter d'aliments)

Son amendement n° 39 (p. 449)

Article 25 (fermeture administrative des établissements de vente à emporter d'aliments)

Son amendement n° 40 (p. 451)

Après l'article 28

Son amendement n° 41 (double peine) (p. 455) : non soutenu (p. 456)

Projet de loi n° 606 relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mars 2003] (p. 1565)

Son intervention (p. 1566)

Thèmes :

Cours d'eau, étangs et lacs : aménagement et protection (p. 1566)

Environnement : Natura 2000 (p. 1566)

Sécurité publique : inondations (p. 1566)

Discussion des articles [6 mars 2003] (p. 1763)

Article 19 bis (commission départementale des risques naturels majeurs)

Son amendement n° 414 (p. 1791)

Son amendement n° 415 (p. 1793)

Article 20 (instauration de servitudes dans les zones de rétention temporaire des eaux de crues ou de ruissellement et dans les zones de mobilité d'un cours d'eau)

Ses amendements n° 416 et 417 (p. 1798)

Son amendement n° 418 (p. 1800)

Article 21 (lutte contre l'érosion et bonnes pratiques agricoles)

Son amendement n° 421 (p. 1806)

Article 24 (travaux contre les risques naturels entrepris par les collectivités territoriales)

Son amendement n° 423 (p. 1813)

Projet de loi n° 758 relatif à la chasse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 mai 2003] (p. 3629)

Son intervention (p. 3641)

Thème :

Environnement : faune et flore : protection (p. 3641)

Discussion des articles [14 mai 2003] (p. 3711)

Article 1er (missions des fédérations départementales des chasseurs)

Son intervention (p. 3726)

Ses amendements n° 64 et 63 (p. 3726)

Son amendement n° 62 (p. 3727)

Après l'article 1er

Son amendement n° 61 (information des fédérations départementales) (p. 3727) : devenu sans objet (p. 3728)

Projet de loi n° 823 relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 juillet 2003] (p. 6787)

Son intervention (p. 6795)

Thèmes :

Droit pénal : double peine (p. 6796)

Etrangers : immigration clandestine (p. 6795)

Etrangers : regroupement familial (p. 6796)

Logement : mixité sociale (p. 6796)

Discussion des articles [8 juillet 2003] (p. 7005) ; [9 juillet 2003] (p. 7129, 7186)

Article 2 (attestation d'accueil)

Son intervention (p. 7040)

Son amendement n° 410 (p. 7058)

Article 3 (coordination liée à la suppression de l'obligation de détention d'un titre de séjour pour les ressortissants communautaires)

Son sous-amendement n° 464 à l'amendement n° 64 de la commission (p. 7060)

Article 9 (réforme de la commission du titre de séjour)

Son intervention (p. 7100)

Article 22 (protection relative contre les mesures d'expulsion au bénéfice de certaines catégories d'étrangers)

Son amendement n° 379 (p. 7146)

Article 28 (modification des règles d'instruction des dossiers de regroupement familial – délivrance d'une carte de séjour temporaire)

Son amendement n° 36 (p. 7164)

Ses amendements n° 37 et 38 (p. 7166)

Avant l'article 35

Son amendement n° 42 corrigé (deux ans minimum de mariage exigés pour une déclaration d'acquisition de la nationalité française) : adopté (p. 7212)

Alain MOYNE-BRESSAND

*Isère (6^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire
Secrétaire de l'Assemblée nationale*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Rapporteur pour avis du projet de loi d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure (n° 36) [9 juillet 2002]

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 3 octobre 2002] (p. 16376)

DÉPÔTS

Rapport pour avis déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi (n° 36) d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure [10 juillet 2002] (n° 37)

Proposition de loi n° 178 tendant à instaurer un système d'indemnisation des citoyens pour les troubles qu'ils subissent du fait de l'implantation d'un ouvrage public nouveau [1^{er} août 2002]

Proposition de loi n° 179 tendant à compléter les mentions figurant sur la carte nationale d'identité [1^{er} août 2002]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Sports, dopage, lutte et prévention [12 mars 2003] (p. 1950)

*DÉBATS***Projet de loi n° 36 d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure**

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2002] (p. 1961)
Son intervention (p. 1970)

Thèmes :

Gendarmerie : crédits (p. 1970)

Gendarmerie : gendarmes (p. 1970)

Gendarmerie : gendarmes : logement (p. 1972)

Ordre public : personnels : aménagement du territoire (p. 1971)

Système pénitentiaire : détenus : transport (p. 1971)

Discussion des articles [17 juillet 2002] (p. 2057)

Annexe I

Son amendement n° 107 (expérimentation en matière de transferts pénitentiaires) (p. 2092)

Renaud MUSELIER

*Bouches-du-Rhône (5^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères*

Élu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

Est nommé Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. Décret du 17 juin 2002 [J.O. du 18 juin 2002] (p. 10720)

Cessation de son mandat de député le 18 juillet 2002 (voir indications préliminaires)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*En qualité de Membre du Gouvernement**RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE*

M. Maxime Gremetz. Politique extérieure. Irak, intervention des Etats-Unis, perspectives [16 octobre 2002] (p. 3409)

M. Henri Nayrou. Commerce extérieur. Argentine, crise économique, aides communautaires [26 novembre 2002] (p. 5720)

M. Michel Lejeune. Politique extérieure. aide humanitaire, cohérence, efficacité [24 juin 2003] (p. 5890)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Christophe Priou. Famille, adoption, adoption internationale, réglementation, Sénégal [25 mars 2003] (p. 2348)

M. René André. Politique extérieure. Biélorussie, droits de l'homme [6 mai 2003] (p. 3407)

*DÉBATS***Projet de loi n° 6 autorisant la ratification du protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer, additionnel à la convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée****PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion de l'article unique [24 juillet 2002] (p. 2282)

Son intervention (p. 2282)

Sa réponse (p. 2289)

Thèmes :

Armes : trafic (p. 2290)

Droit pénal (p. 2283)

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 2283)

Etrangers : immigration clandestine (p. 2282)

Ordre public : terrorisme (p. 2283)

Politique économique : mondialisation (p. 2282)

Politiques communautaires : politiques internes : espace judiciaire européen (p. 2289)

Projet de loi n° 39 autorisant la ratification de l'accord aux fins de l'application des dispositions de la convention des Nations unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrateurs (ensemble deux annexes)**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion de l'article unique [24 juillet 2002] (p. 2291)

Son intervention (p. 2291)

Sa réponse (p. 2297)

Thèmes :

Aquaculture et pêche professionnelle : produits de la mer : ressources (p. 2292, 2297)

Mer et littoral : politique de la mer : police (p. 2292)

Outre-mer (p. 2292)

Politiques communautaires : politique d'orientation pour la pêche (p. 2291)

Proposition de loi n° 700 tendant à autoriser le vote par correspondance électronique des Français établis hors de France pour les élections du Conseil supérieur des Français de l'étranger**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [27 mars 2003] (p. 2520)

Son intervention (p. 2520)

Sa réponse (p. 2527)

Thèmes :

Elections et référendums : expérimentation (p. 2522)

Elections et référendums : Internet (p. 2520)

Elections et référendums : abstentionnisme (p. 2520)

Elections et référendums : suffrage universel (p. 2521)

Français de l'étranger : Conseil supérieur des Français de l'étranger (p. 2520, 2527)

Français de l'étranger : Conseil supérieur des Français de l'étranger : Côte d'Ivoire (p. 2520)

Ordonnances : projet de loi d'habilitation (p. 2527)

Discussion des articles [27 mars 2003] (p. 2527)

Article 2 (prorogation du mandat des délégués au Conseil supérieur des Français de l'étranger du Liberia et de Côte-d'Ivoire)

Son intervention (p. 2527)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. René Dosière (extension du vote par correspondance et du vote électronique à d'autres élections pour les Français établis hors de France) (p. 2528)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. René Dosière (registre électoral unique pour les élections politiques et les élections au Conseil supérieur des Français de l'étranger) (p. 2529)

Jacques MYARD

*Yvelines (5^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

Membre de la mission d'information sur la question des signes religieux à l'école [J.O. du 4 juin 2003] (p. 9541)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 172 visant à garantir la laïcité et la neutralité du service public de l'éducation [1^{er} août 2002]

Proposition de loi n° 173 pour la préservation urbaine des zones présentant un intérêt historique, paysager ou écologique particulier [1^{er} août 2002]

Proposition de loi n° 320 déterminant les conditions de pavage du drapeau français [15 octobre 2002]

Proposition de loi n° 1028 tendant à instituer une journée nationale du souvenir des morts pour la France pendant la guerre d'Algérie et les combats de Tunisie et du Maroc fixée au 5 décembre [16 juillet 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Cultes. culte musulman. instances représentatives [16 octobre 2002] (p. 3410)

Enseignement. politique de l'éducation. laïcité, respect [19 mars 2003] (p. 2173)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 45, posée le 2 décembre 2002. Déchets, pollutions et nuisances, aéroports (J.O. questions p. 4504). Appelée le 3 décembre 2002. bruits, lutte et prévention, région parisienne (p. 6031)

DÉBATS**Projet de loi n° 36 d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure****PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [17 juillet 2002] (p. 2106)****Annexe I**

Intervient sur l'amendement n° 52 de M. Jean-Pierre Blazy (suppression de la création d'une réserve civile de la police) (p. 2108)

Projet de loi de finances rectificative n° 29 pour 2002**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [18 juillet 2002] (p. 2225)**

Article 1er (réduction de 5 % de l'impôt sur le revenu acquitté en 2002)

Son intervention (p. 2227)

Projet de loi n° 154 d'orientation et de programmation pour la justice**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [1er août 2002] (p. 2497)**

Son intervention (p. 2515)

Thèmes :

Droit pénal : infractions (p. 2516)

Droit pénal : politique pénale : procureurs généraux (p. 2515)

Justice : crédits (p. 2516)

Justice : juge de proximité (p. 2515)

Justice : magistrats (p. 2516)

Justice : réforme (p. 2515)

Discussion des articles [2 août 2002] (p. 2622, 2666)**Après l'article 20**

Intervient sur l'amendement n° 283 de M. Pierre Albertini (Marseillaise apprise à l'école élémentaire) (p. 2651)

Son sous-amendement oral (rédactionnel) à l'amendement n° 283 de M. Pierre Albertini (p. 2651)

Article 33 A (abrogation d'une disposition relative à l'affectation des magistrats administratifs dans les cours administratives d'appel)

Intervient sur l'amendement n° 103 de M. André Vallini (de suppression) (p. 2699)

Après l'article 41

Intervient sur l'amendement n° 228 de Mme Maryse Joissains-Masini (insertion d'une nouvelle division relative au Président de la République) (p. 2703)

Intervient sur l'amendement n° 227 de Mme Maryse Joissains-Masini (délit d'offense au Président de la République) (p. 2703)

Proposition de loi n° 194 relative à la conduite automobile sous l'influence de drogues illicites et psychotropes**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [8 octobre 2002] (p. 3001)**

Son intervention (p. 3017)

Thèmes :

Drogue : usage (p. 3017)

Sécurité routière : conduite sous l'influence de drogues : Gouvernement précédent (p. 3017)

Sécurité routière : conduite sous l'influence de drogues : sanctions pénales (p. 3017)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER****Discussion des articles [17 octobre 2002] (p. 3509, 3550) ; [18 octobre 2002] (p. 3634)**

Article 33 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Son intervention (p. 3528)

Après l'article 9

Son amendement n° 311 (restauration – taux réduit de la TVA) (p. 3574)

Intervient sur l'amendement n° 277 de M. Patrice Martin-Lalande (restauration – taux réduit de la TVA) (p. 3575)

Intervient sur l'amendement n° 286 de M. Michel Bouvard (repas à consommer sur place – taux réduit de la TVA) (p. 3579)

Après l'article 17

Son amendement n° 193 (contribution additionnelle à l'impôt sur les sociétés – article 235 ter ZA du code général des impôts (p. 3659)

Son amendement n° 59 (résidence principale - non-assujettissement à l'ISF) (p. 3667)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**AFFAIRES ÉTRANGÈRES****Examen du fascicule [13 novembre 2002] (p. 5009)**

Son intervention (p. 5039)

Thèmes avant la procédure des questions :

Corps diplomatique et consulaire (p. 5039)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : crédits budgétaires (p. 5039)

Pays étrangers : Irak : désarmement (p. 5040)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 5040)

Vote des crédits et articles rattachés [13 novembre 2002] (p. 5058)**Etat B, titre III**

Intervient sur l'amendement n° 166 de M. François Rochebloine (crédits de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger-AEFE) (p. 5059)

DÉFENSE ET SGDN**Examen des fascicules [24 octobre 2002] (p. 3907)**

Son intervention (p. 3937)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : crédits (p. 3937)

Défense : opérations extérieures (p. 3937)

Défense : réserves (p. 3937)

Politiques communautaires : politique de la défense : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 3937)

Procédure des questions :

Défense : défense opérationnelle du territoire (DOT) : défense civile (p. 3953)

JUSTICE**Examen du fascicule [6 novembre 2002] (p. 4595)**

Son intervention (p. 4608)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication : médias : procédure pénale (p. 4609)

Etat : réforme : justice (p. 4609)

Justice : magistrats : recrutement (p. 4608)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la justice : budget (p. 4608)

Projet de loi n° 250 de financement de la sécurité sociale pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 octobre 2002] (p. 4208) ; [30 octobre 2002] (p. 4374)*Article 1er et rapport annexé (approbation du rapport annexé)*

Son amendement n° 263 (p. 4227)

Article 41 (accélération de la prise en charge par la Caisse nationale des allocations familiales des majorations de pension pour enfant)

Son amendement n° 262 (p. 4410)

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 novembre 2002] (p. 5399)

Son intervention (p. 5420)

*Thèmes :*Collectivités territoriales : autonomie financière (p. 5421)
Collectivités territoriales : décentralisation : simplifications administratives (p. 5420)

Collectivités territoriales : démocratie locale (p. 5421)

Collectivités territoriales : élus locaux (p. 5420)

Collectivités territoriales : expérimentation (p. 5421)

Constitution : révision : décentralisation (p. 5420 et s.)

Départements (p. 5421)

Union européenne (p. 5421)

Discussion des articles [21 novembre 2002] (p. 5473, 5512) ; [22 novembre 2002] (p. 5632)*Article 1er (article 1er de la Constitution - organisation de la République)*

Son intervention (p. 5487 et s.)

Son amendement n° 45 rectifié (unité de l'Etat) (p. 5487)

Son amendement n° 46 (organisation décentralisée sans préjudice du recours à l'article 16 de la Constitution) (p. 5489)

Son amendement n° 47 (organisation décentralisée sans préjudice des pouvoirs conférés au Gouvernement lors des situations exceptionnelles) (p. 5489)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 200 de M. Marc Le Fur (langues régionales - respect) (p. 5499)

Son amendement n° 48 (référendum d'initiative populaire) (p. 5505) : rejeté (p. 5506)

Article 2 (article 37-1 de la Constitution - expérimentations prévues par la loi ou le règlement)

Son amendement n° 49 (respect des compétences dévolues aux collectivités territoriales et sans dérogation aux principes fondateurs de la République) (p. 5525)

Article 3 (article 39 de la Constitution - priorité d'examen du Sénat sur les projets de loi ayant pour principal objet la libre administration des collectivités territoriales et les instances représentatives des Français établis hors de France)

Son intervention (p. 5542)

Son amendement n° 50 (de suppression) (p. 5542) : SCRUTIN PUBLIC (p. 5549)

Article 5 (article 72-1 de la Constitution - renforcement de la démocratie participative locale)

Son intervention (p. 5640 et s.)

Son amendement n° 54 (suppression du droit de pétition) (p. 5640)

Son amendement n° 141 (droit de pétition défini par une loi organique) (p. 5640)

Article 6 (article 72-2 de la Constitution - autonomie financière des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 5661 et s.)

Son amendement n° 55 corrigé (suppression de la possibilité de fixer l'assiette des impositions) (p. 5661)

Projet de loi n° 187 relatif à la programmation militaire pour les années 2003 à 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 novembre 2002] (p. 5972)

Son intervention (p. 5982)

Thèmes :

Défense : armements et équipements : coopération économique (p. 5983)

Espace : satellites (p. 5983)

Politique extérieure : relations Est-Ouest (p. 5983)

Politique extérieure : relations Nord-Sud (p. 5983)

Projet de loi constitutionnelle n° 378 relatif au mandat d'arrêt européen

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [17 décembre 2002] (p. 6876)

Son intervention (p. 6888)

Thèmes :

Constitution : révision (p. 6888)

Politiques communautaires : coopération judiciaire : extradition (p. 6889)

Union européenne : construction européenne : coopération judiciaire (p. 6888)

Discussion de l'article unique [17 décembre 2002] (p. 6889)*Article unique (article 88-2 alinéa 3 de la Constitution : règles fixées par la loi conformément à des décisions-cadres prises sur le fondement du traité sur l'Union européenne)*

Son amendement n° 2 (p. 6890)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 janvier 2003] (p. 390)*Article 19 (installation sans titre sur un terrain)*

Son intervention (p. 393)

Projet de loi n° 402 portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 2003] (p. 591)

Son intervention (p. 598)

Thèmes :

Communes : dotation globale de fonctionnement (DGF) (p. 599)

Logement : aides et prêts : prêts d'accèsion à la propriété (PAP) (p. 599)

Urbanisme : coefficients d'occupation des sols (COS) (p. 599)

Urbanisme : schémas de cohérence territoriale (p. 599)

Discussion des articles [28 janvier 2003] (p. 608)*Après l'article 2*

Son amendement n° 72 (superficie minimale des terrains constructibles fixée par le conseil municipal) (p. 613) : retiré (p. 614)

Son amendement n° 71 (modalités de calcul des droits à construire en cas de division de terrain) (p. 616) : retiré (p. 619)

Projet de loi n° 638 renforçant la lutte contre la violence routière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [20 mars 2003] (p. 2257, 2286)*Avant l'article 8*

Son sous-amendement n° 180 (examen médical tous les 10 ans même pour les personnes âgées de plus de 70 ans) à l'amendement n° 56 de la commission (examen médical, préalable au permis de conduire, renouvelé ensuite tous les dix ans, puis tous les 3 ans à partir de 70 ans) (p. 2264) : devenu sans objet (p. 2267)

Après l'article 19

Son amendement n° 182 (pénalisation de la vente ou de la location de bicyclette sans éclairage) (p. 2306) : retiré (p. 2307)

Débat sur la participation à l'aide au développement en Afrique**[10 avril 2003] (p. 3107)**

Son intervention (p. 3125)

Thèmes :

Défense : armes de destruction massive : Afrique (p. 3125)

Démographie : population : Afrique (p. 3125)

Etrangers : immigration : aide au retour (p. 3125)

Politique extérieure : aide au développement (p. 3125)

Projet de loi n° 823 relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 juillet 2003] (p. 7129)*Article 24 (protection absolue contre les mesures d'expulsion au bénéfice de certaines catégories d'étrangers)*

Son amendement n° 297 (p. 7154)

N

Henri NAYROUAriège (2^{ème} circonscription)
Socialiste

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre suppléant du Conseil national du tourisme [J.O. du 2 août 2002] (p. 13230)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Commerce extérieur. Argentine. crise économique, aides communautaires [26 novembre 2002] (p. 5720)

Aménagement du territoire. régions en difficulté. aides de l'Etat, perspectives [4 juin 2003] (p. 4480)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 302, posée le 5 mai 2003. Transports ferroviaires. TGV (J.O. questions p. 3387). Appelée le 6 mai 2003. ligne Paris-Toulouse, perspectives (p. 3405)

n° 403, posée le 9 juin 2003. Eau. assainissement (J.O. questions p. 4335). Appelée le 10 juin 2003. financement, communes rurales (p. 4900)

DÉBATS**Projet de loi n° 107 portant création d'un dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juillet 2002] (p. 2312)

Son intervention (p. 2346)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 2346)

Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 2346)

Emploi : jeunes (p. 2346)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****CULTURE ET COMMUNICATION**

COMMUNICATION

Examen du fascicule [7 novembre 2002] (p. 4733)*Procédure des questions :*

Presse et livres : Agence France Presse (AFP) (p. 4754)

SPORTS**Examen du fascicule [6 novembre 2002] (p. 4557)***Procédure des questions :*

Sports : sportifs professionnels

Proposition de loi n° 371 modifiant l'article 43 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [18 décembre 2002] (p. 6978)

Son intervention (p. 6984)

Thèmes :

Sports : diplômés (p. 6984)

Sports : politique du sport (p. 6984)

Sports : sportifs professionnels (p. 6984)

Travail : travail saisonnier : sports (p. 6985)

Projet de loi n° 638 renforçant la lutte contre la violence routière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [20 mars 2003] (p. 2286)*Après l'article 12*

Son amendement n° 161 (dispositifs complémentaires de signalisation pour tout véhicule à progression lente ou encombrant) : retiré (p. 2296)

Projet de loi n° 640 relatif aux assistants d'éducation

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [27 mars 2003] (p. 2592)*Article 2 (régime juridique des assistants d'éducation)*

Son intervention (p. 2601)

Proposition de loi n° 787 en faveur de l'égalité des chances des territoires et de la revitalisation de l'économie rurale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mai 2003] (p. 3755)

Son intervention (p. 3774)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 3775)

Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 3774)

Entreprises : entreprises en difficulté : fermeture (p. 3774)

TVA : taux réduit : amélioration de l'habitat (p. 3775)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)*Avant l'article 1er [séances des 12, 13, 14 juin 2003] (principes)*

Son intervention (p. 5172 et s.)

Article 2 [séances des 16 et 17 juin 2003] (contributivité)

Son intervention (p. 5388 et s.)

Avant l'article 6 [séance du 20 juin 2003] (information des assurés sur le montant de leur pension)

Son intervention (p. 5698)

Article 6 [séance du 20 juin 2003] (missions du Conseil d'orientation des retraites (COR))

Son intervention (p. 5702 et s.)

Projet de loi n° 939 relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2003] (p. 7697)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7700)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7713)

Thèmes :

Constitution : inconstitutionnalité (p. 7700)

Sports : audiovisuel et communication (p. 7705)

Sports : associations et clubs (p. 7700)

Sports : fédérations (p. 7700)

Sports : Fonds national pour le développement du sport (FNDS) (p. 7703)

Sports : football (p. 7703)

Sports : installations sportives (p. 7713)

Sports : rugby (p. 7702, 7705)

Sports : sociétés sportives : sociétés commerciales (p. 7701)

Sports : sportifs professionnels (p. 7700)

Discussion des articles [16 juillet 2003] (p. 7733)*Article 1er (organisation des fédérations sportives)*

Son intervention (p. 7735)

Son amendement n° 14 (p. 7735)

Son amendement n° 15 (p. 7737)

Son amendement n° 16 (p. 7738)

Ses amendements n° 17 et 18 (p. 7740)

Article 2 A (rapport sur les conditions de la concurrence entre les clubs professionnels en Europe)

Son intervention (p. 7741)

Article 2 (cession de droits de l'association à la société commerciale)

Son intervention (p. 7742)

Son amendement n° 19 (p. 7742)

Article 3 (modalités de commercialisation des droits d'exploitation audiovisuelle)

Son intervention (p. 7743)

Ses amendements n° 20, 21 et 22 (p. 7744 et s.)

Article 5 (réglementation de l'exercice professionnel de l'encadrement sportif)

Son amendement n° 23 (p. 7746)

Après l'article 5

Son amendement n° 24 (pouvoirs du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage (CPLD)) (p. 7747) : rejeté (p. 7748)

Article 7 (dispositions fiscales consécutives à la cession des droits d'exploitation audiovisuelle)

Son intervention (p. 7753)
Son amendement n° 25 (p. 7753)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 7755)
Vote contre du groupe socialiste

Alain NÉRI

*Puy-de-Dôme (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12452)

Membre titulaire de la Commission d'étude de la revalorisation des rentes, des retraites et des pensions des anciens combattants de l'outre-mer [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14787)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des retraites [J.O. du 22 juillet 2003] (p. 12377)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Travail, licenciement économique, loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002 de modernisation sociale, suspension [4 décembre 2002] (p. 6140)

Retraites : généralités, réforme, perspectives [14 janvier 2003] (p. 40)

Retraites : généralités, réforme, perspectives [27 mai 2003] (p. 4260)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 180, posée le 3 mars 2003. Professions sociales, assistantes maternelles (J.O. questions p. 1488). Appelée le 4 mars 2003. statut (p. 1501)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Déplore que la commission des affaires culturelles, familiales et sociales n'ait pu examiner les crédits consacrés à la jeunesse de la loi de finances pour 2003 avant leur examen en séance publique [22 octobre 2002] (p. 3742)

S'étonne que son amendement relatif aux crédits du sport de haut niveau ne soit pas venu en discussion [6 novembre 2002] (p. 4579)

Estime que chaque scrutin public doit être annoncé [26 novembre 2002] (p. 5774)

Se déclare surpris d'avoir vu "au perchoir" le secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement [26 novembre 2002] (p. 5778)

Fait état d'une note du ministère de l'éducation relative à la suppression d'emplois d'aides-éducateurs et de surveillants [26 novembre 2002] (p. 5787)

Demande à M. Jean-Louis Debré, Président de l'Assemblée, de réunir la conférence des présidents et de reporter au lendemain la discussion de l'article 7 - portant sur l'outre-mer - du projet de loi constitutionnelle relatif à l'organisation décentralisée de la République [26 novembre 2002] (p. 5795)

Estime que des députés de la majorité et le rapporteur tiennent des propos désobligeants à l'égard des représentants de l'opposition [27 novembre 2002] (p. 5889)

Regrette l'absence du ministre des affaires sociales lors d'un débat sur le droit à la retraite à taux plein pour les salariés justifiant de quarante annuités de cotisation avant l'âge de 60 ans [11 mars 2003] (p. 1865)

Estime que pour la suite du débat, il convient d'attendre l'arrivée du Premier ministre [13 juin 2003] (p. 5225)

Demande des informations sur une proposition émanant de certains membres du groupe UMP et dont la presse s'est fait l'écho, en faveur d'une hausse de l'impôt sur les sociétés afin de financer le Fonds de réserve des retraites [18 juin 2003] (p. 5544)

Conteste les conditions dans lesquelles a été appliqué l'article 57 du règlement et réclame que tous les orateurs inscrits puissent s'exprimer sur cet article 16 très important [24 juin 2003] (p. 5921)

DÉBATS

Proposition de loi n° 137 relative à la création d'un ordre national de la profession d'infirmier et d'infirmière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 2003] (p. 531)

Son intervention (p. 542)

Thèmes :

Professions de santé : déontologie (p. 542)

Professions de santé : infirmiers (p. 542)

Professions de santé : ordre professionnel (p. 543)

Projet de loi n° 107 portant création d'un dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juillet 2002] (p. 2312)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2328)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 2328)

Emploi : jeunes (p. 2328)

Formation professionnelle : dispositif d'insertion des jeunes de l'éducation nationale (DIJEN) (p. 2329)

Discussion des articles [30 juillet 2002] (p. 2372)

Article 2 (négociation collective sur la formation)

Intervient sur l'amendement n° 29 corrigé de M. Rudy Salles (dispositif obligatoire d'accompagnement) (p. 2421)

Projet de loi n° 190 relatif aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 octobre 2002] (p. 3129)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 173 de M. Hervé Morin (calcul du temps de travail des apprentis et jeunes travailleurs ; dérogations) (p. 3148)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [17 octobre 2002] (p. 3550)

Après l'article 9

Son amendement n° 202 (sécurité routière - accessoires améliorant la sécurité des personnes - taux réduit de la TVA) (p. 3572)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [12 novembre 2002] (p. 4861)

Son intervention (p. 4871)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord (p. 4871)

Anciens combattants et victimes de guerre : crédits (p. 4871)

Anciens combattants et victimes de guerre : dé cristallisation (p. 4871)

Anciens combattants et victimes de guerre : orphelins (p. 4872)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 4871)

Rapatriés : harkis (p. 4871)

Vote des crédits et articles rattachés [12 novembre 2002] (p. 4892)

Etat B, titre III

Son amendement n° 109 (majoration de crédits : dotation de l'Office national des anciens combattants (ONAC)) : SCRUTIN PUBLIC (p. 4894)

Etat B, titre IV

Intervient sur l'amendement n° 167 du Gouvernement (majoration de crédits : dotation de l'Office national des anciens combattants (ONAC)) (p. 4894)

Après l'article 62

Intervient sur l'amendement n° 132 de la commission des affaires culturelles (rapport au Parlement sur l'extension des réparations à tous les orphelins des victimes du nazisme) (p. 4895)

JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

I - JEUNESSE ET ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [22 octobre 2002] (p. 3742)

Son intervention (p. 3759)

Son rappel au règlement (cf supra) [22 octobre 2002] (p. 3742)

Thèmes avant la procédure des questions :

Associations : Fonds national de développement de la vie associative (FNDVA) (p. 3760)

Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 3760)

Enseignement : crédits (p. 3759)

Jeunes : Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (FONJEP) (p. 3760)

Jeunes : politique à l'égard des jeunes (p. 3760)

SPORTS

Examen du fascicule [6 novembre 2002] (p. 4557)

Son intervention (p. 4565)

Son rappel au règlement (cf supra) [6 novembre 2002] (p. 4579)

Thèmes avant la procédure des questions :

Sports : compétitions (p. 4566)

Sports : crédits (p. 4565)

Sports : dopage (p. 4566)

Sports : métiers du sport (p. 4566)

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 novembre 2002] (p. 5758)

Article 6 (article 72-2 de la Constitution - autonomie financière des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 5766 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [26 novembre 2002] (p. 5774)

Son rappel au règlement (cf supra) [26 novembre 2002] (p. 5778)

Après l'article 6

Son rappel au règlement (cf supra) [26 novembre 2002] (p. 5787)

Article 7 (articles 72-3 et 72-4 de la Constitution - régime des collectivités situées outre-mer)

Son rappel au règlement (cf supra) [26 novembre 2002] (p. 5795)

Proposition de loi n° 129 tendant à ouvrir le droit à la retraite à taux plein pour les salariés ayant cotisé quarante annuités avant d'atteindre l'âge de 60 ans

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 mars 2003] (p. 1845)

Ses interventions (p. 1847 et 1854)

Son rappel au règlement (cf supra) [11 mars 2003] (p. 1865)

Thèmes :

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 1855)

Parlement : relations entre le Parlement et le Gouvernement (p. 1847, 1854)

Retraites : généralités : calcul des pensions (p. 1855)

Retraites : généralités : cotisations (p. 1854)

Travail : conditions de travail (p. 1855)

Projet de loi n° 638 renforçant la lutte contre la violence routière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [20 mars 2003] (p. 2286)

Avant l'article 12

Son amendement n° 142 (taux réduit de TVA pour les équipements de sécurité des véhicules) (p. 2288) : rejeté (p. 2289)

Projet de loi n° 640 relatif aux assistants d'éducation

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mars 2003] (p. 2405)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2406)

Son intervention (p. 2410)

Thèmes :

Enseignement : nouvelles technologies (p. 2412)

Enseignement : politique de l'éducation (p. 2411)

Enseignement : personnel : recrutement (p. 2407)

Enseignement : personnel : assistants d'éducation (p. 2406, 2411)

Enseignement : personnel : contractuels (p. 2411)

Enseignement : personnel : non-enseignants (p. 2406)

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 2412)

Discussion des articles [26 mars 2003] (p. 2463 ; 2480) ; [27 mars 2003] (p. 2529, 2554, 2592) ; [28 mars 2003] (p. 2624)

Article 1er (création d'une nouvelle catégorie d'emplois occupés par des agents non titulaires au sein de la fonction publique de l'Etat)

Son intervention (p. 2465)

Son amendement n° 1084 (p. 2467)

Avant l'article 2

Son amendement n° 4 (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre l'accès à la connaissance et à la citoyenneté) (p. 2470) : rejeté (p. 2474)

Son amendement n° 1648 (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre l'apprentissage des nouvelles technologies de l'information et de la communication) (p. 2480, 2483) : rejeté (p. 2483)

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. Jean-Marc Ayrault (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre aux jeunes de se connaître et de se respecter) (p. 2484)

Son amendement n° 16 (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre aux jeunes de se connaître et de se respecter) (p. 2483) : rejeté (p. 2485)

Son amendement n° 28 (mission des établissements scolaires et universitaires : favoriser l'intégration) (p. 2486) : rejeté (p. 2488)

Son amendement n° 40 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles de la vie en société) (p. 2488) : rejeté (p. 2491)

Son amendement n° 52 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner le respect d'autrui) : rejeté (p. 2491)

Son amendement n° 64 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles qui fondent la démocratie) : rejeté (p. 2492)

Son amendement n° 76 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles et les valeurs de la République) (p. 2492) : rejeté (p. 2494)

Son amendement n° 88 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à penser, à raisonner, à s'exprimer) : rejeté (p. 2495)

Son amendement n° 100 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à développer une réflexion et un jugement autonome) : rejeté (p. 2495)

Intervient sur l'amendement n° 110 de M. Yves Durand (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner l'esprit critique) (p. 2495)

Intervient sur l'amendement n° 111 de M. Jean-Marc Ayrault (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner l'esprit critique) (p. 2495)

Intervient sur l'amendement n° 113 de M. Patrick Roy (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner l'esprit critique) (p. 2495)

Intervient sur l'amendement n° 114 de Mme Catherine Génisson (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner l'esprit critique) (p. 2495)

Intervient sur l'amendement n° 115 de M. Victorin Lurel (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner l'esprit critique) (p. 2495)

Intervient sur l'amendement n° 116 de Mme Hélène Mignon (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner l'esprit critique) (p. 2495)

Intervient sur l'amendement n° 117 de M. Simon Renucci (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner l'esprit critique) (p. 2495)

Intervient sur l'amendement n° 118 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner l'esprit critique) (p. 2495)

Intervient sur l'amendement n° 119 de M. Gaëtan Gorce (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner l'esprit critique) (p. 2495)

Intervient sur l'amendement n° 120 de M. Christophe Masse (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner l'esprit critique) (p. 2495)

Intervient sur l'amendement n° 121 de M. Jean-Pierre Blazy (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner l'esprit critique) (p. 2495)

Son amendement n° 112 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner l'esprit critique) (p. 2495) : rejeté (p. 2496)

Son amendement n° 124 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les capacités d'analyse) (p. 2496)

Son amendement n° 136 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à exercer des responsabilités) (p. 2497) : rejeté (p. 2499)

Son amendement n° 148 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à prendre des initiatives) : rejeté (p. 2499)

Son amendement n° 160 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à créer et à innover) : rejeté (p. 2499)

Intervient sur l'amendement n° 170 de M. Yves Durand (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre à tous les jeunes de s'insérer dans la société) (p. 2500)

Intervient sur l'amendement n° 171 de M. Jean-Marc Ayrault (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre à tous les jeunes de s'insérer dans la société) (p. 2500)

Son amendement n° 172 (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre à tous les jeunes de s'insérer dans la société) (p. 2499) : rejeté (p. 2500)

Intervient sur l'amendement n° 173 de M. Patrick Roy (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre à tous les jeunes de s'insérer dans la société) (p. 2500)

Intervient sur l'amendement n° 174 de Mme Catherine Génisson (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre à tous les jeunes de s'insérer dans la société) (p. 2500)

Intervient sur l'amendement n° 175 de M. Victorin Lurel (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre à tous les jeunes de s'insérer dans la société) (p. 2500)

Intervient sur l'amendement n° 176 de Mme Hélène Mignon (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre à tous les jeunes de s'insérer dans la société) (p. 2500)

Intervient sur l'amendement n° 177 de M. Simon Renucci (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre à tous les jeunes de s'insérer dans la société) (p. 2500)

Intervient sur l'amendement n° 178 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre à tous les jeunes de s'insérer dans la société) (p. 2500)

Intervient sur l'amendement n° 179 de M. Gaëtan Gorce (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre à tous les jeunes de s'insérer dans la société) (p. 2500)

Intervient sur l'amendement n° 180 de M. Christophe Masse (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre à tous les jeunes de s'insérer dans la société) (p. 2500)

Intervient sur l'amendement n° 181 de M. Jean-Pierre Blazy (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre à tous les jeunes de s'insérer dans la société) (p. 2500)

Son amendement n° 184 (organisation de la journée de l'enfant en cohérence avec les enseignements et les activités périscolaires) (p. 2500) : rejeté (p. 2501)

Intervient sur l'amendement n° 194 de M. Yves Durand (mission d'ouverture vers le monde extérieur des établissements scolaires et universitaires) (p. 2501)

Intervient sur l'amendement n° 195 de M. Jean-Marc Ayrault (mission d'ouverture vers le monde extérieur des établissements scolaires et universitaires) (p. 2501)

Intervient sur l'amendement n° 197 de M. Patrick Roy (mission d'ouverture vers le monde extérieur des établissements scolaires et universitaires) (p. 2501)

Intervient sur l'amendement n° 198 de Mme Catherine Génisson (mission d'ouverture vers le monde extérieur des établissements scolaires et universitaires) (p. 2501)

Intervient sur l'amendement n° 199 de M. Victorin Lurel (mission d'ouverture vers le monde extérieur des établissements scolaires et universitaires) (p. 2501)

Intervient sur l'amendement n° 200 de Mme Hélène Mignon (mission d'ouverture vers le monde extérieur des établissements scolaires et universitaires) (p. 2501)

Intervient sur l'amendement n° 201 de M. Simon Renucci (mission d'ouverture vers le monde extérieur des établissements scolaires et universitaires) (p. 2501)

Intervient sur l'amendement n° 202 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (mission d'ouverture vers le monde extérieur des établissements scolaires et universitaires) (p. 2501)

Intervient sur l'amendement n° 203 de M. Gaëtan Gorce (mission d'ouverture vers le monde extérieur des établissements scolaires et universitaires) (p. 2501)

Intervient sur l'amendement n° 204 de M. Christophe Masse (mission d'ouverture vers le monde extérieur des établissements scolaires et universitaires) (p. 2501)

Intervient sur l'amendement n° 205 de M. Jean-Pierre Blazy (mission d'ouverture vers le monde extérieur des établissements scolaires et universitaires) (p. 2501)

Son amendement n° 196 (mission d'ouverture vers le monde extérieur des établissements scolaires et universitaires) (p. 2501) : rejeté (p. 2502)

Son amendement n° 208 (référence à la laïcité comme valeur fondamentale de la République) : rejeté (p. 2502)

Son amendement n° 220 (mission des établissements scolaires et universitaires : développer les liens avec les collectivités locales, les parents et les associations) : rejeté (p. 2503)

Son amendement n° 232 (mission des établissements scolaires et universitaires : rassembler l'ensemble des acteurs de l'éducation pour favoriser la réussite des enfants) (p. 2503) : rejeté (p. 2504)

Intervient sur l'amendement n° 242 de M. Yves Durand (mission des établissements scolaires et universitaires : participer à la mise en œuvre du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2504)

Intervient sur l'amendement n° 243 de M. Jean-Marc Ayrault (mission des établissements scolaires et universitaires : participer à la mise en œuvre du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2504)

Intervient sur l'amendement n° 245 de M. Patrick Roy (mission des établissements scolaires et universitaires : participer à la mise en œuvre du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2504)

Intervient sur l'amendement n° 246 de Mme Catherine Génisson (mission des établissements scolaires et universitaires : participer à la mise en œuvre du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2504)

Intervient sur l'amendement n° 247 de M. Victorin Lurel (mission des établissements scolaires et universitaires : participer à la mise en œuvre du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2504)

Intervient sur l'amendement n° 248 de Mme Hélène Mignon (mission des établissements scolaires et universitaires : participer à la mise en œuvre du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2504)

Intervient sur l'amendement n° 249 de M. Simon Renucci (mission des établissements scolaires et universitaires : participer à la mise en œuvre du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2504)

Intervient sur l'amendement n° 250 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (mission des établissements scolaires et universitaires : participer à la mise en œuvre du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2504)

Intervient sur l'amendement n° 251 de M. Gaëtan Gorce (mission des établissements scolaires et universitaires : participer à la mise en œuvre du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2504)

Intervient sur l'amendement n° 252 de M. Christophe Masse (mission des établissements scolaires et universitaires : participer à la mise en œuvre du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2504)

Intervient sur l'amendement n° 253 de M. Jean-Pierre Blazy (mission des établissements scolaires et universitaires : participer à la mise en œuvre du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2504)

Son amendement n° 244 (mission des établissements scolaires et universitaires : participer à la mise en œuvre du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2504) : rejeté (p. 2505)

Son amendement n° 2671 (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de la lecture) (p. 2505) : rejeté (p. 2506)

Son amendement n° 2683 (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de l'écriture) (p. 2506) : rejeté (p. 2508)

Son amendement n° 2695 (organisation d'échanges sportifs au niveau scolaire) (p. 2529) : rejeté (p. 2530)

Son amendement n° 1660 (enseignement de l'outil informatique et de ses applications) (p. 2530) : rejeté (p. 2533)

Son amendement n° 1672 (enseignement des technologies de l'information et de la communication) (p. 2533) : rejeté (p. 2534)

Son amendement n° 2335 (responsabilités en matière d'établissement et d'application de la carte scolaire) (p. 2534) : rejeté (p. 2535)

Son amendement n° 2347 (responsabilités en matière de formation professionnelle) : rejeté (p. 2536)

Son amendement n° 2359 (responsabilités en matière de médecine scolaire) (p. 2536) : rejeté (p. 2538)

Son amendement n° 2371 (responsabilités en matière d'orientation scolaire des jeunes) (p. 2538) : rejeté (p. 2539)

Son amendement n° 2383 (responsabilités en matière d'orientation professionnelle des jeunes) : rejeté (p. 2539)

Son amendement n° 2395 (responsabilités en matière d'assistance sociale des élèves) (p. 2539) : rejeté (p. 2543)

Son amendement n° 2407 (responsabilités en matière d'information sur les métiers) : rejeté (p. 2544)

Son amendement n° 2419 (responsabilités en matière d'établissement de la carte des formations professionnalisantes) : rejeté (p. 2545)

Son amendement n° 2431 (enseignement de l'histoire de l'esclavage) (p. 2545) : rejeté (p. 2546)

Son amendement n° 2443 (enseignement de l'histoire et de la géographie de l'outre-mer) : rejeté (p. 2546)

Son amendement n° 256 (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) : rejeté (p. 2546)

Son amendement n° 268 (universalité du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) : rejeté (p. 2547)

Son amendement n° 280 (caractère inaliénable du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) : rejeté (p. 2547)

Son amendement n° 292 (garantie de la reprise d'une formation pour toute personne afin de rendre effective l'égalité des chances) : rejeté (p. 2547)

Son amendement n° 304 (garantie à toute personne d'avoir accès à une formation d'autant plus élaborée que la formation initiale aura été courte) (p. 2547) : rejeté (p. 2548)

Son amendement n° 316 (notion et contenu de pacte éducatif de la nation) : rejeté (p. 2548)

Son amendement n° 328 (notion d'accès permanent au savoir et à la culture) : rejeté (p. 2548)

Son amendement n° 340 (objectif éducatif consistant à favoriser la mobilité professionnelle) : rejeté (p. 2548)

Son amendement n° 352 (objectif éducatif consistant à favoriser la qualification professionnelle) (p. 2548) : rejeté (p. 2549)

Son amendement n° 364 (objectif éducatif consistant à favoriser la sécurité des parcours professionnels face aux aléas de la vie et du travail) : rejeté (p. 2549)

Son amendement n° 376 (objectif éducatif consistant à favoriser la promotion sociale) : rejeté (p. 2549)

Son amendement n° 388 (objectif éducatif consistant à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes) (p. 2549) : rejeté (p. 2550)

Son amendement n° 400 (objectif éducatif consistant à favoriser l'adaptation aux évolutions économiques) : rejeté (p. 2550)

Son amendement n° 412 (objectif éducatif consistant à favoriser l'adaptation aux évolutions technologiques) : rejeté (p. 2555)

Son amendement n° 424 (droit à une formation continue) : rejeté (p. 2555)

Son amendement n° 436 (objectif éducatif consistant à favoriser une professionnalisation durable) (p. 2555) : rejeté (p. 2556)

Son amendement n° 448 (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : responsabilité de l'Etat en lien avec les collectivités locales) (p. 2556) : rejeté (p. 2558)

Son amendement n° 460 (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : responsabilité de l'Etat en lien avec les entreprises) : rejeté (p. 2558)

Son amendement n° 472 (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : contribution des entreprises au financement) : rejeté (p. 2558)

Son amendement n° 484 (caractère accessible à tous du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2558) : rejeté (p. 2559)

Son amendement n° 496 (objectif du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : favoriser la mixité sociale) (p. 2559) : rejeté (p. 2560)

Son amendement n° 508 (objectif du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : favoriser l'égalité professionnelle) (p. 2560) : rejeté (p. 2561)

Son amendement n° 520 (objectif du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : favoriser l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes) : rejeté (p. 2561)

Son amendement n° 532 (introduction dans le code de l'éducation d'un chapitre intitulé : "Le droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie") (p. 2561) : rejeté (p. 2563)

Son amendement n° 544 (création au niveau de l'académie de bassins d'éducation et de formation) : rejeté (p. 2563)

Son amendement n° 556 (création au niveau de l'académie de bassins d'éducation et de formation) : rejeté (p. 2563)

Son amendement n° 568 (responsabilité du recteur de favoriser la mixité sociale au sein de l'académie) (p. 2563) : rejeté (p. 2564)

Son amendement n° 580 (carte scolaire élargie au bassin d'éducation) (p. 2563) : rejeté (p. 2564)

Son amendement n° 592 (détermination du bassin d'éducation par le recteur en lien avec les collectivités locales) (p. 2564) : rejeté (p. 2565)

Son amendement n° 604 (détermination du bassin d'éducation par le recteur en lien avec les associations de parents d'élèves) : rejeté (p. 2565)

Son amendement n° 616 (détermination du bassin d'éducation par le recteur en lien avec les représentants syndicaux d'enseignants) : rejeté (p. 2565)

Son amendement n° 628 (responsabilité de favoriser l'intégration pour le recteur au sein du bassin d'éducation) : rejeté (p. 2565)

Son amendement n° 640 (détermination du bassin d'éducation par le recteur en lien avec les associations) (p. 2565) : rejeté (p. 2567)

Son amendement n° 652 (prise en compte des activités périscolaires lors de la détermination du bassin d'éducation) : rejeté (p. 2567)

Son amendement n° 664 (recueil annuel par l'inspecteur d'académie de la liste des enfants soumis à l'obligation scolaire au sein du bassin d'éducation) : rejeté (p. 2567)

Son amendement n° 676 (interdiction à un ministre de l'éducation nationale en exercice de publier un ouvrage) (p. 2567) : retiré (p. 2569)

Son amendement n° 1120 (institution d'une journée nationale du suffrage universel) (p. 2569) : rejeté (p. 2571)

Son amendement n° 688 (droit au conseil en orientation et à l'information pour favoriser la construction des parcours professionnels de chaque jeune) : rejeté (p. 2571)

Son amendement n° 700 (droit au conseil en orientation et à l'information pour favoriser la construction des parcours de formation de chaque jeune) (p. 2571) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 712 (responsabilités ministérielles de la mise en oeuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) (p. 2571) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 724 (objectif du droit au conseil en orientation et à l'information : permettre à chaque jeune un projet personnel) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 736 (droit au conseil en orientation et à l'information pour favoriser le contact avec le monde du travail) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 748 (bilan annuel de la scolarité lié au droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 760 (intégration du droit au conseil en orientation et à l'information dans le cursus normal de la formation) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 772 (objectif du droit au conseil en orientation et à l'information de présenter à chaque jeune les différentes formes d'enseignement) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 784 (objectif du droit au conseil en orientation et à l'information de permettre à chaque jeune de déterminer ses choix ultérieurs) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 796 (objectif du droit au conseil en orientation et à l'information de développer les passerelles entre différentes formes d'enseignement) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 808 (évaluation de chaque jeune réalisée par des examens et la validation des acquis) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 820 (tenue régulière de journées de présentation des enseignements et des filières professionnelles) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 832 (participation des chambres des métiers à la mise en oeuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) (p. 2572) : rejeté (p. 2573)

Son amendement n° 844 (participation des chambres de commerce et d'industrie à la mise en oeuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2573)

Son amendement n° 856 (participation des chambres d'agriculture à la mise en oeuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2573)

Son amendement n° 868 (mise en oeuvre du droit au conseil en orientation et à l'information au niveau national sous la responsabilité de chaque recteur d'académie) (p. 2573) : rejeté (p. 2574)

Son amendement n° 880 (participation des syndicats à la mise en oeuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2574)

Son amendement n° 892 (participation des organisations professionnelles à la mise en oeuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2574)

Son amendement n° 904 (participation des associations à la mise en oeuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2575)

Son amendement n° 916 (participation des associations non gouvernementales à la mise en oeuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2575)

Son amendement n° 1684 (initiation de tous les élèves aux technologies de l'information et de la communication) : rejeté (p. 2575)

Son amendement n° 1696 (apprentissage de la lecture et de l'écriture : articulation entre l'école maternelle et le cours préparatoire) (p. 2575) : rejeté (p. 2577)

Son amendement n° 2107 (mise en oeuvre de l'articulation entre la grande section de maternelle et le cours préparatoire par l'équipe éducative en lien avec les parents d'élèves) : rejeté (p. 2577)

Son amendement n° 1708 (mise en oeuvre de l'articulation entre la grande section de maternelle et le cours préparatoire par l'équipe éducative en lien avec les activités périscolaires) : rejeté (p. 2577)

Son amendement n° 1720 (objectif de l'articulation entre la grande section de maternelle et le cours préparatoire : lutter contre l'échec scolaire) (p. 2577) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1735 (articulation entre la grande section de maternelle et le cours préparatoire : enseignement spécifique et individualisé) (p. 2577) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1747 (objectif de l'articulation entre la grande section de maternelle et le cours préparatoire : faciliter le passage de l'enseignant unique à plusieurs enseignants) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1759 (apprentissage des langues vivantes au niveau de l'articulation entre le cours moyen 2e année et la classe de 6e) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1771 (apprentissage des nouvelles technologies de l'information et de la communication au niveau de l'articulation entre le cours moyen 2e année et la classe de 6e) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1783 (enseignement spécifique et individualisé validant l'apprentissage de la lecture et de l'écriture au niveau de l'articulation entre le cours moyen 2e année et la classe de 6e) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1795 (au niveau de l'articulation entre le cours moyen 2e année et la classe de 6e, mise en oeuvre d'un enseignement spécifique et individualisé par l'équipe éducative en lien avec les parents d'élèves) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1807 (mise en oeuvre de l'articulation entre le cours moyen 2e année et la classe de 6e par l'équipe éducative en lien avec les activités périscolaires) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1819 (but de l'articulation entre le cours moyen 2e année et la classe de 6e : lutter contre l'échec scolaire) : rejeté (p. 2579)

Son amendement n° 1831 (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : faciliter le passage du collège au lycée) (p. 2579) : rejeté (p. 2580)

Son amendement n° 1843 (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : faciliter le travail en équipe) : rejeté (p. 2580)

Son amendement n° 1855 (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : apprendre à chaque jeune à travailler individuellement et en équipe) : rejeté (p. 2580)

Son amendement n° 1867 (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : favoriser la maîtrise des nouvelles technologies) : rejeté (p. 2580)

Son amendement n° 1879 (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : lutter contre l'échec scolaire) : rejeté (p. 2580)

Son amendement n° 1891 (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : responsabiliser les futurs lycéens) : rejeté (p. 2580)

Son amendement n° 1903 (équilibre entre enseignement général et enseignement professionnel) : rejeté (p. 2581)

Son amendement n° 1915 (équilibre entre les filières scientifiques et littéraires) : rejeté (p. 2581)

Son amendement n° 1927 (principe stipulant que l'élève quittant la classe de troisième est acteur de sa formation) (p. 2581) : rejeté (p. 2582)

Son amendement n° 1939 (rôle de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde pour favoriser l'orientation des élèves) : rejeté (p. 2582)

Son amendement n° 1951 (mise en oeuvre de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde par l'équipe éducative en lien avec les parents d'élèves) : rejeté (p. 2582)

Son amendement n° 1963 (mise en oeuvre de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde par l'équipe éducative en lien avec les activités périscolaires) : rejeté (p. 2582)

Son amendement n° 1975 (mise en oeuvre d'enseignement spécifique et individuel au niveau de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde) : rejeté (p. 2582)

Son amendement n° 1987 (mise en oeuvre de journées d'orientation et d'information dans les collèges au niveau de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde) : rejeté (p. 2582)

Son amendement n° 1999 (préparation des élèves à un enseignement pluridisciplinaire au niveau de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde) : rejeté (p. 2582)

Son amendement n° 2707 (échanges entre élèves de zone rurale et de zone urbaine) : rejeté (p. 2583)

Son amendement n° 2719 (échanges entre élèves de zone de montagne et de zone du littoral) : rejeté (p. 2583)

Son amendement n° 2731 (échanges avec les élèves des zones prioritaires d'éducation) : rejeté (p. 2583)

Son amendement n° 2863 (caractère déterminant de l'organisation du rythme scolaire dans la lutte contre l'échec scolaire) (p. 2584) : rejeté (p. 2586)

Son amendement n° 2875 (organisation du temps scolaire prenant en compte la qualité de vie de l'enfant) : rejeté (p. 2587)

Son amendement n° 2887 (priorité de l'intérêt des élèves au niveau de l'organisation des rythmes scolaire) (p. 2587) : rejeté (p. 2588)

Son amendement n° 2899 (concertation de tous les acteurs concernés, y compris les assistants d'éducation et les élèves, en matière d'organisation du temps à l'école) : rejeté (p. 2588)

Son amendement n° 2911 (définition de la garderie du matin) : rejeté (p. 2592)

Son amendement n° 2923 (organisation d'une pause d'au moins une heure trente à la mi-journée) (p. 2592) : rejeté (p. 2593)

Son amendement n° 2935 (organisation en matière de cantines scolaires) (p. 2593) : rejeté (p. 2594)

Son amendement n° 2947 (durée des récréations) (p. 2594) : rejeté (p. 2595)

Son amendement n° 2011 (accès en dehors des heures scolaires aux nouvelles technologies) : rejeté (p. 2595)

Son amendement n° 2023 (accès en dehors des heures scolaires aux nouvelles technologies par partenariats avec des organismes non scolaires) : rejeté (p. 2595)

Son amendement n° 2035 (initiation de tous les étudiants aux nouvelles technologies) : rejeté (p. 2595)

Son amendement n° 928 (mission d'éducation à la citoyenneté pour les personnels "ATOSS") (p. 2595) : rejeté (p. 2596)

Son amendement n° 940 (mission d'éducation à la santé pour les personnels "ATOSS") (p. 2596) : rejeté (p. 2597)

Son amendement n° 952 (notion de mission favorisant l'intégration pour les personnels "ATOSS") : rejeté (p. 2597)

Son amendement n° 964 (mission d'apprentissage des règles de la vie en société pour les personnels "ATOSS") : rejeté (p. 2597)

Son amendement n° 976 (rôle pédagogique des personnels "ATOSS") (p. 2597) : rejeté (p. 2598)

Son amendement n° 988 (missions des personnels ATOSS sous l'autorité du recteur) : rejeté (p. 2598)

Son amendement n° 1000 (statuts des personnels ATOSS mis en oeuvre sous l'autorité du recteur) (p. 2598) : rejeté (p. 2599)

Son amendement n° 1012 (participation des personnels ATOSS à la mise en oeuvre du droit à l'éducation) : rejeté (p. 2599)

Son amendement n° 1024 (rôle d'assistance à l'équipe éducative des personnels ATOSS) : rejeté (p. 2599)

Son amendement n° 1036 (fonction d'encadrement des élèves des personnels ATOSS) (p. 2599) : rejeté (p. 2600)

Article 2 (régime juridique des assistants d'éducation)

Son amendement n° 1096 (p. 2603)

Son amendement n° 1132 (p. 2605)

Son amendement n° 1144 (p. 2606)

Ses amendements n° 2119 et 2455 (p. 2608)

Son amendement n° 1276 (p. 2609)

Ses amendements n° 2047, 1156, 1168, 1288 et 1264 (p. 2610)

Ses amendements n° 1180, 1192, 1204, 1216, 1228, 1240 et 1252 (p. 2612)

Ses amendements n° 1300, 2743 et 2755 (p. 2614)

Ses amendements n° 2767, 2779 et 2791 (p. 2616)

Son amendement n° 2803 (p. 2617)

Ses amendements n° 2815 et 2827 (p. 2618)

Son amendement n° 2959 (p. 2619)

Son amendement n° 1360 (p. 2624)

Son amendement n° 1312 (p. 2625)

Ses amendements n° 2839 et 2851 (p. 2626)

Ses amendements n° 1048, 1060, 1072 et 1324 (p. 2627)

Ses amendements n° 1336 et 1348 (p. 2628)

Son amendement n° 1372 (p. 2629)

Ses amendements n° 2467, 1384 et 1396 (p. 2630)

Ses amendements n° 2143, 2155 et 2167 (p. 2631)

Ses amendements n° 1444 et 1456 (p. 2632)

Ses amendements n° 1468, 1480, 1492, 1504 et 1616 (p. 2633)

Ses amendements n° 1528, 1540, 1552, 1564, 1576, 1588, 1600, 1612, 1624 et 1636 (p. 2634)

Ses amendements n° 2132, 2059, 2071 et 2083 (p. 2635)

Son amendement n° 2479 (p. 2636)

Ses amendements n° 2491, 2503, 2515, 2527, 2971 et 1408 (p. 2637)

Ses amendements n° 1420 et 1432 (p. 2638)

Après l'article 2

Son amendement n° 2599 (contenu et mise en oeuvre des programmes d'enseignement) : rejeté (p. 2639)

Son amendement n° 2611 (objectifs et réalisation des programmes d'enseignement) : rejeté (p. 2640)

Son amendement n° 2623 (établissement de la carte des secteurs des collèges) : rejeté (p. 2640)

Son amendement n° 2635 (établissement de la carte des secteurs des lycées) : rejeté (p. 2640)

Son amendement n° 2647 (établissement de la carte des secteurs des écoles) : rejeté (p. 2640)

Son amendement n° 2095 (activités destinées à se familiariser avec les outils informatiques et les nouvelles technologies) : rejeté (p. 2640)

Son amendement n° 2659 (les programmes scolaires prennent en compte les références communes en Europe) (p. 2640) : rejeté (p. 2641)

Article 3 (affiliation des établissements publics locaux d'éducation à l'assurance-chômage au titre des assistants d'éducation)

Son amendement n° 1108 (p. 2644)

Après l'article 3

Son amendement n° 2179 (égalité entre les hommes et les femmes en matière d'orientation scolaire) : rejeté (p. 2645)

Son amendement n° 2191 (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2645) : retiré (p. 2646)

Son amendement n° 2983 (rapport au Parlement sur l'application de la loi relative aux assistants d'éducation) (p. 2648) : rejeté (p. 2649)

Titre

Son amendement n° 2995 (nouveau titre : "Projet de loi portant réforme du code de l'éducation") (p. 2649) : rejeté (p. 2650)

Projet de loi n° 678 relatif au mécénat et aux fondations

PREMIÈRE LECTURE

Vote et explication de vote [1^{er} avril 2003] (p. 2738)

Abstention du groupe socialiste (p. 2738)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5069)

Son intervention (p. 5075)

Thèmes :

Retraites : généralités : âge de la retraite (p. 5076)

Retraites : généralités : calcul des pensions (p. 5076)

Retraites : généralités : système par répartition (p. 5075)

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Avant l'article 1^{er} [séances des 12, 13, 14 juin 2003] (principes)

Son intervention (p. 5193 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [13 juin 2003] (p. 5225)

Après l'article 2 [séance du 17 juin 2003] (sources supplémentaires de financement ; politique salariale)

Son intervention (p. 5452)

Après l'article 3 [séance du 18 juin 2003] (impôt sur la fortune ; métiers pénibles)

Son intervention (p. 5531 et s.)

Avant l'article 4 [séances des 18 et 19 juin 2003] (contrats à durée déterminée ou à temps partiel)

Son rappel au règlement (cf supra) [18 juin 2003] (p. 5544)

Article 4 [séances du 19 juin 2003] (assurer en 2008, un montant minimal de retraite égal à 85 % du SMIC)

Son intervention (p. 5593 et s.)

Article 15 [séance du 24 juin 2003] (alignement de la durée d'assurance de référence sur 160 trimestres)

Son intervention (p. 5912)

Article 16 [séance du 24 juin 2003] (permettre aux assurés qui sont en activité depuis l'âge de 14, 15 et 16 ans de faire valoir leurs droits à la retraite avant 60 ans)

Son rappel au règlement (cf supra) [24 juin 2003] (p. 5921)

Son intervention (p. 5922 et s.)

Article 17 [séance du 24 juin 2003] (majoration de pension de 3 % par année de cotisation au-delà de la durée légale de cotisation)

Son intervention (p. 5946)

Article 19 [séances des 24 et 25 juin 2003] (indexation des pensions sur les prix)

Son intervention (p. 5961 et s.)

Article 20 [séance du 25 juin 2003] (possibilité de rachat de périodes de cotisation, dans la limite de douze trimestres)

Son intervention (p. 5995)

Article 75 [séances des 1er et 2 juillet 2003] (pensions de réversion servies par le régime de base des exploitants agricoles)

Son intervention (p. 6592)

Article 78 [séance du 2 juillet 2003] (droit à bénéficier de produits d'épargne retraite)

Son intervention (p. 6642)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [24 juillet 2003] (p. 7885)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7893)

Thèmes :

Politique sociale : inégalités (p. 7893)

Retraites : généralités : politique à l'égard des retraités (p. 7893)

Jean-Marc NESME

Saône-et-Loire (2^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Juge suppléant de la Cour de justice de la République [J.O. du 24 octobre 2002] (p. 17629)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention sur la cybercriminalité (n° 905) [2 octobre 2003]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 212 tendant à la prise en compte de l'exercice d'une activité bénévole pour le calcul des droits à la retraite [24 septembre 2002]

Proposition de loi n° 315 relative au statut des travailleurs saisonniers dans les zones touristiques [15 octobre 2002]

Proposition de loi n° 430 visant à supprimer la taxe foncière sur la propriété non bâtie pour les exploitations agricoles d'élevage extensif [28 novembre 2002]

Proposition de loi n° 494 relative au financement par les régions des dépenses d'investissement des lycées privés d'enseignement général sous contrat d'association avec l'Etat [18 décembre 2002]

Proposition de loi n° 615 visant à créer un délit d'atteinte à la dignité de l'homme et de la femme par l'image publicitaire [13 février 2003]

Proposition de loi n° 663 visant à exclure les donations consenties par les personnes handicapées des procédures de récupération des aides sociales [5 mars 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 124, posée le 3 février 2003. Voirie, routes nationales (J.O. questions p. 623). Appelée le 4 février 2003. aménagement, tronçon Paray-le-Monial - Charolles - Mâcon (p. 756)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen du fascicule [13 novembre 2002] (p. 5009)

Son intervention (p. 5035)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enfants : droits de l'enfant (p. 5036)

Etrangers : conditions de séjour (p. 5036)

Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 5036)

Politique extérieure : aide au développement (p. 5036)

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [5 novembre 2002] (p. 4499)

Procédure des questions :

Agriculture : aides : élevage (p. 4528)

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE - SERVICES DU PREMIER MINISTRE

Examen du fascicule [7 novembre 2002] (p. 4655)

Procédure des questions :

Aménagement du territoire : zones rurales : communautés de communes (p. 4705)

Jean-Pierre NICOLAS

Eure (2^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'électricité et du gaz [J.O. du 2 août 2002] (p. 13229)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux marchés énergétiques [J.O. du 18 décembre 2002] (p. 20975)

Membre de la commission d'enquête sur la gestion des entreprises publiques afin d'améliorer le système de prise de décision [J.O. du 5 février 2003] (p. 2218)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction [J.O. du 21 mai 2003] (p. 8730)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etat. décentralisation, collectivités territoriales, gestion, conséquences [23 octobre 2002] (p. 3844)

Patrimoine culturel. archéologie préventive, loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001, réforme, perspectives [12 mars 2003] (p. 1944)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen du fascicule [13 novembre 2002] (p. 5009)

Thème avant la procédure des questions :

Politique extérieure : aide au développement (p. 5030)

Projet de loi n° 326 relatif aux marchés énergétiques et au service public de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 décembre 2002] (p. 6615)

Son intervention (p. 6629)

Thèmes :

Energie et carburants : gaz : consommation (p. 6630)

Energie et carburants : politique énergétique (p. 6630)

Politiques communautaires : directives : gaz (p. 6629)

Secteur public : services publics (p. 6630)

Discussion des articles [12 décembre 2002] (p. 6654)

Article 1er (droit d'accès aux ouvrages de transport et de distribution et aux installations de gaz naturel liquéfié)

Son intervention (p. 6655)

Son sous-amendement n° 267 à l'amendement n° 13 de la commission (p. 6655)

Article 5 (*tarifs gaziers*)
Son intervention (p. 6683)
Son amendement n° 268 (p. 6683)

Projet de loi n° 402 portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 2003] (p. 591)
Son intervention (p. 594)

Thèmes :

Logement : ascenseurs : sécurité (p. 596)
Logement : offices publics d'HLM (OPHLM) : ventes d'appartements (p. 596)
Urbanisme : plans locaux d'urbanisme (PLU) (p. 595)
Urbanisme : schémas de cohérence territoriale (p. 595)
Voirie (p. 596)

Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 février 2003] (p. 910)

Après l'article 6

Son amendement n° 134 (groupements de prévention agréés - élargissement de leurs compétences et possibilité d'adhésion des entreprises individuelles) : non soutenu (p. 927)
Son amendement n° 132 (revenus d'un entrepreneur individuel saisissables ou cessibles dans la limite de 65 % du solde créancier de ses comptes bancaires) : retiré (p. 941)

Projet de loi n° 950 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2003] (p. 7275)
Son intervention (p. 7345)

Thèmes :

Aménagement du territoire : politique de la ville (p. 7345)
Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 7345)
Emploi (p. 7345)
Logement : sociétés d'HLM (p. 7345)

Yves NICOLIN

*Loire (5^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire
Secrétaire de l'Assemblée nationale*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11114)
Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)
Membre titulaire du Conseil supérieur de l'adoption [J.O. du 2 août 2002] (p. 13228)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 145 visant à autoriser la création d'organismes privés de placement de la main-d'œuvre [24 juillet 2002]
Proposition de loi n° 307 relative à la sécurité des plantations forestières [15 octobre 2002]
Proposition de loi n° 487 modifiant l'accès au permis de conduire et renforçant la prévention de l'insécurité routière [18 décembre 2002]
Proposition de loi n° 532 relative au versement transports [16 janvier 2003]
Proposition de loi n° 533 relative au financement des services d'incendie et de secours [16 janvier 2003]
Proposition de loi n° 798 tendant à faciliter l'accès des personnes handicapées aux équipements et véhicules automobiles [10 avril 2003]
Proposition de loi n° 839 instituant un crédit d'impôt en faveur du développement de l'apprentissage [14 mai 2003]
Proposition de loi n° 911 visant à promouvoir un commerce international équitable entre le Nord et le Sud [13 juin 2003]
Proposition de loi n° 920 ouvrant le droit à l'assurance volontaire vieillesse aux bénéficiaires du RMI [13 juin 2003]
Proposition de loi n° 977 tendant à la pérennité et à la transparence du financement de la vie syndicale [25 juin 2003]

Proposition de loi n° 1086 tendant à réduire les délais de communication des documents d'archives [24 septembre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen du fascicule [13 novembre 2002] (p. 5009)
Son intervention (p. 5029)

Thèmes avant la procédure des questions :

Corps diplomatique et consulaire (p. 5029)
Famille : adoption (p. 5030)
Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : crédits budgétaires (p. 5029)

Hervé NOVELLI

*Indre-et-Loire (4^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)
Membre suppléant du Conseil supérieur de l'électricité et du gaz [J.O. du 2 août 2002] (p. 13229)
Membre titulaire du comité de gestion du Fonds de soutien aux hydrocarbures ou assimilés d'origine nationale [J.O. du 3 août 2002] (p. 13301)
Membre titulaire du Conseil supérieur de la participation [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14787)
Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 21 décembre 2002] (p. 21390)
Président de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 16 janvier 2003] (p. 935)
Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 20 juin 2003] (p. 10395)
Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 25 juin 2003] (p. 10697)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) : annexe n° 16 : Economie, finances et industrie (industrie) (n° 256) [10 octobre 2002]
Proposition de loi organique n° 718 visant à rendre incompatible l'appartenance à la fonction publique pour les députés et pour les sénateurs [21 mars 2003]
Proposition de loi organique n° 723 visant à rendre incompatibles les fonctions de membre du Gouvernement ou d'un cabinet ministériel avec l'appartenance à la fonction publique [25 mars 2003]
Proposition de loi n° 1080 visant à moderniser la fonction publique et à favoriser la bonne application de la politique du Gouvernement [24 septembre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Entreprises. recherche. innovation, aides de l'Etat [19 novembre 2002] (p. 5289)

DÉBATS

Projet de loi de finances rectificative n° 29 pour 2002

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 juillet 2002] (p. 2159)
Son intervention (p. 2203)

Thèmes :

Finances publiques : exécution du budget : transparence (p. 2204)
Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 2204)
Politique économique : conjoncture : croissance (p. 2203)
Politique générale : Gouvernement précédent (p. 2203)

Proposition de loi n° 193 modifiant certaines dispositions du code de commerce relatives aux mandats sociaux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} octobre 2002] (p. 2794)

Son intervention (p. 2804)

Thèmes :

Constitution : article 34 (p. 2804)
Etat : réforme : lois (p. 2804)
Etat : réforme : négociation (p. 2804)
Politique économique : capitalisme (p. 2804)
Politique générale : Gouvernement précédent : entreprises (p. 2804)
Sociétés : mandats sociaux : Gouvernement précédent (p. 2805)
Sociétés : mandats sociaux : propositions de loi (p. 2804)

Discussion des articles [1^{er} octobre 2002] (p. 2806)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 13 (suppression de la limitation du cumul des mandats prévue dans la loi "nouvelles régulations économiques") (p. 2806)

Son amendement n° 14 (suppression de la publicité des rémunérations des mandataires sociaux) (p. 2807)

Son amendement n° 16 (suspension de l'application de la 3ème partie de la loi "nouvelles régulations économiques" jusqu'au 30 juin 2002) (p. 2809)

Son amendement n° 12 (rapport du Gouvernement sur les conséquences de l'application de la loi "nouvelles régulations économiques" et propositions d'adaptation avant le 31/12/2002) (p. 2812)

Article 3

Son amendement n° 15 rectifié (report de l'application du nombre de mandats au 30 juin 2003) (p. 2818)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE**

INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Examen du fascicule [25 octobre 2002] (p. 4017)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 4017)

Thèmes avant la procédure des questions :

Energie et carburants : économies d'énergie : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 4018)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 4018)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : crédits budgétaires (p. 4017)

Grandes écoles : écoles d'ingénieurs : crédits budgétaires (p. 4017)

Industrie : politique industrielle : crédits budgétaires (p. 4017)

Industrie : restructurations (p. 4018)

Recherche : crédits (p. 4018)

Vote des crédits et articles rattachés [25 octobre 2002] (p. 4044)

Etat B, titre IV

Intervient sur l'amendement n° 53 de la commission (réduction de la subvention accordée à l'Association pour la promotion et le développement industriel-APRODI) (p. 4044)

Etat C, titre VI

Intervient sur l'amendement n° 54 de la commission (réduction des crédits de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)) (p. 4045)

Intervient sur l'amendement n° 55 de la commission (réduction des crédits de la politique de reconversion industrielle) (p. 4046)

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE - SERVICES DU PREMIER MINISTRE

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2002] (p. 4710)

I - SERVICES GÉNÉRAUX

Etat B, titre III

Son amendement n° 86 (réduction de moitié - 15 450 228 euros - de la subvention attribuée à l'ENA) (p. 4711)

Projet de loi n° 375 relatif à la négociation collective sur les restructurations ayant des incidences sur l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 décembre 2002] (p. 6101) ; [4 décembre 2002] (p. 6158)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6120)

Son intervention (p. 6199)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi (p. 6120)

Entreprises : chefs d'entreprises (p. 6201)

Entreprises : compétitivité (p. 6120)

Politique sociale : généralités (p. 6199)

Travail : licenciement économique (p. 6200)

Travail : licenciements (p. 6200)

Travail : négociations (p. 6201)

Discussion des articles [5 décembre 2002] (p. 6232, 6252, 6292)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Maxime Gremetz (conditions de réintégration du salarié après un licenciement abusif) (p. 6236)

Son amendement n° 98 (rétablissement de la loi n° 97-277 du 25 mars 1997 dite "loi Thomas" sur les compléments d'épargne retraite) (p. 6255) : retiré (p. 6256)

Article 1er (articles 97, 98, 99, 101, 104, 106, 109 et 116 de la loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002) : suspension de certains articles de la loi de modernisation sociale du 17 janvier 2002 relatifs à la procédure des licenciements économiques)

Son amendement n° 99 (p. 6263)

Son amendement n° 100 (p. 6264)

Son amendement n° 101 (p. 6270)

Son amendement n° 102 (p. 6273)

Son amendement n° 103 (p. 6276)

Son amendement n° 104 (p. 6279)

Son amendement n° 105 (p. 6281)

Après l'article 3

Son amendement n° 106 (définition du harcèlement moral) (p. 6313) : retiré (p. 6317)

Son sous-amendement n° 197 (comités centraux d'entreprise) à l'amendement n° 40 de Mme Chantal Bourragué (détermination de l'ordre du jour du comité d'entreprise) (p. 6319) : retiré (p. 6320)

Projet de loi n° 190 relatif aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [19 décembre 2002] (p. 7030)

Article 3 (prolongation jusqu'au 31 décembre 2005 des dispositions spécifiques en matière de majoration des quatre premières heures supplémentaires pour les entreprises de vingt salariés au plus)

Son amendement n° 18 (p. 7040)

Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 2003] (p. 787) ; [5 février 2003] (p. 893)

Son intervention en qualité de président de la commission spéciale (p. 798)

Son intervention en qualité de président de la commission spéciale sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 902)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions spéciales : conditions de travail (p. 903 et s.)

Entreprises : création (p. 798 et s.)

Entreprises : entreprises individuelles (p. 903)

Entreprises : financement : avantages fiscaux (p. 798)

Entreprises : formalités administratives (p. 798)

Entreprises : transmission (p. 798)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 798, 903)

Partis et mouvements politiques : gauche : entreprises (p. 799)

Partis et mouvements politiques : gauche : réglementation (p. 799)

Discussion des articles [5 février 2003] (p. 910) ; [6 février 2003] (p. 964, 996, 1046)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 111 rectifié de M. Denis Merville (entrepreneurs individuels - option pour l'assujettissement à l'impôt sur les sociétés) (p. 935)

Intervient sur l'amendement n° 129 de M. Jean Auclair (attribution, aux commerçants et fournisseurs indépendants, des avantages fiscaux consentis aux coopératives agricoles - exonération de l'impôt sur les

sociétés et abattement de 50 % sur la base de la taxe professionnelle (p. 936)

Intervient sur l'amendement n° 82 de la commission (dépôt chaque année d'un projet de loi de simplification administrative) (p. 942)

Article 9 (congé et période de travail à temps partiel pour la création d'entreprise)

Son intervention (p. 975 et s.)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 23 corrigé de la commission (portage salarial) (p. 985)

Avant l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 312 de M. Augustin Bonrepaux (zones franches rurales - imposition des bénéfices, taxe foncière sur les propriétés bâties et taxe professionnelle) (p. 1000)

Après l'article 26

Intervient sur l'amendement n° 179 rectifié de M. François Sauvadet (ISF - suppression du "plafonnement du plafonnement") (p. 1065)

Explications de vote et vote [11 février 2003] (p. 1139)

Son intervention en qualité de président de la commission spéciale (p. 1148)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [3 juin 2003] (p. 4436)

Son intervention en qualité de président de la commission spéciale (p. 4439)

Thèmes :

Entreprises : création : Gouvernement (p. 4439)

Parlement : rôle (p. 4439)

Projet de loi n° 710 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance des mesures de simplification et de codification du droit

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 avril 2003] (p. 3022)

Son intervention (p. 3024)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives (p. 3024)

Lois : évaluation (p. 3024)

Discussion des articles [9 avril 2003] (p. 3053)

Article 5 (légalisation fiscale et modalités de recouvrement de l'impôt)

Son intervention (p. 3056)

Son amendement n° 47 rectifié (p. 3056)

Article 13 (formalités imposées aux candidats et modalités d'organisation de certaines élections)

Son amendement n° 48 (p. 3086)

Avant l'article 28

Son amendement n° 49 (institution d'une commission de suivi des ordonnances) (p. 3094) : retiré (p. 3095)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [3 juin 2003] (p. 4418)

Article 5 (légalisation fiscale et modalités de recouvrement de l'impôt)

Son intervention (p. 4423)

Article 19 (simplification des déclarations sociales)

Son intervention (p. 4428)

Projet de loi n° 758 relatif à la chasse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 mai 2003] (p. 3629)

Son intervention (p. 3639)

Thèmes :

Chasse et pêche : associations communales et intercommunales de chasse agréées (p. 3640)

Chasse et pêche : fédérations départementales des chasseurs (p. 3640)

Chasse et pêche : Observatoire national de la faune sauvage et de ses habitats (p. 3640)

Union européenne : directives : oiseaux migrateurs (p. 3640)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 juin 2003] (p. 5029)

Son intervention (p. 5059)

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Article 79 [séance du 2 juillet 2003] (création du plan d'épargne pour la retraite (PER))

Son intervention (p. 6657 et s.)

Jean-Marc NUDANT

*Côte-d'Or (2^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre titulaire du conseil d'administration de l'établissement public Autoroutes de France [J.O. du 2 août 2002] (p. 13228)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 321 relative à la création d'un fonds d'indemnisation des fonctionnaires de police nationale victimes d'atteintes à leur personne [15 octobre 2002]

INTERVENTION EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 950 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juillet 2003] (p. 7449)

Après l'article 30

Son amendement n° 174 (statut des coopératives HLM) (p. 7523) : non soutenu (p. 7524)

O

Marie-Renée OGET

Côtes-d'Armor (4^{ème} circonscription)
Socialiste

Elue le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire du conseil supérieur de l'Établissement national des invalides de la marine [J.O. du 2 août 2002] (p. 13229)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Emploi, politique de l'emploi, perspectives [5 mars 2003] (p. 1604)

*DÉBATS***Projet de loi n° 230 de finances pour 2003****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****AFFAIRES SOCIALES, TRAVAIL ET SOLIDARITÉ, ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE****Examen du fascicule [14 novembre 2002] (p. 5105)**

Procédure des questions :

Handicapés : ateliers protégés (p. 5113)

Personnes âgées : politique de la vieillesse : aide sociale (p. 5114)

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE - SERVICES DU PREMIER MINISTRE**Examen du fascicule [7 novembre 2002] (p. 4655)**

Son intervention (p. 4677)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : zones rurales (p. 4677, 4678)

Régions : Bretagne (p. 4677, 4678)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 4678)

Transports : infrastructures (p. 4678)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5069)

Son intervention (p. 5084)

Thèmes :

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 5084)

Handicapés : politique à l'égard des handicapés : retraites : généralités (p. 5084)

Retraites : généralités : cotisations (p. 5084)

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Article 3 [séances du 17 juin 2003] (équité)

Son intervention (p. 5499)

Patrick OLLIER

Hauts-de-Seine (7^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Président de la commission de la production et des échanges [J.O. du 28 juin 2002] (p. 11184), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre titulaire du comité de gestion (dessertes aériennes) du Fonds d'intervention pour les aéroports et le transport aérien [J.O. du 2 août 2002] (p. 13231)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête visant à établir les conditions de la présence du loup en France et à évaluer le coût, l'efficacité et les conséquences des dispositifs engagés par les pouvoirs publics en faveur du loup (n° 155) [2 octobre 2002]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux marchés énergétiques [J.O. du 18 décembre 2002] (p. 20975)

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux marchés énergétiques [J.O. du 18 décembre 2002] (p. 20975)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 21 décembre 2002] (p. 21390)

Cesse d'appartenir à la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 22 janvier 2003] (p. 1331)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de gestion d'Air Lib et sur l'utilisation des fonds publics par cette compagnie aérienne (n° 684) [11 mars 2003]

Membre de la commission d'enquête sur les causes économiques et financières de la disparition d'Air Lib [J.O. du 26 mars 2003] (p. 5405)

Président de la commission d'enquête sur les causes économiques et financières de la disparition d'Air Lib [J.O. du 27 mars 2003] (p. 5472)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction [J.O. du 21 mai 2003] (p. 8730)

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction [J.O. du 22 mai 2003] (p. 8793)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programme pour l'outre-mer [J.O. du 13 juin 2003] (p. 9985)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages [J.O. du 17 juillet 2003] (p. 12134)

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages [J.O. du 17 juillet 2003] (p. 12135)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine [J.O. du 25 juillet 2003] (p. 12639)

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine [J.O. du 25 juillet 2003] (p. 12639)

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 162 tendant à modifier l'article 36 du règlement de l'Assemblée nationale [1^{er} juillet 2002]

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges, sur la proposition de résolution (n° 155) de M. Christian Estrosi et plusieurs de ses collègues portant création d'une commission d'enquête visant à établir les conditions de la présence du loup en France et à évaluer le coût, l'efficacité et les conséquences des dispositifs engagés par les pouvoirs publics en faveur du loup [8 octobre 2002] (n° 245)

Proposition de résolution n° 502 portant création d'une commission d'enquête sur la gestion des entreprises publiques afin d'améliorer le système de prise de décision [18 décembre 2002]

Proposition de résolution n° 684 portant création d'une commission d'enquête sur les conditions de gestion d'Air Lib et sur l'utilisation des fonds publics par cette compagnie aérienne [5 mars 2003]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur sa proposition de résolution (n° 684) portant création d'une commission d'enquête sur les conditions de gestion d'Air Lib et sur l'utilisation des fonds publics par cette compagnie aérienne [12 mars 2003] (n° 688)

Proposition de loi n° 978 modifiant la loi n° 93-915 du 19 juillet 1993 pour étendre le bénéfice de la qualité de pupille de la Nation aux enfants des élus tués ou décédés des suites d'un acte d'agression survenu lors de l'exercice de leur mandat [25 juin 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Urbanisme, politique de l'urbanisme, loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000, application, conséquences [8 octobre 2002] (p. 3042)

Transports, politique des transports, infrastructures, développement [4 mars 2003] (p. 1531)

Logement, politique du logement, parc locatif privé, aides de l'Etat [14 mai 2003] (p. 3663)

DÉBATS

Proposition de résolution n° 162 tendant à modifier l'article 36 du règlement de l'Assemblée nationale

Avant la discussion des articles [8 octobre 2002] (p. 3028)

Son intervention (p. 3029)

Thèmes :

Assemblée nationale : commission de la production et des échanges : compétences (p. 3029)

Assemblée nationale : commission de la production et des échanges : nom (p. 3030)

Assemblée nationale : commissions : réforme (p. 3030)

Parlement : commissions : Sénat (p. 3029)

Proposition de résolution n° 155 tendant à la création d'une commission d'enquête visant à établir les conditions de la présence du loup en France et à évaluer le coût, l'efficacité et les conséquences des dispositifs engagés par les pouvoirs publics en faveur du loup

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

Procédure d'examen simplifiée [5 novembre 2002] (p. 4457)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 4467)

Thèmes :

Agriculture : montagne : élevage (p. 4468)

Animaux : loup : Rhône-Alpes (p. 4467)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003
DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES
FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE - SERVICES DU PREMIER MINISTRE

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2002] (p. 4710)

IV - PLAN

Etat B, titre III

Intervient sur l'amendement n° 68 de M. François Goulard (suppression des crédits de fonctionnement du Commissariat général au Plan) (p. 4724)

V - AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Etat B, titre IV

Intervient sur l'amendement n° 104 de la commission des finances (suppression des crédits de l'Institut des hautes études de développement et d'aménagement du territoire - IHEDAT) (p. 4726)

Projet de loi n° 326 relatif aux marchés énergétiques et au service public de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [13 décembre 2002] (p. 6698, 6732)

Après l'article 11 A

Intervient sur l'amendement n° 173 de M. Pierre Ducout (l'accès des tiers aux ouvrages de transport et de distribution du gaz ne doit pas se faire au détriment des personnes démunies ou des régions de desserte difficile) (p. 6713)

Avant l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 259 de M. Jean Proriol (modalités de financement du Fonds d'amortissement des charges d'électrification) (p. 6755)

Après l'article 20 bis

Son amendement n° 316 (gel de l'obligation d'achat) (p. 6765) : retiré (p. 6767)

Article 20 sexdecies (énergie réservée)

Son intervention (p. 6779)

Après l'article 20 sexdecies

Intervient sur l'amendement n° 96 rectifié de la commission (conditions d'implantation des éoliennes) (p. 6779)

Intervient sur le sous-amendement n° 372 du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 96 rectifié de la commission (p. 6780)

Intervient sur le sous-amendement n° 371 du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 96 rectifié de la commission (p. 6780)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [19 décembre 2002] (p. 7075)

Son intervention en qualité de président de la commission mixte paritaire (p. 7080)

Thèmes :

Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 7080)

Energie et carburants : gaz : tarifs (p. 7081)

Projet de loi n° 402 portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 2003] (p. 591)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires économiques (p. 600)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayraut (p. 605)

Thèmes :

Aménagement du territoire : contrats de pays (p. 601)

Bâtiment et travaux publics : construction : logement social (p. 601)

Logement : mixité sociale (p. 606)

Discussion des articles [28 janvier 2003] (p. 608) ; [29 janvier 2003] (p. 648, 670)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 72 de M. Jacques Myard (superficie minimale des terrains constructibles fixée par le conseil municipal) (p. 613)

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (faculté pour le maire de fixer une taille minimale des terrains constructibles) (p. 613)

Intervient sur l'amendement n° 11 de la commission (modalités de calcul des droits à construire en cas de division de terrain) (p. 616)

Intervient sur le sous-amendement n° 112 de M. Serge Poignant (minimum parcellaire respecté pour chaque parcelle de terrain issue de la division) à l'amendement n° 11 de la commission (p. 617)

Intervient sur le sous-amendement n° 105 du Gouvernement (non-application aux terrains issus d'une division effectuée à une date antérieure à l'instauration du minimum parcellaire ou dans une zone où le plan local d'urbanisme ne prévoyait pas de règle restrictive) à l'amendement n° 11 de la commission (p. 617)

Intervient sur l'amendement n° 71 de M. Jacques Myard (modalités de calcul des droits à construire en cas de division de terrain) (p. 617)

Article 5 (clarification des dispositions transitoires entre les plans d'occupation des sols - POS - et les plans locaux d'urbanisme - PLU)

Son intervention (p. 621)

Son amendement n° 95 (p. 621)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Pascal Terrasse (assouplissement de la disposition de la loi SRU encadrant la constructibilité sur les parcelles autres que celles urbanisées des communes, bourgs et hameaux) (p. 662)

Son amendement n° 98 (raccordement des installations de production d'électricité et participation des exploitants au coût de raccordement) (p. 664) : adopté (p. 665)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 34 de la commission (insertion de l'intitulé suivant : titre V : Dispositions relatives aux pays) (p. 671)

Intervient sur l'amendement n° 33 rectifié de la commission (modalités de création et de fonctionnement des pays) (p. 671)

Intervient sur le sous-amendement n° 119 rectifié de M. François Brottes (périmètre du pays incluant une partie des communes situées dans un parc naturel) à l'amendement n° 33 rectifié de la commission (p. 680)

Intervient sur le sous-amendement n° 118 de M. Pierre Cohen (avis conforme de la ou des conférences régionales à l'aménagement du territoire et avis de la ou des commissions départementales de la coopération intercommunale pour la création et la délimitation des pays) à l'amendement n° 33 rectifié de la commission (p. 681)

Intervient sur le sous-amendement n° 121 de M. Alain Ferry (avis des conseils généraux) à l'amendement n° 33 rectifié de la commission (p. 681)

Intervient sur le sous-amendement n° 126 de M. Pierre Cohen (suppression du VI de l'amendement 33 rectifié relatif au rôle du préfet de région dans la formation du pays) à l'amendement n° 33 rectifié de la commission (p. 681)

Intervient sur le sous-amendement n° 120 de M. François Brottes (sécurisation juridique de la gestion administrative et financière du pays) à l'amendement n° 33 rectifié de la commission (p. 682)

Intervient sur le sous-amendement n° 122 de M. Alain Ferry (place des départements dans les politiques qui vont s'engager avec les pays) à l'amendement n° 33 rectifié de la commission (p. 682)

Intervient sur l'amendement n° 110 du Gouvernement (délai de deux ans accordé aux groupements d'intérêt public de développement local pour s'adapter à la présente loi) (p. 682)

Son sous-amendement n° 127 (de coordination et de précision) à l'amendement n° 110 du Gouvernement : adopté (p. 682)

Intervient sur l'amendement n° 114 de M. Jean Proriot (de coordination et de précision) (p. 683)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 52 précédemment réservé de Mme Odile Saugues (collectivités territoriales, associations de locataires et bailleurs associés aux conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance pour préconiser des mesures spécifiques) (p. 693)

Article 11 précédemment réservé (extension des contrôles de l'Union d'économie sociale pour le logement (UESL), aux concours nouveaux apportés par les comités interprofessionnels du logement (CIL) aux organismes constructeurs)

Son intervention (p. 697)

Article 12 précédemment réservé (sortie des logements sociaux vendus aux locataires par le biais d'une société civile immobilière (vente progressive) du champ du logement social)

Son amendement n° 99 (p. 698)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [3 avril 2003] (p. 2808)

Article 22 (coordination)

Son amendement n° 70 rectifié (p. 2829)

Son amendement n° 71 (p. 2830)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [28 mai 2003] (p. 4347)

Son intervention en qualité de vice-président de la commission mixte paritaire (p. 4349)

Thèmes :

Aménagement du territoire : montagne : constructions (p. 4349)

Logement : ascenseurs (p. 4349)

Urbanisme : plans locaux d'urbanisme (PLU) (p. 4349)

Urbanisme : schémas de cohérence territoriale (p. 4349)

Proposition de résolution n° 503 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'application des mesures préconisées en matière de sécurité du transport maritime des produits dangereux ou polluants et l'évaluation de leur efficacité

Discussion de l'article unique [5 février 2003] (p. 889)

Article unique

Son intervention (p. 890)

Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 février 2003] (p. 996)

Avant l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 312 de M. Augustin Bonrepaux (zones franches rurales - imposition des bénéfices, taxe foncière sur les propriétés bâties et taxe professionnelle) (p. 999)

Débat sur la chasse

[11 février 2003] (p. 1097)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires économiques (p. 1098)

Thèmes :

Animaux : animaux sauvages : biodiversité (p. 1099)

Chasse et pêche : fédérations départementales des chasseurs (p. 1100)

Chasse et pêche : gardes-chasse (p. 1100)

Chasse et pêche : Observatoire national de la faune sauvage et de ses habitats (p. 1100)

Chasse et pêche : Office national de la chasse et de la faune sauvage (p. 1100)

Politiques communautaires : directives : oiseaux migrateurs (p. 1099)

Proposition de résolution n° 684 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de gestion d'Air Lib et sur l'utilisation des fonds publics par cette compagnie aérienne

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

Avant la discussion de l'article unique [18 mars 2003] (p. 2142)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 2142)

Thèmes :

Transports aériens : Air France (p. 2142)

Transports aériens : Air Lib (p. 2143 et s.)

Discussion de l'article unique [18 mars 2003] (p. 2151)

Article unique (création d'une commission d'enquête)

Son intervention (p. 2151)

Projet de loi n° 758 relatif à la chasse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 mai 2003] (p. 3595)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires économiques (p. 3599)

Thèmes :

Chasse et pêche : Fédération nationale des chasseurs (p. 3599)

Chasse et pêche : fédérations départementales des chasseurs (p. 3600)

Chasse et pêche : jour de non-chasse (p. 3599)

Union européenne : directives : oiseaux migrateurs (p. 3600)

Discussion des articles [14 mai 2003] (p. 3668, 3711)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 97 de M. Charles de Courson (dépôt, par le Gouvernement, avant le 31 décembre 2003, d'un rapport précisant ses initiatives européennes visant, en application du principe de subsidiarité, à réserver à la loi nationale la fixation de l'ensemble des règles et obligations en matière de chasse) (p. 3670)

Intervient sur l'amendement n° 73 de M. Alain Bocquet (dépôt, par le Gouvernement, avant le 31 décembre 2003, d'un rapport précisant ses initiatives européennes visant, en application du principe de subsidiarité, à réserver à la loi nationale la fixation de l'ensemble des règles et obligations en matière de chasse) (p. 3670)

Intervient sur l'amendement n° 127 du Gouvernement (dépôt, par le Gouvernement, avant le 31 décembre 2003, d'un rapport présentant ses initiatives européennes visant à résorber les difficultés d'application de la directive 79/409/CE du 2 avril 1979) (p. 3670)

Intervient sur l'amendement n° 14 de la commission (Office national de la chasse placé sous la double tutelle des ministres chargés de la chasse et de l'agriculture) (p. 3674)

Intervient sur l'amendement n° 99 de M. Charles de Courson (Office national de la chasse placé sous la double tutelle des ministres chargés de la chasse et de l'agriculture) (p. 3674)

Intervient sur l'amendement n° 112 de M. Charles de Courson (ratification de l'accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie) (p. 3680)

Intervient sur l'amendement n° 113 de M. Maxime Gremetz (ratification de l'accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie) (p. 3680)

Article 15 (fichier national des permis de chasser)

Son intervention (p. 3683)

Article 16 (jour de non-chasse)

Son intervention (p. 3696)

Après l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 3 rectifié de M. Thierry Mariani (fixation des dates de chasse des oiseaux) (p. 3719)

Intervient sur l'amendement n° 57 corrigé de M. Jean-Louis Bianco (fixation des dates de chasse des oiseaux) (p. 3719)

Intervient sur l'amendement n° 5 rectifié de M. Thierry Mariani (fixation des dates de chasse des oiseaux) (p. 3719)

Article 4 précédemment réservé (modalités d'attribution des voix au sein des assemblées générales des fédérations départementales de chasseurs)

Son intervention (p. 3733)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juillet 2003] (p. 7795)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires économiques (p. 7797)

Thème :

Assemblée nationale : amendements : délais (p. 7797)

Proposition de loi n° 787 en faveur de l'égalité des chances des territoires et de la revitalisation de l'économie rurale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mai 2003] (p. 3755)

Ses interventions en qualité de président de la commission des affaires économiques (p. 3757, 3763)

Thèmes :

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 3758)

Aménagement du territoire : montagne (p. 3757)

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 3757)

Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 3758)

Commerce et artisanat : petit commerce : zones rurales (p. 3758)

Eau : agences : assainissement (p. 3764)

Transports : Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables (FITTVN) (p. 3763)

Transports aériens : Fonds d'intervention pour les aéroports et le transport aérien (FIATA) (p. 3764)

Vote sur le passage à la discussion des articles [15 mai 2003] (p. 3776)

Son intervention (p. 3778)

Déclaration du Gouvernement n° 880 sur les infrastructures 2003-2020 et débat sur cette déclaration

[20 mai 2003] (p. 3826)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires économiques (p. 3836)

Thèmes :

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 3837)
Aménagement du territoire : schéma national d'aménagement et de développement du territoire (p. 3837)
Politique économique : mondialisation (p. 3837)
Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 3838)
Transports : Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables (FITTVN) (p. 3838)
Transports : transport combiné (p. 3838)
Transports ferroviaires : Réseau ferré de France (p. 3838)
Transports routiers (p. 3837 et s.)
Union européenne : élargissement (p. 3836)
Urbanisme (p. 3837)

Projet de loi n° 881 de programme pour l'outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 juin 2003] (p. 4683)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires économiques (p. 4693)

Thèmes :

Assemblée nationale : missions d'information : Antilles (p. 4693 et s.)
Impôts et taxes : investissements outre-mer : politique économique (p. 4693)
Outre-mer : continuité territoriale (p. 4694)
Outre-mer : crédits : coût (p. 4694)
Tourisme et loisirs : navigation de plaisance : outre-mer (p. 4693)

Projet de loi n° 950 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2003] (p. 7275)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires économiques sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 7355)

Thèmes :

Aménagement du territoire : politique de la ville (p. 7355)
Logement : HLM : conditions d'entrée (p. 7355)

Discussion des articles [11 juillet 2003] (p. 7362, 7449)

Article 1er et annexe 1 (programmes d'action dans les zones urbaines sensibles (ZUS))

Son intervention (p. 7370)

Article 4 (débat annuel dans les collectivités locales comprenant des ZUS)

Son intervention (p. 7388)

Article 5 (rapport au Parlement sur l'évolution des inégalités dans les ZUS)

Son intervention (p. 7391)

Son amendement n° 395 (p. 7393)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 316 de Mme Odile Saugues (suppression de l'article 91 de la loi du 2 juillet 2003 : réforme de l'amortissement fiscal en cas d'investissement locatif) (p. 7410)

Article 9 (création et actions de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU))

Son intervention (p. 7418)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 106 de la commission (prolongation de cinq ans de l'exonération d'impôt sur les sociétés dans les ZRU) (p. 7456)

Après l'article 23

Intervient sur l'amendement n° 114 de la commission (exonération des cotisations maladie pour les artisans et les commerçants prolongée de cinq ans) (p. 7464)

Après l'article 26

Intervient sur l'amendement n° 119 rectifié de la commission (exonération des charges sociales patronales pour les emplois associatifs dans les ZUS) (p. 7469)

Intervient sur l'amendement n° 261 de M. Rodolphe Thomas (exonération des charges sociales patronales pour les emplois associatifs dans les ZUS) (p. 7469)

Avant l'article 27

Intervient sur l'amendement n° 167 de Mme Ségolène Royal (réglementation du "crédit revolving") (p. 7475)

Intervient sur l'amendement n° 121 de la commission (déclaration sur l'honneur de l'emprunteur dès lors que le crédit porte sur une somme supérieure à 2 000 euros) (p. 7478)

Article 27 (création d'une procédure de rétablissement personnel)

Son intervention (p. 7484)

Après l'article 27

Intervient sur l'amendement n° 7 de Mme Arlette Grosskost (de coordination) (p. 7509)

Article 29 (adaptation des missions et des moyens de la Caisse de garantie du logement locatif social)

Son intervention (p. 7514)

Après l'article 34

Intervient sur l'amendement n° 359 de M. Henri Cuq (immeubles acquis ou construits par une assemblée parlementaire autres que les monuments historiques affectés à cette assemblée sur décision du bureau) (p. 7531)

Explications de vote et vote

Son intervention à l'issue du vote (p. 7534)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [24 juillet 2003] (p. 7956)

Son intervention en qualité de vice-président de la commission mixte paritaire (p. 7957)

Thèmes :

Aménagement du territoire : politique de la ville (p. 7958)
Urbanisme : rénovation urbaine (p. 7958)

Projet de loi n° 606 relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [15 juillet 2003] (p. 7552, 7577)

Article 4 (plan de prévention des risques technologiques)

Son intervention (p. 7566)

Article 12 (création d'une garantie d'indemnisation pour les dommages matériels des sinistrés couverts par un contrat d'assurance)

Son intervention (p. 7587)

Article 13 bis (indemnisation des victimes de sinistres miniers par le Fonds de garantie "automobile")

Son intervention (p. 7591)

Article 16 quater (remise en état du site après la fermeture d'une installation classée)

Son intervention (p. 7596)

Après l'article 16 quater

Intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (réalisation périodique par l'exploitant d'un état de la pollution des sols) (p. 7598)

Intervient sur l'amendement n° 26 de la commission (procédure de mise à l'arrêt d'office des installations qui ne sont plus en exploitation) (p. 7598)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [17 juillet 2003] (p. 7828)

Son intervention en qualité de président de la commission mixte paritaire (p. 7830)

Thèmes :

Assurances (p. 7830)
Déchets, pollutions et nuisances : déchets industriels : élimination des déchets (p. 7830)
Entreprises : comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) (p. 7830)
Sécurité publique : risques naturels majeurs (p. 7830)
Sécurité publique : risques technologiques (p. 7830)

Article 20 quinquies (suppression de la liste des informations confidentielles acquises à l'occasion de l'exécution d'un contrat consécutif à un appel d'offres)

Son intervention (p. 6768)
 Son amendement n° 279 (p. 6768)

Article 20 sexies (modalités de calcul des charges résultant de la mise en œuvre de l'obligation d'achat)

Son intervention (p. 6768)
 Son amendement n° 280 (p. 6768)

Article 20 septies (contrôle des activités des agents du réseau public de transport)

Son intervention (p. 6768)
 Son amendement n° 281 (p. 6768)

Article 20 octies (principes de fixation du seuil d'éligibilité des consommateurs finals)

Son intervention (p. 6772)
 Son amendement n° 282 (p. 6772)

Article 20 nonies (éligibilité des fournisseurs exerçant l'activité d'achat pour revente)

Son intervention (p. 6773)
 Son amendement n° 283 (p. 6773)

Article 20 décies (éligibilité des distributeurs pour leurs pertes en ligne)

Son intervention (p. 6773)
 Son amendement n° 284 (p. 6773)

Article 20 undecies (modalités d'exercice de l'activité d'achat pour revente)

Son intervention (p. 6774)
 Son amendement n° 285 (p. 6774)

Article 20 duodécies (suppression de la liste des clients éligibles)

Son intervention (p. 6774)
 Son amendement n° 286 (p. 6774)

Article 20 terdecies (droit d'accès à la comptabilité des entreprises du secteur de l'électricité)

Son intervention (p. 6776)
 Son amendement n° 287 (p. 6776)

Article 20 quaterdecies (incompatibilités applicables aux membres de la Commission de régulation de l'énergie - CRE)

Son intervention (p. 6777)
 Son amendement n° 288 (p. 6777)

Après l'article 20 quaterdecies

Intervient sur l'amendement n° 94 de la commission (assouplissement du régime de recrutement des personnels de la CRE) (p. 6777)

Article 20 quindecies (consultations par la Commission de régulation de l'énergie - CRE)

Son amendement n° 289 (p. 6777)
 Son intervention (p. 6778)

Article 20 sexdecies (énergie réservée)

Son intervention (p. 6778)
 Son amendement n° 290 (p. 6778)

Article 21 (coordination et abrogations diverses)

Son intervention (p. 6782)
 Son amendement n° 122 (p. 6782)

Titre

Son intervention (p. 6784)
 Son amendement n° 109 (modification du titre du projet de loi) : rejeté (p. 6784)

Explications de vote et vote [17 décembre 2002] (p. 6828)

Ses explications de vote (p. 6831)

Proposition de loi n° 370 relative à la responsabilité civile médicale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 décembre 2002] (p. 6963)

Son intervention (p. 6971)

Thèmes :

Assurances : responsabilité civile (p. 6971)
 Etablissements de santé : droits du malade (p. 6971)
 Professions de santé : médecins spécialistes (p. 6972)
 Santé : maladies (p. 6972)

Proposition de loi n° 371 modifiant l'article 43 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [18 décembre 2002] (p. 6978)

Son intervention (p. 6982)

Thèmes :

Sports : diplômés (p. 6983)

Sports : associations et clubs (p. 6983)
 Sports : Fonds national pour le développement du sport (FNDS) (p. 6983)
 Sports : politique du sport (p. 6982)
 Sports : sportifs professionnels (p. 6983)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 janvier 2003] (p. 77)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 97)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité : prévention (p. 98)
 Droit pénal : délinquance et criminalité : répression (p. 98)
 Travail : précarité : délinquance et criminalité (p. 97)

Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 2003] (p. 821)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 805)
 Son intervention (p. 825)

Thèmes :

Entreprises : aides publiques (p. 826)
 Entreprises : allègement des charges (p. 827)
 Entreprises : création (p. 825)
 Entreprises : financement : avantages fiscaux (p. 826)
 Entreprises : financement : Parti communiste (p. 826)
 Entreprises : formalités administratives (p. 827)
 Entreprises : sous-traitance (p. 805, 826)
 Impôt de solidarité sur la fortune (p. 805, 825)
 Politique économique : conjoncture : licenciements (p. 825 et s.)
 Travail : code du travail : déréglémentation (p. 825)
 Travail : travailleurs indépendants : salariés (p. 827)

Discussion des articles [5 février 2003] (p. 910) ; [6 février 2003] (p. 964, 996, 1046)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 225 de M. François Sauvadet (patrimoine d'affectation) (p. 923)

Article 6 (insaisissabilité de la résidence principale de l'entrepreneur individuel)

Son intervention (p. 929 et s.)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 332 de Mme Marylise Lebranchu (détermination d'un "reste à vivre" pour les personnes physiques) (p. 929 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 276 de la commission (création d'un guichet unique gestionnaire du chèque-emploi entreprises) (p. 937)

Article 9 (congé et période de travail à temps partiel pour la création d'entreprise)

Son intervention (p. 970 et s.)

Son amendement n° 117 (droit pour le salarié de reprendre l'exercice de son travail à temps plein avant la date prévue) (p. 970)

Article 10 (contrat d'accompagnement à la création d'une activité économique)

Son intervention (p. 978 et s.)

Son amendement n° 119 (suppression de la référence à la prise d'engagements par le salarié à l'égard de tiers) (p. 979)

Son amendement n° 120 (suppression de l'article L. 127-3 du code de commerce précisant que la mise à disposition de moyens par l'entreprise n'emporte pas, par elle-même, présomption de subordination) (p. 979)

Après l'article 10

Son amendement n° 121 (prohibition des achats à vil prix) : rejeté (p. 983)

Après l'article 12

Intervient sur le sous-amendement oral du Gouvernement (dissimulation d'emploi salarié lorsque le donneur d'ouvrage a agi dans le but principal - et non dans le seul but - de se soustraire à ses obligations d'employeur) à l'amendement n° 24 de la commission (rétablissement de la présomption de non-salariat pour les travailleurs indépendants) (p. 987)

Son amendement n° 228 (droits sociaux du bénéficiaire du contrat d'accompagnement à la création d'une activité économique - assimilation à un salarié) (p. 987) : rejeté (p. 988)

Avant l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 320 de M. Gaëtan Gorcé (collectivités territoriales - aides aux entreprises pour le développement économique) (p. 989)

Intervient sur l'amendement n° 318 de M. Gaëtan Gorcé (loi de modernisation sociale - obligation de réindustrialiser les bassins d'emploi - extension aux sociétés mères étrangères ayant une entreprise filiale en France) (p. 1007)

Son amendement n° 97 (rapport annuel établi par le chef d'établissement incluant l'évaluation de la sous-traitance) : rejeté (p. 7582)

Article 12 (création d'une garantie d'indemnisation pour les dommages matériels des sinistrés couverts par un contrat d'assurance)

Son amendement n° 98 (p. 7583)

Après l'article 16 quater

Intervient sur l'amendement n° 116 de M. Jean-Yves Le Déaut (responsabilité de la société et de ses filiales) (p. 7600)

Avant l'article 17 A

Son amendement n° 99 (indemnisation des victimes de catastrophes naturelles lorsque, un an après la demande par le maire, le plan de prévention n'a toujours pas été mis en place) (p. 7605) : rejeté (p. 7606)

Article 30 (obligation d'information portant sur les risques technologiques et naturels lors des transactions immobilières)

Son amendement n° 100 (p. 7625)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 7626)

Abstention du groupe des Député-e-s Communistes et Républicains

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [17 juillet 2003] (p. 7828)

Son intervention (p. 7831)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : déchets industriels : élimination des déchets (p. 7832)

Sécurité publique : risques technologiques : plan d'exposition aux risques (p. 7831)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire

Abstention du groupe des Député-e-s Communistes et Républicains (p. 7832)

Proposition de résolution n° 613 tendant à compléter le règlement de l'Assemblée nationale et à modifier ses articles 14, 50, 65, 91, 104 et 128

Avant la discussion des articles [26 mars 2003] (p. 2452)

Son intervention (p. 2458)

Thèmes :

Assemblée nationale : article 94 du règlement (p. 2458)

Constitution : révision (p. 2459)

Parlement : contrôle parlementaire (p. 2458)

Partis et mouvements politiques : opposition (p. 2458)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 2458)

Vote pour du groupe des Député-e-s Communistes et Républicains (p. 2459)

Proposition de loi n° 735 relative à la représentation au sein du conseil d'administration et des instances représentatives des fonctionnaires, des agents sous contrat et des ouvriers de l'Etat mis à la disposition de l'entreprise nationale "Direction des chantiers navals (DCN)" en application de l'article 78 de la loi de finances rectificative pour 2001

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [7 mai 2003] (p. 3516)

Son intervention (p. 3521)

Thèmes :

Défense : direction des chantiers navals (p. 3521 et s.)

Défense : GIAT-Industries (p. 3522)

Discussion de l'article unique [7 mai 2003] (p. 3523)

Après l'article unique

Intervient sur l'amendement n° 1 rectifié du Gouvernement (recrutement des ouvriers sous décret de GIAT- Industries en qualité d'agents non titulaires à durée indéterminée) (p. 3526)

Déclaration du Gouvernement n° 880 sur les infrastructures 2003-2020 et débat sur cette déclaration

[20 mai 2003] (p. 3826)

Son intervention (p. 3846)

Thèmes :

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 3846 et s.)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 3847)

Sécurité routière (p. 3846)

Traités et conventions : protocole de Kyoto (p. 3846)

Transports : transport combiné (p. 3848)

Transports ferroviaires : transport de marchandises (p. 3846 et s.)

Transports par eau : ports maritimes (p. 3847)

Transports routiers (p. 3846)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Avant l'article 1er [séances des 12, 13, 14 juin 2003] (principes)

Son intervention (p. 5303 et s.)

Article 3 [séances du 17 juin 2003] (équité)

Son intervention (p. 5485 et s.)

Article 6 [séance du 20 juin 2003] (missions du Conseil d'orientation des retraites (COR))

Son intervention (p. 5705)

Article 7 [séances du 20 juin 2003] (commission de compensation)

Son intervention (p. 5726)

Article 8 [séance du 20 juin 2003] (information des assurés sur leurs droits à la retraite)

Son intervention (p. 5732 et s.)

Article 14 [séance du 24 juin 2003] (compétences du conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés)

Son intervention (p. 5907)

Article 15 [séance du 24 juin 2003] (alignement de la durée d'assurance de réversion sur 160 trimestres)

Son intervention (p. 5909 et s.)

Article 16 [séance du 24 juin 2003] (permettre aux assurés qui sont en activité depuis l'âge de 14, 15 et 16 ans de faire valoir leurs droits à la retraite avant 60 ans)

Son intervention (p. 5921 et s.)

Article 18 [séance du 24 juin 2003] (majoration de la retraite minimum au titre des périodes cotisées)

Son intervention (p. 5953)

Article 19 [séances des 24 et 25 juin 2003] (indexation des pensions sur les prix)

Son intervention (p. 5961)

Article 33 [séance du 27 juin 2003] (liquidation de la solde de réforme)

Son intervention (p. 6268)

Article 34 [séance du 27 juin 2003] (conditions de liquidation immédiate des pensions civiles et militaires)

Son intervention (p. 6274 et s.)

Article 35 [séance du 27 juin 2003] (conditions de liquidation différée des pensions civiles et militaires)

Son intervention (p. 6281)

Article 36 [séance du 27 juin 2003] (modalités de revalorisation de la rente d'invalidité)

Son intervention (p. 6285 et s.)

Article 37 [séance du 27 juin 2003] (droit à pension de réversion - mise en conformité avec le droit communautaire)

Son intervention (p. 6288 et s.)

Article 38 [séance du 27 juin 2003] (pensions de réversion et orphelins - mise en conformité avec le droit communautaire)

Son intervention (p. 6292)

Article 39 [séance du 27 juin 2003] (droit à pension de réversion et pluralité de conjoints - mise en conformité avec le droit communautaire)

Son intervention (p. 6301)

Article 40 [séance du 27 juin 2003] (pensions militaires de réversion - mise en conformité avec le droit communautaire)

Son intervention (p. 6302)

Article 42 [séance du 27 juin 2003] (pensions de réversion en cas de décès d'un fonctionnaire par suite de circonstances particulières)

Son intervention (p. 6305 et s.)

Article 66 [séance du 1er juillet 2003] (pensions de réversion servies par le régime de base des professions libérales)

Son intervention (p. 6536 et s.)

Article 67 [séance du 1er juillet 2003] (périodicité du versement des prestations servies par le régime de base des professions libérales)

Son intervention (p. 6538)

Article 68 [séance du 1er juillet 2003] (possibilité d'extension des régimes complémentaires des professions libérales aux gérants minoritaires et aux dirigeants de sociétés anonymes)

Son intervention (p. 6540)

Article 70 [séance du 1er juillet 2003] (modalités d'entrée en vigueur des dispositions relatives au régime de base des professions libérales)

Son intervention (p. 6542)

Article 72 [séance du 1er juillet 2003] (transposition dans le régime de base des exploitants agricoles de nouvelles dispositions applicables dans le régime général)

Son intervention (p. 6553)

Article 74 [séance du 1er juillet 2003] (possibilité de rachat de périodes d'études au titre du régime de base des exploitants agricoles)

Son intervention (p. 6560 et s.)

Article 78 [séance du 2 juillet 2003] (droit à bénéficier de produits d'épargne retraite)

Son intervention (p. 6643)

Article 80 [séance du 2 juillet 2003] (création du plan partenarial d'épargne salariale volontaire pour la retraite (PPESVR))

Son intervention (p. 6674 et s.)

Article 81 [séance du 2 juillet 2003] (déductions fiscales favorisant l'épargne retraite)

Son intervention (p. 6685 et s.)

Béatrice PAVY

*Sarthe (3^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elue le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Handicapés. intégration en milieu scolaire. perspectives [4 février 2003] (p. 784)

Santé. aléas thérapeutiques. office national d'indemnisation des accidents médicaux, mise en place [4 juin 2003] (p. 4477)

DÉBATS

Projet de loi n° 375 relatif à la négociation collective sur les restructurations ayant des incidences sur l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 2002] (p. 6158)

Son intervention (p. 6205)

Thèmes :

Administration : procédure administrative (p. 6205)

Entreprises : entreprises en difficulté (p. 6205)

Travail : négociations (p. 6205)

Christophe PAYET

*Réunion (4^{ème} circonscription)
Socialiste*

Elu le 9 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire de la Commission des comptes économiques et sociaux des départements d'outre-mer et de suivi de la loi d'orientation pour l'outre-mer [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14787)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 107 portant création d'un dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juillet 2002] (p. 2312)

Son intervention (p. 2349)

Thèmes :

DOM : La Réunion (p. 2349)

Emploi : chômage (p. 2349)

Emploi : jeunes (p. 2349)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [8 novembre 2002] (p. 4807, 4841)

Son intervention (p. 4817)

Thèmes avant la procédure des questions :

Lois : loi de programmation : outre-mer (p. 4817, 4818)

Outre-mer : crédits : logement (p. 4817)

Outre-mer : La Réunion : chômage (p. 4817)

Procédure des questions :

Outre-mer : La Réunion : sécurité (p. 4849)

Retraites : régime agricole : retraites complémentaires : outre-mer (p. 4847)

Projet de loi n° 402 portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 janvier 2003] (p. 648)

Article 6 (remplacement de la participation pour voies nouvelles et réseaux - PVNR - par une participation pour voirie et réseaux - PVR)

Son intervention (p. 652)

Projet de loi n° 881 de programme pour l'outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 juin 2003] (p. 4715)

Son intervention (p. 4724)

Thèmes :

Assemblée nationale : projets de loi : outre-mer (p. 4725)

Outre-mer : chômage : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 4725)

Outre-mer : continuité territoriale (p. 4725)

Outre-mer : développement économique (p. 4725)

Outre-mer : DOM-TOM : démographie (p. 4725)

Outre-mer : La Réunion : répression (p. 4724)

Discussion des articles [6 juin 2003] (p. 4759)

Article 1er (exonération de charges sociales en faveur des entreprises des départements d'outre-mer)

Son amendement n° 336 (cumul avec l'exonération instituée au titre de la réduction de la durée du travail par l'article 2 de la loi n° 2000-1207 d'orientation pour l'outre-mer du 13 décembre 2000) (p. 4780)

Son amendement n° 335 (suppression de l'exonération en cas de réduction du nombre de salariés par licenciement) (p. 4781)

Après l'article 1er

Son amendement n° 337 (bénéfice des exonérations de charges sociales - conventions conclues avec l'Etat) : rejeté (p. 4783)

Après l'article 2

Son amendement n° 338 (retraite complémentaire des non-salariés agricoles - décrets d'application) (p. 4784) : retiré (p. 4785)

Valérie PECRESSE

*Yvelines (2^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elue le 16 juin 2002

Secrétaire d'âge de l'Assemblée nationale [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11059)

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

Membre titulaire du conseil d'orientation de l'Observatoire de l'emploi public [J.O. du 2 août 2002] (p. 13231)

Rapporteuse du projet de loi relatif à la bioéthique (n° 593) [11 février 2003]
Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 29 mai 2003] (p. 9237)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 29 mai 2003] (p. 9237)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 13 juin 2003] (p. 9982)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 13 juin 2003] (p. 9982)

DÉPÔTS

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) tome VI : Justice (services pénitentiaires et protection judiciaire de la jeunesse) (n° 261) [10 octobre 2002]

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 593), relatif à la bioéthique [19 mars 2003] (n° 709)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Télécommunications. réseaux. nouvelles technologies de l'information et de la communication, couverture du territoire [10 décembre 2002] (p. 6364)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE - SERVICES DU PREMIER MINISTRE

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2002] (p. 4710)

I - SERVICES GÉNÉRAUX

Etat B, titre III

Intervient sur l'amendement n° 86 de M. Hervé Novelli (réduction de moitié - 15 450 228 euros - de la subvention attribuée à l'ENA) (p. 4715)

Intervient sur l'amendement n° 90 de la commission des finances (réduction de 5 000 000 d'euros des crédits de l'ENA) (p. 4715)

JUSTICE

Examen du fascicule [6 novembre 2002] (p. 4595)

Rapporteuse pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République
Son intervention (p. 4599)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : délinquance et criminalité : jeunes (p. 4600)

Jeunes : protection judiciaire de la jeunesse (p. 4600)

Justice : centres éducatifs fermés (p. 4600)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la justice : recrutement (p. 4600)

Système pénitentiaire : centres pénitentiaires : construction (p. 4600)

Système pénitentiaire : détenus (p. 4599)

Germinal PEIRO

Dordogne (4^{ème} circonscription)
Socialiste
Secrétaire de l'Assemblée nationale

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11114)

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre suppléant du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles [J.O. du 2 août 2002] (p. 13229)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Emploi. entreprises d'insertion. aides de l'Etat [28 mai 2003] (p. 4345)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [5 novembre 2002] (p. 4474)

Son intervention (p. 4494)

Thème avant la procédure des questions :

Retraites : régime agricole (p. 4494)

Vote des crédits et articles rattachés [5 novembre 2002] (p. 4534)

Crédits ouverts à l'article 41 au titre des mesures nouvelles

Intervient sur l'amendement n° 124 de M. Yves Censi (réduction des dépenses d'assurance vieillesse) (p. 4546)

Après l'article 61

Son amendement n° 108 (rapport au Parlement relatif à la mise en place de la mensualisation des retraites agricoles) : rejeté (p. 4547)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5069)

Son intervention (p. 5089)

Thèmes :

Retraites : régime agricole : calcul des pensions (p. 5089)

Retraites : régime agricole : cotisations (p. 5089)

Retraites : régime agricole : paiement des pensions (p. 5089)

Jacques PÉLISSARD

Jura (1^{ère} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire

Elu le 9 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Rapporteur pour avis du projet de loi d'orientation et de programmation pour la justice (n° 154) [18 juillet 2002]

Membre titulaire du Comité des finances locales [J.O. du 2 août 2002] (p. 13229)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation pour la justice [J.O. du 3 août 2002] (p. 13302)

DÉPÔTS

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence (n° 154), d'orientation et de programmation pour la justice [30 juillet 2002] (n° 158)

Proposition de loi n° 198 tendant à modifier l'article L. 211-1 du code des assurances afin d'exonérer les personnes handicapées du paiement de l'assurance des véhicules terrestres à moteur pour les fauteuils roulants électriques [24 septembre 2002]

Proposition de loi n° 538 tendant à instaurer une consignation des sommes dues, dans le cadre d'un marché de travaux privé, à un entrepreneur en cas de contestation sur l'exécution des travaux [16 janvier 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Relations internationales. environnement. développement durable, attitude de la France [30 avril 2003] (p. 3306)

Déchets, pollutions et nuisances. déchets. gestion, perspectives [10 juin 2003] (p. 4929)

DÉBATS

Projet de loi n° 154 d'orientation et de programmation pour la justice

Rapporteur pour avis de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 juillet 2002] (p. 2437)

Son intervention (p. 2445)

Thèmes :

Emploi : création d'emplois : justice (p. 2446)
Jeunes : protection judiciaire de la jeunesse (p. 2446)
Justice : carte judiciaire (p. 2446)
Justice : crédits (p. 2446)
Justice : juridictions administratives (p. 2446)
Lois : loi de programmation : justice (p. 2445)
Système pénitentiaire : établissements : construction (p. 2446)

Discussion des articles [1^{er} août 2002] (p. 2550, 2582)

Article 2 (programmation des crédits et des emplois sur la période 2003-2007)

Son intervention (p. 2571)

Article 3 (soumission des marchés de conception, de construction et d'aménagement d'établissements pénitentiaires au code des marchés publics)

Intervient sur l'amendement n° 107 de M. André Vallini (de suppression) (p. 2584)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

INTÉRIEUR, SÉCURITÉ INTÉRIEURE ET LIBERTÉS LOCALES

Examen du fascicule [23 octobre 2002] (p. 3847, 3875)

Son intervention (p. 3865)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : délinquance et criminalité : statistiques (p. 3865)
Droit pénal : délinquance et criminalité : victimes (p. 3866)
Lois : loi de programmation : sécurité publique (p. 3866)
Ordre public : Groupements d'intervention régionaux (GIR) (p. 3866)

Procédure des questions :

Police : commissariats : Sedan (p. 3895)
Police : hôtels de police : Lons-le-Saunier (p. 3895)

JUSTICE

Examen du fascicule [6 novembre 2002] (p. 4621)

Procédure des questions :

Justice : tribunaux de grande instance : Lons-le-Saunier (p. 4627)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS**[15 novembre 2002] (p. 5197)**

Après l'article 58

Intervient sur l'amendement n° 156 rectifié de la commission (imprimés publicitaires et journaux gratuits – élimination des déchets) (p. 5207)
Son amendement n° 230 (attribution de compensation versée aux communes par les communautés de communes à taxe professionnelle unique – fixation des modalités de calcul en tenant compte des transferts de charges) (p. 5229) : rejeté (p. 5230)

Projet de loi n° 606 relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mars 2003] (p. 1537, 1565)

Son intervention (p. 1549)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 1587)

Thèmes :

Collectivités territoriales : rapports avec les administrés : information (p. 1551)
Entreprises : sous-traitance (p. 1551)
Environnement : Institut national de l'environnement industriel et des risques majeurs (INERIS) (p. 1550)
Industrie : chimie (p. 1587)
Sécurité publique : fonds de prévention des risques naturels majeurs (p. 1549 et s.)
Sécurité publique : risques technologiques (p. 1549)
Union européenne : directives : risques technologiques (p. 1550)

Discussion des articles [5 mars 2003] (p. 1634) ; [6 mars 2003] (p. 1763)

Article 2 (création du comité local d'information et de concertation sur les risques)

Son intervention (p. 1644 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 446 de M. Christian Kert (étude épidémiologique chiffrée au regard de la liste des polluants cités dans la directive européenne relative à la qualité de l'air pour tout projet d'installation visée à l'article L. 515-8 du code de l'environnement) (p. 1647)

Article 3 (possibilité d'instituer des servitudes d'utilité publique en cas d'installation nouvelle sur un site existant ou de modification d'une installation existante)

Son amendement n° 362 (p. 1650)

Article 14 supprimé par le Sénat (obligation de réaliser une évaluation de la probabilité d'accident et du coût des dommages éventuels)

Son sous-amendement n° 439 à l'amendement n° 97 de la commission (p. 1763)

Son amendement n° 371 (p. 1763)

Après l'article 16

Son amendement n° 364 (information du préfet par l'exploitant) : rejeté (p. 1767)

Article 16 quater (remise en état du site après la fermeture d'une installation classée)

Son amendement n° 365 (p. 1768)

Article 20 (instauration de servitudes dans les zones de rétention temporaire des eaux de crues ou de ruissellement et dans les zones de mobilité d'un cours d'eau)

Son amendement n° 361 (p. 1802)

Philippe PEMEZEC

Hauts-de-Seine (12^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Rapporteur du projet de loi d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine (n° 950) [11 juin 2003]

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine [J.O. du 25 juillet 2003] (p. 12639)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) tome I : Affaires sociales, travail et solidarité (ville) (n° 258) [10 octobre 2002]

Proposition de loi n° 363 visant à durcir les sanctions pénales lorsque des menaces de mort sont proférées à l'encontre de toute personne dépositaire de l'autorité publique [7 novembre 2002]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi (n° 950) d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine [2 juillet 2003] (n° 1003)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine [24 juillet 2003] (n° 1053)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Politique économique, entreprises, plan Innovation, perspectives [18 juin 2003] (p. 5525)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 158, posée le 24 février 2003. Défense, armement (J.O. questions p. 1276). Appelée le 25 février 2003. Office national d'études et de recherches aérospatiales (ONERA) de Châtillon, délocalisation, perspectives (p. 1323)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

AFFAIRES SOCIALES, TRAVAIL ET SOLIDARITÉ

VILLE ET RÉNOVATION URBAINE

Examen du fascicule [23 octobre 2002] (p. 3803)

Sa présentation de l'avis de la commission des affaires économiques (p. 3805)

Thèmes avant la procédure des questions :

Logement : mixité sociale (p. 3806)

Transports urbains (p. 3806)

Urbanisme : grands projets urbains (p. 3806)

Urbanisme : rénovation urbaine : crédits budgétaires (p. 3805)

Projet de loi n° 950 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2003] (p. 7275)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 7278)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 7279)

Collectivités territoriales : compétences : logement social (p. 7279)

Logement : copropriétés dégradées (p. 7279)

Logement : mixité sociale (p. 7279)

Logement : sociétés d'HLM (p. 7279)

Marchés publics (p. 7279)

Politique sociale : surendettement (p. 7280)

Urbanisme : rénovation urbaine (p. 7278 et s.)

Discussion des articles [11 juillet 2003] (p. 7362, 7449)*Avant l'article 1er*

Intervient sur l'amendement n° 315 corrigé de M. Jean-Pierre Blazy (intitulé du chapitre 1er complété ainsi : "les sites bénéficiant d'une opération de renouvellement urbain, et les grands projets de ville") (p. 7362)

Intervient sur l'amendement n° 184 de M. Pierre Cohen (bilan d'information quant aux incidences de toute législation susceptible d'avoir un impact sur la politique de la ville) (p. 7363)

Intervient sur l'amendement n° 185 de M. Pierre Cohen (rapport annuel au Parlement sur l'évolution du niveau d'intégration des actions menées) (p. 7363)

Article 1er et annexe 1 (programmes d'action dans les zones urbaines sensibles (ZUS))

Son intervention (p. 7369 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 328 de M. Pierre Cardo (conseil interministériel de la ville réuni dans les six mois de la publication de la présente loi) (p. 7380)

Intervient sur l'amendement n° 329 de M. Pierre Cardo (indicateurs synthétiques et multifformes établis par le conseil interministériel de la ville permettant d'apprécier les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la présente loi) (p. 7380)

Article 2 (objectifs de résultats des programmes d'action dans les ZUS)

Son intervention (p. 7382)

Article 3 (création d'un observatoire national des ZUS)

Son intervention (p. 7382)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 201 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (rapport annuel établi par le préfet dans les zones urbaines sensibles) (p. 7384)

Article 4 (débat annuel dans les collectivités locales comprenant des ZUS)

Son intervention (p. 7386 et s.)

Article 5 (rapport au Parlement sur l'évolution des inégalités dans les ZUS)

Son intervention (p. 7390)

Article 6 (objectifs du programme national de rénovation urbaine)

Son intervention (p. 7396 et s.)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 206 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (conditions de relogement des personnes habitant des logements concernés par des opérations de démolition) (p. 7405)

Article 8 (participation de la Caisse des dépôts et consignations au financement du programme national de rénovation urbaine)

Son intervention (p. 7408)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 258 de M. Rodolphe Thomas (exonérations de charges pour les entreprises participant à la réalisation du programme national de rénovation urbaine) (p. 7409)

Intervient sur l'amendement n° 316 de Mme Odile Saugues (suppression de l'article 91 de la loi du 2 juillet 2003 : réforme de l'amortissement fiscal en cas d'investissement locatif) (p. 7410)

Article 9 (création et actions de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU))

Son intervention (p. 7412 et s.)

Article 10 (administration et représentation de l'ANRU)

Son intervention (p. 7425 et s.)

Article 11 (recettes de l'ANRU)

Son intervention (p. 7428)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 90 rectifié de la commission (versement à l'agence de la participation des employeurs et utilisation de ces fonds pour la démolition de logements) (p. 7430)

Article 12 (subventions accordées par l'ANRU)

Son intervention (p. 7430)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 243 de M. Pierre Cardo (communes de moins de 20 000 habitants et dont la moitié de la population habite une zone sensible, exonérées de l'obligation d'accueil des gens du voyage) (p. 7431)

Article 13 (avantages fiscaux accordés pour les travaux sur des logements bénéficiant de subventions de l'ANRU)

Son intervention (p. 7431 et s.)

Après l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 224 de M. Pierre Bourguignon (dépenses réellement prises en compte au titre du Fonds de compensation de la TVA) (p. 7433)

Intervient sur l'amendement n° 246 de M. Pierre Cardo (dépenses réellement prises en compte au titre du Fonds de compensation de la TVA) (p. 7433)

Article 14 (organisation et fonctionnement de l'ANRU)

Son intervention (p. 7433)

Son amendement n° 234 (p. 7434)

Après l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 249 de M. Pierre Cardo (critères d'attribution de la dotation de solidarité urbaine) (p. 7435)

Article 15 (création d'une procédure d'urgence lorsque la carence crée une menace sur la sécurité des occupants des immeubles collectifs à usage d'habitation)

Son intervention (p. 7437)

Article 16 (procédure autorisant l'administrateur provisoire à se faire assister d'un expert)

Son intervention (p. 7439)

Article 17 (constat de carence dans la gestion des immeubles collectifs donnant lieu à la mise en œuvre d'une procédure d'expropriation)

Son intervention (p. 7440 et s.)

Article 19 (octroi du bénéfice de l'aide juridictionnelle aux syndicats des copropriétaires d'immeuble situé dans un plan de sauvegarde ou une opération programmée d'amélioration de l'habitat)

Son intervention (p. 7450 et s.)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 215 de M. Michel Delebarre (organismes HLM autorisés à venir en aide aux copropriétés dégradées) (p. 7452)

Article 20 et annexe 2 (création d'une nouvelle série de zones franches)

Son intervention (p. 7455)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 106 de la commission (prolongation de cinq ans de l'exonération d'impôt sur les sociétés dans les ZRU) (p. 7456)

Intervient sur l'amendement n° 285 de M. Pierre Cardo (délimitation des zones franches urbaines et des ZRU) (p. 7457)

Intervient sur l'amendement n° 260 de M. Rodolphe Thomas (rapport au Parlement, avant le 31 décembre 2005, sur la possibilité d'une extension des zones franches urbaines aux communes classées en ZRU) (p. 7457)

Article 23 (exonération de droit de mutation)

Son intervention (p. 7461)

Après l'article 23

Intervient sur l'amendement n° 115 de la commission (durée d'exonération des cotisations sociales patronales dans les ZRU portée de un à deux ans) (p. 7462)

Intervient sur l'amendement n° 371 de Mme Janine Jambu (transmission au parlement du bilan d'activité économique dans les zones franches urbaines) (p. 7462)

Intervient sur l'amendement n° 369 de Mme Janine Jambu (composition des comités d'orientation et de surveillance institués dans chaque zone franche urbaine) (p. 7463)

Intervient sur l'amendement n° 370 de Mme Janine Jambu (contrôle et sanctions) (p. 7463)

Intervient sur l'amendement n° 386 de Mme Odile Saugues (bénéficiaires tenus de transmettre un rapport au comité attestant de leur participation à la vie sociale du quartier et de leur insertion dans la zone franche) (p. 7464)

Intervient sur l'amendement n° 114 de la commission (exonération des cotisations maladie pour les artisans et les commerçants prolongée de cinq ans) (p. 7464)

Article 24 (exonération de cotisations sociales patronales)

Son intervention (p. 7465 et s.)

Article 25 (subordination du maintien de l'exonération de charges sociales patronales au respect d'un ratio d'embauches dans la zone)

Son intervention (p. 7467)

Article 26 (exonération de cotisations maladie et maternité pour les artisans et les commerçants)

Son intervention (p. 7468)

Son amendement n° 396 (p. 7468)

Après l'article 26

Intervient sur l'amendement n° 119 rectifié de la commission (exonération des charges sociales patronales pour les emplois associatifs dans les ZUS) (p. 7468)

Intervient sur le sous-amendement n° 400 de M. Nicolas Perruchot (siège de l'activité sociale) à l'amendement n° 119 rectifié de la commission (p. 7469)

Intervient sur l'amendement n° 118 rectifié de la commission (maintien des petits propriétaires dans les zones franches urbaines) (p. 7470)

Intervient sur l'amendement n° 262 de M. Rudy Salles (maintien des petits propriétaires dans les zones franches urbaines) (p. 7470)

Intervient sur l'amendement n° 385 de Mme Odile Saugues (contrôle des entreprises) (p. 7471)

Avant l'article 27

Intervient sur l'amendement n° 167 de Mme Ségolène Royal (réglementation du "crédit revolving") (p. 7475)

Intervient sur l'amendement n° 120 de la commission (vérification de la solvabilité de l'emprunteur) (p. 7475)

Intervient sur l'amendement n° 289 de M. Jean-Christophe Lagarde (vérification de la solvabilité de l'emprunteur) (p. 7475)

Intervient sur l'amendement n° 14 de la commission des lois (taux de l'usure obligatoire dans les contrats) (p. 7476)

Intervient sur l'amendement n° 319 rectifié de M. Jean-Christophe Lagarde (responsabilité du prêteur n'ayant pas vérifié la solvabilité de l'emprunteur) (p. 7476)

Intervient sur l'amendement n° 121 de la commission (déclaration sur l'honneur de l'emprunteur dès lors que le crédit porte sur une somme supérieure à 2 000 euros) (p. 7477)

Intervient sur le sous-amendement n° 295 de M. Jean-Christophe Lagarde (de précision) à l'amendement n° 121 de la commission (p. 7478)

Intervient sur l'amendement n° 122 de la commission (délai de rétractation de sept jours) (p. 7478)

Intervient sur l'amendement n° 291 de M. Jean-Christophe Lagarde (délai de rétractation de sept jours) (p. 7478)

Intervient sur l'amendement n° 168 de Mme Ségolène Royal (prêteur ayant octroyé un crédit à un consommateur dont la situation économique est déjà compromise déchu de ses droits à intérêts) (p. 7478)

Intervient sur l'amendement n° 377 de Mme Janine Jambu (défaut d'information des emprunteurs pris en compte dans le cadre des procédures civiles) (p. 7479)

Intervient sur l'amendement n° 219 de Mme Odile Saugues (campagnes d'information menées par la Banque de France et ses succursales locales) (p. 7479)

Intervient sur l'amendement n° 293 de M. Jean-Christophe Lagarde (campagnes d'information menées par la Banque de France et ses succursales locales) (p. 7479)

Intervient sur l'amendement n° 52 de la commission des affaires culturelles (rapport au Parlement) (p. 7481)

Article 27 (création d'une procédure de rétablissement personnel)

Son intervention (p. 7485 et s.)

Après l'article 27

Intervient sur l'amendement n° 2 de Mme Arlette Grosskost (faculté pour le juge de l'exécution de commettre une personne pour recueillir des renseignements sur la situation économique et sociale du débiteur) (p. 7508)

Intervient sur l'amendement n° 3 de Mme Arlette Grosskost (inventaire des biens et vérification des créances en Alsace-Moselle) (p. 7508)

Intervient sur l'amendement n° 4 rectifié de Mme Arlette Grosskost (possibilité pour le tribunal d'instituer une contribution destinée à l'apurement du passif du débiteur en Alsace-Moselle) (p. 7508)

Intervient sur le sous-amendement n° 131 de la commission (réductionnel) à l'amendement n° 4 rectifié de Mme Arlette Grosskost (p. 7508)

Intervient sur l'amendement n° 6 rectifié de Mme Arlette Grosskost (absence de mention, au casier judiciaire, du jugement prononçant la liquidation judiciaire en Alsace-Moselle) (p. 7509)

Intervient sur le sous-amendement n° 175 de la commission (liste des références à changer) à l'amendement n° 7 de Mme Arlette Grosskost (de coordination) (p. 7509)

Intervient sur l'amendement n° 62 de la commission des affaires culturelles (rapport au Parlement sur la procédure de rétablissement personnel, la prévention et le traitement du surendettement) (p. 7510)

Article 28 (applicabilité de la saisine du juge d'instance aux demandes antérieures à la publication de la loi)

Son intervention (p. 7510)

Après l'article 28

Intervient sur l'amendement n° 392 rectifié du Gouvernement (remise de pénalités fiscales en cas de mise en œuvre de la procédure de rétablissement personnel) (p. 7510)

Intervient sur l'amendement n° 391 deuxième correction du Gouvernement (remise d'impôts directs au profit des contribuables de bonne foi, en situation de gêne ou d'indigence) (p. 7510)

Intervient sur l'amendement n° 393 rectifié du Gouvernement (dispositions relatives au surendettement étendues à l'outre-mer) (p. 7510)

Intervient sur l'amendement n° 384 de Mme Janine Jambu (création d'un observatoire public portant sur l'ensemble de la nouvelle procédure de rétablissement personnel) (p. 7511)

Article 29 (adaptation des missions et des moyens de la Caisse de garantie du logement locatif social)

Son intervention (p. 7513)

Après l'article 29

Son amendement n° 345 rectifié (nouveau dispositif de gouvernance des sociétés anonymes d'HLM) (p. 7516) : adopté (p. 7520)

Article 30 (renforcement du rôle des acteurs publics et des locataires dans les sociétés anonymes d'HLM – Contrôle des opérations financières de désinvestissement)

Son intervention (p. 7522 et s.)

Son amendement n° 346 (p. 7522)

Après l'article 30

Intervient sur l'amendement n° 12 de M. Jean-Louis Dumont (statut des coopératives HLM) (p. 7524)

Son amendement n° 347 (modalités d'évolution du statut des sociétés anonymes d'HLM) (p. 7524) : adopté (p. 7525)

Article 32 (procédure accélérée pour les aménagements fonciers)

Son intervention (p. 7526)

Après l'article 34

Son amendement n° 350 (voix prépondérante donnée aux maires en matière d'attribution de logements sociaux) : adopté (p. 7527)

Son amendement n° 351 (maire consulté sur l'ordre du jour de la commission d'attribution) : rejeté (p. 7529)

Son amendement n° 348 troisième rectification (commission communale d'attribution dans les communes comptant plus de 20% de logements sociaux) : rejeté (p. 7529)

Intervient sur l'amendement n° 253 de M. Pierre Cardo (ministère chargé de la politique de la ville directement rattaché au Premier ministre) (p. 7532)

Intervient sur l'amendement n° 225 de Mme Odile Saugues (rapport au Parlement relatif aux obligations de gardiennage de certains immeubles d'habitation) (p. 7532)

Titre

Son intervention (p. 7532)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [24 juillet 2003] (p. 7956)

Son intervention (p. 7956)

Thèmes :

Aménagement du territoire : politique de la ville (p. 7957)

Collectivités territoriales : compétences : logement social (p. 7957)

Politique sociale : surendettement (p. 7957)

Urbanisme : rénovation urbaine (p. 7957)

Dominique PERBEN

Saône-et-Loire (5^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
Garde des sceaux, ministre de la justice

Élu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

Est nommé Garde des sceaux, ministre de la justice. Décret du 17 juin 2002 [J.O. du 18 juin 2002] (p. 10720)

Cessation de son mandat de député le 18 juillet 2002 (voir indications préliminaires)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

DÉPÔTS

Projet de loi n° 19 portant amnistie [3 juillet 2002]

Projet de loi constitutionnelle n° 378 relatif au mandat d'arrêt européen [14 novembre 2002]

Projet de loi n° 784 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité [9 avril 2003]

Projet de loi constitutionnelle n° 992 relatif à la Charte de l'environnement [27 juin 2003]

Projet de loi constitutionnelle n° 1005 portant modification du titre IX de la Constitution [3 juillet 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Alain Marsaud. Justice. fonctionnement. comparution des auteurs présumés des attentats de 1995 [3 octobre 2002] (p. 2842)

M. Jean-Marie Le Guen. Justice. politique et réglementation. mineurs, perspectives [8 octobre 2002] (p. 3044)

M. François Baroin. Droit pénal. libération conditionnelle. affaire Patrick Henry [9 octobre 2002] (p. 3119)

M. Michel Hunault. Droit pénal. peines. exécution [15 octobre 2002] (p. 3302)

M. Jean-Jack Queyranne. Système pénitentiaire. établissements. construction, financement, Lyon [23 octobre 2002] (p. 3842)

M. Étienne Blanc. Ordre public. terrorisme. lutte et prévention [12 novembre 2002] (p. 4904)

Mme Maryse Joissains-Masini. Système pénitentiaire. fonctionnement. effectifs de personnel, perspectives [12 novembre 2002] (p. 4907)

M. Michel Diefenbacher. Justice. fonctionnement. loi n° 2002-1138 du 9 septembre 2002, droits des victimes, application [19 novembre 2002] (p. 5288)

M. Robert Pandraud. Droit pénal. agressions sexuelles. maladies sexuellement transmissibles, agresseur, dépitage [20 novembre 2002] (p. 5359)

M. Jean Glavany. Parlement. pouvoirs. Assemblée nationale, prééminence, respect [20 novembre 2002] (p. 5363)

M. Augustin Bonrepaux. Parlement. pouvoirs. Assemblée nationale, prééminence, respect [20 novembre 2002] (p. 5365)

M. Pierre Cardo. Politique extérieure. enfants. divorce, enlèvements, coopération judiciaire [4 décembre 2002] (p. 6139)

M. Alain Merly. Système pénitentiaire. fonctionnement. effectifs de personnel, conditions de détention [4 décembre 2002] (p. 6141)

M. Jean-Jacques Gaultier. Sécurité routière. accidents. lutte et prévention [18 décembre 2002] (p. 6906)

M. Rudy Salles. Droits de l'homme et libertés publiques. lutte contre le racisme. actes antisémites, lutte et prévention [14 janvier 2003] (p. 35)

M. Pierre Morel-A-L'Huissier. Entreprises. gestion. droit économique, respect [29 janvier 2003] (p. 637)

Mme Françoise de Panafieu. Famille. mariage. mariages blancs, étrangers, pouvoirs des maires [29 janvier 2003] (p. 639)

M. Dino Cinieri. Ministères et secrétariats d'Etat. justice : administration centrale. direction de la protection judiciaire de la jeunesse, fonctionnement [5 février 2003] (p. 874)

M. Jean-Claude Beaulieu. Déchets, pollutions et nuisances. mer et littoral. hydrocarbures, naufrage du pétrolier "Prestige", indemnisation [12 février 2003] (p. 1205)

Mme Joëlle Ceccaldi-Raynaud. Système pénitentiaire. établissements. sécurité, renforcement [25 février 2003] (p. 1352)

Mme Arlette Grosskost. Droit pénal. peines de travail d'intérêt général. développement [25 février 2003] (p. 1354)

M. Jean-Pierre Door. Système pénitentiaire. évasions. lutte et prévention [18 mars 2003] (p. 2130)

M. Michel Zumkeller. Politiques communautaires. justice. coopération, demandes d'extradition [8 avril 2003] (p. 2944)

M. Jean-Luc Warsmann. Sécurité publique. sécurité des biens et des personnes. lutte et prévention, dispositif [9 avril 2003] (p. 3017)

Mme Christine Boutin. Droit pénal. peines. exécution [29 avril 2003] (p. 3215)

M. Christian Estrosi. Jeunes. protection judiciaire. dysfonctionnements [6 mai 2003] (p. 3436)

M. Daniel Fidelin. Sécurité routière. amendes. recouvrement, ressortissants de l'Union européenne [13 mai 2003] (p. 3591)

M. Michel Diefenbacher. Droit pénal. enlèvement et séquestration. enfants, lutte et prévention [21 mai 2003] (p. 3922)

M. Jean-Claude Lefort. Justice. jugements. exécution, modalités, militant syndical agricole [24 juin 2003] (p. 5884)

M. Patrick Lemasle. Justice. jugements. exécution, modalités, militant syndical agricole [24 juin 2003] (p. 5885)

DÉBATS

Projet de loi n° 19 portant amnistie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 juillet 2002] (p. 1868)

Son intervention (p. 1868)

Sa réponse (p. 1903)

Thèmes :

Amnistie (p. 1869, 1904)

Droit pénal : grâce : amnistie (p. 1870)

Droit pénal : infractions : amnistie (p. 1869, 1904)

Droit pénal : infractions : sécurité routière (p. 1870, 1903)

Droit pénal : peines : amnistie (p. 1869)

Entreprises : sanctions disciplinaires : amnistie (p. 1870)

Etat : République : amnistie (p. 1869)

Lois : application : amnistie (p. 1871)

Ordre public : sécurité (p. 1903)

Outre-mer : généralités : amnistie (p. 1871)

Système pénitentiaire : centres pénitentiaires : amnistie (p. 1903)

Transports routiers : transport de voyageurs : DOM (p. 1871)

Discussion des articles [9 juillet 2002] (p. 1919) ; [10 juillet 2002] (p. 1938)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 1919 à 1952)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [3 août 2002] (p. 2713)

Son intervention (p. 2714)

Thème :

Assemblée nationale : rôle et missions : amnistie (p. 2714)

Projet de loi n° 154 d'orientation et de programmation pour la justice

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 juillet 2002] (p. 2437) ; [1^{er} août 2002] (p. 2497)

Son intervention (p. 2437)

Sa réponse (p. 2519)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions (p. 2437, 2519)

Droit pénal : comparution immédiate (p. 2441)

Droit pénal : composition pénale (p. 2441)

Droit pénal : détention provisoire (p. 2441, 2520)

Droit pénal : mineurs : délinquance et criminalité (p. 2439, 2522)

Droit pénal : mineurs : détention (p. 2440)

Droit pénal : présomption d'innocence : lois (p. 2524)

Droit pénal : procédure pénale : réforme (p. 2441)

Droit pénal : réparation pénale (p. 2521)

Droit pénal : responsabilité pénale : mineurs (p. 2440)

Droit pénal : sanctions éducatives (p. 2440)

Emploi : création d'emplois : justice (p. 2438)

Gens du voyage (p. 2524)

Justice : carte judiciaire (p. 2522)

Justice : centres éducatifs fermés (p. 2440, 2520, 2524)

Justice : crédits (p. 2438)

Justice : délais : mineurs (p. 2440)

Justice : juge de proximité (p. 2438, 2521, 2524)

Justice : juridictions administratives (p. 2439)

Justice : magistrats (p. 2521)

Justice : magistrats : recrutement (p. 2525)

Justice : maisons de justice et du droit (p. 2523)

Justice : réforme : Gouvernement (p. 2526)

Justice : tribunaux de commerce : réforme (p. 2522)

Justice : victimes (p. 2442)

Lois : évaluation : justice (p. 2520)

Lois : lois d'orientation : système pénitentiaire (p. 2521, 2525)

Lois : projet de loi : justice (p. 2442, 2519)

Ordre public : Groupements d'intervention régionaux (GIR) (p. 2524)

Outre-mer : Polynésie française : justice (p. 2525)

Président de la République : message au Parlement (p. 2437)

Système pénitentiaire : établissements : construction (p. 2438)

Système pénitentiaire : établissements : mineurs (p. 2441, 2523)

Système pénitentiaire : personnel pénitentiaire (p. 2526)

Discussion des articles [1er août 2002] (p. 2550, 2582) ; [2 août 2002] (p. 2622, 2666)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 2562 à 2631, 2657 à 2704)

Explications de vote et vote

Son intervention à l'issue du vote (p. 2708)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [3 août 2002] (p. 2721)

Son intervention (p. 2721)

Thèmes :

Assemblée nationale : rôle et missions : justice (p. 2722)
Justice : réforme (p. 2722)

Proposition de loi n° 194 relative à la conduite automobile sous l'influence de drogues illicites et psychotropes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 octobre 2002] (p. 3001)

Son intervention (p. 3002)
Sa réponse (p. 3018)

Thèmes :

Sécurité routière (p. 3003)
Sécurité routière : accidents : drogue (p. 3003)
Sécurité routière : conduite sous l'influence de drogues (p. 3018)
Sécurité routière : conduite sous l'influence de drogues : dépistage (p. 3003, 3018)
Sécurité routière : conduite sous l'influence de drogues : infractions (p. 3002, 3018)
Sécurité routière : conduite sous l'influence de drogues : sanctions pénales (p. 3003)
Sécurité routière : limitations de vitesse (p. 3019)

Discussion des articles [8 octobre 2002] (p. 3019)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 3019 à 3028)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [23 janvier 2003] (p. 435)

Son intervention (p. 435)

Thèmes :

Lois : projet de loi : lutte contre la violence routière (p. 435)
Sécurité routière : conduite sous l'influence de drogues : aggravation des peines (p. 435)
Sécurité routière : conduite sous l'influence de drogues : dépistage (p. 435)
Sécurité routière : conduite sous l'influence de drogues : infractions (p. 435)
Sécurité routière : conduite sous l'influence de drogues : répression (p. 435)

Explications de vote et vote

Son intervention à l'issue du vote (p. 445)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES*

JUSTICE

Examen du fascicule [6 novembre 2002] (p. 4595, 4621)

Son intervention (p. 4609)
Ses réponses (p. 4615 à 4618 et 4621 à 4628)

Thèmes avant la procédure des questions :

Déchéances et incapacités : incapables majeurs : protection (p. 4614)
Droit pénal : délinquance et criminalité : jeunes (p. 4610)
Droit pénal : exécution des peines (p. 4610, 4615)
Droit pénal : procédure pénale : réforme (p. 4614)
Droits de l'homme et libertés publiques : fichiers informatisés : réforme (p. 4614)
État : réforme : justice (p. 4613)
Jeunes : protection judiciaire de la jeunesse (p. 4612)
Justice : centres éducatifs fermés (p. 4611)
Justice : greffiers (p. 4611)
Justice : juge de proximité (p. 4610)
Justice : juridictions administratives (p. 4613)
Justice : magistrats : recrutement (p. 4610)
Justice : victimes : aides (p. 4613)
Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la justice : administrations centrales (p. 4613)
Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la justice : budget (p. 4609)
Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la justice : effectifs (p. 4609)
Système pénitentiaire : centres pénitentiaires : construction (p. 4611)

Système pénitentiaire : centres pénitentiaires : sécurité (p. 4611)
Système pénitentiaire : centres pénitentiaires : suicide (p. 4611)
Système pénitentiaire : détenus : insertion professionnelle et sociale (p. 4612)
Système pénitentiaire : personnel pénitentiaire : recrutement (p. 4611)

Réponses aux questions :

Droit pénal : bizutage (p. 4618) (Mme Ségolène Royal) (p. 4617)
Droit pénal : casier judiciaire : mineurs (p. 4628) (M. Thierry Mariani) (p. 4627)
Droit pénal : procédure pénale : mineurs (p. 4623) (M. Pierre Cardo) (p. 4623)
Enfants : couples binationaux : médiation (p. 4626) (M. Pierre Cardo) (p. 4626)
Jeunes : protection judiciaire de la jeunesse : Bas-Rhin (p. 4622) (M. Yves Bur) (p. 4622)
Jeunes : protection judiciaire de la jeunesse : éducateurs spécialisés (p. 4615) (M. Patrick Braouezec) (p. 4615)
Justice : centres éducatifs fermés : personnels (p. 4626) (M. Julien Dray) (p. 4625)
Justice : conseils de prud'hommes : Saint-Chamond (p. 4622) (M. François Rochebloine) (p. 4621)
Justice : cours d'appel : Alpes-Maritimes (p. 4621) (M. Rudy Salles) (p. 4621)
Justice : magistrats : recrutement (p. 4616) (M. Michel Vaxès) (p. 4615)
Justice : magistrats : recrutement (p. 4625) (M. Tony Dreyfus) (p. 4625)
Justice : procureurs généraux : maires (p. 4617) (M. Patrick Hoguet) (p. 4616)
Justice : tribunaux de grande instance : Lons-le-Saunier (p. 4627) (M. Jacques Péliard) (p. 4627)
Justice : tribunaux de grande instance : Toulon (p. 4623) (Mme Geneviève Levy) (p. 4623)
Justice : tribunaux pour enfants : Carpentras (p. 4627) (M. Thierry Mariani) (p. 4626)
Professions judiciaires et juridiques : avocats : TVA (p. 4622) (M. Rudy Salles) (p. 4622)
Sécurité routière : conduite sous l'influence de drogues (p. 4617) (M. Richard Dell'Agnola) (p. 4616)
Système pénitentiaire : surveillants : Guadeloupe (p. 4624) (M. Victorin Lurel) (p. 4624)

Vote des crédits et articles rattachés [6 novembre 2002] (p. 4628)*Etat B, titre III*

Intervient sur l'amendement n° 95 de la commission des lois (p. 4629)

Après l'article 72

Intervient sur l'amendement n° 92 de la commission des finances (rapport annuel au Parlement sur le fonctionnement des services de la justice) (p. 4630)

LÉGION D'HONNEUR ET ORDRE DE LA LIBÉRATION

Examen des fascicules [6 novembre 2002] (p. 4592)

Son intervention (p. 4594)

Thèmes avant la procédure des questions :

Décorations, insignes et emblèmes : Légion d'honneur : budget (p. 4594)
Décorations, insignes et emblèmes : Légion d'honneur : effectifs (p. 4594)
Décorations, insignes et emblèmes : Légion d'honneur : enseignement (p. 4594)

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 2002] (p. 5301, 5323) ; [20 novembre 2002] (p. 5399)

Son intervention (p. 5302)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 5343)

Sa réponse (p. 5426)

Thèmes :

Collectivités territoriales (p. 5304)
Collectivités territoriales : autonomie financière (p. 5305)
Collectivités territoriales : collectivité "chef de file" (p. 5304)
Collectivités territoriales : décentralisation : histoire (p. 5303)
Collectivités territoriales : décentralisation : projets de loi (p. 5343, 5426)
Collectivités territoriales : démocratie locale (p. 5305)
Collectivités territoriales : expérimentation (p. 5304, 5304)
Collectivités territoriales : péréquation (p. 5305, 5328)
Collectivités territoriales : projets de loi : Sénat (p. 5427)
Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 5305, 5427)
Constitution : révision : décentralisation (p. 5303 et s.)
Coopération intercommunale : établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) (p. 5426 et s.)
Etat : décentralisation (p. 5343, 5426 et s.)
Etat : réforme (p. 5303, 5306, 5426)

Impôts locaux (p. 5426)
Outre-mer (p. 5305, 5343)
Outre-mer : La Réunion : institutions (p. 5427)
Outre-mer : Polynésie française (p. 5428)
Régions (p. 5303, 5304)
Régions : Corse (p. 5428)

Discussion des articles [21 novembre 2002] (p. 5473, 5512) ; [22 novembre 2002] (p. 5561, 5632) ; [26 novembre 2002] (p. 5725, 5758)

Article 1er (article 1er de la Constitution - organisation de la République)
Son intervention (p. 5475 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 107 rectifié de M. Victorin Lurel (suppression du terme "race" dans l'article 1er de la Constitution) (p. 5492)

Intervient sur l'amendement n° 108 de M. Victorin Lurel (droit au respect de l'environnement reconnu et mis en œuvre par la République) (p. 5494)

Intervient sur l'amendement n° 98 de M. Paul Giacobbi (langues régionales - reconnaissance et développement) (p. 5498)

Intervient sur l'amendement n° 200 de M. Marc Le Fur (langues régionales - respect) (p. 5498, 5502)

Intervient sur le sous-amendement n° 210 de M. François Bayrou (et défense) à l'amendement n° 200 de M. Marc Le Fur (p. 5498)

Intervient sur l'amendement n° 150 de M. Émile Blessig (pouvoir réglementaire des collectivités territoriales) (p. 5506)

Après l'article 1er bis

Intervient sur l'amendement n° 96 de M. Paul Giacobbi (assemblées territoriales substituées aux assemblées locales au 8ème alinéa de l'article 34 de la Constitution) (p. 5513)

Intervient sur l'amendement n° 151 de M. Émile Blessig (loi organique relative aux pouvoirs, compétences et ressources des collectivités territoriales) (p. 5514)

Article 2 (article 37-1 de la Constitution - expérimentations prévues par la loi ou le règlement)

Son intervention (p. 5518 et s.)

Article 3 (article 39 de la Constitution - priorité d'examen du Sénat sur les projets de loi ayant pour principal objet la libre administration des collectivités territoriales et les instances représentatives des Français établis hors de France)

Son intervention (p. 5563 et s.)

Article 4 (article 72 de la Constitution - libre administration des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 5633 et s.)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 77 de Mme Ségolène Royal (incompatibilité du mandat de député ou de sénateur avec une fonction exécutive locale) (p. 5636)

Intervient sur l'amendement n° 81 rectifié de Mme Ségolène Royal (droit de vote et d'éligibilité aux élections locales des étrangers non ressortissants de l'Union européenne) (p. 5637)

Article 5 (article 72-1 de la Constitution - renforcement de la démocratie participative locale)

Son intervention (p. 5642 et s.)

Article 6 (article 72-2 de la Constitution - autonomie financière des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 5728 et s.)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 133 de Mme Ségolène Royal (entrée en vigueur de la présente loi subordonnée à l'adoption des lois de transfert de ressources) (p. 5786)

Explications de vote et vote [4 décembre 2002] (p. 6146)

Son intervention (p. 6146)

Projet de loi organique n° 242 relatif aux juges de proximité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 décembre 2002] (p. 6833, 6858)

Son intervention (p. 6833)

Sa réponse (p. 6864)

Thèmes :

Justice : juge de proximité : formation professionnelle (p. 6834)

Justice : juge de proximité : incompatibilités (p. 6835)

Justice : juge de proximité : statut juridique (p. 6834)

Justice : magistrats : limite d'âge (p. 6835)

Justice : maisons de justice et du droit (p. 6865)

Justice : tribunaux d'instance : juge de proximité (p. 6833, 6864)

Justice : tribunaux pour enfants : juge de proximité (p. 6865)

Discussion des articles [17 décembre 2002] (p. 6865)

Article 1er (chapitre V quinquiés de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 : statut des juges de proximité)

Son intervention (p. 6867 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 17 de la commission (art. 12-1 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 : évaluation du juge de proximité) (p. 6874)

Article 4 (rapport au Parlement)

Son intervention (p. 6874)

Projet de loi constitutionnelle n° 378 relatif au mandat d'arrêt européen

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [17 décembre 2002] (p. 6876)

Son intervention (p. 6876)

Sa réponse (p. 6889)

Thèmes :

Assemblée nationale : délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne (p. 6878)

Constitution : article 88-2 : révision (p. 6878)

Droits de l'homme et libertés publiques : Convention européenne des droits de l'homme (p. 6877)

Justice : espace judiciaire européen : construction européenne (p. 6889)

Politiques communautaires : coopération judiciaire : extradition (p. 6876)

Union européenne : construction européenne : coopération judiciaire (p. 6876)

Union européenne : décision-cadre (p. 6877, 6889)

Union européenne : décision-cadre : constitutionnalité (p. 6877)

Union européenne : Traité de Maastricht : coopération judiciaire (p. 6876)

Discussion de l'article unique [17 décembre 2002] (p. 6889)

Article unique (article 88-2 alinéa 3 de la Constitution : règles fixées par la loi conformément à des décisions-cadres prises sur le fondement du traité sur l'Union européenne)

Son intervention (p. 6890)

Projet de loi n° 246 modifiant la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 relative aux administrateurs judiciaires, mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises et experts en diagnostic d'entreprise

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [18 décembre 2002] (p. 6946)

Son intervention (p. 6947)

Thèmes :

Droit commercial : code de commerce : réforme (p. 6947)

Justice : administrateurs judiciaires : statuts (p. 6948)

Justice : mandataires de justice : rémunération (p. 6948)

Justice : mandataires de justice : statuts (p. 6948)

Proposition de loi n° 586 tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des enfants

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 février 2003] (p. 1267)

Son intervention (p. 1268)

Sa réponse (p. 1283)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions spéciales (p. 1270)

Enfants : convention internationale des droits de l'enfant : législation (p. 1268)

Enfants : droits de l'enfant : histoire (p. 1268)

Enfants : droits de l'enfant : mauvais traitements (p. 1270)

Enseignement : obligation scolaire : législation (p. 1270)

Famille : autorité parentale (p. 1269)

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 1270)

Parlement : délégations parlementaires (p. 1268)

Proposition de loi n° 623 tendant à la suppression du mot "race" de notre législation

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 mars 2003] (p. 2029)

Sa réponse (p. 2030)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : lutte contre le racisme (p. 2031)

Droits de l'homme et libertés publiques : lutte contre le racisme : aggravation des peines (p. 2031)

Droits de l'homme et libertés publiques : lutte contre le racisme : législation (p. 2031)

Projet de loi n° 638 renforçant la lutte contre la violence routière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 mars 2003] (p. 2184, 2212)

Son intervention (p. 2186)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayraut (p. 2193)

Sa réponse (p. 2216)

Thèmes :

- Droit pénal : aggravation des peines (p. 2187)
- Droit pénal : mineurs : centres pénitentiaires (p. 2193)
- Droit pénal : sanctions pénales : lutte contre la violence routière (p. 2188)
- Sécurité routière : associations (p. 2186)
- Sécurité routière : sanctions pénales (p. 2216)
- Sécurité routière : lutte contre la violence routière (p. 2186)
- Sécurité routière : permis de conduire (p. 2187)
- Système pénitentiaire : centres pénitentiaires : suicide (p. 2193)
- Système pénitentiaire : encellulement individuel (p. 2193)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [4 juin 2003] (p. 4562)

Son intervention (p. 4562)

Thèmes :

- Droit pénal : aggravation des peines : accidents (p. 4562)
- Lois : application (p. 4563)
- Sécurité routière : délinquance et criminalité : répression (p. 4562)
- Sécurité routière : limiteurs de vitesse (p. 4562)

Discussion des articles [4 juin 2003] (p. 4570)

Article 2 bis supprimé par le Sénat (création d'un délit d'interruption involontaire de grossesse)

Son intervention (p. 4573 et s.)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Hervé Mariton (différenciation tarifaire des assurances automobiles possible en fonction des infractions et du nombre de points) (p. 4578)

Projet de loi n° 719 de sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 mai 2003] (p. 3442, 3471)

Article 61 (organisation et contrôle de la profession de commissaire aux comptes)

Son intervention (p. 3444 et s.)

Article 64 (inscription et discipline des commissaires aux comptes)

Son intervention (p. 3449)

Article 65 (prévention des conflits d'intérêts)

Son intervention (p. 3452 et s.)

Article 66 (désignation des commissaires aux comptes et organisation du co-commissariat)

Son intervention (p. 3457 et s.)

Après l'article 67

Intervient sur l'amendement n° 328 de M. Philippe Houillon (poursuite par la société absorbant une société de commissaires aux comptes des mandats confiés à cette dernière et ratification par les assemblées générales des sociétés contrôlées) (p. 3459)

Intervient sur l'amendement n° 215 de la commission (convocation des commissaires aux comptes aux réunions du conseil d'administration ou du directoire et du conseil de surveillance ainsi qu'aux assemblées d'actionnaires) (p. 3459)

Intervient sur l'amendement n° 213 rectifié de la commission (sociétés de commissaires – obligation de détention par des commissaires aux comptes ramenée de 75 % à 50 %) (p. 3460)

Article 68 (information sur le montant des honoraires versés aux commissaires aux comptes)

Son intervention (p. 3461)

Article 70 (incompatibilité des fonctions de commissaire aux comptes avec le commissariat aux apports)

Son intervention (p. 3461 et s.)

Article 72 (relations entre l'Autorité des marchés financiers et les commissaires aux comptes des personnes faisant publiquement appel à l'épargne)

Son intervention (p. 3463)

Article 73 (dispositions transitoires)

Son intervention (p. 3463 et s.)

Article 74 (dispositions d'harmonisation)

Son intervention (p. 3464)

Article 75 (coordination)

Son intervention (p. 3465)

Avant l'article 76

Intervient sur l'amendement n° 241 de M. Jean-Pierre Balligand (présence obligatoire de représentants des salariés dans les conseils d'administration) (p. 3471)

Intervient sur l'amendement n° 21 de la commission des lois (règlement intérieur du conseil d'administration tenu à la dispositions des

actionnaires – création de comités au sein des conseils d'administration des sociétés cotées) (p. 3472)

Intervient sur l'amendement n° 42 de M. Jean-Pierre Balligand (possibilité de création d'un comité des comptes au sein du conseil d'administration) (p. 3472)

Intervient sur l'amendement n° 43 de M. Jean-Pierre Balligand (possibilité de création - au sein du conseil d'administration - d'un comité des rémunérations ayant à connaître des « stock-options ») (p. 3473)

Intervient sur l'amendement n° 22 de la commission des lois (« stock-options » - période de référence pour fixer le prix de souscription portée de vingt à cent jours de bourse) (p. 3473)

Article 76 (transparence du fonctionnement des organes dirigeants des sociétés)

Son intervention (p. 3473 et s.)

Après l'article 76

Intervient sur l'amendement n° 59 de M. Jean-Pierre Balligand (administrateurs indépendants) (p. 3477)

Intervient sur l'amendement n° 54 de M. Jean-Pierre Balligand (règle de la dissociation des fonctions de président du conseil d'administration et de directeur général – nomination du président en qualité de directeur général par l'assemblée générale extraordinaire) (p. 3477)

Article 76 bis (aménagement des conditions de représentation des sociétés par actions simplifiées)

Son intervention (p. 3478)

Article 77 (aménagement des conditions de préparation des assemblées générales)

Son intervention (p. 3478 et s.)

Après l'article 77

Intervient sur les amendements n°s 49, 50 et 51 de M. Jean-Pierre Balligand (cumul de mandats d'administrateur) (p. 3479)

Article 78 (extension des missions des commissaires aux comptes)

Son intervention (p. 3480 et s.)

Après l'article 78

Intervient sur l'amendement n° 451 de M. François Goulard (obligation de désignation d'un commissaire aux comptes par les associations – cumul du montant des subventions de personnes publiques pour l'appréciation du seuil de 150 000 €) (p. 3481)

Article 79 (renforcement des obligations des personnes faisant appel public à l'épargne)

Son intervention (p. 3481 et s.)

Après l'article 79

Intervient sur l'amendement n° 53 de M. Jean-Pierre Balligand (« stock-options » - information des actionnaires sur les effets de dilution et sur le bénéfice par action) (p. 3482)

Article 80 (assouplissement du régime des conventions libres et des conventions soumises au régime d'autorisation)

Son intervention (p. 3483 et s.)

Après l'article 80

Intervient sur l'amendement n° 398 de M. Philippe Auberger (émission de valeurs mobilières – délégation de l'assemblée générale au conseil d'administration ou au directoire) (p. 3486)

Après l'article 81

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Jean-Pierre Balligand (institution d'une responsabilité des administrateurs et du directeur général envers les actionnaires) (p. 3486)

Article 82 (assouplissement du droit d'ester en justice des associations d'investisseurs)

Son intervention (p. 3487 et s.)

Après l'article 82

Intervient sur l'amendement n° 58 de M. Jean-Pierre Balligand (réparation du préjudice propre de l'actionnaire - distinction d'avec le préjudice social) (p. 3489)

Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission des lois (réparation du préjudice propre de l'actionnaire - distinction d'avec le préjudice social) (p. 3489)

Intervient sur l'amendement n° 346 de M. Charles de Courson (« stock-options » - traitement comptable et fiscal de leur coût) (p. 3492)

Après l'article 83

Intervient sur l'amendement n° 430 de M. Jean-Michel Fourgous (défaut de réunion de l'assemblée d'approbation des comptes d'une SARL – injonction de faire sous astreinte substituée à la sanction pénale) (p. 3492)

Intervient sur l'amendement n° 431 de M. Jean-Michel Fourgous (révocation du président – possibilité offerte au conseil d'administration de nommer un administrateur) (p. 3493)

Intervient sur l'amendement n° 308 de M. Philippe Houillon (révocation du président – possibilité offerte au conseil d'administration de nommer un administrateur) (p. 3493)

Intervient sur l'amendement n° 432 de M. Jean-Michel Fourgous (cumul de mandats d'administrateur – notion de sociétés « sous influence notable » et équivalence entre les fonctions d'administrateur et de membre du conseil de surveillance) (p. 3493)

Intervient sur l'amendement n° 433 de M. Jean-Michel Fourgous (informations et documents communiqués aux administrateurs) (p. 3494)
Intervient sur l'amendement n° 438 de M. Jean-Michel Fourgous (réunions du conseil d'administration – extension de l'utilisation des moyens de télétransmission et administrateurs soumis à une obligation de confidentialité et non pas seulement de discrétion) (p. 3494)

Intervient sur les amendements n°s 435 et 436 de M. Jean-Michel Fourgous (cumul jusqu'à trois mandats de directeur général ou de membre du directoire) (p. 3495)

Article 84 (application aux dirigeants d'établissements publics de l'Etat exerçant une activité industrielle et commerciale de la législation sur le cumul de mandats sociaux)

Son intervention (p. 3495)

Article 84 bis (harmonisation des dispositions relatives au cumul des mandats pour les mandats exercés dans les sociétés entrant dans le périmètre de la consolidation)

Son intervention (p. 3496)

Après l'article 84 bis

Intervient sur l'amendement n° 441 de M. Jean-Michel Fourgous (défaut de réunion de l'assemblée d'approbation des comptes – injonction de faire sous astreinte substituée à la sanction pénale) (p. 3496)

Intervient sur l'amendement n° 307 de M. Philippe Houillon (épargne salariale - augmentations de capital) (p. 3497)

Intervient sur l'amendement n° 442 de M. Jean-Michel Fourgous (transformation en société par actions simplifiée – unanimité des associés bénéficiant du droit de vote) (p. 3497)

Article 85 bis (suppression de sanctions pénales obsolètes)

Son intervention (p. 3498 et s.)

Article 86 (extension du champ des établissements publics soumis à l'obligation de désigner un commissaire aux comptes)

Son intervention (p. 3499)

Article 87 (extension de l'obligation d'établir des comptes consolidés pour les groupes publics)

Son intervention (p. 3499)

Après l'article 87

Intervient sur l'amendement n° 238 de la commission (aménagement du contenu du rapport sur l'Etat actionnaire – article 142 de la loi n° 2001-420 du 15 mai 2001 relative aux nouvelles régulations économiques modifié par l'article 110 de la loi n° 2002-1575 portant loi de finances pour 2003) (p. 3500)

Article 87 bis (limitation de la transparence des rémunérations des mandataires sociaux aux sociétés cotées)

Son intervention (p. 3500)

Article 88 (application outre-mer)

Son intervention (p. 3500)

Proposition de loi n° 808 relative à la dévolution du nom de famille

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 mai 2003] (p. 3528)

Son intervention (p. 3528)

Thèmes :

Etat civil : nom (p. 3528)

Famille : adoption : nom (p. 3529)

Famille : filiation : nom (p. 3529)

Femmes : égalité des sexes (p. 3528)

Français de l'étranger : nom (p. 3528)

Lois : application (p. 3528)

Discussion des articles [7 mai 2003] (p. 3535)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (ordre des mentions figurant sur l'acte de naissance) (p. 3535)

Article 1er (transmission à l'enfant du nom du parent à l'égard de qui la filiation a été établie en premier lieu en l'absence de déclaration conjointe - Application aux Français de l'étranger)

Son intervention (p. 3536)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Philippe Vuilque (adjonction possible en seconde position du nom du parent non transmis, pour un majeur sans enfant) (p. 3537)

Intervient sur l'amendement n° 15 de Mme Muguette Jacquaint (mention dans le carnet de maternité des nouvelles dispositions relatives à la transmission du nom de famille) (p. 3537)

Article 2 (abrogation de la faculté ouverte à une personne majeure d'ajouter le nom du parent qui ne lui a pas été transmis - Application aux enfants acquérant la nationalité française)

Son intervention (p. 3537)

Article 3 (irrévocabilité du choix du nom de famille)

Son intervention (p. 3538)

Article 4 (nom de famille de l'enfant légitimé par mariage)

Son intervention (p. 3538)

Article 5 (nom de famille de l'enfant légitimé par autorité de justice)

Son intervention (p. 3538)

Article 6 (choix du nom de l'enfant naturel dont la filiation a été établie à l'égard de ses deux parents successivement, postérieurement à sa naissance)

Son intervention (p. 3539)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 9 de la commission (de coordination) (p. 3539)

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (abrogation de la procédure de dation de nom) (p. 3539)

Article 7 (nom de famille de l'adopté simple)

Son intervention (p. 3540)

Article 8 (conditions d'adjonction du nom non transmis aux enfants nés avant l'entrée en vigueur de la loi)

Son intervention (p. 3540)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 13 de la commission (application à Mayotte) (p. 3541)

Article 9 (report de l'entrée en vigueur de la loi)

Son intervention (p. 3541)

Projet de loi n° 784 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 mai 2003] (p. 3927, 3957)

Son intervention (p. 3927)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayraut (p. 3940)

Sa réponse (p. 3972)

Thèmes :

Droit pénal : alternatives à l'incarcération (p. 3972)

Droit pénal : comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité (p. 3931, 3972)

Droit pénal : composition pénale (p. 3931)

Droit pénal : délinquance et criminalité organisées (p. 3929)

Droit pénal : droits de la défense (p. 3928)

Droit pénal : garde à vue (p. 3930)

Droit pénal : libération conditionnelle (p. 3932)

Droit pénal : procédure pénale (p. 3927)

Droit pénal : repentir (p. 3930)

Droits de l'homme et libertés publiques : lutte contre le racisme (p. 3931)

Justice : effectifs (p. 3928)

Justice : délais (p. 3928)

Justice : infiltration (p. 3930)

Justice : juge d'instruction (p. 3972)

Justice : juridictions spécialisées (p. 3929, 3973)

Justice : victimes (p. 3928, 3932)

Politiques communautaires : coopération judiciaire (p. 3929)

Presse et livres : liberté de la presse (p. 3931)

Transports par eau : transports maritimes : pollution (p. 3973)

Discussion des articles [21 mai 2003] (p. 3978) ; [22 mai 2003] (p. 4009, 4049, 4125)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 380 de M. Jean-Pierre Blazy (définition de la bande organisée) (p. 3978)

Article 1er (de la procédure applicable à la délinquance et à la criminalité organisées)

Son intervention (p. 3983)

Article 706-73 du code de procédure pénale (détermination des infractions relevant de la criminalité organisée)

Son intervention (p. 3984 et s.)

Article 706-74 du code de procédure pénale (autres infractions relevant de la criminalité organisée)

Son intervention (p. 4014)

Article 706-75 du code de procédure pénale (création et détermination du champ de compétence territoriale des juridictions spécialisées)

Son intervention (p. 4015 et s.)

Article 706-76 du code de procédure pénale (création et détermination du champ de compétence territoriale des juridictions spécialisées)

Son intervention (p. 4016 et s.)

Article 706-80 du code de procédure pénale (de la surveillance)

Son intervention (p. 4018)

Article 706-81 du code de procédure pénale (de l'infiltration)

Son intervention (p. 4019 et s.)

Article 706-82 du code de procédure pénale (de l'infiltration)

Son intervention (p. 4021 et s.)

Article 706-83 du code de procédure pénale (de l'infiltration)
Son intervention (p. 4023 et s.)

Article 706-84 du code de procédure pénale (de l'infiltration)
Son intervention (p. 4024)

Article 706-85 du code de procédure pénale (de l'infiltration)
Son intervention (p. 4025)

Article 706-86 du code de procédure pénale (de l'infiltration)
Son intervention (p. 4025)

Article 706-87 du code de procédure pénale (de l'infiltration)
Son intervention (p. 4027)

Article 706-88 du code de procédure pénale (de la garde à vue)
Son intervention (p. 4028 et s.)

Article 706-89 du code de procédure pénale (des perquisitions)
Son intervention (p. 4030 et s.)

Article 706-90 du code de procédure pénale (des perquisitions)
Son intervention (p. 4031 et s.)

Article 706-91 du code de procédure pénale (des perquisitions)
Son intervention (p. 4032)

Article 706-92 du code de procédure pénale (des perquisitions)
Son intervention (p. 4032)

Article 706-93 du code de procédure pénale (des perquisitions)
Son intervention (p. 4032)

Article 706-95 du code de procédure pénale (des perquisitions)
Son intervention (p. 4032 et s.)

Article 706-96 du code de procédure pénale (des interceptions de correspondances émises par la voie des télécommunications)
Son intervention (p. 4033 et s.)

Article 706-97 du code de procédure pénale (de l'utilisation de moyens de communication audiovisuelle en cas de prolongation de la détention provisoire)
Son intervention (p. 4035)

Après l'article 706-97 du code de procédure pénale
Intervient sur l'amendement n° 24 corrigé de M. Jean-Pierre Grand (interdiction de la diffusion, notamment sur Internet, d'informations relatives aux méthodes de fabrication d'armes et d'explosifs) (p. 4036)
Intervient sur l'amendement n° 273 de M. Richard Mallié (interdiction de la diffusion, notamment sur Internet, d'informations relatives aux méthodes de fabrication d'armes et d'explosifs) (p. 4036)
Intervient sur l'amendement n° 391 corrigé de M. Christian Estrosi (interdiction de la diffusion, notamment sur Internet, d'informations relatives aux méthodes de fabrication d'armes et d'explosifs) (p. 4036)

Article 706-98 du code de procédure pénale (des mesures conservatoires)
Son intervention (p. 4036 et s.)

Article 706-99 du code de procédure pénale (dispositions communes)
Son intervention (p. 4038)

Article 706-100 du code de procédure pénale (dispositions communes)
Son intervention (p. 4038 et s.)

Article 706-101 du code de procédure pénale (dispositions communes)
Son intervention (p. 4039 et s.)

Après l'article 1er
Intervient sur l'amendement n° 583 de M. Michel Vaxès (un repas chaud par vingt-quatre heures ainsi qu'une installation sanitaire décente pour la personne gardée à vue) (p. 4049)
Intervient sur l'amendement n° 69 de la commission (de coordination) (p. 4050)
Intervient sur l'amendement n° 70 de la commission (conditions de mise sur écoute de la ligne d'un magistrat) (p. 4050)
Intervient sur l'amendement n° 476 de M. Bruno Gilles (identité d'emprunt de l'agent infiltré possible dans les procès-verbaux de confrontation) (p. 4050)

Article 2 (élargissement du champ d'application de la circonstance aggravante de bande organisée et de la peine complémentaire de confiscation des biens - renforcement de la répression du faux monnayage - dispositions diverses)
Son intervention (p. 4052 et s.)

Après l'article 2
Intervient sur l'amendement n° 73 de la commission (peines encourues en cas de diffusion de procédés de fabrication de bombes) (p. 4057)
Intervient sur l'amendement n° 74 de la commission (acte de terrorisme consistant à introduire une substance toxique dans les aliments ou la chaîne alimentaire) (p. 4057)

Article 3 (dispositions relatives au repentir)
Son intervention (p. 4061 et s.)

Article 4 (entrave au fonctionnement de la justice - divulgation d'informations)
Son intervention (p. 4070 et s.)

Article 5 (coordination en matière de garde à vue, saisine des juridictions spécialisées, saisies conservatoires et infiltrations)
Son intervention (p. 4071 et s.)

Après l'article 5
Intervient sur l'amendement n° 262 de M. Georges Fenech (définition du concept d'organisation criminelle et incrimination de toute aide ou participation apportée à celle-ci) (p. 4073)
Intervient sur l'amendement n° 477 de M. Christian Estrosi (extension de la compétence de la Commission d'indemnisation des victimes d'infractions aux victimes du proxénétisme) (p. 4073)
Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Jean-Christophe Lagarde (pas de suspension de peine pour raison de santé pour les condamnés pour crime contre l'humanité ou pour complicité de crime contre l'humanité) (p. 4073)
Intervient sur l'amendement n° 358 de M. Gérard Léonard (recherche des infractions de proxénétisme, de traite des êtres humains, d'association de malfaiteurs en relation ou non avec une entreprise terroriste par les agents des impôts) (p. 4074)

Article 6 (entraide judiciaire internationale)
Son intervention (p. 4077 et s.)

Article 7 (des pôles spécialisés en matière économique et financière)
Son intervention (p. 4080 et s.)

Après l'article 7
Intervient sur l'amendement n° 111 deuxième rectification de la commission (clarification de la législation sur les loteries) (p. 4084)
Intervient sur le sous-amendement n° 700 de M. Thierry Mariani (lots traditionnels limités à un cercle restreint) à l'amendement n° 111 deuxième rectification de la commission (p. 4084)
Intervient sur le sous-amendement n° 701 rectifié de M. Thierry Mariani (pas de lots remboursables ou constitués de sommes d'argent) à l'amendement n° 111 deuxième rectification de la commission (p. 4085)
Intervient sur le sous-amendement n° 702 de M. Thierry Mariani (suppression d'exceptions à la prohibition des loteries) à l'amendement n° 111 deuxième rectification de la commission (p. 4085)

Article 8 (de la compétence et des moyens dévolus aux juridictions spécialisées en matière de santé publique)
Son intervention (p. 4085 et s.)

Article 9 (de la procédure applicable en cas de pollution des eaux maritimes par rejets des navires)
Son intervention (p. 4087)

Article 10 (aggravation de la répression des infractions en matière de pollution maritime)
Son intervention (p. 4089)

Article 11 (amélioration de l'efficacité de la douane judiciaire et de la douane administrative)
Son intervention (p. 4091 et s.)

Après l'article 11
Intervient sur l'amendement n° 527 rectifié de la commission des finances (aggravation des peines pour les délits de contrefaçon) (p. 4100)
Intervient sur l'amendement n° 528 de la commission des finances (constitution de partie civile par les associations ayant pour objet de combattre la contrefaçon) (p. 4100)
Intervient sur l'amendement n° 529 de la commission des finances (coordinations) (p. 4100)

Avant l'article 12
Intervient sur l'amendement n° 128 de la commission (de précision rédactionnelle) (p. 4100)

Article 12 (extension de la circonstance aggravante des infractions à caractère raciste ou discriminatoire)
Son intervention (p. 4101 et s.)

Article 13 (extension de la circonstance aggravante des infractions à caractère raciste ou discriminatoire)
Son intervention (p. 4103)

Article 14 (renforcement de la répression à l'encontre des infractions à caractère raciste ou discriminatoire)
Son intervention (p. 4104)

Article 15 (constitution de partie civile par certaines associations)
Son intervention (p. 4105)

Article 16 (modification du délai de prescription pour les infractions à caractère raciste ou discriminatoire commises par voie de presse)
Son intervention (p. 4105)

Après l'article 16
Intervient sur l'amendement n° 389 de M. Guy Geoffroy (circonstances aggravantes pour le délit d'abus de confiance) (p. 4106)
Intervient sur l'amendement n° 400 rectifié de M. Christian Estrosi (aggravation des peines encourues en cas d'usurpation de signes ressemblant à ceux réservés à la police et à la gendarmerie) (p. 4106)
Intervient sur l'amendement n° 267 deuxième correction de M. Richard Mallié (aggravation des peines encourues pour l'usage sans droit d'un titre, d'un diplôme ou d'une qualité) (p. 4106)

Article 17 (attribution du ministre de la justice en matière de politique pénale)

Son intervention (p. 4108)

Article 19 (injonction des procureurs généraux en matière d'engagement des poursuites)

Son intervention (p. 4109)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 135 de la commission (information du procureur de la République près les juridictions spécialisées) (p. 4109)

Après l'article 21

Intervient sur l'amendement n° 472 de M. Thierry Mariani (attribution au procureur de la République de compétences en matière d'instruction) (p. 4110)

Intervient sur l'amendement n° 473 de M. Thierry Mariani (assouplissement de l'obligation pour les fonctionnaires chargés de l'escorte d'empêcher qu'une personne menottée soit photographiée) (p. 4110)

Article 22 (engagement de poursuites en cas d'échec d'une mesure alternative aux poursuites)

Son intervention (p. 4111)

Article 23 (amélioration et élargissement de la composition pénale)

Son intervention (p. 4112 et s.)

Avant l'article 24

Intervient sur l'amendement n° 139 de la commission (allongement du délai de prescription des infractions de nature sexuelle commises contre des mineurs) (p. 4125)

Article 24 (rappel de certaines dispositions relatives aux échanges d'informations relatifs à des crimes ou délits entre les maires et les parquets)

Son intervention (p. 4126 et s.)

Article 26 (dispositions relatives au dépôt de plainte, à la durée de l'enquête de flagrance et à la procédure de recherche des causes de la mort)

Son intervention (p. 4129 et s.)

Après l'article 26

Intervient sur l'amendement n° 387 rectifié de M. André Vallini (création, dans l'administration pénitentiaire, d'un corps de surveillants chargés des détenus transférés) (p. 4131)

Article 27 (présence des témoins durant les perquisitions)

Son intervention (p. 4131)

Après l'article 27

Intervient sur l'amendement n° 478 de M. Thierry Mariani (suppression de la compétence exclusive du magistrat et du bâtonnier pour prendre connaissance des documents découverts lors de perquisitions effectuées dans les cabinets d'avocats) (p. 4131)

Intervient sur l'amendement n° 369 de M. Richard Mallié (conditions applicables aux perquisitions au cabinet ou au domicile d'un magistrat) (p. 4132)

Article 28 (extension des réquisitions judiciaires)

Son intervention (p. 4132 et s.)

Article 29 (comparution des personnes convoquées et intervention de l'avocat dans le cadre de la garde à vue)

Son intervention (p. 4134)

Après l'article 29

Intervient sur l'amendement n° 148 de la commission (information du procureur de la République lors du placement en garde à vue) (p. 4135)

Intervient sur l'amendement n° 483 de M. Thierry Mariani (information du procureur de la République lors du placement en garde à vue) (p. 4135)

Intervient sur l'amendement n° 484 de M. Thierry Mariani (information du procureur de la République lors du placement en garde à vue) (p. 4135)

Intervient sur l'amendement n° 409 de M. Christian Estrosi (prolongation exceptionnelle de la garde à vue pour la criminalité organisée) (p. 4135)

Intervient sur l'amendement n° 149 de la commission (rétention possible pendant 20 heures supplémentaires de la personne dont la garde à vue est achevée mais qui doit être présentée à un magistrat) (p. 4135)

Intervient sur l'amendement n° 575 de M. Christian Estrosi (rétention de la personne dont la garde à vue est achevée mais qui doit être présentée à un magistrat) (p. 4136)

Intervient sur l'amendement n° 479 de M. Thierry Mariani (information de la personne gardée à vue sur la durée de la garde à vue et ses droits, information facultative sur la nature de l'infraction sur laquelle porte l'enquête) (p. 4137)

Intervient sur l'amendement n° 419 de M. Thierry Mariani (information de la personne gardée à vue au moyen d'un formulaire écrit dans sa langue) (p. 4137)

Intervient sur l'amendement n° 150 de la commission (notification "dans les meilleurs délais" à la personne gardée à vue du droit de s'entretenir avec un avocat) (p. 4137)

Intervient sur l'amendement n° 151 rectifié de la commission (simplification du nombre des régimes de la garde à vue et des modalités d'intervention de l'avocat pour les infractions relevant de la criminalité organisée) (p. 4138)

Intervient sur l'amendement n° 408 de M. Christian Estrosi (intervention de l'avocat à l'issue d'un délai de 72 heures pour les infractions graves relevant de la criminalité organisée) (p. 4138)

Intervient sur l'amendement n° 488 de M. Christian Estrosi (suppression de la fixation obligatoire d'un délai en cas d'enquête préliminaire) (p. 4138)

Intervient sur l'amendement n° 145 de la commission (information du procureur de la République "dans les meilleurs délais" dans le cadre d'une enquête préliminaire) (p. 4138)

Intervient sur l'amendement n° 485 de M. Thierry Mariani (pas d'interrogation du procureur de la République sur les suites données à la procédure en matière de délinquance et de criminalité organisées) (p. 4139)

Intervient sur l'amendement n° 481 de M. Thierry Mariani (délai porté à dix-huit mois pour l'interrogation du procureur de la République sur les suites données à la procédure en matière de délinquance et de criminalité organisées) (p. 4139)

Intervient sur l'amendement n° 146 de la commission (demande d'information d'une personne gardée à vue sur les suites données à la procédure transmise "dans les meilleurs délais" au procureur de la République) (p. 4139)

Intervient sur l'amendement n° 482 de M. Thierry Mariani (rétention possible des témoins n'offrant aucune garantie de représentation) (p. 4139)

Article 30 (mise en place du mandat de recherche)

Son intervention (p. 4139)

Article 31 (recherche des personnes en fuite)

Son intervention (p. 4140)

Après l'article 31

Intervient sur l'amendement n° 505 de M. Christian Estrosi (audition des détenus dans le cadre des établissements pénitentiaires) (p. 4141)

Avant l'article 32

Intervient sur l'amendement n° 486 de M. Thierry Mariani (renforcement des pouvoirs du juge d'instruction par l'ensemble des prérogatives du juge des libertés et de la détention) (p. 4143)

Intervient sur l'amendement n° 507 de M. Gérard Vignoble (prise en compte de l'intérêt de la victime en cas de demande d'audition de celle-ci en présence de l'avocat du mis en examen) (p. 4143)

Intervient sur l'amendement n° 487 de M. Thierry Mariani (rejet possible par simple ordonnance non motivée du juge d'instruction d'une demande d'acte supplémentaire présentée par un avocat) (p. 4143)

Intervient sur l'amendement n° 493 de M. Christian Estrosi (protection des témoins contre les mesures d'intimidation) (p. 4143)

Intervient sur l'amendement n° 681 de M. Gérard Vignoble (amélioration de l'information de la victime) (p. 4144)

Article 33 (indemnisation des parties civiles lors de leur comparution devant le juge d'instruction)

Son intervention (p. 4144)

Article 34 (prise en compte de l'intérêt de la victime lors d'un contrôle judiciaire ou d'une mise en liberté)

Son intervention (p. 4144 et s.)

Article 35 (constitution de sûretés dans le cadre du contrôle judiciaire)

Son intervention (p. 4145)

Après l'article 35

Intervient sur l'amendement n° 572 de M. Christian Estrosi (extension de la faculté pour les associations de se constituer partie civile) (p. 4145)

Intervient sur l'amendement n° 573 de M. Christian Estrosi (allongement des délais de prescription pour les crimes commis sur des majeurs protégés) (p. 4145)

Intervient sur l'amendement n° 574 de M. Christian Estrosi (allongement des délais de prescription pour les crimes commis sur des majeurs protégés au même titre que pour ceux commis sur des mineurs) (p. 4145)

Intervient sur l'amendement n° 158 de la commission (plainte avec constitution de partie civile) (p. 4146)

Intervient sur l'amendement n° 490 de M. Christian Estrosi (prise en compte de la protection des familles des victimes et des témoins dans la décision de mise en détention provisoire ou de sa prolongation) (p. 4148)

Intervient sur l'amendement n° 402 de M. Christian Estrosi (indemnisation possible de toute victime d'une atteinte à la personne par le Fonds de garantie des victimes d'infraction) (p. 4148)

Intervient sur l'amendement n° 682 de M. Christian Estrosi (précision rédactionnelle) (p. 4149)

Intervient sur l'amendement n° 568 de M. Christian Estrosi (expertise médico-psychique du majeur protégé victime) (p. 4149)

Intervient sur l'amendement n° 569 de M. Christian Estrosi (extension aux majeurs protégés de l'information sur la procédure prévue pour les mineurs) (p. 4149)

Intervient sur l'amendement n° 570 de M. Christian Estrosi (extension aux majeurs protégés de la désignation d'un administrateur prévue pour les mineurs à l'article 706-50 du code de procédure pénale) (p. 4149)

Intervient sur l'amendement n° 571 de M. Christian Estrosi (extension aux majeurs protégés de la désignation d'un administrateur prévue pour les mineurs à l'article 706-51 du code de procédure pénale) (p. 4149)

Article 37 (témoin assisté)

Son intervention (p. 4150)

Après l'article 37

Intervient sur l'amendement n° 500 de M. Christian Estrosi (placement en garde à vue des témoins de certaines infractions graves) (p. 4151)

Article 38 (création d'un mandat de recherche)

Son intervention (p. 4152)

Article 39 (règles relatives à l'exécution des mandats)

Son intervention (p. 4152 et s.)

Article 40 (exécution du mandat d'arrêt après le règlement de l'information - inscription des mandats d'arrêt et de recherche au fichier des personnes recherchées)

Son intervention (p. 4154)

Article 41 (suppression de l'ordonnance de prise de corps)

Son intervention (p. 4155 et s.)

Après l'article 41

Intervient sur l'amendement n° 497 de M. Christian Estrosi (obligation de signaler sa situation avant la fin de la garde à vue pour la personne exerçant à titre exclusif l'autorité parentale sur un mineur de 10 ans) (p. 4156)

Intervient sur l'amendement n° 508 de M. Gérard Vignoble (réponse unique possible à des demandes multiples de mise en liberté de la même personne) (p. 4156)

Intervient sur l'amendement n° 356 de M. Jean-Paul Garraud (extension aux demandes de mise en liberté du refus de comparution personnelle de l'intéressé s'il a comparu moins de quatre mois auparavant) (p. 4156)

Intervient sur l'amendement n° 357 de M. Jean-Paul Garraud (motifs supplémentaires limitant le droit à réparation pour détention provisoire) (p. 4157)

Intervient sur l'amendement n° 417 de M. Georges Fenech (réduction de un an à six mois du seuil du mandat de dépôt à l'audience) (p. 4157)

Article 42 (dispositions de simplification des commissions rogatoires)

Son intervention (p. 4157 et s.)

Après l'article 42

Intervient sur l'amendement n° 359 de M. Gérard Léonard (mise en examen par commission rogatoire) (p. 4159)

Article 43 (dispositions de simplification des expertises)

Son intervention (p. 4159 et s.)

Article 44 (pouvoirs de la chambre de l'instruction et de son président)

Son intervention (p. 4161)

Après l'article 44

Intervient sur l'amendement n° 189 de la commission (notification des arrêts de mise en accusation) (p. 4161)

Article 49 (réquisitions du juge d'instruction)

Son intervention (p. 4162)

Article 50 (modalités de désignation d'un avocat au cours de l'instruction)

Son intervention (p. 4163)

Article 51 (substitution d'une qualification criminelle à une qualification correctionnelle)

Son intervention (p. 4163)

Article 52 (possibilité pour le procureur de la République d'assister à l'audition d'un témoin)

Son intervention (p. 4164)

Article 53 (suppléance du juge des libertés et de la détention)

Son intervention (p. 4164)

Article 54 (délai pour soulever les nullités de la procédure)

Son intervention (p. 4165)

Après l'article 54

Intervient sur l'amendement n° 195 de la commission (ordonnance de non-lieu à la suite du décès ou d'une décision d'irresponsabilité pénale de la personne mise en examen) (p. 4165)

Intervient sur l'amendement n° 196 de la commission (déclaration d'adresse de la personne mise en examen) (p. 4166)

Après l'article 55

Intervient sur l'amendement n° 418 de M. Georges Fenech (prise en compte des cas de récidive dans le calcul des peines encourues) (p. 4166)

Intervient sur l'amendement n° 509 de M. Gérard Vignoble (délocalisation possible dès le stade de l'enquête de la procédure contre une personne dépositaire de l'autorité publique ou chargée d'une mission de service public) (p. 4167)

Article 56 (coordinations)

Son intervention (p. 4167)

Après l'article 56

Intervient sur l'amendement n° 440 de M. Thierry Mariani (réduction à deux ans du seuil de la peine d'emprisonnement permettant le placement en détention provisoire en matière correctionnelle) (p. 4168)

Intervient sur l'amendement n° 442 de M. Thierry Mariani (pas de dispense de détention provisoire pour le parent d'un enfant de moins de seize ans en cas de criminalité ou de délinquance organisées) (p. 4168)

Article 57 (dispositions relatives à la comparution immédiate)

Son intervention (p. 4168 et s.)

Après l'article 57

Intervient sur l'amendement n° 410 de M. Christian Estrosi (introduction de l'échevinage dans les formations de jugement du tribunal correctionnel pour les infractions relevant d'un juge unique) (p. 4170)

Intervient sur l'amendement n° 360 de M. Gérard Léonard (extension de la compétence du juge unique) (p. 4170)

Intervient sur l'amendement n° 361 de M. Gérard Léonard (compétence du juge unique étendue au délit d'entrave dans les halls d'immeubles) (p. 4170)

Intervient sur l'amendement n° 201 de la commission (fixation des audiences correctionnelles) (p. 4171)

Article 58 (jugement d'un prévenu en son absence)

Son intervention (p. 4172 et s.)

Article 60 (ordonnance pénale en matière délictuelle)

Son intervention (p. 4173)

Après l'article 60

Intervient sur l'amendement n° 208 de la commission (audiences sur les intérêts civils dans le cadre d'une ordonnance pénale) (p. 4174)

Article 61 (comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité)

Son intervention (p. 4176 et s.)

Proposition de résolution n° 446 sur la création d'un procureur européen - COM (2001) 715 final / E 1912 et COM (2001) 272 final / E 1758**Avant la discussion de l'article unique [22 mai 2003] (p. 3999)**

Son intervention (p. 4002)

*Thèmes :*Politiques communautaires : coopération judiciaire (p. 4002)
Union européenne : construction européenne : parquet (p. 4003)
Union européenne : Eurojust (p. 4002)
Union européenne : Europol (p. 4003)**Discussion de l'article unique [22 mai 2003] (p. 4006)**

Son intervention (p. 4007)

Jean-Claude PEREZ*Aude (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11116)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT*

n° 29, posée le 2 décembre 2002. Système pénitentiaire. maisons d'arrêt (J.O. questions p. 4501). Appelée le 3 décembre 2002. construction, Carcassonne (p. 6030)

n° 293, posée le 28 avril 2003. Mines et carrières. mines (J.O. questions p. 3248). Appelée le 29 avril 2003. fermeture, mine d'or de Salsigne, plan social (p. 3192)

n° 428, posée le 23 juin 2003. Agriculture. viticulture (J.O. questions p. 4881). Appelée le 24 juin 2003. aides de l'Etat, Languedoc-Roussillon (p. 5871)

*DÉBATS***Projet de loi n° 758 relatif à la chasse****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [13 mai 2003] (p. 3629)**

Son intervention (p. 3632)

*Thèmes :*Chasse et pêche : fédérations départementales des chasseurs (p. 3633)
Chasse et pêche : jour de non-chasse (p. 3632 et s.)

Pierre-André PÉRISSOL

Allier (*1^{ère} circonscription*)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11466)

Membre titulaire du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche [J.O. du 2 août 2002] (p. 13230)

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le Ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité [J.O. du 26 décembre 2002] (p. 21667)

Membre de la mission d'information sur la question des signes religieux à l'école [J.O. du 4 juin 2003] (p. 9541)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) tome VIII : Jeunesse, éducation nationale et recherche (enseignement scolaire) (n° 257) [10 octobre 2002]

Proposition de loi n° 539 sur l'éducation [16 janvier 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Énergie et carburants. énergie nucléaire. centrales nucléaires, normes de sécurité [10 juin 2003] (p. 4927)

DÉBATS**Projet de loi n° 36 d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [16 juillet 2002] (p. 2009)**

Son intervention (p. 2024)

Thèmes :

Enseignement : obligation scolaire : absentéisme (p. 2024)

Enseignement maternel et primaire : écoles : rôle et missions (p. 2024)

Ordre public : sécurité : écoles (p. 2024)

Discussion des articles [17 juillet 2002] (p. 2106)**Annexe I**

Son sous-amendement n° 128 (violence à l'encontre des enseignants) à l'amendement n° 33 rectifié de M. Guy Geoffroy (violence à l'école) (p. 2120)

Projet de loi n° 107 portant création d'un dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [30 juillet 2002] (p. 2312)**

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2335)

Son intervention (p. 2346)

Thèmes :

Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 2335, 2346)

Emploi : jeunes (p. 2335, 2346)

Formation professionnelle : promotion sociale (p. 2335)

Travail : contrats à durée indéterminée (p. 2346)

Projet de loi n° 154 d'orientation et de programmation pour la justice**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [2 août 2002] (p. 2666)****Après l'article 28**

Intervient sur l'amendement n° 219 de M. Pascal Clément (insertion d'une nouvelle division relative à "certaines atteintes à l'autorité de l'Etat") (p. 2682)

Intervient sur l'amendement n° 220 de M. Pascal Clément (création d'une infraction d'outrage aggravé à l'encontre des enseignants) (p. 2682)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE****I - JEUNESSE ET ENSEIGNEMENT SCOLAIRE****Examen du fascicule [22 octobre 2002] (p. 3742)**

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 3748)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement : constructions scolaires (p. 3749)

Enseignement : diplômés (p. 3748)

Enseignement : élèves (p. 3748)

Enseignement : politique de l'éducation : sécurité (p. 3748)

Enseignement : programmes (p. 3749)

Enseignement maternel et primaire : crédits (p. 3748)

Enseignement maternel et primaire : personnel : instituteurs (p. 3748)

Enseignement secondaire : crédits (p. 3748)

Enseignement secondaire : personnel : enseignants (p. 3748)

Enseignement technique et professionnel : examens et concours (p. 3749)

Vote des crédits et articles rattachés [22 octobre 2002] (p. 3790)

Son intervention (p. 3795)

Explications de vote et vote

Son intervention à l'issue du vote (p. 3795)

II - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR**Examen du fascicule [8 novembre 2002] (p. 4765)**

Son intervention (p. 4774)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement supérieur : constructions universitaires (p. 4774)

Enseignement supérieur : diplômés (p. 4774)

Enseignement supérieur : étudiants (p. 4774)

Enseignement supérieur : universités (p. 4774)

Projet de loi n° 640 relatif aux assistants d'éducation**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [25 mars 2003] (p. 2373 ; 2405)**

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2389)

Son intervention (p. 2423)

Thèmes :

Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 2424)

Enseignement : politique de l'éducation (p. 2389)

Enseignement : personnel : assistants d'éducation (p. 2389, 2423)

Enseignement : personnel : personnel de surveillance (p. 2424)

Enseignement supérieur : étudiants (p. 2389)

Marie-Françoise PÉROL-DUMONT

Haute-Vienne (*3^{ème} circonscription*)
Socialiste

Elue le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale à l'aménagement et au développement durable du territoire [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Enseignement. politique de l'éducation. moyens, perspectives [5 novembre 2002] (p. 4464)

Assurance maladie maternité : prestations. frais pharmaceutiques. remboursement [29 avril 2003] (p. 3215)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 196, posée le 17 mars 2003. Transports ferroviaires. ligne Paris-Orléans-Limoges-Toulouse (J.O. questions p. 1892). Appelée le 18 mars 2003. modernisation (p. 2115)

n° 305, posée le 5 mai 2003. Gendarmerie. Non appelée (J.O. questions p. 3387)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [5 novembre 2002] (p. 4499)

Procédure des questions :

Élevage : viande : traçabilité (p. 4515)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

LOGEMENT

Examen du fascicule [13 novembre 2002] (p. 4969)

Procédure des questions :

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) : crédits budgétaires (p. 4990)

JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

I - JEUNESSE ET ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [22 octobre 2002] (p. 3742)

Procédure des questions :

Enseignement : politique de l'éducation : internat (p. 3789)

Proposition de loi n° 642 modifiant la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mars 2003] (p. 1993)

Son intervention (p. 2016)

Thèmes :

Emploi : création d'emplois (p. 2017)
 Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) (p. 2016)
 Personnes âgées : établissements d'accueil (p. 2016)
 Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 2016)
 Personnes âgées : soins et maintien à domicile (p. 2016)

Projet de loi n° 402 portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [3 avril 2003] (p. 2808)

Article 20 (simplification de la création et du fonctionnement des pays)

Son amendement n° 59 (p. 2824)

Déclaration du Gouvernement n° 880 sur les infrastructures 2003-2020 et débat sur cette déclaration**[20 mai 2003] (p. 3826)**

Son intervention (p. 3878)

Thèmes :

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 3878 et s.)
 Transports ferroviaires : Réseau ferré de France (p. 3879)
 Transports ferroviaires : TGV (p. 3878)
 Union européenne : élargissement (p. 3878)

Geneviève PERRIN-GAILLARD

Deux-Sèvres (1^{ère} circonscription)
Socialiste

Elue le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre titulaire du Comité de l'initiative française pour les récifs coralliens [J.O. du 2 août 2002] (p. 13231)

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de la présence du loup en France et l'exercice du pastoralisme dans les zones de montagne [J.O. du 13 novembre 2002] (p. 18692)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 442 visant à interdire la commercialisation des peaux de chiens et de chats, des produits manufacturés en étant issus ainsi que différentes activités en amont et en aval de celle-ci [28 novembre 2002]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 30, posée le 2 décembre 2002. Handicapés, allocation aux adultes handicapés (J.O. questions p. 4501). Appelée le 3 décembre 2002. conditions d'attribution (p. 6038)

n° 106, posée le 3 février 2003. Elevage. caprins (J.O. questions p. 620). Appelée le 4 février 2003. tremblante, abattage systématique, alternatives (p. 762)

n° 354, posée le 26 mai 2003. Risques professionnels. accidents du travail (J.O. questions p. 3971). Supplée par M. Jean-Yves Le Drian. Appelée le 27 mai 2003. exploitants agricoles, obligation d'assurance, champ d'application (p. 4245)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

ÉCOLOGIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Examen du fascicule [25 octobre 2002] (p. 4053)

Son intervention (p. 4066)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 4066)
 Déchets, pollutions et nuisances : bruit (p. 4066)
 Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 4066)
 Énergie et carburants : Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) (p. 4066)
 Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 4066)
 Environnement : crédits (p. 4066)
 Environnement : Natura 2000 (p. 4066)
 Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 4066)
 Sécurité publique : inondations (p. 4067)
 Sécurité publique : risques technologiques (p. 4067)

ÉCONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Vote des crédits et articles rattachés [25 octobre 2002] (p. 4044)

Etat C, titre VI

Intervient sur l'amendement n° 54 de la commission (réduction des crédits de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 4045)

SANTÉ, FAMILLE ET PERSONNES HANDICAPÉES

Examen du fascicule [12 novembre 2002] (p. 4939)

Procédure des questions :

Santé : cancer (p. 4955)

Projet de loi n° 560 relatif à la création d'une zone de protection écologique au large des côtes du territoire de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 avril 2003] (p. 2874)

Son intervention (p. 2882)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : dégazages sauvages (p. 2882)
 Droit pénal : sanctions pénales (p. 2882)
 Mer et littoral : plan POLMAR (POLlution MARitime) (p. 2883)
 Union européenne : directives : transports maritimes (p. 2883)

Projet de loi n° 699 relatif à la protection de l'environnement en Antarctique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 avril 2003] (p. 2884)

Son intervention (p. 2889)

Thèmes :

Animaux : animaux sauvages : protection (p. 2889 et s.)
 Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 2890)
 Énergie et carburants : pétrole (p. 2890)
 Mines et carrières : titres miniers (p. 2890)
 Recherche (p. 2890)
 Tourisme et loisirs (p. 2890)
 Traités et conventions : ratification (p. 2889 et s.)

Discussion des articles [3 avril 2003] (p. 2890)*Après l'article 1er*

Son amendement n° 3 (présentation par le Gouvernement, tous les cinq ans à compter du 1er juin 2003, d'un bilan de la protection de l'environnement en Antarctique et de l'application des textes internationaux s'y référant) : retiré (p. 2893)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Avant l'article 1er [séances des 12, 13, 14 juin 2003] (principes)
Son intervention (p. 5168 et s.)

Article 3 [séances du 17 juin 2003] (équité)
Son intervention (p. 5502 et s.)

Projet de loi n° 606 relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [15 juillet 2003] (p. 7577)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 72 de M. Jean-Yves Le Déaut (composition du CHSCT) (p. 7581)

Nicolas PERRUCHOT

*Loir-et-Cher (1^{ère} circonscription)
Union pour la Démocratie Française*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête relative aux conséquences sur le service rendu aux usagers et sur l'emploi dans l'entreprise, de la stratégie, de la gestion et de l'endettement de France Télécom, ainsi qu'aux initiatives de l'Etat actionnaire (n° 25) [30 juillet 2002]

Membre suppléant de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14786)

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 18 décembre 2002] (p. 20972)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 18 décembre 2002] (p. 20973)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 15 janvier 2003] (p. 883)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 15 janvier 2003] (p. 883)

Membre de la commission d'enquête sur la gestion des entreprises publiques afin d'améliorer le système de prise de décision. [J.O. du 5 février 2003] (p. 2218)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programme pour l'outre-mer [J.O. du 13 juin 2003] (p. 9985)

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 17 juin 2003] (p. 10139)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 17 juin 2003] (p. 10139)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 25 septembre 2003] (p. 16394)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 25 septembre 2003] (p. 16394)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la proposition de résolution (n° 25) de M. Jean-Pierre Brard, tendant à la création d'une commission d'enquête relative aux

conséquences sur le service rendu aux usagers et sur l'emploi dans l'entreprise, de la stratégie, de la gestion et de l'endettement de France Télécom, ainsi qu'aux initiatives de l'Etat actionnaire [1^{er} août 2002] (n° 182)

Proposition de loi n° 419 relative aux mariages et aux pactes civils de solidarité de complaisance [28 novembre 2002]

Proposition de loi n° 726 relative à la réserve spéciale de participation [26 mars 2003]

Proposition de loi n° 799 modifiant l'article L. 1511-6 du code général des collectivités territoriales afin d'autoriser les collectivités territoriales à devenir opératrices en Internet à haut débit [10 avril 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Finances publiques. lois de finances. 2004, perspectives [19 mars 2003] (p. 2175)

Cultes. culte musulman. instances représentatives [17 juin 2003] (p. 5441)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 102, posée le 3 février 2003. Personnes âgées. allocation personnalisée d'autonomie (J.O. questions p. 619). Appelée le 4 février 2003. financement (p. 771)

*DÉBATS***Projet de loi n° 36 d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [17 juillet 2002] (p. 2106)

Annexe II

Intervient sur l'amendement n° 119 de M. Jean-Christophe Lagarde (visionnage des images de vidéosurveillance) (p. 2135)

Projet de loi n° 190 relatif aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 octobre 2002] (p. 2897)

Son intervention (p. 2907)

Thèmes :

Emploi : création d'emplois (p. 2907)

Emploi : politique de l'emploi (p. 2907)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 2908)

Travail : heures supplémentaires (p. 2908)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 2907)

Discussion des articles [3 octobre 2002] (p. 2947) ; [8 octobre 2002] (p. 3070) ; [9 octobre 2002] (p. 3129, 3158)

Article 1er (article 32 de la loi n° 2000-37 du 19 janvier 2000 : harmonisation des salaires minima)

Son amendement n° 151 (unification des SMIC sur cinq ans et non trois) (p. 2956)

Article 2 (articles L. 212-5, L. 212-5-1, L. 212-6, L. 212-8, L. 212-9, L. 212-15-2, L. 212-15-3 et L. 227-1 du code du travail : assouplissements des trente-cinq heures)

Intervient sur l'amendement n° 169 de M. Hervé Morin (renvoi de la fixation de la durée moyenne du travail aux partenaires sociaux) (p. 3099)

Son amendement n° 177 rectifié (seuls les conventions et accords collectifs peuvent déterminer les catégories de cadres susceptibles de bénéficier de forfaits annuels en jours) (p. 3105) : SCRUTIN PUBLIC (p. 3108)

Intervient sur l'amendement n° 171 de M. Hervé Morin (cadres dits "intégrés" : souplesse horaire dans la limite de 10 %) (p. 3131)

Intervient sur l'amendement n° 218 de M. Hervé Morin (suppression de la définition légale du compte épargne-temps) (p. 3141)

Après l'article 2

Son amendement n° 152 (situation du salarié soumis à une astreinte et dont l'astreinte n'a impliqué aucune intervention) (p. 3144)

Intervient sur l'amendement n° 173 de M. Hervé Morin (calcul du temps de travail des apprentis et jeunes travailleurs ; dérogations) (p. 3147)

Intervient sur l'amendement n° 172 de M. Hervé Morin (calcul du temps de travail des apprentis et jeunes travailleurs ; dérogations) (p. 3148)

Avant l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 174 rectifié de M. Hervé Morin (aides de l'Etat à l'embauche par contrats de travail à durée indéterminée) (p. 3170)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 3306)

Déclaration du Gouvernement n° 262 présentée par M. Francis Mer, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur les prélèvements obligatoires et débat sur cette déclaration

[10 octobre 2002] (p. 3223)

Son intervention (p. 3226)

Thèmes :

Etat : réforme (p. 3228)
 Finances publiques : déficits publics et sociaux : gauche (p. 3227)
 Finances publiques : dépenses (p. 3227)
 Finances publiques : dette publique (p. 3227, 3228)
 Finances publiques : prélèvements obligatoires : droite (p. 3226)
 Finances publiques : prélèvements obligatoires : gauche (p. 3226, 3227)
 Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 3226)
 Politique économique : croissance : conjoncture (p. 3227)
 Sécurité sociale : dépenses : prévisions (p. 3228)
 Sécurité sociale : dépenses : réforme (p. 3228)
 Sécurité sociale : financement : transparence (p. 3227)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 octobre 2002] (p. 3342)

Son intervention (p. 3368)

Thèmes :

Fonctionnaires et agents publics (p. 3368)
 Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) : financement (p. 3368)
 Politique sociale : inégalités : gauche (p. 3368)
 Retraites : généralités (p. 3368)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [16 octobre 2002] (p. 3447)

Après l'article 2

Son amendement n° 146 (titulaires de bénéficiaires commerciaux - déductibilité des frais de déplacement entre le domicile et le lieu de travail) (p. 3471)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES SOCIALES, TRAVAIL ET SOLIDARITÉ

VILLE ET RÉNOVATION URBAINE

Examen du fascicule [23 octobre 2002] (p. 3803)

Son intervention (p. 3809)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : services déconcentrés (p. 3809)
 Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 3809)
 Associations (p. 3810)
 Logement : mixité sociale (p. 3809)
 Urbanisme : rénovation urbaine : crédits (p. 3809)

Procédure des questions :

Urbanisme : zones d'aménagement concertée (ZAC) (p. 3827)

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE - SERVICES DU PREMIER MINISTRE

Examen du fascicule [7 novembre 2002] (p. 4655)

Son intervention (p. 4674)

Thème avant la procédure des questions :

Retraites : fonctionnaires civils et militaires (p. 4674)

INTÉRIEUR, SÉCURITÉ INTÉRIEURE ET LIBERTÉS LOCALES

Examen du fascicule [23 octobre 2002] (p. 3847)

Son intervention (p. 3868)

Thèmes avant la procédure des questions :

Lois : loi de programmation : sécurité publique (p. 3868)
 Police : gardiens de la paix : réduction du temps de travail (p. 3869)
 Police : police de proximité : zones rurales (p. 3868)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[15 novembre 2002] (p. 5197)

Après l'article 55

Son amendement n° 206 (crédit d'impôt formation - pérennisation, extension et suppression de l'obligation d'option dès la première année d'engagement de dépenses) : rejeté (p. 5203)

Explications de vote et vote [19 novembre 2002] (p. 5295)

Ses explications de vote (p. 5300)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 janvier 2003] (p. 77) ; [15 janvier 2003] (p. 116)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 81)

Son intervention (p. 131)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : rôle (p. 82)
 Droit pénal : délinquance et criminalité : répression (p. 131)
 Droit pénal : prostitution : insertion professionnelle et sociale (p. 131)
 Droits de l'homme et libertés publiques : défense : sécurité (p. 131)

Discussion des articles [16 janvier 2003] (p. 218) ; [22 janvier 2003] (p. 390) ; [23 janvier 2003] (p. 445)

Avant l'article 1er

Intervient sur le sous-amendement n° 452 de M. Jean-Christophe Lagarde (information des maires sur la politique de sécurité locale) à l'amendement n° 54 de la commission (missions de l'Etat et rôle des collectivités territoriales en matière de sécurité intérieure) (p. 223)

Article 19 (installation sans titre sur un terrain)

Son intervention (p. 400)

Article 19 bis (extension de l'ordonnance de référé à l'ensemble des personnes installées sans titre sur un terrain)

Son intervention (p. 404)

Après l'article 19 bis

Intervient sur l'amendement n° 211 rectifié de M. Jean-Christophe Lagarde (pénalisation de l'organisation de squats contre rémunération) (p. 408)

Intervient sur l'amendement n° 202 deuxième correction de M. Jean-Christophe Lagarde (compétence du maire d'une commune non inscrite au schéma départemental pour faire évacuer un terrain privé) (p. 409)

Article 21 (incrimination des attroupements portant atteinte à la libre circulation dans les parties communes d'immeubles)

Son intervention (p. 419)

Article 28 (retrait de la carte de séjour temporaire - reconduite à la frontière)

Son intervention (p. 454 et s.)

Ses amendements n°s 344, 345 et 346 (p. 454)

Article 30 (régime de l'acquisition et de la détention d'armes)

Son intervention (p. 463)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [12 février 2003] (p. 1210)

Son intervention (p. 1228)

Thème :

Gens du voyage : stationnement (p. 1229)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 1229)

Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 février 2003] (p. 964)

Article 9 (congé et période de travail à temps partiel pour la création d'entreprise)

Son sous-amendement n° 326 (incompatibilités) à l'amendement n° 104 de la commission (fonctionnaires et agents publics - travail à temps partiel pour la reprise ou la création d'entreprise) (p. 973)

Son sous-amendement n° 327 (cumuls de retraites, de rémunérations et de fonctions) à l'amendement n° 104 de la commission (p. 973)

Son sous-amendement n° 328 (cumuls de retraites, de rémunérations et de fonctions) à l'amendement n° 104 de la commission (p. 973)

Débat sur la chasse

[11 février 2003] (p. 1097)

Son intervention (p. 1122)

Thèmes :

Animaux : oiseaux migrateurs : chasse (p. 1123)
 Politiques communautaires : directives : oiseaux migrateurs (p. 1122 et s.)

Projet de loi n° 640 relatif aux assistants d'éducation

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 mars 2003] (p. 2624)

Article 2 (régime juridique des assistants d'éducation)

Son amendement n° 316 (p. 2817)

Projet de loi n° 574 relatif à l'élection des conseillers régionaux et des représentants au Parlement européen ainsi qu'à l'aide publique aux partis politiques

NOUVELLE DÉLIBÉRATION DE L'ARTICLE 4

Avant la discussion de l'article unique [8 avril 2003] (p. 2949)

Son intervention (p. 2963)

Thèmes :

Elections et référendums : modes de scrutin : pluralisme (p. 2963)
Partis et mouvements politiques : pluralisme (p. 2963)

Explications de vote et vote

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 2964)

Projet de loi n° 719 de sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 avril 2003] (p. 3263) ; [30 avril 2003] (p. 3311)

Article 8 (règlement général de l'Autorité des marchés financiers)

Son intervention (p. 3282)

Article 39 (harmonisation et simplification des règles relatives à la pratique du démarchage bancaire ou financier)

Son intervention (p. 3357)

Déclaration du Gouvernement n° 989 d'orientation budgétaire présentée par M. Alain Lambert, ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire et débat sur cette déclaration

[26 juin 2003] (p. 6055)

Son intervention (p. 6069)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation : impôts locaux (p. 6072)
Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 6070)
Etat : réforme (p. 6072 et s.)
Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 6071 et s.)
Finances publiques : dette publique (p. 6069 et s.)
Finances publiques : exécution du budget : annulations de crédits (p. 6071)
Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6069)
Finances publiques : recettes : prévisions (p. 6071)
Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 6072)
Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances : Parlement (p. 6073)
Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques (p. 6069 et s.)
Politique économique : croissance : conjoncture (p. 6069, 6071 et s.)
Politique économique : épargne : taux d'intérêt (p. 6070)
Politique générale : réforme (p. 6069 et s.)
Politiques communautaires : pacte de stabilité : euro (p. 6070 et s.)
Recherche (p. 6070)
Retraites : généralités (p. 6071)
Sécurité sociale (p. 6071 et s.)
Travail : réduction du temps de travail (p. 6069 et s.)

Projet de loi n° 823 relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 juillet 2003] (p. 6729)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6764)

Son intervention (p. 6772)

Thèmes :

Etrangers : mariages blancs (p. 6774)
Etrangers : expulsion (p. 6773)
Etrangers : intégration (p. 6764, 6774)
Etrangers : regroupement familial (p. 6773)
Etrangers : xénophobie (p. 6772)

Discussion des articles [8 juillet 2003] (p. 7005) ; [9 juillet 2003] (p. 7129, 7186)

Avant le titre Ier

Son amendement n° 413 (intégration, dans un délai de trois ans, des dispositions de la loi dans les conventions bilatérales conclues par la France, notamment avec le Maroc, la Tunisie et l'Algérie) (p. 7005) : retiré (p. 7006)

Avant l'article 1er

Son sous-amendement n° 450 rectifié (inclusion de statistiques sur les visas et les attestations d'accueil) à l'amendement n° 46 rectifié de la commission (rapport annuel sur la maîtrise des flux migratoires) (p. 7009) : adopté (p. 7010)

Son sous-amendement n° 451 (indication de la durée moyenne des procédures relatives à l'entrée et à la sortie des étrangers du territoire français) à l'amendement n° 46 rectifié de la commission (p. 7010) : retiré (p. 7011)

Article 2 (attestation d'accueil)

Son intervention (p. 7053)

Son sous-amendement n° 453 à l'amendement n° 60 de la commission (p. 7054)

Son amendement n° 415 (p. 7055)

Son sous-amendement n° 452 à l'amendement n° 61 rectifié de la commission (p. 7057)

Article 3 (coordination liée à la suppression de l'obligation de détention d'un titre de séjour pour les ressortissants communautaires)

Son sous-amendement n° 454 à l'amendement n° 64 de la commission (p. 7061)

Article 4 (relevé des empreintes digitales pour le contrôle de l'entrée des étrangers)

Son amendement n° 343 (p. 7066)

Après l'article 6

Son amendement n° 384 (création d'un contrat d'intégration) (p. 7076) : rejeté (p. 7077)

Article 26 (assignation à résidence à titre probatoire et exceptionnel : « l'expulsion avec sursis »)

Son sous-amendement n° 465 à l'amendement n° 95 rectifié de la commission (p. 7159)

Article 28 (modification des règles d'instruction des dossiers de regroupement familial – délivrance d'une carte de séjour temporaire)

Son amendement n° 347 (p. 7162)

Son amendement n° 348 (p. 7165)

Son sous-amendement n° 455 à l'amendement n° 100 de la commission (p. 7167)

Article 32 (vérification de l'authenticité des actes d'état civil étrangers et sursis à statuer sur les demandes de visas)

Son amendement n° 425 (p. 7174)

Article 34 (aménagement des règles applicables au maintien en zone d'attente)

Son amendement n° 349 (p. 7199)

Après l'article 34

Son amendement n° 426 (mesures d'ordre intérieur des services préfectoraux pour l'application de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945) : retiré (p. 7209)

Son amendement n° 423 (relèvement du niveau des sanctions applicables aux employeurs d'étrangers en situation irrégulière) : retiré (p. 7211)

Article 37 (contrôle des mariages de complaisance)

Son amendement n° 427 (p. 7219)

Projet de loi n° 950 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juillet 2003] (p. 7362, 7449)

Article 15 (création d'une procédure d'urgence lorsque la carence crée une menace sur la sécurité des occupants des immeubles collectifs à usage d'habitation)

Son intervention (p. 7437)

Après l'article 26

Intervient sur l'amendement n° 119 rectifié de la commission (exonération des charges sociales patronales pour les emplois associatifs dans les ZUS) (p. 7469)

Son sous-amendement n° 400 (siège de l'activité sociale) à l'amendement n° 119 rectifié de la commission : adopté (p. 7469)

Intervient sur l'amendement n° 261 de M. Rodolphe Thomas (exonération des charges sociales patronales pour les emplois associatifs dans les ZUS) (p. 7469)

Avant l'article 27

Intervient sur l'amendement n° 293 de M. Jean-Christophe Lagarde (campagnes d'information menées par la Banque de France et ses succursales locales) (p. 7479)

Article 27 (création d'une procédure de rétablissement personnel)

Son intervention (p. 7490)

Après l'article 34

Intervient sur l'amendement n° 351 de M. Philippe Pemezec (maire consulté sur l'ordre du jour de la commission d'attribution) (p. 7528)

Bernard PERRUT

Rhône (9^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire
Secrétaire de l'Assemblée nationale

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11114)
 Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)
 Rapporteur du projet de loi portant création d'un dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise (n° 107) [10 juillet 2002]
 Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'un dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise [J.O. du 1^{er} août 2002] (p. 13132)
 Membre titulaire du Conseil national du tourisme [J.O. du 2 août 2002] (p. 13230)
 Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'un dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise [J.O. du 2 août 2002] (p. 13234)
 Membre titulaire du Comité national d'évaluation des dispositifs expérimentaux d'aide aux personnes âgées [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14786)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 107), portant création d'un dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise [24 juillet 2002] (n° 149)
 Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'un dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise [1^{er} août 2002] (n° 163)
 Proposition de loi organique n° 191 relative à la représentation des retraités au Conseil économique et social [18 septembre 2002]
 Proposition de loi n° 212 tendant à la prise en compte de l'exercice d'une activité bénévole pour le calcul des droits à la retraite [24 septembre 2002]
 Proposition de loi n° 315 relative au statut des travailleurs saisonniers dans les zones touristiques [15 octobre 2002]
 Proposition de loi n° 322 visant à améliorer le régime fiscal des contribuables qui ont à charge un frère ou une sœur [15 octobre 2002]
 Proposition de loi n° 494 relative au financement par les régions des dépenses d'investissement des lycées privés d'enseignement général sous contrat d'association avec l'Etat [18 décembre 2002]
 Proposition de loi n° 615 visant à créer un délit d'atteinte à la dignité de l'homme et de la femme par l'image publicitaire [13 février 2003]
 Proposition de loi n° 663 visant à exclure les donations consenties par les personnes handicapées des procédures de récupération des aides sociales [5 mars 2003]
 Proposition de loi n° 843 relative aux personnes polyhandicapées [14 mai 2003]
 Proposition de loi n° 923 donnant aux députés la qualité de membres de droit des conseils d'administration des établissements publics de santé situés dans leur circonscription [13 juin 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Assurances. assurance responsabilité civile médicale. établissements et professions de santé [8 octobre 2002] (p. 3043)
 Handicapés. politique à l'égard des handicapés. perspectives [30 avril 2003] (p. 3308)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 125, posée le 3 février 2003. Handicapés. enfants (J.O. questions p. 623). Appelée le 4 février 2003. établissements, capacités d'accueil (p. 767)

DÉBATS**Projet de loi n° 107 portant création d'un dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise**

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE**Avant la discussion des articles [30 juillet 2002] (p. 2312)**

Son intervention (p. 2317)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 2317)
 Emploi : jeunes (p. 2317)
 Emploi : offres d'emploi (p. 2317)
 Formation professionnelle : contrats de qualification (p. 2318)
 Formation professionnelle : promotion sociale (p. 2318)
 Travail : contrats à durée déterminée (p. 2317)
 Travail : contrats de travail (p. 2318)
 Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 2318)
 Travail : salaires (p. 2318)

Discussion des articles [30 juillet 2002] (p. 2372)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 2373 à 2432)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [1^{er} août 2002] (p. 2576)**

Son intervention (p. 2576)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 2576)
 Emploi : insertion professionnelle (p. 2576)
 Emploi : jeunes (p. 2576)
 Formation professionnelle : promotion sociale (p. 2576)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE****I - JEUNESSE ET ENSEIGNEMENT SCOLAIRE****Examen du fascicule [22 octobre 2002] (p. 3742)**

Son intervention (p. 3750)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement : élèves (p. 3751)
 Enseignement : illettrisme (p. 3751)
 Enseignement : politique de l'éducation : sécurité (p. 3752)
 Enseignement : personnel : enseignants (p. 3751)
 Enseignement secondaire : crédits (p. 3750)
 Enseignement secondaire : diplômes (p. 3750)
 Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 3752)

SANTÉ, FAMILLE ET PERSONNES HANDICAPÉES**Examen du fascicule [12 novembre 2002] (p. 4939)****Procédure des questions :**

Santé : fin de vie (p. 4948)

Projet de loi n° 250 de financement de la sécurité sociale pour 2003**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [29 octobre 2002] (p. 4208)**

Article 2 (création d'une annexe sur la médicalisation de l'ONDAM -objectif national de dépenses d'assurance maladie-)

Son intervention (p. 4239)

Projet de loi n° 640 relatif aux assistants d'éducation**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [25 mars 2003] (p. 2405)**

Son intervention (p. 2418)

Thèmes :

Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 2419)
 Enseignement : personnel : assistants d'éducation (p. 2419)
 Enseignement : personnel : contractuels (p. 2419)
 Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 2419)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5069)**

Son intervention (p. 5082)

Thèmes :

Retraites : généralités : calcul des pensions (p. 5083)
 Retraites : régimes autonomes et spéciaux : harmonisation des régimes (p. 5083)

Christian PHILIP

Rhône (4^{ème} circonscription)
 Union pour la Majorité Présidentielle
 puis Union pour un Mouvement Populaire

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11116)

Président de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 29 juin 2002] (p. 11265)

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification du protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer, additionnel à la convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée (n° 6) [2 juillet 2002]

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de la convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée (n° 7) [2 juillet 2002]

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification du protocole additionnel à la convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants (n° 8) [2 juillet 2002]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

Vice-président de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 5 juillet 2002] (p. 11611)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de siège entre le Gouvernement de la République française et la Commission internationale de l'état civil (n° 46) [10 juillet 2002]

Membre de droit (représentant la commission des affaires étrangères) de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation [J.O. du 10 octobre 2002] (p. 16779)

Membre de la commission d'enquête sur la gestion des entreprises publiques afin d'améliorer le système de prise de décision [J.O. du 5 février 2003] (p. 2218)

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de la convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international (n° 554) [5 février 2003]

Rapporteur du projet de loi constitutionnelle autorisant la ratification du protocole coordonnant la convention internationale de coopération pour la sécurité de la navigation aérienne "Eurocontrol" du 13 décembre 1960 suite aux différentes modifications intervenues (n° 555) [5 février 2003]

Secrétaire de la commission d'enquête sur la gestion des entreprises publiques afin d'améliorer le système de prise de décision [J.O. du 13 février 2003] (p. 2679)

Membre de la commission d'enquête sur les causes économiques et financières de la disparition d'Air Lib [J.O. du 26 mars 2003] (p. 5405)

Secrétaire de la commission d'enquête sur les causes économiques et financières de la disparition d'Air Lib [J.O. du 27 mars 2003] (p. 5472)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la décision du Conseil modifiant l'acte portant élection des représentants au Parlement européen au suffrage universel direct, annexé à la décision 76/787/CECA, CEE, Euratom du Conseil du 20 septembre 1976 (ensemble une annexe) (n° 944) [18 juin 2003]

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le Secrétaire d'Etat aux transports et à la mer [J.O. du 24 juin 2003] (p. 10573)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur :

- le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 6), autorisant la ratification du protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer, additionnel à la convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée
- le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 7), autorisant la ratification de la convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée
- le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 8), autorisant la ratification du protocole additionnel à la convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants [10 juillet 2002] (n° 30)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 46), autorisant l'approbation de l'accord de siège entre le Gouvernement de la République française et la Commission internationale de l'état civil [17 juillet 2002] (n° 106)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur le deuxième paquet ferroviaire [20 novembre 2002] (n° 388)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la transposition de la directive concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel [21 novembre 2002] (n° 391)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 2 octobre

au 18 décembre 2002 (nos E 2104, E 2105, E 2111, E 2116, E 2118 à E 2124, E 2126 à E 2131, E 2133 à E 2136, E 2139 à E 2144, E 2146 à E 2148, E 2152, E 2156 à E 2161) et sur les textes nos E 1500, E 1501, E 1761, E 1798, E 1876, E 1895, E 1935, E 1940 V, E 1940 VI, E 1958, E 1965, E 1995, E 2021, E 2035 à E 2037, E 2057 à E 2060, E 2063, E 2068, E 2071, E 2074, E 2094, E 2097, E 2099, E 2101 et E 2102 [19 décembre 2002] (n° 512)

Proposition de loi n° 534 relative aux privilèges et immunités de la délégation du Comité international de la Croix-Rouge en France (CICR) [16 janvier 2003]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur :

- le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 554), autorisant la ratification de la convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international
- le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 555), autorisant la ratification du protocole coordonnant la convention internationale de coopération pour la sécurité de la navigation aérienne "Eurocontrol" du 13 décembre 1960 suite aux différentes modifications intervenues [5 mars 2003] (n° 675)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur le deuxième paquet ferroviaire (rapport complémentaire) [19 mars 2003] (n° 711)

Proposition de résolution n° 712 sur le deuxième paquet ferroviaire (documents E 1932, E 1936, E 1937 et E 1941) [19 mars 2003]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur l'adhésion de la République de Chypre à l'Union européenne [9 avril 2003] (n° 781)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 944), autorisant l'approbation de la décision du Conseil modifiant l'acte portant élection des représentants au Parlement européen au suffrage universel direct, annexé à la décision 76/787/CECA, CEE, Euratom du Conseil du 20 septembre 1976 (ensemble une annexe) [2 juillet 2003] (n° 998)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur l'état de transposition des directives européennes [9 juillet 2003] (n° 1009)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur le Livre vert de la Commission européenne sur les services d'intérêt général [9 juillet 2003] (n° 1010)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etrangers. droit d'asile. politiques communautaires [8 octobre 2002] (p. 3045)

Union européenne. perspectives. constitution européenne [5 mars 2003] (p. 1598)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 46, posée le 2 décembre 2002. Outre-mer. DOM : transports aériens (J.O. questions p. 4504). Appelée le 3 décembre 2002. desserte, perspectives (p. 6039)

n° 348, posée le 19 mai 2003. Transports. politique des transports (J.O. questions p. 3732). Appelée le 20 mai 2003. infrastructures, Lyon (p. 3796)

DÉBATS

Projet de loi n° 6 autorisant la ratification du protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer, additionnel à la convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée

Rapporteur de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [24 juillet 2002] (p. 2282)

Son intervention (p. 2283)

Thèmes :

Droit pénal (p. 2283)
Droits de l'homme et libertés publiques (p. 2284)
Etrangers : immigration clandestine (p. 2283)
Justice : juridictions pénales : coopération judiciaire (p. 2283)
Politiques communautaires : politiques internes : police (p. 2284)

Projet de loi n° 154 d'orientation et de programmation pour la justice

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1^{er} août 2002] (p. 2582)

Article 7 (institution, compétence et fonctionnement de la juridiction de proximité)

Son intervention (p. 2589)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER**

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS - AVIATION CIVILE

Examen du fascicule [24 octobre 2002] (p. 3983)

Son intervention (p. 3983)

Thèmes avant la procédure des questions :

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 3983)

Transports urbains : plans de déplacements urbains (p. 3983)

INTÉRIEUR, SÉCURITÉ INTÉRIEURE ET LIBERTÉS LOCALES**Examen du fascicule [23 octobre 2002] (p. 3875)***Procédure des questions :*

Transports urbains : sécurité des usagers : police (p. 3893)

JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

III - RECHERCHE ET NOUVELLES TECHNOLOGIES

Examen du fascicule [5 novembre 2002] (p. 4427)

Son intervention (p. 4441)

Thèmes avant la procédure des questions :

Recherche : crédits (p. 4441)

Recherche : recherche industrielle (p. 4442)

Union européenne : recherche (p. 4442)

Projet de loi n° 326 relatif aux marchés énergétiques et au service public de l'énergie**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [12 décembre 2002] (p. 6615)**

Son intervention (p. 6633)

Thèmes :

Politiques communautaires : directives : gaz (p. 6633 et s.)

Secteur public : services publics (p. 6634)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [15 janvier 2003] (p. 151)**

Son intervention (p. 155)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité : répression (p. 155)

Ordre public : lutte contre l'insécurité (p. 156)

Proposition de loi n° 534 relative aux privilèges et immunités de la délégation du Comité international de la Croix-Rouge en France (CICR)**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [6 mars 2003] (p. 1673)**

Son intervention (p. 1677)

Thème :

Organisations internationales : Comité international de la Croix-Rouge en France (CICR) : statut juridique (p. 1677)

Déclaration du Gouvernement n° 880 sur les infrastructures 2003-2020 et débat sur cette déclaration**[20 mai 2003] (p. 3826)**

Son intervention (p. 3883)

Thèmes :

Transports ferroviaires : TGV (p. 3883)

Transports par eau : canal Seine-Nord (p. 3883)

Transports routiers (p. 3883)

Transports urbains : plans de déplacements urbains (p. 3884)

Union européenne : élargissement (p. 3883)

Proposition de résolution n° 446 sur la création d'un procureur européen - COM (2001) 715 final / E 1912 et COM (2001) 272 final / E 1758**Avant la discussion de l'article unique [22 mai 2003] (p. 3999)**

Son intervention (p. 4006)

Thèmes :

Justice : espace judiciaire européen (p. 4006)

Union européenne : construction européenne : parquet (p. 4006)

Étienne PINTE*Yvelines (1^{ère} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 29 mai 2003] (p. 9237)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 29 mai 2003] (p. 9237)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 13 juin 2003] (p. 9982)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 13 juin 2003] (p. 9982)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 juin 2003] (p. 10042)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 14 juin 2003] (p. 10042)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 11 juillet 2003] (p. 11841)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 11 juillet 2003] (p. 11841)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 209 tendant à faciliter le développement de l'intercommunalité et la création de communautés de communes [24 septembre 2002]

Proposition de loi organique n° 276 tendant à assurer la représentation des retraités au Conseil économique et social [11 octobre 2002]

Proposition de loi n° 348 visant à instaurer une visite médicale annuelle au profit des personnels des établissements d'enseignement et d'éducation (portant modification de l'article L. 2325-2 du livre III, titre II du code de la santé publique) [7 novembre 2002]

Proposition de loi n° 478 visant à réformer le prononcé des peines d'interdiction du territoire et les procédures d'expulsion [18 décembre 2002]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**DÉBATS****Projet de loi n° 230 de finances pour 2003****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****CULTURE ET COMMUNICATION**

CULTURE

Examen du fascicule [15 novembre 2002] (p. 5129)

Son intervention (p. 5141)

Thèmes avant la procédure des questions :

Arts et spectacles : musique : enseignement (p. 5141)

Patrimoine culturel : musées : Versailles (p. 5141)

DÉFENSE ET SGDN**Examen des fascicules [24 octobre 2002] (p. 3907)***Procédure des questions :*

Défense : GIAT-Industries : plan de charges (p. 3953)

Projet de loi n° 250 de financement de la sécurité sociale pour 2003**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [28 octobre 2002] (p. 4161)**

Son intervention (p. 4163)

Thèmes :

Famille : politique familiale (p. 4164)

Sécurité sociale : Caisse nationale d'assurance maladie (p. 4164)

Sécurité sociale : financement (p. 4163)

Discussion des articles [30 octobre 2002] (p. 4374)

Article 41 (accélération de la prise en charge par la Caisse nationale des allocations familiales des majorations de pension pour enfant)

Son amendement n° 179 (p. 4410) : SCRUTIN PUBLIC (p. 4413)

Proposition de loi constitutionnelle n° 341 visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections locales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 2002] (p. 5673)

Son intervention (p. 5689)

Thèmes :

Etrangers : intégration (p. 5690)

Etrangers : naturalisation (p. 5689)

Proposition de loi n° 380 visant à protéger certaines catégories d'étrangers des mesures d'éloignement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 novembre 2002] (p. 5901)

Son intervention (p. 5913)

Thèmes :

Droit pénal : double peine : famille (p. 5913)

Droit pénal : double peine : projet de loi (p. 5915)

Droits de l'homme et libertés publiques : Convention européenne des droits de l'homme (p. 5915)

Etrangers : attaches avec la France : protection (p. 5914)

Etrangers : intégration : associations (p. 5913)

Etrangers : interdiction du territoire (p. 5914)

Etrangers : interdiction du territoire : exécution des peines (p. 5914)

Projet de loi de finances rectificative n° 382 pour 2002

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 décembre 2002] (p. 6551)

Après l'article 40 (suite)

Son amendement n° 4 précédemment réservé (syndicat mixte – substitution d'une communauté de communes à ses communes membres) : adopté (p. 6553)

Projet de loi n° 402 portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 2003] (p. 591)

Son intervention (p. 600)

Thème :

Collectivités territoriales : compétences : logement social (p. 600)

Projet de loi n° 810 modifiant la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 relative au droit d'asile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 juin 2003] (p. 4618)

Son intervention (p. 4629)

Thèmes :

Etrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) : moyens (p. 4629)

Etrangers : pays d'origine sûr (p. 4630)

Union européenne : droit d'asile (p. 4630)

Discussion des articles [5 juin 2003] (p. 4638, 4666)

Article 1er (compétences de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides - OFPRA)

Son amendement n° 63 (p. 4641) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 4643)

Son amendement n° 64 (p. 4644)

Son amendement n° 129 (p. 4645)

Son amendement n° 65 (p. 4652)

Son amendement n° 66 (p. 4654)

Article 4 (composition et compétences de la commission des recours des réfugiés)

Son intervention (p. 4667)

Son amendement n° 130 (p. 4668)

Article 7 (régime du séjour du demandeur d'asile)

Son amendement n° 68 (p. 4671)

Son amendement n° 109 (p. 4673)

Après l'article 7

Son amendement n° 67 (audition obligatoire du demandeur d'asile par l'OFPRA, avec procès-verbal et possibilité de se faire assister d'un conseil) : rejeté (p. 4675)

Article 11 (adaptations en vue de l'application de la loi à l'outre-mer - décrets d'application)

Son amendement n° 69 (p. 4679)

Projet de loi n° 823 relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 juillet 2003] (p. 6787)

Son intervention (p. 6787)

Thèmes :

Droit pénal : double peine (p. 6787)

Etrangers : reconnaissance d'un enfant naturel (p. 6788)

Discussion des articles [8 juillet 2003] (p. 7005) ; [9 juillet 2003] (p. 7129, 7186)

Avant l'article 1er

Son sous-amendement n° 374 (inclusion de statistiques pour évaluer l'impact de la réforme en matière de double peine) à l'amendement n° 46 rectifié de la commission (rapport annuel sur la maîtrise des flux migratoires) (p. 7011) : retiré (p. 7012)

Article 1er (renonciation au bénéfice du « jour franc » en cas de refus de signer la notification écrite de non-admission)

Son intervention (p. 7018)

Son sous-amendement n° 444 corrigé à l'amendement n° 48 de la commission (p. 7021)

Article 2 (attestation d'accueil)

Son intervention (p. 7036)

Article 4 (relevé des empreintes digitales pour le contrôle de l'entrée des étrangers)

Son intervention (p. 7065)

Article 7 (délivrance d'une carte de séjour temporaire dans le cadre du regroupement familial - condition de communauté de vie pour les conjoints de Français)

Son intervention (p. 7086)

Article 19 (création d'un délit spécifique de mariage simulé)

Son intervention (p. 7136)

Article 20 (allongement du délai dans lequel le juge doit statuer sur les recours spéciaux dirigés contre les arrêtés de reconduite à la frontière)

Son amendement n° 187 (p. 7140)

Article 21 (réexamen périodique des motifs des arrêtés d'expulsion)

Ses amendements n° 188 et 419 (p. 7142)

Article 22 (protection relative contre les mesures d'expulsion au bénéfice de certaines catégories d'étrangers)

Son amendement n° 189 (p. 7146)

Article 24 (protection absolue contre les mesures d'expulsion au bénéfice de certaines catégories d'étrangers)

Son intervention (p. 7151)

Ses amendements n° 191 et 190 (p. 7153)

Ses amendements n° 192, 196 et 193 (p. 7156)

Ses amendements n° 194 et 195 (p. 7157)

Son amendement n° 197 (p. 7158)

Article 28 (modification des règles d'instruction des dossiers de regroupement familial – délivrance d'une carte de séjour temporaire)

Son intervention (p. 7169)

Article 33 (réforme du régime de la rétention des étrangers)

Son intervention (p. 7177)

Son amendement n° 199 (p. 7191)

Article 34 (aménagement des règles applicables au maintien en zone d'attente)

Son intervention (p. 7202)

Après l'article 34

Intervient sur l'amendement n° 150 deuxième rectification de la commission (possibilité de confier à des sociétés privées le transfèrement des personnes retenues en centre de rétention ou en zone d'attente) (p. 7208)

Intervient sur l'amendement n° 44 deuxième correction de M. Jean-Pierre Dupont (possibilité de confier à des sociétés privées le transfèrement des personnes retenues en centre de rétention ou en zone d'attente) (p. 7208)

Article 38 (aménagement des peines, motivation spéciale et protection absolue en matière d'interdiction du territoire)

Ses amendements n° 200 et 201 (p. 7223)

Ses amendements n° 202, 203 et 421 (p. 7224)

Ses amendements n° 204 et 205 (p. 7225)

Article 42 (règlement des situations passées)

Ses amendements n° 207, 208, 209 et 210 (p. 7228)

Son sous-amendement n° 449 à l'amendement n° 409 corrigé de la commission (p. 7229)

Ses amendements n° 211 corrigé et 212 (p. 7229)

Après l'article 42

Son amendement n° 213 (visa de plein droit pour les étrangers déjà expulsés et ayant des attaches familiales en France s'ils relèvent des catégories de personnes protégées de l'éloignement par la nouvelle loi (p. 7230) : rejeté (p. 7231)

Michel PIRON

Maine-et-Loire (4^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire

Élu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 avril 2003] (p. 6029)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 avril 2003] (p. 6029)

Rapporteur du projet de loi organique relatif à l'expérimentation par les collectivités territoriales (n° 855) [28 mai 2003]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi organique (n° 855) relatif à l'expérimentation par les collectivités territoriales [18 juin 2003] (n° 955)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Professions sociales. puéricultrices. statut, harmonisation [2 avril 2003] (p. 2752)

DÉBATS

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 novembre 2002] (p. 5473) ; [22 novembre 2002] (p. 5592, 5632)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 108 de M. Victorin Lurel (droit au respect de l'environnement reconnu et mis en œuvre par la République) (p. 5494)

Article 4 (article 72 de la Constitution - libre administration des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 5614 et s.)

Son amendement n° 114 (mention du principe de subsidiarité) (p. 5614)

Son amendement n° 116 (représentation de l'ensemble des membres du Gouvernement - et non de chacun de ses membres - par le représentant de l'Etat) (p. 5633)

Projet de loi organique n° 855 relatif à l'expérimentation par les collectivités territoriales

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juillet 2003] (p. 7628)

Son intervention (p. 7632)

Thèmes :

Collectivités territoriales : expérimentation (p. 7633)

Conseil constitutionnel (p. 7634)

Constitution : révision (p. 7633)

Etat : décentralisation (p. 7634)

Discussion des articles [15 juillet 2003] (p. 7683)

Article 1er (expérimentation des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 7684 et s.)

Article 2 (expérimentation des établissements publics de coopération intercommunale)

Son intervention (p. 7690)

Henri PLAGNOL

Val-de-Marne (1^{ère} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
Secrétaire d'Etat à la réforme de l'Etat

Élu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

Est nommé Secrétaire d'Etat à la réforme de l'Etat. Décret du 17 juin 2002 [J.O. du 18 juin 2002] (p. 10720)

Cessation de son mandat de député le 18 juillet 2002 (voir indications préliminaires)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Éric Woerth. Administration. procédure administrative. simplification [16 octobre 2002] (p. 3413)

M. Nicolas Forissier. Secteur public. services publics. réforme, perspectives [3 décembre 2002] (p. 6065)

M. Paul-Henri Cugnenc. Administration. rapports avec les administrés. formalités administratives, simplification [19 mars 2003] (p. 2180)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Michel Liebgott. Aménagement du territoire. politique d'aménagement du territoire. friches industrielles, réhabilitation, Esch-Belval [17 décembre 2002] (p. 6808)

M. Marcel Dehoux. Secteur public. services publics. maintien, perspectives, Nord [17 décembre 2002] (p. 6806)

Mme Nadine Morano. Police. fonctionnement. effectifs de personnel, missions, Toul [17 décembre 2002] (p. 6810)

M. Guy Teissier. Télécommunications. Internet. trafic de drogue, lutte et prévention [17 décembre 2002] (p. 6809)

Mme Claude Greff. Communes. urbanisme. travaux de viabilisation, financement [4 février 2003] (p. 769)

M. Jean-Jacques Descamps. Aménagement du territoire. contrats de plan Etat-régions. mise en œuvre, région Centre [4 février 2003] (p. 768)

M. Michel Hunault. Transports ferroviaires. ligne Nantes-Châteaubriant. réouverture, délais [25 mars 2003] (p. 2345)

M. Dino Ciniéri. Administration. rapports avec les administrés. nouvelles technologies de l'information et de la communication, zones rurales [25 mars 2003] (p. 2344)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE - SERVICES DU PREMIER MINISTRE

Examen du fascicule [7 novembre 2002] (p. 4655)

Son intervention (p. 4697)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : rapports avec les administrés : nouvelles technologies (p. 4699)

Administration : simplifications administratives (p. 4698)

Collectivités territoriales : décentralisation : aménagement du territoire (p. 4698)

Etat : Conseil économique et social (p. 4701)

Etat : Médiateur de la République (p. 4700)

Etat : Plan (p. 4701)

Etat : réforme (p. 4698 à 4702)

Etat : services du Premier ministre (p. 4700 à 4702)

Finances publiques : fonds spéciaux (p. 4700)

Presse et livres : Journaux officiels (p. 4701)

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2002] (p. 4710)

IV - PLAN

Etat B, titre III

Intervient sur l'amendement n° 68 de M. François Goulard (suppression des crédits de fonctionnement du Commissariat général au Plan) (p. 4723)

Projet de loi n° 710 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance des mesures de simplification et de codification du droit

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 avril 2003] (p. 2975) ; [9 avril 2003] (p. 3022)

Intervient sur :

- l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2985)

- la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 2995)

Sa réponse (p. 3028)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 3031)

Thèmes :

Administration : rapports avec les administrés (p. 3222)

Administration : simplifications administratives (p. 2986, 3028)

Assemblée nationale : amendements (p. 3221)

Elections et référendums : vote par procuration (p. 2985, 3028, 3222)

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 3223)

Etat : réforme : Gouvernement précédent (p. 2985)

Impôts et taxes (p. 2985)

Lois : codification (p. 2996)

Marchés publics (p. 3029, 3223)

Ordonnances : projet de loi d'habilitation (p. 2985, 2996, 3028, 3221)

Travail : bulletins de paie (p. 3222)

Discussion des articles [9 avril 2003] (p. 3033, 3053)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 86 de M. Alain Madelin (Conseil d'orientation de la simplification administrative) (p. 3033)

Article 1er (simplification des relations entre le citoyen et les services publics)

Son intervention (p. 3035 et s.)

Article 2 (publicité et diffusion des lois et actes administratifs)

Son intervention (p. 3037)

Article 3 (procédures de la commande publique)

Son intervention (p. 3038)

Article 4 (contrats de coopération entre personnes de droit public et personnes de droit privé)

Son intervention (p. 3041 et s.)

Article 5 (législation fiscale et modalités de recouvrement de l'impôt)

Son intervention (p. 3045 et s.)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 52 de M. Éric Woerth (procédures administratives en matière de travaux publics d'aménagement) (p. 3058)

Intervient sur l'amendement n° 53 de M. Éric Woerth (situation statutaire des délégués du médiateur de la République) (p. 3058)

Article 8 (régime juridique des associations syndicales de propriétaires)

Son intervention (p. 3059)

Article 11 (formalités imposées aux usagers bénéficiaires de prestations sociales)

Son intervention (p. 3060)

Article 16 (organisation administrative et fonctionnement du système de santé)

Son intervention (p. 3062 et s.)

Article 19 (simplification des déclarations sociales)

Son intervention (p. 3067 et s.)

Article 20 (clarification du droit du travail et du financement de la formation professionnelle)

Son intervention (p. 3073 et s.)

Article 21 (aménagement du droit des sociétés)

Son intervention (p. 3088 et s.)

Article 22 (exercice de certaines professions réglementées)

Son intervention (p. 3090)

Après l'article 22

Intervient sur l'amendement n° 104 de M. Gérard Léonard (conditions de fonctionnement des collectivités territoriales) (p. 3090)

Article 23 (ratification d'ordonnances relatives à la partie législative de codes et à la transposition de directives communautaires)

Son intervention (p. 3091)

Article 24 (ratification d'ordonnances relatives à la partie législative de codes devant être rectifiés)

Son intervention (p. 3093)

Article 25 (habilitation en vue de la modification de codes existants)

Son intervention (p. 3093)

Article 26 (habilitation en vue de la création de codes à droit constant)

Son intervention (p. 3094)

Article 27 (modification de la législation relative à l'artisanat, au domaine des personnes de droit public, à la défense, et du code monétaire et financier)

Son intervention (p. 3094)

Article 28 (délais d'habilitation et de ratification)

Son intervention (p. 3095)

Article 29 (dispositions relatives à l'outre-mer)

Son intervention (p. 3096 et s.)

Après l'article 29

Intervient sur l'amendement n° 38 rectifié de la commission (rapport annuel au Parlement sur les mesures de simplification) (p. 3097)

Titre

Intervient sur l'amendement n° 39 de la commission (p. 3097)

Explications de vote et vote [29 avril 2003] (p. 3220)

Son intervention (p. 3220)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [3 juin 2003] (p. 4406)

Son intervention (p. 4406)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4410)

Thèmes :

Administration : circulaires : services publics (p. 4410)

Assemblée nationale : amendements (p. 4406)

Elections et référendums : vote par procuration (p. 4407)

Lois : codification (p. 4407)

Marchés publics (p. 4406)

Ordonnances : projet de loi d'habilitation (p. 4407)

Discussion des articles [3 juin 2003] (p. 4418)

Article 4 (contrats de coopération entre personnes de droit public et personnes de droit privé)

Son intervention (p. 4419 et s.)

Article 5 (législation fiscale et modalités de recouvrement de l'impôt)

Son intervention (p. 4423)

Article 16 (organisation administrative et fonctionnement du système de santé)

Son intervention (p. 4427)

Article 24 (ratification d'ordonnances relatives à la partie législative de codes rectifiés)

Son intervention (p. 4434)

Article 28 (délais d'habilitation et de ratification)

Son intervention (p. 4435)

Explications de vote et vote

Son intervention à l'issue du vote (p. 4436)

Serge POIGNANT

Loire-Atlantique (10^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire

Elu le 9 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Secrétaire de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2002] (p. 11184), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale à l'aménagement et au développement durable du territoire [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11466)

Vice-président de la délégation de l'Assemblée nationale à l'aménagement et au développement durable du territoire [J.O. du 11 juillet 2002] (p. 11913)

Cesse d'appartenir à l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. du 3 septembre 2002] (p. 14657)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 21 décembre 2002] (p. 21390)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction [J.O. du 21 mai 2003] (p. 8730)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages [J.O. du 17 juillet 2003] (p. 12134)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) tome VII : Economie, finances et industrie (PME, commerce et artisanat) (n° 258) [10 octobre 2002]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Entreprises. création. aides de l'Etat [8 octobre 2002] (p. 3042)

Energie et carburants. pétrole. approvisionnement [19 mars 2003] (p. 2179)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 285, posée le 28 avril 2003. Enseignement : personnel. enseignants français à l'étranger (J.O. questions p. 3246). Appelée le 29 avril 2003. carrière, perspectives (p. 3197)

DÉBATS

Projet de loi n° 154 d'orientation et de programmation pour la justice

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 août 2002] (p. 2622)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 33 deuxième rectification de M. Christian Estrosi (inscriptions sur les façades -tags- punies d'une peine de travail d'intérêt général) (p. 2649)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [5 novembre 2002] (p. 4499)

Procédure des questions :

Agriculture : installation (p. 4529)

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT, PROFESSIONS LIBÉRALES ET CONSOMMATION

Examen du fascicule [8 novembre 2002] (p. 4782)

Sa présentation de l'avis de la commission des affaires économiques (p. 4784)

Thèmes avant la procédure des questions :

Chambres consulaires : chambres de métiers (p. 4785)

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 4785)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : rôle et missions (p. 4784)

Formation professionnelle (p. 4785)

Impôts et taxes : taxe d'aide au commerce et à l'artisanat (TACA) (p. 4785)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 4785)

TVA : taux réduit (p. 4784)

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE - SERVICES DU PREMIER MINISTRE

Examen du fascicule [7 novembre 2002] (p. 4655)

Son intervention (p. 4681)

Thème avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : décentralisation : aménagement du territoire (p. 4681)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[15 novembre 2002] (p. 5197)

Après l'article 58

Son amendement n° 45 (suppression de la vignette automobile pour toutes les entreprises au titre de leurs véhicules de moins de 3,5 tonnes) : rejeté (p. 5228)

Projet de loi n° 402 portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 2003] (p. 591)

Son intervention (p. 593)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 608)

Thèmes :

Aménagement du territoire : schéma national d'aménagement et de développement du territoire (p. 594)

Logement : ascenseurs : sécurité (p. 594, 608)

Logement : aides et prêts : prêts d'accession à la propriété (PAP) (p. 594)

Urbanisme : schémas de cohérence territoriale (p. 594)

Discussion des articles [28 janvier 2003] (p. 608) ; [29 janvier 2003] (p. 670)

Après l'article 2

Son sous-amendement n° 112 (minimum parcellaire respecté pour chaque parcelle de terrain issue de la division) à l'amendement n° 11 de la commission (modalités de calcul des droits à construire en cas de division de terrain) (p. 616) : retiré (p. 618)

Article 3 (définition des éléments du plan local d'urbanisme - PLU - opposables)

Son intervention (p. 620)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 33 rectifié de la commission (modalités de création et de fonctionnement des pays) (p. 677)

Après l'article 15

Son amendement n° 113 précédemment réservé (dérogation autorisant, pour urgence des constructions, à confier les missions à une seule entreprise limitée à trois ans) (p. 701) : retiré (p. 702)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 705)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle (p. 706)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [3 avril 2003] (p. 2808)

Article 20 (simplification de la création et du fonctionnement des pays)

Son intervention (p. 2822 et s.)

Son amendement n° 112 (p. 2825)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [28 mai 2003] (p. 4347)

Son intervention (p. 4354)

Thèmes :

Aménagement du territoire : montagne : constructions (p. 4355)

Energie et carburants : énergie éolienne (p. 4355)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des investissements immobiliers locatifs neufs (p. 4355)

Logement : ascenseurs (p. 4354)

Urbanisme : plans locaux d'urbanisme (PLU) (p. 4354 et s.)

Urbanisme : schémas de cohérence territoriale (p. 4354)

Projet de loi n° 606 relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 mars 2003] (p. 1713, 1763)

Après l'article 13

Son amendement n° 508 (procédure d'urgence pour la réparation des parties communes d'immeubles en copropriété) (p. 1753) : adopté (p. 1754)

Article 19 (repères de crues)

Son amendement n° 160 (p. 1788)

Béregère POLETTI

Ardennes (1^{ère} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire

Elue le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 967 tendant à l'extension aux foires et salons de la législation relative au démarchage [25 juin 2003]

Proposition de loi n° 1074 visant à améliorer le regard sur le handicap par une sensibilisation des élèves de l'école primaire [24 septembre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Santé. politique de la santé. cancer, lutte et prévention [25 mars 2003] (p. 2368)

Sécurité publique. sécurité des biens et des personnes. délinquance, lutte et prévention [7 mai 2003] (p. 3516)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 286, posée le 28 avril 2003. Etablissements de santé. hôpitaux (J.O. questions p. 3246). Appelée le 29 avril 2003. fonctionnement, financement, Charleville-Mézières (p. 3201)

DÉBATS**Déclaration du Gouvernement n° 880 sur les infrastructures 2003-2020 et débat sur cette déclaration**

[20 mai 2003] (p. 3826)

Son intervention (p. 3905)

Thèmes :

Régions : contrats de plan Etat-régions : Champagne-Ardenne (p. 3905)

Transports ferroviaires : TGV-Est (p. 3905)

Transports par eau : canaux (p. 3906)

Axel PONIATOWSKI

*Val-d'Oise (2^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances rectificative pour 2002 (n° 382) [27 novembre 2002]

DÉPÔT

Rapport pour avis déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances rectificative pour 2002 (n° 382) [3 décembre 2002] (n° 448)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Audiovisuel et communication. télévision. télévision numérique terrestre, développement [22 octobre 2002] (p. 3731)

Politique extérieure. Côte d'Ivoire. situation politique [9 avril 2003] (p. 3018)

Politique extérieure. Etats-Unis. relations bilatérales [30 avril 2003] (p. 3307)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 159, posée le 24 février 2003. Cours d'eau, étangs et lacs. Oise (J.O. questions p. 1276). Suppléé par M. Louis Giscard d'Estaing. Appelée le 25 février 2003. aménagements, financement, calendrier (p. 1317)

n° 246, posée le 24 mars 2003. Police. police judiciaire (J.O. questions p. 2097). Appelée le 25 mars 2003. groupements d'intervention régionaux, bilan, Cergy (p. 2354)

DÉBATS**Projet de loi n° 154 d'orientation et de programmation pour la justice****PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [1er août 2002] (p. 2497)

Son intervention (p. 2502)

Thèmes :

Gens du voyage (p. 2502)

Lois : projet de loi : justice (p. 2502)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****INTÉRIEUR, SÉCURITÉ INTÉRIEURE ET LIBERTÉS LOCALES**

Examen du fascicule [23 octobre 2002] (p. 3847)

Son intervention (p. 3869)

Thèmes avant la procédure des questions :

Communes : maires : police (p. 3869)

Police : effectifs (p. 3869)

Police : police de proximité (p. 3869)

Projet de loi n° 187 relatif à la programmation militaire pour les années 2003 à 2008**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [28 novembre 2002] (p. 5972)

Son intervention (p. 5984)

Thèmes :

Défense : armements et équipements : coopération économique (p. 5985)

Défense : loi de programmation militaire (p. 5984)

Défense : renseignement (p. 5985)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 5985)

Projet de loi de finances rectificative n° 382 pour 2002

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 2002] (p. 6376)

Son intervention (p. 6379)

Thème :

Défense : crédits (p. 6379)

Discussion des articles [10 décembre 2002] (p. 6407)

Article 9 (dépenses en capital des services militaires - Annulations)

Son intervention (p. 6425)

Projet de loi n° 607 relatif à la répression de l'activité de mercenaire**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion de l'article unique [3 avril 2003] (p. 2789)

Son intervention (p. 2792)

Thème :

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 2792)

Josette PONS

*Var (6^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elue le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 24 mai 2003] (p. 8931)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 24 mai 2003] (p. 8931)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 20 juin 2003] (p. 10392)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 20 juin 2003] (p. 10392)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Etat. décentralisation. perspectives [4 mars 2003] (p. 1534)

DÉBATS

Projet de loi n° 758 relatif à la chasse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 mai 2003] (p. 3629)

Son intervention (p. 3634)

Thèmes :

Chasse et pêche : jour de non-chasse (p. 3634)

Chasse et pêche : Observatoire national de la faune sauvage et de ses habitats (p. 3634)

Daniel POULOU*Pyrénées-Atlantiques (6^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Devient député le 19 juillet 2002 (voir indications préliminaires) [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12450)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12450)

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 25 juillet 2002] (p. 12772), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 26 juillet 2002] (p. 12834)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Déchets, pollutions et nuisances. mer et littoral. hydrocarbures, toxicité, naufrage du "Prestige" [4 février 2003] (p. 787)

Déchets, pollutions et nuisances. mer et littoral. hydrocarbures, naufrage du pétrolier "Prestige", indemnisation [13 mai 2003] (p. 3590)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 160, posée le 24 février 2003. Agriculture. contrats territoriaux d'exploitation (J.O. questions p. 1276). Appelée le 25 février 2003. suspension, conséquences, Pyrénées-Atlantiques (p. 1327)

n° 217, posée le 17 mars 2003. Personnes âgées. établissements d'accueil (J.O. questions p. 1896). Appelée le 18 mars 2003. conventions tripartites, financement (p. 2110)

n° 287, posée le 28 avril 2003. Commerce et artisanat. métiers d'art (J.O. questions p. 3247). Appelée le 29 avril 2003. facteurs d'orgues, emploi et activité (p. 3184)

n° 321, posée le 5 mai 2003. Economie sociale. mutuelles (J.O. questions p. 3390). Appelée le 6 mai 2003. réforme, conséquences (p. 3418)

n° 397, posée le 2 juin 2003. Transports aériens. aéroport de Fontarabie-San Sebastian (J.O. questions p. 4143). Suppléé par M. Jean-Paul Ancaux. Appelée le 3 juin 2003. extension, conséquences, Hendaye (p. 4386)

DÉBATS

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 novembre 2002] (p. 5473)

Article 1er (article 1er de la Constitution - organisation de la République)

Son intervention (p. 5473)

Son amendement n° 3 (langues et cultures régionales) (p. 5473)

Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 février 2003] (p. 1046)

Après l'article 23

Son amendement n° 317 (droits de mutation à titre gratuit - article 786 du code général des impôts - prise en compte de l'adoption simple en matière de transmission d'entreprises) : adopté (p. 1083)

Jean-Luc PRÉEL*Vendée (1^{ère} circonscription)
Union pour la Démocratie Française*

Elu le 9 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Secrétaire de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2002] (p. 11184)

Membre titulaire du Conseil d'orientation des retraites [J.O. du 2 août 2002] (p. 13231)

Membre titulaire du conseil de surveillance de la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14787)

Membre titulaire du conseil de surveillance de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14787)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2003 [J.O. du 22 novembre 2002] (p. 19330)

Rapporteur de la proposition de loi relative à la création d'un ordre national de la profession d'infirmier et d'infirmière (n° 137) [18 décembre 2002]

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé [J.O. du 22 janvier 2003] (p. 1335)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des retraites [J.O. du 22 juillet 2003] (p. 12377)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 125 tendant à simplifier le bulletin de paie [24 juillet 2002]

Proposition de loi n° 126 visant à faciliter le stationnement des personnes handicapées [24 juillet 2002]

Proposition de loi n° 127 visant à créer un Institut national de la santé [24 juillet 2002]

Proposition de loi n° 128 tendant à instaurer une régionalisation de la santé [24 juillet 2002]

Proposition de loi n° 137 relative à la création d'un ordre national de la profession d'infirmier et d'infirmière [24 juillet 2002]

Proposition de loi n° 139 tendant à renforcer l'autonomie de la caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés [24 juillet 2002]

Proposition de loi n° 140 relative à la création d'un ordre national des pédicures-podologues [24 juillet 2002]

Proposition de loi n° 141 relative à la création d'un ordre national des masseurs-kinésithérapeutes [24 juillet 2002]

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) tome XI : Santé et personnes handicapées (santé) (n° 257) [10 octobre 2002]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur sa proposition de loi (n° 137), déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à la création d'un ordre national de la profession d'infirmier et d'infirmière [22 janvier 2003] (n° 561)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etablissements de santé. services d'urgence. fonctionnement [18 décembre 2002] (p. 6900)

Personnes âgées. établissements d'accueil. conventions tripartites, financement [4 mars 2003] (p. 1529)

Sécurité publique. équilibre financier. perspectives [25 mars 2003] (p. 2366)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Souhaite que l'on passe rapidement à la discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5107)

DÉBATS

Proposition de loi n° 137 relative à la création d'un ordre national de la profession d'infirmier et d'infirmière

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 2003] (p. 531)

Ses interventions (p. 531 et 546)

Thèmes :

Professions de santé : déontologie (p. 531, 546)
 Professions de santé : exercice libéral (p. 531)
 Professions de santé : infirmiers (p. 531, 546)
 Professions de santé : ordre professionnel (p. 531, 546)
 Santé : politique de la santé (p. 531, 547)

Projet de loi n° 107 portant création d'un dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juillet 2002] (p. 2312)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2328)

Thèmes :

Emploi : jeunes (p. 2328)
 Travail : contrats à durée indéterminée (p. 2328)

Discussion des articles [30 juillet 2002] (p. 2372)*Après l'article 3*

Son amendement n° 37 (contrat de travail à caractère saisonnier) (p. 2427)

Projet de loi n° 250 de financement de la sécurité sociale pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 octobre 2002] (p. 4093, 4123, 4161)

Ses explications de vote :

- sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4118)
 - sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 4140)
 Son intervention (p. 4146)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 4180)

Thèmes :

Famille : politique familiale (p. 4118, 4140)
 Professions de santé : médecins (p. 4118, 4147, 4180)
 Retraites : généralités : politique à l'égard des retraités (p. 4118, 4147)
 Santé : politique de la santé (p. 4180)
 Sécurité sociale : Caisse nationale d'assurance maladie (p. 4147, 4181)
 Sécurité sociale : équilibre financier (p. 4147)
 Sécurité sociale : financement (p. 4140, 4147)
 Sécurité sociale : Fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale (FOREC) (p. 4146)

Discussion des articles [28 octobre 2002] (p. 4182) ; [29 octobre 2002] (p. 4208, 4260, 4296) ; [30 octobre 2002] (p. 4341, 4374)*Article 1er et rapport annexé (approbation du rapport annexé)*

Son intervention (p. 4189 et s.)
 Son amendement n° 166 (p. 4192)
 Son amendement n° 168 (p. 4198)
 Son amendement n° 169 (p. 4199)
 Son amendement n° 171 (p. 4200)
 Son amendement n° 170 (p. 4214)
 Son amendement n° 172 (p. 4215)
 Son amendement n° 173 (p. 4216)
 Son amendement n° 177 (p. 4219)
 Son amendement n° 174 (p. 4220)
 Son amendement n° 175 (p. 4221)
 Son amendement n° 176 (p. 4222)
 Son amendement n° 178 (p. 4223) ; repris par M. Pascal Terrasse

Article 2 (création d'une annexe sur la médicalisation de l'ONDAM -objectif national de dépenses d'assurance maladie-)

Son intervention (p. 4238)

Avant l'article 3

Ses observations : proteste parce que son amendement tendant à supprimer le fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale n'est pas appelé [29 octobre 2002] (p. 4260)

Article 3 (affectation du droit de consommation sur les tabacs)

Son intervention (p. 4260 et s.)

Article 5 (remboursement de la moitié de la dette du Fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale -FOREC- par la Caisse d'amortissement de la dette sociale -CADES-)

Son intervention (p. 4274)

Article 6 (contribution sur les dépenses de promotion des laboratoires pharmaceutiques)

Son intervention (p. 4277 et s.)
 Son sous-amendement n° 259 à l'amendement n° 39 de la commission (p. 4279)

Article 7 (clause de sauvegarde applicable à la progression du chiffre d'affaires des laboratoires pharmaceutiques non conventionnés)

Son intervention (p. 4284)

Article 9 (fixation des prévisions de recettes révisées pour 2002)

Son intervention (p. 4286)

Article 10 (mode de calcul de l'objectif quantifié national des cliniques privées)

Son intervention (p. 4287 et s.)
 Son amendement n° 188 (p. 4288)

Article 11 (création d'une mission d'audit et d'expertise hospitaliers)

Son intervention (p. 4288)

Article 12 (expérimentation du financement des hôpitaux par l'activité)

Son intervention (p. 4296 et s.)
 Son amendement n° 189 (p. 4298)

Article 13 (fusion du Fonds pour la modernisation des cliniques privées dans le Fonds pour la modernisation des établissements de santé)

Son intervention (p. 4300)

Article 14 (extension des missions du Fonds pour l'emploi hospitalier)

Son intervention (p. 4305)

Article 15 (suppression du mécanisme dit des "lettres-clefs flottantes" et des comités médicaux régionaux)

Son intervention (p. 4308 et s.)
 Son amendement n° 191 (p. 4311)

Article 16 (missions du conseil de surveillance de la Caisse nationale d'assurance maladie)

Son intervention (p. 4313)

Article 18 (dénomination et missions du service médical de l'assurance maladie)

Son intervention (p. 4317)

Article 19 (mesures et procédures applicables aux médecins en cas de pratiques abusives)

Son intervention (p. 4319)

Article 20 (inscription accélérée sur la liste des médicaments remboursables)

Son intervention (p. 4322)

Après l'article 20

Son amendement n° 194 (conditions d'agrément tacite en cas de non-respect des délais) (p. 4341) : retiré

Son amendement n° 195 (procédure d'inscription accélérée concernant les dispositifs médicaux innovants) (p. 4341) : retiré (p. 4342)

Intervient sur l'amendement n° 67 de la commission (conditions d'agrément tacite en cas de non-respect des délais) (p. 4342)

Article 21 (pénalités financières applicables aux entreprises exploitant des médicaments)

Son amendement n° 196 (p. 4343)
 Son intervention (p. 4344)

Article 25 (prolongation du délai pour la signature des conventions tripartites par les établissements assurant l'hébergement des personnes âgées dépendantes)

Son intervention (p. 4351 et s.)
 Ses amendements n° 197 et 198 (p. 4354)
 Son amendement n° 238 (p. 4355)
 Son amendement n° 239 (p. 4356)

Article 26 (réintégration des médicaments remboursables dans les tarifs de soins des établissements assurant l'hébergement des personnes âgées et ne disposant pas de pharmacie à usage intérieur)

Son intervention (p. 4356)

Article 27 (tarif forfaitaire de remboursement pour les médicaments)

Son intervention (p. 4359)

Article 17 précédemment réservé (spécialités délivrées sur présentation d'une prescription rédigée en dénomination commune internationale)

Son intervention (p. 4370)

Article 28 (fin du mécanisme de cessation anticipée d'activité)

Son intervention (p. 4374)

Article 29 (incitation à la poursuite et à la reprise d'activité pour les médecins et les infirmières)

Son intervention (p. 4376)

Article 31 (missions et dotation de financement du Fonds d'aide à la qualité des soins de ville)

Son intervention (p. 4381)

Article 32 (fixation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie pour 2003)

Son intervention (p. 4382)

Article 34 (fixation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie révisé pour 2002)

Son intervention (p. 4385)

Article 38 (autonomisation de la gestion de la branche accidents du travail)

Son intervention (p. 4392)

Article 43 (revalorisation des pensions de retraite du régime général et des avantages alignés en fonction de l'évolution prévisionnelle des prix)

Son intervention (p. 4397)

Article 41 précédemment réservé (accélération de la prise en charge par la Caisse nationale des allocations familiales des majorations de pension pour enfant)

Son intervention (p. 4410)

Son amendement n° 201 (p. 4410) : SCRUTIN PUBLIC (p. 4413)

Après l'article 46

Intervient sur l'amendement n° 204 de M. Charles de Courson (compensation entre les régimes de sécurité sociale : notion de cotisants actifs exerçant une activité professionnelle et affiliés à un régime obligatoire de sécurité sociale) (p. 4413)

Après l'article 48

Son amendement n° 180 (suppression des conseils régionaux des professions paramédicales) : rejeté (p. 4416)

Son amendement n° 181 (rétablissement de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes et des podologues) : rejeté (p. 4416)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 4418)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 4419)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [27 novembre 2002] (p. 5820)

Son intervention (p. 5833)

Thèmes :

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 5834)

Pharmacie et médicaments : médicaments : remboursement (p. 5834)

Retraites : généralités : retraites complémentaires (p. 5833)

Retraites : généralités : système par répartition (p. 5833)

Sécurité sociale : financement (p. 5833)

Sécurité sociale : Fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale (FOREC) (p. 5833)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire

Ses explications de vote (p. 5844)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SANTÉ, FAMILLE ET PERSONNES HANDICAPÉES

Examen du fascicule [12 novembre 2002] (p. 4910, 4939)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 4919)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 4921)

Santé : Agence française de sécurité sanitaire environnementale (AFSSE) (p. 4919)

Santé : crédits (p. 4919)

Santé : politique de la santé (p. 4919)

Sécurité sociale : action sanitaire et sociale (p. 4920)

Procédure des questions :

Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 4952)

Santé : politique de la santé (p. 4951)

Vote des crédits et articles rattachés [12 novembre 2002] (p. 4959)

Après l'article 70

Intervient sur l'amendement n° 168 du Gouvernement (revalorisation de la déduction forfaitaire qu'opèrent les organismes d'assurance complémentaire participant à la CMU) (p. 4961)

Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 février 2003] (p. 910)

Après l'article 6

Son amendement n° 159 (collecte et répartition des cotisations sociales assurées par l'URSAFF - principe du chèque emploi-service étendu au bulletin de paie) (p. 939) : retiré (p. 940)

Proposition de loi n° 642 modifiant la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie

PREMIÈRE LECTURE

Explications de vote et vote [18 mars 2003] (p. 2137)

Ses explications de vote (p. 2140)

Projet de loi n° 710 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance des mesures de simplification et de codification du droit

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 avril 2003] (p. 3053)

Article 16 (organisation administrative et fonctionnement du système de santé)

Son intervention (p. 3061 et s.)

Ses amendements n° 89, 90, 91 et 92 (p. 3063)

Débat sur l'assurance maladie et la politique de santé

[13 mai 2003] (p. 3555)

Son intervention (p. 3564)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 3566)

Professions de santé : médecins spécialistes (p. 3564)

Santé : politique de la santé (p. 3564)

Sécurité sociale : Caisse nationale d'assurance maladie (p. 3565)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 3564)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 juin 2003] (p. 5000, 5029) ; [12 juin 2003] (p. 5103)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5003)

Son intervention (p. 5042)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 5142)

Son rappel au règlement (cf supra) [12 juin 2003] (p. 5107)

Thèmes :

Constitution : article 40 (p. 5142)

Retraites : généralités : cotisations (p. 5004)

Retraites : généralités : politique à l'égard des retraités (p. 5004, 5142)

Retraites : généralités : système par répartition (p. 5003, 5142)

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Article 2 [séances des 16 et 17 juin 2003] (contributivité)

Son intervention (p. 5450)

Article 14 [séance du 24 juin 2003] (compétences du conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés)

Son intervention (p. 5906)

Article 16 [séance du 24 juin 2003] (permettre aux assurés qui sont en activité depuis l'âge de 14, 15 et 16 ans de faire valoir leurs droits à la retraite avant 60 ans)

Son intervention (p. 5920 et s.)

Article 20 [séance du 25 juin 2003] (possibilité de rachat de périodes de cotisation, dans la limite de douze trimestres)

Son intervention (p. 5994)

Article 22 [séances du 25 juin 2003] (amélioration de la pension de réversion et suppression de l'assurance veuvage)

Son intervention (p. 6009 et s.)

Après l'article 22 [séance du 25 juin 2003] (majoration de la durée d'assurance, tierce personne...)

Son intervention (p. 6028)

Article 72 [séance du 1er juillet 2003] (transposition dans le régime de base des exploitants agricoles de nouvelles dispositions applicables dans le régime général)

Son intervention (p. 6551 et s.)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [24 juillet 2003] (p. 7885)

Son intervention (p. 7902)

Thèmes :

Famille : politique familiale (p. 7902)

Retraites : généralités : solidarité (p. 7902)

Retraites : généralités : âge de la retraite (p. 7902)

Retraites : généralités : politique à l'égard des retraités (p. 7902)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [24 juillet 2003] (p. 7909)

Intervient sur l'amendement n° 4 du Gouvernement (article 16 : suppression de la surcote bénéficiant aux personnes qui remplissent les conditions de départ anticipé mais décident de rester en activité) (p. 7939)

Daniel PRÉVOST

*Ille-et-Vilaine (6^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Deviens député le 19 juillet 2002 (voir indications préliminaires) [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12450)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12450)

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 25 juillet 2002] (p. 12772), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 26 juillet 2002] (p. 12834)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Ordre public. maintien. rave parties, réglementation [17 décembre 2002] (p. 6824)

Elevage. porcs. aides de l'Etat [9 avril 2003] (p. 3019)

DÉBATS**Proposition de loi n° 180 relative à la création d'un chèque-emploi associatif****PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [10 octobre 2002] (p. 3199)

Son intervention (p. 3211)

Thèmes :

Emploi : chèque-emploi associatif (p. 3211)

Emploi : création d'emplois (p. 3211)

Emploi : politique de l'emploi : associations (p. 3211)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****SANTÉ, FAMILLE ET PERSONNES HANDICAPÉES**

Examen du fascicule [12 novembre 2002] (p. 4939)

Son intervention (p. 4939)

Thèmes avant la procédure des questions :

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 4939)

Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 4939)

Professions sociales : éducateurs spécialisés (p. 4939)

Christophe PRIOU

*Loire-Atlantique (7^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre titulaire de la commission supérieure du Crédit maritime mutuel [J.O. du 2 août 2002] (p. 13229)

Membre de la commission d'enquête sur l'application des mesures préconisées en matière de sécurité du transport maritime des produits dangereux ou polluants et l'évaluation de leur efficacité [J.O. du 12 février 2003] (p. 2618)

Rapporteur de la commission d'enquête sur l'application des mesures préconisées en matière de sécurité du transport maritime des produits dangereux ou polluants et l'évaluation de leur efficacité [J.O. du 27 février 2003] (p. 3525)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) tome IV : Ecologie et développement durable (n° 258) [10 octobre 2002]

Proposition de résolution n° 503 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'application des mesures préconisées en matière de sécurité du transport maritime des produits dangereux ou polluants et l'évaluation de leur efficacité [18 décembre 2002]

Rapport déposé au nom de la commission d'enquête sur l'application des mesures préconisées en matière de sécurité du transport maritime des produits dangereux ou polluants et l'évaluation de leur efficacité [10 juillet 2003] (n° 1018)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Transports par eau. transports maritimes. navires, sécurité [29 octobre 2002] (p. 4256)

Transports par eau. hygiène et sécurité. transports maritimes [2 avril 2003] (p. 2744)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 245, posée le 24 mars 2003. Famille. adoption (J.O. questions p. 2097). Appelée le 25 mars 2003. adoption internationale, réglementation, Sénégal (p. 2348)

n° 288, posée le 28 avril 2003. Mer et littoral. Retirée par l'auteur le 5 mai 2003 (J.O. questions p. 3247)

DÉBATS**Projet de loi n° 230 de finances pour 2003****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****ECOLOGIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Examen du fascicule [25 octobre 2002] (p. 4053)

Sa présentation de l'avis de la commission des affaires économiques (p. 4055)

Thèmes avant la procédure des questions :

Déchets, pollutions et nuisances : marée noire : indemnisation (p. 4056)

Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 4056)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 4056)

Environnement : Agence française de sécurité sanitaire environnementale (p. 4056)

Environnement : Institut national de l'environnement industriel et des risques majeurs (INERIS) (p. 4056)

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux (p. 4055)

Sécurité publique : inondations (p. 4055 et s)

Vote des crédits et articles rattachés [25 octobre 2002] (p. 4081)

Etat B, titre IV

Intervient sur l'amendement n° 93 de la commission (réduction des crédits de fonctionnement de l'Agence de l'environnement de la maîtrise des énergies -ADEME) (p. 4083)

Projet de loi de finances rectificative n° 382 pour 2002**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [11 décembre 2002] (p. 6470)

Après l'article 30

Intervient sur l'amendement n° 61 de M. Aimé Kergueris (artisans pêcheurs – déduction du bénéfice imposable au titre de la souscription d'une assurance couvrant les risques climatiques, économiques et sanitaires) (p. 6495)

Proposition de résolution n° 503 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'application des mesures préconisées en matière de sécurité du transport maritime des produits dangereux ou polluants et l'évaluation de leur efficacité

Avant la discussion de l'article unique [5 février 2003] (p. 879)

Son intervention (p. 887)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : fonds international d'indemnisation des pollutions par le pétrole (FIPOL) (p. 887)

Déchets, pollutions et nuisances : marée noire (p. 887)

Mer et littoral : Société nationale de sauvetage en mer (SNSM) : budget (p. 887)

Organisations internationales : Organisation maritime internationale (OMI) (p. 887)

Parlement : rôle : commissions d'enquête (p. 887)

Débat sur la chasse**[11 février 2003] (p. 1097)**

Son intervention (p. 1132)

Thèmes :

Agriculture : montagne : élevage (p. 1132)
 Chasse et pêche : gibier d'eau (p. 1133)
 Chasse et pêche : jours de chasse (p. 1133)
 Environnement : zones humides (p. 1132 et s.)

Projet de loi n° 758 relatif à la chasse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 mai 2003] (p. 3629)

Son intervention (p. 3641)

Thèmes :

Chasse et pêche : jour de non-chasse (p. 3642)
 Chasse et pêche : période de chasse (p. 3642)
 Environnement : Natura 2000 (p. 3642)
 Retraites : généralités (p. 3642)

Jean PRORIOL

*Haute-Loire (2^{ème} circonscription)
 Union pour la Majorité Présidentielle
 puis Union pour un Mouvement Populaire
 Secrétaire de l'Assemblée nationale*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11114)

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Vice-président de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2002] (p. 11184)

Membre titulaire de la commission supérieure du service public des Postes et télécommunications [J.O. du 2 août 2002] (p. 13230)

Rapporteur du projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction (n° 402) [27 novembre 2002]

Rapporteur du projet de loi modifiant l'article 1-1 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et des télécommunications (n° 677) [11 mars 2003]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction [J.O. du 21 mai 2003] (p. 8730)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction [J.O. du 22 mai 2003] (p. 8793)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi (n° 402) portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction [3 décembre 2002] (n° 450)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi (n° 677), modifiant l'article 1-1 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et des télécommunications [12 mars 2003] (n° 691)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 641), portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction [19 mars 2003] (n° 717)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction [21 mai 2003] (n° 879)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION ORALE SANS DÉBAT*

n° 218, posée le 17 mars 2003. Transports routiers. transport de marchandises (J.O. questions p. 1896). Appelée le 18 mars 2003. bois, réglementation (p. 2117)

DÉBATS

Projet de loi n° 107 portant création d'un dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 juillet 2002] (p. 2372)*Article 1er (dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise)**Article L. 322-4-6-1 du code du travail (employeurs concernés et durée du soutien)*

Son amendement n° 64 (le dispositif a pour vocation l'accès à une formation qualifiante); repris par M. Maxime Gremetz

Article L. 322-4-6-2 du code du travail (conditions particulières de rupture du contrat de travail)

Son amendement n° 41 (transformation du contrat de travail) (p. 2415)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [5 novembre 2002] (p. 4499)*Procédure des questions :*

Agriculture : montagne (p. 4530)
 Agriculture : pollution (p. 4530)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

LOGEMENT

Examen du fascicule [13 novembre 2002] (p. 4969)*Procédure des questions :*

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) : crédits budgétaires (p. 4990)

Projet de loi n° 326 relatif aux marchés énergétiques et au service public de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 décembre 2002] (p. 6654) ; [13 décembre 2002] (p. 6698, 6732)*Article 3 (statut des fournisseurs de gaz naturel)*

Son amendement n° 258 (p. 6670)

Article 7 (échanges d'informations nécessaires au fonctionnement des réseaux gaziers)

Son sous-amendement n° 260 à l'amendement n° 47 de la commission (p. 6700)

Article 10 (coordination avec les dispositions du code général des collectivités territoriales)

Son amendement n° 2 (p. 6708)

Son amendement n° 3 rectifié (p. 6709)

Article 13 (prescriptions techniques de sécurité)

Son amendement n° 4 (p. 6740)

Avant l'article 20

Son amendement n° 259 (modalités de financement du Fonds d'amortissement des charges d'électrification) (p. 6755) : adopté après modification (p. 6756)

Son amendement n° 5 (modalités de financement du Fonds d'amortissement des charges d'électrification) : retiré (p. 6756)

Après l'article 20 septies

Son amendement n° 7 (contrôle des installations intérieures électriques) : non soutenu (p. 6771)

Après l'article 20 octies

Son amendement n° 8 (détermination des réseaux d'éclairage public éligibles) : non soutenu (p. 6772)

Après l'article 20 duodécies

Son sous-amendement n° 315 (non-application lorsque le raccordement est destiné à satisfaire les besoins d'une opération de construction ou d'aménagement autorisée) à l'amendement n° 91 de la commission (cadre juridique dans lequel est facturé le raccordement des nouveaux utilisateurs aux réseaux) : non soutenu (p. 6775)

Article 20 sexdécies (énergie réservée)

Son amendement n° 9 (p. 6778)

Avant l'article 21

Son amendement n° 11 (régime des redevances dues aux départements) (p. 6781) : adopté (p. 6782)

Projet de loi n° 402 portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 2003] (p. 566, 577, 591)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 569)

Son intervention en qualité de rapporteur sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 606)

Thèmes :

Aménagement du territoire : contrats de pays (p. 570)

Bâtiment et travaux publics : construction : logement social (p. 569)

Collectivités territoriales : compétences : logement social (p. 606)

Logement : ascenseurs : sécurité (p. 569)

Logement : offices publics d'HLM (OPHLM) : ventes d'appartements (p. 569)

Urbanisme : plan d'occupation des sols (POS) (p. 569 et s.)

Urbanisme : plans locaux d'urbanisme (PLU) (p. 569 et s.)

Urbanisme : schémas de cohérence territoriale (p. 569 et s.)

Voirie (p. 570)

Discussion des articles [28 janvier 2003] (p. 608) ; [29 janvier 2003] (p. 648, 670)

Article 1er (assouplissement de la règle de la constructibilité limitée en l'absence de schéma de cohérence territoriale)

Son intervention (p. 608 et s.)

Après l'article 1er

Son amendement n° 92 (intervention exclusive des communes et des établissements publics de coopération intercommunale dans l'élaboration des documents d'urbanisme) : adopté (p. 610)

Son amendement n° 93 (intervention du département ou de la région dans l'élaboration des documents d'urbanisme à la demande du président du conseil général ou du président du conseil régional) : adopté (p. 610)

Intervient sur l'amendement n° 81 rectifié de M. Michel Sordi (modification du schéma de cohérence territoriale par délibération de l'établissement public de coopération intercommunale et conditions de modification des schémas directeurs approuvés avant l'entrée en vigueur de la loi SRU) (p. 611)

Intervient sur l'amendement n° 82 de M. Michel Sordi (modification d'un schéma directeur de cohérence territoriale en vue de le rendre compatible avec les directives territoriales d'aménagement ou avec les dispositions particulières aux zones de montagne et au littoral après information de l'établissement public par le préfet) (p. 612)

Son amendement n° 94 (syndicats mixtes compétents jusqu'à l'approbation du schéma de cohérence territoriale ou jusqu'à la révision du schéma directeur et retrait de la région et du département dans un délai de six mois du syndicat mixte du SCOT) : adopté (p. 612)

Article 2 (contenu du projet d'aménagement et de développement durable)

Son intervention (p. 612)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 108 de M. François Goulard (restauration, après classement, des anciens bâtiments agricoles) (p. 614)

Article 3 (définition des éléments du plan local d'urbanisme - PLU - opposables)

Son intervention (p. 619)

Article 4 (procédures de modification et de révision des plans locaux d'urbanisme - PLU)

Son intervention (p. 620)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 109 deuxième rectification de M. François Scellier (autorisation d'opérations d'aménagement, de réhabilitation ou de rénovation urbaine dans les secteurs déjà urbanisés et desservis par des équipements publics dans la zone C des plans d'exposition au bruit) (p. 622)

Intervient sur l'amendement n° 97 de M. Jean-Pierre Blazy (autorisation d'opérations d'aménagement, de réhabilitation ou de rénovation urbaine dans les secteurs déjà urbanisés et desservis par des équipements publics dans la zone C des plans d'exposition au bruit) (p. 622)

Intervient sur l'amendement n° 96 de M. Marc Laffineur (possibilité de concertation unique pour une opération d'aménagement entraînant la révision du document d'urbanisme) (p. 649)

Intervient sur l'amendement n° 106 rectifié du Gouvernement (mesures transitoires pour les plans d'aménagement de zone déjà approuvés) (p. 650)

Intervient sur l'amendement n° 104 du Gouvernement (contenu du document d'urbanisme spécifique des secteurs sauvegardés) (p. 650)

Intervient sur l'amendement n° 103 rectifié du Gouvernement (saisine unique de l'architecte des bâtiments de France dans les secteurs sauvegardés, au titre du plan de sauvegarde et de mise en valeur, et au titre des monuments historiques) (p. 651)

Article 6 (remplacement de la participation pour voies nouvelles et réseaux - PVNR - par une participation pour voirie et réseaux - PVR)

Son intervention (p. 655 et s.)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Pascal Terrasse (assouplissement de la disposition de la loi SRU encadrant la constructibilité sur les parcelles autres que celles urbanisées des communes, bourgs et hameaux) (p. 662)

Intervient sur l'amendement n° 107 de M. François Goulard (instauration d'une procédure rapide de révision d'un plan de sauvegarde et de mise en valeur) (p. 663)

Intervient sur l'amendement n° 17 de la commission (de coordination) (p. 663)

Intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (possibilité pour les communes non dotées d'un plan local d'urbanisme de soumettre à autorisation préalable des travaux pouvant détruire un élément de paysage à protéger et à mettre en valeur) (p. 663)

Intervient sur l'amendement n° 85 de M. Hervé Morin (possibilité pour les communes non dotées d'un plan local d'urbanisme de soumettre à autorisation préalable des travaux pouvant détruire un élément de paysage à protéger et à mettre en valeur) (p. 663)

Intervient sur l'amendement n° 98 de M. Patrick Ollier (raccordement des installations de production d'électricité et participation des exploitants au coût de raccordement) (p. 664)

Article 7 (contrôle technique obligatoire de certaines constructions du fait de leur localisation)

Son intervention (p. 665 et s.)

Après l'article 15

Son amendement n° 114 (de coordination et de précision) (p. 682) : adopté (p. 683)

Article 8 précédemment réservé (sécurité des ascenseurs : entretien et contrôle technique obligatoires)

Son intervention (p. 684 et s.)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 49 rectifié précédemment réservé de M. Jean-Yves Le Déaut (ventilation des installations de chauffage et de production d'eau chaude) (p. 687)

Son amendement n° 115 rectifié précédemment réservé (dispositifs à installer déterminés par décrets) (p. 688) : adopté (p. 689)

Intervient sur l'amendement n° 45 précédemment réservé de M. Jean-Louis Dumont (fonds de prévoyance mutualisés pour le financement des travaux créés par les syndicats coopératifs de copropriété) (p. 689)

Article 9 précédemment réservé (sécurité des ascenseurs : mise en cohérence de certains articles du code de la construction et de l'habitation avec les nouvelles dispositions)

Son intervention (p. 690)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 69 précédemment réservé de M. François Brottes (majorité simple pour les travaux d'accessibilité de l'immeuble aux personnes handicapées) (p. 690)

Intervient sur l'amendement n° 52 précédemment réservé de Mme Odile Saugues (collectivités territoriales, associations de locataires et bailleurs associés aux conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance pour préconiser des mesures spécifiques) (p. 692)

Avant l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 53 précédemment réservé de Mme Odile Saugues (intitulé du titre II) (p. 693)

Avant l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 59 précédemment réservé de M. Jean-Yves Le Déaut (fonds du 1 % utilisés à construire des logements dans la zone géographique où ils ont été collectés) (p. 694)

Article 10 précédemment réservé (contrôle des organismes non agréés utilisant les fonds du 1 % logement)

Son intervention (p. 696)

Article 11 précédemment réservé (extension des contrôles de l'Union d'économie sociale pour le logement (UESL), aux concours nouveaux apportés par les comités interprofessionnels du logement (CIL) aux organismes constructeurs)

Son intervention (p. 697)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 83 rectifié précédemment réservé de M. André Flajolet (mesures dérogatoires autorisant le maintien du tiers payant en matière d'allocation logement en attendant la réalisation des travaux) (p. 698)

Avant l'article 12

Son amendement n° 128 précédemment réservé (intitulé du titre IV) : adopté (p. 698)

Article 12 précédemment réservé (sortie des logements sociaux vendus aux locataires par le biais d'une société civile immobilière (vente progressive) du champ du logement social)

Son intervention (p. 699 et s.)

Après l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 50 précédemment réservé de M. Jean-Yves Le Déaut (mode de calcul des hausses de loyer) (p. 699)

Après l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 48 précédemment réservé de M. Jean-Yves Le Déaut (OPAC autorisés à construire sur la totalité du territoire de leur compétence) (p. 700)

Intervient sur l'amendement n° 66 précédemment réservé de M. David Habib (sociétés mourennoise et sarcelloise autorisées à procéder à des cessons dans le cadre d'une politique de renouvellement urbain) (p. 700)

Intervient sur l'amendement n° 40 de Mme Odile Saugues (rapport au Parlement sur les résidences-services ou copropriétés avec services) (p. 701)

Article 15 précédemment réservé (report de la mise en place de la société de garantie de l'accès à la propriété)

Son intervention (p. 701)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 113 précédemment réservé de M. Serge Poignant (dérogation autorisant, pour urgence des constructions, à confier les missions à une seule entreprise limitée à trois ans) (p. 702)

Son sous-amendement n° 125 (rédactionnel) à l'amendement n° 113 précédemment réservé de M. Serge Poignant (p. 701) : devenu sans objet (p. 702)

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Jean-Christophe Lagarde (organismes HLM autorisés à réaliser des logements en vue de leur vente en l'état futur d'achèvement) (p. 704)

Son sous-amendement n° 123 (rédactionnel) à l'amendement n° 79 de M. Jean-Christophe Lagarde (p. 703) : adopté (p. 704)

Intervient sur l'amendement n° 80 de M. Jean-Christophe Lagarde (organismes HLM autorisés à intervenir en qualité de prestataires de services pour la Foncière) (p. 704)

Son sous-amendement n° 124 (rédactionnel) à l'amendement n° 80 de M. Jean-Christophe Lagarde (p. 703) : adopté (p. 704)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Léonce Deprez (engagement contractuel entre le bailleur, la caisse d'allocations familiales et l'État pour rendre le logement décent) (p. 704)

Intervient sur l'amendement n° 43 de M. Serge Janquin (engagement contractuel entre le bailleur, la caisse d'allocations familiales et l'État pour rendre le logement décent) (p. 704)

Son amendement n° 37 rectifié (date d'entrée en vigueur des dispositions de la loi SRU relatives aux règles comptables spécifiques du syndicat de copropriétaires reportée d'un an) : adopté (p. 705)

Son intervention (p. 706)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [3 avril 2003] (p. 2797)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 2798)

Thèmes :

Aménagement du territoire : montagne : réhabilitation (p. 2798 et s.)

Coopération intercommunale (p. 2798)

Handicapés : accès aux locaux publics ou privés (p. 2799)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des investissements immobiliers locatifs neufs (p. 2799)

Logement : ascenseurs : sécurité des usagers (p. 2799)

Urbanisme : plans locaux d'urbanisme (PLU) (p. 2798)

Urbanisme : schémas de cohérence territoriale (p. 2798)

Discussion des articles [3 avril 2003] (p. 2808)*Article 1er A (autorisation de restaurer des ruines)*

Son intervention (p. 2808)

Article 1er B (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des dépenses exposées par les communes et les établissements publics de coopération intercommunale pour la réalisation de leurs documents d'urbanisme)

Son intervention (p. 2809 et s.)

Article 1er quinquies (retrait des départements et des régions des syndicats mixtes compétents en matière d'élaboration des SCOT)

Son intervention (p. 2811)

Après l'article 1er quinquies

Intervient sur l'amendement n° 9 de la commission (de coordination) (p. 2812)

Intervient sur l'amendement n° 92 de M. Gilbert Meyer (établissement public gérant un ancien schéma directeur annulé pour vice de forme autorisé à le régulariser après enquête publique, sans attendre l'élaboration d'un schéma de cohérence territoriale) (p. 2812)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 39 de M. Philippe Tourtelier (principe du "gel de constructibilité" pendant une période de cinq ans renouvelable une fois dans les zones de rénovation urbaine) (p. 2813)

Intervient sur l'amendement n° 64 rectifié de M. Jean Dionis du Séjour (transformation des bâtiments agricoles désaffectés en habitations) (p. 2814)

Article 20 (simplification de la création et du fonctionnement des pays)

Son intervention (p. 2823 et s.)

Article 22 (coordination)

Son intervention (p. 2829 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 100 précédemment réservé du Gouvernement (disposition transitoire pour l'adaptation des plans locaux d'urbanisme) (p. 2830)

Intervient sur l'amendement n° 40 précédemment réservé de M. Christophe Masse (construction de plus de 100 logements précédée d'une étude visant à en mesurer l'impact sur les équipements publics existants) (p. 2830)

Article 2 bis précédemment réservé (faculté pour le maire de fixer une taille minimale des terrains constructibles)

Son intervention (p. 2831)

Article 3 précédemment réservé (opposabilité des dispositions du PADD)

Son intervention (p. 2831)

Article 4 précédemment réservé (procédures de modification et de révision des PLU)

Son intervention (p. 2832)

Article 4 bis précédemment réservé (renforcement du rôle des communes lors de l'élaboration d'un PLU intercommunal)

Son intervention (p. 2833)

Article 4 ter précédemment réservé (validation)

Son intervention (p. 2833)

Article 4 quater précédemment réservé (régularisation des POS annulés pour vice de forme ou de procédure)

Son intervention (p. 2833)

Article 5 précédemment réservé (clarification des dispositions transitoires entre les POS et les PLU)

Son intervention (p. 2834)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 1 rectifié précédemment réservé de M. François Scellier (autorisation d'opérations d'aménagement, de réhabilitation ou de rénovation urbaine dans les secteurs déjà urbanisés et desservis par des équipements publics dans la zone C des plans d'exposition au bruit) (p. 2835)

Intervient sur l'amendement n° 44 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Blazy (autorisation d'opérations d'aménagement, de réhabilitation ou de rénovation urbaine dans les secteurs déjà urbanisés et desservis par des équipements publics dans la zone C des plans d'exposition au bruit) (p. 2835)

Intervient sur l'amendement n° 98 précédemment réservé du Gouvernement (prolongation de la période d'application anticipée des plans d'exposition au bruit) (p. 2836)

Article 5 bis C précédemment réservé (travaux sur les chalets d'alpage et les bâtiments d'estive)

Son intervention (p. 2837)

Après l'article 5 bis C

Intervient sur l'amendement n° 18 précédemment réservé de la commission (urbanisation autour des constructions existantes en zone de montagne) (p. 2838)

Article 5 bis D précédemment réservé (possibilité de construire en dehors des parties urbanisées des communes de montagne)

Son intervention (p. 2840)

Après l'article 5 bis D

Intervient sur l'amendement n° 62 précédemment réservé de M. François Brottes (possibilité de construire un musée lacustre près des rives des plans d'eau) (p. 2840)

Article 5 bis F précédemment réservé (report du délai de mise en conformité des plans de déplacements urbains)

Son intervention (p. 2841)

Après l'article 5 bis F

Intervient sur l'amendement n° 96 précédemment réservé du Gouvernement (introduction de procédures souples de modification des plans de déplacements urbains) (p. 2842)

Article 5 bis G précédemment réservé (extension du champ des servitudes pouvant être instituées en lien avec des pistes de ski)

Son intervention (p. 2842)

Après l'article 5 ter

Intervient sur l'amendement n° 88 précédemment réservé de M. François Sauvadet (réaffirmation de la liberté dont disposent les communes et les établissements publics de coopération intercommunale pour décider des modalités de la concertation lors des études des documents d'urbanisme et des principales opérations d'aménagement) (p. 2843)

Article 5 quater précédemment réservé (régime transitoire applicable aux plans d'aménagement de zone)

Son intervention (p. 2843)

Après l'article 5 quinquies

Intervient sur l'amendement n° 73 rectifié précédemment réservé de M. Jean Grenet (possibilité de modifier le plan de sauvegarde et de mise en valeur) (p. 2844)

Article 5 sexies précédemment réservé (saisine de l'architecte des bâtiments de France dans les secteurs sauvegardés)

Son intervention (p. 2844)

Article 6 précédemment réservé (participation pour voirie et réseaux - PVR)
Son intervention (p. 2845 et s.)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 69 précédemment réservé de M. François Goulard (dérogations à l'interdiction de construire des routes de transit près du rivage) (p. 2847)

Intervient sur l'amendement n° 3 précédemment réservé de M. François Goulard (procédure de révision d'urgence des plans de sauvegarde et de mise en valeur) (p. 2847)

Après l'article 6 bis A

Intervient sur l'amendement n° 85 précédemment réservé de M. Philippe Folliot (autorisation relative à l'adaptation des voies avec branchement aux réseaux d'eau et d'électricité empruntant, en tout ou en partie, des voies ou emprises publiques) (p. 2848)

Après l'article 6 bis

Intervient sur l'amendement n° 75 précédemment réservé de M. Bernard Accoyer (hauteur des arbres et clôtures dans les terrains situés dans le champ de visibilité d'un espace naturel recensé sur l'inventaire départemental du patrimoine naturel) (p. 2849)

Article 6 ter A précédemment réservé (exemption de permis de construire pour les infrastructures du réseau de radiocommunication ACROPOL)
Son intervention (p. 2849)

Article 6 ter B précédemment réservé (exemption de déclaration de travaux pour les infrastructures du réseau de radiocommunication ACROPOL)
Son intervention (p. 2850)

Après l'article 6 ter

Intervient sur l'amendement n° 89 rectifié précédemment réservé de M. François Sauvadet (responsabilité pénale des personnes morales en ce qui concerne les infractions au code de l'urbanisme) (p. 2850)

Article 6 quater précédemment réservé (participation au raccordement aux réseaux électriques)

Son intervention (p. 2851)

Après l'article 6 quater

Intervient sur l'amendement n° 49 précédemment réservé de M. Patrick Bloche (budget de l'archéologie préventive) (p. 2852)

Intervient sur l'amendement n° 51 corrigé précédemment réservé de M. Patrick Bloche (non-privatisation ou mise en concurrence de l'archéologie préventive) (p. 2852)

Intervient sur l'amendement n° 52 précédemment réservé de M. Patrick Bloche (budget de l'archéologie préventive) (p. 2852)

Après l'article 6 quinquies

Intervient sur l'amendement n° 99 précédemment réservé du Gouvernement (conseil municipal autorisé à déléguer au maire le pouvoir de signer la convention avec le constructeur dans le cas des ZAC) (p. 2853)

Article 6 sexies précédemment réservé (conditions de retrait d'une commune membre d'une communauté d'agglomération en vue d'adhérer à un autre établissement public de coopération intercommunale)

Son intervention (p. 2854 et s.)

Article 6 nonies précédemment réservé (financement des conventions publiques d'aménagement)

Son intervention (p. 2856)

Article 6 duodécies précédemment réservé (transfert de propriété des immeubles déclarés vacants et sans maître et présentant un intérêt communal)

Son intervention (p. 2857)

Après l'article 6 quaterdécies

Intervient sur l'amendement n° 30 rectifié précédemment réservé de la commission (président du conseil général chargé d'exercer le droit de préemption dans les espaces naturels sensibles) (p. 2857)

Intervient sur l'amendement n° 97 précédemment réservé du Gouvernement (simplification des conditions d'imposition à la taxe locale des constructions de locaux annexes) (p. 2858)

Intervient sur l'amendement n° 31 rectifié précédemment réservé de la commission (dispense de projet architectural et paysager pour les petits lotissements constructibles) (p. 2858)

Avant l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 32 précédemment réservé de la commission (intitulé du titre II du projet de loi : Dispositions relatives à la sécurité des constructions) (p. 2858)

Article 8 précédemment réservé (sécurité des ascenseurs : entretien et contrôle technique obligatoires)

Son intervention (p. 2859 et s.)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 56 précédemment réservé de Mme Odile Saugues (dépenses engagées par les HLM pour les travaux liés à la remise aux normes des ascenseurs dans les zones urbaines sensibles déductibles de la taxe foncière sur les propriétés bâties versée aux collectivités territoriales) (p. 2861)

Avant l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 109 corrigé précédemment réservé du Gouvernement (intitulé du titre IV : Dispositions relatives à l'activité des

organismes d'habitations à loyer modéré, des sociétés d'économie mixte, aux copropriétés et à l'offre locative) (p. 2864)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 84 précédemment réservé de M. Jean Lassalle (organismes HLM autorisés à mener des actions conjointes dans un quartier) (p. 2866)

Intervient sur l'amendement n° 108 précédemment réservé du Gouvernement (aménagement du dispositif d'amortissement fiscal) (p. 2867)

Intervient sur l'amendement n° 36 précédemment réservé de la commission (allocation logement perçue directement par le bailleur social) (p. 2870)

Intervient sur l'amendement n° 35, quatrième rectification précédemment réservé de la commission (règles de majorité relatives aux travaux d'accessibilité pour les personnes handicapées ou à mobilité réduite) (p. 2870)

Après l'article 22

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Patrice Martin-Lalande (assouplissement du code électoral lorsqu'il faut compléter le conseil municipal avant l'élection d'un nouveau maire) (p. 2871)

Explications de vote et vote

Son intervention à l'issue du vote (p. 2873)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [28 mai 2003] (p. 4347)

Son intervention en qualité de rapporteur de la commission mixte paritaire (p. 4347)

Thèmes :

Aménagement du territoire : montagne : constructions (p. 4348)

Coopération intercommunale (p. 4348)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des investissements immobiliers locatifs neufs (p. 4348)

Logement : ascenseurs (p. 4347 et s.)

Parlement : rôle : projets de loi (p. 4347)

Télécommunications (p. 4348)

Urbanisme : plans locaux d'urbanisme (PLU) (p. 4348)

Urbanisme : schémas de cohérence territoriale (p. 4348)

Voie (p. 4348)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [28 mai 2003] (p. 4356)

Son intervention (p. 4362)

Projet de loi n° 606 relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 mars 2003] (p. 1678, 1713)

Article 4 (installations soumises à un plan de prévention des risques technologiques)

Article L. 515-16 du code de l'environnement : contenu des PPRT

Son amendement n° 251 (p. 1685)

Son amendement n° 250 (p. 1686)

Article 12 (création d'une garantie d'indemnisation pour les dommages matériels des sinistrés couverts par un contrat d'assurance)

Son amendement n° 252 (p. 1739)

Projet de loi n° 632 relatif aux entreprises de transport aérien et notamment à la société Air France

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 mars 2003] (p. 1917)

Son intervention (p. 1924)

Thèmes :

Transports aériens : Air France : actionnaires (p. 1924)

Transports aériens : Air France : alliances (p. 1924)

Transports aériens : Air France : aménagement du territoire (p. 1924 et s.)

Transports aériens : Air France : services publics (p. 1924 et s.)

Transports aériens : déréglementation : privatisations (p. 1924)

Union européenne : Commission : Air France (p. 1924)

Projet de loi n° 677 modifiant l'article 1-1 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et des télécommunications

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [18 mars 2003] (p. 2153)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 2153)

Thèmes :

Télécommunications : France Télécom (p. 2153 et s.)

Union européenne : directives : télécommunications (p. 2154)

**Déclaration du Gouvernement n° 880 sur les infrastructures 2003-2020
et débat sur cette déclaration**

[20 mai 2003] (p. 3826)

Son intervention (p. 3898)

Thèmes :

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 3898)

Transports aériens : Air France : Auvergne (p. 3899)

Voie : autoroutes : Auvergne (p. 3898 et s.)

Q

Didier QUENTIN

*Charente-Maritime (5^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire
Secrétaire de l'Assemblée nationale*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11114)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

Membre de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de la sécurité et la coopération en Europe [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12452)

Membre titulaire du conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres [J.O. du 2 août 2002] (p. 13229)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation pour la justice [J.O. du 3 août 2002] (p. 13302)

Membre titulaire du comité directeur du Fonds d'investissement des départements d'outre-mer [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14786)

Membre de la commission d'enquête sur l'application des mesures préconisées en matière de sécurité du transport maritime des produits dangereux ou polluants et l'évaluation de leur efficacité [J.O. du 12 février 2003] (p. 2618)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programme pour l'outre-mer [J.O. du 13 juin 2003] (p. 9985)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) tome VII : Outre-mer (n° 261) [10 octobre 2002]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la réforme de la politique commune de la pêche [6 novembre 2002] (n° 344)

Proposition de résolution n° 345 sur la réforme de la politique commune de la pêche (documents E 2039 à E 2041, E 2044 à E 2046 et E 2075) [6 novembre 2002]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la sécurité maritime en Europe [4 mars 2003] (n° 644)

Proposition de résolution n° 645 sur la sécurité maritime en Europe (COM[2002] 780 final / E 2186, COM[2003] 001 final / E 2201) [4 mars 2003]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 28 janvier au 14 mars 2003 (n°s E 2193 à E 2196, E 2203, E 2204, E 2206, E 2208, E 2209, E 2218 à E 2220, E 2222 à E 2224-1, E 2227 et E 2232) et sur les textes n°s E 1987, E 2085, E 2108, E 2177, E 2178, E 2181, E 2183 et E 2187 [19 mars 2003] (n° 713)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la coopération judiciaire entre l'Union européenne et les Etats-Unis d'Amérique [19 mars 2003] (n° 716)

Proposition de résolution n° 715 sur la coopération judiciaire entre l'Union européenne et les Etats-Unis d'Amérique (15748/E 2210) [19 mars 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Agriculture. agriculture palustre. aides de l'Etat [29 octobre 2002] (p. 4260)

Politique extérieure. Irak. intervention des Etats-Unis, perspectives [18 décembre 2002] (p. 6902)

TVA. taux. hôtellerie et restauration [7 mai 2003] (p. 3507)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 18, posée le 14 octobre 2002. Mer et littoral. aménagement du littoral [J.O. questions p. 3482]. Appelée le 15 octobre 2002. loi n° 86-2 du 3 janvier 1986, application, conséquences, conchyliculture (p. 3274)

n° 97, posée le 13 janvier 2003. Agriculture. aides de l'Etat [J.O. questions p. 131]. Appelée le 14 janvier 2003. contrat d'agriculture durable, mise en place (p. 6)

n° 219, posée le 17 mars 2003. Aquaculture et pêche professionnelle. conchyliculture [J.O. questions p. 1896]. Appelée le 25 mars 2003. aides de l'Etat, Charente-Maritime (p. 2345)

n° 322, posée le 5 mai 2003. Postes. La Poste [J.O. questions p. 3391]. Appelée le 6 mai 2003. distribution d'un produit d'assurance, conséquences (p. 3422)

DÉBATS**Projet de loi n° 36 d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [16 juillet 2002] (p. 2009)**

Son intervention (p. 2026)

Thèmes :

Etrangers : immigration (p. 2026)

Gens du voyage (p. 2026)

Ordre public : sécurité : Gouvernement (p. 2026)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****ANCIENS COMBATTANTS****Examen du fascicule [12 novembre 2002] (p. 4861)**

Son intervention (p. 4876)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord (p. 4877)

Anciens combattants et victimes de guerre : carte du combattant (p. 4877)

Anciens combattants et victimes de guerre : crédits (p. 4877)

Anciens combattants et victimes de guerre : dé cristallisation (p. 4877)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 4877)

Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations (p. 4877)

OUTRE-MER**Examen du fascicule [8 novembre 2002] (p. 4807)**

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Son intervention (p. 4809)

Thèmes avant la procédure des questions :

Outre-mer : crédits (p. 4809)

Outre-mer : crédits : formation professionnelle (p. 4810)

Outre-mer : crédits : transports aériens (p. 4811)

Outre-mer : Guyane : immigration clandestine (p. 4810)

Outre-mer : Mayotte (p. 4810)

Outre-mer : Wallis-et-Futuna (p. 4810)

Tourisme et loisirs : politique du tourisme : outre-mer (p. 4811)

Union européenne : Fonds européen de développement régional (FEDER) : outre-mer (p. 4810)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [23 janvier 2003] (p. 483)****Après l'article 57**

Son amendement n° 52 (article 40 de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France : pérennisation des dérogations pour la Guyane et la commune de Saint-Martin) (p. 524) : adopté après modification (p. 525)

Son amendement n° 53 (non-application de l'article 12 quater de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 en Guyane et à Saint-Martin) (p. 524) : adopté (p. 525)

Débat sur la chasse**[11 février 2003] (p. 1097)**

Son intervention (p. 1129)

Thèmes :

Chasse et pêche : fédérations départementales des chasseurs (p. 1130)

Chasse et pêche : gibier d'eau (p. 1130)

Chasse et pêche : Observatoire national de la faune sauvage et de ses habitats (p. 1130)

Chasse et pêche : Office national de la chasse et de la faune sauvage (p. 1130)

Environnement : associations de protection de la nature et de l'environnement (p. 1129)

Politiques communautaires : directives : oiseaux migrateurs (p. 1129)

Déclaration du Gouvernement n° 880 sur les infrastructures 2003-2020 et débat sur cette déclaration

[20 mai 2003] (p. 3826)

Son intervention (p. 3899)

Thèmes :

Voirie : autoroutes (p. 3899 et s.)

Projet de loi n° 784 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 mai 2003] (p. 3957)

Son intervention (p. 3965)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : dégazages sauvages (p. 3965)

Déchets, pollutions et nuisances : fonds international d'indemnisation des pollutions par le pétrole (FIPOL) (p. 3965)

Déchets, pollutions et nuisances : marée noire : Etats-Unis (p. 3965)

Projet de loi n° 881 de programme pour l'outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 juin 2003] (p. 4715)

Son intervention (p. 4739)

Thèmes :

Assemblée nationale : projets de loi : outre-mer (p. 4739)

Emploi : création d'emplois : jeunes (p. 4740)

Outre-mer : continuité territoriale (p. 4740)

Outre-mer : crédits : coût (p. 4740)

Outre-mer : développement économique (p. 4740)

Politique extérieure (p. 4740)

Politique sociale : revenu minimum d'activité (RMA) : outre-mer (p. 4739)

Politiques communautaires : territoires d'outre-mer (p. 4740)

Tourisme et loisirs : navigation de plaisance : outre-mer (p. 4740)

Jean-Jack QUEYRANNE

*Rhône (7^{ème} circonscription)
Socialiste*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Système pénitentiaire. établissements. construction, financement, Lyon [23 octobre 2002] (p. 3842)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 27, posée le 2 décembre 2002. Justice. tribunaux de grande instance (J.O. questions p. 4501). Appelée le 3 décembre 2002. fonctionnement, effectifs de magistrats, Lyon (p. 6031)

n° 222, posée le 24 mars 2003. Audiovisuel et communication, télévision (J.O. questions p. 2093). Appelée le 25 mars 2003. EuroNews, perspectives (p. 2343)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Demande que M. Jean-Louis Debré, Président de l'Assemblée nationale, vienne donner son point de vue sur l'article 3 du projet de loi constitutionnelle relatif à l'organisation décentralisée de la République [21 novembre 2002] (p. 5541)

DÉBATS

Projet de loi n° 154 d'orientation et de programmation pour la justice

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 juillet 2002] (p. 2455)

Son intervention (p. 2488)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité : traitement (p. 2490)

Droit pénal : mineurs (p. 2490)

Droit pénal : mineurs : délinquance et criminalité (p. 2490)

Droit pénal : présomption d'innocence : lois (p. 2490)

Etat : Gouvernement : politique générale (p. 2491)

Justice : centres éducatifs fermés (p. 2490)

Justice : crédits (p. 2488)

Justice : juge de proximité (p. 2489)

Justice : maisons de justice et du droit (p. 2489)

Justice : tribunaux d'instance (p. 2489)

Lois : loi de programmation : justice (p. 2488)

Lois : projet de loi : justice (p. 2488)

Système pénitentiaire : établissements : construction (p. 2488)

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2002] (p. 5435)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 5436)

Thèmes :

Aménagement du territoire : pays (p. 5441)

Assemblée nationale : Président : décentralisation (p. 5437 et s.)

Collectivités territoriales : autonomie financière (p. 5438, 5440 et s.)

Collectivités territoriales : collectivité "chef de file" (p. 5439)

Collectivités territoriales : décentralisation : histoire (p. 5436)

Collectivités territoriales : décentralisation : projets de loi (p. 5436 et s.)

Collectivités territoriales : démocratie locale (p. 5442)

Collectivités territoriales : expérimentation (p. 5438 et s.)

Collectivités territoriales : péréquation (p. 5441)

Collectivités territoriales : projets de loi : Sénat (p. 5438, 5442)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 5439 et s.)

Constitution : révision : Conseil d'Etat (p. 5437 et s.)

Constitution : révision : décentralisation (p. 5436)

Coopération intercommunale : établissements publics de coopération intercommunale (EPIC) (p. 5441 et s.)

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 5440)

Etat : décentralisation : subsidiarité (p. 5438)

Etat : Premier ministre : Sénat (p. 5437)

Impôts locaux (p. 5440 et s.)

Justice : indépendance (p. 5438)

Outre-mer (p. 5442 et s.)

Outre-mer : La Réunion : institutions (p. 5442 et s.)

Outre-mer : Nouvelle-Calédonie : listes électorales (p. 5443)

Outre-mer : Polynésie française (p. 5443)

Parlement : Sénat (p. 5442)

Discussion des articles [21 novembre 2002] (p. 5454, 5512) ; [26 novembre 2002] (p. 5725, 5758) ; [27 novembre 2002] (p. 5846)

Article 1er (article 1er de la Constitution - organisation de la République)

Son intervention (p. 5467)

Article 2 (article 37-1 de la Constitution - expérimentations prévues par la loi ou le règlement)

Son intervention (p. 5519)

Article 3 (article 39 de la Constitution - priorité d'examen du Sénat sur les projets de loi ayant pour principal objet la libre administration des collectivités territoriales et les instances représentatives des Français établis hors de France)

Son intervention (p. 5536 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [21 novembre 2002] (p. 5541)

Article 6 (article 72-2 de la Constitution - autonomie financière des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 5745)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 133 de Mme Ségolène Royal (entrée en vigueur de la présente loi subordonnée à l'adoption des lois de transfert de ressources) (p. 5786)

Article 7 (articles 72-3 et 72-4 de la Constitution - régime des collectivités situées outre-mer)

Son intervention (p. 5848)

Projet de loi organique n° 242 relatif aux juges de proximité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 décembre 2002] (p. 6858)

Son intervention (p. 6859)

Thèmes :

Justice : conciliation (p. 6860)

Justice : juge de proximité : compétences (p. 6860)

Justice : juge de proximité : incompatibilités (p. 6861)

Justice : juge de proximité : indépendance (p. 6861)

Justice : maisons de justice et du droit (p. 6860)

Justice : réforme : propagande électorale (p. 6859)

Justice : tribunaux d'instance : juge de proximité (p. 6859)

Déclaration du Gouvernement n° 880 sur les infrastructures 2003-2020 et délat sur cette déclaration**[20 mai 2003] (p. 3826)**

Son intervention (p. 3882)

Thèmes :

Traités et conventions : protocole de Kyoto (p. 3883)
 Transports ferroviaires : TGV (p. 3882 et s.)
 Voirie : tunnels routiers (p. 3882)

Projet de loi n° 881 de programme pour l'outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 juin 2003] (p. 4683)

Son intervention (p. 4704)

Thèmes :

Emploi : création d'emplois : jeunes (p. 4705)
 Etat : Gouvernement : outre-mer (p. 4704 et s.)
 Etat : Gouvernement précédent : outre-mer (p. 4705)
 Impôts et taxes : investissements outre-mer : politique économique (p. 4705)
 Outre-mer : continuité territoriale (p. 4705)
 Outre-mer : crédits : coût (p. 4706)
 Outre-mer : Polynésie française : Président (p. 4705)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juin 2003] (p. 6411)

Son intervention (p. 6415)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail : outre-mer (p. 6415)
 Etat : Gouvernement précédent : outre-mer (p. 6416)
 Impôts et taxes : investissements outre-mer (p. 6416)
 Outre-mer : continuité territoriale (p. 6416)
 Outre-mer : crédits (p. 6416)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [30 juin 2003] (p. 6417)

Son intervention (p. 6433)

Vote contre du groupe socialiste (p. 6416)

Projet de loi n° 960 modifiant la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 juillet 2003] (p. 6819)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6838)

Thèmes :

Arts et spectacles : intermittents (p. 6838)
 Communes : Lyon : patrimoine culturel (p. 6839)
 Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 6838)
 Patrimoine culturel : archéologie préventive (p. 6838)
 Patrimoine culturel : politique du patrimoine (p. 6838)
 Patrimoine culturel : redevance d'archéologie préventive (p. 6842)
 Recherche : Institut national de recherche et d'archéologie préventive (INRAP) (p. 6840)
 Régions : Rhône-Alpes : patrimoine culturel (p. 6840)

Proposition de loi organique n° 936 portant réforme de la durée du mandat et de l'âge d'éligibilité des sénateurs ainsi que de la composition du Sénat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 juillet 2003] (p. 6927, 6954)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6940)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 6964)

Thèmes :

Conseil constitutionnel (p. 6944)
 Elections et référendums : collège sénatorial (p. 6943)
 Elections et référendums : élections sénatoriales : durée des mandats (p. 6942)
 Elections et référendums : modes de scrutin (p. 6943)
 Elections et référendums : modes de scrutin : parité (p. 6944)
 Parlement : bicamérisme (p. 6940)
 Parlement : Sénat : effectifs (p. 6942)
 Parlement : Sénat : prérogatives (p. 6940)
 Parlement : Sénat : représentativité (p. 6940, 6942)
 Président de la République : responsabilité pénale (p. 6941)

Discussion des articles [7 juillet 2003] (p. 6964)*Après l'article 3*

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. René Dosière (élargissement du collège électoral des sénateurs représentant les Français établis à l'étranger) (p. 6970)

Proposition de loi n° 937 portant réforme de l'élection des sénateurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 juillet 2003] (p. 6927, 6954)

Discussion générale commune de la proposition de loi organique n° 936 portant réforme de la durée du mandat et de l'âge d'éligibilité des sénateurs ainsi que de la composition du Sénat et de la proposition de loi n° 937 portant réforme de l'élection des sénateurs (voir Elections et référendums 936)

Discussion des articles [7 juillet 2003] (p. 6977)*Après l'article 6*

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Bernard Roman (dispositions pour favoriser la parité dans l'élection des sénateurs) (p. 6986)

Paul QUILÈS

Tarn (1^{ère} circonscription)
Socialiste

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (ex-délégation de l'Assemblée nationale à l'Assemblée de l'Atlantique Nord) [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12452)

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification du traité entre la République française, le Royaume d'Espagne, la République d'Italie et la République portugaise portant statut de l'Eurofor (n° 265) [6 novembre 2002]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la décision des représentants des Gouvernements des Etats membres de l'Union européenne, concernant les privilèges et immunités accordés à l'Institut d'études de sécurité et au Centre satellitaire de l'Union européenne, ainsi qu'à leurs organes et aux membres de leur personnel (n° 275) [6 novembre 2002]

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle n° 241 tendant à modifier l'article 34 de la Constitution afin d'élargir les pouvoirs du Parlement [2 octobre 2002]

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) tome VII : Défense (n° 259) [10 octobre 2002]

Proposition de loi n° 499 relative à la répression de l'activité de mercenaire [18 décembre 2002]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur :

- le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 265), autorisant la ratification du traité entre la République française, le Royaume d'Espagne, la République d'Italie et la République portugaise portant statut de l'Eurofor

- le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 275), autorisant l'approbation de la décision des représentants des Gouvernements des Etats membres de l'Union européenne, concernant les privilèges et immunités accordés à l'Institut d'études de sécurité et au Centre satellitaire de l'Union européenne, ainsi qu'à leurs organes et aux membres de leur personnel [5 février 2003] (n° 603)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi, contrats emploi solidarité et contrats emploi consolidé, perspectives [3 octobre 2002] (p. 2839)

Politique extérieure. Côte d'Ivoire. situation politique [17 décembre 2002] (p. 6826)

Politique extérieure. Irak. politiques communautaires [5 février 2003] (p. 873)

Relations internationales. Irak. populations civiles, protection [1^{er} avril 2003] (p. 2687)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

DÉFENSE ET SGDN

Examen des fascicules [24 octobre 2002] (p. 3907)Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères
Son intervention (p. 3909)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : loi de programmation militaire (p. 3910)

Espace : politique spatiale : Etats-Unis (p. 3909)

Ordre public : terrorisme (p. 3909)

Organisations internationales : Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) (p. 3910)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 3910)

Politiques communautaires : politique de la défense : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 3910)

Projet de loi n° 607 relatif à la répression de l'activité de mercenaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [3 avril 2003] (p. 2789)

Son intervention (p. 2793)

Thèmes :

Défense : armements et équipements : exportations (p. 2795)

Droit pénal : sanctions pénales (p. 2793 et s.)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 2794)

Politiques communautaires (p. 2794)

Traités et conventions : droit international (p. 2793)

R

Jean-Pierre RAFFARIN

Premier ministre

Est nommé Premier ministre. Décret du 17 juin 2002 [J.O. du 18 juin 2002] (p. 10719)

DÉPÔTS

Projet de loi n° 2 portant règlement définitif du budget de 2001 [26 juin 2002]

Projet de loi n° 19 portant amnistie [3 juillet 2002]

Déclaration de politique générale n° 20 [3 juillet 2002]

Projet de loi n° 21 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco relatif à l'attribution et à l'utilisation par la société Télé Monte Carlo de fréquences hertziennes terrestres pour la diffusion de son programme à partir d'installations d'émission implantées en territoire français (ensemble une annexe) [3 juillet 2002]

Projet de loi de finances rectificative n° 29 pour 2002 [10 juillet 2002]

Projet de loi n° 36 d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure [10 juillet 2002]

Projet de loi n° 150 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Lettonie relatif au statut de l'immeuble de la légation de la République de Lettonie à Paris [24 juillet 2002]

Projet de loi n° 151 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Lituanie relatif au statut de l'immeuble de la légation de la République de Lituanie à Paris [24 juillet 2002]

Projet de loi n° 152 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Estonie relatif à l'indemnisation de la République d'Estonie pour l'immeuble de son ancienne légation à Paris [24 juillet 2002]

Projet de loi n° 185 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Afrique du Sud relatif à la coopération dans le domaine de la défense [6 août 2002]

Projet de loi n° 186 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République argentine relatif à la coopération dans le domaine de la défense [6 août 2002]

Projet de loi n° 187 relatif à la programmation militaire pour les années 2003 à 2008 [11 septembre 2002]

Projet de loi n° 188 autorisant l'approbation de l'avenant à l'accord du 17 mars 1988, tel que modifié par l'avenant du 19 décembre 1991, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tunisienne en matière de séjour et de travail [11 septembre 2002]

Projet de loi n° 189 autorisant l'approbation du troisième avenant à l'accord du 27 décembre 1968 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire relatif à la circulation, à l'emploi et au séjour en France des ressortissants algériens et de leurs familles et à son protocole annexe (ensemble un échange de lettres) [11 septembre 2002]

Projet de loi n° 190 relatif aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi [18 septembre 2002]

Projet de loi n° 228 autorisant l'approbation du protocole de Carthage sur la prévention des risques biotechnologiques relatif à la convention sur la diversité biologique [25 septembre 2002]

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003 [25 septembre 2002]

Projet de loi n° 238 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relatif à la construction et l'entretien de ponts frontières sur le Rhin dont les Parties contractantes n'assurent pas la maîtrise d'ouvrage [2 octobre 2002]

Projet de loi n° 239 autorisant la ratification de l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République arabe d'Egypte, d'autre part [2 octobre 2002]

Déclaration du Gouvernement n° 244, sur la question de l'Irak [8 octobre 2002]

Projet de loi n° 250 de financement de la sécurité sociale pour 2003 [9 octobre 2002]

Projet de loi n° 251 autorisant la ratification de l'accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Croatie, d'autre part (ensemble 8 annexes et 6 protocoles) [9 octobre 2002]

Projet de loi n° 252 autorisant la ratification de l'accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres,

d'une part, et l'ancienne République yougoslave de Macédoine, d'autre part (ensemble 7 annexes et 5 protocoles) [9 octobre 2002]

Déclaration du Gouvernement n° 262, sur les prélèvements obligatoires, présentée par M. Francis Mer, Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie [10 octobre 2002]

Projet de loi n° 336 autorisant l'adhésion à la convention sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques [30 octobre 2002]

Projet de loi n° 337 autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre la République française et la République fédérale d'Allemagne en vue d'éviter les doubles impositions et d'établir des règles d'assistance administrative et juridique réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi qu'en matière de contributions des patentes et de contributions foncières, du 21 juillet 1959, modifiée par l'avenant du 9 juin 1969 et par l'avenant du 28 septembre 1989, signé à Paris le 20 décembre 2001 [30 octobre 2002]

Projet de loi n° 338 autorisant la ratification du traité entre la République française et le Royaume d'Espagne relatif à la coopération transfrontalière en matière policière et douanière [30 octobre 2002]

Projet de loi n° 342 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume d'Espagne relatif à l'exploitation, à l'entretien, à la sécurité et, le cas échéant, à l'évolution du tunnel routier du Somport (ensemble un échange de lettres) [6 novembre 2002]

Projet de loi n° 343 autorisant l'approbation de l'annexe V à la convention pour la protection du milieu marin de l'Atlantique du Nord-Est sur la protection et la conservation des écosystèmes et de la diversité biologique de la zone maritime (ensemble un appendice 3 sur les critères de détermination des activités humaines aux fins de ladite annexe) [6 novembre 2002]

Projet de loi n° 375 relatif à la négociation collective sur les restructurations ayant des incidences sur l'emploi [13 novembre 2002]

Projet de loi constitutionnelle n° 378 relatif au mandat d'arrêt européen [14 novembre 2002]

Projet de loi de finances rectificative n° 382 pour 2002 [20 novembre 2002]

Projet de loi n° 402 portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction [27 novembre 2002]

Projet de loi n° 403 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Australie sur l'emploi des personnes à charge des membres des missions officielles d'un Etat dans l'autre [27 novembre 2002]

Projet de loi n° 453 autorisant la ratification des conventions de l'Organisation internationale du travail n° 163 concernant le bien-être des gens de mer, en mer et dans les ports, n° 166 concernant le rapatriement des marins, n° 178 concernant l'inspection des conditions de travail et de vie des gens de mer, n° 179 concernant le recrutement et le placement des gens de mer, n° 180 concernant la durée du travail des gens de mer et les effectifs des navires, et du protocole relatif à la convention n° 147 concernant les normes minima à observer sur les navires marchands [4 décembre 2002]

Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique [18 décembre 2002]

Projet de loi n° 520 autorisant l'approbation de la convention d'établissement entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République gabonaise [8 janvier 2003]

Projet de loi n° 528 pour la confiance dans l'économie numérique [15 janvier 2003]

Projet de loi n° 556 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne relatif à une coopération sur l'observation de la Terre, signé à Turin le 29 janvier 2001 [21 janvier 2003]

Projet de loi n° 557 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement du Canada, les Gouvernements d'Etats membres de l'Agence spatiale européenne, le Gouvernement du Japon, le Gouvernement de la Fédération de Russie et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique sur la coopération relative à la station spatiale internationale civile (ensemble une annexe) [21 janvier 2003]

Projet de loi n° 574 relatif à l'élection des conseillers régionaux et des représentants au Parlement européen ainsi qu'à l'aide publique aux partis politiques [29 janvier 2003]

Projet de loi n° 611 portant transposition de la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau [12 février 2003]

Déclaration du Gouvernement n° 634, sur la question de l'Irak [26 février 2003]

Projet de loi n° 638 renforçant la lutte contre la violence routière [26 février 2003]

Projet de loi n° 640 relatif aux assistants d'éducation [27 février 2003]

Projet de loi n° 677 modifiant l'article 1-1 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et des télécommunications [5 mars 2003]

Projet de loi n° 678 relatif au mécénat et aux fondations [5 mars 2003]

Projet de loi n° 710 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance des mesures de simplification et de codification du droit [19 mars 2003]

Projet de loi n° 756 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du

Royaume de Belgique relatif à la coopération transfrontalière en matière policière et douanière, signé à Tournai le 5 mars 2001, ainsi qu'un échange de lettres signées à Paris et à Bruxelles le 10 juin 2002 [26 mars 2003]

Projet de loi n° 757 autorisant l'approbation d'un accord sous forme d'échange de lettres signées à Paris et à Impéria le 1er juillet 2002 complétant l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne relatif à la coopération transfrontalière en matière policière et douanière du 3 octobre 1997 [26 mars 2003]

Projet de loi n° 758 relatif à la chasse [26 mars 2003]

Projet de loi n° 784 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité [9 avril 2003]

Projet de loi n° 810 modifiant la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 relative au droit d'asile [15 avril 2003]

Projet de loi n° 812 autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre relative aux bureaux à contrôles nationaux juxtaposés [23 avril 2003]

Projet de loi n° 813 autorisant l'approbation des protocoles d'application de la convention alpine du 7 novembre 1991 dans le domaine de la protection de la nature et de l'entretien des paysages, de l'aménagement du territoire et du développement durable, des forêts de montagne, de l'énergie, du tourisme, de la protection des sols et des transports [23 avril 2003]

Projet de loi n° 823 relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France [30 avril 2003]

Projet de loi organique n° 855 relatif à l'expérimentation par les collectivités territoriales [14 mai 2003]

Projet de loi n° 877 relatif à la politique de santé publique [21 mai 2003]

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites [28 mai 2003]

Projet de loi n° 905 autorisant l'approbation de la convention sur la cybercriminalité [11 juin 2003]

Projet de loi n° 950 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine [18 juin 2003]

Projet de loi n° 958 autorisant la ratification de la convention civile sur la corruption [18 juin 2003]

Projet de loi n° 959 autorisant la ratification de la convention pénale sur la corruption [18 juin 2003]

Projet de loi n° 983 portant règlement définitif du budget de 2002 [25 juin 2003]

Projet de loi constitutionnelle n° 992 relatif à la Charte de l'environnement [27 juin 2003]

Projet de loi constitutionnelle n° 1005 portant modification du titre IX de la Constitution [3 juillet 2003]

Projet de loi n° 1014 autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres concernant le statut fiscal et douanier des établissements culturels et d'enseignement complétant l'accord de coopération culturelle, scientifique et technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume d'Espagne [9 juillet 2003]

Projet de loi n° 1015 autorisant la ratification du protocole relatif à l'adhésion de la Communauté européenne à la convention internationale de coopération pour la sécurité de la navigation aérienne "Eurocontrol" du 13 décembre 1960, telle qu'amendée à plusieurs reprises et coordonnée par le protocole du 27 juin 1997, fait à Bruxelles le 8 octobre 2002 [9 juillet 2003]

Projet de loi n° 1042 autorisant l'adhésion de la France au protocole d'amendement à la convention internationale pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers (ensemble trois appendices) [16 juillet 2003]

Projet de loi n° 1043 autorisant la ratification du traité destiné à adapter et à confirmer les rapports d'amitié et de coopération entre la République française et la Principauté de Monaco [16 juillet 2003]

Projet de loi n° 1044 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des transports [16 juillet 2003]

Projet de loi n° 1048 autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, de l'Estonie, de Chypre, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Hongrie, de Malte, de la Pologne, de la Slovaquie et de la Slovaquie [22 juillet 2003]

Projet de loi n° 1055 relatif aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle [31 juillet 2003]

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux [3 septembre 2003]

Projet de loi de finances n° 1093 pour 2004 [25 septembre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Premier Ministre

OBSERVATIONS

S'associe, au nom du Gouvernement, aux propos du président de l'Assemblée nationale qu'il remercie : il met actuellement au point avec le Premier ministre algérien un plan de travail pour venir en aide au peuple algérien très éprouvé par le séisme [27 mai 2003] (p. 4255)

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Jean-Marc Roubaud. Sécurité publique. Inondations. aides de l'Etat [1^{er} octobre 2002] (p. 2748)

M. Hervé Morin. Politique économique. croissance. perspectives [2 octobre 2002] (p. 2750)

M. Robert Lecou. Etat. décentralisation. perspectives [16 octobre 2002] (p. 3409)

M. Alain Bocquet. Etat. décentralisation. perspectives [22 octobre 2002] (p. 3728)

M. Thierry Mariani. TVA. taux. hôtellerie et restauration [23 octobre 2002] (p. 3841)

M. François Bayrou. Politique extérieure. Nigeria. droits de la femme [5 novembre 2002] (p. 4457)

M. Richard Mallié. Politique économique. perspectives. compétitivité [13 novembre 2002] (p. 5005)

M. Rodolphe Thomas. Transports routiers. chauffeurs routiers. revendications [19 novembre 2002] (p. 5285)

M. Jean Le Garrec. Politique sociale. lutte contre l'exclusion. perspectives [19 novembre 2002] (p. 5287)

Mme Ségolène Royal. Etat. décentralisation. perspectives [27 novembre 2002] (p. 5811)

M. Édouard Landrain. Déchets, pollutions et nuisances. mer et littoral. hydrocarbures, naufrage du pétrolier "Prestige" [4 décembre 2002] (p. 6137)

M. Hervé Morin. Union européenne. élargissement. Turquie [10 décembre 2002] (p. 6362)

M. Arnaud Montebourg. Banques et établissements financiers. Caisse des dépôts et consignations. nomination du directeur [10 décembre 2002] (p. 6365)

M. François Hollande. Finances publiques. lois de finances. 2003. perspectives [17 décembre 2002] (p. 6821)

M. Laurent Fabius. Banques et établissements financiers. Caisse des dépôts et consignations. directeur général, nomination [18 décembre 2002] (p. 6899)

M. Jean-Marc Ayrault. Politique extérieure. Irak. intervention des Etats-Unis, perspectives [14 janvier 2003] (p. 33)

M. Jacques Barrot. Parlement. relations avec le Gouvernement. situation en Irak, information des parlementaires [14 janvier 2003] (p. 34)

M. François Bayrou. Union européenne. institutions communautaires. réforme, perspectives [15 janvier 2003] (p. 107)

M. Claude Birraux. Relations internationales. G 8. sommet d'Evian, perspectives [21 janvier 2003] (p. 311)

M. Éric Besson. Emploi. politique de l'emploi. perspectives [28 janvier 2003] (p. 552)

M. Alain Juppé. Transports par eau. transports maritimes. hydrocarbures, navires, sécurité, politiques communautaires [28 janvier 2003] (p. 554)

M. Daniel Vaillant. Elections et référendums. élections régionales et européennes. mode de scrutin, réforme, perspectives [29 janvier 2003] (p. 632)

M. Roger-Gérard Schwartzberg. Politique sociale. lutte contre l'exclusion. perspectives [11 février 2003] (p. 1140)

M. Jacques Barrot. Elections et référendums. modes de scrutin. réforme [12 février 2003] (p. 1198)

M. François Bayrou. Politique extérieure. Irak. intervention des Etats-Unis, attitude de la France [11 mars 2003] (p. 1875)

M. Jacques Barrot. Politique extérieure. Irak. intervention des Etats-Unis, conséquences [11 mars 2003] (p. 1877)

M. Philippe Douste-Blazy. Politique extérieure. Irak. intervention des Etats-Unis, conséquences [18 mars 2003] (p. 2124)

M. Alain Bocquet. Politique extérieure. Irak. intervention des Etats-Unis, attitude de la France [18 mars 2003] (p. 2124)

M. Jean-Marc Ayrault. Politique extérieure. Irak. intervention des Etats-Unis, attitude de la France [18 mars 2003] (p. 2125)

M. Philippe Folliot. Politique extérieure. Irak. intervention des Etats-Unis, conséquences [18 mars 2003] (p. 2125)

M. Philippe de Villiers. Union européenne. politique extérieure. perspectives [19 mars 2003] (p. 2183)

M. Dominique Tian. Collectivités territoriales. Corse. statut, réforme [8 avril 2003] (p. 2943)

M. François Baroin. Enseignement. politique de l'éducation. laïcité, respect [29 avril 2003] (p. 3212)

M. Gaëtan Gorce. Politique économique. bilan. perspectives [7 mai 2003] (p. 3514)

M. Philippe Douste-Blazy. Retraites : généralités. réforme. perspectives [14 mai 2003] (p. 3658)

M. Jacques Barrot. Etat. décentralisation. conséquences, enseignement [28 mai 2003] (p. 4337)

M. Maxime Gremetz. Retraites : généralités. réforme. perspectives [3 juin 2003] (p. 4397)

M. Jean-Marc Ayrault. Retraites : généralités. réforme. perspectives [10 juin 2003] (p. 4924)

M. François Hollande. Parlement. relations avec le Gouvernement. déclaration du Premier ministre [11 juin 2003] (p. 4991)

M. Laurent Fabius. Parlement. relations avec le Gouvernement. déclaration du Premier ministre [11 juin 2003] (p. 4996)

DÉBATS

Déclaration de politique générale n° 20 présentée par M. Jean-Pierre Raffarin, Premier ministre et débat sur cette déclaration**[3 juillet 2002] (p. 1829)**

Son intervention (p. 1829)

Sa réponse (p. 1857)

Thèmes :

Administration : rapports avec les administrés : formalités administratives (p. 1830, 1835)
 Agriculture (p. 1836)
 Chasse et pêche : pêche : Union européenne (p. 1836)
 Collectivités territoriales : décentralisation (p. 1834, 1835, 1857, 1858)
 Culture (p. 1839)
 Défense (p. 1832)
 Droit pénal : mineurs (p. 1832)
 Elections et référendums (p. 1829)
 Emploi : allègement des charges sociales : jeunes (p. 1837)
 Energie et carburants (p. 1836)
 Enseignement (p. 1839)
 Environnement (p. 1836, 1840)
 Etat : Nation : République (p. 1829 à 1831)
 Etat : réforme (p. 1834, 1857)
 Famille : politique familiale (p. 1834)
 Finances publiques (p. 1838, 1858)
 Fonctionnaires et agents publics (p. 1835)
 Formation professionnelle (p. 1832, 1858)
 Impôt sur le revenu (p. 1838)
 Justice (p. 1831)
 Logement (p. 1836)
 Ordre public : sécurité (p. 1830, 1831)
 Outre-mer (p. 1837)
 Politique économique : mondialisation (p. 1830, 1831)
 Politique générale : démocratie (p. 1830, 1858)
 Politique sociale : exclusion : négociation (p. 1830, 1832, 1834, 1857, 1858)
 Recherche (p. 1839)
 Retraites : généralités (p. 1832)
 Santé (p. 1833)
 Secteur public : privatisations : EDF et GDF (p. 1838)
 Secteur public : services publics (p. 1835)
 Transports (p. 1836)
 Travail : réduction du temps de travail (p. 1837)
 TVA : taux réduit : restaurants (p. 1838)
 Union européenne : construction européenne (p. 1839)

Déclaration du Gouvernement n° 244 présentée par M. Jean-Pierre Raffarin, Premier ministre, sur la question de l'Irak et débat sur cette déclaration**[8 octobre 2002] (p. 3048)**

Son intervention (p. 3048)

Thèmes :

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : résolution (p. 3049)
 Pays étrangers : Etats-Unis : politique extérieure (p. 3050)
 Pays étrangers : Irak : armes de destruction massive (p. 3049)
 Pays étrangers : Irak : politique économique (p. 3049)
 Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 3050)

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 novembre 2002] (p. 5367)

Son intervention (p. 5370)

Thèmes :

Collectivités territoriales : autonomie financière (p. 5373)
 Collectivités territoriales : décentralisation : projets de loi (p. 5374)
 Collectivités territoriales : démocratie locale (p. 5373)
 Collectivités territoriales : élus locaux (p. 5372)
 Collectivités territoriales : expérimentation (p. 5372)
 Collectivités territoriales : péréquation (p. 5373)
 Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 5372, 5374)
 Elections et référendums : abstentionnisme : extrême droite (p. 5370)
 Etat : décentralisation : subsidiarité (p. 5371, 5372)
 Etat : Premier ministre : Sénat (p. 5372)
 Etat : réforme (p. 5370)
 Secteur public : services publics (p. 5371)
 Union européenne (p. 5370)
 Union européenne : Convention sur l'avenir de l'Europe (p. 5370)

Explications de vote et vote [4 décembre 2002]

Son intervention à l'issue du vote (p. 6152)

Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Jean-Marc Ayrault et 162 membres de l'Assemblée, M. le Premier Ministre ayant engagé la responsabilité du Gouvernement pour l'adoption, en première lecture, après déclaration d'urgence, du projet de loi relatif à l'élection des conseillers régionaux et des représentants au Parlement européen ainsi qu'à l'aide publique aux partis politiques (Elections et référendums 574)**[15 février 2003] (p. 1289)**

Sa réponse (p. 1305)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 1308)
 Constitution : article 49, alinéa 3 (p. 1308)
 Elections et référendums : élections européennes (p. 1306)
 Elections et référendums : élections municipales (p. 1305)
 Elections et référendums : élections régionales (p. 1305)
 Elections et référendums : représentation proportionnelle (p. 1307)
 Politique générale : démocratie (p. 1307)
 Relations internationales (p. 1308)

Déclaration du Gouvernement n° 634 sur la question de l'Irak et débat sur cette déclaration**[26 février 2003] (p. 1417)**

Ses interventions (p. 1417 et 1435)

Thèmes :

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : résolution (p. 1417 et s., 1435)
 Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 1419)
 Pays étrangers : Etats-Unis : terrorisme (p. 1419)
 Pays étrangers : Irak : armes de destruction massive (p. 1417 et s., 1435)
 Pays étrangers : Irak : pétrole (p. 1419)
 Pays étrangers : Palestine (p. 1419)
 Pays étrangers : Turquie (p. 1419)
 Traités et conventions : droit international (p. 1417 et s., 1435)
 Union européenne : Conseil européen (p. 1419)
 Union européenne : construction européenne (p. 1435)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juin 2003] (p. 4931)

Son intervention (p. 4931)

Thèmes :

Démographie : vieillissement de la population (p. 4932)
 Emploi : politique de l'emploi (p. 4935)
 Politique économique : conjoncture (p. 4935)
 Politique sociale : généralités (p. 4933)
 Retraites : généralités : âge de la retraite (p. 4932)
 Retraites : généralités : cotisations (p. 4934)
 Retraites : généralités : politique à l'égard des retraités (p. 4931)
 Retraites : généralités : système par répartition (p. 4934)

Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, par MM. Jean-Marc Ayrault, François Hollande et cent treize membres de l'Assemblée nationale**[2 juillet 2003] (p. 6615)**

Sa réponse (p. 6631)

Thèmes :

Aménagement du territoire : Comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT) (p. 6638)
 Assurance maladie maternité : généralités : réforme (p. 6635)
 Collectivités territoriales : décentralisation (p. 6636)
 Emploi : allègement des charges sociales (p. 6634)
 Enseignement (p. 6637)
 Etat : laïcité (p. 6637)
 Etat : réforme (p. 6632)
 Formation professionnelle (p. 6633)
 Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 6632)
 Ordre public : lutte contre l'insécurité (p. 6631, 6636)
 Politique générale (p. 6632)
 Politique sociale : fracture sociale (p. 6638)
 Recherche : recherche développement (p. 6633)
 Relations internationales (p. 6639)
 Retraites : généralités : réforme (p. 6635)
 Secteur public : entreprises publiques : modernisation (p. 6634)
 Secteur public : privatisations : EDF et GDF (p. 6635)
 Union européenne : Allemagne (p. 6638)
 Union européenne : constitution européenne (p. 6638)

Michel RAISON

*Haute-Saône (3^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre titulaire du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles [J.O. du 2 août 2002] (p. 13229)

Rapporteur de la proposition de résolution sur les négociations agricoles à l'Organisation mondiale du commerce - COM (1999) 331 final/E 1285 (n° 599) [11 mars 2003]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur la proposition de résolution (n° 599) de M. François Guillaume, rapporteur de la délégation pour l'Union européenne, sur les négociations agricoles à l'Organisation mondiale du commerce - COM (1999) 331 final/E 1285 [19 mars 2003] (n° 708)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Télécommunications, téléphone, portables, zones d'ombre, réduction [17 décembre 2002] (p. 6826)

Retraites : généralités, réforme, perspectives [20 mai 2003] (p. 3818)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 423, posée le 9 juin 2003. Santé, aide médicale urgente (J.O. questions p. 4339). Appelée le 10 juin 2003. SMUR, perspectives, Luxeuil-les-Bains et Lure (p. 4899)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [5 novembre 2002] (p. 4499)

Procédure des questions :

Aménagement du territoire : zones rurales (p. 4530)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS - AVIATION CIVILE

Examen du fascicule [24 octobre 2002] (p. 3983)

Son intervention (p. 3983)

Thèmes avant la procédure des questions :

Sécurité routière (p. 3984)

Transports : Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables (FITTVN) (p. 3984)

Transports ferroviaires : Réseau ferré de France : endettement (p. 3984)

Transports ferroviaires : trains express régionaux (TER) (p. 3984)

Projet de loi n° 326 relatif aux marchés énergétiques et au service public de l'énergie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [13 décembre 2002] (p. 6698)

Article 10 (coordination avec les dispositions du code général des collectivités territoriales)

Son amendement n° 317 (p. 6708)

Marcelle RAMONET

*Finistère (1^{ère} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elue le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Secrétaire de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2002] (p. 11184), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

Membre titulaire de la commission supérieure du service public des Postes et télécommunications [J.O. du 2 août 2002] (p. 13230)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages [J.O. du 17 juillet 2003] (p. 12134)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Agriculture, politique agricole, perspectives [5 mars 2003] (p. 1603)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 19, posée le 14 octobre 2002. Heure légale, heure d'été et heure d'hiver (J.O. questions p. 3482). Appelée le 15 octobre 2002. suppression (p. 3284)

DÉBATS

Proposition de résolution n° 162 tendant à modifier l'article 36 du règlement de l'Assemblée nationale

Avant la discussion des articles [8 octobre 2002] (p. 3028)

Son intervention (p. 3034)

Thèmes :

Assemblée nationale : commission de la production et des échanges (p. 3034)

Assemblée nationale : commission de la production et des échanges : nom (p. 3035)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

LOGEMENT

Examen du fascicule [13 novembre 2002] (p. 4969)

Son intervention (p. 4980)

Thèmes avant la procédure des questions :

Bâtiment et travaux publics : construction : logement (p. 4980)

Logement : fonds de solidarité pour le logement (FSL) : participation patronale (p. 4980)

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 4980)

TVA : taux réduit : amélioration de l'habitat (p. 4980)

Urbanisme : rénovation urbaine (p. 4980)

Projet de loi n° 528 pour la confiance dans l'économie numérique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 février 2003] (p. 1358)

Son intervention (p. 1369)

Thèmes :

Commerce et artisanat : commerce électronique (p. 1369 et s.)

Secteur public : services publics (p. 1370)

Télécommunications : opérateurs (p. 1370 et s.)

Union européenne : directives : commerce électronique (p. 1370)

Projet de loi n° 606 relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mars 2003] (p. 1537)

Son intervention (p. 1556)

Thèmes :

Administration : services déconcentrés : directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRE) (p. 1556)

Communes : Toulouse (p. 1556)

Environnement : Institut national de l'environnement industriel et des risques majeurs (INERIS) (p. 1556)

Sécurité publique : inondations (p. 1557)

Union européenne : directives : risques technologiques (p. 1556)

Projet de loi n° 611 portant transposition de la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 avril 2003] (p. 3150)

Son intervention (p. 3157)

Thèmes :

Eau : assainissement (p. 3158)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : eau (p. 3158)

Union européenne : directives : eau (p. 3157 et s.)

Éric RAOULT

*Seine-Saint-Denis (12^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire
Vice-président de l'Assemblée nationale*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Vice-président de l'Assemblée nationale [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11114)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la mission d'information commune sur la création d'une télévision française d'information à vocation internationale [J.O. du 19 décembre 2002] (p. 21167)

Rapporteur pour avis du projet de loi modifiant la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 relative au droit d'asile (n° 810) [14 mai 2003]

Membre de la mission d'information sur la question des signes religieux à l'école [J.O. du 4 juin 2003] (p. 9541)

Secrétaire de la mission d'information sur la question des signes religieux à l'école [J.O. du 6 juin 2003] (p. 9690)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 851 tendant à l'instauration d'un délai maximum pour le remboursement des frais de campagne [14 mai 2003]

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 810) modifiant la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 relative au droit d'asile [21 mai 2003] (n° 872)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Vice-président

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

M. Yves Durand : n'accorde pas la suspension de séance demandée pour protester contre l'absence du ministre de l'éducation nationale mais la suspension de droit permettant de réunir son groupe [27 mars 2003] (p. 2599)

M. Gérard Grignon : indique que le président de séance peut autoriser un orateur à répondre au Gouvernement ou à la commission [6 juin 2003] (p. 4772)

Mme Jacqueline Fraysse : précise que certains amendements déclarés d'abord irrecevables ont été, après seconde analyse, déclarés recevables [12 juin 2003] (p. 5103)

M. Jean-Marc Ayrault : se déclare favorable à ce que tous les groupes puissent s'exprimer mais annonce qu'il envisage pour les articles suivants la clôture de la discussion, si le nombre d'intervenants inscrits continue à approcher la trentaine [19 juin 2003] (p. 5636)

M. Noël Mamère : explique que le président de séance a la possibilité réglementaire de prendre part au scrutin [4 juillet 2003] (p. 6914)

DÉBATS

Projet de loi de finances rectificative n° 29 pour 2002

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 juillet 2002] (p. 2225)

Article 3 et état A (équilibre général)

Ses observations : indique que le rapporteur est en droit de retirer un amendement de la commission [18 juillet 2002] (p. 2263)

Proposition de loi n° 642 modifiant la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 mars 2003] (p. 2046)

Son intervention en qualité de président de séance (p. 2049)

Projet de loi n° 640 relatif aux assistants d'éducation

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [27 mars 2003] (p. 2592)

Avant l'article 2

Intervient sur le rappel au règlement de M. Yves Durand (cf supra) (p. 2599)

Projet de loi n° 881 de programme pour l'outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 juin 2003] (p. 4759)

Article 1er (exonération de charges sociales en faveur des entreprises des départements d'outre-mer)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Gérard Grignon (cf supra) (p. 4772)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5103)

Intervient sur le rappel au règlement de Mme Jacqueline Fraysse (cf supra) [12 juin 2003] (p. 5103)

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Article 4 [séances du 19 juin 2003] (assurer en 2008, un montant minimal de retraite égal à 85 % du SMIC)

Son intervention (p. 5617 et s.)

Après l'article 4 [séance du 19 juin 2003] (harmonisation des régimes, détermination des durées de cotisation par la négociation)

Son intervention (p. 5622 et s.)

Article 5 [séance 19 juin 2003] (durée d'assurance, pour obtenir une pension à taux plein, portée à 41 ans en 2012)

Son intervention (p. 5627 et s.)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Marc Ayrault (cf supra) (p. 5636)

Article 73 [séance du 1er juillet 2003] (possibilité de rachat de périodes d'activité en tant qu'aide familial au titre du régime de base des exploitants agricoles)

Son intervention (p. 6556 et s.)

Article 74 [séance du 1er juillet 2003] (possibilité de rachat de périodes d'études au titre du régime de base des exploitants agricoles)

Son intervention (p. 6559 et s.)

Article 75 [séances des 1er et 2 juillet 2003] (pensions de réversion servies par le régime de base des exploitants agricoles)

Son intervention (p. 6563 et s.)

Projet de loi n° 960 modifiant la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juillet 2003] (p. 6872)

Article 8 (contentieux de la redevance d'archéologie préventive)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Noël Mamère (cf supra) [4 juillet 2003] (p. 6914)

En qualité de Député

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Aménagement du territoire. zones franches urbaines. dispositif, reconduction [11 décembre 2002] (p. 6506)

Politique extérieure. Moyen-Orient. processus de paix israélo-palestinien, perspectives [14 mai 2003] (p. 3662)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 89, posée le 13 janvier 2003. Etablissements de santé. établissements privés (J.O. questions p. 129). Appelée le 14 janvier 2003. clinique Vauban, Livry-Gargan, perspectives (p. 19)

DÉBATS

Proposition de loi constitutionnelle n° 341 visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections locales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 2002] (p. 5673)

Son intervention (p. 5696)

Thèmes :

Elections et référendums : droit de vote : étrangers non ressortissants de l'Union européenne (p. 5696)
 Etrangers : citoyenneté (p. 5697)
 Etrangers : intégration (p. 5696)

Proposition de loi n° 350 visant à aggraver les peines punissant les infractions à caractère raciste et à renforcer l'efficacité de la procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 2002] (p. 6333)

Son intervention (p. 6343)

Thèmes :

Cultes : liberté de culte (p. 6344)
 Droit pénal : aggravation des peines : racisme (p. 6344)
 Droits de l'homme et libertés publiques : antisémitisme (p. 6343)
 Droits de l'homme et libertés publiques : racisme : crimes et délits contre les biens (p. 6343)
 Droits de l'homme et libertés publiques : racisme : crimes et délits contre les personnes (p. 6343)

Projet de loi n° 402 portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 2003] (p. 577)

Son intervention (p. 582)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : logement social (p. 583 et s.)
 Logement : ascenseurs : sécurité (p. 583)
 Logement : offices publics d'HLM (OPHLM) : ventes d'appartements (p. 583)
 Urbanisme : plans locaux d'urbanisme (PLU) (p. 583)
 Urbanisme : schémas de cohérence territoriale (p. 583)

Projet de loi n° 810 modifiant la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 relative au droit d'asile

Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 juin 2003] (p. 4589)

Son intervention (p. 4593)

Thèmes :

Etrangers : droit d'asile : réforme (p. 4594)
 Etrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) : budget (p. 4595)
 Etrangers : reconduite aux frontières (p. 4594)
 Politiques communautaires : droit d'asile (p. 4594)
 Traités et conventions : convention de Genève (p. 4593)

Discussion des articles [5 juin 2003] (p. 4666)*Article 6 (admission au séjour du demandeur d'asile)*

Son intervention (p. 4670)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 4682)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 4683)

Projet de loi n° 823 relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 juillet 2003] (p. 6787)

Son intervention (p. 6801)

Thèmes :

Droit pénal : double peine (p. 6802)
 Etrangers : immigration (p. 6801)
 Etrangers : intégration (p. 6803)
 Etrangers : rétention administrative (p. 6802)

Projet de loi n° 950 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2003] (p. 7275)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7302)

Son intervention (p. 7319)

Thèmes :

Aménagement du territoire : politique de la ville (p. 7302 et s., 7319 et s.)
 Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 7320 et s.)
 Aménagement du territoire : zones urbaines sensibles (p. 7319 et s.)
 Collectivités territoriales : compétences : logement social (p. 7322)
 Emploi (p. 7320 et s.)
 Logement : copropriétés dégradées : Montfermeil (p. 7321 et s.)
 Logement : sociétés d'HLM (p. 7321)
 Politique sociale : surendettement (p. 7322)

Jean-François RÉGÈRE

*Gironde (5^{ème} circonscription)
 Union pour la Démocratie Française
 puis Union pour la Majorité Présidentielle
 puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

Cesse d'appartenir au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [4 octobre 2002] (p. 16452)

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 4 octobre 2002] (p. 16452), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre suppléant du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles [J.O. du 2 août 2002] (p. 13229)

Membre titulaire de la Commission consultative pour la production de carburants de substitution [J.O. du 2 août 2002] (p. 13230)

Cesse d'appartenir à la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 octobre 2002] (p. 16452)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 23 octobre 2002] (p. 17570)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Déchets, pollutions et nuisances. mer et littoral. hydrocarbures, moyens d'intervention, financement [14 janvier 2003] (p. 37)

*DÉBATS***Débat sur la chasse****[11 février 2003] (p. 1097)**

Son intervention (p. 1130)

Thèmes :

Agriculture : terres agricoles : protection (p. 1131)
 Chasse et pêche : gibier d'eau (p. 1131)
 Chasse et pêche : jours de chasse (p. 1130)
 Politiques communautaires : directives : oiseaux migrateurs (p. 1131)

Frédéric REISS

*Bas-Rhin (8^{ème} circonscription)
 Union pour la Majorité Présidentielle
 puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 9 juin 2002

Deviens député le 19 juillet 2002 (voir indications préliminaires) [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12450)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12450)

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 25 juillet 2002] (p. 12772) devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 26 juillet 2002] (p. 12834)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Relations internationales, environnement, forum mondial de l'eau, bilan et perspectives [2 avril 2003] (p. 2750)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 98, posée le 13 janvier 2003. Formation professionnelle, apprentis (J.O. questions p. 131). Appelée le 14 janvier 2003. boulangerie, conditions de travail, réglementation (p. 25)

n° 247, posée le 24 mars 2003. Transports routiers, politiques communautaires (J.O. questions p. 2097). Appelée le 25 mars 2003. autocars de tourisme, homologation (p. 2338)

n° 371, posée le 26 mai 2003. Chasse et pêche, conseil supérieur de la pêche (J.O. questions p. 3974). Appelée le 27 mai 2003. perspectives (p. 4240)

n° 443, posée le 23 juin 2003. Enseignement maternel et primaire, personnel (J.O. questions p. 4884). Appelée le 24 juin 2003. professeurs des écoles, recrutement, modalités, Alsace-Moselle (p. 5859)

DÉBATS

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 janvier 2003] (p. 445)

Article 36 (accès aux fichiers des immatriculations et des permis de conduire)

Son intervention (p. 469)

Projet de loi n° 640 relatif aux assistants d'éducation

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mars 2003] (p. 2405)

Son intervention (p. 2409)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 2432)

Thèmes :

Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 2409)

Enseignement : personnel : assistants d'éducation (p. 2409, 2432)

Enseignement : personnel : contractuels (p. 2409)

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 2410)

Discussion des articles [27 mars 2003] (p. 2529, 2554, 2592) ; [28 mars 2003] (p. 2624)**Avant l'article 2**

Intervient sur l'amendement n° 2369 de M. Yves Durand (responsabilités en matière d'orientation scolaire des jeunes) (p. 2538)

Intervient sur l'amendement n° 2370 de M. Jean-Marc Ayrault (responsabilités en matière d'orientation scolaire des jeunes) (p. 2539)

Intervient sur l'amendement n° 2371 de M. Alain Néri (responsabilités en matière d'orientation scolaire des jeunes) (p. 2539)

Intervient sur l'amendement n° 2372 de M. Patrick Roy (responsabilités en matière d'orientation scolaire des jeunes) (p. 2539)

Intervient sur l'amendement n° 2373 de Mme Catherine Génissou (responsabilités en matière d'orientation scolaire des jeunes) (p. 2539)

Intervient sur l'amendement n° 2374 de M. Victorin Lurel (responsabilités en matière d'orientation scolaire des jeunes) (p. 2539)

Intervient sur l'amendement n° 2375 de Mme Hélène Mignon (responsabilités en matière d'orientation scolaire des jeunes) (p. 2539)

Intervient sur l'amendement n° 2376 de M. Simon Renucci (responsabilités en matière d'orientation scolaire des jeunes) (p. 2539)

Intervient sur l'amendement n° 2377 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (responsabilités en matière d'orientation scolaire des jeunes) (p. 2539)

Intervient sur l'amendement n° 2378 de M. Gaëtan Gorce (responsabilités en matière d'orientation scolaire des jeunes) (p. 2539)

Intervient sur l'amendement n° 2379 de M. Christophe Masse (responsabilités en matière d'orientation scolaire des jeunes) (p. 2539)

Intervient sur l'amendement n° 2380 de M. Jean-Pierre Blazy (responsabilités en matière d'orientation scolaire des jeunes) (p. 2539)

Intervient sur l'amendement n° 638 de M. Yves Durand (détermination du bassin d'éducation par le recteur en lien avec les associations) (p. 2566)

Intervient sur l'amendement n° 639 de M. Jean-Marc Ayrault (détermination du bassin d'éducation par le recteur en lien avec les associations) (p. 2566)

Intervient sur l'amendement n° 640 de M. Alain Néri (détermination du bassin d'éducation par le recteur en lien avec les associations) (p. 2566)

Intervient sur l'amendement n° 641 de M. Patrick Roy (détermination du bassin d'éducation par le recteur en lien avec les associations) (p. 2566)

Intervient sur l'amendement n° 642 de Mme Catherine Génissou (détermination du bassin d'éducation par le recteur en lien avec les associations) (p. 2566)

Intervient sur l'amendement n° 643 de M. Victorin Lurel (détermination du bassin d'éducation par le recteur en lien avec les associations) (p. 2566)

Intervient sur l'amendement n° 644 de Mme Hélène Mignon (détermination du bassin d'éducation par le recteur en lien avec les associations) (p. 2566)

Intervient sur l'amendement n° 645 de M. Simon Renucci (détermination du bassin d'éducation par le recteur en lien avec les associations) (p. 2566)

Intervient sur l'amendement n° 646 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (détermination du bassin d'éducation par le recteur en lien avec les associations) (p. 2566)

Intervient sur l'amendement n° 647 de M. Gaëtan Gorce (détermination du bassin d'éducation par le recteur en lien avec les associations) (p. 2566)

Intervient sur l'amendement n° 648 de M. Christophe Masse (détermination du bassin d'éducation par le recteur en lien avec les associations) (p. 2566)

Intervient sur l'amendement n° 649 de M. Jean-Pierre Blazy (détermination du bassin d'éducation par le recteur en lien avec les associations) (p. 2566)

Intervient sur l'amendement n° 1118 de M. Yves Durand (institution d'une journée nationale du suffrage universel) (p. 2571)

Intervient sur l'amendement n° 1119 de M. Jean-Marc Ayrault (institution d'une journée nationale du suffrage universel) (p. 2571)

Intervient sur l'amendement n° 1120 de M. Alain Néri (institution d'une journée nationale du suffrage universel) (p. 2571)

Intervient sur l'amendement n° 1121 de M. Patrick Roy (institution d'une journée nationale du suffrage universel) (p. 2571)

Intervient sur l'amendement n° 1122 de Mme Catherine Génissou (institution d'une journée nationale du suffrage universel) (p. 2571)

Intervient sur l'amendement n° 1123 de M. Victorin Lurel (institution d'une journée nationale du suffrage universel) (p. 2571)

Intervient sur l'amendement n° 1124 de Mme Hélène Mignon (institution d'une journée nationale du suffrage universel) (p. 2571)

Intervient sur l'amendement n° 1125 de M. Simon Renucci (institution d'une journée nationale du suffrage universel) (p. 2571)

Intervient sur l'amendement n° 1126 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (institution d'une journée nationale du suffrage universel) (p. 2571)

Intervient sur l'amendement n° 1127 de M. Gaëtan Gorce (institution d'une journée nationale du suffrage universel) (p. 2571)

Intervient sur l'amendement n° 1128 de M. Christophe Masse (institution d'une journée nationale du suffrage universel) (p. 2571)

Intervient sur l'amendement n° 1129 de M. Jean-Pierre Blazy (institution d'une journée nationale du suffrage universel) (p. 2571)

Article 2 (régime juridique des assistants d'éducation)

Son intervention (p. 2612 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 2189 de M. Yves Durand (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2646)

Intervient sur l'amendement n° 2190 de M. Jean-Marc Ayrault (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2646)

Intervient sur l'amendement n° 2191 de M. Alain Néri (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2646)

Intervient sur l'amendement n° 2192 de M. Patrick Roy (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2646)

Intervient sur l'amendement n° 2193 de Mme Catherine Génissou (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2646)

Intervient sur l'amendement n° 2194 de M. Victorin Lurel (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2646)

Intervient sur l'amendement n° 2195 de Mme Hélène Mignon (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2646)

Intervient sur l'amendement n° 2196 de M. Simon Renucci (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2646)

Intervient sur l'amendement n° 2197 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2646)

Intervient sur l'amendement n° 2198 de M. Gaëtan Gorce (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2646)

Intervient sur l'amendement n° 2199 de M. Christophe Masse (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2646)

Intervient sur l'amendement n° 2200 de M. Jean-Pierre Blazy (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2646)

Titre

Intervient sur l'amendement n° 2993 de M. Yves Durand (nouveau titre : "Projet de loi portant réforme du code de l'éducation") (p. 2650)

Intervient sur l'amendement n° 2994 de M. Jean-Marc Ayrault (nouveau titre : "Projet de loi portant réforme du code de l'éducation") (p. 2650)

Intervient sur l'amendement n° 2995 de M. Alain Néri (nouveau titre : "Projet de loi portant réforme du code de l'éducation") (p. 2650)

Intervient sur l'amendement n° 2996 de M. Patrick Roy (nouveau titre : "Projet de loi portant réforme du code de l'éducation") (p. 2650)

Intervient sur l'amendement n° 2997 de Mme Catherine Génissou (nouveau titre : "Projet de loi portant réforme du code de l'éducation") (p. 2650)

Intervient sur l'amendement n° 2998 de M. Victorin Lurel (nouveau titre : "Projet de loi portant réforme du code de l'éducation") (p. 2650)

Intervient sur l'amendement n° 2999 de Mme Hélène Mignon (nouveau titre : "Projet de loi portant réforme du code de l'éducation") (p. 2650)

Intervient sur l'amendement n° 3000 de M. Simon Renucci (nouveau titre : "Projet de loi portant réforme du code de l'éducation") (p. 2650)

Intervient sur l'amendement n° 3001 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (nouveau titre : "Projet de loi portant réforme du code de l'éducation") (p. 2650)

Intervient sur l'amendement n° 3002 de M. Gaëtan Gorce (nouveau titre : "Projet de loi portant réforme du code de l'éducation") (p. 2650)

Intervient sur l'amendement n° 3003 de M. Christophe Masse (nouveau titre : "Projet de loi portant réforme du code de l'éducation") (p. 2650)

Intervient sur l'amendement n° 3004 de M. Jean-Pierre Blazy (nouveau titre : "Projet de loi portant réforme du code de l'éducation") (p. 2650)

Explications de vote et vote [1^{er} avril 2003] (p. 2695)

Ses explications de vote (p. 2696 et s.)

Jean-Luc REITZER

*Haut-Rhin (3^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 9 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (ex-délégation de l'Assemblée nationale à l'Assemblée de l'Atlantique Nord) [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12452)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 167 relative à la distillation en franchise des droits d'une partie de la production des récoltants producteurs d'eau de vie naturelle [1^{er} août 2002]

Proposition de loi n° 197 étendant aux hommes le bénéfice des dispositions de l'article L. 24 du code des pensions civiles et militaires de retraite permettant aux femmes fonctionnaires dont un membre de la famille est atteint d'une invalidité de bénéficier d'une pension à jouissance immédiate [24 septembre 2002]

Proposition de loi n° 434 visant à exonérer les étudiants de la taxe d'habitation [28 novembre 2002]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [12 novembre 2002] (p. 4861)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Alsace-Moselle (p. 4884)

Jacques REMILLER

*Isère (8^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre suppléant de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (ex-délégation de l'Assemblée nationale à l'Assemblée de l'Atlantique Nord) [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12452)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 25 septembre 2002] (p. 15848)

Juge suppléant de la Haute Cour de justice [J.O. du 24 octobre 2002] (p. 17629)

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de la présence du loup en France et l'exercice du pastoralisme dans les zones de montagne [J.O. du 13 novembre 2002] (p. 18692)

Rapporteur pour avis du projet de loi constitutionnelle relatif au mandat d'arrêt européen (n° 378) [4 décembre 2002]

Membre de la commission d'enquête sur les causes économiques et financières de la disparition d'Air Lib [J.O. du 26 mars 2003] (p. 5405)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement du Canada, les Gouvernements d'Etats membres de l'Agence spatiale européenne, le Gouvernement du Japon, le Gouvernement de la Fédération de Russie et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique sur la coopération relative à la station spatiale internationale civile (ensemble une annexe) (n° 557) [8 avril 2003]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 309 relative à l'organisation des rassemblements festifs à caractère musical [15 octobre 2002]

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi constitutionnelle (n° 378) relatif au mandat d'arrêt européen [11 décembre 2002] (n° 468)

Proposition de loi n° 669 tendant à instaurer un stage de formation obligatoire pour les détenteurs du permis de conduire renouvelable tous les douze ans après son obtention [5 mars 2003]

Proposition de loi n° 846 instaurant le principe d'une distribution journalière de fruits frais dans les établissements d'enseignement publics et privés sous contrat [14 mai 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Sécurité routière. accidents. lutte et prévention [12 mars 2003] (p. 1946)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 444, posée le 23 juin 2003. Justice. tribunaux de grande instance (J.O. questions p. 4884). Appelée le 24 juin 2003. fonctionnement, effectifs de personnel, Vienne (p. 5865)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 octobre 2002] (p. 3385)

Son intervention (p. 3401)

Thèmes :

Finances publiques : déficits publics et sociaux : gauche (p. 3401)

Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 3401)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [12 novembre 2002] (p. 4861)

Son intervention (p. 4875)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : crédits (p. 4875)

Anciens combattants et victimes de guerre : décriminalisation (p. 4876)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 4876)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite mutualiste du combattant (p. 4876)

SANTÉ, FAMILLE ET PERSONNES HANDICAPÉES

Examen du fascicule [12 novembre 2002] (p. 4939)

Procédure des questions :

Etablissements de santé : centres hospitaliers : recrutement (p. 4954)

Projet de loi constitutionnelle n° 378 relatif au mandat d'arrêt européen

Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [17 décembre 2002] (p. 6876)

Son intervention (p. 6879)

Thèmes :

Politiques communautaires : coopération judiciaire : extradition (p. 6879)

Politiques communautaires : libre circulation des personnes : contrôle d'identité (p. 6879)

Union européenne : construction européenne : coopération judiciaire (p. 6880)

Simon RENUCCI

*Corse-du-Sud (1^{ère} circonscription)
Non-inscrit
puis Apparenté au groupe socialiste*

Elu le 16 juin 2002

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11065)

S'apparente au groupe socialiste [J.O. du 19 septembre 2002] (p. 15441)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT**

n° 109, posée le 3 février 2003. Déchets, pollutions et nuisances. installations classées (J.O. questions p. 620). Appelée le 4 février 2003. directives Seveso, délocalisation, Ajaccio (p. 752)

n° 294, posée le 28 avril 2003. Enseignement secondaire : personnel. personnel de surveillance (J.O. questions p. 3248). Suppléé par M. Christophe Masse. Appelée le 29 avril 2003. assistants d'éducation, perspectives, Corse (p. 3186)

DÉBATS**Projet de loi n° 250 de financement de la sécurité sociale pour 2003****PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [28 octobre 2002] (p. 4182) ; [29 octobre 2002] (p. 4208, 4260, 4296)

Article 1er et rapport annexé (approbation du rapport annexé)

Son intervention (p. 4195 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (création d'un office parlementaire d'évaluation des politiques de santé) (p. 4233)

Article 11 (création d'une mission d'audit et d'expertise hospitaliers)

Son intervention (p. 4289)

Article 15 (suppression du mécanisme dit des "lettres-clefs flottantes" et des comités médicaux régionaux)

Son intervention (p. 4310)

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [20 novembre 2002] (p. 5399)

Son intervention (p. 5416)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation : histoire (p. 5416)

Collectivités territoriales : démocratie locale (p. 5417)

Collectivités territoriales : élus locaux (p. 5417)

Régions : Corse (p. 5416 et s.)

Projet de loi n° 640 relatif aux assistants d'éducation**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [25 mars 2003] (p. 2405)

Son intervention (p. 2418)

Thèmes :

Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 2418)

Enseignement : politique de l'éducation (p. 2418)

Enseignement : personnel : assistants d'éducation (p. 2418)

Enseignement : personnel : contractuels (p. 2418)

Discussion des articles [26 mars 2003] (p. 2463 ; 2480) ; [27 mars 2003] (p. 2529, 2554, 2592) ; [28 mars 2003] (p. 2624)

Article 1er (création d'une nouvelle catégorie d'emplois occupés par des agents non titulaires au sein de la fonction publique de l'Etat)

Son intervention (p. 2466)

Son amendement n° 1089 (p. 2467)

Avant l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 9 de Mme Hélène Mignon (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre l'accès à la connaissance et à la citoyenneté) (p. 2472)

Son amendement n° 8 (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre l'accès à la connaissance et à la citoyenneté) (p. 2472) : rejeté (p. 2474)

Intervient sur l'amendement n° 1655 de M. Gaëtan Gorce (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre l'apprentissage des nouvelles technologies de l'information et de la communication) (p. 2482)

Son amendement n° 1653 (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre l'apprentissage des nouvelles technologies de l'information et de la communication) (p. 2480) : rejeté (p. 2483)

Son amendement n° 21 (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre aux jeunes de se connaître et de se respecter) (p. 2483) : rejeté (p. 2485)

Son amendement n° 33 (mission des établissements scolaires et universitaires : favoriser l'intégration) (p. 2486) : rejeté (p. 2488)

Son amendement n° 45 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles de la vie en société) (p. 2488) : rejeté (p. 2491)

Son amendement n° 57 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner le respect d'autrui) : rejeté (p. 2491)

Son amendement n° 69 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles qui fondent la démocratie) : rejeté (p. 2492)

Son amendement n° 81 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles et les valeurs de la République) (p. 2492) : rejeté (p. 2494)

Son amendement n° 93 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à penser, à raisonner, à s'exprimer) : rejeté (p. 2495)

Son amendement n° 105 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à développer une réflexion et un jugement autonome) : rejeté (p. 2495)

Son amendement n° 117 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner l'esprit critique) (p. 2495) : rejeté (p. 2496)

Intervient sur l'amendement n° 122 de M. Yves Durand (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les capacités d'analyse) (p. 2497)

Intervient sur l'amendement n° 123 de M. Jean-Marc Ayrault (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les capacités d'analyse) (p. 2497)

Intervient sur l'amendement n° 124 de M. Alain Néri (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les capacités d'analyse) (p. 2497)

Intervient sur l'amendement n° 125 de M. Patrick Roy (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les capacités d'analyse) (p. 2497)

Intervient sur l'amendement n° 126 de Mme Catherine Génisson (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les capacités d'analyse) (p. 2497)

Intervient sur l'amendement n° 127 de M. Victorin Lurel (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les capacités d'analyse) (p. 2497)

Intervient sur l'amendement n° 128 de Mme Hélène Mignon (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les capacités d'analyse) (p. 2497)

Son amendement n° 129 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les capacités d'analyse) (p. 2496) : rejeté (p. 2497)

Intervient sur l'amendement n° 130 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les capacités d'analyse) (p. 2497)

Intervient sur l'amendement n° 131 de M. Gaëtan Gorce (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les capacités d'analyse) (p. 2497)

Intervient sur l'amendement n° 132 de M. Christophe Masse (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les capacités d'analyse) (p. 2497)

Intervient sur l'amendement n° 133 de M. Jean-Pierre Blazy (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les capacités d'analyse) (p. 2497)

Son amendement n° 141 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à exercer des responsabilités) (p. 2497) : rejeté (p. 2499)

Son amendement n° 153 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à prendre des initiatives) : rejeté (p. 2499)

Son amendement n° 165 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à créer et à innover) : rejeté (p. 2499)

Son amendement n° 177 (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre à tous les jeunes de s'insérer dans la société) (p. 2499) : rejeté (p. 2500)

Son amendement n° 189 (organisation de la journée de l'enfant en cohérence avec les enseignements et les activités périscolaires) (p. 2500) : rejeté (p. 2501)

Son amendement n° 201 (mission d'ouverture vers le monde extérieur des établissements scolaires et universitaires) (p. 2501) : rejeté (p. 2502)

Son amendement n° 213 (référence à la laïcité comme valeur fondamentale de la République) : rejeté (p. 2502)

Son amendement n° 225 (mission des établissements scolaires et universitaires : développer les liens avec les collectivités locales, les parents et les associations) : rejeté (p. 2503)

Son amendement n° 237 (mission des établissements scolaires et universitaires : rassembler l'ensemble des acteurs de l'éducation pour favoriser la réussite des enfants) (p. 2503) : rejeté (p. 2504)

Son amendement n° 249 (mission des établissements scolaires et universitaires : participer à la mise en œuvre du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2504) : rejeté (p. 2505)

Son amendement n° 2676 (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de la lecture) (p. 2505) : rejeté (p. 2506)

Son amendement n° 2688 (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de l'écriture) (p. 2506) : rejeté (p. 2508)

Son amendement n° 2700 (organisation d'échanges sportifs au niveau scolaire) (p. 2529) : rejeté (p. 2530)

Son amendement n° 1665 (enseignement de l'outil informatique et de ses applications) (p. 2530) : rejeté (p. 2533)

Son amendement n° 1677 (enseignement des technologies de l'information et de la communication) (p. 2533) : rejeté (p. 2534)

Son amendement n° 2340 (responsabilités en matière d'établissement et d'application de la carte scolaire) (p. 2534) : rejeté (p. 2535)

Son amendement n° 2352 (responsabilités en matière de formation professionnelle) : rejeté (p. 2536)

Son amendement n° 2364 (responsabilités en matière de médecine scolaire) (p. 2536) : rejeté (p. 2538)

Son amendement n° 2376 (responsabilités en matière d'orientation scolaire des jeunes) (p. 2338) : rejeté (p. 2539)

Son amendement n° 2388 (responsabilités en matière d'orientation professionnelle des jeunes) : rejeté (p. 2539)

Son amendement n° 2400 (responsabilités en matière d'assistance sociale des élèves) (p. 2539) : rejeté (p. 2543)

Son amendement n° 2412 (responsabilités en matière d'information sur les métiers) : rejeté (p. 2544)

Son amendement n° 2424 (responsabilités en matière d'établissement de la carte des formations professionnalisantes) : rejeté (p. 2545)

Son amendement n° 2436 (enseignement de l'histoire de l'esclavage) (p. 2545) : rejeté (p. 2546)

Son amendement n° 2448 (enseignement de l'histoire et de la géographie de l'outre-mer) : rejeté (p. 2546)

Son amendement n° 261 (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) : rejeté (p. 2546)

Son amendement n° 273 (universalité du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) : rejeté (p. 2547)

Son amendement n° 285 (caractère inaliénable du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) : rejeté (p. 2547)

Son amendement n° 297 (garantie de la reprise d'une formation pour toute personne afin de rendre effective l'égalité des chances) : rejeté (p. 2547)

Son amendement n° 309 (garantie à toute personne d'avoir accès à une formation d'autant plus élaborée que la formation initiale aura été courte) (p. 2547) : rejeté (p. 2548)

Son amendement n° 321 (notion et contenu de pacte éducatif de la nation) : rejeté (p. 2548)

Son amendement n° 333 (notion d'accès permanent au savoir et à la culture) : rejeté (p. 2548)

Son amendement n° 345 (objectif éducatif consistant à favoriser la mobilité professionnelle) : rejeté (p. 2548)

Son amendement n° 357 (objectif éducatif consistant à favoriser la qualification professionnelle) (p. 2548) : rejeté (p. 2549)

Son amendement n° 369 (objectif éducatif consistant à favoriser la sécurité des parcours professionnels face aux aléas de la vie et du travail) : rejeté (p. 2549)

Son amendement n° 381 (objectif éducatif consistant à favoriser la promotion sociale) : rejeté (p. 2549)

Son amendement n° 393 (objectif éducatif consistant à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes) (p. 2549) : rejeté (p. 2550)

Son amendement n° 405 (objectif éducatif consistant à favoriser l'adaptation aux évolutions économiques) : rejeté (p. 2550)

Son amendement n° 417 (objectif éducatif consistant à favoriser l'adaptation aux évolutions technologiques) : rejeté (p. 2555)

Son amendement n° 429 (droit à une formation continue) : rejeté (p. 2555)

Son amendement n° 441 (objectif éducatif consistant à favoriser une professionnalisation durable) (p. 2555) : rejeté (p. 2556)

Son amendement n° 453 (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : responsabilité de l'Etat en lien avec les collectivités locales) (p. 2556) : rejeté (p. 2558)

Son amendement n° 465 (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : responsabilité de l'Etat en lien avec les entreprises) : rejeté (p. 2558)

Son amendement n° 477 (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : contribution des entreprises au financement) : rejeté (p. 2558)

Son amendement n° 489 (caractère accessible à tous du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2558) : rejeté (p. 2559)

Son amendement n° 501 (objectif du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : favoriser la mixité sociale) (p. 2559) : rejeté (p. 2560)

Son amendement n° 513 (objectif du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : favoriser l'égalité professionnelle) (p. 2560) : rejeté (p. 2561)

Son amendement n° 525 (objectif du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : favoriser l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes) : rejeté (p. 2561)

Son amendement n° 537 (introduction dans le code de l'éducation d'un chapitre intitulé : "Le droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie") (p. 2561) : rejeté (p. 2563)

Son amendement n° 549 (création au niveau de l'académie de bassins d'éducation et de formation) : rejeté (p. 2563)

Son amendement n° 561 (création au niveau de l'académie de bassins d'éducation et de formation) : rejeté (p. 2563)

Son amendement n° 573 (responsabilité du recteur de favoriser la mixité sociale au sein de l'académie) (p. 2563) : rejeté (p. 2564)

Son amendement n° 585 (carte scolaire élargie au bassin d'éducation) (p. 2563) : rejeté (p. 2564)

Son amendement n° 597 (détermination du bassin d'éducation par le recteur en lien avec les collectivités locales) (p. 2564) : rejeté (p. 2565)

Son amendement n° 609 (détermination du bassin d'éducation par le recteur en lien avec les associations de parents d'élèves) : rejeté (p. 2565)

Son amendement n° 621 (détermination du bassin d'éducation par le recteur en lien avec les représentants syndicaux d'enseignants) : rejeté (p. 2565)

Son amendement n° 633 (responsabilité de favoriser l'intégration pour le recteur au sein du bassin d'éducation) : rejeté (p. 2565)

Son amendement n° 645 (détermination du bassin d'éducation par le recteur en lien avec les associations) (p. 2565) : rejeté (p. 2567)

Son amendement n° 657 (prise en compte des activités périscolaires lors de la détermination du bassin d'éducation) : rejeté (p. 2567)

Son amendement n° 669 (recueil annuel par l'inspecteur d'académie de la liste des enfants soumis à l'obligation scolaire au sein du bassin d'éducation) : rejeté (p. 2567)

Son amendement n° 681 (interdiction à un ministre de l'éducation nationale en exercice de publier un ouvrage) (p. 2567) : retiré (p. 2569)

Son amendement n° 1125 (institution d'une journée nationale du suffrage universel) (p. 2569) : rejeté (p. 2571)

Son amendement n° 693 (droit au conseil en orientation et à l'information pour favoriser la construction des parcours professionnels de chaque jeune) : rejeté (p. 2571)

Son amendement n° 705 (droit au conseil en orientation et à l'information pour favoriser la construction des parcours de formation de chaque jeune) (p. 2571) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 717 (responsabilités ministérielles de la mise en oeuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) (p. 2571) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 729 (objectif du droit au conseil en orientation et à l'information : permettre à chaque jeune un projet personnel) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 741 (droit au conseil en orientation et à l'information pour favoriser le contact avec le monde du travail) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 753 (bilan annuel de la scolarité lié au droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 765 (intégration du droit au conseil en orientation et à l'information dans le cursus normal de la formation) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 777 (objectif du droit au conseil en orientation et à l'information de présenter à chaque jeune les différentes formes d'enseignement) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 789 (objectif du droit au conseil en orientation et à l'information de permettre à chaque jeune de déterminer ses choix ultérieurs) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 801 (objectif du droit au conseil en orientation et à l'information de développer les passerelles entre différentes formes d'enseignement) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 813 (évaluation de chaque jeune réalisée par des examens et la validation des acquis) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 825 (tenue régulière de journées de présentation des enseignements et des filières professionnelles) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 837 (participation des chambres des métiers à la mise en oeuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) (p. 2572) : rejeté (p. 2573)

Son amendement n° 849 (participation des chambres de commerce et d'industrie à la mise en oeuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2573)

Son amendement n° 861 (participation des chambres d'agriculture à la mise en oeuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2573)

Son amendement n° 873 (mise en oeuvre du droit au conseil en orientation et à l'information au niveau national sous la responsabilité de chaque recteur d'académie) (p. 2573) : rejeté (p. 2574)

Son amendement n° 885 (participation des syndicats à la mise en oeuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2574)

Son amendement n° 897 (participation des organisations professionnelles à la mise en oeuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2574)

Son amendement n° 909 (participation des associations à la mise en œuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2575)

Son amendement n° 921 (participation des associations non gouvernementales à la mise en œuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2575)

Son amendement n° 1689 (initiation de tous les élèves aux technologies de l'information et de la communication) : rejeté (p. 2575)

Son amendement n° 1701 (apprentissage de la lecture et de l'écriture : articulation entre l'école maternelle et le cours préparatoire) (p. 2575) : rejeté (p. 2577)

Son amendement n° 2112 (mise en œuvre de l'articulation entre la grande section de maternelle et le cours préparatoire par l'équipe éducative en lien avec les parents d'élèves) : rejeté (p. 2577)

Son amendement n° 1713 (mise en œuvre de l'articulation entre la grande section de maternelle et le cours préparatoire par l'équipe éducative en lien avec les activités périscolaires) : rejeté (p. 2577)

Son amendement n° 1725 (objectif de l'articulation entre la grande section de maternelle et le cours préparatoire : lutter contre l'échec scolaire) (p. 2577) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1740 (articulation entre la grande section de maternelle et le cours préparatoire : enseignement spécifique et individualisé) (p. 2577) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1752 (objectif de l'articulation entre la grande section de maternelle et le cours préparatoire : faciliter le passage de l'enseignant unique à plusieurs enseignants) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1764 (apprentissage des langues vivantes au niveau de l'articulation entre le cours moyen 2e année et la classe de 6e) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1776 (apprentissage des nouvelles technologies de l'information et de la communication au niveau de l'articulation entre le cours moyen 2e année et la classe de 6e) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1788 (enseignement spécifique et individualisé validant l'apprentissage de la lecture et de l'écriture au niveau de l'articulation entre le cours moyen 2e année et la classe de 6e) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1800 (au niveau de l'articulation entre le cours moyen 2e année et la classe de 6e, mise en œuvre d'un enseignement spécifique et individualisé par l'équipe éducative en lien avec les parents d'élèves) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1812 (mise en œuvre de l'articulation entre le cours moyen 2e année et la classe de 6e par l'équipe éducative en lien avec les activités périscolaires) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1824 (but de l'articulation entre le cours moyen 2e année et la classe de 6e : lutter contre l'échec scolaire) : rejeté (p. 2579)

Son amendement n° 1836 (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : faciliter le passage du collège au lycée) (p. 2579) : rejeté (p. 2580)

Son amendement n° 1848 (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : faciliter le travail en équipe) : rejeté (p. 2580)

Son amendement n° 1860 (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : apprendre à chaque jeune à travailler individuellement et en équipe) : rejeté (p. 2580)

Son amendement n° 1872 (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : favoriser la maîtrise des nouvelles technologies) : rejeté (p. 2580)

Son amendement n° 1884 (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : lutter contre l'échec scolaire) : rejeté (p. 2580)

Son amendement n° 1896 (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : responsabiliser les futurs lycéens) : rejeté (p. 2580)

Son amendement n° 1908 (équilibre entre enseignement général et enseignement professionnel) : rejeté (p. 2581)

Son amendement n° 1920 (équilibre entre les filières scientifiques et littéraires) : rejeté (p. 2581)

Son amendement n° 1932 (principe stipulant que l'élève quittant la classe de troisième est acteur de sa formation) (p. 2581) : rejeté (p. 2582)

Son amendement n° 1944 (rôle de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde pour favoriser l'orientation des élèves) : rejeté (p. 2582)

Son amendement n° 1956 (mise en œuvre de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde par l'équipe éducative en lien avec les parents d'élèves) : rejeté (p. 2582)

Son amendement n° 1968 (mise en œuvre de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde par l'équipe éducative en lien avec les activités périscolaires) : rejeté (p. 2582)

Son amendement n° 1980 (mise en œuvre d'enseignement spécifique et individuel au niveau de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde) : rejeté (p. 2582)

Son amendement n° 1992 (mise en œuvre de journées d'orientation et d'information dans les collèges au niveau de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde) : rejeté (p. 2582)

Son amendement n° 2004 (préparation des élèves à un enseignement pluridisciplinaire au niveau de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde) : rejeté (p. 2582)

Son amendement n° 2712 (échanges entre élèves de zone rurale et de zone urbaine) : rejeté (p. 2583)

Son amendement n° 2724 (échanges entre élèves de zone de montagne et de zone du littoral) : rejeté (p. 2583)

Son amendement n° 2736 (échanges avec les élèves des zones prioritaires d'éducation) : rejeté (p. 2583)

Son amendement n° 2868 (caractère déterminant de l'organisation du rythme scolaire dans la lutte contre l'échec scolaire) (p. 2584) : rejeté (p. 2586)

Son amendement n° 2880 (organisation du temps scolaire prenant en compte la qualité de vie de l'enfant) : rejeté (p. 2587)

Son amendement n° 2892 (priorité de l'intérêt des élèves au niveau de l'organisation des rythmes scolaire) (p. 2587) : rejeté (p. 2588)

Son amendement n° 2904 (concertation de tous les acteurs concernés, y compris les assistants d'éducation et les élèves, en matière d'organisation du temps à l'école) : rejeté (p. 2588)

Son amendement n° 2916 (définition de la garderie du matin) : rejeté (p. 2592)

Son amendement n° 2928 (organisation d'une pause d'au moins une heure trente à la mi-journée) (p. 2592) : rejeté (p. 2593)

Son amendement n° 2940 (organisation en matière de cantines scolaires) (p. 2593) : rejeté (p. 2594)

Son amendement n° 2952 (durée des récréations) (p. 2594) : rejeté (p. 2595)

Son amendement n° 2016 (accès en dehors des heures scolaires aux nouvelles technologies) : rejeté (p. 2595)

Son amendement n° 2028 (accès en dehors des heures scolaires aux nouvelles technologies par partenariats avec des organismes non scolaires) : rejeté (p. 2595)

Son amendement n° 2040 (initiation de tous les étudiants aux nouvelles technologies) : rejeté (p. 2595)

Son amendement n° 933 (mission d'éducation à la citoyenneté pour les personnels "ATOSS") (p. 2595) : rejeté (p. 2596)

Son amendement n° 945 (mission d'éducation à la santé pour les personnels "ATOSS") (p. 2596) : rejeté (p. 2597)

Son amendement n° 957 (notion de mission favorisant l'intégration pour les personnels "ATOSS") : rejeté (p. 2597)

Son amendement n° 969 (mission d'apprentissage des règles de la vie en société pour les personnels "ATOSS") : rejeté (p. 2597)

Son amendement n° 981 (rôle pédagogique des personnels "ATOSS") (p. 2597) : rejeté (p. 2598)

Son amendement n° 993 (missions des personnels ATOSS sous l'autorité du recteur) : rejeté (p. 2598)

Son amendement n° 1005 (statuts des personnels ATOSS mis en œuvre sous l'autorité du recteur) (p. 2598) : rejeté (p. 2599)

Son amendement n° 1017 (participation des personnels ATOSS à la mise en œuvre du droit à l'éducation) : rejeté (p. 2599)

Son amendement n° 1029 (rôle d'assistance à l'équipe éducative des personnels ATOSS) : rejeté (p. 2599)

Son amendement n° 1041 (fonction d'encadrement des élèves des personnels ATOSS) (p. 2599) : rejeté (p. 2600)

Article 2 (régime juridique des assistants d'éducation)

Son amendement n° 1101 (p. 2603)

Son amendement n° 1137 (p. 2605)

Son amendement n° 1149 (p. 2606)

Ses amendements n° 2124 et 2460 (p. 2608)

Son amendement n° 1281 (p. 2609)

Ses amendements n° 2052, 1161, 1173, 1293 et 1269 (p. 2610)

Ses amendements n° 1185, 1197, 1209, 1221, 1233, 1245 et 1257 (p. 2612)

Ses amendements n° 1305, 2748 et 2760 (p. 2614)

Ses amendements n° 2772, 2784 et 2796 (p. 2616)

Son amendement n° 2808 (p. 2617)

Ses amendements n° 2820 et 2832 (p. 2618)

Son amendement n° 2964 (p. 2619)

Son amendement n° 1365 (p. 2624)

Son amendement n° 1317 (p. 2625)

Ses amendements n° 2844 et 2856 (p. 2626)

Ses amendements n° 1053, 1065, 1077 et 1329 (p. 2627)

Ses amendements n° 1341 et 1353 (p. 2628)

Son amendement n° 1377 (p. 2629)

Ses amendements n° 2472, 1389 et 1401 (p. 2630)

Ses amendements n° 2148, 2160 et 2172 (p. 2631)

Ses amendements n° 1449 et 1461 (p. 2632)

Ses amendements n° 1473, 1485, 1497, 1509 et 1621 (p. 2633)

Ses amendements n° 1533, 1545, 1557, 1569, 1581, 1593, 1605, 1617, 1629 et 1641 (p. 2634)

Ses amendements n° 2137, 2064, 2076 et 2088 (p. 2635)

Son amendement n° 2484 (p. 2636)

Ses amendements n° 2496, 2508, 2520, 2532, 2976 et 1413 (p. 2637)

Ses amendements n° 1425 et 1437 (p. 2638)

Après l'article 2

Son amendement n° 2604 (contenu et mise en œuvre des programmes d'enseignement) : rejeté (p. 2639)

Son amendement n° 2616 (objectifs et réalisation des programmes d'enseignement) : rejeté (p. 2640)

Son amendement n° 2628 (établissement de la carte des secteurs des collèges) : rejeté (p. 2640)

Son amendement n° 2640 (établissement de la carte des secteurs des lycées) : rejeté (p. 2640)

Son amendement n° 2652 (établissement de la carte des secteurs des écoles) : rejeté (p. 2640)

Son amendement n° 2100 (activités destinées à se familiariser avec les outils informatiques et les nouvelles technologies) : rejeté (p. 2640)

Son amendement n° 2664 (les programmes scolaires prennent en compte les références communes en Europe) (p. 2640) : rejeté (p. 2641)

Article 3 (affiliation des établissements publics locaux d'éducation à l'assurance-chômage au titre des assistants d'éducation)

Son amendement n° 1113 (p. 2644)

Après l'article 3

Son amendement n° 2184 (égalité entre les hommes et les femmes en matière d'orientation scolaire) : rejeté (p. 2645)

Son amendement n° 2196 (organisation d'une journée annuelle de la laïcité) (p. 2645) : retiré (p. 2646)

Son amendement n° 2988 (rapport au Parlement sur l'application de la loi relative aux assistants d'éducation) (p. 2648) : rejeté (p. 2649)

Titre

Son amendement n° 3000 (nouveau titre : "Projet de loi portant réforme du code de l'éducation") (p. 2649) : rejeté (p. 2650)

Projet de loi n° 861 organisant une consultation des électeurs de Corse sur la modification de l'organisation institutionnelle de la Corse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 mai 2003] (p. 4288)

Son intervention (p. 4299)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 4300)

Elections et référendums : modes de scrutin (p. 4301)

Femmes : parité (p. 4301)

Politique générale : institutions : réforme (p. 4299)

Discussion des articles [27 mai 2003] (p. 4312)

Article 1er et annexe (consultation des électeurs de Corse sur l'annexe au projet de loi)

Son amendement n° 14 (p. 4317)

Son amendement n° 15 (p. 4320)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5069)

Son intervention (p. 5081)

Thèmes :

Retraites : généralités : âge de la retraite (p. 5082)

Retraites : généralités : cotisations (p. 5082)

Marc REYMANN

*Bas-Rhin (2^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Représentant titulaire de la délégation française aux assemblées du Conseil de l'Europe et de l'UEO [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12452)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relatif à la construction et l'entretien de ponts frontalières sur le Rhin dont les Parties contractantes n'assurent pas la maîtrise d'ouvrage (n° 238) [6 novembre 2002]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 238), autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relatif à la construction et l'entretien de ponts frontalières sur le Rhin dont les Parties contractantes n'assurent pas la maîtrise d'ouvrage [4 décembre 2002] (n° 456)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 161, posée le 24 février 2003. Union européenne. Parlement européen (J.O. questions p. 1276). Appelée le 25 février 2003. siège, maintien, Strasbourg (p. 1332)

n° 248, posée le 24 mars 2003. Justice. tribunaux de grande instance (J.O. questions p. 2097). Appelée le 25 mars 2003. extension, Strasbourg (p. 2349)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

CHARGES COMMUNES - ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE - MONNAIES ET MÉDAILLES (BUDGET ANNEXE) - COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR

Examen du fascicule [15 novembre 2002] (p. 5158)

Son intervention (p. 5175)

Thèmes avant la procédure des questions :

Commerce extérieur : balance commerciale (p. 5175)

Commerce extérieur : exportations : agroalimentaire (p. 5176)

Commerce extérieur : exportations : chambres consulaires (p. 5176)

Commerce extérieur : exportations : foires (p. 5176)

Commerce extérieur : organismes (p. 5176, 5177)

Commerce extérieur : volontaires à l'international en entreprise (VIE) (p. 5177)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : commerce extérieur (p. 5176)

Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 5175, 5176)

Régions : Alsace : commerce extérieur (p. 5176)

Relations internationales : commerce international : négociations (p. 5175)

Union européenne : élargissement (p. 5175)

Projet de loi n° 271 autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relative au raccordement de la Suisse au réseau ferré français, notamment aux liaisons à grande vitesse (ensemble une annexe)

Rapporteur de la commission des affaires étrangères, suppléant M. Bernard Schreiner

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [16 janvier 2003] (p. 194)

Son intervention (p. 195)

Thèmes :

Transports : transport combiné (p. 195)

Transports ferroviaires : TGV : lignes (p. 195)

Projet de loi n° 810 modifiant la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 relative au droit d'asile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 juin 2003] (p. 4618)

Son intervention (p. 4628)

Thèmes :

Etrangers : demandeurs d'asile : coût (p. 4628)

Etrangers : pays d'origine sûr : décrets (p. 4629)

Dominique RICHARD

*Maine-et-Loire (2^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre suppléant du Conseil national de l'enseignement supérieur privé [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14786)

Membre titulaire du conseil de surveillance de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14787)

Cesse d'appartenir au conseil de surveillance de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale [J.O. du 28 septembre 2002] (p. 16026)

Membre de la mission d'information commune sur la création d'une télévision française d'information à vocation internationale [J.O. du 19 décembre 2002] (p. 21167)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Élevage, maladies du bétail, vache folle, abattage systématique, alternatives [16 octobre 2002] (p. 3413)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 99, posée le 13 janvier 2003. Voirie. RN 20 (J.O. questions p. 131). Appelée le 14 janvier 2003. liaison Sorges Mûrs-Grigné, aménagement (p. 16)

DÉBATS

Proposition de loi n° 317 visant à protéger les mineurs contre la diffusion de programmes comprenant des scènes de violence gratuite ou de pornographie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 décembre 2002] (p. 6583)

Son intervention (p. 6600)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : cinéma (p. 6600)

Audiovisuel et communication : cryptage (p. 6600)

Audiovisuel et communication : images de violence et de pornographie (p. 6600)

Audiovisuel et communication : programmes (p. 6600)

Famille : protection de la famille et de l'enfance : mineurs (p. 6600)

Projet de loi n° 638 renforçant la lutte contre la violence routière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [20 mars 2003] (p. 2286)

Avant l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 99 de M. Jean-Pierre Door (débridage des moteurs des automobiles) (p. 2288)

Article 13 (déplacement d'installations et d'ouvrages situés sur le domaine public routier)

Son intervention (p. 2300)

Juliana RIMANE

*Guyane (2^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elue le 16 juin 2002

Deviens députée le 19 juillet 2002 (voir indications préliminaires) [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12450)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12450)

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 25 juillet 2002] (p. 12772), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 26 juillet 2002] (p. 12834)

Membre titulaire du comité directeur du Fonds d'investissement des départements d'outre-mer [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14786)

Membre titulaire du comité directeur du Fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer et la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon [J.O. du 24 janvier 2003] (p. 1462)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 26 mars 2003] (p. 5405)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 26 mars 2003] (p. 5405)

Rapporteuse de la proposition de résolution sur la diversité linguistique dans l'Union européenne (documents E 2275-1, E 2024 et E 2182) (n° 907) [25 juin 2003]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de résolution (n° 907) de M. Michel Herbillon sur la diversité linguistique dans l'Union européenne (documents E 2275-1, E 2024 et E 2182) [10 juillet 2003] (n° 1020)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Outre-mer. DOM : Guyane. femmes, santé, accouchements, maisons de naissance, création [12 mars 2003] (p. 1949)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [5 novembre 2002] (p. 4499)

Procédure des questions :

Outre-mer : Guyane : agriculture (p. 4531)

JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

I - JEUNESSE ET ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [22 octobre 2002] (p. 3742)

Procédure des questions :

Enseignement : politique de l'éducation : Guyane (p. 3784)

OUTRE-MER

Examen du fascicule [8 novembre 2002] (p. 4807)

Son intervention (p. 4832)

Thèmes avant la procédure des questions :

Lois : loi de programmation : outre-mer (p. 4832)

Outre-mer : crédits (p. 4832)

Outre-mer : Guyane : immigration clandestine (p. 4833)

Outre-mer : Guyane : pêche (p. 4833)

Outre-mer : Guyane : politique spatiale (p. 4833)

Outre-mer : Guyane : sécurité (p. 4833)

Outre-mer : Guyane : télécommunications (p. 4833)

SANTÉ, FAMILLE ET PERSONNES HANDICAPÉES

Examen du fascicule [12 novembre 2002] (p. 4939)

Procédure des questions :

DOM : Guyane : accès aux soins (p. 4954)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2003] (p. 151)

Son intervention (p. 156)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité : prévention (p. 156)

Ordre public : lutte contre l'insécurité (p. 156)

Outre-mer : Guyane : délinquance et criminalité (p. 157)

Projet de loi n° 881 de programme pour l'outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 juin 2003] (p. 4715)

Son intervention (p. 4737)

Thèmes :

Emploi : création d'emplois : jeunes (p. 4737)

Impôts et taxes : investissements outre-mer : politique économique (p. 4737)

Logement : logement social : outre-mer (p. 4737)

Outre-mer : continuité territoriale (p. 4738)

Outre-mer : Guyane : communes (p. 4737)

Outre-mer : Guyane : fonctionnaires et agents publics (p. 4738)

Outre-mer : Guyane : pauvreté (p. 4738)

Politiques communautaires : territoires d'outre-mer (p. 4738)

Tourisme et loisirs : navigation de plaisance : outre-mer (p. 4737)

Discussion des articles [6 juin 2003] (p. 4759, 4796)

Article 1er (exonération de charges sociales en faveur des entreprises des départements d'outre-mer)

Son amendement n° 314 (hospitalisation privée - bénéfice des allègements renforcés) (p. 4776)

Son amendement n° 73 (salariés handicapés) (p. 4779)

Article 4 (non-cumul et évaluation triennale des exonérations de charges sociales des articles 1er à 3)

Son amendement n° 74 (possibilité de cumul des exonérations avec celles prévues au titre de l'alignement des SMIC afin de maintenir un avantage comparatif en faveur des entreprises d'outre-mer) (p. 4797)

Article 13 (défiscalisation au titre de l'impôt sur le revenu : investissement dans le logement et souscription au capital de sociétés agréées - SO.FI.OM)

Son amendement n° 75 (éligibilité des travaux sur les logements achevés depuis plus de trente ans au lieu de quarante ans) (p. 4814)

Son amendement n° 76 (logement bénéficiant à des personnes handicapées - majoration de dix points du taux de la réduction d'impôt) (p. 4817)

Article 14 (défiscalisation au titre de l'impôt sur le revenu : secteurs éligibles - majoration, imputation et report de la réduction d'impôt)

Son amendement n° 77 (extension au secteur de la santé en Guyane) (p. 4821)

Son amendement n° 78 corrigé (extension au secteur postal en Guyane) (p. 4823)

Son amendement n° 79 (extension à l'affermage) (p. 4824)

Article 29 (durée de validité du dispositif)

Son amendement n° 80 (hébergement touristique en Guyane - décret énumérant les établissements et structures éligibles) (p. 4840)

Après l'article 34

Son amendement n° 82 corrigé (logements évolutifs sociaux - exonération de taxe foncière pendant quinze ans) (p. 4843) ; rejeté (p. 4844)

Après l'article 35

Son amendement n° 310 corrigé (logement intermédiaire outre-mer - défiscalisation - intervention des organismes HLM) : rejeté (p. 4845)

Article 36 (dotations de l'Etat aux collectivités territoriales)

Son amendement n° 83 (rapport au Parlement dans le délai de six mois et non de deux ans) (p. 4850)

Après l'article 36

Son amendement n° 84 (Guyane - modalités de répartition du produit de l'octroi de mer) : rejeté (p. 4851)

Projet de loi n° 823 relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 juillet 2003] (p. 7186)

Après l'article 44

Son amendement n° 158 rectifié (création d'une commission chargée d'apprécier les conditions d'immigration en Guyane) : adopté (p. 7232)

Jérôme RIVIÈRE

*Alpes-Maritimes (1^{ère} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (ex-délégation de l'Assemblée nationale à l'Assemblée de l'Atlantique Nord) [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12452)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'amnistie [J.O. du 26 juillet 2002] (p. 12837)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 317 visant à protéger les mineurs contre la diffusion de programmes comprenant des scènes de violence gratuite ou de pornographie [15 octobre 2002]

Proposition de loi n° 351 relative à la répression du trafic d'êtres humains [7 novembre 2002]

Proposition de loi n° 352 relative à la répression des vols avec violence, commis à l'aide d'un véhicule automobile [7 novembre 2002]

Proposition de loi n° 736 visant à séparer les fonctions exécutives et délibératives au sein des conseils régionaux [26 mars 2003]

Rapport d'information déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur la formation des cadres dans les écoles militaires [26 mars 2003] (n° 755)

Proposition de loi n° 786 relative à l'enseignement obligatoire de l'hymne national dans les établissements d'enseignement primaire [10 avril 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Transports ferroviaires, politique des transports ferroviaires. Alpes-maritimes, perspectives [28 janvier 2003] (p. 559)

DÉBATS

Projet de loi n° 19 portant amnistie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 juillet 2002] (p. 1868)

Son intervention (p. 1902)

Thème :

Parlement : prérogatives : amnistie (p. 1902)

Projet de loi n° 36 d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2002] (p. 2009)

Son intervention (p. 2033)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité (p. 2033)

Droit pénal : délinquance et criminalité : répression (p. 2033)

Ordre public : sécurité (p. 2033)

Ordre public : sécurité : projet de loi (p. 2033)

Système pénitentiaire : détenus : transport (p. 2033)

Discussion des articles [17 juillet 2002] (p. 2057, 2106)

Annexe I

Intervient sur l'amendement n° 107 de M. Alain Moyne-Bressand (expérimentation en matière de transferts pénitentiaires) (p. 2093)

Intervient sur l'amendement n° 80 de M. Christophe Caresche (modules de formation communs aux écoles de commissaires et d'officiers de gendarmerie) (p. 2100)

Son amendement n° 1 (partenariat avec les opérateurs conventionnés pour la localisation de véhicules volés) (p. 2116)

Projet de loi n° 154 d'orientation et de programmation pour la justice

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er août 2002] (p. 2497)

Son intervention (p. 2508)

Thèmes :

Justice : carte judiciaire (p. 2508)

Justice : tribunaux de police (p. 2508)

Justice : victimes (p. 2508)

Lois : projet de loi : justice (p. 2508)

Système pénitentiaire : personnel pénitentiaire (p. 2509)

Discussion des articles [2 août 2002] (p. 2666)

Après l'article 28

Son amendement n° 3 (insertion d'une nouvelle division relative aux chiens dangereux) (p. 2682)

Son amendement n° 2 (délit de non-vaccination ou d'errance d'un chien dangereux) (p. 2682)

Projet de loi n° 187 relatif à la programmation militaire pour les années 2003 à 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 novembre 2002] (p. 5972)

Son intervention (p. 5978)

Thèmes :

Défense : armements et équipements : coopération économique (p. 5979)

Défense : réserves (p. 5978)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 5979)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 5979)

Discussion des articles [28 novembre 2002] (p. 5990)

Article 1er (cadre général de la politique de défense, programmation militaire 2003-2008 et approbation du rapport annexé)

Son intervention (p. 6012)

Proposition de loi n° 317 visant à protéger les mineurs contre la diffusion de programmes comprenant des scènes de violence gratuite ou de pornographie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 décembre 2002] (p. 6583)

Son intervention (p. 6597)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Canal plus (p. 6597)
 Audiovisuel et communication : cinéma (p. 6597)
 Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 6597)
 Audiovisuel et communication : images de violence et de pornographie (p. 6597)
 Audiovisuel et communication : programmes (p. 6597)
 Famille : protection de la famille et de l'enfance : mineurs (p. 6597)
 Télécommunications : Internet (p. 6597)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 janvier 2003] (p. 268) ; [23 janvier 2003] (p. 445)

Article 15 (*extension du fichier national automatisé des empreintes génétiques*)
 Son amendement n° 477 (p. 300)

Article 28 (*retrait de la carte de séjour temporaire - reconduite à la frontière*)
 Son amendement n° 142 (p. 455)

Projet de loi n° 823 relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 juillet 2003] (p. 7186)

Après l'article 34

Son sous-amendement n° 161 rectifié (passation de marchés groupés étendue aux zones d'attente) à l'amendement n° 135 rectifié de la commission (codification des dispositions relatives à la passation de marchés groupés pour les centres de rétention) (p. 7206) : adopté (p. 7207)

Jean ROATTA

*Bouches-du-Rhône (3^{ème} circonscription)
 Union pour la Majorité Présidentielle
 puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 318 tendant à rendre conforme au droit international la législation relative aux courts séjours de caractère privé effectués par les étrangers en France [15 octobre 2002]

Proposition de loi n° 319 tendant à interdire la présence d'un passager sur un véhicule deux roues à moteur de petite cylindrée dépourvu de plaque minéralogique [15 octobre 2002]

Proposition de loi n° 590 tendant à l'abrogation de l'article 3 de la loi du 10 août 1981 dite "loi Lang" instaurant un prix unique pour la vente de livres aux particuliers [30 janvier 2003]

Proposition de loi n° 734 tendant à instaurer un taux réduit de TVA de 5,5 % pour le prix des casques destinés à la protection des usagers de la route [26 mars 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 823 relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 juillet 2003] (p. 6787)

Son intervention (p. 6799)

Thèmes :

Etrangers : cartes de séjour (p. 6799)
 Etrangers : conditions d'entrée et de séjour (p. 6799)

Gilles de ROBIEN

*Somme (2^{ème} circonscription)
 Union pour la Démocratie Française
 Ministre de l'équipement, des transports, du logement, du tourisme et de la mer*

Élu le 9 juin 2002 (voir indications préliminaires) [9 juin 2002]

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

Est nommé Ministre de l'équipement, des transports, du logement, du tourisme et de la mer. Décret du 17 juin 2002 [J.O. du 18 juin 2002] (p. 10720)

Cessation de son mandat de député le 18 juillet 2002 (voir indications préliminaires)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

DÉPÔTS

Projet de loi n° 402 portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction [27 novembre 2002]

Projet de loi n° 638 renforçant la lutte contre la violence routière [26 février 2003]

Déclaration du Gouvernement n° 880 sur les infrastructures 2003-2020 [20 mai 2003]

Projet de loi n° 1044 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des transports [16 juillet 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Patrick Ollier. Urbanisme. politique de l'urbanisme. loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000, application, conséquences [8 octobre 2002] (p. 3042)

M. Gilles Artigues. Logement. logement social. construction, loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 [16 octobre 2002] (p. 3408)

M. Bruno Gilles. Baux. baux d'habitation. loyers, loi de 1948, réforme [22 octobre 2002] (p. 3733)

M. Serge Janquin. Logement. politique du logement. perspectives [22 octobre 2002] (p. 3735)

M. Jean-Pierre Brard. Baux. baux d'habitation. loyers, loi de 1948, réforme, conséquences [30 octobre 2002] (p. 4333)

M. Emmanuel Hamelin. Sécurité routière. permis de conduire. inspecteurs, revendications [30 octobre 2002] (p. 4340)

M. Michel Vaxès. Transports aériens. Air France et Air Lib. équilibre financier, aides de l'Etat [6 novembre 2002] (p. 4583)

M. Laurent Hénart. Sécurité publique. sécurité des biens et des personnes. transports ferroviaires [6 novembre 2002] (p. 4586)

Mme Annick Lepetit. Logement. logement social. réglementation, réforme [6 novembre 2002] (p. 4587)

M. Michel Bouvard. Transports ferroviaires. ligne Lyon-Turin. perspectives [6 novembre 2002] (p. 4589)

M. Jacques Desallangre. Transports routiers. chauffeurs routiers. revendications [19 novembre 2002] (p. 5285)

M. Damien Meslot. Sécurité routière. permis de conduire. inspecteurs, revendications [19 novembre 2002] (p. 5293)

M. Charles de Courson. Sécurité routière. permis de conduire. inspecteurs, revendications [20 novembre 2002] (p. 5361)

Mme Odile Saugues. Logement. logement social. construction, loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000, reconduction [11 décembre 2002] (p. 6508)

M. Richard Dell'Agnola. Sécurité routière. accidents. lutte et prévention [18 décembre 2002] (p. 6899)

Mme Geneviève Colot. Voirie. A 10. intempéries, enquête, bilan [15 janvier 2003] (p. 111)

M. Jean-Michel Bertrand. Sécurité routière. accidents. lutte et prévention [15 janvier 2003] (p. 115)

M. Jean Marsaudon. Déchets, pollutions et nuisances. aéroports. bruits, lutte et prévention, Orly [5 février 2003] (p. 879)

M. Richard Dell'Agnola. Transports aériens. Air Lib. emploi et activité, perspectives [11 février 2003] (p. 1139)

Mme Odile Saugues. Entreprises. entreprises en difficulté. plans sociaux, attitude du Gouvernement [11 février 2003] (p. 1143)

M. François Asensi. Transports aériens. politique des transports aériens. perspectives [4 mars 2003] (p. 1527)
 M. Patrick Ollier. Transports. politique des transports. infrastructures, développement [4 mars 2003] (p. 1531)
 Mme Janine Jambu. Politique sociale. lutte contre l'exclusion. loi n° 98-657 du 29 juillet 1998, prévention des expulsions, application [11 mars 2003] (p. 1876)
 M. Michel Bouvard. Transports. politique des transports. infrastructures, développement [11 mars 2003] (p. 1878)
 M. Armand Jung. Transports. politique des transports. infrastructures, développement [11 mars 2003] (p. 1881)
 M. Jacques Remiller. Sécurité routière. accidents. lutte et prévention [12 mars 2003] (p. 1946)
 M. Georges Siffredi. Logement. politique du logement. parc locatif privé, aides de l'Etat [8 avril 2003] (p. 2947)
 M. Philippe Cochet. Sécurité routière. prévention. bilan et perspectives [29 avril 2003] (p. 3217)
 M. André Samitier. Sécurité routière. accidents. bilan et perspectives [13 mai 2003] (p. 3592)
 M. Hervé Morin. Transports. transport de voyageurs. grève, service minimum [14 mai 2003] (p. 3661)
 M. Patrick Ollier. Logement. politique du logement. parc locatif privé, aides de l'Etat [14 mai 2003] (p. 3663)
 M. Michel Roumegoux. Transports. politique des transports. infrastructures, développement, villes moyennes [27 mai 2003] (p. 4261)
 M. Jean Besson. Transports. transport de voyageurs. grèves, perspectives [11 juin 2003] (p. 4996)
 M. Alain Ferry. Logement. logement social. pénurie, aides de l'Etat [18 juin 2003] (p. 5523)
 M. André Berthol. Industrie. matériel de transports. salon aéronautique du Bourget, bilan [24 juin 2003] (p. 5889)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Gilbert Gantier. Tourisme et loisirs. sports. piscines [3 décembre 2002] (p. 6037)
 M. Jean-Jacques Descamps. Voirie. RN 143. liaison Tours-Châteauroux, aménagement [3 décembre 2002] (p. 6034)
 M. Jean-Louis Christ. Déchets, pollutions et nuisances. bruits. cyclomoteurs, caractéristiques techniques, modification, conséquences [3 décembre 2002] (p. 6032)
 M. Georges Fenech. Aménagement du territoire. perspectives. contournement autoroutier et ferroviaire, Lyon [3 décembre 2002] (p. 6035)
 M. Jacques Le Guen. Gens du voyage. stationnement. dégradations, collectivités territoriales, indemnisation [3 décembre 2002] (p. 6033)
 M. Jacques Myard. Déchets, pollutions et nuisances. aéroports. bruits, lutte et prévention, région parisienne [3 décembre 2002] (p. 6031)
 M. Francis Saint-Léger. Voirie. RN 88. aménagement, Lozère [3 décembre 2002] (p. 6036)
 M. Alfred Marie-Jeanne. Outre-mer. DOM : Martinique. transports aériens, développement, perspectives [25 février 2003] (p. 1321)
 M. Nicolas Dupont-Aignan. Transports urbains. RER. ligne D, fonctionnement [25 février 2003] (p. 1320)
 M. Jacques Brunhes. Transports par eau. transports fluviaux. infrastructures, développement [1^{er} avril 2003] (p. 2658)
 M. Jean-Pierre Blazy. Transports aériens. Air France. avion Concorde, reprise des vols, bilan et perspectives [1^{er} avril 2003] (p. 2661)
 Mme Nathalie Kosciusko-Morizet. Voirie. RN 20. aménagement, perspectives, Essonne [1^{er} avril 2003] (p. 2660)
 M. Maurice Giro. Urbanisme. politique de l'urbanisme. loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000, application, conséquences [1^{er} avril 2003] (p. 2658)
 M. Jean Ueberschlag. Transports. politique des transports. Haut-Rhin [29 avril 2003] (p. 3187)
 M. Gilbert Gantier. Transports urbains. train. ancienne ligne Auteuil-Pont Cardinet, terrains, aménagement [29 avril 2003] (p. 3189)
 M. Christophe Masse. Transports par eau. Société nationale Corse-Méditerranée. perspectives [29 avril 2003] (p. 3186)
 M. Christian Bataille. Voirie. RN 43. contournement du Cateau, perspectives [20 mai 2003] (p. 3796)
 M. Christian Philip. Transports. politique des transports. infrastructures, Lyon [20 mai 2003] (p. 3796)
 Mme Françoise de Panafieu. Logement. habitat insalubre. réhabilitation, financement [20 mai 2003] (p. 3795)
 M. Claude Birraux. Logement. logement social. construction, Haute-Savoie [24 juin 2003] (p. 5868)

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

M. François Asensi : estime que le projet de loi relatif aux entreprises de transport aérien permettra le développement d'Air France [12 mars 2003] (p. 1952)
 M. Jean-Claude Lefort : justifie par des raisons de sécurité l'accord passé par la Commission européenne, donnant aux autorités aériennes des États-Unis accès à l'identité des passagers empruntant un vol à destination de ce pays [12 mars 2003] (p. 1971)

M. Alain Bocquet : affirme que le Gouvernement est solidaire de l'initiative de l'Assemblée nationale au sujet de la guerre contre l'Irak, guerre qui bafoue les règles internationales et que la France a cherché à empêcher [20 mars 2003] (p. 2256)

M. Hervé Mariton : affirme que le Gouvernement est solidaire de l'initiative de l'Assemblée nationale au sujet de la guerre contre l'Irak, guerre qui bafoue les règles internationales et que la France a cherché à empêcher [20 mars 2003] (p. 2256)

M. René Dosière : affirme que le Gouvernement est solidaire de l'initiative de l'Assemblée nationale au sujet de la guerre contre l'Irak, guerre qui bafoue les règles internationales et que la France a cherché à empêcher [20 mars 2003] (p. 2256)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS - AVIATION CIVILE

Examen du fascicule [24 octobre 2002] (p. 3983)

Son intervention (p. 3985)

Ses réponses (p. 3994 à 4003)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : modernisation (p. 3988)

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 3987)

Bâtiment et travaux publics (p. 3986)

Industrie : construction aéronautique et spatiale (p. 3986)

Mer et littoral : protection : crédits budgétaires (p. 3987)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'équipement : crédits budgétaires (p. 3985)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 3986)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : marins (p. 3987)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : SNCF (p. 3987)

Sécurité publique : risques naturels majeurs : inondations (p. 3988)

Sécurité routière (p. 3985, 3989 et s)

Transports : transport combiné (p. 3987)

Transports aériens : aéroports : construction (p. 3988)

Transports aériens : bruit (p. 3987)

Transports aériens : sécurité (p. 3987)

Transports ferroviaires : TGV-Est (p. 3986)

Transports ferroviaires : transport de marchandises (p. 3987)

Transports par eau : transport de marchandises : sécurité de la navigation (p. 3986, 3988)

Voirie : autoroutes : privatisations (p. 3986)

Voirie : plan d'amélioration du réseau routier national (p. 3989)

Réponses aux questions :

Automobiles et cycles : bicyclettes (p. 3996) (M. Armand Jung) (p. 3995)

Etat : Institut géographique national (IGN) : crédits budgétaires (p. 3994)

(M. Dominique Caillaud) (p. 3994)

Sécurité routière (p. 3996) (M. Armand Jung) (p. 3996)

Sécurité routière (p. 3999) (M. François Rochebloine) (p. 3999)

Transports aériens : bruit (p. 3998) (M. Gilbert Gantier) (p. 3998)

Transports ferroviaires : TGV Rhin-Rhône (p. 3996) (M. Armand Jung) (p. 3996)

Voirie : autoroutes : construction (p. 3994) (M. Yves Deniaud) (p. 3994)

Voirie : autoroutes : construction (p. 3997) (M. François Rochebloine) (p. 3997)

Voirie : autoroutes : construction (p. 4002) (M. Patrice Martin-Lalande) (p. 4002)

Voirie : autoroutes : construction (p. 4003) (M. Jean-Luc Warsmann) (p. 4003)

Voirie : autoroutes : construction (p. 4003) (M. Yves Deniaud) (p. 4003)

Vote des crédits et articles rattachés [24 octobre 2002] (p. 4005)

Etat B, titre III

Intervient sur l'amendement n° 9 corrigé de la commission des finances (conditions d'organisation et de soutien administratif du Conseil national des transports) (p. 4006)

Intervient sur l'amendement n° 10 corrigé de la commission des finances (affectation comptable des rémunérations des secrétaires des comités régionaux et départementaux des transports) (p. 4006)

BUDGET ANNEXE DE L'AVIATION CIVILE

Etat E, ligne 38

Son intervention (p. 4010)

LOGEMENT

Examen du fascicule [13 novembre 2002] (p. 4969)

Son intervention (p. 4983)

Ses réponses (p. 4989 à 4995)
 Thèmes avant la procédure des questions :
 Gens du voyage : stationnement (p. 4987)
 Impôt sur le revenu : revenus fonciers (p. 4985)
 Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 4985)
 Logement : crédits (p. 4983)
 Logement : logement social : HLM (p. 4984)
 Logement : aides et prêts : aide personnalisée au logement (APL) (p. 4986)
 Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 4985)
 Logement : aides et prêts : prêts d'accession sociale (PAS) (p. 4986)
 Logement : aides et prêts : prêts locatifs sociaux (PLS) (p. 4984)
 Logement : aides et prêts : primes à l'amélioration des logements à usage locatif et d'occupation sociale (PALULOS) (p. 4984)
 TVA : taux réduit : amélioration de l'habitat (p. 4985)
 Urbanisme : rénovation urbaine (p. 4984, 4987)

Réponses aux questions :
 Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) : crédits budgétaires (p. 4991) (Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont) (p. 4990)
 Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) : crédits budgétaires (p. 4990) (M. Jean Proriot) (p. 4990)
 Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) : crédits budgétaires (p. 4992) (Mme Nathalie Gautier) (p. 4992)
 Logement : logement social : chauffage (p. 4993) (M. Francis Hillmeyer) (p. 4993)
 Logement : logement social : Haute-Savoie (p. 4989) (M. Claude Birraux) (p. 4989)
 Logement : logement social : Ile-de-France (p. 4989) (M. Patrick Braouezec) (p. 4988)
 Logement : logement social : Ile-de-France (p. 4994) (M. Jean-Yves Le Bouillonnet) (p. 4994)
 Logement : logement social : réhabilitation (p. 4993) (M. Gilles Artigues) (p. 4993)
 Logement : mixité sociale (p. 4995) (M. Serge Janquin) (p. 4994)
 Logement : aides et prêts : prêts d'accession sociale (PAS) (p. 4991) (Mme Annick Lepetit) (p. 4991)

Vote des crédits et articles rattachés [13 novembre 2002] (p. 4995)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

Etat C, titre V

Intervient sur l'amendement n° 133 de M. Jean-Louis Dumont (financement de l'accession à la propriété pour les familles modestes) (p. 4996)

Explications de vote et vote

Son intervention à l'issue du vote (p. 4998)

Proposition de loi n° 234 relative à la sécurité des piscines

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 décembre 2002] (p. 6999)

Son intervention (p. 6999)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : maisons individuelles : normes de sécurité (p. 6999)
 Logement : immeubles collectifs : ascenseurs (p. 6999)
 Sécurité publique : sécurité civile : enfants (p. 6999)
 Sécurité routière (p. 6999)

Explications de vote et vote

Son intervention à l'issue du vote (p. 7004)

Projet de loi n° 402 portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 janvier 2003] (p. 566, 591)

Son intervention (p. 566)

Sa réponse (p. 602)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : construction : logement social (p. 567, 602)
 Collectivités territoriales : compétences : logement social (p. 603)
 Coopération intercommunale (p. 568)
 Logement : ascenseurs : sécurité (p. 568, 602)
 Logement : offices publics d'HLM (OPHLM) : ventes d'appartements (p. 569, 603)
 Logement : aides et prêts : primes à l'amélioration des logements à usage locatif et d'occupation sociale (PALULOS) (p. 602)
 Urbanisme : plans locaux d'urbanisme (PLU) (p. 567, 602)
 Urbanisme : schémas de cohérence territoriale (p. 566 et s.)
 Voirie (p. 567)

Discussion des articles [28 janvier 2003] (p. 608) ; [29 janvier 2003] (p. 648, 670)

Article 1er (assouplissement de la règle de la constructibilité limitée en l'absence de schéma de cohérence territoriale)
 Son intervention (p. 608 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 92 de M. Jean Proriot (intervention exclusive des communes et des établissements publics de coopération intercommunale dans l'élaboration des documents d'urbanisme) (p. 610)

Intervient sur l'amendement n° 93 de M. Jean Proriot (intervention du département ou de la région dans l'élaboration des documents d'urbanisme à la demande du président du conseil général ou du président du conseil régional) (p. 610)

Intervient sur l'amendement n° 81 rectifié de M. Michel Sordi (modification du schéma de cohérence territoriale par délibération de l'établissement public de coopération intercommunale et conditions de modification des schémas directeurs approuvés avant l'entrée en vigueur de la loi SRU) (p. 611)

Intervient sur l'amendement n° 82 de M. Michel Sordi (modification d'un schéma directeur de cohérence territoriale en vue de le rendre compatible avec les directives territoriales d'aménagement ou avec les dispositions particulières aux zones de montagne et au littoral après information de l'établissement public par le préfet) (p. 612)

Intervient sur l'amendement n° 94 de M. Jean Proriot (syndicats mixtes compétents jusqu'à l'approbation du schéma de cohérence territoriale ou jusqu'à la révision du schéma directeur et retrait de la région et du département dans un délai de six mois du syndicat mixte du SCOT) (p. 612)

Article 2 (contenu du projet d'aménagement et de développement durable)

Son intervention (p. 613)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 72 de M. Jacques Myard (superficie minimale des terrains constructibles fixée par le conseil municipal) (p. 614)

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (faculté pour le maire de fixer une taille minimale des terrains constructibles) (p. 614)

Intervient sur l'amendement n° 108 de M. François Goulard (restauration, après classement, des anciens bâtiments agricoles) (p. 615)

Intervient sur l'amendement n° 11 de la commission (modalités de calcul des droits à construire en cas de division de terrain) (p. 617)

Intervient sur l'amendement n° 71 de M. Jacques Myard (modalités de calcul des droits à construire en cas de division de terrain) (p. 617)

Intervient sur le sous-amendement n° 112 de M. Serge Poingnat (minimum parcellaire respecté pour chaque parcelle de terrain issue de la division) à l'amendement n° 11 de la commission (p. 618)

Article 3 (définition des éléments du plan local d'urbanisme - PLU - opposables)

Son intervention (p. 620)

Article 4 (procédures de modification et de révision des plans locaux d'urbanisme - PLU)

Son intervention (p. 621)

Article 5 (clarification des dispositions transitoires entre les plans d'occupation des sols - POS - et les plans locaux d'urbanisme - PLU)

Son intervention (p. 621)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 109 deuxième rectification de M. François Scellier (autorisation d'opérations d'aménagement, de réhabilitation ou de rénovation urbaine dans les secteurs déjà urbanisés et desservis par des équipements publics dans la zone C des plans d'exposition au bruit) (p. 622)

Intervient sur l'amendement n° 97 de M. Jean-Pierre Blazy (autorisation d'opérations d'aménagement, de réhabilitation ou de rénovation urbaine dans les secteurs déjà urbanisés et desservis par des équipements publics dans la zone C des plans d'exposition au bruit) (p. 622)

Intervient sur l'amendement n° 96 de M. Marc Laffineur (possibilité de concertation unique pour une opération d'aménagement entraînant la révision du document d'urbanisme) (p. 649)

Intervient sur l'amendement n° 106 rectifié du Gouvernement (mesures transitoires pour les plans d'aménagement de zone déjà approuvés) (p. 650)

Intervient sur l'amendement n° 104 du Gouvernement (contenu du document d'urbanisme spécifique des secteurs sauvegardés) (p. 650)

Intervient sur l'amendement n° 103 rectifié du Gouvernement (saisine unique de l'architecte des bâtiments de France dans les secteurs sauvegardés, au titre du plan de sauvegarde et de mise en valeur, et au titre des monuments historiques) (p. 651)

Article 6 (remplacement de la participation pour voies nouvelles et réseaux - PVNR - par une participation pour voirie et réseaux - PVR)

Son intervention (p. 655 et s.)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 107 de M. François Goulard (instauration d'une procédure rapide de révision d'un plan de sauvegarde et de mise en valeur) (p. 663)

Intervient sur l'amendement n° 17 de la commission (de coordination) (p. 663)

Intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (possibilité pour les communes non dotées d'un plan local d'urbanisme de soumettre à autorisation préalable des travaux pouvant détruire un élément de paysage à protéger et à mettre en valeur) (p. 664)

Intervient sur l'amendement n° 85 de M. Hervé Morin (possibilité pour les communes non dotées d'un plan local d'urbanisme de soumettre à autorisation préalable des travaux pouvant détruire un élément de paysage à protéger et à mettre en valeur) (p. 664)

Intervient sur l'amendement n° 98 de M. Patrick Ollier (raccordement des installations de production d'électricité et participation des exploitants au coût de raccordement) (p. 664)

Article 7 (contrôle technique obligatoire de certaines constructions du fait de leur localisation)
Son intervention (p. 665 et s.)

Article 8 (sécurité des ascenseurs : entretien et contrôle technique obligatoires)
Son intervention (p. 684 et s.)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 49 rectifié de M. Jean-Yves Le Déaut (ventilation des installations de chauffage et de production d'eau chaude) (p. 688)

Intervient sur l'amendement n° 115 rectifié de M. Jean Proriol (dispositifs à installer déterminés par décrets) (p. 689)

Intervient sur l'amendement n° 45 de M. Jean-Louis Dumont (fonds de prévoyance mutualisés pour le financement des travaux créés par les syndicats coopératifs de copropriété) (p. 689)

Article 9 (sécurité des ascenseurs : mise en cohérence de certains articles du code de la construction et de l'habitation avec les nouvelles dispositions)
Son intervention (p. 690)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 69 de M. François Brottes (majorité simple pour les travaux d'accessibilité de l'immeuble aux personnes handicapées) (p. 691)

Intervient sur l'amendement n° 52 de Mme Odile Saugues (collectivités territoriales, associations de locataires et bailleurs associés aux conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance pour préconiser des mesures spécifiques) (p. 693)

Avant l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 53 précédemment réservé de Mme Odile Saugues (intitulé du titre II) (p. 693)

Avant l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 59 de M. Jean-Yves Le Déaut (fonds du 1% utilisés à construire des logements dans la zone géographique où ils ont été collectés) (p. 695)

Article 10 (contrôle des organismes non agréés utilisant les fonds du 1% logement)
Son intervention (p. 696)

Article 11 (extension des contrôles de l'Union d'économie sociale pour le logement (UESL), aux concours nouveaux apportés par les comités interprofessionnels du logement (CIL) aux organismes constructeurs)
Son intervention (p. 697)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 83 rectifié de M. André Flajolet (mesures dérogatoires autorisant le maintien de tiers payant en matière d'allocation logement en attendant la réalisation des travaux) (p. 698)

Avant l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 128 de M. Jean Proriol (intitulé du titre IV) (p. 698)

Article 12 (sortie des logements sociaux vendus aux locataires par le biais d'une société civile immobilière (vente progressive) du champ du logement social)
Son intervention (p. 698 et s.)

Après l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 50 de M. Jean-Yves Le Déaut (mode de calcul des hausses de loyer) (p. 699)

Après l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 48 de M. Jean-Yves Le Déaut (OPAC autorisés à construire sur la totalité du territoire de leur compétence) (p. 700)

Intervient sur l'amendement n° 66 de M. David Habib (sociétés mouroise et sarcelloise autorisées à procéder à des cessions dans le cadre d'une politique de renouvellement urbain) (p. 701)

Intervient sur l'amendement n° 40 de Mme Odile Saugues (rapport au Parlement sur les résidences-services ou copropriétés avec services) (p. 701)

Article 15 (report de la mise en place de la société de garantie de l'accession à la propriété)
Son intervention (p. 701)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 113 de M. Serge Poignant (dérogation autorisant, pour urgence des constructions, à confier les missions à une seule entreprise limitée à trois ans) (p. 702)

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Jean-Christophe Lagarde (organismes HLM autorisés à réaliser des logements en vue de leur vente en l'état futur d'achèvement) (p. 704)

Intervient sur le sous-amendement n° 123 de M. Jean Proriol (rédactionnel) à l'amendement n° 79 de M. Jean-Christophe Lagarde (p. 704)

Intervient sur l'amendement n° 80 de M. Jean-Christophe Lagarde (organismes HLM autorisés à intervenir en qualité de prestataires de services pour la Foncière) (p. 704)

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Jean-Christophe Lagarde (organismes HLM autorisés à gérer les logements pour la Foncière) (p. 704)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Léonce Deprez (engagement contractuel entre le bailleur, la caisse d'allocations familiales et l'État pour rendre le logement décent) (p. 704)

Intervient sur l'amendement n° 43 de M. Serge Janquin (engagement contractuel entre le bailleur, la caisse d'allocations familiales et l'État pour rendre le logement décent) (p. 704)

Intervient sur l'amendement n° 37 rectifié de M. Jean Proriol (date d'entrée en vigueur des dispositions de la loi SRU relatives aux règles comptables spécifiques du syndicat de copropriétaires reportée d'un an) (p. 705)

Son intervention (p. 706)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [3 avril 2003] (p. 2797)

Son intervention (p. 2797)
Sa réponse (p. 2807)

Thèmes :

Aménagement du territoire : montagne : réhabilitation (p. 2797)
Aménagement du territoire : pays (p. 2808)
Bâtiment et travaux publics : construction : logement social (p. 2798)
Collectivités territoriales : compétences : permis de démolir (p. 2797)
Collectivités territoriales : dotation générale de décentralisation (DGD) (p. 2797)
Coopération intercommunale (p. 2808)
Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des investissements immobiliers locatifs neufs (p. 2798, 2807)
Logement : ascenseurs : sécurité des usagers (p. 2797)
Régions : Ile-de-France : logement (p. 2797)
Travail : travail saisonnier : logement (p. 2797)
Urbanisme : droit de préemption (p. 2797)
Urbanisme : plans locaux d'urbanisme (PLU) (p. 2797)
Urbanisme : schémas de cohérence territoriale (p. 2797)

Discussion des articles [3 avril 2003] (p. 2808)

Article 1er A (autorisation de restaurer des ruines)
Son intervention (p. 2808)

Article 1er B (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des dépenses exposées par les communes et les établissements publics de coopération intercommunale pour la réalisation de leurs documents d'urbanisme)
Son intervention (p. 2808 et s.)

Article 1er bis A (cohérence entre les périmètres des SCOT)
Son intervention (p. 2810)

Article 1er quinquiés (retrait des départements et des régions des syndicats mixtes compétents en matière d'élaboration des SCOT)
Son intervention (p. 2812)

Après l'article 1er quinquiés
Intervient sur l'amendement n° 9 de la commission (de coordination) (p. 2812)
Intervient sur l'amendement n° 92 de M. Gilbert Meyer (établissement public gérant un ancien schéma directeur annulé pour vice de forme autorisé à le régulariser après enquête publique, sans attendre l'élaboration d'un schéma de cohérence territoriale) (p. 2813)

Après l'article 2
Intervient sur l'amendement n° 39 de M. Philippe Tourtelier (principe du "gel de constructibilité" pendant une période de cinq ans renouvelable une fois dans les zones de rénovation urbaine) (p. 2813)
Intervient sur l'amendement n° 64 rectifié de M. Jean Dionis du Séjour (transformation des bâtiments agricoles désaffectés en habitations) (p. 2814)
Intervient sur l'amendement n° 100 du Gouvernement (disposition transitoire pour l'adaptation des plans locaux d'urbanisme) (p. 2830)
Intervient sur l'amendement n° 40 de M. Christophe Masse (construction de plus de 100 logements précédée d'une étude visant à en mesurer l'impact sur les équipements publics existants) (p. 2831)

Article 2 bis (faculté pour le maire de fixer une taille minimale des terrains constructibles)
Son intervention (p. 2831)

Article 3 (opposabilité des dispositions du PADD)

- Son intervention (p. 2832)
- Article 4 (procédures de modification et de révision des PLU)**
Son intervention (p. 2832)
- Article 4 bis (renforcement du rôle des communes lors de l'élaboration d'un PLU intercommunal)**
Son intervention (p. 2833)
- Article 4 ter (validation)**
Son intervention (p. 2833)
- Article 4 quater (régularisation des POS annulés pour vice de forme ou de procédure)**
Son intervention (p. 2833)
- Article 5 (clarification des dispositions transitoires entre les POS et les PLU)**
Son intervention (p. 2834)
- Après l'article 5**
Intervient sur l'amendement n° 1 rectifié de M. François Scellier (autorisation d'opérations d'aménagement, de réhabilitation ou de rénovation urbaine dans les secteurs déjà urbanisés et desservis par des équipements publics dans la zone C des plans d'exposition au bruit) (p. 2836)
Intervient sur l'amendement n° 44 de M. Jean-Pierre Blazy (autorisation d'opérations d'aménagement, de réhabilitation ou de rénovation urbaine dans les secteurs déjà urbanisés et desservis par des équipements publics dans la zone C des plans d'exposition au bruit) (p. 2836)
Intervient sur l'amendement n° 98 du Gouvernement (prolongation de la période d'application anticipée des plans d'exposition au bruit) (p. 2836)
- Article 5 bis C (travaux sur les chalets d'alpage et les bâtiments d'estive)**
Son intervention (p. 2837)
- Après l'article 5 bis C**
Intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (urbanisation autour des constructions existantes en zone de montagne) (p. 2838)
- Article 5 bis D (possibilité de construire en dehors des parties urbanisées des communes de montagne)**
Son intervention (p. 2840)
- Après l'article 5 bis D**
Intervient sur l'amendement n° 62 de M. François Brottes (possibilité de construire un musée lacustre près des rives des plans d'eau) (p. 2840)
- Article 5 bis F (report du délai de mise en conformité des plans de déplacements urbains)**
Son intervention (p. 2841)
- Après l'article 5 bis F**
Intervient sur l'amendement n° 96 du Gouvernement (introduction de procédures souples de modification des plans de déplacements urbains) (p. 2842)
- Article 5 bis G (extension du champ des servitudes pouvant être instituées en lien avec des pistes de ski)**
Son intervention (p. 2842)
- Après l'article 5 ter**
Intervient sur l'amendement n° 88 de M. François Sauvadet (réaffirmation de la liberté dont disposent les communes et les établissements publics de coopération intercommunale pour décider des modalités de la concertation lors des études des documents d'urbanisme et des principales opérations d'aménagement) (p. 2843)
- Article 5 quater (régime transitoire applicable aux plans d'aménagement de zone)**
Son intervention (p. 2843)
- Après l'article 5 quinquies**
Intervient sur l'amendement n° 73 rectifié de M. Jean Grenet (possibilité de modifier le plan de sauvegarde et de mise en valeur) (p. 2844)
- Article 5 sexies (saisine de l'architecte des bâtiments de France dans les secteurs sauvegardés)**
Son intervention (p. 2844)
- Article 6 (participation pour voirie et réseaux - PVR)**
Son intervention (p. 2845 et s.)
- Après l'article 6**
Intervient sur l'amendement n° 69 de M. François Goulard (dérogations à l'interdiction de construire des routes de transit près du rivage) (p. 2847)
Intervient sur l'amendement n° 3 de M. François Goulard (procédure de révision d'urgence des plans de sauvegarde et de mise en valeur) (p. 2847)
- Après l'article 6 bis A**
Intervient sur l'amendement n° 85 de M. Philippe Folliot (autorisation relative à l'adaptation des voies avec branchement aux réseaux d'eau et d'électricité empruntant, en tout ou en partie, des voies ou emprises publiques) (p. 2848)
- Après l'article 6 bis**
Intervient sur l'amendement n° 75 de M. Bernard Accoyer (hauteur des arbres et clôtures dans les terrains situés dans le champ de visibilité d'un espace naturel recensé sur l'inventaire départemental du patrimoine naturel) (p. 2849)
- Article 6 ter A (exemption de permis de construire pour les infrastructures du réseau de radiocommunication ACROPOL)**
Son intervention (p. 2849)
- Article 6 ter B (exemption de déclaration de travaux pour les infrastructures du réseau de radiocommunication ACROPOL)**
Son intervention (p. 2850)
- Après l'article 6 ter**
Intervient sur l'amendement n° 89 rectifié de M. François Sauvadet (responsabilité pénale des personnes morales en ce qui concerne les infractions au code de l'urbanisme) (p. 2850)
- Article 6 quater (participation au raccordement aux réseaux électriques)**
Son intervention (p. 2851)
- Après l'article 6 quater**
Intervient sur l'amendement n° 49 de M. Patrick Bloche (budget de l'archéologie préventive) (p. 2852)
Intervient sur l'amendement n° 51 corrigé de M. Patrick Bloche (non-privatisation ou mise en concurrence de l'archéologie préventive) (p. 2852)
Intervient sur l'amendement n° 52 de M. Patrick Bloche (budget de l'archéologie préventive) (p. 2852)
- Après l'article 6 quinquies**
Intervient sur l'amendement n° 99 du Gouvernement (conseil municipal autorisé à déléguer au maire le pouvoir de signer la convention avec le constructeur dans le cas des ZAC) (p. 2853)
- Article 6 sexies (conditions de retrait d'une commune membre d'une communauté d'agglomération en vue d'adhérer à un autre établissement public de coopération intercommunale)**
Son intervention (p. 2855 et s.)
- Article 6 nonies (financement des conventions publiques d'aménagement)**
Son intervention (p. 2856)
- Article 6 duodécies (transfert de propriété des immeubles déclarés vacants et sans maître et présentant un intérêt communal)**
Son intervention (p. 2857)
- Après l'article 6 quaterdecies**
Intervient sur l'amendement n° 30 rectifié de la commission (président du conseil général chargé d'exercer le droit de préemption dans les espaces naturels sensibles) (p. 2857)
Intervient sur l'amendement n° 97 du Gouvernement (simplification des conditions d'imposition à la taxe locale des constructions de locaux annexes) (p. 2858)
Intervient sur l'amendement n° 31 rectifié de la commission (dispense de projet architectural et paysager pour les petits lotissements constructibles) (p. 2858)
- Avant l'article 7**
Intervient sur l'amendement n° 32 de la commission (intitulé du titre II du projet de loi : Dispositions relatives à la sécurité des constructions) (p. 2858)
- Article 8 (sécurité des ascenseurs : entretien et contrôle technique obligatoires)**
Son intervention (p. 2859 et s.)
- Après l'article 8**
Intervient sur l'amendement n° 56 de Mme Odile Saugues (dépenses engagées par les HLM pour les travaux liés à la remise aux normes des ascenseurs dans les zones urbaines sensibles déductibles de la taxe foncière sur les propriétés bâties versée aux collectivités territoriales) (p. 2863)
- Avant l'article 12**
Intervient sur l'amendement n° 109 corrigé du Gouvernement (intitulé du titre IV : Dispositions relatives à l'activité des organismes d'habitations à loyer modéré, des sociétés d'économie mixte, aux copropriétés et à l'offre locative) (p. 2864)
- Après l'article 19**
Intervient sur l'amendement n° 84 de M. Jean Lassalle (organismes HLM autorisés à mener des actions conjointes dans un quartier) (p. 2866)
Intervient sur l'amendement n° 108 du Gouvernement (aménagement du dispositif d'amortissement fiscal) (p. 2866)
Intervient sur l'amendement n° 36 de la commission (allocation logement perçue directement par le bailleur social) (p. 2870)
Intervient sur l'amendement n° 35, quatrième rectification de la commission (règles de majorité relatives aux travaux d'accessibilité pour les personnes handicapées ou à mobilité réduite) (p. 2870)
- Après l'article 22**
Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Patrice Martin-Lalande (assouplissement du code électoral lorsqu'il faut compléter le conseil municipal avant l'élection d'un nouveau maire) (p. 2871)
- Explications de vote et vote**
Son intervention à l'issue du vote (p. 2873)

Transports ferroviaires : Réseau ferré de France (p. 3830, 3859, 3862)
Transports ferroviaires : TGV (p. 3859, 3909)
Transports ferroviaires : TGV-Est (p. 3859)
Transports ferroviaires : transport de marchandises (p. 3827, 3829 et s.)
Transports par eau : canal Seine-Nord (p. 3861)
Transports par eau : canaux (p. 3827, 3831, 3862)
Transports par eau : Voies navigables de France (VNF) (p. 3862)
Transports routiers (p. 3827, 3830 et s., 3908 et s.)
Union européenne : élargissement (p. 3828, 3832, 3858)
Voirie : autoroutes : sociétés concessionnaires (p. 3860 et s.)

Chantal ROBIN-RODRIGO

*Hautes-Pyrénées (2^{ème} circonscription)
Non-inscrite
puis Apparentée au groupe socialiste*

Elue le 16 juin 2002
N'appartient à aucun groupe [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11065)
S'apparente au groupe socialiste [J.O. du 25 octobre 2002] (p. 17754)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)
Membre suppléante de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 13 décembre 2002] (p. 20630)
Membre de la commission d'enquête sur les causes économiques et financières de la disparition d'Air Lib [J.O. du 26 mars 2003] (p. 5405)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Défense. GIAT-Industries. emploi et activité [8 avril 2003] (p. 2944)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 256, posée le 31 mars 2003. Enseignement maternel et primaire. écoles (J.O. questions p. 2288). Appelée le 1^{er} avril 2003. maintien, zones rurales (p. 2679)
n° 406, posée le 9 juin 2003. Emploi. entreprises d'insertion (J.O. questions p. 4336). Suppléée par M. Henri Nayrou. Appelée le 10 juin 2003. aides de l'Etat (p. 4914)

DÉBATS**Projet de loi n° 230 de finances pour 2003****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****AFFAIRES SOCIALES, TRAVAIL ET SOLIDARITÉ****VILLE ET RÉNOVATION URBAINE****Examen du fascicule [23 octobre 2002] (p. 3803)****Procédure des questions :**

Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 3829)

ANCIENS COMBATTANTS**Examen du fascicule [12 novembre 2002] (p. 4861)****Procédure des questions :**

Anciens combattants et victimes de guerre : carte du combattant : Afrique du Nord (p. 4891)
Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations (p. 4891)

Proposition de loi n° 787 en faveur de l'égalité des chances des territoires et de la revitalisation de l'économie rurale**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [15 mai 2003] (p. 3755)**

Son intervention (p. 3771)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones urbaines sensibles (p. 3771)
Défense : GIAT-Industries : restructurations (p. 3771)
Secteur public : services publics : accès (p. 3772)
Télécommunications : Internet (p. 3772)

Camille de ROCCA SERRA

*Corse-du-Sud (2^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Défense. politique de la défense. journées Nation-défense, bilan [13 mai 2003] (p. 3589)

DÉBATS**Projet de loi n° 190 relatif aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi****PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [9 octobre 2002] (p. 3158)**

Article 8 (articles L. 131-9, L. 241-13-1 et L. 711-13-1 du code de la sécurité sociale et articles L. 741-4, L. 741-15 et L. 751-17 du code rural : abrogation de l'allègement de cotisations sociales patronales lié à la réduction du temps de travail et coordination)

Son amendement n° 220 (de cohérence pour la Corse) (p. 3185)

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [20 novembre 2002] (p. 5399)**

Son intervention (p. 5422)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation : histoire (p. 5422)
Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 5422)
Régions : Corse (p. 5422 et s.)

Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [6 février 2003] (p. 996)****Après l'article 17**

Son amendement n° 329 (entreprises implantées en Corse - article 44 decies du code général des impôts relatif à l'exonération des bénéficiaires) (p. 1038) : adopté après rectification (p. 1039)

Projet de loi n° 861 organisant une consultation des électeurs de Corse sur la modification de l'organisation institutionnelle de la Corse**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [27 mai 2003] (p. 4265, 4288)**

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Émile Zuccarelli (p. 4282)

Son intervention (p. 4297)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 4311)

Thèmes :

Administration : procédure administrative (p. 4299)
Élections et référendums : modes de scrutin (p. 4299)
Politique générale : institutions : réforme (p. 4282, 4298)
Politiques communautaires : développement des régions (p. 4299)
Régions : Corse (p. 4297)

Discussion des articles [27 mai 2003] (p. 4312)

Article 1er et annexe (consultation des électeurs de Corse sur l'annexe au projet de loi)

Son amendement n° 42 (p. 4318)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 4332)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 4332)

JUSTICE

Examen du fascicule [6 novembre 2002] (p. 4621)*Procédure des questions :*

Justice : conseils de prud'hommes : Saint-Chamond (p. 4621)

SPORTS

Examen du fascicule [6 novembre 2002] (p. 4557)

Son intervention (p. 4561)

*Thèmes avant la procédure des questions :*Sports : crédits (p. 4561)
Sports : football (p. 4562)
Sports : licences sportives (p. 4562)
Sports : métiers du sport (p. 4562)
Sports : sportifs (p. 4562)**Projet de loi n° 187 relatif à la programmation militaire pour les années 2003 à 2008**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 novembre 2002] (p. 5933)

Son intervention (p. 5966)

*Thèmes :*Défense : armements et équipements : coopération économique (p. 5967)
Défense : crédits (p. 5966)
Défense : Délégation générale pour l'armement (DGA) (p. 5967)
Défense : direction des chantiers navals (p. 5966)
Défense : GIAT-Industries (p. 5966 et s.)
Défense : loi de programmation militaire (p. 5966)
Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 5967)**Proposition de loi n° 534 relative aux privilèges et immunités de la délégation du Comité international de la Croix-Rouge en France (CICR)**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 mars 2003] (p. 1673)

Son intervention (p. 1676)

Thème :

Organisations internationales : Comité international de la Croix-Rouge en France (CICR) : statut juridique (p. 1676)

Projet de loi n° 638 renforçant la lutte contre la violence routière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 mars 2003] (p. 2212)

Son intervention (p. 2215)

*Thèmes :*Sécurité routière : prévention (p. 2215)
Transports : infrastructures (p. 2215)**Discussion des articles [20 mars 2003] (p. 2286)***Après l'article 12*

Intervient sur l'amendement n° 125 de M. Lionnel Luca (déclaration en mairie pour l'immatriculation des cyclomoteurs de moins de 50 cm3) (p. 2299)

Après l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Jean-Michel Bertrand (formation au comportement du conducteur lors des contrôles de police incluse dans l'apprentissage de la conduite) (p. 2302)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)*Article 4 [séances du 19 juin 2003] (assurer en 2008, un montant minimal de retraite égal à 85 % du SMIC)*

Son intervention (p. 5588 et s.)

Après l'article 4 [séance du 19 juin 2003] (harmonisation des régimes, détermination des durées de cotisation par la négociation)

Son intervention (p. 5622 et s.)

Projet de loi n° 939 relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2003] (p. 7697, 7721)

Ses explications de vote :

- sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7708)

- sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7712)
Son intervention (p. 7721)*Thèmes :*Sports : associations et clubs (p. 7721)
Sports : crédits (p. 7712)
Sports : fédérations (p. 7721)
Sports : football (p. 7708, 7723)
Sports : sportifs professionnels (p. 7708, 7722)**Discussion des articles [16 juillet 2003] (p. 7733)***Après l'article 5*

Intervient sur l'amendement n° 24 de M. Henri Nayrou (pouvoirs du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage (CPLD)) (p. 7748)

Après l'article 5 ter

Intervient sur l'amendement n° 27 du Gouvernement (validation de la baisse de remboursement de médicaments visés par des arrêtés de septembre 2001, décembre 2001 et avril 2003) (p. 7750)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 7755)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 7755)

Alain RODET*Haute-Vienne (4^{ème} circonscription)
Socialiste*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire du Conseil national du crédit et du titre [J.O. du 2 août 2002] (p. 13230)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programme pour l'outre-mer [J.O. du 13 juin 2003] (p. 9985)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) : annexe n° 34 : Outre-mer (départements d'outre-mer) (n° 256) [10 octobre 2002]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 431, posée le 23 juin 2003. Etablissements de santé, hôpitaux (J.O. questions p. 4882). Appelée le 24 juin 2003. fonctionnement, financement, CHU de Limoges (p. 5863)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 octobre 2002] (p. 3385)

Son intervention (p. 3388)

*Thèmes :*Collectivités territoriales : décentralisation (p. 3388)
Etat (p. 3388)
Impôts locaux : taxe professionnelle : taux (p. 3388)
Politique économique : conjoncture : croissance (p. 3388)**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

OUTRE-MER

Examen du fascicule [8 novembre 2002] (p. 4807)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 4807)

*Thèmes avant la procédure des questions :*Outre-mer : crédits (p. 4807)
Outre-mer : Guyane : immigration clandestine (p. 4808)
Outre-mer : Mayotte (p. 4808)

Projet de loi n° 719 de sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 avril 2003] (p. 3252)

Son intervention (p. 3260)

Thèmes :

Marchés financiers : actionnaires individuels (p. 3260)
 Marchés financiers : agences de notation : analystes financiers (p. 3260)
 Marchés financiers : Autorité des marchés financiers (p. 3260)
 Politique économique : capitalisme (p. 3261)
 Sociétés : dirigeants (p. 3260)

Projet de loi n° 881 de programme pour l'outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 juin 2003] (p. 4683)

Son intervention (p. 4707)

Thèmes :

Etat : Gouvernement précédent : outre-mer (p. 4708)
 Impôts et taxes : investissements outre-mer : politique économique (p. 4708)
 Logement : logement social : outre-mer (p. 4708)
 Outre-mer : continuité territoriale (p. 4708)
 Outre-mer : crédits : coût (p. 4707 et s.)
 Tourisme et loisirs : navigation de plaisance : outre-mer (p. 4708)

Marie-Josée ROIG

Vaucluse (1^{ère} circonscription)
 Union pour la Majorité Présidentielle
 puis Union pour un Mouvement Populaire

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Entreprises. transmission. aides de l'Etat [10 décembre 2002] (p. 6365)
 Urbanisme. politique de l'urbanisme. rénovation urbaine, perspectives [18 juin 2003] (p. 5528)

*DÉBATS***Projet de loi n° 230 de finances pour 2003****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****AFFAIRES SOCIALES, TRAVAIL ET SOLIDARITÉ**

VILLE ET RÉNOVATION URBAINE

Examen du fascicule [23 octobre 2002] (p. 3803)

Son intervention (p. 3817)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : élus locaux : rôle et missions (p. 3818)
 Urbanisme : rénovation urbaine : crédits (p. 3817)

Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 février 2003] (p. 910) ; [6 février 2003] (p. 964, 996)

Article 7 (non-opposabilité des clauses d'exclusivité au salarié créateur ou reprenneur d'entreprise)

Son amendement n° 165 (opposabilité de clauses d'exclusivité dûment motivées) (p. 943)

Article 9 (congé et période de travail à temps partiel pour la création d'entreprise)

Son amendement n° 166 (temps partiel dans les seules entreprises de plus de deux cents salariés) (p. 968)

Son amendement n° 167 (de coordination) (p. 969)

Article 17 (relèvement du taux de l'usure applicable aux entreprises)

Son amendement n° 168 (de suppression) (p. 1032)

Déclaration du Gouvernement n° 880 sur les infrastructures 2003-2020 et débat sur cette déclaration**[20 mai 2003] (p. 3826)**

Son intervention (p. 3901)

Thèmes :

Transports ferroviaires : TGV (p. 3902)
 Voirie : autoroutes (p. 3901)

Jean-Marie ROLLAND

Yonne (2^{ème} circonscription)
 Union pour la Majorité Présidentielle
 puis Union pour un Mouvement Populaire

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire du conseil de surveillance du Fonds de financement de la protection complémentaire de la couverture universelle du risque maladie [J.O. du 2 août 2002] (p. 13231)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Professions de santé. médecins. négociations, bilan et perspectives [14 janvier 2003] (p. 36)

*DÉBATS***Proposition de loi n° 370 relative à la responsabilité civile médicale**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 décembre 2002] (p. 6963)

Son intervention (p. 6967)

Thèmes :

Assurances : responsabilité civile (p. 6967)
 Etablissements de santé : personnel (p. 6968)
 Etablissements de santé : droits du malade (p. 6967)
 Santé : accidents thérapeutiques (p. 6967)
 Santé : maladies (p. 6968)

Vincent ROLLAND

Savoie (2^{ème} circonscription)
 Union pour la Majorité Présidentielle
 puis Union pour un Mouvement Populaire

Elu le 9 juin 2002

Deviens député le 19 juillet 2002 (voir indications préliminaires) [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12450)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12450)

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 25 juillet 2002] (p. 12772), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 26 juillet 2002] (p. 12834)

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de la présence du loup en France et l'exercice du pastoralisme dans les zones de montagne [J.O. du 13 novembre 2002] (p. 18692)

INTERVENTION EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Sports. ski. fédération, situation financière [4 juin 2003] (p. 4481)

Bernard ROMAN

*Nord (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

Rapporteur de la proposition de loi constitutionnelle visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections locales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France (n° 341) [13 novembre 2002]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi constitutionnelle (N° 341) de M. Jean-Marc Ayrault et plusieurs de ses collègues visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections locales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [19 novembre 2002] (n° 379)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Emploi, chômage, bilan et perspectives [24 juin 2003] (p. 5888)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

S'étonne que la discussion des crédits de la jeunesse et de l'enseignement scolaire n'ait pas débuté par une présentation par le ministre de son projet de budget [22 octobre 2002] (p. 3752)

Précise au président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales que la vérification du quorum devant, aux termes de l'article 61, s'effectuer dans l'enceinte du Palais et non dans le seul hémicycle, le fait que certains députés aient quitté l'hémicycle est sans incidence sur les résultats : ce n'est pas du tout une manœuvre d'obstruction [11 juin 2003] (p. 5022)

Justifie la demande de vérification du quorum par l'absence de cohérence de la majorité si celle-ci n'a pas un nombre suffisant de députés présents [11 juin 2003] (p. 5023)

DÉBATS

Projet de loi n° 19 portant amnistie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 juillet 2002] (p. 1868)

Son intervention (p. 1897)

Thèmes :

Droit pénal : abus de biens sociaux : réforme (p. 1897)

Droit pénal : présomption d'innocence (p. 1897)

Justice (p. 1897)

Partis et mouvements politiques : droite : justice (p. 1897)

Partis et mouvements politiques : UMP (Union pour la majorité présidentielle) : majorité (p. 1897)

Discussion des articles [9 juillet 2002] (p. 1919)

Article 9 (champ d'application de l'amnistie individuelle par décret du Président de la République)

Son intervention (p. 1925)

Proposition de loi n° 194 relative à la conduite automobile sous l'influence de drogues illicites et psychotropes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 octobre 2002] (p. 3001)

Son intervention (p. 3009)

Thèmes :

Drogue (p. 3010)

Droit pénal : répression (p. 3010)

Jeunes : politique à l'égard des jeunes (p. 3010)

Sécurité routière (p. 3009)

Sécurité routière : conduite sous l'influence de drogues (p. 3009)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

I - JEUNESSE ET ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [22 octobre 2002] (p. 3742)

Son rappel au règlement (cf supra) [22 octobre 2002] (p. 3752)

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 novembre 2002] (p. 5592, 5632)

Article 4 (article 72 de la Constitution - libre administration des collectivités territoriales)

Son amendement n° 88 (nouvelle rédaction de l'article) (p. 5602)

Son amendement n° 89 (groupements de communes érigés en collectivités territoriales) (p. 5607)

Article 5 (article 72-1 de la Constitution - renforcement de la démocratie participative locale)

Son amendement n° 90 (droit de pétition et référendum - extension aux groupements de collectivités - pétition permettant d'obtenir l'inscription à l'ordre du jour) (p. 5640)

Proposition de loi constitutionnelle n° 341 visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections locales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 2002] (p. 5673)

Son intervention (p. 5673)

Thèmes :

Elections et référendums : droit de vote : étrangers non ressortissants de l'Union européenne (p. 5673, 5698)

Elections et référendums : législation : Union européenne (p. 5673)

Etrangers : citoyenneté (p. 5674, 5698)

Etrangers : égalité des droits : démocratie locale (p. 5673)

Lois : loi constitutionnelle n° 92-554 du 25 juin 1992 ajoutant à la Constitution un titre : "Des communautés européennes et de l'Union européenne" (p. 5674)

Nationalité : acquisition (p. 5674)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 janvier 2003] (p. 77)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 80)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : rôle (p. 80)

Droits de l'homme et libertés publiques : fichiers informatisés (p. 80)

Discussion des articles [21 janvier 2003] (p. 348)

Après l'article 17 undecies

Intervient sur l'amendement n° 49 de M. Pierre Lellouche (imprescriptibilité de ces crimes) (p. 356)

Intervient sur l'amendement n° 316 de Mme Ségolène Royal (prescription des crimes commis contre les mineurs repoussée à dix ans après la révélation des faits) (p. 356)

Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Pierre Lellouche (aggravation des peines en cas d'homophobie pour les meurtres, tortures, actes de barbarie, violences ayant entraîné la mort, une incapacité permanente ou une incapacité de travail) (p. 357)

Avant l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 456 de M. Jean-Marie Le Guen (suppression de l'article 3421-1 du code de la santé publique : peines d'emprisonnement pour toxicomanie) (p. 367)

Proposition de loi n° 501 tendant à la reconnaissance du vote blanc aux élections

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 janvier 2003] (p. 713)

Ses interventions (p. 720, 725)

Thèmes :

Assemblée nationale : députés : absentéisme (p. 721)

Elections et référendums : abstentionnisme (p. 714, 720)

Elections et référendums : modes de scrutin : réforme (p. 720, 725)

Elections et référendums : vote blanc (p. 714)

Elections et référendums : vote blanc : représentativité (p. 721)

Etrangers : droit de vote (p. 721)

Parlement : rôle (p. 721)

Discussion des articles [30 janvier 2003] (p. 730)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 1 (le vote est obligatoire) (p. 730) : rejeté (p. 732)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Armand Jung (institution du vote par le réseau Internet) (p. 732)

Article 1er (décompte séparé des bulletins blancs; mention dans les résultats; absence d'effet sur les suffrages exprimés)

Son intervention (p. 734 et s.)

Son amendement n° 4 (p. 735)

Après l'article 1er

Son amendement n° 5 (de codification) : retiré (p. 736)

Après l'article 2

Son amendement n° 6 (prise en charge par l'Etat des frais de fourniture des bulletins blancs) : retiré (p. 736)

Explications de vote et vote

Abstention du groupe socialiste (p. 737)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 juin 2003] (p. 5000)

Ses rappels au règlement (cf supra) [11 juin 2003] (p. 5022 et 5023)

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Article 1er [séances du 16 juin 2003] (système de retraites par répartition)

Son intervention (p. 5350 et s.)

Article 3 [séances du 17 juin 2003] (équité)

Son intervention (p. 5484 et s.)

Proposition de loi organique n° 936 portant réforme de la durée du mandat et de l'âge d'éligibilité des sénateurs ainsi que de la composition du Sénat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 juillet 2003] (p. 6927)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6932)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6947)

Thèmes :

Assemblée nationale : amendements (p. 6934)

Communes : conseils municipaux : collège sénatorial (p. 6935)

Conseil constitutionnel (p. 6933, 6936)

Constitution : article 40 (p. 6947)

Elections et référendums : collège sénatorial : représentativité (p. 6935)

Elections et référendums : élections sénatoriales : Gouvernement précédent (p. 6933)

Elections et référendums : élections sénatoriales : modes de scrutin (p. 6933)

Elections et référendums : élections sénatoriales : réforme (p. 6932)

Elections et référendums : modes de scrutin : parité (p. 6935)

Elections et référendums : modes de scrutin : scrutin majoritaire (p. 6935)

Parlement : Sénat (p. 6932)

Parlement : Sénat : effectifs (p. 6934)

Président de la République : responsabilité pénale (p. 6934)

Discussion des articles [7 juillet 2003] (p. 6964)

Article 2 (renouvellement du Sénat par moitié et dispositions transitoires)

Son amendement n° 4 (p. 6965)

Article 3 (renouvellement des sénateurs représentant les Français établis hors de France)

Son amendement n° 5 (p. 6970)

Article 4 (âge d'éligibilité au Sénat)

Son amendement n° 8 (p. 6971)

Article 5 (nombre de sénateurs élus dans les départements)

Son amendement n° 9 (p. 6973)

Son intervention (p. 6975)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 6987)

Vote contre du groupe socialiste (p. 6988)

Proposition de loi n° 937 portant réforme de l'élection des sénateurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 juillet 2003] (p. 6927)

Discussion générale commune de la proposition de loi organique n° 936 portant réforme de la durée du mandat et de l'âge d'éligibilité des sénateurs ainsi que de la composition du Sénat et de la proposition de loi n° 937

portant réforme de l'élection des sénateurs (voir Elections et référendums 936)

Discussion des articles [7 juillet 2003] (p. 6977)

Article 1er (répartition des sénateurs représentant les départements)

Son amendement n° 9 (p. 6977)

Après l'article 4

Son amendement n° 16 (un délégué du conseil municipal au collège sénatorial par tranche de quatre cents habitants et dix délégués par membre du Conseil de Paris) (p. 6978) : rejeté (p. 6979)

Son amendement n° 17 (un délégué du conseil municipal au collège sénatorial par tranche de cinq cents habitants et dix délégués par membre du Conseil de Paris) (p. 6978) : rejeté (p. 6979)

Article 5 (champ d'application du mode de scrutin majoritaire à deux tours et de la représentation proportionnelle)

Son amendement n° 10 (p. 6980)

Son amendement n° 11 (p. 6983)

Article 6 (champ d'application du mode de scrutin majoritaire à deux tours et de la représentation proportionnelle)

Son amendement n° 12 (p. 6983)

Son amendement n° 13 (p. 6984)

Après l'article 6

Son amendement n° 14 (dispositions pour favoriser la parité dans l'élection des sénateurs) : rejeté (p. 6986)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. René Dosière (suppression des députés du collège sénatorial) (p. 6987)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 6987)

Vote contre du groupe socialiste (p. 6988)

Serge ROQUES

*Aveyron (2^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 744 visant à développer l'emploi des travailleurs handicapés dans le secteur public [26 mars 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Etablissements de santé. hôpitaux. hôpitaux locaux, fonctionnement [3 juin 2003] (p. 4400)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 398, posée le 2 juin 2003. Santé. enfants (J.O. questions p. 4143). Appelée le 3 juin 2003. dyspraxie, prise en charge (p. 4376)

n° 445, posée le 23 juin 2003. Transports. politique des transports (J.O. questions p. 4884). Appelée le 24 juin 2003. infrastructures, développement, Aveyron (p. 5877)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SANTÉ, FAMILLE ET PERSONNES HANDICAPÉES

Examen du fascicule [12 novembre 2002] (p. 4939)

Son intervention (p. 4940)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 4940)

Santé : politique de la santé (p. 4940)

Philippe ROUAULT

*Ille-et-Vilaine (3^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2002 [J.O. du 19 décembre 2002] (p. 21177)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) : annexe n° 13 : Ecologie et développement durable (n° 256) [10 octobre 2002]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Energie et carburants. politique énergétique. perspectives [12 mars 2003] (p. 1949)

Grandes écoles. Ecole nationale de santé publique. maintien, Rennes [13 mai 2003] (p. 3593)

*DÉBATS***Projet de loi n° 230 de finances pour 2003****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****ECOLOGIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE****Examen du fascicule [25 octobre 2002] (p. 4053)**

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 4053)

Thèmes avant la procédure des questions :

Eau : agences (p. 4053)

Energie et carburants : Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) (p. 4054)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 4054)

Environnement : crédits (p. 4053)

Environnement : Institut national de l'environnement industriel et des risques majeurs (INERIS) (p. 4054)

Environnement : Natura 2000 (p. 4055)

Environnement : protection (p. 4053)

Vote des crédits et articles rattachés [25 octobre 2002] (p. 4081)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 4082, 4083)

Projet de loi n° 606 relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [4 mars 2003] (p. 1565)**

Son intervention (p. 1578)

Thèmes :

Cours d'eau, étangs et lacs : aménagement et protection (p. 1578)

Parlement : prérogatives : politique budgétaire (p. 1578)

Sécurité publique : inondations (p. 1578)

Projet de loi n° 611 portant transposition de la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [10 avril 2003] (p. 3150)**

Son intervention (p. 3159)

Thèmes :

Agriculture (p. 3160)

Eau : assainissement (p. 3159 et s.)

Sécurité publique : inondations (p. 3159)

Union européenne : directives : eau (p. 3159 et s.)

Jean-Marc ROUBAUD

*Gard (3^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

Membre titulaire du conseil d'administration de la société nationale de programme Radio-France internationale [J.O. du 2 août 2002] (p. 13230)

Membre de la commission d'enquête sur les causes économiques et financières de la disparition d'Air Lib [J.O. du 26 mars 2003] (p. 5405)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 617 tendant à modifier le mode de scrutin des élections uninominales [13 février 2003]

Proposition de loi n° 797 tendant à renforcer le facteur d'intégration sociale que constitue l'activité professionnelle pour les bénéficiaires du revenu minimum d'insertion [10 avril 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Sécurité publique. Inondations. aides de l'Etat [1^{er} octobre 2002] (p. 2748)
Télécommunications. France Télécom. situation financière [25 mars 2003] (p. 2372)

Police. police judiciaire. groupements d'intervention régionaux, activités, bilan et perspectives [17 juin 2003] (p. 5445)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 220, posée le 17 mars 2003. Personnes âgées. maisons de retraite (J.O. questions p. 1897). Appelée le 18 mars 2003. fermeture, conséquences, Aramon (p. 2109)

n° 323, posée le 5 mai 2003. Etablissements de santé. hôpitaux (J.O. questions p. 3391). Appelée le 6 mai 2003. financement, hôpital Louis-Pasteur, Bagnols-sur-Cèze (p. 3423)

Michel ROUMEGOUX

*Lot (1^{ère} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Transports. politique des transports. infrastructures, développement, villes moyennes [27 mai 2003] (p. 4261)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 249, posée le 24 mars 2003. Transports ferroviaires. ligne Paris-Orléans-Limoges-Toulouse (J.O. questions p. 2097). Appelée le 25 mars 2003. modernisation (p. 2336)

*DÉBATS***Débat sur la participation à l'aide au développement en Afrique**

[10 avril 2003] (p. 3107)

Son intervention (p. 3119)

Thèmes :

Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 3120)
 Politique extérieure : aide au développement (p. 3119 et s.)
 Politique extérieure : aide médicale (p. 3120)

René ROUQUET

*Val-de-Marne (9^{ème} circonscription)
 Socialiste*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12452)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION ORALE SANS DÉBAT**

n° 136, posée le 24 février 2003. Sécurité publique. inondations (J.O. questions p. 1271). Appelée le 25 février 2003. lutte et prévention, Seine, financement (p. 1328)

DÉBATS**Projet de loi n° 230 de finances pour 2003****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE**

CHARGES COMMUNES - ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE - MONNAIES ET MÉDAILLES (BUDGET ANNEXE) - COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR

Examen du fascicule [15 novembre 2002] (p. 5158)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, suppléant M. Jean-Paul Bacquet

Son intervention (p. 5165)

Thèmes avant la procédure des questions :

Commerce extérieur : balance commerciale (p. 5166)
 Commerce extérieur : exportations : Afrique (p. 5166)
 Commerce extérieur : exportations : Asie (p. 5166)
 Commerce extérieur : exportations : chambres consulaires (p. 5167)
 Commerce extérieur : exportations : foires (p. 5167)
 Commerce extérieur : exportations : Russie (p. 5167)
 Commerce extérieur : organismes (p. 5166, 5167)
 Entreprises : investissements : pays étrangers (p. 5166)
 Relations internationales : commerce international : négociations (p. 5166)
 Union européenne : élargissement (p. 5166)

Projet de loi n° 606 relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [6 mars 2003] (p. 1763)**

Article 19 ter (établissements publics territoriaux de bassin)

Son intervention (p. 1795)

Max ROUSTAN

*Gard (4^{ème} circonscription)
 Union pour la Majorité Présidentielle
 puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale à l'aménagement et au développement durable du territoire [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Sécurité publique. inondations. lutte et prévention [24 juin 2003] (p. 5892)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 289, posée le 28 avril 2003. Déchets, pollutions et nuisances. déchets ménagers (J.O. questions p. 3247). Appelée le 29 avril 2003. traitement, aides de l'Etat (p. 3194)

n° 446, posée le 23 juin 2003. Etablissements de santé. hôpitaux (J.O. questions p. 4884). Appelée le 24 juin 2003. reconstruction, Alès, calendrier (p. 5862)

DÉBATS**Projet de loi n° 606 relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [4 mars 2003] (p. 1565)**

Son intervention (p. 1575)

Thèmes :

Cours d'eau, étangs et lacs : aménagement et protection (p. 1576)
 Sécurité publique : inondations (p. 1575 et s.)

Discussion des articles [6 mars 2003] (p. 1713)

Article 12 (création d'une garantie d'indemnisation pour les dommages matériels des sinistrés couverts par un contrat d'assurance)

Son amendement n° 163 (p. 1739)

Son amendement n° 164 (p. 1742)

DEUXIÈME LECTURE**Discussion des articles [15 juillet 2003] (p. 7577)**

Article 12 (création d'une garantie d'indemnisation pour les dommages matériels des sinistrés couverts par un contrat d'assurance)

Son amendement n° 111 (p. 7583)

Xavier de ROUX

*Charente-Maritime (3^{ème} circonscription)
 Union pour la Majorité Présidentielle
 puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11116)

Cesse d'appartenir à la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 28 juin 2002] (p. 11184)

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2002] (p. 11184)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'amnistie [J.O. du 26 juillet 2002] (p. 12837)

Membre titulaire du Comité des finances locales [J.O. du 2 août 2002] (p. 13229)

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation [J.O. du 10 octobre 2002] (p. 16779)

Juge suppléant de la Cour de justice de la République [J.O. du 24 octobre 2002] (p. 17629)

Rapporteur du projet de loi constitutionnelle relatif au mandat d'arrêt européen (n° 378) [19 novembre 2002]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 22 janvier 2003] (p. 1331)

Membre de la commission d'enquête sur la gestion des entreprises publiques afin d'améliorer le système de prise de décision [J.O. du 5 février 2003] (p. 2218)

Membre de la commission d'enquête sur les causes économiques et financières de la disparition d'Air Lib [J.O. du 26 mars 2003] (p. 5405)

Vice-président de la commission d'enquête sur les causes économiques et financières de la disparition d'Air Lib [J.O. du 27 mars 2003] (p. 5472)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi constitutionnelle (n° 378) relatif au mandat d'arrêt européen [11 décembre 2002] (n° 463)

Proposition de loi n° 1026 tendant à l'instauration d'une possibilité d'opposition sur les chèques obtenus par abus de faiblesse [16 juillet 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Bali. attentat terroriste [15 octobre 2002] (p. 3296)

DÉBATS

Projet de loi n° 19 portant amnistie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 juillet 2002] (p. 1868)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1878)

Son intervention (p. 1895)

Thèmes :

Amnistie (p. 1896)

Droit pénal : abus de biens sociaux : réforme (p. 1896)

Droit pénal : infractions : amnistie (p. 1896)

Droit pénal : infractions : sécurité routière (p. 1878)

Parlement : prérogatives : amnistie (p. 1878, 1896)

Projet de loi n° 154 d'orientation et de programmation pour la justice

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er août 2002] (p. 2544)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 2549)

Thèmes :

Droit pénal : mineurs : délinquance et criminalité (p. 2550)

Droit pénal : politique pénale : Etats-Unis (p. 2549)

Justice : réforme (p. 2549)

Lois : projet de loi : justice (p. 2550)

Discussion des articles [1er août 2002] (p. 2582) ; [2 août 2002] (p. 2622, 2666)

Article 6 (évaluation)

Son intervention (p. 2586)

Article 7 (institution, compétence et fonctionnement de la juridiction de proximité)

Intervient sur l'amendement n° 215 de M. Jérôme Bignon (saisine du juge de proximité) (p. 2594)

Après l'article 20

Intervient sur le sous-amendement n° 297 de M. Claude Goasguen (suppression de l'encadrement de la décision du juge des enfants) à l'amendement n° 281 de M. Christian Estrosi (suspension des allocations familiales pour un mineur placé en centre éducatif fermé sauf décision du juge des enfants) (p. 2646)

Intervient sur l'amendement n° 11 rectifié de M. Christian Estrosi (mesures d'assistance éducative après information du président du conseil général et du procureur) (p. 2647)

Après l'article 21 A

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Patrick Hoguet (saisine du procureur par le maire pour les infractions à la tranquillité publique avec obligation de diligenter une enquête) (p. 2654)

Article 22 (placement et prolongation de la détention provisoire)

Intervient sur l'amendement n° 114 de M. André Vallini (de suppression) (p. 2662)

Article 23 (procédure de référé-détention - conditions d'examen des demandes de mise en liberté)

Intervient sur l'amendement n° 178 rectifié de la commission (de précision) (p. 2668)

Article 24 (dispositions diverses relatives à l'instruction)

Son intervention (p. 2671)

Après l'article 26

Intervient sur l'amendement n° 186 troisième rectification de la commission (extension de la procédure simplifiée de l'ordonnance pénale aux délits prévus par le code de la route) (p. 2680)

Proposition de loi n° 193 modifiant certaines dispositions du code de commerce relatives aux mandats sociaux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er octobre 2002] (p. 2794)

Son intervention (p. 2802)

Thèmes :

Entreprises : petites et moyennes entreprises : mandats sociaux (p. 2802)

Marchés financiers : généralités : entreprises (p. 2802)

Secteur public : entreprises publiques : contrôle (p. 2802)

Sociétés : mandats sociaux : cumul des mandats (p. 2802)

Discussion des articles [1er octobre 2002] (p. 2806)

Article 1er

Son amendement n° 18 (cumul des mandats d'administrateur au sein des groupes) (p. 2813)

Son amendement n° 19 (cumul des mandats de membre de conseil de surveillance au sein des groupes) (p. 2815)

Son amendement n° 20 (cumul des mandats au sein des groupes) (p. 2815)

Article 2

Son amendement n° 22 (sociétés anonymes d'assurance) (p. 2817)

Après l'article 2

Son amendement n° 25 (établissements de crédit mutualistes ou coopératifs à organe central) (p. 2817)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 24 de M. Philippe Folliot (exclusion des mandats de direction des sociétés à statut spécial qui ne distribuent ni dividendes à leurs actionnaires ni rémunérations à leurs dirigeants du calcul des mandats sociaux) (p. 2793)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 octobre 2002] (p. 3385)

Son intervention (p. 3401)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 3402)

Etat : réforme (p. 3402)

Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 3401)

Proposition de loi n° 350 visant à aggraver les peines punissant les infractions à caractère raciste et à renforcer l'efficacité de la procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 décembre 2002] (p. 6347)

Article 1er (aggravation des peines encourues pour les crimes et délits à motivation raciste)

Son intervention (p. 6348)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Rudy Salles (motivation et notification par écrit au plaignant en cas de classement sans suite par le procureur de la République pour les infractions visées par l'article 40 du code de procédure pénale) (p. 6353)

Titre (nouveau titre conformément aux conclusions de la commission : "Proposition de loi visant à aggraver les peines punissant les infractions à caractère raciste, antisémite ou xénophobe")

Son intervention (p. 6355)

Projet de loi constitutionnelle n° 378 relatif au mandat d'arrêt européen

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [17 décembre 2002] (p. 6876)

Son intervention (p. 6878)

Thèmes :

Constitution : article 88-2 : révision (p. 6878)

Politiques communautaires : coopération judiciaire : extradition (p. 6879)

Union européenne : construction européenne : coopération judiciaire (p. 6879)

Union européenne : décision-cadre : constitutionnalité (p. 6879)

Union européenne : Traité d'Amsterdam : coopération judiciaire (p. 6878)

Discussion de l'article unique [17 décembre 2002] (p. 6889)

Article unique (article 88-2 alinéa 3 de la Constitution : règles fixées par la loi conformément à des décisions-cadres prises sur le fondement du traité sur l'Union européenne)

Son intervention (p. 6889)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 janvier 2003] (p. 390)

Article 19 bis (extension de l'ordonnance de référé à l'ensemble des personnes installées sans titre sur un terrain)

Son intervention (p. 406)

Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 2003] (p. 821)

Son intervention (p. 848)

Thèmes :

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 848)

Impôt de solidarité sur la fortune : plafonnement (p. 848)

Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 848)

Discussion des articles [5 février 2003] (p. 910) ; [6 février 2003] (p. 964, 996)

Article 2 (récépissé de création d'entreprise)

Son intervention (p. 916)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 200 de M. Jean-Michel Fourgous (radiation de l'inscription d'un nantissement de fonds de commerce par acte sous seing privé) (p. 917)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 225 de M. François Sauvadet (patrimoine d'affectation) (p. 922)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 111 rectifié de M. Denis Merville (entrepreneurs individuels - option pour l'assujettissement à l'impôt sur les sociétés) (p. 935)

Intervient sur l'amendement n° 129 de M. Jean Auclair (attribution, aux commerçants et fournisseurs indépendants, des avantages fiscaux consentis aux coopératives agricoles - exonération de l'impôt sur les sociétés et abattement de 50 % sur la base de la taxe professionnelle) (p. 936)

Intervient sur l'amendement n° 276 de la commission (création d'un guichet unique gestionnaire du chèque-emploi entreprises) (p. 938)

Article 10 (contrat d'accompagnement à la création d'une activité économique)

Reprend l'amendement n° 229 rectifié de M. Jean-Michel Fourgous (accompagnement par une société coopérative ouvrière de production) (p. 981)

Son intervention (p. 979 et s.)

Après l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 36 rectifié de la commission (bénéfices des petites sociétés nouvelles incorporés à leur capital dans les cinq années de leur création - exonération d'impôt) (p. 1031)

Article 17 (relèvement du taux de l'usure applicable aux entreprises)

Son intervention (p. 1034)

Projet de loi n° 710 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance des mesures de simplification et de codification du droit

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 avril 2003] (p. 3022)

Son intervention (p. 3023)

Thèmes :

Administration : circulaires (p. 3023)

Lois : application : Cour de cassation (p. 3023)

Lois : codification (p. 3023)

Nationalité (p. 3024)

Discussion des articles [9 avril 2003] (p. 3033, 3053)*Avant l'article 1er*

Intervient sur l'amendement n° 86 de M. Alain Madelin (conseil d'orientation de la simplification administrative) (p. 3033)

Article 1er (simplification des relations entre le citoyen et les services publics)

Son intervention (p. 3035)

Article 4 (contrats de coopération entre personnes de droit public et personnes de droit privé)

Son intervention (p. 3041)

Article 19 (simplification des déclarations sociales)

Son intervention (p. 3071)

Article 20 (clarification du droit du travail et du financement de la formation professionnelle)

Son intervention (p. 3078 et s.)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [3 juin 2003] (p. 4406)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4411)

Son intervention (p. 4417)

Thèmes :

Architecture : architectes (p. 4417)

Impôts et taxes : présomption d'innocence (p. 4411, 4417)

Ordonnances : projet de loi d'habilitation : constitutionnalité (p. 4411)

Projet de loi n° 719 de sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 avril 2003] (p. 3263) ; [6 mai 2003] (p. 3442, 3471)

Article 2 (statut et missions de l'Autorité des marchés financiers)

Son intervention (p. 3265)

Article 65 (prévention des conflits d'intérêts)

Son intervention (p. 3452)

Article 66 (désignation des commissaires aux comptes et organisation du co-commissariat)

Son intervention (p. 3458)

Après l'article 67

Intervient sur l'amendement n° 213 rectifié de la commission (sociétés de commissaires - obligation de détention par des commissaires aux comptes ramenée de 75 % à 50 %) (p. 3460)

Article 70 (incompatibilité des fonctions de commissaire aux comptes avec le commissariat aux apports)

Son intervention (p. 3461)

Article 80 (assouplissement du régime des conventions libres et des conventions soumises au régime d'autorisation)

Son intervention (p. 3484 et s.)

Article 82 (assouplissement du droit d'ester en justice des associations d'investisseurs)

Son intervention (p. 3487)

Après l'article 82

Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission des lois (réparation du préjudice propre de l'actionnaire - distinction d'avec le préjudice social) (p. 3490)

Article 85 bis (suppression de sanctions pénales obsolètes)

Ses amendements n°s 262, 263 et 264 (suppression de nullités automatiques de délibérations) (p. 3498)

Son sous-amendement n° 265 (nullité non automatique) à l'amendement n° 233 de la commission (nullité substituée à des sanctions pénales en cas de non-respect des règles relatives aux émissions de valeurs mobilières) (p. 3498)

Projet de loi n° 784 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2003] (p. 4009, 4049, 4125)

Article 1er (de la procédure applicable à la délinquance et à la criminalité organisées)

Article 706-87 du code de procédure pénale (de l'infiltration)

Son intervention (p. 4026)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 583 de M. Michel Vaxès (un repas chaud par vingt-quatre heures ainsi qu'une installation sanitaire décente pour la personne gardée à vue) (p. 4049)

Article 2 (élargissement du champ d'application de la circonstance aggravante de bande organisée et de la peine complémentaire de confiscation des biens - renforcement de la répression du faux monnayage - dispositions diverses)

Son intervention (p. 4056)

Article 28 (extension des réquisitions judiciaires)

Son amendement n° 263 (p. 4132)

Article 49 (réquisitions du juge d'instruction)

Son amendement n° 264 (p. 4162)

Article 54 (délai pour soulever les nullités de la procédure)

Son amendement n° 265 (p. 4164)

Projet de loi n° 950 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juillet 2003] (p. 7449)

Article 19 (octroi du bénéfice de l'aide juridictionnelle aux syndicats des copropriétaires d'immeuble situé dans un plan de sauvegarde ou une opération programmée d'amélioration de l'habitat)

Son amendement n° 283 (p. 7449)

Patrick ROY

*Nord (19^{ème} circonscription)
Socialiste*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. emplois jeunes. aides éducateurs, perspectives [15 octobre 2002] (p. 3303)

Produits dangereux. amiante. victimes, indemnisation [12 mars 2003] (p. 1950)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 405, posée le 9 juin 2003. Sécurité publique, police et gendarmerie (J.O. questions p. 4336). Appelée le 10 juin 2003. restructuration, conséquences (p. 4911)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

I - JEUNESSE ET ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [22 octobre 2002] (p. 3742)

Procédure des questions :

Enseignement : politique de l'éducation : contrats emplois-jeunes

Projet de loi n° 640 relatif aux assistants d'éducation

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mars 2003] (p. 2373 ; 2405)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2391)

Thèmes :

Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 2394, 2416)

Emploi : recrutement (p. 2396)

Enseignement : égalité des droits (p. 2392)

Enseignement : diplômes (p. 2398)

Enseignement : établissements scolaires (p. 2394)

Enseignement : politique de l'éducation (p. 2391)

Enseignement : rythmes et vacances scolaires (p. 2393)

Enseignement : personnel : syndicats (p. 2391)

Enseignement : personnel : assistants d'éducation (p. 2391)

Enseignement : personnel : assistants d'éducation : salaires (p. 2398)

Enseignement : personnel : chefs d'établissement (p. 2396)

Enseignement : personnel : non-enseignants (p. 2391)

Enseignement : personnel : personnel de surveillance (p. 2391, 2397)

Enseignement maternel et primaire : égalité des droits (p. 2395)

Discussion des articles [26 mars 2003] (p. 2463 ; 2480) ; [27 mars 2003] (p. 2529, 2554, 2592) ; [28 mars 2003] (p. 2624)

Article 1er (création d'une nouvelle catégorie d'emplois occupés par des agents non titulaires au sein de la fonction publique de l'Etat)

Son amendement n° 1085 (p. 2467)

Avant l'article 2

Son amendement n° 5 (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre l'accès à la connaissance et à la citoyenneté) (p. 2471) : rejeté (p. 2474)

Son amendement n° 1649 (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre l'apprentissage des nouvelles technologies de l'information et de la communication) (p. 2480) : rejeté (p. 2483)

Son amendement n° 17 (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre aux jeunes de se connaître et de se respecter) (p. 2483) : rejeté (p. 2485)

Son amendement n° 29 (mission des établissements scolaires et universitaires : favoriser l'intégration) (p. 2486) : rejeté (p. 2488)

Son amendement n° 41 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles de la vie en société) (p. 2488) : rejeté (p. 2491)

Son amendement n° 53 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner le respect d'autrui) : rejeté (p. 2491)

Son amendement n° 65 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles qui fondent la démocratie) : rejeté (p. 2492)

Son amendement n° 77 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les règles et les valeurs de la République) (p. 2492) : rejeté (p. 2494)

Son amendement n° 89 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à penser, à raisonner, à s'exprimer) : rejeté (p. 2495)

Son amendement n° 101 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à développer une réflexion et un jugement autonome) : rejeté (p. 2495)

Son amendement n° 113 (mission des établissements scolaire et universitaires : enseigner l'esprit critique) (p. 2495) : rejeté (p. 2496)

Son amendement n° 125 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner les capacités d'analyse) (p. 2496) : rejeté (p. 2497)

Intervient sur l'amendement n° 134 de M. Yves Durand (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à exercer des responsabilités) (p. 2497)

Intervient sur l'amendement n° 135 de M. Jean-Marc Ayrault (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à exercer des responsabilités) (p. 2497)

Intervient sur l'amendement n° 136 de M. Alain Néri (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à exercer des responsabilités) (p. 2497)

Intervient sur l'amendement n° 138 de Mme Catherine Génisson (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à exercer des responsabilités) (p. 2497)

Intervient sur l'amendement n° 139 de M. Victorin Lurel (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à exercer des responsabilités) (p. 2497)

Intervient sur l'amendement n° 140 de Mme Hélène Mignon (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à exercer des responsabilités) (p. 2497)

Intervient sur l'amendement n° 141 de M. Simon Renucci (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à exercer des responsabilités) (p. 2497)

Intervient sur l'amendement n° 142 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à exercer des responsabilités) (p. 2497)

Intervient sur l'amendement n° 143 de M. Gaëtan Gorce (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à exercer des responsabilités) (p. 2497)

Intervient sur l'amendement n° 144 de M. Christophe Masse (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à exercer des responsabilités) (p. 2497)

Intervient sur l'amendement n° 145 de M. Jean-Pierre Blazy (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à exercer des responsabilités) (p. 2497)

Son amendement n° 137 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à exercer des responsabilités) (p. 2497) : rejeté (p. 2499)

Son amendement n° 149 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à prendre des initiatives) : rejeté (p. 2499)

Son amendement n° 161 (mission des établissements scolaires et universitaires : enseigner à créer et à innover) : rejeté (p. 2499)

Son amendement n° 173 (mission des établissements scolaires et universitaires : permettre à tous les jeunes de s'insérer dans la société) (p. 2499) : rejeté (p. 2500)

Son amendement n° 185 (organisation de la journée de l'enfant en cohérence avec les enseignements et les activités périscolaires) (p. 2500) : rejeté (p. 2501)

Son amendement n° 197 (mission d'ouverture vers le monde extérieur des établissements scolaires et universitaires) (p. 2501) : rejeté (p. 2502)

Son amendement n° 209 (référence à la laïcité comme valeur fondamentale de la République) : rejeté (p. 2502)

Son amendement n° 221 (mission des établissements scolaires et universitaires : développer les liens avec les collectivités locales, les parents et les associations) : rejeté (p. 2503)

Son amendement n° 233 (mission des établissements scolaires et universitaires : rassembler l'ensemble des acteurs de l'éducation pour favoriser la réussite des enfants) (p. 2503) : rejeté (p. 2504)

Son amendement n° 245 (mission des établissements scolaires et universitaires : participer à la mise en œuvre du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2504) : rejeté (p. 2505)

Son amendement n° 2672 (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de la lecture) (p. 2505) : rejeté (p. 2506)

Intervient sur l'amendement n° 2681 de M. Yves Durand (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de l'écriture) (p. 2506)

Intervient sur l'amendement n° 2682 de M. Jean-Marc Ayrault (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de l'écriture) (p. 2506)

Intervient sur l'amendement n° 2683 de M. Alain Néri (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de l'écriture) (p. 2506)

Intervient sur l'amendement n° 2685 de Mme Catherine Génissou (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de l'écriture) (p. 2506)	Son amendement n° 329 (notion d'accès permanent au savoir et à la culture) : rejeté (p. 2548)
Intervient sur l'amendement n° 2686 de M. Victorin Lurel (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de l'écriture) (p. 2506)	Son amendement n° 341 (objectif éducatif consistant à favoriser la mobilité professionnelle) : rejeté (p. 2548)
Intervient sur l'amendement n° 2687 de Mme Hélène Mignon (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de l'écriture) (p. 2506)	Son amendement n° 353 (objectif éducatif consistant à favoriser la qualification professionnelle) (p. 2548) : rejeté (p. 2549)
Intervient sur l'amendement n° 2688 de M. Simon Renucci (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de l'écriture) (p. 2506)	Son amendement n° 365 (objectif éducatif consistant à favoriser la sécurité des parcours professionnels face aux aléas de la vie et du travail) : rejeté (p. 2549)
Intervient sur l'amendement n° 2689 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de l'écriture) (p. 2506)	Son amendement n° 377 (objectif éducatif consistant à favoriser la promotion sociale) : rejeté (p. 2549)
Intervient sur l'amendement n° 2690 de M. Gaëtan Gorce (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de l'écriture) (p. 2506)	Son amendement n° 389 (objectif éducatif consistant à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes) (p. 2549) : rejeté (p. 2550)
Intervient sur l'amendement n° 2691 de M. Christophe Masse (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de l'écriture) (p. 2506)	Son amendement n° 401 (objectif éducatif consistant à favoriser l'adaptation aux évolutions économiques) : rejeté (p. 2550)
Intervient sur l'amendement n° 2692 de M. Jean-Pierre Blazy (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de l'écriture) (p. 2506)	Son amendement n° 413 (objectif éducatif consistant à favoriser l'adaptation aux évolutions technologiques) : rejeté (p. 2555)
Son amendement n° 2684 (encadrement de tous les élèves dans le cadre de l'apprentissage de l'écriture) (p. 2506) : rejeté (p. 2508)	Son amendement n° 425 (droit à une formation continue) : rejeté (p. 2555)
Son amendement n° 2696 (organisation d'échanges sportifs au niveau scolaire) (p. 2529) : rejeté (p. 2530)	Son amendement n° 437 (objectif éducatif consistant à favoriser une professionnalisation durable) (p. 2555) : rejeté (p. 2556)
Son amendement n° 1661 (enseignement de l'outil informatique et de ses applications) (p. 2530) : rejeté (p. 2533)	Son amendement n° 449 (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : responsabilité de l'Etat en lien avec les collectivités locales) (p. 2556) : rejeté (p. 2558)
Son amendement n° 1673 (enseignement des technologies de l'information et de la communication) (p. 2533) : rejeté (p. 2534)	Son amendement n° 461 (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : responsabilité de l'Etat en lien avec les entreprises) : rejeté (p. 2558)
Son amendement n° 2336 (responsabilités en matière d'établissement et d'application de la carte scolaire) (p. 2534) : rejeté (p. 2535)	Son amendement n° 473 (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : contribution des entreprises au financement) : rejeté (p. 2558)
Son amendement n° 2348 (responsabilités en matière de formation professionnelle) : rejeté (p. 2536)	Intervient sur l'amendement n° 482 de M. Yves Durand (caractère accessible à tous du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2558)
Son amendement n° 2360 (responsabilités en matière de médecine scolaire) (p. 2536) : rejeté (p. 2538)	Intervient sur l'amendement n° 483 de M. Jean-Marc Ayrault (caractère accessible à tous du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2558)
Son amendement n° 2372 (responsabilités en matière d'orientation scolaire des jeunes) (p. 2538) : rejeté (p. 2539)	Intervient sur l'amendement n° 484 de M. Alain Néri (caractère accessible à tous du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2558)
Son amendement n° 2384 (responsabilités en matière d'orientation professionnelle des jeunes) : rejeté (p. 2539)	Intervient sur l'amendement n° 486 de Mme Catherine Génissou (caractère accessible à tous du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2558)
Son amendement n° 2396 (responsabilités en matière d'assistance sociale des élèves) (p. 2539) : rejeté (p. 2543)	Intervient sur l'amendement n° 487 de M. Victorin Lurel (caractère accessible à tous du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2558)
Intervient sur l'amendement n° 2405 de M. Yves Durand (responsabilités en matière d'information sur les métiers) (p. 2544)	Intervient sur l'amendement n° 488 de Mme Hélène Mignon (caractère accessible à tous du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2558)
Intervient sur l'amendement n° 2406 de M. Jean-Marc Ayrault (responsabilités en matière d'information sur les métiers) (p. 2544)	Intervient sur l'amendement n° 489 de M. Simon Renucci (caractère accessible à tous du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2558)
Intervient sur l'amendement n° 2407 de M. Alain Néri (responsabilités en matière d'information sur les métiers) (p. 2544)	Intervient sur l'amendement n° 490 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (caractère accessible à tous du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2558)
Son amendement n° 2408 (responsabilités en matière d'information sur les métiers) : rejeté (p. 2544)	Intervient sur l'amendement n° 491 de M. Gaëtan Gorce (caractère accessible à tous du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2558)
Intervient sur l'amendement n° 2409 de Mme Catherine Génissou (responsabilités en matière d'information sur les métiers) (p. 2544)	Intervient sur l'amendement n° 492 de M. Christophe Masse (caractère accessible à tous du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2558)
Intervient sur l'amendement n° 2410 de M. Victorin Lurel (responsabilités en matière d'information sur les métiers) (p. 2544)	Intervient sur l'amendement n° 493 de M. Jean-Pierre Blazy (caractère accessible à tous du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2558)
Intervient sur l'amendement n° 2411 de Mme Hélène Mignon (responsabilités en matière d'information sur les métiers) (p. 2544)	Son amendement n° 485 (caractère accessible à tous du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 2558) : rejeté (p. 2559)
Intervient sur l'amendement n° 2412 de M. Simon Renucci (responsabilités en matière d'information sur les métiers) (p. 2544)	Son amendement n° 497 (objectif du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : favoriser la mixité sociale) (p. 2559) : rejeté (p. 2560)
Intervient sur l'amendement n° 2413 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (responsabilités en matière d'information sur les métiers) (p. 2544)	Son amendement n° 509 (objectif du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : favoriser l'égalité professionnelle) (p. 2560) : rejeté (p. 2561)
Intervient sur l'amendement n° 2414 de M. Gaëtan Gorce (responsabilités en matière d'information sur les métiers) (p. 2544)	Son amendement n° 521 (objectif du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : favoriser l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes) : rejeté (p. 2561)
Intervient sur l'amendement n° 2415 de M. Christophe Masse (responsabilités en matière d'information sur les métiers) (p. 2544)	Intervient sur l'amendement n° 530 de M. Yves Durand (introduction dans le code de l'éducation d'un chapitre intitulé : "Le droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie") (p. 2561)
Intervient sur l'amendement n° 2416 de M. Jean-Pierre Blazy (responsabilités en matière d'information sur les métiers) (p. 2544)	Intervient sur l'amendement n° 531 de M. Jean-Marc Ayrault (introduction dans le code de l'éducation d'un chapitre intitulé : "Le droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie") (p. 2561)
Son amendement n° 2420 (responsabilités en matière d'établissement de la carte des formations professionnalisantes) : rejeté (p. 2545)	Intervient sur l'amendement n° 532 de M. Alain Néri (introduction dans le code de l'éducation d'un chapitre intitulé : "Le droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie") (p. 2561)
Son amendement n° 2432 (enseignement de l'histoire de l'esclavage) (p. 2545) : rejeté (p. 2546)	Intervient sur l'amendement n° 534 de Mme Catherine Génissou (introduction dans le code de l'éducation d'un chapitre intitulé : "Le droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie") (p. 2561)
Son amendement n° 2444 (enseignement de l'histoire et de la géographie de l'outre-mer) : rejeté (p. 2546)	
Son amendement n° 257 (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) : rejeté (p. 2546)	
Son amendement n° 269 (universalité du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) : rejeté (p. 2547)	
Son amendement n° 281 (caractère inaliénable du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) : rejeté (p. 2547)	
Son amendement n° 293 (garantie de la reprise d'une formation pour toute personne afin de rendre effective l'égalité des chances) : rejeté (p. 2547)	
Son amendement n° 305 (garantie à toute personne d'avoir accès à une formation d'autant plus élaborée que la formation initiale aura été courte) (p. 2547) : rejeté (p. 2548)	
Son amendement n° 317 (notion et contenu de pacte éducatif de la nation) : rejeté (p. 2548)	

Intervient sur l'amendement n° 535 de M. Victorin Lurel (introduction dans le code de l'éducation d'un chapitre intitulé : "Le droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie") (p. 2561)

Intervient sur l'amendement n° 536 de Mme Hélène Mignon (introduction dans le code de l'éducation d'un chapitre intitulé : "Le droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie") (p. 2561)

Intervient sur l'amendement n° 537 de M. Simon Renucci (introduction dans le code de l'éducation d'un chapitre intitulé : "Le droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie") (p. 2561)

Intervient sur l'amendement n° 538 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (introduction dans le code de l'éducation d'un chapitre intitulé : "Le droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie") (p. 2561)

Intervient sur l'amendement n° 539 de M. Gaëtan Gorcé (introduction dans le code de l'éducation d'un chapitre intitulé : "Le droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie") (p. 2561)

Intervient sur l'amendement n° 540 de M. Christophe Masse (introduction dans le code de l'éducation d'un chapitre intitulé : "Le droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie") (p. 2561)

Intervient sur l'amendement n° 541 de M. Jean-Pierre Blazy (introduction dans le code de l'éducation d'un chapitre intitulé : "Le droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie") (p. 2561)

Son amendement n° 533 (introduction dans le code de l'éducation d'un chapitre intitulé : "Le droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie") (p. 2561) : rejeté (p. 2563)

Son amendement n° 545 (création au niveau de l'académie de bassins d'éducation et de formation) : rejeté (p. 2563)

Son amendement n° 557 (création au niveau de l'académie de bassins d'éducation et de formation) : rejeté (p. 2563)

Son amendement n° 569 (responsabilité du recteur de favoriser la mixité sociale au sein de l'académie) (p. 2563) : rejeté (p. 2564)

Son amendement n° 581 (carte scolaire élargie au bassin d'éducation) (p. 2563) : rejeté (p. 2564)

Son amendement n° 593 (détermination du bassin d'éducation par le recteur en lien avec les collectivités locales) (p. 2564) : rejeté (p. 2565)

Son amendement n° 605 (détermination du bassin d'éducation par le recteur en lien avec les associations de parents d'élèves) : rejeté (p. 2565)

Son amendement n° 617 (détermination du bassin d'éducation par le recteur en lien avec les représentants syndicaux d'enseignants) : rejeté (p. 2565)

Son amendement n° 629 (responsabilité de favoriser l'intégration pour le recteur au sein du bassin d'éducation) : rejeté (p. 2565)

Son amendement n° 641 (détermination du bassin d'éducation par le recteur en lien avec les associations) (p. 2565) : rejeté (p. 2567)

Son amendement n° 653 (prise en compte des activités périscolaires lors de la détermination du bassin d'éducation) : rejeté (p. 2567)

Son amendement n° 665 (recueil annuel par l'inspecteur d'académie de la liste des enfants soumis à l'obligation scolaire au sein du bassin d'éducation) : rejeté (p. 2567)

Son amendement n° 677 (interdiction à un ministre de l'éducation nationale en exercice de publier un ouvrage) (p. 2567) : retiré (p. 2569)

Intervient sur l'amendement n° 1118 de M. Yves Durand (institution d'une journée nationale du suffrage universel) (p. 2570)

Intervient sur l'amendement n° 1119 de M. Jean-Marc Ayrault (institution d'une journée nationale du suffrage universel) (p. 2570)

Intervient sur l'amendement n° 1120 de M. Alain Néri (institution d'une journée nationale du suffrage universel) (p. 2570)

Intervient sur l'amendement n° 1122 de Mme Catherine Génisson (institution d'une journée nationale du suffrage universel) (p. 2570)

Intervient sur l'amendement n° 1123 de M. Victorin Lurel (institution d'une journée nationale du suffrage universel) (p. 2570)

Intervient sur l'amendement n° 1124 de Mme Hélène Mignon (institution d'une journée nationale du suffrage universel) (p. 2570)

Intervient sur l'amendement n° 1125 de M. Simon Renucci (institution d'une journée nationale du suffrage universel) (p. 2570)

Intervient sur l'amendement n° 1126 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (institution d'une journée nationale du suffrage universel) (p. 2570)

Intervient sur l'amendement n° 1127 de M. Gaëtan Gorcé (institution d'une journée nationale du suffrage universel) (p. 2570)

Intervient sur l'amendement n° 1128 de M. Christophe Masse (institution d'une journée nationale du suffrage universel) (p. 2570)

Intervient sur l'amendement n° 1129 de M. Jean-Pierre Blazy (institution d'une journée nationale du suffrage universel) (p. 2570)

Son amendement n° 1121 (institution d'une journée nationale du suffrage universel) (p. 2569) : rejeté (p. 2571)

Son amendement n° 689 (droit au conseil en orientation et à l'information pour favoriser la construction des parcours professionnels de chaque jeune) : rejeté (p. 2571)

Son amendement n° 701 (droit au conseil en orientation et à l'information pour favoriser la construction des parcours de formation de chaque jeune) (p. 2571) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 713 (responsabilités ministérielles de la mise en oeuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) (p. 2571) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 725 (objectif du droit au conseil en orientation et à l'information : permettre à chaque jeune un projet personnel) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 737 (droit au conseil en orientation et à l'information pour favoriser le contact avec le monde du travail) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 749 (bilan annuel de la scolarité lié au droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 761 (intégration du droit au conseil en orientation et à l'information dans le cursus normal de la formation) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 773 (objectif du droit au conseil en orientation et à l'information de présenter à chaque jeune les différentes formes d'enseignement) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 785 (objectif du droit au conseil en orientation et à l'information de permettre à chaque jeune de déterminer ses choix ultérieurs) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 797 (objectif du droit au conseil en orientation et à l'information de développer les passerelles entre différentes formes d'enseignement) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 809 (évaluation de chaque jeune réalisée par des examens et la validation des acquis) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 821 (tenue régulière de journées de présentation des enseignements et des filières professionnelles) : rejeté (p. 2572)

Son amendement n° 833 (participation des chambres des métiers à la mise en oeuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) (p. 2572) : rejeté (p. 2573)

Son amendement n° 845 (participation des chambres de commerce et d'industrie à la mise en oeuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2573)

Son amendement n° 857 (participation des chambres d'agriculture à la mise en oeuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2573)

Son amendement n° 869 (mise en oeuvre du droit au conseil en orientation et à l'information au niveau national sous la responsabilité de chaque recteur d'académie) (p. 2573) : rejeté (p. 2574)

Son amendement n° 881 (participation des syndicats à la mise en oeuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2574)

Son amendement n° 893 (participation des organisations professionnelles à la mise en oeuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2574)

Son amendement n° 905 (participation des associations à la mise en oeuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2575)

Son amendement n° 917 (participation des associations non gouvernementales à la mise en oeuvre du droit au conseil en orientation et à l'information) : rejeté (p. 2575)

Son amendement n° 1685 (initiation de tous les élèves aux technologies de l'information et de la communication) : rejeté (p. 2575)

Son amendement n° 1697 (apprentissage de la lecture et de l'écriture : articulation entre l'école maternelle et le cours préparatoire) (p. 2575)

Son amendement n° 2108 (mise en oeuvre de l'articulation entre la grande section de maternelle et le cours préparatoire par l'équipe éducative en lien avec les parents d'élèves) : rejeté (p. 2577)

Son amendement n° 1709 (mise en oeuvre de l'articulation entre la grande section de maternelle et le cours préparatoire par l'équipe éducative en lien avec les activités périscolaires) : rejeté (p. 2577)

Son amendement n° 1721 (objectif de l'articulation entre la grande section de maternelle et le cours préparatoire : lutter contre l'échec scolaire) (p. 2577) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1736 (articulation entre la grande section de maternelle et le cours préparatoire : enseignement spécifique et individualisé) (p. 2577) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1748 (objectif de l'articulation entre la grande section de maternelle et le cours préparatoire : faciliter le passage de l'enseignant unique à plusieurs enseignants) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1760 (apprentissage des langues vivantes au niveau de l'articulation entre le cours moyen 2^e année et la classe de 6^e) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1772 (apprentissage des nouvelles technologies de l'information et de la communication au niveau de l'articulation entre le cours moyen 2^e année et la classe de 6^e) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1784 (enseignement spécifique et individualisé validant l'apprentissage de la lecture et de l'écriture au niveau de l'articulation entre le cours moyen 2^e année et la classe de 6^e) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1796 (au niveau de l'articulation entre le cours moyen 2^e année et la classe de 6^e, mise en oeuvre d'un enseignement spécifique et individualisé par l'équipe éducative en lien avec les parents d'élèves) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1808 (mise en oeuvre de l'articulation entre le cours moyen 2^e année et la classe de 6^e par l'équipe éducative en lien avec les activités périscolaires) : rejeté (p. 2578)

Son amendement n° 1820 (but de l'articulation entre le cours moyen 2^e année et la classe de 6^e : lutter contre l'échec scolaire) : rejeté (p. 2579)

Son amendement n° 1832 (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : faciliter le passage du collège au lycée) (p. 2579) : rejeté (p. 2580)

Son amendement n° 1844 (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : faciliter le travail en équipe) : rejeté (p. 2580)	Son amendement n° 2888 (priorité de l'intérêt des élèves au niveau de l'organisation des rythmes scolaire) (p. 2587) : rejeté (p. 2588)
Son amendement n° 1856 (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : apprendre à chaque jeune à travailler individuellement et en équipe) : rejeté (p. 2580)	Son amendement n° 2900 (concertation de tous les acteurs concernés, y compris les assistants d'éducation et les élèves, en matière d'organisation du temps à l'école) : rejeté (p. 2588)
Son amendement n° 1868 (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : favoriser la maîtrise des nouvelles technologies) : rejeté (p. 2580)	Son amendement n° 2912 (définition de la garderie du matin) : rejeté (p. 2592)
Son amendement n° 1880 (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : lutter contre l'échec scolaire) : rejeté (p. 2580)	Son amendement n° 2924 (organisation d'une pause d'au moins une heure trente à la mi-journée) (p. 2592) : rejeté (p. 2593)
Son amendement n° 1892 (but de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde : responsabiliser les futurs lycéens) : rejeté (p. 2580)	Intervient sur l'amendement n° 2933 de M. Yves Durand (organisation en matière de cantines scolaires) (p. 2593)
Son amendement n° 1904 (équilibre entre enseignement général et enseignement professionnel) : rejeté (p. 2581)	Intervient sur l'amendement n° 2934 de M. Jean-Marc Ayrault (organisation en matière de cantines scolaires) (p. 2593)
Son amendement n° 1916 (équilibre entre les filières scientifiques et littéraires) : rejeté (p. 2581)	Intervient sur l'amendement n° 2935 de M. Alain Néri (organisation en matière de cantines scolaires) (p. 2593)
Son amendement n° 1928 (principe stipulant que l'élève quittant la classe de troisième est acteur de sa formation) (p. 2581) : rejeté (p. 2582)	Intervient sur l'amendement n° 2937 de Mme Catherine Génissou (organisation en matière de cantines scolaires) (p. 2593)
Son amendement n° 1940 (rôle de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde pour favoriser l'orientation des élèves) : rejeté (p. 2582)	Intervient sur l'amendement n° 2938 de M. Victorin Lurel (organisation en matière de cantines scolaires) (p. 2593)
Son amendement n° 1952 (mise en oeuvre de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde par l'équipe éducative en lien avec les parents d'élèves) : rejeté (p. 2582)	Intervient sur l'amendement n° 2939 de Mme Hélène Mignon (organisation en matière de cantines scolaires) (p. 2593)
Son amendement n° 1964 (mise en oeuvre de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde par l'équipe éducative en lien avec les activités périscolaires) : rejeté (p. 2582)	Intervient sur l'amendement n° 2940 de M. Simon Renucci (organisation en matière de cantines scolaires) (p. 2593)
Son amendement n° 1976 (mise en oeuvre d'enseignement spécifique et individuel au niveau de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde) : rejeté (p. 2582)	Intervient sur l'amendement n° 2941 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (organisation en matière de cantines scolaires) (p. 2593)
Son amendement n° 1988 (mise en oeuvre de journées d'orientation et d'information dans les collèges au niveau de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde) : rejeté (p. 2582)	Intervient sur l'amendement n° 2942 de M. Gaëtan Gorce (organisation en matière de cantines scolaires) (p. 2593)
Son amendement n° 2000 (préparation des élèves à un enseignement pluridisciplinaire au niveau de l'articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde) : rejeté (p. 2582)	Intervient sur l'amendement n° 2943 de M. Christophe Masse (organisation en matière de cantines scolaires) (p. 2593)
Son amendement n° 2708 (échanges entre élèves de zone rurale et de zone urbaine) : rejeté (p. 2583)	Intervient sur l'amendement n° 2944 de M. Jean-Pierre Blazy (organisation en matière de cantines scolaires) (p. 2593)
Son amendement n° 2720 (échanges entre élèves de zone de montagne et de zone du littoral) : rejeté (p. 2583)	Son amendement n° 2936 (organisation en matière de cantines scolaires) (p. 2593) : rejeté (p. 2594)
Son amendement n° 2732 (échanges avec les élèves des zones prioritaires d'éducation) : rejeté (p. 2583)	Son amendement n° 2948 (durée des récréations) (p. 2594) : rejeté (p. 2595)
Intervient sur le sous-amendement n° 3047 de M. Yves Durand (affectation des assistants d'éducation dans un établissement unique) à l'amendement n° 2861 de M. Yves Durand (caractère déterminant de l'organisation du rythme scolaire dans la lutte contre l'échec scolaire) (p. 2586)	Son amendement n° 2012 (accès en dehors des heures scolaires aux nouvelles technologies) : rejeté (p. 2595)
Son amendement n° 2864 (caractère déterminant de l'organisation du rythme scolaire dans la lutte contre l'échec scolaire) (p. 2584) : rejeté (p. 2586)	Son amendement n° 2024 (accès en dehors des heures scolaires aux nouvelles technologies par partenariats avec des organismes non scolaires) : rejeté (p. 2595)
Son amendement n° 2876 (organisation du temps scolaire prenant en compte la qualité de vie de l'enfant) : rejeté (p. 2587)	Son amendement n° 2036 (initiation de tous les étudiants aux nouvelles technologies) : rejeté (p. 2595)
Intervient sur l'amendement n° 2885 de M. Yves Durand (priorité de l'intérêt des élèves au niveau de l'organisation des rythmes scolaire) (p. 2587)	Son amendement n° 929 (mission d'éducation à la citoyenneté pour les personnels "ATOSS") (p. 2595) : rejeté (p. 2596)
Intervient sur l'amendement n° 2886 de M. Jean-Marc Ayrault (priorité de l'intérêt des élèves au niveau de l'organisation des rythmes scolaire) (p. 2587)	Son amendement n° 941 (mission d'éducation à la santé pour les personnels "ATOSS") (p. 2596) : rejeté (p. 2597)
Intervient sur l'amendement n° 2887 de M. Alain Néri (priorité de l'intérêt des élèves au niveau de l'organisation des rythmes scolaire) (p. 2587)	Intervient sur l'amendement n° 950 de M. Yves Durand (notion de mission favorisant l'intégration pour les personnels "ATOSS") (p. 2597)
Intervient sur l'amendement n° 2889 de Mme Catherine Génissou (priorité de l'intérêt des élèves au niveau de l'organisation des rythmes scolaire) (p. 2587)	Intervient sur l'amendement n° 951 de M. Jean-Marc Ayrault (notion de mission favorisant l'intégration pour les personnels "ATOSS") (p. 2597)
Intervient sur l'amendement n° 2890 de M. Victorin Lurel (priorité de l'intérêt des élèves au niveau de l'organisation des rythmes scolaire) (p. 2587)	Intervient sur l'amendement n° 952 de M. Alain Néri (notion de mission favorisant l'intégration pour les personnels "ATOSS") (p. 2597)
Intervient sur l'amendement n° 2891 de Mme Hélène Mignon (priorité de l'intérêt des élèves au niveau de l'organisation des rythmes scolaire) (p. 2587)	Son amendement n° 953 (notion de mission favorisant l'intégration pour les personnels "ATOSS") : rejeté (p. 2597)
Intervient sur l'amendement n° 2892 de M. Simon Renucci (priorité de l'intérêt des élèves au niveau de l'organisation des rythmes scolaire) (p. 2587)	Intervient sur l'amendement n° 954 de Mme Catherine Génissou (notion de mission favorisant l'intégration pour les personnels "ATOSS") (p. 2597)
Intervient sur l'amendement n° 2893 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (priorité de l'intérêt des élèves au niveau de l'organisation des rythmes scolaire) (p. 2587)	Intervient sur l'amendement n° 955 de M. Victorin Lurel (notion de mission favorisant l'intégration pour les personnels "ATOSS") (p. 2597)
Intervient sur l'amendement n° 2894 de M. Gaëtan Gorce (priorité de l'intérêt des élèves au niveau de l'organisation des rythmes scolaire) (p. 2587)	Intervient sur l'amendement n° 956 de Mme Hélène Mignon (notion de mission favorisant l'intégration pour les personnels "ATOSS") (p. 2597)
Intervient sur l'amendement n° 2895 de M. Christophe Masse (priorité de l'intérêt des élèves au niveau de l'organisation des rythmes scolaire) (p. 2587)	Intervient sur l'amendement n° 957 de M. Simon Renucci (notion de mission favorisant l'intégration pour les personnels "ATOSS") (p. 2597)
Intervient sur l'amendement n° 2896 de M. Jean-Pierre Blazy (priorité de l'intérêt des élèves au niveau de l'organisation des rythmes scolaire) (p. 2587)	Intervient sur l'amendement n° 958 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (notion de mission favorisant l'intégration pour les personnels "ATOSS") (p. 2597)
	Intervient sur l'amendement n° 959 de M. Gaëtan Gorce (notion de mission favorisant l'intégration pour les personnels "ATOSS") (p. 2597)
	Intervient sur l'amendement n° 960 de M. Christophe Masse (notion de mission favorisant l'intégration pour les personnels "ATOSS") (p. 2597)
	Intervient sur l'amendement n° 961 de M. Jean-Pierre Blazy (notion de mission favorisant l'intégration pour les personnels "ATOSS") (p. 2597)
	Intervient sur l'amendement n° 962 de M. Yves Durand (mission d'apprentissage des règles de la vie en société pour les personnels "ATOSS") (p. 2597)
	Intervient sur l'amendement n° 963 de M. Jean-Marc Ayrault (mission d'apprentissage des règles de la vie en société pour les personnels "ATOSS") (p. 2597)
	Intervient sur l'amendement n° 964 de M. Alain Néri (mission d'apprentissage des règles de la vie en société pour les personnels "ATOSS") (p. 2597)
	Son amendement n° 965 (mission d'apprentissage des règles de la vie en société pour les personnels "ATOSS") : rejeté (p. 2597)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****JUSTICE****Examen du fascicule [6 novembre 2002] (p. 4595)***Procédure des questions :*

Droit pénal : bizutage (p. 4617)

SANTÉ, FAMILLE ET PERSONNES HANDICAPÉES**Examen du fascicule [12 novembre 2002] (p. 4910)**

Son intervention (p. 4933)

Thèmes avant la procédure des questions :

Famille : politique familiale (p. 4933)

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 4933)

Prestations familiales : allocations familiales (p. 4934)

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [19 novembre 2002] (p. 5323) ; [21 novembre 2002] (p. 5435)**

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5323)

Son rappel au règlement (cf supra) [21 novembre 2002] (p. 5452)

Thèmes :

Assemblée nationale : amendements (p. 5323)

Collectivités territoriales : autonomie financière (p. 5331)

Collectivités territoriales : décentralisation : histoire (p. 5325 et s.)

Collectivités territoriales : démocratie locale (p. 5330)

Collectivités territoriales : expérimentation (p. 5325, 5328)

Collectivités territoriales : péréquation (p. 5331)

Collectivités territoriales : projets de loi : Sénat (p. 5329)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 5324 et s.)

Constitution : révision : décentralisation (p. 5328)

Constitution : révision : référendums (p. 5331)

Coopération intercommunale : établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) (p. 5330)

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 5324 et s.)

Emploi : jeunes : établissements scolaires (p. 5327)

Parlement : Sénat (p. 5329)

Discussion des articles [21 novembre 2002] (p. 5454, 5473, 5512) ; [22 novembre 2002] (p. 5561, 5592, 5632) ; [26 novembre 2002] (p. 5725, 5758)*Article 1er (article 1er de la Constitution - organisation de la République)*

Son intervention (p. 5454 et s.)

Son amendement n° 58 (de suppression) (p. 5462)

Son amendement n° 57 (organisation territoriale décentralisée dans le respect des principes garantis par la Constitution, notamment l'indivisibilité de la République et mise en oeuvre de la déconcentration) (p. 5474)

Son amendement n° 60 (organisation territoriale décentralisée dans le respect des principes garantis par la Constitution, notamment l'indivisibilité de la République) (p. 5478)

Son amendement n° 61 (mise en oeuvre de la déconcentration) (p. 5478)

Son amendement n° 59 (égal accès à des services publics de qualité) (p. 5489)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 108 de M. Victorin Lurel (droit au respect de l'environnement reconnu et mis en oeuvre par la République) (p. 5494)

Article 2 (article 37-1 de la Constitution - expérimentations prévues par la loi ou le règlement)

Son intervention (p. 5515 et s.)

Son amendement n° 62 (de suppression) (p. 5517)

Son amendement n° 66 (dispositions à caractère expérimental dans les conditions et sous les réserves de la loi organique) (p. 5524)

Son amendement n° 63 (effets des expérimentations) (p. 5525)

Son amendement n° 64 (effets des expérimentations) (p. 5526)

Son amendement n° 65 (effets des expérimentations principe d'égalité devant le service public) (p. 5526)

Article 3 (article 39 de la Constitution - priorité d'examen du Sénat sur les projets de loi ayant pour principal objet la libre administration des collectivités territoriales et les instances représentatives des Français établis hors de France)

Son intervention (p. 5527 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [21 novembre 2002] (p. 5537)

Ses observations : demande une suspension de séance afin que M. Jean-Louis Debré, Président de l'Assemblée nationale, vienne donner son point

de vue sur l'article 3 du projet de loi constitutionnelle relatif à l'organisation décentralisée de la République [21 novembre 2002] (p. 5541)

Ses observations : qualifie de scandaleux l'article 3 du projet de loi constitutionnelle relatif à l'organisation décentralisée de la République et demande une suspension de séance [21 novembre 2002] (p. 5544)

Son amendement n° 67 (de suppression) (p. 5542, 5545) : SCRUTIN PUBLIC (p. 5549)

Son rappel au règlement (cf supra) [22 novembre 2002] (p. 5577)

Article 4 (article 72 de la Constitution - libre administration des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 5595 et s.)

Son amendement n° 68 (groupements de communes à fiscalité propre érigés en collectivités territoriales) (p. 5607)

Son amendement n° 69 (suppression du deuxième alinéa relatif au principe de subsidiarité) (p. 5609)

Son rappel au règlement (cf supra) [22 novembre 2002] (p. 5613)

Son amendement n° 70 (suppression, pour les collectivités territoriales, de la possibilité de déroger à titre expérimental aux dispositions législatives ou réglementaires régissant leurs compétences) (p. 5616)

Son amendement n° 71 (interdiction, faite aux collectivités territoriales, de déroger à titre expérimental aux dispositions législatives ou réglementaires régissant leurs compétences lorsque les conditions d'exercice d'un droit constitutionnellement garanti sont en cause) (p. 5618)

Son amendement n° 72 (possibilité, pour les collectivités territoriales, de déroger à titre expérimental aux dispositions législatives ou réglementaires régissant leurs compétences - effets des dérogations) (p. 5621)

Son amendement n° 73 (possibilité, pour les collectivités territoriales, de déroger à titre expérimental aux dispositions législatives ou réglementaires régissant leurs compétences - effets des dérogations) (p. 5622)

Son amendement n° 74 (possibilité, pour les collectivités territoriales, de déroger à titre expérimental aux dispositions législatives ou réglementaires régissant leurs compétences - principe d'égalité devant le service public) (p. 5623)

Son amendement n° 75 (évaluation annuelle de tout transfert de compétence) (p. 5623)

Son amendement n° 76 (suppression de l'alinéa relatif à la collectivité "chef de file") (p. 5623)

Ses observations : motive le vote hostile de son groupe sur l'article 4 [22 novembre 2002] (p. 5634)

Après l'article 4

Son amendement n° 77 (incompatibilité du mandat de député ou de sénateur avec une fonction exécutive locale) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 5636)

Son amendement n° 81 rectifié (droit de vote et d'éligibilité aux élections locales des étrangers non ressortissants de l'Union européenne) (p. 5636) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 5638)

Article 5 (article 72-1 de la Constitution - renforcement de la démocratie participative locale)

Son intervention (p. 5638 et s.)

Son amendement n° 203 (participation des électeurs à l'élaboration des projets de délibération - pétition permettant d'obtenir l'inscription à l'ordre du jour) (p. 5640)

Son amendement n° 79 (pétition permettant d'obtenir l'inscription à l'ordre du jour) (p. 5643) : SCRUTIN PUBLIC (p. 5644)

Son amendement n° 80 (référendum - adoption de la délibération ou de l'acte) (p. 5644)

Article 6 (article 72-2 de la Constitution - autonomie financière des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 5647 et s.)

Son amendement n° 82 (nouvelle rédaction de l'article) (p. 5655) : SCRUTIN PUBLIC (p. 5659)

Son rappel au règlement (cf supra) [26 novembre 2002] (p. 5724)

Son rappel au règlement (cf supra) [26 novembre 2002] (p. 5732)

Fait personnel (cf. supra) [26 novembre 2002] (p. 5748)

Son rappel au règlement (cf supra) [26 novembre 2002] (p. 5771)

Après l'article 6

Son rappel au règlement (cf supra) [26 novembre 2002] (p. 5788)

Son amendement n° 133 (entrée en vigueur de la présente loi subordonnée à l'adoption des lois de transfert de ressources) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 5789)

Article 7 (articles 72-3 et 72-4 de la Constitution - régime des collectivités situées outre-mer)

Son rappel au règlement (cf supra) [26 novembre 2002] (p. 5792)

Explications de vote et vote [4 décembre 2002] (p. 6146)

Ses explications de vote (p. 6148)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 2003] (p. 319, 348) ; [23 janvier 2003] (p. 483)

Article 17 bis (incrimination de la traite des êtres humains)
Son intervention (p. 327)

Après l'article 17 bis

Intervient sur l'amendement n° 278 corrigé de Mme Martine Lignières-Cassou (pénalisation du client de personnes prostituées) (p. 333)

Après l'article 17 undecies

Son amendement n° 315 (jouissance exclusive du domicile du conjoint victime de violences conjugales) : rejeté (p. 350)

Son amendement n° 316 (prescription des crimes commis contre les mineurs repoussée à dix ans après la révélation des faits) (p. 354) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 357)

Après l'article 45

Son amendement n° 317 (généralisation des permanences hospitalières d'accueil d'urgence pour les mineurs victimes d'agression sexuelle) : rejeté (p. 513)

Projet de loi n° 606 relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mars 2003] (p. 1565)

Son intervention (p. 1569)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : farines animales (p. 1570)

Sécurité publique : risques technologiques (p. 1569)

Union européenne : directives : risques technologiques (p. 1569)

Discussion des articles [5 mars 2003] (p. 1607)

Avant le chapitre 1er

Intervient sur l'amendement n° 6 corrigé de M. Yves Cochet (insertion d'un chapitre intitulé : Démocratie participative) (p. 1608)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Yves Cochet (organisation d'un référendum d'initiative locale à la suite de l'enquête publique et à la demande des riverains ou des élus locaux) (p. 1608)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 305 de M. Pierre Cohen (critères du développement durable pris en compte lors de l'enquête publique sur une installation classée) (p. 1611)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 28 rectifié de M. Yves Cochet (critères du développement durable pris en compte lors de l'enquête publique sur une installation classée : examen des avantages et des inconvénients du projet tout le long de la chaîne d'activité) (p. 1614)

Article 2 (création du comité local d'information et de concertation sur les risques)

Son intervention (p. 1622 et s.)

Son amendement n° 454 (p. 1624)

Son amendement n° 453 (p. 1627)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [15 juillet 2003] (p. 7552)

Article 1er (information du public au cours de l'enquête publique relative à une installation classée "Seveso seuil haut")

Son amendement n° 45 (p. 7552)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Avant l'article 1er [séances des 12, 13, 14 juin 2003] (principes)

Son intervention (p. 5175 et s.)

Article 1er [séances du 16 juin 2003] (système de retraites par répartition)

Son intervention (p. 5345 et s.)

Après l'article 2 [séance du 17 juin 2003] (sources supplémentaires de financement ; politique salariale)

Son intervention (p. 5453 et s.)

Article 3 [séances du 17 juin 2003] (équité)

Son intervention (p. 5474 et s.)

Article 27 [séances du 26 juin 2003] (services effectifs et validation des périodes d'interruption ou de réduction d'activité)

Son intervention (p. 6132 et s.)

Projet de loi n° 950 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juillet 2003] (p. 7449)

Avant l'article 27

Son amendement n° 169 (mentions obligatoires dans les offres de crédit et conditions de la publicité sur le crédit) (p. 7471) : rejeté (p. 7472)

Son amendement n° 167 (réglementation du "crédit revolving") (p. 7474) : rejeté (p. 7475)

Son amendement n° 168 (prêteur ayant octroyé un crédit à un consommateur dont la situation économique est déjà compromise déchu de ses droits à intérêts) : rejeté (p. 7478)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (information des fédérations départementales) (p. 3728)

Intervient sur l'amendement n° 61 de M. Étienne Mourrut (information des fédérations départementales) (p. 3728)

Intervient sur l'amendement n° 124 de M. Yves Cochet (information des fédérations départementales) (p. 3728)

Intervient sur l'amendement n° 67 de M. Maxime Gremetz (non-indemnisation des dégâts causés par le gros gibier dans les peuplements forestiers) (p. 3728)

Intervient sur l'amendement n° 104 corrigé de M. Charles de Courson (suppression des orientations régionales de gestion de la faune sauvage) (p. 3729)

Article 2 (*adhésion des bénéficiaires de plans de chasse et de plans de gestion à la fédération départementale des chasseurs*)

Son intervention (p. 3730)

Article 3 (*adhérents des fédérations départementales des chasseurs*)

Son intervention (p. 3730)

Article 4 (*modalités d'attribution des voix au sein des assemblées générales des fédérations départementales de chasseurs*)

Son intervention (p. 3732)

Article 6 (*modalités du contrôle des fédérations départementales des chasseurs par le préfet*)

Son intervention (p. 3737)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 20 de la commission (libre utilisation de leurs réserves par les fédérations) (p. 3737)

Intervient sur le sous-amendement n° 52 de M. Jean-Paul Chanteguet (de précision) à l'amendement n° 20 de la commission (p. 3737)

Intervient sur l'amendement n° 83 de M. Charles de Courson (libre utilisation de leurs réserves par les fédérations) (p. 3737)

Article 7 (*suppression du contrôle économique et financier de l'Etat sur les fédérations départementales des chasseurs*)

Son intervention (p. 3738)

Article 8 (*administration et gestion d'office du budget de la fédération départementale des chasseurs par le préfet*)

Son intervention (p. 3738)

Article 9 (*soumission des fédérations interdépartementales des chasseurs au régime des fédérations départementales des chasseurs*)

Son intervention (p. 3739)

Article 10 (*soumission des fédérations régionales des chasseurs au régime des fédérations départementales des chasseurs*)

Son intervention (p. 3739)

Article 11 (*Fédération nationale des chasseurs*)

Son intervention (p. 3740)

Article 12 (*contrôle de la Fédération nationale des chasseurs*)

Son intervention (p. 3742)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 28 de la commission (libre utilisation de ses réserves par la fédération nationale) (p. 3743)

Intervient sur le sous-amendement n° 53 de M. Jean-Paul Chanteguet (de précision) à l'amendement n° 28 de la commission (p. 3743)

Intervient sur l'amendement n° 91 corrigé de M. Charles de Courson (libre utilisation de ses réserves par la fédération nationale) (p. 3743)

Déclaration du Gouvernement n° 880 sur les infrastructures 2003-2020 et débat sur cette déclaration

[20 mai 2003] (p. 3826)

Sa réponse (p. 3867)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : bruit (p. 3868)

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 3867 et s.)

Traités et conventions : protocole de Kyoto (p. 3867)

Transports routiers (p. 3867)

Michel SAINTE-MARIE

Gironde (6^{ème} circonscription)
Socialiste

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

INTERVENTION EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 187 relatif à la programmation militaire pour les années 2003 à 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 novembre 2002] (p. 5972)

Son intervention (p. 5879)

Thème :

Industrie : construction aéronautique et spatiale : exportations (p. 5980)

Francis SAINT-LÉGER

Lozère (1^{ère} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11116), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre titulaire du Haut Conseil du secteur public [J.O. du 2 août 2002] (p. 13229)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction [J.O. du 21 mai 2003] (p. 8730)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Télécommunications. collectivités territoriales. réseaux, mise en place, réglementation [18 décembre 2002] (p. 6906)

Relations internationales. commerce international. Organisation mondiale du commerce (OMC), négociations, perspectives [12 février 2003] (p. 1202)

QUESTION Orale SANS DÉBAT

n° 47, posée le 2 décembre 2002. Voirie. RN 88 (J.O. questions p. 4504). Appelée le 3 décembre 2002. aménagement, Lozère (p. 6036)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [5 novembre 2002] (p. 4499)

Procédure des questions :

Agriculture : pollution : bâtiments (p. 4531)

Agriculture : primes : prime à l'herbe (p. 4531)

Projet de loi n° 402 portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [3 avril 2003] (p. 2808)

Après l'article 5 bis C

Intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (urbanisation autour des constructions existantes en zone de montagne) (p. 2837)

Son sous-amendement n° 111 (autour des constructions à usage d'habitation) à l'amendement n° 18 de la commission : retiré (p. 2837)

Article 5 bis D (*possibilité de construire en dehors des parties urbanisées des communes de montagne*)

Son intervention (p. 2839)

Projet de loi n° 758 relatif à la chasse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 mai 2003] (p. 3629)

Son intervention (p. 3640)

Thèmes :

Chasse et pêche : fédérations départementales des chasseurs (p. 3640)
 Chasse et pêche : jour de non-chasse (p. 3640)
 Chasse et pêche : Office national de la chasse et de la faune sauvage (p. 3641)
 Environnement : biodiversité (p. 3641)

Frédéric de SAINT-SERNIN

*Dordogne (3^{ème} circonscription)
 Union pour la Majorité Présidentielle
 puis Union pour un Mouvement Populaire
 Secrétaire de l'Assemblée nationale*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11114)
 Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)
 Membre de la mission d'information commune sur la création d'une télévision française d'information à vocation internationale [J.O. du 19 décembre 2002] (p. 21167)
 Secrétaire de la mission d'information commune sur la création d'une télévision française d'information à vocation internationale [J.O. du 15 janvier 2003] (p. 883)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Tourisme et loisirs. politique du tourisme. perspectives [30 octobre 2002] (p. 4335)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 21, posée le 14 octobre 2002. Aménagement du territoire. zones rurales (J.O. questions p. 3482). Appelée le 15 octobre 2002. services publics, maintien (p. 3276)
 n° 165, posée le 3 mars 2003. Bois et forêts. exploitants (J.O. questions p. 1485). Appelée le 4 mars 2003. tempêtes de décembre 1999, aides de l'Etat (p. 1497)

DÉBATS

Proposition de loi n° 700 tendant à autoriser le vote par correspondance électronique des Français établis hors de France pour les élections du Conseil supérieur des Français de l'étranger

PREMIÈRE LECTURE**Avant la discussion des articles [27 mars 2003] (p. 2520)**

Son intervention (p. 2523)

Thèmes :

Elections et référendums : Internet (p. 2524)
 Elections et référendums : abstentionnisme (p. 2524)
 Français de l'étranger : Conseil supérieur des Français de l'étranger (p. 2523)
 Français de l'étranger : Conseil supérieur des Français de l'étranger : Côte d'Ivoire (p. 2524)

Explications de vote et vote

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 2524)

Débat sur la participation à l'aide au développement en Afrique

[10 avril 2003] (p. 3107)

Son intervention (p. 3124)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : aide au développement (p. 3124)
 Eau : assainissement : Afrique (p. 3124)
 Politique extérieure : Agence française de développement (p. 3125)
 Politique extérieure : aide au développement (p. 3124)

Projet de loi n° 881 de programme pour l'outre-mer

PREMIÈRE LECTURE**Avant la discussion des articles [6 juin 2003] (p. 4715)**

Son intervention (p. 4728)

Thèmes :

Emploi : création d'emplois : jeunes (p. 4729)
 Etat : Gouvernement : outre-mer (p. 4728)

Formation professionnelle (p. 4729)
 Impôts et taxes : investissements outre-mer : politique économique (p. 4729)
 Outre-mer : continuité territoriale (p. 4729)
 Tourisme et loisirs : navigation de plaisance : outre-mer (p. 4729)

Rudy SALLES

*Alpes-Maritimes (3^{ème} circonscription)
 Union pour la Démocratie Française
 Vice-président de l'Assemblée nationale*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Vice-président de l'Assemblée nationale [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11114)
 Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)
 Représentant suppléant de la délégation française aux assemblées du Conseil de l'Europe et de l'UEO [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12452)
 Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'un dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise [J.O. du 1^{er} août 2002] (p. 13132)
 Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 10 octobre 2002] (p. 16773)
 Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 10 octobre 2002] (p. 16773)
 Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 relative aux administrateurs judiciaires, mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises et experts en diagnostic d'entreprise [J.O. du 18 octobre 2002] (p. 17343)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 132 tendant à réprimer les atteintes portées au drapeau tricolore et à l'hymne national [24 juillet 2002]
 Proposition de loi n° 546 relative à la déclaration de naissance d'un enfant auprès de l'officier d'état civil du lieu de résidence des parents [16 janvier 2003]
 Proposition de loi n° 725 tendant à exonérer, dans les zones franches urbaines, les propriétaires occupants de la taxe sur le foncier bâti [26 mars 2003]
 Proposition de loi n° 932 tendant à permettre au juge pénal de prononcer une peine d'intérêt général à l'encontre des auteurs de graffitis [13 juin 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**En qualité de Vice-président****RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE**

M. Éric Besson : considère avoir fait une application libérale du règlement et rappelle le caractère "purement coutumier" du droit de reprise d'un amendement [6 février 2003] (p. 1067)
 M. Pascal Terrasse : fait observer à M. Terrasse que les Député-e-s Communistes et Républicains ayant été les premiers à réclamer la parole, il est légitime que la présidence la leur ait accordée [16 juin 2003] (p. 5369)

DÉBATS

Projet de loi n° 250 de financement de la sécurité sociale pour 2003

PREMIÈRE LECTURE**Discussion des articles [29 octobre 2002] (p. 4208)****Après l'article 1er**

Répond aux observations de M. Maxime Gremetz : confirme qu'est d'application générale la disposition du règlement qui exige une délégation du président de groupe pour que la demande de suspension soit accordée de droit (p. 4238)

Projet de loi de finances rectificative n° 382 pour 2002

PREMIÈRE LECTURE**Explications de vote et vote [11 décembre 2002]**

Son intervention à l'issue du vote (p. 6562)

Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 février 2003] (p. 1046)*Après l'article 26*

Intervient sur le rappel au règlement de M. Éric Besson (cf supra) (p. 1067)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)*Avant l'article 1er [séances des 12, 13, 14 juin 2003] (principes)*

Son intervention (p. 5187 et s.)

Article 1er [séances du 16 juin 2003] (système de retraites par répartition)

Son intervention (p. 5339 et s.)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Pascal Terrasse (cf supra) (p. 5369)

*En qualité de Député**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Droits de l'homme et libertés publiques, lutte contre le racisme, actes antisémites, lutte et prévention [14 janvier 2003] (p. 35)

Enseignement, grèves, conséquences, accueil des élèves [20 mai 2003] (p. 3816)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 189, posée le 3 mars 2003. Handicapés, politique à l'égard des handicapés (J.O. questions p. 1490). Appelée le 4 mars 2003. revendications (p. 1512)

*DÉBATS***Projet de loi n° 36 d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2002] (p. 1961, 2009)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Noël Mamère (p. 1990)

Son intervention (p. 2013)

Thèmes :

Assemblée nationale : rôle et missions : sécurité (p. 2013)

Communes : maires : sécurité (p. 2013)

Droit pénal : délinquance et criminalité : réseaux (p. 2013)

Ordre public : sécurité (p. 1990, 2013)

Ordre public : sécurité : Gouvernement (p. 2013)

Police : police de proximité (p. 2013)

Sécurité routière : délinquance et criminalité (p. 2013)

Discussion des articles [17 juillet 2002] (p. 2057, 2106)*Annexe I*

Son amendement n° 17 rectifié (association des parlementaires du département aux conférences départementales de sécurité) (p. 2081)

Son amendement n° 16 rectifié (publication par les conférences départementales de sécurité d'un rapport annuel) (p. 2081)

Son amendement n° 21 rectifié (compétence des communes pour les procurations en période électorale) (p. 2090)

Intervient sur l'amendement n° 84 de M. Christophe Caresche (régionalisation des recrutements et des carrières) (p. 2101)

Son amendement n° 20 deuxième rectification (coopération européenne et internationale en matière de réseaux de proxénétisme) (p. 2106)

Son amendement n° 19 rectifié (délivrance du permis de conduire pour une période probatoire de 2 ans) (p. 2109)

Projet de loi n° 107 portant création d'un dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juillet 2002] (p. 2312)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2334)

Son intervention (p. 2338)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 2334, 2338)

Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 2334, 2338)

Emploi : jeunes (p. 2334, 2338)

Formation professionnelle : apprentissage (p. 2339)

Formation professionnelle : promotion sociale (p. 2339)

Travail : carrière (p. 2340)

Travail : contrats à durée indéterminée (p. 2339)

Travail : salaires (p. 2339)

Discussion des articles [30 juillet 2002] (p. 2372)*Article 2 (négociation collective sur la formation)*

Son amendement n° 29 corrigé (dispositif obligatoire d'accompagnement) (p. 2420) : SCRUTIN PUBLIC (p. 2421)

Explications de vote et vote [31 juillet 2002] (p. 2432)

Ses explications de vote (p. 2434)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [1er août 2002] (p. 2576)

Son intervention (p. 2579)

Thèmes :

Arts et spectacles : intermittents (p. 2579)

Emploi : chômage (p. 2579)

Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 2579)

Emploi : insertion professionnelle (p. 2579)

Emploi : jeunes (p. 2579)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire

Ses explications de vote (p. 2579)

Projet de loi n° 154 d'orientation et de programmation pour la justice

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 juillet 2002] (p. 2455)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2463)

Thèmes :

Lois : projet de loi : justice (p. 2463)

Ordre public : sécurité : Gouvernement précédent (p. 2464)

Politique générale : Gouvernement précédent : justice (p. 2463)

Discussion des articles [2 août 2002] (p. 2622)*Article 20 (centres éducatifs fermés)*

Son amendement n° 105 (séparation des mineurs de 13 à 15 ans des plus âgés dans les centres éducatifs fermés) (p. 2640)

Article 21 (aménagement de la composition pénale)

Son amendement n° 104 rectifié (application au seul permis de conduire de l'allongement de 4 à 6 mois de la remise du permis) (p. 2657)

Proposition de loi n° 194 relative à la conduite automobile sous l'influence de drogues illicites et psychotropes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 octobre 2002] (p. 3019)*Article 1er (art. L. 235-2 à L. 235-4 du code de la route : sanctions encourues en cas de conduite sous l'influence de stupéfiants - organisation de dépistages aléatoires)*

Son amendement n° 2 (renforcement des sanctions prévues : 3 ans d'emprisonnement et 7 500 € d'amende) (p. 3024)

Après l'article 2

Son amendement n° 3 (renforcement des sanctions prévues : 3 ans d'emprisonnement et 7 500 € d'amende) (p. 3026)

Titre

Son amendement n° 4 (ajouter "ou de l'alcool") (p. 3028)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

JUSTICE

Examen du fascicule [6 novembre 2002] (p. 4595, 4621)

Son intervention (p. 4606)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : exécution des peines (p. 4606)

Jeunes : protection judiciaire de la jeunesse (p. 4607)

Justice : aide juridictionnelle : TVA (p. 4607)

Justice : expertise (p. 4607)

Système pénitentiaire : centres pénitentiaires : construction (p. 4607)

Système pénitentiaire : personnel pénitentiaire : recrutement (p. 4607)

Procédure des questions :

Justice : cours d'appel : Alpes-Maritimes (p. 4621)

Professions judiciaires et juridiques : avocats : TVA (p. 4622)

Système pénitentiaire : maisons d'arrêt : Nice (p. 4621)

Proposition de loi constitutionnelle n° 341 visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections locales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 2002] (p. 5673)

Son intervention (p. 5680)

Thèmes :

Elections et référendums : droit de vote : étrangers non ressortissants de l'Union européenne (p. 5681)
 Etrangers : intégration (p. 5681)
 Etrangers : naturalisation (p. 5682)
 Partis et mouvements politiques : Front national (p. 5680)
 Union européenne : citoyenneté européenne (p. 5682)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 5707)

Proposition de loi n° 350 visant à aggraver les peines punissant les infractions à caractère raciste et à renforcer l'efficacité de la procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 décembre 2002] (p. 6347)*Après l'article 8*

Son amendement n° 9 (procédure de jugement à délai rapproché applicable aux mineurs qui encourent une peine d'emprisonnement supérieure ou égale à trois ans) : retiré (p. 6353)

Son amendement n° 8 (motivation et notification par écrit au plaignant en cas de classement sans suite par le procureur de la République pour les infractions visées par l'article 40 du code de procédure pénale) (p. 6353) : retiré (p. 6354)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 janvier 2003] (p. 77) ; [15 janvier 2003] (p. 151)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 97)

Son intervention (p. 164)

Thèmes :

Droit pénal : proxénétisme : coopération judiciaire (p. 164)
 Etat : République : outrages (p. 164)
 Lois : loi de programmation : sécurité (p. 97)

Discussion des articles [23 janvier 2003] (p. 445, 483)

Article 29 (délivrance d'une autorisation de séjour à l'étranger qui témoigne ou dépose plainte contre un proxénète)

Son amendement n° 462 rectifié (p. 458)

Son amendement n° 461 (p. 459)

Après l'article 45

Son amendement n° 5 rectifié (délit d'outrage au drapeau tricolore et à l'hymne national) (p. 510) : adopté (p. 511)

Proposition de loi n° 586 tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des enfants

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 février 2003] (p. 1267)

Son intervention (p. 1276)

Thèmes :

Assemblée nationale : délégation aux droits des enfants : rôle et missions (p. 1277)
 Enfants : convention internationale des droits de l'enfant : législation (p. 1276)
 Enfants : défenseur des enfants (p. 1276)
 Enfants : mauvais traitements : protection de la famille et de l'enfance (p. 1276)

Explications de vote et vote

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 1277)

Projet de loi n° 638 renforçant la lutte contre la violence routière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 mars 2003] (p. 2184)

Son intervention (p. 2202)

Thèmes :

Sécurité routière : accidents : statistiques (p. 2202)
 Sécurité routière : véhicules à deux roues : immatriculation (p. 2203)

Discussion des articles [20 mars 2003] (p. 2286)*Après l'article 12*

Son amendement n° 95 (régulateur de vitesse obligatoire pour les véhicules neufs) (p. 2296) : rejeté (p. 2297)

Déclaration du Gouvernement n° 880 sur les infrastructures 2003-2020 et débat sur cette déclaration

[20 mai 2003] (p. 3826)

Son intervention (p. 3870)

Thèmes :

Transports : transport combiné (p. 3870 et s.)
 Transports aériens : aéroports (p. 3870 et s.)
 Transports ferroviaires : TGV (p. 3871)
 Transports routiers (p. 3871)
 Union européenne : fonds structurels : infrastructures (p. 3871)

Projet de loi n° 784 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 mai 2003] (p. 3957)

Son intervention (p. 3958)

Thèmes :

Droit pénal : alternatives aux poursuites (p. 3959)
 Droit pénal : délinquance et criminalité : réseaux (p. 3958)
 Droit pénal : garde à vue (p. 3958)
 Droit pénal : procédure accusatoire (p. 3960)
 Droit pénal : repentir (p. 3958)
 Justice : juge d'instruction (p. 3959)

Discussion des articles [22 mai 2003] (p. 4009, 4049, 4125) ; [23 mai 2003] (p. 4186)

Article 1er (de la procédure applicable à la délinquance et à la criminalité organisées)

Article 706-73 du code de procédure pénale (détermination des infractions relevant de la criminalité organisée)

Son intervention (p. 4014)

Article 706-80 du code de procédure pénale (de la surveillance)

Son intervention (p. 4018)

Article 3 (dispositions relatives au repentir)

Son intervention (p. 4060 et s.)

Article 4 (entrave au fonctionnement de la justice - divulgation d'informations)

Son amendement n° 344 (p. 4069)

Son amendement n° 343 (p. 4070)

Article 26 (dispositions relatives au dépôt de plainte, à la durée de l'enquête de flagrance et à la procédure de recherche des causes de la mort)

Son intervention (p. 4129)

Après l'article 29

Son amendement n° 576 corrigé (clarification et uniformisation du régime de l'intervention de l'avocat au cours de la garde à vue) (p. 4137) : retiré (p. 4138)

Avant l'article 32

Intervient sur l'amendement n° 507 de M. Gérard Vignoble (prise en compte de l'intérêt de la victime en cas de demande d'audition de celle-ci en présence de l'avocat du mis en examen) (p. 4143)

Intervient sur l'amendement n° 681 de M. Gérard Vignoble (amélioration de l'information de la victime) (p. 4144)

Après l'article 41

Intervient sur l'amendement n° 508 de M. Gérard Vignoble (réponse unique possible à des demandes multiples de mise en liberté de la même personne) (p. 4156)

Après l'article 55

Intervient sur l'amendement n° 509 de M. Gérard Vignoble (délocalisation possible dès le stade de l'enquête de la procédure contre une personne dépositaire de l'autorité publique ou chargée d'une mission de service public) (p. 4167)

Article 61 (comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité)

Son amendement n° 510 (p. 4177)

Son amendement n° 342 (p. 4179)

Son amendement n° 341 (p. 4180)

Article 68 (prise en considération des intérêts de la victime à la libération du condamné)

Son intervention (p. 4192)

Après l'article 71

Intervient sur l'amendement n° 252 de la commission (placement des mineurs en centres éducatifs fermés) (p. 4210)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 4218)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 4219)

Projet de loi n° 861 organisant une consultation des électeurs de Corse sur la modification de l'organisation institutionnelle de la Corse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 mai 2003] (p. 4265, 4288)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Émile Zuccarelli (p. 4281)

Son intervention (p. 4289)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 4290)
 Constitution : révision (p. 4289)
 Départements : conseillers généraux (p. 4291)
 Elections et référendums : modes de scrutin (p. 4290)
 Politique générale : institutions : réforme (p. 4282, 4290)

Discussion des articles [27 mai 2003] (p. 4312)

Article 1er et annexe (consultation des électeurs de Corse sur l'annexe au projet de loi)

Son intervention (p. 4316)
 Son amendement n° 41 (p. 4317)
 Son amendement n° 47 (p. 4319)

Projet de loi n° 950 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juillet 2003] (p. 7449)

Après l'article 26

Intervient sur l'amendement n° 118 rectifié de la commission (maintien des petits propriétaires dans les zones franches urbaines) (p. 7470)
 Son amendement n° 262 (maintien des petits propriétaires dans les zones franches urbaines) : adopté (p. 7470)

Article 27 (création d'une procédure de rétablissement personnel)

Son amendement n° 284 corrigé (p. 7497)

André SAMITIER

*Yvelines (8^{ème} circonscription)
 Apparenté au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle
 puis Apparenté au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12450)

S'apparente au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 25 juillet 2002] (p. 12772), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 26 juillet 2002] (p. 12834)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Sécurité routière. accidents. bilan et perspectives [13 mai 2003] (p. 3592)

DÉBATS

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 janvier 2003] (p. 483)

Après l'article 39

Intervient sur l'amendement n° 521 du Gouvernement (aggravation des sanctions pour les personnes se livrant au hooliganisme dans une enceinte sportive ou ses abords) (p. 495)

Pierre-Jean SAMOT

*Martinique (3^{ème} circonscription)
 Non-inscrit*

Élu le 16 juin 2002

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11065)

Démission d'office en conséquence d'une décision du Conseil constitutionnel (voir indications préliminaires) [J.O. du 1^{er} mars 2003] (p. 3705)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11116), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Jean-Claude SANDRIER

*Cher (2^{ème} circonscription)
 Député-e-s Communistes et Républicains*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe des Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11065)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre suppléant du Conseil supérieur de la réserve militaire [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14787)

Membre de la commission d'enquête sur la gestion des entreprises publiques afin d'améliorer le système de prise de décision [J.O. du 5 février 2003] (p. 2218)

Secrétaire de la commission d'enquête sur la gestion des entreprises publiques afin d'améliorer le système de prise de décision [J.O. du 13 février 2003] (p. 2679)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Personnes âgées. allocation personnalisée d'autonomie. financement [23 octobre 2002] (p. 3839)

Emploi. politique de l'emploi. perspectives [28 janvier 2003] (p. 551)

Emploi. politique de l'emploi. perspectives [12 mars 2003] (p. 1943)

Défense. GIAT-Industries. plan social [1^{er} avril 2003] (p. 2680)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 84, posée le 13 janvier 2003. Enseignement technique et professionnel. fonctionnement (J.O. questions p. 128). Appelée le 14 janvier 2003. classes préparatoires aux grandes écoles, suppression, lycée Henri Brisson de Vierzon (p. 11)

n° 199, posée le 17 mars 2003. Industrie. emploi et activité (J.O. questions p. 1893). Appelée le 18 mars 2003. bassins d'emploi, Romorantin-Salbris (p. 2090)

DÉBATS

Proposition de résolution n° 502 tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion des entreprises publiques afin d'améliorer le système de prise de décision**Avant la discussion de l'article unique [29 janvier 2003] (p. 641)**

Son intervention (p. 645)

Thèmes :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 646)

Entreprises : aides publiques : licenciements (p. 645)

Etat (p. 646)

Parlement : contrôle (p. 645)

Secteur public : entreprises publiques : gestion (p. 646)

Secteur public : entreprises publiques : privatisations (p. 645, 646)

Secteur public : entreprises publiques : rôle (p. 646)

Télécommunications : France Télécom (p. 646)

Projet de loi de finances rectificative n° 29 pour 2002

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 juillet 2002] (p. 2225)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 29 de M. Michel Vaxès (réduction à un tiers du taux de l'impôt fiscal pour les personnes physiques) (p. 2226)

Intervient sur l'amendement n° 30 de M. Michel Vaxès (réduction à 5 % du taux de l'impôt fiscal pour les personnes morales non résidentes) (p. 2226)

Article 1er (réduction de 5 % de l'impôt sur le revenu acquitté en 2002)

Son intervention (p. 2228)

Intervient sur l'amendement n° 31 de M. Michel Vaxès (de suppression) (p. 2230)

Intervient sur l'amendement n° 32 de M. Michel Vaxès (réduction d'un point du taux normal de la TVA substituée à la réduction de l'impôt sur le revenu) (p. 2234)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 33 de M. Michel Vaxès (application du taux réduit de la TVA à la restauration) (p. 2246, 2247)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 35 de M. Michel Vaxès (institution d'une taxe additionnelle à la taxe professionnelle assise sur les actifs financiers et affectée au fonds national de péréquation de la taxe professionnelle) (p. 2269)

Projet de loi n° 2 portant règlement définitif du budget de 2001

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er octobre 2002] (p. 2757)

Son intervention (p. 2769)

Thèmes :

Marchés financiers (p. 2769)
Parlement : rôle : finances publiques (p. 2769)
Partis et mouvements politiques : Parti communiste : finances publiques (p. 2769)
Politique économique : croissance : conjoncture (p. 2769)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 octobre 2002] (p. 3342)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3355)
Son intervention (p. 3358)

Thèmes :

Finances publiques : déficits publics et sociaux : pacte de stabilité (p. 3359)
Finances publiques : dépenses (p. 3359)
Finances publiques : procédure budgétaire : transparence (p. 3358)
Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 3359)
Impôts et taxes : justice sociale (p. 3358)
Marchés financiers (p. 3355, 3358)
Partis et mouvements politiques : Parti communiste : prélèvements obligatoires (p. 3360)
Pays étrangers : Royaume-Uni : chômage (p. 3355)
Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) : financement (p. 3358)
Politique économique : conjoncture : croissance (p. 3358)
Politique économique : pouvoir d'achat : consommation (p. 3359)
Secteur public : privatisations (p. 3358)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER**Discussion des articles [16 octobre 2002] (p. 3447) ; [17 octobre 2002] (p. 3479, 3509, 3550) ; [18 octobre 2002] (p. 3593, 3634, 3680)***Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)*

Son intervention (p. 3449)
Intervient sur l'amendement n° 95 de M. Michel Vaxès (taux des deux dernières tranches portés à respectivement 48 % et 54 %) (p. 3452)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 98 de la commission (exonération des plus-values sur valeurs mobilières – plafond des cessions réduit de 7 560 € à 5 000 €) (p. 3480)
Intervient sur l'amendement n° 99 de M. Michel Vaxès (réductions d'impôt bénéficiant à un contribuable - plafonnement à 4 500 €) (p. 3488)
Intervient sur l'amendement n° 97 de M. Michel Vaxès (déménagement – institution d'un crédit d'impôt) (p. 3490)

Article 33 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Son intervention (p. 3522)

Article 4 (relèvement du plafond des dépenses éligibles à la réduction d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Jean-Pierre Brard (de suppression) (p. 3541)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 71 de M. Michel Vaxès (ensemble des produits destinés à l'alimentation – taux réduit de la TVA) (p. 3570)
Intervient sur l'amendement n° 68 de M. Michel Vaxès (repas à consommer sur place – taux réduit de la TVA) (p. 3576)
Intervient sur l'amendement n° 72 de M. Michel Vaxès (abonnements aux réseaux publics alimentés par la géothermie ou la cogénération – taux réduit de la TVA) (p. 3593)
Intervient sur l'amendement n° 272 de M. Denis Merville (abonnements aux réseaux de chaleur – taux réduit de la TVA) (p. 3593)
Intervient sur l'amendement n° 82 de M. Michel Vaxès (Union européenne – suppression du prélèvement sur le fonds de compensation de la TVA) (p. 3599)

Article 14 (assouplissement de la règle de lien entre les taux des taxes directes locales)

Son intervention (p. 3618)
Intervient sur l'amendement n° 199 de M. Michel Vaxès (augmentation du taux de la taxe professionnelle dans la limite de trois fois l'augmentation de celui de la taxe d'habitation ou de celui du taux moyen pondéré des trois autres taxes) (p. 3627)

Après l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 78 corrigé de M. Michel Vaxès (révision des valeurs locatives – suppression du prélèvement de 0,4 % sur le produit de la fiscalité locale) (p. 3637)

Après l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 171 de M. Michel Vaxès (avoir fiscal – taux ramené à 33,33 %) (p. 3654)
Intervient sur l'amendement n° 107 de M. Michel Vaxès (associations bénéficiant d'un agrément ministériel – non application du taux majoré de la taxe sur les salaires) (p. 3656)
Intervient sur l'amendement n° 108 de M. Michel Vaxès (associations bénéficiant d'un agrément ministériel – non application du taux majoré de la taxe sur les salaires) (p. 3656)
Intervient sur l'amendement n° 106 de M. Michel Vaxès (associations – taxe sur les salaires – abattement porté de 5 185 € à 10 000 €) (p. 3657)
Intervient sur l'amendement n° 13 de M. Jean-Pierre Brard (paradis fiscaux – non déductibilité des charges versées aux entreprises y étant domiciliées) (p. 3663)
Intervient sur l'amendement n° 102 de M. Michel Vaxès (biens professionnels – assujettissement à l'ISF en fonction de l'évolution de la part des salaires dans la valeur ajoutée de l'entreprise) (p. 3665)

Article 19 (report en 2003 du versement de l'UNEDIC)

Son intervention (p. 3675)

Article 21 (mesures de financement du budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA))

Intervient sur l'amendement n° 84 de M. Michel Vaxès (suppression des 31 millions d'euros de prélèvements sur la mutualité sociale agricole) (p. 3681)

Article 26 (modification de la nomenclature des recettes du compte d'affectation spéciale n° 902-24 "Compte d'affectation des produits de cessions de titres, parts et droits de sociétés")

Intervient sur l'amendement n° 85 de M. Michel Vaxès (de suppression) (p. 3695)

Article 29 (reconduction en 2003 du contrat de croissance et de solidarité)

Intervient sur l'amendement n° 87 de M. Michel Vaxès (prise en compte de 50 % du taux de croissance du PIB) (p. 3696)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE ET SGDN

Examen des fascicules [24 octobre 2002] (p. 3907)

Son intervention (p. 3926)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : crédits (p. 3926)
Défense : direction des chantiers navals (p. 3927)
Défense : GIAT-Industries (p. 3927)
Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 3927)
Politiques communautaires : politique de la défense : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 3927)

Projet de loi n° 187 relatif à la programmation militaire pour les années 2003 à 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 novembre 2002] (p. 5933)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 5951)
Son intervention (p. 5954)

Thèmes :

Défense : armements et équipements : coopération économique (p. 5956 et s.)
Défense : armes nucléaires stratégiques (p. 5955)
Défense : direction des chantiers navals (p. 5956)
Défense : GIAT-Industries (p. 5951, 5956)
Défense : loi de programmation militaire (p. 5954)
Défense : professionnalisation (p. 5954)
Ordre public : terrorisme (p. 5951)
Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 5955)
Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 5956)
Pays étrangers : Etats-Unis : armements et équipements (p. 5956)
Politique économique : mondialisation (p. 5955)
Politique extérieure : relations Nord-Sud (p. 5951, 5955)

Discussion des articles [28 novembre 2002] (p. 5990)*Après l'article 3*

Son amendement n° 14 (création d'un service civil et militaire sur la base du volontariat) (p. 6016) : rejeté (p. 6017)

Article 7 (suivi des orientations et de la mise en œuvre de la politique de défense)

Son intervention (p. 6018)

Son amendement n° 15 (p. 6018)

Après l'article 7

Son amendement n° 16 corrigé (relance par la France de l'ensemble des conférences sur la paix et le désarmement et, en particulier, pour les armes nucléaires et de destruction massive) (p. 6019) : rejeté (p. 6020)

Explications de vote et vote [4 décembre 2002] (p. 6152)

Ses explications de vote (p. 6155)

Débat sur la maîtrise des finances publiques

[8 avril 2003] (p. 2903)

Son intervention (p. 2918)

Thèmes :

Entreprises : aides publiques : contrôle (p. 2919)
 Finances publiques : dépenses : chômage (p. 2918 et s.)
 Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 2919)
 Marchés financiers (p. 2919)
 Partis et mouvements politiques : droite : dépenses (p. 2918 et s.)
 Pays étrangers : Royaume-Uni : services publics (p. 2918)
 Politique sociale (p. 2919)
 Travail : licenciements (p. 2919 et s.)
 Travail : rémunération : minima sociaux (p. 2919)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Avant l'article 1er [séances des 12, 13, 14 juin 2003] (principes)

Son intervention (p. 5151 et s.)

Article 3 [séances du 17 juin 2003] (équité)

Son intervention (p. 5473 et s.)

Article 17 [séance du 24 juin 2003] (majoration de pension de 3 % par année de cotisation au-delà de la durée légale de cotisation)

Son intervention (p. 5950)

Article 18 [séance du 24 juin 2003] (majoration de la retraite minimum au titre des périodes cotisées)

Son intervention (p. 5955)

Article 21 [séance du 25 juin 2003] (amélioration du régime de la retraite progressive)

Son intervention (p. 6007)

Article 22 [séances du 25 juin 2003] (amélioration de la pension de réversion et suppression de l'assurance veuvage)

Son intervention (p. 6025)

Article 23 [séance du 25 juin 2003] (cotisations assises sur les périodes d'emploi à temps partiel)

Son intervention (p. 6029)

Avant l'article 24 [séance du 25 juin 2003] (suppression du Titre III)

Son intervention (p. 6035)

Article 53 [séances des 30 juin et 1er juillet 2003] (évolution professionnelle des membres des corps enseignants)

Son intervention (p. 6462 et s.)

Article 54 [séance du 1er juillet 2003] (majoration de la durée d'assurance des fonctionnaires hospitaliers en catégorie active)

Son intervention (p. 6468)

Article 55 [séance du 1er juillet 2003] (entrée en vigueur des dispositions du titre III)

Son intervention (p. 6474)

Article 56 [séance du 1er juillet 2003] (règles de fonctionnement des régimes complémentaires obligatoires des professions artisanales, industrielles et commerciales)

Son intervention (p. 6481)

Article 57 [séance du 1er juillet 2003] (compétence des organisations autonomes pour donner des avis s'agissant des régimes complémentaires obligatoires des professions artisanales, industrielles et commerciales)

Son intervention (p. 6486)

Article 58 [séance du 1er juillet 2003] (modalités d'entrée en vigueur du nouveau régime complémentaire obligatoire des professions industrielles et commerciales)

Son intervention (p. 6490 et s.)

Article 63 [séance du 1er juillet 2003] (cotisations au régime de base des professions libérales)

Son intervention (p. 6503 et s.)

Déclaration du Gouvernement n° 989 d'orientation budgétaire présentée par M. Alain Lambert, ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire et débat sur cette déclaration

[26 juin 2003] (p. 6055)

Son intervention (p. 6073)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi : allègement des charges sociales (p. 6074 et s.)
 Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 6074)
 Impôts et taxes : justice sociale (p. 6074)
 Marchés financiers (p. 6074 et s.)
 Partis et mouvements politiques : Parti communiste : réforme fiscale (p. 6075)
 Politique économique : capitalisme : libéralisme (p. 6074 et s.)
 Politique économique : croissance : conjoncture (p. 6073 et s.)
 Politiques communautaires : pacte de stabilité : euro (p. 6075)
 Secteur public : services publics : qualité (p. 6074)

André SANTINI

*Hauts-de-Seine (10^{ème} circonscription)
 Union pour la Démocratie Française*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 978 modifiant la loi n° 93-915 du 19 juillet 1993 pour étendre le bénéfice de la qualité de pupille de la Nation aux enfants des élus tués ou décédés des suites d'un acte d'agression survenu lors de l'exercice de leur mandat [25 juin 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 528 pour la confiance dans l'économie numérique

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 février 2003] (p. 1442)

Article 2 (obligations et responsabilités des prestataires intermédiaires)

Son amendement n° 22 (p. 1443)

Article 12 (régime de la prospection directe)

Son amendement n° 27 (p. 1464)

Projet de loi n° 606 relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 mars 2003] (p. 1763)

Après l'article 30 bis

Son amendement n° 4 (information des futurs acquéreurs d'un bien immobilier) (p. 1833) : rejeté (p. 1834)

Proposition de loi n° 609 visant à restreindre la consommation de tabac chez les jeunes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 juillet 2003] (p. 7257)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 19 corrigé (interdiction de la vente ou de l'offre de paquets de moins de vingt cigarettes) (p. 7262) : devenu sans objet (p. 7264)

Son amendement n° 18 corrigé (écoulement des anciens stocks limité à un an) (p. 7264) : adopté après modification (p. 7265)

Nicolas SARKOZY

*Hauts-de-Seine (6^{ème} circonscription)
 Union pour la Majorité Présidentielle
 Ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales*

Élu le 9 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

Est nommé Ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales. Décret du 17 juin 2002 [J.O. du 18 juin 2002] (p. 10720)

Cessation de son mandat de député le 18 juillet 2002 (voir indications préliminaires)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

DÉPÔTS

Projet de loi n° 36 d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure [10 juillet 2002]

Projet de loi n° 574 relatif à l'élection des conseillers régionaux et des représentants au Parlement européen ainsi qu'à l'aide publique aux partis politiques [29 janvier 2003]

Projet de loi n° 823 relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France [30 avril 2003]

Projet de loi organique n° 855 relatif à l'expérimentation par les collectivités territoriales [14 mai 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Damien Alary. Sécurité publique. inondations. aides de l'Etat, Sud-Est [1^{er} octobre 2002] (p. 2749)

M. Christian Estrosi. Sécurité publique. sécurité des biens et des personnes. délinquance, lutte et prévention [1^{er} octobre 2002] (p. 2751)

Mme Geneviève Colot. Sécurité publique. sapeurs-pompiers volontaires. statut [2 octobre 2002] (p. 2838)

M. François Liberti. Sécurité publique. inondations. 8, 9 et 10 septembre 2002, aides financières [8 octobre 2002] (p. 3039)

M. Christian Philip. Etrangers. droit d'asile. politiques communautaires [8 octobre 2002] (p. 3045)

M. Yvan Lachaud. Sécurité publique. inondations. aides de l'Etat, Sud-Est [9 octobre 2002] (p. 3117)

M. Jean-Claude Guibal. Etrangers. immigration clandestine. lutte et prévention [9 octobre 2002] (p. 3121)

M. Michel Terrot. Services. transport de fonds. sécurité [15 octobre 2002] (p. 3304)

M. Jacques Myard. Cultes. culte musulman. instances représentatives [16 octobre 2002] (p. 3410)

M. Marcel Dehoux. Sécurité publique. police et gendarmerie. reconstruction [16 octobre 2002] (p. 3412)

M. André Schneider. Sécurité publique. sécurité des biens et des personnes. Strasbourg, lutte et prévention [22 octobre 2002] (p. 3729)

M. Alain Suguenot. Police. police judiciaire. groupes d'intervention régionaux, bilan [22 octobre 2002] (p. 3736)

M. Alfred Trassy-Paillogues. Sécurité publique. sécurité des biens et des personnes. zones rurales [23 octobre 2002] (p. 3843)

M. Georges Siffredi. Ordre public. terrorisme. lutte et prévention [29 octobre 2002] (p. 4255)

M. Étienne Mourut. Etrangers. immigration clandestine. lutte et prévention [30 octobre 2002] (p. 4337)

M. André Flajolet. Risques professionnels. immigration clandestine. lutte et prévention [5 novembre 2002] (p. 4460)

M. Christian Vanneste. Politique extérieure. Belgique. coopération policière et judiciaire, application [5 novembre 2002] (p. 4465)

M. Stéphane Demilly. Sécurité publique. police et gendarmerie. reconstruction, conséquences [6 novembre 2002] (p. 4585)

M. Thierry Lazaro. Etrangers. réfugiés. centre d'accueil de Sangatte, fermeture [12 novembre 2002] (p. 4901)

M. Gilles Cocquempot. Etrangers. réfugiés. centre d'accueil de Sangatte, fermeture [12 novembre 2002] (p. 4905)

M. Jean-Claude Mathis. Sécurité publique. sécurité des biens et des personnes. police, gendarmerie, effectifs de personnel [19 novembre 2002] (p. 5286)

M. Jacques Kossowski. Ordre public. terrorisme. lutte et prévention [27 novembre 2002] (p. 5814)

M. Denis Merville. Sécurité publique. sapeurs-pompiers volontaires. statut, perspectives [3 décembre 2002] (p. 6058)

M. Christian Decocq. Etrangers. réfugiés. centre d'accueil de Sangatte, fermeture [3 décembre 2002] (p. 6059)

M. Éric Besson. Sécurité routière. accidents. signalisation, renforcement [3 décembre 2002] (p. 6059)

M. Émile Zuccarelli. Ordre public. attentats. Corse, perspectives [3 décembre 2002] (p. 6066)

M. François Grosdidier. Sécurité publique. sécurité des biens et des personnes. délinquance, statistiques, méthodologie [10 décembre 2002] (p. 6361)

M. Pierre Albertini. Elections et référendums. modes de scrutin. réforme, calendrier [11 décembre 2002] (p. 6504)

M. Jean-Claude Decagny. Ordre public. terrorisme. lutte et prévention [17 décembre 2002] (p. 6820)

M. Daniel Prévost. Ordre public. maintien. rave parties, réglementation [17 décembre 2002] (p. 6824)

M. Bruno Le Roux. Elections et référendums. carte électorale et modes de scrutin. réforme, perspectives [18 décembre 2002] (p. 6903)

M. Christian Vanneste. Cultes. culte musulman. instances représentatives [18 décembre 2002] (p. 6904)

M. Ghislain Bray. Sécurité publique. sécurité des biens et des personnes. délinquance et prévention [14 janvier 2003] (p. 38)

M. Pierre-Christophe Baguet. Sécurité publique. sécurité des biens et des personnes. manifestations sportives, Parc des Princes, Paris [21 janvier 2003] (p. 310)

M. Michel Hunault. Sécurité publique. sapeurs-pompiers volontaires. statut, perspectives [28 janvier 2003] (p. 555)

M. Gérard Léonard. Collectivités territoriales. Corse. assassinat du préfet, enquête, résultats [5 février 2003] (p. 873)

M. Guy Drut. Enseignement. établissements. violence, lutte et prévention [5 février 2003] (p. 876)

M. Jacques Godfrain. Etrangers. aides au retour. Maliens, perspectives [11 février 2003] (p. 1142)

M. Jean-François Mancel. Police. police judiciaire. groupements d'intervention régionaux, mise en place, bilan [11 février 2003] (p. 1144)

M. Jean-Marc Ayrault. Elections et référendums. modes de scrutin. réforme [12 février 2003] (p. 1199)

M. Jean Leonetti. Cultes. culte musulman. conseil, mise en place [25 février 2003] (p. 1351)

M. Christian Estrosi. Etrangers. immigration clandestine. lutte et prévention [4 mars 2003] (p. 1528)

Mme Irène Tharin. Drogue. trafic. lutte et prévention [5 mars 2003] (p. 1604)

Mme Chantal Brunel. Droit pénal. agressions sexuelles. pédophilie, lutte et prévention [11 mars 2003] (p. 1878)

M. Jean-Marc Lefranc. Etrangers. zones d'attente. accès, associations humanitaires [11 mars 2003] (p. 1880)

M. Gilles Artigues. Police. commissariats. garde à vue, réglementation [12 mars 2003] (p. 1942)

M. François Calvet. Sécurité publique. sécurité des biens et des personnes. loi sur la sécurité intérieure, perspectives [18 mars 2003] (p. 2128)

M. Tony Dreyfus. Etrangers. réfugiés. Kurdes, conditions d'accueil [19 mars 2003] (p. 2181)

M. Alfred Trassy-Paillogues. Ordre public. terrorisme. lutte et prévention [25 mars 2003] (p. 2369)

M. Georges Ginesta. Etrangers. sans-papiers. reconduite aux pays d'origine [26 mars 2003] (p. 2443)

M. Georges Fenech. Collectivités territoriales. Corse. sécurité publique, maintien [1^{er} avril 2003] (p. 2691)

M. Jean Bardet. Sécurité publique. sécurité des biens et des personnes. transports urbains [2 avril 2003] (p. 2747)

M. René Dosière. Elections et référendums. élections régionales. mode de scrutin, réforme [8 avril 2003] (p. 2939)

M. Claude Goasguen. Ordre public. maintien. prostitution étrangère, lutte et prévention [29 avril 2003] (p. 3214)

M. Charles de Courson. Ordre public. maintien. rave parties, réglementation [30 avril 2003] (p. 3302)

M. Gérard Hamel. Etrangers. immigration. projet de loi, perspectives [30 avril 2003] (p. 3305)

M. Philippe Armand Martin (Marne). Ordre public. maintien. rave parties, réglementation [7 mai 2003] (p. 3510)

Mme Bérengère Poletti. Sécurité publique. sécurité des biens et des personnes. délinquance, lutte et prévention [7 mai 2003] (p. 3516)

M. Robert Pandraud. Etrangers. immigration clandestine. lutte et prévention [20 mai 2003] (p. 3821)

M. Jean-Sébastien Vialatte. Ordre public. terrorisme. lutte et prévention [20 mai 2003] (p. 3825)

M. Alain Joyandet. Politique extérieure. Maroc. relations bilatérales, lutte contre le terrorisme [27 mai 2003] (p. 4259)

M. Robert Lecou. Etat. décentralisation. conséquences [3 juin 2003] (p. 4399)

M. Frédéric Soulier. Ordre public. terrorisme. lutte et prévention [11 juin 2003] (p. 4995)

M. Nicolas Perruchot. Cultes. culte musulman. instances représentatives [17 juin 2003] (p. 5441)

M. Philippe Houillon. Droit pénal. commissions rogatoires. arrestations, moudjahidines du peuple iranien [17 juin 2003] (p. 5443)

M. Jean-Marc Roubaud. Police. police judiciaire. groupements d'intervention régionaux, activités, bilan et perspectives [17 juin 2003] (p. 5445)

M. Jacques-Alain Bénisti. Jeunes. délinquance. lutte et prévention [25 juin 2003] (p. 5974)

M. Francis Hillmeyer. Sécurité publique. sécurité des biens et des personnes. Mulhouse [25 juin 2003] (p. 5976)

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

M. Bruno Le Roux : répond que, chaque fois que les policiers seront mis en cause de façon abusive, il les défendra [14 janvier 2003] (p. 73)

M. Bruno Le Roux : précise qu'il ne menaçait pas M. Jean-Pierre Blazy, mais au contraire, lui proposait un service : aller dans son département constater le manque d'effectifs de police. Quant au "cadeau" promis à M. Jean-Marie Le Guen, l'intéressé serait capable de se défendre [15 janvier 2003] (p. 174)

M. Hervé Morin : propose deux ouvertures, l'une sur la section régionale, l'autre sur la fusion et les garanties à apporter pour être présent au second tour, mais il ne changera pas la règle des 10 % des inscrits [11 février 2003] (p. 1175)

M. Hervé Morin : décrit les faiblesses de la loi de 1999 et fait remarquer que le risque n'est pas celui du parti unique mais du bipartisme [11 février 2003] (p. 1178)

M. Jacques Brunhes : répond qu'on ne peut fixer un seuil par rapport à la représentativité décroissante du parti communiste français [11 février 2003] (p. 1178)

M. Philippe de Villiers : précise que le texte débattu à l'Assemblée est bien celui délibéré en conseil des ministres. Les arbitrages ayant été rendus, ce texte est celui du gouvernement et il le défend [11 février 2003] (p. 1182)

M. François Loncle : refuse de commenter les décisions de justice qui ont conduit à la remise en liberté sous contrôle judiciaire des personnes arrêtées à Auvers-sur-Oise [3 juillet 2003] (p. 6784)

M. Patrick Braouezec : déclare que la situation des centres de rétention administrative s'est beaucoup améliorée depuis le rapport cité et qu'il combattrait les atteintes à l'image de notre pays et de ses fonctionnaires [3 juillet 2003] (p. 6786)

DÉBATS

Projet de loi n° 36 d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2002] (p. 1961, 2009) ; [17 juillet 2002] (p. 2050)

Son intervention (p. 1961)

Intervient sur :

- l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Noël Mamère (p. 1987)
 - la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1994)
 - la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 2039)
- Sa réponse (p. 2050)

Thèmes :

Aménagement du territoire : politique de la ville (p. 1964)
 Aménagement du territoire : quartiers défavorisés (p. 2053)
 Armes : vente ; contrôle (p. 1966)
 Assemblée nationale : exception d'irrecevabilité (p. 1987)
 Automobiles et cycles : immatriculation (p. 2055)
 Communes : maires : sécurité (p. 1965, 2051, 2053)
 Cultes : islam : représentation (p. 1964)
 Droit pénal : délinquance et criminalité (p. 1961, 1963)
 Droit pénal : délinquance et criminalité : prévention (p. 2054)
 Droit pénal : délinquance et criminalité : statistiques (p. 2052)
 Droit pénal : discrimination (p. 1964)
 Droit pénal : mineurs : délinquance et criminalité (p. 1967)
 Droit pénal : prostitution (p. 1963)
 Droit pénal : témoins : protection (p. 1967)
 Droits de l'homme et libertés publiques : fichiers informatisés (p. 1987)
 Enseignement : obligation scolaire : absentéisme (p. 1963)
 Etrangers : immigration clandestine (p. 1964)
 Gendarmerie (p. 2054)
 Gens du voyage (p. 1967)
 Ordre public : contrats locaux de sécurité (p. 2055)
 Ordre public : Groupements d'intervention régionaux (GIR) (p. 1965)
 Ordre public : maintien de l'ordre : évaluation (p. 1995)
 Ordre public : personnels (p. 1968)
 Ordre public : personnels : aménagement du territoire (p. 1965, 2051)
 Ordre public : personnels : déontologie (p. 1968)
 Ordre public : personnels : protection (p. 1962)
 Ordre public : personnels : rôle et missions (p. 1966)
 Ordre public : sécurité (p. 1961, 2055)
 Ordre public : sécurité : crédits (p. 1995)
 Ordre public : sécurité : écoles (p. 2056)
 Ordre public : sécurité : Gouvernement (p. 1962)
 Ordre public : sécurité : Gouvernement précédent (p. 2051)
 Ordre public : sécurité : moyens (p. 1967)
 Ordre public : sécurité : organisation (p. 1965)
 Ordre public : sécurité : partis et mouvements politiques (p. 2052)
 Ordre public : sécurité : politique sociale (p. 1995, 2055)
 Ordre public : sécurité : zones rurales (p. 2054)
 Partis et mouvements politiques : écologistes (p. 1988)
 Partis et mouvements politiques : opposition (p. 1994, 2050)
 Partis et mouvements politiques : Parti socialiste : sécurité (p. 2052)
 Police : adjoints de sécurité (p. 2053)
 Police : commissariats : construction (p. 1995, 2052)
 Police : police de proximité (p. 1965)

Police : policiers : réservistes (p. 1966)
 Politique générale : démocratie (p. 1994)
 Système pénitentiaire : détenus : transport (p. 2051)
 Télécommunications : téléphones mobiles : vol (p. 1966)

Discussion des articles [17 juillet 2002] (p. 2057, 2106)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 2074 à 2147)

Explications de vote et vote

Son intervention à l'issue du vote (p. 2150)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INTÉRIEUR, SÉCURITÉ INTÉRIEURE ET LIBERTÉS LOCALES

Examen du fascicule [23 octobre 2002] (p. 3847, 3875)

Son intervention (p. 3856)

Ses réponses (p. 3882 et 3890 à 3896)

Thèmes avant la procédure des questions :

Communes : maires : police (p. 3887)
 Droit pénal : délinquance et criminalité : statistiques (p. 3885)
 Droit pénal : délinquance et criminalité : victimes (p. 3860, 3886)
 Droit pénal : prostitution (p. 3859)
 Droits de l'homme et libertés publiques : fichiers informatisés (p. 3860, 3886)
 Gendarmerie : équipements (p. 3860)
 Gendarmerie : gendarmerie territoriale : réforme (p. 3857)
 Gendarmerie : gendarmes : réduction du temps de travail (p. 3857)
 Gens du voyage : stationnement (p. 3859)
 Lois : loi de programmation : sécurité publique (p. 3856)
 Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'intérieur : crédits (p. 3856, 3886)
 Ordre public : personnels : mobilité (p. 3857)
 Police : adjoints de sécurité (p. 3882)
 Police : écoles de formation (p. 3884)
 Police : effectifs (p. 3857)
 Police : équipements (p. 3860)
 Police : gardiens de la paix : réduction du temps de travail (p. 3857)
 Police : police de proximité : zones rurales (p. 3886)
 Police : police nationale : coopération transfrontalière (p. 3882)
 Police : policiers : accession à la propriété (p. 3884)
 Sécurité publique : sapeurs-pompiers (p. 3883)
 Sécurité publique : sécurité civile : syndicats (p. 3859)

Réponses aux questions :

Boissons et alcools : débits de boissons : fermeture (p. 3896)
 (Mme Françoise de Panafieu) (p. 3896)
 Communes : gardes-champêtres : Alsace-Moselle (p. 3894) (M. Michel Sordj) (p. 3894)
 Départements : sous-préfectures : Chateaubriant (p. 3893) (M. Michel Hunault) (p. 3892)
 Gens du voyage : stationnement (p. 3892) (M. Jean-Claude Mignon) (p. 3892)
 Police : commissariats : Sedan (p. 3896) (M. Jacques Pélissard) (p. 3895)
 Police : commissariats : Tournon (Ardèche) (p. 3895) (M. Gérard Weber) (p. 3895)
 Police : hôtels de police : Lons-le-Saunier (p. 3895) (M. Jacques Pélissard) (p. 3895)
 Police : hôtels de police : Thionville (p. 3893) (M. Jean-Marie Demange) (p. 3893)
 Police : police nationale : coopération transfrontalière (p. 3890) (M. Francis Vercamer) (p. 3890)
 Sécurité publique : sapeurs-pompiers volontaires : retraites (p. 3891) (M. Frédéric Dutoit) (p. 3891)
 Transports urbains : sécurité des usagers : police (p. 3893) (M. Christian Philip) (p. 3893)

Vote des crédits et articles rattachés [23 octobre 2002] (p. 3897)

Etat B, titre III

Intervient sur l'amendement n° 47 de la commission (nomenclature budgétaire) (p. 3897)

Après l'article 72

Intervient sur l'amendement n° 48 rectifié de la commission (aide financière aux seuls partis obtenant au moins 1 % des voix) (p. 3899)

Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (rapport au Parlement) (p. 3900)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 janvier 2003] (p. 42, 77) ; [15 janvier 2003] (p. 116, 151) ; [16 janvier 2003] (p. 197)

Son intervention (p. 42)

Intervient sur :

- l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 69)
- le rappel au règlement de M. Bruno Le Roux (cf supra [14 janvier 2003] (p. 72))
- la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 93)

Son intervention (p. 136)

Sa réponse (p. 165)

Intervient sur :

- le rappel au règlement de M. Bruno Le Roux (cf. supra [15 janvier 2003] (p. 173))
- la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 207)

Thèmes :

Administration : modernisation : statistiques (p. 166)

Armes : vente : réglementation (p. 48)

Assemblée nationale : amendements (p. 69)

Conseil constitutionnel : rôle (p. 69)

Cultes : congrégations et collectivités religieuses : intégration (p. 46)

Drogue : trafic : fiscalité (p. 171)

Droit pénal : atteinte à la libre circulation dans les parties communes d'immeubles (p. 50)

Droit pénal : délinquance et criminalité : prévention (p. 45, 94)

Droit pénal : délinquance et criminalité : sanctions (p. 45, 94)

Droit pénal : délinquance et criminalité : statistiques (p. 42)

Droit pénal : droits de la défense : policiers (p. 136)

Droit pénal : fichier national automatisé des empreintes génétiques (FNAEG) (p. 47, 169)

Droit pénal : menaces contre les personnes exerçant une mission de service public (p. 51)

Droit pénal : menaces contre les personnes exerçant une mission de service public : professions de santé (p. 172)

Droit pénal : mendicité agressive (p. 51)

Droit pénal : prostitution (p. 48, 72)

Droit pénal : prostitution : insertion professionnelle et sociale (p. 165, 171)

Droit pénal : prostitution : sida (p. 49)

Droit pénal : proxénétisme (p. 49)

Droit pénal : proxénétisme : coopération judiciaire (p. 173)

Droit pénal : répression (p. 43)

Droit pénal : trafic de stupéfiants (p. 170)

Droits de l'homme et libertés publiques : fichiers informatisés : consultation (p. 47, 169)

Elections et référendums : abstentionnisme (p. 93)

Etrangers : cartes de séjour : expulsion (p. 51)

Famille : autorité parentale : aides (p. 46)

Gendarmerie : casernes : modernisation (p. 172)

Gens du voyage : stationnement (p. 172)

Gens du voyage : stationnement : droit pénal (p. 49, 170)

Justice : victimes (p. 172)

Justice : victimes : accueil (p. 44)

Justice : victimes : protection (p. 43, 47)

Ministères et secrétariats d'Etat : moyens : psychiatres (p. 169)

Ordre public : Groupements d'intervention régionaux (GIR) (p. 72)

Ordre public : lutte contre l'insécurité : zones rurales (p. 172)

Ordre public : sécurité (p. 52, 171)

Outre-mer : Guyane : lutte contre l'insécurité (p. 172)

Partis et mouvements politiques : opposition (p. 167)

Police : banlieues (p. 171)

Police : crédits (p. 71)

Police : déontologie (p. 70)

Police : fouille des véhicules (p. 168)

Police : police de proximité : moyens (p. 72)

Police : police judiciaire (p. 72)

Police : police scientifique (p. 168)

Police : policiers : syndicats (p. 169)

Politique extérieure : lutte contre le terrorisme (p. 48)

Politique générale : Gouvernement précédent (p. 69)

Politique générale : politiques publiques : évaluation (p. 46)

Politique sociale : inégalités : délinquance et criminalité (p. 70)

Système pénitentiaire : centres pénitentiaires : réforme (p. 71)

Discussion des articles [16 janvier 2003] (p. 218, 268) ; [21 janvier 2003] (p. 319, 348) ; [22 janvier 2003] (p. 390) ; [23 janvier 2003] (p. 445, 483)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 54 de la commission (missions de l'Etat et rôle des collectivités territoriales en matière de sécurité intérieure) (p. 218)

Intervient sur le sous-amendement n° 410 de M. Noël Mamère (affirmation de la prévention) à l'amendement n° 54 de la commission (p. 219)

Intervient sur le sous-amendement n° 411 de M. Noël Mamère (substitue la tranquillité publique à la sécurité) à l'amendement n° 54 de la commission (p. 222)

Intervient sur le sous-amendement n° 451 de M. Noël Mamère (protection des personnes et des biens) à l'amendement n° 54 de la commission (p. 222)

Intervient sur le sous-amendement n° 413 de M. Noël Mamère (lutte pour la justice sociale) à l'amendement n° 54 de la commission (p. 222)

Intervient sur le sous-amendement n° 452 de M. Jean-Christophe Lagarde (information des maires sur la politique de sécurité locale) à l'amendement n° 54 de la commission (p. 223)

Intervient sur le sous-amendement n° 412 de M. Noël Mamère (rôle des associations de médiation et de lutte contre l'exclusion) à l'amendement n° 54 de la commission (p. 225)

Article 1er (pouvoirs des préfets en matière de sécurité intérieure)

Son intervention (p. 229 et s.)

Après l'article 1er (création de la réserve civile de la police nationale)

Intervient sur l'amendement n° 424 rectifié du Gouvernement (pouvoirs de réquisition des préfets) (p. 232)

Intervient sur l'amendement n° 228 de M. Bruno Le Roux (coordination des services de police judiciaire) (p. 237)

Intervient sur l'amendement n° 180 de M. André Gerin (création d'observatoires de la tranquillité publique dans les agglomérations) (p. 237)

Intervient sur l'amendement n° 224 de M. Jean-Christophe Lagarde (fermeture administrative par les maires des commerces troublant l'ordre public) (p. 238)

Intervient sur l'amendement n° 56 de la commission (de rédaction) (p. 238)

Intervient sur l'amendement n° 57 de la commission (réserve constituée de policiers dégaugés de leur lien avec le service) (p. 239)

Intervient sur l'amendement n° 58 de la commission (obligation de disponibilité de ces fonctionnaires dans la limite de cinq ans) (p. 239)

Intervient sur l'amendement n° 59 de la commission (conditions du volontariat) (p. 239)

Intervient sur l'amendement n° 422 du Gouvernement (conditions d'indemnisation des réservistes) (p. 239)

Article 2 (extension de la compétence territoriale des officiers de police judiciaire)

Son intervention (p. 240 et s.)

Article 3 (pouvoirs de police judiciaire des réservistes de la police et de la gendarmerie nationales)

Son intervention (p. 242 et s.)

Article 4 (critères permettant de procéder à des contrôles d'identité)

Son intervention (p. 243 et s.)

Article 5 (visite des véhicules pour la recherche de certaines infractions)

Son intervention (p. 247 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 233 de M. Bruno Le Roux (procédure particulière pour les visites de véhicules en lien avec le trafic de stupéfiants) (p. 249)

Article 6 (visite des véhicules pour la recherche de certaines infractions)

Son intervention (p. 250 et s.)

Article 7 (visite des véhicules pour la recherche de certaines infractions)

Son intervention (p. 252)

Article 7 bis (relèvement des peines encourues pour certaines infractions douanières)

Son intervention (p. 253)

Après l'article 7 bis

Intervient sur l'amendement n° 430 du Gouvernement (rédaction des procès-verbaux de saisie douanière également possible dans les locaux de police) (p. 253)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 238 de M. Arnaud Montebourg (dans le cadre de la lutte contre la délinquance, responsabilisation des membres de toutes les administrations) (p. 253)

Intervient sur l'amendement n° 67 de la commission (perquisitions dans les systèmes informatiques) (p. 255)

Intervient sur l'amendement n° 68 troisième rectification de la commission (mise à disposition des informations contenues dans les systèmes informatiques ou les traitements de données nominatives) (p. 256)

Intervient sur l'amendement n° 66 de la commission (suppression de la notification du droit au silence) (p. 256)

Intervient sur l'amendement n° 13 rectifié de M. Christian Vanneste (suppression de la notification du droit au silence) (p. 256)

Intervient sur l'amendement n° 14 rectifié de M. Charles Cova (suppression de la notification du droit au silence) (p. 256)

Intervient sur l'amendement n° 15 rectifié de M. Georges Fenech (suppression de la notification du droit au silence) (p. 256)

Intervient sur l'amendement n° 16 rectifié de Mme Nadine Morano (suppression de la notification du droit au silence) (p. 256)

Intervient sur l'amendement n° 195 de M. Lionnel Luca (suppression de la notification du droit au silence) (p. 256)

Intervient sur l'amendement n° 234 corrigé de M. Arnaud Montebourg (lutte contre le recel) (p. 257)

Intervient sur l'amendement n° 235 corrigé de M. Arnaud Montebourg (fouille des coffres bancaires) (p. 258)

Intervient sur l'amendement n° 69 rectifié de la commission (extension des opérations de livraison surveillée et d'infiltration) (p. 260)

Intervient sur l'amendement n° 65 de la commission (sécurité des réseaux d'opérateurs de télécommunications) (p. 261)

Avant l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 241 de M. Bruno Le Roux (conformité des fichiers de police et de justice avec la directive 95/46 CE) (p. 269)

Intervient sur l'amendement n° 242 de M. Bruno Le Roux (définition du destinataire d'un traitement de données) (p. 269)

Article 9 (traitements automatisés d'informations mis en œuvre par la police et la gendarmerie)

Son intervention (p. 270 et s.)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 75 de la commission (droit d'accès des personnes inscrites dans les fichiers de souveraineté) (p. 279)

Intervient sur le sous-amendement n° 415 du Gouvernement (le pouvoir réglementaire peut prévoir la communicabilité des informations dont la communication est sans problème) à l'amendement n° 75 de la commission (p. 279)

Article 11 (inscription de certaines peines et mesures au fichier des personnes recherchées)

Son intervention (p. 280 et s.)

Article 12 (transmission de données à caractère personnel à des organismes internationaux ou des services de police étrangers)

Son intervention (p. 282)

Article 13 (consultation des fichiers de police judiciaire à des fins administratives ou pour l'exercice de missions ou d'interventions de sécurité)

Son intervention (p. 283 et s.)

Article 14 (dispositifs de contrôle automatisé des données signalétiques de véhicules)

Son intervention (p. 286 et s.)

Après l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 188 de M. André Gerin (inscription immédiatement après le dépôt de plainte au fichier national des véhicules volés) (p. 288)

Avant l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 82 de la commission (dépistage du VIH chez les personnes poursuivies pour viol) (p. 289)

Article 15 (extension du fichier national automatisé des empreintes génétiques)

Son intervention (p. 294 et s.)

Article 16 (prélèvements externes sur les personnes concernées par la procédure)

Son intervention (p. 321 et s.)

Article 17 (prolongation de l'application de dispositions concernant le terrorisme de la loi relative à la sécurité quotidienne)

Son intervention (p. 325 et s.)

Article 17 bis (incrimination de la traite des êtres humains)

Son intervention (p. 329 et s.)

Après l'article 17 bis

Intervient sur l'amendement n° 278 corrigé de Mme Martine Lignières-Cassou (pénalisation du client de personnes prostituées) (p. 332)

Intervient sur le sous-amendement n° 484 de Mme Christine Boutin (substitution d'un traitement médical ou psychologique à la peine d'amende du client) à l'amendement n° 278 corrigé de Mme Martine Lignières-Cassou (p. 332)

Intervient sur l'amendement n° 276 de M. Bruno Le Roux (assimilation en matière de prostitution des personnes particulièrement vulnérables aux mineurs) (p. 341)

Intervient sur l'amendement n° 277 de M. Bruno Le Roux (exploitation organisée de la mendicité) (p. 342)

Intervient sur l'amendement n° 196 corrigé de M. Lionel Luca (intégration des délits de traite des êtres humains dans le texte de la loi pour la sécurité intérieure) (p. 343)

Article 17 sexies (présomption légale de vulnérabilité de la victime mineure ou étrangère des délits de conditions de travail ou d'hébergement contraires à la dignité humaine)

Son intervention (p. 343)

Après l'article 17 undecies

Intervient sur l'amendement n° 152 de M. André Gerin (protection des victimes de la prostitution) (p. 348)

Intervient sur l'amendement n° 414 du Gouvernement (hébergement sécurisé des victimes) (p. 349)

Intervient sur l'amendement n° 315 de Mme Ségolène Royal (jouissance exclusive du domicile du conjoint victime de violences conjugales) (p. 350)

Intervient sur l'amendement n° 480 rectifié de M. Pierre Morange (la mendicité avec un enfant de moins de six ans constitue une privation de soins) (p. 351)

Intervient sur l'amendement n° 281 de M. Arnaud Montebourg (pénalisation du manque de vigilance en cas de blanchiment) (p. 352)

Intervient sur l'amendement n° 280 de M. Arnaud Montebourg (après l'article 450-1 du code pénal : peines prévues pour les personnes qui sont en relation avec des criminels ou des délinquants et ne peuvent justifier de ressources correspondant à leur train de vie) (p. 352)

Intervient sur le sous-amendement n° 502 de M. Gérard Léonard (après l'article 421-2-2 du code pénal : peines prévues pour les personnes qui sont en relation avec des terroristes et ne peuvent justifier de ressources correspondant à leur train de vie) à l'amendement n° 280 de M. Arnaud Montebourg (p. 352)

Intervient sur l'amendement n° 504 du Gouvernement (après l'article 421-2-2 du code pénal : peines prévues pour les personnes qui sont en relation avec des terroristes et ne peuvent justifier de ressources correspondant à leur train de vie) (p. 352)

Intervient sur les amendements n°s 282, 283, 284 et 285 de M. Arnaud Montebourg (de rédaction) (p. 353)

Intervient sur l'amendement n° 162 deuxième rectification de M. André Gerin (aggravation des peines encourues par les employeurs) (p. 354)

Intervient sur l'amendement n° 48 de M. Pierre Lellouche (de coordination) (p. 354)

Intervient sur l'amendement n° 49 de M. Pierre Lellouche (imprescriptibilité de ces crimes) (p. 354)

Intervient sur l'amendement n° 316 de Mme Ségolène Royal (prescription des crimes commis contre les mineurs repoussée à dix ans après la révélation des faits) (p. 354)

Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Pierre Lellouche (aggravation des peines en cas d'homophobie pour les meurtres, tortures, actes de barbarie, violences ayant entraîné la mort, une incapacité permanente ou une incapacité de travail) (p. 357)

Intervient sur le sous-amendement n° 506 de M. Christian Estrosi (aggravation des peines en cas d'homophobie pour les viols et agressions sexuelles) à l'amendement n° 47 de M. Pierre Lellouche (p. 360)

Avant l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 89 de la commission (peines d'emprisonnement applicables aux délits) (p. 360)

Intervient sur l'amendement n° 90 de la commission (délit d'agression sonore) (p. 364)

Intervient sur l'amendement n° 161 de M. André Gerin (peines en cas d'incendie de véhicules à moteur) (p. 365)

Intervient sur l'amendement n° 456 de M. Jean-Marie Le Guen (suppression de l'article 3421-1 du code de la santé publique : peines d'emprisonnement pour toxicomanie) (p. 367)

Intervient sur l'amendement n° 457 de M. Jean-Marie Le Guen (suppression des peines d'emprisonnement pour toxicomanie) (p. 369)

Intervient sur l'amendement n° 156 de M. André Gerin (création d'une cellule nationale de veille à l'évolution de l'enfance) (p. 369)

Intervient sur l'amendement n° 157 de M. François Asensi (remplacement de la prison pour les mineurs par une mesure d'éloignement) (p. 369)

Intervient sur l'amendement n° 160 de M. André Gerin (errance des mineurs de moins de douze ans après 22 heures) (p. 370)

Intervient sur l'amendement n° 158 de M. André Gerin (aide au nettoyage des biens urbains dégradés par vandalisme) (p. 371)

Intervient sur l'amendement n° 163 de M. André Gerin (aggravation des peines pour les employeurs des ateliers clandestins) (p. 371)

Article 18 (incrimination du racolage et de la sollicitation de relations sexuelles de la part d'une personne prostituée vulnérable)

Son intervention (p. 375 et s.)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 149 troisième rectification de M. Patrick Beaudouin (pénalisation de la mise à disposition de véhicules pour la prostitution) (p. 377)

Intervient sur l'amendement n° 393 de M. Jean de Gaulle (pénalisation de la prostitution à proximité des établissements scolaires) (p. 377)

Intervient sur l'amendement n° 165 de M. André Gerin (pénalisation de la soumission d'autrui à des conditions de travail ou d'hébergement incompatibles avec la dignité humaine) (p. 377)

Intervient sur l'amendement n° 342 de M. Jean-Christophe Lagarde (institution d'un rapport annuel sur la prostitution) (p. 378)

Article 19 (installation sans titre sur un terrain)

Son intervention (p. 399 et s.)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 400 deuxième rectification de M. Éric Woerth (protection des sites inscrits ou classés) (p. 402)

Intervient sur l'amendement n° 396 rectifié de M. Daniel Garrigue (création des aires d'accueil au niveau des groupements de communes) (p. 402)

Intervient sur l'amendement n° 44 corrigé de M. Étienne Mourrut (allègement de la procédure d'expulsion) (p. 403)

- Intervient sur le sous-amendement n° 501 de Mme Christine Boutin (motivation et publication de la décision du juge en référé) à l'amendement n° 44 corrigé de M. Étienne Mourrut (p. 403)
- Intervient sur le sous-amendement n° 500 de Mme Christine Boutin (possibilité de se constituer partie civile au pénal pour les communes, même pour des terrains non communaux) à l'amendement n° 44 corrigé de M. Étienne Mourrut (p. 403)
- Article 19 bis (extension de l'ordonnance de référé à l'ensemble des personnes installées sans titre sur un terrain)*
Son intervention (p. 404 et s.)
- Après l'article 19 bis*
Intervient sur l'amendement n° 95 de la commission (délit de mise à disposition d'un tiers d'un bien immobilier appartenant à autrui) (p. 408)
Intervient sur le sous-amendement n° 450 de M. Noël Mamère (pénalisation des expulsions sans décision de justice) à l'amendement n° 95 de la commission (p. 408)
Intervient sur l'amendement n° 96 de la commission (compétence du maire d'une commune non inscrite au schéma départemental pour faire évacuer un terrain privé) (p. 409)
Intervient sur l'amendement n° 12 de Mme Marie-Jo Zimmermann (compétence du maire d'une commune non inscrite au schéma départemental pour faire évacuer un terrain privé) (p. 409)
Intervient sur l'amendement n° 202 deuxième correction de M. Jean-Christophe Lagarde (compétence du maire d'une commune non inscrite au schéma départemental pour faire évacuer un terrain privé) (p. 409)
- Article 20 (menaces et actes d'intimidation commis contre les personnes exerçant une fonction publique)*
Son intervention (p. 410 et s.)
- Article 20 bis (aggravations des peines en cas de meurtre, de violences ou de menaces)*
Son intervention (p. 414)
- Article 21 (incrimination des attroupements portant atteinte à la libre circulation dans les parties communes d'immeubles)*
Son intervention (p. 420 et s.)
- Après l'article 21*
Intervient sur l'amendement n° 206 troisième rectification de M. Jean-Christophe Lagarde (constatation par la police municipale d'entraves à la circulation dans les immeubles) (p. 445)
Intervient sur l'amendement n° 394 de M. Jean de Gaulle (possibilité de se porter partie civile pour les associations de défense des locataires) (p. 446)
Intervient sur le sous-amendement n° 444 rectifié de la commission (de précision) à l'amendement n° 394 de M. Jean de Gaulle (p. 446)
Intervient sur le sous-amendement n° 503 rectifié de M. Jean-Christophe Lagarde (de précision) à l'amendement n° 394 de M. Jean de Gaulle (p. 446)
Intervient sur le sous-amendement n° 513 de M. Christian Estrosi (de précision) à l'amendement n° 394 de M. Jean de Gaulle (p. 446)
Intervient sur les amendements n° 323 deuxième rectification et 212 rectifié de M. Jean-Christophe Lagarde (institution d'un régime de protection du plaignant) (p. 447)
- Article 22 (incrimination de l'exploitation de la mendicité)*
Son intervention (p. 448 et s.)
- Article 23 (demande de fonds sous contrainte)*
Son intervention (p. 448)
- Article 24 (fermeture administrative des établissements de vente à emporter d'aliments)*
Son intervention (p. 449 et s.)
- Après l'article 24*
Intervient sur l'amendement n° 209 corrigé de M. Jean-Christophe Lagarde (pouvoir de fermeture administrative attribué au maire) (p. 450)
Intervient sur l'amendement n° 514 de M. Dominique Tian (amende en cas de non-respect de la fermeture administrative) (p. 450)
Intervient sur l'amendement n° 4 rectifié de M. Thierry Mariani (fermeture administrative des débits de boissons et des restaurants) (p. 451)
- Article 25 (fermeture administrative des établissements de vente à emporter d'aliments)*
Son intervention (p. 451 et s.)
- Après l'article 25*
Intervient sur l'amendement n° 30 rectifié de M. Dominique Tian (fermeture administrative des établissements diffusant de la musique) (p. 452)
Intervient sur l'amendement n° 515 de M. Dominique Tian (pénalisation du non-respect d'une décision de fermeture d'un établissement recevant du public) (p. 452)
- Après l'article 27*
Intervient sur l'amendement n° 356 deuxième rectification de M. Georges Fenech (répression de la communication frauduleuse avec un détenu et pénalisation de l'intrusion non autorisée dans une enceinte pénitentiaire) (p. 453)
Intervient sur l'amendement n° 437 rectifié du Gouvernement (accès dans le cadre des missions judiciaires ou de secours aux listes rouges d'abonnés) (p. 453)
- Article 28 (retrait de la carte de séjour temporaire - reconduite à la frontière)*
Son intervention (p. 453 et s.)
- Après l'article 28*
Intervient sur l'amendement n° 304 de M. Bruno Le Roux (extension de la protection contre la double peine aux titulaires d'un PACS) (p. 456)
Intervient sur l'amendement n° 305 de M. Bruno Le Roux (extension de la protection contre l'expulsion des étrangers aux titulaires d'un PACS) (p. 456)
Intervient sur l'amendement n° 306 de M. Bruno Le Roux (conditions d'expulsion des catégories protégées) (p. 456)
- Article 29 (délivrance d'une autorisation de séjour à l'étranger qui témoigne ou dépose plainte contre un proxénète)*
Son intervention (p. 458 et s.)
- Article 29 bis (création d'établissements sécurisés pour les victimes de la traite des êtres humains)*
Son intervention (p. 460)
- Après l'article 29 bis*
Intervient sur l'amendement n° 214 de M. Jean-Christophe Lagarde (saisie des véhicules ayant servi à commettre une infraction) (p. 460)
Intervient sur l'amendement n° 199 de M. Jean-Christophe Lagarde (sanction en cas de conduite sans permis et saisie du véhicule) (p. 461)
Intervient sur l'amendement n° 198 rectifié de M. Jean-Christophe Lagarde (saisie du véhicule conduit sans permis) (p. 461)
- Article 30 (régime de l'acquisition et de la détention d'armes)*
Son intervention (p. 463 et s.)
- Article 31 (consultation des fichiers de police judiciaire)*
Son intervention (p. 465)
- Article 32 (production d'un certificat médical pour l'acquisition et la détention d'armes)*
Son intervention (p. 465 et s.)
- Article 33 (dessaisissement et saisie administrative des armes autorisées et déclarées)*
Son intervention (p. 468)
- Article 34 (amnistie pour les détenteurs irréguliers d'armes en cas de dessaisissement volontaire)*
Son intervention (p. 468)
- Article 35 (levée du secret professionnel en cas de détention dangereuse d'armes)*
Son intervention (p. 469)
- Avant l'article 36*
Intervient sur l'amendement n° 474 du Gouvernement (modification du titre) (p. 469)
- Article 36 (accès aux fichiers des immatriculations et des permis de conduire)*
Son intervention (p. 469)
- Après l'article 36*
Intervient sur l'amendement n° 362 de M. François Grosdidier (présentation du contrevenant à un officier de police judiciaire s'il ne justifie pas de son identité) (p. 470)
Intervient sur l'amendement n° 223 deuxième rectification de M. Jean-Christophe Lagarde (faculté d'enlever les véhicules épaves sans l'accord de leur propriétaire) (p. 471)
Intervient sur le sous-amendement n° 520 de M. Christian Estrosi (l'enlèvement a lieu sur demande et sous la responsabilité du maître des lieux) à l'amendement n° 223 deuxième rectification de M. Jean-Christophe Lagarde (p. 471)
Intervient sur l'amendement n° 518 du Gouvernement (autorités publiques ayant capacité d'instituer des services de fourrières) (p. 471)
- Article 37 (mise en fourrière des véhicules par les agents de police municipale)*
Son intervention (p. 471 et s.)
- Après l'article 37*
Intervient sur l'amendement n° 210 rectifié de M. Jean-Christophe Lagarde (sur invitation du plaignant, la police peut constater le bruit de voisinage à l'intérieur de son domicile) (p. 472)
Intervient sur l'amendement n° 358 de M. François Grosdidier (recueil par les policiers municipaux des observations du contrevenant à une infraction verbalisée) (p. 473)
Intervient sur l'amendement n° 370 rectifié de M. Christian Vanneste (possibilité de créer une police municipale pour les syndicats de communes sans fiscalité propre) (p. 473)
Intervient sur l'amendement n° 359 de M. François Grosdidier (autorisation du "flash ball" pour les policiers municipaux) (p. 475)
Intervient sur l'amendement n° 470 rectifié de M. Yves Fromion (autorisation des armes de 7ème catégorie à munitions en caoutchouc pour les policiers municipaux) (p. 475)
- Avant l'article 38*
Intervient sur l'amendement n° 110 de la commission (de rédaction) (p. 477)

Élections et référendums : modes de scrutin (p. 4271, 4281, 4305, 4310)
Femmes : parité (p. 4271)
Ordre public : lutte contre l'insécurité (p. 4268)
Politique générale : institutions : réforme (p. 4267, 4270, 4280)
Politiques communautaires : développement des régions (p. 4269)
Régions : Corse : statut juridique (p. 4266, 4270)
Régions : développement économique : crédits budgétaires (p. 4269)

Discussion des articles [27 mai 2003] (p. 4312)

Article 1er et annexe (consultation des électeurs de Corse sur l'annexe au projet de loi)

Son intervention (p. 4314 et s.)

Article 2 (majorité requise - question posée aux électeurs)

Son intervention (p. 4327)

Article 3 (commission de contrôle de la consultation)

Son intervention (p. 4327 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Bruno Le Roux (parité par alternance d'un candidat de chaque sexe aux élections de l'Assemblée de Corse) (p. 4328)

Article 4 (dispositions du code électoral applicables à la consultation)

Son intervention (p. 4329)

Article 7 (établissement de la liste des partis et groupements politiques habilités à participer à la campagne)

Son intervention (p. 4330)

Article 13 (désignation des assesseurs, des délégués et des scrutateurs)

Son intervention (p. 4331)

Article 15 (institution de commissions de recensement des résultats de la consultation)

Son intervention (p. 4332)

Article 16 (recensement général des votes par la commission de contrôle)

Son intervention (p. 4332)

Projet de loi n° 823 relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 juillet 2003] (p. 6729, 6787)

Ses interventions (p. 6729, 6771, 6777 et 6803)

Thèmes :

Cultes : islam (p. 6808)
Droit pénal : double peine (p. 6734, 6736, 6804)
Étrangers : mariages blancs (p. 6807)
Étrangers : commission du titre de séjour (p. 6732)
Étrangers : communautarisme (p. 6731)
Étrangers : conditions d'entrée : répression (p. 6772)
Étrangers : enfants (p. 6804)
Étrangers : immigration clandestine (p. 6733)
Étrangers : immigration clandestine : Sénégal (p. 6730)
Étrangers : immigration clandestine : statistiques (p. 6730)
Étrangers : intégration (p. 6729, 6732, 6805)
Étrangers : interdiction du territoire (p. 6735)
Étrangers : reconduite aux frontières (p. 6734)
Étrangers : regroupement familial (p. 6731, 6807)
Étrangers : rétention administrative (p. 6734, 6777, 6806, 6808, 6811)
Étrangers : visas (p. 6732)
Femmes : égalité des sexes (p. 6808)
Justice : jugements : Roissy (p. 6806)
Police : police de l'air et des frontières : fonctionnaires et agents publics (p. 6777)
Politique extérieure : coopération (p. 6810)

Discussion des articles [8 juillet 2003] (p. 7005) ; [9 juillet 2003] (p. 7129, 7186)

Avant le titre 1er

Intervient sur l'amendement n° 413 de M. Nicolas Perruchot (intégration, dans un délai de trois ans, des dispositions de la loi dans les conventions bilatérales conclues par la France, notamment avec le Maroc, la Tunisie et l'Algérie) (p. 7005)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 414 de M. Claude Goasguen (rapport annuel sur la maîtrise des flux migratoires) (p. 7007)

Intervient sur l'amendement n° 46 rectifié de la commission (rapport annuel sur la maîtrise des flux migratoires) (p. 7007)

Intervient sur le sous-amendement n° 381 corrigé de M. Christophe Caresche (débat annuel au Parlement pour arrêter les orientations de la politique d'immigration pour l'année suivante) à l'amendement n° 46 rectifié de la commission (p. 7008)

Intervient sur le sous-amendement n° 411 de M. Christophe Caresche (rapport au Parlement sur les orientations de la politique d'immigration et débat pour arrêter ces orientations) à l'amendement n° 46 rectifié de la commission (p. 7008)

Intervient sur le sous-amendement n° 457 de M. Christophe Caresche (rapport au Parlement sur les orientations de la politique d'immigration) à l'amendement n° 46 rectifié de la commission (p. 7008)

Intervient sur le sous-amendement n° 456 de M. Christophe Caresche (suite au dépôt de ce rapport, débat possible au Parlement sur les orientations pour l'année suivante) à l'amendement n° 46 rectifié de la commission (p. 7008)

Intervient sur le sous-amendement n° 450 rectifié de M. Nicolas Perruchot (inclusion de statistiques sur les visas et les attestations d'accueil) à l'amendement n° 46 rectifié de la commission (p. 7009)

Intervient sur le sous-amendement n° 451 de M. Nicolas Perruchot (indication de la durée moyenne des procédures relatives à l'entrée et à la sortie des étrangers du territoire français) à l'amendement n° 46 rectifié de la commission (p. 7011)

Intervient sur le sous-amendement n° 374 de M. Étienne Pinte (inclusion de statistiques pour évaluer l'impact de la réforme en matière de double peine) à l'amendement n° 46 rectifié de la commission (p. 7011)

Intervient sur le sous-amendement n° 380 de Mme Christine Boutin (inclusion des actions entreprises par la France avec les pays d'origine pour mettre en œuvre une politique d'immigration fondée sur le co-développement et le partenariat) à l'amendement n° 46 rectifié de la commission (p. 7012)

Intervient sur l'amendement n° 47 de la commission (suppression de l'obligation de motivation des refus de visas aux étudiants étrangers) (p. 7013)

Intervient sur l'amendement n° 386 de la commission (attestation d'assurance pour les soins médicaux pendant la durée de validité du visa nécessaire pour entrer en France) (p. 7014)

Article 1er (renonciation au bénéfice du « jour franc » en cas de refus de signer la notification écrite de non-admission)

Son intervention (p. 7017 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 459 de la commission (coordination) (p. 7021)

Article 2 (attestation d'accueil)

Son intervention (p. 7022 et s.)

Article 3 (coordination liée à la suppression de l'obligation de détention d'un titre de séjour pour les ressortissants communautaires)

Son intervention (p. 7060 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 65 corrigé de la commission (suppression de la délivrance des récépissés de renouvellement de carte de séjour temporaire et de carte de résident) (p. 7064)

Article 4 (relevé des empreintes digitales pour le contrôle de l'entrée des étrangers)

Son intervention (p. 7064 et s.)

Article 5 (relevé des empreintes digitales pour le contrôle de l'entrée des étrangers)

Son intervention (p. 7069 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 73 de la commission (coordination) (p. 7072)

Article 6 (suppression de l'obligation de détention d'un titre de séjour pour les ressortissants communautaires)

Son intervention (p. 7072)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Jean-Pierre Grand (possibilité de retrait de la carte de séjour temporaire de l'étranger passible de poursuites pénales pour les infractions les plus graves en matière de trafic de stupéfiants) (p. 7073 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 384 de M. Nicolas Perruchot (création d'un contrat d'intégration) (p. 7076)

Article 7 (délivrance d'une carte de séjour temporaire dans le cadre du regroupement familial - condition de communauté de vie pour les conjoints de Français)

Son intervention (p. 7084 et s.)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 366 de M. Pierre Cardo (le seul fait d'être le parent d'un enfant mineur, né en France, ne donne pas droit à un titre de séjour) (p. 7093)

Article 8 (coordination liée à la réforme du droit d'asile)

Son intervention (p. 7093)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 308 de M. Patrick Braouezec (régularisation des sans-papiers parents d'un enfant né ou scolarisé en France) (p. 7094)

Intervient sur l'amendement n° 370 de M. Pierre Cardo (rapport fin 2003 sur la polygamie en France et les solutions pour y remédier) (p. 7095)

Article 9 (réforme de la commission du titre de séjour)

Son intervention (p. 7096 et s.)

Article 10 (allongement du délai de résidence pour la délivrance d'une carte de résident et introduction d'une condition d'intégration)

Son intervention (p. 7104 et s.)

Après l'article 10
Intervient sur l'amendement n° 312 de M. Patrick Braouezec (à la date d'entrée en vigueur de la loi, carte de résident de plein droit pour les titulaires d'une carte de séjour temporaire d'un an autorisant à travailler) (p. 7108)

Article 11 (allongement de la durée de mariage ouvrant droit à l'obtention d'une carte de résident)
Son intervention (p. 7110)

Article 12 (renforcement du contrôle de l'effectivité d'une paternité pour la délivrance de plein droit d'une carte de résident)
Son intervention (p. 7111)

Article 13 (suppression de la délivrance de plein droit de la carte de résident au titre du regroupement familial)
Son intervention (p. 7112)

Article 14 (modification des règles de délivrance de plein droit d'une carte de résident aux étrangers ayant bénéficié durant cinq ans d'une carte de séjour temporaire « vie privée et familiale »)
Son intervention (p. 7113 et s.)

Après l'article 14
Intervient sur l'amendement n° 390 de la commission (sanctions à l'encontre de l'exercice d'une activité professionnelle salariée en France sans autorisation de travail) (p. 7115)

Article 15 (amendes encourues par les transporteurs)
Son intervention (p. 7115)

Article 16 (délit d'aide à l'entrée, à la circulation ou au séjour des étrangers)
Son intervention (p. 7117 et s.)

Article 17 (circonstances aggravantes)
Son intervention (p. 7130)

Article 18 (responsabilité pénale des personnes morales)
Son intervention (p. 7132)

Après l'article 18
Intervient sur l'amendement n° 230 de M. Noël Mamère (immunité des personnes physiques ou morales apportant une aide désintéressée aux étrangers en situation irrégulière) (p. 7132)

Article 19 (création d'un délit spécifique de mariage simulé)
Son intervention (p. 7134 et s.)

Après l'article 19
Intervient sur l'amendement n° 92 de la commission (frais de réacheminement de l'étranger en situation irrégulière dans son pays d'origine à la charge de l'employeur) (p. 7139)
Intervient sur l'amendement n° 93 de la commission (modalités de recours à l'avocat demandé par l'étranger auquel est notifié un arrêté de reconduite à la frontière) (p. 7140)
Intervient sur le sous-amendement n° 474 rectifié de M. Claude Goasguen (possibilité d'écourter le séjour des étrangers qui travaillent clandestinement pendant un séjour "touristique") à l'amendement n° 93 de la commission (p. 7140)

Article 20 (allongement du délai dans lequel le juge doit statuer sur les recours spéciaux dirigés contre les arrêtés de reconduite à la frontière)
Son intervention (p. 7141)

Article 21 (réexamen périodique des motifs des arrêtés d'expulsion)
Son intervention (p. 7142)

Après l'article 21
Intervient sur l'amendement n° 320 de M. Patrick Braouezec (pas de cumul des fonctions de chef du service des étrangers à la préfecture et de rapporteur auprès de la commission statuant sur l'expulsion) (p. 7143)
Intervient sur l'amendement n° 321 de M. Patrick Braouezec (avis conforme de la commission d'expulsion nécessaire pour l'expulsion) (p. 7143)

Article 22 (protection relative contre les mesures d'expulsion au bénéfice de certaines catégories d'étrangers)
Son intervention (p. 7144 et s.)

Article 24 (protection absolue contre les mesures d'expulsion au bénéfice de certaines catégories d'étrangers)
Son intervention (p. 7149 et s.)

Article 25 (reconnaissance mutuelle des mesures d'éloignement)
Son intervention (p. 7159)

Article 26 (assignation à résidence à titre probatoire et exceptionnel : « l'expulsion avec sursis »)
Son intervention (p. 7159)

Article 27 (modification par coordination des règles de relèvement ou d'abrogation des interdictions du territoire et des arrêtés d'expulsion)
Son intervention (p. 7160)

Article 28 (modification des règles d'instruction des dossiers de regroupement familial – délivrance d'une carte de séjour temporaire)
Son intervention (p. 7162 et s.)

Article 32 (vérification de l'authenticité des actes d'état civil étrangers et sursis à statuer sur les demandes de visas)

Son intervention (p. 7174)

Article 33 (réforme du régime de la rétention des étrangers)

Son intervention (p. 7178 et s.)

Article 34 (aménagement des règles applicables au maintien en zone d'attente)

Son intervention (p. 7195 et s.)

Après l'article 34

Intervient sur l'amendement n° 134 rectifié de la commission (encadrement juridique des modalités de notification des droits et du recours à l'interprétariat pour les personnes placées en rétention ou maintenues en zone d'attente) (p. 7205)

Intervient sur l'amendement n° 135 rectifié de la commission (codification des dispositions relatives à la passation de marchés groupés pour les centres de rétention) (p. 7206)

le sous-amendement n° 376 de M. Christophe Caresche (indication de l'inconstitutionnalité de la dérogation à la maîtrise d'ouvrage public pour les centres de rétention) à l'amendement n° 135 rectifié de la commission (p. 7207)

Intervient sur le sous-amendement n° 161 rectifié de M. Jérôme Rivière (passation de marchés groupés étendue aux zones d'attente) à l'amendement n° 135 rectifié de la commission (p. 7207)

Intervient sur le sous-amendement n° 184 de M. Christian Estrosi (coordination) à l'amendement n° 135 rectifié de la commission (p. 7207)

Intervient sur l'amendement n° 150 deuxième rectification de la commission (possibilité de confier à des sociétés privées le transfèrement des personnes retenues en centre de rétention ou en zone d'attente) (p. 7208)

Intervient sur l'amendement n° 44 deuxième correction de M. Jean-Pierre Dupont (possibilité de confier à des sociétés privées le transfèrement des personnes retenues en centre de rétention ou en zone d'attente) (p. 7208)

Intervient sur l'amendement n° 426 de M. Nicolas Perruchot (mesures d'ordre intérieur des services préfectoraux pour l'application de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945) (p. 7209)

Intervient sur l'amendement n° 317 deuxième rectification de M. Patrick Braouezec (confiscation des objets produits au noir) (p. 7210)

Intervient sur l'amendement n° 263 troisième rectification de M. Christophe Caresche (relèvement du niveau des sanctions applicables aux employeurs d'étrangers en situation irrégulière) (p. 7210)

Intervient sur l'amendement n° 264 quatrième rectification de M. Christophe Caresche (relèvement du niveau des sanctions applicables aux employeurs d'étrangers en situation irrégulière) (p. 7211)

Intervient sur l'amendement n° 405 de la commission (constatation par les inspecteurs du travail des infractions en matière de travail dissimulé ou d'aide à l'entrée et au séjour irréguliers) (p. 7211)

Intervient sur l'amendement n° 406 de la commission (constatation par les inspecteurs du travail placés sous l'autorité du ministre de l'agriculture des infractions en matière de travail dissimulé ou d'aide à l'entrée et au séjour irréguliers) (p. 7211)

Intervient sur l'amendement n° 407 rectifié de la commission (relevés d'identité dans leur domaine de compétence par les inspecteurs du travail) (p. 7212)

Intervient sur l'amendement n° 404 de la commission (rédactionnel) (p. 7212)

Avant l'article 35

Intervient sur l'amendement n° 136 corrigé de la commission (deux ans minimum de mariage exigés pour une déclaration d'acquisition de la nationalité française) (p. 7212)

Intervient sur l'amendement n° 42 corrigé de M. Étienne Mourrut (deux ans minimum de mariage exigés pour une déclaration d'acquisition de la nationalité française) (p. 7212)

Intervient sur l'amendement n° 350 corrigé de M. Jean-Christophe Lagarde (deux ans minimum de mariage exigés pour une déclaration d'acquisition de la nationalité française) (p. 7212)

Intervient sur l'amendement n° 355 de M. Jean-François Mancel (instauration d'un délai de cinq ans de présence en France du mineur étranger comme condition d'acquisition de la nationalité) (p. 7212)

Intervient sur l'amendement n° 145 rectifié de la commission (pour acquérir la nationalité par mariage, l'étranger doit disposer de la connaissance des responsabilités et avantages conférés par la citoyenneté) (p. 7213)

Intervient sur l'amendement n° 367 rectifié de M. Pierre Cardo (les réfugiés politiques et les apatrides âgés de plus de soixante ans et résidant en France depuis quinze ans au moins sont dispensés de la condition de connaissance de la langue française) (p. 7213)

Après l'article 35

Intervient sur l'amendement n° 352 de M. Jean-Christophe Lagarde (dispositions destinées à lutter contre les fraudes pour obtenir des titres de séjour et à limiter l'acquisition automatique de la nationalité française en raison de la naissance) (p. 7214)

Intervient sur l'amendement n° 137 de la commission (élargissement des conditions de déchéance de la nationalité française) (p. 7214)

Intervient sur l'amendement n° 138 deuxième rectification de la commission (contrôle des faux documents d'état-civil) (p. 7215)

Intervient sur l'amendement n° 139 troisième rectification de la commission (audition des futurs époux) (p. 7215)
 Intervient sur l'amendement n° 10 de M. François Scellier (pas de mariage pour l'étranger en situation irrégulière) (p. 7216)
Article 36 (contrôle des mariages célébrés à l'étranger)
 Son intervention (p. 7216)
Article 37 (contrôle des mariages de complaisance)
 Son intervention (p. 7218 et s.)
 Après l'article 37
 Intervient sur l'amendement n° 146 rectifié de la commission (abrogation de l'article 190-1 du code civil qui limitait à un an le délai d'annulation d'un mariage frauduleux) (p. 7220)
 Intervient sur l'amendement n° 428 de M. Jean-Christophe Lagarde (divorce et séparation des époux de nationalité étrangère) (p. 7220)
Article 38 (aménagement des peines, motivation spéciale et protection absolue en matière d'interdiction du territoire)
 Son intervention (p. 7221 et s.)
 Après l'article 38
 Intervient sur l'amendement n° 149 rectifié de la commission (interdictions "conditionnelles" du territoire français) (p. 7226)
 Après l'article 39
 Intervient sur l'amendement n° 354 de M. Claude Goasguen (contrôle d'identité dans les zones frontalières) (p. 7226)
 Intervient sur l'amendement n° 408 de la commission (appel dans les centres de rétention contre les décisions de justice) (p. 7227)
Article 42 (règlement des situations passées)
 Son intervention (p. 7228 et s.)
 Après l'article 42
 Intervient sur l'amendement n° 213 de M. Étienne Pinte (visa de plein droit pour les étrangers déjà expulsés et ayant des attaches familiales en France s'ils relèvent des catégories de personnes protégées de l'éloignement par la nouvelle loi) (p. 7231)
 Intervient sur l'amendement n° 475 de M. Thierry Mariani (rapport sur la mise en œuvre de la réforme de la double peine un an après la publication de la loi) (p. 7231)
Article 43 (entrée en vigueur)
 Son intervention (p. 7231)
 Après l'article 44
 Intervient sur l'amendement n° 158 rectifié de Mme Juliana Rimane (création d'une commission chargée d'apprécier les conditions d'immigration en Guyane) (p. 7232)
Explications de vote et vote
 Son intervention à l'issue du vote (p. 7235)

Joël SARLOT

*Vendée (5^{ème} circonscription)
Non-inscrit*

Elu le 9 juin 2002
 N'appartient à aucun groupe [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11065)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 5 juillet 2002] (p. 11610), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Odile SAUGUES

*Puy-de-Dôme (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Elue le 16 juin 2002
 Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11116), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)
 Membre titulaire du Conseil supérieur du service public ferroviaire [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14787)
 Membre de la commission d'enquête sur les causes économiques et financières de la disparition d'Air Lib [J.O. du 26 mars 2003] (p. 5405)
 Vice-présidente de la commission d'enquête sur les causes économiques et financières de la disparition d'Air Lib [J.O. du 27 mars 2003] (p. 5472)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) tome XII : Equipement, transports, logement, tourisme et mer (transports aériens) (n° 258) [10 octobre 2002]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Logement, logement social, construction, loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000, reconduction [11 décembre 2002] (p. 6508)
 Entreprises, entreprises en difficulté, plans sociaux, attitude du Gouvernement [11 février 2003] (p. 1143)
 Transports aériens, tarifs, politiques communautaires [4 juin 2003] (p. 4477)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 383, posée le 2 juin 2003. Emploi, emplois jeunes (J.O. questions p. 4140). Appelée le 3 juin 2003. aides-éducateurs, perspectives (p. 4383)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

CHARGES COMMUNES - ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE - MONNAIES ET MÉDAILLES (BUDGET ANNEXE) - COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2002] (p. 5185)

CHARGES COMMUNES

Etat B, titre IV

Son amendement n° 170 (suppression de la prime des plans d'épargne logement ne donnant pas lieu à emprunt - réduction des crédits de 296 millions d'euros) (p. 5187)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS - AVIATION CIVILE

Examen du fascicule [24 octobre 2002] (p. 3962)

Rapporteuse pour avis de la commission des affaires économiques

Sa présentation de l'avis (p. 3971)

Son intervention (p. 3974)

Thèmes avant la procédure des questions :

Ordre public : terrorisme (p. 3971)

Transports aériens : aéroports : construction (p. 3972)

Transports aériens : Air France (p. 3971)

Transports aériens : aviation civile : crédits budgétaires (p. 3971)

Transports aériens : Fonds d'intervention pour les aéroports et le transport aérien (FIATA) (p. 3971, 3975)

Transports aériens : redevances aéronautiques (p. 3971)

Transports ferroviaires : Réseau ferré de France : endettement (p. 3975)

Transports ferroviaires : trains express régionaux (TER) (p. 3974)

Transports par eau : canaux : tourisme fluvial (p. 3975)

Transports par eau : Voies navigables de France (VNF) (p. 3975)

Transports routiers : transport de marchandises (p. 3974)

Transports urbains : plans de déplacements urbains : Ile-de-France (p. 3974)

Voierie : directions départementales de l'équipement (DDE) (p. 3974)

LOGEMENT

Examen du fascicule [13 novembre 2002] (p. 4969)

Son intervention (p. 4975)

Thèmes avant la procédure des questions :

Bâtiment et travaux publics : construction : logement (p. 4977)

Gens du voyage : stationnement (p. 4976)

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 4976)

Logement : fonds de solidarité pour le logement (FSL) (p. 4975)

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 4976)

Logement : aides et prêts : prêts d'accession à la propriété (PAP) (p. 4975)

Vote des crédits et articles rattachés [13 novembre 2002] (p. 4995)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

Etat C, titre V

Intervient sur l'amendement n° 133 de M. Jean-Louis Dumont (financement de l'accession à la propriété pour les familles modestes) (p. 4996)

Après l'article 6

Son amendement n° 65 (desserte équilibrée du territoire – conventions entre l'Etat, les collectivités locales et les sociétés de transport aériens – sanctions applicables par les collectivités aux compagnies ne respectant pas leurs obligations) (p. 1983) : rejeté (p. 1984)
Son amendement n° 44 (desserte équilibrée du territoire – conventions entre l'Etat et les sociétés de transport aériens) (p. 1983) : rejeté (p. 1984)
Son amendement n° 45 (commission régionale des aides publiques aux compagnies aériennes) (p. 1986) : rejeté (p. 1987)
Son amendement n° 46 (rapport du Gouvernement sur les plates-formes de correspondance régionales et le soutien aux lignes transitant par elles) (p. 1987) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 1988)

Explications de vote et vote [18 mars 2003] (p. 2133)

Ses explications de vote (p. 2134)

Proposition de résolution n° 684 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de gestion d'Air Lib et sur l'utilisation des fonds publics par cette compagnie aérienne**Avant la discussion de l'article unique [18 mars 2003] (p. 2142)**

Son intervention (p. 2145)

Thèmes :

Outre-mer (p. 2145)
Transports aériens : Air France (p. 2146)
Transports aériens : Air Lib (p. 2145)

Discussion de l'article unique [18 mars 2003] (p. 2151)**Article unique (création d'une commission d'enquête)**

Son amendement n° 1 corrigé (élargissement du champ d'investigation de la commission d'enquête à la gestion précédente) : rejeté (p. 2151)
Son amendement n° 2 (élargissement du champ d'investigation de la commission d'enquête aux pratiques commerciales des compagnies à bas coût) : retiré (p. 2151)

Déclaration du Gouvernement n° 880 sur les infrastructures 2003-2020 et débat sur cette déclaration**[20 mai 2003] (p. 3826)**

Son intervention (p. 3843)

Thèmes :

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 3843 et s.)
Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 3843)
Transports aériens : aéroports (p. 3844)
Transports aériens : Air France (p. 3844)
Transports ferroviaires : Réseau ferré de France (p. 3844)
Transports ferroviaires : TGV (p. 3844)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)**

Avant l'article 1er [séances des 12, 13, 14 juin 2003] (principes)

Son intervention (p. 5196 et s.)

Article 20 [séance du 25 juin 2003] (possibilité de rachat de périodes de cotisation, dans la limite de douze trimestres)

Son intervention (p. 5996)

Projet de loi n° 950 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [10 juillet 2003] (p. 7275)**

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayraut (p. 7304)

Son intervention (p. 7331)

Thèmes :

Aménagement du territoire : politique de la ville (p. 7304, 7331)
Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 7332)
Emploi (p. 7332 et s.)
Enseignement : crédits (p. 7332)
Logement : aides et prêts : aide personnalisée au logement (APL) (p. 7332)
Politique sociale : surendettement (p. 7332)

Discussion des articles [11 juillet 2003] (p. 7362, 7449)

Article 1er et annexe 1 (programmes d'action dans les zones urbaines sensibles (ZUS))

Son amendement n° 186 (p. 7373)

Article 6 (objectifs du programme national de rénovation urbaine)

Ses amendements n° 203 et 204 (p. 7398)

Son amendement n° 205 (p. 7399)

Après l'article 8

Son amendement n° 316 (suppression de l'article 91 de la loi du 2 juillet 2003 : réforme de l'amortissement fiscal en cas d'investissement locatif) (p. 7410) : rejeté (p. 7411)

Après l'article 23

Son amendement n° 386 (bénéficiaires tenus de transmettre un rapport au comité attestant de leur participation à la vie sociale du quartier et de leur insertion dans la zone franche) (p. 7463) : rejeté (p. 7464)

Article 24 (exonération de cotisations sociales patronales)

Son amendement n° 216 (p. 7465)

Après l'article 26

Son amendement n° 385 (contrôle des entreprises) : rejeté (p. 7471)

Avant l'article 27

Son amendement n° 219 (campagnes d'information menées par la Banque de France et ses succursales locales) : rejeté (p. 7479)

Article 30 (renforcement du rôle des acteurs publics et des locataires dans les sociétés anonymes d'HLM – Contrôle des opérations financières de désinvestissement)

Son amendement n° 349 (p. 7521)

Son amendement n° 382 (p. 7522)

Son amendement n° 383 (p. 7523)

Après l'article 34

Son amendement n° 225 (rapport au Parlement relatif aux obligations de gardiennage de certains immeubles d'habitation) : rejeté (p. 7532)

François SAUVADET

Côte-d'Or (4^{ème} circonscription)
Union pour la Démocratie Française

Elu le 9 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11116), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Vice-président de la commission de la production et des échanges [J.O. du 28 juin 2002] (p. 11184), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. débats du 9 octobre 2002] (p. 3035)

Membre titulaire du Conseil supérieur de la sûreté et de l'information nucléaires [J.O. du 2 août 2002] (p. 13229)

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation [J.O. du 10 octobre 2002] (p. 16779)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 21 décembre 2002] (p. 21390)

Vice-président de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 16 janvier 2003] (p. 935)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 20 juin 2003] (p. 10395)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 111 relative à la transparence financière de la vie politique [24 juillet 2002]

Proposition de loi n° 535 relative à la fermeture administrative des débits de boissons [16 janvier 2003]

Proposition de loi n° 656 instituant le droit à la retraite à taux plein sans condition d'âge pour les assurés qui justifient de 160 trimestres d'assurance [5 mars 2003]

Proposition de loi n° 662 tendant à généraliser les équipements cinéraires dans les cimetières [5 mars 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Agriculture. syndicats. décision de la direction générale de la concurrence de la Commission européenne, attitude de la France [8 avril 2003] (p. 2939)

Etat. décentralisation. conséquences, enseignement [27 mai 2003] (p. 4258)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 231, posée le 24 mars 2003. Etablissements de santé. restructuration [J.O. questions p. 2094]. Appelée le 25 mars 2003. perspectives (p. 2334)

DÉBATS

Projet de loi n° 19 portant amnistie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 juillet 2002] (p. 1868)

Ses explications de vote :

- sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1879)
- sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1888)

Thèmes :

Amnistie (p. 1888)
 Amnistie : amnistie politico-financière (p. 1879)
 Droit pénal : infractions : sécurité routière (p. 1879)
 Elections et référendums : élection présidentielle : amnistie (p. 1888)

Proposition de résolution n° 162 tendant à modifier l'article 36 du règlement de l'Assemblée nationale**Avant la discussion des articles [8 octobre 2002] (p. 3028)**

Son intervention (p. 3032)

Thèmes :

Aménagement du territoire (p. 3032)
 Assemblée nationale : commission de la production et des échanges : nom (p. 3032)
 Assemblée nationale : commissions (p. 3033)
 Environnement (p. 3032)
 Lois : application : commissions (p. 3033)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [5 novembre 2002] (p. 4474)

Son intervention (p. 4485)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : agrobiologie (p. 4487)
 Agroalimentaire : équarrissage : farines animales (p. 4487)
 Entreprises : petites et moyennes entreprises : exportation (p. 4486)
 Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4486)
 Union européenne : élargissement (p. 4487)

Vote des crédits et articles rattachés [5 novembre 2002] (p. 4534)**Article 60 (taxe pour frais des chambres d'agriculture)**

Intervient sur l'amendement n° 106 de M. Charles de Courson (plafond de la taxe) (p. 4544)

Crédits ouverts à l'article 41 au titre des mesures nouvelles

Intervient sur l'amendement n° 113 du Gouvernement (majoration des crédits prévus à la ligne AGRIDIF afin de soulager les agriculteurs en difficulté) (p. 4545)

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE - SERVICES DU PREMIER MINISTRE**Examen du fascicule [7 novembre 2002] (p. 4655)**

Son intervention (p. 4668)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 4669)
 Aménagement du territoire : zones rurales (p. 4669)
 Collectivités territoriales : décentralisation : aménagement du territoire (p. 4668)
 État : réforme (p. 4668, 4669)
 Grandes écoles : Ecole nationale d'administration (ENA) (p. 4669)
 Handicapés : politique à l'égard des handicapés : fonctionnaires et agents publics (p. 4668)
 Télécommunications : téléphones mobiles : Internet (p. 4669)

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2002] (p. 4710)

I - SERVICES GÉNÉRAUX

Etat B, titre III

Intervient sur l'amendement n° 90 de la commission des finances (réduction de 5 000 000 d'euros des crédits de l'ENA) (p. 4716)

SANTÉ, FAMILLE ET PERSONNES HANDICAPÉES

Examen du fascicule [12 novembre 2002] (p. 4910)

Son intervention (p. 4931)

Thèmes avant la procédure des questions :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 4931)

Professions de santé : médecins (p. 4931)
 Santé : politique de la santé (p. 4931)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS**[15 novembre 2002] (p. 5197)****Après l'article 58**

Son amendement n° 226 (entreprises nouvelles implantées dans les zones de développement prioritaire – article 44 sexies du code général des impôts – assouplissement des critères) (p. 5215) : rejeté (p. 5216)

Projet de loi n° 402 portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 janvier 2003] (p. 648, 670)

Article 6 (remplacement de la participation pour voies nouvelles et réseaux - PVNR - par une participation pour voirie et réseaux - PVR)

Son intervention (p. 653)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 33 rectifié de la commission (modalités de création et de fonctionnement des pays) (p. 676)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 69 précédemment réservé de M. François Brottes (majorité simple pour les travaux d'accessibilité de l'immeuble aux personnes handicapées) (p. 691)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [3 avril 2003] (p. 2808)

Article 20 (simplification de la création et du fonctionnement des pays)

Son amendement n° 86 (p. 2823)

Son amendement n° 87 (p. 2824)

Après l'article 5 ter

Son amendement n° 88 précédemment réservé (réaffirmation de la liberté dont disposent les communes et les établissements publics de coopération intercommunale pour décider des modalités de la concertation lors des études des documents d'urbanisme et des principales opérations d'aménagement) (p. 2842) : adopté (p. 2843)

Après l'article 6 ter

Son amendement n° 89 rectifié précédemment réservé (responsabilité pénale des personnes morales en ce qui concerne les infractions au code de l'urbanisme) : adopté (p. 2850)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [28 mai 2003] (p. 4347)

Son intervention (p. 4352)

Thèmes :

Aménagement du territoire : pays (p. 4352)
 Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des investissements immobiliers locatifs neufs (p. 4352)
 Urbanisme : plans locaux d'urbanisme (PLU) (p. 4352)
 Voirie (p. 4353)

Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 2003] (p. 787, 821)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 805)

Son intervention (p. 822)

Thèmes :

Emploi : création d'emplois (p. 805, 825)
 Entreprises : création (p. 823)
 Entreprises : création : fonctionnaires et agents publics (p. 824)
 Entreprises : création : salariés (p. 823)
 Entreprises : difficultés (p. 823)
 Entreprises : entreprises individuelles : aménagement du territoire (p. 824)
 Entreprises : financement : avantages fiscaux (p. 823 et s.)
 Entreprises : formalités administratives (p. 824)
 Entreprises : transmission (p. 823)
 Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 806)
 Travail : rémunération (p. 805, 823)

Discussion des articles [5 février 2003] (p. 910) ; [6 février 2003] (p. 964, 996, 1046)**Article 2 (récépissé de création d'entreprise)**

Son amendement n° 157 (entreprises agricoles) (p. 915)

Son intervention (p. 916)

Après l'article 5

Son amendement n° 225 (patrimoine d'affectation) (p. 921) : retiré (p. 923)

Article 6 (insaisissabilité de la résidence principale de l'entrepreneur individuel)

Son amendement n° 224 (de conséquence) (p. 924)

Son intervention (p. 925)

Son amendement n° 158 (inscription au registre du commerce ou au répertoire des métiers - déclaration écrite du conjoint consentant l'engagement du patrimoine lorsque le couple vit sous le régime de la communauté légale) (p. 925)

Après l'article 6

Son amendement n° 160 (entreprises individuelles agricoles - institution d'une réserve spéciale d'autofinancement) (p. 931) : retiré (p. 933)

Son amendement n° 162 (déductibilité du salaire du conjoint - suppression du plafond pour les adhérents des centres de gestion agréés) : retiré (p. 933)

Son amendement n° 161 (entrepreneurs individuels - option pour l'assujettissement à l'impôt sur les sociétés) (p. 933) : retiré (p. 935)

Intervient sur l'amendement n° 276 de la commission (création d'un guichet unique gestionnaire du chèque-emploi entreprises) (p. 938)

Intervient sur l'amendement n° 159 de M. Jean-Luc Prével (collecte et répartition des cotisations sociales assurées par l'URSAFF - principe du chèque emploi-service étendu au bulletin de paie) (p. 940)

Article 7 (non-opposabilité des clauses d'exclusivité au salarié créateur ou repreneur d'entreprise)

Son intervention (p. 944)

Son amendement n° 163 (opposabilité de clauses d'exclusivité justifiées par la protection des intérêts de l'entreprise) (p. 944)

Article 9 (congé et période de travail à temps partiel pour la création d'entreprise)

Son amendement n° 104 (fonctionnaires et agents publics - travail à temps partiel pour la reprise ou la création d'entreprise) (p. 972)

Son amendement n° 164 (fonctionnaires et agents publics - travail à temps partiel pour la création ou la reprise d'entreprise) (p. 972)

Article 13 (fonds d'investissement de proximité)

Son amendement n° 172 (plafonnement des prêts et avances en compte courant accordés par le fonds à une entreprise au double du montant de sa souscription en numéraire) (p. 1013)

Son amendement n° 173 (extension de l'intervention des fonds aux prêts pour le financement des investissements liés à la création d'entreprises individuelles) (p. 1014)

Article 15 (réduction d'impôt accordée au titre de la souscription en numéraire au capital des sociétés non cotées)

Son amendement n° 175 (extension aux prêts consentis pour le financement des investissements liés à la création d'entreprises individuelles) (p. 1022)

Son amendement n° 176 (de conséquence) (p. 1022)

Article 16 (relèvement du seuil de déductibilité des pertes subies à la suite d'une souscription au capital d'une société nouvelle)

Son amendement n° 198 (extension aux prêts consentis pour le financement des investissements liés à la création d'entreprises individuelles) (p. 1024)

Son amendement n° 197 (zones défavorisées - limite de la déduction portée de 30 000 à 45 000 €) (p. 1024)

Son amendement n° 199 (de conséquence) (p. 1025)

Après l'article 17

Son sous-amendement n° 330 (taux minimum de 80 %) à l'amendement n° 38 de la commission (zones en difficulté - assouplissement des conditions d'application de l'article 44 sexies du code général des impôts relatif aux exonérations d'impôt sur les bénéfices des entreprises nouvelles - taux minimum de 60 % de l'activité et des moyens d'exploitation) (p. 1036) : retiré (p. 1037)

Son amendement n° 196 (ventes de sociétés - réduction d'impôt attribuée aux vendeurs au titre du prêt consenti aux acquéreurs) : retiré (p. 1040)

Après l'article 26

Son amendement n° 191 (biens agricoles faisant l'objet de baux à long terme - article 885 P du code général des impôts - extension de l'exonération aux sociétés constituées par les personnes exonérées) (p. 1061) : retiré

Son amendement n° 179 rectifié (ISF - suppression du "plafonnement du plafonnement") (p. 1063) : retiré (p. 1067)

Article 18 précédemment réservé (report et étalement des charges sociales de la première année d'activité)

Son amendement n° 180 (application avancée du 1er janvier 2004 au 1er septembre 2003) (p. 1072)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2003] (p. 4483)*Article 13 (fonds d'investissement de proximité)*

Son amendement n° 43 (extension de l'intervention des fonds aux prêts pour le financement des investissements liés à la création d'entreprises individuelles) (p. 4512)

Proposition de résolution n° 503 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'application des mesures préconisées en matière de sécurité du transport maritime des produits dangereux ou polluants et l'évaluation de leur efficacité**Discussion de l'article unique [5 février 2003] (p. 889)***Article unique*

Son intervention (p. 893)

Projet de loi n° 606 relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mars 2003] (p. 1537, 1565)

Son intervention (p. 1553)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 1587)

Thèmes :

Agriculture (p. 1554)

Assurances : indemnisation (p. 1553)

Santé : santé publique (p. 1553)

Sécurité publique : risques technologiques (p. 1553)

Travail : main d'œuvre : formation professionnelle (p. 1553)

Discussion des articles [5 mars 2003] (p. 1607, 1634)*Article 2 (création du comité local d'information et de concertation sur les risques)*

Son intervention (p. 1626 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 455 de M. Stéphane Demilly (le préfet informe les conseils municipaux intéressés de tout projet d'installation nouvelle ou soumise à nouvelle déclaration) (p. 1647)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [15 juillet 2003] (p. 7577)*Article 20 (instauration de servitudes dans les zones de rétention temporaire des eaux de crues ou de ruissellement et dans les zones de mobilité d'un cours d'eau)*

Son amendement n° 108 (p. 7612)

Après l'article 20

Son amendement n° 106 (résiliation du bail rural à l'initiative du preneur si les parcelles sont objets de servitude de surindication) : rejeté (p. 7613)

Projet de loi n° 638 renforçant la lutte contre la violence routière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 mars 2003] (p. 2225)*Article 1er (homicide involontaire et blessures involontaires à l'occasion de la conduite d'un véhicule)*

Son intervention (p. 2226)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 98 de M. Christian Vanneste (article L. 234-1 du code de la route : conduite sous l'empire d'un état alcoolique à partir de 0,20 gramme d'alcool par litre de sang) (p. 2230)

Projet de loi n° 710 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance des mesures de simplification et de codification du droit

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 avril 2003] (p. 2975)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 2999)

Son intervention (p. 3003)

Thèmes :

Entreprises : formalités administratives (p. 2999)

Lois : application (p. 3000, 3004)

Lois : codification (p. 3000)

Ordonnances : projet de loi d'habilitation (p. 3003)

Parlement : office parlementaire d'évaluation de la législation (p. 3004)

Travail : bulletins de paie (p. 3003)

Discussion des articles [9 avril 2003] (p. 3033, 3053)*Article 4 (contrats de coopération entre personnes de droit public et personnes de droit privé)*

Son intervention (p. 3039 et s.)

Son amendement n° 87 (p. 3039)

Article 5 (législation fiscale et modalités de recouvrement de l'impôt)

Son amendement n° 88 (p. 3046) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 3056)

Article 19 (simplification des déclarations sociales)

Ses amendements n° 95 et 96 (p. 3068)

Son sous-amendement n° 112 à l'amendement n° 133 du Gouvernement (p. 3070)

Article 12 (précédemment réservé) (vote par procuration)

Son intervention (p. 3085)

Explications de vote et vote [29 avril 2003] (p. 3220)

Ses explications de vote (p. 3226)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 3227)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [3 juin 2003] (p. 4418)

Article 4 (contrats de coopération entre personnes de droit public et personnes de droit privé)

Son amendement n° 2 (p. 4420)

Projet de loi n° 758 relatif à la chasse

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [14 mai 2003] (p. 3711)

Article 4 (modalités d'attribution des voix au sein des assemblées générales des fédérations départementales de chasseurs)

Son intervention (p. 3736)

Son amendement n° 81 (p. 3736)

Proposition de loi n° 787 en faveur de l'égalité des chances des territoires et de la revitalisation de l'économie rurale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mai 2003] (p. 3755)

Son intervention (p. 3765)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 3766)

Secteur public : services publics : accès (p. 3766 et s.)

Télécommunications : téléphones mobiles : antennes-relais (p. 3766)

Travail : télétravail (p. 3767)

Urbanisme : rénovation urbaine (p. 3770)

Déclaration du Gouvernement n° 880 sur les infrastructures 2003-2020 et débat sur cette déclaration

[20 mai 2003] (p. 3826)

Son intervention (p. 3879)

Thèmes :

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 3879)

Transports ferroviaires : TGV (p. 3879)

Transports par eau : canal Seine-Nord (p. 3880)

Projet de loi n° 678 relatif au mécénat et aux fondations

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [16 juillet 2003] (p. 7773)

Après l'article 1er

Son amendement n° 21 (ISF - inclusion des dons dans le calcul du plafonnement) (p. 7779) : retiré (p. 7780)

François SCHELLER

*Val-d'Oise (6^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 109 visant à n'autoriser que les deux seuls candidats arrivés en tête au premier tour des élections législatives à se présenter au second tour [24 juillet 2002]

Proposition de loi n° 136 modifiant le mode d'élection des conseillers généraux [24 juillet 2002]

Proposition de loi n° 227 visant à supprimer la redevance pour droit d'usage des appareils récepteurs de télévision [24 septembre 2002]

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) : annexe n° 21 : Equipement, transports, logement, tourisme et mer (logement) (n° 256) [10 octobre 2002]

Proposition de loi n° 282 visant à limiter les mariages de complaisance [15 octobre 2002]

Proposition de loi n° 405 visant à réglementer le stationnement des gens du voyage [28 novembre 2002]

Proposition de loi n° 965 relative à la suppression des commissions cantonales d'admission à l'aide sociale [25 juin 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Union européenne. élargissement. conséquences [15 octobre 2002] (p. 3303)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

LOGEMENT

Examen du fascicule [13 novembre 2002] (p. 4969)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 4969)

Thèmes avant la procédure des questions :

Bâtiment et travaux publics : construction : logement (p. 4969)

Impôt sur le revenu : revenus fonciers (p. 4970)

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 4970)

Logement : logement social : HLM (p. 4969)

Logement : aides et prêts : prêts d'accession à la propriété (PAP) (p. 4969)

Vote des crédits et articles rattachés [13 novembre 2002] (p. 4995)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

Etat C, titre V

Intervient sur l'amendement n° 133 de M. Jean-Louis Dumont (financement de l'accession à la propriété pour les familles modestes) (p. 4996)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 janvier 2003] (p. 483)

Article 45 (protection juridique des familles des agents en charge de la sécurité)

Son intervention (p. 509)

Après l'article 45

Son amendement n° 145 (mariage conditionné pour les étrangers par une situation régulière) : retiré (p. 510)

Projet de loi n° 402 portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 janvier 2003] (p. 608)

Après l'article 5

Son amendement n° 109 deuxième rectification (autorisation d'opérations d'aménagement, de réhabilitation ou de rénovation urbaine dans les secteurs déjà urbanisés et desservis par des équipements publics dans la zone C des plans d'exposition au bruit) (p. 621) : adopté (p. 624)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [3 avril 2003] (p. 2808)

Après l'article 5

Son amendement n° 1 rectifié (autorisation d'opérations d'aménagement, de réhabilitation ou de rénovation urbaine dans les secteurs déjà urbanisés et desservis par des équipements publics dans la zone C des plans d'exposition au bruit) (p. 2834) : adopté (p. 2836)

Projet de loi n° 823 relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 juillet 2003] (p. 7129, 7186)

Article 19 (création d'un délit spécifique de mariage simulé)

Son amendement n° 19 rectifié (p. 7135)

Après l'article 35

Son amendement n° 10 (pas de mariage pour l'étranger en situation irrégulière) : retiré (p. 7216)

Article 37 (contrôle des mariages de complaisance)

Son amendement n° 22 (p. 7219)

André SCHNEIDER

*Bas-Rhin (3^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

Représentant titulaire de la délégation française aux assemblées du Conseil de l'Europe et de l'UEO [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12452)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (n° 274) [6 novembre 2002]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Belgique relatif à la coopération transfrontalière en matière policière et douanière, signé à Tournai le 5 mars 2001, ainsi qu'un échange de lettres signées à Paris et à Bruxelles le 10 juin 2002 (n° 756) [8 avril 2003]

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur l'adhésion de l'Estonie à l'Union européenne [9 avril 2003] (n° 782)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 274), autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements [18 juin 2003] (n° 953)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 756) autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Belgique relatif à la coopération transfrontalière en matière policière et douanière, signé à Tournai le 5 mars 2001, ainsi qu'un échange de lettres signées à Paris et à Bruxelles le 10 juin 2002 [18 juin 2003] (n° 954)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Sécurité publique. sécurité des biens et des personnes. Strasbourg, lutte et prévention [22 octobre 2002] (p. 3729)

Union européenne. Parlement européen. siège, maintien, Strasbourg [12 février 2003] (p. 1207)

*DÉBATS***Projet de loi n° 230 de finances pour 2003****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE**

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT, PROFESSIONS LIBÉRALES ET CONSOMMATION

Examen du fascicule [8 novembre 2002] (p. 4799)

Procédure des questions :

Administration : simplifications administratives (p. 4804)

JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

I - JEUNESSE ET ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [22 octobre 2002] (p. 3742)

Procédure des questions :

Enfants : crèches et garderies

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 3784)

Projet de loi n° 250 de financement de la sécurité sociale pour 2003**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [29 octobre 2002] (p. 4260)**

Article 4 (montant du droit de consommation sur les tabacs)

Son intervention (p. 4270)

Son amendement n° 211 (p. 4270)

Après l'article 4

Son sous-amendement n° 254 (conditionnées en boîte) à l'amendement n° 36 de la commission (surtaxation des bières fortes) (p. 4273)

Débat sur la participation à l'aide au développement en Afrique**[10 avril 2003] (p. 3107)**

Son intervention (p. 3121)

Thème :

Politique extérieure : aide au développement (p. 3121)

Bernard SCHREINER

*Bas-Rhin (9^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Représentant titulaire de la délégation française aux assemblées du Conseil de l'Europe et de l'UEO [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12452)

Membre titulaire de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14786)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil de l'Europe relatif à la protection sociale des membres du personnel employés par ladite organisation sur le territoire français (n° 42) [9 octobre 2002]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relative au raccordement de la Suisse au réseau ferré français, notamment aux liaisons à grande vitesse (ensemble une annexe) (n° 271) [6 novembre 2002]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat n° 42, autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil de l'Europe relatif à la protection sociale des membres du personnel employés par ladite organisation sur le territoire français [9 octobre 2002] (n° 253)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 271), autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relative au raccordement de la Suisse au réseau ferré français, notamment aux liaisons à grande vitesse (ensemble une annexe) [4 décembre 2002] (n° 457)

Rapport d'information déposé au nom des délégués de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe sur l'activité de cette Assemblée au cours des première, deuxième et troisième parties de sa session ordinaire de 2002 [20 décembre 2002] (n° 514)

Rapport d'information déposé au nom des délégués de l'Assemblée nationale à l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale sur l'activité de cette Assemblée au cours de sa session ordinaire de 2002 [20 décembre 2002] (n° 516)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Fonctionnaires et agents publics. congé de fin d'activité. suppression [19 novembre 2002] (p. 5290)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 126, posée le 3 février 2003. Voirie. déviations (J.O. questions p. 623). Appelée le 4 février 2003. Soufflenheim, perspectives (p. 759)

DÉBATS

Projet de loi n° 36 d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2002] (p. 2009)

Son intervention (p. 2030)

Thèmes :

Automobiles et cycles : automobiles (p. 2031)

Gens du voyage (p. 2031)

Ordre public : sécurité : projet de loi (p. 2030)

Discussion des articles [17 juillet 2002] (p. 2106)

Article 3 (articles L. 34-3-1 et L. 34-7-1 du code du domaine de l'Etat, articles L. 1311-2, L.1311-4-1 et L. 1615-17 du code général des collectivités territoriales : assouplissement des règles de la gestion immobilière de la police et de la gendarmerie nationales)

Son intervention (p. 2138)

Proposition de loi n° 180 relative à la création d'un chèque-emploi associatif

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 octobre 2002] (p. 3213)*Après l'article 2*

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Jean-Marie Le Guen (instauration d'un titre emploi salarié destiné à aider les petites entreprises à l'accomplissement de leurs obligations déclaratives à l'emploi de salariés) (p. 3217)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen du fascicule [13 novembre 2002] (p. 5046)*Procédure des questions :*

Union européenne : élargissement : institutions communautaires (p. 5055)

Union européenne : Parlement européen : Strasbourg (p. 5055)

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [12 novembre 2002] (p. 4861)

Son intervention (p. 4878)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : « Malgré nous » (p. 4878)

Anciens combattants et victimes de guerre : Alsace-Moselle (p. 4878)

Anciens combattants et victimes de guerre : crédits (p. 4878)

Anciens combattants et victimes de guerre : décrétalisation (p. 4878)

Anciens combattants et victimes de guerre : service du travail obligatoire (STO) (p. 4878)

Cérémonies publiques et fêtes légales : monuments commémoratifs (p. 4878)

Roger-Gérard SCHWARTZENBERG*Val-de-Marne (3^{ème} circonscription)**Non-inscrit**puis Apparenté au groupe socialiste*

Elu le 16 juin 2002

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11065)

S'apparente au groupe socialiste [J.O. du 30 octobre 2002] (p. 18033)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

DÉPÔT

Proposition de résolution n° 3 tendant à modifier l'article 19 du règlement de l'Assemblée nationale [26 juin 2002]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Ministères et secrétariats d'Etat. recherche : budget. crédits pour 2003, montant [5 novembre 2002] (p. 4459)

Politique sociale. lutte contre l'exclusion. perspectives [11 février 2003] (p. 1140)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Estime qu'il y a un code moral, en usage dans les démocraties anglo-saxonnes, qui interdit d'accuser sans fondement un parlementaire de mensonge [12 février 2003] (p. 1208)

DÉBATS

Déclaration de politique générale n° 20 présentée par M. Jean-Pierre Raffarin, Premier ministre et débat sur cette déclaration**[3 juillet 2002] (p. 1829)**

Son intervention (p. 1855)

Thèmes :

Constitution : article 27 : UMP (Union pour la majorité présidentielle) (p. 1856)

Elections et référendums (p. 1855)

Parlement : rôle (p. 1856)

Politique générale : démocratie (p. 1856)

Politique générale : Gouvernement précédent : gauche (p. 1855)

Projet de loi de finances rectificative n° 29 pour 2002

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 juillet 2002] (p. 2159)

Son intervention (p. 2207)

Thèmes :

Finances publiques : dépenses (p. 2207)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 2208)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 2208)

Partis et mouvements politiques : droite : programmes (p. 2208)

Politique économique : conjoncture : croissance (p. 2208)

Jean-Marie SERMIER*Jura (3^{ème} circonscription)**Union pour la Majorité Présidentielle**puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

Cesse d'appartenir à la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 4 juillet 2002] (p. 11557)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 9 juillet 2002] (p. 11761)

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la révision à mi-parcours de la politique agricole commune (PAC) [28 mai 2003] (n° 889)

Proposition de résolution n° 890 sur la révision à mi-parcours de la politique agricole commune (PAC), (documents E 2212 à E 2217) [28 mai 2003]

Proposition de loi n° 1034 visant à permettre aux syndicats mixtes dits "ouverts" de percevoir la taxe sur l'électricité [16 juillet 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Agriculture. syndicats. décision de la direction générale de la concurrence de la Commission européenne, attitude de la France [8 avril 2003] (p. 2942)

DÉBATS

Projet de loi n° 606 relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 mars 2003] (p. 1763)

Article 20 (instauration de servitudes dans les zones de rétention temporaire des eaux de crues ou de ruissellement et dans les zones de mobilité d'un cours d'eau)

Son amendement n° 290 (p. 1802)

Henri SICRE

*Pyrénées-Orientales (4^{ème} circonscription)
Socialiste*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de la convention relative à l'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à la convention relative à l'élimination des doubles impositions en cas de correction des bénéfices d'entreprises associées (n° 12) [2 juillet 2002]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire en vue d'éviter les doubles impositions, de prévenir l'évasion et la fraude fiscales et d'établir des règles d'assistance réciproque en matière d'impôts sur le revenu, sur la fortune et sur les successions (ensemble un protocole) (n° 14) [2 juillet 2002]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation du protocole modifiant la convention du 23 juillet 1990 relative à l'élimination des doubles impositions en cas de correction des bénéfices d'entreprises associées, signé à Bruxelles le 25 mai 1999 (n° 17) [2 juillet 2002]

Membre suppléant du comité directeur du Fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14786)

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de la convention entre la République française, le Royaume d'Espagne et la Principauté d'Andorre relative à la circulation et au séjour en Principauté d'Andorre des ressortissants des Etats tiers (n° 267) [6 novembre 2002]

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de la convention entre la République française, le Royaume d'Espagne et la Principauté d'Andorre relative à l'entrée, à la circulation, au séjour et à l'établissement de leurs ressortissants (n° 268) [6 novembre 2002]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre relative à la coopération administrative (n° 269) [6 novembre 2002]

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de la convention de sécurité sociale entre la République française et la Principauté d'Andorre, signée à Andorre-la-Vieille le 12 décembre 2000 (n° 270) [6 novembre 2002]

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification du traité entre la République française et le Royaume d'Espagne relatif à la coopération transfrontalière en matière policière et douanière (n° 338) [4 décembre 2002]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume d'Arabie saoudite sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole) (n° 519) [5 février 2003]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre relative aux bureaux à contrôles nationaux juxtaposés (n° 812) [18 juin 2003]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur :

- le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 17), autorisant l'approbation du protocole modifiant la convention du 23 juillet 1990 relative à l'élimination des doubles impositions en cas de correction des bénéfices d'entreprises associées

- le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 12), autorisant la ratification de la convention relative à l'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à la convention relative à l'élimination des doubles impositions en cas de correction des bénéfices d'entreprises associées [10 juillet 2002] (n° 32)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 14), autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire en vue d'éviter les doubles impositions, de prévenir l'évasion et la fraude fiscales et d'établir des règles d'assistance réciproque en matière d'impôts sur le revenu, sur la fortune et sur les successions (ensemble un protocole) [10 juillet 2002] (n° 34)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 269), autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le

Gouvernement de la Principauté d'Andorre relative à la coopération administrative [14 janvier 2003] (n° 524)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur :

- le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 267), autorisant la ratification de la convention entre la République française, le Royaume d'Espagne et la Principauté d'Andorre relative à la circulation et au séjour en Principauté d'Andorre des ressortissants des Etats tiers

- le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 268), autorisant la ratification de la convention entre la République française, le Royaume d'Espagne et la Principauté d'Andorre relative à l'entrée, à la circulation, au séjour et à l'établissement de leurs ressortissants

- le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 270), autorisant la ratification de la convention de sécurité sociale entre la République française et la Principauté d'Andorre signée à Andorre-la-Vieille le 12 décembre 2000 [5 février 2003] (n° 601)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 338) autorisant la ratification du traité entre la République française et le Royaume d'Espagne relatif à la coopération transfrontalière en matière policière et douanière [5 mars 2003] (n° 674)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 519) autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume d'Arabie saoudite sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole) [17 juin 2003] (n° 940)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 812) autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre relative aux bureaux à contrôles nationaux juxtaposés [2 juillet 2003] (n° 999)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT*

n° 182, posée le 3 mars 2003. Retraites : fonctionnaires civils et militaires. annuités liquidables (J.O. questions p. 1488). Appelée le 4 mars 2003. bonification pour enfants, égalité des sexes, application (p. 1495)

n° 330, posée le 19 mai 2003. Fonction publique territoriale. non-titulaires (J.O. questions p. 3729). Appelée le 20 mai 2003. intégration, perspectives (p. 3801)

DÉBATS

Projet de loi n° 252 autorisant la ratification de l'accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et l'ancienne République yougoslave de Macédoine, d'autre part (ensemble 7 annexes et 5 protocoles)

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [16 janvier 2003] (p. 185)

Son intervention (p. 185)

Thèmes :

Parlement : rôle : politique extérieure (p. 186)

Pays étrangers : Macédoine (p. 185)

Politiques communautaires : pays associés : coopération économique (p. 185)

Projet de loi n° 228 autorisant l'approbation du protocole de Carthage sur la prévention des risques biotechnologiques relatif à la convention sur la diversité biologique

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [16 janvier 2003] (p. 186)

Son intervention (p. 190)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 190)

Environnement : biodiversité (p. 190)

Environnement : protection (p. 190)

Projet de loi n° 239 autorisant la ratification de l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République arabe d'Egypte, d'autre part

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [16 janvier 2003] (p. 191)

Son intervention (p. 193)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 194)

Pays étrangers : Palestine : attentats (p. 194)

Politiques communautaires : pays associés : coopération économique (p. 194)

Débat sur la participation à l'aide au développement en Afrique

[10 avril 2003] (p. 3107)

Son intervention (p. 3117)

Thèmes :

Organisations internationales : Fonds monétaire international (p. 3118)
Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 3119)
Pays étrangers : Côte d'Ivoire (p. 3119)
Pays étrangers : Irak (p. 3119)
Politique extérieure : aide au développement (p. 3118 et s.)

Projet de loi n° 338 autorisant la ratification du traité entre la République française et le Royaume d'Espagne relatif à la coopération transfrontalière en matière policière et douanière

Rapporteur de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [10 avril 2003] (p. 3143)

Son intervention (p. 3144)

Thèmes :

Etrangers : immigration clandestine (p. 3145)
Ordre public (p. 3144)
Union européenne : accords de Schengen : coopération transfrontalière (p. 3144 et s.)

Georges SIFREDI

*Hauts-de-Seine (13^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Devient député le 19 juillet 2002 (voir indications préliminaires) [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12450)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12450)

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 25 juillet 2002] (p. 12772), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 26 juillet 2002] (p. 12834)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 210 visant à accorder la reconnaissance de l'Etat à tous les orphelins de personnes déportées ou exécutées durant la Seconde Guerre mondiale pour des faits politiques, de résistance, en répression d'actes de résistance ou en raison de leur appartenance religieuse [24 septembre 2002]

Proposition de loi n° 978 modifiant la loi n° 93-915 du 19 juillet 1993 pour étendre le bénéfice de la qualité de pupille de la Nation aux enfants des élus tués ou décédés des suites d'un acte d'agression survenu lors de l'exercice de leur mandat [25 juin 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Ordre public. terrorisme. lutte et prévention [29 octobre 2002] (p. 4255)
Logement. politique du logement. parc locatif privé, aides de l'Etat [8 avril 2003] (p. 2947)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

DÉFENSE ET SGDN

Examen des fascicules [24 octobre 2002] (p. 3907)

Procédure des questions :

Défense : avions : transports (p. 3948)
Défense : crédits (p. 3956)
Pays étrangers : Etats-Unis : relations internationales (p. 3956)

Proposition de loi constitutionnelle n° 341 visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections locales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 2002] (p. 5673)

Son intervention (p. 5693)

Thèmes :

Elections et référendums : droit de vote : étrangers non ressortissants de l'Union européenne (p. 5693)
Etrangers : intégration (p. 5694)
Etrangers : naturalisation (p. 5693)

Projet de loi n° 187 relatif à la programmation militaire pour les années 2003 à 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 novembre 2002] (p. 5972)

Son intervention (p. 5984)

Thèmes :

Défense : armements et équipements : coopération économique (p. 5984)
Ordre public : terrorisme (p. 5984)

Yves SIMON

*Allier (3^{ème} circonscription)
Apparenté au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle
puis Apparenté au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

S'apparente au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11116), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Système pénitentiaire. établissements. construction [6 mai 2003] (p. 3437)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [5 novembre 2002] (p. 4499)

Procédure des questions :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 4522)

Projet de loi n° 528 pour la confiance dans l'économie numérique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 février 2003] (p. 1358)

Son intervention (p. 1379)

Thèmes :

Aménagement du territoire : Comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT) (p. 1379)
Collectivités territoriales (p. 1379)

Jean-Pierre SOISSON

*Yonne (1^{ère} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 291 relative à l'indemnisation de la communauté harki [15 octobre 2002]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 190 relatif aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 octobre 2002] (p. 2947, 2965) ; [9 octobre 2002] (p. 3129)

Article 1er (article 32 de la loi n° 2000-37 du 19 janvier 2000 : harmonisation des salaires minima)

Intervient sur l'amendement n° 28 de M. Maxime Gremetz (suppression des rémunérations inférieures au SMIC résultants d'accords de branche) (p. 2960)

Article 2 (articles L. 212-5, L. 212-5-1, L. 212-6, L. 212-8, L. 212-9, L. 212-15-2, L. 212-15-3 et L. 227-1 du code du travail : assouplissements des trente-cinq heures)

Son intervention (p. 2977)

Intervient sur l'amendement n° 157 de M. Gaëtan Gorce (refus d'effectuer des heures supplémentaires) (p. 2992)

Intervient sur l'amendement n° 156 de M. Gaëtan Gorce (refus d'effectuer des heures supplémentaires) (p. 2992)

Intervient sur l'amendement n° 158 de M. Gaëtan Gorce (information des salariés 3 jours avant l'attribution d'heures supplémentaires) (p. 2993)

Intervient sur l'amendement n° 114 de M. Gaëtan Gorce (catégories concernées par les "forfaits-jours") (p. 3136)

Intervient sur l'amendement n° 140 de M. Gaëtan Gorce (catégories concernées par les "forfaits-jours") (p. 3136)

Intervient sur l'amendement n° 143 de M. Gaëtan Gorce (suppression des dispositions concernant la monétarisation du compte épargne-temps) (p. 3140)

Intervient sur l'amendement n° 59 de M. Maxime Gremetz (suppression des dispositions concernant la monétarisation du compte épargne-temps) (p. 3141)

Intervient sur l'amendement n° 218 de M. Hervé Morin (suppression de la définition légale du compte épargne-temps) (p. 3142)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 229 rectifié de M. Pierre Morange (situation du salarié soumis à une astreinte et dont l'astreinte n'a impliqué aucune intervention) (p. 3146)

Intervient sur l'amendement n° 173 de M. Hervé Morin (calcul du temps de travail des apprentis et jeunes travailleurs ; dérogations) (p. 3148)

Article 3 (article 5, paragraphe V, de la loi n° 2000-37 du 19 janvier 2000 : prolongation jusqu'au 31 décembre 2005 des dispositions spécifiques en matière de majoration des quatre premières heures supplémentaires pour les entreprises de vingt salariés au plus)

Intervient sur l'amendement n° 147 de M. Gaëtan Gorce (de suppression) (p. 3150)

Proposition de loi n° 350 visant à aggraver les peines punissant les infractions à caractère raciste et à renforcer l'efficacité de la procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 décembre 2002] (p. 6347)

Article 1er (aggravation des peines encourues pour les crimes et délits à motivation raciste)

Son intervention (p. 6349 et s.)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Rudy Salles (motivation et notification par écrit au plaignant en cas de classement sans suite par le procureur de la République pour les infractions visées par l'article 40 du code de procédure pénale) (p. 6354)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 janvier 2003] (p. 483)

Après l'article 39

Intervient sur l'amendement n° 521 du Gouvernement (aggravation des sanctions pour les personnes se livrant au hooliganisme dans une enceinte sportive ou ses abords) (p. 492)

Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 février 2003] (p. 910)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 200 de M. Jean-Michel Fourgous (radiation de l'inscription d'un nantissement de fonds de commerce par acte sous seing privé) (p. 917)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 129 de M. Jean Auclair (attribution, aux commerçants et fournisseurs indépendants, des avantages fiscaux consentis aux coopératives agricoles - exonération de l'impôt sur les sociétés et abattement de 50 % sur la base de la taxe professionnelle) (p. 936)

Intervient sur l'amendement n° 276 de la commission (création d'un guichet unique gestionnaire du chèque-emploi entreprises) (p. 938)

Projet de loi n° 719 de sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 avril 2003] (p. 3311)

Article 39 (harmonisation et simplification des règles relatives à la pratique du démarchage bancaire ou financier)

Son intervention (p. 3350)

Article 47 quater (élargissement et sécurisation de l'actif des fonds communs de créances)

Son intervention (p. 3367)

Article 47 sexies (obligation pour les sociétés de gestion de portefeuille d'exercer les droits attachés aux titres détenus par les OPCVM qu'elles gèrent)

Son intervention (p. 3369)

Article 59 bis (actions en responsabilité intentées par les fonds de garantie)

Son intervention (p. 3388)

Déclaration du Gouvernement n° 880 sur les infrastructures 2003-2020 et débat sur cette déclaration

[20 mai 2003] (p. 3826)

Son intervention (p. 3873)

Thèmes :

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 3873)

Transports : transport combiné (p. 3874)

Transports ferroviaires : Réseau ferré de France (p. 3873)

Transports ferroviaires : TGV (p. 3873 et s.)

Michel SORDI

*Haut-Rhin (7^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 489 portant diverses dispositions relatives aux mines [18 décembre 2002]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Mines et carrières. mines. fermeture, mines de potasse, Alsace [10 décembre 2002] (p. 6368)

DÉBATS**Projet de loi n° 36 d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [17 juillet 2002] (p. 2057)

Annexe I

Intervient sur l'amendement n° 108 corrigé de M. Jean-Louis Christ (gardes champêtres) (p. 2085)

Projet de loi n° 107 portant création d'un dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 juillet 2002] (p. 2372)

Article 1er (dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise)

Son intervention (p. 2377)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

AFFAIRES SOCIALES, TRAVAIL ET SOLIDARITÉ, ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE

Examen du fascicule [14 novembre 2002] (p. 5105)*Procédure des questions :*

Chômage : indemnisation : allocation d'insertion (p. 5105)

Emploi : jeunes (p. 5111)

INTÉRIEUR, SÉCURITÉ INTÉRIEURE ET LIBERTÉS LOCALES

Examen du fascicule [23 octobre 2002] (p. 3875)*Procédure des questions :*

Communes : gardes-champêtres : Alsace-Moselle (p. 3894)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 janvier 2003] (p. 445, 483)*Article 36 (accès aux fichiers des immatriculations et des permis de conduire)*

Son intervention (p. 469)

Avant l'article 38

Intervient sur l'amendement n° 382 de Mme Arlette Grosskost (extension du domaine d'intervention des gardes-champêtres de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin) (p. 477)

Intervient sur l'amendement n° 398 de Mme Arlette Grosskost (formalités d'envoi des rapports et procès verbaux des gardes-champêtres) (p. 477)

Après l'article 45

Intervient sur l'amendement n° 371 de M. Christian Vanneste (pénalisation de la déclaration intentionnelle d'une fausse adresse ou d'une fausse identité aux agents de contrôle de la SNCF) (p. 511)

Projet de loi n° 402 portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 janvier 2003] (p. 608)*Après l'article 1er*

Son amendement n° 81 rectifié (modification du schéma de cohérence territoriale par délibération de l'établissement public de coopération intercommunale et conditions de modification des schémas directeurs approuvés avant l'entrée en vigueur de la loi SRU) (p. 610) : adopté (p. 611)

Son amendement n° 82 (modification d'un schéma directeur de cohérence territoriale en vue de le rendre compatible avec les directives territoriales d'aménagement ou avec les dispositions particulières aux zones de montagne et au littoral après information de l'établissement public par le préfet) (p. 611) : rejeté (p. 612)

Proposition de loi n° 418 portant diverses dispositions relatives aux droits des mineurs et aux mines

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 2003] (p. 5407)

Son intervention (p. 5409)

Thèmes :

Énergie et carburants : Charbonnage de France (p. 5410)

Mines et carrières : travailleurs de la mine : statut juridique (p. 5409)

Discussion des articles [17 juin 2003] (p. 5422)*Article 2 (missions de l'Agence)*

Son intervention (p. 5422)

Après l'article 19

Son amendement n° 19 (centre de stockage autorisé sous certaines conditions et pour une durée illimitée avant l'échéance du terme prévu initialement par l'autorisation) (p. 5431) : adopté (p. 5433)

Projet de loi n° 606 relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [15 juillet 2003] (p. 7577)*Après l'article 26*

Son amendement n° 114 (constructions possibles dans les lotissements dont l'arrêté de lotir est antérieur au 30 avril 2002) (p. 7617) : rejeté (p. 7618)

Frédéric SOULIER*Corrèze (2^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11116), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre suppléant du Conseil national des transports [J.O. du 2 août 2002] (p. 13229)

Rapporteur de la proposition de résolution sur l'approche de l'Union européenne en vue du cycle du développement à l'Organisation mondiale du commerce (COM (1999) 331 final/n° E 1285) (n° 243) [20 novembre 2002]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux marchés énergétiques [J.O. du 18 décembre 2002] (p. 20975)

Membre de la commission d'enquête sur les causes économiques et financières de la disparition d'Air Lib [J.O. du 26 mars 2003] (p. 5405)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur la proposition de résolution (n° 243) de M. Jean-Claude Lefort sur l'approche de l'Union européenne en vue du cycle du développement à l'Organisation mondiale du commerce (COM (1999) 331 final/n° E 1285) [15 janvier 2003] (n° 529)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Ordre public. terrorisme. lutte et prévention [11 juin 2003] (p. 4995)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 75, posée le 16 décembre 2002. Emploi. contrats jeunes (J.O. questions p. 4849). Appelée le 17 décembre 2002. bénéficiaires (p. 6792)

n° 372, posée le 26 mai 2003. Agriculture. truffes (J.O. questions p. 3974). Appelée le 27 mai 2003. production, développement (p. 4246)

*DÉBATS***Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 2003] (p. 821)

Son intervention (p. 842)

Thèmes :

Partis et mouvements politiques : gauche : entreprises (p. 843)

Politique économique : croissance (p. 843)

Travail : réduction du temps de travail (p. 843)

Travail : rémunération (p. 843)

Proposition de loi n° 787 en faveur de l'égalité des chances des territoires et de la revitalisation de l'économie rurale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mai 2003] (p. 3755)

Son intervention (p. 3769)

Thèmes :

Aménagement du territoire : Comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT) (p. 3771)

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 3769)

Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 3770)

Collectivités territoriales : dotation globale de fonctionnement (DGF) (p. 3770)

Entreprises : transmission (p. 3770)

Secteur public : services publics : accès (p. 3771)

Télécommunications : téléphones mobiles : antennes-relais (p. 3771)

Travail : télétravail (p. 3770)

Daniel SPAGNOU

*Alpes-de-Haute-Provence (2^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11116), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre titulaire du Conseil national de la montagne [J.O. du 2 août 2002] (p. 13230)

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de la présence du loup en France et l'exercice du pastoralisme dans les zones de montagne [J.O. du 13 novembre 2002] (p. 18692)

Rapporteur de la commission d'enquête sur les conditions de la présence du loup en France et l'exercice du pastoralisme dans les zones de montagne [J.O. du 21 novembre 2002] (p. 19269)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 480 visant à permettre le recours au contrat à durée déterminée pour le remplacement d'un chef d'entreprise ou d'un exploitant agricole [18 décembre 2002]

Rapport déposé au nom de la commission d'enquête sur les conditions de la présence du loup en France et l'exercice du pastoralisme dans les zones de montagne [2 mai 2003] (n° 825)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Etablissements de santé, personnel, infirmiers, aides opératoires, qualification [23 octobre 2002] (p. 3842)

Rapatriés, politique à l'égard des rapatriés, indemnisation, réglementation [14 mai 2003] (p. 3667)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 22, posée le 14 octobre 2002. Environnement, politiques communautaires (J.O. questions p. 3482). Appelée le 15 octobre 2002. protection de la nature, réseau Natura 2000, mise en œuvre (p. 3269)

n° 100, posée le 13 janvier 2003. Santé, allergies (J.O. questions p. 131). Appelée le 14 janvier 2003. huiles essentielles, directive européenne, conséquences (p. 27)

n° 250, posée le 24 mars 2003. Animaux, lynx (J.O. questions p. 2097). Appelée le 25 mars 2003. présence, Alpes, conséquences (p. 2351)

n° 324, posée le 5 mai 2003. Retraites : fonctionnaires civils et militaires, montant des pensions (J.O. questions p. 3391). Appelée le 6 mai 2003. péréquation catégorielle, enseignement (p. 3414)

n° 399, posée le 2 juin 2003. Aménagement du territoire, prime d'aménagement du territoire (PAT) (J.O. questions p. 4143). Appelée le 3 juin 2003. conditions d'attribution, zones de montagne (p. 4389)

DÉBATS**Débat sur la chasse**

[11 février 2003] (p. 1097)

Son intervention (p. 1129)

Thèmes :

Animaux : oiseaux migrateurs : chasse (p. 1129)

Politiques communautaires : directives : oiseaux migrateurs (p. 1129)

Projet de loi n° 758 relatif à la chasse**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [14 mai 2003] (p. 3668)

Article 16 (jour de non-chasse)

Son intervention (p. 3687)

Dominique STRAUSS-KAHN

*Val-d'Oise (8^{ème} circonscription)
Socialiste*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**DÉBATS****Projet de loi n° 326 relatif aux marchés énergétiques et au service public de l'énergie****PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [13 décembre 2002] (p. 6732)

Article 17 (rôle des stockages souterrains)

Son intervention (p. 6750)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) [2 juillet 2003] (p. 6697)

Article 3 [séances du 17 juin 2003] (équité)

Son intervention (p. 5471)

Alain SUGUENOT

*Côte-d'Or (5^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11116), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11116)

Cesse d'appartenir à la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 28 juin 2002] (p. 11184)

Membre titulaire du Conseil national du tourisme [J.O. du 2 août 2002] (p. 13230)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 21 décembre 2002] (p. 21390)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Police, police judiciaire, groupes d'intervention régionaux, bilan [22 octobre 2002] (p. 3736)

Politique économique, croissance, perspectives [26 mars 2003] (p. 2445)

DÉBATS**Projet de loi n° 230 de finances pour 2003****PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER**

Discussion des articles [16 octobre 2002] (p. 3447) ; [17 octobre 2002] (p. 3550) ; [18 octobre 2002] (p. 3593)

Après l'article 2

Son amendement n° 132 (suppression du lien entre les déductions pour investissement et pour aléas en agriculture – possibilité de cumul) (p. 3462)

Son amendement n° 133 (instauration d'une réserve spéciale d'autofinancement en agriculture) (p. 3464)

Son amendement n° 130 (exonération des plus-values agricoles - plafond de recettes porté de 152 600 € à 274 400 € - instauration d'un régime d'exonération en cas de cession ou de donation à un salarié) (p. 3464)

Son amendement n° 178 (exonération des plus-values agricoles - plafond de recettes porté de 152 600 € à 228 900 €) (p. 3465)

Son amendement n° 121 (assiette des cotisations sociales agricoles – amélioration de la déduction de la valeur locative des terres pour les propriétaires ou usufruitiers (p. 3466)

Après l'article 5

Son amendement n° 125 (transmission à titre gratuit d'entreprises entre membres d'une même famille ou à un jeune agriculteur – exonération des plus-values) (p. 3553)

Son amendement n° 126 (transmission d'entreprises à titre gratuit – abattement de 50 %) (p. 3554)

Son amendement n° 124 (transmission d'entreprise agricoles à titre gratuit – exonération) (p. 3556)

Après l'article 9

Son amendement n° 128 corrigé (régime simplifié d'imposition agricole – remboursement trimestriel de la TVA) (p. 3595)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [5 novembre 2002] (p. 4499)

Procédure des questions :

Agriculture : primes : prime à l'herbe (p. 4528)

Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 février 2003] (p. 910) ; [6 février 2003] (p. 996, 1046)

Article 2 (récépissé de création d'entreprise)

Son amendement n° 139 (entreprises agricoles) (p. 915)

Son intervention (p. 916)

Article 7 (non-opposabilité des clauses d'exclusivité au salarié créateur ou repreneur d'entreprise)

Son intervention (p. 943 et s.)

Après l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 143 de M. Philippe Armand Martin (Marne) (exploitations agricoles individuelles transmises à titre gratuit - déductions pour investissement et pour aléas) (p. 1040)

Après l'article 26

Son amendement n° 145 (biens agricoles faisant l'objet de baux à long terme - article 885 P du code général des impôts - extension de l'exonération aux sociétés constituées par les personnes exonérées) (p. 1062)

Article 24 précédemment réservé (allègement des droits de mutation à titre gratuit en cas de transmission d'entreprises entre vifs)

Son amendement n° 144 (possibilité de céder des éléments d'actif sous condition de réemploi) (p. 1083)

T

Michèle TABAROT

*Alpes-Maritimes (9^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elue le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 25 septembre 2002] (p. 15848)

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de la présence du loup en France et l'exercice du pastoralisme dans les zones de montagne [J.O. du 13 novembre 2002] (p. 18692)

Rapporteuse pour avis du projet de loi pour la confiance dans l'économie numérique (n° 528) [22 janvier 2003]

Membre de la mission d'information sur la question des signes religieux à l'école [J.O. du 4 juin 2003] (p. 9541)

DÉPÔT

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi n° 528 pour la confiance dans l'économie numérique [11 février 2003] (n° 608)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT**

n° 177, posée le 3 mars 2003. Sécurité publique. plans de prévention des risques (J.O. questions p. 1487). Suppléée par M. Jean Leonetti. Appelée le 4 mars 2003. inondations, financement, vallée de la Siagne (p. 1511)

n° 349, posée le 19 mai 2003. Déchets, pollutions et nuisances. déchets ménagers (J.O. questions p. 3732). Appelée le 20 mai 2003. traitement, Saint-Auban (p. 3807)

DÉBATS**Projet de loi n° 36 d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [16 juillet 2002] (p. 2009)**

Son intervention (p. 2027)

Thèmes :

Communes : maires : sécurité (p. 2028)

Ordre public : sécurité (p. 2027)

Ordre public : sécurité : Gouvernement (p. 2027)

Ordre public : sécurité : projet de loi (p. 2027)

Police : police municipale (p. 2028)

Projet de loi n° 528 pour la confiance dans l'économie numérique

Rapporteuse pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE**Avant la discussion des articles [25 février 2003] (p. 1358)**

Son intervention (p. 1363)

Thèmes :

Audiovisuel et communication (p. 1364)

Droit civil : contrats électroniques : sécurité (p. 1364)

Droit pénal (p. 1365)

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 1364)

Discussion des articles [25 février 2003] (p. 1386) ; [26 février 2003] (p. 1442)

Article 2 (obligations et responsabilités des prestataires intermédiaires)

Son intervention (p. 1408 et s.)

Article 3 (protection de la propriété intellectuelle)

Son intervention (p. 1452)

Article 5 (attribution des noms de domaine)

Son intervention (p. 1453)

Article 7 (détermination de la loi applicable)

Son intervention (p. 1457 et s.)

Avant l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 47 de la commission des lois (intitulé du chapitre III : Les obligations souscrites sous forme électronique) (p. 1467)

Article 14 (régime des actes et contrats souscrits et conservés sous forme électronique)

Son intervention (p. 1467 et s.)

Article 24 (pouvoirs des agents spécialisés en matière de constatation des infractions au régime de la cryptologie)

Son intervention (p. 1474 et s.)

Article 25 (aggravation des sanctions pénales en cas d'utilisation de moyens de cryptologie afin de préparer ou de commettre une infraction)

Son intervention (p. 1475 et s.)

Article 26 (interceptions de sécurité des messages cryptés - sanctions pénales en cas de refus de communiquer la convention de déchiffrement)

Son intervention (p. 1477 et s.)

Article 27 (réquisition des moyens de décryptage)

Son intervention (p. 1480)

Article 34 (création d'une nouvelle incrimination en matière de droit de l'informatique)

Son intervention (p. 1482 et s.)

Projet de loi n° 784 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [22 mai 2003] (p. 4049)**

Article 3 (dispositions relatives au repentir)

Son amendement n° 366 (p. 4064)

Hélène TANGUY

*Finistère (7^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elue le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11116), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Rapporteuse de la proposition de résolution sur les propositions de règlements du Conseil : n° E-2093 relatif à la conservation et à l'exploitation durable des ressources halieutiques dans le cadre de la politique commune de la pêche (COM [2002] 185 final) ; n° E-2040 modifiant le règlement (CE) n° 2792/1999 définissant les modalités et conditions des actions structurelles de la Communauté dans le secteur de la pêche (COM [2002] 187 final) ; n° E-2041 relatif à l'établissement d'une mesure d'urgence communautaire pour la démolition des navires de pêche (COM [2002] 190 final) (n° 28) [19 novembre 2002]

Rapporteuse de la proposition de résolution sur la réforme de la politique commune de la pêche (documents E 2039 à E 2041, E 2044 à E 2046 et E 2075) (n° 345) [19 novembre 2002]

Membre de la commission d'enquête sur l'application des mesures préconisées en matière de sécurité du transport maritime des produits dangereux ou polluants et l'évaluation de leur efficacité [J.O. du 12 février 2003] (p. 2618)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur :

- la proposition de résolution (n° 28) de M. François Liberti sur les propositions de règlements du Conseil : n° E-2093 relatif à la conservation et à l'exploitation durable des ressources halieutiques dans le cadre de la politique commune de la pêche (COM [2002] 185 final) ; n° E-2040 modifiant le règlement (CE) n° 2792/1999 définissant les modalités et conditions des actions structurelles de la Communauté dans le secteur de la pêche (COM [2002] 187 final) ; n° E-2041 relatif à l'établissement d'une mesure d'urgence communautaire pour la démolition des navires de pêche (COM [2002] 190 final)

- la proposition de résolution (n° 345) de M. Didier Quentin, rapporteur de la délégation pour l'Union européenne sur la réforme de la politique

commune de la pêche (documents E 2039 à E 2041, E 2044 à E 2046 et E 2075) [20 novembre 2002] (n° 387)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Aménagement du territoire. pays. mise en place, bilan et perspectives [23 octobre 2002] (p. 3846)

Aquaculture et pêche professionnelle, politiques communautaires, navires pêcheurs, exercice de la profession, perspectives [15 janvier 2003] (p. 110)

Déchets, pollutions et nuisances. mer et littoral. hydrocarbures, naufrage du pétrolier "Prestige", conséquences, Bretagne [18 juin 2003] (p. 5527)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [5 novembre 2002] (p. 4499)

Procédure des questions :

Politiques communautaires : politique d'orientation pour la pêche (p. 4527)

Projet de loi n° 784 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 mai 2003] (p. 3957)

Son intervention (p. 3968)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : dégazages sauvages (p. 3968)

Déchets, pollutions et nuisances : marée noire (p. 3968)

Transports par eau : transports maritimes : pollution (p. 3969)

Christiane TAUBIRA

Guyane (1^{ère} circonscription)

Non-inscrite

puis Apparentée au groupe socialiste

Elue le 16 juin 2002

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11065)

S'apparente au groupe socialiste [J.O. du 13 novembre 2002] (p. 18690)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la commission d'enquête sur les causes économiques et financières de la disparition d'Air Lib [J.O. du 26 mars 2003] (p. 5405)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 331, posée le 19 mai 2003. Produits dangereux. amiante (J.O. questions p. 3730). Suppléée par Mme Chantal Robin-Rodrigo. Appelée le 20 mai 2003. victimes, indemnisation (p. 3809)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Souhaite que la discussion de l'article 7 - portant sur l'outre-mer - du projet de loi constitutionnelle relatif à l'organisation décentralisée de la République ait lieu à une heure normale et ne soit pas hachée [26 novembre 2002] (p. 5793)

Indique que les députés élus par l'outre-mer interviennent sur l'ensemble du texte et demande le report au lendemain de la discussion de l'article 7 - portant sur l'outre-mer - du projet de loi constitutionnelle relatif à l'organisation décentralisée de la République [26 novembre 2002] (p. 5795)

Estime avoir été mise en cause par Mme Brigitte Girardin, ministre de l'outre-mer [27 novembre 2002] (p. 5875)

DÉBATS

Projet de loi n° 36 d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2002] (p. 2009)

Son intervention (p. 2022)

Thèmes :

Assemblée nationale : rôle et missions (p. 2022)

Ordre public : sécurité (p. 2023)

Ordre public : sécurité : droite (p. 2022)

Ordre public : sécurité : évaluation (p. 2023)

Ordre public : sécurité : gauche (p. 2022)

Ordre public : sécurité : projet de loi (p. 2023)

Politique sociale : inégalités (p. 2023)

Discussion des articles [17 juillet 2002] (p. 2057, 2106)

Article 2 (programmation des moyens 2003-2007)

Son intervention (p. 2131)

Projet de loi n° 154 d'orientation et de programmation pour la justice

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er août 2002] (p. 2497)

Son intervention (p. 2502)

Thèmes :

Droit pénal : mineurs : ordonnances (p. 2503)

Etat : organisation : justice (p. 2502)

Justice : centres éducatifs fermés (p. 2503)

Justice : crédits (p. 2502)

Justice : juge de proximité (p. 2502)

Justice : victimes (p. 2502)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [8 novembre 2002] (p. 4807)

Son intervention (p. 4828)

Thèmes avant la procédure des questions :

Outre-mer : crédits (p. 4828)

Outre-mer : Guyane : contrats emplois-jeunes (p. 4828)

Outre-mer : Guyane : logement (p. 4828)

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 novembre 2002] (p. 5399)

Son intervention (p. 5412)

Thèmes :

Assemblée nationale : amendements (p. 5412 et s.)

Constitution : révision : décentralisation (p. 5412)

Constitution : révision : procédures (p. 5412)

Electons et référendums : abstentionnisme : extrême droite (p. 5412)

Discussion des articles [26 novembre 2002] (p. 5758) ; [27 novembre 2002] (p. 5846, 5860)

Article 7 (articles 72-3 et 72-4 de la Constitution - régime des collectivités situées outre-mer)

Son rappel au règlement (cf supra) [26 novembre 2002] (p. 5793)

Son rappel au règlement (cf supra) [26 novembre 2002] (p. 5795)

Son intervention (p. 5850 et s.)

Article 8 (article 73 de la Constitution - régime des départements et régions d'outre-mer)

Son intervention (p. 5868 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [27 novembre 2002] (p. 5875)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 185 de M. Jacques Brunhes (Nouvelle-Calédonie - composition du corps électoral pour les élections provinciales) (p. 5883)

Article 11 (articles 7, 13 et 60 de la Constitution - assouplissement des conditions de délai pour l'organisation du scrutin présidentiel - nomination des représentants de l'Etat dans les collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie - contrôle du Conseil constitutionnel sur la régularité des opérations de référendum)

Son intervention (p. 5887)

Projet de loi n° 881 de programme pour l'outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 juin 2003] (p. 4715)

Son intervention (p. 4729)

Thèmes :

Aménagement du territoire (p. 4731)

Assemblée nationale : projets de loi : outre-mer (p. 4730)

Constitution : révision : décentralisation (p. 4731)

Emploi : création d'emplois : jeunes (p. 4729 et s.)
 Etablissements de santé : hôpitaux : Cayenne (p. 4731)
 Etat : Gouvernement précédent : outre-mer (p. 4730)
 Formation professionnelle (p. 4730)
 Impôts et taxes : investissements outre-mer : politique économique (p. 4730 et s.)
 Logement : logement social : outre-mer (p. 4731)
 Ordonnances : projet de loi d'habilitation : outre-mer (p. 4731)
 Outre-mer : continuité territoriale (p. 4730 et s.)
 Outre-mer : crédits : coût (p. 4729 et s.)
 Outre-mer : développement économique (p. 4730 et s.)
 Outre-mer : DOM : eau (p. 4729)
 Tourisme et loisirs : navigation de plaisance : outre-mer (p. 4731)

Discussion des articles [6 juin 2003] (p. 4759, 4796)

Article 1er (exonération de charges sociales en faveur des entreprises des départements d'outre-mer)
 Son intervention (p. 4766)

Article 13 (défiscalisation au titre de l'impôt sur le revenu : investissement dans le logement et souscription au capital de sociétés agréées - SO.FI.OM)
 Son amendement n° 315 (éligibilité des travaux sur les logements achevés depuis plus de trente ans au lieu de quarante ans) (p. 4814)

Jean-Charles TAUGOURDEAU

*Maine-et-Loire (3^{ème} circonscription)
 Union pour la Majorité Présidentielle
 puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11116), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre titulaire du comité de gestion du Fonds de soutien aux hydrocarbures ou assimilés d'origine nationale [J.O. du 3 août 2002] (p. 13301)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 21 décembre 2002] (p. 21390)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 107 portant création d'un dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 juillet 2002] (p. 2372)

Après l'article 3

Son amendement n° 65 (contrats de travail à caractère saisonnier) (p. 2427)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES SOCIALES, TRAVAIL ET SOLIDARITÉ, ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE

Examen du fascicule [14 novembre 2002] (p. 5069, 5105)

Son intervention (p. 5097)

Thèmes avant la procédure des questions :

Entreprises : allègement des charges (p. 5098)
 Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 5098)
 Travail : contrats à durée indéterminée (p. 5098)
 Travail : réduction du temps de travail (p. 5097)
 Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 5098)
 Travail : travail saisonnier (p. 5098)

Procédure des questions :

Travail : durée du travail (p. 5106)

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [5 novembre 2002] (p. 4499)

Procédure des questions :

Enseignement agricole (p. 4532)

Projet de loi n° 375 relatif à la négociation collective sur les restructurations ayant des incidences sur l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 2002] (p. 6158)

Son intervention (p. 6203)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi (p. 6203)
 Entreprises : chefs d'entreprises (p. 6204)
 Travail : durée du travail (p. 6203)
 Travail : licenciement économique (p. 6204)
 Travail : licenciements (p. 6204)
 Travail : plan social (p. 6204)

Projet de loi n° 638 renforçant la lutte contre la violence routière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 mars 2003] (p. 2212)

Son intervention (p. 2213)

Thèmes :

Sécurité routière : prévention (p. 2213)
 Sécurité routière : ceintures de sécurité (p. 2213)

Discussion des articles [20 mars 2003] (p. 2257)

Avant l'article 8

Son amendement n° 141 (examen médical tous les 10 ans de 20 à 65 ans, puis tous les cinq ans) (p. 2264) : non soutenu (p. 2265)

Article 8 (permis de conduire probatoire pour les conducteurs novices)

Son amendement n° 140 rectifié (p. 2270)

Guy TEISSIER

*Bouches-du-Rhône (6^{ème} circonscription)
 Union pour la Majorité Présidentielle
 puis Union pour un Mouvement Populaire
 Secrétaire de l'Assemblée nationale*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11114)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Président de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 juin 2002] (p. 11184)

Rapporteur du projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2003 à 2008 (n° 187) [1^{er} octobre 2002]

Cesse d'être secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 3 octobre 2002] (p. 16376)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 201 visant à offrir à la partie civile la possibilité d'être associée aux débats des juridictions de libération conditionnelle [24 septembre 2002]

Proposition de loi n° 202 permettant la prise en compte des années d'études supérieures dans la durée de cotisation retenue pour le calcul du montant de la pension de retraite [24 septembre 2002]

Proposition de loi n° 203 tendant à permettre au juge d'attribuer le bénéfice d'une concession funéraire à certains cohéritiers [24 septembre 2002]

Proposition de loi n° 204 réglementant l'accès des mineurs à certains jeux vidéo [24 septembre 2002]

Proposition de loi n° 205 d'orientation relative au statut, à la formation et à la protection juridique des enseignants exerçant des fonctions de directeur d'école [24 septembre 2002]

Proposition de loi n° 206 relative à la création de parcs nationaux de deuxième génération [24 septembre 2002]

Rapport déposé au nom de la commission de la défense et des forces armées sur le projet de loi (n° 187) relatif à la programmation militaire pour les années 2003 à 2008 [20 novembre 2002] (n° 383)

Proposition de loi n° 536 visant à supprimer les conseils de quartier dans les communes de Paris, Marseille et Lyon [16 janvier 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Politiques communautaires. politique de la défense. perspectives [2 avril 2003] (p. 2747)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 76, posée le 16 décembre 2002. Télécommunications. Internet (J.O. questions p. 4849). Appelée le 17 décembre 2002. trafic de drogue, lutte et prévention (p. 6809)

DÉBATS

Projet de loi n° 154 d'orientation et de programmation pour la justice

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er août 2002] (p. 2582) ; [2 août 2002] (p. 2622, 2666)

Après l'article 13

Son amendement n° 36 corrigé (possibilité de condamnation des mineurs de 14 à 18 ans à des travaux d'intérêt général) (p. 2605)

Son amendement n° 37 (suppression de l'effacement dans le casier judiciaire des procédures judiciaires contre un mineur devenu majeur) (p. 2606)

Avant l'article 21

Son amendement n° 34 corrigé (obligation de motivation de toutes les décisions de classement sans suite) (p. 2655)

Après l'article 28

Son amendement n° 35 (intervention de la partie civile dans la procédure de libération conditionnelle) (p. 2683)

Déclaration du Gouvernement n° 244 présentée par M. Jean-Pierre Raffarin, Premier ministre, sur la question de l'Irak et débat sur cette déclaration

[8 octobre 2002] (p. 3048)

Son intervention (p. 3063)

Thèmes :

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : résolution (p. 3063)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 3064)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 3063)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****DÉFENSE ET SGDN**

Examen des fascicules [24 octobre 2002] (p. 3907)

Son intervention en qualité de président de la commission de la défense (p. 3920)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : crédits : recherche (p. 3921)

Défense : Délégation générale pour l'armement (DGA) (p. 3921)

Défense : frégates (p. 3921)

Défense : hélicoptères (p. 3921)

Industrie : construction aéronautique et spatiale (p. 3921)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 3920)

Politiques communautaires : politique de la défense : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 3920)

Vote des crédits et articles rattachés [24 octobre 2002] (p. 3957)

DÉFENSE

Article 38 (mesures nouvelles - dépenses ordinaires des services militaires)

Intervient sur l'amendement n° 49 de la commission (réduction des crédits des services de communication du ministère de la défense) (p. 3958)

Intervient sur l'amendement n° 50 de la commission (réduction des crédits d'alimentation) (p. 3959)

II - SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE LA DÉFENSE NATIONALE

Après l'article 63

Intervient sur l'amendement n° 80 du Gouvernement (reconduction des mesures d'incitation au départ des officiers et sous-officiers) (p. 3961)

Intervient sur l'amendement n° 52 de la commission (suppression des documents appelés "jaunes") (p. 3961)

Projet de loi n° 187 relatif à la programmation militaire pour les années 2003 à 2008

Rapporteur de la commission de la défense nationale et des forces armées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 novembre 2002] (p. 5933)

Son intervention

Thèmes :

Défense : armements et équipements : coopération économique (p. 5938)

Défense : armes de destruction massive (p. 5937)

Défense : armes nucléaires : prolifération (p. 5937)

Défense : armes nucléaires stratégiques (p. 5937)

Défense : avions (p. 5938)

Défense : direction des chantiers navals (p. 5938)

Défense : GIAT-Industries (p. 5938)

Défense : hélicoptères (p. 5938)

Défense : loi de programmation militaire (p. 5937)

Défense : marine : crédits budgétaires (p. 5938)

Défense : missiles (p. 5937 et s.)

Défense : personnel civil (p. 5939)

Défense : professionnalisation (p. 5939)

Défense : renseignement (p. 5937)

Défense : réserves (p. 5939)

Espace : satellites (p. 5937)

Marchés publics : passations : défense (p. 5938)

Ordre public : terrorisme (p. 5937)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 5939)

Pays étrangers : Etats-Unis : recherche développement (p. 5937)

Politique extérieure : relations Est-Ouest (p. 5937)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 5939)

Discussion des articles [28 novembre 2002] (p. 5990)

Article 1er (cadre général de la politique de défense, programmation militaire 2003-2008 et approbation du rapport annexé)

Son intervention (p. 6010 et s.)

Article 2 (moyens affectés aux dépenses en capital)

Son intervention (p. 6016)

Article 3 (effectifs prévisionnels du ministère de la défense)

Son intervention (p. 6016)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Jean-Claude Sandrier (création d'un service civil et militaire sur la base du volontariat) (p. 6017)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 20 de la commission (instauration de dispositifs dérogatoires afin de moderniser la gestion immobilière, recours au crédit-bail) (p. 6018)

Article 7 (suivi des orientations et de la mise en œuvre de la politique de défense)

Son intervention (p. 6018)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 16 corrigé de M. Jean-Claude Sandrier (relance par la France de l'ensemble des conférences sur la paix et le désarmement et, en particulier, pour les armes nucléaires et de destruction massive) (p. 6019)

Intervient sur l'amendement n° 13 de la commission des affaires étrangères (rapport annuel au Parlement sur l'exécution de la loi de programmation militaire) (p. 6020)

Intervient sur le sous-amendement n° 21 de la commission (rapport suivi d'un débat) à l'amendement n° 13 de la commission des affaires étrangères (p. 6020)

Explications de vote et vote [4 décembre 2002] (p. 6152)

Son intervention (p. 6153)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2003] (p. 116)

Son intervention (p. 127)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité : fracture sociale (p. 128)

Droit pénal : délinquance et criminalité : répression (p. 128)

Droit pénal : menaces contre les personnes exerçant une mission de service public (p. 129)

Discussion des articles [16 janvier 2003] (p. 218) ; [23 janvier 2003] (p. 483)

Article 1er (pouvoirs des préfets en matière de sécurité intérieure)

Son amendement n° 318 rectifié (p. 230)

Article 45 (protection juridique des familles des agents en charge de la sécurité)

Son amendement n° 319 (p. 510)

Déclaration du Gouvernement n° 634 sur la question de l'Irak et débat sur cette déclaration

[26 février 2003] (p. 1417)

Son intervention en qualité de président de la commission de la défense (p. 1433)

Thèmes :

Défense : dissuasion nucléaire (p. 1434)
 Ordre public : terrorisme (p. 1434)
 Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : résolution (p. 1433 et s.)
 Pays étrangers : Etats-Unis : terrorisme (p. 1434)
 Union européenne : construction européenne (p. 1434)

Pascal TERRASSE

*Ardèche (1^{ère} circonscription)
 Socialiste*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Secrétaire de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2002] (p. 11184)

Membre titulaire du Conseil d'orientation des retraites [J.O. du 2 août 2002] (p. 13231)

Membre titulaire du conseil de surveillance de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14787)

Membre titulaire du conseil de surveillance de la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14787)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des retraites [J.O. du 22 juillet 2003] (p. 12377)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 531 relative à la prévention et à l'indemnisation des inondations [16 janvier 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Retraites : généralités. réforme. perspectives [6 novembre 2002] (p. 4584)

Retraites : généralités. réforme. perspectives [7 mai 2003] (p. 3511)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 105, posée le 3 février 2003. Sécurité publique. inondations (J.O. questions p. 619). Appelée le 4 février 2003. lutte et prévention, Rhône (p. 748)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Considère que, par son absence lors du débat sur le droit à la retraite à taux plein pour les salariés justifiant de quarante annuités de cotisation avant l'âge de 60 ans, le ministre des affaires sociales se dérobe et fuit ses responsabilités [11 mars 2003] (p. 1849)

Déplore à nouveau l'absence du ministre des affaires sociales lors du débat sur le droit à la retraite à taux plein pour les salariés justifiant de quarante annuités de cotisation avant l'âge de 60 ans, regrette que le Gouvernement, par l'application de l'article 40 de la Constitution, n'ait considéré la proposition de loi que d'un point de vue financier et l'accuse de n'avoir "pas grand-chose à proposer" si ce n'est l'allongement de la durée de cotisation [11 mars 2003] (p. 1869)

S'oppose à l'accusation d'obstruction lancée contre les députés de l'opposition par le ministre des affaires sociales et affirme que ceux-ci font leur travail de parlementaires [13 juin 2003] (p. 5223)

Souhaiterait au nom du groupe socialiste pouvoir répondre à la commission ou au Gouvernement lors de la discussion d'amendements déposés par ce groupe [16 juin 2003] (p. 5357)

Souhaiterait au nom du groupe socialiste pouvoir répondre à la commission ou au Gouvernement lors de la discussion d'amendements déposés par ce groupe [16 juin 2003] (p. 5369)

Estime anormal que M. Pierre Lellouche promène dans l'hémicycle une tortue "comme le fou sa brosse à dents" [17 juin 2003] (p. 5460)

S'oppose à la demande de M. Jacques Barrot d'application de l'article 57 du règlement pour limiter le nombre d'orateurs intervenant sur un article : "Vous voulez bâillonner l'opposition" [19 juin 2003] (p. 5635)

Proteste contre la restriction, annoncée par le président de séance, du nombre d'intervenants par article et rappelle l'accord passé entre MM. Jacques Barrot et Jean-Marc Ayrault au nom des groupes qu'ils président [20 juin 2003] (p. 5701)

Rappelle qu'il n'y aura plus, pour éviter un recours à une application stricte du règlement, que trois ou quatre députés socialistes à intervenir sur chaque article mais les amendements de son groupe seront soutenus : il n'y a pas de députés fatigués, et encore moins "paumés" ou "épuisés" comme il a été dit [20 juin 2003] (p. 5725)

Accuse M. Pandraud d'être "téléguidé" et d'invoquer l'article 57 du règlement pour se livrer à un "49-3 parlementaire" : l'opposition ne se laissera pas bâillonner [23 juin 2003] (p. 5805)

Assure, se référant lui aussi à Léon Blum, "qu'il n'est de désir plus naturel que le désir de connaissance" [23 juin 2003] (p. 5842)

S'inquiète de la difficulté à suivre le débat, en particulier lors de l'examen et du vote de sous-amendements de dernière minute [24 juin 2003] (p. 5944)

S'indigne que le groupe socialiste n'ait pu s'exprimer sur l'article 27 [27 juin 2003] (p. 6172)

Demande que le président de la commission des finances explique pourquoi un amendement du rapporteur présenté comme un progrès social, n'a pas été déclaré irrecevable au regard de l'article 40 : c'est sans doute qu'en réalité il ne coûte rien ; ce n'était pas un progrès mais un véritable recul [27 juin 2003] (p. 6217)

Aurait souhaité que le passage de la session ordinaire à la session extraordinaire fût marqué par une interruption de quelques instants [1^{er} juillet 2003] (p. 6459)

Affirme, après plus de 13 heures de présence dans l'hémicycle, qu'une séance se prolongeant très tard dans la nuit n'est pas compatible avec du bon travail [1^{er} juillet 2003] (p. 6475)

Insiste sur le caractère injuste du système de fonds de capitalisation [2 juillet 2003] (p. 6640)

DÉBATS**Projet de loi n° 250 de financement de la sécurité sociale pour 2003****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [28 octobre 2002] (p. 4161)**

Son intervention (p. 4162)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 4181)

Thèmes :

Famille : politique familiale (p. 4181)

Prestations familiales : allocations familiales (p. 4182)

Sécurité sociale : Caisse nationale d'assurance maladie (p. 4163)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 4162, 4181)

Sécurité sociale : financement (p. 4162)

Sécurité sociale : protection sociale (p. 4162, 4181)

Discussion des articles [28 octobre 2002] (p. 4182) ; [29 octobre 2002] (p. 4208, 4260, 4296) ; [30 octobre 2002] (p. 4341, 4374)**Article 1er et rapport annexé (approbation du rapport annexé)**

Son intervention (p. 4200 et s.)

Reprend l'amendement n° 178 de M. Jean-Luc Préel (rapport annuel au Parlement sur l'exécution de la loi de programmation militaire) (p. 4224)

Article 3 (affectation du droit de consommation sur les tabacs)

Son intervention (p. 4261 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 218 de M. Claude Evin (suppression des frais d'assiette et de recouvrement perçus par les services fiscaux en matière de fiscalité affectée à la sécurité sociale) (p. 4265)

Intervient sur l'amendement n° 217 de M. Claude Evin (création d'une contribution assise sur la valeur ajoutée des entreprises) (p. 4265 et s.)

Article 4 (montant du droit de consommation sur les tabacs)

Son intervention (p. 4268)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 36 de la commission (surtaxation des bières fortes) (p. 4274)

Article 5 (remboursement de la moitié de la dette du Fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale -FOREC- par la Caisse d'amortissement de la dette sociale -CADES-)

Son intervention (p. 4275 et s.)

Article 6 (contribution sur les dépenses de promotion des laboratoires pharmaceutiques)

Son intervention (p. 4280 et s.)

Article 13 (fusion du Fonds pour la modernisation des cliniques privées dans le Fonds pour la modernisation des établissements de santé)

Son intervention (p. 4303)

Article 21 (pénalités financières applicables aux entreprises exploitant des médicaments)

Son intervention (p. 4343)

Article 25 (prolongation du délai pour la signature des conventions tripartites par les établissements assurant l'hébergement des personnes âgées dépendantes)

Son intervention (p. 4352 et s.)

Son amendement n° 154 (p. 4354)

Article 26 (réintégration des médicaments remboursables dans les tarifs de soins des établissements assurant l'hébergement des personnes âgées et ne disposant pas de pharmacie à usage intérieur)

Son intervention (p. 4356 et s.)

Son amendement n° 155 (p. 4357)

Article 27 (tarif forfaitaire de remboursement pour les médicaments)

Son intervention (p. 4360 et s.)

Reprend l'amendement n° 245 de M. Pierre Morange (rapport annuel au Parlement sur l'exécution de la loi de programmation militaire) (p. 4368) (p. 4368)

Article 28 (fin du mécanisme de cessation anticipée d'activité)

Son intervention (p. 4375)

Article 29 (incitation à la poursuite et à la reprise d'activité pour les médecins et les infirmières)

Son intervention (p. 4377 et s.)

Avant l'article 43

Intervient sur l'amendement n° 247 rectifié de M. Jacques Barrot (statut juridique et fiscal des contributions des employeurs destinées à financer des prestations de retraite supplémentaires à leurs employés) (p. 4396)

Article 43 (revalorisation des pensions de retraite du régime général et des avantages alignés en fonction de l'évolution prévisionnelle des prix)

Son intervention (p. 4397 et s.)

Article 41 précédemment réservé (accélération de la prise en charge par la Caisse nationale des allocations familiales des majorations de pension pour enfant)

Son intervention (p. 4409 et s.)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****ANCIENS COMBATTANTS****Examen du fascicule [12 novembre 2002] (p. 4861)****Procédure des questions :**

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 4892)

SANTÉ, FAMILLE ET PERSONNES HANDICAPÉES**Examen du fascicule [12 novembre 2002] (p. 4910)**

Son intervention (p. 4935)

Thèmes avant la procédure des questions :

Handicapés : centres d'aide par le travail (CAT) (p. 4935)

Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 4935)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS**[15 novembre 2002] (p. 5197)****Après l'article 59**

Son amendement n° 191 (hébergement en établissement de soins – taux de la réduction d'impôt porté de 25 % à 50 %) : rejeté (p. 5235)

Projet de loi n° 402 portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [29 janvier 2003] (p. 648)****Article 6 (remplacement de la participation pour voies nouvelles et réseaux - PVNR - par une participation pour voirie et réseaux - PVR)**

Son intervention (p. 654)

Après l'article 6

Son amendement n° 57 (assouplissement de la disposition de la loi SRU encadrant la constructibilité sur les parcelles autres que celles urbanisées des communes, bourgs et hameaux) (p. 662) : retiré (p. 663)

DEUXIÈME LECTURE**Discussion des articles [3 avril 2003] (p. 2808)****Article 20 (simplification de la création et du fonctionnement des pays)**

Son amendement n° 93 (p. 2825)

Projet de loi n° 606 relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [6 mars 2003] (p. 1763)****Après l'article 18**

Son amendement n° 226 (non-application des dispositions du code des assurances sur l'aggravation du risque dès lors que la commune sur laquelle est établi le bien assuré dispose d'un plan de prévention des risques naturels) (p. 1786) : rejeté (p. 1787)

Son amendement n° 505 (renforcement de la sécurité juridique des élus) (p. 1787) : rejeté (p. 1788)

Après l'article 19 bis

Son amendement n° 495 (création, par le préfet, et rôle d'une commission consultative locale des risques) : rejeté (p. 1794)

Après l'article 19 ter

Son amendement n° 243 (établissement dans un délai de cinq ans, par le préfet, de programmes pluriannuels de mesures contribuant à la réduction des risques naturels) : rejeté (p. 1796)

Son amendement n° 496 (collectivités territoriales associées au sein d'une communauté locale de l'eau) (p. 1796) : rejeté (p. 1797)

Son amendement n° 242 (établissements publics territoriaux de bassin associés à la politique de lutte contre les risques de crues et de prévention des inondations) : rejeté (p. 1797)

Son amendement n° 244 (missions de la commission locale de l'eau) : rejeté (p. 1797)

Article 20 (instauration de servitudes dans les zones de rétention temporaire des eaux de crues ou de ruissellement et dans les zones de mobilité d'un cours d'eau)

Son amendement n° 248 (p. 1800)

Après l'article 20

Son amendement n° 340 (opérations de dragages prescrites par le préfet) : rejeté (p. 1805)

Son amendement n° 500 (restauration du régime hydraulique antérieur après aménagement d'un cours d'eau) : rejeté (p. 1805)

Proposition de loi n° 129 tendant à ouvrir le droit à la retraite à taux plein pour les salariés ayant cotisé quarante annuités avant d'atteindre l'âge de 60 ans**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [11 mars 2003] (p. 1845)**

Son intervention (p. 1860)

Son rappel au règlement (cf supra) [11 mars 2003] (p. 1849)

Son rappel au règlement (cf supra) [11 mars 2003] (p. 1869)

Thèmes :

Parlement : relations entre le Parlement et le Gouvernement (p. 1860)

Retraites : généralités : âge de la retraite (p. 1860)

Retraites : généralités : calcul des pensions (p. 1860)

Retraites : généralités : cotisations (p. 1860)

Retraites : généralités : retraites complémentaires (p. 1860)

Travail : préretraites (p. 1861)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [10 juin 2003] (p. 4969)**

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4969)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : épargne retraite (p. 4975)

Démographie : vieillissement de la population (p. 4970)

Emploi : politique de l'emploi (p. 4978)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 4973, 4978)

Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 4980)

Politique sociale : solidarité (p. 4969)

Préretraites : allocations (p. 4978)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires : femmes (p. 4977)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires : Caisse nationale de prévoyance de la fonction publique (PREFON) (p. 4976)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires : montant des pensions (p. 4977)

Retraites : généralités : financement (p. 4982)

Retraites : généralités : âge de la retraite (p. 4970, 4974)

Retraites : généralités : calcul des pensions (p. 4971, 4979)

Retraites : généralités : cotisations (p. 4971, 4981)

Retraites : généralités : Fonds de solidarité vieillesse (p. 4977)

Retraites : généralités : liquidation des pensions (p. 4974)

Retraites : généralités : minimum vieillesse (p. 4971)

Retraites : généralités : politique à l'égard des retraités (p. 4969)

Retraites : généralités : retraites complémentaires (p. 4975)

Retraites : généralités : système par répartition (p. 4972)

Syndicats : représentativité : politique à l'égard des retraités (p. 4973)

Travail : conditions de travail (p. 4974)

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)**Avant l'article 1er [séances des 12, 13, 14 juin 2003] (principes)**

Son intervention (p. 5158 et s.)

Ses observations : indique qu'il aurait été nécessaire de rectifier les amendements précédents pour les rendre lisibles [12 juin 2003] (p. 5158)

Son rappel au règlement (cf supra) [13 juin 2003] (p. 5223)

Article 1er [séances du 16 juin 2003] (système de retraites par répartition)

Son intervention (p. 5343 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [16 juin 2003] (p. 5357)

Après l'article 1er [séance du 16 juin 2003] (régime par points)

- Son intervention (p. 5385 et s.)
- Article 2 [séances des 16 et 17 juin 2003] (contributivité)
Son intervention (p. 5386 et s.)
- Après l'article 2 [séance du 17 juin 2003] (sources supplémentaires de financement ; politique salariale)
Son intervention (p. 5451 et s.)
Son rappel au règlement (cf supra) [17 juin 2003] (p. 5460)
- Article 3 [séances du 17 juin 2003] (équité)
Son intervention (p. 5482 et s.)
- Après l'article 3 [séance du 18 juin 2003] (impôt sur la fortune ; métiers pénibles)
Son intervention (p. 5534 et s.)
- Avant l'article 4 [séances des 18 et 19 juin 2003] (contrats à durée déterminée ou à temps partiel)
Son intervention (p. 5541 et s.)
- Article 4 [séances du 19 juin 2003] (assurer en 2008, un montant minimal de retraite égal à 85 % du SMIC)
Son intervention (p. 5585 et s.)
- Après l'article 4 [séance du 19 juin 2003] (harmonisation des régimes, détermination des durées de cotisation par la négociation)
Son intervention (p. 5623 et s.)
- Article 5 [séance 19 juin 2003] (durée d'assurance, pour obtenir une pension à taux plein, portée à 41 ans en 2012)
Son intervention (p. 5627 et s.)
Son rappel au règlement (cf supra) [19 juin 2003] (p. 5635)
- Après l'article 5 [séance du 20 juin 2003] (négociations avec les partenaires sociaux)
Son intervention (p. 5695 et s.)
- Avant l'article 6 [séance du 20 juin 2003] (information des assurés sur le montant de leur pension)
Son intervention (p. 5696)
- Article 6 [séance du 20 juin 2003] (missions du Conseil d'orientation des retraites (COR))
Son intervention (p. 5703 et s.)
- Article 7 [séances du 20 juin 2003] (commission de compensation)
Son intervention (p. 5713 et s.)
Son rappel au règlement (cf supra) [20 juin 2003] (p. 5725)
- Après l'article 7 [séances du 20 juin 2003] (régimes spéciaux)
Son intervention (p. 5728)
- Article 8 [séance du 20 juin 2003] (information des assurés sur leurs droits à la retraite)
Son intervention (p. 5729 et s.)
- Après l'article 8 [séance du 20 juin 2003] (dispositions relatives aux salariés de plus de cinquante ans)
Son intervention (p. 5745 et s.)
- Article 9 [séances du 20 juin 2003] (simplification des règles de limitation du cumul "emploi-retraite")
Son intervention (p. 5747 et s.)
- Article 10 [séances des 20 et 23 juin 2003] (limite d'âge pour la mise à la retraite d'office des salariés)
Son intervention (p. 5779)
- Article 11 [séances du 23 juin 2003] (assujettissement des allocations de préretraite d'entreprise à une contribution spécifique affectée au Fonds de réserve pour les retraites)
Son intervention (p. 5804 et s.)
Son rappel au règlement (cf supra) [23 juin 2003] (p. 5805)
- Après l'article 11 [séance du 23 juin 2003] (stock-options)
Son intervention (p. 5833)
- Article 12 [séances des 23 et 24 juin 2003] (suppression de la préretraite progressive et limitation du champ du dispositif de la cessation anticipée d'activité)
Son intervention (p. 5833 et s.)
Son rappel au règlement (cf supra) [23 juin 2003] (p. 5842)
- Après l'article 12 [séance du 24 juin 2003] (pénibilité ; rapport sur les négociations interprofessionnelles)
Son intervention (p. 5894)
- Article 13 [séance du 24 juin 2003] (accès et maintien dans l'emploi des salariés âgés)
Son intervention (p. 5997 et s.)
- Avant l'article 14 [séance du 24 juin 2003] (suppression du titre II ; retraites des religieux)
Son intervention (p. 5902)
- Article 14 [séance du 24 juin 2003] (compétences du conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés)
Son intervention (p. 5902 et s.)
- Article 15 [séance du 24 juin 2003] (alignement de la durée d'assurance de référence sur 160 trimestres)
Son intervention (p. 5909 et s.)
- Article 16 [séance du 24 juin 2003] (permettre aux assurés qui sont en activité depuis l'âge de 14, 15 et 16 ans de faire valoir leurs droits à la retraite avant 60 ans)
Son intervention (p. 5919 et s.)
- Après l'article 16 [séance du 24 juin 2003] (négociations en matière de retraites complémentaires et de conditions de travail)
Son intervention (p. 5941 et s.)
Son rappel au règlement (cf supra) [24 juin 2003] (p. 5944)
- Article 17 [séance du 24 juin 2003] (majoration de pension de 3 % par année de cotisation au-delà de la durée légale de cotisation)
Son intervention (p. 5945 et s.)
- Article 18 [séance du 24 juin 2003] (majoration de la retraite minimum au titre des périodes cotisées)
Son intervention (p. 5953 et s.)
- Article 19 [séances des 24 et 25 juin 2003] (indexation des pensions sur les prix)
Son intervention (p. 5960 et s.)
- Article 20 [séance du 25 juin 2003] (possibilité de rachat de périodes de cotisation, dans la limite de douze trimestres)
Son intervention (p. 6002 et s.)
- Article 21 [séance du 25 juin 2003] (amélioration du régime de la retraite progressive)
Son intervention (p. 6005 et s.)
- Article 22 [séances du 25 juin 2003] (amélioration de la pension de réversion et suppression de l'assurance veuvage)
Son intervention (p. 6008 et s.)
- Après l'article 22 [séance du 25 juin 2003] (majoration de la durée d'assurance, tierce personne...)
Son intervention (p. 6027)
- Article 23 [séance du 25 juin 2003] (cotisations assises sur les périodes d'emploi à temps partiel)
Son intervention (p. 6029)
- Après l'article 23 [séance du 25 juin 2003] (fonds de solidarité vieillesse ; fonds de réserve pour les retraites ; abattement pour les cotisations patronales liées à l'emploi de salariés âgés ; imposition des "stock-options")
Son intervention (p. 6031)
- Article 24 [séance du 25 juin 2003] (régime de retraites des fonctionnaires affiliés à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales et régime des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'Etat)
Son intervention (p. 6036 et s.)
- Après l'article 24 [séances des 25 et 26 juin 2003] (droits à pension des fonctionnaires ; retraite des fonctionnaires exerçant un mandat parlementaire)
Son intervention (p. 6105 et s.)
- Article 25 [séance du 26 juin 2003] (radiation des cadres et liquidation de la pension)
Son intervention (p. 6112)
- Après l'article 25 [séance du 26 juin 2003] (demande d'admission d'un fonctionnaire à la retraite librement formulée ; limites d'âge ; indemnités aux pensionnés résidant outre-mer)
Son intervention (p. 6116)
- Article 26 [séance du 26 juin 2003] (éléments constitutifs du droit à pension)
Son intervention (p. 6118 et s.)
- Article 27 [séances du 26 juin 2003] (services effectifs et validation des périodes d'interruption ou de réduction d'activité)
Son intervention (p. 6130 et s.)
- Article 28 [séance du 27 juin 2003] (rachat des années d'études)
Son intervention (p. 6173 et s.)
- Article 29 [séance du 27 juin 2003] (prise en compte dans la constitution de la pension des services accomplis postérieurement à la limite d'âge)
Son intervention (p. 6182 et s.)
- Article 30 (possibilité de surcotisation pour les fonctionnaires à temps partiel)
Son intervention (p. 6186 et s.)
- Article 31 [séance du 27 juin 2003] (nouveau régime de bonifications accordées aux fonctionnaires)
Son intervention (p. 6187 et s.)
- Après l'article 31 [séance du 27 juin 2003] (majoration de durée d'assurance pour accouchement...)
Son intervention (p. 6213 et s.)
Son rappel au règlement (cf supra) [27 juin 2003] (p. 6217)
- Article 32 [séance du 27 juin 2003] (allongement progressif de la durée d'activité dans la fonction publique pour obtenir une pension complète. Instauration d'un double mécanisme de minoration et majoration)

Son intervention (p. 6219 et s.)

Après l'article 32 [séance du 27 juin 2003] (garantie du pouvoir d'achat)
Son intervention (p. 6257)

Article 33 [séance du 27 juin 2003] (liquidation de la solde de réforme)
Son intervention (p. 6265 et s.)

Article 34 [séance du 27 juin 2003] (conditions de liquidation immédiate des pensions civiles et militaires)
Son intervention (p. 6269 et s.)

Article 36 [séance du 27 juin 2003] (modalités de revalorisation de la rente d'invalidité)
Son intervention (p. 6284)

Article 37 [séance du 27 juin 2003] (droit à pension de réversion - mise en conformité avec le droit communautaire)
Son intervention (p. 6287 et s.)

Article 42 [séance du 27 juin 2003] (pensions de réversion en cas de décès d'un fonctionnaire par suite de circonstances particulières)
Son intervention (p. 6310)

Article 46 [séance du 30 juin 2003] (maintien en activité au-delà de la limite d'âge)
Son intervention (p. 6361)

Article 47 [séance du 30 juin 2003] (temps partiel de droit pour l'éducation d'un enfant)
Son intervention (p. 6369 et s.)

Article 48 [séance du 30 juin 2003] (abrogation de dispositions législatives)
Son intervention (p. 6371)

Article 49 [séance du 30 juin 2003] (cessation progressive d'activité)
Son intervention (p. 6374 et s.)

Article 50 [séance du 30 juin 2003] (modalités de liquidation des pensions des agents en congé de fin d'activité)
Son intervention (p. 6401)

Article 51 [séance du 30 juin 2003] (modalités de liquidation des pensions des fonctionnaires affectés à France Télécom bénéficiaires d'un congé de fin de carrière)
Son intervention (p. 6404)

Article 52 [séance du 30 juin 2003] (mise en place d'un régime complémentaire de retraite par répartition pour les fonctionnaires)
Son intervention (p. 6405 et s.)

Article 53 [séances des 30 juin et 1er juillet 2003] (évolution professionnelle des membres des corps enseignants)
Son intervention (p. 6449 et s.)
Son rappel au règlement (cf supra) [1^{er} juillet 2003] (p. 6459)

Article 54 [séance du 1er juillet 2003] (majoration de la durée d'assurance des fonctionnaires hospitaliers en catégorie active)
Son intervention (p. 6468 et s.)

Article 55 [séance du 1er juillet 2003] (entrée en vigueur des dispositions du titre III)
Son intervention (p. 6473)
Son rappel au règlement (cf supra) [1^{er} juillet 2003] (p. 6475)

Avant l'article 56 [séance du 1er juillet 2003] (suppression du titre IV, nouvel intitulé du titre IV, suppression du chapitre 1er, prise en compte de la pénibilité)
Son intervention (p. 6478)

Article 56 [séance du 1er juillet 2003] (règles de fonctionnement des régimes complémentaires obligatoires des professions artisanales, industrielles et commerciales)
Son intervention (p. 6479 et s.)

Article 57 [séance du 1er juillet 2003] (compétence des organisations autonomes pour donner des avis s'agissant des régimes complémentaires obligatoires des professions artisanales, industrielles et commerciales)
Son intervention (p. 6485 et s.)

Article 58 [séance du 1er juillet 2003] (modalités d'entrée en vigueur du nouveau régime complémentaire obligatoire des professions industrielles et commerciales)
Son intervention (p. 6488)

Article 60 [séance du 1er juillet 2003] (règles de contrôle budgétaire applicables au régime de base des professions libérales)
Son intervention (p. 6495 et s.)

Article 63 [séance du 1er juillet 2003] (cotisations au régime de base des professions libérales)
Son intervention (p. 6503)

Article 64 [séance du 1er juillet 2003] (recouvrement des cotisations au régime de base des professions libérales)
Son intervention (p. 6507)

Article 65 [séance du 1er juillet 2003] (pensions de retraite servies par le régime de base des professions libérales)
Son intervention (p. 6526)

Article 71 [séance du 1er juillet 2003] (affiliation des aides familiaux dès l'âge de seize ans au régime de base des exploitants agricoles)
Son intervention (p. 6547)

Après l'article 71 [séance du 1er juillet 2003] (retraites des conjoints non-salariés agricoles)
Son intervention (p. 6550)

Article 72 [séance du 1er juillet 2003] (transposition dans le régime de base des exploitants agricoles de nouvelles dispositions applicables dans le régime général)
Son intervention (p. 6552)

Article 74 [séance du 1er juillet 2003] (possibilité de rachat de périodes d'études au titre du régime de base des exploitants agricoles)
Son intervention (p. 6559)

Article 75 [séances des 1er et 2 juillet 2003] (pensions de réversion servies par le régime de base des exploitants agricoles)
Son intervention (p. 6563 et s.)

Article 76 [séance du 2 juillet 2003] (conditions de cessation d'activité pour le service d'une pension par le régime de base des exploitants agricoles)
Son intervention (p. 6593 et s.)

Article 77 [séance du 2 juillet 2003] (mensualisation du versement des pensions servies par le régime de base des exploitants agricoles)
Son intervention (p. 6600)

Article 78 [séance du 2 juillet 2003] (droit à bénéficier de produits d'épargne retraite)
Son intervention (p. 6605 et s.)
Son rappel au règlement (cf supra) [2 juillet 2003] (p. 6640)

Article 79 [séance du 2 juillet 2003] (création du plan d'épargne pour la retraite (PER))
Son intervention (p. 6656 et s.)

Article 80 [séance du 2 juillet 2003] (création du plan partenarial d'épargne salariale volontaire pour la retraite (PESVR))
Son intervention (p. 6671 et s.)

Article 81 [séance du 2 juillet 2003] (déductions fiscales favorisant l'épargne retraite)
Son intervention (p. 6685 et s.)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [24 juillet 2003] (p. 7885)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7887)
Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 7900)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi (p. 7900)
Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 7888)
Politique sociale : fracture sociale (p. 7890, 7900)
Retraites : généralités : femmes (p. 7889)
Retraites : généralités : âge de la retraite (p. 7889)
Retraites : généralités : cotisations (p. 7888)
Retraites : généralités : montant des pensions (p. 7888)
Retraites : généralités : politique à l'égard des retraités (p. 7888, 7900)
Retraites : généralités : système par répartition (p. 7887)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [24 juillet 2003] (p. 7909)

Intervient sur l'amendement n° 4 du Gouvernement (article 16 : suppression de la surcote bénéficiant aux personnes qui remplissent les conditions de départ anticipé mais décident de rester en activité) (p. 7939)
Ses explications de vote (p. 7942)

Déclaration du Gouvernement n° 989 d'orientation budgétaire présentée par M. Alain Lambert, ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire et débat sur cette déclaration

[26 juin 2003] (p. 6055)

Son intervention (p. 6092)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation : impôts locaux (p. 6092)
Finances publiques : exécution du budget : annulations de crédits (p. 6092)
Logement : logement social (p. 6092)
Politique économique : pouvoir d'achat : consommation (p. 6092)
Recherche (p. 6092)
Sécurité sociale (p. 6092)

Michel TERROT

Rhône (12^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire

Elu le 9 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

INTERVENTION EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Services, transport de fonds, sécurité [15 octobre 2002] (p. 3304)

Irène THARIN

Doubs (4^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire

Elue le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'un dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise [J.O. du 1^{er} août 2002] (p. 13132)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) tome IV : Affaires sociales, travail et solidarité (travail) (n° 257) [10 octobre 2002]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Drogue, trafic, lutte et prévention [5 mars 2003] (p. 1604)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 273, posée le 31 mars 2003. Personnes âgées, soins et maintien à domicile (J.O. questions p. 2290). Appelée le 1^{er} avril 2003. infirmiers et auxiliaires de vie, statuts (p. 2673)

DÉBATS**Projet de loi n° 230 de finances pour 2003****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****AFFAIRES SOCIALES, TRAVAIL ET SOLIDARITÉ, ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE****Examen du fascicule [14 novembre 2002] (p. 5069)**

Rapporteuse pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 5073)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 5073)

Emploi : contrats emploi-solidarité (p. 5074)

Emploi : création d'emplois (p. 5074)

Emploi : jeunes (p. 5073)

Emploi : Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC) (p. 5073)

Entreprises : allègement des charges (p. 5073)

Travail : contrats de travail (p. 5074)

André THIEN AH KOON

Réunion (3^{ème} circonscription)
Apparenté au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle
puis Apparenté au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire

Elu le 9 juin 2002

S'apparente au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire du comité directeur du Fonds d'investissement des départements d'outre-mer [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14786)

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le Ministre des affaires étrangères [J.O. du 12 juin 2003] (p. 9908)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programme pour l'outre-mer [J.O. du 13 juin 2003] (p. 9985)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**DÉBATS****Projet de loi n° 107 portant création d'un dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [30 juillet 2002] (p. 2312)**

Son intervention (p. 2351)

Thèmes :

DOM : La Réunion (p. 2351)

Emploi : jeunes (p. 2351)

Formation professionnelle : promotion sociale (p. 2351)

Discussion des articles [30 juillet 2002] (p. 2372)

Article 1er (dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise)

Son intervention (p. 2379)

Projet de loi n° 154 d'orientation et de programmation pour la justice**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [1er août 2002] (p. 2550)**

Article 1er et rapport annexé (approbation du rapport présentant les orientations et les moyens budgétaires pour la justice pour les années 2003 à 2007)

Son intervention (p. 2560)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE**

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT, PROFESSIONS LIBÉRALES ET CONSOMMATION

Examen du fascicule [8 novembre 2002] (p. 4782)

Son intervention (p. 4794)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : simplifications administratives : outre-mer (p. 4794)

Chambres consulaires : chambres de commerce et d'industrie : outre-mer (p. 4795)

Commerce et artisanat : grande distribution : outre-mer (p. 4794)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : outre-mer (p. 4794)

OUTRE-MER**Examen du fascicule [8 novembre 2002] (p. 4807)**

Son intervention (p. 4823)

Thèmes avant la procédure des questions :

Outre-mer : crédits : transports aériens (p. 4824)

Outre-mer : La Réunion : chômage (p. 4824)

Outre-mer : La Réunion : franchise (p. 4825)

Outre-mer : La Réunion : monopole (p. 4825)

Outre-mer : passeport mobilité (p. 4824)

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 novembre 2002] (p. 5399)

Son intervention (p. 5417)

Thèmes :

Outre-mer (p. 5417)

Outre-mer : La Réunion : institutions (p. 5418)

Outre-mer : La Réunion : transferts de compétences (p. 5418)

Discussion des articles [27 novembre 2002] (p. 5846)

Article 7 (articles 72-3 et 72-4 de la Constitution - régime des collectivités situées outre-mer)

Son intervention (p. 5846)

Projet de loi n° 881 de programme pour l'outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 juin 2003] (p. 4715)

Son intervention (p. 4715)

Thèmes :

Emploi : création d'emplois : jeunes (p. 4716)

Enseignement (p. 4716)

Etablissements de santé : hôpitaux : La Réunion (p. 4716)

Fonctionnaires et agents publics : primes : outre-mer (p. 4715)

Outre-mer : continuité territoriale (p. 4716)

Outre-mer : La Réunion : Fonds régional pour le développement et l'emploi (p. 4717)

Partis et mouvements politiques : gauche : politique générale (p. 4715)

Politique économique : concurrence : La Réunion (p. 4716)

Politique sociale : revenu minimum d'activité (RMA) : outre-mer (p. 4716)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires : majorations des pensions : outre-mer (p. 4715 et s.)

Discussion des articles [6 juin 2003] (p. 4759, 4796)

Article 1er (exonération de charges sociales en faveur des entreprises des départements d'outre-mer)

Son intervention (p. 4769)

Après l'article 40 bis

Son amendement n° 109 deuxième rectification (La Réunion - affectation des ressources du Fonds régional pour le développement et l'emploi) : adopté (p. 4855)

Article 41 bis (réglementation de la création de grandes et moyennes surfaces de vente)

Son amendement n° 294 rectifié (ajout de la référence à la part de marché détenue par les grandes et moyennes surfaces de vente) (p. 4860)

Après l'article 41 ter

Son amendement n° 295 deuxième rectification (concentrations commerciales - restriction dans les DOM) (p. 4861) : adopté (p. 4862)

Avant l'article 42

Intervient sur l'amendement n° 206 de M. Victorin Lurel (continuité territoriale - imposition d'obligations de service public aux compagnies aériennes) (p. 4863)

Jean-Claude THOMAS

Marne (3^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11116), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Rodolphe THOMAS

Calvados (2^{ème} circonscription)
Union pour la Démocratie Française

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11116), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre titulaire de la commission supérieure du Crédit maritime mutuel [J.O. du 2 août 2002] (p. 13229)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 21 décembre 2002] (p. 21390)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine [J.O. du 25 juillet 2003] (p. 12639)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 415 portant création d'un revenu minimum d'activité [28 novembre 2002]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Transports routiers. chauffeurs routiers. revendications [19 novembre 2002] (p. 5285)

Politique extérieure. Nigeria. droits des femmes [3 juin 2003] (p. 4397)

Institutions sociales et médico-sociales. centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS). fonctionnement, financement [24 juin 2003] (p. 5886)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 86, posée le 13 janvier 2003. Emploi. emplois jeunes (J.O. questions p. 129). Appelée le 14 janvier 2003. perspectives (p. 26)

n° 139, posée le 24 février 2003. Recherche. physique nucléaire (J.O. questions p. 1272). Appelée le 25 février 2003. centre de recherche Ganil, projet Spiral, extension, perspectives (p. 1331)

n° 332, posée le 19 mai 2003. Entreprises. délocalisations (J.O. questions p. 3730). Appelée le 20 mai 2003. lutte et prévention (p. 3809)

n° 378, posée le 2 juin 2003. Emploi. contrats jeunes (J.O. questions p. 4139). Appelée le 3 juin 2003. contrat d'insertion dans la vie sociale (CIVIS), perspectives (p. 4381)

DÉBATS

Projet de loi n° 107 portant création d'un dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juillet 2002] (p. 2312)

Son intervention (p. 2345)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 2372)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 2346)

Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 2372)

Emploi : jeunes (p. 2345)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 2345)

Travail : réduction du temps de travail (p. 2372)

Discussion des articles [30 juillet 2002] (p. 2372)

Article 1er (dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise)

Article L. 322-4-6 du code du travail (public visé et nature du soutien)

Son amendement n° 33 (soutien sous la forme d'une exonération des charges) (p. 2380)

Article 2 (négociation collective sur la formation)

Intervient sur l'amendement n° 29 corrigé de M. Rudy Salles (dispositif obligatoire d'accompagnement) (p. 2420)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES SOCIALES, TRAVAIL ET SOLIDARITÉ

VILLE ET RÉNOVATION URBAINE

Examen du fascicule [23 octobre 2002] (p. 3803)

Son intervention (p. 3816)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : élus locaux : rôle et missions (p. 3816)

Urbanisme : rénovation urbaine : procédure administrative (p. 3816)

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 novembre 2002] (p. 5592)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 122 de Mme Anne-Marie Comparini (rapport de la Cour des comptes sur le respect du principe de l'autonomie financière et fiscale des collectivités territoriales) (p. 5592)

Intervient sur l'amendement n° 124 de Mme Anne-Marie Comparini (saisine automatique du Conseil constitutionnel sur les lois relatives à la libre administration des collectivités territoriales) (p. 5593)

Article 4 (article 72 de la Constitution - libre administration des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 5603)

Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 2003] (p. 787, 821)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 817)

Son intervention (p. 837)

Thèmes :

Entreprises : entreprises individuelles (p. 837)
 Entreprises : financement : avantages fiscaux (p. 837)
 Entreprises : formalités administratives (p. 837)
 Entreprises : transmission (p. 837)
 Formation professionnelle : apprentissage (p. 837)

Discussion des articles [6 février 2003] (p. 964, 996)

Article 9 (congé et période de travail à temps partiel pour la création d'entreprise)

Son intervention (p. 976)

Reprend l'amendement n° 104 de la commission (fonctionnaires et agents publics - travail à temps partiel pour la reprise ou la création d'entreprise) (p. 976)

Article 13 (fonds d'investissement de proximité)

Son intervention (p. 1013)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [3 juin 2003] (p. 4443)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4453)

Son intervention (p. 4457)

Thèmes :

Entreprises : chefs d'entreprises : protection (p. 4457)
 Entreprises : formalités administratives (p. 4457)
 Entreprises : transmission : salariés (p. 4457 et s.)
 Travail : réduction du temps de travail (p. 4453)

Projet de loi n° 719 de sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 mai 2003] (p. 3442)

Article 66 (désignation des commissaires aux comptes et organisation du co-commissariat)

Son intervention (p. 3457)

Déclaration du Gouvernement n° 880 sur les infrastructures 2003-2020 et débat sur cette déclaration

[2 mai 2003] (p. 3826)

Son intervention (p. 3875)

Thèmes :

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 3875)
 Transports ferroviaires : lignes (p. 3875)
 Voirie : autoroutes (p. 3875)

Projet de loi n° 710 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance des mesures de simplification et de codification du droit

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [3 juin 2003] (p. 4406)

Son intervention (p. 4411)

Thèmes :

Commerce et artisanat : régime de rattachement (p. 4413)
 Lois : application (p. 4411)
 Marchés publics : architectes (p. 4412)
 Ordonnances : projet de loi d'habilitation (p. 4413)
 Travail : bulletins de paie (p. 4412)

Discussion des articles [3 juin 2003] (p. 4418)

Article 4 (contrats de coopération entre personnes de droit public et personnes de droit privé)

Son intervention (p. 4420)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Jean-Christophe Lagarde (dispositif d'inscription automatique sur les listes électorales) (p. 4425)

Projet de loi n° 950 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2003] (p. 7275)

Son intervention (p. 7325)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 7326)
 Aménagement du territoire : zones urbaines sensibles (p. 7325 et s.)
 Communes : dotation de solidarité urbaine (DSU) (p. 7325)
 Coopération intercommunale (p. 7326)
 Logement : mixité sociale (p. 7325)
 Logement : programme local de l'habitat (p. 7326)
 Politique sociale : surendettement (p. 7325)

Discussion des articles [11 juillet 2003] (p. 7362, 7449)

Article 1er et annexe 1 (programmes d'action dans les zones urbaines sensibles (ZUS))

Son intervention (p. 7375)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 201 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (rapport annuel établi par le préfet dans les zones urbaines sensibles) (p. 7384)

Article 4 (débat annuel dans les collectivités locales comprenant des ZUS)

Son intervention (p. 7387)

Article 6 (objectifs du programme national de rénovation urbaine)

Son sous-amendement n° 254 à l'amendement n° 74 de la commission (p. 7396)

Son amendement n° 264 (p. 7397)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 206 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (conditions de relogement des personnes habitant des logements concernés par des opérations de démolition) (p. 7404)

Après l'article 8

Son amendement n° 258 (exonérations de charges pour les entreprises participant à la réalisation du programme national de rénovation urbaine) (p. 7409) : retiré (p. 7410)

Article 9 (création et actions de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU))

Son sous-amendement n° 255 à l'amendement n° 81 de la commission (p. 7416)

Ses amendements n°s 266 et 267 (p. 7417)

Son amendement n° 265 (p. 7419)

Son amendement n° 268 (p. 7420)

Article 10 (administration et représentation de l'ANRU)

Son intervention (p. 7427)

Après l'article 14

Son amendement n° 259 (dénomination de l'établissement public national pour l'aménagement et la restructuration des espaces commerciaux et artisanaux) : retiré (p. 7436)

Article 15 (création d'une procédure d'urgence lorsque la carence crée une menace sur la sécurité des occupants des immeubles collectifs à usage d'habitation)

Ses amendements n°s 276 et 271 (p. 7438)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 106 de la commission (prolongation de cinq ans de l'exonération d'impôt sur les sociétés dans les ZRU) (p. 7456)

Son amendement n° 260 (rapport au Parlement, avant le 31 décembre 2005, sur la possibilité d'une extension des zones franches urbaines aux communes classées en ZRU) (p. 7457) : retiré (p. 7458)

Article 22 (exonération de taxe professionnelle et de taxe foncière sur les propriétés bâties)

Son intervention (p. 7461)

Après l'article 26

Intervient sur l'amendement n° 119 rectifié de la commission (exonération des charges sociales patronales pour les emplois associatifs dans les ZUS) (p. 7468)

Son amendement n° 261 (exonération des charges sociales patronales pour les emplois associatifs dans les ZUS) (p. 7468) : devenu sans objet (p. 7469)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 7533)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 7533)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [24 juillet 2003] (p. 7956)

Son intervention (p. 7961)

Thèmes :

Aménagement du territoire : politique de la ville (p. 7962)

Aménagement du territoire : zones de redynamisation urbaine (p. 7962)
 Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 7962)
 Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 7962)
 Formation professionnelle : contrats : bâtiment et travaux publics (p. 7962)
 Logement : mixité sociale (p. 7962)
 Politique sociale : surendettement (p. 7962)
 Urbanisme : rénovation urbaine (p. 7962)

Projet de loi organique n° 900 relatif au référendum local

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [24 juillet 2003] (p. 7951)

Son intervention (p. 7954)

Thèmes :

Collectivités territoriales : démocratie participative (p. 7954)
 Elections et référendums : seuil de participation électorale (p. 7954)
 Etat : décentralisation (p. 7954)

Dominique TIAN

*Bouches-du-Rhône (2^{ème} circonscription)
 Union pour la Majorité Présidentielle
 puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 9 juin 2002

Deviens député le 19 juillet 2002 (voir indications préliminaires) [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12450)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12450)

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 25 juillet 2002] (p. 12772), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 26 juillet 2002] (p. 12834)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 21 décembre 2002] (p. 21390)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 296 visant à conférer aux conseillers municipaux dans la commune et aux conseillers d'arrondissement(s) dans leur(s) arrondissement(s) la qualité d'officier d'état civil [15 octobre 2002]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Entreprises. fonctionnement. organes de direction, perspectives [12 novembre 2002] (p. 4904)

Collectivités territoriales. Corse. statut, réforme [8 avril 2003] (p. 2943)

Sports. sports nautiques. Coupe de l'Amérique 2007, Marseille, candidature [17 juin 2003] (p. 5446)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 127, posée le 3 février 2003. Entreprises. personnel (J.O. questions p. 623). Appelée le 4 février 2003. remplacement temporaire, conséquences, seuils sociaux (p. 772)

DÉBATS

Proposition de loi n° 193 modifiant certaines dispositions du code de commerce relatives aux mandats sociaux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er octobre 2002] (p. 2794)

Son intervention (p. 2805)

Thèmes :

Entreprises : petites et moyennes entreprises : mandats sociaux (p. 2805)
 Politique générale : Gouvernement précédent : entreprises (p. 2805)
 Sociétés : droit des affaires : réforme (p. 2805)
 Sociétés : mandats sociaux : Gouvernement précédent (p. 2805)

Projet de loi n° 190 relatif aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 octobre 2002] (p. 2897)

Son intervention (p. 2915)

Thèmes :

Entreprises : allègement des charges (p. 2916)
 Retraites : généralités : âge de la retraite (p. 2916)
 Travail : durée du travail (p. 2915)

Déclaration du Gouvernement n° 262 présentée par M. Francis Mer, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur les prélèvements obligatoires et débat sur cette déclaration

[10 octobre 2002] (p. 3223)

Son intervention (p. 3252)

Thèmes :

Entreprises : création (p. 3253)
 Finances publiques : prélèvements obligatoires : droite (p. 3253)
 Finances publiques : prélèvements obligatoires : gauche (p. 3253)
 Finances publiques : prélèvements obligatoires : généralités (p. 3252)
 Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 3253)

Projet de loi n° 375 relatif à la négociation collective sur les restructurations ayant des incidences sur l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 2002] (p. 6158)

Son intervention (p. 6205)

Thèmes :

Politique économique : conjoncture (p. 6206)
 Syndicats : représentativité (p. 6206)
 Travail : négociations (p. 6206)

Discussion des articles [5 décembre 2002] (p. 6252)

Article 1er (articles 97, 98, 99, 101, 104, 106, 109 et 116 de la loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002) : suspension de certains articles de la loi de modernisation sociale du 17 janvier 2002 relatifs à la procédure des licenciements économiques)

Son amendement n° 35 rectifié (p. 6273)

Son amendement n° 37 rectifié (p. 6279)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 janvier 2003] (p. 445)

Après l'article 24

Son amendement n° 514 (amende en cas de non-respect de la fermeture administrative) : adopté (p. 450)

Après l'article 25

Son amendement n° 30 rectifié (fermeture administrative des établissements diffusant de la musique) : adopté (p. 452)

Son amendement n° 515 (pénalisation du non-respect d'une décision de fermeture d'un établissement recevant du public) : adopté (p. 452)

Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 février 2003] (p. 910)

Article 7 (non-opposabilité des clauses d'exclusivité au salarié créateur ou repreneur d'entreprise)

Son intervention (p. 946)

Projet de loi n° 710 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance des mesures de simplification et de codification du droit

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 avril 2003] (p. 3053)

Article 20 (clarification du droit du travail et du financement de la formation professionnelle)

Son amendement n° 42 (p. 3075)

Article 12 (précédemment réservé) (vote par procuration)

Son intervention (p. 3083)

Son amendement n° 2 (p. 3083)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5069)

Son intervention (p. 5085)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : épargne retraite (p. 5086)
 Retraites : généralités : système par répartition (p. 5085)

Jean TIBERI

Paris (2^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT**

n° 49, posée le 2 décembre 2002. Télécommunications. téléphone (J.O. questions p. 4504). Appelée le 3 décembre 2002. portables, antennes-relais, installation, conséquences, santé (p. 6042)

n° 400, posée le 2 juin 2003. Arts et spectacles. orchestre de Paris (J.O. questions p. 4143). Appelée le 3 juin 2003. salle de concert, perspectives (p. 4372)

Philippe TOURTELIER

Ille-et-Vilaine (2^{ème} circonscription)
Socialiste

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11116), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre suppléant du conseil d'orientation de l'Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique en France métropolitaine et dans les départements et territoires d'outre-mer [J.O. du 2 août 2002] (p. 13232)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction [J.O. du 21 mai 2003] (p. 8730)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**DÉBATS****Projet de loi n° 230 de finances pour 2003****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA****Examen du fascicule [5 novembre 2002] (p. 4499)****Procédure des questions :**

Energie et carburants : biocarburants (p. 4522)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4522)

ECOLOGIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE**Examen du fascicule [25 octobre 2002] (p. 4053)**

Son intervention (p. 4071)

Thèmes avant la procédure des questions :

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 4071)

Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 4071)

Energie et carburants : Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) (p. 4072)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 4071)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4072)

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE - SERVICES DU PREMIER MINISTRE**Examen du fascicule [7 novembre 2002] (p. 4655)****Procédure des questions :**

Régions : contrats de plan Etat-régions : associations (p. 4706)

Projet de loi n° 326 relatif aux marchés énergétiques et au service public de l'énergie**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [13 décembre 2002] (p. 6732)****Après l'article 20**

Son amendement n° 143 (conditions d'implantation des éoliennes) (p. 6760) : rejeté (p. 6761)

Projet de loi n° 402 portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [29 janvier 2003] (p. 648)****Après l'article 6**

Intervient sur l'amendement n° 98 de M. Patrick Ollier (raccordement des installations de production d'électricité et participation des exploitants au coût de raccordement) (p. 664)

DEUXIÈME LECTURE**Discussion des articles [3 avril 2003] (p. 2808)****Après l'article 2**

Son amendement n° 39 (principe du "gel de constructibilité" pendant une période de cinq ans renouvelable une fois dans les zones de rénovation urbaine) : rejeté (p. 2813)

Intervient sur l'amendement n° 64 rectifié de M. Jean Dionis du Séjour (transformation des bâtiments agricoles désaffectés en habitations) (p. 2814)

Article 6 (participation pour voirie et réseaux - PVR)

Son amendement n° 46 (p. 2845)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)****Article 20 [séance du 25 juin 2003] (possibilité de rachat de périodes de cotisation, dans la limite de douze trimestres)**

Son intervention (p. 5997)

Alfred TRASSY-PAILLOGUES

Seine-Maritime (10^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11116), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre de droit (représentant la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire) de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation [J.O. du 10 octobre 2002] (p. 16779)

Membre de la commission d'enquête sur la gestion des entreprises publiques afin d'améliorer le système de prise de décision [J.O. du 5 février 2003] (p. 2218)

Membre de la commission d'enquête sur l'application des mesures préconisées en matière de sécurité du transport maritime des produits dangereux ou polluants et l'évaluation de leur efficacité [J.O. du 12 février 2003] (p. 2618)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Sécurité publique, sécurité des biens et des personnes. zones rurales [23 octobre 2002] (p. 3843)

Ordre public, terrorisme, lutte et prévention [25 mars 2003] (p. 2369)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 373, posée le 26 mai 2003. Sécurité publique. Non appelée (J.O. questions p. 3975)

n° 448, posée le 23 juin 2003. Coopération intercommunale. impôts locaux (J.O. questions p. 4885). Appelée le 24 juin 2003. perspectives (p. 5875)

DÉBATS

Projet de loi n° 528 pour la confiance dans l'économie numérique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 février 2003] (p. 1358)

Son intervention (p. 1365)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 1382)

Thèmes :

Collectivités territoriales (p. 1366)

Commerce et artisanat : commerce électronique (p. 1366)

Télécommunications : opérateurs (p. 1366)

Union européenne : directives : commerce électronique (p. 1366)

Georges TRON

*Essonne (9^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire du Comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics [J.O. du 3 août 2002] (p. 13301)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) : annexe n° 26 : Fonction publique, réforme de l'Etat et aménagement du territoire (fonction publique et réforme de l'Etat) (n° 256) [10 octobre 2002]

Proposition de loi n° 408 visant à étendre le taux réduit de TVA de 5,5 % aux prestations juridiques assurées aux particuliers [28 novembre 2002]

Proposition de loi n° 409 visant à supprimer la redevance pour droit d'usage des appareils récepteurs de télévision [28 novembre 2002]

Proposition de loi n° 805 visant à mieux sanctionner les manquements à certaines règles de navigation aérienne [10 avril 2003]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan en conclusion des travaux d'une mission d'évaluation et de contrôle constituée le 21 janvier 2003 sur les organismes publics d'évaluation et de prospective économiques et sociales [21 mai 2003] (n° 876)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Finances publiques. déficits publics. perspectives [2 octobre 2002] (p. 2752)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Précise que M. Vergnier a, lors de sa précédente intervention, déformé sa position sur l'avenir du Conseil d'orientation des retraites (COR) : la technique de l'amalgame est ici malvenue [19 juin 2003] (p. 5607)

Accuse l'opposition d'argumenter "très loin du sujet initial", évoque son attitude au sujet de la mission d'évaluation et de contrôle (MEC) [19 juin 2003] (p. 5609)

DÉBATS

Projet de loi de finances rectificative n° 29 pour 2002

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 juillet 2002] (p. 2159)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2176)

Thèmes :

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 2176)

Politique générale : Gouvernement précédent (p. 2176, 2177)

Projet de loi n° 2 portant règlement définitif du budget de 2001

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er octobre 2002] (p. 2757)

Son intervention (p. 2761)

Thèmes :

Etat : réforme (p. 2763)

Finances publiques : déficits publics et sociaux : gauche (p. 2761)

Finances publiques : dépenses : gauche (p. 2762)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 2763)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 2763)

Politique économique : croissance : conjoncture (p. 2761)

Politique économique : prévisions : organismes (p. 2762)

Projet de loi n° 190 relatif aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 octobre 2002] (p. 2871)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2888)

Thèmes :

Emploi : création d'emplois (p. 2889)

Sécurité sociale : Fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale (FOREC) (p. 2888)

Travail : durée du travail (p. 2888)

Discussion des articles [8 octobre 2002] (p. 3070)

Article 2 (articles L. 212-5, L. 212-5-1, L. 212-6, L. 212-8, L. 212-9, L. 212-15-2, L. 212-15-3 et L. 227-1 du code du travail : assouplissements des trente-cinq heures)

Intervient sur l'amendement n° 46 de M. Maxime Gremetz (durée hebdomadaire du travail ramenée à 32 heures et durée annuelle à 1459 heures) (p. 3097)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 octobre 2002] (p. 3385)

Son intervention (p. 3391)

Thèmes :

Etat : réforme (p. 3392)

Finances publiques : dépenses (p. 3391)

Finances publiques : dette publique (p. 3392)

Fonctionnaires et agents publics (p. 3392)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 3392)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE - SERVICES DU PREMIER MINISTRE****Examen du fascicule [7 novembre 2002] (p. 4655)**

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 4655)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : rapports avec les administrés : nouvelles technologies (p. 4656)

Collectivités territoriales : décentralisation : aménagement du territoire (p. 4655)

Etat : réforme (p. 4655)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 4655)

Fonctionnaires et agents publics : traitement (p. 4656)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la fonction publique : crédits (p. 4655)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la fonction publique : politique sociale (p. 4655)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires (p. 4656)

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2002] (p. 4710)

I - SERVICES GÉNÉRAUX

Etat B, titre III

Intervient sur l'amendement n° 86 de M. Hervé Novelli (réduction de moitié - 15 450 228 euros - de la subvention attribuée à l'ENA) (p. 4712)

Intervient sur l'amendement n° 90 de la commission des finances (réduction de 5 000 000 d'euros des crédits de l'ENA) (p. 4712)

Intervient sur l'amendement n° 91 de la commission des finances (réduction de 200 000 € des crédits du chapitre "Etudes et communications sur la gestion publique") (p. 4712)

Après l'article 72

Intervient sur l'amendement n° 127 du Gouvernement (extinction progressive du congé de fin d'activité) (p. 4722)

IV - PLAN

Etat B, titre III

Intervient sur l'amendement n° 68 de M. François Goulard (suppression des crédits de fonctionnement du Commissariat général au Plan) (p. 4724)

V - AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Etat B, titre IV

Intervient sur l'amendement n° 105 rectifié de la commission des finances (réduction de 200 000 euros des crédits de l'Agence française pour les investissements internationaux) (p. 4728)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 juin 2003] (p. 5029)

Son intervention (p. 5046)

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Article 4 [séances du 19 juin 2003] (assurer en 2008, un montant minimal de retraite égal à 85 % du SMIC)

Son rappel au règlement (cf supra) [19 juin 2003] (p. 5607)

Son rappel au règlement (cf supra) [19 juin 2003] (p. 5609)

Article 35 [séance du 27 juin 2003] (conditions de liquidation différée des pensions civiles et militaires)

Son intervention (p. 6280)

Déclaration du Gouvernement n° 989 d'orientation budgétaire présentée par M. Alain Lambert, ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire et débat sur cette déclaration**[26 juin 2003] (p. 6055)**

Son intervention (p. 6086)

Thèmes :

Fonctionnaires et agents publics : effectifs : gestion (p. 6087 et s.)

Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques (p. 6086 et s.)

Retraites : généralités (p. 6086)

U

Jean UEBERSCHLAG

*Haut-Rhin (4^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire
Secrétaire de l'Assemblée nationale*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11114)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire du conseil d'administration de la société nationale de programme France 3 [J.O. du 2 août 2002] (p. 13230)

Membre titulaire de la Commission nationale des comptes de la formation professionnelle [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14787)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 616 tendant à rendre obligatoires les déclarations de candidature aux élections municipales dans toutes les communes [13 février 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION ORALE SANS DÉBAT*

n° 290, posée le 28 avril 2003. Transports, politique des transports (J.O. questions p. 3247). Appelée le 29 avril 2003. Haut-Rhin (p. 3187)

*DÉBATS***Projet de loi n° 230 de finances pour 2003****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****AFFAIRES SOCIALES, TRAVAIL ET SOLIDARITÉ, ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE****Examen du fascicule [14 novembre 2002] (p. 5069)**

Son intervention (p. 5095)

Thèmes avant la procédure des questions :

Formation professionnelle : formation en alternance (p. 5096)

Formation professionnelle : promotion sociale (p. 5096)

Politique sociale : pauvreté (p. 5095)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 5095)

Vote des crédits et articles rattachés [14 novembre 2002] (p. 5114)*Article 70 (compétences des régions en matière d'apprentissage)*

Son intervention (p. 5116)

Après l'article 70

Son amendement n° 187 (gestion des fonds de la formation professionnelle) (p. 5117) : retiré (p. 5119)

V

Léon VACHET

*Bouches-du-Rhône (15^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11116), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de la présence du loup en France et l'exercice du pastoralisme dans les zones de montagne [J.O. du 13 novembre 2002] (p. 18692)

INTERVENTION EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Professions de santé, médecins, gardes et astreintes [25 février 2003] (p. 1356)

Daniel VAILLANT

*Paris (19^{ème} circonscription)
Socialiste*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Élections et référendums, élections régionales et européennes, mode de scrutin, réforme, perspectives [29 janvier 2003] (p. 632)
Étrangers, intégration, financement [8 avril 2003] (p. 2946)
Chômage : indemnisation, Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC), situation financière, perspectives [18 juin 2003] (p. 5524)

*DÉBATS***Projet de loi n° 36 d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [16 juillet 2002] (p. 2009)**

Son intervention (p. 2010)

Thèmes :

Ordre public : Groupements d'intervention régionaux (GIR) (p. 2011)
Ordre public : sécurité (p. 2010)
Ordre public : sécurité : crédits (p. 2011)
Ordre public : sécurité : effectifs (p. 2011)
Ordre public : sécurité : Gouvernement précédent (p. 2011)
Ordre public : sécurité : moyens (p. 2011)
Ordre public : sécurité : projet de loi (p. 2012)
Partis et mouvements politiques : opposition (p. 2012)
Police : adjoints de sécurité (p. 2012)

André VALLINI

*Isère (9^{ème} circonscription)
Socialiste*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'amnistie [J.O. du 26 juillet 2002] (p. 12637)

Membre titulaire du Conseil national des services publics départementaux et communaux [J.O. du 2 août 2002] (p. 13229)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation pour la justice [J.O. du 3 août 2002] (p. 13302)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 relative aux administrateurs judiciaires, mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises et experts en diagnostic d'entreprise [J.O. du 18 octobre 2002] (p. 17343)

Juge titulaire de la Haute Cour de justice [J.O. du 14 novembre 2002] (p. 18756)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 13 décembre 2002] (p. 20630)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 21 décembre 2002] (p. 21390)

Cesse d'appartenir à la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 15 janvier 2003] (p. 883)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Marchés publics, code des marchés publics, réforme, conséquences [17 juin 2003] (p. 5444)

*DÉBATS***Projet de loi n° 19 portant amnistie****PREMIÈRE LECTURE****Explications de vote et vote [10 juillet 2002]**

Ses explications de vote (p. 1953)

Projet de loi n° 154 d'orientation et de programmation pour la justice**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [31 juillet 2002] (p. 2455)**

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2455)

Thèmes :

Droit pénal : comparution immédiate (p. 2458)
Droit pénal : détention provisoire : mineurs (p. 2456)
Droit pénal : garde à vue : mineurs (p. 2455)
Droit pénal : mineurs : délinquance et criminalité (p. 2457)
Droit pénal : mineurs : détention (p. 2456)
Droit pénal : mineurs : ordonnances (p. 2455)
Droit pénal : présomption d'innocence (p. 2457)
Droit pénal : procédure pénale : réforme (p. 2457)
Droit pénal : responsabilité pénale : élus (p. 2457)
Droit pénal : responsabilité pénale : mineurs (p. 2455)
Droit pénal : sanctions éducatives (p. 2456)
Etat : organisation : justice (p. 2460)
Jeunes : politique à l'égard des jeunes (p. 2456)
Justice : centres éducatifs fermés (p. 2456)
Justice : délais : mineurs (p. 2456)
Justice : juge de proximité (p. 2459)
Lois : projet de loi : justice (p. 2455, 2461)
Système pénitentiaire : établissements (p. 2460)

Discussion des articles [1^{er} août 2002] (p. 2582) ; [2 août 2002] (p. 2622, 2666)

Article 3 (soumission des marchés de conception, de construction et d'aménagement d'établissements pénitentiaires au code des marchés publics)

Son amendement n° 107 (de suppression) (p. 2583)

Article 7 (institution, compétence et fonctionnement de la juridiction de proximité)

Son amendement n° 109 (de suppression) (p. 2592)

Son amendement n° 110 (suppression de la compétence en matière pénale) (p. 2597)

Article 8 (service des secrétariats-greffes des juridictions de proximité)

Son amendement n° 111 (de suppression) (p. 2598)

Article 9 (compétence de la juridiction de proximité en matière de contraventions et de composition pénale)

Son amendement n° 112 (de suppression) (p. 2598)

Avant l'article 10

Son amendement n° 197 (suppression du titre III) (p. 2600)

Article 10 (responsabilité pénale des mineurs)

Son amendement n° 198 (de suppression) (p. 2601)

Article 12 (sanctions éducatives susceptibles d'être prononcées à l'encontre d'un mineur)

Son amendement n° 200 (de suppression) (p. 2604)

Article 13 (coordinations)

Son amendement n° 201 (de suppression) (p. 2605)

Après l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 37 de M. Guy Teissier (suppression de l'effacement dans le casier judiciaire des procédures judiciaires contre un mineur devenu majeur) (p. 2607)

Intervient sur l'amendement n° 233 corrigé de M. Thierry Mariani (suppression de l'effacement dans le casier judiciaire des procédures judiciaires contre un mineur devenu majeur) (p. 2607)

Intervient sur l'amendement n° 232 de M. Thierry Mariani (suppression de l'effacement dans le casier judiciaire des procédures judiciaires contre un mineur devenu majeur) (p. 2607)

Article 14 (conditions de retenue des mineurs de dix à treize ans)

Son amendement n° 202 (de suppression) (p. 2607)

Article 15 (contrôle judiciaire des mineurs)

Son amendement n° 203 (de suppression) (p. 2608)

Article 16 (détention provisoire des mineurs)

Son amendement n° 204 (de suppression) (p. 2622)

Article 17 (procédure de jugement à délai rapproché)

Son amendement n° 205 (de suppression) (p. 2626)

Article 18 (jugement des contraventions par la juridiction de proximité)

Son amendement n° 206 (de suppression) (p. 2630)

Article 19 (modalités de détention des mineurs - sursis avec mise à l'épreuve applicable aux mineurs)

Son amendement n° 207 (de suppression) (p. 2631)

Article 20 (centres éducatifs fermés)

Son amendement n° 208 (de suppression) (p. 2636)

Avant l'article 21

Reprend l'amendement n° 34 corrigé de M. Guy Teissier (obligation de motivation de toutes les décisions de classement sans suite) (p. 2656)

Article 22 (placement et prolongation de la détention provisoire)

Son amendement n° 114 (de suppression) (p. 2659)

Article 23 (procédure de référé-détention - conditions d'examen des demandes de mise en liberté)

Son amendement n° 115 (de suppression) (p. 2667)

Article 24 (dispositions diverses relatives à l'instruction)

Son amendement n° 116 (de suppression) (p. 2672)

Reprend l'amendement n° 272 de M. Claude Goasguen (suppression de la procédure de témoin sous X) (p. 2674)

Article 25 (aménagement de la procédure de comparution immédiate)

Son amendement n° 122 (de suppression) (p. 2675)

Article 26 (extension de la compétence du juge unique en matière correctionnelle)

Son amendement n° 123 (de suppression) (p. 2676)

Article 27 (simplification de la procédure criminelle - délais d'audiencement des appels)

Son amendement n° 117 (de suppression) (p. 2680)

Article 31 (placement sous surveillance électronique dans le cadre d'un contrôle judiciaire - contrôle à distance par des personnes de droit privé)

Son amendement n° 120 (contrôle exclusivement par des personnels de l'administration pénitentiaire) (p. 2691)

Son amendement n° 118 (suppression de la notion d'inconduite notoire pour justifier le retrait du bracelet électronique) (p. 2692)

Article 33 A (abrogation d'une disposition relative à l'affectation des magistrats administratifs dans les cours administratives d'appel)

Son amendement n° 103 (de suppression) (p. 2698)

Explications de vote et vote [2 août 2002] (p. 2704)

Ses explications de vote (p. 2707)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****JUSTICE****Examen du fascicule [6 novembre 2002] (p. 4595)**

Son intervention (p. 4604)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etat : réforme : justice (p. 4606)

Jeunes : protection judiciaire de la jeunesse (p. 4605)

Justice : aide à l'accès au droit (p. 4605)

Justice : juge de proximité (p. 4606)

Justice : magistrats : recrutement (p. 4605)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la justice : budget (p. 4604)

Système pénitentiaire : centres pénitentiaires : construction (p. 4605)

Système pénitentiaire : détenus : insertion professionnelle et sociale (p. 4605)

Projet de loi organique n° 242 relatif aux juges de proximité**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [17 décembre 2002] (p. 6833)**

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6836)

Thèmes :

Justice : conciliation (p. 6841)

Justice : juge de proximité : compétences (p. 6839)

Justice : juge de proximité : histoire (p. 6837)

Justice : juge de proximité : indépendance (p. 6838)

Justice : réforme : coût (p. 6838)

Justice : réforme : propagande électorale (p. 6837)

Justice : tribunaux : compétences (p. 6838)

Justice : tribunaux d'instance : juge de proximité (p. 6838)

Politique générale : Gouvernement précédent : justice (p. 6841)

Discussion des articles [17 décembre 2002] (p. 6865)*Article 1er (chapitre V quinquies de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 : statut des juges de proximité)*

Son intervention (p. 6866 et s.)

Son amendement n° 19 de suppression (p. 6866)

Ses amendements n° 25 rectifié et 20 (p. 6869)

Son sous-amendement n° 23 rectifié à l'amendement n° 7 de la commission (p. 6871)

Son amendement n° 26 (p. 6873)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 6874)

Vote contre du groupe socialiste (p. 6874)

Projet de loi n° 710 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance des mesures de simplification et de codification du droit**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [9 avril 2003] (p. 3022)**

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 3029)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives (p. 3030)

Assemblée nationale : commissions (p. 3031)

Parlement : prérogatives (p. 3029)

Travail : droit du travail (p. 3030)

Projet de loi n° 784 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [21 mai 2003] (p. 3927)**

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3937)

Thèmes :

Constitution : inconstitutionnalité (p. 3937)

Droit pénal : présomption d'innocence (p. 3940)

Droit pénal : commissions rogatoires (p. 3940)

Droit pénal : comparution immédiate (p. 3942)

Droit pénal : délinquance et criminalité organisées (p. 3938)

Droit pénal : détention provisoire (p. 3942)

Droit pénal : garde à vue (p. 3939, 3942)

Droit pénal : repentir (p. 3939)

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 3938, 3943)

Justice : juge des libertés et de la détention (p. 3939, 3940)

Justice : juge d'instruction (p. 3941)

Justice : juridictions spécialisées (p. 3938)

Justice : parquet : indépendance (p. 3941)

Discussion des articles [22 mai 2003] (p. 4009, 4049, 4125) ; [23 mai 2003] (p. 4186)*Article 1er (de la procédure applicable à la délinquance et à la criminalité organisées)**Article 706-74 du code de procédure pénale (autres infractions relevant de la criminalité organisée)*

Son amendement n° 371 (p. 4014)

Article 706-75 du code de procédure pénale (création et détermination du champ de compétence territoriale des juridictions spécialisées)

Son amendement n° 379 (p. 4015)
 Son amendement n° 372 (p. 4016)

Article 706-80 du code de procédure pénale (de la surveillance)
 Son amendement n° 286 (p. 4017)

Article 706-82 du code de procédure pénale (de l'infiltration)
 Son amendement n° 287 (p. 4020)
 Son amendement n° 289 (p. 4022)

Article 706-83 du code de procédure pénale (de l'infiltration)
 Son amendement n° 288 corrigé (p. 4023)

Article 706-88 du code de procédure pénale (de la garde à vue)
 Son amendement n° 290 (p. 4027)
 Son intervention (p. 4030)

Article 706-89 du code de procédure pénale (des perquisitions)
 Son amendement n° 291 (p. 4030)

Article 706-90 du code de procédure pénale (des perquisitions)
 Ses amendements n° 292 et 293 (p. 4031)

Article 706-92 du code de procédure pénale (des perquisitions)
 Son intervention (p. 4032)

Article 706-95 du code de procédure pénale (des perquisitions)
 Ses amendements n° 294 et 295 (p. 4033)

Article 706-96 du code de procédure pénale (des interceptions de correspondances émises par la voie des télécommunications)
 Son amendement n° 296 corrigé (p. 4034)

Article 706-101 du code de procédure pénale (dispositions communes)
 Son intervention (p. 4041)

Article 3 (dispositions relatives au repentir)
 Son amendement n° 298 (p. 4062)
 Ses amendements n° 299 et 300 (p. 4065)
 Ses amendements n° 301 et 302 (p. 4066)
 Ses amendements n° 303, 304 et 305 (p. 4067)
 Ses amendements n° 306, 307, 308, 309 et 310 (p. 4068)
 Son amendement n° 311 (p. 4069)

Article 4 (entrave au fonctionnement de la justice - divulgation d'informations)
 Son amendement n° 313 (p. 4070)
 Son amendement n° 312 (p. 4071)

Article 5 (coordination en matière de garde à vue, saisine des juridictions spécialisées, saisies conservatoires et infiltrations)
 Son amendement n° 314 (p. 4071)

Article 7 (des pôles spécialisés en matière économique et financière)
 Son amendement n° 375 (p. 4081)

Article 8 (de la compétence et des moyens dévolus aux juridictions spécialisées en matière de santé publique)
 Son amendement n° 376 (p. 4086)

Article 11 (amélioration de l'efficacité de la douane judiciaire et de la douane administrative)
 Son amendement n° 315 (p. 4091)

Article 12 (extension de la circonstance aggravante des infractions à caractère raciste ou discriminatoire)
 Son amendement n° 316 (p. 4101)

Article 13 (extension de la circonstance aggravante des infractions à caractère raciste ou discriminatoire)
 Son amendement n° 377 (p. 4103)

Article 16 (modification du délai de prescription pour les infractions à caractère raciste ou discriminatoire commises par voie de presse)
 Son amendement n° 317 (p. 4105)

Article 17 (attributions du ministre de la justice en matière de politique pénale)
 Son amendement n° 318 (p. 4107)
 Son amendement n° 319 (p. 4108)

Article 22 (engagement de poursuites en cas d'échec d'une mesure alternative aux poursuites)
 Son amendement n° 320 (p. 4110)

Article 23 (amélioration et élargissement de la composition pénale)
 Son amendement n° 321 (p. 4111)
 Son amendement n° 322 (p. 4113)
 Ses amendements n° 323, 381 et 383 (p. 4115)
 Son amendement n° 382 (p. 4116)

Article 26 (dispositions relatives au dépôt de plainte, à la durée de l'enquête de flagrance et à la procédure de recherche des causes de la mort)
 Son amendement n° 324 (p. 4129)
 Son amendement n° 325 (p. 4130)

Après l'article 26

Son amendement n° 387 rectifié (création, dans l'administration pénitentiaire, d'un corps de surveillants chargés des détenus transférés) (p. 4130) : retiré (p. 4131)

Article 29 (comparution des personnes convoquées et intervention de l'avocat dans le cadre de la garde à vue)
 Son amendement n° 326 (p. 4134)

Article 31 (recherche des personnes en fuite)
 Son amendement n° 328 (p. 4140)

Article 42 (dispositions de simplification des commissions rogatoires)
 Son amendement n° 329 (p. 4157)
 Son amendement n° 330 (p. 4158)

Article 43 (dispositions de simplification des expertises)
 Son amendement n° 331 (p. 4159)

Article 49 (réquisitions du juge d'instruction)
 Son amendement n° 384 (p. 4162)

Article 52 (possibilité pour le procureur de la République d'assister à l'audition d'un témoin)
 Son amendement n° 332 (p. 4163)
 Son amendement n° 333 (p. 4164)

Article 53 (suppléance du juge des libertés et de la détention)
 Ses amendements n° 334 et 385 (p. 4164)

Article 54 (délai pour soulever les nullités de la procédure)
 Son amendement n° 337 (p. 4164)

Article 57 (dispositions relatives à la comparution immédiate)
 Son intervention (p. 4169)

Article 60 (ordonnance pénale en matière délictuelle)
 Son sous-amendement n° 693 (p. 4173)

Article 61 (comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité)
 Son amendement n° 338 (p. 4175)
 Son amendement n° 388 (p. 4176)
 Son amendement n° 378 (p. 4177)
 Ses sous-amendements n° 695 et 696 à l'amendement n° 215 de la commission (p. 4178)

Article 66 (jugement de l'accusé en son absence)
 Son amendement n° 335 (p. 4189)

Après l'article 68
 Intervient sur l'amendement n° 547 de la commission (principes directeurs de l'exécution de la peine) (p. 4194)
 Son sous-amendement n° 697 (dispense de peine proposée par le juge de l'application des peines) à l'amendement n° 558 de la commission (dispense de peine prononcée par le juge de l'application des peines) (p. 4198) : rejeté (p. 4200)
 Son sous-amendement n° 698 corrigé (incarcération du condamné libre par le parquet, en cas d'urgence, jusqu'à ce que la juridiction saisie en la forme des référés statue, avis pris du juge de l'application des peines) à l'amendement n° 561 rectifié de la commission (aménagement de peines prononcées à l'égard des condamnés libres par le juge de l'application des peines ou, en cas d'urgence, par le parquet avec information immédiate du juge de l'application des peines) (p. 4205) : retiré (p. 4206)

Article 73 (de la contrainte judiciaire)
 Son amendement n° 336 (p. 4211)

Avant l'article 74
 Intervient sur l'amendement n° 253 de la commission (non-effacement automatique du casier judiciaire de procédures engagées à l'encontre d'un mineur lorsqu'il devient majeur : abrogation du 1^o de l'article 769-2 du code de procédure pénale) (p. 4213)
 Intervient sur l'amendement n° 254 de la commission (non-effacement automatique du casier judiciaire de procédures engagées à l'encontre d'un mineur lorsqu'il devient majeur : abrogation du 2^o de l'article 769-2 du code de procédure pénale) (p. 4213)
 Intervient sur l'amendement n° 255 de la commission (non-effacement automatique du casier judiciaire de procédures engagées à l'encontre d'un mineur lorsqu'il devient majeur : abrogation du 3^o de l'article 769-2 du code de procédure pénale) (p. 4213)

Après l'article 87
 Son amendement n° 386 (rapports d'évaluation en 2005 et 2007 sur l'application de la présente loi) : rejeté (p. 4217)

Explications de vote et vote
 Ses explications de vote (p. 4218)
 Vote contre du groupe socialiste (p. 4220)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Avant l'article 1er [séances des 12, 13, 14 juin 2003] (principes)
 Son intervention (p. 5170 et s.)

Manuel VALLS

Essonne (1^{ère} circonscription)
Socialiste

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 16 novembre 2002] (p. 19029)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 16 novembre 2002] (p. 19030)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 20 novembre 2002] (p. 19207)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 20 novembre 2002] (p. 19207)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la sécurité intérieure [J.O. du 30 janvier 2003] (p. 1892)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Ministères et secrétariats d'Etat. jeunesse et éducation nationale : budget. budget pour 2003 [16 octobre 2002] (p. 3407)

Enseignement. politique de l'éducation. perspectives [28 janvier 2003] (p. 556)

Finances publiques. déficit budgétaire. perspectives [1^{er} avril 2003] (p. 2690)

Enseignement. politique de l'éducation. perspectives [6 mai 2003] (p. 3438)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 254, posée le 31 mars 2003. Etablissements de santé. centres hospitaliers universitaires (J.O. questions p. 2287). Appelée le 1^{er} avril 2003. création, Sud-Est francilien (p. 2672)

DÉBATS**Projet de loi n° 36 d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [16 juillet 2002] (p. 1961)**

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1996)

Thèmes :

Ordre public : contrats locaux de sécurité (p. 1996)

Ordre public : sécurité (p. 1996)

Ordre public : sécurité : partis et mouvements politiques (p. 1996)

Police : police de proximité (p. 1996)

Projet de loi n° 107 portant création d'un dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [30 juillet 2002] (p. 2372)**

Article 1er (dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise)

Article L. 322-4-6-1 du code du travail (employeurs concernés et durée du soutien)

Son amendement n° 92 (limitation du nombre de contrats) (p. 2387)

Projet de loi n° 190 relatif aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [3 octobre 2002] (p. 2965)**

Article 2 (articles L. 212-5, L. 212-5-1, L. 212-6, L. 212-8, L. 212-9, L. 212-15-2, L. 212-15-3 et L. 227-1 du code du travail : assouplissements des trente-cinq heures)

Intervient sur l'amendement n° 135 de M. Gaëtan Gorce (quatre premières heures supplémentaires : bonifications) (p. 2981)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****AFFAIRES SOCIALES, TRAVAIL ET SOLIDARITÉ****VILLE ET RÉNOVATION URBAINE****Examen du fascicule [23 octobre 2002] (p. 3803)****Procédure des questions :**

Urbanisme : rénovation urbaine : crédits (p. 3823)

Proposition de loi constitutionnelle n° 341 visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections locales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [26 novembre 2002] (p. 5673)**

Son intervention (p. 5678)

Thèmes :

Cultes : islam (p. 5679)

Elections et référendums : droit de vote : étrangers non ressortissants de l'Union européenne (p. 5680)

Etrangers : intégration (p. 5678)

Proposition de loi n° 380 visant à protéger certaines catégories d'étrangers des mesures d'éloignement du territoire**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [28 novembre 2002] (p. 5901)**

Son intervention (p. 5911)

Thèmes :

Droit pénal : double peine (p. 5912)

Droit pénal : double peine : famille (p. 5912)

Droits de l'homme et libertés publiques : Convention européenne des droits de l'homme (p. 5912)

Etrangers : attaches avec la France : protection (p. 5912)

Etrangers : intégration (p. 5912)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [16 janvier 2003] (p. 197)**

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 197)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité : mineurs (p. 203)

Droit pénal : délinquance et criminalité : paradis fiscaux (p. 204)

Droit pénal : délinquance et criminalité : prévention (p. 199)

Droit pénal : délinquance et criminalité : répression (p. 201)

Droit pénal : délinquance et criminalité : statistiques (p. 200)

Droit pénal : délinquance financière (p. 204)

Droit pénal : prostitution : insertion professionnelle et sociale (p. 202)

Droits de l'homme et libertés publiques : défense (p. 202)

Elections et référendums : abstentionnisme (p. 205)

Etrangers : intégration (p. 206)

Famille : autorité parentale : aides (p. 203)

Impôt sur le revenu : réductions d'impôt : déficit budgétaire (p. 198)

Justice : centres éducatifs fermés (p. 203)

Justice : procédures : statistiques (p. 203)

Justice : victimes : accueil (p. 204)

Ordre public : contrats locaux de sécurité (p. 199)

Ordre public : lutte contre l'insécurité : Evry (p. 204)

Ordre public : lutte contre l'insécurité : gauche (p. 199)

Ordre public : lutte contre l'insécurité : Ile-de-France (p. 200)

Ordre public : lutte contre l'insécurité : maires (p. 200)

Ordre public : lutte contre l'insécurité : police de proximité (p. 200)

Ordre public : lutte contre l'insécurité : prévention (p. 197)

Ordre public : lutte contre l'insécurité : répression (p. 197)

Police : police municipale (p. 204)

Politique générale : politiques publiques : chômage (p. 197)

Politique générale : politiques publiques : lutte contre l'insécurité (p. 207)

Politique sociale : fracture sociale (p. 198 et 205)

Système pénitentiaire : centres pénitentiaires : réforme (p. 203)

Discussion des articles [23 janvier 2003] (p. 445, 483)

Article 30 (régime de l'acquisition et de la détention d'armes)

Son intervention (p. 463)

Après l'article 39

Intervient sur l'amendement n° 521 du Gouvernement (aggravation des sanctions pour les personnes se livrant au hooliganisme dans une enceinte sportive ou ses abords) (p. 498)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [12 février 2003] (p. 1210)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1219)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 1221)
 Droit pénal : délinquance et criminalité : sanctions pénales (p. 1220)
 Droit pénal : délinquance financière (p. 1220)
 Emploi : chômage (p. 1221)
 Enseignement : crédits (p. 1221)
 Etat : hymne national (p. 1222)
 Ordre public : contrats locaux de sécurité (p. 1219)
 Ordre public : lutte contre l'insécurité (p. 1221)
 Police : effectifs (p. 1219)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Avant l'article 1er [séances des 12, 13, 14 juin 2003] (principes)

Son intervention (p. 5169 et s.)

Article 1er [séances du 16 juin 2003] (système de retraites par répartition)

Son intervention (p. 5364 et s.)

Article 3 [séances du 17 juin 2003] (équité)

Son intervention (p. 5499)

Article 10 [séances des 20 et 23 juin 2003] (limite d'âge pour la mise à la retraite d'office des salariés)

Son intervention (p. 5781)

Projet de loi n° 823 relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 juillet 2003] (p. 6729)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6754)

Thèmes :

Aménagement du territoire : politique de la ville : crédits budgétaires (p. 6758)
 Cultes : islam (p. 6759)
 Droit pénal : double peine (p. 6755)
 Etrangers : discrimination (p. 6760)
 Etrangers : mariages blancs (p. 6756)
 Etrangers : cartes de résident (p. 6756)
 Etrangers : droit de vote (p. 6758)
 Etrangers : intégration (p. 6757)
 Etrangers : naturalisation (p. 6757)
 Logement : mixité sociale (p. 6761)
 Politique extérieure (p. 6758)
 Politique générale : politiques publiques : immigration (p. 6762)
 Travail : main d'œuvre (p. 6761)

Discussion des articles [9 juillet 2003] (p. 7129)

Article 19 (création d'un délit spécifique de mariage simulé)

Son intervention (p. 7138)

Article 24 (protection absolue contre les mesures d'expulsion au bénéfice de certaines catégories d'étrangers)

Son intervention (p. 7153)

Christian VANNESTE

*Nord (10^{ème} circonscription)
 Union pour la Majorité Présidentielle
 puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire du Conseil national de l'enseignement supérieur privé [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14786)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la sécurité intérieure [J.O. du 30 janvier 2003] (p. 1892)

Rapporteur de la proposition de résolution sur la politique européenne d'asile (documents E 1611, E 1870 et E 2192) (n° 818) [14 mai 2003]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 362 visant à réformer le mode de scrutin des élections législatives et de l'élection des conseillers généraux et régionaux, afin de ne permettre qu'aux deux seuls candidats arrivés en tête au premier tour de ces élections de se présenter au second tour [7 novembre 2002]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution (n° 818) de M. Thierry Mariani sur la politique européenne d'asile (documents E 1611, E 1870 et E 2192) [3 juin 2003] (n° 893)

Proposition de loi n° 973 visant à instaurer un service garanti dans l'ensemble du service public [25 juin 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Politique extérieure. Belgique. coopération policière et judiciaire, application [5 novembre 2002] (p. 4465)

Cultes. culte musulman. instances représentatives [18 décembre 2002] (p. 6904)

Santé. épidémies. pneumopathie atypique, propagation, lutte et prévention [1^{er} avril 2003] (p. 2693)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 274, posée le 31 mars 2003. Industrie. textile et habillement (J.O. questions p. 2290). Appelée le 1^{er} avril 2003. emploi et activité, Nord (p. 2665)

n° 424, posée le 9 juin 2003. Voirie. A 24 (J.O. questions p. 4339). Appelée le 10 juin 2003. construction, perspectives (p. 4905)

*DÉBATS***Projet de loi n° 19 portant amnistie**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 juillet 2002] (p. 1919)

Article 5 (amnistie des infractions punies de peines d'emprisonnement ou de peines de substitution)

Son amendement n° 72 (de suppression) (p. 1923)

Projet de loi n° 154 d'orientation et de programmation pour la justice

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er août 2002] (p. 2497)

Son intervention (p. 2511)

Thèmes :

Droit pénal : comparution immédiate : mineurs (p. 2512)
 Droit pénal : mineurs : délinquance et criminalité (p. 2511)
 Droit pénal : sanctions éducatives (p. 2511)
 Etat : organisation : justice (p. 2511)
 Justice : centres éducatifs fermés (p. 2511)
 Justice : victimes (p. 2511)
 Ordre public : sécurité : droits de l'homme et libertés publiques (p. 2511)
 Ordre public : sécurité : justice (p. 2511)
 Système pénitentiaire : établissements (p. 2512)

Discussion des articles [1er août 2002] (p. 2582)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 296 rectifié de M. Marc-Philippe Daubresse (création de conseils de la réparation pénale et de conseils locaux de prévention de la délinquance et de lutte contre l'insécurité) (p. 2599)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [5 novembre 2002] (p. 4499)

Procédure des questions :

Aménagement du territoire : zones périurbaines : agriculture (p. 4533)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2003] (p. 151)

Son intervention (p. 157)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : liberté : sécurité (p. 158)
 Justice : jugements : exécution des peines (p. 157)
 Police : police de proximité (p. 157)
 Police : police municipale : communautés de communes (p. 158)

Discussion des articles [16 janvier 2003] (p. 218, 268) ; [21 janvier 2003] (p. 348) ; [22 janvier 2003] (p. 390) ; [23 janvier 2003] (p. 445, 483)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 66 de la commission (suppression de la notification du droit au silence) (p. 257)

Son amendement n° 13 rectifié (suppression de la notification du droit au silence) (p. 256) : adopté (p. 257)

Intervient sur l'amendement n° 13 rectifié de M. Christian Vanneste (suppression de la notification du droit au silence) (p. 257)

Intervient sur l'amendement n° 14 rectifié de M. Charles Cova (suppression de la notification du droit au silence) (p. 257)

Intervient sur l'amendement n° 15 rectifié de M. Georges Fenech (suppression de la notification du droit au silence) (p. 257)

Intervient sur l'amendement n° 16 rectifié de Mme Nadine Morano (suppression de la notification du droit au silence) (p. 257)

Intervient sur l'amendement n° 195 de M. Lionnel Luca (suppression de la notification du droit au silence) (p. 257)

Article 9 (traitements automatisés d'informations mis en œuvre par la police et la gendarmerie)

Son intervention (p. 276)

Son amendement n° 385 (p. 276)

Après l'article 17 undecies

Intervient sur le sous-amendement n° 502 de M. Gérard Léonard (après l'article 421-2-2 du code pénal : peines prévues pour les personnes qui sont en relation avec des terroristes et ne peuvent justifier de ressources correspondant à leur train de vie) à l'amendement n° 280 de M. Arnaud Montebourg (après l'article 450-1 du code pénal : peines prévues pour les personnes qui sont en relation avec des criminels ou des délinquants et ne peuvent justifier de ressources correspondant à leur train de vie) (p. 352)

Intervient sur l'amendement n° 504 du Gouvernement (après l'article 421-2-2 du code pénal : peines prévues pour les personnes qui sont en relation avec des terroristes et ne peuvent justifier de ressources correspondant à leur train de vie) (p. 352)

Article 20 (menaces et actes d'intimidation commis contre les personnes exerçant une fonction publique)

Son intervention (p. 413)

Reprend l'amendement n° 97 de la commission (après l'article 450-1 du code pénal : peines prévues pour les personnes qui sont en relation avec des criminels ou des délinquants et ne peuvent justifier de ressources correspondant à leur train de vie) (p. 413)

Article 28 (retrait de la carte de séjour temporaire - reconduite à la frontière)

Son intervention (p. 453)

Article 36 (accès aux fichiers des immatriculations et des permis de conduire)

Son intervention (p. 469)

Après l'article 37

Son amendement n° 370 rectifié (possibilité de créer une police municipale pour les syndicats de communes sans fiscalité propre) (p. 473) : retiré (p. 474)

Après l'article 45

Son amendement n° 371 (pénalisation de la déclaration intentionnelle d'une fausse adresse ou d'une fausse identité aux agents de contrôle de la SNCF) : adopté (p. 511)

Proposition de loi n° 129 tendant à ouvrir le droit à la retraite à taux plein pour les salariés ayant cotisé quarante annuités avant d'atteindre l'âge de 60 ans

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 mars 2003] (p. 1845)

Son intervention (p. 1862)

Thèmes :

Retraites : généralités : âge de la retraite (p. 1862)
 Retraites : généralités : calcul des pensions (p. 1862)
 Retraites : généralités : cotisations (p. 1862)
 Retraites : généralités : système par répartition (p. 1863)
 Travail : préretraites (p. 1862)

Proposition de loi n° 623 tendant à la suppression du mot "race" de notre législation

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 mars 2003] (p. 2029)

Son intervention (p. 2038)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : antisémitisme (p. 2039)

Droits de l'homme et libertés publiques : lutte contre le racisme (p. 2039)
 Droits de l'homme et libertés publiques : racisme : sciences (p. 2038)

Projet de loi n° 638 renforçant la lutte contre la violence routière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 mars 2003] (p. 2225) ; [20 mars 2003] (p. 2257)

Après l'article 1er

Son amendement n° 98 (article L. 234-1 du code de la route : conduite sous l'empire d'un état alcoolique à partir de 0,20 gramme d'alcool par litre de sang) (p. 2229) : retiré (p. 2231)

Avant l'article 8

Son amendement n° 132 (contrôle médical de tous les conducteurs tous les cinq ans) (p. 2263) : non soutenu (p. 2264)

Débat sur la participation à l'aide au développement en Afrique

[10 avril 2003] (p. 3107)

Son intervention (p. 3126)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : aide au développement (p. 3126 et s.)
 Politique extérieure : aide au développement (p. 3127)

Projet de loi n° 810 modifiant la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 relative au droit d'asile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 juin 2003] (p. 4589, 4618)

Ses explications de vote :

- sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4603)

- sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 4612)

Son intervention (p. 4623)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 4637)

Thèmes :

Etrangers : simplifications administratives (p. 4624)
 Etrangers : asile interne (p. 4624)
 Etrangers : immigration (p. 4603, 4612)
 Etrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) : délais (p. 4623)
 Etrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) : réforme (p. 4625)
 Etrangers : pays d'origine sûr (p. 4624)
 Politique générale : Gouvernement précédent (p. 4623)
 Union européenne : droit communautaire (p. 4604)

Discussion des articles [5 juin 2003] (p. 4638)

Article 1er (compétences de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides - OFPRA)

Son intervention (p. 4648)

Projet de loi n° 823 relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 juillet 2003] (p. 6787)

Son intervention (p. 6798)

Thèmes :

Etrangers : mariages blancs (p. 6799)
 Etrangers : immigration (p. 6798)

Discussion des articles [8 juillet 2003] (p. 7005) ; [9 juillet 2003] (p. 7129)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 65 corrigé de la commission (suppression de la délivrance des récépissés de renouvellement de carte de séjour temporaire et de carte de résident) (p. 7063)

Article 9 (réforme de la commission du titre de séjour)

Son intervention (p. 7100)

Article 16 (délit d'aide à l'entrée, à la circulation ou au séjour des étrangers)

Son sous-amendement n° 471 rectifié à l'amendement n° 261 rectifié de M. Christophe Caresche (p. 7119)

Article 24 (protection absolue contre les mesures d'expulsion au bénéfice de certaines catégories d'étrangers)

Son intervention (p. 7152)

Article 28 (modification des règles d'instruction des dossiers de regroupement familial - délivrance d'une carte de séjour temporaire)

Son intervention (p. 7170)

Projet de loi n° 950 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juillet 2003] (p. 7362)

Article 9 (création et actions de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU))

Son intervention (p. 7414)

François VANNSON

Vosges (3^{ème} circonscription)

Apparenté au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle puis Apparenté au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire

Elu le 16 juin 2002

S'apparente au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)
Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 novembre 2002] (p. 19559)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 27 novembre 2002] (p. 19559)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 novembre 2002] (p. 19628)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 novembre 2002] (p. 19628)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} décembre 2002] (p. 19808)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} décembre 2002] (p. 19808)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 14 décembre 2002] (p. 20760)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 14 décembre 2002] (p. 20760)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 21 décembre 2002] (p. 21390)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 21 décembre 2002] (p. 21390)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 969 tendant à interdire aux fabricants de papier à rouler les cigarettes toute opération publicitaire [25 juin 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Industrie, textile et habillement. Géliot La Gosse, emploi et activité, Epinal [29 octobre 2002] (p. 4259)

Emploi, politique de l'emploi, revenu minimum d'activité, perspectives [7 mai 2003] (p. 3513)

Industrie, textile et habillement, emploi et activité [24 juin 2003] (p. 5893)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 24, posée le 14 octobre 2002. Voirie. RN 66 (J.O. questions p. 3483). Appelée le 15 octobre 2002. aménagement (p. 3289)

n° 325, posée le 5 mai 2003. Etat, décentralisation (J.O. questions p. 3391). Appelée le 6 mai 2003. conséquences, centres d'information et d'orientation (p. 3414)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 octobre 2002] (p. 3385)

Son intervention (p. 3393)

Thèmes :

Aménagement du territoire : montagne (p. 3393)

Défense : armements et équipements (p. 3393)

Finances publiques : déficits publics et sociaux : gauche (p. 3393)

Ordre public (p. 3393)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[15 novembre 2002] (p. 5197)

Après l'article 58

Son amendement n° 38 (suppression de la vignette automobile pour toutes les entreprises au titre de leurs véhicules de moins de 3,5 tonnes) : rejeté (p. 5228)

Après l'article 59

Son amendement n° 232 rectifié (bouilleurs de cru – institution pour cinq ans d'un droit réduit de 50 % sur 10 litres d'alcool pur – suppression de l'actuel privilège des bouilleurs de cru au 1^{er} janvier 2008) (p. 5246) : deuxième rectification (suppression du gage) : adopté (p. 5249)

Son amendement n° 81 (bouilleurs de cru – institution d'un droit réduit de 50 % sur 10 litres d'alcool pur) (p. 5247) : retiré (p. 5249)

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 novembre 2002] (p. 5512)

Article 3 (article 39 de la Constitution - priorité d'examen du Sénat sur les projets de loi ayant pour principal objet la libre administration des collectivités territoriales et les instances représentatives des Français établis hors de France)

Son amendement n° 205 (de suppression) (p. 5542)

Proposition de loi n° 609 visant à restreindre la consommation de tabac chez les jeunes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 juillet 2003] (p. 7257)

Article 1^{er} (interdiction de la vente ou de l'offre à titre gratuit des produits du tabac à des mineurs de moins de seize ans)

Son amendement n° 6 (p. 7261)

Après l'article 1^{er}

Son amendement n° 3 rectifié (interdiction de la promotion des papiers à rouler les cigarettes) (p. 7265) : adopté (p. 7266)

Catherine VAUTRIN

Marne (2^{ème} circonscription)

Union pour la Majorité Présidentielle puis Union pour un Mouvement Populaire

Elue le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11116), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

Cesse d'appartenir à la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 25 septembre 2002] (p. 15848)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 21 décembre 2002] (p. 21390)

Rapporteuse de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique (n° 507 rectifié) [J.O. du 16 janvier 2003] (p. 935)

Membre de la commission d'enquête sur les causes économiques et financières de la disparition d'Air Lib [J.O. du 26 mars 2003] (p. 5405)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 20 juin 2003] (p. 10395)

Rapporteuse de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 25 juin 2003] (p. 10697)

Membre titulaire de la commission supérieure du service public des Postes et télécommunications [J.O. du 16 juillet 2003] (p. 12077)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages [J.O. du 17 juillet 2003] (p. 12134)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique (n° 507 rectifié) :

Tome I : Articles non fiscaux

Tome III, avec M. Gilles Carrez : Tableau comparatif [29 janvier 2003] (n° 572)

Rapport déposé au nom de la commission spéciale sur le projet de loi, modifié par le Sénat, (n° 760) pour l'initiative économique [27 mai 2003] (n° 882)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'initiative économique [25 juin 2003] (n° 984)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Emploi, contrats, emploi, solidarité, financement [15 octobre 2002] (p. 3300)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 50, posée le 2 décembre 2002. Agriculture, céréales (J.O. questions p. 4504). Appelée le 3 décembre 2002. stockage, sécurité, réglementation, conséquences (p. 6049)

n° 374, posée le 26 mai 2003. Sécurité sociale, cotisations (J.O. questions p. 3975). Appelée le 27 mai 2003. recouvrement, traitement des difficultés de paiement, travailleurs indépendants, expérimentation, bilan (p. 4236)

DÉBATS

Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique

Rapporteuse de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 2003] (p. 787)

Sa présentation du rapport de la commission spéciale (p. 793)

Thèmes :

Emploi : création d'emplois (p. 793)

Entreprises : création (p. 793 et s.)

Entreprises : création : promotion sociale (p. 794)

Entreprises : création : salariés (p. 794 et s.)

Entreprises : financement : avantages fiscaux (p. 795)

Entreprises : financement : taux d'intérêt (p. 795)

Entreprises : formalités administratives (p. 794 et s.)

Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 794)

Président de la République (p. 794)

Discussion des articles [5 février 2003] (p. 910) ; [6 février 2003] (p. 964, 996, 1046)

Article 1er (liberté de fixation du capital social d'une SARL)

Son intervention (p. 911)

Son amendement n° 261 (de conséquence) (p. 911)

Article 2 (récapissé de création d'entreprise)

Son intervention (p. 913 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 200 de M. Jean-Michel Fourgous (radiation de l'inscription d'un nantissement de fonds de commerce par acte sous seing privé) (p. 917)

Article 4 (domiciliation d'une entreprise dans le local d'habitation de son dirigeant)

Son intervention (p. 918 et s.)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 71 de la commission (extension aux personnes immatriculées au répertoire des métiers) (p. 920)

Article 5 (extension aux sociétés de la possibilité d'utiliser l'habitation de leur représentant légal dans certaines zones)

Son intervention (p. 920)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 225 de M. François Sauvadet (patrimoine d'affectation) (p. 922)

Article 6 (insaisissabilité de la résidence principale de l'entrepreneur individuel)

Son intervention (p. 925 et s.)

Son amendement n° 325 (référence au livre foncier d'Alsace et de Moselle) (p. 925)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 132 de M. Jean-Pierre Nicolas (revenus d'un entrepreneur individuel saisissables ou cessibles dans la limite de 65 % du solde créancier de ses comptes bancaires)

Intervient sur l'amendement n° 78 de la commission (groupements de prévention agréés - élargissement de leurs compétences et possibilité d'adhésion des entreprises individuelles) (p. 927)

Intervient sur le sous-amendement n° 245 du Gouvernement (de précision quant aux entreprises pouvant adhérer - suppression de la référence à l'anticipation des défaillances d'entreprises) à l'amendement n° 78 de la commission (p. 927)

Intervient sur l'amendement n° 262 de M. Pierre Morel-A-L'Huissier (faillites prononcées en application de la loi de 1967 - bénéfice des dispositions de la loi de 1985) (p. 931)

Intervient sur l'amendement n° 79 de la commission (protection des cautions) (p. 931)

Intervient sur l'amendement n° 129 de M. Jean Auclair (attribution, aux commerçants et fournisseurs indépendants, des avantages fiscaux consentis aux coopératives agricoles - exonération de l'impôt sur les sociétés et abattement de 50 % sur la base de la taxe professionnelle) (p. 936)

Intervient sur l'amendement n° 276 de la commission (création d'un guichet unique gestionnaire du chèque-emploi entreprises) (p. 937 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 81 rectifié de la commission (chèque-emploi entreprises) (p. 940)

Intervient sur l'amendement n° 159 de M. Jean-Luc Prél (collecte et répartition des cotisations sociales assurées par l'URSAFF - principe du chèque emploi-service étendu au bulletin de paie) (p. 940)

Intervient sur l'amendement n° 289 de M. Michel Vergnier (insaisissabilité de la résidence principale d'un salarié licencié pour motif économique) (p. 940)

Intervient sur l'amendement n° 82 de la commission (dépôt chaque année d'un projet de loi de simplification administrative) (p. 942)

Article 7 (non-opposabilité des clauses d'exclusivité au salarié créateur ou reprenneur d'entreprise)

Son intervention (p. 943 et s.)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 290 de M. Michel Vergnier (nullité des clauses de non-concurrence portant atteinte à la liberté du travail du salarié si elles ne sont pas indispensables à la protection des intérêts légitimes de l'entreprise) (p. 948)

Intervient sur l'amendement n° 155 de M. Pierre Lang (travail dominical en Alsace-Moselle) (p. 948)

Article 8 (exonération de cotisations sociales et ouverture de droits à prestations des salariés créateurs ou reprenneurs d'entreprise durant la première année de cette activité)

Son intervention (p. 965 et s.)

Son amendement n° 323 (ajout des cotisations d'accident du travail) (p. 966)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 88 de la commission (extension des exonérations de cotisations sociales au créateur d'entreprise bénéficiaire d'un régime de sécurité sociale en qualité de conjoint ou de concubin) (p. 966)

Article 9 (congé et période de travail à temps partiel pour la création d'entreprise)

Son intervention (p. 967 et s.)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 241 du Gouvernement (remplacement de salariés passés temporairement au temps partiel - contrats de travail à durée déterminée et intérim) (p. 978)

Intervient sur l'amendement n° 105 de la commission (remplacement de salariés passés temporairement au temps partiel pour reprendre ou créer une entreprise - contrats de travail à durée déterminée) (p. 978)

Article 10 (contrat d'accompagnement à la création d'une activité économique)

Son intervention (p. 979 et s.)

Article 11 (soutien au contrat d'accompagnement à la création d'entreprise et droits sociaux des bénéficiaires)

Son intervention (p. 984)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 299 de M. Michel Vergnier (conjoint collaborateur) (p. 986)

Intervient sur l'amendement n° 24 de la commission (rétablissement de la présomption de non-salariat pour les travailleurs indépendants) (p. 986)

Intervient sur l'amendement n° 228 de M. Daniel Paul (droits sociaux du bénéficiaire du contrat d'accompagnement à la création d'une activité économique - assimilation à un salarié) (p. 987)

Intervient sur l'amendement n° 171 de M. Alain Madelin (travailleurs indépendants du commerce et de l'artisanat - "loi Madelin" - possibilité de sortie en capital pour les prestations décès et maintien de l'assurance prévoyance jusqu'à la liquidation des droits à retraite) (p. 988)

Avant l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 213 de M. Jean-Michel Fourgous (crédits accordés par les établissements financiers aux entreprises - instauration d'un délai pour leur dénonciation) (p. 1002)

Intervient sur l'amendement n° 333 de M. Michel Vergnier (crédits accordés par les établissements financiers aux entreprises - instauration d'un délai pour leur dénonciation) (p. 1002)

Intervient sur l'amendement n° 318 de M. Gaëtan Gorce (loi de modernisation sociale - obligation de réindustrialiser les bassins d'emploi - extension aux sociétés mères étrangères ayant une entreprise filiale en France) (p. 1006 et s.)

Intervient sur l'amendement n° 319 de M. Gaëtan Gorce (contrôle des fonds publics accordés aux entreprises - rétablissement de la loi n° 2001-7 du 4 janvier 2001) (p. 1009)

Article 17 (relèvement du taux de l'usure applicable aux entreprises)

Son intervention (p. 1033)

Avant l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 243 corrigé du Gouvernement (cotisations sociales des travailleurs indépendants - option pour le régime de la micro-entreprise - calcul sur la base du revenu effectivement réalisé) (p. 1068)

Intervient sur l'amendement n° 307 de M. Michel Vergnier (institution d'un comité des activités sociales et culturelles dans les entreprises de moins de cinquante salariés) (p. 1069)

Intervient sur l'amendement n° 321 de M. Gaëtan Gorce (information sur les conséquences des restructurations industrielles - rétablissement des articles 97 et 98 de la loi de modernisation sociale suspendus par la loi n° 2003-6 du 3 janvier 2003 portant relance de la négociation collective) (p. 1070)

Article 18 (report et étalement des charges sociales de la première année d'activité)

Son intervention (p. 1071 et s.)

Son amendement n° 336 (montant de chaque fraction annuelle ne pouvant être inférieure à 20 % du total des cotisations dues) (p. 1071)

Son amendement n° 337 (de coordination pour les dirigeants de sociétés) (p. 1072)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 44 de la commission (recouvrement des cotisations sociales des travailleurs indépendants - création d'un guichet unique) (p. 1073)

Intervient sur l'amendement n° 218 de M. Denis Merville (reprise de commerces implantés dans des communes de moins de mille habitants - exonération de cotisations sociales) (p. 1074)

Article 19 (modification du dispositif d'aide à la création d'entreprise par les populations fragilisées)

Son intervention (p. 1076 et s.)

Article 20 (harmonisation du maintien des revenus de solidarité en cas de création d'entreprise)

Son intervention (p. 1077)

Avant l'article 27

Intervient sur l'amendement n° 288 de M. Christophe Caresche (commission d'équipement commercial d'Ile-de-France) (p. 1086)

Intervient sur l'amendement n° 21 de M. Yannick Favennec (garanties aux sous-traitants dans le secteur de la construction - article L 241-9 du code de la construction et de l'habitation) (p. 1087)

Seconde délibération

Article 17 (relèvement du taux de l'usure applicable aux entreprises)

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (rétablissement de l'article - insertion des dispositions adoptées par l'Assemblée à l'article 17 bis) (p. 1088)

Article 17 bis (taux de l'usure pour les entreprises - suppression pour les crédits négociés et maintien pour les découverts)

Son intervention (p. 1089)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [3 juin 2003] (p. 4436)

Sa présentation du rapport de la commission spéciale (p. 4437)

Thèmes :

Agriculture : agriculteurs : protection (p. 4438)

Agroalimentaire : viticulture : organisations professionnelles (p. 4438)

Bâtiment et travaux publics : sous-traitance : maisons individuelles (p. 4438)

Entreprises : chefs d'entreprises : protection (p. 4437)

Entreprises : création : chambres consulaires (p. 4437)

Entreprises : création : Gouvernement (p. 4437)

Entreprises : création : salariés (p. 4437 et s.)

Entreprises : formalités administratives (p. 4437)

Parlement : rôle (p. 4437)

Travail : travailleurs indépendants : salariés (p. 4438)

Discussion des articles [4 juin 2003] (p. 4483, 4536)

Article 2 (révisé de création d'entreprise)

Son intervention (p. 4484 et s.)

Après l'article 3 bis

Intervient sur l'amendement n° 36 de M. Antoine Herth (possibilité pour la chambre des métiers de refuser l'immatriculation lorsque le demandeur ne dispose pas des qualifications requises) (p. 4487)

Article 4 (domiciliation d'une entreprise dans le local d'habitation de son dirigeant)

Son intervention (p. 4488)

Article 6 (insaisissabilité de la résidence principale de l'entrepreneur individuel)

Son intervention (p. 4489)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 45 de Mme Marylise Lebranchu (faillite - création de subsides insaisissables pour les personnes physiques) (p. 4490)

Intervient sur l'amendement n° 46 de Mme Marylise Lebranchu (insaisissabilité de la résidence principale du salarié licencié pour motif économique) (p. 4490)

Article 6 bis A (suppression de sanctions pénales obsolètes)

Son intervention (p. 4491)

Après l'article 6 ter

Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Michel Vergnier (rapport au Parlement sur l'application des mesures de simplification en faveur des entreprises prévues par le projet de loi habitant le Gouvernement à simplifier le droit) (p. 4491)

Article 6 quinquies supprimé par le Sénat (chèque-emploi entreprises)

Son intervention (p. 4492)

Après l'article 6 quinquies

Intervient sur l'amendement n° 17 rectifié de la commission (sociétés d'architecture - assouplissement de contraintes et ouverture du capital à des personnes morales) (p. 4493)

Intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (sociétés d'architecture - règles de détention du capital - limitation à 25 % des personnes morales n'ayant pas la qualité de sociétés d'architecture) (p. 4493)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 49 de M. Michel Vergnier (nullité des clauses de non-concurrence portant atteinte à la liberté du travail du salarié si elles ne sont pas indispensables à la protection des intérêts légitimes de l'entreprise) (p. 4493)

Article 8 bis supprimé par le Sénat (extension du dispositif d'exonération au créateur bénéficiaire d'un régime de sécurité sociale en tant que conjoint ou concubin d'un salarié)

Son intervention (p. 4494)

Article 9 (congé et période de travail à temps partiel pour la création ou la reprise d'entreprise)

Son intervention (p. 4496)

Article 9 bis (extension des cas de recours au contrat à durée déterminée et au travail temporaire au remplacement d'un salarié en temps partiel provisoire)

Son intervention (p. 4497)

Article 10 (contrat d'accompagnement à la création ou à la reprise d'une activité économique)

Son intervention (p. 4499)

Son sous-amendement n° 118 (de précision) à l'amendement n° 107 du Gouvernement (contrat d'appui au projet d'entreprise substitué au contrat d'accompagnement) (p. 4499)

Article 11 (soutien au contrat d'accompagnement à la création ou à la reprise d'entreprise et droits sociaux des bénéficiaires de ce contrat)

Son intervention (p. 4500)

Article 12 (cotisations sociales applicables aux entrepreneurs exerçant une activité occasionnelle)

Son intervention (p. 4501)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 52 de Mme Marylise Lebranchu (conjoint collaborateur) (p. 4501)

Article 12 bis (présomption de non-salariat)

Son intervention (p. 4502)

Son amendement n° 115 (requalification en activité salariée - introduction du "but principal d'éviter les obligations" incombant à l'employeur) (p. 4502)

Après l'article 13 B

Intervient sur l'amendement n° 54 de M. Gaëtan Gorce (collectivités territoriales - aides aux entreprises pour le développement économique) (p. 4503)

Intervient sur l'amendement n° 67 de M. Gaëtan Gorce (loi de modernisation sociale - obligation de réindustrialiser les bassins d'emploi - extension aux sociétés mères étrangères ayant une entreprise filiale en France) (p. 4510)

Intervient sur l'amendement n° 69 de M. Gaëtan Gorce (contrôle des fonds publics accordés aux entreprises - rétablissement de la loi n° 2001-7 du 4 janvier 2001) (p. 4510)

Après l'article 18 A

Intervient sur l'amendement n° 72 de M. Michel Vergnier (comité des activités sociales et culturelles - instauration dans les entreprises de moins de cinquante salariés) (p. 4516)

Intervient sur l'amendement n° 73 de M. Gaëtan Gorce (information sur les conséquences des restructurations industrielles - rétablissement des articles 97 et 98 de la loi de modernisation sociale suspendus par la loi n° 2003-6 du 3 janvier 2003 portant relance de la négociation collective) (p. 4517)

Intervient sur l'amendement n° 74 de M. Gaëtan Gorce (information du comité d'entreprise avant toute annonce du chef d'entreprise ayant un effet sur l'emploi ou les conditions de travail - rétablissement de l'article 100 de la loi de modernisation sociale suspendu par la loi n° 2003-6 du 3 janvier 2003 portant relance de la négociation collective) (p. 4517)

Article 18 (report et étalement du paiement des cotisations sociales de la première année d'activité)

Son intervention (p. 4518)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 94 de M. François Goulard (cotisations sociales des travailleurs indépendants - prise en compte des reports déficitaires) (p. 4518)

Article 19 (renforcement du dispositif d'aide à la création d'entreprises en faveur des populations en difficultés)

Son intervention (p. 4519 et s.)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 109 du Gouvernement (aide accordée par l'Etat au titre du dispositif d'encouragement au développement d'entreprises nouvelles - exonération de l'impôt sur le revenu) (p. 4522)

Article 27 AA (regroupement du Centre français du commerce extérieur (CFCE) et d'UBIfrance au sein d'un nouvel établissement public industriel et commercial)

Son intervention (p. 4553 et s.)

Son amendement n° 113 corrigé (rédactionnel) (p. 4553)

Son amendement n° 114 (rédactionnel) (p. 4554)

Article 27 C (élargissement des conditions d'extension des contrats interprofessionnels conclus pour faire face à une crise agricole conjoncturelle)

Son intervention (p. 4555)

Article 27 D (action en responsabilité)

Son intervention (p. 4556)

Article 27 G (sanctions pénales en cas de manquements des constructeurs de maisons individuelles à leurs obligations à l'égard de leurs sous-traitants)

Son intervention (p. 4557)

Après l'article 27

Intervient sur l'amendement n° 99 de M. Augustin Bonrepaux (marchés publics - modes de financement respectant l'égalité de traitement et d'accès à la commande publique) (p. 4556)

Intervient sur l'amendement n° 88 de M. Augustin Bonrepaux (marchés publics - principes de liberté d'accès, d'égalité de traitement des candidats et de transparence des procédures) (p. 4559)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [17 juillet 2003] (p. 7819)

Sa présentation du rapport de la commission mixte paritaire (p. 7819)

Thèmes :

Entreprises : création : chambres consulaires (p. 7820)

Entreprises : création : cotisations sociales (p. 7820)

Entreprises : formalités administratives (p. 7820)

Parlement : rôle : commissions mixtes paritaires (p. 7819 et s.)

Projet de loi n° 606 relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mars 2003] (p. 1565)

Son intervention (p. 1579)

Thèmes :

Agroalimentaire : aliments pour animaux : stockage (p. 1579)

Sécurité publique : risques technologiques (p. 1579)

Discussion des articles [6 mars 2003] (p. 1763)

Après l'article 16 septies

Intervient sur l'amendement n° 103 de la commission (classification des silos) (p. 1779)

Son amendement n° 5 (classification des silos) (p. 1779) : retiré (p. 1781)

Projet de loi n° 710 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance des mesures de simplification et de codification du droit

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [3 juin 2003] (p. 4418)

Article 19 (simplification des déclarations sociales)

Son amendement n° 13 (p. 4430)

Michel VAXÈS

*Bouches-du-Rhône (13^{ème} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe des Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11065)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11116)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation pour la justice [J.O. du 3 août 2002] (p. 13302)

Membre titulaire du comité directeur du Fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer et la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14787)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2003 [J.O. du 12 décembre 2002] (p. 20541)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2002 [J.O. du 19 décembre 2002] (p. 21177)

Cesse d'appartenir au comité directeur du Fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer et la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon [J.O. du 24 janvier 2003] (p. 1462)

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 15 février 2003] (p. 2797)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 15 février 2003] (p. 2797)

Rapporteur de la proposition de loi tendant à la suppression du mot "race" de notre législation (n° 623) [26 février 2003]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) : annexe n° 22 : Equipement, transports, logement, tourisme et mer (mer) (n° 256) [10 octobre 2002]

Proposition de loi n° 623 tendant à la suppression du mot "race" de notre législation [13 février 2003]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur sa proposition de loi (n° 623), déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à la suppression du mot "race" de notre législation [5 mars 2003] (n° 670)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Transports aériens. Air France et Air Lib. équilibre financier, aides de l'Etat [6 novembre 2002] (p. 4583)

Emploi. politique de l'emploi. perspectives [4 février 2003] (p. 780)

Retraites : généralités. réforme. débats parlementaires [18 juin 2003] (p. 5520)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 130, posée le 3 février 2003. Voirie. routes départementales (J.O. questions p. 624). Appelée le 4 février 2003. D 9, prolongement, perspectives (p. 759)

n° 252, posée le 31 mars 2003. Etrangers. Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD) (J.O. questions p. 2287). Suppléé par Mme Muguette Jacquaint. Appelée le 1^{er} avril 2003. financement, perspectives (p. 2670)

DÉBATS

Projet de loi de finances rectificative n° 29 pour 2002

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 juillet 2002] (p. 2159)

Son intervention (p. 2188)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 2224)

Thèmes :

Finances publiques : exécution du budget : transparence (p. 2190)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 2190)

Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 2189, 2224)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 2189)

Parlement : rôle : finances publiques (p. 2190)
Politique économique : conjoncture : croissance (p. 2190)

Discussion des articles [18 juillet 2002] (p. 2225)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 30 (réduction à 5 % du taux de l'impôt sur les personnes morales non résidentes)
Son amendement n° 29 (réduction à un tiers du taux de l'impôt sur les personnes physiques) (p. 2225)

Article 1er (réduction de 5 % de l'impôt sur le revenu acquitté en 2002)

Son amendement n° 31 (de suppression) : SCRUTIN PUBLIC (p. 2230)
Son amendement n° 32 (réduction d'un point du taux normal de la TVA substituée à la réduction de l'impôt sur le revenu) (p. 2234)

Après l'article 1er

Son amendement n° 33 (application du taux réduit de la TVA à la restauration) (p. 2246)
Son amendement n° 34 (intégration des biens professionnels dans l'assiette de l'impôt sur la fortune en fonction de l'évolution du rapport entre la masse salariale de l'entreprise et sa valeur ajoutée) (p. 2249)

Après l'article 10

Son amendement n° 35 (institution d'une taxe additionnelle à la taxe professionnelle assise sur les actifs financiers et affectée au fonds national de péréquation de la taxe professionnelle) (p. 2269)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [1^{er} août 2002] (p. 2530)

Son intervention (p. 2532)

Thèmes :

Finances publiques : exécution du budget : transparence (p. 2533)
Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 2532)
Impôts et taxes : justice sociale (p. 2532, 2533)

Projet de loi n° 154 d'orientation et de programmation pour la justice

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 juillet 2002] (p. 2455) ; [1er août 2002] (p. 2544)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2466)
Soutient la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 2544)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité : Etats-Unis (p. 2547)
Droit pénal : mineurs : délinquance et criminalité (p. 2545)
Droit pénal : mineurs : Etats-Unis (p. 2547)
Droit pénal : mineurs : ordonnances (p. 2545)
Droit pénal : politique pénale : Etats-Unis (p. 2547)
Droit pénal : responsabilité pénale : mineurs (p. 2549)
Justice (p. 2466)
Justice : centres éducatifs fermés (p. 2549)
Justice : délais : mineurs (p. 2549)
Justice : juge de proximité (p. 2548)
Lois : projet de loi : justice (p. 2544, 2549)
Politique générale : politiques publiques : Etats-Unis (p. 2547)

Discussion des articles [1^{er} août 2002] (p. 2550, 2582) ; [2 août 2002] (p. 2622, 2666)

Article 2 (programmation des crédits et des emplois sur la période 2003-2007)

Son intervention (p. 2569)

Avant l'article 7

Son amendement n° 60 (suppression du titre II) (p. 2587)
Ses observations : regrette que sa demande de reprise de l'amendement de M. Albertini n'ait pas été entendue [1^{er} août 2002] (p. 2587)

Article 7 (institution, compétence et fonctionnement de la juridiction de proximité)

Son intervention (p. 2591)

Son amendement n° 61 (de suppression) (p. 2592)

Article 7 bis (faculté pour le juge de proximité d'enjoindre aux parties d'assister à une réunion d'information sur la conciliation)

Son amendement n° 62 (de suppression) (p. 2598)

Article 8 (service des secrétariats-greffes des juridictions de proximité)

Son amendement n° 63 (de suppression) (p. 2598)

Article 9 (compétence de la juridiction de proximité en matière de contraventions et de composition pénale)

Son amendement n° 64 (de suppression) (p. 2598)

Article 10 (responsabilité pénale des mineurs)

Son intervention (p. 2600)

Son amendement n° 65 (suppression des dispositions relatives aux mineurs de 10 à 18 ans) (p. 2602)

Article 11 (principe de la sanction éducative pour les mineurs de dix à treize ans)

Son amendement n° 66 (de suppression) (p. 2603)

Article 12 (sanctions éducatives susceptibles d'être prononcées à l'encontre d'un mineur)

Son intervention (p. 2603)

Son amendement n° 67 (substitution de la notion de "peines restrictives de droit" à celle de "sanctions éducatives") (p. 2604)

Son amendement n° 68 (substitution de la notion de "peines restrictives de droit" à celle de "sanctions éducatives") (p. 2605)

Son amendement n° 69 (substitution de la notion de "peines restrictives de droit" à celle de "sanctions éducatives") (p. 2605)

Article 15 (contrôle judiciaire des mineurs)

Son amendement n° 70 (suppression de la transmission au procureur du rapport sur le non-respect des obligations liées au contrôle judiciaire) (p. 2610)

Article 16 (détention provisoire des mineurs)

Son amendement n° 71 (de suppression) (p. 2622)

Avant l'article 17

Son amendement n° 72 (suppression de la section 4) (p. 2624)

Article 17 (procédure de jugement à délai rapproché)

Son amendement n° 73 (de suppression) (p. 2626)

Son amendement n° 74 corrigé (investigations sur la personnalité accomplies à l'occasion d'une procédure antérieure de 6 mois au lieu de 18) (p. 2627)

Son amendement n° 75 corrigé (avis du juge des enfants sur les investigations déjà accomplies) (p. 2628)

Son amendement n° 76, deuxième correction (renvoi à une prochaine audience dans un délai maximum de 3 mois au lieu d'1) (p. 2629)

Avant l'article 18

Son amendement n° 77 (suppression de la section 5) (p. 2629)

Article 18 (jugement des contraventions par la juridiction de proximité)

Son amendement n° 45 (de suppression) (p. 2630)

Article 19 (modalités de détention des mineurs - sursis avec mise à l'épreuve applicable aux mineurs)

Intervient sur l'amendement n° 207 de M. André Vallini (de suppression) (p. 2631)

Avant l'article 20

Son amendement n° 46 (suppression de la section 7) (p. 2632)

Article 20 (centres éducatifs fermés)

Son amendement n° 47 (de suppression) (p. 2636)

Son amendement n° 48 (suppression de la gestion des centres éducatifs fermés par des établissements privés) (p. 2640)

Son amendement n° 49 (conditions d'habilitation) (p. 2642)

Son amendement n° 50 corrigé (habilitation après avis du président du tribunal pour enfants) (p. 2642)

Après l'article 20 septies

Son amendement n° 51 (transfert des attributions du juge d'application des peines au juge des enfants) (p. 2653)

Article 22 (placement et prolongation de la détention provisoire)

Son amendement n° 52 (suppression de l'obligation de motivation pour le juge d'instruction refusant de placer en détention provisoire sur réquisitions du procureur) (p. 2661)

Article 25 (aménagement de la procédure de comparution immédiate)

Son amendement n° 53 (de suppression) (p. 2675)

Article 31 (placement sous surveillance électronique dans le cadre d'un contrôle judiciaire - contrôle à distance par des personnes de droit privé)

Son amendement n° 54 (suppression du recours au bracelet électronique dans le cadre d'un contrôle judiciaire) (p. 2691)

Son amendement n° 55 (suppression de la notion d'inconduite notoire pour justifier le retrait du bracelet électronique) (p. 2692)

Avant l'article 32

Son amendement n° 56 (suppression du chapitre IV) (p. 2693)

Article 32 (classification des établissements pénitentiaires)

Son amendement n° 57 (de suppression) (p. 2694)

Après l'article 32 ter

Son amendement n° 295 (double peine) (p. 2696)

Son amendement n° 58 (régime de semi-liberté pour les peines inférieures à un an) (p. 2698)

Explications de vote et vote [2 août 2002] (p. 2704)

Ses explications de vote (p. 2705)

Déclaration du Gouvernement n° 262 présentée par M. Francis Mer, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur les prélèvements obligatoires et débat sur cette déclaration

[10 octobre 2002] (p. 3223)

Son intervention (p. 3245)

Thèmes :

Emploi : allègement des charges sociales (p. 3246)
 Entreprises : charges : fiscalité (p. 3246)
 Finances publiques : prélèvements obligatoires : pays étrangers (p. 3246, 3247)
 Impôts et taxes : justice sociale (p. 3246)
 Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 3245)
 Partis et mouvements politiques : Parti communiste : prélèvements obligatoires (p. 3247)
 Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 3246)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 octobre 2002] (p. 3416)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 3437)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi : prime pour l'emploi (p. 3439)
 Etat (p. 3437)
 Finances publiques : dépenses : gauche (p. 3437 à 3439)
 Fonctionnaires et agents publics (p. 3438)
 Impôt de solidarité sur la fortune (p. 3439)
 Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 3438, 3439)
 Impôts et taxes : justice sociale (p. 3438, 3439)
 Ordre public (p. 3438)
 Politique économique : conjoncture : croissance (p. 3437)
 Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 3438)
 Politique économique : pouvoir d'achat : consommation (p. 3437, 3439)
 Politique sociale : pauvreté (p. 3438, 3439)
 Secteur public : privatisations (p. 3440)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER**Discussion des articles [16 octobre 2002] (p. 3447) ; [17 octobre 2002] (p. 3479, 3550) ; [18 octobre 2002] (p. 3593, 3634, 3680)****Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)**

Son amendement n° 95 (taux des deux dernières tranches portés à respectivement 48 % et 54 %) (p. 3452)

Après l'article 2

Son amendement n° 172 (partenaires d'un PACS – imposition commune au jour de l'enregistrement du pacte, amélioration du régime des mutations à titre gratuit – relèvement à due concurrence des taux des deux dernières tranches de l'impôt sur le revenu) (p. 3467)

Son amendement n° 98 (exonération des plus-values sur valeurs mobilières – plafond des cessions réduit de 7 560 € à 5 000 €) (p. 3480)

Son amendement n° 173 (abattement sur les pensions et retraites – plafond porté de 3 160 € à 30 500 € - majoration des taux de prélèvement sur les placements à revenus fixes) (p. 3481)

Son amendement n° 99 (réductions d'impôt bénéficiant à un contribuable - plafonnement à 4 500 €) (p. 3487)

Son amendement n° 96 (obtention des permis transport de marchandises ou transport en commun de voyageurs – institution d'un crédit d'impôt) (p. 3490)

Son amendement n° 97 (déménagement – institution d'un crédit d'impôt) (p. 3490)

Intervient sur l'amendement n° 299 de M. Marc Laffineur (personnes détachées en France par un employeur étranger – exonération de la partie de la rémunération liée à l'expatriation) (p. 3496)

Article 3 (amélioration de la prime pour l'emploi)

Son intervention (p. 3498)

Article 5 (doublement de l'abattement sur la part de chacun des petits-enfants pour la perception des droits de mutation à titre gratuit entre vifs)

Son amendement n° 93 (de suppression) (p. 3552)

Après l'article 9

Son amendement n° 67 (taux normal de la TVA à 18,6 %) (p. 3567)

Son amendement n° 71 (ensemble des produits destinés à l'alimentation – taux réduit de la TVA) (p. 3570)

Intervient sur l'amendement n° 202 de M. Alain Néri (sécurité routière - accessoires améliorant la sécurité des personnes – taux réduit de la TVA) (p. 3572)

Son amendement n° 73 (sécurité routière - accessoires améliorant la sécurité des personnes – taux réduit de la TVA) (p. 3572)

Son amendement n° 68 (repas à consommer sur place – taux réduit de la TVA) (p. 3576) : SCRUTIN PUBLIC (p. 3583)

Son amendement n° 312 (travaux dans les hôpitaux – taux réduit de la TVA) (p. 3593)

Son amendement n° 72 (abonnements aux réseaux publics alimentés par la géothermie ou la cogénération – taux réduit de la TVA) (p. 3593)

Son amendement n° 74 (prestations de services funéraires – taux réduit de la TVA) (p. 3594)

Son amendement n° 82 (Union européenne – suppression du prélèvement sur le Fonds de compensation de la TVA) (p. 3599)

Article 11 (réduction progressive de la fraction des recettes prises en compte dans les bases de taxe professionnelle des bénéfices non commerciaux)

Son intervention (p. 3601)

Article 14 (assouplissement de la règle de lien entre les taux des taxes directes locales)

Intervient sur l'amendement n° 154 de M. Pierre Albertini (suppression du lien entre les taux des taxes directes locales) (p. 3623)

Son amendement n° 199 (augmentation du taux de la taxe professionnelle dans la limite de trois fois l'augmentation de celui de la taxe d'habitation ou de celui du taux moyen pondéré des trois autres taxes) (p. 3627)

Son amendement n° 176 (augmentation du taux de la taxe professionnelle dans la limite du taux de croissance de la formation brute de capital fixe des entreprises en cas de stabilité des autres taux) (p. 3628)

Son amendement n° 81 (rapport prévu par l'article adressé au Parlement avant le dépôt du projet de loi de finances) (p. 3629)

Après l'article 14

Son amendement n° 78 corrigé (révision des valeurs locatives – suppression du prélèvement de 0,4 % sur le produit de la fiscalité locale) (p. 3636)

Article 16 (rééquilibrage de la fiscalité des modes de production de l'électricité)

Son amendement n° 83 (de suppression) (p. 3643)

Après l'article 17

Son amendement n° 171 (avoir fiscal – taux ramené à 33,33 %) (p. 3654)

Son amendement n° 105 (établissements publics de santé – suppression de la taxe sur les salaires) (p. 3655)

Son amendement n° 107 (associations bénéficiant d'un agrément ministériel – non application du taux majoré de la taxe sur les salaires) (p. 3656)

Son amendement n° 108 (associations bénéficiant d'un agrément ministériel – non application du taux majoré de la taxe sur les salaires) (p. 3656)

Son amendement n° 106 (associations – taxe sur les salaires – abattement porté de 5 185 € à 10 000 €) (p. 3657)

Intervient sur l'amendement n° 192 de M. Jean-Claude Lefort (taxe sur les transactions financières – mise en vigueur de la taxe "Tobin" - taux de 0,05 %) (p. 3660, 3662)

Son amendement n° 175 (personnes morales non résidentes – taux de l'avoir fiscal réduit à 5 %) (p. 3663)

Son amendement n° 102 (biens professionnels – assujettissement à l'ISF en fonction de l'évolution de la part des salaires dans la valeur ajoutée de l'entreprise) (p. 3664)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Jean-Pierre Brard (œuvres d'art – assujettissement à l'ISF – possibilité d'évaluation forfaitaire égale à 3 % du patrimoine déclaré) (p. 3665)

Article 21 (mesures de financement du budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA))

Son amendement n° 84 (suppression des 31 millions d'euros de prélèvements sur la mutualité sociale agricole) (p. 3680)

Article 26 (modification de la nomenclature des recettes du compte d'affectation spéciale n° 902-24 "Compte d'affectation des produits de cessions de titres, parts et droits de sociétés")

Son amendement n° 85 (de suppression) (p. 3695)

Article 29 (reconduction en 2003 du contrat de croissance et de solidarité)

Son amendement n° 87 (prise en compte de 50 % du taux de croissance du PIB) (p. 3696)

Après l'article 31

Son amendement n° 197 (communes éligibles à la dotation de solidarité urbaine ou à la fraction « bourg centre » de la dotation de solidarité rurale – attribution du fonds national de péréquation de la taxe professionnelle) (p. 3700)

Article 32 (majorations de la dotation de solidarité urbaine (DSU) et de la première fraction de la dotation de solidarité rurale (DSR))

Son amendement n° 198 (majoration de la dotation de solidarité urbaine portée de 33 millions d'euros à 230 millions d'euros) (p. 3702)

Explications de vote et vote [22 octobre 2002] (p. 3737)

Ses explications de vote (p. 3739)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES SOCIALES, TRAVAIL ET SOLIDARITÉ, ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE

Vote des crédits et articles rattachés [14 novembre 2002] (p. 5114)**Après l'article 70**

Son amendement n° 20 (rapport au Parlement sur les exonérations de cotisations financées par le FOREC) (p. 5121) : rejeté (p. 5122)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS - AVIATION CIVILE

Examen du fascicule [24 octobre 2002] (p. 3962)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 3966)

Thèmes avant la procédure des questions :

Mer et littoral : protection : crédits budgétaires (p. 3966)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'équipement : crédits budgétaires (p. 3966)

Politiques communautaires : directives : services publics locaux (p. 3967)

Transports par eau : écoles de la marine marchande (p. 3967)

Transports par eau : politique de la marine marchande : immatriculation des navires (p. 3967)

Transports par eau : ports maritimes (p. 3966)

TOURISME

Examen du fascicule [6 novembre 2002] (p. 4630)

Son intervention (p. 4638)

Thèmes avant la procédure des questions :

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 4638)

Tourisme et loisirs : politique du tourisme : crédits budgétaires (p. 4638)

Tourisme et loisirs : tourisme social : chèques vacances (p. 4638)

Procédure des questions :

Tourisme et loisirs : politique du tourisme : coopération intercommunale (p. 4648)

JUSTICE

Examen du fascicule [6 novembre 2002] (p. 4595)

Son intervention (p. 4601)

Thèmes avant la procédure des questions :

Justice : aide à l'accès au droit (p. 4602)

Justice : juge de proximité (p. 4602)

Justice : magistrats : recrutement (p. 4602)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la justice : budget (p. 4601)

Système pénitentiaire : centres pénitentiaires : construction (p. 4603)

Système pénitentiaire : centres pénitentiaires : suicide (p. 4603)

Système pénitentiaire : détenus : insertion professionnelle et sociale (p. 4603)

Procédure des questions :

Justice : magistrats : recrutement (p. 4615)

SANTÉ, FAMILLE ET PERSONNES HANDICAPÉES

Examen du fascicule [12 novembre 2002] (p. 4939)*Procédure des questions :*

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 4947)

SPORTS

Examen du fascicule [6 novembre 2002] (p. 4557)*Procédure des questions :*

Sports : politique du sport : décentralisation

**ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT
ARTICLES ADDITIONNELS****[15 novembre 2002] (p. 5197)***Après l'article 58*

Son amendement n° 16 (bénéficiaires du RMI et de l'allocation solidarité spécifique – exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties) (p. 5221) : rejeté (p. 5222)

Son amendement n° 14 (taxe d'habitation – extension du dégrèvement d'office de la fraction d'impôt dépassant 3 % du revenu imposable) : rejeté (p. 5222)

Son amendement n° 185 (taxe d'habitation – imposition égale à au moins 1 % du revenu imposable à compter de 2004) : rejeté (p. 5224)

Son amendement n° 15 (taxe professionnelle – taxe additionnelle assise sur les actifs financiers) (p. 5231) : rejeté (p. 5232)

Explications de vote et vote [19 novembre 2002] (p. 5295)

Ses explications de vote (p. 5298)

Proposition de loi n° 380 visant à protéger certaines catégories d'étrangers des mesures d'éloignement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 novembre 2002] (p. 5901)

Son intervention (p. 5909)

Thèmes :

Droit pénal : double peine (p. 5909)

Droits de l'homme et libertés publiques : Convention européenne des droits de l'homme (p. 5909)

Etrangers : attaches avec la France : protection (p. 5909)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote [28 novembre 2002] (p. 5927)

Proposition de loi n° 350 visant à aggraver les peines punissant les infractions à caractère raciste et à renforcer l'efficacité de la procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 2002] (p. 6333)

Son intervention (p. 6341)

Thèmes :

Droit pénal : aggravation des peines : racisme (p. 6341)

Droit pénal : double peine (p. 6342)

Droits de l'homme et libertés publiques : lutte contre le racisme :

pédagogie (p. 6342)

Droits de l'homme et libertés publiques : racisme : crimes et délits contre

les biens (p. 6342)

Droits de l'homme et libertés publiques : racisme : crimes et délits contre

les personnes (p. 6342)

Etrangers : communautarisme (p. 6343)

Discussion des articles [10 décembre 2002] (p. 6347)*Article 1er (aggravation des peines encourues pour les crimes et délits à motivation raciste)*

Son intervention (p. 6347 et s.)

Son amendement n° 10 (p. 6347)

Article 2 (réclusion criminelle à perpétuité encourue en cas de meurtre)

Son intervention (p. 6351)

Son amendement n° 11 (p. 6351)

Article 3 (réclusion criminelle de quinze ans en cas de tortures ou d'actes de barbarie)

Son amendement n° 12 (p. 6351)

Article 4 (réclusion criminelle de quinze ans en cas de violences ayant entraîné la mort sans intention de la donner)

Son amendement n° 13 (p. 6351)

Article 5 (peine de dix ans d'emprisonnement et amende de 150 000 euros en cas de violences ayant entraîné une mutilation ou une infirmité permanente)

Son amendement n° 14 (p. 6352)

Article 6 (peine de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende en cas de violences ayant entraîné une incapacité totale de travail pendant plus de huit jours)

Son amendement n° 15 (p. 6352)

Article 7 (peine de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende en cas de violences ayant entraîné une incapacité de travail inférieure ou égale à huit jours ou n'ayant entraîné aucune incapacité de travail)

Son amendement n° 16 (p. 6352)

Article 8 (peine de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende encourue en cas de destruction, de dégradation ou de détérioration d'un bien appartenant à autrui)

Son amendement n° 17 (p. 6353)

Article 10 (peine de vingt ans de réclusion criminelle et de 150 000 euros d'amende en cas de destruction, de dégradation ou de détérioration d'un bien appartenant à autrui par l'effet d'une substance explosive ou d'un incendie)

Son amendement n° 18 (p. 6354)

Titre (nouveau titre conformément aux conclusions de la commission : "Proposition de loi visant à aggraver les peines punissant les infractions à caractère raciste, antisémite ou xénophobe")

Son intervention (p. 6355)

Son amendement n° 19 (p. 6355)

Projet de loi de finances rectificative n° 382 pour 2002

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 2002] (p. 6376)

Son intervention (p. 6386)

Thèmes :

Agriculture : Association nationale pour le développement agricole (ANDA) (p. 6388)

Emploi : chômage (p. 6386)

Energie et carburants : biocarburants : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 6388)

Finances publiques : dépenses : exécution du budget (p. 6387)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 6386)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 6387)

Partis et mouvements politiques : Parti communiste : finances publiques (p. 6387)

Politique économique : conjoncture : croissance (p. 6386, 6387)

Politique économique : pouvoir d'achat : consommation (p. 6387)

Secteur public (p. 6387)
Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 6387)

Explications de vote et vote

Vote contre du groupe des Député-e-s Communistes et Républicains (p. 6388)

Projet de loi organique n° 242 relatif aux juges de proximité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 décembre 2002] (p. 6833)

Son intervention (p. 6846)

Thèmes :

Justice : carte judiciaire : réforme (p. 6847)
Justice : juge de proximité : indépendance (p. 6847)
Justice : juge de proximité : statuts (p. 6847)
Justice : magistrats : syndicats (p. 6848)
Justice : tribunaux : délais (p. 6847)
Justice : tribunaux d'instance : juge de proximité (p. 6847)
Justice : tribunaux d'instance : réforme (p. 6847)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 6875)
Vote contre du groupe des Député-e-s Communistes et Républicains (p. 6875)

Projet de loi constitutionnelle n° 378 relatif au mandat d'arrêt européen

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [17 décembre 2002] (p. 6876)

Son intervention (p. 6881)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : droit de manifestation (p. 6883)
Politiques communautaires : coopération judiciaire : extradition (p. 6882)
Union européenne : construction européenne : coopération judiciaire (p. 6882)
Union européenne : construction européenne : lutte contre le terrorisme (p. 6883)
Union européenne : décision-cadre : constitutionnalité (p. 6881)

Proposition de loi n° 194 relative à la conduite automobile sous l'influence de drogues illicites et psychotropes

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [23 janvier 2003] (p. 435)

Son intervention (p. 441)

Thèmes :

Drogue : toxicomanie : prévention (p. 442)
Sécurité routière : conduite sous l'influence de drogues : dépistage (p. 441)
Sécurité routière : conduite sous l'influence de drogues : répression (p. 441)
Abstention du groupe des Député-e-s Communistes et Républicains (p. 442)

Proposition de loi n° 642 modifiant la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mars 2003] (p. 1993)

Son intervention (p. 2018)

Thèmes :

Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) (p. 2018)
Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 2018)
Politique sociale : inégalités (p. 2019)

Proposition de loi n° 623 tendant à la suppression du mot "race" de notre législation

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 mars 2003] (p. 2029)

Ses interventions (p. 2029 et 2040)

Thèmes :

Assemblée nationale : article 94 du règlement (p. 2030)
Constitution : préambule (p. 2040)
Droits de l'homme et libertés publiques : lutte contre le racisme (p. 2030)
Droits de l'homme et libertés publiques : racisme (p. 2029)
Droits de l'homme et libertés publiques : racisme : Etats-Unis (p. 2041)
Droits de l'homme et libertés publiques : racisme : sciences (p. 2029)

Projet de loi n° 574 relatif à l'élection des conseillers régionaux et des représentants au Parlement européen ainsi qu'à l'aide publique aux partis politiques

NOUVELLE DÉLIBÉRATION DE L'ARTICLE 4

Avant la discussion de l'article unique [8 avril 2003] (p. 2949)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2958)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 2965)

Thèmes :

Assemblée nationale : députés : Front national (p. 2969)
Conseil constitutionnel (p. 2965)
Elections et référendums : élections régionales (p. 2968)
Elections et référendums : listes électorales (p. 2970)
Elections et référendums : modes de scrutin : pluralisme (p. 2966)
Elections et référendums : modes de scrutin : réforme (p. 2966)
Lois : décentralisation (p. 2966)
Lois : projet de loi : inconstitutionnalité (p. 2958)
Partis et mouvements politiques : Front national (p. 2968)

Discussion de l'article unique [8 avril 2003] (p. 2971)

Article 4 (modification de l'article L. 346 du code électoral : minimum requis pour avoir le droit de participer au second tour des élections régionales)

Son intervention (p. 2971)

Ses amendements n° 2 et 3 (p. 2971)

Projet de loi n° 784 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 mai 2003] (p. 3927)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3944)

Son intervention (p. 3950)

Thèmes :

Droit pénal : comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité (p. 3952)
Droit pénal : composition pénale (p. 3951)
Droit pénal : délinquance et criminalité organisées (p. 3950)
Droit pénal : droits de la défense (p. 3944)
Droit pénal : garde à vue (p. 3951)
Justice : juridictions spécialisées (p. 3951)
Justice : victimes (p. 3952)

Discussion des articles [21 mai 2003] (p. 3978) ; [22 mai 2003] (p. 4009, 4049, 4125) ; [23 mai 2003] (p. 4186)

Article 1er (de la procédure applicable à la délinquance et à la criminalité organisées)

Article 706-73 du code de procédure pénale (détermination des infractions relevant de la criminalité organisée)

Son amendement n° 578 (p. 3985)

Article 706-75 du code de procédure pénale (création et détermination du champ de compétence territoriale des juridictions spécialisées)

Son amendement n° 606 (p. 4014)

Son amendement n° 579 (p. 4015)

Article 706-76 du code de procédure pénale (création et détermination du champ de compétence territoriale des juridictions spécialisées)

Son amendement n° 607 (p. 4016)

Article 706-77 du code de procédure pénale (création et détermination du champ de compétence territoriale des juridictions spécialisées)

Son amendement n° 608 (p. 4017)

Article 706-78 du code de procédure pénale (création et détermination du champ de compétence territoriale des juridictions spécialisées)

Son amendement n° 609 (p. 4017)

Article 706-79 du code de procédure pénale (création et détermination du champ de compétence territoriale des juridictions spécialisées)

Son amendement n° 610 (p. 4017)

Article 706-80 du code de procédure pénale (de la surveillance)

Son amendement n° 580 (p. 4017)

Article 706-81 du code de procédure pénale (de l'infiltration)

Son amendement n° 581 (p. 4019)

Article 706-82 du code de procédure pénale (de l'infiltration)

Son amendement n° 582 (p. 4021)

Article 706-87 du code de procédure pénale (de l'infiltration)

Son intervention (p. 4026)

Article 706-88 du code de procédure pénale (de la garde à vue)

Son amendement n° 584 (p. 4027)

Article 706-90 du code de procédure pénale (des perquisitions)

Son amendement n° 585 (p. 4031)

Article 706-101 du code de procédure pénale (dispositions communes)

Son intervention (p. 4040)

Après l'article 1er

Son amendement n° 583 (un repas chaud par vingt-quatre heures ainsi qu'une installation sanitaire décente pour la personne gardée à vue) (p. 4049) ; rejeté (p. 4050)

Article 2 (élargissement du champ d'application de la circonstance aggravante de bande organisée et de la peine complémentaire de confiscation des biens - renforcement de la répression du faux monnayage - dispositions diverses)

Son amendement n° 586 (p. 4052)

Article 3 (dispositions relatives au repentir)

Son amendement n° 587 (p. 4060)

Article 4 (entrave au fonctionnement de la justice - divulgation d'informations)

Son amendement n° 588 (p. 4069)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Jean-Christophe Lagarde (pas de suspension de peine pour raison de santé pour les condamnés pour crime contre l'humanité ou pour complicité de crime contre l'humanité) (p. 4074)

Article 7 (des pôles spécialisés en matière économique et financière)

Son amendement n° 589 (p. 4080)

Reprend l'amendement n° 463 de M. Thierry Mariani (contrat d'appui au projet d'entreprise substitué au contrat d'accompagnement) (p. 4082)

Article 12 (extension de la circonstance aggravante des infractions à caractère raciste ou discriminatoire)

Son amendement n° 590 corrigé (p. 4101)

Article 13 (extension de la circonstance aggravante des infractions à caractère raciste ou discriminatoire)

Ses amendements n° 591 et 604 (p. 4103)

Article 14 (renforcement de la répression à l'encontre des infractions à caractère raciste ou discriminatoire)

Ses amendements n° 605 et 604 (p. 4104)

Article 17 (attributions du ministre de la justice en matière de politique pénale)

Son amendement n° 603 (p. 4107)

Article 23 (amélioration et élargissement de la composition pénale)

Son amendement n° 593 (p. 4111)

Ses amendements n° 594 et 595 (p. 4112)

Article 24 (rappel de certaines dispositions relatives aux échanges d'informations relatifs à des crimes ou délits entre les maires et les parquets)

Son amendement n° 596 (p. 4126)

Article 26 (dispositions relatives au dépôt de plainte, à la durée de l'enquête de flagrance et à la procédure de recherche des causes de la mort)

Ses amendements n° 597 et 598 (p. 4129)

Article 29 (comparution des personnes convoquées et intervention de l'avocat dans le cadre de la garde à vue)

Son amendement n° 599 (p. 4134)

Article 42 (dispositions de simplification des commissions rogatoires)

Son amendement n° 600 (p. 4157)

Article 61 (comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité)

Son amendement n° 601 (p. 4175)

Son amendement n° 602 (p. 4180)

Après l'article 74

Intervient sur l'amendement n° 253 de la commission (non-effacement automatique du casier judiciaire de procédures engagées à l'encontre d'un mineur lorsqu'il devient majeur : abrogation du 1° de l'article 769-2 du code de procédure pénale) (p. 4214)

Intervient sur l'amendement n° 254 de la commission (non-effacement automatique du casier judiciaire de procédures engagées à l'encontre d'un mineur lorsqu'il devient majeur : abrogation du 2° de l'article 769-2 du code de procédure pénale) (p. 4214)

Intervient sur l'amendement n° 255 de la commission (non-effacement automatique du casier judiciaire de procédures engagées à l'encontre d'un mineur lorsqu'il devient majeur : abrogation du 3° de l'article 769-2 du code de procédure pénale) (p. 4214)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 4218)

Vote contre du groupe des Député-e-s Communistes et Républicains (p. 4218)

Projet de loi n° 861 organisant une consultation des électeurs de Corse sur la modification de l'organisation institutionnelle de la Corse**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [27 mai 2003] (p. 4265, 4288)**

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Émile Zuccarelli (p. 4282)

Son intervention (p. 4291)

Thèmes :

Départements (p. 4291)

Elections et référendums : référendums (p. 4293)

Politique générale : institutions : réforme (p. 4282, 4292)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 4333)

Vote contre du groupe des Député-e-s Communistes et Républicains (p. 4333)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)**

Avant l'article 1er [séances des 12, 13, 14 juin 2003] (principes)

Son intervention (p. 5304 et s.)

Avant l'article 4 [séances des 18 et 19 juin 2003] (contrats à durée déterminée ou à temps partiel)

Son intervention (p. 5547)

Article 19 [séances des 24 et 25 juin 2003] (indexation des pensions sur les prix)

Son intervention (p. 5986 et s.)

Article 20 [séance du 25 juin 2003] (possibilité de rachat de périodes de cotisation, dans la limite de douze trimestres)

Son intervention (p. 5995 et s.)

Article 22 [séances du 25 juin 2003] (amélioration de la pension de réversion et suppression de l'assurance veuvage)

Son intervention (p. 6012 et s.)

Article 24 [séance du 25 juin 2003] (régime de retraites des fonctionnaires affiliés à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales et régime des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'Etat)

Son intervention (p. 6036)

Article 26 [séance du 26 juin 2003] (éléments constitutifs du droit à pension)

Son intervention (p. 6118 et s.)

Article 27 [séances du 26 juin 2003] (services effectifs et validation des périodes d'interruption ou de réduction d'activité)

Son intervention (p. 6133 et s.)

Article 28 [séance du 27 juin 2003] (rachat des années d'études)

Son intervention (p. 6174)

Article 29 [séance du 27 juin 2003] (prise en compte dans la constitution de la pension des services accomplis postérieurement à la limite d'âge)

Son intervention (p. 6184 et s.)

Article 79 [séance du 2 juillet 2003] (création du plan d'épargne pour la retraite (PER))

Son intervention (p. 6659)

Article 80 [séance du 2 juillet 2003] (création du plan partenarial d'épargne salariale volontaire pour la retraite (PPESVR))

Son intervention (p. 6675)

Proposition de loi organique n° 936 portant réforme de la durée du mandat et de l'âge d'éligibilité des sénateurs ainsi que de la composition du Sénat**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [7 juillet 2003] (p. 6927)**

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6939)

Son intervention (p. 6948)

Thèmes :

Elections et référendums : élections sénatoriales : durée des mandats (p. 6948)

Elections et référendums : modes de scrutin : parité (p. 6939)

Parlement : sénateurs : représentativité (p. 6949)

Discussion des articles [7 juillet 2003] (p. 6964)

Article 2 (renouvellement du Sénat par moitié et dispositions transitoires)

Son amendement n° 2 (p. 6965)

Article 4 (âge d'éligibilité au Sénat)

Son amendement n° 3 (p. 6971)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 6988)

Vote contre du groupe des Député-e-s Communistes et Républicains (p. 6989)

Proposition de loi n° 937 portant réforme de l'élection des sénateurs**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [7 juillet 2003] (p. 6927)**

Discussion générale commune de la proposition de loi organique n° 936 portant réforme de la durée du mandat et de l'âge d'éligibilité des sénateurs ainsi que de la composition du Sénat et de la proposition de loi n° 937

portant réforme de l'élection des sénateurs (voir Elections et référendums 936)

Discussion des articles [7 juillet 2003] (p. 6977)

Après l'article 4

Son amendement n° 4 (un délégué du conseil municipal au collège sénatorial par tranche de trois cents habitants) (p. 6978) : rejeté (p. 6979)

Son amendement n° 5 (un délégué du conseil municipal au collège sénatorial par tranche de cinq cents habitants) (p. 6978) : rejeté (p. 6979)

Son amendement n° 6 (un délégué supplémentaire par tranche de sept cents habitants en sus de neuf mille) (p. 6979) : rejeté (p. 6980)

Article 5 (champ d'application du mode de scrutin majoritaire à deux tours et de la représentation proportionnelle)

Son amendement n° 7 (p. 6980)

Article 6 (champ d'application du mode de scrutin majoritaire à deux tours et de la représentation proportionnelle)

Son amendement n° 8 (p. 6983)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 6988)

Vote contre du groupe des Député-e-s Communistes et Républicains (p. 6989)

Alain VENOT

Eure-et-Loir (4^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11116), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre titulaire du conseil d'orientation du Comité interministériel de prévention des risques naturels majeurs [J.O. du 2 août 2002] (p. 13231)

Rapporteur du projet de loi relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages (n° 606) [5 février 2003]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages [J.O. du 17 juillet 2003] (p. 12134)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages [J.O. du 17 juillet 2003] (p. 12135)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 606) relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages [26 février 2003] (n° 635)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture (n° 862) relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages [24 juin 2003] (n° 963)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages [16 juillet 2003] (n° 1041)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Commerce extérieur. importations. céréales. réglementation, conséquences [11 décembre 2002] (p. 6511)

DÉBATS

Projet de loi n° 606 relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mars 2003] (p. 1537)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 1542)

Thèmes :

Agriculture (p. 1543)

Assurances : indemnisation (p. 1542 et s.)

Collectivités territoriales : compétences : urbanisme (p. 1543)

Cours d'eau, étangs et lacs : aménagement et protection (p. 1543)

Entreprises : sous-traitance (p. 1543)

Sécurité publique : fonds de prévention des risques naturels majeurs (p. 15433)

Sécurité publique : risques technologiques (p. 1542)

Urbanisme (p. 1542)

Discussion des articles [5 mars 2003] (p. 1607, 1634) ; [6 mars 2003] (p. 1678, 1713, 1763)

Avant le chapitre 1er

Intervient sur l'amendement n° 6 corrigé de M. Yves Cochet (insertion d'un chapitre intitulé : Démocratie participative) (p. 1607)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Yves Cochet (organisation d'un référendum d'initiative locale à la suite de l'enquête publique et à la demande des riverains ou des élus locaux) (p. 1607)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 305 de M. Pierre Cohen (critères du développement durable pris en compte lors de l'enquête publique sur une installation classée) (p. 1610)

Article 1er (information du public au cours de l'enquête publique relative à une installation classée "Seveso seuil haut")

Son intervention (p. 1612 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 28 rectifié de M. Yves Cochet (critères du développement durable pris en compte lors de l'enquête publique sur une installation classée : examen des avantages et des inconvénients du projet tout le long de la chaîne d'activité) (p. 1614)

Intervient sur l'amendement n° 306 de M. David Habib (établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière de développement économique informés directement par les services de l'Etat de l'ouverture de l'enquête publique portant demande d'autorisation) (p. 1616)

Intervient sur l'amendement n° 29 rectifié de M. Yves Cochet (information totale du public) (p. 1617)

Intervient sur l'amendement n° 392 de M. Pierre Cohen (information totale du public) (p. 1617)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Yves Cochet (information totale, transparente du public et ne souffrant d'aucune ségrégation sociale ou géographique) (p. 1619)

Article 2 (création du comité local d'information et de concertation sur les risques)

Son sous-amendement oral à l'amendement n° 192 de M. Jean-Yves Le Déaut (p. 1640)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 455 de M. Stéphane Demilly (le préfet informe les conseils municipaux intéressés de tout projet d'installation nouvelle ou soumise à nouvelle déclaration) (p. 1647)

Intervient sur l'amendement n° 446 de M. Christian Kert (étude épidémiologique chiffrée au regard de la liste des polluants cités dans la directive européenne relative à la qualité de l'air pour tout projet d'installation visée à l'article L. 515-8 du code de l'environnement) (p. 1648)

Intervient sur l'amendement n° 312 de M. David Habib (installation de sirènes adaptées et audibles par toute la population dans les bassins industriels concernés par le risque) (p. 1648)

Article 3 (possibilité d'instituer des servitudes d'utilité publique en cas d'installation nouvelle sur un site existant ou de modification d'une installation existante)

Son intervention (p. 1650 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 260 de M. Daniel Paul (définition des entreprises figurant sur la liste des installations classées) (p. 1652)

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Yves Cochet (modèle de calcul des périmètres pour un produit donné) (p. 1652)

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Yves Cochet (avis conforme des communes dans lesquelles une installation à risque peut être implantée) (p. 1654)

Intervient sur l'amendement n° 20 de M. Yves Cochet (autorisation d'exploitation suspendue jusqu'à la mise en conformité) (p. 1655)

Intervient sur l'amendement n° 193 de M. Jean-Yves Le Déaut (harmonisation : abrogation de l'article L. 421-8 du code de l'urbanisme) (p. 1655)

Article 3 bis (réalisation d'une étude de dangers par le demandeur d'une autorisation d'exploiter une installation classée)

Son intervention (p. 1655 et s.)

Son amendement n° 525 (p. 1655)

Après l'article 3 bis

Intervient sur l'amendement n° 206 rectifié de M. Yves Cochet (prise en compte des extensions d'activité faisant courir des risques à l'environnement urbain immédiat) (p. 1657)

Intervient sur l'amendement n° 382 de M. Yves Cochet (étude de danger présentée par l'exploitant) (p. 1658)

Intervient sur l'amendement n° 394 de M. Pierre Cohen (étude de danger présentée par l'exploitant pour les zones Z 1 et Z 2 incluses dans le périmètre foncier de l'entreprise) (p. 1658)

Intervient sur l'amendement n° 368 de M. François-Michel Gonnot (élargissement des compétences de l'établissement public) (p. 1658)

Article 4 (installations soumises à un plan de prévention des risques technologiques)
Son intervention (p. 1661 et s.)

Article L. 515-19-1 du code de l'environnement : cession aux exploitants à l'origine du risque des terrains exposés à celui-ci acquis par les collectivités publiques
Son amendement n° 490 (p. 1697)

Avant l'article 5
Intervient sur l'amendement n° 462 de M. Jean-Yves Le Déaut (prise en compte et communication au comité d'hygiène des contraintes spécifiques imposées au personnel) (p. 1700)

Intervient sur l'amendement n° 72 de la commission (aménagement des horaires pour les représentants du personnel au comité d'hygiène) (p. 1700)

Article 5 (rôle respectif en matière de sécurité du chef de l'entreprise utilisatrice et des chefs des entreprises extérieures intervenant dans les établissements particulièrement dangereux)
Son intervention (p. 1701 et s.)

Après l'article 5
Intervient sur l'amendement n° 216 de M. Jean-Yves Le Déaut (élection d'un délégué à la sécurité industrielle) (p. 1706)

Article 6 (formation aux risques des intervenants extérieurs dans les établissements particulièrement dangereux)
Son intervention (p. 1713 et s.)

Après l'article 6
Intervient sur l'amendement n° 215 rectifié de M. Jean-Yves Le Déaut (droit d'alerte donné aux élus du comité d'hygiène) (p. 1714)

Intervient sur l'amendement n° 390 rectifié de M. Jean-Yves Le Déaut (plans d'urgence externes testés, réexaminés et si nécessaire révisés, et populations riveraines associées) (p. 1715)

Article 7 (information des autorités publiques lors de la mise en œuvre du droit d'alerte)
Son intervention (p. 1715 et s.)

Article 8 (moyens de prévention, de lutte contre l'incendie et de secours)
Son intervention (p. 1717 et s.)

Après l'article 8
Intervient sur l'amendement n° 328 rectifié de M. Jean-Yves Le Déaut (abaissement de cinquante à vingt du nombre de salariés rendant obligatoire la création du comité d'hygiène) (p. 1719)

Intervient sur l'amendement n° 466 de M. Jean-Yves Le Déaut (composition du comité d'hygiène) (p. 1720)

Intervient sur l'amendement n° 467 de M. Jean-Yves Le Déaut (composition du comité d'hygiène) (p. 1720)

Intervient sur l'amendement n° 468 de M. Jean-Yves Le Déaut (augmentation par voie de convention collective ou après accord entre le chef d'entreprise et les organisations syndicales représentatives du nombre des membres de la délégation du personnel au comité d'hygiène) (p. 1721)

Son sous-amendement n° 523 (de coordination) à l'amendement n° 468 de M. Jean-Yves Le Déaut : adopté (p. 1721)

Article 8 bis (information des autorités publiques lors de la mise en œuvre du droit d'alerte)
Son intervention (p. 1721)

Article 9 (double formation du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) dans les établissements dangereux et création d'un comité interentreprises de santé et de sécurité au travail)
Son intervention (p. 1722 et s.)
Son amendement n° 491 (p. 1723)

Après l'article 9
Intervient sur l'amendement n° 470 de M. Jean-Yves Le Déaut (rapprochement des comités d'hygiène dans les zones industrielles à entreprises multiples) (p. 1724)

Intervient sur l'amendement n° 471 de M. Jean-Yves Le Déaut (missions du comité d'hygiène) (p. 1724)

Article 10 (renforcement des prérogatives du CHSCT dans certains établissements)
Son intervention (p. 1726 et s.)

Après l'article 10
Intervient sur l'amendement n° 477 de M. Jean-Yves Le Déaut (contenu du bilan social) (p. 1729)

Article 11 (formation spécifique aux risques des représentants du personnel des CHSCT dans les établissements dangereux)
Son intervention (p. 1730 et s.)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 286 de M. Daniel Paul (contenu du rapport remis au comité d'hygiène : état de la sous-traitance et de son évolution) (p. 1734)

Intervient sur l'amendement n° 480 de M. Jean-Yves Le Déaut (contenu du plan de formation du personnel) (p. 1734)

Article 11 bis (renforcement des relations entre l'inspecteur des installations classées et le CHSCT des établissements dangereux)
Son intervention (p. 1735 et s.)

Après l'article 11 bis
Intervient sur l'amendement n° 510 rectifié de M. Jean-Yves Le Déaut (de précision : référence aux articles L. 236-1 à L. 236-13 du code du travail afin que le comité d'hygiène ne soit pas bloqué dans son fonctionnement) (p. 1736)

Intervient sur l'amendement n° 217 deuxième correction de M. Jean-Yves Le Déaut (désignation d'une équipe pluridisciplinaire d'experts par le juge) (p. 1736)

Avant l'article 12
Intervient sur l'amendement n° 33 de M. Yves Cochet (mise en place d'unités de soutien permettant à la population sinistrée d'être prise en charge dans les démarches d'indemnisation) (p. 1738)

Intervient sur l'amendement n° 450 de M. Pierre Cohen (réquisition immédiate d'habitations afin de reloger provisoirement les personnes sinistrées) (p. 1738)

Intervient sur l'amendement n° 34 de M. Yves Cochet (réquisition des moyens matériels et humains nécessaires à la remise en état des biens touchés) (p. 1738)

Article 12 (création d'une garantie d'indemnisation pour les dommages matériels des sinistrés couverts par un contrat d'assurance)
Son intervention (p. 1739 et s.)

Après l'article 12
Intervient sur l'amendement n° 157 de M. Jean-Pierre Kucheida (définition du sinistre minier) (p. 1747)

Intervient sur l'amendement n° 407 de M. François Grosdidier (définition du sinistre minier) (p. 1747)

Article 13 (indemnisation plafonnée des sinistrés non couverts par un contrat d'assurance)
Son intervention (p. 1748)

Après l'article 13
Intervient sur l'amendement n° 534 corrigé du Gouvernement (dispositions particulières applicables aux dommages immobiliers d'origine minière) (p. 1749)

Intervient sur le sous-amendement n° 544 de M. Jean-Yves Le Déaut (extension du champ d'application de l'indemnisation) à l'amendement n° 534 corrigé du Gouvernement (p. 1750)

Intervient sur le sous-amendement n° 536 de M. François Grosdidier (application aux procédures d'indemnisation en cours) à l'amendement n° 534 corrigé du Gouvernement (p. 1751)

Intervient sur le sous-amendement n° 541 de M. Jean-Yves Le Déaut (application aux procédures d'indemnisation en cours) à l'amendement n° 534 corrigé du Gouvernement (p. 1751)

Intervient sur le sous-amendement n° 542 rectifié de M. Jean-Yves Le Déaut (réparation ou valeur de reconstruction à neuf de l'immeuble sinistré) à l'amendement n° 534 corrigé du Gouvernement (p. 1752)

Intervient sur le sous-amendement n° 537 de M. François Grosdidier (indemnisation dans les trois mois suivant la transmission du descriptif des dommages au Fonds de garantie) à l'amendement n° 534 corrigé du Gouvernement (p. 1753)

Intervient sur le sous-amendement n° 543 de M. Jean-Yves Le Déaut (indemnisation dans les trois mois suivant la transmission du descriptif des dommages au Fonds de garantie) à l'amendement n° 534 corrigé du Gouvernement (p. 1753)

Intervient sur l'amendement n° 508 de M. Serge Poignant (procédure d'urgence pour la réparation des parties communes d'immeubles en copropriété) (p. 1753)

Article 14 supprimé par le Sénat (obligation de réaliser une évaluation de la probabilité d'accident et du coût des dommages éventuels)
Son intervention (p. 1763)

Après l'article 15
Intervient sur l'amendement n° 449 de M. Pierre Cohen (information des autorités publiques et des riverains en cas d'intervention créant un risque, même provisoire) (p. 1764)

Intervient sur l'amendement n° 334 de M. David Habib (titulaires des concessions de stockage soumis à la taxe professionnelle) (p. 1764)

Article 16 (informations devant figurer dans le rapport annuel des sociétés)
Son intervention (p. 1765 et s.)

Après l'article 16
Intervient sur l'amendement n° 298 rectifié de Mme Nathalie Kosciusko-Morizet (établissement d'un bilan environnemental en cas de redressement judiciaire) (p. 1767)

Intervient sur l'amendement n° 364 de M. Jacques Pélessard (information du préfet par l'exploitant) (p. 1767)

Intervient sur l'amendement n° 379 de M. Denis Merville (information du préfet par l'exploitant) (p. 1767)

Intervient sur l'amendement n° 36 de M. Yves Cochet (rapport au Parlement) (p. 1768)

Article 16 quater (remise en état du site après la fermeture d'une installation classée)

Son intervention (p. 1768 et s.)

Après l'article 16 quater

Intervient sur l'amendement n° 387 de M. Jean-Yves Le Déaut (sanctions) (p. 1770)

Après l'article 16 quinquies

Intervient sur l'amendement n° 486 de M. Jean-Yves Le Déaut (diffusion des sanctions par voie audiovisuelle) (p. 1771)

Article 16 sexies (contrôle des capacités techniques et financières au cours de l'exploitation)

Son intervention (p. 1772)

Après l'article 16 sexies

Intervient sur l'amendement n° 294 de Mme Cécile Gallez (aides financières en faveur des bailleurs sociaux) (p. 1772)

Article 16 septies (création d'un crédit d'impôt pour les dépenses résultant des travaux réalisés au titre des prescriptions des PPRT)

Son intervention (p. 1773 et s.)

Après l'article 16 septies

Intervient sur l'amendement n° 297 rectifié de Mme Nathalie Kosciusko-Morizet (protection des acquéreurs d'un terrain ou d'une habitation en raison d'une ancienne pollution) (p. 1774)

Son amendement n° 492 (crédit d'impôt en faveur des bailleurs sociaux correspondant au coût des travaux prescrits) (p. 1775) : adopté (p. 1777)

Intervient sur l'amendement n° 389 de M. Jean-Yves Le Déaut (réduction des risques à la source avec aide accordée aux entreprises) (p. 1777)

Intervient sur l'amendement n° 103 de la commission (classification des silos) (p. 1779)

Intervient sur l'amendement n° 5 de Mme Catherine Vautrin (classification des silos) (p. 1779)

Avant l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 219 de Mme Martine Lignières-Cassou (avis du comité local d'information et de concertation lorsque l'enquête publique porte sur les travaux de prévention des inondations) (p. 1781)

Intervient sur l'amendement n° 220 de Mme Martine Lignières-Cassou (avis du comité local d'information et de concertation lorsque l'enquête publique porte sur les travaux de prévention des risques naturels) (p. 1781)

Intervient sur l'amendement n° 374 deuxième rectification de M. François-Michel Gonnot (harmonisation des modalités de concertation entre les PPRN et les PPRT) (p. 1782)

Article 17 (information des populations)

Son intervention (p. 1782 et s.)

Article 18 (surveillance et prévision des crues)

Son intervention (p. 1784 et s.)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 226 de M. Pascal Terrasse (non-application des dispositions du code des assurances sur l'aggravation du risque dès lors que la commune sur laquelle est établi le bien assuré dispose d'un plan de prévention des risques naturels) (p. 1786)

Intervient sur l'amendement n° 505 de M. Pascal Terrasse (renforcement de la sécurité juridique des élus) (p. 1787)

Article 19 (repères de crues)

Son intervention (p. 1788)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 456 de M. Jean Lassalle (maire autorisé à réaliser à titre exceptionnel l'ensemble des travaux pouvant prévenir tous les types de risques naturels) (p. 1789)

Article 19 bis (commission départementale des risques naturels majeurs)

Son intervention (p. 1790 et s.)

Son sous-amendement n° 526 corrigé à l'amendement n° 358 corrigé de M. Michel Bouvard (p. 1792)

Après l'article 19 bis

Intervient sur l'amendement n° 120 rectifié de la commission (schémas de prévention et de gestion des risques naturels établis par le préfet) (p. 1794)

Intervient sur l'amendement n° 495 de M. Pascal Terrasse (création, par le préfet, et rôle d'une commission consultative locale des risques) (p. 1794)

Article 19 ter (établissements publics territoriaux de bassin)

Son intervention (p. 1795 et s.)

Après l'article 19 ter

Intervient sur l'amendement n° 243 de M. Pascal Terrasse (établissement dans un délai de cinq ans, par le préfet, de programmes pluriannuels de mesures contribuant à la réduction des risques naturels) (p. 1796)

Intervient sur l'amendement n° 496 de M. Pascal Terrasse (collectivités territoriales associées au sein d'une communauté locale de l'eau) (p. 1797)

Intervient sur l'amendement n° 242 de M. Pascal Terrasse (établissements publics territoriaux de bassin associés à la politique de lutte contre les risques de crues et de prévention des inondations) (p. 1797)

Intervient sur l'amendement n° 244 de M. Pascal Terrasse (missions de la commission locale de l'eau) (p. 1797)

Après l'article 19 quater

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Christian Ménard (article L. 122-3 du code de l'environnement : études d'impact) (p. 1797)

Article 20 (instauration de servitudes dans les zones de rétention temporaire des eaux de crues ou de ruissellement et dans les zones de mobilité d'un cours d'eau)

Son intervention (p. 1799 et s.)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 340 de M. Pascal Terrasse (opérations de dragages prescrites par le préfet) (p. 1805)

Intervient sur l'amendement n° 500 de M. Pascal Terrasse (restauration du régime hydraulique antérieur après aménagement d'un cours d'eau) (p. 1805)

Article 21 (lutte contre l'érosion et bonnes pratiques agricoles)

Son intervention (p. 1806)

Après l'article 21

Intervient sur l'amendement n° 514 de M. Pierre Cardo (possibilités de reconstruction) (p. 1806)

Intervient sur l'amendement n° 515 rectifié de M. Pierre Cardo (statut des constructions existantes) (p. 1808)

Intervient sur l'amendement n° 436 de M. Christian Decocq (remboursement des subventions attribuées en cas de destruction de haies) (p. 1808)

Intervient sur l'amendement n° 516 de M. Pierre Cardo (reconstructions possibles en zone orange) (p. 1809)

Article 23 (non-application du statut du fermage)

Son intervention (p. 1810)

Après l'article 23

Intervient sur l'amendement n° 519 du Gouvernement (motifs d'opposition au renouvellement du bail) (p. 1810)

Article 24 (travaux contre les risques naturels entrepris par les collectivités territoriales)

Son intervention (p. 1811 et s.)

Après l'article 24

Intervient sur l'amendement n° 520 rectifié du Gouvernement (création d'un troisième mode optionnel de propriété des cours d'eau : le domaine public fluvial des collectivités territoriales et de leurs groupements) (p. 1815)

Intervient sur l'amendement n° 447 de M. Jean-Pierre Decool (article L. 215-19 du code de l'environnement : limite d'une largeur de six mètres) (p. 1819)

Intervient sur l'amendement n° 513 de M. Pierre Cardo (rapport au Parlement : mesures prises par l'établissement public VNF en matière d'entretien et de curage des cours d'eau relevant de sa compétence) (p. 1819)

Article 24 bis (composition du comité de gestion du Fonds national pour le développement des adductions d'eau)

Son intervention (p. 1819)

Article 25 (mesures de sauvegarde des populations menacées par certains risques naturels majeurs)

Son intervention (p. 1820)

Après l'article 25

Intervient sur l'amendement n° 350 de M. Maxime Gremetz (assureur non autorisé à dénoncer le contrat ou à proposer un nouveau montant de prime en cas d'aggravation du risque suite à des inondations) (p. 1821)

Intervient sur l'amendement n° 349 de M. Maxime Gremetz (exonération de surprime en cas de travaux) (p. 1821)

Article 26 (champ d'intervention du fonds de prévention des risques naturels majeurs)

Son intervention (p. 1823 et s.)

Après l'article 26

Intervient sur l'amendement n° 345 rectifié de Mme Martine Lignières-Cassou (modalités de concertation définies par le préfet) (p. 1826)

Intervient sur l'amendement n° 539 du Gouvernement (saisine du tribunal par la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale en vue de faire ordonner la démolition ou la mise en conformité) (p. 1826)

Intervient sur l'amendement n° 344 de Mme Martine Lignières-Cassou (dégrèvement de la taxe d'habitation et de la taxe foncière à la suite d'une catastrophe naturelle) (p. 1827)

Intervient sur l'amendement n° 356 de M. Maxime Gremetz (stabilisation des loyers en cas de perte de jouissance) (p. 1827)

Intervient sur l'amendement n° 352 de M. Maxime Gremetz (renégociation des conditions d'emprunt à la suite de catastrophes naturelles) (p. 1828)

Article 26 bis (périmètre des plans de prévention des risques - PPR)

Son intervention (p. 1828)

Après l'article 26 bis

Intervient sur l'amendement n° 428 de M. Lionnel Luca (dénomination des zones définies dans le code de l'environnement) (p. 1828)

Article 28 ter (non-responsabilité des collectivités territoriales au titre des dommages provoqués, en situation de catastrophe naturelle, par les conséquences de travaux d'aménagement hydraulique destinés à ralentir les crues)
Son intervention (p. 1830)

Article 29 bis (compétence de l'Office national des forêts pour prévenir les risques naturels en montagne)
Son intervention (p. 1831)

Article 30 (obligation d'information portant sur les risques technologiques et naturels lors des transactions immobilières)
Son intervention (p. 1832 et s.)

Article 30 bis (conditions d'accès aux données élaborées par l'Etat et ses établissements)
Son intervention (p. 1833)

Après l'article 30 bis

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. André Santini (information des futurs acquéreurs d'un bien immobilier) (p. 1834)

Après l'article 31

Intervient sur l'amendement n° 348 de M. Maxime Bono (concertation) (p. 1834)

Intervient sur l'amendement n° 347 de M. Maxime Bono (sanctions pour toute infraction au code de l'urbanisme) (p. 1834)

Article 32 (exonération des travaux de prévention des taxes d'urbanisme)
Son intervention (p. 1835)

Article 33 (dispositions transitoires)
Son intervention (p. 1835)

Article 34 (non-application du code des marchés publics pour les contrats conclus pour faire face à des situations d'urgence relevant d'une catastrophe industrielle ou naturelle)
Son intervention (p. 1835)

Après l'article 34

Intervient sur l'amendement n° 338 de M. David Habib (promulgation de tous les décrets définis dans la présente loi dans un délai de trois ans) (p. 1836)

Seconde délibération

Article 21 bis (possibilités de reconstruction)
Son intervention (p. 1836 et s.)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juillet 2003] (p. 7542)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 7543)

Thèmes :

Assurances : indemnisation (p. 7544)

Collectivités territoriales : Commissions départementales des risques naturels (p. 7544)

Cours d'eau, étangs et lacs : domaine public (p. 7544)

Entreprises : comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) (p. 7544)

Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés bâties : logement social (p. 7544)

Sécurité publique : fonds de prévention des risques naturels majeurs (p. 7544)

Sécurité publique : risques technologiques (p. 7544)

Transports routiers : transport de matières dangereuses (p. 7544)

Discussion des articles [15 juillet 2003] (p. 7552, 7577)*Après l'article 1er*

Intervient sur l'amendement n° 43 de M. Pierre Cohen (prise en compte des critères du développement durable lors de l'enquête publique sur une installation classée) (p. 7552)

Article 1er (information du public au cours de l'enquête publique relative à une installation classée "Seveso seuil haut")
Son intervention (p. 7552 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Pierre Cohen (information complète du public) (p. 7553)

Article 2 (création du comité local d'information et de concertation sur les risques)
Son intervention (p. 7554 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 52 de M. David Habib (installation de sirènes adaptées et audibles par les populations autour des sites SEVESO) (p. 7556)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 53 de M. Jean-Yves Le Déaut (abrogation de l'article L. 421-8 du code de l'urbanisme qui permet de soumettre à des

prescriptions particulières la réalisation de travaux à proximité des installations classées) (p. 7556)

Article 3 bis (réalisation d'une étude de dangers par le demandeur d'une autorisation d'exploiter une installation classée)

Son intervention (p. 7557)

Après l'article 3 bis

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Michel Bouvard (conditions de contrôle des installations) (p. 7559)

Intervient sur l'amendement n° 90 de M. David Habib (injection d'effluents industriels dans la région de Lacq) (p. 7559)

Intervient sur l'amendement n° 89 de M. Pierre Cohen (information des riverains lors de toute intervention même transitoire dépassant les limites de l'exploitation) (p. 7560)

Article 4 (plan de prévention des risques technologiques)

Son intervention (p. 7562 et s.)

Article 4 bis (complément au dossier de sécurité des ouvrages de transport ferroviaire et des installations multimodales)

Son intervention (p. 7568 et s.)

Article 4 ter (complément au rapport de sécurité des ouvrages d'infrastructure portuaire)

Son intervention (p. 7577)

Article 4 quater (complément au rapport de sécurité des ouvrages d'infrastructure de navigation intérieure)

Son intervention (p. 7577)

Article 5 A supprimé par le Sénat (majoration de 50 % du temps laissé aux membres du CHSCT pour exercer leurs fonctions dans les installations "Seveso seuil haut" et les installations de stockage souterrain de gaz, d'hydrocarbures et de produits chimiques)

Son intervention (p. 7578)

Après l'article 5 A

Intervient sur l'amendement n° 64 corrigé de M. Jean-Yves Le Déaut (protection des employés) (p. 7578)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 65 de M. Jean-Yves Le Déaut (élection d'un délégué à la sécurité industrielle au sein de l'entreprise) (p. 7578)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 67 de M. Jean-Yves Le Déaut (protection des salariés) (p. 7579)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 94 de M. Daniel Paul (information des collectivités territoriales) (p. 7579)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 95 de M. Daniel Paul (moyens définis par le chef d'entreprise appréciés par l'ingénieur chargé des installations classées et par l'inspecteur du travail) (p. 7579)

Intervient sur l'amendement n° 68 de M. Jean-Yves Le Déaut (abaissement de cinquante à vingt du nombre des salariés rendant obligatoire la création du comité d'hygiène) (p. 7579)

Intervient sur l'amendement n° 96 de M. Daniel Paul (élection d'un délégué du personnel supplémentaire chargé des questions de sûreté industrielle) (p. 7580)

Intervient sur l'amendement n° 69 de M. Jean-Yves Le Déaut (élection d'un délégué du personnel supplémentaire chargé des questions de sûreté industrielle) (p. 7580)

Intervient sur l'amendement n° 70 de M. Jean-Yves Le Déaut (constitution d'un CHSCT de site dans les zones industrielles à entreprises multiples) (p. 7581)

Intervient sur l'amendement n° 71 de M. Jean-Yves Le Déaut (composition du CHSCT) (p. 7581)

Intervient sur l'amendement n° 72 de M. Jean-Yves Le Déaut (composition du CHSCT) (p. 7581)

Intervient sur l'amendement n° 73 de M. Jean-Yves Le Déaut (composition du CHSCT) (p. 7581)

Intervient sur l'amendement n° 66 de M. Pierre Cohen (information du CHSCT lors des visites effectuées par les représentants des autorités publiques) (p. 7581)

Article 8 bis A supprimé par le Sénat (augmentation par voie conventionnelle du nombre de membres de la délégation du personnel du CHSCT)

Son intervention (p. 7582)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 97 de M. Daniel Paul (rapport annuel établi par le chef d'établissement incluant l'évaluation de la sous-traitance) (p. 7582)

Après l'article 11 bis

Intervient sur l'amendement n° 74 de M. Jean-Yves Le Déaut (plan de formation du personnel validé officiellement par le comité d'entreprise) (p. 7583)

Article 12 (création d'une garantie d'indemnisation pour les dommages matériels des sinistrés couverts par un contrat d'assurance)

Son intervention (p. 7583 et s.)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Pierre Cohen (création d'un fonds commun de garantie abondé par les exploitants d'installations classées afin d'assurer le dédommagement de tous les sinistres) (p. 7588)

Intervient sur l'amendement n° 139 de M. Michel Liebgott (égalité de traitement entre les victimes des affaissements lents et celles des affaissements soudains) (p. 7588)

Article 13 bis (indemnisation des victimes de sinistres miniers par le fonds de garantie "automobile")

Son intervention (p. 7589 et s.)

Après l'article 13 bis

Intervient sur l'amendement n° 86 de M. Jean-Yves Le Déaut (conditions de l'arrêt du pompage des eaux d'exhaure) (p. 7592)

Intervient sur l'amendement n° 85 de M. Michel Liebgott (arrêt du pompage des eaux d'exhaure après approbation des plans de prévention des risques miniers) (p. 7592)

Article 14 supprimé par le Sénat (obligation de réaliser une évaluation de la probabilité d'accident et du coût des dommages éventuels)

Son intervention (p. 7594)

Article 16 (informations devant figurer dans le rapport annuel des sociétés)

Son intervention (p. 7595)

Article 16 bis A (réalisation d'un bilan environnemental en cas de redressement judiciaire)

Son intervention (p. 7595)

Article 16 quater (remise en état du site après la fermeture d'une installation classée)

Son intervention (p. 7597)

Après l'article 16 quater

Intervient sur l'amendement n° 115 de M. Jean-Yves Le Déaut (sanctions) (p. 7599)

Intervient sur l'amendement n° 116 de M. Jean-Yves Le Déaut (responsabilité de la société et de ses filiales) (p. 7599)

Après l'article 16 septies

Intervient sur l'amendement n° 112 de M. Pierre Cardo (crédit d'impôt pour les riverains exposés à des risques naturels) (p. 7602)

Article 16 octies (information des acquéreurs de terrains sur lesquels une activité ayant entraîné la manipulation ou le stockage de substances chimiques ou radioactives a été réalisée)

Son intervention (p. 7602)

Article 16 decies (réduction de la taxe foncière sur les propriétés bâties afférente aux logements sociaux du coût des travaux réalisés en application des prescriptions des PPRT)

Son intervention (p. 7603)

Après l'article 16 decies

Intervient sur l'amendement n° 118 de M. Jean-Yves Le Déaut (dépenses engagées par les propriétaires afin de prendre en compte les prescriptions inscrites aux plans de prévention des risques naturels ou technologiques déductibles de la taxe foncière sur les propriétés bâties) (p. 7605)

Avant l'article 17 A

Intervient sur l'amendement n° 99 de M. Daniel Paul (indemnisation des victimes de catastrophes naturelles lorsque, un an après la demande par le maire, le plan de prévention n'a toujours pas été mis en place) (p. 7605)

Intervient sur l'amendement n° 119 de Mme Martine Lignières-Cassou (avis du comité local d'information et de concertation lorsque l'enquête publique porte sur des travaux de prévention des inondations) (p. 7606)

Après l'article 17 A

Intervient sur l'amendement n° 110 de M. François Brottes (maires entendus au cours de l'enquête préalable à l'élaboration d'un plan de prévention des risques naturels) (p. 7606)

Après l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 126 de M. Kléber Mesquida (concertation avec la commune ou la collectivité locale si la surprime fixée par la compagnie d'assurance doit aboutir à la résiliation du contrat) (p. 7607)

Intervient sur l'amendement n° 120 de Mme Martine Lignières-Cassou (compétence du comité local d'information et de concertation sur les risques industriels étendue aux risques naturels) (p. 7607)

Article 18 (surveillance et prévision des crues)

Son intervention (p. 7608)

Article 19 bis A (codification de dispositions relatives aux cavités souterraines et aux marnières susceptibles de provoquer des effondrements)

Son intervention (p. 7608)

Article 19 bis (commission départementale des risques naturels majeurs)

Son intervention (p. 7609 et s.)

Article 19 ter A (schémas de prévention des risques naturels)

Son intervention (p. 7610)

Article 20 (instauration de servitudes dans les zones de rétention temporaire des eaux de crues ou de ruissellement et dans les zones de mobilité d'un cours d'eau)

Son intervention (p. 7613)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 106 de M. François Sauvadet (résiliation du bail rural à l'initiative du preneur si les parcelles sont objets de servitude de surinondation) (p. 7613)

Article 24 bis A (création du domaine public fluvial des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 7614 et s.)

Après l'article 24 bis A

Intervient sur l'amendement n° 124 de M. Jean-Louis Bianco (modification de l'article L. 436-4 du code de l'environnement : application aux cours d'eau qui ont fait l'objet d'un transfert à une collectivité territoriale) (p. 7616)

Article 26 (champ d'intervention du fonds de prévention des risques naturels majeurs)

Son intervention (p. 7617)

Après l'article 26

Intervient sur l'amendement n° 114 de M. Michel Sordi (constructions possibles dans les lotissements dont l'arrêt de lotir est antérieur au 30 avril 2002) (p. 7618)

Intervient sur l'amendement n° 125 corrigé de Mme Martine Lignières-Cassou (modalités de concertation pour l'élaboration du projet de plan de prévention des risques naturels prévisibles) (p. 7618)

Intervient sur le sous-amendement n° 140 de la commission (de forme) à l'amendement n° 125 corrigé de Mme Martine Lignières-Cassou (p. 7618)

Intervient sur le sous-amendement n° 144 du Gouvernement (correction d'une erreur de référence) à l'amendement n° 125 corrigé de Mme Martine Lignières-Cassou (p. 7618)

Intervient sur le sous-amendement n° 141 de la commission (de conséquence) à l'amendement n° 125 corrigé de Mme Martine Lignières-Cassou (p. 7618)

Après l'article 26 bis

Intervient sur l'amendement n° 42 de M. Lionnel Luca (possibilités d'extension ou de construction d'équipements publics dans les zones "bleues" dites "zones de précaution") (p. 7620)

Article 27 bis supprimé par le Sénat (conditions de modification de la prime d'assurance ou de dénonciation du contrat d'assurance en cas d'aggravation du risque en cours de contrat)

Son intervention (p. 7620)

Après l'article 28

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Jean-Pierre Grand (assureur tenu de verser des avances dans un délai de deux mois suivant la date de remise de l'estimatif des dommages) (p. 7621)

Article 30 (obligation d'information portant sur les risques technologiques et naturels lors des transactions immobilières)

Son intervention (p. 7622 et s.)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [17 juillet 2003] (p. 7828)**

Sa présentation du rapport de la commission mixte paritaire (p. 7828)

Thèmes :

Administration : enquêtes publiques : risques technologiques (p. 7829)

Assurances (p. 7829)

Déchets, pollutions et nuisances : déchets industriels : élimination des déchets (p. 7829)

Entreprises : comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) (p. 7829)

Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés bâties (p. 7829)

Sécurité publique : risques naturels majeurs : plan d'exposition aux risques (p. 7829)

Urbanisme (p. 7829)

Projet de loi n° 950 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [11 juillet 2003] (p. 7449)***Après l'article 20*

Intervient sur l'amendement n° 106 de la commission (prolongation de cinq ans de l'exonération d'impôt sur les sociétés dans les ZRU) (p. 7456)

Francis VERCAMER

*Nord (7^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour la Démocratie Française*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

Cesse d'appartenir au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [1^{er} octobre 2002] (p. 16203)

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 1^{er} octobre 2002] (p. 16203)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 2002] (p. 16295)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 10 octobre 2002] (p. 16773)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant relance de la négociation collective en matière de licenciements économiques [J.O. du 19 décembre 2002] (p. 21117)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1036 relative à l'accueil des gens du voyage [16 juillet 2003]

Proposition de loi n° 1039 relative au devoir de reconnaissance envers la communauté harkie [16 juillet 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Rapatriés. politique à l'égard des rapatriés. harkis [29 octobre 2002] (p. 4253)

Industrie. textile et habillement. emploi et activité [27 novembre 2002] (p. 5812)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 260, posée le 31 mars 2003. Coopération intercommunale. communautés urbaines (J.O. questions p. 2288). Appelée le 1^{er} avril 2003. dotation de solidarité urbaine (DSU), montant (p. 2678)

DÉBATS

Proposition de loi n° 180 relative à la création d'un chèque-emploi associatif

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 octobre 2002] (p. 3199)

Son intervention (p. 3205)

Thèmes :

Associations : bénévolat (p. 3205)

Emploi : chèque-emploi associatif (p. 3205)

Emploi : création d'emplois (p. 3205)

Emploi : politique de l'emploi : associations (p. 3205)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES SOCIALES, TRAVAIL ET SOLIDARITÉ, ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE

Examen du fascicule [14 novembre 2002] (p. 5069)

Son intervention (p. 5094)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : politique de l'emploi (p. 5094)

Entreprises : allègement des charges (p. 5094)

Entreprises : difficultés (p. 5094)

INTÉRIEUR, SÉCURITÉ INTÉRIEURE ET LIBERTÉS LOCALES

Examen du fascicule [23 octobre 2002] (p. 3875)

Son intervention (p. 3875)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : délinquance et criminalité : prévention (p. 3875)

Ordre public : contrats locaux de sécurité (p. 3875)

Ordre public : Groupements d'intervention régionaux (GIR) (p. 3875)

Police : police nationale : coopération transfrontalière (p. 3875)

Procédure des questions :

Police : police nationale : coopération transfrontalière (p. 3890)

Projet de loi n° 375 relatif à la négociation collective sur les restructurations ayant des incidences sur l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 2002] (p. 6158) ; [5 décembre 2002] (p. 6217)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6179)

Son intervention (p. 6193)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 6230)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi (p. 6193)

Entreprises : délocalisations (p. 6193)

Entreprises : entreprises en difficulté (p. 6180, 6231)

Entreprises : investissements (p. 6193)

Syndicats : représentativité (p. 6231)

Travail : licenciements (p. 6194)

Travail : négociations (p. 6179, 6194)

Explications de vote et vote [10 décembre 2002] (p. 6361)

Ses explications de vote (p. 6374)

Projet de loi n° 638 renforçant la lutte contre la violence routière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [20 mars 2003] (p. 2286)

Après l'article 11

Son amendement n° 124 (sensibilisation obligatoire aux premiers secours des candidats au permis de conduire) (p. 2287) : adopté (p. 2288)

Projet de loi n° 810 modifiant la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 relative au droit d'asile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 juin 2003] (p. 4618)

Son intervention (p. 4619)

Thèmes :

Etrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) : moyens (p. 4620)

Etrangers : pays d'origine sûr (p. 4620)

Projet de loi n° 823 relatif à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 juillet 2003] (p. 7186)

Article 36 (contrôle des mariages célébrés à l'étranger)

Son amendement n° 351 (p. 7217)

Michel VERGNIER

Creuse (1^{ère} circonscription)
Socialiste

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11116), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 15 janvier 2003] (p. 883)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'initiative économique [J.O. du 20 juin 2003] (p. 10395)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Personnes âgées. allocation personnalisée d'autonomie. financement [3 décembre 2002] (p. 6063)

Impôt de solidarité sur la fortune. réforme. perspectives [4 février 2003] (p. 779)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 430, posée le 23 juin 2003. Défense. armée de terre (J.O. questions p. 4882). Appelée le 24 juin 2003. 14^{ème} BSMAT de Guéret, perspectives (p. 5857)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Regrette que le secrétaire d'Etat ait apporté sa réponse la veille au soir en fin de séance de nuit, de façon inattendue, et alors que beaucoup avaient quitté l'hémicycle, ce qui a empêché de nombreux orateurs d'entendre ses propos [5 février 2003] (p. 893)

Indique que le groupe socialiste souhaite débattre de façon constructive alors que le Gouvernement se refuse à répondre [5 février 2003] (p. 914)

Regrette que le secrétaire d'Etat au commerce et à l'artisanat ait dit d'un député de l'opposition que "tout le monde comprenait sauf lui" [5 février 2003] (p. 914)

Souligne que le groupe socialiste ne s'intéresse pas qu'à l'ISF contrairement aux déclarations du secrétaire d'Etat au commerce et à l'artisanat [6 février 2003] (p. 1013)

Déclare que le groupe socialiste est prêt à siéger autant qu'il le faudra mais demande à être averti si une séance non prévue doit se tenir le lendemain, vendredi 7 février, pour débattre de l'ISF [6 février 2003] (p. 1020)

Estime que le secrétaire d'Etat au commerce et à l'artisanat ne répond pas aux députés de l'opposition [6 février 2003] (p. 1052)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT, PROFESSIONS LIBÉRALES ET CONSOMMATION

Examen du fascicule [8 novembre 2002] (p. 4782)

Son intervention (p. 4787)

Thèmes avant la procédure des questions :

Banques et établissements financiers : fonds de garantie : commerce et artisanat (p. 4788)

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 4788)

Formation professionnelle (p. 4788)

Impôt sur les sociétés (p. 4788)

Impôts et taxes : taxe d'aide au commerce et à l'artisanat (TACA) (p. 4787)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 4788)

Travail : durée du travail : coût (p. 4787)

TVA : taux réduit : hôtellerie et restauration (p. 4788)

Projet de loi n° 507 rectifié pour l'initiative économique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 février 2003] (p. 787) ; [5 février 2003] (p. 893)

Ses explications de vote :

- sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 806)

- sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 817)

Son rappel au règlement (cf supra) [5 février 2003] (p. 893)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 894)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions spéciales : conditions de travail (p. 894, 902)

Economie sociale (p. 899 et s.)

Emploi : création d'emplois (p. 806)

Entreprises : allègement des charges (p. 806)

Entreprises : création (p. 807, 897)

Entreprises : création : salariés (p. 897)

Entreprises : entreprises individuelles (p. 896 et s.)

Entreprises : entreprises individuelles : aménagement du territoire (p. 899 et s.)

Entreprises : entreprises individuelles : conjoints (p. 897)

Entreprises : financement : avantages fiscaux (p. 901 et s.)

Entreprises : financement : taux d'intérêt (p. 901)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : comités d'activités sociales et culturelles (p. 898)

Entreprises : transmission (p. 900)

Formation professionnelle : apprentissage (p. 817, 896 et s.)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 895, 901 et s.)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 895)

Partis et mouvements politiques : gauche : entreprises (p. 894 et s.)

Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 895)

Travail : réduction du temps de travail (p. 898)

Discussion des articles [5 février 2003] (p. 910) ; [6 février 2003] (p. 964, 996, 1046)

Article 2 (récépissé de création d'entreprise)

Son rappel au règlement (cf supra) [5 février 2003] (p. 914)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 332 de Mme Marylise Lebranchu (détermination d'un "reste à vivre" pour les personnes physiques) (p. 929)

Son amendement n° 289 (insaisissabilité de la résidence principale d'un salarié licencié pour motif économique) (p. 940) : rejeté (p. 941)

Article 7 (non-opposabilité des clauses d'exclusivité au salarié créateur ou reprenneur d'entreprise)

Son intervention (p. 943)

Après l'article 7

Son amendement n° 290 (nullité des clauses de non-concurrence portant atteinte à la liberté du travail du salarié si elles ne sont pas indispensables à la protection des intérêts légitimes de l'entreprise) : rejeté (p. 948)

Article 8 (exonération de cotisations sociales et ouverture de droits à prestations des salariés créateurs ou reprenneurs d'entreprise durant la première année de cette activité)

Son intervention (p. 964)

Son amendement n° 291 (de suppression) (p. 964)

Article 9 (congé et période de travail à temps partiel pour la création d'entreprise)

Son intervention (p. 970 et s.)

Son amendement n° 293 (non-sanction du refus par le salarié de modifier la répartition de son temps de travail) (p. 971)

Son amendement n° 294 (actions de formation pour les salariés susceptibles de créer ou de reprendre une entreprise - inclusion dans la négociation de branche sur la formation professionnelle) (p. 977)

Après l'article 12

Son amendement n° 299 (conjoint collaborateur) : rejeté (p. 986)

Avant l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 320 de M. Gaëtan Gorce (collectivités territoriales - aides aux entreprises pour le développement économique) (p. 990)

Son amendement n° 333 (crédits accordés par les établissements financiers aux entreprises - instauration d'un délai pour leur dénonciation) (p. 1001) : adopté (p. 1003)

Son amendement n° 335 (groupements d'intérêt public pour la création ou le développement local des entreprises et pour la formation) (p. 1008) : rejeté (p. 1009)

Article 13 (fonds d'investissement de proximité)

Son rappel au règlement (cf supra) [6 février 2003] (p. 1013)

Son rappel au règlement (cf supra) [6 février 2003] (p. 1020)

Article 16 (relèvement du seuil de déductibilité des pertes subies à la suite d'une souscription au capital d'une société nouvelle)

Son intervention (p. 1024)

Son amendement n° 303 (de suppression) (p. 1024)

Après l'article 16

Reprend l'amendement n° 35 de la commission (provision pour crédit garanti par une société de caution) : rejeté (p. 1028)

Article 17 (relèvement du taux de l'usure applicable aux entreprises)

Son intervention (p. 1032)

Son amendement n° 306 (de suppression) (p. 1032)

Après l'article 26

Son rappel au règlement (cf supra) [6 février 2003] (p. 1052)

Avant l'article 18

Son amendement n° 307 précédemment réservé (institution d'un comité des activités sociales et culturelles dans les entreprises de moins de cinquante salariés) (p. 1069) : rejeté (p. 1070)

Intervient sur l'amendement n° 321 précédemment réservé de M. Gaëtan Gorce (information sur les conséquences des restructurations industrielles - rétablissement des articles 97 et 98 de la loi de modernisation sociale suspendus par la loi n° 2003-6 du 3 janvier 2003 portant relance de la négociation collective) (p. 1070)

Intervient sur l'amendement n° 322 précédemment réservé de M. Gaëtan Gorce (information du comité d'entreprise avant toute annonce du chef d'entreprise ayant un effet sur l'emploi ou les conditions de travail - rétablissement de l'article 100 de la loi de modernisation sociale suspendu par la loi n° 2003-6 du 3 janvier 2003 portant relance de la négociation collective) (p. 1070)

Article 18 précédemment réservé (report et étalement des charges sociales de la première année d'activité)

Son intervention (p. 1072)

Article 22 précédemment réservé (allègement de l'imposition au titre des plus-values professionnelles)

Son intervention (p. 1080 et s.)

Article 23 précédemment réservé (réduction d'impôt accordée au titre des emprunts contractés pour acquérir une fraction du capital d'une société non cotée à l'occasion d'une reprise d'entreprise)

Son amendement n° 286 (réduction de l'avantage fiscal) (p. 1082)

Article 25 précédemment réservé (exonération de droits de mutation à titre gratuit en cas de donation d'une entreprise à l'un ou à plusieurs de ses salariés)

Son amendement n° 287 (durée de deux ans pour la condition relative au contrat de travail à durée indéterminée) (p. 1084)

Explications de vote et vote [11 février 2003] (p. 1139)

Ses explications de vote (p. 1149)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [3 juin 2003] (p. 4443)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4448)

Son intervention (p. 4455)

Thèmes :

Entreprises : création : Gouvernement (p. 4456)

Entreprises : financement (p. 4456)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 4448, 4456 et s.)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 4448)

Parlement : Sénat : impôt de solidarité sur la fortune (p. 4456)

Partis et mouvements politiques : gauche : entreprises (p. 4457)

Discussion des articles [3 juin 2003] (p. 4463) ; [4 juin 2003] (p. 4483, 4536)

Ses observations : n'accepte pas une demande de réserve qui amène à discuter d'un article important à minuit passé [3 juin 2003] (p. 4463 et s.)

Article 2 (récépissé de création d'entreprise)

Son intervention (p. 4484)

Son amendement n° 44 (de suppression) (p. 4484)

Après l'article 6 ter

Son amendement n° 47 (rapport au Parlement sur l'application des mesures de simplification en faveur des entreprises prévues par le projet de loi habitant le Gouvernement à simplifier le droit) (p. 4491) : rejeté (p. 4492)

Article 6 quinquies supprimé par le Sénat (chèque-emploi entreprises)

Son amendement n° 48 (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 4492)

Après l'article 7

Son amendement n° 49 (nullité des clauses de non-concurrence portant atteinte à la liberté du travail du salarié si elles ne sont pas indispensables à la protection des intérêts légitimes de l'entreprise) : rejeté (p. 4493)

Article 9 (congé et période de travail à temps partiel pour la création ou la reprise d'entreprise)

Son intervention (p. 4496)

Son amendement n° 50 (actions de formation pour les salariés susceptibles de créer ou de reprendre une entreprise - inclusion dans la négociation de branche sur la formation professionnelle) (p. 4496)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 52 de Mme Marylise Lebranchu (conjoint collaborateur) (p. 4501)

Article 12 bis (présomption de non-salariat)

Son amendement n° 53 (de suppression) (p. 4501)

Après l'article 13 B

Intervient sur l'amendement n° 56 de M. Augustin Bonrepaux (périmètres d'aménagement rural incitatif - imposition des bénéficiaires, taxe foncière sur les propriétés bâties et taxe professionnelle) (p. 4504 et s.)

Son amendement n° 68 (groupements d'intérêt public pour la création ou le développement local des entreprises et pour la formation) : rejeté (p. 4511)

Après l'article 18 A

Son amendement n° 72 (comité des activités sociales et culturelles - instauration dans les entreprises de moins de cinquante salariés) : rejeté (p. 4516)

Intervient sur l'amendement n° 74 de M. Gaëtan Gorce (information du comité d'entreprise avant toute annonce du chef d'entreprise ayant un effet sur l'emploi ou les conditions de travail - rétablissement de l'article 100 de la loi de modernisation sociale suspendu par la loi n° 2003-6 du 3 janvier 2003 portant relance de la négociation collective) (p. 4517)

Article 18 (report et étalement du paiement des cotisations sociales de la première année d'activité)

Son intervention (p. 4518)

Après l'article 22

Intervient sur l'amendement n° 78 de M. Jean Launay (plus-values professionnelles - étalement sur trois ans) (p. 4524)

Article 26 bis (exonération partielle d'impôt de solidarité sur la fortune pour les parts ou actions de sociétés que les propriétaires s'engagent à conserver par un accord collectif)

Son intervention (p. 4527 et s.)

Son amendement n° 79 (de suppression) (p. 4537)

Son amendement n° 80 (engagement collectif de conservation devant porter sur 50 % - et non 20 % - du capital pour les sociétés cotées) (p. 4542)

Son amendement n° 81 (engagement collectif de conservation devant porter sur 45 % - et non 20 % - du capital pour les sociétés cotées) (p. 4542)

Son amendement n° 82 (engagement collectif de conservation devant porter sur 40 % - et non 20 % - du capital pour les sociétés cotées) (p. 4542)

Son amendement n° 83 (engagement collectif de conservation devant porter sur 35 % - et non 20 % - du capital pour les sociétés cotées) (p. 4542)

Son amendement n° 84 (engagement collectif de conservation devant porter sur 30 % - et non 20 % - du capital pour les sociétés cotées) (p. 4542)

Son amendement n° 85 (rupture de l'engagement de conservation par un des signataires - remise en cause des exonérations acquises par les autres co-contractants même s'ils conservent leurs titres jusqu'au terme prévu) (p. 4548)

Article 26 ter (exonération d'impôt de solidarité sur la fortune pour les souscriptions au capital de PME)

Son amendement n° 86 (de suppression) (p. 4550) : SCRUTIN PUBLIC (p. 4552)

Son amendement n° 87 (rétablissement du texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale : exonération des seuls apports en numéraire) (p. 4552)

Son amendement n° 98 (activités bancaires, financières et d'assurance exclues de l'exonération) (p. 4552)

Proposition de loi n° 642 modifiant la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mars 2003] (p. 1993)

Son intervention (p. 2021)

Thèmes :

Emploi : création d'emplois (p. 2021)

Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) (p. 2021)

Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 2021)

Discussion des articles [13 mars 2003] (p. 2062)*Avant l'article 1er*

Intervient sur l'amendement n° 12 de Mme Paulette Guinchard-Kunstler (rapport au Parlement sur l'évaluation des créations d'emploi liées à l'assistance aux personnes âgées en perte d'autonomie) (p. 2064)

Article 2 (renforcement des conditions de contrôle de l'effectivité de l'aide apportée aux bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie à domicile)

Son intervention (p. 2070 et s.)

Après l'article 3

Son amendement n° 23 (dotation de solidarité en faveur des départements à faibles ressources financières et à population particulièrement âgée) (p. 2073) : rejeté (p. 2074)

Intervient sur l'amendement n° 21 rectifié de Mme Paulette Guinchard-Kunstler (dotation de solidarité en faveur des départements à faibles ressources financières) (p. 2074)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)*Article 3 [séances du 17 juin 2003] (équité)*

Son intervention (p. 5483 et s.)

Article 4 [séances du 19 juin 2003] (assurer en 2008, un montant minimal de retraite égal à 85 % du SMIC)

Son intervention (p. 5606 et s.)

Article 74 [séance du 1er juillet 2003] (possibilité de rachat de périodes d'études au titre du régime de base des exploitants agricoles)

Son intervention (p. 6560)

Béatrice VERNAUDON

*Polynésie Française (2^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elue le 9 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

Membre titulaire de la Commission des comptes économiques et sociaux des départements d'outre-mer et de suivi de la loi d'orientation pour l'outre-mer [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14787)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Outre-mer. TOM : Nouvelle-Calédonie. sécurité publique, catastrophes naturelles, indemnisation, cyclone de mars 2003 [25 mars 2003] (p. 2370)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen du fascicule [13 novembre 2002] (p. 5046)

Procédure des questions :

Langue française : francophonie (p. 5056)

OUTRE-MER

Examen du fascicule [8 novembre 2002] (p. 4807)

Son intervention (p. 4833)

Thèmes avant la procédure des questions :

Lois : loi de programmation : outre-mer (p. 4835)

Outre-mer : Nouvelle-Calédonie : développement économique (p. 4834)

Outre-mer : Nouvelle-Calédonie : enseignement (p. 4834)

Outre-mer : Nouvelle-Calédonie : fonction publique territoriale (p. 4834)

Outre-mer : Nouvelle-Calédonie : fonctionnaires et agents publics (p. 4834)

Outre-mer : Nouvelle-Calédonie : logement (p. 4834)

Outre-mer : Nouvelle-Calédonie : pêche (p. 4835)

Outre-mer : Nouvelle-Calédonie : sécurité (p. 4834)

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 novembre 2002] (p. 5473) ; [27 novembre 2002] (p. 5846, 5860)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 200 de M. Marc Le Fur (langues régionales - respect) (p. 5501)

Article 7 (articles 72-3 et 72-4 de la Constitution - régime des collectivités situées outre-mer)

Son intervention (p. 5851)

Article 9 (article 74 de la Constitution - régime constitutionnel des collectivités d'outre-mer)

Son intervention (p. 5877)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 janvier 2003] (p. 483)

Article 46 (pouvoirs des représentants de l'Etat)

Son intervention (p. 514)

Article 47 (extension à la Nouvelle-Calédonie, à la Polynésie française et aux Iles Wallis-et-Futuna des dispositions du projet de loi)

Son intervention (p. 516)

Article 56 (mise en fourrière des véhicules par les agents de police municipale)

Son intervention (p. 522)

Projet de loi n° 640 relatif aux assistants d'éducation

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [27 mars 2003] (p. 2529)

Avant l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 2393 de M. Yves Durand (responsabilités en matière d'assistance sociale des élèves) (p. 2540)

Intervient sur l'amendement n° 2394 de M. Jean-Marc Ayraud (responsabilités en matière d'assistance sociale des élèves) (p. 2540)

Intervient sur l'amendement n° 2395 de M. Alain Néri (responsabilités en matière d'assistance sociale des élèves) (p. 2540)

Intervient sur l'amendement n° 2396 de M. Patrick Roy (responsabilités en matière d'assistance sociale des élèves) (p. 2540)

Intervient sur l'amendement n° 2397 de Mme Catherine Génisson (responsabilités en matière d'assistance sociale des élèves) (p. 2540)

Intervient sur l'amendement n° 2398 de M. Victorin Lurel (responsabilités en matière d'assistance sociale des élèves) (p. 2540)

Intervient sur l'amendement n° 2399 de Mme Hélène Mignon (responsabilités en matière d'assistance sociale des élèves) (p. 2540)

Intervient sur l'amendement n° 2400 de M. Simon Renucci (responsabilités en matière d'assistance sociale des élèves) (p. 2540)

Intervient sur l'amendement n° 2401 de Mme Martine Carrillon-Couvreur (responsabilités en matière d'assistance sociale des élèves) (p. 2540)

Intervient sur l'amendement n° 2402 de M. Gaëtan Gorce (responsabilités en matière d'assistance sociale des élèves) (p. 2540)

Intervient sur l'amendement n° 2403 de M. Christophe Masse (responsabilités en matière d'assistance sociale des élèves) (p. 2540)

Intervient sur l'amendement n° 2404 de M. Jean-Pierre Blazy (responsabilités en matière d'assistance sociale des élèves) (p. 2540)

Projet de loi n° 881 de programme pour l'outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 juin 2003] (p. 4715)

Son intervention (p. 4734)

Thèmes :

Constitution : révision : décentralisation (p. 4734)

Emploi : création d'emplois : jeunes (p. 4734)

Etat : Gouvernement : outre-mer (p. 4734)

Impôts et taxes : investissements outre-mer : politique économique (p. 4734 et s.)

Ordonnances : projet de loi d'habilitation : outre-mer (p. 4735)

Outre-mer : continuité territoriale (p. 4734)

Outre-mer : crédits : coût (p. 4735)

Outre-mer : Polynésie française : communes (p. 4735)

Tourisme et loisirs : navigation de plaisance : outre-mer (p. 4734 et s.)

Discussion des articles [6 juin 2003] (p. 4796)

Après l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 291 de M. Philippe Auberger (cumul des réductions d'impôt avec les aides octroyées au titre de leurs compétences fiscales propres par la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française, Wallis-et-Futuna, Saint-Pierre-et-Miquelon et Mayotte) (p. 4818)

Article 14 (défiscalisation au titre de l'impôt sur le revenu : secteurs éligibles - majoration, imputation et report de la réduction d'impôt)

Son intervention (p. 4831)

Article 23 (modification du régime des agréments)

Son intervention (p. 4834)

Son amendement n° 304 (saisine de la commission consultative par le contribuable à défaut de réponse de l'administration dans les six mois) (p. 4835)

Article 18 précédemment réservé (affirmation du principe de la "double défiscalisation" dans certains territoires)

Son amendement n° 112 (ajout de la référence à l'article 199 undecies A du code général des impôts) (p. 4837)

Article 19 précédemment réservé (modification du régime applicable à la défiscalisation au titre de l'impôt sur les sociétés)

Son intervention (p. 4838)

Article 27 (principe de la double défiscalisation applicable à certains territoires)

Son amendement n° 116 (agrément délivré après consultation de l'exécutif de la collectivité) (p. 4839)

Après l'article 41

Son amendement n° 224 (Polynésie française - détachement de fonctionnaires auprès du syndicat de promotion des communes) : adopté (p. 4859)

Article 43 (habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnances)

Son intervention (p. 4874)

Dominique VERSINI

Secrétaire d'Etat à la lutte contre la précarité et l'exclusion

Est nommée Secrétaire d'Etat à la lutte contre la précarité et l'exclusion. Décret du 17 juin 2002 [J.O. du 18 juin 2002] (p. 10720)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

Mme Claude Greff. Politique sociale. lutte contre l'exclusion. associations, aides de l'Etat [9 octobre 2002] (p. 3124)

M. Manuel Aeschlimann. Politique sociale. personnes sans domicile fixe. abri hivernal [6 novembre 2002] (p. 4590)

Mme Martine Carrillon-Couvreur. Politique sociale. lutte contre l'exclusion. perspectives [13 novembre 2002] (p. 5001)

M. Jean-Claude Abrioux. Politique sociale. personnes sans domicile fixe. abri hivernal [21 janvier 2003] (p. 318)

M. Yves Bur. Politique sociale. lutte contre l'exclusion. perspectives [26 mars 2003] (p. 2447)
 Mme Hélène Mignon. Santé. accès aux soins. aide médicale d'Etat. couverture maladie universelle (CMU), perspectives [28 mai 2003] (p. 4343)
 M. Germain Peiro. Emploi. entreprises d'insertion. aides de l'Etat [28 mai 2003] (p. 4345)
 M. Rodolphe Thomas. Institutions sociales et médico-sociales. centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS). fonctionnement, financement [24 juin 2003] (p. 5886)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****AFFAIRES SOCIALES, TRAVAIL ET SOLIDARITÉ, ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE****Examen du fascicule [14 novembre 2002] (p. 5105)**

Sa réponse (p. 5105 à 5107)

Réponses aux questions :

Politique sociale : personnes défavorisées : logement (p. 5105) (Mme Maryvonne Briot) (p. 5105)
 Politique sociale : personnes sans domicile fixe (p. 5107) (Mme Hélène Mignon) (p. 5106)

Proposition de loi n° 534 relative aux privilèges et immunités de la délégation du Comité international de la Croix-Rouge en France (CICR)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 mars 2003] (p. 1673)

Son intervention (p. 1675)

Thème :

Organisations internationales : Comité international de la Croix-Rouge en France (CICR) : statut juridique (p. 1675)

Discussion des articles [6 mars 2003] (p. 1677)*Article 2 (gage)*

Son intervention (p. 1677)

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 1677)

Jean-Sébastien VIALATTE

*Var (7^{ème} circonscription)
 Union pour la Majorité Présidentielle
 puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11116), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre titulaire du Conseil national du tourisme [J.O. du 2 août 2002] (p. 13230)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Risques professionnels. prévention. procédure d'évaluation, application [5 novembre 2002] (p. 4461)

Ordre public. terrorisme. lutte et prévention [20 mai 2003] (p. 3825)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 128, posée le 3 février 2003. Justice. tribunaux de grande instance (J.O. questions p. 623). Appelée le 4 février 2003. fonctionnement, effectifs de magistrats, Toulon (p. 754)

DÉBATS

Projet de loi n° 560 relatif à la création d'une zone de protection écologique au large des côtes du territoire de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 avril 2003] (p. 2874)

Son intervention (p. 2881)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : dégazages sauvages (p. 2881)

Droit pénal : sanctions pénales (p. 2881 et s.)

Mer et littoral : protection (p. 2881)

Transports par eau : transports maritimes : sécurité de la navigation (p. 2881)

René-Paul VICTORIA

*Réunion (1^{ère} circonscription)
 Union pour la Majorité Présidentielle
 puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

Membre titulaire du comité directeur du Fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer et la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14787)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 354 visant à créer une réduction et un crédit d'impôt pour les investissements réalisés par des particuliers ou des entreprises privées en faveur des personnes handicapées [7 novembre 2002]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 129, posée le 3 février 2003. Outre-mer. DOM : Réunion (J.O. questions p. 623). Appelée le 4 février 2003. développement économique, aides de l'Etat (p. 763)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

S'oppose au report au lendemain de la discussion de l'article 7 - portant sur l'outre-mer - du projet de loi constitutionnelle relatif à l'organisation décentralisée de la République [26 novembre 2002] (p. 5793)

DÉBATS

Projet de loi n° 36 d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2002] (p. 2009)

Son intervention (p. 2030)

Thèmes :

Ordre public : sécurité : justice (p. 2030)

Ordre public : sécurité : La Réunion (p. 2030)

Projet de loi n° 154 d'orientation et de programmation pour la justice

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er août 2002] (p. 2497)

Son intervention (p. 2517)

Thèmes :

Emploi : création d'emplois : justice (p. 2517)

Justice : centres éducatifs fermés (p. 2517)

Justice : juge de proximité (p. 2517)

Justice : victimes (p. 2518)

Ordre public : sécurité : justice (p. 2517)

Système pénitentiaire : établissements (p. 2518)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE**

II - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Examen du fascicule [8 novembre 2002] (p. 4765)

Son intervention (p. 4774)

Thèmes avant la procédure des questions :

DOM : La Réunion : enseignement supérieur (p. 4775)

Enseignement supérieur : universités (p. 4775)

Recherche : innovation (p. 4776)
Procédure des questions :
 Enseignement supérieur : personnel : La Réunion (p. 4781)

OUTRE-MER

Examen du fascicule [8 novembre 2002] (p. 4807)

Son intervention (p. 4818)

Thèmes avant la procédure des questions :

Outre-mer : La Réunion : chômage (p. 4818)
 Outre-mer : La Réunion : investissement (p. 4818)
 Outre-mer : La Réunion : politique culturelle (p. 4818)
 Outre-mer : La Réunion : politique familiale (p. 4819)
 Outre-mer : La Réunion : sécurité (p. 4819)

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 novembre 2002] (p. 5399)

Son intervention (p. 5413)

Thèmes :

Outre-mer (p. 5413)
 Outre-mer : La Réunion : institutions (p. 5413)

Discussion des articles [26 novembre 2002] (p. 5758) ; [27 novembre 2002] (p. 5860)

Article 7 (articles 72-3 et 72-4 de la Constitution - régime des collectivités situées outre-mer)

Son rappel au règlement (cf supra) [26 novembre 2002] (p. 5793)
 Son intervention (p. 5798 et s.)
 Son amendement n° 188 deuxième rectification (reconnaissance - par la République - des populations d'outre-mer au sein du peuple français) (p. 5864)

Projet de loi n° 881 de programme pour l'outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 juin 2003] (p. 4715)

Son intervention (p. 4735)

Thèmes :

Constitution : révision : décentralisation (p. 4736)
 Emploi : création d'emplois : jeunes (p. 4736)
 Etat : Gouvernement précédent : outre-mer (p. 4736)
 Outre-mer : continuité territoriale (p. 4736)
 Outre-mer : crédits : coût (p. 4736 et s.)
 Outre-mer : DOM-TOM : démographie (p. 4736)
 Politique extérieure (p. 4737)

Discussion des articles [6 juin 2003] (p. 4759, 4796)

Article 1er (exonération de charges sociales en faveur des entreprises des départements d'outre-mer)

Son amendement n° 405 (maintien de l'exonération sous condition de remplacement des salariés par des personnes âgées de plus de quarante ans et ayant fait l'objet d'un licenciement économique) (p. 4771)

Son amendement n° 286 (bâtiment et travaux publics - exonération totale applicable à dix salariés au lieu de cinquante dans les entreprises comptant cinquante salariés au plus - exonération partielle portée de 50 % à 70 % au-delà de cet effectif) (p. 4771) ; repris par M. Victorin Lurel

Son amendement n° 288 (sociétés d'économie mixte intervenant dans le logement social, l'aménagement du territoire, l'environnement et la culture - bénéfice des allègements renforcés) (p. 4777)

Son amendement n° 285 (cumul avec l'exonération instituée au titre de la réduction de la durée du travail par l'article 2 de la loi n° 2000-1207 d'orientation pour l'outre-mer du 13 décembre 2000) (p. 4782)

Article 2 (exonération de charges sociales en faveur des exploitations agricoles des départements d'outre-mer)

Son amendement n° 284 (exonération des quarante premiers hectares) (p. 4784)

Article 13 (défiscalisation au titre de l'impôt sur le revenu : investissement dans le logement et souscription au capital de sociétés agréées - SO.FI.OM)

Son amendement n° 279 (éligibilité des travaux sur les logements achevés depuis plus de vingt-cinq ans au lieu de quarante ans) (p. 4814)

Son intervention (p. 4815)

Son amendement n° 370 rectifié (SO.FI.OM - extension de leur activité aux prêts participatifs) (p. 4815)

Article 14 (défiscalisation au titre de l'impôt sur le revenu : secteurs éligibles - majoration, imputation et report de la réduction d'impôt)

Son amendement n° 287 (extension au secteur de la recherche et du développement) (p. 4821)

Article 20 précédemment réservé (défiscalisation au titre de l'impôt sur les sociétés - coordination)

Son amendement n° 281 (suppression de la défiscalisation des souscriptions au capital des SO.FI.OM) (p. 4838)

Après l'article 34

Son amendement n° 289 (logements évolutifs sociaux - exonération de taxe foncière pendant quinze ans) (p. 4843) : rejeté (p. 4844)

Après l'article 35

Son amendement n° 290 (logement social dans les DOM - sociétés d'économie mixte - exonération de l'impôt sur les sociétés) (p. 4845) : retiré (p. 4846)

Article 42 (création d'une dotation de continuité territoriale)

Son amendement n° 371 troisième rectification (abaissment du coût du fret des matières premières importées et de celui des produits exportés - utilisation à La Réunion des sommes disponibles du Fonds régional pour le développement et l'emploi) (p. 4868)

Après l'article 44

Son amendement n° 400 (DOM et Mayotte - aide aux œuvres cinématographiques présentant un intérêt culturel) : adopté (p. 4882)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 4884)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 4885)

Alain VIDALIES

Landes (1^{ère} circonscription)
 Socialiste

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 relative aux administrateurs judiciaires, mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises et experts en diagnostic d'entreprise [J.O. du 18 octobre 2002] (p. 17343)

Membre de la commission d'enquête sur l'application des mesures préconisées en matière de sécurité du transport maritime des produits dangereux ou polluants et l'évaluation de leur efficacité [J.O. du 15 février 2003] (p. 2797)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Déchets, pollutions et nuisances. mer et littoral. hydrocarbures, moyens d'intervention, financement [28 janvier 2003] (p. 558)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Regrette que la proposition de loi relative aux mandats sociaux soit débattue seulement une semaine après son dépôt [1^{er} octobre 2002] (p. 2784)

DÉBATS

Proposition de loi n° 193 modifiant certaines dispositions du code de commerce relatives aux mandats sociaux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} octobre 2002] (p. 2784, 2794)

Son rappel au règlement (cf supra) [1^{er} octobre 2002] (p. 2784)

Son intervention (p. 2798)

Thèmes :

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 2798)
 Marchés financiers : généralités : entreprises (p. 2798)
 Sociétés : administrateurs (p. 2799)
 Sociétés : mandats sociaux : Gouvernement précédent (p. 2799)
 Sociétés : mandats sociaux : propositions de loi (p. 2799)

Discussion des articles [1^{er} octobre 2002] (p. 2806)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Hervé Novelli (suppression de la publicité des rémunérations des mandataires sociaux) (p. 2808)

Article 1er

Son amendement n° 4 (cumul des mandats d'administrateur au sein des groupes) (p. 2812)

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Xavier de Roux (cumul des mandats d'administrateur au sein des groupes) (p. 2814)

Intervient sur le sous-amendement n° 33 de M. Pascal Clément (sous réserve que leur nombre n'excède pas 5) à l'amendement n° 18 de M. Xavier de Roux (p. 2814)

Son amendement n° 5 (cumul des mandats de direction au sein des groupes) (p. 2814)

Son amendement n° 6 (cumul des mandats de directoire ou de directeur général unique) (p. 2814)
 Son amendement n° 7 (cumul des mandats de membre de conseil de surveillance au sein des groupes) (p. 2814)
 Son amendement n° 8 corrigé (cumul des mandats au sein des sociétés anonymes) (p. 2815)
 Son amendement n° 9 (cumul des mandats de membre de conseil de surveillance et de conseil d'administration au sein des groupes) (p. 2815)

Article 2

Son amendement n° 10 (de suppression) (p. 2816)

Article 3

Son amendement n° 11 (de suppression) (p. 2817)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 23 de M. Philippe Folliot (application aux seules entreprises indépendantes de moins de 500 salariés) (p. 2819)

Projet de loi n° 190 relatif aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 octobre 2002] (p. 2897, 2927)

Son intervention (p. 2922)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 2946)

Thèmes :

Travail : droit du travail (p. 2922, 2947)

Travail : durée du travail (p. 2922, 2947)

Travail : travail à temps partiel (p. 2922)

Discussion des articles [3 octobre 2002] (p. 2947, 2965) ; [8 octobre 2002] (p. 3070) ; [9 octobre 2002] (p. 3129, 3158)

Article 1er (article 32 de la loi n° 2000-37 du 19 janvier 2000 : harmonisation des salaires minima)

Intervient sur l'amendement n° 28 de M. Maxime Gremetz (suppression des rémunérations inférieures au SMIC résultants d'accords de branche) (p. 2960)

Avant l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 132 de M. Gaëtan Gorce (motif des heures supplémentaires) (p. 2966)

Intervient sur l'amendement n° 166 de M. Hervé Morin (amélioration du dialogue social) (p. 2967)

Intervient sur l'amendement n° 165 de M. Hervé Morin (domaine de l'ordre public social et de l'accord de branche) (p. 2971)

Article 2 (articles L. 212-5, L. 212-5-1, L. 212-6, L. 212-8, L. 212-9, L. 212-15-2, L. 212-15-3 et L. 227-1 du code du travail : assouplissements des trente-cinq heures)

Son intervention (p. 2976)

Son amendement n° 137 (organisations syndicales représentatives) (p. 2984)

Son amendement n° 154 (organisations syndicales représentatives) (p. 2985)

Son amendement n° 138 (organisations syndicales représentatives) (p. 2985)

Son amendement n° 139 (organisations syndicales représentatives) (p. 2985)

Intervient sur l'amendement n° 31 de M. Maxime Gremetz (accords majoritaires) (p. 2990)

Intervient sur l'amendement n° 157 de M. Gaëtan Gorce (refus d'effectuer des heures supplémentaires) (p. 2992)

Intervient sur l'amendement n° 35 de M. Maxime Gremetz (contingent fixé à 130 heures supplémentaires) (p. 3081)

Intervient sur l'amendement n° 115 de M. Gaëtan Gorce (suppression du contingent conventionnel d'heures supplémentaires) (p. 3081)

Intervient sur l'amendement n° 116 de M. Gaëtan Gorce (portée nouvelle du contingent conventionnel limitée aux accords postérieurs à la présente loi) (p. 3081)

Intervient sur l'amendement n° 117 de M. Gaëtan Gorce (seuil de déclenchement du repos compensateur abaissé à dix salariés) (p. 3082)

Intervient sur l'amendement n° 118 de M. Gaëtan Gorce (plafond des heures supplémentaires) (p. 3085)

Intervient sur l'amendement n° 183 de M. Gaëtan Gorce (dérogation par convention ou accord de branche au volume de 130 heures supplémentaires pour certaines catégories de travailleurs) (p. 3088)

Intervient sur l'amendement n° 119 de M. Gaëtan Gorce (dérogation par convention ou accord de branche au volume de 130 heures supplémentaires) (p. 3089)

Intervient sur l'amendement n° 178 de M. Gaëtan Gorce (dérogation par convention ou accord de branche au volume de 130 heures supplémentaires pour certaines catégories de travailleurs) (p. 3089)

Intervient sur l'amendement n° 179 de M. Gaëtan Gorce (dérogation par convention ou accord de branche au volume de 130 heures supplémentaires pour certaines catégories de travailleurs) (p. 3089)

Intervient sur l'amendement n° 180 de M. Gaëtan Gorce (dérogation par convention ou accord de branche au volume de 130 heures supplémentaires pour certaines catégories de travailleurs) (p. 3089)

Intervient sur l'amendement n° 181 de M. Gaëtan Gorce (dérogation par convention ou accord de branche au volume de 130 heures supplémentaires pour certaines catégories de travailleurs) (p. 3089)

Intervient sur l'amendement n° 182 de M. Gaëtan Gorce (dérogation par convention ou accord de branche au volume de 130 heures supplémentaires pour certaines catégories de travailleurs) (p. 3089)

Intervient sur l'amendement n° 184 de M. Gaëtan Gorce (dérogation par convention ou accord de branche au volume de 130 heures supplémentaires pour certaines catégories de travailleurs) (p. 3089)

Intervient sur l'amendement n° 185 de M. Gaëtan Gorce (dérogation par convention ou accord de branche au volume de 130 heures supplémentaires pour certaines catégories de travailleurs) (p. 3089)

Intervient sur l'amendement n° 186 de M. Gaëtan Gorce (dérogation par convention ou accord de branche au volume de 130 heures supplémentaires pour certaines catégories de travailleurs) (p. 3089)

Intervient sur l'amendement n° 187 de M. Gaëtan Gorce (dérogation par convention ou accord de branche au volume de 130 heures supplémentaires pour certaines catégories de travailleurs) (p. 3089)

Intervient sur l'amendement n° 188 de M. Gaëtan Gorce (dérogation par convention ou accord de branche au volume de 130 heures supplémentaires pour certaines catégories de travailleurs) (p. 3089)

Intervient sur l'amendement n° 189 de M. Gaëtan Gorce (dérogation par convention ou accord de branche au volume de 130 heures supplémentaires pour certaines catégories de travailleurs) (p. 3089)

Intervient sur l'amendement n° 190 de M. Gaëtan Gorce (dérogation par convention ou accord de branche au volume de 130 heures supplémentaires pour certaines catégories de travailleurs) (p. 3089)

Intervient sur l'amendement n° 120 de M. Gaëtan Gorce (validation des accords soumis à la signature des représentations syndicales) (p. 3091)

Intervient sur l'amendement n° 121 de M. Gaëtan Gorce (accords signés par la majorité des organisations syndicales) (p. 3091)

Intervient sur l'amendement n° 122 de M. Gaëtan Gorce (non-validation des accords rejetés par la majorité des organisations syndicales représentatives) (p. 3092)

Intervient sur l'amendement n° 123 de M. Gaëtan Gorce (non-validation des accords rejetés par la majorité des organisations syndicales représentatives) (p. 3093)

Intervient sur l'amendement n° 46 de M. Maxime Gremetz (durée hebdomadaire du travail ramenée à 32 heures et durée annuelle à 1459 heures) (p. 3097)

Intervient sur l'amendement n° 43 de M. Maxime Gremetz (suppression du plafond annuel de 1600 heures) (p. 3098)

Intervient sur l'amendement n° 127 de M. Gaëtan Gorce (suppression du plafond annuel de 1600 heures) (p. 3098)

Intervient sur l'amendement n° 109 de M. Gaëtan Gorce (suppression de la disposition annulant la référence aux 35 heures hebdomadaires) (p. 3103)

Intervient sur l'amendement n° 55 de M. Maxime Gremetz (notion de "cadre dirigeant" lié à un seuil de rémunération de cinq fois le SMIC) (p. 3103)

Intervient sur l'amendement n° 111 de M. Gaëtan Gorce (suppression des nouveaux critères définissant les personnels d'encadrement) (p. 3105)

Intervient sur l'amendement n° 228 de M. Pierre Morange (de simplification) (p. 3130)

Intervient sur l'amendement n° 171 de M. Hervé Morin (cadres dits "intégrés" : souplesse horaire dans la limite de 10 %) (p. 3131)

Intervient sur l'amendement n° 3 de Mme Martine Billard (maintien de la réglementation actuelle sur des horaires de travail des cadres) (p. 3132)

Intervient sur l'amendement n° 112 de M. Gaëtan Gorce (suppression de la disposition proposée pour le "forfait-heures" des itinérants non cadres) (p. 3132)

Intervient sur l'amendement n° 113 de M. Gaëtan Gorce (maintien de la réglementation actuelle sur des horaires de travail des cadres) (p. 3133)

Intervient sur l'amendement n° 114 de M. Gaëtan Gorce (catégories concernées par les "forfaits-jours") (p. 3134)

Intervient sur l'amendement n° 140 de M. Gaëtan Gorce (catégories concernées par les "forfaits-jours") (p. 3134)

Intervient sur l'amendement n° 141 de M. Gaëtan Gorce (protection de la santé et de la vie personnelle des salariés) (p. 3136)

Intervient sur l'amendement n° 142 de M. Gaëtan Gorce (conventions et accords collectifs signés par les syndicats majoritaires) (p. 3138)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 229 rectifié de M. Pierre Morange (situation du salarié soumis à une astreinte et dont l'astreinte n'a impliqué aucune intervention) (p. 3146)

Article 6 (article L. 241-13 du code de la sécurité sociale : dispositif d'allègement de cotisations patronales de sécurité sociale)

Intervient sur l'amendement n° 200 de M. Gaëtan Gorce (bénéfice de la réduction des charges aux seules entreprises pratiquant la réduction négociée du temps de travail) (p. 3176)

Intervient sur l'amendement n° 207 de M. Gaëtan Gorce (non-allègement des charges liées aux contrats de durée inférieurs au tiers de la durée de travail à temps plein) (p. 3178)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 90 de M. Maxime Gremetz (nouveau mode de calcul des cotisations sociales) (p. 3180)

Article 7 (dispositif transitoire d'allègement de cotisations patronales de sécurité sociale)

Intervient sur l'amendement n° 16 de la commission (cumul de l'abattement spécifique à l'emploi de salariés à temps partiel avec le nouveau dispositif d'allègement) (p. 3182)

Article 12 (articles 19 et 20 de la loi n° 2000-37 du 19 janvier 2000 relative à la réduction négociée du temps de travail : abrogation des règles d'accès, de suspension et de suppression de l'allègement de cotisations sociales patronales lié à la réduction du temps de travail)

Intervient sur l'amendement n° 212 de M. Gaëtan Gorce (maintien de l'article 19 de la loi du 19 janvier 2000 relative à la durée du travail, son paragraphe XIV excepté) (p. 3188)

Intervient sur l'amendement n° 213 de M. Gaëtan Gorce (maintien du dispositif d'accompagnement et d'appui à la réduction du temps de travail) (p. 3189)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 230 rectifié de M. Pierre Morange (validité des accords passés en application des deux lois relatives à la réduction du temps de travail) (p. 3191)

Proposition de loi n° 380 visant à protéger certaines catégories d'étrangers des mesures d'éloignement du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 novembre 2002] (p. 5901)

Son intervention (p. 5904)

Thèmes :

Droit pénal : double peine (p. 5905)
Droit pénal : double peine : famille (p. 5906)
Droit pénal : terrorisme : étrangers (p. 5906)
Etrangers : attaches avec la France : protection (p. 5905)
Etrangers : interdiction du territoire (p. 5905)

Projet de loi n° 375 relatif à la négociation collective sur les restructurations ayant des incidences sur l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 décembre 2002] (p. 6101) ; [4 décembre 2002] (p. 6158) ; [5 décembre 2002] (p. 6217)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6120)

Son intervention (p. 6201)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 6231)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi (p. 6121)
Entreprises : entreprises en difficulté (p. 6202)
Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 6121, 6202)
Politique sociale : généralités (p. 6120)
Syndicats : représentativité (p. 6231)
Travail : salariés (p. 6121, 6231)
Travail : licenciements (p. 6203)
Travail : négociations (p. 6121, 6202, 6231)
Travail : plan social (p. 6201)

Discussion des articles [5 décembre 2002] (p. 6232)**Avant l'article 1er**

Intervient sur l'amendement n° 179 de M. Gaëtan Gorce (présence obligatoire de représentants des salariés au sein du conseil d'administration) (p. 6232)

Intervient sur l'amendement n° 178 corrigé de M. Gaëtan Gorce (information du salarié préalable à un licenciement notifiée dans un délai de quinze jours au lieu de cinq) (p. 6234)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Maxime Gremetz (conditions de réintégration du salarié après un licenciement abusif) (p. 6235)

Intervient sur l'amendement n° 13 de M. Jacques Desallangre (caractère abusif du licenciement collectif économique réalisé par une société prospère) (p. 6240)

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Maxime Gremetz (définition précise et stricte du licenciement économique) (p. 6240)

Projet de loi n° 246 modifiant la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 relative aux administrateurs judiciaires, mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises et experts en diagnostic d'entreprise

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [18 décembre 2002] (p. 6946)

Son intervention (p. 6949)

Thèmes :

Entreprises : liquidation judiciaire : rémunération (p. 6950)
Justice : administrateurs judiciaires : statuts (p. 6951)

Justice : tribunaux de commerce : commissions d'enquête (p. 6949)

Justice : tribunaux de commerce : réforme (p. 6950)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire

Vote contre du groupe socialiste (p. 6951)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 2003] (p. 319, 348)**Article 17 bis (incrimination de la traite des êtres humains)**

Son intervention (p. 329)

Après l'article 17 bis

Intervient sur l'amendement n° 278 corrigé de Mme Martine Lignières-Cassou (pénalisation du client de personnes prostituées) (p. 336)

Après l'article 17 undecies

Intervient sur l'amendement n° 480 rectifié de M. Pierre Morange (la mendicité avec un enfant de moins de six ans constitue une privation de soins) (p. 351)

Intervient sur l'amendement n° 49 de M. Pierre Lellouche (imprescriptibilité de ces crimes) (p. 355)

Intervient sur l'amendement n° 316 de Mme Ségolène Royal (prescription des crimes commis contre les mineurs repoussée à dix ans après la révélation des faits) (p. 355)

Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Pierre Lellouche (aggravation des peines en cas d'homophobie pour les meurtres, tortures, actes de barbarie, violences ayant entraîné la mort, une incapacité permanente ou une incapacité de travail) (p. 358)

Proposition de résolution n° 503 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'application des mesures préconisées en matière de sécurité du transport maritime des produits dangereux ou polluants et l'évaluation de leur efficacité**Discussion de l'article unique [5 février 2003] (p. 889)****Article unique**

Son intervention (p. 890)

Projet de loi n° 758 relatif à la chasse

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [14 mai 2003] (p. 3711)**Après l'article 16**

Son amendement n° 2 (organisation de battues pour prévenir les dégâts causés par le gibier) (p. 3722) : rejeté (p. 3723)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5069)

Son intervention (p. 5093)

Thèmes :

Retraites : généralités : calcul des pensions (p. 5095)
Retraites : généralités : système par répartition (p. 5094)

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)**Avant l'article 1er [séances des 12, 13, 14 juin 2003] (principes)**

Son intervention (p. 5166 et s.)

Article 2 [séances des 16 et 17 juin 2003] (contributivité)

Son intervention (p. 5395 et s.)

Après l'article 2 [séance du 17 juin 2003] (sources supplémentaires de financement ; politique salariale)

Son intervention (p. 5454 et s.)

Article 3 [séances du 17 juin 2003] (équité)

Son intervention (p. 5472 et s.)

Après l'article 3 [séance du 18 juin 2003] (impôt sur la fortune ; métiers pénibles)

Son intervention (p. 5533 et s.)

Article 22 [séances du 25 juin 2003] (amélioration de la pension de réversion et suppression de l'assurance veuvage)

Son intervention (p. 6011 et s.)

Article 23 [séance du 25 juin 2003] (cotisations assises sur les périodes d'emploi à temps partiel)

Son intervention (p. 6030)

Article 66 [séance du 1er juillet 2003] (pensions de réversion servies par le régime de base des professions libérales)

Son intervention (p. 6536)

Projet de loi n° 950 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2003] (p. 7275)

Son intervention (p. 7323)

Thème :

Politique sociale : surendettement (p. 7323 et s.)

Discussion des articles [11 juillet 2003] (p. 7362, 7449)

Article 9 (création et actions de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU))

Son intervention (p. 7422)

Avant l'article 27

Intervient sur l'amendement n° 169 de Mme Ségolène Royal (mentions obligatoires dans les offres de crédit et conditions de la publicité sur le crédit) (p. 7471)

Son amendement n° 170 (interdiction de la publicité relative au "crédit revolving") (p. 7472) : rejeté (p. 7473)

Intervient sur l'amendement n° 167 de Mme Ségolène Royal (réglementation du "crédit revolving") (p. 7474)

Intervient sur l'amendement n° 14 de la commission des lois (taux de l'usure obligatoire dans les contrats) (p. 7476)

Intervient sur l'amendement n° 319 rectifié de M. Jean-Christophe Lagarde (responsabilité du prêteur n'ayant pas vérifié la solvabilité de l'emprunteur) (p. 7476)

Intervient sur l'amendement n° 168 de Mme Ségolène Royal (prêteur ayant octroyé un crédit à un consommateur dont la situation économique est déjà compromise déchu de ses droits à intérêts) (p. 7478)

Intervient sur l'amendement n° 219 de Mme Odile Saugues (campagnes d'information menées par la Banque de France et ses succursales locales) (p. 7479)

Article 27 (création d'une procédure de rétablissement personnel)

Son intervention (p. 7482)

Son amendement n° 171 (p. 7493)

Gérard VIGNOBLE

*Nord (8^{ème} circonscription)
Union pour la Démocratie Française*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire du Conseil national des services publics départementaux et communaux [J.O. du 2 août 2002] (p. 13229)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 18 décembre 2002] (p. 20973)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 18 décembre 2002] (p. 20973)

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 15 janvier 2003] (p. 883)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 15 janvier 2003] (p. 883)

Rapporteur de la proposition de loi tendant à la reconnaissance du vote blanc aux élections (n° 501) [15 janvier 2003]

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 19 mars 2003] (p. 4904)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 19 mars 2003] (p. 4904)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 avril 2003] (p. 5830)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 avril 2003] (p. 5830)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 17 juin 2003] (p. 10139)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 17 juin 2003] (p. 10139)

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 25 septembre 2003] (p. 16394)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 25 septembre 2003] (p. 16394)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi (n° 501) de M. Jean-Pierre Abelin, M. Pierre Albertini, M. Hervé Morin et plusieurs de leurs collègues, tendant à la reconnaissance du vote blanc aux élections [22 janvier 2003] (n° 564)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Proposition de loi n° 501 tendant à la reconnaissance du vote blanc aux élections

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 janvier 2003] (p. 713)

Son intervention (p. 713)

Thèmes :

Elections et référendums : abstentionnisme (p. 713)

Elections et référendums : vote blanc (p. 713)

Projet de loi n° 784 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2003] (p. 4009, 4049, 4125) ; [23 mai 2003] (p. 4186)

Article 1er (de la procédure applicable à la délinquance et à la criminalité organisées)

Article 706-73 du code de procédure pénale (détermination des infractions relevant de la criminalité organisée)

Son amendement n° 348 (p. 4014)

Article 706-80 du code de procédure pénale (de la surveillance)

Son amendement n° 345 (p. 4017)

Article 706-82 du code de procédure pénale (de l'infiltration)

Son amendement n° 347 (p. 4022)

Article 706-83 du code de procédure pénale (de l'infiltration)

Son amendement n° 350 (p. 4023)

Article 706-85 du code de procédure pénale (de l'infiltration)

Son amendement n° 346 (p. 4025)

Article 706-86 du code de procédure pénale (de l'infiltration)

Son amendement n° 351 (p. 4025)

Article 706-91 du code de procédure pénale (des perquisitions)

Son amendement n° 349 (p. 4032)

Article 3 (dispositions relatives au repentir)

Son amendement n° 352 (p. 4060)

Son amendement n° 353 (p. 4063)

Son amendement n° 354 (p. 4064)

Article 26 (dispositions relatives au dépôt de plainte, à la durée de l'enquête de flagrance et à la procédure de recherche des causes de la mort)

Son amendement n° 506 (p. 4129)

Avant l'article 32

Son amendement n° 507 (prise en compte de l'intérêt de la victime en cas de demande d'audition de celle-ci en présence de l'avocat du mis en examen) : adopté (p. 4143)

Son amendement n° 681 (amélioration de l'information de la victime) (p. 4143) : adopté (p. 4144)

Après l'article 41

Son amendement n° 508 (réponse unique possible à des demandes multiples de mise en liberté de la même personne) : adopté (p. 4156)

Après l'article 55

Son amendement n° 509 (délocalisation possible dès le stade de l'enquête de la procédure contre une personne dépositaire de l'autorité publique ou chargée d'une mission de service public) (p. 4166) : adopté (p. 4167)

Article 68 (prise en considération des intérêts de la victime à la libération du condamné)

Son amendement n° 511 (p. 4192)

François-Xavier VILLAIN

*Nord (18^{ème} circonscription)
Non-inscrit*

puis Apparenté au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire

Elu le 16 juin 2002

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11065)

S'apparente au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 6 mars 2003] (p. 3953)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 29 juin 2002] (p. 11265), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

INTERVENTION EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Enseignement secondaire, baccalauréat, épreuves série S, mathématiques, nature des épreuves [25 juin 2003] (p. 5980)

Dominique de VILLEPIN

Ministre des affaires étrangères

Est nommé Ministre des affaires étrangères. Décret du 17 juin 2002 [J.O. du 18 juin 2002] (p. 10720)

DÉPÔTS

Projet de loi n° 21 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco relatif à l'attribution et à l'utilisation par la société Télé Monte Carlo de fréquences hertziennes terrestres pour la diffusion de son programme à partir d'installations d'émission implantées en territoire français (ensemble une annexe) [3 juillet 2002]

Projet de loi n° 150 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Lettonie relatif au statut de l'immeuble de la légation de la République de Lettonie à Paris [24 juillet 2002]

Projet de loi n° 151 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Lituanie relatif au statut de l'immeuble de la légation de la République de Lituanie à Paris [24 juillet 2002]

Projet de loi n° 152 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Estonie relatif à l'indemnisation de la République d'Estonie pour l'immeuble de son ancienne légation à Paris [24 juillet 2002]

Projet de loi n° 185 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Afrique du Sud relatif à la coopération dans le domaine de la défense [6 août 2002]

Projet de loi n° 186 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République argentine relatif à la coopération dans le domaine de la défense [6 août 2002]

Projet de loi n° 188 autorisant l'approbation de l'avenant à l'accord du 17 mars 1988, tel que modifié par l'avenant du 19 décembre 1991, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tunisienne en matière de séjour et de travail [11 septembre 2002]

Projet de loi n° 189 autorisant l'approbation du troisième avenant à l'accord du 27 décembre 1968 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire relatif à la circulation, à l'emploi et au séjour en France des ressortissants algériens et de leurs familles et à son protocole annexe (ensemble un échange de lettres) [11 septembre 2002]

Projet de loi n° 228 autorisant l'approbation du protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques relatif à la convention sur la diversité biologique [25 septembre 2002]

Projet de loi n° 238 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relatif à la construction et l'entretien de ponts frontalières sur le Rhin dont les Parties contractantes n'assurent pas la maîtrise d'ouvrage [2 octobre 2002]

Projet de loi n° 239 autorisant la ratification de l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République arabe d'Egypte, d'autre part [2 octobre 2002]

Projet de loi n° 251 autorisant la ratification de l'accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres,

d'une part, et la République de Croatie, d'autre part (ensemble 8 annexes et 6 protocoles) [9 octobre 2002]

Projet de loi n° 252 autorisant la ratification de l'accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et l'ancienne République yougoslave de Macédoine, d'autre part (ensemble 7 annexes et 5 protocoles) [9 octobre 2002]

Projet de loi n° 336 autorisant l'adhésion à la convention sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques [30 octobre 2002]

Projet de loi n° 337 autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre la République française et la République fédérale d'Allemagne en vue d'éviter les doubles impositions et d'établir des règles d'assistance administrative et juridique réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi qu'en matière de contributions des patentes et de contributions foncières, du 21 juillet 1959, modifiée par l'avenant du 9 juin 1969 et par l'avenant du 28 septembre 1989, signé à Paris le 20 décembre 2001 [30 octobre 2002]

Projet de loi n° 338 autorisant la ratification du traité entre la République française et le Royaume d'Espagne relatif à la coopération transfrontalière en matière policière et douanière [30 octobre 2002]

Projet de loi n° 342 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume d'Espagne relatif à l'exploitation, à l'entretien, à la sécurité et, le cas échéant, à l'évolution du tunnel routier du Somport (ensemble un échange de lettres) [6 novembre 2002]

Projet de loi n° 343 autorisant l'approbation de l'annexe V à la convention pour la protection du milieu marin de l'Atlantique du Nord-Est sur la protection et la conservation des écosystèmes et de la diversité biologique de la zone maritime (ensemble un appendice 3 sur les critères de détermination des activités humaines aux fins de ladite annexe) [6 novembre 2002]

Projet de loi n° 403 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Australie sur l'emploi des personnes à charge des membres des missions officielles d'un Etat dans l'autre [27 novembre 2002]

Projet de loi n° 453 autorisant la ratification des conventions de l'Organisation internationale du travail n° 163 concernant le bien-être des gens de mer, en mer et dans les ports, n° 166 concernant le rapatriement des marins, n° 178 concernant l'inspection des conditions de travail et de vie des gens de mer, n° 179 concernant le recrutement et le placement des gens de mer, n° 180 concernant la durée du travail des gens de mer et les effectifs des navires, et du protocole relatif à la convention n° 147 concernant les normes minima à observer sur les navires marchands [4 décembre 2002]

Projet de loi n° 520 autorisant l'approbation de la convention d'établissement entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République gabonaise [8 janvier 2003]

Projet de loi n° 556 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne relatif à une coopération sur l'observation de la Terre, signé à Turin le 29 janvier 2001 [21 janvier 2003]

Projet de loi n° 557 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement du Canada, les Gouvernements d'Etats membres de l'Agence spatiale européenne, le Gouvernement du Japon, le Gouvernement de la Fédération de Russie et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique sur la coopération relative à la station spatiale internationale civile (ensemble une annexe) [21 janvier 2003]

Projet de loi n° 756 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Belgique relatif à la coopération transfrontalière en matière policière et douanière, signé à Tournai le 5 mars 2001, ainsi qu'un échange de lettres signées à Paris et à Bruxelles le 10 juin 2002 [26 mars 2003]

Projet de loi n° 757 autorisant l'approbation d'un accord sous forme d'échange de lettres signées à Paris et à Impéria le 1er juillet 2002 complétant l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne relatif à la coopération transfrontalière en matière policière et douanière du 3 octobre 1997 [26 mars 2003]

Projet de loi n° 810 modifiant la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 relative au droit d'asile [15 avril 2003]

Projet de loi n° 812 autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre relative aux bureaux à contrôles nationaux juxtaposés [23 avril 2003]

Projet de loi n° 813 autorisant l'approbation des protocoles d'application de la convention alpine du 7 novembre 1991 dans le domaine de la protection de la nature et de l'entretien des paysages, de l'aménagement du territoire et du développement durable, des forêts de montagne, de l'énergie, du tourisme, de la protection des sols et des transports [23 avril 2003]

Projet de loi n° 905 autorisant l'approbation de la convention sur la cybercriminalité [11 juin 2003]

Projet de loi n° 958 autorisant la ratification de la convention civile sur la corruption [18 juin 2003]

Projet de loi n° 959 autorisant la ratification de la convention pénale sur la corruption [18 juin 2003]

Projet de loi n° 1014 autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres concernant le statut fiscal et douanier des

- établissements culturels et d'enseignement complétant l'accord de coopération culturelle, scientifique et technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume d'Espagne [9 juillet 2003]
- Projet de loi n° 1015 autorisant la ratification du protocole relatif à l'adhésion de la Communauté européenne à la convention internationale de coopération pour la sécurité de la navigation aérienne "Eurocontrol" du 13 décembre 1960, telle qu'amendée à plusieurs reprises et coordonnée par le protocole du 27 juin 1997, fait à Bruxelles le 8 octobre 2002 [9 juillet 2003]
- Projet de loi n° 1042 autorisant l'adhésion de la France au protocole d'amendement à la convention internationale pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers (ensemble trois appendices) [16 juillet 2003]
- Projet de loi n° 1043 autorisant la ratification du traité destiné à adapter et à confirmer les rapports d'amitié et de coopération entre la République française et la Principauté de Monaco [16 juillet 2003]
- Projet de loi n° 1048 autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, de l'Estonie, de Chypre, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Hongrie, de Malte, de la Pologne, de la Slovaquie et de la République tchèque [22 juillet 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

- Mme Françoise de Panafieu. Politique extérieure. Côte d'Ivoire. situation politique [2 octobre 2002] (p. 2753)
- M. Daniel Garrigue. Politique extérieure. Moyen-Orient. situation politique [3 octobre 2002] (p. 2840)
- M. Pierre Albertini. Transports par eau. transports maritimes. pétrolier, explosion, conséquences [8 octobre 2002] (p. 3039)
- M. Xavier de Roux. Politique extérieure. Bali. attentat terroriste [15 octobre 2002] (p. 3296)
- M. François Rochebloine. Politique extérieure. Liban. situation politique [15 octobre 2002] (p. 3298)
- M. René Couanau. Organisations internationales. Organisation des Nations Unies (ONU). résolution sur l'Irak, perspectives [29 octobre 2002] (p. 4254)
- M. Yves Bur. Politique extérieure. Irak. intervention des Etats-Unis, perspectives [6 novembre 2002] (p. 4583)
- M. Jean-Marc Ayrault. Politique extérieure. Irak. intervention des Etats-Unis, perspectives [12 novembre 2002] (p. 4901)
- M. Bernard Bosson. Union européenne. élargissement. Turquie, perspectives [12 novembre 2002] (p. 4902)
- M. Jean-Marc Ayrault. Politique extérieure. Irak. intervention des Etats-Unis, attitude de la France [11 décembre 2002] (p. 6504)
- M. Patrick Hoguet. Union européenne. élargissement. conséquences [11 décembre 2002] (p. 6507)
- M. Didier Quentin. Politique extérieure. Irak. intervention des Etats-Unis, perspectives [18 décembre 2002] (p. 6902)
- M. Jacques Brunhes. Politique extérieure. Irak. intervention des Etats-Unis, perspectives [14 janvier 2003] (p. 35)
- M. Loïc Bouvard. Politique extérieure. Côte d'Ivoire. situation politique [14 janvier 2003] (p. 39)
- M. Pierre Morange. Politique extérieure. Côte d'Ivoire. situation politique [28 janvier 2003] (p. 552)
- M. Gilles Artigues. Union européenne. élargissement. cohésion européenne, maintien [28 janvier 2003] (p. 554)
- M. Jean Dionis du Séjour. Politique extérieure. Côte d'Ivoire. situation politique [29 janvier 2003] (p. 633)
- M. Jean-Claude Lefort. Politique extérieure. Irak. situation militaire [29 janvier 2003] (p. 634)
- M. Philippe Briand. Politique extérieure. Côte d'Ivoire. situation politique [4 février 2003] (p. 781)
- M. Renaud Donnedieu de Vabres. Politique extérieure. Moyen-Orient. conférence pour la paix [25 mars 2003] (p. 2367)
- M. Jean-Pierre Brard. Politique extérieure. Irak. intervention des Etats-Unis, conséquences, Organisation des Nations Unies (ONU) [25 mars 2003] (p. 2367)
- M. Paul Quilès. Relations internationales. Irak. populations civiles, protection [1^{er} avril 2003] (p. 2687)
- M. Pierre Lequiller. Politique extérieure. Etats-Unis. relations bilatérales, perspectives [1^{er} avril 2003] (p. 2689)
- M. Axel Poniatowski. Politique extérieure. Etats-Unis. relations bilatérales [30 avril 2003] (p. 3307)
- M. Jacques Desallangre. Politique extérieure. Irak. intervention des Etats-Unis, processus de reconstruction, rôle de la France [7 mai 2003] (p. 3506)
- M. Jean Dionis du Séjour. Politique extérieure. Pologne. relations bilatérales [7 mai 2003] (p. 3506)
- M. Pierre Lellouche. Organisations internationales. Organisation des Nations Unies (ONU). fonctionnement, réforme, perspectives [7 mai 2003] (p. 3509)

- M. Éric Raoult. Politique extérieure. Moyen-Orient. processus de paix israélo-palestinien, perspectives [14 mai 2003] (p. 3662)
- M. Jacques Floch. Union européenne. perspectives. convention sur l'avenir de l'Europe [4 juin 2003] (p. 4475)
- M. Pierre Frogier. Relations internationales. G8. sommet d'Evian [4 juin 2003] (p. 4476)
- M. Antoine Herth. Politique extérieure. Afrique. relations bilatérales [18 juin 2003] (p. 5521)
- M. Paul Giacobbi. Politique extérieure. Irak. intervention des Etats-Unis, attitude de la France [18 juin 2003] (p. 5526)
- Mme Martine Aurillac. Union européenne. conseils européens. Thessalonique, bilan et perspectives [25 juin 2003] (p. 5977)

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n° 244 présentée par M. Jean-Pierre Raffarin, Premier ministre, sur la question de l'Irak et débat sur cette déclaration

[8 octobre 2002] (p. 3048)

Sa réponse (p. 3064)

Thèmes :

- Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : résolution (p. 3066)
- Pays étrangers : Etats-Unis : attentats (p. 3064)
- Pays étrangers : Irak : armes de destruction massive (p. 3065)
- Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 3065)
- Relations internationales (p. 3065)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen du fascicule [13 novembre 2002] (p. 5009, 5046)

Son intervention (p. 5021)

Ses réponses (p. 5046 et 5050 à 5057)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Audiovisuel et communication (p. 5024, 5047)
- Corps diplomatique et consulaire (p. 5022, 5023, 5046)
- Défense : armes de destruction massive (p. 5021)
- Etrangers : demandeurs d'asile (p. 5024)
- Etrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) : crédits budgétaires (p. 5025, 5046)
- Langue française : Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) : crédits budgétaires (p. 5024, 5046)
- Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : crédits budgétaires (p. 5023)
- Ordre public : terrorisme (p. 5021, 5023)
- Pays étrangers : Irak : désarmement (p. 5046 et s.)
- Pays étrangers : Israël : Palestine (p. 5047)
- Politique économique : mondialisation (p. 5021)
- Politique extérieure : aide au développement (p. 5025, 5046 et s.)
- Politique extérieure : coopération militaire (p. 5022)
- Politiques communautaires : Fonds européen de développement : crédits budgétaires (p. 5023)
- Politiques communautaires : immigration : accords de Schengen (p. 5024)
- Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 5047)
- Relations internationales (p. 5021)
- Union européenne : élargissement (p. 5021)

Réponses aux questions :

- Audiovisuel et communication (p. 5057) (M. Michel Herbillon) (p. 5057)
- Langue française : francophonie (p. 5056) (Mme Béatrice Vernaudon) (p. 5056)
- Outre-mer : Saint-Pierre-et-Miquelon : eaux territoriales (p. 5056) (M. Gérard Grignon) (p. 5055)
- Pays étrangers : Colombie : sécurité civile (p. 5051) (M. Serge Janquin) (p. 5051)
- Pays étrangers : Liban : droits de l'homme et libertés publiques (p. 5052) (M. Gérard Bapt) (p. 5051)
- Pays étrangers : Nigeria : droits de l'homme et libertés publiques (p. 5052) (M. François Loncle) (p. 5052)
- Pays étrangers : Palestine (p. 5053) (M. François Rochebloine) (p. 5052)
- Pays étrangers : Russie : opérations extérieures (p. 5051) (M. Gérard Bapt) (p. 5050)
- Union européenne : élargissement : Bulgarie (p. 5050) (M. François Loncle) (p. 5050)
- Union européenne : élargissement : institutions communautaires (p. 5055) (M. Bernard Schreiner) (p. 5055)
- Union européenne : Parlement européen : Strasbourg (p. 5055) (M. Bernard Schreiner) (p. 5055)

Vote des crédits et articles rattachés [13 novembre 2002] (p. 5058)*Etat B, titre III*

Intervient sur l'amendement n° 166 de M. François Rochebloine (crédits de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger-AEFE) (p. 5058)

Débat sur l'avenir de l'Europe**[3 décembre 2002] (p. 6067)**

Son intervention (p. 6095)

Thèmes :

Pays étrangers : Turquie : Union européenne (p. 6096)
 Politiques communautaires : coopération policière et pénale (p. 6097)
 Politiques communautaires : Europe sociale (p. 6095)
 Union européenne : Convention sur l'avenir de l'Europe : institutions communautaires (p. 6095 et s.)
 Union européenne : élargissement (p. 6095 et s.)
 Union européenne : subsidiarité (p. 6097)

Projet de loi n° 810 modifiant la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 relative au droit d'asile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 juin 2003] (p. 4589)

Son intervention (p. 4589)

Intervient :

- sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4601)
- sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 4610)

Thèmes :

Etrangers : asile interne (p. 4602)
 Etrangers : commission des recours des réfugiés (p. 4591, 4602, 4612)
 Etrangers : demandeurs d'asile : coût (p. 4590, 4611)
 Etrangers : demandeurs d'asile : délais (p. 4589)
 Etrangers : droit d'asile (p. 4589)
 Etrangers : immigration (p. 4611)
 Etrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) (p. 4589, 4592, 4603)
 Etrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) : budget (p. 4592)
 Etrangers : réfugiés : statuts (p. 4591)
 Traités et conventions : convention de Genève (p. 4590, 4602)
 Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 4591)

Philippe de VILLIERS

*Vendée (4^{ème} circonscription)
 Non-inscrit*

Elu le 9 juin 2002

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11065)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 587 portant sur l'alignement du régime de retraite des parlementaires sur le régime général des salariés du secteur privé [30 janvier 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Union européenne. politique extérieure. perspectives [19 mars 2003] (p. 2183)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Demande le retrait du projet de loi parce qu'une réforme du mode de scrutin doit faire l'objet d'un consensus, ce qui n'est pas le cas, et parce qu'à la veille de la guerre en Irak, la représentation nationale ne doit pas faire de cuisine électorale [11 février 2003] (p. 1179)

*DÉBATS***Déclaration du Gouvernement n° 244 présentée par M. Jean-Pierre Raffarin, Premier ministre, sur la question de l'Irak et débat sur cette déclaration****[8 octobre 2002] (p. 3048)**

Son intervention (p. 3061)

Thèmes :

Ordre public : terrorisme (p. 3061)
 Pays étrangers : Etats-Unis : politique extérieure (p. 3061)
 Relations internationales (p. 3061)

Proposition de loi constitutionnelle n° 341 visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections locales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 2002] (p. 5673)

Son intervention (p. 5687)

Thèmes :

Etrangers : citoyenneté (p. 5688)
 Etrangers : immigration (p. 5687)
 Etrangers : intégration (p. 5688)

Débat sur l'avenir de l'Europe**[3 décembre 2002] (p. 6067)**

Son intervention (p. 6088)

Thèmes :

Langue française (p. 6088)
 Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : politique extérieure (p. 6088)
 Pays étrangers : Turquie : Union européenne (p. 6088)
 Politique économique : mondialisation (p. 6089)
 TVA : taux réduit : hôtellerie et restauration (p. 6088)
 Union européenne : Convention sur l'avenir de l'Europe : institutions communautaires (p. 6088 et s.)
 Union européenne : élargissement (p. 6088)

Débat sur la chasse**[11 février 2003] (p. 1097)**

Son intervention (p. 1113)

Thèmes :

Chasse et pêche : jours de chasse (p. 1113)
 Chasse et pêche : Observatoire national de la faune sauvage et de ses habitats (p. 1113)
 Environnement : Natura 2000 : chasse (p. 1113)
 Politiques communautaires : directives : oiseaux migrateurs (p. 1113)

Projet de loi n° 574 relatif à l'élection des conseillers régionaux et des représentants au Parlement européen ainsi qu'à l'aide publique aux partis politiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 février 2003] (p. 1153)

Son rappel au règlement (cf supra) [11 février 2003] (p. 1179)

Projet de loi n° 758 relatif à la chasse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 mai 2003] (p. 3629)

Son intervention (p. 3633)

Thèmes :

Chasse et pêche : associations communales et intercommunales de chasse agréées (p. 3633)
 Union européenne : directives : oiseaux migrateurs (p. 3634)

Jean-Claude VIOLLET

*Charente (1^{ère} circonscription)
 Socialiste*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre titulaire de la Commission nationale consultative des gens du voyage [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14786)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1024 relative à l'attribution du titre de reconnaissance de la Nation aux réfractaires au Service du travail obligatoire [16 juillet 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION ORALE SANS DÉBAT*

n° 408, posée le 9 juin 2003. Enseignement : personnel, conseillers pédagogiques (J.O. questions p. 4336). Appelée le 10 juin 2003. revendications (p. 4909)

DÉBATS

Projet de loi n° 19 portant amnistie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 juillet 2002] (p. 1868)

Son intervention (p. 1901)

Thèmes :

Amnistie (p. 1901)

Amnistie : coût (p. 1902)

Droit pénal : infractions : sécurité routière (p. 1902)

Etat : République : amnistie (p. 1901)

Projet de loi n° 36 d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2002] (p. 2009)

Son intervention (p. 2021)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 2021)

Droit pénal : délinquance et criminalité (p. 2022)

Ordre public : contrats locaux de sécurité (p. 2021)

Ordre public : sécurité (p. 2022)

Ordre public : sécurité : Gouvernement précédent (p. 2021)

Police : police de proximité (p. 2021)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER****Discussion des articles [16 octobre 2002] (p. 3447)****Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)**

Son amendement n° 236 (garde alternée - transcription de l'avis du Conseil d'Etat du 14 juin 2002) (p. 3457)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE ET SGDN

Examen des fascicules [24 octobre 2002] (p. 3907)

Procédure des questions :

Défense : loi de programmation militaire (p. 3949)

Industrie : restructurations : Angoulême (p. 3955)

SANTÉ, FAMILLE ET PERSONNES HANDICAPÉES

Examen du fascicule [12 novembre 2002] (p. 4939)

Procédure des questions :

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 4955)

Projet de loi n° 187 relatif à la programmation militaire pour les années 2003 à 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 novembre 2002] (p. 5972)

Son intervention (p. 5982)

Thèmes :

Défense : armements et équipements : coopération économique (p. 5982)

Gendarmerie (p. 5982)

Projet de loi de finances rectificative n° 382 pour 2002

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 décembre 2002] (p. 6407)**Article 23 (adaptation des dispositions du code général des impôts aux cas de résidence des enfants en alternance)**

Son intervention (p. 6455)

Son amendement n° 153 (application des dispositions de l'article - avancement d'un an) (p. 6455)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 2003] (p. 348)**Article 18 (incrimination du racolage et de la sollicitation de relations sexuelles de la part d'une personne prostituée vulnérable)**

Son intervention (p. 374)

Projet de loi n° 638 renforçant la lutte contre la violence routière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 mars 2003] (p. 2184)

Son intervention (p. 2203)

Thèmes :

Sécurité routière : contrôle médical (p. 2203)

Sécurité routière : code de la route : enseignement (p. 2203)

Discussion des articles [19 mars 2003] (p. 2225) ; [20 mars 2003] (p. 2257, 2286)**Article 5 (suppression de la possibilité d'aménagement de la peine de suspension du permis de conduire)**

Son intervention (p. 2243)

Après l'article 6

Son amendement n° 151 (pénalisation du fait d'aborder un passage pour piétons à une vitesse supérieure à celle maximale autorisée) (p. 2247) : rejeté (p. 2248)

Article 8 (permis de conduire probatoire pour les conducteurs novices)

Son intervention (p. 2268)

Son amendement n° 157 (p. 2268)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 158 de M. René Dosière (bonification de deux points pour le conducteur suivant une formation homologuée) (p. 2286)

Avant l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 163 de M. René Dosière (formation au code de la route pour les conducteurs de voitures) (p. 2290)

Son amendement n° 160 corrigé (limiteur de vitesse obligatoire sur les véhicules neufs) (p. 2293) : rejeté (p. 2294)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 95 de M. Rudy Salles (régulateur de vitesse obligatoire pour les véhicules neufs) (p. 2297)

Avant l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 137 rectifié de M. Gilles Artigues (rapport annuel sur l'éducation routière dispensée à l'école) (p. 2304)

Après l'article 21

Son amendement n° 144 (20 000 € d'amende en cas de publicité en faveur de la vitesse des véhicules à moteur) : retiré (p. 2312)

Proposition de loi n° 735 relative à la représentation au sein du conseil d'administration et des instances représentatives des fonctionnaires, des agents sous contrat et des ouvriers de l'Etat mis à la disposition de l'entreprise nationale "Direction des chantiers navals (DCN)" en application de l'article 78 de la loi de finances rectificative pour 2001

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [7 mai 2003] (p. 3516)

Son intervention (p. 3519)

Thème :

Défense : direction des chantiers navals (p. 3519 et s.)

Philippe VITELVar (2^{ème} circonscription)Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11116)

Membre suppléant de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (ex-délégation de l'Assemblée nationale à l'Assemblée de l'Atlantique Nord) [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12452)

Rapporteur de la proposition de loi relative à la représentation au sein du conseil d'administration et des instances représentatives des fonctionnaires, des agents sous contrat et des ouvriers de l'Etat mis à la disposition de l'entreprise nationale "Direction des chantiers navals (DCN)" en application de l'article 78 de la loi de finances rectificative pour 2001 (n° 735) [9 avril 2003]

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères [J.O. du 16 juillet 2003] (p. 12031)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 436 relative à la représentation du conseil général au sein des établissements publics de coopération intercommunale [28 novembre 2002]

Rapport déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur la proposition de loi (n° 735) de M. Jean-Pierre Giran et plusieurs de ses collègues relative à la représentation au sein du conseil d'administration et des instances représentatives des fonctionnaires, des agents sous contrat et des ouvriers de l'Etat mis à la disposition de l'entreprise nationale DCN en application de l'article 78 de la loi de finances rectificative pour 2001 [30 avril 2003] (n° 822)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Professions de santé. médecins. spécialistes, revendications [16 octobre 2002] (p. 3411)

Recherche. politique de la recherche. soutien à l'innovation [11 mars 2003] (p. 1882)

*DÉBATS***Projet de loi n° 250 de financement de la sécurité sociale pour 2003****PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [30 octobre 2002] (p. 4374)**

Article 28 (fin du mécanisme de cessation anticipée d'activité)
Son amendement n° 15 (p. 4375)

Projet de loi n° 187 relatif à la programmation militaire pour les années 2003 à 2008**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [28 novembre 2002] (p. 5972)**
Son intervention (p. 5976)*Thèmes :*

Défense : armements et équipements : coopération économique (p. 5977)
Défense : avions (p. 5977)
Défense : marine : crédits budgétaires (p. 5977)
Défense : porte-avions (p. 5976)

Proposition de loi n° 642 modifiant la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [13 mars 2003] (p. 2046)**
Son intervention (p. 2051)*Thèmes :*

Emploi : création d'emplois (p. 2052)
Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) (p. 2051)
Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 2052)
Santé : maladie d'Alzheimer (p. 2052)

Projet de loi n° 638 renforçant la lutte contre la violence routière**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [19 mars 2003] (p. 2225) ; [20 mars 2003] (p. 2257)**

Article 2 (homicide involontaire et blessures involontaires à l'occasion de la conduite d'un véhicule)
Son intervention (p. 2232)

Après l'article 10

Son amendement n° 101 (interdiction de fumer en conduisant) (p. 2279) : retiré (p. 2280)

Proposition de loi n° 735 relative à la représentation au sein du conseil d'administration et des instances représentatives des fonctionnaires, des agents sous contrat et des ouvriers de l'Etat mis à la disposition de l'entreprise nationale "Direction des chantiers navals (DCN)" en application de l'article 78 de la loi de finances rectificative pour 2001

Rapporteur de la commission de la défense nationale et des forces armées

PREMIÈRE LECTURE**Avant la discussion de l'article unique [7 mai 2003] (p. 3516)**
Son intervention (p. 3517)*Thèmes :*

Défense : direction des chantiers navals (p. 3517)
Défense : GIAT-Industries (p. 3517 et s.)

Discussion de l'article unique [7 mai 2003] (p. 3523)*Après l'article unique*

Intervient sur l'amendement n° 1 rectifié du Gouvernement (recrutement des ouvriers sous décret de GIAT- Industries en qualité d'agents non titulaires à durée indéterminée) (p. 3524)

Titre

Son amendement n° 2 "Proposition de loi portant diverses dispositions relatives à certains personnels de DCN et GIAT- Industries." (p. 3527) : adopté (p. 3528)

Débat sur l'assurance maladie et la politique de santé**[13 mai 2003] (p. 3555)**

Son intervention (p. 3574)

Thèmes :

Professions de santé : exercice de la profession (p. 3574)
Professions de santé : médecins (p. 3574)

Gérard VOISIN

Saône-et-Loire (1^{ère} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire

Elu le 9 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11116), devenue commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 octobre 2002] (p. 16985)

Membre titulaire de la Commission supérieure des sites, perspectives et paysages [J.O. du 2 août 2002] (p. 13229)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 13 décembre 2002] (p. 20630)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 164 visant à instaurer des mesures de réparation aux orphelins de déportés, à ceux de fusillés et massacrés pour fait de résistance et à ceux des patriotes résistant à l'occupation [1^{er} août 2002]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les promotions des ventes dans le marché intérieur [11 juin 2003] (n° 903)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Union européenne. élargissement. sommet de Copenhague [17 décembre 2002] (p. 6823)

*DÉBATS***Projet de loi n° 230 de finances pour 2003****ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS****[15 novembre 2002] (p. 5197)***Après l'article 59*

Son amendement n° 99 (entreprises de stockage de carburants autres que les stations-service – constitution d'une provision) : rejeté (p. 5232)

Projet de loi de finances rectificative n° 382 pour 2002**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [11 décembre 2002] (p. 6470)***Après l'article 29*

Son sous-amendement n° 185 (exclusion de la viticulture) à l'amendement n° 76 du Gouvernement (Association nationale de développement agricole – transformation de neuf taxes parafiscales en une imposition de toute nature affectée à l'agence de développement agricole et rural) (p. 6484) : non soutenu (p. 6485)

Son sous-amendement n° 187 (modalités de taxation de la viticulture) à l'amendement n° 76 du Gouvernement : non soutenu (p. 6489)

Son sous-amendement n° 186 (affectation à 100 % - et non à 85 % - du produit de la nouvelle imposition à l'agence de développement agricole et rural) à l'amendement n° 76 du Gouvernement : non soutenu (p. 6490)

Son amendement n° 184 (institution de cotisations au profit d'ITV France - centre technique interprofessionnel de la vigne et du vin) (p. 6490) : non soutenu (p. 6491)

Michel VOISIN

*Ain (4^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11116)

Vice-président de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 juin 2002] (p. 11184)

Secrétaire de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 29 juin 2002] (p. 11265)

Membre de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe [J.O. du 20 juillet 2002] (p. 12452)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 164 visant à instaurer des mesures de réparation aux orphelins de déportés, à ceux de fusillés et massacrés pour fait de résistance et à ceux des patriotes résistant à l'occupation [1^{er} août 2002]

Proposition de loi n° 417 instituant un dépistage systématique du VIH chez les auteurs de viols [28 novembre 2002]

Proposition de loi n° 432 visant à la création d'un fonds d'indemnisation pour les gendarmes victimes d'atteintes à leur personne [28 novembre 2002]

Rapport d'information déposé au nom des délégués de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe sur les travaux de la XI^{ème} session annuelle de cette Assemblée (Berlin - 6-10 juillet 2002) [20 décembre 2002] (n° 517)

Proposition de loi n° 540 visant à favoriser le développement de l'emploi dans la restauration par l'extension à l'ensemble de ce secteur du taux réduit de la TVA [16 janvier 2003]

Rapport d'information déposé au nom des délégués de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe sur les travaux de la réunion d'hiver de cette Assemblée (Vienne, 20-21 février 2003) [4 mars 2003] (n° 643)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Politique extérieure. Libéria. situation politique [10 juin 2003] (p. 4924)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 179, posée le 3 mars 2003. Voirie. Non appelée (J.O. questions p. 1488)

n° 221, posée le 17 mars 2003. Voirie. A 42 et A 46 (J.O. questions p. 1897). Appellée le 18 mars 2003. aménagement, tronçon les Echets-La Boisse (p. 2114)

DÉBATS**Projet de loi n° 230 de finances pour 2003****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****AFFAIRES ÉTRANGÈRES****Examen du fascicule [13 novembre 2002] (p. 5009)**

Son intervention (p. 5038)

Thème avant la procédure des questions :

Politique extérieure : coopération militaire (p. 5038 et s.)

DÉFENSE ET SGDN**Examen des fascicules [24 octobre 2002] (p. 3907)**

Son intervention (p. 3928)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : armée de terre : effectifs (p. 3929)

Défense : loi de programmation militaire (p. 3928)

Défense : missiles (p. 3928)

Défense : professionnalisation (p. 3928)

Gendarmerie (p. 3928)

Vote des crédits et articles rattachés [24 octobre 2002] (p. 3957)**DÉFENSE**

*Article 38 (mesures nouvelles - dépenses ordinaires des services militaires)
Intervient sur l'amendement n° 49 de la commission (réduction des crédits des services de communication du ministère de la défense) (p. 3958)*

Projet de loi n° 187 relatif à la programmation militaire pour les années 2003 à 2008**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [28 novembre 2002] (p. 5933)**

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 5950)

Son intervention (p. 5964)

Thèmes :

Constitution (p. 5950)

Défense : armes nucléaires : prolifération (p. 5965)

Défense : armes nucléaires stratégiques (p. 5964)

Défense : avions (p. 5965)

Défense : défense opérationnelle du territoire (DOT) (p. 5964)

Défense : loi de programmation militaire (p. 5950, 5964)

Défense : professionnalisation (p. 5950)

Défense : sous-marins nucléaires (p. 5965)

Energie et carburants : Commissariat à l'énergie atomique (CEA) (p. 5964 et s.)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 5964)

Discussion des articles [28 novembre 2002] (p. 5990)

Article 1er (cadre général de la politique de défense, programmation militaire 2003-2008 et approbation du rapport annexé)

Son intervention (p. 6014)

Article 4 (Fonds de consolidation de la professionnalisation)

Son intervention (p. 6017)

Explications de vote et vote [4 décembre 2002] (p. 6152)

Ses explications de vote (p. 6156)

Débat sur la participation à l'aide au développement en Afrique**[10 avril 2003] (p. 3107)**

Son intervention (p. 3127)

Thèmes :

Organisations internationales : Fonds monétaire international (p. 3128)

Pays étrangers : Irak (p. 3127)

Politique extérieure : aide au développement (p. 3127 et s.)

Philippe VUILQUE

*Ardennes (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

DÉPÔT

Proposition de résolution n° 558 tendant à créer une commission d'enquête sur l'implication des sectes dans le domaine de la santé et le secteur médico-social [21 janvier 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Energie et carburants. carburants. prix [3 octobre 2002] (p. 2835)

Energie et carburants. carburants. prix [12 février 2003] (p. 1203)

Sécurité sociale. équilibre financier. perspectives [1^{er} avril 2003] (p. 2692)

DÉBATS**Projet de loi n° 19 portant amnistie****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [9 juillet 2002] (p. 1868)**

Son intervention (p. 1898)

Thème :

Amnistie (p. 1898)

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 novembre 2002] (p. 5323)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 5345)

Son intervention (p. 5346)

Thèmes :

Collectivités territoriales : autonomie financière (p. 5347, 5351)
 Collectivités territoriales : décentralisation : histoire (p. 5346)
 Collectivités territoriales : démocratie locale (p. 5351)
 Collectivités territoriales : expérimentation (p. 5346)
 Collectivités territoriales : péréquation (p. 5351)
 Collectivités territoriales : projets de loi : Sénat (p. 5345, 5347)
 Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 5351)
 Coopération intercommunale : établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) (p. 5346, 5351)
 Etat : décentralisation : subsidiarité (p. 5345 et s.)
 Secteur public : services publics (p. 5351)

Discussion des articles [21 novembre 2002] (p. 5454, 5473)

Article 1er (article 1er de la Constitution - organisation de la République)

Son intervention (p. 5456 et s.)

Reprend l'amendement n° 5 de M. René André (organisation décentralisée et déconcentrée) : rejeté (p. 5482)

Après l'article 1er

Reprend l'amendement n° 125 de Mme Anne-Marie Comparini (interdiction du cumul des fonctions de membre du Gouvernement avec tout mandat exécutif local) : rejeté (p. 5508)

Proposition de loi n° 350 visant à aggraver les peines punissant les infractions à caractère raciste et à renforcer l'efficacité de la procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 décembre 2002] (p. 6333)

Son intervention (p. 6339)

Thèmes :

Droit pénal : aggravation des peines : racisme (p. 6339)
 Droit pénal : discrimination (p. 6339)
 Droit pénal : discrimination : homosexualité (p. 6340)
 Droits de l'homme et libertés publiques : lutte contre le racisme : pédagogie (p. 6339)
 Droits de l'homme et libertés publiques : racisme : comparution immédiate (p. 6340)
 Union européenne : décisions : lutte contre le racisme (p. 6339)

Discussion des articles [10 décembre 2002] (p. 6347)

Article 1er (aggravation des peines encourues pour les crimes et délits à motivation raciste)

Son intervention (p. 6349 et s.)

Son amendement n° 1 (p. 6349)

Article 2 (réclusion criminelle à perpétuité encourue en cas de meurtre)

Son amendement n° 2 (p. 6351)

Article 3 (réclusion criminelle de quinze ans en cas de tortures ou d'actes de barbarie)

Son amendement n° 3 (p. 6351)

Article 4 (réclusion criminelle de quinze ans en cas de violences ayant entraîné la mort sans intention de la donner)

Son amendement n° 4 (p. 6351)

Article 5 (peine de dix ans d'emprisonnement et amende de 150 000 euros en cas de violences ayant entraîné une mutilation ou une infirmité permanente)

Son amendement n° 5 (p. 6352)

Article 6 (peine de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende en cas de violences ayant entraîné une incapacité totale de travail pendant plus de huit jours)

Son amendement n° 6 (p. 6352)

Article 7 (peine de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende en cas de violences ayant entraîné une incapacité de travail inférieure ou égale à huit jours ou n'ayant entraîné aucune incapacité de travail)

Son amendement n° 7 (p. 6352)

Titre (nouveau titre conformément aux conclusions de la commission : "Proposition de loi visant à aggraver les peines punissant les infractions à caractère raciste, antisémite ou xénophobe")

Son intervention (p. 6356)

Proposition de loi n° 623 tendant à la suppression du mot "race" de notre législation

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 mars 2003] (p. 2029)

Son intervention (p. 2034)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : antisémitisme : Parti socialiste (p. 2034)
 Droits de l'homme et libertés publiques : lutte contre le racisme : pédagogie (p. 2035)
 Droits de l'homme et libertés publiques : racisme : sciences (p. 2035)

Proposition de résolution n° 613 tendant à compléter le règlement de l'Assemblée nationale et à modifier ses articles 14, 50, 65, 91, 104 et 128

Avant la discussion des articles [26 mars 2003] (p. 2452)

Son intervention (p. 2455)

Thèmes :

Assemblée nationale : article 94 du règlement (p. 2456)
 Assemblée nationale : question préalable (p. 2456)
 Constitution : article 49, alinéa 3 (p. 2457)
 Parlement : contrôle parlementaire (p. 2455)
 Parlement : fonctionnement des assemblées parlementaires (p. 2455)

Discussion des articles [26 mars 2003] (p. 2459)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 1 (audition de personnalités en séance publique) : adopté (p. 2459)

Article 5 (défense des motions de procédure dans le cadre des séances mensuelles d'initiative parlementaire)

Son intervention (p. 2460)

Son amendement n° 2 corrigé (p. 2460)

Article 7 (ratification des traités et approbation des accords internationaux)

Son intervention (p. 2461)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 2455)

Vote pour du groupe socialiste (p. 2457)

Proposition de loi n° 808 relative à la dévolution du nom de famille

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 mai 2003] (p. 3528)

Son intervention (p. 3531)

Thèmes :

Etat civil : reconnaissance d'un enfant naturel (p. 3532)
 Femmes : égalité des sexes (p. 3531)
 Lois : application (p. 3532)

Discussion des articles [7 mai 2003] (p. 3535)

Article 1er (transmission à l'enfant du nom du parent à l'égard de qui la filiation a été établie en premier lieu en l'absence de déclaration conjointe - Application aux Français de l'étranger)

Son amendement n° 17 (p. 3536)

Après l'article 1er

Son amendement n° 18 (adjonction possible en seconde position du nom du parent non transmis, pour un majeur sans enfant) : rejeté (p. 3537)

Article 6 (choix du nom de l'enfant naturel dont la filiation a été établie à l'égard de ses deux parents successivement, postérieurement à sa naissance)

Son amendement n° 19 (p. 3539)

Article 8 (conditions d'adjonction du nom non transmis aux enfants nés avant l'entrée en vigueur de la loi)

Son amendement n° 21 (p. 3540)

Article 9 (report de l'entrée en vigueur de la loi)

Son amendement n° 22 (p. 3541)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Avant l'article 1er [séances des 12, 13, 14 juin 2003] (principes)

Son intervention (p. 5164 et s.)

Après l'article 2 [séance du 17 juin 2003] (sources supplémentaires de financement ; politique salariale)

Son intervention (p. 5451)

Article 4 [séances du 19 juin 2003] (assurer en 2008, un montant minimal de retraite égal à 85 % du SMIC)

Son intervention (p. 5591)

W

Jean-Luc WARSMANN

*Ardennes (3^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 9 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2002] (p. 11184)

Rapporteur du projet de loi d'orientation et de programmation pour la justice (n° 154) [9 juillet 2002]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'amnistie [J.O. du 26 juillet 2002] (p. 12637)

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire [J.O. du 2 août 2002] (p. 13231)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation pour la justice [J.O. du 3 août 2002] (p. 13302)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation pour la justice [J.O. du 4 août 2002] (p. 13362)

Membre titulaire de la Commission de suivi de la détention provisoire [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14787)

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation [J.O. du 10 octobre 2002] (p. 16779)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 relative aux administrateurs judiciaires, mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises et experts en diagnostic d'entreprise [J.O. du 18 octobre 2002] (p. 17343)

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le Garde des sceaux, ministre de la justice [J.O. du 19 novembre 2002] (p. 19132)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la sécurité intérieure [J.O. du 30 janvier 2003] (p. 1892)

Rapporteur du projet de loi portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité (n° 784) [8 avril 2003]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence (n° 154), d'orientation et de programmation pour la justice [30 juillet 2002] (n° 157)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation pour la justice [3 août 2002] (n° 184)

Proposition de loi n° 217 tendant à permettre la scolarisation des enfants au lieu de résidence de l'un de leurs grands-parents [24 septembre 2002]

Proposition de loi n° 292 tendant à améliorer la prise en compte des frais de déplacement entre le domicile et le lieu de travail au titre des frais professionnels réels [15 octobre 2002]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 784) portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité [14 mai 2003] (n° 856)

Proposition de loi n° 922 tendant à permettre la prise en compte pour la retraite du travail accompli comme aide familial dans une exploitation agricole [13 juin 2003]

Proposition de loi n° 926 relative au principe de l'ouverture du droit à la retraite à taux plein avant l'âge de 60 ans [13 juin 2003]

Proposition de résolution n° 1023 modifiant le règlement en vue d'informer l'Assemblée nationale sur la mise en application des lois [15 juillet 2003]

Proposition de loi n° 1068 tendant à donner la liberté à chaque citoyen de choisir son éventuel futur tuteur [24 septembre 2003]

Proposition de loi n° 1069 visant à permettre à tout conseiller municipal d'exercer les fonctions d'officier d'état civil [24 septembre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. sécurité des biens et des personnes. lutte et prévention, dispositif [9 avril 2003] (p. 3017)

Commerce extérieur. entreprises. exportations, développement [3 juin 2003] (p. 4402)

Agriculture. politique agricole commune (PAC). réforme [24 juin 2003] (p. 5884)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 425, posée le 9 juin 2003. Voirie. A 34 (J.O. questions p. 4339). Appelée le 10 juin 2003. travaux, calendrier (p. 4906)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Sur le rappel au règlement de M. Christian Estrosi : appelle ses collègues à retrouver le climat constructif de la discussion [1^{er} août 2002] (p. 2583)

Sur le rappel au règlement de M. Augustin Bonrepaux : considère que ce qui relève de la loi organique ou de la loi ordinaire ne peut être inscrit dans la Constitution [21 novembre 2002] (p. 5435)

Sur le rappel au règlement de M. René Dosière : déclare que le Gouvernement répond à chacun des parlementaires et que l'opposition a un comportement discourtois [21 novembre 2002] (p. 5436)

Sur le rappel au règlement de M. Augustin Bonrepaux : souhaite que l'obstruction cesse [14 juin 2003] (p. 5298)

Précise que dans tous les scrutins publics, la présence massive de la majorité a été clairement démontrée et que l'application du règlement est destinée à faciliter les débats [19 juin 2003] (p. 5636)

DÉBATS

Projet de loi n° 36 d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [17 juillet 2002] (p. 2106)

Article 3 (articles L. 34-3-1 et L. 34-7-1 du code du domaine de l'Etat, articles L. 1311-2, L.1311-4-1 et L. 1615-17 du code général des collectivités territoriales : assouplissement des règles de la gestion immobilière de la police et de la gendarmerie nationales)

Intervient sur l'amendement n° 55 de M. Jean-Pierre Blazy (conseil régional de sécurité intérieure) (p. 2141)

Projet de loi n° 154 d'orientation et de programmation pour la justice

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 juillet 2002] (p. 2437, 2455)

Son intervention (p. 2442)

Intervient sur :

- l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2461)

- la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2475)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions : auditions (p. 2475)

Droit pénal : détention provisoire (p. 2462)

Droit pénal : mineurs : délinquance et criminalité (p. 2443)

Droit pénal : sanctions éducatives (p. 2444, 2461)

Justice : centres éducatifs fermés (p. 2444, 2462, 2475)

Justice : crédits (p. 2442)

Justice : délais : mineurs (p. 2444, 2461)

Justice : juge de proximité (p. 2462, 2476)

Justice : juridictions administratives (p. 2443)

Justice : juridictions civiles (p. 2443)

Justice : juridictions pénales (p. 2443)

Justice : procédures : réforme (p. 2444)

Lois : évaluation : justice (p. 2443)

Lois : lois d'orientation : système pénitentiaire (p. 2445)

Lois : projet de loi : justice (p. 2442)

Politique générale : Gouvernement précédent : justice (p. 2462)

Système pénitentiaire : établissements (p. 2445)

Système pénitentiaire : établissements : mineurs (p. 2445, 2475)

Discussion des articles [1^{er} août 2002] (p. 2550, 2582) ; [2 août 2002] (p. 2622, 2666)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 2562 à 2704)

Article 3 (soumission des marchés de conception, de construction et d'aménagement d'établissements pénitentiaires au code des marchés publics)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Christian Estrosi (cf supra) (p. 2583)

Article 23 (procédure de référé-détention - conditions d'examen des demandes de mise en liberté)

Son amendement n° 278 (de précision) (p. 2668)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [3 août 2002] (p. 2721)

Son intervention (p. 2721)

Thèmes :

Droit pénal : mineurs : délinquance et criminalité (p. 2721)

Droit pénal : mineurs : parents (p. 2721)

Justice : centres éducatifs fermés (p. 2721)

Justice : crédits (p. 2721)

Justice : juge de proximité (p. 2721)

Système pénitentiaire (p. 2721)

Proposition de loi n° 193 modifiant certaines dispositions du code de commerce relatives aux mandats sociaux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er octobre 2002] (p. 2806)*Après l'article 1er*

Son amendement n° 17 rectifié (cumul des mandats de direction dans les sociétés de capital risque) (p. 2815)

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT, PROFESSIONS LIBÉRALES ET CONSOMMATION

Examen du fascicule [8 novembre 2002] (p. 4799)*Procédure des questions :*

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) : Ardennes (p. 4805)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

EQUIPEMENT ET TRANSPORTS - AVIATION CIVILE

Examen du fascicule [24 octobre 2002] (p. 3983)*Procédure des questions :*

Voie : autoroutes : construction (p. 4003)

SANTÉ, FAMILLE ET PERSONNES HANDICAPÉES

Examen du fascicule [12 novembre 2002] (p. 4939)*Procédure des questions :*

Professions de santé : médecins : installation (p. 4956)

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2002] (p. 5435)

Intervient

- sur le rappel au règlement de M. Augustin Bonrepaux (cf supra) [21 novembre 2002] (p. 5435)

- sur le rappel au règlement de M. René Dosière (cf supra) [21 novembre 2002] (p. 5436)

Discussion des articles [21 novembre 2002] (p. 5473, 5512) ; [22 novembre 2002] (p. 5592, 5632) ; [26 novembre 2002] (p. 5758) ; [27 novembre 2002] (p. 5860)*Article 1er (article 1er de la Constitution - organisation de la République)*

Son intervention (p. 5488 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 107 rectifié de M. Victorin Lurel (suppression du terme "race" dans l'article 1er de la Constitution) (p. 5492)

Article 3 (article 39 de la Constitution - priorité d'examen du Sénat sur les projets de loi ayant pour principal objet la libre administration des collectivités territoriales et les instances représentatives des Français établis hors de France)

Son intervention (p. 5533 et s.)

Article 4 (article 72 de la Constitution - libre administration des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 5610 et s.)

Article 5 (article 72-1 de la Constitution - renforcement de la démocratie participative locale)

Son intervention (p. 5643 et s.)

Article 6 (article 72-2 de la Constitution - autonomie financière des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 5658 et s.)

Article 7 (articles 72-3 et 72-4 de la Constitution - régime des collectivités situées outre-mer)

Son intervention (p. 5791 et s.)

Article 10 (article 74-1 de la Constitution - habilitation permanente pour actualiser le droit applicable outre-mer par ordonnances)

Son intervention (p. 5885)

Projet de loi n° 784 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 mai 2003] (p. 3927, 3957)

Son intervention (p. 3933)

Intervient sur :

- l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3943)

- la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3950)

- la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 3977)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions : auditions (p. 3933, 3978)

Déchets, pollutions et nuisances : dégazages sauvages (p. 3933)

Droit pénal : alternatives à l'incarcération (p. 3934)

Droit pénal : comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité (p. 3934, 3943, 3978)

Droit pénal : délinquance et criminalité : statistiques (p. 3950)

Droit pénal : garde à vue (p. 3933, 3943, 3977)

Jeux et paris (p. 3933)

Justice : délais (p. 3934)

Justice : infiltration (p. 3933, 3943, 3977)

Politiques communautaires : coopération judiciaire (p. 3934)

Discussion des articles [21 mai 2003] (p. 3978) ; [22 mai 2003] (p. 4009, 4049, 4125) ; [23 mai 2003] (p. 4186)*Avant l'article 1er*

Intervient sur l'amendement n° 380 de M. Jean-Pierre Blazy (définition de la bande organisée) (p. 3978)

Article 1er (de la procédure applicable à la délinquance et à la criminalité organisées)

Son intervention (p. 3983)

Article 706-73 du code de procédure pénale (détermination des infractions relevant de la criminalité organisée)

Son intervention (p. 3984 et s.)

Son amendement n° 691 (p. 3986)

Article 706-74 du code de procédure pénale (autres infractions relevant de la criminalité organisée)

Son intervention (p. 4014)

Article 706-75 du code de procédure pénale (création et détermination du champ de compétence territoriale des juridictions spécialisées)

Son intervention (p. 4014 et s.)

Article 706-76 du code de procédure pénale (création et détermination du champ de compétence territoriale des juridictions spécialisées)

Son intervention (p. 4016 et s.)

Article 706-78 du code de procédure pénale (création et détermination du champ de compétence territoriale des juridictions spécialisées)

Son intervention (p. 4017)

Article 706-80 du code de procédure pénale (de la surveillance)

Son intervention (p. 4018)

Article 706-81 du code de procédure pénale (de l'infiltration)

Son intervention (p. 4019 et s.)

Article 706-82 du code de procédure pénale (de l'infiltration)

Son intervention (p. 4021 et s.)

Article 706-83 du code de procédure pénale (de l'infiltration)

Son intervention (p. 4023 et s.)

Article 706-84 du code de procédure pénale (de l'infiltration)

Son intervention (p. 4024)

Article 706-85 du code de procédure pénale (de l'infiltration)

Son intervention (p. 4024 et s.)

Article 706-86 du code de procédure pénale (de l'infiltration)

Son intervention (p. 4025)

Article 706-87 du code de procédure pénale (de l'infiltration)

Son intervention (p. 4025 et s.)

Article 706-88 du code de procédure pénale (de la garde à vue)

Son intervention (p. 4028 et s.)

Article 706-89 du code de procédure pénale (des perquisitions)

Son intervention (p. 4030 et s.)

Article 706-90 du code de procédure pénale (des perquisitions)

- Son intervention (p. 4031 et s.)
- Article 706-91 du code de procédure pénale (des perquisitions)*
Son intervention (p. 4032)
- Article 706-92 du code de procédure pénale (des perquisitions)*
Son intervention (p. 4032)
- Article 706-93 du code de procédure pénale (des perquisitions)*
Son intervention (p. 4032)
- Article 706-95 du code de procédure pénale (des perquisitions)*
Son intervention (p. 4032 et s.)
- Article 706-96 du code de procédure pénale (des interceptions de correspondances émises par la voie des télécommunications)*
Son intervention (p. 4033 et s.)
- Article 706-97 du code de procédure pénale (de l'utilisation de moyens de communication audiovisuelle en cas de prolongation de la détention provisoire)*
Son intervention (p. 4034 et s.)
- Après l'article 706-97 du code de procédure pénale*
Intervient sur l'amendement n° 24 corrigé de M. Jean-Pierre Grand (interdiction de la diffusion, notamment sur Internet, d'informations relatives aux méthodes de fabrication d'armes et d'explosifs) (p. 4036)
Intervient sur l'amendement n° 273 de M. Richard Mallié (interdiction de la diffusion, notamment sur Internet, d'informations relatives aux méthodes de fabrication d'armes et d'explosifs) (p. 4036)
Intervient sur l'amendement n° 391 corrigé de M. Christian Estrosi (interdiction de la diffusion, notamment sur Internet, d'informations relatives aux méthodes de fabrication d'armes et d'explosifs) (p. 4036)
- Article 706-98 du code de procédure pénale (des mesures conservatoires)*
Son intervention (p. 4036 et s.)
- Article 706-99 du code de procédure pénale (dispositions communes)*
Son intervention (p. 4037)
- Article 706-100 du code de procédure pénale (dispositions communes)*
Son intervention (p. 4038 et s.)
- Article 706-101 du code de procédure pénale (dispositions communes)*
Son intervention (p. 4039 et s.)
Son sous-amendement à l'amendement n° 68 rectifié de la commission (p. 4040)
- Après l'article 1er*
Intervient sur l'amendement n° 583 de M. Michel Vaxès (un repas chaud par vingt-quatre heures ainsi qu'une installation sanitaire décente pour la personne gardée à vue) (p. 4049)
Intervient sur l'amendement n° 69 de la commission (de coordination) (p. 4050)
Intervient sur l'amendement n° 70 de la commission (conditions de mise sur écoute de la ligne d'un magistrat) (p. 4050)
Intervient sur l'amendement n° 476 de M. Bruno Gilles (identité d'emprunt de l'agent infiltré possible dans les procès-verbaux de confrontation) (p. 4050)
- Article 2 (élargissement du champ d'application de la circonstance aggravante de bande organisée et de la peine complémentaire de confiscation des biens - renforcement de la répression du faux monnayage - dispositions diverses)*
Son intervention (p. 4053 et s.)
- Après l'article 2*
Intervient sur l'amendement n° 73 de la commission (peines encourues en cas de diffusion de procédés de fabrication de bombes) (p. 4057)
Intervient sur l'amendement n° 74 de la commission (acte de terrorisme consistant à introduire une substance toxique dans les aliments ou la chaîne alimentaire) (p. 4057)
- Article 3 (dispositions relatives au repentir)*
Son intervention (p. 4061 et s.)
- Article 4 (entrave au fonctionnement de la justice - divulgation d'informations)*
Son intervention (p. 4070 et s.)
- Article 5 (coordination en matière de garde à vue, saisine des juridictions spécialisées, saisies conservatoires et infiltrations)*
Son intervention (p. 4071 et s.)
- Après l'article 5*
Intervient sur l'amendement n° 262 de M. Georges Fenech (définition du concept d'organisation criminelle et incrimination de toute aide ou participation apportée à celle-ci) (p. 4073)
Intervient sur l'amendement n° 477 de M. Christian Estrosi (extension de la compétence de la Commission d'indemnisation des victimes d'infractions aux victimes du proxénétisme) (p. 4073)
Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Jean-Christophe Lagarde (pas de suspension de peine pour raison de santé pour les condamnés pour crime contre l'humanité ou pour complicité de crime contre l'humanité) (p. 4073)
Intervient sur l'amendement n° 358 de M. Gérard Léonard (recherche des infractions de proxénétisme, de traite des êtres humains, d'association de malfaiteurs en relation ou non avec une entreprise terroriste par les agents des impôts) (p. 4074)
- Article 6 (entraide judiciaire internationale)*
Son intervention (p. 4077 et s.)
- Article 7 (des pôles spécialisés en matière économique et financière)*
Son intervention (p. 4080 et s.)
- Après l'article 7*
Intervient sur l'amendement n° 111 deuxième rectification de la commission (clarification de la législation sur les loteries) (p. 4084)
Intervient sur le sous-amendement n° 700 de M. Thierry Mariani (lots traditionnels limités à un cercle restreint à l'amendement n° 111 deuxième rectification de la commission) (p. 4084)
Intervient sur le sous-amendement n° 701 rectifié de M. Thierry Mariani (pas de lots remboursables ou constitués de sommes d'argent) à l'amendement n° 111 deuxième rectification de la commission (p. 4085)
Intervient sur le sous-amendement n° 702 de M. Thierry Mariani (suppression d'exceptions à la prohibition des loteries) à l'amendement n° 111 deuxième rectification de la commission (p. 4085)
- Article 8 (de la compétence et des moyens dévolus aux juridictions spécialisées en matière de santé publique)*
Son intervention (p. 4085 et s.)
- Article 9 (de la procédure applicable en cas de pollution des eaux maritimes par rejets des navires)*
Son intervention (p. 4087)
- Article 10 (aggravation de la répression des infractions en matière de pollution maritime)*
Son intervention (p. 4089)
- Article 11 (amélioration de l'efficacité de la douane judiciaire et de la douane administrative)*
Son intervention (p. 4091 et s.)
- Après l'article 11*
Intervient sur l'amendement n° 527 rectifié de la commission des finances (aggravation des peines pour les délits de contrefaçon) (p. 4100)
Intervient sur l'amendement n° 528 de la commission des finances (constitution de partie civile par les associations ayant pour objet de combattre la contrefaçon) (p. 4100)
Intervient sur l'amendement n° 529 de la commission des finances (coordinations) (p. 4100)
- Avant l'article 12*
Intervient sur l'amendement n° 128 de la commission (de précision rédactionnelle) (p. 4100)
- Article 12 (extension de la circonstance aggravante des infractions à caractère raciste ou discriminatoire)*
Son intervention (p. 4101 et s.)
- Article 13 (extension de la circonstance aggravante des infractions à caractère raciste ou discriminatoire)*
Son intervention (p. 4103)
- Article 14 (renforcement de la répression à l'encontre des infractions à caractère raciste ou discriminatoire)*
Son intervention (p. 4104)
- Article 15 (constitution de partie civile par certaines associations)*
Son intervention (p. 4105)
- Article 16 (modification du délai de prescription pour les infractions à caractère raciste ou discriminatoire commises par voie de presse)*
Son intervention (p. 4105)
- Après l'article 16*
Intervient sur l'amendement n° 389 de M. Guy Geoffroy (circonstances aggravantes pour le délit d'abus de confiance) (p. 4106)
Intervient sur l'amendement n° 400 rectifié de M. Christian Estrosi (aggravation des peines encourues en cas d'usurpation de signes ressemblant à ceux réservés à la police et à la gendarmerie) (p. 4106)
Intervient sur l'amendement n° 267 deuxième correction de M. Richard Mallié (aggravation des peines encourues pour l'usage sans droit d'un titre, d'un diplôme ou d'une qualité) (p. 4106)
- Article 17 (attributions du ministre de la justice en matière de politique pénale)*
Son intervention (p. 4107 et s.)
- Article 19 (injonction des procureurs généraux en matière d'engagement des poursuivés)*
Son intervention (p. 4109)
- Après l'article 19*
Intervient sur l'amendement n° 135 de la commission (information du procureur de la République près les juridictions spécialisées) (p. 4109)
- Après l'article 21*
Intervient sur l'amendement n° 472 de M. Thierry Mariani (attribution au procureur de la République de compétences en matière d'instruction) (p. 4110)
Intervient sur l'amendement n° 473 de M. Thierry Mariani (assouplissement de l'obligation pour les fonctionnaires chargés de

l'escorte d'empêcher qu'une personne menottée soit photographiée) (p. 4110)

Article 22 (engagement de poursuites en cas d'échec d'une mesure alternative aux poursuites)
Son intervention (p. 4110)

Article 23 (amélioration et élargissement de la composition pénale)
Son intervention (p. 4112 et s.)

Avant l'article 24
Intervient sur l'amendement n° 139 de la commission (allongement du délai de prescription des infractions de nature sexuelle commises contre des mineurs) (p. 4125)

Article 24 (rappel de certaines dispositions relatives aux échanges d'informations relatifs à des crimes ou délits entre les maires et les parquets)
Son intervention (p. 4126 et s.)

Article 26 (dispositions relatives au dépôt de plainte, à la durée de l'enquête de flagrance et à la procédure de recherche des causes de la mort)
Son intervention (p. 4129 et s.)

Après l'article 26
Intervient sur l'amendement n° 387 rectifié de M. André Vallini (création, dans l'administration pénitentiaire, d'un corps de surveillants chargés des détenus transférés) (p. 4130)

Article 27 (présence des témoins durant les perquisitions)
Son intervention (p. 4131)

Après l'article 27
Intervient sur l'amendement n° 478 de M. Thierry Mariani (suppression de la compétence exclusive du magistrat et du bâtonnier pour prendre connaissance des documents découverts lors de perquisitions effectuées dans les cabinets d'avocats) (p. 4131)
Intervient sur l'amendement n° 369 de M. Richard Mallié (conditions applicables aux perquisitions au cabinet ou au domicile d'un magistrat) (p. 4132)

Article 28 (extension des réquisitions judiciaires)
Son intervention (p. 4132 et s.)

Article 29 (comparution des personnes convoquées et intervention de l'avocat dans le cadre de la garde à vue)
Son intervention (p. 4134)

Après l'article 29
Intervient sur l'amendement n° 148 de la commission (information du procureur de la République lors du placement en garde à vue) (p. 4135)
Intervient sur l'amendement n° 483 de M. Thierry Mariani (information du procureur de la République lors du placement en garde à vue) (p. 4135)
Intervient sur l'amendement n° 484 de M. Thierry Mariani (information du procureur de la République lors du placement en garde à vue) (p. 4135)
Intervient sur l'amendement n° 409 de M. Christian Estrosi (prolongation exceptionnelle de la garde à vue pour la criminalité organisée) (p. 4135)
Intervient sur l'amendement n° 149 de la commission (rétention possible pendant 20 heures supplémentaires de la personne dont la garde à vue est achevée mais qui doit être présentée à un magistrat) (p. 4135)
Intervient sur l'amendement n° 575 de M. Christian Estrosi (rétention de la personne dont la garde à vue est achevée mais qui doit être présentée à un magistrat) (p. 4136)
Intervient sur l'amendement n° 479 de M. Thierry Mariani (information de la personne gardée à vue sur la durée de la garde à vue et ses droits, information facultative sur la nature de l'infraction sur laquelle porte l'enquête) (p. 4137)
Intervient sur l'amendement n° 419 de M. Thierry Mariani (information de la personne gardée à vue au moyen d'un formulaire écrit dans sa langue) (p. 4137)
Intervient sur l'amendement n° 150 de la commission (notification "dans les meilleurs délais" à la personne gardée à vue du droit de s'entretenir avec un avocat) (p. 4137)
Intervient sur l'amendement n° 151 rectifié de la commission (simplification du nombre des régimes de la garde à vue et des modalités d'intervention de l'avocat pour les infractions relevant de la criminalité organisée) (p. 4138)
Intervient sur l'amendement n° 488 de M. Christian Estrosi (suppression de la fixation obligatoire d'un délai en cas d'enquête préliminaire) (p. 4138)
Intervient sur l'amendement n° 145 de la commission (information du procureur de la République "dans les meilleurs délais" dans le cadre d'une enquête préliminaire) (p. 4138)
Intervient sur l'amendement n° 485 de M. Thierry Mariani (pas d'interrogation du procureur de la République sur les suites données à la procédure en matière de délinquance et de criminalité organisées) (p. 4138)
Intervient sur l'amendement n° 481 de M. Thierry Mariani (délai porté à dix-huit mois pour l'interrogation du procureur de la République sur les suites données à la procédure en matière de délinquance et de criminalité organisées) (p. 4139)
Intervient sur l'amendement n° 146 de la commission (demande d'information d'une personne gardée à vue sur les suites données à la

procédure transmise "dans les meilleurs délais" au procureur de la République) (p. 4139)
Intervient sur l'amendement n° 482 de M. Thierry Mariani (rétention possible des témoins n'offrant aucune garantie de représentation) (p. 4139)

Article 30 (mise en place du mandat de recherche)
Son intervention (p. 4139)

Article 31 (recherche des personnes en fuite)
Son intervention (p. 4140)

Après l'article 31
Intervient sur l'amendement n° 505 de M. Christian Estrosi (audition des détenus dans le cadre des établissements pénitentiaires) (p. 4141)

Avant l'article 32
Intervient sur l'amendement n° 486 de M. Thierry Mariani (renforcement des pouvoirs du juge d'instruction par l'ensemble des prérogatives du juge des libertés et de la détention) (p. 4143)
Intervient sur l'amendement n° 507 de M. Gérard Vignoble (prise en compte de l'intérêt de la victime en cas de demande d'audition de celle-ci en présence de l'avocat du mis en examen) (p. 4143)
Intervient sur l'amendement n° 487 de M. Thierry Mariani (rejet possible par simple ordonnance non motivée du juge d'instruction d'une demande d'acte supplémentaire présentée par un avocat) (p. 4143)
Intervient sur l'amendement n° 493 de M. Christian Estrosi (protection des témoins contre les mesures d'intimidation) (p. 4143)
Intervient sur l'amendement n° 681 de M. Gérard Vignoble (amélioration de l'information de la victime) (p. 4144)

Article 33 (indemnisation des parties civiles lors de leur comparution devant le juge d'instruction)
Son intervention (p. 4144)

Article 34 (prise en compte de l'intérêt de la victime lors d'un contrôle judiciaire ou d'une mise en liberté)
Son intervention (p. 4144 et s.)

Article 35 (constitution de sûretés dans le cadre du contrôle judiciaire)
Son intervention (p. 4145)

Après l'article 35
Intervient sur l'amendement n° 572 de M. Christian Estrosi (extension de la faculté pour les associations de se constituer partie civile) (p. 4145)
Intervient sur l'amendement n° 573 de M. Christian Estrosi (allongement des délais de prescription pour les crimes commis sur des majeurs protégés) (p. 4145)
Intervient sur l'amendement n° 574 de M. Christian Estrosi (allongement des délais de prescription pour les crimes commis sur des majeurs protégés au même titre que pour ceux commis sur des mineurs) (p. 4145)
Intervient sur l'amendement n° 158 de la commission (plainte avec constitution de partie civile) (p. 4146 et s.)
Intervient sur l'amendement n° 490 de M. Christian Estrosi (prise en compte de la protection des familles des victimes et des témoins dans la décision de mise en détention provisoire ou de sa prolongation) (p. 4148)
Intervient sur l'amendement n° 402 de M. Christian Estrosi (indemnisation possible de toute victime d'une atteinte à la personne par le fonds de garantie des victimes d'infraction) (p. 4148)
Intervient sur l'amendement n° 682 de M. Christian Estrosi (précision rédactionnelle) (p. 4149)
Intervient sur l'amendement n° 568 de M. Christian Estrosi (expertise médico-psychique du majeur protégé victime) (p. 4149)
Intervient sur l'amendement n° 569 de M. Christian Estrosi (extension aux majeurs protégés de l'information sur la procédure prévue pour les mineurs) (p. 4149)
Intervient sur l'amendement n° 570 de M. Christian Estrosi (extension aux majeurs protégés de la désignation d'un administrateur prévue pour les mineurs à l'article 706-50 du code de procédure pénale) (p. 4149)
Intervient sur l'amendement n° 571 de M. Christian Estrosi (extension aux majeurs protégés de la désignation d'un administrateur prévue pour les mineurs à l'article 706-51 du code de procédure pénale) (p. 4149)

Article 37 (témoin assisté)
Son intervention (p. 4150)

Après l'article 37
Intervient sur l'amendement n° 500 de M. Christian Estrosi (placement en garde à vue des témoins de certaines infractions graves) (p. 4151)

Article 38 (création d'un mandat de recherche)
Son intervention (p. 4152)

Article 39 (règles relatives à l'exécution des mandats)
Son intervention (p. 4152 et s.)

Article 40 (exécution du mandat d'arrêt après le règlement de l'information - inscription des mandats d'arrêt et de recherche au fichier des personnes recherchées)
Son intervention (p. 4154)

Article 41 (suppression de l'ordonnance de prise de corps)
Son intervention (p. 4155 et s.)

Après l'article 41

- Intervient sur l'amendement n° 497 de M. Christian Estrosi (obligation de signaler sa situation avant la fin de la garde à vue pour la personne exerçant à titre exclusif l'autorité parentale sur un mineur de 10 ans) (p. 4156)
- Intervient sur l'amendement n° 508 de M. Gérard Vignoble (réponse unique possible à des demandes multiples de mise en liberté de la même personne) (p. 4156)
- Intervient sur l'amendement n° 356 de M. Jean-Paul Garraud (extension aux demandes de mise en liberté du refus de comparution personnelle de l'intéressé s'il a comparu moins de quatre mois auparavant) (p. 4156)
- Intervient sur l'amendement n° 357 de M. Jean-Paul Garraud (motifs supplémentaires limitant le droit à réparation pour détention provisoire) (p. 4157)
- Intervient sur l'amendement n° 417 de M. Georges Fenech (réduction de un an à six mois du seuil du mandat de dépôt à l'audience) (p. 4157)
- Article 42 (dispositions de simplification des commissions rogatoires)*
Son intervention (p. 4157 et s.)
- Après l'article 42*
Intervient sur l'amendement n° 359 de M. Gérard Léonard (mise en examen par commission rogatoire) (p. 4159)
- Article 43 (dispositions de simplification des expertises)*
Son intervention (p. 4159 et s.)
- Article 44 (pouvoirs de la chambre de l'instruction et de son président)*
Son intervention (p. 4161)
- Après l'article 44*
Intervient sur l'amendement n° 189 de la commission (notification des arrêts de mise en accusation) (p. 4161)
- Article 49 (réquisitions du juge d'instruction)*
Son intervention (p. 4162)
- Article 50 (modalités de désignation d'un avocat au cours de l'instruction)*
Son intervention (p. 4163)
- Article 51 (substitution d'une qualification criminelle à une qualification correctionnelle)*
Son intervention (p. 4163)
- Article 52 (possibilité pour le procureur de la République d'assister à l'audition d'un témoin)*
Son intervention (p. 4164)
- Article 53 (suppléance du juge des libertés et de la détention)*
Son intervention (p. 4164)
- Article 54 (délai pour soulever les nullités de la procédure)*
Son intervention (p. 4165)
- Après l'article 54*
Intervient sur l'amendement n° 195 de la commission (ordonnance de non-lieu à la suite du décès ou d'une décision d'irresponsabilité pénale de la personne mise en examen) (p. 4165)
- Intervient sur l'amendement n° 196 de la commission (déclaration d'adresse de la personne mise en examen) (p. 4166)
- Après l'article 55*
Intervient sur l'amendement n° 418 de M. Georges Fenech (prise en compte des cas de récidive dans le calcul des peines encourues) (p. 4166)
- Intervient sur l'amendement n° 509 de M. Gérard Vignoble (délocalisation possible dès le stade de l'enquête de la procédure contre une personne dépositaire de l'autorité publique ou chargée d'une mission de service public) (p. 4167)
- Article 56 (coordinations)*
Son intervention (p. 4167)
- Après l'article 56*
Intervient sur l'amendement n° 440 de M. Thierry Mariani (réduction à deux ans du seuil de la peine d'emprisonnement permettant le placement en détention provisoire en matière correctionnelle) (p. 4168)
- Intervient sur l'amendement n° 442 de M. Thierry Mariani (pas de dispense de détention provisoire pour le parent d'un enfant de moins de seize ans en cas de criminalité ou de délinquance organisées) (p. 4168)
- Article 57 (dispositions relatives à la comparution immédiate)*
Son intervention (p. 4168 et s.)
- Après l'article 57*
Intervient sur l'amendement n° 410 de M. Christian Estrosi (introduction de l'échevinage dans les formations de jugement du tribunal correctionnel pour les infractions relevant d'un juge unique) (p. 4170)
- Intervient sur l'amendement n° 360 de M. Gérard Léonard (extension de la compétence du juge unique) (p. 4170)
- Intervient sur l'amendement n° 361 de M. Gérard Léonard (compétence du juge unique étendue au délit d'entrave dans les halls d'immeubles) (p. 4170)
- Intervient sur l'amendement n° 201 de la commission (fixation des audiences correctionnelles) (p. 4170)
- Article 58 (jugement d'un prévenu en son absence)*
Son intervention (p. 4172 et s.)
- Article 60 (ordonnance pénale en matière délictuelle)*
Son intervention (p. 4173)
- Après l'article 60*
Intervient sur l'amendement n° 208 de la commission (audiences sur les intérêts civils dans le cadre d'une ordonnance pénale) (p. 4174)
- Article 61 (comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité)*
Son intervention (p. 4175 et s.)
- Après l'article 61*
Intervient sur l'amendement n° 545 de la commission (désistement d'appel) (p. 4186)
- Article 62 (filtre des appels par le président de la chambre des appels correctionnels)*
Son intervention (p. 4186)
- Après l'article 62*
Intervient sur l'amendement n° 229 de la commission (fixation du nombre et des jours des audiences correctionnelles de la cour d'appel) (p. 4187)
- Intervient sur l'amendement n° 230 de la commission (examen par un juge unique de l'appel des contraventions de la cinquième classe) (p. 4187)
- Article 63 (utilisation de la vidéoconférence dans la phase de jugement)*
Son intervention (p. 4187)
- Article 64 (jurés d'assises)*
Son intervention (p. 4188)
- Après l'article 64*
Intervient sur l'amendement n° 234 de la commission (communication de la liste des témoins) (p. 4188)
- Après l'article 65*
Intervient sur l'amendement n° 235 de la commission (consultation des notes par les officiers de police et les magistrats) (p. 4188)
- Intervient sur l'amendement n° 236 de la commission (retrait d'un accusé de la salle d'audience pendant l'interrogatoire d'un co-accusé) (p. 4189)
- Article 66 (jugement de l'accusé en son absence)*
Son intervention (p. 4189 et s.)
- Après l'article 66*
Intervient sur l'amendement n° 244 de la commission (appel d'arrêts de cour d'assises) (p. 4191)
- Article 67 (suppression d'une amende civile - extension de la cassation aux parties qui ne se sont pas pourvues - réexamen d'une décision pénale consécutif à un arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme)*
Son intervention (p. 4191)
- Article 68 (prise en considération des intérêts de la victime à la libération du condamné)*
Son intervention (p. 4192 et s.)
- Après l'article 68*
Intervient sur l'amendement n° 547 de la commission (principes directeurs de l'exécution de la peine) (p. 4193)
- Intervient sur l'amendement n° 553 de la commission (contrainte judiciaire en cas d'inexécution d'une peine d'amende) (p. 4195)
- Intervient sur l'amendement n° 249 deuxième rectification de la commission (assimilation du fonds de garantie des victimes d'infractions à une partie civile) (p. 4195)
- Intervient sur l'amendement n° 248 rectifié de la commission (information du fonds de garantie par l'administration fiscale) (p. 4196)
- Intervient sur l'amendement n° 548 de la commission (coordinations) (p. 4196)
- Intervient sur l'amendement n° 549 de la commission (relèvement du montant maximum du jour-amende à 1 000 € et principe d'un jour d'incarcération à effectuer pour un jour-amende impayé) (p. 4196)
- Intervient sur l'amendement n° 550 de la commission (travail d'intérêt général : durée maxima, délai d'exécution et possibilité de fixer dès la condamnation les sanctions prévues en cas d'inexécution) (p. 4196)
- Intervient sur l'amendement n° 556 de la commission (notification des obligations du sursis avec mise à l'épreuve et réduction de dix-huit à douze mois de la durée minima du suivi) (p. 4197)
- Intervient sur l'amendement n° 551 de la commission (travail d'intérêt général dans le cadre d'un sursis : durée maxima et délai d'exécution) (p. 4198)
- Intervient sur l'amendement n° 552 rectifié de la commission (conversion possible d'une peine d'emprisonnement de moins de six mois en travail d'intérêt général ou en jours-amende) (p. 4198)
- Intervient sur l'amendement n° 558 de la commission (dispense de peine prononcée par le juge de l'application des peines) (p. 4198)
- Intervient sur le sous-amendement n° 697 de M. André Vallini (dispense de peine proposée par le juge de l'application des peines) à l'amendement n° 558 de la commission (p. 4199)
- Intervient sur l'amendement n° 554 de la commission (travail d'intérêt général : remplacement possible par une peine d'amende ou de jours-amende et sanction en cas d'inexécution) (p. 4200)
- Intervient sur l'amendement n° 557 de la commission (contentieux et révocation du délai d'épreuve) (p. 4201)
- Intervient sur l'amendement n° 555 de la commission (conversion d'un sursis assorti d'un travail d'intérêt général en une peine de jours-amende) (p. 4201)

Intervient sur l'amendement n° 559 de la commission (placement sous surveillance électronique et contentieux du non-respect des règles de la semi-liberté) (p. 4202)

Intervient sur l'amendement n° 560 de la commission (rôle et compétence territoriale du juge de l'application des peines) (p. 4203)

Intervient sur l'amendement n° 561 rectifié de la commission (aménagement de peines prononcées à l'égard des condamnés libres par le juge de l'application des peines ou, en cas d'urgence, par le parquet avec information immédiate du juge de l'application des peines) (p. 4205)

Intervient sur le sous-amendement n° 698 corrigé de M. André Vallini (incarcération du condamné libre par le parquet, en cas d'urgence, jusqu'à ce que la juridiction saisie en la forme des référés statue, avis pris du juge de l'application des peines) à l'amendement n° 561 rectifié de la commission (p. 4206)

Après l'article 69

Intervient sur l'amendement n° 283 de M. Richard Mallié (transmission par le juge des libertés et de la détention à son homologue du lieu de détention des demandes de prolongation de la détention provisoire) (p. 4207)

Intervient sur l'amendement n° 362 de M. Gérard Léonard (possibilité de retenir une personne arrêtée en vertu d'un extrait de jugement ou d'arrêt pendant 24 heures au plus, ses droits étant ceux prévus en cas de garde à vue) (p. 4207)

Intervient sur l'amendement n° 562 de la commission (fin ou diminution de la période de sûreté d'un condamné) (p. 4208)

Intervient sur l'amendement n° 686 rectifié de la commission (réductions de peine) (p. 4208)

Article 70 (modalités d'amener de la personne n'ayant pas respecté ses obligations dans le cadre du régime de la libération conditionnelle ou du suivi socio-judiciaire)

Son intervention (p. 4209)

Article 73 (de la contrainte judiciaire)

Son intervention (p. 4211)

Son amendement n° 703 (p. 4211)

Avant l'article 74

Intervient sur l'amendement n° 683 rectifié de la commission (les mesures prononcées à l'encontre des mineurs s'effacent cinq années après le jugement, sauf en cas de nouvelle condamnation pendant ce délai) (p. 4212)

Intervient sur l'amendement n° 253 de la commission (non-effacement automatique du casier judiciaire de procédures engagées à l'encontre d'un mineur lorsqu'il devient majeur : abrogation du 1° de l'article 769-2 du code de procédure pénale) (p. 4212)

Intervient sur l'amendement n° 254 de la commission (non-effacement automatique du casier judiciaire de procédures engagées à l'encontre d'un mineur lorsqu'il devient majeur : abrogation du 2° de l'article 769-2 du code de procédure pénale) (p. 4212)

Intervient sur l'amendement n° 255 de la commission (non-effacement automatique du casier judiciaire de procédures engagées à l'encontre d'un mineur lorsqu'il devient majeur : abrogation du 3° de l'article 769-2 du code de procédure pénale) (p. 4212)

Après l'article 75

Intervient sur l'amendement n° 256 de la commission (extension de l'accès au bulletin n°2 du casier judiciaire) (p. 4215)

Article 77 (demandes d'entraide émanant d'une autorité étrangère)

Son intervention (p. 4215)

Après l'article 77

Intervient sur l'amendement n° 258 de la commission (ordonnances de prise de corps) (p. 4215)

Après l'article 81

Intervient sur l'amendement n° 259 de la commission (entraide judiciaire en matière pénale) (p. 4216)

Après l'article 87

Intervient sur l'amendement n° 386 de M. André Vallini (rapports d'évaluation en 2005 et 2007 sur l'application de la présente loi) (p. 4217)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Avant l'article 1er [séances des 12, 13, 14 juin 2003] (principes)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Augustin Bonrepaux (cf supra) (p. 5298)

Article 1er [séances du 16 juin 2003] (système de retraites par répartition)

Son intervention (p. 5363 et s.)

Article 5 [séance 19 juin 2003] (durée d'assurance, pour obtenir une pension à taux plein, portée à 41 ans en 2012)

Son rappel au règlement (cf supra) [19 juin 2003] (p. 5636)

Article 32 [séance du 27 juin 2003] (allongement progressif de la durée d'activité dans la fonction publique pour obtenir une pension complète. Instauration d'un double mécanisme de minoration et majoration)

Son intervention (p. 6250 et s.)

Gérard WEBER

*Ardèche (2^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

INTERVENTION EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INTÉRIEUR, SÉCURITÉ INTÉRIEURE ET LIBERTÉS LOCALES

Examen du fascicule [23 octobre 2002] (p. 3875)

Procédure des questions :

Police : commissariats : Tournon (Ardèche) (p. 3895)

Pierre-André WILTZER

*Essonne (4^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
Ministre délégué à la coopération et à la francophonie*

Élu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064)

Est nommé Ministre délégué à la coopération et à la francophonie. Décret du 17 juin 2002 [J.O. du 18 juin 2002] (p. 10720)

Cessation de son mandat de député le 18 juillet 2002 (voir indications préliminaires)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Jacques Godfrain. Politique extérieure. francophonie. sommet de Beyrouth [22 octobre 2002] (p. 3732)

M. Jean-Pierre Dufau. Politique extérieure. Centrafrique. situation politique [6 novembre 2002] (p. 4590)

M. Pierre-Christophe Baguet. Politique extérieure. Côte d'Ivoire. situation politique [17 décembre 2002] (p. 6819)

M. Paul Quilès. Politique extérieure. Côte d'Ivoire. situation politique [17 décembre 2002] (p. 6826)

M. François Loncle. Organisations internationales. Organisation des Nations Unies (ONU). Commission des droits de l'homme, présidence, attitude de la France [21 janvier 2003] (p. 317)

M. Richard Cazenave. Sécurité publique. séismes. populations civiles, solidarité, Algérie [27 mai 2003] (p. 4256)

M. Rodolphe Thomas. Politique extérieure. Nigeria. droits des femmes [3 juin 2003] (p. 4397)

Mme Maryvonne Briot. Politique extérieure. santé. sida. lutte et prévention, pays en voie de développement [3 juin 2003] (p. 4405)

M. Denis Jacquat. Consommation. pratiques commerciales. commerce équitable, perspectives [10 juin 2003] (p. 4930)

RÉPONSE À LA QUESTION ORALE SANS DÉBAT DE

M. Serge Poignant. Enseignement : personnel, enseignants français à l'étranger, carrière, perspectives [29 avril 2003] (p. 3197)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen du fascicule [13 novembre 2002] (p. 5009)

Son intervention (p. 5025)

Ses réponses (p. 5048, 5054 et 5057)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication (p. 5027)

Langue française : francophonie (p. 5049)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : contribution française (p. 50266)

Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 5049)

Politique extérieure : aide au développement (p. 5025 et s., 5048)

Politique extérieure : coopération militaire (p. 5027)

Politique extérieure : coopération scientifique et technique (p. 5027)

Politiques communautaires : Fonds européen de développement : crédits budgétaires (p. 5025, 5049)

Santé : santé publique (p. 5049)

Réponses aux questions :

Langue française : francophonie (p. 5054) (Mme Martine Aurillac) (p. 5054)

Langue française : francophonie (p. 5057) (M. Bruno Bourg-Broc) (p. 5057)

Politique extérieure : aide au développement : aide alimentaire (p. 5054) (M. Jean-Pierre Brard) (p. 5053)

Vote des crédits et articles rattachés [13 novembre 2002] (p. 5058)*Etat B, titre III*

Intervient sur l'amendement n° 123 rectifié de la commission (réduction des crédits du Haut Conseil de la coopération internationale-HCCI) (p. 5061)

Projet de loi n° 251 autorisant la ratification de l'accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Croatie, d'autre part (ensemble 8 annexes et 6 protocoles)

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [16 janvier 2003] (p. 183)

Son intervention (p. 183)

Thèmes :

Politiques communautaires : libre circulation des marchandises (p. 184)

Politiques communautaires : pays associés : coopération économique (p. 183)

Politiques communautaires : pays associés : coopération judiciaire (p. 184)

Union européenne : élargissement (p. 184)

Projet de loi n° 252 autorisant la ratification de l'accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et l'ancienne République yougoslave de Macédoine, d'autre part (ensemble 7 annexes et 5 protocoles)

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [16 janvier 2003] (p. 185)

Son intervention (p. 185)

Projet de loi n° 228 autorisant l'approbation du protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques relatif à la convention sur la diversité biologique

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [16 janvier 2003] (p. 186)

Son intervention (p. 186)

Thèmes :

Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 186)

Environnement : biodiversité (p. 186)

Politiques communautaires : directives : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 186)

Projet de loi n° 239 autorisant la ratification de l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République arabe d'Egypte, d'autre part

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [16 janvier 2003] (p. 191)

Son intervention (p. 191)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 191)

Etrangers : immigration clandestine (p. 191)

Ordre public : terrorisme (p. 191)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) : services (p. 191)

Politiques communautaires : pays associés : coopération économique (p. 191)

Projet de loi n° 271 autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relative au raccordement de la Suisse au réseau ferré français, notamment aux liaisons à grande vitesse (ensemble une annexe)

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [16 janvier 2003] (p. 194)

Son intervention (p. 194)

Sa réponse (p. 195)

Thème :

Transports ferroviaires : TGV : lignes (p. 194)

Débat sur la participation à l'aide au développement en Afrique**[10 avril 2003] (p. 3107)**

Son intervention (p. 3108)

Sa réponse (p. 3128)

Thèmes :

Bois et forêts : déforestation (p. 3111, 3131)

Collectivités territoriales : compétences : aide au développement (p. 3110, 3129)

Démographie : population : Afrique (p. 3131)

Eau : assainissement : Afrique (p. 3110)

Etrangers : immigration : aide au retour (p. 3111)

Organisations internationales : Fonds monétaire international (p. 3110)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 3130)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 3109)

Pays étrangers : Irak (p. 3129)

Politique économique : croissance (p. 3112)

Politique extérieure : Agence française de développement (p. 3130)

Politique extérieure : aide alimentaire (p. 3108)

Politique extérieure : aide au développement (p. 3108 et s.)

Politique extérieure : aide médicale (p. 3109, 3111)

Politique extérieure : lutte contre l'analphabétisme (p. 3108)

Projet de loi n° 272 autorisant la ratification du protocole additionnel à l'accord entre la France, la Communauté européenne de l'énergie atomique et l'Agence internationale de l'énergie atomique relatif à l'application de garanties en France

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [10 avril 2003] (p. 3138)

Son intervention (p. 3138)

Thèmes :

Défense : armes nucléaires : prolifération (p. 3138)

Défense : dissuasion nucléaire : secret défense (p. 3138)

Organisations internationales : Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) (p. 3138)

Union européenne : Commission : politique énergétique (p. 3138)

Projet de loi n° 342 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume d'Espagne relatif à l'exploitation, à l'entretien, à la sécurité et, le cas échéant, à l'évolution du tunnel routier du Somport (ensemble un échange de lettres)

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [10 avril 2003] (p. 3141)

Son intervention (p. 3140)

Thèmes :

Sécurité routière (p. 3140)

Voirie : tunnels routiers (p. 3140 et s.)

Projet de loi n° 338 autorisant la ratification du traité entre la République française et le Royaume d'Espagne relatif à la coopération transfrontalière en matière policière et douanière

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [10 avril 2003] (p. 3143)

Son intervention (p. 3144)

Thèmes :

Etrangers : immigration clandestine (p. 3144)
 Ordre public (p. 3144)
 Union européenne : accords de Schengen : coopération transfrontalière (p. 3144)

Projet de loi n° 552 autorisant l'approbation de l'amendement au protocole de Montréal du 16 septembre 1987 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, adopté à Montréal le 17 septembre 1997

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [10 avril 2003] (p. 3146)

Son intervention (p. 3146)

Thèmes :

Environnement : protection : couche d'ozone (p. 3146 et s.)
 Pays étrangers : Russie : commerce extérieur (p. 3147)
 Traités et conventions : droit international : environnement (p. 3146 et s.)
 Union européenne : règlements : environnement (p. 3147)

Projet de loi n° 810 modifiant la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 relative au droit d'asile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 juin 2003] (p. 4618)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 4634)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) (p. 4636)
 Etrangers : commission des recours des réfugiés (p. 4634)
 Etrangers : demandeurs d'asile (p. 4635)
 Etrangers : demandeurs d'asile : Roissy (p. 4635)
 Etrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) (p. 4635)
 Etrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) : moyens (p. 4636)
 Union européenne : droit d'asile (p. 4636)

Discussion des articles [5 juin 2003] (p. 4638, 4666)

Article 1er (compétences de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides - OFPRA)

Son intervention (p. 4639 et s.)

Article 2 (organisation de l'OFPRA - transmission de documents au ministère de l'intérieur)

Son intervention (p. 4655 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 127 de Mme Geneviève Colot (rapport annuel d'activité de l'OFPRA au Président de la République et au Parlement) (p. 4666)

Article 4 (composition et compétences de la commission des recours des réfugiés)

Son intervention (p. 4668 et s.)

Article 5 (abrogations)

Son intervention (p. 4669)

Article 6 (admission au séjour du demandeur d'asile)

Son intervention (p. 4670 et s.)

Article 7 (régime du séjour du demandeur d'asile)

Son intervention (p. 4672 et s.)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 67 de M. Étienne Pinte (audition obligatoire du demandeur d'asile par l'OFPRA, avec procès-verbal et possibilité de se faire assister d'un conseil) (p. 4675)

Article 8 (délivrance d'une carte de séjour temporaire aux bénéficiaires de la protection subsidiaire)

Son intervention (p. 4676)

Article 11 (adaptations en vue de l'application de la loi à l'outre-mer - décrets d'application)

Son intervention (p. 4678 et s.)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 131 de M. Pierre Cardo (pas de condition de connaissance de la langue française pour accorder la nationalité française aux réfugiés politiques et aux apatrides résidant en France depuis dix ans au moins) (p. 4680)

Intervient sur l'amendement n° 41 de la commission (coordination) (p. 4681)

Article 13 (conditions d'entrée en vigueur de la loi)

Son intervention (p. 4681)

Après l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 87 de Mme Nathalie Gautier (rapport annuel sur l'application de la loi et le nombre de places d'accueil pour les demandeurs d'asile) (p. 4681)

Éric WOERTH

*Oise (4^{ème} circonscription)
 Union pour la Majorité Présidentielle
 puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11116)

Membre de la mission d'information commune sur la création d'une télévision française d'information à vocation internationale [J.O. du 19 décembre 2002] (p. 21167)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2002 [J.O. du 19 décembre 2002] (p. 21177)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des retraites [J.O. du 22 juillet 2003] (p. 12377)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2003 (n° 230) : annexe n° 1 : Affaires étrangères (affaires étrangères) (n° 256) [10 octobre 2002]

Proposition de loi n° 658 tendant à simplifier la procédure de vote par procuration [5 mars 2003]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur l'épargne retraite [14 mai 2003] (n° 858)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Administration. procédure administrative. simplification [16 octobre 2002] (p. 3413)

Ministères et secrétariats d'Etat. économie : administration centrale. restructuration, perspectives [24 juin 2003] (p. 5887)

DÉBATS

Projet de loi n° 230 de finances pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 octobre 2002] (p. 3385)

Son intervention (p. 3396)

Thèmes :

Finances publiques : dépenses en capital (p. 3396)
 Politique économique : conjoncture : croissance (p. 3396)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [17 octobre 2002] (p. 3550) ; [18 octobre 2002] (p. 3593, 3680)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 33 rectifié de la commission (taxe sur les bureaux en Ile-de-France - parcs d'exposition et locaux à usage de congrès - assimilation à des surfaces de stockage) (p. 3560)

Article 14 (assouplissement de la règle de lien entre les taux des taxes directes locales)

Son intervention (p. 3614)

Après l'article 32

Intervient sur l'amendement n° 66 de M. Bruno Bourg-Broc (contraventions à la circulation routière - produit des amendes affecté aux communes dont la police municipale a constaté les infractions) (p. 3705)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**AFFAIRES ÉTRANGÈRES****Examen du fascicule [13 novembre 2002] (p. 5009)**

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 5009)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication (p. 5010)

Etrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) : crédits budgétaires (p. 5011)

Langue française : Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) : crédits budgétaires (p. 5011)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : crédits budgétaires (p. 5009 et s.)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : contribution française (p. 5011)

Politique extérieure : aide alimentaire (p. 5010)

Politiques communautaires : Fonds européen de développement : crédits budgétaires (p. 5010)

Vote des crédits et articles rattachés [13 novembre 2002] (p. 5058)*Etat B, titre III*

Intervient sur l'amendement n° 166 de M. François Rochebloine (crédits de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger-AEFE) (p. 5059)

Intervient sur l'amendement n° 123 rectifié de la commission (réduction des crédits du Haut Conseil de la coopération internationale-HCCI) (p. 5060)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 janvier 2003] (p. 390)

Article 19 (installation sans titre sur un terrain)

Son intervention (p. 395)

Après l'article 19

Son amendement n° 400 deuxième rectification (protection des sites inscrits ou classés) : adopté (p. 402)

Débat sur la maîtrise des finances publiques**[8 avril 2003] (p. 2903)**

Son intervention (p. 2928)

Thèmes :

Assemblée nationale : ordre du jour : propositions de loi (p. 2928)

Etat : réforme : décentralisation (p. 2928 et s.)

Parlement : rôle : finances publiques (p. 2929)

Projet de loi n° 710 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance des mesures de simplification et de codification du droit

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 avril 2003] (p. 3022)

Son intervention (p. 3027)

Thèmes :

Administration : enquêtes publiques (p. 3027)

Marchés publics (p. 3027)

Discussion des articles [9 avril 2003] (p. 3053)*Après l'article 6*

Son amendement n° 52 (procédures administratives en matière de travaux publics d'aménagement) : adopté (p. 3058)

Son amendement n° 53 (situation statutaire des délégués du médiateur de la République) : adopté (p. 3058)

Article 12 (vote par procuration)

Son intervention (p. 3083 et s.)

Son amendement n° 98 (p. 3083) ; repris par M. Jean-Claude Lefort

Son amendement n° 51 (p. 3083)

Projet de loi n° 719 de sécurité financière

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 avril 2003] (p. 3311) ; [6 mai 2003] (p. 3442)

Article 33 bis (obligations des analystes et de leurs employeurs - suivi des agences de notation par l'Autorité des marchés financiers)

Son intervention (p. 3335)

Avant l'article 57

Intervient sur l'amendement n° 1 troisième rectification de M. Michel Hunault (conditions d'application dans le temps des garanties d'assurance de responsabilité) (p. 3377)

Article 57 (fonds de garantie des assurances obligatoires de dommages)
Son intervention (p. 3384)

Article 65 (prévention des conflits d'intérêts)

Son intervention (p. 3456)

Article 66 (désignation des commissaires aux comptes et organisation du co-commissariat)

Son intervention (p. 3458)

Après l'article 67

Intervient sur l'amendement n° 213 rectifié de la commission (sociétés de commissaires – obligation de détention par des commissaires aux comptes ramenée de 75 % à 50 %) (p. 3460)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Article 79 [séance du 2 juillet 2003] (création du plan d'épargne pour la retraite (PER))

Son intervention (p. 6659 et s.)

Z

Marie-Jo ZIMMERMANN

*Moselle (3^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elue le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 3 juillet 2002] (p. 11464)

Présidente de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 11 juillet 2002] (p. 11913)

Membre titulaire du conseil de surveillance de la Caisse nationale des allocations familiales [J.O. du 5 septembre 2002] (p. 14787)

Vice-présidente du conseil de surveillance de la Caisse nationale des allocations familiales [J.O. du 4 octobre 2002] (p. 16456)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la sécurité intérieure [J.O. du 30 janvier 2003] (p. 1892)

Membre de la mission d'information sur la question des signes religieux à l'école [J.O. du 4 juin 2003] (p. 9541)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des retraites [J.O. du 22 juillet 2003] (p. 12377)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 196 tendant à moderniser le mode d'élection des conseillers généraux afin de promouvoir la parité, de limiter les élections partielles et de réduire les écarts de population entre cantons [24 septembre 2002]

Proposition de loi n° 208 relative à la circulation et au stationnement des nomades [24 septembre 2002]

Proposition de loi n° 317 visant à protéger les mineurs contre la diffusion de programmes comprenant des scènes de violence gratuite ou de pornographie [15 octobre 2002]

Proposition de loi n° 323 tendant à rendre déductible la TVA payée par les entreprises pour l'achat de véhicules électriques ou de moins de trois mètres [15 octobre 2002]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes sur le projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence (n° 381), pour la sécurité intérieure [5 décembre 2002] (n° 459)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, sur le projet de loi (n° 574), relatif à l'élection des conseillers régionaux et des représentants au Parlement européen ainsi qu'à l'aide publique aux partis politiques [5 février 2003] (n° 604)

Proposition de loi organique n° 693 tendant à favoriser la parité en politique [12 mars 2003]

Proposition de loi n° 731 tendant à favoriser la parité en politique [26 mars 2003]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat (n° 937), portant réforme de l'élection des sénateurs [1^{er} juillet 2003] (n° 996)

Proposition de loi n° 1035 tendant à encadrer les contrats dits de prévoyance funéraire et à garantir la qualité des prestations funéraires [16 juillet 2003]

Proposition de loi n° 1073 tendant à exonérer les parents d'enfants handicapés de la taxe sur les cartes grises [24 septembre 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Audiovisuel et communication. télévision. chaînes publiques, revendications [19 novembre 2002] (p. 5293)

Droit pénal. atteintes à l'intégrité de la personne. femmes victimes de violences, lutte et prévention [25 février 2003] (p. 1353)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Affirme que la position de l'actuel Gouvernement sur les retraites est "courageuse" et que les précédents se sont très peu souciés de la condition des femmes [19 juin 2003] (p. 5604)

DÉBATS

Projet de loi n° 250 de financement de la sécurité sociale pour 2003

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 octobre 2002] (p. 4260)

Article 4 (montant du droit de consommation sur les tabacs)
Son amendement n° 215 rectifié (p. 4271)

Projet de loi de finances rectificative n° 382 pour 2002

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 décembre 2002] (p. 6407)*Après l'article 15*

Son amendement n° 65 (véhicules de deux places et de moins de trois mètres – déductibilité de la TVA après consultation de la Commission de l'Union européenne) : retiré (p. 6435)

Proposition de loi n° 317 visant à protéger les mineurs contre la diffusion de programmes comprenant des scènes de violence gratuite ou de pornographie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 décembre 2002] (p. 6583)

Son intervention (p. 6586)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : cinéma (p. 6586)
Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 6588)
Audiovisuel et communication : cryptage (p. 6588)
Audiovisuel et communication : images de violence et de pornographie (p. 6586)
Audiovisuel et communication : programmes (p. 6586)
Famille : protection de la famille et de l'enfance : mineurs (p. 6588)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 janvier 2003] (p. 42)

Sa présentation du rapport de la délégation aux droits des femmes (p. 55)

Thèmes :

Droit pénal : prostitution : associations (p. 56)
Droit pénal : prostitution : information (p. 57)
Droit pénal : prostitution : insertion professionnelle et sociale (p. 56)
Droit pénal : prostitution : traite des êtres humains (p. 55)
Union européenne : décision-cadre : coopération judiciaire (p. 56)
Union européenne (p. 56)

Discussion des articles [22 janvier 2003] (p. 390) ; [23 janvier 2003] (p. 445)*Après l'article 19 bis*

Son amendement n° 12 (compétence du maire d'une commune non inscrite au schéma départemental pour faire évacuer un terrain privé) : adopté (p. 409)

Article 29 (délivrance d'une autorisation de séjour à l'étranger qui témoigne ou dépose plainte contre un proxénète)

Son amendement n° 194 (p. 459)

Projet de loi n° 574 relatif à l'élection des conseillers régionaux et des représentants au Parlement européen ainsi qu'à l'aide publique aux partis politiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 février 2003] (p. 1153)

Son intervention (p. 1189)

Thèmes :

Constitution : parité (p. 1189)
Elections et référendums : élections européennes : parité (p. 1190)
Elections et référendums : modes de scrutin : parité (p. 1189)
Femmes : parité : statistiques (p. 1190)

Projet de loi n° 885 portant réforme des retraites

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2003] (p. 5149) ; [13 juin 2003] (p. 5187, 5215, 5255) ; [14 juin 2003] (p. 5281, 5312) ; [16 juin 2003] (p. 5339, 5381) ... [2 juillet 2003] (p. 6697)

Article 4 [séances du 19 juin 2003] (assurer en 2008, un montant minimal de retraite égal à 85 % du SMIC)

Son intervention (p. 5596 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [19 juin 2003] (p. 5604)

Proposition de loi organique n° 936 portant réforme de la durée du mandat et de l'âge d'éligibilité des sénateurs ainsi que de la composition du Sénat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 juillet 2003] (p. 6927)

Son intervention en qualité de présidente de la délégation aux droits des femmes (p. 6930)

Thèmes :

Elections et référendums : élections sénatoriales : modes de scrutin (p. 6931)

Elections et référendums : modes de scrutin : parité (p. 6930)

Proposition de loi n° 937 portant réforme de l'élection des sénateurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 juillet 2003] (p. 6927)

Discussion générale commune de la proposition de loi organique n° 936 portant réforme de la durée du mandat et de l'âge d'éligibilité des sénateurs ainsi que de la composition du Sénat et de la proposition de loi n° 937 portant réforme de l'élection des sénateurs (voir Elections et référendums 936)

Discussion des articles [7 juillet 2003] (p. 6977)

Article 5 (champ d'application du mode de scrutin majoritaire à deux tours et de la représentation proportionnelle)

Son intervention (p. 6983)

Émile ZUCCARELLI

*Haute-Corse (1^{ère} circonscription)
Non-inscrit*

Elu le 16 juin 2002

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11065)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1038 tendant à renforcer la parité pour les élections à l'Assemblée de Corse [16 juillet 2003]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Ordre public. attentats. Corse, perspectives [3 décembre 2002] (p. 6066)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 203, posée le 17 mars 2003. Elevage, ovins (J.O. questions p. 1893). Appelée le 18 mars 2003. fièvre catarrhale, Corse (p. 2096)

DÉBATS

Projet de loi constitutionnelle n° 369 relatif à l'organisation décentralisée de la République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 novembre 2002] (p. 5454, 5473, 5512) ; [22 novembre 2002] (p. 5592, 5632)

Article 1er (article 1er de la Constitution - organisation de la République)

Son intervention (p. 5458 et s.)

Son amendement n° 30 (de suppression) (p. 5462)

Son amendement n° 31 (organisation territoriale décentralisée) (p. 5481)

Article 2 (article 37-1 de la Constitution - expérimentations prévues par la loi ou le règlement)

Son intervention (p. 5514 et s.)

Article 3 (article 39 de la Constitution - priorité d'examen du Sénat sur les projets de loi ayant pour principal objet la libre administration des collectivités territoriales et les instances représentatives des Français établis hors de France)

Son intervention (p. 5527)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 124 de Mme Anne-Marie Comparini (saisine automatique du Conseil constitutionnel sur les lois relatives à la libre administration des collectivités territoriales) (p. 5594)

Article 4 (article 72 de la Constitution - libre administration des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 5595 et s.)

Son amendement n° 32 (suppression du deuxième alinéa relatif au principe de subsidiarité) (p. 5609)

Son amendement n° 36 (possibilité, pour les collectivités territoriales, de déroger à titre expérimental aux seules dispositions réglementaires régissant leurs compétences) (p. 5620)

Son amendement n° 34 (nouvelle rédaction de l'alinéa relatif à la collectivité "chef de file") (p. 5624)

Son amendement n° 35 (de clarification afin de renforcer l'interdiction de la tutelle d'une collectivité territoriale sur une autre) (p. 5624)

Son amendement n° 33 (caractère non limitatif des attributions du représentant de l'Etat) (p. 5633)

Article 5 (article 72-1 de la Constitution - renforcement de la démocratie participative locale)

Son amendement n° 37 (création d'une collectivité territoriale ou modification de son organisation ou de son périmètre - consultation préalable des électeurs et des assemblées locales) (p. 5645)

Son amendement n° 38 rectifié (création d'une collectivité territoriale ou modification de son organisation - consultation des électeurs par le Président de la République sur proposition du Gouvernement) (p. 5645)

Projet de loi de finances rectificative n° 382 pour 2002

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 décembre 2002] (p. 6470)

Article 28 (aménagement du régime fiscal des tabacs manufacturés vendus dans les départements de Corse)

Son intervention (p. 6477)

Projet de loi n° 381 pour la sécurité intérieure

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2003] (p. 116)

Son intervention (p. 131)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité : sanctions (p. 131)

Droit pénal : proxénétisme (p. 132)

Police : fouille des véhicules (p. 132)

Proposition de loi n° 501 tendant à la reconnaissance du vote blanc aux élections

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 janvier 2003] (p. 713)

Son intervention (p. 723)

Thèmes :

Elections et référendums : Gouvernement précédent (p. 730)

Elections et référendums : listes électorales : inscription (p. 724, 730)

Elections et référendums : vote blanc : représentativité (p. 723)

Etrangers : droit de vote (p. 723)

Discussion des articles [30 janvier 2003] (p. 730)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Hervé Morin (mise à la disposition des électeurs de bulletins blancs) (p. 734)

Article 1er (décompte séparé des bulletins blancs; mention dans les résultats; absence d'effet sur les suffrages exprimés)

Son intervention (p. 735)

Projet de loi n° 640 relatif aux assistants d'éducation

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 mars 2003] (p. 2463)

Article 1er (création d'une nouvelle catégorie d'emplois occupés par des agents non titulaires au sein de la fonction publique de l'Etat)

Son intervention (p. 2464 et s.)

Projet de loi n° 861 organisant une consultation des électeurs de Corse sur la modification de l'organisation institutionnelle de la Corse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 mai 2003] (p. 4265)

Sa question préalable (p. 4274) : rejetée (p. 4283)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 4275)

Départements (p. 4279)

Etat : organisation (p. 4277)

Femmes : parité (p. 4276)

Ordre public : attentats (p. 4278)

Politique générale : institutions : réforme (p. 4274, 4279)

Discussion des articles [27 mai 2003] (p. 4312)

Article 1er et annexe (consultation des électeurs de Corse sur l'annexe au projet de loi)

Son intervention (p. 4314 et s.)

- Son sous-amendement n° 51 à l'amendement n° 45 de la commission (p. 4324)
Son amendement n° 39 (p. 4324)
- Article 3 (commission de contrôle de la consultation)*
Son amendement n° 27 (p. 4327)
- Article 4 (dispositions du code électoral applicables à la consultation)*
Son amendement n° 28 (p. 4329)
- Article 7 (établissement de la liste des partis et groupements politiques habilités à participer à la campagne)*
Ses amendements n° 29, 30 et 38 (p. 4330)
- Article 9 (organisation de la campagne radiotélévisée)*
Son amendement n° 32 (p. 4331)
- Article 13 (désignation des assesseurs, des délégués et des scrutateurs)*
Son amendement n° 33 (p. 4331)
- Article 15 (institution de commissions de recensement des résultats de la consultation)*
Son amendement n° 36 (p. 4331)
Son amendement n° 37 (p. 4332)
- Article 16 (recensement général des votes par la commission de contrôle)*
Son amendement n° 34 (p. 4332)

Michel ZUMKELLER

*Territoire-de-Belfort (2^{ème} circonscription)
Union pour la Majorité Présidentielle
puis Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 16 juin 2002

Adhère au groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [J.O. du 26 juin 2002] (p. 11064), devenu groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 5 mars 2003] (p. 3868)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2002] (p. 11115)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Politiques communautaires. justice. coopération, demandes d'extradition [8 avril 2003] (p. 2944)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 101, posée le 13 janvier 2003. Assurance maladie maternité : généralités. Non appelée (J.O. questions p. 131)

CONGRÈS DU PARLEMENT DU 17 MARS 2003

- **Projet de loi constitutionnelle relatif au mandat d'arrêt européen**
- **Projet de loi constitutionnelle relatif à l'organisation décentralisée de la République**

CONGRÈS DU PARLEMENT DU 17 MARS 2003

Pierre ALBERTINI

Député

Vote sur le projet de loi constitutionnelle relatif au mandat d'arrêt européen

Son explication de vote [17 mars 2003] (p. 13)

Thèmes :

Constitution : article 88-2 (p. 13)
Etrangers : extradition (p. 13)
Justice : espace judiciaire européen (p. 13)
Union européenne : construction européenne : justice (p. 13)
Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 13)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française de l'Assemblée nationale (p. 13)

Vote sur le projet de loi constitutionnelle relatif à l'organisation décentralisée de la République

Son explication de vote [17 mars 2003] (p. 29)

Thèmes :

Collectivités territoriales : autonomie financière (p. 30)
Collectivités territoriales : coopération entre collectivités : collectivité "chef de file" (p. 30 et s.)
Collectivités territoriales : démocratie locale (p. 30)
Collectivités territoriales : expérimentation (p. 30)
Collectivités territoriales : péréquation (p. 30)
Etat (p. 30)
Etat : réforme (p. 30)
Partis et mouvements politiques : gauche : décentralisation (p. 30)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française de l'Assemblée nationale (p. 31)

Nicolas ALFONSI

Sénateur

Vote sur le projet de loi constitutionnelle relatif au mandat d'arrêt européen

Son explication de vote [17 mars 2003] (p. 14)

Thèmes :

Justice : espace judiciaire européen (p. 14)
Politiques communautaires : lutte contre le terrorisme (p. 15)
Union européenne : construction européenne : extradition (p. 15)
Union européenne : construction européenne : parquet (p. 15)

Vote pour du groupe du Rassemblement démocratique et social européen du Sénat (p. 14)

Michèle ANDRÉ

Sénateur

Vote sur le projet de loi constitutionnelle relatif au mandat d'arrêt européen

Son explication de vote [17 mars 2003] (p. 12)

Thèmes :

Etrangers : extradition (p. 13)
Justice : espace judiciaire européen (p. 12)
Union européenne : construction européenne : parquet (p. 13)
Vote pour du groupe socialiste du Sénat (p. 13)

Nicole BORVO

Sénateur

Vote sur le projet de loi constitutionnelle relatif à l'organisation décentralisée de la République

Son explication de vote [17 mars 2003] (p. 21)

Thèmes :

Assemblée nationale : Président : décentralisation (p. 21)
Assemblée nationale : Président : Irak (p. 21)
Collectivités territoriales : décentralisation : référendums (p. 21)
Collectivités territoriales : démocratie locale (p. 22)
Elections et référendums : élections régionales : modes de scrutin (p. 22)
Etat (p. 22)
Fonctionnaires et agents publics (p. 22)
Politique générale : libéralisme (p. 22)
Régions (p. 22)
Vote contre du groupe communiste républicain et citoyen du Sénat (p. 23)

Robert BRET

Sénateur

Vote sur le projet de loi constitutionnelle relatif au mandat d'arrêt européen

Son explication de vote [17 mars 2003] (p. 12)

Thèmes :

Constitution : révision (p. 12)
Droits de l'homme et libertés publiques (p. 12)
Etrangers : extradition (p. 12)
Politiques communautaires : lutte contre le terrorisme (p. 12)
Vote contre du groupe communiste républicain et citoyen du Sénat (p. 12)

André CHASSAIGNE

Député

Vote sur le projet de loi constitutionnelle relatif à l'organisation décentralisée de la République

Son explication de vote [17 mars 2003] (p. 20)

Thèmes :

Aménagement du territoire (p. 20 et s.)
Assemblée nationale : Président : Irak (p. 20)
Collectivités territoriales : décentralisation : projets de loi (p. 22)
Collectivités territoriales : démocratie locale (p. 20)
Collectivités territoriales : expérimentation (p. 20)
Collectivités territoriales : libre administration (p. 20 et s.)
Collectivités territoriales : péréquation (p. 20 et s.)
Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 20 et s.)
Elections et référendums : élections régionales : modes de scrutin (p. 20)
Etat (p. 21)
Impôts locaux (p. 21)
Parlement : Sénat : prérogatives (p. 20)
Politique générale : institutions : réforme (p. 20)
Politique générale : libéralisme (p. 21)
Relations internationales : guerre : Irak (p. 20)

Vote contre du groupe des Député-e-s Communistes et Républicains de l'Assemblée nationale (p. 21)

Pascal CLÉMENT

Député

Vote sur le projet de loi constitutionnelle relatif à l'organisation décentralisée de la République

Son explication de vote [17 mars 2003] (p. 25)

Thèmes :

Collectivités territoriales : autonomie financière (p. 26)
Etat : décentralisation : subsidiarité (p. 26)
Etat : réforme (p. 26)
Fonctionnaires et agents publics (p. 26)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire de l'Assemblée nationale (p. 26)

Jean-Louis DEBRÉ

*Président de l'Assemblée nationale
Président du Congrès*

Donne lecture du décret [J.O. du 28 février 2003] (p. 3545) de convocation du Parlement en Congrès [17 mars 2003] (p. 5)
Rappelle le règlement applicable (p. 7)
Réaffirme la nécessité absolue d'un désarmement de l'Irak par des voies pacifiques et sous l'égide des Nations unies (p. 16)
Déclare close la session du Congrès du Parlement (p. 31)

Pierre FAUCHON

Sénateur

Vote sur le projet de loi constitutionnelle relatif au mandat d'arrêt européen

Son explication de vote [17 mars 2003] (p. 14)

Thèmes :

Politiques communautaires : lutte contre le terrorisme (p. 14)
Union européenne : construction européenne : justice (p. 14)
Vote pour du groupe de l'Union centriste du Sénat (p. 14)

Jacques FLOCH

Député

Vote sur le projet de loi constitutionnelle relatif au mandat d'arrêt européen

Son explication de vote [17 mars 2003] (p. 11)

Thèmes :

Etrangers : extradition (p. 11)
Justice : espace judiciaire européen (p. 11)
Politiques communautaires : lutte contre le terrorisme (p. 11)
Vote pour du groupe socialiste de l'Assemblée nationale (p. 11)

Michel MERCIER

Sénateur

Vote sur le projet de loi constitutionnelle relatif à l'organisation décentralisée de la République

Son explication de vote [17 mars 2003] (p. 24)

Thèmes :

Collectivités territoriales : autonomie financière (p. 25)
Collectivités territoriales : libre administration (p. 25)
Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 25)
Etat : décentralisation : subsidiarité (p. 25)
Partis et mouvements politiques : UDF : décentralisation (p. 24)
Vote pour du groupe de l'Union centriste du Sénat (p. 25)

Jacques PELLETIER

Sénateur

Vote sur le projet de loi constitutionnelle relatif à l'organisation décentralisée de la République

Son explication de vote [17 mars 2003] (p. 19)

Thèmes :

Collectivités territoriales : autonomie financière (p. 19)
Collectivités territoriales : démocratie locale (p. 19)
Collectivités territoriales : expérimentation (p. 19)

Elections et référendums : abstentionnisme (p. 19)
Etat : décentralisation : subsidiarité (p. 19)
Etat : réforme (p. 19 et s.)
Partis et mouvements politiques : gauche : décentralisation (p. 19)
Régions (p. 19)

Vote pour du groupe du Rassemblement démocratique et social européen du Sénat (p. 20)

Dominique PERBEN

Garde des sceaux, ministre de la justice

Vote sur le projet de loi constitutionnelle relatif au mandat d'arrêt européen

Son intervention avant les explications de vote [17 mars 2003] (p. 7)

Thèmes :

Amnistie (p. 9)
Droit pénal : code de procédure pénale : réforme (p. 9)
Justice : espace judiciaire européen (p. 8)
Union européenne : constitution européenne (p. 8)
Union européenne : Convention sur l'avenir de l'Europe (p. 8)
Union européenne : décision-cadre (p. 8)

Jean-Claude PEYRONNET

Sénateur

Vote sur le projet de loi constitutionnelle relatif à l'organisation décentralisée de la République

Son explication de vote [17 mars 2003] (p. 23)

Thèmes :

Assemblée nationale : Président : Irak (p. 23)
Collectivités territoriales : autonomie financière (p. 24)
Collectivités territoriales : coopération entre collectivités : collectivité "chef de file" (p. 23)
Collectivités territoriales : décentralisation : référendums (p. 23)
Collectivités territoriales : expérimentation (p. 24)
Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 24)
Communes (p. 24)
Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 24)
Etat (p. 23 et s.)
Etat : décentralisation : subsidiarité (p. 23)
Partis et mouvements politiques : gauche : décentralisation (p. 23)
Vote contre du groupe socialiste du Sénat (p. 24)

Jean-Pierre RAFFARIN

Premier ministre

Vote sur le projet de loi constitutionnelle relatif à l'organisation décentralisée de la République

Son intervention avant les explications de vote [17 mars 2003] (p. 16)

Thèmes :

Collectivités territoriales : autonomie financière (p. 17 et s.)
Collectivités territoriales : décentralisation : projets de loi (p. 16)
Collectivités territoriales : démocratie locale (p. 16 et s.)
Collectivités territoriales : expérimentation (p. 17)
Collectivités territoriales : péréquation (p. 18)
Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 17)
Elections et référendums : abstentionnisme (p. 16)
Etat (p. 16 et s.)
Etat : décentralisation : subsidiarité (p. 17)
Etat : réforme (p. 18)
Ordre public (p. 16 et s.)
Outre-mer (p. 18)
Partis et mouvements politiques : gauche : décentralisation (p. 18)
Régions (p. 18)
Régions : Corse (p. 18)
Relations internationales : guerre : Irak (p. 16)

Henri de RAINCOURT*Sénateur***Vote sur le projet de loi constitutionnelle relatif à l'organisation décentralisée de la République**

Son explication de vote [17 mars 2003] (p. 28)

Thèmes :

Collectivités territoriales : coopération entre collectivités : collectivité "chef de file" (p. 29)
 Collectivités territoriales : expérimentation (p. 29)
 Etat (p. 29)
 Etat : décentralisation : subsidiarité (p. 29)
 Parlement : Sénat : prérogatives (p. 29)
 Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire du Sénat (p. 29)

Xavier de ROUX*Député***Vote sur le projet de loi constitutionnelle relatif au mandat d'arrêt européen**

Son explication de vote [17 mars 2003] (p. 10)

Thèmes :

Amnistie (p. 10)
 Constitution : révision (p. 10)
 Droit pénal : procédure pénale (p. 10)
 Etat : souveraineté (p. 10)
 Etrangers : extradition (p. 10)
 Union européenne : décision-cadre (p. 10)
 Union européenne : décision-cadre : Conseil d'Etat (p. 10)
 Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 10)
 Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire de l'Assemblée nationale (p. 10)

Ségolène ROYAL*Députée***Vote sur le projet de loi constitutionnelle relatif à l'organisation décentralisée de la République**

Son explication de vote [17 mars 2003] (p. 26)

Thèmes :

Assemblée nationale : Président : décentralisation (p. 27)
 Collectivités territoriales : décentralisation : référendums (p. 26)
 Collectivités territoriales : péréquation (p. 27 et s.)
 Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 27 et s.)
 Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 28)
 Elections et référendums : élections régionales : modes de scrutin (p. 27)
 Fonctionnaires et agents publics (p. 27)
 Régions (p. 27)
 Vote contre du groupe socialiste de l'Assemblée nationale (p. 28)

Michel VAXÈS*Député***Vote sur le projet de loi constitutionnelle relatif au mandat d'arrêt européen**

Son explication de vote [17 mars 2003] (p. 9)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 9)
 Etrangers : extradition (p. 9)
 Relations internationales : guerre : Irak (p. 9)
 Union européenne : actes communautaires : inconstitutionnalité (p. 9)
 Union européenne : décision-cadre (p. 10)
 Vote contre du groupe des Député-e-s Communistes et Républicains de l'Assemblée nationale (p. 10)

Xavier de VILLEPIN*Sénateur***Vote sur le projet de loi constitutionnelle relatif au mandat d'arrêt européen**

Son explication de vote [17 mars 2003] (p. 11)

Thèmes :

Politiques communautaires : lutte contre le terrorisme (p. 11)
 Union européenne : constitution européenne (p. 11)
 Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire du Sénat (p. 12)